ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE NOMINATIVE

établie par le Service des Archives de l'Assemblée Nationale

Du 1er janvier 1987 au 25 février 1988

8e LÉGISLATURE

Seconde session ordinaire de 1986-1987.....	Du 2 avril au 30 juin 1987
Première session extraordinaire de 1986-1987.....	Du 1er au 9 juillet 1987
Première session ordinaire de 1987-1988.....	Du 2 octobre au 20 décembre 1987
Première session extraordinaire de 1987-1988.....	Du 21 au 23 décembre 1987
Deuxième session extraordinaire de 1987-1988.....	Du 2 au 25 février 1988

EXPLICATION DES SIGLES

A.C.P. ..... Afrique, Caraïbes, Pacifique.
A.C.P. ..... Agence centrale de presse.
A.D.A.S.E.A. ..... Association départementale d'aménagement des structures des exploitations agricoles.
A.F.M.E. ..... Agence française pour la maîtrise de l'énergie.
A.F.P. ..... Agence France-presse.
A.F.P.A. ..... Association pour la formation professionnelle des adultes.
A.I.T.V. ..... Agence internationale francophone d'images de télévision.
A.J.E. ..... Allocation au jeune enfant.
A.N.A.H. ..... Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
A.N.P.E. ..... Agence nationale pour l'emploi.
A.N.T. ..... Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.
A.N.V.A.R. ..... Agence nationale pour la valorisation de la recherche.
A.P.E. ..... Allocation parentale d'éducation.
A.P.L. ..... Aide personnalisée au logement.
A.S.S.E.D.I.C. ..... Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
A.T.O.S. ..... Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires.
B.A.P.S.A. ..... Budget annexe des prestations sociales agricoles.
B.I.C. ..... Bénéfices industriels et commerciaux.
B.R.G.M. ..... Bureau de recherches géologiques et minières.
B.T.P. ..... Bâtiments et travaux publics.
B.U.M.I.D.O.M. ... Bureau pour le développement des migrations intéressant les D.O.M.
C.A.E.C.L. ..... Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.
C.D.J.A. ..... Centre départemental des jeunes agriculteurs.
C.D.S. ..... Centre des démocrates sociaux.
C.E.A. ..... Commissariat à l'énergie atomique.
C.E.C.A. ..... Communauté européenne du charbon et de l'acier.
C.E.E. ..... Communauté économique européenne.
C.F.P.A. ..... Centre de formation professionnelle des avocats.
C.G.C. ..... Confédération générale des cadres.
C.G.I. ..... Code général des impôts.
C.G.T. ..... Confédération générale du travail.
C.H.R. ..... Centre hospitalier régional.
C.H.U. ..... Centre hospitalo-universitaire.
C.J.C.E. ..... Cour de justice des communautés européennes.
C.M.P. ..... Commission mixte paritaire.
C.N.A.F. ..... Caisse nationale d'allocations familiales.
C.N.A.M. ..... Caisse nationale d'assurance maladie.
C.N.A.V. ..... Caisse nationale d'assurance vieillesse.
C.N.C.A. ..... Centre national de la communication audiovisuelle.
C.N.C.A. ..... Caisse nationale du crédit agricole.
C.N.C.L. ..... Commission nationale de la communication et des libertés.
C.N.E.S. ..... Centre national d'études spatiales.
C.N.I.L. ..... Commission nationale de l'informatique et des libertés.
C.N.J.A. ..... Centre national des jeunes agriculteurs.
C.N.P.F. ..... Conseil national du patronat français.
C.N.R.A.C.L. ..... Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.
C.N.R.S. ..... Centre national de la recherche scientifique.
C.N.U.C.E.D. ..... Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.
C.O.B. ..... Commission des opérations de bourse.
C.O.D.E.R. ..... Commission de développement économique régional.
C.O.T.O.R.E.P. .... Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.
C.P. ..... Code pénal.
C.R.T. ..... Conseils régionaux du tourisme.
C.S.C.O. ..... Conseil supérieur de coordination et d'orientation de l'économie agricole.
C.S.F.E. ..... Conseil supérieur des Français de l'étranger.
C.U.M.A. ..... Coopérative d'utilisation de matériels agricoles.
D.A.T.A.R. ..... Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
D.D.A.S.S. ..... Direction départementale d'action sanitaire et sociale.
D.F.C.I. ..... Défense forestière contre les incendies.
D.G.E. ..... Dotation globale d'équipement.
D.G.F. ..... Dotation globale de fonctionnement.
D.G.T. ..... Direction générale des télécommunications.
D.M.O.S. ..... Diverses mesures d'ordre social.
D.O.M. ..... Département d'outre-mer.
E.D.F. ..... Electricité de France.
E.M.C. ..... Entreprise minière et chimique.
E.N.A. ..... Ecole nationale d'administration.
E.N.I.M. ..... Etablissement national des invalides de la marine.
F.A.C. ..... Fonds d'action culturel.
F.A.C. ..... Fonds d'aide et de coopération.
F.A.R. ..... Force d'action rapide.
F.C.P. ..... Fonds commun de placement.
F.C.T.V.A. ..... Fonds de compensation de la T.V.A.
F.E.N. ..... Fédération de l'éducation nationale.
F.E.O.G.A. ..... Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
F.I.A.M. ..... Fonds interactivité d'aménagement de la montagne.
F.I.D.I.P.R.A. ..... Fédération interdépartementale de défense des intérêts des préretraités et retraités assimilés.
F.I.N.U.L. ..... Force d'interposition des Nations-Unies au Liban.
F.L.N.C. ..... Front de libération nationale corse.
F.L.N.K.S. ..... Front de libération nationale kanak socialiste.
F.M.I. ..... Fonds monétaire international.
F.M.V.J. ..... Fédération mondiale des villes jumelées.
F.N.D.S. ..... Fonds national pour le développement du sport.
F.N.E. ..... Fonds national pour l'emploi.
F.N./R.N. ..... Front national/Rassemblement national.
F.N.S. ..... Force nucléaire stratégique.
F.O.N.J.E.P. ..... Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.
F.O.R.M.A. ..... Fonds d'orientation des marchés agricoles.
F.O.S.T. ..... Force océanique stratégique.
F.S.G.T. ..... Fonds spécial de grands travaux.

G.A.E.C. ..... Groupement agricole d'exploitation en commun.
G.A.T.T. ..... General agreement on tarifs and trade.
G.D.F. ..... Gaz de France.
G.F.A. ..... Groupement foncier agricole.
G.I.A.T. ..... Groupement des industries d'armement terrestre.
G.V.T. ..... Glissement, vieillesse, technicité.
H.L.M. ..... Habitation à loyer modéré.
I.D.S. ..... Initiative de défense stratégique.
I.F.R.E.M.E.R. ..... Institut français pour la recherche et l'exploitation de la mer.
I.G.A. ..... Inspection générale de l'administration.
I.G.A.S. ..... Inspection générale des affaires sociales.
I.G.F. ..... Impôt sur les grandes fortunes.
I.G.P.N. ..... Inspection générale de la police nationale.
I.G.S. ..... Inspection générale des services.
I.N.A. ..... Institut national de l'audiovisuel.
I.N.A.O. ..... Institut national des appellations d'origine.
I.N.R.A. ..... Institut national de recherches agronomiques.
I.N.S.E.E. ..... Institut national de la statistique et des études économiques.
I.N.S.E.R.M. ..... Institut national de la santé et de la recherche médicale.
I.R.C.H.A. ..... Institut national de recherche chimique appliquée.
I.U.T. ..... Institut universitaire de technologie.
I.V.G. ..... Interruption volontaire de grossesse.
J.O. ..... Journal officiel.
J.O.C. ..... Jeunesse ouvrière chrétienne.
L.I.C.R.A. ..... Ligue contre le racisme et l'antisémitisme.
M.C.M. ..... Montants compensatoires monétaires.
M.D.P.A. ..... Mines de potasse d'Alsace.
M.R.A.P. ..... Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples.
M.R.G. ..... Mouvement des radicaux de gauche.
O.C.D.E. ..... Organisation de coopération et de développement économique.
O.I.D. ..... Opérations intégrées de développement.
O.L.P. ..... Organisation de libération de la Palestine.
O.N.A.C. ..... Office national des anciens combattants.
O.N.A.S.E.C. ..... Office national à l'action sociale éducative et culturelle.
O.N.F. ..... Office national des forêts.
O.N.I. ..... Office national d'immigration.
O.P.A.C. ..... Office public d'aménagement et de construction.
O.P.A.H. ..... Opérations programmées d'amélioration de l'habitat.
O.P.H.L.M. ..... Office public d'habitations à loyer modéré.
O.R.S.T.O.M. ..... Institut français de recherche pour le développement en coopération.
O.T.A.N. ..... Organisation du traité de l'Atlantique Nord.
P.A.C. ..... Politique agricole commune.
P.A.F. ..... Plan d'action foncière.
P.A.H. ..... Prime à l'amélioration de l'habitat.
P.A.L.U.L.O.S. ..... Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
P.A.P. ..... Prêt d'accession à la propriété.
P.A.Z. ..... Plan d'action de zone.
P.C. ..... Prêts conventionnés.
P.C.F. ..... Parti communiste français.
P.E.J. ..... Plan d'emploi des jeunes.
P.E.L. ..... Prêt d'épargne logement.
P.E.R. ..... Plan d'épargne retraite.
P.I.A.O. ..... Permanence d'information, d'accueil et d'orientation.
P.I.B. ..... Produit intérieur brut.
P.I.L. ..... Programme d'insertion locale.
P.I.M. ..... Programme intégré méditerranéen.
P.L.A. ..... Prêt locatif aidé.
Plan E.M.E.P. ..... Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe.
P.L.D. ..... Plafond légal de densité.
P.M.E./P.M.I. ..... Petites et moyennes entreprises./Petites et moyennes industries.
P.M.I. ..... Protection maternelle et infantile.
P.M.U. ..... Pari mutuel urbain.
P.O.S. ..... Plan d'occupation des sols.
P.R. ..... Parti républicain.
P.S. ..... Parti socialiste.
P.T.T. ..... Postes, téléphone et télécommunications.
P.V.D. ..... Pays en voie de développement.
R.A.T.P. ..... Régie autonome des transports parisiens.
R.F.A. ..... République fédérale d'Allemagne.
R.F.I. ..... Radio-France-International.
R.F.O. ..... Radio-France-outre-mer.
R.F.P. ..... Régie française de publicité.
R.P.C.R. ..... Rassemblement pour la Calédonie dans la République.
R.P.R. ..... Rassemblement pour la République.
S.A.C.E.M. ..... Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.
S.A.F.E.R. ..... Société d'aménagement foncier et d'établissement rural.
S.C.P.R.I. ..... Service central de protection contre les rayonnements ionisants.
S.D.A.M.U. ..... Service départemental d'aide médicale d'urgence.
S.E.I.T.A. ..... Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
S.F.P. ..... Société française de production.
S.G.D.N. ..... Secrétariat général de la défense nationale.
S.I.C.A.V. ..... Société d'investissement à capital variable.
S.I.D.A. ..... Syndrome immuno-déficitaire acquis.
S.J.T.I. ..... Service juridique et technique d'information.
S.L.E.C. ..... Société locale d'équipement du câble.
S.M.E. ..... Système monétaire européen.
S.M.I.C. ..... Salaire minimum interprofessionnel de croissance.
S.N.C.F. ..... Société nationale des chemins de fer français.
S.N.E. ..... Syndicat national de l'édition.
S.N.E.P. ..... Société nationale des entreprises de presse.
S.N.L.E. ..... Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.
T.D.F. ..... Télédiffusion de France.
T.G.V. ..... Train à grande vitesse.
T.O.M. ..... Territoires d'outre-mer.
T.U.C. ..... Travaux d'utilité collective.
T.V.A. ..... Taxe sur la valeur ajoutée.
U.D.F. ..... Union pour la démocratie française.
U.E.O. ..... Union de l'Europe occidentale.
U.E.R. ..... Unité d'enseignement et de recherche.
U.G.B. ..... Unité de gros bétail.
U.N.A.P.A. ..... Union nationale des associations de défense des préretraités et retraités assimilés.
U.N.E.D.I.C. ..... Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
U.N.I.L. ..... Union nationale interprofessionnelle du logement.
Z.A.C. ..... Zone d'aménagement concerté.
Z.I.F. ..... Zone d'intervention foncière.

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la date des Séances avec la date de la Publication,
la pagination, les numéros des Débats et les numéros des Microfiches.

(Compte rendu)

ANNÉE 1987

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS		NUMÉROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS		NUMÉROS des microfiches.
2 avril	3 avril	1 à 14	1	001	5 juin	6 juin	2015 à 2070	34	035
7 avril	8 avril	15 à 72	2	002	9 juin	10 juin	2073 à 2168	35	036
8 avril	9 avril	73 à 122	3	003	10 juin	11 juin	2169 à 2246	36	037
9 avril	10 avril	123 à 202	4	004	11 juin	12 juin	2247 à 2300	37	038
10 avril	11 avril	203 à 270	5	005	12 juin	13 juin	2301 à 2364	38	039
14 avril	15 avril	271 à 342	6	006	15 juin	16 juin	2365 à 2408	39	040
15 avril	16 avril	243 à 394	7	007	16 juin	17 juin	2409 à 2504	40	041
16 avril	17 avril	395 à 456	8	008	17 juin	18 juin	2505 à 2822	41	042-045
21 avril	22 avril	457 à 536	9	009	18 juin	19 juin	2823 à 2886	42	046
22 avril	23 avril	537 à 592	10	010	19 juin	20 juin	2887 à 2990	43	047-048
23 avril	24 avril	593 à 648	11	011	22 juin	23 juin	2991 à 3032	44	049
24 avril	25 avril	649 à 666	12	012	23 juin	24 juin	3033 à 3106	45	050
28 avril	29 avril	667 à 726	13	013	24 juin	25 juin	3107 à 3148	46	051
29 avril	30 avril	727 à 792	14	014	25 juin	26 juin	3149 à 3228	47	052
30 avril	1er mai	793 à 832	15	015	26 juin	27 juin	3229 à 3308	48	053
5 mai	6 mai	833 à 882	16	016	29 juin	30 juin	3309 à 3370	49	054
6 mai	7 mai	883 à 944	17	017	30 juin	1er juillet	3371 à 3416	50	055
7 mai	8 mai	945 à 1002	18	018	1er juillet	2 juillet	3441 à 3524	51	056
12 mai	13 mai	1003 à 1062	19	019	2 juillet	3 juillet	3525 à 3632	52	057-058
13 mai	14 mai	1063 à 1124	20	020	3 juillet	4 juillet	3633 à 3686	53	059
14 mai	15 mai	1125 à 1182	21	021	7 juillet	8 juillet	3687 à 3768	54	060
15 mai	16 mai	1183 à 1250	22	022	8 juillet	9 juillet	3769 à 3880	55	061-062
18 mai	19 mai	1251 à 1294	23	023	9 juillet	10 juillet	3881 à 3914	56	063
19 mai	20 mai	1295 à 1354	24	024	2 octobre ...	3 octobre	3915 à 3934	57	064
20 mai	21 mai	1355 à 1432	25	025	6 octobre ...	7 octobre	3935 à 3984	58	065
21 mai	22 mai	1433 à 1496	26	026	7 octobre ...	8 octobre	3985 à 4040	59	066
22 mai	23 mai	1497 à 1576	27	027	8 octobre ...	9 octobre	4041 à 4076	60	067
25 mai	26 mai	1577 à 1626	28	028	9 octobre ...	10 octobre	4077 à 4196	61	068-069
26 mai	27 mai	1627 à 1698	29	029	13 octobre ...	14 octobre	4197 à 4246	62	070
27 mai	28 mai	1699 à 1780	30	030	14 octobre ...	15 octobre	4247 à 4350	63	071-072
2 juin	3 juin	1781 à 1836	31	031	15 octobre ...	16 octobre	4351 à 4456	64	073-074
3 juin	4 juin	1837 à 1944	32	032-033	16 octobre ...	17 octobre	4457 à 4502	65	075
4 juin	5 juin	1945 à 2014	33	034	20 octobre ...	21 octobre	4503 à 4562	66	076

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.
21 octobre ...	22 octobre.....	4563 à 4626	67	077	26 novembre .	27 novembre...	6459 à 6476	92	105
22 octobre ...	23 octobre.....	4627 à 4702	68	078	27 novembre .	28 novembre...	6477 à 6522	93	106
23 octobre ...	24 octobre.....	4703 à 4788	69	079	30 novembre .	1er décembre ...	6523 à 6584	94	107
26 octobre ...	27 octobre.....	4789 à 4866	70	080	1er décembre..	2 décembre ...	6585 à 6658	95	108
27 octobre ...	28 octobre.....	4867 à 4948	71	081	2 décembre..	3 décembre ...	6659 à 6712	96	109
28 octobre ...	29 octobre.....	4949 à 5020	72	082	3 décembre..	4 décembre ...	6713 à 6766	97	110
29 octobre ...	30 octobre.....	5021 à 5112	73	083	4 décembre..	5 décembre ...	6767 à 6824	98	111
30 octobre ...	31 octobre.....	5113 à 5184	74	084	7 décembre..	8 décembre ...	6825 à 6868	99	112
2 novembre .	3 novembre...	5185 à 5256	75	085	8 décembre..	9 décembre ...	6869 à 6982	100	113-114
3 novembre .	4 novembre...	5257 à 5334	76	086	9 décembre..	10 décembre ...	6983 à 7058	101	115
4 novembre .	5 novembre...	5335 à 5422	77	087	10 décembre..	11 décembre ...	7059 à 7148	102	116
5 novembre .	6 novembre...	5423 à 5486	78	088	11 décembre..	12 décembre ...	7149 à 7230	103	117
6 novembre .	7 novembre...	5487 à 5588	79	089-090	12 décembre..	13 décembre ...	7231 à 7306	104	118
9 novembre .	10 novembre...	5589 à 5668	80	091	14 décembre..	15 décembre ...	7307 à 7392	105	119
10 novembre .	11 novembre...	5669 à 5718	81	092	15 décembre..	16 décembre ...	7393 à 7498	106	120-121
12 novembre .	13 novembre...	5719 à 5818	82	093-094	16 décembre..	17 décembre ...	7499 à 7614	107	122-123
13 novembre .	14 novembre...	5819 à 5960	83	095-096	17 décembre..	18 décembre ...	7615 à 7706	108	124
17 novembre .	18 novembre...	5961 à 6008	84	097	18 décembre..	19 décembre ...	7707 à 7802	109	125
18 novembre .	19 novembre...	6009 à 6070	85	098	19 décembre..	20 décembre ...	7803 à 7894	110	126
19 novembre .	20 novembre...	6071 à 6132	86	099	20 décembre..	21 décembre ...	7895 à 7954	111	127
20 novembre .	21 novembre...	6133 à 6204	87	100	21 décembre..	22 décembre ...	7955 à 8028	112	128
21 novembre .	22 novembre...	6205 à 6268	88	101	22 décembre..	23 décembre ...	8029 à 8070	113	129
23 novembre .	24 novembre...	6269 à 6328	89	102	23 décembre..	24 décembre ...	8071 à 8112	114	130
24 novembre .	25 novembre...	6329 à 6426	90	103					
25 novembre .	26 novembre...	6427 à 6458	91	104					

ANNÉE 1988

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.
2 février	3 février.....	1 à 48	1		4 février	5 février.....	125 à 228	3	
3 février	4 février.....	51 à 124	2		23 février	24 février.....	229 à 302	4	

INDICATIONS PRÉLIMINAIRES

	Pages.
I. — **Composition de l'Assemblée nationale :**	
1. Liste par département des départements proclamés élus	IX
2. Liste alphabétique des députés	XIII
II. — **Modifications de la composition de l'Assemblée nationale :**	
A. — Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par circonscription	XVIII
B. — Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par ordre alphabétique	XVIII
C. — Députés décédés	XVIII
D. — Démission de députés	XVIII
III. — **Groupes politiques**	XIX
IV. — **Bureau de l'Assemblée nationale**	XXI
V. — **Commissions permanentes**	XXII
VI. — **Commissions mixtes paritaires**	XXV
VII. — **Commissions spéciales**	XXVI
VIII. — **Désignation des représentants de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe**	XXVII
IX. — **Délégations de l'Assemblée nationale à des organismes extraparlementaires**	XXVIII
X. — **Autres délégations de l'Assemblée nationale**	XXIX
XI. — **Haute cour de justice**	XXX
XII. — **Sessions**	XXXI
XIII. — **Composition du deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac :**	
1. Par ordre alphabétique	XXXII
2. Par ministère	XXXII
3. Modifications	XXXIII

I. — COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. — LISTE PAR DEPARTEMENT DES DEPUTES A LA DATE DU 1er JANVIER 1987

I. — DEPARTEMENTS DE LA METROPOLE

01 — Ain

MM. Guichon (Lucien).
Millon (Charles).
Ravassard (Noël).
Saint-Pierre (Dominique).

02 — Aisne

MM. Balligand (Jean-Pierre).
Lamant (Jean-Claude).
Lefranc (Bernard).
Le Meur (Daniel).
Rossi (André).

03 — Allier

MM. Belorgey (Jean-Michel).
Lacarin (Jacques).
Lajoinie (André).
Rolland (Hector).

04 — Alpes-de-Haute-Provence

MM. Bellon (André).
Delmar (Pierre).

05 — Alpes (Hautes-)

MM. Bernard-Reymond (Pierre).
Chevallier (Daniel).

06 — Alpes-Maritimes

MM. Aubert (Emmanuel).
Bachelet (Pierre).
Colonna (Jean-Hugues).
Ehrmann (Charles).
Fiszbin (Henri).
Médecin (Jacques).
Mme Moreau (Louise).
MM. Peyrat (Jacques).
Peyron (Albert).

07 — Ardèche

MM. Chapuis (Robert).
Michel (Jean-François).
Perbet (Régis).

08 — Ardennes

MM. Mas (Roger).
Sourdille (Jacques).
Vuibert (Michel).

09 — Ariège

MM. Bonrepaux (Augustin).
Cuq (Henri).

10 — Aube

MM. Cartelet (Michel).
Galley (Robert).
Micaux (Pierre).

11 — Aude

MM. Barailla (Régis).
Cambolive (Jacques).
Cassabel (Jean-Pierre).

12 — Aveyron

MM. Briane (Jean).
Godfrain (Jacques).
Rigal (Jean).

13 — Bouches-du-Rhône

MM. Arrighi (Pascal).
Blum (Roland).
Domenech (Gabriel).
Gaudin (Jean-Claude).
Hermier (Guy).
Léonetti (Jean-Jacques).
Perdomo (Ronald).
de Peretti Della Rocca (Jean-Pierre).
Pezet (Michel).
Porelli (Vincent).
Roatta (Jean).
Roussel (Jean).
Sammarco (Philippe).
Siffre (Jacques).
Toga (Maurice).
Vauzelle (Michel).

14 — Calvados

MM. Fanton (André).
Ledran (André).
Mexandeau (Louis).
d'Ornano (Michel).
Mme Roudy (Yvette).
M. Saint-Ellier (Francis).

15 — Cantal

MM. Raynal (Pierre).
Souchon (René).

16 — Charente

MM. Boucheron (Jean-Michel).
Hardy (Francis).
Houssin (Pierre-Rémy).
Lambert (Jérôme).

17 — Charente-Maritime

MM. Branger (Jean-Guy).
Busserean (Dominique).
Crépeau (Michel).
de Lipkowski (Jean).
Marchand (Philippe).

18 — Cher

MM. Calmat (Alain).
Deniau (Jean-François).
Rimbault (Jacques).

19 — Corrèze

MM. Bechter (Jean-Pierre).
Cassaing (Jean-Claude).
Charbonnel (Jean).

2A — Corse-du-Sud

MM. Alfonsi (Nicolas).
de Rocca Serra (Jean-Paul).

2B — Corse (Haute-)

MM. Pasquini (Pierre).
Zuccarelli (Emile).

21 — Côte-d'Or

MM. Carraz (Roland).
Jacob (Lucien).
Mathieu (Gilbert).
Patriat (François).
Poujade (Robert).

22 — Côtes-du-Nord

MM. Benoit (René).
Chouat (Didier).
Couepel (Sébastien).
Cousin (Bertrand).
Josselin (Charles).

23 — Creuse

MM. Chartron (Jacques).
Lejeune (André).

24 — Dordogne

MM. Bonnet (Alain).
Dumas (Roland).
Guéna (Yves).
Marty (Elie).

25 — Doubs

M. Bêche (Guy).
Mme Bouchardeau (Huguette).
MM. Jacquemin (Michel).
Kuster (Gérard).
Vuillaume (Roland).

26 — Drôme

MM. Michel (Henri).
Mouton (Jean).
Parent (Régis).
Pesce (Rodolphe).

27 — Eure

MM. Debré (Jean-Louis).
Deschaux-Beaume (Freddy).
Loncle (François).
Michel (Claude).
Poniatowski (Ladislas).

28 — Eure-et-Loir

M. Dousset (Maurice).
Mlle Gaspard (Françoise).
MM. Lemoine (Georges).
Taugourdeau (Martial).

29 — Finistère

MM. Bécam (Marc).
Cozan (Jean-Yves).
Goasduff (Jean-Louis).
Gourmelon (Joseph).
Mme Jacq (Marie).
MM. Le Pensec (Louis).
Miossec (Charles).
Peuziat (Jean).

30 — Gard

MM. Bousquet (Jean).
de Chambrun (Charles).
Deschamps (Bernard).
Mme Dufoix (Georgina).
M. Journet (Alain).

31 — Garonne (Haute-)

MM. Bapt (Gérard).
Baudis (Pierre).
Diebold (Jean).
Jospin (Lionel).
Montastruc (Pierre).
Ortet (Pierre).
Raymond (Alex).
Roger-Machart (Jacques).
Séguéla (Jean-Paul).

32 — Gers

MM. Laborde (Jean).
de Montesquiou (Aymeri).

33 — Gironde

MM. Cazalet (Robert).
César (Gérard).
Chaban-Delmas (Jacques).
Dalbos (Jean-Claude).
Garmendia (Pierre).
Mme Lalumière (Catherine).
MM. Mitterrand (Gilbert).
Peyret (Michel).
Sainte-Marie (Michel).
Sirgue (Pierre).
Valleix (Jean).

34 — Hérault

MM. Barrau (Alain).
Couveinhes (René).
Diméglio (Willy).
Frêche (Georges).
Lacombe (Jean).
Martinez (Jean-Claude).
Roux (Jacques).

35 — Ille-et-Vilaine

Mme Boisseau (Marie-Thérèse).
MM. Boucheron.
Cointat (Michel).
Couanau (René).
Fréville (Yves).
Hervé (Edmond).
Théaudin (Clément).

36 — Indre

MM. Bernardet (Daniel).
Laignel (André).
Louet (Henri).

37 — Indre-et-Loire

MM. Debré (Bernard).
Lory (Raymond).
Mme Mora (Christiane).
MM. Proveux (Jean).
Royer (Jean).

38 — Isère

MM. Audinot (Gauthier).
Colombier (Georges).
Giard (Jean).
Hannoun (Michel).
Mégret (Bruno).
Mermaz (Louis).
Moyne-Bressand (Alain).
Nucci (Christian).
Mme Sicard (Odile)

39 — Jura

M. Barbier (Gilbert).
Brune (Alain).
Charroppin (Jean).

40 — Landes

MM. Emmanuelli (Henri).
Lauga (Louis).
Pénicaut (Jean-Pierre).

41 — Loir-et-Cher

MM. Corrèze (Roger).
Desanlis (Jean).
Lang (Jack).

42 — Loire

MM. Auroux (Jean).
Badet (Jacques).
Bayard (Henri).
Cabal (Christian).
Chomat (Paul).
Clément (Pascal).
Le Jaouen (Guy).

43 — Loire (Haute-)

MM. Barrot (Jacques).
Proriol (Jean).

44 — Loire-Atlantique

MM. Ayrault (Jean-Marc).
Chénard (Alain).
Evin (Claude).
Guichard (Olivier).
Mlle Hubert (Elisabeth).
MM. Hunault (Xavier).
Maujouän du Gasset (Joseph-Henri).
Natiez (Jean).
Mme Papon (Monique).
M. Richard (Lucien).

45 — Loiret

MM. Carré (Antoine).
Charié (Jean-Paul).
Deniau (Xavier).
Portheault (Jean-Claude).
Sueur (Jean-Pierre).

46 — Lot

MM. Chastagnol (Alain).
Malvy (Martin).

47 — Lot-et-Garonne

MM. Cholet (Paul).
Gonelle (Michel).
Laurissergues (Christian).

48 — Lozère

MM. Blanc (Jacques).
Durand (Adrien).

49 — Maine-et-Loire

MM. Alphandéry (Edmond).
Bégault (Jean).
Chupin (Jean-Claude).
Foyer (Jean).
Mme Leroux (Ginette).
MM. Ligot (Maurice).
Narquin (Jean).

50 — Manche

MM. André (René).
Daillet (Jean-Marie).
Darinot (Louis).
Godefroy (Pierre).
Stirn (Olivier).

51 — Marne

MM. Bourg-Broc (Bruno).
Colin (Georges).
Falala (Jean).
Reyssier (Jean).
Stasi (Bernard).
Mme Toutain (Ghislaine).

52 — Marne (Haute-)

MM. Chanfrault (Guy).
Fèvre (Charles).

53 — Mayenne

MM. d'Aubert (François).
de Gastines (Henri).
Pinçon (André).

54 — Meurthe-et-Moselle

MM. Bigeard (Marcel).
Durieux (Jean-Paul).
Durupt (Job).
Mme Gœuriot (Colette).
MM. Haby (René).
Le Déaut (Jean-Yves).
Léonard (Gérard).

55 — Meuse

MM. Dumont (Jean-Louis).
Lorenzini (Claude).

56 — Morbihan

MM. Bouvard (Loïc).
Cavaillé (Jean-Charles).
Giovannelli (Jean).
Kergueris (Aimé).
Le Drian (Jean-Yves).
Marcellin (Raymond).

57 — Moselle

MM. Demange (Jean-Marie).
Drouin (René).
Herlory (Guy).
Jacquat (Denis).
Kiffer (Jean).
Laurain (Jean).
Masson (Jean-Louis).
Messmer (Pierre).
Metzinger (Charles).
Seitlinger (Jean).

58 — Nièvre

MM. Bardin (Bernard).
Bérégovoy (Pierre).
Savy (Bernard).

59 — Nord

MM. Ansart (Gustave).
Backeroot (Christian).
Bocquet (Alain).
Ceyrac (Pierre).
Charles (Serge).
Chauvierre (Bruno).
Dehoux (Marcel).
Delebarre (Michel).
Delfosse (Georges).
Dermaux (Stéphane).
Derosier (Bernard).
Dhinnin (Claude).
Durieux (Bruno).
Faugaret (Alain).
Hage (Georges).
Ghysel (Michel).
Jarosz (Jean).
Le Garrec (Jean).
Legendre (Jacques).
Marlière (Olivier).
Mauroy (Pierre).
Notebart (Arthur).
Mme Osselin (Jacqueline).
M. Paccou (Charles).

60 — Oise

MM. Anciant (Jean).
Dehaine (Arthur).
Descaves (Pierre).
Florian (Roland).
Hersant (Robert).
Mancel (Jean-François).
Vadepied (Guy).

61 — Orne

MM. Geng (Francis).
Goulet (Daniel).
Lambert (Michel).

62 — Pas-de-Calais

MM. Auchedé (Rémy).
Barthe (Jean-Jacques).
Blot (Yvan).
Delcheddc (André).
Delevoye (Jean-Paul).
Deprez (Léonce).
Hersant (Jacques).
Huguet (Roland).
Kucheida (Jean-Pierre).
Lengagne (Guy).
Mellick (Jacques).
Porteu de la Morandière (François).
Vasseur (Philippe).
Wacheux (Marcel).

63 — Puy-de-Dôme

MM. Adevah-Pœuf (Maurice).
Chometon (Georges).
Giscard d'Estaing (Valéry).
Lavédrine (Jacques).
Pascallon (Pierre).
Pourchon (Maurice).

64 — Pyrénées-Atlantiques

MM. Bayrou (François).
Destrade (Jean-Pierre).
Gougy (Jean).
Labarrère (André).
Lamassoure (Alain).
Prat (Henri).

65 — Pyrénées (Hautes-)

MM. Bleuler (Pierre).
Forgues (Pierre).
Trémège (Gérard).

66 — Pyrénées-Orientales

MM. Barate (Claude).
Farran (Jacques).
Sergent (Pierre).
Mme Soum (Renée).

67 — Rhin (Bas-)

MM. Caro (Jean-Marie).
Durr (André).
Gengenwin (Germain).
Grussenmeyer (François).
Kochl (Emile).
Ochler (Jean).
Reymann (Marc).
Spieler (Robert).
Mme Trautmann (Catherine).

68 — Rhin (Haut-)

MM. Bockel (Jean-Marie).
Freulet (Gérard).
Fuchs (Jean-Paul).
Grimont (Jean).
Klifa (Joseph).
Ueberschlag (Jean).
Weisenhorn (Pierre).

69 — Rhône

MM. Barre (Raymond).
Besson (Jean).
Collomb (Gérard).
Dubernard (Charles).
Fiterman (Charles).
Gollnisch (Bruno).
Hernu (Charles).
Mayoud (Alain).
Poperen (Jean).
Queyranne (Jean-Jack).
Reveau (Jean-Pierre).
Rigaud (Jean).
Mme Sublet (Marie-Josèphe).
M. Terrot (Michel).

70 — Saône (Haute-)

MM. Chantelat (Pierre) (18).
Legras (Philippe).
Michel (Jean-Pierre).

71 — Saône-et-Loire

MM. Beaumont (René).
Billardon (André).
Couturier (Roger).
Joxe (Pierre).
Perben (Dominique).
Worms (Jean-Pierre).

72 — Sarthe

MM. Bollengier-Stragier (Georges).
Chasseguet (Gérard).
Chauveau (Guy-Michel).
Douyère (Raymond).
Fillon (François).

73 — Savoie

MM. Barnier (Michel).
Besson (Louis).
Ferrari (Gratien).

74 — Savoie (Haute-)

MM. Birraux (Claude).
Borrel (Robert).
Brocard (Jean).
Mazeaud (Pierre).
Strauss-Kahn (Dominique).

75 — Paris

Mme Avice (Edwige).
MM. Beguet (René).
de Benouville (Pierre).
Billon (Alain).
Charzat (Michel).
Dominati (Jacques).
Ferron (Jacques).
Frédéric-Dupont (Edouard).
Fuchs (Gérard).
Gantier (Gilbert).
Kaspereit (Gabriel).
Le Pen (Jean-Marie).
Marcus (Claude-Gérard).
Mesmin (Georges).
Moulinet (Louis).
Mme Panafieu (Françoise de).
Pons (Bernard) (22).
Quilès (Paul).
Sarre (Georges).
Mlle Stievenard (Gisèle).
MM. Tiberi (Jean).
Toubon (Jacques).

76 — Seine-Maritime

MM. Allard (Jean).
Beaufils (Jean).
Bourguignon (Pierre).
Chaboche (Dominique).
Delatre (Georges).
Dhaille (Paul).
Fabius (Laurent).
Fosse (Roger).
Leroy (Roland).
Menga (Joseph).
Revet (Charles).
Rufenacht (Antoine).

77 — Seine-et-Marne

MM. Bordu (Gérard).
Drut (Guy).
Fourré (Jean-Pierre).
Hyest (Jean-Jacques).
Jalkh (Jean-François).
Julia (Didier).
Le Foll (Robert).
Peyrefitte (Alain).
Vivien (Alain).

78 — Yvelines

M. Borotra (Franck).
Mmes Boutin (Christine).
Frachon (Martine).
Hoffmann (Jacqueline).
MM. Malandain (Guy).
Péricard (Michel).
Pinte (Etienne).
Rocard (Michel).
Schreiner (Bernard).
Tenaillon (Paul-Louis).
Wagner (Georges-Paul).
Wagner (Robert).

79 — Sèvres (Deux-)

MM. Brochard (Albert)
Clert (André).
de Gaulle (Jean).
Hervé (Michel).

80 — Somme

MM. Claisse (Pierre).
Dessein (Jean-Claude).
Fleury (Jacques).
Gremetz (Maxime).
Hart (Joël).
de Robien (Gilles).

81 — Tarn

MM. Bernard (Pierre).
Limouzy (Jacques).
Mamy (Albert).
Pistre (Charles).

82 — Tarn-et-Garonne

MM. Bonhomme (Jean).
Gouze (Hubert).

83 — Var

MM. Colin (Daniel).
Couve (Jean-Michel).
Goux (Christian).
Hamaide (Michel).
Janetti (Maurice).
Paecht (Arthur).
Mme Piat (Yannick).

84 — Vaucluse

MM. Bompard (Jacques).
Borel (André).
Ferrand (Jean-Michel).
Roux (Jean-Pierre).

85 — Vendée

MM. Ansquer (Vincent).
Mauger (Pierre).
Mestre (Philippe).
Métais (Pierre).
Puaud (Philippe).

86 — Vienne

M. Abelin (Jean-Pierre).
Mme Cresson (Edith).
MM. Lepercq (Arnaud).
Santrot (Jacques).

87 — Vienne (Haute-)

MM. Bernard (Michel).
Bouvet (Henri).
Rigout (Marcel).
Rodet (Alain).

88 — Vosges

MM. Jacquot (Alain).
Jeandon (Maurice).
Pierret (Christian).
Welzer (Gérard).

89 — Yonne

MM. Auberger (Philippe).
Nallet (Henri).
Soisson (Jean-Pierre).

90 — Territoire de Belfort

MM. Bichet (Jacques).
Chevènement (Jean-Pierre).

91 — Essonne

MM. Berson (Michel).
Combrisson (Roger).
Dugoin (Xavier).
Germon (Claude).
Guyard (Jacques).
Pelchat (Michel).
de Préaumont (Jean).
de Rostolan (Michel).
Tavernier (Yves).
Wiltzer (Pierre-André).

92 — Hauts-de-Seine

MM. Bassinet (Philippe).
Baumel (Jacques).
Deprez (Charles).
Devedjian (Patrick).
Ducoloné (Guy).
Gorse (Georges).
Mme d'Harcourt (Florence).
MM. Labbé (Claude).
Le Baill (Georges).
Margnes (Michel).
Sapin (Michel).
Stirbois (Jean-Pierre).
Tranchant (Georges).

93 — Seine-Saint-Denis

MM. Asensi (François).
Bachelot (François).
Bartoloné (Claude).
Bonnemaison (Gilbert).
Demuynck (Christian).
Gayssot (Jean-Claude).
Holeindre (Roger).
Mme Jacquaint (Muguette).
M. Mahéas (Jacques).
Mme Neiertz (Véronique).
MM. Oudot (Jacques).
Raoult (Eric).
Salles (Jean-Jack).

94 — Val-de-Marne

MM. Cathala (Laurent).
Franceschi (Joseph).
Griotteray (Alain).
Jegou (Jean-Jacques).
Marchais (Georges).
Mercieca (Paul).
Mme Nevoux (Paulette).
MM. Nungesser (Roland).
Mme Papon (Christiane).
MM. Schenardi (Jean-Pierre).
Schwartzenberg (Roger-Gérard).
Vivien (Robert-André).

95 — Val-d'Oise

MM. Bardet (Jean).
Briant (Yvon).
Coffineau (Michel).
Delalande (Jean-Pierre).
Delattre (Francis).
Lachenaud (Jean-Philippe).
Mme Lecuir (Marie-France).
MM. Montdargent (Robert).
Richard (Alain).

II. — DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe

MM. Beaujean (Henri).
Chammougon (Édouard).
Jalton (Frédéric).
Moutoussamy (Ernest).

Guyane

MM. Bruné (Paulin).
Castor (Elie).

Martinique

MM. Césaire (Aimé).
Louis-Joseph-Dogué (Maurice).
Maran (Jean).
Renard (Michel).

Réunion

MM. Debré (Michel).
Hoarau (Elie).
Thien Ah Koon (André).
Vergès (Paul).
Virapoullé (Jean-Paul).

III. — COLLECTIVITES TERRITORIALES DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Mayotte

M. Jean-Baptiste (Henry).

Saint-Pierre-et-Miquelon

M. Grignon (Gérard).

IV. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Nouvelle-Calédonie et dépendances

MM. Lafleur (Jacques).
Nénou-Pwataho (Maurice).

Polynésie française

MM. Fritch (Édouard).
Léontieff (Alexandre).

Wallis et Futuna

M. Brial (Benjamin).

2. — LISTE ALPHABETIQUE DES DEPUTES A LA DATE DU 1er JANVIER 1987

MM.	Jean-Pierre ABELIN	Vienne.
	Maurice ADEVAH-PŒUF	Puy-de-Dôme.
	Nicolas ALFONSI	Corse-du-Sud.
	Jean ALLARD	Seine-Maritime.
	Edmond ALPHANDERY	Maine-et-Loire.
	Jean ANCIANT	Oise.
	René ANDRE	Manche.
	Gustave ANSART	Nord.
	Vincent ANSQUER	Vendée.
	Pascal ARRIGHI	Bouches-du-Rhône.
	François ASENSI	Seine-Saint-Denis.
	Philippe AUBERGER	Yonne.
	Emmanuel AUBERT	Alpes-Maritimes.
	François d'AUBERT	Mayenne.
	Rémy AUCHEDE	Pas-de-Calais.
	Gautier AUDINOT	Isère.
	Jean AUROUX	Loire.
Mme	Edwige AVICE	Paris.
MM.	Jean-Marc AYRAULT	Loire-Atlantique.
	Pierre BACHELET	Alpes-Maritimes.
	François BACHELOT	Seine-Saint-Denis.
	Jacques BADET	Loire.
	Christian BAECKEROOT	Nord.
	Jean-Pierre BALLIGAND	Aisne.
	Gérard BAPT	Haute-Garonne.
	Régis BARAILLA	Aude.
	Claude BARATE	Pyrénées-Orientales.
	Gilbert BARBIER	Jura.
	Jean BARDET	Val-d'Oise.
	Bernard BARDIN	Nièvre.
	Michel BARNIER	Savoie.
	Alain BARRAU	Hérault.
	Raymond BARRE	Rhône.
	Jacques BARROT	Haute-Loire.
	Jean-Jacques BARTHE	Pas-de-Calais.
	Claude BARTOLONE	Seine-Saint-Denis.
	Philippe BASSINET	Hauts-de-Seine.
	Pierre BAUDIS	Haute-Garonne.
	Jacques BAUMEL	Hauts-de-Seine.
	Henri BAYARD	Loire.
	François BAYROU	Pyrénées-Atlantiques.
	Jean BEAUFILS	Seine-Maritime.
	Henri BEAUJEAN	Guadeloupe.
	René BEAUMONT	Saône-et-Loire.
	Marc BECAM	Finistère.
	Guy BECHE	Doubs.
	Jean-Pierre BECHTER	Corrèze.
	Jean BEGAULT	Maine-et-Loire.
	René BEGUET	Paris.
	André BELLON	Alpes-de-Haute-Provence.
	Jean-Michel BELORGEY	Allier.
	René BENOIT	Côtes-du-Nord.
	Pierre de BENOUVILLE	Paris.
	Pierre BEREGOVOY	Nièvre.
	Michel BERNARD	Haute-Vienne.
	Pierre BERNARD	Tarn.
	Daniel BERNARDET	Indre.
	Pierre BERNARD-REYMOND	Hautes-Alpes.
	Michel BERSON	Essonne.
	Jean BESSON	Rhône.
	Louis BESSON	Savoie.
	Jacques BICHET	Territoire de Belfort.
	Marcel BIGEARD	Meurthe-et-Moselle.
	André BILLARDON	Saône-et-Loire.
	Alain BILLON	Paris.
	Claude BIRRAUX	Haute-Savoie.
	Jacques BLANC	Lozère.
	Pierre BLEULER	Hautes-Pyrénées.
	Yvan BLOT	Pas-de-Calais.
	Roland BLUM	Bouches-du-Rhône.
	Jean-Marie BOCKEL	Haut-Rhin.
	Alain BOCQUET	Nord.
Mme	Marie-Thérèse BOISSEAU	Ille-et-Vilaine.
MM.	Georges BOLLENGIER-STRAGIER	Sarthe.
	Jacques BOMPARD	Vaucluse.
	Jean BONHOMME	Tarn-et-Garonne.
	Gilbert BONNEMAISON	Seine-Saint-Denis.
	Alain BONNET	Dordogne.
	Augustin BONREPAUX	Ariège.
	Gérard BORDU	Seine-et-Marne.
	André BOREL	Vaucluse.
	Franck BOROTRA	Yvelines.
	Robert BORREL	Haute-Savoie.
Mme	Huguette BOUCHARDEAU	Doubs.
MM.	Jean-Michel BOUCHERON	Charente.
	Jean-Michel BOUCHERON	Ille-et-Vilaine.
	Bruno BOURG-BROC	Marne.
	Pierre BOURGUIGNON	Seine-Maritime.
	Jean BOUSQUET	Gard.
Mme	Christine BOUTIN	Yvelines.
MM.	Loïc BOUVARD	Morbihan.
	Henri BOUVET	Haute-Vienne.
	Jean-Guy BRANGER	Charente-Maritime.
	Benjamin BRIAL	Wallis-et-Futuna.
	Jean BRIANE	Aveyron.
	Yvon BRIANT	Val-d'Oise.
	Jean BROCARD	Haute-Savoie.
	Albert BROCHARD	Deux-Sèvres.
	Alain BRUNE	Jura.
	Paulin BRUNE	Guyane.
	Dominique BUSSEREAU	Charente-Maritime.
	Christian CABAL	Loire.
	Alain CALMAT	Cher.
	Jacques CAMBOLIVE	Aude.
	Jean-Marie CARO	Bas-Rhin.
	Roland CARRAZ	Côte-d'Or.
	Antoine CARRE	Loiret.
	Michel CARTELET	Aube.
	Jean-Pierre CASSABEL	Aude.
	Jean-Claude CASSAING	Corrèze.
	Elie CASTOR	Guyane.
	Laurent CATHALA	Val-de-Marne.

	Jean-Charles CAVAILLE	Morbihan.
	Robert CAZALET	Gironde.
	Aimé CESAIRE	Martinique.
	Gérard CESAR	Gironde.
	Pierre CEYRAC	Nord.
	Jacques CHABAN-DELMAS	Gironde.
	Dominique CHABOCHE	Seine-Maritime.
	Charles de CHAMBRUN	Gard.
	Edouard CHAMMOUGON	Guadeloupe.
	Guy CHANFRAULT	Haute-Marne.
	Pierre CHANTELAT	Haute-Saône.
	Robert CHAPUIS	Ardèche.
	Jean CHARBONNEL	Corrèze.
	Jean-Paul CHARIE	Loiret.
	Serge CHARLES	Nord.
	Jean CHARROPPIN	Jura.
	Jacques CHARTRON	Creuse.
	Michel CHARZAT	Paris.
	Gérard CHASSEGUET	Sarthe.
	Alain CHASTAGNOL	Lot.
	Guy-Michel CHAUVEAU	Sarthe.
	Bruno CHAUVIERRE	Nord.
	Alain CHENARD	Loire-Atlantique.
	Daniel CHEVALLIER	Hautes-Alpes.
	Jean-Pierre CHEVENEMENT	Territoire de Belfort.
	Paul CHOLLET	Lot-et-Garonne.
	Paul CHOMAT	Loire.
	Georges CHOMETON	Puy-de-Dôme.
	Didier CHOUAT	Côtes-du-Nord.
	Jean-Claude CHUPIN	Maine-et-Loire.
	Pierre CLAISSE	Somme.
	Pascal CLEMENT	Loire.
	André CLERT	Deux-Sèvres.
	Michel COFFINEAU	Val-d'Oise.
	Michel COINTAT	Ille-et-Vilaine.
	Daniel COLIN	Var.
	Georges COLIN	Marne.
	Gérard COLLOMB	Rhône.
	Georges COLOMBIER	Isère.
	Jean-Hugues COLONNA	Alpes-Maritimes.
	Roger COMBRISSON	Essonne.
	Roger CORREZE	Loir-et-Cher.
	René COUANAU	Ille-et-Vilaine.
	Sébastien COUEPEL	Côtes-du-Nord.
	Bertrand COUSIN	Côtes-du-Nord.
	Roger COUTURIER	Saône-et-Loire.
	Jean-Michel COUVE	Var.
	René COUVEINHES	Hérault.
	Jean-Yves COZAN	Finistère.
	Michel CREPEAU	Charente-Maritime.
Mme	Edith CRESSON	Vienne.
MM.	Henri CUQ	Ariège.
	Jean-Marie DAILLET	Manche.
	Jean-Claude DALBOS	Gironde.
	Louis DARINOT	Manche.
	Bernard DEBRE	Indre-et-Loire.
	Jean-Louis DEBRE	Eure.
	Michel DEBRE	la Réunion.
	Arthur DEHAINE	Oise.
	Marcel DEHOUX	Nord.
	Jean-Pierre DELALANDE	Val-d'Oise.
	Georges DELATRE	Seine-Maritime.
	Francis DELATTRE	Val-d'Oise.
	Michel DELEBARRE	Nord.
	André DELEHEDDE	Pas-de-Calais.
	Jean-Paul DELEVOYE	Pas-de-Calais.
	Georges DELFOSSE	Nord.
	Pierre DELMAR	Alpes-de-Haute-Provence.
	Jean-Marie DEMANGE	Moselle.
	Christian DEMUYNCK	Seine-Saint-Denis.
	Jean-François DENIAU	Cher.
	Xavier DENIAU	Loiret.
	Charles DEPREZ	Hauts-de-Seine.
	Léonce DEPREZ	Pas-de-Calais.
	Stéphane DERMAUX	Nord.
	Bernard DEROSIER	Nord.
	Jean DESANLIS	Loir-et-Cher.
	Pierre DESCAVES	Oise.
	Bernard DESCHAMPS	Gard.
	Freddy DESCHAUX-BEAUME.	Eure.
	Jean-Claude DESSEIN	Somme.
	Jean-Pierre DESTRADE	Pyrénées-Atlantiques.
	Patrick DEVEDJIAN	Hauts-de-Seine.
	Paul DHAILLE	Seine-Maritime.
	Claude DHINNIN	Nord.
	Jean DIEBOLD	Haute-Garonne.
	Willy DIMEGLIO	Hérault.
	Gabriel DOMENECH	Bouches-du-Rhône.
	Jacques DOMINATI	Paris.
	Maurice DOUSSET	Eure-et-Loir.
	Raymond DOUYERE	Sarthe.
	René DROUIN	Moselle.
	Guy DRUT	Seine-et-Marne.
	Jean-Michel DUBERNARD	Rhône.
	Guy DUCOLONE	Hauts-de-Seine.
Mme	Georgina DUFOIX	Gard.
MM.	Xavier DUGOIN	Essonne.
	Roland DUMAS	Dordogne.
	Jean-Louis DUMONT	Meuse.
	Adrien DURAND	Lozère.
	Bruno DURIEUX	Nord.
	Jean-Paul DURIEUX	Meurthe-et-Moselle.
	André DURR	Bas-Rhin.
	Job DURUPT	Meurthe-et-Moselle.
	Charles EHRMANN	Alpes-Maritimes.
	Henri EMMANUELLI	Landes.
	Claude EVIN	Loire-Atlantique.
	Laurent FABIUS	Seine-Maritime.
	Jean FALALA	Marne.
	André FANTON	Calvados.
	Jacques FARRAN	Pyrénées-Orientales.
	Alain FAUGARET	Nord.
	Jacques FERON	Paris.
	Jean-Michel FERRAND	Vaucluse.
	Gratien FERRARI	Savoie.
	Charles FEVRE	Haute-Marne.
	François FILLON	Sarthe.
	Henri FISZBIN	Alpes-Maritimes.
	Charles FITERMAN	Rhône.
	Jacques FLEURY	Somme.
	Roland FLORIAN	Oise.
	Pierre FORGUES	Hautes-Pyrénées.
	Roger FOSSE	Seine-Maritime.
	Jean-Pierre FOURRE	Seine-et-Marne.
	Jean FOYER	Maine-et-Loire.
Mme	Martine FRACHON	Yvelines.
MM.	Joseph FRANCESCHI	Val-de-Marne.
	Georges FRECHE	Hérault.
	Edouard FREDERIC-DUPONT	Paris.
	Gérard FREULET	Haut-Rhin.
	Yves FREVILLE	Ille-et-Vilaine.
	Edouard FRITCH	Polynésie française.

	Gérard FUCHS	Paris.
	Jean-Paul FUCHS	Haut-Rhin.
	Robert GALLEY	Aube.
	Gilbert GANTIER	Paris.
	Pierre GARMENDIA	Gironde.
Mlle	Françoise GASPARD	Eure-et-Loir.
MM.	Henri de GASTINES	Mayenne.
	Jean-Claude GAUDIN	Bouches-du-Rhône.
	Jean de GAULLE	Deux-Sèvres.
	Jean-Claude GAYSSOT	Seine-Saint-Denis.
	Francis GENG	Orne.
	Germain GENGENWIN	Bas-Rhin.
	Claude GERMON	Essonne.
	Michel GHYSEL	Nord.
	Jean GIARD	Isère.
	Jean GIOVANNELLI	Morbihan.
	Valéry GISCARD D'ESTAING	Puy-de-Dôme.
	Jean-Louis GOASDUFF	Finistère.
	Pierre GODEFROY	Manche.
	Jacques GODFRAIN	Aveyron.
Mme	Colette GOEURIOT	Meurthe-et-Moselle.
MM.	Bruno GOLLNISCH	Rhône.
	Michel GONELLE	Lot-et-Garonne.
	Georges GORSE	Hauts-de-Seine.
	Jean GOUGY	Pyrénées-Atlantiques.
	Daniel GOULET	Orne.
	Joseph GOURMELON	Finistère.
	Christian GOUX	Var.
	Hubert GOUZE	Tarn-et-Garonne.
	Maxime GREMETZ	Somme.
	Gérard GRIGNON	Saint-Pierre-et-Miquelon.
	Jean GRIMONT	Haut-Rhin.
	Alain GRIOTTERAY	Val-de-Marne.
	François GRUSSENMEYER	Bas-Rhin.
	Yves GUENA	Dordogne.
	Olivier GUICHARD	Loire-Atlantique.
	Lucien GUICHON	Ain.
	Jacques GUYARD	Essonne.
	René HABY	Meurthe-et-Moselle.
	Georges HAGE	Nord.
	Michel HAMAIDE	Var.
	Michel HANNOUN	Isère.
Mme	Florence d'HARCOURT	Hauts-de-Seine.
MM.	Francis HARDY	Charente.
	Joël HART	Somme.
	Guy HERLORY	Moselle.
	Guy HERMIER	Bouches-du-Rhône.
	Charles HERNU	Rhône.
	Jacques HERSANT	Pas-de-Calais.
	Robert HERSANT	Oise.
	Edmond HERVE	Ille-et-Vilaine.
	Michel HERVE	Deux-Sèvres.
	Elie HOARAU	la Réunion.
Mme	Jacqueline HOFFMANN	Yvelines.
MM.	Roger HOLEINDRE	Seine-Saint-Denis.
	Pierre-Rémy HOUSSIN	Charente.
Mlle	Elisabeth HUBERT	Loire-Atlantique.
MM.	Roland HUGUET	Pas-de-Calais.
	Xavier HUNAULT	Loire-Atlantique.
	Jean-Jacques HYEST	Seine-et-Marne.
	Lucien JACOB	Côte-d'Or.
Mmes	Marie JACQ	Finistère.
	Huguette JACQUAINT	Seine-Saint-Denis.
MM.	Denis JACQUAT	Moselle.
	Michel JACQUEMIN	Doubs.
	Alain JACQUOT	Vosges.
	Jean-François JALKH	Seine-et-Marne.
	Frédéric JALTON	Guadeloupe.
	Maurice JANETTI	Var.
	Jean JAROSZ	Nord.
	Henri JEAN-BAPTISTE	Mayotte.
	Maurice JEANDON	Vosges.
	Jean-Jacques JEGOU	Val-de-Marne.
	Lionel JOSPIN	Haute-Garonne.
	Charles JOSSELIN	Côtes-du-Nord.
	Alain JOURNET	Gard.
	Pierre JOXE	Saône-et-Loire.
	Didier JULIA	Seine-et-Marne.
	Gabriel KASPEREIT	Paris.
	Aimé KERGUERIS	Morbihan.
	Jean KIFFER	Moselle.
	Joseph KLIFA	Haut-Rhin.
	Emile KOEHL	Bas-Rhin.
	Jean-Pierre KUCHEIDA	Pas-de-Calais.
	Gérard KUSTER	Doubs.
	André LABARRERE	Pyrénées-Atlantiques.
	Claude LABBE	Hauts-de-Seine.
	Jean LABORDE	Gers.
	Jacques LACARIN	Allier.
	Jean-Philippe LACHENAUD	Val d'Oise.
	Jean LACOMBE	Hérault.
	Jacques LAFLEUR	Nouvelle-Calédonie.
	André LAIGNEL	Indre.
	André LAJOINIE	Allier.
Mme	Catherine LALUMIERE	Gironde.
MM.	Jean-Claude LAMANT	Aisne.
	Alain LAMASSOURE	Pyrénées-Atlantiques.
	Jérôme LAMBERT	Charente.
	Michel LAMBERT	Orne.
	Jack LANG	Loir-et-Cher.
	Louis LAUGA	Landes.
	Jean LAURAIN	Moselle.
	Christian LAURISSERGUES	Lot-et-Garonne.
	Jacques LAVEDRINE	Puy-de-Dôme.
	Georges LE BAILL	Hauts-de-Seine.
Mme	Marie-France LECUIR	Val-d'Oise.
MM.	Jean-Yves LE DEAUT	Meurthe-et-Moselle.
	André LEDRAN	Calvados.
	Jean-Yves LE DRIAN	Morbihan.
	Robert LE FOLL	Seine-et-Marne.
	Bernard LEFRANC	Aisne.
	Jean LE GARREC	Nord.
	Jacques LEGENDRE	Nord.
	Philippe LEGRAS	Haute-Saône.
	Guy LE JAOUEN	Loire.
	André LEJEUNE	Creuse.
	Daniel LE MEUR	Aisne.
	Georges LEMOINE	Eure-et-Loir.
	Guy LENGAGNE	Pas-de-Calais.
	Gérard LEONARD	Meurthe-et-Moselle.
	Jean-Jacques LEONETTI	Bouches-du-Rhône.
	Alexandre LEONTIEFF	Polynésie française.
	Jean-Marie LE PEN	Paris.
	Louis LE PENSEC	Finistère.
	Arnaud LEPERCQ	Vienne.
Mme	Ginette LEROUX	Maine-et-Loire.
MM.	Roland LEROY	Seine-Maritime.
	Maurice LIGOT	Maine-et-Loire.
	Jacques LIMOUZY	Tarn.
	Jean de LIPKOWSKI	Charente-Maritime.
	François LONCLE	Eure.
	Claude LORENZINI	Meuse.
	Raymond LORY	Indre-et-Loire.

	Henri LOUET	Indre.
	Maurice LOUIS-JOSEPH-DOGUE	Martinique.
	Jacques MAHEAS	Seine-Saint-Denis.
	Guy MALANDAIN	Yvelines.
	Martin MALVY	Lot.
	Albert MAMY	Tarn.
	Jean-François MANCEL	Oise.
	Jean MARAN	Martinique.
	Raymond MARCELLIN	Morbihan.
	Georges MARCHAIS	Val-de-Marne.
	Philippe MARCHAND	Charente-Martime.
	Claude-Gérard MARCUS	Paris.
	Michel MARGNES	Hauts-de-Seine.
	Olivier MARLIERE	Nord.
	Jean-Claude MARTINEZ	Hérault.
	Elie MARTY	Dordogne.
	Roger MAS	Ardennes.
	Jean-Louis MASSON	Moselle.
	Gilbert MATHIEU	Côte-d'Or.
	Pierre MAUGER	Vendée.
	Joseph-Henri MAUJOÜAN DU GASSET	Loire-Atlantique.
	Pierre MAUROY	Nord.
	Alain MAYOUD	Rhône.
	Pierre MAZEAUD	Haute-Savoie.
	Jacques MEDECIN	Alpes-Maritimes.
	Bruno MEGRET	Isère.
	Jacques MELLICK	Pas-de-Calais.
	Joseph MENGA	Seine-Maritime.
	Paul MERCIECA	Val-de-Marne.
	Louis MERMAZ	Isère.
	Georges MESMIN	Paris.
	Pierre MESSMER	Moselle.
	Philippe MESTRE	Vendée.
	Pierre METAIS	Vendée.
	Charles METZINGER	Moselle.
	Louis MEXANDEAU	Calvados.
	Pierre MICAUX	Aube.
	Claude MICHEL	Eure.
	Henri MICHEL	Drôme.
	Jean-François MICHEL	Ardèche.
	Jean-Pierre MICHEL	Haute-Saône.
	Charles MILLON	Ain.
	Charles MIOSSEC	Finistère.
MM.	Gilbert MITTERRAND	Gironde.
	Pierre MONTASTRUC	Haute-Garonne.
	Robert MONTDARGENT	Val-d'Oise.
	Aymeri de MONTESQUIOU	Gers.
Mmes	Christiane MORA	Indre-et-Loir.
	Louise MOREAU	Alpes-Maritimes.
MM.	Louis MOULINET	Paris.
	Jean MOUTON	Drôme.
	Ernest MOUTOUSSAMY	Guadeloupe.
	Alain MOYNE-BRESSAND	Isère.
	Henri NALLET	Yonne.
	Jean NARQUIN	Maine-et-Loire.
	Jean NATIEZ	Loire-Atlantique.
Mme	Véronique NEIERTZ	Seine-Saint-Denis.
M.	Maurice NENOU-PWATAHO	Nouvelle-Calédonie.
Mme	Paulette NEVOUX	Val-de-Marne.
MM.	Arthur NOTEBART	Nord.
	Christian NUCCI	Isère.
	Roland NUNGESSER	Val-de-Marne.
	Jean OEHLER	Bas-Rhin.
	Michel d'ORNANO	Calvados.
	Pierre ORTET	Haute-Garonne.
Mme	Jacqueline OSSELIN	Nord.
MM.	Jacques OUDOT	Seine-Saint-Denis.
	Charles PACCOU	Nord.
	Arthur PAECHT	Var.
Mmes	Françoise de PANAFIEU	Paris.
	Christiane PAPON	Val-de-Marne.
	Monique PAPON	Loire-Atlantique.
MM.	Régis PARENT	Drôme.
	Pierre PASCALLON	Puy-de-Dôme.
	Pierre PASQUINI	Haute-Corse.
	François PATRIAT	Côte-d'Or.
	Michel PELCHAT	Essonne.
	Jean-Pierre PENICAUT	Landes.
	Dominique PERBEN	Saône-et-Loire.
	Régis PERBET	Ardèche.
	Ronald PERDOMO	Bouches-du-Rhône.
	Jean-Pierre de PERETTI DELLA ROCCA	Bouches-du-Rhône.
	Michel PERICARD	Yvelines.
	Rodolphe PESCE	Drôme.
	Jean PEUZIAT	Finistère.
	Jacques PEYRAT	Alpes-Maritimes.
	Alain PEYREFITTE	Seine-et-Marne.
	Michel PEYRET	Gironde.
	Albert PEYRON	Alpes-Maritimes.
	Michel PEZET	Bouches-du-Rhône.
Mme	Yannick PIAT	Var.
MM.	Christian PIERRET	Vosges.
	André PINÇON	Mayenne.
	Etienne PINTE	Yvelines.
	Charles PISTRE	Tarn.
	Ladislas PONIATOWSKI	Eure.
	Jean POPEREN	Rhône.
	Vincent PORELLI	Bouches-du-Rhône.
	François PORTEU de la MORANDIERE	Pas-de-Calais.
	Jean-Claude PORTHEAULT	Loiret.
	Robert POUJADE	Côte-d'Or.
	Maurice POURCHON	Puy-de-Dôme.
	Henri PRAT	Pyrénées-Atlantiques.
	Jean de PREAUMONT	Essonne.
	Jean PRORIOL	Haute-Loire.
	Jean PROVEUX	Indre-et-Loire.
	Philippe PUAUD	Vendée.
	Jean-Jack QUEYRANNE	Rhône.
	Paul QUILES	Paris.
	Eric RAOULT	Seine-Saint-Denis.
	Noël RAVASSART	Ain.
	Pierre RAYNAL	Cantal.
	Michel RENARD	Martinique.
	Jean-Pierre REVEAU	Rhône.
	Charles REVET	Seine-Maritime.
	Marc REYMANN	Bas-Rhin.
	Jean REYSSIER	Marne.
	Alain RICHARD	Val-d'Oise.
	Lucien RICHARD	Loire-Atlantique.
	Jean RIGAL	Aveyron.
	Jean RIGAUD	Rhône.
	Marcel RIGOUT	Haute-Vienne.
	Jacques RIMBAULT	Cher.
	Jean ROATTA	Boûches-du-Rhône.
	Gilles de ROBIEN	Somme.
	Michel ROCARD	Yvelines.
	Jean-Paul de ROCCA-SERRA	Corse-du-Sud.
	Alain RODET	Haute-Vienne.
	Jacques ROGER-MACHART	Haute-Garonne.
	Hector ROLLAND	Allier.

	André ROSSI	Aisne.
	Michel de ROSTOLAN	Essonne.
Mme	Yvette ROUDY	Calvados.
MM.	Jean ROUSSEL	Bouches-du-Rhône.
	Jacques ROUX	Hérault.
	Jean-Pierre ROUX	Vaucluse.
	Jean ROYER	Indre-et-Loire.
	Antoine RUFENACHT	Seine-Maritime.
	Francis SAINT-ELLIER	Calvados.
	Dominique SAINT-PIERRE	Ain.
	Michel SAINTE-MARIE	Gironde.
	Jean-Jack SALLES	Seine-Saint-Denis.
	Philippe SANMARCO	Bouches-du-Rhône.
	Jacques SANTROT	Vienne.
	Michel SAPIN	Hauts-de-Seine.
	Georges SARRE	Paris.
	Bernard SAVY	Nièvre.
	Jean-Pierre SCHENARDI	Val-de-Marne.
	Bernard SCHREINER	Yvelines.
	Roger-Gérard SCHWARTZENBERG	Val-de-Marne.
	Jean-Paul SEGUELA	Haute-Garonne.
	Jean SEITLINGER	Moselle.
	Pierre SERGENT	Pyrénées-Orientales.
Mme	Odile SICARD	Isère.
MM.	Jacques SIFFRE	Bouches-du-Rhône.
	Pierre SIRGUE	Gironde.
	Jean-Pierre SOISSON	Yonne.
	René SOUCHON	Cantal.
Mme	Renée SOUM	Pyrénées-Orientales.
MM.	Jacques SOURDILLE	Ardennes.
	Robert SPIELER	Bas-Rhin.
	Bernard STASI	Marne.
Mlle	Gisèle STIEVENARD	Paris.
MM.	Jean-Pierre STIRBOIS	Hauts-de-Seine.
	Olivier STIRN	Manche.
	Dominique STRAUSS-KAHN	Haute-Savoie.
Mme	Marie-Josèphe SUBLET	Rhône.
MM.	Jean-Pierre SUEUR	Loiret.
	Martial TAUGOURDEAU	Eure-et-Loir.
	Yves TAVERNIER	Essonne.
	Paul-Louis TENAILLON	Yvelines.
	Michel TERROT	Rhône.
	Clément THEAUDIN	Ille-et-Vilaine.
	André THIEN AH KOON	La Réunion.
	Jean TIBERI	Paris.
	Maurice TOGA	Bouches-du-Rhône.
	Jacques TOUBON	Paris.
Mme	Ghislaine TOUTAIN	Marne.
M.	Georges TRANCHANT	Hauts-de-Seine.
Mme	Catherine TRAUTMANN	Bas-Rhin.
MM.	Gérard TREMEGE	Hautes-Pyrénées.
	Jean UEBERSCHLAG	Haut-Rhin.
	Guy VADEPIED	Oise.
	Jean VALLEIX	Gironde.
	Philippe VASSEUR	Pas-de-Calais.
	Michel VAUZELLE	Bouches-du-Rhône.
	Paul VERGES	la Réunion.
	Jean-Paul VIRAPOULLE	la Réunion.
	Alain VIVIEN	Seine-et-Marne.
	Robert-André VIVIEN	Val-de-Marne.
	Michel VUIBERT	Ardennes.
	Roland VUILLAUME	Doubs.
	Marcel WACHEUX	Pas-de-Calais.
	Georges-Paul WAGNER	Yvelines.
	Robert WAGNER	Yvelines.
	Pierre WEISENHORN	Haut-Rhin.
	Gérard WELZER	Vosges.
	Pierre-André WILTZER	Essonne.
	Jean-Pierre WORMS	Saône-et-Loire.
	Emile ZUCCARELLI	Haute-Corse.

II. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

A. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR CIRCONSCRIPTION.

Aude : A. Jean-Pierre CASSABEL, décédé le 30 octobre 1987 ; M. Gérard LARRAT, à partir du 31 octobre 1987.

Maine-et-Loire : Mme Ginette LEROUX, décédée le 16 décembre 1987 ; M. Jacques PERCEREAU, à partir du 17 décembre 1987.

Nord : M. Arthur NOTEBART jusqu'au 15 mai 1987 (démissionnaire) ; Mme Denise CACHEUX, à partir du 16 mai 1987 ; M. George DELFOSSE, décédé le 25 janvier 1988 ; M. Jean-Claude DECAGNY, à partir du 26 janvier 1988.

Vendée : M. Vincent ANSQUER, décédé le 31 mai 1987 ; M. Philippe de VILLIERS (secrétaire d'Etat), à partir du 1er janvier 1987.

La Réunion : MM. Paul VERGES et Elie HOARAU, jusqu'au 14 octobre 1987 (démissionnaires) ; MM. Laurent VERGES et Claude HOARAU, à partir du 15 octobre 1987.

B. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR ORDRE ALPHABETIQUE.

M. Vincent ANSQUER, décédé le 31 mai 1987, remplacé par M. Philippe de VILLIERS (secrétaire d'Etat).

Mme Denise CACHEUX, devenue député le 16 mai 1987, en remplacement de M. Arthur NOTEBART, démissionnaire.

M. Jean-Pierre CASSABEL, décédé le 30 octobre 1987, remplacé par M. Gérard LARRAT.

M. Jean-Claude DECAGNY, devenu député le 26 janvier 1988, en remplacement de M. Georges DELFOSSE, décédé.

M. Georges DELFOSSE, décédé le 25 janvier 1988 ; remplacé par M. Jean-Claude DECAGNY.

M. Claude HOARAU, devenu député le 15 octobre 1987, en remplacement de M. Elie HOARAU, démissionnaire.

M. Elie HOARAU, démission le 14 octobre 1987, remplacé par M. Claude HOARRAU.

M. Gérard LARRAT, devenu député le 31 octobre 1987, en remplacement de M. Jean-Pierre CASSABEL, décédé.

Mme Ginette LEROUX, décédée le 16 décembre 1987 ; remplacée par M. Jacques PERCEREAU.

M. Arthur NOTEBART, démission le 15 mai 1987 ; remplacé par Mme Denise CACHEUX.

M. Jacques PERCEREAU, devenu député le 17 décembre 1987, en remplacement de Mme Ginette LEROUX, décédée.

M. Laurent VERGES, devenu député le 15 octobre 1987, en remplacement de M. Paul VERGES, démissionnaire.

M. Paul VERGES, démission le 14 octobre 1987 ; remplacé par M. Laurent VERGES.

M. Philippe de VILLIERS, secrétaire d'Etat, devenu député le 1er juin 1987, en remplacement de M. Vincent ANSQUER, décédé.

C. — DECES DE DEPUTES.

M. Vincent ANSQUER (Vendée), décédé le 31 mai 1987 [*J.O.* du 3 juin 1987] (p. 6018).

M. Jean-Pierre CASSABEL (Aude), décédé le 30 octobre 1987 [*J.O.* du 31 octobre 1987] (p. 12771).

Mme Ginette LEROUX (Maine-et-Loire), décédée le 16 décembre 1987 [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14703).

M. Georges DELFOSSE (Nord), décédé le 25 janvier 1988 [*J.O.* du 26 janvier 1987] (p. 1264).

D. — DEMISSION DE DEPUTES.

M. Arthur NOTEBART [*J.O.* du 16 mai 1987] (p. 5414).

MM. Paul VERGES et Elie HOARAU [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11998).

III. — GROUPES POLITIQUES

I. — Groupe socialiste.

a) *Font partie de ce groupe* (198 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682). — Président : M. Joxe (Pierre). — MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Anciant (Jean), Auroux (Jean), Mme Avice (Edwige), MM. Ayrault (Jean-Marie), Badet (Jacques), Balligand (Jean-Pierre), Bapt (Gérard), Barailla (Régis), Bardin (Bernard), Barrau (Alain), Bartolone (Claude), Bassinet (Philippe), Beaufils (Jean), Bêche (Guy), Bellon (André), Belorgey (Jean-Michel), Bérégovoy (Pierre), Bernard (Pierre), Berson (Michel), Besson (Louis), Billardon (André), Billon (Alain), Bockel (Jean-Marie), Bonnemaison (Gilbert), Bonrepaux (Augustin), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bourguignon (Pierre), Brune (Alain), Cambolive (Jacques), Carraz (Roland), Cartelet (Michel), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Chanfrault (Guy), Chapuis (Robert), Charzat (Michel), Chauveau (Guy-Michel), Chénard (Alain), Chevallier (Daniel), Chevènement (Jean-Pierre), Chouat (Didier), Chupin (Jean-Claude), Clert (André), Coffineau (Michel), Colin (Georges), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Mme Cresson (Edith), MM. Darinot (Louis), Dehoux (Marcel), Delebarre (Michel), Delcheddc (André), Derosier (Bernard), Deschaux-Beaume (Freddy), Dessein (Jean-Claude), Destrade (Jean-Pierre), Dhaille (Paul), Douyère (Raymond), Drouin (René), Mme Dufoix (Georgina), MM. Dumas (Roland), Dumont (Jean-Louis), Durieux (Jean-Paul), Durupt (Job), Emmanuelli (Henri), Evin (Claude), Fabius (Laurent), Faugaret (Alain), Fleury (Jacques), Florian (Roland), Forgues (Pierre), Fourré (Jean-Pierre), Mme Frachon (Martine), MM. Franceschi (Joseph), Frêche (Georges), Fuchs (Gérard), Garmendia (Pierre), Mlle Gaspard (Françoise), MM. Germon (Claude), Giovannelli (Jean), Gourmelon (Joseph), Goux (Christian), Grimont (Jean), Guyard (Jacques), Hernu (Charles), Hervé (Edmond), Hervé (Michel), Huguet (Roland), Mme Jacq (Marie), MM. Jalton (Frédéric), Janetti (Maurice), Jospin (Lionel), Josselin (Charles), Journet (Alain), Joxe (Pierre), Kucheida (Jean-Pierre), Labarrère (André), Laborde (Jean), Lacombe (Jean), Laignel (André), Mme Lalumière (Catherine), MM. Lambert (Jérôme), Lang (Jack), Laurain (Jean), Laurissergues (Christian), Lavédrine (Jacques), Le Baill (Georges), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Déaut (Jean-Yves), Ledran (André), Le Drian (Jean-Yves), Le Foll (Robert), Lefranc (Bernard), Le Garrec (Jean), Lejeune (André), Lemoine (Georges), Lengagne (Guy), Léonetti (Jean-Jacques), Le Pensec (Louis), Mme Leroux (Ginette), MM. Loncle (François), Louis-Joseph-Dogué (Maurice), Mahéas (Jacques), Malandain (Guy), Malvy (Martin), Marchand (Philippe), Margnes (Michel), Mas (Roger), Mauroy (Pierre), Mellick (Jacques), Menga (Joseph), Mermaz (Louis), Métais (Pierre), Metzinger (Charles), Mexandeau (Louis), Michel (Claude), Michel (Henri), Michel (Jean-Pierre), Mitterrand (Gilbert), Mme Mora (Christiane), MM. Moulinet (Louis), Nallet (Henri), Naticz (Jean), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Notebart (Arthur), Nucci (Christian), Oehler (Jean), Ortet (Pierre), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Patriat (François), Pénicaut (Jean-Pierre), Pesce (Rodolphe), Peuziat (Jean), Pezet (Michel), Pierret (Christian), Pistre (Charles), Poperen (Jean), Portheault (Jean-Claude), Pourchon (Maurice), Prat (Henri), Proveux (Jean), Puaud (Philippe), Queyranne (Jean-Jack), Quilès (Paul), Ravassard (Noël), Richard (Alain), Rocard (Michel), Rodet (Alain), Roger-Machart (Jacques), Mme Roudy (Yvette), MM. Sainte-Marie (Michel), Sanmarco (Philippe), Santrot (Jacques), Sapin (Michel), Sarre (Georges), Schreiner (Bernard), Mme Sicard (Odile), MM. Siffre (Jacques), Souchon (René), Mmes Soum (Renée), Stievenard (Gisèle), MM. Stirn (Olivier), Strauss-Kahn (Dominique), Mme Sublet (Marie-Josèphe), MM. Sueur (Jean-Pierre), Tavernier (Yves), Théaudin (Clément), Mmes Toutain (Ghislaine), Trautmann (Catherine), MM. Vadepied (Guy), Vauzelle (Michel), Vivien (Alain), Wacheux (Marcel), Worms (Jean-Pierre).

b) *S'inscrivent à ce groupe* [*J.O.* du 17 avril 1987] (p. 4388) : MM. Gouze (Hubert), Lambert (Michel) ; [*J.O.* du 29 avril 1987] (p. 4793) : M. Pinçon (André) ; [*J.O.* du 23 mai 1987] (p. 5688) : Mme Cacheux (Denise) ; [*J.O.* du 9 janvier 1988] (p. 445) : M. Percereau (Jacques).

c) *Cessent d'appartenir à ce groupe* [*J.O.* du 16 mai 1987] (p. 5414) : M. Notebart (Arthur) ; [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14703) : Mme Leroux (Ginette).

d) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :*

S'apparentent à ce groupe (13 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682) : MM. Alfonsi (Nicolas), Bonnet (Alain), Mme Bouchardeau (Huguette), MM. Calmat (Alain), Castor (Elie), Césaire (Aimé), Crépeau (Michel), Fiszbin (Henri), Rigal (Jean), Saint-Pierre (Dominique), Schwartzenberg (Roger-Gérard), Welzer (Gérar), Zuccarelli (Emile).

II. — Groupe du Rassemblement pour la République.

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1987 :* s'inscrit à ce groupe [*J.O.* du 19 février 1987] (p. 1909) : M. Diebold (Jean).

b) *Font partie de ce groupe* (151 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682, 3683). — Président : M. Messmer (Pierre). — MM. André (René), Ansquer (Vincent), Auberger (Philippe), Aubert (Emmanuel), Bachelet (Pierre), Barate (Claude), Bardet (Jean), Barnier (Michel), Baumel (Jacques), Bechter (Jean-Pierre), Bénouville (Pierre de), Bernard (Michel), Besson (Jean), Blot (Yvan), Bonhomme (Jean), Borotra (Franck), Bourg-Broc (Bruno), Brial (Benjamin), Bruné (Paulin), Cabal (Christian), Cassabel (Jean-Pierre), Cavaillé (Jean-Charles), César (Gérard), Chaban-Delmas (Jacques), Charbonnel (Jean), Charié (Jean-Paul), Charles (Serge), Charroppin (Jean), Chartron (Jacques), Chasseguet (Gérard), Chastagnol (Alain), Cointat (Michel), Corrèze (Roger), Cousin (Bertrand), Couturier (Roger), Couve (Jean-Michel), Couveinhes (René), Cuq (Henri), Dalbos (Jean-Claude), Debré (Bernard), Debré (Jean-Louis), Debré (Michel), Dehaine (Arthur), Delalande (Jean-Pierre), Delatre (Georges), Delevoye (Jean-Paul), Delmar (Pierre), Demange (Jean-Marie), Demuynck (Christian), Deniau (Xavier), Devedjian (Patrick), Dhinnin (Claude), Diebold (Jean), Drut (Guy), Dubernard (Jean-Michel), Dugoin (Xavier), Durr (André), Falada (Jean), Fanton (Jean), Ferrand (Jean-Michel), Fillon (François), Fossé (Roger), Foyer (Jean), Fritch (Edouard), Galley (Robert), Gastines (Henri de), Gaulle (Jean de), Ghysel (Michel), Goasduff (Jean-Louis), Godefroy (Pierre), Godfrain (Jacques), Gonelle (Michel), Gorse (Georges), Gougy (Jean), Goulet (Daniel), Grussenmeyer (François), Guéna (Yves), Guichard (Olivier), Guichon (Lucien), Hannoun (Michel), Hardy (Francis), Hart (Joël), Houssin (Pierre-Rémy), Mme Hubert (Elizabeth), MM. Jacob (Lucien), Jacquot (Alain), Jeandon (Maurice), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Kuster (Gérard), Labbé (Claude), Lafleur (Jacques), Lamant (Jean-Claude), Lauga (Louis), Legendre (Jacques), Legras (Philippe), Léonard (Gérard), Léontieff (Alexandre), Lepercq (Arnaud), Limouzy (Jacques), Lipkowski (Jean de), Lorenzini (Claude), Louet (Henri), Mancel (Jean-François), Marcus (Claude-Gérard), Marlière (Olivier), Masson (Jean-Louis), Mauger (Pierre), Mazeaud (Pierre), Médecin (Jacques), Messmer (Pierre), Miossec (Charles), Narquin (Jean), Nenou-Pwataho (Maurice), Nungesser (Roland), Oudot (Jacques), Paccou (Charles), Mmes Panafieu (Françoise de), Papon (Christiane), MM. Parent (Régis), Pascallon (Pierre), Pasquini (Pierre), Perben (Dominique), Perbet (Régis), Péricard (Michel), Peyrefitte (Alain), Pinte (Etienne), Poujade (Robert), Préaumont (Jean de),

Raoult (Eric), Raynal (Pierre), Renard (Michel), Richard (Lucien), Rocca Serra (Jean-Paul de), Rolland (Hector), Roux (Jean-Pierre), Rufenacht (Antoine), Séguéla (Jean-Paul), Sourdille (Jacques), Taugourdeau (Martial), Terrot (Michel), Tiberi (Jean), Toga (Maurice), Toubon (Jacques), Tranchant (Georges), Ueberschlag (Jean), Valleix (Jean), Vivien (Robert-André), Vuillaume (Roland), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

c) *Cessent d'appartenir à ce groupe :* [*J.O.* du 3 juin 1987] (p. 6018) : M. Ansquer (Vincent) ; [*J.O.* du 31 octobre 1987] (p. 12771) : M. Cassabel (Jean-Pierre).

d) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :*

S'apparentent à ce groupe (8 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683) : MM. Beaujean (Henri), Bécam (Marc), Béguet (René), Chammougon (Edouard), Féron (Jacques), Hersant (Jacques), Kiffer (Jean), Savy (Bernard-Claude).

III. — Groupe pour la démocratie française

a) *Font partie de ce groupe* (114 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683). — Président : M. Gaudin (Jean-Claude). — MM. Abelin (Jean-Pierre), Alphandéry (Edmond), d'Aubert (François), Barbier (Gilbert), Barrot (Jacques), Bayard (Henri), Bayrou (François), Beaumont (René), Benoit (René), Bernard-Reymond (Pierre), Bichet (Jacques), Birraux (Claude), Blanc (Jacques), Bleuler (Pierre), Blum (Roland), Mme Boisseau (Marie-Thérèse), MM. Bollengier-Stragier (Georges), Boucard (Loïc), Bouvet (Henri), Briane (Jean), Brocard (Jean), Bussereau (Dominique), Caro (Jean-Marie), Carré (Antoine), Cazalet (Robert), Chantelat (Pierre), Chollet (Paul), Chometon (Georges), Claisse (Pierre), Clément (Pascal), Colin (Daniel), Colombier (Georges), Couanau (René), Couepel (Sébastien), Cozan (Jean-Yves), Daillet (Jean-Marie), Delattre (Francis), Delfosse (Georges), Deniau (Jean-François), Deprez (Charles), Dermaux (Stéphane), Desanlis (Jean), Diméglio (Willy), Dominati (Jacques), Dousset (Maurice), Durand (Adrien), Durieux (Bruno), Ehrmann (Charles), Farran (Jacques), Ferrari (Gratien), Fèvre (Charles), Fréville (Yves), Fuchs (Jean-Paul), Gantier (Gilbert), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Giscard d'Estaing (Valéry), Grignon (Gérard), Griotteray (Alain), Haby (René), Hamaide (Michel), Mme d'Harcourt (Florence), MM. Hyest (Jean-Jacques), Jacquat (Denis), Jacquemin (Michel), Jean-Baptiste (Henry), Jegou (Jean-Jacques), Klifa (Joseph), Koehl (Emile), Lacarin (Jacques), Lachenaud (Jean-Philippe), Lamassoure (Alain), Lory (Raymond), Mamy (Albert), Maran (Jean), Marcellin (Raymond), Marty (Elie), Mathieu (Gilbert), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Mayoud (Alain), Mesmin (Georges), Mestre (Philippe), Micaux (Pierre), Michel (Jean-François), Millon (Charles), Montastruc (Pierre), Montesquiou (Aymeri de), Mme Moreau (Louise), MM. Mouton (Jean), Moyne-Bressand (Alain), d'Ornano (Michel), Paecht (Arthur), Mme Papon (Monique), MM. Pelchat (Michel), Peretti (Jean-Pierre de), Rocca (Della), Poniatowski (Ladislas), Proriol (Jean), Revet (Charles), Reymann (Marc), Rigaud (Jean), Roatta (Jean), Robien (Gilles de), Rossi (André), Saint-Ellier (Francis), Seitlinger (Jean), Soisson (Jean-Pierre), Stasi (Bernard), Tenaillon (Paul-Louis), Trémège (Gérard), Vasseur (Philippe), Virapoullé (Jean-Paul), Vuibert (Michel).

b) *Cesse d'appartenir à ce groupe :* [*J.O.* du 26 janvier 1988] (p. 1264) : M. Delfosse (Georges).

c) *S'inscrivent à ce groupe :* [*J.O.* du 23 juillet 1987] (p. 8239) : M. Villiers (Philippe de) ; [*J.O.* du 11 novembre 1987] (p. 13186) : M. Larrat (Gérard) ; [*J.O.* du 9 février 1988] (p. 1934) : M. Decagny (Jean-Claude).

d) *Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :*

S'apparentent à ce groupe (16 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683) : MM. Allard (Jean), Audinot (Gautier), Barre (Raymond) Baudis (Pierre), Bégault (Jean), Bigeard (Marcel), Bousquet (Jean), Mme Boutin (Christine), MM. Branger (Jean-Guy), Brochard (Albert), Deprez (Léonce), Hersant (Robert), Hunault (Xavier), Kergueris (Aimé), Ligot (Maurice), Wiltzer (Pierre-André).

IV. — Groupe communiste.

a) *Font partie de ce groupe* (32 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683). — Président : M. Lajoinie (André). — MM. Ansart (Gustave), Asensi (François), Auchedé (Rémy), Barthe Jean-Jacques, Bocquet (Alain), Bordu (Gérard), Chomat (Paul), Combrisson (Roger), Deschamps (Bernard), Ducoloné (Guy), Fiterman (Charles), Gayssot (Jean-Claude), Giard (Jean), Mme Gœuriot (Colette), MM. Gremetz (Maxime), Hage (Georges), Hermier (Guy), Mmes Hoffmann (Jacqueline), Jacquaint (Muguette), MM. Jarosz (Jean), Lajoinie (André), Le Meur (Daniel), Leroy (Roland), Marchais (Georges), Mercieca (Paul), Montdargent (Robert), Peyret (Michel), Porelli (Vincent), Reyssier (Jean), Rigout (Marcel), Rimbault (Jacques), Roux Jacques.

b) *Apprentés aux termes de l'article 19 du règlement :*

S'apparentent à ce groupe (3 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683) : MM. Hoarau (Elie), Moutoussamy (Ernest), Vergès (Paul) [*J.O.* du 21 octobre 1987] (p. 12300) : M. Hoarau (Claude), Vergès (Laurent).

Cessent d'être apparentés à ce groupe [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11998) : MM. Hoarau (Elie), Vergès (Paul).

V. — Groupe Front national (R.N.)

Font partie de ce groupe (33 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683). — Président : M. Le Pen (Jean-Marie). — MM. Arrighi (Pascal), Bachelot (François), Baeckeroot (Christian), Bompard (Jacques), Ceyrac (Pierre), Chaboche (Dominique), Chambrun (Charles de), Descaves (Pierre), Domenech (Gabriel), Fédéric-Dupont (Edouard), Freulet (Gérard), Gollnisch (Bruno), Herlory (Guy), Holeindre (Roger), Jalkh (Jean-François), Le Jaouen (Guy), Le Pen (Jean-Marie), Martinez (Jean-Claude), Mégret (Bruno) Perdomo (Ronald), Peyrat (Jacques), Peyron (Albert), Mme Piat (Yannick), MM. Porteu de la Morandière (François), Reveau (Jean-Pierre), Rostolan (Michel de), Roussel (Jean), Schenardi (Jean-Pierre), Segent (Pierre), Sirgue (Pierre), Spieler (Robert), Stirbois (Jean-Pierre), Wagner (Georges-Paul).

VI. — Liste des députés n'appartenant à aucun groupe

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1987 :*

Cesse d'être non inscrit : [*J.O.* du 19 février 1987] (p. 1909) : Diebold (Jean).

b) *Députés non-inscrits à la date du 2 avril 1987 :* (9 membres) [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683) : MM. Bernardet (Daniel), Borrel (Robert), Briant (Yvon), Chauvière (Bruno), Gouze (Hubert) Lambert (Michel), Pinçon (André), Royer (Jean), Thien Ah Koon (André).

c) *Deviennent députés non-inscrits :* [*J.O.* du 16 mai 1987] (p. 5414) : Mme Cacheux (Denise) ; [*J.O.* du 3 juin 1987] (p. 6018) : Villiers (Philippe de) ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11998) ; MM. Hoarau (Claude), Vergès (Laurent) ; [*J.O.* du 31 octobre 1987] (p. 12771) : M. Larrat (Gérard) ; [*J.O.* du 18 décembre 1987] (p. 14767) : M. Percereau (Jacques) ; [*J.O.* du 26 janvier 1987] (p. 1264) : M. Decagny (Jean-Claude).

d) *Cessent d'être députés non inscrits* [*J.O.* du 17 avril 1987] (p. 4388) : MM. Gouze (Hubert), Lambert (Michel) ; [*J.O.* du 29 avril 1987] (p. 4793) : M. Pinçon (André) ; [*J.O.* du 23 mai 1987] (p. 5688) : Mme Cacheux (Denise) ; [*J.O.* du 23 juillet 1987] (p. 8239) : M. Villiers (Philippe de) ; [*J.O.* du 21 octobre 1987] (p. 12300) : MM. Hoarau (Claude), Vergès (Laurent) ; [*J.O.* du 11 novembre 1987] (p. 13186) : M. Larrat (Gérard) ; [*J.O.* du 9 janvier 1988] (p. 445) : M. Percereau (Jacques).

IV. — BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. — Secrétaire d'âge [2 avril 1987] (p. 3) :

MM. Audinot (Gautier), Lambert (Jérôme), Jalkh (Jean-François), Mme Hubert (Elisabeth), MM. Raoult (Eric), Welzer Gérard).

2. — Bureau de l'Assemblée nationale : élections et nominations du 2 avril 1987.

Election des six vice-présidents [2 avril 1987] (p. 3) :

1er tour : MM. Millon (Charles), Labbé (Claude), Mestre (Philippe).

2e tour : MM. Billardon (André), Richard (Alain), Fleury (Jacques).

Nomination des trois questeurs [2 avril 1987] (p. 4) :

MM. Corrèze (Roger), Laurissergues (Christian), Geng (Francis).

Nomination des douze secrétaires [2 avril 1987] (p. 4) :

MM. Bachelot (François), Bourg-Broc (Bruno), Gollnisch (Bruno), Hage (Georges), Mme Lecuir (Marie-France), M. Mauger (Pierre), Mmes Papon (Christiane), Papon (Monique), MM. Robien (Gilles de), Roux (Jacques), Mme Sicard (Odile, M. Virapoullé (Jean-Paul).

V. — COMMISSIONS PERMANENTES

I. — Commission des affaires culturelles, familiales et sociales

a) *Modification entre le 1er janvier et le 2 avril 1987 :*

Devient membre de cette commission [*J.O.* du 1er avril 1987] (p. 3628) : M. Frêche (Georges).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 1er avril 1987] (p. 3628) : M. Le Foll (Robert).

b) Membres [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730, 3731) : MM. Abelin (Jean-Pierre), Audinot (Gautier), Auroux (Jean), Bachelot (François), Barbier (Gilbert), Bardet (Jean), Bardin (Bernard), Barrau (Alain), Barrot (Jacques), Bayard (Henri), Bayrou (François), Béguet (René), Belorgey (Jean-Michel), Benoit (René), Berson (Michel), Bichet (Jacques), Billon (Alain), Bleuler (Pierre), Mme Boisseau (Marie-Thérèse), MM. Bollengier-Stragier (Georges), Bonrepaux (Augustin), Bourg-Broc (Bruno), Mme Boutin (Christine), MM. Bouvet (Henri), Brial (Benjamin), Cabal (Christian), Calmat (Alain), Carraz (Roland), Carré (Antoine), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Cavaillé (Jean-Charles), Césaire (Aimé), Ceyrac (Pierre), Chammougon (Edouard), Chanfrault (Guy), Chantelat (Pierre), Chauvierre (Bruno), Chollet (Paul), Chouat (Didier), Clert (André), Coffineau (Michel), Collomb (Gérard), Colombier (Georges), Colonna (Jean-Hugues), Couanau (René), Cousin (Bertrand), Dalbos (Jean-Claude), Debré (Bernard), Dehoux (Marcel), Delalande (Jean-Pierre), Delehedde (André), Demuynck (Christian), Domenech (Gabriel), Drut (Guy), Dubernard (Jean-Michel), Mme Dufoix (Georgina), MM. Durieux (Jean-Paul), Durr (André), Evin (Claude), Falala (Jean), Ferrand (Jean-Michel), Ferrari (Gratien), Mme Frachon (Martine), MM. Fuchs (Jean-Paul), Gengenwin (Germain), Ghysel (Michel), Giovannelli (Jean), Guyard (Jacques), Haby (René), Hage (Georges), Hannoun (Michel), Hardy (Francis), Herlory (Guy), Hermier (Guy), Hoarau (Elie), Mmes Hoffmann (Jacqueline), Hubert (Elisabeth), Jacq (Marie), Jacquaint (Muguette), MM. Jacquat (Denis), Jacquemin (Michel), Jacquot (Alain), Jalkh (Jean-François), Jalton (Frédéric), Kuster (Gérard), Lacarin (Jacques), Lachenaud (Jean-Philippe), Lamant (Jean-Claude), Laurain (Jean), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Legendre (Jacques), Mme Leroux (Ginette), MM. Louis-Joseph-Dogué (Maurice), Maran (Jean), Marchais (Georges), Metzinger (Charles), Michel (Jean-François), Mitterrand (Gilbert), Mme Mora (Christiane), MM. Moulinet (Louis), Narquin (Jean), Natiez (Jean), Nenou-Pwataho (Maurice), Mmes Panafieu (de, Françoise), Papon (Christiane), Papon (Monique), MM. Pelchat (Michel), Peretti della Rocca (de, Jean-Pierre), Péricard (Michel), Pesce (Rodolphe), Peyron (Albert), Mme Piat (Yannick), MM. Pinçon (André), Pinte (Etienne), Pourchon (Maurice), Proveux (Jean), Puaud (Philippe), Queyranne (Jean-Jack), Reyssier (Jean), Mme Roudy (Yvette), MM. Roux (Jacques), Salles (Jean-Jack), Santrot (Jacques), Savy (Bernard), Schreiner (Bernard), Séguéla (Jean-Paul), Mme Sicard (Odile), M. Spieler (Robert), Mmes Stiévenard (Gisèle), Sublet (Marie-Josèphe), MM. Sueur (Jean-Pierre), Taugourdeau (Martial), Terrot (Michel), Théaudin (Clément), Thien Ah Koon (André), Toga (Maurice), Mmes Toutain (Ghislaine), Trautmann (Catherine), MM. Ueberschlag (Jean), Valleix (Jean).

c) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289) : MM. Bartoloné (Claude), Bêche (Guy) ; [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5034) : M. Grignon (Gérard) ; [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209) : MM. Cathala (Laurent, Théaudin (Clément) ; [*J.O.* du 17 mai 1987] (p. 5451) : M. Le Meur (Daniel) ; [*J.O.* du 19 mai 1987] (p. 5494) : M. Fritch (Edouard) ; [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6063) : M. Hoarau (Elie) ; [*J.O.* du 2 juillet 1987] (p. 7228) : M. Brial (Benjamin) ; [*J.O.* du 3 juillet 1987] (p. 7281) : M. Villiers (Philippe de) ; [*J.O.* du 9 septembre 1987] (p. 10480) : Mme Cacheux (Denise) ; [*J.O.* du 3 octobre 1987] (p. 11566) : M. Bayrou (François) ; [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963) : M. Sarre (Georges) ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999) : M. Auroux (Jean) ; [*J.O.* du 21 octobre 1987] (p. 12300) : M. Pascallon (Pierre) ; [*J.O.* du 7 novembre 1987] (p. 13032) : M. Hoarau (Claude) ; [*J.O.* du 12 janvier 1988] (p. 510) : M. Percereau (Jacques) ; [*J.O.* du 2 février 1988] (p. 1621) : M. Béguet (René).

d) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289) : MM. Cathala (Laurent), Théaudin (Clément) ; [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5034) : M. Bayrou (François) ; [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209) : MM. Bartoloné (Claude), Bêche (Guy) ; [*J.O.* du 17 mai 1987] (p. 5451) : M. Hoarau (Elie) ; [*J.O.* du 19 mai 1987] (p. 5494) : M. Brial (Benjamin) ; [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6063) : M. Le Meur (Daniel) ; [*J.O.* du 2 juillet 1987] (p. 7228) : M. Fritch (Edouard) ; [*J.O.* du 9 septembre 1987] (p. 10480) : Mme Trautman (Catherine) ; [*J.O.* du 3 octobre 1987] (p. 11566) : M. Grignon (Gérard) ; [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963) : M. Auroux (Jean) ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999) : MM. Delalande (Jean-Pierre), Sarre (Georges) ; [*J.O.* du 19 janvier 1988] (p. 904) : M. Béguet (René).

e) *Bureau* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013) : président : M. Barrot (Jacques) ; vice-présidents : MM. Bayard (Henri), Debré (Bernard), Fuchs (Jean-Paul), Pinte (Etienne) ; secrétaires : MM. Gengenwin (Germain), Hannoun (Michel), Mlle Hubert (Elisabeth), M. Pelchat (Michel).

II. — Commission des affaires étrangères

a) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731) : MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Barre (Raymond), Baudis (Pierre), Bellon (André), Bernard (Pierre), Bigeard (Marcel), Blanc (Jacques), Bonhomme (Jean), Bordu (Gérard), Borrel (Robert), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Chambrun (Charles de), Chasseguet (Gérard), Chénard (Alain), Chevènement (Jean-Pierre), Colin (Daniel), Crépeau (Michel), Daillet (Jean-Marie), Delatre (Georges), Demange (Jean-Marie), Deniau (Jean-François), Deniau (Xavier), Dhaille (Paul), Dumas (Roland), Ehrmann (Charles), Fabius (Laurent), Fiszbin (Henri), Fossé (Roger), Foyer (Jean), Frédéric-Dupont (Edouard), Garmendia (Pierre), Mme Gaspard (Françoise), MM. Geng (Francis), Giscard d'Estaing (Valéry), Godefroy (Pierre), Godfrain (Jacques), Gollnisch (Bruno), Gorse (Georges), Goulet (Daniel), Grémetz (Maxime), Hamaide (Michel), Hernu (Charles), Jospin (Lionel), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Kiffer (Jean), Koehl (Emile), Labarrère (André), Laborde (Jean), Lajoinie (André), Mme Lalumière (Catherine), MM. Le Déaut (Jean-Yves), Le Pen (Jean-Marie), Le Pensec (Louis), Lipkowski (Jean de), Loncle (François), Marcus (Claude-Gérard), Mathieu (Gilbert), Mauroy (Pierre), Mermaz (Louis), Montdargent (Robert), Montesquiou (Aymeri de), Mme Neiertz (Véronique), MM. Notebart (Arthur), Nungesser (Roland), Peyrefitte (Alain), Raynal (Pierre), Rolland (Hector), Rostolan (Michel de), Scitlinger (Jean), Stasi (Bernard), Stirn (Olivier), Vadepied (Guy).

b) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013) : M. Caro (Jean-Marie) ; [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5855) : M. Lang (Jack) ; [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963) : M. Alfonsi (Nicolas) ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999) : Mme Néiertz (Véronique) ; [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027) : M. Hervé (Edmond).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013) : M. Colin (Daniel) ; [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963) : Mme Neiertz (Véronique) ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999) : M. Alfonsi (Nicolas) ; [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027) : M. Mermaz (Louis).

d) *Bureau* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013) : président : M. Giscard d'Estaing (Valéry) ; vice-présidents : MM. Deniau (Jean-François), Marcus (Claude-Gérard), Peyrefitte (Alain) ; secrétaires : Deniau (Xavier), Ehrmann (Charles), Raynal (Pierre).

III. — Commiasion de la défenae nationale et des forces armées

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1987 :*

Devient membre de cette commission [*J.O.* du 1er avril 1987] (p. 3628) : M. Bockel (Jean-Marie).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 1er avril 1987] (p. 3628) : M. Frêche (Georges).

b) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731) : M. Ansart (Gustave), Mme Aviee (Edwige), MM. Bachelet (Pierre), Baumel (Jacques), Bechter (Jean-Pierre), Benouville (Pierre de), Bernard (Michel), Bernard-Reymond (Pierre), Bockel (Jean-Marie), Bocquet (Alain), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bouvard (Loïc), Branger (Jean-Guy), Briane (Jean), Brocard (Jean), Caro (Jean-Marie), Cassabel (Jean-Pierre), Castor (Elie), Chaban-Delmas (Jacques), Chartron (Jacques), Chauveau (Guy-Michel), Cozan (Jean-Yves), Darinot (Louis), Delfosse (Georges), Delmar (Pierre), Deprez (Charles), Deschaux-Beaume (Freddy), Dessein (Jean-Claude), Diméglio (Willy), Dugoin (Xavier), Faugaret (Alain), Fillon (François), Fiterman (Charles), Frêche (Georges), Fuchs (Gérard), Gastines (Henri de), Gaudin (Jean-Claude), Gougy (Jean), Gourmelon (Joseph), Gouze (Hubert), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Holeindre (Roger), Joxe (Pierre), Lafleur (Jacques), Lavédrine (Jacques), Ledran (André), Le Drian (Jean-Yves), Lefranc (Bernard), Leonetti (Jean-Jacques), Lorenzini (Claude), Louet (Henri), Mauger (Pierre), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri), Mellick (Jacques), Mesmin (Georges), Mestre (Philippe), Parent (Régis), Peyrat (Jacques), Peyret (Michel), Porteu de La Morandière (François), Poujade (Robert), Quilès (Paul), Richard (Lucien), Rigal (Jean), Rimbault (Jacques), Roatta (Jean), Rocard (Michel), Sainte-Marie (Michel), Sergent (Pierre), Siffre (Jacques), Mme Soum (Renée), M. Wiltzer (Pierre-André).

c) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013) : M. Colin (Daniel) [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027) : MM. Lambert (Jérôme) ; Mahéas (Jacques) ; [*J.O.* du 2 février 1988] (p. 1621) : M. Lafleur (Jacques).

d) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013) : M. Caro (Jean-Marie) ; [*J.O.* du 11 novembre 1987] (p. 13186) : M. Lafleur (Jacques) ; [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027) : M. Joxe (Pierre) ; Quilès (Paul).

e) *Bureau* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013) : président : M. Fillon (François) ; vice-présidents : MM. Baumel (Jacques), Bouvard (Loïc), Roatta (Jean) ; secrétaires : MM. Bechter (Jean-Pierre), Briane (Jean), Maujoüan du Gasset (Joseph-Henri).

IV. — Commiasion des finances, de l'économie générale et du Plan

a) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731) : MM. Alphandéry (Edmond), Anciant (Jean), Arrighi (Pascal), Auberger (Philippe), Aubert (François d'), Auchedé (Rémy), Baeckeroot (Christian), Balligand (Jean-Pierre), Bapt (Gérard), Barate (Claude), Barnier (Michel), Bêche (Guy), Bérégovoy (Pierre), Bonnet (Alain), Bousquet (Jean), Charzat (Michel), Cointat (Michel), Combrisson (Roger), Dehaine (Arthur), Descaves (Pierre), Douyère (Raymond), Dumont (Jean-Louis) Durieux (Bruno), Emmanuelli (Henri), Féron (Jacques), Fréville (Yves), Gantier (Gilbert), Gaulle (Jean de), Germon (Claude), Giard (Jean), Goux (Christian), Griotteray (Alain), Guéna (Yves), Jarosz (Jean), Jegou (Jean-Jacques), Josselin (Charles), Le Garrec (Jean), Lengagne (Guy), Léontieff (Alexandre), Ligot (Maurice), Mancel (Jean-François), Marcellin (Raymond), Margnes (Michel), Martinez (Jean-Claude), Mercieca (Paul), Miossec (Charles), Nallet (Henri), Ornano (Michel d'), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Pacht (Arthur), Pascallon (Pierre), Pierret (Christian), Préaumont (Jean de), Proriol (Jean), Raoul (Eric), Richard (Alain), Rocca Serra (Jean-Paul de), Rodet (Alain), Roger-Machart (Jacques), Rossi (André), Roux (Jean-Pierre), Rufenacht (Antoine), Sammarco (Philippe), Soisson (Jean-Pierre), Sourdille (Jacques), Strauss-Kahn (Dominique), Tavernier (Yves), Tranchant (Georges), Trémège (Gérard), Vasseur (Philippe), Vivien (Alain), Vivien (Robert-André), Zuccarelli (Emile).

b) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289) : M. Cathala (Laurent) ; [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209) : M. Bêche (Guy) ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999) : M. Delalande (Jean-Pierre) ; [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027) : MM. Bartolone (Claude) ; Bourguignon (Pierre) ; Pezet (Michel).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289) : M. Bêche (Guy) ; [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209) : M. Cathala (Laurent) ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999) : M. Pascallon (Pierre) ; [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027) : MM. Emmanuelli (Henri) ; Le Garrec (Jean) ; Richard (Alain).

d) *Bureau* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013) : président : M. Ornano (Michel d') ; rapporteur général : M. Vivien (Robert-André) ; vice-présidents : MM. Gantier (Gilbert), Guéna (Yves), Tranchant (Georges) ; secrétaires : Bousquet (Jean), Feron (Jacques), Vasseur (Philippe).

V. — Commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République

a) *Modification entre le 1er janvier et le 2 avril 1987 :*

Devient membre de cette commission [*J.O.* du 20 mars 1987] (p. 3195) : M. Porelli (Vincent) ; [*J.O.* du 1er avril 1987] (p. 3628) : M. Le Foll (Robert).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 20 mars 1987] (p. 3195) : M. Barthe (Jean-Jacques) ; [*J.O.* du 1er avril 1987] (p. 3628) : M. Bockel (Jean-Marie).

b) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731) : MM. Alfonsi (Nicolas), Allard (Jean), André (René), Asensi (François), Aubert (Emmanuel), Bartolone (Claude), Bécam (Marc), Bernardet (Daniel), Blot (Yvan), Bonnemaison (Gilbert), Bourguignon (Pierre), Bussereau (Dominique), Charles (Serge), Clément (Pascal), Cuq (Henri), Debré (Jean-Louis), Delattre (Francis), Delabarre (Michel), Derosier (Bernard), Devedjian (Patrick), Ducoloné (Guy), Fanton (André), Franceschi (Joseph), Fritch (Edouard), Grigon (Gérard), Guichard (Olivier), Hersant (Robert), Hervé (Edmond), Hyest (Jean-Jacques), Jean-Baptiste (Henry), Kergueris (Aimé), Klifa (Joseph), Laignel (André), Lamassoure (Alain), Lambert (Jérôme), Lang (Jack), Le Foll (Robert), Le Meur (Daniel), Lemoine (Georges), Léonard (Gérard), Limouzy (Jacques), Mahéas (Jacques), Mamy (Albert), Marchand (Philippe), Marlière (Olivier), Mazeaud (Pierre), Menga (Joseph), Messmer (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Millon (Charles), Montastruc (Pierre), Moutoussamy (Ernest), Mme Nevoux (Paulette), MM. Pasquini (Pierre), Perben (Dominique), Perdomo (Ronald), Pezet (Michel), Poperen (Jean), Porelli (Vincent), Reymann (Marc), Saint-Pierre (Dominique), Sapin (Michel), Sarre (Georges), Schwartzenberg (Roger-Gérard), Sirgue (Pierre), Stirbois (Jean-Pierre), Tenaillon (Paul-Louis), Tiberi (Jean), Toubon (Jacques), Vauzelle (Michel), Wagner (Georges-Paul), Welzer (Gérard), Worms (Jean-Pierre).

c) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289) : M. Théaudin (Clément) ; [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5034) : MM. Barthe (Jean-Jacques), Bayrou (François) ; [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209) : M. Bartolone (Guy) ; [*J.O.* du 17 mai 1987] (p. 5451) : M. Hoarau (Elie) ; [*J.O.* du 19 mai 1987] (p. 5494) : M. Brial (Benjamin) ; [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5855) : Mme Cacheux (Denise) ; [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6063) : M. Le Meur (Daniel) ; [*J.O.* du 2 juillet 1987] (p. 7228) : M. Fritch (Edouard) ; [*J.O.* du 9 septembre 1987] (p. 10480) : Mme Trautmann (Catherine) ; [*J.O.* du 3 octobre 1987] (p. 11566) : M. Grignon (Gérard) ; [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963) : M. Auroux (Jean) ; Mme Neiertz (Véronique) ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999) : MM. Alphonsi (Nicolas), Sarre (Georges) ; [*J.O.* du 11 novembre 1987] (p. 13186) : Lafleur (Jacques) ; [*J.O.* du 19 janvier 1988] (p. 904) : MM. Béguet (René), Charié (Jean-Paul), Corrèze (Roger) ; [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027) : M. Emmanuelli (Henri), Joxe (Pierre), Le Garrec (Jean), Mermaz (Louis), Quilès (Paul), Richard (Alain) ; [*J.O.* du 2 février 1988] (p. 1621) : MM. André (René), Fritch (Edouard), Pasquini (Pierre).

d) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289) : M. Bartolone (Claude) ; [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5034) : MM. Grignon (Gérard), Porelli (Vincent) ; [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209) : M. Théaudin (Clément) ; [*J.O.* du 17 mai 1987] (p. 5451) : M. Le Meur (Daniel) ; [*J.O.* du 19 mai 1987] (p. 5494) : M. Fritch (Edouard) ; [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5855) : M. Lang (Jack) ; [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6063) : M. Hoarau (Elie) ; [*J.O.* du 2 juillet 1987] (p. 7228) : M. Brial Benjamin ; [*J.O.* du 9 septembre 1987] (p. 10480) : Mme Cacheux (Denise) ; [*J.O.* du 3 octobre 1987] (p. 11566) : M. Bayrou (François) ; [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963) : MM. Alfonsi (Nicolas), Sarre (Georges) ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999) : M. Auroux (Jean), Mme Neiertz (Véronique) ; [*J.O.* du 11 novembre 1987]

(p. 13186) : M. Fritch (Edouard) ; [*J.O.* du 19 janvier 1988] (p. 904) : M. André (René), Lafleur (Jacques), Pasquini (Pierre) ; [*J.O.* du 20 janvier 1988] (p. 1027) : MM. Bartolone (Claude) ; Bourguignon (Pierré), Hervé (Edmond), Lambert (Jérôme), Mahéas (Jacques), Pezet (Michel) ; [*J.O.* du 2 février 1988] : MM. Béguet (René), Charié (Jean-Paul), Corrèze (Roger).

e) *Bureau* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013) : président : M. Toubon (Jacques) ; vice-présidents : MM. Clément (Pascal), Jean-Baptiste (Henry), Mazeaud (Pierre), secrétaires : MM. Debré (Jean-Louis), Delattre (Francis), Tenaillon (Paul-Louis).

Modifications du bureau [*J.O.* du 9 octobre 1987] (p. 11776) : M. Toubon (Jacques), démissionnaire de la présidence ; [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999) : président : M. Mazeaud (Pierre) ; [*J.O.* du 23 octobre 1987] (p. 12360) : vice-président : M. Limouzy (Jacques).

VI. — Commission de la production et des échanges

a) *Modifications entre le 1er janvier et le 2 avril 1987 :*

Devient membre de cette commission [*J.O.* du 20 mars 1987] (p. 3195) : M. Barthe (Jean-Jacques).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 20 mars 1987] (p. 3195) : M. Porelli (Vincent).

b) *Membres* [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731, 3732) : MM. Ansquer (Vincent), Ayrault (Jean-Marc), Badet (Jacques), Barailla (Régis), Barthe (Jean-Jacques), Bassinet (Philippe), Beaufils (Jean), Beaujean (Henri), Beaumont (René), Bégault (Jean), Besson (Jean), Besson (Louis), Billardon (André), Birraux (Claude), Blum (Roland), Bompard (Jacques), Borotra (Franck), Mme Bouchardeau (Huguette), MM. Briant (Yvon), Brochard (Albert), Brune (Alain), Bruné (Paulin), Cambolive (Jacques), Cartelet (Michel), Cazalet (Robert), César (Gérard), Chaboche (Dominique), Chapuis (Robert), Charbonnel (Jean), Charié (Jean-Paul), Charroppin (Jean), Chastagnol (Alain), Chevallier (Daniel), Chomat (Paul), Chometon (Georges), Chupin (Jean-Claude), Claisse (Pierre), Colin (Georges), Corrèze (Roger), Couepel (Sébastien), Couturier (Roger), Couve (Jean-Michel), Couveinhes (René), Mme Cresson (Edith), MM. Delevoye (Jean-Paul), Deprez (Léonce), Dermaux (Stéphane), Desanlis (Jean), Deschamps (Bernard), Destrade (Jean-Pierre), Dhinnin (Claude), Diebold (Jean), Dominati (Jacques), Dousset (Maurice), Drouin (René), Durand (Adrien), Durupt (Job), Farran (Jacques), Fève (Charles), Fleury (Jacques), Florian (Roland), Forgues (Pierre), Fourré (Jean-Pierre), Freulet (Gérard), Galley (Robert), Gayssot (Jean-Claude), Goasduff (Jean-Louis), Mme Goeuriot (Colette), MM. Gonelle (Michel), Grimont (Jean), Grussenmeyer (François), Guichon (Lucien), Hart (Joël), Hersant (Jacques), Hervé (Michel), Houssin (Pierre-Rémy), Huguet (Roland), Hunault (Xavier), Jacob (Lucien), Janetti (Maurice), Jeandon (Maurice), Journet (Alain), Kucheida (Jean-Pierre), Labbé (Claude), Lacombe (Jean), Lambert (Michel), Lauga (Louis), Laurissergues (Christian), Le Baill (Georges), Legras (Philippe), Le Jaouen (Guy), Lejeune (André), Lepercq (Arnaud), Leroy (Roland), Lory (Raymond), Malandain (Guy), Malvy (Martin), Marty (Elie), Mas (Roger), Masson (Jean-Louis), Mayoud (Alain), Médecin (Jacques), Mégret (Bruno), Métais (Pierre), Mexandeau (Louis), Micaux (Pierre), Michel (Claude), Michel (Henri), Mme : Moreau (Louise), MM. Mouton (Jean), Moyne-Bressand (Alain), Nucci (Christian), Oehler (Jean), Ortet (Pierre), Oudot (Jacques), Paccou (Charles), Patriat (François), Pénicaut (Jean-Pierre), Perbet (Régis), Peuziat (Jean), Piste (Charles), Poniatowski (Ladislas), Portheault (Jean-Claude), Prat (Henri), Ravassard (Noël), Renard (Michel), Reveau (Pierre), Revet (Charles), Rigaud (Jean), Rigout (Marcel), Robien (Gilles de), Roussel (Jean), Royer (Jean), Saint-Ellier (Francis), Schenardi (Jean-Pierre), Souchon (René), Vergès (Paul), Virapoullé (Jean-Paul), Vuibert (Michel), Vuillaume (Roland), Wacheux (Marcel), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

c) *Deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5034) : M. Porelli (Vincent) ; [*J.O.* du 7 novembre 1987] (p. 13032) : M. Vergès (Laurent) ; [*J.O.* du 2 février 1988] : MM. Charié (Jean-Paul), Corrèze (Roger) ; [*J.O.* du 6 février 1988] (p. 1341) : M. Decagny (Jean-Claude).

d) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5034) : M. Barthe (Jean-Jacques) ; [*J.O.* du 19 janvier 1988] (p. 906) : MM. Corrèze (Roger), Charié (Jean-Paul).

e) *Bureau* [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013) : président : M. Dominati (Jacques) ; vice-présidents : MM. Birraux (Claude), Goasduff (Jean-Louis), Mayoud (Alain), Weisenhorn (Pierre) ; secrétaires : MM. Chastagnol (Alain), Couépel (Sébastien), Farran (Jacques), Masson (Jean-Louis).

VII. — Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes

Membres [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013) : MM. Anciant (Jean), Bartalone (Claude), Branger (Jean-Guy), Chénard (Alain), Chomat (Paul), Dehaine (Arthur), Deniau (Xavier), Deprez (Charles), Freulet (Gérard), Gastines (Henri de), Germon (Claude), Griotteray (Alain), Margnes (Michel), Moulinet (Louis), Nungesser (Roland).

Bureau [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013) : président : M. Gastines (Henri de) ; vice-présidents : MM. Anciant (Jean), Deprez (Charles) ; secrétaires : MM. Branger (Jean-Guy), Freulet (Gérard).

VI. — COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

Constituées pour l'examen :

— du projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614) [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036) ;

— du projet de loi sur l'épargne (n° 443) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857) ;

— du projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858) ;

— du projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858) ;

— du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681) [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070) ;

— du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687) [*J.O.* du 17 juin 1987] (p. 6504) ;

— du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale (n° 694) [*J.O.* du 20 juin 1987] (p. 6694) ;

— du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7006) ;

— du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177) ;

— du projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177) ;

— du projet de loi modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843) [*J.O.* du 5 juillet 1987] (p. 7378) ;

— du projet de loi sur le développement du mécénat (n° 795) [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496) ;

— du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523) ;

— du projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie (n° 781) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523) ;

— du projet de loi relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971) [*J.O.* du 24 novembre 1987] (p. 13896) ;

— du projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038) [*J.O.* du 3 décembre 1987] (p. 14092) ;

— du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [*J.O.* du 8 décembre 1987] (p. 14283) ;

— du projet de loi sur les bourses de valeurs (n° 1002) [*J.O.* du 10 décembre 1987] (p. 14382) ;

— du projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890) [*J.O.* du 12 décembre 1987] (p. 14478) ;

— du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008) [*J.O.* du 16 décembre 1987] (p. 14661) :

— du projet de loi d'amélioration de la décentralisation (n° 973) [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14706) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838) ;

— du projet de loi relatif aux enseignements artistiques (n° 1004) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838) ;

— du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905) ;

— du projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905) ;

— du projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental (n° 1019) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905) ;

— du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046) ;

— du projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

VII. — COMMISSIONS SPECIALES

Constituées pour l'examen :

de la proposition de résolution (n° 798) présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée, portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice.

Membres [*J.O.* du 10 juin 1987] (p. 6240) : MM. Debré (Jean-Louis), Delebarre (Michel), Deniau (Jean-François), Devedjian (Patrick), Fanton (André), Mme Frachon (Martine), MM. Guéna (Yves), Hage (Georges), Hamaide (Michel), Joxe (Pierre), Laurissergues (Christian), Mamy (Albert), Mexandeau (Louis), Saint-Pierre (Dominique), Wagner (Georges-Paul).

Bureau [*J.O.* du 12 juin 1987] (p. 6323) : Président : M. Deniau (Jean-François) ; vice-présidents : MM. Guéna (Yves), Mexandeau (Louis) ; secrétaires : MM. Hamaide (Michel), Wagner (Georges-Paul).

VIII. — DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Représentants suppléants [*J.O.* du 10 octobre 1987] (p. 11841) : M. Montrastruc (Pierre) ; [*J.O.* du 19 novembre 1987] (p. 13500) : Mme Trautmann (Catherine) en remplacement de M. Fourré (Jean-Pierre) ;

Représentant titulaire [*J.O.* du 14 novembre 1987] (p. 13298) : M. Fourré (Jean-Pierre) en remplacement de M. Mermaz (Louis) démissionnaire.

IX. — DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A DES ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Comité de l'éthique du loto sportif.

Membre titulaire [*J.O.* du 11 avril 1987] (p. 4177) : M. Demange (Jean-Marie).

Membre suppléant [*J.O.* du 11 avril 1987] (p. 4177) : M. Pelchat (Michel).

Comité des finances locales.

Membre [*J.O.* du 22 mai 1987] (p. 5628) : M. Tenaillon (Paul-Louis).

Comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer.

Membre [*J.O.* du 31 janvier 1987] (p. 1160) : M. Grignon (Gérard), en remplacement de M. Pen (Albert).

Commission centrale de classement des débits de tabac.

Membres [*J.O.* du 13 novembre 1987] (p. 13237) : M. Trémège (Gérard), Balligand (Jean-Pierre).

Commission de la télématique.

Membres [*J.O.* du 11 avril 1987] (p. 4177) : M. André (René), Boucheron (Jean-Michel), Chomat (Paul), Diméglio (Willy), Jalkh (Jean-François), Mahéas (Jacques), Mestre (Philippe), Mexandeau (Louis), Perben (Dominique).

Commiasion des comptes de la sécurité sociale.

Membres [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7522) : MM. Barrot (Jacques), Pinte (Etienne), Auberger (Philippe), Coffineau (Michel).

Commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale.

Membres [*J.O.* du 27 juin 1987] (p. 6966) : M. Maran (Jean).

Conseil d'administration de la société Télédiffusion de France.

Membres [*J.O.* du 12 juin 1987] (p. 6321) : M. Cousin (Bertrand).

Conseil national des transports.

Membre titulaire [*J.O.* du 11 décembre 1987] (p. 14426) : M. Fourré (Jean-Pierre).

Membre suppléant [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14836) : M. Forgues (Pierre).

Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires.

Membre [*J.O.* du 17 avril 1987] (p. 4388) : M. Mouton (Jean).

Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membres titulaires [*J.O.* du 16 octobre 1987] (p. 12035) : MM. Dugoin (Xavier), Cointat (Michel), Revet (Charles).

Membres suppléants [*J.O.* du 16 octobre 1987] (p. 12035) : MM. Gengenwin (Germain), Balligand (Jean-Pierre), Métais (Pierre).

Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Membre [*J.O.* du 15 mai 1987] (p. 5369) : M. Béguet (René).

X. — AUTRES DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Bureau [*J.O.* du 10 octobre 1987] (p. 11842) ; vice-président : M. Bassinet (Philippe), secrétaire : M. Julia (Didier).

XI. — HAUTE COUR DE JUSTICE

Juges titulaires élus au 2e tour de scrutin [15 avril 1987] (p. 370) : MM. Bêche (Guy), Michel (Jean-Pierre), Marchand (Philippe), Richard (Alain), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Gonelle (Michel), Ducoloné (Guy), Mazeaud (Pierre), Brocard (Jean), Mesmin (Georges), Foyer (Jean), Peyrat (Jacques).

Juges suppléants [15 avril 1987] (p. 370) : MM. Bonnet (Alain), Sapin (Michel), André (René), Jean-Baptiste (Henry), Clément (Pascal), Blot (Yvan).

Prestation de serment des juges titulaires et des juges suppléants le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

Membres du bureau [*J.O.* du 26 juin 1987] (p. 6932) : vice-présidents : MM. Mazeaud (Pierre), Gonelle (Michel).

XII. — SESSIONS

Seconde session ordinaire de 1986-1987 : ouverture le 2 avril 1987 [2 avril 1987) (p. 3) ; clôture le 30 juin 1987 [30 juin 1987] (p. 3437).

Première session extraordinaire de 1986-1987 : ouverture le 1er juillet 1987 [1er juillet 1987) (p. 3443) (décret du 30 juin 1987) ; clôture le 9 juillet 1987 [9 juillet 1987] (p. 3912).

Première session ordinaire de 1987-1988 : ouverture le 2 octobre 1987 [2 octobre 1987) (p. 2918) ; clôture le 20 décembre 1987 [20 décembre 1987] (p. 7954).

Première session extraordinaire de 1987-1988 : ouverture le 21 décembre 1987 [21 décembre 1987] (p. 7958) (décret du 19 décembre 1987) ; clôture le 23 décembre 1987 [23 décembre 1987] (p. 8111).

Deuxième session extraordinaire de 1987-1988 : ouverture le 2 février 1988 [2 février 1988] (p. 3) (décret du 20 janvier 1988) ; clôture le 25 février 1988 [*J.O.* du 26 février 1988] (p. 2679).

XIII. — COMPOSITION DU DEUXIEME GOUVERNEMENT DE M. JACQUES CHIRAC

(A la date du 1er janvier 1987).

1. — Par ordre alphabétique.

M. Jacques CHIRAC, Premier ministre.
Mme Michèle ALLIOT-MARIE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement.
MM. Jean ARTHUIS, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi.
Michel AURILLAC, ministre de la coopération.
Edouard BALLADUR, ministre d'Etat, chargé de l'économie, des finances et de la privatisation.
Didier BARIANI, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.
Mme Michèle BARZACH, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille.
MM. Christian BERGELIN, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports.
Bernard BOSSON, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.
Jacques BOYON, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.
Camille CABANA, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme administrative.
Alain CARIGNON, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement.
Mme Nicole CATALA, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle.
MM. Albin CHALANDON, garde des sceaux, ministre de la justice.
Hervé de CHARETTE, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique du Plan.
Georges CHAVANES, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services.
Jean-Jacques DESCAMPS, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme.
Jacques DOUFFIAGUES, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports.
Gaston FLOSSE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et des territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud.
Georges FONTES, secrétaire d'Etat aux anciens combattants.
Yves GALLAND, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales.
André GIRAUD, ministre de la défense.
Ambroise GUELLEC, secrétaire d'Etat à la mer.
François GUILLAUME, ministre de l'agriculture.
Alain JUPPE, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget.
François LEOTARD, ministre de la culture et de la communication.
Gérard LONGUET, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T.
Alain MADELIN, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme.
Claude MALHURET, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'Homme.
Pierre MEHAIGNERIE, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.
Mme Lucette MICHAUX-CHEVRY, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la francophonie.
MM. René MONORY, ministre de l'éducation nationale.
Michel NOIR, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur.
Robert PANDRAUD, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité.
Charles PASQUA, ministre de l'intérieur.
Bernard PONS, ministre des départements et territoires d'outre-mer.
Jean-Bernard RAIMOND, ministre des affaires étrangères.
André ROSSINOT, ministre chargé des relations avec le Parlement.
André SANTINI, secrétaire d'Etat aux rapatriés.
Philippe SEGUIN, ministre des affaires sociales et de l'emploi.
Philippe de VILLIERS, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication.
Adrien ZELLER, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale.

2. — Par ministère.

Premier ministre	Jacques CHIRAC.
Ministre d'Etat, chargé de l'économie, des finances et de la privatisation	Edouard BALLADUR.
Garde des sceaux, ministre de la justice	Albin CHALANDON.
Ministre de la défense	André GIRAUD.
Ministre de la culture et de la communication	François LEOTARD.
Ministre des affaires étrangères	Jean-Bernard RAIMOND.
Ministre de l'intérieur	Charles PASQUA.
Ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports	Pierre MEHAIGNERIE.
Ministre des départements et territoires d'outre-mer	Bernard PONS.
Ministre de l'éducation nationale	René MONORY.
Ministre des affaires sociales et de l'emploi	Philippe SEGUIN.
Ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme	Alain MADELIN.
Ministre de l'agriculture	François GUILLAUME.
Ministre de la coopération	Michel AURILLAC.
Ministre chargé des relations avec le Parlement	André ROSSINOT.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan	Hervé de CHARETTE.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme administrative	Camille CABANA.

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget	Alain JUPPE.
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur	Michel NOIR.
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services	Georges CHAVANES.
Ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes	Bernard BOSSON.
Ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité	Robert PANDRAUD.
Ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales	Yves GALLAND.
Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports	Jacques DOUFFIAGUES.
Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement	Alain CARIGNON.
Ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille	Michèle BARZACH.
Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T.	Gérard LONGUET.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la francophonie	Lucette MICHAUX-CHEVRY.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'Homme	Claude MALHURET.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports	Christian BERGELIN.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense	Jacques BOYON.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication	Philippe de VILLIERS.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères	Didier BARIANI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et des territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud	Gaston FLOSSE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement	Michèle ALLIOT-MARIE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle	Nicole CATALA.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale	Adrien ZELLER.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi	Jean ARTHUIS.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme	Jean-Jacques DESCAMPS.
Secrétaire d'Etat aux anciens combattants	Georges FONTES.
Secrétaire d'Etat aux rapatriés	André SANTINI.
Secrétaire d'Etat à la mer	Ambroise GUELLEC.

3. — Modifications.

Décret du 20 janvier 1987 [*J.O.* du 21 janvier 1987] (p. 743).

M. Jacques VALADE, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur.

M. Jean ARTHUIS, fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi. Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la consommation et de la concurrence.

Décret du 25 juin 1987 [*J.O.* du 26 juin 1987] (p. 6903) :

— M. Philippe de VILLIERS, fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication.

Décret du 28 septembre 1987 [*J.O.* du 29 septembre 1987] (p. 11327) :

— M. Camille CABANA, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés et de la réforme administrative.

— M. André SANTINI, fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat aux rapatriés ; ministre délégué auprès du ministre de la culture et de la communication, chargé de la communication.

Décret du 17 octobre 1987 [*J.O.* du 20 octobre 1987] (p. 12173) :

— M. Jean ARTHUIS, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la consommation, de la concurrence et de la participation.

ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE NOMINATIVE

SESSIONS DE 1987-1988

(8e législature)

A

ABELIN (Jean-Pierre)

Député de la Vienne
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

QUESTIONS

au Gouvernement : zones de diffusion des chaînes de télévision : la 5 et M 6 [6 mai 1987] (p. 897) ;

orales sans débat :

— **n° 233**, posée le 2 juin 1987 : **voirie (autoroutes)** (p. 1835) ; appelée le 5 juin 1987 : **programme autoroutier concernant la Vienne** : inquiétudes causées par les propositions retenues par le C.I.A.T. du 13 avril 1987 (p. 2021, 2022) ;

— **n° 338**, posée le 15 décembre 1987 : **bois et forêts (commerce extérieur)** (p. 7497) ; appelée le 18 décembre 1987 : **industries du bois** : leurs difficultés dues aux importations massives en provenance d'Indonésie ; situation de la société Isorex à Châtellerault (p. 7719, 7720).

INTERVENTIONS

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles
[15 et 16 décembre 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses relatives aux syndicats d'agglomérations nouvelles.*

Après l'article 27 : son amendement n° 223 soutenu par M. Jean Briane (délai de convocation du conseil municipal) : rejeté ; son amendement n° 224 soutenu par M. Jean Briane (information des conseillers municipaux sur les convocations qui leur sont adressées) (p. 7522) ; rejeté (p. 7524).

ADEVAH-PŒUF (Maurice)

Député du Puy-de-Dôme
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987 (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles
[27 mai 1987] [17 juin 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 6 *(article 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (conditions d'affiliation aux centres de gestion) :* ses observations (p. 1724).

Article 12 *ter* *(article 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (concours sur titres) :* contre l'amendement n° 207 de M. Ronald Perdomo (suppression de la limite d'âge pour les concours d'accès à la fonction publique territoriale) (p. 1743).

Article 16 *bis* *(article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (surclassement des communes touristiques) :* signification du terme « rémunération » pour apprécier l'effet du plafonnement des rémunérations perçues par les fonctionnaires territoriaux par référence à celles perçues par les fonctionnaires d'Etat ; ses observations sur l'amendement n° 249 du Gouvernement (tendant à étendre le surclassement démographique à des communes qui ne sont pas classées stations de tourisme) (p. 1752).

Article 17 *quater* *(article 118 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1987 et article 105 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) (statut des personnels parisiens) :* contre l'amendement n° 82 de la commission (de forme) (p. 1760) ; spécificité de la ville de Paris consistant en la suppression de la fonction de maire et le rétablissement de celle de préfet (p. 1761).

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 8453 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 19 *(articles 11 à 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale) :* soutient l'amendement n° 143 de M. Jean-Pierre Worms (de suppresion) (p. 1770) ; rejeté au scrutin public (p. 1771).

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Après l'article 22 : ses observations sur l'amendement n° 4 corrigé du Gouvernement (statut des personnels des caisses de crédit municipal et possibilité d'opter pour un statut de droit privé) (p. 2792).

Article 24 *(légalisation des polices municipales) :* ses réserves ; mesures en faveur des jeux ; ville de Nice (p. 2799) ; opportunité de reporter la discussion de cet article (p. 2800).

Article 25 *(régime applicable aux sections de communes) :* ses observations (p. 2806).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles
[9 juin 1987] [10 juin 1987] [11 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la protection sociale.*

Article 11 *(contrôle de l'obligation d'assurance prévue par l'article 1234-1 du code rural) :* ses observations sur l'amendement n° 29 de la commission (intervention de la commission nationale de l'informatique et des libertés) (p. 2078).

Article 14 *(règles d'affiliation des associés d'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée) :* ses observations (p. 2079) ; assurance veuvage à la Cancava.

Article 15 *(exonération de cotisation dans le cadre d'associations intermédiaires) :* ses observations (p. 2080).

Après l'article 15 : présidence du conseil de surveillance de Roussel-Uclaf ; contre l'amendement n° 86 de M. Jacques Barrot (assiette de la taxe sur la publicité pharmaceutique) (p. 2083).

Titre II : *dispositions relatives à la santé.*

Article 24 *(transfert d'officines pharmaceutiques) :* contre l'amendement n° 48 de Mme Martine Franchon (conditions de transfert d'une officine) (p. 2108).

Après l'article 27 : ses observations sur l'amendement n° 301 du Gouvernement (cas où l'autorité investie du pouvoir disciplinaire prononce une sanction plus sévère que celle proposée par le conseil de discipline) (p. 2114) ; contre l'amendement n° 303 du Gouvernement (intégration au statut hospitalier des agents hospitaliers des établissements publics ou à caractère public pour adultes handicapés ou inadaptés et des centres d'hébergement et de réadaptation sociale) (p. 2115).

Titre IV : *dispositions relatives au travail et à l'emploi.*

Article 31 *(dispositions relatives au départ à la retraite des salariés) :* ses observations sur l'amendement n° 206 de M. Etienne Pinte (notion de rupture du contrat de travail par mise à la retraite) (p. 2138).

Article 32 *(respect des normes techniques de sécurité) :* ses observations (p. 2139).

Article 33 *(dispense de recherche d'emploi pour certaines catégories de chômeurs) :* soutient l'amendement n° 177 de Mme Martine Frachon (personnes concernées par l'article demeurant inscrites à l'agence nationale pour l'emploi) (p. 2143) ; rejeté (p. 2144).

Article 34 *(adhésion des collectivités locales au régime d'assurance chômage pour les agents non titulaire) :* ses observations (p. 2145).

Article 37 *(exonération de cotisations sociales de l'indemnité complémentaire versée aux jeunes en stage d'initiation à la vie professionnelle) :* ses observations (p. 2147, 2148) ;

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales ;*

Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales) :* son opposition (p. 2197).

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Avant l'article 39 : son rappel au règlement ; réponses du Gouvernement aux questions des orateurs (p. 2260).

Article 43 *(congé parental) :* extension aux catégories A et B de la possibilité de recrutement des handicapés (p. 2272).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : contre l'amendement n° 274 de M. Michel Pelchat (absence de service fait résultant d'une cessation concertée du travail dans l'aviation civile donnant lieu à une retenue ne pouvant être inférieure, pour chaque période de vingt-quatre heures, au trentième du traitement mensuel des personnes concernées) (p. 2293) ; contre le sous-amendement n° 347 corrigé de M. Alain Lamassoure (extension du champ d'application de l'amendement aux personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics) (p. 2293, 2294).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Procédure des questions [16 juin 1987] :

En remplacement de M. Bernard Derosier :
Collectivités locales (coopération transfrontalière des —) (p. 2491).
Communauté européenne :
— politique agricole commune (p. 2492).

— Projet de loi relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles
[19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Agriculture (Etat et avenir) (p. 6124).
Caisses régionales :
— fonds propres et capacités financières (p. 6123, 6124).
Crédit agricole :
— maintien de la vocation et du rôle spécifique du - (p. 6124).
Mutualisation ou privatisation (p. 6123).
Recettes (affectation des - de la mutualisation) (p. 6123).

Discussion des articles
[20 novembre 1987] [21 novembre 1987] :

Article 1er *(transformation en société anonyme de la caisse nationale de crédit agricole après absorption du fonds de garantie) :* ses observations (p. 6161, 6162).

Son rappel au règlement : rappelle la règle selon laquelle le rapporteur ne s'exprime pas à titre personnel mais au nom de la commission (p. 6165).

Article 2 *(gestion des actions de la société anonyme caisse nationale du crédit agricole) :* ses observations sur l'affectation des ressources de la mutualisation de la C.N.C.A. ; ses observations sur l'amendement n° 23 de M. Gérard Bordu (suppression du troisième alinéa de l'article 2) (p. 6188) ; soutient l'amendement n° 40 de M. Pierre Joxe (extension de la possibilité d'achat d'actions de la C.N.C.A. à des nouvelles catégories de personnes) : rejeté au scrutin public (p. 6189).

Article 3 *(modalités de fixation du prix de cession) :* ses observations (p. 6209, 6210).

Article 4 *(modalités de cession des actions de la C.N.C.A.) :* ses observations sur l'avenir des caisses régionales non actionnaires de la caisse nationale (p. 6213).

Article 8 *(modalités de calcul des droits de vote dans la nouvelle société) :* ses observations sur la mutualisation et la privatisation (p. 6215, 6216) ; soutient l'amendement n° 51 de M. Pierre Joxe (de suppression) : retiré (p. 6217).

Article 7 *(conseil d'administration) :* ses observations sur les fonctions respectives du président directeur général et du directeur général (p. 6221) ; soutient l'amendement n° 56 de M. Pierre Joxe (représentation des actionnaires salariés) (p. 6246) ; rejeté (p. 6247).

Article 10 *bis* *(organisation entre l'Etat et la société créée) :* ses observations ; soutient l'amendement n° 65 de M. Pierre Joxe (de suppression) (p. 6254) ; rejeté (p. 6255).

Après l'article 10 *bis* : son sous-amendement n° 105 à l'amendement n° 18 rectifié de M. Michel Cointat (représentation de l'ensemble des organisations professionnelles au sein du comité permanent) : devenu sans objet (p. 6256).

Article 13 *(conseil d'administration des caisses régionales) :* soutient l'amendement n° 67 de M. Pierre Joxe (de suppression) (p. 6259) ; rejeté (p. 6261).

Article 15 *(conditions d'entrée en vigueur de la mutualisation) :* soutient l'amendement n° 70 de M. Pierre Joxe (suspension des transactions financières et des décisions concernant le statut du personnel) : rejeté (p. 6263).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 13 : contre l'amendement n° 5 de M. Roger Combrisson (application du taux zéro de T.V.A. aux opérations de mise à disposition des surplus agricoles de la C.E.E. distribués par les collectivités locales et les associations caritatives) ; difficulté de mise en place des crédits de lutte contre la précarité ; propos du Premier ministre sur le minimum social garanti (p. 6924, 6925) ; ses observations sur l'amendement n° 12 de M. Philippe Vasseur (désaffectation du produit de la mutualisation de la caisse nationale du crédit agricole en vue de son attribution à des actions en faveur de l'agriculture) et les amendements n° 61 de M. Jacques Bompard, 18 de M. Pierre Joxe, 38 de M. Jean Briane, 13 de M. Philippe Vasseur, 38 de M. Jean Briane, 27 de la commission, 14 de M. Philippe Vasseur et 59 de M. François d'Aubert (objets voisins) ; affectation d'une partie de la privatisation de T.F.1 à la création audiovisuelle (p. 6930) ; possibilité de créer un compte d'affectation spéciale différent du compte de droit commun des privatisations (p. 6931).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973)

Première lecture, avant la discussion des articles [14 décembre 1987] :

Ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 7385 à 7387).

Communes touristiques :
— dotation touristique (D.G.F.) (p. 7386, 7387).

Contrôle financier (rôle des chambres régionales des comptes et des trésoriers-payeurs généraux pour les petites communes) (p. 7386, 7387).

Coopération intercommunale :
— retrait d'une commune (p. 7385) ;
— rôle de la - (p. 7386, 7387).

Décentralisation (amélioration ou remise en question de la -) (p. 7385).

D.G.E. :
— des communes (p. 7384) ;
— des départements (et notamment critère de potentiel fiscal superficiaire) (p. 7384).

Fiscalité locale (et dépenses) (p. 7384, 7387).

Fonction publique territoriale :
— centres de gestion (cotisations aux - et mission des -) (p. 7387).

Interventions économiques des collectivités locales :
— bilan des - (p. 7384, 7385) ;
— entreprises en difficultés (p. 7385) ;
— établissements de crédit garantissant des emprunts (participation des collectivités locales au capital des -) (p. 7386) ;
— garanties d'emprunt (logement social ; associations) (p. 7385, 7386) ;
— sociétés d'économie mixte locales (p. 7385).

Discussion des articles : [15 et 16 décembre 1987] :

Après l'article 1er : ses observations sur l'amendement n° 236 de M. Jean Briane (substituant à la conférence d'harmonisation des investissements la commission consultative pour la répartition de la deuxième part de la D.G.E. pour améliorer l'organisation des services publics en montagne ; harmonisation des services publics en zone de montagne (p. 7404).

Article 2 *(modalités de la répartition de la première part de la D.G.E. des départements) :* son amendement n° 127 (effort contributif des départements) ; taux de cotisation à la C.N.R.A.C.L. (p. 7406) ; rejeté (p. 7407).

Article 3 *(modalités de répartition de la seconde part de la D.G.E. des départements) :* son amendement n° 129 (critère de l'importance de l'effort contributif) : rejeté (p. 7409).

Après l'article 3 : son amendement n° 165 (tendant à permettre l'accès au fonds de compensation de la T.V.A. aux collectivités locales ayant donné mandat à des organismes de droit privé pour certains investissements) (p. 7414, 7415) ; rejeté au scrutin public (p. 7416).

Article 4 *(suppression des aides des communes et des départements en faveur des entreprises en difficultés) :* contre cet article ; intervention en faveur des entreprises en difficultés (p. 7417, 7418) ; soutient l'amendement n° 132 de M. Michel Delebarre (possibilité pour les communes dont le potentiel fiscal est suffisant d'aider des entreprises en difficulté) : rejeté (p. 7431).

Article 5 *(garantie d'emprunt par les communes) :* ses observations ; entreprises ayant besoin de l'intervention des collectivités locales ; problème du remboursement de la T.V.A. pour les communes créant des zones d'activités par l'intermédiaire de sociétés mandatées ; aides aux entreprises supprimées par certaines régions (p. 7433, 7434) ; pouvoir discrétionnaire de la commission des finances pour juger de la recevabilité des amendements ; cas d'amendements relatifs aux associations visées à l'article 238 *bis* du code général des impôts et aux sociétés d'économie mixte locales (p. 7434) ; ses observations sur l'amendement n° 25 rectifié du Gouvernement et 69 de la commission (exclusion du champ d'application des dispositions qui limitent la quotité générale pour une collectivité locale de garantir des emprunts des organismes d'intérêt général entrant dans le champ d'application de l'article 238 *bis* du code général des impôts) (p. 7435) ; ses sous-amendements verbaux sur chacun de ces amendements (n° 25, rectifié et 65) (associations) et (sociétés d'économie mixte locales) ; à propos de l'amendement 25 : rejetés ; à propos de l'amendement n° 69 : devenus sans objet ; ses observations sur l'amendement n° 138 de M. Michel Delebarre (tourisme social) (p. 7436) ; soutient l'amendement n° 139 corrigé de M. Michel Delebarre (précisant que les sociétés anonymes dont l'objet est d'accorder des garanties d'emprunts sont régies par la loi sur les sociétés commerciales) : adopté ; soutient l'amendement n° 141 de M. Michel Delebarre (représentation des communes au sein du conseil d'administration de l'établissement gérant les fonds de garantie) : adopté (p. 7437) ; son amendement n° 140 (prévoyant le placement des sommes des fonds de garantie) : rejeté (p. 7438).

Article 6 *(garantie d'emprunts par les départements) :* son amendement n° 150 (placement des sommes disponibles) : rejeté (p. 7441).

Article 7 *(conditions de garantie d'emprunt par les régions) :* son amendement n° 163 (placement des sommes disponibles) (p. 7442) ; rejeté (p. 7443).

Article 14 *(contrôle financier des comptes des collectivités locales) :* emprunts en ECU des collectivités locales ; contre cet article ; intervention des chambres régionales des comptes (p. 7450, 7451).

Après l'article 14 : contre l'amendement n° 119 de M. Alain Lamassoure (conditions d'accès à la présidence des chambres régionales des comptes) ; organisation des chambres régionales des comptes ; compétences des chambres régionales des comptes se limitant aux grandes communes (p. 7466, 7467).

Article 15 C *(institution du syndicalisme « à la carte » ; coopération intercommunale) :* coopération intercommunale ; conclusions des travaux de la commission Barbier ; syndicalisme intercommunal ; conditions de retrait d'une commune (p. 7469) ; notion d'intérêts essentiels ; rôle du préfet placé en situation d'arbitrage (p. 7470).

Article 18 *quater* *(assiette de la cotisation aux centres de gestion) :* soutient l'amendement n° 177 de M. Michel Delebarre (de suppression) (p. 7485) ; rejeté ; son amendement n° 178 (tendant à insérer le mot « titulaires » après les mots « des agents ») : rejeté (p. 7486).

Article 19 *(aménagement du régime des dotations aux communes touristiques et thermales) :* ses observations ; critère de répartition ; critère de l'effort fiscal (p. 7490).

Article 16 (*suite*) précédemment réservé : son amendement n° 173 soutenu par M. Bernard Derosier (possibilité de demander au comité syndical de modifier les dispositions statutaires mises en cause) (p. 7525) ; rejeté (p. 7526).

ALFONSI (Nicolas)

Député de la Corse-du-Sud
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation en Corse** : assassinat d'un homme devant la station F.R.3. ; propos du ministre de l'intérieur lors de son voyage en Corse [17 juin 1987] (p. 2514) ;

— **F.R.3. Corse** : transfert de cette station à Marseille ; influence de l'organisation terroriste dans les médias corses [4 novembre 1987] (p. 5371) ; respect des libertés (p. 5372).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles : [15 octobre 1987] :

Après l'article 10 : son amendement n° 134 soutenu par M. Emile Zuccarelli (taux de T.V.A. de 21 % sur les auto-

mobiles en Corse) (p. 4395) ; devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 45 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (p. 4397).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, avant la discussion des articles : [7 décembre 1987] :

Corse :

— fiscalité (rapport Saint-Pulgent) (p. 6851) ;
— produits pétroliers (T.V.A. sur les -) (p. 6851) ;
— sociétés nouvelles (exonération des - de l'impôt sur les sociétés pendant 8 ans) (p. 6851).

Discussion des articles : [8 décembre 1987] :

Après l'article 17 : ses observations sur l'amendement n° 41 du Gouvernement (exonération d'impôt sur les bénéfices pendant huit ans des sociétés nouvelles exerçant en Corse) ; fiscalité corse ; absence d'application de l'I.G.F. quand il existait (p. 6948).

Après l'article 21 : ses observations sur l'amendement n° 21 de M. Pascal Arrighi (prévoyant un rapport sur les possibilités d'instituer une ou plusieurs zones franches en Corse), l'amendement n° 22 de M. Alain Griotteray (prévoyant un rapport sur la possibilité d'instituer des corps francs dans les principaux ports corses de Bastia et d'Ajaccio) ; et l'amendement n° 54 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (prévoyant que le Gouvernement demandera à la commission des communautés européennes d'étudier la possibilité de création d'une zone franche en Corse) ; nécessité d'un dispositif global favorisant la production en Corse (p. 6957) ; connotation un peu « mafieuse » de l'expression « corps franc » (p. 6958).

ALLARD (Jean)

Député de la Seine-Maritime
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à faciliter la réalisation d'un nouveau franchissement de **l'estuaire de la Seine (n° 659)** [14 avril 1987].

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Allard tendant à faciliter la réalisation d'un nouveau franchissement de l'estuaire de la Seine (n° 794).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 juin 1987] :

Fonds de réserve (affectation du — du pont de Tancarville à la construction du nouvel ouvrage) (p. 2412).
Pont de Normandie ou d'Honfleur (construction et financement du —) (p. 2412).

Discussion des articles :

Après l'article unique : contre l'amendement n° 4 de M. Joseph Menga (fixation par décret du montant du produit des péages du pont de Tancarville transféré à la construction du nouveau pont) (p. 2419).

ALLIOT-MARIE (Michèle)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement.

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Claude Bartolone : études médicales : réforme portant essentiellement sur le titre d'interne [22 avril 1987] (p. 542) ;

— M. Georges Hage : nécessité d'un collectif budgétaire sur l'éducation nationale : efforts budgétaires importants pour l'enseignement public [29 avril 1987] (p. 740, 741) ;

— M. Jean-Paul Séguéla : lutte contre la toxicomanie dans les établissements scolaires [20 mai 1987] (p. 1358) ;

— M. Jean Bonhomme : durée insuffisante du travail scolaire en particulier au mois de mai [3 juin 1987] (p. 1870, 1871) ;

— M. Bruno Bourg-Broc : échec scolaire : causes de l'échec scolaire ; nécessité de diversifier les voies de formation ; mesures prises par le Gouvernement [14 octobre 1987] (p. 4283) ;

orales sans débat de :

— M. Claude Dhinnin (n° 334) contrefaçons de logiciels à des fins pédagogiques : recherche par un groupe d'experts de solutions permettant de concilier l'application de la loi avec la nécessité de placer les logiciels à la portée des étudiants ; diffusion auprès des étudiants et des enseignants de la loi n° 85-660 du 3 juillet 1985 relative aux droits d'auteur [18 décembre 1987] (p. 7722).

ALPHANDERY (Edmond)

Député du Maine-et-Loire
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'épargne (n° 443) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (économie, finances et privatisation : charges communes) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [*J.O.* du 8 décembre 1987] (p. 14283).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 14 : **économie, finances et privatisation : charges communes (n° 960)** [8 octobre 1987].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des finances sur le **problème de la dette des pays en voie de développement (n° 1039)** [13 novembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Opérations de privatisation des banques et concurrence bancaire [29 avril 1987] (p. 737, 738).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797)

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe soutenue par M. Jean-Pierre Sueur sur les conclusions du

rapport de commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligataires de sécurité sociale (n° 857) (p. 2868, 2870).
Abus (usage abusif de la protection sociale) (p. 2869).
Caisses de sécurité sociale (gestion des —) (p. 2870).
Concertation (nécessité d'une — avec les partenaires sociaux) (p. 2868).
Contrôle et information du Parlement sur le budget social de la nation (constitutionnalité, opportunité) (p. 2869, 2870).
Déficit des régimes sociaux et prévisions (p. 2869).
États généraux (opportunité et enjeux des —) (p. 2869).
Financement (mesures conservatoires pour le financement des dépenses sociales) (p. 2870).
Retraite à soixante ans (impact de la — sur les finances sociales) (p. 2870).
Sécurité sociale (axe possible de réforme de la —) (p. 2869, 2870).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738)

Commission mixte paritaire, explications de vote [30 juin 1987] :
Formations en alternance et formation professionnelle continue (financement des —) (p. 3409).
Vote positif du groupe U.D.F. (p. 3409).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :
Commerce extérieur (p. 4297).
Emploi :
— chômage et effectifs salariés (p. 4298) ;
— — politique de l'— et de la formation professionnelle) (p. 4299).
Entreprises :
— charges pesant sur les — (p. 4299) ;
— cotisations d'allocations familiales (p. 4299) ;
— création et transmission des — (p. 4299).
Environnement économique international (p. 4297).
Impôt sur le revenu (p. 4298).
Investissement (niveau de l'— et politique en faveur de l'—) (p. 4297, 4299).
Tabacs et alcools (fiscalité sur les —) (p. 4299).
Taux d'intérêt (p. 4297).
Taxe professionnelle (p. 4299).
T.V.A. (harmonisation européenne des taux de —) (p. 4298).

Première partie, discussion des articles [14, 15 et 16 octobre 1987] :
Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)* : faiblesse du rendement de l'impôt sur le revenu (p. 4310) ; nécessaire réforme (p. 4311) ; contre l'amendement n° 128 de M. Pierre Joxe (institution d'une tranche à 60 %) (p. 4316).
Article 7 *(amélioration de la provision pour le financement des entreprises agricoles)* : ses observations sur les déclarations de M. Christian Pierret relatives à la politique fiscale du Gouvernement en matière agricole ; nécessité de réduire les charges des agriculteurs (p. 4370).
Article 10 *(réduction à 28 % des taux de T.V.A. sur les automobiles et les motocyclettes de plus de 240 cm³)* : nécessité de réduire les dépenses de sécurité sociale ; son opposition à une baisse de trois points du taux moyen de la T.V.A. ; son approbation de la suppression du taux majoré à l'horizon 1992 (p. 4392) ; sa proposition d'accroissement de la fiscalité sur les tabacs et les alcools ; ses observations sur la proposition de M. Lauré relative à la taxe sur les salaires (p. 4393) ; contre l'amendement n° 63 de M. Jean Jarosz (réduction à 18,6 % du taux de T.V.A. sur les automobiles et les motocyclettes — relèvement à 50 % du taux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés) ; sa préférence pour une évolution progressive des taux de T.V.A. (p. 4395).
Article 26 *(D.G.F. ; fixation du taux de prélèvement sur les recettes de T.V.A.)* : mode de répartition de la D.G.F. ; ses réserves à l'égard de la prise en compte de la pression fiscale ; sa préférence pour le critère démographique (p. 4464).
Article 30 et état A : position de l'U.D.F. sur le budget ; conséquences sur les taux d'intérêt de l'affectation des recettes de la privatisation (p. 4483, 4484).

Seconde délibération [16 octobre 1987] :
Article 30 et état A : son rappel au règlement : intervention de M. Pierre Bérégovoy sur la bourse (p. 4493).

Deuxième partie :
Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés.

Examen des fascicules [12 novembre 1987]
Rapporteur spécial :
Déficit budgétaire (nécessité d'une réduction du —) (p. 5773).
Dette publique (niveau, structure et contrôle parlementaire) (p. 5771, 5772).
Dette publique (volume et nature des émissions du Trésor ; financement monétaire du déficit) (p. 5772).
Emprunt « Giscard » 7 % 1973 (p. 5773).
Privatisations (produits des —) (p. 5772, 5773).
Taux d'intérêts réels (niveau des —) (p. 5773).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987].
Après l'article 59 : son amendement n° 346 soutenu par M. Jean-Jacques Jegou (transfert de la responsabilité des lycées aux régions) (p. 5884) ; retiré (p. 5885).

ANCIANT (Jean)

Député de l'Oise
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1887 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :
Commerce extérieur (p. 4255).
Impôt sur les sociétés (p. 4255).
Investissement (niveau de l'— et politique en faveur de l'—) (p. 4255).

Première partie, discussion des articles [14, 15 et 16 octobre 1987] :
Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)* : inégalités dans les allégements fiscaux ; nécessité de l'impôt sur la fortune (p. 4312).
Article 3 *(déductibilité des frais de garde des enfants jusqu'à l'âge de 6 ans)* : soutient l'amendement n° 131 de M. Christian Pierret (extension de la déductibilité aux familles dans lesquelles un des parents est privé d'emploi et indemnisé à ce titre) (p. 4322) ; rejeté (p. 4323).
Avant l'article 16 : son amendement n° 135 soutenu par M. Michel Margnes (exonération de T.V.A. pour les loyers des locaux occupés par les associations loi de 1901) (p. 4427) ; rejeté ; son amendement n° 136 corrigé soutenu par M. Christian Pierret (associations — relèvement à 7 000 F du seuil d'exigibilité de la taxe sur les salaires) (p. 4428) ; rejeté (p. 4429).
Article 30 et état A : son amendement n° 141 soutenu par M. Jacques Roger-Marchart (minoration de 15 milliards de francs des ressources brutes du budget général) (p. 4482) ; rejeté ; son amendement n° 140 soutenu par M. Christian Pierret (minoration de 2 milliards de francs des recettes du budget annexe des P. et T.) : rejeté (p. 4484).

ANDRE (René)

Député de la Manche
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson tendant à aménager l'exercice du monopole des pompes funèbres (n° 394) [9 avril 1987] (p. 189).

Membre de la commission de la télématique [*J.O.* du 11 avril 1987] (p. 4177).

Juge suppléant élu à la Haute cour de justice [15 avril 1987] (p. 370).

Prestation de serment le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008) [*J.O.* du 16 décembre 1987] (p. 14661).

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 19 janvier 1988] (p. 904).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 2 février 1988] (p. 1621).

DEPOTS

Rapport sur la proposition de loi de M. Jacques Godfrain et plusieurs de ses collègues (n° 352) relative à la **fraude informatique (n° 744)** [14 mai 1987].

Proposition de loi relative à la **protection des services de télévision ou de radiodiffusion** destinés à un public déterminé **(n° 763)** [19 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1009), modifié par le Sénat, relative à certaines **infractions** en matière de système **de traitements automatisés de données (n° 1087)** [2 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la propositition de loi (n° 1182), modifiée par le Sénat en deuxième lecture relative à **la fraude informatique (n° 1184)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Prise en compte des intérêts de l'agriculture française lors de la conférence de Copenhague** [9 décembre 1987] (p. 6999, 7000) ;

orales sans débat :

— **n° 301**, posée le 24 novembre 1987 : **élevage (politique et réglementation)** (p. 6421) ; appelée le 27 novembre 1987 : remplacé par M. Lucien Richard : **réglementation de l'usage des anabolisants en agriculture** (p. 6488).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 610) et portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).**

Première lecture, avant la discussion des articles (discussion commune) [22 avril 1987].

Activités portuaires (p. 579).
Infrastructures autoroutières, routières et ferroviaires (plan d'accompagnement en —) (p. 580).
Manche (inquiétude du département de la —) (p. 579, 580).

— **Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616)**

Première lecture, discussion de l'articles unique [23 avril 1987].

Après l'article unique : son amendement n° 33 (tendant à permettre aux personnes contrôlées de demander une analyse de sang pour vérifier les résultats donnés par les éthylomètres et éthylotests) (p. 618, 619) : retiré (p. 621) ; soutient le sous-amendement n° 23 rectifié de M. Michel Gonelle à l'amendement n° 4 rectifié de la commission des lois (possibilité de recourir aux travaux d'intérêt général en cas de délit de fuite, de refus d'optempérer et de conduite sans permis) : adopté (p. 635) ; soutient l'amendement n° 21 de M. Michel Gonelle (transmission du procès-verbal d'infraction à l'autorité judiciaire au bout d'un certain délai) : retiré (p. 641) ; soutient l'amendement n° 22 de M. Michel Gonelle (extension de la procédure de l'injonction thérapeutique à la conduite dans un état d'imprégnation alcoolique) : retiré (p. 642).

— **Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jacques Godfrain et plusieurs de ses collègues relative à la fraude informatique (n° 744).**

Première lecture, avant la discussion de l'article unique.
Rapporteur [15 juin 1987] :
Accès à l'ordinateur et à l'information (protection de l'—) (p. 2385).
Accès frauduleux (définition de l'—) (p. 2385).
Coût de la fraude informatique (p. 2385).
Délinquance informatique (p. 2384, 2385).
Détérioration de systèmes de traitement informatisé (p. 2385).
Information (nature appréhendable ou non de l'—) (p. 2385).
Législation existante (adaptation de la —) (p. 2385).
Libertés individuelles (nécessité de respecter les —) (p. 2385).

Discussion de l'article unique :

Article unique *(créant, dans le code pénal, un chapitre intitulé : « de certaines infractions en matière informatique) :* ses observations sur l'amendement n° 1 de M. Jacques Godfrain (extension du champ d'application de la répression à la transmission ou à la détention non autorisée de données confidentielles) ; contre l'amendement n° 3 de M. Philippe Marchand (suppression des mots « entravé ou » dans l'article 462-3 du code pénal prévoyant l'incrimination de détérioration) ; non atteinte à l'exercice du droit de grève ; son sous-amendement n° 4 à l'amendement n° 2 de M. Jacques Godfrain (précisant que la confiscation du matériel est applicable au condamné) : adopté (p. 2388).

Deuxième lecture, avant la discussion de l'article unique.
Rapporteur [21 décembre 1987] :
Compétences des juridictions françaises (p. 8022, 8023).
Définition de termes techniques (apportée par le Sénat) (p. 8022).
Grève (droit de —) (p. 8022).
Incriminations pénales (p. 8022).
Piratage informatique (p. 8022).
Preuves magnétiques (p. 8022).

Discussion de l'article unique.
Rapporteur [21 décembre 1987] :

Article unique *(créant dans le code pénal un chapitre intitulé : « de certaines infractions en matière de systèmes de traitements automatisés de données) :* son amendement n° 1 (intitulant le chapitre : « de certaines infractions en matière informatique ») : adopté ; son amendement n° 2 (supprimant le texte proposé pour l'article 462-2 A du code pénal déterminant avec précision les éléments constitutifs de chaque infraction) ; risque de péremption rapide de ces définitions ; adopté ; contre l'amendement n° 10 de M. François Asensi (supprimant la notion de maintien frauduleux dans un système dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 462-2 du code pénal) ; son amendement n° 3 (rédactionnel) (p. 8025) ; adopté ; son amendement n° 4 (rétablissant l'article 462-3 du code pénal dans les textes votés par l'Assemblée) ; progression de la répression selon la gravité des agissements portant sur un système de traitements automatisés de données ; notion d'entrave ne visant ni le cas d'exercice du droit de grève, ni la situation résultant d'un conflit portant sur l'exécution d'un contrat liant une société de prestations de service à l'utilisateur ; adopté ; son amendement n° 5 (reprenant le texte adopté

par l'Assemblée nationale pour la rédaction de l'article 462-4 définissant la nouvelle incrimination) ; notion d'altération de la vérité ; adopté ; son amendement n° 6 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 7 (reprenant la rédaction de l'Assemblée pour l'article 462-5 du code pénal relatif à l'usage de documents reproduisant des données) : adopté ; son amendement n° 8 (précisant la notion d'association de malfaiteurs en matière informatique) ; son sous-amendement n° 13 à l'amendement n° 8 de la commission (évitant que l'association de malfaiteurs en matière informatique ne soit réprimée plus sévèrement que l'infraction en vue de laquelle elle est constituée) (p. 8026) ; adopté ; amendement n° 8, ainsi modifié : adopté.

Après l'article unique : contre l'amendement n° 11 de M. François Asensi (excluant l'exercice du droit de grève du champ d'application de l'article unique) ; notion d'entrave ne visant pas le cas d'exercice du droit de grève ; contre l'amendement n° 12 de M. Roland Dumas (permettant la reproduction de logiciels et progiciels lorsqu'elle a pour objet le renseignement et à condition que leurs producteurs en soient préalablement avisés) ; loi du 3 juillet 1985 sur la protection des logiciels ; problème du budget des universités (p. 8027).

Titre : son amendement n° 9 (rédigeant ainsi le titre de la proposition de loi « proposition de loi relative à la fraude informatique » : adopté (p. 8028).

Troisième lecture, avant la discussion de l'article unique.
Rapporteur [22 décembre 1987] :

Accord intervenu entre l'Assemblée nationale et le Sénat (p. 8062, 8063).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :
Agriculture - B.A.P.S.A. *Questions* [23 octobre 1987] :

Pommeau (réglementation de la production de —) (p. 4749).
Restructuration laitière (p. 4748).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971)**

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987].

Contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 6087, 6090).
Caisse nationale de crédit agricole :
— conseil d'administration (représentation et poids des caisses régionales) (p. 6089) ;
— directeur général (nomination) (p. 6089).
Caisses régionales :
— représentation majoritaire des agriculteurs au sein des - (p. 6087).
Constitutionnalité du projet de loi (p. 6087, 6088).
Crédit agricole :
— cotation (rating) du — (p. 6089) ;
— développement et adaptation (p. 6087) ;
— indépendance du — à l'égard de l'Etat (p. 6087) ;
— maintien de la vocation et du rôle spécifique du (p. 6088, 6089) ;
— prêts bonifiés (monopole de distribution des —) (p. 6087).
Mutualisation ou privatisation (p. 6087, 6089).

Discussion des articles [20 novembre 1987].

Article 2 *(gestion des actions de la société anonyme caisse nationale du crédit agricole)* : son amendement n° 35 soutenu par M. Michel Cointat (suppression du dernier alinéa de l'article 2) (p. 6191) ; retiré (p. 6195).

Son rappel au règlement : outrance des propos de M. Louis Mexandeau [11 décembre 1987] (p. 7152).

ANSART (Gustave)

Député du Nord
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

ANSQUER (Vincent)

Député de la Vendée
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682) ; décédé le 31 mai 1987 [*J.O.* du 3 juin 1987] (p. 6018) ; son éloge funèbre est prononcé le 9 juin 1987 [9 juin 1987] (p. 2096).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la **copropriété des immeubles** bâtis **(n° 651)** [14 avril 1987].

Proposition de loi tendant à compléter **l'article 906 du code civil**, pour permettre de disposer en faveur d'établissements existants ou à créer, sous la condition qu'ils obtiennent la reconnaissance d'utilité publique **(n° 652)** [14 avril 1987].

ARRIGHI (Pascal)

Député des Bouches-du-Rhônes
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre suppléant de la commission mixte parlementaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le développement du mécénat (n° 795) [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (industrie, postes et télécommunications et tourisme : tourisme) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [*J.O.* du 8 décembre 1987] (p. 14283).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux redevances réclamées par les agences financières de bassin à l'occasion des prélèvements et consommations d'eau à usage agricole (n° 706) [7 mai 1987].

Proposition de loi tendant à **compléter le code de l'organisation judiciaire** en cas de **fonctionnement défectueux du service de la justice (n° 712)** [7 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 28 : **industrie, postes et télécommunications et tourisme : tourisme (n° 960)** [8 octobre 1987].

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 11 de la Constitution, en **étendant l'usage du référendum et en rendant possible le référendum d'initiative populaire (n° 972)** [21 octobre 1987].

Proposition de loi organique tendant à modifier l'article 32 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant **loi organique relative aux lois de finances (n° 1005)** [2 novembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Evénements terroristes en Corse** : faiblesse de l'Etat ; émission « Cunfrunti » sur F.R.3. ; nécessité d'accorder à la Corse le statut fiscal et les zones franches demandés par l'Assemblée de Corse [24 juin 1987] (p. 3117, 3118) ;

— **Parrainages de candidatures pour l'élection présidentielle, et propos insultants de membres du Gouvernement à l'égard d'un président de groupe parlementaire** [7 octobre 1987] (p. 3998, 3999) ;

— **Déclarations récentes d'un membre du Gouvernement** : déclaration, sur la cinquième chaîne, de M. François Léotard sur les élections de Marseille ; respect dû aux personnes investies par le suffrage populaire [25 novembre 1987] (p. 6432).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L-1er du code de la route (n° 616).**

Première lecture, discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Après l'article unique : contre l'amendement n° 25 de M. Jacques Mahéas (tendant à imposer un stage à toute personne condamnée pour l'un des délits visés à l'article L-1er du code de la route) (p. 636).

— **Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).**

Première lecture, discussion des articles [14 mai 1987] :

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail).*

Son rappel au règlement validité de l'interprétation faite par le Gouvernement de l'article 44-3 de la Constitution ; absence dans l'hémycicle des députés R.P.R. et U.D.F.

— **Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).**

Première lecture, avant la discussion des articles [2 juin 1987] :

Administration fiscale (p. 1821).
Commission Aicardi (p. 1821).
Fraude fiscale (p. 1822).
Renseignement (droit de — du contribuable) (p. 1821).

Discussion des articles [3 juin 1987] ;

Titre 1er : *dispositions fiscales.*

Chapitre 1er : *dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 1er *(composition de la commission départementale des impôts)* : soutient l'amendement n° 43 de M. Pierre Descaves (présence obligatoire d'un expert-comptable au sein de la commission) (p. 1839) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 42 de M. Pierre Descaves (suppression de la voix prépondérante du président de la commission) : rejeté (p. 1840).

Article 2 *(intérêt de retard et pénalités fiscales)* : *son rappel au règlement* : vote de l'amendement n° 12 de la commission ; absence de conjonction entre le parti socialiste et le Front national (p. 1849).

Chapitre II : *dispositions portant modification du livre des procédures fiscales,*

Après l'article 4 : son amendement n° 78 (droit de renseignement du contribuable — solution retenue par celui-ci opposable à l'administration à défaut de réponse dans un délai de 60 jours) (p. 1888, 1889) ; retire l'amendement n° 78 au bénéfice des explications du ministre et des engagements pris par celui-ci (p. 1890, 1891).

Après l'article 10 : ses observations sur l'amendement n° 94 de M. Robert-André Vivien (contrainte par corps — limitation des cas d'application) (p. 1908).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Christian Pierret : retrait par le Gouvernement de son amendement n° 85 (droit de renseignement du contribuable) (p. 1914).

Titre II : *dispositions portant modifications du code des douanes.*

Après l'article 11 : son amendement n° 79 (nullité de tout redressement fiscal dans lequel serait intervenu un agent d'une administration fiscale d'un pays étranger) ; convention INTERFIPOL (p. 1917) ; retiré (p. 1918).

— **Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marcel Lucotte tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille** (n° 746).

Première lecture, avant la discussion des articles [3 juin 1987] :

Conseil constitutionnel (jurisprudence du —) (p. 1937).
Découpage électoral (p. 1936).
Front national (entrée du — dans la vie politique locale) (p. 1937).
Loi du 31 décembre 1982 (dite « loi P.L.M. ») (p. 1936).
Secteurs (répartition des sièges des conseillers municipaux entre —) (p. 1937).
Secteurs (écart démographique entre —) (p. 1937).
Secteurs (évolution démographique des —) (p. 1937).

Discussion des articles [4 juin 1987] :

Article 1er, tableau 4 annexé *(tableau des secteurs pour l'élection des conseillers municipaux de Marseille)* : son amendement n° 1 soutenu par M. Jean Roussel (répartition des sièges par secteur) (p. 1957) ; rejeté (p. 1962) ; retire ses amendements n° 10, 11, 12 et 13 (p. 1964).

— **Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).**

Première lecture, explications de vote [6 octobre 1987] :

Abstention du Front national (p. 3974).
Conseil d'Etat (création de formations contentieuses supplémentaires) (p. 3974).
Recours (délais de — et affaires en instance) (p. 3973, 3974).
Tribunal fiscal (création d'un —) (p. 3974).
Tribunaux administratifs (amélioration de l'organisation et du fonctionnement des —) (p. 3974).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).**

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Article 1er A *(création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies).*

Son rappel au règlement : assiduité des membres du groupe Front national en commission des finances et en séance publique ; absentéisme des députés de la majorité (p. 4099).

Son rappel au règlement : absence du Front national à une réunion de la commission des lois sur l'examen du projet de loi sur la répression du trafic de stupéfiants à cause de la date de cette réunion ; organisation des journées parlementaires du Front national ; problèmes de la présence en commission et de la présence et de l'assiduité en séance publique (p. 4100).

— **Son rappel au règlement** : incidents du 9 octobre 1987 [13 octobre 1987] (p. 4200, 4201).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)**

Première lecture, avant la discussion des articles [13 octobre 1987] [14 octobre 1987] :

Croissance (p. 4231).
Emploi (chômage et effectifs salariés) (p. 4231).
Hypothèses économiques du Gouvernement (p. 4231).
Impôts locaux (et actualisation triennale des valeurs locatives) (p. 4231).
Impôt sur le revenu (p. 4232).
Prélèvements obligatoires (p. 4231, 4232).
Ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Joxe (p. 4255).
Sécurité sociale (cotisations de — ; équilibre financier et réforme de la —) (p. 4231).

Première partie, discussion des articles [14 octobre 1987] :

Après l'article 2 : soutient l'amendement n° 76 corrigé de M. Pierre Descaves (membres des professions médicales — déduction des intérêts d'emprunt pour l'achat de parts ou d'actions de sociétés de capitaux exploitant un établissement de soins au sein duquel ils exercent leur profession) (p. 4321) ; retiré ; soutient l'amendement n° 75 de M. Pierre Descaves (déductibilité des salaires des gens de maison) : rejeté (p. 4322).

Deuxième partie :

Justice. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Magistrats (statut financier des —) (p. 4509).

Mer. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Dockers (p. 4552).
Marseille (port de —) (p. 4552).
Ports autonomes (dotation en capital versée par l'Etat aux —) (p. 4552).

Coopération. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Son rappel au règlement : rôle des rapporteurs ; nécessité de rapporter les conclusions de leur commission ; s'associe à la protestation de M. Jean Foyer (p. 4671).

Anciens combattants. — *Vote des crédits* [22 octobre 1987] :

Après l'article 65 : ses observations sur l'amendement n° 122 du Gouvernement (patriotes d'Alsace et de Moselle réfractaires à l'annexion de fait pendant la deuxième guerre mondiale) (p. 4697).

Tourisme. Rapporteur spécial. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Budget du tourisme (examen par la Commission des finances du —) (p. 4869, 4870).
Colloque tenu sous l'égide de la commission de la production et des échanges (p. 4870).
Crédits (recensement des — du tourisme) (p. 4869).
Fiscalité (p. 4869).
Promotion du tourisme et Maison de la France (p. 4869).
Tourisme (diversification des formes de —) (p. 4869).

Vote des crédits (p. 4888).

Etat B, titre III : contre les amendements n° 18 à 22 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits).

Titre IV : contre l'amendement n° 23 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) (p. 4889).

Education nationale. I. — Enseignement scolaire. — *Vote des crédits* [28 octobre 1987] :

Etat B, titre IV : contre l'amendement n° 162 de M. Augustin Bonrepaux (réduction des crédits) ; querelle scolaire ; son amendement n° 160 (suppression des subventions visant à compenser les mises à disposition dont bénéficient certains organismes) (p. 5011) ; rejeté au scrutin public (p. 5012).

Etat C, après l'article 71 : contre l'amendement n° 151 de la commission des affaires culturelles (présentation de l'annexe consacrée aux crédits du ministère) ; inutilité du dispositif proposé par cet amendement (p. 5012).

II. — Recherche et enseignement supérieur. — *Vote des crédits* [29 octobre 1987] :

Etat B, titre IV : soutient l'amendement n° 24 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits de communication) ; amendements d'interrogation déposés pour le Front national ; retiré (p. 5102).

Affaires sociales et emploi. — *Vote des crédits* [3 novembre 1987] :

Son rappel au règlement : utilisation du vote bloqué (p. 5332) ; nécessaire suppression du remboursement par la sécurité sociale des avortements non thérapeutiques (p. 5333).

Affaires étrangères, premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Vote des crédits* [5 novembre 1987] :

Etat B, titre IV : soutient les amendements n° 168, 169, 170, 171 et 173 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) ; information insuffisante des parlementaires (p. 5480) ; retirés (p. 5481).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Avant l'article 53 : soutient l'amendement n° 34 de M. Pierre Descaves (réforme du code général des impôts) : retiré (p. 5828).

Après l'article 55 : reprend l'amendement n° 281 de M. Jean Royer (cession de fonds de commerce ; droit d'enregistrement de 4,8 % quelle que soit la nature juridique de l'entreprise) ; distorsion entre le montant des droits selon la nature de l'entreprise ; rejeté au scrutin public (p. 5847).

Avant l'article 56 : son amendement n° 324 (plafonnement de l'augmentation de la part d'imposition réclamée par l'Etat aux collectivités locales) (p. 5862) ; réforme de la fiscalité locale (p. 5863) ; rejeté au scrutin public (p. 5864).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les bourses de valeurs (n° 1002).

Première lecture, explications de vote [1er décembre 1987] :

Vote favorable du groupe Front national (p. 6609, 6610).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Pierre Pascallon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée, relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel afin d'élargir aux conseillers régionaux le droit de présentation des candidats à cette élection (n° 409) et proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, complétant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel (n° 772).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique : discussion commune [4 décembre 1987] :

Collège des personnes habilitées à présenter des candidats à la présidence de la République (élargissement du —) (p. 6786, 6787).
Evolution de l'attitude du Gouvernement à l'égard du rapport et de la proposition de loi organique (p. 6786).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Article 4 et état B *(dépenses ordinaires des services civils : ouverture)* : contre l'amendement n° 15 de M. Roger Combrisson (réduction des crédits destinés à la promotion touristique de la France à l'étranger inscrits au budget de l'industrie et du tourisme) (p. 6883).

Après l'article 17 : ses observations sur l'amendement n° 41 du Gouvernement (exonération d'impôt sur les bénéfices pendant huit ans des sociétés nouvelles exerçant en Corse) ; statut fiscal particulier de la Corse ; projets établis par l'Assemblée de Corse ; terrorisme (p. 6947).

Après l'article 21 : son amendement n° 21 (prévoyant un rapport sur les possibilités d'instituer une ou plusieurs zones franches en Corse) ; zone franche en Sardaigne (p. 6956) ; régime économique et fiscal des îles Canaries (p. 6957) ; retiré (p. 6958).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, discussion des articles [10 décembre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 2 *(institution et composition de la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire)* : **son rappel au règlement** : s'étonne qu'un magistrat de tribunal administratif et un avocat aient pu s'ériger en organe supérieur à la Cour de cassation et venir au Parlement contester les décisions de celle-ci (p. 7105) ; Cour de cassation s'étant prononcée en toute indépendance dans l'affaire opposant le juge Grellier à Michel Droit (p. 7106).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Après l'article 1er : ses observations sur l'amendement n° 236 de M. Jean Briane (substituant à la conférence d'harmonisation des investissements la commission consultative pour la répartition de la deuxième part de la D.G.E., pour améliorer l'organisation des services publics en montagne (p. 7404).

Titre II : *dispositions relatives aux interventions économiques des collectivités locales.*

Article 4 *(suppression des aides des communes et des départements en faveur des entreprises en difficultés)* : contre les amendements n° 130 de M. Michel Delebarre et 198 de M. Daniel Le Meur (de suppression) ; socialisme municipal ; coût des interventions en faveur de Manufrance ; problème de la hiérarchie entre les collectivités locales (p. 7429).

Après l'article 19 : son sous-amendement n° 247 à l'amendement n° 54 de la commission (adaptation triennale du schéma directeur d'aménagement de la Corse) (p. 7513) ; rejeté (p. 7514).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé ;
— élaboration de la réforme (p. 80).
Financement des campagnes électorales ;
— limitation du champ d'application du projet aux élections présidentielles et à l'Assemblée nationale (p. 81) ;
— plafonnement des dépenses (p. 82).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 et 4 février 1988] :

Titre Ier : *modifications de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.*

Article 1er *(déclaration du patrimoine des candidats à l'élection présidentielle et du Président de la République) :* son amendement n° 92 (mention des modifications patrimoniales intervenues en cours de mandat) : retiré (p. 97).

Titre II : *modifications du code électoral.*

Article 7 *(déclaration du patrimoine des députés) :* ses observations sur l'amendement n° 34 de la commission (tendant à fixer le point de départ du délai pendant lequel le député doit déposer sa déclaration du patrimoine et, d'autre part, à renvoyer le dépôt de cette déclaration devant le président de la commission de magistrats) ; ses observations sur l'amendement n° 94 de M. Pierre Joxe (dépôt de la déclaration devant la commission de magistrats) (p. 106).

Après l'article 9 : ses observations sur l'amendement n° 110 du Gouvernement (déductibilité fiscale des dons effectués au profit des candidats) : dons des personnes physiques étrangères ; vote des immigrés ; dons des entreprises publiques, des casinos et des cercles de jeux ; absence de dispositif de contrôle suffisant pour le respect de la loi ; cas du plafonnement des dons au profit des candidats (p. 139).

ARTHUIS (Jean)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi
puis secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la consommation et de la concurrence
puis secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la consommation, de la concurrence et de la participation

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi. Décret du 20 janvier 1987 [*J.O.* du 21 janvier 1987] (p. 743).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la consommation et de la concurrence. Décret du 20 janvier 1987 [*J.O.* du 21 janvier 1987] (p. 743).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la consommation, de la concurrence et de la participation. Décret du 17 octobre 1987 [*J.O.* du 20 octobre 1987] (p. 12173).

REPONSES AUX QUESTIONS

orales sans débat de :

— M. Christian Demuynck (n° 173) : créanciers des entreprises en situation de faillite : évolution favorable de la législation destinée à protéger les sous-traitants [24 avril 1987] (p. 664, 665) ;

— M. Bernard-Claude Savy (n° 275) : taxe sur les contrats d'assurance maladie : poids des contraintes budgétaires ; études préalables pour l'harmonisation des différents regimes [9 octobre 1987] (p. 4090) ;

— M. Michel Berson (n° 280) : remboursement de l'emprunt de 1973 : remboursement sans recours à l'impôt (p. 4090) ; réduction des emprunts d'Etat depuis 1986 ; affectation des recettes des privatisations au désendettement de l'Etat ; part de l'emprunt Giscard dans la dette totale ; rappel des émissions d'obligations renouvelables du Trésor par le précédent gouvernement [9 octobre 1987] (p. 4091).

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues transférant le contentieux des décisions du conseil de la concurrence à la juridiction judiciaire (n° 636).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 avril 1987] :

Conseil constitutionnel (décision du 23 janvier 1987) (p. 673).
Droit de la concurrence (application pleine et entière par les pouvoirs publics) (p. 682).
Droit européen (et notamment adéquation de la loi avec le — et perspectives du marché unique) (p. 682).
Droits de la défense (p. 673).
Inflation (et notamment politique des prix) (p. 681).
Liberté économique (et notamment pouvoir de l'Etat) (p. 673).
Ordonnance du 1er décembre 1986 (et notamment dispositions essentielles, débat relatif à l'— et ratification parlementaire) (p. 673).
Ouverture des magasins le dimanche (p. 682).
Sursis à exécution (p. 673).
Unité de contentieux et de jurisprudence (p. 673, 682).
Urbanisme commercial (articulation de l'— avec le droit de la concurrence (p. 682).

Discussion des articles [28 avril 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (rétablissement des conditions de concurrence entre les grandes surfaces) ; contre l'amendement n° 2 corrigé de M. Jean-Louis Masson (consultation par le ministre du conseil de la concurrence et de la commission nationale d'urbanisme commercial) (p. 683) ; contre l'amendement n° 18 de M. Bruno Gollnisch (correction de certaines imprécisions juridiques de l'article 7 de l'ordonnance du 1er décembre 1986) ; contre l'amendement n° 19 de M. Bruno Gollnisch (correction de certaines imprécisions juridiques de l'article 8 de l'ordonnance du 1er décembre 1986) (p. 684) ; contre l'amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (suppression de l'article 10 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 permettant au Gouvernement d'autoriser certaines ententes) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch (p. 685).

Article 1er *(recours contre des décisions du conseil de la concurrence devant la Cour d'appel de Paris) :* contre l'amendement n° 15 de M. Michel Sapin (de suppression) ; ses observations sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (suppression de l'obligation du ministère d'avocat) (p. 686).

Article 2 *(sursis à exécution) :* contre l'amendement n° 13 de M. Bruno Gollnisch (exécution des décisions du conseil de la concurrence lorsqu'elles sont devenues definitives) (p. 687) ; contre l'amendement n° 14 de M. Bruno Gollnisch (effet suspensif du recours) (p. 688).

Article 3 *(dispositions transitoires) :* contre l'amendement n° 9 de M. Jean-Louis Masson (modification des dispositions transitoires) (p. 689).

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 20 de M. Bruno Gollnisch (modification de la durée de conservation des factures) (p. 689).

Deuxième lecture avant la discussion des articles [25 juin 1987] :

Cour d'appel (compétences de la —) (p. 3154).
Ordonnance du 1er décembre 1986 (ratification des articles 12 et 15 de l'—) (p. 3154).
Recours (recevabilité et intérêt à agir) (p. 3154).
Sursis à exécution (conditions et extension du —) (p. 3154).

Discussion des articles [25 juin 1987] :

Article 1er : son amendement n° 1 rectifié (conditions du sursis à exécution pour les mesures conservatoires) (p. 3155) ; adopté (p. 3156).

Article 2 : son amendement n° 2 rectifié (modifications des conditions de recours au sursis à exécution pour les décisions du conseil de la concurrence) (p. 3156) : adopté.

Après l'article 3 : son amendement n° 3 rectifié (ratification des articles 12 et 15 de l'ordonnance du 1er décembre 1986) : adopté (p. 3157).

Explications de vote :

Recours (recevabilité et intérêt à agir) (p. 3157).

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [2 juin 1987] :

Plan d'épargne retraite (p. 1786).
Reprise de l'entreprise par ses salariés (p. 1786).
Titres au porteur identifiable (p. 1786).

Discussion des articles :

Article 8 : son amendement n° 1 (suppression de la majoration de la fiscalité du tabac gageant l'amélioration de crédits d'impôt dans le cadre du P.E.R) (p. 1795) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 16 : son amendement n° 2 (reprise de l'entreprise par ses salariés — rédactionnel) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 43 *bis* : son amendement n° 3 (d'harmonisation — émission de certificats coopératifs d'investissement) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 57).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 juin 1987] :

Abus de droit (comité consultatif pour la répression des —) (p. 1829).
Administration fiscale (p. 1831).
Contrôle fiscal (p. 1830).
Douane (p. 1831).
Intérêt de retard (p. 1830).
Pénalités fiscales (p. 1829).
Perquisition et visite au domicile (p. 1830).
Renseignement (droit de — du contribuable) (p. 1830).
T.V.A. (remboursement avec intérêts du crédit de — aux entreprises) (p. 1830).

Discussion des articles [3 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions fiscales.*

Chapitre 1er : *dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 1er *(composition de la commission départementale des impôts)* : contre l'amendement n° 43 de M. Pierre Descaves (présence obligatoire d'un expert-comptable au sein de la commission) ; contre l'amendement n° 42 de M. Pierre Descaves (suppression de la voix prépondérante du président de la commission) ; nécessité pour la commission de pouvoir se prononcer ; pour l'amendement n° 2 de la commission (imposition au bénéfice réel) ; pour l'amendement n° 3 de la commission (désignation des représentants des contribuables agricoles par les fédérations départementales des syndicats d'exploitants agricoles) (p. 1841) ; pour l'amendement n° 75 de M. Robert-André Vivien (désignation d'un représentant du contribuable par une organisation professionnelle à laquelle il appartient) ; son amendement n° 86 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 87 (de coordination) : adopté (p. 1842) ; ses observations sur l'amendement n° 76 de M. Robert-André Vivien (consultation préalable des organisations patronales interprofessionnelles les plus représentatives) ; pour l'amendement n° 77 de M. Robert-André Vivien ; contre le sous-amendement n° 81 de M. Jacques Farran à l'amendement n° 77 de M. Robert André Vivien (désignation d'un représentant du contribuable par un organisme auquel il appartient en remplacement, au choix du contribuable, d'un de ses autres représentants) (p. 1843) ; pour l'amendement n° 8 de la commission (composition de la commission en cas de saisie au titre de la taxation d'office) (p. 1845).

Article 2 *(intérêt de retard et pénalités fiscales)* : contre l'amendement n° 64 de M. Christian Pierret (intérêt de retard égal au taux de base bancaire majoré de deux points) ; intérêt sur les excès d'impôts versés ; non déductibilité de la pénalité de 5 % frappant les retards de paiement de T.V.A. (p. 1847) ; délai de remboursement des crédits de T.V.A. (p. 1848) ; contre l'amendement n° 46 de M. Pierre Descaves (pénalités limitées à 30 % du montant des droits exigibles en cas de déclaration tardive) (p. 1850) ; contre l'amendement n° 45 de M. Christian Baeckeroot (délai supplémentaire d'un mois pour la souscription de la déclaration) ; bienveillance de l'administration pour les retards justifiés ; pour l'amendement n° 15 de la commission (successions — report de six mois de l'application des pénalités pour dépôt tardif de la déclaration) (p. 1851) ; reprend l'amendement n° 15 de la commission ; le rectifie (suppression du gage) : adopté (p. 1852).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Acquisitions d'œuvres d'art et de demeures historiques par les entreprises (p. 3044, 3045).
Associations (régime des —) (p. 3044, 3045).
Bénéficiaires des versements ouvrant droit à déduction fiscale (p. 3044).
Conception gouvernementale du mécénat (p. 3043).
Fondations (régime des —) (p. 3045).
Groupement d'intérêt public (rôle des — dans le domaine culturel) (p. 3044).
Régime des déductions fiscales des versements effectués par les entreprises (p. 3044).
Régime de déduction des versements effectués par des particuliers (p. 3044).
Rôle des entreprises dans le développement du mécénat (p. 3044).

Discussion des articles [7 juillet 1987] :

Avant l'article 13 : son sous-amendement n° 98 à l'amendement n° 14 de la commission (capacité juridique de la fondation lorsque l'acte de fondation a pour but la création d'une personne morale) ; pour le sous-amendement n° 91 de M. Gérard Trémège (raison et dénomination sociale de la fondation reconnue d'utilité publique créée à l'initiative d'une ou plusieurs sociétés commerciales) (p. 3728, 3729) ; utilisation du terme de fondation ; sous-amendement n° 98 : adopté ; ses observations sur l'amendement n° 15 de la commission (dotation initiale d'une fondation reconnue d'utilité publique pouvant être versée en plusieurs fractions sur une période maximale de 5 ans à compter de la date de publication au *Journal officiel* du décret lui accordant la reconnaissance d'utilité publique) (p. 3730).

Article 13 *(protection du titre de fondation)* : contre l'amendement n° 90 de M. Louis Moulinet (liste des fondations reconnues d'utilité publique devant être publiée au *Journal officiel*) (p. 3731) ; contre l'amendement n° 47 de M. François d'Aubert (suppression du dispositif pénal sanctionnant le non respect des dispositions de cet article) (p. 3732).

Article 13 *bis* *(régime juridique des fondations d'entreprise)* : pour l'amendement n° 18 de la commission (de suppression) (p. 3733).

Après l'article 16 : contre l'amendement n° 67 de M. Guy Hermier (pourcentage fixé par décret étant prélevé sur les sommes économisées par les entreprises au titre des droits à déduction prévu par la présente loi) (p. 3734) ; ses observations sur l'amendement n° 77 de M. Bruno Durieux (régime des « chèques-culture ») ; son amendement n° 92 (responsabilité du conservateur des hypothèques de Bastia) (p. 3736) ; adopté (p. 3737).

Seconde délibération du projet de loi [7 juillet 1987] :

Article 2 *ter* : son amendement n° 1 (régime fiscal des versements effectués par les particuliers au profit du comité d'organisation des 16e Jeux olympiques d'hiver) : adopté (p. 3738).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Economie, Finances et privatisation, services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'imprimerie nationale. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :

Commerce extérieur :

— politique commerciale extérieure (p. 5761, 5762) ;
— politique de la consommation et de la concurrence (p. 5762).

Réponses aux questions [12 novembre 1987] :

Association de consommateurs : (M. Jean-Claude Chupin) (p. 5765).
Conseil de la concurrence : (M. Jean-Claude Chupin) (p. 5766).
Direction générale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes : (Mme Catherine Lalumière) (p. 5763, 5764).
Formation des cadres à l'exportation : (M. Jean-Yves le Déaut) (p. 5764).
Institut national de la consommation : (Mme Catherine Lalumière) (p. 5765).

— Projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :

Courtiers assermentés de province (p. 7908).

Discussion des articles :

Demande, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, la réserve du vote sur les amendements n° 1 à 4 du Gouvernement.

Article 1er *bis* : son amendement n° 1 (recours contre les décisions du conseil du marché à terme — de coordination avec le projet de loi sur les bourses de valeurs) (p. 7910) ; vote réservé.

Article 1er *quater* : son amendement n° 2 (accès des courtiers assermentés de province au M.A.T.I.F.) : vote réservé.

Article 1er *septies* : son amendement n° 3 (carence du conseil du marché à terme — coordination avec le projet de loi sur les bourses de valeurs) : vote réservé.

Article 1er *septies decies* : son amendement n° 4 (de coordination avec l'amendement n° 1 à l'article 1er *bis*) : vote réservé (p. 7911).

— Projet de loi sur les bourses de valeurs (n° 1002).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :

Amendements du Gouvernement (p. 7900).

Discussion des articles :

Demande, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, la réserve du vote sur les amendements n° 1 à 4 du Gouvernement.

Article 6 : son amendement n° 1 (fixation par le pouvoir réglementaire et non par le Conseil des bourses de valeurs des règles applicables aux marchés des options sur valeurs mobilières) (p. 7904) ; vote réservé.

Article 11 : son amendement n° 2 (extension du pouvoir d'enquête de la commission des opérations de bourse, sans autorisation judiciaire, aux sociétés contrôlant des sociétés faisant appel public à l'épargne) (p. 7905) ; nécessaire élargissement des pouvoirs d'enquête de la C.O.B. (p. 7906) ; vote réservé.

Article 14 *bis* : son amendement n° 3 (suppression de la possibilité donnée au président de la commission des opérations de bourse d'intervenir devant les tribunaux —possibilité pour la juridiction saisie de l'appeler à déposer des conclusions) : vote réservé.

Article 20 : son amendement n° 20 (rédactionnel) : vote réservé (p. 7907).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs (n° 1135).

Première lecture, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :

Associations de consommateurs (droit d'agir en justice) (p. 7940, 7946).
Clauses abusives (p. 7946).
Cour de cassation (arrêt du 16 janvier 1985) (p. 7940, 7946).
Économie (libération de l'—) (p. 7939).
Édulcorants de synthèse (p. 7946).
Institut national de la consommation (p. 7946).
Loi du 27 décembre 1975 dite loi Royer (p. 7940).
Distribution (lutte contre le monopole de la —) (p. 7947).

Discussion des articles [20 et 21 décembre 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 31 de M. Guy Ducoloné (accroissement des possibilités d'actions en justice).

Article 1er *(actions en justice des associations agréées de consommateurs)* : contre l'amendement n° 32 de M. Jean-Louis Masson (prise en compte de la spécificité des départements de Moselle, de Haut-Rhin et du Bas-Rhin) (p. 7950) ; contre l'amendement n° 10 rectifié de Mme Catherine Lalumière (actions en justice des associations de consommateurs) ; contre l'amendement n° 25 de M. Guy Ducoloné (même objet) ; pour l'amendement n° 1 de la commission (même objet) (p. 7951).

Article 1er *bis* *(agrément des associations de défense de consommateurs)* : contre l'amendement n° 11 de Mme Catherine Lalumière (tendant à supprimer la disposition selon laquelle un décret fixera les conditions de retrait de l'agrément).

Article 2 *(pouvoir des juridictions saisies)* : contre l'amendement n° 16 corrigé de M. Michel Sapin (possibilité d'action reconnue au ministère public dans les mêmes conditions que les associations agréées) (p. 7952).

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 17 de M. Jean-Louis Masson (tendant à donner aux associations de commerçants des possibilités d'action en justice pour faire appliquer les règles afférentes à l'urbanisme commercial) (p. 7954).

Article 3 *bis* *(actions des associations agréées de consommateurs à raison de faits non constitutifs d'une infraction pénale)* : ses observations (p. 7958) ; contre l'amendement n° 14 de Mme Catherine Lalumière (champ d'action des associations de consommateurs) ; pour l'amendement n° 6 de la commission de la production (possibilité d'action en justice des associations agréées pour demander la suppression des clauses abusives dans les contrats types) (p. 7960, 7961).

Article 3 *quater* *(diffusion du jugement rendu)* : pour l'amendement n° 2 de la commission (limitation de la charge des frais de diffusion de la décision de justice pour les associations de consommateurs constituées partie civile) ; pour l'amendement n° 3 de la commission (suppression du dernier alinéa de l'article 3 *quater*) (p. 7963).

Article 5 *(information des consommateurs en matière de denrées alimentaires)* : ses observations sur cet article et notamment sur la nécessité de clarifier l'information du consommateur (p. 7964) ; contre l'amendement n° 26 de M. Jacques Limouzy (de suppression) (p. 7965) ; contre l'amendement n° 28 de M. Jacques Limouzy (tendant à supprimer l'interdiction de la simple évocation) ; contre l'amendement n° 9 de la commission de la production (tendant à supprimer l'interdiction de la simple évocation) (p. 7966).

Après l'article 5 : son amendement n° 30 (abrogation de la loi du 16 avril 1987 et des articles 9 et 22 de la loi du 2 juillet 1935 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et de la fabrication de la margarine) (p. 7967) ; rejeté (p. 7968).

Après l'article 6 : contre les amendements n° 24 de M. Alain Griotteray et 18 de M. Jean-Claude Chupin (tendant à donner aux associations ayant pour objet la défense des investisseurs en valeur mobilière la possibilité d'agir pour la protection des épargnants) (p. 7969) ; contre l'amendement n° 21 de M. Bruno Bourg-Broc (tendant à modifier les règles de répartition de compétences au sein de la juridiction civile concernant les litiges nés de l'application de la loi du 10 janvier 1978 relative à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit) (p. 7971).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [22 décembre 1987] :

Associations de consommateurs (droit d'agir en justice) (p. 8057).
Projet de loi (portée réelle du —) (p. 8057).

Discussion des articles [22 décembre 1987] :

Article 7 : contre les amendements identiques n° 1 de M. Alain Griotteray et 2 de Mme Catherine Lalumière (droit d'agir en justice des associations dont l'objet est la défense des investisseurs en valeur mobilière) ; demande l'application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 8060).

— Proposition de loi relative à la fraude informatique (n° 352).

Troisième lecture, avant la discussion de l'article unique [21 décembre 1987] :

Accord intervenu entre l'Assemblée nationale et le Sénat (p. 8063).

ASENSI (François)

Député de la Seine-Saint-Denis
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues, tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe (n° 762 rect.) [8 octobre 1987] (p. 4074).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008) [*J.O.* du 16 décembre 1987] (p. 14661).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **garantir l'emploi des travailleurs victimes d'une maladie prolongée (n° 917)** [30 juin 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation de la sécurité sociale** : propositions communistes pour remédier à cette situation [13 mai 1987] (p. 1068).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Alcoolisme au volant (généralités et sanctions de l'—) :
- accidents corporels et mortels : voir *sécurité routière ;*
- associations œuvrant contre l'insécurité routière (possibilité pour les — de se constituer partie civile dans le contentieux des accidents) (p. 605) ;
- peines encourues (législation actuelle et aggravation des —) (p. 604).

Publicité pour l'alcool (p. 605).

Sécurité routière :
- accidents corporels et mortels (nombre et cause des — et notamment alcoolémie) (p. 604, 605) ;
- prévention routière (action éducative (p. 605) ;
- transports (politique des — et notamment arbitrage rail-route et extinction des péages autoroutiers) (p. 605, 606).

Discussion de l'article unique :

Avant l'article unique : son amendement n° 10 rectifié (interdiction de la publicité pour les boissons alcoolisées à la radio et à la télévision) (p. 616) : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 11 (possibilité — pour les associations œuvrant pour la défense de la sécurité routière et des victimes — de se constituer partie civile contre les auteurs de délits routiers) (p. 617) : rejeté au scrutin public (p. 618).

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, avant la discussion des articles [5 mai 1987] :

Délinquance (augmentation de la —) (p. 866).
Détenu (statut et conditions de vie du — (p. 866).
Etablissements publics pénitentiaires (création des —) (p. 865, 866).
Peines de substitution à la peine de prison (travaux d'intérêt général et chantiers extérieurs) (p. 867).
Politique pénale (rôle de la prévention, des peines de prison et des actions de réinsertion) (p. 865).
Prisons (réhabilitation des places vétustes) (p. 866).
Prisons (surpopulation des — (p. 866).
Prisons « privées » ou habilitées en France (préservation des intérêts des entreprises contactées sur le projet initial) (p. 864).
Prisons « privées » ou habilitées en France (retrait progressif du projet de —) (p. 864, 865).
Programme de construction de prisons (p. 865).

Discussion des articles [6 mai 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 11 soutenu par M. Daniel Le Meur (tendant à faciliter le maintien des relations entre le détenu et sa famille) (p. 907) ; rejeté ; son amendement n° 12 soutenu par M. Daniel Le Meur (missions éducatives du service public pénitentiaire) ; rejeté ; son amendement n° 13 soutenu par M. Paul Chomat (travail des détenus) : rejeté ; son amendement n° 14 soutenu par M. Paul Chomat (sortie de prison du détenu) (p. 908) ; rejeté (p. 909) ; son amendement n° 16 soutenu par M. Daniel Le Meur (interdiction de l'incarcération des mineurs de moins de seize ans) : rejeté.

Article 1er *(définition du service public pénitentiaire)* : son amendement n° 17 soutenu par M. Daniel Le Meur (missions du service public pénitentiaire) : rejeté (p. 910).

Après l'article 1er : son amendement n° 18 soutenu par M. Daniel Le Meur (implantation des établissements pénitentiaires) : rejeté (p. 912).

Article 1er *ter* *(possibilité de transformer les établissements pénitentiaires en établissements publics administratifs nationaux)* : son amendement n° 20 (de suppression) : rejeté (p. 927).

Article 1er *quater* *(incapacité d'être membre du Conseil d'administration d'un établissement public pénitentiaire ou d'exercer des fonctions au sein de cet établissement)* : son amendement n° 22 (de suppression) : retiré (p. 930).

Explications de vote :

Administration, intendance et œuvres sociales des établissements pénitentiaires (possibilité de confier les — au secteur privé) (p. 934).
Etablissements publics pénitentiaires (création des —) (p. 934).
Prisons « privées » (abandon progressif du projet de —) (p. 935).
Programme de construction de prisons (lancement et réalisation d'un — de quinze mille places) (p. 934, 935).
Vote négatif du groupe communiste (p. 935).

Deuxième lecture, explications de vote [11 juin 1987] :

Architectes (participation des — aux appels d'offres) (p. 2257).
Politique pénale et pénitentiaire (p. 2257).
Prisons privées (abandon du projet de —) (p. 2257).
Programme de construction de 15 000 places de prison (règle de passation des marchés et absence de garanties financières sur l'exécution du —) (p. 2257).
Vote hostile du groupe communiste (p. 2257).

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles [13 mai 1987] [14 mai 1987] [18 mai 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 3 de M. Georges Hage (dispositions de la loi n'ayant aucun effet dans les entreprises ou établissements bénéficiant directement ou indirectement d'une aide de l'Etat ou d'une collectivité publique) (p. 1098) ; rejeté (p. 1099) ; son amendement n° 316 (suspension du contrat de travail en cas d'accident de trajet) : rejeté (p. 1110) ; soutient l'amendement n° 259 de M. Jean Giard (notion de dispositions moins favorables pour les salariés contenues dans une convention ou un accord collectif) (p. 1112) ; rejeté (p. 1113) ; son amendement n° 243 soutenu par M. Jean Jarosz (temps de travail devant être consacré aux actions de formation professionnelle) (p. 1115) ; rejeté (p. 1116).

Article 2 *(récupération)* : son opposition (p. 1167, 1168) ; soutient l'amendement n° 10 de M. Georges Hage (caractère obligatoire de l'accord des représentants des salariés sur les modalités de la récupération) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1173).

Article 5 *(instauration conventionnelle de cycles de travail)* : soutient l'amendement n° 276 de Mme Jacqueline Hoffmann (heures supplémentaires dans le cadre des cycles de travail) : application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1281) ; soutient l'amendement n° 291 de M. Paul Mercieca (régime des heures supplémentaires effectuées au-delà du contingent déterminé en application de l'article L. 212-6 du code du

travail) (p. 1287) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1288).

Article 6 *(modulation de la durée du travail) :* son opposition à cet article ; rapport Taddei (p. 1291).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles [26 mai 1987] [27 mai 1987] [17 juin 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 206 de M. François Porteu de la Morandière (création d'un service minimum en cas de grève des fonctionnaires locaux).

Article 2 *bis* *(article 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (représentation syndicale au sein du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) :* soutient l'amendement n° 201 de M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté (p. 1643).

Article 7 *(article 17 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre interdépartemental unique de la petite couronne) :* ses réserves sur cet article ; avenir du personnel du centre interdépartemental de gestion d'Ile-de-France ; avenir du centre de documentation informatisé du centre de gestion de la petite couronne (p. 1725, 1726) ; soutient l'amendement n° 211 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 1726) ; rejeté.

Article 11 *(article 27 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (contrôles administratif et budgétaire applicables aux centres de gestion) :* soutient l'amendement n° 183 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : retiré ; congés des personnels de la direction de la protection sociale du département de la Loire (p. 1734).

Article 16 *ter* *(article 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (sanctions disciplinaires) :* soutient l'amendement n° 190 de M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté (p. 1753).

Article 16 *quater* *(article 90 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (composition du conseil de discipline) :* soutient l'amendement n° 191 de M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté (p. 1754).

Article 17 *quater* *(article 118 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1987 et article 105 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) (statut des personnels parisiens) :* soutient l'amendement n° 195 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté (p. 1760).

Article 18 *(abrogations et modifications diverses de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :* son amendement n° 229 corrigé (information mutuelle des centres d'Ile-de-France sur les vacances d'emploi et les résultats des concours) : rejeté (p. 1765).

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 20 *(abrogations et modifications diverses de la loi du 12 juillet 1984) :* soutient l'amendement n° 199 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté (p. 2788).

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Article 24 *(légalisation des polices municipales) :* contre cet article (p. 2798) ; soutient l'amendement n° 200 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 2802) ; délinquance en Seine-Saint-Denis et à Aulnay-sous-Bois ; rejeté au scrutin public (p. 2803).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [11 juin 1987] [12 juin 1987] :

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Avant l'article 39 : contre l'amendement n° 89 de M. Alain Lamassoure (abrogation de la loi du 11 juin 1983) (p. 2260).

Article 39 *(recrutement de contractuels par l'Etat) :* soutient l'amendement n° 214 de M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 2266) ; soutient l'amendement n° 215 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 2268) ; rejeté (p. 2269).

Article 41 *(dérogation aux principes du concours en cas d'intégration totale ou partielle d'un corps dans un autre corps) :* soutient l'amendement n° 216 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 2270) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 248 de M. Guy Ducoloné (fusion partielle des corps) : rejeté.

Article 42 *(recrutement des travailleurs handicapés) :* soutient l'amendement n° 217 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 2271) ; retiré (p. 2272).

Article 43 *(congé parental) :* ses observations sur l'amendement n° 64 de la commission (congé parental après adoption pouvant être d'une durée inférieure à trois ans).

Article 44 (délégation du pouvoir disciplinaire et du pouvoir de nomination) : soutient l'amendement n° 218 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 2273) ; rejeté (p. 2274).

Article 45 *(reconduction des dispositions facilitant le rajeunissement des corps d'officiers et de sous-officiers) :* soutient l'amendement n° 219 de M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté (p. 2276).

Avant l'article 39 (*suite*) : soutient l'amendement n° 213 de M. Guy Ducoloné (tendant à supprimer l'intitulé du Titre V) : rejeté (p. 2279).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : son rappel au règlement : remise en cause du droit de grève dans la fonction publique ; méthode du Gouvernement (p. 2289); **son rappel au règlement :** remise en cause du droit de grève dans la fonction publique (p. 2326) ; interdiction de la publicité pour les boissons alcoolisées devant être étendue aux radios privées ou publiques (p. 2335).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 3383, 3384, 3385) ; rejetée au scrutin public (p. 3385).

Fonction publique :

— grève dans le secteur public (réglementation du droit de grève et règle du trentième indivisible) (p. 3383, 3384, 3385).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Jacques Toubon, Michel Péricard et René André relative à la protection des services de télévision ou de radiodiffusion destinés à un public déterminé (n° 833).

Première lecture, avant la discussion des articles [15 juin 1987] :

Canal Plus (p. 2389, 2390).
Captation frauduleuse de programmes (p. 2390).
Décodeurs pirates (p. 2390).
Intérêts privés (proposition protégeant les —) (p. 2390).
Programmes de télévision réservés à un public payant un abonnement (p. 2390).
Vote hostile du groupe communiste (p. 2390).

— Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, relative à la situation des magistrats nommés à des fonctions du premier grade (n° 835).

Première lecture, explications de vote [15 juin 1987] :

Conseil d'Etat (arrêt du 27 avril 1987) (p. 2400).
Inconstitutionnalité (p. 2400).
Personnalité de la proposition de loi (p. 2400).
Sénat (texte adopté par le —) (p. 2400).
Vote hostile du groupe communiste (p. 2400).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au service national dans la police (n° 705).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Criminalité (taux de —) (p. 3258).
Libertés (atteinte aux —) (p. 3258).
Police (militarisation de la —) (p. 3256).
Policiers auxiliaires (définition des missions des —) (p. 3257, 3258).
Policiers auxiliaires (formation des —) (p. 3257).
Policiers auxiliaires (effectifs) (p. 3257, 3258).
Service long (p. 3258).
Service national (élargissement et redéfinition des formes civiles d'exercice du —) (p. 3257).
Statuts (différence de — entre les policiers et les policiers auxiliaires) (p. 3258).

Discussion des articles [26 juin 1987] :

Article 2 *(modification des dispositions du chapitre II bis « service dans la police nationale » du Titre III du code du service national) :* son amendement n° 19 (de suppression) (p. 3263) ; rejeté ; *article L. 94-1 du code du service national*

(extension de la disponibilité de la réserve au service national de la police) : son amendement n° 20 soutenu par M. Gérard Bordu (suppression du texte proposé) : rejeté (p. 3264) ; *article L. 94-3 du code du service national* (obligations générales des policiers auxiliaires) : son amendement n° 21 soutenu par M. Gérard Bordu (suppression du texte proposé) (p. 3266) ; rejeté (p. 3267).

Article 3 *(introduction dans le Titre V du code du service national relatif aux dispositions pénales et disciplinaires d'un chapitre III bis intitulé « dispositions particulières au service dans la police nationale »)* : son amendement n° 22 (de suppression) : rejeté (p. 3270).

— Projet de loi autorisant la ratification de la Convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 631), projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre les Etats membres des Communautés européennes concernant l'application de la Convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 632) et projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de certaines infractions commises à l'étranger (n° 633).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique : discussion commune [29 juin 1987] :

Droit d'asile et droits de l'Homme (p. 3318, 3319).
Extradition :
— notion d'infraction politique (définition conventionnelle et jurisprudentielle) (p. 3318, 3319, 3320);
— refus d'extradition (obligation de poursuites en cas de — et rôle et compétence des juridictions françaises et du Parquet pour connaître des infractions commises à l'étranger) (p. 3318).
Réfugié (octroi du statut de —) (p. 3319).
Réfugiés (cas des — auteurs d'infractions terroristes) (p. 3319).
Terrorisme (lutte contre le —) :
— coopération européenne (p. 3318) ;
— nécessité de la — (p. 3318, 3320).
Terrorisme d'Etat (notamment en Afrique du Sud) (p. 3318).

— Projet de loi relatif aux obligations en matière de vente ou d'échange de certains objets mobiliers et à la répression du recel (n° 625).

Première lecture, avant la discussion des articles [29 juin 1987] :

Objets mobiliers usagers ou anciens (obligation pour les revendeurs et les organisateurs de foires à la brocante de tenir des registres) (p. 3351).
Objets volés (développement du civisme pour lutter contre l'achat d'—) (p. 3351).
Recel (lutte contre le — (p. 3351).
Recels et vols (nombre de —) (p. 3351) ; vols (insuffisance du taux d'élucidation des —) (p. 3351).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la lutte contre le trafic de stupéfiants.*

Article 2 *(article L. 627-4 à L. 627-6 nouveau du code de la santé publique) ; article L. 627-5 du code de la santé publique* (mesures conservatoires ; exemption ou réduction de peines pour les repentis) : soutient l'amendement n° 15 rectifié de M. Guy Ducoloné (suppression du texte proposé pour cet article) (p. 4127) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4128).

Titre II : *dispositions modifiant le code pénal.*

Article 7 *(réforme du régime des infractions en concours ; cumul, non cumul et confusion des peines)* : soutient l'amendement n° 16 de M. Guy Ducoloné (de suppression) : retiré (p. 4152).

Après l'article 10 : contre les sous-amendements n° 83 de M. Michel de Rostolan à l'amendement n° 74 du Gouvernement (cambodgiens) ; contre le sous-amendement n° 77 de M. Bruno Gollnisch à l'amendement n° 74 du Gouvernement (atrocités communistes au Cambodge) ; compare les députés du Front national à des personnes prêtes à faire un « putsch » (p. 4168) ; contre le sous-amendement n° 95 de M. Bruno Gollnisch à l'amendement n° 74 du Gouvernement (agression soviétique en Corée) (p. 4173).

Explications de vote (p. 4182) :
Actions anti-drogue (baisse des crédits consacrés aux —) (p. 4184).
Prévention contre l'usage de la drogue (notamment à l'école) (p. 4184).
Trafic de stupéfiants (répression du —) (p. 4184).
Abstention du groupe communiste (p. 4184).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Examen des crédits* [20 octobre 1987] :

Etat B, titre III : son amendement n° 97 (réduction des crédits) ; budget privilégiant la répression (p. 4536) ; démantèlement du service public de l'éducation surveillée ; retiré (p. 4537).

Intérieur. — *Examen du fascicule* [9 novembre 1987] :

Sécurité :
— délinquance (p. 5603),
— services de police (structure et méthodes des —) (p. 5603, 5604).

Vote des crédits (p. 5637) :

Etat B, titre III : soutient l'amendement n° 306 de M. Guy Ducoloné (réduction des crédits) (p. 5637) ; situation de la police scientifique et technique ; situation des gardiens de la paix ; pension de reversion des policiers retraités ; retiré (p. 5638).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :

Soutient la motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (p. 6331, 6332) ; rejetée (p. 6333).
Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :
— comité de décolonisation de l'O.N.U. (attitude du —) (p. 6331) ;
— économie de la Nouvelle-Calédonie (p. 6332) ;
— logique colonialiste du projet (Parti communiste) (p. 6331, 6332) ;
— politique de la France dans le Pacifique sud (p. 6332).
Evolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie :
— référendum du 13 septembre 1987 (p. 6331).
« Incidents » en Nouvelle-Calédonie :
— affaire « Radio Rythme Bleu » (p. 6331) ;
— fusillade de Hienghène (et suites judiciaires) (p. 6331).

Discussion des articles :

Titre Ier : des compétences de l'Etat, du territoire, des régions, des communes et de l'Assemblée coutumière.

Article 5 *(compétence générale du territoire)* : son opposition (p. 6343).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Pierre Pascallon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée, relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel afin d'élargir aux conseillers régionaux le droit de présentation des candidats à cette élection (n° 409) et proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, complétant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel (n° 772).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique : discussion commune [4 décembre 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 6783, 6784) ; rejetée (p. 6785).
Attitude des groupes politiques à l'égard du Front national (p. 6783, 6784).
Candidature de M. Le Pen aux élections présidentielles de 1988 (textes favorisant la —) (p. 6783, 6784).
Evolution de l'attitude du Gouvernement à l'égard du rapport et de la proposition de loi organique (p. 6783).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux élections cantonales (n° 1027).

Première lecture, discussion des articles [4 décembre 1987] :

Article 2 *(délai de convocation des électeurs à la suite d'une vacance au sein d'un conseil général étant porté à six mois en cas de vacance survenue pendant le premier trimestre de l'année 1988) :* son amendement n° 4 (de suppression) : rejeté (p. 6798).

— Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, tendant à modifier le second alinéa de l'article L.O. 145 du code électoral (n° 1032).

Première lecture, discussion de l'article unique [4 décembre 1987] :

Après l'article unique : son amendement n° 1 corrigé (fonctions de membre de conseil d'administration, de directeur technique et' toute direction de fait dans les sociétés ou entreprises recevant des subventions ou avantages spécifiques de l'Etat ou dont la raison sociale porte le nom du parlementaire étant incompatibles avec le mandat parlementaire) : rejeté ; son amendement n° 2 corrigé (député devant dans les quinze jours qui suivent sont entrée en fonction et à la fin de la législature déclarer le montant de son patrimoine et de ses revenus et les liens avec toute entreprise ou société) : rejeté au scrutin public (p. 6802).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à permettre l'accès des conjoints de certaines personnes décédées en service aux emplois réservés (n° 1037).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 décembre 1987] :

Extension des catégories de personnes pouvant accéder aux emplois réservés (p. 6805).
Législation sur les emplois réservés (p. 6805, 6806).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [4 décembre 1987] :

Contentieux de l'excès de pouvoir (p. 6809).
Encombrement des juridictions administratives (p. 6809).
Recrutement dans les cours administratives d'appel (p. 6809).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 décembre 1987] :

Affaires judiciaires :
— affaire Radio Courtoisie/Michel Droit et dessaisissement du juge Grellier (p. 7036).
Instruction : généralités :
— instruction (nécessité d'une réforme globale) (p. 7036) ;
— juges d'instruction (rôle des — et reproches adressés aux —) (p. 7036) ;
— témoin assisté (p. 7036).
Placement en détention provisoire :
— chambres d'accusation (rôle en matière de détention provisoire) (p. 7036) ;
— détention provisoire (nécessité de diminuer le nombre de —) (p. 7036, 7037) ;
— effectifs de magistrats dans les tribunaux et besoins nécessités par la mise en œuvre de la réforme (p. 7035) ;
— placement en détention provisoire (transfert de la compétence des juges d'instruction aux chambres des garanties) (p. 7035, 7036) ;
— présomption d'innocence de l'inculpé (remise en cause de la —) (p. 7036).

Discussion des articles [10 et 11 décembre 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 29 (détention provisoire des mineurs) (p. 7075, 7076) ; réservé (p. 7077).

Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 1er *(délivrance des mandats de justice) :* son amendement n° 30 (de suppression) : rejeté (p. 7078).

Article 2 *(institution et composition de la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire) :* son amendement n° 31 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 29 précédemment réservé (p. 7081) ; rejeté au scrutin public (p. 7084).

Article 3 *(dispositions relatives au contrôle judiciaire) :* son amendement n° 32 soutenu par M. Daniel Le Meur (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 7108).

Article 4 *(dispositions d'harmonisation relatives au placement en détention provisoire) :* son amendement n° 33 soutenu par M. Daniel Le Meur (de suppression) : rejeté (p. 7712).

Article 5 *(saisine de la chambre ; placement provisoire sous main de justice) :* son amendement n° 34 soutenu par M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 7112) ; rejeté au scrutin public (p. 7114).

Article 6 *(placement en détention provisoire) :* son amendement n° 35 soutenu par M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 7118) ;
rejeté (p. 7119).

Article 7 *(dispositions relatives aux prolongations de détention provisoire) :* son amendement n° 36 soutenu par M. Paul Chomat (de suppression) : rejeté (p. 7120).

Article 8 *(dispositions d'harmonisation concernant les ordonnances de règlement et la notification de diverses ordonnances) :* son amendement n° 37 (de suppression) : rejeté (p. 7121).

Article 10 *(dispositions de conséquence relatives aux attributions de la chambre d'accusation) :* son amendement n° 39 (de suppression) : rejeté.

Après l'article 10 : son amendement n° 40 soutenu par M. Daniel Le Meur (demande de détention provisoire formulée par le Procureur de la République en cas de citation directe étant confiée à une formation collégiale) : rejeté.

Article 11 *(exécution de la détention provisoire et du placement sous main de justice) :* son amendement n° 41 (de suppression) : rejeté (p. 7122).

Titre II : *dispositions relatives au fonctionnement de la chambre d'accusation.*

Article 14 *(renforcement des pouvoirs de la chambre d'accusation en vue d'éviter des retards dans l'instruction) :* son amendement n° 42 soutenu par M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 7125) ; rejeté (p. 7126).

Titre III : *dispositions diverses.*

Avant l'article 15 : contre l'amendement n° 17 de la commission (institution du témoin assisté) (p. 7169, 7170).

Article 9 précédemment réservé : son amendement n° 38 (de suppression) (p. 7181) ; rejeté (p. 7182).

Après l'article 15 : contre l'amendement n° 24 de la commission (institution d'un délit d'atteinte à la présomption d'innocence) (p. 7184).

Article 17 *(abrogation de la loi du 10 décembre 1985) :* son amendement n° 44 (de suppression) : rejeté.

Article 18 *(entrée en vigueur de la loi) :* son amendement n° 45 (de suppression) ; incarcération des mineurs ; rejeté (p. 7186).

Explications de vote [11 décembre 1987] :

Magistrats instructeurs (statut des —) (p. 7189).
Placement en détention provisoire (appréciations sur les nouvelles modalités du —) (p. 7189).
Témoin assisté (p. 7189).
Vote négatif du groupe communiste (p. 7189).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Henri Cuq et Albert Mamy tendent à modifier le code de procédure pénale et relative à l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux enquêteurs et aux personnels en tenue de la police nationale (n° 1072).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [14 décembre 1987] :

Enquêteurs de la police nationale (conditions d'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux —) (p. 7334).
Etatisation de la police (poursuite de l'—) (p. 7335).
Force publique (son utilisation à des fins répressives plutôt qu'à la protection de la sécurité des personnes) (p. 7334).
Personnel en tenue de la police nationale (conditions d'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire au —) (p. 7333, 7334).
Police nationale et gendarmerie (parallèle entre) (p. 7334).
Propositions de loi communistes (réformes prévues par les —) (p. 7334).
Séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire (p. 7334).

— Proposition de loi relative à la fraude informatique (n° 352).

Deuxième lecture, discussion de l'article unique [21 décembre 1987] :

Article unique *(créant dans le code pénal un chapitre intitulé : « de certaines infractions en matière de systèmes de traitements automatisés de données ») :* son amendement n° 10 soutenu par M. Paul Mercieca (supprimant la notion de maintien frauduleux dans un système dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 462-2 du code pénal) : rejeté (p. 8025).

Après l'article unique : son amendement n° 11 soutenu par M. Paul Mercieca (excluant l'exercice du droit de grève du champ d'application de l'article unique) : rejeté (p. 8027).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et du projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [2 février 1988] :

Soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie au projet de loi organique (p. 20, 21) ; rejetée au scutin public (p. 30).

Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
- — personnalités concernées (p. 20) ;
- — contenu de la déclaration (p. 20) ;
- — publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale des parlementaires, ministres et responsables locaux concernés (absence de —) (p. 20).

Financement des campagnes électorales :
- — plafonnement des dépenses (p. 20) ;
- — dons des entreprises privées (p. 21, 22).

Financement des partis politiques :
- — déclaration de M. Raoult sur le financement de la campagne du R.P.R. en Seine-Saint-Denis (p. 21).

Divers

Statut de l'élu : (p. 20).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [23 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé (p. 238).

Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
- — contenu et forme de la déclaration (p. 239).
- — publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale des parlementaires, ministres et responsables concernés (absence de —) (p. 239).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 et 4 février 1988] :

Titre Ier : *modification de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.*

Après l'article 4 : son amendement n° 64 (expression des candidats à la radio et à la télévision) (p. 103) ; rejeté (p. 104).

Titre II : *modifications du code électoral.*

Article 7 *(déclaration du patrimoine des députés) :* son amendement n° 65 (extension de la déclaration du patrimoine aux enfants mineurs) (p. 107) ; rejeté (p. 108) ; son amendement n° 66 soutenu par M. Guy Ducoloné (inclusion des revenus dans le détail du patrimoine) : rejeté (p. 109).

Article 9 *(financement des campagnes pour les élections législatives) :* son amendement n° 70 soutenu par M. Guy Ducoloné (précisant que les dons manuels consentis à un candidat par des personnes physiques ne peuvent excéder 10 000 francs) (p. 131) ; rejeté au scrutin public (p. 132).

Article 10 *(dépôt des comptes de campagne par les candidats aux élections législatives) :* son amendement n° 72 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (mandataire du candidat) : rejeté (p. 166).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 1er : soutient l'amendement n° 21 de M. Guy Ducoloné (suppression du pli scellé pour la remise des déclarations patrimoniales) : rejeté ; soutient l'amendement n° 22 de M. Guy Ducoloné (déclarations patrimoniales à l'ensemble des candidats) (p. 252) ; rejeté (p. 253).

Article 7 *bis* : son amendement n° 24 (création d'une commission *ad hoc* chargée de contrôler la variation des situations patrimoniales des députés) : rejeté (p. 258).

Article 9 : soutient l'amendement n° 26 de M. Daniel Le Meur (suppression de la possibilité de dons pour les personnes morales) (p. 260) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 27 de M. Guy Ducoloné (interdiction de financement par les entreprises appartenant à l'Etat et aux collectivités locales) : rejeté (p. 261).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives.*

Article 2 *(déclaration du patrimoine des présidents des assemblées, des collectivités territoriales et des maires des communes de plus de 50 000 habitants) :* son amendement n° 56 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (extension des élus soumis à l'obligation de déclaration de patrimoine) : rejeté (p. 173).

Article 3 *(institution d'une commission de magistrats) :* son sous-amendement n° 57 soutenu par Mme Muguette Jacquaint à l'amendement n° 45 de la commission (situation patrimoniale publiée au *Journal officiel*) : rejeté (p. 177).

Article 4 *(sanctions en cas de non respect de l'obligation de déclaration par certains élus locaux) :* ses sous-amendements n° 58, 59, 60 et 61 soutenus par Mme Muguette Jacquaint à l'amendement n° 46 de la commission (extension de l'inéligibilité) (p. 178) ; rejeté (p. 179).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 6 : son amendement n° 20 (de suppression) : rejeté.

Article 7 : son amendement n° 21 (de suppression) : rejeté (p. 271).

Article 9 : son amendement n° 22 (de suppression) : rejeté.

Article 11 *bis* : soutient l'amendement n° 23 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 273) : rejeté (p. 274).

AUBERGER (Philippe)

Député de l'Yonne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'épargne (n° 443) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre de la commission des comptes de la sécurité sociale [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7522).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (économie, finances et privatisation : services financiers) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, sur les bourses de valeurs (n° 1002) [5 novembre 1987] (p. 5483).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [*J.O.* du 8 décembre 1987] (p. 14283).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les bourses de valeurs (n° 1002) [*J.O.* du 10 décembre 1987] (p. 14382).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 18 décembre 1987] (p. 14771).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14830).

DEPOTS

Proposition de loi tendent à réglementer les loteries organisées par les **sociétés de vente par correspondance (n° 816)** [du 4 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 18 : **économie, finances et privatisation : services financiers (n° 960)** [8 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 1002), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, sur les **bourses de valeur (n° 1073)** [25 novembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur les **bourses de valeurs (n° 1159)** [17 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Lutte contre le tabagisme et récente déclaration du président directeur général de la S.E.I.T.A. : [7 octobre 1987] (p. 3992).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 avril 1987] :

Actions (achat d'— et plan d'option) (p. 411).
Epargne des entreprises (p. 411).
Impôt sur les sociétés (p. 411).
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— capitalisation (retraite par —) (p. 411) ;
— plafond de déductibilité et régime fiscal des versements (p. 411) ;
— prélèvement libératoire optionnel (p. 411) ;
— répartition (retraite par —) (p. 411).
Privatisation (p. 410).
R.E.S. (reprise de l'entreprise par ses salariés) (p. 411).
Valeurs mobilières (fiscalité des — et abattement sur le revenu des —) (p. 411).

Discussion des articles [16 et 21 avril 1987] :

Chapitre I^er^ : *plans d'épargne en vue de la retraite.*
Article 1^er^ *(ouverture des P.E.R. à compter du 1^er^ juin 1987 ; catégories d'organismes pouvant les proposer) :* ses observations sur la date du 1^er^ juin 1987 pour l'ouverture des plans d'épargne retraite (p. 424).
Article 4 *(P.E.R., fiscalité des retraits) :* son amendement n° 149 corrigé (exonération des retraits consécutifs au décès sous condition d'inscription sur un autre P.E.R. (p. 461) ; retiré ; repris par le Gouvernement ; adopté (p. 462).
Après l'article 8 : son approbation sous réserve de l'amendement n° 2 du Gouvernement (prélèvement libératoire sur les retraits ou échéances de pension intervenant après l'âge de 60 ans) ; harmonisation de la fiscalité du P.E.R. avec celle des bons de capitalisation (p. 468).
Chapitre III : *rachat d'une entreprise par ses salariés.*
Article 16 *(rachat d'une entreprise par ses salariés ; conditions ; régime fiscal) :* contre le sous-amendement n° 139 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 3 du Gouvernement (extension de la R.E.S. aux entreprises de moins de vingt salariés) ; évasion vers la forme sociétaire (p. 502).

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 57).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 juin 1987] :

Commission Aicardi : (p. 1825).
Contrôle fiscal : (p. 1826).
Fraude fiscale : (p. 1826).
Impôts (réduction des —) : (p. 1825).
Perquisition et visite au domicile : (p. 1826).

Discussion des articles [3 juin 1987] :

Titre I^er^ : *dispositions fiscales.*
Chapitre II : *dispositions portant modification du livre des procédures fiscales.*
Article 7 *(limitation à trois mois de la durée de la vérification fiscale sur place pour les petites entreprises — relèvement des limites de chiffres d'affaires) :* soutient l'amendement n° 30 de la commission (limite portée à 900 000 francs pour les professions libérales) : adopté (p. 1904).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [13 octobre 1987] :

Inscrit contre la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 4220 à 4225).
Allégements d'impôt (p. 4223, 4224).
Commerce extérieur (p. 4221).
Déficit budgétaire (et des administrations) (p. 4222).
Dépenses publiques (et économies budgétaires) (p. 4222, 4224).
Dette publique (p. 4223).
Emploi (chômage et effectifs salariés) (p. 4221).
Entreprises (charges pesant sur les —) (p. 4223, 4224).
Environnement économique international (p. 4221).
Finances publiques (programmation à moyen terme des — et « bombes à retardement ») (p. 4222, 4223).
Impôt sur le revenu (p. 4224).
Inflation (et écart avec nos principaux partenaires) (p. 4221).
Investissement (niveau de l'— et politique en faveur de l'—) (p. 4221, 4224).
Privatisations (et affectation du produit des —) (p. 4223).
Rebudgétisations et débudgétisations (opérations de —) (p. 4222).
Sécurité sociale (cotisations de — ; équilibre financier et réforme de la —) (p. 4224).
T.V.A. (allégements de —) (p. 4224).

Première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Article 6 *(suppression de la taxe sur certains frais généraux) :* soutient l'amendement n° 46 de M. Arthur Dehaine (suppression de la déclaration n° 2067 relative aux dix salariés les mieux payés de l'entreprise) (p. 4366) ; le retire ; repris par M. Pierre Descaves ; rejeté (p. 4367).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Questions :* [22 octobre 1987] :

Urbanisme commercial (fonctionnement des commissions et implantation de grandes surfaces en milieu rural) (p. 4646).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions :* [23 octobre 1987] :

Ethanol (mesures en faveur de l'—) (p. 4765).
Produits de substitution aux céréales (p. 4767)

Services du Premier ministre. — *Examen du fascicule* (Rapporteur spécial suppléant M. Bruno Durieux [29 octobre 1987] :

Administration (modernisation de l'—) (p. 5024).
Formalités administratives (p. 5023).
Pouvoir d'achat des traitements (p. 5024).
Retraites (et mensualisation des —) (p. 5024).
Serieyx (mission confiée à M. Hervé —) (p. 5024).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. *Examen du fascicule* [4 et 6 novembre 1987] :

Autoroutes (programme de construction des —) (p. 5494).
Réseau routier (p. 5494).
Sécurité routière (p. 5494).
Voies navigables (p. 5494, 5495).

Défense. — *Vote des crédits :* Rapporteur suppléant M. Arthur Paecht, Rapporteur spécial [10 novembre 1987].
Article 35 *(dépenses en capital des services militaires ; mesures nouvelles).*
Titre VI : contre l'amendement n° 327 de M. Joseph Gourmelon (réduction des crédits de paiement affectés au musée de la marine) (p. 5712).

Economie, finances et privatisation : services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'imprimerie Nationale. —

Examen des fascicules. Rapporteur spécial [12 novembre 1987] :
Commerce extérieur :
— conseil de la concurrence (p. 5722).
Crédits (montant et répartition des —) (p. 5721).
Fonds de concours (pratique des —) (p. 5722).
Services financiers :
— chambres régionales des comptes (implantation des —) (p. 5722) ;
— commission des opérations de bourse (p. 5722) ;
— effectif budgétaire des services financiers (p. 5721, 5722) ;
— implantation des services à Bercy (p. 5722) ;
— service financier (activité des —) (p. 5722, 5723).
Vote des crédits :
Après l'article 66 : soutient l'amendement n° 106 de la commission (nécessaire information du Parlement sur les fonds de concours et leur affectation) : adopté (p. 5767).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :
Avant l'article 60 : son amendement n° 348 rectifié (déclaration de cessation d'activité ; extension aux titulaires de bénéfices non commerciaux du délai de 60 jours) (p. 5908) ; adopté (p. 5909).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, aur les bourses de valeurs (n° 1002).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [30 novembre 1987] :
Actionnaires (protection des —) (p. 6527).
Commission des opérations de bourse (p. 6527, 6528).
Concurrence financière internationale (p. 6526).
Conseil des bourses de valeur (p. 6527).
Crise boursière (p. 6525).
Délits boursiers (p. 6527).
Financiarisation de l'économie (p. 6528).
Fiscalité des opérations de bourse (p. 6527).
Institution financière spécialisée (p. 6527).
Marché financier de Paris (situation et évolution du —) (p. 6525).
Privatisations (p. 6525).
Sociétés de bourse (p. 6526).

Discussion des articles [30 novembre 1987] [1er décembre 1987] :
Chapitre I : *des sociétés de bourse.*
Article 1er *(définition et champ d'activité)* : ses amendements n° 20 et 21 (rédactionnels) : adoptés ; son amendement n° 22 (conséquence de l'adoption de l'amendement n° 20) : adopté.
Article 4 *(agrément des sociétés de bourse par le conseil des bourses de valeurs)* : contre l'amendement n° 61 de M. Christian Pierret (agrément par le ministre de l'économie et des finances après avis du conseil des bourses) ; possibilité pour le Gouvernement de provoquer un contentieux (p. 6547) ; son amendement n° 23 (motivation de la décision de refus d'agrément rendue par le conseil des bourses de valeurs) ; recours contre cette décision ; adopté (p. 6548).
Chapitre II : *du conseil des bourses de valeurs.*
Article 6 *(règlement du conseil des bourses de valeurs)* : contre l'amendement n° 65 de M. Christian Pierret (établissement du règlement avant le 31 décembre 1989) ; règlement établi avant l'été 1988 ; son amendement n° 25 (rédactionnel) : adopté ; contre l'amendement n° 66 de M. Christian Pierret (approbation du règlement par la commission des opérations de bourse) ; simple avis de la C.O.B. ; homologation du règlement par le ministre de l'économie et des finances (p. 6549) ; son amendement n° 26 (règles relatives à la suspension des cotations fixées par le règlement général) : adopté ; son amendement n° 27 (fixation par le règlement général des règles relatives au marché des options) (p. 6550) ; retiré ; son amendement n° 28 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 88 à titre personnel (extension du jeu du fonds de garantie aux indemnités de licenciement du personnel des sociétés de bourse) : retiré (p. 6551).
Article 6 *bis* *(admission et radiation de valeurs mobilières)* : contre l'amendement n° 5 de la commission des lois (suspension de cotation décidée par l'institution financière) ; amendement n° 33 de la commission à l'article 9 ayant le même objet (p. 6552).
Article 7 *(compétence disciplinaire du conseil des bourses à l'égard des sociétés de bourse)* : pour l'amendement n° 51 du Gouvernement (extension de la saisine du conseil des bourses) (p. 6558) ; contre l'amendement n° 69 de M. Christian Pierret (caractère obligatoire des sanctions pécuniaires prononcées par le conseil des bourses) (p. 6559).
Article 8 *(compétence disciplinaire du conseil des bourses à l'égard des employés des sociétés de bourse)* : son amendement n° 29 (extension aux personnes agissant pour le compte des sociétés de bourse) : adopté ; son amendement n° 30 (conséquence de l'adoption de l'amendement n° 29) : adopté ; contre l'amendement n° 71 de M. Christian Pierret (caractère obligatoire des sanctions pécuniaires prononcées par le conseil des bourses de valeurs) (p. 6560) ; son amendement n° 31 (conséquence de l'adoption de l'amendement n° 29) : adopté ; pour l'amendement n° 72 rectifié de M. Christian Pierret (affectation du produit des sanctions pécuniaires au fonds de garantie) ; son amendement n° 32 (conséquence de l'adoption de l'amendement n° 29) : adopté.
Article 9 *(institution financière spécialisée)* : son amendement n° 89 à titre personnel (gratuité de l'accès aux cours de bourse) (p. 6561) ; retiré ; son amendement n° 33 (suspension des cotations prononcée par l'institution financière spécialisée par délégation du conseil des bourses de valeurs) : adopté ; son amendement n° 34 (création d'un corps de contrôle au sein de l'institution financière spécialisée) (p. 6562) ; modifié et adopté.
Article 10 *(compétence du Gouvernement en cas de carence du conseil des bourses de valeurs)* : son amendement n° 35 (action du Gouvernement par arrêté du ministre de l'économie en cas d'urgence) : adopté.
Chapitre III : *dispositions particulières à la commission des opérations de bourse.*
Avant l'article 11 : son amendement n° 36 (extension de la compétence de la C.O.B. aux contrats à terme négociables) (p. 6563) ; adopté ; contre l'amendement n° 9 de la commission des lois (modification du statut de la C.O.B.) (p. 6564) ; contre l'amendement n° 73 de M. Christian Pierret (président de la C.O.B — mandat de six ans renouvelable) (p. 6565).
Article 11 *(pouvoir d'enquête de la C.O.B.)* : son amendement n° 37 rectifié (nouvelle rédaction de l'article) ; son sous-amendement n° 86 à titre personnel (habilitation des agents chargés des enquêtes par le président de la C.O.B.) ; commission Aicardi ; pour le sous-amendement n° 96 du Gouvernement (extension des pouvoirs d'enquête de la C.O.B. aux sociétés incluses dans le périmètre de consolidation des sociétés faisant appel public à l'épargne) (p. 6567) ; sous-amendement n° 86 : adopté ; modification de l'amendement n° 37 rectifié par l'adoption de l'amendement n° 96 du Gouvernement ; amendement n° 37 rectifié, ainsi modifié : adopté ; ses observations sur l'amendement n° 10 de la commission des lois (accroissement des pouvoirs d'investigation des agents de la C.O.B.).
Article 11 *bis* *(accroissement des pouvoirs d'enquête de la C.O.B.)* : son amendement n° 38 (de coordination) : adopté (p. 6568).
Après l'article 11 *bis* : contre l'amendement n° 12 de la commission des lois (recours devant la Cour d'appel de Paris sur les refus de visa opposés par la C.O.B.) ; caractère administratif des décisions rendues par la C.O.B..
Article 12 *(sanctions des entraves apportées à l'exercice des missions des agents de la C.O.B.)* : son amendement n° 39 deuxième rectification (rédactionnel) : adopté (p. 6569).
Article 13 *(délits d'initié et de diffusion de fausse information)* : son amendement n° 40 (extension du délit d'initié aux contrats à terme négociables) : adopté ; son amendement n° 41 corrigé (même objet pour le délit de diffusion de fausse information) : adopté ; contre l'amendement n° 74 de M. Christian Pierret (extension du délit de diffusion de fausse information) ; risque d'inapplication par les juges du dispositif proposé par l'amendement n° 74 ; son amendement n° 42 (constitution du délit de diffusion de fausse information si celle-ci est de nature à agir sur les cours) : adopté.
Article 14 *(délit de manipulation de cours)* : son amendement n° 43 (extension aux contrats à terme négociables) : adopté ; contre l'amendement n° 75 de M. Christian Pierret (extension du délit de manipulation de cours) ; risque d'inapplication par les juges du dispositif proposé par l'amendement n° 75 ; son amendement n° 44 (extension de la consultation de la C.O.B.) : adopté (p. 6571).
Après l'article 14 : pour l'amendement n° 93 M. Pascal Clément (présence de la C.O.B. devant les juridictions).
Chapitre IV : *dispositions diverses.*
Article 15 *(obligations déontologiques imposées aux salariés des sociétés de bourse et autres établissements intervenant sur le marché)* : son amendement n° 45 (extension aux maisons de titres et à différents établissements) : adopté.

Article 16 *(gestion de portefeuille ; obligation de mandat écrit) :* son amendement n° 46 (de coordination) : adopté (p. 6572).

Article 18 *bis* *(association des sociétés de bourse) :* son amendement n° 47 (de suppression) ; demande à titre personnel le maintien de l'article 18 *bis ;* pouvoir de négociation de la chambre syndicale des agents de change avec les organisations de salariés représentant le personnel des charges ; risque de rupture dans le domaine social (p. 6573) ; adopté.

Article 19 *(mise en place des sociétés de bourse) :* contre l'amendement n° 57 du Gouvernement (période transitoire) ; son amendement n° 48 (même objet) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 57 du Gouvernement (p. 6574).

Après l'article 19 : contre l'amendement n° 16 de la commission des lois (remisiers et gérants de portefeuille — suppression de l'obligation de détention de la majorité du capital par des membres de la profession boursière).

Article 20 *(dispositions de coordination) :* son amendement n° 49 rectifié (nouvelle rédaction de l'article) : adopté (p. 6575).

Après l'article 20 : contre l'amendement n° 87 de M. Gilbert Gantier (participation des salariés — autorisation donnée aux fonds communs de placement de salariés d'une société étrangère d'acquérir des titres de cette société) (p. 6576).

Après l'article 22 : ses observations sur l'amendement n° 58 rectifié du Gouvernement (possibilité de création de fonds communs de placement pour les titres de leurs entreprises acquis par les salariés).

Article 23 *(codification des textes relatifs aux bourses de valeurs et au marché à terme d'instruments financiers) :* contre l'amendement n° 77 de M. Christian Pierret (de suppression du 2e alinéa de cet article disposant « que les décrets de codification ne pourront modifier le fond des textes législatifs ») (p. 6577).

Après l'article 23 : contre l'amendement n° 90 de M. Christian Pierret (privatisation — maintien des cours pendant un mois au niveau du prix de l'offre publique de vente) (p. 6578) ; contre l'amendement n° 79 de M. Christian Pierret (privatisation — possibilité pour le souscripteur d'annuler son ordre jusqu'à l'expiration de la période d'offre publique de vente) (p. 6599) ; contre l'amendement n° 91 de M. Christian Pierret (action en justice des associations d'actionnaires contre les administrateurs de la société) ; projet de décret sur l'action individuelle des actionnaires ; possibilité d'intervention des actionnaires (p. 6600) ; contre l'amendement n° 81 de M. Christian Pierret (actions en justice des associations d'actionnaires ou d'épargnants — dispositions offertes aux juridictions répressives) ; contre l'amendement n° 82 de M. Christian Pierret (publication du prix auquel s'effectuent les transactions de gré à gré portant sur plus de 20 % du capital — mention de l'acquéreur et du vendeur) ; déclaration des seuils de participation ; dispositions concernant la négociation des blocs ; maintien des cours (p. 6602) ; négociation des blocs de contrôle ; pouvoirs de la C.O.B. (p. 6603) ; ses observations sur l'amendement n° 85 de M. Christian Pierret (extension aux membres d'associations groupant 1 000 actionnaires du bénéfice des dispositions protégeant les actionnaires détenant au moins 10 % du capital) (p. 6604).

Chapitre II : *du conseil des bourses de valeurs.*

Article 5 *(précédemment réservé) (fonctionnement et composition du conseil des bourses de valeurs) :* nature réglementaire de l'amendement n° 63 de M. Christian Pierret (présence d'un représentant du personnel de l'institution financière spécialisée au conseil des bourses de valeurs) ; contre l'amendement n° 62 de M. Christian Pierret (possibilité de suppléance du représentant des employés des sociétés de bourse) (p. 6605) ; son amendement n° 24 (recours contre les décisions du conseil des bourses de valeurs — compétence du juge administatif pour les décisions relatives à l'élaboration du règlement général — compétence de l'ordre judiciaire pour les autres décisions et sursis à exécution) ; son sous-amendement n° 98 à titre personnel à l'amendement n° 24 de la commission (compétence du juge administratif pour les décisions de caractère réglementaire et celles rendues en matière disciplinaire par le conseil des bourses de valeurs) (p. 6606) ; sous-amendement n° 98 : adopté ; amendement n° 24, ainsi modifié : adopté.

Seconde délibération du projet de loi (p. 6608) :

Association des sociétés de bourse chargée de la négociation sociale avec le personnel des sociétés de bourse et de l'institution financière spécialisée ; son sous-amendement oral à titre personnel à l'amendement n° 1 du Gouvernement (association réunissant les sociétés de bourse et l'institution financière spécialisée) : adopté (p. 6608).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles : Rapporteur [20 décembre 1987] :

Amendements du Gouvernement (p. 7899).
Commission des opérations de bourse (p. 7898, 7899).
Commission mixte paritaire (travaux de la —) (p. 7898, 7899).
Options (marché des —) (p. 7899).

Discussion des articles.

Article 6 : regrette le dépôt de l'amendement n° 1 du Gouvernement (fixation par le pouvoir réglementaire et non par le conseil des bourses de valeurs des règles applicables aux marchés des options sur valeurs immobilières) (p. 7904).

Article 11 : ses observations sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (extension du pouvoir d'enquête de la commission des opérations de bourse, sans autorisation judiciaire, aux sociétés contrôlant des sociétés faisant appel public à l'épargne) ; nécessaire contrôle judiciaire sur les enquêtes concernant des sociétés ne faisant pas publiquement appel à l'épargne ; danger pour la défense des libertés et l'efficacité de la procédure pénale (p. 7905) ; S.E.C. aux Etats-Unis ; risques d'abus de procédure (p. 7906).

Article 14 *bis* *:* ses observations sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppresion de la possibilité donnée au président de la commission des opérations de bourse d'intervenir devant les tribunaux — possibilité pour la juridiction saisie de l'appeler à déposer des conclusions) (p. 7907).

AUBERT (Emmanuel)

Député des Alpes-Maritimes
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008) [*J.O.* du 16 décembre 1987] (p. 14661).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission d'enquête relative aux **événements de novembre et décembre 1986 (n° 850)** [16 juin 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).

Première lecture, discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Après l'article unique : pour l'amendement n° 33 de M. René André (possibilité pour les personnes contrôlées de demander une analyse de sang pour vérifier les résultats données par les éthylomètres et les éthylotests) (p. 619, 621).

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, discussion des articles [6 mai 1987] :

Article Ier *(définition du service public pénitentiaire) :* ses réserves sur le sous-amendement proposé par M. Albin Chalandon à l'amendement n° 25 de M. Gilbert Bonnemaison (participation du service public pénitentiaire au maintien de la sécurité publique) ; nécessité de conserver le deuxième et le dernier alinéa de la rédaction originelle de cet article (p. 911).

Article Ier *bis* *(possibilité de confier à une personne morale de droit privé la conception, la construction et l'aménagement des établissements pénitentiaires ainsi que les fonctions autres que celles de direction, de greffe et de surveillance) :* rôle des architectes (p. 912, 913).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles [27 mai 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 13 *bis* *(article 46 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (dispense de stage)* : son amendement n° 230 soutenu par M. Jacques Toubon (motivation de l'interruption de stage ou de refus de titularisation en fin de stage) (p. 1745) ; rejeté (p. 1746).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Commission mixte paritaire, explications de vote [7 juillet 1987] :

Vote positif du groupe R.P.R. (p. 3726).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Détention provisoire (p. 4517).
Insécurité (lois adoptées pour lutter contre l'—) (p. 4516).
Instruction (réforme de l'—) (p. 4517).
Programme des « 15 000 places » (loi du 22 juin 1987) (p. 4516).
Services pénitentiaires et services judiciaires (comparaison des crédits des —) (p. 4516).

Tourisme. — *Questions* [27 octobre 1987] :

Innovation dans le secteur du tourisme (encouragement à l'—) (p. 4886).

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politiques sociales sectorielles :
— veuves civiles (p. 5318).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 décembre 1987] :

Contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 7020, 7021, 7022, 7023).
Délais impartis au législateur (p. 7022).
Affaires judiciaires :
— incidents de séance (p. 7020).
Instruction : généralités :
— chambres d'accusation (rôle en matière d'instruction) (p. 7022) ;
— inculpation (et appel contre l'—) (p. 7022) ;
— instruction (nécessité d'une réforme globale) (p. 7022) ;
— juges d'instruction (rôle des — et reproches adressés aux —) (p. 7023).
Placement en détention provisoire :
— chambres d'accusation (rôle en matière de détention provisoire) (p. 7022) ;
— chambres des garanties et principe constitutionnel de la séparation des juridictions d'instruction et de jugement (p. 7021) ;
— loi du 10 décembre 1985 (principales dispositions et abrogation de la —) (p. 7020, 7021) ;
— mise sous main de justice (p. 7022) ;
— placement en détention provisoire (transfert de la compétence des juges d'instruction aux chambres des garanties) (p. 7022) ;
— présomption d'innocence de l'inculpé (remise en cause de la —) (p. 7022).

Discussion des articles [10 décembre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 2 *(institution et composition de la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire)* : pour l'amendement n° 2 de la commission (mineurs de moins de 13 ans ne pouvant être placés en détention provisoire) ; pour le sous-amendement n° 81 de M. Jean-Jacques Hyest (mineurs de moins de 16 ans ne pouvant être placés en détention provisoire) (p. 7083).

Article 3 *(dispositions relatives au contrôle judiciaire)* : ses observations sur l'amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Michel (mandat d'arrêt ou de dépôt ne pouvant être signifié à l'inculpé s'étant soustrait au contrôle judiciaire qu'après des observations du juge d'instruction chargé de l'affaire (p. 7110).

Article 5 *(saisine de la chambre ; placement provisoire sous main de justice)* : contre les amendements identiques n° 34 de M. François Asensi et n° 66 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) (p. 7113) ; soutient l'amendement n° 7 de la commission (observations que le juge d'instruction doit déposer en même temps que sa demande de mise en détention provisoire ne pouvant porter que sur la nécessité du placement en détention) : adopté (p. 7114) ; ses observations sur l'amendement n° 26 du Gouvernement (inculpé devant lorsqu'il demande un délai pour préparer sa défense de faire connaître au juge d'instruction et non pas à la chambre) ; ses observations sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (prolongation du délai d'un jour ouvrable au cas dans lequel pour des raisons de force majeure la chambre n'a pas la possibilité de statuer dans le délai de trois jours ouvrables) (p. 7116).

Article 6 *(placement en détention provisoire)* : soutient l'amendement n° 9 de la commission (chambre des garanties pouvant si elle l'estime utile recueillir les observations du juge d'instruction qui l'a saisie) : adopté (p. 7119).

Article 7 *(dispositions relatives aux prolongations de détention provisoire)* : soutient l'amendement n° 10 de la commission (chambre des garanties pouvant prolonger la détention pour une durée n'excédant pas 4 mois) : rejeté (p. 7121).

Titre II : *dispositions relatives au fonctionnement de la chambre d'accusation.*

Article 14 *(renforcement des pouvoirs de la chambre d'accusation en vue d'éviter des retards dans l'instruction)* : soutient l'amendement n° 16 de la commission (pouvoir de renvoyer le dossier au juge d'instruction ou de l'envoyer à un autre juge d'instruction étant confié au président de la chambre d'accusation) : rejeté (p. 7127).

Titre III : *dispositions diverses.*

Avant l'article 15 : son amendement n° 82 soutenu par M. André Fanton (juge d'instruction ayant le pouvoir d'inculper toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves et concordant d'avoir pris part comme auteur ou complice aux faits qui lui sont déférés) (p. 7176) ; retiré (p. 7177).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre III : *dispositions relatives au financement des partis et groupements politiques.*

Article 6 *(principe d'une aide de l'Etat au financement des partis)* : son amendement n° 104 : devenu sans objet (p. 186).

AUBERT (François d')

Député de la Mayenne
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (postes et télécommunications) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 43 : **postes et télécommunications (n° 960)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Edouard Fritch et plusieurs de ses collègues, relative au transfert de la compétence du second cycle de l'enseignement du second degré au territoire de la Polynésie française (n° 718).

Première lecture, discussion des articles [22 juin 1987] :

Article 2 *(convention entre l'État et le territoire sur leurs obligations respectives) :* son amendement n° 1 soutenu par M. Dominique Bussereau (incompétence du territoire pour la délivrance du baccalauréat) : adopté (p. 3019).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles [23 juin 1987] [7 juillet 1987] :

Article 2 *(détermination des bénéficiaires des versements effectués par les particuliers des entreprises ouvrant droit à déduction et régime de déduction fiscale des entreprises) :* son sous-amendement n° 43 rectifié à l'amendement n° 25 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (associations défendant le patrimoine artistique et culturel bénéficiant du régime de déduction institué par le projet de loi) (p. 3075) ; adopté (p. 3076).

Article 12 *(élargissement de la capacité juridique et financière des associations) :* son amendement n° 44 (absence de période probatoire de fonctionnement pour l'association demandant la reconnaissance d'utilité publique) : non soutenu (p. 3710) ; son amendement n° 46 (rôle du Conseil d'Etat dans la procédure de reconnaissance de l'utilité publique) (p. 3711) ; rejeté ; son amendement n° 48 (association du ministre des finances et du ministre de la culture dans la procédure de reconnaissance d'utilité publique) (p. 3712) ; rejeté ; son amendement n° 45 (dotation initiale d'une fondation d'utilité publique ne pouvant être supérieure à 20 % du montant des ressources prévues pour la première année de son fonctionnement) : retiré (p. 3713).

Avant l'article 13 : pour l'amendement n° 14 de la commission (définition du régime juridique de la fondation) (p. 3729).

Article 13 *(protection du titre de fondation) :* ses observations (p. 3730) ; son amendement n° 49 (interdiction à tout groupement n'ayant pas le statut de fondation reconnue d'utilité publique de faire figurer dans ses statuts, contrats, documents ou publicités, toute appellation de nature à faire croire qu'il bénéficie des avantages de la fondation du statut d'utilité publique) : retiré (p. 3731) ; son amendement n° 47 (suppression du dispositif pénal sanctionnant le non respect des dispositions de cet article) : rejeté (p. 3732).

Article 13 *bis* *(régime juridique des fondations d'entreprise) :* ses observations ; ses amendements n° 50, 51, 52 et 53 : devenus sans objet (p. 3733).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

suppléant M. Proriol, rapporteur spécial.

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Calamités agricoles (p. 4710).
Crédits (montant, répartition, évolution des —) (p. 4708).
Enseignement agricole (p. 4708).
Espace rural (aménagement de l'—) (p. 4707).
Industrie agro-alimentaire (p. 4708).
Jeunes agriculteurs (aides aux —) (p. 4709).
Production laitière et quotas laitiers (p. 4709).
Sylviculture (p. 4708, 4709).
Zones défavorisées (aides aux —) (p. 4709).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Examen du fascicule :* rapporteur spécial [26 octobre 1987] :

Assujettissement des télécommunications à la T.V.A. (p. 4832).
Budget des P. et T. (diminution du —) (p. 4832).
Centre national d'études spatial (p. 4832).
Déréglementation des télécommunications (p. 4832, 4833).
Effectifs de la poste (et problème des bureaux de poste ruraux) (p. 4832).
Endettement des P. et T. (p. 4833).
Filière électronique (financement de la —) (p. 4832).
« Informatique pour tous » (Plan —) (p. 4832).
Investissements des P. et T. (recul des) (p. 4832, 4833).
Messageries roses (p. 4833, 4834).
Politique industrielle des P. et T. (p. 4832, 4833).
Prélèvement de l'Etat sur le budget annexe des P. et T. (p. 4832).
Presse (problème de la rétribution des services de la poste) (p. 4832).
Satellite (p. 4834).

Examen des crédits [26 octobre 1987] :

Crédit ouverts à l'article 38 : pour l'amendement n° 153 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I et des crédits ouverts au paragraphe II de cet article) ; pour l'amendement n° 154 de M. Ladislas Poniatowski (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I et des crédits ouverts au paragraphe II de cet article) (p. 4860).

Après l'article 61 : son amendement n° 156 à titre personnel (instituant à compter du 1er janvier 1989 une taxe de 33 % sur les sommes payées par les fournisseurs de services diffusés par le 36.15 lorsque ces services ont un caractère pornographique et font l'objet de publicité par affichage ou tout moyen audiovisuel) ; messageries roses ; laxisme de l'administration ; racolage et/ou proxénétisme ; C.N.C.L. (p. 4861, 4862) ; amendement n° 156 rectifié : adopté (p. 4863).

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule* [6 novembre 1987].

Audiovisuel : généralités :
— canal Plus (p. 5540) ;
— création audiovisuelle française (p. 5540) ;
— publicité (marché publicitaire télévisuel) (p. 5540) ;
— T.F.1. (conséquence de la privatisation de et compte d'affectation spéciale des produits de la privatisation (p. 5539).

Audiovisuel : secteur public :
— Antenne 2 (p. 5539) ;
— concurrence avec les chaînes privées (p. 5540) ;
— redevance (p. 5539, 5540) ;
— T.D.F. (p. 5540) ;
— tutelle du ministère des finances (p. 5539, 5541).

Cinéma (rapport avec la T.V.) (p. 5540).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles : [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] ;

Caisse nationale de crédit agricole :
— conseil d'administration (représentation et poids des caisses régionales) (p. 6097).

Crédit agricole :
— cotation (rating) du — (p. 6098) ;
— développement et adaptation (p. 6097) ;
— indépendance du — à l'égard de l'État (p. 6097) ;
— maintien de la vocation et du rôle spécifique du — (p. 6097, 6098) ; recettes (affectation des — de la mutualisation) (p. 6096).

Discussion des articles [20 novembre 1987]) :

Article 2 : *(gestion des actions de la société anonyme Caisse nationale du crédit agricole) :* ses observations sur l'affectation des ressources de la mutualisation de la C.N.C.A. (p. 6182) ; son amendement n° 36 (suppression du dernier alinéa de l'article 2) ; son amendement n° 83 (versement des ressources du produit de la mutualisation de la caisse nationale du crédit agricole au budget de l'État) (p. 6191, 6192) ; ses observations à la suite de la réponse du ministre quant à l'affectation des ressources de la mutualisation de la C.N.C.A. (p. 6194) ; amendements n° 36 et 83 : retirés (p. 6195).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles : [1er décembre 1987] :

Crédit agricole :
— proposition alternative à la mutualisation (p. 6615).

Recettes (affectations des — de la mutualisation) (p. 6615, 6616).

— Projet de loi de finances rectificatives pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 décembre 1987] :

Agriculture :
— lait (renforcement du plan de restructuration laitière, quotas laitiers) (p. 6845) ;
— leucose bovine (actions d'éradication de la —) (p. 6845).

Crédit agricole (mutualisation du - et notamment affectation d'une partie du produit de cette opération à l'agriculture et à l'agro-alimentaire (p. 6845, 6846).

Discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 13 : son amendement n° 59 soutenu par M. Ladislas Poniatowski (désaffectation du tiers des recettes procurées par la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole en vue de son affectation à des actions en faveur de l'agriculture) (p. 6925) ; vote réservé (p. 6933).

AUCHEDE (Rémy)

Député du Pas-de-Calais
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Fixation des prix agricoles : propositions communistes pour résoudre la crise de l'agriculture [15 avril 1987] (p. 351).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, discussion des articles : [16 avril 1987].
Chapitre Ier : *Plans d'épargne en vue de la retraite.*
Article 3 *(emplois du P.E.R. ; fiscalité de ses revenus et plus-values) :* son opposition ; âge de la retraite ; régime minier (p. 444).

— Projets de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par ces sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 610) et portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [22 avril 1987] :

Activités portuaires (p. 574).
Aménagement du territoire (p. 573).
Approbation sous réserve des députés communistes (p. 574).
Contradiction entre les espoirs suscités par le projet et la récession entretenue par le Gouvernement (p. 573).
Emplois (retombées sur le nombre d'—) (p. 573, 574).
Financement sur fonds privés (p. 573).
Marché européen (p. 573).
Nord-Pas-de-Calais (contribution du — à la construction européenne) (p. 573).
Nord-Pas-de-Calais (retombées économiques sur la région —) (p. 574).
T.G.V. Nord (p. 573).

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles [14 mai 1987] [18 mai 1987].

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail) :* son amendement n° 250 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 1142).
Article 5 *(instauration conventionnelle de cycles de travail) :* son amendement n° 269 (tendant à établir une majoration de salaire de 50 % pour chaque heure supplémentaire) (p. 1263) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1264).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [10 juin 1987].

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*
Avant l'article 28 (amendements précédemment réservés) : soutient l'amendement n° 101 de M. Jacques Roux (rôle des médecins généralistes) : rejeté (p. 2192).
Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales) :* soutient l'amendement n° 102 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 2199) ; rejeté au scrutin public (p. 2200) ; soutient l'amendement n° 103 de M. Jacques Roux (conditions d'accès au troisième cycle des études médicales) (p. 2208) ; rejeté au scrutin public (p. 2209) ; soutient l'amendement n° 315 de M. Georges Hage (étudiants de troisième cycle ayant la possibilité d'acquérir une formation par la recherche à laquelle participent des enseignants universitaires des disciplines non médicales et des chercheurs statutaires) (p. 2213) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 316 de M. Georges Hage (troisième cycle des études médicales comportant une filière d'internat préparant à la profession de médecin des crèches) : rejeté (p. 2214) ; soutient l'amendement n° 313 de M. Jacques Roux (troisième cycle des études médicales comportant la filière d'internat de médecine du travail) : rejeté ; soutient l'amendement n° 309 de M. Jacques Roux (troisième cycle des études médicales comportant une filière d'internat préparant à la profession de médecin inspecteur de la santé) (p. 2215) ; rejeté (p. 2216) ; soutient l'amendement n° 325 de M. Jacques Roux (programme de l'examen classant et validant) (p. 2219) ; rejeté (p. 2220) ; soutient l'amendement n° 105 de M. Georges Hage (qualification du doctorat de médecine générale) (p. 2223) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 327 de M. Georges Hage (suppression du résidanat) : rejeté (p. 2224) ; soutient l'amendement n° 106 de Mme Muguette Jacquaint (identité des statuts des étudiants de troisième cycle) (p. 2225) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 322 de M. Jacques Roux (étudiants de troisième cycle en médecine générale effectuant des stages hospitaliers définis sur des critères de formation et d'encadrement et d'une amélioration du choix des stages chez le praticien) (p. 2226) ; rejeté (p. 2227) ; soutient l'amendement n° 110 de M. Jacques Roux (représentation au sein des commissions techniques et pédagogiques interrégionales) : rejeté (p. 2229).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, seconde délibération [16 octobre 1987].

Article 30 et état A : jugement du groupe communiste sur le budget (p. 4490, 4491).

Deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Agriculture (évolution générale et avenir de l'—) (p. 4722).
Industrie agro-alimentaire (p. 4723).
Marchés agricoles (organisation nationale et internationale des —) (p. 4722).
Protection sociale agricole (p. 4723).
Zones défavorisées (aides aux —) (p. 4723).

Questions :

Dotation aux jeunes agriculteurs (évolution de la —) (p. 4750).

Industrie. — *Questions* [26 octobre 1987] :

Nord-Pas-de-Calais (bassin minier du —) (p. 4821).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Après l'article 55 : son amendement n° 226 rectifié soutenu par M. Roger Combrisson (prélèvement de 5 % sur le montant des provisions techniques constituées par les sociétés d'assurance) (p. 5844, 5848) ; rejeté (p. 5849).
Après l'article 56 : son amendement n° 33 soutenu par M. Jean Jarosz (taxe d'habitation ; dégrèvement de 600 francs pour tous les foyers fiscaux non imposables à l'impôt sur le revenu ; suppression de l'avoir fiscal) (p. 5870) ; rejeté au scrutin public (p. 5871).

AUDINOT (Gautier)

Député de l'Isère
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

AURILLAC (Michel)

Ministre de la coopération

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Action sanitaire (et notamment S.I.D.A.) (p. 4658).
Afrique subsaharienne (situation des pays d'—, endettement, programmes d'ajustement) (p. 4656, 4657, 4658).
Aide agricole et alimentaire (et notamment plan Guillaume) (p. 4657, 4658).
Aide bilatérale (p. 4658).
Assistance technique (p. 4659).
Coopérants (statut des —) (p. 4668).
Djibouti (crédits d'assistance militaire à —) (p. 4659, 4668).
Education et action culturelle (notamment francophonie) (p. 4658, 4659, 4666, 4667).
Entreprises (rôle dans la coopération ; rencontre de Libreville) (p. 4659).
Fonds d'aide et de coopération (F.A.C.) (p. 4659).
Fonds d'aide et de coopération (critique de la gestion du — par la Cour des comptes ; affaire Nucci) (p. 4659, 4667, 4668).
Maroc (p. 4668).
Ministère de la coopération (budget, moyens et modernisation du —) (p. 4659, 4660).
Organismes non gouvernementaux (O.N.G.) et coopération décentralisée (p. 4660).
Pays de la « zone du front » avec l'Afrique du Sud (p. 4668).
Politique de coopération (principes de la —) (p. 4660, 4668).

Réponses aux questions [22 octobre 1987] :

Etudiants et techniciens étrangers formés en France (retour dans leur pays d'origine) : (M. Pierre Ceyrac) (p. 4669).
P.M.E.-P.M.I. (colloque de Libreville sur l'association des — à la coopération) : (M. Mauger Pierre) (p. 4669).

Vote des crédits [22 octobre 1987] :

Etat B, titre IV : contre l'amendement n° 63 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits destinés à l'association des volontaires du progrès) (p. 4671).

AUROUX (Jean)

Député de la Loire
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (*J.O.* du 3 avril 1987) (p. 3730).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe :
explications de vote [26 mai 1987] :

Compétitivité des entreprises françaises (p. 1688).
Déréglementation (p. 1686).
Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1687).
Examen du texte (conditions d' - et droits du Parlement) (p. 1686).
Partenaires sociaux (associations et attitude des —) (p. 1686).
Seguin (circulaire — du 3 mai 1987 relative aux associations intermédiaires) (p. 1686, 1687).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 mai 1987] :

Chômage de longue durée (statistiques du —) (p. 1456).
Chômeurs de longue durée (exclusion du marché du travail des —) (p. 1456).
Conventions de conversion (p. 1449).
Réinsertion (actions de -) (p. 1456).
Relance économique (p. 1457).
Substitution d'une main-d'œuvre à une autre (risque de —) (p. 1456).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [12 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : ses observations sur le rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : demande la réunion de la commission pour l'examen du sous-amendement de M. Alain Lamassoure (p. 2325).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— chômage et emploi (situation) (p. 5227) ;
politique de l'emploi (généralités) (p. 5227, 5228).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. —

Examen du fascicule [4 et 6 novembre 1987] :

Aéronautique (industrie) (p. 5493).
Aéroport (p. 5493).
Autoroutes (programme de construction des -) (p. 5493).
Matériel de transport (avenir des entreprises de —) (p. 5493).
Réseau routier (p. 5492).
Société nationale des chemins de fer (S.N.C.F.) (p. 5492, 5493).
Transport aérien (marché du — et déréglementation) (p. 5493).
Transport urbain et interurbain (p. 5493).
Voies navigables (p. 5493).

Vote des crédits (p. 5510).

Après l'article 71 : soutient l'amendement n° 233 de M. Michel Sapin (rapport présenté au Parlement par le Gouvernement sur les modalités de financement du schéma directeur routier national) (p. 5515) rejeté (p. 5516).

AVICE (Edwige)

Député de Paris
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi relative au **secret du domicile des époux en instance de divorce (n° 1193)** [22 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :

Armes nucléaires tactiques ou préstratégiques (utilisation des —) (p. 141).

Crédits de fonctionnement des armées (absence de programmation des —) (p. 141, 142).
Défense opérationnelle du territoire (p. 142).
Désarmement et dénucléarisation de l'Europe (négociations américano-soviétiques) (p. 141).
Forces nucléaires stratégiques (p. 141).
Loi de programme (organisation et contenu de la —) (p. 141).
Service national (p. 142).

— Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 mai 1987] :

Enfant non issu du mariage (p. 966).
Enfants enlevés par leur père (et enfants des couples franco-algériens) (p. 966).
Mœurs (évolution des —) (p. 965).
Pensions alimentaires (paiement des —) (p. 966).

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe : discussion [26 mai 1987] :

Contreparties pour les salariés (relatives à la modulation) (p. 1680).
Examen du texte (conditions d'— et droits du Parlement) (p. 1679).
Travail de nuit des femmes (conditions de dérogation et opinion des femmes) (p. 1679, 1680).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :

— emploi et formation des femmes (p. 5263, 5264).

Défense. — *Questions* [10 novembre 1987] :

Ecoles militaires (remplacée par M. Guy-Michel Chauveau) (p. 5698).
Réserves (remplacée par M. Guy-Michel Chauveau) (p. 5698).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1010).

Première lecture, avant la discussion des articles [27 novembre 1987] :

Clubs sportifs professionnels :

— financements publics des — (p. 6505) ;
— gestion (contrôle de la —) (p. 6505) ;
— loi de 1984 (application) (p. 6503, 6504) ;
— statut des — (modifications de la loi de 1984 ; option entre le statut d'association et celui de société) (p. 6504, 6505).
Communauté européenne (statut des clubs professionnels : forme sociétaire) (p. 6505).
Education physique et sportive (professeurs d'—) (p. 6504).
Saint-Etienne (affaire des « caisses noires ») (p. 6503, 6505).

AYRAULT (Jean-Marc)

Député de la Loire-Atlantique
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 901).

Première lecture, explications de vote [7 juillet 1987] :

Allégement des procédures d'aménagement (p. 3759).
Droit de préemption urbain (p. 3759).
Locataires (situation des —) (p. 3760).
Logement social (développement du —) (p. 3760).
Spéculation (p. 3760) ; urbanisation (p. 3760).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 3760).

B

BACHELET (Pierre)

Député des Alpes-Maritimes
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à porter de trois à cinq ans le délai imposé par l'article L. 121-11 du code de l'urbanisme relatif à la **durée de vie d'un syndicat intercommunal d'études et de programmation (n° 996)** [28 octobre 1987].

BACHELOT (François)

Député de la Seine-Saint-Denis
F.N.
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 4).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7066).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **S.I.D.A.** : propos tenus par M. Jean-Marie Le Pen à l'émision « l'heure de vérité » sur le S.I.D.A. [13 mai 1987] (p. 1069, 1070) ; demande la constitution d'une commission d'enquête sur l'état de l'épidémie du S.I.D.A. (p. 1070) ;

— **S.I.D.A.** : augmentation de l'épidémie [2 décembre 1987] (p. 6691) ; situation de la maladie en Guyane ; nécessité d'organiser un dépistage systématique national et anonyme (p. 6692).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, discussion des articles [16 avril 1987] :

Chapitre Ier : *plans d'épargne en vue de la retraite.*

Article 1er *(ouverture des P.E.R. à compter du 1er juin 1987 ; catégories d'organismes pouvant les proposer)* : **son rappel au règlement** : propose d'attendre l'arrivée de membres du groupe socialiste pour poursuivre le débat (p. 432).

Article 2 *(plafond des versements effectués sur le P.E.R. pouvant être déduits du revenu imposable) :* s'oppose au principe des plafonds ; concurrence déloyale faite aux professions libérales (p. 437).

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504)

Première lecture, avant la discussion des articles :
[28 et 29 avril 1987] :
Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marie Le Pen (p. 708, 710) ; rejetée au scrutin public (p. 712).
Budget global et financement des hôpitaux (p. 709, 710).
Carte sanitaire (et notamment participation du secteur privé à la —) (p. 709).
Hôpital (situation de l'—) (p. 708, 709).
Planification hospitalière (p. 709, 710).
Politique hospitalière menée depuis 1986 (généralités) (p. 744).
Secteur privé hospitalier (complémentarité du — avec le secteur public) (p. 710).
Secteur privé hospitalier (réglementation et situation du -) (p. 744, 745).

Discussion des articles : [29 et 30 avril 1987] :

Titre Ier : organisation des établissements d'hospitalisation publics.

Article 1er *(rétablissement des services) :* ses observations (p. 771) ; son amendement n° 53 soutenu par M. Guy Herlory (division des services en unités) (p. 772) ; rejeté ; son amendement n° 51 (suppression des pôles d'activités) : rejeté ; son amendement n° 52 (substitution aux pôles d'activités des unités) (p. 773) ; rejeté ; son amendement n° 54 (organisation et gestion de chaque service étant placées sous la responsabilité d'un médecin) : rejeté (p. 774).

Article 2 *(nomination des chefs de service ; constitution des pôles d'activités et des départements) — article 20-2 de la loi du 31 décembre 1970 (statut du chef de service) :* son amendement n° 55 soutenu par M. Guy Herlory (procédure de nomination du chef de service) (p. 778) ; rejeté (p. 779) ; ses observations sur l'amendement n° 112 de M. Claude Bartolone (assistance du responsable du service) (p. 782) ; son amendement n° 56 (rédactionnel) : non soutenu (p. 783) ; *article 20-3 de la loi du 31 décembre 1970 (constitution des pôles d'activités) :* son amendement n° 58 soutenu par M. Albert Peyron (de suppression) (p. 783) ; son sous-amendement n° 188 à l'amendement n° 12 de la commission soutenu par M. Albert Peyron (délégation ne devant concerner que l'organisation et l'animation des pôles d'activités) : rejeté ; son sous-amendement n° 189 à l'amendement n° 12 de la commission soutenu par M. Albert Peyron (animateur des pôles d'activités devant avoir une connaissance suffisante de la langue française) : rejeté (p. 784) ; son sous-amendement n° 190 à l'amendement n° 12 de la commission soutenu par M. Albert Peyron (procédure de création des pôles d'activités) : rejeté (p. 786) ; son sous-amendement n° 191 à l'amendement n° 12 de la commission soutenu par M. Albert Peyron (délibération du conseil d'administration sur la délégation accordée au médecin responsable du pôle d'activités) : rejeté ; son sous-amendement n° 192 à l'amendement n° 12 de la commission (fin de la délégation accordée à l'animateur du pôle d'activités) : rejeté (p. 787) ; ses amendements n° 83, 84, 57 et 61 : devenus sans objet (p. 788) ; *article 20-4 de la loi du 31 décembre 1970 (constitution des départements) :* son amendement n° 59 soutenu par M. Guy Herlory (constitution des départements à l'initiative des praticiens hospitaliers) : rejeté (p. 789) ; son amendement n° 86 soutenu par M. Guy Herlory (mode de désignation et rôle du médecin coordinateur) : rejeté (p. 790).

Article 4 *(compétences des commissions médicales d'établissement) :* son amendement n° 60 soutenu par M. Albert Peyron (commission médicale d'établissement n'étant pas consultée sur la création des pôles d'activités) : retiré (p. 800).

Après l'article 7 : son amendement n° 62 soutenu par M. Albert Peyron (répartition des pouvoirs entre les personnels médicaux et non médicaux) : rejeté (p. 805).

Titre III : dispositions relatives aux établissements d'hospitalisation privés.

Avant l'article 10 : son amendement n° 88 (service hospitalier privé assurant les mêmes missions que le secteur public) (p. 807) ; rejeté au scrutin public (p. 808).

Article 10 *(regroupement des établissements privés) :* ses observations (p. 810) ; son amendement n° 63 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 64 (création, extension et regroupement d'établissements privés n'étant pas soumis à autorisation administrative) ; son amendement n° 67 (installation d'équipement matériel lourd dans les établissements privés n'étant pas soumis à autorisation administrative) : rejetés ; son amendement n° 65 (conditions d'octroi de l'autorisation administrative) ; son amendement n° 66 (autorisation pouvant être subordonnée à l'engagement pris par les demandeurs de conclure un contrat de concession pour l'exécution du service public hospitalier ou un accord d'association au fonctionnement de celui-ci) : rejetés (p. 811).

Article 11 *(conversion de lits) :* ses amendements n° 70 et 71 : deviennent sans objet (p. 816).

Après l'article 11 : son amendement n° 72 soutenu par M. Guy Herlory (délai de l'autorisation pour l'installation d'équipements matériels lourds dans le secteur privé) ; son amendement n° 73 soutenu par M. Guy Herlory (délai de l'autorisation de renouvellement des équipements des matériels lourds dans le secteur privé) : rejetés.

Titre IV : équipement sanitaire.

Article 12 *(suppression des groupements interhospitaliers de région ; harmonisation des conditions d'examen des projets d'équipement des secteurs publics et privés) :* son amendement n° 74 (délai de mise en place des équipements sanitaires) ; son amendement n° 75 (même objet) ; rejetés ; son amendement n° 76 (procédure d'autorisation des programmes et projets de travaux relatifs à la création, l'extension et la transformation des établissements d'hospitalisation publics ainsi qu'à l'installation dans ces établissements d'équipements matériels lourds) : rejeté (p. 819) ; son amendement n° 77 (critères de répartition des équipements lourds) : rejeté (p. 820).

Titre V : dispositions relatives à l'homologation de certains produits ou appareils.

Article 13 *(règles d'homologation) :* son amendement n° 79 (autorité administrative étant tenue d'accorder l'homologation dans un délai de trois mois à un an après le dépôt de la demande) : rejeté (p. 821).

Après l'article 13 : son amendement n° 81 (dispositions relatives aux centres de lutte contre le cancer) ; son amendement n° 80 (ressort et rôle des centres de lutte contre le cancer) (p. 821) ; amendement n° 80 : rejeté ; amendement n° 81 : devenu sans objet (p. 822).

Explications de vote (p. 822) :
Abstention du Front national (p. 823).
Politique hospitalière du Gouvernement (p. 823).
Secteur privé hospitalier (p. 823).

— Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).

Première lecture, avant la discussion des articles :
[7 mai 1987] :
Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marie Le Pen (p. 967, 968).
Autorité parentale (exercice conjoint de l'—) (p. 967).
Famille (p. 968).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles
[5 juin 1987] [9 juin 1987] [10 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la protection sociale.*

Après l'article 2 : son amendement n° 253 soutenu par M. Roger Holeindre (allocation de parent isolé étant réservée aux citoyens français) : rejeté (p. 2056).

Titre II : *dispositions relatives à la santé.*

Avant l'article 16 : son amendement n° 254 soutenu par M. Guy Herlory (suppression de l'obligation faite aux personnes atteintes d'une maladie vénérienne de se soigner) (p. 2097) ; rejeté (p. 2198).

Article 16 *(dépistage anonyme et gratuit du S.I.D.A.) :* son amendement n° 279 soutenu par M. Guy Herlory (de suppression) : rejeté (p. 2098) ; son amendement n° 255 soutenu par M. Guy Herlory (dépistage du S.I.D.A. n'ayant pas lieu dans des centres spécialisés) : rejeté (p. 2099).

Après l'article 16 : son amendement n° 258 soutenu par M. Guy Herlory (S.I.D.A. constituant une maladie vénérienne) ; son amendement n° 259 soutenu par M. Guy Herlory (prophylaxie du S.I.D.A.) (p. 2100) : rejeté ; son amendement n° 256 soutenu par M. Guy Herlory (régime fiscal des organismes de recherche et de prévention contre le S.I.D.A.) : rejeté ; son amendement n° 257 soutenu par M. Guy Herlory (régime fiscal des organismes de recherche et de prévention contre le S.I.D.A.) : rejeté ; son amendement n° 263 soutenu par M. Guy Herlory (prolongation pour les traficants de drogue du délai maximum de retenue non imputable sur la garde à vue) (p. 2101) ; rejeté ; son amendement n° 264 soutenu

par M. Guy Herlory tribunaux ne pouvant relaxer les détenteurs de drogue pour défaut d'intention : rejeté.

Article 17 *(effet de la connaissance mutuelle des diplômes de médecins, de chirurgiens-dentistes et de sages-femmes au sein de la C.E.E., pour les titulaires de ces diplômes non ressortissants d'un état membre) :* son amendement n° 265 soutenu par M. Guy Herlory (médecins devant posséder une parfaite connaissance de la langue française) : rejeté ; son amendement n° 266 soutenu par M. Albert Peyron (médecins ressortissants des pays étrangers non membres de la Communauté économique européenne ne pouvant exercer en France tant que les besoins sanitaires de leur pays ne seront pas satisfaits) : rejeté (p. 2102).

Article 21 *(extension de la possiblité pour les étrangers d'exercer la profession de pharmacien en France) :* son amendement n° 267 soutenu par M. Guy Herlory (pharmaciens devant avoir satisfait un examen de connaissance de la langue française) : retiré ; son amendement n° 268 soutenu par M. Albert Peyron (pharmaciens étrangers, hors C.E.E. ne pouvant exercer en France tant que les besoins sanitaires de leur pays ne seront pas satisfait) : rejeté (p. 2105).

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*

Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales) :* son amendement n° 281 soutenu par M. Guy Herlory (remplacement de l'internat de spécialité par un certificat d'étude spécial) : rejeté (p. 2212).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Article 1er *(prélèvement social exceptionnel sur certains revenus de 1986) :* son amendement n° 11 soutenu par M. Pierre Descaves (de suppression) : rejeté (p. 2965).

Article 2 *(procédure pour l'adoption du projet de loi de finances sociale) :* son amendement n° 12 soutenu par M. Pierre Descaves (de suppression) : rejeté (p. 2966).

Article 3 *(application du taux super-réduit de T.V.A. aux médicaments) :* son amendement n° 13 soutenu par M. Pierre Descaves (de suppression) : rejeté (p. 2966).

Article 4 *(prélèvement du taux de la retenue pour pensions applicables aux fonctionnaires civiles et militaires) :* son amendement n° 14 soutenu par M. Pierre Descaves (de suppression) : retiré (p. 2967).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 octobre 1987] :

Drogue (importance de la consommation et du trafic) (p. 4051).
Presse et télévision (lutte contre l'apologie de la drogue par la —) (p. 4053).
S.I.D.A (prophylaxie du —) (p. 4052).
Toxicomanes (traitement médical et réinsertion sociale des —) :
— anonymat du traitement (hypothèse d'une suppression de l'—) (p. 4053) ;
— injonction thérapeutique (p. 4053) ;
— médecins (rôle des — et coopération avec les magistrats) (p. 4052) ;
— placement d'office (hypothèse d'un —) (p. 4053).
Toxicomanie (lutte contre la — et notamment action de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie) :
— insuffisance des actions menées par les gouvernements (p. 4052).
Trafic de stupéfiants (répression du —) :
— petits trafiquants et trafiquants usagers (p. 4053) ;
— trafiquants étrangers (p. 4053).

Discussion des articles [8 et 9 octobre 1987] :

Article 1er A *(création d'un Institut national de l'enseignement de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies) :* son amendement n° 36 : devenu sans objet (p. 4066).

Après l'article 1er A : son amendement n° 37 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (tendant à prévoir un délai de 30 jours pour la réalisation de l'examen médical et de l'enquête sociale prévus à l'article L. 355-15 du code de la santé publique) (p. 4100) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 38 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (tendant à prévoir un délai de 30 jours à l'article L. 355-16 du code de la santé publique) : rejeté au scrutin public (p. 4101) ; son amendement n° 39 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (introduisant un délai de 30 jours à l'article L. 355-17 du code de la santé publique ; possibilité pour l'autorité sanitaire d'enjoindre à une personne ne nécessitant pas une cure de désintoxication de se placer sous la surveillance d'un médecin) : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 40 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (tendant à introduire un délai de 30 jours à l'article L. 355-19 du code de la santé publique) (p. 4102) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 41 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (possibilité pour l'autorité sanitaire d'enjoindre à une personne ne nécessitant pas une cure de désintoxication de se placer sous la surveillance d'un médecin figurant sur la liste des experts judiciaires, d'un dispensaire d'hygiène sociale ou d'un établissement sanitaire agréé) : rejeté au scrutin public (p. 4103).

Avant l'article 1er : son amendement n° 43 soutenu par M. Bruno Gollnisch (renforcement des peines prévues à l'article L. 626 du code de la santé publique en cas d'infraction à la législation sur les substances vénéneuses) : rejeté au scrutin public (p. 4104).

Article 1er *(répression du « blanchissement » des fonds provenant du trafic de stupéfiants) :* son amendement n° 44 rectifié soutenu par M. Jean-Marie Le Pen (aggravation des peines frappant les trafiquants professionnels de la drogue et rétablissant notamment la peine de mort) (p. 4105) ; vote réservé dans l'attente d'une vérification du quorum (p. 4106) ; rejeté au scrutin public (p. 4123, 4124).

Article 2 *(article L. 627-4 à L. 627-6 nouveau du code de la santé publique) ; article L. 627-5 du code de la santé publique (mesures conservatoires ; exemption ou réduction de peines pour les repentis) :* son amendement n° 45 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (suppression du texte proposé pour cet article) (p. 4127) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4128).

Après l'article 2 : son amendement n° 46 soutenu par M. Gérard Freulet (ayant pour objet de permettre au procureur de la République de ne plus être lié par l'injonction thérapeutique qu'il délivre et de traduire l'usager devant la juridiction de jugement chaque fois qu'il l'estimera nécessaire) (p. 4138) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 47 soutenu par M. Gérard Freulet (prévoyant l'application des dispositions du code de procédure pénale relatives au contrôle judiciaire à la cure thérapeutique ordonnée par le juge d'instruction) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 48 soutenu par M. Jean-Pierre Reveau (possibilité pour la juridiction de jugement d'ordonner un ajournement du prononcé de la peine assorti d'une injonction thérapeutique) (p. 4139) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 49 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (injonction thérapeutique à l'égard des mineurs) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 50 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (déroulement de la cure de désintoxication) (p. 4140) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 51 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (abrogation de l'article L. 628-6 du code de la santé publique) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 52 (peines prévues pour les trafiquants-usagers) : non soutenu (p. 4141).

Après l'article 4 *bis* : son amendement n° 53 soutenu par M. Bruno Gollnisch (prévoyant que les trafiquants étrangers seront frappés d'une interdiction définitive du territoire français) (p. 4143) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4144).

Après l'article 5 : son amendement n° 59 soutenu par M. Gérard Freulet (détection de la drogue passée « in corpore » grâce à des examens médicaux) (p. 4145) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4147) ; son amendement n° 60 soutenu par M. Gérard Freulet (caractère prioritaire des véhicules utilisés par les services des douanes) (p. 4147) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4148).

Après l'article 6 : son amendement n° 64 : réservé jusqu'à l'examen de l'amendement n° 63 ; son amendement n° 62 soutenu par M. Pierre Descaves (possibilité pour les services spécialisés des douanes de consulter le fichier violence, attentats, terrorisme) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 66 soutenu par M. Pierre Descaves (tendant à porter à 72 heures la durée de la retenue douanière) (p. 4149) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 67 soutenu par M. Pierre Descaves (précisant que les tribunaux ne peuvent relaxer les

contrevenants pour défaut d'intention en matière de stupéfiants) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 61 soutenu par M. Pierre Descaves (visites domiciliaires en cas de trafic de stupéfiants) (p. 4150) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 63 soutenu par M. Pierre Descaves (ajoutant les notions de nécessité et d'urgence dans le premier alinéa du 2 du paragraphe I de l'article 80 de la loi de finances pour 1987) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 64 soutenu par M. Pierre Descaves (insérant un intitulé dans le projet de loi) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4151).

Avant l'article 9 : met en cause M. Billardon, vice-président (p. 4155) ; **son rappel au règlement** : met en cause M. Jacques Toubon et Mme Michèle Barzach ; drogue et S.I.D.A. (p. 4159).

Après l'article 10 : son amendement n° 57 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (répression de l'apologie de l'usage de la drogue) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4164) ; soutient le sous-amendement n° 100 de M. Bruno Gollnisch (aborigènes australiens) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4176) ; son amendement n° 58 (peines applicables en cas d'incitation à l'usage de la drogue) ; trafiquants étrangers ; cas des Tamouls, libanais, syriens, boliviens et colombiens (p. 4179) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4180).

Explications de vote :

Injonction thérapeutique (p. 4183).
Institut national de l'enseignement de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies (abandon du projet de —) (p. 4183).
Placement d'office des toxicomanes (absence de) (p. 4183).
Prévention contre l'usage de la drogue (notamment à l'école) (p. 4183).
S.I.D.A (absence de dépistage du — dans les prisons) (p. 4183).
Trafic de stupéfiants (répression du —) (p. 4182).
Trafiquants usagers (p. 4183).
Vote hostile du groupe Front national (p. 4183).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [19 décembre 1987] :

Institut national de l'enseignement de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies et notamment recherches sur la toxicomanie et la pharmaco-dépendance (p. 7884, 7885). S.I.D.A. (notamment prophylaxie du — dans les prisons) (p. 7884, 7885).
Toxicomanie (politique de lutte contre la —) :
— rôle respectif de la prévention et de la répression (p. 7883).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, seconde délibération du projet de loi [13 novembre 1987] :

Son rappel au règlement : insuffisance des ressources consacrées à la lutte contre le S.I.D.A. (p. 5930).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).

Première lecture, discussion des articles [17 décembre 1987] :

Article 1er *(taux de participation obligatoire des employeurs à l'effort de construction)* : **son rappel au règlement** : rappelle que le groupe du Front national ne se lassera jamais de défendre le peuple français et que la France n'a pas les moyens d'être l'assistante sociale de l'ensemble du tiers-monde (p. 7640) ; **son rappel au règlement** : s'indigne du détournement de procédure effectuée par M. Robert Montdargent qui s'est livré à une déclaration formelle alors qu'il demandait la parole pour répondre à la commission (p. 7641) ; contre l'amendement n° 50 de M. Jean-Paul Virapoullé (tendant à rendre obligatoire l'affectation de 1/9e de la contribution aux employeurs au logement de la population étrangère) ; contre l'amendement n° 51 de M. Jean-Paul Virapoullé (tendant à faire bénéficier aux Français les plus défavorisés d'une partie du 1/9e réservé aux immigrés) (p. 7642).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, discussion des articles : [19 décembre 1987] :

Titre IV : *droit des médecins à une cessation anticipée d'activité.*

Après l'article 4 : **son rappel au règlement** : précise que les prestations sociales doivent être servies en priorité aux Français et aux membres de la Communauté européenne (p. 7863) ; pour l'amendement n° 10 rectifié de M. Guy Herlory (critère de préférence nationale pour toutes les prestations familiales) (p. 7864).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [22 décembre 1987] :

Avortement (p. 8048).
Cessation anticipée d'activité des médecins (p. 8047).
Etrangers (situation au regard de la sécurité sociale) (p. 8047).
Exonération des charges sociales pour l'emploi d'une aide ménagère (p. 8047).
S.I.D.A. (lutte contre le) (p. 8047).

— Son rappel au règlement : absentéisme parlementaire : [29 décembre 1987] (p. 7898).

BADET (Jacques)

Député de la Loire
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Logement social : politique de réhabilitation des logements H.L.M. freinée par l'actuel gouvernement [13 mai 1987] (p. 1075).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Logement (politique du) (p. 4257, 4258).

Deuxième partie :

Équipement, logement aménagement du territoire des transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. *Vote des crédits* [4 novembre 1987].

Article 68 *(aide personnalisée au logement)* : son amendement n° 232 (de suppression) (p. 5405) ; rejeté au scrutin public (p. 5408).

BAECKEROOT (Christian)

Député du Nord
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membres de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971) [*J.O.* du 24 novembre 1987] (p. 13896).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les bourses des valeurs (n° 1002) [*J.O.* du 10 décembre 1987] (p. 14382).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à faciliter le **logement familial (n° 905)** [30 juin 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Montée du chômage et préférence nationale pour l'embauche [20 avril 1987] (p. 729).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 610).

Première lecture, explications de vote [22 avril 1987] (p. 585) :

Base juridique de l'attribution prioritaire des emplois créés aux Français et aux Européens (p. 585).
Plan d'aménagement du ressort des Etats (p. 586).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 mai 1987] :

Soutient la motion de renvoi en commission présentée par M. Jean-Marie Le Pen (p. 1476 à 1479) ; rejetée au scrutin public (p. 1481).
Enseignement (p. 1452, 1478).
Entreprises (compétitivité des —) (p. 1478).
Famille (politique familiale) (p. 1452, 1478).
Préférence nationale pour l'emploi (p. 1452, 1477, 1478).
Prélèvements obligatoires (p. 1452, 1476, 1477).
Relance économique (p. 1452).
Substitution d'une main-d'œuvre à une autre (risque de —) (p. 1451).

Discussion des articles [21 et 22 mai 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 40 (création d'un comité des sages pour l'évaluation du chômage) : rejeté ; son amendement n° 41 soutenu par M. Charles de Chambrun (étude annuelle de droit comparé sur les mesures fiscales prises à l'étranger ayant une répercussion sur l'emploi) ; son amendement n° 42 soutenu par M. Charles de Chambrun (tableau comparatif des dix pays de l'O.C.D.E. ayant le plus faible taux de chômage) (p. 1481) ; son amendement n° 43 soutenu par M. Charles de Chambrun (tableau comparatif des taux de prélèvements obligatoires des dix pays de l'O.C.D.E. ayant le plus faible taux de chômage) ; son amendement n° 44 soutenu par M. Charles de Chambrun (étude des prélèvements obligatoires dans différents pays) ; son amendement n° 45 soutenu par M. Charles de Chambrun (évolution des balances commerciales et de l'emploi de différents pays) ; son amendement n° 46 soutenu par M. Charles de Chambrun (résorption du chômage dans différents pays) (p. 1482) ; amendement n° 41 : rejeté au scrutin public ; amendements n° 42, 43, 44, 45 et 46 : rejetés ; son amendement n° 52 soutenu par M. Guy Herlory (étude du Gouvernement sur les « zones sinistrées » en matière d'emploi) : rejeté ; son amendement n° 55 (contrôle technique et pédagogique de la région sur les centres de formation d'apprentis) : retiré (p. 1483) ; son amendement n° 56 (conventions de formation professionnelle passées avec la région) : rejeté ; son amendement n° 128 soutenu par M. Pierre Descaves (exonération des entreprises nouvelles de l'impôt sur les sociétés) (p. 1486) ; retiré (p. 1487) ; son amendement n° 30 (suppression de la taxe sur les salaires) (p. 1520) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 49 (réévaluation des tranches servant au calcul de la taxe sur les salaires) : rejeté ; son amendement n° 126 (exonération des droits de succession sur les biens professionnels) (p. 1521) ; rejeté ; son amendement n° 127 (suppression de la taxe professionnelle) : rejeté au scrutin public (p. 1522) ; son amendement n° 140 (déduction fiscale des provisions pour congés payés) (p. 1523) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 39 (insertion d'un Titre Ier A : « mesures fiscales en faveur de l'emploi ») ; amendements n° 140 et 39 : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1524).

Article 1er *(financement par l'Etat d'actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi)* : son amendement n° 57 soutenu par M. Gabriel Domenech (limitant aux Français et aux ressortissants de la C.E.E. les dispositions de cet article) (p. 1525) ; application de l'article 44 alinéa 3, de la Constitution ; contre l'amendement n° 67 de M. Michel Coffineau (difficultés visées à cet article) (p. 1526) ; contre l'amendement n° 68 de M. Michel Coffineau (application de l'article 1er aux chômeurs cumulant les situations de précarité les plus graves) (p. 1527) ; contre l'amendement n° 27 de M. Georges Hage (suppression de la prise en charge par l'Etat des activités d'insertion et de réinsertion correspondant aux programmes d'insertion globale et aux travaux d'utilité collective) (p. 1530).

Article 2 *(définition des actions de réinsertion et exonération de cotisations sociales des contrats de réinsertion en alternance) ; article L. 980-14 du code du travail* (définition des actions de réinsertion) : son amendement n° 60 soutenu par M. Michel Domenech (application de l'article 2 aux demandeurs d'emploi de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 63 (accès des stages de formation et d'insertion professionnelle en alternance aux mères de famille nombreuse s'étant consacrées à l'éducation d'au moins deux enfants) ; son amendement n° 62 (faisant référence à la nationalité française) : retiré (p. 1535) ; amendement n° 63) : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1536) ; *article L. 980-15 du code du travail* (exonération des cotisations patronales afférentes aux contrats de réinsertion en alternance) : son amendement n° 61 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (exonération des charges sociales concernant l'embauche de demandeurs d'emploi de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1542).

Article 3 *(calcul de l'effectif du personnel des entreprises)* : son amendement n° 64 corrigé (application de l'article 3 aux titulaires de contrat de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1545).

Article 4 *(exonération des cotisations sociales pour l'embauche des demandeurs d'emploi à l'issue des actions de formation en faveur des chômeurs de longue durée)* : son amendement n° 65 (application de l'article 4 aux demandeurs d'emploi de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1555).

Après l'article 5 : son amendement n° 95 (revenus de remplacement alloués aux travailleurs de nationalité française ou ressortissants d'un pays membre de la C.E.E.) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 96 de M. Michel de Rostolan (prise en compte de la nationalité des intéressés) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 97 de M. Michel de Rostolan (même objet) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 125 (prolongation possible des durées maximales d'indemnisation) (p. 1560) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 98 (contribution supplémentaire à la charge des employeurs de travailleurs étrangers non ressortissants de la C.E.E.) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1561) ; son amendement n° 103 (fixation de la proportion de travailleurs étrangers non ressortissants de la C.E.E. pouvant être employés par les entreprises) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 104 (même objet) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 105 rectifié (même objet) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1563) ; soutient l'amendement n° 106 de M. Michel de Rostolan (autorisation ministérielle nécessaire à l'entrée et à l'emploi en France de tout étranger non ressortissant de la C.E.E.) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 109 (instauration de caisses Assedic séparées pour les chômeurs de nationalité française et pour les chômeurs étrangers) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 110 (même objet) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1564) ; son amendement n° 112 (renforcement de la préférence nationale pour l'emploi dans les zones déclarées « sinistrées de chômage ») ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 114 (allégements fiscaux en faveur des familles dont l'un des conjoints est sans travail) (p. 1564) ; son amendement n° 113 (même objet) ; amendements n° 114 et 113 : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 129 soutenu par M. Guy Herlory (charges déductibles du revenu imposable des personnes employant du personnel occupé à des tâches familiales ou ménagères) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 115 soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (autorisation donnée aux entreprises d'embaucher des demandeurs d'emploi pour assurer un service

complémentaire en dehors des heures de travail habituelles) (p. 1565) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 116 soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (même objet) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 117 soutenu par M. Gabriel Domenech (bénéfice de l'aide au retour entraînant la perte définitive des droits au séjour et au travail en France) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 118 soutenu par M. Gabriel Domenech (expulsion des personnes ayant enfreint la législation relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; son amendement n° 119 soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (même objet) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1566) ; son amendement n° 142 (rôle des régions dans la négociation d'allégements fiscaux en faveur d'entreprises en difficultés) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 144 (même objet) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 90 de M. Michel de Rostolan (création d'un Titre 1er *bis* : « actions pour la création d'emplois ») ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 143 (même objet) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1567).

Titre : son amendement n° 66 (précisant la portée limitée du projet de loi) : retiré (p. 1570).

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).

Première lecture, discussion des articles [3 juin 1987] :

Titre 1er : *dispositions fiscales*

Chapitre 1er : *dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 2 *(intérêts de retard et pénalités fiscales)* : son amendement n° 45 soutenu par M. Pierre Descaves (délai supplémentaire d'un mois pour la souscription de la déclaration) (p. 1850) ; rejeté (p. 1851).

Explications de vote (p. 1922) :

Contrainte par corps (p. 1923).
Droit de renseignement du contribuable (p. 1923).
Vote favorable du groupe Front national (p. 1923).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. *Examen du fascicule* [28 octobre 1987] :

Echec scolaire (plan pour la réussite scolaire) (p. 4990).
Enseignement privé (p. 4990).
Etablissements scolaires (autonomie des) (p. 4990, 4991).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, discussion des articles [21 novembre 1987] :

Article 7 *(conseil d'administration)* : soutient l'amendement n° 72 de M. Jacques Bompard (représentation des organisations professionnelles) (p. 6245) ; devenu sans objet (p. 6246) ; soutient l'amendement n° 73 de M. Jacques Bompard (qualité d'exploitant agricole pour 66 % des administrateurs) : retiré (p. 6250).

Après l'article 10 *bis* : soutient l'amendement n° 77 rectifié de M. Jacques Bompard (création d'un comité permanent du financement de l'agriculture) (p. 6256) ; devenu sans objet (p. 6257).

Article 13 *(conseil d'administration des caisses régionales)* : soutient l'amendement n° 74 rectifié de M. Jacques Bompard (composition du conseil d'administration) : retiré (p. 6261).

Après l'article 15 : soutient l'amendement n° 75 de M. Jacques Bompard (distribution des prêts bonifiés pour l'établissement des agriculteurs) ; soutient l'amendement n° 76 de M. Jacques Bompard (définition de la mission des caisses régionales pour la reprise d'une entreprise agricole) : retirés (p. 6264).

Commission mixte paritaire, explications de vote [1er décembre 1987] :

Abstention du groupe du Front national (p. 6641).
Recettes (affectation des ... de la mutualisation) (p. 6641).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Deuxième lecture, explications de vote [23 février 1988] :

Financement actuel des partis politiques (et notamment affaire ayant mis en cause certains d'entre eux) (p. 275).
Modalités de répartition de l'aide de l'Etat (p. 275, 276).
Vote hostile du groupe du Front national (p. 276).

BALLADUR (Edouard)

Ministre d'Etat, chargé de l'économie, des finances et de la privatisation.

DEPOTS

Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [2 octobre 1987].

Déclaration du Gouvernement sur la politique en matière de **privatisation (n° 977)** [27 octobre 1987].

Projet de loi relatif à la transformation de la **Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000)** [28 octobre 1987].

Projet de loi de finances rectificative pour 1987 **(n° 1062)** [20 novembre 1987].

Projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1986 (n° 1149)** [16 décembre 1987].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Jacques Roger-Machart : investissement et activité économique** [29 avril 1987] (p. 732, 733) ;

— **M. Alain Chastagnol : utilisation des recettes provenant des privatisations** : mesures prises [29 avril 1987] (p. 735) ; réduction du taux des acomptes de l'impôt sur les sociétés (p. 736) ;

— **M. Edmond Alphandéry : opération de privatisation des banques et concurrence bancaire** : problème de la baisse réelle des taux d'intérêt ; proposition du Gouvernement pour l'amélioration du système monétaire international et du système monétaire européen [29 avril 1987] (p. 738) ;

— **M. Alain Griotteray : opportunité d'un débat consacré aux privatisations** [13 mai 1987] (p. 1066, 1067) ;

— **M. Hector Rolland : réduction de la durée de l'exonération de l'impôt foncier** : rétablissement du dispositif antérieur étant incompatible avec les contraintes budgétaires [13 mai 1987] (p. 1078) ;

— **M. Henri Emmanuelli : situation économique** : importance de l'environnement international ; projet de loi sur les chômeurs de longue durée [20 mai 1987] (p. 1369, 1370) ;

— **M. Michel Charzat : privatisation** : nécessité de l'existence d'un noyau d'actionnaires stables ; situation d'Havas [27 mai 1987] (p. 1705) ; caisses d'épargne (p. 1706) ;

— **M. Michel Margnes : procédures fiscales et douanières** : des procédures contre Chaumet seront engagées s'il y a constatation d'irrégularités fiscales ou commerciales [3 juin 1987] (p. 1864) ;

— **M. Serge Charles : campagne nationale de promotion de la qualité** [3 juin 1987] (p. 1869, 1870) ;

— **M. François Loncle : privatisation de T.F.1** : commencement des ventes des actions de T.F.1 le 29 juin prochain [17 juin 1987] (p. 2516) ;

— **M. Jean-Claude Dalbos : appréciations critiques du président de la commission des communautés européennes sur la politique gouvernementale** : devoir de réserve du président de la commission des Communautés européennes ; n'engage de débat sur le fond qu'avec les parlementaires [17 juin 1987] (p. 2519, 2520) ;

— **M. Charles Josselin : prélèvements obligatoires et pouvoir d'achat** : baisse des prélèvements obligatoires de l'Etat, redistribution aux ménages du produit des cotisations sociales [7 octobre 1987] (p. 3988) ;

— **M. Raymond Douyère : privatisation des entreprises d'assurances** : prochain débat sur les privatisations ; nécessité de restructuration juridique et financière des compagnies d'assurance ; transparence [7 octobre 1987] (p. 3990) ;

— **M. Yves Guéna : prélèvements obligatoires** : redistribution du revenu national par l'intermédiaire des dépenses sociales ; diminution du déficit du prélèvement pour les cotisations sociales depuis 1985 [7 octobre 1987] (p. 3992) ;

— **M. Henri Nallet : mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole** [14 octobre 1987] (p. 4281) ;

— **M. Jean Giard : remboursement de l'emprunt 7 % de 1973** : respect de ses engagements par l'Etat ; affectation des recettes [14 octobre 1987] (p. 4289, 4290) ;

— **M. André Lajoinie : crises financières** : haut niveau des taux d'intérêt incompatible avec la situation en France ; accords du Louvre ; aucune remise en cause de la politique économique du Gouvernement n'est prévue [21 octobre 1987] (p. 4590, 4591) ;

— **M. Lionel Jospin : situation économique** : propos tenus par le président de la Bundesbank sur la politique économique française ; bonne tenue des sociétés privatisées dans la crise financière [21 octobre 1987] (p. 4592) ; poursuite de la politique économique du Gouvernement ; développement de la coopération internationale (p. 4593) ;

— **M. Pierre Mauroy : situation économique** : informations données aux épargnants sur les risques qu'ils prennent en bourse ; aucun mouvement de panique ; poursuite de la politique économique prévue par le Gouvernement [21 octobre 1987] (p. 4594) ;

— **M. Pierre Messmer : crise boursière** : hausse des taux d'intérêt ; bonne situation économique de la France [21 octobre 1987] (p. 4596) ; situation indépendante des privatisations ; report de la privatisation de Matra (p. 4597) ;

— **M. Yves Tavernier : utilisation du produit de la privatisation de la caisse nationale de crédit agricole** : affectation du produit de la mutualisation du crédit agricole à la réduction de l'endettement de l'Etat ; possibilité que le secteur agricole bénéficie de ces dotations en capital selon ses besoins [25 novembre 1987] (p. 6435, 6436) ;

— **M. Raymond Douyère : loi de finances rectificative pour 1987** : crédits supplémentaires octroyés à M. le Premier ministre servant à l'information des français [9 décembre 1987] (p. 7012) ;

— **M. Roger Corrèze : T.V.A. pesant sur les associations ayant créé des centres régionaux de la jeunesse et des sports** : régime des associations en matière de T.V.A. ; examen de cette affaire dans les plus brefs délais [16 décembre 1987] (p. 7546) ;

— **M. Jean Rigaud : fraude sur les cartes de crédit** : projet de loi relatif à certaines infractions en matière de systèmes automatisés de données ; encouragement à la mise en place rapide du programme d'équipement et d'installation de la carte à mémoire [16 décembre 1987] (p. 7548) ;

— **M. Claude Birraux : situation de la banque de France** : les difficultés de la banque de France sont indépendantes de son statut [16 décembre 1987] (p. 7549).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [15 et 16 avril 1987] :

Actions (achat d'— et plans d'options sur —) (p. 369).
Actions (et mandataires sociaux) (p. 369).
Caisses d'épargne et de prévoyance (p. 368).
Comptes courants d'associés (p. 368).
Déficit budgétaire (p. 365).
Epargne (p. 365, 366).
Epargne des ménages (p. 366).
Impôt sur les sociétés (p. 365, 399).
Investissements des entreprises (p. 399).
Marchés financiers (modernisation des —) (p. 366).
M.A.T.I.F. (marchés à terme d'instruments financiers) (p. 368, 369).
Participation (p. 366, 369).
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— assurance vie (lien et cumul du P.E.R. avec —) (p. 367) ;
— capitalisation (retraite par —) (p. 367) ;
— crédit d'impôt) (p. 368) ;
— emplois (du —) (p. 367) ;
— organismes habilités à proposer et à gérer le P.E.R. (p. 367) ;
— plafond de déductibilité et régime fiscale des versements (p. 368, 399) ;
— prélèvement libératoire optionnel (p. 368, 399) ;
— rente viagère (montant de la —) (p. 368) ;
— retraite (déséquilibre des régimes de —) (p. 367) ;
— retraits anticipés (pénalités sur les —) (p. 368) ;
— sortie du P.E.R. (rente viagère ou capital) (p. 368).
Prêts de titres (p. 369).
Privatisation (p. 366).
R.E.S. (reprise de l'entreprise par ses salariés) (p. 369, 370).
Sociétés :
— assemblées générales (droit de timbre) (p. 369) ;
— information sur leur actionnariat (p. 369) ;
— obligations de déclaration (seuils) (p. 369).
Valeurs mobilières (fiscalités des — et abattement sur le revenu des —) (p. 368).

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 juin 1987] :

Charte du contribuable (et garanties offertes au contribuable) (p. 1801, 1803).
Commission Aircadi (p. 1801).
Contrôle fiscal (p. 1802, 1803, 1804).
Douane (p. 1801, 1802, 1803).
Fraude fiscale (p. 1803).
Impôts (réduction des —) (p. 1804).
Pénalités fiscales (p. 1802, 1803).
Sursis de paiement (p. 1804).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [13 octobre 1987] [14 octobre 1987] :

Allégements d'impôt (p. 4203, 4208).
Commerce extérieur (p. 4210, 4211).
Croissance (p. 4211).
Déficit budgétaire (et des administrations) (p. 4206, 4207, 4208, 4210).
Dépenses publiques (et économies budgétaires) (p. 4207, 4302).
Dette publique (p. 4208, 4209, 4237).
Emploi :
— chômage et effectifs salariés (p. 4211, 4301) ;
— emploi (politique de l'— et de la formation professionnelle) (p. 4207, 4304).
Entreprises (charges pesant sur les —) (p. 4208).
Environnement économique international (p. 4206).
Finances publiques (programmation à moyen terme des — et « bombes à retardement ») (p. 4209, 4210, 4302, 4303).
Fonction publique (effectifs de la —) (p. 4207, 4301, 4302).
Impôts sur le revenu (p. 4209).
Impôt sur les sociétés (p. 4208) :
— fiscalité de groupe (p. 4209).
Industrie (aides à l'—) (p. 4207).
Inflation (et écart avec nos principaux partenaires) (p. 4211).
Investissement (niveau de l'— et politique en faveur de l'—) (p. 4210, 4211, 4302).
Politique économique et sociale au Gouvernement (p. 4205).
Pouvoir d'achat (p. 4302).
Prélèvements obligatoires (p. 4206).
Privatisations (et affectation du produit des —) (p. 4206, 4207, 4302).
Rebudgétisations et débudgétisations (opérations de —) (p. 4207).
Recherche (dépenses de — et incitation à la —) (p. 4208).
Sécurité sociale (cotisations de — ; équilibre financier et réforme de la —) (p. 4211, 4212, 4303).
Taux d'intérêt (p. 4302).
Taxe professionnelle (p. 4208).
T.V.A. :
— allégements de — (p. 4209) ;
— harmonisation européenne des taux de — (p. 4208) ;
— — sur les communications téléphoniques (p. 4208).

Deuxième partie :

Economie, finances et privatisation. — Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'imprimerie nationale.

Examen des fascicules [12 novembre 1987] :
Sa déclaration : (p. 5731, 5732, 5733, 5734).
Situation économique :
— baisse du dollar (effet de la —) : (p. 5731, 5732) ;
— crise boursière : (p. 5731, 5733) ;
— situation économique française (influence de la — sur le budget) (p. 5732, 5733).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique en matière de privatisation et débat sur cette déclaration.

Discussion [27 octobre 1987] :
Bourse :
— crise bousière de l'automne 1987 (p. 4916) ;
— effets des privatisations sur le marché boursier (p. 4893, 4896) ;
— économie mixte (valeur de l'—) (p. 4915).
Modalités des privatisations :
— groupes d'actionnaires stables (ou « noyaux durs ») (p. 4894, 4895, 4915) ;
— intérêts nationaux (protection des —) (p. 4894, 4895) ;
— offre publique de vente (modalités de l'—) (p. 4894) ;
— privatisation des sociétés d'assurances (et notamment U.A.P.) (p. 4896, 4916) ;
— salariés (actionnariat des —) (p. 4894).
Privatisations (raisons ayant conduit aux —) (p. 4915, 4916).
Recettes des privatisations (utilisation des —) (p. 4895, 4896).
Secteur public (poids et rôle du —) (p. 4893, 4894, 4895).

— Projet de loi, adopté par la Sénat, relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :
Caisse nationale de crédit agricole :
— conseil d'administration (représentation et poids des caisses régionales) (p. 6079).
Crédit agricole :
— développement et adaptation (p. 6080) ;
— maintien de la vocation et du rôle spécifique du — (p. 6080).
Recettes (affectation des — de la mutualisation) (p. 6080).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les bourses de valeurs (n° 1002).

Première lecture, avant la discussion des articles [30 novembre 1987] :
Concurrence financière internationale (p. 6531, 6532).
Délits boursiers (p. 6532).
Institutions financières spécialisées (p. 6532).
Marché financier de Paris (situation et évolution du —) (p. 6531, 6532).
Marchés financiers (règles prudentielles) (p. 6533).
Privatisations (protection des petits porteurs) (p. 6533).
Sociétés de bourse (p. 6531, 6532).

BALLIGAND (Jean-Pierre)

Député de l'Aisne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte parlementaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le développement du mécénat (n° 795) [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aménagement du territoire) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 16 octobre 1987] (p. 12035).

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [*J.O.* du 13 novembre 1987] (p. 13237).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les bourses des valeurs (n° 1002) [*J.O.* du 10 décembre 1987] (p. 14382).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 22 : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aménagement du territoire (n° 960)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Services publics en zones rurales : incompatibilité entre le discours gouvernemental sur le développement des zones rurales et leur désertification [17 juin 1987] (p. 2516).

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 juin 1987] :
Douane (p. 1827).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :
Espace rural (aménagement de l') (p. 4738).
Ethanol (p. 4738).
Production céréalière (p. 4738).
Production laitière et quotas laitiers (p. 4738).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Examen des fascicules.* Rapporteur spécial [4 novembre 1987] :
Aménagement du territoire (politique globale et adoption d'un plan français sur 15 ans) (p. 5339).
Crédits (évolution, montant, répartition) (p. 5339).
Fonds européen de développement régional (p. 5339).
Primes d'aménagement du territoire (p. 5339, 5340).
Zones rurales (restructuration) (p. 5339, 5340, 5341).

BAPT (Gérard)

Député de la Haute-Garonne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (affaires sociales et emploi : formation professionnelle) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 3 : **affaires sociales et emploi : formation professionnelle (n° 960)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Télédiffusion de France et l'industrie spatiale : [2 décembre 1987] (p. 6694) ;

orales sans débat :

— n° 195, posée le 21 avril 1987 : **enseignement supérieur (établissements : Haute-Garonne)** (p. 530) ; appelée le 24 avril 1987 : remplacé par M. Louis Moulinet : **U.E.R. Chimie de l'Université de Toulouse** (p. 660).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [24 juin 1987] [25 juin 1987] :

Agents de l'O.N.A.S.E.C. (p. 3139).
Amnistiés (situation des —) (p. 3138).
Commissions départementales des rapatriés (C.O.D.E.P.R.A.) (p. 3137).
Consolidation des emprunts et des dettes (p. 3137).
Historique législatif (p. 3136).
Incidences budgétaires des projets (p. 3137, 3138).
Indemnisation des rapatriés :
— certificats d'indemnisation (régime et échéancier du règlement des —) (p. 3137, 3138) ;
— champ d'application de l'indemnisation (p. 3137).
Réintégration dans les ordres honorifiques et dans le droit au port de certaines décorations (p. 3138).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Titre Ier : *modifiant la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale.*

Article 1er *(révision de carrière des anciens fonctionnaires, militaires et magistrats radiés des cadres) :* ses observations (p. 3173).

Article 6 *(délai de forclusion des demandes d'indemnité forfaitaire présentée en application de l'article 12 de la loi du 3 décembre 1982) :* ses observations (p. 3187).

Titre II : *modifiant la loi n° 85-1274 du 4 décembre 1985 portant amélioration de la retraite des rapatriés.*

Article 8 *(reclassement des agents des services publics concédés) :* nécessaire extension des dispositions de cet article aux agents français ayant occupé une place outre-mer ou en métropole.

Article 9 *(délai de forclusion des demandes présentées en application de l'article 10 de la loi du 4 décembre 1985) :* nécessité de porter de 1 à 3 ans le délai pendant lequel les intéressés peuvent présenter leur demande pour bénéficier des dispositions de la loi de 1985 (p. 3188).

Titre III : *modifiant la loi du 31 juillet 1968 portant amnistie.*

Article 10 *(réintégration dans les ordres honorifiques et dans le droit au port de certaines décorations) :* son amendement n° 31 (de suppression) (p. 3189) ; rejeté (p. 3190).

Titre : son amendement n° 32 (tendant à compléter le titre du projet de loi par les mots « d'outre-mer, de la guerre d'Indochine et de la seconde guerre mondiale ») : rejeté (p. 3194).

Explications de vote [25 juin 1987] :

Amnistie (p. 3195)..
Vote hostile du groupe socialiste (p. 3195).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Avant l'article Ier : son amendement n° 56 rectifié (tendant avant l'article Ier à insérer l'intitulé suivant : « Titre Ier : indemnités complémentaires ») : rejeté (p. 3196).

Article Ier *(modalités de calcul du complément d'indemnisation) :* ses observations (p. 3197, 3198).

Article 2 *(indemnisation des personnes ayant cédé leurs biens en Tunisie) :* ses observations (p. 3200).

Article 3 *(indemnisation des personnes dépossédées au Maroc en 1973) :* son amendement n° 50 (de coordination) : retiré.

Article 4 *(plafonnement de l'indemnisation) :* ses observations (p. 3201).

Article 5 *(dispositions applicables aux certificats d'indemnisation) ;* son amendement n° 59 (certificat d'indemnisation étant exonéré du droit de mutation pour la fraction inférieure à 20 000 francs) (p. 3203) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3203).

Article 6 *(échéancier du règlement des certificats d'indemnisation) :* ses observations (p. 3205).

Article 8 *(allocation en faveur des anciens harkis, moghaznis et personnels des diverses formations supplétives ayant servi en Algérie) :* ses observations sur l'amendement n° 13 de la commission (allocation suivant les règles de droit commun, notamment en matière d'héritage en ligne directe, en cas de décès de l'attributaire) (p. 3207) ; son amendement n° 58 soutenu par M. Alain Billon (Gouvernement adressant au Parlement un rapport annuel et chiffré retraçant l'application des mesures prises en faveur des Français rapatriés d'origine nord-africaine et de leurs familles et leurs résultats) : rejeté (p. 3208).

Avant l'article 9 : son amendement 65 rectifié (tendant avant l'article 9 à insérer l'intitulé suivant : « Titre II : dispositions relatives à la réinstallation des rapatriés ») : devenu sans objet (p. 3209).

Article 9 *(consolidation des emprunts et des dettes) :* ses observations ; son amendement n° 68 (composition de la commission départementale) : rejeté (p. 3210) ; son amendement n° 91 (commission pouvant entendre les représentants d'associations de rapatriés susceptibles d'apporter des éléments d'information sur les dossiers soumis à son examen) : rejeté ; son amendement n° 69 (décision de l'Etat concernant la garantie devant être motivé et intervenir dans un délai de deux mois après modification de l'avis de la commission) : rejeté (p. 3211).

Article 10 *(suspension des poursuites) :* son amendement n° 71 (rédactionnel) : rejeté ; son amendement n° 72 (modification de la procédure visant à obtenir la suspension des poursuites engagées contre un rapatrié réinstallé) : devenu sans objet ; son amendement n° 92 (nécessité que la décision de suspendre les poursuites soit prise par le magistrat du tribunal de grande instance qui est membre de la commission) (p. 3212) ; rejeté (p. 3213).

Explications de vote [25 juin 1987] : (p. 3214) :

Abstention du groupe socialiste (p. 3216).
Indemnisation des rapatriés (p. 3216).
Réinstallation des rapatriés (p. 3216).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [7 juillet 1987] :

Agents de l'O.N.A.S.E.C. (situation des —) : (p. 3723).
Certificats d'indemnisation (échancier des —) : (p. 3722).
Remise des prêts de réinstallation : (p. 3722).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] :

Apprentissage :
— lien ou concurrence avec le système éducatif (p. 3518) ;
— modèle allemand (p. 3517, 3518).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [2 novembre 1987].

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— apprentissage (p. 5199) ;
— formations en alternance (p. 5199) ;
— formation professionnelle (crédits de la — et généralités) (p. 5200) ;
— stages d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P.) (p. 5199) ;
— stages d'insertion (p. 5199, 5200).

Vote des crédits [3 novembre 1987] :

Etat B, titre IV : contre l'amendement n° 210 de M. Pierre Descaves (réduction des subventions des groupements et associations d'intérêt général) (p. 5327).

Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, texes parafiscales, rapatriés. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :

Harkis (p. 5786).
Rapatriés (indemnisation, rapatriement des avoirs d'Afrique du Nord, retraites) (p. 5786, 5787).

Vote des crédits :

Comptes d'affectation spéciale :

Article 40 *(comptes d'affectation spéciale ; opérations définitives ; mesures nouvelles) :* contre l'amendement n° 114 de

M. Pierre Descaves (réduction des crédits de l'article 40 (paragraphe II) destinés à la vie associative) ; crédits destinés aux rapatriés (p. 5799).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Après l'article 57 : soutient l'amendement n° 343 de M. Christian Pierret (plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée ; suppression de la réduction de 16 % des bases) (p. 5875) ; rejeté (p. 5876).

BARAILLA (Règis)

Député de l'Aude
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie : **Agriculture - B.A.P.S.A.** — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Viticulture (p. 4738, 4739).

BARATE (Claude)

Député des Pyrénées-Orientales
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 858), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au **règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 882)** [19 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au règlement de **l'indemnisation des rapatriés (n° 900)** [30 juin 1987].

Proposition de loi tendant à fixer les conditions d'exercice des activités de **mandataire commercial en fruits et légumes (n° 1114)** [9 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune. Rapporteur [24 juin 1987] [25 juin 1987] :

Amnistiés (situation des —) (p. 3134).
Commissions départementales des rapatriés (C.O.D.E.P.R.A.) (p. 3134).
Consolidation des emprunts et des dettes (p. 3134).
Harkis (situation et actions en faveur des —) (p. 3134).
Historique législatif (p. 3133).
Indemnisation des rapatriés :
— certificats d'indemnisation (régime et échéancier du règlement des —) (p. 3133, 3134) ;
— levée de la forclusion frappant les dossiers d'indemnisation (p. 3133) ;
modalités de calcul du complément d'indemnisation (p. 3133) ;
plafonnement de l'indemnisation (p. 3133).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, discussion des articles : Rapporteur [25 juin 1987] :

Article 5 *(dispositions applicables aux certificats d'indemnisation) :* son amendement n° 10 (cessibilité des certificats d'indemnisation) (p. 3202) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; son amendement n° 11 (versement des indemnités n'étant pas limité par les crédits inscrits chaque année dans la loi de finances) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3203) ; son amendement n° 12 (paiement des droits étant réalisé par prélèvement sur la dernière échéance de la créance et éventuellement en tant que de besoin sur celle qui la précède immédiatement jusqu'à l'acquittement de la totalité des droits) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3204).

Article 8 *(allocation en faveur des anciens harkis, moghaznis et personnels des diverses formations supplétives ayant servi en Algérie) :* son amendement n° 13 (allocation suivant les règles de droit commun, notamment en matière d'héritage en ligne directe de l'attributaire) (p. 3206) ; rejeté (p. 3208).

Article 9 *(consolidation des emprunts et des dettes) :* son amendement n° 14 (représentants de la Banque de France siégeant à la commission départementale) ; son amendement n° 15 (commission pouvant entendre en tant que besoin les représentants des établissements bancaires susceptibles d'être concernés par les dossiers soumis à son examen) (p. 3210) ; son amendement n° 14 : rejeté ; son amendement n° 15 : adopté (p. 3211).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles : Rapporteur [7 juillet 1987] :

Allocation en faveur des anciens harkis : (p. 3720).
Certificats d'indemnisation (échancier des —) : (p. 3720).
Consolidation des emprunts et dettes : (p. 3720).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés. - *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :

Rapatriés (indemnisation, rapatriement des avoirs d'Afrique du Nord, retraites) (p. 5786, 5757).

BARBIER (Gilbert)

Député du Jura
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux enseignements artistiques (n° 1004) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental (n° 1019) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux **élections cantonales (n° 722)** [7 mai 1987].

Proposition de loi tendant à préciser **le délai de prescription de la responsabilité civile de l'avocat (n° 767)** [19 mai 1987].

Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 65-1004 du 1er décembre 1965 relative à la **profession de professeur de danse**, ainsi qu'aux établissements où s'exerce cette profession, inappliquée depuis sa promulgation **(n° 933)** [8 juillet 1987].

Proposition de loi tendant à préciser le **délai de recours** en **garantie** des **adjudicataires** dans les **ventes mobilières** aux **enchères publiques** à l'encontre des **officiers vendeurs (n° 1053)** [18 novembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

S'oppose à la question préalable opposée par M. Jean-Marie Le Pen (p. 710 à 712).
Carte sanitaire (et notamment participation du secteur privé à la —) (p. 711).
Chef de service (statut et rôle du —) (p. 711).
Politique hospitalière menée entre 1981 et 1986 (et notamment départementalisation) (p. 710, 711).
Secteur privé hospitalier (réglementation et situation du —) (p. 711).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [3 novembre 1987] :

Politique de la santé :
— centres hospitaliers généraux (p. 5264, 5265) ;
— recherche et prévention médicales (p. 5264).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 décembre 1987] :

Collectivités locales (rôle des —) (p. 7582, 7583).
Danse (enseignement de la —) (p. 7583).
Développement des enseignements artistiques (nécessité des —) (p. 7582).
Rythmes scolaires (p. 7583).

BARDET (Jean)

Député du Val-d'Oise
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Grève des étudiants en médecine : réorganisation du troisième cycle [27 mai 1987] (p. 1708) ;

— Besoins spécifiques de Cergy-Pontoise en poste d'enseignants supplémentaires : situation de l'enseignement primaire et maternel dans les villes nouvelles ; demande la possibilité d'envisager une dotation en postes d'enseignants spécifiques aux villes nouvelles [25 novembre 1987] (p. 6439) ;

orales sans débat :

— **n° 240**, posée le 9 juin 1987 : **S.N.C.F. (T.G.V.)** (p. 2157) ; appelée le 12 juin 1987 : **tracé du T.G.V. Nord** : traversée de Goussainville (p. 2306, 2307) ;

— **n° 312**, posée le 1er décembre 1987 : **S.N.C.F. (T.G.V. : Val-d'Oise)** (p. 6651) ; appelé le 4 décembre 1987 : **T.G.V. Nord dans le Val-d'Oise** : manque d'informations sur la traversée éventuelle de Goussainville et sur la protection de l'environnement (p. 6770, 6771).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Chef de service (statut et rôle du —) (p. 748, 749).
Secteur privé hospitalier (complémentarité du — avec le secteur public) (p. 748).

Discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre Ier : *organisation des établissements d'hospitalisation publics.*

Article 1er *(rétablissement des services)* : soutient l'amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) (p. 774) ; adopté (p. 775) ; soutient l'amendement n° 8 de la commission (chef de service ayant pour rôle d'organiser le fonctionnement technique du service, d'en proposer les orientations médicales et de régler les rapports avec l'administration) : adopté (p. 776).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 mai 1987] :

Handicapés (insertion sociale et professionnelle (et notamment droit au travail et statut social)) (p. 1323, 1324).
Obligation d'emploi (bénéficiaires de l'—) (p. 1324).
Obligation d'emploi dans le secteur privé (p. 1324).
Obligation d'emploi dans le secteur public (p. 1324).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 et 5 juin 1987] :

Dispositions relatives à la protection sociale :
— allocation de parent isolé (recouvrement de l'—) (p. 2001).
Dispositions relatives à la santé :
— S.I.D.A. (dépistage anonyme et gratuit du —) (p. 2001).
Dispositions relatives aux études médicales :
— réforme du troisième cycle des études médicales (p. 2001) ;
— situation des généralistes (ou résidents) (p. 2001, 2002).
Dispositions relatives au travail et à l'emploi :
— imputation de la rémunération des salariés en congés d'enseignement sur la participation des employeurs à la formation professionnelle continue (p. 2002).
Dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat :
— handicapés (recrutement des —) (p. 2002) ;
— reclassement des officiers et des sous-officiers (p. 2002).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. — *Questions* [29 octobre 1987] :

U.E.R. (conseils scientifiques des — et notamment en médecine) (p. 5098, 5099).

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— associations intermédiaires (p. 5308).
Politique de la santé :
— professions para-médicales (p. 5310).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution, ainsi que débat et vote sur cette déclaration (n° 1105).

Discussion [3 décembre 1987] :

Chômage (évolution du —) (p. 6746).
Economie française (redressement de l'—) (p. 6746).
Gestion socialiste (procès de la —) (p. 6745).

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).**

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Assurance maladie :
— démographie médicale (problèmes posés par la —) (p. 7795) ;
— fonds national de prévention au sein de la caisse nationale d'assurance maladie et politique de prévention (p. 7794).

Assurance vieillesse :
— incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins (p. 7794) ;
— retraite progressive (p. 7794) ;
— revalorisation des pensions pour 1988 (p. 7794).

Sécurité sociale (généralités) :
— situation financière de la sécurité sociale (p. 7794).

BARDIN (Bernard)

Député de la Nièvre
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

BARIANI (Didier)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Yvon Briant : droit d'asile** : attachement de la France au droit d'asile ; impossibilité d'utiliser la procédure du référendum sur la question du droit d'asile [15 avril 1987] (p. 358) ;

— **M. Robert Montdargent : désarmement** : rôle de la France dans les négociations sur le désarmement [6 mai 1987] (p. 887) ;

— **Mme Véronique Neiertz : Afrique du Sud** : condamnation de l'apartheid ; actions du Gouvernement en faveur des communautés noires et de la libération de Pierre-André Albertini [6 mai 1987] (p. 891, 892) ;

— **M. Gérard Grignon : réouverture des ports canadiens aux chalutiers de pêche français** : dénonciation par la France des décisions unilatérales du Gouvernement canadien [6 mai 1987] (p. 896) ;

— **M. Paulin Bruné : problèmes posés par la présence de réfugiés du Suriname en Guyane** : prise en charge des dépenses d'accueil des réfugiés par l'Etat ; caractère temporaire de cet accueil [7 octobre 1987] (p. 3993) ; négociations en cours ; application du droit commun aux enfants nés en Guyane et de parents étrangers ; situation au Surinam (p. 3994) ;

— **M. Gérard Grignon : rupture des négociations sur la pêche entre le Canada et la France** : recours à la procédure de conciliation et d'arbitrage ; développement économique de Saint-Pierre-et-Miquelon [21 octobre 1987] (p. 4601) ;

— **M. Maurice Louis-Joseph-Dogué : Situation en Haïti** : processus de démocratisation en Haïti ; solidarité du Gouvernement français [12 novembre 1987] (p. 5749) ;

— **M. Eric Raoult : libération d'un journaliste français emprisonné en Afghanistan** : volonté gouvernementale d'assurer la protection consulaire de M. Guillo ; démarches à Moscou [12 novembre 1987] (p. 5752) ; vigilance du Gouvernement ; courage des journalistes et des représentants des organisations humanitaires ; solidarité du peuple français avec le peuple afghan (p. 5753) ;

— **M. Ernest Moutoussamy : Haïti** : appui du Gouvernement à l'instauration de la démocratie en Haïti ; condamnation des actes de violence ; vigilance du Gouvernement sur le contenu et les modalités de notre aide [2 décembre 1987] (p. 6691) ;

— **M. Michel Margnes : Haïti** : vigilance du Gouvernement sur la situation en Haïti ; poursuite de l'aide humanitaire [2 décembre 1987] (p. 6694) ;

— **M. Daniel Goulet : Cambodge** : participation du Gouvernement dans l'élaboration de cette rencontre ; intérêt de la France pour l'ensemble des pays composant l'ancienne Indochine française [2 décembre 1987] (p. 6698) ;

orales sans débat de :

— **M. Marc Reymann (n° 186) : consulat général des Etats-Unis à Strasbourg** : risque de fermeture de ce consulat [10 avril 1987] (p. 210) ;

— **M. Georges Hage (n° 232) : otages français au Liban** : libération de cinq otages à la suite du dialogue du Gouvernement avec les Etats capables d'influer sur les ravisseurs ; information de l'opinion publique [5 juin 1987] (p. 2019) ;

— **M. François Loncle (n° 237) : services publics en milieu rural** : adaptation du service public en zone rurale pour répondre à l'évolution démographique et à la rénovation des techniques et des méthodes de travail ; amélioration de la productivité [5 juin 1987) (p. 2020, 2021) ;

— **M. Jean-Yves Le Déaut (n° 236) : mesures en faveur de la Lorraine** : rappel des opérations réalisées ; création d'emplois d'enseignants ; investissements prévus [5 juin 1987] (p. 2023, 2024) ;

— **M. Bruno Bourg-Broc (n° 274) : personnels du ministère des affaires étrangères** : importance du réseau consulaire ; diffusion du rapport de la commission de réforme et de modernisation (p. 4088) ; amélioration du statut des différents corps ; mobilité des agents [9 octobre 1987] (p. 4089) ;

— **Mme Paulette Nevoux (n° 302) : enfants de mère française et de père algérien** : volonté du Gouvernement de reprendre la voie de la négociation ; avis du ministère des affaires étrangères et du ministère de la justice sur la proposition de créer un groupe de travail franco-algérien [27 novembre 1987] (p. 6482) ;

— **M. Georges Sarre (n° 309) : extradition en France d'Aloïs Brunner** : prescription de la peine prononcée contre lui en 1954 ; action du Gouvernement pour rassembler tous les documents pouvant conduire à l'extradition [27 novembre 1987] (p. 6483).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international sur le blé de 1986 comprenant la convention sur le commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire (n° 613).**

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Accord de 1986 (p. 2369, 2370, 2376).
Aide alimentaire (p. 2369, 2376, 2377).
Autosuffisance alimentaire (p. 2376, 2377).
Communauté économique européenne (relations de la — avec les Etats-Unis) (p. 2377).
Conséquences de l'aide alimentaire sur la production locale (p. 2376).
Coopération et développement (débat sur —) (p. 2370).
Désarmement et développement (p. 2377, 2378).
Droits de l'Homme (p. 2378).
Etats-Unis (agressivité commerciale des —) (p. 2377).
Opérations triangulaires (p. 2377).
Plan Guillaume (p. 2370, 2377).
Politique agricole commune (p. 2377).
Sommet de Venise (p. 2377).
Surproduction céréalière mondiale (p. 2376, 2377).
Tiers monde (dette du —) (p. 2377).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 612).**

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Accord du 6 novembre 1986 (p. 2379).
Arbitrage international (procédure d'—) (p. 2379).
Flux d'investissements (p. 2379).
Relations économiques franco-hongroises (faiblesse des —) (p. 2379).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale (n° 880).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Convention fiscale (p. 2380).
Coopération culturelle France-Gabon (p. 2380).
Redevances (p. 2380).

— Projet de loi autorisant la ratification d'une convention d'entraide judiciaire en matière civile entre la République française et la République démocratique allemande (n° 739).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Convention multilatérale de La Haye de 1905 (modernisation des dispositions de la —) (p. 2381).
Entraide judiciaire (p. 2381, 2382).
Recouvrement d'aliments au bénéfice des mineurs (p. 2382).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (n° 778).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Coordination des systèmes de sécurité sociale (p. 2384).
Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle (application de l'accord) (p. 2384).
Mobilité des salariés entre les deux pays (p. 2384).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule* [5 novembre 1987] :

Amérique Centrale (situation en —) (p. 5469).
Cambodge et Vietnam (relations de la France avec le —) (p. 5468, 5469).
Emissions de Radio France Internationale et de TV5 à l'étranger (p. 5468).
Français à l'étranger (aides aux — et rôle des —) (p. 5468) ; visas (p. 5468).

Réponses aux questions :

Asie (renforcement de la présence en —) (M. Jacques Baumel) (p. 5478).
Taiwan (absence de relations diplomatiques entre la France et —) (M. Hector Rolland) (p. 5474).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire (n° 854).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [27 novembre 1987] :

Algérie (relations de la France avec l'—) (p. 6513, 6514).
Convention de coopération culturelle de 1966 (p. 6510, 6511).
Coopérants (p. 6511, 6514).
Domaine couvert par la convention de 1986 (p. 6511).
Centres culturels français en Algérie (p. 6511).
Enfants issus de couples franco-algériens retenus en Algérie (p. 6513).
Francophonie au Maghreb (p. 6514).
Gaz fourni à la France (p. 6514).
Livres et périodiques français (régimes d'importation en Algérie) (p. 6511).
Service militaire en Algérie des binationaux (p. 6514).
Volontaires du service national (p. 6511).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires étrangères sur les propositions de loi de M. Xavier Deniau et plusieurs de ses collègues, de M. Michel de Rostolan, de M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues et de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues, relatives à la reconnaissance de la vocation internationale de l'association internationale des parlementaires de langue française (n° 1075, 1020, 1035, 1046 et 1081).

Première lecture, avant la discussion des articles [27 novembre 1987) :

Association internationale des parlementaires de langue française :
— privilèges et immunités accordés aux organisations internationales (octroi des —) (p. 6515).

Francophonie :
— Alliance française (moyens des établissements de l'—) (p. 6516) ;
— politique de la — (p. 6516) ;
— secrétariat d'Etat à la — (budget du —) (p. 6516).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international de 1986 sur le cacao (n° 976).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er décembre 1987] :

Accord international sur le cacao (caractéristiques de l'—) (p. 6587, 6588).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine (n° 1016).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [1er décembre 1987] :

Coopération économique et commerciale avec la Chine (p. 6588, 6589).
Entraide judiciaire en matière civile et commerciale (principales dispositions du projet) (p. 6589).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative à la délimitation des frontières maritimes dans la région des Bouches de Bonifacio (n° 1017).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [1er décembre 1987] :

Frontières maritimes avec l'Italie (principales dispositions du projet) (p. 6590).
Pêcheurs français (situation des —) (p. 6590).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à l'accord de coopération monétaire du 23 novembre 1979 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores (n° 1021).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [1er décembre 1987] :

Coopération monétaire avec les Comores (p. 6591).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores sur la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières (n° 1022).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [1er décembre 1987] :

Mayotte (situation de —) (p. 6592).
Répression de la fraude douanière (principales dispositions du projet) (p. 6592).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Trinité et Tobago en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'encourager le commerce et les investissements internationaux (ensemble un protocole) (n° 1023).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [1er décembre 1987] :

Convention fiscale (principales dispositions) (p. 6593).

— Projet de loi autorisant la ratification d'une convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (ensemble des protocoles I et II) (n° 1024).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [1er décembre 1987] :

Armes concernées par l'interdiction ou la limitation (p. 6595).
Armes incendiaires (p. 6595).
Armes nucléaires (p. 6596).
Convention (origines et ratification de la —) (p. 6594, 6595).
Système de vérification et de contrôle (absence de —) (p. 6595).

— Projet de loi autorisant l'approbation du quatrième avenant modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus signée le 22 mai 1968, modifiée les 10 février 1971, 14 mai 1973 et 12 juin 1986 (n° 1126).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [19 décembre 1987] :

Convention fiscale de 1968 (alignement de certaines dispositions sur le modèle de l'O.C.D.E.) (p. 7806).
Lien fixe transmanche :
— bénéfices des sociétés concessionnaires (imposition des —) (p. 7806) ;
— salaires perçus par les employés des concessionnaires ou des sociétés associées (imposition des —) (p. 7806).
Résidents de nationalité française en Grande-Bretagne (cotisations versées à un régime français de pension de retraite) (p. 7806).

— Projet de loi de finances rectificatives pour 1987 (n° 1062)

Commission mixte paritaire [19 décembre 1987] :

Déficit budgétaire (maîtrise du —) (p. 7807).

— Projet de loi autorisant la ratification d'une convention entre la République française et la République populaire de Bulgarie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 1013).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1987] :

Dispositions de la convention (p. 7927).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernemet de la République populaire du Bangladesh en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n° 1014).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1987] :

Aide française au Bangladesh (p. 7928).
Dispositions de la convention (p. 7928).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n° 1015).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1987] :

Démocratisation de la Turquie (p. 7930).
Dispositions de la convention (p. 7929).

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 2 mai 1975 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada, ainsi que l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (p. 1125).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1987] :

Dispositions de la convention avec le Canada et de l'entente avec le Québec (p. 7931, 7932).

BARNIER (Michel)

Député de la Savoie
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte parlementaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le développement du mécénat (n° 795) [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : services communs ; transports terrestres) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Retrait de sa proposition de loi d'orientation sur la sécurité dans les transports terrestres (n° 388) [9 avril 1987] (p. 186).

Proposition de loi d'orientation sur la **sécurité dans les transports terrestres (n° 662)** [14 avril 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 25 : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : services communs, transports terrestres (n° 960)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Ouverture du marché unique européen et activité économique de certaines régions frontalières : conversion totale ou partielle de l'économie de certaines régions frontalières [10 juin 1987] (p. 2178).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 3046 à 3048).
Associations (régime des —) (p. 3048).
Associations cultuelles ou de bienfaisance (p. 3046).
Conception gouvernementale du mécénat (p. 3047).
Dons et legs (p. 3047, 3048).
Historique du mécénat et causes du retard français en ce domaine (p. 3041).
Législation étrangère sur le mécénat (p. 3047).

Discussion des articles [7 juillet 1987] :

Article 6 *(assimilation des dépenses de parrainage à des frais généraux)* : soutient l'amendement n° 10 de la commission (régime des dépenses engagées au profit du comité d'organisation des XVIe Jeux olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie) (p. 3704) ; adopté (p. 3705).

Seconde délibération du projet de loi [7 juillet 1987] :

Article 2 *ter* : pour l'amendement n° 1 du Gouvernement (régime fiscal des versements effectués par les particuliers au profit du comité d'organisation des XVI[e] Jeux olympiques d'hiver) (p. 3738).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [16 octobre 1987] :

Après l'article 26 : son amendement n° 39 soutenu par M. Georges Tranchant (augmentation du tarif des redevances perçues au profit du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales) (p. 4465) ; retiré (p. 4466).

Deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [4 et 6 novembre 1987] :

Autoroutes (programme de construction des —) (p. 5413).
Réseau routier (p. 5413).
Sécurité routière (p. 5413).
Société nationale des chemins de fer (S.N.C.F.) (situation générale et concours de l'Etat à la) (p. 5414).
Train à grande vitesse (programme) (p. 5414).
Voies navigables (p. 5414).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant, en ce qui concerne la prise de possession des immeubles nécessaires à l'organisation ou au déroulement des XVI[e] Jeux olympiques d'hiver d'Alberville et de la Savoie, l'application de la procédure d'extrême urgence et la réquisition temporaire (n° 1011).

Première lecture, discussion des articles [16 décembre 1987] :

Article 1[er] *(application de la procédure d'extrême urgence pour l'acquisition des immeubles nécessaires à l'organisation et au déroulement des XVI[e] Jeux olympiques d'hiver)* : son amendement n° 3 (cantons concernés par les dispositions exceptionnelles) (p. 7555) ; rejeté (p. 7557).

Article 2 *(relogement préalable des occupants)* : pour l'amendement n° 2 de M. Louis Besson (de précision) ; garanties applicables aux propriétés agricoles (p. 7557).

BARRAU (Alain)

Député de l'Hérault
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

BARRE (Raymond)

Député du Rhône
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

BARROT (Jacques)

Député de la Haute-Loire
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

Président de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Président de cette commission [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Président de cette commission [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681) [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070).

Président de cette commission [*J.O.* du 18 juin 1987] (p. 6568).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687) [*J.O.* du 17 juin 1987] (p. 6504).

Président de cette commission [*J.O.* du 18 juin 1987] (p. 6568).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7066).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7066).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le Titre I[er] du Livre I[er] du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843) [*J.O.* du 5 juillet 1987] (p. 7378).

Membre de la commission des comptes de la sécurité sociale [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7522).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **réprimer l'incitation au suicide (n° 723)** [7 mai 1987].

Proposition de loi tendant à créer un **indice des prix** ne faisant pas référence aux **prix du tabac** et des **produits alcooliques (n° 950)** [6 octobre 1987].

Proposition de loi relative au **financement** et à la **transparence** des **dépenses électorales** des **partis politiques (n° 1070)** [25 novembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Enseignement agricole privé [3 juin 1987] (p. 1873, 1874) ;

orales sans débat :

— **n° 200**, posée le 21 avril 1987 : **préretraites (politique et réglementation)** (p. 530) ; appelée le 24 avril 1987 : **droits de préretraités** : litiges nés de l'application du décret du 24 novembre 1982 aux personnes déjà parties en préretraite à cette date ; dispositions discriminatoires pour l'application du cumul entre pensions de reversion et préretraite (p. 653) ; participation des préretraités aux « états généraux de la sécurité sociale » (p. 654) ;

— **n° 225**, posée le 19 mai 1987 : **lait et produits laitiers (quotas de production)** (p. 1351) ; appelée le 22 mai 1987 : **application des quotas laitiers aux zones de montagne** : extension à la France des prérogatives accordées par la C.E.E. à l'Irlande et à certaines régions d'Italie ; aménagement du territoire (p. 1506, 1507).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, discussion des articles : [21 avril 1987] :

Chapitre III : *rachat d'une entreprise par ses salariés.*

Article 16 *(rachat d'une entreprise par ses salariés ; conditions ; régime fiscal) :* son approbation ; sa proposition de R.E.S. minoritaires (p. 483) ; son sous-amendement n° 147 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (possibilité de R.E.S. si la société nouvelle détient 20 % des droits de vote de la société rachetée) (p. 502) ; retiré (p. 503) ; son sous-amendement n° 148 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (de conséquence de son sous-amendement n° 147) : devenu sans objet (p. 503).

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique : [23 avril 1987] :

Alcoolisme (lutte contre l'—) (p. 611).
Publicité pour l'alcool (p. 611).

Discussion de l'article unique :

Avant l'article unique : son amendement n° 35 (tendant à interdire la publicité pour les boissons alcoolisées en dehors de la presse écrite non destinée à la jeunesse) (p. 616) : retiré (p. 617).

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Budget global et financement des hôpitaux (p. 701).
Carte sanitaire (et notamment participation du secteur privé à la —) (p. 701).
Pôles d'activités (p. 701).
Politique hospitalière menée entre 1981 et 1986 (et notamment départementalisation) (p. 701).

Discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre III : *dispositions relatives aux établissements d'hospitalisation privés.*

Article 10 *(regroupement des établissements privés) :* ses observations sur l'amendement n° 42 de M. Bernard-Claude Savy (regroupement ne devant être autorisé qu'à la seule condition qu'il n'accroisse pas la capacité des établissements privés (p. 812, 813) ; évolution des crédits alloués à l'hôpital public entre 1981 et 1985 (p. 814).

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Examen (conditions d'— du texte) (p. 1088).
Ses observations sur le rappel au règlement de M. Gérard Collomb (p. 1088).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, discussion des articles [20 mai 1987] :

Après l'article 5 : son amendement n° 155 (protection des victimes d'accidents du travail) (p. 1419) ; retiré (p. 1420).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [5 juin 1987] [9 juin 1987] [12 juin 1987] :

Article 1er *(intégration financière du régime des cultes dans le régime général) :* son amendement n° 73 soutenu par M. Jacques Bichet (contribution du régime général n'intervenant qu'à titre supplétif pour couvrir les charges ne pouvant l'être par les seules cotisations adoptées) : adopté (p. 2054).

Après l'article 15 : son amendement n° 86 (assiette de la taxe sur la publicité pharmaceutique) (p. 2081) ; blocage des prix des produits pharmaceutiques (p. 2083) ; adopté après modification.

Avant l'article 46 : ses observations sur le rappel au règlement de M. Philippe Basseint : inopportunité de réunir la commission (p. 2325).

Après l'article 51 : son amendement n° 74 (interdiction de la diffusion de messages publicitaires en faveur de boisson contenant plus de 1° d'alcool par les organismes et services de radiodiffusion sonore et de télévision publics ou privées) (p. 2332) ; nécessité que la télévision ne puisse véhiculer des images incitant à la consommation d'alcool (p. 2333) ; conclusions du rapport de M. Jean Bernard sur la lutte contre l'alcoolisme (p. 2335) ; pour l'amendement n° 305 de Mme Françoise d'Harcourt (interdiction de la publicité en faveur des boissons alcoolisées sur les stades) (p. 2337) ; ses obervations sur l'amendement n° 343 du Gouvernement (interdiction de la publicité en faveur des boissons dont la fabrication est prohibée) ; pour l'amendement n° 346 du Gouvernement (décrets en Conseil d'Etat prévoyant les modalités que doivent respecter les messages-supports publicitaires) (p. 2338) ; adopté, après modification, au scrutin public (p. 2339) ; son amendement n° 306 (interdiction aux sociétés nationales de programmes ainsi qu'aux titulaires des autorisations délivrées pour des services de communication audiovisuelle de diffuser des émissions publicitaires à caractère politique) (p. 2340) ; adopté après modifications (p. 2344).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Contrôle et information du Parlement sur le budget social de la Nation (constitutionnalité, opportunité) (p. 2925).
Etats généraux de la sécurité sociale (opportunité et enjeux des —) (p. 2924, 2925).
Sécurité sociale (axe possible de réforme de la —) (p. 2925, 2926).
Système de retraite (capitalisation ou répartition) (p. 2926).

— Projet de loi finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Production laitière en zones défavorisées (p. 4766).

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Examen du fascicule* [23 octobre 1987] :

Enseignement privé (attribution de postes d'enseignants, notamment) (p. 4966).

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule* [6 novembre 1987] :

Audiovisuel : généralités :
— publicité (marché publicitaire télévisuel) (p. 5550) ;
— télé-achat (p. 5550) ;
— vidéo (industrie de la —) (p. 5550).
Audiovisuel : secteur public :
— redevance (p. 5550).
Presse écrite :
— publicité (recettes de —) (p. 5550).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Après l'article 61 : son amendement n° 297 soutenu par M. Bruno Durieux (audiovisuel ; taux réduit de T.V.A. ; taux majoré et taxe spéciale pour les enregistrements à caractère pornographique ou incitant à la violence) (p. 5917) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5919).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 2 *(modalités de la répartition de la première part de la D.G.E. des départements) :* ses observations ; modalités de répartition de la première part de la D.G.E. (p. 7404, 7405).

Article 3 *(modalités de répartition de la seconde part de la D.G.E. des départements) :* ses observations (p. 7407).

Après l'article 3 : son amendement n° 41 (tendant à modifier les conditions d'attribution de la D.G.F. minimale des départements en alignant celles-ci sur les conditions d'éligibilité et de majoration pour insuffisance de potentiel fiscal de la première et de la deuxième part de la D.G.E.) : adopté (p. 7412).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, discussion des articles [19 décembre 1987] :

Titre IV : *droit des médecins à une cessation anticipée d'activité.*

Après l'article 4 : son amendement n° 28 soutenu par M. Gilbert Gantier (Institut national de la statistique et des études économiques publiant chaque mois un indice des prix à la consommation hors tabac et produits alcooliques) (p. 7868) ; adopté (p. 7869).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé :
- financement de la vie politique et fonctionnement de la démocratie (p. 53) ;
- propositions de réforme antérieures (p. 53).

Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
- philosophie de la réforme (p. 53).

Financement des campagnes électorales :
- plafonnement des dépenses (p. 53) ;
- compte de campagne et comité de campagne (p. 53) ;
- publicité politique (p. 53, 54).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre II : *modifications du code électoral.*

Après l'article 14 : son amendement n° 76 rectifié (fixant à quatre ans la durée d'application de la loi prorogeable ensuite sur la base d'un rapport d'évaluation) : retiré (p. 170).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 12 *(publicité politique à la radio et à la télévision)* : son amendement n° 73 rectifié soutenu par M. Dominique Bussereau (interdiction des publicités politiques pour une durée de quatre ans à compter de la date de la promulgation de la présente loi) (p. 204) ; adopté au scrutin public (p. 205).

Après l'article 13 : son amendement n° 74 soutenu par M. Dominique Bussereau (tendant à instaurer une période probatoire) : retiré (p. 206).

BARTHE (Jean-Jacques)

Député du Pas-de-Calais
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 20 mars 1987] (p. 3195).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 20 mars 1987] (p. 3195), [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731) ; cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5034).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5034).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Paul Chomat et plusieurs de ses collègues, tendant à permettre aux communes de continuer à percevoir la taxe professionnelle sur les arsenaux et les manufactures d'armes (n° 640) [7 mai 1987].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale (n° 694) [*J.O.* du 20 juin 1987] (p. 6694).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie (n° 781) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Gustave Ansart et plusieurs de ses collègues, tendant à moraliser la vie publique (n° 424) [8 octobre 1987] (p. 4074).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Difficultés des retraités et des pré-retraités [27 mai 1987] (p. 1713).

INTERVENTIONS

— Projets de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 610) et portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).

Première lecture, avant la discussion des articles (discussion commune) [22 avril 1987] :

Approbation sous réserve des députés communistes (p. 559).
Concertation avec les collectivités locales (p. 559).
Emploi (préférence nationale et régionale) (p. 559, 560).
Emplois (retombées sur le nombre d' —) (p. 559).
Equipements hospitaliers (p. 560).
Formation professionnelle (p. 560).
Infrastructures autoroutières, routières et ferroviaires (plan d'accompagnement en —) (p. 560).
Nord-Pas-de-Calais (retombées économiques sur la région —) (p. 559).
T.G.V. Nord (p. 560).

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles [13 mai 1987], [14 mai 1987], [15 mai 1987], [18 mai 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 249 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (extension ne pouvant être prononcée en cas d'opposition de deux organisations syndicales de salariés) : rejeté (p. 1115).

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* : avenir du centre d'étude et de recherches des liants hydrauliques (C.E.R.I.L.H.) (p. 1134, 1135) ; soutient l'amendement n° 250 de M. Rémy Auchedé (de suppression) ; travail de nuit des femmes (p. 1141) ; rejeté au scrutin public (p. 1142) ; son amendement n° 254 (dérogations autorisées par la loi ne pouvant être que plus favorables aux salariés) (p. 1158) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1159) ; soutient l'amendement n° 8 de M. Georges Hage (accord d'entreprise ou d'établissement pouvant faire l'objet d'une opposition) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1164).

Article 2 *(récupération)* : modalités de récupération des heures perdues (p. 1168) ; soutient l'amendement n° 11 de M. Georges Hage (suppression de la possibilité de récupérer les heures perdues en raison d'intempéries) (p. 1173) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1174) ; soutient l'amendement n° 12 de M. Georges Hage (impossibilité d'une récupération lorsque sont appliquées les dispositions relatives au remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur et celles relatives aux accords de flexibilité du temps de travail) (p. 1204) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1205) ; soutient l'amendement n° 262 de M. Paul Chomat (récupération des heures perdues étant subordonnée à un accord entre l'employeur et une ou plusieurs organisations syndicales représentatives de la majorité des salariés) : application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1206).

Après l'article 2 : soutient l'amendement n° 263 de Mme Muguette Jacquaint (obligation pour les entreprises de répondre aux demandes des salariés sur les adaptations des plages horaires) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1209).

Article 5 *(instauration conventionnelle de cycles de travail)* : son amendement n° 271 (tendant à instaurer un repos compensateur de 150 % pour chaque heure supplémentaire) (p. 1266) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1267).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, discussion des articles [19 mai 1987] :

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-1 du code du travail* (définition de l'obligation d'emploi) : soutient l'amendement n° 83 de M. Georges Hage (tendant à retenir le seuil de dix salariés pour définir l'obligation d'emploi des entreprises) (p. 1333) ; soutient l'amendement n° 84 de M. Jacques Roux (fixant à 10 % la proportion de l'effectif recrutée parmi les handicapés) (p. 1334) ; rejeté (p. 1336) ; soutient l'amendement n° 85 de M. Jacques Roux (suppression de l'exonération pendant trois ans de leur obligation d'emploi pour les entreprises qui se sont créées ou ont augmenté leur effectif) : rejeté (p. 1337) ; soutient l'amendement n° 86 de M. Georges Hage (application de l'obligation d'emploi aux associations) : rejeté (p. 1339).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, avant la discussion des articles [25 mai 1987] :

Décentralisation (nécessité de compléter la — par la création d'une fonction publique territoriale) (p. 1609, 1611).
Mobilité et parité au sein de la fonction publique (p. 1611).
Services publics locaux (privatisation et menace pesant sur les —) (p. 1611).
Statut de la fonction publique territoriale (et notamment réforme de 1984 ; modification des principes issus de la —) (p. 1609, 1610, 1611).
Statut des personnels territoriaux :
— cadres d'emploi (création des —) (p. 1610, 1611) ;
— concours de recrutement (modification des règles sur les —) (p. 1611) ;
— contractuels (recours aux —) (p. 1610).

Discussion des articles [26 mai 1987], [27 mai 1987], [17 juin 1987] :

Chapitre Ier A : *dispositions modifiant la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.*

Article 1er A *(article 13 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (statuts particuliers des corps et cadres d'emplois)* : son amendement n° 173 (de suppression) : rejeté (p. 1631).

Article 1er C *(article 15 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (tableau de classement des corps, grades et emplois)* : son amendement n° 175 (de suppression) ; comparabilité entre les fonctions publiques (p. 1634) ; rejeté (p. 1635).

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 2 *(article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (institution des cadres d'emplois)* : recours aux contractuels ; mobilité au sein de la fonction publique et à l'intérieur de la fonction publique territoriale ; son amendement n° 177 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 1641).

Article 2 *quater* *(article 11 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (commission mixte paritaire)* : soutient l'amendement n° 178 de M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté (p. 1645).

Article 4 *(articles 12 à 12* quater *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre national de la fonction publique territoriale)* : soutient l'amendement n° 179 de M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 1646).

Son rappel au règlement : manisfestation de fonctionnaires territoriaux contre le projet ; refus du Rapporteur de recevoir les signatures recueillies par la C.G.T. (p. 1717).

Article 5 *(article 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (organisation et champ de compétences des centres de gestion)* : son amendement n° 180 (de suppression) : rejeté (p. 1723).

Article 6 *(article 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (conditions d'affiliation aux centres de gestion)* : soutient l'amendement n° 202 de M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté (p. 1724).

Article 9 *(article 22 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (budget des centres de gestion)* : son amendement n° 181 (de suppression) ; personnels des départements d'outre-mer ; rejeté (p. 1730).

Article 10 *(article 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (missions des centres de gestion)* : soutient l'amendement n° 182 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 1732) ; rejeté (p. 1733).

Article 11 *(article 27 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (contrôles administratif et budgétaire applicables aux centres de gestion)* : son amendement n° 183 soutenu par M. François Asensi (de suppression) : retiré (p. 1734).

Article 12 *(article 28 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (commissions administratives paritaires)* : soutient l'amendement n° 184 de M. Guy Ducoloné (de supression) : rejeté (p. 1735).

Article 12 *bis* *(article 31 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (présidence des conseils de discipline)* : soutient l'amendement n° 185 de M. Guy Ducoloné (de suppression) : adopté.

Article 12 *ter* *(article 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (concours sur titres)* : soutient l'amendement n° 186 de M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté (p. 1742).

Article 13 *(article 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (listes d'aptitude)* : son amendement n° 187 (de suppression) : rejeté (p. 1744).

Après l'article 15 : pour l'amendement n° 2 du Gouvernement (congé parental).

Article 16 *quinquies* *(article 19 de la loi n° 83-63 du 13 juillet 1983) (consultation du conseil de discipline)* : soutient l'amendement n° 192 de M. Guy Ducoloné (de suppression) : adopté.

Article 16 *sexies* *(article 9 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (recours contre les sanctions disciplinaires)* : soutient l'amendement n° 193 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 1755) ; adopté (p. 1756).

Article 17 *(article 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (prise en charge des agents privés d'emploi)* : son amendement n° 194 (de suppression) : rejeté (p. 1758).

Article 17 *quater* *(article 118 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1987 et article 105 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) (statut des personnels parisiens)* : son amendement n° 195 soutenu par M. François Asensi (de suppression) (p. 1759) ; rejeté (p. 1760).

Article 18 *(abrogations et modifications diverses de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984)* : son amendement n° 196 (de suppression) (p. 1763) ; rejeté (p. 1764).

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 19 A *(article 7 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (plans de formation)* : soutient l'amendement n° 197 de M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté (p. 1765).

Article 19 *(articles 11 à 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale)* : soutient l'amendement n° 198 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 1770) ; rejeté au scrutin public (p. 1771).

Article 20 *(abrogations et modifications diverses de la loi du 12 juillet 1984)* : son amendement n° 199 soutenu par M. François Asensi (de suppression) : rejeté (p. 2788).

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Article 24 *(légalisation des polices municipales)* : son amendement n° 200 soutenu par M. François Asensi (de suppression) (p. 2802) ; rejeté au scrutin public (p. 2803).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Article 13 *(pouvoirs de nomination des officiers de sapeurs-pompiers)* : son amendement n° 134 soutenu par M. Vincent Porelli (de suppression) : rejeté (p. 3810).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Première lecture, avant la discussion des articles [6 octobre 1987] :

Cours administratives d'appel (compétences des —) (p. 3951).
Juges administratifs (recrutement des —) (p. 3951).
Procédures contentieuses (p. 3941).
Recours (délais de — et affaires en instance) (p. 3951).

Discussion des articles :

Article 1er *(compétences et organisation des cours administratives d'appel)* (p. 3960) : soutient l'amendement n° 40 de M. Guy Ducolonné (tendant à donner compétence aux cours

d'appel pour l'ensemble du contentieux administratif) (p. 3961) ; devenu sans objet (p. 3962).

Article 5 *(recrutement sur titre de certains membres des cours administratifs d'appel)* (p. 3965) : soutient l'amendement n° 42 de M. Guy Ducoloné (tendant à rendre plus restrictives les conditions de recrutement au tour extérieur) ; devenu sans objet (p. 3966).

Article 8 *(pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat)* : soutient l'amendement n° 43 de M. Guy Ducoloné (suppression de la procédure préalable d'admission) ; rejeté (p. 3968).

Article 13 *(adaptations terminologiques)* : soutient l'amendement n° 44 de M. Guy Ducoloné (jugements des cours administratives d'appel rendus par des formations composées majoritairement de magistrats ayant le grade de président) ; rejeté (p. 3971).

Après l'article 14 : soutient l'amendement n° 45 de M. Guy Ducoloné (attributions des juges administratifs exerçant dans les chambres régionales des comptes identiques à celles des magistrats de ces mêmes chambres) ; rejeté (p. 3972).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

Ministère de l'équipement (suppression de 1 700 emplois au sein du —) (p. 5386).

Intérieur. — *Examen du fascicule* [9 novembre 1987] :

Caisse de retraite des agents des collectivités locales (p. 5612).
Collectivités locales :
— fonction publique locale (p. 5612, 5613).
Finances locales :
— emprunts des collectivités locales (p. 5612).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, discussion des articles [17 novembre 1987] :

Chapitre I : *dispositions relatives aux droits des sociétés.*

Article 7 *(article 93 de la loi du 24 juillet 1966 ; administrateurs salariés)* : contre l'amendement n° 8 de la commission (de cohérence) ; expose le contenu de l'amendement n° 64 de M. Paul Chomat (p. 5999).

— Projet de loi d'amélioretion de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 décembre 1987] :

Compensation des charges de décentralisation (notamment pour les établissements universitaires et scolaires ; Seine-et-Marne) (p. 7371).
Concours de l'Etat aux collectivités locales (p. 7371).
Décentralisation (amélioration ou remise en question de la -) (p. 7370, 7371).
D.G.E. :
— des départements (et notamment critère du potentiel fiscal superficiaire) (p. 7372).
Endettement des communes et départements (p. 7371, 7372).
Equipement local (financement de l'— ; financements croisés) (p. 7372).
Fiscalité locale (et dépenses) (p. 7371).
Fiscalité locale (liens entre les taux des différents impôts) (p. 7372).

Discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 1er *(dotation globale d'équipement des communes ; importance de la seconde part)* : son amendement n° 195 (de suppression) : rejeté (p. 7402).

Article 3 *(modalités de répartition de la seconde part de la D.G.E. des départements)* : soutient l'amendement n° 197 de M. Daniel Le Meur (de suppression) : rejeté (p. 7408).

Article 5 *(garantie d'emprunt par les communes)* : son amendement n° 199 (de suppression) (p. 7434) ; rejeté (p. 7435).

Article 6 *(garantie d'emprunt par les départements)* : son amendement n° 200 (de suppression) : rejeté (p. 7439).

Article 7 *(conditions de garantie d'emprunt par les régions)* : son amendement n° 201 (de suppression) : rejeté (p. 7441).

Après l'article 7 : contre l'amendement n° 74 de la commission (baux de longue durée) (p. 7443, 7444).

Article 9 *(inscription au budget des communes des départements et des régions d'un crédit pour dépenses imprévues ou dépenses d'investissements)* : soutient l'amendement n° 204 de M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 7446).

Article 10 *(inscription au budget des départements d'un crédit pour dépenses imprévues)* : son amendement n° 205 (de suppression) : rejeté.

Article 11 *(inscription au budget des régions d'un crédit pour dépenses imprévues)* : son amendement n° 206 (de suppression) : rejeté.

Article 12 *(ajustement de crédits au cours de la journée complémentaire)* : son amendement n° 207 (de suppression) : retiré (p. 7447).

Article 14 *(contrôle financier des comptes des collectivités locales)* : soutient l'amendement n° 208 de M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 7451, 7452) ; rejeté au scrutin public (p. 7453).

Article 15 *(retrait d'une commune d'un syndicat en cas de modification de la réglementation)* : soutient l'amendement n° 209 de M. Daniel Le Meur (de suppression) : rejeté (p. 7473).

Article 16 *(retrait d'une commune d'un syndicat lorsque un de ses « intérêts essentiels » est compromis, coopération intercommunale)* : soutient l'amendement n° 210 de M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 7475) ; réservé (p. 7477).

Article 17 *(dissolution d'office d'un syndicat de communes)* : son amendement n° 211 (de suppression) : retiré (p. 7477).

Article 19 *(aménagement du régime des dotations aux communes touristiques et thermales)* : contre cet article (p. 7490).

Article 20 *(conclusions d'un bail emphytéotique ou d'un bail à construction sur les biens incorporés dans les dépenses du domaine public en raison de l'exécution d'une mission de service public)* : son amendement n° 212 (de suppression) : adopté.

Article 21 *(cas dans lesquels un bail emphytéotique peut être valablement consenti)* : son amendement n° 213 (de suppression) (p. 7514) ; adopté.

Article 26 *(réforme de la taxe de séjour)* : soutient l'amendement n° 217 de M. Daniel Le Meur (de suppression) : rejeté (p. 7519).

Explications de vote [16 décembre 1987] :

Contrôle financier des petites communes (rôle des chambres régionales des comptes et des T.P.G.) (p. 7532).
Coopération intercommunale (p. 7531).
Décentralisation (évolution de la —) (p. 7532).
D.G.E. (p. 7531).
Domaine public communal (p. 7531).
Fonction publique territoriale (cotisation au centre de gestion (p. 7532).
Interventions économiques des collectivités locales (entreprises en difficultés notamment) (p. 7531).
Vote hostile du groupe communiste (p. 7532).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 et 4 février 1988] :

Titre Ier : *modifications de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.*

Article 4 *(remboursement forfaitaire d'une partie des frais de campagnes)* : ses réserves sur cet article ; proposition communiste tendant à avancer au candidat le remboursement forfaitaire des dépenses électorales (p. 102).

Titre II : *modifications du code électoral.*

Après l'article 9 : soutient le sous-amendement n° 71 de M. Guy Ducoloné à l'amendement n° 47 de la commission (dons des personnes physiques de nationalité étrangère résidant régulièrement en France) (p. 134) ; rejeté (p. 135) ; contre l'amendement n° 48 de la commission (déductibilité fiscale des dons effectués aux candidats) ; contre l'amendement n° 110 du Gouvernement (déductibilité des dons faits au profit des candidats) ; développement des « affaires » et scandales portant sur des détournements de fonds publics et des trafics de fausses factures émanant d'entreprises privées (p. 136, 137).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 7 ter : son amendement n° 25 soutenu par M. Marcel Rigout (de suppression) : adopté (p. 259).

— **Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).**

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre III : *dispositions relatives au financement des partis et groupements politiques.*

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis)* : son amendement n° 66 soutenu par M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 196) ; rejeté (p. 197).

Article 8 *(dérogation pour les partis au régime de contrôle de l'utilisation des fonds publics)* : son amendement n° 67 soutenu par M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté (p. 203).

BARTOLONE (Claude)

Député de la Seine-Saint-Denis
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209).

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 21 janvier 1987] (p. 1027).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 21 janvier 1987] (p. 1027).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Etudes médicales** : nouveau projet de loi universitaire sur le troisième cycle des études médicales [22 avril 1987] (p. 541, 542) ;

— **Nouvelles procédures de remboursement de la sécurité sociale** [6 mai 1987] (p. 889).

orales sans débat :

— **n° 316,** posée le 1er décembre 1987 : **baux (baux d'habitation)** (p. 6651) ; appelée le 4 décembre 1987 : **logements gérés par la société nationale immobilière** : hausses de loyer entraînées par le transfert de gestion à la S.N.I. ; signature de nouveaux baux imposée avant l'expiration de ceux en cours ; cas de la « résidence de l'Avenir » aux Lilas (p. 6772, 6773).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504)**

Première lecture, avant la discussion des articles : [28 et 29 avril 1987] :

Chef de service (statut et rôle du —) (p. 713).
Evaluation médicale (p. 714).
Pôles d'activités (p. 714).
Politique hospitalière menée entre 1981 et 1986 (et notamment départementalisation) (p. 712, 713, 714).
Secteur privé hospitalier (réintroduction du — à l'hôpital public) (p. 713).
Service (rétablissement du —) (p. 713).

Discussion des articles : [29 et 30 avril 1987] :

Titre 1er : *organisation des établissements d'hospitalisation publics.*

Article 1er *(rétablissement des services)* : rôle du département (p. 770) ; son amendement n° 90 (de suppression) (p. 771) ; rejeté ; son amendement n° 91 soutenu par M. Guy Bêche (rôle du département) ; son amendement n° 92 soutenu par M. Edmond Hervé (suppression des pôles d'activités) ; amendement n° 91 : rejeté (p. 772) ; amendement n° 92 : rejeté ; son amendement n° 93 (fonctionnement technique du département) : rejeté ; son amendement n° 94 soutenu par M. Edmond Hervé (unités fonctionnelles), son amendement n° 95 (unités de soins) (p. 773) ; rejetés (p. 774) ; son amendement n° 96 (fonctionnement technique du département) : rejeté ; son amendement n° 97 soutenu par M. André Clert (dissociation du grade et de la fonction de chef de service) : rejeté ; son amendement n° 98 soutenu par M. Edmond Hervé (responsable du service) (p. 775) ; rejeté ; ses amendements n° 99, 100, 101 et 102 : devenus sans objet ; ses amendements n° 103 et 104 : devenus sans objet (p. 776).

Article 2 *(nomination des chefs de service ; constitution des pôles d'activités et des départements)* : son amendement n° 105 soutenu par M. Gilbert Mitterrand (de suppression) : rejeté (p. 778) ; *article 20-2 de la loi du 31 décembre 1970 (statut du chef de service)* : son amendement n° 106 soutenu par M. Guy Bêche (de suppression) : rejeté (p. 778) ; son sous-amendement n° 193 à l'amendement n° 9 de la commission (dissociation du grade et de la fonction de chef de service en psychiatrie) ; son sous-amendement n° 194 soutenu par M. Guy Bêche (modalités de renouvellement des mandats de chef de service en psychiatrie) ; son sous-amendement n° 195 à l'amendement n° 9 de la commission soutenu par M. Edmond Hervé (rôle de la commission médicale consultative en psychiatrie) (p. 779) ; rejetés ; son amendement n° 107 soutenu par M. Gilbert Mitterrand (substitution de la notion de responsable de service à celle de chef de service) : rejeté ; ses amendements n° 108 et 109 : devenus sans objet ; son amendement n° 110 (obligation pour le chef de service d'établir un rapport d'activités rendant compte de l'ensemble de son mandat à la fin de celui-ci) (p. 780) ; devenu sans objet ; son amendement n° 111 (obligation pour le responsable du service d'établir un rapport annuel d'activités) : adopté ; son amendement n° 112 (assistance du responsable de service) (p. 781) ; rejeté ; son amendement n° 113 (assistance du chef de service par un cadre infirmier) : rejeté ; son amendement n° 114 (chef de service devant réunir au moins une fois par an l'ensemble des personnels) : rejeté ; son amendement n° 115 (consultation par le chef de service d'un comité de gestion sur l'activité et le fonctionnement du service) : rejeté ; son amendement n° 116 soutenu par M. André Clert (consultation de la commission médicale d'établissement lors du renouvellement du mandat du chef de service) : rejeté ; son amendement n° 117 : devenu sans objet ; son amendement n° 118 (composition de la formation restreinte de la commission médicale d'établissement) (p. 782) ; rejeté (p. 783) ; *article 20-3 de la loi du 31 décembre 1970 (constitution des pôles d'activités)* : son amendement n° 119 (de suppression) : non soutenu ; son sous-amendement n° 196 à l'amendement n° 12 de la commission soutenu par M. Edmond Hervé (distinction du grade et de la fonction de chef de service) : rejeté ; son sous-amendement n° 197 à l'amendement n° 12 de la commission soutenu par M. Edmond Hervé (tendant à substituer à la notion de pôle d'activité celle d'unité fonctionnelle) (p. 784) ; rejeté ; son sous-amendement n° 198 à l'amendement n° 12 de la commission soutenu par M. Edmond Hervé (tendant à substituer à la notion de pôle d'activité celle d'unité de soins) : rejeté ; son sous-amendement n° 200 à l'amendement n° 12 de la commission soutenu par M. Guy Bêche (consultation du comité technique paritaire sur la création des pôles d'activités) (p. 786) ; rejeté ; son sous-amendement n° 199 à l'amendement n° 12 de la commission soutenu par M. Guy Bêche (forme de la délégation accordée à l'animateur du pôle d'activités) : rejeté ; son sous-amendement n° 201 à l'amendement n° 12 de la commission soutenu par M. Guy Bêche (délibération du conseil d'administration sur la nature et l'étendue de la délégation accordée à l'animateur du pôle d'activités) : rejeté ; son sous-amendement n° 202 à l'amendement n° 12 de la commission (fin de la délégation accordée à l'animateur du pôle d'activités) : non soutenu ; son sous-amendement n° 203 à l'amendement n° 12 de la commission (titulaire de la délégation devant établir un rapport d'activités) (p. 787) ; rejeté ; son sous-amendement n° 204 à l'amendement n° 12 de la commission soutenu par M. Guy Bêche (rapport d'activités établi par le titulaire de la délégation) : rejeté ; ses amendements n° 120 à 132 : devenus sans objet ; *article 20-4*

de la loi du 31 décembre 1970 (constitution des départements) : son amendement n° 133 (de suppression) : rejeté (p. 788) ; son amendement n° 134 soutenu par M. Edmond Hervé (procédure de constitution des départements) : rejeté ; son amendement n° 135 (même objet) : devenu sans objet ; son amendement n° 136 soutenu par M. Guy Bêche (définition et rôle du département) (p. 789) ; rejeté ; son amendement n° 137 soutenu par M. Guy Bêche (consultation obligatoire du comité technique paritaire sur la constitution d'un département) : rejeté ; son amendement n° 138 : devenu sans objet (p. 790) ; son amendement n° 139 (élection des responsables des départements) : rejeté ; son amendement n° 140 (chef du département étant assisté d'un conseil de département au sein duquel est représenté l'ensemble du personnel) : non soutenu ; son amendement n° 141 (modalités d'organisation du département et modalités d'élection des membres des conseils de département étant déterminée par décret en Conseil d'Etat) : non soutenu ; son amendement n° 142 (rôle de la commission médicale consultative) : devenu sans objet ; son amendement n° 143 : devenu sans objet (p. 791).

Après l'article 2 : son amendement n° 144 soutenu par M. Guy Bêche (représentants du personnel médical et pharmaceutique et représentants du personnel étant représentés en nombre égal au sein du conseil d'administration) : rejeté (p. 796).

Article 3 *(coordination nécessitée par le rétablissement des services opérés par l'article 1er du projet de loi et la création des pôles d'activités et des nouveaux départements) :* son amendement n° 145 soutenu par M. Guy Bêche (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 146 soutenu par M. Guy Bêche (substitution de la notion d'unité fonctionnelle à celle de pôle d'activités) : devenu sans objet ; son amendement n° 147 (substitution de la notion d'unité de soins à celle de pôle d'activités) : devenu sans objet (p. 797).

Article 4 *(compétences des commissions médicales d'établissement) :* son amendement n° 148 soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 149 (rôle de la commission médicale consultative) : devenu sans objet ; son amendement n° 150 (même objet) : devenu sans objet (p. 799) ; son amendement n° 153 soutenu par M. Guy Bêche (caractère obligatoire de la consultation de la commission médicale sur l'organisation des services) : rejeté ; son amendement n° 151 (substitution de la notion d'unité fonctionnelle à celle de pôle d'activités) : devenu sans objet ; son amendement n° 152 (substitution de la notion d'unité de soins à celle de pôle d'activités) : devenu sans objet ;
son amendement n° 154 (rôle de la commission médicale consultative) : devenu sans objet (p. 800) ; son amendement n° 155 (même objet) : devenu sans objet ; son amendement n° 156 : non soutenu (p. 801).

Article 5 *(coordination nécessitée par les nouvelles dispositions relatives aux commissions médicales) :* son amendement n° 157 (de suppression) (p. 801) ; statut du personnel hospitalier ; rejeté (p. 802).

Article 6 *(abrogation de l'article 13 de la loi du 3 janvier 1984 relative à la mise en place des départements) :* son amendement n° 158 (de suppression) ; raisons ayant entraîné la non application de la départementalisation ; rejeté (p. 803).

Article 7 *(mesures transitoires fixant les conditions dans lesquelles les anciens chefs de service seront nommés pour un mandat de cinq ans) :* son amendement n° 159 (de suppression) : rejeté ; ses observations sur les amendements n° 22 de la commission, n° 41 de M. Bernard-Claude Savy et n° 185 du Gouvernement (nomination, en tant que chef de service, des médecins nommés chefs de service avant le 31 décembre 1984 et ayant fait l'objet d'une mutation depuis cette date) (p. 804).

Après l'article 7 : son amendement n° 161 soutenu par M. Guy Bêche (suppression du secteur privé à l'hôpital public) (p. 805) ; rejeté ; son amendement n° 160 (modulation du forfait hospitalier dans les établissements psychiatriques) : rejeté (p. 807).

Titre III : *dispositions relatives aux établissements d'hospitalisation privés.*

Article 10 *(regroupement des établissements privés) :* ses observations (p. 809, 810) ; son amendement n° 162 (de suppression) (p. 810) ; rejeté (p. 811).

Article 11 *(conversion de lits) :* son amendement n° 163 (de suppression) : rejeté ; ses amendements n° 164, 168 : devenus sans objet (p. 816).

Après l'article 11 : son amendement n° 165 soutenu par M. Guy Bêche (conditions d'application du budget global au secteur privé hospitalier) : rejeté (p. 817).

Titre IV : *équipement sanitaire.*

Article 12 *(suppression des groupements interhospitaliers de région ; harmonisation des conditions d'examen des projets d'équipement des secteurs publics et privés) :* son amendement n° 166 soutenu par M. Guy Bêche (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 167 (délai de mise en place des équipements sanitaires) : rejeté (p. 819).

Titre V : *dispositions relatives à l'homologation de certains produits ou appareils.*

Après l'article 13 : nécessité d'un rapport établissant un bilan de l'application de la départementalisation dans les hôpitaux (p. 822).

Explications de vote : (p. 822) :
Chefs de service (p. 823).
Départementalisation (p. 823).
Politique hospitalière du Gouvernement (p. 822, 823).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles : [10 juin 1987] :
Chef de service (statut du) (p. 2187).
Départementalisation (p. 2187).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles : [4 et 5 juin 1987] :
Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (Socialiste) (p. 1994 à 1997) ; rejetée au scrutin public (p. 1993).
Dispositions relatives aux études médicales :
— réforme du troisième cycle des études médicales (p. 1994, 1995, 1996, 1997) ;
situation des généralistes (ou résidents) (p. 1995).

Son rappel au règlement : interruption de l'orateur par le ministre (p. 1990).

Discussion des articles : [10 juin 1987], [12 juin 1987] :

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*

Avant l'article 28 (amendements précédemment réservés) : son amendement n° 135 soutenu par Mme Christiane Mora (prorogation jusqu'au 1er octobre 1988 des mesures transitoires prises en application de l'article 68 de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur) ; son amendement n° 136 soutenu par Mme Christiane Mora (disposition du présent titre n'entrant en application qu'après promulgation du bilan prévu à l'article 8 de la loi du 23 décembre 1982 relatives aux études médicales et pharmaceutiques) ; amendement n° 135 : rejeté (p. 2192) ; nombre des étudiants ayant suivi des manifestations et des grèves ; amendement n° 136 : rejeté (p. 2193).

Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales) :* son opposition (p. 2195) ; son rappel au règlement : demande une suspension de séance (p. 2198) ; son amendement n° 137 (de suppression (p. 2199) ; rejeté au scrutin public (p. 2200) ; son amendement n° 138 soutenu par Mme Mora (conditions d'accès au troisième cycle des études médicales) (p. 2208) ; rejeté au scrutin public (p. 2209) ; son amendement n° 139 (rétablissement des filières de santé publique et de recherche médicale) (p. 2210) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 140 soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (généralistes étant formés par un internat) (p. 2211) ; rejeté au scrutin public (p. 2212) ; son amendement n° 147 soutenu par M. Alain Calmat (organisation d'un certificat de synthèse clinique et thérapeutique) : rejeté ; son amendement n° 141 soutenu par Mme Christiane Mora (suppression de la distinction entre internes et résidents) : rejeté ; son amendement n° 142 (rétablissement de l'examen classant et validant obligatoire) (p. 2216) ; rejeté (p. 2217) ; ses observations sur l'amendement n° 51 de la commission (conditions de présentation au concours de l'internat) (p. 2218) ; son amendement n° 235 soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (cas où un étudiant peut se représenter à son examen) : rejeté (p. 2219) ; son amendement n° 143 soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (programme de l'examen classant et validant) (p. 2219) ; rejeté ; son amendement n° 144 soutenu par Mme Christiane Mora (rétablissement de l'examen de fin d'études de deuxième cycle) : rejeté ; son amendement n° 145 (choix pour les étudiants de la discipline dans laquelle ils entendent se spécialiser) (p. 2220) ; rejeté ; son amendement n° 146 soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (durée de l'internat) : rejeté ; son amendement n° 148 soutenu par Mme Christiane Mora (conditions de délivrance du diplôme d'Etat de docteur en médecine) (p. 2221) ; rejeté ; son amendement n° 149 (même objet) : rejeté (p. 2222) ; son amendement n° 150 corrigé sou-

tenu par M. Jean-Pierre Sueur (qualification du doctorat de médecine générale) ; son amendement n° 151 (même objet) (p. 2223) ; rejetés ; son amendement n° 152 (titre d'ancien interne ne pouvant être utilisé que par les étudiants obtenant mention de cette qualification) (p. 2224) ; rejeté ; son amendement n° 153 soutenu par Mme Christiane Mora (identité du statut et de la rémunération des étudiants de troisième cycle) : rejeté ; son amendement n° 154 (même objet) : rejeté ; son amendement n° 155 (suppression de la notion de résidanat) : rejeté ; son amendement n° 236 soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (identité des statuts des étudiants de troisième cycle) (p. 2225) ; rejeté ; son amendement n° 156 (suppression de la notion de residanat) : rejeté ; son amendement n° 157 (même objet) : rejeté ; son amendement n° 158 (même objet) : rejeté (p. 2226) ; son amendement n° 159 soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (de cohérence) : rejeté ; son amendement n° 160 (suppression de la notion de résident) : rejeté ; son amendement n° 237 (médecins généralistes devant être associés à la formation des futurs praticiens) : rejeté ; son amendement n° 161 (de cohérence) (p. 2227) ; rejeté ; son amendement n° 162 (organisation de troisième cycle de santé publique et de recherche médicale dans les interrégions) : rejeté ; son amendement n° 163 (de cohérence) : rejeté ; son amendement n° 164 (de cohérence) : rejeté ; son amendement n° 165 (de cohérence) : rejeté ; son amendement n° 228 (de cohérence) : rejeté (p. 2228) ; son amendement n° 251 (de cohérence) : rejeté ; son amendement n° 166 (représentation au sein des commissions techniques et pédagogiques interrégionales) ; rejeté ; son amendement n° 167 (de cohérence) ; rejeté ; ses amendements n° 168 et 169 (de cohérence) : rejeté ; son amendement n° 252 (de cohérence) (p. 2229) ; rejeté (p. 2230).

Article 29 (précédemment réservé) *(entrée en vigueur du nouveau régime)* : son amendement n° 171 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 172 (nécessité d'effectuer un bilan de la loi de 1982) (p. 2230) ; rejeté ; contre l'amendement n° 55 de la commission (loi entrée en vigueur pour les étudiants entrant en troisième cycle de l'automne 1987) (p. 2231).

Article 30 (précédemment réservé) *(décret d'application de l'article 28)* : son amendement n° 173 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 174 (application des mesures transitoires jusqu'à la publication du bilan prévu à l'article 8 de la loi de 1982) : rejeté ; son amendement n° 175 soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (possibilité pour le Gouvernement de prendre des mesures transitoires jusqu'au 1er octobre 1990) (p. 2231) ; rejeté (p. 2232).

Avant l'article 28 (amendements précédemment réservés) : son amendement n° 134 (nécessité de publier le bilan prévu à l'article 8 de la loi de décembre 1982 relative aux études médicales et pharmaceutiques) ; rejeté (p. 2233).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : **son rappel au règlement** : demande la réunion de la commission (p. 2327).

BARZACH (Michèle)

Ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. René Drouin : conséquences de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement** : incertitude des données statistiques [8 avril 1987] (p. 83-84) ;

— **M. Christian Cabal : rôle de l'éducation nationale dans l'information des jeunes sur les maladies sexuellement transmissibles** : moyens d'information mis en œuvre pour lutter contre la propagation du S.I.D.A. et des maladies sexuellement transmissibles [29 avril 1987] (p. 734, 735) ;

— **M. François Bachelot : S.I.D.A.** : dénonce la campagne alarmiste du Front national [13 mai 1987] (p. 1070, 1071) ;

— **M. Gérard Freulet : protection sociale** : anticonstitutionnalité de la création d'une caisse autonome des étrangers [3 juin 1987] (p. 1863, 1864) ;

— **M. Michel Berson : projet de loi sur l'apprentissage** : projet visant essentiellement à élever le niveau général des apprentis [3 juin 1987] (p. 1865) ;

— **M. Michel Coffineau : financement de la sécurité sociale** : mesures arrêtées le 29 mai 1987 [3 juin 1987] (p. 1866, 1867) ;

— **M. Georges Sarre : exclus du système de protection sociale** : bon fonctionnement de l'aide médicale gratuite ; problème des personnes rencontrant des difficultés dans les démarches administratives [3 juin 1987] (p. 1867, 1868) ;

— **M. Jean-François Michel : financement du plan emploi-jeunes** : projet de loi sur l'apprentissage et projet de loi portant diverses mesures d'ordre social [3 juin 1987] (p. 1872) ;

— **Mme Véronique Neiertz : revalorisation des prestations familiales** : maintien du pouvoir d'achat des prestations sociales [17 juin 1987] (p. 2513) ; ajustement de la base de calcul des prestations familiales en fin d'année (p. 2514) ;

— **M. Philippe Auberger : lutte contre le tabagisme et récente déclaration du président directeur général de la S.E.I.T.A.** : lancement d'une campagne nationale ; réajustement tarifaire dans le cadre du marché unique européen [7 octobre 1987] (p. 3993) ;

— **M. Michel Ghysel : allocation parentale d'éducation** : objectif démographique de la politique familiale ; problème du troisième enfant ; statut social de la mère de famille [28 octobre 1987] (p. 4986) ;

— **M. Bruno Bourg-Broc : enfants gravement handicapés à la naissance** : rejet de la proposition de cette association ; problème de conscience médicale ; valeur qu'accordent les parents au don de la vie ; reconnaissance de la différence par notre société actuelle [12 novembre 1987] (p. 5752) ;

— **M. Michel de Rostolan : remboursement de l'interruption volontaire de grossesse** : maintien des dispositions de la loi de 1982, seule capable de garantir l'anonymat ; politique en faveur de la famille [18 novembre 1987] (p. 6013) ;

— **M. François Bachelot : S.I.D.A.** : application par la France des décisions prises sur recommandation de l'Organisation mondiale de la santé ; situation de la Guyane [2 décembre 1987] (p. 6692) ;

— **M. Yvon Briant : fonctionnement du secteur privé à l'hôpital public** : [2 décembre 1987] (p. 6699) ; concertations sur les textes d'application ; possibilité d'accès des jeunes à l'activité libérale ; différenciation entre « hôpitaux généraux » et « hôpitaux universitaires » pour les redevances (p. 6700) ;

— **Mme Yvette Roudy : comité français d'éducation pour la santé** : utilisation du comité français de l'éducation pour la santé pour des campagnes d'information ; mauvais fonctionnement de cette association ; contrôle demandé à l'inspection générale des affaires sociales entraînant le retrait de l'agrément du délégué général ; gestion défectueuse et non frauduleuse [9 décembre 1987] (p. 7011) ;

— **M. Pierre Joxe : comité français d'éducation pour la santé** : retrait de son agrément au docteur Serrou pour cause d'insuffisance de gestion et non d'escroquerie [16 décembre 1987] (p. 7541, 7542) ; affaires en cours ; nécessité de laisser la justice suivre son cours (p. 7542) ;

orales sans débat :

— **M. Loïc Bouvard (n° 199) : mesures en faveur des mères de famille n'ayant jamais eu d'activité professionnelle** : choix retenu par le « plan famille » en fonction du respect d'équilibres financiers ; formation d'un groupe de travail sur le statut social de la mère de famille [24 avril 1987] (p. 652, 653) ;

— **M. Jacques Barrot (n° 200) : droits des préretraités** : large concertation avec les associations de préretraités et de retraités ; gain en pouvoir d'achat pour 1986 et 1987 des prestations qui leur sont servies [24 avril 1987] (p. 654) ;

— **M. Louis Moulinet (n° 197)** : locaux de l'association pour la **formation professionnelle des adultes à Paris** : importance de la formation professionnelle à Paris et en Ile-de-France ; effort en faveur de son développement [24 avril 1987] (p. 655) ;

— **M. Jacques Oudot (n° 190) : fermeture de classes en Seine-Saint-Denis** : réexamen des mesures envisagées si les effectifs réels dépassaient le seuil de 26 élèves par classe [24 avril 1987] (p. 656) ;

— **M. Jean-Pierre Abelin (n° 233) : programme autoroutier concernant la Vienne** : construction de liaisons directes entre grandes métropoles de province ; poursuite de la modernisation de la route Centre-Europe-Atlantique [5 juin 1987] (p. 2022) ;

— **M. Jean-Pierre Pénicaut (n° 235) : tracé de l'autoroute A 64 dans le département des Pyrénées-Atlantique** [5 juin 1987] (p. 2024, 2025) ;

— **M. Michel Ghysel (n° 230) : projet d'alternative à l'hospitalisation dans l'agglomération roubaisienne** : nécessaire coordination entre l'ensemble des intervenants concourant à cette expérience ; totale approbation du Gouvernement [5 juin 1987] (p. 2025, 2026) ;

— **M. Bruno Bourg-Broc (n° 231) : situation de l'industrie textile à Châlons-sur-Marne** : étude des aménagements souhaitables par les partenaires sociaux [5 juin 1987] (p. 2027, 2028) ;

— **M. Lucien Richard (n° 216) : forclusions opposables aux anciens combattants de la Résistance** : distinction entre l'attribution de la carte de combattant volontaire de la Résistance et celle du titre de déporté ou d'interné résistant ; prochain examen au Parlement d'un projet de loi à ce sujet [5 juin 1987] (p. 2028, 2029) ;

— **M. Loïc Bouvard (n° 247) : difficultés rencontrées par les familles** : recherche d'un équilibre entre l'accroissement des aides sociales et un système d'assistance généralisées démotivant [12 juin 1987] (p. 2314, 2315) ;

— **M. Gérard Grignon (n° 248) : congés des personnels hospitaliers originaires de Saint-Pierre-et-Miquelon** : dépôt par le Gouvernement d'un amendement au projet de loi portant réforme du régime d'assurance vieillesse à Saint-Pierre-et-Miquelon afin d'attribuer les congés bonifiés aux personnels hospitaliers originaires de Saint-Pierre-et-Miquelon [12 juin 1987] (p. 2315, 2316) ;

— **M. Michel Sainte-Marie (n° 243) : centres sociaux et centres socio-culturels** : souci de clarification budgétaire [12 juin 1987] (p. 2316) ;

— **M. Jean-Pierre Delalande (n° 262) : logement des personnes les plus défavorisées** : mise en place d'un plan spécifique avec création de fonds d'impayés et de fonds d'aide et de garantie ; utilisation des crédits d'aide à la pierre ; effort de réinsertion [26 juin 1987] (p. 3232) ;

— **M. André Fanton (n° 263) : situation des préretraités** : leur gain de pouvoir d'achat en 1986 et 1987 ; mesures en leur faveur prévues par la loi portant diverses mesures d'ordre social et la loi visant à lutter contre le chômage de longue durée ; consultation des associations de retraités et de préretraités dans le cadre des états généraux de la sécurité sociale [26 juin 1987] (p. 3233, 3234) ;

— **Mme Denise Cacheux (n° 269) : imposition des indemnités de congés payés des cadres chômeurs** : année de leur imputation [26 juin 1987] (p. 3234) ;

— **M. Alain Jacquot (n° 273) : cures thermales** : expansion du thermalisme (p. 4092) ; rôle du Haut comité du thermalisme et du climatisme ; indépendance des médecins conseils des caisses de sécurité sociale quant à la prise en charge des cures [9 octobre 1987] (p. 4093) ;

— **M. Pierre Joxe (n° 327) : comité français d'éducation pour la santé** : rôle et gestion du C.F.E.S ; rapport de l'inspection générale des affaires sociales ne permettant pas de conclure à l'escroquerie ; examen des comptes prévisionnels de 1987 ; crédits couvrant la campagne d'information sur le S.I.D.A. et la campagne de lutte contre le tabagisme [11 décembre 1987] (p. 7163, 7164) ;

— **M. Jean-Pierre Michel (n° 330) : lutte contre la toxicomanie à Héricourt** : ajournement du dossier en 1986 et 1987 compte tenu des disponibilités financières et des priorités retenues ; son réexamen pour 1988 en liaison avec la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie [11 décembre 1987] (p. 7166).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504)

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 707, 708).
Autorité administrative (répartition des pouvoirs avec le personnel médical) (p. 700, 767).
Budget global et financement des hôpitaux (p. 689, 763, 764).
Carte sanitaire (et notamment participation du secteur privé à la —) (p. 700, 765).
Chef de service (statut et rôle du —) (p. 766, 767).
Commission médicale d'établissement (C.M.E.) (p. 700).
Département médical (p. 699, 763).
Egalité devant l'accès aux soins (p. 708).
Evaluation médicale (p. 699, 762).
Hospitalisation à domicile (p. 764).
Médecins hospitaliers (nombre, formation et statut des —) (p. 762, 766).
Personnel non médical de l'hôpital (p. 763, 765).
Planification hospitalière (p. 763, 765, 766).
Pôles d'activités (p. 701).
Politique hospitalière menée depuis 1986 (généralités) (p. 698, 699, 701, 762).
Rapports entre le département, le service et le pôle d'activités (p. 699, 700).
Secteur privé hospitalier (complémentarité du — avec le secteur public) (p. 712).
Secteur privé hospitalier (réglementation et situation du —) (p. 764, 765).

Discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Avant l'article 1er : ses observations sur l'amendement n° 48 de M. Jacques Roux soutenu par Mme Muguette Jacquaint (mission sociale du service public hospitalier) (p. 769).

Titre 1er : *organisation des établissements d'hospitalisation publics.*

Article 1er *(rétablissement des services)* : décret des congés bonifiés ayant été examiné par le Conseil supérieur de la fonction publique ; son amendement n° 169 (rôle et mission des pharmaciens hospitaliers) : adopté (p. 772) ; contre l'amendement n° 93 de M. Claude Bartolone ; contre l'amendement n° 51 de M. François Bachelot (p. 773) ; son amendement n° 170 (possibilité pour un pharmacien de devenir chef de service) : adopté ; ses observations sur l'amendement n° 8 de la commission (rôle du chef de service) (p. 776).

Article 2 *(nomination des chefs de service ; constitution des pôles d'activités et des départements)* : rôle du département ; rôle des pôles d'activités (p. 778) ; *article 20-2 de la loi du 31 décembre 1970 (statut du chef de service)* : ses observations sur l'amendement n° 9 de la commission (procédure de nomination des chefs de service en psychiatrie) (p. 779) ; contre l'amendement n° 107 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Gilbert Mitterrand (substitution de la notion de responsable de service à celle de chef de service) (p. 780) ; contre l'amendement n° 112 de M. Claude Bartolone (assistance du chef de service) (p. 782) ; son amendement n° 171 (fonctions de chef de service des professeurs universitaires prenant fin à l'issue de l'année universitaire au cours de laquelle l'intéressé atteint 65 ans) : adopté (p. 783) ; *article 20-3 de la loi du 31 décembre 1970 (constitution des pôles d'activités)* : contre les amendements identiques n° 58 de M. François Bachelot soutenu par M. Albert Peyron et n° 119 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 783) ; ses observations sur le sous-amendement n° 197 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Edmond Hervé (substitution de la notion d'unité fonctionnelle à celle de pôle d'activité) (p. 785) ; ses observations sur le sous-amendement n° 200 à l'amendement n° 12 de la commission de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (rôle du comité technique paritaire) (p. 786) ; ses amendements n° 172 et n° 173 : devenus sans objet (p. 788) ; *article 20-4 de la loi du 31 décembre 1970 (constitution des départements)* : contre l'amendement n° 46 de M. Jacques Roux soutenu par M. Georges Hage (services pouvant être regroupés en départements à l'initiative des personnels médicaux et para-médicaux) (p. 789) ; contre l'amendement n° 134 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Edmond Hervé (procédure de constitution des départements) (p. 789) ; son amendement n° 175 (assimilation du statut des pharmaciens à celui des praticiens hospitaliers) : adopté (p. 790) ; son amendement n° 176 (même objet) : adopté (p. 791).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 187 de M. Guy Herlory (présidence du conseil d'administration des établissements hospitaliers étant assurée par le président du conseil général) (p. 797).

Article 3 *(coordination nécessitée par le rétablissement des services opérés par l'article 1er du projet de loi et la création des pôles d'activités et des nouveaux départements)* : son amendement n° 177 (assimilation du statut des pharmaciens hospitaliers à celui des autres praticiens hospitaliers) : adopté ; son amendement n° 178 (même objet) : adopté (p. 797).

Article 4 *(compétences des commissions médicales d'établissement)* : ses observations (p. 798) ; contre les amendements n° 36 de Mme Muguette Jacquaint, n° 148 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (de suppression) ; son amendement n° 179 (assimilation du statut des pharmaciens hospitaliers à celui des autres praticiens hospitaliers) (p. 799) ; adopté ; son amendement n° 180 (même objet) : adopté ; ses observations sur l'amendement n° 16 de la commission (notion de choix médicaux) (p. 800) ; ses observations sur l'amendement n° 38 de M. Michel Ghysel (convention passée entre l'établissement d'hospitalisation public et les représentants locaux des professions médicales libérales) (p. 801).

Article 5 *(coordination nécessitée par les nouvelles dispositions relatives aux commissions médicales)* : ses observations sur l'amendement n° 157 de M. Claude Bartolone (de suppression) ; statut du personnel hospitalier (p. 802).

Article 6 *(abrogation de l'article 13 de la loi du 3 janvier 1984 relative à la mise en place des départements)* : contre l'amendement n° 158 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 802).

Article 7 *(mesures transitoires fixant les conditions dans lesquelles les anciens chefs de service seront nommés pour un mandat de cinq ans)* : son amendement n° 185 (nomination comme chef de service des chefs de service nommés avant le 31 décembre 1984 et ayant fait l'objet d'une mutation depuis cette date) : adopté (p. 804) ; son amendement n° 181 (alignement du statut des pharmaciens hospitaliers sur celui des autres praticiens hospitaliers) : adopté (p. 805).

Après l'article 7 : son amendement n° 182 (alignement du statut des pharmaciens hospitaliers sur celui des autres praticiens hospitaliers) : adopté (p. 805) ; ses observations sur l'amendement n° 161 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (suppression du secteur privé à l'hôpital public) (p. 806).

Titre III : *dispositions relatives aux établissements d'hospitalisation privés.*

Article 10 *(regroupement des établissements privés)* : ses observations (p. 810) ; contre l'amendement n° 42 de M. Bernard-Claude Savy (regroupement devant être autorisé à la seule condition qu'il n'accroisse pas la capacité des établissements privés) (p. 812) ; contre l'amendement n° 39 de M. Alain Lamassoure (plafonnement de la réduction des capacités du secteur privé) (p. 814).

Après l'article 11 : contre l'amendement n° 165 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (conditions d'application du budget global au secteur privé hospitalier) (p. 817)c.

Titre IV : *équipement sanitaire.*

Article 12 (suppression des groupements interhospitaliers de région ; harmonisation des conditions d'examen des projets d'équipement des secteurs publics et privés) : ses observations (p. 819).

Après l'article 12 : contre l'amendement n° 50 de M. Jacques Roux soutenu par M. Gérard Bordu (rôle de la région dans l'établissement des plans d'équipement) (p. 820).

Explications de vote (p. 822) :

Politique hospitalière du Gouvernement (p. 824).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [10 juin 1987] :

Commission médicale d'établissement (p. 2186).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738)

Première lecture, discussion des articles [9 juin 1987] [10 juin 1987] [11 juin 1987] [12 juin 1987] :

Titre II : *dispositions relatives à la santé.*

Avant l'article 16 : contre l'amendement n° 254 de M. François Bachelot (suppression de l'obligation faite aux personnes atteintes d'une maladie vénérienne de se soigner).

Article 16 *(dépistage anonyme et gratuit du S.I.D.A.)* : contre l'amendement n° 279 de M. François Bachelot (de suppression) (p. 2098) ; contre l'amendement n° 255 de M. François Bachelot (dépistage du S.I.D.A. n'ayant pas lieu dans des centres spécialisés) (p. 2099).

Après l'article 16 : pour l'amendement n° 41 de la commission (attribution des divers établissements de transfusion sanguine comprenant la mise en œuvre de l'ensemble des techniques nécessaires à la réalisation de l'auto-transfusion) ; contre l'amendement n° 259 de M. François Bachelot (prophylaxie du S.I.D.A.) (p. 2100 ; contre l'amendement n° 256 de M. François Bachelot (régime fiscal des organismes de recherche et de prévention contre le S.I.D.A.) (p. 2101) ; contre l'amendement n° 263 de M. François Bachelot (prolongation pour les traficants de drogue du délai maximum de retenue non imputable sur la garde à vue).

Après l'article 17 : ses observations sur l'amendement n° 42 de M. Jacques Bichet (personnes au profit desquelles est établie la reconnaissance mutuelle).

Après l'article 18 : contre l'amendement n° 18 de M. Bernard-Claude Savy (procédure de référé dans le cas d'exercice illégal de la médecine) (p. 2103) ; ses sous-amendements n° 334 et 335 (caractère alternatif des peines) : adoptés (p. 2104).

Article 21 *(extension de la possibilité pour les étrangers d'exercer la profession de pharmacien en France)* : contre l'amendement n° 268 de M. François Bachelot (pharmaciens étrangers, hors C.E.E. ne pouvant exercer en France tant que les besoins sanitaires de leur pays ne seront pas satisfait) (p. 2105).

Article 24 *(transfert d'officines pharmaceutiques)* : contre l'amendement n° 133 de Mme Martine Frachon (identité des conditions d'ouverture d'une nouvelle officine sur l'ensemble du territoire français) (p. 2107).

Après l'article 27 : son amendement n° 295 (personnel des termes nationaux d'Aix-les-Bains étant soumis aux dispositions du Titre II du statut de la fonction publique de l'Etat) (p. 2110) ; adopté ; son amendement n° 296 (possibilité de recruter des personnes handicapées en qualité d'agents contractuels dans les catégories C et D) : adopté ; son amendement n° 297 (établissements pouvant récupérer sur le tiers responsable d'accident les charges sociales continuant d'être dues pendant les périodes d'indisponibilité des fonctionnaires victimes d'accident) (p. 2111) ; adopté ; son amendement n° 298 (service accompli en position de détachement pouvant être imputé sur la durée de quinze ans nécessaire pour qu'un fonctionnnaire de la fonction publique hospitalière bénéficie de la position hors cadre) : adopté (p. 2112) ; son amendement n° 299 (service accompli en position de détachement auprès d'un organisme international pouvant être imputé sur la durée de cinq ans nécessaire pour que le fonctionnaire bénéficie de la position hors cadre) : adopté ; son amendement n° 300 (extension aux agents hospitaliers de la durée de congé parental jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant) : adopté ; son amendement n° 301 (cas où l'autorité, investie du pouvoir disciplinaire, prononce une sanction plus sévère que celle proposée par le conseil de discipline) (p. 2113) ; adopté ; son amendement n° 302 (retrait des personnels des termes nationaux d'Aix-les-Bains du champ d'application du Titre IV du statut de la fonction publique) (p. 2114) ; adopté au scrutin public ; son amendement n° 303 (intégration au statut hospitalier des agents hospitaliers des établissements publics ou à caractère public pour adultes handicapés ou inadaptés et des centres d'hébergement et de réadaptation sociale) : adopté (p. 2115).

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*

Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales)* : contre les amendements identiques n° 102 de Mme Muguette Jacquaint et n° 137 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 2199) ; ses observations sur les amendements n° 51 de la commission et n° 95 de M. Maurice Toga (conditions de présentation au concours de l'internat) (p. 2218) ; contre l'amendement n° 235 de M. Claude Bartolone (cas où un étudiant peut se représenter à son examen) (p. 2219).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : son amendement n° 336 (accès des lieux ouverts au public étant autorisé aux chiens-guides d'aveugles) (p. 2287) ; adopté (p. 2288).

Article 46 *(astreintes en matière administrative)* : pour les amendements identiques n° 68 de la commission des affaires culturelles et n° 93 de la commission des lois (élargissement du champ de compétence de la cour de discipline budgétaire aux agents d'organismes de droit privé gérant un service public responsables de condamnations des astreintes) (p. 2329).

Après l'article 51 : publicité en faveur des boissons alcooliques ; lutte contre l'alcoolisme ; coût de l'alcoolisme ;

interdiction de toute forme de publicité en faveur des boissons alcooliques sur toutes les chaînes de télévision publiques ou privées (p. 2331) ; mise en conformité de la réglementation française avec le droit européen (p. 2332) ; pour l'amendement n° 74 de M. Jacques Barrot (interdiction de la diffusion de messages publicitaires en faveur de boisson contenant plus de 1° d'alcool par les organismes et services de radiodiffusion sonore et de télévision publics ou privées) ; responsabilité de l'Etat pouvant être engagé en raison de la rupture de la mauvaise exécution d'un contrat (p. 2335) ; son sous-amendement n° 342 (limitation de l'interdiction absolue de la publicité en faveur des boissons alcoolisées à la télévision) (p. 2336) ; adopté au scrutin public (p. 2337) ; son sous-amendement n° 343 (interdiction de la publicité en faveur des boissons dont la fabrication est prohibée) : adopté ; son sous-amendement n° 344 (publicité en faveur des boissons alcoolisées devant comporter un conseil de modération concernant leur consommation) : adopté ; son sous-amendement n° 345 (de coordination) : adopté ; son sous-amendement n° 346 (décrets en Conseil d'Etat prévoyant les modalités que doivent respecter les messages publicitaires) (p. 2338) ; adopté (p. 2339).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 et 3 novembre 1987] :

Organisation du débat et temps de parole du Gouvernement (p. 5236).

Politique de la famille :
- adoption (p. 5270) ;
- famille (effets de la loi du 26 décembre 1986) (p. 5268) ;
- politique de la famille (généralités) (p. 5268, 5269).

Politique de la santé :
- alternatives à l'hospitalisation (p. 5271, 5272) ;
- budget global (application au secteur privé) (p. 5271) ;
- budget global (dans les hôpitaux publics) (p. 5271) ;
- études médicales (p. 5271) ;
- évaluation des soins (p. 5271) ;
- lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme (p. 5272) ;
- lutte contre le S.I.D.A. (p. 5272) ;
- médecine scolaire (p. 5270, 5271) ;
- médecins libéraux (p. 5271) ;
- recherche et prévention médicales (p. 5272) ;
- services hospitaliers (rôle des) (p. 5271).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Gérard Collomb (p. 5286).

Réponses aux questions [3 novembre 1987] :

Politique à l'égard des étrangers :
- dettes des étrangers à l'égard des hôpitaux français (M. Jean-François Jalkh) (p. 5294, 5295).

Politique de la famille :
- âge limite pour le versement des prestations familiales (M. Philippe Legras remplacé par M. Gérard Kuster) (p. 5315) ;
- effets de la loi du 29 décembre 1986 (M. Pierre Chantelat) (p. 5291, 5292) ;
- prestations familiales (revalorisation des) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 5290).

Politique de la santé :
- alternatives à l'hospitalisation (M. Michel Ghysel) (p. 5287) ;
- dépenses hospitalières (poids des —) (M. Eric Raoult) (p. 5318) ;
- lutte contre l'alcoolisme (M. Francis Hardy) (p. 5310) ;
- lutte contre la toxicomanie (M. Jacques Godfrain) (p. 5322, 5323) ;
- médecine scolaire (M. André Clert) (p. 5293, 5294) ;
- orthophonistes (M. Jean-Marie Demange) (p. 5297) ;
- urologie et lithotriteurs (M. Antoine Carré) (p. 5298).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1146).

Première lecture, discussion des articles [19 décembre 1987] :

Titre IV : *droit des médecins à une cessation anticipée d'activité.*

Après l'article 4 : son amendement n° 77 : réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 73 ; son amendement n° 70 (cas où la mère de famille de plus de 45 ans et ayant trois enfants bénéficie des prestations en nature du dernier régime obligatoire d'assurance maladie dont elle a relevé) (p. 7855, 7856, 7857) ; adopté ; son amendement n° 71 (création d'une assurance volontaire invalidité parentale) (p. 7858) ; adopté après modification ; son amendement n° 72 (versement d'une majoration forfaitaire en sus des pensions de reversion servies aux veuves ou veufs assurant des charges familiales) (p. 7859) ; adopté ; son amendement n° 73 (durée du congé de maternité étant assimilé à une période de travail effectif pour la détermination des droits que la salarié tient de son ancienneté) (p. 7860) ; adopté ; son amendement n° 77 précédemment réservé (tendant après l'article 4 à insérer l'intitulé suivant : « statut social de la mère de famille ») : adopté (p. 7861) ; pour l'amendement n° 78 de M. Bernard Debré (lait destiné aux enfants du premier âge étant vendu exclusivement en pharmacie) (p. 7862) ; ses observations sur l'amendement n° 14 de M. Michel de Rostolan (abrogation de la loi du 31 décembre 1982 relative à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique) ; ses observations sur l'amendement n° 64 de M. Michel Coffineau (application du budget global aux établissements privés) (p. 7866) ; contre l'amendement n° 65 de M. Michel Coffineau (suppression du secteur privé à l'hôpital public) (p. 7867) ; contre l'amendement n° 67 de M. Michel Coffineau (rétablissement de la départementalisation) (p. 7868) ; demande en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution que l'Assemblée se prononce par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi à l'exclusion de l'amendement n° 14 tendant à insérer un article additionnel après l'article 14 (p. 7869).

BASSINET (Philippe)

Député des Hauts-de-Seine
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi relative à la sûreté nucléaire (n° 587) [28 avril 1987] (p. 721).

Vice-président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 10 octobre 1987] (p. 11842).

DEPOTS

Rapport fait au nom de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les conséquences de l'accident de la centrale de **Tchernobyl** et sur la sûreté et la sécurité des **installations nucléaires (n° 1156)** [17 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 mai 1987] :

Son rappel au règlement : protestations à la suite des propos racistes tenus par M. Pierre Descaves et de la mise en cause du Président de la République (p. 1035).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles [27 mai 1987], [17 juin 1987] :

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 19 *(articles 11 à 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale)* : **son rappel au règlement** : réserves de M. Ladislas Poniatowski sur cet article ; demande l'application de l'article 95 du règlement de l'Assemblée nationale, sur le renvoi en commission, à cet article (p. 1771).

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Après l'article 23 : atteinte au droit de grève dans la fonction publique ; contre l'amendement n° 1 de M. Jean-

Pierre Delalande (extension du champ d'application de la loi du 31 juillet 1963 sur la grève dans les services publics à l'ensemble des communes et des régions) et le sous-amendement n° 203 de la commission (exclusion des communes de moins de 10 000 habitants du champ d'application de la loi du 31 juillet 1963 sur la grève dans les services publics) (p. 2794).

Article 24 *(légalisation des polices municipales) :* durée du débat (p. 2804).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738)

Première lecture, avant la discussion des articles [4 et 5 juin 1987] :

C.N.R.S. (validation des décisions proses par les sections du —) (p. 2038, 2039).

Discussion des articles [12 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : son rappel au règlement ; sous-amendement de M. Alain Lamassoure n'ayant pas été examiné en commission ; contenu étant plus important que l'amendement auquel il se rapporte (p. 2324) ; remise en cause de l'existence d'un droit constitutionnel (p. 2325).

Après l'article 48 : soutient l'amendement n° 200 de M. Maurice Pourchon (validation d'un concours d'adjoint des cadres hospitaliers) : adopté.

Après l'article 51 : son amendement n° 241 (validation des décisions prises après avis ou sur proposition du comité national de la recherche scientifique) ; (p. 2345) ; problèmes des recrutements intervenus en 1987 (p. 2346) ; retiré (p. 2347) ; contre l'amendement n° 270 de M. Michel de Rostolan (organismes ayant pour objet le remboursement des frais de soins ne pouvant prendre en charge de quelque façon que ce soit les frais occasionnés par une cessation volontaire de grossesse à caractère non thérapeutique) (p. 2349).

Explications de vote : (p. 2350) :

Etudes médicales : (p. 2351).
Techniques du D.M.O.S. : (p. 2351).
Vote hostile du groupe socialiste : (p. 2351).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Son rappel au règlement (refus de M. Claude Labbé, vice-président, d'accorder une suspension de séance demande une suspension de séance) (p. 3395).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert (n° 99).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 juin 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 2422, 2424) ; rejetée (p. 2424).
Géomètres-experts (monopole des — et organisation corporative) (p. 2422).
Conseil constitutionnel (décision du 28 décembre 1985) (p. 2423).
Conseil d'Etat (avis du 14 octobre 1975) (p. 2422).
Cour de cassation (arrêt de 1968 relatif à l'interprétation de la loi du 7 mai 1946) (p. 2422).
Loi de 1946 relative à la profession des géomètres-experts (p. 2424).
Médiateur (avis de 1983 du —) (p. 2423).
Topographes (droit des — d'exercer leur profession) (p. 2422, 2423, 2424).

Discussion des articles [7 juillet 1987] :

Avant l'article unique : son rappel au règlement : demande de suspension de séance afin d'examiner les sous-amendements déposés par le Gouvernement (p. 3746) ; **son rappel au règlement :** volonté d'approfondissement du débat par le groupe socialiste (p. 3747).

Article unique *(abrogation de l'article 9 de la loi du 30 décembre 1985) :* son opposition à l'article unique (p. 3748) ; contre le sous-amendement n° 17 du Gouvernement (de coordination) (p. 3750).

Après l'article unique : ses observations sur l'amendement n° 5 rectifié de la commission (modalités d'intégration des topographes au sein de l'ordre des géomètres-experts) ; contre le sous-amendement n° 14 rectifié du Gouvernement à l'amendement n° 7 deuxième rectification de la commission (remplacement de la commission nationale par le conseil régional) (p. 3752).

Explications de vote : (p. 3755) :

Géomètres-experts (définition du monopole des —) (p. 3755).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 3755).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Après l'article 15 : ses observations sur l'amendement n° 32 rectifié de la commission de la production (amélioration de l'information du parlement en matière nucléaire) (p. 3822, 3823).

Chapitre III : *défense de la forêt contre l'incendie.*

Article 18 *(mise en valeur agricole ou pastorale) :* demande au président d'effectuer un vote par assis et levé pour l'amendement n° 88 de la commission de la production (extension des dispositions à la mise en valeur sylvicole) (p. 3846).

Commission mixte paritaire, explications de vote [9 juillet 1987] :

Collectivités locales (rôle des —) (p. 3910).
Champ d'application de la loi (définition du —) (p. 3910).
Abstention du groupe socialiste (p. 3911).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

A.N.V.A.R. (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) (p. 4803).
Automobile (industrie) (p. 4803).
Chimie (industrie de la — et avenir de l'Institut national de la recherche chimique appliquée — I.R.C.H.A.) (p. 4804).
Désengagement de l'Etat (p. 4804).
Energie (et rôle de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie — A.F.M.E.) (p. 4803).
Espace (industrie de l'—) (p. 4803).
Marché unique européen de 1992 (perspective du —) (p. 4804).

Rappel au règlement : demande, conformément à l'article 58 du règlement, une suspension de séance en raison de l'absentéisme des députés de la majorité (p. 4800).

Recherche, développement, innovation (et crédit d'impôt-recherche) (p. 4803, 4804).
Renault (p. 4803).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Questions* [26 octobre 1987] :

Recherche et développement (mise en valeur du programme de — mis en œuvre par les P. et T.) (p. 4855, 4856).

Education Nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. *Examen des fascicules :* [29 octobre 1987] :

Enseignement supérieur :
Allocation de recherche (p. 5074).

Recherche :
Chercheurs (effectif et mobilité des —) (p. 5073, 5074).
Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) (p. 5073).
Compagnie générale de radiologie (C.G.R.) (p. 5074).
Dépense nationale de recherche-développement (p. 5073, 5074).
Effort budgétaire de recherche-développement (E.B.R.D.) (p. 5072, 5073).
Fonds de recherche et de technologie (F.R.T.) (p. 5074).
Ingénieurs, techniciens et agents (I.T.A.) (p. 5073).
Organismes publics de recherche (dont C.N.R.S.) (p. 5073).
Recherche civile (effort de —) (p. 5073).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, discussion des articles : [10 décembre 1987] :

Titre 1er : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 5 *(saisine de la chambre ; placement provisoire sous main de justice) :* **son rappel au règlement :** ordre de discussion des amendements ; demande au président de séance de bien faire vérifier le décompte des voix (p. 7118).

— **Son rappel au règlement** : déclarations successives du Gouvernement ayant modifié l'ordre du jour de l'Assemblée nationale ; demande une suspension de séance [10 décembre 1987] (p. 7126).

— Projet de loi relatif à la transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000).

Première lecture, avant la discussion des articles : [12 décembre 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 7236 à 7243) ; rejetée au scrutin public (p. 7255).
Absence de concertation sur le projet (p. 7242).
Automobile (industrie) :
- situation des constructeurs français (et notamment P.S.A.) (p. 7237, 7239, 7241) ;
- situation de l'industrie automobile internationale (p. 7243).

Ordonnance du 16 janvier 1945 prise par le Gouvernement de la Libération (esprit de l') (p. 7238, 7239, 7240).
Ordre du jour (p. 7236, 7237).
Renault R.N.U.R. :
- endettement (et abandon par le Gouvernement d'une créance de 12 milliards de francs) (p. 7240, 7241, 7242) ;
- Etat (engagement et intervention de l' actionnaire) (p. 7239) ;
- législation européenne (règles de la du traité de Rome et de l'Acte unique européen) (p. 7237, 7241) ;
- privatisation (camouflée) (p. 7238, 7243) ;
- productions et innovation technologique (p. 7239, 7240) ;
- responsabilité des gouvernements de droite dans la crise (p. 7239, 7241) ;
- restructuration financière (p. 7237, 7242) ;
- rôle social (et acquis sociaux) (p. 7239, 7240, 7243) ;
- salariés (situation et opinion des) (p. 7240) ;
- statut actuel (historique et conséquences du) (p. 7237, 7238, 7239, 7243) ;
- transformation de Renault en société anonyme (raisons et moyens de la) (p. 7242).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux (n° 1109).

Première lecture, avant la discussion des articles : [21 décembre 1987] :

Coefficient de réévaluation des loyers (fixation par voie législative) (p. 7998).
Commission consultative de conciliation (p. 7998).
Indice du coût de la construction (p. 7998).
Renouvellement de bail (possibilité de loyer libre) (p. 7998, 7999).

Discussion des articles : [21 décembre 1987] :

Après l'article 2 : son amendement n° 2 (possibilité, pour les artistes plasticiens, de prendre un bail commercial tout en ne s'inscrivant pas au registre des métiers ou du commerce) (p. 8001) ; adopté (p. 8003).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [21 décembre 1987] :

Entreprises devant être transmises dans les prochaines années (p. 8008).

Son rappel au règlement : amendements déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire relatif au développement et transmission d'entreprises ; demande une suspension de séance (p. 8005).

Transmission d'entreprises :
- aux salariés (p. 8008) ;
- donation-partage (extension aux tiers du régime de la) (p. 8008) ;
- droits d'enregistrement (complexité) (p. 8008) ;
- entreprises (distinction de l' des autres biens) (p. 8008).

Vote bloqué (demande du Gouvernement pour l'application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution) (p. 8007, 8008).

Discussion des articles [21 décembre 1987] :

Article 21 : contre amendement n° 2 du Gouvernement (précisant que la donation partage qui gratifie les enfants et descendants peut bénéficier à d'autres personnes dans les mêmes conditions qu'aux successibles et avec les mêmes effets) ; droit des entreprises en difficulté ayant défini l'entreprise comme l'ensemble des biens affectés à l'activité économique (p. 8014).

Article 21 *octies* : ses observations sur l'amendement n° 5 rectifié du Gouvernement (réduction des droits de mutation sur les fonds de commerce) (p. 8015).

Article 24 B : ses observations sur l'amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (tendant à compléter le dispositif relatif au crédit promotionnel) (p. 8015, 8016).

BAUDIS (Pierre)

Député de la Haute-Garonne
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

BAUMEL (Jacques)

Député des Hauts-de-Seine
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Vice-président de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (défense : espace et forces nucléaires) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** tome V : **défense : espace et forces nucléaires (n° 963)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Voyage du Premier ministre à Moscou [20 mai 1987] (p. 1358, 1359).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 avril 1987] :

Armes « intelligentes » (p. 120).
Armes nucléaires tactiques ou préstratégiques (utilisation des —) (p. 120).
Bombe à neutrons (p. 120).
Consensus sur la politique de défense (p. 120).
Crédits d'équipement militaire prévus par la loi (p. 119).
Défense européenne (p. 120, 121).
Désarmement et dénucléarisation de l'Europe (négociations américano-soviétiques sur les missiles nucléaires) (p. 120).
Espace (utilisation militaire de l'—) (p. 119).
Forces nucléaires stratégiques (p. 119, 120),
Loi de programme (organisation et contenu de la —) (p. 119).
Satellites Hélios et Syracuse II (p. 119).

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 814).

Première lecture, avant la discussion des articles [10 avril 1987] :

Abstentions lors du scrutin référendaire (p. 245, 246).
Colonie de peuplement (et notamment lettre de M. Messmer du 19 juillet 1972) (p. 244).
Composition pluri-ethnique de la population calédonienne (p. 244).

Concertation entre le Gouvernement et l'ensemble des communautés (p. 246).
Front de libération national kanak socialiste (F.N.L.K.S.) (p. 244).
Intérêts de la France (et notamment francophonie) (p. 244).
Politique gauliste du Gouvernement (p. 245).
Référendum (opportunité du —) (p. 245).
Référendum (organisation —) (p. 246).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :

Communauté européenne :
— défense européenne (p. 2469).
Désarmement nucléaire (négociations américano-soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires et notamment, rencontres de Reykjavik :
— découpages Europe-Etats-Unis et R.F.A-France (hypothèse d'un —) (p. 2463) ;
— négociations en cours (p. 2468, 2469, 2470).
République fédérale allemande (coopération militaire franco-allemande) (p. 2469, 2470).
République fédérale allemande (relations franco-allemandes et notamment, questions stratégiques (p. 2469).
U.E.O. (p. 2469).

— Projet de loi adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Conception gouvernementale du mécénat (p. 3051).
Historique du mécénat et causes du retard français en ce domaine (p. 3050).
Importance financière actuelle du mécénat (p. 3050).
Inconvénients du projet (généralités) (p. 3051).

Discussion des articles [7 juillet 1987] :

Article 4 *(acquisition d'œuvres d'art par les entreprises)* ses observations (p. 3692, 3693).

Article 6 *(assimilation des dépenses de parrainage à des frais généraux) :* importance de la notion de partenariat (p. 3702, 3703).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Questions* [5 novembre 1987] :

Asie (renforcement de la présence française en —) (p. 5478).
Europe Occidentale (renforcement de la sécurité en — après les négociations américano-soviétiques) (p. 5477).

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule* [6 novembre 1987] :

Audiovisuel : généralités :
— couverture audiovisuelle de l'ensemble du territoire (p. 5552) ;
— télé achat (p. 5552).
Audiovisuel : secteur public :
— F.R.3 (et F.R.3 Ajaccio) (p. 5552).
Temps de parole (répartition des temps de —) (p. 5525).

Défense. — *Examen du fascicule :* Rapporteur pour avis [9 novembre 1987] :

Défense européenne (et coopération militaire franco-allemande) (p. 5646, 5647).
Désarmement :
— forces nucléaires intermédiaires (accord Etats-Unis/U.R.S.S. sur l'option « double zéro ») (p. 5646).
Espace :
— programme Ariane V (p. 5647) ;
— satellites (d'observation et de télécommunication) (p. 5647).
Forces nucléaires stratégiques :
— modernisation des — (p. 5646).

BAYARD (Henri)

Député de la Loire
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

Vice-président de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime, et relative aux contrats d'engagement maritime à durée déterminée (n° 620) [28 avril 1987] (p. 721).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681) [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687) [*J.O.* du 17 juin 1987] (p. 6504).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984, relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1010) [12 novembre 1987] (p. 5817).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux enseignements artistiques (n° 1004) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental (n° 1019) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1010), adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des **activités physiques et sportives (n° 1076)** [26 novembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Actions en faveur de la jeunesse (priorité aux —) (p. 4927).
Associations (p. 4927).
Encadrement des jeunes (p. 4927).
Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) (gestion des postes) (p. 4927).

Education nationale. — II. **Recherche et enseignement supérieur.** — *Questions* [29 octobre 1987] :

Saint-Etienne (faculté de médecine) (p. 5094, 5095).

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [3 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— stages d'insertion (p. 5260).
Politique de la famille :
— adoption (p. 5260) ;
— politique de la famille (généralités) (p. 5260).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1010).

Première lecture, avant la discussion des articles : Rapporteur [27 novembre 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 6499).
Clubs sportifs professionnels :
— délai de mise en conformité des statuts avec la loi (p. 6492) ;

- fiscalité (p. 6492) ;
- gestion (contrôle de la) (p. 6491, 6492) ;
- statut des (modifications de la loi de 1984 ; option entre le statut d'association et celui de société) (p. 6491, 6492, 6493) ;
— responsabilité des dirigeants (p. 6491, 6492) ;
- taxe sur les spectacles (p. 6492).

Comité national des activités physiques et sportives (C.N.A.P.S.) (p. 6499).
Fédérations sportives (pouvoirs de contrôle) (p. 6492).
Fonds national de développement du sport (F.N.D.S.) (p. 6492).
Indépendance des clubs (rapports avec l'Etat) (p. 6491).
Sportifs professionnels (imposition des — ; cotisations sociales versées) (p. 6492).

Discussion des articles [27 novembre 1987] :

Avant l'article 1er : fédérations sportives ; comité olympique et sportif français ; contre l'amendement n° 1 de M. Georges Hage (conseil national des activités physiques et sportives) (p. 6506).

BAYROU (François)

Député des Pyrénées-Atlantiques
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730). Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5034).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5034). Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 3 octobre 1987] (p. 11566).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 octobre 1987] (p. 11566).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [12 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*
Après l'article 51 : son sous-amendement n° 341 à l'amendement n° 306 de M. Jacques Barrot (application de l'amendement n° 306 de M. Jacques Barrot jusqu'à l'entrée en vigueur d'un dispositif visant à garantir la transparence et la moralisation du financement des partis politiques en France) (p. 2340) ; nécessaire moralisation des procédures de financement des partis politiques (p. 2343) ; adopté (p. 2344) ;

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. *Examen du fascicule* [28 octobre 1987] :

Professeurs et instituteurs :
— évaluation des (p. 4993, 4994).

Affaires sociales et emploi. *Questions* [9 novembre 1987] :

Politiques sociales sectorielles :
- illétrisme (lutte contre l') (p. 5290).

BEAUFILS (Jean)

Député de la Seine-Maritime
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Questions* [20 octobre 1987] :

Armement naval S.N.C.F. (p. 4558).
Dieppe (port de —) (p. 4558).
Ports d'intérêt national (p. 4558).

Tourisme. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Colloque tenu sous l'égide de la commission de la production et des échanges (p. 4872).
Contrats de plan Etat-région (p. 4873).
Crédits (recensement des — du tourisme) (p. 4872).
Promotion du tourisme et Maison de la France (p. 4872).
Tourisme associatif et familial (p. 4872).

BEAUJEAN (Henri)

Député de la Guadeloupe
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 avril 1987] :

Déséquilibres socio-culturels en Nouvelle-Calédonie (p. 293).
Référendum (opportunité du —) (p. 292).
Régionalisation (et notamment politique du Gouvernement à l'égard des régions) (p. 293).
Statut futur de la Nouvelle-Calédonie (p. 293).

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, discussion des articles [21 avril 1987] :

Chapitre III : *rachat d'une entreprise par ses salariés.*
Article 16 *(rachat d'une entreprise par ses salariés ; conditions ; régime fiscal)* : adaptation de l'ensemble du texte aux départements d'outre-mer ; situation économique des départements d'outre-mer (p. 483) ; R.E.S. minoritaires ; transmission d'entreprises (p. 484).

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre IV : *équipement sanitaire.*
Article 12 *(suppression des groupements interhospitaliers de région ; harmonisation des conditions d'examen des projets d'équipement des secteurs publics et privés)* : ses observations ; carte sanitaire en Guadeloupe (p. 818).

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).

Première lecture, discussion des articles [3 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions fiscales.*
Chapitre 1er : *dispositions portant modification du code général des impôts.*
Article 3 *(sanctions particulières et manquements à des obligations formelles)* : son accord sur le projet (p. 1878) ; charge de la preuve et moyens de preuve ; droit de renseignement du contribuable ; transfert de l'impôt sur le revenu aux collectivités locales (p. 1879).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [16 octobre 1987] :

Article 26 *(D.G.F. ; fixation du taux de prélèvement sur les recettes de T.V.A.)* : situation des collectivités des départements d'outre-mer (p. 4462) ; charges nouvelles leur incombant du fait de la décentralisation (p. 4463).

Deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :
Crédits (montant et répartition des —) (p. 4585).
Guadeloupe (situation en —) (p. 4585).
Investissement dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment F.I.D.O.M. et F.I.D.E.S.) (p. 4585, 4586).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :
Evolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie :
— référendum du 13 septembre 1987 (p. 6319).
Organisation des pouvoirs publics en Nouvelle-calédonie :
— comité économique et social (p. 6319) ;
— congrès (p. 6320) ;
— conseil exécutif (compétences) (p. 6320) ;
— conseil exécutif (composition et formation) (p. 6319, 6320) ;
— conseil exécutif (règles de majorité et pouvoir de substitution du commissaire de la République) (p. 6320) ;
— coutume et Assemblée coutumière (p. 6320) ;
— haut-commissaire de la République (p. 6320) ;
— régionalisation (p. 6320) ;
— régions (redécoupage des —) (p. 6319) ;
— répartition des compétences entre l'Etat, le territoire, les régions, les communes et l'Assemblée coutumière (p. 6320).

BEAUMONT (René)

Député de Saône-et-Loire
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des empoyeurs à l'effort de construction (n° 1025) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

Rapporteur de la proposition de loi, tendant à modifier les articles L. 442-8 et L 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation dans le but de faciliter la sous-location par les organismes mentionnés à l'article L. 441-2 dudit code aux personnes âgées ou handicapées (n° 1194) [3 février 1988] (p. 114).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du **code de la construction** et de l'habitation et portant création de **l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1185)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Meurtre du docteur vétérinaire Jean-Paul Lafay : politique anti-terroriste menée pendant la législature précédente [24 juin 1987] (p. 3112) ;

orales sans débat :

— **n° 276,** posée le 6 octobre 1987 : **transports fluviaux : (voies navigables)** (p. 3979) ; appelée le 9 octobre 1987 : **canal à grand gabarit entre Chalon-sur-Saône et Tavaux :** remplacé par M. Loïc Bouvard (p. 4079).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, avant la discussion des articles [25 mai 1987] :
Formation et gestion des personnels territoriaux :
— centres de gestion (rôle et organisation des —) (p. 1622) ;
— formations extérieures (p. 1622) ;
— formations spéciales (p. 1622).
Mobilité et parité au sein de la fonction publique (p. 1621, 1624).
Statut de la fonction publique territoriale (p. 1621).
Statut des personnels territoriaux :
— cadres d'emploi (création des —) (p. 1621) ;
— droit d'option des fonctionnaires dont le service change de collectivité de rattachement (p. 1621) ;
— droits et garanties statutaires des fonctionnaires (p. 1621).

Discussion des articles [26 mai 1987] [27 mai 1987] [17 juin 1987] :

Chapitre Ier A : *dispositions modifiant la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.*
Article 1er A *(article 13 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (statuts particuliers des corps et cadres d'emplois) :* son approbation sur cet article ; création d'emplois contractuels (p. 1630).
Article 1er B *(article 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (mobilité au sein de la fonction publique) :* son sous-amendement n° 218 rectifié à l'amendement n° 37 de la commission (intégration et carrière du fonctionnaire détaché) : retiré (p. 1633).
Article 13 *ter* *(article 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1985) (recrutement direct) :* son sous-amendement n° 247 à l'amendement n° 64 de la commission (référence aux directeurs généraux adjoints des services de département et de région) (p. 1746) ; retiré ; son amendement n° 223 (référence aux directeurs généraux adjoints de départements et de régions) : devenu sans objet (p. 1747).
Article 17 *(article 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (prise en charge des agents privés d'emploi) :* son amendement n° 225 (organisant le reclassement des fonctionnaires dont l'emploi a été supprimé ou dont le détachement est terminé, ne retrouvant pas de place dans leur collectivité d'origine) : adopté ; son amendement n° 226 (pénalités financières à l'encontre des centres de gestion qui n'auraient pas proposé trois emplois dans les deux ans aux fonctionnaires privés d'emploi) (p. 1758) ; adopté (p. 1759).
Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*
Article 20 *(abrogations et modifications diverses de la loi du 12 juillet 1984) :* son amendement n° 228 (maintien de l'article 24 de la loi du 12 juillet 1984 sur le recrutement commun de fonctionnaires territoriaux et de fonctionnaires de l'Etat) (p. 2788) ; adopté (p. 2789).
Chapitre IV : *dispositions finales.*
Article 26 *(modifications de coordination) :* son amendement n° 242 (précisant que les fonctionnaires de l'Etat, détachés dans les départements et les régions, bénéficient des avancements de grade au même titre que dans leurs corps d'origine en fonction des postes qu'ils occupent) : adopté.
Après l'article 26 : son amendement n° 243 (tendant à permettre aux fonctionnaires de l'Etat d'effectuer leur temps de mobilité dans le cadre de la fonction publique territoriale) : retiré ; son amendement n° 244 (mobilité de certains agents qui ont accepté d'être détachés à partir du 2 mars 1982 auprès des collectivités locales) : retiré ; son amendement n° 245 (situation des hauts-fonctionnaires de l'Etat détachés dans les départements et les régions avant le 26 septembre 1986, au regard de l'obligation de mobilité) (p. 2807) ; adopté après modification (p. 2808).
Après l'article 28 : soutient l'amendement n° 14 de M. Dominique Bussereau (de coordination) : adopté (p. 2809).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).**

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Article 5 *(pouvoirs du représentant de l'Etat au sein de la zone de défense)* : son amendement n° 112 (tendant à corriger une inexactitude juridique) : non soutenu (p. 3799).

Article 12 *(mission du directeur départemental des services d'incendie et de secours)* : son amendement n° 113 (compétences du directeur départemental) : non soutenu (p. 3808).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. – *Questions* [23 octobre 1987] :

Ecoles vétérinaires (p. 4770).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. I. — Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

H.L.M. (acquisition de logements —) (p. 5397).

— **Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).**

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 14 *(contrôle financier des comptes des collectivités locales)* : son amendement n° 37 : devenu sans objet (p. 7453).

Après l'article 18 *quinquies* : son amendement n° 36 rectifié (mise à disposition du représentant de l'Etat dans le département des prestations du laboratoire des services vétérinaires) : devenu sans objet (p. 7488).

— **Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).**

Première lecture, discussion des articles [17 décembre 1987] :

Article 2 *(agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction) : article L. 313-10 (composition du conseil d'administration de l'agence nationale)* : son amendement n° 103 soutenu par M. Pierre Montastruc (représentation majoritaire des employeurs au sein du conseil d'administration de l'agence) (p. 7693) ; rejeté ; son amendement n° 104 soutenu par M. Pierre Montastruc (présidence de l'agence réservée à un représentant des organisations d'employeurs) : rejeté (p. 7694)

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [22 décembre 1987] :

Agence nationale pour la participation des employeurs (p. 8060, 8061).

Entreprises (taux de participation des — à l'effort de construction) (p. 8060).

Sociétés concessionnaires d'autoroutes (assujettissement aux mêmes règles que les sociétés d'économie mixte locales permettant aux collectivités locales de demeurer majoritaires) (p. 8061).

Un pour cent logement (bilan et enjeux) (p. 8060).

BECAM (Marc)

Député du Finistère
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614) [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer (n° 701) [21 mai 1987] (p. 1491).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Yvan Blot et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 10, 11 et 72 de la Constitution afin d'instituer le référendum d'initiative populaire (n° 842) [1er juillet 1987] (p. 3523).

Rapporteur du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983, réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 1001) [5 novembre 1987] (p. 5483).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 701), adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 **portant statut des navires et autres bâtiments de mer (n° 801)** [3 juin 1987].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).**

Première lecture, avant la discussion des articles [25 mai 1987] :

Formation et gestion des personnels territoriaux :

— centres de gestion (financement des —) (p. 1596, 1598) ;

— centre national de la fonction publique territoriale (et notamment organisation de certains concours de catégorie B) (p. 1596) ;

— paritarisme dans la gestion de la formation (abandon du —) (p. 1596, 1597).

Mobilité et parité au sein de la fonction publique (p. 1597).

Statut de la fonction publique territoriale (et notamment réforme de 1984 : non application de la — et modification des principes issus de la —) (p. 1595, 1596).

Statut des personnels territoriaux :

— concours de recrutement (modification des règles sur les —) (p. 1596) ;

— contractuels (recours aux — et notamment pour les fonctions nouvelles comme la promotion des villes) (p. 1597) ;

— rémunérations et notamment primes (p. 1597, 1598).

Discussion des articles [27 mai 1987], [17 juin 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 4 *(articles 12 à 12* quater *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre national de la fonction publique territoriale) : article 12* bis *de la loi du 26 janvier 1984 (missions du centre national de la fonction publique territoriale)* : ses observations sur l'amendement n° 45 de la commission (compétence du centre national de la fonction publique territoriale pour certains fonctionnaires de catégorie B dont les statuts particuliers prévoient qu'ils relèvent du cadre national) ; son amendement n° 231 rectifié (rôle du centre national de la fonction publique territoriale pour la publicité des tableaux d'avancement des fonctionnaires de catégorie A et B relevant de sa compétence) : adopté (p. 1719) ; *article 12* ter *de la loi du 26 janvier 1984 (ressources du centre national de la fonction publique territoriale)* : son amendement n° 232 corrigé (tendant à supprimer la référence à un taux plafond de 1 % pour la cotisation versée par les collectivités territoriales au centre national de la fonction publique territoriale) (p. 1720) ; retiré (p. 1721).

Article 9 *(article 22 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (budget des centres de gestion)* : son amendement n° 233 (suppression du taux maximum de 0,75 % pour la cotisation aux centres de gestion) (p. 1731) ; adopté (p. 1732).

Article 10 *(article 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (missions des centres de gestion)* : son amendement n° 234 (précisant que les centres de gestion assurent la publicité des tableaux d'avancement pour les fonctionnaires de catégories B, C et D dépendant de lui) (p. 1733) ; retiré (p. 1734).

Article 16 *(article 80 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (avancement)* : ses observations sur l'amendement n° 71 de la commission (suppression de la communication des tableaux d'avancement au centre national de la fonction publique territoriale ou aux centres de gestion) et le but de son amendement n° 235 (p. 1751) ; son amendement n° 235 : devenu sans objet (p. 1752).

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Article 24 *(légalisation des polices municipales) :* ses observations sur cet article (p. 2797) ; police nationale (p. 2798).

Après l'article 24 : contre l'amendement n° 239 de M. Philippe Marchand (précisant que les gardes municipaux ne peuvent être armés) (p. 2805).

Seconde délibération du projet de loi [17 juin 1987] :

Article 4 : contre l'amendement n° 2 corrigé de la commission (suppression de la disposition prévoyant que le centre national de la fonction publique territoriale assure la publicité des tableaux d'avancement pour les fonctionnaires qui dépendent de lui) (p. 2811).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer (n° 701).

Première lecture, avant la discussion des articles : Rapporteur [15 juin 1987] :

Copropriétaires gérants (p. 2401).
Copropriétaires non-gérants (p. 2401).
Copropriété maritime (ou quirataire) (p. 2401).
Dettes nées (extension de la responsabilité aux —) (p. 2402).
Fiscalité de la copropriété quirataire (p. 2401, 2402).
Gérance (p. 2402).
Investisseurs (recherches d'—) (p. 2401).
Jurisprudence (p. 2401).
Marine marchande (crise de la —) (p. 2401).
Responsabilité solidaire et indéfinie des quirataires (p. 2401).
Territoires d'outre-mer (application de la loi aux —) (p. 2402).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la saisie conservatoire des aéronefs (n° 702).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique : Rapporteur suppléant [15 juin 1987] :

Créances concernées (p. 2405).
Nationalité des appareils concernés (p. 2405).
Politique étrangère (p. 2405).
Saisie administrative (p. 2405).
Saisie conservatoire (p. 2404).
Sénat (texte adopté par le —) (p. 2405).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie : **services du Premier ministre.** — *Examen du fascicule* [29 octobre 1987] :

Délinquance (Conseil national de prévention de la —) : (p. 5039, 5040).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 12 : ses observations sur l'amendement n° 86 de M. Martin Malvy (tendant à assimiler les plantations de noyers aux terrains plantés ou reboisés dans le cadre de l'article 395 du code général des impôts, pour les exonérer pendant 30 ans de la taxe sur le foncier non bâti) ; problème du reboisement en Bretagne (p. 6916).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [23 février 1988] :

Contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie (p. 235, 236).
Origines et motifs du dispositif proposé (p. 235, 243).
Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
Publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale du seul candidat élu à la présidence de la République (p. 243).
Appréciation de la variation des situations patrimoniales des personnalités concernées (organe compétent pour l'—) (p. 243).
Financement des campagnes électorales :
Limitation du champ d'application du projet aux élections présidentielles et législatives (p. 235).
Plafonnement des dépenses (p. 235, 243).
Financement des partis politiques :
Appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 236).

BECHE (Guy)

Député du Doubs
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289).

Juge titulaire de la Haute cour de justice [15 avril 1987] (p. 370).

Prestation de serment le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (affaires sociales et emploi : santé et famille) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 4 : **affaires sociales et emploi : santé et famille (n° 960)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Conférence de Besançon** : zones rurales ; rapport Guichard ; mécontentement des agriculteurs ; raisons de l'annulation de la conférence de Besançon [24 juin 1987] (p. 3120, 3121).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution, ainsi que le débat et le vote sur cette déclaration (n° 627).

Discussion générale [7 avril 1987] :

Protection sociale (avenir du système de) (p. 47, 48).

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Chef de service (statut et rôle du -) (p. 747).
Département médical (p. 748).
Politique hospitalière menée entre 1981 et 1986 (et notamment départementalisation) (p. 747, 748).
Politique hospitalière menée depuis 1986 (généralités) (p. 746, 747).
Secteur privé hospitalier (complémentarité du - avec le secteur public) (p. 745).
Service (rétablissement du -) (p. 747).

Discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre Ier : organisation des établissements d'hospitalisation publics.

Article 1er *(rétablissement des services) :* soutient l'amendement n° 91 de M. Claude Bartolone (rôle du département) (p. 772).

Article 2 *(nomination des chefs de service ; constitution des pôles d'activités et des départements) ; article 20-2 de la loi du 31 décembre 1970 (statut du chef de service) :* soutient l'amendement n° 106 de M. Claude Bartolone (de suppression)

(p. 778) ; soutient le sous-amendement n° 194 de M. Claude Bartolone à l'amendement n° 9 de la commission (dissociation du grade et de la fonction de chef de service en psychiatrie) (p. 779) ; soutient l'amendement n° 118 de M. Claude Bartolone (composition de la formation restreinte de la commission médicale d'établissement) : rejeté (p. 783) ; *article 20-3 de la loi du 31 décembre 1970 (constitution des pôles d'activités)* : soutient le sous-amendement n° 200 de M. Claude Bartolone à l'amendement n° 12 de la commission (avis du comité technique paritaire sur la création d'un pôle d'activités) (p. 786) ; soutient le sous-amendement n° 199 de M. Claude Bartolone à l'amendement n° 12 de la commission (délégation devant prendre la forme d'un document écrit précisant sa nature et son étendue) : rejeté ; soutient le sous-amendement n° 201 de M. Claude Bartolone à l'amendement n° 12 de la commission (délibérations du conseil d'administration devant préciser la nature et l'étendue de la délégation accordée à l'animateur du pôle d'activités) : rejeté ; soutient le sous-amendement n° 203 de M. Claude Bartolone à l'amendement n° 12 de la commission (titulaire de la délégation devant établir un rapport d'activités rendant compte de cette délégation à la fin de celle-ci) (p. 787) ; rejeté ; soutient le sous-amendement n° 204 de M. Claude Bartolone à l'amendement n° 12 de la commission (titulaire de la délégation devant établir chaque année un rapport d'activités) : rejeté ; *article 20-4 de la loi du 31 décembre 1970 (constitution des départements)* : soutient l'amendement n° 136 de M. Claude Bartolone (définition et rôle du département) (p. 789) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 137 de M. Claude Bartolone (consultation obligatoire du comité technique paritaire sur la constitution d'un département) : rejeté (p. 790).

Après l'article 2 : soutient l'amendement n° 144 de M. Claude Bartolone (représentants du personnel médical et pharmaceutique et représentants du personnel étant représentés en nombre égal au sein du conseil d'administration) : rejeté (p. 796).

Article 3 *(coordination nécessitée par le rétablissement des services opérés par l'article 1er du projet de loi et la création des pôles d'activités et des nouveaux départements)* : soutient l'amendement n° 145 de M. Claude Bartolone (de suppression) : rejeté ; soutient l'amendement n° 146 de M. Claude Bartolone (substitution de la notion d'unité fonctionnelle à celle de pôle d'activités) : rejeté (p. 797).

Article 4 *(compétences des commissions médicales d'établissement)* : ses observations sur l'amendement n° 148 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (p. 799) ; soutient l'amendement n° 153 de M. Claude Bartolone (consultation obligatoire de la commission médicale sur l'organisation des services) (p. 800).

Article 7 *(mesures transitoires fixant les conditions dans lesquelles les anciens chefs de service seront nommés pour un mandat de cinq ans)* : ses observations ; corporatisme des élus médecins de la majorité (p. 803).

Après l'article 7 : soutient l'amendement n° 161 de M. Claude Bartolone (suppression du secteur privé à l'hôpital public) (p. 805) ; mise en cause de M. Jean Bégault (p. 806) ; projet de décret sur le secteur privé à l'hôpital public ; rejeté (p. 807).

Article 11 *(conversion de lits)* : ses observations (p. 815, 816).

Après l'article 11 : soutient l'amendement n° 165 (conditions d'application du budget global au secteur privé hospitalier) : rejeté (p. 817).

Titre IV : *équipement sanitaire.*

Article 12 *(suppression des groupements interhospitaliers de région ; harmonisation des conditions d'examen des projets d'équipement des secteurs publics et privés)* : soutient l'amendement n° 166 de M. Claude Bartolone (de suppression) : rejeté (p. 819).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles [7 juillet 1987] :

Article 4 *(acquisition d'œuvres d'art par les entreprises)* soutient le sous-amendement n° 100 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (fixation par décret des conditions dans lesquelles les œuvres visées à cet article seront exposées) : rejeté (p. 3695).

Article 4 *bis* *(déduction fiscale du coût d'acquisition des œuvres d'artistes vivants)* : soutient l'amendement n° 84 de M. Christian Pierret (définition de la notion d'exposition au public) : rejeté (p. 3700).

Article 10 *(abattement de la taxe sur les salaires pour le secteur associatif)* : soutient l'amendement n° 86 de M. Christian Pierret (augmentation de l'abattement) : rejeté au scrutin public (p. 3708).

Après l'article 16 : contre l'amendement n° 92 du Gouvernement (responsabilité du conservateur des hypothèques de Bastia) ; technique des « cavaliers » (p. 3737).

Explications de vote [7 juillet 1987] :

Association (régime des —) (p. 3738).
Laïcité de la République (p. 3738).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 3738).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* : Rapporteur spécial [2 novembre 1987] :

Politique de la famille :
— famille (effets de la loi du 26 décembre 1986) (p. 5196).
Politique de la santé :
— budget global (application au secteur privé (p. 5195) ;
— budget global (dans les hôpitaux publics) (p. 5195) ;
— équipement hospitalier (p. 5196) ;
— évaluation des soins (p. 5196) ;
— hôpitaux publics (rétablissement du secteur privé dans les — (p. 5195) ;
— lutte contre la toxicomanie (p. 5196) ;
— médecins libéraux (p. 5195) ;
— personnels des hôpitaux (p. 5195).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 16 *(suite)* précédemment réservé : ses observations sur l'amendement n° 173 de M. Maurice Adevah-Pœuf (suppression de la possibilité de demander au comité syndical de modifier les dispositions statutaires mises en cause) (p. 7525) ; difficultés soulevées par cet article au sein de la majorité ; évocation d'un sous-amendement n° 248 par M. Pierre Micaux (p. 7526) ; ses observations sur l'amendement n° 174 de M. Alain Richard et l'amendement n° 87 de la commission (tendant à éviter que le comité syndical puisse bloquer une demande de retrait et à préciser, qu'à défaut de décision favorable dans un délai de six mois, la commune peut demander son retrait) ; ses observations sur le sous-amendement n° 248 de M. Pierre Micaux (syndicats ayant pour objet la réalisation de réseaux ou de travaux dont la nature est fixée par décret en Conseil d'Etat) (p. 7530).

BECHTER (Jen-Pierre)

Député de la Corrèze
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (défense : recherche et industrie d'armement) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à faire bénéficier les **victimes d'actes de terrorisme,** commis depuis le 1er janvier 1985, de certaines dispositions prévues par la loi n° 59-901 du 31 juillet 1959 **(n° 825)** [4 juin 1987].

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** tome X : **défense : recherche et industrie d'armement (n° 963)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :

Armée de terre (équipement de l'— et notamment hélicoptères de combat et antichar) (p. 135).
Avions de combat (et notamment avion « Rafale » et remplacement des « crusader » de la Marine) (p. 135, 136, 137).
Coopération européenne en matière d'armement (p. 136).
Crédits d'équipement militaire prévus par la loi (p. 134).
Défense européenne (p. 136).
Dépenses militaires (p. 134).
Désarmement et dénucléarisation de l'Europe (négociations américano-soviétiques) (p. 136).
Dissuasion nucléaire (p. 133, 134).
Flotte de surface (p. 135).
Forces nucléaires stratégiques (et notamment nouvelle composante terrestre) (p. 134).
Industries aéronautiques (p. 135).
Industries d'armement (G.I.A.T.) (p. 135).
Loi de programme (organisation et contenu de la —) (p. 134, 135, 137).
Personnels militaires (p. 136).
Présence française hors d'Europe (et notamment outre-mer) (p. 136).
Principes de la politique de défense (indépendance nationale et continuité « gaulliste ») (p. 136, 137).
Programmes d'équipement définis par la loi (p. 134).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Questions* [20 octobre 1987] :

Coopération judiciaire internationale pour lutter contre la grande délinquance (p. 4530).
Terrorisme (indemnités des magistrats affectés à la lutte contre le —) (p. 4529, 4530).

Défense. — *Examen du fascicule :* Rapporteur pour avis [9 novembre 1987] :

Arsenaux et G.I.A.T. (statut des — et personnels) (p. 5848).
Coopération européenne et internationale pour l'armement (p. 5649).
Industrie d'armement (p. 5648, 5649).
Loi de programmation militaire 1987-1991 (p. 5648).
Programmes d'équipement :
— programme Rafale, A.C.T.-A.C.M. (p. 5648).
Recherche et développement (crédits de — et ouverture de l'armée sur les entreprises) (p. 5648).

Questions : crusader de l'aéronavale (remplacement des —) (p. 5691).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Après l'article 7 : son amendement n° 239 (possibilité pour les départements de concéder, sous certaines conditions, le droit de faire réaliser des aménagements de production d'énergie hydraulique d'une puissance supérieure à 8 000 kwh) (p. 7444) ; non soutenu (p. 7445).

BEGAULT (Jean)

Député du Maine-et-Loire
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre Ier : organisation des établissements d'hospitalisation publics.

Après l'article 7 : proteste contre sa mise en cause par M. Guy Bêche (p. 806).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Tourisme. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Fiscalité (p. 4872).
« Fleurir la France » (opération) (p. 4872).
Secrétariat d'Etat au tourisme (réorganisation des structures du —) (p. 4871).
Tourisme des quatre saisons (p. 4872).
Tourisme rural (p. 4871, 4872).

BEGUET (René)

Député de Paris
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

Membre de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre [*J.O.* du 15 mai 1987] (p. 5369).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à permettre l'accès des conjoints de certaines personnes décédées en service aux emplois réservés (n° 1037) [20 novembre 1987] (p. 6197).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux enseignements artistiques (n° 1004) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental (n° 1019) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 19 janvier 1988] (p. 904).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 904).

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 2 février 1988] (p. 1621).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 2 février 1988] (p. 1621).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1037) adoptée par le Sénat, tendant à permettre l'**accès des conjoints de certaines personnes décédées en service aux emplois réservés (n° 1077)** [26 novembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Contre l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe soutenue par M. Gérard Collomb (p. 1020).
Compétitivité des entreprises françaises (amélioration de la — et croissance) (p. 1019, 1020).
Constitutionnalité du projet de loi (p. 1018).

Durée du travail (et notamment association de l'aménagement du temps de travail avec la réduction de la — et comparaisons internationales) (p. 1019).
Formes de l'aménagement du temps de travail :
— récupération des heures collectivement perdues (p. 1019) ;
— travail de nuit des femmes (condition de dérogation, opinion des femmes) (p. 1019).

Discussion des articles : Rapporteur suppléant [14 mai 1987] [15 mai 1987] [18 mai 1987] :

Article 1er *(dérogation aux dispositions règlementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail) :* vote positif de la majorité sur l'article 1er du projet de loi (p. 1137) ; contre l'amendement n° 253 de M. Bernard Deschamps (durée légale du travail effectif étant fixée à trente heures par semaine pour le père ou la mère d'un enfant de moins de trois ans) (p. 1157) ; contre l'amendement n° 254 de M. Jean-Jacques Barthe (dérogation autorisée par la loi ne pouvant être que plus favorable aux salariés) (p. 1159) ; contre l'amendement n° 7 de M. Georges Hage (subordination de la conclusion d'un accord collectif d'entreprise à l'autorisation de l'inspecteur du travail donnée après consultation des représentants des salariés lorsqu'il n'existe pas d'organisation syndicale) (p. 1160) ; contre l'amendement n° 255 de M. Jean Giard soutenu par M. Guy Ducoloné (accord d'entreprise ou d'établissement ne pouvant définir les modalités d'aménagement du travail hebdomadaire) ; contre l'amendement n° 74 de M. Gérard Collomb (dérogation ne pouvant être effectuée que par des accords étendus) ; contre l'amendement n° 256 de M. Jacques Rimbault (impossibilité de modifier l'aménagement du temps de travail à l'intérieur de la semaine) (p. 1162) ; contre l'amendement n° 257 de M. Georges Hage (accords de modulation du temps de travail ne pouvant être conclus que lorsque les salariés bénéficient d'une sixième semaine de congés payés) (p. 1163) ; contre l'amendement n° 258 de M. Daniel Le Meur (conclusion d'un accord ne pouvant entraîner pour les salariés une perte de salaire) ; contre l'amendement n° 8 de M. Georges Hage (accord d'entreprise ou d'établissement pouvant faire l'objet d'une opposition).

Article 2 *(récupération) :* contre les amendements identiques n° 42 de M. Gérard Collomb et n° 260 de M. Jacques Rimbault (de suppression) (p. 1171) ; contre l'amendement n° 261 de M. Gérard Bordu (récupération des seules heures perdues par suite d'interruption collective de travail résultant de causes accidentelles ou de cas de force majeure sous réserve de l'avis favorable des représentants des salariés) (p. 1172) ; contre les amendements identiques n° 11 de M. Georges Hage et n° 43 de M. Gérard Collomb (suppression de la possibilité de récupérer les heures perdues en raison d'intempéries) (p. 1174) ; contre l'amendement n° 199 de M. Gérard Collomb (récupération pour intempéries ne pouvant être exigée que pour des intempéries exceptionnelles constituant un cas de force majeure) ; contre l'amendement n° 46 de M. Gérard Bordu (suppression de la récupération pour cause d'inventaire) (p. 1175).

Article 4 *(droits des salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent)* vote positif par la majorité de l'article 4 du projet de loi proposé par le Gouvernement (p. 1239).

Après l'article 4 : contre l'amendement n° 95 de M. Gérard Collomb (communication d'un rapport sur le recours au travail intermittent aux institutions représentatives du personnel) ; contre l'amendement n° 96 de M. Gérard Collomb (prévoyant que les salariés intermittents auxquels l'employeur n'aura fourni aucun travail pendant plus de un an seront présumés être l'objet d'une procédure de licenciement) (p. 1255) ; contre l'amendement n° 100 de M. Gérard Collomb (prévoyant que le Gouvernement présentera au Parlement un bilan du travail intermittent) (p. 1257) ; contre l'amendement n° 18 de M. Georges Hage (suppression des associations intermédiaires) (p. 1258).

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe, explications de vote : [26 mai 1987] :

Compétitivité des entreprises françaises (p. 1690).
Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1689).
Examen du texte (conditions d'— et droits du Parlement) (p. 1689).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 mai 1987] :

Formation (actions de —) (p. 1454, 1455).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Article 1er *(modalités de calcul du complément d'indemnisation) :* situation des pharmaciens d'officine rapatriés d'Algérie (p. 3197).

Article 2 *(indemnisation des personnes ayant cédé leurs biens en Tunisie) :* soutient l'amendement n° 45 de M. Olivier Guichard (indemnité à verser aux personnes rapatriées originaires de deux départements sahariens des Oasis et de la Saoura) : retiré (p. 3201).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Titre III : *dispositions diverses.*

Avant l'article 9 : soutient l'amendement n° 13 de M. Michel Hannoun (ajournement avec mise à l'épreuve) (p. 4154) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4155) ; soutient l'amendement n° 14 de Mme Christiane Papon (prévoyant l'application des peines prévues à l'égard des alcooliques, aux conducteurs présentant un test-drogue positif) ; retiré (p. 4159).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Questions* [22 octobre 1987] :

Afrique du Nord (anciens combattants) (p. 4694).

Services du Premier ministre. — *Questions* [29 octobre 1987] :

Retraités de l'Etat (mensualisation des pensions des retraités parisiens) (p. 5050).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à permettre l'accès des conjoints de certaines personnes décédées en service aux emplois réservés (n° 1037).

Première lecture, avant la discussion des articles : Rapporteur [4 décembre 1987] :

Bénéficiaires actuels de la législation sur les emplois réservés (p. 6802).
Extension des catégories de personnes pouvant accéder aux emplois réservés (p. 6802, 6803).
Législation sur les emplois réservés (p. 6803).

Discussion des articles [4 décembre 1987] :

Article 1er *(droit aux emplois réservés des conjoints de certaines personnes décédées en service) :* contre l'amendement n° 5 de M. François Porteu de la Morandière (extension du projet de loi aux veuves de harkis déclarés morts pour la France ou portés disparus lors des événements ayant précédé l'indépendance de l'Algérie) ; son amendement n° 3 à titre personnel (extension du droit aux emplois réservés aux conjoints de personnes qui, soumises à un statut législatif ou réglementaire et appelées à titre habituel ou occasionnel, à participer à des missions d'assistance à personne en danger, sont décédées au cours d'une telle mission) (p. 6806) ; adopté ; son amendement n° 4 à titre personnel (de coordination) : adopté (p. 6807) ; contre l'amendement n° 7 de M. François Porteu de la Morandière (suppression de la forclusion intervenant après un délai de dix ans) (p. 6808).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 décembre 1987] :

Contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie (p. 7576, 7577).
Motions de procédure (rôle des —) (p. 7576).

Caractère obligatoire de l'enseignement de la musique et des arts plastiques à l'école et au collège (p. 7577).
Collectivités locales (rôle des —) (p. 7577).
Crédits destinés aux enseignements artistiques (montant et absence de programmation des —) (p. 7577).
Développement des enseignements artistiques (p. 7577).
Haut comité des enseignements artistiques (p. 7577).
Insertion professionnelle des personnes titulaires d'un diplôme sanctionnant une formation artistique (p. 7577).
Législation sur les enseignements artistiques (historique) (p. 7576).
Participation d'intervenants extérieurs dans les enseignements artistiques (p. 7577).
Reconnaissance des établissements privés d'enseignement artistique (p. 7577).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles :
Rapporteur suppléant [22 décembre 1987] :

Avantages dont bénéficient les titulaires des titres et diplômes de l'enseignement artistique (p. 8037).
Conventions entre établissements d'enseignements artistiques (p. 8037).
Enseignements artistiques à l'école maternelle (p. 8037).
Enseignements artistiques au collège (p. 8037).
Haut comité des enseignements artistiques (p. 8037).
Participation d'intervenants extérieurs dans les enseignements artistiques (p. 8037).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la formation professionnelle (n° 1147).

Première lecture, avant la discussion des articles
[18 décembre 1987] :

Contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7760).
Congé formation :
— enjeu et objectifs (p. 7760).
Crédit impôt-formation (p. 7760).
Mémorandum du 11 juin 1987 déposé par les partenaires sociaux (p. 7760).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs (n° 1135).

Première lecture, discussion des articles
[20 et 21 décembre 1987] :

Après l'article 6 : soutient l'amendement n° 21 de M. Bruno Bourg-Broc (tendant à modifier les règles de répartition de compétences au sein de la juridiction civile concernant les litiges nés de l'application de la loi du 10 janvier 1978 relative à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit) (p. 7970) ; retiré (p. 7971).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de MM. Michel Pelchat, Jacques Barrot et Michel Péricard relative aux opérations de télé-promotion avec offre de vente, dites de « télé-achat » (n° 1089, 1057).

Première lecture, avant la discussion des articles
[21 décembre 1987] :

Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) (compétences de la — dans la définition des règles de programmation des opérations de télé-promotion (p. 7984).
Consommateurs-télespectateurs (protection des —) (p. 7984).
Paysage audiovisuel français (P.A.F.) (p. 7984).
Publicité (distinction entre télé-achat et — déguisée) (p. 7984).

Explications de vote : [21 décembre 1987] :
vote positif du groupe R.P.R. (p. 7989).

BELLON (André)

Député des Alpes-de-Haute-Provence
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international sur le blé de 1986 comprenant la convention sur le commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire (n° 613) [16 avril 1987] (p. 450).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 613) autorisant **l'approbation d'un accord international sur le blé de 1986** comprenant la **convention sur le commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire (n° 698)** [30 avril 1987].

Proposition de résolution tendant à la **création d'une commission d'enquête** sur la **coopération franco-haïtienne** au regard de la **situation en Haïti (n° 1152)** [16 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **La pauvreté dans le monde** : propositions de loi de toutes tendances sur ce sujet ; nécessité de programmer un débat [25 novembre 1987] (p. 6436) ;

orales sans débat :

— **n° 319**, posée le 1er décembre 1987 : **recherche (C.E.A.)** (p. 6652) ; appelée le 4 décembre 1987 : **commissariat à l'énergie atomique** : inquiétude quant à l'emploi ; remous entraînés par des licenciements injustifiés ; faiblesse des moyens financiers du C.E.A. (p. 6775, 6776).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles
[9 avril 1987] :

Coopération franco-allemande et question de la garantie militaire et nucléaire de la France (p. 146, 147).
Défense européenne (p. 146, 147).
Désarmement et dénucléarisation de l'Europe (négociations américano-soviétiques sur les missiles nucléaires) (p. 146).
Dissuasion (p. 146).
Principes de la politique de défense (p. 146).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international sur le blé de 1986 comprenant la convention sur le commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire (n° 613).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique :
Rapporteur [15 juin 1987] :

Accord de 1986 (p. 2368).
Aide alimentaire (p. 2368, 2369).
Blé (commerce du —) (p. 2368).
Conséquences de l'aide alimentaire sur la production locale (p. 2369).
Contradictions entre excédents céréaliers et augmentation de la faim (p. 2368, 2369).
Coopération et développement (débat sur —) (p. 2369).
Faim dans le monde (p. 2368).
France (situation de la —) (p. 2368, 2369).
Libéralisme (p. 2369).
Surproduction céréalière mondiale (p. 2368).
Tiers monde (dette du —) (p. 2369).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jacques Godfrain et plusieurs de ses collègues relative à la fraude informatique (n° 744).

Première lecture, discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Article unique (créant, dans le code pénal, un chapitre intitulé : « de certaines infractions en matière informatique ») : soutient l'amendement n° 3 de M. Philippe Marchand (suppression des mots « entravé ou » dans l'article 462-3 du code

pénal prévoyant l'incrimination de détérioration) ; crainte de l'utilisation abusive de ce texte par les employeurs pour la répression des fautes professionnelles ; rejeté (p. 2388).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Jacques Toubon, Michel Péricard et René André relative à la protection des services de télévision ou de radiodiffusion destinés à un public déterminé (n° 833).

Première lecture, avant la discussion des articles [15 juin 1987] :

Abstention du groupe socialiste (p. 2391) ; Canal Plus (p. 2390).
Captation frauduleuse de programmes (p. 2390).
Décodeurs pirates (p. 2390).
Internationalisation des moyens de communication (p. 2391).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :

Paix (notion de —) (p. 2471).
Pays en voie de développement (aide aux — et problème de l'endettement du tiers monde) (p. 2471, 2472).
Pays en voie de développement (effets de la colonisation sur le sous-développement) (p. 2472).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Dépenses d'assurance maladie (progression des différents postes de —) (p. 2927).
Etats généraux (opportunité et enjeux des —) (p. 2927).
Financement (mesures conservatoires pour le financement des dépenses sociales) (p. 2928).
Prélèvements obligatoires (croissance des —) (p. 2926, 2927).
Transfert de charges (p. 2928).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 10 de M. Christian Goux (rétablissement de la législation existante avant le 16 mars 1986 relative à l'imposition sur le capital) ; rejeté au scrutin public (p. 2963).

— Projet de loi autorisant la ratification de la Convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 631), projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre les états membres des Communautés européennes concernant l'application de la Convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 632) et projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de certaines infractions commises à l'étranger (n° 633).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique :

Discussion commune [29 juin 1987] :

Convention de Strasbourg de 1977 (délais de ratification de la —) (p. 3322).
Convention de Strasbourg de 1977 (égalité des obligations des cocontractants) (p. 3323).
Convention de Strasbourg de 1977 (réserves sur la —) (p. 3322).
Droit d'asile et droits de l'Homme (p. 3322, 3323).
Extradition :
— refus d'extradition (obligation de poursuites en cas de — et rôles et compétences des juridictions françaises pour connaître des infractions commises à l'étranger) (p. 3323).
Majorité (cohésion de la —) (p. 3322, 3323).
Terrorisme (lutte contre le —) :
— coopération européenne (p. 3321) ;
— nécessité de la — (p. 3321, 3322).

— Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre les états membres des communautés européennes concernant l'application de la Convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 632).

Première lecture, explications de vote [29 juin 1987] :

Conventions d'extradition (délais de ratification des —) (p. 3330).
Terrorisme (moyens de la lutte contre le —) (p. 3331).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Fonds d'aide et de coopération (critique de la gestion du — par la Cour des comptes ; affaire Nucci) (p. 4662, 4668).
Ministère de la coopération (budget, moyens et modernisation du —) (p. 4662).
Politique de coopération (principes de la, partenariat, propositions de loi déposées) (p. 4661, 4662, 4663).

Rappel au règlement : possibilité pour un rapporteur de ne pas partager l'opinion de la commission ; cas des rapporteurs budgétaires entre 1981 et 1986 et notamment de M. Xavier Deniau (p. 4670).

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule* [5 novembre 1987] :

Afrique (relations de la France avec le continent africain) (p. 5464).
Armements (conséquences pour l'Europe des négociations américano-soviétiques sur la réduction des —) (p. 5463).
Défense européenne (identité européenne en matière de défense) (p. 5464).
Monnaie européenne (p. 5464).
Politique agricole commune (p. 5464).
Secrétariat d'Etat chargé des droits de l'Homme (rôle du — sur le plan intérieur et sur le plan international) (p. 5464).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 décembre 1987] :

Assurance maladie :
— honoraires médicaux (p. 7817).
Sécurité sociale (généralités) :
— autonomie de gestion des branches de la sécurié sociale (p. 7818) ;
— états généraux de la sécurité sociale (p. 7816, 7817) ;
— situation financière de la sécurité sociale (p. 7816, 7817, 7821).

BELORGEY (Jean-Michel)

Député de l'Allier
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

INTERVENTIONS

— Son rappel au règlement : enquête sur l'implantation et l'activité de la Ligue des droits de l'Homme ; s'étonne que les directives données par le ministre de l'intérieur aient visé également le Service d'action civique ; consultation préalable de la Commission nationale informatique et liberté [20 mai 1987] (p. 1374).

BENOIT (René)

Député des Côtes-du-Nord
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Quotas laitiers et problème porcin** [15 avril 1987] (p. 349) ;

— **Situation du marché porcin** : situation de l'agriculture bretonne [18 novembre 1987] (p. 6021, 6022) ;

orales sans débat :

— **n° 187**, posée le 7 avril 1987 : **enseignement privé (enseignement agricole)** (p. 68) ; retirée le 10 avril 1987 (p. 214).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — *I. Enseignement scolaire.* — *Questions* [28 octobre 1987] :

A.T.O.S. (réduction des effectifs (p. 5003).

Culture. — *Questions* [30 octobre 1987] :

Danse et « année de la danse » (p. 5150).
Patrimoine monumental (p. 5148).

BENOUVILLE (Pierre de)

Député de Paris
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

BEREGOVOY (Pierre)

Député de la Nièvre
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Sécurité sociale** [20 mai 1987] (p. 1366, 1367).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Allégements d'impôt (p. 4295).
Commerce extérieur (p. 4294).
Croissance (p. 4294).
Déficit budgétaire (et des administrations) (p. 4295).
Dette publique (p. 4296).
Emploi :
— chômage et effectifs salariés (p. 4295, 4296) ;
— emploi (politique de l'— et de la formation professionnelle) (p. 4296).
Entreprises (création et transmission des —) (p. 4296).
Finances publiques (programmation à moyen terme des — et « bombes à retardement ») (p. 4296).
Hypothèses économiques du Gouvernement (p. 4294, 4295).
Impôt sur la fortune (p. 4297).
Inflation (et écart avec nos principaux partenaires) (p. 4294).
Investissement (niveau de l'— et politique en faveur de l'—) (p. 4294).
Pouvoir d'achat (p. 4295).
Privatisations (et affectation du produit des —) (p. 4294).
Rebudgétisations et débudgétisations (opérations de —) (p. 4295).
Sécurité sociale (cotisations de ; équilibre financier et réforme de la —) (p. 4295).

BERGELIN (Christian)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports

DEPOTS

Projet de loi relatif à la **répression de l'usage des produits dopants** à l'occasion des compétitions et **manifestations sportives (n° 1127)** [9 décembre 1987].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Alain Calmat : suppression de postes d'animateurs** : redéploiement et non suppression de 372 postes Fonjep [27 mai 1987] (p. 1702) ; projet de loi sur le mécénat (p. 1703).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Aménagement du temps scolaire (p. 4936).
Associations (p. 4936).
Cadres techniques (régime indemnitaire des —) (p. 4938).
Clubs professionnels (statut des) (p. 4936).
« Contrat bleu » (p. 4936, 4938).
Dopage (lutte contre le —) (p. 4937).
Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) (gestion des postes) (p. 4936, 4938).
Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) (p. 4936).
Jeux olympiques (préparation des) (p. 4937).
Mécénat (application aux associations sportives de la loi sur le —) (p. 4938).
Sport de haut niveau (p. 4937).
Toxicomanie (lutte contre la —) (p. 4937).

Réponses aux questions (p. 4939) :

Centres de vacances et de loisirs (M. Xavier Dugoin) (p. 4944).
« Contrat bleu » (M. Michel Ghysel) (p. 4944).
Dopage (lutte contre le —) (M. Marcel Dehoux) (p. 4942, 4943).
F.N.D.S (enveloppe globale du —) (M. Théaudin Clément) (p. 4942).
Fonjep (modalités d'attribution des postes) (MM. Sébastien Couepel, Jean Laurain, Mme Jacqueline Osselin) (p. 4940, 4941).
Illkirch-Graffenstaden (zone de loisirs et de sports de —) (M. André Durr) (p. 4943).
Loto sportif (M. Jean-François Jalkh) (p. 4943).
Parrainage de manifestations sportives par des entreprises de spiritueux (M. Jean-Paul Fuchs) (p. 4940).
Préparation olympique (contrats de —) (M. Marcel Dehoux) (p. 4945).
Vie associative (M. Jean-Paul Fuchs, Mme Jacqueline Osselin) (p. 4939, 4945).

Vote des crédits (p. 4945) :

Etat B, titre IV : contre l'amendement n° 96 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) (p. 4946).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1010).**

Première lecture, avant la discussion des articles [27 novembre 1987] :

Clubs sportifs professionnels :
— fiscalité (p. 6493, 6505, 6506) ;
— financements publics des — (p. 6505) ;
— gestion (contrôle de la) (p. 6493, 6505) ;

— statut des — (modifications de la loi de 1984 ; option entre le statut d'association et celui de société) (p. 6493, 6500, 6505) ;
— statut (seuil de l'option ; rôle des fédérations) (p. 6505) ;
— responsabilité des dirigeants (p. 6493).
Education physique et sportive (professeurs d'—) (p. 6505).
Fédérations sportives (pouvoirs de contrôle) (p. 6505).
Indépendance des clubs (rapports avec l'Etat) (p. 6493).

Discussion des articles [27 novembre 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 1 de M. Georges Hage (conseil national des activités physiques et sportives) ; sport professionnel ; contrôle des comptes des clubs ; responsabilité des dirigeants des clubs (p. 6506).

Article 4 *(règles particulières applicables à certaines associations sportives)* : possibilité de maintenir le statut associatif en contre-partie de l'obligation de prendre un commissaire aux comptes pour les clubs atteignant un certain niveau ; responsabilité des dirigeants des clubs professionnels (p. 6508).

Article 5 *(délai d'application)* : rôle des commissaires aux comptes ; délai d'application de la loi (p. 6509).

BERNARD (Michel)

Député de la Haute-Vienne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

BERNARD (Pierre)

Député du Tarn
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le conseil fédéral suisse relative à la reconnaissance réciproque des poinçons officiels opposés sur les ouvrages en métaux précieux (n° 975) [12 novembre 1987] (p. 5817).

BERNARDET (Daniel)

Député de l'Indre
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

BERNARD-REYMOND (Pierre)

Député des Hautes-Alpes
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'article L. 431 du code de la **santé publique** relatif à **l'ordre national des chirurgiens-dentistes (n° 983)** [28 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :

Coopération franco-allemande et question de la garantie militaire et nucléaire de la France (p. 149).
Défense européenne (p. 148, 149).
Espace (utilisation de militaire de l'— et notamment projet I.D.S.) (p. 149).

BERSON (Michel)

Député de l'Essonne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843) [*J.O.* du 5 juillet 1987] (p. 7378).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la **reconnaissance** et à la **prévention** des **difficultés spécifiques d'apprentissage (n° 1044)** [18 novembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Projet de loi sur l'apprentissage** : quasi unanimité contre ce projet [3 juin 1987] (p. 1864, 1865) ;

orales sans débat :

— **n° 234**, posée le 2 juin 1987 : **enseignement maternel et primaire (fonctionnement)** (p. 1835) ; appelée le 5 juin 1987 : **dyslexie** : nécessité d'un dépistage précoce et de mesures de soutien pédagogique spécifiques ; retard de la France signalé lors du colloque organisé par l'union nationale France-dyslexie (p. 2017, 2018) ;

— **n° 280**, posée le 6 octobre 1987 : **finances publiques (emprunt d'Etat)** (p. 3980) ; appelée le 9 octobre 1987 : **remboursement de l'emprunt de 1973** : son coût pour l'Etat ; son financement par le produit des privatisations (p. 4090) ; perturbation des marchés financiers (p. 4091).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 3477 à 3480) ; rejetée au scrutin public (p. 3482).
Apprentis (exonération des charges sociales salariales) (p. 3477).
Apprentissage :
— contrat d'— (p. 3479) ;
— législation (évolution de la —) (p. 3477) ;
— lien ou concurrence avec le système éducatif (p. 3478) ;
— titres (et conditions d'homologation des —) (p. 3479).
C.A.P (et classes pré-professionnelles de niveau et préparatoires à l'apprentissage) (p. 3478).
Entreprises (p. 3479).
Jeunes (chômage des —) (p. 3477).
Régions (rôle des —) (p. 3479).
Taxe d'apprentissage (et réforme de la —) (p. 3480).

Discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 1er *(définition de l'apprentissage)* : ses observations ; titres homologués (p. 3532) ; son amendement n° 77 (limitation de l'apprentissage à l'obtention d'une première qualification professionnelle) (p. 3535) ; rejeté (p. 3536) ; pour l'amendement n° 35 corrigé de la commission (signature des arrêtés homologant des titres par les ministres chargés de l'apprentissage) ; son amendement n° 78 (apprentissage préparant à l'obtention des seuls titres reconnus par une convention collective de branche) : rejeté ; son amendement n° 79 (de conséquence de l'amendement n° 78) : retiré ; son amendement n° 80 (contrat d'apprentissage visé par le directeur du centre de formation des apprentis et par le représentant du comité départemental de la formation professionnelle) : rejeté ; son amendement n° 81 (participation à l'apprentissage des établissements d'enseignement technologique reconnus par l'Etat) (p. 3540) ; rejeté ; son amendement n° 82 (mention dans le contrat d'apprentissage du contenu des relations conventionnelles entre l'employeur et la ou les entreprises susceptibles d'accueillir temporairement l'apprenti) : retiré ; son amendement n° 83 (nécessité d'être agréée pour toute entreprise accueillant temporairement l'apprenti) : rejeté (p. 3541).

Article 2 *(durée du contrat d'apprentissage et conclusion de contrats successifs)* : ses observations ; précarisation de la situation des jeunes (p. 3542) ; son amendement n° 84 soutenu par M. Robert Chapuis (transformation du contrat d'apprentissage en contrat à durée déterminée en cas d'obtention du diplôme ; rémunération minimum fixée au S.M.I.C.) (p. 3545) ; rejeté au scrutin public (p. 3547) ; son amendement n° 85 (limitation à deux contrats successifs pour la préparation de diplômes ou titres de même niveau) : rejeté (p. 3559).

Article 3 *(mission des C.F.A.)* : son amendement n° 86 (formation en entreprise devant développer l'aptitude à tirer profit d'actions ultérieures de formation) : adopté (p. 3562).

Article 4 *(dérogation au principe de la formation des apprentis en C.F.A.)* : son amendement n° 87 soutenu par M. Jean-Claude Cassaing (suppression de la possibilité de convention entre les C.F.A. et des entreprises) : rejeté ; son amendement n° 88 (convention conclue entre l'entreprise et le C.F.A précisant la qualification et les compétences requises pour le maître d'apprentissage désigné par l'entreprise au sein de celle-ci) (p. 3565) ; qualification des enseignants et des maîtres d'apprentissage préparant aux diplômes d'un niveau supérieur à V ; rejeté ; son amendement n° 89 (contrôle pédagogique du C.F.A. sur les enseignements technologiques dispensés en entreprise) (p. 3566) ; rejeté ; son amendement n° 90 (enseignement dispensé en entreprise soumis au contrôle pédagogique des services compétents de l'Etat) (p. 3567) ; devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 116 (p. 3567).

Article 5 *(création des C.F.A.)* : son amendement n° 107 (création des C.F.A. après avis du comité national ou régional de la formation professionnelle) : rejeté (p. 3569) ; son amendement n° 128 (gestion paritaire des C.F.A.) : rejeté ; soutient l'amendement n° 41 de la commission (convention précisant le niveau de qualification du personnel enseignant en fonction des diplômes préparés) : rejeté ; son amendement n° 91 (avenant aux conventions pour l'ouverture de sections préparant à un diplôme ou à un titre homologué d'un niveau supérieur au C.A.P.) : retiré (p. 3571).

Article 6 *(durée minimum de la formation en C.F.A.)* : son opposition à cet article (p. 3572).

Article 7 *(contrôle sur les C.F.A.)* : son amendement n° 95 (contrôle pédagogique de l'Etat sur les entreprises assurant une partie de la formation technologique et pratique normalement dispensée par les C.F.A.) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 116 à l'article 4 (p. 3574).

Article 9 *(suppression de l'avis circonstancié d'orientation pour la conclusion du contrat d'apprentissage)* : son amendement n° 96 (de suppression) (p. 3576) ; rejeté (p. 3577).

Article 10 *(agrément des employeurs)* : son amendement n° 97 (nécessité de l'agrément de toute entreprise accueillant un apprenti) : rejeté ; son amendement n° 98 (avis obligatoire de la chambre des métiers, de la compagnie consulaire ou de la chambre d'agriculture) (p. 3579) ; rejeté ; son amendement n° 99 (avis de la chambre d'agriculture ou d'une commission paritaire départementale constituée par les organisations professionnelles de branche chargée de la gestion de l'apprentissage) : rejeté ; son amendement n° 100 (agrément délivré dans un délai de deux mois par le comité départemental de la formation professionnelle) : rejeté (p. 3580) ; son amendement n° 101 (agrément spécifique nécessaire pour les formations d'un niveau supérieur au C.A.P.) : rejeté (p. 3581).

Article 12 *(prolongation de l'apprentissage en cas d'échec à un examen ; prorogation du contrat initial ou conclusion d'un nouveau contrat avec un autre employeur)* : son amendement n° 102 (prorogation du contrat initial après avis du directeur du C.F.A.) : rejeté (p. 3583).

Article 13 *(rémunération des apprentis ; variation en fonction de l'âge et du déroulement de la formation)* : son amendement n° 103 (rémunération en fonction de l'âge et de la formation acquise) (p. 3584) ; rejeté ; son amendement n° 106 (conclusion d'un nouveau contrat après obtention du diplôme ne pouvant se traduire par une baisse de la rémunération) (p. 3585) ; rejeté au scrutin public (p. 3586).

Article 16 *bis* *(inspection de l'apprentissage — intégration des inspecteurs dans le corps des inspecteurs de l'enseignement technique)* : ses observations (p. 3603).

Article 17 *(exonération des charges sociales patronales pour les entreprises de plus de 10 salariés)* : discrimination entre les apprentis selon la taille de l'entreprise dans laquelle ils travaillent ; son amendement n° 109 (de suppression) (p. 3605) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 110 (possibilité de prise en charge par l'Etat de tout ou partie des cotisations sociales patronales) (p. 3607) ; rejeté.

Après l'article 17 : son amendement n° 112 (reconnaissance des organismes professionnels paritaires de branche en matière d'apprentis rejeté (p. 3608) ; contre les amendements n° 56 rectifié de la commission, 131 de M. Michel Hannoun et 69 de M. Guy Herlory (travail de nuit des apprentis boulangers et boulangers-pâtissiers) (p. 3610).

Article 18 *(schéma prévisionnel régional de l'apprentissage)* : son amendement n° 113 (suppression de l'obligation faite au préfet de tenir compte du schéma prévisionnel régional de l'apprentissage) : rejeté.

Après l'article 18 : pour l'amendement n° 54 de la commission (composition du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage ; présence d'un représentant de chaque région) (p. 3612),

Article 18 *bis* *(compensation par l'Etat des charges nouvelles incombant aux régions)* : son approbation de l'article (p. 3614).

Après l'article 19 : contre l'amendement n° 55 de la commission (interdiction de l'ouverture de sections dans un lycée d'enseignement professionnel lorsque la région a supprimé la même formation dans un C.F.A. du même département faute de besoins — délai de deux ans à compter de la fermeture) ; suspicion à l'égard du représentant de l'Etat (p. 3615).

Après l'article 20 : son amendement n° 123 (dépôt par le Gouvernement avant le 31 décembre 1987 d'un projet de loi de réforme de la taxe d'apprentissage) : rejeté (p. 3618).

Explications de vote (p. 3618) :

Création d'une filière concurrente du service public (p. 3620).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 3620).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [9 juillet 1987] :

Rémunération des apprentis (p. 3884).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 3884).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — I. Enseignement scolaire.

Examen du fascicule [28 octobre 1987] :

Baccalauréat (objectif d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du —) (p. 4991).
Enseignement technique et professionnel (p. 4991).
Entreprises (relations enseignement-entreprises et formation en alternance) (p. 4991).
Professeurs et instituteurs :
— recrutement (crise du —), formation initiale et continue et statut (p. 4991).

Culture. — *Questions* [30 octobre 1987] :

Bicentenaire de la Révolution française (commémoration du —) (p. 5142, 5143).

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— chômage et emploi (situation) (p. 5246) ;
— formation professionnelle (crédits de la — et généralités) (p. 5247, 5248) ;
— stages d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P.) (p. 5247).

Intérieur. — *Questions* [9 novembre 1987] :
Répartition des effectifs de police dans la région parisienne (p. 5634, 5635).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).

Première lecture, discussion des articles [16 décembre 1987] :
Chapitre II : *de la reconnaissance des établissements et de l'homologation des titres et diplômes.*
Article 10 *(possibilité pour les établissements d'enseignement artistique de bénéficier de la taxe d'apprentissage) :* soutient l'amendement n° 43 de M. Jean-Jack Queyranne (de suppression) : rejeté (p. 7605).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la formation professionnelle (n° 1147).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :
Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7757 à 7760) ; rejetée au scrutin public (p. 7761).
Assemblée nationale (conditions de travail de l'—) (p. 7757).
Congé formation :
— bilan (p. 7759) ;
— enjeu et objectifs (p. 7758, 7759) ;
— historique (p. 7757, 7758).
Crédit impôt-formation (p. 7757).

Discussion des articles [18 décembre 1987].
Article 1er *(détermination par voie de convention ou d'accord des règles relatives à la prise en charge des salariés en congés de formation) :* son amendement n° 3 (tendant à fixer un minimum de rémunération aux salariés en congé individuel de formation) : rejeté.
Après l'article 2 : son amendement n° 4 (garantie de rémunération après la formation) (p. 7767) ; rejeté ; son amendement n° 5 (garantie de rémunération après la formation) : rejeté.
Article 4 *(commissions spécialisées du comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi) :* son amendement n° 6 (de suppression) ; volonté par cet amendement de connaître les raisons de la substitution du mot section par le mot « commission » (p. 7768) ; retiré (p. 7769).

BESSON (Jean)

Député du Rhône
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3862).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 670) tendant à modifier les articles 79 et 80 de la loi 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, afin de permettre la globalisation des finances du logement [14 mai 1987] (p. 1180).

BESSON (Louis)

Député de la Savoie
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à porter de trois à cinq ans le délai imposé par l'article L. 121-11 du code de l'urbanisme relatif à la durée de vie d'un syndicat intercommunal d'études et de programmation (n° 996) [26 novembre 1987] (p. 6473).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du code électoral pour les élections municipales afin de garantir aux habitants permanents des **petites communes** accueillant une **importante population touristique** la maîtrise de leur gestion communale et de leur devenir **(n° 877)** [18 juin 1987].

— **Proposition de loi** tendant à réprimer les **discriminations** à l'encontre des **handicapés (n° 1191)** [22 décembre 1987].

— **Proposition de loi** tendant à mieux préserver les **droits** du **débiteur** et du **créancier** en cas de **saisie immobilière (n° 1196)** [22 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, discussion des articles [19 mai 1987] [20 mai 1987] :
Avant l'article 1er : son amendement n° 118 (droit au travail des handicapés et mission du fonds de développement de l'insertion professionnelle des handicapés) (p. 1328) ; rejeté (p. 1329).
Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-1 du code du travail (définition de l'obligation d'emploi) :* contre l'amendement n° 12 de M. Henri Bouvet (tendant à réduire à 5 % le quota de travailleurs handicapés) (p. 1335) ; *article L. 323-2 du code du travail (application de l'obligation d'emploi dans les collectivités et organismes publics) :* ses observations sur l'amendement n° 137 de M. Georges Hage (tendant à astreindre les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ayant plus de dix salariés à l'obligation d'emploi) (p. 1339) ; son amendement n° 119 (institution d'un comité départemental pour l'emploi des personnes handicapées dans les secteurs public et parapublic) (p. 1342) ; rejeté ; *article L. 323-3 du code du travail (bénéficiaires de l'obligation d'emploi) :* son amendement n° 120 (précisant que les bénéficiaires de l'obligation d'emploi bénéficient du concours de tous services susceptibles d'accompagner leur insertion professionnelle ou leur maintien au travail) : rejeté (p. 1343) ; son amendement n° 121 (tendant à étendre l'obligation d'emploi aux personnes dont la capacité est diminuée à cause de leur rythme propre) (p. 1345) ; rejeté (p. 1346) ; *article L. 323-5 du code du travail (assimilation de certaines catégories particulières à des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) :* contre l'amendement n° 2 de la commission (collectivités territoriales et bénéficiaires de l'obligation d'emploi) (p. 1380) ; *article L. 323-6 du code du travail (détermination du salaire des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) :* abstention des socialistes sur l'amendement n° 124 de M. Georges Hage (rémunération des travailleurs handicapés en milieu ordinaire devant être la même que celle des personnes valides effectuant le même travail) (p. 1380) ; *article L. 323-8 du code du travail (contrat de sous-traitance avec le secteur protégé) :* soutient l'amendement n° 47 de M. Didier Chouat (possibilité offerte aux employeurs de s'acquitter totalement de leur obligation d'emploi en confiant des travaux au secteur protégé accueillant des personnes handicapées) : rejeté (p. 1383) ; *article L. 323-8-1 du code du travail (accord prévoyant un programme en faveur des travailleurs handicapés) :* ses observations sur l'amendement n° 98 de M. Georges Hage (entreprise ne pouvant satisfaire à l'obligation d'emploi qu'en faisant application d'un accord de branche) (p. 1384) ; contre l'amendement n° 99 de M. Jacques Roux (application de l'accord ne pouvant exonérer l'employeur de son obligation d'employer les bénéficiaires dans la proportion de 10 % de l'effectif total des salariés) (p. 1385) ; *après l'article L. 323-8-8 du code du travail :* abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 147 de M. Bernard Deschamps (p. 1412).
Après l'article 5 : son amendement n° 122 (possibilité pour un même établissement de comporter une section d'ateliers protégés ou de distribution de travail à domicile, une section d'aide par le travail et une section de travail à temps partiel pour adolescents ou adultes handicapés) : rejeté (p. 1420) ; son amendement n° 123 (ressources des handicapés en cas de passage du secteur protégé au milieu ordinaire) : retiré (p. 1421).
Article 6 *(dispositions transitoires) :* soutient l'amendement n° 75 de M. Didier Chouat (réduction à deux ans de la période transitoire) : rejeté ; soutient l'amendement n° 76 de M. Didier Chouat (obligation d'emploi) : retiré (p. 1422).

Explications de vote (p. 1422).
Abstention du groupe socialiste (p. 1423).

Fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (contribution des entreprises aux —) (p. 1423).
Majoration par personne en fonction de la nature du handicap (p. 1423).
Obligation d'emploi dans le secteur public (respect par l'Etat de l'—) : (p. 1423).
Obligation d'emploi des personnes handicapées (p. 1423).
Petites et moyennes entreprises (nécessité de créer une incitation à l'embauche de personnes handicapées) (p. 1423).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Article 11 *(financement des opérations de secours) :* son amendement n° 191 soutenu par Mme Odile Sicard (rappel du 7° de l'article L. 221-2 du code des communes) : rejeté (p. 3805).

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre II : *maîtrise de l'urbanisme.*

Article 16 *(prise en compte des risques naturels ou technologiques dans les différents documents d'urbanisme) :* son amendement n° 153 soutenu par M. Alain Richard (prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme relevant de la compétence de l'Etat) : rejeté (p. 3826).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 décembre 1987] :

Décentralisation (amélioration ou remise en question de la —) (p. 7383).
D.G.E. :
— des communes (p. 7383, 7400) ;
— des départements (et notamment critère de potentiel fiscal superficiaire) (p. 7383, 7384, 7400).
Interventions économiques des collectivités locales :
— bilan des — (p. 7383) ;
— garanties d'emprunt (logement social ; associations) (p. 7383).

Discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 1er *(dotation globale d'équipement des communes ; importance de la seconde part) :* pour l'amendement n° 125 de M. Augustin Bonrepaux (prévoyant que, lors de chaque renouvellement des conseils municipaux, les communes et les groupements de moins de 2 000 habitants peuvent opter pour l'attribution de la D.G.E. au titre de la première part pour une période de six ans).

Après l'article 1er : ses observations sur l'amendement n° 236 de M. Jean Briane (substituant à la conférence d'harmonisation des investissements la commission consultative pour la répartition de la deuxième part de la D.G.E. pour améliorer l'organisation des services publics en montagne) (p. 7403) ; polyvalence des services publics ; conseil national de la montagne (p. 7404).

Après l'article 3 : ses observations sur l'amendement n° 43 de M. Jean Briane (dotation minimale de fonctionnement pour les plus petites communes) (p. 7410) ; reprend l'amendement n° 42 rectifié de M. Jean Briane (tendant à limiter les opérations de correction des potentiels fiscaux aux seules communes soumises à la législation sur les établissements exceptionnels) : devenu sans objet (p. 7411).

Après l'article 18 *bis* *:* ses observations sur l'amendement n° 46 de M. Sébastien Couepel (supprimant le sectionnement électoral dans les communes dont la population est comprise entre 3 500 et 30 000 habitants et provenant d'une fusion) (p. 7484).

Titre V : *dispositions relatives au financement des collectivités locales à vocation touristique.*

Article 19 *(aménagement du régime des dotations aux communes touristiques et thermales) :* ses observations sur l'amendement n° 31 de la commission de production, 17 de M. Jean Briane et 182 de M. Augustin Bonrepaux (précisant les pouvoirs des groupements de communes touristiques vis-à-vis des communes adhérentes) (p. 7503) ; ses observations sur l'amendement n° 183 de M. Augustin Bonrepaux (tendant à ne pas appliquer la limitation de l'augmentation de la dotation aux communes et groupements de communes qui sont en voie de développement touristique pendant les quatre années qui suivent leur accession à ce régime) ; son amendement n° 184 (suppression du premier alinéa du paragraphe V *bis* de cet article) ; retiré (p. 7508) son amendement n° 185 (prise en compte de l'accroissement de la population saisonnière) (p. 7509) ; recensement complémentaire ; rejeté (p. 7510).

Article 25 *(réforme de la taxe de séjour) :* son amendement n° 191 soutenu par M. Augustin Bonrepaux (communes de montagne) : adopté (p. 7517).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant, en ce qui concerne la prise de possession des immeubles nécessaires à l'organisation ou au déroulement des XVIe jeux olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie, l'application de la procédure d'extrême urgence et la réquisition temporaire (n° 1011).

Première lecture, discussion des articles [16 décembre 1987] :

Article 1er *(application de la procédure d'extrême urgence pour l'acquisition des immeubles nécessaires à l'organisation et au déroulement des XVIe jeux olympiques d'hiver) :* son amendement n° 1 (cantons concernés par les dispositions exceptionnelles) ; omission dans le projet de loi de l'un des itinéraire permettant d'atteindre la vallée de la Tarantaise en hiver (p. 7555) ; maintien de son amendement pour des considérations financières (p. 7556) ; rejeté.

Article 2 *(relogement préalable des occupants) :* son amendement n° 2 (de précision) ; garanties couvrant les propriétés agricoles : adopté (p. 7557).

Seconde délibération [16 décembre 1987].

Article 2 *(relogement préalable des occupants) :* accepte les assurances données par le Gouvernement (p. 7558).

BICHET (Jacques)

Député du Territoire de Belfort
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

Rapporteur du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [14 mai 1987] (p. 1179).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7066).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7066).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 738) portant **diverses mesures d'ordre social (n° 790)** [26 mai 1987].

Rapport au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **diverses mesures d'ordre social (n° 895)** [29 juin 1987].

Proposition de loi relative à certaines **modalités d'anticipation de la retraite (n° 1141)** [15 décembre 1987].

Proposition de loi tendant à améliorer les **conditions de financement des opérations d'accession à la propriété des logements sociaux (n° 1218)** [2 février 1988].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Rémunération des fonctionnaires [12 novembre 1987] (p. 5754).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles. — Rapporteur [4 et 5 juin 1987] :

Ses observations sur la motion de renvoi en commission présentée par M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 2048).

Dispositions relatives à la protection sociale :
— conventions médicales (approbation ministérielle en cas de reconduction tacite des —) (p. 1969) ;
— pensions des conjoints des membres des professions libérales (p. 1969, 1970) ;
— protection sociale agricole (p. 1969) ;
— protection sociale des ministres des cultes (p. 1969).
Dispositions relatives à la santé :
— reconnaissance mutuelle des diplômes au sein de la C.E.E. (p. 1970) ;
— S.I.D.A. (dépistage anonyme et gratuit du —) (p. 1970).
Dispositions relatives aux études médicales :
— grèves des étudiants en médecine (p. 1970) ;
— réforme du troisième cycle des études médicales (p. 1970) ;
— situation des généralistes (ou résidents) (p. 1970).
Dispositions relatives au travail et à l'emploi :
— accords d'intéressement dans les entreprises publiques (p. 1971) ;
— adhésion des collectivités locales au régime d'assurance chômage pour les agents non titulaires (p. 1971) ;
— recherche d'emploi pour les chômeurs de 55 ans non indemnisée (dispense de —) (p. 1971) ;
— retraite à 60 ans (interdiction des conventions imposant la —) (p. 1970, 1971) ;
— stages d'initiation à la vie professionnelle (régime des —) (p. 1971).
Dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat :
— congé parental (durée du —) (p. 1971) ;
— contractuels (recrutement des —) (p. 1971) ;
— délégation du pouvoir disciplinaire et du pouvoir de nomination (p. 1971) ;
— handicapés (recrutement des —) (p. 1971).
Technique du D.M.O.S. (p. 1969).

Discussion des articles. — Rapporteur [5 juin 1987] [9 juin 1987] [10 juin 1987] [11 juin 1987] [12 juin 1987] :

Titre Ier *(dispositions relatives à la protection sociale).*

Avant l'article 1er : son amendement n° 21 (validation de dispositions réglementaires introduites dans la partie législative du code de la sécurité sociale) : adopté après modification (p. 2049) ; son amendement n° 22 soutenu par M. Jean-Pierre Delalande (répartition de la pension de reversion entre la première épouse divorcée et la seconde épouse veuve) (p. 2050) ; rejeté au scrutin public (p. 2051).

Article 1er *(intégration financière du régime des cultes dans le régime général) :* contre l'amendement n° 115 de M. Paul Chomat (cotisations des titulaires d'une pension) ; contre l'amendement n° 116 de M. Paul Chomat (prise en compte, pour les calculs des cotisations, des revenus réels et du patrimoine des congrégations et des collectivités religieuses) (p. 2053) ; soutient l'amendement n° 73 de M. Jacques Barrot (contribution du régime général n'intervenant qu'à titre supplétif pour couvrir les charges ne pouvant être, par les seules cotisations, adoptées) : adopté ; contre l'amendement n° 118 de M. Guy Ducoloné (identité des prestations versées aux assurés de la C.A.M.A.C. et à ceux du régime général) (p. 2054).

Article 2 *(extension de la possibilité de recouvrement de l'allocation de parent isolé sur tout parent débiteur d'aliments) :* son amendement n° 25 (organismes débiteurs de l'allocation de parent isolé ne pouvant se subroger dans les droits de l'allocataire créancier d'aliments qu'à l'égard du père ou de la mère débiteur d'aliments) (p. 2055) ; adopté.

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 253 de M. François Bachelot (allocation de parent isolé étant réservée aux citoyens français) (p. 2056).

Article 4 *(exigence d'une approbation ministérielle en cas de reconduction tacite des conventions entre la C.N.A.M. et les praticiens et auxiliaires médicaux) :* son amendement n° 27 (suppression de l'approbation ministérielle pour les reconductions tacites des conventions entre la C.N.A.M. et les médecins) : rejeté (p. 2057).

Après l'article 5 : pour l'amendement n° 88 de M. Bernard-Claude Savy (droit aux prestations en nature des assurances maladie et maternité étant réservé aux personnes vivant maritalement avec un assuré social célibataire et se trouvant seul en cette qualité) (p. 2058) ; contre l'amendement n° 10 de M. Bernard-Claude Savy (service du contrôle médical étant organisé et dirigé par le conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés) (p. 2059) ; contre l'amendement n° 227 de M. André Fanton (exclusion de l'assiette des cotisations des cachets, primes ou prix versés à des sportifs professionnels à l'occasion de manifestations organisées par des clubs sportifs régis par la loi de 1901) (p. 2060) ; contre l'amendement n° 7 de M. Bernard-Claude Savy (sanction du retard apporté au paiement des cotisations d'accident du travail) (p. 2061).

Après l'article 5 : pour l'amendement n° 233 de M. Marc Reymann (composition des conseils d'administration des caisses mutuelles régionales du régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles) (p. 2074).

Article 10 *(garantie de paiement relative aux cotisations sociales agricoles) :* contre l'amendement n° 132 de Mme Martine Frachon (prestations familiales du régime agricole étant incessible et insaisissable).

Article 11 *(contrôle de l'obligation d'assurance prévue par l'article 1234-8 du code rural) :* son amendement n° 29 (intervention de la commission nationale de l'informatique et des libertés) : retiré ; son amendement n° 30 (caractère facultatif du régime d'assurance complémentaire contre les accidents des personnes non salariés de l'agriculture) : adopté.

Article 13 *(fonctionnement des conseils d'administration des caisses de mutualité sociale agricole, pouvoir de substitution) :* son amendement n° 31 (pouvoir de substitution reconnu au représentant de l'Etat ne s'exerçant qu'à l'expiration d'un délai déterminé) : adopté ; son amendement n° 32 (consultation du comité lorsque le préfet se substitue au conseil d'administration) : adopté (p. 2079).

Après l'article 15 : pour l'amendement n° 86 de M. Bernard-Claude Savy (assiette de la taxe sur la publicité pharmaceutique) (p. 2083) ; son amendement n° 33 (extension du tiers-payant au tansport par taxi) (p. 2084) ; rejeté ; son amendement n° 34 soutenu par M. Bernard-Claude Savy (recours au service d'un intermédiaire pour informer les assurés sociaux) ; son amendement n° 35 soutenu par M. Bernard-Claude Savy (même objet) (p. 2086) : rejeté ; son amendement n° 38 soutenu par M. Bernard-Claude Savy (date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'information des assurés sur le montant des charges sociales acquittées) (p. 2087) ; rejeté au scrutin public ; pour l'amendement n° 114 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (extension aux titulaires d'une pension d'invalidité attribuée par le régime des professions artisanales ou commerciales) (p. 2089).

Après l'article 15 : pour l'amendement n° 225 du Gouvernement (montant des taxes sur les betteraves, céréales et graines oléagineuses portées au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles) (p. 2097).

Titre II : *dispositions relatives à la santé.*

Avant l'article 16 : contre l'amendement n° 254 de M. François Bachelot (suppression de l'obligation faite aux personnes atteintes d'une maladie vénérienne de se soigner).

Article 16 *(dépistage anonyme et gratuit du S.I.D.A.) :* son amendement n° 39 (définition de la politique de lutte contre l'infection par le virus de l'immuno-déficience humaine appartenant à l'Etat) (p. 2098) : adopté ; son amendement n° 40 (rédactionnel) : adopté ; contre l'amendement n° 255 de M. François Bachelot (dépistage du S.I.D.A. n'ayant pas lieu dans des centres spécialisés).

Après l'article 16 : son amendement n° 41 (attribution des divers établissements de transfusion sanguine comprenant la mise en œuvre de l'ensemble des techniques nécessaires à la réalisation de l'auto-transfusion) ; ses sous-amendements n° 293 (rédactionnel) et n° 294 à titre personnel (notion de transfusion autologue) (p. 2099) ; sous-amendements : adoptés ; amendement n° 41, ainsi modifié : adopté ; contre l'amendement n° 258 de M. François Bachelot (S.I.D.A. constituant une maladie vénérienne) (p. 2100) ; contre l'amendement n° 257 de M. François Bachelot (régime fiscal des organismes de recherche et de prévention contre le S.I.D.A.) (p. 2101).

Article 17 *(effet de la connaissance mutuelle des diplômes de médecins, de chirurgiens-dentistes et de sages-femmes au sein de la C.E.E., pour les titulaires de ces diplômes non ressortissant d'un état membre) :* contre l'amendement n° 265 de M. François Bachelot (médecins devant posséder une parfaite connaissance de la langue française) ; contre l'amendement n° 266 de M. François Bachelot (médecins ressortissants des pays étrangers non membres de la communauté économique européenne ne pouvant exercer en France tant que les besoins sanitaires de leur pays ne seront pas satisfaits).

Après l'article 17 : son amendement n° 42 (personnes au profit desquelles est établie la reconnaissance mutuelle) : rejeté.

Après l'article 18 : ses observations sur l'amendement n° 19 de Bernard-Claude Savy (sanction de l'exercice illégal de la profession de médecin ou de chirurgien-dentiste).

Article 19 *(possibilité d'installations simultanées en France et dans un autre état membre de la C.E.E. pour les médecins chirurgien-dentiste et sage-femme)* : son amendement n° 43 (rédactionnel) (p. 2104).

Article 21 *(extension de la possiblité pour les étrangers d'exercer la profession de pharmacien en France)* : son amendement n° 44 (rédactionnel) : adopté ; contre l'amendement n° 268 de M. François Bachelot (pharmaciens étrangers, hors C.E.E. ne pouvant exercer en France tant que les besoins sanitaires de leur pays ne seront pas satisfait) ; son amendement n° 45 (rédactionnel) (p. 2105).

Article 22 *(composition du dossier de demande d'inscription)* : son amendement n° 46 (rédactionnel) : adopté.

Article 23 *(modalité d'inscription à l'ordre des pharmaciens)* : son amendement n° 47 (rédactionnel) : adopté (p. 2106).

Article 24 *(transfert d'officines pharmaceutiques)* : contre l'amendement n° 133 de Mme Martine Frachon (identité des conditions d'ouverture d'une nouvelle officine sur l'ensemble du territoire français) (p. 2107) ; son amendement n° 48 (conditions de transfert d'une officine) : adopté (p. 2108).

Après l'article 24 : son amendement n° 49 (dérogation aux créations d'officine ne pouvant être accordées, s'il ne s'agit de répondre qu'à la commodité d'une population exclusivement de passage) : adopté après modification.

Article 27 *(autorité compétente pour fixer la liste des établissements d'hospitalisation habilités à effectuer des prélèvements d'organe)* : son amendement n° 50 (autorisation de procéder à des prélèvements d'organes devant être donnée par le représentant de l'Etat dans la région) : adopté (p. 2109).

Après l'article 27 : son amendement n° 280, à titre personnel, (extension aux praticiens non hospitalo-universitaires, ainsi qu'aux pharmaciens résidants, des possiblités de recul de limite d'âge liées à l'existence d'enfants à charge) : adopté (p. 2110) ; pour l'amendement n° 296 du Gouvernement (possibilité de recruter des personnes handicapées en qualité d'agents contractuels dans les catégories C et D) ; pour l'amendement n° 297 du Gouvernement (établissements pouvant récupérer sur le tiers responsable d'accident les charges sociales continuant d'être dues pendant les périodes d'indisponibilité des fonctionnaires victimes d'accident) (p. 2111) ; pour l'amendement n° 300 du Gouvernement (extension aux agents hospitaliers de la durée de congé parental jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant) (p. 2113).

Titre IV : *dispositions relatives du travail et à l'emploi.*

Article 31 *(dispositions relatives au départ à la retraite des salariés)* : contre l'amendement n° 119 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 2134) ; contre l'amendement n° 125 de M. Georges Hage (calcul du taux des indemnités) ; contre l'amendement n° 122 de Mme Muguette Jacquaint (nullité des clauses des conventions collectives prévoyant une rupture de plein droit ou à l'initiative de l'employeur justifiée par l'âge du salarié ou par le bénéfice de son droit à pension de vieillesse) (p. 2135) ; contre l'amendement n° 123 de M. Guy Ducoloné (libre choix du salarié pour faire valoir ses droits à la retraite) (p. 2136) ; pour l'amendement n° 204 de M. Etienne Pinte (statut fiscal et social de l'indemnité de départ en retraite) ; pour l'amendement n° 205 de M. Etienne Pinte (mise à la retraite constituant un mode spécifique de rupture de contrat de travail pour le salarié susceptible de bénéficier d'une pension de retraite) (p. 2137) ; son amendement n° 57 (rédactionnel) : rejeté (p. 2138).

Article 32 *(respect des normes techniques de sécurité)* : son amendement n° 58 (arrêté établissant la liste des normes techniques étant soumis au conseil supérieur de la prévention des risques professionnels) : rejeté (p. 2140).

Article 33 *(dispense de recherche d'emploi pour certaines catégories de chômeurs)* : contre l'amendement n° 176 de Mme Martine Frachon (de suppression) ; contre l'amendement n° 120 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 2141) ; contre l'amendement n° 179 de Mme Martine Frachon (suppression des dispositions prévoyant la radiation de la liste de l'A.N.P.E. des personnes n'effectuant pas des actes positifs de recherche d'emploi) ; contre l'amendement n° 180 de Mme Martine Frachon (maintient de l'obligation d'inscription à l'égard de certaines catégories de demandeurs d'emploi âgés) ; contre l'amendement n° 177 de Mme Martine Frachon (personnes concernées par l'article demeurant inscrites à l'agence nationale pour l'emploi) (p. 2143).

Article 34 *(adhésion des collectivités locales du régime d'assurance chômage pour les agents non titulaire)* : ses obervations contre l'amendement n° 212 de M. Guy Ducoloné (de suppression) ; son amendement n° 59 (rédactionnel) : adopté (p. 2146).

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*

Avant l'article 28 (amendements précédemment réservés) : contre l'amendement n° 135 de M. Claude Bartolone (prorogation jusqu'au 1er octobre 1988 des mesures transitoires prises en application de l'article 68 de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur) ; contre l'amendement n° 136 de M. Claude Bartolone (disposition du présent titre n'entrant en application qu'après promulgation du bilan prévu à l'article 8 de la loi du 23 décembre 1982 relatives aux études médicales et pharmaceutiques) (p. 2192) ; contre les amendements identiques n° 103 de M. Jacques Roux et n° 138 de M. Claude Bartolone (conditions d'accès au troisième cycle des études médicales) (p. 2209) ; contre l'amendement n° 139 de M. Claude Bartolone (rétablissement des filières de santé publique et de recherche médicale) (p. 2210) ; contre l'amendement n° 140 de M. Claude Bartolone (généralistes étant formés par un internat) (p. 2211) ; contre l'amendement n° 281 de M. François Bachelot (remplacement de l'internat de spécialité par un certificat d'étude spécial) (p. 2212) ; son amendement n° 51 (conditions de présentation au concours de l'internat) (p. 2217) ; contre l'amendement n° 95 de M. Maurice Toga (conditions de présentation au concours de l'internat) ; amendement n° 51 : adopté au scrutin public (p. 2218) ; contre l'amendement n° 235 de M. Claude Bartolone (cas où un étudiant peut se représenter à son examen) (p. 2219) ; son amendement n° 52 (droit de chaque étudiant à être candidat, à chaque session, dans trois interrégions) : adopté (p. 2219) ; contre l'amendement n° 144 de M. Claude Bartolone (rétablissement de l'examen de fin d'études de deuxième cycle) (p. 2220) ; contre l'amendement n° 148 de M. Claude Bartolone (conditions de délivrance du diplôme d'Etat de docteur en médecine) (p. 2221) ; contre l'amendement n° 149 de M. Claude Bartolone (conditions de délivrance du diplôme d'Etat de docteur en médecine) ; son amendement n° 53 (exercice de la médecine étant subordonné à une soutenance de thèse et à la validation du troisième cycle) : adopté (p. 2222) ; contre les amendements n° 150 corrigé et n° 151 de M. Claude Bartolone et n° 105 de M. Georges Hage (qualification du doctorat de médecine générale) ; contre l'amendement n° 327 de M. Georges Hage (suppression du résidanat) (p. 2224) ; son amendement n° 54 (identité des statuts des étudiants de troisième cycle) (p. 2225) ; rejeté (p. 2226) ; son amendement n° 99 (suppression des dispositions prévoyant que les ministres fixent la liste des services formateurs) : adopté (p. 2228) ; son amendement n° 100 (rédactionnel) : adopté (p. 2229).

Article 29 (précédemment réservé) *(entrée en vigueur du nouveau régime)* : son amendement n° 55 (loi entrée en vigueur pour les étudiants entrant en troisième cycle dès l'automne 1987) (p. 2230) ; rejeté (p. 2231).

Article 30 (précédemment réservé) *(décret d'application de l'article 28)* : son amendement n° 56 : devenu sans objet (p. 2232).

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Avant l'article 39 : pour l'amendement n° 89 de M. Alain Lamassoure (abrogation de la loi du 11 juin 1983) (p. 2260) ; contre l'amendement n° 244 de M. Jean-Marie Daillet (assimilation des ressortissants de la C.E.E. aux Français pour l'accès à la fonction publique) (p. 2261).

Article 39 *(recrutement de contractuels par l'Etat)* : contre les amendements n° 214 de M. Guy Ducoloné et n° 192 de Mme Martine Frachon (de suppression) ; contre l'amendement n° 229 de Mme Martine Frachon (suppression de l'assouplissement des conditions de recrutement de contractuels de catégorie A) (p. 2266) ; pour l'amendement n° 87 de M. Jean-Marie Daillet (extension des possibilités de recrutement de contractuels français dans les représentations françaises à l'étranger) (p. 2267).

Article 41 *(dérogation aux principes du concours en cas d'intégration totale ou partielle d'un corps dans un autre corps)* : contre l'amendement n° 216 de M. Guy Ducoloné (de suppression) ; contre l'amendement n° 248 de M. Guy Ducoloné (fusion partielle des corps) (p. 2271).

Article 43 *(congé parental)* : son amendement n° 63 (congé parental après une naissance pouvant être d'une durée inférieure à trois mois) : adopté (p. 2272) ; son amendement n° 64 (congé parental après adoption pouvant être d'une durée inférieure à trois ans) : adopté ; son amendement n° 65 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 66 corrigé (de conséquence) : adopté.

Article 44 *(délégation du pouvoir disciplinaire et du pouvoir de nomination)* : contre les amendements n° 197 de Mme Martine Frachon et n° 218 de M. Guy Ducoloné (de suppres-

sion) (p. 2273) ; son amendement n° 67 (pouvoir de nomination et de sanctions du premier groupe pouvant être délégué indépendamment l'un de l'autre) (p. 2274) ; pour l'amendement n° 91 de M. Alain Lamassoure (pouvoir disciplinaire pouvant, pour les sanctions du premier et du second groupe, être délégué indépendamment du pouvoir de nomination) (p. 2275) ; amendement n° 67 : devenu sans objet (p. 2276).

Après l'article 45 : soutient l'amendement n° 78 de M. Etienne Pinte (motif légitime ne pouvant exonérer de la faute de refus de vente fondée sur une discrimination raciale) : adopté ; soutient l'amendement n° 79 de M. Michel Hannoun (extension de l'incrimination de refus de vente en raison de discrimination raciale ou refus de vente à toute personne morale) : adopté (p. 2278) ; soutient l'amendement n° 80 de M. Etienne Pinte (possibilité ouverte aux associations agissant en faveur des droits de l'Homme de se porter partie civile en cas d'infractions d'ordre raciste) : adopté ; soutient et s'oppose à l'amendement n° 77 de M. Michel Hannoun (tendant, après l'article 45, à insérer l'intitulé suivant : « dispositions relatives à la lutte contre le racisme ») : rejeté.

Avant l'article 39 (suite) : contre l'amendement n° 213 de M. Guy Ducoloné (tendant à supprimer l'intitulé du titre V) (p. 2279).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : pour l'amendement n° 274 de M. Michel Pelchat (absence de service fait résultant d'une cessation concertée du travail dans l'aviation civile donnant lieu à une retenue ne pouvant être inférieure, pour chaque période de vingt-quatre heures, au trentième du traitement mensuel des personnes concernées) et pour le sous-amendement n° 347 corrigé de M. Alain Lamassoure (extension du champ d'application de l'amendement aux personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics) (p. 2290).

Article 46 *(astreintes en matière administrative)* : son amendement n° 68 (élargissement du champ de compétences de la cour de discipline budgétaire aux agents d'organismes de droit privé gérant un service public responsables de condamnation à des astreintes) : adopté (p. 2329).

Après l'article 48 : contre l'amendement n° 201 de M. Jean-Pierre Michel (validation des nominations au premier grade des magistrats inscrits au tableau d'avancement intervenues par décrets antérieurs à l'entrée en vigueur de la présente loi).

Article 50 *(validation des concours d'admission dans des écoles de formation aux professions para-médicales)* : son amendement n° 69 de (validation des résultats des seuls candidats admis avant le 30 septembre 1987) : adopté (p. 2330).

Article 51 *(validation de décrets comportant des dispositions statutaires communes à plusieurs corps)* : son amendement n° 70 (application de l'article aux décrets intervenus avant le 31 mai 1986) : adopté.

Après l'article 51 : pour l'amendement n° 74 de M. Jacques Barrot (interdiction de la diffusion de messages publicitaires en faveur des boissons contenant plus de 1° d'alcool par les organismes et services de radiodiffusion sonore et de télévision publics ou privées) (p. 2334) ; pour l'amendement n° 305 de Mme Françoise d'Harcourt (interdiction de la publicité en faveur des boissons alcoolisées sur les stades) (p. 2337) ; pour l'amendement n° 306 de M. Jacques Barrot (interdiction aux sociétés nationales de programmes ainsi qu'aux titulaires des autorisations délivrées pour des services de communication audiovisuelle de diffuser des émissions publicitaires à caractère politique) (p. 2340) ; son amendement n° 71 (interdiction de l'installation à moins de 100 mètres d'une école primaire ou maternelle, d'un établissement dont l'activité principale est la vente ou la mise à la disposition du public de publications dont la vente aux mineurs de moins de 18 ans est prohibée) : adopté après modification ; son amendement n° 72 (financement par voie de crédit-bail d'éléments du fonds de commerce) (p. 2344) ; rejeté (p. 2345).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Etudes médicales (réforme des — et médecine générale) (p. 3374).

Fonction publique :

— grève dans le secteur public (réglementation du droit de — et règle du trentième indivisible) (p. 3374).

Groupements d'employeurs (p. 3374).

Protection sociale :

— caisses de mutualité sociale agricole (p. 3373, 3374) ;
— code de la sécurité sociale (ratification du —) (p. 3373) ;
— professions connexes à l'agriculture en zone de montagne (seuil d'assujettissement des membres des —) (p. 3374).

Publicité politique (p. 3374).

Transfusions sanguines autologues (p. 3374).

Travail et emploi :

— formation professionnelle continue (taux de cotisation consacré à la — (p. 3374) ;
— formation professionnelle des jeunes (contrats de qualification et S.I.V.P.) (p. 3374) ;
— retraite des salariés (départ à la —) (p. 3374).

Discussion des articles : [30 juin 1987] :

Article 37 *bis* : pour l'amendement n° 1 du Gouvernement (tendant à porter le taux de cotisation pour la formation professionnelle continue à 1,2 % ; financement des formations en alternance ouvertes aux jeunes) (p. 3407).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Politique de la santé :

— équipement hospitalier (p. 5218) ;
— hôpitaux (coût des —) (p. 5218).

BIGEARD (Marcel)

Député de Meurthe-et-Moselle
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :

Armes chimiques (p. 143).
Défense européenne (p. 143).
Défense opérationnelle du territoire (p. 144).
Dépenses militaires (p. 142, 143).
Désarmement et dénucléarisation de l'Europe (négociations américano-soviétiques sur les missiles nucléaires) (p. 143).
Esprit de défense (p. 144).
Retard d'équipement des armées (p. 142, 143).
Situation internationale et évaluation des menaces (p. 143, 144).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Afrique du Nord (anciens combattants d'— et notamment campagne double et retraite anticipée) (p. 4679, 4680).
Indochine (rapatriement des cendres des soldats français) : (p. 4680).
Légion d'honneur (octroi systématique de la — aux anciens combattants de 1914-1918) (p. 4678).
Prisonniers du Viet-minh (anciens —) (p. 4679, 4680).
Retraite mutualiste : (p. 4679).
Veuves et orphelins de guerre et ascendants (p. 4678).

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule* [5 novembre 1987] :

Afrique (relations de la France avec le continent africain) (p. 5444).
Allemagne (coopération France — dans le domaine de la sécurité) (p. 5444).
Armements (conséquences pour l'Europe des négociations américano-soviétiques sur la réduction des —) (p. 5444).
Droits de l'Homme (évolution des — et des libertés dans le monde) (p. 5445).
Proche et Moyen Orient (relations de la France avec le —) (p. 5444).
U.R.S.S. (politique de Mikhaïl Gorbatchev) (p. 5444, 5445).

Défense. — *Examen du fascicule* [9 novembre 1987] :

Budget de la défense (niveau du —) :
— proportion du P.I.B. consacré à la défense (p. 5666).
Défense européenne (et coopération militaire franco-allemande) (p. 5666, 5667).
Désarmement :
— forces nucléaires intermédiaires (accord Etats-Unis/U.R.S.S. sur l'option « double zéro ») (p. 5665, 5666).
Esprit de défense (notamment « moral des troupes » et rôle des réserves) (p. 5666, 5667).
Force d'action rapide (F.A.R.) (p. 5666).
Forces conventionnelles (p. 5666).
Forces nucléaires stratégiques :
— modernisation des — (p. 5666).
Personnels militaires :
— effectifs militaires (p. 5666).

BILLARDON (André)

Député de la Saône-et-Loire
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).
Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 3).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Secret défense :** délivrance à M. Chalier d'un faux passeport ; nécessité de donner au juge d'instruction la possibilité de mener à bien ses recherches [10 juin 1987] (p. 2175).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— **Rappelle** la durée des interventions sur un article ; position de la Conférence des présidents jugeant indispensable que la séance de nuit ne se termine qu'exceptionnellement après minuit [9 avril 1987] (p. 168).

— **Rappelle** la durée de temps de parole sur les amendements [9 avril 1987] (p. 169).

— **Ses observations** sur l'intervention de M. Bêche [30 avril 1987] (p. 807).

— **Insiste** sur le respect des temps de parole [14 mai 1987] (p. 1160).

— **Précise** les conditions de discussion des articles additionnels proposés par le Gouvernement [17 juin 1987] (p. 2792, 2793).

— **Présente** à l'Assemblée ses observations sur le déroulement du débat ; nombre d'amendements restant en discussion ; décision de la conférence des présidents sur l'achèvement des travaux à 1 heure du matin [17 juin 1987] (p. 2803) ; durée des examens des amendements restant en discussion (p. 2804).

— **Précise** à M. Yves Galland que le sous-amendement n° 258 n'a pas été appelé pour accélérer le débat ; possibilité d'examiner cette disposition dans le cadre de la seconde délibération [17 juin 1987] (p. 2808).

— **Précise** qu'il ne fera pas usage de la possibilité offerte par l'article 56 alinéa 3 du règlement pour éviter que le débat ne soit trop long [9 octobre 1987] (p. 4142).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch [9 octobre 1987] (p. 4147).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch : président de l'Assemblée nationale ayant consulté le président de la commission des finances sur la recevabilité d'un amendement [9 octobre 1987] (p. 4148, 4149).

— **Répond** à la demande de vérification du quorum de M. Jean-Marie Le Pen : impossibilité de vérifier le quorum lors des votes relatifs au suspension de séance ; suspend la séance à la suite de sa mise en cause par M. François Bachelot ; absence de vérification du quorum lors du vote sur les demandes de suspension de séance [9 octobre 1987] (p. 4155).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Marie Le Pen : absence de vérification du quorum sur les demandes de suspension de séance pour préserver le pouvoir du Gouvernement de fixer l'ordre du jour prioritaire [9 octobre 1987] (p. 4156).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch : précise que si l'Assemblée décide la suspension de séance, c'est au président de séance qu'il appartient d'en fixer la durée [9 octobre 1987] (p. 4156).

— **Répond au rappel au règlement** de Mme Catherine Trautmann : rappelle qu'à la suite de la demande de M. Jean-Marie Le Pen, M. Bruno Gollnisch aura eu la suspension de séance qu'il souhaitait ; précise que le vote qui a eu lieu sur cette demande de suspension de séance n'aura pas eu une importance considérable pour la suite des travaux [9 octobre 1987] (p. 4157).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : incapacité du président de séance à augmenter le nombre des députés présents ; décision du Conseil constitutionnel ayant reconnu la validité de l'utilisation du vote électronique pour les scrutins publics [9 octobre 1987] (p. 4158).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch : précise que, en l'absence de contestation de la part d'un député sur le vote qui a été émis, celui-ci n'est pas susceptible d'être invalidité [9 octobre 1987] (p. 4159).

— **Invite** MM. François Bachelot et Bruno Gollnisch à constater que le scrutin sur la demande de suspension de séance de M. Bruno Gollnisch se déroule normalement [9 octobre 1987] (p. 4157).

— **Répond au rappel au règlement** de M. François Bachelot [9 octobre 1987] (p. 4159).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Marie Le Pen [9 octobre 1987] (p. 4164, 4165).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Georges-Paul Wagner : incompétence du président de séance pour apprécier si un amendement rentre dans le cadre d'un projet ou non ; question de la recevabilité des amendements devant être soumise « avant leur discussion » à l'Assemblée ; considère que la discussion est ouverte par la présentation d'un amendement ; nombre de sous-amendements déposés par le Front national à cet amendement [9 octobre 1987] (p. 4165, 4166).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Marie Le Pen : maintient son interprétation sur les conditions dans lesquelles la recevabilité d'un amendement peut être mise en cause [9 octobre 1987] (p. 4166).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Marie Le Pen : conditions dans lesquelles les travaux de l'Assemblée peuvent se prolonger au-delà de minuit [9 octobre 1987] (p. 4179).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch : absence de violation de l'article 43 de la Constitution ; article 45 de la Constitution ; article 42 de la Constitution sur le droit d'amendement [9 octobre 1987] (p. 4185).

— **Précise** que le bureau de séance constate que le quorum, dont la vérification a été demandée par M. Jean-Marie Le Pen n'est pas atteint ; reporte la séance [9 octobre 1987] (p. 4185).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Louis Mexandeau [26 octobre 1987] (p. 4834).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Serge Charles ; détermination de l'ordre du jour prioritaire par le Gouvernement [28 octobre 1987] (p. 4989).

— **Conseille** au ministre de déposer un amendement tendant à introduire un nouvel article après l'article 6 *bis* ou de demander une seconde délibération [4 décembre 1987] (p. 6817).

— **Ses interventions** lors des incidents de séance [9 décembre 1987] (p. 6988 à 6995).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Guy Malandain : ses observations [9 décembre 1987] (p. 6985).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe [17 décembre 1987] (p. 7661).

— **Répond au rappel au règlement** de M. André Fanton [17 décembre 1987] (p. 7674).

— **Répond au rappel au règlement** de M. François Bachelot sur l'absentéisme parlementaire [20 décembre 1987] (p. 7898).

- **Organise** la discussion sur l'amendement n° 48 de la commission et sur l'amendement n° 110 du Gouvernement lors de l'examen du projet de loi relatif à l'élection du Président de la République et au code électoral, le temps que les sous-amendements du groupe socialiste à ces amendements soient distribués et pour éviter une suspension de séance [4 février 1988] (p. 137).

- **Précise** à M. Jean Brocard que l'amendement n° 48 de la commission sur le projet de loi relatif à l'élection du Président de la République et au code électoral est maintenu tant que celle-ci ne se réunit pas [4 février 1988] (p. 145).

- **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : pratique constante de ne pas donner la parole pour des rappels au règlement entre des explications de vote ou après celles-ci juste avant le scrutin ; procédure appliquée précédemment par MM. Mestre et Labbé [23 février 1988] (p. 280).

A titre personnel :

— Projet de loi rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles [14 mai 1987] :

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* : **son rappel au règlement** : raisons d'utilisation de l'article 44-3 de la Constitution ; absentéisme des parlementaires de la majorité (p. 1147) ; **son rappel au règlement** : impossibilité de réserver des votes en cas d'applictation de l'article 44-3 de la Constitution ; rappelle qu'il présidera la séance du soir et qu'il ne pourra appliquer des demandes qu'il ne saurait comprendre (p. 1148).

BILLON (Alain)

Député de Paris
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux enseignements artistiques (n° 1004) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental (n° 1019) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à étendre les dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les **baux commerciaux** aux **artistes auteurs d'œuvres graphiques et plastiques (n° 1197)** [22 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [24 juin 1987] (p. 3123, 3131) [25 juin 1987] (p. 3158) :

Harkis (situation et actions en faveur des —) (p. 3163, 3164).
Historique des événements d'Afrique du Nord et situation des rapatriés (p. 3163).

— Projet de loi adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Article 8 *(allocation en faveur des anciens harkis, moghaznis et personnels des diverses formations supplétives ayant servi en Algérie)* : soutient l'amendement n° 58 de M. Gérard Bapt (Gouvernement adressant au Parlement un rapport annuel et chiffré retraçant l'application des mesures prises en faveur des Français rapatriés d'origine nord-africaine et de leur famille et leur résultat) : rejeté (p. 3208).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Examen du fascicule* [30 octobre 1987] :

Budget de la culture (évolution du —) (p. 5131).
Grands projets culturels (et notamment Opéra de la Bastille et Grand Louvre) (p. 5131, 5132).

Culture et communication. Communication. — *Questions* [6 novembre 1987] :

Satellites (p. 5564, 5565).

Culture et communication. — *Vote des crédits* [6 novembre 1987] :

Après l'article 52 : son amendement n° 285 (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la création d'un mécanisme spécifique d'incitation fiscale à l'investissement populaire de la presse) (p. 5576) ; réaménagement du régime économique de la presse de nature à garantir l'indépendance de ce secteur promis en 1984 par MM. Pasqua et Cluzel ; propositions du parti socialiste ; incitation fiscale à l'épargne populaire dans la presse écrite ; Sofipress ; incitation fiscale bénéficiant directement au lecteur ; amendement n° 285 : rejeté ; son amendement n° 286 (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la création d'un fonds de développement aux entreprises de presse renonçant aux dispositions de l'article 39 *bis* du C.G.I. ou ne pouvant en bénéficier) ; article 39 *bis* du C.G.I prévoyant une aide proportionnelle aux bénéfices réalisés par les entreprises de presse ; alimentation de ce fonds par le produit de la taxe parafiscale (p. 5577) ; amendement n° 286 : rejeté (p. 5578).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au patrimoine monumental (n° 1019).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Crédits d'entretien (évolution et consommation des —) (p. 7730).

Loi de programme :
— archéologie (p. 7730) ;
— champ d'action (et notamment cathédrales) (p. 7730) ;
— crédits consacrés à la loi de programme (et indexation des —) (p. 7730) ;
— crédits (répartition Etat-communes et/ou Paris-province) (p. 7730) ;
— fiscalité (p. 7730, 7731) ;
— information du Parlement (p. 7731).

Patrimoine :
— identité nationale et patrimoine (p. 7729, 7730).

Discussion des articles [18 décembre 1987] :

Après l'article 1er : son amendement n° 32 (précisant les mesures que prendra le Gouvernement pour assurer la sauvegarde, la protection et la mise en valeur du patrimoine rural dans le délai d'un an après la promulgation de la loi) (p. 7747) ; rejeté (p. 7748).

Article 3 *(présentation annuelle au Parlement d'un rapport sur l'exécution de la loi de programme)* : son amendement n° 33 (prévoyant dans le rapport annuel la mention du nombre d'emplois créés à la suite de l'application de la loi) : rejeté (p. 7748).

Après l'article 3 : son amendement n° 23 (allongement de la durée annuelle d'ouverture au public ; prise en compte des activités sociales et éducatives dans la définition de l'accès au public) : rejeté (p. 7749).

Article 4 *(exonération des droits de mutation à titre gratuit des monuments classés ou inscrits ouverts au public)* : son amendement n° 24, deuxième rectification (nouvelle rédaction de l'article 4 visant à permettre que toutes mutations à titre gratuit puissent bénéficier de ce dispositif et à éviter que par ce biais des personnes puissent être spoliées dans leurs droits) (p. 7751) ; nécessité de préserver le patrimoine (p. 7752) ; devenu sans objet (p. 7753) ; son amendement n° 21 rectifié : devenu sans objet.

Article 5 *(déductibilité fiscale des travaux subventionnés par les collectivités locales)* : son amendement n° 34 : devenu sans objet (p. 7754).

Explications de vote [18 décembre 1987] :

Abstention du groupe socialiste (p. 7754).

Commission mixte paritaire, explications de vote [22 décembre 1987] :

Abstention du groupe socialiste (p. 8044).

Conventions Etat-propriétaires (p. 8044).
Dialogue Assemblée nationale-Sénat (p. 8044).
Suppression de l'article 5 (p. 8044).

— Proposition de loi relative à la fraude informatique (n° 352).

Deuxième lecture, avant la discussion de l'article unique [21 décembre 1987] :

Abstention du groupe socialiste (p. 8025).
Incriminations pénales (p. 8024).
Renforcement du droit de propriété intellectuelle (p. 8024).

Discussion de l'article unique [21 décembre 1987] :

Après l'article unique : soutient l'amendement n° 12 de M. Roland Dumas (permettant la reproduction de logiciels et progiciels lorsqu'elle a pour objet le renseignement et à condition que leurs producteurs en soient préalablement avisés) (p. 8027) ; rejeté (p. 8028).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux fusions et aux scissions de sociétés commerciales et modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales (n° 1034).

Première lecture, explications de vote [21 décembre 1987] :

Vote favorable du groupe socialiste (p. 8022).

BIRRAUX (Claude)

Député de Haute-Savoie
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038) [*J.O.* du 3 décembre 1987] (p. 14092).

Rapporteur de la proposition de loi, tendant à réglementer les ventes en soldes dans les communes touristiques (n° 1054) [3 février 1988] (p. 114).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à autoriser certains **établissements d'enseignement supérieur privés** à conclure avec l'Etat des conventions relatives aux formations qu'ils assurent **(n° 642)** [14 avril 1987].

Proposition de loi tendant à favoriser l'**utilisation de fréquences publiques** à des fins de **radio-communication particulière (n° 925)** [8 juillet 1987].

Proposition de loi tendant à instituer une **incrimination pénale** en matière d'**usage abusif de carte bancaire (n° 946)** [6 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à **promouvoir l'utilisation non alimentaire des produits agricoles (n° 987)** [28 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à faire bénéficier les **véhicules** équipés d'un **convertisseur catalytique**, d'une réduction des **tarifs de la taxe différentielle** sur les véhicules à moteur **(n° 1213)** [23 décembre 1987].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la production et des échanges, sur la **déréglementation des télécommunications aux Etats-Unis (n° 1224)** [3 février 1988].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation de la banque de France : conflit social mettant en lumière la nécessité de prévoir une plus grande autonomie de la banque de France [16 décembre 1987] (p. 7548).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education Nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. — *Examen des fascicules* [29 octobre 1987] :

Enseignement supérieur :
Recherche universitaire (notamment prime de —) (p. 5083).

Recherche :
Agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.) (p. 5083).
Agence nationale pour la valorisation de la recherche (A.N.V.A.R.) (p. 5082).
Centre d'études des systèmes et technologies avancées (C.E.S.T.A.) (p. 5083).
Chercheurs (effectif et mobilité des —) (p. 5082, 5083).
Cité des sciences de la Villette (p. 5083).
Crédit d'impôt-recherche (p. 5082).
Dépense nationale de recherche-développement (p. 5082).
Effort budgétaire de recherche-développement (E.B.R.D.) (p. 5081, 5082).
Ingénieurs, techniciens et agents (I.T.A.) (p. 5082).
Recherche européenne (dont programme Eurêka) (p. 5083).
Recherche industrielle (cas des P.M.E. et coopération public-privé) (p. 5082).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 18 *bis* *(enclos piscicole)* : ses observations sur cet article ; difficulté d'application de la loi pêche ; problème de la taxe piscicole (p. 7481) ; son amendement n° 194 deuxième rectification soutenu par M. Philippe Legras (plaçant hors du champ d'application de la loi « pêche » tous les plans d'eau insuffisamment définis) (p. 7482) ; retiré (p. 7483).

Titre V : *dispositions relatives au financement des collectivités locales à vocation touristique.*

Article 19 *(aménagement du régime des dotations aux communes touristiques et thermales)* : son amendement n° 22 (permettant de supprimer progressivement la dotation « station nouvelle » afin de ne pas bouleverser le budget des communes concernées) : adopté (p. 7509).

BLANC (Jacques)

Député de la Lozère
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi organique complétant les dispositions tendant à la **limitation du cumul des mandats électoraux** et des **fonctions électives par les parlementaires (n° 1108)** [3 décembre 1987].

Proposition de loi tendant à compléter les dispositions **limitant le cumul des mandats électoraux et des fonctions électives (n° 1123)** [9 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Titre I^er^ : *modifiant la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale.*

Article 1^er^ *(révision de carrière des anciens fonctionnaires, militaires et magistrats radiés des cadres)* : ses observations (p. 3173).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Production laitière et quotas laitiers (p. 4740).
Viticulture (p. 4739, 4740).
Zones défavorisées (aides aux) (p. 4740).

Tourisme. — *Questions* [27 octobre 1987] :

Chèques-vacances (p. 4883, 4884).
Maison de la France (rôle de la dans la coordination des actions des régions) (p. 4882).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).**

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Article 4 et état B *(dépenses ordinaires des services civils : ouverture) :* ses observations sur l'amendement n° 57 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'agriculture pour abonder les dotations consacrées à la restructuration laitière et à la lutte contre la leucose bovine) ; production laitière en zone de montagne (p. 6880) ; contre l'amendement n° 47 de M. Daniel Goulet (réduction des crédits destinés au financement des dépenses agricoles communautaires à la charge de la France) ; quotas laitiers en Lozère ; politique de la montagne (p. 6882).

Article 5 et état C annexé *(dépenses en capital des services civils : ouverture) :* ses observations sur cet article ; programme de remise en état des bâtiments des lycées (p. 6887).

BLEULER (Pierre)

Député des Hautes-Pyrénées
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843) [*J.O.* du 5 juillet 1987] (p. 7378).

Rapporteur du projet de loi portant diverses mesures relatives à la formation professionnelle (p. 1147) [17 décembre 1987] (p. 7702).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à faciliter l'**accès des publications associatives** au régime des **aides accordées à la presse (n° 1142)** [15 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1147) portant diverses mesures relatives à la **formation profeasionnelle (n° 1157)** [17 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Questions* [30 octobre 1987] :

Canal de Neste (maintenance du) (p. 5177, 5178).

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— travail à temps partiel des agents des collectivités locales (p. 5226, 5227).

Politique de la santé :
— personnels des hôpitaux (p. 5226, 5227).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives à la formation professionnelle (n° 1147).**

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [18 décembre 1987] :

Congé formation :
— financement (p. 7756, 7758) ;
— historique (p. 7756).

Mémorandum du 11 juin 1987 déposé par les partenaires sociaux (p. 7755, 7756, 7757).

Discussion des articles. Rapporteur [18 décembre 1987] :

Article 1er *(détermination par voie de convention ou d'accord des règles relatives à la prise en charge des salariés en congés de formation) :* son amendement n° 1 devenu sans objet ; contre l'amendement n° 3 de M. Michel Berson (tendant à fixer un minimum de rémunération aux salariés en congé individuel de formation) (p. 7767).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 4 de M. Michel Berson (garantie de rémunération après la formation) (p. 7768).

BLOT (Yvan)

Député du Pas-de-Calais
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Juge suppléant élu à la Haute cour de justice [15 avril 1987] (p. 370).

Prestation de serment le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Hannoun et plusieurs de ses collègues, tendant à assouplir les conditions d'apports des associés dans une exploitation agricole à responsabilité limitée (n° 516) [7 mai 1987].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Vincent Ansquer, tendant à modifier la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis (n° 651) [7 mai 1987].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Vincent Ansquer, tendant à compléter l'article 906 du code civil pour permettre de disposer en faveur d'établissements existants ou à créer, sous la condition qu'ils obtiennent la reconnaissance d'utilité publique (n° 652) [7 mai 1987].

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie (n° 781) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Laurent Fabius et plusieurs de ses collègues, tendant à interdire aux responsables des privatisations de percevoir une rémunération des entreprises concernées par ces opérations (n° 915) [8 octobre 1987] (p. 4074).

Rapporteur de sa proposition de loi, relative à la création du département du Pas-de-Calais et du département de l'Artois (n° 929) [8 octobre 1987] (p. 4074).

Rapporteur pour avis de loi de finances pour 1988 (n° 941) (intérieur : sécurité) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Rapporteur du projet de loi relatif au corps des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne (n° 970) [5 novembre 1987] (p. 5483).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif aux fusions et aux scissions de

sociétés commerciales et modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales (n° 1034) [20 novembre 1987] (p. 6197).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier les articles 10, 11 et 72 de la Constitution afin d'instituer le **référendum d'initiative populaire (n° 842)** [11 juin 1987].

Proposition de loi relative à la **création** du département du **Pas-de-Calais** et du département **de l'Artois (n° 929)** [8 juillet 1987].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** tome IV : **intérieur : sécurité (n° 964)** [8 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 841) relatif **au développement et à la transmission des entreprises (n° 1006)** [4 novembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 970) relatif au corps des **officiers contrôleurs en chefs de la circulation aérienne (n° 1074)** [25 novembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1034), adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif aux **fusions** et aux **scissions de sociétés commerciales** et modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales **(n° 1143)** [16 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **développement et à la transmission des entreprises (n° 1171)** [19 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, modifié par le Sénat, relatif au **développement et à la transmission des entreprises (n° 1209)** [23 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 610) et portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).

Première lecture, avant la discussion des articles [22 avril 1987] :

Activités portuaires (p. 561).
Aménagement du territoire (p. 562).
Approbation du groupe R.P.R. (p. 563).
Axe économique Nord-Sud (p. 561).
Emploi (préférence nationale et régionale) (p. 562).
Emplois (retombées sur le nombre d'—) (p. 562).
Environnement (défense de l'—) (p. 563).
Financement sur fonds privés (p. 561).
Formation professionnelle (p. 562).
Importance historique et symbolique du lien fixe (p. 561, 562).
Intervention des deux gouvernements (domaine d'—) (p. 562, 563).
Nord-Pas-de-Calais (retombées économiques sur la région —) (p. 562).
Office franco-britannique pour la jeunesse (p. 562).
T.G.V. Nord (p. 562).
Trafic passagers (p. 561).

— Projet de loi portant approbation en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).

Première lecture, explications de vote (p. 585) :

Financement par des fonds privés (p. 587).
Plan d'aménagement du ressort des Etats (p. 587).
Portée symbolique du traité (p. 587).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [14 octobre 1987] :

Article 1er *(autorisation de percevoir les impôts existants)* : lutte contre le chômage ; formation professionnelle (p. 4308).

Deuxième partie :

Education nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. *Questions* [29 octobre 1987] :

Calais (enseignement supérieur d'anglais à —) (p. 5100).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Route et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Questions* [6 novembre 1987] :

Plan d'accompagnement routier au lien fixe transmanche (p. 5510).

Intérieur. — *Examen de fascicule.* Rapporteur pour avis [9 novembre 1987] :

Sécurité :
— appelés effectuant leur service dans la police (p. 5596) ;
— défense et sécurité civile (p. 5597) ;
— délinquance (p. 5596) ;
— polices municipales (p. 5597) ;
— services de police (moyens des —) (p. 5597) ;
— services de police (structure et méthode des —) (p. 5596, 5597).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [17 novembre 1987] :

Chefs d'entreprise (âge des — ; problème des disparitions d'activités faute de succession) (p. 5964).
Droit des sociétés :
— allégement du (p. 5963, 5964).
Fiscalité des entreprises :
— fonds de commerce (droit de mutation) (p. 5964) ;
— gérants majoritaires de S.A.R.L. (alignement du régime fiscal des — sur celui des dirigeants de S.A.) (p. 5964).
Politique économique libérale (p. 5963).
Transmission d'entreprise :
— affiliation (en droit anglo-saxon) (p. 5964) ;
— donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension au tiers) (p. 5964), (p. 5976 et 5977) à titre personnel ;
— fiscalité (p. 5964), (p. 5977), à titre personnel ;
— succession du dirigeant (préparation de la — notamment) (p. 5964).

Discussion des articles [17 et 18 novembre 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions relatives aux droits des sociétés.*

Avant l'article 1er : son amendement n° 3 (extension à toutes les sociétés et notamment aux sociétés civiles professionnelles des règles de dissolution des sociétés unipersonnelles) : adopté ; son amendement n° 4 rectifié (disparition d'une société à la suite de sa liquidation) : adopté ; son amendement n° 5 (prévoyant que toute décision prise à l'unanimité des associés est présumée conforme à l'intérêt de la société) (p. 5993) ; rejeté (p. 5994).

Article 3 *(article 51 de la loi du 24 juillet 1966 ; interdiction des emprunts et garanties contractés auprès d'une société à*

responsabilité limitée) : contre l'amendement n° 38 de M. Philippe Marchand (de suppression) (p. 5994).

Après l'article 3 : son amendement n° 70 (assouplissant les conditions de majorité exigibles dans les S.A.R.L. en cas d'augmentation du capital par incorporation de bénéfices ou de réserves) : adopté.

Article 5 *(article 72-1 de la loi du 24 juillet 1966 ; transformation en société anonyme)* : son amendement n° 6 (rôle du commissaire aux comptes dans la rédaction du rapport sur la situation de la société et l'appréciation de la valeur des biens de l'actif social) (p. 5995) ; rejeté.

Article 6 *(articles 73 et 240 de la loi du 24 juillet 1966 ; nombre minimum d'associés dans les sociétés anonymes)* : son amendement n° 7 (de suppression) (p. 5996) ; adopté.

Après l'article 6 : ses observations sur l'amendement n° 56 de M. Germain Gengenwin (alignant le nombre minimal des associés pour les sociétés coopératives ouvrières de production S.A.R.L. sur le droit commun) ; contre l'amendement n° 57 corrigé de M. Germain Gengenwin (tendant à réduire à deux le nombre minimum des associés des sociétés coopératives de production constituées sous forme de S.A.R.L.) ; contre l'amendement n° 58 de M. Germain Gengenwin (nombre de parts sociales susceptibles d'être détenues par un même associé dans une société coopérative ouvrière de production) ; contre l'amendement n° 59 de M. Germain Gengenwin (tendant à faciliter l'absorption d'une société ordinaire par une société coopérative ouvrière de production) ; contre l'amendement n° 61 de M. Germain Gengenwin (nombre des associés dans les sociétés coopératives artisanales) ; contre l'amendement n° 60 de M. Germain Gengenwin (représentants légaux des sociétés coopératives artisanales) (p. 5997).

Article 7 *(article 93 de la loi du 24 juillet 1966 ; administrateurs salariés)* : son amendement n° 8 (de cohérence) (p. 5998) ; rejeté.

Après l'article 7 : son amendement n° 9 (article 115 de la loi du 24 juillet 1966 ; nombre de directeurs généraux dans les sociétés anonymes à conseil d'administration) : adopté ; son amendement n° 10 (article 119 de la loi du 24 juillet 1966 ; accroissement du nombre maximum de membres du directoire dans les grandes sociétés et actualisation du seuil de capital fixé en 1981, en-deçà duquel les fonctions dévolues au directoire ne peuvent être assurées par une seule personne) : adopté (p. 5999).

Après l'article 8 : son amendement n° 11 (article 153 de la loi du 24 juillet 1966 ; règle de quorum applicable aux assemblées générales extraordinaires) : adopté.

Après l'article 9 : ses observations sur l'amendement n° 25 de M. Alain Lamassoure (durée du mandat des commissaires aux comptes) (p. 6000).

Article 10 *(article 268 de la loi du 24 juillet 1966 ; montant minimum des actions)* : contre l'amendement n° 41 de M. Philippe Marchand (de suppression).

Article 11 *(article 271 de la loi du 24 juillet 1966 ; négociabilité des actions nouvelles)* : son amendement n° 12 (négociabilité des actions en cas d'augmentation du capital) : adopté (p. 6001).

Après l'article 11 : son amendement n° 13 rectifié (article 283-1 de la loi du 24 juillet 1966 ; reconstitution des actions) : adopté ; son amendement n° 14 (article 285 de la loi du 24 juillet 1966 ; émissions d'obligations) : adopté (p. 6002).

Article 15 *(article 313 de la loi du 24 juillet 1966 ; régime des assemblées d'obligataires)* : contre l'amendement n° 46 de M. Philippe Marchand (de suppression) (p. 6002).

Article 17 *(article 401 bis nouveau de la loi du 24 juillet 1966 ; dissolution des sociétés unipersonnelles)* : son amendement n° 15 (de suppression) : adopté (p. 6003).

Article 20 *(modification ou abrogation de divers articles de la loi du 24 juillet 1966)* : son amendement n° 16 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 17 rectifié (augmentation de capital) (p. 6024) ; rejeté.

Après l'article 20 : contre l'amendement n° 88 rectifié de M. Yvon Briant (abrogation de l'article 28 de la loi du 24 juillet 1966 ; principe de prohibition de l'immixtion des commanditaires dans la gestion) (p. 6025).

Article 21 *(article 1075 du code civil ; bénéficiaires des donations-partages et des testaments-partages)* : ses observations sur cet article, sa position personnelle et celle de la commission (p. 6032) ; son amendement n° 18 (de suppression) : rejeté (p. 6036) ; ses observations sur l'amendement n° 78 de M. Jacques Roger-Machart (régime fiscal des transmissions d'entreprises à un tiers) (p. 6037) ; ses observations sur l'amendement n° 31 corrigé du Gouvernement (précisant que la donation-partage qui gratifie des enfants et descendants peut bénéficier dans les mêmes conditions à des tiers) ; possibilité de retenir cet amendement à condition qu'il ne soit pas sous-amendé comme le Gouvernement avait prévu de le faire (p. 6042) ; pour cet amendement (p. 6043) ; contre l'amendement n° 90 de M. Philippe Marchand (modification du régime de la donation-partage s'appliquant à la seule transmission d'entreprise) (p. 6044).

Après l'article 21 : contre l'amendement n° 92 de M. Philippe Marchand (prévoyant que tout intéressé peut saisir le tribunal de commerce qui statuera sur l'aptitude du donataire à gérer l'entreprise et à s'y maintenir) (p. 6045).

Article 23 *(articles 719, 724 et 725 du code général des impôts ; droit d'enregistrement sur les mutations de fonds de commerce)* : contre l'amendement n° 65 de M. Paul Chomat (tendant à ramener à 4,80 % les droits de mutation sur les fonds de commerce) (p. 6053) ; son amendement n° 19 corrigé : devenu sans objet.

Après l'article 23 : son amendement n° 21 (suppression de la procédure d'agrément prévue à l'article 151 *octies* du code général des impôts) ; adopté après modification, le Gouvernement ayant repris cet amendement et supprimé le gage (p. 6055) ; contre les amendements n° 27 et 26 de M. Gérard Trémège (droit applicable aux apports de fonds de commerce ou d'une clientèle à une société) ; son amendement n° 20 (réduisant à 3 % le taux de la taxe d'incorportation au capital des bénéfices des réserves ou des provisions) : adopté après consultation de l'Assemblée par assis et levé, l'épreuve à main levée ayant été déclarée douteuse ; pour l'amendement n° 2 du Gouvernement (suppression du monopole de la chambre syndicale des banques populaires pour la garantie des sociétés de caution mutuelle) (p. 6057).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles. Rapporteur [21 décembre 1987] :

Droit des sociétés (simplification du —) (p. 8005).
Fiscalité des entreprises :
— mutation des petits fonds de commerce (p. 8004, 8005).
Transmission d'entreprises :
— donation-partage (extension aux tiers du régime de la —) (p. 8004) ;
— entreprises (distinction de l'— des autres biens) (p. 8004).

Discussion des articles [21 décembre 1987] :

Article 21 *sexies* : ses observations sur l'amendement n° 4 du Gouvernement (souscription au capital initial et aux augmentations de capital des sociétés nouvelles).

Article 21 *octies* : ses observations sur l'amendement n° 5 rectifié du Gouvernement (réduction des droits de mutation sur les fonds de commerce) (p. 8014).

Article 22 *bis* : pour l'amendement n° 6 rectifié du Gouvernement (limite des recettes dans lesquelles les plus-values professionnelles sont exonérées).

Article 24 B : ses observations sur l'amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (tendant à compléter le dispositif relatif au crédit promotionnel) (p. 8015).

Troisième lecture, avant la discussion des articles [23 décembre 1987] :

Fiscalité des entreprises (mutation du fonds de commerce) (p. 8076).
Texte de la commission mixte paritaire (rejet par le Sénat du —) (p. 8075, 8076).
Transmission d'entreprises :
— donation-partage (limitation de l'extension au tiers de la — aux seules transmissions d'entreprises individuelles) (p. 8076) ;
— donation simple (p. 8076).

Discussion des articles [23 décembre 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions relatives au droit des sociétés.*

Article 1er A A : son amendement n° 32 (tendant à revenir au texte de la commission mixte paritaire) : adopté (p. 8078).

Article 1er A : son amendement n° 33 (tendant à revenir au texte de la commission mixte paritaire) : adopté.

Article 3 : son amendement n° 34 (tendant à revenir au texte adopté par la commission mixte paritaire) : adopté (p. 8079).

Article 8 *bis* A : son amendement n° 35 (de suppression) : rejeté.

Article 8 *bis* B : son amendement n° 36 (de suppression) : adopté (p. 8080).

Article 11 : son amendement n° 37 (précisant qu'en cas d'augmentation de capital les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci) : adopté.

Article 11 *bis* A : son amendement n° 38 (de suppression) : adopté.
Article 11 *bis* B : son amendement n° 39 (de suppression) : adopté.
Article 11 *ter* : son amendement n° 40 (tendant à revenir au texte de la commission mixte paritaire) : adopté.
Article 15 : son amendement n° 41 (tendant à revenir au texte élaboré par la commission mixte paritaire) : adopté.
Article 16 : son amendement n° 42 (rétablissement du texte élaboré en commission mixte paritaire) : adopté.
Article 20 *bis* A : son amendement n° 43 (de suppression) : adopté.
Article 20 *sexies* : son amendement n° 44 (de suppression) : adopté.
Article 20 *septies* : son amendement n° 45 (de suppression) : adopté.
Article 20 *nonies* : son amendement n° 46 (de suppression) : adopté (p. 8084).
Chapitre II : *dispositions relatives aux transmissions d'entreprise.*
Section I : *division et intitulé nouveaux.*
Avant l'article 21 : contre l'amendement n° 54 de M. Jacques Roger-Machart (transmission d'une entreprise par rachat des salariés ou de tiers repreneurs) (p. 8086).
Article 21 : contre l'amendement n° 55 de M. Jacques Roger-Machart (permettant au tiers donataire extérieur à une famille de bénéficier purement et simple du droit de la transmission en ligne directe) (p. 8090) ; contre le sous-amendement n° 61 de M. Jacques Roger-Machart à l'amendement n° 21 du Gouvernement (étendant le champ d'application de l'amendement n° 21 aux entreprises sous forme de société) (p. 8091) ; contre le sous-amendement n° 60 de M. Jacques Roger-Machart à l'amendement n° 21 du Gouvernement (retirant les professions libérales du cadre des entreprises visées par cet amendement) (p. 8093).
Après l'article 21 : contre l'amendement n° 57 de M. Jacques Roger-Machart (aptitude du donataire à gérer l'entreprise).
Article 21 *bis* : son amendement n° 47 (de suppression) : adopté.
Article 21 *quater* : son amendement n° 48 (de suppression) : adopté (p. 8096).
Chapitre III : *dispositions fiscales diverses.*
Article 22 *bis* : son amendement n° 49 (plus-values sur les petits fonds de commerce) (p. 8098) : adopté.
Chapitre IV : *dispositions d'application.*
Avant l'article 24 : son amendement n° 50 (rédaction de l'intitulé du chapitre IV : « dispositions diverses ») : adopté (p. 8099) ; son amendement n° 51 (tendant à éviter les distorsions entre les ventes à crédit et les ventes au comptant) : retiré.
Article 24 : son amendement n° 52 (rétablissement du texte élaboré par la commission mixte paritaire) : adopté (p. 8100).

— Projet de loi relatif au corps des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne (n° 970).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [2 décembre 1987] :
Accord du 31 juillet 1987 (p. 6701).
Grève des contrôleurs aériens (p. 6701).
Officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne :
— catégorie (p. 6701) ;
— création d'un corps de la fonction publique d'— (p. 6701) ;
— mission (p. 6701) ;
— spécificité de la fonction de contrôle (p. 6701).
Services de la navigation aérienne (organisation des —) (p. 6701).

Discussion des articles :
Article 1er *(corps des officiers contrôleurs en chef de la navigation aérienne ; définition de fonction ; statut) :* contre l'amendement n° 1 de M. Vincent Porelli (modalités de recrutement des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne) ; amendement relevant du domaine réglementaire (p. 6707).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux fusions et aux scissions de sociétés commerciales et modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales (n° 1034).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [21 décembre 1987] :
Concentration des entreprises (p. 8018).
Commissaires aux comptes (interventions) (p. 8018).
Fusion (p. 8017, 8018).
Harmonisation du droit français à la législation européenne (p. 8017, 8018).
Scission (p. 8018).

BLUM (Roland)

Député des Bouches-du-Rhône
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux conditions de **promotion des magistrats** au premier grade de la magistrature **(n° 634)** [14 avril 1987].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 357-2 du code pénal relatif au **délit d'abandon de famille (n° 811)** [4 juin 1987].

Proposition de loi tendant à modifier le **calendrier des consultations prénatales obligatoires (n° 909)** [30 juin 1987].

Proposition de loi tendant à permettre l'**identification** des **auteurs de crimes** et de **délits** utilisant certains services et à **interdire l'accès aux mineurs des messageries à caractère pornographique (n° 1219)** [2 février 1988].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Plan de financement du port de Marseille [25 novembre 1987] (p. 6441).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, discussion des articles [16 avril 1987] :
Chapitre Ier : *plans d'épargne en vue de la retraite.*
Article 3 *(emplois du P.E.R. ; fiscalité de ses revenus et plus-values) :* son amendement n° 126 (emplois du P.E.R. en actifs immobiliers) (p. 447) ; retiré (p. 448).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marcel Lucotte tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 746).

Première lecture, avant la discussion des articles [3 juin 1987] :
Découpage électoral (p. 1934).
Defferre (politique de M. —) (p. 1935).
Loi du 31 décembre 1982 dite « loi P.L.M. » (p. 1934).
Marseille (unité, organisation administrative et vie économique de —) (p. 1934).
Mode de scrutin (p. 1935).
Secteurs (répartition des sièges des conseillers municipaux entre —) (p. 1935, 1936).
Secteurs (écart démographique entre —) (p. 1934).
Secteurs (évolution démographique des —) (p. 1936).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :
Dockers (p. 4553).
Marine marchande (plan) (p. 4553).
Marseille (port de —) (p. 4553).

BOCKEL (Jean-Marie)

Député du Haut-Rhin
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 1er avril 1987] (p. 3628).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 1er avril 1987] (p. 3628).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° **267**, posée le 23 juin 1987 : **minéreux (entreprises : Alsace)** (p. 3101, 3102) ; appelée le 26 juin 1987 : **dotation en capital de l'entreprise minière et chimique** : avenir des mines de potasse d'Alsace face au resserrement du marché mondial des engrais (p. 3235) ; réalisation du laminoir de Gandrange (p. 3236) ;

— n° **317**, posée le 1er décembre 1987 : **armes (entreprises : Haut-Rhin)** (p. 6652) ; appelée le 4 décembre 1987 : **entreprise Matra** : conséquences pour l'entreprise de Mulhouse du retard apporté par le groupement des industries des armements terrestres à la mise en œuvre du contrat de pistolets destinés à la gendarmerie (p. 6774, 6774).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au service national dans la police (n° 705).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Collectivités locales (participation financière des —) (p. 3257).
Ilotage (relations entre la police et la population) (p. 3257).
Loi du 7 août 1985 dite « loi de modernisation de la police » (p. 3256).
Police (militarisation de la —) (p. 3256).
Policiers auxiliaires (définition des missions des —) (p. 3256).
Policiers auxiliaires (formation des —) (p. 3256).
Policiers auxiliaires (effectifs) (p. 3256).
Réserve (p. 3256, 3257).
Service long (p. 3257).

Discussion des articles [26 juin 1987] :

Article 1er *(subordination du recrutement au titre du service national dans la police à la satisfaction prioritaire des besoins des armées)* : ses observations (p. 3261, 3262).

Article 2 *(modification des dispositions du chapitre II bis « service dans la police nationale » du Titre III du code du service national) ; article L. 94-2 du code du service national* (conditions générales d'accomplissement du service national dans la police) : son amendement n° 4 (calcul des effectifs de la police nationale) (p. 3264) ; rejeté (p. 3265) ; *article L. 94-3 du code du service national* (obligations générales des policiers auxiliaires) : son amendement n° 7 (rappel du code de déontologie) : retiré ; *article L. 94-9 du code du service national* (prolongation du service actif au-delà de la durée légale de 12 mois) : son amendement n° 9 (suppression du service long) (p. 3267) ; rejeté ; *article L. 94-13 du code du service national* (précisions quant au régime de la disponibilité) : son amendement n° 11 soutenu par M. Guy-Michel Chauveau (suppression du texte proposé) : rejeté (p. 3268) ; *article L. 94-15 du code du service national* (règles relatives aux périodes d'exercice et aux périodes volontaires) : son amendement n° 13 soutenu par M. Guy-Michel Chauveau (suppression du texte proposé) : rejeté ; *après l'article L. 94-15 du code du service national* : son amendement n° 14 (mise à la disposition du ministre de la défense des policiers auxiliaires) : rejeté (p. 3269).

Explications de vote (p. 3271) :

Abstension du groupe socialiste (p. 3271).
Policiers auxiliaires (définition des missions des —) (p. 3271).
Port d'arme accordé aux policiers auxiliaires (p. 3271).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre 1er du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] :

Apprentissage (évolution de la législation) (p. 3512).
Entreprises (p. 3512).
Régions (rôle des —) (p. 3512).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Apprentissage et formation professionnelle (p. 4638).
Plan économique pour l'artisanat (p. 4638, 4639).
Prêts spéciaux à l'artisanat (p. 4638).
Urbanisme commercial (p. 4638).
Zones sensibles et rurales (soutien aux entreprises) (p. 4638).
Questions :
Zones sensibles (actions en faveur du commerce et de l'artisanat) (p. 4644).

Tourisme. — *Questions* [27 octobre 1987] :

Maison de la France (structure de la —) (p. 4884).
Tourisme rural (p. 4888).
Visas (délivrance des —) (p. 4884).

Défense. — *Questions* [10 novembre 1987] :

Défense européenne (et notamment coopération franco-allemande) (p. 5694, 5695).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Entreprises (rôle et images des — ; politique menée par les socialistes) (p. 5989, 5990).
Fiscalité des entreprises :
— crédit-bail sur fonds de commerce (p. 5989) ;
— fonds de commerce (droit de mutation) (p. 5989) ;
— gérants majoritaires de S.A.R.L. (alignement du régime fiscal des — sur celui des dirigeants de S.A. (p. 5989).
Transmission d'entreprise :
— donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension au tiers) (p. 5989).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038).

Première lecture, explications de vote [2 décembre 1987] :

Commissionnaires agréés (p. 6681).
Epargnants (protection des —) (p. 6681).
Fonds communs d'intervention sur les marchés à terme (p. 6681).
Vote favorable du groupe socialiste (p. 6681).

BOCQUET (Alain)

Député du Nord
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Respect du droit de grève** : récentes décisions rendues par la justice sur le droit de grève [25 novembre 1987] (p. 6430).

INTERVENTIONS

— Projet de loi rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles [18 mai 1987] :

Article 5 *(instauration conventionnelle de cycle de travail)* : son amendement n° 268 (de suppression) (p. 1262) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1263) ; soutient l'amendement n° 41 de M. Georges Hage (tendant à subordonner la conclusion d'accords d'entreprise ou d'établissement sur le non paiement des heures supplémentaires par l'octroi d'un repos compensateur à l'avis conforme des institutions représentatives du personnel) (p. 1271) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1272).

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe, discussion [26 mai 1987] :

Compétitivité des entreprises françaises (p. 1674, 1676).
Déréglementation (p. 1675, 1676).
Droits des salariés (protection des) (p. 1674, 1675).
Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1675).
Examen du texte (conditions d'— et droits du parlement) (p. 1674).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Financement de la sécurité sociale (et notamment Etat généraux) (p. 5248, 5249).

BOISSEAU (Marie-Thérèse)

Député d'Ille-et-Vilaine
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).**

Première lecture, discussion des articles [7 mai 1987] :

Article 5 *(exercice de l'autorité parentale sur les enfants naturels) :* son amendement n° 70 : devenu sans objet (p. 988).

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).**

Première lecture, discussion des articles [9 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la production sociale.*
Après l'article 15 : son amendement n° 114 (extension aux titulaires d'une pension d'invalidité attribuée par le régime des professions artisanales ou commerciales) : adopté (p. 2089).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Crédits (montant, répartition, évolution des —) (p. 4733).
Enseignement agricole (p. 4734).
Production bovine (p. 4734).
Production laitière et quotas laitiers (p. 4733).
Sélection animale (p. 4734).

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politique de la famille : mères de famille (assurance-vieillesse) (p. 5291).

BOLLENGIER-STRAGIER (Georges)

Député de la Sarthe
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

DEPOTS

Proposition de loi relative au **versement de la prestation compensatoire** sous forme de capital **(n° 667)** [14 avril 1987].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).**

Première lecture, discussion des articles [11 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*
Avant l'article 46 : son amendement n° 20 soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (accès à des lieux ouverts au public étant autorisé aux chiens guides d'aveugles) : retiré (p. 2287).

BOMPARD (Jacques)

Député du Vaucluse
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à instaurer une zone franche dans le bassin d'emploi du Havre (n° 724) [27 mai 1987] (p. 1773).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Droits de l'Homme en France** : insertion des Harkis et fils de Harkis [3 juin 1987] (p. 1862).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international sur le blé de 1986 comprenant la convention sur le commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire (n° 613).**

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Agriculture française (situation et rôle écologique de l'—) (p. 2375).
Aide alimentaire (p. 2375, 2376).
Blé (commerce du —) (p. 2375).
Droits de l'Homme (p. 2376).
Espionnage industriel (p. 2375).
Ethiopie (p. 2375).
Faim dans le monde (p. 2375).
Multinationales (p. 2375).
Politique agricole commune (p. 2375).
Soudan (p. 2375, 2376).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Communauté économique européenne (conséquences de l'élargissement de la —) (p. 4730, 4731).
Concurrence (distorsions de —) (p. 4730).
Industrie agro-alimentaire (p. 4731).
Jeunes agriculteurs (aides aux —) (p. 4731).
Marchés agricoles (organisation nationale et internationale des —) (p. 4731).

Vote des crédits :

Agriculture : état B, titre III : son amendement n° 117 (réduction de crédits) : rejeté.

Titre IV : son amendement n° 118 (réduction de crédits) (p. 4780) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 124 de M. Dominique Chaboche (réduction de crédits) : rejeté (p. 4781) ; son amendement n° 119 (réduction de crédits) (p. 4784) ; rejeté (p. 4785).

Etat C, titre VI : son amendement n° 115 soutenu par M. Gérard Freulet (réduction de crédits) : rejeté ; son amendement n° 116 (réduction de crédits) (p. 4785) ; rejeté (p. 4786).

Intérieur. — *Vote des crédits* [9 novembre 1987] :

Etat B, titre III : son amendement n° 312 (réduction des crédits) ; nécessaire transfert des tâches administratives de la police vers des secrétaires administratifs (p. 5638) ; rejeté (p. 5639).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] [20 novembre 1987] :

Agriculture (état et avenir) (p. 6108, 6109).
Caisse nationale de crédit agricole :
- conseil d'administration (représentation et poids des caisses régionales) (p. 6107).

Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (rôle du -) (p. 6108).
Crédit agricole :
- indépendance du - à l'égard de l'Etat (p. 6107) ;
- prêts bonifiés (monopole de distribution des —) (p. 6107).

Recettes (affectation des - de la mutualisation) (p. 6108).

Discussion des articles [21 novembre 1987] :

Article 7 *(conseil d'administration)* : son amendement n° 72 soutenu par M. Christian Baeckeroot (représentation des organisations professionnelles) (p. 6244) ; devenu sans objet (p. 6246) ; son amendement n° 73 soutenu par M. Christian Baeckeroot (qualité d'exploitant agricole pour 66 % des administrateurs) : retiré (p. 6250).

Après l'article 10 *bis* : son amendement n° 77 rectifié soutenu par M. Christian Baeckeroot (création d'un comité permanent du financement de l'agriculture) (p. 6255) ; devenu, sans objet (p. 6257).

Article 13 *(conseil d'administration des caisses régionales)* : son amendement n° 74 rectifié soutenu par M. Christian Baeckeroot (composition du conseil d'administration) : retiré (p. 6261).

Après l'article 15 : son amendement n° 75 soutenu par M. Christian Baeckeroot (distribution des prêts bonifiés pour l'établissement des agriculteurs) (p. 6263) ; son amendement n° 76 soutenu par M. Christian Baeckeroot (définition de la mission des caisses régionales pour la reprise d'une entreprise agricole) : retirés (p. 6264).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1082).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Article 4 et état B *(dépenses ordinaires des services civils : ouvertures)* : ses observations sur l'amendement n° 47 de M. Daniel Goulet (réduction des crédits destinés au financement des dépenses agricoles communautaires à la charge de la France) ; quotas laitiers ; importation sans taxe de produits de substitution céréaliers par la C.E.E. (p. 6882) ; ses observations sur l'amendement n° 67 de M. Christian Goux (prévoyant un rapport d'information sur l'utilisation des crédits budgétaires de l'éducation nationale et l'engagement du Gouvernement d'amener 80 % de chaque classe d'âge au niveau du baccalauréat) ; rôle et situation des enseignants confinant au gardiennage (p. 6885, 6886).

Après l'article 13 : son amendement n° 61 (désaffectation du produit de la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole en vue de son attribution à des actions en faveur de l'agriculture) (p. 6925) ; irrecevabilité d'un amendement affectant directement ces recettes à l'agriculture ; politique agricole commune ; taxation des produits importés hors de la C.E.E. ; cas des produits de substitution céréaliers ; mouton anglais et néo-zélandais ; volonté de la C.E.E. d'aligner les prix de soutien sur ceux du marché mondial ; revenu agricole (p. 6926, 6927) ; quotas sur le lait et la viande ; désertification rurale ; charges des agriculteurs (p. 6928) ; vote réservé (p. 6933).

BONHOMME (Jean)

Député du Tarn-et-Garonne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international de 1986 sur le cacao (n° 976) [12 décembre 1987] (p. 5817).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **limiter le droit de grève** en vue de **préserver l'équilibre économique et social de la Nation (n° 931)** [8 juillet 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 876) autorisant l'approbation d'un accord international de 1986 sur **le cacao (n° 1078)** [26 novembre 1987].

Proposition de loi relative aux **travailleurs indépendants de l'agriculture (n° 1223)** [2 février 1988].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Durée insuffisante du travail scolaire en particulier au mois de mai [3 juin 1987] (p. 1870) ;

— Nécessité de réglementer le droit de grève : récente décision du Conseil constitutionnel invitant le législateur à définir les conditions d'exercice du droit de grève [25 novembre 1987] (p. 6438).

orales sans débat :

— n° 322, posée le 8 décembre 1987 : **grève (politique et réglementation)** [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelé le 11 décembre 1987 : **droit de grève dans les services publics** : absence de loi en réglementant l'exercice ; report anormal sur les magistrats de la charge d'apprécier la validité d'une grève (p. 7157, 7158) ; existence de secteurs-clé ; répercussion des grèves sur les usagers et sur l'économie nationale (p. 7159).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [11 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : son rappel au règlement : usage répétitif des rappels au règlement ; droit des parlementaires de déposer des amendements (p. 2289).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finaces des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Dépenses d'assurance maladie (progression des différents postes de —) (p. 2929).
Dépenses sociales (meilleure répartition des —) (p. 2929, 2930).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [24 juin 1987] (p. 3123, 3131) [25 juin 1987] (p. 3158) ;

Historique des événements d'Afrique du Nord et situation des rapatriés (p. 3166, 3167).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Article 1er *(modalités de calcul du complément d'indemnisation)* : ses observations (p. 3198).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Après l'article 2 *bis* : soutient le sous-amendement n° 221 de M. Pierre-Rémy Houssin à l'amendement n° 66 de la

commission des lois (tendant à préciser la situation juridique de l'exploitant lors de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde imposée par le plan particulier d'intervention) : retiré (p. 3783).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 et 16 octobre 1987] :

Article 16 *(mesures relatives à la fiscalité de l'énergie)* : inégalité entre le pétrole et le gaz au détriment de ce dernier (p. 4430).

Après l'article 21 : son amendement n° 112 (relèvement des limites de chiffre d'affaires pour l'admission du régime du forfait) (p. 4449) ; rejeté (p. 4450).

Article 23 *(reconduction de mesures temporaires : taxe professionnelle, fusion de sociétés, non perception par l'Etat de 3,6 % de la taxe d'habitation, prélèvement sur les entreprises pétrolières...)* : complexité et effet pervers des exonérations fiscales et des systèmes de primes aux entreprises (p. 4461).

Seconde délibération :

Article 30 et état B : bilan du précédent Gouvernement en matière d'emploi (p. 4493, 4494).

Deuxième partie : **Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie.** — *Questions* [5 novembre 1987] :

Afrique du Sud (sanctions à l'encontre du Gouvernement d'—) (p. 5479).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987].

Après l'article 58 : son amendement n° 47 (taxe professionnelle ; suppression de possibilités d'exonération) ; effet pervers des exonérations fiscales (p. 5881) ; rejeté (p. 5882).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international de 1986 sur le cacao (n° 976).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique : Rapporteur [1er décembre 1987] :

Accord international sur le cacao (caractéristiques de l'—) (p. 6587).
Marché du cacao (caractéristiques du —) (p. 6587).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier de la Constitution, ainsi que débat et vote sur cette déclaration (n° 1105).

Discussion [3 décembre 1987] :

« affaires » (multiplication des —) (p. 6744).
Economie française (redressement de l'—) (p. 6745).
Gestion socialiste (procès de la —) (p. 6744).

BONNEMAISON (Gilbert)

Député de la Seine-Saint-Denis
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de sa proposition de loi relative à la prévention et à la répression du recel (n° 586) [9 avril 1987] (p. 190).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à créer un conseil national de prévention de la délinquance (n° 588) [9 avril 1987] (p. 190).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (justice : administration pénitentiaire et éducation surveillée) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** tome VI : **justice : administration pénitentiaire et éducation surveillée (n° 964)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Affaires Chaumet** : situation de M. Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice, dans cette affaire ; atteinte à la sérénité de l'enquête et à la crédibilité de la justice [9 décembre 1987] (p. 7007, 7008) ;

— **Affaire Chaumet** : révélation par la presse de l'implication de M. Albin Chalandon dans cette affaire [16 décembre 1987] (p. 7542) ; nécessité que le garde des sceaux soit entendu par un juge d'instruction (p. 7543) ;

orales sans débat :

— **n° 343**, posée le 15 décembre 1987 : **justice (fonctionnement)** (p. 7497) ; appelée le 18 décembre 1987 : **mise en liberté provisoire des frères Chaumet** : [18 décembre 1987] (p. 7711).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, avant la discussion des articles [5 mai 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 843 à 848).
Administration, intendance et œuvres sociales des prisons (possibilité de confier les — au secteur privé) (p. 845).
Budget 1987 (crédits pour les associations d'aide aux victimes et pour le contrôle judiciaire) (p. 846).
Délinquance (diminution de la —) (p. 846).
Détention préventive ou provisoire (importance numérique de la —) (p. 847).
Détenu (statut et conditions de vie du —) (p. 844).
Drogue (lutte contre la —) (p. 846).
Etablissements publics pénitentiaires (création des —) (p. 845).
Garde des sceaux, ministre de la justice (action et personne du —) (p. 843, 844).
Peines de prison courtes (importance numérique des —) (p. 851).
Peines de substitution à la peine de prison (travaux d'intérêt général et chantiers extérieurs) (p. 846, 847).
Politique pénale (rôle de la prévention, des peines de prison et des actions de réinsertion) (p. 844, 845, 846, 847, 848).
Population carcérale (taux d'incarcération en France et comparaisons internationales) (p. 845).
Prisons « privées » ou habilitées en France (préservation des intérêts des entreprises contactées sur le projet initial) (p. 845).
Prisons « privées » ou habilitées en France (retrait progressif du projet de —) (p. 844, 845).
Prisons « quatre étoiles » (p. 844).
Programme de construction de prisons (absence de garanties d'exécution du —) (p. 847).
Programme de construction de prison (lancement d'un — de quinze mille places) (p. 845, 847, 848).
Programme de construction de prisons (modalités d'exécution du — et procédure de passation des marchés) (p. 845).
Récidive (lutte contre la — et réinsertion des détenus) (p. 845, 846, 847).
Surveillants de prison (conditions de travail des —) (p. 845).

Discussion des articles [6 mai 1987] :

Avant l'article Ier : son amendement n° 24 (rôle et fonction du service public pénitentiaire) : rejeté (p. 907) ; ses observations sur l'amendement n° 15 de M. Guy Ducoloné (interdiction de la détention provisoire des mineurs de moins de seize ans et limitation de celle dont l'âge est compris entre seize et dix-huit ans) ; éducation surveillée ; création de centres d'hébergement (p. 909, 910).

Article Ier *(définition du service public pénitentiaire)* : son amendement n° 25 (indiquant que le service public pénitentiaire participe au maintient de la sécurité publique et développe une politique de lutte contre la récidive dans le cadre des comités de probation notamment) (p. 910, 911) ; rejeté ; son amendement n° 23 (coopération entre le service public pénitentiaire, les collectivités territoriales et les associations) : rejeté (p. 912).

Article Ier *bis* *(possibilité de confier à une personne morale de droit privé la conception, la construction et l'aménagement des établissements pénitentiaires ainsi que les fonctions autres que celles de direction, de greffe et de surveillance)* : son amendement n° 26 (de suppression) (p. 913) ; qualité architec-

turale des futurs établissements pénitentiaires (p. 914) ; rejeté (p. 915) ; son amendement n° 27 soutenu par M. Michel Sapin (suppression de la modification des règles de passation des marchés publics pour la construction des prisons) (p. 922) ; rejeté ; son amendement n° 28 (tendant à autoriser les appels d'offres séparés dans certaines circonstances) : rejeté ; son amendement n° 29 (suppression du deuxième alinéa de cet article) ; indemnisation des entreprises ayant engagé des frais d'études dans le cadre des projets initiaux prévus par le Gouvernement (p. 923) ; rejeté ; son amendement n° 30 (précisant que le cahier des charges, concernant l'exécution des missions de conception, de construction et d'aménagement de l'établissement pénitentiaire, sera approuvé par décret en Conseil d'Etat après avis du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire) (p. 924) ; rejeté ; son amendement n° 31 (précisant que les fonctions de direction, techniques, administratives, de greffe et de surveillance seront exercées par des fonctionnaires et que les fonctions éducatives, sociales et de probation seront exercées par des fonctionnaires ou des agents employés par des personnes morales de droit privé à but non lucratif) : rejeté ; son amendement n° 32 (précisant que les fonctions autres que celles de direction, de greffe et de surveillance pourront être confiées à des personnes privées selon une habilitation définie par décret en Conseil d'Etat après avis du Conseil supérieur du service public pénitentiaire) : devenu sans objet (p. 925).

Après l'article 1er *bis* : son amendement n° 37 (composition du Conseil supérieur du service public pénitentiaire) : non soutenu ; son amendement n° 38 (missions du Conseil supérieur du service public pénitentiaire) : non soutenu ; son amendement n° 39 (transmission d'un rapport au Conseil supérieur du service public pénitentiaire après toute intervention des forces de police ou de gendarmerie) : non soutenu (p. 926).

Article 1er *ter* *(possibilité de transformer les établissements pénitentiaires en établissements publics administratifs nationaux)* : contre l'amendement n° 20 de M. François Asensi (de suppression) (p. 927) ; son amendement n° 40 (composition du conseil d'administration des établissements publics pénitentiaires) : rejeté ; son amendement n° 41 (prévoyant la présence de personnels techniques et administratifs au conseil d'administration des établissements publics pénitentiaires) : rejeté ; son amendement n° 42 (tendant à interdire aux personnels participant à l'exécution du service public pénitentiaire de posséder des valeurs mobilières des sociétés titulaires de la mission visée à l'article 1er *bis* du projet) : rejeté (p. 928).

Article 19 *(adaptations terminologiques et modernisation du code de procédure pénale)* : contre l'amendement n° 10 de la commission (maintien en maison d'arrêt, à titre exceptionnel, des condamnés ayant moins de un an à purger) ; nombre des détenus condamnés à de courtes peines (p. 931) ; son amendement n° 44 (transformation des comités de probation en établissements publics) ; nombre de personnes passant chaque année en prison (p. 932) ; rejeté.

Après l'article 19 : son amendement n° 45 (prévoyant qu'un décret en Conseil d'Etat détermine l'organisation et le régime intérieur des établissements pénitentiaires) : rejeté ; son amendement n° 51 soutenu par M. Michel Sapin (constitution de groupements d'intérêt public entre les établissements pénitentiaires) (p. 933) ; adopté (p. 934).

Explications de vote :

Comités de probation (p. 935).
Politique pénale (p. 935).
Vote négatif du groupe socialiste (p. 935).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [11 juin 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 2250, 2251, 2252).
Modernisation des prisons (réalisations depuis mars 1986 et cas des prisons de Nanterre et de Bobigny) (p. 2251).
Politique pénale et carcérale (et notamment réinsertion des délinquants) (p. 2251, 2252).
Prisons privées ou habilitées en France (abandon progressif du projet de —) (p. 2251).
Programme de construction de 15 000 places de prison (opportunité du projet et modalités de passation des marchés) (p. 2251).
Programme de construction de 15 000 places de prison (financement et garanties d'exécution) (p. 2251).

Discussion des articles :

Article 1er *bis* : son amendement n° 1 soutenu par M. Philippe Marchand (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 2 soutenu par M. Philippe Marchand (tendant à autoriser les appels d'offres séparés pour la construction, la conception et l'aménagement des établissements pénitentiaires) : rejeté ; son amendement n° 3 soutenu par M. Philippe Marchand (visant à autoriser les appels d'offres pour des actions séparées) : rejeté ; son amendement n° 4 soutenu par M. Philippe Marchand (précisant que les concessions de l'Etat à des personnes morales de droit public ou privé se feront dans le respect de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage public et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée) : rejeté ; son amendement n° 5 soutenu par M. Philippe Marchand (tendant à faire précéder le décret en Conseil d'Etat sur l'application de cet article de l'avis d'un Conseil supérieur du service public pénitentiaire) (p. 2254) ; rejeté ; son amendement n° 6 soutenu par M. Philippe Marchand (supprimant la possibilité de confier à une personne privée la possibilité d'exercer les fonctions d'administration d'intendance et de gestion des œuvres sociales des prisons) : rejeté ; son amendement n° 7 soutenu par M. Philippe Marchand (qualité des personnels des établissements pénitentiaires) rejeté ; son amendement n° 8 soutenu par M. Philippe Marchand (précisant que les personnes exerçant les fonctions d'administration, d'intendance et la gestion des œuvres sociales sont placées sous l'autorité du directeur de l'établissement pénitentiaire) : rejeté (p. 2255).

Après l'article 1er *bis* : son amendement n° 9 soutenu par M. Philippe Marchand (composition du Conseil supérieur du service public pénitentiaire) : devenu sans objet ; son amendement n° 10 (missions du Conseil supérieur du service public pénitentiaire) : devenu sans objet.

Article 1er *ter* (p. 2255) : son amendement n° 11 soutenu par M. Philippe Marchand (affectation par le garde des sceaux aux établissements publics pénitentiaires de personnels administratifs, socio-éducatifs et techniques relevant de l'administration pénitentiaire) : rejeté ; son amendement n° 12 soutenu par M. Philippe Marchand (rédactionnel) : rejeté.

Article 19 : son amendement n° 13 soutenu par M. Philippe Marchand (suppression de la disposition selon laquelle les condamnés à une peine d'emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à un an peuvent, à titre exceptionnel, être maintenus en maisons d'arrêt et incarcérés dans un quartier distinct) (p. 2256) ; rejeté ; son amendement n° 14 soutenu par M. Philippe Marchand (travail des détenus) : rejeté ; son amendement n° 15 soutenu par M. Philippe Marchand (comités de probation) : rejeté.

Après l'article 19 : son amendement n° 16 soutenu par M. Philippe Marchand (prévoyant un décret en Conseil d'Etat pour déterminer l'organisation et le régime intérieur des établissements pénitentiaires) : rejeté (p. 2257).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, avant la discussion des articles [25 mai 1987] :

Polices municipales (p. 1617, 1618, 1619).
Police nationale (emploi et gestion de la —) (p. 1618).

Discussion des articles [17 juin 1987] :

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Après l'article 24 : son amendement n° 237 soutenu par M. Jean-Pierre Worms (précisant que les gardes municipaux sont nommés par le maire après agrément individuel par le procureur de la République) : rejeté ; son amendement n° 238 corrigé soutenu par M. Michel Sapin (catégories de communes pouvant créer un corps de gardes municipaux) : retiré (p. 2804) ; son amendement n° 240 soutenu par M. Michel Sapin (fixation par décret en Conseil d'Etat des caractéristiques de l'uniforme et des insignes des gardes municipaux qui sont distincts de ceux de la police nationale) : rejeté ; son amendement n° 241 soutenu par M. Michel Sapin (précisant que les gardes municipaux sont des fonctionnaires territoriaux titulaires d'une carte professionnelle différente de celle de la police nationale) : adopté (p. 2805).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au service national dans la police (n° 705).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Criminalité (taux de —) (p. 3259).
Ilotage (relations entre la police et la population) (p. 3260).
Libertés (atteinte aux —) (p. 3260).
Loi du 7 août 1985 dite « loi de modernisation de la police » (p. 3259).

Police (militarisation de la —) (p. 3259).
Policiers auxiliaires (définition des missions des —) (p. 3259).
Policiers auxiliaires (formation des —) (p. 3259, 3260).
Service long (p. 3259).
Statuts (différence de — entre les policiers et les policiers auxiliaires) (p. 3259).

Discussion des articles [26 juin 1987] :

Article 2 *(modification des dispositions du chapitre II bis « service dans la police nationale » du titre III du code du service national) ; article L. 94-2 du code du service national* (conditions générales d'accomplissement du service national dans la police) : son amendement n° 17 (impossibilité pour les policiers auxiliaires d'effectuer leur service national dans la circonscription de police de leur domicile) : rejeté ; son amendement n° 5 (affectation de policiers auxiliaires après avis des instances paritaires de la police nationale) (p. 3265) ; rejeté ; *après l'article L. 94-2 du code du service national :* son amendement n° 6 (définition des missions et des compétences des policiers auxiliaires) : rejeté au scrutin public (p. 3266) ; *article L. 94-3 du code du service national* (obligations générales des policiers auxiliaires) : son amendement n° 8 (remise d'un exemplaire du « mémento pratique du gardien de la paix » aux policiers auxiliaires) : retiré (p. 3267).

— Projet de loi relatif aux obligations en matière de vente ou d'échange de certains objets mobiliers et à la repression du recel (n° 625).

Première lecture, avant la discussion des articles [29 juin 1987] :

Concertation et études préalables au projet (insuffisance des —) (p. 3351).
Conseils communaux de prévention de la délinquance (action des —) (p. 3352).
Objets mobiliers usagers ou anciens (obligation pour les revendeurs et les organisateurs de foires à la brocante de tenir des registres) (p. 3352).
Objets volés (développement du civisme pour lutter contre l'achat de —) (p. 3352).
Rapport Cochard (p. 3351, 3352).
Recel (lutte contre le — et notamment, coordination de toutes les administrations concernées) (p. 3352).
Recel (mesures de prévention et de répression envisagées entre 1982 et 1986) (p. 3351).
Recel (notion de — et définition du —) (p. 3352).
Recels et vols (nombre de —) (p. 3352).
Toxicomanie (lien entre la — et le recel) (p. 3352).
Victimes (protection des — et modification des articles 2279 et 2280 du code civil) (p. 3352, 3353) ; vols (insuffisance du taux d'élucidation des —) (p. 3352).

Discussion des articles :

Chapitre 1er : *dispositions relatives à la vente et à l'échange de certains objets mobiliers.*

Après l'article 1er : soutient l'amendement n° 10 de Mme Paulette Nevoux (tendant à soumettre les vendeurs occasionnels d'objets mobiliers offerts au public, en lots ou par voie de presse, à l'obligation de tenir un registre) : rejeté.

Après l'article 2 : son amendement n° 16 (tendant à préciser que les registres visés aux deux premiers articles de ce texte, doivent contenir des éléments d'identification technique et commerciale du meuble vendu) (p. 3355) ; adopté après modification ; son amendement n° 11 (création d'un Conseil consultatif pour la prévention et la répression du recel) (p. 3356) ; rejeté ; son amendement n° 15 (tendant à rétablir l'obligation de paiement par chèque ou carte de crédit pour les objets usagers dont le prix est supérieur à 200 F et les objets neufs dont le prix est supérieur à 10 000 F) : rejeté.

Chapitre II : *dispositions modifiant le code pénal.*

Article 5 *(recel simple — recel professionnel ou habituel. Peines encourues) :* son amendement n° 17 (définition et répression du recel) (p. 3357) ; rejeté (p. 3358).

Après l'article 8 : son amendement n° 12 (pénalités en cas d'effaçage ou de suppression du marquage d'un objet) : rejeté (p. 3359).

Chapitre III : *dispositions diverses.*

Après l'article 9 : son amendement n° 13 (protection des victimes de vols et modification des articles 2279 et 2280 du Code Civil) (p. 3359) ; rejeté.

Titre : son amendement n° 14 (modification de l'intitulé) (p. 3360) ; adopté (p. 3361).

— Projet de loi finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [20 octobre 1987] :

Education surveillée (p. 4510).
Martinique et Guadeloupe (report de la construction de nouveaux établissements pénitentiaires en —) (p. 4511).
Personnel pénitentiaire (p. 4510).
Programme des « 15 000 places » (loi du 22 juin 1987) (p. 4510).
Réinsertion (dispositifs socio-culturels de —) (p. 4511).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 décembre 1987] :

Elaboration de la réforme (p. 7046, 7047).
Instruction : généralités :
— chambres d'accusation (composition) (p. 7047) ;
— chambres d'accusation (rôle en matière d'instruction) (p. 7047) ;
— témoin assisté (p. 7048).
Récidive (nécessité de lutter contre la —) (p. 7047, 7048).

— Son rappel au règlement : situation réservée aux ressortissants iraniens et turcs récemment expulsés [22 décembre 1987] (p. 8050).

BONNET (Alain)

Député de la Dordogne
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Juge suppléant élu à la Haute cour de justice [15 avril 1987] (p. 370).

Prestation de serment le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (Légion d'honneur, ordre de la libération) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 41 : **Légion d'honneur — ordre de la Libération (n° 960)** [8 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à modifier les **conditions d'accomplissement des travaux d'élagage aux abords de lignes téléphoniques (n° 980)** [28 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à créer une zone d'entreprise dans les **vallées d'emploi de la Dordogne (n° 1115)** [9 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [20 octobre 1987] :

Anciens combattans de la guerre de 1914-1918 (attribution de la Légion d'honneur aux —) (p. 4505).
Légion d'honneur (diminution du budget annexe de la —) (p. 4505).
Maisons d'éducation de Saint-Denis et des Loges (p. 4505).

BONREPAUX (Augustin)

Député de l'Ariège
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° **211**, posée le 12 mai 1987 : **voirie (routes : Midi-Pyrénées)** (p. 1058) ; appelée le 15 mai 1987 : **route nationale 20 et tunnel du Puymorens** : décision du C.I.A.T. du 13 avril 1987 n'apportant aucune amélioration à l'isolement de la région Midi-Pyrénées (p. 1193, 1194).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles
[14 mai 1987] [18 mai 1987] :

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* : réduction du temps de travail pouvant être un instrument efficace de lutte contre le chômage (p. 1135, 1136).

Article 6 *(modulation de la durée du travail)* : ses observations ; réduction du temps de travail et création d'emploi (p. 1291).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles
[1er et 2 juillet 1987] :

Apprentissage (conditions d'homologation des titres) (p. 3513).
C.A.P. (et classes pré-professionnelles de niveau et préparatoires à l'apprentissage) (p. 3513).

Discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 3 *(mission des C.F.A.)* : personnel des C.F.A. ; moyens des lycées professionnels (p. 3561).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education Nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Examen du fascicule* [28 octobre 1987] :

Enseignement privé (p. 4993).
Enseignement privé (attribution de postes d'enseignants) (p. 4993).
Professeurs et instituteurs :
— recrutement (crise du —), formation initiale et continue et statut (p. 4993).
Programme « Informatique pour tous » (p. 4993).

Rappel au règlement : critères de répartition des postes entre l'enseignement public et l'enseignement privé (p. 4998).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV : son amendement n° 162 (réduction des crédits) ; règles de répartition des postes entre l'enseignement public et l'enseignement privé ; calcul du retard du forfait d'externat ; rejeté au scrutin public (p. 5011).

II. Recherche et enseignement supérieur. — *Questions* [29 octobre 1987] :

Remplaçant M. René Drouin : Recherche industrielle (p. 5095, 5096).

Culture. — *Questions* [30 octobre 1987] :

Phonothèque-photothèque de Saint-Lizier dans l'Ariège (p. 5141).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Vote des crédits* [6 novembre 1987] :

Etat C, titre V : son amendement n° 221 soutenu par M. Alain Rodet (réduction des crédits) : retiré (p. 5514).

Intérieur. — *Questions* [9 novembre 1987] :

Fonds de compensation de la taxe professionnelle (p. 5628).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant la discussion des articles
[14 décembre 1987] :

Communes touristiques :
— dotation touristique (D.G.F.) (p. 7381) ;
— taxe de séjour (p. 7381).
Coopération intercommunale :
— commission Barbier au Sénat (p. 7381) ;
— commission de conciliation (p. 7381) ;
— rôle de la — (p. 7381, 7382).
Décentralisation (amélioration ou remise en question de la —) (p. 7380, 7381).
D.G.F. (réforme de la — ; mise en œuvre) (p. 7381).

Discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 1er *(dotation globale d'équipement des communes ; importance de la seconde part)* : ses observations ; composition du groupe de travail présidé par M. Barbier ; coopération intercommunale (p. 7401) ; possibilité pour les groupements de communes à fiscalité propre de bénéficier d'une majoration du taux de la D.G.E. ; son amendement n° 125 (prévoyant que lors de chaque renouvellement des conseils municipaux les communes et les groupements de moins de 2 000 habitants peuvent opter pour l'attribution de la D.G.E. au titre de la première part pour une période de six ans) (p. 7402) ; rejeté (p. 7403).

Article 3 *(modalités de répartition de la seconde part de la D.G.E. des départements)* : ses observations ; potentiel fiscal par habitant ; nombre d'habitants décomptés par résidence secondaire ; prise en compte du double de la longueur de voirie en zone de montagne pour la première part de la D.G.E. ; possibilité d'étendre les règles d'attribution de la D.G.F. minimale des départements en retenant les mêmes critères d'éligibilité (p. 7407, 7408).

Après l'article 3 : ses observations sur l'amendement n° 43 de M. Jean Briane (dotation minimale de fonctionnement pour les plus petites communes) (p. 7410).

Article 6 *(garantie d'emprunt par les départements)* : ses observations sur cet article ; zones rurales (p. 7439).

Article 16 *(retrait d'une commune d'un syndicat lorsqu'un de ses « intérêts essentiels » est compromis ; coopération intercommunale)* : contre cet article ; coopération intercommunale (p. 7474) ; cas des communes dont la situation change brusquement à la suite d'une implantation génératrice de ressources (p. 7475) ; ses observations sur les amendements n° 13 de M. Jean Rigaud, 172 de M. Alain Richard et 210 de M. Daniel Le Meur (de suppression) ; pérennité de l'action en matière de coopération intercommunale ; développement des zones rurales (p. 7476).

Titre V : *dispositions relatives au financement des collectivités locales à vocation touristique.*

Article 19 *(aménagement du régime des dotations aux communes touristiques et thermales)* : ses réserves sur cet article ; dotation touristique ; introduction d'un critère de charge nette (p. 7489) ; son amendement n° 182 (précisant les pouvoirs des groupements de communes touristiques vis-à-vis des communes adhérentes en privilégiant les groupements les plus importants) (p. 7503) ; satisfait (p. 7504) ; son amendement n° 183 (tendant à ne pas appliquer la limitation de l'augmentation de la dotation aux communes et groupements de communes qui sont en voie de développement touristique pendant les quatre années qui suivent leur réaccession à ce régime) : rejeté (p. 7508).

Après l'article 19 : pour l'amendement n° 152 corrigé de M. Pierre Montastruc (assouplissement de la réglementation en matière de cotas) (p. 7511).

Article 25 *(réforme de la taxe de séjour)* : ses observations ; difficulté de perception de la taxe de séjour ; sa perception par les groupements de communes ; soutient l'amendement n° 191 de M. Louis Besson (communes de montagne) (p. 7517).

Titre VII : *dispositions diverses relatives aux syndicats d'agglomérations nouvelles.*

Après l'article 27 : son amendement n° 193 (garantie de ressources minimales des groupements de communes à fiscalité propre) (p. 7523) ; rejeté (p. 7524).

BORDU (Gérard)

Député de la Seine-et-Marne
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (agriculture) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **interdire le cumul d'une pension de retraite et d'un revenu d'activité au-dessus d'un certain plafond de ressources (n° 713)** [7 mai 1987].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** tome V : **agriculture (n° 962)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Instauration de péages pour l'accès à Paris :** surtaxation des automobilistes ; sursaturation des transports collectifs [17 juin 1987] (p. 2512) ;

orales sans débat

— **n° 193,** posée le 21 avril 1987 : **S.N.C.F. (tarifs voyageurs) (p. 529)** ; appelée le 24 avril 1987 : **abonnement S.N.C.F. et extension du bénéfice de la « carte orange » :** coût croissant des frais de transport à la charge des usagers éloignés de leur lieu de travail, du fait des hausses différenciées de tarif, de la réforme des abonnements et de l'exclusion de la carte orange (p. 663) ;

— **n° 304,** posée le 24 novembre 1987 : **énergie (A.F.M.E.)** (p. 6421) ; appelée le 27 novembre 1987 : **agence française pour la maîtrise de l'énergie :** mise en cause de sa gestion ; restructuration entraînant des suppressions d'emplois ; abandon au secteur privé des actions les plus rentables (p. 6487, 6488).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).**

Première lecture, discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre IV : équipement sanitaire.

Après l'article 12 : soutient l'amendement n° 50 de M. Jacques Roux (rôle de la région dans l'établissement des plans d'équipement sanitaire) : rejeté (p. 820).

— **Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).**

Première lecture, discussion des articles [13 mai 1987], [14 mai 1987], [15 mai 1987], [18 mai 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 248 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (notion d'accord plus favorable pour les salariés) : rejeté (p. 1112).

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail) :* son opposition (p. 1138).

Article 2 *(récupération) :* son amendement n° 261 soutenu par M. Guy Ducoloné (récupération des seules heures perdues par suite d'interruption collective de travail résultant de causes accidentelles ou de cas de force majeure sous réserve de l'avis favorable des représentants des salariés) (p. 1172) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1173).

Article 3 *(recours aux contrats de travail intermittent) :* son opposition (p. 1215, 1216) ; soutient l'amendement n° 13 de M. Georges Hage (tendant à compléter l'article L. 212-4-8 du code du travail concernant la conclusion des accords prévoyant le recours aux contrats de travail intermittent) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1222) ; soutient l'amendement n° 15 de M. Georges Hage (application des accords d'entreprise après avis conforme du comité d'entreprise) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; soutient l'amendement n° 266 de M. Jean Jarosz (tendant à subordonner l'accord à la signature de l'ensemble des organisations syndicales) (p. 1223) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1224).

Article 4 *(droits des salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent)* son opposition (p. 1237) ; soutient l'amendement n° 267 de M. Jacques Roux (de suppression) (p. 1241) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1242).

Article 5 *(instauration conventionnelle de cycles de travail) :* son opposition à cet article (p. 1260, 1261) ; soutient l'amendement n° 270 de M. Robert Montdargent (suppression du paragraphe I de cet article (accords collectifs sur le remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur)) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1264) ; son amendement n° 275 (limitant la durée des cycles de travail à deux semaines) (p. 1279) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1280) ; soutient l'amendement n° 292 de M. Jacques Rimbault (fixant la durée maximale du travail à 44 heures par semaines et à 42 heures sur douze semaines) (p. 1288) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1289).

— **Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).**

Première lecture, discussion des articles [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-7 du code du travail* (délai-congé applicable aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : soutient l'amendement n° 95 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (tendant à quadrupler le délai-congé pour les handicapés) : rejeté (p. 1382) ; *article L 323-8-1 du code du travail* (accord prévoyant un programme en faveur des travailleurs handicapés) : soutient l'amendement n° 97 de M. Jacques Roux (de suppression) : rejeté ; soutient l'amendement n° 98 de M. Georges Hage (entreprise ne pouvant satisfaire à l'obligation d'emploi qu'en faisant application d'un accord de branche) : rejeté (p. 1384) ; soutient l'amendement n° 99 de M. Jacques Roux (application de l'accord ne pouvant exonérer l'employeur de son obligation d'employer les bénéficiaires dans la proportion de 10 % de l'effectif total des salariés) : rejeté (p. 1385) ; soutient l'amendement n° 100 de Mme Muguette Jacquaint (autorité administrative procédant à un contrôle annuel obligatoire de l'application des programmes) : rejeté (p. 1386) ; *article L. 323-8-6 du code du travail* (pénalités pour non respect de l'obligation d'emploi) : soutient l'amendement n° 107 de M. Georges Hage (montant de la pénalité due en cas de non respect de l'obligation d'emploi) (p. 1410) ; rejeté ; *article L. 323-8-7 du code du travail* (droit de recours des associations de handicapés) : soutient l'amendement n° 109 de M. Bernard Deschamps (organisations syndicales représentatives pouvant exercer en justice toutes actions en faveur de tout salarié bénéficiaire des mesures tendant à favoriser l'emploi des travailleurs handicapés) : rejeté (p. 1411).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).**

Première lecture, discussion des articles [22 mai 1987] :

Titre 1er : *actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Article 1er *(financement par l'Etat d'actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi) :* soutient l'amendement n° 26 de M. Jean Reyssier (suppression de la prise en charge par l'Etat des stages de formation et d'insertion professionnelle) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1529).

Article 2 *(définition des actions de réinsertion et exonération de cotisations sociales des contrats de réinsertion en alternance) :* maintien aux chômeurs des droits à indemnisation acquis avant l'acceptation d'un stage ou l'échec d'un essai d'activité commerciale ou artisanale (p. 1532) ; *article L. 980-14 du code du travail* (définition des actions de réinsertion) : soutient l'amendement n° 36 de M. Georges Hage (suppression des stages de formation et d'insertion professionnelle en alternance) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1536) ; soutient l'amendement n° 37 de M. Jean Reyssier (rémunération des stagiaires) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1537) ; *article L. 980-15 du code du travail* (exonération des cotisations patronales afférentes aux contrats de réinsertion en alternance) : soutient l'amendement n° 28 de Mme Muguette Jacquaint (suppression de l'exonération des charges sociales accordées aux entreprises qui embauchent un demandeur d'emploi par contrat de réinsertion en alternance) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1540) ; soutient l'amendement n° 29 de M. Georges Hage (exonération des charges sociales accordées à l'employeur sous réserve qu'il s'agisse d'un emploi nouveau

créé dans l'entreprise) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1542).

Après l'article 2 : soutient l'amendement n° 30 de M. Georges Hage (rétablissement des droits à indemnisation à l'expiration des contrats de réinsertion) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1543).

Article 3 *(calcul de l'effectif du personnel des entreprises)* : soutient l'amendement n° 31 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (prise en compte pour le calcul des seuils sociaux des titulaires de contrat de réinsertion) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1545).

Article 4 *(exonération des cotisations sociales pour l'embauche des demandeurs d'emploi à l'issue des actions de formation en faveur des chômeurs de longue durée)* : soutient l'amendement n° 33 de M. Georges Hage (de conséquence) (p. 1555) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 35 de M. Georges Hage (contrôle des emplois créés) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1556).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [19 juin 1987] :

Chômage (politique d'aggravation du -) (p. 2913, 2914).
Droit au travail (proposition de loi communiste relative au —) (p. 2914).
Privatisations (inconvénient des —) (p. 2914).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [5 juin 1987] :

Titre 1er : *dispositions relatives à la protection sociale.*

Article 3 *(dispositions relatives aux pensions des conjoints des membres des professions libérales)* : situation des conjointes collaboratrices d'avocat (p. 2056, 2057).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Procédure des questions [16 juin 1987] :

Afrique du Sud :
Relations de la France avec l'— (p. 2487).
Situation de M. Pierre-André Albertini (p. 2487).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 1 de M. Jean Giard (cotisations sociales de 12,6 % sur les revenus du capital) : rejeté au scrutin public (p. 2961).

Article 3 *(application du taux super réduit de T.V.A. aux médicaments)* : soutient l'amendement n° 8 de M. Jacques Roux (vérification par le Conseil de la concurrence de la diminution des prix à la suite de la baisse du taux de T.V.A.) : rejeté (p. 2966).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Article 1er *(adoption chaque année par le Parlement d'un projet de loi portant approbation d'un rapport sur les comptes prévisionnels des régimes de sécurité sociale)* : soutient l'amendement n° 1 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 2969) ; rejeté (p. 2970).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Titre Ier : *modifiant la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale.*

Article 1er *(révision de carrière des anciens fonctionnaires, militaires et magistrats radiés des cadres)* : soutient l'amendement n° 33 de M. Guy Ducoloné (dispositions du présent article ne pouvant s'appliquer à ceux qui en réplique au mouvement de libération de l'Algérie se sont rendus coupables d'assassinat ou de torture) (p. 3174) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 39 de M. Guy Ducoloné (financement des dépenses du présent article) : rejeté (p. 3175).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à adapter aux exigences du développement du tourisme certaines dispositions du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme (n° 829), et conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi de M. Alain Mayoud visant à abroger les dispositions relatives aux zones protégées figurant au Code des débits de boissons (n° 68), de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir l'animation et la vie locale des bourgs ruraux (n° 310), de M. Francis Geng et plusieurs de ses collègues tendant à aménager certaines dispositions du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme en vue de favoriser le développement de l'industrie hôtelière (n° 635) et de M. Pierre-Rémy Houssin tendant à modifier l'article L. 49 du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme (n° 675).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Abstention du groupe communiste (p. 3247).
Alcoolisme (lutte contre l'—) (p. 3246, 3247).
Communes (vie locale dans les petites —) (p. 3247).
Tourisme (développement du —) (p. 3247).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au service national dans la police (n° 705).

Première lecture, discussion des articles [26 juin 1987] :

Article 1er *(subordination du recrutement au titre du service national dans la police à la satisfaction prioritaire des besoins des armées)* : soutient l'amendement n° 18 de M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté (p. 3262).

Article 2 *(modification des dispositions du chapitre II bis « service dans la police nationale » du titre III du code du service national) ; article L. 94-1 du code du service national* (extension de la disponibilité de la réserve au service national dans la police) : soutient l'amendement n° 20 de M. François Asensi (suppression du texte proposé) : rejeté (p. 3264) ; *article L. 94-3 du code du service national* (obligations générales des policiers auxiliaires) : soutient l'amendement n° 21 de M. François Asensi (suppression du texte proposé) (p. 3266) ; rejeté (p. 3267).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Forêt (lutte contre les incendies de —) (p. 3290, 3291).
Prévention (politique de) (p. 3289, 3290, 3291).
Sécurité civile (organisation de la —) (p. 3289).

Discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre III : *défense de la forêt contre l'incendie.*

Article 17 *(effets de la déclaration d'utilité publique)* : ses observations (p. 3843).

Chapitre V : *prévention des risques technologiques.*

Article 30 *(mesures de sécurité applicables aux barrages non concédés)* : ses observations (p. 3861, 3862).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Afrique subsaharienne (situation des pays d'—, endettement, programmes d'ajustement) (p. 4665, 4666).
Aide agricole et alimentaire (et notamment plan Guillaume) (p. 4665).
Aide publique au développement (niveau de 0,7 % du P.I.B.) (p. 4665).
Djibouti (crédits d'assistance militaire à —) : (p. 4665).
Ministère de la coopération (budget, moyens et modernisation du —) (p. 4665).
Pays de la « zone du front » avec l'Afrique du Sud (p. 4665).

Agriculture - B.A.P.S.A. — Rapporteur pour avis. — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Aide alimentaire au tiers monde (p. 4712, 4713).
Politique agricole commune (réforme de la —) (p. 4713).
Questions :
Enseignement agricole (p. 4749).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

Un pour cent logement (réforme du —) (p. 5395).

Vote des crédits (p. 5398) :
Etat B, titre IV : contre l'amendement n° 208 de M. Jean-Pierre Schenardi (réduction des crédits) (p. 5401).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen du fascicule* [4 et 6 novembre 1987] :

Autoroutes (programme de construction des —) (p. 5495).
Crédits (évolution, montant, répartition) (p. 5495).
Régie autonome des transports parisiens (R.A.T.P.) (p. 5495).
Réseau routier (p. 5495).
Société nationale des chemins de fer (S.N.C.F.) (p. 5495).
Transport aérien (marché du — et déréglementation) (p. 5496).
Transport urbain et interurbain (p. 5495).

Questions (p. 5501) :
Barrage de Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux (rupture du — et mise à grand gabarit de la liaison Seine-Est) (p. 5505).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987].

Après l'article 60 : soutient l'amendement n° 256 de M. Paul Chomat (plans et comptes d'épargne logement ; reversement à l'Etat par les établissements financiers de la prime d'épargne) ; remise en cause des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties (p. 5912) ; rejeté (p. 5913).

— Projet de loi, adopté, par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, discussion des articles [20 novembre 1987], [21 novembre 1987] :
Article 2 *(gestion des actions de la société anonyme caisse nationale du crédit agricole) :* son amendement n° 23 soutenu par M. Ernest Moutoussamy (suppression du troisième alinéa de l'article 2) (p. 6187) ; rejeté au scrutin public (p. 6188).
Article 3 *(modalités de fixation du prix de cession) :* ses observations sur les relations entre les différentes caisses régionales (p. 6209).
Article 7 *(conseil d'administration) :* son amendement n° 29 (redéfinition de la composition du conseil d'administration) : rejeté (p. 6244).

Explications de vote [21 novembre 1987] :

Fonds commun de garantie (p. 6264).
Mutualisation ou privatisation (p. 6264, 6265).
Recettes (affectation des — de la mutualisation) (p. 6264).
Vote hostile du groupe communiste (p. 6265).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, discussion des articles : [24 novembre 1987] :
Avant l'article 1er : son amendement n° 95 soutenu par M. Guy Ducoloné (droit inné et actif à l'indépendance du peuple kanak) : rejeté (p. 6333).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1010).

Première lecture, explications de vote [27 novembre 1987] :
Conseil national des activités physiques et sportives (C.N.A.P.S.) (p. 6509).
Sport de haut niveau (p. 6509).
Abstention du groupe communiste (p. 6509).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire (n° 854).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [27 novembre 1987] :
Algérie (relations de la France avec l'—, coopération notamment) (p. 6512).
Coopérants (p. 6513).
Gaz fourni à la France (p. 6513).

— Projet de loi autorisant la ratification d'une convention entre la République française et la République populaire de Bulgarie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 1013).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. Rapporteur suppléant [20 décembre 1987] :
Relations entre la France et la Bulgarie (p. 7926).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n° 1015).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [20 décembre 1987] :
Droits de l'Homme en Turquie (p. 7929, 7930).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de MM. Michel Pelchat, Jacques Barrot et Michel Péricard relative aux opérations de télé-promotion avec offre de vente, dites de « téléachat » (n° 1089, 1057).

Première lecture, discussion des articles [21 décembre 1987] :
Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 1 de M. Georges Hage (volume sonore des messages publicitaires) (p. 7984) ; rejeté au scrutin public (p. 7985).
Après l'article 1er : soutient l'amendement n° 7 de M. Georges Hage (information des consommateurs par des interventions quotidiennes de l'I.N.C. sur les chaînes du secteur public) (p. 7987) ; rejeté (p. 7988).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux (n° 1109).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 décembre 1987] :
Coefficient de réévaluation des loyers (fixation par voie législative) (p. 7999).
Groupe communiste (appréciation positive formulée par le — sur le texte) (p. 7999).
Indice du coût de la construction (p. 7999).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 février 1988] :
Titre II : *modifications du code électoral.*
Après l'article 7 : soutient le sous-amendement n° 67 de M. Daniel Le Meur (publication des déclarations du patrimoine des candidats) (p. 110) ; rejeté (p. 111) ; soutient l'amendement n° 68 de M. Guy Ducoloné (prévoyant que les déclarations de la situation patrimoniale sont consultables par tous les électeurs de la circonscription) (p. 112) ; rejeté (p. 113).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :
Article 7 : soutient l'amendement n° 23 de M. Guy Ducoloné (déclaration publique de la situation patrimoniale des députés) (p. 255) ; rejeté (p. 257).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :
Titre III : *dispositions relatives au financement des partis et groupements politiques.*
Article 9 *(publication des comptes des partis) :* soutient l'amendement n° 68 de M. Ernest Moutoussamy (de suppression) : rejeté (p. 203).

Explications de vote : [4 février 1988] (p. 211) :
Dons des entreprises aux candidats (p. 212).
Objectif politique de la réforme (p. 211).
Votc positif du groupe communiste (p. 212).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :
Article 2 : soutient l'amendement n° 18 de M. Guy Ducoloné (personnalités concernées par la déclaration patrimoniale) : rejeté au scrutin public (p. 267).

BOREL (André)

Député du Vaucluse
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

BOROTRA (Franck)

Député des Yvelines
R.P.R.

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : transports terrestres) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Rapporteur du projet de loi relatif à la transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000) [5 novembre 1987] (p. 5483).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** Tome X : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : transports terrestres (n° 965)** [8 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1000) relatif à la **transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1093)** [3 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles : [13 octobre 1987] :
Allégements d'impôt (p. 4225).
Déficit budgétaire (et des administrations) (p. 4227).
Entreprises (création et transmissions des —) (p. 4226).
Impôt sur les société (p. 4226) ;
— fiscalité de groupe (p. 4226).
Sécurité sociale (cotisations de — ; équilibre financier et réforme de la —) (p. 4226).
T.V.A. (harmonisation européenne des taux de —) (p. 4226).

Deuxième partie : **Industrie.**— *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :
Allégements fiscaux en faveur des entreprises (p. 4795).
A.N.V.A.R. (agence nationale pour la valorisation de la recherche) (p. 4796).
Balance commerciale (bilan de la —) (p. 4795).
Budget de l'industrie (diminution du —) (p. 4795).
Compétitivité de l'industrie française (p. 4795).
Construction navale (p. 4796).
Conversion industrielle (et pôles de conversion) (p. 4796).
Désengagement de l'Etat (p. 4795).
Espace (industrie de l' —) (p. 4796).
Investissement immatériel (p. 4795).
Investissement productif (p. 4795).
Marché unique européen de 1992 (perspective du —) (p. 4796).
Nationalisations (conséquences des —) (p. 4795).
Petites et moyennes entreprises et industries (P.M.E-P.M.I.) (p. 4795).
Recherche, développement, innovation (et crédit d'impôt-recherche) (p. 4796).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [4 et 6 novembre 1987] :

Autoroutes (programme de construction des —) (p. 5415).
Matériel de transport (avenir des entreprises de —) (p. 5416).
Régie autonome des transports parisiens (R.A.T.P.) (p. 5415, 5416).
Société nationale des chemins de fer (S.N.C.F.) (situation générale et concours de l'Etat à la —) (p. 5415).

— Projet de loi relatif à la transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000).

Première lecture, avant la discussion des articles : Rapporteur [12 décembre 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 7253 à 7255).
Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7278 à 7280).
Automobile (industrie —) :
— situation des constructeurs français (et notamment P.S.A.) (p. 7235) ;
— situation de l'industrie automobile internationale (p. 7234).
Constitutionnalité du projet (p. 7253).
Crise économique et monétaire (p. 7279).
Opinion publique (sondage I.P.S.O.S. du 25/10/87) (p. 7279, 7280).
Renault — R.N.U.R. :
— endettement (et abandon par le Gouvernement d'une créance de 12 milliards de francs) (p. 7235, 7236) ;
— Etat (engagement et intervention de l'— actionnaire) (p. 7235) ;
— législation européenne (règles de la — du traité de Rome et de l'Acte unique européen) (p. 7235, 7280, 7304) ;
— politique menée par MM. Besse et Lévy (p. 7235) ;
— privatisation (camouflée) (p. 7253) ;
— responsabilité des gouvernements de droite dans la crise (p. 7254, 7279) ;
— responsabilité des gouvernements socialistes dans la crise (p. 7234, 7279) ;
— restructuration financière (p. 7254, 7279, 7304) ;
— salariés (situation et opinion des —) (p. 7236, 7254, 7255) ;
— statut actuel (historique et conséquences du —) (p. 7234, 7235, 7236, 7254) ;
— surcoût social par rapport à ses concurrents (p. 7236, 7280) ;
— transformation de Renault en société anonyme (raisons et moyens de la —) (p. 7236, 7280, 7304).

BORREL (Robert)

Député de la Haute-Savoie
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

BOSSON (Bernard)

Ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

INTERVENTIONS

— Projets de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 610) et portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).

Première lecture, avant la discussion des articles (discussion commune) [22 avril 1987] :

Accords additionnels nécessaires (p. 555).
Adaptation de la législation française (p. 581).
Adaptation de la législation française (p. 581).
Arbitrage (procédures d'—) (p. 555).
Boutiques hors taxes (p. 555, 581) ; comité de sécurité (p. 555).
Commission intergouvernementale (rôle de la —) (p. 555).
Droits et obligations des concessionnaires (p. 555).
Droits et obligations des deux Gouvernements (p. 555).
Emploi (préférence nationale et régionale) (p. 581).
Eurotunnel (choix du projet) (p. 555).
Financement sur fonds privés (p. 555, 556).
Importance historique et symbolique du lien fixe (p. 582).
Intervention des deux Gouvernements (domaine d' —) (p. 555).
Marché européen (p. 556).
Nord-Pas-de-Calais (retombées économiques sur la région —) (p. 556).
Office franco-britannique pour la jeunesse (p. 581).
Ratification du traité (processus en Grande-Bretagne) (p. 556, 582).
Traité de Cantorbéry (élaboration du —) (p. 555).
Tunnel du Mont-Blanc (rappel des conditions de l'inauguration du —) (p. 581).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987].

Communauté européenne et Acte unique européen :
— amendements européens (dépôt d' — sur l'ensemble des projets de loi qui ignoreront la dimension européenne des problèmes) (p. 2484) ;
— compromis de Luxembourg (p. 2484, 2485) ; défense européenne (p. 2483, 2484) ;
— financement de la communauté (p. 2485) ;
— financement de la communauté (propositions de la commission européenne « Réussir l'Acte unique ») (p. 2487) ;
— marché intérieur unique (calendrier de réalisation du problèmes d'harmonisation de la législation, notamment en matière de T.V.A.) (p. 2482, 2483, 2484) ;
— monnaie européenne (Système Monétaire Européen) (p. 2483) ;
— politique agricole commune (p. 2484) ;
— politiques sectorielles (et notamment, politique de la recherche, de l'éducation, de la culture et politique en matière de droit de séjour) (p. 2483, 2484) ;
— programme Eurêka (p. 2483) ;
— relations de la France avec l'Europe du Sud (et notamment, l'Espagne) (p. 2483).
Départements d'outre-mer (relations des — avec les pays de la C.E.E.) (p. 2485).
U.E.O. (p. 2484).

Répond à la question de :

— *Mme Catherine Lalumière :*

Europe :
— Conseil de l'— (budget de fonctionnement de l'Assemblée du —) (p. 2485) ;
— U.E.O. (budget de fonctionnement de l'—) (p. 2486).
Communauté européenne :
— politique agricole commune (p. 2486).

— *M. Jean Laborde :*

— *Communauté européenne :*
— Espagne (échanges économiques franco-espagnols) (p. 2487) ;
— traité d'élargissement à l'Espagne et au Portugal (hypothèse d'une renégociation du —) (p. 2487).

— *M. Maurice Adevah-Pœuf :*

Collectivités locales (coopération transfrontalière des —) (p. 2491).
Communauté européenne :
— politique agricole commune (p. 2492, 2493).

M. Ernest Moutoussamy :

Départements d'outre-mer (application de l'Acte unique européen aux -) (p. 2493).

— Projet de loi autorisant la ratification de la Convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 631), projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre les Etats membres des communautés européennes concernant l'application de la Convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 632) et projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de certaines infractions commises à l'étranger (n° 633).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique : discussion commune [29 juin 1987] :

Accord de Dublin de 1979 (p. 3315).
Convention de Strasbourg de 1957 (p. 3316).
Convention de Strasbourg de 1977 (égalité des obligations des cocontractants) (p. 3316, 3317).
Convention de Strasbourg de 1977 (réserves sur la —) (p. 3329).
Droit d'asile et droits de l'Homme (p. 3317).
Extradition :
— notion d'infraction politique (définition conventionnelle et jurisprudentielle) (p. 3315, 3316, 3317) ;
— refus d'extradition (obligation de poursuites en cas de — et rôles et compétence des juridictions françaises et du Parquet pour connaître des infractions commises à l'étranger) (p. 3315, 3316, 3317, 3318, 3329).
Terrorisme (lutte contre le -) :
— coopération européenne (p. 3315, 3316, 3317, 3318, 3329, 3330).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une Convention sur le transfèrement des condamnés détenus entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti (n° 741).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 octobre 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen soutenue par M. Michel de Rostolan (p. 3923).
Conditions d'application (p. 3922).
Transfèrement des personnes condamnées (p. 3922).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Congo sur la sécurité sociale (ensemble trois protocoles) (n° 773).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 octobre 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen soutenue par M. Jean-Claude Martinez (p. 3926).
Nouvelle-Calédonie (approbation par le Congo de la résolution de l'O.N.U. sur la —) (p. 3926, 3927).
Principe d'égalité (p. 3927).
O.U.A. (présidence de l' -) (p. 3924).
Réciprocité (p. 3924).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie : **Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie.**
— *Examen du fascicule :* [5 novembre 1987] :

Défense européenne (identité européenne en matière de défense) (p. 5439, 5467).
Marché unique européen (p. 5438).
Monnaie européenne (p. 5439, 5467).
Politique agricole commune (p. 5437, 5468).
Strasbourg (capitale européenne) (p. 5467).
U.E.O. (p. 5439, 5467).
Visas (p. 5467).

Réponses aux questions :
C.E.E. (bilan pour la France de l'élargissement de la — à l'Espagne et au Portugal) (M. Pierre Garmendia) (p. 5471, 5472).

Conseil de l'Europe (projet de budget du — pour 1988) (M. Jean Oehler) (p. 5476).
ECU (transformation de l'— en devise à part entière) (M. Michel Cointat) (p. 5479).
Marché unique européen (réalisation du —) (MM. Jean Seitlinger et Michel Cointat) (p. 5470, 5478).

BOUCHARDEAU (Huguette)

Député du Doubs
Apparentée socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, discussion des articles : [9 avril 1987] :

Article 1er et annexe *(approbation des orientations de l'annexe) :* ses réserves ; dissuasion ; armes chimiques ; son refus de votre la loi de programme (p. 168).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Prévention (politique de) (p. 3300).
Sécurité civile (organisation de la —) (p. 3300).

Discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre 1er : *organisation de la sécurité civile.*
Article 1er *(définition de la sécurité civile ; plans d'organisation des secours ; urgence) :* ses observations (p. 3774).
Après l'article 2 : soutient l'amendement n° 189 de M. Joseph Franceschi (objet du plan O.R.S.E.C.) : rejeté (p. 3779).
Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*
Chapitre 1er : *information.*
Article 15 *(information du public) :* ses observations (p. 3813).
Chapitre V : *prévention des risques technologiques.*
Après l'article 35 : contre l'amendement n° 114 de M. Philippe Legras (prorogation des délais des déclarations des droits en vue de bénéficier des dispositions de l'article 433 du code rural) (p. 3867).

Explications de vote (p. 3871) :

Champ d'application de la loi (définition du) (p. 3871, 3872).
Collectivités locales (rôle des —) (p. 3872).
Information (p. 3872).
Matières dangereuses (transport des —) (p. 3872).
Prévention (p. 3872).
Abstention du groupe socialiste (p. 3872).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie : **Environnement.** — *Examen du fascicule* [30 octobre 1987] :

Information de la population (p. 5170).
Ministère de l'environnement (place du — dans la structure gouvernementale) (p. 5170).
Nantes (incendie de l'entrepôt de — et risques chimiques) (p. 5169).
Recherche (p. 5170).

Examen des crédits (p. 5181) :

Etat C, titre VI : soutient l'amendement n° 203 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) : rejeté (p. 5183).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Financement des campagnes électorales :
Plafonnement des dépenses (p. 55).
Financement des partis politiques :
Dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) (p. 54).
Divers :
Publicité politique (p. 55).

BOUCHERON (Jean-Michel)

Député de la Charente
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

BOUCHERON (Jean-Michel)

Député de l'Ille-et-Vilaine
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission de la télématique [*J.O.* du 11 avril 1987] (p. 4177).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Colombie : liste des demandeur d'asile demandée par le Gouvernement colombien au Gouvernement français ; refus du ministère des affaires étrangères mais consentement du ministère de l'intérieur par l'intermédiaire de certaines préfectures [18 novembre 1987] (p. 6016).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :

Armes nucléaires tactiques ou préstratégiques (utilisation des —) (p. 137, 138).
Consensus sur la politique de défense (p. 137).
Défense européenne (p. 138).
Dépenses militaires (p. 137).
Désarmement et dénucléarisation de l'Europe (négociations américano-soviétiques) (p. 138).
Dissuasion nucléaire (p. 137, 138).
I.D.S. (participation à l'—) (p. 137).

Discussion des articles [9 avril 1987] :

Article 2 *(crédits de paiement) :* son approbation de l'amendement n° 1 de la commission de la défense (actualisation des crédits ; cessions d'actifs) (p. 182).
Article 3 *(actualisation de la loi) :* ses observations sur l'établissement de Ruelle — L'école, les missiles Mazurka et le personnel des arsenaux de la Marine (p. 183).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :

Armes chimiques (p. 2479).
Armes conventionnelles (négociations sur les —) (p. 2479).
Désarmement nucléaire (négociations américano-soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires et notamment, rencontre de Reykjavik et réactions françaises et européennes) :
— dénucléarisation de l'Europe (p. 2479) ;
— négociations en cours (p. 2478, 2479).
République fédérale allemande (neutralisation et réunification allemande) (p. 2479).

— Son rappel au règlement : refus de la conférence des présidents d'inscrire à l'ordre du jour complémentaire une proposition de loi sur le financement des partis politiques [3 novembre 1987] (p. 5307).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Examen du fascicule :* [10 novembre 1987] :
Arsenaux et G.I.A.T. (statut des — et personnels) (p. 5672).
Budget de la défense (niveau du —) :
— arbitrages rendus (inapplicabilité des —) (p. 5673) ;
— dépenses d'équipement et programmes (p. 5671) ;
— dépenses de fonctionnement (Titre III) (p. 5671).
Cession d'actifs immobiliers et mobiliers (notamment caserne Dupleix) (p. 5671, 5672).
Désarmement :
— forces nucléaires intermédiaires (accord Etats-Unis/U.R.S.S. sur l'option « double zéro ») (p. 5671).
Force d'action rapide (F.A.R.) (p. 5671).
Forces nucléaires stratégiques :
— force océanique (F.O.S.T.) (p. 5672).
Loi de programmation militaire 1987-1991 (p. 5671).
Questions :
Gendarmerie (notamment transfèrements judiciaires et « fuites » au ministère) (p. 5697).

Vote des crédits :

Article 35 *(dépenses en capital des services militaires : mesures nouvelles) :*

Titre V : contre l'amendement n° 316 de M. Michel Peyret (suppression des crédits destinés aux recherches nucléaires militaires) ; arsenaux (p. 5704) ; contre l'amendement n° 329 de M. Michel Peyret (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement ouverts au paragraphe II) ; contrôle parlementaire sur les services spéciaux (p. 5711).

BOURG-BROC (Bruno)

Député de la Marne
R.P.R.
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 4).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

Rapporteur d'information sur l'adaptation de l'enseignement technique court aux mutations de la société [9 avril 1987] (p. 186).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681) [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687) [*J.O.* du 17 juin 1987] (p. 6504).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le titre I^er^ du livre I^er^ du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843) [*J.O.* du 5 juillet 1987] (p. 7378).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat relatif aux enseignements artistiques (n° 1004) [5 novembre 1987] (p. 5483).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux enseignements artistiques (n° 1004) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15045).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental (n° 1019) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article 24 de la loi n° 75-635 du 30 juin 1975 afin que le **directeur des établissements de l'aide sociale à l'enfance** soit nommé par le président du Conseil général **(n° 648)** [14 avril 1987].

Proposition de loi relative à la **mise en cause pénale** des **présidents de conseils régionaux** et de **présidents de conseils généraux** et modifiant l'article 681 du code de procédure pénale **(n° 954)** [6 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1004), adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif aux **enseignements artistiques (n° 1085)** [1^er^ décembre 1987].

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'**adaptation de l'enseignement technique court aux mutetions de la Société (n° 1151)** [16 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **enseignements artistiques (n° 1174)** [22 décembre 1987].

Proposition de loi tendant à autoriser la **duplication** des **logiciels** à des **fins pédagogiques (n° 1206)** [22 décembre 1987].

Proposition de loi tendant à la création d'une **agence interministérielle** aux **personnels non titulaires (n° 1230)** [23 février 1988].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Echec scolaire** : rapport du Conseil économique et social [14 octobre 1987] (p. 4283) ;

— **Enfants gravement handicapés à la naissance :** déclarations de la présidente d'une association pour la prévention de l'enfance handicapée [12 novembre 1987] (p. 5752) ;

orales sans débat :

— **n° 191,** posée le 16 avril 1987 : **politiques communautaires (politique agricole commune)** (p. 450) ; appelée le 24 avril 1987 : **fixation des prix agricoles pour la campagne 1987-1988, montants compensatoires monétaires et réforme du marché des céréales :** inquiétude des agriculteurs de Champagne-Ardenne (p. 659) ;

— **n° 231,** posée le 2 juin 1987 : **textile et habillement (entreprises : Marne)** (p. 1834) ; appelée le 5 juin 1987 : **situation de l'industrie textile à Châlons-sur-Marne :** extension souhaitable du nombre d'heures de formation prévues par les conventions de conversion pour permettre aux salariés de Vitos de chercher un emploi dans une branche d'activité très différente (p. 2026, 2027) ;

— **n° 274,** posée le 6 octobre 1987 : **ministères et secrétariats d'Etat (affaires étrangères : personnel)** (p. 3979) ; appelée le 9 octobre 1987 : **personnels du ministère des affaires étrangères :** régression de la part du budget des affaires étrangères dans le budget de l'Etat ; réduction des effectifs ; médiocrité des perspectives de carrière des agents du cadre d'Orient (p. 4087, 4088) ;

— **n° 332** de M. Pierre Pascallon : **station thermale de Saint-Nectaire :** baisse du taux de fréquentation ; attente de mesures gouvernementales comparables à celles prises récemment en faveur de Vichy (p. 7718) [18 décembre 1987] ;

— **n° 333,** posée le 15 décembre 1987 : **agro-alimentaire (céréales)** (p. 7496) ; appelée le 18 décembre 1987 : **systèmes de contingentement en matière agricole :** place accordée aux nouveaux débouchés agro-industriels (p. 772).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, avant la discussion des articles
[25 mai 1987] :

Inscrit contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 1586, 1587, 1588) ; décentralisation (nécessité de compléter la — par la création d'une fonction publique territoriale) (p. 1587) ; départements d'outre-mer (p. 1587).

Formation et gestion des personnels territoriaux :
- autonomie de gestion des élus et des collectivités locales (p. 1587) ;
- centres de gestion (rôle et organisation des —) (p. 1588, 1589) ;
- centre national de la fonction publique territoriale (p. 1588) ;
- organisation et niveau de la formation des personnels territoriaux (p. 1587, 1588).

Mobilité et parité au sein de la fonction publique (p. 1587, 1588).
Paris (statut des fonctionnaires de la ville et du département de —) (p. 1587).
Statut de la fonction publique territoriale (et notamment réforme de 1984 : non application de la — et modification des principes issus de la —) (p. 1586,1587).

Statut des personnels territoriaux :
- cadres d'emploi (création des — et suppression des corps) (p. 1587) ;
- cadres d'emploi (décret d'application des —) (p. 1588) ;
- concours de recrutement (modification des règles sur les —) (p. 1587) ;
- contractuels (recours aux — et notamment pour les fonctions nouvelles comme la promotion des villes) (p. 1586) ;
- droits et garanties statutaires des fonctionnaires (p. 1586, 1587, 1588) ;
- rémunérations (grilles indiciaires) (p. 1588).

Discussion des articles
[26 mai 1987] [17 juin 1987] :

Chapitre Ier A : *dispositions modifiant la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.*

Article 1er B *(article 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (mobilité au sein de la fonction publique) :* son amendement n° 159 (prévoyant que le détachement est de droit pour les fonctionnaires ayant cinq ans d'ancienneté dans leur poste) ; (p. 1633) ; retiré.

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 1er *(article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (recrutement des agents non titulaires) :* son amendement n° 160 (tendant à harmoniser les conditions de recrutement des contractuels des collectivités locales avec celles des agents du secteur privé et à développer les contrats à durée indéterminée) : adopté (p. 1638).

Article 2 ter *(article 9 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (réunion du Cconseil supérieur de la fonction publique territoriale) :* son amendement n° 217 (de forme) : adopté (p. 1644).

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives a la fonction publique territoriale.*

Article 19 *(articles 11 à 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale) : article 15 de la loi du 12 juillet 1984* (composition du conseil d'orientation des délégations interdépartementales ou régionales) : soutient l'amendement n° 162 de M. Michel Hannoun (représentation des maires, présidents de conseils généraux et présidents de conseils régionaux plutôt que des collectivités corresponsantes au conseil d'orientation) (p. 2786) ; devenu sans objet ; soutient l'amendement n° 165 de M. Michel Hannoun (représentants des fonctionnaires territoriaux au conseil d'orientation) : adopté (p. 2787).

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Après l'article 23 : soutient l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Delalande (extension du champ d'application de la loi du 31 juillet 1963 sur la grève dans les services publics à l'ensemble des communes et des régions) : adopté au scrutin public après modification (p. 2795).

Après l'article 28 : soutient l'amendement n° 170 de M. Michel Hannoun (possibilité, pour les collectivités locales et leurs établissements publics, de cotiser à l'Assedic ou à une caisse autonome pour l'indemnisation des agents non titulaires licenciés) : retiré (p. 2809).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles
[11 juin 1987] :

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Article 39 *(recrutement de contractuels par l'Etat) :* son opposition (p. 2262, 2263).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, discussion des articles
[2 juillet 1987] :

Article 5 *(création des C.F.A.) :* rôle nouveau des régions en matière d'apprentissage ; compensation financière (p. 3569). son amendement n° 117 corrigé (recours gracieux sur la réponse négative à la demande de création de C.F.A. ou sur une dénonciation de convention) : retiré (p. 3570).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Campagnes d'information (p. 4774).
Etablissements privés d'enseignement agricole (p. 4774).

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Examen du fascicule* [28 octobre 1987] :

Enseignement technique et professionnel (p. 4963).
Equipement scolaire (lycées ; financement par les régions) (p. 4962).
Plan prospectif pour l'enseignement (et hypothèse d'une loi-programme) (p. 4963).

Professeurs et instituteurs :
- recrutement (crise du —), formation initiale et continue et statut (p. 4963).

Programmes scolaires (p. 4963).
Taxe d'apprentissage (p. 4964).

Questions :

Enseignement professionnel (plan pour l'insertion des jeunes sortis de l'—) (p. 5000).

II. Recherche et enseignement supérieur. — *Questions* [29 octobre 1987] :

Formations dispensées par les régions (comptabilité avec les inscriptions universitaires et affectation à la sécurité sociale étudiante) (p. 5098).

Services du Premier ministre. — *Examen du fascicule* [29 octobre 1987] :

Fonction publique (p. 5034, 5035).
Plan (p. 5034).
Pouvoir d'achat des traitements (p. 5034).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Avant l'article 60 : son amendement n° 289 (acquisition de l'habitation principale ; réduction d'impôt portée à 8 années pour les prêts souscrits en 1984) : non soutenu (p. 5904).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles
[8 décembre 1987] :

Après l'article 21 : son amendement n° 46 soutenu par M. Georges Tranchant (harmonisation du régime de déduction fiscale pour les intérêts d'emprunt contractés en vue de l'acquisition de logements avant 1984 avec ceux contractés après 1984) : retiré (p. 6958).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).

Première lecture, avant la discussion des articles.
Rapporteur [16 décembre 1987] :

Caractère obligatoire de l'enseignement de la musique et des arts plastiques à l'école et au collège (p. 7560).
Diversification des disciplines artistiques enseignées (p. 7560).
Enseignants de l'enseignement artistique (effectifs et formation des —) (p. 7560).
Enseignements facultatifs au lycée (p. 7560).
Reconnaissance des établissements privés d'enseignement artistique (p. 7561).
Situation actuelle de l'enseignement artistique (p. 7559, 7560).

Discussion des articles [16 décembre 1987] :

Article 1er *(définition des enseignements artistiques) :* son amendement n° 1 (art du cirque inclus dans la notion de discipline artistique) : adopté ; son amendement n° 2 (enseignement artistique faisant partie de la formation de base donnée dans les établissements scolaires des premier et second degrés) (p. 7595) ; adopté après modification.

Chapitre 1er : *des enseignements artistiques dispensés dans les établissements scolaires et les établissements d'enseignement supérieur.*

Avant l'article 2 : son amendement n° 33 à titre personnel (éducation artistique étant dispensée à l'école maternelle) : adopté ; **article 2** *(enseignement artistique à l'école et au collège) :* son amendement n° 3 (situation des écoles maternelles au regard de l'enseignement artistique) : devenu sans objet ; son amendement n° 4 (enseignement artistique dispensé dans le cadre de l'enseignement technologique et professionnel) (p. 7596) ; rejeté ; son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 6 soutenu par M. Jean-Paul Fuchs (droit à une éducation artistique devant être effectif dans un délai de 10 ans à compter de la promulgation de la présente loi) : retiré ; repris par M. Jean-Jack Queyranne : rejeté (p. 7597) ; son amendement n° 7 (enseignement facultatif portant sur d'autres disciplines que la musique ou les arts plastiques pouvant être institué dans les écoles maternelles, primaires et dans les collèges) : adopté après correction.

Article 3 *bis* *(sanctions des enseignements artistiques) :* son amendement n° 8 (enseignements artistiques devant être organisés comme l'ensemble des autres disciplines) : rejeté ; son amendement n° 34 à titre personnel (candidats au baccalauréat subissant à partir de la session de 1993 une épreuve dans une des disciplines artistiques) (p. 7598) ; retiré.

Article 4 *(enseignement artistique dans l'enseignement supérieur) :* contre l'amendement n° 25 de M. Georges Hage (exclusion des établissements privés du champ d'application de l'article) (p. 7599).

Article 5 *(participation d'intervenants extérieurs dans les enseignements artistiques) :* son amendement n° 9 (nécessité d'un accord du chef d'établissement pour que ces intervenants extérieurs puissent apporter leur concours aux enseignants des matières artistiques) : adopté après modification (p. 7600) ; son amendement n° 10 (conseil d'établissement consulté sur le principe du recours à des intervenants extérieurs) : adopté ; contre l'amendement n° 40 de M. Jean-Jack Queyranne (interventions extérieures pouvant être organisées en collaboration avec des organismes habilités par le ministère de l'éducation nationale).

Chapitre II : *de la reconnaissance des établissements et de l'homologation des titres et diplômes.*

Article 6 *(titres et diplômes susceptibles d'être homologués) :* contre l'amendement n° 27 de M. Georges Hage (limitation du champ d'application de l'article aux établissements actuellement agréés par les ministères de l'éducation nationale, de la culture et des collectivités locales).

Article 7 *(reconnaissance des établissements d'enseignement artistique) :* son amendement n° 11 (rédactionnel) (p. 7601) ; adopté ; son amendement n° 12 (nécessité d'une durée de fonctionnement minimale avant la reconnaissance des établissements d'enseignement artistique) : adopté ; son amendement n° 13 (décret d'application de l'article étant pris après avis du Conseil d'Etat) : adopté.

Article 8 *(homologation des titres et diplômes de l'enseignement artistique) :* son amendement n° 14 (conditions d'homologation des titres d'enseignement technologique étant fixées par décret simple) : adopté.

Article 9 *(avantages liés à l'homologation des titres et diplômes) :* son amendement n° 15 (titres et diplômes homologués ne permettant pas à leurs titulaires de participer à des tâches d'enseignement) (p. 7602) ; rejeté ; son amendement n° 16 (élargissement du champ de recrutement des candidats au C.A.P.E.S. et à l'agrégation) : adopté après correction (p. 7604).

Article 10 *(possibilité pour les établissements d'enseignement artistique de bénéficier de la taxe d'apprentissage) :* contre les amendements identiques n° 31 de M. Georges Hage et 43 de M. Jean-Jack Queyranne (de suppression).

Article 12 *(conventions entre les établissements d'enseignement artistique) :* son amendement n° 17 (nécessité d'une collaboration entre l'université, les conservatoires et écoles d'art) : adopté (p. 7605).

Chapitre III : *du haut comité des enseignements artistiques.*

Article 13 *(haut comité des enseignements artistiques) :* son amendement n° 18 (présidence du haut comité) ; son amendement n° 35 à titre personnel (haut comité se réunissant sous la présidence conjointe et effective des ministres chargés de la culture et de l'éducation nationale) ; amendement n° 18 : rejeté ; amendement n° 35 : adopté ; contre l'amendement n° 44 de M. Jean-Jack Queyranne (décret en Conseil d'Etat fixant les conditions de représentant d'élection et de désignation des membres du haut comité ainsi que la durée de leur mandat) (p. 7606).

Article 14 *(rapport au Parlement sur les crédits destinés aux enseignements artistiques) :* son amendement n° 19 (état récapitulatif des crédits affectés au développement des enseignements étant destiné au président et aux rapporteurs des affaires culturelles et des finances) : adopté (p. 7607).

Titre : son amendement n° 50 (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « projet de loi sur l'éducation artistique ») : rejeté (p. 7608).

— Projet de loi de programme, adopté par Sénat, relatif au patrimoine monumental (n° 1019).

Première lecture, avant la discussion des articles
[18 décembre 1987] :

Loi de programme :

— patrimoine rural et industriel (p. 7743, 7744).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs (n° 1135).

Première lecture, discussion des articles
[20 et 21 décembre 1987] :

Après l'article 6 : son amendement n° 21 soutenu par M. René Béguet (tendant à modifier les règles de répartition de compétences au sein de la juridiction civile concernant les litiges nés de l'application de la loi du 10 janvier 1978 relative à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit) (p. 7970) ; retiré (p. 7971).

BOURGUIGNON (Pierre)

Député de la Seine-Maritime
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027).

BOUSQUET (Jean)

Député du Gard
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (affaires sociales et emploi : emploi) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 2 : **affaires sociales et emploi : emploi (n° 960)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [2 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— apprentissage (p. 5191) ;
— chômage et emploi (situation) (p. 5189, 5190) ;
— emploi et universités (p. 5190, 5191) ;
— formation professionnelle permanente (p. 5191) ;
— politique de l'emploi (généralités) (p. 5190).

BOUTIN (Christine)

Député des Yvelines
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **améliorer l'information des conseillers municipaux (n° 988)** [28 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à **faire disparaître** la **discrimination** dans le **remboursement des frais électoraux** des **candidats** aux **élections municipales** des **petites communes (n° 1055)** [18 novembre 1987].

Proposition de loi tendant à combattre **l'alcoolisme au volant** par **l'augmentation des primes d'assurance (n° 1056)** [18 novembre 1987].

Proposition de loi relative à la **domiciliation des entreprises (n° 1120)** [9 décembre 1987].

Proposition de loi tendant à assurer les conditions d'une véritable **politique familiale (n° 1190)** [22 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 mai 1987] :
Autorité parentale (exercice conjoint de l'—) (p. 963).
Enfant issu du mariage (p. 962).
Enfant non issu du mariage (p. 962).
Mœurs (évolution des —) (p. 961).

Discussion des articles :

Article 2 *(attribution de la garde des enfants après divorce) :* son amendement n° 30 rectifié (règle de la garde conjointe ; juge statuant sur la résidence habituelle de l'enfant) : devenu sans objet (p. 971).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [3 juillet 1987] :

Autorité parentale (exercice conjoint de l'—) :
— caractère automatique (p. 3664) ;
— jurisprudence de la Cour de cassation (p. 3664) ;
— pouvoirs et rôle du juge (p. 3664).
Conditions d'examen du texte en première lecture (p. 3664).

Discussion des articles [3 juillet 1987] (p. 3665) :

Article 2 *(attribution de la garde des enfants après divorce) :* son amendement n° 3 corrigé (fixation par le juge des modalités de résidence de l'enfant en cas d'exercice conjoint de l'autorité parental) : retiré (p. 3666).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 et 5 juin 1987] :
Politique familiale (p. 2043, 2044).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :
Magistrats (effectifs des —) (p. 4521).
Programmes des « 15 000 places » (loi du 22 juin 1987) (p. 4521).

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule* [6 novembre 1987] :

Audiovisuel : généralités :
— création audiovisuelle française (p. 5547).
Audiovisuel : secteur public :
— effectifs (évolution des —) (p. 5545) ;
— Radio-France (et France-Info) (p. 5545) ;
— redevance (p. 5546).

— *Vote des crédits* [6 novembre 1987] :
Article 52 *(approuvant le produit attendu des recettes de publicité de marque par les sociétés nationales de T.V. ; éventualité d'excédents) :* son amendement n° 290 (clé de répartition pour 1988 du produit de la redevance pour droit d'usage ; éventualité d'excédents) ; possibilité pour le Parlement de répartir le produit de la redevance (p. 5573) ; droits du Parlement ; situation de service public de Radio-France ; amendement n° 290 : retiré (p. 5576).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Après l'article 9 : son amendement n° 1 (prévoyant que, lorsque le maire propose au conseil municipal l'inscription d'une dépense nouvelle à la section d'investissement, il accompagne celle-ci d'une prévision pluriannuelle portant sur les dépenses de fonctionnement consécutives à l'engagement de celle-ci) : retiré (p. 7446).

Titre VII : *dispositions diverses relatives aux syndicats d'agglomérations nouvelles.*

Après l'article 27 : son amendement n° 38 soutenu par M. Léonce Deprez (information des conseillers municipaux sur les convocations qui leur son adressées dans les communes de plus de 3 500 habitants) (p. 7522) ; adopté après modification (p. 7523).

BOUVARD (Loïc)

Député du Morbihan
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Vice-président de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (affaires étrangères) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941** (tome I : **affaires étrangères (n° 963)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 199,** posée le 21 avril 1987 : **femmes (mères de famille)** (p. 530) ; appelée le 24 avril 1987 : **mesures en faveur des mères de famille n'ayant jamais eu d'ac-**

tivité professionnelle : leur exclusion du droit à l'allocation parentale d'éducation et du régime d'assurance vieillesse ; influence sur la démographie (p. 651, 652) ;

— **n° 247,** posée le 9 juin 1987 : **sécurité sociale (prestations)** (p. 2158). Appelée le 12 juin 1987 : **difficultés rencontrées par les familles** : suivi social des familles en difficulté ; sort des agriculteurs et des travailleurs indépendants qui ne sont pas à jour de leurs cotisations sociales (p. 2313, 2314) ;

— **n° 276,** de M. René Beaumont (p. 3979) : appelée le 9 octobre 1987 : **canal à grand gabarit entre Chalon-sur-Saône et Tavaux** : nécessité d'inclure dans le projet de loi de finances pour 1988 la dotation en capital de l'Etat destinée à son financement (p. 4079) ;

— **n° 282,** posée le 6 octobre 1987 : **élevage (porcs)** (p. 3980) ; appelée le 9 octobre 1987 : **éleveurs de porcs** : mesures de sauvegarde nécessaires ; politique communautaire ; difficultés des producteurs bretons (p. 4079, 4080) ;

— **n° 323,** posée le 8 décembre 1987 : **logement (allocation de logement)** [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelée le 11 décembre 1987 : **allocation de logement aux personnes âgées** : attente de dispositions réglementaires étendant aux veuves âgées de 60 à 65 ans le bénéfice de l'allocation logement que percevait leur époux (p. 7159, 7160).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :

Armes « intelligentes » (p. 139).
Armes nucléaires tactiques ou préstratégiques (utilisation des —) (p. 139).
Avions Awacs (p. 139).
Avions de transport (p. 139).
Avions de combat (avion « Rafale ») (p. 139).
Bataille de l'Orient (participation de la France) (p. 139).
Bombe à neutrons (p. 139).
Consensus sur la politique de défense (p. 140).
Coopération franco-allemande.
Crédits d'équipement militaire prévus par la loi (p. 139).
Défense européenne (p. 139, 140).
Défense opérationnelle du territoire (p. 139).
Dissuation nucléaire de la France (p. 140).
Loi de programmation du 8 juillet 1983 (retard dans l'exécution de la —) (p. 138, 139).
Loi de programme (organisation et contenu de la —) (p. 139).
Présence française hors d'Europe (et notamment outre-mer) (p. 140).
Satellites Hélios et Syracuse II (p. 139).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Questions* [22 octobre 1987] :

Afrique du Nord (anciens combattants) (p. 4682).

Education nationale. I. — Enseignement scolaire. *Questions* [28 octobre 1987] :

Forfait d'externat (petits collèges privés ruraux) (p. 5003).

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule :* Rapporteur pour avis [5 novembre 1987] :

Allemagne (coopération France — dans le domaine de la sécurité) (p. 5430).
Armements (conséquences pour l'Europe des négociations américano-soviétiques sur la réduction des —) (p. 5429).
Défense européenne (identité européenne en matière de défense) (p. 5429, 5430).
U.E.O. (p. 5430).

Défense. — *Examen du fascicule* [10 novembre 1987] :

Budget de la défense (niveau du —) :
— dépenses d'équipement et programmes (p. 5674).
Cession d'actifs immobiliers et mobiliers (notamment caserne Dupleix) (p. 5671).
Coopération européenne et internationale pour l'armement (p. 5674).
Espace :
— satellites (d'observation et de télécommunication) (p. 5674).
Forces nucléaires stratégiques :
— force océanique (F.O.S.T.) (p. 5674).
Personnels militaires :
— effectifs militaires (p. 5674).
Recherche et développement (crédits de — et ouverture de l'armée sur les entreprises) (p. 5674).

BOUVET (Henri)

Député de la Haute-Vienne
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

Rapporteur de la proposition de loi visant à abroger les dispositions relatives aux zones protégées figurant au code des débits de boissons (n° 68) [18 juin 1987] (p. 2876).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à maintenir l'animation et la vie locale des bourgs ruraux (n° 310) [18 juin 1987] (p. 2876).

DEPOTS

Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance 58-1360 du 29 décembre 1958 portant **loi organique relative au conseil économique et social (n° 734)** [13 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur : I. La proposition de loi (n° 829), adoptée par le Sénat, tendant à adapter aux exigences du développement du tourisme certaines dispositions du code des **débits de boissons** et des **mesures de lutte contre l'alcoolisme (n° 880)** [18 juin 1987]. II. Sur les propositions de loi : 1) (n° 68) de M. Alain Mayoud visant à abroger les dispositions relatives aux **zones protégées** figurant **au code des débits de boissons** ; 2) (n° 310) de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir **l'animation et la vie locale des bourgs ruraux** ; 3) (n° 635) de M. Francis Geng et plusieurs de ses collègues tendant à aménager certaines dispositions du **code des débits de boissons** et des **mesures de lutte contre l'alcoolisme** en vue de favoriser le **développement de l'industrie hôtelière** ; 4) (n° 675) de M. Pierre-Rémy Houssin tendant à modifier l'article L. 49 du code **des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme.**

Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 65-1004 du 1er décembre 1965 relative à la **profession de professeur de danse,** ainsi qu'aux établissements où s'exerce cette profession inappliquée depuis sa promulgation **(n° 933)** [8 juillet 1987].

Proposition de loi tendant à modifier le code électoral et relative à l'élection des **conseillers régionaux (n° 958)** [6 octobre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 265 de M. Robert Cazalet** : appelée le 26 juin 1987 : **experts-comptables stagiaires autorisés** : précarité de leur statut ; création d'un corps en voie d'extinction (p. 3242, 3243) ;

— **n° 266,** posée le 23 juin 1987 : **ministères et secrétariats d'Etat intérim : services extérieurs** (p. 3101) ; appelée le 26 juin 1987 : **vacances de postes de sous-préfets** : cas de l'arrondissement de Bellac (p. 3243) ; désintérêt des gouvernements successifs pour le département de la Haute-Vienne (p. 3244).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Compétitivité des entreprises françaises (amélioration de la — et croissance) (p. 1046).

Flexibilité du travail (p. 1046).
Formes de de l'aménagement du temps de travail :
— travail de nuit des femmes (condition de dérogation — opinion des femmes) (p. 1046).
Loi de programme sur l'entreprise (proposition d'une —) (p. 1047).
Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (et conditions générales de mise en œuvre) (p. 1046).

— **Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).**

Première lecture, discussion des articles [19 mai 1987], [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-1 du code du travail* (définition de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 12 (tendant à réduire à 5 % le quota de travailleurs handicapés) (p. 1334) ; rejeté (p. 1336) ; *après l'article L. 323-3 du code du travail :* son amendement n° 13 (mise en place d'une procédure allégée pour l'examen par les Cotorep des dossiers des personnes déjà employées dans les entreprises) : rejeté (p. 1346) ; *article L. 323-4 du code du travail* (calcul des effectifs de l'entreprise et du nombre des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 14 : retiré (p. 1376) ; *article L. 323-8-7 du code du travail* (droit de recours des associations de handicapés) : son amendement n° 15 (droit de recours ouvert aux associations créées depuis au moins cinq années à compter du 1er janvier 1988) : non soutenu ; son amendement n° 16 (rédactionnel) : non soutenu (p. 1411).

Article 6 *(dispositions transitoires) :* son amendement n° 17 (obligation d'emploi) ; son amendement n° 19 (même objet) (p. 1421) ; son amendement n° 18 corrigé (même objet) : non soutenus (p. 1422).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à adapter aux exigences du développement du tourisme certaines dispositions du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme (n° 829), et conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi de M. Alain Mayoud visant à abroger les dispositions relatives aux zones protégées figurant au code des débits de boissons (n° 68), de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir l'animation et la vie locale des bourgs ruraux (n° 310), de M. Francis Geng et plusieurs de ses collègues tendant à aménager certaines dispositions du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme en vue de favoriser le développement de l'industrie hôtelière (n° 635) et de M. Pierre-Rémy Houssin tendant à modifier l'article L. 49 du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme (n° 675).**

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [26 juin 1987] :

Alcoolisme (lutte contre l'—) (p. 3245, 3246).
Communes (vie locale dans les petites —) (p. 3245, 3246).
Licences (régimes des —) (p. 3245).
Tourisme (développement du —) (p. 3245, 3246).
Zones protégées (régime des —) (p. 3245, 3246).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).**

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] :

Apprentissage (concertation entre les acteurs de l'—) (p. 3511).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Tourisme. — *Questions* [27 octobre 1987] :

Promotion touristique (coopération interministérielle dans les opérations de —) (p. 4882).
Promotion touristique (vers l'Allemagne et les Etats-Unis) (p. 4882).

Services du Premier ministre. — *Questions* [29 octobre 1987] :

Conseil économique et social (réforme du —) (p. 5051).

— **Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).**

Première lecture, avant la discussion des articles [14 décembre 1987] :

Décentralisation (amélioration ou remise en question de la —) (p. 7377).
Interventions économiques des collectivités locales :
— bilan des — (p. 7378) ;
— établissements de crédit garantissant des emprunts (participation des collectivités locales au capitale des —) (p. 7378) ;
— porcelaines Giraud (p. 7378).
Nombre de communes (réduction du —) (p. 7378).

Discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Après l'article 17 ter : son amendement n° 225 (transformation d'un district en communauté urbaine) (p. 7489) ; adopté (p. 7480).

BOYON (Jacques)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Philippe Marchand ; gendarmes en civil :** harmonisation des relations entre la police et la gendarmerie ; mise en place d'une commission présidée par un haut magistrat [10 juin 1987] (p. 2178) ;

— **M. Jean-Pierre Stirbois : situation des usines Dassault et vente d'avions à l'Afrique du Sud :** rapports de la communauté internationale avec l'Afrique du Sud ; embargo de tous les états membres de l'organisation des nations unies sur les livraisons d'armements à ce pays ; apartheid [18 novembre 1987] (p. 6012) ;

— **M. Michel Péricard : affaires des trafics d'armes :** instruction judiciaire en cours ; problèmes des responsabilités [18 novembre 1987] (p. 6019).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Réponses aux questions* [10 novembre 1987] :

Commission « armée jeunesse » (M. François Porteu de la Morandière) (p. 5694).
Esprit de défense (manuels scolaires ; protocole « armée-éducation nationale ») (M. François Porteu de la Morandière) (p. 5693, 5694).
Journées « entreprises-défense » (M. François Porteu de la Morandière) (p. 5694).
Protocole « défense-culture » (M. François Porteu de la Morandière) (p. 5693, 5694).
Réserves (M. François Porteu de la Morandière et Mme Edwige Avice remplacée par M. Guy-Michel Chauveau) (p. 5692).

BRANGER (Jean-Guy)

Député de la Charente-Maritime
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

DEPOTS

Proposition de loi relative au transfert et à l'inhumation au **Panthéon** de la dépouille de Mme **Eugénie Eboue-Tell (n° 906)** [30 juin 1987].

Proposition de loi tendant à préciser le **délai de recours** en **garantie** des **adjudicataires** dans les **ventes mobilières** aux **enchères publiques** à l'encontre des **officiers vendeurs (n° 1053)** [18 novembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Licenciements aux chantiers navals et situation de l'emploi dans le bassin de la Rochelle** [29 avril 1987] (p. 739) ;

— **Situation des offices H.L.M.** : situation financière des organismes H.L.M. [18 novembre 1987] (p. 6020, 6021).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).**

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :

Coopération européenne en matière d'armement (p. 150).
Défense européenne (p. 149).
Désengagement américain en Europe (hypothèse d'un —) (p. 149).
Flotte de surface (p. 150).
Loi de programmation du 8 juillet 1983 (retard dans l'exécution de la —) (p. 149).
Présence de la France hors d'Europe (et notamment outre-mer) (p. 150).

— **Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).**

Première lecture, avant la discussion des articles [14 avril 1987] :

Définition du corps électoral (et notion de population intéressée) (p. 294).
Forces de l'ordre (et notamment présence des — et répression) (p. 293).
Paix civile (et notamment rétablissement de l'ordre) (p. 293).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Examen du fascicule* [9 novembre 1987], [10 novembre 1987] :

Industrie d'armement (p. 5679).
Personnels militaires :
— effectifs militaires (p. 5679).
Rochefort (hôpital militaire de —) (p. 5679, 5680).

BRIAL (Benjamin)

Député de Wallis et Futuna
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 19 mai 1987] (p. 5494).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 19 mai 1987] (p. 5494).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 2 juillet 1987] (p. 7228).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 2 juillet 1987] (p. 7228).

— **Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).**

Première lecture, avant la discussion des articles [10 avril 1987] :

Composition pluri-ethnique de la population calédonienne (p. 269).
Economie calédonienne (relance de l'—) (p. 269).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :
Wallis et Futuna (situation de —) (p. 4609).

BRIANE (Jean)

Député de l'Aveyron
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (défense : forces terrestres) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** tome VII : **défense : forces terrestres (n° 963)** [8 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à interdire aux salariés bénéficiaires d'un **congé sabbatique** l'exercice de toute activité salariée à l'exception des actions de formation (n° 1220) [2 février 1988].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Financement de l'habitat en secteur diffus** : diminution de la participation de l'Etat au financement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat ; nécessité de solidarité nationale à l'égard des collectivités territoriales des secteurs diffus [27 mai 1987] (p. 1711).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).**

Première lecture, discussion des articles [17 juin 1987] :

Chapitre IV : *dispositions finales.*
Article 25 *(régime applicable aux sections de communes)* : son amendement n° 216 (de suppression) : adopté (p. 2806).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).**

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*
Article 1er *(définition de la sécurité civile ; plans d'organisation des secours ; urgence)* : son amendement n° 1 : devenu sans objet (p. 3778).
Article 3 *(autorité compétente pour diriger les opérations de secours)* : son amendement n° 2 (responsabilité de l'autorité disposant des moyens d'intervention) : non soutenu (p. 3786).
Article 11 *(financement des opérations de secours)* : son amendement n° 4 (rappel du 7° de l'article L. 221-2 du code des communes) : non soutenu ; son amendement n° 5 (précisant les opérations de secours concernées) : non soutenu (p. 3805).
Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*
Chapitre II : *maîtrise de l'urbanisme.*
Article 16 *(prise en compte des risques naturels ou technologiques dans les différents documents d'urbanisme)* : son amendement n° 7 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme relevant de la compétence de l'Etat) : rejeté (p. 3826).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture — B.A.P.S.A.

Vote des crédits [23 octobre 1987] :

Agriculture :

Etat B, titre III : son amendement n° 110 (réduction de crédits) ; amendement de réduction à titre indicatif tendant à accorder une aide aux éleveurs bovins (p. 4776) ; adopté (p. 4777).

Industrie. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

Energie (et rôle de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie — A.F.M.E.) (p. 4805).

Equipement, logement aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. *Questions* [6 novembre 1987] :

Aveyron (desserte routière de l'—) (remplacé par M. Charles Ehrmann) (p. 5507).

Défense. — *Examen du fascicule :* Rapporteur pour avis [9 novembre 1987] et [10 novembre 1987] :

Armée de terre (notamment sous-encadrement de l'—) (p. 5651, 5652).

Défense européenne (et coopération militaire franco-allemande) (p. 5652).

Personnels militaires :

— condition militaire (et notamment programme d'amélioration de la —) (p. 5651) ;

— effectifs militaires (p. 5651) ;

— mesures catégorielles (p. 5651).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la caisse nationale du crédit agricole (n° 971).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [1er décembre 1987] :

Recettes (affectation des — de la mutualisation) (p. 6633).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 13 : son amendement n° 38 (désaffectation du produit de la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole en vue de son attribution à des actions en faveur de l'agriculture) ; son amendement n° 39 (désaffectation de la moitié des recettes provenant de la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole) (p. 6925) ; élevage (p. 6927) ; aide dont bénéficient les éleveurs allemands (p. 6928) ; votes réservés (p. 6933).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Après l'article 1er : son amendement n° 236 (substituant à la conférence d'harmonisation des investissements la commission consultative pour la répartition de la deuxième part de la D.G.E. pour améliorer l'organisation des services publics en montagne en développant leur polyvalence notamment) : adopté après modification (p. 7404).

Après l'article 3 : son amendement n° 43 soutenu par M. Pierre Raynal (dotation minimale de fonctionnement pour les plus petites communes) (p. 7409) ; coopération intercommunale ; retiré (p. 7410) ; son amendement n° 42 rectifié (tendant à limiter les opérations de correction des potentiels fiscaux aux seules communes soumises à la législation sur les établissements exceptionnels) ; retiré (p. 7411).

Titre V : *dispositions relatives au financement des collectivités locales à vocation touristique.*

Article 19 *(aménagement du régime des dotations aux communes touristiques et thermales) :* ses observations sur cet article ; relèvement de la garantie à 90 % (p. 7489) ; son amendement n° 17 (précisant les pouvoirs des groupements de communes touristiques vis à vis des communes adhérentes en privilégiant les groupements les plus importants) (p. 7502, 7503) adopté ; son amendement n° 237 (introduisant comme élément de répartition de la dotation supplémentaire aux communes touristiques le degré réel de mobilisation des ressources propres de la commune appréciée à partir du potentiel fiscal) (p. 7504) ; rejeté ; notion de mobilisation du potentiel fiscal ; son amendement n° 18 (fixant la garantie annuelle pour les communes à 90 % au lieu de 80 %) (p. 7505) ; retiré ; son amendement n° 19 (seuil d'écrêtement) (p. 7506) ; retiré (p. 7507) ; ses observations sur l'amendement n° 183 de M. Augustin Bonrepaux (tendant à ne pas appliquer la limitation de l'augmentation de la dotation aux communes et groupements de communes qui sont en voie de développement touristique pendant les quatre années qui suivent leur accession à ce régime) (p. 7507, 7508) ; son amendement n° 20 (tendant à étaler sur trois ans l'extinction du régime de la dotation « station nouvelle » pour les communes qui en sont actuellement bénéficiaires) : devenu sans objet (p. 7509) ; son amendement n° 21 (rapport sur l'application de la réforme de la dotation touristique) : retiré (p. 7510).

Titre VII : *dispositions diverses relatives aux syndicats d'agglomérations nouvelles.*

Article 27 *(attribution de la dotation globale de fonctionnement aux agglomérations nouvelles) :* son amendement n° 44 : devenu sans objet.

Après l'article 27 : soutient l'amendement n° 151 de M. Alain Lamassoure (précisant que les dispositions de l'article L. 315-2-1 du code de l'urbanisme entreront en vigueur au 8 juillet 1988) (p. 7521) ; adopté ; soutient l'amendement n° 223 de M. Jean-Pierre Abelin (délai de convocation du conseil municipal) : rejeté ; soutient l'amendement n° 224 de M. Jean-Pierre Abelin (information des conseillers municipaux sur les convocations qui leur sont adressées) (p. 7522) ; rejeté ; ses observations sur l'amendement n° 193 de M. Augustin Bonrepaux (garantie de ressources minimales des groupements de communes à fiscalité propre) (p. 7523, 7524).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, discussion des articles [19 décembre 1987] :

Titre IV : *droit des médecins à une cessation anticipée d'activité.*

Après l'article 4 : ses observations sur l'amendement n° 28 de M. Jacques Barrot (institut national de la statistique et des études économiques publiant chaque mois un indice des prix à la consommation hors tabac et produits alcooliques) (p. 7868).

Explications de vote [19 décembre 1987] :

Avortement (p. 7870).

Son abstention (p. 7870).

— Proposition de loi relative à la fraude informatique (n° 352).

Deuxième lecture, discussion de l'article unique [21 décembre 1987] :

Après l'article unique : contre l'amendement n° 12 de M. Roland Dumas (permettant la reproduction de logiciels et progiciels lorsqu'elle a pour objet le renseignement et à condition que leurs producteurs en soit préalablement avisés) (p. 8027).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux (n° 1109).

Première lecture, explications de vote [21 décembre 1987] :

Vote positif du groupe U.D.F. (p. 8003).

BRIANT (Yvon)

Député du Val-d'Oise
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Droit d'asile : demande un référendum sur l'opportunité de réformer le droit d'asile [15 avril 1987] (p. 358) ;

— Dénaturation du système de garanties contres les catastrophes naturelles : plan d'exposition aux risques naturels prévisibles (P.E.R.) [21 octobre 1987] (p. 4601, 4602) ;

— Fonctionnement du secteur privé à l'hôpital public : décret d'application de la loi du 27 janvier 1987 portant diverses mesures d'ordre social instituant son encadrement trop contraignant de l'activité libérale à l'hôpital [2 décembre 1987] (p. 6699).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution, ainsi que le débat et le vote sur cette déclaration (n° 627).

Discussion générale [7 avril 1987] :

Code de la nationalité (réforme du —) (p. 49).
Cohabitation (motif et bilan de la —) (p. 49).
Insécurité (lutte contre l'—) (p. 48).
Signification du vote de confiance (et notamment cohésion majoritaire) (p. 48, 50).

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 avril 1987] :

Armes chimiques (p. 115).
Consensus sur la politique de défense (p. 116).
Coopération franco-allemande et question de la garantie nucléaire et militaire de la France (p. 115).
Coopération européenne en matière d'armement (p. 116).
Crédits d'équipement militaire prévus par la loi (p. 115).
Défense européenne (p. 115, 116).

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, discussion des articles [14 avril 1987] :

Article 1er *(organisation de la consultation référendaire) :* ses observations (p. 307).

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Accords déjà signés relatifs à l'aménagement du temps de travail (et notamment celui de la métallurgie) (p. 1053).
Compétitivité des entreprises françaises (amélioration de la — et croissance) (p. 1053).
Conseil constitutionnel (décision du 23 janvier 1987) (p. 1053).
Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1053).
Ordonnances (recours aux — et attitude du Président de la République) (p. 1052).

— Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe.

Discussion [26 mai 1987] :

Compétitivité des entreprises françaises (p. 1678).
Déréglementation (p. 1679).
Droits des salariés (protection des) (p. 1678).
Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (p. 1679).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 mai 1987] :

Aides aux entreprises pour l'emploi des handicapés (p. 1310).
A.N.P.E. (placement des handicapés) (p. 1310).
C.O.T.O.R.E.P. (fonctionnement des —) (p. 1310).
Emplois réservés (et notamment contenu des épreuves de concours) (p. 1310).
Fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (p. 1310).
Handicapés (insertion sociale et professionnelle) (p. 1310).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, discussion des articles [21 et 22 mai 1987] :

Titre 1er : *actions en faveur des personnes recontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Avant l'article 1er : son amendement n° 134 (préférence à l'embauche d'accorder aux demandeurs d'emploi français ou ressortissants d'un pays membre de la Communauté européenne) (p. 1483, 1484) ; rejeté au scrutin public (p. 1485) ; son amendement n° 141 (critères à retenir pour fixer l'ordre des licenciements) (p. 1485) ; rejeté (p. 1486) ; son amendement n° 135 (entrave à l'exercice d'une activité économique) : non soutenu ; son amendement n° 136 (même objet) : non soutenu (p. 1524).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [24 juin 1987] (p. 3123, 3131) [25 juin 1987] (p. 3158) :

Harkis (situation et actions en faveur des -) (p. 3163).
Historique des événements d'Afrique du Nord et situation des rapatriés (p. 3162, 3163).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Article 8 *(allocation en faveur des anciens harkis, moghaznis et personnels des diverses formations supplétives ayant servi en Algérie) :* son sous-amendement n° 93 (application de l'amendement n° 13 de la commission sous réserve que les ayant-causes soient de nationalité française et aient fixé leur domicile en France) à l'amendement n° 13 de la commission (allocation suivant les règles de droit commun, notamment en matière d'héritage en ligne directe, en cas de décès de l'attributaire) (p. 3206) ; son amendement n° 64 (conjoint survivant ne pouvant bénéficier de cette allocation que s'il a lui-même la qualité de rapatrié) (p. 3207) ; sous-amendement n° 93 : rejeté ; amendement n° 64 : rejeté (p. 3208).

— Son rappel au règlement : article 58 du règlement ; déclaration souhaitable du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la provatisation sur le repli des marchés financiers remettant en question les conditions de l'équilibre budgétaire [20 octobre 1987] (p. 4525).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique en matière de privatisation et débat sur cette déclaration.

Discussion [27 octobre 1987] :

Actionnaires des sociétés privatisées :
— actionnariat populaire (valeur de l' -) (p. 4911) ;
- droits des actionnaires (p. 4911).

Bourse :
- effets des privatisations sur le marché boursier (p. 4911).

Privatisations (raisons ayant conduit aux -) (p. 4912).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. - *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Financement de la sécurité sociale (et notamment Etats généraux) (p. 5245, 5246).

Politique de la santé :
- assurance maladie (p. 5245, 5246).

Défense. - *Examen du fascicule* [9 novembre 1987], [10 novembre 1987] :

Armée de terre (notamment sous-encadrement de l'—) (p. 5680).
Arsenaux et G.I.A.T. (statut des - et personnels) (p. 5680).
Attachés militaires et attachés d'armement (p. 5680).

Désarmement :
- Etats-Unis (présence militaire en Europe) (p. 5680) ;
- forces nucléaires intermédiaires (accord Etats-Unis-U.R.S.S. sur l'option « double zéro ») (p. 5680).

Industrie d'armement (p. 5680).
Interventions extérieures (p. 5680).

Personnels militaires :
— condition militaire (et notamment programme d'amélioration de la -) (p. 5680).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Droit des sociétés :
— sociétés en commandite simple (nécessité d'une réforme) (p. 5990).

Transmission d'entreprise :
- donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension au tiers) (p. 5990) ;

— fiscalité (p. 5990) ;
— suppression ou allégement des droits de succession ou de donation (p. 5990).

Discussion des articles [17 et 18 novembre 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions relatives aux droits des sociétés.*
Après l'article 20 : son amendement n° 88 rectifié (abrogation de l'article 28 de la loi du 24 juillet 1966 ; principe de prohibition de l'immixtion des commanditaires dans la gestion) : retiré (p. 6025).
Chapitre III : *dispositions fiscales.*
Après l'article 23 : son amendement n° 87 (prévoyant un abattement de 50 % sur l'assiette des biens professionnels pour la perception des droits de mutation à condition que le successible n'en modifie pas l'affectation pendant un délai d'au moins cinq ans) : non soutenu (p. 6056).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives.*
Article 2 *(déclaration du patrimoine des présidents des assemblées, des collectivités territoriales et des maires des communes de plus de 50 000 habitants)* : ses observations sur le seuil imposé pour les déclarations patrimoniales des maires et sur l'absence d'applicabilité des dispositions législatives aux parlementaires européens (p. 172).

BROCARD (Jean)

Député de la Haute-Savoie
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Juge titulaire, de la Haute cour de de justice [15 avril 1987] (p. 370) ; *prestation de serment* le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat, relatif au service national dans la police (n° 705) [27 mai 1987] (p. 1773).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (défense : Marine) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [26 novembre 1987] (p. 6473).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du statut de **prisonnier, interné,** détenu par le **Viêt-minh** entre 1945 et 1954 **(n° 654)** [14 avril 1987].

Rapport fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 705) adopté par le Sénat, relatif au **service national dans la police (n° 800)** [3 juin 1987].

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** : tome VIII : **défense : Marine (n° 963)** [8 octobre 1987].

Avis présenté au nom de la commission de la défense et des forces armées sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1987** (n° 1062) **(n° 1101)** [3 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Police municipale** [6 mai 1987] (p. 896) ;

— **Retraite mutualiste des anciens combattants** : cas des anciens combattants d'Afrique du Nord [2 décembre 1987] (p. 6689).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au service national dans la police (n° 705).

Première lecture, avant la discussion des articles :
Rapporteur [26 juin 1987] :
Collectivités locales (participation financière des —) (p. 3255).
Ilotage (relations entre la police et la population) (p. 3254).
Loi du 7 août 1985 dite « loi de modernisation de la police » (p. 3254).
Réserve (p. 3254).

Discussion des articles [26 juin 1987] :
Article 2 *(modification des dispositions du chapitre II bis « service dans la police nationale » du Titre III du code du service national) :* contre l'amendement n° 19 de M. François Asensi (de suppression) ; *article L. 94-1 du code du service national* (extension de la disponibilité de la réserve au service national de la police) : contre l'amendement n° 3 de M. Guy-Michel Chauveau (suppression du texte proposé) ; contre l'amendement n° 20 de M. François Asensi (même objet) ; *article L. 94-2 du code du service national* (conditions générales d'accomplissement du service national dans la police) : contre l'amendement n° 4 de M. Jean-Marie Bockel (calcul des effectifs de la police nationale) (p. 3264) ; contre l'amendement n° 17 de M. Gilbert Bonnemaison (impossibilité pour les policiers auxiliaires d'effectuer leur service national dans la circonscription de police de leur domicile) ; contre l'amendement n° 5 de M. Gilbert Bonnemaison (affectation de policiers auxiliaires après avis des instances paritaires de la police nationale) ; *après l'article L. 94-2 du code du service national :* contre l'amendement n° 6 de M. Gilbert Bonnemaison (définition des missions et des compétences des policiers auxiliaires) (p. 3266) ; *article L. 94-3 du code du service national* (obligations générales des policiers auxiliaires) : contre l'amendement n° 7 de M. Jean-Marie Bockel (rappel du code de déontologie de la police nationale) ; contre l'amendement n° 8 de M. Gilbert Bonnemaison (remise d'un exemplaire du « mémento pratique du gardien de la paix » aux policiers auxiliaires) (p. 3267) ; *article L. 94-9 du code du service national* (prolongation du service actif au-delà de la durée légale de 12 mois) : contre l'amendement n° 9 de M. Jean-Marie Bockel (suppression du service long) ; *article L. 94-12 du code du service national* (mise en disponibilité) : contre l'amendement n° 10 de M. Guy-Michel Chauveau (modification de la mise en disponibilité) ; *article L. 94-15 du code du service national* (règles relatives aux périodes d'exercice et aux périodes volontaires) : son amendement n° 1 (expression « sous les drapeaux » remplacée par « service actif » pour la désignation du service national dans la police) : rejeté (p. 3268).
Après l'article 3 : son amendement n° 2 (charge des collectivités locales couvertes par l'Etat) (p. 3270) ; rejeté (p. 3271).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :
Afrique du Nord (anciens combattants d'— et notamment campagne double et retraite anticipée) : (p. 4687). *
Armée des Alpes (anciens combattants de l'— en 1940) (p. 4687).
Indochine (rapatriement des cendres des soldats français) : (p. 4686).
Moyens affectés aux administrations des anciens combattants (insuffisance des —) (p. 4687).
Pensions (proportionnalité des —) (p. 4687).
Rapport constant (rattrapage du —) (p. 4686, 4687).
Retraite mutualiste (p. 4687).
Veuves et orphelins de guerre et ascendants (p. 4687).

Questions [22 octobre 1987] :
Remplaçant M. Charles Fèvre ; Afrique du Nord (anciens combattants) (p. 4691).
Remplaçant M. Charles Fèvre ; guerre de 1914-1918 (attribution automatique de décorations et de la légion d'honneur pour les anciens combattants) : (p. 4691).
Prisonniers et internés détenus par le Viêt-minh (p. 4692).

Intérieur. — *Questions* [9 novembre 1987] :
Polices municipales (p. 5627).

Défense. — *Examen du fascicule :* Rapporteur pour avis [9 novembre 1987] et [10 novembre 1987] :

Forces nucléaires stratégiques :

— force océanique (F.O.S.T.) (p. 5652).

Golfe persique (intervention de la Marine) (p. 5652).

Marine nationale (p. 5652).

Programmes d'équipement :

— aéronavale (remplacement des Crusader) (p. 5653) ;

— flotte de surface (p. 5652, 5653) ;

— porte-avion nucléaire « Charles de Gaulle » (remplacement du Clémenceau) (p. 5652).

— Projet de loi de finances rectificatives pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, avant la discussion des articles :

Rapporteur pour avis [7 décembre 1987] :

Dépenses miliaires (p. 6836).

Dépenses militaires (opérations extérieures : Tchad, forces envoyées en mer d'Oman, Liban) (p. 6836).

Dépenses militaires (Nouvelle-Calédonie) (p. 6836).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles

[4 février 1988] :

Titre II : *modifications du code électoral.*

Après l'article 9 : ses observations sur le sous-amendement n° 112 de M. Pierre Joxe à l'amendement n° 48 de la commission (exclusion du bénéfice de la déductibilité des entreprises recevant des subventions de l'Etat) ; demande un éclaircissement du débat et un retrait de l'amendement n° 48 de la commission (p. 145).

Article 10 *(dépôt des comptes de campagne par les candidats aux élections législatives) :* contre l'amendement n° 102 de M. Pierre Joxe (transmission des comptes de campagne des candidats élus à la Chambre régionale des comptes) (p. 168).

BROCHARD (Albert)

Député des Deux-Sèvres
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles

[16 octobre 1987] :

Après l'article 22 : son amendement n° 117 (communes fusionnées comptant individuellement moins de 3 000 habitants ; bénéfice des dispositions prévues pour le paiement d'impôts hors délai dans les communes de moins de 3 000 habitants) : rejeté (p. 4460).

BRUNE (Alain)

Député du Jura
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Quotas laitiers dans le Jura (application des —) (p. 4763).

Vote des crédits :

Agriculture : état B, titre IV : soutient l'amendement n° 136 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) : rejeté (p. 4782).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, discussion des articles

[20 novembre 1987], [21 novembre 1987] :

Article 1er *(transformation en société anonyme de la caisse nationale de crédit agricole après absorption du fonds de garantie) :* ses observations (p. 6160).

Article 6 *(modalités de calcul des droits de vote dans la nouvelle société) :* son opposition à l'article 6 en raison du non respect de la règle du mutualisme (p. 6215).

BRUNE (Paulin)

Député de la Guyane
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Problèmes posés par la présence de réfugiés du Surinam en Guyane : coût de l'hébergement des réfugiés surinamiens en Guyane ; problème de la nationalité des enfants surinamiens nés en Guyane [7 octobre 1987] (p. 3993).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles

[10 avril 1987] :

Front de libération national kanak socialiste (F.L.N.K.S.) (p. 262).

Référendum (opportunité du —) (p. 261).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :

Communauté économique européenne (intégration des D.O.M.-T.O.M. dans la —) (p. 4612).

Décentralisation dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4612, 4613).

Guyane (situation de la —) (p. 4612, 4613).

Octroi de mer (p. 4613).

BUSSEREAU (Dominique)

Député de la Charente-Maritime
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614) [2 avril 1987] (p. 10).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les atteintes aux libertés et les violences policières en Nouvelle-Calédonie (n° 628) [16 avril 1987] (p. 450).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614) [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Philippe Vasseur, relative à la transparence et à la moralisation du financement de la vie politique (n° 646) [7 mai 1987].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Philippe Vasseur, tendant à autoriser l'exploitation de certains jeux de hasard et appareils de jeux sur les navires à passagers (n° 766) [27 mai 1987] (p. 1773).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, sur le développement du mécénat (n° 795) [11 juin 1987] (p. 2300).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Micaux et plusieurs de ses collègues tendant à instaurer la financement public et la transparence financière des partis et groupements politiques, la transparence des dépenses électorales et de toute campagne politique (n° 765) [1er juillet 1987] (p. 3523).

Rapporteur du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008) [5 novembre 1987] (p. 5483).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890) [*J.O.* du 12 décembre 1987] (p. 14478).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008) [*J.O.* du 16 décembre 1987] (p. 14661).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 18 décembre 1987] (p. 14772).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'amélioration de la décentralisation (n° 973) [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14706).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 614) organisant la **consultation** des populations intéressées de la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances (n° 629) [8 avril 1987].

Proposition de loi relative aux **décorations** à attribuer aux **anciens combattants** de la guerre **1914-1918 (n° 671)** [14 avril 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant la **consultation** des populations intéressées de la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances **(n° 700)** [5 mai 1987].

Rapport sur la proposition de résolution (n° 628) tendant à la **création d'une commission d'enquête sur les atteintes aux libertés et les violences policières en Nouvelle-Calédonie (n° 735)** [13 mai 1987].

Rapport sur la proposition de loi (n° 343) de M. Etienne Pinte et plusieurs de ses collègues tendant à assurer la **représentation des retraités au conseil économique et social (n° 736)** [13 mai 1987].

Propoaition de loi tendant à instituer un **avantage tarifaire en faveur des usagers d'Electricité de France** résidant dans les **communes situées au voisinage des centrales nucléaires (n° 993)** [28 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1008) portant **statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1060)** [19 novembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1153)** [17 décembre 1987].

Proposition de loi tendant à rétablir la loi n° 77-730 du 7 juillet 1977 instituant des **modalités exceptionnelles d'accès aux corps de fonctionnaires (n° 1234)** [23 février 1988].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 185**, posée le 7 avril 1987 : **assurance maladie maternité : prestations (frais médicaux et chirurgicaux)** (p. 68) ; appelée le 10 avril 1987 ; **dépenses de santé** : nouvelles modalités d'application du ticket modérateur ; médicaments dits « de confort », vignette bleue (p. 205, 206).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles :
Rapporteur [10 et 14 avril 1987] :
Conseil exécutif (p. 229).
Constitutionnalité du référendum (p. 235).
Définition du corps électoral (et notamment notion de population intéressée) (p. 231).
Domaine foncier (redistribution du —) (p. 230).
Economie calédonienne (relance de l'—) (p. 229, 230).
Forces de l'ordre (et notamment présence des — et répression) (p. 230, 265).
Front de libération national kanak socialiste (F.L.N.K.S.) (p. 229, 231).
Indépendance association (concept d' —) (p. 230).
Mesures sociales (p. 229, 230).
O.N.U. (délibération de l'— à l'égard de la Nouvelle-Calédonie) (p. 229).
Paix civile (et notamment rétablissement de l'ordre) (p. 230).
Politique calédonienne des gouvernements socialistes (p. 229).
Précédents historiques quant à la consultation des peuples outre-mer (p. 230).
Référendum (opportunité du —) (p. 228, 229).
Référendum (organisation du —) (p. 231, 232, 275).
Régionalisation (et notamment politique du Gouvernement à l'égard des régions) (p. 229).
Statut futur de la Nouvelle-Calédonie (p. 231).

Discussion des articles [14 avril 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 6 de M. Jean-Claude Martinez (rappel de certains principes constitutionnels)contre l'amendement n° 7 de M. Jean-Claude Martinez (tendant à réaffirmer l'attachement de la France au principe d'égalité) (p. 306).

Article 1er *(organisation de la consultation référendaire) :* ses observations sur l'amendement n° 22 de M. Robert Le Foll (de suppression) ; ses observations sur l'amendement n° 20 du Gouvernement (définissant les questions posées aux électeurs) (p. 312, 313).

Article 2 *(application du code électoral) :* son opposition à l'amendement n° 8 de M. Roger Holeindre (égalité de suffrage) (p. 314).

Article 3 *(définition du corps électoral) :* contre l'amendement n° 17 de M. Roger Holeindre (modification du corps électoral) ; contre l'amendement n° 11 de M. Roger Holeindre (modification du corps électoral) (p. 316) ; contre l'amendement n° 16 de M. Roger Holeindre (modification du corps électoral).

Après l'article 4 : contre l'amendement n° 19 de M. Roger Holeindre (modification de la condition de résidence) (p. 317).

Article 5 *(commissions administratives chargées d'établir les listes électorales) :* son amendement n° 1 (modification de la compétence territoriale des commissions administratives) : adopté (p. 318).

Article 7 *(création d'une commission de contrôle) :* son amendement n° 2 (modification de la composition de la commission de contrôle) : adopté (p. 319).

Article 10 *(déplacement des bureaux de vote) :* son amendement n° 3 (précisant le rôle de la commission de contrôle et imposant le déplacement du bureau au sein même de la commune) (p. 320, 321) ; adopté au scrutin public (p. 321).

Article 12 *(centralisation du dépouillement) :* son amendement n° 4 (permettant aux électeurs d'assister aux opérations de dénombrement, de mélange et de dépouillement) : adopté (p. 322).

Titre *(projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances) :* contre l'amendement n° 13 de M. Roger Holeindre (modification du titre) ; contre l'amendement n° 14 de M. Roger Holeindre (modification du titre) ; contre l'amendement n° 15 de M. Jean-Claude Martinez (modification du titre) (p. 325).

Commission mixte paritaire [6 mai 1987] (p. 889) :
Loi du 27 juillet 1986 (p. 899).
Modifications apportées par la commission mixte paritaire (p. 899).
Référendum (organisation du —) (p. 899).
Régionalisation (et notamment politique du Gouvernement à l'égard des régions) (p. 899).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles [27 mai 1987], [17 juin 1987] :

Chapitre 1er : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Après l'article 9 : son amendement n° 13 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (possibilité, pour le Centre national de la fonction publique territoriale, de percevoir des droits d'inscription sur les concours nationaux qu'il organise) : adopté (p. 1732).

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Après l'article 28 : son amendement n° 14 soutenu par M. René Beaumont (de coordination) : adopté (p. 2809).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Edouard Fritch et plusieurs de ses collègues, relative au transfert de la compétence du second cycle de l'enseignement du second degré au territoire de la Polynésie française (n° 718).

Première lecture, discussion des articles [22 juin 1987] :

Article 2 *(convention entre l'Etat et le territoire sur leurs obligations respectives)* : soutient l'amendement n° 1 de M. François d'Aubert (incompétence du territoire pour la délivrance du baccalauréat) : adopté (p. 3019).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur pour avis [23 juin 1987] :

Associations (régime des —) (p. 3041, 3042).
Fondations (régime des —) (p. 3042, 3043).
Importance financière actuelle du mécénat (p. 3041).
Pratiques culturelles en France (p. 3041).

Discussion des articles [7 juillet 1987] :

Article 12 *(élargissement de la capacité juridique et financière des associations)* : son amendement n° 32 soutenu par M. Alain Lamassoure (forme nominative des titres détenus par les associations) : retiré (p. 3710).

Article 13 *(protection du titre de fondation)* : son amendement n° 33 (délai dont disposent les fondations pour mettre l'appellation de leur groupement en conformité avec les dispositions protégeant l'appellation de fondation) : adopté (p. 3731).

Article 13 *bis* *(régime juridique des fondations d'entreprise)* : son amendement n° 34 : devenu sans objet.

Article 13 *ter* *(réglementation des appels à la générosité publique)* : son amendement n° 35 (de suppression) : adopté (p. 3733).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :

Ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (p. 6332, 6333).
Evolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie :
— généralités (p. 6273) ;
— politique menée par les gouvernements socialistes (p. 6273, 6274) ;
— lois du 17 juillet 1986 et du 5 juin 1987 (p. 6273, 6274) ;
— référendum du 13 septembre 1987 (p. 6273, 6275).
Organisation des pouvoirs publics en Nouvelle-Calédonie :
— comité économique et social (p. 6275) ;
— congrès (p. 6275) ;
— conseil exécutif (composition et formation) (p. 6275) ;
— conseil exécutif (règles de majorité et pouvoir de substitution du commissaire de la République) (p. 6275) ;
— coutume et Assemblée coutumière (p. 6275) ;
— régionalisation (p. 6285, 6317) ;
— régions (redécoupage des —) (p. 6275).
Travail de l'Assemblée nationale sur le projet de loi (p. 6332, 6333)

Discussion des articles [25 novembre 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 95 de M. Gérard Bordu (droit inné et actif à l'indépendance du peuple kanak) (p. 6333) ; contre l'amendement n° 94 de M. Maxime Gremetz (commission nationale d'enquête étant chargée d'examiner l'état des libertés en Nouvelle-Calédonie et de proposer les mesures propres à mettre fin aux manquements constatés) (p. 6334).

Article 1er *(composition du territoire de la Nouvelle-Calédonie ; principe de libre administration et d'autonomie interne)* : contre l'amendement n° 112 de M. Robert Le Foll (de suppression (p. 6335) ; contre l'amendement n° 86 de M. Roger Holeindre (suppression de la référence aux « signes distinctifs permettant à la Nouvelle-Calédonie de marquer sa personnalité ») ; son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté (p. 6336).

Article 2 *(institutions du territoire)* : contre l'amendement n° 113 de M. Robert Le Foll (de suppression) (p. 6337) ; contre l'amendement n° 73 de M. Roger Holeindre (territoire de la Nouvelle-Calédonie étant érigé en département d'outre-mer et constituant une région) (p. 6338).

Article 3 *(délimitation des régions de Nouvelle-Calédonie)* : contre l'amendement n° 114 de M. Robert Le Foll (nouveau découpage des régions en Nouvelle-Calédonie) (p. 6339).

Article 4 *(représentation de la coutume)* : contre l'amendement n° 115 de M. Robert Le Foll (création dans chaque région d'un conseil consultatif coutumier) (p. 6342).

Titre Ier : des compétences de l'Etat, du territoire, des régions, des communes et de l'Assemblée coutumière.

Article 5 *(compétence générale du territoire)* : contre l'amendement n° 76 de M. Roger Holeindre (compétence de droit commun attribuée à l'Etat) (p. 6344).

Article 6 *(compétences de l'Etat)* : contre l'amendement n° 78 de M. Roger Holeindre (Etat compétent pour l'exploration, l'exploitation, la conservation et la gestion des ressources naturelles, biologiques et non biologiques de la zone économique) (p. 6347) ; ses observations sur l'amendement n° 81 de M. Roger Holeindre (haut-commissaire pouvant, en cas d'urgence et de nécessité impérieuse, si la sécurité et l'intégrité du territoire sont menacées d'une manière grave et immédiate, prendre les mesures exigées par ces circonstances jusqu'au rétablissement de la situation) ; contre l'amendement n° 116 de M. Robert Le Foll (création d'un office foncier de la Nouvelle-Calédonie et dépendances) (p. 6348) ; contre l'amendement n° 117 de M. Robert Le Foll (création d'un office culturel, scientifique et technique canaque) (p. 6349).

Article 7 *(compétences des régions)* : contre l'amendement n° 118 de M. Robert Le Foll (compétences des régions en matière d'enseignement primaire obligatoire et de langues et cultures locales) (p. 6359) ; contre l'amendement n° 119 de M. Robert Le Foll (région devant déterminer les modalités locales d'application des dispositions relatives à la réforme foncière) (p. 6360) ; ses observations sur l'amendement n° 121 de M. Robert Le Foll (conseil de région pouvant conclure avec l'Etat des contrats de programme et des conventions).

Article 8 *(régime applicable aux communes)* : son amendement n° 2 (projet de loi portant extension et adaptation du code des communes et modifiant le régime applicable aux communes de Nouvelle-Calédonie, devant être déposé devant le Parlement, au plus tard le 31 décembre 1988) : adopté (p. 6361).

Article 9 *(attributions de l'Assemblée coutumière)* : son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté (p. 6362) ; contre l'amendement n° 122 de M. Robert Le Foll (consultation de l'Assemblée coutumière sur les propostions de délibération du conseil de région relatives à la réforme foncière, aux projets comportant emprise foncière et sur les questions relatives à l'enseignement des langues vernaculaires et des cultures locales) (p. 6363) ; son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté ; contre l'amendement n° 123 de M. Robert Le Foll (conseil consultatif coutumier exerçant une mission de conciliation dans les conflits dont il peut être saisi entre citoyens de statut civil particulier dans les matières régies par ce statut) (p. 6364).

Titre II : de l'organisation des pouvoirs publics du territoire.

Chapitre Ier : *le conseil exécutif.*

Section 1 : composition et formation.

Article 10 *(composition du conseil exécutif)* : contre l'amendement n° 87 de M. Roger Holeindre (haut-commissaire présidant les délibérations du conseil exécutif) (p. 6365).

Article 11 *(élection du président du conseil exécutif)* : son amendement n° 5 (suppression de l'obligation faite aux candidats d'exposer leur programme) : adopté (p. 6366).

Article 12 *(élection de cinq membres du conseil exécutif)* : contre l'amendement n° 89 (élection des dix membres du conseil exécutif s'effectuant selon le mode de scrutin de liste à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne) ; son amendement n° 6 (extension de la possibilité

d'être élu au conseil exécutif) : adopté ; son amendement n° 7 (listes devant être présentées par un ou plusieurs membres du congrès) : adopté ; son amendement n° 8 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 9 (extension à l'élection des membres du conseil exécutif des règles d'éligibilité et d'inéligibilité prévues par les articles 134 et 135 du projet) : adopté.

Article 13 *(proclamation des résultats de l'élection du conseil exécutif)* : son amendement n° 10 (extension aux présidents des conseils de région de la notification faite par le haut-commissaire des résultats des élections au conseil exécutif) (p. 6367) ; adopté.

Article 14 *(cessation du mandat des membres du conseil exécutif)* : son amendement n° 11 (de conséquence) : adopté.

Article 15 *(incompatibilités applicables aux membres du conseil exécutif)* : son amendement n° 12 (fonctions de membres du conseil exécutif compatibles avec les fonctions de membres d'un conseil de région) : adopté ; son amendement n° 13 (application aux membres du conseil exécutif des incompatibilités visées aux articles 134 et 135 du projet de loi pour ce qui concerne les membres du congrès) : adopté (p. 6368).

Article 16 *(régime d'incompatibilité applicable aux membres du conseil exécutif)* : son amendement n° 14 (extension aux présidents des conseils de région de l'information sur la cessation de fonctions d'un membre du conseil exécutif frappé par un cas d'incompatibilité) : adopté.

Article 19 *(vacance des fonctions du président du conseil exécutif)* : son amendement n° 15 (information des présidents des conseils de région) : adopté.

Article 20 *(vacance des fonctions d'un membre du conseil exécutif)* : son amendement n° 16 (information des présidents des conseils de région) : adopté.

Article 21 *(démission collective du conseil exécutif)* : son amendement n° 17 (information des présidents des conseils de région) : adopté (p. 6369).

Section 2 : règles de fonctionnement.

Article 23 *(convocation et lieu de réunion du conseil exécutif ; règles de quorum)* : son amendement n° 18 (réunion du conseil exécutif lorsque le quorum n'est pas atteint lors d'une première réunion) : adopté (p. 6370).

Article 27 *(caractère secret des séances du conseil exécutif)* : contre l'amendement n° 93 de M. Roger Holeindre (membres du conseil exécutif appelés à répondre, au moins une fois par mois, aux questions qui leur sont posées par les membres du congrès) (p. 6371).

Section 3 : attributions du conseil exécutif et de son président.

Article 30 *(compétences du conseil exécutif)* : contre l'amendement n° 96 de M. Roger Holeindre (enseignement facultatif des langues locales dans les établissements d'enseignement secondaire) (p. 6372).

Article 31 *(compétences du conseil exécutif)* : ses observations sur l'amendement n° 98 de M. Roger Holeindre (approbation de l'Etat pour le programme des vols nolisés) (p. 6373).

Article 36 *(attributions consultatives du conseil exécutif)* : son amendement n° 19 (rédactionnel) (p. 6377) ; adopté.

Article 37 *(attributions diverses du conseil exécutif)* : son amendement n° 20 (suppression de la faculté ouverte au conseil exécutif d'émettre des vœux) : adopté.

Article 40 *(modalités d'exercice des attributions du conseil exécutif)* : son amendement n° 21 (limitation de la majorité qualifiée des deux tiers à la seule approbation du budget) (p. 6378) ; retiré (p. 6380).

Article 45 *(nomination et pouvoirs du secrétaire général)* : son amendement n° 139 à titre personnel (révocation du secrétaire général) : adopté.

Article 46 *(coordination des services ; conventions entre l'Etat et le territoire)* : son amendement n° 22 (rédactionnel) : adopté.

Chapitre II : *le congrès.*

Section 1 : composition et formation.

Article 47 *(formation du congrès)* : son amendement n° 23 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 24 (fixation du mandat des membres du congrès à cinq ans) (p. 6398) ; adopté.

Section 2 : règles de fonctionnement.

Article 48 *(siège du congrès ; première réunion)* : son amendement n° 25 (rédactionnel) : adopté.

Article 49 *(élection du président et des deux vice-présidents du congrès)* : contre l'amendement n° 107 de M. Roger Holeindre (nécessité d'une majorité des trois cinquièmes lors du premier tour) (p. 6399).

Article 52 *(publicité des séances ; police du congrès ; délégation des pouvoirs du président)* : son amendement n° 26 (rédactionnel) : adopté.

Après l'article 52 : son amendement n° 27 (de conséquence) : adopté.

Article 53 *(quorum pour les délibérations du congrès)* : son amendement n° 28 (délibérations valables quel que soit le nombre des membres présents ou représentés après une vérification du quorum) : adopté ; son amendement n° 29 (prépondérance de la voix du président en cas de partage égal des voix au congrès) : adopté (p. 6400).

Article 55 *(ordre du jour et procès verbal des séances du congrès)* : son amendement n° 30 (inscription des projets et propositions de délibérations ; inscription à l'ordre du jour des avis du congrès et des questions dont est saisi le congrès par l'Assemblée coutumière) : adopté.

Article 56 *(initiatives des délibérations inscrites à l'ordre du jour du congrès)* : son amendement n° 31 (de conséquence) : adopté.

Article 60 *(fonctionnement de la commission permanente du congrès)* : son amendement n° 32 (rédactionnel) (p. 6401) ; adopté.

Section 3 : attributions du congrès.

Article 67 *(maîtrise des ressources naturelles de la zone économique)* : contre l'amendement n° 109 de M. Roger Holeindre (de suppression) (p. 6403).

Article 73 *(création de commissions d'enquête et de commissions de contrôle)* : son amendement n° 33 (rédactionnel) : adopté.

Article 74 *(attributions consultatives du congrès)* : son amendement n° 34 (rédactionnel) : adopté (p. 6404).

Chapitre III : *l'Assemblée coutumière.*

Section 1 : composition et formation.

Article 76 *(composition de l'Assemblée coutumière)* : contre l'amendement n° 136 de M. Robert Le Foll (composition et rôle des conseils consultatifs coutumiers).

Article 77 *(durée du mandat des membres de l'Assemblée coutumière)* : son amendement n° 35 (fixation du mandat des membres de l'Assemblée coutumière à cinq ans) (p. 6405) ; adopté.

Section 2 : règles de fonctionnement.

Article 81 *(financement des dépenses de fonctionnement de l'Assemblée coutumière)* : ses amendements n° 36, 37 et 38 (rédactionnels) : adoptés.

Chapitre IV : *le comité économique et social.*

Article 82 *(composition du comité économique et social)* : son amendement n° 39 (rédactionnel) (p. 6407) ; son amendement n° 40 (rédactionnel) ; son amendement n° 41 (rédactionnel) ; adoptés.

Article 85 *(incompatibilité entre certaines fonctions et celles de membre du comité économique et social)* : son amendement n° 42 (suppression de l'incompatibilité entre les fonctions de membre du comité économique et social et celles de membres du Gouvernement et du Parlement) : adopté.

Article 86 *(modalités de désignation des membres du comité économique et social)* : son amendement n° 43 (de suppression) : adopté (p. 6408).

Article 88 *(attributions consultatives du comité économique et social)* : son amendement n° 44 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 45 (rédactionnel) : adopté.

Après l'article 89 : contre l'amendement n° 125 de M. Robert Le Foll (conseil de région pouvant créer un comité économique et social régional) (p. 6409).

Titre III : des institutions de la région.

Chapitre Ier : *le conseil de région.*

Article 90 *(composition des conseils de région)* : contre l'amendement n° 126 de M. Robert Le Foll (régions de la Nouvelle-Calédonie et dépendances créées par la loi du 23 août 1985 constituant les collectivités territoriales s'administrant librement) ; son amendement n° 46 (durée du mandat des membres des conseils de région portée à cinq ans) : adopté ; son amendement n° 47 (incompatibilité entre les mandats de président de conseil de région et de membre du congrès devant s'appliquer aux autres membres du congrès élus pour siéger au conseil exécutif) : adopté (p. 6410).

Article 94 *(réunion du conseil de région)* : son amendement n° 48 (conseil de région ne pouvant être réuni lorsque le congrès tient séance) : adopté.

Article 96 *(quorum pour les délibérations du conseil de région)* : son amendement n° 49 (rédactionnel) : adopté.

Article 99 *(ordre du jour du conseil de région ; procès verbaux et rapports préparatoires) :* son amendement n° 50 (possibilité donnée au Haut-commissaire d'obtenir l'inscription à l'ordre du jour du conseil de région des questions qu'il juge prioritaires) : adopté (p. 6411).

Chapitre II : *le président du conseil de région.*

Article 103 *(attributions du président du conseil de région) :* son amendement n° 51 (nouvelle rédaction de l'article) : adopté.

Article 104 *(attributions du président du conseil de région) :* son amendement n° 52 (de suppression) : adopté (p. 6412).

Article 108 *(vacance de la présidence ; démission du bureau) :* son amendement n° 53 (remplacement des vice-présidents en cas de vacance) : adopté.

Chapitre III : *le personnel de la région.*

Article 109 *(concours des services de l'Etat et du territoire) :* son amendement n° 54 (rédactionnel) : adopté (p. 6413).

Article 111 *(contractuels et fonctionnaires détachés) :* contre l'amendement n° 127 de M. Robert Le Foll (ouverture, pendant une période de trois ans, de l'accès aux emplois de la fonction publique du territoire à des personnes qui, par leur expérience professionnelle ou leurs aptitudes reconnues, peuvent être mises au service de la région).

Article 112 *(recrutement direct) :* son amendement n° 55 (rédactionnel) : adopté (p. 6414).

Chapitre IV : *les ressources et le budget de la région.*

Article 113 *(les ressources de la région) :* contre l'amendement n° 135 de M. Robert Le Foll (ressources propres des régions) (p. 6415).

Article 114 *(dotation de fonctionnement de la région) :* son amendement n° 56 (dotation de fonctionnement constituant une dépense obligatoire du budget du territoire) : adopté.

Article 115 *(dotation d'équipement) :* son amendement n° 57 (dotation d'équipement constituant une dépense obligatoire du budget du territoire) : adopté (p. 6416).

Article 117 *(budget de la région) :* son amendement n° 58 (rédactionnel) ; son amendement n° 59 (rédactionnel) ; son amendement n° 60 (rédactionnel) ; adoptés.

Après l'article 117 : son amendement n° 61 (compétence du Haut-commissaire pour établir le budget si celui-ci n'a pas été voté avant le 31 mars) (p. 6417) ; adopté (p. 6418).

Titre IV : du Haut-commissaire de la République.

Section 1 : la représentation de l'Etat.

Article 119 *(attributions du haut-commissaire) :* son amendement n° 62 (haut-commissaire assurant la publication des lois et décrets dans le territoire au *J.O.* de la Nouvelle-Calédonie) : adopté (p. 6443).

Section 3 : le pouvoir d'arbitrage.

Article 126 *(conflits entre l'Assemblée coutumière et le conseil exécutif) :* son amendement oral (de conséquence) (p. 6443) ; adopté (p. 6444).

Titre V : du comptable du territoire et de la région, du contrôle financier et de la chambre territoriale des comptes.

Chapitre II : *la chambre territoriale des comptes.*

Article 132 *(compétences de la chambre territoriale des comptes) :* son amendement n° 63 (application à la chambre territoriale des comptes des dispositions relatives aux chambres régionales des comptes métropolitaines) : adopté ; son amendement n° 64 (application aux présidents de la chambre territoriale des comptes des dispositions relatives aux présidents des chambres régionales des comptes de métropole) : adopté.

Titre VI : des élections au conseil de région et au congrès.

Article 137 *(organisation de la campagne électorale radiodiffusée et télévisée) :* son amendement n° 65 (rôle de la C.N.C.L.) : adopté.

Titre VII : dispositions diverses et transitoires.

Article 141 *(déclassement de dispositions législatives) :* contre l'amendement n° 130 de M. Robert Le Foll (contribution foncière sur les propriétés bâties et contribution des patentes étant transférées du territoire aux régions) (p. 6446).

Article 142 *(transfert à l'Etat du service public pénitentiaire) :* ses amendements n° 66 et 67 (rédactionnels) : adoptés.

Article 143 *(dissolution du congrès) :* son amendement n° 68 (possibilité de ne dissoudre que le congrès ou les conseils de région) : adopté.

Article 144 *(prorogation des mandats en cours et élections des nouvelles institutions) :* son amendement n° 69 (rédactionnel) (p. 6447) ; adopté ; son amendement n° 70 (rédactionnel) : adopté.

Article 146 *(abrogations diverses) :* contre les amendements n° 131, 132, 133 et 134 de M. Robert Le Foll (application du statut du 23 août 1985) (p. 6448).

Article 147 *(entrée en application de la loi) :* son amendement n° 71 (entrée en vigueur de la loi à la date des élections au conseil de région et au congrès) : adopté (p. 6449).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé :
Propositions de réforme antérieures : (p. 65).
Elaboration de la réforme : (p. 65).
Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
Philosophie de la réforme : (p. 66).
Financement des campagnes électorales :
Plafonnement des dépenses : (p. 68).
Prise en charge par l'Etat d'une part des dépenses engagées par les candidats : (p. 66).
Financement des partis politiques :
Appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques : (p. 66).
Dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) : (p. 67).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [23 février 1988] :

Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
Publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale du seul candidat élu à la présidence de la République (p. 240).
Financement des campagnes électorales :
Plafonnement des dépenses (p. 240).
Financement des partis politiques :
Dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) (p. 240, 241).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre II : *modifications du code électoral.*

Article 9 *(financement des campagnes pour les élections législatives) :* pour l'amendement n° 109 du Gouvernement (fixant le plafond des dépenses à 50 000 francs) (p. 130) ; demande au Rapporteur quelle est la signification de l'expression « pour son compte » figurant au deuxième alinéa de cet article (p. 134).

Après l'article 9 : ses observations sur l'amendement n° 48 de la commission (déductibilité fiscale des dons aux candidats) ; ses observations sur l'amendement n° 110 du Gouvernement (déductibilité des dons faits au profit des candidats) (p. 139, 140) ; soutient le sous-amendement n° 122 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 110 du Gouvernement (exclusion du champ d'application de la déductibilité des dons consentis par les collectivités publiques, les établissements publics industriels et commerciaux, les casinos, cercles et maisons de jeux) (p. 159) ; adopté (p. 160).

Explications de vote :
Attitude du groupe socialiste (p. 208).
Déductions fiscales des dons faits par les personnes privées aux candidats (p. 208).
Qualité du débat parlementaire (p. 208).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 9 *ter* : ses observations sur l'amendement n° 28 de M. Ernest Moutoussamy (de suppression) (p. 262) ; contre l'amendement n° 17 de M. Pierre Joxe (avis du comité d'entreprise pour les sociétés décidant d'effectuer un don au profit d'un parti politique) (p. 263).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 12 *(publicité politique à la radio et à la télévision) :* soutient l'amendement n° 73 rectifié de M. Jacques Barrot (interdiction des publicités politiques pour une durée de quatre

ans à compter de la date de la promulgation de la présente loi) : adopté au scrutin public (p. 205).

Après l'article 13 : soutient l'amendement n° 74 de M. Jacques Barrot (tendant à instaurer une période probatoire) : retiré (p. 206).

C

CABAL (Christian)

Député de la Loire
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Rôle de l'éducation nationale dans l'information des jeunes sur les maladies sexuellement transmissibles** [29 avril 1987] (p. 734).

CABANA (Camille)

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme administrative
puis ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés et de la réforme admnistrative.

NOMINATIONS

Est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des rapatriés et de la réforme administrative. Décret du 28 septembre 1987 [*J.O.* du 29 septembre 1987] (p. 11327).

REPONSES AUX QUESTIONS

orales sans débat de :

— **M. Edouard Frédéric-Dupont (n° 192) : stationnement avenue Charles Floquet** : étendue restreinte de la zone neutralisée ; mesures répondant aux impératifs de sécurité aux abords des ministères [15 mai 1987] (p. 1190, 1191).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)**

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. *Examen du fascicule* [29 octobre 1987] :

Conseil économique et social (p. 5041).
Délinquance (conseil national de prévention de la -) (p. 5042).
Formalités administratives (p. 5041, 5042).
Institut des hautes études de la défense nationale (p. 5041).
Journaux officiels (et centre national d'informations juridiques) (p. 5042).
Secrétariat général de la défense nationale (p. 5041).

Réponses aux questions [29 octobre 1987] :

Conseil économique et social (réforme du -) (M. Henri Bouvet) (p. 5051).

Economie, finances et privatisation, services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :

Imprimerie nationale (p. 5763).

Réponse aux questions [12 novembre 1987] :

Monnaies et médailles : (Mme Catherine Lalumière) (p. 5766).

Vote des crédits [12 novembre 1987] :

Après l'article 66 : contre l'amendement n° 106 de la commission (nécessaire information du parlement sur les fonds de concours et leur affectation) (p. 5767).

Budget annexe des monnaies et médailles : contre l'amendement n° 338 du M. Jean Jarosz (annulation du prélèvement effectué par l'Etat au profit du budget général) (p. 5768).

Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatrié. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :

Dépenses publiques (maîtrise des —) (p. 5796).
Harkis (p. 5793, 5794, 5795).
Rapatriés (indemnisation, rapatriement des avoirs d'Afrique du Nord, retraites) (p. 5792, 5793, 5794, 5795, 5796).
Taxes parafiscales (p. 5796).

Réponses aux questions (p. 5796) :

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.) (M. Charles Josselin) (p. 5797).
Entreprises publiques et compagnies d'assurances (dotation en capital des —) (M. Alain Richard) (p. 5796, 5797).
Fonds spécial de grands travaux (F.S.G.T.) (M. Charles Josselin) (p. 5797).

Vote des crédits :

I. — Charges communes : état B, titre I : soutient l'amendement n° 358 du Gouvernement (majoration des crédits, de coordination) ; dates de recouvrement des impôts locaux ; adopté (p. 5798).

Comptes spéciaux du trésor.

Article 40 *(comptes d'affectation spéciale ; opérations définitives ; mesures nouvelles)* : contre l'amendement n° 101 de la commission (répartition du produit de la redevance sur la télévision ; modification de la présentation) (p. 5799) ; contre l'amendement n° 114 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits de l'article 40 (paragraphe II) destinés à la vie associative) (p. 5799).

Après l'article 47 : son amendement n° 359 (clôture du compte 902-04 ; jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat) : adopté (p. 5800).

Taxes parafiscales.

Après l'article 66 : contre l'amendement n° 102 rectifié de la commission (prévoyant en annexe au projet de loi de finances, un rapport présentant les affectations de produits de la privatisation à des apports ou dotations en capital à des entreprises industrielles du secteur de l'armement pour le recherche) (p. 5814) ; son amendement n° 360 (fonds des concours provenant de la cession d'actifs mobiliers du ministère de la défense) : adopté (p. 5815).

CACHEUX (Denise)

Député du Nord
Socialiste

Devenue député le 16 mai 1987, en remplacement de M. Arthur Notebart, démissionnaire [*J.O.* du 16 mai 1987] (p. 5414).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 23 mai 1987] (p. 5688).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5855).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 septembre 1987] (p. 10480).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 9 septembre 1987] (p. 10480).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Aide judiciaire** : projet de circulaire remettant en cause les critères d'attribution ; gratuité de la justice représentant un principe fondamental [25 novembre 1987] (p. 6434) ;

orales sans débat :

— **n° 269,** posée le 23 juin 1987 : **impôt sur le revenu (traitements, salaires, pensions et rentes viagères)** (p. 3102). Appelée le 26 juin 1987 : **imposition des indemnités de congés payés des cadres chômeurs** : année de leur imputation (p. 3234).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [14 octobre 1987] :

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement) :* soutient l'amendement n° 129 de M. Christian Pierret (suppression du plafonnement spécifique de l'avantage procuré par la demi-part supplémentaire de quotient familial aux contribuables célibataires ou divorcés ayant des enfants à charge — déduction supplémentaire sous conditions de ressources pour enfants à charge poursuivant des études supérieures dans une ville éloignée de plus de trente kilomètre du domicile familial habituel — rétablissement de l'impôt qur les grandes fortunes) (p. 4317) ; rejeté au scrutin public (p. 4318).

Article 3 *(déductibilité des frais de garde des enfants jusqu'à l'âge de six ans) :* soutient l'amendement n° 132 de M. Christian Pierret (prorogation de la déductibilité des frais de garde des enfants jusqu'à l'âge de sept ans : rejeté (p. 4323).

Deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Politique de la famille :

— famille (effets de la loi du 26 décembre 1986) (p. 5249, 5250) ;

— politique de la famille (généralités) (p. 5247, 5248).

CALMAT (Alain)

Député du Cher
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3730, 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Suppression de postes d'animateur** : politique de destruction de la vie associative [27 mai 1987] (p. 1702).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432)

Première lecture, discussion des articles [9 avril 1987] :

Article 2 *(crédits de paiement) :* difficultés des établissements militaires du G.I.A.T. (p. 179).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738)

Première lecture, discussion des articles [10 juin 1987] :

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*

Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales) :* soutient l'amendement n° 147 de M. Claude Bartolone (organisation d'un certificat de synthèse clinique et thérapeutique) : rejeté (p. 2216).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795)

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Associations (régime des —) (p. 3061, 3062).
Fondations (régime des —) (p. 3062).
Inconvénients du projet (généralités) (p. 3061).
Sport (mécénat en faveur du —) (p. 3061).

Discussion des articles [7 juillet 1987] :

Article 13 *(protection du titre de fondation) :* soutient l'amendement n° 90 de M. Louis Moulinet (liste des fondations reconnues d'utilité publique devant être publiée au *Journal officiel*) : rejeté (p. 3731).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 octobre 1987] :

Prévention de la toxicomanie (p. 4060).
Toxicomanie (lutte contre la — et notamment action de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (p. 4060).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Actions en faveur de la jeunesse (priorité aux —) (p. 4929).
Aménagement du temps scolaire (p. 4929).
Associations (p. 4929).
Budget de la jeunesse et des sports (artifices de présentation du —) (p. 4928).
« Contrat bleu » (p. 4929).
Education populaire (atteinte à la notion de —) (p. 4928).
Loto sportif (p. 4928).
Mécénat (application aux associations sportives de la loi sur le —) (p. 4928).
Toxicomanie (lutte contre la —) (p. 4929).

Culture. — *Examen du fascicule* [30 octobre 1987] :

Enseignements artistiques (p. 5132, 5133).

CAMBOLIVE (Jacques)

Député de l'Aude
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

CARIGNON (Alain)

Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement.

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Yvon Briant : dénaturation du système de garanties contre les catastrophes naturelles** : négociation avec les caisses d'assurance afin de permettre la réalisation des plans d'exposition aux risques ; loi relative à la prévention des risques majeurs [21 octobre 1987] (p. 4602) ;

— **Mme Elisabeth Hubert : incendie dans une usine de produits chimiques à Nantes** : sociétés à risques ; texte relatif aux risques majeurs au titre de la prévention et de la sécurité [4 novembre 1987] (p. 5362) ;

orales sans débat de :

— **M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset (n° 223) : invasion de chenilles défoliatrices en Loire-Atlantique** : assistance technique des services du ministère de l'agriculture [22 mai 1987] (p. 1508, 1509) ;

— **M. Daniel Goulet (n° 219) : centres de formation agricole pour adultes** : recherche de l'élévation du niveau de qualification ; subventions allouées au centre d'Essay [22 mai 1987] (p. 1510) ;

— **M. Gérard Freulet (n° 222) : tracé des T.G.V. Est et Nord** : desserte de l'Est de la France indépendante de

l'existence d'un tronc commun aux T.G.V. Nord et Est dans la région de Paris [22 mai 1987] (p. 1511) ;

— **M. Martin Malvy (n° 226) : infrastructures de transport dans le département du Lot** : mesures proposées par le C.I.A.T. du 13 avril 1987 [22 mai 1987] (p. 1512, 1513) ;

— **M. Jospeh Menga (n° 228) : projet du pont de Normandie** : concession accordée à la chambre de commerce et d'industrie du Havre ; coordination des études par les commissaires de la République des régions de Haute-Normandie et de Basse-Normandie [22 mai 1987] (p. 1513, 1514) ;

— **M. Robert Montdargent (n° 221) : déficit de l'office public d'H.L.M. du Val-d'Oise** : soutien du département au plan de redressement ; ressources nouvelles assurées grâce à des modifications législatives et réglementaires récentes [22 mai 1987] (p. 1514, 1515).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Conservatoire de la forêt méditerranéenne (p. 3280, 3306).
Forêt (lutte contre les incendies de) (p. 3280, 3306).
Information (p. 3279, 3280, 3307).
Matières dangereuses (transport des) (p. 3280, 3306).
Prévention (politique de) (p. 3279, 3281, 3306, 3307).
Urbanisation (maîtrise de l' autour des sites dangereux) (p. 3280).

Discussion des articles [8 juillet 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 187 de M. Georges Le Baill (domaines visés par le projet de loi) (p. 3773).

Titre 1er : *organisation de la sécurité civile.*

Article 1er *(définition de la sécurité civile ; plans d'organisation des secours ; urgence)* : ses observations (p. 3774, 3775) ; contre l'amendement n° 61 corrigé de la commission des lois (tendant à distinguer l'objet de la sécurité civile et les moyens nécessaires pour y parvenir) (p. 3776) ; contre l'amendement n° 146 de M. Guy Le Jaouen (notification des risques nucléaires au sein des risques civils) ; pour les amendements identiques n° 62 de la commission des lois et n° 8 de la commission de la production (clarification des dispositions du Titre 1er du projet) ; pour les amendements identiques n° 63 de la commission des lois et n° 9 de la commission de la production (de coordination) (p. 3777).

Avant l'article 2 : pour l'amendement n° 10 de la commission de la production (adoption d'un chapitre préparation et organisation des secours).

Article 2 *(contenu des plans d'organisation des secours et des plans d'urgence)* : pour les amendements identiques n° 64 de la commission des lois et n° 11 de la commission de la production (définition des plans O.R.S.E.C.) (p. 3778).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 189 de M. Joseph Franceschi (objet du plan O.R.S.E.C.) (p. 3779).

Article 2 *bis* *(champ d'application des plans d'organisation des secours et des plans d'urgence)* : ses observations (p. 3780) ; pour les amendement identiques n° 65 de la commission des lois et n° 12 rectifié de la commission de la production (restructuration du texte) (p. 3781).

Après l'article 2 *bis* : contre le sous-amendement n° 123 de Mme Colette Gœuriot à l'amendement n° 66 de la commission des lois (modification des modalités de préparation des plans particuliers d'intervention) (p. 3782) ; contre le sous-amendement n° 221 de M. Pierre-Rémy Houssin à l'amendement n° 66 de la commission des lois (tendant à préciser la situation juridique de l'exploitant lors de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde imposée par le plan particulier d'intervention) ; contre le sous-amendement n° 125 de Mme Colette Gœuriot à l'amendement n° 66 de la commission des lois (délai d'élaboration des plans particuliers d'intervention) (p. 3783).

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre Ier : *information.*

Avant l'article 15 : contre l'amendement n° 206 de M. Alain Richard (droit à la formation) (p. 3812).

Article 15 *(information du public)* : contre l'amendement n° 207 de M. Alain Richard (tendant à préciser le droit à l'information et à la formation du public en matière de risques civils et militaires) (p. 3816) ; contre l'amendement n° 82 de la commission des lois (contenu du droit à l'information).

Après l'article 15 : contre l'amendement n° 15 de la commission de la production (sanctions pénales à l'encontre des exploitants d'une installation soumise à un plan particulier d'intervention qui auraient omis d'informer le représentant de l'Etat) (p. 3818) ; contre l'amendement n° 31 de la commission de la production (statut du conseil supérieur de la sécurité et de l'information nucléaire) (p. 3821) ; pour l'amendement n° 32 rectifié de la commission de la production (amélioration de l'information du Parlement en matière nucléaire), sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 115 du Gouvernement (p. 3822) ; sous-amendement n° 115 : rejeté (p. 3824).

Chapitre II : *maîtrise de l'urbanisme.*

Article 16 *(prise en compte des risques naturels ou technologiques dans les différents documents d'urbanisme)* : contre les amendements identiques n° 7 de M. Jean Briane et 153 de M. Louis Besson (prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme relevant de la compétence de l'Etat) (p. 3826) ; contre l'amendement n° 164 de Mme Marie-Josèphe Sublet (création de zones de vigilance) (p. 3827) ; contre l'amendement n° 53 corrigé de M. Louis Lauga (attribuant compétence au conseil d'orientation de la forêt méditerranéenne pour proposer certaines recommandations) (p. 3828).

Article 16 *bis* *(servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol autour de certaines installations classées)* : contre l'amendement n° 209 de M. Alain Richard (servitudes d'utilité publique) (p. 3829) ; pour l'amendement n° 35 de la commission de la production (élargissement du critère servant à la délimitation des périmètres autour des sites dangereux) (p. 3838).

Après l'article 16 *quinquies* : son amendement n° 116 (tendant à régulariser la situation des lotissements en cours au regard de la jurisprudence du Conseil d'Etat) (p. 3839) ; adopté.

Chapitre III : *défense de la forêt contre l'incendie.*

Avant l'article 17 : contre l'amendement n° 108 de M. Vincent Porelli (plan pluriannuel de sauvegarde, de reconstitution et de mise en valeur du massif forestier) (p. 3840) ; contre l'amendement n° 110 de M. Vincent Porelli (maîtrise de l'urbanisme) (p. 3841).

Après l'article 17 *(effets de la déclaration d'utilité publique)* : contre l'amendement n° 211 de M. René Souchon (de suppression) (p. 3844).

Article 18 *(mise en valeur agricole ou pastorale)* : contre l'amendement n° 55 de M. Louis Lauga (extension des dispositions aux végétations arbustives) ; contre l'amendement n° 165 de M. René Souchon (même objet) (p. 3845) ; contre l'amendement n° 56 de M. Louis Lauga (extension des dispositions aux activités d'élevage) ; contre l'amendement n° 89 de la commission des loi (encouragement à la réalisation d'aménagements hydrauliques) (p. 3847).

Article 19 *(financement du débroussaillement)* : contre l'amendement n° 213 de M. René Souchon (de suppression) (p. 3848).

Après l'article 19 : contre l'amendement n° 58 de M. Louis Lauga (extension de l'obligation de débroussaillement) (p. 3849).

Article 20 *(sanctions à l'encontre des personnes incendiaires involontaires de forêt)* : pour les amendements identiques n° 92 de la commission des lois et 39 de la commission de la production (donnant pouvoir au tribunal d'ordonner la publication de la décision de condamnation), sous réserve de l'adoption de ses sous-amendements n° 122 à l'amendement n° 92 et n° 121 à l'amendement n° 39 (tendant à rendre alternative la compétence du tribunal) ; sous-amendements n° 121 et 122 : adoptés (p. 3850).

Article 21 *(ajournement de la peine prononcée en cas d'infraction à l'obligation de débroussaillement avec injonction d'exécuter les travaux sous astreinte)* : pour l'amendement n° 93 de la commission des lois (clarification des dispositions sur l'ajournement de la peine prononcée), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 219 (rédactionnel) ; sous-amendement n° 219 : adopté (p. 3851).

Article 24 *(publication du jugement de condamnation de l'auteur d'un incendie volontaire)* : pour les amendements identiques n° 94 de la commission des lois et 41 de la commission de la production (publication intégrale du jugement ou diffusion d'un message aux frais du condamné), sous réserve de l'adoption de ses sous-amendements n° 118 à l'amendement n° 94 (tendant à rendre alternative la compétence du tribunal)

et 117 à l'amendement n° 41 (même objet) ; sous-amendements n° 118 et 117 : adoptés.

Après l'article 24 *quater* : contre l'amendement n° 95 de la commission des lois (tendant à insérer dans le code de l'urbanisme une disposition applicable à certains massifs forestiers, selon laquelle les zones faisant l'objet d'une protection, doivent conserver leur classement après un incendie) (p. 3852).

Chapitre IV : *prévention des risques naturels.*

Après l'article 25 : contre l'amendement n° 220 de M. Pierre Micaux (création de syndicats intercommunaux d'aménagement dans les zones exposées aux risques d'inondation) (p. 3854).

Article 29 *(pouvoirs de l'administration en cas de sécheresse grave) :* contre l'amendement n° 59 de M. Louis Lauga (protection du patrimoine piscicole) ; contre l'amendement n° 98 de la commission des lois (même objet) (p. 3855).

Après l'article 29 : contre l'amendement n° 214 de M. Alain Richard (prise en compte des risques biotechnologiques) (p. 3857).

Chapitre V : *prévention des risques technologoqies.*

Avant l'article 30 : contre l'amendement n° 197 rectifié de M. Guy Michel Chauveau (création d'une délégation aux transports des matières dangereuses) (p. 3959) ; contre l'amendement n° 139 de Mme Colette Gœuriot (autorisation pour le transport certaines matières particulièrement dangereuses) (p. 3859) ; contre l'amendement n° 138 de Mme Colette Gœuriot (promulgation d'une carte permanente de la circulation des flux des matières dangereuses) ; contre l'amendement n° 199 rectifié de M. Guy Michel Chauveau (établissement d'une carte des installations industrielles et du flux des matières dangereuses) ; contre l'amendement n° 201 rectifié de M. Guy Michel Chauveau (conducteurs de véhicules transportant des matières dangereuses soumis à un certificat de qualification) (p. 3861) ; contre l'amendement n° 44 de la commission de la production (étude de danger prenant en compte la prévention des risques majeurs d'origine technologique) (p. 3862).

Article 33 *(prévention des risques entraînés par le transport de produits chimiques par canalisation) :* contre l'amendement n° 186 de M. Alain Richard (compétence liée du représentant de l'Etat lors de la mise en demeure de l'exploitant pour satisfaire aux conditions de la loi) (p. 3863).

Article 34 *(mesures de sécurité applicables aux canalisations d'hydrocarbures) :* pour les amendements identiques n° 102 de la commission des lois et 47 de la commission de la production (harmonisation de la rédaction de l'article avec celle de l'article 6 de la loi du 29 juin 1965), sous réserve de l'adoption de ses sous-amendements n° 119 (renforcement de l'idée de prévention) et 120 (frais de contrôle à la charge de l'exploitant) ; sous-amendements n° 119 et 120 : adoptés (p. 3864).

Après l'article 34 : pour l'amendement n° 216 de M. Alain Richard (tendant à accorder aux maires un pouvoir de contrôle plus substantiel en matière de circulation de matières dangereuses).

Article 35 *(constitution de garanties financières par les exploitants de certaines installations) :* ses observations ; pour l'amendement n° 104 de la commission des lois (subordination de la délivrance d'une autorisation à la constitution des garanties financières) (p. 3865) ; son sous-amendement n° 170 à l'amendement n° 104 (détermination de la capacité financière du demandeur) : retiré.

Après l'article 35 : pour l'amendement n° 114 de M. Philippe Legras (prorogation des délais des déclarations des droits en vue de bénéficier des dispositions de l'article 433 du code rural) (p. 3866).

Titre III : *aménagement du droit local de la chasse.*

Article 36 *(aménagement du droit local de la chasse) :* ses observations sur les amendements n° 106 de la commission des lois et 50 de la commission de la production (de suppression) (p. 3869).

Après l'article 36 : contre l'amendement n° 149 de M. Guy Le Jaouen (tendant à favoriser la construction d'abris anti-atomiques) (p. 3870, 3871).

Explications de vote (p. 3871) :

Information (p. 3871).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [9 juillet 1987] :

Information (p. 3906).
Prévention (p. 3906).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Examen du fascicule* [30 octobre 1987] :

Air (lutte contre la pollution de l'—) (p. 5174).
Animaux (conditions des —) (p. 5177).
Bruit (lutte contre le —) (p. 5177).
Chasse (réglementation de la —) (p. 5176).
Eau (lutte contre la pollution de l'—) (p. 5175).
Forêt méditerranéenne (lutte contre les incendies en —) (p. 5175, 5176).
Information de la population (p. 5173, 5174, 5175).
Installations classées (p. 5176).
Ministère de l'environnement (place du — dans la structure gouvernementale) (p. 5174).
Nantes (incendie de l'entrepôt de — et risques chimiques) (p. 5174).
Parcs nationaux et réserves naturelles (situation des —) (p. 5176).
Plans d'exposition aux risques (mise en œuvre des —) (p. 5176).
Risques majeurs (p. 5175).
Sandoz (affaire — et dédommagement) (p. 5174).
Transformateurs à pyralène (p. 5175).
Transport des matières dangereuses (p. 5177).

Réponses aux questions (p. 5177) :

Canal de Neste (maintenance du —) M. Pierre Bleuler) (p. 5178).
Déchets (traitement des —) (M. Gérard Kuster) (p. 5181).
Parcs naturels régionaux (M. Jean-Paul Fuchs) (p. 5177).
Pollution atmosphérique et pluies acides (M. Gérard Kuster) (p. 5180).
Pollution de l'eau (MM. Jean-Paul Fuchs, Gérard Kuster), (p. 5178, 5180).
Pollution des eaux superficielles (M. Philippe Puaud) (p. 5179).
Redevance pour l'atténuation des nuisances phoniques des aéroports (suppression de la —) (Mme Paulette Nevoux) (p. 5179).

Examen des crédits (p. 5181) :

Etat B, titre III : contre l'amendement n° 201 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits).

Etat C, titre VI : contre l'amendement n° 202 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 5182) ; contre l'amendement n° 203 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 5183).

CARO (Jean-Marie)

Député du Bas-Rhin
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Robert Montdargent et plusieurs de ses collègues, tendant à lutter contre la faim dans le monde (n° 26) [12 décembre 1987] (p. 7305).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145, à la suite d'une mission d'information sur l'évaluation des effets et des perspectives de l'**élargissement de la Communauté** effectuée en Espagne et au Portugal du 9 au 13 février 1987, au nom de la commission des affaires étrangères **(n° 619)** [2 avril 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 293,** posée le 17 novembre 1987 : **boissons et alcools (entreprises : Bas-Rhin)** (p. 6006) ; appelée le 20 novembre 1987 : **brasserie de Mutzig** : conséquences de la fermeture annoncée d'une industrie performante (p. 6143).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :

Communauté européenne et Acte unique :
défense européenne (p. 2473, 2474).
Désarmement nucléaire (négociations américano-soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires et notamment, rencontre de Reykjavik et réactions françaises et européennes) :
négociations en cours (p. 2473).
Terrorisme (coopération internationale en matière de lutte contre le) (p. 2473).
U.E.O. (p. 2473).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule* [5 novembre 1987] :

Défense européenne (identité européenne en matière de défense) (p. 5455).
Monnaie européenne (p. 5455).
Strasbourg (capitale européenne) (p. 5455).
U.E.O. (p. 5455).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Avant l'article 60 : pour l'amendement n° 199 rectifié de M. François Grussenmeyer (bouilleurs de cru) (p. 5907, 5908).

CARRAZ (Roland)

Député de la Côte-d'Or
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3782).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Examen du fascicule* [28 octobre 1987] :

Enseignement technique et professionnel (p. 4970).
Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.) (p. 4970).
Plan prospectif pour l'enseignement (et hypothèse d'une loi-programme) (p. 4969, 4970).
Professeurs et instituteurs :
de l'enseignement technique (p. 4970) ;
recrutement (crise du), formation initiale et continue et statut (p. 4970).
Technologie (diminution des heures d'enseignement de la — dans les collèges) (p. 4970).

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [3 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— entreprises intermédiaires (p. 5259) ;
formation professionnelle (crédits de la — et généralités) (p. 5259, 5260) ;
T.U.C. (p. 5259).
Politique de la santé :
médecine scolaire (p. 5250).

Culture et communication. Communication. — *Questions* [6 novembre 1987] :

FR3 (p. 5565, 5566, 5567).

CARRE (Antoine)

Député du Loiret
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à autoriser les **membres des professions chirurgicales, médicales et paramédicales** à faire figurer les **parts de société anonyme** ou de **société à responsabilité limitée exploitant une clinique** au nombre des éléments de leur **actif professionnel (n° 1050)** [18 novembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Renégociation des taux d'intérêt pour les prêts immobiliers : diminution de l'inflation ; systématisation souhaitable des formules de prêt à taux révisable [8 avril 1987] (p. 76).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 avril 1987] :

Economie calédonienne (relance de l'—) (p. 288).
Mesures sociales (p. 288).
Paix civile (et notamment rétablissement de l'ordre) (p. 288).
Référendum (opportunité du —) (p. 288).
Régionalisation (et notamment politique du Gouvernement à l'égard des régions) (p. 288).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politique de la santé :
— urologie et lithotriteurs (p. 5298).

CARTELET (Michel)

Député de l'Aube
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne.

Vote des crédits [6 novembre 1987] :

Après l'article 71 : son amendement n° 222 (rapport présenté au Parlement par le Gouvernement exposant le mode de financement de la dotation consacrée à la modernisation des voies navigables) : rejeté (p. 5515).

CASSABEL (Jean-Pierre)

Député de l'Aude
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

Décédé le 30 octobre 1987 [*J.O.* du 3 octobre 1987] (p. 12771).

Son éloge funèbre est prononcé le 10 novembre 1987 [*J.O.* du 10 novembre 1987] (p. 5689).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

CASSAING (Jean-Claude)

Député de la Corrèze
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (éducation nationale : enseignement supérieur) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° IX : **éducation nationale : enseignement supérieur (n° 961)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Loi sur les universités** : circulaire du 22 janvier 1987 [6 mai 1987] (p. 892).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté per le Sénat, modifiant le Titre I^er^ du Livre I^er^ du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1^er^ et 2 juillet 1987] :

Apprentis :
— orientation des — (p. 3496) ;
— rémunération des — (p. 3496).
Apprentissage :
— contrat d'— (p. 3494, 3495, 3496) ;
— lien ou concurrence avec le système éducatif (p. 3495, 3496) ;
— situation et résultats de l'— (p. 3495).
Entreprises (p. 3495, 3496).
Régions (rôle des —) (p. 3495).
Taxe d'apprentissage (et réforme de la —) (p. 3496).

Discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 1^er^ *(définition de l'apprentissage) :* pour l'amendement n° 81 de M. Michel Berson (participation à l'apprentissage des établissements d'enseignement technologique reconnus par l'Etat) (p. 3540, 3541).

Article 4 *(dérogation au principe de la formation des apprentis en C.F.A.) :* ses réserves (p. 3563) ; risques du « tout entreprise » (p. 3564) ; soutient l'amendement n° 87 de M. Michel Berson (suppression de la possibilité de convention entre les C.F.A. et des entreprises) : rejeté (p. 3565).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — I. Enseignement scolaire.

Examen du fascicule [28 octobre 1987] :

Agrégation d'histoire (changement de président du jury) (p. 4968).
Baccalauréat (objectif d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du —) (p. 4968).
Equipement scolaire (lycées ; financement par les régions) (p. 4968).
Organismes périscolaires et pédagogiques (p. 4968).
Professeurs et instituteurs :
— recrutement (crise du —), formation initiale et continue et statut (p. 4968).

II. Recherche et enseignement supérieur.

Examen du fascicule Rapporteur pour avis [29 octobre 1987] :

Enseignement supérieur :
Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires (A.T.O.S.) (p. 5064).
Allocation de recherche (p. 5064).
Bourses et actions sociales universitaires (p. 5064).
Budget consacré aux universités (p. 5063).
Equipement universitaire (p. 5063).
Etablissements d'enseignement supérieur privés (p. 5064).
Etudiants (nombre d'— notamment en première année ; capacité d'accueil) (p. 5063, 5065).
Etudiants (objectif de deux millions d'—) (p. 5065).
Heures complémentaires (rémunérations des —) (p. 5063).
Premiers cycles universitaires (notamment diversification des filières et I.U.T.) (p. 5064).
Professeurs et corps enseignants de l'universlté :
— mesures catégorielles, recrutement, carrière (p. 5063, 5064).
Universités (statut des —) (p. 5064).
Universités (implantation des —) (p. 5064, 5065).

Recherche :
Ingénieurs, techniciens et agents (I.T.A.) (p. 5064).

Affaires sociales et emploi.

Examen du fascicule [3 novembre 1987] :
Politique de la santé :
— études médicales (p. 5261, 5262).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs.

Examen du fascicule [4 novembre 1987] :
Limousin (désenclavement du —) (p. 5393).

CASTOR (Elie)

Député de la Guyane
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :
Communauté économique européenne (intégration des D.O.M.-T.O.M. dans la —) (p. 4585).
Investissement dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment F.I.D.O.M. et F.I.D.E.S.) (p. 4504, 4505).
Loi de programme du 31 décembre 1986 (application de la —) (p. 4605).

Questions [21 octobre 1987] :
Transports intérieurs en Guyane (p. 4616).

CATALA (Nicole)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Gérard Kuster : première session du baccalauréat professionnel préparé en deux ans** [13 mai 1987] (p. 1077) ;

— **M. Gérard Kuster : modernisation et développement des lycées professionnels** : nécessité de revaloriser les tâches manuelles [2 décembre 1987] (p. 6699) ;

orales sans débat :

— **M. Michel Berson (n° 234) : dyslexie** : préoccupations prises en compte par l'actuel Gouvernement ; amélioration de la formation des maîtres ; mise en place d'un groupe de travail [5 juin 1987] (p. 2017, 2018) ;

— **M. Gilbert Gantier (n° 253) : limite d'âge des professeurs de l'enseignement supérieur** : maintien en activité possible jusqu'à la limite d'âge en vigueur avant la loi du 13 septembre 1984 ; Conseil d'Etat consulté sur les droits éventuels des professeurs relevant du ministère de la culture [19 juin 1987] (p. 2900, 2901) ;

— **M. Marc Reymann (n° 254) : formation professionnelle en Alsace** : importance des filières de formation existantes dans le domaine industriel et le secteur tertiaire ; enseignement de l'allemand [19 juin 1987] (p. 2901, 2902) ;

— **M. Henri Cuq (n° 251) : équipement hydraulique de l'Ariège** : réalisation d'équipements d'irrigation dans le cadre du contrat de plan Etat-région le 19 juin 1987 (p. 2902, 2903) ;

— **M. Alain Richard (n° 310) : pénurie de postes d'enseignants dans le Val-d'Oise** : prise en compte de l'existence de villes nouvelles dans l'attribution du nombre de postes d'instituteurs à un département ; priorité donnée aux classes élémentaires [27 novembre 1987] (p. 6480) ;

— **M. Lucien Richard (n° 302) : situation des mères de handicapés** : meilleure information des intéressés et simplification de leurs démarches : élaboration d'un nouveau barème de référence pour l'appréciation du taux d'incapacité [27 novembre 1987] (p. 6481).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — I. Enseignement scolaire.

Réponses aux questions [28 octobre 1987] :

Enseignement professionnel (L.E.P.) (M. Jean-Paul Fuchs) (p. 5008).

Enseignement professionnel (plan pour l'insertion des jeunes sortis de l'—) (M. Bruno Bourg-Broc) (p. 5000).

CATHALA (Laurent)

Député du Val-de-Marne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209).

CAVAILLE (Jean-Charles)

Député du Morbihan
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

CAZALET (Robert)

Député de la Gironde
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à modifier le régime d'imposition, d'exportation et de transport du gaz (n° 710) [12 novembre 1987] (p. 5817).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 265**, posée le 23 juin 1987 : **comptables (experts-comptables)** (p. 3101). Appelée le 26 juin 1987 : remplacé par M. Henri Bouvet : **experts-comptables stagiaires autorisés** (p. 3242, 3243).

CESAIRE Aimé

Député de la Martinique
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

CESAR (Gérard)

Député de la Gironde
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la Production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur, en ce qui concerne les ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne (n° 626) [9 avril 1987] (p. 190).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (agriculture : industries agro-alimentaires) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Rapporteur de la proposition de loi, tendant à fixer les conditions d'exercice des activités de mandataire commercial en fruits et légumes (n° 1114) [3 février 1988] (p. 114).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la **propfession de coiffeur**, en ce qui concerne les ressortissants des Etats membres de la **Communauté économique européenne (n° 684)** [16 avril 1987].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 241)**. Tome II : **agriculture : industries agro-alimentaires (n° 965)** [8 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à créer en faveur de l'institut national des appellations d'origine un **droit par hectolitre** de vins revendiqués en **appellation d'origine (n° 1112)** [9 décembre 1987].

Proposition de loi relative à la création d'une **redevence** au **profit des organismes agréés** pour le **contrôle qualificatif des vins d'appellation d'origine (n° 1113)** [9 décembre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 303**, posée le 24 novembre 1987 : **voirie (autoroutes et routes)** (p. 6421).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur, en ce qui concerne les ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne (n° 626).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. Rapporteur [6 mai 1987] :

Coiffure en France (conséquences de ce texte sur le secteur de la —) (p. 936, 937).
Directive européenne du 19 juillet 1982 (établissement d'un régime transitoire) (p. 936, 937).
Dispense des conditions de diplôme pour l'établissement de coiffeurs d'autres pays de la Communauté (p. 936).
Etablissement des coiffeurs en France (conditions requises par la loi du 23 mai 1946) (p. 936).
Formation des coiffeurs (harmonisation des conditions de — dans la Communauté) (p. 936, 937).
Sénat (modifications apportées par le —) (p. 936).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert (n° 99).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 juin 1987] :

Inscrit contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 2424).

Discussion de l'article unique [16 juin 1987] :

Avant l'article unique : soutient l'amendement n° 10 de M. Jean-Louis Masson (définition du champ du monopole des géomètres-experts) (p. 2427) ; devenu sans objet (p. 2428).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie. Rapporteur pour avis : **Agriculture - B.A.P.S.A.** — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Industrie agro-alimentaire (p. 4711, 4712).

Questions :

Remplacé par M. Arnaud Lepercq : calamités agricoles (dotations pour les —) (p. 4748).

CEYRAC (Pierre)

Député du Nord
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).

Première lecture, explications de vote [22 avril 1987] (p. 587) :

Absence de clause relative à la préférence nationale ou européenne en matière d'emploi (p. 588).
Financement sur des fonds privés (p. 588).
Importance du traité pour l'Europe et pour la région Nord-Pas-de-Calais (p. 587).

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Durée du travail (et notamment association de l'aménagement du temps de travail avec la réduction de la — et comparaisons internationales) (p. 1040).
Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1040).
Flexibilité du travail (p. 1039).
Formes de l'aménagement du temps de travail :
— modulation des heures de travail (et notamment condition de mise en œuvre) (p. 1039).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687)

Première lecture, explications de vote [22 mai 1987] :

Prélèvements obligatoires (p. 1570, 1571).
Socialisme (persistance de l'influence du —) (p. 1571).
Vote positif du Front national (p. 1571).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Coopérants (statut des — et cas de M. Pierre-André Albertini) : (p. 4663).
Etudiants étrangers (bourses d'études, retour au pays des —) : (p. 4663).
Maroc : (p. 4663).
Politique de coopération (principes de la) : (p. 4663).

Questions [22 octobre 1987] :

Etudiants et techniciens étrangers formés en France (retour dans leurs pays d'origine) : (p. 4668, 4669).

Culture. — *Questions* [30 octobre 1987] :

Fondations (statut des — dans la loi sur le mécénat) : (p. 5144).
Grands projets culturels : (p. 5145).

CHABAN-DELMAS (Jacques)

Député de la Gironde
R.P.R.

Président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

En qualité de président :

— **Déclare** ouverte la seconde session ordinaire de 1986-1987 [2 avril 1987] (p. 3).

— **Précise** à M. Jean Maran qu'il ne peut y avoir de rappel au règlement avant la constitution du Bureau [2 avril 1987] (p. 5).

— **Ses observations** sur l'intervention de M. Guy Ducoloné lors de la séance de nomination des vice-présidents, questeurs et secrétaires de l'Assemblée nationale : personnel de l'Assemblée, sécurité des locaux [2 avril 1987] (p. 5, 6).

— **Souhaite la bienvenue** à la délégation parlementaire bulgare conduite par M. Traikov, président du groupe d'amitié « Bulgarie-France » de l'Assemblée nationale de la République populaire de Bulgarie [8 avril 1987] (p. 75).

— **Répond au rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch** : impossibilité d'utiliser le rappel au règlement pour faire une déclaration d'ordre politique [29 avril 1987] (p. 743).

— **Répond au rappel au règlement de M. Hector Rolland** : nouveau système de sonorisation donnant lieu à ajustement et mise au point [29 avril 1987] (p. 743).

— **Prononce** l'éloge funèbre de Vincent Ansquer [9 juin 1987] (p. 2096).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Bernard Deschamps : lui retire la parole [8 juillet 1987] (p. 3727).

— **Ses observations** sur l'utilisation du terme « itou » [7 juillet 1987] (p. 3734).

— **Hommage** à la mémoire des victimes du nazisme [2 octobre 1987] (p. 3918).

— **Rend hommage** à une délégation de l'Assemblée nationale de la République du Cameroun conduite par son premier vice-président M. Théodore Mayi Matip [7 octobre 1987] (p. 3987).

— **Rend hommage** à une délégation du parlement de la République d'Autriche conduite par le troisième président du Conseil national autrichien M. Gérulf Stix [7 octobre 1987] (p. 3987).

— **Rend hommage** à la délégation de l'Assemblée populaire suprême de la République populaire de Corée conduite par un membre du comité permanent de cette assemblée M. Ryou Ho Djoun [7 octobre 1987] (p. 3987).

— **Rend hommage** à une délégation parlementaire de la chambre des députés de Berlin conduite par le président de cette assemblée, M. Peter Rebsch [14 octobre 1987] (p. 4277).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Yvon Briant [20 octobre 1987] (p. 4525).

— **Lors d'une séance de questions au Gouvernement** : longueur de la réponse de M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'État, à la question de M. Maxime Gremetz entraînant le dépassement par le groupe communiste du temps de parole qui lui était imparti [28 octobre 1987] (p. 4980, 4981).

— **Lors d'une séance de questions au Gouvernement** [28 octobre 1987] (p. 4988) ; dépassement du temps de parole du groupe communiste ; nécessité de poser des questions brèves et de répondre brièvement (p. 4989).

— **Organisation du débat** et temps de parole du Gouvernement [3 novembre 1987] (p. 5285, 5286).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Gérard Collomb : demande que l'intervention de M. Collomb ne soit pas inscrite au procès-verbal ; organisation du débat par la conférence des présidents (p. 5285, 5286).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : modalités de fixation de l'ordre du jour ; répartition des temps de parole par la conférence des présidents ; Gouvernement pouvant prendre la parole quand il le veut devant l'Assemblée [3 novembre 1987] (p. 5286).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Raymond Douyère : organisation des débats fixée en conférence des présidents ; Gouvernement pouvant constitutionnellement s'exprimer quand il le souhaite devant l'Assemblée [3 novembre 1987] (p. 5286).

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation parlementaire du Royaume du Maroc conduite par le Président du groupe d'amitié Maroc-France de la Chambre des représentants : M. Abderezzak Rouissi [4 novembre 1987] (p. 5361).

— **Rend hommage** à la mémoire de René Levesque, ancien Premier ministre du Québec [4 novembre 1987] (p. 5361).

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation de l'Assemblée nationale populaire de la République populaire d'Anghola conduite par son premier secrétaire, M. Luccio Lara [2 décembre 1987] (p. 6688).

— **Ses observations** sur les rappels au règlement de M. Pierre Joxe lors des explications de vote sur la déclaration de politique générale du Gouvernement : organisation du débat télévisé ; rôle d'arbitre du président [3 décembre 1987] (p. 6726, 6737),

— **Fait observer** que le vote sur l'amendement n° 85 au projet de loi de finances rectificative a été acquis sans qu'il faille en venir au vote par assis et levé ; équilibre des forces en présence [8 décembre 1987] (p. 6913).

— **Demande** aux députés de manifester leur position quand il annonce un vote en raison de l'équilibre des forces en présence [8 décembre 1987] (p. 6914).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Yves Tavernier : ordre de discussion des amendements soumis à discussion commune [8 décembre 1987] (p. 6926).

— **Ses observations** sur les incidents survenus le matin du 9 décembre 1987 : nécessité de respecter la dignité du Parlement [9 décembre 1987] (p. 6999).

— **Lors d'une séance de questions au Gouvernement** : donne les statistiques relatives aux questions du Gouvernement depuis le début de la législature [16 décembre 1987] (p. 7552).

— **Prononce** l'éloge funèbre de Mme Ginette Leroux [22 décembre 1987] (p. 8031).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : caractère indiscutable et flagrant de l'erreur matérielle ayant entachée la retranscription des propos de M. Fanton ; utilité de la procédure de l'erratum ; rappelle qu'il a demandé au Bureau de l'Assemblée nationale de confirmer l'exercice présidentiel de l'erratum [22 décembre 1987] (p. 8035).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean Giard : retire la parole à M. Jean Giard [22 décembre 1987] (p. 8036).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Gilbert Bonnemaison : retire la parole à M. Bonnemaison [22 décembre 1987] (p. 8050).

— **Prononce** l'éloge funèbre de M. Georges Delfosse [2 février 1988] (p. 2, 3, 4).

— **Souhaite** la bienvenue à M. Maurice Méthot, Président de l'Assemblée nationale centrafricaine [2 février 1988] (p. 4).

CHABOCHE (Dominique)

Député de la Seine-Maritime
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la Production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

— **Proposition de loi** tendant à instaurer **une zone franche dans le bassin d'emploi du Havre (n° 724)** [7 mai 1987].

— **Proposition de loi** relative à la **commercialisation du pommeau** (n° 1116) [9 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).**

Première lecture, discussion des articles [11 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : ses observations sur l'amendement n° 274 de M. Michel Pelchat (absence de service fait résultant d'une cessation concertée du travail dans l'aviation civile donnant lieu à une retenue ne pouvant être inférieure, pour chaque période de vingt-quatre heures, au trentième du traitement mensuel des personnes concernées) et sur le sous-amendement n° 347 corrigé de M. Alain Lamassoure (extension du champ d'application de l'amendement aux personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics) (p. 2291) ; demande une suspension de séance (p. 2295).

— **Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Allard tendant à faciliter la réalisation d'un nouveau franchissement de l'estuaire de la Seine (n° 794).**

Première lecture, avant la discussion des articles : [16 juin 1987] :

Fonds de réserve (affectation du — du pont de Tancarville à la construction du nouvel ouvrage) (p. 2414).

Seine (aménagement du grand estuaire de la —) (p. 2414).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Vote des crédits* [23 octobre 1987].

Agriculture :

Etat B, titre IV : son amendement n° 124 soutenu par M. Jacques Bompard (réduction de crédits) : rejeté (p. 4781).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. I. — Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Vote des crédits* [4 novembre 1987].

Etat B, titre III : soutient l'amendement n° 113 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) soutient l'amendement n° 112 de M. Pierre Descaves (p. 5398) ; retirés (p. 5399).

Seconde délibération du projet de loi [13 novembre 1987] :

Article 61 *ter* *(aide à domicile ; extension aux familles de plus de trois enfants de la déduction de 10 000 francs du revenu imposable)* : contre l'amendement n° 45 du Gouvernement (de suppression (p. 5936).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la visibilité des amers, des feux et des phares et au champ de vue des centres de surveillance de la navigation maritime (n° 969).**

Première lecture, avant la discussion des articles [18 novembre 1987] :

Antilles (balisage aux —) (p. 6063).
Aquaculture (p. 6063).
Permis de conduire des bateaux à moteur (p. 6063).
Servitudes de visibilité (indemnité due en contrepartie de l'institution de —) (p. 6063).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971).**

Première lecture, discussion des articles [20 novembre 1987] :

Article 2 *(gestion des actions de la société anonyme caisse nationale du crédit agricole)* : **son rappel au règlement** : demande à renvoyer la discussion à la prochaine séance (p. 6187).

— **Projet de loi tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).**

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [19 décembre 1987] :

Amendements déposés par M. Bruno Gollnisch (retrait des —) (p. 7872).

— **Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au patrimoine monumental (n° 1019).**

Première lecture, discussion des articles [18 décembre 1987] :

Article 4 *(exonération des droits de mutation à titre gratuit des monuments classés ou inscrits ouverts au public)* : contre l'amendement n° 37 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article 4 prévoyant notamment une extension du dispositif fiscal aux donations, la prise en compte des monuments protégés, réservant le dispositif aux immeubles et introduisant des garanties afin que la mesure ne soit pas détournée de son objet) ; pour l'amendement n° 8 de M. Jean-Paul Fuchs (nouvelle rédaction de l'article 4 précisant que l'exonération sera applicable aux seules mutations par décès et non aux libéralités à titre gratuit et que la convention prévoyant les modalités d'accès du public aux monuments historiques sera à durée indéterminée) (p. 7753).

— **Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).**

Troisième lecture, explications de vote [23 décembre 1987] :

Vote hostile du groupe du Front national (p. 8101).

— **Son rappel au règlement** : s'étonne que le décret du Président de la République qui doit clore la session extraordinaire puisse intervenir aussitôt après la décision du Sénat alors que le Chef de l'État est actuellement en mer ; s'étonne d'autre part que le décret de clôture intervienne alors que l'ordre du jour n'est pas épuisé puisqu'il reste à examiner un projet de loi sur les polices municipales [23 décembre 1987] (p. 8110).

CHALANDON (Albin)

Garde des sceaux, ministre de la justice.

DEPOTS

Projet de loi relevant les **peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616)** [2 avril 1987].

Projet de loi modifiant la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au **redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises** et la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise **(n° 623)** [2 avril 1987].

Projet de loi relatif aux obligations en matière de vente ou d'échange de certains objets mobiliers et à la **répression du recel (n° 625)** [2 avril 1987].

Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de certaines **infractions commises à l'étranger (n° 633)** [10 avril 1987].

Projet de loi portant **réforme du contentieux administratif (n° 890)** [25 juin 1987].

Projet de loi relatif aux **garanties individuelles** en matière de **placement en détention provisoire** ou sous **contrôle judiciaire** et portant modification du **code de procédure pénale (n° 1059)** [18 novembre 1987].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Jean-Claude Martinez : ouvrage publié par un juge d'instruction** : liberté de l'édition ; liberté des magistrats ; problème du respect par le juge Lambert de l'obligation de réserve ; prochaine réforme des conditions d'accès à la fonction de juge d'instruction [15 avril 1987] (p. 353, 354) ;

— **M. Pierre Mauroy : procès Barbie** : pratique de l'amalgame par M. Pierre Mauroy ; nécessité de laisser la justice suivre son cours [13 mai 1987] (p. 1074) ; mémoire des crimes contre l'humanité (p. 1075) ;

— **M. Georges-Paul Wagner : portée de la mission confiée à la commission des sages : code de la nationalité** : problème de l'immigration [27 mai 1987] (p. 1714) ; rôle de consultation de la commission des sages en ce qui concerne le code de la nationalité (p. 1715) ;

— **M. Henri Louet : situation dans les établissements pénitentiaires** : exemplarité de la peine d'emprisonnement [18 novembre 1987] (p. 6019) ; rend hommage au personnel pénitentiaire de l'établissement de Saint-Maur ; nécessité d'améliorer la condition des détenus (p. 6020) ;

— **M. Gilbert Bonnemaison : affaire Chaumet** : nécessité de laisser la justice suivre son cours ; affaires [9 décembre 1987] (p. 7008) ;

— **M. François Loncle : fonctionnement de la justice** : inquiétude du parti socialiste sur les affaires en cours ; affaire des fausses factures ; absence de pression politique sur la justice [9 décembre 1987] (p. 7009) ;

— **M. Gilbert Bonnemaison : affaire Chaumet** : nécessité de respecter le secret de l'instruction et l'indépendance des juges [16 décembre 1987] (p. 7543) ;

— **M. Michel Charzat : association pour l'information des citoyens** : violation du secret de l'instruction dans l'affaire d'affichage électoral irrégulier [16 décembre 1987] (p. 7543) ; vote du Sénat (p. 7544) ;

orales sans débat de :

— **M. Jean-Marie Daillet (n° 324) : durée des procédures judiciaires** : effort pour réduire les délais d'instruction ; problème de l'inculpation et de l'instruction examiné lors de l'actuel débat sur le projet de loi relatif à la détention provisoire ; création d'une commission chargée d'étudier la modernisation de la procédure d'instruction [11 décembre 1987] (p. 7167).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).**

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Alcoolisme au volant (généralités et sanctions de l'—) :
— accidents corporels et mortels : voir *sécurité routière* ;
— comparution immédiate (procédure de —) (p. 599, 615) ;
— contrôles de police (p. 615) ;
— dissuasion de l'— (p. 615) ;
— éthylotests et éthylomètres (équipement des forces de gendarmerie et de police) (p. 599) ;
— peines (diversification des —) (p. 615) ;
— peines encourues (législation actuelle et aggravation des —) (p. 599) ;
— peines prononcées effectivement par les tribunaux (et notamment disparité des —) (p. 615) ;
— peines de substitution (travaux d'intérêt général) (p. 615).
Publicité pour l'alcool (p. 615).

Sécurité routière :
accidents corporels et mortels (nombre et cause des — et notamment alcoolémie) (p. 598, 599, 614) ;
drogue (extension du dispositif contre l'alcoolisme au volant à l'utilisation de la) (p. 615) ;
prévention routière (action éducative auprès des enfants notamment et amélioration de la circulation) (p. 599).

Discussion de l'article unique :

Avant l'article unique : ses observations sur les amendements n° 35 de M. Jacques Barrot, n° 10 rectifié de M. François Asensi, n° 32 de M. Michel Sapin et n° 34 de Mme Florence d'Harcourt (interdiction de la publicité pour les boissons alcoolisées à la radio et à la télévision) (p. 617) ; contre l'amendement n° 11 de M. François Asensi (possibilité pour les associations œuvrant pour la défense de la sécurité routière et des victimes de se constituer partie civile contre les auteurs de délits routiers) (p. 618).

Après l'article unique : ses observations sur l'amendement n° 33 de M. René André (possibilité pour les personnes contrôlées de demander une analyse de sang afin de vérifier les résultats donnés par les éthylomètres et les éthylotests) (p. 619) ; possibilité d'obtenir une vérification des résultats en l'état actuel de la législation ; deuxième vérification étant effectuée électroniquement par un autre appareil (p. 620) ; mesure retenue étant la plus favorable au coupable en cas de divergence des deux appareils (p. 621) ; ses réserves sur l'amendement n° 3 rectifié de la commission des lois (détermination d'une peine minimale en cas de cumul des infractions de conduite en état d'ivresse et d'homicide involontaire) et n° 20 de M. Jacques Mahéas (tendant à ajouter à l'éventail des peines un temps minimal de travail d'intérêt général comme peine complémentaire) (p. 632, 633, 634) ; ses observations sur l'amendement n° 4 rectifié de la commission des lois (permettant au tribunal de prescrire à titre complémentaire l'accomplissement d'un travail général à l'encontre d'une personne condamnée pour l'un des délits visés à l'article L. 1er du code de la route) ; contre le sous-amendement n° 23 rectifié de M. Michel Gonelle à cet amendement (possibilité de recourir aux travaux d'intérêt général en cas de délit de fuite, de refus d'obtempérer et de conduite sans permis) (p. 635) ; contre l'amendement n° 26 de la commission des lois (peine de jours-amende en cas de conduite en état alcoolique ou autres infractions au code de la route) ; ses réserves sur l'amendement n° 25 de M. Jacques Mahéas (tendant à imposer un stage à toute personne condamnée pour l'un des délits visés à l'article L. 1er du code de la route) (p. 636) ; contre l'amendement n° 13 de M. Jean-Paul Fuchs (réquisition du parquet prescrivant les contrôles du taux d'alcoolémie) (p. 637) ; son sous-amendement n° 36 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (sanctions applicables en cas de destruction ou de détournement d'un véhicule confisqué) (p. 637) ; pour l'amendement n° 6 de la commission des lois (confiscation ou immobilisation d'un véhicule) ; pour le sous-amendement n° 28 de M. Georges-Paul Wagner (confiscation ou immobilisation du véhicule dont s'est servi le prévenu) ; contre l'amendement n° 29 de M. Charles Revet (prise en compte de la situation familiale ou professionnelle du prévenu en cas d'immobilisation ou de confiscation de véhicule) (p. 638) ; sous-amendement n° 36 : adopté ; contre l'amendement n° 27 de la commission des lois (rétablissant le délit de conduite sans permis dès la première infraction) (p. 639) ; contre l'amendement n° 30 de M. Charles Revet (sursis à une suspension de permis de conduire) ; contre l'amendement n° 14 de M. Jean-Paul Fuchs (annulation du permis de conduire en cas d'homicide ou de blessures par inattention, négligence ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence) ; ses réserves sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Paul Fuchs (durée maximale pendant laquelle le juge peut interdire à une personne de repasser un permis annulé) ; contre l'amendement n° 7 de la commission des lois (impossibilité pour le condamné de faire usage de son permis de conduire à titre professionnel) : rejeté (p. 640) ; ses réserves sur l'amendement n° 21 de M. Michel Gonelle (transmission automatique du procès verbal d'infraction à l'autorité judiciaire dans le cas où l'autorité administrative ne s'est pas prononcée dans un délai de 45 jours) (p. 641) ; ses réserves sur l'amendement n° 22 de M. Michel Gonelle (injonction thérapeutique) (p. 642).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [29 juin 1987] :

Alcoolisme au volant :
code pénal (hypothèse de l'introduction de la notion de peine minimale et réforme du) (p. 3333) ;
— peine minimale en cas de conduite en état alcoolique et d'homicide involontaire (création d'une —) (p. 3332, 3333) ;
— peines complémentaires (travaux d'intérêt général et peines de jours-amendes) (p. 3332).

Discussion des articles :

Article 1er : ses observations sur l'amendement n° 1 de M. Jacques Mahéas (interdiction de la vente de boissons alcoolisées dans les stations services) (p. 3335).

Article 2 : contre l'amendement n° 4 de la commission (peine minimale en cas de cumul des infractions de conduite en état alcoolique et d'homicide involontaire et possibilité pour les juges de faire jouer les circonstances atténuantes) (p. 3336).

Article 3 : contre les amendements identiques n° 5 de la commission et n° 7 de M. Michel Sapin (possibilité pour le juge de prescrire un travail d'intérêt général à titre de peine complémentaire) (p. 3346) ; conciliation du caractère obligatoire d'une condamnation à une peine complémentaire à celle de la prison avec la nécessité de l'accord des condamnés à un travail d'intérêt général (p. 3347).

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 60).

Première lecture, avant la discussion des articles [5 mai 1987] :
Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 852).
Ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 876 à 878).
Administration, intendance et œuvres sociales des prisons (possibilité de confier les — au secteur privé) (p. 876).
Amnisties, grâces et remises de peines prononcées de 1981 à 1986 (p. 841).
Budget 1987 (crédits de l'équipement pénitentiaire) (p. 841, 842).
Délais de justice (diminution des —) (p. 852).
Détention préventive ou provisoire (importance numérique de la —) (p. 877).
Détenu (statut et conditions de vie du — (p. 852, 877) ; drogue (lutte contre la —) (p. 852).
Education surveillée (p. 877).
Etablissements publics pénitentiaires (création des —) (p. 842, 878).
Garde des sceaux, ministre de la justice (action et personne du —) (p. 852, 876, 877).
Immigration (proportion de détenus étrangers) (p. 877).
Peines de substitution à la peine de prison (travaux d'intérêt général et chantiers extérieurs) (p. 841).
Peines (prononcé et exécution des —) (p. 841, 849).
Politique pénale (rôle de la prévention, des peines de prison et des actions de réinsertion) (p. 840, 841, 877).
Population carcérale (taux d'incarcération en France et comparaisons internationales) (p. 841).
Prisons (surpopulation des —) (p. 835, 841).
Prisons « privées » ou habilitées en France (abandon progressif du projet de —) (p. 842, 877).
Programme de construction de prisons (lancement d'un — de quinze mille places) (p. 841, 842, 877, 878).
Programme de construction de prisons (modalités d'exécution du — et procédure de passation des marchés) (p. 842, 878).

Rappel au règlement de M. Michel Sapin (ses observations sur le —) (p. 835).
Récidive (lutte contre la — et réinsertion des détenus) (p. 841, 852, 878).
Surveillants de prison (conditions de travail des —) (p. 841).

Discussion des articles [6 mai 1987] :

Avant l'article Ier : contre l'amendement n° 24 de M. Gilbert Bonnemaison (rôle et fonction du service public pénitentiaire) (p. 907) ; contre l'amendement n° 11 de M. François Asensi (relations entre le détenu et sa famille) (p. 908) ; contre l'amendement n° 14 de M. François Asensi (sortie de prison du détenu) ; contre l'amendement n° 15 de M. Guy Ducoloné (interdiction de la détention provisoire des mineurs de moins de seize ans et limitation de celle dont l'âge est compris entre seize et dix-huit ans) ; éducation surveillée ; création de centres d'hébergement (p. 909) ; précise à M. Gilbert Bonnemaison qu'il s'agit de centres d'hébergement sans barreaux.

Article Ier *(définition du service public pénitentiaire)* : contre l'amendement n° 17 de M. François Asensi (missions du service public pénitentiaire) (p. 910) ; ses réserves sur l'amendement

n° 25 de M. Gilbert Bonnemaison (participation du service public pénitentiaire au maintien de la sécurité publique et développement d'une politique de lutte contre la récidive dans le cadre des comités de probation notamment) ; propose le dépôt d'un sous-amendement à cet amendement afin de préciser que le service public pénitentiaire participe au maintien de la sécurité publique ; précise la manière dont il souhaite que cet article soit rédigé (p. 911) ; son amendement n° 52 (précisant que le service public pénitentiaire participe au maintien de la sécurité publique) : adopté ; contre l'amendement n° 23 de M. Gilbert Bonnemaison (coopération entre le service public pénitentiaire, les collectivités territoriales et les associations).

Après l'article I^er : contre l'amendement n° 18 de M. François Asensi (implantation des établissements pénitentiaires) (p. 912).

Article I^er *bis* *(possibilité de confier à une personne morale de droit privé la conception, la construction et l'aménagement des établissements pénitentiaires ainsi que les fonctions autres que celles de direction, de greffe et de surveillance)* : contre l'amendement n° 19 de M. Guy Ducoloné et n° 26 de M. Gilbert Bonnemaison (de suppression) (p. 913) ; réduction des délais de construction des prisons grâce à la procédure choisie pour la passation des marchés ; obligation pour les entreprises retenues de réserver un pourcentage des travaux à des entreprises locales (p. 914) ; contre l'amendement n° 27 de M. Gilbert Bonnemaison (supprimant la modification des règles de passation des marchés publics concernant la construction de prisons) (p. 922) ; capacités de construction de l'administration pénitentiaire ; difficultés nées de l'expropriation dans la construction des établissements pénitentiaires ; contre l'amendement n° 49 de M. Guy Malandain (précisant que la loi du 12 juillet 1985, relative à la maîtrise d'ouvrages publics avec ses rapports avec la maîtrise d'œuvres privée, s'applique aux opérations de conception, de construction et d'aménagement d'établissements pénitentiaires) ; formule retenue par le Gouvernement étant souhaitée par les entreprises intéressées qui ont engagé des études ; nécessité d'une unité de conception et de construction que la loi de 1985 ne permet pas dans ce cas précis (p. 923) ; contre l'amendement n° 29 de M. Gilbert Bonnemaison (suppression du deuxième alinéa de cet article) ; inopportunité de parler d'indemnités pour les entreprises ayant engagé des frais d'études sur les projets initiaux (p. 924) ; contre les amendements n° 1 de la commission et n° 30 de M. Gilbert Bonnemaison (précisant que le cahier des charges, concernant l'exécution des missions de conception, de construction et d'aménagement des établissements pénitentiaires, sera approuvé par décret en Conseil d'Etat après avis du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire) (p. 924, 925).

Article I^er *ter* *(possibilité de transformer les établissements pénitentiaires en établissements publics administratifs nationaux)* : contre l'amendement n° 20 de M. François Asensi (de suppression) (p. 927) ; ses réserves sur l'amendement n° 7 de la commission (versement de subventions aux établissements pénitentiaires par les collectivités locales) (p. 929).

Article 19 *(adaptation terminologique et modernisation du code de procédure pénale)* : son amendement n° 47 (portant à cinq ans la peine à partir de laquelle les condamnés sont affectés dans un établissement spécial) : adopté (p. 930) ; contre l'amendement n° 34 de M. Jacques Peyrat (rédactionnel) (p. 931) ; contre l'amendement n° 48 de M. Georges Mesmin (travail, formation professionnelle et séances éducatives, sportives ou de loisirs à l'intention des détenus) ; contre l'amendement n° 44 de M. Gilbert Bonnemaison (transformation des comités de probation en établissements publics) (p. 932, 933).

Après l'article 19 : contre l'amendement n° 4 (de M. Gilbert Bonnemaison (prévoyant un décret en Conseil d'Etat déterminant l'organisation et le régime intérieur des établissements pénitentiaires) (p. 933) ; ses observations sur l'amendement n° 51 de M. Gilbert Bonnemaison (constitution de groupements d'intérêt public entre les établissements pénitentiaires) (p. 934).

Explications de vote :

Débat (déroulement du — et attitude de l'opposition) (p. 935, 936).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [11 juin 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 2253, 2254).
Détenus (séparation des catégories de — en fonction de la durée de la peine) (p. 2250).
Modernisation des prisons (réalisations depuis mars 1986 et cas des prisons de Nanterre et de Bobigny) (p. 2253).
Personnes physiques (possibilité pour les — de participer aux concours pour la construction de prisons et d'exercer les fonctions d'administration, d'intendance et de gestion des œuvres sociales) (p. 2250).
Programme de construction de 15 000 places de prison (opportunité du projet et modalités de passation des marchés) (p. 2253, 2254).
Programme de construction de 15 000 places de prison (financement et garanties d'exécution) (p. 2253).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jacques Godfrain et plusieurs de ses collègues relative à la fraude informatique (n° 744).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Coût de la fraude informatique (p. 2386).
Délinquance informatique (p. 2386).
Information (nature appréhendable ou non de l'—) (p. 2386).
Législation existante (adaptation de la —) (p. 2386).

Discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Article unique *(créant dans le code pénal un chapitre intitulé : « de certaines infractions en matière informatique »)* : contre l'amendement n° 3 de M. Philippe Marchand (suppression des mots « entravé ou » dans l'article 462-3 du code pénal prévoyant l'incrimination de détérioration) pour l'amendement n° 2 de M. Jacques Godfrain (confiscation du matériel utilisé pour commettre la fraude) ; modifié par le sous-amendement n° 4 de la commission (précisant que la confiscation du matériel est applicable au condamné) (p. 2388).

Deuxième lecture, avant la discussion de l'article unique [21 décembre 1987] :

Définitions de termes techniques (apportées par le Sénat) (p. 8023).
Incriminations pénales (p. 8023).

Discussion de l'article unique [21 décembre 1987] :

Article unique *(créant dans le code pénal un chapitre intitulé : « de certaines infractions en matière de systèmes de traitements automatisés de données)* : ses observations sur l'amendement n° 1 de la commission (intitulant le chapitre : « de certaines infractions en matière informatique ») ; pour l'amendement n° 2 de la commission (supprimant le texte proposé pour l'article 462-2 A du code pénal déterminant avec précision les éléments constitutifs de chaque infraction) ; contre l'amendement n° 10 de M. François Asensi (supprimant la notion de maintien frauduleux dans un système dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 462-2 du code pénal) ; pour l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 8025) ; pour l'amendement n° 4 de la commission (rétablissant l'article 462-3 du code pénal dans les textes votés par l'Assemblée) ; pour l'amendement n° 5 de la commission (reprenant le texte adopté par l'Assemblée nationale pour la rédactio de l'acticle 462-4 définissant la nouvelle incrimination) ; pour l'amendement n° 6 de la commission (de coordination) ; pour l'amendement n° 7 de la commission (reprenant la rédaction de l'Assemblée pour l'article 462-5 du code pénal relatif à l'usage de documents reproduisant des données) (p. 8026) ; pour l'amendement n° 8 de la commission (précidant la notion d'association de malfaiteurs en matière informatique) et le sous-amendement n° 13 de la commission (évitant que l'association de malfaiteurs en matière informatique ne soit réprimée plus sévèrement que l'infraction en vue de laquelle elle est constituée).

Après l'article unique : contre l'amendement n° 11 de M. François Asensi (excluant l'exercice du droit de grève du champ d'application de l'article unique) ; jurisprudence du Conseil constitutionnel (p. 8027) ; contre l'amendement n° 12 de M. Roland Dumas (permettant la reproduction de logiciels et progiciels lorsqu'elle a pour objet le renseignement et à condition que leurs producteurs en soient préalablement avisés) ; prospérité de la France en matière de logiciels ; concertation interministérielle (p. 8027, 8028).

Titre : pour l'amendement n° 9 de la commission (rédigeant ainsi le titre de la proposition de loi « proposition de loi relative à la fraude informatique ») (p. 8028).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Jacques Toubon, Michel Péricard et René André relative à la protection des services de télévision ou de radiodiffusion destinés à un public déterminé (n° 833).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [15 juin 1987] :

Captation frauduleuse de programmes (p. 2389).
Décodeurs pirates (p. 2389).
Libertés fondamentales (p. 2389).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jacques Toubon modifiant l'article 815-5, alinéa 2, du code civil relatif à la vente d'un bien grevé d'usufruit (n° 704).

Première lecture, avant la discussion des articles [15 juin 1987] :

Droit successoral (réforme du —) (p. 2939).
Loi du 31 décembre 1976 (p. 2392).
Usufruitier (droits de l'-) (p. 2392).

— Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, relative à la situation des magistrats nommés à des fonctions du premier grade (n° 835).

Première lecture, avant la discussion des articles [15 juin 1987] :

Exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe (p. 2399).
Autorité de la chose jugée (p. 2398).
Conseil d'Etat (arrêt du 27 avril 1987) (p. 2398).
Egalité des justiciables devant la loi (p. 2398).
Personnalité de la mesure (p. 2398).
Sénat (texte adopté par le —) (p. 2398).
Séparation des pouvoirs (principe de —) (p. 2398).
Validation des actes accomplis par les magistrats (p. 2398).

Discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Article unique *(validant les nominations de magistrats à des fonctions de premier grade ainsi que les actes accomplis par ces magistrats antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi) :* contre l'amendement n° 1 de M. Michel Sapin (validation de la nomination du procureur de Nîmes annulée par le Conseil d'Etat) ; Conseil constitutionnel ; étude approfondie des intérêts du magistrat concerné ; contre l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Michel (validation des installations de magistrats) violation du principe de la séparation du pouvoir et de l'égalité des justiciables devant la loi (p. 2400).

— Projet de loi relatif aux obligations en matière de vente ou d'échange de certains objets mobiliers et à la répression du recel (n° 625).

Première lecture, avant la discussion des articles [29 juin 1987] :

Objets mobiliers (marquage des —) (p. 3350).
Objets mobiliers usagers ou anciens (obligation, pour les revendeurs et les organisateurs de foires à la brocante, de tenir des registres) (p. 3360).
Recel (aggravation des peines encourures) (p. 3350).
Recel (lutte contre le — et) (p. 3350, 3351).
Recels et vols (nombre de —) (p. 3350).

Discussion des articles :

Chapitre Ier : *dispositions relatives à la vente et à l'échange de certains objets mobiliers.*

Après l'article 1er : contre l'amendement n° 10 de Mme Paulette Nevoux (tendant à soumettre les vendeurs occasionnels d'objets mobiliers offerts au public, en lots ou par voie de presse, à l'obligation de tenir un registre) (p. 3355).

Après l'article 2 : ses observations sur l'amendement n° 16 de M. Gilbert Bonnemaison (tendant à préciser que les registres visés aux deux premiers articles de ce texte doivent contenir des éléments d'identification technique et commerciale du meuble vendu) et le sous-amendement n° 19 de Mme Marie-Josèphe Sublet (tendant à préciser que seuls les registres tenus par les vendeurs professionnels d'objets mobiliers usagers ou anciens contiennent les éléments d'identification technique et commerciale du meuble vendu) ; contre l'amendement n° 11 de M. Gilbert Bonnemaison (création d'un conseil consultatif pour la prévention et la répression du recel) (p. 3356, 3357).

Chapitre II : *dispositions modifiant le code pénal.*

Article 5 *(recel simple — recel professionnel ou habituel. Peines complémentaires) :* contre l'amendement n° 17 de M. Gilbert Bonnemaison (définition et répression du recel) ; contre le sous-amendement n° 20 de Mme Marie-Josèphe Sublet (tendant à compléter la définition du recel) ; contre le sous-amendement de Mme marie-Josèphe Sublet (tendant à supprimer dans l'amendement n° 17 la référence aux peines encourues) (p. 3358).

Chapitre III : *dispositions diverses.*

Après l'article 9 : ses réserves sur l'amendement n° 13 de M. Gilbert Bonnemaison (protection des victimes de vols et modification des articles 2279 et 2280 du code civil) (p. 3360).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] :

Recel (aggravation de la répression du —) (p. 6073).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie (n° 853).

Première lecture, avant la discussion des articles [3 juillet 1987] :

Bénévolat (p. 3638).
Délégués consulaires (désignation des —) (p. 3639).
Faillites et règlements judiciaires (compétence des tribunaux de commerce dans les —) (p. 3639).
Juges consulaires (recrutement et mandat des —) (p. 3639).
Légalisation des dispositions relatives aux tribunaux de commerce et à leur régime électoral (p. 3639).
Limite d'âge (p. 3639).
Présidents des tribunaux de commerce (désignation des —) (p. 3639).
Régime disciplinaire (institution d'un —) (p. 3638, 3639).
Tribunaux de commerce en tant que juridictions exceptionnelles (historique et situation actuelle des —) (p. 3638).

Discussion des articles [3 juillet 1987] :

Titre Ier : *tribunaux de commerce.*

Article 1er *(institution et compétences ; organisation et fonctionnement) :* ses observations sur l'amendement n° 17 de M. Georges-Paul Wagner (possibilité de choix pour les cadres de l'industrie et du commerce entre la compétence du tribunal de commerce et celle du conseil des prud'hommes) ; nécessité d'obtenir l'avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et celui des ministères concernés (p. 3644) ; amendement prématuré (p. 3645) ; contre l'amendement n° 25 de M. Gérard Welzer (expérience judiciaire minimale de deux ans pour la majorité des juges composant la formation de jugement en cas de procédure de redressement judiciaire simplifiée) (p. 3646).

Article 2 *(élection des juges des tribunaux de commerce ; électorat ; éligibilité ; scrutins et opérations électorales ; discipline des membres des tribunaux de commerce) :* pour l'amendement n° 1 de la commission (inéligibilité de tout candidat soumis à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire) : adopté.

Titre III : *élection des membres des chambres de commerce et d'industrie et des délégués consulaires.*

Article 6 *(élection des membres des chambres de commerce et d'industrie et des délégués consulaires) :* son amendement n° 19 (possibilité pour les membres et anciens membres des tribunaux de commerce et de chambres de commerce et d'industrie ayant perdu la qualité d'électeur d'être électeurs et éligibles dans la seule circonscription de la chambre de commerce et d'industrie où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions) : adopté (p. 3649) ; pour l'amendement n° 3 de la commission (prise en compte du nombre des salariés travaillant au siège social pour le calcul de la représentation supplémentaire de l'entreprise prévue à l'alinéa 12 de l'article 6) (p. 3650) ; ses observations sur l'amendement n° 22 de M. Ronald Perdomo (prévoyant à l'avant-dernier alinéa de l'article 6 que les cadres siègent en tant que mandataires des chefs d'entreprises et non en tant que cadres).

Article 7 *(élection des délégués consulaires) :* pour l'amendement n° 4 de la commission (précisant que les délégués consulaires sont élus dans la circonscription de chaque membre de commerce et d'industrie).

Article 9 *(détermination du nombre des sièges des délégués consulaires) :* pour l'amendement n° 5 de la commission (ré-

férence au nombre de membres élus et non titulaires dans le premier alinéa de l'article 9).

Article 10 *(critères de répartition des sièges entre catégories et sous-catégories professionnelles)* : contre l'amendement n° 14 de M. Jean Rigaud (application distincte du critère d'imposition et du critère de population constituée du nombre de patentés et de salariés prévus au premier alinéa de l'article 10) ; contre l'amendement n° 15 de M. Jean Rigaud (précisant au premier alinéa de l'article 10 que les bases d'imposition concernent la taxe professionnelle) ; contre l'amendement n° 16 de M. Jean Rigaud (application distincte du deuxième critère de répartition prévu au premier alinéa de l'article 10) ; choix des types d'imposition appartenant au Gouvernement ; variation d'une région à l'autre des spécificités économiques locales ; précarité de la taxe professionnelle.

Article 13 *(éligibilité aux fonctions de membres de chambres de commerce et d'industrie)* : son amendement n° 20 (définition détaillée des personnes appelées à être élues aux chambres de commerce et d'industrie) : adopté (p. 3651).

Article 14 *(droit de vote des électeurs)* : pour l'amendement n° 6 de la commission (interdisant le vote plural pour l'élection des délégués consulaires).

Article 16 *(organisation par le représentant de l'Etat dans le département des opérations pour l'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie)* : pour l'amendement n° 7 de la commission (application du droit commun en cas de fraude électorale) (p. 3652).

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 19 *bis* *(remboursement des frais de déplacement du juge commissaire sur l'actif du débiteur)* : ses observations sur l'amendement n° 24 de M. Philippe Marchand (de suppression) ; impossibilité de prévoir le remboursement par l'Etat des frais de déplacement du juge commissaire ; article 40 de la Constitution.

Article 21 *(renouvellement général des membres des tribunaux de commerce)* : son amendement n° 21 (fixant la période de renouvellement général des tribunaux de commerce du 15 novembre au 15 décembre) : adopté (p. 3653).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Première lecture, avant la discussion des articles [6 octobre 1987] :

Conseil d'Etat (compétences du —) (p. 3940).
Cours administratives d'appel (compétences des —) (p. 3939, 3940, 3958).
Cours administratives d'appel (organisation des —) (p. 3940, 3958).
Juges administratifs (recrutement des —) (p. 3958).
Juridictions administratives (rattachement administratif des —) (p. 3959).
Procédures préalables d'admission (p. 3959).
Procédures précontentieuses (p. 3940).
Recours (délais de — et affaires en instance) (p. 3939).
Recours pour excès de pouvoir (p. 3958).
Tribunal fiscal (création d'un —) (p. 3958).
Tribunaux administratifs (amélioration de l'organisation et du fonctionnement des —) (p. 3940).

Discussion des articles :

Article 1er *(compétences et organisation des cours administratives d'appel)* : contre les amendements n° 46 de M. Jean Foyer (tendant à donner compétence aux cours d'appel pour l'ensemble du contentieux administratif) et n° 40 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (même objet) (p. 3962).

Article 3 *(création d'un corps unique des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel)* : contre l'amendement n° 36 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Michel Sapin (rattachement de la gestion des tribunaux administratifs et des nouvelles cours d'appel au secrétariat général du Conseil d'Etat) ; réflexion du Gouvernement pas encore assez poussée pour choisir entre le ratachement au Conseil d'Etat et la chancellerie (p. 3964).

Article 7 *(pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat)* : contre l'amendement n° 3 de M. Jean Foyer (recevabilité du recours en cassation) (p. 3967).

Article 8 *(pourvoi en cassation dans le Conseil d'Etat)* : son amendement n° 38 (juridiction de renvoi dont la décision a été cassée devant statuer dans une autre formation, sauf exception) : rejeté (p. 3969).

Article 10 *(question de droit nouvelle justifiant qu'il soit sursis à statuer)* : contre l'amendement n° 23 de la commission (suppression de la condition d'urgence) ; retire son amendement n° 39 (tendant à supprimer le sursis à toute décision sur le fond) (p. 3970).

Seconde délibération du projet de loi :

Article 1er : son amendement n° 1 (compétence du Conseil d'Etat en appel, pour les recours en appréciation d'égalité et sur les litiges relatifs aux élections municipales et cantonales, et, décret en Conseil d'Etat pouvant modifier les matières transférées aux cours administratives d'appel) : adopté au scrutin public (p. 3973).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [4 décembre 1987] :

Contentieux de l'excès de pouvoir (p. 6809).
Recrutement dans les cours administratives d'appel (p. 6809).

Discussion des articles [4 décembre 1987] :

Article 3 : ses observations sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Michel (gestion des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel relevant du secrétariat général du Conseil d'Etat) (p. 6814).

Article 8 : ses observations sur l'amendement 7 de la commission (Conseil d'Etat statuant définitivement lorsque l'affaire fait l'objet d'un second pourvoi en cassation) (p. 6817).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :

Cours d'appel (compétences des —) (p. 7912).
Question préjudicielle (p. 7913).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 octobre 1987] :

Association « Le Patriarche » (p. 4063).
Chiens douaniers (p. 4064).
Douanes (renforcement des pouvoirs des —) (p. 4046, 4064).
Drogue (importance de la consommation et du trafic) (p. 4046).
Prévention de la toxicomanie (p. 4045, 4064).
Recherche scientifique sur la toxicomanie (et notamment abandon du projet de création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche et de l'information sur la toxicomanie) (p. 4064, 4065).
S.I.D.A. (prophylaxie du —) (p. 4064).
Toxicomanes (traitement médical et réinsertion sociale des —) :
— centres d'accueil et de soins (p. 4045, 4063) ;
— injonction thérapeutique (p. 4045) ;
— médecins (rôle des — et coopération avec les magistrats) (p. 4045, 4064) ;
— placement d'office (hypothèse d'un —) (p. 4064) ;
— réinsertion sociale des toxicomanes (p. 4046, 4063).
Toxicomanie (lutte contre la — et notamment action de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie) (p. 4045).
Trafic de stupéfiants (répression du —) :
— coopération européenne (p. 4064) ;
— coopération internationale (p. 4064) ;
— petits trafiquants et trafiquants usagers (p. 4063, 4064) ;
— repentis (réduction des peines pour les —) (p. 4046, 4063) ;
— sanctions financières contre les trafiquants et contre le « blanchissement » des fonds provenant du trafic (p. 4046) ;
— trafiquants étrangers (p. 4064).
Trafic de stupéfiants et toxicomanie (qualification pénale et modification des règles concernant le cumul des peines pour les seules affaires de drogue) (p. 4046).

Discussion des articles [8 et 9 octobre 1987] :

Article 1er A *(création d'un institut national de l'enseignement de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies)* : pour les amendements n° 1 de la commission et n° 22 de Mme Catherine Trautmann (de suppression) (p. 4065) ; demande le report des travaux de l'Assemblée à la séance du lendemain pour examiner certains amendements déposés tardivement (p. 4071).

Après l'article 1er A : contre l'amendement n° 37 de M. François Bachelot (tendant à prévoir un délai de 30 jours pour la réalisation de l'examen médical et de l'enquête sociale prévus à l'article L. 355-15 du code de la santé publique) (p. 4100) ; contre l'amendement n° 38 de M. François Bachelot (tendant à prévoir un délai de 30 jours à l'article L. 355-16 du code de la santé publique) (p. 4101) ; contre l'amendement n° 41 de M. François Bachelot (possibilité pour l'autorité sanitaire d'enjoindre à une personne ne nécessitant pas une cure de désintoxication de se placer sous la surveillance d'un médecin figurant sur la liste des experts judiciaires, d'un dispensaire d'hygiène sociale ou d'un établissement sanitaire agréé) (p. 4103).

Titre Ier *dispositions relatives à la lutte contre le trafic de stupéfiants.*

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 43 de M. François Bachelot (renforcement des peines prévues à l'article L. 626 du code de la santé publique en cas d'infraction à la législation sur les substances vénéneuses) (p. 4104).

Article 1er *(répression du « blanchissement » des fonds provenant du trafic de stupéfiants) :* contre l'amendement n° 44 rectifié de M. François Bachelot (aggravation des peines frappant les trafiquants professionnels de la drogue et rétablissant notamment la peine de mort) (p. 4106) ; demande la réserve des votes sur l'ensemble des articles et des amendements restant en discussion en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution et de l'article 96 du règlement de l'Assemblée (p. 4124) ; contre l'amendement n° 29 de Mme Catherine Trautmann (tendant à punir d'une peine de réclusion criminelle la participation à un groupement de trafiquants) (p. 4125).

Après l'article 1er : contre l'amendement n° 30 de Mme Catherine Trautmann (peines complémentaires) (p. 4127).

Article 2 *(article L. 627-4 à L. 627-6 nouveau du code de la santé publique) ; article L. 627-5 du code de la santé publique* (mesures conservatoires ; exemptions ou réductions de peines pour les repentis) : contre l'amendement n° 15 rectifié de M. Guy Ducoloné (suppression du texte proposé pour cet article) ; contre l'amendement n° 24 de Mme Catherine Trautmann (même objet) ; contre l'amendement n° 45 de M. François Bachelot (même objet) (p. 4128) ; *article L. 627-6 du code de la santé publique* (durée des prescriptions de l'action publique et de la peine ; contrainte par corps) : contre l'amendement n° 19 de Mme Catherine Trautmann (suppression du premier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 4138).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 46 de M. François Bachelot (ayant pour objet de permettre au Procureur de la République de ne plus être lié par l'injonction thérapeutique qu'il délivre et de traduire l'usager devant la juridiction de jugement chaque fois qu'il l'estimera nécessaire) ; contre l'amendement n° 47 de M. François Bachelot (prévoyant l'application des dispositions du code de procédure pénale relatives au contrôle judiciaire à la cure thérapeutique ordonnée par le juge d'instruction) (p. 4139) ; contre l'amendement n° 48 de M. François Bachelot (possibilité pour la juridiction de jugement d'ordonner un ajournement du prononcé de la peine assorti d'une injonction thérapeutique) (p. 4140) ; contre l'amendement n° 50 de M. François Bachelot (déroulement de la cure de désintoxication) ; coopération entre les magistrats et les médecins de la D.D.A.S.S. ; contre l'amendement n° 51 de M. François Bachelot (abrogation de l'article L. 628-6 du code de la santé publique) ; application progressive de la loi de 1970 à Paris et en province ; coopération entre le corps médical et les magistrats (p. 4141).

Article 3 *(institution d'une peine complémentaire de confiscation de tout ou partie des biens du condamné) :* contre l'amendement n° 3 de la commission (tendant à exclure de la confiscation les biens acquis par voie successorale) (p. 4142).

Après l'article 4 : contre l'amendement n° 21 de Mme Catherine Trautmann (fermeture administrative des entreprises ayant vendu à un mineur un substitut à un stupéfiant) (p. 4143).

Après l'article 4 *bis* : ses observations sur les amendements n° 53 de M. François Bachelot (prévoyant que les trafiquants étrangers seront frappés d'une interdiction définitive du territoire français) et n° 5 de la commission (prévoyant qu'en cas de condamnation à l'interdiction définitive du territoire le condamné ne pourra demander à bénéficier des dispositions de l'article 55-1 du code pénal) (p. 4144).

Article 5 *(possibilité pour le service des douanes d'intervenir au-delà des eaux territoriales et jusqu'à 24 milles des côtes) :* pour l'amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) ; part des crédits de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie consacrés aux douanes (p. 4145).

Après l'article 5 : pour l'amendement n° 7 de la commission (détection de la drogue passée « in corpore » grâce à des examens médicaux) ; contre l'amendement n° 59 de M. François Bachelot (même objet) (p. 4147).

Article 6 *(possibilité pour les agents des douanes de visiter les navires en dessous de 1 000 tonneaux de jauge brute) :* ses réserves sur l'amendement n° 8 de la commission (portant à 1 500 tonneaux de jauge brute la capacité des navires pouvant être visités par les agents des douanes) (p. 4148).

Après l'article 6 : contre l'amendement n° 66 de M. François Bachelot (tendant à porter à 72 heures la durée de la retenue douanière) ; contre l'amendement n° 67 de M. François Bachelot (précisant que les tribunaux ne peuvent relaxer les contrevenants pour défaut d'intention en matière de stupéfiants) (p. 4150) ; regrette que l'Assemblée n'ait pas saisi l'occasion de procéder à une réforme d'ensemble sur la confusion des peines.

Titre III : *dispositions diverses.*

Article 7 *(réforme du régime des infractions en concours ; cumul, non cumul et confusion des peines) :* ses observations sur les amendements n° 33 de la commission et 56 de M. Joseph Franceschi (limitant la portée de la réforme concernant la confusion des peines aux cas dans lesquels certaines infractions à la législation sur les stupéfiants sont en concours avec un crime) (p. 4153).

Avant l'article 9 : contre les amendements n° 20 rectifié de Mme Catherine Trautmann (possibilité de soumettre à une cure de désintoxication un prévenu ayant commis un délit autre que le délit d'usage, motivé par l'usage de la drogue) et 13 de M. Michel Hannoun (ajournement avec mise à l'épreuve) (p. 4155) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jean-Marie Le Pen : retard pris dans le débat à cause du Front national ; annonce son intention de faire voter ce projet (p. 4158).

Article 10 *(dispositions relatives aux publications destinées à la jeunesse) :* son amendement n° 73 (répression de la discrimination et de la haine raciale) (p. 4160) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution.

Après l'article 10 : contre l'amendement n° 57 de M. François Bachelot (répression de l'apologie de l'usage de la drogue) ; son amendement n° 74 (répression de l'apologie des crimes contre l'humanité) (p. 4164) ; nécessité de combler des lacunes de la loi sur la presse concernant l'apologie de la toxicomanie et les crimes contre l'humanité ; notion de crime contre l'humanité ayant été définie par la charte de Nuremberg (p. 4165) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4180) ; contre le sous-amendement n° 76 de M. Jean-Marie Le Pen (p. 4177).

Titre : demande en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution et de l'article 96 du Règlement de l'Assemblée, à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi compte tenu des votes exprimés sur l'article 1er A et avant l'article 1er, et modifiés par les amendements suivants : n° 2 après l'article 1er, n° 4 à l'article 4 *bis*, n° 5 après l'article 4 *bis*, n° 6 à l'article 5, n° 7 après l'article 5, n° 32 et n° 55 avant l'article 7, n° 33 à l'article 7, n° 34 avant l'article 9, n° 9 à l'article 9, n° 10 et n° 73 à l'article 10, n° 74 après l'article 10, n° 35 à l'article 11 et n° 12 au titre de la loi (p. 4182).

Après les explications de vote :

Front national (comportement du —) (p. 4184).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Légion d'honneur (diminution du budget annexe de la —) (p. 4506).

Maisons d'éducation de Saint-Denis et des Loges (p. 4506).

Réponses aux questions (p. 4506) :

Anciens combattants de la guerre d'Indochine (attribution de la Légion d'honneur aux —) (M. Roger Holeindre) (p. 4506).

Justice. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Chalandon (Albin) (sa mise en cause dans une affaire judiciaire) (p. 4516, 4526).

Conciliateur (p. 4513).

Détention provisoire (p. 4514, 4527).

Education surveillée (p. 4513).

Etablissements pénitentiaires (programme de construction d'—) (p. 4511).
Fonctionnaires d'aide à la décision (p. 4527).
Insécurité (lois adoptées pour lutter contre l'—) (p. 4511).
Instruction (réforme de l'—) (p. 4513, 4527).
Magistrats (effectif des —) (p. 4512, 4527).
Magistrats (statut financier des —) (p. 4512, 4527).
Martinique et Guadeloupe (report de la construction de nouveaux établissements pénitentiaires en —) (p. 4527).
Prison des Baumettes à Marseille (p. 4527).
Programme des « 15 000 places » (loi du 22 juin 1987) (p. 4512, 4527).

Rappel au règlement de M. Philippe Marchand (ses observations sur le —) (p. 4526).
Services pénitentiaires et services judiciaires (comparaison des crédits des —) (p. 4527).

Réponses aux questions (p. 4528) :

Aides aux victimes (M. Michel Sapin) (p. 4536).
Aide judiciaire (M. Philippe Marchand) (p. 4529).
Auxiliaires de justice (indemnités des —) (M. Philippe Marchand) (p. 4529).
Baumettes (prison des — à Marseille) (M. Michel Pezet) (p. 4533).
Chantiers de jeunes (M. Joseph Menga) (p. 4535).
Coopération judiciaire internationale pour lutter contre la grande délinquance (M. Jean-Pierre Bechter) (p. 4530).
Coordination de l'action interministérielle (Mme Catherine Trautmann) (p. 4528).
Education surveillée (Mme Paulette Nevoux) (p. 4535).
Education surveillée (directeur de l'—) (M. Joseph Menga) (p. 4534, 4535).
Etablissements pénitentiaires (M. Henri Cuq) (p. 4530).
Fonctionnaires d'aide à la décision (M. Pierre Sirgue) (p. 4532).
Informatisation des services judiciaires (M. Dominique Saint-Pierre) (p. 4529).
Instruction (collégialité de l'—) (MM. Pierre Sirgue, Gérard Welzer) (p. 4534).
Liquidation judiciaire des entreprises (modification de la loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la —) (M. Jean Roussel) (p. 4532).
Marseille (création d'un centre de semi-liberté autonome à —) (M. Michel Pezet) (p. 4533).
Peines de substitution (M. Michel Sapin) (p. 4533).
Personnels publics des établissements pénitentiaires (conséquences pour les — de la privatisation de certaines activités) (M. Henri Cuq) (p. 4531).
Témoins (accueil des —) (M. Michel Sapin) (p. 4536).
Terrorisme (indemnités des magistrats affectés à la lutte contre le —) (M. Jean-Pierre Bechter) (p. 4530).
Toxicomanie (lutte contre la —) (Mme Catherine Trautmann) (p. 4528).
Tribunaux administratifs (transfert de la tutelle des — au ministère de la justice) (M. Henri Cuq remplaçant M. Serge Charles) (p. 4531).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Concertation menée sur le projet (p. 5967).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Jacques Toubon et plusieurs de ses collègues portant maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance (n° 940).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 novembre 1987] :

Affaires en instance devant les cours d'appel et les tribunaux de grande instance (résorption du stock d'—) (p. 6463, 6468).
Carrières des magistrats (blocage des —) (p. 6468).
Effectifs des magistrats et besoins réels des juridictions (adaptation des —) (p. 6468).
Mutation ou réintégration (demande de — par des magistrats arrivant à l'âge de la retraite et pouvant être maintenus) (p. 6463).
Participation du Gouvernement à l'élaboration de la présente « proposition » de loi (p. 6468).
Recrutement et rémunération des magistrats (p. 6468).
Surnombre (maintien en — des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance atteints par la limite d'âge) (p. 6463, 6468).

Discussion des articles (p. 6468) :

Article 1er *(maintien en activité des magistrats atteignant la limite d'âge fixée par l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature)* : contre l'amendement n° 2 de M. Michel Sapin (de suppression) ; son amendement n° 5 (application de la mesure jusqu'au 31 décembre 1995) ; temps nécessaire pour résorber les affaires accumulées ; adopté ; son amendement n° 6 (maintien des magistrats en activité en surnombre) ; renforcement des effectifs ; adopté (p. 6469).

Article 2 *(rémunération des magistrats maintenus en activité)* : contre l'amendement n° 3 de M. Michel Sapin (de suppression).

Article 3 *(âge limite du maintien en activité)* : contre l'amendement n° 4 de M. Michel Sapin (ramenant à 65 ans l'âge limite du maintien en activité) (p. 6470).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 et 10 décembre 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 7023, 7024).
Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7028).
Affaires judiciaires :
— affaire Chaumet (p. 7024, 7027, 7043) ;
— affaires des fausses factures de Lyon (p. 6990, 7024) ;
— mise en cause de M. Chalandon (p. 7023, 7028) ;
— pressions exercées par le parquet sur les juges d'instruction (p. 6990, 7023, 7024).
Instruction : généralités :
— chambres d'accusation (composition) (p. 7014) ;
— chambres d'accusation (rôle en matière d'instruction) (p. 7014) ;
— instruction (historique de l'—) (p. 6990, 6991, 6992) ;
— juges d'instruction (rôle des — et reproches adressés aux —) (p. 6992, 7014, 7064).
Placement en détention provisoire :
— applicabilité de la réforme (p. 7063) ;
— chambres d'accusation (rôle en matière de détention provisoire) (p. 7014) ;
— chambres des garanties (composition des —) (p. 7014) ;
— chambres des garanties et principe constitutionnel de la séparation des juridictions d'instruction et de jugement (p. 7063, 7064) ;
— effectifs des magistrats dans les tribunaux et besoins nécessités par la mise en œuvre de la réforme (p. 6994, 7014, 7015, 7063) ;
— loi du 10 décembre 1985 (principales dispositions et abrogation de la —) (p. 6994, 7024) ;
— mineurs (situation des —) (p. 7064) ;
— mise sous main de justice (p. 7064) ;
— placement en détention provisoire (transfert de la compétence des juges d'instruction aux chambres des garanties) (p. 6992, 6993, 6995, 7013, 7014).

Rappel au règlement (ses **observations** sur le —) de M. Pierre Descaves : informe l'Assemblée que le ministre chargé des relations avec le Parlement viendra indiquer avant la levée de séance les conséquences qui résultent des modifications apportées à l'ordre du jour par le Gouvernement [10 décembre 1987] (p. 7073).

Discussion des articles [10 et 11 décembre 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 46 de M. Jean-Pierre Michel (entrée en vigueur de la loi dite Badinter du 10 décembre 1985, le 1er mars 1989) (p. 7074) ; ses observations sur l'amendement n° 28 corrigé de M. Georges-Paul Wagner (exercice de la fonction de juge d'instruction étant subordonné à l'accomplissement préalable pendant une durée de cinq ans au moins d'activités successivement au Parquet et au siège en qualité de substitut et de juge) (p. 7075) ; ses observations sur l'amendement n° 47 de M. Joseph Menga (détention provisoire des mineurs) (p. 7077).

Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 2 *(institution et composition de la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire) :* séparation du pouvoir d'instruction et du pouvoir d'incarcération (p. 7080, 7081) ; contre l'amendement n° 56 de M. Jean-Pierre Michel (magistrat ne pouvant participer au jugement d'une affaire pénale dont il a connu certains éléments en qualité de membre de la chambre de garantie des libertés individuelles) ; absence d'obstacle juridique interdisant à un magistrat ayant siégé sur le placement en détention provisoire de siéger ultérieurement au sein de la formation de jugement (p. 7088) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Michel Sapin : regrette que des membres du groupe socialiste exercent des pressions sur la justice (p. 7102) ; Parquet général de la Cour de cassation ayant requis en toute liberté le rejet du dessaisissement du juge Grellier (p. 7103) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Gérard Welzer : mise en cause par le groupe socialiste de la décision des magistrats de la Cour de cassation ; regrette les troubles alimentés par « l'effervescence d'un certain nombre de juges et particulièrement des juges d'instruction » (p. 7104).

Article 3 *(dispositions relatives au contrôle judiciaire) :* contre l'amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Michel (mandat d'arrêt ou de dépôt ne pouvant être signifié à l'inculpé s'étant soustrait au contrôle judiciaire qu'après des observations du juge d'instruction chargé de l'affaire) (p. 7111).

Article 5 *(saisine de la chambre ; placement provisoire sous main de justice) :* son amendement n° 25 (cas où l'inculpé est retenu sur place en attendant sa comparution) : adopté ; son amendement n° 26 (inculpé devant lorsqu'il demande un délai pour préparer sa défense faire connaître sa requête au juge d'instruction et non pas à la chambre) ; son amendement n° 27 (prolongation du délai d'un jour ouvrable au cas dans lequel pour des raisons de force majeure la chambre n'a pas la possibilité de statuer dans le délai de trois jours ouvrables) ; amendement n° 26 : adopté ; amendement n° 27 : adopté par assis et levé (p. 7116) ; son amendement n° 86 (possibilité d'interjeter l'appel de l'ordonnance de placement sous-main de justice en même temps que de la décision de placement en détention provisoire rendu par la chambre) : adopté (p. 7117).

Article 7 *(dispositions relatives aux prolongations de détention provisoire) :* contre l'amendement n° 10 de la commission (chambre des garanties pouvant prolonger la détention pour une durée n'excédant pas quatre mois) (p. 7121).

Titre II : *dispositions relatives au fonctionnement de la chambre d'accusation.*

Article 13 *(simplification de la procédure en matière d'appel devant la chambre d'accusation) :* contre l'amendement n° 13 de la commission (harmonisation des délais impartis aux juridictions d'appel pour statuer en matière de détention provisoire ou sur une demande de mise en liberté) (p. 7123).

Titre III : *dispositions diverses.*

Avant l'article 15 : ses observations sur l'amendement n° 17 de la commission (institution du témoin assisté) ; inculpation étant perçue comme une présomption de culpabilité ; son sous-amendement n° 87 à l'amendement n° 17 de la commission (institution du témoin assisté étant réservé au cas de plainte avec constitution de partie civile) (p. 7171) ; adopté (p. 7172) ; ses observations sur l'amendement n° 82 de M. Emmanuel Aubert (juge d'instruction ayant le pouvoir d'inculper toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves et concordant d'avoir pris part comme auteur ou complice aux faits qui lui sont déférés) (p. 7176) ; commission de réforme de l'instruction (p. 7177) ; ses observations sur l'amendement n° 19 de la commission (inculpation étant prescrite par ordonnance spécialement motivée ; possibilité de recours contre l'ordonnance d'inculpation) (p. 7180, 7181).

Article 15 *(fixation des audiences correctionnelles du tribunal de grande instance) :* contre l'amendement n° 76 de M. Jean-Pierre Michel (Assemblée générale du tribunal de grande instance arrêtant à la fin de chaque année judiciaire les rôles du tribunal pour l'année suivante) (p. 7182).

Après l'article 16 : ses observations sur l'amendement n° 24 de la commission (institution d'un délit d'atteinte à la présomption d'innocence) ; conflit entre la présomption d'innocence et la liberté de la presse (p. 7185).

Seconde délibération du projet de loi [11 décembre 1987] :

Article 2 : son amendement n° 1 (rétablissement de l'article) : adopté au scrutin public (p. 7187).

Ses observations après les explications de vote [11 décembre 1987] :

Chambre d'accusation (moyens de la —) (p. 7190).

Magistrats instructeurs (statut des —) (p. 7190).

Placement en détention provisoire (appréciations sur les nouvelles modalités du —) (p. 7190).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :

Protection des libertés (p. 7915).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide (n° 92) et proposition de loi tendant à réprimer l'incitation au suicide (n° 723).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [14 décembre 1987] :

Comportement de tiers en relation avec un suicide (répression du —) :

— aide au suicide (exclusion de — de l'incrimination) (p. 7312) ;

— incrimination retenue (champ couvert par celle-ci ; définition ; rejet de la notion d'incitation et d'aide au suicide au profit de celle de provocation à un suicide) (p. 7312) ;

— incrimination retenue à l'étranger pour réprimer l'incitation et l'aide au suicide (p. 7312).

Euthanasie (p. 7312).

Liberté d'expression (p. 7311).

Suicide (droit au — ; absence de répression du — depuis 1789) (p. 7312).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide (n° 92).

Première lecture, discussion des articles [14 décembre 1987] :

Article 1er *(répression de l'incitation ou l'aide apportée au suicide ; circonstances aggravantes ; propagande ou publicité en faveur d'éléments destinés ou présentés comme de nature à se donner la mort) :* pour l'amendement n° 1 rectifié de la commission (répression de la provocation au suicide ; circonstances aggravantes se limitant au délit commis à l'égard des mineurs de moins de 15 ans ; propagande ou publicité en faveur d'éléments préconisés comme moyens de se donner la mort ; cas des délits commis par un moyen de communication audiovisuelle) ; intention coupable ; aide au suicide étant écartée du champ d'application de cet article ; euthanasie ; notion de provocation au suicide ; établissement de l'élément intentionnel par la jurisprudence ; nécessité de ne retenir cet élément que lorsqu'il sera manifeste (p. 7318).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux fusions et aux scissions de sociétés commerciales et modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales (n° 1034).

Première lecture : avant la discussion des articles [21 décembre 1987] :

Harmonisation du droit français à la législation européenne (p. 8018).

Sénat (modifications apportées par le —) (p. 8018, 8019).

CHAMBRUN (Charles de)

Député du Gard
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à faciliter la **transmission des entreprises** par l'allégement des droits de mutation à titre gratuit **(n° 872)** [18 juin 1987].

Proposition de loi tendant au **rééchelonnement des dettes** de certains **exploitants agricoles (n° 1187)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 265,** posée le 16 juin 1987 : **électricité et gaz (tarifs)** (p. 2500) ; appelée le 19 juin 1987 : **industrie électrométallurgique et monopole d'E.D.F.** : remplacé par M. François Porteu de la Morandière (p. 2892).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).**

Première lecture, discussion des articles [21, 22 mai 1987]

Titre 1er : *actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 41 de M. Christian Baeckeroot (étude annuelle de droit comparé sur les mesures fiscales prises à l'étranger ayant une répercussion sur l'emploi) : rejeté au scrutin public ; soutient l'amendement n° 42 de M. Christian Baeckeroot (tableau comparatif des dix pays de l'O.C.D.E. ayant le plus faible taux de chômage) : rejeté ; soutient l'amendement n° 43 de M. Christian Baeckeroot (tableau comparatif des taux de prélèvements obligatoires des dix pays de l'O.C.D.E. ayant le plus faible taux de chômage) : rejeté ; soutient l'amendement n° 44 de M. Christian Baeckeroot (étude des prélèvements obligatoires dans différents pays) : rejeté ; soutient l'amendement n° 45 de M. Christian Baeckeroot (évolution des balances commerciales et de l'emploi de différents pays) : rejeté ; soutient l'amendement n° 46 de M. Christian Baeckeroot (résorption du chômage dans différents pays) : rejeté (p. 1482).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international sur le blé de 1986 comprenant la convention sur le commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire (n° 613)**

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Abstention du Front national (p. 2376).
Accord de 1986 (p. 2376).
Espionnage industriel (p. 2376).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Article 7 *(amélioration de la provision pour le financement des entreprises agricoles) :* son approbation de l'article (p. 4369) ; difficultés relatives aux propriétés agricoles au moment des successions ; seuil de restitution des taxes sur les céréales (p. 4369).

Deuxième partie :

Économie, finances et privatisation, services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaires et médailles, budget annexe de l'imprimerie Nationale. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987]

Commerce extérieur :
— politique commerciale (p. 5739).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987].

Après l'article 61 : son amendement n° 288 (primes d'arrachage des vignes versées par la communauté économique européenne ; non imposition au titre des plus-values) (p. 5913) ; retiré (p. 5914).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique en matière de privatisation et débat sur cette déclaration.**

Discussion [27 octobre 1987] :

Actionnaires des sociétés privatisées :
— actionnariat populaire (valeur de l') (p. 4906).
Bourse :
— Crise boursière de l'automne 1987 (p. 4907).
Modalités des privatisations :
— Calendrier de la politique de privatisation (p. 4906, 4907).

CHAMMOUGON (Edouard)

Député de la Guadeloupe
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :
Agriculture dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4611).
Communauté économique européenne (intégration des D.O.M.-T.O.M. dans la —) (p. 4610, 4611).
Crédits (montant et répartition des —) (p. 4610, 4611).
Guadeloupe (situation en —) (p. 4610, 4611).
Loi de programme du 31 décembre 1986 (application de la —) (p. 4610).

CHANDERNAGOR (André)

Premier président de la Cour des comptes

Dépôt du **rapport de la Cour des comptes** au titre de l'année 1987 [25 juin 1987] (p. 3152).

CHANFRAULT (Guy)

Député de la Haute-Marne
Socialiste

S'inscrit au groupe Socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 604)**

Première lecture, avant la discussion des articles : [28 et 29 avril 1987] :
Chef de service (statut et rôle du —) (p. 755).
Commission médicale d'établissement (C.M.E.) (p. 755).
Département médical (p. 754, 755).
Pôles d'activités (p. 755).
Service (rétablissement du —) (p. 755).

CHANTELAT (Pierre)

Député de la Haute-Saône
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à favoriser la **reprise d'un logement loué** pour le destiner à **l'usage d'habitation des ascendants (n° 981)** [28 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :
Politique de la famille :
— effets de la loi du 29 décembre 1986 (p. 5291).

CHAPUIS (Robert)

Député de l'Ardèche
Socialiste

S'inscrit au groupe Socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie (n° 781) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) éducation nationale : recherche) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** ; tome VI : **éducation nationale : recherche (n° 965)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Catastrophes et risques (énumération des —) (p. 3298).
Forêt (lutte contre les incendies de —) (p. 3299).
Plans O.R.S.E.C. (p. 3299).
Sécurité civile (organisation de la —) (p. 3299).

Discussion des articles [8 juillet 1987] ;

Titre 1er : *organisation de la sécurité civile.*

Article 1er *(définition de la sécurité civile, plans d'organisation des secours ; urgence)* : soutient l'amendement n° 154 de M. Joseph Franceschi (définition de la sécurité civile) (p. 3775) ; devenu sans objet (p. 3776) ; contre l'amendement n° 174 corrigé de la commission des lois (rédactionnel).

Article 2 *(contenu des plans d'organisation des secours et des plans d'urgence)* : ses observations (p. 3778).

Article 2 *bis* *(champ d'application des plans d'organisation des secours et des plans d'urgence)* : ses observations (p. 3779, 3780).

Article 4 *(pouvoirs du ministre chargé de la sécurité civile)* : ses observations ; soutient l'amendement n° 156 de M. Joseph Franceschi (la distinction entre les moyens relevant de l'Etat et ceux des collectivités locales) (p. 3788) ; devenu sans objet.

Article 5 *(pouvoirs du représentant de l'Etat au sein de la zone de défense)* : ses observations ; son amendement n° 176 (augmentation des effectifs des unités d'intervention de la sécurité civile) (p. 3790) ; rejeté (p. 3791).

Article 7 *(pouvoirs des représentants de l'Etat dans le département)* : son amendement n° 157 soutenu par M. Georges Le Baill (tendant à conserver une coordination étroite entre le représentant de l'Etat et les collectivités concernées) : rejeté (p. 3800).

Article 8 *(plans particuliers d'intervention)* : ses observations (p. 3801, 3802).

Article 9 *bis* *(répartition des dommages subis par les personnes requises)* : ses observations (p. 3802).

Article 11 *(financement des opérations de secours)* : ses observations (p. 3804).

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre Ier : *information.*

Après l'article 15 : pour l'amendement n° 30 de la commission de la production (sanctions pénales à l'encontre des exploitants d'une installation soumise à un plan particulier d'intervention qui auraient omis d'informer le représentant de l'Etat) ; ses observations sur l'amendement n° 32 rectifié de la commission de la production (amélioration de l'information du Parlement en matière nucléaire) et sur le sous-amendement n° 115 du Gouvernement (création d'une délégation investie d'une mission particulière d'information du Parlement sur le fonctionnement des installations classées) (p. 3824, 3825).

Chapitre III : *défense de la forêt contre l'incendie.*

Article 19 : *(financement du débroussaillement)* : ses observations sur l'amendement n° 213 de M. René Souchon (de suppression) (p. 3848).

Chapitre V : *prévention des risques technologiques.*

Avant l'article 30 : ses observations sur l'amendement n° 44 de la commission de la production (étude de danger prenant en compte la prévention des risques majeurs d'origine technologique) (p. 3860).

Article 33 *(prévention des risques entraînés par le transport de produits chimiques par canalisation)* : soutient l'amendement n° 186 de M. Alain Richard (compétence liée du représentant de l'Etat quant à la mise en demeure de l'exploitant) : rejeté (p. 3863).

Article 34 *(mesures de sécurité applicables aux canalisations d'hydrocarbures)* : soutient l'amendement n° 215 de M. Alain Richard (mise en demeure obligatoire) : rejeté (p. 3864).

Article 35 *(constitution de garanties financières par les exploitants de certaines installations)* : son approbation (p. 3865).

Après l'article 35 : son amendement n° 217 (sursis à exécution de la décision lorsqu'il y a absence d'étude de danger) : retiré (p. 3866).

Titre III : *aménagement du droit local de la chasse.*

Article 36 *(aménagement du droit local de la chasse)* : pour les amendements n° 106 de la commission des lois et 50 de la commission de la production (de suppression) (p. 3869, 3870).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre 1er du Livre 1er du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] :

Apprentis (rémunération des —) (p. 3510).
Apprentissage :
— contrat d'— (p. 3510) ;
— lien ou concurrence avec le système éducatif (p. 3510).
Charges patronales (exonération des — de sécurité sociale) (p. 3510).
Entreprises (p. 3510).
Régions (rôle des —) (p. 3509).

Discussion des articles [2 juillet 1987]

Article 1er *(définition de l'apprentissage)* : contre l'amendement n° 34 de la commission (préparation par l'apprentissage de diplômes du second degré et du supérieur) ; nécessaire développement préalable de l'enseignement technique (p. 3536) ; contrat d'apprentissage visé par les responsables des C.F.A. et les représentants des comités départementaux de la formation professionnelle (p. 3539).

Article 2 *(durée du contrat d'apprentissage et conclusion de contrats successifs)* : ses observations ; création d'une filière de formation complète concurrente des autres ; limitation à deux contrats successifs (p. 3542) ; soutient l'amendement n° 84 de M. Michel Berson (transformation du contrat d'apprentissage en contrat à durée déterminée en cas d'obtention du diplôme ; rémunération minimum fixée au S.M.I.C.) ; risque d'utilisation abusive de la formation en alternance par les entreprises (p. 3545) ; rejeté au scrutin public (p. 3547).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. *Questions* [22 octobre 1987] :

Aides à l'artisanat (notamment en faveur des jeunes et des chômeurs créateurs d'entreprise) (p. 4643).

Education nationale. II. — Recherche et enseignement supérieur. — *Examen des fascicules* [29 octobre 1987] :

Rapporteur pour avis.

Recherche :

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.) (p. 5060).
Agence nationale pour la valorisation de la recherche (A.N.V.A.R.) (p. 5060).
Centre d'études des systèmes et technologies avancées (C.E.S.T.A.) (p. 5060).
Chercheurs (effectif des —) (p. 5060).
Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) (p. 5060).
Crédit d'impôt-recherche (p. 5060).
Effort budgétaire de recherche-développement (E.B.R.D.) (p. 5059, 5060).

Evaluation de la recherche et de la technologie (notamment rôle d'un conseil supérieur de la recherche et de la technologie) (p. 5060, 5061).
Fonds de recherche et de technologie (F.R.T.) (p. 5060).
Ingénieurs, techniciens et agents (I.T.A.) (p. 5060).
Organismes publics de recherche (dont C.N.R.S.) (p. 5060).
Recherche civile (effort de —) (p. 5059, 5060).
Recherche industrielle (p. 5060).
Recherche militaire (p. 5060).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. I. — Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Examen des fascicules* [4 novembre 1987] :

Aides à la personne (aide personnalisée au logement et allocation logement) (p. 5356).
Aménagement du territoire (politique globale et adoption d'un plan français sur 15 ans) (p. 5335).
Contrats de programme Etat-région (exécution des —) (p. 5355).
Fonds européen de développement région (p. 5355).
Habitations à loyer modéré (H.L.M.) (p. 5356).
Prêts locatifs aidés (et fongibilité des aides) (p. 5346).
Primes d'aménagement du territoire (p. 5355).

CHARBONNEL (Jean)

Député de la Corrèze
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

CHARETTE (Hervé de)

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan

DEPOTS

Projet de loi portant **diverses mesures d'ordre social (n° 738)** [13 mai 1987].

Projet de loi portant **réforme** de la **planification (n° 1227)** [3 février 1988].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **Mme Jacqueline Hoffmann : atteinte au droit de grève et attaques contre les libertés chez Renault** : révision des dispositions de la loi dite « loi Le Pors » ; nécessité d'assurer la continuité du service public [17 juin 1987] (p. 2511) ;

— **M. Gérard Collomb : grève des fonctionnaires** : mesures prises par le Gouvernement en faveur des fonctionnaires [14 octobre 1987] (p. 4279) ;

— **M. Jacques Godfrain : mensualisation des retraites des fonctionnaires** : modalité d'application de la loi du 30 décembre 1974 prévoyant la mensualisation progressive du paiement des pensions et des fonctionnaires retraités de l'Etat [4 novembre 1987] (p. 5363) ;

— **M. Jacques Bichet : rémunération des fonctionnaires** : rappelle les dispositions prises en matière salariale pendant l'année 1987 pour l'ensemble des fonctionnaires [12 novembre 1987] (p. 5754, 5755) ;

orales sans débat de :

— **M. Jean Bonhomme (n° 322) : droit de grève dans les services publics** : existence d'une réglementation du droit de grève dans le secteur public : interdiction du droit de grève à certains fonctionnaires ; service minimum ; obligation de préavis ; règle du « trentième indivisible » ; inefficacité d'un surcroît de réglementation ; nécessité d'appliquer la réglementation existante sous le contrôle des juges ; appel à la concertation [11 décembre 1987] (p. 7158, 7159).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738)**

Première lecture, discussion des articles
[11 juin 1987] [12 juin 1987] :

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Après l'article 39 : technique du D.M.O.S. (p. 2258) ; réemploi des coopérants techniques non titulaires dans l'administration ; conformité du statut actuel avec le droit communautaire ; indissociabilité du pouvoir de nomination et du pouvoir disciplinaire ; recrutement des agents contractuels (p. 2259) ; promotion des agents (p. 2260) ; contre l'amendement n° 244 de M. Jean-Maire Daillet (assimilation des ressortissants de la C.E.E. aux Français pour l'accès à la fonction publique) (p. 2261).

Article 39 *(recrutement de contractuels par l'Etat)* : ses observations (p. 2264, 2265) ; pour l'amendement n° 87 de M. Jean-Marie Daillet (extension des possibilités de recrutement de contractuels français dans les représentations françaises à l'étranger) (p. 2267) ; ses observations sur l'amendement n° 245 de M. Pierre Montastruc (ressortissants des états membres de la C.E.E. étant assimilés à des Français pour l'application du présent article) (p. 2268).

Article 40 *(emplois susceptibles d'être occupés par des contractuels)* : contre les amendements n° 193 de Mme Martine Frachon et n° 215 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 2269).

Après l'article 40 : contre l'amendement n° 90 de M. Alain Lamassoure (comités techniques paritaires ayant à connaître des problèmes relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services devant être également saisis des problèmes de recrutement des personnels) (p. 2270).

Article 41 *(dérogation au principe du concours en cas d'intégration totale ou partielle d'un corps dans un autre corps)* : contre l'amendement n° 248 de M. Guy Ducoloné (fusion partielle des corps) (p. 2271).

Article 43 *(congé parental)* : extension aux catégories A et B de la possibilité de recrutement des handicapés (p. 2272).

Article 44 *(délégation du pouvoir disciplinaire et du pouvoir de nomination)* : contre les amendements identiques n° 197 de Mme Martine Franchon et n° 218 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 2273) ; son sous-amendement n° 339 à l'amendement n° 91 de M. Alain Lamassoure (conditions d'application de l'amendement n° 91 devant être fixées par décret en conseil d'Etat) (p. 2274) ; ses observations sur l'amendement n° 91 de M. Alain Lamassoure (pouvoir disciplinaire pouvant, pour les sanctions du premier et du second groupe, être délégué indépendamment du pouvoir de nomination) (p. 2275) ; sous-amendement n° 339 : adopté (p. 2276).

Après l'article 45 : son amendement n° 261 (validation des nominations issues du concours professionnel pour l'accès au grade de chef adjoint de service adminstratif ouvert en 1980 aux attachés administratifs des services extérieurs du ministère de l'équipement) : adopté ; son amendement n° 262 (validation du concours interne de 1984 à l'E.N.A.) (p. 2277) ; adopté (p. 2278).

Titre VI : *dispositions diverses :*

Avant l'article 46 : pour l'amendement n° 274 de M. Michel Pelchat (absence de service fait résultant d'une cessation concertée du travail dans l'aviation civile donnant lieu à une retenue ne pouvant être inférieure, pour chaque période de vingt-quatre heures, au trentième du traitement mensuel des personnes concernées) et le sous-amendement n° 347 corrigé de M. Alain Lamassoure (extension du champ d'application de l'amendement aux personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics) (p. 2291, 2292, 2293).

Après l'article 51 : pour l'amendement n° 306 de M. Jacques Barrot (interdiction aux sociétés nationales de programmes ainsi qu'aux titulaires des autorisations délivrées pour des services de communication audiovisuelle de diffuser des émissions publicitaires à caractère politique) (p. 2340, 2341).

— **Projet de loi finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Examen du fascicule* [29 octobre 1987] :

Administration (modernisation de l'—) (p. 5048).
Economie sociale (et délégation de l'—) (p. 5050).

Fonction publique (p. 5047, 5048, 5049).
Plan (p. 5049, 5050).
Retraites (et mensualisation des —) (p. 5048).

Réponses aux questions [29 octobre 1987] :

Retraités de l'Etat (mensualisation des pensions des retraités parisiens) (M. René Béguet) (p. 5050).

Vote des crédits [29 octobre 1987] :

I. — **Services généraux :**

Etat B, titre III : ses observations sur l'amendement n° 163 de M. Michel Sapin (réduction des crédits) ; actions de formations et de perfectionnements des personnels (p. 5051) ; ses observations sur l'amendement n° 164 de M. Jean Le Garrec (réduction des crédits) ; opérations interministérielles de formation et de modernisation (p. 5052) ; IV. — *Plan* : conception du Plan ; niveau des crédits ; contrats Etat-régions (p. 5054).

CHARIE (Jean-Paul)

Député du Loiret
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 754) tendant à compléter l'article 28 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat relatif aux commissions d'urbanisme commercial [11 juin 1987] (p. 2300).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (économie, finances et privatisation : commerce et artisanat) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Rapporteur de la proposition de loi relative à l'activité en France des sociétés de surveillance opérant pour le compte de pays tiers (n° 876) [12 novembre 1987] (p. 5817).

Rapporteur de la proposition de loi relative à l'activité en France des sociétés de surveillance opérant pour le compte de pays tiers (n° 1058) [3 décembre 1987] (p. 6761).

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 19 janvier 1988] (p. 904).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 19 janvier 1987] (p. 904).

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 2 février 1987] (p. 1621).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 2 février 1988] (p. 1621).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 99), adoptée par le Sénat, visant à garantir le libre exercice de la profession de **géomètre-expert (n° 793)** [27 mai 1987].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)**. Tome IV : **économie, finances et privatisation : commerce et artisanat (n° 965)** [8 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 974) adoptée avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, visant à garantir le libre exercice de la profession de **géomètre-expert (n° 1064)** [25 novembre 1987].

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues transférant le contentieux des décisions du conseil de la concurrence à la juridiction judiciaire (n° 838).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 avril 1987] :

Conseil de concurrence (et notamment nature et compétence du —) (p. 674).
Droit à la concurrence (application pleine et entière par les pouvoirs publics) (p. 678).
Liberté économique (et notamment pouvoir de l'Etat) (p. 678).
Ouverture des magasins le dimanche (p. 678).

Discussion des articles [28 avril 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 3 (suppression de l'article 10 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 permettant au Gouvernement d'autoriser certaines ententes) (p. 684).

Explications de vote :

Intérêt de la proposition de loi (p. 690).
Vote favorable du groupe R.P.R. (p. 690).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [9 juin 1987] :

Titre IV : *dispositions relatives au travail et à l'emploi.*
Après l'article 31 : son amendement n° 226 : non soutenu (p. 2138).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert (n° 99).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [16 juin 1987] :

Loi de 1946 relative à la profession des géomètres-experts (p. 2421).

Discussion de l'article unique [16 juin 1987] [7 juillet 1987] :

Avant l'article unique : son amendement n° 1 (définition du champ d'activité du géomètre-expert) : adopté (p. 2426) ; son amendement n° 2 (définition du monopole des géomètres-experts) ; son sous-amendement n° 19 à titre personnel (suppression de toute référence aux documents annexés) à l'amendement n° 2 de la commission (p. 2427) ; adopté au scrutin public (p. 2428) ; son amendement n° 3 (prise en compte des ressortissants de la communauté européenne) ; adopté (p. 3745) ; pour l'amendement n° 21 de M. Guy Malandain (abrogation du 8e alinéa de l'article 3 de la loi du 7 mai 1946) : adopté ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet (p. 3746) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Pierre Micaux (p. 3747).
Article unique *(abrogation de l'article 9 de la loi du 30 décembre 1985)* : contre l'amendement n° 13 de M. Guy Malandain (de suppression) (p. 3749) ; son amendement n° 4 rectifié (champ du monopole des géomètres-experts) (p. 3750) ; adopté (p. 3751).
Après l'article unique : son amendement n° 5 rectifié (modalités d'intégration des topographes au sein de l'ordre des géomètres-experts) ; contre le sous-amendement n° 20 de M. Guy Malandain (tendant à éviter une répétition au sein du nouveau texte) ; pour le sous-amendement n° 18 du Gouvernement (prise en compte des experts agricoles et fonciers et des experts forestiers) ; amendement n° 5, ainsi modifié : adopté ; son amendement n° 7 deuxième rectification (conditions d'intégration des topographes au sein de l'ordre des géomètres-experts) (p. 3752) ; pour le sous-amendement n° 14 rectifié du Gouvernement (remplacement de la commission nationale instituée à l'article 28 par le conseil régional) (p. 3752) ; amendement n° 7, modifié par le sous-amendement n° 14 : adopté ; son amendement n° 6 (organisation et attribution de la commission nationale) ; pour le sous-amendement n° 15 du Gouvernement (représentation des experts agricoles et fonciers au sein de la commission nationale) ; amendement n° 6, ainsi modifié : adopté ; son amendement n° 8 (tendant à autoriser les géomètres experts à achever les opérations effectuées en vertu de l'article 9 de la loi du 30 décembre 1985)

(p. 3753) ; adopté ; son amendement n° 9 (abrogation de l'article 30 de la loi du 7 mai 1946 supprimant, ainsi, les spécificités d'Alsace-Lorraine) (p. 3754) ; rejeté (p. 3755).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [2 décembre 1987] :

Concurrence (libre jeu de la — entre les différentes professions) (p. 6708).

Géomètres-experts :
— compétence des — nouvellement inscrits au tableau de l'ordre (p. 6708) ;
— conditions d'inscription à l'ordre des — (p. 6708) ;
— monopole des — (p. 6708).
Sénat (modifications adoptées par le —) (p. 6708).

Discussion des articles :

Article 2 *(inscription à titre exceptionnel au tableau de l'ordre des géomètres-experts) :* contre l'amendement n° 1 de M. Guy Malandain (tendant à renforcer le droit à l'inscription au tableau de l'ordre des géomètres-experts) (p. 6709) ; contre l'amendement n° 2 de M. Guy Malandain (rédactionnel).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 3 de M. Guy Malandain (amnistie de toutes les sanctions d'ordre disciplinaire ou professionnel provoquée par une mauvaise interprétation de la loi du 7 mai 1946) (p. 6710).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre 1er du Livre 1er du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] :

Apprentissage :
— contrat d'— (p. 3509) ;
— modèle allemand (p. 3509).
Entreprises (p. 3509).

Discussion des articles [2 juillet 1987] :

Après l'article 9 : ses amendements n° 118, 120 et 119 (représentants des chambres consulaires au sein d'instances scolaires, de formation et d'apprentissage) (p. 3578) ; retirés (p. 3579).

Article 7 *(exonération des charges sociales patronales pour les entreprises de plus de 10 salariés) :* ses observations ; discrimination au détriment des entreprises de moins de 10 salariés (p. 3605).

Après l'article 17 : son amendement n° 122 (chambres consulaires et de métiers tenues de mettre à la disposition de leurs ressortissants des centres de formalités de contrats d'apprentissage) : retiré (p. 3608) ; travail de nuit des apprentis boulangers et boulangers-pâtissiers (p. 3610).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie :

Commerce et artisanat. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [22 octobre 1987] :

Concurrence (notamment ordonnance de 1986) (p. 4631).
Crédits budgétaires affectés au ministère (p. 4631).
Programme d'orientation artisanal (et notamment création du fonds d'aménagement des structures artisanales (F.A.S.A.) (p. 4631).

Examen des crédits :

Etat B, titre III : contre l'amendement n° 10 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits affectés au développement des statistiques de l'artisanat) (p. 4647).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038)

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 décembre 1987] :

Compensation des opérations (p. 6645).
Harmonisation fiscale (p. 6645).
Marchés à terme (unification des —) (p. 6645).
Marchés à terme de marchandises (p. 6645).

Discussion des articles [2 décembre 1987] :

Article 2 *bis* *(fonds communs d'intervention sur les marchés à terme) :* son amendement n° 23 soutenu par M. Georges Tranchant (indépendance de la chambre de compensation des marchés à terme par rapport aux organismes responsables des marchés) (p. 6675) ; modifié et adopté ; son amendement n° 24 soutenu par M. Georges Tranchant (suppression de la référence à l'interdiction de la publicité pour la souscription de parts de fonds communs d'intervention sur les marchés à terme) : retiré (p. 6676).

Après l'article 10 : son amendement n° 25 (syndicat professionnel du marché à terme de marchandises remplaçant les syndicats professionnels existants) (p. 6678) ; compagnie des commissionnaires du marché à terme des marchandises ; rejeté au scrutin public.

Après l'article 12 : son amendements n° 26 (maintien en vigueur des règlements actuels des marchés à terme de marchandises jusqu'à l'adoption du règlement général par le conseil des marchés à terme) (p. 6679) ; adopté après modification ; son amendement n° 48 : devenu sans objet (p. 6680).

CHARLES (Serge)

Député du Nord
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682, 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises et la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 623) [9 avril 1987] (p. 190).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890) [*J.O.* du 12 décembre 1987] (p. 14478).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008) [*J.O.* du 16 décembre 1987] (p. 14661).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'amélioration de la décentralisation (n° 973) [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14706).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République, sur le projet de loi (n° 623) modifiant la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au **redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises** et la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux **administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1029)** [12 novembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Campagne nationale de promotion de la qualité [3 juin 1987] (p. 1869, 1870) ;

— Renouvellement des contrats de fourniture de gaz d'Algérie [12 novembre 1987] (p. 5750).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, discussion des articles [21 avril 1987] :

Chapitre IX : *mesures diverses concernant les sociétés et leurs actionnaires.*

Après l'article 42 : son amendement n° 51 (non prise en compte pour l'application des règles de cumul, édictées par la loi du 24 juillet 1966, des mandats non rémunérés exercés dans les instituts régionaux de participation) : adopté (p. 517).

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, avant la discussion des articles [5 mai 1987] :

Délinquance (diminution de la —) (p. 867).
Détention préventive ou provisoire (importance numérique de la —) (p. 868).
Détenu (statut et conditions de vie du —) (p. 868).
Peines de substitution à la peine de prison (travaux d'intérêt général et chantiers extérieurs) (p. 868).
Prisons (surpopulation des —) (p. 867).
Prisons « privées » ou habilitées en France (abandon progressif du projet de —) (p. 867, 868).
Programme de construction de prisons (lancement d'un — de quinze mille places) (p. 867, 868).
Programme de construction de prisons (modalités d'exécution du — et procédure de passation des marchés) (p. 868).
Récidive (lutte contre la — et réinsertion des détenus) (p. 868).
Surveillants de prison (conditions de travail des —) (p. 868).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles [27 mai 1987] [17 juin 1987] :

Chapitre 1er : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 4 *(articles 12 à 12* quater *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre national de la fonction publique territoriale) : article 12* bis *de la loi du 26 janvier 1984* (missions du centre national de la fonction publique territoriale) : son amendement n° 5 (compétence du centre national de la fonction publique territoriale en matière de concours) : non soutenu (p. 1718) ; *article 12* ter *de la loi du 26 janvier 1984* (ressources du centre national de la fonction publique territoriale) : son amendement n° 6 (suppression des droits d'inscription aux concours dans la liste des ressources du centre national de la fonction publique territoriale) : non soutenu ; son amendement n° 7 (droits d'inscription aux concours dont bénéficie le centre national de la fonction publique territoriale) : non soutenu (p. 1720).

Article 10 *(article 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (missions des centres de gestion) :* son amendement n° 8 (établissement des listes d'aptitude par les centres de gestion) : non soutenu (p. 1733).

Article 11 *(article 27 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (contrôles administratif et budgétaire applicables aux centres de gestion) :* son amendement n° 9 (actes des centres de gestion pour l'organisation des concours) : non soutenu (p. 1734).

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 19 *(articles 11 à 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale) : article 14 de la loi du 12 juillet 1984* (délégations interdépartementales ou régionales) : son amendement n° 11 (délégations départementales du C.N.F.P.T.) : non soutenu ; son amendement n° 158 (même objet) : non soutenu (p. 2785).

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Article 23 *(dispositions transitoires relatives à l'organisation des concours) :* son amendement n° 12 (de suppression) : non soutenu (p. 2793).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 3428, 3429).
Trésorerie (opération de —) (p. 3429).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie (n° 853).

Première lecture, avant la discussion des articles [3 juillet 1987] :

Bénévolat (p. 3642).
Faillites et règlements judiciaires (compétence des tribunaux de commerce dans les —) (p. 3642, 3643).
Juges consulaires (recrutement et mandat des —) (p. 3642).
Limite d'âge (p. 3642).
Ordre du jour de la session extraordinaire (p. 3642).
Présidents des tribunaux de commerce (désignation des —) (p. 3642).
Renouvellement des membres des tribunaux de commerce (p. 3642.
Tribunaux de commerce (réformes) (p. 3642).
Tribunaux de commerce (répartition géographique) (p. 3643).

Discussion des articles [3 juillet 1987] :

Titre 1er : *tribunaux de commerce.*

Article 2 *(élection des juges des tribunaux de commerce ; électorat ; éligibilité ; scrutins et opérations électorales ; discipline des membres des tribunaux de commerce) :* son amendement n° 18 (suppression de la limite d'âge à soixante-dix ans) ; principe selon lequel les candidatures à des fonctions publiques électives ne sont pas soumises à la limite d'âge ; adopté (p. 3647).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Questions* [20 octobre 1987] :

Remplacé par M. Henri Cuq.
Tribunaux administratifs (transfert de la tutelle des — au ministère de la justice) (p. 4531).

Industrie. — *Questions* [26 octobre 1987].

Simplification des formalités statistiques et administratives (p. 4819, 4820).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

Assujettissement des télécommunications à la T.V.A. (p. 4838).
Centre national d'études spatiales (p. 4838).
Déréglementation des télécommunications (p. 4837).
Effectifs de la poste (et problème des bureaux de poste ruraux) (p. 4838).
Filière électronique (financement de la —) (p. 4837).
« Informatique pour tous » (plan —) (p. 4838).
Prélèvement de l'Etat sur le budget annexe des P. et T. (p. 4837).
Statut des P. et T. (p. 4838).

— Son rappel au règlement : report de l'examen du projet de loi sur le redressement judiciaire [28 octobre 1987] (p. 4989).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [2 février 1988] :

Contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen sur le projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (p. 32, 33, 34).

Origines et motifs du dispositif proposé :

— financement de la vie politique et image de la classe politique (p. 32).

Déclaration du patrimoine des hommes politiques :

— personnalités concernées (p. 33, 34) ; sanctions en cas de non respect de l'obligation de déclaration (p. 31, 32).

Divers :

— partis politiques (statut juridique des —) (p. 33).

CHARROPPIN (Jean)

Député du Jura
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

CHARTRON (Jacques)

Député de la Creuse
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Difficultés du marché ovin** : situation défavorable de l'élevage français par rapport à celui des états membres de la communauté européenne ; renégociation du règlement ovin européen [14 octobre 1987] (p. 4283, 4284).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur pour avis [26 juin 1987] :

Défense civile (principes et articulation de la sécurité civile avec la —) (p. 3276).
Information (p. 3277).
Sapeurs-pompiers (organisation et rôle) (p. 3277).

Discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*
Article 1er *(définition de la sécurité civile ; plans d'organisation des secours ; urgence) :* son amendement n° 107 (définition de la sécurité civile) (p. 3775) ; adopté au scrutin public (p. 3776).

Explications de vote (p. 3871) :

Information (p. 3873).
Sécurité civile (organisation de la —) (p. 3873).
Vote favorable du groupe R.P.R. (p. 3873).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Remplacé par M. Arnaud Lepercq.
Taxe foncière sur la propriété non bâtie (p. 4759).

Culture. — *Questions* [30 octobre 1987] :

Tapisserie d'Aubusson (p. 5146, 5147).

CHARZAT (Michel)

Député de Paris
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Privatisation** : bradage du patrimoine public et apparition d'une techno-structure politico-économique ; baisse des dépôts dans les caisses d'épargne [27 mai 1987] (p. 1704, 1705) ;

— **Association pour l'information des citoyens** : existence en mars 1986 lors d'une campagne législative d'affichage politique sur les panneaux publicitaires payée par le R.P.R. ; décision du Sénat de suspendre toute poursuite contre M. d'Ornano [16 décembre 1987] (p. 7543) ;

orales sans débat :

— **n° 210**, posée le 12 mai 1987 : **ministères et secrétariats d'Etat (économie : administration centrale)** (p. 1058) ; appelée le 15 mai 1987 : **transfert du ministère de l'économie et projet informatique SCRIBE** : avenir du réseau SCRIBE compromis par les retards de transfert des services du ministère de l'économie à Bercy ; enjeu culturel du Grand Louvre (p. 1189, 1190).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, avant la discussion des articles [25 mai 1987] :

Décentralisation (nécessité de compléter la — par la création d'une fonction publique territoriale) (p. 1616).
Formation et gestion des personnels territoriaux :
— paritarisme dans la gestion de la formation (abandon du —) (p. 1616).
Mobilité et parité au sein de la fonction publique (p. 1616).
Statut de la fonction publique territoriale (et notamment réforme de 1984 : non application de la — et modification des principes issus de la —) (p. 1616, 1617).
Statut des personnels territoriaux :
— concours de recrutement (modification des règles sur les —) (p. 1616) ;
— contractuels (recours aux —) (p. 1616).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. II. Recherche et enseignement supérieur. — *Examen des fascicules* [29 octobre 1987] :

Recherche :
Chercheurs (effectif des —) (p. 5088).
Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) (p. 5088).
Effort budgétaire de recherche-développement (E.B.R.D.) (p. 5088).
Ingénieurs, techniciens et agents (I.T.A.) (p. 5088).
Organismes publics de recherche (dont C.N.R.S.) (p. 5088).
Programme de développement technologique et filières (cas de l'électronucléaire, de l'électronique, de l'aéronautique, du spatial et des télécommunications) (p. 5088, 5089).
Recherche industrielle (p. 5088).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique en matière de privatisation et débat sur cette déclaration.

Discussion [27 octobre 1987] :

Bourse :
— effets des privatisations sur le marché boursier (p. 4913).
Economie mixte (valeur de l'—) (p. 4914).
Modalités des privatisations :
— calendrier de la politique de privatisation (p. 4914) ;
— groupes d'actionnaires stables (ou « noyaux durs ») (p. 4914).
Privatisations (raisons ayant conduit aux —) (p. 4913, 4914).
Secteur public (poids et rôle du —) (p. 4913).

CHASSEGUET (Gérard)

Député de la Sarthe
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

CHASTAGNOL (Alain)

Député du Lot
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

DEPOTS

Rapport d'information, déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges, sur le **bilan des entreprises publiques non financières (n° 786)** [21 mai 1987]

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Utilisation des recettes provenant des privatisations** : avènement d'un capitalisme populaire ; nécessité de prendre des mesures de soutien à l'investissement [29 avril 1987] (p. 735).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Commerçants, artisans et conjoints (statut social des —) (p. 4636).
Concurrence (notamment ordonnance de 1986) (p. 4635).
Charges sociales (p. 4636).
Crédits budgétaires affectés au ministère (p. 4635).
Fiscalité des entreprises (p. 4635).
Formation des commerçants et artisans (p. 4635, 4636).
Marchés publics (accès des entreprises artisanales (p. 4635).
Recherche (crédit d'impôt en faveur de la —) (p. 4635).
Transmission d'entreprise (en zone rurale notamment) (p. 4636).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Taxe foncière sur la propriété non bâtie et augmentation des crédits consacrés à l'hydraulique (p. 4768).

Tourisme. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Fiscalité (p. 4877).
Promotion du tourisme et Maison de la France (p. 4877).
Secrétariat d'Etat au tourisme (réorganisation des structures du —) (p. 4877).
Tourisme rural (p. 4877).

CHAUVEAU (Guy-Michel)

Député de la Sarthe
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (défense : personnel militaire et service national) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à renforcer **la protection des animaux domestiques** et la lutte contre leurs maladies **(n° 749)** [19 mai 1987].

Proposition de loi relative au **transport des matières dangereuses (n° 912)** [30 juin 1987].

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** : tome IX : **défense : personnel militaire et service national (n° 963)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).**

Première lecture, discussion des articles [9 avril 1987] :

Article 3 *(actualisation de la loi) :* ses observations sur l'exécution des lois de programme (p. 182, 183).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au service national dans la police (n° 706).**

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Collectivités locales (participation financière des —) (p. 3261).
Loi du 7 août 1985 dite « loi de modernisation de la police » (p. 3260).
Policiers auxiliaires (effectifs) (p. 3260).
Service national (élargissement et redéfinition des formes civiles d'exercice du — (p. 3260, 3261) ; réserve (p. 3260, 3261).

Discussion des articles [26 juin 1987] :

Article 2 *(modification des dispositions du chapitre II* bis *« service dans la police nationale » du titre III du code du service national) :* ses observations (p. 3263) ; *article L. 94-1 du code du service national* (extension de la disponibilité de la réserve au service national de la police) : son amendement n° 3 (suppression du texte proposé : rejeté (p. 3264) ; *article L. 94-12 du code du service national* (mise en disponibilité) : son amendement n° 10 (suppression du texte proposé) : rejeté ; *article L. 94-13 du code du service national :* soutient l'amendement n° 11 de M. Jean-Marie Bockel (suppression du texte proposé) : rejeté ; *article L. 94-14 du code du service national* (conditions dans lesquelles les appelés en disponibilité et la réserve doivent rejoindre leur service en cas de mobilisation) : son amendement n° 12 (suppression du texte proposé) : rejeté (p. 3268) ; *article L. 94-15 du code du service national* (règles relatives aux périodes d'exercice et aux périodes volontaires) : soutient l'amendement n° 13 de M. Jean-Marie Bockel (suppression du texte proposé) : rejeté ; *article L. 94-16 du code du service national* (policiers auxiliaires en réserve ou en disponibilité soumis aux mêmes obligations que les policiers auxiliaires en service actif) : son amendement n° 15 (suppression du texte proposé) : rejeté (p. 3269).

Article 3 *(introduction dans le titre V du code du service national relatif aux dispositions pénales et disciplinaires d'un chapitre III* bis *intitulé « dispositions particulières au service dans la police nationale ») :* ses observations (p. 3269).

Après l'article 3 : son amendement n° 16 (charges des collectivités locales couvertes par l'Etat) (p. 3270) ; rejeté (p. 3271).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).**

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Défense civile (principes et articulation de la sécurité civile avec la —) (p. 3302).
Information (p. 3302, 3303).

Discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Article 1er *(définition de la sécurité civile ; plans d'organisation des secours ; urgence) :* ses observations (p. 3774, 3773).

Article 4 *(pouvoirs du ministre chargé de la sécurité civile) :* ses observations (p. 3788).

Article 5 *(pouvoirs du représentant de l'Etat au sein de la zone de défense) :* ses observations (p. 3790).

Article 10 *(code d'alerte national) :* ses observations (p. 3803).

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre Ier : *information.*

Article 15 *(information du public) :* ses observations (p. 3814).

Article 16 *(prise en compte des risques naturels ou technologiques dans les différents documents d'urbanisme) :* ses observations (p. 3825, 3826).

Chapitre V : *prévention des risques technologiques.*

Avant l'article 30 : son amendement n° 197 rectifié (création d'une délégation aux transports des matières dangereuses) (p. 3857) ; rejeté (p. 3858) ; son amendement n° 203 rectifié (mise en place du fichier des accidents des transports de matières dangereuses) : rejeté ; son amendement n° 199 rectifié soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (établissement d'une carte des installations industrielles et du flux des matières dangereuses) (p. 3859) ; rejeté ; son amendement n° 201 rectifié (conducteurs de véhicules transportant des matières dangereuses soumis à un certificat de qualification) : rejeté ; son amendement n° 200 rectifié (conditions d'attributions du certificat de qualification) : devenu sans objet (p. 3860).

Après l'article 34 : soutient l'amendement n° 216 de M. Alain Richard (tendant à accorder aux maires un pouvoir de contrôle plus substantiel en matière de circulation de matières dangereuses) : adopté (p. 3865).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Budget annexe de protection sociale agricole (p. 4753).

Vote des crédits :

Agriculture :

Etat B, titre III : soutient l'amendement n° 132 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 4778) ; rejeté (p. 4779).

B.A.P.S.A..

Après l'article 38 : soutient l'amendement n° 139 de M. Pierre Joxe (tendant à imposer un rapport sur l'exécution du B.A.P.S.A. remis par le Gouvernement au Parlement) (p. 4786) ; rejeté (p. 4787).

Intérieur. — *Questions* [9 novembre 1987] :

Appelés effectuant leur service dans la police (p. 5635).
Défense et sécurité civile (et notamment catastrophe de Nantes) (p. 5632, 5633).

Défense. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [9 novembre 1987] et [10 novembre 1987] :

Personnels militaires :
— condition militaire (et notamment programme d'amélioration de la —) (p. 5654) ;
— retraités (reconversion civile des —) (p. 5654).
Service national (p. 5654, 5655).

Questions :

Ecoles militaires (remplaçant Mme Edwige Avice) (p. 5698).
Réserves (remplaçant Mme Edwige Avice) (p. 5698).
Service national (notamment diversification du — vers la défense civile et la défense opérationnelle du territoire) (remplaçant Mme Edwige Avice) (p. 5698).

Vote des crédits :

Article 34 *(dépenses ordinaires des services militaires ; mesures nouvelles)* : son amendement n° 323 (réduction des crédits pour le renforcement de l'encadrement de la direction des armements terrestres) ; suppressions d'emplois ; planification de la gestion des effectifs (p. 5700) ; définition d'une structure d'armée ; réforme des structures ; retiré (p. 5701).

CHAUVIERRE (Bruno)

Député du Nord
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

CHAVANES (Georges)

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services

DEPOTS

Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841) [11 juin 1987].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Jacques Godfrain : mesures prises en faveur de l'emploi dans les petites entreprises** : compétitivité ; confiance dans l'avenir [10 juin 1987] (p. 2182) ;

— **M. Pierre Micaux : autorisations d'ouverture de grandes surfaces, notamment en milieu rural** : modification des décrets d'application de la loi Royer [10 juin 1987] (p. 2184, 2185) ;

— **M. Raymond Douyère : privatisation de la caisse nationale de crédit agricole** : concertation complète ; importance de cette privatisation dans l'optique du marché européen en 1992 [17 juin 1987] (p. 2515) ;

— **M. Jean-Pierre Balligand : services publics en zones rurales** : journée nationale du développement rural [17 juin 1987] (p. 2516) ; consultation dans neuf départements faisant suite aux conclusions du rapport du sénateur Hacnel (p. 2517) ;

— **M. Michel Péricard : taux de la T.V.A. applicable aux forains et aux parcs de loisirs** [17 juin 1987] (p. 2518) ; secteur économique de la fête foraine ; problème des emplacements ; question actuellement à l'étude (p. 2519) ;

— **M. Jean-Jacques Jegou : assassinat d'un chauffeur de taxi** : mesures de sécurité envisagées [14 octobre 1987] (p. 4287, 4288) ;

— **M. Jean-Louis Masson : application de la loi Royer** : performances de la grande distribution française ; décret sur l'évolution de la loi Royer ; problème du secteur rural [28 octobre 1987] (p. 4987) ;

— **M. Pierre Micaux : plan d'orientation des services** : balance commerciale excédentaire de la France dans le domaine des services ; adoption d'un plan d'orientation des services par le Conseil des ministres ; organisation en mars 1988 d'une journée internationale des services [9 décembre 1987] (p. 7004).

orales sans débat de :

— **M. Jean-Hugues Colonna (n° 268) : entreprises C.R.E.O. S.A. Méditerranée** : réalisation d'une étude précise des conditions d'exploitation préalable à l'examen au fond [26 juin 1987] (p. 3240) ;

— **M. Pierre-Rémy Houssin (n° 261) : mensualisation des retraites des fonctionnaires** : coût budgétaire de l'opération [26 juin 1987] (p. 3241) ;

— **M. Robert Cazalet remplacé par M. Henri Bouvet (n° 265) : experts-comptables stagiaires autorisés** : recherche d'une solution équitable après consultation des parties intéressées [26 juin 1987] (p. 3242) ;

— **M. Henri Bouvet (n° 266) : vacances de postes de sous-préfets** : élaboration de projets permettant d'accroître rapidement le recrutement de sous-préfets [26 juin 1987] (p. 3243, 3244).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur, en ce qui concerne les ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne (n° 626).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [6 mai 1987] :

Acte unique européen (conformité de ce texte avec l'—) (p. 937, 938).
Coiffure en France (conséquences de ce texte sur le secteur de la —) (p. 938).
Consommateurs (protection et information des —) (p. 937).
Directive européenne du 19 juillet 1982 (établissement d'un régime transitoire) (p. 937, 938).
Discrimination (risque de —) (p. 938).
Dispense des conditions de diplôme pour l'établissement de coiffeurs d'autres pays de la Communauté (p. 937).
Qualification professionnelle des coiffeurs en France (p. 937).
Sénat (modifications apportées par le —) (p. 938).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Apprentissage et formation professionnelle (p. 4632, 4642).
Commerçants, artisans et conjoints (statut social des —) (p. 4642).
Concurrence (notamment ordonnance de 1986) (p. 4631).
Charges sociales (p. 4642).
Crédits budgétaires affectés au ministère (p. 4632, 4642).
Fiscalité des entreprises (p. 4632, 4642).
Foires et marchés (p. 4642).
Indemnité de départ (p. 4632, 4642).
Marchés publics (accès des entreprises artisanales) (p. 4642).
Paracommercialisme (p. 4642, 4643).
Prêts spéciaux à l'artisanat (p. 4642).
Programme d'orientation artisanal (et notamment création du fonds d'aménagement des structures artisanales (F.A.S.A.)) (p. 4632).
Statistiques sur les entreprises artisanales et de service (p. 4632, 4633).
Transmission d'entreprise (en zone rurale notamment) (p. 4642).
Zones sensibles et rurales (soutien aux entreprises) (p. 4632, 4642, 4643).

Réponses aux questions :

Aides à l'artisanat (notamment en faveur des jeunes et des chômeurs créateurs d'entreprise) (M. Robert Chapuis) (p. 4643, 4645).
Charges fiscales et sociales (M. Claude Dhinnin) (p. 4645).
Chèque (seuil de l'obligation de paiement par — pour les commerçants) (M. Jean Ueberschlag) (p. 4646).
Quartiers en rénovation (situation des commerçants et artisans) (M. Michel Ghysel) (p. 4645).
Travail clandestin (M. Alain Rodet) (p. 4643).
Urbanisme commercial (fonctionnement des commissions et implantation de grandes surfaces en milieu rural) (M. Philippe Auberger) (p. 4646).
Zones rurales (actions en faveur de l'artisanat et notamment journée nationale de Blanzac) (M. Pierre-Rémy Houssin, remplaçant M. Pierre Reynal) (p. 4644, 4645).
Zones sensibles (actions en faveur du commerce et de l'artisanat) (M. Jean-Marie Bockel) (p. 4644).

Examen des crédits :

Etat B, titre III : contre l'amendement n° 10 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits affectés au développement des statistiques de l'artisanat) (p. 4647).

Titre IV : contre l'amendement n° 11 de M. Pierre Descaves (réduction de certains crédits d'informations et d'études) (p. 4648).

— **Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).**

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 5970, 5971).
Avortement (lien démographie-vitalité économique) (p. 5992).
Chefs d'entreprise (âge des — ; problème des disparitions d'activités faute de succession) (p. 5964, 5965, 5991).
Commerce et artisanat rural et en zone sensible (p. 5970, 5991, 5992).
Concertation menée sur le projet (p. 5965).
Droit des sociétés :
— allégement du — (p. 5966) ;
— sociétés anonymes (nombre d'associés) (p. 5992).
Education nationale (rôle de l'— pour diffuser l'esprit d'entreprise) (p. 5992).
Entreprises (rôle et images des — ; politique menée par les socialistes) (p. 5992).
Fiscalité des entreprises :
— droit d'apport en cas d'incorporation au capital des bénéfices, réserves et provisions (p. 5992) ;
— crédit-bail sur fonds de commerce (p. 5992) ;
— fonds de commerce (droit de mutation) (p. 5965, 5970) ;
— gérants majoritaires de S.A.R.L. (alignement du régime fiscal des — sur celui des dirigeants de S.A.) (p. 5966, 5991, 5992) ;
— sociétés nouvelles (taxation des souscriptions en numéraire au capital des —) (p. 5966).
Garde des sceaux (absence du —) (p. 5991).
Transmission d'entreprise :
— affiliation (en droit anglo-saxon) (p. 5965) ;
— donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension au tiers) (p. 5966, 5970, 5971, 5991) ;
— fiscalité (p. 5970, 5992) ;
— indemnités de licenciement versées par les héritiers (p. 5992) ;
— marché de la — (p. 5992) ;
— succession du dirigeant (préparation de la — notamment) (p. 5970, 5993) ;
— suppression ou allègement des droits de succession ou de donation (p. 5991, 5992).

Discussion des articles [17 et 18 novembre 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions relatives aux droits des sociétés.*

Avant l'article 1er : pour l'amendement n° 3 de la commission (extension à toutes les sociétés et notamment aux sociétés civiles professionnelles des règles de dissolution des sociétés unipersonnelles) (p. 5993) ; contre l'amendement n° 5 de la commission (prévoyant que toute décision prise à l'unanimité des associés est présumée conforme à l'intérêt de la société) (p. 5994).

Article 5 *(article 72-1 de la loi du 24 juillet 1966 ; transformation en société anonyme) :* contre l'amendement n° 6 de la commission (rôle du commissaire aux comptes dans la rédaction du rapport sur la situation de la société et l'appréciation de la valeur des biens de l'actif social) (p. 5995) ; contre l'amendement n° 39 de M. Philippe Marchand (désignation du Rapporteur à la transformation) (p. 5996).

Article 6 *(articles 73 et 240 de la loi du 24 juillet 1966 ; nombre minimum d'associés dans les sociétés anonymes) :* ses observations sur l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) son amendement n° 23 corrigé : devenu sans objet (p. 5996).

Article 8 *(article 122 de la loi du 24 juillet 1966 ; durée du mandat du directoire) :* contre l'amendement n° 40 de M. Philippe Marchand (de suppression) (p. 6000).

Après l'article 9 : ses observations sur l'amendement n° 25 de M. Alain Lamassoure (durée du mandat des commissaires aux comptes) (p. 6000).

Article 11 *(article 271 de la loi du 24 juillet ; négociabilité des actions nouvelles) :* pour l'amendement n° 12 de la commission (négociabilité des actions en cas d'augmentation du capital) (p. 6001).

Article 20 *(modification ou abrogation de divers articles de la loi du 24 juillet 1966) :* pour l'amendement n° 16 de la commission (de coordination) : adopté ; contre l'amendement n° 52 de M. Paul Chomat (actions de garantie déposées par les administrateurs de société) ; son amendement n° 84 (négociabilité des actions représentatives d'un apport en nature) : retiré (p. 6024) ; contre l'amendement n° 17 rectifié de la commission (augmentation de capital) (p. 6025).

Après l'article 20 : contre l'amendement n° 88 rectifié de M. Yvon Briant (abrogation de l'article 28 de la loi du 24 juillet 1966 ; principe de prohibition de l'immixtion des commanditaires dans la gestion) ; son amendement n° 93 (même objet) ; adopté ; son amendement n° 85 (pnéalités prévues pour le respect de la négociabilité des actions en cas d'augmentation de capital ou en cas d'apport) (p. 6025) ; adopté ; son amendement n° 53 (entreprises de spectacles) (p. 6023) ; son sous-amendement oral à l'amendement n° 53 (possibilité pour certaines entreprises de spectacles de rester sous le statut des associations) ; adopté ; amendement n° 53 ; adopté après modification (p. 6027).

Avant l'article 21 : son amendement n° 30 corrigé (intitulé du chapitre II) : réservé jusqu'après l'examen des amendements portant articles additionnels après l'article 21.

Article 21 *(article 1075 du code civil ; bénéficiaires des donations-partages et des testaments-partages) :* transmission d'entreprises ; annonce que le garde des sceaux sera cosignataire de la loi donation-partage ; nécessité de ne pas faire de distinction entre les catégories de biens (p. 6034, 6035) ; contre l'amendement n° 78 de M. Jacques Roger-Machart (régime fiscal des transmissions d'entreprises à un tiers) (p. 6037) ; son amendement n° 31 corrigé (précisant que la donation-partage qui gratifie des enfants et descendants peut bénéficier dans les mêmes conditions à des tiers) ; débat sur la rédaction de cet amendement (p. 6042) ; contenu de cet amendement (p. 6043) ; adopté après consultation de l'Assemblée par assis et levé, l'épreuve à main levée ayant été déclarée douteuse ; contre l'amendement n° 90 de M. Philippe Marchand (modification du régime de la donation-partage s'appliquant à la seule transmission d'entreprise) (p. 6044).

Après l'article 21 : contre l'amendement n° 92 de M. Philippe Marchand (prévoyant que tout intéressé peut saisir le tribunal de commerce qui statuera sur l'aptitude du donataire à gérer l'entreprise et à s'y maintenir) (p. 6045).

Avant l'article 21 (amendements précédemment réservés) (intitulé du chapitre II) : son amendement n° 30 corrigé (suppression des mots « et des testaments-partages » dans l'intitulé du chapitre II) : adopté (p. 6046).

Chapitre III : *dispositions fiscales.*

Avant l'article 22 : contre l'amendement n° 77 de M. Jacques Roger-Machart (transmission des entreprises à titre onéreux et avantages fiscaux au profit des salariés rachetant une entreprise) ; régime du rachat d'entreprise par les salariés (p. 6050).

Après l'article 22 : ses observations sur l'amendement n° 23 de M. André Fanton (tendant à élever le seuil en-dessous duquel les plus-values de cession sur les fonds de commerce et les clientèles des professions libérales ne sont pas imposables) (p. 6051) ; ses observations sur l'amendement n° 24 rectifié de M. André Fanton (prévoyant un abattement de 5 % par année à partir de la cinquième année d'exploitation pour les plus-values réalisées dans le cadre de la cession d'une activité agricole, artisanale, commerciale ou libérale) ; allègements fiscaux pour les petites et moyennes entreprises soumises à l'impôt sur le revenu (p. 6052).

Article 23 *(articles 719, 724 et 725 du code général des impôts ; droit d'enregistrement sur les mutations de fonds de commerce)* : son amendement n° 32 (réduisant les droits perçus pour les transmissions des petits fonds de commerce grâce à un abattement fonction de l'assiette du droit) (p. 6054) ; adopté.

Après l'article 23 : reprend l'amendement n° 21 de la commission afin de lever le gage (suppression de la procédure d'agrément prévue à l'article 151 *octies* du code général des impôts) ; contre l'amendement n° 81 de M. Jacques Roger-Machart (réduction des droits de mutation et augmentation des plus-values sur la cession de droits sociaux) ; problème de la généralisation de l'imposition des plus-values résultant de la cession des droits sociaux (p. 6055) ; contre l'amendement n° 28 corrigé de M. Gérard Trémège (suppression du droit d'enregistrement de 4,80 % sur les cessions d'actions) (p. 6056) ; contre l'amendement n° 27 et 26 de M. Gérard Trémège (droit applicable aux apports de fonds de commerce ou d'une clientèle à une société) (p. 6057) ; contre l'amendement n° 20 de la commission (réduisant à 3 % le taux de la taxe d'incorporation au capital des bénéfices des réserves ou des provisions) ; son amendement n° 2 (suppression du monopole de la chambre syndicale des banques populaires pour la garantie des sociétés de caution mutuelle) : adopté ; son amendement n° 33 (étalement sur trois exercices de l'imposition du bénéfice réalisé au cours de sa première année par une société créée pour la reprise d'une entreprise industrielle en difficulté) (p. 6057) ; adopté ; contre l'amendement n° 66 de M. Paul Chomat (prévoyant un stage d'initiation à la gestion préalablement à l'inscription au registre du commerce) (p. 6058).

Après les explications de vote :

Création d'entreprises (p. 6060).
Transmission des entreprises (dispositif adopté) (p. 6060, 6061).
Transmission des entreprises (fiscalité notamment imposition des plus-values) (p. 6061).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [21 décembre 1987] :

Amendements déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire (p. 8007).
Entreprises devant être transmises dans les prochaines années (p. 8007).
Fiscalité des entreprises :
— mutuation des petits fonds de commerce (p. 8007) ;
— plus-values professionnelles (p. 8007) ;
— sociétés nouvelles (souscription au capital des —) (p. 8007).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : amendements déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire relatif au projet de loi sur le développement et la transmission des entreprises ; problème posé par l'amendement n° 2 du Gouvernement sur l'article 21 (extension à un tiers du régime des donations-partages reprenant le texte voté par l'Assemblée en première lecture ; prise en compte par le Gouvernement des résultats de la C.M.P. (p. 8005, 8006).
Transmission d'entreprises :
— donation-partage (extension aux tiers du régime de la —) (p. 8007) ;
— donation simple (p. 8007).
Ventes à crédit (p. 8007).
Vote bloqué (demande du Gouvernement pour l'application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution) (p. 8007).

Discussion des articles [21 décembre 1987] :

Article 20 : son amendement n° 1 (suppression du régime dit de garantie des actions détenues par les dirigeants) : vote réservé.

Article 21 : son amendement n° 2 (précisant que la donation partage qui gratifie les enfants et descendants peut bénéficier à d'autres personnes dans les mêmes conditions qu'aux successibles et avec les mêmes effets) (p. 8012) ; entreprises unipersonnelles étant pratiquement les seules concernées par le texte ; entreprises dans les zones rurales ne trouvant pas de repreneurs car la valeur du fonds de commerce est insignifiante ; lutte contre l'exode rural ; impossibilité pour les enfants uniques de bénéficier d'une donation partage ; possibilité à l'un des enfants dans les familles nombreuses de s'opposer à la donation partage ; donation simple ; impossibilité de définir la notion d'entreprise (p. 8013) ; vote réservé.

Article 21 *ter* : son amendement n° 3 (suppression du paragraphe II de cet article) : vote réservé.

Article 21 *sexies* : son amendement n° 4 (souscription au capital initial et aux augmentations de capital des sociétés nouvelles) : vote réservé.

Article 21 *octies* : son amendement n° 5 rectifié du Gouvernement (réduction des droits de mutation sur les fonds de commerce) : vote réservé.

Article 22 *bis* : son amendement n° 6 rectifié (limite des recettes dans laquelle les plus plus-values professionnelles sont exonérées) (p. 8014) ; vote réservé.

Article 23 *quinquies* : son amendement n° 7 (suppression du paragraphe II de cet article) : vote réservé.

Article 24 B : son amendement n° 8 rectifié (tendant à compléter le dispositif relatif au crédit promotionnel) (p. 8015) ; vote réservé ; modalités de calcul du rabais devant être consenti à celui qui paie comptant étant indiquées par décret ; vote réservé.
Amendements n° 1 à 8 rectifié : adoptés en même temps que l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire au scrutin public (p. 8016).

Troisième lecture, avant la discussion des articles [23 décembre 1987] :

Exode rural (lutte contre l'—) (p. 8077).
Transmission d'entreprises :
— droit de mutation (p. 8078) ;
— donation-partage (limitation de l'extension au tiers de la — aux seules transmissions d'entreprises individuelles) (p. 8076, 8077).

Discussion des articles [23 décembre 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions relatives au droit des sociétés.*

Article 1er AA : son amendement n° 1 (tendant à revenir au texte de la commission mixte paritaire) : retiré (p. 8078).

Article 1er A : son amendement n° 2 (tendant à revenir au texte de la commission mixte paritaire) : retiré.

Article 3 : son amendement n° 3 (tendant à revenir au texte adopté par la commission mixte paritaire) : retiré.

Article 7 *bis* : son amendement n° 4 (visant à fixer un minimum de trois administrateurs) (p. 8079) ; adopté.

Article 8 *bis* A : contre l'amendement n° 35 de la commission (de suppression).

Article 8 *bis* B : son amendement n° 5 (de suppression) : rejeté.

Article 9 *quater* : son amendement n° 6 (de suppression) : adopté (p. 8080).

Article 10 : son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté.

Article 11 : son amendement n° 8 (précisant qu'en cas d'augmentation de capital les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci) : retiré.

Article 11 *bis* A : son amendement n° 9 (de suppression) : retiré.

Article 11 *bis* B : son amendement n° 10 (de suppression) : retiré.

Article 11 *ter* : son amendement n° 11 (tendant à revenir au texte de la commission mixte paritaire) : retiré.

Article 15 : son amendement n° 12 (tendant à revenir au texte élaboré par la commission mixte paritaire) : retiré.

Article 16 : son amendement n° 13 (rétablissement du texte élaboré en commission mixte paritaire) : retiré.
Article 20 : son amendement n° 14 (reprenant pour l'essentiel le texte de la commission mixte paritaire et prévoyant la suppression du régime dit de garantie des actions détenues par les dirigeants) : adopté.
Article 20 *bis* A : son amendement n° 15 (de suppression) : retiré.
Article 20 *ter* : son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté.
Article 20 *quinquies* A : son amendement n° 17 (revenant au texte de la commission mixte paritaire) : adopté (p. 8083).
Article 20 *sexies* : son amendement n° 18 (de suppression) : retiré.
Article 20 *septies* : son amendement n° 19 (de suppression) : retiré.
Article 20 *nonies* : son amendement n° 20 (de suppression) : retiré (p. 8084).
Chapitre II : *dispositions relatives aux transmissions d'entreprises ;* **Section I** : *division et intitulé nouveaux.*
Avant l'article 21 : contre l'amendement n° 54 de M. Jacques Roger-Machart (transmission d'une entreprise par rachat des salariés ou de tiers repreneurs) (p. 8086).
Article 21 : transmission d'entreprise aux enfants uniques ; droits de succession ; extension au tiers de la donation-partage ; limitation du texte aux seules entreprises individuelles (p. 8089, 8090) ; contre l'amendement n° 55 de M. Jacques Roger-Machart (permettant au tiers donataire extérieur à une famille de bénéficier purement et simplement du droit de la transmission en ligne directe) (p. 8090) ; contre le sous-amendement n° 61 de M. Jacques Roger-Machart à son amendement n° 21 (étendant le champ d'application de cet amendement aux entreprises sous forme de société) ; nombre des actions à céder pour qu'il y ait cession d'entreprise ; notion d'entreprise (p. 8092) ; contre le sous-amendement n° 60 de M. Jacques Roger-Machart à son amendement n° 21 (retirant les professions libérales du cadre des entreprises visées par cet amendement) (p. 8093) ; contre le sous-amendement n° 56 de M. Jacques Roger-Machart (précisant que, au-delà de la portion disponible, le tiers peut retenir le don en totalité quel qu'en soit l'excédent sauf à récompenser la succession) (p. 8094) ; contre l'amendement n° 53 de M. Pierre Mazeaud à son amendement n° 21 (précisant que lorsqu'elle porte sur une entreprise individuelle à caractère industriel, commercial, artisanal, agricole ou libéral, la donation entre vifs bénéficie de la réduction des droits prévus à l'article 790 du code général des impôts) ; donation simple (p. 8095).
Article 21 *bis* : son amendement n° 22 (de suppression) : retiré.
Article 21 *ter* : son amendement n° 23 (suppression d'un gage) : adopté.
Article 21 *quater* : son amendement n° 24 (de suppression) : retiré (p. 8096).
Article 21 *sexies* : son amendement n° 25 (tendant à permettre au dispositif d'incitation à la création d'entreprise de jouer rapidement et aux augmentations de capital nécessaires à leur fonctionnement de se réaliser) : adopté.
Section 2 : *dispositions concernant les transmissions d'entreprises à titre onéreux.*
Article 21 *octies* : son amendement n° 26 (droit de mutation sur les transmissions d'entreprises à titre onéreux) : adopté.
Chapitre III : *dispositions fiscales diverses.*
Article 22 *bis* : son amendement n° 27 (plus-values sur les petits fonds de commerce) (p. 8098).
Article 23 *quinquies* : son amendement n° 28 (suppression du gage) : adopté.
Chapitre IV : *dispositions d'application.*
Division et intitulé nouveaux.
Avant l'article 24 : son amendement n° 30 (tendant à éviter les distorsions entre les ventes à crédits et les ventes au comptant) (p. 8099).
Article 24 : son amendement n° 31 (rétablissement du texte élaboré par la commission mixte paritaire) : retiré (p. 8100).

Explications de vote (p. 8100) :
Charges des entreprises (p. 8101).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les bourses de valeurs (n° 1002).

Première lecture, avant la discussion des articles [30 novembre 1987] :
Ses observations sur la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 6536).
Actionnaires (protection des —) (p. 6544).
Commission des opérations de bourse (mandat du président) (p. 6545).
Concurrence financière internationale (p. 6544).
Période transitoire (p. 6544).
Privatisations :
— conséquences pour le marché financier (p. 6544) ;
— protection des petits porteurs (p. 6545).

Discussion des articles [30 novembre 1987] (p. 6599) :
Chapitre I : *des sociétés de bourse.*
Article 2 *(sanctions en cas de violation du monopole des sociétés de bourse)* : son amendement n° 94 (de précision) : adopté ; son amendement n° 50 (rédactionnel) : adopté (p. 6546).
Article 4 *(agrément des sociétés de bourse par le conseil des bourses de valeurs)* : contre l'amendement n° 61 de M. Christiant Pierret (agrément par le ministre de l'économie et des finances après avis du conseil des bourses de valeur) ; homologation par le ministre de l'économie et des finances du règlement du conseil des bourses fixant les conditions d'agrément (p. 6547) ; accepte l'amendement n° 23 de la commission (motivation de la décision de refus rendue par le conseil des bourses de valeurs).
Chapitre II : *du conseil des bourses de valeurs.*
Article 5 *(fonctionnement et composition du conseil des bourses de valeurs)* : demande la réserve jusqu'à la fin de la discussion des articles (p. 6548).
Article 6 *(règlement du conseil des bourses de valeurs)* : contre l'amendement n° 66 de M. Christian Pierret (approbation du règlement par la commission des opérations de bourse) ; rôle de consultation dévolu à la C.O.B. par le projet (p. 6550) ; accepte l'amendement n° 67 de M. Christian Pierret (fixation par le règlement général des règles relatives aux négociations des options sur valeurs mobilières) ; propose la modification de l'amendement n° 27 de la commission (fixation par le règlement général des règles relatives au marché des options) ; modification adoptée (options sur valeurs mobilières) ; contre l'amendement n° 88 de M. Philippe Auberger (extension du jeu du fonds de garantie aux indemnités de licenciement du personnel des sociétés de bourse) ; garantie du fonds réservée à la clientèle ; cotisations des sociétés de bourse à l'Association de garantie de ressources des salariés (A.G.S.) (p. 6551).
Article 7 *(compétence disciplinaire du conseil des bourses à l'égard des sociétés de bourse)* : son amendement n° 51 (extension de la saisine du conseil des bourses) : adopté (p. 6558) ; contre l'amendement n° 69 de M. Christian Pierret (caractère obligatoire des sanctions pécuniaires prononcées par le conseil des bourses) (p. 6559).
Article 8 *(compétence disciplinaire du conseil des bourses à l'égard des employés des sociétés de bourse)* : son amendement n° 84 (extension aux employés de l'institution financière spécialisée) : adopté ; son amendement n° 52 (extension de la saisine du conseil des bourses de valeurs) : adopté (p. 6560) ; accepte l'amendement n° 72 rectifié de M. Christian Pierret (affectation du produit des sanctions pécuniaires au fonds de garantie).
Article 9 *(institution financière spécialisée)* : son amendement n° 55 (compétences de l'institution financière spécialisée) : adopté (p. 6561) ; contre l'amendement n° 33 de la commission (suspension des cotisations prononcée par l'institution financière spécialisée par délégation du conseil des bourses de valeurs) ; son sous-amendement n° 53 à l'amendement n° 34 de la commission (création d'un service et non d'un corps de contrôle au sein de l'institution financière spécialisée) ; son sous-amendement n° 54 à l'amendement n° 34 de la commission (suppression du pouvoir accordé au corps de contrôle de saisir le directeur général de l'institution financière spécialisée et le conseil des sociétés de bourse) (p. 6562) ; adoptés.
Article 10 *(compétence du Gouvernement en cas de carence du conseil des bourses de valeurs)* : accepte l'amendement n° 35 de la commission (action du Gouvernement par arrêté du ministre de l'économie en cas d'urgence) (p. 6563).
Chapitre III : *dispositions particulières à la commission des opérations de bourse.*
Avant l'article 11 : contre l'amendement n° 9 de la commission des lois (modification du statut de la C.O.B.) (p. 6564) ; contre l'amendement n° 73 de M. Christian Pierret (président de la C.O.B. — mandat de six ans renouvelable) (p. 6565).
Article 11 *(pouvoir d'enquête de la C.O.B.)* : son sous-amendement n° 96 à l'amendement n° 37 rectifié de la commission (extension des pouvoirs d'enquête de la C.O.B. aux sociétés incluses dans le périmètre de consolidation des sociétés

faisant appel public à l'épargne) (p. 6566) ; ses observations sur l'amendement n° 37 rectifié de la commission (nouvelle rédaction de l'article) (p. 6567) ; sous-amendement n° 96 : adopté ; ses amendements n° 95 et 56 ; devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 37 rectifié de la commission (p. 6568).

Après l'article 11 *bis* : contre l'amendement n° 12 de la commission des lois (recours devant la Cour d'appel de Paris sur les refus de visa opposés par la C.O.B.) (p. 6569).

Article 13 *(délits d'initié et de diffusion de fausse information)* : accepte l'amendement n° 42 de la commission (constitution du délit de diffusion de fausse information si celle-ci est de nature à agir sur les cours) (p. 6570).

Article 14 *(délit de manipulation de cours)* : contre l'amendement n° 75 de M. Christian Pierret (extension du délit de manipulation de cours) (p. 6571).

Après l'article 14 : accepte l'amendement n° 93 de M. Pascal Clément (présence de la C.O.B. devant les juridictions) (p. 6572).

Chapitre IV : *dispositions diverses.*

Article 17 *(communication d'informations entre les institutions agissant sur le marché ou le surveillant)* : son amendement n° 92 (extension au conseil du marché à terme) : adopté.

Article 18 *bis* *(association des sociétés de bourse)* : ses observations (p. 6573).

Article 19 *(mise en place des sociétés de bourse)* : son amendement n° 57 (période transitoire) : adopté.

Après l'article 19 : contre l'amendement n° 16 de la commission des lois (remisiers et gérants de portefeuille, suppression de l'obligation de détention de la majorité du capital par des membres de la profession boursière) ; contre l'amendement n° 17 de la commission des lois (remisiers et gérants de portefeuille, suppression de la clause d'agrément de tout nouvel actionnaire par le conseil d'administration) ; nécessité du contrôle de la chambre syndicale des agents de change (p. 6575).

Après l'article 20 : contre l'amendement n° 87 de M. Gilbert Gantier (participation des salariés, autorisation donnée aux fonds communs de placement de salariés d'une société étrangère d'acquérir des titres de cette société).

Après l'article 22 : son amendement n° 58 rectifié (possibilité de création de fonds communs de placement pour les titres de leurs entreprises acquis par les salariés) (p. 6576) ; adopté ; son amendement n° 59 (sociétés gestionnaires des fonds communs de placement constitués pour l'application de la participation et de l'intéressement des salariés) : adopté (p. 6577).

Après l'article 23 : contre l'amendement n° 90 de M. Christian Pierret (privatisation, maintien des cours pendant un mois au niveau du prix de l'offre publique de vente) ; accusation de bradage formulée par l'opposition (p. 6578) ; amendement constituant une prime aux gros porteurs du fait de la stabilité du petit actionnariat (p. 6579) ; nature réglementaire de l'amendement n° 79 de M. Christian Pierret (privatisation, possibilité pour le souscripteur d'annuler son ordre jusqu'à l'expiration de la période d'offre publique de vente) ; intervention éventuelle de la compagnie des agents de change ; contre l'amendement n° 91 de M. Christian Pierret (action en justice des associations d'actionnaires contre les administrateurs de la société) ; action collective des actionnaires ; projet de décret sur l'action individuelle des actionnaires (p. 6600) ; contre l'amendement n° 80 de M. Christian Pierret (action en justice des associations d'actionnaires ou d'épargnants, dispositions offertes aux juridictions répressives) (p. 6601) ; contre l'amendement n° 82 de M. Christian Pierret (publication du prix auquel s'effectuent les transactions de gré à gré portant sur plus de 20 % du capital, mention de l'acquéreur et du vendeur) ; responsabilité de la C.O.B. en matière de maintien des cours à la suite de transactions de gré à gré (p. 6603) ; contre l'amendement n° 85 de M. Christian Pierret (extension aux membres d'associations groupant 1 000 actionnaires du bénéfice des dispositions protégeant les actionnaires détenant au moins 10 % du capital) ; risque de détournement de la procédure prévue à l'amendement n° 85 par des concurrents de la société en cause (p. 6604) ; compétence du Conseil d'Etat et non du tribunal administratif pour les recours contre les décisions générales et les sanctions disciplinaires prononcées par le conseil des bourses de valeurs (p. 6607).

Seconde délibération du projet de loi (p. 6608) :

Son amendement n° 1 (rétablissant l'article 18 *bis*) ; adopté après modification (p. 6608).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 décembre 1987] :

Abandons de souveraineté (p. 6664).
Commissionnaires agréés (p. 6644, 6663).
Compensation des opérations (p. 6663).
Conseil du marché à terme (p. 6663).
Fonds communs d'intervention sur les marchés à terme (p. 6644).
Harmonisation fiscale (p. 6643).
Loi de 1983 (p. 6643).
Marchés à terme (unification des —) (p. 6643).
Marchés à terme de marchandises (p. 6644) ;

Discussion des articles [2 décembre 1987] :

Article 1er *(conseil du marché à terme)* : création de nouveaux contrats sur marchandises ; ressources du conseil ; désignation par décret de ses membres ; commissionnaires agréés ; son sous-amendement verbal à l'amendement n° 2 de la commission (extension de l'obligation de secret professionnel aux agents de la chambre de compensation) : adopté (p. 6565).

Article 1er *bis* *(règlement général du marché à terme et règlements particuliers)* : son amendement n° 49 (recours contre les décisions du conseil du marché à terme) : adopté (p. 6666).

Article 1er *quater* *(opérateurs intervenant sur le marché à terme d'instruments financiers)* : accepte l'amendement n° 29 rectifié de M. Georges Tranchant (accès des commissionnaires agréés au M.A.T.I.F.).

Article 1er *quinquies* *(opérateurs sur le marché à terme de marchandises)* : accepte l'amendement n° 6 de la commission (suppression de la possibilité d'introduire de nouveaux opérateurs sur le marché à terme de marchandises) (p. 6669).

Article 1er *octies* *(compensation des opérateurs sur contrats à terme d'instruments financiers)* : sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 12 de la commission (marchés à terme de marchandises, possibilité du maintien de la banque centrale de compensation) : adopté (p. 6670).

Après l'article 1er *quatuordecies* : son amendement n° 36 (démarchage, harmonisation avec les autres produits financiers) (p. 6671) ; adopté.

Article 1er *quindecies* *(sanctions des infractions aux lois et règlements sur le démarchage prononcées par le conseil du marché à terme)* : contre l'amendement n° 46 de M. Bruno Gollnisch (renforcement des garanties offertes aux contrevenants aux lois et règlements sur le démarchage) ; dispositions de l'amendement prévues par le droit actuel ; s'engage à les reprendre dans les textes d'application ; son amendement n° 37 (produit des sanctions disciplinaires versé au Trésor) : adopté ; son amendement n° 50 (recours contre les sanctions disciplinaires du conseil du marché à terme, de conséquence de l'adoption de l'amendement n° 49 à l'article 1er *bis*) (p. 6672) ; adopté.

article 1er nonies *(sanctions pénales des infractions aux dispositions sur le démarchage)* : son amendement n° 44 (de conséquence de l'adoption de l'amendement n° 36 à l'article 1er *quatuordecies*) : adopté.

Article 1er *septemdecies* *(sanctions disciplinaires applicables aux opérateurs sur le marché à terme)* : son amendement n° 51 (compétence du Conseil d'Etat pour les recours contre les sanctions disciplinaires prononcées par le conseil du marché à terme, de conséquence de l'adoption de l'amendement n° 49 à l'article 1er *bis*) (p. 6673) ; référé administratif sur les sanctions disciplinaires prononcées par le conseil du marché à terme ; adopté.

Article 2 *(régime fiscal des opérations sur contrat à terme de marchandises)* : son amendement n° 38 (rédactionnel) : adopté.

Article 2 *bis* *(fonds communs d'intervention sur les marchés à terme)* : règlement par le porteur des parts de l'impôt afférent aux profits réalisés par le fonds ; son sous-amendement n° 39 à l'amendement n° 23 de M. Jean-Paul Charié (bonne fin financière des transactions) ; son sous-amendement n° 40 à l'amendement n° 23 de M. Jean-Paul Charié (suppression de l'exigence d'indépendance de la chambre de compensation par rapport aux organismes responsables du marché) ; sous-amendement n° 39 : adopté (p. 6675) ; sous-amendement n° 40 : adopté ; contre les amendements n° 24 de M. Jean-Paul Charié et 31 de M. Georges Tranchant (suppression de la référence à l'interdiction de la publicité pour la souscription de parts de fonds communs d'investissement sur les marchés à terme) ; protection de l'épargne (p. 6676).

Article 10 *(maintien d'abrogations effectuées par la loi de 1983 abrogée à l'article 3)* : son amendement n° 45 (publicité et démarchage en vue d'opérations sur les marchés étrangers de valeurs mobilières, contrats à terme et sur tous produits financiers) ; le rectifie ; adopté (p. 6678).

Après l'article 10 : contre les amendements n° 25 de M. Jean-Paul Charié et n° 34 de M. Georges Tranchant (syndicat professionnel du marché à terme de marchandises remplaçant les syndicats professionnels existants) ; transformation de la compagnie des commissionnaires du marché à terme des marchandises en association professionnelle.

Après l'article 12 : son sous-amendement n° 41 à l'amendement n° 26 de M. Jean-Paul Charié (substitution des décisions aux règlements) (p. 6679) ; son sous-amendement n° 42 à l'amendement n° 26 de M. Jean-Paul Charié (adaptation des décisions de la commission des marchés à terme de marchandises à l'application de la présente loi) ; son sous-amendement n° 43 (suppression de la référence au décret en Conseil d'Etat pour les conditions d'application de la présente loi) ; sous-amendement n° 41, 42 et 43 : adoptés (p. 6680).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux (n° 1109).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 décembre 1987] :

Coefficient de réévaluation des loyers (fixation par voie législative) (p. 7997).
Commission consultative de conciliation (p. 7997).
Indice du coût de la construction (p. 7997).

Discussion des articles :

Article 2 *(commission départementale consultative de conciliation)* : consultation facultative souhaitée par le Gouvernement (p. 8001).

Après l'article 2 : ses observations sur les amendements n° 2 de M. Alain Billon et n° 3 de M. Jacques Toubon (possibilité, pour les artistes plasticiens, de prendre un bail commercial tout en ne s'inscrivant pas au registre des métiers ou du commerce) ; danger d'extension de la propriété commerciale (p. 8002).

CHENARD (Alain)

Député de la Loire-Atlantique
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1010).

Première lecture, discussion des articles [27 novembre 1987] :

Article 4 *(règles particulières applicables à certaines associations sportives)* : ses réserves sur cet article ; développement des recettes publicitaires ; nécessité d'accentuer l'entrée de sociétés sportives atteignant un certain niveau dans le droit commun économique (p. 6507) ; participation des municipalités au financement des clubs ; cas de Nantes (p. 6508).

Explications de vote [27 novembre 1987] :

Vote hostile du groupe socialiste (p. 6509).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, discussion des articles [10 décembre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 3 *(dispositions relatives au contrôle judiciaire)* : soutient l'amendement n° 59 de M. Jean-Pierre Michel (chambre de garantie des libertés individuelles ne pouvant décider le contrôle judiciaire qu'après les observations du juge d'instruction chargé de l'affaire, l'inculpé ou son conseil ayant été entendu) (p. 7108) ; rejeté au scrutin public (p. 7109).

CHEVALLIER (Daniel)

Député des Hautes-Alpes
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instaurer une **incitation fiscale** en faveur des **économies d'énergie (n° 1198)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 318, posée le 1er décembre 1987 : **hôpitaux et cliniques (centres hospitaliers : Hautes-Alpes)** (p. 6652) ; appelée le 4 décembre 1987 : **centre hospitalier de Gap** : urgence de la construction du nouveau plateau technique inscrite au plan directeur ; craintes suscitées par les mesures annoncées par M. Philippe Séguin (p. 6777, 6778).

CHEVENEMENT (Jean-Pierre)

Député du Territoire-de-Belfort
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Crise du cinéma [14 octobre 1987] (p. 4282).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 avril 1987] :

Alliances (respect des —) (p. 117).
Bataille nucléaire en Europe (p. 116).
Consensus sur la politique de défense (p. 116)
Coopération franco-allemande (et question de la garantie nucléaire de la France) (p. 117, 118).
Coopération européenne en matière d'armement (p. 118).
Défense européenne (p. 117, 118).
Désarmement et dénucléarisation de l'Europe (négociations américano-soviétiques) (p. 116, 117).
Désengagement américain en Europe (hypothèse d'un —) (p. 117).
Forces nucléaires stratégiques (et notamment nouvelle composante terrestre) (p. 116, 117).

CHIRAC (Jacques)

Premier ministre

DEPOTS

Rapport sur la gestion des crédits du **fonds national pour le développement du sport** en 1985 [2 avril 1987] (p. 8).

Projet de loi portant **ratification des ordonnances** prises en application de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses **mesures d'ordre économique et social (n° 609)** [2 avril 1987].

Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une **liaison fixe transmanche (n° 610)** [2 avril 1987].

Projet de loi portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une **liaison fixe à travers la Manche,** signée le 14 mars 1986 **(n° 611)** [2 avril 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le **Gouvernement de la République populaire hongroise sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 612)** [2 avril 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord international sur le blé** de 1986 comprenant la convention sur le commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire **(n° 613)** [2 avril 1987].

Projet de loi organisant la **consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614)** [2 avril 1987] ; lettre, en date du 9 avril 1987, relative à la consultation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances sur ce projet.

Projet de loi relevant les **peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616)** [2 avril 1987].

Projet de loi sur l'exercice de l'**autorité parentale (n° 617)** [2 avril 1987] ; lettre en date du 6 mai 1987, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna sur ce projet.

Lettre rectificative au projet de loi (n° 443) sur l'**épargne** (n° 618) [2 avril 1987].

Projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant **code du travail maritime,** et relative aux contrats d'engagement maritime à durée déterminée **(n° 620)** [2 avril 1987].

Projet de loi modifiant la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au **redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises** et la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrations judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise **(n° 623)** [2 avril 1987].

Projet de loi relatif aux obligations en matière de vente ou d'échange de certains objets mobiliers et à la **répression du recel (n° 625)** [2 avril 1987].

Déclaration de politique générale du Gouvernement (n° 627) [7 avril 1987].

Rapport sur les résultats de l'application de la loi 80-384 du 24 octobre 1980 créant une **distribution d'actions en faveur des salariés** des entreprises industrielles et commerciales [8 avril 1987] (p. 121).

Rapport sur le **contrôle *a postériori* des actes des collectivités locales** et des établissements publics locaux [8 avril 1987] (p. 121).

Projet de loi autorisant la ratification de la **convention européenne** sur la **répression du terrorisme (n° 631)** [10 avril 1987].

Projet de loi autorisant la ratification d'un **accord** entre les états membres des communautés européennes concernant l'application de la **convention européenne** pour la **répression du terrorisme (n° 632)** [10 avril 1987].

Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de certaines **infractions commises à l'étranger (n° 633)** [10 avril 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la **convention fiscale** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République gabonaise** tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale **(n° 680)** [15 avril 1987].

Projet de loi en faveur de **l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681)** [15 avril 1987].

Projet de loi relatif à la **navigation réservée (n° 682)** [15 avril 1987] ; lettre en date du 13 mai 1987, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et des îles de Wallis et Futuna sur ce projet.

Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le **chômage de longue durée (n° 687)** [22 avril 1987].

Projet de loi portant réforme du régime d'**assurance vieillesse** applicable à **Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 688)** [22 avril 1987].

Projet de loi portant **diverses mesures d'ordre social (n° 738)** [13 mai 1987].

Projet de loi autorisant la ratification d'une **convention d'entraide judiciaire en matière civile** entre la République française et la **République démocratique allemande (n° 739)** [13 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une **convention de coopération judiciaire en matière civile,** y compris le statut personnel, commerciale, sociale et administrative entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Djibouti (n° 740)** [13 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une **convention sur le transfèrement des condamnés détenus** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Djibouti (n° 741)** [13 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une **convention d'extradition entre** le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Djibouti (n° 742)** [13 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une **convention d'entraide judiciaire en matière pénale** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Djibouti (n° 743)** [13 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une **convention générale** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République populaire du Congo sur la sécurité sociale** (ensemble trois protocoles) **(n° 773)** [20 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord de coopération militaire** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Mali** (ensemble un échange de lettres des 8 et 28 juillet 1986) **(n° 774)** [20 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord de coopération militaire technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Guinée équatoriale (n° 775)** [20 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord de coopération militaire technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Guinée (n° 776)** [20 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord de coopération militaire technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République islamique de Mauritanie (n° 777)** [20 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord de sécurité sociale technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement des **Etats-Unis d'Amérique (n° 778)** [20 mai 1987].

Rapport annuel du comité du contentieux fiscal, douanier et des changes [26 mai 1987] (p. 1695).

Lettre, en date du 4 juin 1987, relative à la consultation de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française sur la proposition de loi de M. Edouard Fritch relative au transfert de la compétence du second cycle de l'**enseignement du second degré** au territoire de la **Polynésie française** (n° 718) [10 juin 1987] (p. 2233).

Lettre en date du 11 juin 1987, relative à la consultation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances sur la proposition de loi de M. Jacques Lafleur tendant à modifier le mode d'**élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie** et dépendances (n° 412) [11 juin 1987] (p. 2297).

Lettre, en date du 12 juin 1987, relative à la consultation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française sur la proposition de loi de M. Edouard Fritch tendant à étendre au

territoire de la **Polynésie française** le champ d'application de la loi n° 77-748 du 8 juillet 1977 relative aux **sociétés anonymes à participation ouvrière** (n° 514) [12 juin 1987] (p. 2352).

Projet de loi portant diverses mesures relatives au **financement de la sécurité sociale (n° 840)** [11 juin 1987].

Projet de loi relatif au **développement et à la transmission des entreprises (n° 841)** [11 juin 1987] ; lettre en date du 13 novembre 1987, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna sur ce projet.

Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le **chômage de longue durée (n° 846)** [16 juin 1987].

Déclaration sur la **politique étrangère du Gouvernement (n° 848)** [16 juin 1987].

Projet de loi relatif aux **juridictions commerciales** et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie **(n° 853)** [17 juin 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de **coopération culturelle, scientifique et technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République algérienne démocratique et populaire (n° 854)** [17 juin 1987].

Projet de loi portant **réforme du contentieux administratif (n° 890)** [25 juin 1987] ; lettres, en date des 5 et 6 octobre 1987, relatives à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française sur ce projet [6 octobre 1987].

Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [2 octobre 1987].

Rapport de gestion de l'office nationale des forêts pour l'année 1986 [2 octobre 1987] (p. 3928).

Rapport sur la situation démographique de la France [2 octobre 1987] (p. 3928).

Rapport sur l'application des dispositions de la loi n° 80-572 du 25 juillet 1980 **sur la protection et le contrôle des matières nucléaires** pour l'année 1986 [2 octobre 1987] (p. 3928).

Rapport sur le contrôle *a postériori* des actes des collectivités locales et des établissements publics locaux [2 octobre 1987] (p. 3928).

Projet de loi relatif au **corps des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne (n° 970)** [14 octobre 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le **Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse** relative à la **reconnaissance réciproque des poinçons officiels apposés sur les ouvrages en métaux précieux (n° 975)** [23 octobre 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord international de 1986 sur le cacao (n° 976)** [23 octobre 1987].

Déclaration du Gouvernement sur la politique en matière de **privatisation (n° 977)** [27 octobre 1987].

Lettre en date du 27 octobre 1987, relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances, de la **Polynésie française** et de **Wallis et Futuna** sur le projet de loi sur les **bourses de valeurs** déposé au Sénat (n° 332, 1986-1987).

Projet de loi relatif à la **transformation de la régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000)** [28 octobre 1987].

Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983, **réprimant la pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 1001)** [28 octobre 1987].

Projet de loi relatif à la **modernisation de l'agriculture** et du secteur **agro-alimentaire (n° 1007)** [4 novembre 1987].

Projet de loi portant statut du territoire de la **Nouvelle-Calédonie (n° 1008)** [4 novembre 1987] ; lettre en date du 13 novembre 1987, relative à la consultation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, sur ce projet.

Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à l'accord de **coopération monétaire** du 23 novembre 1979 entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République fédérale islamique des Comores (n° 1021)** [10 novembre 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'**assistance administrative mutuelle** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République fédérale islamique des Comores** sur la prévention, la recherche et la répression des **fraudes douanières (n° 1022)** [10 novembre 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de la Trinité et Tobago** en vue d'éviter les **doubles impositions** et de prévenir l'**évasion fiscale** en matière **d'impôts sur le revenu** et d'encourager le **commerce et les investissements internationaux** (ensemble un protocole) **(n° 1023)** [10 novembre 1987].

Projet de loi autorisant la ratification d'une **convention** sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de **certaines armes classiques** qui peuvent être considérées comme produisant des **effets traumatiques excessifs** ou comme **frappant sans discrimination** (ensemble les protocoles I et II) **(n° 1024)** [10 novembre 1987].

Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant **création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025)** [10 novembre 1987].

Lettre en date du 10 novembre 1987 relative à la consultation des assemblées territoriales de la **Nouvelle-Calédonie** et dépendances, de la **Polynésie française** et de **Wallis et Futuna** sur le projet de loi relatif aux **fusions** et aux **scissions** de **sociétés commerciales** et modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, déposé au Sénat [12 novembre 1987] (p. 5816).

Projet de loi relatif aux **garanties individuelles** en matière de **placement en détention provisoire** ou sous **contrôle judiciaire** et portant modification **du code de procédure pénale (n° 1059)** [18 novembre 1987].

Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [20 novembre 1987].

Rapport sur l'exécution de la loi n° 85-835 du 7 août 1985 relative à la **modernisation de la police nationale** [3 décembre 1987] (p. 6758).

Déclaration de politique générale du Gouvernement **(n° 1105)** [3 décembre 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation de l'**avenant à la convention fiscale** du 2 mai 1975 entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement du **Canada** ainsi que l'**entente fiscale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement du **Québec** en vue d'éviter les **doubles impositions** et de **prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 1125)** [9 décembre 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation du **quatrième avenant** modifiant la convention entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement du **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** tendant à **éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus** signée le 22 mai 1968, modifiée les 10 février 1971, 14 mai 1973 et 12 juin 1986 **(n° 1126)** [9 décembre 1987].

Projet de loi relatif à la **répression** de l'**usage des produits dopants** à l'occasion des compétition et **manifestations sportives (n° 1127)** [9 décembre 1987].

Rapport sur la gestion de 1986 du **fonds national pour le développement du sport** [15 décembre 1987] (p. 7492).

Projet de loi portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la **maîtrise d'ouvrage** et à ses rapports avec la **maîtrise d'œuvre privée (n° 1146)** [16 décembre 1987].

Projet de loi portant diverses mesures relatives à la **formation professionnelle (n° 1147)** [16 décembre 1987].

Projet de loi relatif à la **sécurité sociale (n° 1148)** [16 décembre 1987].

Projet de loi portant **réglement définitif du budget de 1986 (n° 1149)** [16 décembre 1987].

Projet de loi modifiant l'ordonnance 82-283 du 26 mars 1982 portant **création des chèques-vacances (n° 1150)** [16 décembre 1987].

Rapport sur l'application de la loi n° 84-1171 du 22 décembre 1984 relative à l'intervention des organismes débiteurs de prestations familiales pour le **recouvrement des pensions alimentaires impayées** [2 février 1988] (p. 41).

Projet de loi organique modifiant la loi n° 6-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'**élection du Président de la République au suffrage universel** et le **code électoral (n° 1214)** [2 février 1988] ; lettre en date du 2 février 1988, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna sur ce projet.

Projet de loi relatif à la **transparence financière de la vie politique (n° 1215)** [2 février 1988] ; lettre en date du 2 février 1988, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna sur ce projet.

Projet de loi portant **réforme de la planification (n° 1227)** [3 février 1988].

Rapport sur l'application de la loi 86-797 du 3 juillet 1986 relative à la **suppression de l'autorisation administrative de licenciement** [23 février 1988] (p. 283).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. André Labarrère : position du Gouvernement à l'égard du Front national** : présence institutionnelle du Front national due à la réforme électorale socialiste [29 avril 1987] (p. 730) ; vote avec l'opposition des députés du Front national (p. 731) ;

— **M. Pierre Messmer : préretraités anciens militaires** : inefficacité des mesures prises pour limiter le cumul enstre différents revenus [17 juin 1987] (p. 2517) ; dégradation de la situation des armées ; abrogation du mécanisme d'abattement par voie réglementaire (p. 2518).

INTERVENTIONS

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution, ainsi que le débat et le vote sur cette déclaration (n° 627).**

Discussion [7 avril 1987] :

Agriculture (situation de l'—) (p. 42).
Chômage (lutte contre le —) (p. 20, 21).
Code de la nationalité (p. 21).
Cohabitation (motif et bilan de la) (p. 18).
Dialogue social (conception gouvernementale du) (p. 22).
Equipement militaire (p. 20).
Europe (construction européenne et place de la France en —) (p. 23).
Grèves dans le secteur public (E.D.F.-S.N.C.F.) (p. 20).
Insécurité (lutte contre l'—) (p. 20, 41).
Lycées (construction et entretien des) (p. 40).
Natalité et politique familiale (p. 41).
Nouvelle-Calédonie (p. 20).
Pays en voie de développement (attitude de la France à l'égard des —) (p. 22).
Politique audiovisuelle du Gouvernement (et notamment C.N.C.L.) (p. 41).
Politique économique du Gouvernement (p. 19, 20, 22).
Politique extérieure du Gouvernement (et notamment attitude à l'égard des propositions soviétiques de désarmement) (p. 40).
Politique fiscale du Gouvernement (p. 21, 41).
Privatisations (bilan des) (p. 19).
Protection sociale (avenir du système de) (p. 21).
Recherche (politique de) (p. 40).
Signification du vote de confiance (et notamment cohésion majoritaire) (p. 23, 24, 43).
Situation économique comparée de la France et de la République fédérale allemande (p. 42).
Situation économique de la France en mars 1986 (p. 17, 18).
Situation économique de la France en avril 1987 (p. 19).
Tchad (politique française au —) (p. 22).
Terrorisme (lutte contre le —) (p. 21, 22).
Universités (et notamment manifestations étudiantes contre le projet Devaquet (p. 19).

Après les explications de vote :
Remercie les députés pour la confiance qu'ils lui ont témoignée (p. 63).

— **Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).**

Première lecture, avant la discussion des articles [8 avril 1987] :

Consensus sur la politique de défense (p. 89).
Coopération européenne en matière d'armement (et notamment hélicoptère franco-allemand) (p. 89).
Crédits d'équipement militaire prévus par la loi (p. 89).
Défense européenne (p. 88).
Désarmement et dénucléarisation de l'Europe (négociations américano-soviétiques sur les missiles nucléaires) (p. 88).
Désengagement américain en Europe (hypothèse d'un —) (p. 88).
Dissuasion nucléaire (p. 88).
Désengagement américain en Europe (hypothèse d'un —) (p. 88).
Dissuasion nucléaire (p. 88).
Forces nucléaires stratégiques (et notamment F.O.S.T.) (p. 89).
Loi de programme (organisation et contenu de la —) (p. 89).
Programmes d'équipement (p. 89).
Situation internationale et évaluation des menaces (conflits du Moyen-Orient et du Tchad) (p. 88).

— **Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).**

Première lecture [20 mai 1987] :

Engagement de la responsabilité du Gouvernement en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1371, 1373).

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe, discussion [26 mai 1987] :

Compétitivité des entreprises françaises (p. 1666).
Contreparties pour les salariés (relatives à la modulation) (p. 1667).
Examen du texte (conditions d'— et droits du Parlement) (p. 1665).
Formation professionnelle (p. 1666, 1667).
Partenaires sociaux (associations et attitude des —) (p. 1667).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier de la Constitution, ainsi que débat et vote sur cette déclaration (n° 1105).**

Discussion [3 décembre 1987] :

Aménagement du territoire et transports (p. 6719, 6720).
Chômage (évolution du —) (p. 6716).
Collectivités locales (fiscalité des —) (p. 6720).
Commerce extérieur (p. 6718, 6719).
Economie française (redressement de l'—) (p. 6716).
Education, formation et recherche (p. 6719).
Engagement de la responsabilité du Gouvernement (signification de l'—) (p. 6720, 6721).
Europe (construction européenne) (p. 6718, 6719).
Fiscalité européenne (harmonisation de la —) (p. 6719).
Inflation (maîtrise de l'—) (p. 6716).
Insécurité et terrorisme (lutte contre l'—) (p. 6715).
Majorité parlementaire (union de la —) (p. 6721).
Marchés et monétaires et financiers (action de la France dans la concertation internationale et conduite de la politique intérieure) (p. 6716, 6717).
Otages français détenus au Liban (libération d'— et relations de la France avec le Moyen-Orient) (p. 6715).
Partis politiques (financement des —) (p. 6719).
Pauvreté (lutte contre la —) (p. 6720).
Privatisations (p. 6717).
Sécurité sociale (sauvegarde des différentes branches de la —) (p. 6717, 6718).
Union nationale (appel à l'—) (p. 6720, 6721).

Explications de vote :
Fiscalité (propositions communistes sur la —) (p. 6755).
Identité nationale (définition de l'—) (p. 6755).
Majorité parlementaire (p. 6756).
Parti communiste (irréalisme des propositions du —) (p. 6755).
Parti socialiste (attitude négative du —) (p. 6755, 6756).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe (ses **observations** sur le —) : engagement de la responsabilité du Gouvernement à l'initiative du Premier ministre (p. 6756).

— **Associe le Gouvernement** à l'éloge funèbre de M. Georges Delfosse [2 février 1988] (p. 4).

— **Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).**

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [2 février 1988] :
Origines et motifs du dispositif proposé :
— coût de la vie politique (mesure et causes) : (p. 5) ;
— financement de la vie politique et fonctionnement de la démocratie : (p. 5) ;
— financement de la vie politique et image de la classe politique : (p. 5) ;
— financement actuel des partis politiques (et notamment « affaires » ayant mis en cause certains d'entre eux) : (p. 5) ;
— élaboration de la réforme : (p. 6).
Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
Philosophie de la réforme : (p. 6).
Financement des partis politiques :
— appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques : (p. 6).

CHOLLET (Paul)

Député du Lot-et-Garonne
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Problèmes posés par les faillites d'établissements d'équarrissage** [22 avril 1987] (p. 548).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).**

Première lecture, avant la discussion des articles [7 mai 1987] :
Enfant issu du mariage (p. 964).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).**

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [24 juin 1987] [25 juin 1987] :
Harkis (situation et actions en faveur des —) (p. 3167, 3168).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).**

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Article 5 *(dispositions applicables aux certificats d'indemnisation) :* soutient l'amendement n° 60 de M. Willy Diméglio (cessibilité des certificats d'indemnisation) (p. 3202) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; son amendement n° 83 (versement des indemnités n'étant pas limité par les crédits inscrits chaque année dans la loi de finances) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; soutient l'amendement n° 61 de M. Willy Diméglio (cession des certificats d'indemnisation étant exonérée de toute imposition) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3203).

Après l'article 8 : son amendement n° 84 (personnes visées à l'article 8 pouvant obtenir la renégociation des prêts obtenus pour le financement des opérations d'accession à la propriété lorsque le montant annuel global de remboursement effectué au titre de ces prêts est supérieur à 33 % des ressources annuelles de l'emprunteur) : retiré (p. 3208).

Titre : son amendement n° 82 (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « projet de loi relatif à la réparation des dommages subis par les rapatriés ») (p. 3213) ; retiré (p. 3214).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).**

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :
Crédit agricole :
— développement et adaptation (p. 6121) ;
— indépendance du — à l'égard de l'Etat (p. 6121) ;
— maintien de la vocation et du rôle spécifique du — (p. 6122) ;
— prêts bonifiés (monopole de distribution des —) (p. 6121).

CHOMAT (Paul)

Député de la Loire
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Membre de la commission de la télématique [*J.O.* du 11 avril 1987] (p. 4177).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à instituer le droit au logement et à définir les modalités de la mise en œuvre concrète (n° 810) [3 décembre 1987] (p. 6761).

Membre suppléant de la Commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à permettre aux communes de continuer à percevoir la **taxe professionnelle** sur les **arsenaux** et manufactures d'armes **(n° 640)** [14 avril 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Difficultés des offices d'H.L.M. et revendications de leurs locataires :** congrès des organismes d'H.L.M. [20 mai 1987] (p. 1364) ;

— **Anciens combattants d'Afrique du Nord :** droit à une retraite anticipée [9 décembre 1987] (p. 7004) ;

orales sans débat :

— **n° 277,** posée le 6 octobre 1987 : **logement (politique et réglementation)** (p. 3979) ; appelée le 9 octobre 1987 : **difficultés des locataires et accédants à la propriété :** remplacé par M. Jean Jarosz (p. 4081).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur l'épargne (n° 443).**

Première lecture, avant la discussion des articles [16 avril 1987] :
Financiarisation de l'économie (p. 400).
Impôt sur les sociétés (p. 401).
Investissement des entreprises (aides à l'—) (p. 401).

P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— sécurité des épargnants (p. 400, 401).
Valeurs mobilières (fiscalité des — et abattement sur le revenu des —) (p. 401).

Discussion des articles
[16 avril 1987], [21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *plans d'épargne en vue de la retraite.*

Article 3 *(emplois du P.E.R. ; fiscalité de ses revenus et plus-values) :* ses observations sur l'amendement n° 115 de M. Gilles de Robien (emploi du P.E.R. en valeurs mobilières étrangères et fixant une quotité minimale de valeurs libellées en unités de compte européennes ou en écus) ; insécurité pour les épargnants (p. 448) ; contre l'amendement n° 10 de la commission (emplois du P.E.R. en valeurs étrangères) (p. 449).

Après l'article 9 : son amendement n° 67 (réservant le bénéfice de la prime d'épargne-logement aux seuls épargnants réalisant un projet immobilier) (p. 474) ; rejeté ; son amendement n° 66 (de conséquence de l'amendement n° 67) : devenu sans objet (p. 475).

Chapitre X : *modernisation du marché financier et dispositions diverses.*

Article 45 *(validation législative des transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé) :* son amendement n° 75 (de suppression) (p. 521) ; rejeté (p. 522).

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, discussion des articles
[6 mai 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 13 de M. François Asensi (droit au travail du détenu) : rejeté (p. 908) ; soutient l'amendement n° 14 de M. François Asensi (sortie de prison du détenu) : rejeté (p. 909).

Après l'article 1er : soutient l'amendement n° 18 de M. François Asensi (implantation territoriale des établissements pénitentiaires) : rejeté (p. 912).

Article 1er *bis* *(possibilité de confier à une personne morale de droit privé la conception, la construction et l'aménagement des établissements pénitentaires ainsi que les fonctions autres que celles de direction, de greffe et de surveillance) :* soutient l'amendement n° 19 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 913) ; rejeté (p. 915).

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles
[13 mai 1987], [15 mai 1987], [18 mai 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 247 soutenu par M. Jean Jarosz (salarié ne pouvant renoncer à des droits ou avantages) (p. 1111) ; rejeté (p. 1112).

Article 2 *(récupération) :* son amendement n° 262 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (récupération des heures perdues étant subordonnée à un accord entre l'employeur et une ou plusieurs organisations syndicales représentatives de la majorité des salariés) (p. 1205) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1206).

Article 5 *(instauration conventionnelle de cycles de travail) :* soutient l'amendement n° 271 de M. Jean-Jacques Barthe (tendant à instaurer un repos compensateur de 150 % pour chaque heure supplémentaire) (p. 1266) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1267) ; soutient l'amendement n° 40 de M. Georges Hage (nécessité d'une autorisation préalable de l'inspecteur du travail pour les accords d'entreprise ou d'établissement prévoyant le remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur) (p. 1270) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1271) ; son amendement n° 273 (précisant que le comité d'entreprise ou les délégués du personnel apprécient la réalité de la notion de cycle) (p. 1272), application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1273) ; soutient l'amendement n° 289 de M. Vincent Porelli (limitant à 80 heures par an le contingent des heures supplémentaires pouvant être effectuées après information de l'inspecteur du travail et du commité d'entreprise ou des délégués du personnel) (p. 1285) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1286).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles
[4 et 5 juin 1987] :

Dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat :
— contractuels (recrutement des —) (p. 2034) ;
— droit communautaire (harmonisation imposé par le —) (p. 2035) ;
— politique du Gouvernement (généralités) (p. 2034).

Discussion des articles [5 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la protection sociale.*

Article 1er *(intégration financière du régime des cultes dans le régime général) :* ses observations (p. 2051, 2052) ; son amendement n° 115 (cotisations des titulaires d'une pension) (p. 2053) ; rejeté ; son amendement n° 116 (prise en compte, pour les calculs des cotisations, des revenus réels et du patrimoine des congrégations et des collectivités locales religieuses) : rejeté (p. 2054).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles
[17 juin 1987] :

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Après l'article 23 : atteintes portées aux droits des salariés, et notamment de ceux du secteur public, en matière de grève ; contre l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Delalande (extension du champ d'application de la loi du 31 juillet 1963 sur la grève dans les services publics à l'ensemble des communes et des régions) et contre le sous-amendement n° 203 de la commission (exclusion des communes de moins de 10 000 habitants du champ d'application de la loi du 31 juillet 1963 sur la grève dans les services publics) (p. 2794, 2795).

Explications de vote [17 juin 1987] :
Grève des fonctionnaires (sous-amendement Lamassoure et proposition de loi de M. Fourcade sur la limitation du —) (p. 2814).
Statut des fonctionnaires territoriaux (nécessité d'un —) (p. 2814).
Vote hostile du groupe communiste (p. 2814).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles
[15 octobre 1987], [16 octobre 1987] :

Après l'article 10 : son amendement n° 121 (H.L.M. — exonération de la T.V.A. sur les dépenses d'investissement) ; situation des H.L.M. ; réduction de la durée d'exonération du foncier bâti (p. 4397) ; rejeté au scrutin public (p. 4398).

Après l'article 13 : contre l'amendement n° 14 corrigé de la commission (rétablissement du taux de T.V.A. à 7 % pour les hôtels quatre étoiles) (p. 4406) ; politique sociale du Gouvernement (p. 4407).

Article 21 *(relèvement de 2 000 à 4 000 francs de la limite de réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion agréé pour les redevables dont les recettes sont inférieures aux limites du forfait ou de l'évaluation administrative et qui ont opté pour le régime réel d'imposition) :* son approbation de l'article ; sa proposition de porter la limite de la réduction à 5 000 francs (p. 4446).

Après l'article 21 : son amendement n° 87 (augmentation des limites de chiffre d'affaires permettant l'obtention de la réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion agréé) : rejeté ; son amendement n° 88 (relèvement des limites de chiffre d'affaires dispensant de la mission de surveillance d'un expert comptable) (p. 4447) ; rejeté ; son amendement n° 89 (renouvellement tous les six ans de l'agrément et de l'habilitation des centres de gestion agréés ; maintien du délai de trois ans pour le premier renouvellement) ; rejeté ; son amendement n° 108 (extension du champ d'action des centres de gestion agréés) (p. 4448) ; rejeté (p. 4449).

Article 28 *(suppression de l'affectation de la taxe additionnelle au droit de bail au budget de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) :* son opposition à l'article ; politique du logement menée par l'actuelle majorité ; rôle de l'A.N.A.H. (p. 4467).

Deuxième partie :

Industrie. — *Examen des crédits* [26 octobre 1987] :

Etat C, titre VI : son amendement n° 152 soutenu par Mme Colette Gœuriot (réduction d'autorisations de programme et de crédits) (p. 4830) : rejeté (p. 4831).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :
Assujettissement des télécommunications à la T.V.A. (p. 4840).
Centre national d'études spatiales (p. 4840).
Déréglementation des télécommunications (p. 4839, 4840, 4841).

Effectifs de la poste (et problème des bureaux de poste ruraux) (p. 4840).
Filière électronique (financement de la —) (p. 4840).
« Informatique pour tous » (plan —) (p. 4840).
Investissements des P. et T. (recul des) (p. 4840).
Prélèvement de l'Etat sur le budget annexe des P. et T. (p. 4840).
Statut des P. et T. (p. 4840, 4841).

Jeunesse et sports. - *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Associations (p. 4931).
Collectivités territoriales (dépenses d'équipement et de fonctionnement des — en faveur du sport) (p. 4931).
Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (F.O.N.J.E.P.) (gestion des postes) (p. 4931).
Fonds national pour le développement du sports (F.N.D.S.) (p. 4931).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Examen des fascicules* [4 novembre 1987] :

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (et réhabilitation des logements sociaux) (p. 5351).
Aides à la personne (aide personnalisée au logement et allocation logement) (p. 5351, 5352).
Habitations à loyer modéré (H.L.M.) (p. 5352).
Logement (droit au —) (p. 5352).

Vote des crédits (p. 5398) :

Article 68 *(aide personnalisée au logement) :* son amendement n° 236 (de suppression) (p. 5405) ; rejeté au scrutin public ; souhaite déposer un sous-amendement en séance ; ses observations sur l'amendement n° 243 du Gouvernement (augmentation du plafond du loyer pour le calcul de l'aide accordée aux occupants de logements à usage locatif conventionné) (p. 5408).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Article 55 *(centres de gestion et associations agréés ; relèvement à 400 000 francs de la limite pour l'abattement de 20 %) :* son amendement n° 250 rectifié (limite portée à 500 000 francs ; taux de l'impôt sur les sociétés porté à 55 %) (p. 5843) ; rejeté.

Après l'article 55 : son amendement n° 251 rectifié (centres de gestion agréés ; extension du champ de leur compétence ; taux de l'impôt sur les sociétés porté à 55 %) (p. 5844) ; rejeté ; son amendement n° 252 (régime du forfait ; extension à ses bénéficiaires de l'abattement de 20 % ; relèvement des limites de chiffres d'affaires ; imposition de la prime de remboursement de l'emprunt Giscard) : rejeté ; son amendement n° 255 rectifié soutenu par M. Paul Mercieca (suppression de la provision pour fluctuation des cours) (p. 5845) ; déclaré irrecevable (p. 5846) ; droit d'enregistrement sur les cessions de fonds de commerce (p. 5847).

Article 58 *(taxe professionnelle sur les arsenaux de l'Etat) :* son approbation sous réserve de précision (p. 5879).

Après l'article 60 : son amendement n° 256 soutenu par M. Gérard Bordu (plans et comptes d'épargne logement ; reversement à l'Etat, par les établissements financiers, de la prime d'épargne) (p. 5912) ; rejeté (p. 5913).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, discussion des articles [17 et 18 novembre 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions relatives aux droits des sociétés.*

Article 1er *(article 20 de la loi du 24 juillet 1966 ; cession de parts de sociétés S.N.C., commandite simple, S.A.R.L.) :* son amendement n° 49 soutenu par M. Jean Reyssier (information des associés) : rejeté.

Article 2 *(article 40 de la loi du 24 juillet 1966 ; responsabilité des associés des S.A.R.L. en cas d'apport en nature) :* son amendement n° 50 soutenu par M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté (p. 5994).

Article 4 *(article 62 de la loi du 24 juillet 1966 ; responsabilité des associés des S.A.R.L. en cas d'apports en nature) :* son amendement n° 51 soutenu par M. Guy Ducoloné (de suppression) : retiré (p. 5995).

Après l'article 7 : son amendement n° 64 précédemment soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (abrogation de la règle selon laquelle un conseil d'administration ne peut être composé pour plus du tiers des salariés de l'entreprise, pour les rachats d'entreprises par les salariés) : rejeté (p. 5999).

Article 20 *(modification ou abrogation de divers articles de la loi du 24 juillet 1966) :* son amendement n° 52 (actions de garantie déposées par les administrateurs de société) : rejeté (p. 6024).

Article 21 *(article 1075 du code civil ; bénéficiaires des donations-partages et des testaments-partages) :* contre cet article ; niveau des droits de mutation sur les fonds de commerce ; utilisation des fonds affectés par les organismes patronaux ou les chambres de commerce ; fiscalité des P.M.E. (p. 6030).

Chapitre III : *dispositions fiscales.*

Article 23 *(articles 719, 724 et 725 du code général des impôts ; droit d'enregistrement sur les mutations de fonds de commerce) :* son amendement n° 65 soutenu par M. Daniel Le Meur (tendant à ramener à 4,80 % les droits de mutation sur les fonds de commerce) (p. 6053) ; rejeté (p. 6054).

Après l'article 23 : son amendement n° 66 soutenu par M. Daniel Le Meur (prévoyant un stage d'initiation à la gestion préalablement à l'inscription au registre du commerce) : rejeté (p. 6058).

Explication de vote (p. 6058) :

Chefs d'entreprise (formation des —) (p. 6058).
P.M.E. (difficultés des —) (p. 6058).
Transmission des entreprises (dispositif adopté) (p. 6058).
Transmission des entreprises (fiscalité notamment imposition des plus-values) (p. 6058, 6059).
Vote hostile du groupe communiste (p. 6059).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, discussion des articles [10 décembre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 7 *(dispositions relatives aux prolongations de détention provisoire) :* soutient l'amendement n° 36 de M. François Asensi (de suppression) : rejeté (p. 7120).

— Son rappel au règlement : s'indigne des modifications constantes de l'ordre du jour ; considère que les conditions de travail son intolérables ; regrette que le texte relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction soit discuté avec peu de parlementaires présents [11 décembre 1987] (p. 7191).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de conatruction (n° 1025).

Première lecture, avant la discussion des articles [11 décembre 1987] et [17 décembre 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 7213, 7222) ; rejetée au scrutin public (p. 7224).
Comité interprofessionnel du logement (gestion) (p. 7214).
Comité interprofessionnel du logement (structure et champs d'intervention) (p. 7214).
Entreprises (taux de participation des — à l'effort de construction) (p. 7221).
Habitat (amélioration de l'—) (p. 7218, 7219, 7220).
Habitations à loyer modéré et logements sociaux (p. 7215).
Logement (aides au —) (p. 7215, 7216).
Logement (crise du —) (p. 7217, 7219, 7220).
Logement (droit au —) (p. 7216, 7217).
Loyers (niveau des —) (p. 7199, 7218).
Un pour cent logement (histoire, rôle, bilan, perspectives) (p. 7213, 7214, 7215, 7217, 7220, 7221, 7222).
Un pour cent logement (emploi et affectation du —) (p. 7222).

Discussion des articles :

Avant l'article 1er : son amendement n° 54 soutenu par M. Jean Jarosz (hausse des loyers) : rejeté ; son amendement n° 55 soutenu par M. Robert Montdargent (contrat de location ne pouvant être rompu lorsqu'une réservation a été effectuée au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction) : rejeté (p. 7628) ; son amendement n° 58 soutenu par M. Paul Mercieca (logements réservés au titre du 1 % ne pouvant être vendus que dans les conditions légales régissant la vente des logements H.L.M.) : rejeté ; son amendement n° 13 soutenu par M. Paul Mercieca (implication financière obligatoire des organismes réservataires) : rejeté ; son amendement n° 14 soutenu par M. Robert Montdargent (modification de

l'attribution des logements sociaux) (p. 7629) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 16 soutenu par M. Robert Montdargent (prérogatives au comité d'entreprise en matière d'affectation et de mode d'investissement de la contribution de l'entreprise à l'effort de construction) : rejeté ; son amendement n° 15 soutenu par M. Jean Jarosz (composition des conseils d'aministration) (p. 7631) ; rejeté ; son amendement n° 17 soutenu par M. Paul Mercieca (tendant à réserver en priorité les logements attribués au titre du 1 % aux demandeurs résidant où son implantés ces logements) (p. 7632) ; rejeté ; son amendement n° 18 soutenu par M. Jean Jarosz (consultation du comité d'entreprise sur l'utilisation du 1 %) : rejeté ; son amendement n° 19 soutenu par M. Paul Mercieca (modification de l'appellation de la contribution du 1 %) (p. 7633) ; rejeté (p. 7634).

Article 1er *(taux de participation obligatoire des employeurs à l'effort de consutrction) :* son amendement n° 21 rectifié soutenu par M. Jean Jarosz (augmentation du taux) (p. 7637) ; rejeté au scrutin public (p. 7638).

Après l'article 1er : son amendement n° 66 soutenu par M. Paul Mercieca (tendant à maintenir le bénéfice de l'aide personnalisée au logement en cas de renégociation des prêts) : rejeté ; son amendement n° 92 soutenu par M. Robert Montdargent (tendant à donner des moyens aux associations de locataires d'assumer leurs activités) : rejeté (p. 7644) ; son amendement n° 94 soutenu par M. Robert Montdargent (démocratisation des conseils d'administration des sociétés H.L.M.) : rejeté ; son amendement n° 58 soutenu par M. Robert Montdargent (limitation de la hausse des loyers) : rejeté ; son amendement n° 64 soutenu par M. Paul Mercieca (diminution du taux d'intérêt des prêts aidés à l'accession à la propriété contractés avant le 1er janvier 1986) : rejeté ; son amendement n° 65 soutenu par M. Paul Mercieca (même objet) (p. 7645) ; rejeté (p. 7646).

Article 2 *(agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction) :* son amendement n° 23 soutenu par M. Jean Jarosz (de suppression) (p. 7689) ; rejeté (p. 7690) ; *article L. 313-10 (composition du conseil d'administration de l'agence nationale) :* son amendement n° 24 rectifié soutenu par M. Jean Jarosz (représentation majoritaire des salariés dans le conseil d'administration de l'agence) (p. 7693) ; rejeté (p. 7694).

— Projet de loi relatif à la transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 décembre 1987] :

Renault-R.N.U.R. :

— Renault véhicules industriels (p. 7300, 7301).

CHOMETON (Georges)

Député du Puy-de-Dôme
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 874) tendant à instaurer une zone d'entreprise dans le bassin d'emploi d'Issoire et du Val-d'Allier [2 juillet 1987] (p. 3621).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Action des aides ménagères à domicile [20 mai 1987] (p. 1361, 1362).

INTERVENTIONS

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 mai 1987] :

Fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (p. 1310).
Handicapés :
— insertion sociale et professionnelle (p. 1310) ;
— formation professionnelle (p. 1310).
Obligation d'emploi (bénéficiaires de l'—) (p. 1310, 1311).
Obligation d'emploi dans le secteur privé (p. 1310).
Obligation d'emploi dans le secteur public (p. 1310, 1311).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Apprentissage et formation professionnelle (p. 4639).
Commerçants, artisans et conjoints (statut social des —) (p. 4639).
Crédits budgétaires affectés au ministère (p. 4639).
Formation des commerçants et artisans (p. 4639).
Paracommercialisme (p. 4639).
Zones sensibles et rurales (soutien aux entreprises) (p. 4639).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Remplacé par M. Jean Proriol : zones de montagne (crédits destinés aux —) (p. 4773).

CHOUAT (Didier)

Député des Côtes-du-Nord
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constitué pour l'examen du projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681) [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Commerce extérieur : déclaration du ministre chargé du commerce extérieur annonçant une inversion de tendance [25 novembre 1987] (p. 6433).

INTERVENTIONS

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 mai 1987] :

C.N.P.F. (attitude du — face au projet) (p. 1305).
Fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (p. 1305).
Handicapés :
— insertion sociale et professionnelle (p. 1305) ;
— formation professionnelle (p. 1305, 1306) ;
— législation sur l'emploi des — (nécessité d'une réforme de la —) (p. 1304).
Ministère des P.T.T. (emploi des handicapés au) (p. 1305).
Obligation d'emploi dans le secteur privé (p. 1303, 1304, 1305).
Obligation d'emploi dans le secteur public (p. 1305).

Discussion des articles [19 mai 1987] [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) :* ses observations sur le mécanisme de la garantie de ressources pour les travailleurs handicapés dont le salaire est diminué ; hypothèse d'une affectation des pénalités réclamées aux entreprises qui ne remplissent aucune des obligations d'emploi au fonds de développement pour l'insertion des travailleurs handicapés (p. 1331, 1332) ; *article L. 323-1 du code du travail* (définition de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 23 (visant à retenir le seuil de 10 salariés pour l'obligation d'emploi dans les entreprises) (p. 1332) ; rejeté ; son amendement n° 24 (travail à temps partiel pour les handicapés) : adopté (p. 1333) ; son amendement n° 25 (tendant à fixer un minimum de 6 % pour la proportion des salariés recrutés parmi les handicapés)

(p. 1334) ; rejeté ; son amendement n° 26 (possibilité d'augmenter le quota de salariés handicapés par voie réglementaire en fonction des secteurs d'activité et de la nature des emplois concernés) (p. 1336) ; rejeté ; son sous-amendement n° 148 soutenu par M. André Clert à l'amendement n° 1 de la commission (tendant à n'exonérer temporairement de leur obligation d'emploi que les entreprises nouvellement créées) ; son sous-amendement n° 149 soutenu par M. André Clert à l'amendement n° 1 de la commission (tendant à n'exonérer les entreprises de leur obligation d'emploi que pendant un délai de deux ans) : rejeté (p. 1338) ; ses amendements n° 28 et 29 : devenus sans objet (p. 1339) ; *article L. 323-2 du code du travail* (application de l'obligation d'emploi dans les collectivités et organismes publics) : son amendement n° 31 (fixation des modalités des offres d'emploi aux handicapés dans le secteur public par décret en Conseil d'Etat) (p. 1339) ; adopté (p. 1340) ; son amendement n° 33 (présentation d'un rapport dans le cadre du projet de loi de finances sur le respect de l'obligation d'emploi dans le secteur public) ; rejeté (p. 1341) ; *article L. 323-4 du code du travail* (calcul des effectifs de l'entreprise et du nombre des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 34 soutenu par M. Gérard Collomb (calcul des effectifs de l'entreprise) (p. 1376) ; adopté ; soutient l'amendement n° 35 de M. Bernard Derosier (inclusion dans l'effectif de l'entreprise des salariés occupant des emplois exigeant une aptitude particulière) : rejeté au scrutin public (p. 1377) ; son amendement n° 37 (prise en compte multiple) (p. 1378) ; rejeté ; son amendement n° 40 (durée de la majoration de décompte) : rejeté (p. 1379) ; *article L. 123-6 du code du travail* (détermination du salaire des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 41 (définition du défaut de rendement pouvant entraîner une diminution de salaire) : adopté ; *article L. 323-5 du code du travail* (assimilation de certaines catégories particulières à des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : adopté (p. 1381) ; *après l'article L. 323-6 du code du travail :* son amendement n° 43 (impossibilité de refuser d'embaucher une personne handicapée, de prononcer sa mutation, de résilier ou refuser de renouveler son contrat de travail) (p. 1381) ; rejeté ; *article L. 323-7 du code du travail* (délai-congé applicable aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi) ; son amendement n° 44 (personnes auxquelles est applicable l'allongement du délai-congé) ; rejeté ; son amendement n° 45 corrigé (suppression de la limite mise au délai-congé en cas de licenciement d'un travailleur handicapé) : rejeté ; son amendement n° 46 (rédactionnel) (p. 1382) ; rejeté ; *article L. 323-8 du code du travail* (contrat de sous-traitance avec le secteur protégé) : son amendement n° 47 soutenu par M. Louis Besson (possibilité offerte aux employeurs de s'acquitter totalement de leur obligation d'emploi en confiant des travaux aux secteur protégé accueillant des personnes handicapées) : rejeté (p. 1383) ; *article L. 323-8-1 du code du travail* (accord prévoyant un programme en faveur des travailleurs handicapés) : son amendement n° 48 (définition et contenu du programme en faveur des travailleurs handicapés) : satisfait (p. 1385) ; son amendement n° 50 (contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (p. 1399) ; rejeté ; *article L. 323-8-3 du code du travail* (gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : son amendement n° 52 (objet du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : adopté ; son amendement n° 53 soutenu par M. Jean Proveux (caractère paritaire de l'association gérant le fonds destiné à l'insertion professionnelle des handicapés ; participation des organisations syndicales représentatives à la gestion de ce fonds) (p. 1402) ; rejeté (p. 1403) ; *article L. 323-8-4 du code du travail* (actions financées par le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : soutient l'amendement n° 55 de Mme Marie-France Lecuir (actions d'insertion financées par le fonds) : adopté (p. 1404) ; son amendement n° 56 (actions financées par le fonds devant compléter celles déjà engagées par l'Etat, les organismes sociaux et les collectivités locales) : retiré (p. 1405) ; son amendement n° 58 soutenu par M. Jean Proveux (financement des actions novatrices décentralisées d'insertion et de formation des travailleurs handicapés) : rejeté (p. 1406) ; son amendement n° 59 (interdiction aux entreprises ayant volontairement opté pour la contribution libératoire de solliciter les aides de ce fonds) (p. 1407) ; retiré (p. 1408) ; *article L. 323-8-5 du code du travail* (déclaration annuelle des employeurs) : soutient l'amendement n° 60 de Mme Marie-Josèphe Sublet (déclaration annuelle des employeurs devant fournir la liste des postes susceptibles d'être occupés par des personnes handicapées) : rejeté (p. 1409) ; *après l'article L. 323-8-5 du code du travail :* reprend l'amendement n° 145 de M. Guy Herlory (pénalités dues par les employeurs n'ayant pas satisfait à l'obligation d'emploi étant reversées au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : rejeté ; son amendement n° 61 soutenu par Jean Proveux (montant de la pénalité due en cas de non respect de l'obligation d'emploi) : rejeté (p. 1410) ; reprend l'amendement n° 138 de M. Jean Farran (montant des pénalités correspondant à la contribution étant versé au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : rejeté ; *article L. 323-8-7 du code du travail*, droit de recours des associations de handicapés) : son amendement n° 63 (ouverture du droit de recours aux organisations syndicales) : rejeté ; *article L. 323-8-8 du code du travail (dispositions d'exécution) :* son amendement n° 64 (avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées avant élaboration des mesures d'application) (p. 1411) ; rejeté (p. 1412).

Article 3 *(commission départementale des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) :* soutient l'amendement n° 65 de Mme Marie-France Lecuir (champ d'intervention de la commission départementale) : rejeté ; son amendement n° 66 (commission devant pouvoir statuer sur les contentieux nés de l'application des définitions des catégories d'emploi prises en compte pour le calcul de l'effectif de l'entreprise) : rejeté ; son amendement n° 67 soutenu par M. Jean Proveux (composition de la commission départementale) (p. 1414) ; rejeté ; son amendement n° 68 (possibilité d'une représentation des collectivités territoriales au sein de la commission départementale) (p. 1415) ; retiré ; son amendement n° 69 (durée du mandat des membres de la commission départementale) rejeté ; son amendement n° 70 (représentation des personnes handicapées dans la commission départementale) : retiré (p. 1416) ; son amendement n° 71 (fixation à six ans de la durée du mandat des membres de la commission départementale) : retiré (p. 1417) ; son amendement n° 73 soutenu par M. Jean Proveux (commission départementale devant établir un compte-rendu annuel de son activité) (p. 1418) ; adopté (p. 1419).

Après l'article 5 : son amendement n° 74 (impossibilité pour un employeur de résilier le contrat de travail d'une salarié victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle au cours des périodes de suspension) (p. 1419) ; rejeté (p. 1420).

Article 6 *(dispositions transitoires) :* son amendement n° 75 (réduction à deux ans de la période transitoire) : rejeté ; son amendement n° 76 soutenu par M. Louis Besson (obligation d'emploi) : retiré (p. 1422).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — I. Enseignement scolaire.
Examen du fascicule [28 octobre 1987] :

Baccalauréat (objectif d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du —) (p. 4995).
Carte scolaire et sectorisation (p. 4995).
Echec scolaire (plan pour la réussite scolaire) (p. 4995).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 décembre 1987] :

Caractère obligatoire de l'enseignement de la musique et des arts plastiques à l'école et au collège (p. 7589).
Collectivités locales (rôle des —) (p. 7589).
Enseignants de l'enseignement artistique (effectifs et formation des —) (p. 7589).
Haut comité des enseignements artistiques (p. 7589, 7590).
Situation actuelle de l'enseignement artistique (p. 7589).

Discussion des articles [16 décembre 1987] :

Chapitre Ier : *des enseignements artistiques dispensés dans les établissements scolaires et les établissements d'enseignement supérieur.*

Article 3 *bis* *(sanctions des enseignements artistiques) :* soutient l'amendement n° 38 de M. Charles Metzinger (enseignements artistiques devant être organisés comme l'ensemble des autres disciplines) : rejeté (p. 7598).

CHUPIN (Claude)

Député du Maine-et-Loire
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038) [*J.O.* du 3 décembre 1987] (p. 14092).

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues transférant le contentieux des décisions du conseil de la concurrence à la juridiction judiciaire (n° 638).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 avril 1987] :

Conseil de la concurrence (et notamment nature et compétence du —) (p. 678, 679).
Liberté économique (et notamment pouvoirs de l'Etat) (p. 679).

Discussion des articles [28 avril 1987] :

Article 1er *(recours contre les décisions du conseil de la concurrence devant la cour d'appel de Paris) :* soutient l'amendement n° 15 de M. Michel Sapin (de suppression) : rejeté (p. 686).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [25 juin 1987] :

Conseil de la concurrence (nature du — et de ses décisions) (p. 3155).
Ordonnance du 1er décembre 1986 (ratification des articles 12 et 15 de l'—) (p. 3155).

Explications de vote [25 juin 1987] :

Ordonnance du 1er décembre 1986 (ratification de l'—) (p. 3157).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 3157).

— Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Foyer relative à la protection des topographies de produits semi-conducteurs et à l'organisation de l'Institut national de la propriété industrielle (n° 649).

Première lecture, avant la discussion des articles [29 juin 1987] :

Soutient la question préalable de M. Pierre Joxe (p. 3363, 3364).
Brevets et innovations (retard de la France en matière de —) (p. 3365).
Institut national de la propriété industrielle (missions, organisations, statuts et recours contre le décisions de son directeur) (p. 3363, 3364, 3365).
Politique d'aide à l'innovation et à la recherche (p. 3364, 3365).
Semi-conducteurs (protection des topographies des —) (p. 3365).

Discussion des articles [29 juin 1987] :

Titre II : *organisation de l'Institut national de la propriété industrielle.*

Article 6 *(compétence et financement de l'Institut national de la propriété industrielle) :* son amendement n° 1 (de suppression) (p. 3366) ; rejeté.

Article 7 *(réorganisation de l'I.N.P.I. et recours contre les décisions de son directeur général) :* son amendement n° 2 (de suppression) : rejeté (p. 3367).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

Allégements fiscaux en faveur des entreprises (p. 4807).
Compétitivité de l'industrie française (p. 4808).
Electronique (industrie — et composants) (p. 4808).
Politique industrielle menée depuis 1986 (p. 4807, 4808).
Textile (industrie) (p. 4808).
Transmission d'entreprises (proposition de loi relative à la — déposée par le groupe socialiste) (p. 4808).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Examen des fascicules* [4 novembre 1987] :

Aides à la personne (aide personnalisée au logement et allocation logement) (p. 5375, 5376).

Economie, finances et privatisation. Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Questions* [12 novembre 1987] :

Association de consommateurs (p. 5765).
Conseil de la concurrence (p. 5765).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs (n° 1135).

Première lecture, discussion des articles [20 et 21 décembre 1987] :

Après l'article 6 : son amendement n° 18 soutenu par M. Michel Sapin (tendant à donner aux associations ayant pour objet la défense des investisseurs en valeur mobilière la possibilité d'agir pour la protection des épargnants) (p. 7968, 7969) ; satisfait ; son amendement n° 19 soutenu par M. Michel Sapin (tendant à améliorer la défense des petits porteurs) : rejeté ; son amendement n° 20 soutenu par M. Michel Sapin (même objet) : rejeté (p. 7970).

CLAISSE (Pierre)

Député de la Somme
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 641) tendant à modifier le code forestier afin de favoriser les implantations de golfs [14 mai 1987] (p. 1179).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer une procédure de **médiation** préalable et à assurer un **service minimal** en cas de **grève dans les services publics (n° 655)** [14 avril 1987].

CLEMENT (Pascal)

Député de la Loire
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Juge suppléant élu à la Haute Cour de justice [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 370).

Prestation de serment le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 746) [21 mai 1987] (p. 1491).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (intérieur : administration générale et collectivités locales) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Rapporteur pour avis, du projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif aux bourses de valeur (n° 1002) [5 novembre 1987] (p. 5483).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les bourses des valeurs (n° 1002) [*J.O.* du 10 décembre 1987] (p. 14382).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer une **peine minimum** d'un mois d'emprisonnement sans sursis en cas d'homicide involontaire commis par un **conducteur de véhicule en état d'ivresse (n° 636)** [14 avril 1987].

Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance 58-1360 du 29 décembre 1958 portant **loi organique relative au conseil économique et social (n° 734)** [13 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 746), adoptée par le Sénat, tendant à modifier **l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 792)** [27 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelle de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 853) adopté par le Sénat, relatif aux **juridictions commerciales** et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie **(n° 922)** [1er juillet 1987].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)**, tome III : **intérieur : administration générale et collectivités locales (n° 964)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation de la sécurité sociale : [20 mai 1987] (p. 1361).

INTERVENTIONS

— Projets de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanché (n° 610) et portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).

Première lecture, avant la discussion des articles, discussion commune [22 avril 1987] :

Financement sur fonds privés (p. 579).
Grande-Bretagne (accueil réservé au projet en —) (p. 578, 579).
Marché européen (p. 579).

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Alcoolisme au volant (sanctions de l'—) :
— dissuasion de l'— (p. 609) ;
— peine minima incompressible (fixation d'une — et rôle des juges) (p. 609) ;
— peines encourues (législation actuelle et aggravation des —) (p. 609) ;
— peines prononcées effectivement par les tribunaux (et notamment disparité des —) (p. 609).
Publicité pour l'alcool (p. 609, 610).

Discussion de l'article unique : [23 avril 1987].

Après l'article unique : contre l'amendement n° 20 de M. Jacques Mahéas (tendant à ajouter à l'éventail des peines un temps minimal de travail d'intérêt général comme peine complémentaire ; pour l'amendement n° 3 rectifié de la commission des lois (détermination d'une peine minimale en cas de cumul des infractions de conduite en état d'ivresse et d'homicide involontaire) (p. 632, 633).

— Son hommage à trois pilotes de chasse victimes du devoir [20 mai 1987] (p. 1374).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marcel Lucotte tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 746).

Première lecture, avant la discussion des articles [3 juin 1987] :

Conseil constitutionnel (jurisprudence du —) (p. 1926).
Découpage électoral (p. 1925).
Defferre (politique de M. —) (p. 1925).
démocratie locale (p. 1924).
Loi du 31 décembre 1982 dite « loi P.L.M. » (p. 1924, 1925).
Secteurs (répartition des sièges des conseillers municipaux entre —) (p. 1925).
Secteurs (évolution démographique des —) (p. 1926).

Discussion des articles [4 juin 1987] :

Article 1er, tableau 4 annexé *(tableau des secteurs pour l'élection des conseillers municipaux de Marseille) :* contre l'amendement n° 5 corrigé de M. Michel Sapin (répartition des sièges par secteur) ; contre l'amendement n° 1 de M. Pascal Arrighi (même objet) ; contre l'amendement n° 2 de M. Guy Hermier (même objet) (p. 1958, 1959, 1960) ; contre l'amendement n° 6 corrigé de M. Michel Sapin (répartition des sièges par secteur) (p. 1963).

Après l'article 1er : contre l'amendement n° 7 de M. Michel Sapin (vote par arrondissement) (p. 1964).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie (n° 853).

Première lecture, avant la discussion des articles :
Rapporteur [3 juillet 1987] :

Délégués consulaires (désignation des —) (p. 3638).
Faillites et règlements judiciaires (compétence des tribunaux de commerce dans les —) (p. 3637, 3638).
Juges consulaires (recrutement et mandat des —) (p. 3638).
Légalisation des dispositions relatives aux tribunaux de commerce et à leur régime électoral (p. 3637).
Limite d'âge (p. 3638).
Présidents des tribunaux de commerce (désignation des —) (p. 3638).
Régime disciplinaire (institution d'un —) (p. 3638).
Renouvellement des membres des tribunaux de commerce (p. 3638).
Tribunaux de commerce en tant que juridictions exceptionnelles (historique et situation actuelle des —) (p. 3636).
Tribunaux de commerce (réformes) (p. 3636, 3637).
Tribunaux de commerce (répartition géographique) (p. 3636).

Discussion des articles [3 juillet 1987] :

Titre Ier : *tribunaux de commerce.*

Article 1er *(institution et compétences ; organisation et fonctionnement) :* contre l'amendement n° 17 de M. Georges-Paul Wagner (possibilité de choix pour les cadres de l'industrie et du commerce entre la compétence du tribunal de commerce et celle du Conseil des prud'hommes) ; nécessité d'obtenir l'avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et celui du ministre des affaires sociales et de l'emploi ; amendement prématuré (p. 3644) ; ses observations sur la demande de vote par division de l'amendement n° 17 formulée par M. Jacques Limouzy ; contre l'amendement n° 25 de M. Gérard Welzer (expérience judiciaire minimale de deux ans pour la majorité des juges composant la formation de jugement en cas de procédure de redressement judiciaire simplifiée) (p. 3645).

Article 2 *(élection des juges des tribunaux de commerce ; électorat ; éligibilité ; scrutins et opérations électorales ; discipline des membres des tribunaux de commerce) :* ses observations sur les amendements identiques n° 18 de M. Serge Charles et n° 23 de M. Ronald Perdomo (suppression de la limite d'âge à soixante dix ans) ; nécessité de laisser la place à de plus jeunes magistrats ; son amendement n° 1 (inéligibilité de tout mandat soumis à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire) : adopté ; son amendement n° 26 (rédactionnel) : adopté (p. 3647).

Titre III : *élection des membres des chambres de commerce et d'industrie et des délégués consulaires.*

Article 6 *(élection des membres des chambres de commerce et d'industrie et des délégués consulaires) :* pour l'amendement n° 19 du Gouvernement (possibilité pour les membres et

anciens membres des tribunaux de commerce et de chambres de commerce et d'industrie ayant perdu la qualité d'électeur d'être électeurs et éligibles dans la seule circonscription de la chambre de commerce et d'industrie où ils exercent ou ont exercé leurs fonctions) ; son amendement n° 3 (prise en compte du nombre des salariés travaillant au siège social pour le calcul de la représentation supplémentaire de l'entreprise prévue à l'alinéa 12 de l'article 6) (p. 3649) : adopté ; pour l'amendement n° 22 de M. Ronald Perdomo (prévoyant à l'avant-dernier alinéa de l'article 6 que les cadres siègent en tant que mandataires des chefs d'entreprises et non en tant que cadres).

Article 7 *(élection des délégués consulaires) :* son amendement n° 4 (précisant que les délégués consulaires sont élus dans la circonscription de chaque chambre de commerce et d'industrie) : adopté.

Article 9 *(détermination du nombre des sièges des délégués consulaires) :* son amendement n° 5 (référence au nombre de membres élus et non titulaires dans le premier alinéa de l'article 9) : adopté.

Article 10 *(critères de répartition des sièges entre catégories et sous-catégories professionnelles) :* pour l'amendement n° 14 de M. Jean Rigaud (application distincte du critère d'imposition et du critère de population constituée du nombre de patentés et de salariés prévus au premier alinéa de l'article 10) (p. 3650) ; pour l'amendement n° 15 de M. Jean Rigaud (précisant au premier alinéa de l'article 10 que les bases d'imposition concernent la taxe professionnelle) ; pour l'amendement n° 16 de M. Jean Rigaud (application distincte du deuxième critère de répartition prévu au premier alinéa de l'article 10).

Article 13 *(éligibilité aux fonctions de membre de chambres de commerce et d'industrie) :* pour l'amendement 20 du Gouvernement (définition détaillée des personnes appelées à être élues aux chambres de commerce et d'industrie (p. 3651).

Article 14 *(droit de vote des électeurs) :* son amendement n° 6 (interdisant le vote plural pour l'élection des délégués consulaires) ; harmonisation du projet de loi avec les décisions du Conseil constitutionnel ; adopté.

Article 16 *(organisation par le représentant de l'Etat dans le département des opérations pour l'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie) :* son amendement n° 7 (application du droit commun en cas de fraude électorale) : adopté (p. 3652).

Titre IV *: dispositions diverses et transitoires.*

Article 19 *bis* *(remboursement des frais de déplacement du juge commissaire sur l'actif du débiteur) :* contre l'amendement n° 24 de M. Philippe Marchand (de suppression) ; disparités entre le juge commissaire et les autres magistrats ; éventualité de prévoir l'indemnisation de la fonction de juge consulaire ; article 40 de la Constitution ; nécessité de prévoir un minimum d'indemnisation.

Article 21 *(renouvellement général des membres des tribunaux de commerce) :* son amendement n° 8 (fixant la période de renouvellement général des tribunaux de commerce du 15 octobre au 15 décembre) : rejeté ; son amendement n° 9 rectifié (installation des nouveaux élus entre le 1er et le 31 janvier 1988 et non entre le 15 et le 31 janvier 1988) (p. 3653) ; devient sans objet (p. 3654).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Examen des fascicules* [4 novembre 1987] :

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (et réhabilitation des logements sociaux) (p. 5352).
Logement (politique du —) (p. 5352).
Loyers (augmentation des —) (p. 5352).
Train à grande vitesse (programme) (p. 5353).

Intérieur. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [9 novembre 1987] :

Collectivités locales (intervention économique des —) (p. 5593).
Finances locales :
— dotation globale de fonctionnement (p. 5593) ;
— dotation globale d'équipement (p. 5593),
— fiscalité locale (généralités) (p. 5593, 5594),
— taxe professionnelle (p. 5594).
Statut des étrangers (p. 5592).

Vote des crédits (p. 5637) :

Article 70 *(crédits des préfectures) :* son amendement n° 291 soutenu par M. Pierre Mazeaud (de suppression) (p. 5639) ; rejeté (p. 5640).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les bourses de valeurs (n° 1002).**

Première lecture, avant la discussion des articles.
Rapporteur pour avis de la commission des lois [30 novembre 1987] :

Actionnaire (protection des —) (p. 6530).
Commission des opérations de bourse (p. 6530, 6531).
Concurrence financière internationale (p. 6529).
Conseil des bourses de valeur (p. 6530).
Délits boursiers (p. 6530).
Fiscalité des opérations de bourse (p. 6531).
Institutions financières spécialisées (p. 6530).
Marché financier de Paris (situation et évolution du —) (p. 6528, 6529).
Période transitoire (p. 6530).
Recours contre les décisions prises par le conseil des bourses de valeurs et la C.O.B. (p. 6531).
Sociétés de bourse (p. 6529).

Discussion des articles
[30 novembre 1987] [1er décembre 1987].

Chapitre Ier *: des sociétés de bourse.*

Article 1er *(définition et champ d'activité) :* son amendement n° 1 (rédactionnel) : adopté (p. 6545).

Article 2 *(sanctions en cas de violation du monopole des sociétés de bourse) :* son amendement n° 2 (rédactionnel) : adopté (p. 6546).

Chapitre II *: du conseil des bourses de valeurs.*

Article 6 *(règlement du conseil des bourses de valeurs) :* son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté.

Article 6 *bis* *(admission et radiation de valeurs mobilières) :* son amendement n° 5 (suspension de cotation décidée par l'institution financière) (p. 6551) ; rejeté (p. 6552).

Article 7 *(compétence disciplinaire du conseil des bourses à l'égard des sociétés de bourse) :* son amendement n° 6 (extension de la saisine du conseil des bourses à la C.O.B.) : satisfait par l'adoption de l'amendement n° 51 du Gouvernement (p. 6558) ; saisine du conseil des bourses par la C.O.B. (p. 6559).

Article 8 *(compétence disciplinaire du conseil des bourses à l'égard des employés des sociétés de bourse) :* ses observations sur l'amendement n° 52 du Gouvernement (extension de la saisine du conseil des bourses de valeurs) ; souhaite le maintien de la saisine à l'initiative de la C.O.B. ; son amendement n° 7 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 52 du Gouvernement ; son amendement n° 8 (décision motivée du conseil des bourses de valeurs) : adopté (p. 6560).

Chapitre III *: dispositions particulières à la commission des opérations de bourse.*

Avant l'article 11 : son amendement n° 9 (modification du statut de la C.O.B.) : retiré ; repris par M. Christian Pierret : rejeté (p. 6564).

Chapitre III *: dispositions particulières à la commission des opérations de bourse.*

Article 11 *(pouvoir d'enquête de la C.O.B.) :* **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Christian Pierret (attitude du Gouvernement tendant à reporter à la commission mixte paritaire la discussion d'une partie du texte) (p. 6567) ; son amendement n° 10 (accroissement des pouvoirs d'investigation des agents de la C.O.B.) : rejeté.

Article 11 *bis* *(accroissement des pouvoirs d'enquête de la C.O.B.) :* son amendement n° 11 (de suppression-coordination avec le rejet de l'amendement n° 10 à l'article 11) : devenu sans objet.

Après l'article 11 *bis* : son amendement n° 12 (recours devant la Cour d'appel de Paris sur les refus de visa opposés par la C.O.B.) (p. 6568) ; rejeté (p. 6569).

Article 14 *(délit de manipulation de cours) :* son amendement n° 13 (de coordination avec la loi sur les marchés à terme) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 44 de la commission (p. 6571).

Après l'article 14 : son amendement n° 93 à titre personnel (présence de la C.O.B. devant les juridictions) : adopté.

Article 18 *bis* *(association des sociétés de bourse) :* son amendement n° 14 (de suppression) (p. 6573) : adopté.

Article : 19 *(mise en place des sociétés de bourse) :* son amendement n° 15 (période transitoire) : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 57 du Gouvernement.

Après l'article 19 : son amendement n° 16 (remisiers et gérants de portefeuille — suppression de l'obligation de détention de la majorité du capital par des membres de la

profession boursière) (p. 6574) ; ouverture du capital des sociétés de gestion de portefeuille ; rejeté ; son amendement n° 17 (remisiers et gérants de portefeuille — suppression de la clause d'agrément de tout nouvel actionnaire par le conseil d'administration) : rejeté (p. 6575).

Après l'article 20 : soutient l'amendement n° 87 de M. Gillbert Gantier (participation des salariés — autorisation donnée aux fonds communs de placement de salariés d'une société étrangère d'acquérir des titres de cette société) (p. 6575) ; rejeté.

Article 22 *(agents de change — abrogation de dispositions caduques)* : son amendement n° 18 (d'harmonisation avec l'amendement n° 2 de la commission des lois adopté à l'article 2) : adopté ; son amendement n° 19 (rédactionnel) : adopté (p. 6576).

Après l'article 23 : loi Scrivener sur les opérations de crédit en contradiction avec la législation européenne (p. 6600).

Chapitre II *du conseil des bourses de valeurs.*

Article 5 *(précédemment réservé) (fonctionnement et composition du conseil des bourses de valeurs)* : son amendement n° 3 (recours contre les décisions du conseil des bourses de valeurs - compétence du Conseil d'Etat pour les règles de caractère général - compétence de la Cour d'appel de Paris à l'égard des mesures de caractère individuel) : retiré ; son sous-amendement n° 97 à titre personnel à l'amendement n° 24 de la commission (compétence du juge administratif pour les recours contre les dispositions du règlement général du conseil des bourses de valeurs) : retiré ; demande au ministre de préciser qu'il faut entendre Conseil d'Etat par juridiction administrative (p. 6607).

CLERT (André)

Député des Deux-Sèvres
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la comission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, discussion des articles
[29 et 30 avril 1987] :

Titre Ier : organisation des établissements d'hospitalisation publics.

Article 1er *(rétablissement des services)* : soutient l'amendement n° 95 de M. Claude Bartolone (substitution de la notion d'unité de soins à celle de pôle d'activités) (p. 773) ; rejeté (p. 774) ; soutient l'amendement n° 97 de M. Claude Bartolone (dissociation du grade et de la fonction de chef de service) : rejeté (p. 775).

Article 2 *(nomination des chefs de service ; constitution des pôles d'activités et des départements) - article 20-2 de la loi du 31 décembre 1970 (statut du chef de service)* : soutient l'amendement n° 116 de M. Claude Bartolone (consultation de la commission médicale d'établissement lors du renouvellement du mandat des chefs de service) : rejeté (p. 782).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, avant la discussion des articles
[19 mai 1987] :

Handicapés :
insertion sociale et professionnelle (p. 1322, 1323) ;
loi d'orientation du 30 juin 1975 (p. 1322).
Obligation d'emploi (bénéficiaires de l' — et notamment victimes d'accidents de la route) (p. 1322).
Salariés en fin d'activité (p. 1322).
Taux d'invalidité (uniformatisation des -) (p. 1322).

Discussion des articles
[19 mai 1987] [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-1 du code du travail* (définition de l'obligation d'emploi) : soutient le sous-amendement n° 148 de M. Didier Chouat à l'amendement n° 1 de la commission (tendant à n'exonérer temporairement de leur obligation d'emploi que les entreprises nouvellement créées) ; soutient le sous-amendement n° 149 de M. Didier Chouat à l'amendement n° 1 de la commission (tendant à n'exonérer les entreprises de leur obligation d'emploi que pendant un délai de deux ans) : rejeté (p. 1338) ; *article L. 323-4 du code du travail* (calcul des effectifs de l'entreprise et du nombre des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 38 (définition de l'importance du handicap ouvrant droit à majoration de décompte) : rejeté (p. 1379).

Article 3 *(commission départementale des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés)* : risque de litige entre un postulant à un emploi et un employeur sur la réalité d'un handicap (p. 1418).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987].

Politique de la santé :

Médecine scolaire (p. 5293).

COFFINEAU (Michel)

Député du Val-d'Oise
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687) [*J.O.* du 17 juin 1987] (p. 6504).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre de la commission des comptes de la sécurité sociale [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7522).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation de la sécurité sociale [8 avril 1987] (p. 82) ;

— Financement de la sécurité sociale [3 juin 1987] (p. 1865, 1866) ;

— Sécurité sociale : rapport des Sages ; revendications corporatistes [21 octobre 1987] (p. 4594, 4595).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles
[16 avril 1987] :

P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— capitalisation (retraite par —) (p. 414, 415) ;
— inégalités (accroissement des — du fait du P.E.R.) (p. 415) ;
— répartition (retraite par —) (p. 414).

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Contreparties pour les salariés (relatives à la modulation) (p. 1047).
Durée du travail (et notamment association de l'aménagement du temps de travail avec la réduction de la — et comparaisons internationales) (p. 1047).
Formes de l'aménagement du temps de travail :
— travail de nuit des femmes (condition de dérogation — opinion des femmes) (p. 1047).
Loi du 28 février 1986, dite loi « Delebarre » (p. 1047).
Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (et conditions générales de mise en œuvre) (p. 1047).
Taddei (rapport) (p. 1047).
Utilisations des équipements (durée des —) (p. 1047).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 mai 1987] :

Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.) (p. 1451).
Chômage de longue durée (statistiques du —) (p. 1450).
Chômeurs de longue durée (exclusion du marché du travail des —) (p. 1451).
« Délai de carence » (p. 1451).
Formation (actions de —) (p. 1450).
Substitution d'une main-d'œuvre à une autre (risque de —) (p. 1450, 1451).

Discussion des articles [22 mai 1987] :

Titre 1er : *actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 134 de M. Yvon Briant (préférence à l'embauche d'accorder aux demandeurs d'emploi français ou ressortissants d'un pays membre de la Communauté européenne) (p. 1484) ; **son rappel au règlement** (article 90 du règlement) ; recours du Gouvernement à la réserve des votes pour éviter la vérification du quorum (p. 1523).

Article 1er *(financement par l'Etat d'actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi) :* son amendement n° 67 soutenu par M. Jean-Paul Durieux (difficultés visées à cet article) : retiré (p. 1526) ; son amendement n° 68 (application de l'article 1er aux chômeurs cumulant les situations de précarité les plus graves) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1527) ; son amendement n° 69 soutenu par M. Jean-Paul Durieux (durée des contrats de réinsertion en alternance) (p. 1528) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1529) ; son amendement n° 70 soutenu par Mme Gisèle Stievenard (fixation d'un quota minimal de stagiaires cumulant des handicaps à accueillir dans les effectifs de stages conventionnés) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1530).

Après l'article 1er : son amendement n° 71 (conditions de mise en place des conventions) (p. 1531) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1532).

Article 2 *(définition des actions de réinsertion et exonération de cotisations sociales des contrats de réinsertion en alternance) :* rémunération des stagiaires (p. 1532, 1533) ; *article L. 980-14 du code du travail (définition des actions de réinsertion) :* son amendement n° 72 (de conséquence) : retiré (p. 1535) ; son amendement n° 73 (durée des contrats) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 75 soutenu par M. Louis Moulinet (objet des stages de formation professionnelle en alternance) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1537) ; *après l'article L. 980-14 du code du travail :* son amendement n° 76 soutenu par M. Jean-Paul Durieux (rédaction des contrats de réinsertion et dépôt auprès de la direction départementale du travail) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 77 soutenu par M. Louis Moulinet (obligation des employeurs) (p. 1537) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 78 (durée minimale aux enseignements généraux professionnels et technologiques) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 79 (rémunération des titulaires des contrats de réinsertion) (p. 1538) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 80 soutenu par M. Jean-Paul Durieux (durée hebdomadaire de l'activité professionnelle des titulaires d'un contrat de réinsertion) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 81 (modulation horaire inapplicable aux titulaires d'un contrat de réinsertion) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 82 (habilitation des entreprises pouvant conclure des contrats de réinsertion) (p. 1539) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 83 (même objet) ; retiré ; son amendement n° 84 (contrôle des organismes de formation accueillant les titulaires d'un contrat de réinsertion) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1540) ; *article L. 980-15 du code du travail* (exonération des cotisations patronales afférentes aux contrats de réinsertion en alternance) : contre l'amendement n° 14 de la commission (de forme) (p. 1542).

Après l'article 2 : son amendement n° 85 (interdiction aux entreprises ayant procédé à un licenciement économique dans les douze mois précédents de conclure des contrats de réinsertion (p. 1543) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 86 (conditions imposées aux entreprises ayant procédé à des licenciements économiques pour conclure un contrat de réinsertion) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1544).

Article 4 *(exonération des cotisations sociales pour l'embauche des demandeurs d'emploi à l'issue des actions de formation en faveur des chômeurs de longue durée) :* son amendement n° 87 soutenu par M. Jean-Paul Durieux (durée minimale des contrats donnant droit à exonération) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1556).

Après l'article 4 : son amendement n° 88 soutenu par M. Gérard Fuchs (exonération prévue à l'article 4 inapplicable aux entreprises procédant à un licenciement économique après la promulgation de la présente loi) ; son amendement n° 89 soutenu par M. Gérard Fuchs (suppression de l'exonération précédemment accordée lorsque l'employeur procède à un licenciement économique) (p. 1556) ; amendements n° 88 et n° 89 : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1557).

Article 2 : son amendement n° 76 ; adopté au scrutin public en même temps que l'ensemble du projet de loi (article 44, alinéa 3 de la Constitution) (p. 1573).

Comission mixte paritaire, avant la discussion des articles. Rapporteur [19 juin 1987] :

Assedic (versement aux — de l'équivalent de trois mois de salaire en cas de licenciement économique de salariés de 55 ans ou plus) (p. 2914).
Chômeurs cumulant les situations de précarité les plus graves (p. 2914).
Substitution d'une main-d'œuvre à une autre (p. 2914).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [9 juin 1987] :

Titre 1er : *dispositions relatives à la protection sociale.*

Article 12 *(assurance contre les accidents de travail des salariés agricoles d'Alsace et de Moselle) :* possibilité donnée aux chefs d'entreprises de s'assurer contre leurs fautes inexcusables en cas d'accident du travail (p. 2078).

Après l'article 15 : augmentation des dépenses pharmaceutiques (p. 2083).

Titre IV : *dispositions relatives au travail et à l'emploi.*

Article 33 *(dispense de recherche d'emploi pour certaines catégories de chômeurs) :* soutient l'amendement n° 178 de Mme Martine Frachon (rétablissement des actes positifs de recherche d'emploi) (p. 2142) ; rejeté (p. 2143) ; soutient l'amendement n° 180 de Mme Martine Franchon (maintient de l'obligation d'inscription à l'égard de certaines catégories de demandeurs d'emploi âgés) : rejeté (p. 2143).

Après l'article 36 : soutient les amendements n° 239 et 240 de Mme Martine Frachon (statut du stagiaire non titulaire d'un contrat de travail) (p. 2147).

Article 37 *(exénoration de cotisations sociales de l'indemnité complémentaire versée aux jeunes en stage d'initiation à la vie professionnelle) :* soutient l'amendement n° 182 de Mme Martine Frachon (de suppression) (p. 2149) ; rejeté (p. 2151).

Après l'article 38 : contre l'amendement n° 304 du Gouvernement (représentation des élus locaux au sein des conseils d'administration des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'ouvrages routiers à péage).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe sur le projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) (p. 2851, 2854) ; rejetée au scrutin public (p. 2855).
Chômage (accroissement du —) (p. 2852).
Dépenses d'assurance maladie (progression des différents postes de —) (p. 2851, 2852).
Financement (mesures conservatoires pour le financement des dépenses sociales) (p. 2853).
Historique de la sécurité sociale (p. 2853).
Plan de rationalisation des dépenses de novembre 1986 (objectifs et effets) (p. 2852, 2853).
Trésorerie (opération de —) (p. 2854).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [19 juin 1987] :

Obligation d'emploi dans le secteur privé (entreprises à établissements multiples (p. 2910, 2911).
Obligation d'emploi, dans le secteur public :
- contribution du secteur public au fonds d'insertion professionnelle des handicapés en cas de non respect du quota de travailleurs handicapés (hypothèse d'une —) (p. 2910) ;
rapport d'exécution de la loi présentée au Parlement pendant la période transitoire (p. 2910).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, explications de vote [19 juin 1987] :

Vote hostile du groupe socialiste (p. 2968).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. - *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Financement de la sécurité sociale (et notamment Etats généraux) (p. 5232).
Personnes âgées :
- assurance vieillesse (p. 5230, 5231) ;
- retraites (p. 5230, 5231).

Politique de la santé :
- assurance maladie (p. 5231).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7786, 7787, 7788, 7789, 7791, 7792) ; rejetée au scrutin public (p. 7792).
Délais d'examen du projet et rôle du Parlement (p. 7787).
Assurance maladie :
- démographie médicale (problèmes posés par la —) (p. 7788) ;
- honoraires médicaux (p. 7788, 7789, 7791, 7792) ;
- plan de rationalisation de l'assurance maladie (p. 7787) ;
- prévention médicale (p. 7789).

Assurance vieillesse :
- incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins (p. 7789) ;
- retraite progressive (p. 7789).

Politiques sectorielles diverses :
- lutte contre la pauvreté (p. 7788, 7789) ;
- tabac (prix du —) et lutte contre le tabagisme (p. 7788).

Sécurité sociale (généralités) :
- Etats généraux de la sécurité sociale (p. 7786, 7787) ;
- situation financière de la sécurité sociale (p. 7787, 7788).

Discussion des articles [19 décembre 1987] :

Titre Ier : *création d'un fond national de prévention.*

Article 1er *(création d'un fonds national de prévention au sein de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés) :* son opposition (p. 7827).

Après l'article 1er : son amendement n° 69 soutenu par M. Gérard Collomb (création d'un conseil national de la prévention) : rejeté (p. 7830).

Titre II : *droit à une retraite progressive.*

Article 2 *(institution d'une retraite progressive) :* ses observations sur l'amendement n° 43 de M. Etienne Pinte (service de la fraction de pension au bénéfice des personnes exerçant une activité salariée tout en poursuivant leur activité non salariée à temps partiel) (p. 7847).

Après l'article 2 : son amendement n° 63 (régime du cumul emploi-retraite) (p. 7849) ; rejeté (p. 7850).

Titre IV : *droit des médecins à une cessation anticipée d'activité.*

Article 4 *(incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins) :* son amendement n° 74 (caisse autonome de retraite des médecins supportant le coût de la retraite anticipée d'un médecin) (p. 7852) ; rejeté (p. 7853).

Après l'article 4 : ses observations sur l'amendement n° 70 du Gouvernement (cas où la mère de famille de plus de 45 ans et ayant trois enfants bénéficie des prestations en nature du dernier régime obligatoire d'assurance maladie dont elle a relevé) (p. 7858) ; contre l'amendement n° 10 rectifié de M. Guy Herlory (critère de préférence nationale pour toutes les prestations familiales) (p. 7863) ; ses observations sur l'amendement n° 13 de M. Guy Herlory (communes, départements et régions pouvant conduire des actions en faveur de la démographie et de la famille) (p. 7865) ; son amendement n° 64 (application du budget global aux établissements privés) (p. 7866) ; rejeté ; son amendement n° 66 (suppression de la disposition permettant au médecin ayant choisi de pratiquer les honoraires différents des honoraires conventionnels de demander à être affilié au régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles) ; rejeté ; son amendement n° 65 (suppression du secteur privé à l'hôpital public) (p. 7867) ; rejeté ; son amendement n° 67 (rétablissement de la départementalisation) : rejeté (p. 7868) ; contre l'amendement n° 28 de M. Jacques Barrot (institut national de la statistique et des études économiques publiant chaque mois un indice des prix à la consommation hors tabac et produits alcooliques) (p. 7869).

COINTAT (Michel)

Député de l'Ille-et-Vilaine
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (agriculture : dépenses ordinaires ; Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 16 octobre 1987] (p. 12035).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971) [*J.O.* du 24 novembre 1987] (p. 13896).

DEPOTS

Rapport d'information fait au nom de la Délégation de l'Assemblée nationale pour les **Communautés européennes**, instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 **(n° 748)** [15 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 6 : **agriculture : dépenses ordinaires (n° 960)** [8 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de**

finances pour 1988 (n° 941) annexe n° 36 : **Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale (n° 960)** [8 octobre 1987].

Rapport d'information établi au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les **Communautés européennes** instituée par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 **(n° 1106)** [3 décembre 1987].

Conclusions de la délégation pour les Communautés européennes n° 3/87 : vote définitif du budget des communautés européennes pour 1987 [22 avril 1987].

Conclusions de la délégation pour les Communautés européennes n° 6/87 : programmes « ERASMUS » et « YES pour l'Europe » [13 mai 1987].

Conclusions de la délégation pour les Communautés européennes n° 8/87 : réforme du budget communautaire et de son financement [27 mai 1987].

Conclusions de la délégation pour les Communautés européennes n° 10/87 : budget rectificatif des Communautés pour 1987 et préparation du budget 1988 [28 octobre 1987].

Conclusions de la délégation pour les Communautés européennes n° 15/87 : problème de l'éthanol dans la Communauté [2 décembre 1987].

Conclusions de la délégation pour les Communautés européennes n° 19/87 : droit d'établissement de diverses professions non salariées [16 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] [16 octobre 1987] :

Article 7 *(amélioration de la provision pour le financement des entreprises agricoles) :* son approbation de l'article (p. 4369).

Après l'article 7 : son amendement n° 42 (imputation de déficits agricoles sur d'autres revenus si ces derniers ne dépassent pas 70 000 francs contre 40 000 francs dans la législation actuelle) (p. 4382) ; retiré ; repris par M. Marcel Rigout ; rejeté ; son amendement n° 43 (suppression de la réduction à 50 % introduite par la loi du 29 décembre 1983 sur les droits de mutation perçus au titre de la constitution de G.F.A. pour la part de la valeur des biens supérieure à 500 000 francs) : rejeté (p. 4383).

Après l'article 9 : soutient l'amendement n° 10 de la commission (limites de la prise en compte comme bénéfice agricole de recettes accessoires portée de 80 à 100 000 francs) ; développement du tourisme en milieu rural ; adopté après modification ; soutient l'amendement n° 11 de la commission (extension des locations d'immeubles à usage agricole de la faculté d'option pour le régime de la T.V.A.) : rejeté (p. 4387).

Après l'article 25 : son amendement n° 48 soutenu par M. Georges Tranchant (fixation à 1,8 % au lieu de 0,8 % de la taxe sur les tabacs perçue au profit du B.A.P.S.A.) : retiré (p. 4462).

Deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — Rapporteur spécial. — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Agriculture (évolution générale et avenir de l'—) (p. 4705).
Crédits (montant, répartition, évolution des —) (p. 4705, 4706).
Enseignement agricole (p. 4706).
Espace rural (aménagement de l'—) (p. 4705).
Fiscalité agricole (réforme de la —) (p. 4706).
Impôts locaux (taxe foncière sur la propriété non bâtie) (p. 4706).
Jeunes agriculteurs (aides aux —) (p. 4707).
Politique agricole commune (réforme de la —) (p. 4706).
Production laitière et quotas laitiers (p. 4707).
Recherche (p. 4707).

Vote des crédits :

Agriculture : état B, titre III : contre l'amendement n° 110 de M. Jean Briane (réduction de crédits) (p. 4776) ; contre l'amendement n° 128 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) ; contre l'amendement n° 129 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 4777) ; contre l'amendement n° 130 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) ; contre l'amendement n° 131 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) ; contre l'amendement n° 132 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 4778) ; contre l'amendement n° 133 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) ; contre l'amendement n° 134 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 4779) ; contre l'amendement n° 117 de M. Jacques Bompard (réduction de crédits) (p. 4780).

Titre IV : contre l'amendement n° 118 de M. Jacques Bompard (réduction de crédits) ; contre l'amendement n° 124 de M. Dominique Chaboche (réduction de crédits) ; son amendement n° 99 (réduction de crédits) : adopté (p. 4780) ; contre l'amendement n° 135 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) ; contre l'amendement n° 136 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 4782) ; contre l'amendement n° 137 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 4783) ; contre l'amendement n° 138 corrigé de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) ; contre l'amendement n° 119 de M. Jacques Bompard (réduction de crédits) (p. 4784).

B.A.P.S.A. : après l'article 38 : contre l'amendement n° 139 de M. Pierre Joxe (tendant à imposer un rapport sur l'exécution du B.A.P.S.A. remis par le Gouvernement au Parlement) (p. 4787).

Education nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. — *Questions* [29 octobre 1987] :

Agro-industriel (secteur) (p. 5098).

Services du Premier ministre. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [29 octobre 1987] :

Institut des hautes études de la défense nationale (p. 5027).
Secrétariat général de la défense nationale (p. 5026, 5027).

Vote des crédits [29 octobre 1987] :

I. — **Services généraux :**

Etat B, titre III : ses observations sur l'amendement n° 163 de M. Michel Sapin (réduction des crédits) (p. 5051) ; ses observations sur l'amendement n° 164 de M. Jean Le Garrec (réduction des crédits) (p. 5052).

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Questions* [5 novembre 1987] :

ECU (transformation de l'— en devise à part entière) (p. 5479).
Marché unique européen (réalisation du —) (p. 5478).

Economie, finances et privatisation, services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'imprimerie nationale. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :

Commerce extérieur :
— chiffres du — (p. 5758, 5759) ;
— politique commerciale extérieure (p. 5758, 5759).

— Projet de loi, adopté par le Sénat relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, discussion des articles [20 novembre 1987] [21 novembre 1987] :

Article 1er *(transformation en société anonyme de la Caisse nationale de crédit agricole après absorption du fonds de garantie) :* ses observations (p. 6158, 6159) ; son amendement n° 1 (individualisation du fonds commun de garantie) (p. 6163) ; s'interroge sur la disparition de l'article 746 du code rural et de ses conséquences (p. 6163, 6164) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Raymond Douyère : rappelle qu'il a fait en sorte que l'amendement reste à son nom ; amendement n° 1 : retiré (p. 6165) ; ses amendements n° 2 et 3 : devenus sans objet (p. 6168).

Article 2 *(gestion des actions de la société anonyme de la Caisse nationale du crédit agricole) :* **son rappel au règlement** : souhaite une réponse de la part du ministre sur l'affectation des ressources du crédit agricole (p. 6186) ; contre l'amendement n° 23 de M. Gérard Bordu (suppression du troisième alinéa de l'article 2) (p. 6188) ; soutient l'amendement n° 35 de M. René André (suppression du dernier alinéa de l'article 2) (p. 6192) ; retiré (p. 6195).

Article 4 *(modalités de cession des actions de la C.N.C.A.) :* **son rappel au règlement** : remarque que les amendements de M. Pierre Joxe sont devenus sans objet (p. 6214).

Article 6 *(modalités de calcul des droits de vote dans la nouvelle société) :* contre l'amendement n° 51 de M. Pierre Joxe (de suppression) (p. 6217).

Article 7 *(conseil d'administration) :* contre l'amendement n° 29 de M. Gérard Bordu (redéfinition de la composition du conseil d'administration) (p. 6244).

Article 8 *(statut des personnels n'appartenant pas à la fonction publique)* : son amendement n° 4 (suppression de la mention du fonds de garantie au sein de l'article 8) : adopté (p. 6250, 6251).

Après l'article 10 *bis* : son amendement n° 18 rectifié (création d'un comité permanent du financement de l'agriculture) (p. 6255) ; adopté après modification.

Article 11 *(organisation économique et financière de l'agriculture)* : son amendement n° 5 (suppression du paragraphe II de l'article 11) : adopté (p. 6257).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038).

Première lecture, discussion des articles
[2 décembre 1987] :

Article 1er *(conseil du marché à terme)* : risque de déplacement vers l'étranger des transactions sur les marchés à terme de marchandises (p. 6665).

Article 1er *quater* *(opérateurs intervenant sur le marché à terme d'instruments financiers)* : son amendement n° 27 soutenu par M. Ladislas Poniatowski (accès des commissionnaires agréés au M.A.T.I.F.) (p. 6667) ; le retire au bénéfice de l'amendement n° 29 rectifié de M. Georges Tranchant (p. 6668).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles
[8 décembre 1987] :

Après l'article 12 : sa question sur l'amendement n° 40 du Gouvernement (prévoyant les sanctions dans lesquelles les sommes investies au titre du plan d'épargne en vue de la retraite dépasseraient les montants autorisés) ; problème du seuil d'application de 80 francs ; adopté (p. 6918).

Article 13 *(régime fiscal de l'alcool éthylique d'origine agricole destiné à être utilisé comme carburant)* : approuve cet article ; nécessité d'étendre les dispositifs de cet article à l'ensemble des produits végétaux (p. 6919).

Après l'article 13 : ses observations sur l'amendement n° 12 de M. Philippe Vasseur (désaffectation du produit de la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole en vue de son attribution à des actions en faveur de l'agriculture) et les amendements n° 61 de M. Jacques Bompard, 18 de M. Pierre Joxe, 38 de M. Jean Briane, 13 de M. Philippe Vasseur, 39 de M. Jean Briane, 27 de la commission, 14 de M. Philippe Vasseur et 59 de M. François d'Auberto (objets similaires) ; engagement du Gouvernement sur l'utilisation d'une partie de cette cession à des investissements agricoles ; caractère indicatif des amendements déposés (p. 6929) ; sa mise en cause par ses collègues socialistes ; conférence annuelle agricole ; possibilité pour les agriculteurs d'exprimer leurs demandes sur le problème de l'affectation des fonds (p. 6931).

COLIN (Daniel)

Député du Var
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la commémoration du souvenir des **morts pour la France** lors des **événements d'Algérie (n° 637)** [14 avril 1987].

Proposition de loi relative à la création d'une **médaille commémorative des combattants d'Algérie (n° 728)** [7 mai 1987].

Proposition de loi tendant à permettre aux **propriétaires forestiers** de faire face à leurs **obligations de débroussaillement (n° 878)** [18 juin 1987].

Proposition de loi tendant à rétablir la **peine de mort lorsque les victimes sont des agents de la force publique (n° 1233)** [23 février 1988].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Taxe professionnelle des arsenaux** : article 58 du projet de loi de finances pour 1988 ; cas de la ville de Toulon [4 novembre 1987] (p. 5364).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles
[9 avril 1987] :

Flotte de surface (p. 118, 119).
Force océanique stratégique (p. 119).
Porte-avions nucléaire (et notamment construction d'un deuxième —) (p. 119).
Présence de la France hors d'Europe (et notamment outre-mer) (p. 119).

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe, explications de vote [26 mai 1987] :

Compétitivité des entreprises françaises (p. 1693).
Droits des salariés (protection des) (p. 1693).
Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1693).
Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (p. 1693).
Travail de nuit des femmes (conditions de dérogation et opinion des femmes) (p. 1693).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles
[8 juillet 1987] :

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre III : *défense de la forêt contre l'incendie.*

Après l'article 19 : son amendement n° 51 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (exonération des propriétaires fonciers de certaines charges dues au tite de l'emploi de salariés occupés au débroussaillement) : rejeté (p. 3849).

Titre III : *aménagement du droit local de la chasse.*

Article 36 *(aménagement du droit local de la chasse)* : son approbation (p. 3868).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Examen du fascicule* [10 novembre 1987] :
Golfe persique (intervention de la marine) (p. 5676).
Programmes d'équipement :
— flotte de surface (p. 5676).
Recherche et développement (crédits de — et ouverture de l'armée sur les entreprises) (p. 5676).

COLIN (Georges)

Député de la Marne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987].

Article 58 *(taxe professionnelle sur les arsenaux de l'Etat)* : retire l'amendement n° 313 corrigé de M. Arthur Paecht (assujetissement à la taxe professionnelle de l'entretien et des grosses réparations qui ne relèvent pas de la mise en œuvre opérationnelle des forces armées) (p. 5880).

COLLOMB (Gérard)

Député du Rhône
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681) [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le Titre I[er] du Livre I[er] du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843) [*J.O.* du 5 juillet 1987] (p. 7378).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Grève des fonctionnaires** : revendications des fonctionnaires [14 octobre 1987] (p. 4279).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles
[12 et 13 mai 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe (p. 1013) ; rejetée au scrutin public (p. 1021).
Compétitivité des entreprises françaises (amélioration de la — et croissance) (p. 1014).
Constitutionnalité du projet de loi (p. 1017, 1018).
Contreparties pour les salariés (relatives à la modulation) (p. 1015, 1016).
Convention n° 89 de l'organisation internationale du travail (p. 1018).
Déréglementation (p. 1013, 1014, 1015, 1017).
Durée du travail (et notamment association de l'aménagement du temps de travail avec la réduction de la — et comparaisons internationales) (p. 1016).
Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes (p. 1017, 1018).
Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1016).
Flexibilité du travail (p. 1013, 1014).
Formes de l'aménagement du temps de travail :
— équipes de fin de semaine dites de suppléance (p. 1017) ;
— modulation des heures de travail (et notamment condition de mise en œuvre) (p. 1016) ;
— récupération des heures collectivement perdues (p. 1015) ;
— répartition des horaires de travail par cycle (p. 1015) ;
— travail de nuit des femmes (conditions de dérogation — opinion des femmes) (p. 1018) ;
— travail intermittent (p. 1015) ;
— travail le dimanche (p. 1017).
Légalisation par le projet des accords déjà conclus (p. 1017).
Loi du 28 février 1986, dite loi « Delebarre » (p. 1015).
Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (et conditions générales de mise en œuvre) (p. 1015).
Ordonnance du 16 janvier 1982 (p. 1014, 1015, 1018).
Patronat (évolution de l'opinion du — quant à l'aménagement du temps de travail) (p. 1013).
Rappel au règlement : demande de poursuite des travaux en commission (p. 1087, 1088).
Rappel au règlement : demande d'examen en commission des amendements déposés en séance publique (p. 1088, 1089).
Rappel au règlement : demande au ministre qu'il s'engage à accepter un examen de l'ensemble des amendements déposés (p. 1089).
Rappel au règlement : volonté d'aborder les débats d'une manière constructive (p. 1096).
Repos compensateur (p. 1015).
Taddei (rapport) (p. 1017).

Discussion des articles
[13 mai 1987] [14 mai 1987] [15 mai 1987] [18 mai 1987] :

Avant l'article 1[er] : **son rappel au règlement** : volonté du groupe socialiste de ne pas faire d'obstruction (p. 1098) ; son amendement n° 228 (conventions ou accords d'entreprises ou d'établissements concernant l'aménagement du temps de travail étant négociés entre l'employeur et les organisations syndicales de salariés représentatives dans l'entreprise) : rejeté ; son amendement n° 229 soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (composition de la délégation de chacune des organisations représentatives parties à des négociations dans l'entreprise) (p. 1100) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 230 soutenu par M. Charles Pistre (employeur étant tenu de remettre aux délégués syndicaux et aux salariés composant la délégation les informations nécessaires) (p. 1101) ; rejeté ; son amendement n° 231 (rapport devant être remis par la partie patronale aux organisations de salariés quinze jours avant la date d'ouverture de la négociation) (p. 1102) ; rejeté ; son amendement n° 232 soutenu par M. Jean-Paul Durieux (dispositions des conventions ou accords d'entreprises ou établissements ne pouvant comporter de clauses contraires aux accords de branche) : rejeté ; son amendement n° 233 (adaptation des conventions ou accords d'entreprises négociés en cas d'extension d'une convention ou d'un accord collectif relatif à l'aménagement du temps de travail) (p. 1103) ; rejeté ; son amendement n° 234 (conventions ou accords d'entreprises relatifs à l'aménagement du temps de travail étant soumis aux dispositions relatives au droit d'opposition ; son amendement n° 64 (conventions ou accords prévus par la présente loi devant ne pas avoir fait l'objet d'une opposition des organisations syndicales majoritaires) (p. 1104) ; rejeté ; son amendement n° 65 (accords dérogatoires éventuellement signés au niveau d'une branche ou une entreprise ne pouvant remettre en cause les droits garantis au salariés dans son contrat de travail) ; notion de travail intermittent (p. 1105) ; son amendement n° 66 (cas de recours au contrat de travail à durée déterminée) ; modalités du travail intermittent ; rejetés ; amendement n° 67 (cas de recours au travail à durée déterminée) ; différences entre les contrats à durée déterminée répétitifs et les contrats à durée indéterminée de travail intermittant (p. 1106) ; rejeté ; son amendement n° 68 (suppression des contrats de travail à durée déterminée dans les professions saisonnières) : rejeté ; son amendement n° 69 soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (cas de recours au travail à durée déterminée (p. 1107) ; rejeté ; son amendement n° 70 (indemnités dues au salarié lorsque les relations contractuelles ne se poursuivent pas à l'issue d'un contrat de travail à durée déterminée) : rejeté (p. 1108) ; son amendement n° 71 (contrat à durée déterminée lié à l'absence d'un salarié pouvant prendre effet avant l'absence de ce salarié) : rejeté ; son amendement n° 72 soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (suppression des contrats à durée déterminée successifs) (p. 1109) ; rejeté : **son rappel au règlement** : demande au Président de lever la séance ; son amendement n° 235 (négociation annuelle obligatoire dans l'entreprise devant comporter un examen de l'application des conventions relatives à l'aménagement du temps de travail) (p. 1114) ; rejeté ; **son rappel au règlement** : demande au Président de lever la séance (p. 1115) ; son amendement n° 236 (Gouvernement devant déposer un projet de loi visant à renforcer le syndicalisme dans les petites et moyennes entreprises) (p. 1128) ; risques de contradiction entre les accords et les contrats (p. 1129) ; rejeté.

Article 1[er] *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* : son opposition ; nécessité d'un projet de loi visant à renforcer le syndicalisme dans l'entreprise ; remise en cause des accords de branche (p. 1136) ; prises de position syndicale en faveur de la réduction du temps de travail (p. 1137) ; son amendement n° 73 soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (de suppression) (p. 1141) ; rejeté au scrutin public (p. 1142) ; **son rappel au règlement** : dévoiement de la procédure de l'article 44-3 de la Constitution ; rappelle qu'il appartient aux groupes de la majorité de réunir un minimum de députés pour examiner les textes (p. 1144, 1145) ; son amendement n° 74

(dérogation ne pouvant être effectuée que par des accords étendus) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1162).

Article 2 *(récupération)* : ses observations (p. 1166, 1167) ; son amendement n° 42 (de suppression) (p. 1170) ; distinction entre modulation et récupération (p. 1171) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1172) ; son amendement n° 43 (suppression de la possibilité de récupérer es heures perdues en raison d'intempéries) (p. 1173) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 199 (récupération pour intempéries ne pouvant être exigée que pour des intempéries exceptionnelles constituant un cas de force majeure) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 46 (suppression de la récupération pour cause d'inventaire) (p. 1175) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1176) ; son amendement n° 44 (limitation à deux jours par an des inventaires des entreprises) (p. 1203) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 47 (récupération des ponts) : application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 48 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (limitation du cumul modulation-récupération) (p. 1204) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1205) ; son amendement n° 45 (récupération ne pouvant être exigée que des salariés faisant partie de l'effectif de l'entreprise au moment de l'interruption du travail) (p. 1206) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1207).

Après l'article 2 : son amendement n° 79 (définition du contrat de travail à durée déterminée) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; son amendement n° 75 (contrat de travail intermittent) (p. 1209) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; son amendement n° 76 (transfert du contrat à temps partiel en contrat à temps de travail alterné) (p. 1210) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; son amendement n° 77 (définition du contrat de travail alterné) (p. 1211) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; son amendement n° 78 soutenu par Mme Gisèle Stievenard (précision de la notion de travail intermittent (p. 1212).

Article 3 *(recours aux contrats de travail intermittent)* : son opposition (p. 1214) ; son amendement n° 80 (de suppression) (p. 1217) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 83 (clause de protection tendant à autoriser le ministre du travail à limiter le recours au travail intermittent dans certains cas) (p. 1219) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; son amendement n° 82 (détermination du nombre minimum d'heures garanties) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1220) ; son amendement n° 81 (tendant à garantir aux salariés un travail intermittent d'assurance maladie, maternité) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; **son rappel au règlement** : rappel du rôle des parlementaires qui doivent être des législateurs attentifs (p. 1221).

Après l'article 3 : son amendement n° 84 (tendant à préciser la notion de travail alterné) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1225) ; son amendement n° 85 (tendant à préciser la définition du contrat de travail intermittant) (p. 1233) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; son amendement n° 200 (précision des périodes de travail des salariés intermittents) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; son amendement n° 86 (obligation de notification de la répartition nouvelle des horaires de salariés sept jours à l'avance) (p. 1234) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; son amendement n° 201 (définition du début des périodes d'essai) (p. 1235) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1236).

Article 4 *(droits des salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent)* : ses observations (p. 1237) ; **son rappel au règlement** : objet des amendements du groupe socialiste ; son amendement n° 87 soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (de suppression) (p. 12441) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1242) ; son amendement n° 88 (capacité du salarié intermittant à accéder aux fonctions représentatives) (p. 1244, 1245) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 89 (négociations sur les droits à l'assurance chômage entre deux périodes de travail pour les salariés intermittents) ; taux de croissance retenu par le Gouvernement ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 90 (tendant à préciser que le refus par un salarié d'effectuer un travail intermittent ne constitue pas un motif de licenciement) (p. 1246) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 91 soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (bénéfice, pour les travailleurs intermittents, des accords sur la mensualisation) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1247).

Après l'article 4 : son amendement n° 92 (tendant à supprimer la possibilité de lisser la rémunération des salariés intermittents) : application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 93 (nécessité d'un accord de branche pour instaurer le mécanisme de lissage mensuel de la rémunération des salariés intermittents) (p. 1253) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 94 (requalification du contrat de travail intermittent irrégulier en contrat de travail à durée indéterminée à temps plein) : application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 95 (communication d'un rapport sur le recours au travail intermittent aux institutions représentatives du personnel) (p. 1254) ; travail à temps partiel étant défavorable à un certains nombre de femmes ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 96 (prévoyant que les salariés intermittents auxquels l'employeur n'aura fourni aucun travail pendant plus de un an sont présumés être l'objet d'une procédure de licenciement) (p. 1255) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 97 (indemnités de licenciement et de départ à la retraite des salariés ayant été occupés à temps complet et à temps intermittent) : application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 98 (obligation de discrétion et de réserve des salariés intermittents pendant les périodes de non activité) : application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 99 (priorité d'emploi pour les salariés à temps intermittent souhaitant reprendre un emploi à temps complet et les salariés à temps complet souhaitant occuper un emploi à temps intermittent) (p. 1256) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 100 (prévoyant que le Gouvernement présentera au Parlement un bilan du travail intermittent) (p. 1257) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1258).

Article 5 *(instauration conventionnelle de cycles de travail)* : ses réserves sur cet article ; problème du travail par cycles (p. 1261) ; son amendement n° 49 (de suppression) (p. 1262) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1263) ; son amendement n° 50 corrigé (nécessité d'un accord de branche pour le remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur) (p. 1264 ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 348 (nullité des accords signés dans les entreprises sans section syndicale) (p. 1265) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1266) ; son amendement n° 349 (formation complémentaire des salariés en contre-partie de la conclusion de conventions ou d'accords prévoyant le remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur) (p. 1268) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 350 (interdiction de dépasser le maximum légal de 48 heures par semaine ou de 46 heures sur douze seomaines) (p. 1269) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1270) ; son amendement n° 54 (nécessité d'un accord du comité d'entreprise ou des délégués du personnel pour organiser le travail sous forme de cycles) (p. 1272) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1273) ; son amendement n° 51 (limitant à huit semaines la durée d'un cycle de travail) (p. 1277) ; son amendement n° 55 corrigé (limitant à huit semaines la durée d'un cycle de travail) ; amendements n° 51 et 55 corrigé : application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 57 (nécessité d'un accord préalable du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail pour la mise en place des cycles de travail) (p. 1278) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 60 (travail par cycles dans les entreprises fonctionnant en continu) retiré ; son amendement n° 53 corrigé (tendant à limiter les mesures dérogatoires prises par décret en matière de cycles) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 52 (consultation de la commission nationale de la négociation collective sur les décrets autorisant la mise en place de cycles de travail) : non soutenu (p. 1279) ; son amendement n° 56 (précisant que la durée de travail des salariés travaillant par cycles ne devra dépasser 35 heures par semaines sur un an) : retiré ; son amendement n° 61 (suppression du dernier alinéa de cet article (computation des heures supplémentaires dans le cadre des cycles) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1280) ; son amendement n° 62 (précisant que le respect du cycle s'apprécie sur la base d'une durée moyenne de 35 heures) : application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1281) ; son amendement n° 63 (tendant à retenir comme heures supplémentaires celles qui dépassent une durée moyenne inférieure à la durée légale du travail et résultant d'un accord collectif) (p. 1282) ; retiré ; son amen-

dement n° 202 (réduction de la durée du travail comme contrepartie aux cycles) ; son amendement n° 203 (contreparties financières à l'instauration de cycles) ; son amendement n° 351 (contreparties données aux salariés en matière de formation pour l'instauration de cycles) (p. 1283) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 204 (inapplicabilité de l'article 212-5 du code du travail aux salariés travaillant en équipe) : application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 58 (droit d'accès prioritaire aux emplois normaux pour les salariés travaillant sous forme de cycle) (p. 1284) ; son amendement n° 59 (précisant que le refus par un salarié travaillant à horaire normal de passer à un horaire en cycle continu ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement) : application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1285) ; **son rappel au règlement** : examen des dispositions retant en discussion sur la modulation, le travail des femmes et le travail du dimanche (p. 1289) ; **son rappel au règlement** : rythme d'examen des amendements sur ce projet de loi ; possibilité d'achever le débat dans des conditions normales (p. 1290).

Article 6 *(modulation de la durée du travail)* : son opposition à cet article (p. 1290) ; substitution de l'accord d'entreprise à l'accord de branche ; absence de réduction du temps de travail (p. 1291).

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe, discussion [26 mai 1987] :

Compétitivité des entreprises françaises (p. 1663).
Déréglementation (p. 1663, 1665).
Examen du texte (conditions d'— et droits du Parlement) (p. 1663).
Perspectives économiques (p. 1664).
Revenu national (répartition du —) (p. 1664).
Taddei (rapport) (p. 1665).

Commission mixte paritaire, discussion générale [9 juin 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 2126) ; rejeté au scrutin public (p. 2129).
Compétitivité des entreprises françaises (amélioration de la — et croissance) (p. 2127).
Droit des salariés (protection des —) (p. 2127).
Flexibilité du travail (et notamment motifs du recours à la —) (p. 2126, 2127, 2128).
Travail de nuit des femmes (conditions de dérogation et opinion des femmes) (p. 2127).
Travail le dimanche (p. 2127).

— **Son rappel au règlement** : renouveau du racisme de la xénophobie et de l'antisémitisme en France [14 mai 1987] (p. 1127).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, discussion des articles [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-4 du code du travail (calcul des effectifs de l'entreprise et du nombre des bénéficiaires de l'obligation d'emploi)* : soutient l'amendement n° 34 de M. Didier Chouat (calcul des effectifs de l'entreprise) (p. 1376) ; adopté.

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [24 juin 1987] [25 juin 1987] :

Commissions départementales des rapatriés (C.O.D.E.P.R.A.) (p. 3158).
Harkis (situation et actions en faveur des —) (p. 3158).
Indemnisation des rapatriés :
— Certificats d'indemnisation régime et échéancier du règlement des —) (p. 3158).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Esprit d'entreprise (p. 3399).
Fonction publique :
— grève dans le secteur publique (réglementation du droit de — et règle du trentième indivisible) (p. 3398, 3399, 3400).
Groupes de pression (intervention de — dans la politique sociale du Gouvernement) (p. 3398).
Majorité (absence de cohésion de la — sur la politique sociale) (p. 3396, 3397).
Premier ministre (absence du - en séance et changements de position du Gouvernement sur les questions sociales) (p. 3398).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 3 *(mission des C.F.A.)* : ses observations sur l'amendement n° 126 de M. Charles Revet (possibilité de rattachement aux C.F.A. des classes professionnelles de niveau et des classes préparatoires à l'apprentissage) (p. 3563).

Article 17 *(exonération des charges sociales pour les entreprises de plus de 10 salariés)* : critères d'exonération des charges sociales (p. 3607).

Après l'article 19 : contre l'amendement n° 55 de la commission (interdiction de l'ouverture de sections dans un lycée d'enseignement professionnel lorsque la région a supprimé la même formation dans un C.F.A. du même département faute de besoins — délai de deux ans à compter de la fermeture) ; possibilité d'existence d'un besoin dans une région voisine ou au plan national (p. 3616).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. *Examen du fascicule* [2 et 3 novembre 1987] :

Caractère électoraliste du budget (p. 5285).
Organisation du débat et temps de parole du Gouvernement (p. 5216, 5236, 5285).
Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— chômage et emploi (situation) (p. 5239, 5240) ;
— formation professionnelle (crédits de la — et généralités) (p. 5240, 5241, 5247) ;
— politique de l'emploi (généralités) (p. 5240).
Rappel au règlement : dépassement du temps de parole du Gouvernement (p. 5216).
Rappel au règlement : absence du ministre des affaires sociales (p. 5236).
Rappel au règlement : souhaite que M. Seguin puisse entendre les orateurs du groupe socialiste (p. 5236).
Rappel au règlement : dépassement du temps de parole du Gouvernement ; nombre de stagiaires en 1988 (p. 5285).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la formation professionnelle (n° 1147).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Congé formation :
— bilan (p. 7765, 7766).
Crédit impôt-formation (p. 7765).
Coûts salariaux en France et en République fédérale allemande (comparaison des —) (p. 7764, 7765).
Investissements matériels et immatériels des entreprises françaises et étrangères (comparaison) (p. 7765, 7766).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 et 19 décembre 1987] :

Assurance maladie :
— fonds national de prévention au sein de la caisse nationale d'assurance maladie et politique de prévention (p. 7813).
Assurance vieillesse :
— assurance vieillesse : généralités (p. 7781, 7782) ;
— incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins (p. 7814) ;
— retraite progressive (p. 7813) ;
— revalorisation des pensions pour 1988 (p. 7814).
Sécurité sociale (généralités) :
— situation financière de la sécurité sociale (p. 7814).

Discussion des articles [19 décembre 1987] :

Titre Ier : *création d'un fonds national de prévention.*

Article 1er *(création d'un fonds national de prévention au sein de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés) :* son opposition (p. 7827).

Après l'article 1er : soutient l'amendement n° 69 de M. Michel Coffineau (création d'un conseil national de la prévention) : rejeté (p. 7830).

COLOMBIER (Georges)

Député de l'Isère
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

Prêts locatifs aidés (répartition des) (p. 5391).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. —

Questions [6 novembre 1987] :

Train à grande vitesse (contournement Est de Lyon et traversée de la Verpillière et de la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau par la R.N. 6) (p. 5506).

COLONNA (Jean-Hugues)

Député des Alpes-Maritimes
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux enseignements artistiques (n° 1004) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental (n° 1019) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Commémoration du génocide arménien : demande la position officielle du Gouvernement français sur ce problème [22 avril 1987] (p. 542) ;

orales sans débat :

— n° 268, posée le 23 juin 1987 : **pétrole et dérivés (entreprises)** (p. 3102) ; appelée le 26 juin 1987 : **entreprise C.R.E.O. S.A. Méditerrannée** : mise sous contrôle judiciaire et plan de redressement contraires aux engagements du président de C.R.E.O. S.A. appuyé par l'Institut français de recherche et d'exploitation de la mer (I.F.R.E.M.E.R.) (p. 3240, 3241) ;

— n° 340, posée le 15 décembre 1987 : **transports maritimes (compagnies)** (p. 7497) ; appelée le 18 décembre 1987 : **liaison maritime entre Nice et la Corse** : menace d'interruption de cette liaison 8 mois sur 12 (p. 7716).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686)

Première lecture, discussion des articles [15 mai 1987] : (p. 1203) :

Article 3 *(recours aux contrats de travail intermittent) :* son opposition (p. 1217).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738)

Première lecture, discussion des articles
[9 juin 1987] [10 juin 1987] :

Titre II : *dispositions relatives à la santé.*

Après l'article 27 : son rappel au règlement : nombre élevé d'amendements déposés par le Gouvernement n'ayant pu être examinés par la commission (p. 2114).

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*

Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales) :* son opposition (p. 2196).

— Projet de loi, adoptée par le Sénat, tendant à adapter aux exigences du développement du tourisme certaines dispositions du Code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme (n° 829), et conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi de M. Alain Mayoud visant à abroger les dispositions relatives aux zones protégées figurant au code des débits de boissons (n° 68), de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir l'animation et la vie locale des bourgs ruraux (n° 310) de M. Francis Geng et plusieurs de ses collègues tendant à aménager certaines dispositions du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme en vue de favoriser le développement de l'industrie hôtelière (n° 635) et de M. Pierre-Rémy Houssin tendant à modifier l'article L. 49 du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme (n° 675).

Première lecture, avant la discussion des articles
[26 juin 1987] :

Abstention du groupe socialiste (p. 3247).
Alcoolisme (lutte contre l'—) (p. 3247).
Communes (vie locale dans les petites —) (p. 3247).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Examen du fascicule* [28 octobre 1987] :

Education physique et sportive (p. 4994).

II. Recherche et enseignement supérieur. — *Examen des fascicules* [29 octobre 1987] :

Recherche :
Cité des sciences de la Villette (p. 5083).
Culture scientifique et technique (p. 5083, 5084).

Questions :
Remplaçant M. Maurice Louis-Joseph-Dogué : Antilles (universités, classes préparatoires et de B.T.S.) (p. 5095).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à permettre l'accès des conjoints de certaines personnes décédées en service aux emplois réservés (n° 1037)

Première lecture, discussion des articles [4 décembre 1987].

Article 1er *(droit aux emplois réservés des conjoints de certaines personnes décédées en service) :* son amendement n° 8 soutenu par M. Jean Laurain (extension des dispositions du projet aux sauveteurs bénévoles de la société nationale des sauvetages en mer) : retiré (p. 6807).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004)

Première lecture, avant la discussion des articles
[16 décembre 1987] :

Enseignants de l'enseignement artistique (effectifs et formation des —) (p. 7583, 7584, 7593).
Participation d'intervenants extérieurs dans les enseignements artistiques (p. 7584).

Discussion des articles [16 décembre 1987] :

Chapitre 1er : *des enseignements artistiques dispensés dans les établissements scolaires et les établissements d'enseignement supérieur.*

Article 5 *(participation d'intervenants extérieurs dans les enseignements artistiques)* : soutient l'amendement n° 48 de M. Jean Jack Queyranne (intervenants extérieurs ne pouvant apporter leur concours aux enseignants que s'ils justifient d'une compétence professionnelle et après accord du chef d'établissement et sous le responsabilité des enseignants concernés) ; soutient le sous-amendement n° 39 de M. Jean-jack Queyranne (contrôle des intervenants extérieurs par les enseignants concernés) ; amendement n° 48 : retiré ; sous-amendement n° 39 : satisfait (p. 7600).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [22 décembre 1987] :

Vote hostile du groupe socialiste (p. 8039).

COMBRISSON (Roger)

Député de l'Essonne
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte parlementaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le développement du mécénat (n° 795) [*J.O.* du9 juillet 1987] (p. 7496).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [*J.O.* du 8 décembre 1987] (p. 14283).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les bourses des valeurs (n° 1002) [*J.O.* du 10 décembre 1987] (p. 14382).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **mettre un terme à l'injustice** et **à la disposition des fonds publics résultant de l'emprunt 7 % 1973-1988 (n° 731)** [7 mai 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443)

Première lecture, discussion des articles [16 et 21 avril 1987] :

Chapitre 1er : *plans d'épargne en vue de la retraite.*

Article 1er *(ouverture des P.E.R. à compter du 1er juin 1987 ; catégories d'organismes pouvant les proposer)* : son opposition au plan d'épargne retraite (p. 423) ; son amendement n° 57 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 432).

Article 2 *(plafond des versements effectués sur le P.E.R. pouvant être déduits du revenu imposable)* : son amendement n° 58 (de suppression) : rejeté.

Article 3 *(emplois du P.E.R. ; fiscalité de ses revenus et plus-values)* : son amendement n° 59 (de suppression) : rejeté (p. 445).

Article 4 *(P.E.R., fiscalité des retraits)* : ses amendements n° 60, 61, 62, 63, 64, 65 : retirés (p. 461).

Après l'article 9 : son amendement n° 68 (suppression de l'avoir fiscal et institution d'une retenue à la source de 24 % sur les revenus des capitaux mobiliers) (p. 475) ; rejeté ; son amendement n° 69 (suppression du prélèvement libératoire sur les revenus des obligations) : rejeté ; son amendement n° 70 (institution d'un prélèvement à la source sur les revenus de l'emprunt 7 % de 1973) (p. 476) ; rejeté ; son amendement n° 71 (institution d'une taxe de 2 % sur les opérations de bourse) : rejeté (p. 477).

Chapitre VI : *organisation des marchés à terme d'instruments financiers.*

Article 26 *(organisation du marché à terme d'instruments financiers)* : son amendement n° 74 (de suppression) : rejeté.

Article 27 *(régime juridique des dépôts effectués en couverture ou en garantie des positions prises sur le M.A.T.I.F.)* : son amendement n° 75 (de suppression) ; rejeté (p. 513).

Explications de vote :

Financiarisation de l'économie (p. 525).
Injustice sociale du P.E.R. (p. 525).
Retraite par capitalisation (p. 525).
Vote hostile du groupe communiste (p. 525).

— Projet de loi rejeté par le Sénat, après la déclaration d'urgence, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 886).

Première lecture, discussion des articles [15 mai 1987] [18 mai 1987] :

Article 4 *(droits des salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent)* : son opposition (p. 1236) ; soutient l'amendement n° 17 de M. Georges Hage (tendant à l'abrogation de l'ordonnance du 11 août 1986) (p. 1243) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1244).

Article 5 *(instauration conventionnelle de cycles de travail)* : son amendement n° 272 (suppression du paragraphe II de cet article (décompte des heures supplémentaires et cycles de travail) (p. 1267) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1268).

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571)

Première lecture, avant la discussion des articles [2 juin 1987] :

Commission Aicardi (p. 1821).
Commissions départementales des impôts (p. 1820).
Contrôle fiscal (p. 1820).
Douane (p. 1820, 1821).
Fraude fiscale (p. 1820).
Pénalités fiscales (p. 1820).

Titre II : *dispositions portant modifications du code des douanes.*

Après l'article 14 : son amendement n° 39 corrigé soutenu par M. Jean Giard (pouvoirs de la douane en matière d'évasion de capitaux par manipulation de prix à l'importation et à l'exportation) (p. 1919) ; rejeté au scrutin public (p. 1921).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [1er juillet 1987] :

Administration fiscale (démobilisation de l'— et réduction de ses moyens) (p. 3452).
Commission départementale des impôts (généralités) (p. 3453).
Commission des finances (séance du 1er juillet 1987) (p. 3445, 3450).
Contrôle fiscal (p. 3453).
Douane (et manipulation de prix à l'importation et à l'exportation) (p. 3453).
Fraude fiscale (p. 3453).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Article 2 *(procédure pour l'adoption du projet de loi de finances sociale)* : son amendement n° 7 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (augmentation de l'imposition pour certains revenus) : rejeté (p. 2966).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Article 4 *(plafonnement de l'indemnisation)* : son amendement n° 4 soutenu par M. Vincent Porelli (indemnité résultant de l'article 1er de la présente loi étant retenue dans la limite de 500 000 francs par ménage ou personne dépossédée) ; son amendement n° 5 soutenu par M. Vincent Porelli (limite de l'indemnisation étant abaissée à un million de francs) (p. 3201) ; rejetés (p. 3202).

Après l'article 8 : son amendement n° 7 soutenu par M. Vincent Porelli (composition et rôle de la commission nationale chargée de faire des propositions pour améliorer la situation des Français rapatriés d'origine nord-africaine) (p. 3208) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 8 soutenu par M. Vincent Porelli (logement social ne pouvant être refusé à des Français rapatriés d'origine nord-africaine en raison de la modicité de leurs revenus et notamment de l'absence de salaire) ; rejeté (p. 3209).

Après l'article 10 : son amendement n° 9 soutenu par M. Daniel Le Meur (financement des dépenses entraînées par l'application de la présente loi) : rejeté (p. 3213).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles [7 juillet 1987] :

Article 7 *(déductibilité des charges exposées pour les besoins de l'exploitation et liées à une demeure historique :* soutient l'amendement n° 64 de M. Guy Hermier (de suppression) : rejeté (p. 3706).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [13 octobre 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 4217 à 4220) ; rejetée au scrutin public (p. 4225).
Allégements d'impôt (p. 4218).
Commerce extérieur (p. 4217).
Défense (dépenses de —) (p. 4220).
Emploi (chômage et effectifs salariés) (p. 4217, 4218).
« Emprunt Giscard » (p. 4220).
Entreprises (charges pesant sur les —) (p. 4219).
Financiarisation de l'économie (p. 4218, 4219).
Impôt sur le revenu (plus-values mobilières) (p. 4218).
Impôt sur les sociétés (fiscalité de groupe) (p. 4219).
Industrie (aides à l'—) (p. 4219).
Pouvoir d'achat (p. 4217, 4218).
Prélèvements obligatoires (p. 4218).
Recettes budgétaires (propositions du parti communiste) (p. 4220).
Sécurité sociale (cotisations de — ; équilibre financier et réforme de la —) (p. 4218).
T.V.A. :
— harmonisation européenne des taux de — (p. 4219) ;
— — sur les communications téléphoniques (p. 4219).

Discussion des articles [14, 15 octobre et 16 octobre 1987] :

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement) :* injustice du système fiscal (p. 4309, 4310).

Article 7 *(amélioration de la provision pour le financement des entreprises agricoles) :* son approbation de l'article ; sa proposition de taxation des produits de substitution des céréales pour l'alimentation du bétail et de primes pour l'incorporation de céréales à l'alimentation du bétail (p. 4369).

Article 13 *(exonération de la T.V.A. pour les cliniques privées) :* nécessaire répercussion dans le prix de journée ; contre l'application de la mesure aux secteurs non conventionnés (p. 4406).

Après l'article 15 : soutient l'amendement n° 69 de M. Paul Merciera (contribution de 5 % sur le montant des provisions pour fluctuation des cours figurant au bilan des entreprises de raffinage) : rejeté (p. 4426).

Après l'article 16 : son amendement n° 72 (impôt de Bourse — institution d'une progressivité — taux de 5 à 7,5 ‰) : rejeté (p. 4436).

Article 22 *(unification des dates de recouvrement des impôts locaux ; fixation au 15 septembre) :* son amendement n° 90 (de suppression) (p. 4450) ; adopté (p. 4451).

Article 26 *(D.G.F. ; fixation du taux de prélèvement sur les recettes de T.V.A.) :* proposition du groupe communiste relative à l'exonération de la T.V.A. sur les dépenses d'investissement des collectivités locales et à la suppression du prélèvement du 4 % opéré par l'Etat pour frais de confection des rôles et exonérations ; caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (p. 4463, 4464).

Article 30 et état A : son amendement n° 139 (remboursement de l'emprunt Giscard ; limitation à 3 fois la valeur d'émission de l'emprunt) : rejeté (p. 4485).

Deuxième partie :

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Article 53 *(fiscalité de groupe) :* son amendement n° 8 (de suppression) ; encouragement à l'exportation de capitaux et à la concentration industrielle et financière (p. 5833) ; rejeté au scrutin public (p. 5834).

Après l'article 55 : soutient l'amendement n° 226 rectifié de M. Rémy Auchedé (prélèvement des 5 % sur le montant des provisions techniques constituées par les sociétés d'assurance) ; réforme de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.) (p. 5848) ; rejeté (p. 5849).

Avant l'article 56 : soutient l'amendement n° 215 rectifié de M. Jean Giard (autorisation donné au conseil régional Rhônes-Alpes d'instituer une taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés cotées à la bourse de Lyon en vue du financement des jeux olympiques d'hiver de 1992) ; rejeté (p. 5864).

Article 56 *(report de l'actualisation des bases prévues pour 1988 ; fixation des bases pour 1988) :* transfert de charges au détriment des collectivités locales ; caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; réforme de la fiscalité locale (p. 5867).

Article 57 *(foncier non bâti ; institution d'un lien avec la taxe d'habitation) :* transfert de la taxe professionnelle sur la taxe d'habitation ; nécessité de maintenir la taxe professionnelle (p. 5873) ; soutient l'amendement n° 36 de M. Jean Giard (lien ne s'appliquant qu'aux propriétés à usage agricole) : rejeté (p. 5874).

Explications de vote [13 novembre 1987] :

Crise financière et monétaire (p. 5948).
Vote hostile du groupe communiste (p. 5949).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les bourses de valeurs (n° 1002).

Première lecture, avant la discussion des articles [30 novembre 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 6533, 6535) ; rejetée au scrutin public (p. 6536).
Abandons de souveraineté (p. 6533, 6534).
Contrôle des changes et des marchés financiers (p. 6534).
Crise boursière (p. 6533).
Financiarisation de l'économie (p. 6534).
Marché financier de Paris (situation et évolution du —) (p. 6533).
Plan d'épargne retraite (p. 6534).
Privatisations (p. 6535).

Discussion des articles : [30 novembre 1987] [1er décembre 1987] :

Article 7 *(compétence disciplinaire du conseil des bourses à l'égard des sociétés de bourse) :* inefficacité de la lutte contre les délits boursiers (p. 6558).

Explications de vote (p. 6608) :

Abandons de souveraineté (p. 6608).
Vote hostile du groupe communiste (p. 6609).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Article 4 et état B *(dépenses ordinaires des services civils : ouverture) :* son amendement n° 15 soutenu par M. Michel Peyret (réduction des crédits destinés à la promotion touristique de la France à l'étranger inscrits au budget de l'industrie et du tourisme) (p. 6882) ; rejeté (p. 6883).

Article 5 et état C annexé *(dépenses en capital des services civils : ouverture) :* son amendement n° 16 corrigé soutenu par M. Paul Merciera (suppression des crédits inscrits pour la transfert de Paris à Toulouse des services de la météorologie nationale et inscrits au ministère de l'équipement et du logement) (p. 6888).

Article 12 *(mesures fiscales pour favoriser l'offre foncière) :* son amendement n° 17 soutenu par M. Paul Merciera (de suppression) (p. 6913) ; rejeté (p. 6914).

Après l'article 12 : son amendement n° 2 soutenu par M. Jean Giard (tendant à renchérir le coût de transaction sur les marchés à terme) : rejeté (p. 6915).

Après l'article 13 : son amendement n° 4 soutenu par M. Jean Jarosz (application du taux zéro de T.V.A. aux opérations de mise à disposition des surplus agricoles de la C.E.E. distribués par les collectivités locales et les associations caritatives) (p. 6921) ; rejeté au scrutin public (p. 6922).

CORREZE (Roger)

Député du Loir-et-Cher
R.P.R.
Questeur de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).
Est nommé Questeur de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 4).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 19 janvier 1988] (p. 904).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 19 janvier 1988] (p. 904).

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 2 février 1988] (p. 1621).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 2 février 1988] (p. 1621).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Difficultés des entreprises de confection** : non respect des règles du trafic de perfectionnement passif [27 mai 1987] (p. 1709) ;

— **T.V.A. pesant sur les associations ayant créé des centres régionaux de la jeunesse et des sports** [16 décembre 1987] (p. 7545, 7546).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

— **Jeunesse et sports.** — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Actions en faveur de la jeunesse (priorité aux —) (p. 4930).
Associations (p. 4930).
Budget de la jeunesse et des sports (pluralisme des crédits du —) (p. 4930).
Cadres techniques (régime indemnitaire des —) (p. 4930, 4931).
« Contrat bleu » (p. 4930).
Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) (gestion des postes) (p. 4930).
Sport de haut niveau (p. 4930).

— **Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).**

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre I^er^ : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives.*

Article 2 : *(déclaration du patrimoine des présidents des assemblées, des collectivités territoriales et des maires des communes de plus de 50 000 habitants) :* son amendement n° 107 soutenu par M. Arthur Dehaine (déclaration patrimoniale ne valant pas amnistie) : retiré (p. 176).

COUANAU (René)

Député d'Ille-et-Vilaine
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (éducation nationale : enseignement scolaire) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° VIII : **éducation nationale : enseignement scolaire (n° 961)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation des ateliers et chantiers de la Manche à Saint-Malo** : recherche d'un repreneur [18 novembre 1987] (p. 6021).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. I. — Enseignement scolaire. *Examen du fascicule :* Rapporteur pour avis [28 octobre 1987] :

Chefs d'établissement (principaux et proviseurs) (p. 4956).
Echec scolaire (plan pour la réussite scolaire) (p. 4956).
Education nationale (administration centrale, établissements publics et rectorat ; réductions de postes) (p. 4954).
Enseignement privé (p. 4955).
Enseignement technique et professionnel (p. 4956).
Entreprises (relations enseignement-entreprises et formation en alternance) (p. 4963, 4964).
Equipement scolaire (lycées ; financement par les régions) (p. 4955).
Evaluation et prospective (direction de l'—) (p. 4956).
Maîtres directeurs (p. 4954, 4955, 4956).
Professeurs et instituteurs :
— effectifs de — (p. 4954) ;
— instituteurs (plan de revalorisation des carrières) (p. 4954) ;
— recrutement (crise du —), formation initiale et continue et statut (p. 4956) ;
— rémunérations (p. 4956, 4957).

Vote des crédits :

Etat C, après l'article 71 : son amendement n° 151 (présentation de l'annexe consacrée aux crédits du ministère) : adopté (p. 5012).

COUEPEL (Sébastien)

Député des Côtes-du-Nord
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur de la proposition de loi tendant, en cas de situation difficile d'une exploitation agricole, à dissocier l'avoir personnel de l'agriculteur du capital d'exploitation de l'entreprise (n° 902) [12 novembre 1987] (p. 5817).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assouplir les critères d'accès à la **retraite** au bénéfice des **anciens combattants** ayant servi en **Afrique du Nord** entre le 1^er^ janvier 1952 et le 2 juillet 1962 **(n° 668)** [14 avril 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Problème de l'enseignement agricole privé** : décrets d'application et moyens financiers pour assurer le pluralisme scolaire [8 avril 1987] (p. 75).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

Bretagne (situation en — et notamment dans le Trégor) (p. 4806, 4807).
Conversion industrielle (et pôles de conversion) (p. 4807).

Electronique (industrie et composants) (p. 4806, 4807).

Jeunesse et sports. — *Questions* [27 octobre 1987] :

Fonjep (modalités d'attribution des postes) (p. 4939).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 16 *(retrait d'une commune d'un syndicat lorsque un de ses « intérêts essentiels » est compromis ; coopération intercommunale)* : ses observations sur les amendements n° 13 de M. Jean Rigaud, 172 de M. Alain Richard et 210 de M. Daniel Le Meur (de suppression) ; compétences et formation des élus ; commune devant continuer à payer les investissements et les frais de fonctionnement lorsqu'elle s'est retirée du syndicat (p. 7476).

Après l'article 18 *bis* : son amendement n° 46 (supprimant le sectionnement électoral dans les communes dont la population est comprise entre 3 500 et 30 000 habitants et provenant d'une fusion) (p. 7483) ; rejeté (p. 7484).

COUSIN (Bertrand)

Député des Côtes-du-Nord
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre du Conseil d'administration de la société Télédiffusion de France [*J.O.* du 12 juin 1987] (p. 6321).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Tempête en Bretagne** : nécessité de déclarer l'état de catastrophe naturelle ; solidarité nationale [21 octobre 1987] (p. 4597).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. – *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Cultures marines (transfert de concessions de —) (p. 4547).
Etablissement national des invalides de la marine (E.N.I.M.) (p. 4547, 4548).
Formation des personnels de la marine marchande (p. 4547).
Pêches maritimes (p. 4547).
Politique communautaire (p. 4548).
Société nationale de sauvetage en mer (S.N.S.M.) (p. 4547).

Agriculture - B.A.P.S.A. – *Questions* [23 octobre 1987] :

Remplaçant M. Louis Lauga : Fédération nationale des foyers ruraux (réduction des crédits affectés à la —) (p. 4775).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la visibilité des amers, des feux et des phares et au champ de vue des centres de surveillance de la navigation maritime (n° 969).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 novembre 1987] :

Servitudes de visibilité (réexamen des anciennes — et institution de nouvelles –) (p. 6063).
Signalisation maritime (visibilité des ouvrages de —) (p. 6063).

COUTURIER (Roger)

Député de la Saône-et-Loire
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 759) tendant à soustraire du régime de la loi n° 72-1137 du 22 décembre 1972 les ventes de moins de cinq cents francs [11 juin 1987] (p. 2300).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à réglementer les loteries organisées par les sociétés de vente par correspondance (n° 816) [12 novembre 1987] (p. 5817).

COUVE (Jean-Michel)

Député du Var
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à améliorer le régime des **ventes en soldes** dans les **communes touristiques (n° 1121)** [9 décembre 1987].

COUVEINHES (René)

Député de l'Hérault
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

COZAN (Jean-Yves)

Député du Finistère
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

CREPEAU (Michel)

Député de la Charente-Maritime
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° **198**, posée le 21 avril 1987 : **aménagement du territoire politique de réglementation : Poitou-Charentes** (p. 530) ; appelée le 24 avril 1987 : **aménagement du territoire dans l'Ouest** : marasme de la région Poitou-Charente et de la Charente-Maritime entretenu par l'attitude du Gouvernement depuis mars 1986 (p. 661) ; appel à des réponses précises et concrètes (p. 662).

CRESSON (Edith)

Député de la Vienne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Faillite des établissements Chaumet** : étrangetés de la procédure judiciaire [7 octobre 1987] (p. 3988) ; demande si les relations du garde des sceaux avec la maison Chaumet n'influencent pas le cours de la justice (p. 3989).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

A.N.V.A.R. (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) (p. 4799).
Compétitivité de l'industrie française (p. 4799).
Conversion industrielle (et pôles de conversion) (p. 4799).
Délocalisation des usines de production (p. 4799).
Désengagement de l'Etat (p. 4799, 4800).
Investissement productif (p. 4798, 4799).
Marché unique européen de 1992 (perspective du —) (p. 4799, 4800).
Nationalisations (conséquences des —) (p. 4799).
Politique industrielle menée depuis 1986 (p. 4799, 4800).
Recherche, développement, innovation (et crédit d'impôt-recherche) (p. 4799, 4800).

Economie, finances et privatisation. Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :

Commerce extérieur :
— chiffres du — (p. 5760) ;
— politique commerciale extérieure (p. 5760, 5761).
Situation économique :
— situation économique française (influence de la —) sur le budget (p. 5760, 5761).

CUQ (Henri)

Député de l'Ariège
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Claude Dalbos, relative à la sécurité dans les transports terrestres (n° 920) [8 octobre 1987] (p. 4074).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Laurent Fabius et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (n° 944) [20 novembre 1987] (p. 6197).

Rapporteur de la proposition de MM. Henri Cuq et Albert Mamy, tendant à modifier le code de la loi de procédure pénale et relative à l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux enquêteurs et aux personnels en tenue de la police nationale (n° 1072) [3 décembre 1987] (p. 6761).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Rapporteur du projet de loi relatif aux agents de police municipale (n° 1172) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 8111).

PETITIONS

Examen des pétitions n° 63 à 76 par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (annexe au feuilleton n° 176 du 30 juin 1987 et débats de l'Assemblée du 9 juillet 1987) (p. 3913).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier le code de procédure pénale et relative à l'attribution de la **qualité d'agent de police judiciaire** aux **enquêteurs** et aux **personnels en tenue de la police nationale (n° 1072)** [25 novembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1072) de MM. Henri Cuq et Albert Mamy tendant à modifier le code de procédure pénale et relative à l'**attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux enquêteurs et aux personnels en tenue de la police nationale (n° 1131)** [10 décembre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 204**, posée le 7 mai 1987 : **voirie (tunnels : Ariège)** (p. 995) ; appelée le 15 mai 1987 : **route nationale 20 et tunnel du Puymorens** : aménagement de la région Midi-Pyrénées (p. 1192, 1193) ;

— **n° 251**, posée le 15 juin 1987 : **agriculture (drainage et irrigation : Ariège)** (p. 2406) ; appelée le 19 juin 1987 : **équipement hydraulique de l'Ariège** : projets prévus pour lutter contre la sécheresse (p. 2902).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).**

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Alcoolisme au volant (généralités et sanctions de l'—) :
— Anne Cellier (décès accidentel d'—) (p. 600) ;
— contrôles de police (p. 600) ;
— peines encourues (législation actuelle et aggravation des —) (p. 600) ;
— peines de substitution (travaux d'intérêt général) (p. 600) ;
— véhicule (confiscation ou immobilisation du —) (p. 600) ;
— victimes (poursuites en cas d'incapacité des —) (p. 600).
Publicité pour l'alcool (p. 600, 601).
Sécurité routière :
— accidents corporels et mortels (nombre et cause des — et notamment alcoolémie, non respect du port de la ceinture de sécurité et des limitations de vitesse) (p. 599, 600) ;
— approche globale de la — (p. 600) ;
— bilan 1986 (p. 599) ;
— infrastructures (amélioration des — et résorption des points noirs) (p. 600).

Explications de vote :

Vote positif du groupe R.P.R. (p. 643).

— **Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).**

Première lecture, avant la discussion des articles [5 mai 1987] :

Inscrit contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 848 à 851).
Administration, intendance et œuvres sociales des prisons (possibilité de confier les — au secteur privé) (p. 851).
Budget 1987 (crédits de l'équipement pénitentiaire) (p. 849).
Délinquance (diminution ou augmentation de la —) (p. 851).
Détenu (statut et conditions de vie du —) (p. 848, 849, 850).
Etablissements publics pénitentiaires (création des —) (p. 851).
Peines de substitution à la peine de prison (travaux d'intérêt général et chantiers extérieurs) (p. 850).
Politique pénale (rôle de la prévention, des peines de prison et des actions de réinsertion) (p. 849).
Population carcérale (taux d'incarcération en France et comparaisons internationales) (p. 848).

Prisons (retard prix dans l'équipement pénitentiaire) (p. 849, 850).
Prisons (surpopulation des - et problème du S.I.D.A.) (p. 848).
Prisons « privées » ou habilitées en France (abandon progressif du projet de -) (p. 849).
Programme de construction de prisons (lancement d'un — de 15 000 places) (p. 849, 850, 851).
Programme de construction de prisons (modalités d'exécution du - et procédure de passation des marchés) (p. 851).
Récidive (lutte contre la — et réinsertion des détenus) (p. 850, 851).
Surveillants de prison (conditions de travail des —) (p. 849).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [11 juin 1987] :

Inscrit contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 2252, 2253).
Insécurité (efforts et résultats du Gouvernement dans la lutte contre l'-) (p. 2252).
Politique pénale et carcérale (et notamment réinsertion des délinquants) (p. 2253).
Programme de construction de 15 000 places de prison (opportunité du projet et modalités de passation des marchés) (p. 2252, 2253).
Surpopulation carcérale (p. 2252, 2253).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 894).

Première lecture, discussion des articles [17 juin 1987] :

Chapitre IV : *dispositions finales.*
Article 24 *(légalisation des polices municipales)* : approuve cet article (p. 2797).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :
Justice. — *Questions* [20 octobre 1987] :

Etablissements pénitentiaires (p. 4530).
Personnels publics des établissements pénitentiaires (conséquences pour les — de la privatisation de certaines activités) (p. 4530).
Tribunaux administratifs (transfert de la tutelle des — au ministère de la justice (remplaçant M. Serge Charles) (p. 4531).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Questions* [6 novembre 1987] :

Tunnel de Puymorens (p. 5504).

Intérieur. — *Examen du fascicule* [9 novembre 1987] :

Finances locales :
— dotation globale de fonctionnement (p. 5603) ;
- dotation globale d'équipement (p. 5603).
Sécurité :
— appelés effectuant leur service dans la police (p. 5602) ;
— défense et sécurité civile (p. 5603) ;
- services de police (moyens des -) (p. 5602) ;
— services de police (structure et méthode des —) (p. 5602, 5603).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1010).

Première lecture, avant la discussion des articles [27 novembre 1987] :

Inscrit contre la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 6499, 6500).
Clubs sportifs professionnels :
— gestion (contrôle de la —) (p. 6499) ;
— statut des - (modifications de la loi de 1984 ; option entre le statut d'association et celui de société) (p. 6499) ;
— responsabilité des dirigeants (p. 6499).
Financement du sport (p. 6499).
Indépendance des clubs (rapports avec l'Etat) (p. 6499, 6500).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à permettre l'accès des conjoints de certaines personnes décédées en service aux emplois réservés (n° 1037).

Première lecture, discussion des articles [4 décembre 1987] :

Article 1er *(droit aux emplois réservés des conjoints de certaines personnes décédées en service)* : son amendement n° 2 (extension des dispositions du projet aux personnels navigants de la sécurité civile) (p. 6806) ; retiré (p. 6807).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Henri Cuq et Albert Mamy tendant à modifier le code de procédure pénale et relative à l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux enquêteurs et aux personnels en tenue de la police nationale (n° 1072).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique.
Rapporteur [14 décembre 1987] :

Enquêteurs de la police nationale (conditions d'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux —) (p. 7325, 7326).
Exercice des attributions attachées à la qualité d'agent de police judiciaire (p. 7326).
Personnel en tenue de la police nationale (conditions d'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire au —) (p. 7325).
Police judiciaire (dispositions de la loi du 18 novembre 1985 sur la — et nature législative du texte permettant sa mise en œuvre) (p. 7325).

Discussion de l'article unique [14 décembre 1987] :

Article unique *(différentes catégories de personnels susceptibles de bénéficier de la qualité d'agent de police judiciaire)* : contre l'amendement n° 1 de M. Joseph Menga (suppression du délai de deux ans d'ancienneté imposé à certains agents) (p. 7336) ; contre l'amendement n° 2 de M. Joseph Menga (formation des gardiens de la paix et des enquêteurs non titulaires de brevet technique) (p. 7337).

D

DAILLET (Jean-Marie)

Député de la Manche
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (affaires étrangères : affaires européennes [8 octobre 1987] (p. 4076).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n° 1014) [12 novembre 1987] (p. 5817).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord sur la coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh (n° 1018) [12 novembre 1987] (p. 5817).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** tome I : **affaires étrangères : affaires européennes (n° 962)** [8 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1014), adopté par le Sénat,

autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bangladesh** en vue d'éviter les **doubles impositions** et de **prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu** (ensemble un protocole) **(n° 1133)** [10 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Protection sociale agricole et surface minimum d'installation [6 mai 1987] (p. 898) ;

— Couverture sociale de petits exploitants agricoles : augmentation de la surface minimum d'installation ; contradiction entre les propos du Gouvernement et ceux de certaines caisses de mutualité sociale agricole [7 octobre 1987] (p. 3995) ;

— Indemnisation des ostréiculteurs sinistrés à la suite de la récente tempête [4 novembre 1987] (p. 5364) ;

orales sans débat :

— n° 324, posée le 8 décembre 1987 : **procédure pénale (réglementation)** [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelée le 11 décembre 1987 : **durée des procédures judiciaires :** leur longueur excessive ; confusion entre inculpation et culpabilité ; nécessité de vérifier les accusations et d'aggraver les peines sanctionnant les dénonciations calomnieuses (p. 7166, 7167).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution, ainsi que débat et vote sur cette déclaration (n° 627).

Explications de vote [7 avril 1987] :

Agriculture (situation de l') (p. 56, 57).
Equipement militaire (p. 55).
Politique extérieure du Gouvernement (et notamment attitude à l'égard des propositions soviétiques de désarmement) (p. 55, 56).
Rôle du Parlement (p. 57).
Vote positif du groupe U.D.F. (p. 57).

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 avril 1987] :

Alliances (respect des —) (p. 114).
Avions Awacs (p. 114).
Avions de transport (p. 114).
Consensus sur la politique de défense (p. 113, 114).
Coopération franco-allemande sur la défense (p. 114).
Défense européenne (p. 114).
Dépenses militaires (p. 114).
Principes de la politique de défense (p. 114).
Situation internationale et évaluation des menaces (p. 114).

Discussion des articles [9 avril 1987] :

Article 2 *(crédits de paiement) :* son approbation de l'amendement n° 1 de la commission de la défense (actualisation des crédits ; cessions d'actifs).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [11 juin 1987] :

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Avant l'article 39 : son amendement n° 244 (assimilation des ressortissants de la C.E.E. aux Français pour l'accès à la fonction publique) (p. 2260) ; rejeté au scrutin public (p. 2261).

Article 39 *(recrutement de contractuels par l'Etat) :* son amendement n° 87 (extension des possibilités de recrutement de contractuels français dans les représentations françaises à l'étranger) (p. 2267) ; adopté (p. 2268) ; soutient l'amendement n° 245 de M. Pierre Montastruc (ressortissants des états membres de la C.E.E. étant assimilés à des Français pour l'application du présent article) : retiré (p. 2268).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :

Alliance atlantique (p. 2466, 2467).
Communauté européenne :
— défense européenne (p. 2466, 2467).
Désarmement nucléaire (négociations américano-soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires et notamment, rencontre de Reykjavik et réactions françaises et européennes) :
— négociations en cours (p. 2467).
République fédérale allemande (coopération militaire franco-allemande) (p. 2467).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Titre III : *dispositions diverses.*

Après l'article 10 : contre le sous-amendement n° 98 de M. Bruno Gollnisch à l'amendement n° 74 du Gouvernement (invasion soviétique en Afghanistan) ; atteinte aux droits de l'Homme dans le monde ; Chili ; Afrique du Sud ; obstruction menée par le Front national (p. 4175) ; contre le sous-amendement n° 99 de M. Bruno Gollnisch à l'amendement n° 74 du Gouvernement (Biafra) (p. 4176).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Questions* [6 novembre 1987] :

Schéma directeur routier national (liaison des îles britanniques à la péninsule ibérique via Cherbourg) (remplacé par M. Charles Ehrmann) (p. 5510).

Affaires étrangères, premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [5 novembre 1987] :

Communauté européenne (problèmes budgétaires et financiers de la —) (p. 5426).
Marché unique européen (p. 5427).
Politique agricole commune (p. 5427).

Défense. — *Examen du fascicule* [10 novembre 1987] :

Défense européenne (et coopération militaire franco-allemande) (p. 5672, 5673).
Désarmement :
— forces militaires intermédiaires (accord Etats-Unis/U.R.S.S. sur l'option « double zéro ») (p. 5672, 5673).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, discussion des articles [21 novembre 1987] :

Article 7 *(conseil d'administration) :* soutient l'amendement n° 21 de M. Jacques Farran (représentation des organisations professionnelles) (p. 6245) ; retiré (p. 6246).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (p. 1014).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. Rapporteur [20 décembre 1987] :

Suppléé par M. Claude-Gérard Marcus (p. 7927).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs (n° 1135).**

Première lecture, discussion des articles [20 et 21 décembre 1987] :

Après l'article 5 : ses observations sur l'amendement n° 30 du Gouvernement (abrogation de la loi du 16 avril 1987 et des articles 9 et 22 de la loi du 2 juillet 1935 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et de la fabrication de la margarine) (p. 7968).

DALBOS (Jean-Claude)

Député de la Gironde
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à favoriser le **développement des réseaux d'assainissement (n° 760)** [19 mai 1987].

Proposition de loi tendant à instituer un **Haut-commissariat aux personnes âgées (n° 918)** [30 juin 1987].

Proposition de loi relative à la **sécurité dans les transports terrestres (n° 920)** [30 juin 1987].

Proposition de loi tendant à l'institution d'une **allocation personnelle de solidarité (n° 1235)** [23 février 1988].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Appréciations critiques du président de la commission des Communautés européennes sur la politique gouvernementale** : poids des médias dans la politique française ; devoir de réserve [17 juin 1987] (p. 2519).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.**

Discussion [16 juin 1987] :

Communauté européenne et acte unique européen :
- coopération politique (p. 2472) ;
- défense européenne (p. 2473) ;
- marché intérieur unique (p. 2472, 2473) ;
- relations de la France avec l'Europe du Sud (et notamment, l'Espagne) (p. 2472).

Politique et situation économique de la France (p. 2472).
République fédérale allemande (relations franco-allemandes et notamment, questions stratégiques (p. 2472, 2473).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, première partie, discussion des articles [14 octobre 1987] :

Article 1er *(autorisation de percevoir les impôts existants)* : marché unique européen ; harmonisation de la fiscalité française et de la fiscalité européenne ; durée du travail (p. 4307, 4308).

Deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Lutte contre la pauvreté :
- revenu minimum garanti (p. 5321, 5322).

Politique de la santé :
- stomatologistes (p. 5321).

DARINOT (Louis)

Député de la Manche
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEBRÉ (Bernard)

Député de l'Indre-et-Loire
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Vice-président de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à protéger la seconde carrière des militaires retraités (n° 127) [21 mai 1987] (p. 1490).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à garantir le droit au travail des retraités militaires (n° 465) [21 mai 1987] (p. 1490).

Rapporteur d'information sur « la lutte contre le S.I.D.A. » [12 novembre 1987] (p. 5817).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **faciliter la mobilité géographique (n° 714)** [7 mai 1987].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la **lutte contre le S.I.D.A. (n° 1091)** [3 décembre 1987].

Proposition de loi tendant à instituer des **médiateurs médicaux (n° 1110)** [9 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réforme des études médicales** : grève des étudiants en médecine [6 mai 1987] (p. 893).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).**

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Chef de service (statut et rôle du —) (p. 752).
Politique hospitalière menée entre 1981 et 1986 (et notamment départementalisation) (p. 751, 752).

Discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre 1er : *organisation des établissements d'hospitalisation publics.*
Article 6 *(abrogation de l'article 13 de la loi du 3 janvier 1984 relative à la mise en place des départements)* : ses observations sur l'amendement n° 158 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 803).
Article 7 *(mesures transitoires fixant les conditions dans lesquelles les anciens chefs de service seront nommés pour un mandat de cinq ans)* : ses observations sur l'amendement n° 22 de la commission (nomination comme chef de service des chefs de service nommés avant le 31 décembre 1984 et ayant fait l'objet d'une mesure de mutation) (p. 804).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politiques sociales sectorielles :
— mobilité géographique (p. 5302).

Défense. — *Questions* [10 novembre 1987] :

Retraités militaires (p. 5696, 5697).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la formation professionnelle (n° 1147).

Première lecture, discussion des articles [18 décembre 1987] :

Article 1er *(détermination par voie de convention ou d'accord des règles relatives à la prise en charge des salariés en congés de formation) :* son amendement n° 7 (clarification de la répartition des compétences) : adopté (p. 7767).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7789, 7790).

Sécurité sociale (généralités) :

— Etats généraux de la sécurité sociale (p. 7790).

Discussion des articles [19 décembre 1987] :

Titre IV : *droit des médecins à une cessation anticipée d'activité.*

Après l'article 4 : son amendement n° 78 (lait destiné aux enfants du premier âge étant vendu exclusivement en pharmacie) : adopté (p. 7862).

DEBRE (Jean-Louis)

Député de l'Eure
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Bruno Chauvierre tendant à instituer des chambres de la propriété immobilière (n° 384) [9 avril 1987) (p. 189).

Rapporteur du projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de certaines infractions commises à l'étranger (n° 633) [16 avril 1987] (p. 450).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre Pasquini et plusieurs de ses collègues, tendant à aggraver les sanctions prévues par l'article 288 du code de procédure pénale, en cas d'absence des jurés à la cour d'assises (n° 673) [7 mai 1987].

Membre de la commission spéciale constituée pour l'examen de la proposition de résolution (n° 798) présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice [*J.O.* du 10 juin 1987] (p. 6240).

Rapporteur de la proposition de loi organique relative à la situation des magistrats nommés à des fonctions de premier grade (n° 835) [11 juin 1987] (p. 2300).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pascal Arrighi, tendant à compléter le code de l'organisation judiciaire en cas de fonctionnement défectueux du service de la justice (n° 712) [4 juin 1987] (p. 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale (n° 694) [*J.O.* du 20 juin 1987] (p. 6694).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834) [18 juin 1987] (p. 2877).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890) [*J.O.* du 12 décembre 1987] (p. 14478).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 633) modifiant le **code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de certaines infractions commises à l'étranger (n° 808)** [4 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique (n° 835), adoptée par le Sénat après déclaration d'urgence, relative à la **situation des magistrats nommés à des fonctions du premier grade (n° 844)** [12 juin 1987].

Rapport sur le projet de loi (n° 834), adopté par le Sénat, tendant à la création d'un **institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies,** relatif à la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal, **(n° 943)** [2 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1031), adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture, relatif à la **lutte** contre le **trafic de stupéfiants** et modifiant certaines dispositions du **code pénal (n° 1103)** [3 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, relative à la situation des magistrats nommés à des fonctions du premier grade (n° 835).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. Rapporteur [15 juin 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe (p. 2399).
Autorités de la chose jugée (p. 2397).
Conseil constitutionnel (décisions du 22 juillet 1980 et du 24 juillet 1985) (p. 2397).
Conseil d'État (arrêt du 27 avril 1987) (p. 2397).
Egalité des justiciables devant la loi (p. 2397, 2399).
Mutations de magistrats non prévues par la commission d'avancement (p. 2397).
Non rétroactivité des lois pénales (p. 2399).
Sénat (texte adopté par le —) (p. 2397, 2399).
Séparation des pouvoirs (principe de —) (p. 2397, 2399).
Validation des actes accomplis par les magistrats (p. 2397, 2399).

Discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Article unique *(validant les nominations de magistrats à des fonctions du premier grade ainsi que les actes accomplis par ces magistrats antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi) :* contre l'amendement n° 1 de M. Michel Sapin (validation de la nomination du procureur de Nîmes annulée par le Conseil d'État) ; amendement contraire au principe de la séparation des pouvoirs et du respect de l'autorité de la chose jugée (p. 2399) ; contre l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Michel (validation des installations de magistrats) (p. 2400).

— Projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 631), projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre les états membres des Communautés européennes concernant l'application de la convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 632) et projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de certaines infractions commises à l'étranger (n° 633).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique : discussion commune. Rapporteur de la commission des lois, pour le projet de loi sur les infractions commises à l'étranger [29 juin 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité de M. André Lajoinie sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne pour la répression du terrorisme (p. 3320, 3321) ; rejetée au scrutin public (p. 3321).
Droit d'asile et droits de l'Homme (p. 3315, 3320, 3321).

Extradition :
- refus d'extradition (obligation de poursuites en cas de — et rôles et compétences des juridictions françaises et du Parquet pour connaître des infractions commises à l'étranger) (p. 3314, 3315).

— Conclusions du rapport de la commission élue spécialement pour l'examen de la proposition de résolution présentée par M. Pierre Measmer et 255 membres de l'Assemblée, portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice (n° 798).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [7 octobre 1987] :

Contre la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 4007, 4008).

Haute cour de justice :
- commission d'instruction (rôle de la —) (p. 4007, 4008) ;
- compétence (p. 4007).

Mise en accusation de M. Christian Nucci :
- cour des comptes (compétence de la —) (p. 4008) ;
- pouvoir judiciaire (respect du fonctionnement du —) (p. 4007, 4008) ;
- procédure de mise en accusation (p. 4007) ;
- responsabilité du vote des députés (p. 4007).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [8 octobre 1987] :

Douanes (renforcement des pouvoirs des —) (p. 4044).

Drogue (importance de la consommation et du trafic) (p. 4043).

Drogue (liens entre la - , le terrorisme et la délinquance) (p. 4043, 4044).

Toxicomanes (traitement médical et réinsertion sociale des -) :
— politique pénale à l'encontre des toxicomanes (p. 4050).

Trafic des stupéfiants (répression du —) :
- aggravation des peines (p. 4043, 4044, 4045) ;
- sanctions financières contre les trafiquants et contre le « blanchissement » des fonds provenant du trafic (p. 4044).

Trafic de stupéfiants et toxicomanie (qualification pénale et modification des règles concernant le cumul des peines pour les seules affaires de drogue) (p. 4044, 4045).

Discussion des articles [8 et 9 octobre 1987] :

Article 1er A *(création d'un institut national de l'enseignement de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies) :* son amendement n° 1 (de suppression) : adopté au scrutin public (p. 4065) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jean-Marie Le Pen : absence des députés du Front national en commission lors de l'examen du projet de loi sur la répression du trafic de stupéfiants ; dépôt tardif d'amendements par le Front national (p. 4071) ; **ses observations sur les rappels au règlement** de M. Pascal Arrighi, Mme Catherine Trautmann et M. Gilbert Gantier : faible présence des députés socialistes au cours de la séance du soir précédent ; absence des députés du Front national à une réunion lors de l'examen par la commission des lois du projet de loi sur la répression du trafic de stupéfiants.

Après l'article 1er A : contre l'amendement n° 37 de M. François Bachelot (tendant à prévoir un délai de 30 jours pour la réalisation de l'examen médical et de l'enquête sociale prévus à l'article L. 355-15 du code de la santé publique) ; contenu du projet de loi ne modifiant pas la loi de 1970 sur l'usage des stupéfiants (p. 4100) ; contre l'amendement n° 38 de M. François Bachelot (tendant à prévoir un délai de 30 jours à l'article L. 355-16 du code de la santé publique) (p. 4101).

Titre Ier *: dispositions relatives à la lutte contre le trafic de stupéfiants.*

Avant l'article 1er : son amendement n° 31 (de forme) : adopté au scrutin public ; contre l'amendement n° 43 de M. François Bachelot (renforcement des peines prévues à l'article L. 626 du code de la santé publique en cas d'infraction à la législation sur les substances vénéneuses) (p. 4104).

Article 1er *(répression du « blanchissement » des fonds provenant du trafic de stupéfiants) :* contre l'amendement n° 44 rectifié de M. François Bachelot (aggravation des peines frappant les trafiquants professionnels de la drogue et rétablissant la peine de mort) (p. 4106) ; contre l'amendement n° 29 de Mme Catherine Trautmann (tendant à punir d'une peine de réclusion criminelle la participation à un groupement de trafiquants).

Après l'article 1er : contre l'amendement n° 17 de Mme Catherine Trautmann (rétablissant l'obligation de paiement par chèque) (p. 4125) ; son amendement n° 2 (prévoyant les circonstances aggravantes et portant la peine maximale à 10 ans de prison en cas de vente aux mineurs ou de vente de stupéfiants dans les lieux d'enseignement ou d'éducation) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; contre l'amendement n° 30 de Mme Catherine Trautmann (peines complémentaires) (p. 4126, 4127).

Article 2 *(article L. 627-4 à L. 627-6 nouveau du code de la santé publique) ; article L. 627-5 du code de la santé publique :* (mesures conservatoires ; exemption ou réduction de peines pour les repentis) ; contre les amendements n° 15 rectifié de M. Guy Ducoloné, 24 de Mme Catherine Trautmann et 45 de M. François Bachelot (suppression du texte proposé pour cet article) (p. 4127) ; *article L. 627-6 du code de la santé publique* (durée des prescriptions de l'action publique et de la peine ; contrainte par corps) : contre l'amendement n° 19 de Mme Catherine Trautmann (suppression du premier alinéa du texte proposé pour cet article) ; contre l'amendement n° 25 de Mme Catherine Trautmann (suppression du 2e alinéa du texte proposé pour cet article ; contrainte par corps) (p. 4138).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 46 de M. François Bachelot (ayant pour objet de permettre au procureur de la République de ne plus être lié par l'injonction thérapeutique qu'il délivre et de traduire l'usager devant la juridiction de jugement chaque fois qu'il l'estimera nécessaire) ; contre l'amendement n° 48 de M. François Bachelot (possibilité pour la juridiction de jugement d'ordonner un ajournement du prononcé de la peine assorti d'une injonction thérapeutique) (p. 4139) ; contre l'amendement n° 49 de M. François Bachelot (injonction thérapeutique à l'égard des mineurs) ; contre l'amendement n° 50 de M. François Bachelot (déroulement de la cure de désintoxication) (p. 4140).

Article 3 *(institution d'une peine complémentaire de confiscation de tout ou partie des biens du condamné) :* son amendement n° 3 (tendant à exclure de la confiscation les biens acquis par voie successorale) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4142).

Après l'article 4 : ses réserves sur l'amendement n° 21 de Mme Catherine Trautmann (fermeture administrative des entreprises ayant vendu à un mineur un substitut à un stupéfiant).

Article 4 *bis* *(durée de la fermeture administrative et judiciaire des lieux ouverts au public où se pratiquent le trafic ou la consommation de drogue) :* son amendement n° 4 (d'harmonisation) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4143).

Après l'article 4 *bis* : ses observations sur l'amendement n° 53 de M. François Bachelot (prévoyant que les trafiquants étrangers seront frappés d'une interdiction définitive du territoire français) ; son amendement n° 5 (prévoyant qu'en cas de condamnation à l'interdiction définitive du territoire le condamné ne pourra demander à bénéficier des dispositions de l'article 55-1 du code pénal) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4144).

Article 5 *(possibilité pour le service des douanes d'intervenir au-delà des eaux territoriales et jusqu'à 24 milles des côtes) :* son amendement n° 6 (rédactionnel) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4145).

Après l'article 5 : son amendement n° 7 (détection de la drogue passée « in corpore » grâce à des examens médicaux) ; ses observations sur l'amendement n° 59 de M. François Bachelot (même objet) (p. 4146) ; amendement n° 7 ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4147).

Article 6 *(possibilité pour les agents des douanes de visiter les navires en-dessous de 1 000 tonneaux de jauge brute) :* son amendement n° 8 (portant à 1 500 tonneaux de jauge brute la capacité des navires pouvant être visités par les agents des douanes) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4148).

Après l'article 6 : contre l'amendement n° 62 de M. François Bachelot (possibilité pour les services spécialisés des douanes de consulter le fichier violence, attentats, terrorisme) ; contre l'amendement n° 66 de M. François Bachelot (tendant à porter à 72 heures la durée de la retenue douanière) (p. 4149) ; contre l'amendement n° 67 de M. François Bachelot (précisant que les tribunaux ne peuvent relaxer les contrevenants pour défaut d'intention en matière de stupéfiants)

(p. 4150) ; contre l'amendement n° 61 de M. François Bachelot (visites domiciliaires en cas de trafic de stupéfiants) ; contre l'amendement n° 64 de M. François Bachelot (insérant un intitulé dans le projet de loi).

Titre II : *dispositions modifiant le code pénal.*

Avant l'article 7 : son amendement n° 32 (supprimant l'intitulé du titre II) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4151).

Article 7 *(réforme du régime des infractions en concours ; cumul, non cumul et confusion des peines)* : contre les amendements n° 16 de M. Guy Ducoloné et 26 de Mme Catherine Trautmann (de suppression) ; son amendement n° 33 (limitant la portée de la réforme concernant la confusion des peines aux cas dans lesquels certaines infractions à la législation sur les stupéfiants sont en concours avec un crime) (p. 4152) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4153).

Titre III : *dispositions diverses.*

Avant l'article 9 : son amendement n° 34 (suppression de cet intitulé) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; ses observations sur les amendements n° 20 rectifié de Mme Catherine Trautmann (possibilité de soumettre à une cure de désintoxication un prévenu ayant commis un délit autre que le délit d'usage, motivé par l'usage de la drogue) et 13 de M. Michel Hannoun (ajournement avec mise à l'épreuve) ; application en Italie de l'ajournement avec mise à l'épreuve (p. 4155).

Article 9 *(possibilité pour un chef de corps de décider un examen médical en cas de faute pouvant avoir pour origine la consommation de drogue)* : son amendement n° 9 (de suppression) : application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4159).

Article 10 *(dispositions relatives aux publications destinées à la jeunesse)* : son amendement n° 10 (de cohérence) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4160).

Après l'article 10 : contre l'amendement n° 57 de M. François Bachelot (répression de l'apologie de l'usage de la drogue) (p. 4164).

Article 11 *(application dans le temps des dispositions des articles 5-1 à 5-7 nouveaux du code pénal)* : son amendement n° 35 (de forme) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 11 (de forme) : application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4181).

Titre : son amendement n° 12 (modification de l'intitulé du projet) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4181).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Remplaçant M. Arnaud Lepercq.

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— aide à domicile (p. 5312).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 décembre 1987] :

Affaires judiciaires :
— incidents de séances (p. 7045).

Placement en détention provisoire :
— chambre des garanties et principe constitutionnel de la séparation des juridictions d'instruction et de jugement (p. 7044) ;
— détention provisoire (nécessité de diminuer le nombre de —) (p. 7045) ;
— effectifs de magistrats dans les tribunaux et besoins nécessités par la mise en œuvre de la réforme (p. 7046) ;
— loi du 10 décembre 1985 (principales dispositions et abrogation de la —) (p. 7046) ;
— mineurs (situation des —) (p. 7045) ;
— mise sous main de justice (p. 7045) ;
— placement en détention provisoire (transfert de la compétence des juges d'instruction aux chambres des garanties) (p. 7045) ;
— présomption d'innocence de l'inculpé (remise en cause de la —) (p. 7044).

DEBRE (Michel)

Député de la Réunion
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Programme Hermès : 25e anniversaire de la création du Centre national d'études spatiales ; état d'avancement du programme Hermès [22 avril 1987] (p. 543) ;

— Réglementation communautaire des investissements étrangers en Europe : avantages accordés aux investisseurs extérieurs à l'Europe par certains pays de la communauté ; nécessité d'adopter un statut de société européenne [24 juin 1987] (p. 3109, 3110) ;

orales sans débat :

— n° 202 posée le 5 mai 1987 : **politiques communautaires (fonds social européen)** (p. 880), appelée le 12 juin 1987 : **conditions de financement des stages des ressortissants des départements d'outre-mer** : participation financière du fonds social européen (p. 2309).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :

Alliances de la France (et notamment, avec les Etats-Unis) (p. 2466).

Communauté européenne et Acte unique européen :
— concurrence entre les pays de la communauté (p. 2465) ;
— défense européenne (p. 2466) ;
— marché intérieur unique (p. 2465).

Désarmement nucléaire (négociations américano-soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires et notamment, rencontre de Reykjavik et réactions françaises et européennes) :
— négociations en cours (p. 2466).

Forces nucléaires françaises (modernisation des —) (p. 2466).
Politique de défense (caractère national de la —) (p. 2466).
Politique et situation économique de la France (p. 2465).

Politique étrangère :
— principes de la — (p. 2465, 2466).

République fédérale allemande (questions stratégiques et problème de la garantie nucléaire française) (p. 2466).
Situation internationale (et notamment, questions économiques et problèmes soulevés au sommet de Venise) ; (p. 2465).

U.R.S.S. :
— stratégie de l'— (p. 2465).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Communauté économique européenne (dépenses de la —) (p. 4264).
Prélèvements obligatoires (p. 4265).

Deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :

Communauté économique européenne (intégration des D.O.M.-T.O.M. dans la —) (p. 4577).
Indépendance dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4577).
Nouvelle-Calédonie (situation en —) (p. 4575, 4576).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Après l'article 7 : son amendement n° 219 (autorisation préalable avec l'émission par les collectivités locales d'emprunts en devises) : non soutenu (p. 7444).

Article 14 *(contrôle financier des comptes des collectivités locales)* : reprend le thème de son amendement précédemment non soutenu (emprunts en devises des collectivités locales) (p. 7450) ; emprunts en ECU des collectivités locales (p. 7452).

DECAGNY (Jean-Claude)

Député du Nord
U.D.F.

Devenu député le 26 janvier 1988, en remplacement de M. Georges Delfosse, décédé [*J.O.* du 26 janvier 1988] (p. 1264).

S'inscrit au groupe Union pour la démocratie française [*J.O.* du 9 février 1988] (p. 1934).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 février 1988] (p. 1841).

DEHAINE (Arthur)

Député de l'Oise
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'épargne (n° 443) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le développement du mécénat (n° 795) [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (affaires sociales et emploi : section commune ; affaires sociales) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [*J.O.* du 8 décembre 1987] (p. 14283).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14830).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 5 : **affaires sociales et emploi : section commune — affaires sociales (n° 960)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, discussion des articles [21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *rachat d'une entreprise par ses salariés.*
Article 16 *(rachat d'une entreprise par ses salariés ; conditions ; régime fiscal)* : son sous-amendement n° 22 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (application de la R.E.S. aux professions libérales) : adopté (p. 500).

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).

Première lecture, discussion des articles [3 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions fiscales.*
Chapitre II : *dispositions portant modification du livre des procédures fiscales.*
Avant l'article 4 : soutient l'amendement n° 22 de la commission (remise par l'administration de la charte du contribuable au contribuable vérifié préalablement au contrôle caractère opposable à l'administration des dispositions contenues dans la charte) : modifié et adopté (p. 1882).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert (n° 99).

Première lecture, explications de vote [7 juillet 1987] :

Géomètres-experts (définition du monopole des —) (p. 3755).
Vote favorable du groupe R.P.R. (p. 3756).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Article 6 *(suppression de la taxe sur certains frais généraux)* : son amendement n° 46 soutenu par M. Philippe Auberger (suppression de la déclaration n° 2067 relative aux dix salariés les mieux payés de l'entreprise) (p. 4366) ; retiré ; repris par M. Pierre Descaves ; rejeté (p. 4367).

Deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [2 novembre 1987] :

Crédits (montant et répartition des —) (p. 5187).

Vote des crédits [3 novembre 1987] :

Etat B, titre III : contre les amendements n° 27 (réduction des crédits du matériel de fonctionnement courant), 26 (réduction des dépenses des services statistiques), 25 (réduction des crédits des études générales), 28 (réduction des crédits des objecteurs de conscience) et 29 (réduction des crédits des services extérieurs des affaires sanitaires et sociales) de M. Pierre Descaves (p. 5324).
Titre IV : ses observations sur l'amendement n° 206 de M. Michel de Rostolan (suppression des crédits se rapportant au remboursement par l'Etat des avortements à caractère non médical) (p. 5325, 5326) ; contre l'amendement n° 209 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits de la formation économique et sociale des travailleurs appelés à exercer des reponsabilités syndicales) (p. 5326) ; contre l'amendement n° 210 de M. Pierre Descaves (réduction des subventions des groupements et associations d'intérêt général) (p. 5327) ; contre l'amendement n° 211 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits consacrés à la formation des conseillers prud'hommes) (p. 5328) ; contre l'amendement n° 212 de M. Pierre Descaves (réduction de l'aide au reclassement des travailleurs étrangers privés d'emploi et de leur famille) (p. 5329) ; contre l'amendement n° 213 de M. Pierre Descaves (réduction de la participation de l'Etat au financement d'audits économiques et sociaux dans les entreprises) (p. 5330).
Avant l'article 64 : contre l'amendement n° 204 de M. Christian Goux (Gouvernement devant présenter au Parlement en 1988 un rapport exposant les moyens en crédit mis en œuvre ainsi que l'utilisation qui en est faite région par région dans le cadre des plans d'urgence afin de lutter contre la grande pauvreté et la précarité sociale et culturelle) (p. 5331).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives.*
Article 2 *(déclaration du patrimoine des présidents des assemblées, des collectivités territoriales et des maires des communes de plus de 50 000 habitants)* : soutient l'amendement n° 107 de M. Roger Corrèze (déclaration patrimoniale ne valant pas amnistie) : retiré (p. 176).
Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*
Après l'article 13 : défend l'amendement n° 38 de M. Michel Hannoun (rapport d'information déposé par le ministre de l'intérieur sur l'application de la présente loi) : retiré (p. 206).

DEHOUX (Marcel)

Député du Nord
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer un statut particulier des **inspecteurs pédegogiques régionaux de l'enseignement technique (n° 1238)** [23 février 1988].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] :

Apprentis (rémunération des —) (p. 3516).
Apprentissage :
— contrat d'— (p. 3516) ;
— inspecteurs de l'— (p. 3516).
Entreprises (p. 3516).
Taxe d'apprentissage (et réforme de la —) (p. 3516).

Discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 7 *(contrôle sur les C.F.A.) :* son opposition à l'exercice par les régions du contrôle pédagogique (p. 3573).
Article 13 *(rémunération des apprentis ; variation en fonction de l'âge et du déroulement de la formation) :* ses observations (p. 3583).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Questions* [27 octobre 1987] :

Dopage (lutte contre le —) (p. 4942).
Préparation olympique (contrats de —) (p. 4945).

DELALANDE (Jean-Pierre)

Député du Val-d'Oise
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687) [5 mai 1987] (p. 879).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687) [*J.O.* du 17 juin 1987] (p. 6504).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 18 juin 1987] (p. 6568).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843) [*J.O.* du 5 juillet 1987] (p. 7378).

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971) [*J.O.* du 24 novembre 1987] (p. 13896).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les bourses des valeurs (n° 1002) [*J.O.* du 10 décembre 1987] (p. 14382).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer le **logement des personnes et familles les plus défavorisées (n° 719)** [7 mai 1987].

Rapport sur le projet de loi (n° 687) modifiant le **code du travail** et relatif à la **prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 475)** [14 mai 1987].

Proposition de loi organique tendant à compléter l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux **lois de finances** pour permettre le **développement des contributions volontaires aux grandes causes nationales (n° 828)** [5 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la **prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 851)** [17 juin 1987].

Proposition de loi tendant à simplifier, améliorer et assainir les **conditions de rémunération des membres de cabinet ministériel (n° 873)** [18 juin 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 282, posée le 22 juin 1987 : **logement (logement social)** (p. 3029) ; appelée le 26 juin 1987 : **logement des personnes les plus défavorisées :** dépôt d'une proposition de loi en faveur des familles du « quart monde » privées de logement décent faute de ressources régulières (p. 3231, 3232) ; expérience nouvelle tentée par le Gouvernement (p. 3233) ;

— n° 311, posée le 30 novembre 1987 : **cinéma (emploi et activité)** (p. 6580) ; appelée le 4 décembre 1987 : **situation du cinéma :** mise en place du plan de soutien annoncé par le ministre de la culture (p. 6780, 6781).

INTERVENTIONS

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 mai 1987] :

Handicapés : insertion sociale et professionnelle (et notamment droit au travail et statut social)) (p. 1308).
Obligation d'emploi dans le secteur privé (p. 1308).
Obligation d'emploi dans le secteur public (p. 1308, 1309).

Discussion des articles [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation de l'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) — article L. 323-8-5 du code du travail* (déclaration annuelle des employeurs) : son amendement n° 11 (extension aux administrations des contraintes imposées aux entreprises privées en matière de déclaration annuelle relative aux emplois occupés par des handicapés) (p. 1408) ; retiré ; repris M. Dominique Chaboche ; rejeté au scrutin public (p. 1409).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [19 juin 1987] :

Obligation d'emploi dans le secteur privé (entreprises à établissements multiples) (p. 2910).
Obligation d'emploi dans le secteur public :
— contribution du secteur public au fonds d'insertion professionnelle des handicapés en cas de non respect du quota de travailleurs handicapés (hypothèse d'une —) (p. 2910) ;
— Parlement (contrôle du — sur le respect du quota) (p. 2910).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687)

Première lecture, avant la discussion des articles [21 mai 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 1448).
Assurances privées contre le chômage (p. 1439).
Chômage de longue durée (statistiques du —) (p. 1435).
Chômeurs de longue durée (exclusion du marché du travail des —) (p. 1436).
Conventions de conversion (p. 1437).
Cotisations sociales patronales (exonération de —) (p. 1437).
« Délai de carence » (p. 1437).
Enseignement (p. 1438).
Formation (actions de —) (p. 1436).
Marché du travail (p. 1436).
Préretraite (accès à la —) (p. 1437).
Réinsertion (actions de —) (p. 1436, 1437).
Revenu minimum social garanti (p. 1438).

Substitution d'une main-d'œuvre à une autre (risque de —) (p. 1438).
Travail (aménagement du temps de) (p. 1438).

Discussion des articles [21 et 22 mai 1987] :

Titre Ier : *actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 40 de M. Christian Baeckeroot (création d'un comité des sages pour l'évaluation du chômage) (p. 1481) ; contre l'amendement n° 41 de M. Christian Baeckeroot (étude annuelle de droit comparé sur les mesures fiscales prises à l'étranger ayant une répercussion sur l'emploi) ; contre l'amendement n° 42 de M. Christian Baeckeroot (tableau comparatif des dix pays de l'O.C.D.E. ayant le plus faible taux de chômage) ; contre l'amendement n° 43 de M. Christian Baeckeroot (tableau comparatif des taux de prélèvements obligatoires des dix pays de l'O.C.D.E. ayant le plus faible taux de chômage) ; contre l'amendement n° 44 de M. Christian Baeckeroot (étude des prélèvements obligatoires dans différents pays) ; contre l'amendement n° 45 de M. Christian Baeckeroot (évolution des balances commerciales et de l'emploi de différents pays) ; contre l'amendement n° 46 de M. Christian Baeckeroot (résorption du chômage dans différents pays) (p. 1482) ; contre l'amendement n° 52 de M. Christian Baeckeroot (étude du Gouvernement sur les « zones sinistrées » en matière d'emploi) ; contre l'amendement n° 55 de M. Christian Baeckeroot (contrôle technique et pédagogique de la région sur les centres de formation d'apprentis) ; contre l'amendement n° 56 de M. Christian Baeckeroot (conventions de formation professionnelle passées avec la région) (p. 1483) ; contre l'amendement n° 134 de M. Yvon Briant (préférence à l'embauche d'accorder aux demandeurs d'emploi français ou ressortissants d'un pays membre de la Communauté européenne) (p. 1484) ; contre l'amendement n° 141 de M. Yvon Briant (critères à retenir pour fixer l'ordre des licenciements) (p. 1485) ; contre l'amendement n° 130 de M. Christian Baeckeroot (suppression de la taxe sur les salaires) ; ses observations sur l'amendement n° 49 de M. Christian Baeckeroot (réévaluation des tranches servant au calcul de la taxe sur les salaires) (p. 1521) ; ses observations sur l'amendement n° 126 de M. Christian Baeckeroot (exonération des droits de succession sur les biens professionnels) ; ses observations sur l'amendement n° 127 de M. Christian Baeckeroot (suppression de la taxe professionnelle) (p. 1522) ; ses observations sur l'amendement n° 140 de M. Christian Baeckeroot (déduction fiscale des provisions pour congés payés) (p. 1523) ; contre l'amendement n° 39 de M. Christian Baeckeroot (insertion d'un Titre Ier A : « mesures fiscales en faveur de l'emploi ») (p. 1524).

Article 1er *(financement par l'Etat d'actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi)* : contre l'amendement n° 57 de M. Christian Baeckeroot (limitant aux Français et aux ressortissants de la C.E.E. les dispositions de cet article) (p. 1525) ; son amendement n° 1 (difficultés visées à cet article) ; contre l'amendement n° 67 de M. Michel Coffineau (même objet) ; amendement n° 1 : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1526) ; son amendement n° 2 (de conséquence) (p. 1526) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; contre l'amendement n° 68 de M. Michel Coffineau (application de l'article 1er aux chômeurs cumulant les situations de précarité les plus graves) ; son amendement n° 3 (rédactionnel) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1527) ; son amendement n° 4 (rédactionnel) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 5 (durée des contrats de réinsertion en alternance) ; contre l'amendement n° 69 de M. Michel Coffineau (durée des contrats de réinsertion en alternance) ; ses observations sur l'amendement n° 25 de Mme Muguette Jacquaint (même objet) (p. 1528) ; amendement n° 5 : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1529) ; contre l'amendement n° 26 de M. Jean Reyssier (suppression de la prise en charge par l'Etat des stages de formation et d'insertion professionnelle) ; son amendement n° 6 (de conséquence) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1529) ; contre l'amendement n° 27 de M. Georges Hage (suppression de la prise en charge par l'Etat des activités d'insertion et de réinsertion correspondant aux programmes d'insertion locale et aux travaux d'utilité collective) ; son amendement n° 7 (d'harmonisation) (p. 1530) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; ses observations sur l'amendement n° 70 de M. Michel Coffineau (fixation d'un quota minimal de stagiaires cumulant des handicaps à accueillir dans les effectifs de stages conventionnés) (p. 1531).

Après l'article 1er : contre l'amendement n° 71 de M. Michel Coffineau (conditions de mises en place des conventions).

Article 2 *(définition des actions de réinsertion et exonération de cotisations sociales des contrats de réinsertion en alternance) — article L. 980-14 du code du travail* (définition des actions de réinsertion) : contre l'amendement n° 121 de M. Michel de Rostolan (application de l'article 2 aux mères de famille s'étant consacrées à l'éducation de leurs enfants) (p. 1534) ; contre l'amendement n° 60 de M. Christian Baeckeroot (application de l'article 2 aux demandeurs d'emploi de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.) ; son amendement n° 8 (de conséquence) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; contre l'amendement n° 63 de M. Christian Baeckeroot (accès des stages de formation et d'insertion professionnelle en alternance aux mères de famille nombreuse s'étant consacrées à l'éducation d'au moins deux enfants) (p. 1535) ; son amendement n° 9 (d'harmonisation) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 10 (de précision) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 11 (de coordination) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; contre l'amendement n° 73 de M. Michel Coffineau (durée des contrats) ; contre l'amendement n° 36 de M. Georges Hage (suppression des stages de formation et d'insertion professionnelle en alternance) (p. 1536) ; son amendement n° 12 (de précision) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; contre l'amendement n° 37 de M. Jean Reyssier (rémunération des stagiaires) ; son amendement n° 13 (rédactionnel) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; contre l'amendement n° 75 de M. Michel Coffineau (objet des stages de formation professionnelle en alternance) (p. 1537) ; *après l'article L. 980-14 du code du travail* : contre l'amendement n° 76 de M. Michel Coffineau (rédaction des contrats de réinsertion) (p. 1537) ; ses observations sur l'amendement n° 77 de M. Michel Coffineau (obligation des employeurs) ; contre l'amendement n° 78 de M. Michel Coffineau (durée minimale consacrée aux enseignements généraux, professionnels et technologiques) ; ses observations sur l'amendement n° 79 de M. Michel Coffineau (rémunération des titulaires des contrats de réinsertion) (p. 1538) ; contre l'amendement n° 80 de M. Michel Coffineau (durée hebdomadaire de l'activité professionnelle des titulaires d'un contrat de réinsertion) ; contre l'amendement n° 81 de M. Michel Coffineau (modulation horaire inapplicable aux titulaires d'un contrat de réinsertion) (p. 1539) ; contre l'amendement n° 82 de M. Michel Coffineau (habilitation des entreprises pouvant conclure des contrats de réinsertion) ; ses observations sur l'amendement n° 84 de M. Michel Coffineau (contrôle des organismes de formation accueillant les titulaires d'un contrat de réinsertion) (p. 1540) ; *article L. 980-15 du code du travail* (exonération des cotisations patronales afférentes aux contrats de réinsertion en alternance) : contre l'amendement n° 28 de Mme Muguette Jacquaint (suppression de l'exonération des charges sociales accordées aux entreprises qui embauchent un demandeur d'emploi par contrat de réinsertion en alternance) ; son amendement n° 14 (de forme) corrigé (p. 1541) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; contre l'amendement n° 61 de M. Christian Baeckeroot (exonération des charges sociales concernant l'embauche de demandeurs d'emploi de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.) ; contre l'amendement n° 29 de M. Georges Hage (exonération des charges sociales accordées à l'employeur sous réserve qu'il s'agisse d'un emploi nouveau créé dans l'entreprise) (p. 1542) ; son amendement n° 15 (rédactionnel) : retiré.

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 30 de M. Georges Hage (rétablissement des droits à l'indemnisation à l'expiration des contrats de réinsertion) ; contre l'amendement n° 85 de M. Michel Coffineau (interdiction aux entreprises ayant procédé à un licenciement économique dans les douze mois précédents, de conclure des contrats de réinsertion) (p. 1543) ; contre l'amendement n° 86 de M. Michel Coffineau (conditions imposées aux entreprises ayant procédé à des licenciements économiques pour conclure un contrat de réinsertion) (p. 1544).

Article 3 *(calcul de l'effectif du personnel des entreprises)* (p. 1544) ; son amendement n° 16 (de précision) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; contre l'amendement n° 64 corrigé de M. Christian Baeckeroot (application de l'article 3 aux titulaires de contrat de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.) ; contre l'amendement n° 31 de Mme Muguette Jacquaint (prise en compte pour le calcul des seuils sociaux des titulaires de contrat de réinsertion) (p. 1545).

Article 4 *(exonération des cotisations sociales pour l'embauche des demandeurs d'emploi à l'issue des actions de formation en faveur des chômeurs de longue durée) :* contre l'amendement n° 32 de M. Georges Hage (de suppression) ; son amendement n° 17 rectifié (rédactionnel) (p. 1554) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; contre l'amendement n° 65 de M. Christian Baeckeroot (application de l'article 4 aux demandeurs d'emploi de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.) ; son amendement n° 18 (rédactionnel) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; contre l'amendement n° 33 de M. Georges Hage (de conséquence) ; contre l'amendement n° 34 de M. Georges Hage (suppression de certaines exonérations) ; pour l'amendement n° 133 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 1555) ; contre l'amendement n° 87 de M. Michel Coffineau (durée minimale des contrats donnant droit à exonération) ; son amendement n° 19 (durée minimale des contrats donnant droit à exonération) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; contre l'amendement n° 35 de M. Georges Hage (contrôle des emplois créés) (p. 1556).

Après l'article 4 : contre l'amendement n° 88 de Michel Coffineau (exonération prévue à l'article 4 inapplicable aux entreprises procédant à un licenciement économique après la promulgation de la présente loi) ; contre l'amendement n° 89 de M. Michel Coffineau (suppression de l'exonération précédemment accordée lorsque l'employeur procède à un licenciement économique) (p. 1556) ; son amendement n° 123 à titre personnel (en cas de licenciement économique d'un salarié âgé de plus de 55 ans auquel une préretraite n'a pas été proposée, versement de trois mois de salaire à l'Unedic) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1557).

Article 5 *(suppression des délais de carence pour la perception de l'allocation de solidarité spécifique) :* contre l'amendement n° 38 de Mme Muguette Jacquaint (cumul entre l'allocation d'assurance et l'allocation de solidarité) (p. 1558).

Après l'article 5 : contre l'amendement n° 91 de M. Michel de Rostolan (possibilité de mentionner dans les insertions d'offres une préférence quant à la nationalité du candidat) (p. 1558) ; contre l'amendement n° 93 de Michel de Rostolan (fin de l'assimilation de l'étranger non muni du titre nécessaire à un travailleur régulièrement engagé) (p. 1559) ; contre l'amendement n° 94 de M. Gabriel Domenech (suppression pour les organisations syndicales représentatives de la possibilité d'exercer en justice des actions nées en faveur des travailleurs étrangers) ; contre l'amendement n° 95 de M. Christian Baeckeroot (revenus de remplacement alloués aux travailleurs de nationalité française ou ressortissants d'un pays membre de la C.E.E.) ; contre l'amendement n° 96 de M. Michel de Rostolan (prise en compte de la nationalité des intéressés) ; contre l'amendement n° 97 de M. Michel de Rostolan (même objet) ; contre l'amendement n° 125 de M. Christian Baeckeroot (prolongation possible des durées maximales d'indemnisation) (p. 1560) ; contre l'amendement n° 98 de M. Christian Baeckeroot (contribution supplémentaire à la charge des employeurs de travailleurs étrangers non ressortissants de la C.E.E.) ; contre l'amendement n° 99 de M. Michel de Rostolan (aggravation des peines sanctionnant des fraudes tendant à favoriser l'emploi de travailleurs étrangers) (p. 1561) ; contre les amendements n° 100, 101 et 102 de M. Michel de Rostolan (même objet) (p. 1562) ; contre l'amendement n° 103 de M. Christian Baeckeroot (fixation de la proportion de travailleurs étrangers non ressortissants de la C.E.E. pouvant être employés par les entreprises) ; contre l'amendement n° 104 de M. Christian Baeckeroot (même objet) ; contre l'amendement n° 105 rectifié de M. Christian Baeckeroot (même objet) (p. 1563) ; contre l'amendement n° 106 de M. Michel de Rostolan (autorisation ministérielle nécessaire à l'entrée et à l'emploi en France de tout étranger non ressortissant de la C.E.E.) ; ses observations sur l'amendement n° 109 de M. Christian Baeckroot (instauration de caisses Assedic séparées pour les chômeurs de nationalité française et pour les chômeurs étrangers) ; ses observations sur l'amendement n° 110 de M. Christian Baeckeroot (même objet) ; ses observations sur l'amendement n° 112 de M. Christian Baeckeroot (renforcement de la préférence nationale pour l'emploi dans les zones déclarées « sinistrées de chômage ») (p. 1564) ; ses observations sur l'amendement n° 113 de M. Christian Baeckeroot (allégements fiscaux en faveur des familles dont l'un des conjoints est sans travail) ; ses observations sur l'amendement n° 114 de M. Christian Baeckeroot (même objet) ; ses observations sur l'amendement n° 129 de M. Christian Baeckeroot (charges déductibles du revenu imposable des personnes employant du personnel occupé à des tâches familiales ou ménagères) (p. 1565) ; ses observations sur l'amendement n° 115 de M. Christian Baeckeroot (autorisation donnée aux entreprises d'embaucher des demandeurs d'emploi pour assurer un service complémentaire en dehors des heures de travail habituelles) ; contre l'amendement n° 117 de M. Christian Baeckeroot (bénéfice de l'aide au retour entraînant la perte définitive des droits au séjour et au travail en France) ; contre l'amendement n° 118 de M. Christian Baeckeroot (expulsion des personnes ayant enfreint la législation relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers) (p. 1566) ; ses observations sur les amendements n° 142 et 144 de M. Christian Baeckeroot (rôle des régions dans la négociation d'allégements fiscaux en faveur d'entreprises en difficultés) (p. 1567).

Titre II : *actions en faveur des salariés licenciés d'entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire.*

Avant l'article 6 : son amendement n° 20 (extension du bénéfice des conventions de conversion aux salariés des entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire) ; contre le sous-amendement n° 124 de M. Jean Reyssier (participation financière de l'entreprise aux conventions) ; amendement n° 20 : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1567).

Article 7 *(assurance de la contribution des employeurs au financement des allocations de conversion) :* son amendement n° 21 (d'harmonisation) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1568).

Article 9 *(extension du bénéfice des conventions de conversion aux salariés des entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire) :* son amendement n° 22 (de suppression) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1568).

Après l'article 9 : son amendement n° 23 (délai prévu pour l'acceptation de la convention de conversion par les salariés dont le licenciement est soumis à autorisation) ; pour le sous-amendement n° 137 du Gouvernement (correction d'une erreur matérielle) ; amendement n° 23 : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1569).

Article 10 *(conditions de rupture du contrat de travail des salariés ayant accepté le bénéfice d'une convention de conversion en cas de redressement ou de liquidation judiciaire) :* pour les amendements n° 138 et 139 du Gouvernement (de conséquence) (p. 1569).

Après l'article 10 : pour l'amendement n° 145 du Gouvernement (application de la présente loi aux procédures en cours lors de sa publication) ; pour l'amendementn ° 132 du Gouvernement (imposition de l'aide versée par l'Etat aux chômeurs créant ou reprenant une entreprise) (p. 1570).

Article 1er : ses amendements n° 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 ; **article 2** : ses amendements n° 8, 9, 10, 11, 12 et 13 ; **article 3** : son amendement n° 16 ; **article 4** : ses amendements n° 17 rectifié, 18 et 19 ; **après l'article 4** : son amendement n° 123 ; **avant l'article 6** : son amendement n° 20 ; **article 7** : son amendement n° 21 ; **article 9** : son amendement n° 22 ; **après l'article 9** : son amendement n° 23 modifié par le sous-amendement n° 137 ; adoptés au scrutin public en même temps que l'ensemble du projet de loi *(article 44, alinéa 3 de la Constitution)* (p. 1573).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [19 juin 1987] :

Assedic (versement aux — de l'équivalent de trois mois de salaire en cas de licenciement économique de salariés de 55 ans ou plus) (p. 2913).

Chômeurs créateurs d'entreprises (fiscalité de l'aide aux —) (p. 2913).

Chômeurs cumulant les situations de précarité les plus graves (p. 2913, 2915).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [5 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la protection sociale.*

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 22 de la commission (répartition de la pension de réversion entre la première épouse divorcée et la seconde épouse veuve) (p. 2050) ; rejeté au scrutin public (p. 2051).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles [17 juin 1987] :

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Après l'article 23 : son amendement n° 1 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (extension du champ d'application de

la loi du 31 juillet 1963 sur la grève dans les services publics à l'ensemble des communes et des régions) : adopté au scrutin public après modification (p. 2795).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. *Questions* [26 octobre 1987] :

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (p. 4827).
Hydrocarbures (prélèvements effectués sur les bénéfices réalisés à partir des ventes d') (p. 4819).

Culture. *Questions* [30 octobre 1987] :

Cinéma français (crise du) (p. 5148).

Affaires sociales et emploi. *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Crédits (montant et répartition des) (p. 5223).
Politique de l'emploi et de la formation professionnelle (p. 5224) :
- formations en alternance (p. 5223, 5224).

Politiques sociales et sectorielles :
- handicapés (politique en faveur des) (p. 5225) ;
- pauvreté (lutte contre la) (p. 5224, 5225).

Intérieur. — *Questions* [9 novembre 1987] :

Sécurité des voyageurs dans les transports en commun (remplacé par M. Eric Raoult) (p. 5625).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987].

Avant l'article 60 : contre les amendements n° 119 rectifié de M. François Grussenmeyer et n° 249 de M. Gérard Freulet (bouilleurs de cru) ; risque de distillation au noir induit par ces amendements (p. 5908).

Article 60 *(mesures en faveur de la construction de logements ; alignement du régime des souscriptions de parts de sociétés immobilières sur celui de l'investissement direct) :* soutient l'amendement n° 357 de M. Eric Raoult (doublement des plafonds de 200 000 et 400 000 francs en contrepartie de la pratique d'une seule réduction au titre de 1988 et 1989) ; retiré (p. 5911).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1146).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen (p. 7785, 7786).
Assurance vieillesse :
- revalorisation des pensions pour 1988 (p. 7785, 7786).

Sécurité sociale (généralités) :
- états généraux de la sécurité sociale (p. 7785) ;
- situation financière de la sécurité sociale (p. 7785).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [2 février 1988] :

Contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie (communiste) sur le projet de loi organique (p. 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19).
Origines et motifs du dispositif proposé :
- coût de la vie politique (mesure et causes) (p. 14, 15) ;
- financement de la vie politique et fonctionnement de la démocratie (p. 14) ;
- financement de la vie politique et image de la classe politique (p. 13) ;
- comparaisons internationales (p. 15, 16, 17, 18).

Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
- philosophie de la réforme (p. 19).

Financement des campagnes électorales :
- plafonnement des dépenses (p. 18).

Financement des partis politiques :
- appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 16, 17) ;
- dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) (p. 16, 17).

Divers :
- accès des partis politiques aux médias (p. 18) ;
- partis politiques (statut juridique des) (p. 15, 16).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 et 4 février 1988] :

Titre Ier : *modifications de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.*

Article 1er *(déclaration du patrimoine des candidats à l'élection présidentielle et du Président de la République) :* son amendement n° 1 (publication de la déclaration des candidats restant à leur discrétion) (p. 95) ; retiré (p. 97) ; son amendement n° 2 corrigé (de cohérence avec l'amendement n° 1) : retiré (p. 98).

Article 5 *(déclaration du patrimoine du Président de la République en fin de mandat et publication) :* son amendement n° 3 (de suppression) : adopté ; ses amendements n° 4 et 5 : devenus sans objet (p. 104).

Titre II : *modifications du code électoral.*

Article 7 *(déclaration du patrimoine des députés) :* son amendement n° 7 (tendant à l'établissement par un notaire d'une déclaration du patrimoine et des revenus des députés et de leur conjoint non séparés de biens, seul le reçu de cette déclaration étant transmis) : retiré ; son amendement n° 6 (renvoyant le dépôt de la déclaration devant la Cour des comptes) : retiré ; son amendement n° 8 (portant à deux mois le délai dont dispose les candidats pour faire leur déclaration du patrimoine) : retiré ; problème des remplaçants et des candidats élus lors des élections partielles (p. 105) ; son amendement n° 9 (tendant à supprimer les précisions relatives au contenu de la déclaration) : rejeté après consultation de l'Assemblée par assis et levé, l'épreuve à main levée ayant été déclarée douteuse (p. 108) ; son amendement n° 10 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. O. 135-1 du code électoral) : rejeté (p. 109).

Article 9 *(financement des campagnes pour les élections législatives) :* son amendement n° 18 (substituant la somme de 250 000 francs à celle de 400 000 francs pour fixer le plafond des dépenses) : retiré (p. 121) ; son amendement n° 19 (dépenses résultant de la réalisation et de la distribution des trois journaux électoraux) : retiré (p. 131) ; son amendement n° 11 (obligation de recourir au paiement par chèque pour les dons supérieurs à 100 francs) : retiré (p. 133).

Article 10 *(dépôt des comptes de campagne par les candidats aux élections législatives) :* son amendement n° 12 (portant à deux mois le délai de dépôt des comptes de campagne) : non soutenu (p. 166) ; son amendement n° 15 (transmission à la Cour des comptes de campagne des candidats élus) : retiré ; son amendement n° 13 corrigé (même objet) : retiré (p. 167) ; son amendement n° 14 (suppression de la disposition selon laquelle les comptes de campagne des candidats proclamés élus sont communiqués au Conseil constitutionnel ou au aux autorités judiciaires sur leur demande) : retiré (p. 169).

DELATRE (Georges)

Député de la Seine-Maritime
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DELATTRE (Francis)

Député du Val-d'Oise
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur du projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616) [9 avril 1987] (p. 190).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614) [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale (n° 694) [*J.O.* du 20 juin 1987] (p. 6694).

Rapporteur de sa proposition de loi tendant à renforcer les peines en cas de dépassement de 30 % des vitesses prévues par le code de la route et autorisant pour ce type d'infraction la rétention immédiate du permis de conduire (n° 769) [8 juillet 1987] (p. 3875).

Rapporteur du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux (n° 1109) [2 décembre 1987] (p. 7305).

Membre titulaire de la Commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008) [*J.O.* du 16 décembre 1987] (p. 14661).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 616) relevant les **peines** prévues par l'article L. 1er du **code de la route (n° 685)** [16 avril 1987].

Proposition de loi tendant à **renforcer les peines** en cas de dépassement de 30 % des vitesses prévues par le **code de la route** et autorisant pour ce type d'infraction **la rétention immédiate du permis de conduire (n° 769)** [19 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 889) modifié par le Sénat, modifiant diverses dispositions du **code de la route** en vue de renforcer la **lutte contre l'alcool au volant (n° 893)** [29 juin 1987].

Proposition de loi tendant à **harmoniser** les **modalités d'élection** au second tour des **députés** avec celles régissant l'**élection du Président de la République (n° 1052)** [18 novembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1109), adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif au **renouvellement des baux commerciaux (n° 1145)** [16 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Marchés publics des collectivités locales : intérêts moratoires [22 avril 1987] (p. 547).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. Rapporteur [23 avril 1987] :

Alcoolisme au volant (généralités et sanctions de l'—) :
- accidents corporels et mortels : voir *sécurité routières ;*
- comparution immédiate (procédure de —) (p. 597, 598) ;
- contrôles de police (p. 596) ;
- éthylotests et éthylomètres (équipement des forces de gendarmerie et de police) (p. 596) ;
- peine minima incompressible (fication d'une — et rôle des juges) (p. 598) ;
- peines encourues (législation actuelle et aggravation des —) (p. 598) ;
- peines prononcées effectivement par les tribunaux (et notamment disparité des —) (p. 595, 597, 598) ;
- peines de substitution (travaux d'intérêt général) (p. 597) ;
- permis de conduire (suspension ou annulation du —) (p. 596, 597) ;
- véhicule (confiscation ou immobilisation du —) (p. 598) ;
- vérification du taux d'alcool dans le sang (obligation de se soumettre aux opérations de —) (p. 598).

Sécurité routière :
- accidents corporels et mortels (nombre et cause des — et notamment alcoolémie, non respect du port de la ceinture de sécurité et des limitations de vitesse) (p. 595, 596) ;
- bilan 1986 (p. 595) ;
- infrastructures (amélioration des — et résorption des points noirs) (p. 596) ;
- mesures prises entre 1981 et 1986 (p. 596, 597) ;
- prévention routière (action éducative) (p. 596).

Discussion de l'article unique :

Avant l'article unique : contre les amendements n° 35 de M. Jacques Barrot, n° 10 rectifié de M. François Asensi, n° 32 de M. Michel Sapin et n° 34 de Mme Florence d'Harcourt (interdiction de la publicité en faveur des boissons alcoolisées à la radio et à la télévision) (p. 617) ; contre l'amendement n° 11 de M. François Asensi (possibilité pour les associations œuvrant pour la défense de la sécurité routière et des victimes de se constituer partie civile contre les auteurs de délits routiers) (p. 618).

Après l'article unique : pour l'amendement n° 33 de M. René André (possibilité pour les personnes contrôlées de demander une analyse de sang afin de vérifier les résultats donnés par les éthylomètres et les éthylotests) (p. 619) ; son amendement n° 3 rectifié (détermination d'une peine minimale en cas de cumul des infractions de conduite en état d'ivresse et d'homicide involontaire) ; possibilité d'effectuer des travaux d'intérêt général dans les services d'urgence hospitaliers (p. 631) ; contre l'amendement n° 20 de M. Jacques Mahéas (tendant à ajouter un temps minime de travail d'intérêt général comme peine complémentaire dans l'éventail des peines) (p. 632) ; son amendement n° 3 rectifié : adopté au scrutin public ; son amendement n° 4 rectifié (permettant au tribunal de prescrire à titre complémentaire l'accomplissement d'un travail général lorsqu'il y a condamnation pour l'un des délits prévus à l'article L. 1er du code de la route) : adopté après modification ; son amendement n° 26 (possibilité pour le juge de condamner un prévenu à une peine de jours amende en cas de conduite en état alcoolique, de refus d'obéissance, de conduite sans permis ou de conduite malgré la suppression du permis de conduire) (p. 635) : adopté ; contre l'amendement n° 25 de M. Jacques Mahéas (tendant à imposer un stage à toute personne condamnée pour l'un des délits visés à l'article L. 1er du code de la route) (p. 636) ; son amendement n° 5 (tendant à relever les peines applicables en cas de délit de fuite) : adopté ; pour l'amendement n° 13 de M. Jean-Paul Fuchs (réquisition du parquet prescrivant les contrôles du taux d'alcoolémie) ; son amendement n° 6 (confiscation ou immobilisation d'un ou plusieurs véhicules du prévenu) (p. 637) : adopté après modification ; ses observations sur le sous-amendements n° 28 de M. Georges-Paul Wagner à son amendement n° 6 (confiscation ou immobilisation du véhicule dont s'est servi le prévenu) ; ses observations sur le sous-amendemnt n° 29 de M. Charles Revet à son amendement n° 6 (prise en compte de la situation familiale ou professionnelle du prévenu) ; pour le sous-amendement n° 36 du Gouvernement à son amendement n° 6 (sanctions applicables en cas de destruction ou de détournement d'un véhicule confisqué) (p. 638) ; son amendement n° 27 (rétablissant le délit de conduite sans permis dès la première infraction) : rejeté ; contre l'amendement n° 30 de M. Charles Revet (sursis à une suspension de permis de conduire) (p. 639) ; contre l'amendement n° 14 de M. Jean-Paul Fuchs (annulation du permis de conduire en cas d'homicide ou de blessures par inattention, négligence ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence) ; contre l'amendement n° 15 de M. Jean-Paul Fuchs (durée maximale pendant laquelle le juge peut interdire à une personne de repasser un permis de conduire annulé) ; son amendement n° 7 (tendant à exclure la possibilité pour le condamné de faire usage de son permis de conduire à titre professionnel en cas de récidive) : rejeté (p. 640) ; contre l'amendement n° 16 rectifié de M. Jean-Paul Fuchs (annulation du permis de conduire en cas de suspension supérieure à douze mois) ; contre l'amendement n° 21 de M. Michel Gonelle (transmission automatique du procès-verbal d'infraction à l'autorité judiciaire quand l'autorité administrative ne s'est pas prononcée dans un délai de 45 jours) ; son amendement n° 8 (application de la procédure d'extrême urgence pour la rétention et la suspension du permis au cas où l'intéressé refuse de se soumettre aux opérations de vérification de l'imprégnation alcoolique) (p. 641) : adopté ;

pour l'amendement n° 19 de M. Jean-Paul Fuchs (sanctions en cas de conduite sans permis) ; adopté ; ses réserves sur l'amendement n° 22 de M. Michel Gonelle (extension de la procédure de l'injonction thérapeutique) (p. 642).

Titre : son amendement n° 9 (de forme) : adopté après rectification (p. 642).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [29 juin 1987] :

Alcoolisme au volant :

- peine minimale en cas de conduite en état alcoolique et d'homicide involontaire (création d'une —) (p. 3332) ;
- peine minimale en cas de conduite en état alcoolique et d'homicide involontaire (possibilité de retenir les circonstances atténuantes) (p. 3332) ;
- peines complémentaires (travaux d'intérêt général et peines de jours-amendes) (p. 3332) ;
- peines encourues en cas d'alcoolisme au volant (aggravation des) (p. 3331) ;
- véhicule (droits des créanciers garagistes en cas de confiscation du) (p. 3331).

Discussion des articles :

Article 1er : ses observations sur l'amendement n° 1 de M. Jacques Mahéas (interdiction de la vente de boissons alcoolisées dans les stations services).

Article 2 : son amendement n° 4 (peine minimale en cas de cumul des infractions de conduite en état alcoolique et d'homicide involontaire et possibilité, pour les juges, de faire jouer les circonstances atténuantes) (p. 3335) ; rejeté au scrutin public (p. 3336).

Article 3 : son amendement n° 5 (possibilité pour le juge de prescrire un travail d'intérêt général à titre de peine complémentaire) (p. 3346) ; adopté au scrutin public (p. 3347).

Article 4 : son amendement n° 6 (possibilité pour le juge de prononcer à titre de peine complémentaire des amendes sous forme de jours-amendes en proportion des revenus des intéressés) : adopté.

Titre : son amendement n° 8 (notification de l'intitulé du projet de loi) : adopté (p. 3348).

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, avant la discussion des articles [5 mai 1987] :

Détenu (statut et conditions de vie du -) (p. 863).
Détenus (séparation des catégories de -) (p. 863).
Peines (prononcé et exécution des –) (p. 863).
Prisons (population des - et problème du S.I.D.A.) (p. 863).
Programme de construction de prisons (lancement d'un — de quinze mille places) (p. 863, 864).
Travail des détenus (p. 863).

Discussion des articles [6 mai 1987] :

Article 1er *(définition du service public pénitentiaire)* : ses observations sur le sous-amendement proposé par M. Albin Chalandon à l'amendement n° 25 de M. Gilbert Bonnemaison (participation du service public pénitentiaire au maintien de la sécurité publique) ; précise la manière dont il souhaite que cet article soit rédigé (p. 942).

Article 1er *bis* *(possibilité de confier à une personne morale de droit privé la conception, la construction et l'aménagement des établissements pénitentiaires ainsi que les fonctions autres que celles de direction, de greffe et de surveillance)* : contre l'amendement n° 26 de M. Gilbert Bonnemaison (de suppression) ; rôle des architectes français pour les « grands chantiers du Président » ; projet « Banlieues 89 » (p. 914) ; nécessité de faire en sorte que les équipes qui participeront à l'appel d'offres soient indemnisées pour les frais qu'elles auront engagés (p. 915), contre les amendements n° 1 de la commission et n° 30 de M. Gilbert Bonnemaison (précisant que le cahier des charges, concernant l'exécution des missions de conception, de construction et d'aménagement des établissements pénitentiaires, sera approuvé par décret en Conseil d'Etat après avis du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire) (p. 924, 925).

Explications de vote :

Programme de construction de prisons (lancement et réalisation d'un de quinze mille places) (p. 935) ; vote positif du groupe U.D.F. (p. 935).

— Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 mai 1987] :

Autorité parentale (devoirs des parents) (p. 952).
Enfant issu du mariage (p. 953).
Enfant non issu du mariage (p. 953).
Mœurs (évolution des —) (p. 953).
Pères (nouveaux comportements des —) (p. 953).

Discussion des articles :

Article 2 *(attribution de la garde des enfants après divorce)* : contre le sous-amendement n° 40 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 5 de la commission (juge statuant sur les modalités de résidence de l'enfant) ; contre l'amendement n° 59 de M. Guy Ducoloné (même objet) ; son opposition à la garde alternée (p. 971).

Après l'article 3 : son amendement n° 29 (juge tenant compte des sentiments exprimés par les enfants ; audition de l'enfant de plus de 13 ans en cas de désaccord entre les parents) (p. 980) ; retiré (p. 981).

Explications de vote (p. 991) :

Audition de l'enfant (p. 991).
Vote favorable du groupe U.D.F. (p. 991).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles [27 mai 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 14 *bis* *(article 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (emplois fonctionnels)* : son sous-amendement n° 255 à l'amendement n° 67 de la commission (directeur des services techniques des communes de plus de 20 000 habitants) : rejeté (p. 1749).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marcel Lucotte tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 746).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 juin 1987] :

Contre la motion de renvoi en commission opposée par M. Jean-Marie Le Pen (p. 1956, 1957).
Découpage électoral (p. 1956).
Démocratie locale (p. 1956).
Loi du 31 décembre 1982 dite « loi P.L.M. » (p. 1956).
Secteurs (répartition des sièges des conseillers municipaux entre —) (p. 1956).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 octobre 1987] :

Drogue (importance de la consommation et du trafic) (p. 4060).
Prévention de la toxicomanie (p. 4061).
Toxicomanes (traitement médical et réinsertion sociale des —) :
- centres d'accueil et de soins) (p. 4061) ;
- injonction thérapeutique (p. 4061).

Toxicomanie (lutte contre la — et notamment action de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie) :
- crédits engagés (p. 4061).

Trafic de stupéfiants (répression du —) :
- aggravation des peines (p. 4061) ;
- coopération internationale (p. 4061).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).

Première lecture, discussion des articles [17 décembre 1987] :

Article 1er *(taux de participation obligatoire des employeurs à l'effort de construction)* : contre l'amendement n° 29 de M. Jean-Pierre Schénardi (fractions du 1 % réservées en priorité au logement des salariés français les plus défavorisés) (p. 7640).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux (n° 1109).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [21 décembre 1987] :

Coefficient de réévaluation des loyers (fixation par voie législative) (p. 7996).
Commission consultative de conciliation (p. 7996, 7997).
Indice du coût de la construction (p. 7996).
Renouvellement de bail (possibilité de loyer libre) (p. 7996).

Discussion des articles :

Article 2 *(commission départementale consultative de conciliation) :* son amendement n° 1 (nouvelle rédaction de l'article — sursis à statuer du tribunal jusqu'à la publication de l'avis de la commission — délai maximun de trois mois) (p. 8000) ; obligation de saisine ayant pour objet d'éviter l'encombrement des tribunaux ; adopté (p. 8001).

Après l'article 2 : contre les amendements n° 2 de M. Alain Billon et n° 3 de M. Jacques Toubon (possibilité, pour les artistes plasticiens, de prendre un bail commercial tout en ne s'inscrivant pas au registre des métiers ou du commerce) (p. 8002).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre II : *modifications du code électoral.*

Après l'article 11 : soutient le sous-amendement n° 87 de M. Joseph Klifa (extension à tous les candidats présents au second tour de l'inéligibilité frappant le député qui n'aurait pas satisfait à ses obligations) (p. 168) ; adopté (p. 169).

Deuxième lecture, explications de vote [23 février 1988] :

Déductibilité fiscale des dons aux partis politiques (p. 278).
Patrimoine des élus (organisme chargé du contrôle des variations du —) (p. 277).
Industries d'armement (financement des partis par les —) (p. 278).
Vote favorable du groupe U.D.F. (p. 278).

DELEBARRE (Michel)

Député du Nord
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission spéciale constituée pour l'examen de la proposition de résolution (n° 798) présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice [*J.O.* du 10 juin 1987] (p. 6240).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'amélioration de la décentralisation (n° 973) [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14706).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Question de confience : emploi de la question de confiance par le Premier ministre confirmant la division chronique de la majorité et l'échec de la politique gouvernementale [2 décembre 1987] (p. 6692, 6693).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre I^er^ du Livre I^er^ du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1^er^ et 2 juillet 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 3482 à 3485) ; rejetée au scrutin public (p. 3488).
Apprentis (rémunération des —) (p. 3485).
Apprentissage :
— concertation entre les acteurs de l'— (p. 3485) ;
— contrat d'— (p. 3484) ;
— législation (évolution de la —) (p. 3483) ;
— lien de concurrence avec le système éducatif (p. 3483) ;
— modèle allemand (p. 3484) ;
— ouverture aux jeunes filles (p. 3484).
C.A.P. (et classes pré-professionnelles de niveau et préparatoires à l'apprentissage) (p. 3484).
Formation technique (système de —) (p. 3484).
Jeunes :
— chômage des — et action du Gouvernement (p. 3483) ;
— orientation des — (p. 3483).
Régions (rôle des —) (p. 3483, 3485).
Taxe d'apprentissage (et réforme de la —) (p. 3485).

— Conclusions du rapport de la commission élue spécialement pour l'examen de la proposition de résolution présentée par M. Pierre Messmer et deux cent cinquante-cinq membres de l'Assemblée, portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice (n° 798).

Première lecture, discussion de l'article unique [7 octobre 1987] :

Article unique *(portant mise en accusation de M. Christian Nucci devant la Haute cour de justice) :* soutient l'amendement n° 1 de M. Pierre Joxe (portant en référence le rapport public de la Cour des comptes de 1987, après les mots « vu les règlements des Assemblées parlementaires ») ; pratique constante au recours des associations du ministère de la coopération (p. 4022, 4023) ; rejeté au scrutin public (p. 4023) ; soutient l'amendement n° 8 de M. Pierre Joxe (supprimant les sept derniers alinéas de la conclusion, mentionnant au titre de M. Nucci, les agissements de M. Chalier) (p. 4026) ; déclarations de M. Chalier au juge d'instruction le 3 mars 1987 ; rejeté au scrutin public (p. 4027).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 décembre 1987] :

Contrôle financier (rôle des chambres régionales des comptes et des trésoriers-payeurs généraux pour les petites communes.
Contrôle des associations) (p. 7375).
Coopération intercommunale :
— commission de conciliation (p. 7376) ;
— retrait d'une commune (p. 7376) ;
— rôle de la — (p. 7377) ;
— syndicalisme optionnel (p. 7376).
Cour des comptes (mission permanente d'inspection des chambres régionales) (p. 7375).
Décentralisation (amélioration ou remise en question de la —) (p. 7373, 7374).
Interventions économiques des collectivités locales :
— bilan des — (p. 7374) ;
— entreprise en difficultés (p. 7374) ;
— garanties d'emprunt (logement social, associations) (p. 7374, 7375) ;
— sociétés d'économie mixte locale (p. 7375).
Procédure budgétaire des collectivités locales (p. 7375).

Discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Titre II : *dispositions relatives aux interventions économiques des collectivités locales.*

Article 4 *(suppression des aides des communes et des départements en faveur des entreprises en difficultés :* son amendement n° 130 (de suppression) ; conversion de la région Nord-Pas-de-Calais ; entreprise Arno ; cas de grandes villes ayant une capacité supérieure à celle des départements (p. 7427, 7428) ; socialisme municipal ; aide à la création d'entreprise ; rejeté au scrutin public (p. 7429) ; son amendement n° 131 soutenu par M. Guy Vadepied (intervention des communes par le biais de conventions signées avec d'autres collectivités en faveur d'entreprises en difficultés) : rejeté (p. 7430) ; son amendement n° 132 soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (possibilité pour les communes dont le potentiel fiscal est suffisant d'aider des entreprises en difficultés) rejeté ; soutient l'amendement n° 133 de M. Bernard Derosier (modalités d'intervention des départements dans le domaine économique en faveur des entreprises) : rejeté (p. 7431) ; son amendement

n° 134 soutenu par M. Guy Vadepied (suppression de la consultation préalable pour l'attribution par les régions d'aide directe ou indirecte à des entreprises en difficultés : rejeté (p. 7432).

Article 5 *(garantie d'emprunt par les communes)* : son amendement n° 135 soutenu par M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 7434) ; rejeté (p. 7435) ; son amendement n° 138 soutenu par M. Guy Vadepied (tourisme social) (p. 7436) ; rejeté ; son amendement n° 139 corrigé soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (précisant que les sociétés anonymes dont l'objet est d'accorder des garanties d'emprunts sont régies par la loi sur les sociétés commerciales) : adopté ; son amendement n° 141 soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (représentation des communes au sein du conseil d'administration de l'établissement gérant les fonds de garantie) : adopté (p. 7437).

Article 6 *(garantie d'emprunt par les départements)* : son amendement n° 142 soutenu par M. Bernard Derosier (de suppression) : rejeté (p. 7439) ; son amendement n° 144 rectifié (garantie en faveur des associations) : devenu sans objet ; son amendement n° 143 rectifié (sociétés d'économie mixte locales) : rejeté ; son amendement n° 145 rectifié (tourisme social) : rejeté ; son amendement n° 154 (participation des départements aux conseils d'administration des fonds de garantie constitués sous forme de société anonyme) (p. 7440) ; adopté.

Article 7 *(conditions de garantie d'emprunt par les régions)* : son amendement n° 155 soutenu par M. Bernard Derosier (de suppression) : rejeté (p. 7441) ; son amendement n° 157 rectifié (organismes d'intérêt général visé à l'article 238 *bis* du code général des impôts) : devenu sans objet ; son amendement n° 156 rectifié (sociétés d'économie mixte locales) : rejeté ; son amendement n° 158 rectifié (tourisme social) : rejeté ; son amendement n° 162 (fonds de garantie constitués sous forme de société anonyme étant régis par la loi de 1966 sur les sociétés commerciales) : adopté ; son amendement n° 164 (participation des régions aux conseils d'administration des fonds de garantie constitués sous forme de société anonyme) : adopté (p. 7442).

Titre IV : *dispositions relatives à la coopération intercommunale.*

Article 15 A *(syndicat intercommunal d'études et de programmation)* : son amendement n° 167 soutenu par M. Guy Vadepied (de suppression) : rejeté (p. 7468).

Article 15 *(retrait d'une commune d'un syndicat en cas de modification de la réglementation)* : son amendement n° 170 (de suppression) (p. 7472) ; rejeté (p. 7473) ; son amendement n° 168 (précisant que les conditions de retrait en matière financière et patrimoniale sont fixées après avis du comité syndical et du conseil municipal de la commune intéressée) : rejeté (p. 7474).

Article 17 *(dissolution d'office d'un syndicat de communes)* : ses observations sur cet article ; demande la confirmation du principe selon lequel le préfet n'agira qu'après avis de la commission de conciliation (p. 7477).

Article 18 *bis* *(enclos piscicoles)* : son amendement n° 175 (de suppression) : retiré (p. 7481).

Titre IV *bis* : *de la fonction publique territoriale.*

Article 18 *ter* *(taux maximum de cotisations aux centres de gestion)* : son amendement n° 176 soutenu par M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 7484) ; rejeté.

Article 18 *quater* *(assiette de la cotisation aux centres de gestion)* : son amendement n° 177 (de suppression) (p. 7485) ; rejeté (p. 7486).

Après l'article 18 *quinquies* : son amendement n° 180 soutenu par M. Guy Vadepied (possibilité de détachement de fonctionnaires de l'Etat auprès de parlementaires) : adopté (p. 7487).

Titre VI : *dispositions relatives aux baux de longue durée pour l'exécution de missions de service public.*

Article 20 *(conclusions d'un bail emphytéotique ou d'un bail à construction sur les biens incorporés dans les dépenses du domaine public en raison de l'exécution d'une mission de service public)* : son amendement n° 186 (de suppression) : adopté.

Article 21 *(cas dans lesquels un bail emphytéotique peut être valablement consenti)* : son amendement n° 187 (de suppression) (p. 7514) ; adopté.

Article 22 *(code rural ; incorporation d'un bien au domaine public résultant d'un aménagement spécial réalisé dans le cadre de son affectation à un service public par le preneur d'un bail emphytéotique)* : son amendement n° 188 (de suppression) : adopté.

Article 23 *(code de construction et de l'habitation ; bail à construction)* : son amendement n° 189 (de suppression) : adopté.

Article 24 *(code de la construction et de l'habitation ; baux à construction)* : son amendement n° 190 (de suppression) (p. 7515) ; adopté (p. 7516).

Article 16 ***(suite)*** **précédemment réservé** : contre l'amendement n° 84 rectifié de la commission (possibilité de retrait d'une commune d'un groupement lorsque des dispositions statutaires sont contraire à ses intérêts) (p. 7527, 7528).

Explications de vote [16 décembre 1987] :

Contrôle financier des petites communes (rôle des chambres régionales des comptes et des T.P.G.) (p. 7531).
Coopération intercommunale (p. 7531).
Décentralisation (évolution de la —) (p. 7531).
Interventions économiques des collectivités locales (entreprises en difficultés notamment) (p. 7531).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 7531).

DELEHEDDE (André)

Député du Pas-de-Calais
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Questions* [22 octobre 1987] :

Information historique (service d'—) (p. 4693, 4694).

Vote des crédits [22 octobre 1987] :

Après l'article 65 : pour l'amendement n° 121 du Gouvernement (prise en compte de l'amibiase intestinale pour ouvrir droit à pension militaire au titre des campagnes d'Afrique du Nord) ; pathologie des anciens d'Afrique du Nord (p. 4696).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire (n° 854).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [27 novembre 1987] :

Centres culturels français en Algérie (p. 6513).
Etat algérien (caractère démocratique du régime) (p. 6513).
Francophonie au Maghreb (p. 6513).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires étrangères sur les propositions de loi de M. Xavier Deniau et plusieurs de ses collègues, de M. Michel de Rostolan, de M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues et de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues, relatives à la reconnaissance de la vocation internationale de l'association internationale des parlementaires de langue française (n° 1075, 1020, 1035, 1046 et 1081).

Première lecture, avant la discussion des articles [27 novembre 1987] :

Association internationale des parlementaires de langue française :
— organisation et rôle (p. 6517).
Francophonie :
— politique de la — (p. 6517).

DELEVOYE (Jean-Paul)

Député du Pas-de-Calais
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur du projet de loi portant approbation en tant que de besoin de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche signée le 14 mars 1986 (n° 611) [9 avril 1987] (p. 190).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 611) portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une **liaison fixe à travers la Manche**, signée le 14 mars 1986 **(n° 883)** [16 avril 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Conditions d'attribution de la rente de conjoint aux veuves de mineurs silicosés** : existence de nombreux litiges [27 mai 1987] (p. 1710).

INTERVENTIONS

— **Projets de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 610) et portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).**

Première lecture, avant la discussion des articles (discussion commune). Rapporteur de la commission de la production et des échanges sur le projet n° 611 [22 avril 1987] :
Arbitrages (procédures d'—) (p. 554).
Comité de sécurité (p. 554).
Commission intergouvernementale (rôle de la —) (p. 554).
Droits et obligations des concessionnaires (p. 554).
Droits et obligations des deux gouvernements (p. 554).
Emplois (retombées sur le nombre d'—) (p. 554).
Financement sur fonds privés (p. 554).
Fonds de développement du littoral (p. 554).
Infrastructures autoroutières, routières et ferroviaires (plan d'accompagnement en —) (p. 554).
Intervention des deux gouvernements (domaine d'—) (p. 554).
Marché européen (p. 555).
Nord-Pas-de-Calais (retombées économiques sur la région —) (p. 554).
Relations Eurotunnel - S.N.C.F. et Eurotunnel - British Railways (p. 554).
Rentabilité espérée (p. 554).
Sondage en France sur le tunnel transmanche (résultat d'un —) (p. 553).

DELFOSSE (Georges)

Député du Nord
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

Décédé le 25 janvier 1988 [*J.O.* du 26 janvier 1987] (p. 1264).

Son éloge funèbre est prononcé le 2 février 1988 [2 février 1988) (p. 3).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux procédures **d'expropriation** et à l'indemnisation des personnes expropriées **(n° 656)** [14 avril 1987].

Proposition de loi tendant à modifier les articles 1520 et suivants du code général des impôts et relatifs au paiement de la **taxe d'enlèvement des ordures ménagères (n° 657)** [14 avril 1987].

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du livre premier du **code des pensions militaires d'invalidité** et des victimes de la guerre **(n° 868)** [14 avril 1987].

Proposition de loi relative au report des effets du **divorce** dans les rapports avec les tiers **(n° 669)** [14 avril 1987].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :
« Contrat bleu » (p. 4933, 4934).
Encadrement des jeunes (p. 4934).

DELMAR (Pierre)

Député des Alpes-de-Haute-Provence
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses meaures d'ordre social (n° 738).**

Première lecture, discussion des articles [9 juin 1987] :
Titre II : *dispositions relatives à la santé.*
Après l'article 24 : son amendement n° 97 (représentation des pharmaciens salariés au sein de l'ordre national des pharmaciens (p. 2108) ; adopté (p. 2109).

DEMANGE (Jean-Marie)

Député de la Moselle
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire du comité de l'éthique du loto sportif [*J.O.* du 11 avril 1987] (p. 4177).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **renforcer l'efficacité de la gestion cynégétique** et à accroître les moyens des communes en matière d'**adjudication** des **lots de chasse**, dans les départements du **Bas-Rhin** et de la **Moselle (n° 945)** [6 octobre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 207**, posée le 12 mai 1987 : **récupération (ferrailles et vieux métaux)** (p. 1057) ; appelée le 15 mai 1987 : **recyclage des ferrailles** : organisation de la profession et du marché (p. 1198) ;

— **n° 290**, posée le 17 novembre 1987 : **chômage : indemnisation (allocations)** (p. 6006) ; appelée le 20 novembre 1987 : **salariés licenciés des constructions métalliques de la Moselle** : vide législatif face à la situation des fins de droit n'ayant pas atteint l'âge de 60 ans (p. 6140).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Article 12 *bis* *(rôle des services d'incendie et de secours)* : soutient l'amendement n° 171 de Mme Françoise de Panafieu (définition de la mission du service incendie) (p. 3809) ; adopté (p. 3810).

Chapitre V : *prévention des risques technologiques.*

Après l'article 35 : soutient l'amendement n° 114 de M. Philippe Legras (prorogation des délais des déclarations des droits en vue de bénéficier des dispositions de l'article 433 du code rural) (p. 3866) ; adopté (p. 3867).

Titre III : *aménagement du droit local de la chasse.*

Article 36 *(aménagement du droit local de la chasse)* : ses observations (p. 3867) ; ses amendements n° 178 et 179 : devenus sans objet (p. 3870).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Après l'article 11 : son amendement n° 97 (assujettissement de la parfumerie au taux normal de la T.V.A.) (p. 4400) ; non soutenu (p. 4401).

Deuxième partie :

Industrie. *Questions* [26 octobre 1987] :

Usinor-Sacilor (p. 4826).

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politique de la santé :

– orthophonistes (p. 5296).

Politiques sociales sectorielles :

– convention sidérurgique (p. 5287, 5288).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Titre VII : *dispositions diverses relatives aux syndicats d'agglomérations nouvelles.*

Après l'article 27 : son amendement n° 222 (tendant à insérer un intitulé nouveau) : réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 221 ; son amendement n° 221 (droit de chasse dans les départements d'Alsace-Moselle) (p. 7524) ; adopté ; son amendement n° 222 : adopté après rectification (p. 7525).

DEMUYNCK (Christian)

Député de la Seine-Saint-Denis
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 173,** posée le 2 avril 1987 : **difficultés des entreprises (créances et dettes)** (p. 12) ; appelée le 24 avril 1987 : **créanciers des entreprises en situation de faillite** : risque de faillites en cascades tenant au privilège du Trésor public et de l'U.R.S.S.A.F. (p. 664).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, avant la discussion des articles [25 mai 1987] :

Concertation sur le projet (niveau de la —) (p. 1615).

Formation et gestion des personnels territoriaux :

— centres de gestion (seuil d'affiliation aux —) (p. 1615) ;

— centre interdépartemental de la petite couronne (p. 1615, 1616).

Statut de la fonction publique territoriale (et notamment réforme de 1984 : non application de la — et modification des principes issus de la —) (p. 1615).

Statut des personnels territoriaux :

— emplois fonctionnels (p. 1616).

DENIAU (Jean-François)

Député du Cher
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Vice-président de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Membre de la commission spéciale constituée pour l'examen de la proposition de résolution (n° 798) présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice [*J.O.* du 10 juin 1987] (p. 6240).

Président de cette commission [*J.O.* du 12 juin 1987] (p. 6323).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (affaires étrangères : services diplomatiques et généraux) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) ; tome III : affaires étrangères : services diplomatiques et généraux (n° 962)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Rapport Schwartz sur l'enseignement supérieur** [10 juin 1987] (p. 2182) ;

— **Libération d'otages français au Liban** : critiques formulées à l'étranger ; demande les conditions dans lesquelles s'est effectuée la libération d'otages français au Liban [2 décembre 1987] (p. 6688).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration. — *Discussion* [16 juin 1987] :

Désarmement nucléaire (négociations américano-soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires et notamment, rencontre de Reykjavik et réactions françaises et européennes) :

— négociations en cours (p. 2462, 2463).

Droits de l'Homme (actions en faveur des —, notamment dans le cadre de la C.S.C.E.) (p. 2463).

République fédérale allemande (coopération militaire franco-allemande) (p. 2463).

République fédérale allemande (relations franco-allemandes et notamment, questions stratégiques (p. 2462, 2463).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [5 novembre 1987] :

Effectifs (réduction des — et implantation diplomatique et consulaire) (p. 5442, 5443).

Français de l'étranger (aides aux — et rôle des —) (p. 5442).

Informatisation des services (p. 5442).

Ministère des affaires étrangères (érosion du rôle du —) (p. 5443).

Relations culturelles avec l'étranger (crédits affectés aux —) (p. 5442).
Visas (p. 5442).

DENIAU (Xavier)

Député du Loiret
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (affaires étrangères : relations culturelles ; Premier ministre : francophonie) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** ; tome II : **affaires étrangères : relations culturelles (n° 962)** [8 octobre 1987].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** ; tome II : **Premier ministre : francophonie (n° 962)** [8 octobre 1987].

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la **vocation internationale** de **l'association internationale des parlementaires de langue française (n° 1020)** [6 novembre 1987].

Proposition de loi tendant à autoriser les propriétaires à se prévaloir d'un **droit de non chasse (n° 1051)** [18 novembre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 189**, posée le 7 avril 1987 : **politique communautaire (politique agricole commune)** (p. 69) appelée le 10 avril 1987 : **situation de l'agriculture** : importation de produits de substitution aux céréales ; reconnaissance de l'éthanol comme carburant (p. 214, 215).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles [7 juillet 1987] :

Article 11 *(élargissement des ressources des associations)* : situation des associations caritatives envoyant des livres de français aux pays francophones du tiers-monde (p. 3709).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Remplacé par M. Jean-Louis Goasduff : enseignement forestier (suites au rapport Gauthier) (p. 4775).

Culture. — *Questions* [30 octobre 1987] :

Français (langue) (p. 5147).
Radio-France internationale (R.F.I.) (p. 5146).

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [5 novembre 1987] :

Remplacé par M. Claude-Gérard Marcus :
Emission de Radio-France internationale et de TV5 à l'étranger (p. 5428).
Enseignants (rémunération des — recrutés localement) (p. 5429).
Enseignants français à l'étranger (recrutement et affectation des —) (p. 5429).
Enseignement du français à l'étranger (p. 5428).
Francophonie (renforcement de la —) (p. 5429).
Maroc (mission de M. Xavier Deniau au —) (p. 5428).
Rapport Viot (p. 5428).
Relations culturelles avec l'étranger (crédits affectés aux —) (p. 5428).

DEPREZ (Charles)

Député des Hauts-de-Seine
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 mai 1987] :

S'oppose à la motion de renvoi en commission présentée par M. Jean-Marie Le Pen (p. 1479, 1480).
Entreprises (compétitivité des —) (p. 1468).
Formation (actions de —) (p. 1468).
Relance économique (p. 1468).

DEPREZ (Léonce)

Député du Pas-de-Calais
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (industrie, postes et télécommunications et tourisme) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux enseignements artistiques (n° 1004) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental (n° 1019) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à promouvoir l'utilisation non alimentaire des produits agricoles (n° 987) [3 février 1988] (p. 114).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à favoriser la création **de parcs de loisirs (n° 948)** [6 octobre 1987].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)**, tome XIII : **industrie, postes et télécommunications et tourisme : tourisme (n° 965)** [8 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à **réglementer les ventes en soldes** dans les **communes touristiques (n° 1054)** [18 novembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Problèmes de la pêche et politique européenne de la France** [17 juin 1987] (p. 2509) ; existence d'une Europe technocratique plutôt que démocratique (p. 2510) ;

orales sans débat :

— **n° 337**, posée le 15 décembre 1987 : **moyens de paiement (chèques)** (p. 7497) ; appelée le 18 décembre 1987 : **obligation de paiement par chèque** : ses difficultés d'application aux achats en gros effectués par les forains (p. 7712).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 avril 1987] :

Epargne des ménages (p. 413).
Impôt sur les sociétés (p. 413).
Investissement des entreprises (aide à l'—) (p. 413).
Participation (p. 414).
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— répartition (retraite par —) (p. 413).
R.E.S. (reprise de l'entreprise par ses salariés) (p. 414).

— Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 810) et portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).

Première lecture, avant la discussion des articles, discussion commune [22 avril 1987] :

Aménagement du territoire (p. 576, 577).
Concertation avec les collectivités locales (p. 577).
Emplois (retombées sur le nombre d'—) (p. 576).
Infrastructures autoroutières, routières et ferroviaires (plan d'accompagnement en —) (p. 577).
Nord-Pas-de-Calais (retombées économiques sur la région —) (p. 577).
Tourisme (p. 577).

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Planification hospitalière (et notamment rapport Eticnne) (p. 745, 746).
Secteur privé hospitalier (complémentarité du — avec le secteur public) (p. 745).

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Compétitivité des entreprises françaises (amélioration de la — et croissance) (p. 1048).
Formes de l'aménagement du temps de travail :
— heures supplémentaires (et notamment décompte des —) (p. 1048) ;
— travail de nuit des femmes (condition de dérogation — opinion des femmes) (p. 1048) ;
— travail le dimanche (p. 1048).
Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (et conditions générales de mise en œuvre) (p. 1048).
Sources du droit du travail (création d'un système pluraliste de —) (p. 1048).

Discussion des articles [14 mai 1987] :

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail) :* ses observations sur le rappel au règlement de M. Pascal Arrighi (p. 1149).

Contre l'amendement n° 255 de M. Jean Giard soutenu par M. Guy Ducoloné (accord d'entreprise ou d'établissement ne pouvant définir les modalités d'aménagement du travail hebdomadaire) ; dialogue social dans les petites entreprises.

Article 2 *(récupération) :* ses observations (p. 1169).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] :

Contre la motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (p. 3522).
Apprentissage (lien ou concurrence avec le système éducatif) (p. 3505).
Régions (rôle des —) (p. 3505, 3522).

Discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 1er *(définition de l'apprentissage) :* contre l'amendement n° 80 de M. Michel Berson (contrat d'apprentissage visé par le directeur du centre de formation des apprentis et par le représentant du comité départemental de la formation professionnelle) (p. 3539).

Article 2 *(durée du contrat d'apprentissage et conclusion de contrats successifs) :* contre l'amendement n° 84 de M. Michel Berson (transformation du contrat d'apprentissage en contrat à durée déterminée en cas d'obtention du diplôme ; rémunération minimum fixée au S.M.I.C.) ; dissuasion pour les entreprises d'engager des apprentis (p. 3546).

Article 4 *(dérogation au principe de la formation des apprentis en C.F.A.) :* convention entre les C.F.A. et les établissements d'enseignement (p. 3564).

Article 19 *(contrats d'objectifs en matière de formation professionnelle) :* son approbation de l'article (p. 3614).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [9 juillet 1987] :

Vote favorable du groupe U.D.F. (p. 3885).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Article 10 *(réduction à 28 % des taux de T.V.A. sur les automobiles et les motocyclettes de plus de 240 cm³) :* sa proposition d'un plan triennal de réduction des dépenses et d'harmonisation européenne des taux de T.V.A. ; son opposition au rétablissement de la taxe sur les salaires (p. 4393).

Après l'article 12 : son amendement n° 35 soutenu par Mme Florence d'Harcourt (loueurs en meublé, plafond d'exonération de la T.V.A. porté de 21 000 à 40 000 francs de produit annuel) (p. 4404) ; retiré ; son amendement n° 36 soutenu par Mme Florence d'Harcourt (taux réduit de T.V.A. sur les droits d'entrée dans les parcs de loisirs) : retiré (p. 4405).

Deuxième partie ;

Industrie. — *Examen des crédits* [26 octobre 1987] :

Etat B, titre V : contre l'amendement n° 15 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; nécessité d'assurer la liberté d'expression à la presse régionale (p. 4829).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

Presse (problème de la rétribution des services de la poste) (p. 4839).

Tourisme. Rapporteur pour avis. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Fiscalité (p. 4870).
Partenariat (politique de —) (p. 4871).
Secrétariat d'Etat au tourisme (réorganisation des structures du —) (p. 4871).
Tourisme (diversification des formes de —) (p. 4871).
Tourisme des quatre saisons (p. 4870).

Jeunesse et sports. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Aménagement du temps scolaire (p. 4931, 4932).
Clubs omnisports (financement des —) (p. 4932).
« Contrat bleu » (p. 4932).

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Questions* [28 octobre 1987] :

Biologie et géologie (enseignement de la —) (p. 5004).
Education physique et sportive (p. 5004).
Entreprises (rapports entre l'éducation et les —) (p. 5004).

Affaires sociales et emploi. — *Vote des crédits* [3 novembre 1987] :

Etat B, titre IV : contre l'amendement n° 209 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits de la formation économique et sociale des travailleurs appelés à exercer des responsabilités syndicales) (p. 5329).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Chefs d'entreprise (âge des — ; problème des disparitions d'activités faute de succession) (p. 5987).
Education nationale (rôle de l'— pour diffuser l'esprit d'entreprise) (p. 5987).
Transmission d'entreprise :
— donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension au tiers) (p. 5987, 5988).

Discussion des articles [18 novembre 1987] :

Article 21 *(article 1075 du code civil ; bénéficiaires des donations-partages et des testaments-partages) :* ses observations sur cet article (p. 6031).

Explications de vote (p. 6058) :

Transmission des entreprises (dispositif adopté) (p. 6059).
Transmission des entreprises (fiscalité notamment imposition des plus-values) (p. 6059).
Vote positif du groupe U.D.F. (p. 6059).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Contre la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 6155, 6158).
Caisse nationale de crédit agricole :
— conseil d'administration (représentation et poids des caisses régionales) (p. 6157).
Caisses régionales :
— fonds propres et capacités financières (p. 6157).
Crédit agricole :
— développement et adaptation (p. 6156) ;
— indépendance du — à l'égard de l'Etat (p. 6156) ;
— personnel (participation et statut du —) (p. 6156) ;
— prêts bonifiés (monopole de distribution des —) (p. 6157).

Discussion des articles. Rapporteur pour avis suppléant [20 novembre 1987] [21 novembre 1987] :

Article 1er *(transformation en société anonyme de la Caisse nationale de crédit agricole après absorption du fonds de garantie) :* présente l'amendement n° 11 de la commission de la production (individualisation du fonds commun de garantie) (p. 6164) ; exprime à titre personnel son hostilité à l'amendement (p. 6165) ; amendement n° 11 : rejeté (p. 6166).

Article 4 *(modalités de cession des actions de la C.N.C.A.) :* son amendement n° 14 (tendant à simplifier la procédure d'actualisation du prix de cession des actions) : adopté au scrutin public (p. 6214).

Article 6 *(modalités de calcul des droits de vote dans la nouvelle société) :* contre l'amendement n° 51 de M. Pierre Joxe (de suppression) (p. 6217) ; contre l'amendement n° 52 de M. Pierre Joxe (modification de la répartition des droits de vote) (p. 6218).

Article 7 *(conseil d'administration) :* ses observations (p. 6242, 6243) ; contre l'amendement n° 29 de M. Gérard Bordu (redéfinition de la composition du conseil d'administration) ; son amendement n° 15 (représentation des organisations professionnelles) (p. 6244) ; adopté (p. 6246) ; contre l'amendement n° 56 de M. Pierre Joxe (représentation des actionnaires salariés) (p. 6247) ; son amendement n° 16 : devenu sans objet (p. 6250).

Article 10 *bis* *(organisation entre l'Etat et la société créée) :* contre l'amendement n° 65 de M. Pierre Joxe (de suppression) (p. 6255).

Titre *(projet de loi relatif à la mutualisation de la Caisse nationale du crédit agricole) :* contre l'amendement n° 71 de M. Pierre Joxe (remplacement du mot « mutualisation » par le mot « privatisation ») (p. 6264).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, discussion des articles [10 décembre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 2 *(institution et composition de la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire) :* son approbation (p. 7080) ; contre l'amendement n° 57 de M. Jean-Pierre Michel (désignation des membres de la chambre de garantie des libertés individuelles) (p. 7107).

Article 5 *(saisine de la chambre ; placement provisoire sous main de justice) :* contre les amendements identiques n° 34 de M. François Asensi et n° 66 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) (p. 7113).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide (n° 92) et proposition de loi tendant à réprimer l'incitation au suicide (n° 723).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [14 décembre 1987] :

Comportement de tiers en relation avec un suicide (répression du —) :
— incrimination retenue (champ couvert par celle-ci ; définition ; rejet de la notion d'incitation et d'aide au suicide au profit de celle de provocation à un suicide) (p. 7316).
Education (politique de l'—, civique notamment) (p. 7316) ;
Suicide (droit au — ; absence de répression du — depuis 1789) (p. 7315).
Suicides :
— causes (p. 7316) ;
— nombre de — et de tentative de — (p. 7316).
Vie (protection de la) (p. 7316).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Titre V : *dispositions relatives au financement des collectivités locales à vocation touristique.*

Article 19 *(aménagement du régime des dotations aux communes touristiques et thermales) :* pour cet article (p. 7490, 7491) ; contre l'amendement n° 237 de M. Jean Briane (introduisant comme élément de répartition de la dotation supplémentaire aux communes touristiques le degré réel de mobilisation des ressources propres de la commune appréciée à partir du potentiel fiscal) (p. 7504) ; contre l'amendement n° 28 de la commission de la production, 52 de la commission des finances et 18 de M. Jean Briane (fixant la garantie annuelle pour les communes à 90 % au lieu de 80 %) (p. 7506) ; contre l'amendement n° 185 de M. Louis Besson (prise en compte de l'accroissement de la population saisonnière) ; dotation touristique (p. 7510).

Après l'article 27 : soutient l'amendement n° 38 de Mme Christine Boutin (information des conseillers municipaux sur les convocations qui leur sont adressées dans les communes de plus de 3 500 habitants) (p. 7522) ; adopté après modification (p. 7523).

Explications de vote [16 décembre 1987] :

Communes touristiques (p. 7532).
Coopération intercommunale (p. 7532).
Décentralisation (évolution de la —) (p. 7532).
Interventions économiques des collectivités locales (entreprises en difficultés notamment) (p. 7532).
Vote positif du groupe U.D.F. (p. 7532).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 décembre 1987] :

Collectivités locales (rôle des —) (p. 7588).
Développement des enseignements artistiques (nécessité des —) (p. 7588).
Diversification des disciplines artistiques enseignées (p. 7588).
Education physique et sportive (p. 7588).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé :
— coût de la vie politique (mesure et causes) (p. 61, 62) ;
— financement de la vie politique et image de la classe politique (p. 61, 62).

DERMAUX (Stéphane)

Député du Nord
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEROSIER (Bernard)

Député du Nord
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire consituée pour l'examen du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale (n° 694) [*J.O.* du 20 juin 1987] (p. 6694).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008) [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14706).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'amélioration de la décentralisation (n° 973) [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14706).

DEPOTS

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 2/87 : perspectives de la **politique sidérurgique** communautaire [15 avril 1987].

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 13/87 : programme-cadre communautaire de recherche et **développement technologique** (1987-1991) [25 novembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Sécurité sociale** : conséquences du libéralisme sur l'avenir social du pays [15 avril 1987] (p. 354).

orales sans débat :

— **n° 244**, posée le 9 juin 1987 : **banques et établissements français (caisse d'aide au développement des collectivités locales)** (p. 2158). Appelée le 12 juin 1987 : **caisse d'aide é l'équipement des collectivités locales** : sa transformation en société anonyme ; exclusion du conseil d'administration de représentants des collectivités locales (p. 2303, 2304).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 610) et portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [22 avril 1987] :

Aménagement du territoire (p. 577, 578).
Infrastructures autoroutières, routières et ferroviaires (plan d'accompagnement en) (p. 578).
Marché européen (p. 577).
Nord-Pas-de-Calais (retombées économiques sur la région —) (p. 578).
Ratification du traité (processus en Grande-Bretagne) (p. 577).
Relations Eurotunnel - S.N.C.F. et Eurotunnel - British Railways (p. 578).
T.G.V. Nord (p. 578).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, discussion des articles [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-4 du code du travail* (calcul des effectifs de l'entreprise et du nombre des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 35 soutenu par M. Didier Chouat (inclusion dans l'effectif de l'entreprise des salariés occupant des emplois exigeant une aptitude particulière) : rejeté au scrutin public.

— **Son rappel au règlement** : article 48 du règlement : discussion des dispositions relatives aux polices municipales incluses dans le projet concernant la fonction publique territoriale [2 juin 1987] (p. 1783).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [11 juin 1987] :

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Article 39 *(recrutement de contractuels par l'Etat)* : son opposition (p. 2263, 2264).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, avant la discussion des articles [25 mai 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe (p. 1584, 1585, 1586) ; rejetée au scrutin public (p. 1590).
Soutient la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 1625) ; retirée (p. 1625).
Décentralisation (nécessité de compléter la — par la création d'une fonction publique territoriale) (p. 1586).
Formation et gestion des personnels territoriaux :
— centres de gestion (rôle et organisation des —) (p. 1586) ;
— organisation et niveau de la formation des personnels territoriaux (p. 1585) ;
— paritarisme dans la gestion de la formation (abandon du —) (p. 1585).
Mobilité et parité au sein de la fonction publique (p. 1586).
Paris (statut des fonctionnaires de la ville et du département de —) (p. 1585, 1586).
Polices municipales (p. 1584, 1585).
Statut de la fonction publique territoriale (et notamment réforme de 1984 : non application de la — et modification des principes issus de la —) (p. 1584, 1625).
Statut des personnels territoriaux :
— cadres d'emploi (création des —) (p. 1586) ;
— concours de recrutement (modification des règles sur les —) (p. 1585) ;
— contractuels (recours aux —) (p. 1585) ;
— sanctions disciplinaires (p. 1585).

Discussion des articles [26 mai 1987] [27 mai 1987] [17 juin 1987] :

Chapitre Ier A : *dispositions modifiant la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.*

Article 1er A *(article 13 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (statuts particuliers des corps et cadres d'emplois)* : son amendement n° 105 (supprimant la notion de cadres d'emplois) ; contrôle du Commissaire de la République sur les décisions des collectivités locales (p. 1631) ; mobilité et comparabilité des deux fonctions publiques ; rejeté (p. 1632).

Article 1er C *(article 15 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (tableau de classement des corps, grades et emplois)* : soutient l'amendement n° 107 de M. Georges Lemoine (de suppression) : rejeté (p. 1635).

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 1er *(article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (recrutement des agents non titulaires)* : son amendement n° 109 soutenu par Mme Jacqueline Osselin (suppression de la disposition sur le recrutement de contractuels pour les emplois permanents) (p. 1637) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 110 de M. Jean-Pierre Worms (suppression de la disposition sur le recrutement de contractuels pour des emplois à temps partiel dans les petites communes (p. 1638) ; rejeté (p. 1639).

Article 2 *(article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (institution des cadres d'emplois) :* son amendement n° 111 (de suppression) ; mobilité au sein des deux fonctions publiques ; rejeté au scrutin public (p. 1641).

Article 2 *quater* *(article 11 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 : commission mixte paritaire) :* son amendement n° 114 (de suppression) : rejeté (p. 1645).

Article 3 *(section II du chapitre II de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (modification de l'intitulé) :* soutient l'amendement n° 116 de M. Jean-Pierre Worms (de suppression) : rejeté (p. 1646).

Article 4 *(articles 12 à 12* quater *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre national de la fonction publique territoriale).*

Son rappel au règlement : report de l'examen des dispositions du projet de loi concernant les polices municipales (p. 1717).

Article 12 bis *de la loi du 26 janvier 1984* (missions du centre national de la fonction publique territoriale) : soutient l'amendement n° 220 de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (tendant à favoriser le reclassement des agents de catégorie A et B des départements d'outre-mer dans le département où ils sont employés en cas d'incident de carrière) : rejeté (p. 1719) ; *article 12 ter de la loi du 26 janvier 1984* (ressources du centre national de la fonction publique territoriale) : arguments utilisés par le ministre chargé des collectivités locales et mettant en cause le groupe socialiste, possibilité pour la séance de se prolonger.

Article 7 *(article 17 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre interdépartemental unique de la petite couronne) :* son amendement n° 121 (de suppression) (p. 1726) ; rejeté (p. 1727).

Article 10 *(article 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (missions des centres de gestion) :* soutient l'amendement n° 123 de M. Georges Lemoine (de suppression) (p. 1732) ; rejeté (p. 1733).

Article 12 *(article 28 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (commissions administratives paritaires) :* son amendement n° 124 (de suppression) : rejeté (p. 1735).

Article 12 *quater* *(article 41 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (création ou vacance d'emploi) :* son amendement n° 126 (de suppression) : rejeté (p. 1743).

Article 13 *ter* *(article 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1985) (recrutement direct) :* son sous-amendement n° 246 à l'amendement n° 64 de la commission (référence au secrétaire général des services des départements et des régions) ; son sous-amendement n° 248 à l'amendement n° 64 de la commission (référence au secrétaire général adjoint des services des départements et des régions) ; son sous-amendement n° 246 : rejeté (p. 1746) ; son sous-amendement n° 248 : retiré ; son amendement n° 129 (référence au secrétaire général des départements et des régions) : devenu sans objet ; son amendement n° 151 corrigé (référence au secrétaire général adjoint des départements et des régions) : devenu sans objet (p. 1747).

Article 14 *bis* *(article 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (emplois fonctionnels) :* ses amendements n° 132 et 133 : devenus sans objet ; soutient l'amendement n° 131 de M. Georges Lemoine (retrait de certains emplois de directeur, directeur-adjoint et secrétaire général d'établissement public, de la liste des emplois fonctionnels) : rejeté (p. 1749).

Article 16 *ter* *(article 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (sanctions disciplinaires) :* son amendement n° 134 (tendant à supprimer l'exclusion temporaire de la liste des sanctions disciplinaires du premier groupe) : rejeté (p. 1753).

Article 16 *quater* *(article 90 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (composition du conseil de discipline) : son amendement n° 136 (référence au secrétaire général des départements ou des régions) : retiré ; son amendement n° 137 (référence au secrétaire général adjoint des départements ou des régions) : retiré (p. 1754).*

Article 17 *quater* *(article 118 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1987 et article 105 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) (statut des personnels parisiens) :* soutient l'amendement n° 140 de M. Georges Lemoine (de suppression) (p. 1759) ; rejeté (p. 1760).

Article 18 *(abrogations et modifications diverses de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :* son amendement n° 142 (de suppression) ; limitation des indemnités versées aux agents des collectivités territoriales en référence aux indemnités versées aux agents de l'Etat ; amendement déclaré irrecevable concernant l'article 111 de la loi de 1984 (intégration des agents des collectivités locales dans la fonction publique territoriale) (p. 1763) ; rejeté (p. 1764).

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Ses rappels au règlement : report de l'examen de l'article relatif aux polices municipales (p. 1765).

Après l'article 19 A : contre l'amendement n° 93 de la commission (majorité au conseil d'administration du centre national pour décider du remboursement aux collectivités des formations extérieures) ; possibilité, pour la séance, de se prolonger ; report de l'examen relatif aux polices municipales ; problème de Nice et de Levallois (p. 1767).

Article 19 *(articles 11 à 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale) :* contre cet article ; abandon du paritarisme dans la gestion de la formation (p. 1769).

Chapitre III : *dispositions modifiant la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985 complétant et modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale.*

Article 21 *bis* *(abrogation de l'article 8 de la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985) :* son amendement n° 146 soutenu par M. Michel Sapin (de suppression) : adopté (p. 2789).

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Article 26 *(modifications de coordination) :* son amendement n° 148 (de suppression) : rejeté (p. 2807).

Article 28 *(modifications de coordination) :* son amendement n° 150 soutenu par M. Michel Sapin (de suppression) : rejeté (p. 2808).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :

Procédure des questions :

Remplacé par M. Maurice Adevah-Poeuf : collectivités locales (coopération transfrontalière) (p. 2451).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Article 11 *(financement des opérations de secours) :* son amendement n° 161 corrigé (élargissement des exonérations de remboursement à l'ensemble de la zone de défense) : devenu sans objet ; soutient l'amendement n° 162 de Mme Odile Sicard (mise en conformité des conventions et accords conclus antérieurement avec la présente loi dans un délai d'un an) : rejeté (p. 3807).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Examen du fascicule* [9 novembre 1987] :

Collectivités locales :

— décentralisation (bilan de la —) (p. 5613, 5614) ;

— déconcentration administrative (p. 5613, 5614, 5615).

Finances locales :

— emprunts des collectivités locales (p. 5614) ;

— fiscalité locale (généralités) (p. 5614, 5615).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 décembre 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 7346 à 7350).

Baux de longue durée (p. 7349).

C.A.E.C.L. (p. 7349).

Contrôle financier (rôle des chambres régionales des comptes et des trésoriers payeurs généraux pour les petites communes) (p. 7348).

Coopération intercommunale :

— commission Barbier au Sénat (p. 7349) ;

— commission de conciliation (p. 7349) ;

— retrait d'une commune (p. 7349) ;

— rôle de la — (p. 7349).
Décentralisation (amélioration ou remise en question de la —) (p. 7346 à 7350).
D.G.E. :
— des communes (p. 7347, 7348) ;
— des départements (et notamment critère de potentiel fiscal superficiaire) (p. 7348).
Fiscalité locale (liens entre les taux des différents impôts) (p. 7349).
Fonction publique territoriale (statut de la —) (p. 7349).
Interventions économiques des collectivités locales :
— entreprises en difficultés (p. 7348).
Prodécure budgétaire des collectivités locales (p. 7348).

Discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 2 *(modalités de la répartition de la première part de la D.G.E. des départements) :* son amendement n° 126 (kilométrage de la voirie départementale) : rejeté (p. 7406).
Article 3 *(modalités de répartition de la seconde part de la D.G.E. des départements) :* son amendement n° 128 (kilométrage de voirie départementale) : rejeté (p. 7408).
Titre II : *dispositions relatives aux interventions économiques des collectivités locales.*
Article 4 *(suppression des aides des communes et des départements en faveur des entreprises en difficultés) :* contre cet article ; interventions économiques des collectivités locales ; aide aux entreprises en difficultés (p. 7418, 7419) ; son amendement n° 133 soutenu par M. Michel Delebarre (modalités d'intervention des départements dans le domaine économique en faveur des entreprises) : rejeté (p. 7431).
Article 5 *(garantie d'emprunt par les communes) :* soutient l'amendement n° 135 de M. Michel Delebarre (de suppression) ; baisse des garanties d'emprunt accordées par les communes ; restriction apportée au cautionnement remettant en cause le secteur associatif, le secteur du tourisme et les sociétés d'aménagement ; réglementation de la constitution des fonds de garantie (p. 7434) ; rejeté (p. 7435).
Article 6 *(garantie d'emprunt par les départements) :* soutient l'amendement n° 142 de M. Michel Delebarre (de suppression) : rejeté (p. 7439), son amendement n° 149 corrigé soutenu par M. Michel Delebarre (fonds de garantie étant régis par la loi de 1966 sur les sociétés commerciales) : adopté (p. 7440).
Article 7 *(conditions de garantie d'emprunt par les régions) :* soutient l'amendement n° 155 de M. Michel Delebarre (de suppression) : rejeté (p. 7441).
Article 14 *(contrôle financier des comptes des collectivités locales) :* soutient l'amendement n° 166 de M. Alain Richard (de suppression) (p. 7451) ; rejeté au scrutin public (p. 7453).
Article 15 B *(élection des maires délégués dans les communes associées) :* contre l'amendement n° 81 de la commission (de suppression) ; coopération intercommunale ; vote à l'intérieur des sections de communes (p. 7469).
Après l'article 15 C : soutient l'amendement n° 169 de M. Alain Richard (création d'une commission de conciliation intercommunale) (p. 7470) ; devenu sans objet (p. 7471).
Après l'article 17 *ter* : communes associées de plus de 30 000 habitants (p. 7478) ; contre l'amendement n° 225 de M. Henri Bouvet (transformation d'un district en communauté urbaine) (p. 7480).
Titre IV *bis* : *de la fonction publique territoriale.*
Article 18 *ter* *(taux maximum de cotisations aux centres de gestion) :* soutient l'amendement n° 176 de M. Michel Delebarre (de suppression) (p. 7484) ; rejeté (p. 7485).
Titre VII : *dispositions diverses relatives aux syndicats d'agglomérations nouvelles.*
Après l'article 27 : contre l'amendement n° 38 de Mme Christine Boutin (information des conseillers municipaux sur les convocations qui leur sont adressées dans les communes de plus de 3 500 habitants) (p. 7522).
Article 16 *(suite)* précédemment réservé : soutient l'amendement n° 173 de M. Maurice Adevah-Poeuf (suppression de la possibilité de demander au comité syndical de modifier les dispositions statutaires mises en cause) (p. 7525) ; rejeté (p. 7526) ; soutient l'amendement n° 174 de M. Alain Richard (possibilité pour le représentant de l'Etat de statuer sur la demande de retrait, après avis de la commission de conciliation, en cas de non réponse du comité syndical dans les six mois) (p. 7528) ; contre le sous-amendement n° 248 de M. Pierre Micaux à l'amendement n° 87 de la commission (syndicat ayant pour objet la réalisation de réseaux ou de travaux dont la nature est fixée par décret en Conseil d'Etat) (p. 7529) ; devenu sans objet (p. 7530).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :
Coopération intercommunale (et notamment conditions de retrait d'une commune) (p. 7918).
Décrets d'application de la loi discutée (p. 7917).
Equipements culturels (collectivités territoriales participant au fonctionnement d'un centre dramatique, d'un orchestre national ou d'un théâtre d'opéré) (p. 7917, 7918).

DESANLIS (Jean)

Député du Loir-et-Cher
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à permettre aux propriétaires forestiers de faire face à leurs obligations de débroussaillement (n° 878) [12 novembre 1987] (p. 5817).

INTERVENTIONS

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 mai 1987] :
Centres d'aide par le travail (p. 1307).
C.O.T.O.R.E.P. (fonctionnement de —) (p. 1307).
Handicapés :
— insertion sociale et professionnelle (et notamment droit au travail et statut social) (p. 1307) ;
— formation professionnelle (et notamment rôle de l'A.F.P.A. et situation des centres de rééducation professionnelle) (p. 1307).
Municipalités (efforts de certaines — en faveur du travail des handicapés) (p. 1307, 1308).
Obligation d'emploi dans le secteur privé (p. 1307).
Obligation d'emploi dans le secteur public (p. 1307, 1308).

DESCAMPS (Jean-Jacques)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme

DEPOTS

Projet de loi modifiant l'ordonnance 82-283 du 26 mars 1982 portant **création des chèques-vacances (n° 1150)** [16 décembre 1987].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Maxime Gremetz : situation de l'industrie française des équipements automobiles : santé de l'industrie des équipements automobiles française ; politique d'installation à l'étranger [28 octobre 1987] (p. 4980) ;

orales sans débat de :

— M. Aymeri de Montesquiou (n° 210) : mention « fabriqué en France » : obligation de respecter la législation européenne [24 avril 1987] (p. 657) ;

— Mme Odile Sicard (n° 196) : avenir des activités semi-conducteurs civils de Thomson : fusion avec la firme italienne S.G.S. [24 avril 1987] (p. 658) ;

— M. Bruno Bourg-Broc (n° 191) : fixation des prix agricoles pour la campagne 1987-1988, montants compensatoires monétaires et réforme du marché des céréales [24 avril 1987] (p. 659, 660) ;

— M. Gérard Bapt remplacé par M. Louis Moulinet (n° 195) : U.E.R. Chimie de l'Université de Toulouse : recherche de crédits supplémentaires pour la reconstruction des bâtiments ; appel à la contribution financière du C.N.R.S.

pour la remise en état des équipements scientifiques [24 avril 1987] (p. 660) ;

— **Mme Florence d'Harcourt (n° 224) : incidents survenus dans les centrales nucléaires** : extension de la compétence du Conseil supérieur de la sûreté nucléaire à l'information nucléaire ; prochain débat à l'Assemblée sur un projet de loi relatif aux risques technologiques [22 mai 1987] (p. 1499, 1500) ;

— **M. Pierre Weisenhorn (n° 220) : situation du bassin potassique alsacien** : mobilisation de fonds propres consacrés à la maison mère des mines de potasse d'Alsace ; apport de l'Etat ; surveillance des importations dans le respect des engagements internationaux (p. 1501) [22 mai 1987] (p. 1501) ;

— **M. Jean-Louis Masson (n° 218) : investissements de Sacilor-Usinor** : fusion prochaine d'Usinor et Sacilor ; interdiction des aides publiques à la sidérurgie dans la C.E.C.A. ; niveau satisfaisant des investissements [22 mai 1987] (p. 1502, 1503) ;

— **M. Jacques Guyard (n° 227) : conventions d'établissement et d'exploitation du réseau de vidéocommunication** : modification d'un simple projet et non d'une convention définitive [22 mai 1987] (p. 1504) ;

— **M. Jean Laurain (n° 229) : situation de l'industrie chimique en Lorraine** : approbation des orientations définies par le P.D.G. de C.D.F.-Chimie ; aides financières de l'Etat à leur réalisation ; études menées par M. Tchuruk [22 mai 1987] (p. 1505, 1506) ;

— **M. Jacques Barrot (n° 225) : application des quotas laitiers aux zones de montagne** : prise en compte des problèmes spécifiques de la montagne ; améliorations apportées par la loi de modernisation agricole [22 mai 1987] (p. 1507) ;

— **M. Georges Le Baill (n° 242) : société Novatome** : en cas de fusion, reprise par Framatome des charges et obligations de sa filiale Novatome [12 juin 1987] (p. 2308) ;

— **M. Alain Richard (n° 245) : piscines normalisées** : recherche d'une solution amiable ; communication aux communes des rapports établis [12 juin 1987] (p. 2311) ;

— **M. Marc Reymann (n° 305) : implantation d'une usine de papier journal é Strasbourg** : intérêt du projet ; étude des experts sur la meilleure implantation à retenir pour la compétitivité du site [27 novembre 1987] (p. 6485) ;

— **M. Robert Le Foll (n° 306) : société Thomson C.G.R.-Ultrasonic** : accord permettant à Thomson de devenir l'un des trois grands groupes mondiaux de l'électronique grand public ; renforcement dans le domaine de l'imagerie médicale de ses accès au marché mondial [27 novembre 1987] (p. 6486) ;

— **M. Gérard Bordu (n° 304) : agence française pour la maîtrise de l'énergie** : poursuite de la politique d'économies d'énergie ; redéfinition des missions de l'A.F.M.E. ; information des utilisateurs d'énergie et promotion des avancées technologiques [27 novembre 1987] (p. 6487) ;

— **M. René André (n° 301) : réglementation de l'usage des anabolisants en agriculture** : directives devant se traduire dans les législations nationales avant la fin de l'année 1987 pour être appliquées uniformément en Europe [27 novembre 1987] (p. 6488).

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à adapter aux exigences du développement du tourisme certaines dispositions du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme (n° 829), et conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi de M. Alain Mayoud visant à abroger les dispositions relatives aux zones protégéea figurant au code des débits de boissons (n° 68), de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir l'animation et la vie locale des bourgs ruraux (n° 310), de M. Francis Geng et plusieurs de ses collègues tendant à aménager certaines dispositions du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme en vue de favoriser le développement de l'industrie hôtelière (n° 635) et de M. Pierre-Rémy Houssin tendant à modifier l'article L. 49 du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme (n° 675).**

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [26 juin 1987] :

Alcoolisme (lutte contre l'—) (p. 3249).
Communes (vie locale dans les petites —) (p. 3249).
Licences (régime des —) (p. 3249).
Tourisme (développement du —) (p. 3249).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Tourisme. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Contrat de plan Etat-région (p. 4879).
Crédits (recensement des — du tourisme) (p. 4878).
Droit aux vacances (p. 4881).
Fiscalité (p. 4880).
« Fleurir la France » (p. 4879).
Insécurité (lutte contre l'—) (p. 4881).
Locations meublées (p. 4880).
Partenariat (politique de —) (p. 4879).
Pas-de-Calais (perspectives dans le —) (p. 4880).
Promotion du tourisme et Maison de la France (p. 4879, 4882).
Secrétariat d'Etat au tourisme (réorganisation des structures du —) (p. 4881).
Système Sesamtel (fonctionnement du —) (p. 4881).
Tourisme (diversification des formes de —) (p. 4879, 4880).
Tourisme associatif et familial (p. 4881).
Tourisme des quatre saisons (p. 4881).
Tourisme rural (p. 4880).

Réponses aux questions (p. 4882) :

Chemin des Dames (valorisation du patrimoine historique du —) (M. Jean-Claude Lamant) (p. 4886).
Chèques-vacances (M. Jacques Blanc) (p. 4884).
Innovation dans le secteur du tourisme (encouragement à l'—) (M. Emmanuel Aubert) (p. 4887).
Maison de la France (rôle de la — dans la coordination des actions des régions) (M. Jacques Blanc) (p. 4882).
Maison de la France (structure de la —) (M. Jean-Marie Bockel) (p. 4885).
Opérations de change (commissions prélevées sur les —) (M. Jean-Pierre Destrade) (p. 4885).
Promotion touristique (coopération interministérielle dans les opérations de —) (M. Henri Bouvet) (p. 4883).
Promotion touristique (corrélation entre — à l'étranger et nombre de visiteurs reçus) (M. Ladislas Poniatowski) (p. 4883).
Promotion touristique (vers l'Allemagne et les Etats-Unis) (M. Henri Bouvet) (p. 4883).
Tourisme associatif (Mme Odile Sicard) (p. 4887).
Tourisme rural (M. Jean-Marie Bockel) (p. 4888).
Vacances-loisirs-culture (association) (M. Jean-Paul Duricux) (p. 4888).
Visas (délivrance des —) (M. Jean-Marie Bockel) (p. 4884).
Visas (discrimination entre les pays soumis à l'exigence de —) (M. Pierre Descaves) (p. 4886).

Vote des crédits (p. 4888) :

Etat B ; titre III : contre les amendements n° 18 à 22 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits).
Titre IV : contre l'amendement n° 23 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) (p. 4889).

DESCAVES (Pierre)

Député de l'Oise
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'épargne (n° 443) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 1483).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission de contrôle** sur l'examen des **subventions** allouées en 1986 à des **associations** privées ou à des organismes privés ou publics **(n° 679)** [15 avril 1987].

Proposition de loi relative aux **préretraites (n° 1040)** [18 novembre 1987].

Proposition de loi tendant à l'**information des parlementaires** sur la composition et les conséquences de **l'immigration (n° 1049)** [18 novembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Personnes disparues en Algérie** : nécessité de demander aux autorités algériennes des informations sur les personnes disparues [8 avril 1987] (p. 80) ;

— **Exécution des arrêtés d'expulsion** : meurtre commis par un marocain contre lequel trois arrêtés d'expulsion avaient été pris [16 décembre 1987] (p. 7550).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 avril 1987] :

Actions (achat d'— et plans d'options sur —) (p. 403).
Epargne (p. 403).

P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— âge de la retraite et retraite à soixante ans (p. 404) ;
— organismes habilités à proposer et à gérer le P.E.R. (p. 404) ;
- plafond de déductibilité et régime fiscal des versements (p. 403, 404, 405) ;
préretraités (cotisations de sécurité sociale) (p. 404) ;
— retraits anticipés (pénalités sur les —) (p. 404).
Prêts de titres (p. 403).

Rappel au règlement (délai pour la recevabilité des amendements, notification tardive de l'irrecevabilité) (p. 405).

R.E.S. (reprise de l'entreprise par ses salariés) (p. 403) ;
— entreprises de moins de vingt salariés (p. 403).
Sécurité sociale (dépenses occasionnées par les étrangers) (p. 405).
Valeurs mobilières (fiscalité des — et abattement sur le revenu des) (p. 403).

Discussion des articles [16 et 21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *plans d'épargne en vue de la retraite.*

Article Ier *(ouverture des P.E.R. à compter du 1er juin 1987 ; catégories d'organismes pouvant les proposer) :* son amendement n° 29 (réservant le bénéfice du P.E.R. aux nationaux et aux ressortissants de la C.E.E.) (p. 432) ; rejeté au scrutin public (p. 433) ; son amendement n° 30 (suppression de la référence au décret pour l'habilitation des organismes susceptibles de proposer et de gérer le P.E.R.) (p. 435) ; rejeté ; son rappel au règlement : vote électronique et recevabilité des amendements (p. 436).

Article 2 *(plafond des versements effectués sur le P.E.R. pouvant être déduits du revenu imposable) :* son amendement n° 48 (augmentation du plafond de déductibilité de 5 000 francs par enfant à charge) (p. 438) ; souhaite « paralyser et si possible empêcher le développement des familles étrangères sur le sol français » (p. 439) ; rejeté au scrutin public ; reprend l'amendement n° 113 de M. Gilles de Robien (majoration des plafonds de déductibilité de 2 000 francs par enfant à charge) : rejeté (p. 440).

Article 3 *(emplois du P.E.R. ; fiscalité de ses revenus et plus-values) :* son amendement n° 33 (suppression de la référence au décret pour fixer les règles d'emploi et la proportion maximale de liquidités détenues dans le P.E.R.) : rejeté ; son amendement n° 32 (de précision) : retiré (p. 448).

Article 5 *(pénalité de 10 % appliquée au retrait ou à la pension intervenant avant 60 ans et moins de 10 ans après l'ouverture du P.E.R.) :* son amendement n° 35 (de suppression) (p. 462) ; rejeté (p. 463).

Article 6 *(pénalité de 5 % sur le retrait ou les échéances de pension s'effectuant 10 ans ou plus après l'ouverture du P.E.R. mais avant le soixantième anniversaire du contribuable ou le plus âgé des époux) :* son amendement n° 36 (de suppression) : retiré.

Article 7 *(absence de pénalité sur les retraits ou les échéances de pension en cas de décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à l'imposition commune) :* son amendement n° 37 (de suppression) : retiré (p. 464).

Article 8 *(attribution de crédits d'impôt en fonction de l'âge du retrait du capital ou de liquidation de la pension) :* son amendement n° 38 (de suppression) : retiré (p. 467).

Article 9 *(lien entre le P.E.R. et l'assurance vie) :* son amendement n° 39 (de suppression) : retiré (p. 472).

Après l'article 9 : son amendement n° 49 (déductibilité du revenu imposable des cotisations versées aux régimes de retraite complémentaire par capitalisation par les professions libérales à concurrence de 19 % d'une somme égale à huit fois le plafond annuel de la sécurité sociale) (p. 473) ; rejeté au scrutin public (p. 474).

Chapitre II : *options de souscription ou d'achat d'actions.*

Article 10 *(modulation du prix des actions offertes aux salariés) :* son amendement n° 40 (fixation du prix de souscription par l'Assemblée générale) (p. 478) ; retiré.

Article 11 *(extension aux sociétés non cotées de la possibilité de consentir des options d'achat d'actions) :* son amendement n° 41 (de suppression) : retiré (p. 479).

Chapitre III : *reprise de l'entreprise par ses salariés.*

Article 16 *(rachat d'une entreprise par ses salariés ; conditions ; régime fiscal) :* ses observations (p. 491) ; son sous-amendement n° 182 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression des plafonds de déductibilité des intérêts d'emprunts souscrits par les salariés) (p. 498) ; retiré (p. 499) ; son sous-amendement n° 176 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (extension de la R.E.S. aux entreprises de moins de vingt salariés) (p. 500, 501) ; retiré (p. 502) ; ses amendements n° 44, 45 et 46 : devenus sans objet (p. 505).

Chapitre IV : *mesures concernant la fiscalité des valeurs mobilières.*

Article 17 *(majoration de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières) :* son amendement n° 50 (abattements sur les revenus de valeurs mobilières portés à 20 000 francs et 40 000 francs) : rejeté ; son amendement n° 52 (abattement supplémentaire de 5 000 francs par enfant à charge) (p. 507) ; rejeté au scrutin public (p. 508).

Chapitre V : *prêts de titres.*

Article 24 *(interdiction de la provision pour dépréciation ; non application du régime fiscal de la société mère) :* son amendement n° 54 (possibilité offerte aux prêteurs d'effectuer une provision pour dépréciation) (p. 511) ; rejeté ; son amendement n° 55 (bénéfice du régime de la société mère) : retiré (p. 512).

Chapitre VII : *régime fiscal des opérations réalisées sur des marchés financiers à terme.*

Article 34 *(imputation des pertes) :* son amendement n° 56 (imputation des pertes sur les revenus de toute nature du contribuable) : rejeté (p. 514).

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1032).
Examen (conditions d'— du texte) (p. 1030).
Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (et conditions générales de mise en œuvre) (p. 1032).
Ordonnances (recours aux — et attitude du Président de la République) (p. 1030).
Fluctuations conjoncturelles d'activité (p. 1032).
Représentativité syndicale (p. 1031).

Discussion des articles [14 mai 1987] :

Article Ier *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail) :* salariés des petites et moyennes entreprises étant beaucoup mieux défendus par eux-mêmes que par des syndicats (p. 1139).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, discussion des articles [21 et 22 mai 1987] :

Titre Ier : *actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 128 de M. Christian Baeckeroot (exonération des entreprises nouvelles de l'impôt sur les sociétés) (application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1486, 1487).

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).

Première lecture, discussion des articles [3 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions fiscales.*

Chapitre 1er : *dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 1er *(composition de la commission départementale des impôts)* : son amendement n° 43 soutenu par M. Pascal Arrighi (présence obligatoire d'un expert-comptable au sein de la commission) (p. 1839) ; rejeté ; son amendement n° 42 soutenu par M. Pascal Arrighi (suppression de la voix prépondérante du président de la commission) : rejeté (p. 1840).

Article 2 *(intérêt de retard et pénalités fiscales)* : **son rappel au règlement** : vote de l'amendement n° 12 de la commission par le Front national, le parti socialiste et une partie de la majorité (p. 1849).

Article 3 *(sanctions particulières et manquements à des obligations formelles)* : son amendement n° 47 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (application de la pénalité si le contribuable n'a pas fourni le relevé récapitulant certaines charges et provisions dans un délai d'un mois à compter de la mise en demeure de l'administration) : rejeté (p. 1880).

Chapitre II : *dispositions portant modification du livre des procédures fiscales.*

Article 5 *(charge de la preuve en cas de contestation de l'avis de la commission départementale des impôts)* : son amendement n° 48 (charge de la preuve incombant à l'administration même en cas d'existence de graves irrégularités dans la comptabilité) : rejeté.

Après l'article 10 : son amendement n° 49 (suspension de l'application du régime des poursuites pénales pour certaines infractions jusqu'au vote d'une loi destinée à réorganiser ce régime) (p. 1912) ; rejeté (p. 1913).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Procédure des questions [16 juin 1987] :

Israël (position exprimée par la France vis-à-vis d'— aux Nations-Unies) (p. 2490).

— Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984 (n° 180) et projet de loi portant règlement définitif du budget de 1985 (n° 568).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [17 juin 1987] :

Crédits (modifications, annulations, dépassements et reports de —) (p. 2527).
Irrégularités et illégalités (et rapport de la Cour des comptes) (p. 2526, 2527).
Parlement (information et contrôle du — sur le budget) (p. 2527).
Prélèvements obligatoires (croissance et niveau des —) (p. 2527).
Vote hostile du Front national (p. 2527).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Abus (usage abusif de la protection sociale) (p. 2937).
Caisses de sécurité sociale (gestion des —) (p. 2936).
Contrôle et information du Parlement sur le budget social de la Nation (constitutionnalité, opportunité) (p. 2936).
Etats généraux (opportunité et enjeux des —) (p. 2937).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Avant l'article Ier : contre l'amendement n° 2 de M. Georges Hage (création d'un fonds de garantie suppléants aux employeurs défaillants dans le versement de leur cotisations sociales) (p. 2962).

Article 1er *(prélèvement social exceptionnel sur certains revenus de 1986)* : soutient l'amendement n° 11 de M. François Bachelot (de suppression) : rejeté (p. 2965).

Article 2 *(procédure pour l'adoption du projet de loi de finances sociales)* : soutient l'amendement n° 12 de M. François Bachelot (de suppression) : rejeté (p. 2966).

Article 3 *(application du taux super réduit de T.V.A. aux médicaments)* : soutient l'amendement n° 13 de M. François Bachelot (de suppression) : rejeté (p. 2966).

Article 4 *(relèvement du taux de la retenue pour pensions applicables aux fonctionnaires civils et militaires)* : soutient l'amendement n° 14 de M. François Bachelot (de suppression) : retiré (p. 2967).

— Projet de loi portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 688).

Première lecture, avant la discussion des articles [22 juin 1987] :

Chômage (chiffres du —) (p. 3002).
Prélèvements obligatoires (p. 3002).
Retraite par capitalisation (p. 3002).
Subvention de l'Etat (coût de la —) (p. 3001).
Vote favorable du Front national (p. 3002).

Discussion des articles :

Article 2 *(gestion par la caisse de prévoyance sociale de Saint-Pierre-et-Miquelon)* : coût de la mesure pour 1988 (p. 3003).

Article 11 *(bénéfice du taux plein)* : différence de traitement entre les anciens prisonniers de guerre et les anciens déportés et internés (p. 3006).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des évènements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'Indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [24 juin 1987] (p. 3123, 3131) [25 juin 1987] (p. 3158) :

Article 40 de la Constitution (p. 3165).
Historique des événements d'Afrique du Nord et situation des rapatriés (p. 3164, 3166).
Indemnisation des personnes ayant cédé leurs biens en Algérie et des personnes dépossédées au Maroc en 1973 (p. 3165).
Indemnisation des rapatriés :
— certificats d'indemnisation (régime et échéancier du règlement des —) (p. 3165, 3166) ;
— coefficient correcteur des biens agricoles (p. 3166).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Titre Ier : *modifiant la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale.*

Article 2 *(extension de la révision de carrière aux militaires placés en non activité par retrait d'emploi)* : contre l'amendement n° 40 de M. Guy Ducoloné (dispositions du présent article ne pouvant s'appliquer à ceux qui en réplique au mouvement de libération de l'Algérie se sont rendus coupables d'assassinat ou de torture) (p. 3176).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Article 1er *(modalités de calcul du complément d'indemnisation)* : ses observations (p. 3196).

Article 2 *(indemnisation des personnes ayant cédé leurs biens en Tunisie)* : ses observations (p. 3199, 3200).

Article 4 *(plafonnement de l'indemnisation)* : ses observations (p. 3201).

Article 5 *(dispositions applicables aux certificats d'indemnisation)* : ses observations (p. 3202) ; son amendement n° 27 (créance revenant à chaque ayant droit exonérée de droit de mutation par décès en cas de succession en ligne directe) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3203).

Article 6 *(échéancier du règlement des certificats d'indemnisation)* : ses observations (p. 3204).

Article 9 *(consolidation des emprunts et des dettes)* : ses observations (p. 3209, 3210) ; son sous-amendement n° 95 (demande de prêt de consolidation pouvant être déposée jusqu'à la fin du douzième mois suivant la promulgation de la présente loi) à l'amendement n° 87 du Gouvernement : adopté (p. 3212).

Titre : son amendement n° 40 (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « projet de loi relatif à une indemnisation complémentaire des réfugiés d'Algérie et des rapatriés d'outre-mer ») (p. 3213) ; retiré (p. 3214).

Explications de vote [25 juin 1987] (p. 3214) :

Vote positif du groupe Front national (p. 3214).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [7 juillet 1987] (p. 3720) :

Certificats d'indemnisation (échéancier des —) (p. 3723).
Evénements d'Afrique du Nord (p. 3721).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Après l'article 5 : son rappel au règlement : absence du Front national aux travaux d'une séance de commission le 2 octobre lors de l'examen du projet de loi sur la répression du trafic de stupéfiants ; faible présence de commissaires de la majorité lors d'une réunion de la commission des finances du matin ; « combines » auxquelles se livre la majorité avec le parti socialiste pour éviter d'y être mise en minorité (p. 4147).

Après l'article 6 : soutient l'amendement n° 62 de M. François Bachelot (possibilité pour les services spécialisés des douanes de consulter le fichier violence, attentats, terrorisme) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 66 de M. François Bachelot (précisant que les tribunaux ne peuvent relaxer les contrevenants pour défaut d'intention en matière de stupéfiants) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4149) ; soutient l'amendement n° 61 de M. François Bachelot (visites domiciliaires en cas de trafic de stupéfiants) (p. 4150) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 63 de M. François Bachelot (ajoutant les notions de nécessité et d'urgence dans le premier alinéa du 2 du paragraphe I de l'article 80 de la loi de finances pour 1987) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 64 de M. François Bachelot (insérant un intitulé dans le projet de loi) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4151).

Après l'article 10 : soutient le sous-amendement n° 81 de M. Bruno Gollnisch à l'amendement n° 74 du Gouvernement (p. 4168) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4169) ; soutient le sous-amendement n° 97 de M. Bruno Gollnisch à l'amendement n° 74 du Gouvernement (répression de l'insurrection hongroise de 1956) application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4174).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [14 et 15 octobre 1987] :

Après l'article 2 : son amendement n° 76 corrigé soutenu par M. Pascal Arrighi (membres des professions médicales — déduction des intérêts d'emprunt pour l'achat de parts ou d'actions de sociétés de capitaux exploitant un établissement de soins au sein duquel ils exercent leur profession) (p. 4321) ; retiré ; son amendement n° 75 soutenu par M. Pascal Arrighi (déductibilité des salaires des gens de maison) : rejeté ; son amendement n° 80 (déductibilité des cotisations volontaires en vue de la retraite) : rejeté (p. 4322).

Avant l'article 5 : son amendement n° 77 (plafonnement de la taxe professionnelle à 3,5 % de la valeur ajoutée de l'entreprise) (p. 4331) ; rejeté (p. 4332).

Article 5 *(crédit d'impôt recherche)* : contre l'amendement n° 57 de M. Jean Giard (éligibilité au crédit d'impôt recherche des seules dépenses déterminées par le comité d'entreprise ou le comité d'établissement) (p. 4359) ; inutilité du sous-amendement n° 153 de M. Raymond Douyère à l'amendement n° 57 de M. Jean Giard (éligibilité des dépenses de recherche au crédit d'impôt recherche après présentation au comité d'entreprise) ; application dans les faits de la législation sur les comités d'entreprise (p. 4360).

Article 6 *(suppression de la taxe sur certains frais généraux)* : son approbation de l'article ; son opposition à la taxe de 3 % sur les immeubles appartenant à des sociétés étrangères ; son opposition à la suppression de l'aide à la création d'entreprise (p. 4362) ; reprend l'amendement n° 46 de M. Arthur Dehaine (suppression de la déclaration n° 2067 relative aux dix salariés les mieux payés de l'entreprise) : rejeté (p. 4367).

Avant l'article 16 : contre l'amendement n° 135 de M. Jean Anciant (exonération de T.V.A. pour les loyers des locaux occupés par les associations loi de 1901) ; discrimination entre propriétaires (p. 4428) ; subventions touchées par des associations fantaisistes ou fantômes (p. 4429).

Après l'article 17 : son amendement n° 115 corrigé (réduction à 20 % du taux de l'impôt acquitté par les associations et collectivités sans but lucratif) (p. 4438) ; retiré (p. 4439).

Article 19 *(suppression pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés de la possibilité d'étaler sur trois ans leurs plus-values à court terme réalisées à compte du 1er janvier 1987)* : complexité de la fiscalité (p. 4442) ; reprend les amendements identiques n° 94 corrigé de M. Gérard Trémège et n° 105 de M. Gilbert Gantier (application du nouveau régime pour les plus-values réalisées à compter du 1er janvier 1988) : rejeté (p. 4443).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Concurrence (p. 4634).
Fiscalité des entreprises (p. 4633, 4634, 4635).
Foires et marchés (p. 4634).
Paracommercialisme (p. 4634).

Examen des crédits :

Etat B, titre III : son amendement n° 10 (réduction des crédits affectés au développement des statistiques de l'artisanat) (p. 4646) ; augmentation des aides aux exploitations artisanales et aux chambres des métiers ; rapporteur spécial ne lui ayant pas donné de détails sur l'utilisation de certaines subventions ; rejeté.

Titre IV : son amendement n° 11 (réduction de certains crédits d'information et d'études) ; subventions versées par voies détournées à certaines associations (p. 4647) ; rejeté (p. 4648).

Coopération. — *Vote des crédits* [22 octobre 1987] :

Etat B, titre IV : son amendement n° 63 (réduction des crédits destinés à l'association des volontaires du progrès) (p. 4671) ; intérêts comparés de la promotion de l'aide alimentaire et de l'aide à la production alimentaire ; rejeté.

Industrie. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

Balance commerciale (bilan de la —) (p. 4794).
Bâtiment (industrie du —) (p. 4794).
Budget de l'industrie (diminution du —) (p. 4794).
Compétitivité de l'industrie française (p. 4794).
Désengagement de l'Etat (p. 4795).
Emplois (suppression d'— dans l'industrie) (p. 4794).
Investissement productif (p. 4794).
Marché unique européen de 1992 (perspective du —) (p. 4795).
Politique industrielle menée depuis 1986 (p. 4794).
Prélèvements obligatoires (poids des —) (p. 4794, 4795).
Renault (p. 4794).
Syndicats-lobbies (p. 4795).

Examen des crédits (p. 4827) :

Etat B, titre III : son amendement n° 13 (réduction des crédits) ; lutte contre le chômage (p. 4827) ; étranglement de l'automobiliste et du contribuable ; réduction des crédits relatifs aux frais de déplacement des directions régionales de l'industrie et de la recherche ; rejeté (p. 4828).

Etat B, titre IV : son amendement n° 14 (réduction de crédits) ; application au chapitre 43-01, articles 20 et 30 ; imprécision des libellés ; rejeté (p. 4828) ; son amendement n° 15 (réduction de crédits) ; crédits concernant la Chapelle-

Darblay ; tendance à la suprématie de la presse ; rejeté ; son amendement n° 16 (réduction de crédits) ; inefficacité de l'A.N.V.A.R. (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) (p. 4829) ; rejeté (p. 4830).

Etat C, titre VI : son amendement n° 17, défendu et rejeté simultanément à son amendement n° 16 (p. 4831).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Examen des crédits* [26 octobre 1987] :

Après l'article 61 : ses observations sur l'amendement n° 156 de M. François d'Aubert (instituant à compter du 1er janvier 1989 une taxe de 33 % sur les sommes payées par les fournisseurs de services diffusés par le 36-15 lorsque ces services ont un caractère pornographique et font l'objet de publicité par affichage ou tout moyen audiovisuel) ; couverture des messageries roses par la presse de gauche ; possibilité d'avancer la date d'application au 1er janvier 1988 (p. 4862).

Tourisme. — *Questions* [27 octobre 1987] :

Visas (discrimination entre les pays soumis à l'exigence de —) (p. 4885).

Vote des crédits (p. 4888) :

Etat B, titre III : ses amendements n° 18, 19, 20, 21 et 22 (réduction des crédits) ; économies réalisables grâce à une meilleure utilisation des crédits (p. 4888) ; rejetés.

Titre IV : son amendement n° 23 (réduction des crédits) : rejeté (p. 4889).

Jeunesse et sports. — *Vote des crédits* [27 octobre 1987] :

Etat B, titre IV : son amendement n° 96 (réduction des crédits) ; rejet de sa proposition de résolution tendant à la création d'une commission parlementaire pour vérifier la destination des subventions aux associations ; rejeté (p. 4946).

Education nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. *Vote des crédits* [29 octobre 1987] :

Etat B, titre IV : son amendement n° 24 soutenu par M. Pascal Arrighi (réduction des crédits de communication) : retiré (p. 5102).

Culture. — *Vote des crédits* [30 octobre 1987] :

Etat B, titre III : son amendement n° 69 (réduction de crédits) ; crise économique et financière ; nécessité d'accorder la priorité à la lutte contre le chômage ; application de cet amendement au chapitre 31-62, article 90, relatif à la recherche culturelle ; son amendement n° 70 (réduction de crédits) (p. 5154) ; amendement n° 69 : rejeté ; amendement n° 70 : rejeté ; son amendement n° 68 (réduction de crédits) ; études d'environnement culturel ; imprécision de la définition : rejeté ; son amendement n° 67 (réduction de crédits) ; frais de déplacement ; rejeté (p. 5155) ; son amendement n° 66 (réduction de crédits) ; grève à la Comédie française ; rejeté.

Etat B, titre IV : son amendement n° 73 (réduction de crédits) ; subventions versées aux archives de France (p. 5156) ; crédits inscrits au chapitre 43-10, permettant de donner des subventions à diverses associations ; rejeté ; son amendement n° 74 (réduction de crédits) ; subventions destinées au parc de la Villette ; rapport d'un inspecteur des finances et observations de la Cour des comptes ; retiré ; son amendement n° 75 (réduction de crédits) ; arts plastiques ; retiré (p. 5157) ; son amendement n° 76 (réduction de crédits) ; subventions au théâtre ; rejeté ; son amendement n° 77 (réduction de crédits) ; article 20 du chapitre 43-40 ; rejeté ; son amendement n° 78 (réduction de crédits) (p. 5158) ; subventions pour l'environnement culturel ; rejeté ; son amendement n° 81 (réduction de crédits) ; chapitre 43-40, article 60 ; rejeté ; son amendement n° 82 (réduction de crédits) ; subventions pour l'« environnement culturel des activités internationales » ; retiré ; son amendement n° 83 (réduction de crédits) ; subventions à la décentralisation culturelle (p. 5159) ; retiré ; son amendement n° 84 (réduction de crédits) : retiré ; son amendement n° 80 (réduction de crédits) ; subventions d'aide aux industries culturelles et aux technologies nouvelles (p. 5160) ; retiré ; son amendement n° 90 (réduction de crédits) ; assistance culturelle au spectacle ; retiré (p. 5161).

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :

— chômage et emploi (situation) (p. 5242) ;
— politique de l'emploi (généralités) (p. 5242, 5243) ;
— propositions du Front national en matière d'emploi (et notamment préférence nationale) (p. 5243) ;
— **son rappel au règlement** : absentéisme parlementaire (p. 5189) ;
— **son rappel au règlement** : explique les raisons de son absence de l'hémicycle (p. 5198).

Vote des crédits [3 novembre 1987] :

Etat B, titre III : ses amendements n° 27 (réduction des crédits du matériel de fonctionnement courant), n° 26 (réduction des dépenses des services statistiques), n° 25 (réduction des crédits des études générales), n° 28 (réduction des crédits des objecteurs de conscience) et n° 29 (réduction des crédits des services extérieurs des affaires sanitaires et sociales) (p. 5323) ; statut des objecteurs de conscience (p. 5324) ; retirés (p. 5325).

Titre IV : son amendement n° 209 (réduction des crédits de la formation économique et sociale des travailleurs appelés à exercer des responsabilités syndicales) (p. 5326) : rejeté ; son amendement n° 210 (réduction des subventions des groupements et associations d'intérêt général) (p. 5327) ; rejeté ; son amendement n° 211 (réduction des crédits consacrés à la formation des conseillers prud'hommes) : rejeté ; son amendement n° 212 (réduction de l'aide au reclassement des travailleurs étrangers privés d'emploi et de leur famille) (p. 5328) ; retiré ; son amendement n° 213 (réduction de la participation de l'Etat au financement d'audits économiques et sociaux dans les entreprises) (p. 5329) ; rejeté (p. 5330).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. *Vote des crédits* [4 novembre 1987] :

Etat B, titre III : son amendement n° 113 soutenu par M. Dominique Chaboche (réduction des crédits) ; son amendement n° 112 soutenu par M. Dominique Chaboche (réduction des crédits) (p. 5398) ; retirés (p. 5399).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. *Vote des crédits* [6 novembre 1987] :

Etat B, titre IV : son amendement n° 180 corrigé (réduction des crédits) (p. 5511) ; retiré ; son amendement n° 40 (réduction des crédits) : rejeté ; son amendement n° 41 (réduction des crédits) (p. 5512) ; retiré (p. 5513).

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Vote des crédits* [5 novembre 1987] :

Etat B, titre IV : ses amendements n° 168, 169, 170, 171 et 173 soutenus par M. Pascal Arrighi (réduction des crédits) (p. 5480) ; retirés (p. 5481).

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule* [6 novembre 1987] : son rappel au règlement (article 99 du règlement) : temps de parole du Gouvernement, absorbé par un discours, mieux utilisé en réponse aux questions et aux amendements (p. 5527).

Culture et communication. — *Vote des crédits* [6 novembre 1987] :

Etat B, titre IV : son amendement n° 71 (réduction de crédits) ; chapitre 41-81, article 10 relatif aux tarifs spéciaux S.N.C.F. pour la presse ; son amendement n° 72 (réduction de crédits) ; chapitre 41-82, article 10, relatif aux communications téléphoniques des correspondants de presse (p. 5568) ; pluralisme indépendant de la prise en charge, par le contribuable, des déficits de la presse ; retrait de son amendement n° 88 concernant des crédits destinés à financer l'expansion à l'étranger de la presse française ; amendements n° 71 et 72 : rejetés (p. 5569).

Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :

Granulats (taxe parafiscale sur les —) (p. 5789).
Rapatriés (indemnisation rapatriement des avoirs d'Afrique du Nord, retraites) (p. 5789).
Spectacles de variétés (taxes parafiscales) (p. 5788, 5789).
Taxes parafiscales (p. 5788, 5789).

Vote des crédits (p. 5798) :

Comptes spéciaux du Trésor.

Article 40 *(comptes d'affectation spéciale ; opérations définitives ; mesures nouvelles)* : son amendement n° 114 (réduc-

tion des crédits de l'article 40 (paragraphe II) destinés à la vie associative) (p. 5799) ; rejeté (p. 5800).

Article additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987].

Avant l'article 53 : son amendement n° 34 soutenu par M. Pascal Arrighi (réforme du code général des impôts) : retiré (p. 5828) ; contre l'amendement n° 354 de M. Christian Pierret (rétablissement de la taxation d'office en cas de dépenses ostensibles et notoires excédant les revenus déclarés) (p. 5830).

Article 53 *(fiscalité de groupe)* : son amendement n° 43 (impôt sur les sociétés ; maintien pour la société mère des dispositions relatives au sursis de paiement) : retiré ; son amendement n° 44 corrigé (contrôles fiscaux ; interdiction du contrôle de sociétés filiales lorsque la société mère a déjà été contrôlée) (p. 5839) ; retiré (p. 5840).

Avant l'article 56 : pour l'amendement n° 324 de M. Pascal Arrighi (plafonnement de l'augmentation de la part d'imposition réclamée par l'Etat aux collectivités locales) (p. 5863, 5864).

Après l'article 56 : contre l'amendement n° 349 de M. Bruno Durieux (taux de la taxe d'habitation ; possibilité de minoration pour les communes ou celui-ci est supérieur à la moyenne nationale) (p. 5873).

Après l'article 63 : son amendement n° 46 (plus-values sur cessions de droits sociaux ; extension aux apports du report d'imposition ; modalités de paiement) (p. 5920) ; retiré ; son amendement n° 181 (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés) (p. 5921) ; rejeté ; son amendement n° 325 (comptabilité des entreprises ; création d'un poste « erreurs et omissions ») : retiré ; son amendement n° 309 (dettes fiscales ; non exercice de la contrainte par corps à l'encontre du contribuable dont les ressources sont connues) (p. 5922) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 310 (même objet) (p. 5923) ; rejeté ; son amendement n° 311 (mise en œuvre de l'avis à tiers détenteur et de la saisie arrêt après décision du tribunal administratif) : rejeté (p. 5924).

Seconde délibération du projet de loi [13 novembre 1987] :

Son rappel au règlement (article 95) : conditions d'examen des amendements du Gouvernement en seconde délibération de la loi de finances (p. 5929, 5930).

Article 32, état B *(dépenses ordinaires ; mesures nouvelles)* :

Titre III : contre l'amendement n° 2 du Gouvernement (majoration des crédits du ministère de la culture pour les frais de cabinet du ministre délégué chargé de la communication) (p. 5931) ; contre l'amendement n° 11 du Gouvernement (majoration des crédits du Conseil économique et social pour le financement d'une étude sur l'impact de ses travaux immobiliers) (p. 5932).

Explications de vote [13 novembre 1987] :

Front national (attitude du — lors de l'examen des budgets) (p. 5950).
Nécessaire réorganisation de la protection sociale (p. 5949).
Vote hostile du Front national (p. 5950).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les bourses de valeurs (n° 1002).

Première lecture, avant la discussion des articles [30 novembre 1987] :

Commission des opérations de bourse (p. 6541).
Conseil des bourses de valeur (p. 6541).
Période transitoire (p. 6541).
Sociétés de bourse (p. 6541).

Discussion des articles :

Chapitre III : *dispositions particulières à la commission des opérations de bourse.*

Article 11 *(pouvoir d'enquête de la C.O.B.)* : **son rappel au règlement** : ses observations sur l'attitude du Gouvernement tendant à reporter à la commission mixte paritaire la discussion d'une partie du texte ; absentéisme des députés de la majorité (p. 6568).

Article 14 *(délit de manipulation de cours)* : contre l'amendement n° 75 de M. Christian Pierret (extension du délit de manipulation de cours) (p. 6571).

Article 18 *bis* *(association des sociétés de bourse)* : ses observations sur l'amendement n° 47 de la commission (de suppression) et les déclarations de M. Philippe Auberger (p. 6573).

Article 23 *(codification des textes relatifs aux bourses de valeurs et au marché à terme d'instruments financiers)* : pour l'amendement n° 77 de M. Christian Pierret (de suppression du 2e alinéa de cet article disposant « que les décrets de codification ne pourront modifier le fond des textes législatifs ») (p. 6578).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 décembre 1987] :

Associations et syndicats (subventions versées aux —) (p. 6845).
Députés (vote personnel ; vote électronique) (p. 6844).
Droit budgétaire (respect du — ; budgets annexes) (p. 6845).
Partis politiques (rôle des — ; affaires Carrefour du développement, Luchaire et des fausses factures de Lyon) (p. 6844).
Prélèvements obligatoires (niveau des —) (p. 6844, 6845).
Protection sociale (réforme de la —) (p. 6844).
Référendum d'initiative populaire (p. 6844).

Discussion des articles [8 décembre 1987] :

Article 5 et état C annexé *(dépenses en capital des services civils : ouverture)* : contre l'amendement n° 70 du Gouvernement (financement des travaux de reconstruction au centre de détention de Saint-Maur) (p. 6888) ; délinquance et criminalité des immigrés ; laxisme du Gouvernement (p. 6889).

Article 13 *(régime fiscal de l'alcool éthylique d'origine agricole destiné à être utilisé comme carburant)* : son amendement n° 20 (extension du dispositif de cet article à la production d'éthanol à partir de topinambours) (p. 6920) ; adopté, après une première épreuve à main levée déclarée douteuse (p. 6921).

Après l'article 21 : son rappel au règlement : clarté des sous-amendements déposés par M. Aymeri de Montesquiou à l'amendement n° 55 du Gouvernement au projet de loi de finances rectificative pour 1987 (p. 6956).

— **Son rappel au règlement** : souhaite savoir quand sera inscrit à l'ordre du jour le projet de loi transformant la régie Renault en société anonyme [10 décembre 1987] (p. 7073).

— Projet de loi relatif à la transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 décembre 1987] :

Communiste (opposition —) (p. 7295).
Immigration (politique d'— menée avant 1981) (p. 7290).

Son rappel au règlement : longueur de l'intervention de M. Hage qui s'inscrit contre la question préalable opposée par M. Joxe et demande son adoption (p. 7278).

Renault-R.N.U.R. :
- endettement (et abandon par le Gouvernement d'une créance de 12 milliards de francs) (p. 7289) ;
- Etat (engagement et intervention de l'— actionnaire) (p. 7288) ;
- législation européenne (règles de la — du traité de Rome et de l'Acte unique européen) (p. 7288, 7290) ;
- privatisation (nécessité de —) (p. 7290) ;
- surcoût social par rapport à ses concurrents (p. 7290) ;
- transformation de Renault en société anonyme (raisons et moyens de la —) (p. 7289).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs (n° 1135).

Deuxième lecture, discussion des articles [22 décembre 1987] :

Article 7 : ses observations sur la réponse du Gouvernement aux amendements identiques n° 1 de M. Alain Griotteray et 2 de Mme Catherine Lalumière (droit d'agir en justice des associations dont l'objet est la défense des investisseurs en valeurs mobilières) ; nécessité de protéger les nouveaux consommateurs d'actions (p. 8059).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Financement des campagnes électorales.
Compte de campagne et comité de campagne (p. 84).

Financement des partis politiques :
Interdiction des dons des personnes publiques autres que l'Etat ainsi que ceux des personnes privées bénéficiant de subventions publiques (p. 85).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 et 4 février 1988] :

Titre Ier : *modifications de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'election du Président de la République au suffrage universel.*

Article 1er *(déclaration du patrimoine des candidats à l'élection présidentielle et du Président de la République) :* ses réserves sur cet article ; nécessité d'éviter un débat sur la fortune des candidats à la présidence de la République (p. 95).

Article 3 *(publication des comptes de campagnes des candidats à l'élection présidentielle) :* ses observations ; notion de justificatifs de recettes ; question des devis ; notion des dépenses payées ou engagées pour le compte du candidat (p. 102).

Après l'article 7 : soutient l'amendement n° 56 de M. Georges-Paul Wagner (inclusion dans la commission chargée de recevoir les déclarations de patrimoine du bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, du président du Conseil supérieur du notariat et du président de la compagnie nationale des commissaires aux comptes) : devenu sans objet (p. 111).

Article 9 *(financement des campagnes pour les élections législatives) :* ses réserves sur cet article ; comptes de campagne ; notion de recettes perçues selon leur nature avec leurs justificatifs ; établissements des dépenses selon certains critères (p. 127) ; contre l'amendement n° 70 de M. François Asensi (précisant que les dons manuels consentis à un candidat par des personnes physiques ne peuvent excéder 10 000 francs) (p. 132).

Après l'article 9 : ses observations sur l'amendement n° 48 de la commission et sur l'amendement n° 110 du Gouvernement (déductibilité des dons faits au profit des candidats) (p. 143).

Article 10 *(dépôt des comptes de campagne par les candidats aux élections législatives) :* ses observations (p. 165).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 7 ter *:* pour les amendements identiques n° 4 de la commission, n° 14 de M. Pierre Joxe et n° 25 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 259).

Article 10 : contre l'amendement n° 29 de M. Jacques Toubon (comptes de campagne certifiés par un expert-compatable) (p. 264).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et les titulaires de certains fonctions électives.*

Article 3 *(institution d'une commission de magistrats) :* ses observations sur la présence du président du Conseil national des commissaires aux comptes au sein de la commission (p. 177).

Titre III : *dispositions relatives au financement des partis et groupements politiques.*

Article 6 *(principe d'une aide de l'Etat au financement des partis) :* ses observations sur la nécessité d'une aide publique de l'Etat et des subventions aveugles accordées par le ministère de la Culture (p. 184).

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis) :* soutient l'amendement n° 78 de M. Georges-Paul Wagner (clés de répartition des aides accordées aux partis politiques) ; soutient l'amendement n° 51 de M. Georges-Paul Wagner (aide réservée aux partis ayant obtenu 5 % des suffrages exprimés) (p. 197) ; amendement n° 78 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 51 : rejeté (p. 200).

Article 9 *(publication des comptes des partis) :* ses observations sur l'imprécision de la rédaction de l'article et notamment sur la nature des comptes devant être certifiés ; soutient l'amendement n° 52 de M. Georges-Paul Wagner (rédactionnel) : adopté (p. 203).

DESCHAMPS (Bernard)

Député du Gard
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à créer des fonds régionaux d'initiative économique pour l'emploi et la croissance (n° 382) [3 décembre 1987] (p. 6761).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Baisse du pouvoir d'achat : propositions communistes [13 mai 1987] (p. 1068, 1069) ;

— Désarmement et sécurité de l'Europe : essais à Mururoa ; appel des Cents [10 juin 1987] (p. 2173).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution, ainsi que le débat et le vote sur cette déclaration (n° 627).

Explications de vote [7 avril 1987] :
Chômage (lutte contre le —) (p. 58).
Pauvreté (extension de la —) (p. 57).
Protection sociale (avenir du système de) (p. 58).
Situation économique de la France en avril 1987 (p. 58).
Vote hostile du groupe communiste (p. 58).

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, discussion des articles [21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *Plan d'épargne en vue de la retraite.*

Après l'artile 9 : soutient l'amendement n° 67 de M. Paul Chomat (réservant le bénéfice de la prime d'épargne-logement aux seuls épargnants réalisant un projet immobilier) ; politique du logement (p. 474) ; rejeté (p. 475).

Chapitre X : *modernisation du marché financier et dispositions diverses.*

Article 45 *(validation législative des transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé) :* son opposition à l'article ; article 34 de la Constitution (p. 521).

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles [14 mai 1987] [18 mai 1987] :

Article Ier *(dérogations aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail) :* son amendement n° 253 soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (durée légale du travail effectif étant fixée à trente heures par semaine pour le père ou la mère d'un enfant de moins de trois ans) (p. 1157) ; application de l'article 44-3 de la Constitution.

Article 5 *(instauration conventionnelle de cycles de travail) :* son amendement n° 274 (précisant la durée maximale du cycle du travail et subordonnant sa mise en œuvre à l'avis conforme du comité d'entreprise ou des délégués du personnel) (p. 1277) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1278).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 mai 1987] :
Emplois réservés (p. 1302).
Groupe communiste (propositions du — pour l'emploi des handicapés) (p. 1302, 1303).
Handicapés :
— insertion sociale et professionnelle (et notamment droit au travail) (p. 1301).
Handicaps (définition des —) (p. 1301).
Obligation d'emploi dans le secteur privé (p. 1301, 1302).
Obligation d'emploi dans le secteur public (p. 1302).
Syndicats (possibilité pour les — d'engager des actions judiciaires pour le respect du quota d'emploi des personnes handicapées) (p. 1302).

Discussion des articles [19 mai 1987] [20 mai 1987] :

Avant l'article Ier : son amendement n° 82 soutenu par M. Michel Peyret (droit au travail des handicapés) (p. 1327) ; rejeté (p. 1328).

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-1 du code du*

travail : définition de l'obligation d'emploi) : contre l'amendement n° 24 de M. Didier Chouat (travail à temps partiel pour les handicapés) (p. 1333) ; *article L. 323-2 du code du travail* (application de l'obligation d'emploi dans les collectivités et organismes publics) : son amendement n° 88 rectifié soutenu par M. Michel Peyret (établissement d'un rapport annuel sur le respect de l'obligation d'emploi dans le secteur public) (p. 1340) ; rejeté (p. 1341) ; *article L. 323-3 du code du travail* (bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : soutient l'amendement n° 91 de M. Jacques Roux (tendant à étendre le bénéfice de l'obligation d'emploi aux victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle dont le taux d'incapacité est inférieur à 10 %) : rejeté (p. 1344) ; *article L. 323-4 du code du travail* (calcul des effectifs de l'entreprise et du nombre des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 92 (inclusion dans l'effectif de l'entreprise des salariés occupant des emplois exigeant une aptitude particulière) : rejeté au scrutin public (p. 1377) ; soutient l'amendement n° 93 de M. Jacques Roux (majoration de décompte ; prise en compte multiple) : rejeté (p. 1378) ; *article L. 323-7 du code du travail* (délai-congé applicable aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 96 (suppression de la limite mise au délai-congé en cas de licenciement d'un travailleur handicapé) : rejeté (p. 1382) ; *article L. 323-8-2 du code du travail* (contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : soutient l'amendement n° 101 de M. Georges Hage (de suppression) : rejeté (p. 1386) ; soutient l'amendement n° 102 de M. Jacques Roux (montant de la contribution ne pouvant être inférieur à 2 000 fois le S.M.I.C. horaire) (p. 1400) ; rejeté au scrutin public ; soutient l'amendement n° 104 de M. Jacques Roux (comité d'entreprise, comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, délégués des personnels étant habilités à contrôler le versement de la redevance) : rejeté ; soutient l'amendement n° 103 de Mme Muguette Jacquaint (versement de la contribution faisant l'objet d'un contrôle obligatoire annuel de l'autorité administrative) : rejeté (p. 1401) ; *article L. 323-8-3 du code du travail* (gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : son amendement n° 105 (participation des organisations syndicales représentatives des salariés à l'office national gérant le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) (p. 1402) ; rejeté (p. 1403) ; *après l'article L. 323-8-5 du code du travail :* soutient l'amendement n° 125 de M. Jacques Roux (employeurs ne pouvant s'opposer à ce que des équipes spécialisées suivent l'activité des personnes handicapées en milieu ordinaire) : rejeté (p. 1409) ; *article L. 323-8-7 du code du travail* (droit de recours des associations des handicapés) : son amendement n° 109 (organisations syndicales représentatives pouvant exercer en justice toutes actions en faveur de tout salarié bénéficiaire des mesures tendant à favoriser l'emploi des travailleurs handicapés) : rejeté (p. 1411) ; *après l'article L. 323-8-8 du code du travail :* son amendement n° 147 (ministre de tutelle devant présenter devant le conseil national consultatif un rapport annuel concernant l'application des mesures destinées à favoriser l'emploi des handicapés) : retiré (p. 1412).

Article 3 *(commission départementale des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) :* soutient l'amendement n° 112 de M. Georges Hage (représentation des personnes handicapées dans la commission départementale) (p. 1416) ; rejeté ; son amendement n° 113 (représentation des maires du département et des élus du conseil général au sein de la commission départementale) (p. 1417) ; rejeté (p. 1418).

Article 5 *(coordination) :* soutient l'amendement n° 114 de M. Jacques Roux (contrôle des comités d'entreprise sur l'application de la législation concernant les handicapés) : rejeté (p. 1419).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [9 juin 1987] :

Titre IV : *dispositions relatives au travail et à l'emploi.*

Article 33 *(dispense de recherche d'emploi pour certaines catégories de chômeurs) :* ses observations (p. 2140).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Procédure des questions [16 juin 1987] :

Liban (otages français au —) (p. 2488).

— Projet de loi adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [7 juillet 1987] (p. 3720) :

Certificats d'indemnisation (échéancier des —) (p. 3721, 3722).
Evénements d'Afrique du Nord (p. 3721).

Son rappel au règlement : problème de l'amnistie des officiers généraux [7 juillet 1987] (p. 3727).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 901).

Première lecture, discussion de l'article unique [7 juillet 1987] :

Article unique *(nécessité pour les communes ou établissements publics de coopération intercommunale, de délibérer, dans un délai de six mois après publication de la loi, pour maintenir le droit de préemption urbain dans les zones urbaines couvertes par une ancienne zone d'intervention foncière ; cas des communes ayant délibéré entre le 26 avril 1987 et la date de publication de la loi) :* son amendement n° 1 (substituant la date du 25 décembre 1986 à celle du 26 avril 1987) ; pénalisation des communes ayant délibéré avant le 26 avril 1987 ; alors qu'elles se sont mises en conformité avec la loi Méhaignerie ; rejeté au scrutin public (p. 3759).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Article 1er *(définition de la sécurité civile ; plans d'organisation des secours ; urgence) :* ses observations (p. 3774) ; contre les amendements n° 107 de la commission de la défense et 154 de M. Joseph Franceschi (définition de la sécurité civile) (p. 3775) ; contre l'amendement n° 61 corrigé de la commission des lois (tendant à distinguer l'objet de la sécurité civile et les moyens nécessaires pour y parvenir) (p. 3776).

Article 3 *(autorité compétente pour diriger les opérations de secours) :* ses observations (p. 3783).

Article 5 *(pouvoirs du représentant de l'Etat au sein de la zone de défense) :* contre l'amendement n° 176 de M. Robert Chapuis (augmentation des effectifs des unités d'intervention de la sécurité civile) (p. 3791).

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre III : *défense de la forêt contre l'incendie.*

Avant l'article 17 : soutient l'amendement n° 110 de M. Vincent Porelli (maîtrise de l'urbanisme) (p. 3841) ; rejeté (p. 3842).

Article 18 *(mise en valeur agricole ou pastorale) :* ses observations (p. 3844, 3845).

Chapitre V : *prévention des risques technologiques.*

Avant l'article 30 : soutient l'amendement n° 138 de Mme Colette Goeuriot (promulgation d'une carte permanente de la circulation des flux des matières dangereuses) (p. 3859) ; rejeté (p. 3860).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Après l'article 9 : son amendement n° 61 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (taux zéro de T.V.A. sur des produits de base, rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes, augmentation de la fiscalité sur les bons anonymes) (p. 4387) ; rejeté au scrutin public (p. 4389).

Après l'article 18 : son amendement n° 73 soutenu par M. Jean Jarosz (augmentation de 10 % de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises travaillant dans le secteur de l'armement) (p. 4436) ; rejeté (p. 4437).

Deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— indemnisation du chômage (p. 5297).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

Accession à la propriété (p. 5396).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, discussion des articles [20 novembre 1987] [21 novembre 1987] :

Article 1er *(transformation en société anonyme de la caisse nationale de crédit agricole après absorption du fonds de garantie) :* ses observations (p. 6159, 6160) ; soutient l'amendement n° 22 de M. Jean Jarosz (tendant à rendre comme seuls actionnaires possibles les caisses régionales) (p. 6167) ; rejeté au scrutin public (p. 6168).

Article 13 *(conseil d'administration des caisses régionales) :* son amendement n° 33 soutenu par M. Marcel Rigout (majorité de 66 % pour les agriculteurs au sein du conseil d'administration) : adopté (p. 6261).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier de la Constitution, ainsi que débat et vote sur cette déclaration (n° 1105).

Explications de vote [3 décembre 1987] :

Droits des travailleurs (atteintes aux —) (p. 6749).
Economie française (évolution de l'—) (p. 6749).
Fiscalité (propositions communistes sur la —) (p. 6749).

— Son rappel au règlement : demande le rappel à l'ordre de M. Jean-Pierre Stirbois en raison de ses propos racistes (p. 6754).
Spéculation (encouragement à la — aux dépens des investissements productifs) (p. 6749).

— Son rappel au règlement : caractère inacceptable de la discussion du projet de loi sur Renault au cours d'une séance le samedi [10 décembre 1987] (p. 7088).

— Son rappel au règlement : regrette la clandestinité dont le Gouvernement veut entourer la discussion du projet de loi transformant la régie Renault en société anonyme [10 décembre 1987] (p. 7089).

— Son rappel au règlement : regrette les nombreux bouleversements qui sont apportés de façon impromptue à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée ; demande une suspension de séance afin d'étudier les dispositions concrètes qui s'imposent pour faire face à cette situation [11 décembre 1987] (p. 7191).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).

Première lecture, avant la discussion des articles [11 décembre 1987] et [17 décembre 1987] :

Loyers (niveau des —) (p. 7197).

— Projet de loi relatif à la transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 décembre 1987] :

Incidents survenus devant le Palais Bourbon (p. 7261).
Ordonnance du 16 janvier 1945 prise par le Gouvernement de la Libération (esprit de l'—) (p. 7293).

Son rappel au règlement : intervention brutale de la police à l'encontre d'une délégation de travailleurs de Renault venue porter une pétition à l'Assemblée Nationale ; absence de réponse du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, à l'intervention de Mme Hoffmann (p. 7261).

Renault - R.N.U.R. :
— atteinte aux libertés syndicales (p. 7247, 7294) ;
— cessions de filiales et d'actifs effectuées par Renault (p. 7251) ;
— privatisation (camouflée) (p. 7247, 7294) ;
— productions et innovation technologique (p. 7293) ;
— rôle social (et acquis sociaux) (p. 7293) ;
— solutions pour sortir Renault de la crise (p. 7272, 7294, 7295).

— Son rappel au règlement : attitude de M. André Fanton et de certains de ses collègues en séance face au précédent rappel au règlement de M. Maxime Gremetz mettant en cause le préfet de la Somme ; mort de Lucien Barbier, militant de la C.G.T. (p. 7430).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 82-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [2 février 1988] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie sur le projet de loi organique (p. 11, 12, 13) ; rejetée au scrutin public (p. 19).
Origines et motifs du dispositif proposé :
Financement actuel des partis politiques (et notamment « affaires » ayant mis en cause certains d'entre eux) (p. 11, 12) ; constitutionnalité du texte proposé (p. 13).
Financement des campagnes électorales :
Dons des personnes privées et déductibilité (plafonnement et déductibilité fiscale) (p. 12) ; dons des entreprises privées (p. 13).
Financement des partis politiques :
Dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) (p. 12).

DESCHAUX-BEAUME (Freddy)

Député de l'Eure
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, discussion des articles [9 avril 1987] :

Article Ier et annexe *(approbation des orientations de l'annexe) :* ses réserves sur les moyens affectés à la flotte de surface (p. 169).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [24 juin 1987] (p. 3123, 3131) [25 juin 1987] (p. 3158) :
Historique des événements d'Afrique du Nord et situation des rapatriés (p. 3168).
Incidences budgétaires des projets (p. 3169).
Indemnisation des rapatriés :
— certificats d'indemnisation (régime et échéancier du règlement des —) (p. 3169).

DESSEIN (Jean-Claude)

Député de la Somme
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 181, posée le 7 avril 1987 : **enseignement (fonctionnement : Somme)** (p. 67) ; appelée le 10 avril 1987 : **suppression de postes de l'éducation nationale dans la Somme** (p. 220).

DESTRADE (Jean-Pierre)

Député des Pyrénées-Atlantiques
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (économie, finances et privatisation : commerce extérieur) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038) [*J.O.* du 3 décembre 1987] (p. 14092).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) Tome V : **économie, finances et privatisation : commerce extérieur** (n° 965) [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur, en ce qui concerne les ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne (n° 626).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [6 mai 1987] :

Consommateurs (protection et information des —) (p. 940).
Directive européenne du 19 juillet 1982 (établissement d'un régime transitoire) (p. 940).
Discrimination (risque de —) (p. 940).
Etablissement des coiffeurs en France (conditions requises par la loi du 23 mai 1946) (p. 940).
Formation des coiffeurs (harmonisation des conditions de — dans la Communauté) (p. 940).
Qualification professionnelle des coiffeurs en France (p. 940).
Vote positif du groupe socialiste (p. 940).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Examen des crédits* [20 octobre 1987] :

Après l'article 71 : son amendement n° 107 (rapport du Gouvernement sur la répartition entre les différents ports autonomes de la dotation en capital qui leur est allouée et sur les modalités d'inscription aux comptes spéciaux du Trésor des recettes correspondantes) ; souci de clarifier le débat ; rejeté (p. 4560).

Commerce et artisanat. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Apprentissage et formation professionnelle (p. 4633).
Crédits budgétaires affectés au ministère (p. 4633).
Programme d'orientation artisanal (et notamment création du fonds d'aménagement des structures artisanales (F.A.S.A.)) (p. 4633).
Taxe additionnelle de droit au bail (et A.N.A.H.) (p. 4633).
Opérations de change (commissions prélevées sur les —) (p. 4885).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. *Vote des crédits* [4 novembre 1987] :

Etat C, titre VI : son amendement n° 244 (réduction des crédits) (p. 5403) ; rejeté (p. 5404).

Economie, finances et privatisation, services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'imprimerie nationale. — *Examen des fascicules.* Rapporteur pour avis [12 novembre 1987] :

Commerce extérieur :
- crédits des organismes compétents (p. 5728) ;
- politique commerciale extérieure (p. 5728, 5729).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la visibilité des amers, des feux et des phares et au champ de vue des centres de surveillance de la navigation maritime (n° 969).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 novembre 1987] :

Administration des phares et balises (crédits et effectifs de l'—) (p. 6062).
Fonctionnaires des douanes (exclusion des — des catégories de personnel susceptibles de constater les infractions aux servitudes) (p. 6062).
Servitudes de visibilité (indemnité due en contrepartie de l'institution de —) (p. 6062).
Servitudes de visibilité (infractions aux —) (p. 6062).
Servitudes de visibilité (réexamen des anciennes — et institution de nouvelles —) (p. 6062).
Signalisation maritime (visibilité des ouvrages de —) (p. 6062).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 décembre 1987] :

Commissionnaires agréés (p. 6646).
Fonds communs d'intervention sur les marchés à terme (p. 6645).
Harmonisation fiscale (p. 6645).
Marchés à terme de marchandises (et spécificité des —) :
— loi de 1983 (p. 6645).

Discussion des articles [2 décembre 1987] :

Article 1er *quater* *(opérateurs intervenant sur le marché à terme d'instruments financiers)* : ses observations sur les amendements n° 27 de M. Michel Cointat et n° 29 rectifié de M. Georges Tranchant (accès des commissionnaires agréés au M.A.T.I.F.) (p. 6668).

Article 1er *quindecies* *(sanctions des infractions aux lois et règlements sur le démarchage prononcées par le conseil du marché à terme)* : contre les amendements n° 46 et 47 de M. Bruno Gollnish (renforcement des garanties offertes aux contrevenants aux lois et réglements sur le démarchage) (p. 6672).

Article 2 *bis* *(fonds communs d'intervention sur les marchés à terme)* : pour le sous-amendement n° 40 du Gouvernement à l'amendement n° 23 de M. Jean-Paul Charié (suppression de la référence à l'indépendance de la chambre de compensation des marchés à terme par rapport aux organismes responsables des marchés) (p. 6675).

Après l'article 10 : contre les amendements n° 25 de M. Jean-Paul Charié et n° 34 de M. Georges Tranchant (syndicat professionnel du marché à terme de marchandises remplaçant les syndicats professionnels existants) (p. 6679).

DEVEDJIAN (Patrick)

Député des Hauts-de-Seine
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission spéciale constituée pour l'examen de la proposition de résolution (n° 798) présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute Cour de justice [*J.O.* du 10 juin 1987] (p. 6240).

Rapporteur de la proposition de loi, adopté par le Sénat, relative à la protection des personnes victimes de diffamation (n° 97) [18 juin 1987] (p. 2877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Foyer relative aux marques de fabrique, de commerce ou de service (n° 952) [5 novembre 1987] (p. 5483).

DEPOTS

Proposition de loi organique portant **maintien en activité des magistrats de cours d'appel et des tribunaux de grande instance (n° 940)** [9 juillet 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Titre III : *dispositions diverses.*

Après l'article 10 : contre le sous-amendement n° 102 de M. Michel de Rostolan à l'amendement n° 74 du Gouvernement (agression soviétique en Corée) ; répression de l'apologie des crimes contre l'humanité ; attitude du Front national (p. 4178).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, discussion des articles [18 novembre 1987] :

Article 21 *(article 1075 du code civil ; bénéficiaires des donations-partages et des testaments-partages)* : approuve cet article (p. 6027, 6028).

DHAILLE (Paul)

Député de la Seine-Maritime
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Allard tendant à faciliter la réalisation d'un nouveau fanchissement de l'estuaire de la Seine (n° 794).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 juin 1987] :

Etat (désengagement de l'—) (p. 2415).
Havre (développement économique du — et de la région) (p. 2415).
Péages (perception de —) (p. 2415).

— Projet de loi relatif à la transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 décembre 1987] :

Absence de concertation sur le projet (p. 7303).
Ordre du jour (p. 7301).
Renault - R.N.U.R. :
— endettement (et abandon par le Gouvernement d'une créance de 12 milliards de francs) (p. 7302, 7303) ;
— législation européenne (règles de la — du traité de Rome et de l'Acte unique européen) (p. 7301, 7302) ;
— productions et innovation technologique (p. 7302) ;
— salariés (situation et opinion des —) (p. 7302, 7303) ;
— transformation de Renault en société anonyme (raisons et moyens de la —) (p. 7302).

DHINNIN (Claude)

Député du Nord
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à autoriser la **duplication** des **logiciels** à des **fins pédagogiques (n° 1206)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 334, posée le 15 décembre 1987 : **propriété intellectuelle : droits d'auteur** (p. 7496) ; appelée le 18 décembre 1987 : **contrefaçons de logiciels à des fins pédagogiques** : législation actuelle sur la copie des logiciels entravant l'enseignement de l'informatique (p. 7722).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Questions* [22 octobre 1987] :

Charges fiscales et sociales (p. 4645).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

Nord-Pas-de-Calais (réhabilitation de l'habitat dans le —) (p. 5395).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987].

Après l'article 59 : son amendement n° 242 soutenu par M. Georges Tranchant (transfert de la taxe professionnelle aux groupements de communes) (p. 5885) ; retiré (p. 5886).

DIEBOLD (Jean)

Député de la Haute-Garonne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 19 février 1987] (p. 1909).

Cesse d'être non inscrit [*J.O.* du 19 février 1987] (p. 1909).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Airbus A 340 : mise en place du financement nécessaire à ce programme [8 avril 1987] (p. 87).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :

Avions de transport (p. 147, 148).

DIMEGLIO (Willy)

Député de l'Hérault
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission de la télématique [*J.O.* du 11 avril 1987] (p. 4177).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Associations (régime des —) (p. 3066).
Conception gouvernementale du mécénat (p. 3065).
Fondations (régime des —) (p. 3065).
Régime de déduction des versements effectués par des particuliers (p. 3066).
Rôle des entreprises dans le développement du mécénat (p. 3066).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [24 juin 1987] (p. 3123, 3131) [25 juin 1987] :

Consolidation des emprunts et des dettes (p. 3141).
Harkis (situation et actions en faveur des —) (p. 3141).
Historique législatif (p. 3139, 3140).
Incidences budgétaires des projets (p. 3140, 3141).
Indemnisation des personnes ayant cédé leurs biens en Algérie et des personnes dépossédées au Maroc en 1973) (p. 3141).
Indemnisation des rapatriés :
— certificats d'indemnisation (régime et échéancier du règlement des —) (p. 3141) ;
— champ d'application de l'indemnisation (p. 3142).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Article 5 *(dispositions applicables aux certificats d'indemnisation) :* son amendement n° 60 soutenu par M. Paul Chollet (cessibilité des certificats d'indemnisation) (p. 3202) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; son amendement n° 61 soutenu par M. Paul Chollet (cession des certificats d'indemnisation exonérée de toute imposition) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3203).

Commission mixte paritaire, explications de vote [7 juillet 1987] (p. 3720) :

Certificats d'indemnisation (échancier des —) (p. 3724, 3725).
Vote positif du groupe U.D.F. (p. 3725).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Première lecture, avant la discussion des articles [6 octobre 1987] :

Cours administratives d'appel (organisation des —) (p. 3956, 3957).
Recours (délais de et affaires en instance) (p. 3956).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention aur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 octobre 1987] :

Drogue (importance de la consommation et du trafic) (p. 4057).
Trafic de stupéfiants répression du —) :
— coopération européenne (p. 4058) ;
— coopération internationale (p. 4058) ;
— sanctions financières contre les trafiquants et contre le « blanchissement » des fonds provenant du trafic (p. 4058).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Action sociale, assistance et solidarité (crédits d'—) (p. 4689).
Allocation supplémentaire du fonds national de solidarité (F.N.S.) (cumul de l' — avec une pension d'invalidité) (p. 4689).
Harkis (p. 4689).
Pensions (proportionnalité des —) (p. 4685).
Rapport constant (rattrapage du —) (p. 4689).
Veuves et orphelins de guerre et ascendants (p. 4689, 4690).

Culture et communication. Communication. — *Questions* [6 novembre 1987] :

Remplaçant M. Charles Revet : couverture audiovisuelle du territoire (p. 5562).
Création audiovisuelle française et la Sept (p. 5561).
Remplaçant M. Ladislas Poniatowski : satellites (p. 5562).

Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :

Rapatriés (indemnisation, rapatriement des avoirs d'Afrique du Nord, retraites) (p. 5785, 5786).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 décembre 1987] :

Collectivités locales (rôle des —) (p. 7591).
Développement des enseignements artistiques (nécessité du —) (p. 7590).
Participation d'intervenants extérieurs dans les enseignements artistiques (p. 7591).
Reconnaissance des établissements privés d'enseignement artistique (p. 7591).

DOMENECH (Gabriel)

Député des Bouches-du-Rhône
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 mai 1987] :

Immigration (contrôle de l'—) (p. 1457, 1458, 1459).
Marché du travail (p. 1458).
Préférence nationale pour l'emploi (p. 1457, 1458).
Proposition de loi socialiste de 1931 (p. 1459).

Discussion des articles [22 mai 1987] :

Titre Ier : *actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Article Ier *(financement par l'Etat d'actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi) :* soutient l'amendement n° 57 de M. Christian Baeckeroot (limitant aux Français et aux ressortissants de la C.E.E. les dispositions de cet article) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1525).

Article 2 *(définition des actions de réinsertion et exonération de cotisations sociales des contrats de réinsertion en alternance), article L. 980-14 du code du travail :* soutient l'amendement n° 60 de M. Christian Baeckeroot (application de l'article 2 aux demandeurs d'emploi de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.), application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1535).

Après l'article 5 : son amendement n° 94 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (suppression pour les organisations syndicales représentatives de la possibilité d'exercer en justice des actions nées en faveur des travailleurs étrangers) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1560) ; soutient l'amendement n° 117 de M. Christian Baeckeroot (bénéfice de l'aide au retour entraînant la perte définitive des droits au séjour et au travail en France) : application de

l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 118 de M. Christian Baeckeroot (expulsion des personnes ayant enfreint la législation relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers) : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1566).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marcel Lucotte tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 746).

Première lecture, explications de vote [4 juin 1987] :

Abstention du groupe du Front national (p. 1966).
Découpage électoral (p. 1966).
Union nécessaire du Front national et de la droite pour les futures échéances électorales (p. 1966).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 et 5 juin 1987] :

Dispositions relatives à la santé :
— S.I.D.A. (dépistage anonyme et gratuit du —) (p. 2002).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Catastrophes et risques (énumération des —) (p. 3295, 3296).
C.I.R.C.O.S.C. (Centre interrégional de coordination des secours) (p. 3296, 3297).
Conservatoire de la forêt méditerranéenne (p. 3297).
Forêts (lutte contre les incendies de —) (p. 3297).
Information (p. 3297).
Sécurité civile (organisation de la —) (p. 3296).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule* [6 novembre 1987] :

Agence France-Presse (p. 5543).
Information (droit à l'—) (p. 5543, 5544).
Journalisme (déontologie du —) (p. 5544, 5545, 5546).
Presse écrite :
— aide de l'Etat (p. 5543) ;
— Chapelle Darblay (p. 5543) ;
— publicité d'Etat (p. 5543).

DOMINATI (Jacques)

Député de Paris
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 4 avril 1987] (p. 3731).

Président de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

Président de cette commission [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la production et des échanges sur les **relations économiques franco-yougoslaves (n° 1225)** [3 février 1988].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles [23 juin 1987] :

Article 2 *(détermination des bénéficiaires des versements effectués par les particuliers des entreprises ouvrant droit à déduction et régime de déduction fiscale des entreprises) :* son amendement n° 71 (associations tendant à promouvoir les échanges culturels et scientifiques au sein de la communauté économique européenne bénéficiant du régime de déduction institué par le projet de loi) : non soutenu (p. 3083).
Article 11 *(élargissement des ressources des associations) :* son amendement n° 74 (association déclarée pouvant accepter des libéralités entre vifs ou testamentaires dans des conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat) : non soutenu (p. 3710).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*
Chapitre I^er^ : *information.*
Article 15 *(information du public) :* ses observations (p. 3812, 3813).
Après l'article 15 : soutient l'amendement n° 31 de la commission de la production (statut du Conseil supérieur de la sécurité et de l'information nucléaire) (p. 3819) ; rejeté au scrutin public (p. 3821) ; ses observations sur l'amendement n° 32 rectifié de la commission de la production (amélioration de l'information du Parlement en matière nucléaire) (p. 3822).

DOUFFIAGUES (Jacques)

Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports.

DEPOTS

— Projet de loi relatif au **corps des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne (n° 970)** [14 octobre 1987].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Jean Diebold : Airbus A 340 : existence d'un marché potentiel suffisant [8 avril 1987] (p. 87) ;

— M. François Grussenmeyer : train à grande vitesse Est : bonne coopération européenne en matière de réseaux du T.G.V. [20 mai 1987] (p. 1360) ;

— M. Paul Chomat : difficultés des offices d'H.L.M. et revendications de leurs locataires : responsabilités des organismes d'H.L.M. ; examen d'une mesure complémentaire d'allégement de la dette des organismes d'H.L.M. [20 mai 1987] (p. 1364) ;

— M. Bernard-Claude Savy : grève des contrôleurs aériens : abrogation de la règle du trentième indivisible par une loi d'octobre 1982 ; appel des grévistes à la raison [10 juin 1987] (p. 2180, 2181) ;

orales sans débat de :

— M. Michel Crépeau (n° 198) : aménagement du territoire dans l'Ouest : infrastructures autoroutières et routières prévues ; fixation des 1985 du programme d'investissement S.N.C.F. pour la période 1985-1989 ; possibilités d'amélioration à l'étude [24 avril 1987] (p. 661, 662) ;

— M. Gérard Bordu (n° 193) : abonnement S.N.C.F. et extension du bénéfice de la « carte orange » : sous-tarification de fait des abonnements à libre circulation compensée par un rattrapage tarifaire [24 avril 1987] (p. 663) ; existence d'un abonnement complémentaire Ile-de-France procurant des réductions équivalentes à celles de la carte orange (p. 664) ;

— M. Charles Ehrmann (n° 215) : réseau autoroutier de la Côte d'Azur : poursuite des aménagements nécessaires [15 mai 1987] (p. 1191, 1192) ;

— **M. Henri Cuq (n° 204) : route nationale 20 et tunnel du Puymorens** : aménagement de la région Midi-Pyrénées [15 mai 1987] (p. 1193) ;

— **M. Augustin Bonrepaux (n° 211) : route nationale 20 et tunnel du Puymorens** : poursuite des études préliminaires [15 Mai 1987] (p. 1194) ;

— **M. Michel Lambert (n° 212) : bassin d'emploi de Flers-Condé-sur-Noireau** : implantation d'entreprises ; desserte autoroutière de la Basse-Normandie [15 mai 1987] (p. 1194, 1195) ;

— **Mme Jacqueline Hoffmann (n° 208) : transfert des services de la météorologie à Toulouse** : regroupement des services ; leur rapprochement de l'école nationale et des laboratoires de recherche de la météorologie ; volontariat des agents concernés [15 mai 1987] (p. 1196) ;

— **M. Jean-Jacques Hyest (n° 213) : industrie téléphonique** : cession de la C.G.C.T. ; critères retenus pour le choix de la proposition de Matra et Ericsson [15 mai 1987] (p. 1197) ;

— **M. Emile Koehl (n° 249) : transports routiers de voyageurs** : personnels et services concernés ; possibilités de dérogation par accord des partenaires sociaux [12 juin 1987] (p. 2305) ;

— **M. Jean Bardet (n° 240) : tracé du T.G.V. Nord** : attente d'un dossier complémentaire en cours d'élaboration pour ouvrir la concertation avec les élus locaux [12 juin 1987] (p. 2307) ;

— **M. Pierre Pascalon (n° 284) : liaison routière Clermont-Ferrand-Limoges** : liaison assurée selon le nouveau schéma directeur par des voies autoroutières ou à caractéristiques autoroutières [20 novembre 1987] (p. 6135, 6136) ;

— **M. Alain Griotteray (n° 295) : imprimerie moderne de Maisons-Alfort** : engagements initiaux tenus par tous les partenaires financiers ; équilibre compromis par la perte de marchés d'impression [20 novembre 1987] (p. 6136, 6137) ;

— **M. Georges Hage (n° 292) : enseignements secondaire et supérieur** : réussite de la rentrée scolaire 1987 ; priorité accordée à l'éducation nationale dans le projet de budget pour 1988 ; possibilité d'élaborer un projet de loi de programme sur l'éducation nationale [20 novembre 1987] (p. 6138, 6139) ;

— **M. Jean-Pierre Reveau (n° 307) : société Air-Inter** : cession des parts détenues par la S.N.C.F. afin de recentrer son activité sur le secteur ferroviaire ; maintien d'Air-Inter dans le secteur public ; possibilité pour le personnel de devenir actionnaire [27 novembre 1987] (p. 6484).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 610) et portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).**

Première lecture, avant la discussion des articles, discussion commune [22 avril 1987] :

Activités portuaires (p. 583).
Adaptation de la législation française (p. 557).
Aménagement du territoire (p. 556, 557, 558, 583).
Droits et obligations des concessionnaires (p. 556, 557, 582, 583, 584).
Droits et obligations des deux Gouvernements (p. 556).
Emplois (retombées sur le nombre d'—) (p. 557, 582).
Environnement (défense de l'—) (p. 582, 583).
Equipements hospitaliers (p. 584).
Eurotunnel (choix du projet) (p. 556, 557, 582).
Financement sur fonds privés (p. 556, 584).
Fonds de développement du littoral (p. 585).
Grande-Bretagne (accueil réservé au projet en —) (p. 582).
Infrastructures autoroutières, routières et ferroviaires (plan d'accompagnement en —) (p. 557, 558, 583, 584).
Manche (inquiétudes du département de la —) (p. 583).
Nord-Pas-de-Calais (retombées économiques sur la région —) (p. 557, 582).
Péages autoroutiers (p. 584).
Rattachement de la Grande-Bretagne à l'Europe (p. 556).
Relations Eurotunnel-S.N.C.F. et Eurotunnel-British Railways (p. 557, 585).
T.G.V. Nord (p. 558, 584).
Traité de Cantorbéry (élaboration du —) (p. 556).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen du fascicule* [4 et 6 novembre 1987] :

Aéronautique (industrie) (p. 5491, 5492, 5500, 5501).
Aéroports (p. 5491).
Crédits (évolution, montant, répartition) (p. 5499).
Espace (politique de l'—) (p. 5500).
Gazole (déduction de la T.V.A. sur le —) (p. 5492, 5500).
Orly (amélioration de la desserte de l'aéroport d'—) (p. 5491).
Régie autonome des transports parisiens (R.A.T.P.) (p. 5491).
Société nationale des chemins de fer (S.N.C.F.) (p. 5490, 5491, 5500).
Train à grande vitesse (programme) (p. 5491, 5499, 5500).
Transport aérien (marché du — et déréglementation) (p. 5492, 5499).
Transport urbain et interurbain (p. 5500).
Voies navigables (p. 5491, 5499, 5500).

Réponses aux questions :

Barrage de Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux (rupture du — et mise à grand gabarit de la liaison Seine-Est) (M. Gérard Bordu) (p. 5505).

Commission Grégoire (suite des études de la — et réalisation du canal à grand gabarit Compiègne-Valenciennes) (M. Roland Nungesser) (p. 5509).

Coopération Airbus-Mac Donald-Douglas (M. Robert Montdargent) (p. 5506).

Liaison aérienne de la Corse avec le continent (M. Emile Zuccarelli) (p. 5503).

Liaison Niffer-Mulhouse (voie fluviale Rhin-Rhône) (M. François Grussenmeyer) remplaçant M. Pierre Weisenhorn) (p. 5505).

R.A.T.P.-S.N.C.F. (liberté de gestion) (M. Ladislas Poniatowski) (p. 5508).

Tourisme fluvial (M. Roland Nungesser) (p. 5509).

Train à grande vitesse (contournement de l'agglomération lyonnaise) (M. Christian Nucci) (p. 5502).

Train à grande vitesse (contournement Est de Lyon et traversée de La Verpillière et de la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau par la R.N. 6) (M. Georges Colombier) (p. 5506).

Train à grande vitesse Est (M. François Grussenmeyer) (p. 5503).

Vote des crédits : **Etat B, titre IV** : contre l'amendement n° 180 corrigé de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) (p. 5511) ; contre l'amendement n° 40 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) (p. 5512) ; **état C, titre V** : contre l'amendement n° 237 de M. Laurent Vergès (réduction des crédits) (p. 5513) ; **après l'article 71** : contre l'amendement n° 222 de M. Michel Cartelet (rapport présenté au Parlement par le Gouvernement exposant le mode de financement de la dotation consacrée à la modernisation des voies navigables) (p. 5515).

— **Projet de loi relatif au corps des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne (n° 970).**

Première lecture, avant la discussion des articles [2 décembre 1987] :

Adaptation et modernisation de la navigation aérienne (p. 6702, 6703).
Accord du 31 juillet 1987 (p. 6706).
Contrat d'intéressement (p. 6703).
Grève des contrôleurs aériens (p. 6707).

Officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne :

Catégorie (p. 6702).
Conditions d'accès au corps (p. 6706, 6707).
Création d'un corps de la fonction publique d'— (p. 6702).
Spécificité de la fonction de contrôle (p. 6702).

Services de la navigation aérienne (organisation des —) (p. 6702).

Discussion des articles : **article 1er** *(corps des officiers contrôleurs en chef de la navigation aérienne ; définition de fonction ; statut) :* contre l'amendement n° 1 de M. Vincent Porelli (modalités de recrutement des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne) ; présentation de droit des projets de loi devant le Conseil d'Etat ; amendement relevant du domaine réglementaire.

Explications de vote : recherche de productivité (p. 6707).

DOUSSET (Maurice)

Député d'Eure-et-Loir
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 647) tendant à réprimer le commerce clandestin des objets d'art, d'antiquité et d'occasion [11 juin 1987] (p. 2300).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à réprimer le **commerce clandestin** des **objets d'art**, d'antiquité et d'occasion **(n° 647)** [14 avril 1987].

Proposition de loi tendant à **l'application immédiate des modifications aux règles de procédure en matière fiscale (n° 707)** [7 mai 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

Financement des lycées par les régions [12 novembre 1987] (p. 5753).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] : Remembrement (fiscalité du —) (p. 4769).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, discussion des articles [20 novembre 1987] [21 novembre 1987] :

Article 1er *(transformation en société anonyme de la caisse nationale de crédit agricole après absorption du fonds de garantie) :* défend l'amendement n° 11 de la commission de la production (individualisation du fonds commun de garantie) ; considère à titre personnel qu'il n'a plus d'objet (p. 6164) ; rejeté (p. 6166).

Article 14 *(dispositions transitoires) :* son sous-amendement n° 102 à l'amendement n° 95 du Gouvernement (non abrogation du premier alinéa des articles 654 et 699 du code rural) : adopté ; son amendement n° 82 : devenu sans objet (p. 6262).

DOUYERE (Raymond)

Député de la Sarthe
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le développement du mécénat (n° 795) [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (taxes parafiscales) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les bourses des valeurs (n° 1002) [*J.O.* du 10 décembre 1987] (p. 14382).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 46 : **taxes parafiscales (n° 960)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Privatisation de la caisse nationale de crédit agricole : projet contraire aux intérêts de l'agriculture française ; nombreuses réticences du monde rural [17 juin 1987] (p. 2515) ;

— Privatisation des entreprises d'assurances : précipitation à privatiser l'U.A.P. ; situation des assurés sur la vie [7 octobre 1987] (p. 3989) ;

— Loi de finances rectificative pour 1987 [9 décembre 1987] (p. 7011) ; demande l'utilité exacte de crédits supplémentaires octroyés à M. le Premier ministre pour ses « **missions d'information** » (p. 7012).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [11 juin 1987] :

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Article 39 *(recrutement de contractuels par l'Etat) :* soutient l'amendement n° 229 de Mme Martine Frachon (suppression de l'assouplissement des conditions de recrutement de contractuels de catégorie A) : rejeté (p. 2266).

Son rappel au règlement : regrette la modification incessante de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale [23 juin 1987] (p. 3045).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 3046, 3048) : rejetée (p. 3048).

Associations culturelles ou de bienfaisance (et problème des sectes) (p. 3046, 3048).

Discussion des articles [23 juin 1987] :

Article 2 *(détermination des bénéficiaires des versements effectués par les particuliers des entreprises ouvrant droit à déduction et régime de déduction fiscale des entreprises) :* financement des associations culturelles ou de bienfaisance (p. 3072) ; demande une suspension de séance (p. 3095) ; **son rappel au règlement** : demande la présence du ministre de la culture (p. 3096).

Discussion des articles [7 juillet 1987] :

Article 4 *(acquisition d'œuvres d'art par les entreprises) :* contre le sous-amendement n° 97 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (régime fiscal devant également couvrir les dons d'œuvres d'art aux associations reconnues d'utilité publique et aux fondations du secteur culturel) (p. 3694, 3695) ; soutient le sous-amendement n° 101 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (Etat bénéficiant d'un droit de préemption au cas où l'entreprise met le bien en vente) : rejeté (p. 3696).

Article 6 *(assimilation des dépenses de parrainage à des frais généraux) :* contre l'amendement n° 10 de la commission (régime des dépenses engagées au profit du comité d'organisation des seizième Jeux Olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie) (p. 3704).

Article 10 *(abattement de la taxe sur les salaires pour le secteur associatif) :* soutient l'amendement n° 87 de M. Christian Pierret (limite de l'abattement indexée sur la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 3708) ; rejeté.

Article 11 *(élargissement des ressources des associations)* : soutient l'amendement n° 88 de M. Christian Pierret (suppression des dispositions relatives aux associations dotées de la grande capacité) (p. 3709) ; rejeté (p. 3710).

Avant l'article 13 : utilisation du terme de fondation(p. 3730).

Article 13 *(protection du titre de fondation)* : contre l'amendement n° 47 de M. François d'Aubert (suppression du dispositif pénal sanctionnant le non respect des dispositions de cet article) (p. 3732).

Seconde délibération du projet de loi [7 juillet 1987] :

Article 2 *ter* : contre l'amendement n° 1 du Gouvernement (régime fiscal des versements effectués par les particuliers au profit du comité d'organisation des 16e Jeux Olympiques d'hiver) (p. 3738).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Allégements d'impôt (p. 4256).
Pouvoir d'achat (p. 4257).
Prélèvements obligatoires (p. 4256).

Première partie, discussion des articles [14 et 15 octobre 1987] :

Article 1er *(autorisation de percevoir les impôts existants)* : caractère inégalitaire de l'impôt sur le revenu ; inégalités dans les allégements fiscaux (p. 4309).

Avant l'article 5 : soutient l'amendement n° 143 de M. Christian Pierret (impôt sur les sociétés porté à 50 % — taux de 40 % pour les bénéfices non distribués — nouveau taux d'amortissement — modification du régime d'imposition des plus-values) ; aide spécifique à l'investissement (p. 4330) ; **son rappel au règlement** : termes utilisés par M. Jean-Claude Martinez pour qualifier l'amendement n° 144 de M. Christian Pierret ; rejeté au scrutin public (p. 4331).

Article 5 *(crédit d'impôt recherche)* : son sous-amendement n° 153 à l'amendement n° 57 de M. Jean Giard (éligibilité des dépenses de recherche au crédit d'impôt recherche après présentation au comité d'entreprise) (p. 4359) ; absence d'information des comités d'entreprise sur les dépenses de recherche ; rejeté au scrutin public ; **son rappel au règlement** (article 53, alinéa 1 du Réglement) : ses observations sur la déclaration de M. Alain Juppé concernant la poussée d'adrénaline dont il aurait été victime (p. 4360).

Après l'article 6 : soutient l'amendement n° 146 de M. Christian Pierret (amélioration du mécanisme de report en arrière en contrepartie d'un effort d'investissement — rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes) : rejeté (p. 4368).

Deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [3 novembre 1987] :

Son rappel au règlement : demande que le rapport sur le chômage de l'O.F.C.E. soit inscrit à l'ordre du jour (p. 5286).

Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés. — *Examen des fascicules.* Rapporteur spécial [12 novembre 1987] :

Agriculture (fonds de développement agricole (F.N.D.A.) et agence nationale de développement agricole (A.N.D.A.) (p. 5781, 5782).
Culture (taxes parafiscales) (p. 5782).
Industrie (taxes parafiscales) (p. 5782).
Taxes parafiscales (définition, contrôle et nombre) (p. 5780, 5781, 5782).

Vote des crédits :

Taxes parafiscales.

Etat E, ligne 1 : soutient l'amendement n° 104 de la Commission (suppression de cette ligne ; taxe sur les granulats perçue par le B.R.G.M.) : adopté.

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [17 décembre 1987] :

Epargne (mesures en faveur de l'—) (p. 7669).
Hypothèses économiques du Gouvernement (p. 7668).
Inégalités sociales (accroissement des —) (p. 7668).
Reprise par le Gouvernement de propositions du Groupe socialiste en matière de crédit d'impôt formation (p. 7669).

Discussion des articles :

Après l'article 4 : pour l'amendement n° 14 du Gouvernement (mensualisation des pensions — limitation de la base taxable à l'impôt sur le revenu à 12 mensualités) ; revirement du Gouvernement sur ce sujet (p. 7683).

Titre III, état B : ses observations sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (majoration de 44 millions de francs des crédits de la justice pour la rémunération des surveillants de prison et des emplois créés en 1988).

Après l'article 53 : ses observations sur la qualité rédactionnelle de l'amendement n° 15 du Gouvernement et sur son dépôt tardif ; absence de délibération du comité d'entreprise sur les dépenses de formation (p. 7687).

Explications de vote :

Déficit budgétaire (p. 7688).
Hypothèses économiques du Gouvernement (p. 7688).
Propositions du groupe socialiste (p. 7688).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 7688).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 6151, 6155) ; rejetée au scrutin public (p. 6158).
Caisse nationale de crédit agricole :
— conseil d'administration (représentation et poids des caisses régionales) (p. 6153) ;
— directeur général (nomination) (p. 6151, 6152) ;
— évaluation de la — (p. 6151, 6154, 6155) ;
— statut (p. 6151, 6152, 6153).
Crédit agricole :
— cotation (rating) du — (p. 6152, 6154) ;
— développement et adaptation (p. 6151, 6155) ;
— indépendance du — à l'égard de l'Etat (p. 6151) ;
— personnel (participation et statut du —) (p. 6153) ;
— prêts bonifiés (monopole de distribution des —) (p. 6153).
Fonds commun de garantie (p. 6151, 6152).
Mutualisation ou privatisation (p. 6152).
Notaires (dépôts des —) (p. 6154).
Recettes (affectation des — de la mutualisation) (p. 6153).

Discussion des articles [20 novembre 1987] :

Article 1er *(transformation en société anonyme de la Caisse nationale de crédit agricole après absorption du fonds de garantie)* : **son rappel au règlement** : rappelle à M. Philippe Vasseur qu'il doit indiquer au nom de la commission l'avis favorable donné à l'amendement présenté par M. Michel Cointat (p. 6166).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les bourses de valeurs (n° 1002)

Première lecture, avant la discussion des articles [30 novembre 1987] :

Actionnaires (protection des —) (p. 6543).
Commission des opérations de bourse (p. 6542, 6543) :
— mandat du président (p. 6542).
Concurrence financière internationale (p. 6541).
Conseil des bourses de valeur (p. 6543).
Coût des transactions (p. 6541).
Marché financier de Paris (situation et évolution du —) (p. 6541).
Période transitoire (p. 6542).
Privatisation (protection des petits porteurs) (p. 6543).
Recours contre les décisions prises par le conseil des bourses de valeurs et la C.O.B. (p. 6542).
Sanctions pécuniaires) (p. 6542).
Sociétés de bourses (p. 6542).

Discussion des articles [30 novembre 1987] (p. 6545, 6558), [1er décembre 1987] (p. 6599) :

Chapitre I : *des sociétés de bourse.*

Article 4 *(agrément des sociétés de bourse par le conseil des bourses de valeurs)* : soutient l'amendement n° 61 de M. Christian Pierret (agrément par le ministre de l'économie et des finances après avis du conseil des bourses) ; corporatisme ; risque de numerus clausus ; rejeté (p. 6547) ; mise en place d'un protectionnisme (p. 6548).

Chapitre II : *du conseil des bourses de valeurs.*

Article 6 *(règlement du conseil des bourses de valeurs)* : soutient l'amendement n° 66 de M. Christian Pierret (appro-

bation du règlement par la commission des opérations de bourse) (p. 6549) ; rejeté (p. 6550).

Article 7 *(compétence disciplinaire du conseil des bourses à l'égard des sociétés de bourse) :* soutient l'amendement n° 69 de M. Christian Pierret (caractère obligatoire des sanctions pécuniaires prononcées par le conseil des bourses) ; extension de la saisine du conseil des bourses ; rejeté au scrutin public (p. 6559).

Article 9 *(institution financière spécialisée) :* ses observations sur l'amendement n° 34 de la commission (création d'un corps de contrôle au sein de l'institution financière spécialisée) (p. 6562).

Chapitre III : *dispositions particulières à la commission des opérations de bourse.*

Article 11 *(pouvoir d'enquête de la C.O.B.) :* **son rappel au règlement** : ses observations sur l'attitude du Gouvernement tendant à reporter à la commission mixte paritaire la discussion d'une partie du texte (p. 6567).

Article 14 *(délit de manipulation de cours) :* soutient l'amendement n° 75 de M. Christian Pierret (extension du délit de manipulation de cours) : rejeté (p. 6571).

Article 18 *bis* *(association des sociétés de bourse) :* nécessité d'une association représentant collectivement les sociétés de bourse pour les négociations sociales dans la profession et l'information du public (p. 6574).

Après l'article 23 : déclaration de M. Edouard Balladur sur la mise en place d'un système de convertibilité pour les actions des futurs privatisées ; spoliation des petits épargnants avec la crise boursière ; maintien des cours (p. 6579) ; soutient l'amendement n° 91 de M. Christian Pierret (action en justice des associations d'actionnaires contre les administrateurs de la société) (p. 6600) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 80 de M. Christian Pierret (action en justice des associations d'épargnants) : rejeté au scrutin public (p. 6601) ; soutient l'amendement n° 82 de M. Christian Pierret (publication du prix auquel s'effectuent les transactions de gré à gré portant sur plus de 20 % du capital — mention de l'acquéreur et du vendeur) ; vente de la Générale Occidentale à la C.G.E. (p. 6602) ; rejeté au scrutin public (p. 6603).

Chapitre II : *du conseil des bourses de valeurs.*

Article 5 *(précédement réservé) (fonctionnement et composition du conseil des bourses de valeurs) :* soutient l'amendement n° 62 de M. Christian Pierret (possibilité de suppléance du représentant des employés des sociétés de bourse) ; soutient l'amendement n° 63 de M. Christian Pierret (présence d'un représentant du personnel de l'institution financière spécialisée au conseil des bourses de valeurs) ; rejeté au scrutin public (p. 6605) ; représentation du personnel de l'institution financière spécialisée au conseil des bourses de valeurs ; amendement n° 63 : rejeté au scrutin public (p. 6606).

Seconde délibération du projet de loi (p. 6608).

Article 18 *bis* *:* ses observations (p. 6608).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).**

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 13 : ses observations sur l'amendement n° 12 de M. Philippe Vasseur (désaffectation du produit de la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole en vue de son attribution à des actions en faveur de l'agriculture) et les amendements n° 61 de M. Jacques Bompard, n°18 de M. Pierre Joxe, n° 38 de M. Jean Briane, n° 13 de M. Philippe Vasseur, n° 35 de M. Jean Briane, n° 27 de la commission, n° 14 de M. Philippe Vasseur et n°53 de M. François d'Aubert (objets voisins) ; propos de M. Cointat sur le caractère indicatif de ces amendements ; possibilité d'affecter une partie du produit de la mutualisation du crédit agricole au fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale ; réseau électrique breton étant dévasté (p. 6930).

Article 18 *(harmonisation du régime des plus-values à court terme réalisées sur la cession de biens acquis par crédit-bail) :* contre l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) (p. 6949).

DROUIN (René)

Député de la Moselle
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Conséquences de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement** : [8 avril 1987] (p. 83) ;

— **Politique industrielle** : forte dégradation de nos échanges industriels ; situation de la Lorraine [27 mai 1987] (p. 1703) ;

orales sans débat :

— **n° 299**, posée le 17 novembre 1987 : **sidérurgie (emploi et activité)** (p. 6007) appelée le 20 novembre 1987 : **sidérurgie des produits longs** : inquiétude accrue après la démission forcée de M. Jean Jacquet, P.D.G. d'Unimétal-Ascométal ; changement de politique qu'implique son remplacement par M. Francis Mer (p. 6146, 6147).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. *Questions* [29 octobre 1987] :

Remplacé par M. Auguste Bonrepaux : recherche industrielle (p. 5095, 5096).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Vote des crédits* [4 novembre 1987] :

Etat B, titre IV : son amendement n° 227 (réduction des crédits) (p. 5399) ; retiré (p. 5400).

— **Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).**

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Titre II : *dispositions relatives aux interventions économiques des collectivités locales.*

Article 14 *(contrôle financier des comptes des collectivités locales) :* ses observations et réserves sur cet article ; seuil déterminant le contrôle des petites communes par le T.P.G. ; droit d'évocation et de réformation de la chambre régionale des comptes (p. 7449, 7450).

Article 15 *(retrait d'une commune d'un syndicat en cas de modification de la réglementation) :* ses observations sur cet article ; groupe de travail du sénateur Barbier ; pouvoir discrétionnaire du représentant de l'Etat pouvant autoriser la sortie d'une commune du syndicat passant outre à l'avis du comité syndical (p. 7471, 7472).

DRUT (Guy)

Député de la Seine-et-Marne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DUBERNARD (Jean-Michel)

Député du Rhône
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (éducation nationale : recherche) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° X : **éducation nationale : recherche (n° 961)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Vente d'armes à l'Iran** : affaire Luchaire ; demande la composition de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériel de guerre [25 novembre 1987] (p. 6437).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).**

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Autorité administrative (répartition des pouvoirs avec le personnel médical) (p. 746).
Chef de service (statut et rôle du —) (p. 746).
Commission médicale d'établissement (C.M.E.) (p. 746).
Pôles d'activités (p. 746).
Service (rétablissement du —) (p. 746).

Explications de vote [30 avril 1987] :

Chefs de service (p. 822).
Politique hospitalière du Gouvernement (p. 822).
Vote positif du groupe R.P.R. (p. 822).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, première partie :

Education Nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. — *Examen des fascicules* [29 octobre 1987] :
Rapporteur pour avis.

Recherche :
Chercheurs (effectif des —) (p. 5055).
Crédit d'impôt — recherche (p. 5058).
Effort budgétaire de recherche-développement (E.B.R.D.) (p. 5058).
Fonds de recherche et de technologie (F.R.T.) (p. 5058).
Ingénieurs, techniciens et agents (I.T.A.) (p. 5059).
Programme de développement technologique et filière (cas de l'électronucléaire, de l'électronique, de l'aéronautique, du spatial et des télécommunications) (p. 5058).
Recherche civile (effort de —) (p. 5058).
Recherche industrielle (p. 5058).
Recherche médicale (S.I.D.A. notamment) (p. 5059).
Recherche militaire (p. 5058).

DUCOLONE (Guy)

Député des Hauts-de-Seine
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Paul Vergès et Elie Hoarau relative à la réorganisation de la Réunion (n° 459) [*J.O.* du 9 avril 1987] (p. 189).

Juge titulaire, de la Haute cour de justice [15 avril 1987] (p. 370).

Prestation de serment le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890) [*J.O.* du 12 décembre 1987] (p. 14478).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à achever le **rattrapage du rapport constant** le 1er juin 1987 **(n° 758)** [19 mai 1987].

Proposition de loi tendant à **réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe (n° 762)** [19 mai 1987].

Proposition de loi organique relative à **l'élection du Président de la République (n° 1164)** [17 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Reconnaissance du génocide arménien** : demande d'adhésion de la Turquie à la Communauté européenne ; nombreuses atteintes aux droits de l'Homme en Turquie ; proposition de loi du groupe communiste [22 avril 1987] (p. 548, 549) ;

— **Licenciement de neuf militants syndicaux chez Renault** : [10 juin 1987] (p. 2172) ;

lors d'une séance de questions au Gouvernement :

Son rappel au règlement : en application de l'article 58 du règlement : problème du respect du temps de parole par les ministres lors des séances de questions au Gouvernement ; impossibilité pour le groupe communiste de poser une question sur les finances locales [28 octobre 1987] (p. 4988) ;

— **Initiatives de la France pour la libération des otages français au Liban** [4 novembre 1987] (p. 5367) ;

— **Violences policières contre des manifestants à Amiens** : excuse l'absence de M. Maxime Gremetz se trouvant à Amiens pour porter plainte contre les agresseurs de M. Lucien Barbier, militant syndicaliste [12 novembre 1987] (p. 5755).

INTERVENTIONS

— **Nomination des vice-présidents, questeurs et secrétaires de l'Assemblée nationale, nomination des secrétaires** [2 avril 1987] :

Groupe communiste (représentation du — au bureau) (p. 5).
Personnel de l'Assemblée nationale (p. 5).
Sécurité des locaux (p. 5).

— **Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).**

Première lecture, discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Après l'article unique : reprend le sous-amendement n° 29 de M. Charles Revet à l'amendement n° 6 de la commission des lois (prise en compte de la situation familiale et professionnelle du prévenu avant toute confiscation ou immobilisation de véhicule) (p. 638) : rejeté (p. 639).

— **Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).**

Première lecture, discussion des articles [6 mai 1987] :

Avant l'article Ier : son amendement n° 15 soutenu par M. Daniel Le Meur (interdiction de la détention provisoire des mineurs de moins de seize ans et limitation de celle-ci pour ceux ayant entre seize et dix-huit ans) (p. 909) ; rejeté (p. 910).

Article Ier *bis* *(possibilité de confier à une personne morale de droit privé la conception, la construction et l'aménagement des établissements pénitentiaires ainsi que les fonctions autres que celles de direction, de greffe et de surveillance)* : son amendement n° 19 soutenu par M. Paul Chomat (de suppression) (p. 913) ; rejeté (p. 915).

— **Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).**

Première lecture, discussion des articles [7 mai 1987] ;

Article 2 *(attribution de la garde des enfants après divorce)* : son amendement n° 59 (exercice conjoint de l'autorité parentale sous réserve de l'accord des deux parents ; juge statuant sur

les modalités de résidence des enfants) (p. 969) ; suppression de la notion de résidence habituelle) (p. 970) ; résidence alternée ; pouvoirs du juge ; amendement n° 59 : devenu sans objet (p. 971).

Avant l'article 1er (amendements précédemment réservés) : son sous-amendement n° 58 rectifié à l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) ; son sous-amendement n° 72 à l'amendement n° 2 de la commission (juge se prononçant sur les modalités de résidence, de visite et d'hébergement ; fixation par celui-ci de la contribution due par chacun des parents à proportion de leurs ressources pour l'entretien et l'éducation des enfants) ; le rectifie (p. 973) ; sous-amendement n° 58 rectifié : adopté ; sous-amendement n° 72 : rejeté (p. 974).

Article 3 *(droits et devairs du parent non gardien)* : son sous-amendement n° 60 à l'amendement n° 8 rectifié de la commission (possibilité pour le parent non gardien de déférer au juge les décisions importants concernant l'enfant prises par le parent investi de l'autorité parentale) ; son sous-amendement n° 61 à l'amendement n° 8 rectifié de la commission (contribution due par le parent non gardien tenant compte des ressources respectives des parents) ; rejetés (p. 979).

Après l'article 3 : soutient l'amendement n° 62 de M. Vincent Porelli (juge tenant compte des sentiments exprimés par l'enfant et pouvant lorsque l'enfant de plus de 13 ans a indiqué son désir de vivre avec l'un ou l'autre de ses parents, procéder à son audition en cas de désaccord entre les parents) ; principe de la non audition de l'enfant de moins de 13 ans (p. 980) ; rejeté (p. 982).

Article 4 *(exercice de l'autorité parentale après divorce)* : son amendement n° 63 (rédactionnel ; application de l'article 372-1 du code civil permettant au parent n'exerçant pas l'autorité parentale de contester les décisions de l'autre parent) : rejeté (p. 984).

Article 5 *(exercice de l'autorité parentale sur les enfants naturels)* : son amendement n° 64 rectifié (nouvelle rédaction de l'article ; alignement du régime applicable aux parents d'enfants naturels vivant en concubinage ou séparés sur celui des parents mariés ou divorcés) ; le transforme en deux sous-amendements n° 64 rectifié et 73 à l'amendement n° 18 de la commission (p. 987) ; sous-amendement n° 64 rectifié : rejeté (p. 987) ; sous-amendement n° 73 : rejeté (p. 988).

Explications de vote (p. 991) :

Proposition de loi du parti communiste sur la famille (p. 991). Vote favorable du groupe communiste (p. 991).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles
[3 juillet 1987] :

Autorité parentale (exercice conjoint de l'—) :
— pouvoirs et rôle du juge (p. 3665).

Famille :
— propositions du parti communiste pour la — (p. 3665).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles
[9 juillet 1987] : exercice conjoint de l'autorité parentale (p. 3899, 3900).

— Projet de loi rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles
[14 mai 1987] [15 mai 1987] [18 mai 1987] :

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* : réglementation du droit de grève (p. 1133, 1134) ; son amendement n° 251 (durée du travail fixée à 37 heures par semaine) (p. 1142) ; vote réservé en application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1143) ; **son rappel au règlement** : utilisation de l'article 44-3 de la Constitution ; absentéisme des parlementaires de la majorité (p. 1145) ; **son rappel au règlement** : utilisation de l'article 44-3 de la Constitution ; rappelle que le sort de l'amendement n° 252 est lié au vote sur l'article 1er (p. 1150) ; **son rappel au règlement** : demande que l'Assemblée soit informée des causes de la suppléance du Rapporteur ; soutient l'amendement n° 255 de M. Jean Giard (accord d'entreprise ou d'établissement ne pouvant définir les modalités d'aménagement du travail hebdomadaire) (p. 1160, 1161) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1162) ; soutient l'amendement n° 9 de M. Georges Hage (accord d'entreprise ou d'établissement ne pouvant entrer en application qu'après autorisation de l'inspecteur du travail) (p. 1164) ; application de l'article 44-3 de la Constitution.

Article 2 *(récupération)* : récupération des « ponts » (p. 1165, 1166) ; soutient l'amendement n° 261 de M. Gérard Bordu (récupération des seules heures perdues par suite d'interruption collective de travail résultant de causes accidentelles ou de cas de force majeure sous réserve de l'avis favorable des représentants des salariés) (p. 1172) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1173).

Article 3 *(recours aux contrats de travail intermittent)* : son opposition (p. 1216, 1217).

Article 4 *(droits des salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent)* : son opposition (p. 1236, 1237) ; ses observations sur l'amendement n° 267 de M. Jacques Roux soutenu par M. Gérard Bordu (de suppression) (p. 1242).

Après l'article 4 : soutient l'amendement n° 18 de M. Georges Hage (suppression des associations intermédiaires) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1259).

Article 5 *(instauration conventionnelle de cycles de travail)* : son opposition à cet article ; notion de semaine civile (p. 1260) ; soutient l'amendement n° 268 de M. Alain Bocquet (de suppression) (p. 1262) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1263) ; soutient l'amendement n° 272 de M. Roger Combrisson (suppression du paragraphe II de cet article (décompte des heures supplémentaires et cycles de travail)) (p. 1267) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1268) ; soutient l'amendement n° 19 de M. Georges Hage (tendant à retenir comme heures supplémentaires celles qui dépassent une durée moyenne de travail inférieure à la durée légale et résultant d'un accord collectif) ; conditions de travail à l'Eurodisneyland de Marne-la-Vallée (p. 1282) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1283).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles
[26 mai 1987] [27 mai 1987] :

Chapitre Ier A : *dispositions modifiant la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.*

Article 1er B *(article 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (mobilité au sein de la fonction publique)* : son amendement n° 174 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 1632).

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 1er *(article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (recrutement des agents non titulaires)* : contre cet article ; article du projet de loi portant D.M.O.S. sur le recrutement de contractuels de catégorie A ; son amendement n° 176 (de suppression) (p. 1636) ; rejeté (p. 1637).

Article 2 *bis* *(article 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (représentation syndicale au sein du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale)* : son amendement n° 201 soutenu par M. François Asensi (de suppression) : rejeté (p. 1643).

Article 2 *quater* *(article 11 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 : commission mixte paritaire)* : son amendement n° 178 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté (p. 1645).

Article 4 *(articles 12 à 12 quater de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre national de la fonction publique territoriale)* : son amendement n° 179 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 1647).

Article 6 *(article 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (conditions d'affiliation aux centres de gestion)* : son amendement n° 202 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté (p. 1724).

Article 7 *(article 17 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre interdépartemental unique de la petite couronne)* : son amendement n° 211 soutenu par M. François Asensi (de suppression) (p. 1726) ; rejeté (p. 1727).

Article 8 *(article 18 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre interdépartemental unique de la grande couronne)* : son amendement n° 221 soutenu par M. François Asensi (affiliation des départements de la grande couronne au centre de gestion organisé dans chacun des départements correspondants) (p. 1727) ; rejeté (p. 1728).

Article 10 *(article 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (missions des centres de gestion)* : son amendement n° 182 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 1732) ; rejeté (p. 1733).

Article 12 *(article 28 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (commissions administratives paritaires)* : son amendement n° 184 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté (p. 1735).

Article 12 *bis* *article 31 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (présidence des conseils de discipline) :* son amendement n° 185 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : adopté.

Article 12 *ter* *(article 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (concours sur titres) :* son amendement n° 186 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté (p. 1742).

Article 14 *(article 51 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (mutation) :* son amendement n° 188 soutenu par M. François Asensi (de suppression) : rejeté (p. 1748).

Article 18 *(article 80 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (avancement) :* son amendement n° 189 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté (p. 1751).

Article 16 *ter* *(article 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (sanctions disciplinaires) :* son amendement n° 190 soutenu par M. François Asensi (de suppression) : rejeté (p. 1753).

Article 16 *quater* *(article 90 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (composition du conseil de discipline) :* son amendement n° 191 soutenu par M. François Asensi (de suppression) : rejeté (p. 1754).

Article 16 *quinquies* *(article 19 de la loi n° 83-63 du 13 juillet 1983) (consultation du conseil de discipline) :* son amendement n° 192 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : adopté.

Article 16 *sexies* *(article 9 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (recours contre les sanctions disciplinaires) :* son amendement n° 193 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 1755) ; adopté (p. 1756).

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 19 A *(article 7 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (plans de formation) :* son amendement n° 197 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté (p. 1765).

Article 19 *(articles 11 à 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale) :* son amendement n° 198 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 1770) ; rejeté au scrutin public (p. 1771).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 et 5 juin 1987] :

Son rappel au règlement : absence des députés de la majorité ; utilisation des scrutins publics (p. 1985).

Discussion des articles [5 juin 1987] [9 juin 1987], [10 juin 1987], [11 juin 1987], [12 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la protection sociale.*

Article 1er *(intégration financière du régime des cultes dans le régime général) :* son amendement n° 118 (identité des prestations versées aux assurés de la C.A.M.A.C et à ceux du régime général) (p. 2054) ; devenu sans objet (p. 2055).

Titre IV : *dispositions relatives au travail et à l'emploi.*

Article 31 *(dispositions relatives au départ à la retraite des salariés) :* son opposition (p. 2132, 2133) ; soutient l'amendement n° 119 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 2134) ; son amendement n° 123 (libre choix du salarié pour faire valoir ses droits à la retraite) (p. 2135) ; rejeté.

Article 33 *(dispense de recherche d'emploi pour certaines catégories de chômeurs) :* son amendement n° 120 soutenu par M. Bernard Deschamps (de suppression) (p. 2140) ; rejeté (p. 2142) ; son amendement n° 124 (personnes concernées par l'article demeurant inscrites à l'agence nationale pour l'emploi) (p. 2143) ; rejeté (p. 2144).

Article 34 *(adhésion des collectivités locales au régime d'assurance chômage pour les agents non titulaire) :* son amendement n° 212 (de suppression) (p. 2145) : retiré (p. 2146).

Article 37 *(exonération de cotisations sociales de l'indemnité complémentaire versée aux jeunes en stage d'initiation à la vie professionnelle) :* son amendement n° 121 (de suppression) (p. 2149) ; rejeté (p. 2151).

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*

Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales) :* son amendement n° 104 soutenu par M. Michel Peyret (suppression du résidanat) : rejeté au scrutin public (p. 2210) ; son amendement n° 107 (temps de présence à l'hôpital des internes) : rejeté (p. 2226) ; son amendement n° 109 (de cohérence) (p. 2227) ; rejeté (p. 2228).

Article 29 (précédemment réservé) *(entrée en vigueur du nouveau régime) :* son amendement n° 112 (de suppression) : rejeté (p. 2230).

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Article 39 *(recrutement de contractuels par l'Etat) :* son amendement n° 214 soutenu par M. François Asensi (de suppression) (p. 2265) ; rejeté au scrutin public (p. 2266).

Article 40 *(emplois susceptibles d'être occupés par des contractuels :* son amendement n° 215 soutenu par M. François Asensi (de suppression) (p. 2268) ; rejeté (p. 2269).

Article 41 *(dérogation aux principes du concours en cas d'intégration totale ou partielle d'un corps dans un autre corps) :* son amendement n° 216 soutenu par M. François Asensi (de suppression) (p. 2270) ; rejeté ; son amendement n° 248 soutenu par M. François Asensi (fusion partielle des corps) : rejeté (p. 2271).

Article 42 *(recrutement des travailleurs handicapés) :* son amendement n° 217 soutenu par M. François Asensi (de suppression) (p. 2271) ; retiré (p. 2272).

Article 44 *(délégation du pouvoir disciplinaire et du pouvoir de nomination) :* son amendement n° 218 soutenu par M. François Asensi (de suppression) (p. 2273) ; rejeté (p. 2275).

Article 45 *(reconduction des dispositions facilitant le rajeunissement des corps d'officiers et de sous-officiers) :* son amendement n° 219 soutenu par M. François Asensi (de suppression) : rejeté (p. 2276).

Avant l'article 39 : son amendement n° 213 précédemment réservé (p. 2260) soutenu par M. François Asensi (tendant à supprimer l'intitulé du titre V) ; rejeté (p. 2279).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : **son rappel au règlement** : méthode retenue par le Gouvernement pour remettre en cause le droit de grève dans la fonction publique (p. 2289) ; demande une suspension de séance (p. 2296) ; **son rappel au règlement** : dévoiement de la technique du D.M.O.S. ; remise en cause du droit de grève dans la fonction publique (p. 2322) ; **son rappel au règlement** : rappels au règlement et demandes touchant au déroulement de la séance ayant toujours priorité sur la question principale (p. 2327) ; demande au président de renvoyer le texte à la commission des affaires sociales (p. 2328).

Après l'article 51 : contre les sous-amendements à l'amendement n° 306 de M. Jacques Barrot : n° 348 de M. Eric Raoult (sociétés nationales de programmes et titulaires des autorisations délivrées pour des services de communication audiovisuelle ne pouvant diffuser des émissions publicitaires à caractère politique), n° 349 de M. Eric Raoult (suppression des sanctions prévues par l'amendement n° 306 de M. Jacques Barrot), n° 341 de M. François Bayrou (application de l'amendement n° 306 de M. Jacques Barrot jusqu'à l'entrée en vigueur d'un dispositif visant à garantir la transparence et la moralisation du financement de la vie politique en France) (p. 2342, 2343).

Explications de vote :

Droit de grève dans la fonction publique (p. 2350).
Etudes médicales (p. 2350).
Techniques du D.M.O.S. (p. 2350).
Vote hostile du groupe communiste (p. 2350).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

D.M.O.S. (technique du — et procédure d'examen et contenu du présent projet) (p. 3396, 3397).
Etudes médicales (réforme des — et médecine générale) (p. 3397).
Fonction publique :
— contractuels (recrutement de —) (p. 3397) ;
— grève dans le secteur public (réglementation du droit de — et règle du trentième indivisible) (p. 3397).
Heure de levée de séance (p. 3396).
Protection sociale :
— code de la sécurité sociale (ratification du —) (p. 3397).

Son rappel au règlement (article 113 du règlement : demande un report de la discussion du texte de la commission mixte paritaire sur le projet de loi portant D.M.O.S. ; demande une suspension de séance) (p. 3376).

Son rappel au règlement (heures auxquelles sont levées les séances ; « mimiques » du président laissant penser que la séance du matin va se prolonger) (p. 3382).

Son rappel au règlement (rythme des débats ; séance du lundi 22 juin ayant été levée à 17 heures et reprise à 22 heures) (p. 3382).

Discussion des articles [30 juin 1987] :

Article 37 *bis* : contre l'amendement n° 1 du Gouvernement (tendant à porter le taux de cotisation pour la formation professionnelle continue à 1,2 % ; financement des formations en alternance ouvertes aux jeunes) (p. 3407, 3408).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Article 1er *(adoption chaque année par le Parlement d'un projet de loi portant approbation d'un rapport sur les comptes prévisionnels des régimes de sécurité sociale)* : son amendement n° 1 soutenu par M. Gérard Bordu (de suppression) (p. 2969) ; rejeté (p. 2970).

Article 2 *(procédure pour l'adoption du projet de loi de finances sociales)* : son amendement n° 2 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 2970).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, avant la discussion des articles :discussion commune [24 juin 1987] (p. 3123, 3131) [25 juin 1987] (p. 3158) :

Historique des événements d'Afrique du Nord et situation des rapatriés (p. 3143, 3144, 3145).
Historique législatif (p. 3145).
Indemnité destinée à réparer le préjudice subi du fait de certaines mesures administratives (attribution au conjoint survivant de —) (p. 3145).
Révision de carrière des agents de droit public ayant bénéficié des lois d'amnistie (p. 3145).
Victimes de l'O.A.S. (p. 3145, 3146).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Titre Ier : *modifiant la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale.*

Article 1er *(révision de carrière des anciens fonctionnaires, militaires et magistrats radiés des cadres)* : son amendement n° 33 soutenu par M. Gérard Bordu (dispositions du présent article ne pouvant s'appliquer à ceux qui en réplique au mouvement de libération de l'Algérie se sont rendus coupables d'assassinat ou de torture) (p. 3174) ; rejeté ; son amendement n° 39 soutenu par M. Gérard Bordu (financement des dépenses du présent article) : rejeté (p. 3175).

Article 2 *(extension de la révision de carrière aux militaires placés en non activité par retrait d'emploi)* : son amendement n° 40 soutenu par M. Daniel Le Meur (dispositions du présent article ne pouvant s'appliquer à ceux qui en réplique au mouvement de libération de l'Algérie se sont rendus coupables d'assassinat ou de torture) (p. 3176) ; rejeté ; son amendement n° 41 soutenu par M. Daniel Le Meur (financement des dépenses résultant du présent article) (p. 3177) : rejeté.

Après l'article 2 : son amendement n° 7 soutenu par M. Daniel Le Meur (suppression de la réintégration des officiers rebelles dans la deuxième section du cadre des officiers généraux) (p. 3178) ; rejeté au scrutin public.

Article 3 *(réparation des préjudices de carrière subis par suite d'événements de guerre par certains fonctionnaires d'Afrique du Nord intégrés, reclassés ou réaffectés dans les cadres de la fonction publique métropolitaine)* : son amendement n° 42 soutenu par M. Vincent Porelli (financement des dépenses prévues par le présent article) (p. 3179) ; retiré (p. 3180).

Article 4 *(délai de forclusion des demandes de reclassement)* : son amendement n° 43 financement des dépenses résultant du présent article) : retiré (p. 3186).

Article 5 *(attribution au conjoint survivant de l'indemnité destinée à réparer le préjudice subi du fait de certaines mesures administratives)* : son amendement n° 44 soutenu par M. Daniel Le Meur (financement des dépenses résultant du présent article) : rejeté (p. 3187).

Titre III : *modifiant la loi du 31 juillet 1968 portant amnistie).*

Article 10 *(réintégration dans les ordres honorifiques et dans le droit au port de certaines décorations)* : son amendement n° 15 soutenu par M. Daniel Le Meur (personnes s'étant en réplique au mouvement de libération de l'Algérie rendues coupables de crime de sang ou de torture ne pouvant bénéficier des dispositions du présent article) : rejeté (p. 3191).

Titre : son amendement n° 16 soutenu par M. Vincent Porelli (tendant à compléter le titre du projet de loi par les mots « et de la guerre d'Indochine ») (p. 3193) ; rejeté (p. 3194).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Commission mixte paritaire, explications de vote [7 juillet 1987] (p. 3720) :

Certificats d'indemnisation (échéancier des —) (p. 3725).
Evénements d'Afrique du Nord (p. 3725).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au service national dans la police (n° 705).

Première lecture, discussion des articles [26 juin 1987] :

Article 1er *(subordination du recrutement au titre du service national dans la police à la satisfaction prioritaire des besoins des armées)* : son amendement n° 18 soutenu par M. Gérard Bordu (de suppression) : rejeté (p. 3262).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Jacques Toubon, Michel Péricard et René André relative à la protection des services de télévision ou de radiodiffusion destinés à un public déterminé (n° 763).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [3 juillet 1987] :

Arrêt de la Cour d'appel de Paris du 24 juin 1987 (p. 3654, 3655).
Intérêts privés (proposition protégeant les) (p. 3655).
Liberté de recevoir (p. 3655).
Radios-plans (publication de schémas de décodeur par la revue de —) (p. 3655).
Vol (notion de —) (p. 3655).
Vote hostile du groupe communiste (p. 3655).
Explications de vote :
Vote hostile du groupe communiste (p. 3656).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles [7 juillet 1987] :

Après l'article 2 : soutient l'amendement n° 68 de M. Guy Hermier (décret devant déterminer les conditions dans lesquelles le 1 % s'appliquant à la construction des bâtiments publics dont l'Etat et les collectivités territoriales sont propriétaires pourra être étendu aux entreprises privées) : rejeté (p. 3690).

— Son rappel au règlement : inconvenance de l'admission par le Président de la République des lettres de créances présentées par l'ambassadeur d'Afrique du Sud le jour même de l'hommage à la mémoire des victimes du nazisme ; agression par ce pays contre l'Angola [2 octobre 1987] (p. 3920).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Première lecture, discussion des articles [6 octobre 1987] :

Article 1 *(compétences et organisation des cours administratives d'appel)* : son amendement n° 40 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (compétences des cours d'appel pour l'ensemble du contentieux administratif) (p. 3961) ; devenu sans objet (p. 3962).

Article 4 *(composition des chambres administratives d'appel)* : son amendement n° 41 : devenu sans objet (p. 3965).

Article 5 *(recrutement sur titres de certains membres des chambres administratives d'appel)* : son amendement n° 42 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (tendant à rendre plus restrictives les conditions de recrutement au tour extérieur) : devenu sans objet (p. 3966).

Article 8 *(pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat)* : son amendement n° 43 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (suppression de la procédure préalable d'admission) : rejeté (p. 3968).

Article 13 *(adaptations terminologiques)* : son amendement n° 44 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (jugements

des cours administratives d'appel rendus par des formations composées majoritairement de magistrats ayant le grade de président) : rejeté (p. 3971).

Après l'article 14 : son amendement n° 45 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (attributions des juges administratifs exerçant dans les chambres régionales des comptes identiques à celles des magistrats de ces mêmes chambres) : rejeté (p. 3972).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :

Abstension du groupe communiste (p. 7915).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la lutte contre le trafic de stupéfiants.*

Article 2 *(article L. 627-4 à L. 627-6 nouveau du code de la santé publique) ; article L. 627-5 du code de la santé publique* (mesures conservatoires ; exemption ou réduction des peines pour les repentis) : son amendement n° 15 rectifié soutenu par M. François Asensi (suppression du texte proposé pour cet article) (p. 4127) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 4128).

Titre II : *dispositions modifiant le code pénal.*

Article 7 *(réforme du régime des infractions en concours ; cumul, non cumul et confusion des peines)* : son amendement n° 16 soutenu par M. François Asensi (de suppression) : retiré (p. 4152).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [19 décembre 1987] :

Crédits de lutte contre la toxicomanie (p. 7882).
Crimes contre l'humanité (répression de l'apologie des —) (p. 7882).
Haine raciale (interdiction de la vente aux mineurs de publications incitant à la —) (p. 7882).
Toxicomanie (politique de lutte contre la —) :
— rôle respectif de la prévention et de la répression (p. 7882, 7883).

— Son rappel au règlement : incidents du 9 octobre 1987 : sanctions prévues par le Règlement [13 octobre 1987] (p. 4200).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Justice de classe sanctionnant l'exercice du droit de grève et les revendications syndicales (p. 4517, 4518).

Anciens combattants. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] : Afrique du Nord (anciens combattants d'— et notamment campagne double et retraite anticipée) (p. 4685, 4686).
Résistants (p. 4691).

Education nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. *Examen des fascicules* [29 octobre 1987] :

Recherche :
Chercheurs (effectifs et mobilité des —) (p. 5079, 5080).
Compagnie générale de radiologie (C.G.R.) (p. 5080).
Crédit d'impôt — recherche (p. 5079).
Dépense nationale de recherche-développement (p. 5079).
Organismes publics de recherche (dont C.N.R.S.) (p. 5079).
Recherche industrielle (p. 5079).

Services du Premier ministre. — *Vote des crédits* [29 octobre 1987] :

I. — **Services généraux** :

Etat B, titre III : son rappel au règlement : décision de la commission des finances sur la recevabilité de l'amendement de M. Daniel Le Meur sur la revalorisation des pensions de retraites et de réversion (p. 5053).

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politique à l'égard des étrangers :
— mariages blancs (p. 5297).

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule* [6 novembre 1987] :

Son rappel au règlement : nécessité de continuer de filmer le débat sur le budget de la communication alors que le ministre a terminé son intervention et épuisé le temps de parole du Gouvernement ; temps de parole imparti au groupe communiste (p. 5526).

Son rappel au règlement : respect du temps de parole imposé aux députés lors de la conférence des présidents (p. 5527) ; nécessité que le Gouvernement respecte également le sien (p. 5528).
Temps de parole (répartition des —) (p. 5525).

Intérieur. — *Questions* [9 novembre 1987] :

Défense et sécurité civile (et notamment catastrophe de Nantes) (p. 5633).

Votes des crédits (p. 5637) :

Etat B, titre III : son amendement n° 306 soutenu par M. François Asensi (réduction des crédits) (p. 5637) ; retiré (p. 5638).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Chefs d'entreprise (formation des —) (p. 5973).
Création d'entreprises (charges d'emprunt) (p. 5973).
Droits des sociétés :
— allégement du — (p. 5972).
Indemnité de départ à la retraite (conditions de perception de l'—) (p. 5973).
P.M.E. (difficultés financiers, fiscalité et taxe professionnelle) (p. 5973, 5974).
Sociétés de capitaux (motifs de la création de —) (p. 5973).
Transmission d'entreprise :
— fiscalité (p. 5973).

Discussion des articles [17 et 18 novembre 1987] :

Chapitre I : *dispositions relatives au droit des sociétés.*

Article 2 *(article 40 de la loi du 24 juillet 1966 ; responsabilité des associés des S.A.R.L. en cas d'apport en nature)* : soutient l'amendement n° 50 de M. Paul Chomat (de suppression) : rejeté (p. 5994).

Article 4 *(article 62 de la loi du 24 juillet 1966 ; responsabilité des associés des S.A.R.L. en cas d'apports en nature)* : soutient l'amendement n° 51 de M. Paul Chomat (de suppression) : retiré (p. 5995).

Après l'article 20 : contre l'amendement n° 53 du Gouvernement (entreprises de spectacles) (p. 6027).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [21 décembre 1987] :

Son rappel au règlement : amendements déposés par le Gouvernement sur les textes de la commission mixte paritaire portant sur les bourses de valeur et les marchés à terme ; interruption de la discussion concernant le droit d'ester des consommateurs pour se consacrer au début du texte sur la télé-promotion ; amendements déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire relatif au développement et aux transmissions d'entreprises ; Gouvernement constituant un groupe de pression contre le Parlement et sa majorité (p. 8006).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, discussion des articles [24 novembre 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 95 de M. Gérard Bordu (droit inné et actif à l'indépendance du peuple kanak) : rejeté (p. 6333) ; soutient l'amendement n° 94 de M. Maxime Gremetz (commission nationale d'enquête étant chargée d'examiner l'état des libertés en Nouvelle-Calédonie et de proposer les mesures propres à mettre fin aux manquements constatés) : rejeté.

Article 1er *(composition du territoire de la Nouvelle-Calédonie ; principe de libre administration et d'autonomie interne)* : son opposition (p. 6334).

— Son rappel au règlement : demande de suspension de séance en hommage à Lucien Barbier, militant C.G.T. tombé sous les coups de la police lors d'une manifestation à Amiens [26 novembre 1987] (p. 6164).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier de la Constitution, ainsi que débat et vote sur cette déclaration (n° 1105).

Explications de vote [3 décembre 1987] :

— Son rappel au règlement : absence de réponse du Gouvernement à l'orateur communiste lors du débat sur la déclaration de politique générale du Gouvernement ; manque d'informations sur la politique que défendra le Premier ministre au sommet de Copenhague (p. 6756).

— Son rappel au règlement : rappelle que dans le cadre du système des questions au Gouvernement, le temps de parole des députés est mis en cause par l'habitude prise par les ministres de s'exprimer longuement ; groupe communiste étant la seule victime de cette pratique [9 décembre 1987] (p. 7012).

— Son rappel au règlement : report de la discussion du projet de loi sur la transformation de la régie Renault en société anonyme [10 décembre 1987] (p. 7065) ; demande que le Gouvernement indique à l'Assemblée l'ordre du jour du samedi 12 décembre (p. 7066).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 décembre 1987] :

Demande de suspension de séance (p. 7066, 7076).

Discussion des articles [11 décembre 1987] :

Titre III : *dispositions diverses.*

Avant l'article 15 : demande une suspension de séance (p. 7168).

— Son rappel au règlement : rappel au règlement touchant au déroulement de la séance ayant toujours priorité sur la question principale [10 décembre 1987] (p. 7070) ; renouvelle sa demande de suspension de séance (p. 7071).

— Projet de loi relatif à la transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 décembre 1987] :

Contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 7243 à 7253).

Absence de concertation sur le projet (p. 7244).

Automobile (industrie —) :
— Dalle (rapport —) (p. 7246, 7247).

Communiste (opposition —) (p. 7244, 7249, 7250, 7253).

Entreprises publiques (fonctionnement des —) (p. 7248, 7249).

Incidents survenus devant le Palais Bourbon (p. 7249, 7261).

Ordonnance du 16 janvier 1945 prise par le Gouvernement de la Libération (esprit de l'—) (p. 7244, 7245).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Bernard Deschamps : le ministre refusant de répondre, demande une suspension de séance pour que le groupe communiste en tire les conséquences (p. 7261).

Son rappel au règlement : contestation des résultats de la consultation organisée par la C.G.T., relative au changement de statut de Renault (p. 7280) ; absence de réponse à sa proposition d'organiser une autre consultation et citation, par le rapporteur, d'un sondage truqué (p. 7281).

Renault - R.N.U.R. :
— atteinte aux libertés syndicales (p. 7247) ;
— cessions d'actifs effectués par Renault (p. 7251, 7252) ;
— endettement (et abandon par le Gouvernement d'une créance de 12 milliards de francs) (p. 7250) ;
— Etat (engagement et intervention de l'— actionnaire) (p. 7248, 7249) ;
— implantation à l'étranger (p. 7246) ;
— législation européenne (règles de la — du traité de Rome et de l'Acte unique européen) (p. 7250) ;
— politique menée par MM. Besse et Lévy (p. 7247) ;
— privatisation (camouflée) (p. 7243, 7244, 7248, 7250, 7251, 7252) ;
— productions et innovation technologique (p. 7245, 7246) ;
— responsabilité des Gouvernements de droite dans la crise (p. 7244, 7245) ;
— responsabilité des Gouvernements socialistes dans la crise (p. 7244) ;
— rôle social (et acquis sociaux) (p. 7245, 7246) ;
— salariés (situation et opinion des —) (p. 7244, 7246, 7253, 7254) ;
— solutions pour sortir Renault de la crise (p. 7252, 7253) ;
— transformation de Renault en société anonyme (raisons et moyens de la —) (p. 7250, 7252).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide (n° 92) et proposition de loi tendant à réprimer l'incitation au suicide (n° 723).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [14 décembre 1987] :

Comportement de tiers en relation avec un suicide (répression du —) :
— incrimination retenue (champ couvert par celle-ci ; définition ; rejet de la notion d'incitation et d'aide au suicide au profit de celle de provocation à un suicide) (p. 7314, 7315).

Euthanasie (p. 7314).

Suicide (droit au — ; absence de répression du — depuis 1789) (p. 7314).

« Suicide, mode d'emploi » (ouvrage dénommé) :
— publication de l'— (p. 7314).

Suicides :
— causes (p. 7314).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide (n° 92).

Première lecture, discussion des articles [14 décembre 1987] :

Article 1er *(répression de l'incitation ou de l'aide apportée au suicide ; circonstances aggravantes ; propagande ou publicité en faveur d'éléments destinés ou présentés comme de nature à se donner la mort)* : son amendement n° 4 (limitant le champ d'application de cet article à la propagande ou la publicité en faveur d'éléments présentés ou destinés comme de nature à permettre de se donner la mort ; circonstances aggravantes en cas de délits commis à l'égard de mineurs de moins de 15 ans ou d'incapables mentaux) : son intention de punir les provocations au suicide quand celui-ci a entraîné des séquelles graves et irréversibles ; nécessité du caractère intentionnel ; retiré (p. 7318).

Explications de vote :

Provocation au suicide (notion de — ; répression de la —) (p. 7319).

Vote positif du groupe communiste (p. 7319).

— Projet de loi sur les bourses de valeurs (n° 1002).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :

Procédure parlementaire (dévoiement de la — par le Gouvernement) (p. 7900).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au patrimoine monumental (n° 1019).

Première lecture, discussion des articles [18 décembre 1987] :

Après l'article 1er : ses observations sur les amendements identiques n° 15 de M. Georges Hage et n° 32 de M. Alain Billon (précisant les mesures que prendra le Gouvernement pour assurer la sauvegarde, la protection et la mise en valeur du patrimoine rural dans le délai d'un an après la promulgation de la loi) ; nécessité de consulter les élus et les associations scientifiques, culturelles, artistiques, éducatives, archéologiques, de sauvegarde et de protection du patrimoine (p. 7748).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Alain Lamassoure et M. Henri Cuq, relative à la limite d'âge de certains fonctionnaires civils de l'Etat (n° 1138 rectifié, 1167).

Première lecture, explications de vote [19 décembre 1987] :

Age de la retraite (opposition au report de l'—) (p. 7840).

Nombre de fonctionnaires concernés (p. 7840).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, discussion des articles [19 décembre 1987] :

Titre II : *droit à une retraite progressive.*

Article 2 *(institution d'une retraite progressive)* : pour l'amendement n° 17 de M. Jacques Roux (salarié soumis à la retraite progressive devant pouvoir bénéficier du déblocage de sa retraite complémentaire) (p. 7846).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs (n° 1135).

Première lecture, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :

Associations de consommateurs (droit d'agir en justice) (p. 7941, 7942).
Cour de cassation (arrêt du 16 janvier 1985) (p. 7941, 7942).
Institut national de la consommation (p. 7942).
Sénat (modifications du projet de loi par le —) (p. 7941).

Son rappel au règlement : proteste contre la demande du Gouvernement d'arrêter l'examen du projet de loi relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs et d'appeler la discussion de la proposition de loi relative aux opérations de télé-promotion (p. 7947).

Discussion des articles [20 et 21 décembre 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 31 (accroissement des possibilités d'actions en justice) : rejeté (p. 7950).

Article 1er *(actions en justice des associations agréées de consommateurs)* : son amendement n° 25 (actions en justice des associations de consommateurs) : rejeté (p. 7951).

Explications de vote :

Vote hostile du groupe communiste (p. 7971).

— Proposition de loi relative à la fraude informatique (n° 352).

Deuxième lecture, discussion de l'article unique [21 décembre 1987] :

Titre : abstention du groupe communiste sur l'amendement n° 9 de la commission (rédigeant ainsi le titre de la proposition de loi « proposition de loi relative à la fraude informatique ») (p. 8028).

Explications de vote [21 décembre 1987] :

Abstention du groupe communiste sur l'ensemble de la proposition de loi (p. 8028).

— Son rappel au règlement : modification incessante de l'ordre du jour prioritaire témoignant d'un dévergondage de l'Assemblée nationale ; regrette que le président de l'Assemblée nationale ait retiré la parole à M. Giard sur les problèmes de la Nouvelle-Calédonie [22 décembre 1987] (p. 8037).

— Son rappel au règlement : événements de Nouvelle-Calédonie ; arrestation de M. Yeiwené ; délégation présidée par le président de la commission des lois devant se rendre en Nouvelle-Calédonie ; demande une intervention du président de l'Assemblée nationale pour que tous les groupes de l'Assemblée puissent participer à cette délégation [23 décembre 1987] (p. 8110).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 et 4 février 1988] :

Titre Ier : *modifications de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.*

Article 1er *(déclaration du patrimoine des candidats à l'élection présidentielle et du Président de la République)* : contre l'amendement n° 86 de M. Georges-Paul Wagner (substituant aux dispositions de cet article l'obligation pour le seul Président de la République de déclarer son patrimoine dans les quinze jours de son élection et de faire une nouvelle déclaration à la fin de son mandat) ; patrimoine des candidats aux fonctions électives (p. 96) ; son amendement n° 61 (harmonisation des délais de publication de la liste de parrainage et des déclarations du patrimoine avec celui des publications de candidatures) (p. 97) ; rejeté (p. 98).

Article 2 *(financement des campagnes pour l'élection du Président de la République)* : son amendement n° 62 corrigé (prévoyant un plafonnement des dépenses à 50 millions pour les candidats au premier tour et à 60 millions pour le second tour) (p. 98, 99, 100) ; rejeté (p. 101).

Titre II : *modifications du code électoral.*

Article 7 *(déclaration du patrimoine des députés)* : soutient l'amendement n° 66 de M. François Asensi (inclusion des revenus dans le délai du patrimoine) : rejeté (p. 109).

Après l'article 7 : contre l'amendement n° 85 de la commission (peines applicables aux personnes qui auront publié ou divulgué les déclarations du patrimoine des candidats) ; son amendement n° 68 soutenu par M. Gérard Bordu (prévoyant que les déclarations de la situation patrimoniale sont consultables par tous les électeurs de la circonscription) (p. 112) ; rejeté (p. 113).

Article 9 *(financement des campagnes pour les élections législatives)* : ses réserves sur cet article ; niveau du plafond des frais de campagne électorales (p. 127) ; contre l'amendement n° 44 de la commission (instituant un comité électoral ayant un statut d'association pour s'occuper, pour le compte du candidat, de l'aspect financier de sa campagne) ; son amendement n° 69 (fixant le plafond des dépenses à 4 francs par habitant de la circonscription) (p. 129) ; rejeté (p. 131) ; soutient l'amendement n° 70 de M. François Asensi (précisant que les dons manuels consentis à un candidat par des personnes physiques ne peuvent excéder 10 000 francs) (p. 131).

Après l'article 9 : son sous-amendement n° 71 à l'amendement n° 47 de la commission (exclusion du champ de cet amendement des personnes physiques de nationalité étrangère résidant régulièrement en France) (p. 134) ; rejeté (p. 135) ; ses observations sur le sous-amendement n° 124 de M. Pierre Joxe (exclusion du champ d'application de la déductibilité des dons effectués par les collectivités publiques) ; ses observations sur le sous-amendement n° 125 de M. Pierre Joxe (dons faits par les établissements publics) ; ses observations sur le sous-amendement n° 127 de M. Pierre Joxe (dons effectués par les casinos, établissements de jeux et sociétés dépendantes) (p. 160).

Après l'article 11 : son sous-amendement n° 73 corrigé soutenu par Mme Muguette Jacquaint à l'amendement n° 51 de la commission (portant la durée de l'inéligibilité à une législature) (p. 168) ; rejeté (p. 169).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 1er : son amendement n° 21 soutenu par M. François Asensi (suppression du pli scellé pour la remise des déclarations patrimoniales) : rejeté ; son amendement n° 22 soutenu par M. François Asensi (déclarations patrimoniales de l'ensemble des candidats) (p. 252) ; rejeté (p. 253).

Article 7 : son amendement n° 23 soutenu par M. Gérard Bordu (déclaration publique de la situation patrimoniale des députés) (p. 254, 255) ; rejeté (p. 257).

Article 9 : son amendement n° 27 soutenu par M. François Asensi (interdiction de financement par les entreprises appartenant à l'Etat et aux collectivités locales) : rejeté (p. 261).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives.*

Article 2 *(déclaration du patrimoine des présidents des assemblées, des collectivités territoriales et des maires des communes de plus de 50 000 habitants)* : pour l'amendement n° 95 de M. Pierre Joxe (obligation de déclaration du patrimoine pour les représentants français au Parlement européen) (p. 174).

Titre II : *dispositions relatives au financement des campagnes pour l'élection des députés.*

Après l'article 5 : contre les amendements identiques n° 89 rectifié de M. Jacques Toubon et n° 105 rectifié par M. Pierre Joxe (partis politiques soumis à l'obligation de se constituer en entités juridiques et reconnaissance de certains droits à leur profit) (p. 182).

Titre III : *dispositions relatives au financement des partis et groupements politiques.*

Avant l'article 6 : son amendement n° 64 (suppression du titre) (p. 183) ; rejeté (p. 184).

Article 6 *(principe d'une aide de l'Etat au financement des partis)* : son amendement n° 65 (de suppression) : rejeté (p. 185).

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis)* : soutient l'amendement n° 66 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 196) ; rejeté (p. 197).

Article 8 *(dérogation pour les partis au régime de contrôle de l'utilisation des fonds publics)* : soutient l'amendement n° 60 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté (p. 203).

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 12 *(publicité politique à la radio et à la télévision)* : son amendement n° 69 soutenu par M. Georges Hage (interdiction des émissions publicitaires à caractère politique) (p. 204) ; rejeté (p. 205).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 2 : son amendement n° 18 soutenu par M. Gérard Bordu (personnalités concernées par la déclaration patrimoniale) : rejeté au scrutin public (p. 267).

Article 3 : son amendement n° 19 corrigé soutenu par M. Robert Montdargent (création d'une commission ad hoc chargée de contrôler les contributions patrimoniales) : rejeté (p. 269).

Article 11 *bis* : son amendement n° 23 soutenu par M. François Asensi (de suppression) (p. 273) ; rejeté (p. 274).

DUFOIX (Georgina)

Député du Gard
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 mai 1987] :
Autorité parentale (exercice conjoint de l'—) (p. 964).
Enfant non issu du mariage (p. 964).
Mœurs (évolution des —) (p. 963).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :
Personnes âgées :
— politique en faveur des personnes âgées (généralités) (p. 5220).
Politique de la famille :
— famille (effets de la loi du 26 décembre 1986) (p. 5219).
Politiques sociales et sectorielles :
— handicapés (politique en faveur des —) (p. 5220) ;
— immigration (politique de l'—) (p. 5220) ;
— pauvreté (lutte contre la —) (p. 5220).

DUGOIN (Xavier)

Député de l'Essonne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 16 octobre 1987] (p. 12035).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :
Avions de combat (avion « Rafale ») (p. 140, 141).
Défense européenne (p. 140).
Dépenses militaires (p. 140, 141).
Dissuasion (p. 140).
Industrie aéronautique (p. 140, 141).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845).

Première lecture, explications de vote [25 juin 1987] :
Historique législatif (p. 3194).
Vote positif du groupe R.P.R. (p. 3195).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, explications de vote [25 juin 1987] (p. 3214) :
Harkis (situation des —) (p. 3214).
Vote positif du groupe R.P.R. (p. 3214, 3215).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Questions* [22 octobre 1987] :
Colonies et protectorats (anciens combattants originaires des — de la France) (p. 4694).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :
Bilan comptable agricole (inscription des terres et des bâtiments au —) (p. 4771).
Taxes céréalières (démantèlement des —) (p. 4771).

Jeunesse et sports. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :
Associations (p. 4934).
« Contrat bleu » (p. 4934).
Encadrement des jeunes (p. 4934).
Questions : (p. 4939) :
Centres de vacances et de loisirs (p. 4943).

Défense. — *Questions* [10 novembre 1987] :
Armes chimiques (p. 5691).

DUMAS (Roland)

Député de la Dordogne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la liberté de **reproduction des logiciels (n° 1201)** [22 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution, ainsi que le débat et le vote sur cette déclaration (n° 627).

Explications de vote [7 avril 1987] :
Nouvelle-Calédonie (p. 54).
Politique économique du Gouvernement (p. 52).
Protection sociale (avenir du système de) (p. 53).
Situation économique comparée de la France et de la République fédérale allemande (p. 52).
Situation économique de la France en avril 1987 (p. 52).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 54).

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 avril 1987] :
Intérêts de la France (et notamment francophonie) (p. 290).
O.N.U. (délibération de l'— à l'égard de la Nouvelle-Calédonie) (p. 289).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :
Armes chimiques (p. 2448).
Armes conventionnelles (p. 2448).
Communautés européennes et Acte unique européen :
— compromis de Luxembourg (p. 2448, 2449) ;
— institutions européennes (et notamment, question de la présidence de l'Europe) (p. 2449) ;
— marché intérieur unique (calendrier de réalisation du —) (p. 2448, 2449) ;
— politiques sectorielles (p. 2448) ;
— programme Eurêka (p. 2448).
Désarmement nucléaire (négociations américano-soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires et réactions françaises et européennes) :
— forces nucléaires françaises (exclusion des — du processus de désarmement nucléaire) (p. 2448) ;
— négociation en cours (p. 2447, 2448).

Europe (sécurité européenne et possibilité pour la France de lancer une concertation sur la —) (p. 2448).
Pays en voie de développement (aide aux — et problème de l'endettement du tiers monde) (p. 2447).
République fédérale allemende (relations franco-allemendes et notamment, questions stratégiques) (p. 2448).

— Conclusions du rapport de la commission élue spécialement pour l'examen de la proposition de résolution présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée, portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute Cour de justice (n° 798).

Premlère lecture, avant la discussion de l'article unique [7 octobre 1987] :
Carrefour du développement (affaire du —) :
Chalier (révélations de M. —) (p. 4019, 4020).
Cour des comptes (rapport de la —) (p. 4018).
Faux passeport délivré à M. Chalier (p. 4019, 4020).
Procédures judiciaire et administrative en cours (p. 4020, 4021).
Secret défense (p. 4020).
Haute Cour de justice :
Compétence (p. 4018).
Précédents (p. 4018, 4021).
Mise en accusation de M. Christian Nucci :
Commission *ad hoc* (travail et conclusions du rapport de la —) (p. 4018).
Cour des comptes (compétence de la —) (p. 4018, 4019).
Culpabilité (présomption de — apportée par la mise en accusation) (p. 4021).
Gouvernement (rôle du — dans la mise en accusation) (p. 4018, 4019, 4021).
Incertitude et malaise des hommes politiques (p. 4018).
Procédure de mise en accusation (p. 4019, 4020, 4021).
Responsabilité du vote des députés (p. 4021).
Revanche politique (p. 4020, 4021, 4022).
Séparation des pouvoirs (principe de —) (p. 4021, 4022).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule* [5 novembre 1987] :
Allemagne (coopération France — dans le domaine de la sécurité) (p. 5446).
Armements (conséquences pour l'Europe des négociations américano-soviétiques sur la réduction des —) (p. 5445, 5446).
Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) (p. 5445).
Défense européenne (identité européenne en matière de défense) (p. 5446).
Ministère des affaires étrangères (érosion du rôle du —) (p. 5445).
U.E.O. (p. 5446).
U.R.S.S. (politique de Mikhaïl Gorbatchev) (p. 5445).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénal (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 décembre 1987] :
Son rappel au règlement : contraintes exercées par les représentants du Parquet sur les magistrats ; affaires des fausses factures (p. 6988) ; affaire Chaumet (p. 6989).
Affaires judiciaires :
— affaire Chaumet (p. 6989) ;
— affaire des fausses factures de Lyon (p. 6988, 6989, 7053) ;
— affaire Gordji (p. 7043) ;
— affaire Radio Courtoisie/Michel Droit et dessaisissement du juge Grellier (p. 6988, 7043) ;
mise en cause de M. Chalandon (p. 7043) ;
— pressions exercées par le parquet sur les juges d'instruction (p. 6988, 6989, 7042).
Instructions : généralités :
— chambres d'accusation (rôle en matière d'instruction) (p. 7042) ;
— juges d'instruction (rôle des — et reproches adressées aux —) (p. 7042).
Placement en détenion provisoire :
— chambres d'accusation (rôle en matière de détention provisoire) (p. 7042) ;
— chambres des garanties (composition des —) (p. 7042) ;
— loi du 10 décembre 1985 (principales dispositions et abrogation de la —) (p. 7041) ;
— placement en détention provisoire (transfert de la compétence des juges d'instruction aux chambres des garanties) (p. 7042).

— Proposition de loi relative à la fraude informatique (n° 352).

Deuxième lecture, discussion de l'article unique [21 décembre 1987] :
Après l'article unique : son amendement n° 12 soutenu par M. Alain Billon (permettant la reproduction de logiciels et progiciels lorsqu'elle a pour objet l'enseignement et à condition que leurs producteurs en soient préalablement avisés) (p. 8027) ; rejeté (p. 8028).

DUMONT (Jean-Louis)

Député de la Meuse
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (économie, finances et privatisation : commerce et artisanat) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe 15 : **économie, finances et privatisation : commerce et artisanat (n° 960)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie : **Commerce et artisanat.**

Examen du fascicule. Rapporteur spécial [22 octobre 1987] :
Apprentissage et formation professionnelle (p. 4630).
Commerçants, artisans et conjoints (statut social des —) (p. 4629, 4630).
Crédits budgétaires affectés au ministère (p. 4630).
Formation des commerçants et artisans (p. 4629).
Programme d'orientation artisanal (et notamment création du fonds d'aménagement des structures artisanales (F.A.S.A.)) (p. 4630).
Statistiques sur les entreprises artisanales et de service (p. 4629, 4630).
Travail clandestin (p. 4629).
Urbanisme commercial (p. 4630).

Examen des crédits :

Etat B, titre III : contre l'amendement n° 10 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits affectés au développement des statistiques de l'artisanat) (p. 4646).
Titre IV : contre l'amendement n° 11 de M. Pierre Descaves (réduction de certains crédits d'informations et d'études) (p. 4647).

DURAND (Adrien)

Député de la Lozère
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à favoriser l'accession à la propriété des locataires de logements sociaux gérés par les offices d'habitations à loyer modéré (n° 903) [12 novembre 1987] (p. 5817).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038) [*J.O.* du 3 décembre 1987] (p. 14092).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Quotas laitiers en zone de montagne** : [21 octobre 1987] (p. 4599) ; situation de la Lozère ; situation des petites exploitations (p. 4600).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).**

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 2 *(modalités de la répartition de la première part de la D.G.E. des départements) :* son amendement n° 39 (précisant que les modalités d'attribution de la deuxième part de la D.G.E. s'appliqueront dès l'exercice 1987) (p. 7405) ; retiré (p. 7406).

Article 3 *(modalités de répartition de la seconde part de la D.G.E. des départements) :* son amendement n° 40 (tendant à l'application, dès l'exercice 1987, des modalités d'attribution de la seconde part de la D.G.E.) : retiré (p. 7049).

DURIEUX (Bruno)

Député du Nord
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'épargne (n° 443) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le développement du mécénat (n° 795) [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (Premier ministre : fonction publique : services généraux) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la création des **titres-culture (n° 761)** [19 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 37 : **Premier ministre : fonction publique — services généraux (n° 960)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur l'épargne (n° 443).**

Première lecture, avant la discussion des articles [15 avril 1987] :

Actions (achat d'— et plans d'options sur —) (p. 388).
Caisses d'épargne et de prévoyance (p. 388).
Comptes courants d'associés (p. 388).
Epargne des ménages (p. 387).
Epargne (p. 386).
Impôt sur les sociétés (p. 387).
Investissements des entreprises (p. 387).
Investissements des entreprises (aide à l'—) (p. 387).
Marché financiers (modernisation des —) (p. 386).
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— capitalisation (retraite par —) (p. 387) ;
— coût du dispositif (p. 388) ;
— organismes habilités à proposer et à gérer le P.E.R. (p. 388) ;
— retraite (déséquilibre des régimes de —) (p. 387) ;
— sortie du P.E.R. (rente viagère au capital) (p. 387, 388).
R.E.S. (reprise de l'entreprise par ses salariés) :
— participation minoritaire des salariés (p. 389).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).**

Première lecture, explications de vote [25 juin 1987] :

Amnistie (p. 3215).
Indemnisation des rapatriés (p. 3215).
Vote positif du groupe U.D.F. (p. 3215, 3216).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).**

Première lecture, discussion des articles [7 juillet 1987] :

Après l'article 16 : son amendement n° 77 (régime des « chèques-culture ») (p. 3734, 3735) ; rejeté (p. 3736).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Commerce extérieur (p. 4266).
Investissement (niveau de l'— et politique en faveur de l'—) (p. 4266).
Taux d'intérêt (p. 4266).

Première partie, discussion des articles [14 octobre 1987] [15 octobre 1987] :

Avant l'article 5 : son amendement n° 120 (mécanisme d'allégement de la taxe professionnelle) (p. 4327) ; retiré (p. 4328).

Après l'article 21 : son amendement n° 119 soutenu par M. Gilbert Gantier (immeubles classés, inscrits à l'inventaire supplémentaire ou agréés occupés par leurs propriétaires — déduction du revenu global des travaux de réparation et d'entretien nonobstant l'absence de subvention de l'Etat) : retiré (p. 4450).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Examen du fascicule* [29 octobre 1987]. Rapporteur spécial : suppléé par M. Philippe Auberger (p. 5024).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Après l'article 56 : son amendement n° 332 (possibilité de minoration du taux de la taxe d'habitation pour les communes où celui-ci est supérieur à la moyenne nationale) (p. 5871) ; retiré ; son amendement n° 349 (même objet) (p. 5872) ; rejeté (p. 5873).

Après l'article 59 : son amendement n° 333 rectifié (cession de logements H.L.M. ; possibilité d'exonération de la taxe départementale de publicité foncière) (p. 5886) ; repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) ; adopté ; son amendement n° 334 rectifié (taxe départementale de publicité foncière ; interdiction de la hausse des taux actuellement supérieurs à 10 % et de hausses portant les taux au-delà de 10 %) ; repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) ; adopté (p. 5887).

Article 60 *(mesures en faveur de la construction de logements ; alignement du régime des souscriptions de parts de sociétés immobilières sur celui de l'investissement direct) :* son amendement n° 335 (conditions d'ouverture du droit à réduction d'impôt) (p. 5909) ; retiré ; son amendement n° 337 (doublement des plafonds de 200 000 et 400 000 francs en contrepartie de la pratique d'une seule réduction au titre de 1988 et 1989) (p. 5910) ; retiré ; son amendement n° 336 (même objet) ; imputation sur 1989 de la somme excédant 200 000 ou 400 000 francs (p. 5911) ; retiré (p. 5912).

Après l'article 61 : soutient l'amendement n° 297 de M. Jacques Barrot (audiovisuel ; taux réduit de T.V.A. ; taux majoré et taxe spéciale pour les enregistrements à caractère pornographique ou incitant à la violence) ; mesures favorables au financement du cinéma (p. 5917) ; lutte contre la piraterie ; soutient l'amendement n° 186 de M. Michel Pelchat (vidéo ;

taux normal de T.V.A. ; taux majoré pour les enregistrements à caractère pornographique ou incitant à la violence) (p. 5918) ; votes réservés en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5919) : non adoptés (p. 5951, 5952).

DURIEUX (Jean-Paul)

Député de la Meurthe-et-Moselle
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687) [*J.O.* du 17 juin 1987] (p. 6504).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Commerce extérieur** : déficit ; demande les causes profondes de la détérioration de nos échanges extérieurs [25 novembre 1987] (p. 6440).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).**

Première lecture, discussion des articles [13 mai 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 232 de M. Gérard Collomb (dispositions des conventions ou accords d'entreprises ou établissements ne pouvant comporter de clauses contraires aux accords de branche) : rejeté (p. 1103).

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).**

Première lecture, discussion des articles [22 mai 1987] :

Titre Ier : *actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Article 1er *(financement par l'Etat d'actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi)* : soutient l'amendement n° 67 de M. Michel Coffineau (difficultés visées à cet article) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1526) ; soutient l'amendement n° 69 de M. Michel Coffineau (durée des contrats de réinsertion en alternance) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1528).

Article 2 *(définition des actions de réinsertion et exonération de cotisations sociales des contrats de réinsertion en alternance) — après l'article L. 980-14 du code du travail* : soutient l'amendement n° 76 de M. Michel Coffineau (rédaction des contrats de réinsertion) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1537) ; soutient l'amendement n° 80 de M. Michel Coffineau (durée hebdomadaire de l'activité professionnelle des titulaires d'un contrat de réinsertion) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1539).

Après l'article 2 : soutient l'amendement n° 86 de M. Michel Coffineau (conditions imposées aux entreprises ayant procédé à des licenciements économiques pour conclure un contrat de réinsertion) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1544).

Article 4 *(exonération des cotisations sociales pour l'embauche des demandeurs d'emploi à l'issue des actions de formation en faveur des chômeurs de longue durée)* : soutient l'amendement n° 87 de M. Michel Coffineau (durée minimale des contrats donnant droit à exonération) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Explications de vote :

Abstention du groupe socialiste (p. 1571).
Banalisation du chômage (p. 1571).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

Charbon (charbonnages de France et houillères nationales) (p. 4807).
Construction navale (p. 4807).
Conversion industrielle (et pôles de conversion) (p. 4807).
Désengagement de l'Etat (p. 4807).
Politique industrielle menée depuis 1986 (p. 4807).
Sidérurgie (p. 4807).

Tourisme. — *Questions* [27 octobre 1987] :

Vacances-loisirs-culture (association) (p. 4887).

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Questions* [28 octobre 1987] :

Organismes périscolaires (C.N.D.P., I.N.R.P. et O.N.I.S.E.P.) (p. 5005, 5006).

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politiques sociales sectorielles :
— convention sidérurgique (p. 5292).

DURR (André)

Député du Bas-Rhin
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Questions* [26 octobre 1987] :

Parcs d'innovation technologique (p. 4818).

Jeunesse et sport. — *Questions* [27 octobre 1987] :

Illkirch-Graffenstaden (zone de loisirs et de sports de —) (p. 4943).

Intérieur. — *Questions* [9 novembre 1987] :

Sapeurs-pompiers (situation des — dans le Bas-Rhin) (p. 5626).

DURUPT (Job)

Député de la Meurthe-et-Moselle
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et service communs. — *Examen des fascicules* [4 novembre 1987] :

Agences d'urbanisme (p. 5378).
Architecture (actions en faveur de la qualité de l'—) (p. 5379).
Conseils d'architecture d'urbanisme et d'environnement (p. 5378).
Zones rurales (restructuration) (p. 5378).

— **Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).**

Première lecture, avant la discussion des articles [11 décembre 1987] et [17 décembre 1987] :

Un pour cent logement (emploi et affectation du —) (p. 7622).

E

EHRMANN (Charles)

Député des Alpes-Maritimes
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la Commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative à la délimitation des frontières maritimes dans la région des bouches de Bonifacio (n° 1017) [12 novembre 1987] (p. 5817).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1017), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative à la délimitation des **frontières maritimes** dans la **région des Bouches de Bonifacio** (n° 1079) [26 novembre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 215**, posée le 12 mai 1987 : **autoroute : Côte d'Azur (p. 1059)** ; appelée le 15 mai 1987 : **réseau autoroutier de la côte d'Azur** : projet ignorant les problèmes propres aux Alpes-Maritimes et à une partie du Var (p. 1191, 1192).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Aménagement des rythmes scolaires (p. 4935).
Collectivités territoriales (dépenses d'équipement et de fonctionnement des — en faveur du sport) (p. 4935).
Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) (p. 4935).
Nice (politique des sports à —) (p. 4935).

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. *Questions* [28 octobre 1987] :

Enseignants (affectation géographique des — dans les régions du Midi) (p. 5003, 5004).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne.

Questions [6 novembre 1987] :

Aveyron (desserte routière de l'—) (remplaçant M. Jean Briane) (p. 5507).
Provence Côte d'Azur (schéma routier en —) (p. 5507).
Schéma directeur routier national (liaison des îles britanniques à la péninsule ibérique via Cherbourg) (remplaçant M. Jean-Marie Daillet) (p. 5510).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative à la délimitation des frontières maritimes dans la région des Bouches de Bonifacio (n° 1017).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. Rapporteur suppléé par M. Claude-Gérard Marcus [1er décembre 87] (p. 6589, 6590).

EMMANUELLI (Henri)

Député des Landes
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 21 janvier 1987] (p. 1027).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation économique** : prévisions de l'I.N.S.E.E. [20 mai 1987] (p. 1368, 1369).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1982 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 février 1988] :

Titre Ier : *modifications de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.*

Article 4 *(remboursement forfaitaire d'une partie des frais de campagnes) :* pour l'amendement n° 9 de M. Pierre Joxe (prévoyant une enveloppe globale de 150 millions de francs affectée au remboursement de la campagne présidentielle et un mécanisme de répartition de cette somme entre les candidats au prorata des suffrages exprimés) (p. 103).

Titre II : *modifications du code électoral.*

Article 7 *(déclaration du patrimoine des députés) :* pour l'amendement n° 96 de M. Pierre Joxe (prévoyant que les déclarations des situations patrimoniales des députés sont consultables par tout électeur) (p. 110).

EVIN (Claude)

Député de la Loire-Atlantique
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (affaires sociales et emploi : protection sociale) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)**. Annexe n° III : **affaires sociales et emploi : protection sociale (n° 961)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Commission médicale d'établissement (C.M.E.) (p. 720).
Médecins hospitaliers (nombre, formation et statut des —) (p. 719).
Pôles d'activités (p. 720).
Politique hospitalière menée depuis 1986 (généralités) (p. 719, 720).
Secteur privé hospitalier (réglementation et situation du —) (p. 719, 720).
Service (rétablissement du —) (p. 720).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [2 novembre 1987] :

Financement de la sécurité sociale (et notamment Etats généraux) (p. 5187, 5189).
Personnes âgées :
retraites (p. 5189).
Politique de la famille :
famille (effets de la loi du 26 décembre 1986) (p. 5188) ;
— hôpitaux (coût des —) (p. 5188, 5189) ;
- hôpitaux publics (rétablissement du secteur privé dans les -) (p. 5188).

F

FABIUS (Laurent)

Député de la Seine-Maritime
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à interdire aux **responsables des privatisations de percevoir une rémunération des entreprises concernées par ces opérations (n° 915)** [30 juin 1987].

Proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au **fonctionnement des assemblées parlementaires (n° 944)** [6 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Préparation de l'avenir** : nécessité de financer les décisions prises par le Gouvernement actuel [24 juin 1987] (p. 3119).

INTERVENTIONS

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution, ainsi que le débat et le vote sur cette déclaration (n° 627).**

Discussion [7 avril 1987] :

Agriculture (situation de l') (p. 26).
Chômage (lutte contre le) (p. 25, 27).
Justice sociale (p. 25).
Nouvelle-Calédonie (p. 26).
Politique audiovisuelle du Gouvernement (et notamment C.N.C.L) (p. 27).
Politique fiscale du Gouvernement (p. 25).
Privatisations (bilan des) (p. 27, 28).
Recherche (politique de) (p. 26).
Signification du vote de confiance (et notamment cohésion majoritaire) (p. 24, 28).
Situation économique comparée de la France et de la République fédérale allemande (p. 24, 28).
Situation économique de la France en mars 1986 (p. 24, 25).
Situation économique de la France en avril 1987 (p. 25).
Terrorisme (lutte contre le) (p. 26).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).**

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 6084, 6087) ; rejetée au scrutin public (p. 6090).

Caisse nationale de crédit agricole :
— conseil d'administration (représentation et poids des caisses régionales) (p. 6084, 6085) ;
— évaluation de la — (p. 6085) ;
— statut (p. 6084).
Caisses régionales :
— fonds propres et capacités financières (p. 6086) ;
— représentation majoritaire des agriculteurs au sein des — (p. 6186).
Constitutionnalité du projet de loi (p. 6086).
Crédit agricole :
— développement et adaptation (p. 6084, 6085) ;
— indépendance du — à l'égard de l'Etat (p. 6084, 6085).
Mutualisation ou privatisation (p. 6084, 6086).
Recettes (affectation des — de la mutualisation) (p. 6085).

FALALA (Jean)

Député de la Marne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

FANTON (André)

Député du Calvados
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Alain Mayoud et plusieurs de ses collègues tendant à inclure le mode de scrutin pour les élections législatives dans la Constitution (n° 423) [9 avril 1987] (p. 189).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Pierre Delalande tendant à modifier les articles 29 et 36 du règlement de l'Assemblée nationale sur les compétences des commissions permanentes (n° 575) [9 avril 1987] (p. 190).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Pierre Delalande tendant à la moralisation et à la transparence des partis politiques [9 avril 1987] (p. 190).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Roland Nungesser, tendant à lutter contre la fraude électorale (n° 608) [7 mai 1987].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson, tendant à instituer des suppléants pour les conseillers généraux (n° 649) [21 mai 1987] (p. 1491).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson relative aux conditions de création et de modification des limites des cantons (n° 650) [21 mai 1987] (p. 1491).

Membre de la commission spéciale constituée pour l'examen de la proposition de résolution (n° 798) présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée portant mise en accusation du M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute Cour de justice [*J.O.* du 10 juin 1987] (p. 6240).

Rapporteur de la proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, complétant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel (n° 772) [4 juin 1987] (p. 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale (n° 694) [*J.O.* du 20 juin 1987] (p. 6694).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Barbier relative aux élections cantonales (n° 722) [1er juillet 1987] (p. 3523).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Jack Salles, tendant à supprimer les incompatibilités familiales au sein des conseils municipaux (n° 768) [8 juillet 1987] (p. 3875).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie (n° 781) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Louis Besson et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier certaines dispositions du code électoral pour les élections municipales afin de garantir aux habitants permanents des petites communes accueillant une importante population touristique la maîtrise de leur gestion communale et de leur avenir (n° 877) [8 octobre 1987] (p. 4074) ; remplacé par M. Jean-Pierre Worms [5 novembre 1987] (p. 5483).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Hannoun et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les modalités de versement d'indemnités aux élus (n° 927) [5 novembre 1987] (p. 5483).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Bruno Bourg-Broc et plusieurs de ses collègues, relative à la mise en cause pénale des présidents de conseils régionaux et de présidents de conseils généraux et modifiant l'article 681 du code de procédure pénale (n° 954) [5 novembre 1987] (p. 5483).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Henri Bouvet, tendant à modifier le code électoral et relative à l'élection des conseillers régionaux (n° 958) [5 novembre 1987] (p. 5483).

Rapporteur de la proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, tendant à modifier le second alinéa de l'article L.O. 145 du code électoral (n° 1032) [20 novembre 1987] (p. 6197).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif aux élections cantonales (n° 1027) [20 novembre 1987] (p. 6197).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique (n° 409) de M. Pierre Pascallon et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée, **relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel** afin **d'élargir aux conseillers régionaux le droit de présentation des candidats à cette élection** (n° 691) [23 avril 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 412) de M. Jacques Lafleur et plusieurs de ses collègues tendant à **modifier le mode d'élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 831)** [10 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission élue spécialement pour l'examen de la proposition de résolution (n° 798) présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée, portant **mise en accusation de M. Christian Nucci**, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, **devant la Haute Cour de justice (n° 921)** [30 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique (n° 1032), adoptée par le Sénat, tendant à modifier le **second alinéa de l'article L.O. 145 du code électoral (n° 1098)** [3 décembre 1987].

Rapport fait au nom de commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique (n° 772), adoptée par le Sénat, complétant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'**élection du Président de la République au suffrage universel (n° 1099)** [3 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur : 1° le projet de loi (n° 1027), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence ; 2° la proposition de loi (n° 722) de M. Gilbert Barbier et plusieurs de ses collègues relative aux **élections cantonales (n° 1100)** [3 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réception des chaînes de télévision** : médiocrité du nouveau paysage audiovisuel français [10 juin 1987] (p. 2179) ;

orales sans débat :

— **n° 206**, posée le 12 mai 1987 : **agriculture (politique agricole : Calvados)** (p. 1057) ; appelée le 15 mai 1987 : **classement du pays d'Auge en zone agricole défavorisée** (p. 1187, 1188) ;

— **n° 263**, posée le 23 juin 1987 : **préretraites (politique et réglementation)** (p. 3101) ; appelée le 26 juin 1987 : **situation des préretraités** : effet rétroactif du décret du 24 novembre 1982 ; inégalité de traitement entre préretraités et retraités (p. 3233, 3234) ;

— **n° 291**, posée le 17 novembre 1987 : **préretraites (politique et réglementation)** (p. 6006) ; appelée le 20 novembre 1987 : **situation des préretraités** : alignement du taux de cotisation d'assurance maladie des préretraités sur celui des retraités ; abrogation souhaitable du décret du 24 novembre 1982 ; abattement sur les pensions de reversion des veuves de préretraités (p. 6139).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 816).**

Première lecture, discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Après l'article unique : pour l'amendement n° 33 de M. René André (possibilité pour les personnes contrôlées de demander une analyse de sang afin de vérifier les résultats donnés par les éthylomètres et les éthylotests) (p. 620).

— **Son rappel au règlement** : non respect de l'obligation de réserve par des magistrats [7 mai 1987] (p. 947).

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).**

Première lecture, discussion des articles [5 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la protection sociale.*

Après l'article 5 : son amendement n° 227 (exclusion de l'assiette des cotisations des cachets, primes ou prix versés à des sportifs professionnels à l'occasion de manifestations organisées par des clubs sportifs régis par la loi de 1901) (p. 2060) : retiré (p. 2061).

— **Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Allard tendant à faciliter la réalisation d'un nouveau franchissement de l'estuaire de la Seine (n° 794).**

Première lecture, avant la discussion des articles [16 juin 1987] :

Havre (développement économique du — et de la région) (p. 2416).

Péages (perception de —) (p. 2416).

Pont de Normandie ou d'Honfleur (construction et financement du —) (p. 2413).

Seine (aménagement du grand estuaire de la —) (p. 2416).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Titre Ier : *modifiant la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale.*

Article 2 *(extension de la révision de carrière aux militaires placés en non activité par retrait d'emploi)* : ses observations sur l'amendement n° 41 de M. Guy Ducoloné (financement des dépenses résultant du présent article) (p. 3177).

— Conclusions du rapport de la commission élue spécialement pour l'examen de la proposition de résolution présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée, portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute Cour de justice (n° 798).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. Rapporteur [7 octobre 1987] :

Haute Cour de justice :

- commission d'instruction (rôle de la —) (p. 4000, 4001) ;
- Compétence (p. 4000) ;
- indépendance politique (p. 4001).

Mise en accusation de M. Christian Nucci :

- commission *ad hoc* (travail et conclusions du rapport de la —) (p. 4000, 4001) ;
- innocence (présomption d') (p. 3999) ;
- pouvoir judiciaire (respect du fonctionnement du —) (p. 4001) ;
- procédure de mise en accusation (p. 3999, 4000) ;
- proposition de résolution (modification du texte de la —) (p. 4000) ;
- responsabilité du vote des députés (p. 3999, 4001).

Discussion de l'article unique [7 octobre 1987] :

Article unique *(portant mise en accusation de M. Christian Nucci devant la Haute cour de justice)* : contre l'amendement n° 1 de M. Pierre Joxe (portant en référence le rapport public de la Cour des comptes de 1987, après les mots « vu les règlements des assemblées parlementaires ») ; compétence de la Cour des comptes ; commission d'instruction ; contre l'amendement n° 2 de M. Pierre Joxe (supprimant le paragraphe portant mise en accusation de M. Nucci) ; rapport entre le vote de la mise en accusation et la levée de l'immunité parlementaire, p. 4023 et erratum au *J.O.* du 22 décembre 1987, p. 8066 ; impossibilité constitutionnelle de joindre les procédures diverses ; droit à la défense de M. Nucci (p. 4023) ; contre l'amendement n° 3 de M. Pierre Joxe (supprimant la notion d'initiatives de M. Nucci dans le premier alinéa de l'énoncé des faits) ; commission d'instruction (p. 4024) ; contre l'amendement n° 5 de M. Pierre Joxe (supprimant les mots « et sur le compte-joint Nucci-Chalier » dans l'énoncé des faits) ; commission d'instruction (p. 4025) ; contre l'amendement n° 6 de M. Pierre Joxe (modifiant la conclusion de l'article unique en ne conservant que l'alinéa qui ouvre l'enquête et en ne préjugeant pas de la condamnation et du renvoi de M. Nucci devant la Haute Cour) ; recevabilité de cet amendement (p. 4025) ; contre l'amendement n° 7 de M. Pierre Joxe (prévoyant, dans le premier alinéa de la conclusion, que la commission d'instruction « puisse mener toutes investigations sur les faits ayant permis à Yves Chalier de se soustraire à la justice ») ; compétence de la commission d'instruction (p. 4026) ; contre l'amendement n° 8 de M. Pierre Joxe (supprimant les sept derniers alinéas de la conclusion, mentionnant au titre de M. Nucci, les agissements de M. Chalier) ; déclarations de M. Chalier au juge d'instruction le 3 mars 1987 ; ordonnance d'incompétence du juge d'instruction en date du 6 mai 1987 ; amendement supprimant la possibilité réelle de transmettre le dossier à la Haute cour (p. 4027).

Voir aussi ses rappels au règlement des 17 et 22 décembre 1987 (pp. 7671, 7672, 7673, 8032, 8033).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Article 12 *(réduction du taux de T.V.A. à 7 % pour les attractions foraines)* : sa proposition d'extension de la mesure aux parcs de loisirs sportifs ; nécessité d'une législation commune à toutes les manifestations ludiques (p. 4403) ; difficulté d'appréciation du caractère culturel d'un parc de loisirs (p. 4404).

Deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :

— préretraités (p. 5301).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logements et services communs.

Questions [4 novembre 1987] :

Axe Calais-Bayonne (p. 5394).

Lisieux (rocade de —) (p. 5398).

Route nationale 10 (remplaçant M. Pierre-Rémy Houssin) (p. 5385).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, discussion des articles [17 et 18 novembre 1987] :

Chapitre I : *dispositions relatives aux droits des sociétés.*

Après l'article 20 : contre l'amendement n° 53 du Gouvernement (entreprises de spectacles) (p. 6026).

Chapitre III : *dispositions fiscales.*

Après l'article 22 : son amendement n° 23 (tendant à élever le seuil en-dessous duquel les plus-values de cession sur les fonds de commerce et les clientèles des professions libérales ne sont pas imposables) (p. 6050) ; rejeté ; son amendement n° 24 rectifié (prévoyant un abattement de 5 % par année à partir de la cinquième année d'exploitation pour les plus-values réalisées dans le cadre de la cession d'une activité agricole, artisanale, commerciale ou libérale) ; existence d'un abattement sur les plus-values dans le domaine foncier (p. 6051) ; rapport Aicardi ; adopté (p. 6052).

Article 23 *(articles 719, 724 et 725 du code général des impôts ; droit d'enregistrement sur les mutations de fonds de commerce)* : son sous-amendement n° 82 à l'amendement n° 32 du Gouvernement (tendant à porter l'abattement prévu par le Gouvernement de 100 000 francs pour les fonds de commerce pour lesquels l'assiette du droit n'excède pas 200 000 francs à 150 000 francs) (p. 6054) ; retiré (p. 6055) ; son amendement n° 22 corrigé : devenu sans objet (p. 6055).

Commission mixte paritaire, discussion des articles [21 décembre 1987] :

Article 22 *bis* : pour l'amendement n° 6 rectifié du gouvernement (limite des recettes dans laquelle les plus-values professionnelles sont exonérées) ; nécessité d'une révision de la législation sur les plus-values.

Article 24 B : ses observations sur l'amendement n° 8 rectifié du Gouvernement (crédit promotionnel) (p. 8015).

Troisième lecture, discussion des articles [23 décembre 1987] :

Chapitre II : *dispositions relatives aux transmissions d'entreprises.*

Section I : *division et intitulé nouveaux.*

Article 21 : contre le sous-amendement n° 60 de M. Jacques Roger-Machart à l'amendement n° 21 du Gouvernement (retirant les professions libérales du cadre des entreprises visées par cet amendement) (p. 8083).

Explications de vote (p. 8100) :

Vote positif du groupe R.P.R. (p. 8101).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Pierre Pascallon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée, relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel afin d'élargir aux conseillers régionaux le droit de présentation des candidats à cette élection (n° 409) et proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, complétant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel (n° 772).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique : discussion commune. Rapporteur [4 décembre 1987] :

Collège des personnes habilitées à présenter des candidats à la présidence de la République (élargissement du —) (p. 6782).

Conditions géographiques du parrainage des candidats à la présidence de la République (p. 6782, 6783).

— Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, complétant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel (n° 772).

Première lecture, discussion de l'article unique. Rapporteur [4 décembre 1987] :

Article unique *(élargissement du collège des personnes habilitées à présenter des candidats à la présidence de la République aux membres élus du conseil supérieur des Français de l'étranger) :* son amendement n° 2 (limitation de l'élargissement aux membres élus du conseil supérieur des Français de l'étranger) : adopté (p. 6787).

Après l'article unique : son amendement n° 3 rectifié (sénateurs représentant les Français établis hors de France et membres élus du conseil supérieur des Français de l'étranger étant réputés être les élus d'un même département ou territoire) : adopté (p. 6788).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux élections cantonales (n° 1027).

Première lecture, avant la discussion des articles.
Rapporteur [4 décembre 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 6795).

Coïncidence des dates des élections présidentielles et des élections cantonales (nécessité d'éviter la —) (p. 6788, 6795).

Délai de convocation des électeurs à la suite d'une vacance au sein d'un conseil général (p. 6788).

Droit des conseillers généraux de parrainer des candidats à la Présidence de la République (nécessaire respect du —) (p. 6788).

Discussion des articles [4 décembre 1987] :

Article 1er *(prorogation du mandat des conseillers généraux soumis à renouvellement en mars 1988 jusqu'en octobre 1988) :* contre l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (prorogation du mandat des conseillers généraux jusqu'au mois de juin 1988) (p. 6796).

Après l'article 1er : contre l'amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (création de suppléants pour les conseillers généraux) (p. 6797).

Article 2 *(délai de convocation des électeurs à la suite d'une vacance au sein d'un conseil général étant porté à six mois en cas de vacance survenue pendant le premier trimestre de l'année 1988) :* contre les amendements identiques n° 3 de M. Michel Sapin et n° 4 de M. François Asensi (de suppression) (p. 6798).

Après l'article 2 : ses observations sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (éligibilité au conseil général des électeurs du département inscrits sur une liste électorale) ; ses observations sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Louis Masson (possibilité de refuser l'inscription de la candidature d'une personne manifestement inéligible) (p. 6799).

— Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, tendant à modifier le second alinéa de l'article L.O. 145 du code électoral (n° 1032).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique.
Rapporteur [4 décembre 1987] :

Incompatibilité entre les fonctions de membre d'un conseil d'administration d'entreprises publiques nationales et les fonctions parlementaires (problèmes posés par l' —) (p. 6800).

Discussion de l'article unique [4 décembre 1987] :

Après l'article unique : contre l'amendement n° 1 corrigé de M. François Asensi (fonctions de membre de conseil d'administration, de directeur technique et toute direction de fait dans les sociétés ou entreprises recevant des subventions ou avantages spécifiques de l'Etat ou dont la raison sociale porte le nom du parlementaire étant incompatibles avec le mandat parlementaire) (p. 6801) ; contre l'amendement n° 2 corrigé de M. François Asensi (député devant dans les quinze jours qui suivent son entrée en fonction et à la fin de la législature déclarer le montant de son patrimoine et de ses revenus et les liens avec toute entreprise ou société) (p. 6802).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles
[10 décembre 1987] :

Contre la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 7071, 7072).

Travail de la commission (p. 7072).

Placement en détention provisoire : applicabilité de la réforme (p. 7072).

Discussion des articles [11 décembre 1987] :

Titre III : *dispositions diverses.*

Avant l'article 15 : soutient l'amendement n° 17 de la commission (institution du témoin assisté) ; nécessité de permettre à la personne mise en cause par une plainte ou une procédure pénale d'avoir accès aux dossiers sans être nécessairement inculpée (p. 7169) ; pour le sous-amendement n° 87 du Gouvernement à l'amendement n° 17 de la commission (institution du témoin assisté étant réservé au cas de plainte avec constitution de partie civile) ; amendement n° 17 : adopté après modification (p. 7172) ; soutient l'amendement n° 82 de M. Emmanuel Aubert (juge d'instruction ayant le pouvoir d'inculper toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves et concordant d'avoir pris part comme auteur ou complice aux faits qui lui sont déférés) (p. 7176) ; retiré (p. 7177).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles
[15 et 16 décembre 1987] :

Article 3 *(modalités de répartition de la seconde part de la D.G.E. des départements) :* ses observations ; entretien des chemins ruraux et communaux ; fonds spécial d'investissement routier (p. 7408) ; contre l'amendement n° 197 de M. Daniel Le Meur (de suppression) ; reprend ses observations précédentes (p. 7409).

— Son rappel au règlement *(rectifie la transcription de ses propos sur les rapports entre le vote de la mise en accusation de M. Nucci et la levée de son immunité parlementaire) :* ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Joxe [17 décembre 1987] (p. 7671, 7672).

— Son rappel au règlement *(même objet) :* erreur matérielle dans le compte rendu de la séance du 7 octobre 1987 [17 décembre 1987] (p. 7673).

— Son rappel au règlement *(même objet) :* rappelle l'erreur grave de transcription et de publication dont ont été victimes ses propos ; propose à M. Joxe de lui communiquer un enregistrement et la bande vidéo de la séance litigieuse [22 décembre 1987] (p. 8032) ; reconnaît avoir eu la faiblesse de ne pas relire aussitôt son intervention ; position du Sénat sur le problème (p. 8033).

FARRAN (Jacques)

Député des Pyrénées-Orientales
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à la création de chambres régionales de métiers (n° 414) [28 avril 1987] (p. 721).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à fixer les conditions d'exercice des activités de **mandataire commercial en fruits et légumes (n° 1114)** [9 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Conséquences pour l'agriculture méditerranéenne de l'entrée de l'Espagne dans le marché commun : diminution du pouvoir d'achat des agriculteurs ; événements survenus dans le Midi de la France [24 juin 1987] (p. 3114).

INTERVENTIONS

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 881).

Première lecture, discussion des articles [19 mai 1987] [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation de l'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-1 du code du travail (définition de l'obligation d'emploi) :* son sous-amendement n° 150 à l'amendement n° 1 de la commission (aménagement de la période transitoire de trois ans pendant laquelle les entreprises peuvent progressivement remplir leur obligation d'emploi) : rejeté (p. 1338) ; son amendement n° 81 : devenu sans objet (p. 1339).

Article 1er *(obligation de l'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) — article L. 323-8-4 du code du travail (actions financées par le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) :* son amendement n° 78 (ressources du fonds pouvant être utilisées en milieu protégé de travail) : retiré (p. 1404) ; *article L. 323-8-6 du code du travail (pénalités pour non respect de l'obligation d'emploi) :* son amendement n° 138 (montant des pénalités correspondant à la contribution étant versé au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : retiré (p. 1410) ; repris par M. Didier Chouat ; rejeté (p. 1411).

Article 3 *(commission départementale des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) :* son amendement n° 80 (représentation des handicapés travaillant en milieu ordinaire de travail et des handicapés travaillant en milieu protégé de travail au sein de la commission départementale) : retiré (p. 1417).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, discussion des articles [22 mai 1987] :

Titre Ier : *actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Article 1er *(financement par l'Etat d'actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi) :* son amendement n° 131 (prenant en compte les besoins du marché de l'emploi) : non soutenu (p. 1528).

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).

Première lecture, discussion des articles [3 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions fiscales.*

Chapitre Ier : *dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 1er *(composition de la commission départementale des impôts) :* son sous-amendement n° 81 à l'amendement n° 77 de M. Robert-André Vivien (désignation d'un représentant du contribuable par un organisme auquel il appartient en remplacement, au choix du contribuable, d'un de ses autres représentants) : retiré (p. 1843).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [24 juin 1987] [25 juin 1987] :

Indemnisation des rapatriés :

– certificats d'indemnisation (régime et échéancier du règlement des -) (p. 3159).

Monument à la mémoire des Français d'Algérie (p. 3159).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [14 octobre 1987] :

Article 3 *(déductibilité des frais de garde des enfants jusqu'à l'âge de six ans) :* son amendement n° 40 (prorogration de la déductibilité jusqu'à l'entrée dans l'enseignement secondaire) : non soutenu (p. 4322).

Article 4 *(exonération des indemnités de départ en retraite — limite de 20 000 francs) :* son amendement n° 41 (suppression de la limite de 20 000 francs) : non soutenu (p. 4325).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Apprentissage et formation professionnelle (p. 4640).

Assistance technique aux commerçants et aux artisans (p. 4640).

Crédits budgétaires affectés au ministère (p. 4639).

Formation des commerçants et artisans (p. 4640).

Zones sensibles et rurales (soutien aux entreprises) (p. 4640, 4641).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, discussion des articles [17 et 18 novembre 1987] :

Chapitre I : *dispositions relatives aux droits des sociétés.*

Après l'article 4 : son amendement n° 67 (compatibilité entre l'exercice du mandat de gérant et le statut de salarié de la société) : non soutenu (p. 5995).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, discussion des articles [21 novembre 1987] :

Article 7 *(conseil d'administration) :* son amendement n° 21 soutenu par M. Jean-Marie Daillet (représentation des organisations professionnelles) (p. 6245) ; retiré (p. 6246).

FAUGARET (Alain)

Député du Nord
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

FERON (Jacques)

Député de Paris
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le développement du mécénat (n° 795) [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (intérieur : sécurité) [*J.O.* du 8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14830).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **représentation des actionnaires au conseil d'administration des sociétés cotées en Bourse (n° 708)** [7 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 30 : **intérieur : sécurité (n° 960)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).

Première lecture, discussion des articles [3 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions fiscales.*

Chapitre II : *dispositions portant modification du livre des procédures fiscales.*

Article 4 *(vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble)* : son amendement n° 50 corrigé (administration tenue de préciser les points litigieux — possibilité de prorogation de 30 jours du délai de réponse imparti au contribuable) : non soutenu (p. 1887).

Article 5 *(charge de la preuve en cas de contestation de l'avis de la commission départementale des impôts)* : son amendement n° 51 soutenu par M. Georges Tranchant (taxation d'office à l'issue de la V.A.S.F.E. seulement en cas de non réponse du contribuable aux demandes de renseignements et d'éclaircissements formulées par l'administration) (p. 1893) ; retiré (p. 1894).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [9 novembre 1987] :

Sécurité :
— défense et sécurité civile (p. 5595, 5596) ;
— délinquance (p. 5594, 5595) ;
— services de police (structure et méthodes des) (p. 5595) ;
— syndicats de policiers (p. 5595) ;
— terrorisme (p. 5594).

FERRAND (Jean-Michel)

Député du Vaucluse
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

FERRARI (Gratien)

Député de la Savoie
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

FEVRE (Charles)

Député de la Haute-Marne
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : urbanisme et logement) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** tome XI : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : urbanisme et logement (n° 965)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Déséquilibre entre départements en matière de décentralisation : réduction du niveau de solidarité nationale due au désengagement financier de l'Etat [17 juin 1987] (p. 2508).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 610) et portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).

Première lecture, avant la discussion des articles (discussion commune) [22 avril 1987] :

Activités portuaires (p. 572).
Agriculture (importance des emprises en France) (p. 572).
Aménagement du territoire (p. 572).
Approbation du groupe U.D.F. (p. 571).
Coût évaluatif du projet (p. 571).
Droits et obligations et concessionnaires (p. 572).
Eurotunnel (choix du projet) (p. 571).
Financement sur fonds privés (p. 571).
Infrastructures autoroutières, routières et ferroviaires (plan d'accompagnement en —) (p. 572).
Marché européen (p. 572).
Nord-Pas-de-Calais (retombées économiques sur la région —) (p. 572).
Péage (p. 572).
Ratification du traité (processus en Grande-Bretagne) (p. 572).
T.G.V. Nord (p. 572).
Traité de Cantorbéry (élaboration du —) (p. 571).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Article 9 *(reconduction de mesures relatives à la T.V.A. prises en faveur de l'agriculture)* : rétablissement de la franchise de droit sur les bouilleurs de cru (p. 4384) ; promesse faite par le Premier ministre en Alsace au début de 1986 (p. 4385).

Deuxième partie :

Anciens combattants. — *Questions* [22 octobre 1987] :

Afrique du Nord (anciens combattants) (p. 4691), remplacé par M. Jean Brocard.
Guerre de 1914-1918 (attribution automatique de décoration et de la Légion d'honneur aux anciens combattants) (p. 4691), remplacé par M. Jean Brocard.

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Examen des fascicules.* Rapporteur pour avis [4 novembre 1987] :

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (et réhabilitation des logements sociaux) (p. 5344).
Aides à la personne (aide personnalisée au logement et allocation logement) (p. 5345).
Habitations à loyer modéré (H.L.M) (p. 5344).
Prêts d'accession à la propriété (P.A.P.) (p. 5344).
Prêts locatifs aidés (et fongibilité des aides) (p. 5344).

Vote des crédits (p. 5398) :

Etat C, titre VI : contre l'amendement n° 233 de M. Jean-Claude Portheault (abondement de la ligne budgétaire consacrée aux agences d'urbanisme) (p. 5402) ; contre l'amendement n° 229 de M. Guy Malandain (réduction des crédits) (p. 5403).

Article 68 *(aide personnalisée au logement)* : contre les amendements identiques n° 232 de M. Jacques Badet et 236 de M. Paul Chomat (de suppression) (p. 5406).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. —

Examen du fascicule [4 et 6 novembre 1987] :

Autoroutes (programme de construction des —) (p. 5497).
Crédits (évolution, montant, répartition) (p. 5496).
Gazole (déduction de la T.V.A. sur le —) (p. 5497).

Régie autonome des transports parisiens (R.A.T.P.) (p. 5496).
Réseau routier (p. 5497).
Société nationale des chemins de fer (S.N.C.F.) (p. 5496).
Voies navigables (p. 5496).

Intérieur. — *Questions* [9 novembre 1987] :
D.G.E. (contributions de la) (p. 5627).
Dotation globale de décentralisation (p. 5627, 5628).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).

Première lecture, avant la discussion des articles [11 décembre 1987] et [17 décembre 1987] :
Agence nationale pour la participation des employeurs (p. 7623).
Comité interprofessionnel du logement (structure et champs d'intervention) (p. 7622).
Entreprises (taux de participation des à l'effort de construction) (p. 7622, 7623).
Fonds de garantie (p. 7623).
Un pour cent logement (histoire, rôle, bilan, perspectives) (p. 7622).

FILLON (François)

Député de la Sarthe
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Président de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles : Président de la commission de la défense nationale et des forces armées, Rapporteur [8 et 9 avril 1987] :
Inscrit contre la motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (p. 151).
Armes chimiques (p. 94).
Armes nucléaires tactiques ou préstratégiques (utilisation des) (p. 94, 159).
Avions Awacs (p. 93).
Avions de transport (p. 94).
Avions de combat (p. 93).
Bombe à neutrons (p. 94).
Consensus sur la politique de défense (p. 90, 158).
Coopération franco-allemande et question de la garantie nucléaire et militaire de la France (p. 91, 92, 93, 94).
Coopération européenne en matière d'armement (p. 95).
Crédits d'équipement prévus par la loi (p. 91, 92).
Défense opérationnelle du territoire (D.O.T.) (p. 93).
Dépenses militaires (p. 95) ; désarmement et dénucléarisation de l'Europe (et notamment négociations américano-soviétiques) (p. 91).
Désengagement américain en Europe (hypothèse d'un —) (p. 91).
Espace (utilisation militaire de l') (p. 91).
Flotte de surface (p. 94, 95).
Forces nucléaires stratégiques (et notamment deuxième composante terrestre) (p. 92, 93).
Indépendance de la France (p. 91, 92).
Industries d'armement (p. 95).
Informations données en commission (p. 151).
Loi de programme du 8 juillet 1983 (retard dans l'exécution de la) (p. 90).
Loi de programme (organisation et contenu de la) (p. 90).
Neutralisme et pacifisme (notamment en R.F.A.) (p. 92).
Personnels militaires (p. 95).
Porte-avions nucléaire (et notamment construction d'un deuxième) (p. 94, 95).
Présence de la France hors d'Europe (et notamment Outre-Mer) (p. 94).
Principes de la politique de défense (p. 91, 92).
Programmes d'équipement définis par la loi (p. 92, 93, 158).
Satellites Hélios et Syracuse II (p. 92).
Situation internationale et évaluation des menaces (p. 91).

Discussion des articles [9 avril 1987] :
Article 1er et annexe *(approbation des orientations de l'annexe) :* ses observations sur l'amendement n° 4 de M. Jacques Peyrat (conscription étant l'une des bases du recrutement dans les armées) (p. 170) ; amendements portant sur l'annexe ; contre l'amendement n° 25 de Mme Jacqueline Hoffmann (arrêt des essais nucléaires de la France) (p. 171) ; contre l'amendement n° 38 de M. Michel Peyret (arsenaux et établissements de l'Etat) (p. 172) ; contre l'amendement n° 37 de M. Jacques Peyret (défense civile) ; ses observations sur l'amendement n° 24 de M. Michel Peyret (armes chimiques) (p. 177) ; ses observations sur l'amendement n° 21 de M. Michel Peyret (recherche spatiale) (p. 178).
Article 2 *(crédits de paiement) :* son amendement n° 1 (prévoyant l'actualisation des crédits de paiement chaque année par application de l'indice des prix du P.I.B. ; cessions d'actifs) (p. 161) ; rectifie cet amendement en supprimant la référence aux cessions d'actifs ; rectifie à nouveau cet amendement : adopté après rectifications (p. 182).
Après l'article 2 (approuve l'amendement n° 33 de M. Yves Guéna (état évaluatif du montant des fonds de concours mentionné à l'article 2 du projet).
Article 3 *(actualisation de la loi) :* son amendement n° 2 (prévoyant que le Gouvernement déposera à l'ouverture de la première session ordinaire de 1988-1989 un nouveau projet de loi de programme et non plus un rapport d'actualisation) (p. 183) ; adopté (p. 184).
Article 4 *(abrogation de la loi de programmation en vigueur) :* ses observations sur l'intervention de M. André Ledran (p. 185).
Titre : son amendement n° 3 (de forme) : adopté (p. 185).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [11 juin 1987] :
Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*
Article 45 *(reconduction des dispositions facilitant le rajeunissement des corps d'officiers et de sous-officiers) :* contre l'amendement n° 92 de M. Alain Lamassoure (application de l'article 45 jusqu'au 31 décembre 1991) (p. 2277).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Examen du fascicule* [9 novembre 1987] :
Budget de la défense (niveau du —) :
— dépenses d'équipement et programmes (p. 5658) ;
— dépenses de fonctionnement (Titre III) (p. 5657) ;
— proportion du P.I.B. consacré à la défense (p. 5658).
Cession d'actifs immobiliers et mobiliers (notamment caserne Dupleix) (p. 5638).
Défense européenne (et coopération militaire franco-allemande) (p. 5659, 5660).
Désarmement :
— Etats-Unis (présence militaire en Europe) (p. 5659) ;
— forces nucléaires intermédiaires (accord Etats-Unis/U.R.S.S. sur l'option « double zéro ») (p. 5658, 5659).
Forces nucléaires tactiques ou préstratégiques :
— bombe à neutrons (p. 5658, 5659) ;
— doctrine d'emploi des — (p. 5659, 5660).
Parlement (rôle du — dans la politique de défense) (p. 5658).
Personnels militaires :
— effectifs militaires (p. 5658).
Recherche et développement (crédits de — et ouverture de l'armée sur les entreprises) (p. 5658).

Vote des crédits :

Article 34 *(dépenses ordinaires des services militaires ; mesures nouvelles) :* contre l'amendement n° 326 de M. Jacques Peyrat (réduction des crédits destinés aux associations) (p. 5702).
Article 35 *(dépenses en capital des services militaires ; mesures nouvelles).*
Titre V : contre l'amendement n° 315 de M. Michel Peyret (suppression des crédits de paiement et des autorisations de programme pour les armes chimiques) (p. 5703) ; contre l'amendement n° 316 de M. Michel Peyret (suppression des

crédits destinés aux recherches nucléaires militaires) ; dissuasion nucléaire ; contre l'amendement n° 319 de M. Michel Peyret (essais nucléaires de Mururoa) ; dissuasion nucléaire ; armes à neutrons (p. 5706) ; ses observations sur l'amendement n° 321 de M. Jacques Roger-Machart (réduction des crédits de documentation) (p. 5708) ; contre l'amendement n° 329 de M. Michel Peyret (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement ouverts au paragraphe II) ; D.G.S.E. ; contrôle parlementaire sur les services secrets ; publication dans *l'Humanité* de certains débats de la commission de la défense nationale (p. 5711).

FISZBIN (Henri)

Député des Alpes-Maritimes
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution, ainsi que débat et vote sur cette déclaration (n° 627).

Discussion [7 avril 1987] :

Chômage (lutte contre le —) (p. 51).
Protection sociale (avenir du système de) (p. 51, 52).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :

Armes chimiques (p. 2477).
Communauté européenne et Acte unique européen :
— défense européenne (p. 2477).
Désarmement nucléaire (négociations américano-soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires :
— forces nucléaires françaises (exclusion des — du processus de désarmement nucléaire) (p. 2435, 2477) ;
— négociations en cours (p. 2476, 2477).
Pays en voie de développement (aide aux — et problème de l'endettement du tiers monde) (p. 2477).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Premier lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Politique économique et sociale du Gouvernement (p. 4252).

FITERMAN (Charles)

Député du Rhône
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Radios locales privées : loi et l'argent incompatible avec le respect du pluralisme sur la bande F.M. [6 mai 1987] (p. 886).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [15 avril 1982] :

Soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 378 à 381) ; rejetée au scrutin public (p. 382).
Cotisation de sécurité sociale sur les revenus du capital (p. 380).
Epargne des ménages (p. 378).
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— âge de la retraite et retraite à soixante ans (p. 379, 380) ;
— capitalisation (retraite par —) (p. 379) ;
— inégalités (accroissement des — du fait du P.E.R.) (p. 379) ;
— retraite (déséquilibre des régimes de -) (p. 380) ;
— sécurité des épargnants (p. 379).
Sécurité sociale (démantèlement de la —) (p. 379, 380).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

Allégements fiscaux en faveur des entreprises (p. 4796).
Balance commerciale (bilan de la —) (p. 4796).
Bourse (situation de la —) (p. 4796, 4797).
Budget de l'industrie (diminution du —) (p. 4796).
Désengagement de l'Etat (p. 4797).
Emplois (suppression d'— dans l'industrie) (p. 4796).
Energie (et rôle de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie — A.F.M.E.) (p. 4797).
Investissement productif (p. 4796).
Politique industrielle menée depuis 1986 (p. 4796).
Renault (p. 4797).

Questions (p. 4813) :

Industrie chimique (p. 4822).

FLEURY (Jacques)

Député de la Somme
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 3).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— Confirme lors de la discussion de la première partie de la loi de finances pour 1988 (n° 941) la recevabilité de l'amendement n° 141 de M. Jean Anciant (minoration de 15 milliards de francs des ressources brutes du budget général) [16 octobre 1987] (p. 4483).

— Répond au rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : rappelle que rien dans le règlement n'interdit au Rapporteur d'une commission de retirer un amendement [10 décembre 1987] (p. 7118).

— Répond au rappel au règlement de M. Maxime Gremetz : émotion de l'Assemblée face au décès de Lucien Barbier, militant de la C.G.T ; absence de rapport de cette intervention avec les propos tenus en séance [15 décembre 1987] (p. 7429, 7430).

— Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe : Gouvernement n'étant pas représenté en séance ; précise à M. Pierre Joxe que ses propos seront portés à la connaissance du Gouvernement [23 décembre 1987] (p. 8109).

— Répond au rappel au règlement de M. Dominique Chaboche : cite la décision du Conseil constitutionnel du 30 octobre 1981 précisant que « aucune dispsoition de la Constitution n'impose au Parlement d'épuiser l'ordre du jour d'une session extraordinaire avant la fin de celle-ci » [23 décembre 1987] (p. 8110).

— Constate la clôture de la session extraordinaire [23 décembre 1987] (p. 811).

FLORIAN (Roland)

Député de l'Oise
Socialiste

S'inscrit au groupe sociale [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

FLOSSE (Gaston)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et des territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud.

REPONSES AUX QUESTIONS

orales sans débat de :

— **M. Jean-Pierre Abelin (n° 338) : industries du bois** : performances de l'industrie indonésienne du contre-plaqué ; question soumise à la commission des communautés européennes ; tendance à la stabilisation ressortant des récentes déclarations d'importation [18 décembre 1987] (p. 7719) ;

— **M. Gilbert Mathieu (n° 336) usine Bel des Laumes** : production de l'usine des Laumes insuffisante pour affronter la concurrence internationale ; sa transformation en centre de collecte ; emplois proposés dans d'autres usines du groupe [18 décembre 1987] (p. 7721) ;

— **M. Bruno Bourg-Broc (n° 333) : systèmes de contingentement en matière agricole** : production d'éthanol agricole a l'étude [18 décembre 1987] (p. 7722).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :

Pacifique Sud (présence et politique de la France dans le -) (p. 4572, 4573, 4574).

FONTES (Georges)

Secrétaire d'Etat aux anciens combattants.

REPONSES AUX QUESTIONS

orales sans débat de :

— **M. Pierre Sergent (n° 283)** : respect de la mémoire des victimes du nazisme et de la vérité historique [9 octobre 1987] (p. 4083, 4084) ;

— **M. Michel Margnes (n° 278) : pouvoir d'achat des actifs et des retraités de la fonction publique** : augmentations générales des traitements intervenues en 1987 ; mesures spécifiques en faveur des agents des catégories C et D ; promotion interne [9 octobre 1987] (p. 4085) ;

— **M. André Bellon (n° 319) : commissariat à l'énergie atomique** : procédure disciplinaire sanctionnant des fautes professionnelles ; progression des crédits du C.E.A. ; son importance en matière de recherche [4 décembre 1987] (p. 6775) ;

— **M. Jean Kiffer (n° 313) : (politique charbonnière en Lorraine** : importance des investissements décidés depuis 1986 ; négociation en cours sur la fourniture de charbon à la sidérurgie et à E.D.F. [4 décembre 1987] (p. 6777) ;

— **M. Daniel Chevallier (n° 318) : centre hospitalier de Gap** : financement des investissements des centres hospitaliers généraux relevant d'une liste des priorités établie par les préfets de région en concertation avec les préfets de départements ; respect du choix des régions [4 décembre 1987] (p. 6778) ;

— **M. Marcel Rigout (n° 315) : règlement ovin** : suppression à terme des avantages réservés aux Britanniques ; unification totale du marché en 1992 [4 décembre 1987] (p. 6779) ; priorité donnée à la protection extérieure (p. 6780) ;

— **M. Jean-Pierre Delalande (n° 311) : situation du cinéma** : énoncé des mesures que comporte le plan de soutien [4 décembre 1987] (p. 6781).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Afrique du Nord (anciens combattants d'— et notamment campagne double et retraite anticipée) (p. 4677, 4690).
Alsaciens et Mosellans (patriotes et réfractaires à l'annexion de fait entre 1940 et 1944) (p. 4677).
Appareillage des invalides et victimes de guerre (p. 4678).
Centre d'études et de recherches sur l'appareillage des handicapés (C.E.R.A.H.) (p. 4678).
Etats africains et malgaches (anciens combattants ressortissants des —) (p. 4677).
Indochine (rapatriement des cendres des soldats français) (p. 4678).
Information historique (service d'—) (p. 4677).
Nécropoles et cimetières militaires (réfection des —) (p. 4677).
Office national des anciens combattants et victimes de guerre (O.N.A.C.) (p. 4677, 4678).
Prisonniers du Viet-minh (anciens —) (p. 4690).
Rapport constant (rattrapage du —) (p. 4678).
Retraite mutualiste (p. 4690).
Résistants (p. 4691).
Veuves et orphelins de guerre et ascendants (p. 4690).

Réponses aux questions [22 octobre 1987] :

Afrique du Nord (anciens combattants) (MM. Charles Fèvre remplacé par M. Jean Brocard, Loïc Bouvard, Noël Ravassard, René Béguet) (p. 4691, 4692, 4693, 4694).
Afrique du Nord (retraite anticipée de certains anciens combattants) (M. Noël Ravassard) (p. 4692, 4693).
Colonies et protectorats (anciens combattants originaires des — de la France) (M. Xavier Dugoin) (p. 4694, 4695).
Guerre de 1914-1918 (attribution automatique de décorations et de la Légion d'honneur pour les anciens combattants) (M. Charles Fèvre remplacé par M. Jean Brocard) (p. 4691, 4692).
Information historique (service d'—) (M. André Delehedde) (p. 4693, 4694).
Prisonniers et internés détenus par les Viet-minhs (M. Jean Brocard) (p. 4692).
Veuves, orphelins de guerre et ascendants (M. Jean Proveux) (p. 4693).

Vote des crédits [22 octobre 1987] :

Après l'article 65 : son amendement n° 121 (prise en compte de l'amibiase intestinale pour ouvrir droit à pension militaire au titre des campagnes d'Afrique du Nord) (p. 4695) ; adopté ; son amendement n° 122 (patriotes d'Alsace et de Moselle réfractaires à l'anexion de fait pendant la deuxième guerre mondiale) (p. 4696) ; adopté (p. 4697).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à permettre l'accès des conjoints de certaines personnes décédées en service aux emplois réservés (n° 1037).**

Première lecture, avant la discussion des articles [4 décembre 1987] :

Bénéficiaires actuels de la législation sur les emplois réservés (p. 6803).
Extension des catégories de personnes pouvant accéder aux emplois réservés (p. 6803).
Législation sur les emplois réservés (p. 6803).

Discussion des articles [4 décembre 1987] :

Article 1er *(droit aux emplois réservés des conjoints de certaines personnes décédées en service)* : contre l'amendement n° 5 de M. François Porteu de la Morandière (extension du projet de loi aux veuves de harkis déclarés morts pour la France ou portés disparus lors des évènements ayant précédé l'indépendance de l'Algérie) (p. 6806) ; pour l'amendement n° 3 de M. René Béguet (extension du droit aux emplois réservés aux conjoints de personnes qui, soumises à un statut législatif ou réglementaire et appelées à titre habituel ou occasionnel, à participer à des missions d'assistance à personne en danger, sont décédées au cours d'une telle mission) (p. 6807).

FORGUES (Pierre)

Député des Hautes-Pyrénées
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038) [*J.O.* du 3 décembre 1987] (p. 14092).

Membre suppléant du Conseil national des transports [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14836).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :

Procédure des questions :
Pérou (relations économiques franco-péruviennes) (p. 2494).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. I. — Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Vote des crédits* [4 novembre 1987] :

Etat B, titre IV : son amendement n° 245 (réduction des crédits) : rejeté (p. 5401).

FOSSE (Roger)

Député de la Seine-Maritime
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

FOURRE (Jean-Pierre)

Député de la Seine-et-Marne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 14 novembre 1987] (p. 13298).

Membre titulaire du Conseil national des transports [*J.O.* du 11 décembre 1987] (p. 14426).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Alcoolisme au volant (généralités et sanctions de l'—) :
— peines encourues (législation actuelle et aggravation des —) (p. 613).

Sécurité routière :
— approche globale de la — (p. 613) ;
— bilan 1986 (p. 613) ;
— infrastructures (amélioration des — et résorption des points noirs) (p. 612, 613) ;
— mesures prises entre 1981 et 1986 (p. 613) ;
— prévention routière (action éducative auprès des enfants notamment et amélioration de la circulation) (p. 613).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Procédure des questions [16 juin 1987] :

Radio-France international (installation d'un émetteur de — dans le Sud-Est asiatique) (p. 2495).
Turquie (droits de l'Homme en — et demande d'adhésion de la — à la Communauté européenne) (p. 2492).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

Décentralisation des activités des ministères (p. 5392).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne.

Examen du fascicule [4 et 6 novembre 1987] :

Aéronautique (industrie) (p. 5497, 5498).
Espace (politique de l' -) (p. 5497).

Vote des crédits (p. 5510) :

Etat B, titre IV : contre l'amendement n° 180 corrigé de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) (p. 5512).
Etat C, titre V : son amendement n° 246 (réduction des crédits) : retiré (p. 5514).

FOYER (Jean)

Député du Maine-et-Loire
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Juge titulaire, de la Haute cour de justice [15 avril 1987] (p. 370).

Prestation de serment le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre les états membres des communautés européennes concernant l'application de la Convention européenne pour la répression de terrorisme (n° 632) [16 avril 1987] (p. 450).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification de la Convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 631) [16 avril 1987] (p. 450).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **protection des topographies de produits semi-conducteurs** et à l'**organisation de l'Institut national de la propriété industrielle (n° 720)** [7 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur les projets de loi :
— **(n° 631)** autorisant la ratification de la **Convention européenne pour la répression du terrorisme ;**
— **(n° 632) autorisant la ratification d'un accord entre les états membres des communautés européennes** concernant l'application de la **Convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 784)** [21 mai 1987].

Proposition de loi relative **aux marques de fabrique, de commerce ou de service (n° 952)** [6 octobre 1987].

Proposition de résolution tendant à compléter l'**article 100 du règlement** de l'Assemblée nationale **(n° 1210)** [23 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues transférant le contentieux des décisions du conseil de la concurrence à la juridiction judiciaire (n° 638).

Première lecture, avant la discussion des articles
[28 avril 1987] :

Bloc de constitutionnalité (développement du - par le Conseil constitutionnel) (p. 681).
Conseil constitutionnel (décision du 23 janvier 1987) (p. 681).
Intérêts corporatifs (pression des -) (p. 680).
Répartition des compétences entre les deux ordres de juridiction (p. 680).
Sursis à exécution (p. 681).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles [23 juin 1987] :

Article 2 *(détermination des bénéficiaires des versements effectués par les particuliers des entreprises ouvrant droit à déduction et régime de déduction fiscale des entreprises) :* contre l'amendement n° 79 de M. Christian Pierret (dispositions du projet ne s'appliquant pas aux associations cultuelles ou de bienfaisance) (p. 3086, 3087).

— Projet de loi modifiant diverses dispositions du code de la route en vue de renforcer la lutte contre l'alcool au volant (n° 616).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles
[29 juin 1987] :

Alcoolisme (lutte contre l') :
associations bénéficiant de faveurs fiscales et débitant de l'alcool (p. 3335).
Alcoolisme au volant :
code pénal (hypothèse de l'introduction de la notion de peine minimale et réforme du) (p. 3334) ;
peine minimale en cas de conduite en état alcoolique et d'homicide involontaire (création d'une -) (p. 3334) ;
peine minimale en cas de conduite en état alcoolique et d'homicide involontaire (possibilité de retenir les circonstances atténuantes) (p. 3334) ;
peines appliquées par les magistrats (p. 3334).
Insécurité routière :
accidents corporels et mortels, notamment dus à l'alcoolisme) (p. 3334).

— Projet de loi autorisant la ratification de la Convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 631), projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre les états membres des communautés européennes concernant l'application de la Convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 632) et projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de certaines infractions commises à l'étranger (n° 633).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique : discussion commune. Rapporteur de la commission des affaires étrangères, pour les deux projets de loi relatifs à la convention et à l'accord pour la répression du terrorisme [29 juin 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité de M. André Lajoinie sur le projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne pour la répression du terrorisme (p. 3320) ; rejetée au scrutin public (p. 3321).
Accord de Dublin de 1979 (p. 3313, 3314).
Convention de Strasbourg de 1977 (délais de ratification de la -) (p. 3312).
Convention de Strasbourg de 1977 (réserves sur la -) (p. 3313).
Droit d'asile et droits de l'Homme (p. 3313, 3320).
Extradition :
notion d'infraction politique (définition conventionnelle et jurisprudentielle) (p. 3312, 3313, 3320) ;
refus d'extradition (obligation de poursuites en cas de - et rôles et compétences des juridictions françaises et du Parquet pour connaître des infractions commises à l'étranger) (p. 3313, 3329).
Terrorisme (lutte contre -) :
coopération européenne (p. 3312).

— Projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 631).

Première lecture, explications de vote.
Rapporteur [29 juin 1987] :
Ministère public (rôle du —) (p. 3330).

— Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Foyer relative à la protection des topographies de produits semi-conducteurs et à l'organisation de l'Institut national de la propriété industrielle (n° 849).

Première lecture, avant la discussion des articles
[29 juin 1987] :

Inscrit contre la question préalable de M. Pierre Joxe : (p. 3364, 3365).
Etats-Unis (protection des semi-conducteurs aux — et inspiration de la proposition par le droit américain pour une meilleure réciprocité de la protection) (p. 3364).
Institut national de la propriété industrielle (missions, organisation, statuts et recours contre les décisions de son directeur) (p. 3364, 3365).
Propriété industrielle et innovations (protection des —) (p. 3364).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Première lecture, avant la discussion des articles
[6 octobre 1987] :

Conseil d'Etat (compétences du -) (p. 3948, 3949).
Cours administratives d'appel (compétences des —) (p. 3947).
Juridictions administratives (historique des réformes des —) (p. 3949).
Juridictions administratives (rattachement administratif des —) (p. 3950, 3951).
Juridictions administratives (réorganisation des —) (p. 3948, 3949).
Jurisprudence administrative (grands principes de la —) (p. 3949).
Ministère d'avocats (obligation du —) (p. 3948).
Ministère public (création d'un — auprès des juridictions administratives) (p. 3949).
Procédures administratives (amélioration des —) (p. 3950).
Procédures préalables d'admission (p. 3950).
Question préjudicielle (p. 3950).
Recours pour excès de pouvoir (p. 3948).

Discussion des articles :

Article 1er *(compétences et organisation des cours administratives d'appel)* (p. 3960) : son amendement n° 46 (tendant à donner compétences aux cours d'appel pour l'ensemble du contentieux administratif) (p. 3961) ; adopté ; son amendement n° 1 : devenu sans objet (p. 3962).

Article 2 *(compétences et organisation des cours administratives d'appel) :* son amendement n° 2 : devenu sans objet (p. 3963).

Article 7 *(pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat) :* son amendement n° 3 (recevabilité du recours en cassation) (p. 3967) ; retiré (p. 3968).

Après l'article 12 : son amendement n° 4 (rattachement des juridictions administratives au ministère de la justice) : retiré (p. 3970).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles
[14 octobre 1987] :

Impôts locaux (et actualisation triennale des valeurs locatives) (p. 4257).

Deuxième partie :

Coopération. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Son rappel au règlement : rôle du Rapporteur de la commission ; démission de celui-ci en cas de désaccord avec la commission ; situation de M. Guy Vadepied (p. 4670).

FRACHON (Martine)

Député des Yvelines
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681) [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070).

Membre de la commission spéciale constituée pour l'examen de la proposition de résolution (n° 798) présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice [*J.O.* du 10 juin 1987] (p. 6240).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687) [*J.O.* du 17 juin 1987] (p. 6504).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7066).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique en faveur des personnes âgées** : vieillissement du pays ; cas particulier des personnes âgées en perte d'autonomie [28 octobre 1987] (p. 4983).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).**

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Compétitivité des entreprises françaises (amélioration de la — et croissance) (p. 1051).
Conditions de vie et de travail (p. 1051).
Déréglementation (p. 1051).
Durée du travail (et notamment association de l'aménagement du temps de travail avec la réduction de la — et comparaisons internationales) (p. 1052).
Formes de l'aménagement du temps de travail :
— équipes de fin de semaine dites de suppléance (p. 1052) ;
— heures supplémentaires (et notamment décompte des —) (p. 1051, 1052).
Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (et conditions générales de mise en œuvre) (p. 1052).

Discussion des articles [14 mai 1987] [15 mai 1987] :

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* : nécessité d'un syndicalisme fort ; aménagement du temps de travail et accidents du travail (p. 1139).

Article 3 *(recours aux contrats de travail intermittent)* : son opposition (p. 1214).

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).**

Première lecture, avant la discussion des articles [4 et 5 juin 1987] :

Soutient la motion de renvoi en commission présentée par M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 2044 à 2047) ; rejetée au scrutin public (p. 2049).
Dispositions relatives à la protection sociale :
— pensions des conjoints des membres des professions libérales (p. 2045) ;
— protection sociale agricole (p. 2045) ;
— protection sociale des ministres des cultes (p. 2045).
Dispositions relatives à la santé :
— S.I.D.A. (dépistage anonyme et gratuit du —) (p. 2046).
Dispositions relatives aux études médicales :
— réforme du troisième cycle des études médicales (p. 2046).
Dispositions relatives au travail et à l'emploi :
— recherche d'emploi pour les chômeurs de 55 ans non indemnisée (dispense de —) (p. 2046) ;
— stages d'initiation à la vie professionnelle (régime des —) (p. 2047).
Technique du D.M.O.S. (p. 2044).

Discussion des articles [9 juin 1987] [11 juin 1987] :

Titre 1er : *dispositions relatives à la protection sociale.*

Article 6 *(bénéfice de l'exonération de cotisation pour l'emploi d'une aide à domicile)* : son amendement n° 127 (exigence d'un plafond de ressources pour le bénéfice de l'exonération de cotisation pour l'emploi d'une aide à domicile) : rejeté.

Article 9 *(délai de prescription applicable aux cotisations sociales agricoles)* : son amendement n° 130 (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 131 soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (délai de reprise des cotisations de sécurité sociale étant fixé à cinq ans) : rejeté.

Article 10 *(garantie de paiement relative aux cotisations sociales agricoles)* : son amendement n° 132 soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (prestations familiales du régime agricole étant incessible et insaisissable) (p. 2076) ; rejeté (p. 2077).

Article 24 *(transfert d'officines pharmaceutiques)* : son amendement n° 133 (identité des conditions d'ouverture d'une nouvelle officine sur l'essemble du territoire français) (p. 2107) ; rejeté au scrutin public (p. 2108).

Après l'article 27 : ses observations sur l'amendement n° 300 du Gouvernement (extension aux agents hospitaliers de la durée du congé parental jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant) (p. 2113).

Titre IV : *dispositions relatives au travail et à l'emploi.*

Article 33 *(dispense de recherche d'emploi pour certaines catégories de chômeurs)* : son amendement n° 176 (de suppression) (p. 2140) ; rejeté ; son amendement n° 178 soutenu par M. Michel Coffineau (rétablissement des actes positifs de recherche d'emploi) ; son amendement n° 179 (suppression des dispositions prévoyant la radiation de la liste de l'A.N.P.E. des personnes n'effectuant pas des actes positifs de recherche d'emploi) : rejeté ; son amendement n° 180 (maintient de l'obligation d'inscription à l'égard de certaines catégories de demandeurs d'emploi âgés) : rejeté ; son amendement n° 177 personnes visées par l'article demeurant inscrites à l'agence nationale pour l'emploi) (p 2143) ; rejeté.

Article 36 *(imputation de la rénumération des salariés en congés d'enseignement sur la participation des employeurs à la formation professionnelle continue)* : son amendement n° 181 (de suppression) : retiré.

Après l'article 36 : ses amendements n° 239 et n° 240 soutenus par M. Michel Coffineau (statut du stagiaire non titulaire d'un contrat de travail) : retiré (p. 2147).

Article 37 *(exonération de cotisations sociales de l'indemnité complémentaire versée aux jeunes en stage d'initiation à la vie professionnelle)* : son amendement n° 182 soutenu par M. Michel Coffineau (de suppression) (p 2149) ; rejeté (p. 2151) ; son amendement n° 184 (dispositions du présent article ne s'appliquant que pendant une durée maximale de trois ans à compter du début du stage d'initiation à la vie professionnelle) : rejeté ; son amendement n° 183 (dispositions du présent article n'étant pas applicables à l'issue d'une période de stage pour un jeune stagiaire en cas de renouvellement du stage d'initiation à la vie professionnelle) (p. 2151) ; son amendement n° 185 soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (définition du stage d'initiation à la vie professionnelle) : rejeté (p. 2152).

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Article 39 *(recrutement de contractuels par l'Etat)* : son amendement n° 192 soutenu par M. Michel Sapin (de suppression) (p. 2265) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 229 soutenu par M. Raymond Douyère (suppression de l'assouplissement des conditions de recrutement de contractuels de catégorie A) : rejeté (p. 2266).

Article 40 *(emplois susceptibles d'être occupés par des contractuels)* : son amendement n° 193 (de suppression) (p. 2268) ; rejeté ; son amendement n° 194 (décret en Conseil d'Etat devant fixer la liste des corps ou des emplois de catégorie A pouvant être assurés par des agents contractuels) : rejeté ; son amendement n° 195 (rétablissement du rapport annuel nécessaire aux comités techniques paritaires concernés pour apprécier l'évolution des besoins en contractuels) (p. 2269) ; rejeté ; son amendement n° 196 (révision, tous les trois ans, de la liste des corps et des emplois susceptibles de déroger au recrutement par concours) : rejeté (p. 2270).

Article 44 *(délégation du pouvoir disciplinaire et du pouvoir de nomination)* : son amendement n° 197 (de suppression) (p. 2273) ; rejeté (p. 2274).

Titre VI : *dispositions diverses.*
Avant l'article 46 : dépôt tardif du sous-amendement de M. Alain Lamassoure (p. 2288).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Personnes âgées :
politique en faveur des personnes âgées (généralités) (p. 5251, 5252).

FRANCESCHI (Joseph)

Député du Val-de-Marne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Vivien et plusieurs de ses collègues, tendant à faciliter les opérations de vote des personnes aveugles ou non voyantes (n° 822) [8 juillet 1987] (p. 3875).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie (n° 781) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008) [*J.O.* du 16 décembre 1987] (p. 14661).

DEPOTS

Proposition de loi tendant au regroupement des **consultations électorales (n° 1207)** [22 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Défense civile (principes et articulation de la sécurité civile avec la) (p. 3292).
Forêt (lutte contre les incendies de) (p. 3293).
Matières dangereuses (transport des) (p. 3293).
Plans O.R.S.E.C. (p. 3293, 3294).
Politique de l'environnement entre 1981 et 1986 (p. 3292, 3293).
Prévention (politique de) (p. 3293, 3294).
Sécurité civile (organisation de la) (p. 3292, 3293).
Zones de défense (p. 3293, 3294).

Discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*
Article 1er *(définition de la sécurité civile ; plans d'organisation des secours ; urgence) :* son amendement n° 154 soutenu par M. Robert Chapuis (définition de la sécurité civile) (p. 3775) ; devenu sans objet (p. 3776).
Après l'article 2 : son amendement n° 189 soutenu par Mme Huguette Bouchardeau (objet du plan O.R.S.E.C.) : rejeté (p. 3779).
Article 3 *(autorité compétente pour diriger les opérations de secours) :* son amendement n° 182 soutenu par Mme Odile Sicard (conservation de l'article 101 de la loi du 2 mars 1982) : rejeté (p. 3785).
Article 4 *(pouvoirs du ministre chargé de la sécurité civile) :* son amendement n° 156 soutenu par M. Robert Chapuis (établissement de la distinction entre les moyens relevant de l'Etat et ceux des collectivités locales) : devenu sans objet (p. 3788) ; son amendement n° 177 (tendant à préciser que l'attribution, par le ministre chargé de la sécurité civile des moyens publics, s'effectue sur délégation du Premier ministre) : adopté (p. 3789).
Article 9 *(réquisition des moyens privés de secours) :* son amendement n° 159 : devenu sans objet (p. 3802).
Article 13 *(pouvoirs de nomination des officiers de sapeurs-pompiers) :* ses observations (p. 3813) ; son amendement n° 163 (nomination des officiers par l'autorité territoriale après accord du représentant de l'Etat) : rejeté (p. 3810).
Après l'article 13 *ter* : demande une suspension de séance ; pour l'amendement n° 222 du Gouvernement (validation législative d'une disposition réglementaire relative à la nomination des élèves-commissaires à la suite de son annulation par le tribunal administratif) (p. 3811).
Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*
Chapitre III : *défense de la forêt contre l'incendie.*
Après l'article 24 *quater* : ses observations sur l'amendement n° 95 de la commission des lois (tendant à insérer dans le code de l'urbanisme une disposition applicable à certains massifs forestiers, selon laquelle les zones faisant l'objet d'une protection doivent conserver leur classement après un incendie) (p. 3852).
Chapitre IV : *prévention des risques naturels.*
Après l'article 29 : soutient l'amendement n° 214 de M. Alain Richard (prise en compte des risques biotechnologiques) (p. 3856) ; rejeté (p. 3857).
Chapitre V : *prévention des risques technologiques.*
Article 30 *(mesures de sécurité applicables aux barrages non concédés) :* son amendement n° 168 (tendant à lier la compétence du représentant de l'Etat dans l'exercice de ses pouvoirs) : rejeté ; son amendement n° 169 (tendant à rendre obligatoire la procédure d'injonction) : rejeté (p. 3862).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 octobre 1987] :

Toxicomanes (traitement médical et réinsertion sociale des —) :
— politique pénale à l'encontre des toxicomanes (p. 4055, 4056).
Toxicomanie (lutte contre la — et notamment action de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie) :
— actions menées entre 1981 et 1986 (p. 4056) ;
— plan engagé par le garde des sceaux (p. 4056).
Trafic de stupéfiants (répression du —) :
— petits trafiquants et trafiquants usagers (p. 4056, 4057) ;
— repentis (réduction de peines pour les —) (p. 4057) ;
— sanctions financières contre les trafiquants et contre le « blanchissement » des fonds provenant du trafic (p. 4057).
Trafic de stupéfiants et toxicomanie (qualification pénale et modification des règles concernant le cumul des peines pour les seules affaires de drogue) (p. 4057).

Discussion des articles [9 octobre 1987] :

Article 3 *(institution d'une peine complémentaire de confiscation de tout ou partie des biens du condamné) :* contre l'amendement n° 3 de la commission (tendant à exclure de la confiscation les biens acquis par voie successorale) (p. 4142).
Titre II : *dispositions modifiant le code pénal.*
Avant l'article 7 : son amendement n° 55 (supprimant l'intitulé du titre II) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4151) ; son amendement n° 56 (limitant la portée de la réforme concernant la confusion des peines aux cas dans lesquels certaines infractions à la législation sur les stupéfiants sont en concours avec un crime) (p. 4152) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4153).

FRECHE (Georges)

Député de l'Hérault
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 1er avril 1987] (p. 3628).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 1er avril 1987] (p. 3628).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

FREDERIC-DUPONT (Edouard)

Député de Paris
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n° 1015) [12 novembre 1987] (p. 5817).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1015), adopté pa le Sénat, autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Turquie** en vue d'éviter les **doubles impositions** en matière **d'impôts sur le revenu** (ensemble un protocole) **(n° 1134)** [10 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Propos tenus par M. Michel Noir** : propos tenus par certains ministres à l'encontre du Front national [20 mai 1987] (p. 1364, 1365, 1366) ;

orales sans débat :

— **n° 192**, posée le 21 avril 1987 : **ministres et secrétaires d'Etat (réforme administrative : personnel)** (p. 529) ; appelée le 15 mai 1987 : **stationnement avenue Charles Floquet** : gêne causée aux riverains par la réservation de places de stationnement aux personnels du ministère de la réforme administrative (p. 1190).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, première partie, seconde délibération [16 octobre 1987] :

Article 30 et état A : vote favorable du groupe Front national sur le budget (p. 4493).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n° 1015).**

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. Rapporteur [20 décembre 1987] :

Suppléé par M. Michel de Rostolan (p. 7928).

FREULET (Gérard)

Député du Haut-Rhin
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Protection sociale** : nécessité de s'attaquer aux dépenses de la sécurité sociale [3 juin 1987] (p. 1862, 1863) ;

orales sans débat :

— **n° 222**, posée le 19 mai 1987 : **S.N.C.F. (T.G.V.)** (p. 1351) ; appelée le 22 mai 1987 : **tracé des T.G.V. Est et Nord** : son importance primordiale pour l'Alsace (p. 1510, 1511).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).**

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la lutte contre le trafic de stupéfiants.*

Après l'article 2 : soutient l'amendement n° 46 de M. François Bachelot (ayant pour objet de permettre au procureur de la République de ne plus être lié par l'injonction thérapeutique qu'il délivre et de traduire l'usager devant la juridiction de jugement chaque fois qu'il l'estimera nécessaire) (p. 4138) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 47 de M. François Bachelot (prévoyant l'application des dispositions du code de procédure pénale relatives au contrôle judiciaire à la cure thérapeutique ordonnée par le juge d'instruction) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4139).

Après l'article 5 : soutient l'amendement n° 59 de M. François Bachelot (détection de la drogue passée « in corpore » grâce à des examens médicaux) (p. 4145) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4147) ; soutient l'amendement n° 60 de M. François Bachelot (caractère prioritaire des véhicules utilisés par les services des douanes) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4148).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie : **Agriculture - B.A.P.S.A.** — *Vote des crédits* [23 octobre 1987] :

Agriculture :

Etat C, titre VI : soutient l'amendement n° 115 de M. Jacques Bompard (réduction de crédits) : rejeté (p. 4785).

Tourisme. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Crédits (recensement des — du tourisme) (p. 4873).
Fiscalité (p. 4873, 4874).
Insécurité (lutte contre l' -) (p. 4874).
Promotion du tourisme et Maison de la France (p. 4874).
Secrétariat d'Etat au tourisme (réorganisation des structures du —) (p. 4873).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Avant l'article 60 : son amendement n° 249 (bouilleurs de cru) (p. 5905) ; importation d'alcool ; faiblesse du rendement des vergers ; situation des bouilleurs de cru de la R.F.A. ; engagements du Premier ministre avant les élections de 1986 (p. 5906) ; votre réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5908).

FREVILLE (Yves)

Député d'Ile-et-Vilaine
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (éducation nationale : enseignement supérieur) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 20 : **éducation nationale : enseignement supérieur (n° 960)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — II. Recherche et Enseignement supérieur. Rapporteur spécial. — *Examen des fascicules* [29 octobre 1987] :

Enseignement supérieur :
Bibliothèques (p. 5062).
Bourses et actions sociales universitaires (p. 5061).
Budget consacré aux universités (p. 5061, 5091).
C.A.P.E.S. et agrégations (préparation aux) (p. 5062).
Equipement universitaire (p. 5061).
Etablissements d'enseignement supérieur privés (p. 5062).
Heures complémentaires (rémunérations des) (p. 5062).
Premiers cycles universitaires (p. 5061).
Professeurs et corps enseignant de l'université :
mesures catégorielles, recrutement, carrière (p. 5061, 5062).
Recherche universitaire (notamment prime de) (p. 5062, 5063).
Recherche :
Ingénieurs, techniciens et agents (I.T.A.) (p. 5062).

Vote des crédits :

Etat B, titre III : contre l'amendement n° 178 de M. Jean-Claude Martinez (réduction des crédits destinés au comité national d'évaluation des universités) (p. 5101).

FRITCH (Edouard)

Député de la Polynésie française
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 19 mai 1987] (p. 5494).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 19 mai 1987] (p. 5494).

Rapporteur de la proposition de loi relative au transfert de la compétence du second cycle de l'enseignement du second degré au territoire de la Polynésie française (n° 718) [21 mai 1987] (p. 1490).

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 2 juillet 1987] (p. 7228).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 2 juillet 1987] (p. 7228).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 novembre 1987] (p. 13186).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 2 février 1988] (p. 1621).

DEPOTS

Proposition de loi relative au **transfert de la compétence du second cycle de l'enseignement du second degré** au territoire de la **Polynésie française (n° 718)** [7 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 718) relative au **transfert de la compétence du second cycle de l'enseignement du second degré** au territoire de **la Polynésie française (n° 789)** [26 mai 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 814).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 avril 1987] :

Définition du corps électoral (et notion de population intéressée) (p. 291).
Intérêts de la France (et notamment francophonie) (p. 291).
Mesures sociales (p. 292).
Nainville-les-Roches (conférence de —) (p. 290).
Politique calédonienne des gouvernements socialistes (p. 290).
Référendum (organisation du —) (p. 292).
Statut futur de la Nouvelle-Calédonie (p. 292).

— Projet de loi portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 688).

Première lecture, avant la discussion des articles [22 juin 1987] :

Minimum vieillesse (institution d'un —) (p. 3001).
Vote favorable du groupe R.P.R. (p. 3001).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Edouard Fritch et plusieurs de ses collègues, relative au transfert de la compétence du second cycle de l'enseignement du second degré au territoire de la Polynésie française (n° 718).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [22 juin 1987] :

Commission paritaire de concertation (p. 3017).
Consultation des partenaires sociaux (p. 3017).
Convention entre l'Etat et le territoire (modalités du transfert des compétences et des crédits correspondants) (p. 3016).
Diplômes (valeur des —) (p. 3016).
Echecs scolaires (réduction du taux d'— pour une meilleure adaptation au contexte local) (p. 3016).
Enseignement du premier cycle du second degré (p. 3015).
Enseignement du second cycle du second degré (date du transfert au territoire des compétences de l'—) (p. 3015).
Enseignement privé (p. 3016).

Discussion des articles :

Article 2 *(convention entre l'Etat et le territoire sur leurs obligations respectives) :* ses observations sur l'amendement n° 1 de M. François d'Aubert (incompétence du territoire pour la délivrance du baccalauréat) (p. 3019).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Edouard Fritch et plusieurs de ses collègues, tendant à étendre au territoire de la Polynésie française le champ d'application de la loi n° 77-748 du 8 juillet 1977 relative aux sociétés anonymes à participation ouvrière (n° 514).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [22 juin 1987] :

Loi du 26 avril 1917 (dispositions de la —) (p. 3020).
Sociétés anonymes à participation ouvrière (extension à la Polynésie française du régime des —) (p. 3020).
Société U.T.A. (exclusion des salariés polynésiens de la — du bénéfice de la participation ouvrière) (p. 3020).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jacques Lafleur et plusieurs de

ses collègues, tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 412).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [22 juin 1987] :

Communes associées (création de —) (p. 3026).
Elections municipales en Nouvelle-Calédonie (harmonisation avec la législation applicable à l'ensemble du territoire national) (p. 3026).
Nouméa (destabilisation de — par la loi du 19 janvier 1983) (p. 3026).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie : **D.O.M.-T.O.M.** — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :

Action sociale dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment parité sociale globale) (p. 4606).
Indépendance dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4607).
Polynésie française (situation de la —) (p. 4605).
Tahiti (situation à —) (p. 4606).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987 et [24 novembre 1987] :

Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :
— association des minorités (Gouvernement) (p. 6322) ;
— déclarations du Président de la République du 16 novembre 1987 (p. 6323) ;
— politique de la France dans le Pacifique sud (p. 6322) ;
— situation des D.O.M.-T.O.M. (et notamment Polynésie) (p. 6323).

Organisation des pouvoirs publics en Nouvelle-Calédonie :
— conseil exécutif (règles de majorité et pouvoir de substitution du commissaire de la République) (p. 6322, 6323).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre 1er : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives.*

Article 2 *(déclaration du patrimoine des présidents des assemblées, des collectivités territoriales et des maires des communes de plus de 50 000 habitants) :* son amendement n° 90 (extension de l'obligation de déclaration aux membres de l'Assemblée de Corse) (p. 173) ; retiré ; son amendement n° 91 (extension de l'obligation de déclaration) : retiré (p. 174).

FUCHS (Gérard)

Député de Paris
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (défense : air) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** Tome IV : **défense : air (n° 963)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, discussion des articles [9 avril 1987] :

Article 1er et annexe *(approbation des orientations de l'annexe) :* nécessité d'un Livre blanc sur la défense ; divergences entre la sécurité des Etats-Unis et la sécurité des pays européens (p. 169, 170).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, discussion des articles [22 mai 1987] :

Titre 1er : *actions en faveur des personnes recontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Article 1er *(financement par l'Etat d'actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi) :* contre l'amendement n° 57 de M. Christian Baeckeroot (limitant aux français et aux ressortissants de la C.E.E. les dispositions de cet article) (p. 1526).

Article 2 *(définition des actions de réinsertion et exonération de cotisations sociales des contrats de réinsertion en alternance) - article L. 980-14 du code du travail (définition des actions de réinsertion) :* contre l'amendement n° 121 de M. Michel de Rostolan (application de l'article 2 aux mères de famille s'étant consacrées à l'éducation de leurs enfants) (p. 1534) ; *article L. 980-15 du code du travail (exonération des cotisations patronales afférentes aux contrats de réinsertion en alternance) :* contre l'amendement n° 61 de M. Christian Baeckeroot (exonération des charges sociales concernant l'embauche de demandeurs d'emploi de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.) (p. 1542).

Après l'article 4 : soutient l'amendement n° 88 de M. Michel Coffineau (exonération prévue à l'article 4 inapplicable aux entreprises procédant à un licenciement économique après la promulgation de la présente loi) ; soutient l'amendement n° 89 de M. Michel Coffineau (suppression de l'exonération précédemment accordée lorsque l'employeur procède à un licenciement économique) (p. 1556) ; amendements n° 88 et 89 : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; ses observations sur l'amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Delalande (en cas de licenciement économique d'un salarié âgé de plus de 55 ans auquel une préretraite n'a pas été proposée, versement de trois mois de salaire à l'U.N.E.D.I.C.) (p. 1557).

Après l'article 5 : ses observations sur l'amendement n° 93 de M. Michel de Rostolan (fin de l'assimilation de l'étranger non muni du titre nécessaire à un travailleur régulièrement engagé) (p. 1559) ; ses observations sur l'amendement n° 99 de M. Michel de Rostolan (aggravation des peines sanctionnant des fraudes tendant à favoriser l'emploi de travailleurs étrangers) (p. 1561) ; ses observations sur l'amendement n° 105 rectifié de M. Christian Baeckeroot (fixation de la proportion de travailleurs étrangers non ressortissants de la C.E.E. pouvant être employés par les entreprises) (p. 1563) ; ses observations sur l'amendement n° 106 de M. Michel de Rostolan (autorisation ministérielle nécessaire à l'entrée et à l'emploi en France de tout étranger non ressortissant de la C.E.E.) (p. 1564).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :

Communauté européenne et Acte unique européen :
– défense européenne (p. 2479).

Désarmement nucléaire (négociations américano-soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires et notamment, rencontre de Reykjavik et réactions françaises et européennes) :
– négociations en cours (p. 2479, 2480).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 3420, 3428).
Charges sociales (poids des sur les entreprises) (p. 3423, 3424).
Déficits des régimes sociaux (causes des —) (p. 3421, 3422, 3427).
Dépenses de santé (croissance des —) (p. 3422, 3424, 3425).
Droit à la santé (atteintes au -) (p. 3424, 3425).
Etats généraux (opportunité et enjeux des —) (p. 3428).
Financement (mesures conservatoires pour le — de la sécurité sociale) (p. 3424, 3426).
Historique de la sécurité sociale (p. 3420, 3421).
Préférence nationale (application de la - pour la gestion des caisses de sécurité sociale) (p. 3423).
Revenu minimum (garantie d'un -) (p. 3427, 3428).
Transfert de charges (p. 3426).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Congo sur la sécurité sociale (ensemble trois protocoles) (n° 773).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 octobre 1987] :

Nouvelle-Calédonie (approbation par le Congo de la résolution de l'O.N.U. sur la) (p. 3926).
Principe d'égalité (p. 3927).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. *Examen du fascicule :* Rapporteur pour avis [9 novembre 1987] :

Armée de l'Air (p. 5649, 5650, 5651).
Défense européenne (et coopération militaire franco-allemande) (p. 5650, 5651).
Forces nucléaires tactiques ou prestratégiques :
doctrine d'emploi des (p. 5650).
Programmes d'équipement :
aéronavale (remplacement des Crusader) (p. 5650) ;
avions Awacs (p. 5650) ;
programme Rafale, A.C.T.-A.C.M. (p. 5650) ;
transport aérien (p. 5650).

Vote des crédits :

Article 35 *(dépenses en capital des services militaires ; mesures nouvelles).*

Titre V : contre l'amendement n° 319 de M. Michel Peyret (essais nucléaires de Mururoa) ; désarmement ; accord U.R.S.S./Etats-Unis sur les forces nucléaires intermédiaires ; armes chimiques (p. 5707).

FUCHS (Jean-Paul)

Député du Haut-Rhin
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Vice-président de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681) [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687) [*J.O.* du 17 juin 1987] (p. 6504).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7066).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le Titre I[er] du Livre I[er] du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843) [*J.O.* du 5 juillet 1987] (p. 7378).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (culture et communication : culture) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Rapporteur du projet de loi de programme, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif au patrimoine monumental (n° 1019) [12 novembre 1987] (p. 5817).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux enseignements artistiques (n° 1004) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15045).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental (n° 1019) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **survie** et au **développement (n° 639)** [14 avril 1987].

Proposition de loi d'orientation sur la **sécurité** dans les **transports terrestres (n° 662)** [14 avril 1987].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° VII : **culture et communication : culture (n° 961)** [8 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1019), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au **patrimoine monumental (n° 1102)** [3 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programme relatif au **patrimoine monumental (n° 1175)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation de la société La Chapelle Darblay : problème de libertés syndicales [14 octobre 1987] (p. 4286) ; problème de politique industrielle (p. 4287).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [10 avril 1987] :

Déséquilibres socio-culturels en Nouvelle-Calédonie (p. 259, 260).
Domaine foncier (redistribution du —) (p. 260).
Environnement géo-politique de la Nouvelle-Calédonie (p. 259).
Régionalisation (et notamment politique du Gouvernement à l'égard des régions) (p. 259, 260).

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1[er] du code de la route (n° 616).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Alcoolisme au volant (sanctions de l'—) :
— accidents corporels et mortels : voir *sécurité routière* ;
— peines encourues (législation actuelle et aggravation des —) (p. 606) ;
— peines de prison (caractère dissuasif ou non des —) (p. 606) ;
— peines prononcées effectivement par les tribunaux (et notamment disparité des —) (p. 606) ;
— peines de substitution (travaux d'intérêt général) (p. 606).
Sécurité routière :
— accidents corporels et mortels (nombre des — (p. 606) ;
— approche globale de la — (p. 606) ;
— Japon (sécurité routière au —) (p. 606, 607) ;
— prévention routière (action éducative auprès des enfants notamment et amélioration de la circulation) (p. 606).

Discussion de l'article unique :

Après l'article unique : son amendement n° 12 (tendant à ériger le travail d'intérêt général au rang de peine complémentaire) : retiré (p. 635) ; son amendement n° 13 (réquisition du parquet prescrivant les contrôles du taux d'alcoolémie) (p. 637) ; son amendement n° 14 (annulation du permis de conduire lorsque des homicides ou blessures ont été provoqués par une inattention, négligence ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence) : retiré ; son amendement n° 15 (visant à porter de trois à six ans la durée maximale pendant laquelle le juge peut interdire à une personne de repasser un permis de conduire annulé) : retiré ; son amendement n° 16 rectifié (annulation du permis de conduire en cas de folie grave ou d'imprudence délibérée) (p. 640) : retiré ; son amendement n° 17 (annulation de plein droit du permis de conduire en cas de suspension supérieure à douze mois) : retiré ; son amendement n° 18 (possibilité pour le tribunal de prononcer à titre principal ou complémentaire une peine sous la forme de jours-amende en cas de délit puni d'emprisonnement) : devenu sans objet (p. 641) ; son amendement n° 19 (aggravation des sanctions encourues par les personnes conduisant sans permis) : adopté (p. 642) ;

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Contreparties pour les salariés (relatives à la modulation) (p. 1034).
Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1034).
Formes de l'aménagement du temps de travail :
— heures supplémentaires (et notamment décompte des —) (p. 1033) ;
— modulation des heures de travail (et notamment condition de mise en œuvre) (p. 1033) ;
— travail de nuit des femmes (condition de dérogation — opinion des femmes) (p. 1034).
Loi du 28 février 1986, dite loi « Delebarre » (p. 1033).
Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (et conditions générales de mise en œuvre) (p. 1034).
Ordonnance du 16 janvier 1982 (p. 1033).
Ordonnances (recours aux — et attitude du Président de la République) (p. 1033, 1034).
Repos compensateur (p. 1034).
Taddei (rapport — « des machines et des hommes ») (p. 1034).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 mai 1987] :

Chômage de longue durée (statistiques du —) (p. 1449).
Chômeurs de longue durée (exclusion du marché du travail des —) (p. 1449).
« Délai de carence » (p. 1449).
Formation (actions de —) (p. 1449).
Gestion socialiste (bilan de la —) (p. 1448).
Réinsertion (actions de —) (p. 1449).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 et 5 juin 1987] :

Contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (Socialiste) (p. 1997, 1998).
Dispositions relatives à la santé :
— pharmacie (mesures relatives à la —) (p. 1997) ;
— S.I.D.A. (dépistage anonyme et gratuit du —) (p. 1997) ;
— situation des généralistes (ou résidents) (p. 1997).
Dispositions relatives au travail et à l'emploi :
— imputation de la rémunération des salariés en congés d'enseignement sur la participation des employeurs à la formation professionnelle continue (p. 1998) ;
— retraite à 60 ans (interdiction des conventions imposant la —) (p. 1997, 1998) ;
— stages d'initiation à la vie professionnelle (régime des —) (p. 1998).
Publicité sur les boissons alcoolisées (p. 1998).
Technique du D.M.O.S. (p. 1997).

Discussion des articles [9 juin 1987] [11 juin 1987] :

Titre II : *dispositions relatives à la santé.*

Article 24 *(transfert d'officines pharmaceutiques)* : règles d'ouverture des pharmacies d'officines en Alsace-Moselle (p. 2107).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : soutient l'amendement n° 20 de M. Georges Bollengier-Stragier (accès des lieux ouverts au public étant autorisé aux chiens-guides d'aveugles) : retiré (p. 2287) ; demande une suspension de séance (p. 2295).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Historique du mécénat et causes du retard français en ce domaine (p. 3049).
Législation étrangère sur le mécénat (p. 3048, 3049).
Politique culturelle de l'Etat (p. 3049).
Régime de déduction des versements effectués par des particuliers (p. 3049).
Rôle des entreprises dans le développement du mécénat (p. 3049).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] :

Contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 3485 à 3487).
Apprentissage :
— contrat d'— (p. 3486) ;
— lien ou concurrence avec le système éducatif (p. 3486).
C.A.P (et classes pré-professionnelles de niveau et préparatoires à l'apprentissage) (p. 3487).
Entreprises (p. 3486).
Jeunes (formation et insertion professionnelle des —) (p. 3487).
Régions (rôle des —) (p. 3487).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Action sanitaire (et notamment S.I.D.A.) (p. 4661).
Afrique subsaharienne (situation des pays d'—, endettement, programmes d'ajustement) (p. 4660, 4661).
Education et action culturelle (notamment francophonie) (p. 4661).
Pays industrialisés (effort de coopération) : (p. 4661).

Jeunesse et sports. — *Questions* [27 octobre 1987] :

Parrainage de manifestations sportives par des entreprises de spiritueux (p. 4940).
Vie associative (p. 4939).

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Questions* [28 octobre 1987] :

Enseignement professionnel (L.E.P.) (p. 5008).

Culture. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [30 octobre 1987] :

Action culturelle à l'étranger (p. 5118, 5119).
Budget de la culture (évolution du —) (p. 5118).
Cinéma (crise du — et concurrence avec la télévision) (p. 5118, 5119).
Développement culturel régional (p. 5118, 5119).
Emplois (p. 5118).
Enseignements artistiques (p. 5117).
Espace culturel européen (p. 5118).
Grands projets culturels (et notamment Opéra de la Bastille et Grand Louvre) (p. 5118).
Institutions culturelles et artistiques (Opéra, Bibliothèque nationale, Comédie française) (p. 5118, 5119).
Patrimoine monumental (et loi de programme sur le —) (p. 5117).
Répartition de la dépense culturelle de l'Etat entre Paris et la province (p. 5118).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Questions* [30 octobre 1987] :

Parcs naturels régionaux (p. 5177).
Pollution de l'eau (p. 5178).

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. *Questions* [5 novembre 1987] :
Alliances françaises (conditions de fonctionnement des —) (p. 5470, 5471).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :
Contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 6294, 6295).
Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :
association des minorités (Gouvernement) (p. 6294) ;
économie de la Nouvelle-Calédonie (p. 6995).
Evolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie :
caractère transitoire du statut actuel (p. 6294).
Organisation des pouvoirs publics en Nouvelle-Calédonie :
conseil exécutif (règles de majorité et pouvoir de substitution du commissaire de la République) (p. 6294) ;
régionalisation (p. 6294).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 décembre 1987] :
Contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7580 à 7582).
Crédits destinés aux enseignements artistiques (montant et absence de programmation des) (p. 7581).
Développement des enseignements artistiques (nécessité des) (p. 7581).
Législation sur les enseignements artistiques (historique) (p. 7580).
Rythmes scolaires (p. 7582).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au patrimoine monumental (n° 1019).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [18 décembre 1987] :
Crédits d'entretien (évolution et consommation des —) (p. 7723).
Crédits d'équipements (évolution et consommation des —) (p. 7723, 7724).
Grands projets culturels (et notamment Grand Louvre) (p. 7723).
Loi de programme :
- antécédents (p. 7723) ;
- champ d'action (et notamment cathédrales) (p. 7724) ;
- conséquences culturelles (p. 7723) ;
- conséquences économiques (p. 7723) ;
- crédits consacrés à la loi de programme (et indexation des) (p. 7724) ;
- fiscalité (p. 7724) ;
- information du Parlement (p. 7724) ;
- lourdeur administrative (p. 7723, 7724).

Patrimoine :
- dégradation (p. 7723) ;
- identité nationale et patrimoine (p. 7723).

Personnel qualifié (situation du et notamment des architectes) (p. 7723, 7724).
Tourisme (p. 7723).

Discussion des articles. Rapporteur [18 décembre 1987] :
Article 1er *(objectif de la loi de programme) :* contre l'amendement n° 9 de M. Georges Hage (soumettant les opérations de restauration et de mise en valeur dans la loi de programme à l'avis de commissions départementales associant les élus locaux et les représentants de toutes les associations œuvrant dans un but culturel, éducatif, scientifique et artistique à la défense et à la sauvegarde du patrimoine) ; amendement consistant en un alourdissement des procédures ; pour l'amendement n° 27 de M. Etienne Pinte (précisant dans la première phrase du deuxième alinéa (1°) de l'article 1er que les monuments inscrits sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques) ; contre l'amendement n° 12 de M. Georges Hage (réservant les crédits aux monuments appartenant à l'Etat et aux collectivités publiques) ; importance du patrimoine appartenant à des personnes privées ; contre l'amendement n° 11 de M. Georges Hage (supprimant la mention des cathédrales, parcs et jardins historiques) programmation des urgences (p. 7746) ; son amendement n° 1 (prévoyant que la loi doit permettre non seulement de poursuivre mais aussi d'engager des programmes généraux de travaux sur les monuments classés ou inscrits et sur le patrimoine rural non protégé) : adopté ; contre l'amendement n° 28 de M. Etienne Pinte (limitant l'application de la loi au patrimoine monumental et non au patrimoine rural non protégé dans le dernier alinéa de l'article 1er) ; terminologie de « patrimoine rural non protégé » retenue depuis 1981 et correspondant à la nomenclature budgétaire ; contre l'amendement n° 25 de M. Gérard Kuster (limitant l'application de la loi pour le patrimoine rural non protégé aux seuls monuments faisant l'objet d'un engagement financier d'une collectivité territoriale) ; nécessité de préserver la possibilité pour l'Etat d'intervenir en dehors des cas où les collectivités locales n'interviennent pas (p. 7747).
Après l'article 1er : ses observations sur les amendements identiques n° 15 de M. Georges Hage et n° 32 de M. Alain Billon (précisant les mesures que prendra le Gouvernement pour assurer la sauvegarde, la protection et la mise en valeur du patrimoine rural dans le délai d'un an après la promulgation de la loi).
Article 3 *(présentation annuelle au Parlement d'un rapport sur l'exécution de la loi de programme) :* pour l'amendement n° 29 de M. Etienne Pinte (de précision) (p. 7748) ; contre les amendements n° 16 (prévoyant la mise en évidence par le rapport des avantages pour le public des subventions accordées) et n° 17 de M. Georges Hage (précisant que le rapport met en évidence les conséquences des exonérations fiscales et des réductions d'impôt dont ont bénéficié les propriétaires des monuments) ; contre les amendements identiques n° 18 de M. Georges Hage et n° 33 de M. Alain Billon (prévoyant dans le rapport annuel la mention du nombre d'emplois créés à la suite de l'application de la loi) ; amendements consistant en un alourdissement des procédures ; difficulté de mentionner les emplois qui ne sont pas directement créés par l'Etat.
Après l'article 3 : contre l'amendement n° 23 de M. Alain Billon (allongement de la durée annuelle d'ouverture au public ; prise en compte des activités sociales et éducatives dans la définition de l'accès au public) (p. 7749) ; son amendement n° 35 à titre personnel (faisant obligation au Gouvernement de présenter au Parlement dans un délai de trois mois un rapport sur les moyens destinés à rationnaliser, simplifier, accélérer et harmoniser la gestion du patrimoine naturel et monumental et les procédures de classement et d'inscription, la réalisation des études et l'exécution des programmes ainsi que l'octroi des subventions de l'Etat) ; adopté ; son amendement n° 2 *(idem)* : devenu sans objet ; son amendement n° 3 (faisant obligation au Gouvernement de présenter dans les trois mois suivant la publication de la loi un rapport sur les moyens susceptibles d'être mis en œuvre pour assurer la protection de certains monuments d'intérêt local situés notamment en zone rurale) : devenu sans objet ; ses observations sur l'amendement n° 26 rectifié de M. Gérard Kuster (tendant à la création d'un haut commissariat au patrimoine chargé de coordonner l'inscription, le classement et la gestion des patrimoines monumentaux, naturels et historiques) (p. 7750).
Article 4 *(exonération des droits de mutation à titre gratuit des monuments classés ou inscrits ouverts au public) :* contre l'amendement n° 19 de M. Georges Hage (de suppression) ; mission de service public remplie par les propriétaires assurant l'entretien des monuments historiques ; son amendement n° 8 à titre personnel (nouvelle rédaction de l'article 4 précisant que l'exonération sera applicable aux seules mutations par décès et non aux libéralités à titre gratuit et que la convention prévoyant les modalités d'accès du public aux monuments historiques sera à durée indéterminée) (p. 7751) ; objectif essentiel de la rédaction de l'article 4 par le Sénat étant l'ouverture au public ; ses observations sur l'amendement n° 37 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article 4 prévoyant notamment une extension du dispositif fiscal aux donations, la prise en compte des monuments protégés, réservant le dispositif aux immeubles et introduisant des garanties afin que la mesure ne soit pas détournée de son objet) ; difficulté de définition de l'exploitation commerciale ; situation des propriétaires âgés ; ses observations sur l'amendement n° 24, deuxième rectification de M. Alain Billon (nouvelle rédaction de l'article 4 visant à permettre que toutes mutations à titre gratuit puissent bénéficier de ce dispositif et à éviter que par ce biais des personnes puissent être spoliées dans leurs droits) (p. 7752) ; amendement n° 8 : adopté ; son amendement n° 5 rectifié : devenu sans objet (p. 7753).
Article 5 *(déductibilité fiscale des travaux subventionnés par les collectivités locales) :* ses observations sur l'amendement n° 36 du Gouvernement (de suppression) (p. 7754).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles.
Rapporteur [22 décembre 1987] :
Convention Etat-propriétaires (p. 8041).
Crédits (consommation des —) (p. 8041).
Exonérations fiscales (p. 8041).
Programmes généraux de travaux (article 1er) (p. 8041).
Rapport d'exécution de la loi (article 3) (p. 8041).

G

GALLAND (Yves)

Ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **Mme Françoise Gaspard : situation des immigrés** : pratique de l'amalgame par Mme Françoise Gaspard ; détermination de M. Charles Pasqua dans la lutte contre l'immigration clandestine [13 mai 1987] (p. 1072, 1073) ;

— **M. Charles Millon : interventions économiques des collectivités territoriales** : progression des interventions des collectivités territoriales en faveur des entreprises en difficultés ; désengagement bancaire [27 mai 1987] (p. 1712) ; prochaine modification de la loi du 2 mars 1982 (p. 1713) ;

— **M. Charles Fèvre : déséquilibre entre départements en matière de décentralisation** : projet de loi d'amélioration de la décentralisation [17 juin 1987] (p. 2508) ; notion de potentiel fiscal superficiaire ; augmentation des crédits des communes rurales (p. 2509) ;

— **M. Pierre Pascallon : suppression de services publics en zones rurales** : nécessité de favoriser la polyvalence des services locaux en milieu rural ; nécessité d'inverser le processus démographique ; projet de loi d'amélioration de la décentralisation [14 octobre 1987] (p. 4285) ;

— **orales sans débat de :**

— **M. Bernard Derosier (n° 244) : caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales** : réforme du statut de la C.A.E.C.L. répondant au développement de ses activités ; nombre de sièges au conseil de surveillance indépendant du capital détenu ; représentation des collectivités locales [12 juin 1987] (p. 2304) ;

— **M. René Drouin (n° 299) : sidérurgie des produits longs** : redressement opéré sous l'impulsion de M. Jean Jacquet ; changement de personne sans conséquence sur la poursuite de la politique menée ; nouvelle mission confiée à M. Jean Jacquet par le Premier ministre [20 novembre 1987] (p. 6146).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).**

Première lecture, avant la discussion des articles [25 mai 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 1589, 1590).
Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 1595).
Concertation sur le projet (niveau de la —) (p. 1581, 1622).
Déconcentration (p. 1623).
Départements d'outre-mer (et notamment employés communaux à l'Ile de la Réunion) (p. 1624).
Formation et gestion des personnels territoriaux :
— autonomie de gestion des élus et des collectivités locales (p. 1582) ;
— centres de gestion (financement des —) (p. 1583, 1623) ;
— centres de gestion (rôle et organisation des —) (p. 1582, 1583, 1623) ;
— centres de gestion (seuil d'affiliation aux —) (p. 1683) ;
— centre national de la fonction publique territoriale (et notamment financement du — et organisation de certains concours de catégorie B) (p. 1583, 1623) ;
— formations extérieures (p. 1623) ;
— paritarisme dans la gestion de la formation (abandon du —) (p. 1616).
Mobilité et parité au sein de la fonction publique (p. 1582, 1622).
Paris (statut des fonctionnaires de la ville et du département de —) (p. 1622).
Polices municipales (p. 1589, 1624).
Statut de la fonction publique territoriale (et notamment réforme de 1984 : non application de la — et modification des principes issus de la —) (p. 1582, 1583, 1589, 1595, 1622).
Statut des personnels territoriaux :
— bourse de l'emploi (p. 1583) ;
— cadres d'emploi (création des —) (p. 1582) ;
— cadres d'emploi (décret d'application des —) (p. 1622, 1624) ;
— chevronnement (p. 1625) ;
— concours de recrutement (modification des règles sur les —) (p. 1590) ;
— contractuels (recours aux —) (p. 1582, 1590) ;
— fonctionnaires privés d'emploi (p. 1583) ;
— rémunérations (grilles indiciaires et primes) (p. 1623, 1624, 1625) ;
— sanctions disciplinaires (p. 1583, 1589).

Discussion des articles [26 mai 1987] [27 mai 1987] [17 juin 1987] :

Chapitre Ier A : *dispositions modifiant la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.*

Article 1er A *(article 13 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (statuts particuliers des corps et cadres d'emplois) :* contre l'amendement n° 173 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; création d'emplois contractuels ; seuil d'affiliation aux centres de gestion ; élargissement des alternatives en matière de formation ; indemnisation des contractuels en cas de perte d'emploi (p. 1631).

Article 1er B *(article 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (mobilité au sein de la fonction publique) :* contre les amendements n° 106 de M. Jean-Pierre Worms et n° 174 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 1632) ; ses observations sur l'amendement n° 37 de la commission (modalités d'intégration dans la fonction publique d'Etat ou locale) ; contre le sous-amendement n° 218 rectifié de M. René Beaumont (intégration et carrière du fonctionnaire détaché) (p. 1633) ; contre l'amendement n° 159 de M. Bruno Bourg-Broc (prévoyant que le détachement est de droit pour les fonctionnaires ayant cinq ans d'ancienneté dans leur poste) (p. 1634).

Article 1er C *(article 15 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (tableau de classement des corps, grades et emplois) :* contre les amendements n° 107 de M. Georges Lemoine et n° 175 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; comparabilité des deux fonctions publiques.

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 1er *(article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (recrutement des agents non titulaires) :* contre les amendements n° 176 de M. Guy Ducoloné (de suppression) et n° 109 de M. Bernard Derosier (suppression de la disposition sur le recrutement de contractuels pour les emplois permanents) (p. 1637) ; contre l'amendement n° 160 de M. Bruno Bourg-Broc (tendant à harmoniser les conditions de recrutement des contractuels des collectivités locales avec celles des agents du secteur privé et à développer les contrats à durée indéterminée) (p. 1638) ; ses réserves sur l'amendement n° 204 de M. François Porteu de la Morandière (possibilité pour les petites communes de créer des emplois contractuels saisonniers à temps partiel) (p. 1639).

Article 2 *(article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (institution des cadres d'emplois) :* contre les amendements n° 111 de M. Bernard Derosier et n° 177 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; pour l'amendement n° 41 de la commission (supprimant la disposition selon laquelle les titulaires d'un grade peuvent accéder soit à un emploi classé dans un cadre d'emploi supérieur, soit à un emploi classé dans un cadre d'emploi inférieur) ; contre l'amendement n° 112 de M. Jean-Pierre Worms (tendant à revenir à la gestion « intercollectivité » de la carrière ; des personnels) (p. 1641).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 206 de M. François Porteu de la Morandière (création d'un service minimum en cas de grève des fonctionnaires locaux) (p. 1642).

Article 2 *bis* *(article 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (représentation syndicale au sein du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) :* contre les amendements n° 113 de M. Georges Lemoine et n° 201 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 1643) ; ses observations sur l'amendement n° 42 de la commission (supprimant le mot « fédérations » dans la rédaction de cet article) ; suppression en 1984 de toute représentation de la C.F.T.C. à la commission nationale paritaire des personnels communaux (p. 1644).

Article 2 *quater* *(article 11 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (commission mixte paritaire) :* contre les amendements n° 114 de M. Bernard Derosier et n° 178 de M. Guy Ducoloné (de suppression) ; réponse du ministre de la fonction publique aux questions d'actualité posées au Sénat sur la proposition de loi de M. Fourcade créant un service minimum pour les fonctionnaires en grève ; contre l'amendement n° 115 de M. Georges Lemoine (rôle de la commission mixte pour la promotion de la mobilité entre la fonction publique d'Etat, la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière) (p. 1645).

Article 3 *(section II du chapitre II de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (modification de l'intitulé) :* contre l'amendement n° 116 de M. Jean-Pierre Worms (de suppression) ; sa comparaison entre le texte de 1984 et la réforme votée (p. 1646).

Article 4 *(articles 12 à 12* quater *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (Centre national de la fonction publique territoriale) :* ses réserves sur cet article ; réunification des fonctions de gestion et de formation avec la mise en place d'un centre national de la fonction publique territoriale ; plafonnement des cotisations à 1 % de la masse salariale des collectivités territoriales (p. 1647) ; *article 12 de la loi du 26 janvier 1984* (création et composition du Centre national de la fonction publique territoriale) : contre l'amendement n° 117 de M. Jean-Pierre Worms (création d'une section administrative paritaire pour les actions de formation du Centre national de la fonction publique territoriale) ; paritarisme dans la formation des fonctionnaires territoriaux (p. 1648) ; *article 12* bis *de la loi du 26 janvier 1984* (missions du Centre national de la fonction publique territoriale) : pour l'amendement n° 45 de la commission (compétence du Centre national de la fonction publique territoriale pour certains fonctionnaires de catégorie B dont les statuts particuliers prévoient qu'ils relèvent du cadre national) (p. 1718) ; contre l'amendement n° 231 rectifié de M. Marc Bécam (rôle du Centre national de la fonction publique territoriale pour la publicité des tableaux d'avancement des fonctionnaires de catégorie A et B relevant de sa compétence) ; contre l'amendement n° 220 de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (tendant à favoriser le reclassement des agents de catégorie A et B des départements d'outre-mer dans le département où ils sont employés en cas d'incident de carrière) (p. 1719) ; *article 12* ter *de la loi du 26 janvier 1984* (ressources du Centre national de la fonction publique territoriale) : pour l'amendement n° 48 de la commission (précisant que le prélèvement supplémentaire obligatoire versé par les offices publics d'H.L.M. ne peut excéder 0,05 %) ; ses observations sur l'amendement n° 232 corrigé de M. Marc Bécam (tendant à supprimer la référence à un taux plafond de 1 % pour la cotisation versée par les collectivités territoriales au Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 1720, 1721).

Après l'article 4 : contre l'amendement n° 118 de M. Jean-Pierre Worms (tendant à obliger les centres de gestion à organiser des concours lorsque les listes d'aptitude sont épuisées et à inciter les collectivités locales à déclarer les postes créés ou vacants) (p. 1722).

Article 7 *(article 17 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre interdépartemental unique de la petite couronne) :* contre les amendements n° 121 de M. Bernard Derosier et n° 211 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 1727).

Article 8 *(article 18 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre interdépartemental unique de la grande couronne) :* contre l'amendement n° 221 de M. Guy Ducoloné (affiliation des départements de la grande couronne au centre de gestion organisé dans chacun des départements correspondant) (p. 1728).

Article 9 *(article 22 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (budget des centres de gestion) :* cotisation au centre de gestion ; cas du centre de gestion de Saône-et-Loire (p. 1729) ; intérêt du taux de 0,75 % ; contre l'amendement n° 181 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; contre l'amendement n° 152 de M. Jacques Vergès (intégration des rémunérations des non titulaires dans l'assiette des cotisations au centre de gestion) (p. 1730) ; pour l'amendement n° 56 de la commission (fixation d'un taux maximum de 0,75 % pour les cotisations au centre de gestion) ; ses observations sur l'amendement n° 233 de M. Marc Bécam (suppression du taux maximum de 0,75 % pour la cotisation au centre de gestion) (p. 1731) ; centre de gestion de Saône-et-Loire (p. 1732).

Article 10 *(article 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (missions des centres de gestion) :* contre les amendements n° 123 de M. Georges Lemoine et n° 182 de M. Guy Ducoloné (de suppression) ; ses réserves sur l'amendement n° 24 de M. Jean Rigaud (possibilité, pour les collectivités volontairement affiliées aux centres de gestion, de créer leur propre commission administrative paritaire) ; contre l'amendement n° 234 de M. Marc Bécam (précisant que les centres de gestion assurent la publicité des tableaux d'avancement pour les fonctionnaires de catégories B, C et D dépendant de lui) (p. 1733).

Après l'article 12 : contre l'amendement n° 125 de M. Jean-Yves Le Déaut (tendant à faciliter la réinsertion en France des personnels contractuels civils de la coopération scientifique et technique) (p. 1741) ; ses observations sur les amendements n° 58 de la commission et n° 185 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 1742).

Article 12 *ter* *(article 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (concours sur titres) :* pour l'amendement n° 207 de M. Ronald Perdomo (suppression de la limite d'âge pour les concours d'accès à la fonction publique territoriale) (p. 1743).

Article 13 *(article 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (listes d'aptitude) :* contre les amendements n° 127 de M. Jean-Pierre Worms et n° 187 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 1744) ; ses observations sur l'amendement n° 62 de la commission (tendant à ramener a 120 % le taux de reçus au concours par rapport au nombre de postes à pourvoir).

Article 13 *bis* *(article 46 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (dispenses de stage) :* pour l'amendement n° 63 de la commission (nécessité d'avoir deux ans de service effectif dans un emploi de même nature pour être dispensé de stage) (p. 1745) ; contre l'amendement n° 230 de M. Emmanuel Aubert (motivation de l'interruption de stage ou de refus de titularisation en fin de stage).

Article 13 *ter* *(article 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1985) (recrutement direct) :* ses observations sur l'amendement n° 64 de la commission (référence au directeur général des services et lorsque l'emploi est créé au directeur général adjoint des services des départements et des régions) ; ses observations sur le sous-amendement n° 247 de M. René Beaumont (référence aux directeurs généraux adjoints des services de département et de région) (p. 1746) ; débat sur la rectification éventuelle de cet amendement ; contre l'amendement n° 209 de M. Ronald Perdomo (statut des membres du cabinet du président des conseils régionaux étant identique à celui des assistants parlementaires de l'Assemblée nationale) (p. 1747).

Article 14 *(article 51 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (mutation) :* contre les amendements n° 130 de M. Jean-Pierre Worms et n° 188 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 1748).

Article 14 *bis* *(article 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (emplois fonctionnels) :* demande le retrait de l'amendement n° 67 de la commission au bénéfice du sous-amendement n° 255 de M. Francis Delattre ; propose le dépôt d'un amendement pour obtenir la rédaction du texte souhaité ; son amendement n° 256 (tendant à rendre fonctionnel l'emploi du directeur des services techniques dans les communes de plus de 20 000 habitants) : adopté ; ses observations sur l'amendement n° 68 de la commission (procédure de décharge d'emploi) (p. 1749).

Article 15 *(article 67 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (réintégration de fonctionnaires détachés) :* ses observations sur les amendements n° 70 de la commission et n° 28 de M. Jean Rigaud (précisant qu'un fonctionnaire détaché a priorité pour être réintégré sur le premier emploi vacant ou sur un emploi créé).

Après l'article 15 : son amendement n° 2 (congé parental) (p. 1750) ; adopté.

Article 16 *(article 80 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (avancement) :* contre l'amendement n° 189 de M. Guy Ducoloné (de suppression) ; pour l'amendement n° 71 de la commission (suppression de la communication des tableaux d'avancement au Centre national de la fonction publique territoriale ou aux centres de gestion) (p. 1751).

Article 16 *bis* *(article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (surclassement des communes touristiques) :* son amendement n° 249 (tendant à étendre le surclassement démographique à des communes qui ne sont pas classées stations de tourisme) : adopté (p. 1752).

Article 16 *ter* *(article 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (sanctions disciplinaires) :* contre l'amendement n° 134 de M. Bernard Derosier (tendant à supprimer l'exclusion temporaire de la liste des sanctions disciplinaires du premier groupe) (p. 1753).

Article 16 *quater* *(article 90 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (composition du conseil de discipline) :* pour l'amendement n° 74 de la commission (prévoyant que les membres du conseil de discipline, constitué pour les titulaires d'emplois fonctionnels, peuvent être désignés à l'échelon national) ; ses observations sur l'amendement n° 75 de la commission (règle de quorum dans le conseil de discipline) ; son amendement n° 250 (coordination de la règle de quorum, en cas de deuxième réunion, avec celle de la parité) (p. 1754) ; adopté.

Article 16 *septies* *(article 90* bis *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (composition de la commission administrative paritaire siégeant en matière disciplinaire ou d'insuffisance professionnelle) :* contre l'amendement n° 78 de la commission en contradiction avec le vote intervenu à l'article 16 *quater* (précisant que, si le quorum n'est pas atteint à la première réunion, le conseil de discipline délibère valablement après une nouvelle convocation quel que soit le nombre des présents) (p. 1756).

Après l'article 16 *septies* *:* pour l'amendement n° 79 de la commission (tendant à créer une instance disciplinaire d'appel au niveau régional se substituant au conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 1756) ; pour l'amendement n° 80 de la commission (de conséquence) (p. 1757).

Article 16 *octies* *(article 95 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (indemnités de licenciement) :* ses observations sur l'amendement n° 81 de la commission (de suppression) (p. 1757).

Article 17 *(article 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (prise en charge des agents privés d'emploi) :* pour l'amendement n° 225 de M. René Beaumont (organisant le reclassement des fonctionnaires dont l'emploi a été supprimé ou dont le détachement est terminé ne retrouvant pas de place dans leur collectivité d'origine) (p. 1758) ; pour l'amendement n° 226 de M. René Beaumont (pénalités financières à l'encontre des centres de gestion qui n'auraient pas proposé trois emplois dans les deux ans aux fonctionnaires privés d'emploi) (p. 1759).

Article 17 *quater* *(article 118 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1987 et article 105 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) (statut des personnels parisiens) :* contre les amendements n° 140 de M. Georges Lemoine et n° 195 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 1760) ; son amendement n° 172 corrigé (renvoyant à un décret en Conseil d'Etat la détermination de certains statuts particuliers et emplois des administrations parisiennes) : adopté (p. 1761).

Article 17 *quinquies* *(article 123 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (droit d'option) :* contre l'amendement n° 141 de M. Jean-Pierre Worms (de suppression) (p. 1762).

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;*

Répond au rappel au règlement de M. Bernard Derosier : (report de l'examen de la disposition relative aux polices municipales) ; volonté du Gouvernement de poursuivre le débat (p. 1765) ; **répond au rappel au règlement de M. Bernard Derosier** : (report de l'examen de l'article relatif aux polices municipales) ; organisation du débat avec l'accord unanime de l'ensemble des groupes ; volonté du Gouvernement de ne pas utiliser les facultés que lui offre la déclaration d'urgence prononcée sur ce texte ; possibilité de poursuivre le débat ; **répond au rappel au règlement de M. Michel Sapin** : (report de l'examen des dispositions concernant les polices municipales) ; policiers municipaux étant des agents territoriaux (p. 1766).

Après l'article 19 A : pour l'amendement n° 93 de la commission (majorité au conseil d'administration du Centre national pour décider du remboursement aux collectivités des formations extérieures) (p. 1766).

Article 19 *(articles 11 à 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale) :* contre les amendements n° 143 de M. Jean-Pierre Worms et n° 198 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 1770, 1171) ; *article 13 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984* (attributions du conseil d'administration et du conseil d'orientation du Centre national de la fonction publique territoriale) : interruption de l'examen du projet et report des débats sur les dispositions restant en discussion ; nécessité pour le Gouvernement d'utiliser l'urgence sur ce texte (p. 1772) ; *article 14 de la loi du 12 juillet 1984* (délégations interdépartementales ou régionales) : son amendement n° 251 (faculté du Centre national de la fonction publique territoriale d'organiser ses services en fonction des besoins de formation des agents territoriaux) (p. 2784) : adopté ; son amendement n° 252 (de coordination) : adopté (p. 2785) ; contre l'amendement n° 215 de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (création d'une délégation régionale du Centre national de la fonction publique territoriale dans chaque région d'outre-mer) ; *article 15 de la loi du 12 juillet 1984* (composition du conseil d'orientation des délégations interdépartementales ou régionales) : son amendement n° 253 (représentation des communes au conseil d'orientation) (p. 2786) ; adopté ; son amendement n° 225 (prévoyant la présence d'un représentant de la région au conseil d'orientation uniquement lorsque celle-ci bénéficie des service de la délégation) : adopté.

Avant l'article 20 : son amendement n° 259 (possibilité d'assurer une formation commune aux fonctionnaires de l'Etat et aux fonctionnaires territoriaux par voie de convention entre le Centre national de la fonction publique territoriale et les écoles de l'Etat ou ses établissements publics) (p. 2787) ; adopté.

Article 20 *(abrogations et modifications diverses de la loi du 12 juillet 1984) :* ses observations sur l'amendement n° 228 de M. René Beaumont (maintien de l'article 24 de la loi du 12 juillet 1984 sur le recrutement commun de fonctionnaires territoriaux et de fonctionnaires de l'Etat) (p. 2788).

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Avant l'article 22 : pour l'amendement n° 100 de la commission (substitution du Centre national de la fonction publique territoriale au C.F.P.C. et au centre de gestion).

Article 22 *(transfert des moyens du C.F.P.C. et du Centre national de gestion au Centre national de la fonction publique territoriale) :* contre l'amendement n° 101 de la commission (maintien temporaire des délégations régionales ou départementales du C.F.P.C.).

Après l'article 22 : son amendement n° 3 (caisses de crédit municipal) (p. 2790) ; adopté ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch (absence de lien entre l'amendement portant sur le statut des caisses de crédit municipal et la fonction publique territoriale) ; personnels des caisses de crédit municipal étant rattachés à la fonction publique territoriale ; son amendement n° 4 corrigé (statut des personnels des caisses de crédit municipal et possibilité d'opter pour un statut de droit privé) (p. 2791) ; droit d'option permis aux personnels lors de la transformation des offices publics d'H.L.M. en O.P.A.C. (p. 2792) ; adopté.

Après l'article 23 : pour l'amendement n° 102 de la commission (précisant que, avant la mise en place des conseils de discipline régionaux, le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale conserve ses compétences d'organe d'appel des sanctions disciplinaires) (p. 2793) ; pour l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Delalande (extension du champ d'application de la loi du 31 juillet 1963 sur la grève dans les services publics à l'ensemble des communes et des régions) et le sous-amendement n° 203 de la commission (exclusion des communes de moins de 10 000 habitants du champ d'application de la loi du 31 juillet 1963 sur la grève dans les services publics) (p. 2794).

Article 24 *(légalisation des polices municipales) :* ses observations (p. 2800, 2801) ; dépôt par le Gouvernement à la session d'automne d'un projet de loi relatif aux compétences des policiers municipaux sur la base des travaux de la commission Lalanne (p. 2802).

Article 25 *(régime applicable aux sections de communes) :* pour l'amendement n° 216 de M. Jean Briane (de suppression) (p. 2806).

Après l'article 26 : contre l'amendement n° 243 de M. René Beaumont (tendant à permettre aux fonctionnaires de l'Etat d'effectuer leur temps de mobilité dans le cadre de la fonction publique territoriale) ; ses observations sur l'amendement n° 244 de M. René Beaumont (mobilité de certains agents qui ont accepté d'être détachés à partir du 2 mars 1982 auprès des collectivités locales) (p. 2807) ; son sous-amendement n° 260 à l'amendement n° 245 de M. René Beaumont (cas des fonctionnaires de l'Etat détachés dans les communes avant le 26 septembre 1986 au titre de la mobilité) : adopté.

Article 27 *(partage des services extérieurs de l'Etat) :* fait observer au Président que son sous-amendement n° 258 n'a pas été appelé (p. 2808).

Après l'article 28 : problème posé par l'amendement n° 170 de M. Michel Hannoun (possibilité, pour les collectivités

locales et leurs établissements publics, de cotiser à l'A.S.S.E.D.I.C. ou à une caisse autonome pour l'indemnisation des agents non titulaires licenciés) étant résolu par le projet de loi portant D.M.O.S. ; son amendement n° 257 (prise en charge par l'Etat des agents en fonction à la direction de l'équipement de Saint-Pierre-et-Miquelon exerçant des missions de l'Etat comme agents de travaux titulaires) : adopté ; demande une seconde délibération sur l'article 1er et sur l'article additionné après l'article 26 (p. 2809).

Seconde délibération du projet de loi :

Article 1er : son amendement n° 1 (recrutement d'agents contractuels) : adopté au scrutin public (p. 2810).

Article 26 *bis* : son amendement n° 8 (possibilité pour les hauts-fonctionnaires de l'Etat détachés dans les communes, les départements et les régions avant le 26 septembre 1986, d'être considérés comme accomplissant leur obligation de mobilité, à partir de cette date) : adopté (p. 2813).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [3 juillet 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe soutenue par M. Jean-Pierre Worms (p. 3671, 3672, 3673).
Cadres d'emploi (p. 3671, 3672).
Centre de gestion (taux de cotisation au —) (p. 3672).
Centre de gestion de Saône-et-Loire (p. 3672).
Concertation sur le projet (p. 3671).
Formation des fonctionnaires (p. 3671, 3672, 3673).
Mobilité au sein de la fonction publique (p. 3672).
Statut de la fonction publique territoriale (et notamment absence de décret d'application du statut de 1984) (p. 3671).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marcel Lucotte tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 746).

Première lecture, discussion des articles [4 juin 1987] :

Article 1er, tableau 4 annexé *(tableau des secteurs pour l'élection des conseillers municipaux de Marseille)* : contre l'amendement n° 5 corrigé de M. Michel Sapin (répartition des sièges par secteur) ; contre l'amendement n° 1 de M. Pascal Arrighi (même objet) ; contre l'amendement n° 2 de M. Guy Hermier (même objet) (p. 1961) ; contre l'amendement n° 6 corrigé de M. Michel Sapin (répartition des sièges par secteur) (p. 1963).

Après l'article 1er : contre l'amendement n° 7 de M. Michel Sapin (vote par arrondissement) (p. 1965).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. - *Examen du fascicule* [9 novembre 1987] :

Caisse de retraite des agents des collectivités locales (p. 5623).
Collectivités locales :
— décentralisation (bilan de la —) (p. 5621, 5623) ;
— fonction publique locale (p. 5623).
Finances locales :
— dotation globale de fonctionnement (p. 5622) ;
— dotation globale d'équipement (p. 5622, 5623) ;
- fiscalité locale (généralités) (p. 5622) ;
- tarifs des services locaux (p. 5622) ;
- taxe professionnelle (p. 5622).

Réponses aux questions (p. 5625) :

Cadres d'emplois (Mme Jacqueline Osselin) (p. 5632).
C.A.E.C.L. (situation de la) (M. Guy Vadepied) (p. 5631, 5632).
Contrôle des budgets communaux (Mme Jacqueline Osselin) (p. 5632).
Décentralisation (modalités financières de la —) (M. Ronald Perdomo) (p. 5630, 5631).
D.G.E. (conditions d'attribution de la —) (M. Charles Fèvre) (p. 5627).
D.G.F. (M. Alain Richard) (p. 5637).
D.G.E. et D.G.F. (conditions d'attribution) (M. Jean-Claude Lamant) (p. 5626).
Dotation globale de décentralisation (MM. Charles Fèvre, Alain Richard) (p. 5628, 5637).
Fonds de compensation de la taxe professionnelle (M. Augustin Bonrepaux) (p. 5628).
Lycées (compétence en matière de construction et d'entretien) (M. Jean-Yves Le Déaut) (p. 5629).
Présentation des feuilles d'impôt (M. Guy Vadepied) (p. 5630).
Statut des élus locaux (M. Guy Vadepied) (p. 5629).
Taxe d'habitation (Mme Jacqueline Osselin) (p. 5632).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 décembre 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 7350 à 7352).
Baux de longue durée (p. 7341).
Compensation des charges de décentralisation (notamment pour les établissements universitaires et scolaires ; Seine-et-Marne) (p. 7397).
Communes rurales et de montagne (p. 7397, 7400).
Communes touristiques :
— dotation touristique (D.G.F.) (p. 7341) ;
— taxe de séjour (p. 7341, 7399, 7400).
Contrôle financier (rôle des chambres régionales des comptes et des trésoriers-payeurs-généraux pour les petites communes (p. 7340, 7352, 7396, 7400, 7401).

Coopération intercommunale :
— commission Barbier au Sénat (p. 7341, 7352, 7397) ;
— retrait d'une commune (p. 7340, 7397, 7398) ;
— rôle de la — (p. 7397) ;
— syndicalisme optionnel (p. 7340, 7399, 7400).
Décentralisation (amélioration ou remise en question de la —) (p. 7351, 7396).
D.G.E. :
— des communes (p. 7339, 7351) ;
— des départements (et notamment critère de potentiel fiscal superficiaire) (p. 7379, 7351, 7396).
D.G.F. (réforme de la — ; mise en œuvre) (p. 7399).
Endettement des communes et départements (p. 7397).
Fiscalité locale (et dépenses) (p. 7399).

Fonction publique territoriale :
— centres de gestion (cotisations aux — et mission des —) (p. 7341).
Groupements de communes à fiscalité propre (péréquation fiscale) (p. 7398).
Interventions économiques des collectivités locales :
— bilan des — (p. 7352) ;
— entreprises en difficultés (p. 7339, 7396, 7398, 7399) ;
— garanties d'emprunt (logement social ; associations) (p. 7339, 7340, 7399) ;
— porcelaines Giraud (p. 7378, 7379).
Procédure budgétaire des collectivités locales (p. 7340).
Services publics industriels et commerciaux (contribution des communes) (p. 7397).
Villes nouvelles (éligibilité à la D.G.F.) (p. 7341).
Villes nouvelles (éligibilité à la D.G.F.) (p. 7398).

Discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 1er *(dotation globale d'équipement des communes ; importance de la seconde part)* : contre l'amendement n° 125 de M. Augustin Bonrepaux (prévoyant que lors de chaque renouvellement des conseils municipaux les communes et les groupements de moins de 2 000 habitants peuvent opter pour l'attribution de la D.G.E. au titre de la première part pour une période de six ans) (p. 7402).

Après l'article 1er : ses observations sur l'amendement n° 236 de M. Jean Briane (substituant à la conférence d'harmonisation des investissements la commission consultative pour la répartition de la deuxième part de la D.G.E., pour améliorer l'organisation des services publics en montagne en développant leur polyvalence notamment) (p. 7403) ; son sous-amendement n° 240 à cet amendement (commission dont la composition est fixée par décret) : adopté (p. 7404).

Article 2 *(modalités de la répartition de la première part de la D.G.E. des départements)* : contre l'amendement n° 196 de M. Daniel Le Meur (de suppression) ; ses observations sur l'amendement n° 39 de M. Adrien Durand (précisant que les modalités d'attribution de la deuxième part de la D.G.E. s'appliqueront dès l'exercice 1987) (p. 7405) ; contre l'amendement n° 126 de M. Bernard Derosier (kilométrage de la voirie départementale) ; contre l'amendement n° 127 de M. Maurice Adevah-Pœuf (effort contributif des départements) ; cotisation à la C.N.R.A.C.L. (p. 7406).

Article 3 *(modalités de répartition de la seconde part de la D.G.E. des départements)* : contre l'amendement n° 128 de M. Bernard Derosier (kilométrage de voirie départementale) (p. 7408) ; contre l'amendement n° 129 de M. Maurice Adevah-Pœuf (critères de l'importance de l'effort contributif) (p. 7409).

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 43 de M. Jean Briane (dotation minimale de fonctionnement pour les plus petites communes) (p. 7410) ; ses observations sur l'amendement n° 10 de M. Alain Moyne-Bressand (prise en compte de la majoration de base pour toutes les communes bénéficiaires du fonds départemental de la taxe professionnelle) et 42 rectifié de M. Jean Brianc repris ultérieurement par M. Louis Besson (tendant à limiter les opérations de correction des potentiels fiscaux aux seules communes soumises à la législation sur les établissements exceptionnels) (p. 7411) ; pour l'amendement n° 41 de M. Jacques Barrot (tendant à modifier les conditions d'attribution de la D.G.F. minimale des départements en alignant celle-ci sur les conditions d'éligibilité et de majoration pour insuffisance de potentiel fiscal de la première et de la deuxième part de la D.G.E.) (p. 7412) ; ses observations sur l'amendement n° 64 de la commission (dotation globale de fonctionnement des communautés ou syndicats d'agglomérations nouvelles) et sur le sous-amendement n° 228 de M. Alain Richard (tendant à resserrer les écarts de fiscalité entre les communes en renvoyant une part de la dotation prélevée sur la taxe professionnelle à celle des communes membres qui ont la part de ressources la plus faible) (p. 7413) ; reprend le sous-amendement 228 sous forme d'amendement n° 228 rectifié : adopté (p. 7414) ; contre l'amendement n° 165 de M. Adevah-Pœuf (tendant à permettre l'accès au fonds de compensation de la T.V.A. aux collectivités locales ayant donné mandat à des organismes de droit privé pour certains investissements) (p. 7415, 7416).

Titre II : *dispositions relatives aux interventions économiques des collectivités locales.*

Article 4 *(suppression des aides des communes et des départements en faveur des entreprises en difficultés)* : ses observations ; soutient apporté par les communes aux entreprises en difficultés ; cas de Manufrance à Saint-Etienne ; possibilité d'aide indirecte ; cas des porcelaines Giraud dans la Haute-Vienne (p. 7419) ; contre les amendements n° 130 de M. Michel Delebarre et 198 de M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 7428) ; contre l'amendement n° 131 de M. Michel Delebarre (intervention des communes par le biais de conventions signées avec d'autres collectivités en faveur d'entreprises en difficultés) ; nécessité d'éviter la tutelle d'une collectivité locale sur un autre (p. 7430) ; contre l'amendement n° 132 de M. Michel Delebarre (possibilité pour les communes dont le potentiel fiscal est suffisant d'aider des entreprises en difficultés) (p. 7431) ; ses observations sur l'amendement n° 47 de la commission des finances (intervention des départements en faveur des entreprises en difficultés) et 66 de la commission (même objet dans le cadre des conventions avec d'autres départements ou régions concernées) ; contre l'amendement n° 134 de M. Michel Delebarre (suppression de la consultation préalable pour l'attribution par les régions d'aide directe ou indirecte à des entreprises en difficulté) (p. 7432).

Article 5 *(garantie d'emprunt par les communes)* : modification du système d'aide au logement social (p. 7434) ; contre l'amendement n° 135 de M. Michel Delebarre et 199 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; nécessité d'introduire au bénéfice des communes des ratios prudentiels ; principe du parage du risque avec l'organisme prêteur ; fonds de garantie ; son amendement n° 25 rectifié (exclusion du champ d'application des dispositions qui limitent la quotité générale pour une collectivité locale de garantir des emprunts, des organismes d'intérêt général entrant dans le champs d'application de l'article 238 *bis* du code général des impôts) (p. 7435) ; adopté ; contre les sous-amendements verbaux de M. Maurice Adevah-Pœuf à son amendement et à l'amendement n° 69 de la commission (associations) et (sociétés d'économie mixte locales) ; son amendement n° 242 (financement du logement social) : adopté (p. 7436) ; contre l'amendement n° 138 de M. Michel Delebarre (tourisme social) ; pour l'amendement n° 68 de la commission et 139 corrigé de M. Michel Delebarre (précisant que les sociétés anonymes dont l'objet est d'accorder des garanties d'emprunts sont régies par la loi sur les sociétés commerciales) ; pour l'amendement n° 141 de M. Michel Delebarre (représentation des communes au sein du conseil d'administration de l'établissement gérant les fonds de garantie) (p. 7437) ; contre l'amendement n° 140 de M. Maurice Adevah-Pœuf (placement des sommes des fonds de garantie) (p. 7438).

Article 6 *(garantie d'emprunts par les départements)* : son amendement n° 26 rectifié (garantie en faveur des associations) (p. 7439) ; adopté ; son amendement n° 243 (logement social) : adopté (p. 7440).

Article 7 *(conditions de garantie d'emprunt par les régions)* : son amendement n° 27 rectifié (organisme d'intérêt général visé à l'article 238 *bis* du code général des impôts) (p. 7441) ; adopté ; son amendement n° 244 (logement social) : adopté (p. 7442).

Après l'article 7 : ses observations sur l'amendement n° 74 de la commission (baux de longue durée) (p. 7443) ; ses observations sur l'amendement n° 227 de M. Alain Lamassoure (possibilité pour les communes de concéder la distribution du gaz sur leur territoire) (p. 7444).

Article 8A *(budget des services publics locaux à caractère industriel ou commercial)* : contre l'amendement n° 202 de M. Daniel Le Meur (de suppression) ; dérogation à la règle de l'équilibre financier des services publics locaux ; son amendement n° 231 (application des possibilités de dérogation aux régies et non seulement aux services concédés ou affermés et prévoyant un cas supplémentaire de dérogation lorsque, après une période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs) : adopté (p. 7445).

Article 8 *(engagement des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif)* : contre l'amendement n° 203 de M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 7446).

Article 14 *(contrôle financier des comptes des collectivités locales)* : ses observations sur l'amendement n° 166 de M. Alain Richard et 208 de M. Daniel Le Meur (de suppression) ; emprunts en ECU des collectivités locales ; emprunts contractés en francs suisses par la ville de Saint-Etienne pour faire face aux difficultés de Manufrance (p. 7452) ; rôle respectif des T.P.G. et des chambres régionales des comptes pour les comptes des collectivités de faible importance (p. 7452, 7453) ; contre l'amendement n° 79 de la commission (publicité des conclusions de la chambre régionale des comptes) ; contre l'amendement n° 49 de la commission des finances (tendant à supprimer les dispositions prévoyant l'insertion dans le rapport public de la Cour des comptes d'observations relatives aux contrôles exercés par les chambres régionales des comptes) ; contre l'amendement n° 50 de la commission des finances (suppression de la mission d'inspection des chambres régionales des comptes) (p. 7454).

Après l'article 14 : pour l'amendement n° 121 rectifié de M. Alain Lamassoure (cour de discipline budgétaire) ; pour l'amendement n° 120 de M. Alain Lamassoure (confidentialité des travaux d'instruction et de préparation accomplis par les rapporteurs de la Cour des comptes avant que les rapports ne soient soumis à la décision de la Cour) ; pour l'amendement n° 122 de M. Alain Lamassoure (règle de quorum pour les chambres régionales des comptes dans les régions d'outre-mer) (p. 7465) ; pour l'amendement n° 119 de M. Alain Lamassoure (conditions d'accès à la présidence des chambres régionales des comptes) (p. 7466) ; son amendement n° 241 (taxe applicable aux emplacements publicitaires) : adopté (p. 7467).

Article 15A *(syndicat intercommunal d'études et de programmation)* : contre l'amendement n° 167 de M. Michel Delebarre (de suppression) ; contre l'amendement n° 11 de M. Jean Rigaud (durée d'activité des S.I.E.P.) (p. 7468, 7469).

Article 15B *(élection des maires délégués dans les communes associées)* : ses observations sur l'amendement n° 81 de la commission (de suppression) (p. 7469).

Après l'article 15C : ses observations sur les amendements n° 82 de la commission et 169 de M. Alain Richard (création d'une commission de conciliation intercommunale) (p. 7470) ; son sous-amendement oral à l'amendement n° 82 de la commission (prévoyant que la commission de conciliation est obligatoirement saisie par le représentant de l'Etat dans le département avant qu'il ne se prononce sur une demande de retrait d'un syndicat de communes) : adopté.

Article 15 *(retrait d'une commune d'un syndicat en cas de modification de la réglementation)* : contre les amendements n° 13 de M. Jean Rigaud, 170 de M. Michel Delebarre et 209 de M. Daniel Le Meur (de suppression) ; syndicats d'électrification ; modalités de retrait ne s'appliquant pas au syndicat mixte ; contre l'amendement n° 171 de M. Alain Richard (commission de conciliation) (p. 7473) ; pour l'amendement n° 83 de la commission (suppression des dispositions relatives au paiement des emprunts par la commune qui s'est retirée et aux syndicats de distribution d'électricité) (p. 7474).

Article 16 *(retrait d'une commune d'un syndicat lorsqu'un de ses « intérêts essentiels » est compromis ; coopération intercommunale)* : contre les amendements n° 14 de M. Jean Rigaud, 172 de M. Alain Richard et 210 de M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 7476) ; notion d'intérêt essentiel comprenant les compétences transférées, la contribution et la représentation des communes ; paiement d'une commune retirée d'un syndicat d'une participation tant pour les investissements

que le fonctionnement (p. 7476) ; demande, en application de l'article 95 du règlement, la réserve de l'article 16 et des amendements qui s'y rapportent jusqu'après la discussion des amendements portant des articles additionnels après l'article 27 (p. 7477).

Article 17 *(dissolution d'office d'un syndicat de communes)* : pour l'amendement n° 91 de la commission (suppression de la disposition selon laquelle la dissolution d'office ne peut intervenir si plus du tiers des conseils municipaux des communes membres s'y opposent) ; problème des syndicats inactifs gardant leurs compétences de sorte que les communes ne peuvent pas les exercer (p. 7477).

Article 17 *bis* *(institution des délégués suppléants au sein du comité national)* : institutionnalisation de la suppléance avec voix délibérative.

Après l'article 17 *ter* : ses observations sur l'amendement n° 94 de la commission (désignation du maire délégué dans les communes associées de moins de 30 000 habitants) (p. 7478) ; pour l'amendement n° 225 de M. Henri Bouvet (transformation d'un district en communauté urbaine) ; pour l'amendement n° 93 de la commission (possibilité pour un groupement de communes d'Alsace-Moselle de recruter un ou plusieurs garde-champêtres en commun) (p. 7480).

Article 18 *bis* *(enclos piscicole)* : ses observations sur l'amendement n° 194 deuxième rectification de M. Claude Birraux (plaçant hors du champ d'application de la loi pêche tous les plans d'eau insuffisamment définis) (p. 7483).

Après l'article 18 *bis* : ses observations sur l'amendement n° 46 de M. Sébastien Couepel (supprimant le sectionnement électoral dans les communes dont la population est comprise entre 3 500 et 30 000 habitants et provenant d'une fusion) (p. 7484).

Titre IV *bis* : *de la fonction publique territoriale.*

Article 18 *ter* *(taux maximum de cotisation aux centres de gestion)* : contre l'amendement n° 176 de M. Michel Delebarre (de suppression) ; centre de gestion du département de la Somme (p. 7485).

Article 18 *quater* *(assiette de la cotisation aux centres de gestion)* : ses observations sur l'amendement n° 177 de M. Michel Delebarre (de suppression) ; agents gérés par les centres de gestion ; cas des instituteurs étant accessoirement secrétaires de mairie n'étant pas des fonctionnaires détachés ; ses observations sur l'amendement n° 178 de M. Maurice Adevah-Pœuf (tendant à insérer le mot « titulaires » après les mots « des agents ») ; compétences des centres de gestion pour gérer les personnels non titulaires (p. 7486).

Après l'article 18 *quinquies* : son amendement n° 23 (dispositif transitoire pour le passage des commissions administratives paritaires existantes aux nouvelles commissions qui doivent être créées pour chaque catégorie A, B, C et D) : adopté ; son amendement n° 24 (de coordination) : adopté ; ses observations sur l'amendement n° 102 de la commission et 180 de M. Michel Delebarre (possibilité de détachement de fonctionnaires de l'Etat auprès des parlementaires) (p. 7487).

Titre V : *dispositions relatives au financement des collectivités locales à vocation touristique.*

Article 19 *(aménagement du régime des dotations aux communes touristiques et thermales)* : répond aux intervenants ; critères de la charge nette ; hypothèse de la création d'un critère d'effort fiscal ; dotation dite de « parking » ; communes entrant et sortant du dispositif de la dotation ; étalement de la réforme sur 10 ans en maintenant la dotation à 90 % ; stations de sports d'hiver (p. 7488) ; contre les amendements n° 31 de la commission de la production, 17 de M. Jean Briane et 182 de M. Augustin Bonrepaux (précisant les pouvoirs des groupements de communes touristiques vis-à-vis des communes adhérentes en privilégiant les groupements les plus importants) (p. 7503) ; contre l'amendement n° 237 de M. Jean Briane (introduisant comme élément de répartition de la dotation supplémentaire aux communes touristiques le degré réel de mobilisation des ressources propres de la commune appréciée à partir du potentiel fiscal) (p. 7504) ; ses observations sur les amendements n° 28 de la commission de la production, 52 de la commission des finances et 18 de M. Jean Briane (fixant la garantie annuelle pour les communes à 90 % au lieu de 80 %) ; son amendement n° 246 (fixant la garantie annuelle à 85 %) (p. 7506) ; contre l'amendement n° 183 de M. Augustin Bonrepaux (tendant à ne pas appliquer la limitation de l'augmentation de la dotation aux communes et groupements de communes qui sont en voie de développement touristique pendant les quatre années qui suivent leur accession à ce régime) (p. 7507) ; lissage des entrées et des sorties de la dotation ; contre l'amendement n° 184 de M. Louis Besson (suppression du 1er alinéa 1° du paragraphe 5 *bis* de cet article) ; critère d'affectation de la dotation particulière ; notion de seuil retenu (p. 7508) ; ses observations sur l'amendement n° 118 de M. Georges Tranchant (extension du bénéfice de la dotation aux quelques villes classées communes touristiques qui atteignent 10 000 habitants) ; ses observations sur l'amendement n° 30 de la commission de la production (élevant le plafond d'éligibilité à la dotation particulière à 7 500 habitants) ; hypothèse de la fixation du seuil à 10 000 habitants (p. 7509) ; contre l'amendement n° 185 de M. Louis Besson (prise en compte de l'accroissement de la population saisonnière) ; population saisonnière touristique ; résidences secondaires ; recensement complémentaire (p. 7510).

Après l'article 19 : ses observations sur l'amendement n° 152 de M. Pierre Montastruc (assouplissement de la réglementation sur les lotos) (p. 7511) ; contre l'amendement n° 54 de la commission des finances (schéma d'aménagement de la Corse) (p. 7513).

Article 25 *(réforme de la taxe de séjour)* : contre l'amendement n° 191 de M. Louis Besson (communes de montagne) (p. 7517) ; ses observations sur l'amendement n° 34 de la commission de la production (tendant à supprimer la possibilité pour les communes d'instituer un acompte égal à 50 % de la taxe de séjour forfaitaire prévue l'année précédente) ; ses observations sur l'amendement n° 35 de la commission de la production (dégrèvement de taxe de séjour forfaitaire en cas de mauvaise saison) (p. 7518, 7519).

Après l'article 27 : contre l'amendement n° 60 de M. Jean-Louis Masson (régime applicable aux musées gérés par les collectivités territoriales ou par des groupements de collectivités territoriales) ; contre l'amendement n° 59 de M. Jean-Louis Masson (régime des pompes funèbres applicable dans les départements concordataires) ; contre l'amendement n° 58 de M. Jean-Louis Masson (régime applicable en Alsace-Lorraine en matière d'entretien des presbytères) (p. 7521) ; ses observations sur l'amendement n° 193 de M. Augustin Bonrepaux (garantie de ressources minimales des groupements de communes à fiscalité propre) (p. 7523) ; contre l'amendement n° 221 de M. Jean-Marie Demange (droit de chasse dans les départements d'Alsace-Moselle) (p. 7524, 7525).

Article 16 *(suite)* précédemment réservé : contre l'amendement n° 173 de M. Maurice Adevah-Pœuf (possibilité de demander au comité syndical de modifier les dispositions statutaires mises en cause) (p. 7525) ; ses observations sur l'amendement n° 84 rectifié de la commission (extension de la possibilité de retrait d'une commune au cas où les dispositions statutaires du syndicat seraient contraires aux intérêts de la commune et non plus seulement à l'un de ses intérêts essentiels) ; coopération intercommunale (p. 7527, 7528) ; ses observations sur l'amendement n° 87 de la commission (tendant à éviter que le comité syndical puisse bloquer une demande de retrait et à préciser qu'à défaut de décision favorable dans un délai de six mois, la commune peut demander son retrait) ; ses observations sur le sous-amendement n° 248 de M. Pierre Micaux à ce dernier amendement (syndicats ayant pour objet la réalisation de réseaux ou de travaux dont la nature est fixée par décret en Conseil d'Etat et l'amendement n° 174 de M. Alain Richard (précisant que la décision du représentant de l'Etat ne peut être prise qu'après avis de la commission de conciliation) (p. 7529, 7530).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :

Communes touristiques (p. 7917).
Concours financiers de l'Etat aux collectivités locales (p. 7917).
Contrôle financier des communes (rôle respectif des chambres régionales des comptes et des T.P.G.) (p. 7917).
Décrets d'application de la loi discutée (p. 7919).
Fonctionnaires des collectivités locales (détachement de — auprès de parlementaires pour servir d'assistant parlementaire) (p. 7919).
Interventions économiques des collectivités locales (aides aux entreprises en difficulté) (p. 7917).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Article 10 *(dépôt des comptes de campagne par les candidats aux élections législatives)* : contre l'amendement n° 21 de M. Michel Hannoun (dépôt des comptes de campagne auprès

du président de la Chambre régionale des comptes pour les candidats au premier tour et au Conseil constitutionnel pour les élus) (p. 166).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 7 : contre l'amendement n° 16 de M. Pierre Joxe (modification des clés de répartition pour le financement des partis politiques) (p. 272).

Article 11 : contre l'amendement n° 23 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 273).

Article 13 *ter* : contre l'amendement n° 17 de M. Pierre Joxe (rétablissement de l'article 13 *ter* ; durée d'application de la prrésente loi fixée à quatre ans) (p. 274).

GALLEY (Robert)

Député de l'Aube
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

GANTIER (Gilbert)

Député de Paris
(U.D.F.)

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Vice-président de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'épargne (n° 443) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre supléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le développement du mécénat (n° 795) [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aviation civile et météorologie : budget annexe de la navigation aérienne) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971) [*J.O.* du 24 novembre 1987] (p. 13896).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 25 novembre 1987] (p. 13748).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [*J.O.* du 8 décembre 1987] (p. 14283).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les bourses des valeurs (n° 1002) [*J.O.* du 10 décembre 1987] (p. 14382).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14830).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 23 : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aviation civile et météorologie — budget annexe de la navigation aérienne (n° 960)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

n° 253, posée le 16 juin 1987 : **enseignement supérieur : personnel (professeurs)** (p. 2500) ; appelée le 19 juin 1987 : **limite d'âge des professeurs de l'enseignement supérieur** : interprétation restrictive de la loi du 23 décembre 1986 (p. 2900, 2901).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [10 avril 1987] :

Composition pluri-ethnique de la population calédonienne (p. 267).
Economie calédonienne (relance de l'—) (p. 267).
Environnement géo-politique de la Nouvelle-Calédonie (p. 266).
Mesures sociales (p. 267).
Référendum (opportunité du —) (p. 267).

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [15 avril 1987] :

Inscrit contre la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 380, 382).
Epargne des ménages (p. 381).
M.A.T.I.F. (marchés à terme d'instruments financiers) (p. 381).
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— âge de la retraite et retraite à soixante ans (p. 381, 382) ;
— capitalisation (retraite par —) (p. 382) ;
— retraite (déséquilibre des régimes de —) (p. 381) ;
— sortie du P.E.R. (rente viagère ou capital) (p. 382).
Prêts de titres (p. 381, 382).
R.E.S. (reprise de l'entreprise par ses salariés) (p. 381).
Valeurs mobilières (fiscalité des — et abattement sur le revenu des —) (p. 381, 382).

Discussion des articles [16 avril 1987] [21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *plans d'épargne en vue de la retraite.*

Article 2 *(plafonds des versements effectués sur le P.E.R. pouvant être déduits du revenu imposable)* : son sous-amendement n° 177 à l'amendement n° 7 de la commission (majoration de 6 000 F des plafonds de déductibilité pour les contribuables ayant trois enfants ou plus à charge) ; son sous-amendement n° 178 à l'amendement n° 7 de la commission (modification du gage) ; son sous-amendement n° 181 à l'amendement n° 179 du Gouvernement (majoration de 3 000 F des plafonds de déductibilité pour les contribuables ayant trois enfants ou plus à charge) (p. 439) ; retire ses sous-amendements n° 177 et 178 ; rectifie son sous-amendement n° 181 ; repris par le Gouvernement (p. 440) ; adopté (p. 441).

Article 3 *(emplois du P.E.R. ; fiscalité de ses revenus et plus-values)* : son amendement n° 130 (élargissement des possibilités de placement du P.E.R. aux parts sociales émises par les banques mutualistes ou coopératives) (p. 446) ; retiré ; soutient l'amendement de M. Roland Blum (emplois du P.E.R. en actifs immobiliers) (p. 447) ; retiré (p. 448).

Après l'article 8 : son sous-amendement n° 83 à l'amendement n° 2 du Gouvernement (prélèvement libératoire ramené à 33, 30 et 25 % pour des retraits ou des arrérages de pension intervenant respectivement entre 60 et 63 ans, entre 63 et 65 ans et après 65 ans) ; son sous-amendement n° 84 à l'amendement n° 2 du Gouvernement (prélèvement libératoire de 20 % lorsque le retrait ou la liquidation de la pension s'effectue après le soixante-huitième anniversaire) (p. 469) ; son sous-amendement n° 85 à l'amendement n° 2 du Gouvernement (de cohérence avec les sous-amendements n° 83 et 84) (p. 470) ; sous-amendements n° 83, 84 et 85 : retirés (p. 472).

Chapitre III : *rachat d'une entreprise par ses salariés.*
Article 16 *(rachat d'une entreprise par ses salariés ; conditions ; régime fiscal)* : transmission des entreprises (p. 493).
Chapitre IV : *mesures concernant la fiscalité des valeurs mobilières.*
Article 17 *(majoration de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières)* : régime des comptes courants d'associés (p. 506) ; extension de l'abattement aux sociétés non cotées (p. 507).
Chapitre X : *modernisation du marché financier et dispositions diverses.*
Article 45 *(validation législative des transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé)* : son amendement n° 125 (rédactionnel) : adopté (p. 522).

Explications de vote :
Report en arrière (p. 526).
Vote favorable du groupe U.D.F. (p. 526).

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. [23 avril 1987] :

Alcoolisme au volant (généralités et sanctions de l'—) :
- Anne Cellier (décès accidentel d'—) (p. 613) ;
- comparution immédiate (procédure de —) (p. 613, 614) ;
- peines encourues (législation actuelle et aggravation des -) (p. 613) ;
- peines prononcées effectivement par les tribunaux (et notamment disparité des –) (p. 614) ;
- sursis (suppression du -) (p. 614) ;
- véhicule (confiscation ou immobilisation du —) (p. 614) ;
- vérification du taux d'alcool dans le sang (obligation de se soumettre aux opérations de -) (p. 614).

Sécurité routière :
- accidents corporels et mortels (nombre des —) (p. 613) ;
- fuite (délit de -) (p. 614).

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Budget global et financement des hôpitaux (p. 721).
Chef de service (statut et rôle du -) (p. 720).
Pôles d'activités (p. 720).
Politique hospitalière menée entre 1981 et 1986 (et notamment départementalisation) (p. 720).
Service (rétablissement du -) (p. 720).

Explications de vote [30 avril 1987] :
Chefs de service (p. 823).
Secteur privé hospitalier (p. 823).
Vote positif du groupe U.D.F. (p. 823).

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Droits des salariés (protection des —) (p. 1043, 1044).
Durée du travail (et notamment association de l'aménagement du temps de travail avec la réduction de la — et comparaisons internationales) (p. 1045).
Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1044, 1045).
Flexibilité du travail (p. 1044).
Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (et conditions générales de mise en œuvre) (p. 1044).
Taddei (rapport – « des machines et des hommes ») (p. 1044).
Utilisations des équipements (durée des —) (p. 1044).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 881).

Première, lecture, avant la discussion des articles [19 mai 1987] :

Commission nationale technique de la sécurité sociale (p. 1315).
Handicapés : salariés - (procédure allégée pour la reconnaissance du handicap (p. 1315).
Obligation d'emploi dans le secteur privé (p. 1314, 1315) ;

Discussion des articles [19 mai 1987] [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article 1-323-1 du code du travail* (définition de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 151 (proportion de l'effectif des entreprises devant être recrutée parmi les handicapés) (p. 1334) ; rejeté (p. 1335) ; son amendement n° 152 (calcul des effectifs des entreprises à établissements multiples pour l'application du quota de salariés handicapés) : retiré (p. 1337).
Article 6 *(dispositions transitoires)* : son amendement n° 153 (obligation d'emploi) (p. 1421) ; non soutenu (p. 1422).

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).

Première, lecture, avant la discussion des articles [2 juin 1987] :

Abus de droit (comité consultatif pour la répression des —) (p. 1823).
Charte du contribuable (et garanties offertes au contribuable) (p. 1822).
Commission Aicardi (p. 1822).
Contrôle fiscal (p. 1822, 1823).
Douane (p. 1823).
Pénalités fiscales (p. 1822).
Renseignement (droit de — du contribuable (p. 1823).

Discussion des articles [3 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions fiscales.*
Chapitre II : *dispositions portant modification du livre des procédures fiscales.*
Après l'article 10 : soutient l'amendement n° 34 de la commission (droit de renseignement du contribuable) ; *ruling* ou *rescrit* (p. 1913) ; son sous-amendement n° 95 à l'amendement n° 34 de la commission (suppression pour l'administration de l'obligation de répondre au contribuable) ; retiré ; amendement n° 34 : adopté (p. 1914) ; reprend l'amendement n° 85 du Gouvernement ; réservé (p. 1915).
Après l'article 10 ***(suite)*** : amendement n° 85 précédemment réservé : retiré (p. 1921).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [11 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*
Avant l'article 46 : ses observations sur l'amendement n° 274 de M. Michel Pelchat (absence de service fait résultant d'une cessation concertée du travail dans l'aviation civile donnant lieu à une retenue ne pouvant être inférieure, pour chaque période de vingt-quatre heures, au trentième du traitement mensuel des personnes concernées) (p. 2290).

— Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984 (n° 160) et projet de loi portant règlement définitif du budget de 1985 (n° 568).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [17 juin 1987] :

Charges communes (budget des —) (p. 2528).
Crédits (modifications, annulations, dépassements et reports de —) (p. 2529).
Fonds de concours (p. 2529).
Vote favorable du groupe U.D.F. (p. 2529).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie (n° 853).

Première lecture, avant la discussion des articles [3 juillet 1987] :

Badinter (projet déposé en 1985 par M. —) (p. 3641).
Délégués consulaires (désignation des —) (p. 3641).
Légalisation des dispositions relatives aux tribunaux de commerce et à leur régime électoral (p. 3641).
Limite d'âge (p. 3641).
Régime disciplinaire (institution d'un —) (p. 3641).
Renouvellement des membres des tribunaux de commerce (p. 3641).
Tribunaux de commerce en tant que juridictions exceptionnelles (historique et situation actuelle des —) (p. 3641).
Tribunaux de commerce (réformes) (p. 3641).
Vote positif du groupe U.D.F. (p. 3641).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [8 et 9 octobre 1987] :

Article 1er A *(création d'un institut national de l'enseignement de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies) :* **son rappel au règlement** : présence des députés de la majorité en commission des finances (p. 4099, 4100).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Allégements d'impôt (p. 4253).
Impôt sur les sociétés (p. 4253) :
— fiscalité de groupe (p. 4253).
Prélèvements obligatoires (p. 4253).
Recherche (dépenses de — et incitation à la —) (p. 4253).
Sécurité sociale (cotisations de — ; équilibre financier et réforme de la —) (p. 4253, 4254).
T.V.A :
— allégements de la — (p. 4253) ;
— harmonisation européenne des taux de — (p. 4253).

Première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] [16 octobre 1987] :

Article 5 *(crédit d'impôt recherche) :* son approbation de l'article ; son opposition à la restitution du crédit d'impôt recherche en volume (p. 4353, 4354) ; son amendement n° 99 (crédit d'impôt recherche en volume — atténuation ou suppression des remboursements des crédits d'impôt en cas de baisse des dépenses de recherche) (p. 4357) ; rejeté ; son amendement n° 99 rectifié (extension du crédit d'impôt recherche aux brevets) : repris par le Gouvernement (p. 4358) ; modifié et adopté (p. 4359).

Article 10 *(réduction à 28 % des taux de T.V.A. sur les automobiles et les motocyclettes de plus de 240 cm³) :* ses réserves sur la réduction de T.V.A. pour les motocyclettes ; demande au Gouvernement de favoriser la location de voitures (p. 4390).

Article 11 *(assujettissement des enregistrements sonores au taux normal de la T.V.A.) :* nécessaire réduction du nombre des taux de T.V.A. (p. 4398) ; son amendement n° 100 (extension du taux normal à la vidéo et à la location de cassettes vidéo — maintien du taux majoré pour les enregistrements pornographiques ou incitant à la violence) ; sa proposition de suppression totale du taux majoré ; retiré (p. 4399).

Après l'article 11 : son amendement n° 103 (assujettissement de la parfumerie au taux normal de la T.V.A.) ; son amendement n° 102 (T.V.A. à 28 % sur la parfumerie) ; son amendement n° 109 (taux majoré de la T.V.A. sur les opérations de location portant sur des cassettes vidéo à caractère pornographique ou invitant à la violence) ; son amendement n° 101 (T.V.A. au taux de 28 % sur la vidéo y compris la location de cassettes — taux majoré pour les supports à caractère pornographique ou incitant à la violence) (p. 4401) ; retirés (p. 4402).

Article 13 *(exonération de la T.V.A. pour les cliniques privées) :* son approbation (p. 4405, 4406).

Article 14 *(suppression des limitations de remboursement de la T.V.A.) :* son approbation de l'article (p. 4408).

Après l'article 14 : pour l'amendement n° 15 de la commission (non application du décalage d'un mois pour l'imputation de la T.V.A. sur les télécommunications) ; pour l'amendement n° 154 du Gouvernement (même objet) (p. 4409).

Article 16 *(mesures relatives à la fiscalité de l'énergie) :* son amendement n° 104 (réduction supplémentaire de la taxation du fioul lourd) ; compétitivité de l'industrie française (p. 4432) ; rejeté (p. 4433).

Article 19 *(suppression pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés de la possibilité d'étaler sur trois ans leurs plus-values à court terme réalisées à compter du 1er janvier 1987) :* son approbation de l'article ; son opposition à son caractère rétro-actif (p. 4441) ; son amendement n° 105 (application du nouveau régime pour les plus-values réalisées à compter du 1er janvier 1988) (p. 4442) ; retiré ; repris par M. Pierre Descaves ; rejeté (p. 4443).

Après l'article 19 : son amendement n° 106 (report à leur date de réalisation de l'imposition des plus-values constatées en cas d'échange de droits sociaux résultant de fusion, de scission ou d'apport à une société) (p. 4445) ; retiré (p. 4446).

Après l'article 21 : soutient l'amendement n° 119 de M. Bruno Durieux (immeubles classés, inscrits à l'inventaire supplémentaire ou agréés occupés par leurs propriétaires — déduction du revenu global des travaux de réparation et d'entretien nonobstant l'absence de subvention de l'Etat) : retiré (p. 4450).

Seconde délibération [16 octobre 1987] :

Article 30 et état A : jugement du groupe U.D.F. sur le budget ; sa proposition de crédit d'impôt favorisant l'accroissement des dépenses de formation et de diffusion de l'innovation (p. 4491).

Deuxième partie :

Industrie. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

Automobile (industrie) (p. 4798).
Balance commerciale (bilan de la —) (p. 4798).
Budget de l'industrie (diminution du —) (p. 4797).
Compétitivité de l'industrie française (p. 4798).
Désengagement de l'Etat (p. 4797).
Marché unique européen de 1992 (perspective du —) (p. 4798).
Politique industrielle menée depuis 1986 (p. 4797).
Renault (p. 4798).

Education nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. — *Examen des fascicules* [29 octobre 1987].

Enseignement supérieur :
Bourses et actions sociales universitaires (p. 5072).
Budget consacré aux universités (p. 5071, 5072).
Droits d'inscription et d'entrée en bibliothèque (p. 5072).
Etablissements d'enseignement supérieur privés (p. 5072).
Etudiants (objectif de deux millions d' —) (p. 5072).
Professeurs et corps enseignant de l'université :
— mesures catégorielles, recrutement, carrière (p. 5072).
Universités (statut des — et application de l'article 33 de la loi de 1984) (p. 5071, 5089).

Services du Premier ministre. — *Examen du fascicule* [29 octobre 1987] :

Plan (p. 5036, 5037).

Environnement. — *Vote des crédits* [30 octobre 1987] :

Etat B, titre III : contre l'amendement n° 201 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits).

Etat C, titre VI : contre l'amendement n° 202 de M. M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 5182) ; contre l'amendement n° 203 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 5183).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [4 et 6 novembre 1987] :

Aéronautique (industrie) (p. 5410).
Aéroport (p. 5410).
Compagnies aériennes (p. 5410).

Vote des crédits (p. 5510).

Etat B, titre IV : contre l'amendement n° 214 de M. Pierre Sergent (réduction des crédits) ; contre l'amendement n° 180 corrigé de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) (p. 5511) ; contre l'amendement n° 40 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) ; contre l'amendement n° 41 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) (p. 5512).

Etat C, titre V : contre l'amendement n° 237 de M. Laurent Vergès (réduction des crédits) (p. 5513) ; contre l'amendement n° 221 de M. Augustin Bonrepaux (réduction des crédits) ; contre l'amendement n° 236 de M. Jean-Pierre Fourré (réduction des crédits) (p. 5514).

Après l'article 71 : contre l'amendement n° 222 de M. Michel Cartelet (rapport présenté au Parlement par le Gouvernement exposant le mode de financement de la dotation consacrée à la modernisation des voies navigables) (p. 5515) ; contre l'amendement n° 233 de M. Michel Sapin (rapport présenté au Parlement par le Gouvernement sur les modalités de financement du schéma directeur routier national) (p. 5516).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Après l'article 59 : en qualité de vice-président de la commission : contre l'amendement n° 51 de M. Jean Giard (investissement locatif ; suppression des mécanismes de

réduction d'impôt) ; amélioration de la situation du bâtiment (p. 5884) ; soutient l'amendement n° 274 de la commission (extension de la taxe de séjour aux communes menant une activité touristique au sein d'un pays d'accueil reconnu par le conseil régional) ; ses réserves à titre personnel ; rejeté (p. 5886).

Avant l'article 60 : soutient l'amendement n° 305 rectifié de M. Gérard Trémège (déclaration de cessation d'activité ; extension aux titulaires de bénéfices non commerciaux du délai de 60 jours) (p. 5908) ; adopté (p. 5909).

Article 60 *(mesures en faveur de la construction de logements ; alignement du régime des souscriptions de parts de sociétés immobilières sur celui de l'investissement direct)* : suppléé M. Gérard Trémège (p. 5909).

Après l'article 60 : soutient l'amendement n° 205 corrigé de M. Jacques Lacarin (locations en meublés ; amortissement des frais d'amélioration) ; le retire (p. 5912).

Après l'article 61 : soutient l'amendement n° 279 de la commission (taux normal de T.V.A. sur la vidéo ; taux majoré et taxe supplémentaire de 50 % du prix de vente pour les enregistrements à caractère pornographique ou incitant à la violence) (p. 5917) ; financement du cinéma (p. 5918) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : non adopté (p. 5951, 5952).

Article 62 *(petites entreprises ; allégement des obligations déclaratives)* : suppléé M. Gérard Trémège (p. 5919).

Après l'article 62 : soutient l'amendement n° 361 de M. Gérard Trémège (cessation d'activité ; délai de 60 jours pour la déclaration des salaires versés) : adopté (p. 5920).

Explications de vote [13 novembre 1987] :

Allégements d'impôt (p. 5951).
Crise boursière et monétaire (p. 5951).
Vote favorable du groupe U.D.F. (p. 5951).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, discussion des articles [20 novembre 1987] [21 novembre 1987] :

Article 1er *(transformation en société anonyme de la caisse nationale de crédit agricole après absorption du fonds de garantie)* : ses observations (p. 6160).

Article 2 *(gestion des actions de la société anonyme caisse nationale du crédit agricole)* : son amendement n° 84 soutenu par M. Charles Revet (regroupement dans la nouvelle société de tous les organismes dont le fonctionnement en est logiquement indispensable) : adopté (p. 6188) ; son amendement n° 85 soutenu par M. Charles Revet (suppression du 10e alinéa de l'article 2) : adopté (p. 6189).

Article 8 *(statut des personnels n'appartenant pas à la fonction publique)* : soutient l'amendement n° 7 de la commission des finances (suppression de la mention du fonds de garantie au sein de l'article 8) (p. 6250) ; adopté ; contre l'amendement n° 98 au nom de la commission de M. Pierre Joxe (réglementation applicable aux salariés) (p. 6251) ; contre l'amendement n° 30 au nom de la commission de M. Michel Peyret (suppression de l'obligation de conclure dans les deux ans une nouvelle convention collective) (p. 6252).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les bourses de valeurs (n° 1002).

Première lecture, discussion des articles [30 novembre 1987] :

Chapitre IV : *dispositions diverses.*

Après l'article 20 : son amendement n° 87 soutenu par M. Pascal Clément (participation des salariés ; autorisation donnée aux fonds communs de placement de salariés d'une société étrangère d'acquérir des titres de cette société) (p. 6575) ; rejeté (p. 6576).

— Projet de loi relatif à la transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 décembre 1987] :

Automobile (industrie) :
- situation des constructeurs français (et notamment P.S.A.) (p. 7288) ;
- situation de l'industrie automobile internationale (p. 7287, 7288).

Communiste (opposition) (p. 7287).
Incidents survenus devant le Palais Bourbon (p. 7287).

Renault - R.N.U.R. :
- endettement (et abandon par le Gouvernement d'une créance de 12 milliards de francs) (p. 7288) ;
- législation européenne (règles de la — du traité de Rome et de l'Acte unique européen) (p. 7287) ;
- politique menée par MM. Besse et Lévy (p. 7288) ;
- statut actuel (historique et conséquences du —) (p. 7287) ;
- transformation de Renault en société anonyme (raisons et moyens de la —) (p. 7288).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, discussion des articles [19 décembre 1987] :

Titre Ier : *création d'un fonds national de prévention.*

Article 1er *(création d'un fonds national de prévention au sein de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés)* : soutient l'amendement n° 31 de M. Gilles de Robien (missions du fonds national de prévention étant étendues à l'éducation et à l'information sanitaire) : adopté ; soutient l'amendement n° 32 rectifié de M. Gilles de Robien (fonds national pouvant apporter son concours à des organismes privés) : adopté ; soutient l'amendement n° 30 de M. Gilles de Robien (autonomie des caisses régionales) : retiré (p. 7829).

Titre III : *maintien du pouvoir d'achat des pensions pour 1988.*

Article 3 *(revalorisation des pensions pour 1988)* : ses observations ; rapport Théo Braun ; accueil des personnes âgées dans leur famille (p. 7850).

Titre IV : *droit des médecins à une cessation anticipée d'activité.*

Après l'article 4 : soutient l'amendement n° 28 de M. Jacques Barrot (institut national de la statistique et des études économiques publiant chaque mois un indice des prix à la consommation hors tabac et produits alcooliques) (p. 7868) ; adopté (p. 7869).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs (n° 1135).

Première lecture, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :

Clauses abusives (p. 7945).
Edulcorants de synthèse (p. 7945).

Rappel au règlement : souhaite une suspension de séance plutôt que de donner suite à la demande du Gouvernement de suspendre la discussion du texte relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs pour appeler en discussion la proposition de loi relative aux opérations de télé-promotion (p. 7947).

Discussion des articles [20 et 21 décembre 1987] :

Article 3 *bis* *(actions des associations agréées de consommateurs à raison de faits non constitutifs d'une infraction pénale)* : ses observations (p. 7958) ; son amendement n° 22 : devenu sans objet.

Après l'article 3 *bis* : contre l'amendement n° 8 de la commission de la production (compétence des associations en matière des clauses abusives) (p. 7962).

Article 5 *(information des consommateurs en matière de denrées alimentaires)* : son amendement n° 23 (suppression du paragraphe 1er de l'article 5) : retiré puis repris par M. Michel Sapin (p. 7965) ; son sous-amendement n° 33 à l'amendement n° 29 de M. Jacques Limouzy (conservation des dénominations et marques de fabrique de substances édulcorantes pour celles antérieures au 1er décembre 1987) : adopté (p. 7967).

GARMENDIA (Pierre)

Député de la Gironde
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à faciliter le **changement** des **limites** des **communes** lors de **l'aménagement de l'infrastructure routière, ferroviaire et fluviale (n° 1237)** [23 février 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Quartiers dégradés** : 9e Plan ; nécessité de reconduire les contrats de réhabilitation dans le cadre du 10e Plan [18 novembre 1987] (p. 6017) ;

orales sans débat :

— **n° 281**, posée le 7 octobre 1987 : **jeunes (emploi)** (p. 3980) ; appelée le 9 octobre 1987 : **formation des jeunes par les artisans** : remplacé par M. Michel Margnes (p. 4093).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Questions* [5 novembre 1987] :

C.E.E. (bilan pour la France de l'élargissement de la — à l'Espagne et au Portugal) (p. 5471).

GASPARD (Françoise)

Député d'Eure-et-Loir
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation des immigrés** : propos tenus par M. Charles Pasqua sur les expulsions d'immigrés rappelant certaines pratiques employées pendant la 2e guerre mondiale [13 mai 1987] (p. 1071, 1072) : demande au Premier ministre de condamner ces propos (p. 1072) ;

— **Jurys d'agrégation** : remplacement injustifié de deux présidents du jury d'agrégation ; critères de sélection des nouveaux présidents de jury de concours [28 octobre 1987] (p. 4984).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).**

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Article 8 *(allocation en faveur des anciens harkis, moghaznis et personnels des diverses formations supplétives ayant servi en Algérie) :* ses observations (p. 3206).

GASTINES (Henri de)

Député de la Mayenne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Président de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

GAUDIN (Jean-Claude)

Député des Bouches-du-Rhône
U.D.F.

Président du groupe U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

Président de ce groupe [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation de la prison des Baumettes** [12 novembre 1987] (p. 5754).

INTERVENTIONS

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution, ainsi que le débat et le vote sur cette déclaration (n° 627).**

Discussion générale [7 avril 1987] :

Code de la nationalité (p. 30).
Insécurité (lutte contre l') (p. 29).
Lycées (construction et entretien des) (p. 31).
Signification du vote de confiance (et notamment cohésion majoritaire) (p. 28, 30).
Politique économique du Gouvernement (p. 29, 30).
Terrorisme (lutte contre le) (p. 29).
Universités (et notamment manifestations étudiantes contre le projet Devaquet) (p. 30).
Situation économique de la France en avril 1987 (p. 29, 30).

— **Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marcel Lucotte tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 746)**

Première lecture, explications de vote [4 juin 1987] :

Découpage électoral (p. 1968).
Defferre (politique de M. —) (p. 1968).
Elections municipales de 1983 (p. 1968).
Loi du 31 décembre 1982 dite « loi P.L.M. » (p. 1968).
Marseille (image et moralisation de la vie politique de —) (p. 1967, 1968).
Vote favorable du groupe U.D.F. (p. 1968).

— **Conclusions du rapport de la commission élue spécialement pour l'examen de la proposition de résolution présentée par M. Pierre Messmer et deux cent cinquante-cinq membres de l'Assemblée, portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice (n° 798).**

Première lecture, explications de vote [7 octobre 1987] :

Respect de la procédure judiciaire (p. 4029).
Vote positif du groupe U.D.F. (p. 4029).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Prison des Baumettes à Marseille (p. 4519).

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. *Examen du fascicule* [28 octobre 1987] :

Equipement scolaire (lycées ; financement par les régions) (p. 4955, 4956).

Questions :

Décentralisation (détachement de personnels des rectorats au profit des régions) (p. 5008).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier de la Constitution, ainsi que débat et vote sur cette déclaration (n° 1105).**

Discussion [3 décembre 1987] :

Aménagement du territoire et transports (p. 6727).
Economie française (redressement de l'—) (p. 6726).
Engagement de la responsabilité du Gouvernement (signification de l'—) (p. 6726, 6728).
Europe (construction européenne) (p. 6728).
Fiscalité européenne (harmonisation de la —) (p. 6728).

Insécurité et terrorisme (lutte contre l') (p. 6727).
Libéralisme économique (retour au) (p. 6726, 6727).
Majorité parlementaire (union de la) (p. 6726, 6727).
Marchés monétaires et financiers (action de la France dans la concertation internationale et conduite de la politique intérieure) (p. 6727, 6728).
Privatisations (p. 6727).

GAULLE (Jean de)

Député des Deux-Sèvres
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'épargne (n° 443) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (culture et communication : culture) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Rapporteur pour avis du projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au patrimoine monumental (n° 1019) [26 novembre 1987] (p. 6473).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux enseignements artistiques (n° 1004) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental (n° 1019) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 11 : **culture et communication : culture (n° 960)** [8 octobre 1987].

Avis fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de programme (n° 1019) adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif **au patrimoine monumental (n° 1124)** [9 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Article 7 *(amélioration de la provision pour le financement des entreprises agricoles) :* soutient l'amendement n° 9 de la commission (plancher de déductibilité portée à 30 000 francs) ; repris par le Gouvernement ; modifié (p. 4371) ; adopté (p. 4372).

Article 11 *(assujettissement des enregistrements sonores au taux normal de la T.V.A.) :* son amendement n° 1 corrigé (application de la mesure au 1er décembre 1987) (p. 4399) ; adopté (p. 4400).

Deuxième partie :

Culture. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [30 octobre 1987] :

Archives (p. 5116).
Bibliothèques et lecture publique (p. 5116).
Budget de la culture (évolution du -) (p. 5115).
Cinéma (crise du et concurrence avec la télévision) (p. 5116, 5117).
Création culturelle et théâtrale (p. 5116).
Danse et « année de la danse » (p. 5116).
Développement culturel régional (p. 5116).
Emplois (p. 5115).
Enseignements artistiques (p. 5115, 5116).
Grands projets culturels (et notamment Opéra de la Bastille et Grand Louvre) (p. 5115, 5117).
Institutions culturelles et artistiques (Opéra, Bibliothèque nationale, Comédie française) (p. 5117).
Mécénat (p. 5115).
Musées (p. 5116).
Patrimoine monumental (et loi de programme sur le —) (p. 5115).
Répartition de la dépense culturelle de l'Etat entre Paris et la province (p. 5117).
T.V.A. (abaissement de la — applicable aux disques et supports préenregistrés) (p. 5115).

Vote des crédits :

Etat B, titre III : contre les amendements nos 69 et 70 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) : notion de création d'entreprise opposée à une mesure ponctuelle ; amendement n° 70 revenant sur des mesures acquises (p. 5154) ; contre l'amendement n° 68 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; études d'environnement culturel ; mise en place de la délégation aux enseignements artistiques et à la formation ; contre l'amendement n° 67 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; frais de déplacement ; contre l'amendement n° 195 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction de crédits) ; dotation nécessaire à l'opération Grand Louvre (p. 5155) ; contre l'amendement n° 200 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction de crédits) ; confusion entre les crédits nécessaires aux créations d'emplois et ceux nécessaires à l'informatisation ; contre l'amendement n° 66 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; graves problèmes rencontrés par la Comédie française (p. 5156).

Etat B, titre IV : contre l'amendement n° 73 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; nécessité de préparer le congrès international des archives ; contre l'amendement n° 74 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; confusion entre la Cité des sciences et de l'industrie et le parc de la Villette ; contre l'amendement n° 75 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; modification d'imputation budgétaire de certaines dotations du centre national des arts plastiques (p. 5157) ; contre l'amendement n° 76 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; centres dramatiques nationaux ; contre l'amendement n° 196 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction de crédits) ; centre de diffusion théâtrale d'Orléans ; contre l'amendement n° 77 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) (p. 5158) ; contre l'amendement n° 78 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; effort en faveur des orchestres ; contre l'amendement n° 81 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; remise en cause des dotations allouées à la danse ; contre l'amendement n° 82 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; dotations allouées aux activités internationales ; présence culturelle de la France à l'étranger ; contre l'amendement n° 83 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; remise en cause des conventions décentralisées avec les collectivités territoriales (p. 5159) ; contre l'amendement n° 197 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction de crédits) recherche de nouveaux partenaires culturels ; contre l'amendement n° 80 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; situation difficile de certaines industries telles la facture instrumentale (p. 5160) ; contre l'amendement n° 90 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; amendement représentant une suppression de toute aide de l'Etat pour le secours aux artistes en difficulté.

Etat C, titre V : contre l'amendement n° 198 de M. Jean-Jack Queyranne (p. 5161).

Article 41 *(Suppression du caractère permanent de la répartition des recettes entre l'audiovisuel et le cinéma) :* contre l'amendement n° 182 de M. Bernard Schreiner (précisant pour 1988 la clé de répartition du produit de la taxe sur les recettes de publicité concernant les radios et les télévisions) (p. 5162).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au patrimoine monumental (n° 1019).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur pour avis [18 décembre 1987] :

Suppléé par M. Georges Tranchant (p. 7724).

GAYSSOT (Jean-Claude)

Député de la Seine-Saint-Denis
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer **la représentation proportionnelle pour l'élection des députés (n° 711)** [7 mai 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 1021) ; rejetée au scrutin public (p. 1030).
Compétitivité des entreprises françaises (amélioration de la — et croissance) (p. 1022).
Convention n° 89 de l'organisation internationale du travail (p. 1023).
Déréglementation (p. 1022).
Droits des salariés (protection des —) (p. 1021, 1022, 1023, 1024).
Durée du travail (et notamment association de l'aménagement du temps de travail avec la réduction de la — et comparaisons internationales) (p. 1021, 1023).
Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1022).
Flexibilité du travail (p. 1021).
Formes de l'aménagement du temps de travail :
— modulation des heures de travail (et notamment condition de mise en œuvre) (p. 1022) ;
— récupération des heures collectivement perdues (p. 1021).
Ordonnance du 16 janvier 1982 (p. 1023).
Santé (atteinte à la — provoquée par l'aménagement du temps de travail) (p. 1021).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles [27 mai 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 7 *(article 17 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre interdépartemental unique de la petite couronne) :* son amendement n° 212 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (affiliation obligatoire des communes des départements de la petite couronne au centre de gestion de chacun des départements et possibilité, pour ces mêmes départements, de s'affilier au centre de gestion correspondant) : rejeté (p. 1727).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique en matière de privatisation et débat sur cette déclaration.

Discussion [27 octobre 1987] :

Actionnaires des sociétés privatisées :
— actionnariat populaire (valeur de l') (p. 4904).
Bourse :
— crise boursière de l'automne 1987 (p. 4904).
Modalités des privatisations :
— calendrier de la politique de privatisation (p. 4905).
Secteur public (poids et rôle du —) (p. 4905).
Sociétés privatisées (premiers bilans de l'action des —) (p. 4904, 4905).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [23 février 1988] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie sur le projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (p. 233, 234) ; rejetée au scrutin public (p. 236).
Déclarations du patrimoine des hommes politiques :
— publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale des parlementaires, ministres et responsables locaux concernés (absence de —) (p. 233).
Financement des campagnes électorales :
— plafonnement des dépenses (p. 233).
Financement des partis politiques :
— appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 234).
Divers :
— partis politiques (statut juridique des —) (p. 234).

GENG (Francis)

Député de l'Orne
U.D.F.

Questeur de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 4).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à aménager certaines dispositions du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre **l'alcoolisme** en vue de favoriser le développement de **l'industrie hôtelière (n° 635)** [14 avril 1987].

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le **tatouage des équidés (n° 1232)** [23 février 1988].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse en 1986 : insuffisance des prêts « calamité agricole » [27 mai 1987] (p. 1710, 1711).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :

Pologne (relations économiques franco-polonaises) (p. 2476).
République démocratique allemande (relations de la France avec la —) (p. 2476).
U.R.S.S. :
— dialogue Est-Ouest (p. 2475) ;
— Gorbatchev (politique intérieure et extérieure de M. —) (p. 2475).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. - *Questions* [23 octobre 1987] :

Restructuration laitière (conséquences sur l'agriculture du département de l'Orne) (p. 4772).

Industrie. — *Questions* [26 octobre 1987] :

Recherche-développement dans les P.M.E. et P.M.I. (p. 4822).
Taxe intérieure sur le gaz naturel (remplaçant M. Pierre Montastruc) (p. 4824).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. *Examen des fascicules* [4 novembre 1987] :

Aménagement du territoire (politique globale et adoption d'un plan français sur 15 ans) (p. 5354).
Zones rurales (restructuration) (p. 5355).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Chefs d'entreprise (âge des — ; problème des disparitions d'activités faute de succession) (p. 5974).
Droit des sociétés :
— allègement du — (p. 5974).
Fiscalité des entreprises :
— gérants majoritaires de S.A.R.L. (alignement du régime fiscal des — sur celui des dirigeants de S.A.) (p. 5974).

Transmission d'entreprise :
donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension au tiers) (p. 5974) ;
suppression ou allégement des droits de succession ou de donation (p. 5974, 5975).

Discussion des articles [18 novembre 1987] :

Article 21 *(article 1075 du code civil ; bénéficiaires des donations-partages et des testaments-partages) :* approuvé cet article (p. 6028, 6029).

GENGENWIN (Germain)

Député du Bas-Rhin
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843) [18 juin 1987] (p. 2877).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843) [*J.O.* du 5 avril 1987] (p. 7378).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (prestations sociales agricoles) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 16 octobre 1987] (p. 12035).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 843), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à **l'apprentissage (n° 881)** [18 juin 1987].

Rapport au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à **l'apprentissage (n° 935)** [8 juillet 1987].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° XII : **prestations sociales agricoles (n° 961)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Grève à Air-Inter et à Air-France : dévalorisation à l'étranger de l'image de marque de nos compagnies aériennes et de la France [13 mai 1987] (p. 1067) ;

— Rapport sur les personnes âgées dépendantes : demande les suites que compte donner le Gouvernement au rapport de M. Théo Braun [61 décembre 1987] (p. 7549).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, discussion des articles [21 avril 1987] :

Chapitre IV : *mesures concernant la fiscalité des valeurs mobilières.*

Article 17 *(majoration de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières) :* son amendement n° 80 (prise en compte des revenus des parts sociales émises par les banques mutualistes ou coopératives dans les abattements de 8 000 et de 16 000 francs) : non soutenu (p. 508).

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Alsace-Moselle (statut particuliers de l'—) (p. 1051).
Formes de l'aménagement du temps de travail :
— travail de nuit des femmes (condition de dérogation — opinion des femmes) (p. 1050) ;
— travail le dimanche (p. 1051).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, explications de vote [20 mai 1987] :

Agriculture (emploi des handicapés dans l'—) (p. 1424).
Centres d'aide par le travail (p. 1424).
Quota des travailleurs handicapés (niveau du —) (p. 1424).
Vote positif du groupe U.D.F. (p. 1424).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles.
Rapporteur [1er et 2 juillet 1987] :

Apprentissage :
— contrat d'— (p. 3469, 3470) ;
— législation (évolution de la —) (p. 3469).
Entreprises (p. 3469, 3470).
Jeunes (formation et insertion professionnelle des —) (p. 3469).
Régions (rôle des —) (p. 3470).

Discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 1er *(définition de l'apprentissage) :* son amendement n° 34 (préparation par l'apprentissage de diplômes du second degré et du supérieur) (p. 3536) ; adopté ; contre l'amendement n° 11 de Mme Muguette Jacquaint (apprentissage conduisant à la seule obtention de diplômes de l'enseignement technologique ; suppression de la référence aux titres homologués) ; son amendement n° 35 corrigé (signature des arrêtés homologant des titres par les ministres chargés de l'apprentissage) (p. 3536) ; rejeté ; son amendement n° 36 (rédactionnel) : rejeté (p. 3539) ; contre l'amendement n° 81 de M. Michel Berson (participation à l'apprentissage des établissements d'enseignement technologique reconnus par l'Etat) ; liens entre les C.F.A. et les lycées professionnels et techniques prévus à l'article 2 (p. 3540) ; contre l'amendement n° 82 de M. Michel Berson (mention dans le contrat d'apprentissage du contenu des relations conventionnelles entre l'employeur et la ou les entreprises susceptibles d'accueillir temporairement l'apprenti) (p. 3541).

Article 2 *(durée du contrat d'apprentissage et conclusion de contrats successifs) :* contre l'amendement n° 84 de M. Michel Berson (transformation du contrat d'apprentissage en contrat à durée déterminée en cas d'obtention du diplôme ; rémunération minimum fixée au S.M.I.C.) ; contre l'amendement n° 15 de Mme Muguette Jacquaint (contrat d'apprentissage pouvant prendre fin en cas d'obtention du C.A.P. avec l'accord des deux parties et en cas de signature d'un contrat de travail à durée indéterminée) (p. 3546) ; contre l'amendement n° 16 de M. Georges Hage (suppression de la possibilité de souscrire des contrats successifs) ; contre l'amendement n° 85 de M. Michel Berson (limitation à deux contrats successifs pour la préparation de diplômes ou titres de même niveau) ; avis conforme du directeur du C.F.A. pour la conclusion de contrats successifs préparant à des diplômes ou titres de même niveau ; son amendement n° 37 (avis conforme du directeur du C.F.A. pour la conclusion de contrats successifs correspondant à des qualifications de même niveau) (p. 3559) ; adopté (p. 3560).

Article 3 *(mission des C.F.A.) :* ses observations sur l'amendement n° 115 de M. Jean Ueberschlag (possibilité pour les apprentis de suivre l'enseignement d'une langue étrangère) ; contre l'amendement n° 86 de M. Michel Berson (formation en entreprise devant développer l'aptitude à tirer profit d'actions ultérieures de formation) ; son amendement n° 38 (rédactionnel) (p. 3562) ; adopté ; ses observations sur l'amendement n° 126 de M. Charles Revet (possibilité de rattachement aux C.F.A. des classes préprofessionnelles de niveau et des classes préparatoires à l'apprentissage) (p. 3563).

Article 4 *(dérogation au principe de la formation des apprentis en C.F.A.) :* contre l'amendement n° 19 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 3564) ; contre l'amendement n° 87 de M. Michel Berson (suppression de la possibilité de convention entre les C.F.A. et des entreprises) (p. 3565) ; contre l'amendement n° 87 de M. Michel Berson (suppression de la

possibilité de convention entre les C.F.A. et des entreprises) ; dispositions de l'amendement incluses dans le contrat entre le C.F.A. et l'entreprise (p. 3566) ; dispositions des amendements n° 89 et n° 116 prévues par les conventions entre les C.F.A. d'une part et les entreprises et les lycées d'enseignement professionnel d'autre part ; son amendement n° 39 deuxième rectification soutenu par M. René Haby (convention entre le C.F.A. et un établissement d'enseignement public ou privé sous contrat au terme de laquelle ce dernier assure tout ou partie des enseignements normalement dispensés par le C.F.A. et met a disposition des équipements pédagogiques ou d'hébergement ; ouverture d'une annexe du C.F.A. dans l'établissement) (p. 3567) ; modifié adopté (p. 3568).

Article 5 *(création des C.F.A.)* : son amendement n° 40 (caractère suspensif, pour les apprentis en cours de formation, du recours contre une décision dénonçant une convention ; poursuite du cycle de formation) (p. 3569) ; rejeté ; contre l'amendement n° 128 de M. Michel Berson (gestion paritaire des C.F.A.) ; son amendement n° 41 soutenu par M. Michel Berson (convention précisant le niveau de qualification du personnel enseignant en fonction des diplômes préparés) (p. 3570) ; rejeté ; contre l'amendement n° 91 de M. Michel Berson (avenant aux conventions pour l'ouverture de sections préparant à un diplôme ou à un titre homologué d'un niveau supérieur au C.A.P.) ; dispositions de cet amendement satisfaites par la législation (p. 3571).

Article 6 *(durée minimum de la formation en C.F.A.)* : son amendement n° 42 (réduction de la durée d'enseignement en cas de prolongation de l'apprentissage) (p. 3572) ; adopté (p. 3573).

Article 7 *(contrôle sur les C.F.A.)* : son amendement n° 43 (contrôle pédagogique conjoint de la région et de l'Etat sur les C.F.A. à recrutement non national) (p. 3574) ; rejeté.

Article 8 *(contrat d'apprentissage ; obligations des cocontractants)* : contre l'amendement n° 21 de Mme Muguette Jacquaint (formation dispensée pour moitié en entreprise et en C.F.A. ; exercice des seules activités professionnelles en relation directe avec la formation ; respect de la durée hebdomadaire légale du travail) (p. 3575).

Article 9 *(suppression de l'avis circonstancié d'orientation pour la conclusion du contrat d'apprentissage)* : contre les amendements n° 23 de Mme Jacqueline Hoffmann et n° 96 de M. Michel Berson (de suppression) ; ses observations sur l'amendement n° 127 de M. Charles Revet (possibilité d'entrer en apprentissage à 14 ans) (p. 3577).

Après l'article 9 : accès à l'apprentissage de salariés disposant d'un contrat de travail à durée indéterminée (p. 3578).

Article 10 *(agrément des employeurs)* : son amendement n° 44 corrigé (avis de la chambre d'agriculture ou d'une commission paritaire départementale constituée par les organisations professionnelles de branche chargée de la gestion de l'apprentissage) : rejeté ; son amendement n° 45 (de précision) (p. 3580) ; adopté ; contre l'amendement n° 24 de Mme Muguette Jacquaint (agrément délivré par le comité départemental de la formation professionnelle) ; contre l'amendement n° 100 de M. Michel Berson (agrément délivré dans un délai de deux mois par le comité départemental de la formation professionnelle) ; contre l'amendement n° 101 (agrément spécifique nécessaire pour les formations d'un niveau supérieur au C.A.P) (p. 3581).

Article 12 *(prolongation de l'apprentissage en cas d'échec à un examen ; prorogation du contrat initial ou conclusion d'un nouveau contrat avec un autre employeur)* : contre l'amendement n° 29 de Mme Jacqueline Hoffmann (prorogation d'un an du contrat après avis du directeur du C.F.A.) (p. 3583).

Article 13 *(rémunération des apprentis ; variation en fonction de l'âge et du déroulement de la formation)* : contre l'amendement n° 30 de Mme Muguette Jacquaint (nouvelle rédaction de l'article) ; son amendement n° 46 (rémunération en fonction de l'âge et de la formation préparée) : adopté (p. 3584) ; contre l'amendement n° 103 de M. Michel Berson (rémunération en fonction de l'êge et de la formation acquise) ; contre l'amendement n° 60 de Mme Jacqueline Hoffmann (conclusion d'un nouveau contrat après obtention du diplôme ne pouvant se traduire par une baisse de la rémunération) ; création d'une véritable filière par l'apprentissage (p. 3585).

Après l'article 13 : contre l'amendement n° 31 de Mme Jacqueline Hoffmann (seuils sociaux ; prise en compte des apprentis) (p. 3586).

Article 15 *(travail de l'apprenti dans l'entreprise — activité en relation avec la formation professionnelle)* : son amendement n° 47 (activité en relation avec la profession prévue au contrat) : rejeté (p. 3600).

Après l'article 15 : contre l'amendement n° 4 de M. Georges Hage (apprentis non soumis à la loi du 19 juin 1987 relative à l'aménagement du temps de travail) ; contre l'amendement n° 3 de Mme Muguette Jacquaint (apprentis mineurs ne pouvant travailler plus de huit heures par jour ni au-delà de la durée hebdomadaire légale du travail) (p. 3601).

Article 16 *bis* *(inspection de l'apprentissage — intégration de inspecteurs dans le corps des inspecteurs de l'enseignement technique)* : pour l'amendement n° 132 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article ; intégration de tous les inspecteurs de l'apprentissage dans le corps des inspecteurs de l'enseignement technique) (p. 3603) ; ses amendements n° 48, 49 et 51 : devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 132 du Gouvernement (p. 3604).

Article 17 *(exonération des charges sociales patronales pour les entreprises de plus de 10 salariés)* : ouverture de l'apprentissage aux entreprises de plus de 10 salariés (p. 3605) ; contre l'amendement n° 110 de M. Michel Berson (possibilité de prise en charge par l'Etat de tout ou partie des cotisations sociales patronales) (p. 3607).

Après l'article 17 : pour l'amendement n° 122 de M. Jean-Paul Charié (chambres consulaires et de métiers tenues de mettre à la disposition de leurs ressortissants des centres de formalités de contrats d'apprentissage) ; son amendement n° 53 (ouverture de l'apprentissage aux salariés titulaires d'un contrat à durée indéterminée à temps complet) (p. 3608) ; rejeté ; son amendement n° 56 rectifié (travail des apprentis boulangers et boulangers-pâtissiers de 20 heures à 4 heures du matin) (p. 3609) ; rejeté ; contre l'amendement n° 6 de Mme Muguette Jacquaint (consultation du comité d'entreprise sur les modalités d'organisation et de fonctionnement des formations données dans l'entreprise aux jeunes, titulaires d'un contrat d'apprentissage, d'adaptation ou de qualification) ; consultation du comité d'entreprise sur les orientations de la formation professionnelle prévue par le code du travail.

Article 18 *(schéma prévisionnel régional de l'apprentissage)* : contre l'amendement n° 7 de M. Georges Hage (délibération du conseil régional en séance plénière sur le schéma prévisionnel et les investissements qui en résultent) (p. 3611).

Après l'article 18 : son amendement n° 54 (composition du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage ; présence d'un représentant de chaque région) (p. 3612) ; adopté (p. 3613).

Article 18 *bis* *(compensation par l'Etat des charges nouvelles incombant aux régions)* : rapport annuel de l'Etat au Parlement sur la politique d'apprentissage prévu par la loi de 1971.

Article 19 *(contrats d'objectifs en matière de formation professionnelle)* : contre l'amendement n° 8 de Mme Jacqueline Hoffmann (conclusion des contrats d'objectifs après avis du comité régional de la formation professionnelle et délibération du conseil régional) (p. 3614).

Après l'article 19 : son amendement n° 55 (interdiction de l'ouverture de sections dans un lycée d'enseignement professionnel lorsque la région a supprimé la même formation dans un C.F.A. du même département faute de besoins — délai de deux ans à compter de la fermeture) : retiré (p. 3615).

Article 20 *(date d'entrée en vigueur et modalités d'application de la loi dans les départements d'Alsace et de Moselle)* : son amendement n° 57 (contrôle de l'apprentissage effectué dans les départements d'Alsace et de Moselle par les inspecteurs de l'apprentissage des organismes consulaires) (p. 3616) ; modifié et adopté au scrutin public.

Après l'article 20 : son amendement n° 58 (fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités particulières d'application de la loi aux départements d'outre-mer) (p. 3617) ; modifié et adopté ; contre l'amendement n° 123 de M. Michel Berson (dépôt par le Gouvernement avant le 31 décembre 1987 d'un projet de loi de réforme de la taxe d'apprentissage) ; libre affectation de la taxe professionnelle (p. 3618).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles.
Rapporteur [9 juillet 1987] :

Contrats successifs (p. 3883).
Rémunération des apprentis (p. 3883).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert (n° 99).

Première lecture, discussion des articles [7 juillet 1987] :

Après l'article unique : contre l'amendement n° 9 de la commission (abrogation de l'article 30 de la loi du 7 mai 1946, supprimant ainsi les spécificités d'Alsace-Lorraine) (p. 3754).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre III : *aménagement du droit local de la chasse.*

Article 36 *(aménagement du droit local de la chasse) :* contre les amendements n° 106 de la commission des lois et 50 de la commission de la production (de suppression) (p. 3869).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Vote des crédits* [22 octobre 1987] :

Après l'article 65 : pour l'amendement n° 122 du Gouvernement (patriotes d'Alsace et de Moselle réfractaires à l'annexion de fait pendant la deuxième guerre mondiale) (p. 4697).

Agriculture. - B.A.P.S.A. — Rapporteur pour avis. — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Protection sociale agricole (p. 4715, 4716).

Questions :

Sucrerie d'Erstein (avenir de la — et développement de la production d'éthanol dans le Bas-Rhin) (p. 4767).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Examen des fascicules* [4 novembre 1987] :

Déduction fiscale pour l'investissement privé au sein du secteur locatif (modification de la —) (p. 5391).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Chefs d'entreprise (âge des — ; problème des disparitions d'activités faute de succession) (p. 5988).

Commerce et artisanat rural et en zone sensible (p. 5988).

Création d'entreprises (p. 5989).

Transmission d'entreprise :

— donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension au tiers) (p. 5989) ;
— indemnités de licenciement versées par les héritiers (p. 5989) ;
— succession du dirigeant (préparation de la — notamment) (p. 5988, 5989) ;
— suppression ou allégement des droits de succession ou de donation (p. 5989).

Discussion des articles [17 et 18 novembre 1987] :

Chapitre I : *dispositions relatives aux droits des sociétés.*

Après l'article 6 : son amendement n° 56 (alignant le nombre minimal des associés pour les sociétés coopératives ouvrières de production S.A.R.L. sur le droit commun) : rejeté ; son amendement n° 57 corrigé (tendant à réduire à deux le nombre minimum des associés des sociétés coopératives de production constituées sous forme de S.A.R.L.) : adopté ; son amendement n° 58 (nombre de parts sociales susceptibles d'être détenues par un même associé dans une société coopérative ouvrière de production) : adopté (p. 5997) ; son amendement n° 59 (tendant à faciliter l'absorption d'une société ordinaire en société coopérative ouvrière de production) : adopté ; son amendement n° 61 (nombre des associés dans les sociétés coopératives artisanales) : retiré ; son amendement n° 60 (représentants légaux des sociétés coopératives artisanales) : adopté (p. 5998).

Article 21 *(article 1075 du code civil ; bénéficiaires des donations-partages et des testaments-partages) :* approuve cet article (p. 6030).

Troisième lecture, explications de vote [23 décembre 1987] :

Transmission des entreprises :

— zones rurales (transmission des entreprises en —) (p. 8101).

Vote positif du groupe U.D.F. (p. 8101).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Caisse nationale de crédit agricole :

— conseil d'administration (représentation et poids des caisses régionales) (p. 6113) ;
— statut (p. 6112, 6113).

Caisses régionales :

— représentation majoritaire des agriculteurs au sein des — (p. 6113).

Crédit agricole :

— maintien de la vocation et du rôle spécifique du — (p. 6113).

Fonds commun de garantie (p. 6114).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 16 *(retrait d'une commune d'un syndicat lorsque un de ses « intérêts essentiels » est compromis ; coopération intercommunale) :* soutient l'amendement n° 14 de M. Jean Rigaud (de suppression) (p. 7475) ; réservé (p. 7477).

GERMON (Claude)

Député de l'Essonne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (économie, finances et privatisation : commerce extérieur) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 16 : **économie, finances et privatisation : commerce extérieur (n° 960)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Economie, finances et privatisation. Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'imprimerie nationale.

Examen des fascicules. Rapporteur spécial [12 novembre 1987] :

Commerce extérieur :

— chiffres du — (p. 5725, 5726) ;
— crédits des organismes compétents (p. 5726).

GHYSEL (Michel)

Député du Nord
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) [18 juin 1987] (p. 2877).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer **l'indemnisation des commerçants et artisans** lors **d'opérations d'urbanisme (n° 664)** [14 avril 1987].

Proposition de loi relative à **l'assouplissement de la condition d'âge imposée aux adoptants célibataires (n° 994)** [28 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Mise à la disposition de la police d'appelés du contingent : bilan de l'expérience de Roubaix** : [27 mai 1987] (p. 1707, 1708) ;

— **Allocation parentale d'éducation** [28 octobre 1987] (p. 4985) ; problème que pose la survenue d'un troisième enfant ; problème des femmes désirant retravailler après avoir élevé leurs enfants (p. 4986) ;

orales sans débat :

— **n° 230**, posée le 27 mai 1987 : **santé publique (soins à domicile : Nord)** ; appelée le 5 juin 1987 : **projet d'alternative à l'hospitalisation dans l'agglomération roubaisienne** : expérience tentée sous le contrôle de la caisse primaire de sécurité sociale de Roubaix ; économie financière ; bénéfice psychologique (p. 2025, 2026).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre Ier : organisation des établissements d'hospitalisation publics.

Article 4 *(compétences des commissions médicales d'établissement) :* son amendement n° 38 (convention pouvant être passée entre un établissement d'hospitalisation public et les représentants locaux des professions médicales libérales) : retiré (p. 801).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 mai 1987] :

Accords de branche ou d'entreprise prévoyant un programme en faveur des travailleurs handicapés (p. 1313).
C.O.T.O.R.E.P. (informatisation, fonctionnement et notamment avis du médecin traitant) (p. 1313).
Handicapés :
— insertion sociale et professionnelle (et notamment statut social) (p. 1312, 1313) ;
— intégration scolaire des — (p. 1313).
Obligation d'emploi (bénéficiaires de l' — et notamment victimes d'accidents de la route) (p. 1313).
Obligation d'emploi dans le secteur public (p. 1312).

Discussion des articles [19 mai 1987] [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-1 du code du travail* (définition de l'obligation d'emploi) : soutient l'amendement n° 1 de la commission (délai dont disposent les entreprises pour satisfaire à l'obligation d'emploi quand elles se sont créées ou ont augmenté leur effectif) (p. 1338) ; *article L. 323-8-3 du code du travail* (gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : soutient l'amendement n° 133 de M. Michel Hannoun (représentants d'associations de personnes handicapées participant à la gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) (p. 1402) ; rejeté (p. 1403) ; *article L. 323-8-4 du code du travail* (actions financées par le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : son amendement n° 130 (financement des actions de formation et d'insertion scolaire à l'égard des enfants et des jeunes handicapés) (p. 1406) ; rejeté (p. 1407) ; *article L. 323-8-5 du code du travail* (déclaration annuelle des employeurs) : soutient l'amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Delalande (extension aux administrations des contraintes imposées aux entreprises privées en matière de déclaration annuelle relative aux emplois occupés par des handicapés) (p. 1408) ; retiré ; repris par M. Dominique Chaboche ; rejeté au scrutin public (p. 1409).

Après l'article 5 : soutient l'amendement n° 139 de M. Michel Hannoun (suppression de l'appellation de « débile mental ») : adopté (p. 1421).

Explications de vote (p. 1422).
Handicapés (insertion sociale et professionnelle des — et notamment droit au travail) (p. 1422, 1423).
Vote positif du groupe R.P.R. (p. 1423).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Comité des sages (rapport du —) (p. 2847).
Déficit des régimes sociaux et prévisions (p. 2847).
Etats généraux (opportunité et enjeux des —) (p. 2848).
Financement (mesures conservatoires pour le financement des dépenses sociales) (p. 2848).
Pensions (évolution des —) (p. 2847).
Retraite à soixante ans (impact de la — sur les finances sociales) (p. 2847).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Questions* [22 octobre 1987] :
Quartiers en rénovation (situation des commerçants et artisans) (p. 4645).

Jeunesse et sports. — *Questions* [27 octobre 1987] : « Contrat bleu » (p. 4944).

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :
Lutte contre la pauvreté :
— exclus de la sécurité sociale (p. 5296).
Politique de la santé :
— alternatives à l'hospitalisation (p. 5287).

Intérieur. — *Questions* [9 novembre 1987] :
Délinquance (situation à Roubaix) (p. 5631).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 84610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1010).

Première lecture, avant la discussion des articles [27 novembre 1987] :
Clubs sportifs professionnels :
— fiscalité (p. 6503) ;
— financements publics des — (p. 6503) ;
— gestion (contrôle de la —) (p. 6503) ;
— mécénat (application de la loi de 1987) (p. 6503) ;
— statut des — (modifications de la loi de 1984 ; option entre le statut d'association et celui de société) (p. 6502, 6503) ;
— responsabilité des dirigeants (p. 6503).
Lille Olympic Sporting Club (L.O.S.C.) (p. 6502, 6503).

Explications de vote [27 novembre 1987] :
Vote positif du groupe R.P.R. (p. 6509).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 décembre 1987] :
Assurance maladie :
— fonds national de prévention au sein de la caisse nationale d'assurance maladie et politique de prévention (p. 7818).
Assurance vieillesse :
— incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins (p. 7818) ;
— revalorisation des pensions pour 1988 (p. 7818).
Sécurité sociale (généralités) :
— états généraux de la sécurité sociale (p. 7818).

GIARD (Jean)

Député de l'Isère
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'épargne (n° 443) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (éducation nationale : recherche) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 21 : **éducation nationale : recherche (n° 960)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Logement social** : conséquences de la loi Méhaignerie sur le logement social ; proposition de loi communiste [15 avril 1987] (p. 350) ;

— **Remboursement de l'emprunt 7 % en 1973** : proposition communiste [14 octobre 1987] (p. 4289) ;

orales sans débat :

— **n° 326**, posée le 8 décembre 1987 : **matériels électriques et électroniques (entreprises)** [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelée le 11 décembre 1987 : **groupe Thomson** : suppression d'emplois dans les secteurs des composants et des tubes électroniques ; transfert à l'étranger des activités grand public malgré l'existence de débouchés intérieurs ; orientation vers les activités militaires (p. 7156, 7157).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, explications de vote [9 avril 1987] :

Aide aux pays en voie de développement (notamment pour la recherche) (p. 186).
Désarmement (p. 186).
Recherche militaire (poids de la —) (p. 185).
Vote hostile du groupe communiste (p. 186).

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [15 avril 1987] :

Rappel au règlement (articles 117 et suivants relatifs à la discussion des lois de finances et 99 relatif au délai de recevabilité des amendements ; réduction de l'impôt sur les sociétés) (p. 373).

Discussion des articles [21 avril 1987] :

Chapitre VIII : *réforme des caisses d'épargne et de prévoyance.*

Article 35 *(habilitation des caisses d'épargne et de prévoyance à réaliser des opérations en faveur des personnes morales)* : son amendement n° 76 (de suppression) : rejeté (p. 515).

Article 36 *(fusion de caisses d'épargne et de prévoyance — conseils consultatifs)* : son amendement n° 77 (de suppression) : rejeté.

Article 37 *(fusion de caisse d'épargne et de prévoyance — conseil d'orientation et de surveillance de la caisse issue de la fusion)* : son amendement n° 78 (de suppression) : rejeté (p. 516).

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles [13 mai 1987] [14 mai 1987] [18 mai 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 259 soutenu par M. François Asensi (notion de dispositions moins favorables pour les salariés contenues dans une convention ou un accord collectif) (p. 1112) ; rejeté (p. 1113).

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* : son amendement n° 255 soutenu par M. Guy Ducoloné (accord d'entreprise ou d'établissement ne pouvant définir les modalités d'aménagement du travail hebdomadaire) (p. 1160) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1162).

Article 5 *(Instauration conventionnelle de cycles de travail)* : son amendement n° 290 (tendant à n'autoriser les dérogations conventionnelles au régime légal des heures supplémentaires que lorsqu'elles sont plus favorables aux salariés) (p. 1286) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1287).

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).

Première lecture, discussion des articles [3 juin 1987] :

Titre II : *dispositions portant modifications du code des douanes.*

Après l'article 14 : soutient l'amendement n° 39 corrigé de M. Roger Combrisson (pouvoirs de la douane en matière d'évasion de capitaux par manipulation de prix à l'importation et à l'exportation) (p. 1919) ; bilan de l'activité de la douane (p. 1920) ; rejeté au scrutin public (p. 1921).

Explications de vote (p. 1922) :

Mesures fiscales prises par le Gouvernement depuis le printemps 1986 (p. 1922, 1923).
Renoncement à la lutte contre la fraude fiscale (p. 1922, 1923).
Vote hostile du groupe communiste (p. 1922, 1923).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie sur le projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) (p. 2855, 2858) ; rejetée au scrutin public (p. 2861).
Cotisations salariales (accroissement des —) (p. 2856, 2857).
Financement (mesures conservatoires pour le financement des dépenses sociales) (p. 2857).
Fiscalisation des ressources de la sécurité sociale (p. 2857, 2858).
Historique de la sécurité sociale (p. 2858, 2859).
Plan de rationalisation des dépenses de novembre 1986 (objectifs et effets) (p. 2856).
Protection sociale et droit à la santé (atteinte à la —) (p. 2856, 2858).
Sécurité sociale (axe possible de réforme de la —) (p. 2858).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 1 soutenu par M. Gérard Bordu (cotisations sociales de 12,6 % sur les revenus du capital) : rejeté au scrutin public (p. 2961).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles [7 juillet 1987] :

Article 6 *(assimilation des dépenses de parrainage à des frais généraux)* : soutient l'amendement n° 63 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 3703).

Article 9 *(exonération des droits de mutation à titre gratuit)* : son amendement n° 66 (de suppression) : rejeté (p. 3707).

Explications de vote [7 juillet 1987] :
Désengagement de l'Etat (p. 3738, 3739).
Vote hostile du groupe communiste (p. 3739).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [13 octobre 1987] :
Emprunt Giscard (p. 4227).
Privatisations (et affectation du produit des —) :
— propositions de renationalisation du parti communiste français (p. 4228).

Première partie, discussion des articles [14 et 15 octobre 1987] :

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)* : son amendement n° 49 (nouveau barème de l'impôt sur le revenu : taux de 100 % au-delà de 518 400 F de revenu imposable pour deux parts — réforme de l'impôt sur le revenu) (p. 4313, 4314) ; rejeté au scrutin public (p. 4315) ; son amendement n° 123 (exonération d'indemnités journalières — maladie sous condition de ressources — suppression du prélèvement libératoire sur les obligations) (p. 4319) ; rejeté (p. 4320).

Après l'article 3 : son amendement n° 53 (suppression de l'avoir fiscal) (p. 4323) ; rejeté au scrutin public (p. 4324).

Article 5 *(crédit d'impôt recherche)* : son amendement n° 57 (éligibilité au crédit d'impôt recherche des seules dépenses déterminées par le comité d'entreprise ou le comité d'établissement) ; nécessité de veiller à ce que le crédit d'impôt recherche profite réellement et exclusivement à la recherche industrielle ; dispositions législatives prévoyant l'examen annuel du programme de recherche par le comité d'entreprise ; pour le sous-amendement n° 153 de M. Raymond Douyère à son amendement n° 57 (éligibilité des dépenses de recherche au crédit d'impôt recherche après présentation au comité d'entreprise) (p. 4359) ; rejeté (p. 4360).

Après l'article 11 : son amendement n° 71 (T.V.A. à 2,5 % sur les entrées dans les salles de cinéma d'art et d'essai — exonération de la T.V.A. pour les 150 premières représentations théâtrales — augmentation de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés) ; multiplication des chaînes de télévision et invasion des téléfilms américains ; rejeté (p. 4400).

Après l'article 16 : son amendement n° 71 (impôt sur les sociétés porté à 65 % pour les entreprises traitant avec des sociétés sud-africaines) (p. 4434) ; rejeté au scrutin public (p. 4436).

Après l'article 17 : son amendement n° 81 (taux de l'impôt sur les sociétés porté à 55 % et réduit à 50 % pour les entreprises créatrices d'emplois) (p. 4437) ; rejeté ; son amendement n° 82 (réintégration dans le bénéfice imposable des banques et établissements de crédit des provisions effectuées pour le financement de ventes ou de travaux à l'étranger) : rejeté (p. 4438).

Après l'article 19 : son amendement n° 83 (contribution assise sur l'avantage procuré par l'amortissement dégressif par rapport à l'amortissement linéaire ; affectation à la création d'emplois ou à la réduction du temps de travail sans diminution de salaire) ; son amendement n° 84 (prélèvement de 2 % sur les investissements bruts réalisés à l'étranger par les sociétés françaises) ; son amendement n° 85 (taxation au profit du Trésor et de la commune d'implantation des suppressions d'emploi par les entreprises ayant investi à l'étranger) ; son amendement n° 86 (prélèvement exceptionnel de 10 % sur les comptes à terme, les bons de caisse et le montant des actions et des obligations acquises par les entreprises de plus de 50 salariés depuis le 1er janvier 1988) ; échec de la politique du « tout à l'exportation » et dangers de l'accumulation financière (p. 4444) ; amendements n° 83, 84, 85 et 86 : rejetés (p. 4445).

Deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :
Jeux Olympiques (préparation des —) (p. 4926).
Savoie (désindustrialisation de la —) (p. 4926, 4927).

Education nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. — *Examen des fascicules.* Rapporteur spécial [29 octobre 1987] :
Recherche :
Centre d'étude des systèmes et technologies avancées (C.E.S.T.A.) (p. 5057).
Chercheurs (effectif et mobilité des —) (p. 5055, 5056).
Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) (p. 5056).
Compagnie générale de radiologie (C.G.R.) (p. 5057).
Crédit d'impôt — recherche (p. 5057).
Effort budgétaire de recherche-développement (E.B.R.D.) (p. 5055).
Fonds de recherche et de technologie (F.R.T.) (p. 5056).
Ingénieurs, techniciens et agents (I.T.A.) (p. 5055).
Organismes publics de recherche (dont C.N.R.S.) (p. 5056).
Recherche civile (effort de —) (p. 5055).
Recherche industrielle (p. 5056, 5057).
Recherche militaire (p. 5057).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987].

Avant l'article 56 : son amendement n° 215 rectifié soutenu par M. Roger Combrisson (autorisation donnée au conseil régional Rhône-Alpes d'instituer une taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés cotées à la bourse de Lyon en vue du financement des jeux Olympiques d'Hiver de 1992) : rejeté (p. 5864).

Article 57 *(foncier non bâti ; institution d'un lien avec la taxe d'habitation)* : son amendement n° 36 soutenu par M. Roger Combrisson (lien ne s'appliquant qu'aux propriétés à usage agricole) : rejeté (p. 5874).

Après l'article 59 : son amendement n° 51 soutenu par M. Jean Jarosz (investissement locatif ; suppression des mécanismes de réduction d'impôt) ; rejeté (p. 5884).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 décembre 1987] :
Dépenses militaires (opérations extérieures : Tchad, forces envoyées en mer d'Oman, Liban) (p. 6847).
Lycées et universités (dépenses d'équipement scolaire) (p. 6846).
Malik Oussekine (décès de —) (p. 6847).

Discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 12 : soutient l'amendement n° 2 de M. Roger Combrisson (tendant à renchérir le coût de transaction sur les marchés à terme) ; nécessité d'une mesure réglementaire concernant le dépôt préalable de couvertures à terme ; attachement des députés communistes à une maîtrise nationale du crédit et de la monnaie ; grève à la Banque de France ; rejeté (p. 6915) ; son amendement n° 3 (constituant un prélèvement sur les actions et obligations étrangères acquises par les particuliers et les entreprises et les achats d'actions et d'obligations par des entreprises et des particuliers étrangers) (p. 6916) ; création d'une taxe sur les sorties de capitaux ; rejeté (p. 6917).

Après l'article 13 : son amendement n° 5 soutenu par M. Jean Jarosz (application du taux zéro de T.V.A. aux dépenses de fonctionnement des collectivités locales) (p. 6922) ; rejeté (p. 6923).

Explications de vote :
chevaux de course (vote d'une disposition sur les plus-values) (p. 6965) ;
crédit agricole (mutualisation du — ; affectation du produit à l'agriculture) (p. 6965) ;
dépenses militaires (p. 6965) ;
vote hostile du groupe communiste (p. 6966).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant, en ce qui concerne la prise de possession des immeubles nécessaires à l'organisation ou au déroulement des XVIe jeux Olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie, l'application de la procédure d'extrême urgence et la réquisition temporaire (n° 1011).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 décembre 1987] :
Comité d'organisation des jeux Olympiques (C.O.J.O) (exclusion du — des élus communistes) : (p. 7554).
Financement des jeux Olympiques (protocole Etat-région-département pour le —) (p. 7555).
Savoie (utilisation après les jeux Olympiques des capacités hôtelières créées en —) (p. 7554).

— Son rappel au règlement : événements graves secouant la Nouvelle-Calédonie [22 décembre 1987] (p. 8035, 8036).

GIOVANNELLI (Jean)

Député du Morbihan
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education Nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Examen du fascicule* [28 octobre 1987] :

Baccalauréat (objectif d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du —) (p. 4996).
Bourses et secours d'études (p. 4996).
Plan prospectif pour l'enseignement (et hypothèse d'une loi-programme) (p. 4996).
Professeurs et instituteurs :
— P.E.C.G. (extinction du corps des —) (p. 4996, 4997).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale du crédit agricole (n° 971).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [1er décembre 1987] :

Recettes (affectations des – de la mutualisation) (p. 6633, 6634).

GIRAUD (André)

Ministre de la défense

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Georges Sarre : réintégration de professeurs au lycée militaire d'Aix-en-Provence [15 avril 1987] (p. 357, 358) ;

— M. Claude-Gérard Marcus : rétablissement de la vérité sur la guerre d'Algérie : désinformation et amalgame relatifs à l'armée française par l'avocat de Klaus Barbie [13 mai 1987] (p. 1987) (p. 1076, 1077) ;

— M. Bernard Deschamps : désarmement et sécurité de l'Europe : désinformation menée par les communistes ; consensus sur la défense nationale de la France [10 juin 1987] (p. 2173, 2174) ;

— M. Claude Labbé : affaire Luchaire : nécessité pour le ministère de la défense d'assumer ses responsabilités en matière d'exportation d'armement ; délégation générale pour l'armement ; délégation aux relations internationales ; renforcement du dispositif de contrôle des exportations ; rappels individuels aux industriels concernés [4 novembre 1987] (p. 5361) ; maintien de la plainte de l'ancien ministre de la défense (p. 5362) ;

— M. Bruno Mégret : les affaires : l'affaire Luchaire : commentaires démagogiques du Front national ; démocratie [4 novembre 1987] (p. 5368) ;

— M. Pierre Joxe : affaire Luchaire : déclassification du rapport Barba ; problème de fuite ; caractère administratif de l'enquête [4 novembre 1987] (p. 5369) ; cas des fonctionnaires ayant commis des actes répréhensibles qui leur auraient été prescrits (p. 5370) ;

— M. Michel Dubernard : ventes d'armes à l'Iran : fonctionnement de la commission interministérielle pour l'étude des exportation de matériel de guerre [25 novembre 1987] (p. 6438) ;

— M. Alain Peyrefitte : affaire Luchaire : recherche en cours au sujet des instructions données par les plus hautes autorités de l'État [2 décembre 1987] (p. 6697) ;

— M. Jean-Marie Bockel (n° 317) : entreprise Matra : obtention en octobre 1987 de l'accord des autorités italiennes sur la cession de la licence par Beretta [4 décembre 1987] (p. 6774).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles. Ministre de la défense [8 et 9 avril 1987] :

Ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (p. 151).
Alliances (respect des —) (p. 105).
Armes chimiques (p. 104, 105, 165).
Armes « intelligentes » (p. 161).
Armes nucléaires tactiques (utilisation des — et notamment cumul des missiles Hadès et A.S.M.P.) (p. 161, 165).
Avions de transport (p. 161, 162).
Avions de combat (p. 162, 163).
Bombe à neutrons (p. 165).
Consensus sur la politique de défense (p. 105, 164).
Cessions d'actifs du patrimoine des armées (p. 160).
Coopération européenne en matière d'armement (p. 106, 166).
Crédits d'équipement dégagés par la loi (p. 130).
Crédits de fonctionnement des armées (absence de programmation des —) (p. 159).
Défense aérienne (missiles) (p. 162).
Défense européenne (p. 105, 106, 165, 166).
Défense opérationnelle du territoire et gendarmerie (p. 105, 160).
Dépenses militaires (et notamment possibilité d'un transfert sur une aide alimentaire) (p. 164, 165).
Désarmement et dénucléarisation de l'Europe (négociations américano-soviétiques) (p. 105, 106).
Désinformation (p. 161).
Espace (utilisation militaire de l'— et notamment programme I.D.S.) (p. 160, 161).
Flotte de surface (p. 163).
Forces nucléaires stratégiques (et notamment F.O.S.T.) (p. 105).
Georges Marchais (intervention de M. —) (p. 164, 165).
Industrie d'armement (p. 105).
Loi de programme (organisation et contenu de la —) (p. 103).
Paix (effort de la France) (p. 105).
Personnel militaire (p. 159).
Porte-avions nucléaire (et notamment construction d'un deuxième —) (p. 163).
Présence de la France hors d'Europe (et notamment outre-mer) (p. 105).
Principe de la politique de défense (p. 105, 106).
Programmes d'équipement (et notamment modernisation des forces nucléaires) (p. 103).
Sélection des programmes d'équipement (p. 160).
Service national (p. 159).
Situation internationale et évaluation des menaces (p. 104).
Sous-marins d'attaque (p. 163).

Discussion des articles [9 avril 1987] :

Article Ier et annexe *(approbation des orientations de l'annexe) :* contre l'amendement n° 5 de M. Pierre Sergent (volonté réelle de défense de la France) (p. 171) ; contre l'amendement n° 6 de M. Jacques Peyrat (armes à rayonnement renforcé) ; relations entre le pouvoir politique et le commandement militaire pour les armes nucléaires (p. 172) ; ses observations sur l'amendement n° 29 de M. Alain Lamassoure (relations de la France avec ses alliés européens) ; contre l'amendement n° 8 de M. Jacques Peyrat (liens entre les forces conventionnelles et les armes nucléaires) ; contre l'amendement n° 9 de M. Jacques Peyrat (quantités de matériels dont seront dotées les forces conventionnelles) (p. 175) ; contre l'amendement n° 13 de M. Jacques Peyrat (aménagement des navires et avions civils pour pouvoir être réquisitionnés pour le transport d'unités) ; contre l'amendement n° 14 de M. Pierre Sergent (nature et fonction des bâtiments de présence outre-mer) (p. 176) ; ses observations sur l'amendement n° 37 de M. Jacques Peyrat (défense civile) ; contre l'amendement n° 24 de M. Michel Peyret (armes chimiques) (p. 177) ; contre l'amendement n° 21 de M. Michel Peyret (recherche spatiale) ; ses réserves sur les amendements n° 18 et 19 de M. Jacques Peyrat (recherches menées en coopération avec les alliés européens et américains) (p. 179).

Article 2 *(crédits de paiement) :* contre l'amendement n° 28 de M. Jacques Peyrat (répartition des crédits de fonds de concours provenant de cessions d'actifs) ; ses observations sur l'amendement n° 1 de la commission de la défense (actualisation des crédits par application de l'indice des prix du P.I.B.) ; cessions d'actifs (p. 181, 182).

Après les explications de vote :
Ses observations (p. 186).

— **Son hommage** à trois pilotes de chasse victimes du devoir [20 mai 1987] (p. 1364, 1375).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Examen du fascicule* [10 novembre 1987] :
Afrique (intervention française ; Tchad) (p. 5684, 5685).
Arsenaux et G.I.A.T. (statut des — et personnels) (p. 5683, 5699).
Budget de la défense (niveau du —) :
— dépenses d'équipement et programmes (p. 5681) ;
— dépenses de fonctionnement (Titre III) (p. 5682, 5683, 5700) ;
— proportion du P.I.B. consacré à la défense (p. 5681, 5699, 5700).
Coopération européenne et internationale pour l'armement (p. 5682).
Défense européenne (et coopération militaire franco-allemande) (p. 5681).
Désarmement :
— forces nucléaires intermédiaires (accord Etats-Unis/U.R.S.S. sur l'option « double zéro ») (p. 5681, 5684).
Esprit de défense (notamment « moral des troupes » et rôle des réserves) (p. 5683, 5684, 5700).
Forces conventionnelles (p. 5681).
Forces nucléaires stratégiques :
— modernisation des — (p. 5681).
Gendarmerie (notamment recrutement, équipement et transfèrement judiciaire) (p. 5683).
Golfe Persique (intervention de la Marine) (p. 5699).
Loi de programmation militaire 1987-1991 (p. 5671, 5680, 5681).
Patrimoine culturel des armées (p. 5700).
Personnels militaires :
— condition militaire (et notamment programme d'amélioration de la —) (p. 5684) ;
— effectifs militaires (p. 5683) ;
— logement (vente de la caserne Dupleix notamment) (p. 5684).
Programmes d'équipement :
— avions Awacs (p. 5682) ;
— flotte de surface (p. 5679) ;
— principes guidant les — (p. 5682) ;
— programme Rafale, A.C.T.-A.C.M. (p. 5699) ;
— transport aérien (p. 5682).
Rochefort (hôpital militaire de —) (p. 5700).
Service d'information et des relations publiques des armées (S.I.R.P.A.) (p. 5700).

Réponses aux questions :
Armes chimiques (M. Xavier Dugoin) (p. 5691).
Crusader de l'aéronavale (remplacement des —) (M. Jean-Pierre Bechter) (p. 5691).
Défense européenne (et notamment coopération franco-allemande) (M. Jean-Marie Bockel) (p. 5695, 5696).
Ecoles militaires (Mme Edwige Avice remplacée par M. Guy-Michel Chauveau) (p. 5699).
Gendarmerie (notamment transfèrements judiciaires et « fuites » au ministère) (p. 5697, 5698).
Réserves (MM. François Porteu de la Morandière et Mme Edwige Avice remplacée par M. Guy-Michel Chauveau) (p. 5699).
Retraités militaires (M. Bernard Debré) (p. 5697).
Service national (notamment diversification du — vers la défense civile et la défense opérationnelle du territoire) (Mme Edwige Avice remplacée par M. Guy-Michel Chauveau) (p. 5698, 5699).

Vote des crédits :

Article 34 *(dépenses ordinaires des services militaires ; mesures nouvelles) :* contre l'amendement n° 323 de M. Guy-Michel Chauveau (réduction des crédits pour le renforcement de l'encadrement de la direction des armements terrestres) (p. 5701) ; contre l'amendement n° 326 de M. Jacques Peyrat (réduction des crédits destinés aux associations) ; suppression de la tenue de sortie du paquetage de l'appelé (p. 5702).

Article 35 *(dépenses en capital des services militaires ; mesures nouvelles).*

Titre V : ses observations sur l'amendement n° 321 de M. Jacques Roger-Machart (réduction des crédits de documentation) (p. 5708, 5709) ; programme Rafale ; contre l'amendement n° 322 de M. André Ledran (réduction des crédits de paiement ouverts au paragraphe II de l'article 35) ; brigade territoriale de la gendarmerie (p. 5710).

Titre VI : contre l'amendement n° 327 de M. Joseph Gourmelon (réduction des crédits de paiement affectés au musée de la Marine) ; flotte de surface (p. 5712).

GISCARD D'ESTAING (Valéry)

Député du Puy-de-Dôme
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires atrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Président de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et le débat sur cette déclaration.**

Discussion [16 juin 1987] :
Armes conventionnelles (p. 2445).
Armes nucléaires (doctrine d'emploi des —) (p. 2445, 2446).
Banque de France (réforme des statuts de la —) (p. 2444).
Communauté européenne et Acte unique européen :
— défense européenne (p. 2446) ;
— marché intérieur unique (calendrier de réalisation du ;
— et problèmes d'harmonisation de la législation, notamment en matière de T.V.A.) (p. 2443, 2444) ;
— monnaie européenne (système monétaire européen) (p. 2444).
Désarmement nucléaire (négociations américano-soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires et notamment, rencontre de Reykjavik et réactions françaises et européennes) :
— Etats-Unis (présence nucléaire en Europe des —) (p. 2445) ;
— forces nucléaires françaises (exclusion des — du processus de désarmement) (p. 2445)
— négociations en cours (p. 2444, 2445).
Pays en voie de développement (aide aux — et problème de l'endettement du tiers monde) (p. 2446, 2447).
Politique étrangère :
— Parlement (rôle du —) (p. 2443) ;
— principes de la — (p. 2447).
République fédérale allemande (relations franco-allemandes et notamment, questions stratégiques (p. 2444, 2445, 2446).
Stratégie de la France (modification des données de la —) (p. 2445, 2446).

GOASDUFF (Jean-Louis)

Député du Finistère
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la Production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur du projet de loi relatif à la navigation réservée (n° 682) [*J.O.* du 28 avril 1987] (p. 721).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la visibilité des amers, des feux et des phares et au champ de vue des centres de surveillance de la navigation maritime (n° 969) [5 novembre 1987] (p. 5483).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038) [*J.O.* du 3 décembre 1987] (p. 14092).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 3 décembre 1987] (p. 14092).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

DEPOTS

Rapport sur le projet de loi (n° 969), adopté par le Sénat, relatif à la **visibilité des amers, des feux et des phares** et au **champ de vue** des **centres de surveillance de la navigation maritime (n° 1026)** [12 novembre 1987].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la production et des échanges, sur les **relations économiques franco-marocaines (n° 1226)** [3 février 1988].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Questions* [20 octobre 1987] :

Cultures marines (p. 4556).
Institut français pour la recherche et l'exploitation de la mer (I.F.R.E.M.E.R.) (p. 4556).
Mer (schéma de mise en valeur de la —) (p. 4556).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules* — [23 octobre 1987] :

Calamités agricoles (p. 4721).
Crédits (montant, répartition, évolution des —) (p. 4721).
Enseignement agricole (p. 4721).
Espace rural (aménagement de l'—) (p. 4720, 4721).
Industrie agro-alimentaire (p. 4722).
Production laitière et quotas laitiers (p. 4721).
Protection sociale agricole (p. 4722).

Questions :

Remplaçant M. Xavier Deniau : enseignement forestier (suites au rapport Gauthier) (p. 4775).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Agriculture (transmission de la propriété agricole) (p. 5988).
Transmission d'entreprise :
— fiscalité (p. 5988) ;
— succession du dirigeant (préparation de la — notamment) (p. 5988).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la visibilité des amers, des feux et des phares et au champ de vue des centres de surveillance de la navigation maritime (n° 969).

Première lecture, avant la discussion des articles.
Rapporteur [18 novembre 1987] :

Administration des phares et balises (crédits et effectifs de l'—) (p. 6061).
Servitudes de visibilité (indemnité due en contrepartie de l'institution de —) (p. 6061).
Servitudes de visibilité (infractions aux —) (p. 6061).
Servitudes de visibilité (réexamen des anciennes — et institution de nouvelles —) (p. 6061).
Signalisation maritime (visibilité des ouvrages de —) (p. 6061).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Agriculture (Etat et avenir) (p. 6109).
Caisses régionales :
— représentation majoritaire des agriculteurs au sein des — (p. 6110).
Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (rôle du —) (p. 6110).
Crédit agricole :
— développement et adaptation (p. 6109) ;
— indépendance du — à l'égard de l'Etat (p. 6110) ;
— maintien de la vocation et du rôle spécifique du — (p. 6109) ;
— personnel (participation et statut du —) (p. 6110).
Fonds commun de garantie (p. 6110).

GODEFROY (Pierre)

Député de la Manche
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 610) et portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [22 avril 1987] :

Activités portuaires (p. 580).
Manche (inquiétudes du département de la —) (p. 580).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Questions* [5 novembre 1987] :

Chypre (occupation d'une partie de — par la Turquie) (p. 5474).

GODFRAIN (Jacques)

Député de l'Aveyron
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale (n° 680) [21 mai 1987] (p. 1490).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali (ensemble un échange de lettres des 8 et 28 juillet 1986) (n° 774) [4 juin 1987] (p. 2010).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale (n° 775) [4 juin 1987] (p. 2010).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée (n° 776) [4 juin 1987] (p. 2010).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie (n° 777) [4 juin 1987] (p. 2010).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 680) autorisant l'approbation d'un avenant à la **convention fiscale** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République gabonaise** tendant à **éviter les doubles impositions** et à établir des **règles d'assistance réciproque en matière fiscale (n° 839)** [11 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 774) autorisant l'approbation d'un **accord de coopération militaire technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République du Mali** (ensemble un échange de lettres des 8 et 28 juillet 1986) **(n° 866)** [18 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 775) autorisant l'approbation d'un **accord de coopération militaire technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Guinée équatoriale (n° 867)** [18 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 776) autorisant l'approbation d'un accord de **coopération militaire technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Guinée (n° 868)** [18 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 777) autorisant l'approbation d'un accord de **coopération militaire technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République islamique de Mauritanie (n° 869)** [18 juin 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Mesures prises en faveur de l'emploi dans les petites entreprises [10 juin 1987] (p. 2181, 2182) ;

— Mensualisation des retraites des fonctionnaires [4 novembre 1987] (p. 5362, 5363).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur pour avis au nom de la commission des affaires étrangères [8 avril 1987] :

Alliances (respect des —) (p. 97).
Armes chimiques (p. 96).
Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (p. 96).
Coopération franco-allemande (et notamment garantie militaire et nucléaire de la France) (p. 97).
Coopération pour les armements (et notamment hélicoptère de combat franco-allemand) (p. 97).
Défense européenne (p. 96, 97).
Désarmement nucléaire et dénucléarisation de l'Europe (négociations américano-soviétiques) (p. 96).
Dissuasion nucléaire (p. 98, 99).
Espace (utilisation de l'— et notamment projet I.D.S.) (p. 97).
Forces nucléaires stratégiques (et notamment nouvelle composante terrestre) (p. 97).
Loi de programme du 8 juillet 1983 (retard de la réalisation de la —) (p. 95).
Loi de programme (organisation et contenu de la —) (p. 96).
Présence de la France hors d'Europe (et notamment outre-mer) (p. 97).
Situation internationale et évaluation des menaces (p. 96, 97).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière fiscale (n° 880).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. Rapporteur [15 juin 1987] :

Convention fiscale (p. 2380).
Coopération culturelle franco-Gabon (p. 2380).
Coopération économique (p. 2380).
Redevances (p. 2380).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jacques Godfrain et plusieurs de ses collègues relative à la fraude informatique (n° 744).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Accès à l'ordinateur et à l'information (protection de l'—) (p. 2387).
Accès frauduleux (définition de l'—) (p. 2386).
Libertés individuelles (nécessité de respecter les —) (p. 2386).
Responsabilisation des passionnés d'informatique (p. 2387).

Discussion de l'article unique :

Article unique *(créant, dans le code pénal, un chapitre intitulé : « de certaines infractions en matière informatique ») :* son amendement n° 1 (extension du champ d'application de la répression à la transmission ou à la détention non autorisée de données confidentielles) ; difficulté de faire la preuve de l'infraction en matière de fraude informatique (p. 2387) ; retiré ; son amendement n° 2 (confiscation du matériel utilisé pour commettre la fraude) : adopté après modification (p. 2388).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Première lecture, discussion des articles [6 octobre 1987] :

Article 5 *(recrutement sur titre de certains membres des cours administratives d'appel) :* contre l'amendement n° 42 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (tendant à rendre plus restrictives les conditions de recrutement au tour extérieur dans les cours d'appel) (p. 3966).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 octobre 1987] :

Recherche scientifique sur la toxicomanie (et notamment abandon du projet de création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche et de l'information sur la toxicomanie) (p. 4059).
Toxicomanes (traitement médical et réinsertion sociale des —) :
— médecins (rôle des — et coopération avec les magistrats) (p. 4058, 4059) ;
— politique pénale à l'encontre des toxicomanes (p. 4058).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :
Politique de la santé :
— lutte contre la toxicomanie (p. 5322).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Après l'article 57 : son sous-amendement n° 240 à l'amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (implantations de centres commerciaux ; critères de répartition du produit de la taxe professionnelle) : non soutenu (p. 5877).

GŒURIOT (Colette)

Député de la Meurthe-et-Moselle
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles [13 mai 1987] [14 mai 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 239 de M. Jean Jarosz (dispositions de la loi n'étant pas applicables aux entreprises où ont eu lieu, dans l'année précédant la signature de l'accord ou de la convention, un ou plusieurs accidents du travail dus à une faute inexcusable de l'employeur ou de l'un de ses substituts) (p. 1097) ; rejeté au scrutin public (p. 1098).

Article 2 *(récupération)* : son opposition (p. 1166) ; soutient l'amendement n° 260 de M. Jacques Rimbault (de suppression) (p. 1171) ; application de l'article 44-3 de la Constitution.

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe, explications de vote [26 mai 1987] :

Convention n° 89 de l'organisation internationale du travail (p. 1692).
Déréglementation (p. 1691).
Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1691,1692).
Examen du texte (conditions d'— et droits du Parlement) (p. 1691).
Revenu national (répartition du —) (p. 1692).
Travail de nuit des femmes (conditions de dérogation et opinion des femmes) (p. 1692).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Après l'article 2 *bis* : son sous-amendement n° 123 à l'amendement n° 66 de la commission des lois soutenu par M. Elie Hoarau (modification des modalités de préparation des plans particuliers d'intervention) (p. 3781) ; rejeté ; son sous-amendement n° 124 à l'amendement n° 66 de la commission des lois soutenu par M. Elie Hoarau (consultation des salariés lors de l'élaboration des plans particuliers d'intervention) (p. 3782) ; rejeté ; son sous-amendement n° 125 à l'amendement n° 66 de la commission des lois soutenu par M. Elie Hoarau (délai d'élaboration des plans particuliers d'intervention) : rejeté ; son sous-amendement n° 126 à l'amendement n° 66 de la commission des lois soutenu par M. Elie Hoarau (communication des secrets industriels aux représentants de l'Etat lors de l'élaboration des plans particuliers d'intervention) (p. 3783) : rejeté (p. 3784) ; son sous-amendement n° 127 à l'amendement n° 66 de la commission des lois soutenu par M. Elie Hoarau (élaboration d'un rapport annuel du Gouvernement communiqué aux membres du Parlement) : rejeté (p. 3784).

Article 5 *(pouvoirs du représentant de l'Etat au sein de la zone de défense)* : son amendement n° 140 soutenu par M. Paul Mercieca (tendant à associer le plus étroitement possible les collectivités territoriales à l'ensemble des opérations de préparation du dispositif) : rejeté ; son amendement n° 141 soutenu par M. Paul Mercieca (formation des personnels relevant de la compétence des collectivités) : rejeté (p. 3800).

Article 7 *(pouvoirs des représentants de l'Etat dans le département)* : son amendement n° 142 soutenu par M. Paul Mercieca (tendant à conserver une coordination entre le représentant de l'Etat et les collectivités concernées) : rejeté ; son amendement n° 128 soutenu par M. Vincent Porelli (consultation obligatoire des élus locaux par le préfet) : rejeté (p. 3808).

Article 8 *(plans particuliers d'intervention)* : ses amendements n° 129 à 133 : devenus sans objet (p. 3802).

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre Ier : *information.*

Après l'article 15 : son amendement n° 143 soutenu par M. Elie Hoarau (nomination de deux représentants d'associations de défense pour l'environnement au sein du conseil départemental d'hygiène) (p. 3824) ; rejeté (p. 3825).

Chapitre V : *prévention des risques technologiques.*

Avant l'article 30 : son amendement n° 144 soutenu par M. Vincent Porelli (réglementation des produits dangereux à l'entrée sur le territoire national) : rejeté ; son amendement n° 139 soutenu par M. Vincent Porelli (autorisation du transport de certaines matières particulièrement dangereuses) : rejeté ; son amendement n° 145 soutenu par M. Vincent Porelli (mise en place du fichier des accidents des transports de matières dangereuses) : rejeté ; son amendement n° 138 soutenu par M. Bernard Deschamps (promulgation d'une carte permanente de la circulation des flux des matières dangereuses) (p. 3859) ; rejeté (p. 3860).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Questions* [26 octobre 1987] :

Industrie textile en Meurthe-et-Moselle (p. 4820).

Examen des crédits (p. 4827) :

Etat C, titre VI : soutient l'amendement n° 152 de M. Paul Chomat (réduction d'autorisations de programme et de crédits) ; contestation par le groupe communiste de la suppression de l'A.F.M.E. et de l'I.R.C.H.A. (p. 4830) ; soutien au programme de recherches des P.M.I. ; économie de crédits servant surtout au patronat ; rejeté (p. 4831).

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Questions* [28 octobre 1987] :

Equipement scolaire (construction d'établissements) (p. 5001).

GOLLNISCH (Bruno)

Député du Rhône
F.N.
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 4).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aviation civile et météorologie : navigation aérienne) [*J.O.* du 8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)**. Tome X : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aviation civil et météorologie — navigation aérienne (n° 962)** [8 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à instaurer en France un **suffrage vraiment universel (n° 986)** [28 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Régimes sociaux : gestion distincte pour les nationaux et les étrangers : utilise son temps de parole pour honorer la mémoire du docteur Lafay [17 juin 1987] (p. 2512).

Lors d'une séance de questions au Gouvernement :

— Son rappel au règlement : article 48 de la Constitution et articles 133 à 138 du règlement de l'Assemblée nationale [4 novembre 1987] (p. 5373) ; refus du ministre de la défense de répondre aux questions de M. Bruno Mégret ; assassinat de l'ingénieur général Audran (p. 5374).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution, ainsi que le débat et le vote sur cette déclaration (n° 827).

Explications de vote [7 avril 1987] :

Code de la nationalité (p. 59, 60).
Cohabitation (motif et bilan de la —) (p. 59).
Natalité et politique familiale (p. 60).

Méthodes de Gouvernement de M. Chirac (p. 59).
Politique extérieure du Gouvernement (p. 60).
Signification du vote de confiance (et notamment cohésion majoritaire) (p. 59).
Universités (et notamment manifestations étudiantes contre le projet Devaquet) (p. 59).
Vote hostile du Front national (p. 60).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues transférant le contentieux des décisions du conseil de la concurrence à la juridiction judiciaire (n° 638).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 avril 1987] :

Conseil constitutionnel (décision du 23 janvier 1987) (p. 677).
Cour d'appel de Paris (compétence de la —) (p. 677).
Droits de la défense (p. 677, 678).
Liberté économique (et notamment pouvoirs de l'Etat) (p. 677).
Ordonnance du 1er décembre 1986 (et notamment dispositions essentielles, débat relatif à l'— et ratification parlementaire) (p. 677).

Discussion des articles [28 avril 1987] :

Avant l'article 1 : son amendement n° 18 (corrigeant certaines imprécisions juridiques de l'article 7 de l'ordonnance du 1er décembre 1986) (p. 683) ; rejeté ; son amendement n° 19 (corrigeant certaines imprécisions juridiques de l'article 8 de l'ordonnance du 1er décembre 1986) : rejeté (p. 684) ; **son rappel au règlement** (demande de précision sur la date de discussion du projet de loi de ratification de l'ordonnance du 1er décembre 1986) (p. 685).

Article 2 *(sursis à exécution)* : son amendement n° 12 (passage du délai du recours d'un mois à deux mois) : retiré ; son amendement n° 13 (exécution des décisions du conseil de la concurrence parce qu'elles sont devenus définitives) : rejeté ; son amendement n° 14 (tendant à rendre suspensif le recours) (p. 687) ; rejeté au scrutin public (p. 688).

Après l'article 3 : son amendement n° 20 (modification de la période de conservation des factures) : rejeté (p. 689).

Explications de vote :

Incrimination (caractère extrêmement vague de certaines —) (p. 689).
Abstention du groupe du Front national (p. 689).

— Son rappel au règlement : article 58-3 du règlement de l'Assemblée : propos tenus par le Premier ministre et par M. André Labarrère sur le Front national ; succès du Front national ne dépendant pas uniquement d'un mode de scrutin ; rappelle les principaux votes à l'Assemblée du Front national [29 avril 1987] (p. 742, 743).

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe, discussion [26 mai 1987] :

Examen du texte (conditions d'— et droits du parlement) (p. 1671).
Front national (valeurs et propositions législatives du —) (p. 1673).
Politique sociale de la droite (histoire de la —) (p. 1672).
Représentativité syndicale (p. 1671, 1672).

Explications de vote [26 mai 1987] :

Front national (valeurs et propositions législatives du —) (p. 1690, 1691).
Politique sociale de la droite (histoire de la —) (p. 1690).

— Conclusions du rapport de la commission des lois sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Inscription à l'ordre du jour complémentaire : Explications de vote [16 juin 1987] :

Ordre du jour (délais de fixation de l'—) (p. 2460).
Proposition socialiste sur la renégociation des prêts d'accession à la propriété (absence de mention de la — à l'ordre du jour complémentaire) (p. 2459).
Vote hostile du groupe Front national (p. 2459).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Caisses de sécurité sociale (gestion des —) (p. 2920).
Contrôle et information du Parlement sur le budget social de la nation (constitutionnalité, opportunité) (p. 2920).
Etats généraux (opportunité et enjeux des —) (p. 2920).
Historique de la sécurité sociale (p. 2920).
Préférence nationale (application de la — pour la gestion des caisses de sécurité sociale) (p. 2921).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Procédure des questions [16 juin 1987] :

« Transfèrement » des prisonniers dans leur pays d'origine pour l'exécution des peines pénales (p. 2489).

— Son rappel au règlement : caractère personnel du vote des députés et régime des délégations de vote ; vote sur les projets de loi de règlement ; vérification des délégations par les secrétaires de l'Assemblée ; demande à ce qu'il soit procédé à la vérification de certaines délégations en vertu duquel M. Louis Mexandeau a voté pour un certain nombre de ses collègues de groupe différent [17 juin 1987] (p. 2783).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles [17 juin 1987] :

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Après l'article 22 : **son rappel au règlement** (article 34 de la Constitution) : absence de lien entre l'amendement portant sur le statut des caisses de crédit municipal et le texte sur la fonction publique territoriale (p. 2791).

Après l'article 23 : pour l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Delalande (extension du champ d'application de la loi du 31 juillet 1963 sur la grève dans les services publics à l'ensemble des communes et des régions) et contre le sous-amendement n° 203 de la commission (exclusion des communes de moins de 10 000 habitants du champ d'application de la loi du 31 juillet 1963 sur la grève dans les services publics) (p. 2794) ; précise à l'issue du vote du sous-amendement n° 203 de la commission que la majorité et le Gouvernement ont reculé (p. 2795).

Après l'article 26 : reprend l'amendement n° 244 de M. René Beaumont (mobilité de certains agents qui ont accepté d'être détachés à partir du 2 mars 1982 auprès des collectivités locales) : rejeté (p. 2807).

— Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1985 (n° 568).

Première lecture, discussion des articles [17 juin 1987] :

Article 15 *(abandon par l'Etat de sa créance à l'encontre de la S.E.M.V.I. — société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du marché national de Paris-la Villette)* : ses observations (p. 2772).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [19 juin 1987] :

Obligation d'emploi dans le secteur privé (contribution des entreprises au fonds d'insertion professionnelle des handicapés) (p. 2911).
Obligation d'emploi dans le secteur public (contribution du secteur public au fonds d'insertion professionnelle des handicapés en cas de non respect du quota de travailleurs handicapés) (p. 2911).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [19 juin 1987] :

Prélèvements obligatoires (p. 2915).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [8 et 9 octobre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la lutte contre le trafic de stupéfiants.*

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 43 de M. François Bachelot (renforcement des peines prévues à l'article L. 626 du code de la santé publique en cas d'infraction à la législation sur les substances vénéneuses) : rejeté au scrutin public (p. 4103).

Article 1er *(répression du « blanchissement » des fonds provenant du trafic de stupéfiants)* : **son rappel au règlement** : insuffisance du nombre de députés de la majorité en séance ; conditions dans lesquelles sont repoussés les amendements du Front national ; question de la supériorité des conventions internationales sur la loi ; cas de l'application de la peine de mort aux trafiquants de drogue ; cas de l'avortement contraire à la convention européenne des droits de l'Homme (p. 4124).

Article 4 *bis* *(durée de la fermeture administrative et judiciaire des lieux ouverts au public où se pratiquent le trafic ou la consommation de drogue)* : contre l'amendement n° 4 de la commission (d'harmonisation) ; risque de fermeture de supermarchés dans lesquels se font de petits trafics de stupéfiant ; possibilité de fermeture d'établissements pour proxénétisme hôtelier (p. 4143).

Après l'article 4 *bis* : soutient l'amendement n° 53 de M. François Bachelot (prévoyant que les trafiquants étrangers seront frappés d'une interdiction définitive du territoire français) ; ses observations sur l'amendement n° 5 de la commission (prévoyant qu'en cas de condamnation à l'interdiction définitive du territoire le condamné ne pourra demander à bénéficier des dispositions de l'article 55-1 du code pénal) ; amendement n° 53 : application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4144).

Après l'article 5 : **son rappel au règlement** : absence d'intervention du ministre de la santé sur les dispositions d'ordre médical du projet ; absence en séance du ministre de l'intérieur ; absence du groupe Front national lors de l'examen du projet de loi en commission le 2 octobre ; comportement du groupe Front national ayant seul demandé le 2 octobre la discussion en assemblée plénière sur des traités importants engageant les finances publiques ; possibilité pour un groupe de présenter ou non des amendements en commission ; demande une suspension de séance pour sous-amender les amendements présentés par le Front national afin de les rapprocher de la rédaction proposée par le Gouvernement et la commission (p. 4147) ; **son rappel au règlement** : articles 92 et 98 du Règlement : irrecevabilité financière opposée à l'amendement proposé par M. François Bachelot prévoyant une procédure de placement d'office des toxicomanes (p. 4148).

Titre III : *dispositions diverses.*

Avant l'article 9 : **son rappel au règlement** : caractère dérisoire de la volonté de limiter la portée du texte au seul trafic et non à l'usage de la drogue ; insiste sur la « non-discussion » d'un texte frappé de « la plus grande vacuité » et sur le très faible nombre de députés présents en séance ; demande à ce que l'Assemblée se prononce sur une suspension de séance de dix heures ; [demande de M. Jean-Marie Le Pen, président du groupe Front national, à ce que ce vote soit assorti d'une vérification du quorum] (p. 4155) ; **son rappel au règlement** : maintient sa demande de vote sur la suspension de séance qu'il a demandée ; nécessité de respecter l'article 62 du règlement sur le vote personnel des députés ; rôle des secrétaires dans le contrôle des délégations et des scrutins ; propose qu'en l'absence d'autres secrétaires de l'Assemblée, M. André Billardon, président de séance, fasse appel à M. François Bachelot et à lui-même pour contrôler les délégations de vote (p. 4157) ; **son rappel au règlement** : décision du conseil constitutionnel reconnaissant la validité technique du vote électronique ; demande à ce qu'il soit inscrit au procès-verbal que M. François Bachelot et lui-même, seuls secrétaires de l'Assemblée présents dans l'hémicycle, se soient vu refuser la possibilité de contrôler les délégations (p. 4158) ; conditions « absurdes » et « frauduleuses » dans lesquelles s'est déroulé le vote sur sa demande de suspension de séance ; précise que M. François Bachelot et lui-même refuseront de certifier conformes les votes « frauduleux » obtenus sur le projet (p. 4159).

Article 10 *(dispositions relatives aux publications destinées à la jeunesse)* : son sous-amendement n° 79 à l'amendement 73 du Gouvernement (haine raciale dirigée contre des Français) ; notion de race ; met en cause le professeur Jacquard du C.N.R.S. ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; (p. 4161) ; son sous-amendement n° 80 à l'amendement n° 73 du Gouvernement (dérision en matière religieuse) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 85 à l'amendement 73 du Gouvernement (personnes ayant combattu pour la France) ; attaques contre M. Jean-Marie Le Pen ; émotion suscitée par l'utilisation de la formule « point de détail » (p. 4162) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 86 à l'amendement n° 73 du Gouvernement (mépris de l'identité française) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 88 (droit préférentiel des nationaux) (p. 4163) ; droit préférentiel pour les nationaux ayant été reconnu par la Cour internationale de justice dans son arrêt Nottebohm ; condamnation par le tribunal correctionnel de Montpellier d'une personne ayant demandé pour servir de garde-malade quelqu'un de nationalité française et de religion catholique ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4164).

Après l'article 10 : son sous-amendement n° 75 à l'amendement n° 74 du Gouvernement (génocide arménien) ; met en cause Mme Simone Veil et des formations provenant de la majorité ayant voté contre la reconnaissance par le Parlement européen du génocide arménien ; notion de crime contre l'humanité ; définition donnée par l'acte de Nuremberg ; met en cause M. Patrick Devedjian ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4166) ; son sous-amendement n° 77 à l'amendement n° 74 du Gouvernement (atrocités communistes au Cambodge) (p. 4167) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 78 à l'amendement n° 74 du Gouvernement (massacre de polonais commis à Katyn par les communistes) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 81 à l'amendement n° 74 du Gouvernement soutenu par M. Pierre Descaves (massacre des harkis par le F.N.L. algérien) (p. 4168) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; soutient le sous-amendement n° 84 de M. Michel de Rostolan à l'amendement n° 74 du Gouvernement (populations de l'Ethiopie) (p. 4169) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 87 à l'amendement n° 74 du Gouvernement (génocide des chrétiens du Liban) ; utilisation du contingent français de la F.I.N.U.L. ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; soutient le sous-amendement n° 89 de M. Michel de Rostolan à l'amendement n° 74 du Gouvernement (église du silence en Chine communiste) (p. 4170) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; soutient le sous-amendement n° 90 de M. Michel de Rostolan à l'amendement n° 74 du Gouvernement (Indiens Misquitos du Nicaragua) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 91 (tenative d'annihilation de la culture tibétaine) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 92 à l'amendement n° 74 du Gouvernement soutenu M. Roger Holeindre (régime de la terreur dans le Viet-nam communiste) (p. 4171) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 93 (atteinte à la liberté des peuples baltes) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 94 soutenu par M. Jean-Pierre Stirbois à l'amendement n° 74 du Gouvernement (attentats commis par l'A.N.C. en Afrique du Sud par le supplice du collier) (p. 4172) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 95 à l'amendement n° 74 du Gouvernement (paysans russes et ukrainiens) (p. 4173) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 96 à l'amendement n° 74 du Gouvernement (dictature sanglante de la minorité marxiste à Cuba) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 97 soutenu par M. Pierre Descaves à l'amendement n° 74 du Gouvernement (répression de l'insurrection hongroise de 1956) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 98 soutenu par M. Jean-Marie Le Pen à l'amendement n° 74 du Gouvernement (invasion soviétique en Afghanistan) (p. 4174) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 99 (Biafra) (p. 4175) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 100 soutenu par M. François Bachelot à l'amendement n° 74 du gouvernement (aborigènes australiens) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4176) ; **son rappel au règlement** : (article 53 de la

Constitution) : autorité des traités étant supérieure à celle de la loi ; cas de l'avortement ; opposition de M. Jacques Toubon à la loi Roudy du 10 décembre 1982 ; principe selon lequel l'enfant conçu est tenu pour né toutes les fois qu'il y va de son intérêt ; décision du Conseil constitutionnel de 1976 sur la loi Veil (p. 4177) ; son sous-amendement n° 103 à l'amendement n° 74 du Gouvernement (persécution contre les Juifs en Union soviétique) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4178).

Article 11 *(application dans le temps des dispositions des articles 5-1 à 5-7 nouveaux du code pénal)* : ses observations ; met en cause M. Jacques Toubon et certains membres de la majorité à propos de l'avortement (p. 4180, 4181).

Titre : contre l'amendement n° 12 de la commission (modification de l'intitulé du projet) ; lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants ; met en cause le procureur Apap (p. 4181).

Après les explications de vote : son rappel au règlement : vote hostile du groupe Front national sur le texte sur la répression du trafic de stupéfiants à cause des multiples violations du règlement de l'Assemblée et de la Constitution lors de l'examen de ce texte ; impossibilité de procéder à la mise aux voix de ce projet ; violation des articles 43 (p. 4184) et 45 de la Constitution ainsi que du deuxième alinéa de l'article 42 de la Constitution à propos des dispositions modifiant la loi sur la presse ; demande au président de refuser que ce texte soit mis aux voix (p. 4185).

— **Son rappel au règlement** : violation de la Constitution lors de l'examen du projet de loi sur la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants ; cas des articles 39, 42 et 43 de la Constitution ; violation de multiples articles du règlement ; refus du Front national de prendre part au vote final (p. 4193).

— **Son fait personnel** : son comportement lors de la séance du 9 octobre 1987 ; affaire du jeune congolais en instance d'expulsion « délivré » par des militants du parti communiste [15 octobre 1987] (p. 4411).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [19 décembre 1987] :

Ses amendements retirés par M. Dominique Chaboche (p. 7872).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [14 octobre 1987] :

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)* : soutient l'amendement n° 33 de M. Jean-Claude Martinez (suppression de l'impôt sur le revenu dans un délai de cinq ans — barème pour 1988) (p. 4313) ; coût de l'impôt sur le revenu (p. 4314) ; rejeté (p. 4315).

Deuxième partie :

Education Nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. — *Examen des fascicules* [29 octobre 1987] :

Recherche :

Chercheurs (effectif des —) (p. 5074).
Organismes publics de recherche (dont C.N.R.S.) (p. 5074).
Recherche civile (effort de —) (p. 5074).
Recherche médicale (S.I.D.A. notamment) (p. 5074).
Supraconducteurs (p. 5074).

Questions :

Universités (statut des —) (p. 5097).

Vote des crédits :

Etat C, titre V : son amendement n° 187 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; insuffisance des rémunérations des heures supplémentaires et des interventions extérieures dans les universités ; retiré (p. 5103).

Services du Premier ministre. — *Examen du fascicule* [29 octobre 1987] :

Désinformation (p. 5039).

Son rappel au règlement : article 118 à 121 : discussion des lois de finances — organisation du débat sur les services du premier ministre ne permettant pas une discussion sérieuse (p. 5039).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [4 et 6 novembre 1987] :

Son rappel au règlement : ses protestations à l'égard du déroulement des travaux de l'Assemblée nationale ; envisage de faire application de l'article 91, alinéa 2 du règlement permettant de renoncer à la présentation orale du rapport (p. 5409).

Compagnies aériennes (p. 5413).
Transport aérien (marché du — et déréglementation) (p. 5412).

Vote des crédits (p. 5510) :

Etat C, titre V : pour l'amendement n° 237 de M. Laurent Vergès (réduction des crédits) (p. 5513).

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule* [5 novembre 1987] :

Droits de l'Homme (évolution des — et des libertés dans le monde) (p. 5461).
Racisme et crimes contre l'humanité (amendements et sous-amendements réprimant l'apologie du — introduits dans le projet sur la drogue débattu le 9 octobre 1987) (p. 5460, 5461).
Totalitarisme (lutte contre le — de tout bord) (p. 5461).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Après l'article 57 : son rappel au règlement (article 92, alinéa 1er) : recevabilité financière des amendements (p. 5879).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 décembre 1987] :

Commissionnaires agréés (p. 6647).
Conseil du marché à terme (p. 6646).

Discussion des articles [2 décembre 1987] (p. 6664) :

Article 1er *(conseil du marché à terme)* : ses observations sur le renvoi au décret pour fixer la composition du conseil (p. 6665) ; contre l'amendement n° 1 de la commission (fixation par le règlement général des attributions des comités spécialisés) ; souhaite l'intervention du législateur (p. 6665).

Article 1er *bis* *(règlement général du marché à terme et règlements particuliers)* : contre l'amendement n° 49 du Gouvernement (recours contre les décisions du conseil du marché à terme) ; contre la saisine de la juridiction administrative sur les décisions disciplinaires (p. 6666).

Article 1er *quindecies* *(sanctions des infractions aux lois et règlements sur le démarchage prononcées par le conseil du marché à terme)* : son amendement n° 46 (renforcement des garanties offertes aux contrevenants aux lois et règlements sur le démarchage) : adopté (p. 6672).

Article 1er *septemdecies* *(sanctions disciplinaires applicables aux opérateurs sur le marché à terme)* : son amendement n° 47 (renforcement des garanties offertes aux contrevenants aux lois et règlements du marché à terme) ; rejeté (p. 6673) ; conditions restrictives du référé administratif (p. 6674).

Explications de vote (p. 6681) :

Commissionnaires agréés (p. 6681).
Conseil du marché à terme (p. 6682).
Vote favorable du groupe Front national (p. 6682).

Son rappel au règlement : programme de travail de l'Assemblée nationale ; retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'effort de construction [8 décembre 1987] (p. 6962) ; caractère « délirant » de ce programme ; caractère exceptionnel du retrait d'un projet de l'ordre du jour prioritaire ; séances du dimanche et croyances religieuses ; espère que l'on aura vis-à-vis de sa religion les mêmes égards que ceux que M. Hannoun prétend avoir pour une autre religion (p. 6963).

Son rappel au règlement : salariés de la régie Renault n'en étant pas les propriétaires ; irrecevabilité des amendements déposés par le groupe du Front national sur le projet de loi réprimant le trafic des stupéfiants [10 décembre 1987] (p. 7066).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, discussion des articles [10 décembre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 2 *(institution et composition de la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire)* : **son rappel au règlement** : rappelle qu'il revient aux secrétaires de l'Assemblée nationale de constater les votes (p. 7086).

— **Son rappel au règlement** : modification de l'ordre du jour prioritaire ne pouvant être qu'exceptionnelle ; désinvolture manifestée par le Gouvernement à l'égard de l'institution parlementaire [10 décembre 1987] (p. 7089).

— **Son rappel au règlement** : modifications de l'ordre du jour constituant un détournement de procédure et de la Constitution [22 décembre 1987] (p. 8063).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Troisième lecture, discussion des articles [23 décembre 1987] :

Chapitre II : *dispositions relatives aux transmissions d'entreprises.*

Section I : *division et intitulés nouveaux.*

Article 21 : ses observations ; nature fiscale du problème de la transmission d'entreprise (p. 8089).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [2 février 1988] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen (Front national) sur le projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (p. 30, 31, 32) ; rejetée au scrutin public (p. 34).

Origines et motifs du dispositif proposé :

- financement actuel des partis politiques (et notamment « affaires » ayant mis en cause certains d'entre eux) (p. 32) ;
- constitutionalité du texte proposé (p. 30) ;

Déclaration du patrimoine des hommes politiques :

- personnalités concernées (p. 30) ;
- publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale des parlementaires, ministres et responsables locaux concernés (absence de —) (p. 30) ;
- appréciation de la variation des situations patrimoniales des parlementaires, ministres et responsables locaux concernés (organe compétant pour l'—) (p. 30) ;
- sanctions en cas de non respect de l'obligation de déclaration (p. 31).

Financement des campagnes électorales :

- applicabilité de la réforme (p. 32).

Financement des partis politiques :

- modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis : (p. 32).

Son rappel au règlement : ses observations sur le nombre de députés en séance [3 février 1988] (p. 80).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 et 4 février 1988] :

Titre II : *modifications du code électoral.*

Article 6 *(sanctions en cas de non respect par les parlementaires de l'obligation de déposer une déclaration du patrimoine)* : ses réserves sur cet article (p. 104).

Article 7 *(déclaration du patrimoine des députés)* : reprend l'amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Delalande (délai dont disposent les candidats élus pour faire leur déclaration) (p. 105) ; adopté (p. 106) ; contre l'amendement n° 34 de la commission (tendant à fixer le point de départ du délai pendant lequel le député doit déposer sa déclaration du patrimoine et, d'autre part, à renvoyer le dépôt de cette déclaration devant le Président de la commission des magistrats) ; contre l'amendement n° 94 de M. Pierre Joxe (dépôt de la déclaration devant la commission des magistrats) (p. 107) ; contre l'amendement n° 74 de M. Jean-Louis Masson (suppression de la déclaration du patrimoine des conjoints) ; contre l'amendement n° 65 de M. François Asensi (extension de la déclaration du patrimoine aux enfants mineurs) (p. 108).

Après l'article 9 : contre le sous-amendement n° 132 de M. Pierre Joxe à l'amendement n° 110 du Gouvernement (exclusion du champ d'application de la déductibilité des entreprises bénéficiant de concessions de service public, des entreprises ayant soumissionné à des marchés publics, des entreprises ayant reçu des subventions de l'Etat, des entreprises d'armement, et prévoyant l'avis du comité d'entreprise pour les dons effectués aux partis politiques) (p. 162) ; précise qu'il aurait été préférable de discuter de ce sous-amendement point par point ; impossibilité d'accepter un avis du comité d'entreprise pour les dons effectués aux partis politiques (p. 163).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives.*

Article 2 *(déclaration du patrimoine des présidents des assemblées, des collectivités territoriales et des maires des communes de plus de 50 000 habitants)* : ses observations sur le seuil retenu quant à l'obligation pour les maires de déclarer l'état de leur patrimoine et quant à l'absence de dispositions pour un certain nombre de hauts fonctionnaires (p. 172) ; contre l'amendement n° 41 de la commission (suppression de l'obligation de déclaration pour le président du Conseil de région du territoire de la Nouvelle-Calédonie) (p. 174) ; soutient l'amendement n° 70 de M. Georges-Paul Wagner (déclaration imposée aux hauts fonctionnaires titulaires des emplois supérieurs dont la nomination est laissée à la discrétion du Gouvernement) (p. 175) ; rejeté (p. 176).

Article 4 *(sanctions en cas de non respect de l'obligation de déclaration par certains élus locaux)* : contre les sous-amendements n° 58, 59, 60 et 61 de M. François Asensi à l'amendement n° 46 de la commission (extension de l'inéligibilité) (p. 178).

Après l'article 4 : soutient l'amendement n° 71 de M. Georges-Paul Wagner (prévision d'une procédure et d'une incrimination spécifique pour les déclarations frauduleuses) : rejeté (p. 179).

Titre II : *dispositions relatives au financement des campagnes pour l'élection des députés.*

Après l'article 5 : soutient l'amendement n° 75 de M. Georges-Paul Wagner (dépenses électorales de chaque candidat pour les communes de plus de 9 000 habitants retracées dans un compte de campagne) : retiré ; soutient l'amendement n° 77 de M. Georges-Paul Wagner (dépassement du plafonnement des dépenses de campagne entraînant une annulation automatique des élections) (p. 180) ; rejeté (p. 181).

Titre III : *dispositions relatives au financement des partis et groupements politiques.*

Article 6 *(principe d'une aide de l'Etat au financement des partis)* : ses observations sur la clé de répartition des aides aux partis politiques (p. 185).

Article 9 *(publication des comptes des partis)* : soutient l'amendement n° 79 de M. Georges-Paul Wagner (tendant à rappeler qu'aucune personne morale publique ne pourra faire de dons aux candidats) : rejeté (p. 204).

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 12 *(publicité politique à la radio et à la télévision)* : contre l'amendement n° 69 de M. Guy Ducoloné (interdiction des émissions publicitaires à caractère politique) (p. 205).

Après l'article 13 : soutient l'amendement n° 80 de M. George-Paul Wagner (dépôt d'un projet de loi par le Gouvernement visant à compléter les dispositions du présent texte dans un délai d'un an) : retiré (p. 206).

Article 14 *(application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)* : reprend l'amendement n° 27 de M. Gérard Grignon (tendant à rappeler que les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon font partie intégrante du territoire français) : rejeté (p. 207).

Seconde délibération du projet de loi :

Son rappel au règlement : interprétation de l'article 101, alinéa 3 du règlement selon lequel les textes qui font l'objet de la seconde délibération sont renvoyés en commission ; suggère en conséquence que la commission se réunisse effectivement pour étudier à nouveau l'article 7 du texte en discussion (p. 210).

Article 7 : contre l'amendement n° 1 du Gouvernement (modalités de répartition des aides publiques des partis politiques) (p. 211).

GONELLE (Michel)

Député du Lot-et-Garonne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Juge titulaire de la Haute cour de justice [15 avril 1987] (p. 370).

Vice-président [*J.O.* du 26 juin 1987] (p. 6932).

Prestation de serment le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 720) de M. Jean Foyer relative à la **protection des topographies de produits semi-conducteurs** et à **l'organisation de l'Institut national de la propriété industrielle (n° 849)** [16 juin 1987].

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 relative aux **personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi (n° 932)** [8 juillet 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Importation de maïs américain en Europe** : accord du 30 juin 1987 entre la Communauté européenne et les Etats-Unis [22 avril 1987] (p. 544, 545).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Alcoolisme au volant (sanctions de l'—) :
Injonction thérapeutique (p. 607).
Peines encourues (législation actuelle et aggravation des —) (p. 607).
Peines de prison (caractère dissuasif ou non des —) (p. 607).
Peines prononcées effectivement par les tribunaux (et notamment disparité des —) (p. 607).

Discussion de l'article unique :

Après l'article unique : son sous-amendement n° 23 rectifié, soutenu par M. René André à l'amendement n° 4 rectifié de la commission des lois (possibilité de recourir aux travaux d'intérêt général en cas de délit de fuite, de refus d'obtempérer et de conduite sans permis) : adopté (p. 635) ; son amendement n° 21 soutenu par M. René André (transmission automatique du procès verbal d'infraction à l'autorité judiciaire dans le cas où l'autorité administrative ne s'est pas prononcée dans un délai de 45 jours) : retiré (p. 641) ; son amendement n° 22 soutenu par M. René André (extension de la procédure de l'injonction thérapeutique à la conduite dans un état d'imprégnation alcoolique) : retiré (p. 642).

— Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Foyer relative à la protection des topographies de produits semi-conducteurs et à l'organisation de l'Institut national de la propriété industrielle (n° 849).

Première lecture avant la discussion des articles [29 juin 1987] :

Etats-Unis (protection des semi-conducteurs aux — et inspiration de la proposition par le droit américain pour une meilleure réciprocité de la protection) (p. 3361).
Institut national de la propriété industrielle (missions, organisation, statuts et recours contre les décisions de son directeur) (p. 3361, 3362).
Marques (réforme de la législation sur les —) (p. 3362).
Office communautaire des marques (implantation de l'— à Strasbourg) (p. 3362).
Politique d'aide à l'innovation et à la recherche (p. 3362, 3363).
Propriété industrielle et innovations (protection des —) (p. 3361).
Semi-conducteurs (protection des topographies des —) (p. 3361).

Discussion des articles :

Titre Ier : *protection des topographies des semi-conducteurs.*
Article 3 *(point de départ et étendue de la protection) :* son amendement n° 4 (point de départ de la protection) : devenu sans objet (p. 3366).
Titre II : *organisation de l'Institut national de la propriété industrielle.*
Article 7 *(réorganisation de l'I.N.P.I. et recours contre les décisions de son directeur général) :* son amendement n° 5 (suppression de la référence à un éventuel pourvoi en cassation du ministère public) : adopté (p. 3367).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 14 : son amendement n° 43 corrigé soutenu par M. Georges Tranchant (tendant à limiter les écarts du tarif de base de la vignette automobile entre les départements) : retiré (p. 6943) ; son amendement n° 44 corrigé soutenu par M. Georges Tranchant (modifiant le mode de calcul de la vignette déterminé en fonction de la valeur d'acquisition à l'état neuf des automobiles en tenant compte de leur vétusté) : retiré (p. 6944).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).

Première lecture, discussion des articles [17 décembre 1987] :

Article 2 *(agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction) : article L. 313-7 du code de la construction et de l'habitation (missions et pouvoirs de l'agence nationale) :* son sous-amendement n° 39 soutenu par M. Eric Raoult à l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la mission de coordination de l'agence nationale) (p. 7690) ; retiré (p. 7691) ; *article L. 313-13 (conséquences du retrait d'agrément) :* son amendement n° 37 soutenu par M. Eric Raoult (avis du conseil d'administration de l'agence nationale) : retiré ; *article L. 313-15 (décret en Conseil d'Etat) :* son amendement n° 38 soutenu par M. Eric Raoult (suppression de la fin du texte proposée pour l'article L. 313-15) : rejeté (p. 7696).

GORSE (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

GOUGY (Jean)

Député des Pyrénées-Atlantiques
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

GOULET (Daniel)

Député de l'Orne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 610) [2 avril 1987] (p. 10).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (affaires sociales et emploi : immigration) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à l'accord de coopération monétaire du 23 novembre 1979 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores (n° 1021) [12 novembre 1987] (p. 5817).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [3 décembre 1987] (p. 6761).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation du quatrième avenant modifiant la convention ente le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus, signée le 22 mai 1968, modifiée les 10 février 1971, 14 mai 1973 et 12 juin 1986 (n° 1126) [17 décembre 1987] (p. 7702).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** tome IV : **affaires sociales et emploi : immigration (n° 962)** [8 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1021) autorisant l'approbation d'un avenant à l'accord de **coopération monétaire** du 23 novembre 1979 entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République fédérale islamique des Comores (n° 1080)** [26 novembre 1987].

Avis fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de **loi de finances rectificative pour 1987** (n° 1062) **(n° 1104)** [3 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1126) autorisant l'approbation du quatrième avenant modifiant la convention entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement du **Royaume-Uni de Grande-Bretane et d'Irlande du Nord** tendant à éviter les doubles impositions et prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus signée le 22 mai 1968, modifiée les 10 février 1971, 14 mai 1973 et 12 juin 1986 **(n° 1161)** [17 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Cambodge** : rencontre entre le prince Norodom Sihanouk, président du Gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique et M. Hun Sen, Premier ministre du Gouvernement de Phnom Penh [2 décembre 1987] (p. 6698) ;

orales sans débat :

— **n° 219**, posée le 18 mai 1987 : **agriculture (formation professionnelle : Orne)** (p. 1292) ; appelée le 22 mai 1987 : **centres de formation agricole pour adultes** : passage de la tutelle du ministère de l'agriculture à celle du ministère de l'éducation nationale et des conseils régionaux ; difficultés du centre d'Essay dans l'Orne (p. 1509, 1510) ;

— **n° 286**, posée le 21 octobre 1987 : **lait et produits laitiers (quotas de production)** (p. 4624).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 610) et portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune. Rapporteur de la commission des affaires étrangères sur le projet n° 610 [22 avril 1987] :

Accords additionnels nécessaires (p. 552).
Activités portuaires (p. 553).
Aménagement du territoire (p. 553).
Arbitrages (procédures d'—) (p. 553).
Comité de sécurité (p. 552).
Commission intergouvernementale (rôle de la —) (p. 552).
Droits et obligations des concessionnaires (p. 553).
Droits et obligations des deux Gouvernements (p. 552).
Emplois (retombées sur le nombre d'—) (p. 553).
Eurotunnel (choix du projet) (p. 552).
Financement sur fonds privés (p. 552).
Fonds de développement du littoral (p. 553).
Formation professionnelle (p. 553).
Infrastructures autoroutières, routières et ferroviaires (plan d'accompagnement en —) (p. 553).
Intervention des deux Gouvernements (domaine d'—) (p. 552).
Marché européen (p. 553).
Nord-Pas-de-Calais (retombées économiques sur la région —) (p. 553).
Ratification du traité (processus en Grande-Bretagne) (p. 552).
Relations Eurotunnel — S.N.C.F. et Eurotunnel — British Railways (p. 553).
Trafic passagers (p. 553).
Traité de Cantorbéry (élaboration du —) (p. 552).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [2 novembre 1987] :

Politiques sociales et sectorielles :
— immigration (politique de l'—) (p. 5202, 5203).

Questions [3 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— contrats à durée déterminée dans les collectivités locales et les établissements publics (p. 5314).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à l'accord de coopération monétaire du 23 novembre 1979 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Républiques fédérale islamique des Comores (n° 1021).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. Rapporteur [1er décembre 1987] :

Coopération monétaire avec les Comores (p. 6590, 6591).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur pour avis [7 décembre 1987] :

Agriculture :
— élevage bovin (p. 6835) ;
— lait (renforcement du plan de restructuration laitière, quotas laitiers) (p. 6834, 6835).

C.E.E. (dépenses communautaires) :
— contribution de la France (accroissement de la —) (p. 6834) ;
— dépenses agricoles transférées à la charge de la France (politique agricole commune et programme d'écoulement de beurre notamment) (p. 6834, 6835).

Dépenses militaires (opérations extérieures : Tchad, forces envoyées en Mer d'Oman, Liban) (p. 6835).

Discussion des articles [8 décembre 1987] :

Article 4 et état B *(dépenses ordinaires des services civils : ouverture)* : son amendement n° 47 soutenu par M. Georges Tranchant (réduction des crédits destinés au financement des dépenses agricoles communautaires à la charge de la France) (p. 6881) ; retiré (p. 6882).

— Projet de loi autorisant l'approbation du quatrième avenant modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus signée le 22 mai 1968, modifiée les 10 février 1971, 14 mai 1973 et 12 juin 1986 (n° 1126).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. Rapporteur [19 décembre 1987] :

Convention fiscale de 1968 (alignement de certaines dispositions sur le modèle de l'O.C.D.E.) (p. 7805).

Lien fixe transmanche :

— bénéfices des sociétés concessionnaires (imposition des —) (p. 7805) ;

— salaires perçus par les employés des concessionnaires ou des sociétés associées (imposition des —) (p. 7805).

Résidents de nationalité française en Grande-Bretagne (cotisations versées à un régime français de pension de retraite) (p. 7806).

Retraite (placements financiers des organismes de —) (p. 7805, 7806).

GOURMELON (Joseph)

Député du Finistère
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, discussion des articles [9 avril 1987] :

Article Ier et annexe *(approbation des orientations de l'annexe) :* marine et arsenaux (p. 167, 168).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Défense.

Vote des crédits [10 novembre 1987] :

Article 35 *(dépenses en capital des services militaires ; mesures nouvelles).*

Titre VI : son amendement n° 327 (réduction des crédits de paiement affectés au musée de la Marine) ; flotte de surface (p. 5711) ; crédits de l'entretien programmé des arsenaux de la Marine ; retiré (p. 5712).

GOUX (Christian)

Député du Var
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation économique et budget : krach boursier ; endettement des Etats-Unis ; répercussion sur le projet de loi de finances pour 1988 [12 novembre 1987] (p. 5746).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, discussion des articles [21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *plans d'épargne en vue de la retraite.*

Article 8 *(attribution de crédits d'impôt en fonction de l'âge du retrait du capital ou de liquidation de la pension) :* son amendement n° 108 (de suppression) : rejeté (p. 467).

Chapitre IV : *mesures concernant la fiscalité des valeurs mobilières.*

Article 18 *(déductibilité fiscale des intérêts versés sur les comptes courants d'associés) :* soutient l'amendement n° 110 de M. Christian Pierret (de suppression) (p. 508) ; rejeté (p. 509).

Chapitre X : *modernisation du marché financier et dispositions diverses..*

Article 43 *(suppression du plafonnement de la rémunération des gérants et dépositaires de S.I.C.A.V. et de fonds communs de placement) :* soutient l'amendement n° 111 de M. Christian Pierret (de suppression) : rejeté (p. 519).

Explications de vote :

Répartition et capitalisation (p. 525).

Vote hostile du groupe socialiste (p. 526).

— Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984 (n° 160) et projet de loi portant règlement définitif du budget de 1985 (n° 568).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [17 juin 1987] :

Crédits (modifications, annulations, dépassements et reports de —) (p. 2533).

Fonds de concours (p. 2533).

Parlement (information et contrôle du — sur le budget) (p. 2532).

Vote favorable du groupe socialiste (p. 2533).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 10 soutenu par M. André Bellon (rétablissement de la législation existante avant le 16 mars 1986 relative à l'imposition sur le capital) : rejeté au scrutin public (p. 2963).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [13 octobre 1987] :

Commerce extérieur (p. 4229).

Croissance (p. 4228).

Emploi (chômage et effectifs salariés) (p. 4229).

Hypothèses économiques du Gouvernement (p. 4228).

Pouvoir d'achat (p. 4228).

Première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Après l'article 11 : sa proposition de diminution du taux majoré de T.V.A. (p. 4402).

Après l'article 16 : ses observations sur les déclarations de M. Jean-Pierre Schénardi relatives à l'Afrique du Sud ; **son rappel au règlement** (article 54) : opposition du groupe socialiste à l'apartheid et à l'amendement n° 71 de M. Jean Giard (impôt sur les sociétés porté à 65 % pour les entreprises traitant avec des sociétés sud-africaines) (p. 4436).

Deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Vote des crédits* [3 novembre 1987] :

Avant l'article 64 : son amendement n° 204 soutenu par Mme Gisèle Stievenard (Gouvernement devant présenter au Parlement en 1988 un rapport exposant les moyens en crédit mis en œuvre ainsi que l'utilisation qui en est faite région par région dans le cadre des plans d'urgence afin de lutter contre la grande pauvreté et la précarité sociale et culturelle) (p. 5330) ; rejeté (p. 5332)..

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Avant l'article 53 : soutient l'amendement n° 353 de M. Christian Pierret (paiement des impôts ; intérêt de retard égal au taux de base bancaire majoré de deux points) : rejeté ; soutient l'amendement n° 352 de M. Christian Pierret (commission des impôts ; charge de la preuve) : rejeté ; soutient l'amendement n° 354 de M. Christian Pierret (rétablissement de la taxation d'office en cas de dépenses ostensibles et notoires excédant les revenus déclarés) (p. 5829) ; rejeté (p. 5830).

Avant l'article 60 : soutient l'amendement n° 48 de M. Christian Pierret (réduction d'impôt pour les dons aux associations) : rejeté (p. 5904) ; contre les amendements n° 199 rectifié de M. François Grussenmeyer et n° 249 de M. Gérard Freulet (bouilleurs de cru) (p. 5907).

Explications de vote [13 novembre 1987] :
Crise boursière et monétaire ; perspectives de baisse de la demande intérieure (p. 5949).
Economie mixte (p. 5949).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 5950).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique en matière de privatisation et débat sur cette déclaration.

Discussion [27 octobre 1987] :
Bourse :
— crise boursière de l'automne 1987 (p. 4907) ;
crise boursière et budget de l'Etat (p. 4908) ;
— effets des privatisations sur le marché boursier (p. 4907).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :
Article 1er *(affectation des bénéfices de l'institut d'émission des départements d'outre-mer) :* son amendement n° 73 (de suppression) : retiré (p. 6871).
Article 4 et état B *(dépenses ordinaires des services civils : ouverture) :* son amendement n° 74 soutenu par M. Christian Pierret (réduction des crédits destinés à l'information au titre des services du Premier ministre) : rejeté au scrutin public (p. 6879) ; son amendement n° 66 soutenu par M. Christian Pierret (prévoyant un rapport retraçant l'utilisation des crédits de lutte contre la précarité et la pauvreté économique, sociale et culturelle) (p. 6883) : rejeté ; son amendement n° 67 soutenu par M. Christian Pierret (prévoyant un rapport d'information sur l'utilisation des crédits budgétaires de l'éducation nationale et l'engagement du Gouvernement d'amener 80 % de chaque classe d'âge au niveau du baccalauréat) (p. 6884) ; rejeté (p. 6886).
Avant l'article 12 : son amendement n° 76 soutenu par M. Christian Pierret (transmission d'entreprises ; régime fiscal des mutations au profit des salariés) (p. 6892) ; rejeté (p. 6893) ; son amendement n° 81 soutenu par M. Jacques Roger-Marchart (tendant à exonérer d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés les entreprises nouvelles) (p. 6898) ; rejeté au scrutin public (p. 6899) ; son amendement n° 84 soutenu par M. Christian Pierret (charge de la preuve en contentieux fiscal après la saisine de l'une des commissions visées à l'article L. 59 du livre des procédures fiscales) (p. 6911) ; rejeté (p. 6912).

GOUZE (Hubert)

Député du Tarn-et-Garonne
Non inscrit
Puis socialiste

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 17 avril 1987] (p. 4388).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

GREMETZ (Maxime)

Député de la Somme
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Condamnation de Pierre-André Albertini par le régime sud-africain : demande le renvoi de l'ambassadeur d'Afrique du Sud en France [8 avril 1987] (p. 79) ;

— Situation de l'industrie française des équipements automobiles : passage du groupe V.A.L.E.O. sous contrôle d'un groupe italien ; conséquence de l'acte unique européen [28 octobre 1987] (p. 4980) ;

— Violences policières contre des manifestants à Amiens : remplacé par M. Guy Ducoloné [12 novembre 1987] (p. 5755) ;

— Arrestation de deux dirigeants communistes à leur retour en Turquie [18 novembre 1987] (p. 6022).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :
Action sociale dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment parité sociale globale) (p. 4578).
Chômage dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4577, 4578).
Logement dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4578).
Nouvelle-Calédonie (situation en —) (p. 4578).

Economie, finances et privatisation. Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :
Commerce extérieur :
— politique commerciale extérieure (p. 5741, 5742).
Situation économique :
— situation économique française (influence de la — sur le budget) (p. 5741).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :
Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :
— comité de décolonisation de l'O.N.U. (attitude du —) (p. 6306) ;
— économie de la Nouvelle-Calédonie (p. 6305, 6306) ;
— éducation en Nouvelle-Calédonie (p. 6305) ;
— logique colonialiste du projet (Parti communiste) (p. 6305, 6306, 6307).
Evolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie :
— déclarations de Nainville-les-Roches (p. 6307) ;
— référendum du 13 septembre 1987 (p. 6306).
« Incidents » en Nouvelle-Calédonie :
— application du droit en Nouvelle-Calédonie (p. 6309) ;
— fusillade de Hienghène (et suites judiciaires) (p. 6306) ;
— problèmes de la tribu de Saint-Louis (p. 6306).

Discussion des articles :

Avant l'article 1er : son amendement n° 94 soutenu par M. Guy Ducoloné (commission nationale d'enquête chargée d'examiner l'état des libertés en Nouvelle-Calédonie et de proposer les mesures propres à mettre fin aux manquements constatés) (p. 6333) ; rejeté (p. 6334).
Son rappel au règlement : mort de Lucien Barbier, militant de la C.G.T. (p. 7429) ; met en cause le préfet de la Somme et son chef de cabinet (p. 7430).

GRIGNON (Gérard)

Député de Saint-Pierre-et-Miquelon
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer [*J.O.* du 31 janvier 1987] (p. 1160).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731). Cesse d'appartenir à cette commission [J.O. du 6 mai 1987] (p. 5034).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 6 mai 1987] (p. 5034).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614) [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036).

Rapporteur du projet de loi portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 688) [7 mai 1987].

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 octobre 1987] (p. 11566).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 octobre 1987] (p. 11566).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 688) portant réforme du régime **d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 782)** [21 mai 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réouverture des ports canadiens aux chalutiers de pêche français** : Saint-Pierre-et-Miquelon [6 mai 1987] (p. 895) ; négociations franco-canadiennes ; décision du Canada de fermer ses portes aux chalutiers français (p. 896) ;

— **Rupture des négociations sur la pêche entre le Canada et la France** : archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon [21 octobre 1987] (p. 4601) ;

orales sans débat :

— **n° 248**, posée le 9 juin 1987 : **hôpitaux et cliniques (personnel)** (p. 2158). Appelée le 12 juin 1987 : **congés des personnels hospitaliers originaires de Saint-Pierre-et-Miquelon** : contentieux franco-canadien relatif au droit de pêche au large de Saint-Pierre-et-Miquelon ; omission de Saint-Pierre-et-Miquelon dans le décret accordant des congés bonifiés aux personnels hospitaliers originaires des D.O.M.-T.O.M. (p. 2315).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 688).**

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [22 juin 1987] :

Allocation aux vieux travailleurs (A.V.T.) (p. 2996, 2997).
Allocation complémentaire spéciale (A.C.S.) (p. 2996, 2997).
Assurance vieillesse (mise en place d'un régime d'— comparable à celui de la métropole) (p. 2994, 2997).
Caisse de prévoyance sociale C.P.S. (catégories relevant de la —) (p. 2995).
Caisse de prévoyance sociale C.P.S. (financement de la — et prestations servies) (p. 2995, 2997).
Canada (dépendance à l'égard du —) (p. 2995).
Chômage (chiffres du —) (p. 2995).
Economie Saint-Pierraise (p. 2994).
Fonctionnaires (régime de retraite des —) (p. 2995).
Marins-pêcheurs (régime de retraite des —) (p. 2995).
Mesures transitoires (p. 2998).
Minimum vieillesse (institution d'un —) (p. 2998).
Spécificités de Saint-Pierre-et-Miquelon (prise en compte des —) (p. 2998).
Statut de Saint-Pierre-et-Miquelon (p. 2994).

Discussion des articles :

Titre Ier : *assurance vieillesse de base.*

Article 3 *(champ d'application) :* son amendement n° 1 (maintien du statut des personnels d'E.D.F.-G.D.F.) : adopté ; son amendement n° 2 (affiliation obligatoire au régime de Saint-Pierre-et-Miquelon des marins qui, pendant leur période de débarquement, exercent une activité professionnelle) (p. 3003) ; adopté.

Article 4 *(assurance volontaire) :* son amendement n° 3 (de précision) : adopté ; son amendement n° 4 corrigé (de conséquence) : adopté.

Article 5 *(financement du régime) :* son amendement n° 5 (de précision) : rejeté ; son amendement n° 6 (référence à « l'autorité administrative supérieure ») : rejeté ; son amendement n° 7 (même objet) (p. 3004) ; rejeté ; son amendement n° 8 (même objet) : rejeté.

Article 9 *(majoration de durée d'assurance)* (p. 3005) : pour l'amendement n° 26 du Gouvernement (extension au régime local de la majoration de deux ans d'assurance par enfant appliquée en métropole aux mères de famille).

Article 11 *(bénéfice du taux plein) :* pour l'amendement n° 27 du Gouvernement (extension du taux plein aux anciens combattants) ; pour l'amendement n° 28 du Gouvernement (extension du taux plein aux mères de famille ouvrières) (p. 3006).

Article 13 *(revalorisation du revenu professionnel de base et des pensions) :* son amendement n° 14 (référence à « l'autorité administrative supérieure ») : rejeté.

Article 19 *(règles de coordination) :* son amendement n° 16 (de précision) (p. 3007) ; rejeté.

Après l'article 19 : pour l'amendement n° 29 du Gouvernement (majoration allouée aux personnes ayant élevé au moins trois enfants) (p. 3008).

Titre II : *prestations minimales de vieillesse.*

Chapitre Ier : *allocation minimale de vieillesse.*

Article 20 *(conditions d'attribution) :* son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté.

Article 21 *(plafond de ressources) :* son amendement n° 18 (de précision) : adopté (p. 3008).

Chapitre II : *allocation supplémentaire.*

Article 28 *(suspension, révision et retrait) :* son amendement n° 19 (délais de prescription pour le remboursement de trop-perçu) : adopté.

Chapitre III : *dispositions communes.*

Article 34 *(revalorisation des allocations) :* son amendement n° 21 (référence à « l'autorité administrative supérieure ») : rejeté (p. 3009).

Titre IV : *pénalités ; dispositions diverses et transitoires.*

Article 37 *(remboursement du trop-perçu) :* son amendement n° 22 (de conséquence) : adopté.

Article 39 *(dispositions transitoires) :* pour l'amendement n° 30 du Gouvernement (de précision) ; son amendement n° 23 (de précision) : adopté (p. 3010) ; son amendement n° 24 (de précision) : adopté.

Article 40 *(entrée en vigueur du nouveau régime) :* pour l'amendement n° 31 du Gouvernement (de coordination).

Après l'article 40 : pour l'amendement n° 32 du Gouvernement (extension aux personnels de Saint-Pierre-et-Miquelon des dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière) (p. 3011).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Armement (p. 4553).
Canada (contentieux franco-canadien) (p. 4552, 4553).
Etablissement national des invalides de la marine (E.N.I.M.) (p. 4553).
Saint-Pierre et Miquelon (pêche industrielle à —) (p. 4552, 4553).

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :

Chômage dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4607).
Saint-Pierre-et-Miquelon (situation à —) (p. 4607, 4608).

— **Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).**

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 14 *(application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte) :* son amendement n° 27, non soutenu, repris par M. Bruno Gollnisch (tendant à rappeler que les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon font partie intégrante du territoire français) : rejeté (p. 207).

GRIMONT (Jean)

Député du Haut-Rhin
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

GRIOTTERAY (Alain)

Député du Val-de-Marne
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (économie, finances et privatisation : privatisation) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les bourses des valeurs (n° 1002) [*J.O.* du du 10 décembre 1987] (p. 14382).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14830).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **accorder aux personnes employant du personnel à des tâches familiales ou ménagères un abattement pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (n° 820)** [4 juin 1987].

Propoaition de loi tendant à assurer la transparence du **financement des partis politiques** et des campagnes électorales en France **(n° 879)** [18 juin 1987].

Proposition de loi tendant à favoriser **l'accesaion à la propriété des locataires de logements sociaux** gérés par les offices d'habitations à loyer modéré **(n° 903)** [30 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 17 : **économie, finances et privatisation : privatisation (n° 960)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Opportunité d'un débat consacré aux privatisations [13 mai 1987] (p. 1066) ;

— Anniversaire de l'arrivée des Américains en 1917 : discrétion dans laquelle se déroule cet anniversaire [17 juin 1987] (p. 2509).

orales sans débat :

— **n° 295**, posée le 17 novembre 1987 : **imprimerie (entreprises : Val-de-Marne)** (p. 6007) ; appelée le 20 novembre 1987 : **imprimerie moderne de Maisons-Alfort** : difficultés tenant au non respect du plan de charge et à l'insuffisance du fonds de roulement par suite de la remise en cause d'un prêt (p. 6136).

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 juin 1987] :
Contrôle fiscal (p. 1816).
Libertés individuelles et droits de la défense (atteinte aux —) (p. 1816).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Après l'article 10 : soutient l'amendement n° 45 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (taux de T.V.A. de 21 % applicable aux automobiles en Corse) ; création de zones franches en Corse (p. 4396) ; repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) ; adopté (p. 4397).

Deuxième partie :

Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] : Rapporteur spécial :
Privatisations (cessions de parts minoritaires) (p. 5771).
Privatisations (petits actionnaires ; Régie Renault et compagnies d'assurances) (p. 5770, 5771).
Privatisations (produits des —) (p. 5771).

Vote des crédits (p. 5798).

Taxes parafiscales :

Après l'article 66 : soutient l'amendement n° 102 rectifié de la commission (prévoyant en annexe au projet de loi de finances, un rapport présentant les affectations de produits de la privatisation à des apports ou dotations en capital à des entreprises industrielles du secteur de l'armement pour la recherche) (p. 5814) ; adopté après modification ; soutient l'amendement n° 103 rectifié de la commission (fonds des concours provenant de la cession d'actifs mobiliers du ministère de la défense) : rejeté (p. 5815).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique en matière de privatisation et débat sur cette déclaration : *Discussion* [27 octobre 1987] :

Actionnaires des sociétés privatisées :
— actionnariat populaire (valeur de l'—) (p. 4903) ;
— droits des actionnaires (p. 4903) ;
— « petits porteurs » (comportement des —) (p. 4902).

Bourse :
— crise boursière de l'automne 1987 (p. 4901) ;
— effets des privatisations sur le marché boursier (p. 4901, 4902).

Modalités des privatisations :
— groupes d'actionnaires stables (ou « noyaux durs ») (p. 4902, 4903) ;
— privatisation des sociétés d'assurances (et notamment U.A.P.) (p. 4903).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 21 : son amendement n° 22 soutenu par M. Jean-Paul de Rocca Serra (prévoyant un rapport sur la possibilité d'instituer des corps francs dans les principaux ports de Bastia et d'Ajaccio) (p. 6956) ; retiré (p. 6958).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs (n° 1135).

Première lecture, discussion des articles [20 et 21 décembre 1987] :

Après l'article 6 : son amendement n° 24 (tendant à donner aux associations ayant pour objet la défense des investisseurs en valeurs mobilières la possibilité d'agir pour la protection des épargnants) ; nécessité d'améliorer les droits des épargnants en valeurs mobilières ; droits des actionnaires devant être défendus ; information insuffisante des actionnaires et notamment des petits porteurs ; nécessité de donner aux associations d'actionnaires agréées les mêmes pouvoirs qu'aux associations de consommateurs d'ester en justice (p. 7968, 7969) ; adopté (p. 7970).

Deuxième lecture, discussion des articles [22 décembre 1987] :

Article 7 : son amendement n° 1 (droit d'agir en justice des associations dont l'objet est la défense des investisseurs en valeurs mobilières) ; nécessité d'améliorer l'information et la défense des consommateurs d'actions (p. 8058, 8059) ; amendement réservé en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 8060).

GRUSSENMEYER (François)

Député du Bas-Rhin
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à renforcer l'efficacité de la gestion cynégétique et à accroître les moyens

des communes en matière d'adjudication des lots de chasse dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° 945) [12 novembre 1987] (p. 5817).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à améliorer le régime des ventes en soldes dans les communes touristiques (n° 1121) [3 février 1988] (p. 114).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à empêcher la **dissolution des communes fusionnées (n° 663)** [14 avril 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Train à grande vitesse Est** : nécessité de privilégier les relations transversales pour permettre aux relations Ouest-Est, en Europe, de se développer [20 mai 1987] (p. 1360).

INTERVENTIONS

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert (n° 99).**

Première lecture, discussion des articles [7 juillet 1987] :

Après l'article unique : contre l'amendement n° 9 de la commission (abrogation de l'article 30 de la loi du 7 mai 1946 supprimant, ainsi, les spécificités d'Alsace-Lorraine) (p. 3754).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).**

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre III : *aménagement du droit local de la chasse.*

Article 36 *(aménagement du droit local de la chasse)* : son approbation (p. 3868) ; contre les amendements n° 106 de la commission des lois et 50 de la commission de la production (de suppression) (p. 3869).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Emploi (situation en Alsace) (p. 4256).

Discussion des articles [15 octobre 1987] :

Article 9 *(reconduction de mesures relatives à la T.V.A. prises en faveur de l'agriculture)* : bouilleurs de cru (p. 4385, 4386).

Deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Questions* [6 novembre 1987] :

Liaison Niffer-Mulhouse (voie fluviable Rhin-Rhône) (remplaçant M. Pierre Weisenhorn) (p. 5505).
Train à grande vitesse Est (p. 5503).

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Questions :* [5 novembre 1987] :

Aménagement du Rhin à l'aval de Strasbourg (ajournement des travaux d'— et indemnisation des victimes d'inondations) (p. 5475).
Travailleur frontalier (définition de la notion de —) (p. 5480).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Avant l'article 60 : son amendement n° 199 rectifié (bouilleurs de cru) ; dispositif proposé dans le projet de loi de finances pour 1987 (p. 5905) ; inefficacité de la lutte de l'Etat contre l'alcoolisme ; situation des bouilleurs de cru familiaux dans la Communauté économique européenne (p. 5906) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5908) : non adopté (p. 5951, 5952).

GUELLEC (Ambroise)

Secrétaire d'Etat à la mer

DEPOTS

— **Projet de loi** modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant **code du travail maritime**, et relative aux contrats d'engagement maritime à durée déterminée **(n° 620)** [2 avril 1987].

— **Projet de loi** relatif à la **navigation réservée (n° 682)** [15 avril 1987].

— **Projet de loi** modifiant et complétant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983, réprimant **la pollution de la mer par les hydrocarbures (n° 1001)** [28 octobre 1987].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Léonce Deprez : problèmes de la pêche et politique européenne de la France** : édification de l'Europe bleue ; construction progressive de l'Europe [17 juin 1987] (p. 2510) ;

— **M. Jean-Marie Daillet : indemnisation des ostréiculteurs sinistrés à la suite de la récente tempête** : indemnisation à l'étude ; modification du décret du 22 mars 1983 [4 novembre 1987] (p. 5365) ;

— **M. Roland Blum : plan de financement du port de Marseille** : action du Gouvernement en faveur du système portuaire français [25 novembre 1987] (p. 6441) ;

orales sans débat de :

— **M. Jean-Marie Demange (n° 207) : recyclage des ferrailles** : organisation de la profession et du marché [15 mai 1987] (p. 1198) ;

— **M. Jean Proriol (n° 214) : marché des sciages résineux** : soutien du Gouvernement au rétablissement des conditions normales de la concurrence internationale ; recours au règlement communautaire [15 mai 1987] (p. 1199, 1200).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer (n° 701).**

Première lecture, avant la discussion des articles [15 juin 1987] :

Copropriété maritime (ou quirataire) (p. 2402).
Dettes nées (extension de la responsabilité aux —) (p. 2403).
Fiscalité de la copropriété quirataire (p. 2403).
Gérance (p. 2403).
Investisseurs (recherches d'—) (p. 2402).
Marine marchande (crise de la —) (p. 2402).
Marine marchande (projet de loi sur la —) (p. 2402).
Responsabilité solidaire et indéfinie des quirataires (p. 2403).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la saisie conservatoire des aéronefs (n° 702).**

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Politique étrangère (p. 2405, 2406).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Armement (p. 4542, 4555).
Canada (contentieux franco-canadien) (p. 4542, 4555).
Compagnie générale maritime (C.G.M) (régression de la —) (p. 4542).
Crédit maritime mutuel (p. 4554, 4555).
Cultures marines (transfert de concessions de —) (p. 4542, 4556).
Dockers (p. 4541, 4554).
Etablissement national des invalides de la marine (E.N.I.M.) (p. 4541, 4556).
Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche et de la conchyliculture (F.I.O.M.) (p. 4542, 4555).
Formation des personnels de la marine marchande (p. 4555).
Le Havre (port) (p. 4554).
Marine marchande (plan) (p. 4542, 4555).
Marseille (port de —) (p. 4554).
Pavillon de complaisance (p. 4542).

Pêches maritimes (p. 4541, 4554, 4555).
Politique communautaire (p. 4542, 4555, 4556).
Ports autonomes (dotation en capital versée par l'Etat aux —) (p. 4541, 4554).
Ports non autonomes (p. 4541, 4554).
Société nationale de sauvetage en mer (S.N.S.M.) (p. 4543).
Réponses aux questions (p. 4556).
Armement naval S.N.C.F. (M. Jean Beaufils) (p. 4559).
Construction navale (M. Jean Peuziat) (p. 4558).
Cultures marines (M. Jean-Louis Goasduff) (p. 4556).
Dieppe (port de —) (M. Jean Beaufils) (p. 4558).
Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche et de la conchyliculture (F.I.O.M.) (M. Jean Peuziat) (p. 4558).
Institut français pour la recherche et l'exploitation de la mer (I.F.R.E.M.E.R.) (M. Jean-Louis Goasduff) (p. 4557).
Mer (schéma de mise en valeur de la —) (M. Jean-Louis Goasduff) (p. 4556).
Ports bretons (crédits alloués aux —) (M. Charles Miossec) (p. 4557).
Ports d'intérêt national (M. Jean Beaufils) (p. 4558).
Tempête en Bretagne (réparation des dommages causés par la —) (MM. Charles Miossec, Jean-Yves Le Drian) (p. 4557, 4559).
Examen des crédits :
Après l'article 71 : contre l'amendement n° 107 de M. Jean-Pierre Destrade (rapport du Gouvernement sur la répartition entre les différents ports autonomes de la dotation en capital qui leur est allouée et sur les modalités d'inscription aux comptes spéciaux du Trésor des recettes correspondantes) (p. 4560).
— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la visibilité des amers, des feux et des phares et au champ de vue des centres de surveillance de la navigation maritime (n° 969).
Première lecture, avant la discussion des articles [18 novembre 1987] :
Administration des phares et balises (crédits et effectifs de l'—) (p. 6065).
Antilles (balisage aux —) (p. 6065).
Fonctionnaires des douanes (exclusion des — des catégories de personnel susceptibles de constater les infractions aux servitudes) (p. 6065).
Pavillon de complaisance (p. 6065).
Plans d'occupation des sols (intégration des servitudes dans les —) (p. 6065).
Servitudes de visibilité (indemnité due en contrepartie de l'institution de —) (p. 6065).
Servitudes de visibilité (réexamen des anciennes — et institution de nouvelles —) (p. 6061).
Signalisation maritime (visibilité des ouvrages de —) (p. 6061).

GUENA (Yves)

Député de la Dordogne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731) ; vice-président de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Membre de la commission spéciale constituée pour l'examen de la proposition de résolution (n° 798) présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice [*J.O.* du 10 juin 1987] (p. 6240) ; vice-président de cette commission [*J.O.* du 12 juin 1987] (p. 6323).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le développement du mécénat (n° 795) [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496).

Président de cette commission [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (défense : Titre III) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 38 : **défense : Titre III (n° 960)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Tracé de l'autoroute Bordeaux-Clermont-Ferrand** : autoroutes transversales ; liaison Bordeaux-Périgueux [15 avril 1987] (p. 347) ;

— **Prélèvements obligatoires** : demande s'il est possible d'additionner le prélèvement fiscal et le prélèvement de cotisations sociales ; comparaison du total pour 1988 avec le total de 1985 [7 octobre 1987] (p. 3992) ;

orales sans débat :

— **n° 178**, posée le 2 avril 1987 : **cuir (emploi et activité)** (p. 13) ; appelée le 10 avril 1987 : **industrie de la chaussure** (p. 211, 212).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles : Rapporteur pour avis au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [8 avril 1987] :
Armée de terre (équipement de l'— et notamment char Leclerc) (p. 99).
Armes nucléaires tactiques ou prestratégiques (utilisation des — et cumul des missiles Hadès et A.S.M.P.) (p. 99).
Avions Awacs (p. 99).
Avions de combat (p. 93).
Consensus sur la politique de défense (p. 100).
Cessions d'actifs du patrimoine des armées (p. 98).
Crédits d'équipement militaire prévus par la loi (p. 97).
Dépenses militaires (p. 104).
Désarmement et dénucléarisation de l'Europe (négociations américano-soviétiques sur les missiles nucléaires) (p. 99).
Forces nucléaires stratégiques (p. 98, 99).
Loi de programmation du 8 juillet 1983 (retard dans l'exécution de la —) (p. 97).
Loi de programme (organisation et contenu de la —) (p. 97).
Porte-avions nucléaire (p. 99).
Sous-marins d'attaque (p. 99).
Sélection des programmes d'équipement (insuffisance de la —) (p. 98).
Service national (p. 99).

Discussion des articles [9 avril 1987] :

Article 2 *(crédits de paiement) :* ses observations sur l'amendement n° 1 de la commission de la défense (actualisation des crédits ; cessions d'actifs) (p. 181).

Après l'article 2 : son amendement n° 33 (prévoyant la présentation au Parlement d'un état évaluatif par chapitres de rattachement du montant des fonds de concours mentionné à l'article 2 du projet) : adopté (p. 182).

— Conclusions du rapport de la commission élue spécialement pour l'examen de la proposition de résolution présentée par M. Pierre Messmer et deux cent cinquante-cinq membres de l'Assemblée, portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice (n° 798).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [7 octobre 1987] :
Ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 4008).
Haute Cour de justice :
— compétence (p. 4008) ;
— saisine (limites de la —) (p. 4008).
Mise en accusation de M. Christian Nucci :
— commission *ad hoc* (travail et conclusions du rapport de la —) (p. 4008) ;
— proposition de résolution (modification du texte de la —) (p. 4008).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Commerce extérieur (p. 4291).
Déficit budgétaire (et des administrations) (p. 4290).
Finances publiques (programmation à moyen terme des — et « bombes à retardement ») (p. 4291).
Impôt sur le revenu (p. 4290).
Impôt sur les sociétés (p. 4290).
Inflation (et écart avec nos principaux partenaires) (p. 4291).
Investissement (niveau de l'— et politique en faveur de l'—) (p. 4291).
Privatisations (et affectation du produit des —) (p. 4290).

Deuxième partie :

Coopération. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Afrique subsaharienne (situation des pays d'—, endettement, programmes d'ajustement) (p. 4664).
Audiovisuel en Afrique (p. 4664).
Education et action culturelle (notamment francophonie) (p. 4664).
Etudiants étrangers (bourses d'études, retour au pays des —) (p. 4664).
Ministère de la coopération (budget, moyens et modernisation du —) : (p. 4663, 4664).
Politique de coopération (principes de la —, partenariat, propositions de loi déposées) : (p. 4664).

Anciens combattants. — *Vote des crédits* [22 octobre 1987] :

Après l'article 65 : ses observations sur l'amendement n° 122 du Gouvernement (patriotes d'Alsace et de Moselle réfractaires à l'annexion pendant la deuxième guerre mondiale) (p. 4697).

Services du Premier ministre. — *Vote des crédits* [29 octobre 1987] :

I. Services généraux :

Etat B, titre III : irrecevabilité de l'amendement de M. Daniel Le Meur sur la revalorisation des retraites et des pensions de reversion (p. 5053).

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie.

Questions : [5 novembre 1987] :

Télévision en langue française (diffusion en Afrique et notamment en Afrique du Nord de programmes de —) (p. 5473).

Défense. — *Examen du fascicule :* Rapporteur spécial [9 novembre 1987] :

Budget de la défense (niveau du —) :
— dépenses de fonctionnement (Titre III) (p. 5643, 5644).
Personnels militaires :
— effectifs militaires (p. 5643) ;
— entraînement des troupes (p. 5643) ;
— mesures catégorielles (p. 5643).

GUICHARD (Olivier)

Député de la Loire-Atlantique
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).**

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Article 2 *(indemnisation des personnes ayant cédé leurs biens en Tunisie) :* son amendement n° 45 soutenu par M. René Beguet (indemnité à verser aux personnes rapatriées originaires de deux départements sahariens des Oasis et de la Saoura) (p. 3200) ; retiré (p. 3201).

GUICHON (Lucien)

Député de l'Ain
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

GUILLAUME (François)

Ministre de l'agriculture.

DEPOTS

Projet de loi relatif à la **modernisation de l'agriculture** et du secteur **agro-alimentaire (n° 1007)** [4 novembre 1987].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Sébastien Couepel : Problème de l'enseignement agricole privé** : dépôt de décrets d'application avant fin 1987 [8 avril 1987] (p. 75, 76) ;

— **M. Yves Tavernier : politique agricole** : ses observations [8 avril 1987] (p. 84) ; son action (p. 85) ;

— **M. René Benoît : quotas laitiers et problème porcin** : suppression des montants compensatoires monétaires relatifs au porc pour toute l'année 1986 [15 avril 1987] (p. 349) ; mise en place d'un plan de restructuration laitière (p. 350) ;

— **M. Rémy Auchedé : fixation des prix agricoles** : propos démagogiques tenus par l'opposition [15 avril 1987] (p. 351, 352) ;

— **M. Michel Gonelle : importation de maïs américain en Europe** : maintien de la durée d'interventions et préservation du système des majorations mensuelles [22 avril 1987] (p. 545) ;

— **M. Paul Chollet : problèmes posés par les faillites d'établissements d'équarrissage** [22 avril 1987] (p. 548) ;

— **M. Jean-Marie Daillet : protection sociale agricole et surface minimum d'installation** [6 mai 1987] (p. 898) ;

— **M. René Souchon : politique agricole en zone de montagne** [27 mai 1987] (p. 1706) ; augmentation des indemnités compensatoires inscrites au budget 1987 ; adaptations techniques en zone de montagne ; constitution d'un groupe de travail administration-profession (p. 1707) ;

— **M. Jacques Barrot : enseignement agricole privé** : décret d'application et textes réglementaires en préparation pour le financement des établissements d'enseignement agricole privé ; mise en place de formations nouvelles [3 juin 1987] (p. 1874) ;

— **M. Jean-Marie Le Pen : problèmes de l'agriculture en France** : problèmes de l'agriculture dans la Communauté européenne ; préparation d'une loi de modernisation [10 juin 1987] (p. 2174, 2175) ;

— **M. Pierre Montastruc : retraite des agriculteurs et cessation d'exploitation** : problèmes des exploitations se trouvant dans des zones défavorisées [10 juin 1987] (p. 2184) ;

— **M. Jean-Pierre Roux : crise du secteur fruits et légumes** : inquiétudes des agriculteurs ; analyse approfondie des difficultés nées de l'élargissement de la Communauté européenne [24 juin 1987] (p. 3111) ;

— **M. Arnaud Lepercq : marché ovin français** : dispositions exceptionnelles ; situation difficile [24 juin 1987] (p. 3111) ; prochaine révision du règlement communautaire (p. 3112) ;

— **M. Jacques Farran : conséquences pour l'agriculture méditerranéenne de l'entrée de l'Espagne**

dans le marché commun : limitation des importations en provenance d'Espagne ; encouragement des relations interprofessionnelles entre producteurs espagnols et producteurs français [24 juin 1987] (p. 3115) ;

— **M. Guy Bêche : conférence de Besançon** : annulation par M. Edgard Faure de la première conférence nationale de l'aménagement rural pour un problème laitier régional [24 juin 1987] (p. 3121) ;

— **M. René Souchon : quotas laitiers en zones de montagnes** : mesures prises en faveur des régions de montagne [7 octobre 1987] (p. 3991) ;

— **M. Jean-Marie Daillet : couverture sociale de petits exploitants agricoles** : désignation dans chaque département d'un membre de l'administration auprès du directeur départemental de l'agriculture ; situation des agriculteurs ne répondant plus aux conditions d'activité exigées pour des raisons indépendantes de leur volonté [7 octobre 1987] (p. 3996) ;

— **M. Adrien Durand : quotas laitiers en zones de montagne** : application des quotas en zones de montagne ; droit à produire supplémentaire accordé à la montagne [21 octobre 1987] (p. 4600) ;

— **M. Elie Marty : situation des producteurs de lait des zones défavorisées** [4 novembre 1987] (p. 5365, 5366) ;

— **M. Henri Nallet : quotas laitiers** : mise en place de deux programmes de restructuration laitière [4 novembre 1987] (p. 5373) ;

— **M. Xavier Hunault : réforme de la politique sociale commune** : attitude de la France au sommet de Copenhague ; proposition d'une garantie de financement minimum ; mise en place d'un stabilisateur pour les dépenses des céréales [25 novembre 1987] (p. 6442) ;

— **M. Philippe Vasseur : mutualisation du Crédit agricole** : produit de la mutualisation du Crédit agricole destiné à diminuer l'endettement de l'Etat ; dotation en capital prévue pour le secteur agricole et agro-alimentaire ; effort du Gouvernement en faveur de l'agriculture [2 décembre 1987] (p. 6690) ;

— **M. Charles Pistre : modernisation agricole** : discussion du projet de loi sur la modernisation agricole avant la fin de la session parlementaire [2 décembre 1987] (p. 6695) ;

— **M. Roland Vuillaume : campagne menée contre certains fromages français** : interdiction par certains pays de la consommation de fromages français représentant plus une mesure de protection contre les exportations qu'une mesure de protection de la santé du consommateur ; saisine de la commission de Bruxelles [16 décembre 1987] (p. 7547, 7548) ;

orales sans débat de :

— **M. Loïc Bouvard (n° 282) : éleveurs de porcs** : recherche de débouchés nouveaux ; amélioration de la réglementation communautaire ; organisation du marché [9 octobre 1987] (p. 4080) ;

— **M. Jean Laurain (n° 297) : situation économique et sociale en Lorraine** : respect des engagements du Gouvernement [20 novembre 1987] (p. 6142) ;

— **M. Jean-Marie Caro (n° 293) : brasserie de Mutzig** : fermeture inscrite dans un plan de restructuration générale de la société française de brasserie ; priorité accordée à la reconversion des salariés [20 novembre 1987] (p. 6144) ;

— **M. Charles Metzinger (n° 298) : bassin d'emploi de la Lorraine** : recherche par les Houillères du bassin de Lorraine d'une baisse des coûts de revient ; engagement de l'Etat envers C.D.F.-Chimie traduit par un effort budgétaire exceptionnel ; recentrage du groupe [20 novembre 1987] (p. 6144, 6145).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Aide alimentaire au tiers-monde (p. 4747).
Calamités agricoles (p. 4718, 4745).
Communauté économique européenne (conséquences de l'élargissement de la -) (p. 4746).
Concurrence (distorsions de —) (p. 4743, 4744, 4746).
Crédits (montant, répartition, évolution des —) (p. 4742).
Enseignement agricole (p. 4719, 4720, 4745).
Espace rural (aménagement de l'—) (p. 4718).
Ethanol (p. 4744).
Industrie agro-alimentaire (p. 4720).
Marchés agricoles (organisation nationale et internationale des —) (p. 4747).
Politique agricole commune (réforme de la —) (p. 4718, 4746).
Production bovine (p. 4744).
Production céréalière (p. 4744).
Production laitière et quotas laitiers (p. 4718, 4743).
Protection sociale agricole (p. 4719).
Recherche (p. 4720).
Sélection animale (p. 4743).
Sylviculture (p. 4720).
Viticulture (p. 4744).
Zones défavorisées (aides aux —) (p. 4718, 4744).

Réponses aux questions :

Agriculteurs en difficulté (M. Marcel Rigout) (p. 4760).
Bilan comptable agricole (inscription des terres et des bâtiments au —) (M. Xavier Dugoin) (p. 4771).
Bretagne (état de l'agriculture en —) (M. Charles Miossec) (p. 4760).
Budget annexe de protection sociale agricole (M. Guy-Michel Chauveau) (p. 4753).
Caisse d'assurance contre les accidents agricoles d'Alsace-Moselle (réduction de la subvention attribuée à la —) (M. Jean Ueberschlag remplacé par M. Gérard Kuster) (p. 4773).
Calamités agricoles (dotations pour les —) (M. Gérard César remplacé par M. Arnaud Lepercq) (p. 4748).
Campagnes d'information (M. Bruno Bourg-Broc) (p. 4775).
Concurrence intracommunautaire (distorsions de — et règlement relatif aux anabolisants) (M. François Patriat) (p. 4764).
Cotisations sociales (modification de l'assiette des —) (M. Charles Paccou) (p. 4765).
Débouchés non alimentaires de produits agricoles (M. Ladislas Poniatowski) (p. 4767).
Départements d'outre-mer (agriculture dans les —) (M. Claude Hoarau) (p. 4751).
Départements d'outre-mer (impacts de la politique agricole communautaire sur les —) (M. Paul Virapoullé) (p. 4770).
Dotation aux jeunes agriculteurs (M. Gérard Kuster) (p. 4774).
Dotation aux jeunes agriculteurs (évolution de la —) (M. Rémy Auchedé) (p. 4750).
Ecoles vétérinaires (M. René Beaumont) (p. 4770).
Elevage bovin (difficultés de l'—) (M. Charles Miossec) (p. 4758).
Elevage ovin (M. Michel Vauzelle) (p. 4753).
Enseignement agricole (M. Gérard Bordu) (p. 4750).
Etablissements privés d'enseignement agricole (MM. Charles Revet et Bruno Bourg-Broc) (p. 4752, 4774).
Enseignement forestier (suites au rapport Gauthier) (M. Xavier Deniau remplacé par M. Jean-Louis Goasduff) (p. 4775).
Espace rural (aménagement de l'—) (M. Philippe Vasseur) (p. 4751).
Ethanol (mesures en faveur de l'—) (M. Philippe Auberger) (p. 4765).
Ethanol (production et marquage de l'—) (M. Bernard Stasi) (p. 4762).
Fédération nationale des foyers ruraux (réduction des crédits affectés à la —) (M. Louis Lauga remplacé par M. Bertrand Cousin) (p. 4775).
Hydraulique agricole (mesures en faveur de l'—) (M. Pierre Montastruc) (p. 4763).
Industries agro-alimentaires (évolution des subventions en faveur des —) (M. Philippe Legras) (p. 4771).
Installation des jeunes agriculteurs (aides à l'—) (M. Pierre Raynal remplacé par M. Pierre-Rémy Houssin) (p. 4764).
Lycées d'enseignement professionnel en Poitou-Charentes (construction de —) (M. Pierre-Rémy Houssin) (p. 4759).
Meurthe-et-Moselle (calamités agricoles en — et installation d'agriculteurs dans le secteur laitier) (M. Gérard Léonard) (p. 4749).
Nord (situation de l'agriculture dans le département du —) (M. Charles Paccou) (p. 4765).
Outre-mer (perspectives de l'agriculture en —) (M. Ernest Moutoussamy) (p. 4761).
Pommeau (réglementation de la production de —) (M. René André) (p. 4749).

Production bananière de Martinique (M. Jean Maran) (p. 4761).
Production laitière en Poitou-Charentes et renégociation du règlement ovin (M. Arnaud Lepercq) (p. 4768).
Production laitière en zones défavorisées (M. Jacques Barrot) (p. 4766).
Produits de substitution aux céréales (M. Philippe Auberger) (p. 4768).
Quotas laitiers (MM. Pierre Métais et Philippe Legras) (p. 4754, 4772).
Quotas laitiers dans le Jura (application des —) (M. Alain Brune) (p. 4763).
Quotas laitiers en Poitou-Charentes (application des —) (M. Pierre-Rémy Houssin) (p. 4758).
Règlements viticoles (harmonisation communautaire des —) (M. Pierre Sergent) (p. 4757).
Remembrement (fiscalité du —) (M. Maurice Dousset) (p. 4769).
Restructuration laitière (M. René André) (p. 4748).
Restructuration laitière (conséquences sur l'agriculture du département de l'Orne) (M. Francis Geng) (p. 4772).
Sélection animale (M. Gérard Kuster) (p. 4774).
Sucrerie d'Erstein (avenir de la — et développement de la production d'éthanol dans le Bas-Rhin) (M. Germain Gengenwin) (p. 4767).
Surplus agricoles (M. Xavier Hunault) (p. 4762).
Taxes céréalières (démantèlement des —) (M. Xavier Dugoin) (p. 4771).
Taxe foncière sur la propriété non bâtie (M. Jacques Chartron remplacé par M. Arnaud Lepercq) (p. 4759).
Taxe foncière sur la propriété non bâtie et augmentation des crédits consacrés à l'hydraulique (M. Alain Chastagnol) (p. 4769).
Vins doux naturels (M. Pierre Sergent) (p. 4757).
Zones de montagne (crédits destinés aux —) (M. Georges Chometon remplacé par M. Jean Proriol) (p. 4773).

Vote des crédits :

Agriculture :

Etat B, titre III : contre l'amendement n° 110 de M. Jean Briane (réduction de crédits) (p. 4776, 4777) ; contre l'amendement n° 131 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) ; contre l'amendement n° 132 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 4778) ; contre l'amendement n° 133 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 4779) ; contre l'amendement n° 134 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 4780).

Titre IV : contre l'amendement n° 118 de M. Jacques Bompard (réduction de crédits) ; ses observations sur l'amendement n° 99 de la commission des finances (réduction de crédits) (p. 4781) ; contre l'amendement n° 137 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 4783) ; contre l'amendement n° 119 de M. Jacques Bompard (réduction de crédits) (p. 4784).

B.A.P.S.A. :

Après l'article 38 : contre l'amendement n° 139 de M. Pierre Joxe (tendant à imposer un rapport sur l'exécution du B.A.P.S.A. remis par le Gouvernement au Parlement) (p. 4787).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles
[19 novembre 1987] et [20 novembre 1987].

Caisse nationale de crédit agricole :
- conseil d'administration (représentation et poids des caisses régionales) (p. 6082) ;
- directeur général (nomination) (p. 6082, 6083, 6084, 6128) ;
- évaluation de la — (p. 6082, 6083, 6128) ;
- statut (p. 6081).

Caisses régionales :
- fonds propres et capacités financières (p. 6127) ;
- représentation majoritaire des agriculteurs au sein des — (p. 6082, 6129).

Crédit agricole :
- développement et adaptation (p. 6081, 6126) ;
- historique (p. 6080, 6081, 6125, 6126) ;
- indépendance du — à l'égard de l'Etat (p. 6081, 6127) ;
- personnel (participation et statut du —) (p. 6083, 6128) ;
- prêts bonifiés (monopole de distribution des —) (p. 6126, 6127, 6128).

Fonds commun de garantie (p. 6128).
Organisations professionnelles (représentation des —) (p. 6082).
Sénat (modifications proposées par le —) (p. 6083).

Discussion des articles
[20 novembre 1987] [21 novembre 1987] :

Article 1er *(transformation en société anonyme de la caisse nationale de crédit agricole après absorption du fonds de garantie) :* tend à rappeler le mécanisme du fonds commun de garantie ; rappelle que l'absorption du fonds de garantie ne signifie nullement sa disparition (p. 6162, 6163) ; ses observations sur l'amendement n° 1 de M. Michel Cointat (individualisation du fonds commun de garantie) ; rappelle que la suppression de l'article 746 du code rural fera l'objet d'une étude permettant certains assouplissements (p. 6165) ; contre les amendements n° 38 de M. Pierre Joxe et n° 22 de M. Jean Jarosz (tendant à rendre comme seuls actionnaires possibles les caisses régionales) ; intention de déposer un amendement permettant de confirmer le maintien du capital dans les caisses régionales (p. 6167).

Article 1er *bis* *(composition du conseil d'administration pendant la période transitoire) :* son amendement n° 86 (suppression du délai mentionné) : adopté.

Article 1er *ter* *(direction générale de la société pendant la période transitoire) :* son amendement n° 87 (rétablissement du délai de deux mois prévu à l'article 1er *bis*) : adopté (p. 6168).

Article 2 *(gestion des actions de la société anonyme caisse nationale du crédit agricole) :* tient à rappeler la politique du Gouvernement en faveur des agriculteurs (p. 6183) ; contre l'amendement n° 23 de M. Gérard Bordu (suppression du troisième alinéa de l'article 2) ; son amendement n° 88 (uniformisation de tous les agents de la caisse nationale pour l'achat d'actions) : adopté (p. 6188) ; son amendement n° 89 : devenu sans objet ; contre l'amendement n° 40 de M. Pierre Joxe (extension de la possibilité d'achat d'actions de la C.N.C.A. à des nouvelles catégories de personnes) (p. 6189) ; contre l'amendement n° 41 de M. Pierre Joxe (tendant à permettre aux coopératives d'acheter des actions de la C.N.C.A.) (p. 6190) ; son amendement n° 90 (rédactionnel) : adopté après rectification compte tenu de l'amendement n° 85 (suppression du 10e alinéa de l'article 2) ; ses observations sur les amendements n° 24 de M. Jean Jarosz, n° 35 de M. René André, n° 36 de M. François d'Aubert et n° 42 de M. Pierre Joxe (suppression du dernier alinéa de l'article 2) ; contre l'amendement n° 39, deuxième rectification, de M. Pierre Joxe (versement des ressources du produit de la mutualisation de la caisse nationale du crédit agricole au budget de l'Etat) ; ses observations sur l'amendement n° 83 de M. François d'Aubert (versement des ressources du produit de la mutualisation de la caisse nationale du crédit agricole au budget de l'Etat) ; rappelle la politique du Gouvernement en matière agricole ; précise que les secteurs agricole et agro-alimentaire doivent être inclus parmi les bénéficiaires des dotations en capital ; ces dispositions appropriées seront prises en compte si nécessaire quelle que soit leur nature juridique (p. 6194).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 44 de M. Pierre Joxe (détermination de la valeur de la C.N.C.A.) (p. 6209).

Article 3 *(modalités de fixation du prix de cession) :* ses observations (p. 6210) ; contre l'amendement n° 45 de M. Pierre Joxe (arrêté fixant le prix de la caisse nationale signé par le seul ministre chargé de l'économie) (p. 6211) ; son amendement n° 91 (cession des parts aux salariés dans les délais prévus par la loi du 6 août 1986) : adopté ; son amendement n° 92 (acquisition des titres après leur paiement intégral) : adopté (p. 6212).

Article 4 *(modalités de cession des actions de la C.N.C.A.) :* précise la situation des caisses régionales non actionnaires de la caisse nationale (p. 6213) ; son amendement n° 93 (possibilité pour l'Etat de conserver dans l'immédiat une partie des actions destinées aux salariés) : adopté (p. 6214).

Article 6 *(modalités de calcul des droits de vote dans la nouvelle société) :* contre l'amendement n° 52 de M. Pierre Joxe (modification de la répartition des droits de vote) (p. 6218).

Article 7 *(conseil d'administration) :* ses observations sur la représentation des organisations professionnelles et sur les relations entre le directeur général et le président directeur général (p. 6243) ; pour l'amendement n° 15 de la commission de la production (représentation des organisations professionnelles) ; contre les amendements n° 21 de M. Jacques Farran, n° 72 de M. Jacques Bompard et n° 59 de M. Pierre Joxe (représentation des organisations professionnelles) (p. 6245, 6246) ; contre l'amendement n° 56 de M. Pierre Joxe (représentation des actionnaires salariés) (p. 6247) ; contre l'amen-

dement n° 54 de M. Pierre Joxe (représentation des salariés dans le conseil d'administration) (p. 6248) ; son sous-amendement n° 94 à l'amendement n° 6 de la commission des finances (fonctions du directeur général) ; pour l'amendement n° 6 de la commission des finances (élection et nomination du président directeur général et du directeur général) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement ; contre le sous-amendement n° 101 de M. Pierre Joxe (durée de la qualité d'administrateur pour être élu président directeur général) ; pour le sous-amendement n° 104 de M. Charles Revet (conditions de nomination du directeur général) (p. 6249) ; sous-amendement n° 94 : adopté (p. 6250).

Article 8 *(statut des personnels n'appartenant pas à la fonction publique) :* pour les amendements n° 4 de M. Michel Cointat et n° 7 de la commission des finances (suppression de la mention du fonds de garantie au sein de l'article 8) ; pour l'amendement n° 98 de M. Pierre Joxe (réglementation applicable aux salariés) (p. 6251) ; ses observations sur l'amendement n° 61 de M. Pierre Joxe (création de comités de groupe) (p. 6252).

Article 9 *(statut des personnels fonctionnaires) :* contre l'amendement n° 99 de M. Pierre Joxe (position particulière des fonctionnaires travaillant au sein de la C.N.C.A) ; contre l'amendement n° 62 de M. Pierre Joxe (précision de l'organisme auprès duquel le fonctionnaire est détaché) ; contre l'amendement n° 63 de M. Pierre Joxe (représentation des fonctionnaires dans les instances représentatives du crédit agricole) (p. 6253).

Article 10 *(modalités fiscales de l'opération) :* contre l'amendement n° 79 de M. Charles Revet (exonération fiscale pour le transfert du fonds commun de garantie) (p. 6254).

Article 10 *bis* *(organisation entre l'Etat et la société créée) :* contre l'amendement n° 65 de M. Pierre Joxe (de suppression).

Après l'article 10 *bis* : son sous-amendement n° 103 rectifié à l'amendement n° 18 rectifié de M. Michel Cointat (présidence assurée par le président du comité supérieur d'orientation) (p. 6255) ; pour l'amendement n° 18 rectifié de M. Michel Cointat (création d'un comité permanent du financement de l'agriculture) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement ; sous-amendement n° 103 rectifié : adopté (p. 6256).

Article 12 *(négociabilité des parts sociales des caisses de crédit agricole) :* contre l'amendement n° 81 de M. Charles Revet (suppression de la différence de traitement fiscal entre les souscripteurs des parts sociales et les souscripteurs d'actions) (p. 6257, 6258).

Article 13 *(conseil d'administration des caisses régionales) :* contre l'amendement n° 67 de M. Pierre Joxe (de suppression) (p. 6260) ; contre l'amendement n° 20 corrigé de M. Charles Revet (constitution de trois collèges différents pour la représentation au sein du conseil d'administration) (p. 6261).

Article 14 *(dispositions transitoires) :* son amendement n° 95 (abrogation de différents articles du code rural) : adopté après modification (p. 6262).

Article 15 *(conditions d'entrée en vigueur de la mutualisation) :* contre l'amendement n° 68 de M. Pierre Joxe (de suppression) ; son amendement n° 96 (modification du délai de constatation de l'acceptation de l'offre faite aux caisses régionales) : adopté ; contre l'amendement n° 69 de M. Pierre Joxe (habilitation du ministre de l'économie et des finances pour la détermination du prix de cession et du volume d'actions) ; son amendement n° 97 (de coordination) : adopté (p. 6263).

Titre *(projet de loi relatif à la mutualisation de la caisse nationale du crédit agricole) :* contre l'amendement n° 71 de M. Pierre Joxe (remplacement du mot « mutualisation » par le mot « privatisation ») (p. 6264).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [1er décembre 1987].

Crédit agricole :

- développement et adaptation du — (p. 6636).

Discussion du texte de la commission mixte paritaire [1er décembre 1987] :

Son amendement n° 1 (avantage identique à l'ensemble du personnel du crédit agricole) (p. 6637) ; adopté au scrutin public ; son amendement n° 3 (agrément du directeur général par l'Etat conditionné à la distribution des prêts bonifiés par le crédit agricole) (p. 6638) ; adopté ; son amendement n° 2 rectifié (majorité de 51 % au sein des conseils d'administration des caisses régionales des crédits agricoles) (p. 6639) ; adopté au scrutin public (p. 6640).

GUYARD (Jacques)

Député de l'Essonne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Suppression de l'aide personnalisée au logement : hausse des loyers [12 novembre 1987] (p. 5749) ; situation des familles modestes (p. 5750) ;

orales sans débat :

— n° 227, posée le 19 mai 1987 : **télévision (réseaux câblés : Essonne)** (p. 1352) ; appelée le 22 mai 1987 : **conventions d'établissement et d'exploitation du réseau de vidéocommunication :** modification préjudiciable à plusieurs communes de l'Essonne apportée par l'administration des P. et T. à une convention (p. 1503, 1504).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. I. — Enseignement scolaire. — *Examen du fascicule* [28 octobre 1987] :

Baccalauréat (objectif d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du —) (p. 4989, 4990).

Professeurs et instituteurs :

- instituteurs (plan de revalorisation des carrières) (p. 4990) ;
- recrutement (crise du —), formation initiale et continue et statut (p. 4990) ;
- rémunérations (p. 4990).

Son rappel au règlement : absence de réponse du ministre aux orateurs intervenus dans la discussion du budget de l'éducation nationale ; demande une suspension de séance (p. 5009).

Services académiques d'information et d'orientation (suppression des —) (p. 4990).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV : contre l'amendement n° 160 de M. Pascal Arrighi (suppression des subventions visant à compenser les mises à disposition dont bénéficient certains organismes) (p. 5011, 5012).

Équipement, logement, aménagement du territoire et transports. I. — Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Examen des fascicules* [4 novembre 1987] :

Aides à la personne (aide personnalisée au logement et allocation logement) (p. 5354).

Habitations à loyer modéré (H.L.M) (p. 5353).

Logement (droit au —) (p. 5353, 5354).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).

Première lecture, avant la discussion des articles [11 décembre 1987] et [17 décembre 1987] :

Agence nationale pour la participation des employeurs (p. 7621).

Comité interprofessionnel du logement (gestion) (p. 7621, 7622).

Comité interprofessionnel du logement (structure et champs d'intervention) (p. 7621, 7622).

Entreprises (taux de participation des — à l'effort de construction) (p. 7621).

Habitations à loyer modéré et logements sociaux (p. 7621).

Logement (aides au —) (p. 7621).

Un pour cent logement (emploi et affectation du —) (p. 7621, 7622).

Discussion des articles :

Avant l'article 1er : ses observations à l'amendement n° 19 de M. Paul Chomat (modification de l'appellation de la contribution du 1 %) ; **son rappel au règlement** : rappelle qu'en vertu de l'article 93 relatif à l'organisation des séances, le président de séance ne participe pas aux votes et qu'il s'agit d'une règle normale garantissant l'impartialité du président (p. 7634).

Article 1er *(taux de participation obligatoire des employeurs à l'effort de construction) :* ses observations sur l'évolution du taux de participation des entreprises à l'effort de construction (p. 7635).

Article 2 *(agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction) : article L. 313-7 du code de la construction et de l'habitation (missions et pouvoirs de l'agence nationale) :* son sous-amendement n° 33 soutenu par M. Guy Malandain à l'amendement n° 2 de la commission (remplacement du mot « employeurs » par le mot « entreprises ») (p. 7690) ; retiré (p. 7691) ; *après l'article L. 313-8 :* son sous-amendement n° 34 soutenu par M. Guy Malandain à l'amendement n° 6 de la commission (tendant à substituer au mot « employeurs » le mot « entreprises ») : devenu sans objet (p. 7692) ; *article L. 313-13 (conséquences du retrait d'agrément) :* son amendement n° 35 soutenu par M. Guy Malandain (remplacement du mot « employeurs » par le mot « entreprises ») (p. 7695) ; retiré (p. 7696).

Titre *(projet de loi modifiant l'article 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction) :* son amendement n° 36 soutenu par M. Guy Malandain (remplacement du mot « employeurs » par le mot « entreprises ») : retiré (p. 7697).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 5 *(garantie d'emprunt par les communes) :* ses observations ; problème de l'octroi de la garantie d'emprunt par les communes pour les opérations de construction d'acquisition et d'amélioration de logements réalisées avec le bénéfice des prêts d'Etat ; loi de finances pour 1988 ayant séparé le prêt accordé par la caisse des dépôts et les aides octroyées par l'Etat (p. 7433).

H

HABY (René)

Député de Meurthe-et-Moselle
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 894).

Première lecture, avant la discussion des articles [25 mai 1987] :

Décentralisation (juxtaposition des administrations ; exemple des lycées et collèges) (p. 1612).

Formation et gestion des personnels territoriaux :

— organisation et niveau de la formation des personnels territoriaux (p. 1612) ;

— mobilité et parité au sein de la fonction publique (p. 1613).

Statut des personnels territoriaux :

— contractuels (recours aux —) (p. 1613) ;

— droits et garanties statutaires des fonctionnaires (p. 1612, 1613) ;

— rémunérations (grilles indiciaires et primes) (p. 1613).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 4 *(dérogation au principe de la formation des apprentis en C.F.A.) :* soutient l'amendement n° 39, deuxième rectification, de la commission (convention entre le C.F.A. et un établissement d'enseignement public ou privé sous contrat au terme de laquelle ce dernier assure tout ou partie des enseignements normalement dispensés par le C.F.A. et met à disposition des équipements pédagogiques ou d'hébergement ; ouverture d'une annexe du C.F.A. dans l'établissement) augmentation des effectifs prévisibles des C.F.A. (p. 3567) ; modifié : adopté (p. 3568).

HAGE (Georges)

Député du Nord
Communiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 4).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre de la commission spéciale constituée pour l'examen de la proposition de résolution (n° 798) présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice [*J.O.* du 10 juin 1987] (p. 6240).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687) [*J.O.* du 17 juin 1987] (p. 6504).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941 (Premier ministre : jeunesse et sports) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux enseignements artistiques (n° 1004) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental (n° 1019) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'admission des **chiens guides d'aveugles** dans tous les **lieux accessibles au public (n° 757)** [19 mai 1987].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° XI : **Premier ministre : jeunesse et sports (n° 961)** [8 octobre 1987].

Proposition de loi relative à la reconnaissance de **la vocation internationale de l'association internationale des parlementaires de langue française (n° 1036)** [13 novembre 1987].

Proposition de loi tendant à créer un statut **d'inspecteur pédagogique régional** de **l'enseignement technique (n° 1140)** [15 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Nécessité d'un collectif budgétaire sur l'éducation nationale [29 avril 1987] (p. 740) ;

— Politique culturelle : états généraux de la culture [18 novembre 1987] (p. 6023) ;

orales sans débat :

— **n° 232,** posée le 2 juin 1987 : **politique extérieure (Liban)** (p. 1834) ; appelée le 5 juin 1987 : **otages français au Liban** : silence du Gouvernement sur leur sort ; création d'une commission spéciale proposée par les députés communistes ; incitation à la réunion d'une conférence internationale de paix (p. 2018, 2019) ;

— **n° 292,** posée le 17 novembre 1987 : **enseignement (fonctionnement)** (p. 6006) ; appelée le 20 novembre 1987 : **enseignements secondaire et supérieur** : mobilisation des étudiants et lycéens contre la dégradation de leurs conditions de travail ; résurgence du contenu des projets Devaquet et Monory ; choix budgétaires à opérer (p. 6137, 6138) ;

— **n° 335,** posée le 15 décembre 1987 : **handicapés (réinsertion professionnelle et sociale)** ; appelée le 18 décembre 1987 : **politique en faveur des handicapés** : insuffisance des structures de scolarisation, de formation et d'accueil des handicapés [18 décembre 1987] (p. 7714) ; création d'une institution coordonnant les actions en leur faveur (p. 7715).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Budget global et financement des hôpitaux (p. 768).
Commission médicale d'établissement (C.M.E.) (p. 768).
Personnel non médical de l'hôpital (p. 769).
Pôles d'activités (p. 768).
Secteur privé hospitalier (réglementation et situation du —) (p. 768).
Secteur privé hospitalier (réintroduction du — à l'hôpital public) (p. 768).
Service (rétablissement du —) (p. 768).

Discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre Ier : *organisation des établissements d'hospitalisation publics.*

Article 2 *(nomination des chefs de service ; constitution des pôles d'activités et des départements)* : son amendement n° 35 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté (p. 778) ; *article 20-4 de la loi du 31 décembre 1970 (constitution des départements)* : soutient l'amendement n° 46 de M. Jacques Roux (services pouvant être regroupés en départements si les personnels médicaux et para-médicaux le demandent) (p. 788) ; rejeté (p. 789).

Explications de vote (p. 822) :

Politique hospitalière du Gouvernement (p. 822).
Vote hostile du parti communiste (p. 822).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [10 juin 1987] :

Commission médicale d'établissement (p. 2186).
Service (rétablissement du —) (p. 2186).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur en ce qui concerne les ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne (n° 626).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [6 mai 1987] :

Acte unique européen (dessaisissement du Parlement français de ses pouvoirs par l' —) (p. 939).
Consommateurs (protection et information des —) (p. 938).
Directive européenne du 19 juillet 1982 (établissement d'un régime transitoire) (p. 938, 939).
Discrimination (risque de —) (p. 938).
Fédération nationale de la coiffure (p. 938).
Qualification professionnelle des coiffeurs en France (p. 938, 939).
Vote hostile du groupe communiste (p. 939).

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Soutient la motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (p. 1082) ; rejetée au scrutin public (p. 1087).
Compétitivité des entreprises françaises (amélioration de la — et croissance) (p. 1082, 1083).
Conditions de vie et de travail (p. 1082, 1083).
Constitutionnalité du projet de loi (p. 1085, 1086).
Contreparties pour les salariés (relatives à la modulation) (p. 1084).
Déréglementation (p. 1085).
Droits des salariés (protection des —) (p. 1085).
Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes (p. 1084).
Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1082).
Flexibilité du travail (p. 1085).
Formes de l'aménagement du temps de travail :
— travail de nuit des femmes (condition de dérogation — opinion des femmes) (p. 1084).
Son rappel au règlement : réponse incomplète de M. Philippe Séguin (p. 1088).
Santé (atteinte à la — provoquée par l'aménagement du temps de travail) (p. 1084).
Wisner (rapport —) (p.1083, 1084).

Discussion des articles [13, 14, 15 et 18 mai 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 2 soutenu par M. Daniel Le Meur (dispositions de la loi n'étant applicables qu'aux entreprises ayant réellement amélioré les conditions de travail de leurs employés) : rejeté ; son amendement n° 3 soutenu par M. François Asensi (dispositions de la loi n'ayant aucun effet dans les entreprises ou établissements bénéficiant directement ou indirectement d'une aide de l'Etat ou d'une collectivité publique) : rejeté ; son amendement n° 4 soutenu par Mme Colette Gœuriot (p. 1099) (impossibilité pour une entreprise de prononcer des licenciements pendant la durée de validité des conventions ou accords visés par la présente loi) : rejeté (p. 1100) ; son amendement n° 264 soutenu par M. Jean Jarosz (suppression de la possibilité de négocier, au niveau de l'entreprise, d'accords dérogatoires aux dispositions législatives ou réglementaires relatives aux salaires) (p. 1113) ; rejeté (p. 1114) ; son amendement n° 1 soutenu par M. Jean Jarosz (réglementation du droit de grève et du lock-out) : rejeté au scrutin public (p. 1117).

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* : son opposition (p. 1131) ; nécessité d'une réduction à 35 heures de la durée du travail (p. 1132) ; son amendement n° 5 (durée légale hebdomadaire du travail dans les entreprises fonctionnant en continu) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1158) ; son amendement n° 6 : non soutenu ; son amendement n° 7 (subordination de la conclusion d'un accord collectif d'entreprise à l'autorisation de l'inspecteur du travail donnée après consultation des représentants des salariés lorsqu'il n'existe pas d'organisation syndicale) (p. 1159) application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1160) ; son amendement n° 257 soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (accord de modulation du temps de travail ne pouvant être conclu que lorsque les salariés bénéficient d'une sixième semaine de congés payés) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1163) ; son amendement n° 8 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (accord d'entreprise ou d'établissement pouvant faire l'objet d'une opposition) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 9 soutenu par M. Guy Ducoloné (accord d'entreprise ou d'établissement ne pouvant entrer en application qu'après autorisation de l'inspecteur du travail) (p. 1164) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1165).

Article 2 *(récupération)* : son amendement n° 10 soutenu par M. François Asensi (caractère obligatoire de l'accord des représentants des salariés sur les modalités de la récupération) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1173) ; son amendement n° 11 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (suppression de la possibilité de récupérer les heures perdues en raison d'intempéries) (p. 1173) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1174) ; son amendement n° 12 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (impossibilité d'une récupération lorsque sont appliquées les dispositions relatives au remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur et celles relatives aux accords de flexibilité du temps de travail) (p. 1204) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1205).

Article 3 *(recours aux contrats de travail intermittent)* : son opposition (p. 1214, 1215) ; son amendement n° 13 soutenu par M. Gérard Bordu (complément à l'article L. 212-4-8 du code du travail concernant la conclusion des accords prévoyant le recours aux contrats de travail intermittent) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; son amendement

n° 14 (application des accords d'entreprise après autorisation de l'inspecteur du travail) (p. 1222) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; son amendement n° 15 soutenu par M. Gérard Bordu (application des accords d'entreprise après avis conforme du comité d'entreprise) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1223) ; **son rappel au règlement** : déclarant qu'il serait navrant que le débat n'arrive pas jusqu'à son terme (p. 1225).

Article 4 *(droits des salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent)* : son opposition (p. 1239) ; son amendement n° 16 (tendant à la suppression des contrats de travail intermittent) (p. 1242) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 17 soutenu par M. Roger Combrisson (tendant à l'abrogation de l'ordonnance du 11 août 1986) ; son opposition ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1243).

Après l'article 4 : son amendement n° 18 (suppression des associations intermédiaires) (p. 1258) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1259).

Article 5 *(instauration conventionnelle de cycle de travail)* : son opposition à ce projet de loi et à la flexibilité ; avantages fiscaux accordés aux entreprises (p. 1259) ; son amendement n° 40 (nécessité d'une autorisation préalable de l'inspecteur du travail pour les accords d'entreprise ou d'établissement prévoyant le remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur) (p. 1270) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 41 (tendant à subordonner la conclusion d'accords d'entreprises ou d'établissements sur le non paiement des heures supplémentaires par l'octroi d'un repos compensateur à l'avis conforme des institutions représentatives du personnel) (p. 1271) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 273 de M. Paul Chomat (précisant que le comité d'entreprise ou les délégués du personnel apprécient la réalité de la notion de cycle) (p. 1272) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1273) ; son amendement n° 19 (tendant à retenir comme heures supplémentaires celles qui dépassent une durée moyenne de travail inférieure à la durée légale et résultant d'un accord collectif) : application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1283) ; **son rappel au règlement** : demande une suspension de séance avant l'examen des dispositions sur la modulation des horaires de travail (p. 1289).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [9 juin 1987] :

Droit des salariés (protection des —) (p. 2129, 2130).
Flexibilité du travail (et notamment motifs du recours à la —) (p. 2129, 2130).
Santé (atteinte à la — par l'aménagement du temps de travail) (p. 2129, 2130).
Travail de nuit des femmes (condtions de dérogation du — et opinion des femmes) (p. 2129).
Travail le dimanche (p. 2130).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, discussion des articles [19 mai 1987] [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation de l'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-1 du code du travail* (définition de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 83 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (tendant à retenir le seuil de dix salariés pour définir l'obligation d'emploi des entreprises) (p. 1332) ; rejeté (p. 1333) ; son amendement n° 86 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (application de l'obligation d'emploi aux associations) : rejeté ; *article L. 323-2 du code du travail* (application de l'obligation d'emploi dans les collectivités et organismes publics) : son amendement n° 137 soutenu par M. Michel Peyret (tendant à astreindre les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ayant plus de dix salariés à l'obligation d'emploi) : rejeté (p. 1339) ; son amendement n° 90 soutenu par M. Michel Peyret (prévoyant que des mesures appropriées seront obligatoirement prises pour mettre un terme aux éventuels manquements de l'administration à ses obligations) (p. 1341) ; rejeté ; son amendement n° 89 soutenu par M. Michel Peyret (création d'une instance nationale de recours pour les particuliers, les associations et les syndicats de fonctionnaires lorsqu'ils constatent des manquements à l'obligation d'emploi dans le secteur public) : rejeté (p. 1342) ; *article L. 323-6 du code du travail* (détermination du salaire des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 124 soutenu par M. Michel Peyret (rémunération des travailleurs handicapés en milieu ordinaire devant être la même que celle des personnes valides effectuant le même travail) : rejeté ; son amendement n° 94 soutenu par M. Michel Peyret (suppression de la possibilité de réduire le salaire des handicapés dont le rendement professionnel est notoirement insuffisant) (p. 1380) ; rejeté (p. 1381) ; *article L. 323-8-1 du code du travail* (accord prévoyant un programme en faveur des travailleurs handicapés) : son amendement n° 98 soutenu par M. Gérard Bordu (entreprise ne pouvant satisfaire à l'obligation d'emploi qu'en faisant application d'un accord de branche) ; rejeté (p. 1384) ; *article L. 323-8-2 du code du travail* (contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : son amendement n° 101 soutenu par M. Bernard Deschamps (de suppression) : rejeté (p. 1386) ; *article L. 323-8-6 du code du travail* (pénalités pour non respect de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 107 (montant de la pénalité due en cas de non respect de l'obligation d'emploi) : rejeté (p. 1410).

Article 3 *(commission départementale des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés)* : son amendement n° 112 (représentation des personnes handicapées dans la commission départementale) (p. 1416) ; rejeté (p. 1417).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [19 juin 1987] :

Handicapés (modalités d'emploi des — et notamment droit au travail des —) (p. 2909, 2910).
Obligation d'emploi dans le secteur public (respect de l'—) (p. 2909).
Quota de travailleurs handicapés (niveau et conditions de respect du —).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 mai 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 1443 à 1446) ; rejetée au scrutin public (p. 1448).
Capitalisme (politique gouvernementale basée sur le —) (p. 1443).
Chômage de longue durée (statistiques du —) (p. 1443).
Chômeurs de longue durée (exclusion du marché du travail des —) (p. 1445, 1446).
Entreprises (compétitivité des —) (p. 1444).
Relance économique (p. 1445).

Discussion des articles [22 mai 1987] :

Titre Ier : *actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Avant l'article 1er : **son rappel au règlement** : article 100 du règlement : assaut de procédures et enlisement du débat (p. 1523).

Article 1er *(financement par l'Etat d'actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi)* : son amendement n° 27 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (suppression de la prise en charge par l'Etat des activités d'insertion et de réinsertion correspondant aux programmes d'insertion locale et aux travaux d'utilité collective) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1530).

Article 2 *(définition des actions de réinsertion et exonération de cotisations sociales des contrats de réinsertion en alternance) — article L. 980-14 du code du travail* (définition des actions de réinsertion) : son amendement n° 36 soutenu par M. Gérard Bordu (suppression des stages de formation et d'insertion professionnelle en alternance) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1536) ; *article L. 980-15 du code du travail* (exonération des cotisations patronales afférentes aux contrats de réinsertion en alternance) : son amendement n° 29 soutenu par M. Gérard Bordu (exonération des charges sociales accordées à l'employeur sous réserve qu'il s'agisse d'un emploi nouveau créé dans l'entreprise) (p. 1542) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Après l'article 2 : son amendement n° 30 soutenu par M. Gérard Bordu (rétablissement des droits à indemnisation à l'expiration des contrats de réinsertion) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1543).

Article 4 *(exonération des cotisations sociales pour l'embauche des demandeurs d'emploi à l'issue des actions de formation en faveur des chômeurs de longue durée)* : son amendement n° 32 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1554) ; son amendement n° 33 soutenu par M. Gérard Bordu (de conséquence) ; application de l'article

44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 34 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (suppression de certaines exonérations) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1555) ; son amendement n° 35 soutenu par M. Gérard Bordu (contrôle des emplois créés) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1556).

Explications de vote (p. 1571) :

Banalisation du chômage (p. 1572).
Vote hostile du groupe communiste (p. 1572).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [9 juin 1987] [10 juin 1987] [12 juin 1987] :

Titre IV : *dispositions relatives au travail et à l'emploi.*

Article 31 *(dispositions relatives au départ à la retraite des salariés)* : son amendement n° 125 soutenu par M. Jacques Roux (calcul du taux des indemnités) (p. 2134) rejeté (p. 2135) ; **son rappel au règlement** : manière par laquelle le Gouvernement entend faire adopter une réforme des études médicales (p. 2189).

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*

Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales)* : son opposition (p. 2195) ; son amendement n° 310 soutenu par M. Michel Peyret (rétablissement des filières de santé publique et de recherche médicale) : rejeté ; son amendement n° 311 (troisième cycle des études médicales comportant la filière d'internat de santé publique) (p. 2212) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 315 soutenu par M. Rémy Auchedé (étudiants de troisième cycle ayant la possibilité d'acquérir une formation par la recherche à laquelle participent des enseignants universitaires des disciplines non médicales et des chercheurs statutaires) (p. 2213) ; rejeté ; son amendement n° 312 soutenu par M. Michel Peyret (troisième cycle des études médicales comportant la filière d'internat de recherche médicale) : rejeté ; son amendement n° 318 (troisième cycle des études médicales comportant une filière d'internat préparant à la profession de médecin de dispensaires) : rejeté ; son amenement n° 316 soutenu par M. Rémy Auchedé (troisième cycle des études médicales comportant une filière d'internat préparant à la profession de médecin des crèches) : rejeté ; son amendement n° 314 (troisième cycle des études médicales comportant la filière d'internat de médecine scolaire) (p. 2214) ; rejeté ; son amendement n° 319 (troisième cycle des études médicales comportant une filière d'internat préparant à la profession de médecin attaché aux directions des affaires sanitaires et sociales) : rejeté (p. 2215) ; son amendement n° 105 soutenu par M. Rémy Auchedé (qualification du doctorat de médecine générale) (p. 2223) ; rejeté (p. 2224) ; son amendement n° 327 soutenu par M. Rémy Auchedé (suppression du résidanat) : rejeté ; son amendement n° 328 (spécificité du diplôme de docteur d'Etat) : rejeté ; son amendement n° 326 (identité du statut et de la rémunération des étudiants de troisième cycle) : rejeté (p. 2225) ; soutient l'amendement n° 324 de M. Jacques Roux (étudiants de troisième cycle bénéficiant tous de la même couverture sociale) : rejeté ; son amendement n° 108 (de cohérence) : rejeté.

Article 29 (précédemment réservé) *(entrée en vigueur du nouveau régime)* : soutient l'amendement n° 330 de M. Jacques Roux (nécessité d'effectuer un bilan de la loi de 1982) (p. 2230) ; rejeté ; son amendement n° 331 (décrets d'application ne pouvant être pris qu'après une vaste concertation avec l'ensemble des intéressés) : rejeté (p. 2231).

Avant l'article 28 (amendements précédemment réservés) : son amendement n° 332 (nécessité de publier le bilan prévu à l'article 8 de la loi de décembre 1982 relative aux études médicales et pharmaceutiques) (p. 2232) ; rejeté (p. 2233).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : son rappel au règlement : solidarité du Gouvernement et de la majorité pour remettre en cause le droit de grève ; nature des sous-amendements (p. 2324).

Après l'article 51 : ses observations sur l'amendement n° 305 de Mme Florence d'Harcourt (interdiction de la publicité en faveur des boissons alcoolisées sur les stades) (p. 2337).

— Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Allard tendant à faciliter la réalisation d'un nouveau franchissement de l'estuaire de la Seine (n° 794).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 juin 1987] :

Etat (désengagement de l'—) (p. 2414).
Fonds de réserve (affectation du — du pont de Tancarville à la construction du nouvel ouvrage) (p. 2413).
Havre (développement économique du — et de la région) (p. 2413, 2414).
Péages (perception de —) (p. 2414).
Seine (aménagement du grand estuaire de la —) (p. 2414).

Explications de vote :

Abstention du groupe communiste (p. 2421).
Fonds de réserve (affectation du — du pont de Tancarville à la construction du nouvel ouvrage) (p. 2420).
Péages (perception de —) (p. 2421).
Seine (aménagement du grand estuaire de la —) (p. 2420).
T.V.A. (reversion de la — au concessionnaire du pont) (p. 2420).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Procédure des questions [16 juin 1987] :

Nicaragua (aide française au —) (p. 2487, 2488).

Son rappel au règlement : demande une suspension de séance pour que le groupe communiste puisse recevoir une délégation des manifestants C.G.T. contre les atteintes au droit de grève [18 juin 1987] (p. 2837).

Son rappel au règlement : protestations à la suite du refus du président d'accorder une suspension de séance afin que le groupe communiste puisse recevoir une délégation de la manifestation C.G.T. contre les atteintes au droit de grève [18 juin 1987] (p. 2847).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie sur les conclusions du rapport de commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797) (p. 2862, 2865) ; rejetée au scrutin public (p. 2866).
Soutient la motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie sur les conclusions du rapport de commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797) (p. 2968, 2969) ; rejetée au scrutin public (p. 2969).
Caisses de sécurité sociale (gestion des —) (p. 2865).
Contrôle et information du Parlement sur le budget social de la nation (constitutionnalité, opportunité) (p. 2863, 2865, 2922, 2968).
Cotisations salariales (accroissement des —) (p. 2862).
Etatisation de la sécurité sociale (p. 2922).
Financement (mesures conservatoires pour le financement des dépenses sociales) (p. 2921, 2922, 2923, 2924).
Dépenses d'assurance maladie (progression des différents postes de —) (p. 2862, 2863, 2864, 2865, 2921).
Initiative parlementaire (dévoiement de l'—) (p. 2862).
Partenaires sociaux (articulation des prérogatives des — avec le contrôle du Parlement) (p. 2864, 2969).
Protection sociale et droit à la santé (atteinte à la —) (p. 2864, 2923).

Sécurité sociale (axe possible de réforme de la —) (p. 2864, 2865).
Système de retraite (capitalisation ou répartition) (p. 2923).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987].

Avant l'article 1er : son amendement n° 2 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (création d'un fonds de garantie suppléant aux employeurs défaillants dans le versement de leur cotisation sociale) (p. 2961) ; rejeté au scrutin public (p. 2962).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 3429, 3433).
Cotisations salariales (croissance des —) (p. 3430).
Déficits des régimes sociaux (causes des —) (p. 3421).
Dépenses de santé (croissance des —) (p. 3430).
Etats généraux (opportunité et enjeux des —) (p. 3429, 3430).
Financement (mesures conservatoires pour le — de la sécurité sociale) (p. 3432).
Politique familiale (p. 3431).
Sécurité sociale (axes de réforme de la — et de son financement) (p. 3431, 3432, 3433).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles [23 juin 1987] [7 juillet 1987] :

Après l'article 1er : son amendement n° 59 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (entreprises étant tenues de consacrer un pourcentage de leur chiffre d'affaires aux actions de recherche, de formation ou de culture) (p. 3071) ; rejeté (p. 3072).

Article 8 *(exonération des revenus de la dotation des fondations)* : soutient l'amendement n° 65 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) [7 juillet 1987] (p. 3706) ; rejeté (p. 3707).

Après l'article 16 : soutient l'amendement n° 67 de M. Guy Hermier (pourcentage fixé par décret étant prélevé sur les sommes économisées par les entreprises au titre des droits à déduction prévu par la présente loi) : rejeté (p. 3734).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 1er *(définition de l'apprentissage)* : son amendement n° 10 soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (nouvelle rédaction de l'article 1er ; maintien de l'apprentissage au seul niveau V) (p. 3534) ; rejeté (p. 3535).

Article 2 *(durée du contrat d'apprentissage et conclusion de contrats successifs)* : son amendement n° 16 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (suppression de la possibilité de souscrire des contrats successifs) : rejeté (p. 3558).

Article 4 *(dérogation au principe de la formation des apprentis en C.F.A)* : son amendement n° 19 soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (de suppression) (p. 3564) ; rejeté (p. 3565).

Après l'article 8 : son amendement n° 22 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (âge limite d'entrée en apprentissage ramené de 25 à 20 ans) : rejeté (p. 3576).

Article 10 *(agrément des employeurs)* : son amendement n° 25 soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (de conséquence de l'amendement n° 24) (p. 3581) : rejeté (p. 3582).

Article 11 *(obligations pédagogiques de l'employeur)* : son amendement n° 27 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (formation pratique arrêtée d'un commun accord entre le centre, les représentants et les délégués syndicaux des entreprises envoyant des apprentis au dit centre) : rejeté (p. 3582).

Après l'article 15 : son amendement n° 4 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (apprentis non soumis à la loi du 19 juin 1987 relative à l'aménagement du temps de travail) (p. 3600) ; rejeté au scrutin public (p. 3601).

Article 16 *(examens auxquels se présente l'apprenti — congé — obligations de l'apprenti et de l'employeur)* : son amendement n° 32 (de conséquence — suppression de la référence aux titres préparés) : rejeté (p. 3602).

Article 18 *(schéma prévisionnel régional de l'apprentissage)* : son amendement n° 7 soutenu par M. Marcel Rigout (délibération du conseil régional en séance plénière sur le schéma prévisionnel et les investissements qui en résultent) (p. 3611) ; rejeté (p. 3612).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie (n° 853).

Première lecture, explications de vote [3 juillet 1987] :

Abstention du groupe communiste (p. 3654).
Compétences des tribunaux de commerce (p. 3654).
Légalisation des dispositions relatives aux tribunaux de commerce (p. 3654).
Réforme des procédures collectives (nécessité d'une réelle — (p. 3654).
Salariés (attention accordée par le Gouvernement à l'opinion des —) (p. 3654).

— Projet de loi modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [3 juillet 1987] :

Cadres d'emploi (p. 3673).
Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (représentation des organisations syndicales au —) (p. 3673).
Contractuels (recrutement de —) (p. 3673).
Elus (rôle des —) (p. 3674).
Formation des fonctionnaires (p. 3673).
Listes d'aptitudes et concours (p. 3673).
Paris (statut des personnels de —) (p. 3673).
Statut de la fonction publique territoriale (p. 3673, 3674).

— Conclusions du rapport de la commission élue spécialement pour l'examen de la proposition de résolution présentée par M. Pierre Messmer et deux cent cinquante-cinq membres de l'Assemblée, portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice (n° 798).

Inscription à l'ordre du jour complémentaire. Explications de vote [2 octobre 1987] :

Nucci (mise en accusation de M. —) (p. 3920).
Vote favorable du groupe communiste (p. 3920).

Première lecture, explications de vote [7 octobre 1987] :

Commission *ad hoc* (travaux de la —) (p. 4027).
Communistes (attitude des —) (p. 4027).
Innocence (présomption d' —) (p. 4027).
Respect de la procédure judiciaire (p. 4027).
Secret défense (p. 4027).
Vote positif du groupe communiste (p. 4027, 4028).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — Rapporteur pour avis. *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Associations (p. 4924).
Budget de la jeunesse et des sports (artifices de présentation du —) (p. 4924).
« Contrat bleu » (p. 4924).
Dopage (lutte contre le —) (p. 4925, 4926).
Encadrement des jeunes (p. 4925).
Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (F.O.N.J.E.P.) (gestion des postes) (p. 4924).
Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) (p. 4925).
Jeux Olympiques (préparation des —) (p. 4925).
Sport dans l'entreprise (p. 4924).
Sport de haut niveau (p. 4925).

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Examen du fascicule* [28 octobre 1987] :

Education physique et sportive (p. 4969).

Questions :

Enseignants (recrutement et formation des —) (p. 5002).

II. Recherche et enseignement supérieur. — *Examen des fascicules* [29 octobre 1987] :

Enseignement supérieur :

Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires (A.T.O.S.) (p. 5086).

Budget consacré aux universités (p. 5087, 5088).
Droits d'inscription et d'entrée en bibliothèque (p. 5087).
Etudiants (objectif de deux millions d'—) (p. 5087).
Premiers cycles universitaires (p. 5087).
Professeurs et corps enseignant de l'université :
— mesures catégorielles, recrutement, carrière (p. 5087).

Son rappel au règlement : absence de réponse du ministre aux questions qu'il a posées dans son intervention ; reprise par M. Jacques Valade du projet Devaquet ; antenne universitaire installée à Saint-Brieuc par la chambre de commerce et d'industrie et la collectivité territoriale) (p. 5097).
Recherche universitaire (notamment prime de —) (p. 5087).
Sélection (p. 5087).
Universités (implantation des —) (p. 5087, 5088).

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :
Politiques sociales sectorielles :
— handicapés (politique) (p. 5288, 5289).

Culture et communication. Communication. — *Vote des crédits* [6 novembre 1987] :
Article 52 *(approuvant le produit attendu des recettes de publicité de marque par les sociétés nationales de T.V. ; éventualité d'excédents) :* contre l'amendement n° 290 de Mme Christine Boutin (clé de répartition pour 1988 du produit de la redevance pour droit d'usage ; éventualité d'excédents) ; diminution des ressources du service public ; évocation du recours au déplafonnement de la publicité pour assurer l'avenir d'Antenne 2 et de FR3 ; préparation du désengagement financier de l'Etat (p. 5574).

Economie, finances et privatisation. Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'imprimerie nationale. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :
Imprimerie nationale (p. 5761).
Imprimerie nationale (personnel de l'—) (p. 5761).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, discussion des articles [24 novembre 1987] :
Titre III : des insitutions de la région.
Chapitre IV : *les ressources et le budget de la région.*
Article 117 *(budget de la région) :* demande une suspension de séance (p. 6417).

Explications de vote [25 novembre 1987] :
Droit du peuple mélanésien à l'indépendance (p. 6450).
Incidents en Nouvelle-Calédonie (p. 6450).
Vote hostile du groupe communiste (p. 6450).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1010).

Première lecture, avant la discussion des articles [27 novembre 1987] :
Soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 6493 à 6499) ; rejetée au scrutin public (p. 6500).
Budget consacré au sport (part du budget de l'Etat) (p. 6498, 6499).
Clubs sportifs professionnels :
— gestion (contrôle de la —) (p. 6495) ;
— loi de 1984 (application) (p. 6497) ;
— mécénat (application de la loi de 1987) (p. 6495, 6496, 6497) ;
— statut des — (modifications de la loi de 1984 ; option entre le statut d'association et celui de société) (p. 6494, 6495) ;
— taxe sur les spectacles (p. 6495).
Comité national des activités physiques et sportives (C.N.A.P.S.) (p. 6498).
Communauté européenne (circulation des footballeurs professionnels) (p. 6496).
Education physique et sportive (p. 6498).
Elton John (vente de son club de football par —) (p. 6496, 6497).
Financement du sport (p. 6493, 6494).
Fonds national de développement du sport (F.N.D.S.) (p. 6496).

Discussion des articles [27 novembre 1987] :
Avant l'article 1er : son amendement n° 1 (conseil national des activités physiques et sportives) ; sport professionnel ; mécénat ; rejeté au scrutin public (p. 6506).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires étrangères sur les propositions de loi de M. Xavier Deniau et plusieurs de ses collègues, de M. Michel de Rostolan, de M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues et de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues, relatives à la reconnaissance de la vocation internationale de l'association internationale des parlementaires de langue française (n° 1075, 1020, 1035, 1046 et 1061).

Première lecture, avant la discussion des articles [27 novembre 1987] :
Association internationale des parlementaires de langue française :
— vocation internationale (p. 6516).
Colonisation (p. 6516, 6517).
Francophonie :
— politique de la — (p. 6516).

— Projet de loi relatif à la transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 décembre 1987] :
Contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7265 à 7278).
Absence de concertation sur le projet (p. 7266).
Automobile (industrie —) :
— Dalle (rapport —) (p. 7276) ;
— situation des constructeurs français (et notamment P.S.A.) (p. 7270).
Communiste (opposition -) (p. 7267, 7278).
Ordonnance du 16 janvier 1945 prise par le Gouvernement de la Libération (esprit de l'—) (p. 7268).
Ordre du jour (p. 7266).
Ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Descaves (p. 7278).
Renault — R.N.U.R. :
— atteinte aux libertés syndicales (p. 7276) ;
— déclaration de M. Lévy (p. 7267, 7269) ;
— implantation à l'étranger (p. 7269, 7270) ;
— législation européenne (règles de la — du traité de Rome et de l'Acte unique européen) (p. 7269) ;
— politique menée par MM. Besse et Lévy (p. 7270, 7276) ;
— privatisation (camouflée) (p. 7266) ;
— Renault — Douai (p. 7270, 7271) ;
— responsabilité des gouvernements de droite dans la crise (p. 7278) ;
— responsabilité des gouvernements socialistes dans la crise (p. 7267) ;
— rôle social (et acquis sociaux) (p. 7266, 7269, 7272, 7273, 7274, 7275, 7276) ;
— salariés (situation et opinion des —) (p. 7269, 7272, 7277, 7278) ;
— solutions pour sortir Renault de la crise (p. 7270) ;
— statut actuel (historique et conséquences du —) (p. 7267, 7268) ;
— transformation de Renault en société anonyme (raisons et moyens de la —) (p. 7266, 7277).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 décembre 1987] :
Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie (p. 7567 à 7571).
Crédits destinés aux enseignements artistiques (montant et absence de programmation des —) (p. 7571).
Développement des enseignements artistiques (nécessité des —) (p. 7567).
Egalité devant l'enseignement (principe constitutionnel de l'—) (p. 7568, 7571).
Enseignants de l'enseignement artistique (effectifs et formation des —) (p. 7569, 7570).
Haut comité des enseignements artistiques (p. 7570).
Participation d'intervenants extérieurs dans les enseignements artistiques (p. 7570).
Rapport Landowski (p. 7568, 7569).
Situation actuelle de l'enseignement artistique (p. 7566).

Discussion des articles [16 décembre 1987] :

Article 1er *(définition des enseignements artistiques)* : son amendement n° 20 (universalité éducative des enseignements artistiques) (p. 7595) ; rejeté.

Chapitre Ier : *des enseignements artistiques dispensés dans les établissements scolaires et les établissements d'enseignement supérieur.*

Article 2 *(enseignement artistique à l'école et au collège)* : son amendement n° 21 (enseignement artistique étant dispensé dans le cadre de l'enseignement technologique) (p. 7596) ; rejeté (p. 7597).

Article 3 *(enseignement artistique au lycée)* : son amendement n° 22 (universalité éducative des enseignements artistiques) ; son amendement n° 23 (même objet) : rejetés.

Article 3 *bis* *(sanctions des enseignements artistiques)* : son amendement n° 24 (enseignements artistiques devant être organisés comme l'ensemble des autres disciplines) : rejeté (p. 7598).

Article 4 *(enseignement artistique dans l'enseignement supérieur)* : son amendement n° 25 (exclusion des établissements privés du champ d'application de l'article) : rejeté (p. 7599).

Article 5 *(participation d'intervenants extérieurs dans les enseignements artistiques)* : son amendement n° 26 (enseignements artistiques étant dispensés par le personnel de l'éducation nationale) : rejeté (p. 7600).

Chapitre II : *de la reconnaissance des établissements et de l'homologation des titres et diplômes.*

Article 6 *(titres et diplômes susceptibles d'être homologués)* : son amendement n° 27 (limitation du champ d'application de l'article aux établissements actuellement agréés par les ministères de l'éducation nationale, de la culture et des collectivités locales) : rejeté.

Article 7 *(reconnaissance des établissements d'enseignement artistique)* : son amendement n° 28 (de suppression) : rejeté.

Article 8 *(homologation des titres et diplômes de l'enseignement artistique)* : son amendement n° 29 soutenu par M. Jean Jarosz (suppression de la reconnaissance des établissements d'enseignement privé) : rejeté.

Article 9 *(avantages liés à l'homologation des titres et diplômes)* : son amendement n° 30 soutenu par M. Jean Jarosz (titres et diplômes homologués ne permettant pas à leurs titulaires de participer à des tâches d'enseignement) (p. 7602) ; rejeté (p. 7604).

Article 10 *(possibilité pour les établissements d'enseignement artistique de bénéficier de la taxe d'apprentissage)* : son amendement n° 31 soutenu par M. Jean Jarosz (de suppression) : rejeté (p. 7605).

Chapitre III : *du haut comité des enseignements artistiques.*

Article 13 *(haut comité des enseignements artistiques)* : son amendement n° 32 soutenu par M. Jean Jarosz (composition du haut comité des enseignements artistiques) : devenu sans objet (p. 7606).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [22 décembre 1987] :

Problèmes posés par la réglementation communautaire (p. 8038, 8039).
Utilité de la loi (p. 8038).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au patrimoine monumental (n° 1019).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Conseil économique et social (avis du —) (p. 7738).
Création contemporaine (p. 7738).
Loi de programme :
- archéologie (p. 7739) ;
- champ d'action (et notamment cathédrales) (p. 7738, 7739) ;
- crédits consacrés à la loi de programme (et indexation des —) (p. 7738, 7739).
- fiscalité (p. 7739).
- patrimoine rural et industriel (p. 7739).

Discussion des articles [18 décembre 1987] :

Article 1er *(objectif de la loi de programme)* : son amendement n° 9 (soumettant les opérations de restauration et de mise en valeur dans la loi de programme à l'avis de commissions départementales associant les élus locaux et les représentants de toutes les associations œuvrant dans un but culturel, éducatif, scientifique et artistique à la défense et à la sauvegarde du patrimoine) : rejeté ; son amendement n° 12 (réservant les crédits aux monuments appartenant à l'Etat et aux collectivités publiques) : rejeté ; son amendement n° 11 (supprimant la mention des cathédrales, parcs et jardins historiques) ; énumération établissant une hiérarchie ; amendement mettant en évidence l'insuffisance de cette loi de programme (p. 7746) ; rejeté.

Après l'article 1er : son amendement n° 15 (précisant les mesures que prendra le Gouvernement pour assurer la sauvegarde, la protection et la mise en valeur du patrimoine rural dans le délai d'un an après la promulgation de la loi) ; nécessité de préciser les mesures à prendre en faveur des édifices ruraux (p. 7747) ; bicentenaire de la Révolution française ; rejeté (p. 7748).

Article 3 *(présentation annuelle au Parlement d'un rapport sur l'exécution de la loi de programme)* : son amendement n° 16 (prévoyant la mise en évidence par le rapport des avantages pour le public des subventions accordées) (p. 7748) ; son amendement n° 17 (précisant que le rapport met en évidence les conséquences des exonérations fiscales et des réductions d'impôt dont ont bénéficié les propriétaires des monuments) ; amendements n° 16 et n° 17 : rejetés ; son amendement n° 18 (prévoyant dans le rapport annuel la mention du nombre d'emplois créés à la suite de l'application de la loi) : rejeté (p. 7749).

Article 4 *(exonération des droits de mutation à titre gratuit des monuments classés ou inscrits ouverts au public)* : son amendement n° 19 (de suppression) ; prétexte à de nouvelles exonérations fiscales ; rejeté (p. 7751).

Article 5 *(déductibilité fiscale des travaux subventionnés par les collectivités locales)* : son amendement n° 20 : devenu sans objet (p. 7754).

Explications de vote [18 décembre 1987] :

Abstention du groupe communiste (p. 7754).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [22 décembre 1987] :

Abstention du groupe communiste (p. 8042).
Crédits (modicité des —) (p. 8042).
Exonérations fiscales (p. 8042).
Patrimoine rural (p. 8042).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de MM. Michel Pelchat, Jacques Barrot et Michel Péricard relative aux opérations de télé-promotion avec offre de vente, dites de « télé-achat » (n° 1089, 1057).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 décembre 1987].

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie (p. 7977, 7978, 7979) ; rejetée (p. 7980).
Commission des affaires culturelles, familiales et sociales (rôle de la —) (p. 7979).
Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) (compétences de la — dans la définition des règles de programmation des opérations de télé-promotion (p. 7978).
Législateur (tendance du — à légaliser l'illégalité) (p. 7977, 7978).
Paysage audiovisuel français (P.A.F.) (p. 7978, 7979).
Publicité (distinction entre télé-achat et — déguisée) (p. 7979).

Discussion des articles [21 décembre 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 1 soutenu par M. Gérard Bordu (volume sonore des messages publicitaires) (p. 7984) ; rejeté au scrutin public (p. 7985).

Article 1er *(réglementation du télé-achat)* : son amendement n° 2 (interdiction des émissions de télé-achat) : rejeté (p. 7986).

Après l'article 1er : son amendement n° 5 (interdiction de jeux associés à la publicité) ; dégradation du P.A.F. (p. 7986) ; rejeté ; son amendement n° 6 (information des consommateurs par des interventions quotidiennes de l'institut national de la consommation sur les chaînes privées) : rejeté ; son amendement n° 7 soutenu par M. Gérard Bordu (information des consommateurs par des interventions quotidiennes de l'I.N.C. sur les chaînes du secteur public) (p. 7987) ; rejeté.

Article 2 *(sanctions pénales)* : son amendement n° 8 (insertion des sanctions à l'encontre des opérations de télé-achat dans la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication) : rejeté (p. 7988).

Explications de vote [21 décembre 1987] :
Paysage audiovisuel français (p. 7989).
Secteur public (survie du) (p. 7989).

— **Son rappel au règlement** : expose les raisons pour lesquelles les deux représentants du groupe communiste au Bureau ont voté pour la publication de l'erratum au *Journal officiel* [22 décembre 1987] (p. 8034).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [2 février 1988] :
Soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie au projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (p. 34, 35, 36, 37) ; rejetée au scrutin public (p. 41).
Origines et motifs du dispositif proposé :
Financement de la vie politique et fonctionnement de la démocratie (p. 35).
Financement actuel des partis politiques (et notamment « affaires » ayant mis en cause certains d'entre eux) (p. 31).
Elaboration de la réforme (p. 35).
Divers :
Accès des partis politiques aux média (p. 35, 36, 37).
Publicité politique (p. 35).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :
Titre III : *dispositions relatives au financement des partis et groupements politiques.*
Son rappel au règlement : inconstitutionnalité des amendements identiques de M. Pierre Joxe et M. Jacques Toubon adoptés donnant aux partis politiques un statut législatif (p. 196).
Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*
Article 12 *(publicité politique à la radio et à la télévision)* : soutient l'amendement n° 69 de M. Guy Ducoloné (interdiction des émissions publicitaires à caractère politique) (p. 205).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Deuxième lecture, explications de vote [23 février 1988] :
Financement actuel des partis politiques (et notamment affaire ayant mis en cause certains d'entre eux) (p. 277).
Financement de la vie politique et fonctionnement de la démocratie (p. 277).
Modalités de répartition de l'aide de l'Etat (p. 277).
Vote hostile du groupe communiste (p. 277).

HAMAIDE (Michel)

Député du Var
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission spéciale constituée pour l'examen de la proposition de résolution (n° 798) présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice [*J.O.* du 10 juin 1987] (p. 6240).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 12 juin 1987] (p. 6323).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer une **taxe locale** sur les **ventes au détail** dans les communes considérées comme **stations classées (n° 674)** [14 avril 1987].

Proposition de loi relative à l'**amortissement par les entreprises (n° 818)** [4 juin 1987].

Rapport fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 854), autorisant l'approbation d'une **convention de coopération culturelle, scientifique et technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République algérienne démocratique et populaire (n° 1033)** [13 novembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 avril 1987] :
Composition pluri-ethnique de la population calédonienne (p. 286).
Référendum (opportunité du —) (p. 286).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur le transférement des condamnés détenus entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti [n° 741).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur suppléant [2 octobre 1987] :
Conditions d'application (p. 3922).
Substitution de peine (possibilité de — par l'Etat d'exécution (p. 3922).
Transfèrement des personnes condamnées (p. 3922).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire (n° 854).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. Rapporteur [27 novembre 1987] :
Algérie (relations de la France avec l'—) (p. 6509).
Convention de coopération culturelle de 1966 (p. 6510).
Coopérants (p. 6410).
Domaine couvert par la convention de 1986 (p. 6510).
Centres culturels français en Algérie (p. 6516).
Enfants issus de couples franco-algériens retenus en Algérie (p. 6510).
Livres et périodiques français (régimes d'importation en Algérie) (p. 6510).
Volontaires du service national (p. 6510).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :
Origines et motifs du dispositif proposé :
— financement actuel des partis politiques (et notamment « affaires » ayant mis en cause certains d'entre eux) (p. 81).
Financement des campagnes électorales :
— limitation du champ d'application du projet aux élections présidentielles et à l'Assemblée nationale (p. 82).
Financement des partis politiques :
— appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 82) ;
— dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) (p. 82).

HANNOUN (Michel)

Député de l'Isère
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681) [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687) [*J.O.* du 17 juin 1987] (p. 6504).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7066).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (affaires sociales et emploi : santé et famille) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Rapporteur sur le « S.I.D.A. question de société » [12 novembre 1987] (p. 5817).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 dans le cas de refus ou de blocage d'un associé minoritaire d'une **société anonyme à responsabilité limitée**, lors de l'augmentation de capital à 50 000 francs (n° 715) [7 mai 1987].

Proposition de loi tendant à la création d'**un Haut conseil à l'immigration (n° 815)** [4 juin 1987].

Proposition de loi tendant à simplifier, améliorer et assainir les **conditions de rémunération des membres de cabinet ministériel (n° 873)** [18 juin 1987].

Proposition de loi tendant à instituer un **statut particulier** des **inspecteurs pédagogiques régionaux** de l'**enseignement technique (n° 926)** [8 juillet 1987].

Proposition de loi tendant à modifier les **modalités de versement d'indemnités aux élus (n° 927)** [8 juillet 1987].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° IV : **affaires sociales et emploi : santé et famille (n° 961)** [8 octobre 1987].

Proposition de loi relative au **contrat de travail à durée déterminée des médecins assistants (n° 984)** [28 octobre 1987].

Proposition de loi relative à l'**aménagement du temps de travail dans le secteur sanitaire et social privé à but non lucratif (n° 985)** [28 octobre 1987].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **S.I.D.A., question de société (n° 1090)** [3 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Incidents de Creys-Malville et de l'usine du Tricastin** : réapparition du débat sur le nucléaire dans l'opinion [15 avril 1987] (p. 346) ; exploitation (p. 347) ;

— **Conséquence de la grève des contrôleurs aériens** [13 mai 1987] (p. 1078).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).**

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Budget global et financement des hôpitaux (p. 718).
Chef de service (statut et rôle du -) (p. 716).
Commission médicale d'établissement (C.M.E.) (p. 717).
Département médical (p. 717).
Hospitalisation à domicile (p. 718).
Médecins hospitaliers (nombre, formation et statut des -) (p. 718).
Planification hospitalière (p. 718).
Pôles d'activités (p. 716, 717).
Service (rétablissement du -) (p. 716).

Discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre Ier : *organisation des établissements d'hospitalisation publics.*

Article 2 *(nomination des chefs de service ; constitution des pôles d'activités et des départements) — article 20-2 de la loi du 31 décembre 1970 (statut du chef de service) :* soutient l'amendement n° 9 de la commission (conditions de nomination des chefs de service en psychiatrie) (p. 779).

— **Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).**

Première lecture, avant la discussion des articles [7 mai 1987] :

Autorité parentale (exercice conjoint de l' -) (p. 960).
Enfant non issu du mariage (p. 959).
Mœurs (évolution des -) (p. 958, 959).

— **Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).**

Première lecture, avant la discussion des articles [19 mai 1987].

Aides aux entreprises pour l'emploi des handicapés (p. 1304).
Associations représentatives des personnes handicapées (p. 1303).
C.O.T.O.R.E.P. (informatisation, fonctionnement et notamment avis du médecin traitant) (p. 1304).
Fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (p. 1304).
Handicapés : insertion sociale et professionnelle (p. 1303).
Handicapés mentaux (et notamment modification des appellations les concernant) (p. 1304).
Isère (opération O.H.E., opération handicapé plus emploi, en -) (p. 1303, 1304).
Obligation d'emploi (bénéficiaires de l' -) (p. 1304).
Obligation d'emploi dans le secteur privé (p. 1303, 1304).
Obligation d'emploi dans le secteur public (p. 1304).
Victimes civiles d'attentat (extension de l'obligation d'emploi aux -) (p. 1304).

Discussion des articles [19 mai 1987] [20 mai 1987] :

Article Ier *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-1 du code du travail* (définition de l'obligation d'emploi) : soutient l'amendement n° 140 de M. Etienne Pinte (tendant à réduire à 5 % le quota de travailleurs handicapés) : retiré (p. 1334) ; *article L. 323-2 du code du travail* (application de l'obligation d'emploi dans les collectivités et organismes publics) : contre l'amendement n° 32 rectifié de Mme Marie-Josèphe Sublet (communication de la liste des postes proposés aux personnes handicapées dans le secteur public et de la liste des postes occupés par les personnes handicapées à l'A.N.P.E. et aux équipes de préparation et de suite au reclassement) (p. 1340) ; contre l'amendement n° 88 rectifié de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (établissement d'un rapport annuel sur le respect de l'obligation d'emploi dans le secteur public) (p. 1341) ; *article L. 323-3 du code du travail* (bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 131 (tendant à étendre le bénéfice de l'obligation d'emploi aux victimes civiles d'attentat dont l'incapacité permanente est supérieure à 10 %) (p. 1344) ; retiré (p. 1345) ; *article L. 323-6 du code du travail* (détermination du salaire des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 132 (définition du défaut de rendement pouvant entraîner une diminution du salaire) : adopté (p. 1381) ; *article L. 323-8-3 du code du travail* (gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) à son amendement n° 133 (représentants

d'associations de personnes handicapées participant à la gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) (p. 1402) ; retiré (p. 1403).

Après l'article 1er : son amendement n° 135 (montant du 1,1 % de formation professionnelle réservé en priorité aux handicapés) (p. 1412) ; retiré (p. 1413).

Après l'article 5 : son amendement n° 139 (suppression de l'appellation de « débile mental ») : adopté (p. 1421).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [9 juin 1987] [11 juin 1987].

Titre Ier : *dispositions relatives à la protection sociale.*

Après l'article 15 : son amendement n° 84 soutenu par M. Etienne Pinte (extension du tiers-payant au transport par taxi (p. 2084) ; retiré (p. 2086).

Titre IV : *dispositions relatives au travail et à l'emploi.*

Après l'article 31 : son amendement n° 220 (surveillance médicale des salariés non permanents des associations intermédiaires) (p. 2138) ; adopté.

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Après l'article 45 : son amendement n° 79 soutenu par M. Jacques Bichet, rapporteur (extension de l'incrimination de refus de vente en raison de discrimination raciale ou refus de vente à toute personne morale) : adopté (p. 2278) ; son amendement n° 77 soutenu par M. Jacques Bichet, rapporteur, (tendant, après l'article 45, à insérer l'intitulé suivant : « dispositions relatives à la lutte contre le racisme ») : rejeté (p. 2279).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles [17 juin 1987] :

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 19 *(articles 11 à 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale) : article 15 de la loi du 12 juillet 1984* (composition du conseil d'orientation des délégations interdépartementales ou régionales) : son amendement n° 162 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (représentation des maires, présidents de conseils généraux et présidents de conseils régionaux plutôt que des collectivités correspondantes au conseil d'orientation) (p. 2786) ; devenu sans objet ; son amendement n° 163 (représentation des présidents de conseils généraux et non des départements au conseil d'orientation) : retiré ; son amendement n° 164 (représentation des présidents du conseil régional et non de la région au conseil d'orientation) : retiré ; son amendement n° 165 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (représentants des fonctionnaires territoriaux au conseil d'orientation) : adopté (p. 2787).

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Après l'article 28 : son amendement n° 168 (nombre de membres de cabinet dans les collectivités locales) : retiré ; son amendement n° 170 soutenu par M. Bruno Bourg-Broc (possibilité, pour les collectivités locales et leurs établissements publics, de cotiser à l'Assedic ou à une caisse autonome pour l'indemnisation des agents non titulaires licenciés) : retiré (p. 2809).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, discussion des articles [12 juillet 1987].

Après l'article 17 : son amendement n° 130 (possibilité d'autorisation du travail des apprentis entre 20 heures et 4 heures du matin) : non soutenu ; son amendement n° 131 soutenu par M. Jean Ueberschlag (travail des apprentis boulangers et boulangers-pâtissiers de 20 heures à 4 heures du matin) (p. 3609) ; retiré (p. 3611).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 octobre 1987] :

Drogue (importance de la consommation et du trafic) (p. 4054).
Drogue (liens entre la —, le terrorisme et la délinquance) (p. 4055).
Prévention de la toxicomanie (p. 4054).
Recherche scientifique sur la toxicomanie (et notamment abandon du projet de création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche et de l'information sur la toxicomanie) (p. 4054).
S.I.D.A (prophylaxie du —) (p. 4054).
Trafic de stupéfiants (répression du —) :
— coopération internationale (p. 4054).

Discussion des articles [9 octobre 1987] :

Titre III : *dispositions diverses.*

Avant l'article 9 : son amendement n° 13 soutenu par M. René Béguet (ajournement avec mise à l'épreuve) (p. 4154) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4155).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [2 novembre 1987] :

Crédits (montant et répartition des —) (p. 5197).
Politique de la santé :
— évaluation des soins (p. 5198) ;
— hôpitaux (coût des —) (p. 5198) ;
— lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme (p. 5197) ;
— lutte contre la toxicomanie (p. 5197) ;
— lutte contre le S.I.D.A. (p. 5197) ;
— médecine scolaire (p. 5197, 5198) ;
— pharmacies et recherche pharmaceutique (p. 5198).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, discussion des articles [11 décembre 1987] :

Titre III : *dispositions diverses.*

Après l'article 15 : son amendement n° 83 (juridiction pouvant ajourner le prononcé de la peine en plaçant le coupable sous le régime de la mise à l'épreuve) : non soutenu (p. 7183).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 et 4 février 1988] :

Titre Ier : *modifications de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.*

Article 1er *(déclaration du patrimoine des candidats à l'élection présidentielle et du Président de la République) :* pour cet article (p. 95).

Titre II : *modifications du code électoral.*

Article 6 *(sanctions en cas de non respect par les parlementaires de l'obligation de déposer une déclaration du patrimoine) :* son amendement n° 20 : devenu sans objet (p. 104).

Article 7 *(déclaration du patrimoine des députés) :* son amendement n° 23 (portant à deux mois le délai dont disposent les candidats élus pour faire leur déclaration du patrimoine) : retiré (p. 105) ; contre l'amendement n° 34 de la commission (tendant à fixer le point de départ du délai pendant lequel le député doit déposer sa déclaration du patrimoine et, d'autre part, à renvoyer le dépôt de cette déclaration devant le Président de la commission de magistrats) ; contre l'amendement n° 94 de M. Pierre Joxe (dépôt de la déclaration devant la commission de magistrats) (p. 106).

Article 10 *(dépôt des comptes de campagne par les candidats aux élections législatives) :* son amendement n° 21 (dépôt des comptes de campagne auprès du président de la chambre régionale des comptes pour les candidats au premier tour et au Conseil constitutionnel pour les candidats proclamés élus) : rejeté ; son amendement n° 22 (tendant à porter à deux mois le délai de dépôt des comptes de campagne) : non soutenu (p. 166).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives.*

Article 2 *(déclaration du patrimoine des présidents des assemblées, des collectivités territoriales et des maires des communes de plus de 50 000 habitants)* : son amendement n° 35 (extension des élus soumis à l'obligation de déclaration de patrimoine) : non soutenu (p. 173).

Titre II : *dispositions relatives au financement des campagnes pour l'élection des députés.*

Avant l'article 5 : son amendement n° 36 (indexation du remboursement en fonction de modalités prévues par décret en Conseil d'Etat) : non soutenu (p. 180).

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Après l'article 13 : son amendement n° 38 défendu par M. Arthur Dehaine (rapport d'information déposé par le ministre de l'intérieur sur l'application de la présente loi) : retiré (p. 206).

HARCOURT (Florence d')

Député des Hauts-de-Seine
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Juge titulaire, de la Haute cour de justice [15 avril 1987] (p. 370).

Prestation de serment le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

Rapporteur pour avis du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [27 mai 1987] (p. 1773).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (intérieur : défense civile) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** tome II : **intérieur : défense civile (n° 963)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **T.V.A. dans l'hôtellerie** : taux de T.V.A. applicable à l'hôtellerie de luxe la pénalisant lourdement [20 mai 1987] (p. 1362, 1363) ;

orales sans débat :

— **n° 224**, posée le 19 mai 1987 : **risques technologiques (risque nucléaire)** (p. 1351) ; appelée le 22 mai 1987 : **incidents survenus dans les centrales nucléaires** : information insuffisante du public quant aux risques technologiques ; fonctionnement du conseil supérieur d'information nucléaire (p. 1499, 1500).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :

Avions de transport (p. 145).
Crédits de fonctionnement des armées (absence de programmation des —) (p. 145, 146).
Défense européenne (p. 145).
Défense opérationnelle du territoire (p. 146).
Désarmement et dénucléarisation de l'Europe (négociations américano-soviétiques) (p. 145).
Désengagement américain en Europe (hypothèse d'un —) (p. 145).
Dissuasion nucléaire (p. 145).
Effectifs militaires (p. 145, 146).
Loi de programme (contenu et organisation de la —) (p. 145).
Marine (flotte de surface) (p. 146).
Présence française hors d'Europe (p. 145).
Service national et réserve (p. 146).
Situation internationale et évaluation des menaces (p. 145).

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Alcoolisme au volant (p. 612).
Publicité pour l'alcool (p. 612, 613).
Sécurité routière :
— accidents corporels et mortels (nombre des —) (p. 612) ;
— contrôle technique des véhicules (p. 612) ;
— drogue (extension du dispositif contre l'alcoolisme au volant à l'utilisation de la —) (p. 612) ;
— permis de conduire (hypothèse d'un — modulé, à l'essai ou à points) (p. 612).

Discussion de l'article unique :

Avant l'article unique : son amendement n° 34 (interdiction de la publicité pour les boissons alcoolisées à la radio et à la télévision) (p. 616) : retiré (p. 617).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 et 5 juin 1987] :

Dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat :
— reclassement des officiers et des sous-officiers (p. 1972, 1973).

Discussion des articles [12 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*

Après l'article 51 : son sous-amendement n° 395 (interdiction de la publicité en faveur des boissons alcoolisées sur les stades) (p. 2337) ; adopté (p. 2338).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Après l'article 12 : soutient l'amendement n° 35 de M. Léonce Deprez (loueurs en meublé — plafond d'exonération de la T.V.A. porté de 21 000 à 40 000 francs de produit annuel) ; effet dissuasif des obligations fiscales sur les loueurs en meublé (p. 4404) ; le retire ; soutient l'amendement n° 36 de M. Léonce Deprez (taux réduit de T.V.A. sur les droits d'entrée dans les parcs de loisirs) ; parcs d'attraction aquatique ; retiré (p. 4405).

Deuxième partie :

Intérieur. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [9 novembre 1987] :

Contrôle parlementaire (p. 5597).
Sécurité :
— défense et sécurité civile (p. 5598, 5613).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé :
— financement de la vie politique et image de la classe politique (p. 57) ;
— élaboration de la réforme (p. 56, 57).

Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
— appréciation de la variation des situations patrimoniales des parlementaires, ministres et responsables locaux concernés (organe compétant pour l'—) (p. 57).

Financement des campagnes électorales :
— limitation du champ d'application du projet aux élections présidentielles et à l'Assemblée nationale (p. 57) ;
— plafonnement des dépenses (p. 57).

Financement des partis politiques
— appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 57, 58) ;
— dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) (p. 58).

Divers :
— publicité politique (p. 57).

HARDY (Francis)

Député de la Charente
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Protaction sociale agricole** : inégalité des avantages sociaux entre les exploitants agricoles et les assurés des autres régimes [20 mai 1987] (p. 1359).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de financaa pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Allégements d'impôt (p. 4261).
Dépenses publiques (et économies budgétaires) (p. 4261).
Emploi (politique de l'— et de la formation professionnelle) (p. 4261).
Entreprises (charges pesant sur les -) (p. 4262).
Recherche (dépenses de — et incitation à la —) (p. 4261).

Deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politique de la santé :
— lutte contre l'alcoolisme (p. 5309, 5310).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et servicea communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

Poitou-Charentes (effort en faveur du réseau routier national de —) (remplacé par M. Olivier Marlière) (p. 5395).

HART (Joël)

Député de la Somme
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 238**, posée le 5 juin 1987 : **famille (politique familiale)** (p. 2062) appelée le 19 juin 1987 : **parents de familles nombreuses** : leurs difficultés pour élever le dernier enfant à charge en raison de la diminution des prestations familiales et des avantages sociaux (p. 2899).

HERLORY (Guy)

Député de la Moselle
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681) [*J.O.* du 4 avril 1987] (p. 6070).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de lonfue durée (n° 687) [*J.O.* du 17 juin 1987] (p. 6504).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le Titre I^er^ du Livre I^er^ du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843) [*J.O.* du 5 avril 1987] (p. 7378).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (anciens combattants) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° V : **anciens combattants (n° 961)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Rapport sur le racisme et les discriminations en France** : rapport de M. Michel Hannoun ; nécessité de défendre l'identité française [25 novembre 1987] (p. 6433) ;

orales sans débat :

— **n° 314**, posée le 1^er^ décembre 1987 : **circulation automobile (limitations de vitesae)** (p. 6651) ; appelée le 4 décembre 1987 : **réglementation de la vitesse sur les autoroutea** : nécessité de sanctionner les automobilistes roulant à moins de 80 km/h ; relèvement possible des vitesses maximales, compte tenu des progrès techniques (p. 6771) ; application de l'article 11 du code de la route (p. 6772) ;

— **n° 339**, posée le 15 décembre 1987 : **santé publique (politique et réglementation)** (p. 7497) ; appelée le 18 décembre 1987 : **honoraires des professions de santé** : réglementation de leurs tarifs au mépris des promesses d'instituer la liberté générale des prix (p. 7713).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).**

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Hospitalisation à domicile (p. 718, 719).

Discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre I^er^ : *organisation des établissements d'hospitalisation publics.*

Article 1^er^ *(rétablissement des services)* : soutient l'amendement n° 54 de M. François Bachelot (organisation et gestion de chaque service étant placées sous la responsabilité d'un médecin) : rejeté (p. 774).

Article 2 *(nomination des chefs de service ; constitution des pôles d'activités et des départements) — article 20-2 de la loi du 31 décembre 1970 (statut du chef de service)* : soutient l'amendement n° 55 de M. François Bachelot (chef de service étant nommé par un ministre chargé de la santé, après avis du conseil d'administration et de la commission médicale d'établissement) (p. 778) ; rejeté (p. 779) ; *article 20-4 de la loi du 31 décembre 1970 (constitution des départements)* : soutient l'amendement n° 59 de M. François Bachelot (constitution de départements à l'initiative des praticiens hospitaliers) : rejeté (p. 789) ; soutient l'amendement n° 86 de M. François Bachelot (mode de désignation et rôle du médecin coordinateur du département) : rejeté (p. 790).

Après l'article 2 : son amendement n° 187 (présidence du conseil d'administration des établissements départementaux et des établissements communaux étant assurée par le président du conseil général) (p. 796) ; rejeté (p. 797).

Titre III : *dispositions relatives aux établissements d'hospitalisation privés.*

Avant l'article 10 : son amendement n° 87 (hospitalisation à domicile) : retiré (p. 807).

Article 10 *(regroupement des établissements privés)* : ses observations (p. 809) ; situation des établissements privés à but non lucratif participant au service public (p. 809).

Aprèa l'article 11 : soutient les amendements n° 72 et 73 de M. François Bachelot (délai de réalisation et de renouvellement des équipements matériels lourds dans le secteur privé) :

rejetés ; son amendement n° 183 (possibilité pour les hôpitaux privés à but non lucratif d'opter pour un statut public ou privé) (p. 816) ; rejeté (p. 817).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 mai 1987] :

C.O.T.O.R.E.P. (fonctionnement et notamment avis du médecin traitant) (p. 1306).
Fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (p. 1307).
Handicapés :
— insertion sociale et professionnelle (au travail et statut social) (p. 1306) ;
— loi d'orientation du 30 juin 1975 (rapport prévu par la —) (p. 1306).
Prélèvements obligatoires (p. 1306).
Victimes civiles d'attentat (extension de l'obligation d'emploi aux —) (p. 1307).

Discussion des articles [19 mai 1987] [20 mai 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 156 (prévoyant la présentation d'un rapport quinquennal sur le recensement des personnes handicapées et les actions de recherche pédagogique entreprises en leur faveur) (p. 1329) ; rejeté ; son amendement n° 157 (tendant à la parution tous les trois ans du rapport prévu à l'article 61 de la loi du 30 juin 1975) : rejeté (p. 1330).

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-3 du code du travail* (bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 141 (visant à ce que les délais d'examen des dossiers par les C.O.T.O.R.E.P. ne dépassent pas deux mois) (p. 1343) ; retiré ; son amendement n° 142 (avis du médecin traitant devant la C.O.T.O.R.E.P.) : retiré ; son amendement n° 143 (tendant à étendre le bénéfice de l'obligation d'emploi aux victimes d'actes terroristes) (p. 1344) ; retiré (p. 1345) ; *article L. 323-8-2 du code du travail* (contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : son amendement n° 158 (accords prévoyant un programme en faveur des travailleurs handicapés) : non examiné (p. 1386) ; son amendement n° 159 (liberté pour l'entreprise de verser la contribution prévue pour le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés à tout organisme de son choix) : rejeté (p. 1387) ; *article L. 323-8-3 du code du travail* (gestion de fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : son amendement n° 160 (présidence du fonds étant assurée alternativement par un représentant des salariés et un représentant des employeurs) : retiré (p. 1403) ; *article L. 323-8-4 du code du travail* (actions financées par le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : son amendement n° 144 (reversement au trésor public des sommes non utilisées par le fonds) : retiré (p. 1408) ; *article L. 323-8-6 du code du travail* (pénalités pour non respect de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 145 (pénalités dues par les employeurs n'ayant pas satisfait à l'obligation d'emploi étant reversées au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) (p. 1409) ; retiré ; repris par M. Didier Chouat ; rejeté ; son amendement n° 146 : retiré (p. 1410).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, discussion des articles [21 et 22 mai 1987] :

Titre Ier : *actions en faveur des personnes recontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 52 de M. Christian Baeckeroot (étude du Gouvernement sur les « zones sinistrées » en matière d'emploi) : rejeté (p. 1483).

Article 5 *(suppression des délais de carence pour la perception de l'allocation de solidarité spécifique)* : charges sociales et rémunérations du personnel employé à domicile déductibles du revenu imposable de l'employeur (p. 1557).

Après l'article 5 : soutient l'amendement n° 129 de M. Christian Baeckeroot (charges déductibles du revenu imposable des personnes employant du personnel occupé à des tâches familiales ou ménagères) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la constitution (p. 1565).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [9 juin 1987] [10 juin 1987] :

Titre II : *dispositions relatives à la santé.*

Avant l'article 16 : soutient l'amendement n° 254 de M. François Bachelot (suppression de l'obligation faite aux personnes atteintes d'une maladie vénérienne de se soigner) (p. 2097) ; rejeté (p. 2098).

Article 16 *(dépistage anonyme et gratuit du S.I.D.A.)* : soutient l'amendement n° 279 de M. François Bachelot (de suppression) (p. 2098) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 255 de M. François Bachelot (dépistage du S.I.D.A. n'ayant pas lieu dans des centres spécialisés) (p. 2099).

Après l'article 16 : soutient l'amendement n° 258 de M. François Bachelot (S.I.D.A. constituant une maladie vénérienne) : rejeté ; soutient l'amendement n° 259 de M. François Bachelot (prophylaxie du S.I.D.A.) (p. 2100) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 256 de M. François Bachelot (régime fiscal des organismes de recherche et de prévention contre le S.I.D.A.) : rejeté ; soutient l'amendement n° 257 de M. François Bachelot « régime fiscal des organismes de recherche et de prévention contre le S.I.D.A.) : rejeté ; soutient l'amendement n° 263 de M. François Bachelot (prolongation pour les traficants de drogue du délai maximum de retenue non imputable sur la garde à vue) (p. 2101) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 264 de M. François Bachelot (tribunaux ne pouvant relaxer les détenteurs de drogue) pour défaut d'intention : rejeté.

Article 17 *(effet de la connaissance mutuelle des diplômes de médecins, de chirurgiens-dentistes et de sages-femmes au sein de la C.E.E., pour les titulaires de ces diplômes non ressortissant d'un état membre)* : soutient l'amendement n° 265 de M. François Bachelot (médecins devant posséder une parfaite connaissance de la langue française) : rejeté (p. 2102).

Article 24 *(transfert d'officines pharmaceutiques)* : contre l'amendement n° 133 de Mme Martine Frachon (identité des conditions d'ouverture d'une nouvelle officine sur l'essemble du territoire français) (p. 2108).

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*

Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales)* : son opposition (p. 2194, 2195) ; soutient l'amendement n° 281 de M. François Bachelot (remplacement de l'internat de spécialité par un certificat d'étude spécial) : rejeté (p. 2212).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marie Le Pen sur le projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) (p. 2956, 2959) ; rejetée au scrutin public (p. 2961).
Abus (usage abusif de la protection sociale) (p. 2958).
Cotisations patronales (p. 2957).
Déficit des régimes sociaux et prévisions (p. 2958).
Dépenses sociales (meilleure répartition des —) (p. 2957, 2958).
Etats généraux (opportunité et enjeux des —) (p. 2959).
Evolution des recettes et des dépenses (comparaison de l'—), (p. 2956).
Financement (mesures conservatoires pour le financement des dépenses sociales) (p. 2957).
Fiscalisation des ressources de la sécurité sociale (p. 2957).
Historique de la sécurité sociale (p. 2958).
Préférence nationale (application de la — pour la gestion des caisses de sécurité sociale) (p. 2958).
Retraite à soixante ans (impact de la — sur les finances sociales) (p. 2957).
Trésorerie (opérations de —) (p. 2957).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Article 1er *(prélèvement social exceptionnel sur certains revenus de 1986)* : ses observations sur l'article 1er (p. 2964, 2965).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 2 *(durée du contrat d'apprentissage et conclusion de contrats successifs)* : son amendement n° 63 corrigé (avis conforme du directeur du C.F.A. pour la conclusion de contrats successifs correspondant à des qualifications de même niveau) (p. 3559) ; devenu sans objet (p. 3560).

Article 7 *(contrôle sur les C.F.A.)* : son amendement n° 64 corrigé (nouvelle rédaction de l'article ; contrôle pédagogique de la région) (p. 3573) ; rejeté (p. 3574).

Après l'article 9 : son amendement n° 65 (possibilité d'accès à l'apprentissage, avec l'accord de leur employeur, pour les employés disposant d'un contrat de travail à durée indéterminée) (p. 3577) ; retiré (p. 3578).

Article 10 *(agrément des employeurs)* : son amendement n° 66 corrigé (de précision) : retiré (p. 3581).

Article 16 *bis* *(inspection de l'apprentissage — intégration des inspecteurs dans le corps des inspecteurs de l'enseignement technique)* : son amendement n° 67 corrigé : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 132 du Gouvernement ; son amendement n° 68 (départements de la Moselle et de l'Alsace — contrôle de la formation donnée aux apprentis dans les entreprises assuré par les inspecteurs d'apprentissage des chambres consulaires) : rejeté au scrutin public (p. 3604).

Après l'article 17 : son amendement n° 69 (travail des apprentis boulangers et boulangers-pâtissiers de 20 heures à 4 heures du matin ; autorisation écrite des détenteurs de l'autorité parentale pour le travail de 4 heures à 6 heures du matin) (p. 3609) ; rejeté.

Après l'article 19 : son amendement n° 70 (interdiction de l'ouverture de sections dans un lycée d'enseignement professionnel lorsque la région a supprimé la même formation dans un C.F.A. du même département faute de besoins — délai de deux ans à compter de la fermeture) : retiré (p. 3615).

Explications de vote (p. 3618) :

Limite d'âge (suppression de la - d'entrée en apprentissage) (p. 3618).
Rôle de la région (p. 3618).
Vote favorable du groupe Front national (p. 3618).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert (n° 99).

Première lecture, discussion des articles [7 juillet 1987] :

Après l'article unique : soutient le sous-amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Schenardi à l'amendement n° 7 deuxième rectification de la commission (remplacement de la commission nationale instituée à l'article 28 par le conseil régional) : retiré (p. 3752) ; contre l'amendement n° 9 de la commission (abrogation de l'article 30 de la loi du 7 mai 1946 supprimant, ainsi, les spécificités d'Alsace-Lorraine) (p. 3754).

Explications de vote (p. 3755) :

Géomètres-experts (définition du monopole des —) (p. 3755).
Vote favorable du groupe Front national (p. 3755).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre III : *aménagement du droit local de la chasse.*

Article 36 *(aménagement du droit local de la chasse)* : contre les amendements n° 106 de la commission des lois et 50 de la commission de la production (de suppression) (p. 3869).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [22 octobre 1987] :

Action sociale, assistance et solidarité (crédit d'—) (p. 4676).
Afrique du Nord (anciens combattants d'— et notamment campagne double et retraite anticipée) (p. 4676).
Harkis (p. 4675).
Moyens affectés aux administrations des anciens combattants (insuffisance des -) (p. 4674, 4675).
Office national des anciens combattants et victimes de guerre (O.N.A.C.). (p. 4675).
Opérations militaires de Madagascar, du Tchad, de Mauritanie, du Zaïre et du Liban (attribution de la qualité d'anciens combattants aux participants) (p. 4676).
Pensions (proportionnalité des —) (p. 4675).
Prisonniers du Viet-minh (anciens —) (p. 4676).

Vote des crédits [22 octobre 1987] :

Après l'article 65 : pour l'amendement n° 122 du Gouvernement (patriotes d'Alsace et de Moselle réfractaires à l'annexion de fait pendant la deuxième guerre mondiale) (p. 4697).

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Financement de la sécurité sociale (et notamment Etats généraux) (p. 5228, 5229).

— Son rappel au règlement : cherche à connaître la date de l'examen par l'Assemblée du projet de loi tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide [10 décembre 1987] (p. 7072).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide (n° 92) et proposition de loi tendant à réprimer l'incitation au suicide (n° 723).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [14 décembre 1987] :

Avortement (p. 7315).
Euthanasie (p. 7315).
Famille (politique familiale) (p. 7315).
Suicide (droit au — ; absence de répression du — depuis 1789) (p. 7315).
« Suicide, mode d'emploi » (ouvrage dénommé) :
— publication de l'— (p. 7315).
Suicides :
— causes (p. 7315).
Vie (protection de la —) (p. 7315).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 décembre 1987] :

Coopération intercommunale :
— retrait d'une commune (p. 7376) ;
— syndicalisme optionnel (p. 7376).
Fiscalité locale (et dépenses) (p. 7376).
Interventions économiques des collectivités locales :
— établissements de crédit garantissant des emprunts (participation des collectivités locales au capital des —) (p. 7376).
Rapport Steib (p. 7376).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 et 19 décembre 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen (p. 7783, 7784, 7785) ; rejetée au scrutin public (p. 7786).
Délais d'examen du projet et rôle du Parlement (p. 7783).
Assurance maladie :
— Fonds national de prévention au sein de la caisse nationale d'assurance maladie et politique de prévention (p. 7784, 7813).
Assurance vieillesse :
— incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins (p. 7784,7785).
Politiques sectorielles diverses :
— lutte contre la pauvreté (p. 7812).
Sécurité sociale (généralités) :
— Etats généraux de la sécurité sociale (p. 7783, 7784, 7812) ;
— sécurité sociale des étrangers (p. 7812, 7813) ;
— situation financière de la sécurité sociale (p. 7783, 7784, 7813, 7820, 7821).

Discussion des articles [19 décembre 1987] :

Titre Ier : *création d'un Fonds national de prévention.*

Article 1er *(création d'un Fonds national de prévention au sein de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés)* : son amendement n° 8 (élargissement des compétences des professionnels de santé à la prévention sanitaire) : rejeté (p. 7828).

Titre IV : *droit des médecins à une cessation anticipée d'activité.*

Article 4 *(incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins)* : son amendement n° 55 (nécessité pour les médecins bénéficiant d'une cessation anticipée d'activité d'être à jour de leurs cotisations obligatoires au titre des différents régimes sociaux) (p. 7851) ; retiré ; son amendement n° 56 (année de référence pour le versement de l'allocation) : retiré (p. 7852) ; son amendement n° 59 (disposition de la convention étant prévue par un règlement de la caisse autonome de retraite des médecins français) : retiré (p. 7853).

Après l'article 4 : son amendement n° 10 rectifié (critère de préférence nationale pour toutes les prestations familiales) (p. 7863) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 11 (substituant à l'expression allocation parentale d'éducation les termes « revenu maternel ») (p. 7864) ; rejeté ; son amendement n° 13 (communes, départements et régions pouvant conduire des actions en faveur de la démographie et de la famille) : rejeté (p. 7865).

Explications de vote [19 décembre 1987] :

Avortement (p. 7870).
Vote hostile du groupe Front national (p. 7870).

HERMIER (Guy)

Député des Bouches-du-Rhône
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation des enseignants : mouvement des enseignants, des étudiants et des lycéens ; situation d'un instituteur de Nice : Jean-Pierre Poggi [25 novembre 1987] (p. 6431).

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 746).

Première lecture, avant la discussion des articles [3 juin 1987] :

Découpage électoral (p. 1931, 1932, 1933).
Démocratie locale (p. 1933).
Front national (entrée du — dans la vie politique locale) (p. 1933).
Loi du 31 décembre 1982 dite « loi P.L.M. » (p. 1931).
Marseille (unité, organisation administrative et vie économique de —) (p. 1931, 1933, 1934).
Mode de scrutin (p. 1931).
Secteurs (répartition des sièges des conseillers municipaux entre —) (p. 1932).
Secteurs (écart démographique entre —) (p. 1932).
Secteurs (évolution démographique des —) (p. 1932).

Discussion des articles :

Article 1er, tableau 4 annexé *(tableau des secteurs pour l'élection des conseillers municipaux de Marseille)* : son amendement n° 2 soutenu par M. Marcel Rigout (répartition des sièges par secteur) ; intervient en faveur de son amendement en réponse aux arguments de la commission (p. 1960) rejeté (p. 1962).

Article 2, tableau n° 2 annexé *(ressort territorial des conseils d'arrondissement de Marseille)* : son amendement n° 3 (découpage par arrondissement) : rejeté (p. 1965).

Article 3 *(répartition des personnels, des biens et des équipements entre les nouveaux groupes d'arrondissement)* : son amendement n° 4 (accroissement du nombre de maires) : rejeté (p. 1966).

Explications de vote [4 juin 1987] :

Découpage électoral (p. 1968).
Marseille (image et moralisation de la vie politique de —) (p. 1968).
Vote hostile du groupe communiste (p. 1968).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Conception gouvernementale du mécénat (p. 3055).
Inconvénients du projet (généralités) (p. 3055, 3056, 3057).
Politique culturelle de l'Etat (p. 3056, 3057).
Rôle des entreprises dans le développement du mécénat (p. 3056).

Discussion des articles [23 juin 1987] [7 juillet 1987] :

Article 2 *(détermination des bénéficiaires des versements effectués par les particuliers des entreprises ouvrant droit à déduction et régime de déduction fiscale des entreprises)* : son amendement n° 60 soutenu par M. Daniel Le Meur (de suppression) : rejeté (p. 3073).

Après l'article 2 : son amendement n° 68 soutenu par M. Guy Ducoloné (décret devant déterminer les conditions dans lesquelles le 1 % s'appliquant à la construction des bâtiments publics dont l'Etat et les collectivités territoriales sont propriétaires pourra être étendu aux entreprises privées) : rejeté [7 juillet 1987] (p. 3690).

Article 7 *(déductibilité des charges exposées pour les besoins de l'exploitation et liées à une demeure historique)* : son amendement n° 64 soutenu par M. Roger Combrisson (de suppression) : rejeté (p. 3706).

Après l'article 16 : son amendement n° 67 soutenu par M. Georges Hage (pourcentage fixé par décret étant prélevé sur les sommes économisées par les entreprises au titre des droits à déduction prévu par la présente loi) : rejeté (p. 3734).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education Nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Examen du fascicule* [28 octobre 1987] :

Baccalauréat (objectif d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du —) (p. 4964).
Bourses et secours d'études (p. 4964).
Echec scolaire (plan pour la réussite scolaire) (p. 4964).
Enseignement privé (p. 4965).
Equipement scolaire (lycées ; financement par les régions) (p. 4964, 4965).
Plan prospectif pour l'enseignement (et hypothèse d'une loi — programme) (p. 4964).
Professeurs et instituteurs :
— effectifs de — (p. 4964) ;
— instituteurs (plan de revalorisation des carrières) (p. 4965) ;
— recrutement (crise du —), formation initiale et continue et statut (p. 4964, 4965).
Sélection (p. 4965).

Culture. — *Examen du fascicule* [30 octobre 1987] :

Artistes (grève des —) (p. 5129).
Budget de la culture (évolution du —) (p. 5128).
Cinéma (crise du — et concurrence avec la télévision) (p. 5128).
Création culturelle et théâtrale (p. 5128, 5129).
Danse et « année de la danse » (p. 5128).
Droit d'auteur (mise en cause du — par les directives européennes) (p. 5128).
Enseignements artistiques (p. 5128).
Espace culturel européen (p. 5128).
Patrimoine monumental (et loi de programme sur le —) (p. 5128).
Répartition de la dépense culturelle de l'Etat entre Paris et la province (p. 5128).
Télévision (création à la —) (p. 5128).

HERNU (Charles)

Député du Rhône
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

HERSANT (Jacques)

Député du Pas-de-Calais
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DÉPOTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier les articles 10, 11 et 72 de la Constitution afin d'instituer le **référendum d'initiative populaire (n° 842)** [11 juin 1987].

Proposition de loi tendant à faciliter l'accueil des **animaux de compagnie** dans les **maisons de retraite (n° 1122)** [9 décembre 1987].

HERSANT (Robert)

Député de l'Oise
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

HERVE (Edmond)

Député de l'Ille-et-Vilaine
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027).

DÉPOTS

Proposition de loi relative au recueil, à la conservation et à l'utilisation des **gamètes humains (n° 1024)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réforme hospitalière** : projet de loi entraînant la division de la communauté hospitalière et du corps médical [22 avril 1987] (p. 539).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 702 à 705).
Budget global et financement des hôpitaux (p. 704, 764).
Chef de service (statut et rôle du) (p. 703, 704).
Commission médicale d'établissement (C.M.E.) (p. 704).
Egalité devant l'accès aux soins (p. 702).
Evaluation médicale (p. 704).
Médecins hospitaliers (nombre, formation et statut des —) (p. 702, 703).
Planification hospitalière (et notamment rapport Etienne) (p. 704, 705).
Politique hospitalière menée entre 1981 et 1986 (et notamment départementalisation) (p. 703).
Secteur privé hospitalier (réintroduction du — à l'hôpital public) (p. 702).
Service (rétablissement du —) (p. 703).

Discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre Ier : *organisation des établissements d'hospitalisation publics.*

Article Ier *(rétablissement des services) :* soutient l'amendement n° 92 de M. Claude Bartolone (suppression des pôles d'activités) (p. 772) ; soutient l'amendement n° 94 de M. Claude Bartolone (substitution de la notion d'unité fonctionnelle à celle de pôle d'activités) (p. 773) ; rejeté (p. 774) ; soutient l'amendement n° 98 de M. Claude Bartolone (substitution de la notion de responsable de service à celle de chef de service) (p. 775) ; rejeté (p. 776) ; *article 20-2 de la loi du 31 décembre 1970 (statut du chef de service) :* soutient le sous-amendement n° 195 de M. Claude Bartolone à l'amendement n° 9 de la commission (substitution de la commission médicale consultative à la commission médicale d'établissement) (p. 779) ; rejeté (p. 780) ; *article 20-3 de la loi du 31 décembre 1970 (constitution des pôles d'activités) :* soutient le sous-amendement n° 196 de M. Claude Bartolone à l'amendement n° 12 de la commission (distinction du grade et de la fonction de chef de service) : rejeté ; soutient le sous-amendement n° 197 de M. Claude Bartolone à l'amendement n° 12 de la commission (substitution de la notion d'unité fonctionnelle à celle de pôle d'activités) ; conseil d'administration devant pouvoir se saisir directement de la création de pôles d'activités (p. 784) ; accord devant exister entre le président du conseil d'administration, le directeur général et le président de la commission médicale consultative (p. 785) ; rejeté ; soutient le sous-amendement n° 198 de M. Claude Bartolone à l'amendement n° 12 de la commission (substitution de la notion d'unité de soins à celle de pôle d'activités) ; contradictions entre le texte du projet et l'alinéa 7 de l'article 22 de la loi de décembre 1970 ; rejeté (p. 786) ; *article 20-4 de la loi du 31 décembre 1970 (constitution des départements) :* soutient l'amendement n° 134 de M. Claude Bartolone (procédure de constitution des départements) : rejeté (p. 789).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Politique de la santé :
— assurance maladie (p. 5237) ;
— équipement hospitalier (p. 5236) ;
— évaluation des soins (p. 5237, 5238) ;
— services hospitaliers (rôle des —) (p. 5237) ;
— recherche et prévention médicales (p. 5237).

HERVE (Michel)

Député des Deux-Sèvres
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

HOARAU (Claude)

Député de la Réunion
Apparenté communiste

Devenu député le 15 octobre 1987, en remplacement de M. Elie Hoarau, démissionnaire [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11998).

S'apparente au groupe communiste [*J.O.* du 21 octobre 1987] (p. 12300).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 7 novembre 1987] (p. 13032).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Questions* [21 octobre 1987] :

Prestations familiales perçues dans les D.O.M. (p. 4615).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Départements d'outre-mer (agriculture dans les —) (p. 4750).

Industrie. — *Questions* [26 octobre 1987] :

Réunion (fonctionnement des P. et T. à la —) (p. 4821, 4822).

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Questions* [28 octobre 1987] :

Réunion (insuffisance du nombre d'enseignants) (p. 5000, 5001).

HOARAU (Elie)

Député de la Réunion
Apparenté communiste

S'apparente au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

Démission le 14 octobre 1987 [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11998).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 mai 1987] (p. 5451).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 17 mai 1987] (p. 5451).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6063).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6063).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).**

Première lecture, avant la discussion des articles [25 mai 1987] :

Départements d'outre-mer (et notamment employés communaux à l'Ile de la Réunion) (p. 1598, 1599).

Discussion des articles [27 mai 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 9 *(article 22 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (budget des centres de gestion) :* proportion élevée d'agents non titulaires dans les départements d'outre-mer ; sa proposition de titularisation de ces agents et de prise en charge du supplément de salaire par l'Etat (p. 1729) ; soutient l'amendement n° 152 de M. Jacques Vergès (intégration des rémunérations des non titulaires dans l'assiette des cotisations au centre de gestion) (p. 1730) ; rejeté (p. 1731).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).**

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Après l'article 2 *bis* : soutient le sous-amendement n° 123 de Mme Colette Gœuriot (modification des modalités de préparation des plans particuliers d'intervention) (p. 3781) ; rejeté ; soutient le sous-amendement n° 124 de Mme Colette Gœuriot (consultation des salariés lors de l'élaboration des plans particuliers d'intervention) (p. 3782) ; rejeté ; soutient le sous-amendement n° 125 de Mme Colette Gœuriot (délai d'élaboration des plans particuliers d'intervention) : rejeté ; soutient le sous-amendement n° 126 de Mme Colette Gœuriot (communication des secrets industriels au représentant de l'Etat lors de l'élaboration des plans particuliers d'intervention) (p. 3783) ; rejeté ; soutient le sous-amendement n° 127 de Mme Colette Gœuriot (élaboration d'un rapport annuel du Gouvernement communiqué aux membres du parlement) : rejeté (p. 3784).

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre Ier : *information.*

Après l'article 15 : soutient l'amendement n° 143 de Mme Colette Gœuriot (nomination de deux représentants d'associations de défense pour l'environnement au sein du conseil départemental d'hygiène) (p. 3824) ; rejeté (p. 3825).

Chapitre IV : *prévention des risques naturels.*

Article 25 *(zones exposées à un risque sismique ou cyclonique) :* ses observations (p. 3853).

HOFFMANN (Jacqueline)

Député des Yvelines
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires cultures, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la Commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843) [*J.O.* du 5 juillet 1987] (p. 7378).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **améliorer la situation des familles monoparentales (n° 756)** [19 mai 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Atteinte au droit de grève et attaques contre les libertés chez Renault** : rétablissement d'une sanction financière contre les grévistes [17 juin 1987] (p. 2510) ; licenciements chez Renault (p. 2511) ;

orales sans débat :

— **n° 180**, posée le 7 avril 1987 : **prestations familiales (montants)** (p. 67) ; appelée le 10 avril 1987 : **prestations familiales** ; nécessité d'augmenter leur montant (p. 208, 209) ;

— **n° 208**, posée le 12 mai 1987 : **météorologie (structures administratives)** (p. 1057) ; appelée le 15 mai 1987 : **transfert des services de la météorologie à Toulouse** : conditions du transfert ; incidences sur les personnes déplacées (p. 1195, 1196).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).**

Première lecture, discussion des articles [9 avril 1987] :

Article Ier et annexe *(approbation des orientations de l'annexe) :* son amendement n° 25 rectifié (arrêté des essais nucléaires et abandon des missiles nucléaires tactiques ou préstratégiques classiques neutroniques) : rejeté au scrutin public (p. 171) ; soutient l'amendement n° 24 de M. Michel Peyret (précisant que la France s'engage à ne pas produire ni stocker d'armes chimiques) (p. 177).

— **Projet de loi de relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).**

Première lecture, discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre III : *dispositions relatives aux établissements d'hospitalisation privés.*

Article 10 *(regroupement des établissements privés) :* son amendement n° 37 soutenu par M. Jacques Roux (de suppression) (p. 810) ; rejeté (p. 811).

— Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 mai 1987] :

Autorité parentale (lien avec la garde) (p. 952).
Enfant non issu du mariage (p. 952).
Familles (conditions de vie des) (p. 951).
Juge (latitude laissée au) (p. 952).
Mœurs (évolution des) (p. 951).

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Droits des salariés (protection des) (p. 1037, 1038).
Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes (p. 1037).
Flexibilité du travail (p. 1037).
Formation professionnelle (et notamment développement des emplois qualifiés) (p. 1038, 1039).
Formes de l'aménagement du temps de travail :
— travail de nuit des femmes (condition de dérogation - opinion des femmes) (p. 1037).
Ouvrières de Thomson (lettre ouverte des) (p. 1037).

Son rappel au règlement : ses observations relatives à l'organisation de travaux parlementaires (p. 1089).

Discussion des articles [13 mai 1987] [14 mai 1987] [18 mai 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 246 (conventions collectives ne pouvant être conclues que par des syndicats majoritaires dans l'entreprise) : rejeté (p. 1111) ; soutient l'amendement n° 242 de M. Jean Reyssier (cas où les jugements rendus par les conseils de prud'hommes sont exécutoires par provision) (p. 1116) ; rejeté (p. 1117).

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* : soutient l'amendement n° 253 de M. Bernard Deschamps (durée légale du travail effectif étant fixée à trente heures par semaine pour le père ou la mère d'un enfant de moins de trois ans) (p. 1157) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1158) ; soutient l'amendement de M. Jacques Rimbault (impossibilité de modifier l'aménagement du temps de travail à l'intérieur de la semaine) (p. 1162) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 257 de M. Georges Hage (accord de modulation du temps de travail ne pouvant être conclu que lorsque les salariés bénéficient d'une sixième semaine de congés payés) : application de l'article 44-3 de la Constitution.

Article 2 *(récupération)* : cession de Trigano par le Crédit lyonnais (p. 1169).

Article 5 *(instauration conventionnelle de cycles de travail)* : son amendement n° 276 (heures supplémentaires dans le cadre des cycles de travail) (p. 1280) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1281).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 3 (abrogation de toutes dispositions exonératrices au profit des employeurs) (p. 2962) ; rejeté au scrutin public (p. 2963).

Explications de vote (p. 2967) :

Cotisations sociales salariales (croissance des —) (p. 2967, 2968).
Solidarité nationale (atteinte à la) (p. 2968).
Vote hostile du groupe communiste (p. 2968).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] :

Apprentis (rémunération des –) (p. 3491).
Apprentissage :
– contrat d'– (p. 3491).
Régions (rôle des) (p. 3491).

Discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 1er *(définition de l'apprentissage)* : son amendement n° 9 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ; soutient l'amendement n° 10 de M. Georges Hage (nouvelle rédaction de l'article ; maintien de l'apprentissage au seul niveau V) (p. 3534) ; rejeté ; son amendement n° 59 soutenu par M. Marcel Rigout (limitation de l'apprentissage à l'obtention d'une première qualification professionnelle) (p. 3535) ; rejeté (p. 3536) ; soutient l'amendement n° 11 de Mme Muguette Jacquaint (apprentissage conduisant à la seule obtention de diplômes de l'enseignement technologique ; suppression de la référence aux titres homologués) : rejeté (p. 3537) ; son amendement n° 12 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (rédactionnel) : rejeté (p. 3539).

Article 2 *(durée du contrat d'apprentissage et conclusion de contrats successifs)* : son opposition à l'article ; C.A.P. ; son amendement n° 14 rectifié soutenu par Mme Muguette Jacquaint (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3544) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 15 de Mme Muguette Jacquaint (contrat d'apprentissage pouvant prendre fin en cas d'obtention du C.A.P. avec l'accord des deux parties et en cas de signature d'un contrat de travail à durée indéterminée) (p. 3545) ; rejeté au scrutin public (p. 3547) ; soutient l'amendement n° 71 de M. Marcel Rigout (ouverture de la formation professionnelle continue ou signature d'un contrat de qualification après l'obtention d'une première qualification par la voie de l'apprentissage) : rejeté au scrutin public (p. 3559).

Article 3 *(mission des C.F.A.)* : son amendement n° 17 soutenu par M. Marcel Rigout (de suppression) : rejeté (p. 3561).

Article 4 *(dérogation au principe de la formation des apprentis en C.F.A.)* : soutient l'amendement n° 19 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 3564) ; rejeté (p. 3565).

Après l'article 8 : son amendement n° 1 (interdiction du travail de nuit pour les apprentis) : rejeté.

Article 9 *(suppression de l'avis circonstancié d'orientation pour la conclusion du contrat d'apprentissage)* : son amendement n° 23 (de suppression) ; conditions de l'orientation scolaire (p. 3576) ; rejeté (p. 3577).

Article 10 *(agrément des employeurs)* : soutient l'amendement n° 25 de M. Georges Hage (de conséquence de l'amendement n° 24) : rejeté.

Article 11 *(obligations pédagogiques de l'employeur)* : son amendement n° 28 (association des représentants des enseignants du C.F.A., des délégués syndicaux, des délégués du personnel et d'un représentant du comité d'entreprise d'accueil aux activités de coordination de la formation en entreprise avec celle dispensées en centre) : rejeté.

Article 12 *(prolongation de l'apprentissage en cas d'échec à un examen ; prorogation du contrat initial ou conclusion d'un nouveau contrat avec un autre employeur)* : son amendement n° 29 soutenu par M. Marcel Rigout (prorogation d'un an du contrat après avis du directeur du C.F.A.) (p. 3582).

Article 13 *(rémunération des apprentis ; variation en fonction de l'âge et du déroulement de la formation)* : soutient l'amendement n° 30 de Mme Muguette Jacquaint (nouvelle rédaction de l'article) : rejeté au scrutin public (p. 3584) ; son amendement n° 60 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (conclusion d'un nouveau contrat après obtention du diplôme ne pouvant se traduire par une baisse de la rémunération) : rejeté (p. 3585).

Après l'article 13 : son amendement n° 31 soutenu par M. Marcel Rigout (seuils sociaux ; prise en compte des apprentis) : rejeté au scrutin public (p. 3586).

Après l'article 14 : son amendement n° 2 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (signature du contrat d'apprentissage par un mineur subordonnée à l'accord écrit de la personne en ayant la garde) : rejeté (p. 3600).

Article 17 *(exonération des charges sociales patronales pour les entreprises de plus de 10 salariés)* : son amendement n° 33 (de suppression) (p. 3605) ; rejeté au scrutin public (p. 3607).

Article 18 *bis* *(compensation par l'Etat des charges nouvelles incombant aux régions)* : réforme de la taxe d'apprentissage (p. 3613) ; son amendement n° 61 (bilan annuel présenté au Parlement retraçant l'effort de l'Etat en matière d'apprentissage) ; rejeté.

Explications de vote (p. 3618) :

Création d'une filière concurrente du service public (p. 3619).
Situation de précarité des jeunes (p. 3619).
Vote hostile du groupe communiste (p. 3619).

— Projet de loi relatif à la transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 décembre 1987] :

Incidents survenus devant le Palais Bourbon (p. 7248).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 décembre 1987] :

Soutient la motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (p. 7822, 7823, 7824, 7825) ; rejetée au scrutin public (p. 7826).

Délais d'examen du projet et rôle du Parlement (p. 7822).

Assurance maladie :

— démographie médicale (problèmes posés par la —) (p. 7822, 7823).

Assurance vieillesse :

— assurance vieillesse : généralités (p. 7823, 7824) ;

— retraite progressive (p. 7823) ;

— revalorisation des pensions pour 1988 (p. 7823).

Politiques sectorielles diverses :

— allocations familiales et politique de la famille (p. 7824) ;

— mère de famille (statut de la —) (p. 7824).

Sécurité sociale (généralités) :

— propositions du parti communiste (p. 7825).

Discussion des articles [19 décembre 1987] :

Titre Ier : *création d'un Fonds national de prévention.*

Article Ier *(création d'un Fonds national de prévention au sein de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés) :* soutient l'amendement n° 2 de M. Jacques Roux (de suppression) (p. 7827) ; rejeté (p. 7828).

HOLEINDRE (Roger)

Député de la Seine-Saint-Denis
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Polynésie française** : préméditation des événements récents ; situation de la Polynésie ; meneurs indépendantistes ; présence française dans le Pacifique [28 octobre 1987] (p. 4981, 4982) ;

orales sans débat :

— **n° 188 de M. Jean-Pierre Reveau : appelée le 10 avril 1987 : incidents dans l'église de Port-Marly** : agissements des forces de police intervenues sans que l'ordre public fût menacé (p. 219, 220).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [10 et 14 avril 1987] :

Colonie de peuplement (et notamment lettre de M. Messmer du 19 juillet 1972) (275).

Domaine foncier (redistribution du —) (p. 276).

Environnement géo-politique de la Nouvelle-Calédonie (p. 277, 278).

Forces de l'ordre (et notamment présence des — et répression) (p. 238, 276).

Nainville-les-Roches (conférence de —) (p. 276).

Préoccupation de l'Eglise en Nouvelle-Calédonie (p. 277).

Son rappel au règlement (remplacement des gendarmes par des parachutistes) (p. 238).

Vanuatu (expérience de la décolonisation de —) (p. 277).

Discussion des articles [14 avril 1987] :

Article 2 *(application du code électoral) :* son amendement n° 8 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (tendant à rappeler l'égalité de suffrage) : rejeté.

Article 3 *(définition du corps électoral) :* soutient l'amendement n° 9 de M. Jean-Claude Martinez (suppression des conditions nécessaires pour la participation à la consultation) (p. 314) ; rejeté ; son amendement n° 17 (modification de la définition du corps électoral) (p. 315) : rejeté (p. 316) ; son amendement n° 18 (modification de la définition du corps électoral) : rejeté ; son amendement n° 11 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (condition de résidence) : rejeté (p. 316) ; son amendement n° 16 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (inscription sur les listes électorales des fonctionnaires et des militaires) (p. 316, 317) ; rejeté.

Après l'article 4 : son amendement n° 19 (non application de la condition de résidence pour les propriétaires de biens immobiliers ou de fonds de commerce) : rejeté (p. 317).

Article 8 *(compétences de la commission) :* son amendement n° 12 (habilitation des différents groupes parlementaires) : retiré (p. 320).

Article 13 *(vote par procuration) :* son opposition (p. 323).

Titre *(projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances) :* son amendement n° 13 (modifications du titre) ; rejeté (p. 325) ; son amendement n° 14 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (modification du titre) (p. 324) ; rejeté (p. 325).

Commission mixte paritaire [6 mai 1987] (p. 899) :

Constitutionnalité du référendum (p. 903).

Construction d'une ville (contrepoids Nouméa) (p. 903).

Environnement géopolitique de la Nouvelle-Calédonie (p. 903).

Forces de l'ordre (et notamment présence des — et répression) (p. 903).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, discussion des articles [19 mai 1987] :

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-3 du code du travail* (bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : ses observations sur l'amendement n° 121 de M. Louis Besson (tendant à étendre l'obligation d'emploi aux personnes dont la capacité diminue à cause de leur propre rythme) ; possibilité de commencer l'apprentissage à 14 ans (p. 1345, 1346).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [5 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la protection sociale.*

Après l'article 2 : soutient l'amendement n° 253 de M. François Bachelot (allocation de parent isolé étant réservée aux citoyens français) : rejeté (p. 2056).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jacques Lafleur et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 412).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [22 juin 1987] :

Australie (position de l' — sur l'indépendance kanake) (p. 3026).

Nouméa (déstabilisation de — par la loi du 19 janvier 1983) (p. 3026).

Opposition du Front national (p. 3026).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987].

Après l'article 10 : soutient le sous-amendement n° 83 de M. Michel de Rostolan à l'amendement n° 74 du Gouvernement (cambodgiens) ; « gangstérisme » politique à l'Assemblée ; met en cause M. Jacques Toubon ; compare l'Assemblée nationale à un « panier de crabes » (p. 4167) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4168) ; soutient le sous-amendement n° 82 de M. Michel de Rostolan à l'amendement n° 74 du Gouvernement (population de l'Angola) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4169) ; soutient le sous-amendement n° 92 de M. Bruno Gollnisch à l'amendement n° 74 du Gouvernement (régime de la terreur dans le Viet-Nam communiste) (p. 4171) ; met en cause MM. Serge July et Alain Madelin ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4172) ; soutient le sous-amen-

dement n° 96 de M. Bruno Gollnisch à l'amendement n° 74 du Gouvernement (dictature sanglante de la minorité marxiste à Cuba) ; met en cause M. Alain Madelin ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4174) ; soutient le sous-amendement n° 102 de M. Michel de Rostolan à l'amendement n° 74 du Gouvernement (agression soviétique en Corée) (p. 4177) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4178).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération. — *Questions* [20 octobre 1987] :

Anciens combattants de la guerre d'Indochine (attribution de la Légion d'honneur aux) (p. 4506).

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :

Coopération régionale entre les départements d'outre-mer et les états voisins (p. 4575).
Investissement dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment F.I.D.O.M. et F.I.D.E.S.) (p. 4574, 4575).
Nouvelle-Calédonie (situation en) (p. 4575).
Tahiti (situation à) (p. 4574, 4575).

Intérieur. — *Examen du fascicule* [9 novembre 1987] :

Rôle des journalistes (p. 5617, 5618).
Sécurité :
affaire Mitolo (p. 5616) ;
drogue (p. 5618) ;
prostitution (p. 5618).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :

Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :
économie de la Nouvelle-Calédonie (p. 6315) ;
peuplement de la Nouvelle-Calédonie (p. 6313) ;
politique de la France dans le Pacifique sud (p. 6315) ;
situation des D.O.M.-T.O.M. (et notamment Polynésie) (p. 6314).
Evolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie :
référendum du 13 septembre 1987 (p. 6314).
« Incidents » en Nouvelle-Calédonie :
fusillade de Hienghène (et suites judiciaires) (p. 6314).
Organisation des pouvoirs publics en Nouvelle-Calédonie :
coutume et Assemblée coutumière (p. 6314).

Discussion des articles [25 novembre 1987] :

Article 1er *(composition du territoire de la Nouvelle-Calédonie ; principe de libre administration et d'autonomie interne) :* son amendement n° 86 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (suppression de la référence « signes distinctifs permettant à la Nouvelle-Calédonie de marquer sa personnalité ») : rejeté ; son amendement n° 72 (territoire de la Nouvelle-Calédonie devant faire siens les attributs de la République française) (p. 6336) ; rejeté au scrutin public (p. 6337).

Article 2 *(institutions du territoire) :* son amendement n° 73 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (territoire de la Nouvelle-Calédonie étant érigé en département d'outre-mer et constituant une région) (p. 6337) ; rejeté (p. 6338).

Article 4 *(représentation de la coutume) :* son amendement n° 74 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (de suppression) (p. 6340) ; retiré (p. 6341) ; contre l'amendement n° 115 de M. Robert Le Foll (création dans chaque région d'un conseil consultatif coutumier) (p. 6341) ; son amendement n° 75 (définition des aires culturelles wallisiennes, vietnamiennes et européennes) (p. 6342) ; rejeté (p. 6343).

Titre Ier : des compétences de l'Etat, du territoire, des régions, des communes et de l'Assemblée coutumière.

Article 5 *(compétence générale du territoire) :* son amendement n° 76 (compétences de droit commun étant attribuées à l'Etat) : rejeté (p. 6344).

Article 6 *(compétences de l'Etat) :* son amendement n° 77 (Etat étant doté d'une compétence de principe) (p. 6345) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 78 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (Etat étant compétent pour l'exploration, l'exploitation, la conservation et la gestion des ressources naturelles, biologiques et non biologiques de la zone économique) (p. 6346) ; rejeté ; son amendement n° 79 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (Etat fixant le programme annuel d'importation, les restrictions quantitatives à l'importation, et déterminant le montant annuel d'allocation de devises alloué au territoire) : rejeté au scrutin public (p. 6347) ; son amendement n° 81 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (haut-commissaire pouvant, en cas d'urgence et de nécessité impérieuse, si la sécurité et l'intégrité du territoire sont menacées d'une manière grave et immédiate, prendre les mesures exigées par ces circonstances jusqu'au rétablissement de la situation) : retiré (p. 6348).

Article 7 *(compétences des régions) :* son amendement n° 82 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (nécessaire respect de la compétence générale de principe de l'Etat) : retiré ; son amendement n° 83 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (de suppression) : retiré (p. 6359) ; son amendement n° 84 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (rôle de l'agence pour le développement rural et d'aménagement foncier) : retiré (p. 6360).

Article 8 *(régime applicable aux communes) :* son amendement n° 85 (régime des communes du territoire de la Nouvelle-Calédonie étant aligné sur celui des communes métropolitaines) : rejeté (p. 6361).

Titre II : de l'organisation des pouvoirs publics du territoire.

Chapitre Ier : *le conseil exécutif.*

Section 1 : composition et formation.

Article 10 *(composition du conseil exécutif) :* son amendement n° 87 (haut-commissaire présidant les délibérations du conseil exécutif) : rejeté (p. 6365).

Article 11 *(élection du président du conseil exécutif) :* son amendement n° 88 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (de suppression) : rejeté (p. 6366).

Article 12 *(élection de cinq membres du conseil exécutif) :* son amendement n° 89 (élection des dix membres du conseil exécutif s'effectuant selon le mode de scrutin de liste à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne) (p. 6366) ; rejeté (p. 6367).

Article 15 *(incompatibilités applicables aux membres du conseil exécutif) :* son amendement n° 90 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 91 : devenu sans objet (p. 6368).

Section 2 : règles de fonctionnement.

Article 24 *(fixation de l'ordre du jour du conseil exécutif) :* son amendement n° 92 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (haut-commissaire arrêtant l'ordre du jour des réunions du conseil exécutif) : rejeté.

Article 27 *(caractère secret des séances du conseil exécutif) :* son amendement n° 93 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (membres du conseil exécutif étant appelés à répondre, au moins une fois par mois, aux questions qui leur sont posées par les membres du congrès) (p. 6370) ; retiré (p. 6371).

Section 3 : attributions du conseil exécutif et de son président.

Article 30 *(compétences du conseil exécutif) :* son amendement n° 96 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (enseignement facultatif des langues locales dans les établissements d'enseignement secondaire) : rejeté (p. 6372).

Article 31 *(compétences du conseil exécutif) :* son amendement n° 97 (conseil exécutif créant et organisant les organismes assurant la représentation des intérêts économiques) : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 98 (approbation de l'Etat pour le programme des vols nolisés) (p. 6373) : rejeté (p. 6374).

Article 32 *(nomination relevant du conseil exécutif) :* son amendement n° 99 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (suppression de la possibilité offerte au conseil exécutif de nommer les chefs des services territoriaux) : rejeté au scrutin public (p. 6375).

Article 33 *(projet d'investissements étrangers en Nouvelle-Calédonie) :* son amendement n° 100 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (compétences du haut-commissaire pour approuver les projets d'investissements étrangers en Nouvelle-Calédonie) : rejeté au scrutin public.

Article 34 *(suspension ou réduction de droits fiscaux) :* son amendement n° 101 (nécessité de provoquer une séance exceptionnelle dans un délai maximum de sept jours lorsque le congrès n'est pas en session) (p. 6376) ; rejeté ; son amendement n° 102 (suppression de l'application immédiate des décisions du congrès) : rejeté (p. 6376).

Article 36 *(attributions consultatives du conseil exécutif) :* son amendement n° 103 (limitation des compétences consultatives du conseil exécutif) (p. 6377) ; rejeté.

Article 40 *(modalités d'exercice des attributions du conseil exécutif) :* son amendement n° 104 (suppression de la majorité qualifiée des deux tiers) (p. 6378) ; rejeté (p. 6380).

Article 42 *(attributions du conseil exécutif dans le domaine des relations internationales) :* son amendement n° 105 (limi-

tation de la compétence du conseil exécutif aux accords économiques) : rejeté ; son amendement n° 106 (suppression des attributions du conseil exécutif dans la zone du Pacifique Sud) : rejeté au scrutin public (p. 6381, 6382).

Chapitre II : *le congrès.*

Section 2 : règles de fonctionnement.

Article 49 *(élection du président et des deux vice-présidents du congrès)* : son amendement n° 107 (nécessité d'une majorité des trois cinquièmes lors du premier tour) ; son amendement n° 108 (nécessité d'une majorité absolue lors des tours suivants) ; retirés (p. 6399).

Section 3 : attributions du congrès.

Article 67 *(maîtrise des ressources naturelles de la zone économique)* : son amendement n° 109 soutenu par M. Jean-Claude Martinez (de suppression) (p. 6402) ; rejeté au scrutin public (p. 6403).

Chapitre III : *l'Assemblée coutumière.*

Section 1 : composition et formation.

Article 76 *(composition de l'Assemblée coutumière)* : contre l'amendement n° 136 de M. Robert Le Foll (composition du rôle des conseils consultatifs coutumiers) (p. 6405).

Section 2 : règles de fonctionnement.

Article 81 *(financement des dépenses de fonctionnement de l'Assemblée coutumière)* : contre les amendements n° 36, 37 et 38 de la commission (rédactionnels) (p. 6407).

Titre III : des institutions de la région.

Chapitre II : *le président du conseil de région.*

Article 105 *(direction de l'administration régionale)* : son amendement n° 110 (haut-commissaire étant le chef de l'administration dans la région) : retiré (p. 6412).

Chapitre IV : *les ressources et le budget de la région.*

Article 113 *(les ressources de la région)* : son amendement n° 111 (suppression de la disposition prévoyant que les régions déterminent le montant des centimes additionnels à la contribution foncière des propriétés bâties et non bâties et à la patente) : retiré (p. 6415).

Explications de vote :

Coutume (p. 6452).
Déroulement des débats (p. 6453).
Emblême de la Nouvelle-Calédonie (p. 6453).
Peuplement de la Nouvelle-Calédonie (p. 6453).
Répartition des compétences entre l'Etat et le territoire (p. 6453).

HOUSSIN (Pierre-Rémy)

Député de la Charente
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 664) tendant à assurer l'indemnisation des commerçants et artisans lors d'opérations d'urbanisme [14 mai 1987] (p. 1180).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence modifiant la loi du 28 mars 1985 sur les marchés à terme (n° 1038) [20 novembre 1987] (p. 6197).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038) [*J.O.* du 3 décembre 1987] (p. 14092).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 3 décembre 1987] (p. 14092).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 49 du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre **l'alcoolisme (n° 675)** [14 avril 1987].

Proposition de loi tendant à soustraire du régime de la loi n° 72-1137 du 22 décembre 1972 les **ventes de moins de cinq cents francs (n° 759)** [19 mai 1987].

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire le **sous-titrage des émissions** organisées dans le cadre officiel des **campagnes électorales** sur les **chaînes de service public (n° 956)** [6 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à permettre **aux présidents des conseils généraux et de conseils régionaux de saisir le médiateur (n° 990)** [28 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1038), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les **marchés à terme (n° 1065)** [25 novembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les **marchés à terme (n° 1088)** [3 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Grands axes routiers en Poitou-Charentes [22 avril 1987] (p. 544) ;

orales sans débat :

— **n° 261**, posée le 22 juin 1987 : **retraites : fonctionnaires civils et militaires (paiement des pensions : Poitou-Charentes)** (p. 3028) ; appelée le 26 juin 1987 : **mensualisation des retraites des fonctionnaires** : opération mise en œuvre il y a 12 ans et encore inachevée alors que la mensualisation des retraites du régime général s'est effectuée en une seule année (p. 3241, 3242).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Plans O.R.S.E.C. (p. 3291).
Sapeurs-pompiers (organisation et rôle) (p. 3291).
Secours (financement des opérations de —) (p. 3291, 3292).

Discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Après l'article 2 *bis* : son sous-amendement n° 221 à l'amendement n° 66 de la commission des lois soutenu par M. Jean Bonhomme (tendant à préciser la situation juridique de l'exploitant lors de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde imposée par le plan particulier d'intervention) : retiré (p. 3783).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Questions* [22 octobre 1987] :

Pose la question de M. Pierre Raynal :
Zones rurales (actions en faveur de l'artisanat et notamment journée nationale de Blanzac) (p. 4644).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Remplaçant M. Pierre Raynal : installation des jeunes agriculteurs (aides à l') (p. 4764).
Lycées d'enseignement professionnel en Poitou-Charentes (construction de) (p. 4758).
Quotas laitiers en Poitou-Charentes (application des —) (p. 4758).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. I — Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

Route nationale 10 (remplacé par M. André Fanton) (p. 5385).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [1er et 2 décembre 1987] :

Commissionnaires agréés (p. 6642).
Harmonisation fiscale (p. 6642).
Marchés à terme :
intérêt des (p. 6642).
unification des (p. 6643).

Marchés à terme de marchandises (et spécificité des) : loi de 1983 (p. 6642).

Discussion des articles [2 décembre 1987] :

Article 1er *(conseil du marché à terme)* : son amendement n° 1 (fixation par le règlement général des attributions des comités spécialisés) : adopté ; son amendement n° 2 (extension de l'obligation de secret professionnel aux membres des comités spécialisés et à leurs agents) : modifié et adopté (p. 6665).

Article 1er *bis* *(règlement général du marché à terme et règlements particuliers)* : son amendement n° 3 (règlements particuliers aux contrats autres que ceux portant sur des marchandises) : adopté ; pour l'amendement n° 49 du Gouvernement (recours contre les décisions du conseil du marché à terme).

Article 1er *ter* *(inscription ou radiation d'un contrat - suspension des opérations sur un produit)* : son amendement n° 4 (suppression de la référence à des produits - inclusion de tout contrat dans l'article 1er *ter*) (p. 6666) ; adopté.

Article 1er *quater* *(opérateurs intervenant sur le marché à terme d'instruments financiers)* : son amendement n° 5 (substitution des sociétés de bourse aux agents de change) : adopté ; ses réserves à titre personnel sur l'amendement n° 27 de M. Michel Cointat adopté par la commission (accès des commissionnaires agréés au M.A.T.I.F.) (p. 6667) ; contre l'accès automatique des commissionnaires agréés au M.A.T.I.F. ; sa préférence pour un accès privilégié.

Article 1er *quinquies* *(opérateurs sur le marché à terme de marchandises)* : son amendement n° 6 (suppression de la possibilité d'introduire de nouveaux opérateurs sur le marché à terme de marchandises) (p. 6668) ; adopté.

Article 1er *sexies* *(responsabilité des opérateurs sur le marché à terme - mandat de gestion écrit)* : son amendement n° 7 (de forme) : adopté.

Article 1er *septies* *(carence du marché à terme - compétence du ministre chargé de l'économie)* : son amendement n° 8 (décret du Gouvernement, et arrêté du ministre de l'économie en cas d'urgence) : adopté.

Article 1er *octies* *(compensation des opérations sur contrats à terme d'instruments financiers)* : son amendement n° 9 (extension aux contrats à terme de marchandises) ; unification des règles de compensation (p. 6669) ; intégration progressive de la banque centrale de compensation dans la chambre de compensation des instruments financiers de Paris ; adopté ; ses amendements nos 10 et 11 (de conséquence de l'adoption de l'amendement n° 9) : adoptés ; son amendement n° 12 (possibilité pour le conseil des marchés à terme de désigner un établissement de crédit spécifiquement chargé de la compensation des opérations sur les contrats à terme de marchandises) ; modifié et adopté ; son amendement n° 13 (de coordination) : adopté (p. 6670).

Article 1er *nonies* *(compensation des opérations sur contrats à terme de marchandises)* : son amendement n° 14 (de suppression) : adopté.

Après l'article 1er *quatuordecies* : pour l'amendement n° 36 du Gouvernement (démarchage - harmonisation avec les autres produits financiers) (p. 6671) .

Article 2 *bis* *(fonds communs d'intervention sur les marchés à terme)* : pour l'amendement n° 23 de M. Jean-Paul Charié (indépendance de la chambre de compensation des marchés à terme par rapport aux organismes responsables des marchés) (p. 6675).

Article 4 *(mission impartie à la C.O.B. pour la protection de l'épargne investie sur les marchés à terme)* : son amendement n° 15 (de suppression) ; dispositions de l'article introduites dans le projet sur les bourses de valeurs ; adopté.

Article 5 *(pouvoirs d'investigation de la C.O.B. sur les marchés à terme)* : son amendement n° 16 (de suppression) ; dispositions de l'article introduites dans le projet de loi les bourses de valeurs ; adopté (p. 6676).

Article 6 *(pouvoirs d'investigation de la C.O.B. sur les marchés à terme)* : son amendement n° 17 (de suppression) ; dispositions de l'article introduites dans le projet de loi sur les bourses de valeurs ; adopté.

Article 7 *(délit d'initié - extension des pouvoirs de la C.O.B. aux marchés à terme)* : son amendement n° 18 (de suppression) ; dispositions de l'article introduites dans le projet de loi sur les bourses de valeurs ; adopté.

Article 8 *(délit de diffusion de fausse information - extension des pouvoirs de la C.O.B. aux marchés à terme)* : son amendement n° 19 (de suppression) ; dispositions de l'article introduites dans le projet de loi sur les bourses de valeurs ; adopté.

Article 9 *(délit de manipulation de cours — extension des pouvoirs de la C.O.B aux marchés à terme)* : son amendement n° 20 (de suppression) ; dispositions de l'article introduites dans le projet de loi sur les bourses de valeurs ; adopté.

Après l'article 10 : son amendement n° 21 (rétablissant la référence au décret d'application de la loi du 28 mars 1885 supprimée par le Sénat) : adopté (p. 6678) ; contre les amendements n° 25 de M. Jean-Paul Charié et n° 34 de M. Georges Tranchant (syndicat professionnel du marché à terme de marchandises remplaçant les syndicats existants) ; compagnie des commissionnaires (p. 6679).

Après l'article 12 : pour l'amendement n° 26 de M. Jean-Paul Charié (maintien en vigueur des règlements actuels des marchés à terme de marchandises jusqu'à l'adoption du règlement général par le conseil des marchés à terme) ; pour le sous-amendement n° 41 du Gouvernement à l'amendement n° 26 de M. Jean-Paul Charié (décisions de la commission des marchés à terme substituées aux règlements) ; pour le sous-amendement n° 42 du Gouvernement (adaptation des décisions de la commission des marchés à terme de marchandises à l'application de la présente loi) ; pour le sous-amendement n° 43 du Gouvernement (suppression de la référence au décret en Conseil d'Etat pour les conditions d'application de la présente loi) (p. 6680).

Titre : son amendement n° 22 (projet de loi relatif aux marchés à terme) : adopté (p. 6681).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles.
Rapporteur [20 décembre 1987] :

Suppléé par M. Ladislas Poniatowski (p. 7908).

HUBERT (Elisabeth)

Député de la Loire-Atlantique
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Ticket modérateur et médicaments à « vignette bleue »** : refus par certaines caisses de l'accès d'assurés sociaux au « filet de sécurité » ; organisation des « états généraux » de la sécurité sociale [15 avril 1987] (p. 345) ;

— **Incendie dans une usine de produits chimiques à Nantes** : problème de la sécurité des installations industrielles à proximité de zones urbaines ; plan O.R.S.E.C. ; rôle des médias [4 novembre 1987] (p. 5362).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).**

Première lecture, avant la discussion des articles
[28 et 29 avril 1987] :

S'oppose à l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 705 à 707).
Commission médicale d'établissement (C.M.E.) (p. 706).
Département médical (p. 706).
Dépenses de santé (maîtrise des —) (p. 707).
Médecins hospitaliers (nombre, formation et statut des —) (p. 707).
Pôles d'activités (p. 706).
Politique hospitalière menée entre 1981 et 1986 (et notamment départementalisation) (p. 705, 706).
Politique hospitalière menée depuis 1986 (généralités) (p. 707).
Secteur privé hospitalier (complémentarité du — avec le secteur public) (p. 706).
Secteur privé hospitalier (réglementation et situation du —) (p. 705).
Secteur privé hospitalier (réintroduction du — à l'hôpital public) (p. 706).
Service (rétablissement du —) (p. 706).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [10 juin 1987] :

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*

Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales)* : ses observations (p. 2194).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Financement de la sécurité sociale (et notamment Etats Généraux) (p. 5229, 5230).

Personnes âgées :

— assurance vieillesse (p. 5230).

Politique de la santé :

— assurance maladie (p. 5230).

HUGUET (Roland)

Député du Pas-de-Calais
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 610) et portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).

Première lecture, avant la discussion des articles (discussion commune) [22 avril 1987] :

Activités portuaires (p. 565).
Adaptation de la législation française (p. 565).
Agriculture (importance des emprises en France) (p. 566).
Aménagement du territoire (p. 566).
Approbation du groupe socialiste (p. 567).
Commission intergouvernementale (rôle de la —) (p. 565).
Droits et obligations des concessionnaires (p. 565, 566).
Droits et obligations des deux Gouvernements (p. 565).
Environnement (défense de l'—) (p. 566).
Eurotunnel (choix du projet) (p. 564).
Infrastructures autoroutières, routières et ferroviaires (plan d'accompagnement en —) (p. 566).
Marché européen (p. 564, 565).
Nord-Pas-de-Calais (retombées économiques sur la région —) (p. 565).
Relations Eurotunnel — S.N.C.F. et Eurotunnel — British Railways (p. 565).
T.G.V. Nord (p. 565, 566).
Traité de Cantorbéry (élaboration du —) (p. 564).

HUNAULT (Xavier)

Député de la Loire-Atlantique
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à favoriser la reprise d'un logement loué pour le destiner à l'usage d'habitation des ascendants (n° 981) [26 novembre 1987] (p. 6473).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Réforme de la politique agricole commune [25 novembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Surplus agricole (p. 4762).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

Aménagement du territoire (rôle des différentes structures en faveur des zones rurales) (p. 5387).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 13 : son amendement n° 8 corrigé soutenu par M. Jean-Pierre de Peretti Della Rocca (prévoyant que les plus-values réalisées lors de la cession des chevaux de course bénéficient d'un abattement de 15 % par année de détention comprise entre la date d'acquisition des chevaux et la fin de leur septième année) (p. 6923) ; adopté, après modification, au scrutin public (p. 6925).

HYEST (Jean-Jacques)

Député de Seine-et-Marne
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Moyne-Bressand, relative à l'obligation pour les organismes prêteurs de vérifier, à la mise en place des prêts ou à la libération des fonds, la conformité de la législation en vigueur du contrat de construction de maison individuelles (n° 651) [21 mai 1987] (p. 1491).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale (n° 594) [*J.O.* du 20 juin 1987] (p. 6694).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Pascal Clément et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au conseil économique et social (n° 734) [1er juillet 1987] (p. 3523).

Rapporteur de la proposition de loi organique de MM. Jean-Pierre Delalande et Bernard Stasi tendant à compléter l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances pour permettre le développement des contributions volontaires aux grandes causes nationales (n° 828) [1er juillet 1987] (p. 3523).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie (n° 781) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Jack Salles et plusieurs de ses collègues, tendant à renforcer la répression des ventes illicites de marchandises (n° 951) [5 novembre 1987] (p. 5483).

Rapporteur du projet de loi relatif à l'action en justice dans l'intérêt collectif des consommateurs (n° 1135) [12 décembre 1987] (p. 7305).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890) [*J.O.* du 12 décembre 1987] (p. 14478).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008) [*J.O.* du 16 décembre 1987] (p. 14661).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'amélioration de la décentralisation (n° 973) [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14706).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1135), adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif aux **actions en justice** des **associations agréées de consommateurs (n° 1144)** [16 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1181), adopté avec modification par le Sénat en deuxième lecture, relatif aux **actions en justice** des **associations agréées de consommateurs** et à l'information des consommateurs **(n° 1183)** [22 décemre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 213,** posée le 12 mai 1987 : **téléphone (entreprises)** (p. 1058, 1059) ; appelée le 15 mai 1987 : **industrie téléphonique** : cession de la C.G.C.T. ; critères retenus pour le choix de la proposition de Matra et Eriesson (p. 1196, 1197).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, discussion des articles [6 mai 1987] :

Article Ier *bis* *(possiblité de confier à une personne morale de droit privé la conception, la construction et l'aménagement des établissements pénitentiaires ainsi que les fonctions autres que celles de direction, de greffe et de surveillance) :* pour l'amendement n° 7 de la commission (versement de subventions aux établissements pénitentiaires par les collectivités locales) (p. 929).

Article 19 *(adaptations terminologiques et modernisation du code de procédure pénale) :* soutient l'amendement n° 48 de M. Georges Mesmin (travail, formation professionnelle et séances éducatives, sportives ou de loisirs à l'intention des détenus) rejeté (p. 932).

— Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 mai 1987] :

Enfant non issu du mariage (p. 957).

Discussion des articles [7 mai 1987] :

Article 5 *(exercice de l'autorité parentale sur les enfants naturels) :* contre l'amendement n° 39 de Mme Paulette Nevoux (déclaration des parents devant l'officier d'état civil pour l'exercice conjoint de l'autorité parentale ; maintien des droits de visite et d'information pour le parent n'exerçant plus l'autorité parentale) (p. 987).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, avant la discussion des articles [25 mai 1987] :

Inscrit contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 1594, 1595).
Décentralisation (nécessité de compléter la — par la création d'une fonction publique territoriale) (p. 1595).
Mobilité et parité au sein de la fonction publique (p. 1594, 1595).
Statut de la fonction publique territoriale (et notamment réforme de 1984 : non application de la — et modification des principes issus de la —) (p. 1594).
Statut des personnels territoriaux :
— cadres d'emploi (création des — et suppression des corps) (p. 1594, 1595) ;
— concours de recrutement (modification des règles sur les -) (p. 1595).

Discussion des articles [27 mai 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Après l'article 9 : soutient l'amendement n° 13 de M. Dominique Bussereau (possibilité pour le centre national de la fonction publique territoriale de percevoir des droits d'inscription sur les concours nationaux qu'il organise) : adopté (p. 1732).

Article 10 *(article 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (missions des centres de gestion) :* soutient l'amendement n° 24 de M. Jean Rigaud (possibilité, pour les collectivités volontairement affiliées aux centres de gestion, de créer leur propre commission administrative paritaire) : rejeté (p. 1733).

Article 13 *(article 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (listes d'aptitude) :* soutient l'amendement n° 27 de M. Jean Rigaud (prolongation de la validité du concours pendant le service national ou en cas de congé parental) : adopté (p. 1745).

Article 15 *(article 67 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (réintégration de fonctionnaires détachés) :* pour l'amendement n° 70 de la commission (précisant qu'un fonctionnaire détaché a priorité pour être réintégré sur le premier emploi vacant ou sur un emploi créé) ; soutient l'amendement n° 28 de M. Jean Rigaud (même objet) : devenu sans objet (p. 1750).

Article 16 *octies* *(article 95 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (indemnités de licenciement) :* soutient l'amendement n° 81 de la commission (de suppression) : adopté (p. 1757).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

C.I.R.C.O.S.C. (Centre interrégional de coordination des secours) (p. 3295).
Forêt (lutte contre les incendies de —) (p. 3295).
Information (p. 3295).
Plans O.R.S.E.C. (p. 3294).
Sécurité civile (organisation de la —) (p. 3294).
Urbanisation (maîtrise de l'— autour des sites dangereux) (p. 3295).

Discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Article 11 *(financement des opérations de secours) :* ses observations sur l'amendement n° 24 de la commission de la production (rétablissement du principe de la solidarité interdépartementale) (p. 3806).

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre Ier : *information.*

Après l'article 15 : ses observations (p. 3818).

Chapitre II : *maîtrise de l'urbanisme.*

Article 16 *(prise en compte des risques naturels ou technologiques dans les différents documents d'urbanisme) :* soutient l'amendement n° 7 de M. Jean Briane (prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme relevant de la compétence de l'État) : rejeté (p. 3826).

Article 16 *bis* *(servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol autour de certaines installations classées) :* ses observations sur l'amendement n° 87 de la commission des lois (conditions dans lesquelles le conseil municipal est réputé

avoir émis un avis favorable au projet définissant les servitudes et les périmètres) (p. 3827).

Après l'article 16 *quinquies* : soutient l'amendement n° 52 de M. Jean-Jacques Jegou (tendant à régulariser la situation des lotissements en cours au regard de la jurisprudence du Conseil d'Etat relative à la réforme de 1977) (p. 3839) ; adopté (p. 3840).

Chapitre III : *défense de la forêt contre l'incendie.*

Après l'article 19 : soutient l'amendement n° 51 de M. Daniel Colin (exonération des propriétaires fonciers de certaines charges dues au titre de l'emploi de salarié occupé au débroussaillement) : rejeté (p. 3849).

Explications de vote (p. 3871) :

Matières dangereuses (transport des —) (p. 3873).
Prévention (p. 3873).
Sécurité civile (organisation de la —) (p. 3873).
Vote favorable du groupe U.D.F. (p. 3873).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Première lecture, avant la discussion des articles [6 octobre 1987] :

Juges administratifs (recrutement des —) (p. 3945).
Question préjudicielle (p. 3945).
Recours (délais de — et affaires en instance) (p. 3944, 3945).

Discussion des articles :

Article 3 *(création d'un corps unique des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :* soutient l'amendement n° 34 de M. Albert Mamy (élaboration d'un code de la juridiction administrative) ; retiré (p. 3963).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Examen du fascicule* [9 novembre 1987] :

Sécurité (défense et sécurité civile) (p. 5616).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 décembre 1987] :

Contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7027, 7028).
Délais impartis au législateur (p. 7037).
Affaires judiciaires :
— mise en cause de M. Chalandon (p. 7027, 7028).
Instruction : généralités :
— instruction (nécessité d'une réforme globale) (p. 7038) ;
— juges d'instruction (rôle des — et reproches adressés aux —) (p. 7037).
Placement en détention provisoire :
— chambres d'accusation (rôle en matière de détention provisoire) (p. 7038) ;
— loi du 10 décembre 1985 (principales dispositions et abrogation de la —) (p. 7027, 7037) ;
— mineurs (situation des —) (p. 7037).

Discussion des articles [10 décembre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 2 *(institution et composition de la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire) :* son sous-amendement n° 81 (mineurs de moins de 16 ans ne pouvant être placés en détention provisoire) à l'amendement n° 2 de la commission (mineurs de moins de 13 ans ne pouvant être placés en détention provisoire) (p. 7082) ; corrige son sous-amendement (p. 7083) ; sous-amendement n° 81 : adopté après rectification (p. 7084).

Explications de vote [11 décembre 1987] :

Incidents lors des séances du 9 décembre (p. 7187).
Instruction (nécessité d'une réforme de l' —) (p. 7187).
Placement en détention provisoire (appréciations sur les nouvelles modalités du —) (p. 7187).
Vote positif du groupe U.D.F. (p. 7187).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide (n° 92) et proposition de loi tendant à réprimer l'incitation au suicide (n° 723).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [14 décembre 1987] :

Euthanasie (p. 7316).
Liberté d'expression (p. 7316).
Médias (presse écrite et chaînes radiophoniques et audiovisuelles) (p. 7316).
« Suicide, mode d'emploi » (ouvrage dénommé) :
- publication de l' (p. 7316).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant la discussion des articles : [14 décembre 1987] :

Contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7369, 7370).
Contrôle financier (rôle des chambres régionales des comptes et des trésoriers-payeurs-généraux pour les petites communes) (p. 7369).
Coopération intercommunale :
— rôle de la — (p. 7369, 7370).
Décentralisation (amélioration ou remise en question de la) (p. 7369).
Elu local (statut de l') (p. 7369).
Interventions économiques des collectivités locales :
— bilan des — (p. 7369).
Procédure budgétaire des collectivités locales (p. 7369).

Discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 15 *(retrait d'une commune d'un syndicat en cas de modification de la réglementation) :* ses observations sur cet article ; majoration des aides pour les communes regroupées ; retrait des communes qui ne sont plus compétentes ; problème des syndicats d'électrification ; conclusions du rapport Barbier ; organismes de coopération intercommunale à fiscalité propre ; nécessité de dispositions réglementaires concernant les districts ; institution du syndicalisme à la carte (p. 7472).

Après l'article 17 *ter* : soutient son amendement n° 6 (précisant la composition du bureau du comité syndical et définissant ses attributions) : et l'amendement n° 95 de la commission (même objet) : adoptés ; soutient son amendement n° 7 et l'amendement n° 96 de la commission (définissant les compétences du président du comité syndical) : adopté ; soutient l'amendement n° 97 de la commission et son amendement n° 8 (subordonnant l'adhésion d'un syndicat à un autre établissement public de coopération intercommunale aux règles de majorité prévues à l'article L. 163-1 du code des communes pour la constitution d'un syndicat) : adoptés (p. 7479).

Après l'article 18 : soutient son amendement n° 9 rectifié et l'amendement n° 100 de la commission (possibilité pour les groupements de communes de bénéficier du concours particulier de la D.G.D. pour les bibliothèques municipales : adoptés (p. 7481).

Après l'article 18 *quinquies* : soutient l'amendement n° 235 rectifié de M. Paul-Louis Tenaillon (emploi de directeur de délégation du centre national de la fonction publique territoriale) (p. 7486) ; adopté (p. 7487) ; soutient l'amendement n° 101 de la commission (mise à disposition du représentant de l'Etat dans le département des prestations du laboratoire des services vétérinaires) : adopté (p. 7488).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles. Rapporteur suppléant [20 décembre 1987] :

Dotations de fonctionnement et d'équipement (p. 7886, 7887).
Peines contraventionnelles privatives de liberté (p. 7886).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs (n° 1135).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [20 décembre 1987] :

Associations de consommateurs (p. 7937).
Cour de cassation (arrêt du 16 janvier 1985) (p. 7937).

Édulcorants de synthèse (p. 7938).
Loi du 27 décembre 1975 dite loi Royer (p. 7937).

Discussion des articles [20 et 21 décembre 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 31 de M. Guy Ducoloné (accroissement des possibilités d'actions en justice) (p. 7950).

Article 1er *(actions en justice des associations agréées de consommateurs)* : son amendement n° 1 (actions en justice des associations de consommateurs) : adopté ; contre l'amendement n° 10 rectifié de Mme Catherine Lalumière (actions en justice des associations de consommateurs) ; contre l'amendement n° 25 de M. Guy Ducoloné (même objet) (p. 7951).

Article 1er *bis* *(agrément des associations de défense de consommateurs)* : contre l'amendement n° 11 de Mme Catherine Lalumière (tendant à supprimer la disposition selon laquelle un décret fixera les conditions de retrait de l'agrément).

Article 2 *(pouvoir des juridictions saisies)* : contre l'amendement n° 16 corrigé de M. Michel Sapin (possibilité d'action reconnue au ministère public dans les mêmes conditions que les associations agréées) ; contre l'amendement n° 12 corrigé de M. Michel Sapin (extension des juridictions pouvant être saisies) (p. 7952).

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 17 de M. Jean-Louis Masson (tendant à donner aux associations de commerçants des possibilités d'action en justice pour faire appliquer les règles afférentes à l'urbanisme commercial) (p. 7953).

Article 3 *bis* *(actions des associations agréées de consommateurs à raison de faits non constitutifs d'une infraction pénale)* : contre l'amendement n° 14 de Mme Catherine Lalumière (champ d'action des associations de consommateurs) ; contre l'amendement n° 6 corrigé de la commission de la production (possibilité d'action en justice des associations agréées pour demander la suppression des clauses abusives dans les contrats types) (p. 7960).

Article 3 *quater* *(diffusion du jugement rendu)* : son amendement n° 2 (limitation de la charge des frais de diffusion des décisions de justice pour les associations de consommateurs constituées partie civile) (p. 7962) ; adopté ; son amendement n° 3 (suppression du dernier alinéa de l'article 3 *quater*) : adopté (p. 7963).

Article 5 *(information des consommateurs en matière de denrées alimentaires)* : contre l'amendement n° 26 de M. Jacques Limouzy repris par M. Michel Sapin (de suppression) (p. 7964) ; contre les amendements identiques n° 23 de M. Gilbert Gantier et 27 de M. Jacques Limouzy repris par M. Michel Sapin (suppression du paragraphe Ier de l'article 5) (p. 7965) ; contre l'amendement n° 28 de M. Jacques Limouzy et 9 de la commission de la production (tendant à supprimer l'interdiction de la simple évocation du terme sucre) (p. 7966) ; pour l'amendement n° 29 de M. Jacques Limouzy (tendant à permettre la conservation des dénominations et marques de fabrique de substances édulcorantes) (p. 7967).

Après l'article 5 : contre l'amendement n° 30 du Gouvernement (abrogation de la loi du 16 avril 1987 et des articles 9 et 22 de la loi du 2 juillet 1935 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et de la fabrication de la margarine).

Article 6 *(modification de l'article 3 du code de la famille et de l'aide sociale)* : son amendement n° 4 (de coordination) : adopté (p. 7968).

Après l'article 6 : contre les amendements identiques n° 24 de M. Alain Griotteray et 18 de M. Jean-Claude Chupin (tendant à donner aux associations ayant pour objet la défense des investisseurs en valeurs mobilières la possibilité d'agir pour la protection des épargnants) (p. 7969).

Titre *(projet de loi relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs)* : son amendement n° 5 (complétant le titre par les mots suivants « et à l'information des consommateurs ») : adopté (p. 7971).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [22 décembre 1987] :

Associations de consommateurs (droit d'agir en justice) (p. 8055).
Sénat (modifications apportées par le) (p. 8055).

Discussion des articles [22 décembre 1987] :

Article 7 : contre les amendements identiques n° 1 de M. Alain Griotteray et 2 de Mme Catherine Lalumière (droit d'agir en justice des associations dont l'objet est la défense des investisseurs en valeurs mobilières) (p. 8058).

J

JACOB (Lucien)

Député de la Côte d'Or
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à réformer l'enquête publique dans le cadre de la protection de l'environnement (n° 919) [12 novembre 1987] (p. 5817).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à créer en faveur de l'Institut national des appellations d'origine un **droit par hectolitre** de vins revendiqués en **appellation d'origine (n° 1112)** [9 décembre 1987].

Proposition de loi relative à la création d'une **redevance** au profit des organismes agréées pour le **contrôle qualitatif** des **vins d'appellation d'origine (n° 1113)** [9 décembre 1987].

JACQ (Marie)

Député du Finistère
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

JACQUAINT (Muguette)

Député de la Seine-Saint-Denis
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681) [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7066).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation au Nicaragua** [22 avril 1987] (p. 549) ;
— **Lutte contre la pauvreté** : nécessité de prendre des mesures d'urgence [14 octobre 1987] (p. 4288).

orales sans débat :

— **n° 221 de M. Robert Montdargent** : appelée le 22 mai 1987 : **déficit de l'office public d'H.L.M. du Val-d'Oise** : clémence inexplicable des pouvoirs publics à l'égard de l'office du Val-d'Oise ; conséquences de sa mauvaise gestion pour les locataires et les contribuables du département (p. 1514) ;

— **n° 264**, posée le 23 juin 1987 : **textile et habillement (emploi et activité)** (p. 3101), appelée le 26 juin 1987 : **industrie de l'habillement** : déclin imputable au patronat ; importations excessives ; implantation d'entreprises à l'étranger ; investissements insuffisants (p. 3238, 3239).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épergne (n° 443).

Première lecture, discussion des articles [16 avril 1987] :

Chapitre Ier : *plan d'épargne en vue de la retraite.*

Article 1er *(ouverture des P.E.R. à compter du 1er juin 1987 ; catégories d'organismes pouvant les proposer)* : son opposition au plan d'épargne retraite (p. 423) ; cotisations sociales sur les revenus du capital ; retraite à 60 ans ; âge de la retraite (p. 424).

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Chef de service (statut et rôle du —) (p. 744).
Personnel non médical de l'hôpital (p. 743, 744).
Politique hospitalière menée entre 1981 et 1986 (p. 757).

Rappel au règlement : proteste contre la mise en cause de M. Jack Ralite, ancien ministre de la santé (p. 757).

Secteur privé hospitalier (réintroduction du — à l'hôpital public) (p. 744).

Discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 48 de M. Jacques Roux (mission sociale du service public hospitalier) (p. 769).

Titre Ier : *organisation des établissements d'hospitalisation publics.*

Article 1er *(rétablissement des services)* : rôle des personnels non médicaux dans le processus de décision des unités de soins (p. 770) ; soutient l'amendement n° 34 de M. Jacques Roux (de suppression) (p. 771) ; rejeté (p. 772).

Article 2 *(nomination des chefs de service ; constitution des pôles d'activités et des départements)* : ses observations (p. 777) ; soutient l'amendement n° 35 de M. Georges Hage (de suppression) : rejeté (p. 778).

Après l'article 2 : soutient l'amendement n° 49 de M. Jacques Roux (représentation du personnel médical et pharmaceutique, du personnel paramédical, du personnel administratif et technique dans chaque établissement) : rejeté ; soutient l'amendement n° 47 de M. Jacques Roux (présence d'un conseil d'administration dans chaque établissement d'hospitalisation public) : rejeté (p. 796).

Article 4 *(compétences des commissions médicales d'établissement)* : ses observations (p. 798) ; son amendement n° 36 (de suppression) : rejeté (p. 799).

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles [13 mai 1987] [14 mai 1987] [15 mai 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 248 de M. Gérard Bordu (notion d'accord plus favorable pour les salariés) : rejeté (p. 1112) ; soutient l'amendement n° 249 de M. Jean-Jacques Barthe (extension ne pouvant être prononcée en cas d'opposition de deux organisations syndicales de salariés) : rejeté (p. 1115).

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* son amendement n° 252 (suppression des dérogations à la durée légale du travail) (p. 1143) ; vote réservé en application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1148).

Après l'article 2 : son amendement n° 263 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (obligation pour les entreprises de répondre aux demandes des salariés sur les adaptations des plages horaires) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1209).

Article 3 *(recours aux contrats de travail intermittent)* : son opposition (p. 1213, 1214) ; soutient l'amendement n° 265 de M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 1218) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1219).

Article 4 *(droits des salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent)* : son opposition ; inefficacité de la flexibilité pour lutter contre le chômage (p. 1238, 1239).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, discussion des articles [19 mai 1987] [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-2 du code du travail (application de l'obligation d'emploi dans les collectivités et organismes publics)* : son amendement n° 87 soutenu par M. Michel Peyret (modalités des offres d'emploi aux handicapés dans le secteur public) (p. 1339) ; rejeté (p. 1340) ; *article L. 323-7 du code du travail (délai-congé applicable aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi)* : son amendement n° 95 rectifié soutenu par M. Gérard Bordu (tendant à quadrupler le délai-congé pour les handicapés) : rejeté (p. 1382) ; *article L. 323-8-1 du code du travail (accord prévoyant un programme en faveur des travailleurs handicapés)* : son amendement n° 100 soutenu par M. Gérard Bordu (autorité administrative procédant à un contrôle annuel obligatoire de l'application des programmes) (p. 1385) ; rejeté (p. 1386) ; son amendement n° 103 (versement de la contribution faisant l'objet d'un contrôle obligatoire annuel de l'autorité administrative) : rejeté (p. 1401).

Après l'article 1er : son amendement n° 126 (Gouvernement devant présenter une réforme des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel) : rejeté (p. 1412).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 mai 1987] :

Capitalisme (politique gouvernementale basée sur le —) (p. 1453, 1454).
Chômage de longue durée (statistiques du —) (p. 1453).
Chômeurs de longue durée (exclusion du marché du travail des —) (p. 1453).
« Délai de carence » (p. 1454).
Réinsertion (actions de —) (p. 1453).
Revenu minimum social garanti (p. 1454).
Substitution d'une main-d'œuvre à une autre (risque de —) (p. 1453).

Discussion des articles [22 mai 1987] :

Titre Ier : *actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Article Ier *(financement par l'Etat d'actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi)* : son amendement n° 25 (durée des contrats de réinsertion en alternance) (p. 1528) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1529) ; soutient l'amendement n° 27 de M. Georges Hage (suppression de la prise en charge par l'Etat des activités d'insertion et de réinsertion correspondant aux programmes d'insertion locale et aux travaux d'utilité collective) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1530).

Article 2 *(définition des actions de réinsertion et exonération de cotisations sociales des contrats de réinsertion en alternance) — article L. 980-15 du code du travail (exonération des cotisations patronales afférentes aux contrats de réinsertion en alternance)* : son amendement n° 28 soutenu par M. Gérard Bordu (suppression de l'exonération des charges sociales accordées aux entreprises qui embauchent un demandeur d'emploi par contrat de réinsertion en alternance) (p. 1540) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1541).

Article 3 *(calcul de l'effectif du personnel des entreprises)* : son amendement n° 31 rectifié soutenu par M. Gérard Bordu (prise en compte pour le calcul des seuils sociaux des titulaires de contrat de réinsertion) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1545).

Article 4 *(exonération des cotisations sociales pour l'embauche des demandeurs d'emploi à l'issue des actions de formation en faveur des chômeurs de longue durée)* : soutient l'amendement n° 32 de M. Georges Hage (de suppression) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1554) ; soutient l'amendement n° 34 de M. Georges Hage (suppression de certaines exonérations) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1555).

Article 5 *(suppression des délais de carence pour la perception de l'allocation de solidarité spécifique)* : son amendement n° 38 (cumul entre l'allocation d'assurance et l'allocation de solidarité) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1558).

Titre II : *actions en faveur des salariés licenciés d'entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire.*

Avant l'article 6 : soutient le sous-amendement n° 124 de M. Jean Reyssier à l'amendement n° 20 de la commission (participation financière de l'entreprise aux conventions) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1568).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 et 5 juin 1987] :

Rappel au règlement : regrette que l'urgence sur le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social ait été déclarée par le Gouvernement ; validation du décret Dufoix de décembre 1985 ; conditions dans lesquelles le Gouvernement impose son projet par des détournements de procédure (p. 2048).

Discussion des articles [5, 9, 10, 12 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la protection sociale.*

Article 1er *(intégration financière du régime des cultes dans le régime général)* : problèmes posés par la caisse mutuelle d'assurance vieillesse des cultes (p. 2052) ; nécessité d'asseoir les cotisations de l'église sur ses revenus réels et son patrimoine (p. 2053).

Titre IV : *dispositions relatives au travail et à l'emploi.*

Article 31 *(dispositions relatives au départ à la retraite des salariés)* : son amendement n° 119 soutenu par M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté (p. 2134) ; soutient l'amendement n° 126 de M. Jacques Roux (impossibilité de licencier un salarié en raison de son âge) : rejeté ; son amendement n° 122 soutenu par M. Jacques Roux (nullité des clauses des conventions collectives prévoyant une rupture de plein droit ou à l'initiative de l'employeur justifiée par l'âge du salarié ou par le bénéfice de son droit à pension de vieillesse) : rejeté ; soutient l'amendement n° 123 de M. Guy Ducoloné (libre choix du salarié pour faire valoir ses droits à la retraite) (p. 2135) ; rejeté (p. 2136) ; soutient l'amendement n° 212 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 2145) ; retiré (p. 2146).

Article 37 *(exonération de cotisations sociales de l'indemnité complémentaire versée aux jeunes en stage d'initiation à la vie professionnelle)* : ses observations (p. 2148).

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*

Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales)* : son amendement n° 102 soutenu par M. Rémy Auchedé (de suppression) (p. 2199) ; rejeté au scrutin public (p. 2200) ; son amendement n° 106 soutenu par M. Rémy Auchedé (identité des statuts des étudiants de troisième cycle) (p. 2225) ; rejeté (p. 2227) ; son amendement n° 111 (de cohérence) : rejeté (p. 2229).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Après l'article 51 : ses observations sur l'amendement n° 306 de M. Jacques Barrot (interdiction aux sociétés nationales de programmes ainsi qu'aux titulaires des autorisations délivrées pour des services de communication audiovisuelle de diffuser des émissions publicitaires à caractère politique) (p. 2341) ; contre l'amendement n° 270 de M. Michel de Rostolan (organisations ayant pour objet le remboursement des frais de soins ne pouvant prendre en charge de quelque façon que ce soit les frais occasionnés par une cessation volontaire de grossesse à caractère non thérapeutique) (p. 2349).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Cotisations salariales (accroissement des -) (p. 2932).
Dépenses sociales (meilleure répartition des -) (p. 2932).
Financement (mesures conservatoires pour le financement des dépenses sociales) (p. 2933).
Fiscalisation des ressources de la sécurité sociale (p. 2932).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 2 de M. Georges Hage (création d'un fonds de garantie suppléant aux employeurs défaillants dans le versement de leur cotisation sociale) (p. 2961) ; rejeté au scrutin public (p. 2962).

Article 1er *(prélèvement social exceptionnel sur certains revenus de 1986)* : soutient l'amendement n° 4 de M. Paul Mercieca (tendant à assurer la pérénité d'un prélèvement sur les revenus du capital) ; soutient l'amendement n° 5 de M. Paul Mercieca (même objet) ; soutient l'amendement n° 6 de M. Jean Jarosz (augmentation du pourcentage d'imposition sur les revenus du capital) ; rejetés (p. 2965).

Article 2 *(procédure pour l'adoption du projet de loi de finances sociales)* : soutient l'amendement n° 7 de M. Roger Combrisson (augmentation de l'imposition pour certains revenus) : rejeté (p. 2966).

Article 4 *(relèvement du taux de la retenue pour pensions appilicables aux fonctionnaires civiles et militaires)* : son amendement n° 9 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 2967).

— Conclusion du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Article 2 *(procédure pour l'adoption du projet de loi de finances sociales)* : soutient l'amendement n° 2 de M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté (p. 2970).

— Projet de loi portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 688).

Première lecture, avant la discussion des articles [22 juin 1987] :

Allocation aux vieux travailleurs (A.V.T.) (p. 3000).
Allocation complémentaire spéciale (A.C.S.) (p. 3000).
Assurance vieillesse (mise en place d'un régime d'— comparable à celui de la métropole) (p. 3000).
Fonctionnaires (régime de retraite des —) (p. 3000).
Minimum vieillesse (institution d'un —) (p. 3000).
Vote favorable du groupe communiste (p. 3000).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles [23 juin 1987] [7 juillet 1987] :

Après l'article 1er : soutient l'amendement n° 59 de M. Georges Hage (entreprises étant tenues de consacrer un pourcentage de leur chiffre d'affaires aux actions de recherche, de formation ou de culture) ; rejeté (p. 3072).

Article 2 *(détermination des bénéficiaires des versements effectués par les particuliers des entreprises ouvrant droit à déduction et régime de déduction fiscale des entreprises)* : son amendement n° 61 soutenu par M. Jean Reyssier (affectation des versements au profit des œuvres ou organismes d'intérêt général étant décidée par le comite d'entreprise) : rejeté au scrutin public (p. 3083).

Article 8 *(assimilation des dépenses de parrainage à des frais généraux)* : son amendement n° 63 soutenu par M. Jean Giard (de suppression) : rejeté (p. 3703).

Article 8 *(exonération des revenus de la dotation des fondations)* : son amendement n° 65 soutenu par M. Georges Hage (de suppression) (p. 3706) ; rejeté (p. 3707).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] :

Soutient la motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (p. 3520 à 3522) ; rejetée (p. 3522).
Charges patronales (exonération des — de sécurité sociale) (p. 3522).
Concertation avant le dépôt du texte et durant la procédure parlementaire (p. 3521).
Jeunes (formation et insertion professionnelle des —) (p. 3520).
Régions (rôle des —) (p. 3521, 3522).

Discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 1er *(définition de l'apprentissage)* : son opposition à l'article ; précarisation de l'emploi des jeunes (p. 3532) ; soutient l'amendement n° 9 de Mme Jacqueline Hoffmann (de suppression) ; démantèlement de la formation professionnelle ; recul du C.A.P. ; rejeté (p. 3534) ; son amendement n° 11 soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (apprentissage conduisant à la seule obtention de diplômes de l'enseignement technologique ; suppression de la référence aux titres homologués) : rejeté (p. 3537) ; soutient l'amendement n° 12 de Mme Jacqueline Hoffmann (rédactionnel) : rejeté (p. 3539).

Article 2 *(durée du contrat d'apprentissage et conclusion de contrats successifs)* : son amendement n° 13 (de suppression) (p. 3543) ; précarisation de l'emploi des jeunes ; rejeté ; soutient l'amendement n° 14 rectifié de Mme Jacqueline Hoffmann (nouvelle rédaction de l'article) ; mise en place d'un « S.M.I.C. jeunes » ; seuils sociaux (p. 3544) ; rejeté ; son amendement n° 15 soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (contrat d'apprentissage pouvant prendre fin en cas d'obtention du C.A.P. avec l'accord des deux parties et en cas de signature d'un contrat de travail à durée indéterminée) (p. 3545) ; rejeté au scrutin public (p. 3547) ; soutient l'amendement n° 16 de M. Georges Hage (suppression de la possibilité de souscrire des contrats successifs) ; rémunération de l'apprenti ; rejeté (p. 3558).

Article 3 *(mission des C.F.A.)* : propositions du parti communiste (p. 3560, 3561).

Article 8 *(contrat d'apprentissage ; obligations des cocontractants)* : son amendement n° 21 (formation dispensée pour moitié en entreprise et en C.F.A. ; exercice des seules activités professionnelles en relation directe avec la formation ; respect de la durée hebdomadaire légale du travail) : rejeté (p. 3575).

Après l'article 8 : soutient l'amendement n° 22 de M. Georges Hage (âge limite d'entrée en apprentissage ramené de 25 à 20 ans) ; précarisation de l'emploi des jeunes ; rejeté (p. 3576).

Article 10 *(agrément des employeurs)* : son amendement n° 24 soutenu par M. Marcel Rigout (agrément délivré par le comité départemental de la formation professionnelle) (p. 3580) ; rejeté (p. 3581).

Article 11 *(obligations pédagogiques de l'employeur)* : soutient l'amendement n° 27 de M. Georges Hage (formation pratique arrêtée d'un commun accord entre le centre, les représentants et les délégués syndicaux des entreprises envoyant des apprentis au dit centre) : rejeté ; son amendement n° 26 (suppression de la référence aux titres préparés par l'apprentissage) : rejeté (p. 3582).

Article 13 *(rémunération des apprentis ; variation en fonction de l'âge et du déroulement de la formation)* : son amendement n° 30 soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3583) ; rejeté au scrutin public (p. 3584) ; soutient l'amendement n° 60 de Mme Jacqueline Hoffmann (conclusion d'un nouveau contrat après obtention du diplôme ne pouvant se traduire par une baisse de la rémunération) : rejeté (p. 3585).

Après l'article 14 : soutient l'amendement n° 2 de Mme Jacqueline Hoffmann (signature du contrat d'apprentissage par un mineur subordonnée à l'accord écrit de la personne en ayant la garde) : rejeté (p. 3600).

Après l'article 15 : soutient l'amendement n° 4 de M. Georges Hage (apprentis non soumis à la loi du 19 juin 1987 relative à l'aménagement du temps de travail) (p. 3600) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 3 soutenu par M. Marcel Rigout (apprentis mineurs ne pouvant travailler plus de huit heures par jour ni au-delà de la durée hebdomadaire légale du travail) (p. 3601) ; rejeté.

Après l'article 17 : son amendement n° 6 (consultation du comité d'entreprise sur les modalités d'organisation et de fonctionnement des formations données dans l'entreprise aux jeunes, titulaires d'un contrat d'apprentissage, d'adaptation ou de qualification) : rejeté.

Article 18 *bis* *(compensation par l'Etat des charges nouvelles incombant aux régions)* : réforme de la taxe d'apprentissage ; situation des départements d'Alsace et de la Moselle (p. 3613).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [9 juillet 1987] :

C.A.P. (p. 3885).
Charges sociales patronales (exonération des —) (p. 3885).
Financement de l'apprentissage (p. 3885).
Liens entre l'apprentissage et le système éducatif (p. 3885).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 901).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 juillet 1987] :

Collectivités locales (autonomie des —) (p. 3758).
Communes ayant délibéré avant le 26 avril 1987 (cas des —) (p. 3758).
Droit de préemption urbain (p. 3757, 3758).
Offre foncière (politique de l'—) (p. 3758).
Spéculation immobilière (p. 3758).
Vote hostile du groupe communiste (p. 3758).
Zones d'intervention foncière (Z.I.F.) (cas des —) (p. 3758).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Après l'article 9 : soutient l'amendement n° 61 de M. Bernard Deschamps (taux zéro de T.V.A. sur des produits de base — rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes — augmentation de la fiscalité sur les bons anonymes) ; baisse du pouvoir d'achat des salaires et des retraites (p. 4388) ; rejeté au scrutin public (p. 4389).

Avant l'article 16 : son amendement n° 70 (taxe de 0,5 % sur la masse salariale des entreprises employant plus de 500 salariés) (p. 4426) ; affectation à la construction de crèches ; rejeté au scrutin public (p. 4427).

Deuxième partie :

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. *Questions* [28 octobre 1987] :

Bourses scolaires (p. 5001, 5002).
Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen (affichage dans les établissements scolaires) (p. 5007).
Enseignants menacés de sanctions (cas de certains) (p. 5007).

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— chômage et emploi (situation) (p. 5225) ;
— politique de l'emploi (généralités) (p. 5226).

Questions [3 novembre 1987] :

Politique de la famille :
— prestations familiales (revalorisation des —) (p. 5289, 5290).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

Aide personnalisée au logement (A.P.L.) (p. 5387).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).

Première lecture, avant la discussion des articles [11 décembre 1987] et [17 décembre 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie (p. 7194, 7202) ; rejetée au scrutin public (p. 7203).
Bâtiment (secteur du —) (p. 7199).
Comité interprofessionnel du logement (structure et champs d'intervention) (p. 7196).
Entreprises (taux de participation des — à l'effort de construction) (p. 7196).
Habitations à loyer modéré et logements sociaux (p. 7198, 7200).
Logement (aides au —) (p. 7198).
Logement (crise du —) (p. 7197, 7198).
Logement (droit au —) (p. 7194, 7195).
Loyers (niveau des —) (p. 7198, 7200).
Parti communiste (proposition du —) (p. 7200, 7201, 7202).
Un pour cent logement (histoire, rôle, bilan, perspectives) (p. 7194, 7199).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la formation professionnelle (n° 1147).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Assemblée nationale (conditions de travail de l'—) (p. 7761, 7762).
Congé formation :
— financement (p. 7762).
Crédit impôt-formation (p. 7762).
Memorandum du 11 juin 1987 déposé par les partenaires sociaux (p. 7763).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, discussion des articles [19 décembre 1987] :

Titre I^er^ : *création d'un fonds national de prévention.*

Avant l'article 1^er^ : soutient l'amendement n° 1 de M. Jacques Roux (suppression de l'intitulé du titre I^er^) : rejeté (p. 7826).

Titre II : *droit à une retraite progressive.*

Avant l'article 2 : soutient l'amendement n° 3 de M. Jacques Roux (suppression de l'intitulé du titre) : rejeté (p. 7831).

Article 2 *(institution d'une retraite progressive)* : soutient l'amendement n° 4 de M. Jacques Roux (de suppression) (p. 7844) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 24 de M. Jacques Roux (temps de travail de l'assuré ayant choisi la retraite progressive devant être égal d'une semaine à l'autre durant l'année) ; rejeté (p. 7845) ; soutient l'amendement n° 17 de M. Jacques Roux (salariés soumis à la retraite progressive devant pouvoir bénéficier du déblocage de sa retraite complémentaire) : rejeté ; soutient l'amendement n° 18 de M. Jacques Roux (nécessité de permettre aux salariés ayant choisi de prendre une retraite progressive de continuer à cotiser au régime de retraite complémentaire) : rejeté ; soutient l'amendement n° 19 de M. Jacques Roux (bénéficiaire de la retraite progressive bénéficiant de tous les avantages auxquels il aurait pu prétendre s'il était parti à la retraite à soixante ans) (p. 7846) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 20 de M. Jacques Roux (cotisation d'assurance vieillesse due au titre de l'activité de l'assuré bénéficiant de la retraite progressive étant intégralement due par l'employeur) : rejeté ; soutient l'amendement n° 21 de M. Jacques Roux (cotisation d'allocation familiale étant due sur l'ensemble du revenu du salarié) : rejeté ; soutient l'amendement n° 22 de M. Jacques Roux (refus par l'assuré de bénéficier de la retraite progressive équivalant sur sa demande à un licenciement) : rejeté ; soutient l'amendement n° 23 de M. Jacques Roux (compétence du Conseil des prud'hommes pour les litiges nés du calcul de la fraction de pension) (p. 7847) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 16 de M. Jacques Roux (assuré bénéficiant d'une retraite progressive ne pouvant avoir un revenu mensuel total inférieur à ce qu'il pourrait percevoir comme rémunération s'il occupait un emploi à temps plein) : rejeté (p. 7848).

Titre III : *maintien du pouvoir d'achat des pensions pour 1988.*

Avant l'article 3 : soutient l'amendement n° 5 de M. Jacques Roux (tendant à rédiger ainsi l'intitulé du Titre III : « amélioration du pouvoir d'achat des retraites pour 1988 ») : retiré (p. 7850).

Titre IV : *droit des médecins à une cessation anticipée d'activité.*

Article 4 *(incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins)* : soutient l'amendement n° 6 de M. Jacques Roux (caisse autonome de retraite des médecins supportant le coût de la retraite anticipée d'un médecin) (p. 7852) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 7 de M. Jacques Roux (suppression de la convention prévue par cet article) : rejeté (p. 7853).

Après l'article 4 : contre l'amendement n° 71 du Gouvernement (création d'une assurance volontaire invalidité parentale) (p. 7858) ; ses observations sur l'amendement n° 76 du Gouvernement (régime d'assurance vieillesse dans les départements d'outre-mer) (p. 7862).

Explications de vote [19 décembre 1987] :

Remise en cause de la protection sociale (p. 7870).
Vote hostile du groupe communiste (p. 7870).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre II : *modifications du code électoral.*

Article 10 *(dépôt des comptes de campagne par les candidats aux élections législatives)* : soutient l'amendement n° 72 de M. François Asensi (mandataire du candidat) : rejeté (p. 166).

Après l'article 11 : soutient le sous-amendement n° 73 corrigé de M. Guy Ducoloné (portant la durée de l'inéligibilité à une législature) (p. 168) ; rejeté (p. 169).

Explications de vote :

Dons des entreprises aux candidats (p. 207).
Plafonnement des dépenses électorales (p. 207).
Vote positif du groupe communiste (p. 207).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives.*

Article 2 *(déclaration du patrimoine des présidents des assemblées, des collectivités territoriales et des maires des communes de plus de 50 000 habitants)* : soutient l'amendement n° 56 de M. François Asensi (extension du nombre des élus soumis à l'obligation de déclaration de patrimoine) : rejeté (p. 173).

Article 3 *(institution d'une commission de magistrats)* : soutient le sous-amendement n° 55 de M. François Asensi à l'amendement n° 45 de la commission (situation patrimoniale publiée au *Journal officiel*) : rejeté (p. 177).

Article 4 *(sanctions en cas de non respect de l'obligation de déclaration par certains élus locaux)* : soutient les sous-amendements n° 58, 59, 60 et 61 de M. François Asensi à l'amendement n° 46 de la commission (extension de l'inéligibilité) (p. 178) ; rejetés (p. 179).

JACQUAT (Denis)

Député de la Moselle
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681) [28 avril 1987] (p. 721).

Membre titulaire de la Commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681) [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681) [*J.O.* du 17 juin 1987] (p. 6504).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 18 juin 1987] (p. 6568).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687) [*J.O.* du 17 avril 1987] (p. 6504).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 681) **en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 733)** [7 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en **faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 852)** [17 juin 1987].

Proposition de loi relative à **l'affichage de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789** dans les salles de classe des établissements scolaires et universitaires **(n° 955)** [6 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, avant la discussion des articles.
Rapporteur [19 mai 1987] :

Accords de branche ou d'entreprise prévoyant un programme en faveur des travailleurs handicapés (p. 1298).
A.N.P.E. (placement des handicapés) (p. 1297,1298).
C.O.T.O.R.E.P. (fonctionnement des) (p. 1297).
Fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (p. 1298).
Garantie de ressources (p. 1298).
Handicapés :
— insertion sociale et professionnelle (p. 1297) ;
— formation professionnelle (et notamment situation des centres de rééducation professionnelle) (p. 1297) ;

— législation sur l'emploi des — (nécessité d'une réforme de la —) (p. 1298) ;
— loi d'orientation du 30 juin 1975 (p. 1297).
Ministère des P.T.T. (emploi des handicapés) (p. 1298).
Obligation d'emploi (bénéficiaires de l'— et notamment victimes d'accidents de la route) (p. 1298).
Obligation d'emploi dans le secteur privé (p. 1298).
Obligation d'emploi dans le secteur public (p. 1298).

Discussion des articles [19 mai 1987] [20 mai 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 82 de M. Bernard Deschamps (droit au travail des handicapés) (p. 1328) ; contre l'amendement n° 118 de M. Louis Besson (droit au travail des handicapés et mission du fonds de développement de l'insertion professionnelle des handicapés) ; contre l'amendement n° 156 de M. Guy Herlory (prévoyant la présentation d'un rapport quinquennal sur le recensement des personnes handicapées et les actions de recherche pédagogique entreprises en leur faveur) (p. 1329) ; contre l'amendement n° 157 de M. Guy Herlory (tendant à la parution tous les trois ans du rapport prévu à l'article 61 de la loi du 30 juin 1975) (p. 1330).

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-1 du code du travail* (définition de l'obligation d'emploi) : contre l'amendement n° 23 de M. Didier Chouat (visant à retenir le seuil de 10 salariés pour l'obligation d'emploi dans les entreprises) et 83 de M. Georges Hage (tendant à retenir le seuil de dix salariés pour définir l'obligation d'emploi des entreprises) ; contre l'amendement n° 24 de M. Didier Chouat (travail à temps partiel pour les handicapés) (p. 1332) ; contre les amendements n° 151 de M. Gilbert Gantier (proportion de l'effectif des entreprises devant être recruté parmi les handicapés), 84 de M. Jacques Roux (fixant à 10 % la proportion de l'effectif recruté parmi les handicapés), 12 de M. Henri Bouvet (tendant à réduire à 5 % le quota de travailleurs handicapés), 140 de M. Etienne Pinte (tendant à réduire à 5 % le quota de travailleurs handicapés) et 25 de M. Didier Chouat (tendant à fixer un minimum de 6 % pour la proportion de salariés recrutés parmi les handicapés) (p. 1334) ; contre l'amendement n° 26 de M. Didier Chouat (possibilité d'augmenter le quota de salariés handicapés par voie réglementaire en fonction des secteurs d'activité et de la nature des emplois concernés) (p. 1336) ; contre l'amendement n° 152 de M. Gilbert Gantier (calcul des effectifs des entreprises à établissements multiples pour l'application du quota de salariés handicapés) ; contre l'amendement n° 27 de Mme Marie-Josèphe Sublet (contribution des entreprises de travail temporaire au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) ; contre l'amendement n° 85 de M. Jacques Roux (suppression de l'exonération pendant trois ans de leur obligation d'emploi pour les entreprises qui se sont créées ou ont augmenté leur effectif) ; son amendement n° 1 soutenu par M. Michel Shysel (tendant à exonérer de l'obligation d'emploi pendant une période de trois ans les entreprises qui se sont créées ou ont augmenté leur effectif) (p. 1337) ; contre les sous-amendements n° 148 de M. Didier Chouat (tendant à n'exonérer temporairement de leur obligation d'emploi que les entreprises nouvellement créées), 150 de M. Jacques Farran (aménagement de la période transitoire de trois ans pendant laquelle les entrerises peuvent progressivement remplir leur obligation d'emploi) et 149 de M. Didier Chouat (tendant à n'exonérer les entreprises de leur obligation d'emploi que pendant un délai de deux ans) (p. 1338) ; amendement n° 1 : adopté ; contre l'amendement n° 86 de M. Georges Hage (application de l'obligation d'emploi aux associations) ; contre l'amendement n° 137 de M. Georges Hage (tendant à astreindre les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ayant plus de 10 salariés à l'obligation d'emploi) ; contre les amendements n° 87 de Mme Muguette Jacquaint (modalités des offres d'emploi aux handicapés dans le secteur public) et 31 de M. Didier Chouat (fixation des modalités des offres d'emploi aux handicapés dans le secteur public par décret en Conseil d'Etat) (p. 1339) ; contre l'amendement n° 32 rectifié de Mme Marie-Josèphe Sublet (communication de la liste des postes proposés aux personnes handicapées dans le secteur public et de la liste des postes occupés par les personnes handicapées à l'A.N.P.E. et aux équipes de préparation et de suite au reclassement) (p. 1340) ; contre l'amendement n° 88 rectifié de M. Bernard Deschamps (établissement d'un rapport annuel sur le respect de l'obligation d'emploi dans le secteur public) ; contre l'amendement n° 33 de M. Didier Chouat (présentation d'un rapport dans le cadre du projet de loi de finances sur le respect de l'obligation d'emploi dans le secteur public) ; contre l'amendement n° 90 de M. Georges Hage (prévoyant que des mesures appropriées seront obligatoirement prises pour mettre un terme aux éventuels manquements de l'administration à ses obligations) (p. 1341) ; contre l'amendement n° 89 de M. Georges Hage (création d'une instance nationale de recours pour les particuliers, les associations et les syndicats de fonctionnaires lorsqu'ils constatent des manquements à l'obligation d'emploi dans le secteur public) (p. 1342) ; contre l'amendement n° 119 de M. Louis Besson (institution d'un comité départemental pour l'emploi des personnes handicapées dans les secteurs public et parapublic) ; *article L. 323-3 du code du travail (bénéficiaires de l'obligation d'emploi)* : contre l'amendement n° 120 de M. Louis Besson (précisant que les bénéficiaires de l'obligation d'emploi bénéficient du concours de tous les services susceptibles d'accompagner leur insertion professionnelle ou leur maintien au travail) ; contre l'amendement n° 141 de M. Guy Herlory (visant à ce que les délais d'examen des dossiers par les C.O.T.O.R.E.P. ne dépassent pas deux mois) ; contre l'amendement n° 91 de M. Jacques Roux (tendant à étendre le bénéfice de l'obligation d'emploi aux victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle dont le taux d'incapacité est inférieur à 10 %) (p. 1344) ; ses observations sur l'amendement n° 131 de M. Michel Hannoun (tendant à étendre le bénéfice de l'obligation d'emploi aux victimes civiles d'attentat dont l'incapacité permanente est supérieure à 10 %) ; contre l'amendement n° 121 de M. Louis Besson (tendant à étendre l'obligation d'emploi aux personnes dont la capacité est diminuée à cause de leur propre rythme) (p. 1345) ; *après l'article L. 323-3 du code du travail* : contre l'amendement n° 13 de M. Henri Bouvet (mise en place d'une procédure allégée pour l'examen par les C.O.T.O.R.E.P. des dossiers des personnes déjà employées dans les entreprises) (p. 1346) ; *article L. 323-4 du code du travail (calcul des effectifs de l'entreprise et du nombre des bénéficiaires de l'obligation d'emploi)* : contre l'amendement n° 39 de Mme Marie-Josèphe Sublet (médecin du travail et comité technique d'orientation et de reclassement professionnel devant émettre un avis sur le bien fondé d'une prise en compte multiple des bénéficiaires) ; contre l'amendement n° 37 de M. Didier Chouat (prise en compte multiple) (p. 1378) ; ses observations sur l'amendement n° 38 de M. André Clert (définition de l'importance du handicap ouvrant droit à majoration de décompte) ; contre l'amendement n° 40 de M. Didier Chouat (durée de la majoration de décompte) ; *article L. 323-5 du code du travail (assimilation de certaines catégories particulières à des bénéficiaires de l'obligation d'emploi)* : son amendement n° 2 (possibilité offerte aux collectivités territoriales assujetties à l'obligation d'emploi sans être soumises à la législation sur les emplois réservés de prendre en compte les agents reclassés pour inaptitude et les agents titulaires d'une allocation temporaire d'une invalidité pour le calcul du nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi) (p. 1379) ; adopté ; *article L. 323-6 du code du travail (détermination du salaire des bénéficiaires de l'obligation d'emploi)* : contre l'amendement n° 124 de M. Georges Hage (rémunération des travailleurs handicapés en milieu ordinaire devant être la même que celle des personnes valides effectuant le même travail) (p. 1380) ; *après l'article L. 323-6 du code du travail* : contre l'amendement n° 43 de M. Didier Chouat (impossibilité de refuser d'embaucher une personne handicapée, de prononcer sa mutation, de résilier ou refuser de renouveler son contrat de travail) (p. 1382) ; *article L. 323-8 du code du travail* (contrat de soustraitance avec le secteur protégé) : contre l'amendement n° 47 de M. Didier Chouat (possibilité offerte aux employeurs de s'acquitter totalement de leur obligation d'emploi en confiant des travaux au secteur protégé accueillant des personnes handicapées) (p. 1383) ; pour l'amendement n° 22 de M. Jean-Jack Salles (entreprises employant une majorité d'handicapés pouvant bénéficier de contrats de fournitures, de sous-traitance et de prestations de service consentis par des entreprises s'acquittant ainsi de l'obligation prévue par la loi) ; *article L. 323-8-1 du code du travail (accord prévoyant un programme en faveur des travailleurs handicapés)* : contre l'amendement n° 97 de M. Jacques Roux (de suppression) ; son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté ; contre l'amendement n° 98 de M. Georges Hage (entreprise ne pouvant satisfaire à l'obligation d'emploi quand faisant application d'un accord de branche) ; son amendement n° 4 (définition et contenu du programme en faveur des travailleurs handicapés) (p. 1384) ; adopté (p. 1385) ; contre l'amendement n° 100 de Mme Muguette Jacquaint (autorité administrative procédant à un contrôle annuel obligatoire de l'application des programmes) (p. 1386) ; *article L. 323-8-2 du*

code du travail (contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : contre l'amendement n° 101 de M. Georges Hage (de supression) ; contre l'amendement n° 158 de M. Guy Herlory (accords prévoyant un programme en faveur des travailleurs handicapé) (p. 1386) ; son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; contre l'amendement n° 159 de M. Guy Herlory (liberté pour l'entreprise de verser la contribution prévue pour le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés à tout organisme de son choix) (p. 1387) ; contre l'amendement n° 50 de M. Didier Chouat (contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) ; son amendement n° 6 (montant de la contribution pouvant être modulée en fonction de l'effectif de l'entreprise) : adopté ; contre l'amendement n° 102 de M. Jacques Roux (montant de la contribution ne pouvant être inférieur à 2 000 fois le S.M.I.C. horaire) (p. 1400) ; contre l'amendement n° 51 de Mme Marie-Josèphe Sublet (majoration de la contribution due par une entreprise de 25 % dès lors que celle-ci s'acquitte de l'obligation d'emploi dans les conditions prévues au présent article pour plus de cinq années consécutives) (p. 1401) ; *article L. 323-8-3 du code du travail (gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) :* contre l'amendement n° 52 de M. Didier Chouat (objet du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) (p. 1402) ; ses observations sur les amendements n° 105 de M. Bernard Deschamps (participation des organisations syndicales représentatives des salariés à l'Office national gérant le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) et n° 53 de M. Didier Chouat (caractère paritaire de l'association gérant le fonds destiné à l'insertion professionnelle des handicapés ; participation des organisations syndicales représentatives à la gestion de ce fonds) ; contre l'amendement n° 160 de M. Guy Herlory (présidence du fonds étant assurée alternativement par un représentant des salariés et un représentant des employeurs) (p. 1403) ; contre l'amendement n° 54 de Mme Marie-Josèphe Sublet (délégation régionale élaborant un programme d'action régionale et gérant les fonds déconcentrés du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) ; *article L. 323-8-4 du code du travail (actions financées par le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) :* contre l'amendement n° 78 de M. Jacques Farran (ressources du fonds pouvant être utilisées en milieu protégé de travail) (p. 1404) ; contre l'amendement n° 56 de M. Didier Chouat (actions financées par le fonds devant compléter celles déjà engagées par l'Etat, les organismes sociaux et les collectivités locales) ; soutient l'amendement n° 20 de M. Jean-Jack Salles (ressources du fonds pouvant servir au financement d'actions d'innovation et de recherche) ; contre l'amendement n° 57 de Mme Marie-Josèphe Sublet (financement des équipes de préparation et de suite au reclassement) (p. 1405) ; ses observations sur l'amendement n° 130 de M. Michel Ghysel (financement des actions de formation et d'insertion scolaire à l'égard des enfants et des jeunes handicapés) ; contre l'amendement n° 106 de M. Jacques Roux (actions menées grâce au fond ne pouvant se substituer à celles mises en œuvre par l'Etat où les diverses collectivités territoriales dans les domaines de formation ou d'insertion au travail des personnes handicapées) ; contre l'amendement n° 59 de M. Didier Chouat (interdiction aux entreprises ayant volontairement opté pour la contribution libératoire de solliciter des aides de ce fonds) (p. 1407) ; contre l'amendement n° 144 de M. Guy Herlory (reversement au trésor public des sommes non utilisées par le fonds) ; *article L. 323-8-5 du code du travail (déclaration annuelle des employeurs) :* soutient l'amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Delalande (extension aux administrations des contraintes imposées aux entreprises privées en matière de déclaration annuelle relative aux emplois occupés par des handicapés) (p. 1408) ; contre l'amendement n° 60 de Mme Marie-Josèphe Sublet (déclaration annuelle des employeurs devant fournir la liste des postes susceptibles d'être occupés par des personnes handicapées) ; *après l'article L. 323-8-5 du code du travail :* contre l'amendement n° 125 de M. Jacques Roux (employeurs ne pouvant s'opposer à ce que des équipes spécialisées suivent l'activité des personnes handicapées en milieu ordinaire) ; *article L. 323-8-6 du code du travail (pénalités pour non respect de l'obligation d'emploi) :* contre l'amendement n° 145 de M. Guy Herlory (pénalités dues par les employeurs n'ayant pas satisfait à l'obligation d'emploi étant reversées au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) (p. 1409) ; contre l'amendement n° 107 de M. Georges Hage soutenu (montant de la pénalité due en cas de non respect de l'obligation d'emploi) ; contre l'amendement n° 138 de M. Jacques Farran (montant des pénalités correspondant à la contribution étant versé au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) (p. 1410) ; *article L. 323-8-7 du code du travail* (droit de recours des associations de handicapés) : contre l'amendement n° 63 de M. Didier Chouat (ouverture du droit de recours aux organisations syndicales) (p. 1411) .

Article 2 *(dispositions propres aux travailleurs handicapés) :* son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté (p. 1413).

Article 3 *(commission départementale des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) :* contre l'amendement n° 65 de Mme Marie-France Lecuir (champ d'intervention de la commission départementale) ; son amendement n° 9, rectifié (composition de la commission départementale) (p. 1414) ; rejeté (p. 1415) ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 154, à titre personnel (représentation des personnes handicapées dans la commission départementale) (p. 1416) ; retiré ; contre l'amendement n° 80 de M. Jacques Farran (représentation des handicapés travaillant en milieu ordinaire de travail et des handicapés travaillant en milieu protégé de travail au sein de la commission départementale) (p. 1417) ; son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté (p 1418).

Article 5 *(coordination) :* son amendement n° 161 (rédactionnel) : adopté (p. 1419).

Après l'article 5 : ses observations sur l'amendement n° 74 de M. Didier Chouat (impossibilité pour un employeur de résilier le contrat de travail d'un salarié victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle au cours des périodes de suspension) ; ses observations sur l'amendement n° 155 de M. Jacques Barrot (protection pendant six mois des victimes d'accidents du travail pendant la période de suspension du contrat de travail) (p. 1419, 1420) ; ses observations sur l'amendement n° 122 de M. Louis Besson (possibilité pour un même établissement de comporter une section d'ateliers protégés ou de distribution de travail à domicile, une section d'aide par le travail et une section de travail à temps partiel pour adolescents ou adultes handicapés) (p. 1420) ; contre l'amendement n° 123 de M. Louis Besson (ressources des handicapés en cas de passage du secteur protégé au milieu ordinaire) (p. 1421).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles. Rapporteur [19 juin 1987] :

Garantie de ressources (octroi de la — aux handicapés dont le salaire est réduit en fonction de leur rendement professionnel) (p. 2907).

Obligation d'emploi dans le secteur privé (entreprises à établissements multiples) (p. 2907).

Obligation d'emploi dans le secteur public :

— contribution du secteur public au fonds d'insertion professionnelle des handicapés en cas de non-respect du quota de travailleurs handicapés (hypothèse d'une —) (p. 2908) ;

— fonctions publiques locale et hospitalière (recrutement de contractuels dans les —) (p. 2907, 2908) ;

— rapport d'exécution de la loi présentée au Parlement pendant la période transitoire (p. 2908).

JACQUEMIN (Michel)

Député du Doubs
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert (n° 99).

Première lecture, discussion de l'article unique [16 juin 1987] :

Avant l'article unique : son sous-amendement n° 24 (suppression du deuxième alinéa de l'amendement n° 2) à l'amendement n° 2 de la commission (définition du monopole des géomètres-experts) (p. 2427) ; adopté (p. 2428).

JACQUOT (Alain)

Député des Vosges
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 176,** posée le 2 avril 1987 : **assurance maladie maternité : prestations (frais de cure)** (p. 12) ;

— **n° 273,** posée le 6 octobre 1987 : **assurance maladie maternité : prestations (frais de cure)** (p. 3978) ; appelée le 9 octobre 1987 : **cures thermales** : leur part infime dans le budget de la sécurité sociale malgré leurs avantages dans le domaine thérapeutique et sur le plan financier (p. 4092).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Chef de service (statut et rôle du —) (p. 754).
Commission médicale d'établissement (C.M.E.) (p. 754).
Hôpital (situation de l'—) (p. 753).
Secteur privé hospitalier (réglementation et situation du —) (p. 754).
Service (rétablissement du —) (p. 754).

Discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Article 2 *(nomination des chefs de service ; constitution des pôles d'activités et des départements)* : ses observations (p. 777).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 mai 1987] :

Départements (rôle des — dans l'insertion des handicapés) (p. 1321, 1322).
Filière bois (emploi des handicapés) (p. 1321).
Fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (p. 1321).
Taux d'invalidité (détermination des —) (p. 1321).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 et 22 mai 1987] :

Conventions de conversion (p. 1460).
« Délai de carence » (p. 1460).
Formation (actions de —) (p. 1460).
Préretraite (accès à la —) (p. 1460).
Réinsertion (actions de —) (p. 1460).

Explications de vote (p. 1570) :

Formation (actions de —) (p. 1572).
Vote positif du groupe R.P.R. (p. 1573).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre I^er^ du Livre I^er^ du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1^er^ et 2 juillet 1987] :

Apprentis (rémunération des —) (p. 3519).
Apprentissage :
— contrat d'— (p. 3519) ;
— lien ou concurrence avec le système éducatif (p. 3519).
C.A.P (et classes pré-professionnelles de niveau et préparatoires à l'apprentissage) (p. 3519).
Charges patronales (exonération des — de sécurité sociale) (p. 3519).

Discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 4 *(dérogation au principe de la formation des apprentis en C.F.A.)* : son sous-amendement n° 136 à l'amendement n° 39 de la commission (suppression de la possibilité d'ouverture d'annexes de C.F.A.) (p. 3567) : adopté (p. 3568).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— apprentissage (p. 5320) ;
— contrôle de la recherche d'emploi (p. 5319).

JALKH (Jean-François)

Député de la Seine-et-Marne
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission de la télématique [*J.O.* du 11 avril 1987] (p. 4177).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation des étrangers en France** [12 novembre 1987] (p. 5756) ; autorisation de séjour accordée à Serge Mitolo ; déclaration de M. Rachid Ahrab sur Antenne 2 (p. 5757).

orales sans débat :

— **n° 296,** posée le 17 novembre 1987 : **jeunes (établissements)** (p. 6007) ; appelée le 20 novembre 1987 : remplacé par M. Jean-Pierre Reveau : **aides aux résidents français des foyers de travailleurs** (p. 6141).

INTERVENTIONS

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, explications de vote [20 mai 1987] :

A.N.P.E (effort en faveur des handicapés) (p. 1422).
C.O.T.O.R.E.P. (délais d'instruction et avis du médecin traitant) (p. 1422).
Handicapés (insertion sociale et professionnelle des — et notamment droit au travail) (p. 1422).
Obligation d'emploi dans le secteur public (respect par l'Etat de l'—) (p. 1422).
Vote positif du groupe Front national (p. 1422).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 et 5 juin 1987] :

Dispositions relatives aux études médicales :
— grèves des étudiants en médecine (p. 2035, 2036) ;
— situation des généralistes (ou résidents) (p. 2036).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Procédure des questions [16 juin 1987] :

Algérie :
— terrorisme (coopération franco-algérienne dans la lutte contre le — et cas de M. Mohand Hammani) (p. 2489, 2490).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Explication de vote :

Vote hostile du groupe du Front national (p. 2967).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la lutte contre le trafic de stupéfiants.*

Après l'article 1er : contre l'amendement n° 17 de Mme Catherine Trautmann (rétablissant l'obligation de paiement par chèque) (p. 4125) ; contre l'amendement n° 18 de Mme Catherine Trautmann (suppression de l'anonymat sur les transactions d'or) (p. 4126).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. *Questions* [27 octobre 1987] :

Loto sportif (p. 4943).

Affaires sociales et emploi. *Questions* [3 novembre 1987] :

Politique à l'égard des étrangers :

aides au retour (p. 5294) ;

dettes des étrangers à l'égard des hôpitaux français (p. 5294) ;

prestations familiales versées aux étrangers polygames (p. 5295).

Intérieur. *Questions* [9 novembre 1987] :

Terrorisme (affaire Mohand Hammani) (p. 5630).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1010).

Première lecture, avant la discussion des articles [27 novembre 1987] :

Clubs sportifs professionnels :

statut des (modifications de la loi de 1984 ; option entre le statut d'association et celui de société) (p. 6502).

Financement du sport (p. 6502).

Indépendance des clubs (rapports avec l'Etat) (p. 6502).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires étrangères sur les propositions de loi de M. Xavier Deniau et plusieurs de ses collègues, de M. Michel de Rostolan, de M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues et de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues, relatives à la reconnaissance de la vocation internationale de l'association internationale des parlementaires de langue française (n° 1075, 1020, 1035, 1046 et 1061).

Première lecture, avant la discussion des articles [27 novembre 1987] :

Association internationale des parlementaires de langue française :

privilèges et immunités accordés aux organisations internationales (octroi des) (p. 6516).

Francophonie :

alliance française (moyens des établissements de l') (p. 6516) ;

politique de la (p. 6515, 6516) ;

secrétariat d'Etat à la (budget du —) (p. 6516).

JALTON (Frédéric)

Député de la Guadeloupe
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :

Agriculture dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4584).

Décentralisation dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4584).

Investissement dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment F.I.D.O.M. et F.I.D.E.S.) (p. 4584).

Tourisme dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4584).

JANETTI (Maurice)

Député du Var
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

JAROSZ (Jean)

Député du Nord
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (monnaies et médailles) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971) [*J.O.* du 24 novembre 1987] (p. 13896).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 42 : **monnaies et médailles (n° 960)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 246**, posée le 9 juin 1987 : **anciens combattants et victimes de guerre (déportés, internés et résistants)** (p. 2158) ; appelée le 12 juin 1987 : **déportés du travail** : nécessité d'adopter une loi précisant leur appellation (p. 2311, 2312) ;

— **n° 277**, de M. Paul Chomat, appelée le 9 octobre 1987 : **difficultés des locataires et accédants à la propriété** : hausse excessive des loyers et des charges (p. 4081) ; mesures contenues dans la proposition de loi déposée par les députés communistes ; situation du bâtiment dans la région Nord-Pas-de-Calais (p. 4082).

INTERVENTIONS

— Projet de loi rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles [13, 14 et 15 mai 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 239 soutenu par Mme Colette Gœuriot (dispositions de la loi n'étant pas applicables aux entreprises où ont eu lieu, dans l'année précédant la signature de l'accord ou de la convention, un ou plusieurs accidents du travail dus à une faute inexcusable de l'employeur ou de l'un de ses substituts) (p. 1097) ; rejeté au scrutin public (p. 1098) ; soutient l'amendement n° 247 de M. Paul Chomat (salarié ne pouvant renoncer à des droits ou avantages) (p. 1111) ; rejeté (p. 1112) ; soutient l'amendement n° 264 de M. Georges Hage (suppression de la possibilité de négocier, au niveau de l'entreprise, des accords dérogatoires aux dispositions législatives ou réglementaires relatives aux salaires) (p. 1113) ; rejeté (p. 1114) ; soutient l'amendement n° 243 de M. François Asensi (temps de travail devant être consacré aux actions de formation professionnelle) (p. 1115) ; rejeté (p. 1116) ; soutient l'amendement n° 1 de M. Georges Hage (réglementation du droit de grève et du lock-out) : rejeté au scrutin public (p. 1117).

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* : son opposition (p. 1135) ; soutient l'amendement n° 258 de M. Daniel Le Meur (conclusion d'un accord ne pouvant entraîner pour les salariés une perte de salaire) (p. 1163) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1164).

Article 2 *(récupération)* : ses observations (p. 1168, 1169).

Article 3 *(recours aux contrats de travail intermittent)* : son amendement n° 266 soutenu par M. Gérard Bordu (tendant à subordonner l'accord à la signature de l'ensemble des organisations syndicales) (p. 1223) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1224).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Article 1er *(prélèvement social exceptionnel sur certains revenus de 1986)* : son amendement n° 6 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (augmentation du pourcentage d'imposition sur les revenus du capital) : rejeté (p. 2965).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [13 octobre 1987] :

Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.) (prélèvements sur la — et réforme de la —) (p. 4235).
Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) (p. 4235).
Impôts locaux (et actualisation triennale des valeurs locatives) (p. 4234, 4235, 4236).
Taxe professionnelle (p. 4235).

Première partie, discussion des articles [14 et 15 octobre 1987] :

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)* : son amendement n° 122 (abattement sur les pensions et retraites porté à 15 % — conditions de paiement de l'impôt sur le revenu après le décès d'un contribuable — impôt sur les sociétés porté à 50 %) : rejeté (p. 4319).

Après l'article 4 : son amendement n° 56 (assujettissement à l'impôt sur le revenu du remboursement de l'« emprunt Giscard ») : rejeté au scrutin public (p. 3426).

Article 6 *(suppression de la taxe sur certains frais généraux)* : son amendement n° 58 (de suppression) (p. 4363) ; rejeté ; son amendement n° 59 (taxe sur certains frais généraux portée à 50 %) ; suppression de crédits sociaux fin 1986 (p. 4364) ; rejeté au scrutin public (p. 4366).

Article 10 *(réduction à 28 % des taux de T.V.A. sur les automobiles et les motocyclettes de plus de 240 cm³)* : son opposition à l'harmonisation européenne des taux de T.V.A. ; atteinte à la souveraineté nationale (p. 4393) ; son amendement n° 63 (réduction à 18,6 % du taux de T.V.A. sur les automobiles et les motocyclettes — relèvement à 50 % du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 4394) ; rejeté (p. 4395).

Avant l'article 16 : suppression de crédits sociaux pour financer les cérémonies du bicentenaire de la Révolution (p. 4429).

Après l'article 16 : soutient l'amendement n° 73 de M. Bernard Deschamps (augmentation de 10 % de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises travaillant dans le secteur de l'armement) (p. 4436) ; affectation du supplément de ressources aux combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc ; rejeté (p. 4437).

Deuxième partie :

Anciens combattants. *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Appareillage des invalides et victimes de guerre (p. 4679).
Déportés du travail (p. 4678).
Office national des anciens combattants et victimes de guerre (O.N.A.C.) (p. 4679).
Rapport constant (rattrapage du —) (p. 4678, 4679).
Résistants (p. 4678).
Veuves et orphelins de guerre et ascendants (p. 4678).

Défense. — *Vote des crédits* [10 novembre 1987] :

Article 35 *(dépenses en capital des services militaires ; mesures nouvelles)*.

Titre V : soutient l'amendement n° 317 de M. Michel Peyret (arme à neutrons) (p. 5704) ; rejeté (p. 5705).

Economie, finances et privatisation. Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budgets annexe de l'imprimerie nationale. — *Examen des fascicules.* Rapporteur spécial [12 novembre 1987].

Monnaies et médailles (p. 5734, 5735).
Situation économique :
- déclaration de M. Edouard Balladur (p. 5734).

Vote des crédits [12 novembre 1987] :

Budget annexe des monnaies et médailles : son amendement n° 338 (annulation du prélèvement effectué par l'Etat au profit du budget général) (p. 5767) ; nécessaires satisfactions des revendications du personnel ; rejeté (p. 5768).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Après l'article 56 : soutient l'amendement n° 33 de M. Rémy Auchedé (taxe d'habitation ; dégrèvement de 600 francs pour tous les foyers fiscaux non imposables à l'impôt sur le revenu ; suppression de l'avoir fiscal) ; baisse des bases de la taxe professionnelle entraînant un transfert sur la taxe d'habitation (p. 5870) ; rejeté au scrutin public (p. 5781).

Après l'article 59 : soutient l'amendement n° 51 de M. Jean Giard (investissement locatif ; suppression des mécanismes de réduction d'impôt) : rejeté (p. 5884).

Avant l'article 60 : son sous-amendement n° 292 (modification du gage ; majoration de l'impôt sur les revenus élevés) à l'amendement n° 199 rectifié de M. François Grussenmeyer (bouilleurs de cru) (p. 5904) ; le soutient (p. 5906, 5907) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5908) : non adopté (p. 5951, 5952).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [17 décembre 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 7664 à 7666) ; rejetée (p. 7667).
Communauté économique européenne (marché unique de 1992) (p. 7665).
Crise boursière (p. 7664).
Dépenses militaires (p. 7666).
Emploi (p. 7665).
Hypothèses économiques du Gouvernement (p. 7664).
Inégalités sociales (accroissement des —) (p. 7665).
Parti communiste français (propositions du —) (p. 7665, 7666).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles : [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Agriculture (Etat et avenir) (p. 6116).
Crédit agricole :
- indépendance du — à l'égard de l'Etat (p. 6119) ;
- maintien de la vocation et du rôle spécifique du — (p. 6117).

Mutualisation ou privatisation (p. 6116).
Recettes (affectation des — de la mutualisation) (p. 6117).

Discussion des articles [20 novembre 1987] [21 novembre 1987] :

Article 1er *(transformation en société anonyme de la caisse nationale de crédit agricole après absorption du fonds de garantie)* : son amendement n° 22 soutenu par M. Bernard Deschamps (tendant à rendre comme seuls actionnaires possibles les caisses régionales) (p. 6167) ; rejeté au scrutin public (p. 6168).

Article 2 *(gestion des actions de la société anonyme caisse nationale du crédit agricole)* : son amendement n° 24 soutenu par M. Marcel Rigout (suppression du dernier alinéa de cet article) (p. 6191) ; vote réservé jusqu'à la vérification du quorum ; vote reporté à la prochaine séance (p. 6197) ; amendement n° 24 : rejeté au scrutin public (p. 6207).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 décembre 1987] :

Abandons de souveraineté (p. 6662, 6663).
Crise boursière (p. 6662).
Spéculation (p. 6662).

Explications de vote [2 décembre 1987] :

Vote hostile du groupe communiste (p. 6682).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).**

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 13 : soutient l'amendement n° 4 de M. Roger Combrisson (application du taux zéro de T.V.A. aux opérations de mise à disposition des surplus agricoles de la C.E.E. distribués par les collectivités locales et les associations caritatives) (p. 6921) ; rejeté au scrutin public ; soutient l'amendement n° 5 de M. Jean Giard (application du taux zéro de T.V.A. aux dépenses de fonctionnement des collectivités locales) ; charges des collectivités locales ; caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (p. 6922) ; rejeté (p. 6923).

— **Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).**

Première lecture, avant la discussion des articles [11 décembre 1987] et [17 décembre 1987] :

Soutient la motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (p. 7623, 7627).

Commission de la production et des échanges (travail et rapport de la) (p. 7624, 7625, 7626).

Entreprises (taux de participation des à l'effort de construction) (p. 7623, 7624).

Partenaires sociaux (position et rôle des) (p. 7625, 7626).

Discussion des articles :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 54 de M. Paul Chomat (abrogation de la loi du 23 décembre 1986) : rejeté (p. 7628) ; soutient l'amendement n° 15 de M. Paul Chomat (composition des conseils d'administration) (p. 7631) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 18 de M. Paul Chomat (consultation du comité d'entreprise sur l'utilisation du 1 %) : rejeté (p. 7633).

Article 1er *(taux de participation obligatoire des employeurs à l'effort de construction)* : soutient l'amendement n° 21 rectifié de M. Paul Chomat (augmentation du taux) (p. 7637) ; rejeté au scrutin public (p. 7638) ; contre les amendements identiques n° 1 de la commission et n° 42 de M. Guy Malandain (tendant à mettre un terme à l'exclusion de fait des salariés de P.M.E. au bénéfice du 1 % logement par la création d'un fonds de péréquation) (p. 7642) ; contre l'amendement n° 43 de M. Guy Malandain (taux de participation des entreprises) (p. 7644).

Article 2 *(agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction)* : soutient l'amendement n° 23 de M. Paul Chomat (de suppression) (p. 7689) ; rejeté (p. 7690) ; *article L. 313-10 (composition du conseil d'administration de l'agence nationale)* : soutient l'amendement n° 24 rectifié de M. Paul Chomat (représentation majoritaire des salariés dans le conseil d'administration de l'agence) (p. 7693) ; rejeté (p. 7694) ; *article L. 313-11 (financement du fonctionnement de l'agence nationale)* : contre l'amendement n° 8 de la commission (taux du prélèvement servant à financer le fonctionnement de l'agence fixé par le conseil d'administration de cette même agence) (p. 7695).

Explications de vote :

Parti communiste (propositions du) (p. 7698).

Un pour cent logement (histoire, rôle, bilan et perspectives) (p. 7698).

Vote hostile du groupe communiste (p. 7698).

— **Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).**

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Titre V : *dispositions relatives au financement des collectivités locales à vocation touristique.*

Après l'article 19 : contre l'amendement n° 54 de la commission des finances (schéma d'aménagement de la Corse) (p. 7513).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).**

Première lecture, avant la discussion des articles [16 décembre 1987] :

Crédits destinés aux enseignements artistiques (montant et absence de programmation des) (p. 7587).

Enseignants de l'enseignement artistique (effectifs et formation des) (p. 7587, 7588).

Insertion professionnelle des personnes titulaires d'un diplôme sanctionnant une formation artistique (p. 7587).

Situation actuelle de l'enseignement artistique (p. 7586, 7587).

Discussion des articles [16 décembre 1987] :

Chapitre II : *de la reconnaissance des établissements et de l'homologation des titres et diplômes.*

Article 8 *(homologation des titres et diplômes de l'enseignement artistique)* : soutient l'amendement n° 29 de M. Georges Hage (suppression de la reconnaissance des établissements d'enseignement privé) : rejeté (p. 7602).

Article 9 *(avantages liés à l'homologation des titres et diplômes)* : soutient l'amendement n° 30 de M. Georges Hage (titres et diplômes homologués ne permettant pas à leurs titulaires de participer à des tâches d'enseignement) (p. 7603) ; rejeté (p. 7604).

Article 10 *(possibilité pour les établissements d'enseignement artistique de bénéficier de la taxe d'apprentissage)* : soutient l'amendement n° 31 de M. Georges Hage (de suppression) : rejeté (p. 7605).

Chapitre III : *du haut comité des enseignements artistiques.*

Article 13 *(haut comité des enseignements artistiques)* : soutient l'amendement n° 32 de M. Georges Hage (composition du haut comité des enseignements artistiques) : devenu sans objet (p. 7606).

JEAN-BAPTISTE (Henry)

Député de Mayotte
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Juge suppléant élu à la Haute cour de justice [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 370).

Prestation de serment le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Delfosse et plusieurs de ses collègues, relative aux procédures d'expropriation et à l'indemnisation des personnes expropriées (n° 656) [4 juin 1987] (p. 2010).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Delfosse et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 1520 et suivants du code général des impôts et relatifs au paiement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (n° 657) [4 juin 1987] (p. 2010).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Georges Delfosse et plusieurs de ses collègues, relative au report des effets du divorce dans les rapports avec les tiers (n° 669) [4 juin 1987] (p. 2010).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Renard, tendant à modifier l'article 41 de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, Guyane, Martinique et de la Réunion (n° 928) [8 octobre 1987] (p. 4074).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (départements et territoires d'outre-mer : territoires d'outre-mer) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer un code de l'urbanisme applicable à **Mayotte (n° 930)** [8 juillet 1987].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** tome II : **départements et territoires d'outre-mer : territoires d'outre-mer (n° 964)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 285**, posée le 20 octobre 1987 : **D.O.M.-T.O.M. (Mayotte : Conseil d'Etat et tribunaux administratifs)** (p. 4561).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, discussion des articles [14 avril 1987] :

Article 1er *(organisation de la consultation référendaire) :* ses observations (p. 309).

Explications de vote (p. 326) :

Décolonisation (politique de —) (p. 327).
Dialogue entre les communautés (p. 326, 328).
Domaine foncier (redistribution des terres) (p. 327).
Mesures sociales (p. 327).
Référendum (et notamment opportunité du —) (p. 326).
Statut (futur — de la Nouvelle-Calédonie) (p. 327).
Vote favorable du groupe U.D.F. (p. 328).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 894).

Première lecture, discussion des articles [17 juin 1987] :

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 19 *(articles 11 à 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale) : article 14 de la loi du 12 juillet 1984 (délégations interdépartementales ou régionales) :* soutient l'amendement n° 95 de la commission (précisant que Mayotte bénéficie des services de la délégation régionale de la Réunion) : adopté (p. 2785).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie. Rapporteur pour avis :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :

Action sociale dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment parité sociale globale) (p. 4570).
Crédits (montant et répartition des —) (p. 4569).
Investissement dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment F.I.D.O.M. et F.I.D.E.S.) (p. 4570).
Mayotte (situation de —) (p. 4603).
Nouvelle-Calédonie (situation en —) (p. 4569, 4570).

JEANDON (Maurice)

Député des Vosges
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

JEGOU (Jean-Jacques)

Député du Val-de-Marne
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

DEPOTS

Proposition de loi relative au **dépistage du virus du S.I.D.A. (n° 1231)** [23 février 1988].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Assassinat d'un chauffeur de taxi [14 octobre 1987] (p. 4287).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, discussion des articles [21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *plans d'épargne en vue de la retraite.*

Article 7 *(absence de pénalité sur les retraites et les arrérages de pension en cas de décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à l'imposition commune) :* son amendement n° 124 (absence de pénalité sur les échéances de pensions ou les retraits en cas de licenciement, de mise à la retraite anticipée ou d'invalidité du contribuable ou de l'un des époux) (p. 464) ; retiré (p. 465).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Contre la question préalable opposée par M. André Lajoinie sur le projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) (p. 2858, 2861).
Comité des sages (rapport du —) (p. 2859, 2860).
Dépenses d'assurance maladie (progression des différents postes de —) (p. 2859).
Etats généraux de la sécurité sociale (opportunité et enjeux des —) (p. 2861).
Evolution des recettes et des dépenses (comparaison de l'—) (p. 2859).
Financement (mesures conservatoires pour le financement des dépenses sociales) (p. 2860).
Sécurité sociale (axe possible de réforme de la —) (p. 2860).
Système de santé (amélioration possible du —) (p. 2858).
Trésorerie (opérations de —) (p. 2859).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 15 soutenu par M. Jean-Paul Virapoullé (diminution du taux de T.V.A. des appareillages pour handicapés) (p. 2963) ; retiré (p. 2964).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre II : *maîtrise de l'urbanisme.*

Après l'article 16 *quinquies* : son amendement n° 52 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (tendant à régulariser la situation des lotissements en cours au regard de la jurisprudence du Conseil d'Etat relative à la réforme de 1977) (p. 3839) ; adopté (p. 3840).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Examen du fascicule* [9 novembre 1987] :

Caisse de retraite des agents des collectivités locales (p. 5604, 5605).

Finances locales :

— fiscalité locale (généralités) (p. 5605) ;
tarifs des services locaux (p. 5601).

Première lecture, deuxième partie :

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Après l'article 59 : soutient l'amendement n° 346 de M. Edmond Alphandery (transfert de la responsabilité des lycées aux régions) ; retiré (p. 5885).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 12 : son amendement n° 45 soutenu par M. Jean-Pierre de Peretti Della Rocca (possibilité pour l'autorité compétente de décider que l'obligation de versement de la redevance du P.L.D. n'est pas applicable aux constructions édifiées par une Z.A.C.) : adopté après modification (p. 6918).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 et 4 février 1988] :

Titre II : *modifications du code électoral.*

Article 7 *(déclaration du patrimoine des députés)* : son amendement n° 16 (époux séparés de biens) : rejeté (p. 108) ; son amendement n° 17 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L.O. 135-1 du code électoral) : rejeté (p. 109).

Article 9 *(financement des campagnes pour les élections législatives)* : son amendement n° 83 (frais d'impression des journaux) : devenu sans objet (p. 131).

Après l'article 9 : son sous-amendement n° 81 à l'amendement n° 48 de la commission (possibilité pour les dons d'être versés aux candidats par l'intermédiaire du Trésor Public) ; son amendement n° 79 (déductibilité des dons faits au profit des candidats) (p. 135) ; son amendement n° 80 (même objet) ; amendements n° 79 et 80 : non soutenus (p. 136) ; sous-amendement n° 81 : retiré (p. 146).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives.*

Article 3 *(institution d'une commission de magistrats)* : son amendement n° 29 : devenu sans objet (p. 177).

Titre III : *dispositions relatives au financement des partis et groupements politiques.*

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis)* : son amendement n° 28 (clé de répartition) : non soutenu (p. 201).

JOSPIN (Lionel)

Député de la Haute-Garonne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation économique : politique déséquilibrée des Etats-Unis [21 octobre 1987] (p. 4591) ; insuccès de la politique économique du Gouvernement ; demande l'arrêt des privatisations et une initiative des pays européens auprès des Etats-Unis (p. 4592).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier de la Constitution, ainsi que débat et vote sur cette déclaration (n° 1105).

Discussion [3 décembre 1987] :

« Affaires » (multiplication des -) (p. 6725).
Désarmement (suite de l'accord américano-soviétique sur le —) (p. 6725).
Economie française (redressement de l'—) (p. 6724, 6725).
Engagement de la responsabilité du Gouvernement (signification de l'—) (p. 6722).
Europe (construction européenne) (p. 6723).
Insécurité et terrorisme (lutte contre l'—) (p. 6723, 6724).
Marchés monétaires et financiers (action de la France dans la concertation internationale et conduite de la politique intérieure) (p. 6723).
Nouvelle-Calédonie (p. 6725).
Otages français détenus au Liban (libération d'— et relations de la France avec le Moyen-Orient) (p. 6723, 6724).
Partis politiques (financement des —) (p. 6725).
Pauvreté (lutte contre la —) (p. 6725).
Privatisations (p. 6723).

JOSSELIN (Charles)

Député des Côtes-du-Nord
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 14/87 : réforme des fonds structurels de la Communauté européenne [25 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Prélèvements obligatoires et pouvoir d'achat : [7 octobre 1987] (p. 3987, 3988) ;

— Industrie du téléphone : installation d'une entreprise canadienne, la Northern Telecom, en France [2 décembre 1987] (p. 6695).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture. - B.A.P.S.A. — *Vote des crédits* [23 octobre 1987] :

Agriculture : Etat B, titre III : soutient l'amendement n° 130 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 4777) ; rejeté (p. 4778).

Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés. — *Questions* [12 novembre 1987] :

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.) (p. 5797).
Fonds spécial de grands travaux (F.S.G.T.) (p. 5797).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Avant l'article 56 : soutient l'amendement n° 59 de M. Christian Pierret (variation des taux des quatre taxes locales) (p. 5849) ; réduction des inégalités entre communes voisines en matière de taxe professionnelle (p. 5850) ; rejeté au scrutin public (p. 5851).

Article 56 *(report de l'actualisation des bases prévues pour 1988 ; fixation des bases pour 1988)* : nécessité d'étaler dans le temps les effets de la révision des bases ; rôle nouveau des élus dans l'actualisation des bases de la taxe d'habitation (p. 5869).

Après l'article 57 : soutient l'amendement n° 351 de M. Christian Pierret (plafonnement du produit de taxe professionnelle perçue par les communes ; péréquation) (p. 5876) ; rejeté au scrutin public (p. 5877).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Crédit agricole :
— cotation (rating) du — (p. 6122) ;
— développement et adaptation (p. 6122).

— **Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).**

Première lecture, avant la discussion des articles [14 décembre 1987] :

Décentralisation (amélioration ou remise en question de la —) (p. 7380).
Equipement local (financement de l' ; financements croisés) (p. 7380).
Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (p. 7380).
Interventions économiques des collectivités locales :
— entreprises en difficultés (p. 7380).
Planification (p. 7380).
Préfet (rôle du —) (p. 7380).

JOURNET (Alain)

Député du Gard
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

JOXE (Pierre)

Député de la Saône-et-Loire
Socialiste
Président du groupe socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

Président de ce groupe [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission spéciale constituée pour l'examen de la proposition de résolution (n° 798) présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice [*J.O.* du 10 juin 1987] (p. 6240).

Cesse d'appartenir à la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 21 janvier 1987] (p. 1027).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à élever le niveau quantitatif et qualitatif de la **contribution française** au développement des pays non industrialisés et à **lutter contre la faim** (n° 677) [14 avril 1987].

Proposition de loi relative à **la transmission d'entreprises** et à **leur reprise par leurs salariés ou par un repreneur extérieur (n° 732)** [7 mai 1987].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les conditions dans lesquelles s'effectuent les **opérations de privatisations d'entreprises ou banques appartenant au secteur public (n° 799)** [3 juin 1987].

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la **vocation internationale de l'Association internationale des parlementaires de langue française (n° 1061)** [19 novembre 1987].

Proposition de loi tendant à instaurer un **revenu minimum d'insertion (n° 1212)** [23 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Nouvelle-Calédonie** : vote négatif de la commission des lois sur le projet relatif à la Nouvelle-Calédonie [8 avril 1987] (p. 81) ;

Affaire Luchaire : publication du rapport Barba dans le *Figaro* ; publication des annexes ; déclaration de *La presse de la Manche* [4 novembre 1987] (p. 5368, 5369) ;

Comité français d'éducation pour la santé : détournement de fonds initialement destinés à la lutte contre le S.I.D.A. par un membre du comité central du R.P.R. [16 décembre 1987] (p. 7541) ;

orales sans débat :

— **n° 327**, posée le 8 décembre 1987 : **santé publique (politique de la santé)** [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelée le 11 décembre 1987 : **comité français d'éducation pour la santé** : ses détournements de fonds faisant obligation à Mme Barzach d'engager des poursuites judiciaires (p. 7163, 7164, 7165) ;

— **n° 341**, posée le 15 décembre 1987 : **étrangers (Iraniens)** (p. 7497) ; appelée le 18 décembre 1987 : **expulsion d'Iraniens** : demande de réponse écrite en raison de l'absence inadmissible du garde des sceaux ; circonstances de ces expulsions (p. 7710) ;

— **n° 343**, de M. Gilbert Bonnemaison ; appelée le 18 décembre 1987 : **mise en liberté provisoire des frères Chaumet** : caractère tardif de la dernière inculpation notifiée aux frères Chaumet (p. 7711).

INTERVENTIONS

— **Nomination des vice-présidents, questeurs et secrétaires de l'Assemblée nationale** [2 avril 1987].

Nomination des secrétaires :

Candidat du Front national à la vice-présidence (vote des députés U.D.F. et R.P.R. pour le) (p. 5).
Groupe socialiste (représentation du au Bureau) (p. 4, 5).

— **Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).**

Première lecture, avant la discussion des articles [10 et 14 avril 1987] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Robert Le Foll (p. 232) ; rejetée au scrutin public (p. 238).
Sa question préalable soutenue par M. Alain Vivien (p. 238) ; rejetée au scrutin public (p. 243).
Sa motion de renvoi en commission soutenue par M. Olivier Stirn (p. 302) ; rejetée au scrutin public (p. 306).
Concertation entre le Gouvernement et l'ensemble des communautés (p. 281).
Décolonisation (politique de —) (p. 282).
Evolution historique (p. 283).
Indépendance-association (concept de —) (p. 282).
Intérêt de la France (et notamment francophonie) (p. 280, 281).
Paix civile (et notamment rétablissement de l'ordre) (p. 281).
Préoccupation de l'Eglise en Nouvelle-Calédonie (p. 283, 284).
Rappel au règlement (protestations, à la suite de la comparaison par M. Gabriel Kaspereit, de M. Georges Lemoine à Charles Maurras) (p. 238).
Rappel au règlement (protestation quant à la façon dont M. Mestre présidait l'Assemblée pendant que M. Stirn s'exprimait à la tribune) (p. 304).
Référendum (opportunité du) (p. 280, 283).

Discussion des articles [14 avril 1987] :

Article 1er *(organisation de la consultation référendaire)* : défend l'amendement n° 22 de M. Robert Le Foll (de suppression) (p. 311) ; **son rappel au règlement** : protestation à l'encontre du président de séance refusant de donner la parole à M. Jean-Paul Virapoullé (p. 312).

— **Projet de loi sur l'épargne (n° 443).**

Première lecture, avant la discussion des articles [15 et 16 avril 1987] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Jean Le Garrec (p. 373) ; rejetée au scrutin public (p. 378).
Sa motion de renvoi en commission soutenue par M. Jacques Roger-Machart (p. 418) ; rejetée au scrutin public (p. 422).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues transférant le contentieux des décisions du conseil de la concurrence à la juridiction judiciaire (n° 638).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 avril 1987] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Michel Sapin (p. 673) ; rejeté (p. 676).

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Edmond Hervé (p. 702) ; rejetée au scrutin public (p. 708).

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, avant la discussion des articles [5 mai 1987] :

Oppose la question préalable (p. 843) ; rejetée au scrutin public (p. 852).

Sa motion de renvoi en commission (p. 874) ; rejetée au scrutin public (p. 878).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [11 juin 1987] :

Oppose la question préalable (p. 2250) ; rejetée (p. 2254).

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du tempa de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Gérard Collomb (p. 1013) ; rejetée au scrutin public (p. 1021).

Discussion des articles [14 mai 1987] :

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* : **son rappel au règlement** : procédure de l'article 44-3 portant atteinte à la clarification du débat parlementaire ; propose qu'un seul député socialiste prenne part au vote ; souhaite connaître la position des députés R.P.R. et U.D.F. sur les propositions du groupe socialiste (p. 1147) ; **son rappel au règlement** : impossibilité de réserver un vote dans le cadre de la procédure de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1148) ; **son rappel au règlement** : réserve du vote n'étant pas prévue par l'article 44-3 de la Constitution ; souhaite connaître la procédure appliquée aux amendement des groupes de l'opposition (p. 1149) ; « monstruosité juridique » constituée par la réserve du vote lors de l'application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1150).

Commission mixte paritaire, discussion générale [9 juin 1987] :

Sa question préalable soutenue par M. Gérard Collomb (p. 2126) ; rejetée au scrutin public (p. 2129).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, avant la discussion des articles [25 mai 1987] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Bernard Derosier (p. 1584) ; rejetée au scrutin public (p. 1590).

Sa question préalable soutenue par M. Jean-Pierre Worms (p. 1590) ; rejetée au scrutin public (p. 1595).

Sa motion de renvoi en commission soutenue par M. Bernard Derosier : retirée (p. 1625).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [3 juillet 1987] :

Sa question préalable soutenue par M. Jean-Pierre Worms (p. 3669) ; rejetée (p. 3673).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 et 5 juin 1987] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Jean-Pierre Sueur ; rejetée au scrutin public (p. 1993).

Sa question préalable soutenue par M. Claude Bartolone (p. 1994) ; rejetée au scrutin public (p. 1998).

Sa motion de renvoi en commission soutenue par Mme Martine Frachon (p. 2044) ; rejetée au scrutin public (p. 2049).

Discussion des articles [11 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : demande au président de faire vérifier le quorum en application de l'article 61 du règlement (p. 2296).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Jean-Pierre Sueur (p. 3376) ; rejetée au scrutin public (p. 3382).

Son rappel au règlement (demande une suspension de séance pour l'examen des dispositions projet) (p. 3373).

Son rappel au règlement : (soutient la demande de suspension de séance demandée par M. Jean-Pierre Sueur ; met en cause le comportement de M. Jacques Toubon ayant déjà voulu interdire à M. Barrot de recevoir une délégation étudiante en décembre 1986) (p. 3401).

Son rappel au règlement (comportement de M. Jacques Toubon entre 1981 et 1986 ; amendements déposés par le groupe socialiste ; violation du règlement par M. Claude Labbé, vice-président, refusant d'accorder des demandes de suspension de séance) (p. 3401, 3402).

Explications de vote [30 juin 1987] :

Quorum (vérification du —) (p. 3409, 3410).

Rappel au règlement (division de la majorité sur l'amendement proposé par le Gouvernement sur le financement de la formation en alternance et de la formation professionnelle continue ; demande une vérification du quorum) (p. 3409, 3410).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert (n° 99).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 juin 1987] :

Sa question préalable soutenue par M. Philippe Bassinet (p. 2422, 2424) ; rejetée (p. 2424).

Son rappel au règlement : absence d'affichage et de notification aux présidents de groupe de l'ordre du jour établi par la Conférence des présidents : refus du Gouvernement d'inscrire à l'ordre du jour complémentaire une proposition de loi tendant à diminuer le montant des annuités de remboursement des prêts d'accession à la propriété sociale [16 juin 1987] (p. 2457).

— Conclusions du rapport de la commission des lois sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Inscription à l'ordre du jour complémentaire.

Explications de vote [16 juin 1987] :

Proposition socialiste sur la renégociation des prêts d'accession à la propriété (absence de mention de la — à l'ordre du jour complémentaire) (p. 2459).

Quorum (absence de demande de vérification du — par le groupe socialiste) (p. 2459).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Son exception d'irrecevabilité contre le projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) soutenue par M. Michel Coffineau (p. 2851) ; rejetée au scrutin public (p. 2855).

Sa question préalable contre les conclusions du rapport de commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 857) soutenue par M. Jean-Pierre Sueur (p. 2866) ; rejetée au scrutin public (p. 2872).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Gérard Fuchs (p. 3420 à 3428) ; rejetée (p. 3429).

— Son rappel au règlement : organisation des travaux de l'Assemblée ; absentéisme des vice-présidents, du Gouvernement et de la majorité ; débat sur l'ordre du jour [22 juin 1987] (p. 3011).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jacques Lafleur et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 412).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [22 juin 1987] :

Oppose la question préalable (p. 3023).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Soulève une exception d'irrecevabilité (p. 3045) ; rejetée (p. 3048).

Discussion des articles [23 juin 1987] :

Article 2 *(détermination des bénéficiaires des versements effectués par les particuliers des entreprises ouvrant droit à déduction et régime de déduction fiscale des entreprises)* : **son rappel au règlement** : crise d'autoritarisme de M. Philippe Mestre ; demande au vice-président de ne pas « mener l'Assemblée nationale comme l'administration » ; demande à M. Philippe Mestre « de baisser d'un ton » ; regrette que M. Philippe Mestre « se comporte comme un petit caporal » (p. 3084) ; reprend l'amendement n° 31 de M. Georges Tranchant (associations françaises ayant pour objet de faire édifier ou fonctionner des écoles ou des lycées français à l'étranger bénéficiant des dispositions du projet de loi) : rejeté au scrutin public à l'unanimité (p. 3085) ; soutient l'amendement n° 79 de M. Christian Pierret (dispositions du projet ne s'appliquant pas aux associations cultuelles ou de bienfaisance) (p. 3086) ; remise en cause du principe de la laïcité de l'Etat ; demande la vérification du quorum (p. 3087) ; vote sur l'amendement n° 79 : reporté (p. 3088) ; amendement n° 79 : rejeté au scrutin public (p. 3095).

Son rappel au règlement : nécessité d'un débat sur l'ordre du jour de l'Assemblée nationale ; demande que la proposition de loi tendant à diminuer le montant des annuités de remboursement des prêts d'accession à la propriété sociale soit inscrite à l'ordre du jour complémentaire [23 juin 1987] (p. 3081, 3082).

— Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Foyer relative à la protection des topographies de produits semi-conducteurs et à l'organisation de l'Institut national de la propriété industrielle (n° 849).

Première lecture, avant la discussion des articles [29 juin 1987] :

Oppose la question préalable soutenue par M. Jean-Claude Chupin (p. 3363) ; rejetée (p. 3365).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre I^er^ du Livre I^er^ du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1^er^ et 2 juillet 1987] :

Soulève une exception d'irrecevabilité (p. 3477) ; rejetée au scrutin public (p. 3482).

Oppose la question préalable (p. 3482) ; rejeté au scrutin public (p. 3488).

Son rappel au règlement : article 48 du règlement (ordre du jour) ; ministère des affaires étrangères ayant favorisé l'évasion d'un semi-diplomate iranien M. Gordji ; demande des explications au ministre [3 juillet 1987] (p. 3661).

— Conclusions du rapport de la commission élue spécialement pour l'examen de la proposition de résolution présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée, portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice (n° 798).

Inscription à l'ordre du jour complémentaire.

Explications de vote [2 octobre 1987] :

Carrefour du développement (p. 3919).

Faux passeport (p. 3918).

Nucci (mise en accusation de M. —) (p. 3919).

Privatisations (inscription à l'ordre du jour d'un débat sur les —) (p. 3918, 3919).

Vote hostile du groupe socialiste (p. 3920).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [7 octobre 1987] :

Sa motion de renvoi en commission (p. 4002 à 4007) ; rejetée au scrutin public (p. 4009).

Carrefour du développement (affaire du —) :

- coopération (pratiques des ministres de la —) (p. 4004) ;
- cour des comptes (rapport de la —) (p. 4005, 4006, 4007) ;
- faux passeport délivré à M. Chalier (p. 4003, 4005, 4006, 4017) ;
- levée des obstacles aux investigations du juge (demande de —) (p. 4006, 4007) ;
- procédures judiciaire et administrative en cours (p. 4005, 4006) ;
- Secret défense (p. 4005, 4006, 4007).

Haute cour de justice :

- commission d'instruction (rôle de la —) (p. 4007) ;
- indépendance politique (p. 4002, 4003) ;
- Pasqua (demande de traduction de M. —) (p. 4007).

Mise en accusation de M. Christian Nucci :

- commission *ad hoc* (travail et conclusions du rapport de la —) (p. 4003, 4004, 4005, 4007) ;
- cour des comptes (compétence de la —) (p. 4002) ;
- culpabilité (présomption de — apportée par la mise en accusation) (p. 4005, 4006) ;
- gouvernement (rôle du — dans la mise en accusation) (p. 4003) ;
- incertitude et malaise des hommes politiques (p. 4003, 4005) ;
- pouvoir judiciaire (respect du fonctionnement du —) (p. 4007) ;
- procédure de mise en accusation (p. 4002, 4003) ;
- proposition de résolution (modification du texte de la —) (p. 4003, 4004) ;
- responsabilité du vote des députés (p. 4003) ;
- séparation des pouvoirs (principe de —) (p. 4003, 4006).

Discussion de l'article unique [7 octobre 1987] :

Article unique *(portant mise en accusation de M. Christian Nucci devant la Haute cour de justice)* : son amendement n° 1 soutenu par M. Michel Delebarre (portant en référence le rapport public de la Cour des comptes de 1987, après les mots « vu les règlements des assemblées parlementaires ») (p. 4022) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 2 (supprimant le paragraphe portant mise en accusation de M. Nucci) ; possibilité d'élargir l'enquête à l'ensemble de l'affaire du Carrefour du développement ; rejeté (p. 4023) ; son amendement n° 3 (supprimant la notion d'initiatives de M. Nucci dans le premier alinéa de l'énoncé des faits) ; jonction des procédures ; rapport de la Cour des comptes ; rétablissement de la vérité ; rejeté (p. 4024) ; son amendement n° 4 : devenu sans objet par suite du rejet de l'amendement n° 1 (p. 4024, 4025) ; son amendement n° 5 (supprimant les mots « et sur le compte-joint Nucci-Chalier » dans l'énoncé des faits) ; rapport de la Cour des comptes ; déclarations de M. Chalier ; rejeté ; son amendement n° 6 (modifiant la conclusion de l'article unique en ne conservant que l'alinéa qui ouvre l'enquête et en ne préjugeant pas de la condamnation et du renvoi de M. Nucci devant la Haute cour) : rejeté (p. 4025) ; son amendement n° 7 (prévoyant, dans le premier alinéa de la conclusion, que la commission d'instruction « puisse mener toutes investigations sur les faits ayant permis à Yves Chalier de se soustraire à la justice ») ; compétence de la commission d'instruction ; importance don-

née par l'Assemblée à la recherche des conditions dans lesquelles Yves Chalier a pu s'enfuir à l'étranger ; rejeté au scrutin public après contestation sur le vote à main levée ; son amendement n° 8 soutenu par M. Michel Delebarre (supprimant les sept derniers alinéas de la conclusion, mentionnant, au titre de M. Nucci, les agissements de M. Chalier) (p. 4026) ; rejeté au scrutin public (p. 4027).

Explications de vote [7 octobre 1987] :

Cour des comptes (rapport de la) (p. 4028).
Jonction des procédures judiciaires (p. 4028).
Responsabilité du vote des députés (p. 4029).
Secret défense (p. 4028).

— **Son rappel au règlement** : incidents du 9 octobre 1987, article 72 du règlement ; propose de retirer à M. Jean-Claude Martinez le rapport spécial de la commission des finances sur l'éducation [13 octobre 1987] (p. 4199).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Rappel au règlement (absence en séance de 94 % des députés du Front national) (p. 4255).

Première partie, discussion des articles [14 octobre 1987] :

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)* : son amendement n° 128 soutenu par M. Jacques Roger-Machart (institution d'une tranche à 60 %) (p. 4315) ; rejeté au scrutin public (p. 4316).

Deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Vote des crédits* [23 octobre 1987] :

Agriculture :

Etat B, titre III : son amendement n° 128 soutenu par M. Yves Tavernier (réduction de crédits) : rejeté ; son amendement n° 129 soutenu par M. Yves Tavernier (réduction de crédits) : rejeté ; son amendement n° 130 soutenu par M. Charles Josselin (réduction de crédits) (p. 4777) ; rejeté ; son amendement n° 131 soutenu par M. Pierre Métais (réduction de crédits) : rejeté ; son amendement n° 132 soutenu par M. Guy-Michel Chauveau (réduction de crédits) (p. 4778) ; rejeté ; son amendement n° 133 soutenu par M. François Patriat (réduction de crédits) : rejeté ; son amendement n° 134 soutenu par M. Yves Tavernier (réduction de crédits) (p. 4779) ; rejeté (p. 4780).

Titre IV : son amendement n° 135 soutenu par M. François Patriat (réduction de crédits) : rejeté ; son amendement n° 136 soutenu par M. Alain Brune (réduction de crédits) : rejeté ; son amendement n° 137 soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (réduction de crédits) (p. 4782) ; rejeté ; son amendement n° 138 corrigé soutenu par M. Henri Nallet (réduction de crédits) : rejeté (p. 4784).

B.A.P.S.A. :

Après l'article 38 : son amendement n° 139 soutenu par M. Guy-Michel Chauveau (tendant à imposer un rapport sur l'exécution du B.A.P.S.A. remis par le Gouvernement au Parlement) (p. 4786) ; rejeté (p. 4787).

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. *Examen du fascicule* [28 octobre 1987] :

Equipement scolaire (lycées ; financement par les régions) (p. 4961).
Plan prospectif pour l'enseignement (et hypothèse d'une loi-programme) (p. 4960, 4961, 4966, 4967).
Professeurs et instituteurs :
recrutement (crise du), formation initiale et continue, et statut (p. 4961) ;
rémunérations (p. 4961).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique en matière de privatisation et débat sur cette déclaration.**

Discussion [27 octobre 1987] :

Modalités des privatisations :
calendrier de la politique de privatisation (p. 4897) ;
groupes d'actionnaires stables (ou « noyaux durs ») (p. 4895) ;
privatisation des sociétés d'assurances (et notamment U.A.P.) (p. 4897,4898).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Examen des crédits* [30 octobre 1987] :

Etat B, titre III : son amendement n° 201 soutenu par Mme Paulette Nevoux (réduction de crédits) (p. 5181) ; rejeté.

Etat C, titre VI : son amendement n° 202 soutenu par M. Philippe Puaud (réduction de crédits) (p. 5182) ; rejeté ; son amendement n° 203 soutenu par Mme Huguette Bouchardeau (réduction de crédits) : rejeté (p. 5183).

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [3 novembre 1987] :

Son rappel au règlement : ordre du jour étant fixé en conférence des présidents et non par la conférence des présidents ; demande l'inscription d'un projet de loi sur le financement des partis politiques (p. 5286).

Economie, finances et privatisation. Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'imprimerie nationale. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :

Son rappel au règlement : souhaite entendre l'avis du président de la commission des finances sur la déclaration que vient de faire M. Edouard Balladur (p. 5734).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [17 décembre 1987] :

Son exception d'irrecevabilité : retirée (p. 7664).

— **Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).**

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Oppose la question préalable soutenue par M. Philippe Marchand (p. 5967) ; rejetée au scrutin public (p. 5971).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971).**

Première lecture, avant la discussion des articles [19 et 20 novembre 1987] :

Soulève l'exception d'irrecevabilité (p. 6084) ; rejetée au scrutin public (p. 6090).
Oppose sa question préalable (p. 6090) ; rejetée au scrutin public (p. 6097).
Sa motion de renvoi en commission (p. 6151) ; rejetée au scrutin public (p. 6158).

Discussion des articles [20 et 21 novembre 1987] :

Article 1er *(transformation en société anonyme de la caisse nationale de crédit agricole après absorption du fonds de garantie)* : son amendement n° 37 soutenu par M. Henri Nallet (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 6163) ; son amendement n° 38 soutenu par M. Yves Tavernier (tendant à rendre comme seuls actionnaires possibles les caisses régionales) (p. 6166) ; rejeté (p. 6168).

Après l'article 1er *ter* : son amendement n° 39 rectifié : réservé jusqu'à l'examen de l'amendement n° 83 à l'article 2 (p. 6169).

Article 2 *(gestion des actions de la société anonyme caisse nationale du crédit agricole)* : ses observations sur l'affectation des ressources de la mutualisation de la C.N.C.A. (p. 6185) ; demande une suspension de séance afin de donner le temps nécessaire au Gouvernement pour définir sa réponse (p. 6186) ; son amendement n° 40 soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (extension de la possibilité d'achat d'actions de la C.N.C.A. à des nouvelles catégories de personnes) : rejeté au scrutin public (p. 6189) ; son amendement n° 41 soutenu par M. Yves Tavernier (tendant à permettre aux coopératives d'acheter des actions de la C.N.C.A.) : rejeté au scrutin public (p. 6190) ; son amendement n° 43 : satisfait ; son amendement n° 42 soutenu par M. Henri Nallet (suppression du dernier alinéa de l'article 2) ; son amendement n° 39, deuxième rectification, précédemment réservé soutenu par M. Henri Nallet (versement des ressources du produit de la mutualisation de la caisse nationale du crédit agricole au budget de l'Etat) (p. 6191) ; ses observations sur le retrait des amendements n° 35 de M. René André et n° 36 de M. François d'Aubert (suppression du dernier alinéa de l'article 2) ; ses observations sur le retrait de l'amendement n° 83 de M. François d'Aubert (versement des ressources du produit de la mutualisation de la caisse nationale du crédit agricole au budget de l'Etat) (p. 6195, 6196) ; demande à vérifier le quorum avant de procéder au vote sur ses amendements ; vote de ses amendements reporté à la séance suivante (p. 6197) ; amendement n° 42 : rejeté au

scrutin public (p. 6207) ; amendement n° 39, deuxième rectification : rejeté au scrutin public.

Après l'article 2 : son amendement n° 44 soutenu par M. Yves Tavernier (détermination de la valeur de la C.N.C.A.) (p. 6208) ; rejeté (p. 6209).

Article 3 *(modalités de fixation du prix de cession)* : son amendement n° 45 soutenu par M. Henri Nallet (arrêté fixant le prix de la caisse nationale signé par le seul ministre chargé de l'économie) (p. 6211) ; rejeté ; son amendement n° 46 soutenu par M. Henri Nallet (suppression de la dernière phrase de l'article 3) : retiré (p. 6212).

Article 4 *(modalités de cession des actions de la C.N.C.A.)* : ses amendements n° 48 et 50 soutenu par M. Henri Nallet (répartition des actions non souscrites) (p. 6213) ; retirés ; ses amendements n° 47 et 49 : retirés (p. 6214).

Article 6 *(modalités de calcul des droits de vote dans la nouvelle société)* : son amendement n° 51 soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (de suppression) : retiré ; son amendement n° 52 soutenu par M. Yves Tavernier (modification de la répartition des droits de vote) (p. 5217) ; son amendement n° 53 soutenu par M. Yves Tavernier (modification de la répartition des droits de vote) (p. 6218) ; amendement n° 52 : rejeté au scrutin public (p. 6219) ; amendement n° 53 : rejeté au scrutin public (p. 6220).

Article 7 *(conseil d'administration)* : son amendement n° 59 soutenu par M. Henri Nallet (représentation des organisations professionnelles) (p. 6244) ; devenu sans objet ; son amendement n° 56 soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (représentation des actionnaires salariés) (p. 6246) ; rejeté ; son amendement n° 57 soutenu par M. Henri Nallet (représentation des actionnaires sociétaires des caisses locales) : devenu sans objet ; son amendement n° 58 : devenu sans objet (p. 6247) ; son amendement n° 54 soutenu par M. Jacques Roger-Machart (représentation des salariés dans le conseil d'administration) : rejeté après rectification ; son sous-amendement n° 101 soutenu par M. Henri Nallet à l'amendement n° 6 de la commission des finances (durée de la qualité d'administrateur pour être élu président directeur général) (p. 6248) ; rejeté (p. 6249) ; ses amendements n° 60 et 55 : devenus sans objet (p. 6250).

Article 8 *(statut des personnels n'appartenant pas à la fonction publique)* : son amendement n° 98 soutenu par M. Jean Le Garrec (réglementation applicable aux salariés) : rejeté (p. 6251) ; son amendement n° 61 soutenu par M. Jean Le Garrec (création de comités de groupe) : retiré.

Article 9 *(statut des personnels fonctionnaires)* : son amendement n° 99 soutenu par M. Jean Le Garrec (position particulière des fonctionnaires travaillant au sein de la C.N.C.A) (p. 6252) ; rejeté ; son amendement n° 62 (précision de l'organisme auprès duquel le fonctionnaire est détaché) : devenu sans objet (p. 6253) ; son amendement n° 63 (représentation des fonctionnaires dans les instances représentatives du crédit agricole) : retiré.

Article 10 *(modalités fiscales de l'opération)* : son amendement n° 54 soutenu par M. Henri Nallet (de suppression) : rejeté.

Article 10 *bis* *(organisation entre l'Etat et la société créée)* : son amendement n° 65 soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (de suppression) (p. 6254) ; rejeté (p. 6255).

Article 12 *(négociabilité des parts sociales des caisses de crédit agricole)* : son amendement n° 66 soutenu par M. Henri Nallet (abrogation de l'article 618 du code rural) : retiré (p. 6257).

Article 13 *(conseil d'administration des caisses régionales)* : son amendement n° 67 soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (de suppression) (p. 6259) ; rejeté (p. 6261).

Article 15 *(conditions d'entrée en vigueur de la mutualisation)* : son amendement n° 68 soutenu par M. Yves Tavernier (de suppression) (p. 6262) ; rejeté ; son amendement n° 69 soutenu par M. Yves Tavernier (habilitation du ministre de l'économie et des finances pour la détermination du prix de cession et du volume d'actions) : rejeté ; son amendement n° 70 soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (suspension des transactions financières et des décisions concernant le statut du personnel) : rejeté (p. 6263).

Titre *(projet de loi relatif à la mutualisation de la caisse nationale du crédit agricole)* : son amendement n° 71 soutenu par M. Yves Tavernier (remplacement du mot « mutualisation » par le mot « privatisation ») : rejeté (p. 6264).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles
[23 et 24 novembre 1987] :

Soulève l'exception d'irrecevabilité (p. 6275 à 6288) ; rejetée au scrutin public (p. 6284).

Oppose la question préalable (p. 6289) ; rejetée au scrutin public (p. 6297).

Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :
- application réelle du projet de loi éventuellement adopté (p. 6276) ;
- comité de décolonisation de l'O.N.U. (attitude du —) (p. 6278, 6285) ;
- économie de la Nouvelle-Calédonie (p. 6279).

Evolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie :
- généralités (p. 6276, 6277) ;
- référendum du 13 septembre 1987 (p. 6279, 6280).

« Incidents » en Nouvelle-Calédonie :
- affaire « Radio Rythme Bleu » (p. 6280) ;
- application du droit en Nouvelle-Calédonie (p. 6278) ;
- fusillade de Hienghène (et suites judiciaires) (p. 6278, 6285, 6286, 6287) ;
- manifestation du 22 août (p. 6280) ;
- problèmes de la tribu de Saint-Louis (p. 6278).

Organisation des pouvoirs publics en Nouvelle-Calédonie :
- conseil exécutif (règles de majorité et pouvoir de substitution du commissaire de la République) (p. 6277) ;
- régions (redécoupage des —) (p. 6281, 6289).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Jacques Toubon et plusieurs de ses collègues portant maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance (n° 940).

Première lecture avant la discussion des articles
[26 novembre 1987] :

Oppose la question préalable (p. 6463) ; rejetée au scrutin public (p. 6467).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les bourses de valeurs (n° 1002).

Première lecture, avant la discussion des articles
[30 novembre 1987] :

Son exception d'irrecevabilité : retirée (p. 6533).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier de la Constitution, ainsi que débat et vote sur cette déclaration (n° 1105).

Discussion [3 décembre 1987] :

Aménagement du territoire et transports (p. 6742).
Droits de l'Homme et libertés (atteintes aux — en France et dans le monde) (p. 6742).
Economie française (redressement de l'—) (p. 6741).
Education, formation et recherche (p. 6743).
Inflation (maîtrise de l'—) (p. 6741).
Information (droit à l'—) (p. 6743).
Insécurité et terrorisme (lutte contre l'—) (p. 6741, 6742).
Justice (projets du garde des sceaux) (p. 6742).
Privatisations (p. 6742).
Rappel au règlement : coupure de l'intervention du premier secrétaire du parti socialiste lors d'un débat télévisé (p. 6726).
Rappel au règlement : intervention de M. Jacques Toubon pour un fait personnel avant la fin de la séance (p. 6736) ; temps de parole de M. Lionel Jospin écourté lors du débat télévisé (p. 6737).

Explications de vote :

Majorité parlementaire (p. 6746, 6747).

Son rappel au règlement : date choisie pour demander le vote de confiance ; absence de ministres U.D.F. au banc du Gouvernement (p. 6756).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux élections cantonales (n° 1027).

Première lecture, avant la discussion des articles
[4 décembre 1987] :

Sa question préalable soutenue par M. Michel Sapin (p. 6794, 6795) ; rejetée (p. 6795).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 décembre 1987] :

Sa motion de renvoi en commission (p. 6859 à 6863) ; rejetée au scrutin public (p. 6865).
Budget 1987 :
conditions de réalisation du (p. 6861) ;
déficit du (p. 6860).
Budget 1988 (hypothèses économiques) (p. 6859, 6860, 6863).
C.E.E. (dépenses communautaires) :
contribution de la France (accroissement de la —) (p. 6861, 6862).
Charbonnages (p. 6862).
Chômeurs de longue durée (dotation pour les —) (p. 6861).
Commissaires du Gouvernement (droit de parole des —) (p. 6862).
Conjoncture économique (p. 6860).
Crédit agricole (mutualisation du et notamment affectation du produit de cette opération à l'agricultue et à l'agro-alimentaire) (p. 6862).
Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (F.I.A.T) (p. 6862).
Lycées et universités (dépenses d'équipement scolaire ; études médicales) (p. 6862).
Prélèvements obligatoires (niveau des —) (p. 6860).
Privatisations :
programme de (réalisation du) (p. 6860).
Rappel au règlement : sa mise en cause par M. Robert-André Vivien, rapporteur général ; crédits pour l'emploi ; absence de la majorité en séance (p. 6842, 6843).
Stages d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P.) (financement des) (p. 6861).
T.V.A. (diminution du taux sur certains produits) (p. 6863).

Discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 13 : son amendement n° 18 soutenu par M. Yves Tavernier (désaffectation du produit de la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole en vue de son attribution à des actions en faveur de l'agriculture) (p. 6925) ; vote réservé (p. 6933).

Après l'article 21 : **son rappel au règlement** : réponse lue par M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, aux sous-amendements de M. Aymeri de Montesquiou à l'amendement n° 55 du Gouvernement, déposé tardivement ; dénonce un « coup monté » ; demande une réunion de la commission des finances et la réserve de l'amendement n° 55 ; propos du Rapporteur général se disant hors d'état de porter un jugement sur cet amendement et du président de la commission des finances protestant contre les conditions de son dépôt (p. 6955) ; **son rappel au règlement** : précise qu'il n'a jamais mis en cause le comportement de M. Robert-André Vivien en tant que président de la commission des finances, ni celui de M. Michel d'Ornano ; amendements sur la dotation globale de fonctionnement qu'il avait déposé en tant que ministre de l'Intérieur à la demande de l'Association des maires de France ; retire sa demande de réserve de l'amendement n° 55 du Gouvernement au projet de loi de finances rectificative pour 1987 (p. 6956).

Demande une deuxième délibération sur l'amendement n° 8 corrigé de M. Xavier Hunault (prévoyant que les plus-values réalisées lors de la cession des chevaux de course bénéficient d'un abattement de 15 % par année de détention comprise entre la date d'acquisition des chevaux et la fin de leur septième année) devenu l'article 13 *bis* du projet de loi (p. 6961) ; affectation du produit de la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole ; lutte contre la pauvreté ; demande un scrutin public sur le vote relatif à sa demande de deuxième délibération : rejetée au scrutin public (p. 6962).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Bruno Goltnisch : proteste contre ces propos (p. 6963).

Explications de vote :

Son rappel au règlement : constate que MM. Ladislas Poniatowski, Philippe Vasseur et François d'Aubert et d'autres parlementaires de la majorité doivent personnellement prendre part au vote sur le projet de loi de finances rectificative pour 1987 en raison des propos qu'ils ont tenus sur ce texte dont ils désapprouvent les orientations ; attention portée aux explications de vote et notamment à celles du groupe U.D.F. ; demande, conformément à l'article 61, alinéa 2 du règlement, de réunir le bureau au moment du vote pour vérifier la présence, dans l'enceinte du palais, des députés qui doivent y être pour apporter à M. Juppé leur soutien (p. 6963).

Son rappel au règlement : nécessité d'assurer la sincérité du scrutin sur le projet de loi de finances rectificative pour 1987 ; propos de M. d'Ornano ayant parlé au nom de l'U.D.F. lors des explications de vote et ayant quitté le banc des commissions ; absence de MM. Philippe Vasseur et Ladislas Poniatowski ; nécessité de respecter au moment du vote les dispositions réglementaires ; division de la majorité entre les groupes et à l'intérieur des groupes ; « ukase » de M. Juppé ; respect du vote personnel ; rappelle que les membres du groupe socialiste voteront contre ce collectif budgétaire ; demande un contrôle de la réalité des délégations de vote ; maintien sa demande de vérification du quorum avant de procéder au vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 6966).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 et 10 décembre 1987] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Jean-Pierre Michel (p. 7015, 7017) ; rejetée au scrutin public (p. 7024).
Sa question préalable soutenue par M. Gérard Welzer (p. 7025) ; rejetée au scrutin public (p. 7035).
Sa motion de renvoi en commission soutenue par M. Michel Sapin (p. 7066) ; rejetée au scrutin public (p. 7072).
Vérification du quorum (p. 7017, 7018, 7025, 7028).

Rappel au règlement de M. Roland Dumas (ses observations sur —) : émotion de tous les Français devant la manière dont est menée la justice en France (p. 6989).

Rappel au règlement : rappelle que le groupe socialiste demande au garde des sceaux de bien vouloir s'exprimer sur les questions qui lui sont posées (p. 6993, 6994).

Rappel au règlement : demande qu'au cours de la discussion du projet portant réforme de l'instruction soient évoqués les problèmes posés par les instructions en cours ; pression subie par la justice (p. 7013).

Rappel au règlement : demande au président de séance de préciser à l'Assemblée les textes qui sont retirés de l'ordre du jour des prochaines séances ; demande que la séance soit suspendue jusqu'à ce que la commission des lois ait terminé ses travaux (p. 7062, 7063).
Affaires judiciaires :
— incidents de séance (p. 6993) ;
— pressions exercées par le parquet sur les juges d'instruction (p. 6993, 7013).

— Son rappel au règlement : rappelle que le Gouvernement doit réunir une nouvelle conférence des présidents s'il souhaite inscrire le projet de loi transformant la régie Renault en société anonyme lors d'une prochaine séance ; projet de loi devant être à défaut considéré comme retiré [10 décembre 1987] (p. 7066).

— Son rappel au règlement : regrette que le Gouvernement ait essayé de faire échapper à l'attention de l'opinion publique le débat sur la modification du statut de la régie Renault [10 décembre 1987] (p. 7088).

— Son rappel au règlement : demande au président de séance de lui communiquer l'ordre du jour exact de l'Assemblée tel qu'il résulte des modifications successives apportées par le Gouvernement [10 décembre 1987] (p. 7089).

— Projet de loi relatif à la transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 décembre 1987] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Philippe Bassinet (p. 7236) ; rejetée au scrutin public (p. 7255).
Sa question préalable soutenue par M. Jean Le Garrec (p. 7261) ; rejetée au scrutin public (p. 7280).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant la discussion des articles
[14 décembre 1987] :

Soulève une exception d'irrecevabilité (p. 7346) ; rejetée au scrutin public (p. 7352).

Oppose la question préalable (p. 7365) ; rejetée au scrutin public (p. 7370).

Sa motion de renvoi en commission : rejetée au scrutin public (p. 7388).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).

Première lecture, avant la discussion des articles
[16 décembre 1987] :

Oppose la question préalable : rejetée au scrutin public (p. 7582).

Son rappel au règlement : affaire Nucci ; rectification du procès-verbal de la séance du 7 octobre 1987 [17 décembre 1987] (p. 7660, 7661).

Son rappel au règlement : affaire Nucci ; nécessité de lever l'immunité parlementaire avant le vote de la proposition de résolution portant mise en accusation devant la Haute cour de Justice (p. 7672, 7673).

Son rappel au règlement : article 59 du règlement : réunion du Bureau pour statuer sur la demande de M. Fanton, relative au procès-verbal de la 2e séance du 7 octobre 1987 [18 décembre 1987] (p. 7710).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la formation professionnelle (n° 1147).

Première lecture, avant la discussion des articles
[18 décembre 1987] :

Sa question préalable soutenue par M. Michel Berson (p. 7757) ; rejetée au scrutin public (p. 7761).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, avant la discussion des articles
[18 décembre 1987] :

Sa question préalable soutenue par M. Michel Coffineau (p. 7786) ; rejetée au scrutin public (p. 7792).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de MM. Michel Pelchat, Jacques Barrot et Michel Péricard relative aux opérations de télé-promotion avec offre de vente, dites de « télé-achat » (n° 1089, 1057).

Première lecture, avant la discussion des articles
[21 décembre 1987] :

Sa question préalable soutenue par M. Bernard Schreiner (p. 7980) ; rejetée (p. 7983).

Son rappel au règlement : indignation et inquiétude du groupe socialiste devant la décision du Bureau en date du 22 décembre 1987 ; nullité de la décision du Bureau reconnaissant au président de l'Assemblée nationale la capacité de décider de la correction du compte-rendu des débats parlementaires [22 décembre 1987] (p. 8032).

Son rappel au règlement : rappelle que le Sénat ne peut décider de lever l'immunité parlementaire d'un député [22 décembre 1987] (p. 8033) ; précise qu'il aurait admis que M. Fanton fasse un rappel au règlement pour exposer que ses propos n'avaient pas été correctement retranscrits ; impossibilité de demander de réécrire le *Journal Officiel* ; rôle des débats de l'Assemblée nationale pour les magistrats (p. 8034).

Son rappel au règlement : rappelle que les députés socialistes se bornent à observer que la décision du bureau du 22 décembre 1987 est nulle et non avenue ; démonstration aveuglante d'une justice à deux vitesses [22 décembre 1987] (p. 8035).

Son rappel au règlement : situation en Nouvelle-Calédonie ; arrestation de M. Yeiwené Yeiwené, président de la région des îles ; bruit courant en Nouvelle-Calédonie sur une arrestation prochaine de M. Jean-Marie Tjibaou [23 décembre 1987] (p. 8075).

Son rappel au règlement : impossibilité de déposer une proposition de résolution, ce qu'il aurait souhaité faire, pour la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Luchaire, à cause de l'information judiciaire en cours à la suite de la plainte déposée par M. Paul Quilès, à l'époque ministre de la défense ; nécessité que le Gouvernement fasse prendre des réquisitions supplétives par le parquet sur le départ du responsable principal de la société nationale des poudres et explosifs et de nouvelles ventes d'armes à l'Iran ; problème de fonctionnement de la justice ; situation en Nouvelle-Calédonie ; réception d'une délégation du groupe socialiste par un membre du Gouvernement chargé des départements et territoires d'outre-mer ; mission parlementaire diligentée à l'initiative du président de la commission des lois en Nouvelle-Calédonie ; nécessité de la remise en liberté du président de la région des îles, M. Yeiwené Yeiwené ; sa volonté de remettre au Gouvernement un rapport de M. Gilbert Bonnemaison sur les conditions dans lesquelles ont été transférés au Gabon un certain nombre d'étrangers dont certains sont de nationalité iranienne [23 décembre 1987] (p. 8109).

— Projet de loi organique modifant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et du projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [2 et 3 février 1988] :

Contre la question préalable opposée par M. André Lajoinie (communiste) au projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (p. 37, 38, 39, 40).

Sa motion de renvoi en commission déposée sur le projet de loi organique (p. 89) ; retirée (p. 89).

Origines et motifs du dispositif proposé :
- comparaisons internationales (p. 67) ;
- financement actuel des partis politiques (et notamment « affaires » ayant mis en cause certains d'entre eux) (p. 68) ;
- élaboration de la réforme (p. 37) ;
- modalités de la discussion parlementaire des deux textes (p. 87) ;
- Rôle du rapporteur (p. 38).

déclaration du patrimoine des hommes politiques :
- philosophie de la réforme (p. 39).

Financement des campagnes électorales :
- plafonnement des dépenses (p. 68) ;
- dons des personnes privées et déductibilité (plafonnement et déductibilité fiscale) (p. 69, 70) ;
- dons des entreprises privées (p. 40, 60, 70) ;
- compte de campagne et comité de campagne (p. 89).

Financement des partis politiques :
- appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 38, 39) ;
- utilisation des fonds publics (absence de contrôle sur l'—) (p. 38) ;
- dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) (p. 38, 69, 70, 71, 89).

Divers :
- partis politiques (statut juridique des —) (p. 69, 89) ;
- période probatoire et rapport d'évaluation : Période probatoire et rapport d'évaluation (p. 89) ;
- publicité politique (p. 38, 39, 69, 89) ;
- statut de l'élu (p. 38).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles
[3 et 4 février 1988] :

Titre Ier : *modifications de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.*

Article 2 *(financement des campagnes pour l'élection du Président de la République)* : son amendement n° 89 soutenu par M. André Laignel (prévoyant un plafonnement des dépenses à 80 millions pour le premier tour et à 100 millions pour le second tour) (p. 98) ; rejeté au scrutin public (p. 101).

Article 4 *(remboursement forfaitaire d'une partie des frais de campagnes)* : son amendement n° 90 soutenu par M. André Laignel (prévoyant une enveloppe globale de 150 millions de francs affectée au remboursement de la campagne présidentielle et un mécanisme de répartition de cette somme entre les candidats *au prorata* des suffrages exprimés) (p. 102) ; rejeté au scrutin public (p. 103).

Titre II : *modifications du code électoral.*

Article 7 *(déclaration du patrimoine des députés)* : son amendement n° 94 (dépôt de la déclaration devant la commission de magistrats) (p. 106) ; adopté (p. 107) ; son amendement n° 93 (publication au *Journal officiel* des déclarations de patrimoine des députés) : rejeté (p. 109) ; son amendement n° 95 : devenu sans objet ; son amendement n° 96 soutenu par M. Michel Sapin (prévoyant que les déclarations des situations patrimoniales des députés sont consultables par tout électeur) : rejeté au scrutin public (p. 110).

Après l'article 7 : son amendement n° 97 (institution d'une commission spéciale chargée de recevoir les déclarations du patrimoine des candidats) (p. 110) ; adopté (p. 111).

Article 8 *(déchéance du mandat d'un député qui ne transmet pas ses comptes de campagnes)* : son amendement n° 98 : devenu sans objet (p. 113).

Article 9 *(financement des campagnes pour les élections législatives)* : son amendement n° 99 soutenu par M. Jean-Pierre Worms (fixant le plafond des dépenses à 300 000 francs) (p. 129) ; rejeté au scrutin public (p. 131) ; son amendement n° 100 rectifié (précisant que le plafonnement des dons privés consentis à un candidat n'est pas applicable aux partis et groupements politiques) : adopté (p. 132).

Après l'article 9 : ses observations sur l'amendement n° 48 de la commission (déductibilité fiscale des dons effectués aux candidats) ; ses observations sur l'amendement n° 110 du Gouvernement (déductibilité des dons faits au profit des candidats) ; hypothèse d'un financement public des partis ; nécessité d'exclure du dispositif de déductibilité fiscale les casinos et les cercles de jeux, les entreprises publiques ainsi que d'autres types d'entreprises ; sous-amendements déposés par le groupe socialiste (p. 138) ; son sous-amendement n° 111 soutenu par M. Jean-Pierre Worms à l'amendement n° 48 de la commission (exclusion des personnes morales du bénéfice de la déductibilité) (p. 143) ; rejeté (p. 144) ; son sous-amendement n° 112 à l'amendement n° 48 de la commission (exclusion du bénéfice de la déductibilité des entreprises recevant des subventions de l'Etat) (p. 144) ; retiré ; précise qu'il accepte de retirer ses sous-amendements à l'amendement n° 48 de la commission étant donné qu'ils ont été repris dans leur principe par M. Jacques Toubon (p. 145, 146) ; son sous-amendement n° 131 à l'amendement n° 110 du Gouvernement (insertion de la déductibilité des dons aux candidats dans l'article 238 *bis* du code général des impôts) : rejeté ; son sous-amendement n° 124 soutenu par M. Michel Sapin à l'amendement n° 110 du Gouvernement (exclusion du champ d'application de la déductibilité des dons effectués par les collectivités publiques) ; son sous-amendement n° 125 soutenu par M. Michel Sapin à l'amendement n° 110 du Gouvernement (dons faits par les établissements publics) ; son sous-amendement n° 127 soutenu par M. Michel Sapin à l'amendement n° 110 du Gouvernement (dons effectués par les casinos, établissements de jeux et sociétés dépendantes) (p. 159) ; devenus sans objet (p. 160) ; son sous-amendement n° 123 (dons des entreprises publiques) : rejeté ; son sous-amendement n° 126 (entreprises bénéficiant de concessions de service public) (p. 161) ; son sous-amendement n° 132 à l'amendement n° 110 du Gouvernement (exclusion du champ d'application de la déductibilité des entreprises bénéficiant de concession de services publics, des entreprises ayant soumissionné à des marchés publics, des entreprises ayant reçu des subventions de l'Etat, des entreprises d'armement, et prévoyant l'avis du comité d'entreprise pour les dons effectués aux partis politiques) (ce sous-amendement n° 132 juxtapose ses sous-amendements n° 126, 128, 129, 130 et 121) (p. 162) ; sous-amendement n° 132 : rejeté au scrutin public ; sous-amendements n° 126, 128, 129 et 130 : devenus sans objet ; son sous-amendement n° 121 à l'amendement n° 110 du Gouvernement (avis du comité d'entreprise pour les dons effectués par les entreprises qui accèdent au bénéfice de la déductibilité) : rejeté (p. 163) ; sur l'amendement n° 110 du Gouvernement (déductibilité des dons faits au profit des candidats) (p. 164).

Article 10 *(dépôt des comptes de campagne par les candidats aux élections législatives)* : son amendement n° 101 soutenu par M. Michel Sapin (possibilité pour les électeurs de consulter dans les préfectures les comptes de campagne des candidats) (p. 166) ; rejeté ; son amendement n° 102 soutenu par M. Michel Sapin (transmission des comptes de campagne des candidats élus à la chambre régionale des comptes) (p. 167) ; rejeté (p. 168).

Explications de vote :

Attitude du groupe socialiste (p. 207, 208).
Qualité du débat parlementaire (p. 207, 208).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 1er : son amendement n° 9 soutenu par M. André Laignel (suppression du pli scellé pour la remise des déclarations patrimoniales) : rejeté (p. 252) ; son amendement n° 10 soutenu par M. Michel Sapin (déclarations patrimoniales à l'ensemble des candidats) : rejeté.

Article 4 : son amendement n° 11 soutenu par M. André Laignel (mode de répartition de l'aide publique) (p. 253) ; rejeté.

Article 7 : son amendement n° 12 soutenu par M. Michel Sapin (déclaration publique de la situation patrimoniale des députés) (p. 254) ; rejeté au scrutin public (p. 257).

Article 7 *bis* : son amendement n° 13 soutenu par M. Jean Le Garrec (création d'une commission *ad hoc* chargée de contrôler la variation des situations patrimoniales des députés) : rejeté (p. 258).

Article 7 *ter* : son amendement n° 14 soutenu par M. André Laignel (de suppression) : adopté (p. 259).

Article 9 : son amendement n° 15 corrigé soutenu par M. Michel Sapin (diminution du plafond des dépenses) : rejeté (p. 260) ; son amendement n° 16 soutenu par M. Jean Le Garrec (extension de la liste des entreprises ayant l'interdiction d'effectuer des dons aux partis politiques) : rejeté au scrutin public (p. 261).

Article 9 *ter* : son amendement n° 17 soutenu par M. Jean Le Garrec (avis du comité d'entreprise pour les sociétés décidant d'effectuer un don au profit d'un parti politique) (p. 262) ; rejeté (p. 263).

Article 10 : son amendement n° 18 soutenu par M. André Laignel (consultation des comptes de campagne par tout électeur) (p. 264) ; rejeté ; son amendement n° 19 soutenu par M. Michel Sapin (comptes de campagne contrôlés par les chambres régionales des comptes) (p. 265) ; rejeté.

Article 11 *bis* : son amendement n° 20 soutenu par M. Michel Sapin (inéligibilité pour un an en cas de dépassement du plafond de recettes) : rejeté (p. 266).

Explications de vote :

Financement actuel des partis politiques (et notamment affaire ayant mis en cause certains d'entre eux) (p. 278, 279, 280).
Financement de la vie politique et fonctionnement de la démocratie (p. 278).
Modalités de répartition de l'aide de l'Etat (p. 278).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 280).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives.*

Article 2 *(déclaration du patrimoine des présidents des assemblées, des collectivités territoriales et des maires des communes de plus de 50 000 habitants)* : son amendement n° 42 soutenu par M. Michel Sapin (obligation de déclaration pour les maires des communes de plus de 30 000 habitants) : adopté ; son amendement n° 95 soutenu par M. Michel Sapin (obligation de déclaration du patrimoine pour les représentants français au Parlement européen) (p. 174) ; rejeté au scrutin public (p. 175).

Article 3 *(institution d'une commission de magistrats)* : son amendement n° 96 : devenu sans objet ; son amendement n° 97 soutenu par M. Michel Sapin (déclaration des situations patrimoniales consultables par tout électeur) (p. 177) ; rejeté (p. 178).

Titre II : *dispositions relatives au financement des campagnes pour l'élection des députés.*

Après l'article 5 : son amendement n° 105 rectifié soutenu par M. Michel Sapin (partis politiques soumis à l'obligation de se constituer en entités juridiques et reconnaissance de certains droits à leur profit) (p. 181, 182) ; adopté ; son amendement n° 106 soutenu par M. Michel Sapin (création d'un titre II *bis* : dispositions relatives au statut juridique des partis et groupements politiques) : rejeté (p. 183).

Titre III : *dispositions relatives au financement des partis et groupements politiques.*

Article 6 *(principe d'une aide de l'Etat au financement des partis)* : son amendement n° 99 soutenu par M. Michel Sapin (modalités de l'inscription du montant des crédits inscrits dans le projet de loi de finances pour le financement des partis politiques) (p. 185) ; adopté (p. 186).

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis)* : son amendement n° 100 soutenu par M. Michel Sapin (clé de répartition des aides accordées aux partis politiques)

(p. 197) ; ses observations sur l'inégalité de la répartition des crédits aux partis politiques ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 110 soutenu par M. Michel Sapin (clés de répartition prenant en compte les députés inscrits à un parti ou qui déclarent adhérer au parti) (p. 200) ; rejeté (p. 201).

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 12 *(publicité politique à la radio et à la télévision)* : son amendement n° 101 soutenu par M. Roger-Gérard Schwartzenberg (interdiction des émissions publicitaires à caractère politique) ; son amendement n° 102 soutenu par M. Roger-Gérard Schwartzenberg (interdiction des émissions publicitaires à caractère politique) (p. 204) ; rejetés (p. 205).

Après l'article 13 : son amendement n° 103 (dépôt sur les bureaux des deux assemblées d'un rapport du Gouvernement sur la mise en œuvre des dispositions du texte présent) : adopté ; reprend l'amendement n° 74 de M. Jacques Barrot (tendant à instaurer une période probatoire) (p. 206) ; rejeté (p. 207).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 1er : son amendement n° 10 : devenu sans objet.

Article 2 : son amendement n° 11 soutenu par M. Michel Sapin (personnalités concernées par la déclaration patrimoniale) : rejeté au scrutin public (p. 267) ; son amendement n° 12 : devenu sans objet (p. 268).

Article 3 : son amendement n° 13 : devenu sans objet (p. 269).

Article 7 : son amendement n° 15 soutenu par M. Michel Sapin (modification des clés de répartition pour le financement des partis politiques) (p. 271) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 16 soutenu par M. Michel Sapin (même objet) (p. 272) ; rejeté au scrutin public (p. 273).

Article 13 *ter* : son amendement n° 17 soutenu par M. Michel Sapin (rétablissement de l'article 13 *ter* ; durée d'application de la présente loi fixée à quatre ans) (p. 274) ; rejeté au scrutin public (p. 275).

Son fait personnel : rappelle qu'il a été condamné à un franc de dommage et intérêt devant les tribunaux civils pour atteinte à l'honneur des dirigeants du R.P.R. ; demande l'origine des fonds actuellement utilisés pour la campagne du R.P.R. (p. 281).

Son fait personnel : explique comment le parti socialiste a été amené à louer à une mutuelle de retraite le siège social du parti socialiste rue de Solférino (p. 281).

JULIA (Didier)

Député de la Seine-et-Marne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques [*J.O.* du 10 octobre 1987] (p. 11842).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 221-6 du code du travail afin de **faciliter les dérogations au repos hebdomadaire du dimanche (n° 750)** [19 mai 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, discussion des articles [24 novembre 1987] :

Titre II : de l'organisation des pouvoirs publics du territoire.

Chapitre Ier : *le conseil exécutif.*

Section 3 : attributions du conseil exécutif et de son président.

Article 40 *(modalités d'exercice des attributions du conseil exécutif)* : son amendement n° 137 (suppression de la majorité qualifiée des deux tiers) : non soutenu (p. 6378).

JUPPE (Alain)

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget.

DEPOTS

Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [2 octobre 1987].

Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [20 novembre 1987].

Projet de loi portant **règlement définitif du budget de 1986 (n° 1149)** [16 décembre 1987].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Francis Delattre : marchés publics des collectivités locales : intérêts moratoires** : loi du 9 janvier 1986 [22 avril 1987] (p. 547) ; protection des créanciers des collectivités publiques (p. 547, 548) ;

— **M. Louis Lauga : déduction fiscale pour les cotisations versées par les agriculteurs à des régimes complémentaires facultatifs** : préparation de la loi de modernisation agricole [6 mai 1987] (p. 894, 895) ;

— **Mme Florence d'Harcourt : T.V.A. dans l'hôtellerie** : réflexions menées dans le cadre de l'harmonisation de la fiscalité française avec les autres fiscalités européennes [20 mai 1987] (p. 1363) ;

— **M. François Patriat : coûts salariaux de l'industrie en France** : compétitivité ; diminution du différentiel d'inflation entre la France et l'Allemagne [10 juin 1987] (p. 2176) ;

— **M. André Lajoinie : conséquences de la politique de déclin** : France, deuxième puissance économique de l'Europe ; bonne situation démographique ; redressement économique [24 juin 1987] (p. 3115) ; objectif de 1992 (p. 3116) ;

— **M. Laurent Fabius : préparation de l'avenir** : dépôt d'un projet de programme triennal ; déficit laissé par les prédécesseurs [24 juin 1987] (p. 3120) ;

— **Mme Edith Cresson : faillite des établissements Chaumet** : procédure devant le tribunal de commerce et procédure pénale en cours ; campagne de hargne et de calomnie menée par le parti socialiste [7 octobre 1987] (p. 3989) ;

— **M. Gérard Trémège : situation de la Bourse et problèmes monétaires** : crise mondiale [28 octobre 1987] (p. 4976) ; nécessité d'une coopération internationale ; accords du Louvre ; bonne situation économique française (p. 4977) ;

— **M. Daniel Colin : taxe professionnelle des arsenaux** : imposition des opérations de fabrication ou de construction de matériel militaire ; intégration dans les bases de la taxe professionnelle des travaux d'entretien et des grosses réparations [4 novembre 1987] (p. 5364) ;

— **M. Vincent Porelli : difficultés des collectivités locales et endettement des communes** : évolution de la dotation globale de fonctionnement ; caisse nationale de retraite des collectivités locales ; condition d'emprunt des collectivités locales ; réforme de la taxe d'habitation [4 novembre 1987] (p. 5366, 5367) ;

— **M. Jean Le Garrec : privatisation de l'U.A.P.** : internationalisation de la crise boursière ; report des prochaines privatisations ; campagne menée par l'opposition contre les privatisations [4 novembre 1987] (p. 5370) ; bonne situation de l'économie française (p. 5371) ;

— **M. Christian Goux : situation économique et budget** : retard dans les privatisations impliquant le retard dans le programme de désendettement de l'Etat prévu ; hypothèses économiques ; bons résultats pour l'année 1987 ; incidence de la crise boursière sur l'activité des Etats-Unis en 1988 [12 novembre 1987] (p. 5746) ; inopportunité de changer de politique ; effort de concentration entre les pays européens (p. 5747) ;

— **M. François Loncle : protection de l'épargne** : poursuite de la politique de désinflation [12 novembre 1987] (p. 5749) ;

M. Maurice Dousset : financement des lycées par les régions : enquête en cours ; inscription d'une dotation exceptionnelle destinée aux lycées [12 novembre 1987] (p. 5753) ;

M. Jean Brocard : retraite mutualiste des anciens combattants : rattrapage du rapport constant au 1er décembre 1987 [2 décembre 1987] (p. 6690).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [15 et 16 avril 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 378).
Impôt sur les sociétés (p. 416).
Investissement des entreprises (aide à l') (p. 416).
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
- âge de la retraite et retraite à soixante ans (p. 378) ;
- capitalisation (retraite par) (p. 415) ;
- crédit d'impôt (p. 416) ;
- plafond de déductibilité et régime fiscal des versements (p. 416, 417) ;
- préretraités (cotisations de sécurité sociale) (p. 417) ;
- répartition (retraite par) (p. 378, 383, 415) ;
- retraite (déséquilibre des régimes de) (p. 418) ;
- sécurité des épargnants (p. 416) ;
- sortie du P.E.R. (rente viagère au capital) (p. 418) ;

R.E.S. (reprise de l'entreprise par ses salariés) (p. 417) :
Sécurité sociale (démantèlement de la) (p. 417).

Discussion des articles [16 et 21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *plans d'épargne en vue de la retraite.*

Article 1er *(ouverture des P.E.R. à compter du 1er juin 1987 ; catégories d'organismes pouvant les proposer)* : ses observations sur la date du 1er juin 1987 pour l'ouverture des plans d'épargne retraite (p. 424) ; habilitation des caisses de retraite complémentaire à proposer et à gérer le P.E.R. (p. 433).

Article 2 *(plafond des versements effectués sur le P.E.R. pouvant être déduits du revenu imposable)* : performances du P.E.R. ; risque d'évasion fiscale (p. 437) ; contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu (p. 438) ; son amendement n° 179 (plafond de déductibilité porté à 15 000 F pour les contribuables ayant au moins trois enfants à charge) (p. 439) ; politique familiale ; rectifie le sous-amendement n° 181 de M. Gilbert Gantier à son amendement n° 179 (majoration des plafonds de 3 000 F pour les contribuables ayant trois enfants ou plus à charge) (p. 440) ; adoption de l'amendement n° 179 modifié ; contre l'amendement n° 99 de M. Christian Pierret (substituant une réduction d'impôt plafonnée à 1 500 F à la déduction du revenu imposable) ; Sofica (p. 441).

Avant l'article 3 : son amendement n° 151 (coordination avec le code de la sécurité sociale et le code rural) (p. 442) ; adopté (p. 443).

Article 3 *(emplois du P.E.R. ; fiscalité de ses revenus et plus-values)* : contre l'amendement n° 169 de M. Alain Lamassoure (élargissement des possibilités de placement aux valeurs mobilières non cotées) ; sécurité des épargnants ; comptes courants d'associés ; majoration de l'abattement sur les valeurs mobilières (p. 446) ; contre les amendements n° 90 et n° 130 de la commission des affaires culturelles et de M. Gilbert Gantier (élargissement des possibilités de placement du P.E.R. aux parts sociales émises par les banques mutualistes ou coopératives) ; majoration de l'abattement sur les valeurs mobilières ; son amendement n° 152 (de conséquence) ; adopté ; contre l'amendement n° 126 de M. Roland Blum (emplois du P.E.R. en actifs immobiliers) (p. 447) ; pour l'amendement n° 10 de la commission (emplois du P.E.R. en valeurs étrangères) ; contre l'amendement n° 115 de M. Gilles de Robien (emplois du P.E.R. en valeurs étrangères et fixant une quotité minimale de valeurs libellées en ECU) (p. 449) ; contre l'amendement n° 116 de M. Gilles de Robien (suppression de la référence au décret pour déterminer les opérations éligibles au P.E.R. relevant du code des assurances et de la mutualité) (p. 460) ; contre l'amendement n° 101 de M. Christian Pierret (mutuelles autorisées à démarcher pour le P.E.R.) (p. 461).

Article 4 *(P.E.R., fiscalité des retraits)* : reprend et modifie l'amendement n° 149 de M. Philippe Auberger (exonération des retraits consécutifs au décès sous conditions d'inscription sur un autre P.E.R.) ; paiement des droits de succession ; adopté ; pour l'amendement n° 104 de M. Guy Trémège (conditions d'application des abattements de 10 et de 20 % ; arrêt de la déductibilité des versements en cas de retrait ou de perception d'une échéance de pension après 60 ans) (p. 462).

Article 5 *(pénalité de 10 % appliquée au retrait ou à la pension intervenant avant 60 ans et moins de 10 ans après l'ouverture du P.E.R.)* : contre l'amendement n° 143 de M. Christian Pierret (non application de la pénalité frappant une échéance de pension viagère lorsque le contribuable ou le plus âgé des époux perçoit une pension de retraite au titre d'un régime obligatoire) ; suppression du lien entre la liquidation de la retraite principale à 60 ans et le bénéfice du plan d'épargne retraite (p. 463).

Article 7 *(absence de pénalité sur les retraits ou les échéances de pension en cas de décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à l'imposition commune)* : pour l'amendement n° 12 de la commission (absence de pénalité en cas d'invalidité) ; prise en compte du chômage (p. 465).

Article 8 *(attribution de crédits d'impôt en fonction de l'âge du retrait du capital ou de liquidation de la pension)* : valeurs étrangères dans le P.E.R. ; réglementation communautaire (p. 466) ; suppression du lien entre la date de liquidation de la retraite principale et l'ouverture du droit à capital ou à rente viagère au titre du P.E.R. ; son amendement n° 1 (suppression du lien entre le crédit d'impôt et l'âge auquel intervient la liquidation de la retraite principale) : adopté (p. 467) ; contre l'amendement n° 159 de M. Etienne Pinte (non attribution des crédits d'impôt en cas de retrait ou de liquidation intervenant avant l'âge de 63 ans).

Après l'article 8 : son amendement n° 2 (prélèvement libératoire sur les retraits ou les échéances de pension) ; harmonisation de la fiscalité du patrimoine (p. 468) ; régime fiscal du P.E.R. calqué sur celui des pensions de retraite par répartition (p. 470) ; contre les sous-amendements n° 83 et 84 de M. Gilbert Gantier à l'amendement n° 2 du Gouvernement (réduisant les taux de prélèvement libératoire) ; pour le sous-amendement n° 164 de M. Michel d'Ornano à l'amendement n° 2 du Gouvernement (prélèvement libératoire de 26 % au-delà de 67 ans) (p. 471) ; comptes d'épargne en actions ; adoption de l'amendement n° 2 du Gouvernement.

Article 9 *(lien entre le P.E.R. et l'assurance vie)* : contre les amendements n° 13 de la commission et n° 92 de la commission des affaires culturelles (cumul des déductions au titre du P.E.R. et de l'assurance vie) (p. 472).

Après l'article 9 : contre l'amendement n° 49 de M. Pierre Descaves (déductibilité du revenu imposable pour les cotisations versées par les professions libérales au titre des retraites complémentaires par capitalisation) (p. 473) ; contre l'amendement n° 67 de M. Paul Chomat (réservant le bénéfice de la prime d'épargne-logement aux seuls épargnants réalisant un projet immobilier) (p. 474) ; loi Méhaignerie ; refus de M. Christian Pierret de participer aux travaux de la commission sur la réforme de la taxe professionnelle (p. 475) ; fiscalité du patrimoine (p. 476) ; emprunt Giscard ; contre l'amendement n° 70 de M. Roger Combrisson (instituant un prélèvement à la source sur les revenus de l'emprunt 7 % de 1973) (p. 477).

Chapitre II : *options de souscription ou d'achat d'actions.*

Article 10 *(modulation du prix des actions offertes aux salariés)* : contre l'amendement n° 132 de M. Christian Pierret (de suppression) ; limitation de la décote à 10 % (p. 478) ; contre l'amendement n° 40 de M. Pierre Descaves (fixation du prix de souscription des actions par l'Assemblée générale) (p. 479).

Article 13 *(extension aux mandataires sociaux du bénéfice des plans d'option de souscription d'actions)* : contre l'amendement n° 141 de M. Christian Pierret (de suppression) ; pour l'amendement n° 15 de la commission (p. 480).

Article 14 *(achat d'actions et d'options de souscription d'actions ; suppression du plafond ; non attribution d'options aux salariés et mandataires sociaux détenant plus de 10 % du capital)* : contre l'amendement n° 133 de M. Christian Pierret (rétablissement des plafonds pour l'achat d'actions et les options de souscription d'actions) ; lutte contre la fraude fiscale.

Article 15 *(fixation par l'Assemblée générale du délai d'exercice des options de souscription d'actions avec un minimum de 5 ans)* ; contre l'amendement n° 135 de M. Christian Pierret (de suppression) (p. 481).

Après l'article 15 : pour l'amendement n° 161 de M. Etienne Pinte (options de souscription d'actions dans les filiales de sociétés étrangères) (p. 482).

Chapitre III : *rachat d'une entreprise par ses salariés.*

Article 16 *(rachat d'une entreprise par ses salariés ; conditions ; régime fiscal)* : ses observations (p. 493) ; transmission des petites entreprises ; situation des héritiers (p. 494) ; son amendement n° 3 (nouvelle rédaction de l'article) (p. 495, 496) ; contre l'amendement n° 136 de M. Christian Pierret (p. 496) ; procédure d'agrément ; montant du crédit d'impôt ; critère d'ancienneté dans la qualité de salarié (p. 497) ; contre le sous-amendement n° 138 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 3 du Gouvernement (réduisant les plafonds de déductibilité des intérêts des emprunts souscrits par les salariés) ; ses observations sur le sous-amendement n° 81 de M. Gérard Trémège à l'amendement n° 3 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 499) ; contre les sous-amendements n° 139 de M. Christian Pierret et n° 176 de M. Pierre Descaves à l'amendement n° 3 du Gouvernement (extension de la R.E.S. aux entreprises de moins de vingt salariés) (p. 501, 502) ; contre le sous-amendement n° 147 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (R.E.S. minoritaires) (p. 502) ; contre le sous-amendement n° 82 de M. Gérard Trémège à l'amendement n° 3 du Gouvernement (possibilité pour un salarié de détenir plus de 50 % des droits de vote si la société, faisant l'objet de la R.E.S., compte moins de 50 salariés) (p. 503) ; contre le sous-amendement n° 131 de M. Gérard Trémège à l'amendement n° 3 du Gouvernement (R.E.S. minoritaires) (p. 504) ; adoption de l'amendement n° 3 modifié (p. 505).

Après l'article 16 : pour l'amendement n° 87 de M. Georges Tranchant (utilisation de la réserve spéciale de participation dans le cadre d'une R.E.S.) (p. 506).

Chapitre IV : *mesures concernant la fiscalité des valeurs mobilières.*

Article 17 *(majoration de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières)* : son amendement n° 153 (prise en compte des revenus d'actions des sociétés non cotées dans les abattements de 8 000 et de 16 000 F lorsque leurs titulaires ne détiennent pas plus de 25 % des droits sociaux de la société distributrice) : adopté.

Après l'article 17 : ses réserves sur l'amendement n° 127 de M. Gilbert Gantier (négociabilité des parts des caisses de crédit agricole) (p. 508).

Article 18 *(déductibilité fiscale des intérêts versés sur les comptes courants d'associés)* : ses observations sur l'amendement n° 110 de M. Christian Pierret (de suppression) ; contre l'amendement n° 16 de la commission (déductibilité totale à certaines conditions des intérêts versés sur les comptes courants d'associés) ; contre le sous-amendement n° 175 de M. Georges Tranchant à l'amendement n° 16 de la commission (prélèvement libératoire de 25 %, à certaines conditions, sur la rémunération des comptes courants d'associés) (p. 509, 510).

Après l'article 18 : son amendement n° 154 (application aux produits payés d'avance de la fiscalité relative aux produits courus pour les obligations et titres analogues détenus par les S.I.C.A.V. et les fonds communs de placement) : retiré ; son amendement n° 155 (exonération de la retenue à la source pour les emprunts à court terme effectués à l'étranger) : adopté (p. 510) ; ses réserves sur l'amendement n° 17 de la commission (suppression du droit d'enregistrement sur l'incorporation de réserves) (p. 510).

Chapitre V : *prêts de titres.*

Article 24 *(interdiction de la provision pour dépréciation — non application du régime fiscal de la société mère)* : contre l'amendement n° 54 de M. Pierre Descaves (possibilité offerte aux prêteurs d'effectuer une provision pour dépréciation) (p. 512).

Chapitre VII : *régime fiscal des opérations réalisées sur des ministres financiers à terme.*

Article 30 *(extension aux contrats sur actions du régime fiscal des contrats sur obligations)* : ses observations (p. 513, 514).

Article 31 *(taxation forfaitaire des contrats sur instruments financiers autres que les obligations et les actions)* (p. 514).

Article 34 *(imputation des pertes)* : contre l'amendement n° 56 de M. Pierre Descaves (imputation des pertes sur les revenus de toute nature du contribuable) (p. 514).

Chapitre IX : *mesures diverses concernant les sociétés et leurs actionnaires.*

Après l'article 42 : ses réserves sur l'amendement n° 51 de M. Serge Charles (non prise en compte pour l'application des règles de cumul édictées par la loi du 24 juillet 1966 des mandats non rémunérés exercés dans les instituts régionaux de participation) (p. 517).

Avant l'article 43 : ses réserves sur les amendements n° 23, 24, 25, 26 et 27 de M. Pierre Mazeaud (conditions de création et d'exercice des sociétés commerciales de remisiers et de gérants de portefeuille) (p. 518).

Chapitre X : *modernisation du marché financier et dispositions diverses.*

Avant l'article 45 : son amendement n° 156 (réduction du taux de l'impôt sur les sociétés à 42 % à compter du 1er janvier 1988 ; réduction du montant des acomptes au titre de 1987 (p. 519) ; aide de trésorerie ; son hostilité à la différenciation du taux de l'impôt selon l'affectation du bénéfice (p. 520) ; adopté (p. 521).

Seconde délibération du projet de loi :

Article 9 *(lien entre le P.E.R. et l'assurance vie)* : son amendement n° 1 (non cumul des plafonds de déductibilité du P.E.R. et des avantages fiscaux liés à l'assurance vie) (p. 502) ; adopté au scrutin public (p. 523).

Article 16 *(rachat d'une entreprise par ses salariés ; conditions et régime fiscal)* : son amendement n° 2 (suppression du gage de l'extension de la R.E.S. aux professions libérales) ; adopté (p. 524).

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).

Première lecture, discussion des articles [3 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions fiscales.*

Chapitre 1er : *dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 2 *(intérêt de retard et pénalités fiscales)* : contre l'amendement n° 52 de M. Georges Tranchant (mention des sanctions encourues sur les mises en demeure adressées par l'administration) ; pratique de l'administration conforme à cet amendement (p. 1877).

Article 3 *(sanctions particulières et manquements à des obligations formelles)* : taxe sur les véhicules de société ; protection du contribuable dans la procédure du contrôle fiscal (p. 1879).

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 80 de M. Christian Pierret (multiplication par cinq d'éléments du barème pour l'évaluation forfaitaire du revenu imposable) ; actualisation automatique de quatre des neuf éléments de train de vie ; son amendement n° 88 (cession d'entreprises ou cessation d'activité — délai de 60 jours pour l'information de l'administration) : adopté.

Chapitre II : *dispositions portant modification du livre des procédures fiscales.*

Avant l'article 4 : son sous-amendement n° 91 à l'amendement n° 22 de la commission (limitation du champ d'application de l'amendement n° 22 aux opérations de contrôle sur place) ; son sous-amendement n° 92 à l'amendement n° 22 de la commission (entrée en vigueur au 1er janvier 1988 des dispositions de l'amendement n° 22) : adoptés.

Article 4 *(vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble)* : contre l'amendement n° 41 de M. Georges Tranchant (suppression de l'obligation de justifier la propriété de biens corporels mobiliers sauf dispositions législatives contraires) ; risque de fraude ; nécessité de la V.A.S.F.E. (vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble) ; moyens de preuve ; procédure de recours (p. 1885) ; s'engage à améliorer l'information du contribuable sur la nécessité de justifier de la propriété de biens mobiliers dans le cadre de la V.A.S.F.E. (p. 1886) ; s'engage à demander à l'administration d'appliquer avec discernement la V.A.S.F.E. ; ses observations sur l'amendement n° 24 de la commission (administration tenue d'indiquer explicitement les points sur lesquels portent ses demandes d'information et d'indiquer le délai de réponse au contribuable) (p. 1887).

Après l'article 4 : contre les amendements n° 29 de la commission et n° 78 de M. Pascal Arrighi (droit de renseignement du contribuable — solution retenue par celui-ci opposable à l'administration à défaut de réponse dans un délai de 60 jours) ; pratique du *ruling* ou *rescrit* ; exemples nord-américains (p. 1889) ; engagement de l'administration par ses seules décisions explicites ; amendements du Gouvernement après l'article 10 (p. 1890) ; s'engage à publier une circulaire explicitant son intervention ; contre l'amendement n° 68 de M. Christian Pierret (droits d'enregistrement-rétablissement de la procédure de rectification des prix et des évaluations de biens) (p. 1891).

Article 5 *(charge de la preuve en cas de contestation de l'avis de la commission départementale des impôts)* : contre l'amendement n° 51 de M. Jacques Féron (taxation d'office à l'issue de la V.A.S.F.E. seulement en cas de non réponse du contribuable aux demandes de renseignements et d'éclaircissements formulées par l'administration) ; nécessité pour l'administration de pouvoir juger de la pertinence des renseignements fournis par le contribuable ; son amendement n° 90

(application des dispositions de l'article aux avis émis par les commissions postérieurement à la publication de la présente loi) (p. 1894) ; adopté (p. 1895).

Article 7 *(limitation à trois mois de la durée de la vérification fiscale sur place pour les petites entreprises — relèvement des limites de chiffres d'affaires) :* pour l'amendement n° 30 de la commission (limite portée à 900 000 F pour les professions libérales) (p. 1904).

Après l'article 10 : contre l'amendement n° 82 de M. Jean-Claude Martinez (suppression de la contrainte par corps sauf en cas d'infraction en matière de trafic de stupéfiants) ; bilan des contraintes par corps ; pour l'amendement n° 94 de M. Robert-André Vivien (contrainte par corps — limitation des cas d'application) (p. 1906) ; s'oppose à la non application de la contrainte par corps tant que le Conseil d'Etat ne s'est pas prononcé sur la réalité de la dette fiscale (p. 1908) ; son amendement n° 93 (contributions indirectes et droits d'enregistrement — sursis de paiement — constitution de garanties — référé sur les mesures conservatoires prises par le comptable du trésor) : adopté (p. 1909) ; obligation de payer pour le contribuable qui ne peut présenter de garanties ; contre l'amendement n° 83 de M. Jean-Claude Martinez (mise en œuvre de la contrainte par corps seulement après que le Conseil d'Etat se soit prononcé sur la régularité et le bien-fondé de l'imposition) (p. 1910) ; recours devant le Conseil d'Etat non suspensif ; contre l'amendement n° 32 de la commission (impôt sur le revenu — possibilité d'imposition séparée des époux séparés de biens — cessation de la solidarité dans ce cas) ; contre l'amendement n° 33 de la commission (fonds de commerce — abrogation de la solidarité fiscale du propriétaire avec son locataire-gérant sauf en cas de collusion ou de gérance fictive) (p. 1911) ; bonne foi du propriétaire retenue par l'administration ; s'engage à réitérer les instructions du Gouvernement aux services fiscaux pour l'application de l'article 1684-3 du code général des impôts (p. 1912) ; contre l'amendement n° 49 de M. Pierre Descaves (suspension de l'application du régime des poursuites fiscales pour certaines infractions jusqu'au vote d'une loi destinée à réorganiser ce régime) ; commission des infractions fiscales ; son amendement n° 84 (droit de renseignement du contribuable — *rescrit*) : adopté (p. 1913) ; ses observations sur l'amendement n° 34 de la commission (droit de renseignement du contribuable) ; son amendement n° 85 (droit de renseignement du contribuable) : retiré (p. 1914) ; repris par M. Gilbert Gantier ; réservé.

Titre II : *dispositions portant modifications du code des douanes.*

Article 11 *(aménagement des règles de preuves et des procédures) :* contre l'amendement n° 56 de M. Georges Tranchant (établissement de la liste des marchandises réputées avoir été importées en contrebande — concertation avec les professions concernées) (p. 1915, 1916) ; contre l'amendement n° 55 de M. Georges Tranchant (marchandises désignées pour la première fois par l'arrêté — absence de perception de droit ou de constatation d'infraction au titre de leur détention en cas de déclaration dans un délai de six mois) ; nécessité de pouvoir poursuivre les infractions autres que celles visées à l'article 215 du code des douanes (p. 1917).

Après l'article 11 : convention Interpol ; propose de modifier l'amendement n° 35 de la commission (nullité de tout redressement fiscal dans lequel serait intervenu un agent d'une administration fiscale d'un pays étranger) ; modifié et adopté (p. 1918).

Après l'article 13 : reprend l'amendement n° 37 de la commission (détention d'avoirs à l'étranger — exigibilité des justifications pendant un délai de dix ans précédant la date d'engagement de la procédure) ; le rectifie (suppression du gage) : adopté (p. 1919).

Après l'article 14 : contre l'amendement n° 39 corrigé de M. Roger Combrisson (pouvoirs de la douane en matière d'évasion de capitaux par manipulation de prix à l'importation et à l'exportation) ; contre l'amendement n° 71 corrigé de M. Christian Pierret (pouvoirs de la douane en matière d'évasion de capitaux par manipulation de prix à l'importation et à l'exportation) ; moyens offerts aux douanes pour contester les transferts non justifiés par le biais des majorations et des minorations anormales de prix (p. 1920).

Seconde délibération du projet de loi (p. 1921) :

Article 2 : son amendement n° 1 (rappel de T.V.A. suppression de l'imputation de crédits de T.V.A. pour le calcul de l'intérêt de retard) (p. 1921) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Article 3 : son amendement n° 2 (suppression d'un gage) : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Article 10 *quinquies* *(droit de renseignement du contribuable — rescrit)* : son amendement n° 3 (cas d'opposabilité à l'administration de sa position) ; amendement se substituant à l'amendement n° 34 de la commission précédemment adopté ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Amendements n° 1, 2 et 3 : adoptés avec l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 1924).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [1er juillet 1987] :

Améliorations apportées au texte par le travail parlementaire (p. 3451, 3452).

Commission départementale des impôts :

— saisine d'une commission d'un autre département à la demande du contribuable (p. 3451).

Douane :

— prix à l'importation et à l'exportation (manipulation des —) (p. 3454) ;

— successions (pénalités en cas de défaut de déclaration) (p. 3452).

Discussion des articles [1er juillet 1987] (p. 3454) :

Titre 1er : *dispositions fiscales.*

Chapitre II : *dispositions portant modification du livre des procédures fiscales.*

Après l'article 4 : contre l'amendement n° 4 de M. Christian Pierret (rétablissement de la procédure de taxation d'office en cas de dépenses personnelles, ostensibles ou notoire) (p. 3458).

Article 5 *(charge de la preuve en cas de contestation de l'avis de la commission départementale des impôts) :* contre l'amendement n° 9 de M. Christian Pierret (suppression de l'obligation faite à l'administration de prouver l'existence de graves irrégularités dans la comptabilité du contribuable) (p. 3460).

Titre II : *dispositions portant modification du code des douanes.*

Article 11 *(aménagement des règles de preuve et des procédures) :* ses observations sur la répression de la fraude douanière.

Après l'article 14 : contre l'amendement n° 8 de M. Christian Pierret (pouvoirs de la douane en matière d'évasion de capitaux par manipulation de prix à l'importation et à l'exportation) ; autorisation préalable pour tout transfert financier à destination de l'étranger ou en France au bénéfice d'un non résident (p. 3461, 3462).

Titre III : *dispositions diverses.*

Article 16 *(équilibre financier des syndicats d'agglomération nouvelle) :* réévaluation des bases de la taxe d'habitation et du foncier bâti ; conséquences pour les collectivités locales du fait du lien entre taxe d'habitation et taxe professionnelle (p. 3463).

Explications de vote (p. 3463) :

Chaumet (faillitte de la joaillerie —) (p. 3463, 3464).

— Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984 (n° 160) et projet de loi portant règlement définitif du budget de 1985 (n° 568).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [17 juin 1987] :

Crédits (modifications, annulations, dépassements et reports de —) (p. 2525).

Déficit budgétaire (niveau, financement et justification du —) (p. 2524, 2525).

Fonds de concours (p. 2525).

Parlement (information et contrôle du — sur le budget) (p. 2525).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 1 de M. Jean Giard (cotisations sociales de 12,6 % sur les revenus du capital (p. 2961) ; contre l'amendement n° 2 de M. Georges Hage (création d'un fond de garantie suppléant aux employeurs défaillants dans le versement de leur cotisation sociale) (p. 2962) ; ses observations sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Jacques Jegou (diminution du taux de T.V.A. des appareillages pour handicapés) (p. 2964).

Article 3 *(application du taux super réduit de T.V.A. aux médicaments) :* contre l'amendement n° 8 de M. Jacques Roux (vérification par le Conseil de la concurrence de la diminution des prix à la suite de la baisse du taux de la T.V.A.) (p. 2966).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Associations (régime des —) (p. 3069).
Conception gouvernementale du mécénat (p. 3068).
Partis politiques (financement des —) (p. 3069).
Régime de déduction des versements effectués par des particuliers (p. 3068, 3069).

Discussion des articles [23 juin 1987] [7 juillet 1987] :

Article 1er *(régime de déduction des versements effectués par les particuliers)* : contre l'amendement n° 78 de M. Christian Pierret (limite dans laquelle les dons ouvrent droit à crédit d'impôt — substitution du mécanisme de réduction d'impôt à celui de la déduction du revenu imposable) (p. 3070) ; ses observations sur l'amendement n° 24 de M. Philippe Vasseur (crédit d'impôt de 25 % étant porté au taux de la dernière tranche du barème de l'impôt sur le revenu lorsque les versements du contribuable sont au moins égaux à ceux de l'année précédente dans la limite de 1 200 F par an) (p. 3071).

Article 2 *(détermination des bénéficiaires des versements effectués par les particuliers des entreprises ouvrant droit à déduction et régime de déduction fiscale des entreprises)* : ses observations sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (entreprises ne pouvant déduire que les versements qu'elles ont effectué dans un but non publicitaire aux bénéficiaires de l'article) (p. 3073) ; contre l'amendement n° 25 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (associations ayant pour objet la défense du patrimoine historique bénéficiant du régime de déduction institué par le projet de loi) (p. 3075) ; définition des organismes ayant un caractère sportif humanitaire ou concourant à la défense de l'environnement naturel ou à la mise en œuvre du patrimoine artistique (p. 3076) ; contre l'amendement n° 61 de Mme Muguette Jacquaint (affectation des versements au profit des œuvres ou organismes d'intérêt général étant décidée par le comité d'entreprise) (p. 3083) ; contre l'amendement n° 31 de M. Georges Tranchant (associations françaises ayant pour objet de faire édifier ou fonctionner des écoles ou des lycées français à l'étranger bénéficiant des dispositions du projet de loi) (p. 3085) ; contre l'amendement n° 79 de M. Christian Pierret (dispositions du projet ne s'appliquant pas aux associations cultuelles ou de bienfaisance) (p. 3087) ; demande que la prochaine séance ait lieu dans une heure (p. 3088) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Philippe Marchand : volonté d'obstruction du groupe socialiste (p. 3096) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Raymond Douyère : demande au président de séance de suspendre le débat (p. 3097).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 68 de M. Guy Hermier (décret devant déterminer les conditions dans lesquelles le 1 % s'appliquant à la construction des bâtiments publics dont l'Etat et les collectivités territoriales sont propriétaires pourra être étendu aux entreprises privées) (p. 3690).

Après l'article 2 *bis* : ses observations sur l'amendement n° 7 de la commission (contribuables autres que les entreprises étant autorisés à déduire de leur revenu imposable les versements effectués au profit du comité d'organisation des XVIe Jeux olympiques d'Albertville et de la Savoie) (p. 3691).

Article 3 *(gestion des comptes d'association par les organismes d'utilité publique agréés à cet effet)* : pour l'amendement n° 39 de M. Gérard Trémège (organismes d'utilité publique appelés à gérer des comptes d'association ne pouvant exercer ce rôle qu'après y avoir été autorisés par un décret en Conseil d'Etat ; obligation de nommer un commissaire aux comptes) (p. 3692).

Article 4 *(acquisition d'œuvres d'art par les entreprises)* : prise en compte des impositions d'œuvres d'art dans la base d'imposition de la taxe professionnelle (p. 3693) ; ses observations sur le sous-amendement n° 99 de M. Gilles de Robien à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (déduction fiscale s'effectuant par fractions égales sur une période égale à la moitié de la durée de garde du bien) (p. 3695) ; contre le sous-amendement n° 96 de M. Bernard-Claude Savy à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (réintégration de la provision aux seuls cas où la responsabilité de l'entreprise est engagée) ; son sous-amendement n° 93 à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (application de l'intérêt de retard en cas de réintégration de la provision du fait de la non exécution de la condition de don à l'Etat) (p. 3696) ; adopté.

Après l'article 4 : ses observations sur l'amendement n° 23 de M. Gilles de Robien (extension du bénéfice de l'article 4 aux collectivités locales) (p. 3697, 3698).

Article 4 *bis* *(déduction fiscale du coût d'acquisition des œuvres d'artistes vivants)* : son amendement n° 94 (rédactionnel) (p. 3698) ; adopté après modification (p. 3699) ; ses observations sur l'amendement n° 36 de M. Bernard-Claude Savy (possibilité de réintégration prévue à l'article 5 *bis* du projet en cas de dépréciation de l'œuvre d'art) ; ses observations sur l'amendement n° 41 de M. Gérard Trémège (entreprise pouvant constituer une provision pour dépréciation lorsque la dépréciation de l'œuvre excède le montant des déductions déjà opérées au titre des alinéas qui précèdent) (p. 3700).

Après l'article 4 *bis* : contre l'amendement n° 56 de M. Gilles de Robien (entreprises achetant à compter du 1er juillet 1987 des œuvres originales d'artistes vivants pouvant déduire des impôts dus à la commune au titre de l'exercice de l'année d'acquisition et des neuf années suivantes une somme égale à 4,2 % du prix d'acquisition) (p. 3701).

Article 6 *(assimilation des dépenses de parrainage à des frais généraux)* : ses observations (p. 3703) ; contre l'amendement n° 26 de la commission des affaires culturelles (notion d'activité à caractère philantropique social, humanitaire, familial, culturel, éducatif, scientifique, sportif ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique ou historique) (p. 3704) ; ses observations sur l'amendement n° 10 de la commission (régime des dépenses engagées au profit du comité d'organisation des seizième Jeux olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie).

Article 6 *bis* *(circulation des œuvres des collections publiques)* : ses observations sur les amendements identiques n° 11 de la commission et n° 27 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 3705).

Article 8 *(exonération des revenus de la dotation des fondations)* : pour l'amendement n° 12 de la commission (abattement global forfaitaire sur l'impôt sur les sociétés dû par les fondations au taux réduit).

Article 9 *(exonération des droits de mutation à titre gratuit)* : contre l'amendement n° 66 de M. Jean Giard (de suppression) (p. 3707).

Article 10 *(abattement de la taxe sur les salaires pour le secteur associatif)* : contre l'amendement n° 87 de M. Christian Pierret (limite de l'abattement devant être indexé sur la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu).

Article 11 *(élargissement des ressources des associations)* : problème posé par les dons de livres ; contre l'amendement n° 88 de M. Christian Pierret (suppression des dispositions relatives aux associations dotées de la grande capacité) (p. 3709).

Article 12 *(élargissement de la capacité juridique et financière des associations)* : pour l'amendement n° 42 de M. Gérard Trémège (association devant pouvoir continuer des placements en actions dès lors qu'il s'agit soit de titres nominatifs soit de titres au porteur identifiables insitués par la loi sur l'épargne du 17 juin 1987) (p. 3710) ; contre l'amendement n° 46 de M. François d'Aubert (rôle du Conseil d'Etat dans la procédure de reconnaissance de l'utilité publique) ; contre l'amendement n° 48 de M. François d'Aubert (association du ministre des finances et du ministre de la culture dans la procédure de reconnaissance d'utilité publique) (p. 3712) ; ses observations sur l'amendement n° 45 de M. François d'Aubert (dotation initiale d'une fondation d'utilité publique ne pouvant être supérieure à 20 % du montant des ressources prévues pour la première année de son fonctionnement) (p. 3713).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [9 juillet 1987] :

Acquisition d'œuvres d'art par les entreprises (p. 3894).
Amendements d'initiative parlementaire (p. 3895).
Comité d'organisation des Jeux olympiques d'hiver (régime des versements aux —) (p. 3895).

Discussion des articles [9 juillet 1987] :

Article 4 : son amendement n° 1 (procédure à suivre pour bénéficier du régime d'acquisition d'œuvres d'art par les entreprises) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 13 : son amendement n° 2 (délai de régularisation de la situation juridique des fondations) : vote réservé, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3897).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.) (prélèvements sur la — et réforme de la —) (p. 4271).
Caisse nationale de retraite des agents collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) (p. 4271).
Collectivités locales (D.G.F. et transferts de charges) (p. 4271).
Dette publique (p. 4239).
« Emprunt Giscard » (p. 4271).
Enseignement privé (et forfait d'externat) (p. 4272).
Entreprises (charges pesant sur les --) (p. 4269).
Hypothèses économiques du Gouvernement (p. 4267, 4268).
Impôts locaux (et actualisation triennale des valeurs locatives) (p. 4268, 4270).
Impôt sur le revenu (p. 4269, 4270).
Impôt sur les sociétés (p. 4269) :
— fiscalité de groupe (p. 4271).
Investissement (niveau de l' — et politique en faveur de l'—) (p. 4267, 4271).
Paris (mesures favorables à la ville de — prises par le Gouvernement) (p. 4258).
Pouvoir d'achat (p. 4268).
Prélèvements obligatoires (p. 4268).
Rebudgétisations et débudgétisations (opérations de —) (p. 4239).
Recherche (dépenses de - et incitation à la —) (p. 4272).
Sécurité sociale (cotisations de — ; équilibre financier et réforme de la -) (p. 4269).
Taxe professionnelle (p. 4270).
T.V.A. (harmonisation européenne des taux de —) (p. 4270).

Première partie, discussion des articles [14 et 15 octobre 1987] [16 octobre 1987] :

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement) :* exonération d'impôt sur le revenu entraînant la suppression ou l'allégement de la taxe d'habitation ; allégements fiscaux ; impôt sur les grandes fortunes (p. 4311) ; réforme fiscale nord-américaine ; système de protection sociale ; exonération de 10,5 millions de contribuables pour l'impôt sur le revenu (p. 4312) ; taxation du patrimoine (p. 4313) ; contre l'amendement n° 128 de M. Pierre Joxe (institution d'une tranche à 60 %) (p. 4315) ; accepte l'amendement n° 124 rectifié de M. Robert-André Vivien (demi-part supplémentaire pour les contribuables mariés lorque l'un des conjoints est âgé de 75 ans est titulaire de la carte du combattant ou d'une pension militaire d'invalidité ou de victime de guerre) (p. 4316) ; son sous-amendement verbal (modification de l'entrée en vigueur du gage) : adopté (p. 4317).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 76 corrigé de M. Pierre Descaves (membres des professions médicales — déduction des intérêts d'emprunt pour l'achat de parts ou d'actions de sociétés de capitaux exploitant un établissement de soins au sein duquel ils exercent leur profession) (p. 4321) ; son souhait de voir réserver toute augmentation des droits sur le tabac au financement de la sécurité sociale ; contre l'amendement n° 75 de M. Pierre Descaves (déductibilité des salaires des gens de maison) (p. 4322).

Article 3 *(déductibilité des frais de garde des enfants jusqu'à l'âge de six ans) :* ses observations sur l'amendement n° 131 de M. Christian Pierret (extension de la déductibilité aux familles dans lesquelles un des parents est privé d'emploi et indemnisé à ce titre) ; ses observations sur l'amendement n° 132 de M. Christian Pierret (prorogation de la déductibilité des frais de garde des enfants jusqu'à l'âge de sept ans) (p. 4323).

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 53 de M. Jean Giard (suppression de l'avoir fiscal) ; objectif de suppression de la double imposition pesant sur les revenus des actions.

Article 4 *(exonération des indemnités de départ en retraite - limite de 20 000 francs) :* fiscalité des indemnités de départ en retraite (p. 4324) ; exonération des indemnités de départ en pré-retraite ; contre l'amendement n° 92 de M. Jean-Claude Martinez (exonération de l'impôt sur le revenu des sommes versées par les comités d'entreprise aux membres du personnel lorsqu'elles ont un caractère de simple secours, ou lorsqu'elles se rattachent directement à une œuvre sociale ou culturelle, ou lorsqu'elles sont versées à l'occasion d'événements familiaux) (p. 4325).

Après l'article 4 : contre l'amendement n° 54 de M. Paul Mercieca (assujettissement à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu des plus-values mobilières lorsque le montant des cessions excède 50 000 francs par an) (p. 3426) ; contre l'amendement n° 56 de M. Jean Jarosz (assujettissement à l'impôt sur le revenu du remboursement de l'emprunt Giscard) (p. 4326) ; contre l'amendement n° 133 de M. Christian Pierret (allégement de la taxe d'habitation pour les associations sans but lucratif) ; abattement sur la taxe sur les salaires dont bénéficient les associations.

Avant l'article 5 : contre l'amendement n° 120 de M. Bruno Durieux (mécanisme d'allégement de la taxe professionnelle) ; 26 % de la taxe professionnelle supportés par l'Etat (p. 4327) ; commission Ballayer sur la réforme de la taxe professionnelle (p. 4328) ; contre l'amendement n° 144 de M. Christian Pierret (exonération totale ou partielle d'impôt sur les sociétés ou d'impôt sur le revenu pour les entreprises créées à partir du 1er janvier 1988) ; préférence de la majorité pour des réductions générales d'impôt ; rapport du Conseil des impôts (p. 4329).

Article 5 *(crédit d'impôt recherche) :* contre l'amendement n° 148 de M. Christian Pierret (suppression du crédit impôt recherche en volume — majoration supplémentaire du plafond pour la prise en compte des dépenses de recherche) (p. 4355) ; extension du crédit d'impôt recherche aux P.M.E. par le crédit d'impôt recherche en volume (p. 4355) ; ses explications sur l'article (p. 4356, 4357) ; contre l'amendement n° 98 de M. Gilbert Gantier (crédit d'impôt recherche en volume — atténuation ou suppression des remboursements du crédit d'impôt recherche en volume en cas de baisse des dépenses de recherche) (p. 4357) ; possibilité de remise gracieuse ; reprend l'amendement n° 99 rectifié de M. Gilbert Gantier (extension du crédit d'impôt recherche aux brevets) (p. 3458) ; le modifie (suppression du gage) ; adopté (p. 4359) ; contre le sous-amendement n° 153 de M. Raymond Douyère à l'amendement n° 57 de M. Jean Giard (éligibilité des dépenses de recherche au crédit d'impôt recherche après présentation au comité d'entreprise) ; introduction d'une contrainte supplémentaire ; politique des précédents gouvernements défavorable à la participation et à l'intéressement des salariés (p. 4360).

Après l'article 5 : contre l'amendement n° 21 de M. Charles Revet (élargissement des conditions de déductibilité des dépenses d'implantation commerciale à l'étranger ou des pertes consécutives à ces implantations) ; nécessité de maintenir à son taux actuel la taxe sur les immeubles possédés en France sous couvert de sociétés étrangères (p. 4361).

Article 6 *(suppression de la taxe sur certains frais généraux) :* contre l'amendement n° 58 de M. Jean Jarosz (de suppression) (p. 4363) ; absence de justification économique ou morale de la taxe sur certains frais généraux (p. 4364) ; contre l'amendement n° 145 de M. Christian Pierret (institution d'un crédit d'impôt formation — rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes) ; liberté de gestion des entreprises ; contre l'amendement n° 59 de M. Jean Jarosz (taxe sur certains frais généraux portée à 50 %) ; ses observations sur les déclarations de M. Jean Jarosz relatives à la suppression de crédits sociaux fin 1986 (p. 4365) ; contre l'amendement n° 46 de M. Arthur Dehaine (suppression de la déclaration n° 2067 relative aux dix salariés les mieux payés de l'entreprise) ; possibilité de réintégration de certains frais généraux dans le bénéfice ; nécessité du contrôle sur pièces (p. 4366).

Après l'article 6 : contre l'amendement n° 96 de M. Gérard Trémège (exonération de l'imposition forfaitaire annuelle pour les sociétés cessant leur activité) (p. 4367) ; contre l'amendement n° 146 de M. Christian Pierret (amélioration du mécanisme de report en arrière en contrepartie d'un effort d'investissement — rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 4367).

Avant l'article 7 : contre l'amendement n° 22 de M. Charles Revet (extension de la possibilité d'option pour l'impôt sur le revenu à toutes les entreprises agricoles à responsabilité limitée) ; surcoût fiscal de la transformation de l'exploitation agricole en entreprise agricole à responsabilité limitée du fait des droits d'enregistrement (p. 4368) ; son interrogation sur le maintien de ces droits au taux actuel (p. 4369).

Article 7 *(amélioration de la provision pour le financement des entreprises agricoles) :* concertation entreprise par le Gouvernement avec les organisations agricoles ; reprend l'amendement n° 9 de la commission (plancher de déductibilité porté à 30 000 francs) ; le modifie (suppression du gage) (p. 4371) ; adopté (p. 4372).

Après l'article 7 : contre l'amendement n° 42 de M. Michel Cointat (imputation de déficits agricoles sur d'autres revenus si ces derniers ne dépassent pas 70 000 francs contre 40 000 francs dans la législation actuelle) ; augmentation de la fiscalité sur le tabac réservée à la sécurité sociale ;

prend l'engagement d'étudier la question soulevée par l'amendement avant la fin de la discussion budgétaire (p. 4383).

Après l'article 8 : contre l'amendement n° 60 de M. Marcel Rigout (prélèvement de 25 % sur les plus-values résultant du changement d'affectation des terres agricoles pour toute mutation à titre onéreux, sauf opérations réalisées par des collectivités publiques ou des organismes parapublics).

Après l'article 9 : accepte l'amendement n° 10 de la commission (limite de la prise en compte comme bénéfice agricole de recettes accessoires portée de 80 à 100 000 francs) (p. 4386) ; le reprend ; le modifie (suppression du gage) ; amendement n° 10 ainsi modifié : adopté ; contre l'amendement n° 11 de la commission (extension aux locations d'immeubles à usage agricole de la faculté d'option pour le régime de la T.V.A.) ; engagement pris par le Gouvernement de régler la question dans le courant de la discussion budgétaire (p. 4387) ; contre l'amendement n° 61 de M. Bernard Deschamps (taux zéro de T.V.A. sur des produits de base — rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes — augmentation de la fiscalité sur les bons anonymes) ; taux zéro de T.V.A. interdit par la sixième directive communautaire ; contre l'amendement n° 62 de M. Paul Mercieca (institution de taxes à l'importation des produits de l'imprimerie et de l'édition de manuels scolaires) (p. 4389).

Article 10 *(réduction à 28 % des taux de T.V.A. sur les automobiles et les motocyclettes de plus de 240 cm³) :* abaissement supplémentaire des taux de T.V.A. sur les automobiles en Corse ; sa proposition d'aide aux entreprises installées dans cette région ou s'y installant ; contre l'alignement unilatéral des taux de T.V.A. sur la moyenne européenne (p. 4393) ; son opposition au rétablissement d'une taxe sur les salaires ; objectif triennal de compression des dépenses ; orientations du Gouvernement en matière fiscale ; négociations avec la C.E.E. pour l'harmonisation fiscale (p. 4394).

Après l'article 10 : accepte l'amendement n° 45 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (taux de T.V.A. de 21 % applicable aux automobiles en Corse) ; le reprend ; le modifie (suppression du gage) ; adopté (p. 4397) ; contre l'amendement n° 121 de M. Paul Chomat (H.L.M. — exonération de la T.V.A. sur les dépenses d'investissement) (p. 4398).

Après l'article 11 : contre l'amendement n° 66 de M. Jean Giard (T.V.A. à 2,5 % sur les entrées dans les salles de cinéma d'art et d'essais — exonération de la T.V.A. pour les 150 premières représentations théâtrales — augmentation de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés) (p. 4400) ; choix du Gouvernement en matière d'abaissement du taux majoré de T.V.A. ; concentration de l'effort sur l'automobile ; contre l'amendement n° 125 de M. Paul Mercieca (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile) (p. 4402) ; politique sociale du Gouvernement.

Article 12 *(réduction du taux de T.V.A. à 7 % pour les attractions foraines) :* engagement du Gouvernement de M. Fabius sur l'abaissement de la T.V.A. pour les parcs à thèmes culturels (p. 4403) ; jardins botaniques (p. 4404).

Après l'article 12 : contre l'amendement n° 35 de M. Léonce Deprez (loueurs en meublé — plafond d'exonération de la T.V.A. porté de 21 000 à 40 000 francs de produit annuel) ; législation européenne ; contre l'amendement n° 36 de M. Léonce Deprez (taux réduit de T.V.A. sur les droits d'entrée dans les parcs de loisirs) ; engagement du précédent Gouvernement sur la T.V.A. applicable à Eurodisneyland (p. 4405).

Article 13 *(exonération de la T.V.A. pour les cliniques privées) :* harmonisation européenne et entre les catégories d'établissements (p. 4406).

Après l'article 13 : accepte l'amendement n° 14 corrigé de la commission (rétablissement du taux de T.V.A. à 7 % pour les hôtels quatre étoiles) (p. 4407).

Après l'article 14 : difficultés pour la suppression du décalage d'un mois dans le remboursement de la T.V.A. (p. 4410) ; prélèvements sur le budget annexe des P. et T. au profit du budget général ; son amendement n° 154 (non application de la règle du décalage d'un mois à l'imputation de la T.V.A. sur les télécommunications) : adopté au scrutin public (p. 4411).

Après l'article 15 : contre l'amendement n° 69 de M. Paul Mercieca (contribution de 5 % sur le montant des provisions pour fluctuation des cours figurant au bilan des entreprises de raffinage) (p. 4426).

Avant l'article 16 : contre l'amendement n° 135 de M. Jean Anciant (exonération de T.V.A. pour les loyers des locaux occupés par les associations loi de 1901) ; politique du Gouvernement en faveur des associations (p. 4427).

Article 16 *(mesures relatives à la fiscalité de l'énergie) :* fiscalités respectives du pétrole et du gaz (p. 4430) ; opérations de débudgétisation entre 1981 et 1985 ; coût de la rebudgétisation ; son amendement n° 155 (indexation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour 1988 sur le tarif en vigueur au 1er janvier 1988) (p. 4431) ; adopté ; contre l'amendement n° 104 de M. Gilbert Gantier (réduction supplémentaire de la taxation du fioul lourd) ; recommandation de la Communauté européenne (p. 4432).

Après l'article 16 : contre l'amendement n° 38 de M. Aymeri de Montesquiou (réduction du bénéfice imposable au titre de l'impôt sur les sociétés au prorata de l'accroissement du chiffre d'affaire réalisé à l'exportation) ; subvention détournée à l'exportation (p. 4433) ; contre l'amendement n° 71 de M. Jean Giard (impôt sur les sociétés porté à 65 % pour les entreprises traitant avec des sociétés sud-africaines) (p. 4434).

Après l'article 17 : contre l'amendement n° 81 de M. Jean Giard (taux de l'impôt sur les sociétés porté à 55 % et réduit à 50 % pour les entreprises créatrices d'emploi) ; contre l'amendement n° 115 corrigé de M. Pierre Descaves (réduction à 20 % du taux de l'impôt acquitté par les associations et collectivités sans but lucratif) (p. 4438).

Article 18 *(suppression de la présomption de distribution de la fraction excédentaire d'amortissement des véhicules de tourisme) :* reprend l'amendement n° 17 de la commission (relèvement à 65 000 francs du plafond d'amortissement des véhicules de tourisme) ; le modifie (suppression du gage) : adopté (p. 4439).

Avant l'article 19 : contre l'amendement n° 147 corrigé de M. Christian Pierret (transmission d'entreprises à titre gratuit ; extension au tiers des avantages fiscaux de la donation en ligne directe ; majoration de l'abattement dans le cas des entreprises individuelles) (p. 4441).

Article 19 *(suppression pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés de la possibilité d'étaler sur trois ans leurs plus-values à court terme réalisées à compter du 1er janvier 1987) :* contre les amendements n° 94 corrigé de M. Gérard Trémège et n° 105 de M. Gilbert Gantier (application du nouveau régime pour les plus-values réalisées à compter du 1er janvier 1988) (p. 4443).

Après l'article 19 : reprend l'amendement n° 95 de M. Gérard Trémège (étalement de l'imposition du profit résultant du remboursement par une compagnie d'assurance d'un prêt bancaire contracté pour les besoins de l'entreprise à la suite du décès de son souscripteur) ; le modifie (suppression du gage) ; adopté (p. 4445) ; ses observations sur l'amendement n° 106 de M. Gilbert Gantier (report à leur date de réalisation de l'imposition des plus-values constatées en cas d'échange de droits sociaux résultant de fusion, de scission ou d'apport à une société) ; son engagement à proposer prochainement un texte en la matière (p. 4446).

Article 21 *(relèvement de 2 000 à 4 000 francs de la limite de réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion agréé pour les redevables dont les recettes sont inférieures aux limites du forfait ou de l'évaluation administrative et qui ont opté pour le régime réel d'imposition) :* ses observations sur les propos de M. Jacques Roger-Machart relatifs à l'application aux revenus de 1988 du relèvement à 400 000 francs du plafond au-dessous duquel intervient l'abattement de 20 % pour les adhérents de centres de gestion agréés (p. 4447).

Après l'article 21 : effort du Gouvernement pour simplifier les obligations comptables des petites entreprises ; nature réglementaire de l'amendement n° 89 de M. Paul Chomat (renouvellement tous les six ans de l'agrément et de l'habilitation des centres de gestion agréés) (p. 4448) ; contre l'amendement n° 112 de M. Jean Bonhomme (relèvement des limites de chiffre d'affaires pour l'admission du régime du forfait) ; évolution vers le régime réel (p. 4449) ; adaptation des obligations fiscales et comptables aux petites entreprises (p. 4449).

Article 22 *(unification des dates de recouvrement des impôts locaux ; fixation au 15 septembre) :* ses observations sur les amendements identiques n° 18 de la commission et n° 90 de M. Roger Combrisson (de suppression) (p. 4451).

Avant l'article 23 : reprend l'amendement n° 19 de la commission (réduction de 1 à 0,75 % du taux de la taxe sur les excédents de provision pour sinistres des sociétés d'assurances) ; le modifie (suppression du gage ; application aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 1988) (p. 4460) ; adopté.

Article 23 *(reconduction de mesures temporaires : taxe professionnelle, fusion de sociétés, non perception par l'Etat de 3,6 % de la taxe d'habitation, prélèvement sur les entreprises*

pétrolières...) : reprend l'amendement n° 47 de M. Georges Tranchant (taux de 3 % pour l'incorporation de réserves au capital des sociétés) ; le modifie (suppression du gage) : rejeté (p. 4461).

Après l'article 25 : contre l'amendement n° 48 de M. Michel Cointat (fixation à 1,8 % au lieu de 0,8 % de la taxe sur les tabacs perçue au profit du B.A.P.S.A.) ; cumul emploi retraite dans le secteur agricole (p. 4462).

Article 26 *(D.G.F. ; fixation du taux de prélèvement sur les recettes de T.V.A.)* : concours de l'Etat aux collectivités locales ; mode de répartition de la D.G.F. (p. 4464) ; effet pervers du plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée ; son amendement n° 156 (majoration du taux de prélèvement pour prendre en compte les mesures d'allégement de la T.V.A.) : adopté au scrutin public (p. 4465).

Après l'article 26 : contre l'amendement n° 39 de M. Michel Barnier (augmentation du tarif des redevances perçues au profit du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales) (p. 4466).

Article 28 *(suppression de l'affectation de la taxe additionnelle au droit de bail au budget de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat)* : A.N.A.H. ; rapport de la Cour des comptes pour 1986 ; son engagement pour le financement de l'agence en 1989 (p. 4468).

Article 30 et état A : projection triennale des dépenses et recettes budgétaires ; harmonisation fiscale européenne (p. 4482) ; irrecevabilité de l'amendement n° 141 de M. Jean Anciant (minoration de 15 milliards de francs des ressources brutes du budget général) (p. 4483) ; affectation des recettes de la privatisation (p. 4484) ; son amendement n° 157 (modification d'évaluation des recettes pour tenir compte de votes intervenus et du lancement du « tapis vert ») : adopté (p. 4485).

Seconde délibération de la première partie du projet de loi :

Article 7 *bis* (voir amendement n° 42 après l'article 7) : son amendement n° 1 (de suppression) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Article 11 : son amendement n° 2 (report au 1er janvier 1988 du relèvement de la fiscalité sur les tabacs et majoration supplémentaire des droits) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 4486).

Article 30 et état A : déficit budgétaire ; son amendement n° 3 (modification d'évaluation de recettes) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; adoption de ses amendements n° 1, 2 et 3 au scrutin public (p. 4494).

Deuxième partie :

Economie, finances et privatisation. Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'imprimerie nationale. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :

Commerce extérieur :
- conseil de la concurrence (p. 5724) ;
- politique de la consommation et de la concurrence (p. 5724).

Imprimerie nationale (p. 5737, 5738).
Monnaies et médailles (p. 5737).
Services financiers :
- chambres régionales des comptes (implantation des —) (p. 5724, 5725) ;
- commission des opérations de bourse (p. 5725) ;
- effectif budgétaire des services financiers (p. 5723, 5724) ;
- formation continue des agents (p. 5724).

Situation économique :
- privatisation de l'U.A.P. (p. 5739) ;
- situation économique française (influence de la — sur le budget (p. 5739).

Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :

Caisse d'amortissement pour l'acier (p. 5783).
Comptes spéciaux du Trésor (nombre et recettes) (p. 5784).
Dette publique (modernisation de la gestion de la —) (p. 5784).
Dette publique (niveau, structure et contrôle parlementaire) (p. 5783).
Dette publique (volume et nature des émissions du Trésor ; financement monétaire du déficit) (p. 5783).
Emprunt « Giscard » 7 % 1973 (p. 5783, 5784).
Fonds spécial de grands travaux (suppression du —) (p. 5783).
Granulats (taxe parafiscale sur les —) (p. 5785).
Privatisations (cessions de parts minoritaires) (p. 5784).
Privatisations (petits actionnaires ; Régie Renault et compagnies d'assurances (p. 5784).
Privatisations (produits des —) (p. 5784).
Rebudgétisations (p. 5783).
Redevance télévision (emploi de la —) (p. 5784, 5785).
Sécurité sociale (compensation et surcompensation) (p. 5783).
Taxes parafiscales (définition, contrôle et nombre) (p. 5785).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Avant l'article 53 : nécessité d'une simplification de la fiscalité (p. 5828) ; contre l'amendement n° 353 de M. Christian Pierret (paiement des impots ; intérêt de retard égal au taux de base bancaire majoré de deux points) ; contre l'amendement n° 352 de M. Christian Pierret (commission des impôts ; charge de la preuve) (p. 5829) ; contre l'amendement n° 354 de M. Christian Pierret (rétablissement de la taxation d'office en cas de dépenses ostensibles et notoires excédant les revenus déclarés) (p. 5830).

Article 53 *(fiscalité de groupe)* : ses observations (p. 5833) ; pour l'amendement n° 259 de la commission (fixation par la loi des conditions de l'option pour le régime de la fiscalité de groupe) (p. 5834) ; contre l'amendement n° 302 de M. Gérard Trémège (possibilité pour la société mère de porter à son bilan le montant net d'impôt des plus-values nettes à long terme qu'elle a elle-même réalisées ou qui ont été effectivement mises à sa disposition par ses filiales) ; contre l'amendement n° 303 de M. Gérard Trémège (possibilité pour les filiales de transférer en franchise d'impôt à la société mère les réserves spéciales de plus-values à long terme constituées avant l'entrée dans le groupe) (p. 5835) ; absence d'objet de l'amendement n° 304 de M. Gérard Trémège (cession d'immobilisation en cas de fusion de sociétés ou d'opérations assimilées ; maintien pour les sociétés membres d'un groupe de l'étalement ou du report d'imposition) (p. 5836) ; reprend l'amendement n° 262 de la commission (régime fiscal des distributions de dividendes entre sociétés du groupe) ; le modifie (suppression du gage) ; adopté (p. 5837) ; contre l'amendement n° 43 de M. Pierre Descaves (impôt sur les sociétés ; maintien pour la société mère des dispositions relatives au sursis de paiement) ; amendement satisfait par le projet (p. 5839) ; contre l'amendement n° 44 de M. Pierre Descaves (contrôles fiscaux ; interdiction du contrôle de sociétés filiales lorsque la société mère a déjà été contrôlée) (p. 5840) ; accepte l'amendement n° 269 de la commission (sortie du groupe ou dissolution du groupe).

Après l'article 53 : reprend l'amendement n° 270 de la commission (plus-value sur cession de droits sociaux ; extension à certains apports du report d'imposition et exemption lors d'une transmission à titre gratuit) ; le modifie (suppression du gage) ; adopté (p. 5841) ; contre l'amendement n° 350 de M. Christian Pierret (dons effectués par les entreprises ; agrément ministériel pour les associations bénéficiaires) ; nécessaire surveillance de l'activité des associations (p. 5842).

Article 54 *(dividendes représentatifs d'apports en numéraire ; régime de déductibilité)* : diminution progressive de la période de déductibilité dans la perspective de l'abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés ; ses observations sur le taux de l'impôt sur les sociétés selon l'affectation du bénéfice (p. 5843).

Après l'article 55 : contre l'amendement n° 252 rectifié de M. Paul Chomat (régime du forfait ; extension à se bénéficiaires de l'abattement de 20 % ; relèvement des limites de chiffre d'affaires ; imposition de la prime de remboursement de l'emprunt Giscard) ; réduction d'impôt pour frais de comptabilité et allégement des formalités pour les entreprises (p. 5845) ; contre l'amendement n° 271 de la commission (régime réel simplifié ; déclaration de l'évaluation de certaines immobilisations) (p. 5846) ; contre l'amendement n° 281 de M. Jean Royer repris par M. Pascal Arrighi (cession de fonds de commerce ; droit d'enregistrement de 4,8 % quelle que soit la nature juridique de l'entreprise) ; travaux de la commission Aicardi ; projet de loi sur la création et la transmission d'entreprise (p. 5847) ; contre l'amendement n° 241 de M. Charles Revet (commission départementale des impôts ; présence facultative et non obligatoire d'un expert comptable pour les matières visées aux articles 1651 A et 1651 B du code général des impôts) (p. 5848) ; contre l'amendement n° 226 rectifié de M. Rémy Auchedé (prélèvement de 5 % sur le montant des provisions techniques constituées par les entreprises d'assurance) ; réforme du statut de la C.A.E.C.L. (p. 5849).

Avant l'article 58 : contre l'amendement n° 59 de M. Christian Pierret (variation des taux des quatre taxes locales) ; réforme de la fiscalité locale en 1990 (p. 5850) ; effet

pervers du mode de calcul actuel de la dotation globale de fonctionnement ; harmonisation des taux de taxe professionnelle des communes voisines (p. 5851) ; son amendement n° 362 (fusion de communes ; homogénéisation des abattements appliqués pour le calcul de la taxe d'habitation) ; ses observations sur l'amendement n° 60 rectifié de M. Marcel Wacheux (fusion de communes ; harmonisation des valeurs locatives et des abattements) ; accepte la modification de son amendement n° 362 ; adopté (p. 5852) ; contre l'amendement n° 328 de M. Jean-Pierre Soisson (communes fusionnées ; maires délégués des communes associés membres de droit de la commission communale des impôts directs) (p. 5853) ; contre l'amendement n° 324 de M. Pascal Arrighi (plafonnement de l'augmentation de la part d'imposition réclamée par l'Etat aux collectivités locales) ; coût de la gestion des impôts locaux par l'Etat ; concours apportés aux collectivités locales ; nécessité de diminuer la dépense locale (p. 5863) ; contre l'amendement n° 215 rectifié de M. Jean Giard (autorisation donnée au conseil régional Rhône-Alpes d'instituer une taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés cotées à la bourse de Lyon en vue du financement des jeux olympiques d'hiver de 1992) (p. 5864) ; contre l'amendement n° 341 de M. Christian Pierret (prélèvement mensuel pour les impôts locaux après globalisation de ceux-ci ; rédaction des avis d'imposition faisant apparaître le montant perçu par chaque collectivité et sa variation ainsi que les variations dues à l'évolution des taux) (p. 5865) ; contre l'amendement n° 342 de M. Christian Pierret (rapport du Gouvernement au Parlement sur la fiscalité locale et l'actualisation des bases) ; actualisation en 1990 (p. 5866).

Article 56 *(report de l'actualisation des bases prévues pour 1988 ; fixation des bases pour 1988) :* ses observations sur les inconvénients de la révision prévue pour 1988 (p. 5868) ; nécessité d'étaler dans le temps les effets de la révision des bases ; engagement du Gouvernement de déposer avant fin décembre auprès du comité des finances locales un projet de loi fixant les modalités techniques de la révision ; rupture définitive ou temporaire du lien entre les taux des quatre taxes locales ; critères d'évaluation de la valeur locative d'une commune à l'autre (p. 5869) ; rôle des élus dans l'actualisation des bases (p. 5870).

Après l'article 56 : contre l'amendement n° 33 de M. Rémy Auchedé (taxe d'habitation ; dégrèvement de 600 francs pour tous les foyers fiscaux non imposables à l'impôt sur le revenu ; suppression de l'avoir fiscal) ; prise en charge par l'Etat d'une partie de la taxe d'habitation du fait de l'augmentation de la décote à l'impôt sur le revenu ; exonérations de la taxe d'habitation (p. 5871) ; ses observations sur l'amendement n° 332 de M. Bruno Durieux (possibilité de minoration du taux de la taxe d'habitation pour les communes où celui-ci est supérieur à la moyenne nationale) (p. 5872).

Article 57 *(foncier non bâti ; institution d'un lien avec la taxe d'habitation) :* contre l'amendement n° 36 de M. Jean Giard (lien ne s'appliquant qu'aux propriétés à usage agricole) (p. 5874).

Après l'article 57 : contre l'amendement n° 1 corrigé de M. Jean-Louis Masson (taxe d'habitation ; abattement de 15 % sur la valeur locative pour les contribuables âgés de plus de 65 ans et ayant élevé trois enfants ou plus ; taxe additionnelle à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires) ; contre l'amendement n° 343 de M. Christian Pierret (plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée) (p. 5875) ; contre l'amendement n° 351 de M. Christian Pierret (plafonnement du produit de taxe professionnelle perçue par les communes ; péréquation) (p. 5876) ; contre l'amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (implantation de centres commerciaux ; péréquation locale de la taxe professionnelle) (p. 5877).

Article 58 *(taxe professionnelle sur les arsenaux de l'Etat) :* son sous-amendement n° 363 à l'amendement n° 272 de la commission (rédactionnel) ; accepte l'amendement n° 272 de la commission (assujettissement à la taxe professionnelle de l'entretien et des grosses réparations qui ne relèvent pas de la mise en œuvre opérationnelle des forces armées) (p. 5880) ; sous-amendement n° 364 de M. Jean-Yves Le Drian (assujettissement à la taxe professionnelle des activités d'étude et de recherche appliquée) satisfait par la rédaction proposée pour l'article 58 ; sous-amendement n° 363 : adopté (p. 5881).

Après l'article 58 : ses observations sur l'amendement n° 47 de M. Jean Bonhomme (taxe professionnelle ; suppression de possibilités d'exonération) ; inconvénients de la multiplication des exonérations fiscales (p. 5882).

Article 59 *(fiscalité régionale) :* contre l'amendement n° 345 rectifié de M. Christian Pierret (entrée en vigueur des dispositions de l'article en 1988) ; contre l'amendement n° 224 de M. Paul Mercieca (possibilité pour les conseils régionaux d'obtenir 50 % du produit de la taxe d'habitation par une contribution progressive assise sur les revenus) ; maintien de l'homogénéité du système fiscal (p. 5883).

Après l'article 59 : contre l'amendement n° 346 de M. Edmond Alphandery (transfert de la responsabilité des lycées aux régions) (p. 5885) ; contre l'amendement n° 242 de M. Claude Dhinnin (transfert de la taxe professionnelle aux groupements de communes) ; contre l'amendement n° 274 de la commission (extension de la taxe de séjour aux communes menant une activité touristique au sein d'un pays d'accueil reconnu par le conseil régional) (p. 5886) ; reprend l'amendement n° 333 rectifié de M. Bruno Durieux (cession de logements H.L.M. ; possibilité d'exonération de la taxe départementale de publicité foncière) ; le modifie (suppression du gage) ; adopté ; reprend l'amendement n° 334 rectifié de M. Bruno Durieux (taxe départementale de publicité foncière ; interdiction de la hausse des taux actuellement supérieurs à 10 % et de hausses portant les taux au-delà de 10 %) ; le modifie (suppression du gage) ; adopté (p. 5887).

Avant l'article 60 : contre l'amendement n° 282 de M. Jean Royer (extension des abattements de 8 000 et 16 000 francs aux dividendes perçus par les détenteurs de plus de 35 % des droits sociaux) (p. 5888) ; contre l'amendement n° 283 de M. Jean Royer (habitation principale ; réduction d'impôt au titre des dépenses d'entretien et d'équipements de sécurité) ; contre la multiplication d'exonérations fiscales ; répartition des allégements fiscaux effectués depuis 1986 (p. 5889) ; contre l'amendement n° 284 de M. Jean Royer (employés de maison ; déduction des salaires versés à concurrence de 15 000 francs annuels) ; politique du Gouvernement en faveur de la garde des enfants et du maintien à domicile des personnes âgées, invalides ou handicapées (p. 5890) ; contre l'amendement n° 48 de M. Christian Pierret (réduction d'impôt pour les dons aux associations) (p. 5904) ; demande l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution sur les amendements n° 199 rectifié de M. François Grussenmeyer, n° 249 de M. Gérard Freulet et le sous-amendement n° 292 de M. Jean Jarosz (bouilleurs de cru) (p. 5908).

Article 60 *(mesures en faveur de la construction de logements ; alignement du régime des souscriptions de parts de sociétés immobilières sur celui de l'investissement direct) :* contre les amendements n° 335 de M. Bruno Durieux et n° 356 de M. Eric Raoult (conditions d'ouverture du droit à réduction d'impôt) ; risque de ralentissement des mises en chantier (p. 5910) ; contre les amendements n° 337 de M. Bruno Durieux et n° 357 de M. Eric Raoult (doublement des plafonds de 200 000 et 400 000 francs en contrepartie de la pratique d'une seule réduction au titre de 1988 et 1989) (p. 5911).

Après l'article 60 : contre l'amendement n° 256 de M. Paul Chomat (plans et comptes d'épargne logement ; reversement à l'Etat par les établissements financiers, de la prime d'épargne) (p. 5913).

Après l'article 61 : ses observations sur l'amendement n° 288 de M. Charles de Chambrun (primes d'arrachage des vignes versées par la Communauté économique européenne ; non imposition au titre des plus-values) ; concertation avec les organisations professionnelles (p. 5914) ; contre l'amendement n° 62 de M. Etienne Pinte (aides à domicile ; extension de la déduction de 10 000 francs du revenu imposable aux ménages ayant trois enfants à charge et aux personnes en maladie de longue durée) ; politique fiscale du Gouvernement en faveur des familles (p. 5915) ; accepte l'amendement n° 277 de la commission (recevabilité des moyens nouveaux invoqués par le contribuable pour les procédures en cours) ; instruction publiée le 4 août 1987 au *Bulletin officiel* des impôts allant dans le même sens (p. 5917) ; ses observations sur les amendements n° 279 de la commission, n° 297 de M. Jacques Barrot et n° 186 de la commission des affaires culturelles (T.V.A. sur la vidéo) ; harmonisation européenne des taux de T.V.A. ; demande la réserve du vote sur ces amendements (p. 5919).

Après l'article 63 : ses observations sur l'amendement n° 46 de M. Pierre Descaves (plus-values sur cessions de droits sociaux ; extension aux apports du report d'imposition ; modalités de paiement) ; contre l'amendement n° 181 de M. Pierre Descaves (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés) (p. 5921) ; contre l'amendement n° 325 de M. Pierre Descaves (comptabilité des entreprises ; création d'un poste « erreurs et omissions ») (p. 5922) ; ses observations sur l'amendement n° 309 de M. Pierre Descaves (dettes fiscales ; non exercice de la contrainte par corps à l'encontre du contribuable dont les ressources sont connues) ; état de la législation sur la contrainte par corps (p. 5923) ; contre l'amendement n° 311 de M. Pierre Descaves (mise en œuvre de l'avis

à tiers détenteur et de la saisie-arrêt après décision du tribunal administratif) ; garanties de procédure accordées aux contribuables (p. 5924).

Articles de récapitulation [13 novembre 1987] : demande à l'Assemblée en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, de se prononcer par un seul vote sur la ligne « Affaires sociales et emploi » de l'état B, titre IV, à l'exclusion de l'amendement n° 206 ; les articles 31 et 32 et état B, 33 et état C, 36 et état D, 37 et 38 tels qu'ils résultent des votes déjà intervenus, à l'exclusion des amendements n° 199 rectifié et 249 à l'article 60 et des amendements n° 297, 186 et 279 après l'article 61 (p. 5924, 5925).

Seconde délibération de la seconde partie du projet de loi [13 novembre 1987] : expose les amendements présentés par le Gouvernement (p. 5926, 5927) ; demande à l'Assemblée, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, de se prononcer par un seul vote sur les amendements qu'il présente (p. 5927) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Pierre Descaves (p. 5930).

Article 32, état B *(dépenses ordinaires ; mesures nouvelles)*. **Titre III** : ses amendements n° 1 à 10 (majorations de crédits) : votes réservés ; son amendement n° 11 (majoration de crédits) (p. 5931) ; vote réservé ; ses amendements n° 12 à 21 (majorations de crédits) : votes réservés (p. 5932).

Article 33 et état C *(dépenses en capital ; mesures nouvelles)*. **Titre V** : ses amendements n° 22 à 39 (majorations de crédits) : votes réservés.

Article 40 *(opération définitive ; dépenses civiles en capital ; mesures nouvelles)* : son amendement n° 40 rectifié (majoration de crédits) : vote réservé.

Article 60 A *(extension aux détenteurs de plus de 35 % des droits sociaux des abattements consentis en matière de perception de revenus mobiliers)* : son amendement n° 41 (de suppression) : vote réservé (p. 5935).

Article 61 *ter* *(aides à domicile ; extension aux familles de plus de trois enfants de la déduction de 10 000 francs du revenu imposable)* : son amendement n° 45 (de suppression) : vote réservé.

Article 66 *bis* *(rapport du Gouvernement au Parlement sur les affectations de produits de la privatisation à des apports ou dotations en capital à des entreprises industrielles du secteur de l'armement)* : son amendement n° 42 (de suppression) : vote réservé.

Article 66 *quater* *(contrôle des fonds de concours)* : son amendement n° 43 (de suppression) : vote réservé.

Article 67 *bis* *(nouvelle présentation du budget de l'éducation nationale)* : son amendement n° 44 (de suppression) : vote réservé (p. 5936).

Article 30 et état A (p. 5936 à 5948) : son amendement n° 46 (majorations et minorations de recettes ; majorations de dépenses) : vote réservé (p. 5948).

Ses observations après les explications de vote [13 novembre 1987] (p. 5951) :

Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : adoption par scrutin public, par un seul vote, de l'article 32 et de l'état B, de l'article 33 et de l'état C, des articles 40, 60 A, 61 *ter*, 66 *bis*, 66 *quater* et 67 *bis* de la deuxième partie du projet de loi de finances et de l'article 30 et de l'état A modifiés par les amendements n° 1 à 46 déposés en seconde délibération par le Gouvernement et de l'ensemble du projet de loi de finances pour 1988 (p. 5951, 5952).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [17 décembre 1987] :

Amendements du Gouvernement (p. 7663).
Commission mixte paritaire (travaux de la —) (p. 7662).
Epargne (mesures en faveur de l'—) (p. 7663).
Etablissements pénitentiaires (surveillants) (p. 7663).
Formation (crédit d'impôt) (p. 7663).
Handicapés (T.V.A. sur les appareillages pour —) (p. 7663).
Loto sportif (p. 7663).
Mensualisation des pensions (conséquences fiscales de la —) (p. 7663).

Discussion des articles :

Après l'article 4 : son amendement n° 14 (mensualisation des pensions — limitation de la base taxable à l'impôt sur le revenu à 12 mensualités) : adopté (p. 7683).

Après l'article 13 : son amendement n° 3 (appareillages pour handicapés — T.V.A. au taux super réduit) : adopté.

Article 26 : son amendement n° 4 (D.G.F. — taux applicable à la base de T.V.A.) : adopté.

Etat A ; son amendement n° 16 (de forme) : adopté ; son amendement n° 12 (minoration du prélèvement sur le loto sportif — remboursement anticipé de prêts du F.D.E.S.) : adopté.

Titre III, état B : son amendement n° 5 (majoration de 44 millions de francs des crédits de la justice pour la rémunération des surveillants de prison et des emplois créés en 1988) (p. 7684) ; adopté.

Titre IV, état B : son amendement n° 6 (création de chapitres budgétaires au budget de l'économie des finances et de la privatisation) : adopté.

Titre V, état C : son amendement n° 7 (éducation nationale — changement d'imputation budgétaire de l'Institut de formation technique supérieur) : adopté.

Titre VI, état C : son amendement n° 8 (départements et territoires d'outre-mer — création d'un chapitre budgétsire) : adopté ; son amendement n° 9 (création de chapitres budgétaires au budget de l'économie des finances et de la privatisation) : adopté ; son amendement n° 10 (éducation nationale — changement d'imputation budgétaire de l'Institut de formation technique supérieur) : adopté.

Etat H : son amendement n° 11 (création d'un chapitre budgétaire au budget de l'économie, des finances et de la privatisation) : adopté.

Après l'article 53 : son amendement n° 15 (institution d'un crédit d'impôt formation) (p. 7685) ; accepte le sous-amendement n° 17 de M. Robert-André Vivien (extension aux entreprises non soumises à l'obligation légale du 1,20 %) ; son amendement n° 15, modifié : adopté.

Après l'article 54 : son amendement n° 1 (prorogation du C.E.A. jusqu'au 31 décembre 1988) : adopté ; son amendement n° 2 (plan d'épargne retraite — majoration des limites de déduction fiscale) (p. 7687) ; accepte le sous-amendement n° 13 de M. Robert-André Vivien (relèvement à 4 000 francs de la majoration pour les foyers fiscaux comportant au moins trois enfants) ; le reprend ; le modifie (suppression de gage) : adopte son amendement n° 2, ainsi modifié : adopté (p. 7688).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 décembre 1987] :

Ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 6835).
Agriculture :
— crédits supplémentaires (demande tendant à l'octroi de —) (p. 6832, 6853) ;
— lait (p. 6832) ;
— leucose bovine (actions d'éradication de la —) (p. 6832).
Budget 1987 :
— conditions de réalisation du — (p. 6865) ;
— déficit du — (p. 6830, 6831, 6834) ;
— recettes (révision à la hausse des —) (p. 6831).
Budget 1988 (hypothèses économiques) (p. 6865).
Catastrophes naturelles (aides à la Bretagne et à la Normandie dévastées) (p. 6832).
C.E.E. (dépenses communautaires) :
— contribution de la France (accroissement de la —) (p. 6831, 6832) ;
— dépenses agricoles transférées à la charge de la France (politique agricole commune et programme d'écoulement de beurre notamment) (p. 6831).
Chambres de commerce et d'industrie (imposition additionnelle à la taxe professionnelle) (p. 6832, 6833).
Chômeurs de longue durée (dotation pour les —) (p. 6865).
C.O.F.A.C.E (importance des charges de l'assurance crédit) (p. 6831).
Conjoncture économique (p. 6831, 6853, 6854).
Corse :
— crédits budgétaires destinés à la — (p. 6862) ;
— sociétés nouvelles (exonération des — de l'impôt sur les sociétés pendant 8 ans) (p. 6832, 6852).
Crédit agricole (mutualisation du — et notamment affectation d'une partie du produit de cette opération à l'agricultue et à l'agro-alimentaire) (p. 6852, 6853).
Crise financière et boursière (p. 6865).
Dépenses militaires (p. 6831).
Enseignement agricole privé (p. 6852).
Ethanol-carburant (alignement de la fiscalité sur celle du gazole) (p. 6833).
Entreprises publiques (dotation en capital des —) (p. 6853).
Fiscalité foncière (baisse des taux d'imposition des plus-values sur les terrains à bâtir) (p. 6833).

Fonction publique (rémunérations) (p. 6853).
Investissements des entreprises :
— fiscalité des — (rapport Mentré) (p. 6833, 6865) ;
— implantations commerciales à l'étranger (régime des —) (p. 6833, 6865).
Lycées (dépenses d'équipement scolaire) (p. 6832).
Prélèvements obligatoires (niveau des —) (p. 6852).
Privatisations :
— compte d'affectation des produits de la — (excédent de recettes du — ; arrêtés pris en application de l'article 25 de l'ordonnance du 2 janvier 1959) (p. 6830).
Protection sociale (réforme de la —) (p. 6865).
Rappel au règlement de M. Pierre Joxe (ses observations sur —) : violence des propos tenus par M. Christian Pierret ; qualité du travail fait par la commission ; Europe (p. 6843).
Rapatriés et harkis (indemnisation des —) (p. 6832).
T.V.A. (diminution du taux sur certains produits ; harmonisation de la — sur les taux européens) (p. 6852).
Vignette automobile (barème de la —) (p. 6833).

Discussion des articles [8 décembre 1987] :

Article 3 et état A *(équilibre général) :* son amendement n° 56 (de récapitulation) (p. 6877) ; remboursement anticipé par un établissement financier de prêts du F.D.E.S. qui ont financé des prêts bonifiés à des entreprises consentis dans le cadre des procédures qui ont été supprimées ; adopté (p. 6878).

Article 4 et état B *(dépenses ordinaires des services civils : ouverture) :* contre l'amendement n° 74 de M. Christian Goux (réduction des crédits destinés à l'information au titre des services du Premier ministre) (p. 6879) ; son amendement n° 57 (majoration des crédits concernant l'agriculture pour abonder les dodations consacrées à la restructuration laitière et à la lutte contre la leucose bovine) (p. 6880) ; effort en faveur des zones de montagne ; quotas laitiers ; affectation du produit de la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole ; adopté (p. 6881) ; contre l'amendement n° 47 de M. Daniel Goulet (réduction des crédits destinés au financement des dépenses agricoles communautaires à la charge de la France) (p. 6882) ; contre l'amendement n° 66 de M. Christian Goux (prévoyant un rapport retraçant l'utilisation des crédits de lutte contre la précarité et la pauvreté économique, sociale et culturelle) ; hostilité du Premier ministre à la notion de revenu minimum garanti à laquelle il préfère celle d'activité minimum garantie (p. 6884) ; contre l'amendement n° 67 de M. Christian Goux (prévoyant un rapport d'information sur l'utilisation des crédits budgétaires de l'éducation nationale et l'engagement du Gouvernement d'amener 80 % de chaque classe d'âge au niveau du baccalauréat) (p. 6885).

Article 5 et état C annexé *(dépenses en capital des services civils : ouverture) :* crédits de remise en état des bâtiments des lycées ; son amendement n° 69 (financement de la construction d'un centre culturel français à Brazzaville en liaison avec les autorités congolaises) : adopté (p. 6887) ; contre l'amendement n° 16 corrigé de M. Roger Combrisson (suppression des crédits inscrits pour le transfert de Paris à Toulouse des services de la météorologie nationale et inscrits au ministère de l'équipement et du logement) ; son amendement n° 70 (financement des travaux de reconstruction au centre de détention de Saint-Maur) (p. 6888) ; rejeté (p. 6889).

Article 10 *(révision du produit attendu de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) :* ses réserves sur l'amendement n° 23 de la commission (répartition de la redevance télévision) (p. 6891) ; affectation du produit de la privatisation de T.F.1 (p. 6892).

Avant l'article 12 : contre l'amendement n° 77 de M. Christian Pierret (rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 6893, 6894) ; son amendement n° 58 rectifié (montant de la taxe additionnelle à la taxe professionnelle pour frais de chambres de commerce et d'industrie) (p. 6894) ; adopté au scrutin public ; contre l'amendement n° 78 de M. Christian Pierret (assouplissant les règles de majoration des taux des impôts locaux) (p. 6895, 6896) ; contre l'amendement n° 79 de M. Christian Pierret (créant au profit du fonds départemental de la taxe professionnelle un prélèvement sur les collectivités ayant un fort potentiel de taxe professionnelle) ; état d'avancement des travaux du groupe constitué pour la réforme des impôts locaux (p. 6897) ; contre l'amendement n° 81 de M. Christian Goux (tendant à exonérer d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés les entreprises nouvelles) ; exonération en Corse de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (p. 6898, 6899) ; contre l'amendement n° 82 de M. Christian Pierret (tendant à créer un crédit d'impôt de 50 % pour les entreprises qui accroissent leurs dépenses de formation au-delà du niveau des exigences légales définies par la taxe d'apprentissage et l'obligation de la formation continue) (p. 6910) ; contre l'amendement n° 84 de M. Christian Goux (charge de la preuve en contentieux fiscal après la saisine de l'une des commissions visées à l'article L. 59 du livre des procédures fiscales) (p. 6912) ; ses observations sur l'amendement n° 85 de M. Christian Pierret (présentation des avis d'imposition locale ; parts prises dans la décision par la commune, le département et la nation) (p. 6912) ; inscription des variations des bases d'imposition locale (p. 6913).

Article 12 *(mesures fiscales pour favoriser l'offre foncière) :* pour l'amendement n° 26 de la commission (tendant à transférer à l'acquéreur la charge du complément de droit en cas de non respect de l'engagement de construction) (p. 6915).

Après l'article 12 : contre l'amendement n° 2 de M. Roger Combrisson (tendant à renchérir le coût de transaction sur les marchés à terme) (p. 6915) ; contre l'amendement n° 86 de M. Martin Malvy (tendant à assimiler les plantations de noyers aux terrains plantés ou reboisés dans le cadre de l'article 395 du code général des impôts pour les exonérer pendant 30 ans de la taxe sur le foncier non bâti) ; rappelle qu'il a accepté au Sénat un amendement parlementaire prévoyant une compensation versée par l'Etat aux collectivités locales au titre de l'exonération de la taxe sur le foncier non bâti pour les reboisements nouveaux (p. 6916) ; son amendement n° 40 (prévoyant les sanctions dans lesquelles les sommes investies au titre du plan d'épargne en vue de la retraite dépasseraient les montants autorisés) (p. 6917) ; mise en recouvrement des pénalités supérieures à 80 francs ; adopté (p. 6918) ; reprend l'amendement n° 45 de M. Jean-Jacques Jegou (possibilité pour l'autorité compétente de décider que l'obligation de versement de la redevance du P.L.D. n'est pas applicable aux constructions édifiées dans une Z.A.C.) en supprimant le gage ; adopté après modification (p. 6918).

Article 13 *(régime fiscal de l'alcool éthylique d'origine agricole destiné à être utilisé comme carburant) :* contre l'amendement n° 20 de M. Pierre Descaves (extension du dispositif de cet article à la production d'éthanol à partir de topinambours) (p. 6920).

Après l'article 13 : contre l'amendement n° 4 de M. Roger Combrisson (application du taux zéro de T.V.A. aux opérations de mise à disposition des surplus agricoles de la C.E.E. distribués par les collectivités locales et les associations caricatives) ; absence de taxe perçue lorsqu'une association ou une commune distribue gratuitement des denrées alimentaires aux personnes dans le besoin (p. 6921) ; contre l'amendement n° 5 de M. Jean Giard (application du taux zéro de T.V.A. aux dépenses de fonctionnement des collectivités locales) ; situation de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; charges des collectivités locales et communes (p. 6922) ; évolution des concours de l'Etat aux collectivités locales (p. 6923) ; pour l'amendement n° 8 corrigé de M. Xavier Hunault (prévoyant que les plus-values réalisées lors de la cession des chevaux de course bénéficient d'un abattement de 15 % par année de détention comprise entre la date d'acquisition des chevaux et la fin de leur septième année) (p. 6924) ; le reprend ; supprime le gage de cet amendement ; adopté, après modification, au scrutin public (p. 6925) ; contre les amendements n° 12 de M. Philippe Vasseur et n° 61 de M. Jacques Bompard (désaffectation du produit de la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole en vue de son attribution à des actions en faveur de l'agriculture) ; contre l'amendement n° 18 de M. Pierre Joxe (même objet) ; contre l'amendement n° 38 de M. Jean Briane (même objet) ; contre l'amendement n° 13 de M. Philippe Vasseur (désaffectation de la moitié des recettes provenant de la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole) ; contre l'amendement n° 39 de M. Jean Briane (même objet) ; contre les amendements identiques n° 27 de la commission, n° 14 de M. Philippe Vasseur et n° 59 de M. François d'Aubert (désaffectation du tiers des recettes procurées par la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole en vue de son affectation à des actions en faveur de l'agriculture) ; établissements publics industriels et commerciaux du secteur agro-alimentaire (p. 6927) ; action gouvernementale en faveur des agriculteurs (p. 6931) ; inopportunité de créer un compte d'affectation spéciale ; crédits supplémentaires affectés à l'agriculture ; élevage bovin ; électrification de la Bretagne après la tempête d'octobre ; précise que des dotations en capital iront aux entreprises et aux organismes du secteur agro-alimentaire ; réunion de la conférence annuelle agricole en printemps 1988 (p. 6932) ; demande réserve des votes sur les amendements n° 12, 61, 18, 38, 15, 39, 27, 14 et 59 jusqu'après l'examen des amendements portant articles additionnels après l'article 23.

Après l'article 14 : contre l'amendement n° 43 corrigé de M. Michel Gonelle (tendant à limiter les écarts du tarif de base de la vignette automobile entre les départements) ; son amendement n° 10 (mise en conformité du barème de la vignette avec le droit communautaire) (p. 6943) ; adopté au scrutin public ; contre l'amendement n° 44 corrigé de M. Michel Gonelle (modifiant le mode de calcul de la vignette déterminé en fonction de la valeur d'acquisition à l'état neuf des automobiles en tenant compte de leur vétusté) (p. 6944).

Article 16 *(taxe pour financer la modernisation du réseau routier de Saint-Martin)* : contre l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) ; création d'une taxe spéciale en 1987 dans le département de la Savoie pour financer les travaux routiers nécessaires à l'organisation des jeux olympiques d'hiver ; droit de quai applicable à l'île de Saint-Barthélémy ; régime fiscal spécifique en Corse.

Article 17 *(consultation du service des domaines par les collectivités et organismes publics)* : contre l'amendement n° 32 de la commission (de suppression) (p. 6945).

Après l'article 17 : son amendement n° 41 (exonération d'impôt sur les bénéfices pendant huit ans des sociétés nouvelles exerçant en Corse) (p. 6946) ; adopté.

Article 18 *(harmonisation du régime des plus-values à court terme réalisées sur la cession de biens acquis par crédit-bail)* : contre l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) (p. 6948, 6949).

Après l'article 18 : son amendement n° 42 (entreprises installées dans les zones d'entreprises) : adopté.

Après l'article 21 : son amendement n° 55 (implantation commerciale des entreprises françaises à l'étranger) (p. 6951, 6952) ; contre le sous-amendement n° 96 de M. Aymeri de Montesquiou (tendant à ramener de 50 à 25 % le taux minimum de détention du capital des sociétés de la C.E.E.) ; contre les sous-amendements n° 97 et 98 de M. Aymeri de Montesquiou (précisant que l'objet de la filiale doit être la vente des produits à l'étranger) ; sociétés de commerce ou de négoce international (p. 6954) ; adopté (p. 6956) ; ses observations sur l'amendement n° 21 de M. Pascal Arrighi (prévoyant un rapport sur les possibilités d'instituer une ou plusieurs zones franches en Corse) ; ses observations sur l'amendement n° 22 de M. Alain Griotteray (prévoyant un rapport sur la possibilité d'instituer des corps francs dans les principaux ports corses de Bastia et d'Ajaccio) ; ses observations sur l'amendement n° 54 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (prévoyant que le Gouvernement demandera à la commission des communautés européennes d'étudier la possibilité de création d'une zone franche en Corse) ; crédits inscrits dans ce collectif au profit de la Corse (p. 6957) ; contre l'amendement n° 46 de M. Bruno Bourg-Broc (harmonisation du régime de déduction fiscale pour les intérêts d'emprunt contractés en vue de l'acquisition de logements avant 1984 avec ceux contractés après 1984) ; ses observations sur l'amendement n° 36 de la commission (modification du régime de la pénalité encourue en cas d'infractions relatives à la taxe sur les véhicules de tourisme des sociétés) ; propose un sous-amendement verbal à cet amendement (tendant à fixer le montant de l'amende à 80 % du montant de la taxe) : adopté ; contre l'amendement n° 49 de M. Jean-Louis Masson (prévoyant une péréquation des recettes de taxe professionnelle versées par les grandes implantations commerciales) (p. 6959).

Après l'article 23 : son amendement n° 72 (tendant à étendre aux fonctionnaires des douanes le bénéfice des mesures pour les fonctionnaires de la police nationale décédés dans l'exercice de leur fonction) : adopté (p. 6961) : demande, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution et de l'article 96 du Règlement, que l'Assemblée se prononce par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 1987 à l'exclusion de tout autre amendement portant article additionnel ; demande un scrutin public (p. 6961).

Inopportunité à procéder à une deuxième délibération sur l'amendement n° 8 corrigé de M. Xavier Hunault (p. 6962).

Après les explications de vote :

Recettes fiscales pour 1987 (réévaluation des —) (p. 6967).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [21 décembre 1987] :

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné (ses observations sur le —) : droit du Gouvernement de déposer des amendements sur un texte de C.M.P. (p. 8006).

K

KASPEREIT (Gabriel)

Député de Paris
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [10 avril 1987] :

Abstentions lors du scrutin référendaire (p. 237, 238).
Composition pluri-ethnique de la population calédonienne (p. 236).
Constitutionnalité du référendum (p. 235).
« Indépendance-association » (concept d' —) (p. 237).
Ingérences extérieures (p. 236).
Paix civile (et notamment rétablissement de l'ordre) (p. 237).
Politique calédonienne des gouvernements socialistes (p. 237).
Référendum (opportunité du —) (p. 236).

Commission mixte paritaire [6 mai 1987] (p. 899).

Composition pluri-éthnique de la population calédonienne (et notamment décloisonnement culturel et éthnique) (p. 901).
Paix civile (et notamment rétablissement de l'ordre) (p. 901).
Référendum (opportunité du —) (p. 901).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jacques Lafleur et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 412).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [22 juin 1987] :

Contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 3024, 3025).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :

Nouvelle-Calédonie (situation en —) (p. 4582, 4583).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008)

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :

Contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 6281, 6282, 6283, 6284).
Contre la motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (p. 6332).
Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :
— association des minorités (Gouvernement) (p. 6282) ;
— déclarations de membres du Parti socialiste sur la Nouvelle-Calédonie (p. 6281, 6282) ;
— déclarations du Président de la République du 16 novembre 1987 (p. 6284) ;
— décolonisation (F.L.N.K.S.) (p. 6283).
Evolution institionnelle de la Nouvelle-Calédonie :
— politique menée par les gouvernements socialistes (p. 6282, 6283) ;
— référendum du 13 septembre 1987 (p. 6282, 6283).
« Incidents » en Nouvelle-Calédonie :
— fusillade de Hienghène (et suites judiciaires) (p. 6283).
Organisation des pouvoirs publics en Nouvelle-Calédonie :
— coutume et Assemblée coutumière (p. 6283) ;
— régions (redécoupage des —) (p. 6282).
Travail de l'Assemblée nationale sur le projet de loi (p. 6332).

Discussion des articles :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 95 de M. Gérard Bordu (droit inné et actif à l'indépendance du peuple kanak) (p. 6333) ; contre l'amendement n° 94 de M. Maxime Gremetz (commission nationale d'enquête étant chargée d'examiner l'état des libertés en Nouvelle-Calédonie et de proposer les mesures propres à mettre fin aux manquements constatés) (p. 6334).

Titre II : de l'organisation des pouvoirs publics du territoire.

Chapitre Ier : *le conseil exécutif.*

Section 3 : attributions du conseil exécutif et de son président.

Article 40 *(modalités d'exercice des attributions du conseil exécutif)* : pour l'amendement n° 138 du Gouvernement (réduction du domaine des décisions où la majorité qualifiée des deux tiers est exigée) (p. 6379, 6380).

Explications de vote [25 novembre 1987] :

Référendum (p. 6449, 6450).

Commission mixte paritaire, explications de vote [20 décembre 1987] :

Elections prévues par le statut (date des —) (p. 7889).

KERGUERIS (Aimé)

Député du Morbihan
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Hamaide et plusieurs de ses collègues, tendant à instituer une taxe locale sur les ventes au détail dans les communes considérées comme stations classées (n° 674) [7 mai 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Tempête en Bretagne** : demande si le Gouvernement est prêt à tenir compte des dommages non ou mal assurés par les contrats ou textes en vigueur [21 octobre 1987] (p. 4599).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Armement (p. 4549).
Canada (contentieux franco-canadien) (p. 4549).
Crédit maritime mutuel (p. 4550).
Cultures marines (transfert de concessions de —) (p. 4550).
Etablissement national des invalides de la marine (E.N.I.M.) (p. 4549).
Formation des personnels de la marine marchande (p. 4550).
Marine marchande (plan) (p. 4549).
Pêches maritimes (p. 4549).
Politique communautaire (p. 4549).
Ports autonomes (dotation en capital versée par l'Etat aux —) (p. 4550).
Ports non autonomes (p. 4550).

KIFFER (Jean)

Député de la Moselle
Apparenté R.P.R.

S'apparente au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 313**, posée le 1er décembre 1987 : **charbon (houillères : Lorraine)** (p. 6650) ; appelée le 4 décembre 1987 : **politique charbonnière en Lorraine** : comparaison avec l'exploitation des mines allemandes ; débouchés offerts au charbon lorrain (p. 6776) ; liquéfaction du charbon (p. 6777).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).**

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Article 8 *(allocation en faveur des anciens harkis, moghaznis et personnels des diverses formations supplétives ayant servi en Algérie)* : son amendement n° 89 (substitution de la notion d'indemnisation à celle d'allocation) : non soutenu (p. 3206).

KLIFA (Joseph)

Député du Haut-Rhin
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale (n° 694) [*J.O.* du 20 juin 1987] (p. 6694).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).**

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre II : *modifications du code électoral.*

Après l'article 11 : son sous-amendement n° 87 soutenu par M. Francis Delattre (extension à tous les candidats du premier tour de l'inéligibilité pour non respect du plafonnement des dépenses ou de la publication des comptes (p. 168) ; adopté (p. 169).

KOEHL (Emile)

Député du Bas-Rhin
R.P.R.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'admission **des chiens de guides d'aveugles** dans **tous les lieux publics et accessibles au public (n° 771)** [19 mai 1987].

Proposition de loi tendant à permettre aux **communes** d'instituer **une taxe sur les chiens (n° 916)** [30 juin 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 249**, posée le 9 juin 1987 : **transports routiers (politique et réglementation)** (p. 2158, 2159). Appelée le 12 juin 1987 : **transports routiers de voyageurs** : rétablissement d'un plan de service sur une amplitude de 16 heures ; conformité à la réglementation communautaire (p. 2305, 2306) ;

— n° 325, posée le 8 décembre 1987 : **sécurité sociale (caisses : Moselle)** [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelée le 11 décembre 1987 : remplacé par M. Marc Reymann : **rattachement des organismes de sécurité sociale de la Moselle** (p. 7160).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'homme, francophonie. — *Examen du fascicule* [5 novembre 1987] :

Alsace (vocation européenne de l'—) (p. 5459).
Marché unique européen (p. 5459).
Strasbourg (capitale européenne) (p. 5459).
Visas (p. 5459).

KUCHEIDA (Jean-Pierre)

Député du Pas-de-Calais
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

Charbon (Charbonnages de France et houillères nationales) (p. 4806).
Chimie (industrie de la — et avenir de l'Institut national de la recherche chimique appliquée — I.R.C.H.A.) (p. 4806).

KUSTER (Gérard)

Député du Doubs
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux enseignements artistiques (n° 1004) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental (n° 1019) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à réformer **l'enquête publique** dans le cadre de la **protection de l'environnement (n° 919)** [30 juin 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Première session du baccalauréat professionnel préparé en deux ans** [13 mai 1987] (p. 1077),

— **Modernisation et développement des lycées professionnels** [2 décembre 1987] (p. 6698, 6699).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie : **Agriculture - B.A.P.S.A.** — *Questions* [23 octobre 1987] :

Remplaçant M. Jean Ueberschlag : caisse d'assurance contre les accidents agricoles d'Alsace-Moselle (réduction de la subvention attribuée à la —) (p. 4773).
Dotation aux jeunes agriculteurs (p. 4774).
Sélection animale (p. 4773).

Environnement. — *Questions* [30 octobre 1987] :

Déchets (traitement des —) (p. 5181).
Pollution atmosphérique et pluies acides (p. 5180).
Pollution de l'eau (p. 5180).

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Lutte contre la pauvreté :
— plan de lutte contre la pauvreté (p. 5313).
Politique de la famille :
Remplaçant M. Philippe Legras :
— âge limite pour le versement des prestations familiales (p. 5315).
Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— chômeurs de longue durée (p. 5311, 5312).

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier de la Constitution, ainsi que débat et vote sur cette déclaration (n° 1105).**

Explications de vote [3 décembre 1987] :

Cohabitation (p. 6753).
Economie française (évolution de l'—) (p. 6752, 6753).
Europe (construction européenne) (p. 6753, 6754).
Majorité parlementaire (p. 6753).
Sécurité (politique en faveur de la —) (p. 6752).

— **Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au patrimoine monumental (n° 1019).**

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Europe culturelle et échéance du grand marché européen (p. 7732).
Loi de programme :
— antécédents (p. 7731) ;
— champ d'action (et notamment cathédrales) (p. 7732) ;
— crédits consacrés à la loi de programme (et indexation des —) (p. 7731) ;
— fiscalité (p. 7731, 7732) ;
— patrimoine rural et industriel (p. 7732) ;
— sites naturels (p. 7732) ;
— lourdeur administrative (p. 7732) ;
Patrimoine :
— Arc-et-Senans (saline royale de) (p. 7732) ;
— composition (p. 7732) ;
— identité nationale et patrimoine (p. 7731).
— politique architecturale (p. 7732).

Discussion des articles [18 décembre 1987] :

Article 1er *(objectif de la loi de programme)* : son amendement n° 25 (limitant l'application de la loi pour le patrimoine rural non protégé aux seuls monuments faisant l'objet d'un engagement financier d'une collectivité territoriale) : retiré (p. 7747).

Après l'article 3 : son amendement n° 26 rectifié (tendant à la création d'un haut commissariat au patrimoine chargé de coordonner l'inscription, le classement et la gestion des patrimoines monumentaux, naturels et historiques) ; nécessité de l'unicité de gestion et de décision ; retiré (p. 7750).

L

LABARRERE (André)

Député des Pyrénées-Atlantiques
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Position du Gouvernement à l'égard du Front national** [29 avril 1987] (p. 730).

LABBE (Claude)

Député des Hauts-de-Seine
R.P.R.
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 3).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aviation civile et météorologie : navigation aérienne) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 041)** tome VIII : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aviation civile et météorologie ; navigation aérienne (n° 965)** [8 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à compléter l'article 10 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le **statut de la copropriété des immeubles bâtis** afin de prévoir les modalités particulières pour les **charges** correspondant à la **fourniture des services médicaux et de restauration (n° 1221)** [2 février 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Affaire Luchaire** : publication du rapport Barba [4 novembre 1987] (p. 5361) ;

— **Conséquences des accords de Washington** : demande les conséquences pour la défense de la France et pour la poursuite de la construction européenne des accords de désarmement de Washington [9 décembre 1987] (p. 6999).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Descaves (scrutin électronique) [16 avril 1987] (p. 436).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch (demande de précision sur la date de discussion du projet de loi de ratification de l'ordonnance du 1er décembre 1986) [28 avril 1987] (p. 685).

Précise à M. Albin Chalandon qu'il doit déposer un amendement à l'article 1er du projet de loi relatif au service public pénitentiaire et non un sous-amendement à l'amendement n° 25 de M. Gilbert Bonnemaison pour introduire une référence au rôle du service public pénitentiaire dans le maintien de la sécurité publique [6 mai 1987] (p. 911).

Précise à l'Assemblé la procédure qui va être suivie pour parvenir à la rédaction souhaitée de l'article 1er du projet de loi relatif au service public pénitentiaire ; vote sur l'amendement n° 25 de M. Gilbert Bonnemaison puis dépôt d'un amendement par le Gouvernement pour introduire une référence au rôle du service public pénitentiaire dans le maintien de la sécurité publique [6 mai 1987] (p. 912).

Répond au rappel au règlement de M. Gérard Collomb ; menace de retirer la parole à M. Gérard Collomb [12 mai 1987] (p. 1127) ; dévoiement de la procédure des questions au Gouvernement (p. 1128).

Répond au rappel au règlement de M. Jean Le Garrec : rappelle qu'il expliquera à la prochaine des conférences des présidents pourquoi il lui semble que les questions d'actualité prennent une dérive anormale [12 mai 1987] (p. 1129).

— Nécessaire respect du temps de parole par les différents intervenants [14 mai 1987] (p. 1132).

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe : rappelle que dans le cadre de la procédure prévue par l'article 44-3 de la Constitution, il est tenu de demander l'avis de la commission et celui du Gouvernement et de préciser ensuite que, conformément à la procédure choisie, le vote sur l'amendement est réservé ; application de cette procédure sous la précédente législature [14 mai 1987] (p. 1148) ; volonté d'obstruction des groupes de l'opposition (p. 1149).

Précise l'emploi des termes adéquats pour les amendements qui ne sont pas soumis à un vote en application de l'article 44-3 de la Constitution et de l'article 96 du règlement de l'Assemblée [18 mai 1987] (p. 1253).

Fait observer à M. Gérard Collomb l'originalité de sa conception de la discussion des amendement [18 mai 1987] (p. 1269).

Associe l'Assemblée nationale à l'hommage rendu à trois pilotes de chasse victimes du devoir [20 mai 1987] (p. 1375).

Lors de la discussion du projet de loi n° 686 relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail :

Ses observations sur le fait personnel de M. Louis Mexandeau : regrette que M. Louis Mexandeau en violation totale de la Constitution ait repris une discussion interrompue par l'application de l'article 49, alinéa 3 [20 mai 1987] (p. 1388).

Rend hommage à la mémoire de M. Rachid Karamé [2 juin 1987] (p. 1783).

Répond au rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : utilisation du terme « mimiques » par M. Guy Ducoloné ; caractère exceptionnel des heures auxquelles sont levées les séances en fin de session ordinaire ; nombre de suspension de séance du matin ; consulte l'Assemblée pour savoir si les travaux seront poursuivis : l'Assemblée, consultée, décide de poursuivre le débat [30 juin 1987] (p. 3382).

Répond au rappel au règlement de M. Guy Ducoloné (p. 3382).

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur : but des demandes de suspension de séance ; refuse de satisfaire la demande de suspension de séance (p. 3383).

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur : réitère son refus d'accorder la suspension de séance demandée par le groupe socialiste ; met aux voix la demande de suspension de séance présentée par M. Jean-Pierre Sueur (la demande de suspension de séance est rejetée) (p. 3386).

Précise à M. Guy Ducoloné qu'il n'admet pas ses propos sur les rapports qu'il pourrait y avoir entre un président de séance et le secrétaire général du R.P.R. (p. 3386).

Répond au rappel au règlement de M. Michel Sapin : précise son intention de ne pas prolonger la séance au delà de 14 heures ; report de la discussion à 16 heures (p. 3387).

Répond au rappel au réglement de M. Michel Margnes : précise qu'il prend l'entière responsabilité de son précédent refus d'accorder deux demandes de suspension de séance au groupe socialiste (p. 3388).

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : but des suspensions de séance ; refuse la suspension de séance demandée par M. Philippe Bassinet (p. 3395).

Refuse la parole à M. Philippe Bassinet qui la demandait pour un rappel au règlement (p. 3395, 3396).

Précise à M. Philippe Bassinet qu'il lui donnera éventuellement la parole ultérieurement pour un rappel au règlement (p. 3397).

Répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur : rappels au règlement étant adressés à la présidence et non au Gouvernement (p. 3401).

Répond au rappel au réglement de M. Pierre Joxe : arguments de M. Jacques Toubon étant ceux qu'il a lui-même fait valoir à propos de certaines demandes de suspension de séance qui sont des abus de droit ; considère que l'ordre du jour était connu et que les groupes avaient le temps de se réunir ; refuse la demande de suspension de séance demandée

par M. Jean-Pierre Sueur lors de son précédent rappel au règlement (p. 3401).

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe : rôle du président de séance ; impossibilité d'accepter le dévoiement de certaines procédures (p. 3409).

Précise à M. Edmond Alphandery qu'il ne peut pas lui accorder la parole sur l'amendement n° 1 du Gouvernement et qu'il la lui donnera dans les explications de vote (p. 3408).

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Joxe : vérification du quorum (p. 3410).

Répond au rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch : nécessité que le Bureau mène une réflexion sur les incidents qui ont eu lieu lors de l'examen nocturne du projet de loi sur la drogue ; désuétude de la procédure du quorum [9 octobre 1987] (p. 4193).

Répond au rappel au règlement de M. Louis Mexandeau : tenue de séances le lundi probablement due à la longueur des discours lus par les orateurs [26 octobre 1987] (p. 4797).

Répond au rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : refuse de suspendre la séance [26 octobre 1987] (p. 4800, 4801).

Répond au rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch ; rend hommage à la mémoire du Général Audran ; philosophie de la procédure des questions d'actualité [4 novembre 1987] (p. 5374).

Ses observations sur le déroulement des débats lors des explications de vote du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie [24 novembre 1987] (p. 6453).

Ses observations sur la demande de rappel au règlement de M. Robert Le Foll lors des explications de vote du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie [24 novembre 1987] (p. 6455).

Fait part à l'Assemblée de la libération de MM. Jean-Louis Normandin et Roger Auque, otages détenus au Liban [27 novembre 1987] (p. 6507).

Regrette l'emploi du sigle A.I.P.L.F. lors de la discussion du texte sur cette association internationale des parlementaires de langue française ; abus des sigles, en général [27 novembre 1987] (p. 6517).

Répond au rappel au règlement de M. François Porteu de la Morandière : approuve le rappel au règlement ; absentéisme des députés ; son mémoire adressé au président de l'Assemblée ; nécessité d'une représentation minimale des groupes [27 novembre 1987] (p. 6518).

Ses observations lors d'une demande de vérification du quorum [9 décembre 1987] (p. 7025).

Répond au rappel au règlement de M. Pierre Mazeaud : ses observations sur l'organisation de l'ordre du jour [19 décembre 1987] (p. 7841).

En qualité de député :

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [4 et 6 novembre 1987] :

Aéronautique (industrie) (p. 5411).
Compagnies aériennes (p. 5411).
Orly (amélioration de la desserte de l'aéroport d'—) (p. 5412).
Transport aérien (marché du — et déréglementation) (p. 5411, 5412).

LABORDE (Jean)

Député du Gers
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophe ou d'accident grave (n° 1012) [12 novembre 1987] (p. 5817).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 816).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Alcoolisme au volant (sanctions de l'—) :
— contrôles de police (p. 612) ;
— peines encourues (législation actuelle et aggravation des —) (p. 612) ;
— peines de substitution (travaux d'intérêt général) (p. 612).
Sécurité routière :
— accidents corporels et mortels (nombre et cause des —) (p. 611, 612) ;
— infrastructures (amélioration des — et résorption des points noirs) (p. 612) ;
— prévention routière (action éducative) (p. 612).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Procédure des questions [16 juin 1987] :
Communauté européenne :
— Espagne (échanges économiques franco-espagnols) (p. 2486, 2487) ;
— traité d'élargissement à l'Espagne et au Portugal (hypothèse d'une renégociation du —) (p. 2487).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Entreprises (rôle et image des — ; politique menée par les socialistes) (p. 5978).
Transmission d'entreprise :
— succession du dirigeant (préparation de la — notamment) (p. 5978, 5979).

LACARIN (Jacques)

Député de l'Allier
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Propoaition de loi tendant à **améliorer la présentation de l'information** et de la **publicité sur les produits pharmaceutiques (n° 817)** [4 juin 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Après l'article 60 : son amendement n° 205 corrigé soutenu par M. Gilbert Gantier (locations en meublés ; amortissement des frais d'amélioration) : retiré (p. 5912).

LACHENAUD (Jean-Philippe)

Député du Val d'Oise
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à l'épargne (n° 443) [9 avril 1987] (p. 189).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur pour avis [15 avril 1987] :

Déficit budgétaire (p. 365).
Epargne des ménages (p. 363).
Epargne globale (p. 365).
Impôt sur les sociétés (p. 365).
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— assurance vie (lien et cumul du P.E.R. avec —) (p. 364, 365) ;
— invalidité et licenciement (p. 364) ;
— organismes habilités à proposer et à gérer le P.E.R. (p. 364) ;
— prélèvement libératoire optionnel (p. 364) ;
— rente viagère (avantage spécifique à la —) (p. 365) ;
— répartition (retraite par —) (p. 364) ;
— retraite (déséquilibre des régimes de —) (p. 363, 364).
R.E.S. (reprise de l'entreprise par les salariés) (p. 365).

Discussion des articles [16 et 21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *Plans d'épargne en vue de la retraite.*

Article 1er *(ouverture des P.E.R. à compter du 1er juin 1987 ; catégories d'organismes pouvant les proposer) :* son amendement n° 88 (caisses de retraite complémentaire habilitées à proposer le P.E.R.) : retiré (p. 433).

Article 2 *(plafond des versements effectués sur le P.E.R. pouvant être déduits du revenu imposable) :* majoration des plafonds de déductibilité pour charges de famille (p. 440) ; son amendement n° 89 (prise en compte pour 50 % de leur montant des versements affectés à la constitution exclusive d'une pension sous forme de rente viagère) : rejeté (p. 442).

Avant l'article 3 : pour l'amendement n° 151 du Gouvernement (coordination avec le code de la sécurité sociale et le code rural) (p. 443).

Article 3 *(emplois du P.E.R. ; fiscalité de ses revenus et plus-values) :* son amendement n° 90 (élargissement des possibilités de placement du P.E.R. aux parts sociales émises par les banques mutualistes ou coopératives) (p. 446) ; rejeté (p. 447).

Article 7 *(absence de pénalité sur les retraits ou les échéances de pension en cas de décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à l'imposition commune) :* son sous-amendement n° 91 à l'amendement n° 12 de la commission (absence de pénalité en cas de licenciement du contribuable) (p. 465) ; retiré (p. 466).

Article 8 *(attribution de crédits d'impôt en fonction de l'âge de retrait du capital ou de liquidation de la pension) :* contre l'amendement n° 159 de M. Etienne Pinte (non attribution des crédits d'impôt en cas de retrait ou de liquidation avant l'âge de 63 ans) (p. 468).

Article 9 *(lien entre le P.E.R. et l'assurance vie) :* son amendement n° 92 (cumul des déductions au titre du P.E.R. et de l'assurance vie) (p. 472) ; devenu sans objet (p. 473).

Chapitre II : *Options de souscription d'achat d'actions.*

Article 10 *(modulation du prix des actions offertes aux salariés) :* contre l'amendement n° 40 de M. Pierre Descaves (fixation du prix de souscription des actions par l'Assemblée générale) (p. 479).

Chapitre III : *Rachat d'une entreprise par ses salariés.*

Article 16 *(rachat d'une entreprise par ses salariés ; conditions ; régime fiscal) :* ses observations sur les sous-amendements n° 139 de M. Christian Pierret et n° 176 de M. Pierre Descaves à l'amendement n° 3 du Gouvernement (extension de la R.E.S. aux entreprises de moins de vingt salariés) (p. 501) ; pour le sous-amendement n° 147 de M. Jacques Barrot à l'amendement n° 3 du Gouvernement (R.E.S. minoritaires) (p. 502) ; ses amendements n° 93, 94 et 95 : devenus sans objet (p. 505).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Conception gouvernementale du mécénat (p. 3058, 3059).
Groupements d'intérêt public (rôle des — dans le domaine culturel) (p. 3059).
Importance financière actuelle du mécénat (p. 3058).
Législation étrangère sur le mécénat (p. 3058, 3059).
Rôle des entreprises dans le développement du mécénat (p. 3059).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Examen du fascicule* [30 octobre 1987] :

Budget de la culture (évolution du —) (p. 5129).
Centres culturels de rencontre (p. 5130).
Conservatoires nationaux de musique (p. 5130).
Danse et « année de la danse » (p. 5130).
Développement culturel régional (p. 5130).
Enseignements artistiques (p. 5129).
Grands projets culturels (et notamment Opéra de la Bastille et Grand Louvre) (p. 5129).
Patrimoine monumental (et loi de programme sur le —) (p. 5129).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Examen des fascicules* [4 novembre 1987] :

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (et réhabilitation des logements sociaux) (p. 5376, 5377).
Offre foncière (développement de l'—) (p. 5377).
Travaux publics (secteur des —) (p. 5376).
Villes nouvelles (p. 5376).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au patrimoine monumental (n° 1019).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Grands projets culturels (et notamment Grand Louvre) (p. 7729).
Loi de programme :
— antédédents (p. 7728) ;
— conséquences culturelles (p. 7728) ;
— conséquences économiques (p. 7728) ;
— crédits (répartition Etat-communes et/ou Paris-province) (p. 7728, 7729) ;
— fiscalité (p. 7729).
Patrimoine :
— utilisation du patrimoine monumental (p. 7729).
Tourisme (p. 7728).

Discussion des articles [18 décembre 1987] :

Article 1er *(objectif de la loi de programme) :* contre l'amendement n° 12 de M. Georges Hage (réservant les crédits aux monuments appartenant à l'Etat et aux collectivités publiques) ; importance du patrimoine appartenant à des personnes privées ; fondations d'utilité publique (p. 7746).

Article 4 *(exonération des droits de mutation à titre gratuit des monuments classés ou inscrits ouverts au public) :* contre l'amendement n° 37 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article 4 prévoyant notamment une extension du dispositif fiscal aux donations, la prise en compte des monuments protégés, réservant le dispositif aux immeubles et introduisant des garanties afin que la mesure ne soit pas détournée de son objet) ; problème de la dispersion de collections à la suite de successions difficiles ; lourdeur de la procédure ; difficulté de définition de l'exploitation commerciale ; pour l'amendement n° 8 de M. Jean-Paul Fuchs (nouvelle rédaction de l'article 4 précisant que l'exonération sera applicable aux seules mutations par décès et non aux libéralités à titre gratuit et que la convention prévoyant les modalités d'accès du public aux monuments historiques sera à durée indéterminée) (p. 7753).

LACOMBE (Jean)

Député de l'Hérault
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (mer) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)**. Tome XIV : **mer (n° 965)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant statut des navires et autres bâtiments de mer (n° 701).

Première lecture, avant la discussion des articles [15 juin 1987] :

Concurrence déloyale (p. 2403).
Historique de la propriété quirataire (p. 2403).
Investisseurs (recherches d'—) (p. 2403).
Marine marchande (crise de la —) (p. 2403).
Marine marchande (projet de loi sur la —) (p. 2403, 2404).

— Projet de loi de finances pour 1986 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [20 octobre 1987] :

Armement (p. 4539, 4540).
Compagnie générale maritime (CGM) (régression de la —) (p. 4540).
Marine marchande (plan) (p. 4540).
Politique communautaire (p. 4540).
Ports autonomes (dotation en capital versée par l'Etat aux —) (p. 4540).
Ports non autonomes (p. 4540, 4541).

LAFLEUR (Jacques)

Député de la Nouvelle-Calédonie
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 11 novembre 1987] (p. 13186).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 11 novembre 1987] (p. 13186).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 19 janvier 1987] (p. 904).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 2 février 1988] (p. 1621).

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jacques Lafleur et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 412).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [22 juin 1987] :

Elections municipales en Nouvelle-Calédonie (harmonisation avec la législation applicable à l'ensemble du territoire national) (p. 3025).
Nouméa (déstabilisation de — par la loi du 19 janvier 1983) (p. 3025).
Scrutin à la proportionnelle dans les petites communes (maintien du —) (p. 3025).
Seuil retenu pour distinguer petites et grandes communes (p. 3025).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 6287).
Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :
— départementalisation de la Nouvelle-Calédonie (p. 6309).
« Incidents » en Nouvelle-Calédonie :
— fusillade de Hienghène (et suites judiciaires) (p. 6287).

Discussion des articles :

Titre Ier : *des compétences de l'Etat, du territoire, des régions, des communes et de l'Assemblée coutumière.*

Article 6 *(compétences de l'Etat) :* problème foncier en Nouvelle-Calédonie (p. 6344, 6345) ; contre l'amendement n° 78 de M. Roger Holeindre (Etat compétent pour l'exploration, l'exploitation, la conservation et la gestion des ressources naturelles, biologiques et non biologiques de la zone économique) (p. 6346).

LAIGNEL (André)

Député de l'Indre
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 février 1988] :

Titre Ier : *modifications de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.*

Article 2 *(financement des campagnes pour l'élection du Président de la République) :* soutient l'amendement n° 89 de M. Pierre Joxe (prévoyant un plafonnement des dépenses à 80 millions pour le premier tour et à 100 millions pour le second tour) (p. 99) ; rejeté au scrutin public (p. 101).

Article 4 *(remboursement forfaitaire d'une partie des frais de campagnes) :* soutient l'amendement n° 90 de M. Pierre Joxe (prévoyant une enveloppe globale de 150 millions de francs affectée au remboursement de la campagne présidentielle et un mécanisme de répartition de cette somme entre les candidats au prorata des suffrages exprimés) (p. 102) ; rejeté au scrutin public (p. 103).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 1er : soutient l'amendement n° 9 de M. Pierre Joxe (suppression du pli scellé pour la remise des déclarations patrimoniales) ; rejeté (p. 252).

Article 4 : soutient l'amendement n° 11 de M. Pierre Joxe (mode de répartition de l'aide publique) (p. 253) ; rejeté (p. 254).

Article 7 *ter* *:* soutient l'amendement n° 14 de M. Pierre Joxe (de suppression) ; adopté (p. 259).

Article 9 *ter* *:* ses observations sur l'amendement n° 28 de M. Ernest Moutoussamy (de suppression) (p. 262) ; ses observations sur la réponse de M. Pierre Mazeaud à l'amendement n° 17 de M. Pierre Joxe (p. 263).

Article 10 : soutient l'amendement n° 18 de M. Pierre Joxe (consultation des comptes de campagne par tout électeur) (p. 264) ; rejeté (p. 265).

LAJOINIE (André)

Député de l'Allier
Communiste
Président du groupe communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

Président de ce groupe [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les atteintes aux libertés et les violences policières en **Nouvelle-Calédonie (n° 628)** [7 avril 1987].

Proposition de loi tendant à instituer le **droit au logement** et à définir les modalités de sa mise en œuvre concrète **(n° 810)** [4 juin 1987].

Proposition de loi tendant à instituer des mesures urgentes pour améliorer la **situation des retraités (n° 908)** [30 juin 1987].

Proposition de loi tendant à instituer des **droits nouveaux en matière d'information et d'intervention des travailleurs dans l'entreprise et à garantir l'exercice de la citoyenneté (n° 991)** [28 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à permettre aux **receveurs, receveurs ruraux et chef du centre des postes et télécommunications** d'accéder à la propriété d'une **résidence principale** et à **exclure le logement de fonction des barèmes d'imposition (n° 1119)** [9 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Conséquences de la politique de déclin** : politique d'austérité et d'intégration européenne et de surarmement ; proposition communiste contre le déclin de la France [24 juin 1987] (p. 3115) ;

— **Crises financières** : dépendance de notre système financier notamment vis-à-vis des Etats-Unis ; demande l'arrêt des privatisations, l'annulation du remboursement de l'emprunt Giscard et le rétablissement du contrôle des changes [21 octobre 1987] (p. 4590) ;

— **Sécurité sociale** : évoque un militant syndicaliste victime de la violence des forces policières ; rapport remis par le comité des Sages ; situation de la sécurité sociale due au désengagement financier du patronat ; propositions communistes [12 novembre 1987] (p. 5755, 5756) ;

— **Défense nucléaire française et paix en Europe** : combat mené par les pacifistes ; position de la France sur le désarmement [16 décembre 1987] (p. 7549) ; relations entre la France et la République fédérale d'Allemagne (p. 7550).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution, ainsi que le débat et le vote sur cette déclaration (n° 627).

Discussion [7 avril 1987] :

Chômage (lutte contre le —) (p. 33).
Cohabitation (motif et bilan de la —) (p. 31).
Flexibilité du travail (p. 33).
Justice sociale (p. 32).
Politique extérieure du Gouvernement (et notamment attitude à l'égard des propositions soviétiques de désarmement) (p. 34).
Politique fiscale du Gouvernement (et notamment fraudes fiscales et remboursement de l'emprunt Giscard) (p. 32, 33).
Privatisations (bilan des —) (p. 31, 33, 34).
Protection sociale (avenir du système de —) (p. 32, 34).
Situation économique de la France en avril 1987 (p. 32).

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :

Oppose la question préalable (p. 106) : rejetée (p. 108).
Sa motion de renvoi en commission (p. 150) : rejetée au scrutin public (p. 151).

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [15 avril 1987] :

Oppose la question préalable (p. 378) ; rejetée au scrutin public (p. 382).

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Sa motion de renvoi en commission soutenue par M. Georges Hage (p. 768) ; rejetée (p. 769).

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Sa question préalable soutenue par M. Jean-Claude Gayssot (p. 1021) ; rejetée au scrutin public (p. 1030).
Sa motion de renvoi en commission soutenue par M. Georges Hage (p. 1082) ; rejetée au scrutin public (p. 1087).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 mai 1987] :

Sa question préalable soutenue par M. Georges Hage (p. 1443 à 1446) ; rejetée au scrutin public (p. 1448).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :

Afrique du Sud :
— Albertini (situation de M. Pierre-André —) (p. 2460) ;
— régime sud-africain (p. 2460).
Amérique Latine :
— Nicaragua (aide alimentaire au —) (p. 2460).
Communauté européenne et Acte unique européen :
— défense européenne (p. 2461) ;
— marché intérieur unique (p. 2461).
Départements d'outre-mer (relations des — avec les pays de la C.E.E.) (p. 2460).
Désarmement nucléaire (négociations américano-soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires) :
— négociations en cours (p. 2460, 2461) ;
— politique nucléaire française (abandon de la —) (p. 2461).
Pays en voie de développement (aide aux — et problème de l'endettement du tiers monde) (p. 2461, 2462).
Politique de défense (caractère national de la —) (p. 2461).
Politique étrangère :
— principes de la — (p. 2460).
Proche-Orient :
— Liban (otages français au —) (p. 2460).
Venise (Sommet de —) (p. 2460).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Son exception d'irrecevabilité contre les conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 857) soutenue par M. Georges Hage (p. 2862) ; rejetée au scrutin public (p. 2866).
Sa question préalable contre le projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) soutenue par M. Jean Giard (p. 2855) ; rejetée au scrutin public (p. 2861).
Sa motion de renvoi en commission contre les conclusions du rapport de commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 857) soutenue par M. Georges Hage (p. 2968) ; rejetée au scrutin public (p. 2969).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Sa question préalable soutenue par M. Georges Hage (p. 3429, 3433) ; rejetée au scrutin public (p. 3433).

— Projet de loi autorisant la ratification de la Convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 631), projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre les Etats membres des communautés européennes concernant l'application de la Convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 632) et projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de certaines infractions commises à l'étranger (n° 633).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique : discussion commune [29 juin 1987] :

Son exception d'irrecevabilité sur le projet de loi autorisant la ratification de la Convention européenne pour la répression du terrorisme soutenue par M. François Asensi (p. 3318) ; rejetée au scrutin public (p. 3321).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Sa question préalable soutenue par M. François Asensi (p. 3383) ; rejetée au scrutin public (p. 3385).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre I^er^ du Livre I^er^ du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1^er^ et 2 juillet 1987] :

Sa motion de renvoi en commission (p. 3520) ; rejetée (p. 3522).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [13 octobre 1987] [14 octobre 1987] :

Sa question préalable soutenue par M. Roger Combrisson (p. 4217 à 4220) ; rejetée au scrutin public (p. 4225).
Allégements d'impôt (p. 4292).
Défense (dépenses de —) (p. 4293).
« Emprunt Giscard » (p. 4292).
Financiarisation de l'économie (p. 4292).
Impôt sur la fortune (p. 4292).
Pouvoir d'achat (des fonctionnaires) (p. 4292).
Prélèvements obligatoires (p. 4292).
Recettes budgétaires (propositions du parti communiste) (p. 4293).
Sécurité sociale (cotisations de — ; équilibre financier et réforme de la —) (p. 4292).
Services publics (p. 4292).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [17 décembre 1987] :

Oppose la question préalable (p. 7664) ; rejetée (p. 7667).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :

Sa motion de renvoi en commission (p. 6331) ; rejetée (p. 6333).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1010).

Première lecture, avant la discussion des articles [27 novembre 1987] :

Sa question préalable soutenue par M. Georges Hage (p. 6493) ; rejetée au scrutin public (p. 6500).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les bourses de valeurs (n° 1002).

Première lecture, avant la discussion des articles [30 novembre 1987] :

Oppose la question préalable (p. 6533) ; rejetée au scrutin public (p. 6536).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Pierre Pascallon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée, relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel afin d'élargir aux conseillers régionaux le droit de présentation des candidats à cette élection (n° 409) et proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, complétant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel (n° 772).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique : discussion commune [4 décembre 1987] :

Sa question préalable soutenue par M. François Asensi (p. 6783, 6784) ; rejetée (p. 6785).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 décembre 1987] :

Oppose la question préalable soutenue par M. Paul Mercieca (p. 6836) ; rejetée au scrutin public (p. 6839).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).

Première lecture, avant la discussion des articles [11 décembre 1987] et [17 décembre 1987] :

Soulève une exception d'irrecevabilité (p. 7194) ; rejetée au scrutin public (p. 7203).
Oppose la question préalable (p. 7213) ; rejetée au scrutin public (p. 7224).
Sa motion de renvoi en commission (p. 7623) ; rejetée (p. 7627).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Henri Cuq et Albert Mamy tendant à modifier le code de procédure pénale et relative à l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux enquêteurs et aux personnels en tenue de la police nationale (n° 1072).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [14 décembre 1987] :

Sa question préalable soutenue par M. Daniel Le Meur (p. 7326) ; rejetée au scrutin public (p. 7332).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004)

Première lecture, avant la discussion des articles [16 décembre 1987] :

Soulève une exception d'irrecevabilité : rejetée au scrutin public (p. 7578).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 décembre 1987] :

Sa motion de renvoi en commission soutenue par Mme Jacqueline Hoffmann (p. 7822) ; rejetée au scrutin public (p. 7826).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de MM. Michel Pelchat, Jacques Barrot et Michel Péricard relative aux opérations de télé-promotion avec offre de vente, dites de « télé-achat » (n° 1089, 1057).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 décembre 1987] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Georges Hage (p. 7977) ; rejetée (p. 7980).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et du projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [2 février 1988] :

Son exception d'irrecevabilité sur le projet de loi organique : (p. 11) ; rejetée au scrutin public (p. 19).

Sa question préalable au projet de loi organique (p. 20) ; rejetée au scrutin public (p. 30).

Sa question préalable sur le projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (p. 34) ; rejetée au scrutin public (p. 41).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [23 février 1988] :

Son exception d'irrecevabilité sur le projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (p. 233) ; rejetée au scrutin public (p. 236).

LALUMIERE (Catherine)

Député de la Gironde
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (culture et communication) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** tome VII : **culture et communication (n° 962)** [8 octobre 1987].

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 18/87 : espace audiovisuel européen [16 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et le débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :

Communauté européenne et Acte unique :
— coopération politique (p. 2464, 2465) ;
— financement de la Communauté (p. 2464, 2465) ;
— marché intérieur unique (calendrier de réalisation du — et problèmes d'harmonisation de la législation, notamment en matière de T.V.A.) (p. 2463, 2464) ;
— monnaie européenne (Système Monétaire Européen) (p. 2464) ;
— politiques sectorielles (et notamment, politique de la recherche, de l'éducation, de la culture et politique en matière de droit de séjour) (p. 2464).

Procédure des questions :

Communauté européenne :
— politique agricole commune (p. 2486).

Europe :
— Conseil de l'Europe (budget de fonctionnement de l'Assemblée du —) (p. 2485).

U.E.O. (budget de fonctionnement de l'—) (p. 2485).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [6 novembre 1987] :

Audiovisuel : généralités :
— espace audiovisuel européen (p. 5535).

Audiovisuel : secteur public :
— action internationale (p. 5536, 5537) ;
— Radio France Internationale (R.F.I) (p. 5536) ;
— S.E.P.T. (la —) (p. 5536) ;
— société française de production (S.F.P) (p. 5536) ;
— Sofirad (p. 5536) ;
— TV5 (p. 5536).

Matériels de communication (industrie des —) (p. 5535, 5536).

Satellite (TDF1 et TDF2) (p. 5535, 5536).

Economie, finances et privatisation. Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Questions* [12 novembre 1987] :

Direction de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes (p. 5763).

Institut national de la consommation (p. 5765).

Remplaçant M. Michel Sainte-Marie : monnaies et médailles (p. 5766).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs (n° 1135).

Première lecture, discussion des articles [20 et 21 décembre 1987] :

Article 1er *(actions en justice des associations agréées de consommateurs) :* son amendement n° 10 rectifié soutenu par M. Michel Sapin (actions en justice des associations de consommateurs) : rejeté (p. 7951).

Article 1er *bis* *(agrément des associations de défense de consommateurs) :* son amendement n° 11 soutenu par M. Michel Sapin (tendant à supprimer la disposition selon laquelle un décret fixera les conditions de retrait de l'agrément) : rejeté (p. 7952).

Article 3 *bis* *(actions des associations agréées de consommateurs à raison de faits non constitutifs d'une infraction pénale) :* son amendement n° 13 soutenu par M. Michel Sapin (de suppression) : retiré ; son amendement n° 14 soutenu par M. Michel Sapin (champ d'action des associations de consommateurs) (p. 7959) ; rejeté.

Article 3 *quater* *(diffusion du jugement rendu) :* son amendement n° 15 soutenu par M. Michel Sapin (tendant à ne pas dissuader les associations de consommateurs d'agir en justice) : rejeté (p. 7962).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [22 décembre 1987] :

Associations de consommateurs (droit d'agir en justice) (p. 8056).

Commission de refonte du droit de la consommation dite commission Calay Auloy (p. 8056).

Edulcorants de synthèse (p. 8056).

Projet de loi (portée réelle du —) (p. 8056, 8057).

Sénat (modifications apportées par le —) (p. 8056).

Discussion des articles [22 décembre 1987] :

Article 7 : son amendement n° 2 (droit d'agir en justice des associations dont l'objet est la défense des investisseurs en valeur mobilière) (p. 8058) ; **son rappel au règlement** : application du vote bloqué démontrant une attitude désinvolte du Gouvernement à l'égard des droits du Parlement (p. 8060) ; amendement n° 2 : réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 8060).

LAMANT (Jean-Claude)

Député de l'Aisne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Tourisme. — *Questions* [27 octobre 1987] :

Chemin des Dames (valorisation du patrimoine historique du —) (p. 4886).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, ur-

banisme, logement et services communs. *Questions* [4 novembre 1987] :

Route nationale 2 (p. 5384).

Intérieur. - *Questions* [9 novembre 1987] :

D.G.E. et D.G.F. (conditions d'attribution) (p. 5626).

LAMASSOURE (Alain)

Député des Pyrénées-Atlantiques
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, transférant le contentieux des décisions du conseil de la concurrence à la juridiction judiciaire (n° 638) [16 avril 1987] (p. 450).

Rapporteur du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [21 mai 1987] (p. 1491).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797) [11 juin 1987] (p. 2300).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7066).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Philippe Vasseur et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 84-1286 du 31 décembre 1984 relative à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 813) [1er juillet 1987] (p. 3523).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Feron, relative à la représentation des actionnaires au conseil d'administration des sociétés cotées en bourse (n° 708) [8 juillet 1987] (p. 3875).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le développement du mécénat (n° 795) [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Griotteray et plusieurs de ses collègues, tendant à assurer la transparence du financement des partis politiques et des campagnes électorales en France (n° 879) [8 octobre 1987] (p. 4074).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (Premier ministre : fonction publique) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Maurice Ligot, tendant à étendre le code du travail aux agents contractuels de la fonction publique (n° 939) [5 novembre 1987] (p. 5483).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Raymond Marcellin tendant à la création d'un commissariat général permanent à la modernisation administrative (n° 949) [5 novembre 1987] (p. 5483).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890) [*J.O.* du 12 décembre 1987] (p. 14478).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'amélioration de la décentralisation (n° 973) [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14706).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 638) de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, **tranaférant le contentieux des décisions du conseil de la concurrence à la juridiction judiciaire (n° 690)** [23 avril 1987].

Proposition de loi tendant à modifier **le régime d'importation, d'exportation et de transport du gaz (n° 710)** [7 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 222) de M. Pierre Mazeaud et plusieurs de ses collègues tendant à **rétablir le titre de préfet (n° 832)** [10 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique (n° 797) de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au **contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 857)** [18 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 859), modifiée par le Sénat, transférant le **contentieux des décisions du Conseil de la concurrence** à la juridiction judiciaire **(n° 888)** [25 juin 1987].

Proposition de loi tendant à autoriser **les paris sur la pelote basque (n° 914)** [30 juin 1987].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** Tome VII : **Premier ministre : fonction publique (n° 964)** [8 octobre 1987].

Proposition de loi relative à la **limite d'âge de certains fonctionnaires civils de l'Etat (n° 1138)** [15 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Négociations Est-Ouest sur la dénucléarisation de l'Europe** : « option zéro » ; position de la France sur la sécurité de l'Europe [13 mai 1987] (p. 1065) ;

— **Arrestation et expulsion des terroristes et des sympathisants du mouvement indépendantiste basque en France** : demande le bilan de l'action menée contre l'E.T.A., contre le G.A.L. et contre Iparretarrak depuis 18 mois ; combat du Pays-Basque pour l'emploi et la culture [7 octobre 1987] (p. 3994).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).**

Première lecture, discussion des articles [9 avril 1987] :

Article 1er et annexe *(approbation des orientations de l'annexe)* : son amendement n° 29 (relations de la France avec ses alliés européens) (p. 174) : retiré ; retire ses amendements n° 30 à cet article, et n° 31 et 32 à l'article 3 (p. 175).

— **Projet de loi sur l'épargne (n° 443).**

Première lecture, discussion des articles [16 et 21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *plans d'épargne en vue de la retraite.*

Article 2 *(plafond des versements effectués sur le P.E.R. pouvant être déduits du revenu imposable)* : son approbation de l'article sous réserves (p. 436) ; risque d'évasion fiscale (p. 437).

Article 3 *(emplois du P.E.R. ; fiscalité de ses revenus et plus-values)* : son amendement n° 169 (élargissement des possibilités de placement aux valeurs mobilières non cotées) (p. 445) ; retiré (p. 446) ; son amendement n° 170 (emplois du P.E.R. ; parts sociales de sociétés à statut coopératifs) : retiré (p. 447).

Article 5 *(pénalité de 10 % appliquée au retrait ou à la pension intervenant avant 60 ans et moins de 10 ans après l'ouverture du P.E.R.)* : son amendement n° 171 (pénalité de

20 % sur le retrait ou l'échéance de pension intervenant moins de 5 ans après l'ouverture du P.E.R. et avant l'âge de 60 ans) : retiré (p. 463).

Article 8 *(attribution de crédits d'impôt en fonction de l'âge de retrait du capital ou de liquidation de la pension)* : législation européenne ; valeurs mobilières étrangères dans le P.E.R. (p. 466).

Chapitre III : *rachat d'une entreprise par ses salariés.*

Article 16 *(rachat d'une entreprise par ses salariés ; conditions ; régime fiscal)* : son amendement n° 172 : devenu sans objet (p. 505).

Chapitre IV : *mesures concernant la fiscalité des valeurs mobilières.*

Article 17 *(majoration de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières)* : extension de l'abattement aux sociétés non cotées (p. 506).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administraiton générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues transférant le contentieux des décisions du conseil de la concurrence à la juridiction judiciaire (n° 638).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 avril 1987] :

Conseil constitutionnel (décision du 23 janvier 1987) (p. 670, 672).
Conseil de la concurrence (et notamment nature et compétence du —) (p. 671).
Cour d'appel de Paris (compétence de la —) (p. 672).
Dispositions transitoires (p. 672).
Droits de la défense (p. 671, 672).
Loi du 20 décembre 1986 (raisons de la —) (p. 671).
Ordonnances de 1945 (dispositions essentielles des —) (p. 671).
Ordonnance du 1er décembre 1986 (et notamment dispositions essentielles, débat relatif à l'— et ratification parlementaire) (p. 671).
Répartition des compétences entre les deux ordres de juridiction (p. 671, 672).
Sursis à exécution (p. 672).
Unité de contentieux et de jurisprudence (p. 671).
Voies de recours (p. 671).

Discussion des articles [28 avril 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (rétablissement des conditions de concurrence entre les grandes surfaces) (p. 682) ; contre l'amendement n°2 corrigé de M. Jean-Louis Masson (création par le ministre du conseil de la concurrence et de la commission nationale d'urbanisme commercial) (p. 683) ; contre l'amendement n° 18 de M. Bruno Gollnisch (correction de l'imprécision juridique de l'article 7 de l'ordonnance du 1er décembre 1986) ; contre l'amendement n° 19 de M. Bruno Gollnisch (correction de l'imprécision juridique de l'aticle 8 de l'ordonnance du 1er décembre 1986) (p. 684) ; contre l'amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (suppression de l'article 10 de l'ordonnance du ler décembre 1986 permettant au Gouvernement d'autoriser certaines ententes) ; contre l'amendement n° 4 de M. Jean-Louis Masson (reprenant le projet de loi de rectification de l'ordonnance du 1er décembre 1986) (p. 685).

Article 1er *(recours contre les décisions du conseil de la concurrence devant la cour d'appel de Paris)* : contre l'amendement n° 15 de M. Michel Sapin (de suppression) ; contre l'amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (suppression de l'obligation du ministère d'avocat) (p. 686).

Article 2 *(sursis à exécution)* : contre l'amendement n° 13 de M. Bruno Gollnisch (exécution des décisions du conseil de la concurrence lorsqu'elles sont devenues définitives) (p. 687) ; contre l'amendement n° 14 de M. Bruno Gollnisch (effet suspensif du recours) (p. 688).

Article 3 *(dispositions transitoires)* : contre l'amendement n° 9 de M. Jean-Louis Masson (modification des dispositions transitoires) (p. 689).

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 20 de M. Bruno Gollnisch (modification de la durée de conservation des factures) (p. 689).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [25 juin 1987] :

Cour d'appel (compétences de la —) (p. 3153).
Droits de la défense (garanties des —) (p. 3153).
Ordonnance du 1er décembre 1986 (ratification des articles 12 et 15 de l'—) (p. 3153).
Recours (recevabilité et intérêt à agir) (p. 3153).
Sursis à exécution (conditions et extention du —) (p. 3153).

Discussion des articles [25 juin 1987] (p. 3157) :

Article 1er : pour l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (conditions du sursis à exécution pour les mesures conservatoires) (p. 3156).

Après l'article 3 : pour l'amendement n° 3 rectifié du Gouvernement (ratification des articles 12 et 15 de l'ordonnance du 1er décembre 1986) (p. 3157).

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre III : *dispositions relatives aux établissements d'hospitalisation privés.*

Article 10 *(regroupement des établissements privés)* : ses observations (p. 808, 809) ; son amendement n° 39 (plafonnement de la réduction de capacité des établissements privés) (p. 813) ; rejeté (p. 814).

Article 11 *(conversion de lits)* : son amendement n° 40 : devient sans objet (p. 816).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 et 5 juin 1987] :

Dispositions relatives au travail et à l'emploi :
— adhésion des collectivités locales au régime d'assurance chômage pour les agents non titulaires (p. 1984).

Dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat :
— contractuels (recrutement des —) (p. 1983) ;
— délégation du pouvoir disciplinaire et du pouvoir de nomination (p. 1984) ;
— droit communautaire (harmonisation imposé par le —) (p. 1985) ;
— fusion de corps (p. 1984) ;
— reclassement des officiers et des sous-officiers (p. 1984).

Discussion des articles [11 juin 1987] [12 juin 1987] :

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Avant l'article 39 : son amendement n° 89 (abrogation de la loi du 11 juin 1983) : adopté (p. 2260) ; contre l'amendement n° 244 de M. Jean-Marie Daillet (assimilation des ressortissants de la C.E.E. aux Français pour l'accès à la fonction publique) (p. 2261).

Après l'article 40 : son amendement n° 90 (comités techniques paritaires ayant à connaitre des problèmes relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services devant être également saisis des problèmes de recrutement des personnels) : adopté (p. 2270).

Article 44 *(délégation du pouvoir disciplinaire et du pouvoir de nomination)* : son amendement n° 91 (pouvoir disciplinaire pouvant, pour les sanctions du premier et du second groupe, être délégué indépendamment du pouvoir de nomination) (p. 2274) ; adopté après modification.

Article 45 *(reconduction des dispositions facilitant le rajeunissement des corps d'officiers et de sous-officiers)* : son amendement n° 92 (application de l'article 45 jusqu'au 31 décembre 1991) (p. 2276) ; rejeté (p. 2277).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : son sous-amendement n° 347 corrigé à l'amendement n° 274 de M. Michel Pelchat (extension du champ d'application de l'amendement aux personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics) (p. 2290) ; motif du dépôt de son sous-amendement (p. 2291) ; vote reporté en application de l'article 61, alinéa 3 du Règlement de l'Assemblée nationale ; adopté le 12 juin 1987 (p. 2327).

Article 46 *(abstreinte en matière administrative)* : son amendement n° 93 (élargissement du champ de compétence de la cour de discipline budgétaire aux agents responsables de condamnations à des astreintes d'organismes de droit privé gérant un service public) : adopté (p. 2329).

Après l'article 48 : contre l'amendement n° 201 de M. Jean-Pierre Michel (validation des nominations au premier grade des magistrats inscrits au tableau d'avancement intervenues par décrets antérieurs à l'entrée en vigueur de la présente loi) (p. 2330).

Article 51 *(validation de décrets comportant des dispositions statuaires communes à plusieurs corps)* : son amendement n° 94 (application de l'article aux décrets intervenus avant le 31 mai 1986) : adopté (p. 2331).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :

Communauté européenne et Acte unique européen :
- amendements européens (dépôt d'— sur l'ensemble des projets de loi qui ignoreront la dimension européenne des problèmes) (p. 2478) ;
- marché intérieur unique (calendrier de réalisation du) (p. 2477).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune. Rapporteur [18 et 19 juin 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie soutenue par M. Georges Hage sur les conclusions du rapport de commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, relatives au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 857) (p. 2865, 2866).

Ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie soutenue par M. Georges Hage sur les conclusions du rapport de commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, relatives au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 857) (p. 2969).

Contrôle et information du Parlement sur le budget social de la nation (constitutionnalité, opportunité) (p. 2850, 2865, 2969).

Déficit des régimes sociaux et prévisions (p. 2849).

Historique de la sécurité sociale (p. 2849).

Initiative parlementaire (dévoiement de l'—) (p. 2865).

Partenaires sociaux (articulation des prérogatives des — avec le contrôle du Parlement) (p. 2849, 2850).

Propositions législatives (historique des — tendant au contrôle du Parlement sur le budget social) (p. 2850).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, aur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles. Rapporteur pour avis suppléant [7 juillet 1987] :

Article 3 *(gestion des comptes d'association par les organismes d'utilité publique agréés à cet effet) :* ses observations ; fondation pour la recherche médicale (p. 3691).

Article 4 *(acquisition d'œuvres d'art par les entreprises) :* soutient le sous-amendement n° 97 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (régime fiscal devant également couvrir les dons d'œuvres d'art aux associations reconnues d'utitilité publique et aux fondations du secteur culturel) (p. 3694) ; rejeté (p. 3695).

Article 12 *(élargissement de la capacité juridique et financière des associations) :* soutient l'amendement n° 32 de la commission des lois (forme nominative des titres détenus par les associations) : retiré (p. 3710).

Avant l'article 13 : pour le sous-amendement n° 91 de M. Trémège à l'amendement n° 14 de la commission (raison et dénomination sociale de la fondation reconnue d'utilité publique créée à l'initiative d'une ou plusieurs sociétés commerciales) (p. 3729).

— Projet de loi de finances (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [29 octobre 1987] :

Fonction publique (p. 5025, 5026).

Pouvoir d'achat des traitements (p. 5026).

Sericyx (mission confiée à M. Hervé —) (p. 5025).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, discussion des articles [17 et 18 novembre 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions relatives aux droits de sociétés.*

Après l'article 9 : son amendement n° 25 (durée du mandat des commissaires aux comptes) : rejeté (p. 6000).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Après l'article 7 : son amendement n° 227 (possibilité pour les communes de concéder la distribution du gaz sur leur territoire) : retiré (p. 7444).

Article 14 *(contrôle financier des comptes des collectivités locales) :* soutient l'amendement n° 79 de la commission (publicité des conclusions de la chambre régionale des comptes) (p. 7453) ; rejeté (p. 7454).

Après l'article 14 : son amendement n° 121 rectifié (cour de discipline budgétaire) (p. 7464) ; adopté ; son amendement n° 120 (confidentialité des travaux d'instruction et de préparation accomplis par les rapporteurs de la Cour des comptes avant que les rapports ne soient soumis à la décision de la cour) : adopté ; son amendement n° 122 (règle de quorum pour les chambres régionales des comptes dans les régions d'outre-mer) : adopté ; son amendement n° 119 (conditions d'accès à la présidence des chambres régionales des comptes) (p. 7465, 7466) ; adopté (p. 7467).

Titre VII : *dispositions diverses relatives aux syndicats d'agglomérations nouvelles.*

Après l'article 27 : son amendement n° 151 soutenu par M. Jean Briane (précisant que les dispositions de l'article L. 315-2-1 du code de l'urbanisme entreront en vigueur au 8 juillet 1988) : rejeté (p. 7522).

LAMBERT (Jérôme)

Député de la Charente
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 21 janvier 1987] (p. 1027).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 21 janvier 1987] (p. 1027).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [11 juin 1987] :

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Article 44 *(délégation du pouvoir disciplinaire et du pouvoir de nomination) :* son sous-amendement n° 278 soutenu par M. Michel Sapin (restriction de l'amendement aux sanctions du premier groupe) (p. 2274) ; à l'amendement n° 91 de M. Alain Lamassoure (pouvoir disciplinaire, pouvant pour certaines sanctions être délégué indépendamment du pouvoir de nomination) ; rejeté (p. 2276).

LAMBERT (Michel)

Député de l'Orne
Non inscrit
Puis *socialiste*

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 17 avril 1987] (p. 4388).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 212,** posée le 12 mai 1987 : **emploi (politique et réglementation : Basse-Normandie)** (p. 1058) ; appelée le 15 mai 1987 : **bassin d'emploi de Flers-Condé-sur-Noireau** : suppressions d'emplois ; insuffisance des liaisons routières du bassin (p. 1194, 1195).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Questions* [26 octobre 1987] :

Radiotechnique (problème du centre industriel de la —) (p. 4824, 4825).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Avant l'article 56 : soutient l'amendement n° 60 rectifié de M. Marcel Wacheux (fusion de communes ; harmonisation des valeurs locatives et des abattements) ; propose la modification de l'amendement n° 362 du Gouvernement ; retire l'amendement n° 60 rectifié (p. 5852).

LANG (Jack)

Député du Loir-et-Cher
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5855).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5855).

LARRAT (Gérard)

Député de l'Aude
U.D.F.

Devenu député le 31 octobre 1987, en remplacement de M. Jean-Pierre Cassabel, décédé [*J.O.* du 31 octobre 1987] (p. 12771).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 11 novembre 1987] (p. 13186).

DEPOTS

Proposition de loi organique relative à l'**indemnisation des membres du Parlement (n° 1180)** [22 décembre 1987].

Proposition de loi tendant à modifier les articles L. 442-8 et L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation dans le but de **faciliter la sous-location** par les organismes mentionnés à l'article L. 411-2 dudit code aux **personnes âgées ou handicapées (n° 1194)** [22 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).**

Première lecture, avant la discussion des articles [16 décembre 1987] :

Développement des enseignements artistiques (nécessité des —) (p. 7590).

Dimension européenne de l'art (p. 7590).

Discussion des articles [16 décembre 1987] :

Chapitre Ier : *des enseignements artistiques dispensés dans les établissements scolaires et les établissements d'enseignement supérieur.*

Article 5 *(participation d'intervenants extérieurs dans les enseignements artistiques) :* son amendement n° 49 (compétences des intervenants extérieurs) : satisfait (p. 7600).

LAUGA (Louis)

Député des Landes
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971) [28 octobre 1987] (p. 5014).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971) [*J.O.* du 24 novembre 1987] (p. 13896).

DEPOTS

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 1/87 : propositions de la commission des communautés sur les **prix agricoles** et mesures connexes pour la campagne 1987-1988 [8 avril 1987].

Proposition de loi tendant à modifier le service des **prestations familiales (n° 751)** [19 mai 1987].

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 12/87 : propositions de la commission des communautés relatives aux **stabilisateurs « agro-budgétaires »** [18 novembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Déduction fiscale pour les cotisations versées par les agriculteurs à des régimes complémentaires facultatifs** [6 mai 1987] (p. 894).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).**

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [24 juin 1987] (p. 3123, 3131) [25 juin 1987] (p. 3158) :

Indemnisation des rapatriés :

— coefficient correcteur des biens agricoles (p. 3162).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).**

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre II : *maîtrise de l'urbanisme.*

Article 16 *(prise en compte des risques naturels ou technologiques dans les différents documents d'urbanisme) :* son amendement n° 53 corrigé (attribuant compétence au conseil d'orientation de la forêt méditerranéenne pour proposer certaines recommandations) : rejeté.

Article 16 *bis* *(servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol autour de certaines installations classées) :* son amendement n° 54 (protection de la faune et de la flore) : retiré (p. 3829).

Chapitre III : *défense de la forêt contre l'incendie.*

Article 18 *(mise en valeur agricole ou pastorale) :* son amendement n° 55 (extension des dispositions aux végétations arbusives) : adopté (p. 3845) ; son amendement n° 56 (extension des dispositions aux activités d'élevage) (p. 3846) ; retiré (p. 3847).

Après l'article 19 : son amendement n° 58 (extension de l'obligation de débroussaillement) : retiré (p. 3849).

Chapitre IV : *prévention des risques technologiques.*

Article 29 *(pouvoirs de l'administration en cas de sécheresse grave) :* son amendement n° 59 (protection du patrimoine piscicole) : retiré (p. 3855).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :
Remplacé par M. Bertrand Cousin : fédération nationale des foyers ruraux (réduction des crédits affectés à la -) (p. 4775).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971).**

Première lecture, avant la discussion des articles :
Rapporteur pour avis [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :
Caisse nationale de crédit agricole :
- directeur général (nomination) (p. 6077) ;
- évaluation de la - (p. 6078) ;
- statut (p. 6077).

Caisses régionales :
- fonds propres et capacités financières (p. 6078).

Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire (rôle du -) (p. 6079).
Crédit agricole :
- développement et adaptation du - (p. 6079) ;
- indépendance du - à l'égard de l'État (p. 6079) ;
- maintien de la vocation et du rôle spécifique du — (p. 6078).

Fonds commun de garantie (p. 6078, 6079).
Mutualisation ou privatisation (p. 6077).

Discussion des articles. Rapporteur pour avis [20 novembre 1987] [21 novembre 1987] :

Article 1er *(transformation en société anonyme de la caisse nationale de crédit agricole après absorption du fonds de garantie) :* ses amendements n° 12 et 13 : devenus sans objet (p. 6168).

Après l'article 10 *bis* : pour l'amendement n° 18 rectifié de M. Michel Cointat (création d'un comité permanent du financement de l'agriculture) ; pour le sous-amendement n° 103 rectifié du Gouvernement à l'amendement n° 18 rectifié (présidence assurée par le président du comité supérieur d'orientation)(p. 6256).

Article 11 *(organisation économique et financière de l'agriculture) :* son amendement n° 17 (modification de l'article 4 de la loi du 4 juillet 1980) : retiré (p. 6257).

Article 13 *(conseil d'administration des caisses régionales) :* ses observations sur l'attribution de la majorité aux agriculteurs dans les conseils d'administration (p. 6259).

LAURAIN (Jean)

Député de la Moselle
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843) [*J.O.* du 5 juillet 1987] (p. 7378).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instituer le statut de **patriote réfractaire** à l'annexion de fait pour les **habitants des départements du Rhin et de la Moselle** expulsés ou réfugiés de ces départements lors de leur **annexion dès 1940 (n° 911)** [30 juin 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 184,** posée le 7 avril 1987 : **sidérurgie (emploi et activité : Lorraine)** (p. 68) ; appelée le 10 avril 1987 : **sidérurgie lorraine** (p. 212, 213, 214) ;

— **n° 229,** posée le 19 mai 1987 : **chimie (entreprises : Moselle)** (p. 1352, 1353) ; appelée le 22 mai 1987 : **situation de l'industrie chimique en Lorraine** : incidence des décisions prises par le nouveau P.D.G. de C.D.F.-Chimie ; avenir du site de Dieuze (p. 1505, 1506) ;

— **n° 228 de M. Joseph Menga** ; appelée le 22 mai 1987 : **projet du pont de Normandie** (p. 1513) ;

— **n° 297,** posée le 17 novembre 1987 : **politique économique (généralités : Lorraine)** (p. 6007) ; appelée le 20 novembre 1987 : **situation économique et sociale en Lorraine** : aggravation du chômage ; engagements pris par le Gouvernement ; crédits inscrits dans le projet de loi de finances pour 1988 (p. 6142, 6143) ;

— **n° 298 de M. Charles Metzinger** : appelée le 20 novembre 1987 : **bassin d'emploi de la Lorraine** : dégradation du climat social par suite de la situation aux Houillères de Lorraine et à C.D.F.-Chimie (p. 6144) ; baisse des effectifs (p. 6145).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).**

Première lecture, avant la discussion des articles [19 mai 1987] :
Emplois réservés (p. 1309).
Handicapés :
- intégration scolaire des — (p. 1309) ;
- formation professionnelle (et notamment situation des centres de rééducation professionnelle) (p. 1309, 1310).

Discussion des articles [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-6 du code du travail* (détermination du salaire des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : ses observations sur les amendements n° 41 de M. Didier Chouat et 132 de M. Michel Hannoun (définition du défaut de rendement pouvant entraîner une diminution du salaire) (p. 1381).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :
Afrique du Nord (anciens combattants d'— et notamment campagne double et retraite anticipée) (p. 4681).
Alsaciens et Mosellans (patriotes réfractaires à l'annexion de fait entre 1940 et 1944) (p. 4681).
Centre d'études et de recherches sur l'appareillage des handicapés (C.E.R.A.H.) (p. 4680, 4681).
Harkis (p. 4681).
Information historique (service d'—) (p. 4680).
Nécropoles et cimetières militaires (réfection des —) (p. 4681).
Office national des anciens combattants et victimes de guerre (O.N.A.C.) (p. 4680, 4681).
Pensions (proportionalité des —) (p. 4681).
Rapport constant (rattrapage du —) (p. 4679).
Résistants (p. 4681).

Vote des crédits [22 octobre 1987] :

Après l'article 65 : pour l'amendement n° 122 du Gouvernement (patriotes d'Alsace et de Moselle réfractaires à l'annexion de fait pendant la deuxième guerre mondiale) ; statut des patriotes réfractaires à l'annexion de fait ; dépense supplémentaire créée par cet amendement (p. 4696).

Jeunesse et sports. — *Questions* [27 octobre 1987] :
F.O.N.J.E.P. (modalités d'attribution des postes) (p. 4940, 4941).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [17 décembre 1987] :
Anciens combattants (retraite mutualiste et nouveau décrochage des pensions des —) (p. 7670, 7671).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à permettre l'accès des conjoints de certaines personnes décédées en service aux emplois réservés (n° 1037).**

Première lecture, avant la discussion des articles [4 décembre 1987] :
Extension des catégories de personnes pouvant accéder aux emplois réservés (p. 6804).
Législation sur les emplois réservés (p. 6804, 6805).
Sauveteurs bénévoles de la société nationale des sauvetages en mer (p. 6804).

Discussion des articles [4 décembre 1987] :

Article 1er *(droit aux emplois réservés des conjoints de certaines personnes décédées en service) :* soutient l'amendement n° 8 de M. Jean-Hugues Colonna (extension des dispositions du projet aux sauveteurs bénévoles de la société nationale des sauvetages en mer) : retiré (p. 6807).

LAURISSERGUES (Christian)

Député du Lot-et-Garonne
Socialiste
Questeur de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Est nommé questeur de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 4).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission spéciale constituée pour l'examen de la proposition de résolution (n° 798) présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice [*J.O.* du 10 juin 1987] (p. 6240).

LAVEDRINE (Jacques)

Député du Puy-de-Dôme
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

LE BAILL (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie (n° 781) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : environnement) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Rapporteur de la proposition de loi relative au transport des matières dangereuses (n° 912) [12 novembre 1987] (p. 5817).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038) [*J.O.* du 3 décembre 1987] (p. 14092).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

DEPOTS

Proposition de loi destinée à favoriser l'exploitation à des fins historiques des **archives publiques relatives à la seconde guerre mondiale (n° 910)** [30 juin 1987].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)**. Tome IX : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : environnement (n° 965)** [8 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à faciliter la **recherche historique (n° 1236)** [23 février 1988].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 242,** posée le 9 juin 1987 : **énergie (énergie nucléaire)** (p. 2157). Appelée le 12 juin 1987 : **société Novatome** : maintien de l'entité Novatome nécessaire à la remise en état des installations de Creys-Malville ; prévention des risques technologiques (p. 2308) ;

— **n° 243,** de M. Michel de Sainte-Marie appelée le 12 juin 1987 : **centres sociaux et centres socio-culturels** : difficultés dues à l'importance diminution des crédits affectés à la vie associative dans le budget pour 1987 (p. 2316).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Coopération européenne et internationale (p. 3301).
Information (p. 3300, 3301).
Population (formation de la -) (p. 3301).

Discussion des articles [8 juillet 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 187 (domaines visés par le projet de loi) (p. 3772) ; rejeté (p. 3773).

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Article 1er *(définition de la sécurité civile ; plans d'organisation des secours ; urgence) :* ses observations ; contre l'amendement n° 146 de M. Guy Le Jaouen (notification des risques nucléaires au sein des risques civils) (p. 376).

Article 7 *(pouvoirs des représentants de l'Etat dans le département) :* soutient l'amendement n° 157 de M. Robert Chapuis (tendant à conserver une coordination étroite entre le représentant de l'Etat et les collectivités concernées) : rejeté (p. 3800) ; soutient l'amendement n° 158 de Mme Odile Sicard (application des plans O.R.S.E.C. départementaux aux secours en montagne et en mer) : rejeté (p. 3801).

Article 11 *(financement des opérations de secours) :* son amendement n° 160 (précisant les opérations de secours concernées) : retiré par Mme Odile Sicard (p. 3805).

Article 12 *(mission du directeur départemental des services d'incendie et de secours) :* son amendement n° 193 (suppression du paragraphe 1er de l'article 12) : rejeté (p. 3808).

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre 1er : *information.*

Avant l'article 15 : soutient l'amendement n° 206 de M. Alain Richard (droit à la formation) : rejeté (p. 3812).

Article 15 *(information du public) :* ses observations (p. 3813, 3814) ; soutient l'amendement n° 207 de M. Alain Richard (tendant à préciser le droit à l'information et à la formation du public en matière de risques civils et militaires) : rejeté (p. 3816).

Après l'article 16 : ses observations sur l'amendement n° 31 de la commission de la production (statut du conseil supérieur de la sécurité et de l'information nucléaire) (p. 3820).

Chapitre II : *maîtrise de l'urbanisme.*

Article 16 *bis* *(servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol autour de certaines installations classées) :* soutient l'amendement n° 210 de M. Alain Richard (extension du dispositif aux installations déjà existantes) : rejeté (p. 3838).

Chapitre III : *défense de la forêt contre l'incendie.*

Article 17 *(effets de la déclaration d'utilité publique) :* ses observations (p. 3842) ; soutient l'amendement n° 211 de M. René Souchon (de suppression) (p. 3843) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 212 de M. René Souchon (insertion des dispositions relatives aux exceptions au contrôle des défrichements) : rejeté (p. 3844).

Article 18 *(mise en valeur agricole ou pastorale) :* soutient l'amendement n° 165 de M. René Souchon (extension des dispositions aux végétations abusives) : devenu sans objet (p. 3845) ; soutient et corrige l'amendement n° 166 de M. René Souchon (suppression de l'avant dernier alinéa du texte pro-

posé) : rejeté ; soutient et corrige l'amendement n° 167 de M. René Souchon (suppression du dernier alinéa du texte proposé) : rejeté (p. 3846).

Article 19 *(financement du débroussaillement)* : soutient l'amendement n° 213 de M. René Souchon (de suppression) (p. 3847) ; rejeté (p. 3848).

Après l'article 24 *quater* : soutient l'amendement n° 184 de M. René Souchon (création de forêts de protection) : rejeté (p. 3853).

Chapitre IV : *prévention des risques naturels.*

Article 25 *(zones exposées à un risque sismique ou cyclonique)* : son amendement n° 185 (décret en Conseil d'Etat quant aux modalités d'information du public) : retiré (p. 3854).

Après l'article 29 : ses observations sur l'amendement n° 214 de M. Alain Richard (prise en compte des risques biotechnologiques) (p. 3857).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [30 octobre 1987] :

Air (lutte contre la pollution de l') (p. 5167).
Crédits (évolution, montant, répartition) (p. 5166).
Eau (lutte contre la pollution de l') (p. 5167).
Installations classées (p. 5167).
Nucléaire (déchets et prévention des risques) (p. 5168).
Parcs nationaux et réserves naturelles (situation des —) (p. 5168).
Plans d'exposition aux risques (mise en œuvre des) (p. 5167).
Recherche (p. 5168).

Examen des crédits (p. 5181) :

Etat B, titre III : pour l'amendement n° 201 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits).

Etat C, titre VI : pour l'amendement n° 202 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 5182) ; pour l'amendement n° 203 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 5183).

— Projet de loi relatif à la transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000).

Première lecture, avant la discussion des articles. [12 décembre 1987] :

Automobile (industrie) :
- situation des constructeurs français (et notamment P.S.A.) (p. 7291).
- situation de l'industrie automobile internationale (p. 7291).

Crise économique et monétaire (p. 7290).
Ordonnance du 16 janvier 1945 prise par le Gouvernement de la Libération (esprit de l') (p. 7292, 7293).
Ordre du jour (p. 7290).
Renault-R.N.U.R. :
- endettement (et abandon par le Gouvernement d'une créance de 12 milliards de francs) (p. 7292, 7293).
- Etat (engagement et intervention de l'— actionnaire) (p. 7292).
- législation européenne (règles de la - du traité de Rome et de l'Acte unique européen) (p. 7293).
- privatisation (camouflée) (p. 7291).
- productions et innovation technologique (p. 7292).
- salariés (situation et opinion des —) (p. 7292).
- transformation de Renault en société anonyme (raisons et moyens de la) (p. 7290, 7291).

LECUIR (Marie-France)

Député du Val-d'Oise
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 4).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, discussion des articles [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation de l'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) — article L. 323-8-4 du code du travail* (actions financées par le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : son amendement n° 55 (actions d'insertion financées par le fonds) : adopté.

Article 3 *(commission départementale des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés)* : son amendement n° 65 (champ d'intervention de la commission départementale) : rejeté (p. 1415).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Questions* [30 octobre 1987] :

Politique culturelle menée depuis 1986 : (p. 5143, 5144).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).

Première lecture, discussion des articles [16 décembre 1987] :

Chapitre II : *de la reconnaissance des établissements et de l'homologation des titres et diplômes.*

Article 9 *(avantages liés à l'homologation des titres et diplômes)* : son amendement n° 42 soutenu par M. Bernard Schreiner (décret en Conseil d'Etat fixant la liste des diplômes délivrés par les établissements publics soumis au contrôle du ministère de la culture qui permettent à leurs titulaires d'être candidats au C.A.P.E.S. et à l'agrégation dans les disciplines artistiques) : devenu sans objet (p. 7604).

Chapitre III : *du haut comité des enseignements artistiques.*

Article 14 *(rapport au Parlement sur les crédits destinés aux enseignements artistiques)* : son amendement n° 46 soutenu par M. Bernard Schreiner (gouvernement présentant chaque année au Parlement un rapport mettant en évidence le montant et l'utilisation des crédits affectés au développement des enseignements artistiques et l'évolution des besoins) : rejeté (p. 7607).

LE DEAUT (Jean-Yves)

Député de la Meurthe-et-Moselle
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores sur la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières (n° 1022) [12 novembre 1987] (p. 5817).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affraires étrangères sur le projet de loi (n° 1022) autorisant l'approbation d'une convention d'**assistance administrative mutuelle** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République fédérale islamique des Comores** sur la prévention, la recherche et la répression des **fraudes douanières (n° 1081)** [26 novembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Caisse des Français de l'étranger : demande les conditions dans lesquelles se sont déroulés les appels d'offre d'une étude d'informatisation de la caisse des Français de l'étranger [16 décembre 1987] (p. 7544) ;

orales sans débat :

— **n° 236,** posée le 2 juin 1987 : **recherche (politique et réglementation : Lorraine)** (p. 1835, 1836) ; appelée le 5 juin 1987 : **mesures en faveur de la Lorraine** : remplacé par M. François Loncle (p. 2022, 2023, 2024).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles [27 mai 1987] :

Chapitre 1er : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Après l'article 12 : son amendement n° 125 soutenu par M. Jean-Pierre Worms (tendant à faciliter la réinsertion en France des personnels contractuels civils de la coopération scientifique et technique) : rejeté (p. 1741).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. — *Vote des crédits* [22 octobre 1987] :

Etat B, titre IV : contre l'amendement n° 63 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits destinés à l'association des volontaires du progrès) ; intérêts comparés de la promotion de l'aide alimentaire et de l'aide à la production alimentaire (p. 4672).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Aide alimentaire au tiers-monde (p. 4734).
Industrie agro-alimentaire (p. 4735).
Recherche (p. 4734, 4735).

Vote des crédits :

Agriculture :

Etat B, titre IV : soutient l'amendement n° 137 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 4783) ; rejeté (p. 4784).

Education nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. — *Examen des fascicules* [29 octobre 1987] :

Enseignement supérieur :
Allocation de recherche (p. 5085).
Bourses et actions sociales universitaires (p. 5086).
Rapports avec l'entreprise (p. 5086).

Recherche :
Chercheurs (effectif des —) (p. 5085).
Crédit d'impôt — recherche (p. 5086).
Institut national de recherches agronomiques (I.N.R.A.) (p. 5086).
Recherche industrielle (coopération C.N.R.S./Saint-Gobain en Lorraine) (p. 5085, 5086).

Questions :

Aquitaine (charte de développement pour la recherche scientifique et technique) (p. 5036).
Bourses universitaires (étudiants dont la famille réside à l'étranger) (p. 5096).
Institut de biotechnologie de Nancy (p. 5096).
Institut lorrain des matériaux (p. 5096).

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [3 novembre 1987] :

Politiques sociales et sectorielles :
— immigration (politique de l' —) (p. 5267, 5268).

Affaires étrangères, premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule* [5 novembre 1987] :

Emission de Radio France Internationale et de T.V.5 à l'étranger (p. 5460).
Français de l'étranger (aides aux — et rôle des —) (p. 5459, 5460).
Visas (p. 5460).

Intérieur. — *Questions* [9 novembre 1987] :

Lycées (compétence en matière de construction et d'entretien) (p. 5629).

Economie, finances et privatisation, services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'imprimerie nationale. — *Questions* [12 novembre 1987] :

Formation des cadres à l'exportation (p. 5764).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Chefs d'entreprise (âge des — ; problème des disparitions d'entreprises faute de successeur) (p. 5980).
Entreprise Gouvy en Moselle (p. 5980).
Transmission d'entreprise :
— donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension aux tiers) (p. 5981).
— fiscalité (p. 5980, 5981).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores sur la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières (n° 1022).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique :
Rapporteur [1er décembre 1987] :

Echanges commerciaux avec les Comores (p. 6592).
Mayotte (situation de —) (p. 6592).
Répression de la fraude douanière (principales dispositions du projet) (p. 6591, 6592).

LEDRAN (André)

Député du Calvados
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 258,** posée le 16 juin 1987 : **logement (prêts)** (p. 2501) ; appelée le 19 juin 1987 : **renégociation des prêts en accession à la propriété** : nécessité d'une loi créant un droit à la renégociation et mettant fin au pouvoir discrétionnaire des organismes prêteurs (p. 2896, 2897) ; accroissement du nombre de saisies immobilières (p. 2898).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, discussion des articles [9 avril 1987] :

Article 4 *(abrogation de la loi de programmation en vigueur) :* son approbation sur le fond mais ses réserves sur l'abrogation d'une loi de programmation en cours d'exécution ; coopération européenne pour la fabrication d'armements ; débordement de démagogie en direction de l'armée (p. 184, 185).

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [10 avril 1987] :

Forces de l'ordre (et notamment présence des — et répression) (p. 264).
Régionalisation (et notamment politique du Gouvernement à l'égard des régions) (p. 263).

Discussion des articles [14 avril 1987] :

Article 1er *(organisation de la consultation référendaire) :* son opposition (p. 311).

Article 3 *(définition du corps électoral) :* ses réserves (p. 314).

Article 8 *(compétences de la commission) :* ses observations sur la présence des forces armées au moment du référendum (p. 319).

Article 10 *(déplacement des bureaux de vote)* : ses réserves (p. 320).
Article 14 *(vote par correspondance)* : son opposition (p. 323, 324).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :
Titre 1er : *organisation de la sécurité civile.*
Article 3 *(autorité compétente pour diriger les opérations de secours)* : son amendement n° 155 (coordination des moyens de secours terrestres et maritimes par un seul représentant de l'Etat) : rejeté (p. 3787).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Vote des crédits* [10 novembre 1987] :
Article 35 *(dépenses en capital des services militaires ; mesures nouvelles).*
Titre V : son amendement n° 322 (réduction des crédits de paiement ouverts au paragraphe II de l'article 35) ; gendarmerie ; défense opérationnelle du territoire ; services rendus aux populations ; services de secours ; avenir des brigades territoriales dans les régions dépeuplées (p. 5709) ; retiré (p. 5710).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :
Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :
éducation en Nouvelle-Calédonie (p. 6317).
« Incidents » en Nouvelle-Calédonie :
fusillade de Hienghène (et suites judiciaires) (p. 6318) ;
manifestation du 22 août (p. 6318).
Organisation des pouvoirs publics en Nouvelle-calédonie :
régionalisation (p. 6317) ;
régions (redécoupage des) (p. 6317).

Discussion des articles :
Titre Ier : des compétences de l'Etat, du territoire, des régions, des communes et de l'Assemblée coutumière.
Article 7 *(compétences des régions)* : soutient l'amendement n° 118 de M. Robert Le Foll (compétences des régions en matière d'enseignement primaire obligatoire et de langues et cultures locales) : rejeté (p. 6359).
Titre II : de l'organisation des pouvoirs publics du territoire.
Chapitre 1er : *le conseil exécutif.*
Section 3 : attributions du conseil exécutif et de son président.
Article 31 *(compétences du conseil exécutif)* : ses observations (p. 6372, 6373).
Chapitre IV : *le comité économique et social.*
Après l'article 89 : soutient l'amendement n° 125 de M. Robert Le Foll (conseil de région pouvant créer un comité économique et social régional) : rejeté (p. 6409).
Titre III : des institutions de la région.
Chapitre III : *le personnel de la région.*
Article 111 *(contractuels et fonctionnaires détachés)* : soutient l'amendement n° 127 de M. Robert Le Foll (ouverture, pendant une période de trois ans, de l'accès aux emplois de la fonction publique du territoire à des personnes qui, par leur expérience professionnelle et leurs aptitudes reconnues, peuvent être mises au service de la région) (p. 6413) ; rejeté (p. 6414).

LE DRIAN (Jean-Yves)

Député du Morbihan
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 209**, posée le 12 mai 1987 : **cultures régionales (breton)** (p. 1058) ; appelée le 15 mai 1987 : **langue et culture bretonnes** : désengagement de l'Etat pour toutes les actions menées en faveur de la promotion des langues et cultures minoritaires (p. 1186, 1187).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Questions* [23 octobre 1987] :
Tempête en Bretagne (réparation des dommages causés par la —) (p. 4559).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :
Article 58 *(taxe professionnelle sur les arsenaux de l'Etat)* : son approbation sous réserve de précision (p. 5879) ; son sous-amendement n° 364 (assujettissement à la taxe professionnelle des activités d'étude et de recherche appliquée) à l'amendement n° 272 de la commission (assujettissement à la taxe professionnelle de l'entretien et des grosses réparations qui ne relèvent pas de la mise en œuvre opérationnelle des forces armées) (p. 5880) ; adopté (p. 5881).

LE FOLL (Robert)

Député de la Seine-et-Marne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 1er avril 1987] (p. 3628).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 1er avril 1987] (p. 3628) [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614) [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Alain Vivien et plusieurs de ses collègues, relative à la réquisition d'emprise totale dans le cadre de l'expropriation d'une exploitation agricole (n° 821) [8 juillet 1987] (p. 3875).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008) [*J.O.* du 16 décembre 1987] (p. 14661).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Polynésie** : situation sociale de la Polynésie [28 octobre 1987] (p. 4982) ;

orales sans débat :

— **n° 306**, posée le 24 novembre 1987 : **matériel électrique et électronique (entreprises)** (p. 6422) ; appelée le 27 novembre 1987 : **société Thomson C.G.R.-Ultrasonic** : décision prise par Thomson de faire gérer ses activités médicales par des filiales américaines de Général Electric ; perte d'un secteur industriel de pointe ; licenciements en découlant chez Thomson et dans les entreprises sous-traitantes (p. 6485, 6486).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 814).

Première lecture, avant la discussion des articles [10 avril 1987] :
Soutient l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe (p. 232) ; rejetée au scrutin public (p. 238).
Colonie de peuplement (et notamment lettre de M. Messmer du 19 juillet 1972) (p. 232).

Concertation entre le Gouvernement et l'ensemble des communautés (p. 234).
Décolonisation (p. 232).
Définition du corps électoral (et notamment notion de population intéressée) (p. 234).
Domaine foncier (redistribution du —) (p. 233, 235).
Forces de l'ordre (et notamment présence des — et répression) (p. 233, 234).
Régionalisation (et notamment politique du Gouvernement à l'égard des régions) (p. 233).

Discussion des articles [14 avril 1987] :

Article 1er *(organisation de la consultation référendaire) :* son opposition (p. 309, 310, 311) ; son amendement n° 22 soutenu par M. Pierre Joxe (de suppression) : rejeté (p. 312) ; son opposition à l'amendement n° 20 du Gouvernement (définition de la question posée aux électeurs) (p. 312, 313).

Article 3 *(définition du corps électoral) :* son opposition (p. 314).

Article 5 *(commissions administratives chargées d'établir les listes électorales) :* son opposition (p. 317, 318).

Article 6 *(inscription postérieure à la clôture des listes) :* son opposition (p. 318).

Article 7 *(création d'une commission de contrôle) :* ses observations (p. 319).

Article 8 *(compétences de la commission) :* ses réserves (p. 319, 320).

Article 13 *(vote par procuration) :* ses réserves (p. 322, 323).

Commission mixte paritaire [6 mai 1987] (p. 899) ;

Composition pluri-ethnique de la population calédonienne (et notamment décloisonnement culturel et éthnique) (p. 900).
Coutumes (p. 900).
Définition du corps électoral (p. 900).
Economie calédonienne (relance de l'—) (p. 900).
Fonctionnaires (déplacement des —) (p. 900).
Indépendance association (concept d'—) (p. 900).
Mesures sociales (p. 900).
Modifications apportées par la commission mixte paritaire (p. 899).
O.N.U. (délibération de l'— à l'égard de la Nouvelle-Calédonie) (p. 900).
Référendum (opportunité du —) (p. 900).
Régionalisation (et notamment politique du Gouvernement à l'égard des régions) (p. 900).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 901).

— Projet de loi portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 688).

Première lecture, avant la discussion des articles [22 juin 1987] :

Assurance vieillesse (mise en place d'un régime d'— comparable à celui de la métropole) (p. 3001).
Minimum vieillesse (institution d'un —) (p. 3001).
Vote favorable du groupe socialiste (p. 3001).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Edouard Fritch et plusieurs de ses collègues, relative au transfert de la compétence du second cycle de l'enseignement du second degré au territoire de la Polynésie française (n° 718).

Première lecture, avant la discussion des articles [22 juin 1987] :

Commission paritaire de concertation (p. 3017).
Consultation des partenaires sociaux (p. 3018).
Convention entre l'Etat et le territoire (modalités du transfert des compétences et des crédits correspondants) (p. 3017).
Diplômes (valeur des —) (p. 3017).
Enseignement du second cycle du second degré (date du transfert au territoire des compétences de l'—) (p. 3017).

Explications de vote :

Abstention du groupe socialiste (p. 3019).
Imprécision du texte (p. 3019).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Edouard Fritch et plusieurs de ses collègues, tendant à étendre au territoire de la Polynésie française le champ d'application de la loi n° 77-748 du 8 juillet 1977 relative aux sociétés anonymes à participation ouvrière (n° 514).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [22 juin 1987] :

Abstention du groupe socialiste (p. 3021).
Loi du 26 avril 1917 (dispositions de la —) (p. 3021).
Sociétés anonymes à participation ouvrière (extension à la Polynésie française du régime des —) (p. 3021).
Société U.T.A. (exclusion des salariés polynésiens de la — du bénéfice de la participation ouvrière) (p. 3021).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jacques Lafleur et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 412).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [22 juin 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 3023, 3024).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :

Communauté économique européenne (intégration des D.O.M.-T.O.M. dans la —) (p. 4581).
Crédits (montant et répartition des —) (p. 4581).
Investissement dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment F.I.D.O.M. et F.I.D.E.S.) (p. 4580).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 6289, 6290, 6291, 6292, 6293, 6294) ; rejetée au scrutin public (p. 6297).
Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :
— déclarations de membres du Parti socialiste sur la Nouvelle-Calédonie (p. 6322) ;
— déclarations du Président de la République du 16 novembre 1987 (p. 6322) ;
— économie de la Nouvelle-Calédonie (p. 6321, 6322) ;
— éducation en Nouvelle-Calédonie (p. 6292) ;
— situation des D.O.M.-T.O.M. (et notamment Polynésie) (p. 6290, 6294).
Evolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie :
— référendum du 13 septembre 1987 (p. 6290, 6291).
« Incidents » en Nouvelle-Calédonie :
— affaire « Radio Rythme Bleu » (p. 6290) ;
— fusillade de Hienghène (et suites judiciaires) (p. 6291).
Organisation des pouvoirs publics en Nouvelle-Calédonie :
— coutume et Assemblée coutumière (p. 6321, 6322) ;
— régionalisation (p. 6321) ;
— régions (redécoupage des —) (p. 6289, 6293).

Discussion des articles [25 novembre 1987] :

Article 1er *(composition du territoire de la Nouvelle-Calédonie ; principe de libre administration et d'autonomie interne) :* son amendement n° 112 (de suppression) (p. 6335) ; rejeté ; contre l'amendement n° 86 de M. Roger Holeindre (suppression de la référence « signes distinctifs permettant à la Nouvelle-Calédonie de marquer sa personnalité ») (p. 6336).

Article 2 *(institutions du territoire) :* son amendement n° 113 (de suppression) : rejeté (p. 6337).

Article 3 *(délimitation des régions de Nouvelle-Calédonie) :* son opposition (p. 6338) ; son amendement n° 114 (nouveau découpage des régions en Nouvelle-Calédonie) (p. 6339) ; rejeté (p. 6340).

Article 4 *(représentation de la coutume) :* son amendement n° 115 (création dans chaque région d'un conseil consultatif coutumier) (p. 6341) ; rejeté (p. 6342).

Titre Ier : des compétences de l'Etat, du territoire, des régions, des communes et de l'Assemblée coutumière.
Article 6 *(compétences de l'Etat)* : problème foncier en Nouvelle-Calédonie (p. 6344, 6345) ; son amendement n° 116 (création d'un office foncier de la Nouvelle-Calédonie et dépendances) (p. 6348) ; rejeté ; son amendement n° 117 (création d'un office culturel, scientifique et technique canaque) : rejeté (p. 6349).
Article 7 *(compétences des régions)* : ses observations (p. 6358) ; son amendement n° 118 soutenu par M. André Ledran (compétences des régions en matière d'enseignement primaire obligatoire et de langues et cultures locales) : rejeté (p. 6359) ; son amendement n° 119 (région devant déterminer les modalités locales d'application des dispositions relatives à la réforme foncière) : rejeté ; son amendement n° 120 (conseil de région établissant un projet régional d'aménagement et de développement économique, social et culturel) (p. 6360) ; rejeté ; son amendement n° 121 soutenu par M. Joseph Menga (conseil de région pouvant conclure avec l'Etat des contrats de programme et des conventions) : adopté (p. 6361).
Article 9 *(attribution de l'Assemblée coutumière)* : ses observations ; son amendement n° 122 (consultation de l'Assemblée coutumière sur les propositions de délibération du conseil de région relatives à la réforme foncière, aux projets comportant emprise foncière et sur les questions relatives à l'enseignement des langues vernaculaires et des cultures locales) (p. 6362) ; rejeté ; son amendement n° 123 soutenu par M. Joseph Menga (conseil consultatif coutumier exerçant une mission de conciliation dans les conflits dont il peut être saisi entre citoyens de statut civil particulier dans les matières régies par ce statut) : rejeté (p. 6364).
Titre II : de l'organisation des pouvoirs publics du territoire.
Chapitre Ier : *le conseil exécutif.*
Section 3 : attributions du conseil exécutif et de son président.
Article 31 *(compétences du conseil exécutif)* : son amendement n° 124 (restitution à l'Etat des compétences dans le domaine foncier) : rejeté (p. 6374).
Article 33 *(projet d'investissements étrangers en Nouvelle-Calédonie)* : contre l'amendement n° 100 de M. Roger Holeindre (compétences du haut-commissaire pour approuver les projets d'investissements étrangers en Nouvelle-Calédonie) (p. 6376).
Article 40 *(modalités d'exercice des attributions du conseil exécutif)* : ses observations sur l'amendement n° 138 du Gouvernement (réduction du domaine des décisions où la majorité qualifiée des deux tiers est exigée) (p. 6379).
Article 42 *(attributions du conseil exécutif dans le domaine des relations internationales)* : contre l'amendement n° 106 de M. Roger Holeindre (suppression des attributions du conseil exécutif dans la zone du Pacifique sud) (p. 6381).
Chapitre III : *l'Assemblée coutumière.*
Section 1 : composition et formation.
Article 76 *(composition de l'Assemblée coutumière)* : son amendement n° 136 (composition et rôle des conseils consultatifs coutumiers) : rejeté (p. 6405).
Section 2 : règles de fonctionnement.
Article 80 *(indemnités allouées aux membres de l'Assemblée coutumière)* : ses observations (p. 6406, 6407).
Chapitre IV : *le comité économique et social.*
Après l'article 89 : son amendement n° 125 soutenu par M. André Ledran (conseil de région pouvant créer un comité économique et social régional) : rejeté.
Titre III : des institutions de la région.
Chapitre Ier : *le conseil de région.*
Article 90 *(composition des conseils de région)* : son amendement n° 126 soutenu par M. Joseph Menga (régions de la Nouvelle-Calédonie et dépendances créées par la loi du 23 août 1985 constituant des collectivités territoriales s'administrant librement) (p. 6409) ; rejeté (p. 6410).
Chapitre III : *le personnel de la région.*
Article 111 *(contractuels et fonctionnaires détachés)* : son amendement n° 127 soutenu par M. André Ledran (ouverture, pendant une période de trois ans, de l'accès aux emplois de la fonction publique du territoire à des personnes qui, par leur expérience professionnelle ou leurs aptitudes reconnues, peuvent être mises au service de la région) (p. 6413) ; rejeté (p. 6414).
Chapitre IV : *les ressources et le budget de la région.*
Article 113 *(les ressources de la région)* : son amendement n° 135 (ressources propres des régions) : rejeté ; son amendement n° 128 (contribution des patentes étant due chaque année par les redevables au titre des activités exercées par eux dans la région bénéficiaire) : retiré.
Article 114 *(dotation de fonctionnement de la région)* : ses observations (p. 6415).
Article 116 *(la commission territoriale des transferts de charges)* : son amendement n° 129 soutenu par M. Joseph Menga (composition de la commission) (p. 6416) : rejeté (p. 6417).
Titre VII : dispositions diverses et transitoires.
Article 141 *(déclassement de dispositions législatives)* : son amendement n° 130 (contribution foncière sur les propriétés bâties et contribution des patentes étant transférées du territoire aux régions) (p. 6446) ; rejeté (p. 6447).
Article 146 *(abrogations diverses)* : ses amendements n° 131, 132, 133 et 134 (application du statut du 23 août 1985) : rejetés (p. 6448).

Explications de vote :
Association des minorités (et article 40 du projet) (p. 6451, 6452).
Demande de rappel au règlement (p. 6455).
Redécoupage des régions (p. 6451, 6452).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 6452).

LE FRANC (Bernard)

Député de l'Aisne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

LE GARREC (Jean)

Député du Nord
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la Commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7066).

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Emploi** : conséquences de la politique actuelle sur la situation de l'emploi ; opposition unanime des syndicats [22 avril 1987] (p. 540) ;

— **Privatisation de l'U.A.P.** : situation de la Bourse ; noyaux durs [4 novembre 1987] (p. 5370).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur l'épergne (n° 443).**

Première lecture, avant la discussion des articles [15 avril 1987] :
Soutient l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe (p. 373 à 376) ; rejetée au scrutin public (p. 378).
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— âge de la retraite et retraite à soixante ans (p. 373, 374, 375) ;
— coût du dispositif (p. 373) ;
— montant de la rente (p. 373) ;
— répartition (retraite par —) (p. 373, 374) ;
— sécurité des épargnants (p. 373).

— Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 610).

Première lecture, explications de vote [22 avril 1987] (p. 585) :

Contrats de plan Etat-région (p. 586, 587).
Desenclavement du Nord-Pas-de-Calais (p. 586).
Ouverture vers l'Europe (p. 586).

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Compétitivité des entreprises françaises (amélioration de la — et croissance) (p. 1042).
Déréglementation (p. 1041).
Durée du travail (et notamment association de l'aménagement du temps de travail avec la réduction de la — et comparaisons internationales) (p. 1041, 1042).
Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1041, 1042).
Formes de l'aménagement du temps de travail :
— heures supplémentaires (et notamment décompte des —) (p. 1042) ;
Mesures économiques d'accompagnement (p. 1043).
Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (et conditions générales de mise en œuvre) (p. 1042).
Taddei (rapport — « des machines et des hommes ») (p. 1042).

Discussion des articles [14 mai 1987] [18 mai 1987] :

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail) :* nécessité d'un syndicalisme fort (p. 1137) ; **son rappel au règlement** : impossibilité de concevoir une diminution du temps de travail n'ayant pas d'influence sur la masse salariale ; volonté du groupe socialiste d'approfondir le débat (p. 1146).

Article 2 *(récupération) :* son opposition (p. 1167).

Article 5 *(instauration conventionnelle de cycles de travail) :* choix entre l'entreprise et la branche pour déterminer le niveau de négociation collective ; liens entre la flexibilité et la réduction du temps de travail (p. 1260) ; soutient l'amendement n° 62 de M. Gérard Collomb (précisant que le respect du cycle s'appréciera sur la base d'une durée moyenne de 35 heures) : application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1281) ; **son rappel au règlement** : absence d'obstruction du groupe socialiste lors du débat sur l'aménagement du temps de travail ; modification de l'ordre du jour empêchant d'avancer le débat sur la modulation, le travail de nuit des femmes et le travail le dimanche (p. 1290).

Son rappel au règlement : rappelle que M. Gérard Collomb a répondu à une véritable agression de la part de M. Pierre Sergent [14 mai 1987] (p. 1128) ; nécessité de reprendre le débat sur le projet de loi relatif à l'aménagement du temps de travail (p. 1129).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 et 5 juin] :

Dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat :
— contractuels (recrutement des —) (p. 2005, 2006) ;
— délégation du pouvoir disciplinaire et du pouvoir de nomination (p. 2004, 2005).

Son reppel au règlement : absence de volonté d'obstruction de la part des membres du groupe socialiste ; contestation anormale, par le ministre, du droit du groupe socialiste à utiliser des moyens de procédure pour défendre ses positions (p. 1993).

Discussion des articles [9 juin 1987] :

Titre I : *Disposition relatives à la protection sociale.*

Après l'article 15 : ses observations sur l'amendement n° 38 de la commission (date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'information des assurés sur le montant des charges sociales acquittées) (p. 2088).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Associations (régime des) (p. 3050).
Conception gouvernementale du mécénat (p. 3050).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, 1re partie, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Pouvoir d'achat (des fonctionnaires) (p. 4262).
Services publics (p. 4262).

Deuxième partie :

Industrie. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

Nationalisations (conséquences des —) (p. 4815).
Renault (p. 4815).
Sidérurgie (p. 4815).

Services du Premier ministre. — *Examen du fascicule* [29 octobre 1987] :

Administration (modernisation de l' —) (p. 5038).
Economie sociale (et délégation à l' —) (p. 5039).
Fonction publique (p. 5038).
Plan (p. 5039).
Pouvoir d'achat des traitements (p. 5038).
Retraites (et mensualisation des —) (p. 5038).
Serieyx (mission confiée à M. Hervé —) (p. 5038).

Vote des crédits [29 octobre 1987] :

I. — **Services généraux :**

Etat B, titre III : soutient l'amendement n° 163 de M. Michel Sapin (réduction des crédits) ; actions de formation et de perfectionnement des personnels (p. 5051) ; retiré ; son amendement n° 164 (réduction des crédits) ; opérations interministérielles de formation et de modernisation ; retiré (p. 5052).

Economie, Finances et privatisation. Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'imprimerie nationale. — *Examen des fascicules.* [12 novembre 1987] :

Services financiers :
— effectif budgétaire des services financiers (p. 5739) ;
— implantation des services à Bercy (p. 5739) ;
Situation économique :
— déclaration de M. Edouard Balladur (p. 5738) ;
— politique salariale dans la fonction publique (p. 5738, 5739) ;
— privatisation de l'U.A.P. (p. 5738) ;
— situation économique française (influence de la - sur le budget) (p. 5738).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Caisses régionales :
— fonds propres et capacités financières (p. 6117).
Crédit agricoles :
— personnel (participation et statut du —) (p. 6117, 6118).

Discussion des articles [20 novembre 1987] :

Article 2 *(gestion des actions de la société anonyme caisse nationale du crédit agricole) :* ses observations sur l'affectation des ressources de la mutualisation de la C.N.C.A. (p. 6184) ; pour l'amendement n° 90 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 6191).

Article 7 *(conseil d'administration) :* ses observations sur la représentation des salariés au conseil d'administration (p. 6222).

Article 8 *(statut des personnels n'appartenant pas à la fonction publique) :* ses observations sur le statut des salariés du crédit agricole (p. 6250) ; soutient l'amendement n° 98 de M. Pierre Joxe (réglementation applicable aux salariés) : rejeté (p. 6251) ; soutient l'amendement n° 61 de M. Pierre Joxe (création de comités de groupe) : retiré.

Article 9 *(statut des personnels fonctionnaires) :* soutient l'amendement n° 99 de M. Pierre Joxe (position particulière des fonctionnaires travaillant au sein de la C.N.C.A) (p. 6252) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 62 de M. Pierre Joxe (préci-

sion de l'organisme auprès duquel le fonctionnaire est détaché) : devenu sans objet (p. 6253) ; soutient l'amendement n° 63 de M. Pierre Joxe (représentation des fonctionnaires dans les instances représentatives du crédit agricole) : retiré (p. 6254).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 décembre 1987] :

Agriculture :
- modernisation de l' (p. 6850).

Budget 1987 :
- recettes (révision à la hausse des) (p. 6850).

Crédit agricole (mutualisation du et notamment affectation d'une partie du produit de cette opération à l'agriculture et à l'agro-alimentaire) (p. 6850, 6851).
Fonction publique (rémunérations) (p. 6850).
Politique économique (orientation de la) (p. 6850).
Privatisations :
- programme de (réalisation du —) (p. 6850).

— Projet de loi relatif à la transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000).

Première lecture, avant la discussion des articles : [12 décembre 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7261 à 7265) ; rejetée au scrutin public (p. 7280).
Automobile (industrie) :
- situation de l'industrie automobile internationale (p. 7262).

Crise économique et monétaire (p. 7263).
Immigration (politique d' menée avant 1981) (p. 7263).
Ordonnance du 16 janvier 1945 prise par le Gouvernement de la Libération (esprit de l') (p. 7265).
Ordre du jour (p. 7261).
Renault-R.N.U.R. :
- endettement (et abandon par le Gouvernement d'une créance de 12 milliards de francs) (p. 7263) ;
- Etat (engagement et intervention de l'— actionnaire) (p. 7262, 7263, 7264) ;
- politique menée par MM. Besse et Lévy (p. 7262) ;
- privatisation (camouflée) (p. 7263) ;
- responsabilité des gouvernements de droite dans la crise (p. 7262) ;
- salariés (situation et opinion des) (p. 7263, 7264) ;
- solutions pour sortir Renault de la crise (p. 7265) ;
- statut actuel (historique et conséquences du —) (p. 7262).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé :
- élaboration de la réforme (p. 82) ;

Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
- publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale des parlementaires, ministres et responsables locaux concernés (absence de) (p. 83).

Financement des campagnes électorales :
- plafonnement des dépenses (p. 83).

Financement des partis politiques
- appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 83) ;
- dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) (p. 84).

Divers :
- période probatoire et rapport d'évaluation (p. 82) ;
- publicité politique (p. 83).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [23 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé (p. 237).
Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
- publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale des parlementaires, ministres et responsables concernés (absence de —) (p. 236, 237).

Financement des campagnes électorales :
- plafonnement des dépenses (p. 237).

Financement des partis politiques :
- modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis (p. 237).
- dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) (p. 236, 237).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 7 *bis* : soutient l'amendement n° 13 de M. Pierre Joxe (création d'une commission *ad hoc* chargée de contrôler la variation des situations patrimoniales des députés) : rejeté (p. 258).

Article 9 : soutient l'amendement n° 16 de M. Pierre Joxe (extension des entreprises ayant l'interdiction d'effectuer des dons aux partis politiques) : rejeté au scrutin public (p. 261).

Article 9 *ter* : soutient l'amendement n° 17 de M. Pierre Joxe (avis du comité d'entreprise pour les sociétés décidant d'effectuer un don au profit d'un parti politique) (p. 262) ; rejeté (p. 263).

LEGENDRE (Jacques)

Député du Nord
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (affaires sociales et emploi : formation professionnelle) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° II : **affaires sociales et emploi : formation professionnelle (n° 961)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] :

Apprentissage :
- inspecteurs de l'— (p. 3494) ;
- lien ou concurrence avec le système éducatif (p. 3493) ;
- situation et résultats de l'— (p. 3492, 3495).

Taxe d'apprentissage (et réforme de la —) (p. 3493).

Discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 4 *(dérogation au principe de la formation des apprentis en C.F.A.)* : son amendement n° 116 (C.F.A. conservant la responsabilité administrative et pédagogique des enseignements dispensés en entreprise et dans les lycées d'enseignement professionnel) (p. 3566) ; retiré (p. 3567).

Après l'article 17 : travail de nuit des apprentis boulangers et boulangers-pâtissiers (p. 3610).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. — *Questions* [29 octobre 1987] :

Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires (A.T.O.S.) (p. 5100).

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [2 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
- apprentissage (p. 5202) ;
- formation professionnelle (crédits de la — et généralités) (p. 5201) ;
- formation professionnelle permanente (p. 5201, 5202) ;

— T.U.C. (p. 5201).

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule* [5 novembre 1987] :

Francophonie (renforcement de la —) (p. 5458).

LEGRAS (Philippe)

Député de la Haute-Saône
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 661) tendant à la création d'un diplôme d'État de thanatopracteur [14 mai 1987] (p. 1180).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Cotisations salariales (accroissement des —) (p. 2935).
Déficit des régimes sociaux et prévisions (p. 2935).
Dépenses d'assurance maladie (progression des différents postes de —) (p. 2935).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre V : *prévention des risques technologiques.*

Après l'article 35 : son amendement n° 114 soutenu par M. Jean-Marie Demange (prorogation des délais des déclarations des droits en vue de bénéficier des dispositions de l'article 433 du code rural) (p. 3866) ; adopté (p. 3867).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Industries agro-alimentaires (évolution des subventions en faveur des —) (p. 4771).
Quotas laitiers (p. 4772).

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Remplacé par M. Gérard Kuster.
Politique de la famille :
— âge limite pour le versement des prestations familiales (p. 5315).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 décembre 1987] :

Contrôle financier (rôle des chambres régionales des comptes et des trésoriers-payeurs généraux pour les petites communes) (p. 7370).
Coopération intercommunale :
— syndicalisme optionnel (p. 7370).
D.G.E. :
— des communes (p. 7370) ;
— des départements (et notamment critère de potentiel fiscal superficiaire) (p. 7370).
Elu local (statut de l'—) (p. 7370).
Interventions économiques des collectivités locales :
— bilan des — (p. 7370).

Discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Titre II : *dispositions relatives aux interventions économiques des collectivités locales.*

Après l'article 13 : son amendement n° 238 (précisant les conditions dans lesquelles, lorsque la section d'investissement du budget comporte des autorisations de programme et des crédits de paiement, le président du conseil régional peut, jusqu'à l'adoption du budget ou à son règlement, liquider et mandater les dépenses d'investissements correspondantes aux autorisations de programme ouvertes au cours des exercices antérieurs) : adopté (p. 7448).

Article 18 *bis* *(enclos piscicole)* : soutient l'amendement n° 194 deuxième rectification de M. Claude Birraux (plaçant hors du champ d'application de la loi pêche tous les plans d'eau insuffisamment définis) (p. 7482) ; retiré (p. 7483).

LE JAOUEN (Guy)

Député du la Loire
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038) [*J.O.* du 3 décembre 1987] (p. 14092).

Rapporteur de la proposition de loi, relative à la commercialisation du pommeau (n° 1116) [3 février 1988] (p. 114).

Rapporteur de la proposition de loin tendant au rééchelonnement des dettes de certains exploitants agricoles (n° 1187), [3 février 1988] (p. 114).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à réformer le service extérieur des **pompes funèbres (n° 644)** [14 avril 1987].

Proposition de loi relative à la **fermeture au public des établissements commerciaux (n° 645)** [14 avril 1987].

Proposition de loi relative à la baisse de la **taxe sur la valeur ajoutée sur les frais funéraires (n° 1066)** [25 novembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Défense civile (principes et articulation de la sécurité civile avec la —) (p. 3302, 3303).
Forêt (lutte contre les incendies de —) (p. 3303).

Discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Article 1er *(définition de la sécurité civile ; plans d'organisation des secours ; urgence)* : son amendement n° 146 (notification des risques nucléaires au sein des risques civils) (p. 3776) ; retiré (p. 3777).

Après l'article 14 : son amendement n° 147 (prise en compte du risque nucléaire) : rejeté (p. 3812).

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre III : *défense de la forêt contre l'incendie.*

Article 18 *(mise en valeur agricole ou pastorale)* : ses observations (p. 3844).

Titre III : *aménagement du droit local de la chasse.*

Article 36 *(aménagement du droit local de la chasse)* : son approbation (p. 3868) ; contre les amendements n° 106 de la commission des lois et n° 50 de la commission de la production (de suppression) (p. 3869).

Après l'article 36 : son amendement n° 149 (tendant à favoriser la construction d'abris anti-atomiques) (p. 3870) ; rejeté ; son amendement n° 150 (tendant à favoriser la construction d'abris anti-atomiques) : rejeté ; son amendement n° 148 (constitution du Titre IV) : retiré (p. 3871).

LEJEUNE (André)

Député de la Creuse
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assouplir les dispositions de l'article L-32 du **code du service national (n° 665)** [14 avril 1987].

LE MEUR (Daniel)

Député de l'Aisne
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Elie Hoarau et Paul Vergès tendant à modifier les dispositions du code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée nationale et à la répartition de la représentation sénatoriale (n° 462) [9 avril 1987] (p. 189).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614) [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036).

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 17 mai 1987] (p. 5451).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 17 mai 1987] (p. 5451).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6063).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6063).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Claude Gayssot et plusieurs de ses collègues, tendant à instituer la représentation proportionnelle pour l'élection des députés (n° 711) [4 juin 1987] (p. 2010).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Peyret et plusieurs de ses collègues, relative à l'exercice des activités ambulantes et aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe (n° 824) [8 octobre 1987] (p. 4074).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'amélioration de la décentralisation (n° 973) [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14706).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'exercice des **activités ambulantes** et aux **personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe (n° 824)** [4 juin 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Commission mixte paritaire [6 mai 1987] (p. 899) :

Autodétermination (droit à l'— du peuple kanak) (p. 901).
Forces de l'ordre (et notamment présence des — et répression) (p. 901).
Nainville-les-Roches (conférence de —) (p. 901).
Référendum (organisation du —) (p. 901).
Vote hostile du groupe communiste (p. 901).

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).

Première lecture, explications de vote [23 avril 1987] :

Alcoolisme au volant (nécessité de sanctionner l'—) (p. 643).
Peine minimale (fixation d'une — et rôle du juge) (p. 643).
Prévention (action auprès des conducteurs et amélioration des infrastructures) (p. 642, 643).
Vote positif du groupe communiste (p. 643).

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, discussion des articles [6 mai 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 11 de M. François Asensi (tendant à faciliter le maintien des relations entre le détenu et sa famille) (p. 907) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 12 de M. François Asensi (missions éducatives du service public pénitentiaire) : rejeté (p. 908) ; soutient l'amendement n° 15 de M. Guy Ducoloné (interdiction de la détention provisoire des mineurs de moins de seize ans et limitation de celle dont l'âge est compris entre seize et dix-huit ans) ; éducation surveillée (p. 909) ; rejeté (p. 910) ; soutient l'amendement n° 16 de M. François Asensi (tendant à interdire l'incarcération des mineurs de moins de seize ans) ; rejeté.

Article 1er *(définition du service public pénitentiaire)* : soutient l'amendement n° 17 de M. François Asensi (missions du service public pénitentiaire) : rejeté (p. 910).

Article 1er ter *(possibilité de transformer les établissements pénitentiaires en établissements publics administratifs nationaux)* : situation des personnels de surveillance des établissements pénitentiaires (p. 926, 927).

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles
[13 mai 1987] [14 mai 1987] [15 mai 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 2 de M. Georges Hage (dispositions de la loi n'étant applicables qu'aux entreprises ayant réellement amélioré les conditions de travail de leurs employés) : rejeté (p. 1098) ; soutient l'amendement n° 240 de M. Marcel Rigout (dispositions de la loi ne s'appliquant qu'aux entreprises dans lesquelles il n'a été procédé à aucun licenciement durant l'année précédant la signature de la convention de l'accord visé) : rejeté (p. 1099) ; soutient l'amendement n° 241 de M. Vincent Porelli (suspension du contrat de travail à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle) (p. 1110) ; rejeté (p. 1111) ; soutient l'amendement n° 244 de M. Paul Mercieca (abrogation de l'article 414 du code pénal ; droit de grève) : rejeté au scrutin public (p. 1131).

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* : son opposition ; inefficacité de la flexibilité pour lutter contre le chômage ; son amendement n° 258 par M. Jean Jarosz (conclusion d'un accord ne pouvant entraîner pour les salariés une perte de salaire) (p. 1163) ; application de l'article 44-3 de la Constitution.

Article 3 *(recours aux contrats de travail intermittent)* : son amendement n° 265 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 1217) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1219).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles [23 juin 1987] :

Article 2 *(détermination des bénéficiaires des versements effectués par les particuliers des entreprises ouvrant droit à*

déduction et régime de déduction fiscale des entreprises) : soutient l'amendement n° 60 de M. Guy Hermier (de suppression) : rejeté (p. 3073).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Titre Ier : *modifiant la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale.*

Article 2 *(extension de la révision de carrière aux militaires placés en non activité par retrait d'emploi)* : ses observations (p. 3175, 3176) ; soutient l'amendement n° 40 de M. Guy Ducoloné (dispositions du présent article ne pouvant s'appliquer à ceux qui en réplique au moment de libération de l'Algérie se sont rendus coupables d'assassinat ou de torture) (p. 3176) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 41 de M. Guy Ducoloné (financement des dépenses résultant du présent article) ; situation des militaires ayant fait l'objet d'une mise en réforme par mesure disciplinaire (p. 3177) ; rejeté (p. 3178).

Article 5 *(attribution au conjoint survivant de l'indemnité destinée à réparer le préjudice subi du fait de certaines mesures administratives)* : ses observations (p. 3186) ; soutient l'amendement n° 44 de M. Guy Ducoloné (financement des dépenses résultant du présent article) : rejeté (p. 3187).

Titre III : *modifiant la loi du 31 juillet 1968 portant amnistie).*

Article 10 *(réintégration dans les ordres honorifiques et dans le droit au port de certaines décorations)* : soutient l'amendement n° 15 de M. Guy Ducoloné (personnes s'étant en réplique au mouvement de libération de l'Algérie rendues coupables de crime de sang ou de torture ne pouvant bénéficier des dispositions du présent article) : rejeté (p. 3191).

Explications de vote [25 juin 1987] :

Victimes de l'O.A.S. (p. 3194, 3195).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Après l'article 10 : soutient l'amendement n° 9 de M. Roger Combrisson (financement des dépenses entraînées par l'application de la présente loi) : rejeté (p. 3213).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Afrique du Nord (anciens combattants d'— et notamment campagne double et retraite anticipée) (p. 4687, 4688).

Vote des crédits [22 octobre 1987] :

Après l'article 65 : pour l'amendement n° 121 du Gouvernement (prise en compte de l'amibiase intestinale pour ouvrir droit à pension militaire au titre des campagne d'Afrique du Nord) ; maladies contractées en Afrique du Nord (p. 4696).

Services du Premier ministre. — *Examen du fascicule* [29 octobre 1987] :

Fonction publique (p. 5025, 5026).
Pouvoir d'achat des traitements (p. 5035, 5036).

Vote des crédits :

I. — **Service généraux :**

Etat B, titre III : son rappel au règlement : droit d'amendement des parlementaires ; revalorisation des retraites et des pensions de reversion (p. 5052, 5053).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, discussion des articles [18 novembre 1987] :

Chapitre III : *dispositions fiscales.*

Article 23 *(articles 719, 724 et 725 du code général des impôts ; droit d'enregistrement sur les mutations de fonds de commerce)* : soutient l'amendement n° 65 de M. Paul Chomat (tendant à ramener à 4,80 % les droits de mutation sur les fonds de commerce) ; inopportunité du système actuel faisant dépendre le montant des droits d'enregistrement de la forme juridique de l'entreprise et non de la valeur du patrimoine transmis (p. 6053) ; rejeté (p. 6054).

Après l'article 23 : soutient l'amendement n° 66 de M. Paul Chomat (prévoyant un stage d'initiation à la gestion préalablement à l'inscription au registre du commerce) : rejeté (p. 6058).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la visibilité des amers, des feux et des phares et au champ de vue des centres de surveillance de la navigation maritime (n° 969).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 novembre 1987] :

Administration des phares et balises (crédits et effectifs de l'—) (p. 6063, 6064).
Pavillon de complaisance (p. 6064).
Servitudes de visibilité (indemnité due en contrepartie de l'institution de —) (p. 6063).
Servitudes de visibilité (réexamen des anciennes — et institution de nouvelles —) (p. 6063).
Signalisation maritime (visibilité des ouvrages de —) (p. 6063).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Jacques Toubon et plusieurs de ses collègues portant maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance (n° 940).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 novembre 1987] :

Participation du Gouvernement à l'élaboration de la présente « proposition » de loi (p. 6467).
Recrutement et rémunération des magistrats (p. 6468).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, discussion des articles [10 décembre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 3 *(dispositions relatives au contrôle judiciaire)* : soutient l'amendement n° 32 de M. François Asensi (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 7108).

Article 4 *(disposition d'harmonisation relative au placement en détention provisoire)* : soutient l'amendement n° 33 de M. François Asensi (de suppression) ; rejeté (p. 7112).

Article 5 *(saisine de la chambre ; placement provisoire sous main de justice)* : soutient l'amendement n° 34 de M. François Asensi (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 7114).

Article 6 *(placement en détention provisoire)* : soutient l'amendement n° 35 de M. François Asensi (de suppression) (p. 7118) ; rejeté (p. 7119).

Après l'article 10 : soutient l'amendement n° 40 de M. François Asensi (demande de détention provisoire formulée par le Procureur de la République en cas de citation directe étant confiée à une formation collégiale) : rejeté (p. 7122).

Titre II : *dispositions relatives au fonctionnement de la chambre d'accusation.*

Article 14 *(renforcement des pouvoirs de la chambre d'accusation en vue d'éviter des retards dans l'instruction)* : soutient l'amendement n° 42 de M. François Asensi (de suppression) (p. 7125) ; rejeté (p. 7126).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Henri Cuq et Albert Mamy tendant à modifier le code de procédure pénale et relative à l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux enquêteurs et aux personnels en tenue de la police nationale (n° 1072).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [14 décembre 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 7326 à 7331) ; rejetée au scrutin public (p. 7332).
Contrôle juridictionnel des actes de police (p. 7331).
Droits et devoirs des fonctionnaires de police (p. 7331).
Etatisation de la police (poursuite de l'—) (p. 7330).
Force publique (son utilisation à des fins répressives plutôt qu'à la protection de la sécurité des personnes) (p. 7327, 7329, 7330, 7331).
Insécurité (exploitation de l'— à des fins politiques) (p. 7326).

Propositions de loi communistes (réformes prévues par les (p. 7327, 7328, 7329, 7330).
Séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire (p. 7328).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 décembre 1987] :

Baux de longue durée (p. 7377).
Contrôle financier (rôle des chambres régionales des comptes et des trésoriers-payeurs-généraux pour les petites communes ; contrôle des associations) (p. 7376, 7377).
Décentralisation (amélioration ou remise en question de la –) (p. 7376, 7377).
D.G.E. :
des communes (p. 7376) ;
des départements (et notamment critère de potentiel fiscal superficiaire) (p. 7376).
Fonction publique territoriale :
centres de gestion (cotisations aux et mission des -) (p. 7377) ;
statut de la) (p. 7377).
Interventions économiques des collectivités locales :
entreprises en difficultés (p. 7377).

Discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 2 *(modalités de la répartition de la première part de la D.G.E. des départements) :* son amendement n° 196 (de suppression) : rejeté (p. 7405).

Article 3 *(modalités de répartition de la seconde part de la D.G.E. des départements) :* son amendement n° 197 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté (p. 7408).

Titre II : *dispositions relatives aux interventions économiques des collectivités locales.*

Article 4 *(suppression des aides des communes et des départements en faveur des entreprises en difficultés) :* son amendement n° 198 (de suppression) (p. 7427, 7428) ; rejeté au scrutin public (p. 7429).

Article 6 A *(budget des services publics locaux à caractère industriel ou commercial) :* son amendement n° 202 (de suppression) : rejeté (p. 7445).

Article 6 *(engagement des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif) :* son amendement n° 203 soutenu par M. Paul Mercieca (de suppression) : rejeté.

Article 9 *(inscription au budget des communes des départements et des régions d'un crédit pour dépenses imprévues ou dépenses d'investissements) :* son amendement n° 204 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté (p. 7446).

Article 14 *(contrôle financier des comptes des collectivités locales) :* son amendement n° 208 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 7451) ; rejeté au scrutin public (p. 7453).

Article 15 *(retrait d'une commune d'un syndicat en cas de modification de la réglementation) :* son amendement n° 209 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 7472) ; rejeté (p. 7473).

Article 16 *(retrait d'une commune d'un syndicat lorsqu'un de ses « intérêts essentiels » est compromis ; coopération intercommunale) :* son amendement n° 210 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 7475) ; réservé (p. 7477).

Titre VI : *dispositions relatives aux baux de longue durée pour l'exécution de missions de service public.*

Article 22 *(code rural ; incorporation d'un bien au domaine public résultant d'un aménagement spécial réalisé dans le cadre de son affectation à un service public par le preneur d'un bail emphytéotique) :* son amendement n° 214 (de suppression) : adopté.

Article 23 *(code de construction et de l'habitation ; bail à construction) :* son amendement n° 215 (de suppression) : adopté.

Article 24 *(code de la construction et de l'habitation ; baux à construction) :* son amendement n° 216 (de suppression) (p. 7515) ; adopté (p. 7516).

Article 26 *(réforme de la taxe de séjour) :* son amendement n° 217 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : rejeté (p. 7517).

Article 16 ***(suite)*** **précédemment réservé :** son amendement n° 210 (de suppression) : rejeté (p. 7525).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 février 1988] :

Titre II : *modifications du code électoral.*

Après l'article 7 : son sous-amendement n° 67 soutenu par M. Gérard Bordu à l'amendement n° 40 de la commission (publication des déclarations du patrimoine des candidats) (p. 110) ; rejeté (p. 111).

Deuxième lecture, discussion des articles : [23 février 1988] :

Article 9 : son amendement n° 26 soutenu par M. François Asensi (suppression de la possibilité de dons pour les personnes morales) (p. 260) ; rejeté (p. 261).

LEMOINE (Georges)

Député de l'Eure-et-Loir
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, discussion des articles [9 avril 1987] :

Article 2 *(crédits de paiement) :* notion d'« esprit de défense » et formation des réserves (p. 180).

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [10 avril 1987] :

Colonie de peuplement (et notament lettre de M. Messmer du 19 juillet 1987) (p. 257).
Concertation entre le Gouvernement et l'ensemble des communautés (p. 258).
Environnement géo-politique de la Nouvelle-Calédonie (p. 257).
Evolution historique (p. 257).
Nainville-les-Roches (conférence de —) (p. 257).
Référendum (organisation du —) (p. 257).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, avant la discussion des articles [25 mai 1987] :

Formation et gestion des personnels territoriaux :
— Centre national de la fonction publique territoriale (et notamment financement du —) (p. 1609) ;
— paritarisme dans la gestion de la formation (abandon du —) (p. 1609).
Mobilité et parité au sein de la fonction publique (p. 1609).
Paris (statut des fonctionnaires de la ville et du département de —) (p. 1608, 1609).
Statut de la fonction publique territoriale (et notamment réforme de 1984 ; non application de la — et modification des principes issus de la —) (p. 1608, 1609).
Statut des personnels territoriaux :
— bourse de l'emploi (p. 1609) ;
— cadres d'emploi (création des —) (p. 1609) ;
— concours de recrutement (modification des règles sur les —) (p. 1609) ;
— contractuels (recours aux — et notamment pour les fonctions nouvelles comme la promotion des villes) (p. 1609) ;
— rémunérations (p. 1605).

Discussion des articles [26 mai 1987] [27 mai 1987] [17 juin 1987] :

Chapitre 1er A : *dispositions modifiant la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.*

Article 1er C *(article 15 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (tableau de classement des corps, grades et emplois) :* son amendement n° 107 soutenu par M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 1634) ; rejeté (p. 1635).

Chapitre 1er : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 2 *bis* *(article 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (représentation syndicale au sein du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) :* son amendement n° 113 soutenu par Mme Jacqueline Osselin (de suppression) : rejeté (p. 1643).

Article 2 *quater* *(article 11 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 : Commission mixte paritaire) :* son amendement n° 115 (rôle de la Commission mixte pour la promotion de la mobilité entre la fonction publique d'Etat, la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière) : rejeté au scrutin public (p. 1645).

Après l'article 4 : soutient l'amendement n° 118 de M. Jean-Pierre Worms (tendant à obliger les centres de gestion à organiser des concours lorsque les listes d'aptitude sont épuisées et à inciter les collectivités locales à déclarer les postes créés ou vacants) (p. 1722) ; rejeté (p. 1723).

Article 5 *(article 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (organisation et champ de compétences des centres de gestion) :* son amendement n° 119 soutenu par M. Jean-Pierre Worms (de suppression) : rejeté (p. 1723).

Article 10 *(article 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (missions des centres de gestion) :* son amendement n° 123 soutenu par M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 1732) ; rejeté (p. 1733).

Article 13 *(article 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (listes d'aptitude) :* contre cet article (p. 1744) ; contre l'amendement n° 62 de la commission (tendant a ramener à 120 % le taux de reçus au concours par rapport au nombre de postes à pourvoir) (p. 1745).

Article 13 *bis* *(article 46 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (dispense de stage) :* ses observations sur l'amendement n° 230 de M. Emmanuel Aubert (motivation de l'interruption de stage ou du refus de titularisation en fin de stage) (p. 1746).

Article 13 *ter* *(article 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1985) (recrutement direct) :* débat sur la rectification de l'amendement n° 64 de la commission (p. 1747).

Article 14 *bis* *(article 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (emplois fonctionnels) :* son amendement n° 131 soutenu par M. Bernard Derosier (retrait de certains emplois de directeur, directeur-adjoint et secrétaire général d'établissement public, de la liste des emplois fonctionnels) : rejeté (p. 1749).

Article 16 *quater* *(article 90 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (composition du conseil de discipline) :* contre l'amendement n° 75 de la commission (règle de quorum dans le conseil de discipline) (p. 1754) ; ses observations sur l'amendement n° 250 du Gouvernement (coordination de la règle de quorum, en cas de deuxième réunion, avec celle de la parité) (p. 1755).

Après l'article 16 *septies* : contre l'amendement n° 79 de la commission (tendant à créer une instance disciplinaire d'appel au niveau régional se substituant au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) (p. 1756) ; contre l'amendement n° 80 de la commission (de conséquence) (p. 1757).

Article 17 *(article 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (prise en charge des agents privés d'emploi) :* ses observations sur l'amendement n° 225 de M. René Beaumont (organisant le reclassement des fonctionnaires dont l'emploi a été supprimé ou dont le détachement est terminé et ne retrouvant pas de place dans leur collectivité d'origine) (p. 1758).

Article 17 *quater* *(article 118 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1987 et article 105 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) (statut des personnels parisiens) :* son amendement n° 140 soutenu par M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 1759) : rejeté (p. 1760) ; contre l'amendement n° 172 corrigé du Gouvernement (renvoyant à un décret en Conseil d'Etat la détermination de certains statuts particuliers et emplois des administrations parisiennes) ; (p. 1761).

Article 17 *quinquies* *(article 123 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (droit d'option) :* pour l'amendement n° 141 de M. Jean-Pierre Worms (de suppression) (p. 1762).

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 19 *(articles 11 à 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale) :* ses observations sur la formation des personnels territoriaux (p. 1769) ; *article 13 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984* (attributions du conseil d'administration et du conseil d'orientation du Centre national de la fonction publique territoriale) : contre l'amendement n° 94 de la commission (de clarification) (p. 1771, 1772).

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 19 *(articles 11 à 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale) : article 14 de la loi du 12 juillet 1984* (délégations interdépartementales ou régionales) : contre l'amendement n° 252 du Gouvernement (de coordination) ; ses observations sur l'amendement n° 95 de la commission (précisant que Mayotte bénéficie des services de la délégation régionale de la Réunion) (p. 2785) ; ses observations sur l'amendement n° 215 de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (création d'une délégation régionale du Centre national de la fonction publique territoriale dans chaque région d'outre-mer) (p. 2786) ; *article 15 de la loi du 12 juillet 1984* (composition du conseil d'orientation des délégations interdépartementales ou régionales) : ses observations sur l'amendement n° 253 du Gouvernement (représentation des communes au conseil d'orientation) (p. 2787).

Article 20 *(abrogations et modifications diverses de la loi du 12 juillet 1984) :* son amendement n° 144 soutenu par M. Jean-Pierre Worms (de suppression) : rejeté (p. 2788).

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Après l'article 22 : ses observations sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (caisses de crédit municipal) ; implantation du crédit municipal de Paris dans des communes de province (p. 2790, 2791) ; ses observations sur l'amendement n° 4 corrigé du Gouvernement statut des personnels des caisses de crédit municipal et possibilité d'opter pour un statut de droit privé) (p. 2792).

Après l'article 23 : contre l'amendement n° 102 de la commission (précisant que, avant la mise en place des conseils de discipline régionaux, le conseil supérieur de la fonction publique territoriale conserve ses compétences d'organe d'appel des sanctions disciplinaires) (p. 2793).

Article 24 *(légalisation des polices municipales) :* ses réserves sur cet article ; risque de confusion entre les polices municipales et la police d'Etat (p. 2796, 2797) ; son amendement n° 147 soutenu par M. Michel Sapin (de suppression) (p. 2802) ; rejeté au scrutin public (p. 2803).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :

Nouvelle-Calédonie (situation en) (p. 4618).
Pacifique Sud (présence et politique de la France dans le —) (p. 4608, 4609).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Jacques Toubon et plusieurs de ses collègues portant maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance (n° 940).

Première lecture, explications de vote [26 novembre 1987] :

Automatisme du maintien en activité (p. 6471).
Blocage des carrières (p. 6470).

LENGAGNE (Guy)

Député du Pas-de-Calais
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projets de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n°610) et portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).

Première lecture, avant la discussion des articles (discussion commune) [22 avril 1987] :

Activités portuaires (p. 575, 576).
Aménagement du territoire (p. 576).
Equipements hospitaliers (p. 576).
Financement sur fonds privés (p. 575).
Fonds de développement du littoral (p. 576).
Infrastructures autoroutières, routières et ferroviaires (plan d'accompagnement en) (p. 575, 576).
Nord-Pas-de-Calais (retombées économiques sur la région) (p. 576).
T.G.V. Nord (p. 576).
Tourisme (p. 576).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche et de la conchyliculture (F.I.O.M.) (p. 4551).
Pêches maritimes (p. 4551).
Politique communautaire (p. 4551).
Ports autonomes (dotation en capital versée par l'Etat aux) (p. 4551).
Ports non autonomes (p. 4551).

LEONARD (Gérard)

Député de la Meurthe-et-Moselle
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Louis Masson tendant à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la sidérurgie française (n° 530) [9 avril 1987] (p. 189).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie (n° 781) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (départements et territoires d'outre-mer : départements d'outre-mer) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la création d'un diplôme d'Etat de **thanatopracteur (n° 661)** [14 avril 1987].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux **installations classées pour la protection de l'environnement** en ce qui concerne les **carrières (n° 676)** [14 avril 1987].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement à la suite d'une mission effectuée, du 11 au 16 mars 1987 sur les **conditions juridiques du développement de Mayotte (n° 737)** [13 mai 1987].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** tome I : **départements et territoire d'outre-mer : départements d'outre-mer (n° 964)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie. Rapporteur pour avis :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :

Coopération régionale entre les départements d'outre-mer et les états voisins (p. 4568).
Crédits (montant et répartition des —) (p. 4567, 4568).
Loi de programme du 31 décembre 1986 (application de la —) (p. 4568).
Mayotte (situation de —) (p. 4568, 4569).
Octroi de mer (p. 4568).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Meurthe-et-Moselle (calamités agricoles en — et installation d'agriculteurs dans le secteur laitier) (p. 4748, 4749).

LEONETTI (Jean-Jacques)

Député des Bouches-du-Rhône
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marcel Lucotte tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 746).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 juin 1987] :

Defferre (politique de M. —) (p. 1954).
Loi du 31 décembre 1982 dite « loi P.L.M. » (p. 1953).
Mode de scrutin (p. 1953).

LEONTIEFF (Alexandre)

Député de la Polynésie française
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (départements et territoires d'outre-mer : territoires d'outre-mer) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 13 : **départements et territoires d'outre-mer : territoires d'outre-mer (n° 960)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [10 avril 1987] :

Composition pluri-ethnique de la population calédonienne (p. 268).
Concertation entre le Gouvernement et l'ensemble des communautés (p. 268).

Définition du corps électoral (et notion de population intéressée) (p. 267).
Environnement géo-politique de la Nouvelle-Calédonie (p. 268).
Précédents historiques quant à la consultation des peuples outre-mer (p. 268).
Référendum (opportunité du —) (p. 267).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Edouard Fritch et plusieurs de ses collègues, relative au transfert de la compétence du second cycle de l'enseignement du second degré au territoire de la Polynésie française (n° 718).

Première lecture, avant la discussion des articles [22 juin 1987] :

Convention entre l'Etat et le territoire (modalités du transfert des compétences et des crédits correspondants) (p. 3018).
Diplômes (valeur des —) (p. 3018).
Echecs scolaires (réduction du taux d'— pour une meilleure adaptation au contexte local) (p. 3018).
Enseignement du second cycle du second degré (date du transfert au territoire des compétences de l'—) (p. 3018).
Enseignement privé (p. 3018).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie. Rapporteur pour avis

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :

Action économique dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4566).
Crédits (montant et répartition des —) (p. 4566).
Loi de programme du 31 décembre 1986 (application de la —) (p. 4566).
Nouvelle-Calédonie (situation en —) (p. 4566, 4567).
Pacifique Sud (présence et politique de la France dans le —) (p. 4567).
Polynésie française (situation de la —) (p. 4567).
Terres australes et antartiques françaises (situation des —) (p. 4567).
Wallis et Futuna (situation de —) (p. 4567).

LEOTARD (François)

Ministre de la culture et de la communication.

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Jean-Maire Le Pen : information et désinformation : problème relevant de la commission nationale de la communication et des libertés ; hommage à M. Claude Malhuret [22 avril 1987] (p. 551) ;

— M. Bernard Schreiner : argent et télévision : rôle de l'Etat dans l'audiovisuel [29 avril 1987] (p. 733) ; mise à la disposition des chaînes publiques de moyens pour faire face à la concurrence ; baisse de la redevance (p. 734) ;

— M. Jean-Pierre Abelin : zones de diffusion des chaînes de télévision : la 5 et M6 [6 mai 1987] (p. 897, 898) ;

— M. André Fanton : réception des chaînes de télévision : [10 juin 1987] (p. 2179, 2180) ;

— M. Jean-Pierre Chevénement : crise du cinéma : crise de la fréquentation des salles et non crise de la création et de la production ; prochain projet de loi sur les enregistrements artistiques prévoyant des options du baccalauréat consacrées au cinéma [14 octobre 1987] (p. 4292) ; mesures de protection (p. 4283) ;

— M. Jean-Jack Queyranne : qualité de la télévision française : satisfaction des téléspectateurs français ; importante dotation affectée à la création dans le budget [28 octobre 1987] (p. 4985) ;

— M. Georges Hage : politique culturelle : qualité de la création et de son rayonnement indépendante de l'argent public qui lui est consacré [18 novembre 1987] (p. 6023).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles [7 juillet 1987] :

Après l'article 4 *bis* : ses observations sur l'amendement n° 56 de M. Gilles de Robien (entreprises achetant à compter du 1er juillet 1987 des œuvres originales d'artistes vivants pouvant déduire des impôts dus à la commune au titre de l'exercice de l'année d'acquisition et des neuf années suivantes une somme égale à 4,2 % du prix d'acquisition) (p. 3701).

Article 6 *bis* *(circulation des œuvres des collections publiques)* : ses observations sur les amendements identiques n° 11 de la commission et n° 27 de la commission des affaires culturelles (de suppression) (p. 3705).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Examen du fascicule* [30 octobre 1987] :

Action culturelle à l'étranger (p. 5138).
Archives (p. 5121, 5122).
Arts plastiques (p. 5123, 5139).
Bibliothèques et lecture publique (p. 5121, 5122).
Budget de la culture (évolution du —) (p. 5120, 5137, 5138).
Cinéma (crise du — et concurrence avec la télévision) (p. 5123, 5140, 5141).
Création culturelle et théâtrale (p. 5122).
Conservatoires nationaux de musique (p. 5139).
Danse et « année de la danse » (p. 5122, 5123, 5139).
Emplois (p. 5120, 5122, 5138).
Enseignements artistiques (p. 5122).
Fondation européenne des métiers de l'image et du son (F.E.M.I.S.) : (p. 5123, 5141).
Grands projets culturels (et notamment Opéra de la Bastille et Grand Louvre) (p. 5120, 5122, 5138).
Institutions culturelles et artistiques (Opéra, Bibliothèque nationale, Comédie française) (p. 5138, 5139).
Mécénat (p. 5120, 5121).
Musées (p. 5121).
Patrimoine monumental (et loi de programme sur le —) (p. 5121, 5122, 5137, 5138).
Répartition de la dépense culturelle de l'Etat entre Paris et la province (p. 5121, 5139).
Télévision (création à la —) (p. 5141).
T.V.A. (abaissement de la — applicable aux disques et supports préenregistrés) (p. 5121).

Réponses aux questions [30 octobre 1987] :

Bicentenaire de la Révolution française (commémoration du —) : (M. Michel Berson) (p. 5143).
Cinéma français (crise du —) : (M. Jean-Pierre Delalande, Mme Renée Soum) (p. 5148, 5151).
Création télévisée : (M. Bernard Schreiner) (p. 5152, 5153).
Danse et « année de la danse » : (M. René Benoit) (p. 5150).
Fondations (statut des — dans la loi sur le mécénat) : (M. Pierre Ceyrac) (p. 5145).
Français (langue) : (M. Xavier Deniau) (p. 5147).
Grands projets culturels : (M. Pierre Ceyrac) (p. 5145, 5146).
Louvre (fermeture du musée du — les week-ends de Pâques et de Pentecôte) : (M. Claude-Gérard Marcus) (p. 5153, 5154).
Musée juif d'art et d'histoire : (M. Claude-Gérard Marcus) (p. 5153).
Patrimoine monumental : (MM. René Benoit, Pierre Montastruc) (p. 5148, 5149, 5150).
Phonothèque-photothèque de Saint-Lizier dans l'Ariège (M. Augustin Bonrepaux) (p. 5142).
Politique culturelle menée depuis 1986 : (Marie-France Lecuir) (p. 5144).
Radio-france Internationale (R.F.I) : (M. Xavier Deniau) (p. 5146).
Tapisserie d'Aubusson (p. 5147).

Vote des crédits [30 octobre 1987] :

Etat B, titre III : contre les amendements nos 69 et 70 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; contre l'amendement n° 68 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; contre l'amendement n° 67 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; contre l'amendement n° 195 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction de crédits) ; mise en cause des crédits de fonctionnement pour la culture par le parti socialiste et le Front national (p. 5155) ; insuffisance des crédits de l'administration centrale ; ses observations sur l'amendement n° 200 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction de crédits) ; contre l'amendement n° 66 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) (p. 5156).

Etat B, titre IV : contre l'amendement n° 73 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; contre l'amendement n° 74 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; contre l'amendement n° 75 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) (p. 5157) ; contre l'amendement n° 76 de M. Pierre Descaves

(réduction de crédits) ; contre l'amendement n° 196 de M. Jack Queyranne (réduction de crédits) ; société d'économie mixte ; contre l'amendement n° 77 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) (p. 5158) ; contre l'amendement n° 78 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; francofolies de la Rochelle ; contre l'amendement n° 81 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; contre l'amendement n° 82 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; rayonnement international de la France ; contre l'amendement n° 83 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; volonté de suppression de toutes les conventions décentralisées avec les collectivités territoriales (p. 5159, 5160) ; ses observations sur l'amendement n° 197 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction de crédits) ; rôle des commissions du Conseil supérieur du mécénat culturel ; succès de la procédure de co-financement ; ses observations sur l'amendement n° 80 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; situation difficile de certaines industries telles la facture instrumentale ; développement et diffusion des produits français (p. 5160, 5161) ; contre l'amendement n° 90 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits).

Etat C, titre V : contre l'amendement n° 198 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction de crédits) ; conditions de travail des fonctionnaires de l'Etat (p. 5161).

Article 41 *(Suppression du caractère permanent de la répartition des recettes entre l'audiovisuel et le cinéma)* : contre l'amendement n° 182 de M. Bernard Schreiner (précisant pour 1988 la clé de répartition du produit de la taxe sur les recettes de publicité concernant les radios et les télévisions) ; détermination par le parlement de la répartition des recettes, chaque année, lors du vote de la loi de finances (p. 5162).

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule* [6 novembre 1987] :

Audiovisuel : généralités :
- artistes (emploi des) (p. 5524) ;
- câble (p. 5523, 5524) ;
- canal Plus (p. 5558) ;
- création audiovisuelle française (p. 5519, 5523, 5524, 5525, 5526) ;
- espace audiovisuel européen (p. 5559) ;
- publicité (marché publicitaire télévisuel) (p. 5519, 5520, 5558) ;
- secteur privé de l'audiovisuel (p. 5522) ;
- télé achat (p. 5558, 5559) ;
- télévision (programmes de) (p. 5524, 5525, 5558) ;
- vidéo (industrie de la) (p. 5519, 5520).

Audiovisuel : secteur public :
- action internationale (p. 5521) ;
- Antenne 2 (p. 5521) ;
- concurrence avec les chaînes privées (p. 5520) ;
- départements et territoires d'outre-mer (p. 5521) ;
- effectifs (évolution des) (p. 5519) ;
- FR3 (et FR3. Ajaccio) (p. 5521) ;
- Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) (p. 5522) ;
- Radio-France (et France-Info) (p. 5522) ;
- Radio France internationale (R.F.I) (p. 5521, 5559) ;
- redevance (p. 5519, 5520, 5557, 5558) ;
- S.E.P.T. (la) (p. 5521, 5558, 5559) ;
- T.D.F. (p. 5522) ;
- TV5 (p. 5559).

Cinéma (rapport avec la T.V) (p. 5526).
Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) (p. 5523).
Matériels de communication (industrie des) (p. 5523, 5524, 5558).

Presse écrite :
- aides de l'Etat (p. 5523, 5559) ;
- harmonisation du taux de T.V.A. (p. 5557) ;
- publicité (recettes de) (p. 5552).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Descaves (p. 5527).
Satellite (TDF1 et TDF2) (p. 5523, 5524).
Temps de parole (répartition des temps de) (p. 5525).

Réponses aux questions [6 novembre 1987] :

Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) (M. François Loncle) (p. 5564).
Création audiovisuelle française et la Sept (M. Willy Dimeglio) (p. 5561, 5562).
FR3 (M. Carraz) (p. 5566, 5567).
Radio France Outre-mer (R.F.O.) (M. François Loncle) (p. 5565).
Satellites (M. Ladislas Poniatowski remplacé par M. Willy Dimeglio et M. Alain Billon) (p. 5563, 5565).

Culture et communication. — *Vote des crédits* [6 novembre 1987] :

Etat B, titre IV : contre les amendements n° 71 et 72 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; retrait utile de l'amendement n° 88 de M. Pierre Descaves ; importance de la presse dans une démocratie (p. 5569).

Après l'article 52 : contre l'amendement n° 285 de M. Alain Billon (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la création d'un mécanisme spécifique d'incitation fiscale à l'investissement populaire de la presse) ; mesure de ce type non envisagée par la profession (p. 5577) ; contre l'amendement n° 286 de M. Alain Billon (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la création d'un fonds de développement aux entreprises de presse renonçant aux dispositions de l'article 39 *bis* du C.G.I. ou ne pouvant en bénéficier) ; spécificité et fragilité des entreprises de presse ; lancement d'une enquête sur les difficultés spécifiques aux entreprises de presse (p. 5578).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 décembre 1987] :

Collectivités locales (rôle des —) (p. 7594).
Coopération entre les ministères de la culture et de l'éducation nationale (p. 7563).
Crédits destinés aux enseignements artistiques (montant et absence de programmation des —) (p. 7563, 7564, 7595).
Danse (enseignement de la —) (p. 7594).
Développement des enseignements artistiques (nécessité du —) (p. 7561, 7562).
Haut comité des enseignements artistiques (p. 7563).
Insertion professionnelle des personnes titulaires d'un diplôme sanctionnant une formation artistique (p. 7562, 7563).
Législation sur les enseignements artistiques (historique) (p. 7594).
Participation d'intervenants extérieurs dans les enseignements artistiques (p. 7562).
Reconnaissance des établissements privés d'enseignement artistique (p. 7562).

Discussion des articles [16 décembre 1987] :

Article 1er *(définition des enseignements artistiques)* : ses observations sur l'amendement n° 1 de la commission (art du cirque étant inclus dans la notion de discipline artistique) (p. 7595).

Chapitre 1er : *des enseignements artistiques dispensés dans les établissements scolaires et les établissements d'enseignement supérieur.*

Article 4 *(enseignement artistique dans l'enseignement supérieur)* : contre l'amendement n° 25 de M. Georges Hage (exclusion des établissements privés du champ d'application de l'article).

Chapitre II : *de la reconnaissance des établissements et de l'homologation des titres et diplômes.*

Article 9 *(avantages liés à l'homologation des titres et diplômes)* : ses observations sur les amendements identiques nos 15 de la commission, 30 de M. Georges Hage et 41 de M. Jean-Jack Queyranne (titres et diplômes homologués ne permettant pas à leurs titulaires de participer à des tâches d'enseignement) ; personnes n'ayant pas été recrutées suivant des voies régulières pour les corps d'enseignants ne pouvant se substituer à eux ; spécificité de l'enseignement supérieur (p. 7603) ; contre l'amendement n° 42 de Mme Marie-France Lecuir (décret en Conseil d'Etat fixant la liste des diplômes, délivrés par les établissements publics soumis au contrôle du ministère de la culture, qui permettent à leurs titulaires d'être candidats au C.A.P.E.S. et à l'agrégation dans les disciplines artistiques) ; propose une rectification à l'amendement n° 16 de la commission (p. 7604).

Chapitre III : *du haut comité des enseignements artistiques.*

Article 13 *(haut comité des enseignements artistiques)* : pour l'amendement n° 35 de M. Bruno Bourg-Broc à titre personnel (haut comité se réunissant sous la présidence conjointe et effective des ministres chargés de la culture et de l'éducation nationale) ; pour l'amendement n° 32 de M. Georges Hage (composition du haut comité des enseignements artistiques) (p. 7606).

Article 14 *(rapport au Parlement sur les crédits destinés aux enseignements artistiques)* : pour l'amendement n° 19 de la commission (état récapitulatif des crédits affectés au développement des enseignements artistiques étant destiné au président et aux rapporteurs des affaires culturelles et des finances) (p. 7607) ; pour l'amendement n° 47 de M. Jean-Jack

Queyranne (avis du haut comité des enseignements artistiques sur l'état récapitulatif fourni aux assemblées par le Gouvernement).

Titre : ses observations sur l'amendement n° 50 de M. Bruno Bourg-Broc (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « projet de loi sur l'éducation artistique ») (p. 7608).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [22 décembre 1987] :

Avantages dont bénéficient les titulaires des titres et diplômes de l'enseignement artistique (p. 8038).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au patrimoine monumental (n° 1019).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Europe culturelle et grand marché européen (échéance du —) (p. 7745).
Grands projets culturels (et notamment Grand Louvre) (p. 7745).
Loi de programme :
— antécédents (p. 7727) ;
— archéologie (p. 7728, 7745) ;
— champ d'action (et notamment cathédrales) (p. 7727, 7728, 7745) ;
— conséquences économiques (p. 7745) ;
— crédits consacrés à la loi de programme (et indexation des —) (p. 7727, 7728) ;
— crédits (répartition Etat-communes et/ou Paris-province) (p. 7744, 7745) ;
— fiscalité (p. 7728, 7745) ;
— patrimoine rural et industriel (p. 7745).
Patrimoine :
— dégradation (p. 7727) ;
— identité nationale et patrimoine (p. 7728) ;
— utilisation du patrimoine monumental (p. 7727).
Politique architecturale (p. 7745).
Yourcenar Marguerite (hommage à la mémoire de —) (p. 7727).

Discussion des articles [18 décembre 1987] :

Article 1er *(objectif de la loi de programme) :* contre l'amendement n° 9 de M. Georges Hage (soumettant les opérations de restauration et de mise en valeur dans la loi de programme à l'avis de commissions départementales associant les élus locaux et les représentants de toutes les associations œuvrant dans un but culturel, éducatif, scientifique et artistique à la défense et à la sauvegarde du patrimoine) ; existence des Corephae ; pour l'amendement n° 27 de M. Etienne Pinte (précisant dans la première phrase du deuxième alinéa (Ier) de l'article 1er que les monuments inscrits sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques) ; contre l'amendement n° 12 de M. Georges Hage (réservant les crédits aux monuments appartenant à l'Etat et aux collectivités publiques) (p. 7746) ; contre l'amendement n° 11 de M. Georges Hage (supprimant la mention des cathédrales, parcs et jardins historiques) ; état des cathédrales de Beauvais, Reims ou Chartres ; pour l'amendement n° 1 de la commission (prévoyant que la loi doit permettre non seulement de poursuivre mais aussi d'engager des programmes généraux de travaux sur les monuments classés ou inscrits et sur le patrimoine rural non protégé) ; amendement n° 28 de M. Etienne Pinte (limitant l'application de la loi au patrimoine monumental et non au patrimoine rural non protégé dans le dernier alinéa de l'article 1er) consistant à ne plus prendre en compte des monuments qui ne sont pas protégés ; contre l'amendement n° 25 de M. Gérard Kuster (limitant l'application de la loi pour le patrimoine rural non protégé aux seuls monuments faisant l'objet d'un engagement financier d'une collectivité territoriale) (p. 7747).

Après l'article 1er : ses observations sur les amendements identiques n° 15 de M. Georges Hage et n° 32 de M. Alain Billon (précisant les mesures que prendra le Gouvernement pour assurer la sauvegarde, la protection et la mise en valeur du patrimoine rural dans le délai d'un an après la promulgation de la loi) (p. 7748).

Article 3 *(présentation annuelle au Parlement d'un rapport sur l'exécution de la loi de programme) :* pour l'amendement n° 29 de M. Etienne Pinte (de précision) (p. 7748) ; contre l'amendement n° 16 de M. Georges Hage (prévoyant la mise en évidence par le rapport des avantages pour le public des subventions accordées) ; contre l'amendement n° 17 de M. Georges Hage (précisant que le rapport met en évidence les conséquences des exonérations fiscales et des réductions d'impôt dont ont bénéficié les propriétaires des monuments) ; contre les amendements identiques n° 18 de M. Georges Hage et n° 33 de M. Alain Billon (prévoyant dans le rapport annuel la mention du nombre d'emplois créés à la suite de l'application de la loi) ; difficulté de mentionner les emplois qui ne sont pas directement créés par l'Etat.

Après l'article 3 : ses observations sur l'amendement n° 23 de M. Alain Billon (allongement de la durée annuelle d'ouverture au public ; prise en compte des activités sociales et éducatives dans la définition de l'accès au public) relevant du domaine réglementaire ; engagement d'une réflexion menée en étroite concertation avec les associations de propriétaires de monuments historiques et tenant compte de la diversité des cas (p. 7749) ; pour l'amendement n° 35 de M. Jean-Paul Fuchs (faisant obligation au Gouvernement de présenter au Parlement dans un délai de trois mois un rapport sur les moyens destinés à rationaliser, simplifier, accélérer et harmoniser la gestion du patrimoine naturel et monumental et les procédures de classement et d'inscription, la réalisation des études et l'exécution des programmes ainsi que l'octroi des subventions de l'Etat) ; contre l'amendement n° 26 rectifié de M. Gérard Kuster (tendant à la création d'un haut commissariat au patrimoine chargé de coordonner l'inscription, le classement et la gestion des patrimoines monumentaux, naturels et historiques) ; examen de cette question dans le rapport demandé par le Parlement (p. 7750).

Article 4 *(exonération des droits de mutation à titre gratuit des monuments classés ou inscrits ouverts au public) :* contre l'amendement n° 19 de M. Georges Hage (de suppression) ; son amendement n° 37 (nouvelle rédaction de l'article 4 prévoyant notamment une extension du dispositif fiscal aux donations, la prise en compte des monuments protégés, réservant le dispositif aux immeubles et introduisant des garanties afin que la mesure ne soit pas détournée de son objet) (p. 7751, 7752, 7753) ; rejeté (p. 7753).

Article 5 *(déductibilité fiscale des travaux subventionnés par les collectivités locales) :* son amendement n° 36 (de suppression) ; article modifiant des textes de nature réglementaire ; élaboration d'un décret ; adopté (p. 7754).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [22 décembre 1987] :

Bords de Seine (p. 8043).
Chemin de Saint-Jacques de Compostelle (p. 8043).
Convention Etat-propriétaires (p. 8041, 8042).
Exonérations fiscales (p. 8041).

LE PEN (Jean-Marie)

Député de Paris
F.N.
Président du groupe F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

Président de ce groupe [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à l'augmentation des peines contre les personnes se livrant à l'importation, la production, la fabrication ou l'exploitation illicite, ainsi qu'à l'usage de substances ou plantes vénéneuses classées comme **stupéfiants**, à l'interdiction définitive du territoire français aux étrangers ayant contrevenu à la **législation sur les stupéfiants**, et à **la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies (n° 725)** [7 mai 1987].

Proposition de loi tendant à modifier **les règles de saisine de la Cour des comptes** afin de développer le **contrôle parlementaire de l'action gouvernementale (n° 726)** [7 mai 1987].

Proposition de loi tendant à considérer les **victimes du terrorisme comme des victimes de guerre (n° 814)** [4 juin 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Information et désinformation : attitude des médias vis-à-vis du Front national [22 avril 1987] (p. 550, 551) ;

— Problèmes de l'agriculture en France : problèmes liés à la politique agricole commune [10 juin 1987] (p. 2174) ;

— Application de l'article 3 de la Constitution : incidents survenus lors du récent débat sur la drogue ; impossibilité pour le bureau de l'Assemblée nationale de prendre des sanctions à l'encontre des députés F.N. présents à ce débat ; absentéisme journalistique similaire à l'absentéisme parlementaire ; pouvoir médiatique [14 octobre 1987] (p. 4277) ; expression de la démocratie ; pouvoirs du parlement ; principe selon lequel le vote est personnel ; cumul des mandats ; demande la possibilité que soient retransmises les séances à la télévision (p. 4278) ;

— Tempête en Bretagne : demande l'application de la loi de juillet 1982 sur les catastrophes naturelles [21 octobre 1987] (p. 4591).

INTERVENTIONS

— Nominations des vice-présidents, questeurs et secrétaires de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] :

Nomination des secrétaires :
Groupe communiste (représentation du — au Bureau) (p. 6).
M. Pascal Arrighi (candidature de — à la vice-présidence) (p. 6).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution, ainsi que le débat et le vote sur cette déclaration (n° 627).

Discussion générale [7 avril 1987] :
Chômage (lutte contre le) (p. 35).
Code de la nationalité (p. 37).
Equipement militaire (p. 36).
Immigration (politique de) (p. 35, 37).
Insécurité (lutte contre l') (p. 35).
Justice (efficacité de la) (p. 36).
Natalité et politique familiale (p. 37).
Politique extérieure du Gouvernement (et notamment attitude à l'égard des propositions soviétiques de désarmement) (p. 36).
Politique fiscale du Gouvernement (p. 35).
Privatisations (bilan des) (p. 36).
Protection sociale (avenir du système de) (p. 36, 37).
Rôle du Parlement (p. 34).
Universités (et notamment manifestations étudiantes contre le projet Devaquet) (p. 37).

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :
Sa question préalable soutenue par M. François Bachelot (p. 708) ; rejetée au scrutin public (p. 712).

— Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 mai 1987] :
Sa motion de renvoi en commission (p. 967) ; rejetée (p. 968).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 mai 1987] :
Sa motion de renvoi en commission soutenue par M. Christian Baeckeroot (p. 1476 à 1479) ; rejetée au scrutin public (p. 1481).

Discussion des articles [22 mai 1987] :
Avant l'article 1er : demande la vérification du quorum de l'Assemblée nationale (p. 1523).

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 juin 1987] :
Oppose la question préalable (p. 1805) ; retirée (p. 1808).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marcel Lucotte tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 746).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 juin 1987] :
Sa motion de renvoi en commission soutenue par M. Ronald Perdomo (p. 1955) ; rejetée (p. 1957).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et le débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :
Afrique du Sud :
— régime sud-africain (p. 2450, 2451).
Alliances de la France (et notamment, avec les Etats-Unis) (p. 2450).
Asie :
— Indochine (p. 2450).
Bombe à neutrons (p. 2450).
Chars (blindage réactif) (p. 2450).
Communauté européenne et Acte unique européen :
— défense européenne (p. 2450).
Europe de l'Est (libération de l'—) (p. 2451).
Menaces (évaluation des — pour la France et l'Europe) (p. 2449).
Pays en voie de développement (aide aux — et problème de l'endettement du tiers monde) (p. 2450).
Politique étrangère :
— identités et préférences nationales et européennes (p. 2451) ;
— Président de la République, Premier ministre et ministre des affaires étrangères (rôles respectifs des —) (p. 2449) ;
— principes de la — (et notamment rôle de la morale) (p. 2449, 2451).
Proche-Orient :
— Iran (politique à l'égard du régime du Chah) (p. 2450) ;
— Liban (p. 2450).
Réciprocité des relations extérieures (p. 2450).
République fédérale allemande (relations franco-allemandes et notamment, questions stratégiques et problème de la garantie nucléaire neutronique française) (p. 2450).
U.R.S.S. :
— dialogue Est-Ouest (p. 2450) ;
— Gorbatchev (politique intérieure et extérieure de M. —) (p. 2449) ;
— stratégie de l'— (p. 2449, 2450).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :
Sa motion de renvoi en commission contre le projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) soutenue par M. Guy Herlory (p. 2956) ; rejetée au scrutin public (p. 2961).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur le transfèrement des condamnés détenus entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti (n° 741).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 octobre 1987] :
Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Michel de Rostolan (p. 3923) ; rejetée au scrutin public (p. 3923).
Sa question préalable soutenue par M. Michel de Rostolan (p. 3923) ; retirée (p. 3923).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Congo sur la sécurité sociale (ensemble trois protocoles) (n° 773).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 octobre 1987] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Jean-Claude Martinez (p. 3924, 3925) ; rejetée au scrutin public (p. 3926).
Sa question préalable soutenue par M. Jean-Claude Martinez (p. 3926) ; retirée (p. 3926).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Article 1er A *(création d'un institut national de l'enseignement de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies)* : **son rappel au règlement** : insuffisance de la présence des députés en séance ; sensibilité de l'opinion à la gravité des problèmes de la drogue (p. 4071).

Après l'article 1er A : son rappel au règlement : met en cause M. Philippe Mestre, président de séance ; déroulement d'un scrutin public ; scrutin public ne débutant que quand il est ouvert et non seulement annoncé (p. 4103).

Titre Ier : *dispositions relatives à la lutte contre le trafic de stupéfiants.*

Article 1er *(répression du « blanchissement » des fonds provenant du trafic de stupéfiants)* : soutient l'amendement n° 44 rectifié de M. François Bachelot (aggravation des peines frappant les trafiquants professionnels de la drogue et rétablissant notamment la peine de mort) (p. 4105) ; demande la vérification du quorum sur ce vote (p. 4106) ; rejeté au scrutin public (p. 4123, 4124).

Avant l'article 10 : demande à ce que le scrutin sur la suspension de séance de M. Bruno Gollnisch soit assorti d'une vérification du quorum (p. 4155) ; **son rappel au règlement** : met en cause le service de la séance à propos de l'impossibilité de demander une vérification du quorum sur les demandes de suspension de séance mises aux voix ; non respect de la « présence minimale décente » en séance (p. 4156) ; **son rappel au règlement** : comportement des membres du groupe Front national ayant eu pour but de montrer les conditions dans lesquelles fonctionne le Parlement ; faible présence de députés en séance (p. 4157) ; demande le report de l'examen du projet de loi sur la lutte contre le trafic de stupéfiants à une séance « normale » ; dégradation des missions du Parlement français ; demande au président de séance de faire respecter le règlement ; contrôle des délégations de vote par les secrétaires de l'Assemblée ; annonce qu'il demandera la vérification du quorum sur le vote final du projet (p. 4158).

Article 10 *(dispositions relatives aux publications destinées à la jeunesse)* : son étonnement de voir un amendement à la loi sur la liberté de la presse dans le cadre de ce projet (p. 4160) ; demande une suspension de séance (p. 4161).

Après l'article 10 : son rappel au règlement : absence de rapport entre le projet de loi sur la répression du trafic de stupéfiants et l'amendement n° 74 du Gouvernement modifiant la loi sur la presse ; demande une suspension de séance pour pouvoir faire venir le ministre de la communication (p. 4164) ; **son rappel au règlement** : absence de rapport entre la modification de la loi sur la presse introduite par un amendement du garde des sceaux et la répression du trafic et l'usage de la drogue ; conditions dans lesquelles la recevabilité d'un amendement peut être examinée ; conteste l'interprétation de M. André Billardon, vice-président selon laquelle la discussion d'un amendement est ouverte par sa présentation (p. 4166) ; son sous-amendement n° 76 à l'amendement n° 74 du Gouvernement (crimes commis contre la population de Vendée pendant la Révolution française) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4167) ; soutient le sous-amendement 98 de M. Bruno Gollnisch à l'amendement n° 74 du Gouvernement (invasion soviétique en Afghanistan) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4175) ; **son rappel au règlement** : volonté de la conférence des présidents que la séance termine avant minuit ; faible présence en séance ; prolongation de la séance tard dans la nuit ; demande une suspension de séance (p. 4179).

Titre : son rappel au règlement : utilisation du vote bloqué sur le projet de loi concernant la répression du trafic de stupéfiants ; demande une suspension de séance (p. 4182).

Après les explications de vote : demande, à l'occasion du vote sur l'ensemble des articles, amendements acceptés par le Gouvernement et l'ensemble du projet de loi, la vérification du quorum (p. 4185).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Commerce extérieur (p. 4300).
Croissance (p. 4300).
Emploi (chomage et effectifs salariés) (p. 4300).
Fonction publique (effectifs de la -) (p. 4300).
Prélèvements obligatoires (p. 4300).
Sécurité sociale (cotisations de - ; équilibre financier et réforme de la -) (p. 4300).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier de la Constitution, ainsi que débat et vote sur cette déclaration (n° 1105).

Discussion [3 décembre 1987] :

« Affaires » (multiplication des -) (p. 6733).
Chômage (évolution du -) (p. 6732).
Commerce extérieur (p. 6732).
Economie française (redressement de l' -) (p. 6732).
Education, formation et recherche (p. 6733).
Engagement de la responsabilité du Gouvernement (signification de l'-) (p. 6734).
Identité nationale (défense de l' -) (p. 6733).
Majorité parlementaire (union de la -) (p. 6731, 6734).
Otages français détenus au Liban (libération d'— et relations de la France avec le Moyen-Orient) (p. 6733, 6734).
Privatisations (p. 6732).
Sécurité sociale (sauvegarde des différentes branches de la —) (p. 6732).
S.I.D.A. (p. 6733, 6734).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Son exception d'irrecevabilité soutenue par M. Guy Herlory (p. 7783) ; rejetée au scrutin public (p. 7786).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [2 février 1988] :

Son exception d'irrecevabilité sur le projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (p. 30) ; rejetée au scrutin public (p. 34).

LE PENSEC (Louis)

Député du Finistère
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (mer) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** tome XI : **mer (n° 962)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation dans l'Ouest : nécessité de constater l'état de catastrophe naturelle [21 octobre 1987] (p. 4596).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [20 octobre 1987] :

Armement (p. 4539).
Canada (contentieux franco-canadien) (p. 4538).
Compagnie générale maritime (C.G.M.) (régression de la —) (p. 4539).
Pavillon de complaisance (p. 4538, 4539).
Pêches maritimes (p. 4537).
Politique communautaire (p. 4539).

LEPERCQ (Arnaud)

Député de la Vienne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi, tendant à promouvoir la construction et la location d'ateliers d'artistes (n° 995) [3 février 1987] (p. 114).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Marché ovin français : renégociation du règlement ovin communautaire ; rapport de M. Andrieu [24 juin 1987] (p. 3111).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Remplaçant M. Gérard César : calamités agricoles (dotations pour les —) (p. 4748).
Production laitière en Poitou-Charentes et renégociation du règlement ovin (p. 4768).
Remplaçant M. Jacques Chartron : taxe foncière sur la propriété non bâtie (p. 4759).

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Remplacé par M. Jean-Louis Debré.
Politique en faveur des personnes âgées :
aide à domicile (p. 5312).

LEROUX (Ginette)

Député du Maine-et-Loire
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

Décédée le 16 décembre 1987 [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14703).

Son éloge funèbre est prononcé le 22 décembre 1987 [22 décembre 1987] (p. 8031).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Médecins hospitaliers (nombre, formation et statut des —) (p. 757).
Politique hospitalière menée depuis 1986 (généralités) (p. 756, 757).

LEROY (Roland)

Député de la Seine-Maritime
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Armement (p. 4548).
Compagnie générale maritime (C.G.M.) (p. 4548).
Dockers (p. 4548).
Etablissement national des invalides de la marine (E.N.I.M.) (p. 4548).
Marine marchande (plan) (p. 4548).
Pavillon de complaisance (p. 4548).
Pêches maritimes (p. 4549).
Politique communautaire (p. 4549).

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule* [6 novembre 1987] :

Audiovisuel : généralités :
— création audiovisuelle française (p. 5538) ;
— secteur privé de l'audiovisuel (p. 5537) ;
— télévision (programmes de —) (p. 5537) ;
— TF1 (conséquence de la privatisation de — et compte d'affectation spéciale des produits de la privatisation) (p. 5538).
Audiovisuel : secteur public :
— redevance (p. 5537) ;
— société française de production (S.F.P) (p. 5537).
Censure (p. 5538).
Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) (p. 5538).
Information (droit à l' —) (p. 5537, 5538).
Presse écrite :
harmonisation du taux de T.V.A. (p. 5538).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier de la Constitution, ainsi que débat et vote sur cette déclaration (n° 1105).

Discussion [3 décembre 1987] :

Chômage (évolution du —) (p. 6729).
Désarmement (suite de l'accord américano-soviétique sur le —) (p. 6731).
Droits de l'Homme et libertés (atteintes aux — en France et dans le monde) (p. 6730, 6731).
Economie française (redressement de l'—) (p. 6728, 6729).
Engagement de la responsabilité du Gouvernement (signification de l'—) (p. 6728).
Europe (construction européenne) (p. 6731).
Marchés monétaires et financiers (action de la France dans la concertation internationale et conduite de la politique intérieure) (p. 6729).
Privatisations (p. 6729).
Programme du Parti communiste (et mesures nécessaires à son financement) (p. 6729, 6730).
Sécurité sociale (sauvegarde des différentes branches de la —) (p. 6729).

Explications de vote :

Son rappel au règlement : demande de rappel à l'ordre de M. Jean-Pierre Stirbois dont les propos violent l'article 2 du Titre I[er] de la Constitution (p. 6752).

LIGOT (Maurice)

Député du Maine-et-Loire
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : urbanisme et logement) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 5/87 : problèmes monétaires internationaux et leurs répercussions sur le **système monétaire** européen [13 mai 1987].

Proposition de loi tendant à étendre le **code du travail aux agents contractuels de la Fonction publique (n° 939)** [9 juillet 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 26 : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : urbanisme et logement (n° 960)** [8 octobre 1987].

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 16/87 : conception communautaire de la **fonction publique** [2 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation de l'industrie de la chaussure** : accroissement des importations en provenance des pays d'Asie du Sud-Est ainsi que d'autres pays de la Communauté ne respectant pas les règles de la concurrence [9 décembre 1987] (p. 7003).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, avant la discussion des articles [25 mai 1987] :

Formation et gestion des personnels territoriaux :
— Centres de gestion (rôle et organisation des —) (p. 1620) ;
— Centre national de la fonction publique territoriale (et notamment exclusive d'une représentation des contractuels) (p. 1620, 1621) ;
— organisation et niveau de la formation des personnels territoriaux (p. 1620).
Mobilité et parité au sein de la fonction publique (p. 1621).
Statut des personnels territoriaux :
— cadres d'emploi (création des —) (p. 1620) ;
— concours de recrutement (modification des règles sur les —) (p. 1619) ;
— contractuels (recours aux —) (p. 1619, 1620) ;
— contractuels (protection sociale des —) (p. 1620) ;
— droit d'option des fonctionnaires dont le service change de collectivité de rattachement (p. 1620).
— emplois de responsabilité (protection des titulaires de —) (p. 1620).
— sanctions disciplinaires (p. 1620).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education Nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Examen du fascicule* [28 octobre 1987] :

Enseignement privé (p. 4970, 4971).
Enseignement privé (attribution de postes d'enseignants) (p. 4971).
Enseignement privé (statut des enseignants) (p. 4971).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. I. — Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Examen des fascicules.* Rapporteur spécial [4 novembre 1987] :

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (et réhabilitation des logements sociaux) (p. 5341, 5342).
Aides à la personne (aide personnalisée au logement et allocation logement) (p. 5343).
Aménagement du territoire (politique globale et adoption d'un plan français sur 15 ans) (p. 5374).
Comité interministériel des villes (p. 5343).
Crédits (évolution, montant, répartition) (p. 5341).
Décentralisation (mise en place de la —) (p. 5343).
Logement (politique du —) (p. 5341).
Ministère de l'équipement (modernisation du —) (p. 5343).
Prêts d'accession à la propriété (P.A.P.) (p. 5342).
Prêts locatifs aidés (et fongibilité des aides) (p. 5342).
Villes moyennes (actions en faveur des —) (p. 5375).

Vote des crédits (p. 5398) :

Etat B, titre III : contre l'amendement n° 113 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) ; contre l'amendement n° 112 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) (p. 5399).

Titre IV : contre l'amendement n° 227 de M. René Drouin (réduction de crédits) ; contre l'amendement n° 207 de M. Jean-Pierre Schenardi (réduction de crédits) ; contre l'amendement n° 208 de M. Jean-Pierre Schenardi (réduction de crédits) (p. 5400) ; contre l'amendement n° 245 de M. Pierre Forgues (réduction des crédits).

Etat C, titre VI : contre l'amendement n° 233 de M. Jean-Claude Portheault (abondement de la ligne budgétaire consacrée aux agences d'urbanisme) ; contre l'amendement n° 228 de M. Guy Malandain (réduction et majoration des autorisations de programme) (p. 5402) ; contre l'amendement n° 229 de M. Guy Malandain (réduction des crédits de paiement) (p. 5403) ; contre l'amendement n° 244 de M. Jean-Pierre Destrade (réduction des crédits).

Article 68 *(aide personnalisée au logement)* : ses observations (p. 5404, 5405) ; contre les amendements identiques n° 232 de M. Jacques Badet et 236 de M. Paul Chomat (de suppression) (p. 5406) ; pour l'amendement n° 243 du Gouvernement (augmentation du plafond du loyer pour le calcul de l'aide accordée aux occupants de logements à usage locatif conventionné) (p. 5408).

Après l'article 71 : contre l'amendement n° 231 de M. Guy Malandain (rapport au Parlement présenté par le Gouvernement sur l'utilisation des crédits d'aide au logement dans les D.O.M.-T.O.M.) (p. 5409).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Chefs d'entreprise (âge des —) ; problème des disparitions d'activités faute de succession) (p. 5981).
Droit des sociétés :
— allégement du — (p. 5981).
Fiscalité des entreprises :
— droit d'apport en cas d'incorporation au capital des bénéfices, réserves et provisions (p. 5981) ;
— fonds de commerce (droit de mutation) (p. 5981).
Politique économique libérale (p. 5981).
Transmission d'entreprise :
donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension au tiers) (p. 5981) ;
marché de la — (p. 5981).

LIMOUZY (Jacques)

Député du Tarn
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 23 octobre 1987] (p. 12360).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614) [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Pierre Descaves tendant à la création d'une commission de contrôle sur l'examen des subventions allouées en 1986 à des associations privées ou à des organismes publics (n° 679) [7 mai 1987].

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la saisie conservatoire des aéronefs (n° 702) [21 mai 1987] (p. 1491).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles s'effectuent les opérations de privatisation d'entreprises ou banques appartenant au secteur public (n° 799) [18 juin 1987] (p. 2877).

Rapporteur du projet de loi relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) [18 juin 1987] (p. 2877).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Pierre Bechter et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les victimes d'actes de terrorisme, commis depuis le 1er janvier 1985, de certaines dispositions prévues par la loi n° 59-901 du 31 juillet 1959 (n° 825) [1er juillet 1987] (p. 3523).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Paul Mercieca et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dénationalisation des entreprises et des banques appartenant au secteur public effectuée depuis le 6 août 1986 (n° 855) [8 juillet 1987] (p. 3875).

Rapporteur du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059) [20 novembre 1987] (p. 6197).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890) [*J.O.* du 12 décembre 1987] (p. 14478).

Président de cette commission [*J.O.* du 18 décembre 1987] (p. 14771).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'amélioration de la décentralisation (n° 973) [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14706).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Robert-André Vivien tendant à compléter l'article 6 de la loi 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social et relative à la durée du mandat des présidents d'entreprises du secteur public (n° 1137) [17 décembre 1987] (p. 7702).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Alain Lamassoure et Henri Cuq, relative à la limite d'âge de certains fonctionnaires civils de l'Etat (n° 1138) [17 décembre 1987] (p. 7702).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 679) de M. Pierre Descaves, tendant à la création d'une **commission de contrôle sur l'ensemble des subventions allouées en 1986 à des associations privées ou à des organismes privés ou publics (n° 785)** [21 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 702) adopté par le Sénat, relatif à la **saisie conservatoire des aéronefs (n° 802)** [3 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République, sur le projet de loi (n° 845), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à **certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 856)** [17 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 827) de M. Michel Peyret et plusieurs de ses collègues tendant à créer **une commission d'enquête sur les conséquences des essais nucléaires français de Mururoa sur l'environnement (n° 966)** [8 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les **propositions de résolution** (n° 799) de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues tendant à la **création d'une commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles s'effectuent les opérations de privatisations d'entreprises ou banques appartenant au secteur public (n° 967)**, et (n° 855) de M. Paul Mercieca et plusieurs de ses collègues **tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dénationalisation des entreprises et des banques appartenant au secteur public effectuée depuis le 6 août 1986 (n° 967)** [8 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1059) relatif aux **garanties individuelles** en matière de placement en **détention provisoire ou sous contrôle judiciaire** et portant modification du code de procédure pénale **(n° 1084)** [3 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1137) de M. Robert-André Vivien, tendant à compléter l'article 6 de la loi 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre **diverses mesures d'ordre économique et social** et relative à la **durée du mandat des présidents d'entreprises du secteur public (n° 1166)** [18 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 1138 rectifiée) de MM. Alain Lamassoure et de Henri Cuq relative à la **limite d'âge de certains fonctionnaires civils de l'Etat (n° 1167)** [18 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux **garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire** et portant modification du code de procédure pénale **(n° 1170)** [19 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, explications de vote [14 avril 1987] :

Dialogue entre les communautés (p. 328, 329).
Environnement géopolitique (p. 328).
Vote favorable du groupe R.P.R. (p. 329).

Commission mixte paritaire [6 mai 1987] (p. 899).

Explication de vote [6 mai 1987] (p. 906) :

Environnement géopolitique de la Nouvelle-Calédonie (p. 906).
Référendum (opportunité du —) (p. 906).
Vote favorable du groupe R.P.R. (p. 906).

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, avant la discussion des articles [5 mai 1987] :

Son rappel au règlement : temps de parole prévu par M. Gilbert Bonnemaison pour défendre la question préalable opposée au projet de loi sur le service public pénitentiaire (p. 839).

Discussion des articles [6 mai 1987] :

Article 1er *bis* *(possibilité de confier à une personne morale de droit privé la conception, la construction et l'aménagement des établissements pénitentiaires ainsi que les fonctions autres que celles de direction, de greffe et de surveillance)* : contre l'amendement n° 1 de la commission (précisant que le cahier des charges concernant l'exécution des missions de conception, de construction et d'aménagement d'établissements pénitentiaires sera approuvé par décret en Conseil d'Etat après avis du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire) (p. 924).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Contre la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 3433).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune. Rapporteur [24 juin 1987] (p. 3123, 3131) [25 juin 1987] (p. 3158) :

Amnistiés (situation des —) (p. 3132).
Historique législatif (p. 3131, 3132, 3133).
Indemnisation des personnes ayant cédé leurs biens en Algérie et des personnes dépossédées au Maroc en 1973 (p. 3132).
Levée de la forclusion frappant l'ordonnance du 15 juin 1945 (p. 3142).
Révision de carrière des agents de droit public ayant bénéficié des lois d'amnistie (p. 3131, 3132).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845).

Première lecture, discussion des articles. Rapporteur [25 juin 1987] :

Titre Ier : *modifiant la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale.*

Article 1er *(révision de carrière des anciens fonctionnaires, militaires et magistrats radiés des cadres) :* contre l'amendement n° 33 de M. Guy Ducoloné (dispositions du présent article ne pouvant s'appliquer à ceux qui en réplique au mouvement de libération de l'Algérie se sont rendus coupables d'assassinat ou de torture) (p. 3174) ; contre l'amendement n° 39 de M. Guy Ducoloné (financement des dépenses du présent article) (p. 3175).

Article 2 *(extension de la révision de carrière aux militaires placés en non activité par retrait d'emploi) :* son amendement n° 1 rectifié (rédactionnel) : adopté ; contre l'amendement n° 41 de M. Guy Ducoloné (financement des dépenses résultant du présent article) (p. 3178).

Titre III : *modifiant la loi du 31 juillet 1968 portant amnistie.*

Article 10 *(réintégration dans les ordres honorifiques et dans le droit au port de certaines décorations) :* contre l'amendement n° 31 de M. Gérard Bapt (de suppression) (p. 3189, 3190) ; contre l'amendement n° 15 de M. Guy Ducoloné (personnes s'étant en réplique au mouvement de libération de l'Algérie rendues coupables de crime de sang ou de torture ne pouvant bénéficier des dispositions du présent article).

Article 11 *(levée de séquestre) :* son amendement n° 36 à titre personnel (rédactionnel) (p. 3191) ; adopté.

Après l'article 12 : ses observations sur l'amendement n° 26 de M. Pierre Sergent (mention « mort pour la France » étant accordée aux citoyens français exécutés après une condamnation à la peine capitale pour des infractions commises dans le but de maintenir les départements d'Algérie au sein du territoire national) (p. 3192).

Titre : ses observations sur les amendements n° 32 de M. Gérard Bapt (tendant à compléter le titre du projet de loi par les mots « d'outre-mer, de la guerre d'Indochine et de la seconde guerre mondiale) et n° 16 de M. Guy Ducoloné (tendant à compléter le titre du projet de loi par les mots « et de la guerre d'Indochine ») (p. 3193).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie (n° 853).

Première lecture, discussion des articles [3 juillet 1987] :

Titre Ier : *tribunaux de commerce.*

Article 1er *(institution et compétences ; organisation et fonctionnement) :* demande un vote par division sur l'amendement n° 17 de M. Georges-Paul Wagner (possibilité de choix pour les cadres de l'industrie et du commerce entre la compétence du tribunal de commerce et celle du Conseil des prud'hommes) (p. 3645).

— Projet de loi modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [3 juillet 1987] :

Inscrit contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe soutenue par M. Jean-Pierre Worms (p. 3670, 3671).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Première lecture, discussion des articles [6 octobre 1987] :

Après l'article 12 : son amendement n° 32 (rattachement de l'administration des juridictions administratives au secrétaire général du Conseil d'Etat) (p. 3970) ; retiré (p. 3971).

Explications de vote :

Vote favorable du groupe R.P.R. (p. 3974).

Deuxième lecture, discussion des articles [4 décembre 1987] :

Article 3 : ses observations sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Michel (gestion des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel relevant du secrétariat général du Conseil d'Etat) (p. 6814).

— Conclusions du rapport de la commission élue spécialement pour l'examen de la proposition de résolution présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée, portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice (n° 798).

Première lecture, explications de vote [7 octobre 1987] :

Droit à la défense (p. 4028).
Responsabilité du vote des députés (p. 4028).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 octobre 1987] :

Recherche scientifique sur la toxicomanie (et notamment abandon du projet de création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche et de l'information sur la toxicomanie) (p. 4061, 4062).

Discussion des articles [8 octobre 1987] :

Article 1er A *(création d'un institut national de l'enseignement de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies) :* renonce à la parole sur cet article (p. 4065) ; ses amendements nos 68, 69, 70, 71 et 72 : devenus sans objet (p. 4066).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur suppléant [19 décembre 1987] :

Amendements déposés par M. Bruno Gollnisch (retrait des —) (p. 7871).
Institut national de l'enseignement de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies et notamment recherches sur la toxicomanie et la pharmacodépendance (p. 7871, 7885).
Trafic de stupéfiants (conférence des Nations-Unies sur le —) (p. 7871).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, explications de vote [18 novembre 1987] :

Garde des sceaux (absence d'association du — à la réforme) (p. 6059).
Transmission des entreprises (dispositif adopté) (p. 6059).
Vote positif du groupe R.P.R. (p. 6059).

Troisième lecture, discussion des articles [23 décembre 1987] :

Chapitre II : *dispositions relatives aux transmissions d'entreprises.*

Section I : *division et intitulé nouveaux.*

Avant l'article 21 : ses observations sur l'amendement n° 54 de M. Jacques Roger-Machart (transmission d'une entreprise par rachat des salariés ou de tiers repreneurs) (p. 8086).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Pierre Pascallon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée, relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel afin d'élargir aux conseillers régionaux le droit de présentation des candidats à cette élection (n° 409) et proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, complétant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel (n° 772).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique : discussion commune [4 décembre 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 6784, 6785).
Candidature de M. Le Pen aux élections présidentielles de 1988 (textes favorisant la —) (p. 6784, 6785).
Collège des personnes habilitées à présenter des candidats à la présidence de la République (élargissement du —) (p. 6784).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux élections cantonales (n° 1027).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 décembre 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 6795).
Délai de convocation des électeurs à la suite d'une vacance au sein d'un conseil général (p. 6795).

Discussion des articles [4 décembre 1987] :

Après l'article 2 : ses observations sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (éligibilité au conseil général des électeurs du département inscrits sur une liste électorale) (p. 6799).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles.
Rapporteur [9 décembre 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 7023).
Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7027).
Délais impartis au législateur (p. 6985, 6986).
Instruction : généralités :
— inculpation (et appel contre l' —) (p. 6987, 6988) ;
- instruction (historique de l' —) (p. 6986) ;
- juges d'instruction (rôle des et reproches adressés aux —) (p. 6987) ;
— secret de l'instruction (p. 6988) ;
— témoin assisté (p. 6988) ;
Placement en détention provisoire :
— chambres des garanties (composition des —) (p. 6987) ;
— détention provisoire (nécessité de diminuer le nombre de —) (p. 6986) ;
— effectifs de magistrats dans les tribunaux et besoins nécessités par la mise en œuvre de la réforme (p. 6987) ;
— loi du 10 décembre 1985 (principales dispositions et abrogation de la) (p. 6986, 6987) ;
— mineurs (situation des) (p. 6987) ;
— placement en détention provisoire (transfert de la compétence des juges d'instruction aux chambres des garanties) (p. 6987).

Discussion des articles [10 et 11 décembre 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 46 de M. Jean-Pierre Michel (entrée en vigueur de la loi dite Badinter du 10 décembre 1985, le 1er mars 1989) (p. 7074) ; ses observations sur l'amendement n° 28 corrigé de M. Georges-Paul Wagner (exercice de la fonction de juge d'instruction étant subordonné à l'accomplissement préalable pendant une durée de cinq ans au moins d'activités successivement au Parquet et au Siège en qualité de substitut et de juge) (p. 7075) ; ses observations sur l'amendement n° 47 de M. Joseph Menga (détention provisoire des mineurs) (p. 7077).

Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 1er *(délivrance des mandats de justice)* : son amendement n° 1 (d'harmonisation) : adopté (p. 7078).

Article 2 *(institution et composition de la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire)* : son amendement n° 2 (mineurs de moins de 13 ans ne pouvant être placés en détention provisoire) (p. 7082, 7083) ; adopté après modification ; son amendement n° 3 (substitution de la chambre de garantie des libertés individuelles à la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire) : adopté (p. 7084) ; son amendement n° 4 (juge d'instruction pouvant siéger au sein de la chambre de garantie des libertés individuelles s'il n'a pas instruit l'affaire) : adopté (p. 7085) ; contre l'amendement n° 56 de M. Jean-Pierre Michel (magistrat ne pouvant participer au jugement d'une affaire pénale dont il a connu certains éléments en qualité de membre de la chambre de garantie des libertés individuelles) (p. 7087) ; contre l'amendement n° 57 de M. Jean-Pierre Michel (désignation des membres de la chambre de garantie des libertés individuelles) (p. 7106) ; son amendement n° 5 (désignation des membres de la chambre de garantie constituant une mesure d'administration judiciaire non susceptible de recours) : adopté après rectification ; son amendement n° 6 (possibilité pour la chambre des garanties de laisser l'inculpé en liberté) : adopté (p. 7107).

Article 3 *(dispositions relatives au contrôle judiciaire)* : contre l'amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Michel (mandat d'arrêt ou de dépôt ne pouvant être signifié à l'inculpé s'étant soustrait au contrôle judiciaire qu'après les observations du juge d'instruction chargé de l'affaire) (p. 7110) ; contre l'amendement n° 64 de M. Jean-Pierre Michel (cas où l'inculpé s'est soustrait au contrôle judiciaire) (p. 7111).

Article 5 *(saisine de la chambre ; placement provisoire sous main de justice)* : son amendement n° 7 soutenu par M. Emmanuel Aubert (observation que le juge d'instruction doit déposer en même temps que sa demande de mise en détention provisoire ne pouvant porter que sur la nécessité du placement en détention) : adopté (p. 7114) ; pour l'amendement n° 25 du Gouvernement (cas où l'inculpé est retenu sur place en attendant sa comparution) ; pour l'amendement n° 26 du Gouvernement (inculpé devant lorsqu'il demande un délai pour préparer sa défense faire connaître sa requête au juge d'instruction et non pas à la chambre) (p. 7115) ; ses observations sur l'amendement n° 27 du Gouvernement (prolongation du délai d'un jour ouvrable au cas dans lequel pour des raisons de force majeure la chambre n'a pas la possibilité de statuer dans le délai de trois jours ouvrables) (p. 7116) ; son amendement n° 8 soutenu par M. Albert Mamy (possibilité d'appel de l'ordonnance du juge d'instruction concernant le placement sous main de justice) : retiré (p. 7117).

Article 6 *(placement en détention provisoire)* : son amendement n° 9 soutenu par M. Emmanuel Aubert (chambre des garanties pouvant si elle l'estime utile recueillir les observations du juge d'instruction qui l'a saisie) : adopté (p. 7119).

Article 7 *(dispositions relatives aux prolongations de détention provisoire)* : son amendement n° 10 soutenu par M. Emmanuel Aubert (chambre des garanties pouvant prolonger la détention pour une durée n'excédant pas quatre mois) (p. 7120) ; rejeté.

Article 8 *(dispositions d'harmonisation concernant les ordonnances de règlement et la notification de diverses ordonnances)* : son amendement n° 11 (rédactionnel) (p. 7121) : adopté (p. 7122).

Titre II : *dispositions relatives au fonctionnement de la chambre d'accusation.*

Article 12 *(désignation par décret du président de la chambre d'accusation)* : contre l'amendement n° 73 de M. Jean-Pierre Michel (désignation du président de la chambre d'accusation et de son suppléant).

Article 13 *(simplification de la procédure en matière d'appel devant la chambre d'accusation)* : son amendement n° 13 (harmonisation des délais impartis aux juridictions d'appel pour statuer en matière de détention provisoire ou sur une demande de mise en liberté) (p. 7123) ; rejeté au scrutin public (p. 7124).

Après l'article 13 : son amendement n° 14 (suppression de la disposition selon laquelle le dossier de la procédure déposé aux greffes doit en cas d'appel contenir les réquisitions du Procureur général) : adopté (p. 7125).

Article 14 *(renforcement des pouvoirs de la chambre d'accusation en vue d'éviter des retards dans l'instruction)* : contre les amendements identiques n° 42 de M. François Asensi et n° 74 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) (p. 7126) ; son amendement n° 15 (chambre d'accusation pouvant se saisir du dossier en l'absence pendant quatre mois de tout acte d'instruction nécessaire à la manifestation de la vérité) : adopté ;

son amendement n° 16 soutenu par M. Emmanuel Aubert (pouvoir de renvoyer le dossier au juge d'instruction ou de l'envoyer à un autre juge d'instruction étant confié au président de la chambre d'accusation) : rejeté (p. 7127).

Titre III : *dispositions diverses.*

Avant l'article 15 : ses observations sur l'amendement n° 17 de la commission soutenu par M. André Fanton (institution du témoin assisté) (p. 7168, 7171) ; pour le sous-amendement n° 87 du Gouvernement à l'amendement n° 17 (institution du témoin assisté étant réservé au cas de plainte avec constitution de partie civile) ; amendement n° 17 : adopté après modification (p. 7172) ; son amendement n° 18 (de conséquence) : adopté ; pour l'amendement n° 82 de M. Emmanuel Aubert (juge d'instruction ayant le pouvoir d'inculper toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices graves et concordants d'avoir pris part comme auteur ou complice aux faits qui lui sont déférés) (p. 7176) ; ses observations sur l'amendement n° 19 de la commission soutenu par M. Jacques Toubon (inculpation étant prescrite par ordonnance spécialement motivée ; possibilité de recours contre l'ordonnance d'inculpation) (p. 7177) ; caractère exploratoire de l'amendement (p. 7179, 7180) ; retiré ; son amendement n° 20 (ordonnance d'inculpation étant susceptible d'appel) : retiré (p. 7181).

Article 9 précédemment réservé : son amendement n° 84 rectifié (ordonnance d'inculpation étant susceptible d'appel) : retiré ; son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté.

Avant l'article 15 : son amendement n° 22 (ordonnance d'inculpation étant susceptible d'appel) : retiré ; son amendement n° 23 (mandat de dépôt étant dans le cas de comparution immédiate délivré par le président du tribunal ou le juge délégué) : adopté.

Article 15 *(fixation des audiences correctionnelles du tribunal de grande instance)* : contre l'amendement n° 76 de M. Jean-Pierre Michel (assemblée générale du tribunal de grande instance arrêtant à la fin de chaque année judiciaire les rôles du tribunal pour l'année suivante) (p. 7182).

Après l'article 16 : son amendement n° 24 (institution d'un délit d'atteinte à la présomption d'innocence) (p. 7183, 7184) ; nécessité de partager le secret de l'instruction ; retiré (p. 7185).

Seconde délibération du projet de loi [11 décembre 1987] :

Article 2 : pour l'amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement de l'article) (p. 7187).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles.
Rapporteur [20 décembre 1987] :

Chambre d'accusation (p. 7915).
Chambre des demandes de mise en détention provisoire (p. 7914, 7915).
Comparution immédiate (procédure de la —) (p. 7915).
Désignation des juges d'instruction (p. 7915).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide (n° 92).

Première lecture, explications de vote [14 décembre 1987] :

Provocation au suicide (notion de — ; répression de la —) (p. 7319).
Vie (portée de la propriété de chaque individu sur sa propre —) (p. 7318, 7319).
Vote positif du groupe R.P.R. et de la majorité (p. 7319).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Henri Cuq et Albert Mamy tendant à modifier le code de procédure pénale et relative à l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux enquêteurs et aux personnels en tenue de la police nationale (n° 1072).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [14 décembre 1987] :

Inscrit contre la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 7331, 7332).
Police judiciaire (dispositions de la loi du 18 novembre 1985 sur la — et nature législative du texte permettant sa mise en œuvre) (p. 7331, 7332).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Alain Lamassoure et M. Henri Cuq, relative à la limite d'âge de certains fonctionnaires civils de l'Etat (n° 1138 rectifié, 1167).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique.
Rapporteur [19 décembre 1987] :

Etat (maintien de la permanence de l' — en période d'élection présidentielle) (p. 7839).
Hauts fonctionnaires susceptibles d'être maintenus en fonction au-delà de la limite d'âge (p. 7839).
Maintien en fonction de hauts fonctionnaires (durée maximale du —) (p. 7839).

Discussion de l'article unique [19 décembre 1987] :

Après l'article unique : favorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (prorogation pour un an du dispositif de cessation progressive d'activité dans la fonction publique) (p. 7840).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Robert-André Vivien tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social et relative à la durée du mandat des présidents d'entreprises du secteur public (n° 1137, 1166).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique.
Rapporteur [19 décembre 1987] :

Présidents d'entreprises du secteur public « privatisables » (durée du mandat des —) (p. 7841).
Présidents d'entreprises du secteur public « privatisables » (limite d'âge des —) (p. 7841).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs (n° 1135).

Première lecture, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :

Associations de consommateurs (droit d'agir en justice) (p. 7944).
Edulcorants de synthèse (p. 7945).
Distribution (lutte contre le monopole de la —) (p. 7944).

Discussion des articles [20 et 21 décembre 1987] :

Article 5 *(information des consommateurs en matière de denrées alimentaires)* : son opposition à une protection supplémentaire du sucre ; nécessité de mettre en conformité le droit national avec le droit communautaire (p. 7963) ; son amendement n° 26 (de suppression) ; retiré et repris par M. Michel Sapin (p. 7964) ; son amendement n° 27 (suppression du paragraphe I[er] de l'article 5) ; retiré et repris par M. Michel Sapin ; son amendement n° 28 (tendant à supprimer l'interdiction de la simple évocation du terme sucre) (p. 7965) ; rejeté (p. 7966) ; son amendement n° 29 (conservation des dénominations et marques de fabrique de substances édulcorantes pour celles antérieures au 1[er] décembre 1987) ; son amendement n° 29 modifié par le sous-amendement n° 33 de M. Gilbert Gantier : adopté (p. 7967).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre II : *modifications du code électoral.*

Après l'article 9 : son sous-amendement n° 59 à l'amendement n° 48 de la commission (déductions prévues au premier alinéa du I et au premier alinéa du IV de l'article 238 *bis* du code général des impôts) ; son sous-amendement n° 60 à l'amendement n° 48 de la commission (déterminant l'année budgétaire pendant laquelle peut se faire la déduction) ; son sous-amendement n° 105 à l'amendement n° 48 de la commission (conditions dans lesquelles les dons sont déductibles) (p. 135, 141, 142) ; sous-amendement n° 59 : retiré ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Michel ; nombre de réunions de commission pour l'examen des projets de loi sur le financement des partis politiques, des campagnes et sur les déclarations de patrimoine des candidats ; examen de l'ensemble des amendements par la commission ;

refuse une réunion de la commission demandée par M. Jean-Pierre Michel (p. 143) ; sous-amendements n° 60 et 105 : retirés (p. 146).

LIPKOWSKI (Jean de)

Député de la Charente-Maritime
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à permettre aux **tribunaux administratifs** de fixer, en cas de **recours jugés abusifs, des dommages et intérêts** au profit du **défendeur (n° 1203)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Personnes du quatrième âge :** problèmes des personnes âgées dépendantes victimes de l'éclatement de la famille ; nécessité de développer le maintien à domicile ; aide ménagère [12 novembre 1987] (p. 5751).

LONCLE (François)

Député de l'Eure
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Congo sur la sécurité sociale (ensemble trois protocoles) (n° 773) [4 juin 1987] (p. 2010).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 773) autorisant l'approbation d'une **convention générale** entre le Gouvernement de la Républlque française et le Gouvernement de la **République populaire du Congo** sur la **sécurité sociale** (ensemble trois protocoles) **(n° 865)** [18 juin 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Privatisation de TF1** : désorganisation du paysage audiovisuel français [17 juin 1987] (p. 2515, 2516) ;

— **Protection de l'épargne** : pertes subies par les nouveaux actionnaires des sociétés privatisées [12 novembre 1987] (p. 5748) ; mise en péril de l'économie française et du pouvoir d'achat des épargnants (p. 5749) ;

— **Fonctionnement de la justice** : déclaration d'un ministre et d'un député relative au financement des partis et des campagnes électorales posant le problème de savoir s'il existe une justice à deux vitesses [9 décembre 1987] (p. 7008, 7009) ;

orales sans débat :

— **n° 237**, posée le 2 juin 1987 : **communes (fonctionnement)** (p. 1836) ; appelée le 5 juin 1987 : **services publics en milieu rural** : suppression de cabines téléphoniques, de bureaux de poste et perceptions sans concertation des élus locaux (p. 2019, 2020, 2021) ;

— **n° 236**, de M. Jean-Yves Le Déaut ; appelée le 5 juin 1987 : **mesures en faveur de la Lorraine** : crédits pour la formation et la recherche en Lorraine très inférieurs à l'aide exceptionnelle annoncée par le Premier ministre ; attente d'emplois accompagnant les crédits (p. 2022, 2023, 2024).

INTERVENTIONS

— **Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Allard tendant à faciliter la réalisation d'un nouveau franchissement de l'estuaire de la Seine (n° 794).**

Première lecture, discussion des articles [16 juin 1987] :

Article unique *(affectation d'une partie du produit des péages au financement de la construction d'un nouveau franchissement de la Seine) :* ses observations (p. 2417).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.**

Procédure des questions [16 juin 1987] :

Afrique du Sud :
— situation de M. Pierre-André Albertini (p. 2491).
Iran (relations de la France avec l' —) (p. 2495).
Liban (otages français au —) (p. 2495).

Son rappel au règlement : développement récent des relations franco-iraniennes [7 juillet 1987] (p. 3713, 3714).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Congo sur la sécurité sociale (ensemble trois protocoles) (n° 773).**

Première lecture, avant la discussion des articles.
Rapporteur [2 octobre 1987] :
Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen soutenue par M. Jean-Claude Martinez (p. 3925).
Affiliation au régime de sécurité sociale du lieu d'emploi (principe d' —) (p. 3923).
Coordination des régimes de sécurité sociale (p. 3923, 3924).
Maladie (exclusion du risque —) (p. 3924).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Questions* [5 novembre 1987] :
Otages français au Liban (attitude du Gouvernement à l'égard des —) (p. 5472).

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule* [6 novembre 1987] :

Son rappel au règlement : articles 47 et suivants du Règlement relatifs à l'organisation des débats ; déclarations de désinformation du ministre de la culture et de la communication sur Antenne 2, le soir même du débat du budget de la communication (p. 5557).

Questions [6 novembre 1987] :
Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) (p. 5563).
Radio France Outre-mer (R.F.O.) (p. 5565).

— **Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).**

Première lecture, discussion des articles [10 décembre 1987] :

Titre Ier *: dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 2 *(institution et composition de la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire) :* **son rappel au règlement :** dessaisissement par la Cour de cassation du juge Grellier ; demande au garde des sceaux des explications (p. 7103).

Article 3 *(dispositions relatives au contrôle judiciaire) :* soutient l'amendement n° 60 de M. Jean-Pierre Michel (juge d'instruction chargé de l'affaire étant préalablement entendu en ses observations) : rejeté (p. 7109).

Titre II *: dispositions relatives au fonctionnement de la chambre d'accusation.*

Article 13 *(simplification de la procédure en matière d'appel devant la chambre d'accusation) :* **son rappel au règle-**

ment : dessaisissement par la Cour de cassation du juge Grellier ; mise en cause par le garde des Sceaux des juges d'instruction (p. 7124).

LONGUET (Gérard)

Ministre délégué du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T.

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. François Porteu de la Morandière : minitel et publicité pornographique** : succès de la télématique en France ; dispositions réglementaires en préparation [6 mai 1987] (p. 888, 889).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

Assujettissement des télécommunications à la T.V.A. (p. 4851).
Câble (p. 4849, 4850).
Centre national d'études spatiales (p. 4851).
Déréglementation des télécommunications (p. 4849, 4850, 4851).
Effectifs de la Poste (et problème des bureaux de poste ruraux) (p. 4852, 4853).
Endettement des P. et T. (p. 4851).
Filière électronique (financement de la —) (p. 4851).
« Informatique pour tous » (Plan —) (p. 4851).
Investissements des P. et T. (recul des) (p. 4853).
Messageries roses (p. 4853, 4854).
Minitel (extension du —) (p. 4854).
Prélèvement de l'Etat sur le budget annexe des P. et T. (p. 4851).
Presse (problème de la rétribution des services de la poste) (p. 4852).
Radio-messagerie et radio-téléphonerie (p. 4850).
Redistribution au personnel des gains de productivité (p. 4853).
Satellite (p. 4853).
Services financiers de la poste (p. 4849).
Statut des P. et T. (p. 4850).

Réponses aux questions (p. 4854).

Effectifs et statut de la Poste (M. Jean Oehler) (p. 4855).
Minitel (rôle et finalités du —) (M. François Porteu de la Morandière) (p. 4857).
Personnels techniques (recrutement et statut des —) (M. Jean-Pierre Sueur) (p. 4858, 4859).
Plan câble (retard dans la réalisation du —) (MM. Emile Zuccarelli et Bernard Schreiner) (p. 4855, 4859, 4860).
Recherche et développement (mise en valeur du programme de — mis en œuvre par les P. et T.) (M. Philippe Bassinet) (p. 4856).
Service d'Etudes de la Poste et des Télécommunications (S.E.P.T.) (M. Francis Saint-Ellier) (p. 4858).
Statut juridique des P. et T. (M. Dominique Perben) (p. 4857).

Examen des crédits [26 octobre 1987] :

Crédits ouverts à l'article 38 : son amendement n° 153 (majoration des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I et des crédits ouverts au paragraphe II de cet article) ; intégration de la déduction de la T.V.A. sur les investissements à concurrence de 40 % ; adopté ; contre l'amendement n° 154 de M. Ladislas Poniatowski (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I et des crédits ouverts au paragraphe II de cet article) (p. 4860) ; rebudgétisation du C.N.E.S. prévue à l'occasion du budget pour 1989 ; engagement du Gouvernement (p. 4861).

Après l'article 61 : pour l'amendement n° 156 de M. François d'Aubert (instituant à compter du 1er janvier 1989 une taxe de 33 % sur les sommes payées par les fournisseurs de services diffusés par le 36.15 lorsque ces services ont un caractère pornographique et font l'objet de publicité par affichage ou tout moyen audiovisuel) ; nécessité d'attirer l'attention des entreprises de presse ; problème du secret du courrier (p. 4862) ; succès du plan télématique ; réaction des partenaires étrangers vis-à-vis du minitel (p. 4863).

LORENZINI (Claude)

Député de la Meuse
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

LORY (Raymond)

Député d'Indre-et-Loire
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

LOUET (Henri)

Député de l'Indre
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation dans les établissements pénitentiaires** : mutinerie de la maison centrale de Saint-Maur dans l'Indre ; importants dégâts causés par cette mutinerie [18 novembre 1987] (p. 6019).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).**

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :

Avions de combat (et notamment avion « Rafale ») (p. 144, 145).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Examen du fascicule* [10 novembre 1987] :

Afrique (intervention française ; Tchad) (p. 5663).
Armée de terre (notamment sous-encadrement de l' —) (p. 5664).
Budget de la défense (niveau du) :
— dépenses de fonctionnement (Titre III) (p. 5663, 5664).
Défense européenne (et coopération militaire franco-allemande) (p. 5663).
Désarmement :
— forces nucléaires intermédiaires (accord Etats-Unis/U.R.S.S. sur l'option « double zéro ») (p. 5663).
Forces conventionnelles (p. 5663).
Forces nucléaires stratégiques :
— missile A.S.M.P. (p. 5663) ;
— modernisation des — (p. 5663).
Gendarmerie (notamment recrutement, équipement et transfèrement judiciaire) (p. 5664).
Programmes d'équipement :
— programme Rafale, A.C.T.-A.C.M. (p. 5663).

LOUIS-JOSEPH-DOGUE (Maurice)

Député de la Martinique
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Sécheresse en Martinique** [6 mai 1987] (p. 892) ;

— **Situation en Haïti** : nécessité d'aider les Haïtiens dans la transition démocratique [12 novembre 1987] (p. 5749).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).**

Première lecture, discussion des articles [27 mai 1987] [17 juin 1987] :

Chapitre 1er : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 4 *(articles 12 à 12 quater de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 (Centre national de la fonction publique territoriale) : article 12 bis de la loi du 26 janvier 1984* (missions du Centre national de la fonction publique territoriale) : son amendement n° 220 soutenu par M. Bernard Derosier (tendant à favoriser le reclassement des agents de catégorie A et B des départements d'outre-mer dans le département où ils sont employés en cas d'incident de carrière) : rejeté (p. 1719).

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 19 *(articles 11 à 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale) : article 14 de la loi du 12 juillet 1984* (délégations interdépartementales ou régionales) : son amendement n° 215 (création d'une délégation régionale du Centre national de la fonction publique territoriale dans chaque région d'outre-mer) : rejeté (p. 2786).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :

Crédits (montant et répartition des) (p. 4611).
Etudiants des D.O.M.-T.O.M. (p. 4612).
Loi de programme du 31 décembre 1986 (application de la) (p. 4512).

Questions [21 octobre 1987] :

Martinique :
montant de la ligne budgétaire unique (p. 4616) ;
scolarisation des enfants (p. 4616) ;
université Antille-Guyane (p. 4616) ;
humanisation des hôpitaux (p. 4616).

Education Nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. *Questions* [29 octobre 1987] :

Remplacé par M. Jean-Hugues Colonna : Antilles (universités, classes préparatoires et de B.T.S.) (p. 5095).

M

MADELIN (Alain)

Ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme.

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Michel Hannoun : incidents de Creys-Malville et de l'usine du Tricastin** : absence de problème de sécurité ; mise en place d'une banque de données Minitel Magnuc [15 avril 1987] (p. 347) ;

— **M. Jean Mouton : sécurité des installations nucléaires** : banque de données permanente accessible par minitel [15 avril 1987] (p. 348) ; conseil supérieur de sûreté et d'information nucléaires ; consensus sur le nucléaire (p. 349) ;

— **M. Louis Mermaz : sûreté à la centrale de Creys-Malville et dans les installations, nucléaires** : désinformation ; responsabilité de la sûreté nucléaire appartenant au Gouvernement [15 avril 1987] (p. 356) ;

— **M. Michel Debré : programme Hermès** : historique de la conquête de l'espace [22 avril 1987] (p. 543) ; état d'avancement du programme Hermès (p. 543, 544) ;

— **M. Jean-Guy Branger : licenciements aux chantiers navals et situation de l'emploi dans le bassin de la Rochelle** : crise du chantier de la Rochelle-La Pallice [29 avril 1987] (p. 739) ; éventualité de créer une zone d'entreprise (p. 740) ;

— **M. René Drouin : politique industrielle** : nécessité de restructurer la sidérurgie (p. 1703, 1704) ; apparition de signes précurseurs de renouveau dans le domaine industriel (p. 1704) ;

— **M. Roger Corrèze : difficultés des entreprises de confection** : alignement de notre politique sur la réglementation applicable à la Communauté européenne [27 mai 1987] (p. 1709) ; taxe professionnelle (p. 1710) ;

— **M. Philippe Vasseur : difficultés économiques en France** : compétitivité ; recettes du déclin ; modification de l'appareil industriel [24 juin 1987] (p. 3113) ; apparition de signes d'amélioration (p. 3114) ;

— **M. Robert Montdargent : industrie aérospatiale française** : partage des responsabilités entre plusieurs ministères ; rôle moteur de la France dans l'aventure spatiale européenne ; C.N.E.S. ; programme Hermès (p. 3116) ; internationalisation et européanisation de l'industrie aérospatiale [24 juin 1987] (p. 3116, 3117) ;

— **M. Jean-Louis Tenaillon : statut de la régie Renault** : amélioration de la situation de l'industrie automobile française ; nécessité d'une restructuration juridique et financière de Renault [7 octobre 1987] (p. 3995) ;

— **M. Jean-Paul Fuchs : situation de la société la Chapelle Darblay** : montage financier de la Chapelle Darblay ; négociation en cours ; impossibilité de verser les subventions [14 octobre 1987] (p. 4287) ;

— **M. Charles Revet : situation de l'entreprise la Chapelle Darblay** : fragilité du montage industriel et financier de 1984 [4 novembre 1987] (p. 5363) ; départ de M. John Kila ; location gérance accordée au groupe franco-québécois Pinault-Cascades (p. 5364) ;

— **M. Serge Charles : renouvellement des contrats de fourniture de gaz d'Algérie** : contentieux avec l'Algérie sur l'interprétation des contrats ; contexte commercial [12 novembre 1987] (p. 5751) ;

— **M. Jean Rigal : situation des entreprises du secteur machines-outils** : arrivée à terme du plan machines-outils ; coût de ce plan pour les contribuables [18 novembre 1987] (p. 6018) ;

— **M. René Couanau : situation des ateliers et chantiers de la Manche à Saint-Malo** : accord du Gouvernement pour étudier un plan de redressement avec un repreneur sérieux [18 novembre 1987] (p. 6021) ;

— **M. Gérard Bapt : télédiffusion de France et industrie spatiale** : [2 décembre 1987] (p. 6694) ;

— **M. Charles Josselin : industrie du téléphone** : [2 décembre 1987] (p. 6695) ; implantation de la Northern Telecom en France pour vendre sur le marché mondial, et d'un centre de recherches et de développement à vocation européenne (p. 6696) ;

— **M. Maurice Ligot : situation de l'industrie de la chaussure** : réduction des charges ; aménagement de la durée du temps de travail ; encouragement de l'effort d'innovation des P.M.I. [9 décembre 1987] (p. 7003) ; lutte pour une concurrence loyale (p. 7004) ;

— **M. Jean-Pierre Schénardi : Renault** : action de sabotage parlementaire menée par le parti communiste ; comportement du parti socialiste [16 décembre 1987] (p. 7551) ; situation de Renault ; nécessité de cette réforme (p. 7552) ;

orales sans débat :

— **M. Yves Guéna (n° 178) : industrie de la chaussure** [10 avril 1987] (p. 211) ;

— **M. Jean Laurain (n° 184) : sidérurgie lorraine** [10 avril 1987] (p. 212, 213, 214) ;

— **M. Xavier Deniau (n° 189) : situation de l'agriculture** : négociations sur les prix agricoles à Bruxelles ; utilisation de l'éthanol [10 avril 1987] (p. 215) ;

— **M. Georges Sarre** (n° 259) : **lycée militaire d'Aix-en-Provence** : exploitation politicienne des incidents [19 juin 1987] (p. 2890) ;

— **M. Pierre Pascallon (n° 252) : bassin d'emploi d'Issoire et du Val-d'Allier** : possibilité de conversion de la région [19 juin 1987] (p. 2891) ;

— **M. Charles de Chambrun** (n° 252) : **remplacé** par M. François Porteu de la Morandière : **industrie électrométallurgiques et monopole d'E.D.F.** : aménagement du monopole dans la perspective d'un marché européen en 1992 [19 juin 1987] (p. 2892, 2893) ;

— **M. Vincent Porelli** (n° 256) : **sidérurgie des produits plats** : choix par le président d'Usinor et Sacilor de mesures permettant de retrouver une sidérurgie compétitive ; alignement sur les usines européennes les plus performantes pour affronter la concurrence de 1992 [19 juin 1987] (p. 2895) ; illusions des sidérurgistes entretenues par les communistes (p. 2894) ;

— **M. Jean-Marie Bockel (n° 267) : dotation en capital de l'entreprise minière et chimique** : apport d'une dotation ; diversification des activités du bassin potassique ; orientation des investissements dans la sidérurgie lorraine en fonction des perspectives de rentabilité en respect des règles communautaires [26 juin 1987] (p. 3236) ;

— **Mme Muguette Jacquaint (n° 264) : industrie de l'habillement** : concurrence des pays industrialisés et des pays à bas salaires [26 juin 1987] (p. 3239) ;

— **Mme Odile Sicard (n° 270) : usine Cebal de Froges dans l'Isère** : restructuration imposée par les gains de productivité [26 juin 1987] (p. 3237) ; mesures d'accompagnement social (p. 3238) ;

— **M. Charles Miossec (n° 287) : industrie nucléaire** : suréquipement d'H.D.F. ; création de centrales en fonction des besoins globaux nationaux ; rôle du conseil supérieur de sûreté et d'information nucléaire ; réalisation du marché commun de l'énergie [11 décembre 1987] (p. 7154, 7155) ;

— **M. Jean Giard (n° 326) : groupe Thomson** : accords conclus pour permettre au groupe d'atteindre la taille mondiale que nécessite la compétition internationale ; succès de l'orientation vers le militaire ; ses retombées financières [11 décembre 1987] (p. 7156, 7157).

INTERVENTIONS

— **Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Foyer relative à la protection des topographies de produits semi-conducteurs et à l'organisation de l'Institut national de la propriété industrielle (n° 849).**

Première lecture, avant la discussion des articles [29 juin 1987] :

Brevets et innovations (retard de la France en matière de —) (p. 3363).
Institut national de la propriété industrielle (missions, organisation, statuts et recours contre les décisions de son directeur) (p. 3362).
Marques (réforme de la législation sur les —) (p. 3363).
Office communautaire des marques (implantation de l'— à Strasbourg) (p. 3363).
Propriété industrielle et innovations (protection des —) (p. 3362).
Semi-conducteurs (protection des topographies des —) (p. 3362).

Discussion des articles :

Titre Ier : *protection des topographies des semi-conducteurs.*

Article 3 *(point de départ et étendue de la protection) :* son amendement n° 6 (point de départ et étendue de la protection) : adopté (p. 3366).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

Automobile (industrie) (p. 4816, 4817).
Balance commerciale (bilan de la —) (p. 4813).
Bretagne (situation en — et notamment dans le Trégor) (p. 4817).
Budget de l'industrie (diminution du —) (p. 4814).
Charbon (charbonnages de France et houillères nationales) (p. 4817).
Chimie (industrie de la — et avenir de l'Institut national de la recherche chimique appliquée — I.R.C.H.A.) (p. 4814, 4817).
Compétitivité de l'industrie française (p. 4813).
Construction navale (p. 4814, 4817).
Conversion industrielle (et pôles de conversion) (p. 4817).
Désengagement de l'Etat (p. 4814, 4815, 4816).
Electrification (charges d' -) (p. 4817).
Electronique (industrie — et composants) (p. 4817, 4818).
Energie (et rôle de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie — A.F.M.E.) (p. 4816).
Espace (industrie de l'—) (p. 4815, 4816).
Investissement immatériel (p. 4818).
Investissement productif (p. 4813, 4814).
Marché unique européen de 1992 (perspective du —) (p. 4817).
Nationalisations (conséquences des —) (p. 4815, 4816).
Pétrole et produits pétroliers (approvisionnement de la France en —) (p. 4813).
Politique industrielle menée depuis 1986 (p. 4814, 4818).
Recherche, développement, innovation (et crédit d'impôt-recherche) (p. 4815, 4816).
Renault (p. 4814, 4815, 4817).
Sidérurgie (p. 4814, 4815, 4817).
Taux d'intérêt (hausse des -) (p. 4813).

Réponses aux questions (p. 4813) :

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (M. Jean-Pierre Delalande) (p. 4827).
Départements et territoires d'outre-mer (industrialisations des —) (M. Ernest Moutoussamy) (p. 4821).
Electronique (filière —) (Mme Odile Sicard) (p. 4824).
Hydrocarbures (prélèvements effectués sur les bénéfices réalisés à partir des ventes d'—) (M. Jean-Pierre Delalande) (p. 4819).
Industrie chimique (M. Charles Fiterman) (p. 4822).
Industrie textile en Meurthe-et-Moselle (Mme Colette Gœuriot) (p. 4820).
Institut national de recherches chimiques appliquées (I.R.C.H.A.) (mise en vente de l'—) (M. Alain Richard) (p. 4825, 4826).
Investissements et équipements structurants (aide de l'Etat aux —) (M. Francis Saint-Ellier) (p. 4823, 4824).
Nord-Pas-de-Calais (bassin minier du -) (M. Rémy Auchedé) (p. 4821).
Parcs d'innovation technologique (M. André Durr) (p. 4818, 4819).
Radiotechnique (problèmes du centre industriel de la —) (p. 4825).
Recherche-développement dans les P.M.E. et P.M.I. (M. Francis Geng) (p. 4828).
Simplification des formalités statistiques et administratives (M. Serge Charles) (p. 4820).
Taxe intérieure sur le gaz naturel (M. Pierre Montastruc remplacé par M. Francis Geng) (p. 4824).
Usinor-Sacilor (M. Jean-Marie Demange) (p. 4826, 4827).
Zones d'entreprises (M. Jean Ueberschlag) (p. 4826).

Vote des crédits (p. 4827) :

Etat B, titre III : contre l'amendement n° 13 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) ; missions sur le terrain des directeurs régionaux de l'industrie et de la recherche de plus en plus nombreuses (p. 4828).

Etat B, titre IV : contre l'amendement n° 14 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; nécessité de circulation de l'information (p. 4828) ; ses observations sur l'amendement n° 15 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) ; modalité de soutien à la seule presse (p. 4829) ; contre l'amendement n° 16 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; compétence technologique ; « label A.N.V.A.R. » ; diffusion de l'innovation ; drainage de capitaux privés (p. 4830) ; contre l'amendement n° 143 de M. Alain Richard (réduction de crédits).

Etat C, titre VI : contre l'amendement n° 152 de M. Paul Chomat (réduction d'autorisations de programme et de crédits) ; désengagement de l'Etat (p. 4831).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, discussion des articles [18 novembre 1987] :

Chapitre III : *dispositions fiscales.*

Avant l'article 22 : son amendement n° 1 (souscription en numéraires au capital des sociétés nouvelles créées entre le 1er janvier 1988 et le 31 décembre 1990) (p. 6046) ; aide à la création d'entreprise aux Etats-Unis ; mobilisation de l'épargne de proximité (p. 6047) ; mesures en faveur de la création d'entreprise ; exonération de l'impôt sur les bénéfices pour les entreprises nouvellement créées ayant été une source de contentieux fiscal ; adopté (p. 6048).

— Projet de loi relatif à la tranaformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 décembre 1987] :

Chapelle Darblay (p. 7299, 7300).
Communiste (opposition —) (p. 7234).
Ordre du jour (p. 7304, 7306).
Renault — R.N.U.R. :
— endettement (et abandon par le Gouvernement d'une créance de 12 milliards de francs) (p. 7233) ;
— Etat (engagement et intervention de l'— actionnaire) (p. 7233) ;
— législation européenne (règles de la — du traité de Rome et de l'Acte unique européen) (p. 7233) ;
— restructuration financière (p. 7233) ;
— salariés (situation et opinion des —) (p. 7233) ;
— statut actuel (historique et conséquences du —) (p. 7233) ;
— transformation de Renault en société anonyme (raisons et moyens de la —) (p. 7233).

MAHEAS (Jacques)

Député de la Seine-Saint-Denis
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission de la télématique [*J.O.* du 11 avril 1987] (p. 4177).

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 21 janvier 1987] (p. 1027).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 21 janvier 1987] (p. 1027).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Alcoolisme (mesures prises par le Gouvernement contredisant l'effort de lutte contre l'— et notamment relatives au privilège des bouilleurs de crus) (p. 601, 602).
Alcoolisme au volant (généralités et sanction de l'—) :
— accidents corporels et mortels dues à l'— (p. 601, 602) ;
— Anne Cellier (décès accidentel d'—) (p. 601) ;
— peines encourues (législation actuelle et aggravation des —) (p. 601) ;
— peines de prison (caractère dissuasif ou non des —) (p. 603) ;
— peines de substitution (travaux d'intérêt général) (p. 603).
Publicité pour l'alcool (p. 602).
Sécurité routière :
— bilan 1986 (p. 602) ;
— contrôle technique des véhicules (p. 603) ;
— infrastructures (amélioration des — et résorption des points noirs) (p. 603) ;
— mesures prises entre 1981 et 1986 (p. 602, 603) ;
— permis de conduire (hypothèse d'un — modulé, à l'essai ou à points) (p. 603) ;
— prévention routière (action éducative auprès des enfants notamment et amélioration de la circulation) (p. 603).

Discussion de l'article unique :

Avant l'article unique : contre l'amendement n° 11 de M. François Asensi (possibilité pour les associations œuvrant pour la défense de la sécurité routière et des victimes de se constituer partie civile contre les auteurs de délits routiers) (p. 618).

Après l'article unique : son amendement n° 20 (tendant à ajouter un temps minimal de travail d'intérêt général comme peine complémentaire dans l'éventail des peines) (p. 631, 632) ; devenu sans objet ; son amendement n° 31 (permettant au tribunal de prescrire à titre complémentaire l'accomplissement d'un travail d'intérêt général à l'encontre des prévenus condamnés pour l'un des délits prévus à l'article L. 1er du code de la route) : satisfait (p. 635) ; son amendement n° 25 (tendant à imposer un stage à toute personne condamnée pour l'un des délits visés à l'article L. 1er du code de la route) (p. 636) : retiré (p. 637).

Explications de vote :

Peine minimale (fixation d'une — et rôle du juge) (p. 643).
Prévention (action auprès des conducteurs et amélioration des infrasructures routières) (p. 643).
Vote positif du groupe socialiste (p. 643).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [29 juin 1987] :

Alcoolisme (lutte contre l'—) :
— publicité pour l'alcool (p. 3333).
Alcoolisme au volant :
— alternatives à l'emprisonnement (notamment en Grande-Bretagne) (p. 3334) ;
— peine (certitude de la —) (p. 3333, 3334) ;
— peine minimale en cas de conduite en état alcoolique et d'homicide involontaire (création d'une —) (p. 3334) ;
— peines complémentaires (travaux d'intérêt général et peines de jours-amendes) (p. 3334) ;
— peines encourues en cas d'alcoolisme au volant (aggravation des —) (p. 3333).
— *Insécurité routière :*
— accidents corporels et mortels, notamment dus à l'alcoolisme) (p. 3333).

Discussion des articles :

Article 1er : son amendement n° 1 (interdiction de la vente de boissons alcoolisées dans les stations services) : retiré (p. 3335).

Article 3 : soutient l'amendement n° 7 de M. Michel Sapin (possibilité pour le juge de prescrire un travail d'intérêt général à titre de peine complémentaire) (p. 3346) ; adopté au scrutin public (p. 3347).

Article 4 : son amendement n° 6 (possibilité pour le juge de prononcer à titre de peine complémentaire des amendes sous formes de jours-amendes en proportion des revenus des intéressés) ; existence peines semblables au Danemark et en R.F.A. ; adopté (p. 3348).

MALANDAIN (Guy)

Député des Yvelines
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 660 rectifié) tendant à diminuer le montant des annuités de remboursement des prêts d'accession à la propriété sociale devenues trop élevées au regard des ressources des acquéreurs [14 mai 1987] (p. 1180).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à réduire les nuisances occasionnées à l'urbanisation existante par les recherches pétrolières (n° 826) [2 novembre 1987] (p. 5817).

Rapporteur du projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025) [20 novembre 1987] (p. 6197).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025) [J.O. du 23 décembre 1987] (p. 15046).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à diminuer le montant des annuités de remboursement des **prêts d'accession à la propriété sociale** devenues trop élevées au regard des ressources des acquéreurs **(n° 660)** [14 avril 1987].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 1025) modifiant l'article L. 313-1 du **code de la construction et de l'habitation** et portant création de l'**agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1097)** [3 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Renégociation des prêts au logement :** proposition de loi socialiste prévoyant la renégociation des prêts au logement [29 avril 1987] (p. 731) ;

orales sans débat :

— **n° 280**, posée le 16 juin 1987 : **logement (prêts)** (p. 2501) ; appelée le 19 juin 1987 : **renégociation des prêts en accession à la propriété** : proposition de loi socialiste relative à la renégociation de prêts au logement dont les annuités sont devenues trop lourdes ; son intérêt pour les acquéreurs et pour les banques spécialistes (p. 2895, 2896).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, discussion des articles [6 mai 1987] :

Article 1er *bis* *(possibilité de confier à une personne morale de droit privé la conception, la construction et l'aménagement des établissements pénitentiaires ainsi que les fonctions autres que celles de direction, de greffe et de surveillance) :* son amendement n° 49 soutenu par M. Daniel Lemeur (précisant que la loi du 12 juillet 1985, relative à la maîtrise d'ouvrages publics et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvres privées, s'applique aux opérations de conception, de construction et d'aménagement d'établissements pénitentiaires) : rejeté (p. 923).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert (n° 99).

Première lecture, discussion de l'article unique [16 juin 1987] [7 juillet 1987] :

Avant l'article unique : contre l'amendement n° 1 de la commission (définition du champ d'activité du géomètre-expert) (p. 2426) ; contre le sous-amendement n° 19 de M. Jean-Paul Charié (suppression de toute référence aux documents annexés) à l'amendement n° 2 de la commission (définition du monopole des géomètres-experts) (p. 2428) ; son amendement n° 21 (abrogation du 8e alinéa de l'article 3 de la loi du 7 mai 1946) (p. 3745) ; adopté ; son amendement n° 22 (abrogation du 9e alinéa de l'article 3 de la loi du 7 mai 1946) : adopté (p. 3746) ; **son rappel au règlement** : ses remarques sur l'établissement de l'ordre du jour.

Article unique *(abrogation de l'article 9 de la loi du 30 décembre 1985) :* ses observations sur l'article unique (p. 3747, 3748) ; son amendement n° 13 (de suppression) (p. 3749) ; rejeté ; contre l'amendement n° 4 rectifié de la commission (champ du monopole des géomètres experts) (p. 3750).

Après l'article unique : son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (tendant à éviter une répétition au sein du nouveau texte) : rejeté ; ses observations sur l'amendement n° 7 deuxième rectification de la commission (conditions d'intégration des topographes au sein de l'ordre des géomètres experts) (p. 3752) ; ses observations sur l'amendement n° 6 de la commission (organisation et attribution de la commission nationale) (p. 3753) ; contre l'amendement n° 9 de la commission (abrogation de l'article 30 de la loi du 7 mai 1946 supprimant, ainsi, les spécificités d'Alsace-Lorraine) (p. 3754).

Deuxième lecture, discussion des articles [2 décembre 1987] :

Article 2 *(inscription à titre exceptionnel au tableau de l'ordre des géomètres-experts) :* son amendement n° 1 (tendant à renforcer le droit à l'inscription au tableau de l'ordre des géomètres-experts) : rejeté ; son amendement n° 2 (rédactionnel) (p. 6709) ; rejeté.

Après l'article 2 : son amendement n° 3 (amnistie de toutes les sanctions d'ordre disciplinaire ou professionnel provoquée par une mauvaise interprétation de la loi du 7 mai 1946) : rejeté (p. 6710).

Explications de vote :

Géomètres-experts (monopole des -) (p. 6711).
Marché européen (compatibilité de la loi avec l'acte unique) (p. 6711).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 6711).

— Conclusions du rapport de la commission des lois sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Inscription à l'ordre du jour complémentaire.

Explications de vote [16 juin 1987] :

Proposition socialiste sur la renégociation des prêts d'accession à la propriété (absence de mention de la -- à l'ordre du jour complémentaire) (p. 2458).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 901).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 juillet 1987] :

Abstention du groupe socialiste (p. 3757).
Collectivités locales (autonomie des -) (p. 3757).
Droit de préemption urbain (p. 3757).
Offre foncière (politique de l' -) (p. 3757).
Plafond légal de densité (p. 3757).

Discussion de l'article unique [7 juillet 1987] :

Article unique *(nécessité pour les communes ou établissements publics de coopération intercommunale, de délibérer, dans un délai de six mois après publication de la loi, pour maintenir le droit de préemption urbain dans les zones urbaines ouvertes par une ancienne zone d'intervention foncière ; cas des communes ayant délibéré entre le 26 avril 1987 et la date de publication de la loi) :* ses observations lors de la discussion de l'amendement n° 1 de M. Bernard Deschamps (substituant la date du 25 décembre 1986 à la date du 26 avril 1987) (p. 3759).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [16 octobre 1987] :

Article 28 *(suppression de l'affectation de la taxe additionnelle au droit de bail au budget de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) :* son opposition à l'article ; rôle et avenir de l'A.N.A.H. (p. 4466) ; régression de la politique de réabilitation du logement depuis 1986 (p. 4467) ; soutient l'amendement n° 152 de M. Christian Pierret (de suppression) : rejeté (p. 4468).

Deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Questions* [21 octobre 1987] :

Logement dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment à la Réunion) (p. 4817).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Examen des fascicules* [4 novembre 1987] :

Son rappel au règlement : application contestable de l'article 40 de la Constitution par la commission des finances, afin de déterminer la recevabilité des amendements (p. 5350).

Vote des crédits (p. 5398) :

Etat B, titre IV : contre l'amendement n° 207 de M. Jean-Pierre Schenardi (réduction des crédits) (p. 5400).

Etat C, titre VI : son amendement n° 228 (réduction et majoration des autorisations de programme) : retiré ; son amendement n° 229 (réduction des crédits de paiement) (p. 5402) ; retiré (p. 5403).

Article 68 *(aide personnalisée au logement)* : ses observations sur l'amendement n° 243 du Gouvernement (augmentation du plafond du loyer pour le calcul de l'aide accordée aux occupants de logements à usage locatif conventionné) (p. 5408).

Après l'article 71 : son amendement n° 231 (rapport au Parlement présenté par le Gouvernement sur l'utilisation des crédits d'aide au logement dans les D.O.M.-T.O.M.) : retiré (p. 5409).

Son rappel au règlement : s'interroge sur la date du débat concernant le projet de loi portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction [9 décembre 1987] (p. 6985).

Son rappel au règlement : regrette les modifications incessantes de l'ordre du jour prioritaire ; s'indigne du non respect des droits du Parlement et de la démocratie [11 décembre 1987] (p. 7191).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la conatruction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [11 décembre 1987] et [17 décembre 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 7223).

Agence nationale pour la participation des employeurs (p. 7193).

Comité interprofessionnel du logement (gestion) (p. 7193).

Comité interprofessionnel du logement (structure et champs d'intervention) (p. 7192, 7193).

Commission de la production et des échanges (travail et rapport de la) (p. 7625).

Entreprises (taux de participation des à l'effort de construction) (p. 7192, 7193, 7223, 7623).

Fonds de garantie (p. 7193).

Partenaires sociaux (position et rôle des —) (p. 7293, 7627).

Un pour cent logement (histoire, rôle, bilan, perspectives) (p. 7192, 7223).

Un pour cent logement (emploi et affectation du —) (p. 7194).

Union nationale interprofessionnelle du logement (U.N.I.L.) (p. 7192, 7193).

Discussion des articles :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 14 de M. Paul Chomat (modification de l'attribution des logements sociaux) (p. 7630) ; contre l'amendement n° 16 de M. Paul Chomat (prérogatives du comité d'entreprise en matière d'affectation et de mode d'investissement de la contribution de l'entreprise à l'effort de construction) (p. 7631) ; contre l'amendement n° 15 de M. Paul Chomat (composition des conseils d'administration) ; contre l'amendement n° 17 de M. Paul Chomat (tendant à réserver en priorité les logements attribués au titre du 1 % aux demandeurs qui résident où sont implantés ces logements) (p. 7632) ; ses observations sur l'avis très partagé de la commission sur l'amendement n° 19 de M. Paul Chomat (modification de l'appelation de la contribution du 1 %) ; considère en dernier lieu que la commission est favorable à cet amendement.

Article 1er *(taux de participation obligatoire des employeurs à l'effort de construction)* : son amendement n° 40 à titre personnel (tendant à conserver un volume de participation indexé) (p. 7635) ; rejeté ; démissionne de sa fonction de rapporteur du texte (p. 7636) ; estime qu'avec le refus de cet amendement, il a été atteint un point de rupture ne lui permettant pas de continuer sa fonction ; est suppléé par M. Ladislas Poniatowski (p. 7637) ; son amendement n° 41 (taux de contribution fixé par la loi de finances) (p. 7638) ; rejeté ; contre l'amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Schénardi (adoption du principe de la préférence nationale pour l'affectation du 1 %) (p. 7639) ; son amendement n° 42 (tendant à mettre un terme à l'exclusion de fait des salariés de P.M.E. au bénéfice du 1 % logement par la création d'un fonds de péréquation) (p. 7642) ; rejeté ; son amendement n° 43 (taux de participation des entreprises) (p. 7643) ; rejeté (p. 7644).

Après l'article 1er : ses observations à la réponse du Gouvernement sur l'amendement n° 58 de M. Paul Chomat (limitation de la hausse des loyers) (p. 7645) ; pour l'amendement n° 105 du Gouvernement (tendant à garantir le statut locatif de l'immeuble financé par le 1 %, et les droits du réservataire sans recourir à une procédure judiciaire) (p. 7646).

Article 2 *(agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction)* : ses observations sur la gestion et les actions réalisées par certains C.I.L. (p. 7689) ; *article 313-7 du code de la construction et de l'habitation (missions et pouvoirs de l'agence nationale)* : soutient le sous-amendement n° 33 de M. Jacques Guyard à l'amendement n° 2 de la commission (remplacement du mot « employeurs » par le mot « entreprises ») (p. 7690) ; retiré ; *après l'article L. 313-7* : son amendement n° 44 (mission des C.I.L. aux dispositions des articles 27, 28 et 29 de la loi du 1er mars 1984 relatives à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises) : satisfait ; *article L. 313-8 (emploi des fonds prioritaires)* : son amendement n° 45 (tendant à atténuer le caractère centralisé du dispositif en créant des comités départementaux chargés de transmettre des propositions sur l'emploi des fonds) (p. 7691) ; rejeté ; *après l'article L. 313-8* : son amendement n° 46 (gestion du fonds de péréquation par l'agence nationale) : devenu sans objet (p. 7692) ; *article L. 313-10 (composition du conseil d'administration de l'agence nationale)* : son sous-amendement n° 106 à l'amendement n° 103 de M. René Beaumont (représentation des collectivités locales) (p. 7693) ; rejeté ; son amendement n° 47 (représentation tripartite du conseil d'administration de l'agence) : devenu sans objet ; contre l'amendement n° 104 de M. René Beaumont (présidence de l'agence réservée à un représentant des organisations d'employeurs) : rejeté (p. 7694) ; *article L. 313-12 (sanctions applicables aux C.I.L.)* : son amendement n° 48 (pouvoirs du ministre pour le retrait de l'agrément accordé aux C.I.L.) : rejeté ; *article 313-13 (conséquences du retrait d'agrément)* : soutient l'amendement n° 35 de M. Jacques Guyard (remplacement du mot « employeurs » par le mot « entreprises ») (p. 7695) ; retiré.

Après l'article 2 : son amendement n° 49 (pouvoir du comité d'entreprise quant à la désignation de son représentant à l'assemblée générale de l'organisme collecteur) (p. 7696) ; rejeté.

Titre *(projet de loi modifiant l'article 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction)* : soutient l'amendement n° 36 de M. Jacques Guyard (remplacement du mot « employeurs » par le mot « entreprises ») : retiré (p. 7697).

Explications de vote :

Agence nationale pour la participation des employeurs (p. 7698).

Entreprises (taux de contribution des — à l'effort de construction) (p. 7698).

Partenaires sociaux (rôle des —) (p. 7698).

Un pour cent logement (histoire, rôle, bilan et perspectives) (p. 7698).

Un pour cent logement (emploi et affectation du —) (p. 7698).

Vote hostile du groupe socialiste (p. 7698).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux (n° 1109).

Première lecture, discussion des articles [21 décembre 1987] :

Article 1er *(indexation du loyer sur l'indice du coût de la construction)* : spirale d'élévation des loyers ; inefficacité des commissions de conciliation instituées par la loi Méhaignerie (p. 8000).

MALHURET (Claude)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'Homme.

DEPOTS

Projet de loi sur l'exercice de l'**autorité parentale (n° 617)** [2 avril 1987].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Jean-Pierre Stirbois : propos tenus par le secrétaire d'Etat chargé des droits de l'Homme : solutions caricaturales données aux problèmes de la France

par le Front national [15 avril 1987] (p. 352) ; son appropriation abusive de l'héritage historique français (p. 353) ;

— **M. Pierre Pasquini : sécurité des biens et des personnes en Corse** : action menée par le Gouvernement dans le respect de l'état de droit [29 avril 1987] (p. 736, 737) ;

— **M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine) : Colombie** : directives rappelées par le ministère de l'intérieur à l'ensemble des préfets et commissaires de la République ; fait procédant d'une erreur locale [18 novembre 1987] (p. 6017) ;

— **M. Guy Herlory : rapport sur le racisme et les discriminations en France** : mise en œuvre imminente d'une concertation interministérielle chargée d'étudier la suite à donner à ce rapport [25 novembre 1987] (p. 6433) ;

— **M. Jean Proveux : rapport sur le racisme et les discriminations en France** : politique d'immigration du Gouvernement réprimant l'immigration clandestine et favorisant l'intégration des immigrés en situation régulière [25 novembre 1987] (p. 6436, 6437) ;

orales sans débat :

— **M. Jean Jarosz (n° 246) : déportés du travail** : souci d'éviter une confusion entre déportés du travail et déportés vers les camps d'extermination [12 juin 1987] (p. 2311, 2312) ;

— **M. François Porteu de la Morandière (n° 250) : Français disparus en Algérie** : renseignements insuffisants dans certains cas pour se prononcer de façon définitive [12 juin 1987] (p. 2313).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 mai 1987] :

Autorité parentale (lien avec la garde) (p. 950, 951).
Enfant issu du mariage (p. 950).
Enfant non issu du mariage (p. 951).
Mœurs (évolution des —) (p. 950).
Secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme (rôle intérieur du —) (p. 949).

Discussion des articles [7 mai 1987] :

Article 2 *(attribution de la garde des enfants après divorce)* : sa position favorable à l'extension des pouvoirs du juge ; pour l'amendement n° 5 de la commission (exercice conjoint de l'autorité parentale avec l'accord des deux parents ; indication de la résidence habituelle de l'enfant par le juge) ; contre l'amendement n° 30 de Mme Christine Boutin (règle de la garde conjointe ; juge statuant sur la résidence habituelle de l'enfant) ; contre l'amendement n° 57 rectifié de M. Ronald Perdomo (règle de l'exercice conjoint de l'autorité parentale ; pouvoirs du juge) ; contre l'amendement n° 55 rectifié de M. Jean-Claude Martinez (règle de l'exercice conjoint de l'autorité parentale ; juge précisant la résidence habituelle de l'enfant) ; contre l'amendement n° 33 de Mme Paulette Nevoux (exercice conjoint de l'autorité parentale avec l'accord des deux parents ; juge statuant sur les modalités de résidence des enfants) ; contre le sous-amendement n° 40 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 5 de la commission (règle de l'exercice conjoint de l'autorité parentale ; juge précisant la résidence habituelle de l'enfant) ; contre l'amendement n° 59 de M. Guy Ducoloné (exercice conjoint de l'autorité parentale sous réserve de l'accord des deux parents ; juge statuant sur les modalités de résidence des enfants) (p. 970).

Après l'article 1er (amendements précédemment réservés) : contre l'amendement n° 54 de M. Jean-Claude Martinez (reconnaissance constitutionnelle du droit de l'enfant de vivre avec ses père et mère ensemble) (p. 971).

Article 3 *(droits et devoirs du parent non gardien)* : contre l'amendement n° 56 de M. Jean-Claude Martinez (contribution du parent non gardien à proportion de ses ressources et de celle de l'autre parent) ; pour l'amendement n° 8 rectifié de la commission (droit de surveillance et d'information du parent non gardien ; contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants à proportion de ses ressources) (p. 979).

Après l'article 3 : pour l'amendement n° 10 rectifié de la commission (juge tenant compte des sentiments exprimés par les enfants ; audition des enfants de plus de 13 ans en cas de désaccord entre les parents) (p. 982).

Article 5 *(exercice de l'autorité parentale sur les enfants naturels)* : pour l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) ; contre l'amendement n° 39 de Mme Paulette Nevoux (déclaration des parents devant l'officier d'état civil pour l'exercice conjoint de l'autorité parentale ; maintien des droits de visite et d'information pour le parent n'exerçant plus l'autorité parentale) ; contre le sous-amendement n° 44 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 18 de la commission (déclaration pour l'exercice conjoint de l'autorité parentale devant l'officier d'état civil) ; contre le sous-amendement n° 46 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 18 de la commission (suppression pour le juge de la possibilité d'ordonner l'exercice conjoint de l'autorité parentale à la demande d'un des parents ou du ministère public) ; contre le sous-amendement n° 48 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 18 de la commission (droit d'information se substituant à celui de surveillance pour le parent n'exerçant pas l'autorité parentale) ; contre le sous-amendement n° 47 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 18 de la commission (maintien d'un droit de visite et d'information pour le parent cessant d'exercer l'autorité parentale) (p. 986).

Après l'article 6 : contre les sous-amendements n° 49 et 50 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 28 de la commission (application de l'article 357 du code pénal relatif à l'enlèvement et à la non présentation d'enfant en cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale) ; enfants de couples mixtes et enfants franco-algériens (p. 989, 990).

Après les explications de vote (p. 991) :

Evolution de la famille (p. 992).
Innovation technologique et changement social (adaptation du droit à l'— et au —) (p. 992).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [3 juillet 1987] :

Autorité parentale (exercice de l'—) :
— disparité entre les enfants selon qu'ils sont ou non issus du mariage (p. 3663) ;
— jurisprudence de la Cour de cassation (p. 3663) ;
— pouvoirs et rôle du juge (p. 3662, 3663).
Audition de l'enfant par le juge (p. 3662).

Discussion des articles [3 juillet 1987] :

Article 2 *(attribution de la garde des enfants après divorce)* : contre l'amendement n° 1 de la commission (exercice conjoint de l'autorité parentale avec l'accord des deux parents) ; exercice conjoint de l'autorité parentale sur décision du juge pour les enfants naturels ; contre l'amendement n° 3 corrigé de Mme Christine Boutin (fixation par le juge des modalités de résidence de l'enfant en cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale) ; garde alternée ; choix des parents en matière de modalités de résidence (p. 3666).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [9 juillet 1987] :

Audition de l'enfant mineur (procès-verbal de l'—) (p. 3898).
Exercice conjoint de l'autorité parentale (p. 3898).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule* [5 novembre 1987] :

Cambodge et Vietnam (relations de la France avec le —) (p. 5470).
Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) (p. 5441).
Education civique (p. 5440).
Organisations humanitaires (incitation au développement des —) (p. 5440).
Racisme (lutte contre le —) (p. 5440, 5441).
Racisme et crimes contre l'humanité (amendements et sous-amendements réprimant l'apologie du — introduits dans le projet sur la drogue débattu le 9 octobre 1987) (p. 5469).
Réfugiés (situation des —) (p. 5441, 5470).
Secrétariat d'Etat chargé des droits de l'Homme (rôle du — sur le plan intérieur et sur le plan international) (p. 5439).
Totalitarisme (lutte contre le — de tout bord) (p. 5441, 5469).

MALVY (Martin)

Député du Lot
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

n° 226, posée le 19 mai 1987 : **transports (politique des transports : Lot)** (p. 1352) ; appelée le 22 mai 1987 : **infrastructures de transport dans le département du Lot** : risques d'enclavement croissant du département du Lot (p. 1512, 1513).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Production bovine (p. 4737).
Zones défavorisées (aides aux —) (p. 4736, 4737).

Industrie. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

E.D.F.-G.D.F. (p. 4802).
Energie (et rôle de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie - A.F.M.E.) (p. 4801, 4802, 4803).
Pétrole et produits pétroliers (approvisionnement de la France en -) (p. 4801, 4802).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 12 : son amendement n° 86 (tendant à assimiler les plantations de noyers aux terrains plantés ou reboisés dans le cadre de l'article 395 du code général des impôts pour les exonérer pendant 30 ans de la taxe sur le foncier bâti) : rejeté (p. 6916).

MAMY (Albert)

Député du Tarn
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Jean-Louis Debré et Henri Cuq relative à l'entrée en vigueur de l'article 706-25 du code de procédure pénale (n° 545) [9 avril 1987] (p. 190).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat, relatif au service public pénitentiaire (n° 630) [16 avril 1987] (p. 450).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Roland Blum, relative aux conditions de promotion des magistrats au premier grade de la magistrature (n° 634) [7 mai 1987].

Membre de la commission spéciale constituée pour l'examen de la proposition de résolution (n° 798) présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice [*J.O.* du 10 juin 1987] (p. 6240).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Barrot, tendant à réprimer l'incitation au suicide (n° 723) [4 juin 1987] (p. 2010).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide (n° 92) [1 juillet 1987] (p. 3523).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Pierre Perreti Della Rocca, relative à la compétence des juridiction judiciaires pour connaître des litiges concernant les responsabilités extra-contractuelles (n° 727) [1 juillet 1987] (p. 3523).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gilbert Barbier, tendant à préciser le délai de prescription de la responsabilité civile de l'avocat (n° 767) [8 juillet 1987] (p. 3875).

Rapporteur de la proposition de loi de Mme Monique Papon, tendant à protéger les enfants mineurs relevant des articles 287-1 et 375 du code civil contre toute publication sous quelque forme que ce soit concernant leur situation personnelle ou familiale (n° 947) [20 novembre 1987] (p. 6197).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008) [*J.O.* du 16 décembre 1987] (p. 14661).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 630) relatif au **service public pénitentiaire (n° 695)** [29 avril 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 796), adopté avec modification par le Sénat en deuxième lecture, relatif au **service public pénitentiaire (n° 830)** [10 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 92), adoptée par le Sénat, **tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide** et sur la proposition de loi (n° 723) tendant **à réprimer l'incitation au suicide (n° 999)** [28 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à modifier le code de procédure pénale et relative à l'attribution de la **qualité d'agent de police judiciaire** aux **enquêteurs** et aux **personnels en tenue de la police nationale (n° 1072)** [25 novembre 1987].

Proposition de loi organique relative à l'**indemnisation des membres du Parlement (n° 1180)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Lutte contre le terrorisme** : nécessité d'une coopération internationale globale [3 juin 1987] (p. 1872).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [5 mai 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 851, 852).
Ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 876).
Administration, intendance et œuvres sociales des prisons (possibilité de confier les — au secteur privé) (p. 839, 876).
Amnisties, grâces et remises de peines prononcées de 1981 à 1986) (p. 836, 837).
Budget 1987 (crédits de l'équipement pénitentiaire) (p. 836).
Détention préventive ou provisoire (importance numérique de la —) (p. 837).
Détenu (statut et conditions de vie du — (p. 836, 852).
Détenus (séparation des catégories de —) (p. 836, 839).
Etablissements publics pénitentiaires (création des —) (p. 839).
Peines de substitution à la peine de prison (travaux d'intérêt général et chantiers extérieurs) (p. 837, 851).

Politique pénale (rôle de la prévention, des peines de prison et des actions de réinsertion) (p. 836, 837).
Prisons (retard pris dans l'équipement pénitentiaire) (p. 836).
Prisons (surpopulation des —) (p. 836).
Prisons privées aux Etats-Unis (p. 837).
Prisons « privées » ou habilitées en France (abandon progressif du projet de —) (p. 837, 838).
Programme de construction de prisons (lancement d'un — de 15 000 places) (p. 836, 839, 840, 852, 876).
Programme de construction de prisons (modalités d'exécution du — et procédure de passation des marchés) (p. 839).
Récidive (lutte contre la — et réinsertion des détenus) (p. 836, 839, 852, 876).

Discussion des articles [6 mai 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 24 de M. Gilbert Bonnemaison (rôle et fonction du service public pénitentiaire) (p. 907) ; contre l'amendement n° 11 de M. François Asensi (relations entre le détenu et sa famille) ; contre l'amendement n° 12 de M. François Asensi (missions éducatives du service public pénitentiaire) ; contre l'amendement n° 13 de M. François Asensi (droit au travail du détenu) (p. 908) ; contre l'amendement n° 14 de M. François Asensi (sortie de prison du détenu) ; contre l'amendement n° 15 de M. Guy Ducoloné (interdiction de l'incarcération des mineurs de moins de seize ans et limitation de celle dont l'âge est compris entre seize et dix-huit ans) (p. 909).

Article 1er *(définition du service public pénitentiaire)* : contre l'amendement n° 17 de M. François Asensi (missions du service public pénitentiaire) (p. 910) ; contre l'amendement n° 25 de M. Gilbert Bonnemaison (participation du service public pénitentiaire au maintien de la sécurité publique et développement d'une politique de lutte contre la récidive dans le cadre des comités de probation notamment) ; ses observations sur la proposition de M. Albin Chalandon tendant à déposer un sous-amendement à l'amendement n° 25 de M. Gilbert Bonnemaison (p. 911) ; contre l'amendement n° 23 de M. Gilbert Bonnemaison (coopération entre le service public pénitentiaire, les collectivités territoriales et les associations).

Après l'article 1er : contre l'amendement n° 18 de M. François Asensi (implantation des établissements pénitentiaires) (p. 912).

Article 1er *bis* *(possibilité de confier a une personne morale de droit privé la conception, la construction et l'aménagement des établissements pénitentiaires ainsi que les fonctions autres que celles de direction, de greffe et de surveillance)* : contre les amendements n° 19 de M. Guy Ducoloné et n° 26 de M. Gilbert Bonnemaison (de suppression) (p. 913) ; contre l'amendement n° 28 de M. Gilbert Bonnemaison (tendant à autoriser les appels d'offres séparés dans certaines circonstances) : rejeté ; contre l'amendement n° 49 de M. Guy Malandain (précisant que la loi du 12 juillet 1985, relative à la maîtrise d'ouvrages publics et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvres privée, s'applique aux opérations de conception, de construction et d'aménagement d'établissements pénitentiaires) : rejeté (p. 923) ; contre l'amendement n° 29 de M. Gilbert Bonnemaison (suppression du deuxième alinéa de cet article) : rejeté ; son amendement n° 1 (précisant que le cahier des charges, concernant l'exécution des missions de conception, de construction et d'aménagement d'établissements pénitentiaires, sera approuvé par décret en Conseil d'Etat après avis du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire) (p. 924) ; rejeté ; contre l'amendement n° 31 de M. Gilbert Bonnemaison (précisant que les fonctions de direction, techniques, administratives, de greffe et de surveillance sont exercées par des fonctionnaires et que les fonctions éducatives, sociales et de probation sont exercées soit par des fonctionnaires, soit par des agents employés par des personnes morales de droit privé à but non lucratif) ; son amendement n° 2 (permettant de conclure éventuellement un contrat global portant à la fois sur la conception, la construction, l'aménagement d'établissements pénitentiaires et l'exercice des fonctions autres que celles de surveillance, de greffe et de direction) (p. 925) ; adopté.

Article 1er *ter* *(possibilité de transformer les établissements pénitentiaires en établissements publics administratifs nationaux)* : contre l'amendement n° 20 de M. François Asensi (de suppression) ; son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté après rectification (p. 927) ; ses réserves sur l'amendement n° 40 de M. Gilbert Bonnemaison (composition du Conseil d'administration des établissements pénitentiaires) ; son amendement n° 5 (précisant que le garde des sceaux peut, à la demande du Conseil d'administration de l'établissement public pénitentiaire, y affecter des personnels administratifs, socio-éducatifs et techniques relevant de l'administration pénitentiaire et restant soumis à leur statut spécial) : adopté ; contre l'amendement n° 42 de M. Gilbert Bonnemaison (tendant à interdire aux personnels participant à l'exécution des services publics pénitentiaires de posséder des valeurs mobilières des sociétés titulaires de la mission visée à l'article 1er *bis* du projet) ; son amendement n° 6 (de précision) (p. 928) ; adopté ; son amendement n° 7 (versement de subventions aux établissements pénitentiaires par les collectivités locales) : adopté ; son amendement n° 8 (responsabilités respectives du conseil d'administration et de l'Etat au sein de l'établissement public pénitentiaire) : adopté après correction ; son amendement n° 9 (précisant que les conditions d'application de cet article sont fixées par décret en Conseil d'Etat après avis du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire) : devenu sans objet (p. 929).

Article 19 *(adaptations terminologiques et modernisation du code de procédure pénale)* : pour l'amendement n° 47 du Gouvernement (portant à cinq ans la peine à partir de laquelle les condamnés sont affectés dans un établissement spécial) ; son amendement n° 10 (maintien en maison d'arrêt, à titre exceptionnel, des condamnés ayant moins de un an à purger) (p. 930) ; adopté ; contre l'amendement n° 34 de M. Jacques Peyrat (rédactionnel) (p. 931) ; ses réserves sur l'amendement n° 48 de M. Georges Mesmin (travail, formation professionnelle et séances éducatives, sportives ou de loisirs à l'intention des détenus) ; contre l'amendement n° 44 de M. Gilbert Bonnemaison (transformation des comités de probation en établissements publics) (p. 932).

Après l'article 19 : ses observations sur l'amendement n° 51 de M. Gilbert Bonnemaison (constitution de groupements d'intérêt public entre les établissements pénitentiaires) (p. 934).

Titre : contre l'amendement n° 46 de M. Jacques Peyrat (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : projet de loi relatif à l'organisation de la passation des marchés en matière pénitentiaire) (p. 934).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [11 juin 1987] :

Détenus (séparation des catégories de — en fonction de la durée de leur peine) (p. 2250).
Etablissements publics pénitentiaires (création des —) (p. 2250).
Personnes physiques (possibilité pour les — de participer aux concours pour la construction de prisons et d'exercer les fonctions d'administration, d'intendance et de gestion des œuvres sociales) (p. 2250).
Programme de construction de 15 000 places de prison (opportunité du projet et modalités de passation des marchés) (p. 2250).

Discussion des articles :

Article 1er *bis* : contre l'amendement n° 5 de M. Gilbert Bonnemaison (tendant à faire précéder le décret en Conseil d'Etat sur l'application de ces articles de l'avis d'un Conseil supérieur du service public pénitentiaire) (p. 2255).

Article 19 : contre l'amendement n° 15 de M. Gilbert Bonnemaison (comités de probation) (p. 2257).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [24 juin 1987] [25 juin 1987] :

Harkis (situation et actions en faveur des —) (p. 3164).
Historique des évènements d'Afrique du Nord et situation des rapatriés (p. 3164).
Incidences budgétaires des projets (p. 3164).
Indemnisation des rapatriés :
— certificats d'indemnisation (régime et échéancier du règlement des —) (p. 3164).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Première lecture, discussion des articles [6 octobre 1987] :

Article 1er *(compétences et organisation des cours administratives d'appel)* (p. 3960) : son amendement n° 33 : devenu sans objet (p. 3962).

Article 3 *(création d'un corps unique des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel)* : son amendement n° 34 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (élaboration d'un code de la juridiction administrative) : retiré (p. 3963).

Article 5 *(recrutement sur titre de certains membres des cours administratives d'appel)* (p. 3965) : son amendement n° 35 : devenu sans objet (p. 3966).

— Conclusions du rapport de la commission élue spécialement pour l'examen de la proposition de résolution présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée, portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice (n° 798).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [7 octobre 1987] :

Carrefour du développement (affaire du -) :
faux passeport délivré à M. Chalier (p. 4017) ;
procédures judiciaire et administrative en cours (p. 4016).
Haute cour de justice :
commission d'instruction (rôle de la —) (p. 4016, 4017) ;
compétence (p. 4016).
Mise en accusation de M. Christian Nucci :
commission *ad hoc* (travail et conclusions du rapport de la -) (p. 4017) ;
innocence (présomption d' -) (p. 4018) ;
pouvoir judiciaire (respect du fonctionnement du —) (p. 4016, 4018) ;
procédure de mise en accusation (p. 4016) ;
proposition de résolution (modification du texte de la -) (p. 4016, 4017) ;
responsabilité du vote des députés (p. 4017).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 octobre 1987] :

Douanes (renforcement des pouvoirs des -) (p. 4051).
Drogue (importance de la consommation et du trafic) (p. 4051).
Prévention de la toxicomanie (p. 4051).
Recherche scientifique sur la toxicomanie (et notamment abandon du projet de création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche et de l'information sur la toxicomanie) (p. 4051).
Trafic de stupéfiants (répression du -) :
aggravation des (p. 4050) ;
repentis (réduction de peines pour les —) (p. 4051) ;
sanctions financières contre les trafiquants et contre le « blanchissement » des fonds provenant du trafic (p. 4051).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Instruction (réforme de l' -) (p. 4521).
Magistrats (effectif des -) (p. 4520).
Magistrats (statut financier des -) (p. 4521).
Programme des « 15 000 places » (loi du 22 juin 1987) (p. 4520).

Commerce et artisanat. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Zones rurales (soutien aux entreprises) (p. 4641).

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule* [5 novembre 1987] :

Francophonie (renforcement de la -) (p. 5461, 5462).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, discussion des articles [10 décembre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 5 *(saisine de la chambre ; placement provisoire sous main de justice)* : soutient l'amendement n° 8 de la commission (possibilité d'appel de l'ordonnance du juge d'instruction concernant le placement sous main de justice) : retiré (p. 7117).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide (n° 92) et proposition de loi tendant à réprimer l'incitation au suicide (n° 723).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune. Rapporteur [14 décembre 1987] :

Comportement de tiers en relation avec un suicide (répression du —) :
— aide au suicide (exclusion de — de l'incrimination) (p. 7311) ;
— circonstances aggravantes (p. 7311) ;
— incrimination retenue (champ couvert par celle-ci ; définition ; rejet de la notion d'incitation et d'aide au suicide au profit de celle de provocation à un suicide) (p. 7310, 7311, 7316) ;
— incrimination retenue à l'étranger pour réprimer l'incitation et l'aide au suicide (p. 7310) ;
— opportunité de légiférer sur le — (p. 7310).
Euthanasie (p. 7310).
Famille (politique familiale) (p. 7317).
Médias (presse écrite et chaînes radiophoniques et audiovisuelles) (p. 7311).
Mineurs (protection des —) (p. 7317).
Œuvres littéraires (p. 7311, 7317).
Suicide (droit au — ; absence de répression du — depuis 1789) (p. 7309, 7310).
« Suicide, mode d'emploi » (ouvrage dénommé) :
— publication de l' — (p. 7309) ;
— poursuites engagées contre les auteurs et l'éditeur (p. 7309, 7310).
Suicides :
— nombre de — et de tentative de — (p. 7309).
Vie (protection de la —) (p. 7317).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide (n° 92).

Première lecture, discussion des articles [14 décembre 1987] :

Article 1er *(répression de l'incitation ou l'aide apportée au suicide ; circonstances aggravantes ; propagande ou publicité en faveur d'éléments destinés ou présentés comme de nature à se donner la mort)* : son amendement n° 1 rectifié (répression de la provocation au suicide ; circonstances aggravantes se limitant au délit commis à l'égard des mineurs de moins de 15 ans ; propagande ou publicité en faveur d'éléments préconisés comme moyens de se donner la mort ; cas des délits commis par un moyen de communication audiovisuelle) ; notion de provocation au suicide tenté ou consommé étant préférable à celle d'incitation ou d'aide apportée au suicide tenté ou consommé ; suppression de toute référence à l'aide au suicide ; limitation des circonstances aggravantes au délit commis à l'égard de mineurs de quinze ans ; suppression de la référence au caractère direct ou indirect de la publicité pour n'incriminer que les faits de propagande de publicité traduisant explicitement une volonté d'inciter au suicide (p. 7317) ; amendement n° 1 rectifié : adopté.

Article 2 *(incitation ou aide au suicide ; propagande ou publicité en faveur de moyens présentés comme de nature à permettre le suicide sur des supports écrits, radiophoniques ou audiovisuels)* : son amendement n° 2 (de suppression) : adopté.

Titre : son amendement n° 3 (tendant à radier ainsi le titre de la proposition de loi « proposition de loi tendant à réprimer la provocation au suicide ») : adopté (p. 7318).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au patrimoine monumental (n° 1019).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Loi de programme :
— archéologie (p. 7744) ;
— conséquences économiques (p. 7744) ;

— crédits (répartition Etat-communes et/ou Paris-province) (p. 7744) ;
— patrimoine rural et industriel (p. 7744).
Patrimoine :
— identité nationale et patrimoine (p. 7744).
Tourisme (p. 7744).

MANCEL (Jean-François)

Député de l'Oise
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le développement du mécénat (n° 795) [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (affaires étrangères) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les bourses des valeurs (n° 1002) [*J.O.* du 10 décembre 1987] (p. 14382).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14830).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 1 : **affaires étrangères (n° 960)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [5 novembre 1987] :
Effectifs (réduction des — et implantation diplomatique et consulaire) (p. 5425).
Emission de Radio France Internationale et de TV 5 à l'étranger (p. 5426).
Enseignants (rémunération des — recrutés localement) (p. 5426).
Français de l'étranger (aides aux — et rôle des —) (p. 5425).
Francophonie (renforcement de la —) (p. 5426).
Informatisation des services (p. 5425).
Rapport Viot (p. 5425, 5426).
Relations culturelles avec l'étranger (crédits affectés aux —) (p. 5425, 5426).
Visas (p. 5426).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038).

Première lecture, discussion des articles [2 décembre 1987] :

Après l'article 1er *septemdecies* : son amendement n° 28 : retiré à la suite de l'adoption de l'amendement n° 29 rectifié à l'article 1er *quater* (p. 6674).

MARAN (Jean)

Député de la Martinique
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale [*J.O.* du 27 juin 1987] (p. 6966).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 294, posée le 17 novembre 1987 : **D.O.M.-T.O.M. (Martinique : transports maritimes)** (p. 6006).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [10 avril 1987] :
Convention de décolonisation des départements d'outre-mer (p. 268).
« Indépendance-association » (concept de —) (p. 268, 269).
Politique calédonienne des gouvernements socialistes (p. 268).
Référendum (organisation du —) (p. 269).

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, avant la discussion des articles [5 mai 1987] :
Martinique (fonctionnement du centre pénitentiaire et construction d'un nouvel établissement) (p. 869, 870).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur, en ce qui concerne les ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne (n° 626).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [6 mai 1987] :
Départements d'outre-mer (problèmes posés par ce texte aux —) (p. 940).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :
Action sociale dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment parité sociale globale) (p. 4579).
Agriculture dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4579).
Crédits (montant et répartition des —) (p. 4579).
Etudiants des D.O.M.-T.O.M. (p. 4580).
Investissement dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment F.I.D.O.M. et F.I.D.E.S.) (p. 4579).
Logement dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4579).

Agriculture-B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :
Production bananière de Martinique (p. 4761).

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Questions* [28 octobre 1987] :
Martinique (équipement scolaire) (p. 5007).

II. Recherche et enseignement supérieur. — *Questions* [29 octobre 1987] :
Antilles (universités, classes préparatoires et de B.T.S.) (p. 5093, 5094).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :
Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :
— absence d'accord politique en Nouvelle-Calédonie (U.D.F.) (p. 6318).
Organisation des pouvoirs publics en Nouvelle-Calédonie :
— conseil exécutif (règles de majorité et pouvoir de substitution du commissaire de la République) (p. 6318, 6319).

MARCELLIN (Raymond)

Député du Morbihan
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (justice) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la création d'un **commissariat général permanent à la modernisation administrative (n° 949)** [6 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 31 : **justice (n° 960)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [20 octobre 1987] :

Conciliateur (p. 4507).
Détention provisoire (p. 4507).
Education surveillée (p. 4508).
Etablissements pénitentiaires (programme de construction d'—) (p. 4507).
Magistrats (effectif des —) (p. 4507).
Magistrats (statut financier des —) (p. 4507).

MARCHAIS (Georges)

Député du Val-de-Marne
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer la **transparence du patrimoine** des élus et responsables politiques, l'**accès égal** des candidats au **suffrage universel**, le **pluralisme de l'information** et le **statut** des **élus (n° 1189)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Atteintes aux libertés syndicales dans les entreprises : licenciement de dix délégués C.G.T. chez Renault-Billancourt [7 octobre 1987] (p. 3996) ; licenciements à la Chapelle Darblay (p. 3997).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :

Armée de terre (équipement de l'— et notamment char Leclerc) (p. 133).
Armes chimiques (p. 131, 132).
Avions de combat (p. 133).
Consensus sur la politique de défense (absence de —) (p. 133).
Défense européenne (p. 131).
Dépenses militaires (et notamment possibilité de financement d'une aide alimentaire) (p. 131).
Désarmement et dénucléarisation de l'Europe (négociations américano-soviétiques) (p. 132).
Espace (utilisation militaire de l'— et notamment projet I.D.S.) (p. 131, 132).
Flotte de surface (p. 133).
Forces nucléaires (cessation des essais nucléaires) (p. 133).
Indépendance de décision de la France (p. 133).
Industries d'armement (G.I.A.T.) (p. 133).
Neutralisme et pacifisme (p. 132).
Porte-avions nucléaire (et notamment construction d'un deuxième) (p. 133).
Programmes d'équipement (p. 126, 127).
Satellites Hélios et Syracuse II (p. 133).
Service national (p. 133).
Surarmement (p. 122, 132, 133).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé :
Financement actuel des partis politiques (et notamment « affaires » ayant mis en cause certains d'entre eux) (p. 75).
Sondages d'opinion sur la réforme proposée (p. 76).
Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
Publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale des parlementaires, ministres et responsables locaux concernés (absence de —) (p. 77).
Financement des campagnes électorales :
Plafonnement des dépenses (p. 78).
Financement des partis politiques :
Appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 76, 77).
Modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis (p. 77).
Dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) (p. 77).
Divers :
Publicité politique (p. 76).

MARCHAND (Philippe)

Député de la Charente-Maritime
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Juge titulaire, de la Haute cour de justice [15 avril 1987] (p. 370).

Prestation de serment le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gérard Welzer et plusieurs de ses collègues, relative à la diffusion de l'enregistrement des procès relatifs aux crimes contre l'humanité (n° 1043) [3 décembre 1987] (p. 6761).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890) [*J.O.* du 12 décembre 1987] (p. 14478).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Gendarmes en civil : guerre des polices [10 juin 1987] (p. 2178).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, avant la discussion des articles [5 mai 1987] :

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 874 à 876).
Délais de justice (diminution des —) (p. 876).
Détention préventive ou provisoire (importance numérique de la —) (p. 876).
Etablissements publics pénitentiaires (création des —) (p. 875).

Peines de substitution à la peine de prison (travaux d'intérêt général et chantiers extérieurs) (p. 875).
Politique pénale (rôle de la prévention, des peines de prison et des actions de réinsertion) (p. 875, 876).
Population carcérale (taux d'incarcération en France et comparaisons internationales) (p. 876).
Prisons (retard pris dans la construction de — depuis mars 1986, notamment à Nanterre) (p. 874).
Prisons privées aux Etats-Unis (p. 874).
Prisons « privées » ou habilitées en France (préservation des intérêts des entreprises contactées sur le projet Prisons « privées » ou habilitées en France (retrait progressif du projet de —) (p. 874).
Programme de construction de prisons (lancement d'un — de 15 000 places) (p. 875, 876).
Programme de construction de prisons (modalités d'exécution du — et procédure de passation des marchés) (p. 875).

Deuxième lecture, discussion des articles [11 juin 1987] :

Article 1er *bis* : soutient l'amendement n° 1 de M. Gilbert Bonnemaison (de suppression) ; compensations données aux entreprises concernées par le projet initial de prisons privées ; rejeté ; soutient l'amendement n° 2 de M. Gilbert Bonnemaison (tendant à autoriser les appels d'offres séparés pour la construction, la conception et l'aménagement des établissements pénitentiaires) : rejeté ; soutient l'amendement n° 3 de M. Gilbert Bonnemaison (visant à autoriser les appels d'offres pour des actions séparées) : rejeté ; soutient l'amendement n° 4 de M. Gilbert Bonnemaison (précisant que les concessions de l'Etat à des personnes morales de droit public ou privé se feront dans le respect de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage public et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée) : rejeté ; soutient l'amendement n° 5 de M. Gilbert Bonnemaison (tendant à faire précéder le décret en Conseil d'Etat sur l'application de cet article de l'avis d'un Conseil supérieur du service public pénitentiaire) (p. 2254) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 6 de M. Gilbert Bonnemaison (supprimant la possibilité de confier à une personne privée la possibilité d'exercer les fonctions d'administration, d'intendance et la gestion des œuvres sociales des prisons) : rejeté ; soutient l'amendement n° 7 de M. Gilbert Bonnemaison (qualité des personnels des établissements pénitentiaires) : rejeté ; soutient l'amendement n° 8 de M. Gilbert Bonnemaison (précisant que les personnes exerçant les fonctions d'administration, d'intendance et la gestion des œuvres sociales sont placées sous l'autorité du directeur de l'établissement pénitentiaire) : rejeté (p. 2255).

Après l'article 1er *bis* : soutient l'amendement n° 9 de M. Gilbert Bonnemaison (composition du Conseil supérieur du service public pénitentiaire) : devenu sans objet.

Article 1er *ter* (p. 2255) : soutient l'amendement n° 11 de M. Gilbert Bonnemaison (affectation par le garde des sceaux aux établissements publics pénitentiaires de personnels administratifs, socio-éducatifs et techniques relevant de l'administration pénitentiaire) : rejeté ; soutient l'amendement n° 12 de M. Gilbert Bonnemaison (rédactionnel) : rejeté.

Article 19 : soutient l'amendement n° 13 de M. Gilbert Bonnemaison (suppression de la disposition selon laquelle les condamnés à une peine d'emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à un an peuvent, à titre exceptionnel, être maintenus en maisons d'arrêt et incarcérés dans un quartier distinct) (p. 2256) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 14 de M. Gilbert Bonnemaison (travail des détenus) : rejeté ; soutient l'amendement n° 15 de M. Gilbert Bonnemaison (comités de probation) : rejeté.

Après l'article 19 : soutient l'amendement n° 16 de M. Gilbert Bonnemaison (prévoyant un décret en Conseil d'Etat pour déterminer l'organisation et le régime intérieur des établissements pénitentiaires) : rejeté (p. 2257).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 894).

Première lecture, discussion des articles [17 juin 1987] :

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Article 24 *(légalisation des polices municipales)* : son amendement n° 227 soutenu par M. Michel Sapin (compétence des gardes municipaux) : rejeté (p. 2804).

Après l'article 24 : son amendement n° 236 corrigé : réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 241 ; son amendement n° 239 (précisant que les gardes municipaux ne peuvent être armés) (p. 2804) : rejeté ; son amendement n° 236 corrigé, précédemment réservé, soutenu par M. Michel Sapin (intitulé de la sous-section I de la section V du chapitre II du Titre Ier du Livre IV du code des communes : dispositions applicables aux gardes champêtres et aux gardes municipaux) : rejeté (p. 2805).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jacques Godfrain et plusieurs de ses collègues relative à la fraude informatique (n° 744).

Première lecture, discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Article unique *(créant, dans le code pénal, un chapitre intitulé : « de certaines infractions en matière informatique »)* : son amendement n° 3 soutenu par M. André Bellon (suppression des mots « entravé ou » dans l'article 462-3 du code pénal prévoyant l'incrimination de détérioration) : rejeté (p. 2388).

— Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, relative à la situation des magistrats nommés à des fonctions du premier grade (n° 835).

Première lecture, avant la discussion des articles [15 juin 1987] :

Exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe (p. 2398, 2399).
Autorité de la chose jugée (p. 2399).
Conseil constitutionnel (décisions du 22 juillet 1980 et du 24 juillet 1985) (p. 2398).
Conseil d'Etat (arrêt du 27 avril 1987) (p. 2398).
Egalité des justiciables devant la loi (p. 2398).
Non rétroactivité des lois pénales (p. 2398).
Personnalité de la mesure (p. 2398, 2399).
Sénat (texte adopté par le —) (p. 2398).

Discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Article unique *(validant les nominations de magistrats à des fonctions du premier grade ainsi que les actes accomplis par ces magistrats antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi)* : soutient l'amendement n° 1, de M. Michel Sapin (validation de la nomination du procureur de Nîmes annulée par le Conseil d'Etat) ; exclusion d'un magistrat membre d'une organisation syndicale (p. 2399) ; non rétroactivité des lois en matière pénale ; Conseil constitutionnel ; rejetée ; soutient l'amendement n° 2 de M. Jean-Pierre Michel (validation des installations de magistrats) : rejeté (p. 2400).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la saisie conservatoire des aéronefs (n° 702).

Première lecture, explications de vote [15 juin 1987] :

Réforme des voies d'exécution (p. 2406).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Procédure des questions [16 juin 1987] :

Argentine (relations économiques de la France et de l'— et résultats de la commission mixte) (p. 2494).
Chili (situation au —) (p. 2495).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles [23 juin 1987] :

Article 2 *(détermination des bénéficiaires des versements effectués par les particuliers des entreprises ouvrant droit à déduction et régime de déduction fiscale des entreprises)* : **son rappel au règlement** : demande la présence du ministre de la culture (p. 3096).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie (n° 853).

Première lecture, discussion des articles [3 juillet 1987] :

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 19 *bis* *(remboursement des frais de déplacement du juge commissaire sur l'actif du débiteur)* : son amendement n° 24 soutenu par Mme Véronique Neiertz (de suppression) : rejeté (p. 3653).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Son rappel au règlement : articles 64 et suivants de la Constitution ; article du journal « Le Monde » concernant la

modification par M. Albin Chalandon ou son entourage d'un communiqué de l'administrateur judiciaire de la société Chaumet (p. 4526).

Questions (p. 4528) :

Aide judiciaire (p. 4528).
Auxiliaires de justice (indemnités des) (p. 4528).

Intérieur. *Examen du fascicule* [9 novembre 1987] :

Sécurité :
- compagnies républicaines de sécurité (p. 5606) ;
- services de police (moyens des —) (p. 5605, 5606) ;
- services de police (structure et méthodes des —) (p. 5606, 5607) ;
- terrorisme (p. 5605).

Questions (p. 5625) :

Criminalité et délinquance (statistiques en Seine-Saint-Denis) (p. 5635, 5636).
Plan de modernisation de la police (p. 5634).
Terrorisme (statistiques relatives au —) (p. 5636).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 5967, 5968, 5969) ; rejetée au scrutin public (p. 5971).
Chefs d'entreprise (âge des —) ; problème des disparitions d'activités faute de succession) (p. 5967).
Droit des sociétés :
- allégement du — (p. 5968).

Entreprise (absence de délinition de la notion) (p. 5968).
Fiscalité des entreprises :
- gérants majoritaires de S.A.R.L. (alignement du régime fiscal des — sur celui des dirigeants de S.A.) (p. 5968).

Garde des sceaux (absence du —) (p. 5967).
Transmission d'entreprise :
- donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension au tiers) (p. 5967, 5968, 5969) ;
- fiscalité (p. 5967, 5968).

Discussion des articles [17 et 18 novembre 1987] :

Chapitre I : *dispositions relatives aux droits des sociétés.*

Article 3 *(article 51 de la loi du 24 juillet 1966 ; interdiction des emprunts et garanties contractés auprès d'une société à responsabilité limitée) :* son amendement n° 38 (de suppression) (p. 5994) ; rejeté (p. 5995).

Article 5 *(article 72-1 de la loi du 24 juillet 1966 ; transformation en société anonyme) :* son amendement n° 39 (désignation du Rapporteur à la transformation : rejeté (p. 5996).

Article 6 *(articles 73 et 240 de la loi du 24 juillet 1966 ; nombre minimum d'associés dans les sociétés anonymes) :* ses observations sur l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 5996).

Après l'article 6 : ses observations sur l'amendement n° 57 corrigé de M. Germain Gengenwin (tendant à réduire à deux le nombre minimum des associés des sociétés coopératives de production constituées sous forme de S.A.R.L.) (p. 5997).

Article 8 *(article 122 de la loi du 24 juillet 1966 ; durée du mandat du directoire) :* son amendement n° 40 (de suppression) (p. 5999) ; rejeté (p. 6000).

Article 10 *(article 268 de la loi du 24 juillet 1966 ; montant minimum des actions) :* son amendement n° 41 (de suppression) ; rejeté ; son amendement n° 42 (valeur nominale des coupures d'actions pouvant être, dans certains cas, inférieure au minimum lixé par décret) : rejeté.

Article 11 *(article 271 de la loi du 24 juillet 1966 ; négociabilité des actions nouvelles) :* contre l'amendement n° 12 de la commission (négociabilité des actions en cas d'augmentation du capital) (p. 6001).

Article 12 *(article 294 de la loi du 24 juillet 1966 ; désignation des représentants de la masse des obligatoires dans le contrat d'émission en cas d'appel public à l'épargne) :* son amendement n° 43 (de suppression) : rejeté.

Article 13 *(article 298 de la loi du 24 juillet 1966 ; désignation des représentants de la masse des obligatoires) :* son amendement n° 44 (de suppression) : retiré.

Article 14 *(article 303 de la loi du 24 juillet 1966 ; désignation des représentants de la masse des obligatoires) :* son amendement n° 45 (de suppression) : retiré.

Article 15 *(article 313 de la loi du 24 juillet 1966 ; régime des assemblées d'obligataires) :* son amendement n° 46 (de suppression) (p. 6002) ; rejeté.

Article 16 *(article 314 de la loi du 24 juillet 1966 ; droit de vote dans les assemblées d'obligataires) :* son amendement n° 47 (de suppression) : rejeté (p. 6003).

Article 21 *(article 1075 du code civil ; bénéficiaires des donations-partages et des testaments-partages) :* contre cet article ; régime de la donation entre vifs (p. 6031) ; son amendement n° 48 (de suppression) : rejeté (p. 6036) ; son amendement n° 89 : devenu sans objet ; son amendement n° 90 soutenu par M. Jacques Roger-Machart (modification du régime de la donation-partage s'appliquant à la seule transmission d'entreprise) : rejeté ; son amendement n° 91 soutenu par M. Jacques Roger-Machart (précisant que le tiers peut obtenir le don en totalité quel qu'en soit l'excédant au-delà de la portion disponible sauf à récompenser la succession) : rejeté (p. 6044).

Après l'article 21 : son amendement n° 92 soutenu par M. Jacques Roger-Machart (prévoyant que tout intéressé peut saisir le tribunal de commerce qui statuera sur l'aptitude du donataire à gérer l'entreprise et à s'y maintenir) : rejeté (p. 6045).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 décembre 1987] :

Instruction : généralités :
- instruction (nécessité d'une réforme globale) (p. 7053, 7054).

Placement en détention provisoire :
- effectifs de magistrats dans les tribunaux et besoins nécessités par la mise en œuvre de la réforme (p. 7053) ;
- loi du 10 décembre 1985 (principales dispositions et abrogation de la —) (p. 7052, 7053) ;
- placement en détention provisoire (transfert de la compétence des juges d'instruction aux chambres des garanties) (p. 7053).

Discussion des articles [10 et 11 décembre 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 46 de M. Jean-Pierre Michel (entrée en vigueur de la loi dite Badinter du 10 décembre 1985, le 1er mars 1989) (p. 7073) ; rejeté au scrutin public (p. 7074).

Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 1er *(délivrance des mandats de justice) :* soutient l'amendement n° 50 de M. Jean-Pierre Michel (chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire devant statuer sur l'heure sur la mise en détention) : rejeté (p. 7078).

Article 2 *(institution et composition de la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire) :* soutient l'amendement n° 53 de M. Jean-Pierre Michel (nécessité de faire siéger au sein de la chambre des garanties le juge d'instruction chargé du dossier) : rejeté (p. 7085) ; demande au président de séance de faire voter par assis et levé (p. 7086) ; soutient l'amendement n° 56 de M. Jean-Pierre Michel (magistrat ne pouvant participer au jugement d'une affaire pénale dont il a connu certains éléments en qualité de membre de la chambre de garantie des libertés individuelles) (p. 7086, 7087) ; rejeté (p. 7088) ; **son rappel au règlement** : parlementaires ayant la liberté de commenter des décisions de justice (p. 7106) ; réforme allant à l'encontre de l'indépendance des juges d'instruction (p. 7107).

Article 3 *(dispositions relatives au contrôle judiciaire) :* soutient l'amendement n° 61 de M. Jean-Pierre Michel (juge d'instruction chargé de l'affaire étant préalablement entendu en ses observations) : adopté après modification (p. 7109) ; soutient l'amendement n° 64 de M. Jean-Pierre Michel (cas ou l'inculpé s'est soustrait au contrôle judiciaire) (p. 7111) ; rejeté (p. 7112).

Article 5 *(saisine de la chambre ; placement provisoire sous main de justice) :* pour les amendements identiques n° 34 de M. François Asensi et n° 66 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) (p. 7113).

Article 7 *(dispositions relatives aux prolongations de détention provisoire) :* soutient l'amendement n° 69 de M. Jean-Pierre Michel (motivation de la prolongation de détention provisoire) : rejeté (p. 7120).

Article 10 *(dispositions de conséquence relatives aux attributions de la chambre d'accusation) :* soutient l'amendement n° 72 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) : rejeté (p. 7122).

Titre II : *dispositions relatives au fonctionnement de la chambre d'accusation.*

Article 12 *(désignation par décret du président de la chambre d'accusation)* : soutient l'amendement n° 73 de M. Jean-Pierre Michel (désignation du président de la chambre d'accusation et de son suppléant) : rejeté (p. 7123).

Article 13 *(simplification de la procédure en matière d'appel devant la chambre d'accusation)* : pour l'amendement n° 13 de la commission (harmonisation des délais impartis aux juridictions d'appel pour statuer en matière de détention provisoire ou sur une demande de mise en liberté) (p. 7123, 7124).

Article 14 *(renforcement des pouvoirs de la chambre d'accusation en vue d'éviter des retards dans l'instruction)* : soutient l'amendement n° 74 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) (p. 7125) ; rejeté au scrutin public (p. 7126).

Titre III : *dispositions diverses.*

Article 18 *(entrée en vigueur de la loi)* : inapplicabilité de la loi (p. 7186).

MARCUS (Claude-Gérard)

Député de Paris
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Vice-président de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (Premier ministre : droits de l'Homme) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine (n° 1016) [2 novembre 1987] (p. 5817).

Rapporteur de la proposition de loi relative à la reconnaissance de la vocation internationale de l'association internationale des parlementaires de langue française (n° 1020) [12 novembre 1987] (p. 5817).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances (n° 941)**, tome XII : **Premier ministre : droits de l'Homme (n° 962)** [8 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur les propositions de loi :

1° (n° 1020) de M. Xavier Deniau et plusieurs de ses collègues ;

2° (n° 1035) de M. Michel de Rostolan ;

3° (n° 1036) de M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues ;

4° (n° 1061) de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues ;

relatives à la reconnaissance de la **vocation internationale de l'association internationale des parlementaires de langue française (n° 1075)** [26 novembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1016), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un **accord d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire de Chine (n° 1084)** [26 novembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Rétablissement de la vérité sur la guerre d'Algérie** : propos de l'avocat de Klaus Barbie comparant l'action de l'armée française en Algérie aux crimes nazis [13 mai 1987] (p. 1076).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur le transfèrement des condamnés détenus entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti (n° 741).**

Première lecture, avant la discussion des articles [2 octobre 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen soutenue par M. Michel de Rostolan (p. 3923).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).**

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Après l'article 10 : contre le sous-amendement n° 103 de M. Bruno Gollnisch (persécution contre les Juifs en Union soviétique) ; action de diversion menée par le Front national ; volonté de M. Roger Holeindre et Bruno Gollnisch de ne pas se voir reprocher leur position en faveur du révisionnisme historique ; erreur historique du Front national sur le chef nationaliste ukrainien Petliura (p. 4178).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Questions* [30 octobre 1987] :

Louvre (fermeture du musée du — les week-ends de Pâques et de Pentecôte).

Musée juif d'art et d'histoire (p. 5153).

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis, suppléant M. Xavier Deniau [5 novembre 1987] :

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) (p. 5428).

Droits de l'Homme (évolution des — et des libertés dans le monde) (p. 5427).

Emission de Radio France Internationale et de TV 5 à l'étranger (p. 5428) (remplaçant M. Xavier Deniau).

Enseignants (rémunération des — recrutés localement) (p. 5429) (remplaçant M. Xavier Deniau).

Enseignants français à l'étranger (recrutement et affectation des —) (p. 5429) (remplaçant M. Xavier Deniau).

Enseignement du français à l'étranger (p. 5428) (remplaçant M. Xavier Deniau).

Francophonie (renforcement de la —) (p. 5429) (remplaçant M. Xavier Deniau).

Maroc (mission de M. Xavier Deniau au —) (p. 5428) (remplaçant M. Xavier Deniau).

Rapport Viot (p. 5428) (remplaçant M. Xavier Deniau).

Relations culturelles avec l'étranger (crédits affectés aux —) (p. 5428) (remplaçant M. Xavier Deniau).

Secrétariat d'Etat chargé des droits de l'Homme (rôle du — sur le plan intérieur et sur le plan international) (p. 5428).

U.R.S.S. (politique de Mikhaïl Gorbatchev) (p. 5428).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Avant l'article 60 : contre les amendements n° 199 rectifié de M. François Grussenmeyer et n° 249 de M. Gérard Freulet (bouilleurs de cru) (p. 5908).

— **Conclusions du rapport de la commission des affaires étrangères sur les propositions de loi de M. Xavier Deniau et plusieurs de ses collègues, de M. Michel de Rostolan, de M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues et de M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues, relatives à la reconnaissance de la vocation internationale de l'association internationale des parlementaires de langue française (n° 1075, 1020, 1035, 1046 et 1061).**

Première lecture, avant la discussion des articles.

Rapporteur [27 novembre 1987] :

Association internationale des parlementaires de langue française :

— organisation et rôle (p. 6515) ;

— privilèges et immunités accordés aux organisations internationales (octroi des —) (p. 6515) ;
— vocation internationale (p. 6515).
Francophonie :
— politique de la — (p. 6515).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine (n° 1016).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique.
Rapporteur [1er décembre 1987] :
Coopération économique et commerciale avec la Chine (p. 6588).
Entraide judiciaire en matière civile et commerciale (principales dispositions du projet) (p. 6588).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative à la délimitation des frontières maritimes dans la région des Bouches de Bonifacio (n° 1017).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique :
Rapporteur suppléant [1er décembre 1987] ;
Frontières maritimes avec l'Italie (principales dispositions du projet) (p. 6589, 6590).
Pêcheurs français (situation des —) (p. 6590).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n° 1014).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique.
Rapporteur suppléant [20 décembre 1987] :
Aide française au Bangladesh (p. 7927).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n° 1015).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique
[20 décembre 1987] :
Démocratisation de la Turquie (p. 7930).
Relations culturelles entre la France et la Turquie (p. 7930).

MARGNES (Michel)

Député des Hauts-de-Seine
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (Premier ministre : conseil économique et social) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14830).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 33 : **Premier ministre : conseil économique et social (n° 960)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Procédures fiscales et douanières** : faillite d'un bijoutier parisien [3 juin 1987] (p. 1864) ;

— **Haïti** : mesures que le Gouvernement envisage de prendre afin d'encourager l'organisation effective des élections libres et démocratiques en Haïti [2 décembre 1987] (p. 6693, 6694) ;

orales sans débat :

— **n° 278**, posée le 6 octobre 1987 : **fonctionnaires et agents publics (rémunérations)** (p. 3980) ; appelée le 9 octobre 1987 : **pouvoir d'achat des actifs et des retraités de la fonction publique** : sa dégradation depuis mars 1986 ; alourdissement des prélèvements obligatoires effectués sur les petits salaires (p. 4085) ;

— **n° 281**, de M. Pierre Garmendia ; appelée le 9 octobre : **formation des jeunes par les artisans** : difficulté des artisans à s'en faire rembourser les frais par les organismes collecteurs (p. 4094, 4095).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles
[16 avril 1987] :
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— inégalités (accroissement des — du fait du P.E.R.) (p. 413) ;
— retraite (déséquilibre des régimes de —) (p. 412) ;
— sécurité des épargnants (p. 413).

Discussion des articles [21 avril 1987] :

Chapitre X : *modernisation du marché financier et dispositions diverses.*

Avant l'article 45 : soutient l'amendement n° 180 de Christian Pierret à l'amendement n° 156 du Gouvernement (impôt sur les sociétés réduit à 40 % pour les bénéfices réinvestis ; amortissement dégressif) ; nécessité d'un abattement du coût de l'investissement ; contre l'amendement n° 156 du Gouvernement (réduction à 42 % du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 520).

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).

Première lecture, avant la discussion des articles
[2 juin 1987] :
Administration fiscale (p. 1817).
Charte du contribuable (et garanties offertes au contribuable) (p. 1817).
Commission Aicardi (p. 1817).
Commissions départementales des impôts (p. 1818).
Contrôle fiscal (p. 1817, 1818).
Fraude fiscale (p. 1817).
Pénalités fiscales (p. 1818).
Taxation d'office et évaluation forfaitaire du revenu (p. 1817).

Discussion des articles [3 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions fiscales.*

Chapitre Ier : *dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 2 *(intérêt de retard et pénalités fiscales)* : son approbation sous réserve de la fixation de l'intérêt de retard conformément aux conditions du marché (p. 1846) ; fixation du taux de l'intérêt de retard (p. 1847) ; contre l'amendement n° 15 de la commission (successions-report de six mois de l'application des pénalités pour dépôt tardif de la déclaration) ; avantage conféré aux grosses successions (p. 1852).

Article 4 *(vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble)* : ses réserves ; délai de reprise (p. 1883) ; contre l'amendement n° 25 de la commission (délai porté de 50 jours à deux mois quand l'administration estime insuffisants les renseignements fournis par le contribuable) ; allongement des

délais de réponse allant à l'encontre de l'efficacité du contrôle fiscal (p. 1887).

Article 5 *(charge de la preuve en cas de contestation de l'avis de la commission départementale des impôts)* : son opposition ; différence de traitement entre l'administration et le contribuable ; bilan des commissions départementales (p. 1892) ; légalisation rétroactive de pratiques administratives (p. 1894).

Article 7 *(limitation à trois mois de la durée de la vérification fiscale sur place pour les petites entreprises — relèvement des limites de chiffres d'affaires)* : contre l'amendement n° 30 de la commission (limite portée à 900 000 francs pour les professions libérales) (p. 1904).

Explications de vote (p. 1922) :

Bilan de la précédente législature pour les droits du contribuable (p. 1923).
Charte du contribuable (p. 1923).
Contrôle fiscal (p. 1923).
Mesures fiscales prises depuis 1986 (p. 1923).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 1924).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [1er juillet 1987] :

Chaumet (faillite de la joaillerie —) (p. 3453).
Commission des finances (séance du 1er juillet 1987) (p. 3449).
Contrôle fiscal (p. 3453).
Problème particulier de M. Georges Tranchant avec l'administration fiscale (p. 3454).

Discussion des articles [1er juillet 1987] (p. 3454) :

Titre Ier : *dispositions fiscales.*

Chapitre Ier : *dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 1er *(composition de la commission départementale des impôts)* : soutient l'amendement n° 1 de M. Christian Pierret (expert comptable siégeant à la commission ne pouvant avoir tenu la comptabilité du contribuable ni avoir visé des documents fiscaux de celui-ci ni être commissaire aux comptes d'une société soumise à vérification) ; rejeté (p. 3455).

Article 2 *(intérêt de retard et pénalités fiscales)* : soutient l'amendement n° 2 de M. Christian Pierret (taux de l'intérêt de retard fixé au taux de base bancaire majoré de deux points) ; taux de 9 % constituant un avantage pour le mauvais contribuable ; pénalisation de ceux qui empruntent auprès du système bancaire ; recommandation de la commission Aicardi ; rejeté (p. 3456).

Après l'article 3 : soutient l'amendement n° 3 de M. Christian Pierret (multiplication par trois d'éléments du barème pour le calcul de l'évaluation forfaitaire minimale du revenu imposable) : rejeté.

Chapitre II : *dispositions portant modification du livre des procédures fiscales.*

Après l'article 4 : soutient l'amendement n° 5 de M. Christian Pierret (suppression de l'obligation faite à l'administration de motiver les redressements en matière d'insuffisance de prix ou d'évaluation) : rejeté ; soutient l'amendement n° 4 de M. Christian Pierret (rétablissement de la procédure de taxation d'office en cas de dépenses personnelles, ostensibles ou notoires) : rejeté (p. 3458).

Article 5 *(charge de la preuve en cas de contestation de l'avis de la commission départementale des impôts)* : soutient l'amendement n° 6 de M. Christian Pierret (charge de la preuve supportée par l'administration seulement quand l'imposition établie n'est pas conforme à l'avis de la commission) : rejeté au scrutin public (p. 3459).

Titre II : *dispositions portant modification du code des douanes.*

Article 11 *(aménagement des règles de preuve et des procédures)* : soutient l'amendement n° 7 de M. Christian Pierret (sont reputées avoir été importées en contrebande les marchandises faisant l'objet d'une fraude internationale ou d'un marché clandestin) : retiré.

Après l'article 14 : soutient l'amendement n° 8 de M. Christian Pierret (pouvoirs de la douane en matière d'évasion de capitaux par manipulation de prix à l'importation et à l'exportation) : rejeté (p. 3461).

Explications de vote (p. 3463) :

Chaumet (faillite de la joaillerie —) (p. 3463).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 3463).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Rappel au règlement (refus de M. Claude Labbé, vice-président, d'accorder les deux suspensions de séance demandées par le groupe socialiste) (p. 3388).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [14 octobre 1987] [15 octobre 1987] :

Après l'article 4 : soutient l'amendement n° 133 de M. Christian Pierret (allégement de la taxe d'habitation pour les associations sans but lucratif) (p. 4326) ; réduction des aides aux associations ; rejeté (p. 4327).

Après l'article 13 : contre l'amendement n° 14 corrigé de la commission (rétablissement du taux de T.V.A. à 7 % pour les hôtels quatre étoiles) (p. 4407).

Après l'article 14 : sa proposition de suppression du décalage d'un mois dans le remboursement de la T.V.A. par imputation de dettes fiscales des entreprises et par des versements annuels de l'Etat jusqu'en 1992 (p. 4409, 4410).

Après l'article 16 : soutient l'amendement n° 135 de M. Jean Anciant (exonération de T.V.A. pour les loyers des locaux occupés par les associations loi de 1901) ; politique du Gouvernement à l'égard des associations (p. 4427) ; rejeté (p. 4428).

Article 17 *(assujettissement progressif des caisses d'épargne et de prévoyance et des caisses de crédit municipal à l'impôt sur les sociétés)* : son approbation de l'article ; ses craintes relatives au financement du logement (p. 4437).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [29 octobre 1987] :

Conseil économique et social (p. 5028).

— Projet de loi relatif à la transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 décembre 1987] :

Automobile (industrie —) :
— situation de l'industrie automobile internationale (p. 7297, 7298).

Chapelle Darblay (p. 7298).
Ordonnance du 16 janvier 1945 prise par le Gouvernement de la Libération (esprit de l'—) (p. 7299).
Ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Descaves (p. 7278).

Renault — R.N.U.R. :
— endettement (et abandon par le Gouvernement d'une créance de 12 milliards de francs) (p. 7298) ;
— législation européenne (règles de la — du traité de Rome et de l'Acte unique européen (p. 7297) ;
— responsabilité des gouvernements de droite dans la crise (p. 7297) ;
— statut actuel (historique et conséquences du —) (p. 7296) ;
— transformation de Renault en société anonyme (raisons et moyens de la —) (p. 7299).

MARLIERE (Olivier)

Député du Nord
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Edouard Fritch et plusieurs de ses collègues tendant à étendre au territoire de la Polynésie française le champ d'application de la loi 77-748 du 8 juillet 1977 relative aux sociétés anonymes à participation ouvrière (n° 514) [9 avril 1987] (p. 189).

Rapporteur de la proposition de résolution de M. Jean-Louis Masson, tendant à la création d'une commission d'en-

quête sur la gestion de la sidérurgie française (n° 530) [16 avril 1987] (p. 450).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614) [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Gérard Léonard tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement en ce qui concerne les carrières (n° 676) [7 mai 1987].

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pascal Arrighi, relative aux redevances réclamées par les agences financières de bassin à l'occasion des prélèvements et consommations d'eau à usage agricole (n° 706) [4 juin 1987] (p. 2010).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean Ueberschlag, tendant à modifier la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (n° 730) [4 juin 1987] (p. 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale (n° 694) [*J.O.* du 20 juin 1987] (p. 6694).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie (n° 781) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890) [*J.O.* du 12 décembre 1987] (p. 14478).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008) [*J.O.* du 16 décembre 1987] (p. 14661).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'amélioration de la décentralisation (n° 973) [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14706).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution (n° 530) de M. Jean-Louis Masson, tendant **à la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la sidérurgie française (n° 692)** [23 avril 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 514) de M. Edouard Fritch et plusieurs de ses collègues tendant **à étendre au territoire de la Polynésie française le champ d'application de la loi n° 77-748 du 8 juillet 1977 relative aux sociétés anonymes à participation ouvrière (n° 807)** [4 juin 1987].

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Edouard Fritch et plusieurs de ses collègues, tendant à étendre au territoire de la Polynésie française le champ d'application de la loi n° 77-748 du 8 juillet 1977 relative aux sociétés anonymes à participation ouvrière (n° 514).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique.

Rapporteur [22 juin 1987] :

Loi du 26 avril 1917 (dispositions de la —) (p. 3020).

Sociétés anonymes à participation ouvrière (extension à la Polynésie française du régime des —) (p. 3020).

Société U.T.A. (exclusion des salariés polynésiens de la — du bénéfice de la participation ouvrière) (p. 3020).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jacques Lafleur et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 412).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique.

Rapporteur suppléant [22 juin 1987] :

Elections municipales en Nouvelle-Calédonie (harmonisation avec la législation applicable à l'ensemble du territoire national) (p. 3022).

Elections municipales en Nouvelle-Calédonie (mode de scrutin actuel) (p. 3022).

Nouméa (destabilisation de — par la loi du 19 janvier 1983) (p. 3022).

Scrutin à la proportionnelle dans les petites communes (maintien du —) (p. 3022, 3023).

Seuil retenu pour distinguer petites et grandes communes (p. 3022).

Discussion de l'article unique :

Article unique *(mode de scrutin et protection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances) :* redressement d'une erreur technique (p. 3027) ; pour l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement (étendant le champ d'application du texte à l'ensemble des communes de plus de 3 500 habitants) (p. 3028).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

Liaison routière Valenciennes-Douai (p. 5394).

Poitou-Charentes (effort en faveur du réseau routier national de —) (remplaçant M. Francis Hardy) (p. 5395).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Inscrit contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 5959, 5970).

Chefs d'entreprise (âge des — ; problème des disparitions d'activités faute de succession) (p. 5969).

Droit des sociétés :

— allégement du — (p. 5969).

Fiscalité des entreprises :

— fonds de commerce (droit de mutation) (p. 5970) ;

— gérants majoritaires de S.A.R.L. (alignement du régime fiscal des — sur celui des dirigeants de S.A.) (p. 5970).

Transmission d'entreprise :

— donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension au tiers) (p. 5969, 5970) ;

— fiscalité (p. 5969, 5970).

Discussion des articles [18 novembre 1987] :

Article 21 *(article 1075 du code civil ; bénéficiaires des donations-partages et des testaments-partages) :* approuve cet article (p. 6027, 6028).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Jacques Toubon et plusieurs de ses collègues portant maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance (n° 940).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 novembre 1987] :

Contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 6465 à 6467) ; rejetée au scrutin public (p. 6467).

Affaires en instance devant les cours d'appel et les tribunaux de grande instance (résorption du stock d'—) (p. 6466).

Participation du Gouvernement à l'élaboration de la présente « proposition » de loi (p. 6465).

MARTINEZ (Jean-Claude)

Député de l'Hérault
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (éducation nationale : enseignement scolaire) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à faciliter la **transmission des entreprises** par l'allégement des droits de mutation à titre gratuit **(n° 872)** [18 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)**, annexe n° 19 : **éducation nationale : enseignement supérieur (n° 960)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Ouvrage publié par un juge d'instruction** : livre publié par le juge Lambert ; obligations du statut de la magistrature [15 avril 1987] (p. 353) ;

— **Libre circulation d'un député aur le territoire français** : empêchement par des manifestants de la venue en Martinique de M. Le Pen et de plusieurs élus régionaux, nationaux et européens ; principe constitutionnel de la liberté d'aller et venir [9 décembre 1987] (p. 7005) ; obligation de vigilance du Gouvernement ; recherche les causes de l'impéritie du préfet ; carence de l'autorité de l'Etat ; antécédent de M. Dick Ukeiwé à Nouméa en juillet 1985 ; atteinte à la représentation nationale (p. 7006, 7007).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 814).**

Première lecture, avant la discussion des articles [10 avril 1987] :

Constitutionnalité du référendum (p. 247, 248).
Définition du corps électoral (et notion de population intéressée) (p. 247).
Précédents historiques quant à la consultation des peuples outre-mer (p. 248).

Discussion des articles [14 avril 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 6 (tendant à rappeler les principes de la souveraineté nationale et l'égalité devant la loi) : rejeté ; son amendement n° 7 (attachement de la France au principe d'égalité) (p. 306) ; rejeté (p. 307).

Article 2 *(application du code électoral)* : soutient l'amendement n° 14 de M. Roger Holeindre : rejeté.

Article 3 *(définition du corps électoral)* : son amendement n° 9 soutenu par M. Roger Holeindre (tendant à modifier la définition du corps électoral) (p. 314) ; rejeté ; son amendement n° 10 (suppression de l'obligation de résidence pendant trois ans pour la participation à la consultation) : rejeté (p. 315) ; soutient l'amendement n° 11 de M. Roger Holeindre (suppression de la condition de résidence) rejeté (p. 316) ; soutient l'amendement n° 16 de M. Roger Holeindre (modification de l'application de la condition de résidence pour certaines personnes) (p. 316, 317) ; rejeté (p. 317).

Titre *(projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances)* : soutient l'amendement n° 13 de M. Roger Holeindre (modifications du titre) ; soutient l'amendement n° 14 de M. Roger Holeindre (modifications du titre) ; son amendement n° 15 (modifications du titre) (p. 324) ; rejetés (p. 325).

Explications de vote (p. 325) :

Définition du corps électoral (p. 329).
Référendum (et notamment opportunité du —) (p. 328).
Vote favorable du groupe du Front national (p. 330).

Commission mixte paritaire [6 mai 1987] (p. 899) :

Constitutionnalité du référendum (p. 902).
Définition du corps électoral (p. 902).
Modifications apportées par la commission mixte paritaire (p. 902).

Explications de vote (p. 906) :

Définition du corps électoral (p. 906).
Vote favorable du Front national (p. 906).

— **Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).**

Première lecture, discussion des articles [7 mai 1987] :

Article 2 *(attribution de la garde des enfants après divorce)* : son amendement n° 55 rectifié (règle de l'exercice conjoint de l'autorité parentale ; juge précisant la résidence habituelle de l'enfant) (p. 969) ; devenu sans objet.

Avant l'article 1er (amendements précédemment réservés) : son amendement n° 54 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (reconnaissance constitutionnelle du droit de l'enfant de vivre avec ses père et mère ensemble) : rejeté (p. 971) ; son amendement n° 66 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (nouvelle rédaction de l'article 252-1 du code civil relatif à la procédure de divorce ; délai de réflexion de trois mois pendant lequel la résidence des époux demeure commune et celle des enfants fixée au domicile conjugal) (p. 972) ; rejeté (p. 973).

Article 3 *(droits et devoirs du parent non gardien)* : son amendement n° 56 (contribution du parent non gardien à proportion de ses ressources et de celles de l'autre parent) : rejeté (p. 979).

Article 4 *(exercice de l'autorité parentale après divorce)* : son amendement n° 65 : devenu sans objet (p. 984).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [9 juillet 1987] :

Divorce (p. 3899).
Exercice conjoint de l'autorité parentale (p. 3898, 3899).

— **Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).**

Première lecture, avant la discussion des articles [2 juin 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marie Le Pen (p. 1805 à 1808) ; la retire (p. 1808).
Administration fiscale (p. 1808).
Charte du contribuable (et garanties offertes au contribuable) : (p. 1805).
Contrôle fiscal (p. 1806).
Dénonciation (p. 1806).
Libertés individuelles et droit de la défense (atteinte aux —) (p. 1806, 1807).
Référendum fiscal (p. 1808).
Successions (réintégration dans l'actif successoral de sommes retirées de comptes bancaires depuis moins d'un an) (p. 1807).

Discussion des articles [3 juin 1987] :

Titre Ier : dispositions fiscales.

Chapitre 1er *: dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 2 *(intérêts de retard et pénalités fiscales)* : **son fait personnel** : sa mise en cause par M. Robert-André Vivien à propos de son rapport sur le budget de l'éducation nationale pour 1987 (p. 1853).

Article 3 *(sanctions particulières et manquements à des obligations formelles)* : soutient l'amendement n° 47 de M. Pierre Descaves (application de la pénalité si le contribuable n'a pas fourni le relevé récapitulant certaines charges et provisions dans un délai d'un mois à compter de la mise en demeure de l'administration) : rejeté (p. 1880).

Article 4 *(vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble)* : ses observations (p. 1883) ; ses observations sur l'amendement n° 28 de la commission (de coordination).

Article 5 *(charge de la preuve en cas de contestation de l'avis de la commission départementale des impôts)* : son approbation sous réserve ; bilan des commissions départementales (p. 1892) ; cas dans lesquels la charge de la preuve incombe au contribuable du fait de l'arbitraire de l'administration (p. 1893).

Après l'article 10 : son amendement n° 82 (suppression de la contrainte par corps sauf en cas d'infraction en matière de trafic de stupéfiants) ; inefficacité de la contrainte par corps (p. 1906) ; possibilité de contrainte par corps avant que le Conseil d'Etat se soit prononcé définitivement sur le bien fondé de la dette fiscale (p. 1907) ; amendement n° 82 : retiré (p. 1908) ; son amendement n° 83 (mise en œuvre de la contrainte par corps seulement après que le Conseil d'Etat se soit prononcé sur la régularité et le bien fondé de l'imposition) (p. 1910) ; rejeté ; pour l'amendement n° 32 de la commission (impôt sur le revenu - possibilité d'imposition séparée des époux séparés de biens - cessation de la solidarité dans ce cas) (p. 1911) ; absence de base légale de la solidarité entre le propriétaire du fonds de commerce et l'exploitant depuis 1961 (p. 1912).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Contrôle et information du Parlement sur le budget social de la Nation (constitutionnalité, opportunité) (p. 2930).
Etats généraux (opportunité et enjeux des —) (p. 2931).
Historique de la sécurité sociale (p. 2930).
Propositions législatives (historique des — tendant au contrôle du Parlement sur le budget social) (p. 2930, 2931).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Congo sur la sécurité sociale (ensemble trois protocoles) (n° 773).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 octobre 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen (p. 3924, 3925) ; rejetée au scrutin public (p. 3926).
Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marie Le Pen (p. 3926) ; retirée (p. 3926).
Congo (situation économique du —) (p. 3924).
Démographie africaine (p. 3925).
Nouvelle-Calédonie (approbation par le Congo de la résolution de l'O.N.U. sur la —) (p. 3924, 3925).
Principe d'égalité (p. 3925).
Réciprocité (p. 3925).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Première lecture, avant la discussion des articles [6 octobre 1987] :

Compétences (répartition des — entre les deux ordres de juridictions) (p. 3946).
Juges administratifs (productivité des —) (p. 3946).
Juges administratifs (recrutement des -) (p. 3945).
Jurisprudence administrative (grands principes de la —) (p. 3946).
Législation (qualité de la —) (p. 3945).
Recours (délais de — et affaires en instance) (p. 3945).
Tribunal fiscal (création d'un —) (p. 3947).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [4 décembre 1987] :

Blocs de compétence (nécessité d'instituer des —) (p. 6812).
Conseil d'Etat (productivité du -) (p. 6811).
Contentieux de l'excès de pouvoir (p. 6810).
Encombrement des juridictions administratives (p. 6810, 6811).
Troisième degré de juridiction (p. 6810, 6811).

Discussion des articles [4 décembre 1987] :

Après l'article 3 : son amendement n° 11 (chambre régionale des comptes étant fusionnée en dix chambres interrégionales) (p. 6814) ; rejeté (p. 6815).

Article 5 : ses observations sur l'amendement n° 3 de la commission (suppression de la possibilité offerte aux avocats d'intégrer les cours administratives d'appel) (p. 6816).

Article 8 : ses observations sur l'amendement n° 6 de la commission (pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat faisant l'objet d'une procédure préalable d'admission ; admission devant être refusée si le pourvoi est irrecevable ou n'est fondé sur aucun moyen sérieux) (p. 6817).

Article 10 : ses observations sur l'amendement n° 8 de la commission (question de droit nouvelle justifiant qu'il soit sursis à statuer) (p. 6818).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Allégements d'impôt (p. 4249).
Impôts locaux (et actualisation triennale des valeurs locatives) (p. 4249).
Investissement (niveau de l'— et politique en faveur de —) (p. 4249, 4250).
Prélèvements obligatoires (p. 4249).
Sécurité sociale (cotisations de — ; équilibre financier et réforme de la —) (p. 4249).
T.V.A. :
— allégements de la — (p. 4249) ;
— décalage d'un mois (p. 4250) ;
— harmonisation européenne des taux de — (p. 4250).

Première partie, discussion des articles [14 octobre 1987] [15 octobre 1987] :

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)* : son amendement n° 33 soutenu par M. Bruno Gollnisch (suppression de l'impôt sur le revenu dans un délai de 5 ans — barème pour 1988) (p. 4313) ; rejeté (p. 4315).

Après l'article 2 : son amendement n° 34 (assujettissement de l'indemnité parlementaire au régime de droit commun de l'impôt sur le revenu avec déduction des frais professionnels) (p. 4320) ; rejeté au scrutin public (p. 4321).

Article 4 *(exonération des indemnités de départ en retraite — limite de 20 000 francs)* : son amendement n° 92 (exonération de l'impôt sur le revenu des sommes versées par les comités d'entreprise aux membres du personnel lorsqu'elles ont un caractère de simple secours, ou lorsqu'elles se rattachent directement à une œuvre sociale ou culturelle, ou lorsqu'elles sont versées à l'occasion d'événements familiaux) : rejeté (p. 4325).

Après l'article 9 : ses observations sur l'amendement n° 61 de Mme Muguette Jacquaint (taux zéro de T.V.A. sur des produits de base — rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes — augmentation de la fiscalité sur les bons anonymes) (p. 4388) ; lutte contre la pauvreté par la relance de l'économie et non par l'augmentation de la pression fiscale (p. 4389).

Article 10 *(réduction à 28 % des taux de T.V.A. sur les automobiles et les motocyclettes de plus de 240 cm³)* : ses excuses à M. Raymond Douyère ; nécessaire harmonisation européenne des taux de T.V.A. ; contre un alignement unilatéral de la France (p. 4391) ; calcul de la T.V.A. sur la base du taux du pays de destination ; sa proposition de suppression de l'impôt sur le revenu (p. 4392).

Article 11 *(assujettissement des enregistrements sonores au taux normal de la T.V.A.)* : ses observations sur l'amendement n° 100 de M. Gilbert Gantier (extension du taux normal à la vidéo et à la location de cassettes vidéo — maintien du taux majoré pour les enregistrements pornographiques ou incitant à la violence) (p. 4399).

Article 12 *(réduction du taux de T.V.A. à 7 % pour les attractions foraines)* : ses observations sur la fiscalité des parc à thèmes (p. 4404).

Deuxième partie :

Education Nationale. — I. Enseignement scolaire. *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [28 octobre 1987] :

Bourses et secours d'études (p. 4952).
Echec scolaire (plan pour la réussite scolaire) (p. 4953).
Education nationale (administration centrale, établissements publics et rectorat ; réductions de postes) (p. 4953).
Effectifs scolaires (p. 4952).
Enseignement privé (p. 4953).
Equipement scolaire (lycées ; financement par les régions) (p. 4952).
Institut national de la Recherche Pédagogique (I.N.R.P.) (p. 4953).
Maîtres-directeurs (p. 4953, 4954).
Organismes périscolaires et pédagogiques (p. 4952).

Professeurs et instituteurs :
— effectifs de — (p. 4951) ;
— étrangers (recrutement d'— comme auxiliaires) (p. 4951, 4952) ;
— instituteurs (plan de revalorisation des carrières) (p. 4953) ;
— P.E.C.G. (extinction du corps des —) (p. 4951, 4953) ;
— recrutement (crise du —), formation initiale et continue et statut (p. 4951, 4952) ;
— rémunérations (p. 4952).
Spécialité budgétaire (non respect du principe de —, chapitre 31-92) (p. 4953).
Syndicats d'enseignants (décharges de services) (p. 4952).

Vote des crédits :

Etat B, Titre III : son amendement n° 100 (réduction et majoration des crédits) ; principe de spécialité budgétaire ; nécessité de scinder le chapitre 31-92 regroupant la moitié des crédits du ministère ; possibilité de rejeter cet amendement en contrepartie d'un engagement du ministre ; rejeté.

Titre IV : ses observations sur l'amendement n° 162 de M. Augustin Bonrepaux (réduction de crédits) ; querelle scolaire (p. 5010) ; ses observations sur l'amendement n° 160 de M. Pascal Arrighi (suppression des subventions visant à compenser les mises à disposition dont bénéficient certains organismes) (p. 5011).

Etat C, après l'article 71 : ses observations sur l'amendement n° 151 de la commission des affaires culturelles (présentation de l'annexe consacrée aux crédits du ministère) (p. 5012).

II. Recherche et enseignement supérieur. — *Examen des fasicicules* [29 octobre 1987] :

Enseignement supérieur :

Bibliothèques (p. 5085).
Diplômes nationaux (habilitations) (p. 5084).
Professeurs et corps enseignant de l'université :
— système G.A.R.A.C.E.S. (p. 5085).
Sélection (p. 5085).
Universités (statut des —) (p. 5085).
Universités (implantation des — et notamment universités régionales) (p. 5085).
Universités du Pacifique (p. 5085).

Vote des crédits :

Etat B, titre III : son amendement n° 178 (réduction des crédits destinés au Comité national d'évaluation des universités) ; insuffisance des crédits pour les bibliothèques ; caractère facultatif de l'évaluation des université (p. 5101) ; rejeté (p. 5102).

Intérieur. — *Examen du fascicule* [9 novembre 1987] :

Finances locales :
— dotation globale de fonctionnement (p. 5615) ;
— taxe professionnelle (p. 5615).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Après l'article 61 : son amendement n° 287 (recevabilité des moyens nouveaux invoqués par le contribuable pour les procédures en cours) (p. 5916) ; devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 277 de la commission (p. 5917).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [17 décembre 1987] :

Education (et plan Monory) (p. 7667).
Famille (politique de la —) (p. 7667).
Président de la République (attitude du — à l'égard de M. Tjibaou s'apparentant à de la forfaiture) (p. 7667).
Réforme fiscale (p. 7668).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, discussion des articles [18 novembre 1987] :

Chapitre III : *dispositions fiscales.*

Après l'article 22 : son amendement n° 35 corrigé (appréciation de la durée d'exercice de l'activité en cas de cession d'un fonds de commerce en location-gérance : retiré (p. 6051).

Article 23 *(articles 719, 724 et 725 du code général des impôts ; droit d'enregistrement sur les mutations de fonds de commerce)* : son amendement n° 34 (tendant à réduire le taux des droits de mutation de 13,80 à 12,80 %) (p. 6054) ; devenu sans objet (p. 6055).

Après l'article 23 : son amendement n° 36 (exonération des droits de mutation à titre gratuit pour les biens affectés à une entreprise industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale dont la valeur n'excède pas un million de francs) : retiré ; son amendement n° 37 (prévoyant une limitation du taux des droits de mutation à titre gratuit à 20 % lorsque les biens font partie de l'actif d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale) : retiré (p. 6056).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :

Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :
— départementalisation de la Nouvelle-Calédonie (p. 6309) ;
— économie de la Nouvelle-Calédonie (p. 6309) ;
— logique indépendantiste du projet (Front national) (p. 6308, 6310) ;
— peuplement de la Nouvelle-Calédonie (p. 6309) ;
— politique de la France dans le Pacifique Sud (p. 6309).
Evolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie :
— généralités (p. 6307) ;
— référendum du 13 septembre 1987 (p. 6308).
Organisation des pouvoirs publics en Nouvelle-Calédonie :
— coutume et Assemblée coutumière (p. 6308) ;
— haut-commissaire de la République (p. 6308) ;
— répartition des compétences entre l'Etat, le territoire, les régions, les communes et l'Assemblée coutumière (p. 6308).

Discussion des articles [25 novembre 1987] :

Article 1er *(composition du territoire de la Nouvelle-Calédonie ; principe de libre administration et d'autonomie interne)* : son opposition ; évolution du concept de territoire d'outre-mer (p. 6334) ; notion de signes distinctifs permettant de marquer la personnalité de la Nouvelle-Calédonie (p. 6335) ; soutient l'amendement n° 86 de M. Roger Holeindre (suppression de la référence « signes distinctifs permettant à la Nouvelle-Calédonie de marquer sa personnalité ») (p. 6336) ; rejeté.

Article 2 *(institutions du territoire)* : soutient l'amendement n° 73 de M. Roger Holeindre (territoire de la Nouvelle-Calédonie étant érigé en département d'outre-mer et constituant une région) (p. 6337) ; rejeté (p. 6338).

Article 4 *(représentation de la coutume)* : ses observations ; soutient l'amendement n° 74 de M. Roger Holeindre (de suppression) (p. 6340) ; retiré (p. 6341).

Titre Ier : *des compétences de l'Etat, du territoire, des régions, des communes et de l'Assemblée coutumière.*

Article 5 *(compétence générale du territoire)* : son opposition ; compétences de droit commun données à une collectivité infra-étatique (p. 6343).

Article 6 *(compétences de l'Etat)* : Etat ne pouvant avoir, en droit public français, une compétence d'attribution (p. 6345) ; soutient l'amendement n° 78 de M. Roger Holeindre (Etat étant compétent pour l'exploration, l'exploitation, la conservation et la gestion des ressources naturelles, biologiques et non biologiques de la zone économique) (p. 6346) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 79 de M. Roger Holeindre (Etat fixant le programme annuel d'importation, les restrictions quantitatives à l'importation, et déterminant le montant annuel d'allocation de devises alloué au territoire) : rejeté au scrutin public (p. 6347) ; soutient l'amendement n° 81 de M. Roger Holeindre (haut-commissaire pouvant, en cas d'urgence et de nécessité impérieuse, si la sécurité et l'intégrité du territoire sont menacées d'une manière grave et immédiate, prendre les mesures exigées par ces circonstances jusqu'au rétablissement de la situation) : retiré (p. 6348).

Article 7 *(compétences des régions)* : ses observations (p. 6358) ; soutient l'amendement n° 82 de M. Roger Holeindre (nécessaire respect de la compétence générale de principe de l'Etat) : retiré ; soutient l'amendement n° 83 de M. Roger Holeindre (de suppression) : retiré ; contre l'amendement n° 118 de M. Robert Le Foll (compétences des régions en matière d'enseignement primaire obligatoire et de langues et cultures locales) (p. 6359) ; soutient l'amendement n° 84 de M. Roger Holeindre (rôle de l'agence de développement rural et d'aménagement foncier) : retiré (p. 6360).

Article 9 *(attribution de l'Assemblée coutumière)* : son opposition (p. 6362) ; contre l'amendement n° 122 de M. Robert Le Foll (consultation de l'Assemblée coutumière sur les propositions de délibération du conseil de région relatives à la réforme foncière, aux projets comportant emprise foncière et sur les questions relatives à l'enseignement des

langues vernaculaires et des cultures locales) ; notion de droit à la différence (p. 6363).

Titre II : *de l'organisation des pouvoirs publics du territoire.*
Chapitre Ier : *le conseil exécutif.*
Section 1 : *composition et formation.*
Article 11 *(élection du président du conseil exécutif)* : son opposition (p. 6365) ; soutient l'amendement n° 88 de M. Roger Holeindre (de suppression) : rejeté (p. 6366).
Article 15 *(incompatibilités applicables aux membres du conseil exécutif)* : soutient l'amendement n° 90 de M. Roger Holeindre (rédactionnel) : adopté (p. 6368).
Section 2 : *règles de fonctionnement.*
Article 24 *(fixation de l'odre du jour du conseil exécutif)* : soutient l'amendement n° 92 de M. Roger Holeindre (Haut-commissaire arrêtant l'odre du jour des réunions du conseil exécutif) : rejeté (p. 6370).
Article 27 *(caractère secret des séances du conseil exécutif)* : soutient l'amendement n° 93 de M. Roger Holeindre (membres du conseil exécutif étant appelés à répondre, au moins une fois par mois, aux questions qui leur sont posées par les membres du congrès) (p. 6370) ; retiré (p. 6371).
Section 3 : *attributions du conseil exécutif et de son président.*
Article 30 *(compétences du conseil exécutif)* : soutient l'amendement n° 96 de M. Roger Holeindre (enseignement facultatif des langues locales dans les établissements d'enseignement secondaire) : rejeté (p. 6372).
Article 31 *(compétences du conseil exécutif)* : son opposition (p. 6372).
Article 32 *(nomination relevant du conseil exécutif)* : son opposition (p. 6374, 6375) ; soutient l'amendement n° 99 de M. Roger Holeindre (suppression de la possibilité offerte au conseil exécutif de nommer les chefs des services territoriaux) : rejeté au scrutin public (p. 6375).
Article 33 *(projet d'investissements étrangers en Nouvelle-Calédonie)* : son opposition (p. 6375) ; soutient l'amendement n° 100 de M. Roger Holeindre (compétences du Haut-commissaire pour approuver les projets d'investissements étrangers en Nouvelle-calédonie) : rejeté au scrutin public (p. 6376).
Article 35 *(édiction de peines contraventionnelles)* : son opposition (p. 6377).
Article 42 *(attributions du conseil exécutif dans le domaine des relations internationales)* : son opposition (p. 6380, 6381).
Chapitre II : *le congrès.*
Section 3 : *attributions du congrès.*
Article 67 *(maîtrise des ressources naturelles de la zone économique)* : soutient l'amendement n° 109 de M. Roger Holeindre (de suppression) (p. 6402) ; rejeté au scrutin public (p. 6403).
Article 71 *(homologation des peines correctionnelles édictées par le congrès)* : son opposition (p. 6404).
Chapitre III : *l'Assemblée coutumière.*
Section 2 : *règles de fonctionnement.*
Article 80 *(indemnités allouées aux membres de l'Assemblée coutumière)* : son opposition (p. 6406).
Titre III : *des institutions de la région.*
Chapitre II : *le président du conseil de région.*
Article 105 *(direction de l'administration régionale)* : ses observations (p. 6412).
Titre V : *du comptable du territoire et de la région, du contrôle financier et de la chambre territoriale des comptes.*
Chapitre II : *la chambre territoriale des comptes.*
Article 131 *(institution d'une chambre territoriale des comptes)* : efficacité des chambres régionales des comptes (p. 6444).
Titre VII : *dispositions diverses et transitoires.*
Article 141 *(déclassement de dispositions législatives)* : contre l'amendement n° 130 de M. Robert Le Foll (contribution foncière sur les propriétés bâties et contribution des patentes étant transférées du territoire aux régions) (p. 6446, 6447).
Article 147 *(entrée en application de la loi)* : signes distinctifs de la Nouvelle-Calédonie ; compétences du conseil exécutif ; projet d'investissements étrangers en Nouvelle-Calédonie ; attributions du conseil exécutif dans le domaine des relations parlementaires internationales (p. 6449).

— Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, tendant à modifier le second alinéa de l'article L.O. 145 du code électoral (n° 1032).

Première lecture, discussion de l'article unique [4 décembre 1987] :

Après l'article unique : contre l'amendement n° 2 corrigé de M. François Asensi (député devant dans les 15 jours qui suivent son entrée en fonction et à la fin de la législature déclarer le montant de son patrimoine et de ses revenus et les liens avec toute entreprise ou société) (p. 6802).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Avant l'article 12 : contre l'amendement n° 84 de M. Christian Goux (charge de la preuve en contentieux fiscal après la saisine de l'une des commissions visées à l'article L. 59 du livre des procédures fiscales) ; affiche de la campagne électorale du Parti socialiste montrant un « éphèbe » qui court le marathon de la liberté (p. 6911) ; droit commun étant que la charge de la preuve appartient au demandeur ; possiblité d'arrêter les fraudeurs fiscaux, notamment à Lyon (p. 6912).

Explications de vote :
Education nationale (nombre d'enseignants) (p. 6964).
Ethanol-carburant produit à partir du topinambour (p. 6964).
Nouvelle-Calédonie (p. 6964).
Réforme fiscale (p. 6964).
Abstention du groupe Front National (p. 6964).

— Projet de loi relatif aux garenties individuellea en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, discussion des articles [10 décembre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*
Article 2 *(institution et composition de la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire)* : ses observations ; jeunesse des juges d'instruction ; dissociation du pouvoir d'instruction et du pouvoir d'incarcération (p. 7079).
Article 3 *(dispositions relatives au contrôle judiciaire)* : son sous-amendement oral à l'amendement n° 61 de M. Jean-Pierre Michel (absence d'automaticité de l'audition du juge d'instruction) : adopté (p. 7109).
Article 5 *(saisine de la chambre ; placement provisoire sous main de justice)* : ses observations sur l'amendement n° 86 du Gouvernement (possibilité d'interjeté appel de l'ordonnance de placement sous main de justice en même temps que la décision de placement en détention provisoire rendue par la chambre) (p. 7117).

MARTY (Elie)

Député de la Dordogne
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à rétablir la **peine de mort** pour des **crimes particulièrement odieux (n° 1139)** [15 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation des producteurs de lait des zones défavorisées : situation de la région Sud-Ouest [4 novembre 1987] (p. 5365).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture-B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Crédits (montant, répartition, évolution des —) (p. 4735).
Enseignement agricole (p. 4736).
Marchés agricoles (organisation nationale et internationale des —) (p. 4735).

Politique agricole commune (réforme de la —) (p. 4735).
Production laitière et quotas laitiers (p. 4736).
Protection sociale agricole (p. 4735).

MAS (Roger)

Député des Ardennes
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

MASSON (Jean-Louis)

Député de la Moselle
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur de la proposition de loi relative à la protection des topographies de produits semi-conducteurs et à l'organisation de l'institut national de la propriété industrielle (n° 720) [27 mai 1987] (p. 1773).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 716) aménageant la portée des autorisations d'urbanisme commercial et renforçant la sanction des infractions [11 juin 1987] (p. 2300).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 717) relative aux conditions de vote, d'appel et de décision dans les commissions d'urbanisme commercial [2 juillet 1987] (p. 3621).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 752) améliorant les conditions de présentation des dossiers d'urbanisme commercial [2 juillet 1987] (p. 3621).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à moduler les seuils de surface du contrôle de l'urbanisme commercial (n° 753) [12 novembre 1987] (p. 5817).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038) [*J.O.* du 3 décembre 1987] (p. 14092).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à **instituer des suppléants pour les conseillers généraux (n° 649)** [14 avril 1987].

Proposition de loi relative aux **conditions de création** et de **modification des limites des cantons (n° 660)** [14 avril 1987].

Proposition de loi aménageant la **portée des autorisations d'urbanisme commercial** et **renforçant la sanction des infractions (n° 716)** [7 mai 1987].

Proposition de loi relative aux **conditions de vote, d'appel et de décision dans les commissions d'urbanisme commercial (n° 717)** [7 mai 1987].

Proposition de loi tendant à instituer une **péréquation de la taxe professionnelle acquittée par les grands établissements commerciaux (n° 729)** [7 mai 1987].

Proposition de loi améliorant les conditions de présentation des dossiers **d'urbanisme commercial (n° 752)** [19 mai 1987].

Proposition de loi tendant à moduler les **seuils de surface** du contrôle de l'urbanisme commercial **(n° 753)** [19 mai 1987].

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les **arbitrages nationaux en matière d'urbanisme commercial (n° 884)** [23 juin 1987] ; retrait le 3 novembre 1984 (p. 5333).

Proposition de loi tendant à l'établissement de **schémas départementaux d'urbanisme commercial (n° 907)** [30 juin 1987].

Proposition de loi relative à la provision pour reconstitution des **gisements pétroliers (n° 934)** [8 juillet 1987].

Proposition de loi relative à l'élection des **conseillers régionaux** et à la **coordination** des **actions départementales** et **régionales** au niveau de l'**arrondissement (n° 1205)** [22 décembre 1987].

Proposition de loi relative à la **défense** de la **langue française (n° 1208)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Report des élections aux conseils généraux, du printemps à l'automne 1988** : mesures envisagées pour pallier les anomalies de délimitation de certains cantons [22 avril 1987] (p. 545) ;

— **Application de la loi Royer** : amélioration de la loi Royer en matière d'urbanisme commercial [28 octobre 1987] (p. 4986) ; répression des infractions (p. 4987) ;

orales sans débat :

— n° **203**, posée le 30 avril 1987 : **régions (politique régionale)** (p. 824) ;

— n° **217**, posée le 18 mai 1987 : **sidérurgie (emploi et activité)** (p. 1292) ;

— n° **218**, posée le 18 mai 1987 : **sidérurgie (emploi et activité)** (p. 1292) ; appelée le 22 mai 1987 : **investissements de Sacilor-Usinor** : devoirs incombant à l'Etat, détenteur de la quasi-totalité des actions de Sacilor-Usinor ; construction du laminoir de Gandrange ; avenir du train à chaud de Sollac (p. 1502, 1503) ;

— n° **239**, posée le 5 juin 1987 : **commune et artisanat (grandes surfaces)** (p. 2062, 2063) ;

— n° **241**, posée le 9 juin 1987 : **élections et référendums (réglementation)** (p. 2157) ;

— n° **271**, posée le 24 juin 1987 : **publicité (réglementation)** (p. 3148) ;

— n° **272**, posée le 25 juin 1987 : **grandes écoles (Ecole polytechnique)** (p. 3220) ;

— n° **288**, posée le 12 novembre 1987 : **élections et référendums (réglementation)** (p. 5818) ;

— n° **289**, posée le 12 novembre 1987 : **voiries (autoroutes : Moselle)** (p. 5810) ;

— n° **320**, posée le 3 décembre 1987 : **pollution et nuisances (agence pour la qualité de l'air)** (p. 6761) ;

— n° **331**, posée le 15 décembre 1987 : **Président de la République (élections présidentielles)** (p. 7495) ;

— n° **344**, posée le 16 décembre 1987 : **étrangers (Algériens)** (p. 7609).

INTERVENTIONS

— **Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues transférant le contentieux des décisions du conseil de la concurrence à la juridiction judiciaire (n° 638).**

Première lecture, avant la discussion des articles
[28 avril 1987] :

Conseil de la concurrence (et notamment nature et compétence du —) (p. 679).
Droit européen (et notamment adéquation de la loi avec le — et perspectives du marché unique) (p. 680).
Ordonnance du 1er décembre 1986 (et notamment dispositions essentielles, débat relatif à l'— et ratification parlementaire) (p. 679, 680).
Répartition des compétences entre les deux ordres de juridiction (p. 679).
Urbanisme commercial (articulation de l'— avec le droit de la concurrence) (p. 680).

Discussion des articles [28 avril 1988] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 1 (rétablissement de la concurrence entre les grandes surfaces) (p. 682) ; retiré (p. 683) ; son amendement n° 2 corrigé (consultation du conseil de la concurrence et de la commission nationale d'urbanisme commercial) ; rejeté (p. 683) ; son amendement n° 3 (suppression de l'article 10 de l'ordonnance du 1er décembre 1986 permettant au Gouvernement d'autoriser certaines ententes) (p. 684) ; rejeté ; son amendement n° 4 (reprise du projet de loi de rectification de l'ordonnance déposée par le Gouvernement) : rejeté (p. 685).

Article 1er *(recours contre les décisions du conseil de la concurrence devant la Cour d'appel de Paris)* : son amendement n° 5 (suppression d'obligation du ministère d'avocat) : rejeté (p. 686).

Après l'article 1er : son amendement n° 6 (amélioration du contentieux de l'urbanisme commercial) ; retiré ; son amendement n° 7 (amélioration de la cohérence entre les décisions du ministre et celles des commissions d'urbanisme) (p. 686) ; retiré ; son amendement n° 8 corrigé (amélioration du fonctionnement des commissions départementales d'urbanisme commercial) : retiré (p. 687).

Article 3 *(dispositions transitoires)* : son amendement n° 9 (modification des dispositions transitoires) (p. 688) ; retiré (p. 689).

Après l'article 3 : son amendement n° 11 (rapport établi par le ministre du commerce présenté au Parlement dressant le bilan de la jurisprudence des tribunaux judiciaires) : retiré (p. 689).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif é la prévention et á la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, discussion des articles [22 mai 1987] :

Titre Ier : *actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Article 1er *(financement par l'Etat d'actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi)* : actualisation de la formation des chômeurs de longue durée (p. 1524, 1525).

Article 2 *(définition des actions de réinsertion et exonération de cotisations sociales des contrats de réinsertion en alternance)* : distorsion entre les différentes catégories de chômeurs en fonction de leur âge ; problème des quotas (p. 1533).

— Projet de loi modifiant les procéduras fiscales et douaniéres (n° 571).

Première lecture, discussion des articles [3 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions fiscales.*

Chapitre Ier : *dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 2 *(intérêt de retard et pénalités fiscales)* : son approbation ; intérêt sur les excès d'impôts versés (p. 1846).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [11 juin 1987] :

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Article 39 *(recrutement de contractuels par l'Etat)* : son opposition (p. 2263) ; ses observations sur l'amendement n° 87 de M. Jean-Marie Daillet (extension des possibilités de recrutement de contractuels français dans les représentations françaises à l'étranger) (p. 2267).

Article 40 *(emplois susceptibles d'être occupés par des contractuels)* : son opposition (p. 2268).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à garantir la libre exercice de la profession de géomètre-expert (n° 99).

Première lecture, discussion de l'article unique [16 juin 1987] :

Avant l'article unique : son amendement n° 10 soutenu par M. Gérard César (définition du champ du monopole des géomètresexperts) ; son amendement n° 11 (non application du monopole des géomètres-experts pour l'exécution des travaux des services publics) ; son amendement n° 12 (inopposabilité du monopole des géomètres-experts aux experts agricoles) ; amendements n° 11 et 12 : non soutenus (p. 2427) ; amendement n° 10 : devenu sans objet (p. 2428).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions reletives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles [17 juin 1987] :

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Article 23 *(dispositions transitoires relatives à l'organisation des concours)* : nécessité d'une continuité dans le cursus de formation des fonctionnaires territoriaux (p. 2793).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, aur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles [23 juin 1987] [7 juillet 1987] :

Article 1er *(régime de déduction des versements effectués par les particuliers)* : nécessaire distinction entre le mécénat pur et le mécénat à des fins publicitaires (p. 3069).

Article 2 *(détermination des bénéficiaires des versements effectués par les particuliers des entreprises ouvrant droit à déduction et régime de déduction fiscale des entreprises)* : distinction entre le mécénat véritable et le mécénat publicitaire (p. 3072) ; son amendement n° 1 (entreprises ne pouvant déduire que les versements qu'elles ont effectué dans un but non publicitaire aux bénéficiaires de l'article) : retiré ; son sous-amendement n° 2 rectifié (exclusion des associations sportives professionnelles du champ d'application de l'article) (p. 3075) ; retiré (p. 3076).

Aprés l'article 2 : son amendement n° 3 (déduction prévue à l'article 2 de la présente loi étant réduite de moitié lorsque les versements effectués par les entreprises concernent des opérations de parrainage publicitaire) : non soutenu ; son amendement n° 4 (régime des dons faits à des associations ou fondations ayant pour objet la conservation ou la rénovation de monuments classés monuments historiques ou inscrit à un inventaire supplémentaire des monuments historiques) : non soutenu (p. 3690).

Aprés l'article 2 *bis* : son amendement n° 5 (contribuables français non résidents étant imposés en France sur une fraction de leur revenu bénéficiant sur cette fraction des dispositions de l'article 238 *bis* du code des impôts) : non soutenu (p. 3691).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 16 *bis* *(inspection de l'apprentissage — intégration des inspecteurs dans le corps des inspecteurs de l'enseignement technique)* : son amendement n° 62 (départements de la Moselle et de l'Alsace — contrôle de la formation donnée aux apprentis dans les entreprises assuré par les inspecteurs d'apprentissage des chambres consulaires) : non soutenu (p. 3604).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Première lecture, avant la discussion des articles [6 octobre 1987] :

Recours pour excès de pouvoir (p. 3958).

Tribunaux administratifs (amélioration de l'organisation et du fonctionnement des —) (p. 3958).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Article 56 *(report de l'actualisation des bases prévues pour 1988 ; fixation des bases pour 1988)* : critères d'évaluation de la valeur locative (p. 5869).

Article 57 *(foncier non bâti ; institution d'un lien avec la taxe d'habitation)* : son approbation de l'article (p. 5873).

Aprés l'article 57 : son amendement n° 1 corrigé (taxe d'habitation ; abattement de 15 % sur la valeur locative pour les contribuables âgés de plus de 65 ans et ayant élevé trois enfants ou plus ; taxe additionnelle à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires) (p. 5874) ; retiré (p. 5875) ; son amendement n° 3 (implantation de centres commerciaux ; péréquation locale de la taxe professionnelle) (p. 5877) ; rejeté ; **son rappel au réglement** (articles 92 et 98 du réglement) : déclaration d'irrecevabilité à l'égard de ses amendements sur le foncier non bâti ; **son rappel au règlement** : même objet (p. 5878).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux élections cantonales (n° 1027).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 décembre 1987] :

Découpage des cantons (p. 6795,6796).

Discussion des articles [4 décembre 1987] :

Article 1er *(prorogation du mandat des conseillers généraux soumis à renouvellement en mars 1988 jusqu'en octobre 1988) :* son amendement n° 1 (prorogation du mandat des conseillers généraux jusqu'au mois de juin 1988) (p. 6796) ; retiré.

Après l'article 1er : son amendement n° 2 (création de suppléants pour les conseillers généraux) : retiré (p. 6797).

Après l'article 2 : son amendement n° 5 (éligibilité au conseil général des électeurs du département inscrits sur une liste électorale) : rejeté ; son amendement n° 6 (possibilité de refuser l'inscription de la candidature d'une personne manifestement inéligible) : rejeté (p. 6799).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 21 : son amendement n° 49 soutenu par M. Georges Tranchant (prévoyant une péréquation des recettes de taxe professionnelle versées par les grandes implantations commerciales) : retiré (p. 6959).

Après l'article 22 : son amendement n° 50 soutenu par M. Georges Tranchant (conditions nécessaires pour les périodiques pour bénéficier des dispositions de l'article 298 *septies* du code général des impôts) : retiré ; son amendement n° 51 soutenu par M. Georges Tranchant (ayant pour objet de rencenser les associations de droit local des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ayant perçu des subventions de l'Etat) : retiré (p. 6960).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 17 *(dissolution d'office d'un syndicat de commune) :* ses observations ; syndicats fantômes ; inopportunité d'accorder au tiers des conseils municipaux des communes membres un droit de veto leur permettant de s'opposer à la dissolution (p. 7477).

Article 17 *bis* *(institution de délégués suppléants au sein du comité syndical) :* ses observations sur cet article ; délégués suppléants (p. 7478).

Titre VII : *dispositions diverses relatives aux syndicats d'agglomérations nouvelles.*

Après l'article 27 : son amendement n° 60 (régime applicable aux musées gérés par les collectivités territoriales ou par des groupements de collectivités territoriales : alignement sur celui dont bénéficient les musées nationaux et les musées municipaux) : adopté ; son amendement n° 59 (régime des pompes funèbres applicable dans les départements concordataires) (p. 7520) ; rejeté ; son amendement n° 58 (régime applicable en Alsace-Lorraine en matière d'entretien des presbytères) : adopté (p. 7521) ; contre l'amendement n° 224 de M. Jean-Pierre Abelin (information des conseillers municipaux sur les convocations qui leur sont adressées) ; ses observations sur l'amendement n° 38 de Mme Christine Boutin (information des conseillers municipaux sur les convocations qui leur sont adressées dans les communes de plus de 3 500 habitants) (p. 7522) ; propose un sous-amendement n° 249 à l'amendement n° 38 (suppression de la précision selon laquelle lorsque l'ordre du jour du conseil municipal comporte l'examen du budget ou du compte administratif, ces documents sont joints à la convocation) : adopté (p. 7523).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux actions en justice des asaociations agréées de consommateurs (n° 1135).

Première lecture, discussion des articles [20 et 21 décembre 1987] :

Article 1er *(actions en justice des associations agréées de consommateurs) :* ses observations sur l'agrément des associations ; son amendement n° 32 (prise en compte de la spécificité des départements de Moselle, de Haut-Rhin et du Bas-Rhin) (p. 7950) ; rejeté.

Article 1er *bis* *(agrément des associations de défense de consommateurs) :* ses observations sur les inconvénients du système de l'agrément ainsi que sur la relativité de la notion de représentativité desdites associations (p. 7951).

Après l'article 3 : son amendement n° 17 (tendant à donner aux associations de commerçants des possibilités d'action en justice pour faire appliquer les règles afférentes à l'urbanisme commercial) (p. 7953) ; rejeté (p. 7954).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 et 4 février 1988] :

Titre II : *modifications du code électoral.*

Article 7 *(déclaration du patrimoine des députés) :* son amendement n° 74 (suppression de la déclaration du patrimoine des conjoints) (p. 107) ; rejeté (p. 108).

Article 9 *(financement des campagnes pour les élections législatives) :* ses observations sur cet article ; nécessité de fixer des plafonds différents pour les candidats au second tour (p. 128) ; son sous-amendement n° 108 à l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Delalande (fixant un plafond différent pour les candidats au second tour) (p. 129, 130) ; devenu sans objet (p. 131).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre II : *dispositions relatives au financement des campagnes pour l'élection des députés.*

Article 5 *(déclaration du patrimoine du Président de la République en fin de mandat et publication) :* son amendement n° 72 (modifications du remboursement forfaitaire) : non soutenu (p. 180).

MATHIEU (Gilbert)

Député de la Côte d'Or
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 336,** posée le 15 décembre 1987 : **lait et produits laitiers : (entreprises : Côte-d'Or)** (p. 7496) ; appelée le 18 décembre 1987 : **usine Bel des Laumes** : quotas laitiers en Côte-d'Or et en Bourgogne (p. 7720, 7721).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Indochine (rapatriement des cendres des soldats français) (p. 4688).
Moyens affectés pour les administrations des anciens combattants (insuffisance des —) (p. 4688, 4689).
Nécropoles et cimetières militaires (réfection des —) (p. 4688).
Pensions (proportionalité des —) (p. 4688).
Rapport constant (rattrapage du —) (p. 4689).
Veuves et orphelins de guerre et ascendants (p. 4688).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Bourgogne (situation de l'agriculture en —) (p. 4737).
Impôts locaux (taxe foncière sur la propriété non bâtie) (p. 4737).
Production laitière et quotas laitiers (p. 4737).

MAUGER (Pierre)

Député de la Vendée
R.P.R.
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 4).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 avril 1987] :

Inscrit contre la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 108).
Loi de programmation (nécessité d'une —) (p. 108).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. — *Questions* [22 octobre 1987] :

P.M.E.-P.M.E. (colloque de Libreville sur l'association des à la coopération) (p. 4669).

Anciens combattants. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Afrique du Nord (anciens combattants d'— et notamment campagne double et retraite anticipée) (p. 4685).
Office national des anciens combattants et victimes de guerre (O.N.A.C.) (p. 4686).
Rapport constant (rattrapage du —) (p. 4685).
Retraite mutualiste (p. 4686).
Veuves et orphelins de guerre et ascendants (p. 4686).

MAUJOUAN DU GASSET (Joseph-Henri)

Député de la Loire-Atlantique
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer aux **aveugles accompagnés de leur chien-guide l'entrée en tout lieu public ou ouvert au public, même dans ceux habituellement interdits aux chiens (n° 709)** [7 mai 1987].

Proposition de loi tendant, en cas de situation difficile d'une **exploitation agricole**, à dissocier l'avoir personnel de l'agriculteur du capital d'exploitation de l'entreprise **(n° 902)** [30 juin 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° **174**, posée le 2 avril 1987 : **impôts locaux (taxe professionnelle)** (p. 12) ;

— n° **175**, posée le 2 avril 1987 : **enseignement privé (personnel)** (p. 12) ;

— n° **205**, posée le 12 mai 1987 : **risques naturels (dégâts des animaux : Loire-Atlantique)** (p. 1056) ;

— n° **223**, posée le 19 mai 1987 : **risques naturels (dégâts des animaux)** (p. 1351) ; appelée le 22 mai 1987 : **invasion de chenilles défoliatrices en Loire-Atlantique** : coût pour les communes de la lutte contre ces insectes (p. 1508).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à adapter aux exigences du développement du tourisme certaines dispositions du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme (n° 829), et conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi de M. Alain Mayoud visant à abroger les dispositions relatives aux zones protégées figurant au code des débits de boissons (n° 68), de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir l'animation et la vie locale des bourgs ruraux (n° 310), de M. Francis Geng et plusieurs de ses collègues tendant à aménager certaines dispositions du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme en vue de favoriser le développement de l'industrie hôtelière (n° 635) et de M. Pierre-Rémy Houssin tendant à modifier l'article L. 49 du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme (n° 675).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Communes (vie locale dans les petites —) (p. 3248).
Vote favorable du groupe U.D.F. (p. 3248).
Zones protégées (régime des —) (p. 3248).

MAUROY (Pierre)

Député du Nord
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Procès Barbie** : crime contre l'humanité [13 mai 1987] (p. 1073) ; retour en France d'idées incompatibles avec la démocratie et les droits de l'Homme ; extrême-droite (p. 1074) ;

— **Situation économique** : propagande menée par le Gouvernement sur les privatisations ; abandon de la politique économique de la France au monde des finances ; « reaganisme » ; échec du capitalisme populaire ; défense par les socialistes de l'idée d'une économie mixte [21 octobre 1987] (p. 4593) ; nécessité de changer de politique (p. 4594).

INTERVENTIONS

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière de privatisation et débat sur cette déclaration.

Discussion [27 octobre 1987] :

Economie mixte (valeur de l' —) (p. 4912, 4913).
Modalités des privatisations :
— privatisation des sociétés d'assurances (et notamment U.A.P.) (p. 4913).
Secteur public (poids et rôle du —) (p. 4913).

MAYOUD (Alain)

Député du Rhône
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (agriculture) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Retrait de sa **proposition** de loi n° 320 tendant à supprimer la règle du « décalage d'un mois » en matière de T.V.A. [2 avril 1987].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur **le projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** Tome I : **agriculture (n° 965)** [8 octobre 1987].

MAZEAUD (Pierre)

Député de la Haute-Savoie
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Président de cette commission [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Hector Rolland et plusieurs de ses collègues tendant à compléter le code de la famille et de l'aide sociale afin de permettre aux anciens pupilles de l'Etat, devenus majeurs, d'obtenir les renseignements concernant leurs origines familiales (n° 509) [9 avril 1987] (p. 189).

Rapporteur de la proposition de loi, modifiée par le Sénat, tendant à autoriser la conversion en capital d'une rente compensatoire et modifiant certaines dispositions du code civil relatives au divorce (n°550) [9 avril 1987] (p. 190).

Rapporteur du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617) [9 avril 1987] (p. 190).

Juge titulaire, de la Haute cour de justice [15 avril 1987] (p. 370).

Vice-président [*J.O.* du 26 juin 1987] (p. 6932).

Prestation de serment le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jacques Toubon, modifiant l'article 815-5, alinéa 2, du code civil relatif à la vente d'un bien grevé d'usufruit (n° 672) [16 avril 1987] (p. 450).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614) [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Hannoun et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 dans le cas de refus ou de blocage d'un associé minoritaire d'une société anonyme à responsabilité limitée, lors de l'augmentation de capital à 50 000 francs (n° 715) [4 juin 1987] (p. 2010).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Jacques Toubon, Michel Péricard et René André, relative à la protection des services de télévision ou de radiodiffusion destinés à un public déterminé (n° 763) [4 juin 1987] (p. 2010).

Rapporteur du projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890) [8 juillet 1987] (p. 3875).

Rapporteur de la proposition de loi organique de MM. Jacques Toubon, et plusieurs de ses collègues, portant maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance (n° 940) [8 octobre 1987] (p. 4074).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, autorisant, en ce qui concerne la prise de possession des immeubles nécessaires à l'organisation ou au déroulement des XVIe Jeux olympiques d'hiver d'Alberville et de la Savoie, l'application de la procédure d'extrême urgence et la réquisition temporaire (n° 1011) [20 novembre 1987] (p. 6197).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890) [*J.O.* du 12 décembre 1987] (p. 14478).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 18 décembre 1987] (p. 14771).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008) [*J.O.* du 16 décembre 1987] (p. 14661).

Président de cette commission [*J.O.* du 18 décembre 1987] (p. 14772).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'amélioration de la décentralisation (n° 973) [*J.O.* 17 décembre 1987] (p. 14706).

Président de cette commission [*J.O.* du 18 décembre 1987] (p. 14772).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Rapporteur du projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) [2 février 1988] (p. 42).

Rapporteur du projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215) [2 février 1988] (p. 42).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 617) sur **l'exercice de l'autorité parentale (n° 693)** [29 avril 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 672) de M. Jacques Toubon modifiant l'article 815-5, alinéa 2, du code civil relatif à la **vente d'un bien grevé d'usufruit (n° 704)** [7 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 763) de MM. Jacques Toubon, Michel Péricard et René André relative à la **protection des services de télévision ou de radiodiffusion destinés à un public déterminé (n° 833)** [10 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 860), modifié par le Sénat, sur l'exercice de l'**autorité parentale (n° 886)** [24 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 132) de M. Raymond Marcellin tendant à définir, délimiter et protéger le **domaine public maritime naturel (n° 887)** [24 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 897), modifiée par le Sénat, relative à la **protection des services de télévision ou de radiodiffusion destinés à un public déterminé (n° 898)** [30 juin 1987].

Rapport sur le projet de loi (n° 890) portant **réforme du contentieux administratif (n° 942)** [2 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique (n° 940) portant **maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance (n° 998)** [28 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1011), adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, autorisant en ce qui concerne la **prise de possession** des immeubles nécessaires à l'**organisation** ou au **déroulement** des **XVIe Jeux olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie**, l'application de la **procédure d'extrême urgence** et la **réquisition temporaire (n° 1086)** [2 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1028) modifié par le Sénat, portant **réforme du contentieux administratif (n° 1095)** [3 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **réforme du contentieux administratif (n° 1158)** [17 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique (n° 1214) modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'**élection du Président de la République** au suffrage universel et du code électoral **(n° 1216)** [2 février 1988].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1215) relatif à la **transparence financière de la vie politique (n° 1217)** [2 février 1988].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 1228), modifié par le Sénat, relatif à la **transparence financière de la vie politique (n° 1239)** [23 février 1988].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 1229), modifié par le Sénat, relatif à la **transparence financière de la vie politique (n° 1240)** [23 février 1988].

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 avril 1987] :

Intérêts de la France (et notamment francophonie) (p. 305).
Référendum (organisation du —) (p. 305).

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, discussion des articles [21 avril 1987] :

Chapitre IX : *mesures diverses concernant les sociétés et leurs actionnaires.*

Avant l'article 43 : ses amendements n° 23, 24, 25, 26 et 27 (conditions de création et d'exercice des sociétés commerciales de remisiers et de gérants de portefeuille) : retirés (p. 518).

— Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [7 mai 1987] :

Ses observations sur la motion de renvoi en commission présentée par M. Jean-Marie Le Pen (p. 968).
Autorité parentale (devoir des parents) (p. 949).
Autorité parentale (exercice conjoint de l'—) (p. 948).
Autorité parentale (lien avec la garde) (p. 948).
Enfant issu du mariage (p. 965).
Famille (p. 948).
Mœurs (évolution des —) (p. 948).
Ses observations sur le rappel au règlement de Mme Paulette Nevoux (p. 966).

Discussion des articles :

Article 2 *(attribution de la garde des enfants après divorce)* : son amendement n° 5 (exercice conjoint de l'autorité parentale avec l'accord des deux parents) ; indication par le juge de la résidence habituelle de l'enfant (p. 969) ; contre l'amendement n° 57 rectifié de M. Ronald Perdomo (règle de l'exercice conjoint de l'autorité parentale) ; contre l'amendement n° 55 rectifié de M. Jean-Claude Martinez (règle de l'exercice conjoint de l'autorité parentale ; juge indiquant la résidence habituelle de l'enfant) ; contre l'amendement n° 33 de Mme Paulette Nevoux (exercice conjoint de l'autorité parentale avec l'accord des deux parents ; juge statuant sur les modalités de résidence des enfants) ; son opposition à la résidence alternée ; contre l'amendement n° 59 de M. Guy Ducoloné (exercice conjoint de l'autorité parentale sous réserve de l'accord des deux parents ; juge statuant sur les modalités de résidence des enfants) ; contre le sous-amendement n° 40 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 5 de la commission (juge statuant sur les modalités de résidence de l'enfant) ; contre l'amendement rectifié n° 30 de Mme Christine Boutin (règle de la garde conjointe ; juge statuant sur la résidence habituelle de l'enfant) (p. 970) ; résidence alternée ; fixation par le juge de la résidence habituelle de l'enfant même en cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale ; son amendement n° 5 : adopté.

Avant l'article 1er (amendements précédemment réservés) : contre l'amendement n° 54 de M. Jean-Claude Martinez (reconnaissance constitutionnelle du droit de l'enfant de vivre avec ses père et mère ensemble) (p. 971) ; contre les amendements n° 51 (possibilité pour un époux ayant consenti au divorce de revenir sur sa décision au cours de la procédure) et 52 (délai d'un mois pour le prononcé, de l'ordonnance de non conciliation à compter de la demande de divorce) de M. Ronald Perdomo ; son amendement n° 1 (de coordination) ; exercice de l'autorité parentale substituée à la garde) : adopté (p. 972) ; contre l'amendement n° 66 de M. Jean-Claude Martinez (nouvelle rédaction de l'article 252-1 du code civil relatif à la procédure de divorce ; délai de réflexion de trois mois pendant lequel la résidence des époux demeure commune et celle des enfants fixée au domicile conjugal) ; contre l'amendement n° 53 de M. Ronald Perdomo (délai maximum de six mois pour le jugement d'appel sur l'ordonnance de non conciliation) ; son amendement n° 2 (de coordination) (p. 973) ; pour le sous-amendement n° 58 rectifié de M. Guy Ducoloné à l'amendement n° 2 de la commission (rédactionnel) ; contre le sous-amendement n° 72 rectifié de M. Guy Ducoloné à l'amendement n° 2 de la commission (juge se prononçant sur les modalités de résidence, de visite et d'hébergement ; fixation par celui-ci de la contribution due par chacun des parents à proportion de leurs ressources pour l'entretien et l'éducation des enfants) ; article 208 du code civil ; son amendement n° 2 modifié : adopté ; son amendement n° 3 (de coordination) : adopté (p. 974).

Article 1er précédemment réservé *(sort du logement familial après divorce)* : son amendement n° 4 (de coordination) : adopté.

Après l'article 2 : son amendement n° 6 (insertion d'un article 287-1 du code civil ; de coordination) : adopté ; son amendement n° 7 (insertion d'un article 287-2 du code civil ; enquête sociale effectuée à la demande du juge) : adopté (p. 978).

Article 3 *(droits et devoirs du parent non gardien)* : son amendement n° 8 rectifié (droit de surveillance et d'information du parent non gardien ; contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants à proportion de ses ressources) ; contre le sous-amendement n° 60 de M. Guy Ducoloné à l'amendement n° 8 rectifié de la commission (possibilité pour le parent non gardien de déférer au juge les décisions importants concernant l'enfant prises par le parent investi de l'autorité parentale) ; contre le sous-amendement n° 61 de M. Guy Ducoloné à l'amendement n° 8 de la commission (contribution due par le parent non gardien tenant compte des ressources respectives des parents) ; article 208 du code civil (p. 979) ; amendement n° 8 rectifié : adopté.

Après l'article 3 : son amendement n° 9 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 10 rectifié (juge tenant compte des sentiments exprimés par les enfants ; audition des enfants de plus de 13 ans en cas de désaccord entre les parents) (p. 980) ; principe de l'audition de l'enfant de plus de 13 ans sauf inconvénient grave pour celui-ci (p. 981) ; adopté au scrutin public (p. 982) ; son amendement n° 11 (de coordination) ; contre l'amendement n° 37 de Mme Paulette Nevoux (parent débiteur privé de l'exercice conjoint de l'autorité parentale en cas de non paiement de la pension alimentaire pendant deux mois au cours d'un semestre) ; situation économique difficile de débiteur ; nécessité d'une intervention du juge ; amendement n° 11 : adopté ; ses amendements n° 12 et 13 (de coordination) : adoptés ; son amendement n° 14 (rédactionnel) (p. 983) ; adopté.

Article 4 *(exercice de l'autorité parentale après divorce)* : son amendement n° 15 (rédactionnel) ; contre le sous-amendement n° 42 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 15 de la commission (suppression du droit de surveillance du parent n'exerçant pas l'autorité parentale) ; contre le sous-amendement n° 43 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 15 de la commission (information du parent n'exerçant pas l'autorité parentale sur les choix importants relatifs à la vie de l'enfant) ; article 288 du code civil ; amendement n° 15 : adopté.

Après l'article 4 : son amendement n° 16 (de coordination) (p. 984) ; adopté ; son amendement n° 17 (exercice de l'autorité parentale quand l'enfant est confié à un tiers) : adopté.

Article 5 *(exercice de l'autorité parentale sur les enfants naturels)* : son amendement n° 18 (nouvelle rédaction de l'article 5 ; possibilité d'exercice en commun de l'autorité parentale après déclaration conjointe devant le juge) (p. 985) ; contre l'amendement n° 39 de Mme Paulette Nevoux (déclaration des parents devant l'officier d'état civil pour l'exercice conjoint de l'autorité parentale ; maintien des droits de visite et d'information pour le parent n'exerçant plus l'autorité parentale) ; réception de la déclaration par le juge des tutelles ; contre le sous-amendement n° 44 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 18 de la commission (même objet) ; vérification de l'authenticité des reconnaissances du père ou de la mère (p. 986) ; amendement n° 18 : adopté.

Article 6 *(de coordination)* : son amendement n° 19 (de coordination) : adopté.

Après l'article 6 : ses amendements n° 20, 21, 22, 23 et 24 (de coordination) : adoptés ; son amendement n° 25 corrigé (de coordination) (p. 988) ; adopté ; ses amendements n° 26 et 27 rectifié (de coordination) : adoptés ; son amendement n° 28 (article 357 du code pénal ; enlèvement et non présentation d'enfant ; rédactionnel) ; contre les sous-amendements n° 49 et 50 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 28 de la commission (application de l'article 357 du code pénal en cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale) (p. 989) ; accepte les sous-amendements n° 49 et 50 à l'amendement n° 28 de la commission (p. 990) ; amendement n° 28, ainsi modifié : adopté (p. 991).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [3 juillet 1987] :

Autorité parentale (exercice conjoint de l'—) :
- — à la seule demande des parents (p. 3661, 3662) ;
- — disparité entre les enfants selon qu'ils sont ou non issus du mariage (et proposition de loi commune de Mme Paulette Nevoux et M. Pierre Mazeaud) (p. 3663) ;
- — jurisprudence de la Cour de cassation (p. 3662) ;
- — pouvoirs et rôle du juge (p. 3662).

Avocats (p. 3662).
Conditions d'examen du texte en première lecture (p. 3665).

Discussion des articles [3 juillet 1987] :

Article 2 *(attribution de la garde des enfants après divorce)* : son amendement n° 1 (exercice conjoint de l'autorité parentale avec l'accord des deux parents) (p. 3665) ; adopté au scrutin public ; contre l'amendement n° 3 corrigé de Mme Christine Boutin (fixation par le juge des modalités de résidence de l'enfant en cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale) (p. 3666).

Article 3 ter *(audition de l'enfant au cours de la procédure de divorce)* : son amendement n° 2 (audition obligatoire des enfants de plus de 13 ans sauf décision spécialement motivée du juge) : adopté.

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Jacques Toubon, Michel Péricard et René André relative à la protection des services de télévision ou de radiodiffusion destinés à un public déterminé (n° 633).

Première lecture, avant la discussion des articles [15 juin 1987] :

Canal Plus (p. 2389).
Captation frauduleuse de programmes (p. 2389).
Programmes de télévision réservés à un public payant un abonnement (p. 2389).

Discussion des articles :

Article 1er *(définissant de nouvelles incriminations pénales pour sanctionner la captation frauduleuse de programmes réservés à un public déterminé)* : équipements concernés ; programmes télédiffusés (p. 2391).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de. MM. Jacques Toubon, Michel Péricard et René André reletive à la protection des services de télévision ou de radiodiffusion destinés à un public déterminé (n° 763).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [3 juillet 1987] :

Arrêt de la Cour d'appel de Paris du 24 juin 1987 (p. 3655).
Décodeurs pirates (p. 3654).
Sénat (texte adopté par le —) (p. 3654).
Vol (notion de —) (p. 3655).

— Conclusions du rapport de la commiasion des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jacques Toubon modifiant l'article 815-5, alinéa 2, du code civil relatif à la vente d'un bien grevé d'usufruit (n° 704).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [15 juin 1987] :

Conjoints survivants (situation des —) (p. 2391).
Droit de propriété (démantèlement du —) (p. 2392).
Loi du 31 décembre 1976 (p. 2391, 2392).
Nu-propriétaire (primauté du —) (p. 2391).
Usufruitier (droits de l'—) (p. 2391, 2392).

— Projet de loi modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles. Rapporteur suppléant [3 juillet 1987] :

Conseil de discipline (présidence du — par un magistrat de l'ordre judiciaire) (p. 3668).
Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (représentation des organisations syndicales au —) (p. 3668).
Emplois fonctionnels (p. 3669).
Fonctionnaires privés d'emploi (p. 3669).
Listes d'aptitudes et concours (p. 3669).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [6 octobre 1987] :

Conseil d'Etat (compétences du —) (p. 3937, 3938).
Conseillers d'Etat (statut et effectif) (p. 3939).
Cours administratives d'appel (compétences des —) (p. 3938).
Décisions de justice (amélioration de l'exécution des —) (p. 3939).
Juridictions administratives (historique des réformes des —) (p. 3937).
Législation (qualité de la —) (p. 3939).
Procédures administratives (amélioration des —) (p. 3939).
Procédures préalables d'admission (p. 3938).
Question préjudicielle (p. 3938).
Recours (délais de — et affaires en instance) (p. 3937).
Recours pour excès de pouvoir (p. 3938).

Discussion des articles :

Avant l'article 1er : son amendement n° 5 (création d'un chapitre 1er) : adopté.

Article 1er *(compétences et organisation des cours administratives d'appel)* (p. 3960) : contre l'amendement n° 46 de

M. Jean Foyer (tendant à donner compétence aux cours d'appel pour l'ensemble du contentieux administratif) ; son amendement n° 6 rectifié (extension de la compétence des cours administratives d'appel à l'exception des litiges relatifs aux élections municipales et cantonales) (p. 3961) ; devenu sans objet.

Article 2 *(compétences et organisation des cours administratives d'appel)* : son amendement n° 7 (remplacement de la notion de chambre administrative d'appel par celle de cours administrative d'appel) (p. 3962) ; adopté.

Article 3 *(création d'un corps unique des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel)* : son amendement n° 8 (de conséquence) : adopté (p. 3963) ; contre l'amendement n° 36 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Michel Sapin (rattachement de la gestion des tribunaux administratifs et des nouvelles cours d'appel au secrétariat général du Conseil d'Etat) ; garantie d'indépendance non assurée pour les juridictions inférieures par leur rattachement au secrétariat général d'Etat (p. 3964).

Avant l'article 4 : son amendement n° 9 (création d'un chapitre II) : adopté.

Article 4 *(composition des cours administratives d'appel)* : son amendement n° 10 (suppression de l'obligation d'un décret du Président de la République pour nommer les présidents des cours administratives d'appel) : adopté ; son amendement n° 11 (suppression de la définition des fonctions susceptibles d'être occupées par les membres d'une nouvelle cours administrative) : adopté ; son amendement n° 12 (rédactionnel) : adopté.

Article 5 *(recrutement sur titre de certains membres des cours administratives d'appel)* (p. 3965) : son amendement n° 13 (extension du recrutement exceptionnel aux agents des collectivités locales) : adopté ; son amendement n° 14 (rédactionnel) (p. 3966) ; adopté ; son amendement n° 15 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 16 (rédactionnel) : adopté.

Avant l'article 7 : son amendement n° 17 (création d'un chapitre III) : adopté.

Article 7 *(pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat)* : contre l'amendement n° 3 de M. Jean Foyer (recevabilité du recours en cassation) (p. 3967) ; son amendement n° 18 (transformation des jugements des cours administratives d'appel en arrêts) : adopté.

Article 8 *(pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat)* : son amendement n° 19 (suppression de la référence à l'ordonnance du 31 juillet 1945) : adopté ; contre l'amendement n° 43 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (suppression de la procédure préalable d'admission) (p. 3968) ; son amendement n° 20 rectifié (juridiction de renvoi ne devant pas juger dans la même formation que celle qui a jugé la première affaire cassée devant le Conseil d'Etat) ; contre l'amendement n° 38 du Gouvernement (juridiction de renvoi dont la décision a été cassée devant statuer dans une autre formation sauf exception) ; amendement n° 20 rectifié : adopté ; son amendement n° 21 (Conseil d'Etat statuant définitivement lors d'un deuxième pourvoi en cassation) : adopté.

Article 9 *(adaptation terminologique dans le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre)* : son amendement n° 22 (de suppression) : adopté.

Article 10 *(question de droit nouvelle justifiant qu'il soit sursis à statuer)* : son amendement n° 23 (suppression de la condition d'urgence) (p. 3969) ; adopté ; contre l'amendement n° 39 du Gouvernement (tendant à supprimer le sursis à toute décision sur le fond jusqu'à décision du Conseil d'Etat).

Article 11 *(application de la loi aux affaires en instance devant un Conseil d'Etat)* : son amendement n° 24 (de suppression) : adopté.

Article 12 *(prévention du contentieux administratif)* : son amendement n° 25 (tendant à préciser les matières dans lesquelles les procédures contentieuses seront obligatoires) : adopté (p. 3970).

Avant l'article 13 : son amendement n° 26 (création d'un chapitre IV) : adopté.

Article 13 *(adaptations terminologiques)* : son amendement n° 27 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 28 (rattachement à cet article des dispositions précédentes renvoyées au cours du débat) : adopté (p. 3971).

Article 14 *(adaptations terminologiques)* : son amendement n° 29 (de suppression) : adopté.

Article 15 *(adaptations terminologiques)* : son amendement n° 30 (de suppression) : adopté.

Article 17 *(entrée en vigueur de la loi)* : son amendement n° 31 (tendant à insérer dans cet article les dispositions de l'article 11 précédemment supprimées) : adopté (p. 3972).

Seconde délibération du projet de loi :

Article 1er : pour l'amendement n° 1 du Gouvernement (compétences du Conseil d'Etat en appel pour les recours en appréciation de légalité et sur les litiges relatifs aux élections municipales et cantonales, et, décret en Conseil d'Etat pouvant modifier des matières transférées aux cours administratives d'appel) (p. 3973).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [4 décembre 1987] :

Contentieux de l'excès de pouvoir (p. 6808, 6810).
Encombrement des juridictions administratives (p. 6812).
Recrutement dans les cours administratives d'appel (p. 6812).

Discussion des articles [4 décembre 1987] :

Article 1er : son amendement n° 1 (compétence des cours administratives d'appel ; Conseil d'Etat demeurant compétant pour connaître en appel des jugements statuant sur des recours pour excès de pouvoir) (p. 6812) ; adopté au scrutin public.

Article 3 : ses observations sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Michel (gestion des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel relevant du secrétariat général du Conseil d'Etat) (p. 6813) ; son amendement n° 2 (suppression de la possibilité offerte aux membres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel d'être détachés dans les chambres régionales des comptes) : adopté (p. 6814).

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 11 de M. Jean-Claude Martinez (chambre régionale des comptes étant fusionnée en dix chambres interrégionales).

Article 4 *bis* : pour l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Michel (présidents des cours administratives d'appel ne pouvant recevoir contre leur consentement une nouvelle affectation) (p. 6815).

Article 5 : son amendement n° 3 (suppression de la possibilité offerte aux avocats d'intégrer les cours administratives d'appel) : adopté ; son amendement n° 4 (critères de nomination dans les chambres administratives d'appel) : adopté.

Article 6 *bis* : son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté (p. 6816).

Article 8 : son amendement n° 6 (pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat faisant l'objet d'une procédure préalable d'admission ; admission devant être refusée si le pourvoi est irrecevable ou n'est fondé sur aucun moyen sérieux) : adopté ; son amendement n° 7 (Conseil d'Etat statuant définitivement lorsque l'affaire fait l'objet d'un second pourvoi en cassation) (p. 6817) ; adopté.

Article 10 : son amendement n° 8 (question de droit nouvelle justifiant qu'il soit sursis à statuer) : adopté.

Article 18 : son amendement n° 12 corrigé (présidence du Conseil du contentieux administratif de Mayotte) : adopté.

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles. Rapporteur [20 décembre 1987] :

Cours d'appel (compétences des —) (p. 7911,7913).
Juridictions administratives (rattachement administratif des —) (p. 7911).
Question préjudicielle (p. 7911,7913).
Recrutement des membres des cours administratives d'appel (p. 7911).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Vote des crédits* [9 novembre 1987] :

Article 70 *(crédits des préfectures)* : soutient l'amendement n° 291 de la commission des lois (de suppression) (p. 5639) ; rejeté (p. 5640).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, discussion des articles [17 et 18 novembre 1987] :

Chapitre I : *dispositions relatives aux droits des sociétés.*

Article 6 *(articles 73 et 240 de la loi du 24 juillet 1966 ; nombre minimum d'associés dans les sociétés anonymes)* : ses observations sur l'amendement n° 7 de la commission (de suppression) (p. 5996).

Article 21 *(article 1075 du code civil ; bénéficiaires des donations-partages et des testaments-partages)* : ses observations sur cet article ; position de la commission des lois ; notion de donation-partage ; nécessité de ne prévoir le dispositif que pour les biens faisant partie d'une entreprise ; donation entre vifs ; nature fiscale ; problème des transferts d'entreprise ; biens transmis devant se limiter à la seule entreprise (p. 6033,

6034) ; son amendement n° 76 (régime fiscal des donations entre vifs faites à un tiers) : rejeté (p. 6036).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles. Vice-président de la commission mixte paritaire [21 décembre 1987] :

Amendements déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire (p. 8003, 8004).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : amendements déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif au développement et aux transmissions d'entreprises ; article 21 ; demande une suspension de séance (p. 8006).

Discussion des articles [21 décembre 1987] :

Article 21 : ses observations sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (précisant que la donation partage qui gratifie les enfants et descendants peut bénéficier à d'autres personnes dans les mêmes conditions qu'aux successibles et avec les mêmes effets) ; regrette que l'on amende un texte de C.M.P. ; nombre d'entreprises qui vont changer de dirigeants dans les prochaines années ; nécessité de tenir compte de la donation simple ; notion d'entreprise (p. 8013, 8014).

Troisième lecture, discussion des articles [23 décembre 1987] :

Chapitre II : *dispositions relatives aux transmissions d'entreprises.*

Section I : *division et intitulé nouveaux.*

Article 21 : ses observations ; modifications du texte proposées par la commission mixte paritaire lors de son examen par l'Assemblée et le Sénat ; transmission d'entreprise ; référence aux biens corporels et incorporels affectés à l'entreprise pour la donation-partage ; restriction du champ d'application du texte aux commerçants et artisans à l'exclusion de toutes les formes de sociétés ; hypothèse de la donation simple ; nature fiscale du problème de la transmission d'entreprise (p. 8087) ; droits de la famille (p. 8088) ; ses observations sur l'amendement n° 21 du Gouvernement (précisant la nature des biens susceptibles d'être attribués aux tiers) ; ses observations sur le sous-amendement n° 61 de M. Jacques Roger-Machart à l'amendement n° 21 du Gouvernement (étendant le champ d'application de l'amendement n° 21 aux entreprises sous forme de société) ; limitation du champ d'application du texte à l'entreprise individuelle (p. 8091) ; notion de biens corporels et incorporels (p. 8092) ; ses observations sur le sous-amendement n° 60 de M. Jacques Roger-Machart à l'amendement n° 21 du Gouvernement (retirant les professions libérales du cadre des entreprises visées par cet amendement (p. 8093) ; son sous-amendement n° 53 à l'amendement n° 21 du Gouvernement (précisant que lorsqu'elle porte sur une entreprise individuelle à caractère industriel, commercial, artisanal, agricole ou libéral la donation entre vifs bénéficie de la réduction des droits prévus à l'article 790 du code général des impôts) (p. 8094) ; rejeté (p. 8095).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 6281, 6287).

Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :

— application réelle du projet de loi éventuellement adopté (p. 6281).

« Incidents » en Nouvelle-Calédonie :

— fusillade de Hienghène (et suites judiciaires) (p. 6287).

Discussion des articles :

Titre II : *de l'organisation des pouvoirs publics du territoire.*

Chapitre Ier : *le conseil exécutif.*

Section 3 : attributions du conseil exécutif et de son président.

Article 40 *(modalités d'exercice des attributions du conseil exécutif)* : pour l'amendement n° 138 du Gouvernement (réduction du domaine des décisions de la majorité qualifiée des deux tiers est exigée) (p. 6378).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Jacques Toubon et plusieurs de ses collègues portant maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance (n° 940).

Première lecture avant la discussion des articles. Rapporteur [26 novembre 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 6465, 6467).

Affaires en instance devant les cours d'appel et les tribunaux de grande instance (résorption du stock d'—) (p. 6461, 6462).

Effectifs des magistrats et besoins réels des juridictions (adaptation des —) (p. 6462, 6463).

Lois organiques (avis du Conseil constitutionnel sur les —) (p. 6465).

Maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance (automatisme du —) (p. 6462, 6463).

Mutation ou réintégration (demande de — par des magistrats arrivant à l'âge de la retraite et pouvant être maintenus) (p. 6463).

Surnombre (maitien en — des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance atteints par la limite d'âge) (p. 6462).

Discussion des articles :

Article 1er *(maintien en activité des magistrats atteignant la limite d'âge fixée par l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature)* : contre l'amendement n° 2 de M. Michel Sapin (de suppression) ; pour l'amendement n° 5 du Gouvernement (application de la mesure jusqu'au 31 décembre 1995) ; pour l'amendement n° 6 du Gouvernement (maintien des magistrats en activité en surnombre) : (p. 6469).

Article 2 *(rémunération des magistrats maintenus en activité)* : contre l'amendement n° 3 de M. Michel Sapin (de suppression).

Article 3 *(âge limite du maintien en activité)* : contre l'amendement n° 4 de M. Michel Sapin (ramenant à 65 ans l'âge limite du maintien en activité).

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 1 de M. Pierre Pasquini (magistrats concernés) ; cas des magistrats recrutés à titre temporaire et des magistrats maintenus en fonction au-delà de la limite d'âge avant la promulgation de la loi (p. 6470).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 décembre 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7027).

Ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 7070).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Roland Dumas : rappel au règlement de M. Roland Dumas ne se fondant sur aucun des articles du règlement (p. 6989).

Placement en détention provisoire :

— applicabilité de la réforme (p. 7070).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 16 ***(suite)*** **précédemment réservé** : soutient l'amendement n° 84 rectifié de la commission (extension de la possibilité de retrait d'une commune au cas où les dispositions statutaires du syndicat seraient contraires aux intérêts de la commune et non plus seulement à l'un de ses intérêts essentiels) (p. 7527) ; adopté (p. 7528) ; pour l'amendement n° 174 de M. Alain Richard ; contre le sous-amendement n° 248 de M. Pierre Micaux (syndicat ayant pour objet la réalisation de réseaux ou de travaux dont la nature est fixée par décret en Conseil d'Etat) ; compare ce sous-amendement à un détournement de procédure puisqu'en l'espèce, son objet est contraire à celui de l'amendement (p. 7529).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :

Baux de longue durée pour l'exécution d'une mission de service public (p. 7916).
Concours financiers de l'Etat aux collectivités locales (p. 7917).
Contrôle financier des communes (rôle respectif des chambres régionales des comptes et des T.P.G.) (p. 7916, 7917).
Coopération intercommunale (et notamment conditions de retrait d'une commune) (p. 7917, 7918, 7919).
Interventions économiques des collectivités locales (aides aux entreprises en difficulté) (p. 7916).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant, en ce qui concerne la prise de possession des immeubles nécessaires à l'organisation ou au déroulement des XVI[e] Jeux olympiques d'hiver d'Alberville et de la Savoie, l'application de la procédure d'extrême urgence et la réquisition temporaire (n° 1011).

Première lecture, avant la discussion des articles. Président de la commission des lois, rapporteur [16 décembre 1987] :

Planification des travaux nécessaires au déroulement des Jeux olympiques d'Alberville (p. 7553).
Procédure d'extrême urgence (extension de la — prévue au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique) (p. 7553).
Protection des droits des individus (p. 7553).
Réquisitions temporaires (p. 7553).
Travaux nécessitant le recours à la procédure d'extrême urgence (p. 7553).

Discussion des articles [16 décembre 1987] :

Article 1[er] *(application de la procédure d'extrême urgence pour l'acquisition des immeubles nécessaires à l'organisation et au déroulement des XVI[e] Jeux olympiques d'hiver) :* contre les amendements n° 3 de M. Michel Barnier (cantons concernés par les dispositions exceptionnelles) et n° 1 de M. Louis Besson (même objet) (p. 7556).

Article 2 *(relogement préalable des occupants) :* contre l'amendement n° 2 de M. Louis Besson (de précision) (p. 7557).

Seconde délibération [16 décembre 1987] :

Article 2 *(relogement préalable des occupants) :* adoption du projet reportée à la session prochaine en cas de nécessité de recours à une C.M.P. (p. 7558).

— **Son rappel au règlement :** ordre du jour prioritaire du dimanche 20 décembre 1987 totalement différent de celui annoncé à la commission des lois sur indication du ministre chargé des relations avec le Parlement [19 décembre 1987] (p. 7841).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs (n° 1135).

Première lecture, discussion des articles [20 et 21 décembre 1987] :

Article 1[er] *(actions en justice des associations agréées de consommateurs) :* contre l'amendement n° 32 de M. Jean-Louis Masson (prise en compte de la spécificité des départements de Moselle, de Haut-Rhin et du Bas-Rhin) (p. 7950).

Article 3 *bis* *(actions des associations agréées de consommateurs à raison de faits non constitutifs d'une infraction pénale) :* ses observations sur la nécessité d'éviter la multiplication des procédures engagées par les associations de consommateurs et sur la non utilité des dispositions de l'article relatives aux clauses abusives (p. 7958, 7959) ; contre l'amendement n° 6 corrigé de la commission de la production (possibilité d'action en justice des associations agréées pour demander la suppression des chauses abusives dans les contrats types) (p. 7961).

Article 5 *(information des consommateurs en matière de denrées alimentaires) :* contre l'amendement n° 28 de M. Jacques Limouzy et 9 de la commission de la production (tendant à supprimer l'interdiction de la simple évocation du terme sucre) (p. 7966).

— **Son rappel au règlement** : erreur de transcription des propos de M. Fanton ; rappelle que la Cour de cassation retient les bandes sonores comme commencement de preuve [22 décembre 1987] (p. 8035).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune. Rapporteur [2 février 1988] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. André Lajoinie (communiste) sur le projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (p.38).
Origines et motifs du dispositif proposé :
— financement de la vie politique et fonctionnement de la démocratie (p. 8, 11) ;
— financement de la vie politique et image de la classe politique (p. 11) ;
— comparaisons internationales (p. 9) ;
— propositions de réforme antérieures (p. 9) ;
— élaboration de la réforme (p. 8) ;
— modalités de la discussion parlementaire des deux textes (p. 94) ;
— rôle du rapporteur (p. 38, 39).
Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
— philosophie de la réforme (p. 10) ;
— personnalités concernées (p. 10) ;
— publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale des parlementaires, ministres et responsables locaux concernés (absence de —) (p. 10) ;
— appréciation de la variation des situations patrimoniales des parlementaires, ministres et responsables locaux concernés (organe compétant pour l'—) (p. 10).
Financement des campagnes électorales :
— dons des personnes privées et déductibilité (plafonnement et déductibilité fiscale) (p. 10) ;
— compte de campagne et comité de campagne (p. 10).
Financement des partis politiques :
— appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 76) ;
— dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) (p. 10) ;
— partis politiques (statut juridique des —) (p. 9, 11).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles : discussion commune. Rapporteur [23 février 1988] :
Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
— publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale du seul candidat élu à la présidence de la République (p. 232) ;
— appréciation de la variation des situations patrimoniales des personnalités concernées (organe compétent pour l'—) (p. 232).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles. Rapporteur [3 et 4 février 1988] :

Titre I[er] : *modifications de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.*

Avant l'article 1[er] : son amendement n° 24 (intitulé du titre I[er] : « dispositions relatives au Président de la République) : adopté ; son amendement n° 25 (intitulé du chapitre I[er] : « déclaration du patrimoine des candidats à l'élection présidentielle et du Président de la République) : adopté.

Article 1[er] *(déclaration du patrimoine des candidats à l'élection présidentielle et du Président de la République) :* son amendement n° 26 (engagement pris par le candidat à l'élection du Président de la République d'établir, s'il est élu, une déclaration de patrimoine en fin de mandat) (p. 95, 96) ; adopté ; son amendement n° 27 (harmonisation des délais de publication de la liste de parrainage et des déclsrations du patrimoine avec celui des publications de candidstures) (p. 97) ; rejeté.

Avant l'article 2 : son amendement n° 28 (intitulé du chapitre II : « financement des campagnes pour l'élection du Président de la République) : adopté (p. 98).

Article 2 *(financement des campagnes pour l'élection du Président de la République) :* ses observations sur l'amendement n° 62 corrigé de M. Guy Ducoloné (prévoyant un plafonnement des dépenses à 50 millions pour les candidats au premier tour et à 60 millions pour le second tour) ; ses

observations sur l'amendement n° 89 de M. Pierre Joxe (prévoyant un plafonnement des dépenses à 80 millions pour le premier tour et à 100 millions pour le second tour) ; ses observations sur l'amendement n° 107 du Gouvernement (prévoyant un plafonnement des dépenses à 120 millions pour le premier tour et à 140 millions pour le second tour) (p. 99, 101) ; son amendement n° 29 présenté par M. Georges-Paul Wagner (dépenses effectuées au moyen de fonds publics qui concourent directement ou indirectement à la promotion du candidat, de son bilan ou de son programme) (p. 101) ; rejeté au scrutin public (p. 102).

Article 4 *(remboursement forfaitaire d'une partie des frais de campagnes)* : contre l'amendement n° 90 (prévoyant une enveloppe globale de 150 millions de francs affectée au remboursement de la campagne présidentielle et un mécanisme de répartition de cette somme entre les candidats au prorata des suffrages exprimés) (p. 102).

Après l'article 4 : contre l'amendement n° 64 de M. François Asensi (expression des candidats à la radio et à la télévision) (p. 103).

Article 5 *(déclaration du patrimoine du Président de la République en fin de mandat et publication)* : son amendement n° 30 (de suppression) : adopté.

Titre II : *modifications du code électoral.*

Avant l'article 6 : son amendement n° 31 (intitulé du titre II : « dispositions relatives aux membres du Parlement ») : adopté ; son amendement n° 32 (intitulé du chapitre II : « déclaration du patrimoine des membres du Parlement ») : adopté.

Article 6 *(sanctions en cas de non respect par les parlementaires de l'obligation de déposer une déclaration du patrimoine)* : son amendement n° 33 (de suppression) : adopté (p. 104).

Article 7 *(déclaration du patrimoine des députés)* : contre l'amendement n° 23 de M. Michel Hannoun (portant à deux mois le délai dont dispose les candidats pour faire leur déclaration du patrimoine) ; contre l'amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Delalande (portant à un mois le délai dont dispose les candidats pour faire leur déclaration du patrimoine) (p. 105) ; son amendement n° 34 (tendant à fixer le point de départ du délai pendant lequel le député doit déposer sa déclaration du patrimoine et, d'autre part, à renvoyer le dépôt de cette déclaration devant le Président de la commission de magistrats) (p. 106) ; distinction entre l'entrée en fonction et le délai ; rejeté ; contre l'amendement n° 74 de M. Jean-Louis Masson (suppression de la déclaration du patrimoine des conjoints) ; contre l'amendement n° 65 de M. François Asensi (extension de la déclaration du patrimoine aux enfants mineurs) (p. 107) ; contre l'amendement de M. Jean-Jacques Jegou (époux séparés de biens) ; contre l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Delalande (tendant à supprimer les précisions relatives au contenu de la déclaration) ; son amendement n° 35 rectifié (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 36 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 37 rectifié (rédactionnel) (p. 108) ; adopté ; son amendement n° 38 (rédactionnel) : adopté ; contre l'amendement n° 93 de M. Pierre Joxe (publication au *Journal officiel* des déclarations du patrimoine des députés) ; son amendement n° 84 (possibilité pour la commission de rappeler leurs obligations aux déclarants) : adopté ; son amendement n° 39 (tendant à éviter que les responsables politiques ne soient tenus d'établir plusieurs déclarations à moins de trois mois d'intervalle) (p. 109) ; adopté ; contre l'amendement n° 96 de M. Pierre Joxe (prévoyant que les déclarations des situations patrimoniales des députés sont consultables pour tout électeur).

Après l'article 7 : son amendement n° 40 (institution d'une commission spéciale chargée de recevoir les déclarations du patrimoine des candidats) (p. 110) ; adopté (p. 111) ; son amendement n° 85 (peines applicables aux personnes qui auront publié ou divulgué les déclarations du patrimoine des candidats) (p. 111) ; adopté (p. 112) ; contre l'amendement n° 68 de M. Guy Ducoloné (prévoyant que les déclarations de la situation patrimoniale sont consultables par tous les électeurs de la circonscription) (p. 112) ; son amendement n° 41 (application des dispositions du chapitre III du titre II du livre I[er] du code électoral aux sénateurs) : adopté.

Avant l'article 8 : son amendement n° 42 (intitulé du chapitre II : « financement des campagnes pour l'élection des députés ») : adopté.

Article 8 *(déchéance du mandat d'un député qui ne transmet pas ses comptes de campagnes)* : son amendement n° 43 (de suppression) : adopté (p. 113).

Article 9 *(financement des campagnes pour les élections législatives)* : son amendement n° 44 (instituant un comité électoral ayant un statut d'association pour s'occuper, pour le compte du candidat, de l'aspect financier de sa campagne) (p. 128) ; rejeté ; contre l'amendement n° 69 de M. Guy Ducoloné (fixant le plafond des dépenses à 4 francs par habitant de la circonscription) ; contre l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Delalande (substituant la somme de 250 000 francs à celle de 400 000 francs pour fixer le plafond) ; ses observations sur l'amendement n° 109 du Gouvernement (fixant le plafond des dépenses à 500 000 francs) (p. 130, 131) ; contre l'amendement n° 70 de M. François Asensi (précisant que les de M. Georges-Paul Wagner (anonymat du donateur) ; son amendement n° 104 (plafonnant le montant des dons consentis aux candidats) (p. 133) ; adopté ; donne la signification de l'expression « pour son compte » relative aux candidats, dans cet article.

Après l'article 9 : son amendement n° 47 (interdiction de recevoir des dons d'un état ou d'une personne physique ou morale de nationalité étrangère (p. 134) ; interdiction de la contribution des personnes morales étrangères ne s'appliquant pas aux filiales qui ne sont pas de la même nationalité que la société mère ; adopté après rectification ; son amendement n° 48 (déductibilité fiscale des dons effectués aux candidats) (p. 135) ; ses observations sur l'amendement n° 110 du Gouvernement (déductibilité des dons faits au profit des candidats) (p. 136, 137) ; distinction entre la déductibilité prévue pour le financement des candidats aux élections et la non déductibilité des dons aux partis politiques (p. 138) ; ses observations sur ces mêmes amendements et les sous-amendements déposés sur son amendement, notamment les sous-amendements n° 114 et le n° 118 (p. 141) ; **répond au rappel au règlement de** M. Jean-Pierre Michel ; absence de nécessité de réunir la commission des lois dans la mesure où le débat a été très large sur l'amendement « Bussereau » (déductibilité des dons effectués au profit des candidats) ; propose un examen des sous-amendements déposés par le groupe socialiste sur les mécanismes de déductibilité, un vote hostile sur l'amendement n° 48 de la commission au profit de l'amendement n° 110 du Gouvernement ; contre le sous-amendement n° 111 de M. Pierre Joxe (exclusion des personnes morales du bénéfice de la déductibilité) (p. 144) ; examen de l'amendement « Bussereau » ; demande au groupe socialiste de retirer sa série de sous-amendements déposés sur l'amendement n° 48 de la commission, un rejet de l'amendement n° 48 et un examen du problème de la déductibilité fiscale des dons aux candidats sur la base de l'amendement n° 110 du Gouvernement et des sous-amendements déposés sur cet amendement ; impossibilité pour la commission de retirer son amendement (p. 145) ; ses observations sur le sous-amendement n° 122 de M. Jacques Toubon (exclusion du champ d'application de la déductibilité des dons consentis par les collectivités publiques, les établissements publics industriels et commerciaux, les casinos, cercles et maisons de jeux) ; ses observations sur le sous-amendement n° 124 de M. Pierre Joxe (exclusion du champ d'application de la déductibilité des dons effectués par les collectivités publiques) ; ses observations sur le sous-amendement n° 125 de M. Pierre Joxe (dons faits par les établissements publics) ; ses observations sur le sous-amendement n° 127 de M. Pierre Joxe (dons effectués par les casinos, établissements de jeux et sociétés dépendantes) (p. 160) ; contre le sous-amendement n° 123 de M. Pierre Joxe (exclusion du champ d'application de la déductibilité des dons effectués par les entreprises publiques) ; contre le sous-amendement n° 132 de M. Pierre Joxe (exclusion du champ d'application de la déductibilité des entreprises bénéficiant de concessions de service public, des entreprises ayant soumissionné à des marchés publics, des entreprises ayant reçu des subventions de l'Etat, des entreprises d'armement, et prévoyant l'avis du comité d'entreprise pour les dons effectués aux partis politiques) (p. 163) ; évolution de la déductibilité fiscale des dons effectués aux candidats ; dispositif prévu par l'amendement n° 110 du Gouvernement (p. 164).

Article 10 *(dépôt des comptes de campagne par les candidats aux élections législatives)* : son amendement n° 49 (de conséquence ; comités de campagne) : devenu sans objet ; ses observations sur l'amendement n° 72 de M. François Asensi (mandataire du candidat) (p. 166) ; contre l'amendement n° 101 de M. Pierre Joxe (possibilité pour les électeurs de consulter dans les préfectures les comptes de campagne des candidats) ; contre l'amendement n° 102 de M. Pierre Joxe (transmission des comptes de campagne des candidats élus à la Chambre régionale des comptes) (p. 167).

Après l'article 11 : son amendement n° 50 : réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 51 de la commission ; son amendement n° 51 (inéligibilité pour les députés qui ne transmettraient pas leur déclaration du patrimoine ou leurs comptes de campagne au bureau de l'Assemblée nationale)

(p. 168) ; ses observations sur le sous-amendement n° 73 corrigé de M. Guy Ducoloné, à l'amendement n° 51 de la commission (portant la durée de l'inéligibilité à une législature) ; ses observations sur le sous-amendement n° 87 de M. Joseph Klifa à l'amendement n° 51 de la commission (extension à tous les candidats présents au second tour de l'inéligibilité frappant le député qui n'aurait pas satisfait à ses obligations) : adopté après modification (p. 168).

Article 12 *(entrée en vigueur des dispositions relatives à la déclaration du patrimoine du Président de la République) :* son amendement n° 52 (de suppression) : adopté.

Titre : son amendement n° 53 (rédaction du titre du projet de loi : projet de loi organique relatif à la transparence financière de la vie politique) : adopté (p. 170).

Deuxième lecture, discussion des articles. Rapporteur [23 février 1988] :

Article 1er : contre les amendements identiques n° 9 de M. Pierre Joxe et n° 21 de M. Guy Ducoloné (suppression du pli scellé pour la remise des déclarations patrimoniales) (p. 252) ; contre les amendements identiques n° 10 de M. Pierre Joxe et n° 22 de M. Guy Ducoloné (déclarations patrimoniales à l'ensemble des candidats) (p. 252).

Article 4 : contre l'amendement n° 11 de M. Pierre Joxe (mode de répartition de l'aide publique) (p. 253).

Article 7 : contre les amendements n° 12 de M. Pierre Joxe et n° 23 de M. Guy Ducoloné (déclaration publique de la situation patrimoniale des députés) (p. 255) ; son amendement n° 1 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 2 (établissement d'un rapport par le président de l'Assemblée nationale) (p. 257) ; adopté.

Article 7 *bis* : son amendement n° 3 (de coordination) (p. 258) ; adopté.

Article 7 *ter* : son amendement n° 4 (de suppression) : adopté (p. 259).

Article 9 : contre l'amendement n° 15 corrigé de M. Pierre Joxe (diminution du plafond des dépenses) (p. 260) ; contre l'amendement n° 27 de M. Guy Ducoloné (interdiction de financement par les entreprises appartenant à l'Etat et aux collectivités locales) ; contre l'amendement n° 16 de M. Pierre Joxe (extension des entreprises ayant l'interdiction des dons aux partis politiques) (p. 261).

Article 9 *bis* : son amendement n° 30, à titre personnel (rédactionnel) : adopté.

Article 9 *ter* : contre l'amendement n° 28 de M. Ernest Moutoussamy (de suppression) ; s'abstient à titre personnel (p. 262) ; contre l'amendement n° 17 de M. Pierre Joxe (avis du comité d'entreprise pour les sociétés décidant d'effectuer un don au profit d'un parti politique) (p. 263).

Article 10 : pour l'amendement n° 29 de M. Jacques Toubon (comptes de campagne certifiés par un expert-comptable) ; son amendement n° 5 (comptes de campagne certifiés par un expert-comptable) : devenu sans objet ; son amendement n° 6 (de coordination) : adopté (p. 264) ; contre l'amendement n° 18 de M. Pierre Joxe (consultation des comptes de campagne par tout électeur) (p. 264) ; son amendement n° 7 (de coordination) : adopté (p. 265) ; contre l'amendement n° 19 de M. Pierre Joxe (comptes de campagne contrôlés par les chambres régionales des comptes) ; son amendement n° 8 (rédactionnel) : adopté.

Article 11 *bis* : contre l'amendement n° 20 de M. Pierre Joxe (inéligibilité pour un an en cas de dépassement du plafond) (p. 266).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles. Rapporteur [4 février 1988] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives.*

Article 1er *(déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement) :* son amendement n° 40 (de coordination) : adopté.

Après l'article 1er : contre l'amendement n° 49 de M. Georges-Paul Wagner (obligation assortie de sanctions pour les membres du Gouvernement) ; contre l'amendement n° 50 de M. Georges-Paul Wagner (obligation de déclaration pour les membres des cabinets ministériels) (p. 171).

Article 2 *(déclaration du patrimoine des présidents des assemblées, des collectivités territoriales et des maires des communes de plus de 50 000 habitants) :* contre l'amendement n° 56 de M. François Asensi (extension des élus soumis à l'obligation de déclaration de patrimoine) ; contre l'amendement n° 90 de M. Edouard Fritch (extension de l'obligation de déclaration aux membres de l'Assemblée de Corse) (p. 173) ; son amendement n° 41 (suppression de l'obligation de déclaration pour le président du Conseil de région du territoire de la Nouvelle-Calédonie) : rejeté ; son amendement n° 42 (obligation de déclaration pour les maires des communes de plus de 30 000 habitants) : adopté ; contre l'amendement n° 95 de Pierre Joxe (obligation de déclaration du patrimoine pour les représentants français au Parlement européen) (p. 174) ; son amendement n° 43 (modification du point de départ du dépôt de la déclaration) : adopté ; son amendement n° 44 (de coordination) : adopté ; contre l'amendement n° 70 de M. Georges-Paul Wagner (déclaration imposée aux hauts fonctionnaires titulaires des emplois supérieurs dont la nomination est laissée à la discrétion du Gouvernement) (p. 175) ; contre l'amendement n° 107 de M. Roger Corrèze (déclaration patrimoniale ne valant pas amnistie).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 81 de M. Marc Reymann (obligation de déclaration de leur situation patrimoniale aux agents des services publics de l'Etat, des collectivités territoriales, titulaires de fonctions leur permettant d'avoir un pouvoir de décision de nature financière) (p. 176).

Article 3 *(institution d'une commission de magistrats) :* son amendement n° 45 (de coordination) ; contre le sous-amendement n° 57 de M. François Asensi à son amendement n° 45 (situation patrimoniale publiée au *Journal officiel*) ; son amendement n° 45 : adopté (p. 177).

Article 4 *(sanctions en cas de non respect de l'obligation de déclaration par certains élus locaux) :* son amendement n° 46 (rédactionnel) ; contre les sous-amendements n° 58, 59, 60 et 61 de M. François Asensi à son amendement n° 46 (extension de l'inéligibilité) (p. 178) ; son amendement n° 46 : adopté.

Après l'article 4 : contre l'amendement n° 71 de M. Georges-Paul Wagner (prévision d'une procédure et d'une incrimination spécifique pour les déclarations frauduleuses) (p. 179).

Titre II : *dispositions relatives au financement des campagnes pour l'élection des députés.*

Après l'article 5 : contre l'amendement n° 75 de M. Georges-Paul Wagner (dépenses électorales de chaque candidat pour les communes de plus de 9 000 habitants retracées dans un compte de campagne) ; contre l'amendement n° 77 de M. Georges-Paul Wagner (dépassement du plafonnement des dépenses de campagne entraînant une annulation automatique des élections) (p. 180) ; pour les amendements identiques n° 89 rectifié de M. Jacques Toubon et n° 105 rectifié de Pierre Joxe (partis politiques soumis à l'obligation de se constituer en entités juridiques et reconnaissance de certains droits à leur profit) ; ses réserves à titre personnel sur la constitutionnalité des amendements (p. 182) ; contre l'amendement n° 106 de M. Pierre Joxe (création d'un titre II *bis* : dispositions relatives au statut juridique des partis et groupements politiques) (p. 183).

Titre III : *dispositions relatives au financement des partis et groupements politiques.*

Avant l'article 6 : contre l'amendement n° 64 de M. Guy Ducoloné (suppression du titre) (p. 184).

Article 6 *(principe d'une aide de l'Etat au financement des partis) :* pour l'amendement n° 99 de M. Pierre Joxe (modalités de l'inscription du montant des crédits inscrits dans le projet de loi de finances pour le financement des partis politiques) (p. 185).

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis) :* contre l'amendement n° 78 de M. Georges-Paul Wagner (clés de répartition des aides accordées aux partis politiques) ; contre l'amendement n° 100 de M. Pierre Joxe (clés de répartition des aides accordées aux partis politiques) ; contre l'amendement n° 51 de M. Georges-Paul Wagner (aides réservées aux partis ayant obtenu 5 % des suffrages exprimés) (p. 198) ; contre l'amendement n° 110 de M. Pierre Joxe (clés de répartition prenant en compte les députés inscrits à un parti ou qui déclarent adhérer au parti) (p. 201) ; sa rectification de forme au deuxième alinéa de l'article 7 (p. 202).

Article 9 *(publication des comptes des partis) :* contre l'amendement n° 52 de M. Georges-Paul Wagner (rédactionnel) (p. 203).

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 12 *(publicité politique à la radio et à la télévision) :* contre l'amendement n° 101 de M. Pierre Joxe (interdiction des émissions publicitaires à caractère politique) ; contre l'amendement n° 69 de M. Guy Ducoloné (interdiction des émissions publicitaires à caractère politique) ; contre l'amendement n° 102 de M. Pierre Joxe (interdiction des émissions

publicitaires à caractère politique) ; pour l'amendement n° 73 rectifié de M. Jacques Barrot (interdiction des publicités politiques pour une durée de quatre ans à compter de la date de la promulgation de la présente loi) (p. 205).

Après l'article 13 : son amendement n° 48 (dépôt sur les bureaux des deux assemblées d'un rapport du Gouvernement sur la mise en œuvre des dispositions du texte présent) ; contre l'amendement n° 38 de M. Michel Hannoun (rapport d'information déposé par le ministre de l'intérieur sur l'application de la présente loi) ; son amendement n° 48 : adopté ; pour l'amendement n° 74 de M. Jacques Barrot (tendant à instaurer une période probatoire) ; contre cet amendement à titre personnel (p. 206).

Article 14 *(application de la loi dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte)* : contre l'amendement n° 27 de M. Gérard Grignon repris par M. Bruno Gollnisch (tendant à rappeler que les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon font partie intégrante du territoire français) (p. 207).

Seconde délibération :

Article 7 : pour l'amendement n° 1 du Gouvernement (modalités de répartition des aides publiques des partis politiques) (p. 211).

Deuxième lecture, discussion des articles. Rapporteur [23 février 1988] :

Article 2 : contre les amendements identiques n° 11 de M. Pierre Joxe et n° 18 de M. Guy Ducoloné (personnalités concernées par la déclaration patrimoniale) (p. 267) ; son amendement n° 1 (modalités de mise en œuvre des déclarations patrimoniales pour les parlementaires détenant des mandats locaux) ; pour les sous-amendements n° 24 et 25 du Gouvernement à l'amendement n° 1 de la commission (tendant à compléter les modalités de mise en œuvre des déclarations patrimoniales des élus) (p. 268) ; amendement n° 1, ainsi modifié : adopté.

Article 3 : contre l'amendement n° 19 corrigé de M. Guy Ducoloné (création d'une commission *ad hoc* chargée de contrôler les contributions patrimoniales) ; son amendement n° 2 (de forme) : adopté ; son amendement n° 3 (de coordination) : adopté (p. 269) ; son amendement n° 4 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 5 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 6 (établissement d'un rapport publié au *Journal officiel*) : adopté.

Après l'article 3 : son amendement n° 7 : adopté.

Après l'article 5 *bis* : son amendement n° 8 (de forme) : adopté (p. 270).

Avant l'article 6 : son amendement n° 9 (suppression de l'intitulé du titre III) : adopté.

Article 6 : contre l'amendement n° 20 de M. François Asensi (de suppression).

Article 7 : contre l'amendement n° 15 de M. Pierre Joxe (modification des clés de répartition pour le financement des partis politiques) (p. 271) ; contre l'amendement n° 16 de M. Pierre Joxe (même objet) (p. 272).

Article 11 *bis* : contre l'amendement n° 23 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 273).

Article 13 *ter* : contre l'amendement n° 17 de M. Pierre Joxe (rétablissement de l'article 13 *ter* ; durée d'application de la présente loi fixée à quatre ans) (p. 274).

MEDECIN (Jacques)

Député des Alpes-Maritimes
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier les articles 10, 11 et 72, de la Constitution afin d'instituer le **référendum d'initiative populaire (n° 842)** [11 juin 1987].

Proposition de loi organique tendant à compléter l'article L.O. 176-1 du code électoral relatif au **remplacement des députés (n° 1242)** [23 février 1988].

MEGRET (Bruno)

Député de l'Isère
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Les affaires : l'affaire Luchaire** : déchaînement de la classe politique contre le Front national alors que les scandales se multiplient [4 novembre 1987] (p. 5367, 5368) ; demande le vote d'une loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales (p. 5368).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Après l'article 1er A : son rappel au règlement : désintérêt du R.P.R. pour la lutte contre les stupéfiants et la toxicomanie ; comportement provocateur de M. Jacques Toubon ; demande une suspension de séance (p. 4102).

Article 2 *(article L. 627-4 à L. 627-6 nouveau du code de la santé publique) ; article L. 627-5 du code de la santé publique* (mesures conservatoires ; exemption ou réduction de peines pour les repentis) : **son rappel au règlement** : absence de justification à la demande de réserve des votes des amendements et des articles par le Gouvernement ; désintérêt des groupes R.P.R. et U.D.F. pour le projet de loi de lutte contre la drogue ; atteintes au droit du Parlement ; modification de la loi électorale ; abandon du projet de réforme du code de la nationalité ; multiplication de la pratique des commissions des sages se substituant au Parlement ; demande une suspension de séance (p. 4128).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule* [5 novembre 1987] :

Géopolitique (réalités de la —) (p. 5450).
« Politique du dialogue » (p. 5449).
Politique étrangère (définition d'une véritable —) (p. 5449, 5450).
U.R.S.S. (politique de Mikhaïl Gorbatchev) (p. 5449).

MEHAIGNERIE (Pierre)

Ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

DEPOTS

Projet de loi portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une **liaison fixe à travers la Manche**, signée le 14 mars 1986 **(n° 611)** [2 avril 1987].

Projet de loi relatif au **corps des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne (n° 970)** [14 octobre 1987].

Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant **création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1026)** [10 novembre 1987].

Projet de loi portant modification de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la **maîtrise d'ouvrage** et à ses rapports avec la **maîtrise d'œuvre privée** (n° 1146) [16 décembre 1987].

REPONSES AUX QUESTIONS

Au gouvernement de :

— **M. Antoine Carré : renégociation des taux d'intérêt pour les prêts immobiliers** : mesures prises pour les prêts conventionnés, les prêts complémentaires et les prêts en accession à la propriété [8 avril 1987] (p. 76, 77) ;

— **M. Eric Raoult : Hausse des loyers** : « responsabilités » des hausses de loyers [8 avril 1987] (p. 86) ;

— **M. Yves Guéna : tracé de l'autoroute Bordeaux-Clermont-Ferrand** : nécessité de doter la France, centre géographique de l'Europe, d'un réseau supplémentaire d'autoroutes [15 avril 1987] (p. 347, 348) ;

— **M. Jean Giard : logement social** : offices d'H.L.M. étant des organismes présidés par des élus [15 avril 1987] (p. 350) ; limitation à 3 % pour 1987 des hausses de loyers H.L.M. ; embauche dans le bâtiment (p. 351) ;

— **M. Pierre Rémy Houssin : grands axes routiers en Poitou-Charentes** [22 avril 1987] (p. 544) ;

— **M. Jean-Jack Salles : aménagement du territoire et problème spécifique de l'Ile-de-France** [22 avril 1987] (p. 546, 547) ;

— **M. Guy Malandain : renégociation des prêts au logement** : augmentation en 1982 de la progressivité des taux d'intérêt [29 avril 1987] (p. 731) ; mesures prises par le présent Gouvernement (p. 732) ;

— **M. Germain Gengenwin : grève à Air-Inter et à Air-France** : revendications relatives aux rénumérations ; mise à l'étude d'une agence de la navigation aérienne puis étude de solutions alternatives dans le cadre du statut général des fonctionnaires ; conséquences dommageables de ces grèves [13 mai 1987] (p. 1067) ;

— **M. Jacques Badet : logement social** : [13 mai 1987] (p. 1075, 1076) ;

— **M. Michel Hannoun : conséquence de la grève des contrôleurs aériens** [13 mai 1987] (p. 1078, 1079) ;

— **M. Jean Briane : financement de l'habitat en secteur diffus** : accélération de l'effort de réhabilitation des logements (p. 1711) ; transfert des crédits dans la dotation globale d'équipement ; réflexion inter-ministérielle aboutissant au dépôt d'un projet de loi tendant à une meilleure répartition des crédits disponibles [27 mai 1987] (p. 1712) ;

— **M. Gérard Bordu : instauration de péages pour l'accès à Paris** : financement du second grand périphérique autour de la région parisienne ; inexistence d'un péage sur le deuxième périphérique [17 juin 1987] (p. 2512) ;

— **M. Pierre Pascallon : équipement collectif en milieu rural** : redressement du secteur du bâtiment ; stagnation dans les régions rurales ; politique d'aménagement du territoire [17 juin 1987] (p. 2520) ;

— **M. Christian Pierret : loyers** : pénurie de logements due à la politique socialiste [24 juin 1987] (p. 3118) ; désinformation ; situation des loyers ; protection prévue par la loi en faveur des locataires (p. 3119) ;

— **M. Paul Quilès : vente de terrains** : nécessité d'offrir un plus grand nombre de terrains à la construction de logements en Ile-de-France ; procédure de mise en vente de terrains devant respecter la maîtrise des prix et la qualité architecturale ; transparence de ces opérations [14 octobre 1987] (p. 4280) ;

— **M. Gilles de Robien : tracé du T.G.V. Nord** : programme national de réalisation du T.G.V. ; désserte par le T.G.V. de la ville d'Amiens ; enquête d'utilité publique sur le tracé définitif ; désserte d'Amiens par les autoroutes [14 octobre 1987] (p. 4286) ;

— **M. Jacques Guyard** : moyenne d'augmentation des quittances de **loyer** en 1987 par rapport à 1986 inférieure à 2 % ; progressions des crédits consacrés à **l'aide personnalisée au logement** : les bénéficiaires [12 novembre 1987] (p. 5750) ;

— **M. Pierre Garmendia : quartiers dégradés** : importance de la réhabilitation : poursuite probable de la réhabilitation au cours du X[e] Plan [18 novembre 1987] (p. 6017) ;

— **M. Jean-Guy Branger : situation des offices H.L.M.** : [18 novembre 1987] (p. 6021).

orales sans débat de :

— **Mme Paulette Nevoux (n° 183) : difficultés rencontrées par les locataires** : effets de la « loi Méhaignerie » [10 avril 1987] (p. 216, 217) ;

— **M. Alain Vivien (n° 182) : situation de certains emprunteurs** : lourdeur des remboursements d'emprunts immobiliers à taux progressifs en période de réduction de l'inflation et de blocage des salaires [10 avril 1987] (p. 217, 218, 219) ;

— **M. René Beaumont (n° 276) : canal à grand gabarit entre Chalon-sur-Saône et Tavaux** : attente de la décision des collectivités territoriales quant à leur participation ; examen par le ministre de l'économie des modalités de versement de la part incombant à l'Etat [9 octobre 1987] (p. 4079) ;

— **M. Paul Chomat (n° 277) : difficultés des locataires et accédants à la propriété** : relance de la construction dans la région parisienne ; mesures en faveur de l'accession à la propriété [9 octobre 1987] (p. 4081) ; subventions de l'Etat aux organismes d'H.L.M. ; augmentation des aides (p. 4082) ;

— **M. Jean Bardet (n° 312) : T.G.V. Nord dans le Val-d'Oise** : tracé retenu après concertation avec les responsables concernés, notamment les présidents des conseils généraux [4 décembre 1987] (p. 6770) ;

— **M. Guy Herlory (n° 314) : réglementation de la vitesse sur les autoroutes** : danger des différences de vitesse entre les usagers ; accidents rarement provoqués par des véhicules trop lents ; limites des capacités physiques du conducteur intervenant dans la sécurité [4 décembre 1987] (p. 6771) ; seuils existants conformes aux limitations appliquées dans la plupart des pays de la communauté (p. 6772) ;

— **M. Claude Bartolone (n° 316) : logements gérés par la société nationale immobilière** : dégradation financière de la compagnie immobilière pour le logement des fonctionnaires ; alignement des loyers sur ceux pratiqués par la société immobilière ; prise en compte des situations individuelles [4 décembre 1987] (p. 6773).

INTERVENTIONS

— **Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Allard tendant à faciliter la réalisation d'un nouveau franchissement de l'estuaire de la Seine (n° 794).**

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [16 juin 1987] :

Etat (désengagement de l'—) (p. 2416).
Havre (développement économique du — et de la région) (p. 2416).

Discussion de l'article unique :

Article unique *(affectation d'une partie du produit des péages au financement de la construction d'un nouveau franchissement de la Seine) :* contre l'amendement n° 1 de M. Joseph Menga (information des usagers) (p. 2418).

Après l'article unique : contre l'amendement n° 6 de M. Joseph Menga (modification de la composition de la commission permanente d'enquête) (p. 2419, 2420).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert (n° 99).**

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [16 juin 1987] :

Géomètres-experts (monopole des — et organisation corporative) (p. 2425).
Marché européen (p. 2425).
Topographes (droit des — d'exercer leur profession) (p. 2425).

Discussion de l'article unique [16 juin et 7 juillet 1987] :

Avant l'article unique ; pour le sous-amendement n° 19 de M. Jean-Paul Charié (suppression de toute référence aux documents annexés) à l'amendement n° 2 de la commission (définition du monopole des géomètres-experts) (p. 2428).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Guy Malandain (p. 3747).

Article unique *(abrogation de l'article 9 de la loi du 30 décembre 1985) :* contre l'amendement n° 13 de M. Guy

Malandain (de suppression) (p. 3749) ; son sous-amendement n° 17 à l'amendement n° 4 rectifié de la commission (de coordination) ; son amendement n° 16 (champ du monopole des géomètres-experts) ; amendement n° 16 : retiré (p. 3750) ; sous-amendement n° 17 : adopté.

Après l'article unique : son sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 5 rectifié de la commission (prise en compte des experts agricoles fonciers et des experts forestiers) (p. 3751) ; adopté ; son sous-amendement n° 14 rectifié à l'amendement n° 7 deuxième rectification de la commission (remplacement de la commission nationale instituée à l'article 28 de la loi du 7 mai 1946 par le conseil régional) : adopté (p. 3752) ; pour l'amendement n° 6 de la commission (organisation et attribution de la commission nationale) ; son sous-amendement n° 15 à l'amendement n° 6 de la commission (représentation des experts agricoles et fonciers au sein de la commission nationale) : adopté (p. 3753) ; ses observations sur l'amendement n° 9 de la commission (abrogation de l'article 30 de la loi du 7 mai 1946) (p. 3755).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [2 décembre 1987] :

Concurrence (libre jeu de la — entre les différentes professions) (p. 6709).

Discussion des articles :

Article 2 *(inscription à titre exceptionnel au tableau de l'ordre des géomètres-experts) :* contre l'amendement n° 1 de M. Guy Malandain (tendant à renforcer le droit à l'inscription au tableau de l'ordre des géomètres-experts) (p. 6709) ; contre l'amendement n° 2 de M. Guy Malandain (rédactionnel).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 3 de M. Guy Malandain (amnistie de toutes les sanctions d'ordre disciplinaire ou professionnel provoquée par une mauvaise interprétation de la loi du 7 mai 1946) (p. 6710).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 901).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [7 juillet 1987] :

Collectivités locales (autonomie des —) (p. 3757).
Coût de la construction (p. 3757).
Droit de préemption urbain (p. 3757).
Plafond légal de densité (p. 3757).
Unification de la procédure d'établissement du droit de préemption (p. 3757).

Discussion de l'article unique [7 juillet 1987] :

Article unique *(nécessité pour les communes ou établissements publics de coopération intercommunale, de délibérer, dans un délai de six mois après publication de la loi, pour maintenir le droit de préemption urbain dans les zones urbaines ouvertes par une ancienne zone d'intervention foncière ; cas des communes ayant délibéré entre le 26 avril 1987 et la date de publication de la loi) :* contre l'amendement n° 1 de M. Bernard Deschamps (substituant la date du 25 décembre 1986 à la date du 26 avril 1987) ; possibilité d'information des communes grâce aux services fiscaux ; cas de la ville de Paris.

Explications de vote :

Ile-de-France (situation en —) (p. 3761).
Locataires (situation des —) (p. 3760, 3761).
Offre foncière (p. 3761).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Examen des fascicules* [4 novembre 1987] :

Agences d'urbanisme (p. 5383).
Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (et réhabilitation des logements sociaux) (p. 5383).
Aides à la personne (aide personnalisée au logement et allocation logement) (p. 5347, 5381, 5382).
Aménagement du territoire (politique globale et adoption d'un plan français sur 15 ans) (p. 5345, 5347).
Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (p. 5383).
Crédits (évolution, montant, répartition) (p. 5345).
Fonds européen de développement régional (p. 5347, 5382).
Habitations à loyer modéré (H.L.M.) (p. 5346).
Logement (politique du —) (p. 5346).
Loyers (augmentation des —) (p. 5382, 5383).
Ministère de l'équipement (modernisation du —) (p. 5348).
Offre foncière (développement de l'—) (p. 5383).
Prêts d'accession à la propriété (P.A.P.) (p. 5346, 5383).
Prêts locatifs aidés (et fongibilité des aides) (p. 5346, 5382).
Primes d'aménagement du territoire (p. 5346).
Rénovation des quartiers anciens (p. 5383).
Villes moyennes (actions en faveur des —) (p. 5383).
Zones rurales (restructuration) (p. 5347, 5383).

Réponses aux questions :

Accession à la propriété (M. Bernard Deschamps) (p. 5396, 5397).
Aide personnalisée au logement (A.P.L.) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 5387).
Aide personnalisée au logement (bénéfice de l'— pour les étudiants) (M. Jean Ueberschlag) (p. 5385).
Aménagement du territoire (rôle des différentes structures en faveur des zones rurales) (M. Xavier Hunault) (p. 5387, 5388).
Axe Calais - Bayonne (M. André Fanton) (p. 5394).
Autoroute Nice - Digne - Sisteron (projet) (M. Jacques Peyrat) (p. 5383, 5384).
Cité H.L.M. des Bosquets (mesures en faveur de la —) (M. Eric Raoult) (p. 5398).
Comité interministériel des villes (effort en faveur des cités dégradées dans le cadre du —) (M. Eric Raoult) (p. 5398).
Décentralisation des activités des ministères (M. Jean-Pierre Fourré) (p. 5393).
Déduction fiscale pour l'investissement privé au sein du secteur locatif (modifications de la —) (M. Germain Gengenwin) (p. 5391).
Espace rural (aménagement de l' — et désenclavement) (M. Pierre Montastruc) (p. 5392).
Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.) (intervention du — en Bretagne) (M. Charles Miossec) (p. 5386).
H.L.M. (acquisition de logements —) (M. René Beaumont) (p. 5397).
Liaison routière Valenciennes - Douai (M. Olivier Marlière) (p. 5395).
Limousin (désenclavement du —) (M. Jean-Claude Cassaing) (p. 5393).
Lisieux (rocade de —) (M. André Fanton) (p. 5398).
Ministère de l'équipement (suppression de 1 700 emplois au sein du —) (M. Jean-Jacques Barthe) (p. 5386).
Prêts locatifs aidés (répartition des —) (M. Georges Colombier) (p. 5391).
Nord - Pas de Calais (réhabilitation de l'habitat dans le —) (M. Claude Dhinnin) (p. 5395).
Poitou-Charentes (effort en faveur du réseau routier national de —) (M. Olivier Marlière remplaçant M. Francis Hardy) (p. 5395).
Roussillon (réseau routier du —) (M. Pierre Sergent) (p. 5384).
Route nationale 2 (M. Jean-Claude Lamant) (p. 5384).
Route nationale 10 (M. André Fanton remplaçant M. Pierre-Rémy Houssin) (p. 5385).
Saisies-expulsions (accroissement des —) (M. Paul Mercieca) (p. 5387).
Un pour cent logement (réforme du —) (M. Gérard Bordu) (p. 5396).
Zones de conversion industrielle et zones des cités minières (actions en faveur des —) (M. Marcel Wacheux) (p. 5394).

Vote des crédits :

Etat B, titre III : contre l'amendement n° 113 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) ; contre l'amendement n° 112 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) (p. 5399).

Titre IV : contre l'amendement n° 227 de M. René Drouin (réduction des crédits) ; contre l'amendement n° 207 de M. Jean-Pierre Schenardi (réduction des crédits) ; contre l'amendement n° 208 de M. Jean-Pierre Schenardi (réduction des crédits) (p. 5400) ; contre l'amendement n° 245 de M. Pierre Forgues (réduction de crédits).

Etat C, titre VI : contre l'amendement n° 233 de M. Jean-Claude Portheault (abondement de la ligne budgétaire consacrée aux agences d'urbanisme) ; contre l'amendement n° 228 de M. Guy Malandain (réduction et majoration des autorisations de programme) (p. 5402) ; contre l'amendement n° 229 de M. Guy Malandain (réduction des crédits de paiement) (p. 5403) ; contre l'amendement n° 244 de M. Jean-Pierre Destrade (réduction des crédits).

Article 68 *(aide personnalisée au logement) :* contre les amendements identiques n° 232 de M. Jacques Badet et 236 de M. Paul Chomat (de suppression) (p. 5407) ; son amendement n° 243 (augmentation du plafond du loyer pour le calcul de l'aide accordée aux occupants de logements à usage locatif conventionnés) : adopté (p. 5408).

Après l'article 71 : contre l'amendement n° 231 de M. Guy Malandain (rapport au Parlement présenté par le Gouvernement sur l'utilisation des crédits d'aide au logement dans les D.O.M.-T.O.M.) (p. 5409).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen du fascicule* [4 et 6 novembre 1987] :

Autoroutes (programme de construction des —) (p. 5489).
Crédits (évolution, montant, répartition) (p. 5489, 5501).
Réseau routier (p. 5489, 5501).
Sécurité routière (p. 5489, 5490, 5501).

Réponses aux questions (p. 5501) :

Aveyron (desserte routière de l'—) (M. Charles Ehrmann) (p. 5507).
Liaison routière Vierzon - Montauban (M. Alain Rodet) (p. 5502).
Plan d'accompagnement routier au lien fixe transmanche (M. Yvan Blot) (p. 5510).
Provence - Côte d'Azur (schéma routier en —) (M. Charles Ehrmann) (p. 5508).
Route Centre-Europe-Atlantique (conditions de réalisation) (M. Jean Valleix) (p. 5504).
Schéma directeur routier national (liaison des îles britanniques à la Péninsule ibérique via Cherbourg) (M. Charles Ehrmann) (remplaçant M. Jean-Marie Daillet) (p. 5510).
Train à grande vitesse (contournement Est de Lyon et traversée de La Verpillière et de la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau par la R.N. 6) (M. Georges Colombier) (p. 5507).
Tunnel de Puymorens (M. Henri Cuq) (p. 5504).

Vote des crédits (p. 5510) :

Etat B, titre IV : contre l'amendement n° 214 de M. Pierre Sergent (réduction des crédits) (p. 5512).

Etat C, titre V : ses observations sur l'amendement n° 221 de M. Augustin Bonrepaux (réduction des crédits) ; contre l'amendement n° 246 de M. Jean-Pierre Fourré (réduction des crédits) (p. 5514).

Après l'article 71 : contre l'amendement n° 233 de M. Michel Sapin (rapport présenté au Parlement par le Gouvernement exposant le mode de financement de la dotation consacrée à la modernisation des voies navigables) (p. 5516).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).

Première lecture, avant la discussion des articles [11 et 17 décembre 1987] :

Agence nationale pour la participation des employeurs (p. 7224, 7225).
Bâtiment (secteur du —) (p. 7225).
Comité interprofessionnel du logement (gestion) (p. 7224).
Entreprises (taux de participation des — à l'effort de construction) (p. 7224).
Etrangers (aides au logement des —) (p. 7225).
Logement (crise du —) (p. 7225).
Loyers (niveau des —) (p. 7225).
Un pour cent logement (histoire, rôle, bilan, perspectives) (p. 7224, 7225).
Union nationale interprofessionnelle du logement (U.N.I.L.) (p. 7225).

Discussion des articles :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 55 de M. Paul Chomat (contrat de location ne pouvant être rompu lorsqu'une réservation a été effectuée au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction) (p. 7628) ; contre l'amendement n° 13 de M. Paul Chomat (implication financière obligatoire des organismes réservataires) (p. 7629) ; contre l'amendement n° 14 de M. Paul Chomat (modification de l'attribution des logements sociaux) (p. 7630) ; contre l'amendement n° 15 de M. Paul Chomat (composition des conseils d'administration) ; contre l'amendement n° 17 de M. Paul Chomat (tendant à réserver en priorité les logements attribués au titre du 1 % aux demandeurs qui résident où sont implantés ces logements) (p. 7632) ; contre l'amendement n° 19 de M. Paul Chomat (modification de l'appellation de la contribution du 1 %) (p. 7633, 7634).

Article 1er *(taux de participation obligatoire des employeurs à l'effort de construction) :* contre l'amendement n° 40 de M. Guy Malandain (tendant à conserver un volume de participation indexé) (p. 7636) ; regrette la démission de M. Guy Malandain de sa fonction de rapporteur (p. 7637) ; contre l'amendement n° 27 de M. Jean-Pierre Schénardi (diminution du taux) (p. 7638) ; contre l'amendement n° 41 de M. Guy Malandain (taux de la contribution fixé par la loi de finances) (p. 7639) ; contre l'amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Schénardi (adoption du principe de la préférence nationale pour l'affectation du 1 %) (p. 7640) ; contre l'amendement n° 50 de M. Jean-Paul Virapoullé (tendant à rendre obligatoire l'affectation du 1/9e de la contribution des employeurs au logement de la population étrangère) ; contre l'amendement n° 51 de M. Jean-Paul Virapoullé (tendant à faire bénéficier aux Français les plus défavorisés d'une partie du 1/9e de la contribution aux employeurs au logement de la population étrangère) (p. 7642) ; contre les amendements identiques n° 1 de la commission et n° 42 de M. Guy Malandain (tendant à mettre un terme à l'exclusion de fait des salariés de P.M.E. au bénéfice du 1 % logement par la création d'un fonds de péréquation) (p. 7643).

Après l'article 1er : contre l'amendement n° 66 de M. Paul Chomat (tendant à maintenir le bénéfice de l'aide personnalisée au logement en cas de renégociation des prêts) (p. 7644) ; contre l'amendement n° 94 de M. Paul Chomat (démocratisation des conseils d'administration des sociétés H.L.M.) (p. 7645) ; son amendement n° 105 (tendant à garantir le statut locatif de l'immeuble financé par le 1 % et les droits du réservataire sans recourir à une procédure judiciaire) (p. 7646).

Article 2 *(agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction) :* contre l'amendement n° 23 de M. Paul Chomat (de suppression) ; *article 313-7 du code de la construction et de l'habitation (missions et pouvoirs de l'agence nationale) :* pour l'amendement n° 2 de la commission (tendant à affirmer plus clairement la nature juridique de l'agence nationale et ses missions) (p. 7690) ; contre le sous-amendement n° 39 de M. Michel Gonelle à l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la mission de coordination de l'agence nationale) (p. 7690) ; *après l'article L. 313-7 :* pour l'amendement n° 3 de la commission (soumission des C.I.L. aux dispositions des articles 27, 28 et 29 de la loi du 1er mars 1984 relatives à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises) (p. 7691) ; *article L. 313-8 (emploi des fonds prioritaires) :* contre les amendements identiques n° 4 de la commission et n° 45 de M. Guy Malandain (tendant à atténuer le caractère centralisé du dispositif en créant des comités départementaux chargés de transmettre des propositions sur l'emploi des fonds) (p. 7692) ; *article L. 313-9 (fonds de garantie) :* pour l'amendement n° 7 (taux prélevé pour le fonds de garantie fixé par le conseil d'administration de l'agence) (p. 7692) ; *article L. 313-10 (composition du conseil d'administration de l'agence nationale) :* contre l'amendement n° 24 rectifié de M. Paul Chomat (représentation majoritaire des salariés dans le conseil d'administration de l'agence) ; contre l'amendement n° 103 de M. René Beaumont (représentation majoritaire des employeurs au sein du conseil d'administration de l'agence) (p. 7693) ; contre le sous-amendement n° 106 de M. Guy Malandain à l'amendement n° 103 de M. René Beaumont (représentation des collectivités locales) (p. 7693) ; *article L. 313-11 (financement du fonctionnement de l'agence nationale) :* pour l'amendement n° 8 de la commission (taux du prélèvement servant à financer le fonctionnement de l'agence fixé par le conseil d'administration de cette même agence) (p. 7694) ; *article L. 313-12 (sanctions applicables aux C.I.L.) :* contre l'amendement n° 48 de M. Guy Malandain (pouvoirs du ministre pour le retrait de l'agrément accordé aux C.I.L.) (p. 7695).

Après l'article 2 : son amendement n° 32 (conservation du dispositif juridique actuel pendant la période transitoire) : adopté ; contre l'amendement n° 49 de M. Guy Malandain (pouvoir du comité d'entreprise quant à la désignation de son représentant à l'assemblée générale de l'organisme collecteur) (p. 7696).

Après les explications de vote :

Etrangers (aides au logement des —) (p. 7699).
Un pour cent logement (emploi et affectation du —) (p. 7699).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [22 décembre 1987] :

Entreprises (taux de participation des — à l'effort de construction) (p. 8061).
Un pour cent logement (bilan et enjeux) (p. 8061).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant, en ce qui concerne la prise de possession des immeubles nécessaires à l'organisation ou au déroulement des XVI^e jeux Olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie, l'application de la procédure d'extrême urgence et la réquisition temporaire (n° 1011).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 décembre 1987] :

Planification des travaux nécessaires au déroulement des jeux Olympiques d'Albertville (p. 7554).
Procédure d'extrême urgence (extention de la — prévue au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique) (p. 7554).
Protection des droits des individus (p. 7554).
Réquisitions temporaires (p. 7554).
Travaux nécessitant le recours à la procédure d'extrême urgence (p. 7554).

Discussion des articles [26 décembre 1987] :

Article 1^er *(application de la procédure d'extrême urgence pour l'acquisition des immeubles nécessaires à l'organisation et au déroulement des XVI^e jeux Olympiques d'hiver)* demande le retrait des amendements n° 3 de M. Michel Barnier (cantons concernés par les dispositions exceptionnelles) et n° 1 de M. Louis Besson (même objet) (p. 7556).

Article 2 *(relogement préalable des occupants) :* demande le retrait de l'amendement n° 2 de M. Louis Besson (de précision) (p. 7557).

Seconde délibération [16 décembre 1987] :

Article 2 *(relogement préalable des occupants) :* son amendement n° 1 (rédaction dans les termes du Sénat) : adopté (p. 7559).

MELLICK (Jacques)

Député du Pas-de-Calais
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Examen du fascicule* [4 et 6 novembre 1987] :

Voies navigables (p. 5498, 5499).

MENGA (Joseph)

Député de la Seine-Maritime
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 228**, posée le 19 mai 1987 : **voirie (ponts : Seine-Maritime)** (p. 1352) ; appelée le 22 mai 1987, remplacé par M. Jean Laurain : **projet du pont de Normandie** (p. 1513).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, avant la discussion des articles [5 mai 1987] :

Education surveillée (p. 871).
Mineurs de moins de 16 ans (incarcération des —) (p. 871).
Politique pénale (rôle de la prévention, des peines de prison et des actions de réinsertion) (p. 870, 871, 872).
Prisons « privées » ou habilitées en France (abandon progressif du projet de —) (p. 870).
Programme de construction de prisons (lancement d'un — de 15 000 places) (p. 870).
Récidive (lutte contre la — et réinsertion des détenus) (p. 871).

— Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Allard tendant à faciliter la réalisation d'un nouveau franchissement de l'estuaire de la Seine (n° 794).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [16 juin 1987] :

Fonds de réserve (affectation du — du pont de Tancarville à la construction du nouvel ouvrage) (p. 2412).
Péages (perception de —) (p. 2412, 2413).
Pont de Tancarville (p. 2412).

Discussion de l'article unique :

Article unique *(affectation d'une partie du produit des péages au financement de la construction d'un nouveau franchissement de la Seine) :* son amendement n° 1 (information des usagers) : rejeté (p. 2418).

Après l'article unique : son amendement n° 4 (fixation par décret du montant du produit des péages du pont de Tancarville transféré à la construction du nouveau pont) : rejeté ; son amendement n° 6 (modification de la composition de la commission permanente d'enquête) (p. 2419) ; rejeté (p. 2420).

Explications de vote :

Fonds de réserve (affectation du — du pont de Tancarville à la construction du nouvel ouvrage) (p. 2421).
Pont de Normandie ou d'Honfleur (construction et financement du —) (p. 2421).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 2421).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Questions* [20 octobre 1987] :

Chantiers de jeunes (p. 4535).
Education surveillée (directeur de l' —) (p. 4534).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, discussion des articles : [24 novembre 1987] :

Titre I^er : *des compétences de l'Etat, du territoire, des régions, des communes et de l'Assemblée coutumière.*

Article 7 *(compétences des régions) :* soutient l'amendement n° 121 de M. Robert Le Foll (conseil de région pouvant conclure avec l'Etat des contrats de programme et des conventions) : adopté (p. 6361).

Article 9 *(attribution de l'Assemblée coutumière) :* soutient l'amendement n° 123 de M. Robert Le Foll (conseil consultatif coutumier exerçant une mission de conciliation dans les conflits dont il peut être saisi entre citoyens de statut civil particulier dans les matières régies par ce statut) : rejeté (p. 6364).

Titre III : *des institutions de la région.*

Chapitre I^er : *le conseil de région.*

Article 90 *(composition des conseils de région) :* soutient l'amendement n° 126 de M. Robert Le Foll (régions de la Nouvelle-Calédonie et dépendances créées par la loi du 23 août 1985 constituant des collectivités territoriales s'administrant librement) (p. 6409) ; rejeté (p. 6410).

Chapitre IV : *les ressources et le budget de la région.*
Article 116 *(la commission territoriale des transferts de charges)* : soutient l'amendement n° 129 de M. Robert Le Foll (composition de la commission) (p. 6416) ; rejeté (p. 6417).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 décembre 1987] :

Placement en détention provisoire :
— mineurs (situation des —) (p. 7050, 7051, 7052).

Discussion des articles [10 décembre 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 47 (détention provisoire des mineurs) (p. 7076) ; réservé (p. 7077).
Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*
Article 2 *(institution et composition de la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire)* : son amendement n° 47 précédemment réservé (p. 7081) ; ses observations sur l'amendement n° 2 de la commission (mineurs de moins de 13 ans ne pouvant être placés en détention provisoire) (p. 7082, 7083) ; amendement n° 47 : rejeté au scrutin public (p. 7084).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Henri Cuq et Albert Mamy tendant à modifier le code de procédure pénale et relative à l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux enquêteurs et aux personnels en tenue de la police nationale (n° 1072).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [14 décembre 1987] :

Origine socialiste des mesures d'extension de la qualification d'agent de police judiciaire (p. 7333).
Personnel en tenue de la police nationale (conditions d'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire au —) (p. 7333).
Police judiciaire (dispositions de la loi du 18 novembre 1985 sur la — et nature législative du texte permettant sa mise en œuvre) (p. 7332, 7333).

Discussion de l'article unique [14 décembre 1987] :

Article unique *(différentes catégories de personnels susceptibles de bénéficier de la qualité d'agent de police judiciaire)* : son amendement n° 1 (suppression du délai de deux ans d'ancienneté imposé à certains agents) ; élaboration avant mars 1986 du décret d'application de la loi du 18 novembre 1985 ; accumulation de retards néfaste au traitement des affaires ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 2 (formation des gardiens de la paix et des enquêteurs non titulaires de brevet technique) (p. 7336) ; inscription dans la loi du contenu de la formation et des modalités de contrôle des connaissances ; rejeté au scrutin public (p. 7337).

Explication de vote :
Prise en compte de l'intérêt des policiers (p. 7337).

MERCIECA (Paul)

Député du Val-de-Marne
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 1483).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur la **dénationalisation des entreprises et des banques** appartenant au secteur public effectuée depuis le 6 août 1986 **(n° 855)** [17 juin 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation des étudiants en médecine : médecine générale [3 juin 1987] (p. 1874).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 avril 1987] :

Epargne des ménages (propositions du parti communiste français) (p. 408).
Financiarisation de l'économie (p. 407).
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— capitalisation (retraite par —) (p. 407) ;
— répartition (retraite par —) (p. 407) ;
— sécurité des épargnants (p. 407).

Discussion des articles [16 et 21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *plan d'épargne en vue de la retraite.*
Article 1er *(ouverture des P.E.R. à compter du 1er juin 1987 ; catégories d'organismes pouvant les proposer)* : son opposition au plan d'épargne retraite ; propositions du parti communiste : livret d'épargne automobile et livret d'épargne projet (p. 424).
Chapitre VI : *organisation des marchés à terme d'instruments financiers.*
Article 26 *(organisation du marché à terme d'instruments financiers)* financiarisation de l'économie ; rôle néfaste du marché financier (p. 512).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [2 juin 1987] (p. 1784) :

Caisses d'épargne et caisse nationale de prévoyance (réforme des — et de la —) (p. 1788).
Plan d'épargne retraite (p. 1787, 1788).

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles [14 mai 1987] [18 mai 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 244 (abrogation de l'article 414 du code pénal ; droit de grève) (p. 1130) : rejeté au scrutin public (p. 1131).
Article 5 *(instauration conventionnelle de cycles de travail)* : son amendement n° 291 (régime des heures supplémentaires effectuées au-delà du contingent déterminé en application de l'article L. 212-6 du code du travail) (p. 1287) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1288).

— Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984 (n° 160) et projet de loi portant règlement définitif du budget de 1985 (n° 568).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [17 juin 1987] :

Déficit budgétaire (niveau, financement et justification du —) (p. 2531).
Dette publique (p. 2531).
Parti communiste (position et propositions du — sur les budgets pour 1984 et 1985) (p. 2530, 2531).
Vote du groupe communiste (abstention sur le projet portant règlement du budget de 1984 et hostilité sur celui portant règlement du budget de 1985) (p. 2532).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Article 1er *(prélèvement social exceptionnel sur certains revenus de 1986)* : son amendement n° 4 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (tendant à assurer la pérénité d'un prélèvement sur les revenus du capital) : rejeté ; son amendement n° 5 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (même objet) : rejeté (p. 2965).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*
Article 5 *(pouvoirs du représentant de l'Etat au sein de la zone de défense)* : soutient l'amendement n° 140 de

Mme Colette Gœuriot (tendant à associer le plus étroitement possible les collectivités territoriales à l'ensemble des opérations de préparation du dispositif) : rejeté (p. 3799) ; soutient l'amendement n° 141 de Mme Colette Gœuriot (formation des personnels relevant de la compétence des collectivités) : rejeté.

Article 7 *(pouvoirs des représentants de l'Etat dans le département) :* soutient l'amendement n° 142 de Mme Colette Gœuriot (tendant à conserver une coordination entre le représentant de l'Etat et les collectivités concernées) : rejeté (p. 3800).

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre Ier : *information.*

Article 15 *(information du public) :* ses observations (p. 3814, 3815).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [14 et 15 octobre 1987] :

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement) :* son amendement n° 50 (impôt sur le revenu de contribuables ayant une baisse importante de leurs revenus acquittés sur la base des nouveaux revenus. — suppression d'aides accordées aux entreprises sans condition de création d'emplois ou d'investissements productifs — abrogation du mécanisme de report en arrière — taux de l'impôt sur les sociétés porté à 50 %) (p. 4318) ; rejeté au scrutin public (p. 4319).

Après l'article 4 : son amendement n° 54 (assujettissement à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu des plus-values mobilières lorsque le montant des cessions excède 50 000 francs par an) (p. 4325) ; rejeté au scrutin public (p. 4326).

Après l'article 9 : son amendement n° 62 (institution de taxes à l'importation des produits de l'imprimerie et de l'édition de manuels scolaires) : rejeté (p. 4389).

Après l'article 11 : son amendement n° 125 (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile) (p. 4402) ; rejeté (p. 4403).

Après l'article 15 : son amendement n° 69 soutenu par M. Roger Combrisson (contribution exceptionnelle de 5 % sur le montant des provisions pour fluctuation des cours figurant au bilan des entreprises de raffinage) : rejeté (p. 4426).

Deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

Saisies-expulsions (accroissement des —) (p. 5386, 5387).

Défense. — *Vote des crédits* [10 novembre 1987] :

Article 35 *(dépenses en capital des services militaires ; mesures nouvelles).*

Titre V : soutient l'amendement n° 319 de M. Michel Peyret (essais nucléaires de Mururoa) ; bombe à neutrons (p. 5705, 5706) ; rejeté au scrutin public (p. 5707).

Economie, finances et privatisation, services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :

Commerce extérieur :

— politique de la consommation et de la concurrence (p. 5759, 5760).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987].

Article 53 *(fiscalité de groupe) :* son opposition ; processus de récession à la suite de la crise boursière (p. 5832).

Après l'article 55 : soutient l'amendement n° 255 rectifié de M. Paul Chomat (suppression de la provision pour fluctuation des cours) (p. 5845) ; déclaré irrecevable (p. 5846).

Article 59 *(fiscalité régionale) :* son amendement n° 224 (possibilité pour les conseils régionaux d'obtenir 50 % du produit de la taxe d'habitation par une contribution progressive assise sur les revenus) (p. 5883) ; rejeté (p. 5884).

Article 63 *(suppression du bon de remis) :* son approbation (p. 5920).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [17 décembre 1987] :

Banque de France (conflit social à la —) (p. 7670).
Monnaie européenne (p. 7670).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les bourses de valeurs (n° 1002).

Première lecture, avant la discussion des articles [30 novembre 1987] :

Abandons de souveraineté (p. 6539, 6540).
Actionnaires (protection des —) (p. 6540).
Concurrence financière internationale (p. 6539).
Délits boursiers (p. 6540).
Marché financier de Paris (situation et évolution du —) (p. 6540).
Sociétés de bourse (p. 6539).

Discussion des articles (p. 6545, 6558) :

Article 10 *(compétence du Gouvernement en cas de carence du conseil des bourses de valeurs) :* crise boursière ; nécessité de créer un puissant fonds de garantie (p. 6563).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 décembre 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 6836, 6837, 6838) ; rejetée au scrutin public (p. 6839).
Conjoncture économique (p. 6837).
Crise financière et boursière (p. 6836, 6837).
Dépenses militaires (p. 6838).
Dette publique :
— gestion de la — (notamment de l'emprunt « Gisard » 7 % 1973) (p. 6838).
ECU (rôle et statut de l' —) (p. 6837).
Politique économique (orientation de la —) (p. 6838).

Discussion des articles [8 décembre 1987] :

Article 5 et état C annexé *(dépenses en capital des services civils : ouverture) :* soutient l'amendement n° 16 corrigé de M. Roger Combrisson (suppression des crédits inscrits pour le transfert de Paris à Toulouse des services de la météorologie nationale et inscrits au ministère de l'équipement et du logement) : rejeté (p. 6888).

Article 12 *(mesures fiscales pour favoriser l'offre foncière) :* soutient l'amendement n° 17 de M. Roger Combrisson (de suppression) (p. 6913) ; emploi productif dans les centres urbains ; rejeté (p. 6914).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 8 *(engagement des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif) :* soutient l'amendement n° 203 de M. Daniel Le Meur (de suppression) : rejeté (p. 7446).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).

Première lecture, discussion des articles : [17 décembre 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 56 de M. Paul Chomat (logements réservés au titre du 1 % ne pouvant être vendus que dans les conditions légales régissant la vente des logements H.L.M.) : rejeté ; soutient l'amendement n° 13 de M. Paul Chomat (implication financière obligatoire des organismes réservataires) : rejeté (p. 7629) ; ses observations sur l'amendement n° 14 de M. Paul Chomat (modification de l'attribution des logements sociaux) (p. 7630) ; soutient l'amendement n° 17 de M. Paul Chomat (tendant à réserver en priorité les logements attribués au titre du 1 % aux demandeurs qui résident dans les communes où sont implantés ces logements) : rejeté ; soutient l'amendement n° 19 de M. Paul Chomat (modification de l'appellation de la contribution du 1 %) (p. 7633) ; rejeté (p. 7634).

Après l'article 1er : soutient l'amendement n° 66 de M. Paul Chomat (tendant à maintenir le bénéfice de l'aide personnalisée au logement en cas de renégociation des prêts) : rejeté (p. 7644) ; soutient l'amendement n° 64 de M. Paul Chomat (diminution du taux d'intérêt des prêts aidés à l'accession à la propriété contractés avant le 1er janvier 1986) : rejeté (p. 7645) ; soutient l'amendement n° 65 de M. Paul Chomat (diminution du taux d'intérêt des prêts aidés à l'accession à la propriété contractés avant le 1er janvier 1986) : rejeté (p. 7646).

— **Proposition de loi relative à la fraude informatique (n° 352).**

Deuxième lecture, avant la discussion de l'article unique [21 décembre 1987] :

Grève (droit de —) (p. 8024).
Incriminations pénales (p. 8023).
Piratage informatique (p. 8023).

Discussion de l'article unique [21 décembre 1987] :

Article unique *(créant dans le code pénal un chapitre intitulé : « de certaines infractions en manière de systèmes de traitements automatisés de données »)* : soutient l'amendement n° 10 de M. François Asensi (supprimant la notion de maintien frauduleux dans un système dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 462-2 du code pénal) : rejeté (p. 8025).

Après l'article unique : soutient l'amendement n° 11 de M. François Asensi (excluant l'exercice du droit de grève du champ d'application de l'article unique) : rejeté (p. 8027).

MERMAZ (Louis)

Député de l'Isère
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'être représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 14 novembre 1987] (p. 13298).

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [*J.O* du 21 janvier 1988] (p. 1027).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O* du 21 janvier 1988] (p. 1027).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Sûreté à la centrale de Crays-Malville et dans les installations nucléaires** : ses observations sur les propos de M. Philippe Séguin en réponse à la question au Gouvernement de M. Derosier le même jour [15 avril 1987] (p. 355) ; défaut d'information en matière de sécurité nucléaire ; proposition socialiste de la création d'une Haute autorité de la sécurité nucléaire (p. 356) ;

— **Financement des partis politiques et des campagnes électorales** : déclaration de M. le Président de la République [18 novembre 1987] (p. 6013) ; nécessité d'adopter une proposition ou un projet de loi sur le financement des partis politiques avant les élections présidentielles (p. 6014) ;

— **Expulsion des réfugiés iraniens** : mise à l'écart des autorités judiciaires ; expulsion de personnes disposant du statut de réfugié politique [16 décembre 1987] (p. 7540).

MESMIN (Georges)

Député de Paris
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Juge titulaire, de la Haute cour de justice [15 avril 1987] (p. 370).

Prestation de serment le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).**

Première lecture, discussion des articles [6 mai 1987] :

Article 19 *(adaptations terminologiques et modernisation du code de procédure pénale)* : son amendement n° 48 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (travail, formation professionnelle et séances éducatives, sportives ou de loisirs à l'intention des détenus) : rejeté (p. 932).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule,* [5 novembre 1987] :

Cambodge et Vietnam (relations de la France avec les —) (p. 5463).
Droits de l'Homme (évolution des — et des libertés dans le monde) (p. 5463).
Emission de Radio France Internationale et de TV 5 à l'étranger (p. 5463).

Défense. — *Examen du fascicule* [10 novembre 1987] :

Budget de la défense (niveau du —) :
— proportion du P.I.B consacré à la défense (p. 5679).
Défense européenne (et coopération militaire franco-allemande) (p. 5679).
Désarmement :
— forces nucléaires intermédiaires (accord Etats-Unis/U.R.S.S. sur l'option « double zéro ») (p. 5678).

MESSMER (Pierre)

Député de la Moselle
R.P.R.
Président du groupe R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

Président de ce groupe [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de résolution portant mise en accusation de **M. Christian Nucci**, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, **devant la Haute cour de justice (n° 798)** [13 juin 1987].

Proposition de loi tendant à compléter le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre afin de donner vocation à la **qualité de combattant** et à attribuer la **carte du combattant** aux **militaires** ayant participé à des **opérations de guerre** ou de **maintien de l'ordre** menées par la France sur les **théâtres d'opérations extérieures (n° 1118)** [9 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Préretraités anciens militaires** : récente adoption par le Parlement de la non inscription dans les conventions collectives de dispositions allant à l'encontre des droits des personnels militaires recevant déjà une retraite ; demande la suppression de la disposition consistant à réduire de moitié la retraite des anciens militaires placés dans la situation de préretraite [17 juin 1987] (p. 2517) ;

— **Crise boursière** : demande si la politique de libération des marchés financiers est remise en cause [21 octobre 1987] (p. 4596).

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution, ainsi que le débat et le vote sur cette déclaration (n° 627).

Discussion [7 avril 1987] :

Code de la nationalité (p. 39).
Cohabitation (motif et bilan de la —) (p. 38).
Flexibilité du travail (p. 38).
Grèves dans le secteur public (E.D.F. — S.N.C.F.) (p. 39).
Natalité et politique familiale (p. 40).
Privatisations (bilan des —) (p. 38).
Protection sociale (avenir du système de —) (p. 38).
Recherche (politique de la —) (p. 39).
Tchad (politique française au —) (p. 39).
Terrorisme (lutte contre le —) (p. 38).

— Conclusions du rapport de la commission élue spécialement pour l'examen de la proposition de résolution présentée par M. Pierre Messmer et deux cent cinquante-cinq membres de l'Assemblée, portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute Cour de justice (n° 798).

Inscription à l'ordre du jour complémentaire.

Explications de vote [2 octobre 1987] :

Nucci (mise en accusation de M. —) (p. 3920).
Vote favorable du groupe R.P.R. (p. 3920).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier de la Constitution, ainsi que débat et vote sur cette déclaration (n° 1105).

Discussion [3 décembre 1987] :

Chômage (évolution du —) (p. 6735).
Désarmement (suite de l'accord américano-soviétique sur le —) (p. 6736).
Economie française (redressement de l' —) (p. 6735).
Engagement de la responsabilité du Gouvernement (signification de l' —) (p. 6734, 6735).
Europe (construction européenne) (p. 6735).
Fiscalité européenne (harmonisation de la —) (p. 6735).
Inflation (maîtrise de l' —) (p. 6735).
Insécurité et terrorisme (lutte contre l' —) (p. 6735).
Libéralisme économique (retour au —) (p. 6735).
Majorité parlementaire (union de la —) (p. 6735).
Marchés monétaires et financiers (action de la France dans la concertation internationale et conduite de la politique intérieure) (p. 6735).
Nouvelle-Calédonie (p. 6736).
Otages français détenus au Liban (libération d'— et relations de la France avec le Moyen-Orient) (p. 6735).
Sécurité sociale (sauvegarde des différentes branches de la —) (p. 6735).

MESTRE (Philippe

Député de la Vendée
U.D.F.
Vice-Président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 3).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission de la télématique [*J.O.* du 11 avril 1987] (p. 4177).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— **Demande** au ministre de bien vouloir conclure [29 avril 1987] (p. 785).

— **Annonce** à M. Pierre Joxe qu'il pourra prendre la parole après le scrutin [23 juin 1987] (p. 3083).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : conseille à celui-ci de ne pas lui donner de conseils [23 juin 1987] (p. 3084).

— **Répond au rappel au règlement** de M. François Loncle : précise à ce dernier qu'il ne respecte pas la procédure des rappels au règlement [7 juillet 1987] (p. 3713, 3714).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Marie Le Pen : effet de l'annonce d'un scrutin interrompant le débat et ayant motivé son refus de donner précédemment la parole à M. Jean-Marie Le Pen pour un rappel au règlement [9 octobre 1987] (p. 4103).

— **Précise** que le bureau de séance constate que le quorum n'est pas atteint [9 octobre 1987] (p. 4106).

— **Répond au rappel au règlement** de Mme Catherine Trautmann : réserve portant sur les seuls votes des amendements et des articles et non sur leur discussion [9 octobre 1987] (p. 4124).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Jean-Jack Queyranne : possibilité de déposer des amendements [30 octobre 1987] (p. 5119, 5120).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Bernard Deschamps lors des explications de vote sur la déclaration de politique générale du Gouvernement : procédure de rappel à l'ordre relevant de l'initiative du président de séance [3 décembre 1987] (p. 6754).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Pierre Descaves lors de la discussion du projet de loi relatif à la transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme [12 décembre 1987] (p. 7278).

— **Répond aux rappels au règlement** de MM. Jacques de M.Guyard et Robert Montdargent qu'aucune disposition dans le règlement interdit au président de séance de participer au vote, qu'il s'agisse des votes à main levée ou au scrutin public [17 décembre 1987] (p. 7634).

METAIS (Pierre)

Député de la Vendée
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 16 octobre 1987] (p. 12035).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :
Quotas laitiers (p. 4754).

Vote des crédits :

Agriculture :
Etat B, titre III : soutient l'amendement n° 131 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) : rejeté (p. 4778).

METZINGER (Charles)

Député de la Moselle
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681) [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 298**, posée le 17 novembre 1987 : **politique économique (généralités Lorraine)** (p. 6007) ; appelée le 20 novembre 1987 : remplacée par M. Jean Laurain : **bassin d'emploi de la Lorraine** (p. 6144).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le titre I^er^ du livre I^er^ du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1^er^ et 2 juillet 1987] :

Alsace-Lorraine (p. 3516).

Apprentissage :

— contrat d' — (p. 3515) ;

— lien ou concurrence avec le système éducatif (p. 3515).

Entreprises (p. 3515).

Régions (rôle des —) (p. 3515).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education Nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Questions* [28 octobre 1987] :

Chargés d'enseignement physique et sportif (situation des —) (p. 5006).

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule* [6 novembre 1987] :

Rappel au règlement : nécessité que le Gouvernement dépose un amendement pour que soient pris en compte les excédents de la redevance (p. 5531).

Questions [6 novembre 1987] :

Paysage audiovisuel français (situation du —) (p. 5567).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).

Première lecture, discussion des articles [16 décembre 1987] :

Chapitre I^er^ : *des enseignements artistiques dispensés dans les établissements scolaires et les établissements d'enseignement supérieur.*

Article 3 *bis* *(sanctions des enseignements artistiques) :* son amendement n° 38 soutenu par M. Didier Chouat (enseignements artistiques devant être organisés comme l'ensemble des autres disciplines) : rejeté (p. 7598).

MEXANDEAU (Louis)

Député du Calvados
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission de la télématique [*J.O.* du 11 avril 1987] (p. 4177).

Membre de la commission spéciale constituée pour l'examen de la proposition de résolution (n° 798) présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice [*J.O.* du 10 juin 1987] (p. 6240).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 12 juin 1987] (p. 6323).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Crime raciste à Caen :** campagnes de discrimination et d'exclusion ; thèse xénophobes du Front national ; projet de code de la nationalité française [10 juin 1987] (p. 2176) ;

— **Expulsion d'opposants iraniens** [9 décembre 1987] (p. 7009, 7010) ;

orales sans débat :

— **n° 328**, posée le 8 décembre 1987 : **politique extérieure (Iran)** [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelée le 11 décembre 1987 : **expulsion d'Iraniens :** concession faite aux autorités iraniennes ; expulsion, sans observation des garanties nécessaires, de réfugiés politiques, en violation des droits de l'Homme ; protestation des démocrates (p. 7151, 7152).

INTERVENTIONS

Son fait personnel : regrette sa mise en cause par le Premier ministre lors de la discussion du projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 586) ; utilisation de l'article 49-3 de la Constitution [20 mai 1987] (p. 1388).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 mai 1987] :

Ministère des P.T.T. (Emploi de handicapés aux —) (p. 1313, 1314).

Discussion des articles [19 mai 1987] :

Article 1^er^ *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-1 du code du travail* (définition de l'obligation d'emploi) : contre l'amendement n° 151 de M. Gilbert Gantier (proportion de l'effectif des entreprises devant être recruté parmi les handicapés) ; intégration de travailleurs handicapés dans le service des postes et télécommunications (p. 1335) ; pour l'amendement n° 26 de M. Didier Chouat (possibilité d'augmenter le quota de salariés handicapés par voie réglementaire en fonction des secteurs d'activité et de la nature des emplois concernés) (p. 1336, 1337).

Son rappel au règlement : absence du ministre de l'éducation nationale et du secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle lors de la discussion du projet de loi sur l'apprentissage [1^er^ juillet 1987] (p. 3472).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre V : *prévention des risques technologiques.*

Avant l'article 30 : ses observations sur l'amendement n° 139 de Mme Colette Gœuriot (autorisation de transport de certaines matières particulièrement dangereuses) (p. 3858).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

Conversion industrielle (et pôles de conversion) (p. 4804, 4805).

Energie (et rôle de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie — A.F.M.E.) (p. 4805).

Normandie (situation de la —) (p. 4804, 4805).

Rappel au règlement : absentéisme des députés de la majorité (p. 4797).

Renault-Véhicules industriels à Blainville-sur-Orne (p. 4804, 4805).

Sidérurgie (p. 4804).
Société métallurgique de Normandie (S.M.N.) (p. 4804).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :
Câble (p. 4836).
Déréglementation des télécommunications (p. 4833, 4836).
Effectifs de la poste (et problème des bureaux de poste ruraux) (p. 4835, 4852).
Investissements des P. et T. (recul des) (p. 4835, 4836).
Modernisation des P. et T. (p. 4835).
Politique industrielle des P. et T. (p. 4836).
Prelèvement de l'Etat sur le budget annexe des P. et T. (p. 4836).
Radio-messagerie et radio-téléphonie (p. 4836).
Rappel au règlement (absentéisme des députés de la majorité) (p. 4834).
Services financiers de la poste (p. 4836).
Statut des P. et T. (p. 4835).

Examen des crédits [26 octobre 1987] :

Après l'article 61 : ses observations sur l'amendement n° 156 de M. François d'Aubert (instituant à compter du 1er janvier 1989 une taxe de 33 % sur les sommes payées par les fournisseurs de services diffusés par le 36 15 lorsque ces services ont un caractère pornographique et font l'objet de publicité par affichage ou tout moyen audiovisuel) ; succès du plan télématique lancé en juillet 1981 (p. 4862).

MICAUX (Pierre)

Député de l'Aube
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie (n° 781) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7524).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (départements et territoires d'outre-mer) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038) [*J.O.* du 3 décembre 1987] (p. 14092).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instaurer **le financement public et la transparence financière des partis et groupements politiques**, la transparence des dépenses électorales et de toute campagne politique **(n° 765)** [19 mai 1987].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)**. Tome III : **départements et territoires d'outre-mer (n° 965)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Autorisations d'ouverture de grandes surfaces, notamment en milieu rural : loi Royer [10 juin 1987] (p. 2184) ;

— Plan d'orientation des services [9 décembre 1987] (p. 7004).

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission des lois sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Inscription à l'ordre du jour complémentaire.

Explications de vote [16 juin 1987] :
Ordre du jour (absence d'affichage et de notification aux présidents de groupe de l' —) (p. 2458).
Ordre du jour (textes examinés jusqu'à la fin de la session) (p. 2459).
Proposition socialiste sur le renégociation des prêts d'accession à la propriété (absence de mention de la — à l'ordre du jour complémentaire) (p. 2458).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert (n° 99).

Première lecture, discussion de l'article unique [7 juillet 1987] :

Avant l'article unique : son rappel au règlement : rappel de la convocation fréquente du Parlement en session extraordinaire entre 1981 et 1986 (p. 3747).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles. Rapporteur suppléant [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*
Article 1er *(définition de la sécurité civile ; plans d'organisation des secours ; urgence) :* son amendement n° 8 (clarification des dispositions du titre Ier du projet) : adopté ; son amendement n° 9 (de coordination) (p. 3777) ; adopté.
Avant l'article 2 : son amendement n° 10 (adoption d'un chapitre préparation et organisation des secours) : adopté.
Article 2 *(contenu des plans d'organisation des secours et des plans d'urgence) :* son amendement n° 11 (définition des plans O.R.S.E.C.) (p. 3778) : adopté (p. 3779).
Article 2 *bis* *(champ d'application des plans d'organisation des secours et des plans d'urgence) :* son amendement n° 12 rectifié (restructuration du texte) (p. 3780) : adopté (p. 3781).
Après l'article 2 *bis* *:* pour l'amendement n° 66 de la commission des lois (mesures incitant à l'adoption de plans particuliers d'intervention par exploitant) (p. 3781).
Article 3 *(autorité compétente pour diriger les opérations de secours) :* son amendement n° 14 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 15 (tendant à autoriser le Premier ministre à placer les opérations de secours, lorsqu'elles intéressent plusieurs départements, sous la direction d'un seul représentant de l'Etat) (p. 3786) ; devenu sans objet (p. 3787).
Article 4 *(pouvoirs du ministre chargé de la sécurité civile) :* son amendement n° 16 (tendant à préciser l'autorité établissant le plan O.R.S.E.C. national) : adopté.
Article 5 *(pouvoirs du représentant de l'Etat au sein de la zone de défense) :* son amendement n° 17 (tendant à préciser l'autorité établissant le plan O.R.S.E.C. zonal) : adopté (p. 3799).
Article 6 *(pouvoirs du représentant de l'Etat dans la région) :* son amendement n° 18 (assouplissement du découpage de la zone de défense) : adopté.
Article 7 *(pouvoirs des représentants de l'Etat dans le département) :* son amendement n° 19 (tendant à préciser le rôle du représentant de l'Etat dans le plan O.R.S.E.C. départemental) (p. 3800) ; adopté.
Article 8 *(plans particuliers d'intervention) :* son amendement n° 20 (de suppression) : adopté (p. 3801).
Article 9 *(réquisition des moyens privés de secours) :* son amendement n° 21 corrigé (rédactionnel) : adopté (p. 3802).
Article 11 *(financement des opérations de secours) :* son amendement n° 22 (tendant à préciser que le principe de remboursement ne s'applique qu'au surcoût des opérations de secours) : adopté (p. 3805) ; son amendement n° 23 (renforcement de la solidarité entre les collectivités locales) : adopté après modification par le sous-amendement n° 224 du Gouvernement ; son amendement n° 24 (rétablissement du principe de la solidarité interdépartementale) (p. 3806) ; adopté.

Après l'article 11 : son amendement n° 25 rectifié (rédaction de l'article 96 du code montagne ne faisant plus référence à l'article 101 de la loi du 2 mars 1982) (p. 3807) ; adopté.

Avant l'article 12 : son amendement n° 26 (création d'un chapitre II relatif aux services d'incendie et de secours) : adopté (p. 3808).

Article 14 *(abrogation de l'article 101 de la loi du 2 mars 1982)* : son amendement n° 27 (de suppression) (p. 3811) ; adopté (p. 3812).

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre Ier : *information.*

Article 15 *(information du public)* : son amendement n° 28 (tendant à rendre plus précis et plus opérationnel le droit à l'information) (p. 3816) ; rejeté ; son amendement n° 180 corrigé (droit à l'information des personnes morales) : rejeté ; son amendement n° 29 (suppression du dernier alinéa de l'article 15) (p. 3817) ; adopté.

Après l'article 15 : son amendement n° 30 (sanctions pénales à l'encontre des exploitants d'une installation soumise à un plan particulier d'intervention qui auraient omis d'informer le représentant de l'Etat) : adopté ; son amendement n° 31 (statut du conseil supérieur de la sécurité et de l'information nucléaire) (p. 3818) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 32 rectifié (amélioration de l'information du Parlement en matière nucléaire) (p. 3821) ; adopté (p. 3824).

Chapitre II : *maîtrise de l'urbanisme.*

Article 16 *bis* *(servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol autour de certaines installations classées)* : son amendement n° 33 (tendant à apporter certaines précisions quant aux installations voisines concernées par les servitudes d'utilité publique) : adopté ; son amendement n° 34 (modulation des prescriptions en fonction des risques encourus) : adopté (p. 3830) ; son amendement n° 35 (élargissement du critère servant à la délimitation des périmètres autour des sites dangereux) (p. 3837) ; adopté ; son amendement n° 36 (conditions dans lesquelles le conseil municipal est réputé avoir émis un avis favorable au projet définissant les servitudes et les périmètres) : satisfait ; son amendement n° 37 (de forme) : adopté (p. 3838).

Après l'article 16 *quinquies* : pour l'amendement n° 116 du Gouvernement (tendant à régulariser la situation des lotissements en cours au regard de la jurisprudence du Conseil d'Etat relative à la réforme de 1977) (p. 3839).

Chapitre III : *défense de la forêt contre l'incendie.*

Article 18 *(mise en valeur agricole ou pastorale)* : son amendement n° 38 (extension des dispositions aux zones de conversion) : adopté (p. 3846).

Article 19 *(financement du débroussaillement)* : ses observations (p. 3847).

Article 20 *(sanctions à l'encontre des personnes incendiaires involontaires de forêt)* : son amendement n° 39 (donnant pouvoir au tribunal d'ordonner la publication de la décision de condamnation) : adopté après modification par le sous-amendement n° 121 du Gouvernement (tendant à rendre alternative la compétence du tribunal) (p. 3850).

Article 23 *(interdiction de séjour)* : son amendement n° 40 (durcissement des peines) : rejeté.

Article 24 *(publication du jugement de condamnation de l'auteur d'un incendie volontaire)* : son amendement n° 41 (publication intégrale du jugement ou diffusion d'un message aux frais du condamné) (p. 3851) ; adopté après modification du sous-amendement n° 117 du Gouvernement (tendant à rendre alternative la compétence du tribunal) (p. 3852).

Chapitre IV : *prévention des risques naturels.*

Article 25 *(zones exposées à un risque sismique ou cyclonique)* : son amendement n° 42 (de coordination) (p. 3853) ; adopté.

Après l'article 25 : son amendement n° 220 à titre personnel (création de syndicats intercommunaux d'aménagement dans les zones exposées aux risques d'inondation) : retiré (p. 3855).

Article 29 *(pouvoirs de l'administration en cas de sécheresse grave)* : son amendement n° 43 (rédactionnel) : adopté (p. 3856).

Chapitre V : *prévention des risques technologiques.*

Avant l'article 30 : son amendement n° 44 (étude de danger prenant en compte la prévention des risques majeurs d'origine technologique) (p. 3860) ; adopté (p. 3861).

Article 33 *(prévention des risques entraînés par le transport de produits chimiques par canalisation)* : son amendement n° 45 (décret en Conseil d'Etat pour la détermination des canalisations à risque) : adopté ; son amendement n° 46 (renforcement de l'idée de prévention) : adopté (p. 3863).

Article 34 *(mesures de sécurité applicables aux canalisations d'hydrocarbures)* : son amendement n° 47 (harmonisation de la rédaction de l'article avec celle de l'article 6 de la loi du 29 juin 1965) : satisfait (p. 3864).

Article 35 *(constitution de garanties financières par les exploitants de certaines installations)* : son amendement n° 48 (limitation des cas imposant la constitution de garanties financières) (p. 3865) ; devenu sans objet (p. 3866).

Titre III : *aménagement du droit local de la chasse.*

Article 36 *(aménagement du droit local de la chasse)* : ses observations ; son amendement n° 50 (de suppression) (p. 3869) ; adopté au scrutin public.

Avant l'article 36 : son amendement n° 49 précédemment réservé (suppression du titre III) : adopté (p. 3870).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :

Communauté économique européenne (intégration des D.O.M.-T.O.M. dans la —) (p. 4570, 4571).

Convention de Lomé III (p. 4571).

Commerce et artisanat. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Apprentissage et formation professionnelle (p. 4637).

Contrats de Plan spécialisés pour le commerce et l'artisanat rural (p. 4637).

Opération programmée d'aménagement et de réhabilitation du commerce et de l'artisanat (O.P.A.R.C.A.) en Bretagne centrale (p. 4637).

Zones sensibles et rurales (soutien aux entreprises) (p. 4637).

Industrie. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

E.D.F.-G.D.F. (p. 4805, 4806).

Electrification (charges d' —) (p. 4805, 4806).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, discussion des articles [18 novembre 1987] :

Chapitre III : *dispositions fiscales.*

Après l'article 22 : ses réserves sur l'amendement n° 24 rectifié de M. André Fanton (prévoyant un abattement de 5 % par année à partir de la cinquième année d'exploitation pour les plus-values réalisées dans le cadre de la cession d'une activité agricole, artisanale, commerciale ou libérale) (p. 6052).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 décembre 1987] :

Barrages réservoirs de l'Aube (péréquation de la taxe professionnelle au profit des communes d'implantation) (p. 7373).

Communes rurales et de montagne (p. 7372).

Contrôle financier (rôle des chambres régionales des comptes et des trésoriers-payeurs-généraux pour les petites communes (p. 7373).

Coopération intercommunale :

— Syndicalisme optionnel (p. 7373).

— Fiscalité locale (imposition du foncier non bâti) (p. 7373).

— Procédure budgétaire des collectivités locales (p. 7372).

— Services publics industriels et commerciaux (contribution des communes) (p. 7373).

Discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Titre II : *dispositions relatives aux interventions économiques des collectivités locales.*

Article 8 *(engagement des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif)* : ses observations sur l'article 8 A qui lui donne entièrement satisfaction (p. 7446).

Titre IV : *dispositions relatives à la coopération intercommunale.*

Article 15 A *(syndicat intercommunal d'études et de programmation)* : soutient l'amendement n° 11 de M. Jean Rigaud (durée d'activité des S.I.E.P) (p. 7468) ; retiré (p. 7469).

Article 15 *(retrait d'une commune d'un syndicat en cas de modification de la réglementation)* : soutient l'amendement n° 13 de M. Jean Rigaud (de suppression) ; notion de modification de la réglementation et notion d'intérêt essentiel pour le retrait de communes de groupements (p. 7472) ; rejeté (p. 7473).

Article 16 *(retrait d'une commune d'un syndicat lorsque un de ses « intérêts essentiels » est compromis ; coopération inter-*

communale) : ses observations ; nécessité d'obtenir des garanties sur la pérennité des syndicats ; syndicat d'électrification (p. 7475) ; contre l'amendement n° 173 de M. Maurice Adevah-Pœuf (suppression de la possibilité de demander au comité syndical de modifier les dispositions statutaires mises en cause) ; pérennité des syndicats de communes ; évoque son sous-amendement n° 248 à l'amendement n° 87 de la commission (p. 7526) ; son sous-amendement n° 248 à l'amendement n° 87 de la commission (syndicat ayant pour objet la réalisation de réseaux ou de travaux dont la nature est fixée par décret en Conseil d'Etat) (p. 7528, 7529) ; adopté (p. 7530).

MICHAUX-CHEVRY (Lucette)

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargée de la francophonie

MICHEL (Claude)

Député de l'Eure
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

MICHEL (Henri)

Député de la Drôme
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

MICHEL (Jean-François)

Député de l'Ardèche
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Financement du plan emploi-jeunes** [3 juin 1987] (p. 1871).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).**

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Autorité administrative (répartition des pouvoirs avec le personnel médical) (p. 753).
Budget global et financement des hôpitaux (p. 753).
Commission médicale d'établissement (C.M.E.) (p. 753).
Politique hospitalière menée depuis 1986 (généralités) (p. 752, 753).

MICHEL (Jean-Pierre)

Député de la Haute-Saône
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Juge titulaire de la Haute cour de justice [15 avril 1987] (p. 370).

Prestation de serment le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614) [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890) [*J.O.* du 12 décembre 1987] (p. 14478).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 330**, posée le 8 décembre 1987 : **drogue (lutte et prévention : Franche-Comté)** [15 décembre 1987] (p. 7492) ; appelée le 11 décembre 1987 : **lutte contre la toxicomanie à Héricourt** : participation de l'Etat au financement de l'action entreprise par trois municipalités (p. 7165, 7166).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).**

Première lecture, avant la discussion des articles [5 mai 1987] :

Détenu (statut et conditions de vie du — et notamment, à l'étranger) (p. 872).
Détenus (expression des — face à l'administration pénitentiaire) (p. 872, 873).
Etablissements publics pénitentiaires (création des —) (p. 872).
Prisons « privées » ou habilitées en France (abandon progressif du projet de —) (p. 872).
Travail des détenus (p. 872).

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).**

Première lecture, discussion des articles [12 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*
Après l'article 48 : son amendement n° 201 (validation des nominations au premier grade des magistrats inscrits au tableau d'avancement intervenues par décrets antérieurs à l'entrée en vigueur de la présente loi) : retiré ;

— **Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, relative à la situation des magistrats nommés à des fonctions du premier grade (n° 835).**

Première lecture, discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Article unique *(validant les nominations de magistrats à des fonctions du premier grade ainsi que les actes accomplis par ces magistrats anterieurement à l'entrée en vigueur de la loi)* : son amendement n° 2 soutenu par M. Philippe Marchand (validation des installations de magistrats) : rejeté (p. 2400).

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 631), projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre les états membres des communautés européennes concernant l'application de la convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 632) et projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de certaines infractions commises à l'étranger (n° 633).**

Première lecture, avant la discussion de l'article unique : discussion commune [29 juin 1987] :

Basques espagnols (expulsions de —) (p. 3329).
Convention de Strasbourg de 1977 (égalité des obligations des cocontractants) (p. 3328).
Droit d'asile et droits de l'Homme (p. 3327, 3328).

Extradition :
— notion d'infraction politique (définition conventionnelle et jurisprudentielle) (p. 3327, 3328).
— refus d'extradition (obligation de poursuites en cas de — et rôle et compétence des juridictions françaises et du Parquet pour connaître des infractions commises à l'étranger) (p. 3328).
Police des étrangers (rôle de l'autorité administrative) (p. 3328, 3329).

— Projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 631).

Première lecture, explications de vote [29 juin 1987] :

Ministère public (rôles du —) (p. 3330).

— Projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617).

Comission mixte paritaire, avant la discussion des articles [9 juillet 1987] :

Exercice conjoint de l'autorité parentale (p. 3900).
Abstention du groupe socialiste (p. 3900).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Première lecture, avant la discussion des articles [6 octobre 1987] :

Conseillers d'Etat (statut et effectif) (p. 3942).
Cours administratives d'appel (compétences des —) (p. 3942).
Cours administratives d'appel (organisation des —) (p. 3943).
Juges administratifs (statut des —) (p. 3943).
Juridictions administratives (historique des réformes des —) (p. 3942).
Juridictions administratives (rattachement administratif des —) (p. 3944).
Ministère d'avocats (obligation du —) (p. 3943).
Procédures contentieuses (p. 3943, 3944).
Procédures préalables d'admission (p. 3943).

Discussion des articles :

Article 3 *(création d'un corps unique des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :* son amendement n° 36 soutenu par M. Michel Sapin (rattachement de la gestion des tribunaux administratifs et des nouvelles cours d'appel au secrétariat général du Conseil d'Etat) (p. 3963) ; rejeté au scrutin public (p. 3965).

Article 17 *(entrée en vigueur de la loi) :* son amendement n° 37 : devenu sans objet (p. 3972).

Deuxième lecture, discussion des articles [4 décembre 1987] :

Article 3 : son amendement n° 9 soutenu par M. Michel Sapin (gestion des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel relevant du secrétariat général du Conseil d'Etat) (p. 6813) ; adopté (p. 6814).

Article 4 *bis* : son amendement n° 10 soutenu par M. Michel Sapin (présidents des cours administratives d'appel ne pouvant recevoir contre leur consentement une nouvelle affectation) (p. 6815) ; adopté (p. 6816).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Chalandon (Albin) (sa mise en cause dans une affaire judiciaire) (p. 4516).
Détention provisoire (p. 4514).
Education surveillée (p. 4515).
Instruction (réforme de l' —) (p. 4514).
Magistrats (effectif des —) (p. 4514).
Magistrats (statut financier des —) (p. 4515).
Personnel pénitentiaire (p. 4515).
Programme des « 15 000 places » (loi du 22 juin 1987) (p. 4515).
Services pénitentiaires et services judiciaires (comparaison des crédits des —) (p. 4514).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 décembre 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 7015, 7016, 7017, 7019, 7020) ; rejetée au scrutin public (p. 7024).
Avis du Conseil d'Etat sur le projet (p. 7020).
Affaires judiciaires :
— affaire Chaumet (p. 7015, 7016) ;
— pressions exercées par le parquet sur les juges d'instruction (p. 7016) ;
Instruction, généralités :
— chambres d'accusation (composition) (p. 7019, 7020) ;
Placement en détention provisoire :
— chambres des garanties et principe constitutionnel de la séparation des juridictions d'instruction et de jugement (p. 7018) ;
— détention provisoire (nécessité de diminuer le nombre de —) (p. 7018) ;
— loi du 10 décembre 1985 (principales dispositions et abrogation de la —) (p. 7015, 7016, 7017) ;
— mise sous main de justice (p. 7018, 7019) ;
— placement en détention provisoire (transfert de la compétence des juges d'instruction aux chambres des garanties) (p. 7019) ;
— présomption d'innocence de l'inculpé (remise en cause de la —) (p. 7017).

Discussion des articles [10 et 11 décembre 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 46 soutenu par M. Philippe Marchand (entrée en vigueur de la loi dite Badinter du 10 décembre 1985, le 1er mars 1989) (p. 7073) ; rejeté au scrutin public ; **son rappel au règlement :** absentéisme des députés de la majorité (p. 7074).

Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 1er *(délivrance des mandats de justice) :* son amendement n° 48 soutenu par M. Gérard Welzer (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 49 soutenu par M. Gérard Welzer (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 50 soutenu par M. Philippe Marchand (chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire devant statuer sur l'heure sur la mise en détention) : rejeté ; son amendement n° 51 (mandat de dépôt délivré par la chambre devant être notifié à l'inculpé par le juge d'instruction) : rejeté (p. 7078).

Article 2 *(institution et composition de la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire) :* ses observations : système de collégialité retenu dans la loi Badinter (p. 7080) ; son amendement n° 52 (de suppression) : rejeté (p. 7081) ; **son rappel au règlement** : amendement n° 2 de la commission étant en contradiction flagrante avec le texte de l'ordonnance de 1945 relative à la mise en détention des mineurs (p. 7084) ; son amendement n° 53 soutenu par M. Philippe Marchand (nécessité de faire siéger au sein de la chambre des garanties le juge d'instruction chargé du dossier) : rejeté ; son amendement n° 54 : devenu sans objet ; son amendement n° 55 soutenu par M. Gérard Welzer (juge d'instruction saisi de l'affaire présentant personnellement ses observations à la chambre de garantie des libertés individuelles) (p. 7085) ; rejeté ; son amendement n° 56 soutenu par M. Philippe Marchand (magistrat ne pouvant participer au jugement d'une affaire pénale dont il a connu certains éléments en qualité de membre de la chambre de garantie des libertés individuelles) (p. 7086) ; rejeté (p. 7088) ; son amendement n° 57 soutenu par M. Gérard Welzer (désignation des membres de la chambre de garantie des libertés individuelles) (p. 7105) ; rejeté au scrutin public (p. 7107).

Article 3 *(dispositions relatives au contrôle judiciaire) :* son amendement n° 58 soutenu par M. Gérard Welzer (de suppression) : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 59 soutenu par M. Alain Chénard (chambre de garantie des libertés individuelles ne pouvant décider le contrôle judiciaire qu'après les observations du juge d'instruction chargé de l'affaire, l'inculpé ou son conseil ayant été entendu) (p. 7108) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 60 soutenu par M. François Loncle (juge d'instruction chargé de l'affaire étant préalablement entendu en ses observations) : rejeté ; son amendement n° 61 soutenu par M. Philippe Marchand (juge d'instruction chargé de l'affaire étant préalablement entendu en ses observations) : adopté après modification ; son amendement

n° 62 soutenu par M. Michel Sapin (mandat d'arrêt ou de dépôt ne pouvant être signifié à l'inculpé s'étant soustrait au contrôle judiciaire qu'après les observations du juge d'instruction chargé de l'affaire) (p. 7109) ; rejeté (p. 7110) ; son amendement n° 63 soutenu par M. Gérard Welzer (cas où l'inculpé s'est soustrait au contrôle judiciaire) : rejeté ; son amendement n° 64 soutenu par M. Philippe Marchand (cas où l'inculpé s'est soustrait au contrôle judiciaire) (p. 7111) ; rejeté.

Article 4 *(disposition d'harmonisation relative au placement en détention provisoire) :* son amendement n° 65 soutenu par M. Gérard Welzer (de suppression) : rejeté (p. 7112).

Article 5 *(saisine de la chambre ; placement provisoire sous main de justice) :* son amendement n° 66 soutenu par M. Gérard Welzer (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 7114).

Article 6 *(placement en détention provisoire) :* son amendement n° 67 soutenu par M. Gérard Welzer (de suppression) (p. 7118) ; rejeté (p. 7119).

Article 7 *(dispositions relatives aux prolongations de détention provisoire) :* son amendement n° 68 soutenu par M. Gérard Welzer (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 69 soutenu par M. Philippe Marchand (motivation de la prolongation de détention provisoire) : rejeté (p. 7120).

Article 8 *(dispositions d'harmonisation concernant les ordonnances de règlement et la notification de diverses ordonnances) :* son amendement n° 70 soutenu par M. Gérard Welzer (de suppression) : rejeté (p. 7121).

Article 10 *(dispositions de conséquence relatives aux attributions de la chambre d'accusation) :* son amendement n° 72 soutenu par M. Philippe Marchand (de suppression) : rejeté (p. 7122).

Titre II : *dispositions relatives au fonctionnement de la chambre d'accusation.*

Article 12 *(désignation par décret du président de la chambre d'accusation) :* son amendement n° 73 soutenu par M. Philippe Marchand (désignation du président de la chambre d'accusation et de son suppléant) : rejeté (p. 7123).

Article 14 *(renforcement des pouvoirs de la chambre d'accusation en vue d'éviter des retards dans l'instruction) :* son amendement n° 74 soutenu par M. Philippe Marchand (de suppression) (p. 7125) ; rejeté au scrutin public (p. 7126) ; son amendement n° 75 soutenu par M. Gérard Welzer (audition du juge chargé de l'instruction) (p. 7127) ; rejeté (p. 7128).

Titre III : *dispositions diverses.*

Avant l'article 15 : son amendement n° 80 (président du tribunal pouvant désigner plusieurs juges lorsque l'importance ou la complexité de l'affaire le justifie) : non soutenu (p. 7168) ; contre l'amendement n° 17 de la commission (institution du témoin assisté) (p. 7170) ; contre l'amendement n° 19 de la commission (inculpation étant prescrite par ordonnance spécialement motivée ; possibilité de recours contre l'ordonnance d'inculpation) (p. 7178) ; inculpation constituant un acte d'instruction de nature quasi-administrative ; ordonnance de renvoi pouvant être différente de l'inculpation première (p. 7179).

Article 9 (précédemment réservé) : son amendement n° 71 (de suppression) (p. 7181) ; rejeté.

Article 15 *(fixation des audiences correctionnelles du tribunal de grande instance) :* son amendement n° 76 (assemblée générale du tribunal de grande instance arrêtant à la fin de chaque année judiciaire les rôles du tribunal pour l'année suivante) : rejeté (p. 7182).

Article 16 *(institution d'un délit d'atteinte à la présomption d'innocence) :* son amendement n° 77 (président du tribunal pouvant désigner plusieurs juges lorsque l'importance ou la complexité de l'affaire le justifie) : rejeté ; son amendement n° 78 (assemblée générale de la Cour arrêtant à la fin de chaque année judiciaire le nombre et le jour des audiences correctionnelles pour l'année judiciaire suivante) : retiré (p. 7183).

Après l'article 16 : contre l'amendement n° 24 de la commission (institution d'un délit d'atteinte à la présomption d'innocence) ; rôle des journalistes (p. 7184).

Article 17 *(abrogation de la loi du 10 décembre 1985) :* son amendement n° 79 (de suppression) : rejeté (p. 7186).

Explications de vote [11 décembre 1987] :

« Affaires judiciaires » (p. 7188).
Applicabilité du texte (p. 7188).
Loi du 10 décembre 1985 (p. 7188).
Magistrats instructeurs (statut des —) (p. 7188).
Placement en détention provisoire (appréciations sur les nouvelles modalités du —) (p. 7188).
Placement en détention provisoire des mineurs (p. 7188).
Vote négatif du groupe socialiste (p. 7188).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide (n° 92) et proposition de loi tendant à réprimer l'incitation au suicide (n° 723).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [14 décembre 1987] :

Armes, drogues et produits toxiques (législation sur les —) (p. 7313).
Comportement de tiers en relation avec un suicide (répression du —) :
— opportunité de légiférer sur le — (p. 7313, 7314).
Mineurs (protection des —) (p. 7313).
Œuvres littéraires (p. 7313).
Suicide (droit au — ; absence de répression du — depuis 1789) (p. 7312).
« Suicide, mode d'emploi » (ouvrage dénommé) :
— publication de l' — (p. 7312, 7313).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Après l'article 9 : son rappel au règlement : demande une réunion de la commission des lois pour choisir entre les amendements n° 48 de la commission [amendement « Bussereau »] et l'amendement n° 110 du Gouvernement (déductibilité fiscale des dons aux candidats aux élections) (p. 143).

MILLON (Charles)

Député de l'Ain
U.D.F.
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 3).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Roland Nungesser et plusieurs de ses collègues tendant à renforcer la protection animale (n° 607) [9 avril 1987] (p. 190).

DEPOTS

Retrait de sa proposition de loi n° 185 tendant à faciliter **l'accession** des locataires d'habitation à loyer modéré **à la propriété** de leur logement [2 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Interventions économiques des collectivités territoriales : conséquences de la décentralisation ; demande la réforme de la loi de 1982 [27 mai 1987] (p. 1712).

INTERVENTIONS

En qualilté de vice-président :

— **Indique** à M. Maxime Gremetz, lors de la discussion du projet de loi de programmation militaire, que le groupe communiste, n'ayant pas demandé de scrutin public et n'ayant pas voté, la question préalable a été repoussée à l'unanimité [8 avril 1987] (p. 108).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Bernard Derosier (rapport de l'examen des dispositions du projet de loi sur la fonction publique territoriale, relatives aux polices municipales) : possibilité de prolonger la séance au-delà de minuit [27 mai 1987] (p. 1717).

— **Précise** à M. Bernard Derosier que ses arguments, pour répondre à M. Yves Galland, ne sont pas de ceux utilisés dans l'Assemblée [27 mai 1987] (p. 1722).

— **Fait observer**, à M. François Asensi, qu'il n'y a pas de lien direct entre l'amendement précédemment retiré et son intervention, et qu'il n'acceptera pas de nouvelle dérogation de ce type au règlement [27 mai 1987] (p. 1734).

— **Précise** à M. Yves Galland, ministre chargé des collectivités locales, qu'il n'est pas possible d'adopter un sous-amendement sans adopter l'amendement correspondant et qu'il doit déposer un amendement pour obtenir la rédaction du texte qu'il souhaite [27 mai 1987] (p. 1749).

— **Retire** la parole à M. Michel Margnes lors de l'examen en deuxième lecture du projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571) [1er juillet 1987] (p. 3454).

— **Répond** sur le rappel au règlement de M. Augustin Bonrepaux [28 octobre 1987] (p. 4998).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine) : réglementation de l'ordre du jour complémentaire [3 novembre 1987] (p. 5307).

— **Refuse** la parole à M. Gérard Bapt qui l'a demandée pour un rappel au règlement ; intention de M. Gérard Bapt d'intervenir sur une question de fond et non de procédure [12 novembre 1987] (p. 5796).

— **Répond au règlement** de M. Henri Nallet : demande à celui-ci de ne pas intervenir dans le débat par un rappel au règlement [1er décembre 1987] (p. 6632).

— **Demande** de suspension de séance [10 décembre 1987] (p. 7066, 7067).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : précise qu'aucun projet ou aucune proposition n'a été retiré de l'ordre du jour ; propose que l'Assemblée poursuive l'examen de la motion de renvoi en commission sur le texte relatif à la détention provisoire [10 décembre 1987] (p. 7063).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch : interdiction de la remise en cause de dispositions adoptées dans les mêmes termes par les deux assemblées sauf en cas de coordination ou de rectification d'erreur matérielle [10 décembre 1987] (p. 7066).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Guy Ducoloné : reporte la suspension de séance à la fin de la discussion sur la motion de renvoi en commission [10 décembre 1987] (p. 7071).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Descaves : annonce qu'il vient de saisir le président de l'Assemblée nationale pour qu'il appelle l'attention du Gouvernement sur les différentes remarques faites par des membres de l'Assemblée sur l'ordre du jour [10 décembre 1987] (p. 7073).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : communique l'ordre du jour de l'Assemblée nationale [10 décembre 1987] (p. 7089, 7090).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Michel : notion de rappel au règlement [10 décembre 1987] (p. 7084).

— **Refuse de** faire procéder à un nouveau vote sur l'amendement n° 55 de M. Jean-Pierre Michel par assis et levé [10 décembre 1987] (p. 7086).

MIOSSEC (Charles)

Député du Finistère
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 971) [*J.O.* du 24 novembre 1987] (p. 13896).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° **287, posée** le 27 octobre 1987 : **électricité et gaz (centrales d'E.D.F.)** (p. 4947), appelée le 11 décembre 1987 ; **industrie nucléaire** : bilan positif de l'option de la France pour le nucléaire ; accroissement de la consommation d'énergie électrique en Bretagne ; organisation de la sécurité nucléaire (p. 7154, 7155).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Questions* [20 octobre 1987] :

Ports bretons (crédits alloués aux —) (p. 4557).
Tempête en Bretagne (réparation des dommages causés par la —) (p. 4557).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Bretagne (état de l'agriculture en —) (p. 4759).
Elevage bovin (difficultés de l' —) (p. 4758).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.) (intervention du — en Bretagne) (p. 5386).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la visibilité des amers, des feux et des phares et au champ de vue des centres de surveillance de la navigation maritime (n° 969).**

Première lecture, avant la discussion des articles [18 novembre 1987] :

Plans d'occupation des sols (intégration des servitudes dans les —) (p. 6064, 6065).
Servitudes de visibilité (réexamen des anciennes — et institution de nouvelles —) (p. 6064).
Signalisation maritime (visibilité des ouvrages de —) (p. 6064).

MITTERRAND (Gilbert)

Député de la Gironde
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).**

Première lecture, discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre Ier : *organisation des établissements d'hospitalisation publics.*

Article 2 *(nomination des chefs de service ; constitution des pôles d'activités et des départements) :* soutient l'amendement n° 105 de M. Claude Bartolone (de suppression) : rejeté (p. 778) ; *article 20-2 de la loi du 31 décembre 1970 (statut du chef de service) :* soutient le sous-amendement n° 193 de M. Claude Bartolone à l'amendement n° 9 de la commission (dissociation du grade et de la fonction de chef de service en psychiatrie) (p. 779) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 107 de M. Claude Bartolone (dissociation du grade et de la fonction des chefs de service) : rejeté (p. 780).

MONORY (René)

Ministre de l'éducation nationale

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Gilles de Robien : diminution des effectifs dans l'éducation nationale et fermetures de classes :** regroupements pédagogiques [8 avril 1987] (p. 77) ; création de B.T.S et de classes préparatoires (p. 78) ;

— **Mme Françoise Gaspard : jurys d'agrégation :** taux de renouvellement des présidents de jury d'agrégation indépendant des considérations politiques [28 octobre 1987] (p. 4984).

— **M. Jean Bardet : besoins spécifiques de Cergy-Pontoise en postes d'enseignants supplémentaires** : instructions données aux inspecteurs d'académie pour leurs estimations [25 novembre 1987] (p. 6439, 6440).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Education Nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Examen du fascicule* [28 octobre 1987] :

Agrégation d'histoire (changement de président du jury) (p. 4969).
Baccalauréat (objectif d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du —) (p. 4997).
Bourses et secours d'études (p. 4962).
Chefs d'établissement (principaux et proviseurs) (p. 4958).
Echec scolaire (plan pour la réussite scolaire) (p. 4957, 4959).
Education nationale (administration centrale, établissements publics et rectorats ; réductions de postes) (p. 4955).
Effectifs scolaires (p. 4958).
Enseignement privé (p. 4958, 4959).
Equipement scolaire (lycées ; financement par les régions) (p. 4958, 4997, 4998).
Evaluation et prospective (direction de l' —) (p. 4960).
Filières B.A.C. + 2 (p. 4965).
Information donnée par le ministère (p. 4959).
Maîtres-directeurs (p. 4958).
Plan prospectif pour l'enseignement (et hypothèse d'une loi — programme) (p. 4960, 4961).
Professeurs et instituteurs :
— effectifs de — (p. 4958).
— instituteurs (plan de revalorisation des carrières) (p. 4991).
— P.E.G.C. (extinction du corps des —) (p. 4957).
— recrutement (crise du —), formation initiale et continue et statut (p. 4957, 4959, 4961, 4965, 4997).
Programme « Informatique pour tous » (p. 4998).
Rapport Lesourne (p. 4961, 4962).

Réponses aux questions :

Alsace et Moselle (enseignement de la langue allemande) (M. Marc Reymann) (p. 5009).
A.T.O.S. (réduction des effectifs) (MM. René Benoit et Jean-Pierre Sueur) (p. 5003, 5005).
Biologie et géologie (enseignement de la —) (M. Léonce Deprez) (p. 5004, 5005).
Bourses scolaires (Mme Muguette Jacquaint) (p. 5002).
Chargés d'enseignement physique et sportif (situation des —) (M. Charles Metzinger) (p. 5006, 5007).
Décentralisation (détachement de personnels des rectorats au profit des régions) (M. Jean-Claude Gaudin) (p. 5008).
Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen (affichage dans les établissements scolaires) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 5007).
Directeurs d'écoles privées (M. Jean Narquin) (p. 4999).
Education physique et sportive (M. Léonce Deprez) (p. 5004).
Enseignants (affectation géographique des — dans les régions du Midi) (M. Charles Ehrmann) (p. 5004).
Enseignants (recrutement et formation des —) (M. Georges Hage) (p. 5002).
Enseignants menacés de sanctions (cas de certains) (Mme Muguette Jacquaint) (p. 5007).
Entreprises (rapports entre l'éducation et les —) (M. Léonce Deprez) (p. 5004, 5005).
Equipement scolaire (construction d'établissements) (Mme Colette Gœuriot) (p. 5001).
Forfait d'externat (M. Régis Parent) (p. 4999).
Forfait d'externat (petits collèges privés ruraux) (M. Loïc Bouvard) (p. 5003).
Langues vivantes (place des — dans les C.A.P. et B.E.P.) (M. Jean Ueberschlag) (p. 5000).
Maîtres-directeurs (M. Jean Narquin) (p. 4999).
Martinique (équipement scolaire) (M. Jean Maran) (p. 5007, 5008).
Organismes périscolaires (C.N.D.P., I.N.R.P. et O.N.I.S.E.P.) (M. Jean-Paul Durieux) (p. 5006).
Réunion (insuffisance du nombre d'enseignants à la) (M. Claude Hoarau) (p. 5001).

Vote des crédits :

Etat B, titre III : ses observations sur l'amendement n° 100 de la commission (réduction et majoration des crédits) ; accepte de tenir une réunion de travail avec les rapporteurs et les présidents de commission sur la finesse des chapitres budgétaires.

Titre IV : contre l'amendement n° 162 de M. Augustin Bonrepaux (réduction de crédits) ; création d'emplois dans l'enseignement privé (p. 5010) ; contre l'amendement n° 160 de M. Pascal Arrighi (suppression des subventions visant à compenser les mises à disposition dont bénéficient certains organismes) (p. 5011).

Etat C, après l'article 71 : pour l'amendement n° 151 de la commission des affaires culturelles (présentation de l'annexe consacrée aux crédits du ministère) (p. 5012).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).**

Première lecture, avant la discussion des articles [16 décembre 1987] :

Caractère obligatoire de l'enseignement de la musique et des arts plastiques à l'école et au collège (p. 7565).
Collectivités locales (rôle des —) (p. 7566, 7593, 7594).
Coopération entre les ministères de la culture et de l'éducation nationale (p. 7566).
Crédits destinés aux enseignements artistiques (montant et absence de programmation des —) (p. 7565, 7593).
Développement des enseignements artistiques (nécessité des —) (p. 7564, 7565, 7567).
Dimension européenne de l'art (p. 7593, 7594).
Enseignants de l'enseignement artistique (effectifs et formation des —) (p. 7565, 7592, 7593).
Haut comité des enseignements artistiques (p. 7566).
Participation d'intervenants extérieurs dans les enseignements artistiques (p. 7567, 7593).
Reconnaissance des établissements privés d'enseignement artistique (p. 7566).
Situation actuelle de l'enseignement artistique (p. 7564).
Universités et enseignements artistiques (p. 7566).

Discussion des articles [16 décembre 1987] :

Chapitre Ier : *des enseignements artistiques dispensés dans les établissements scolaires et les établissements d'enseignement supérieur.*

Article 1er *(définition des enseignements artistiques)* : son sous-amendement n° 51 (rédactionnel) : adopté (p. 7595).

Article 2 *(enseignement artistique à l'école et au collège)* : contre l'amendement n° 37 de M. Jean-Jack Queyranne (enseignement artistique étant dispensé dans le cadre de l'enseignement technologique et professionnel) (p. 7596, 7597).

Article 3 *bis* *(sanctions des enseignements artistiques)* : contre l'amendement n° 34 de M. Bruno Bourg-Broc à titre personnel (candidats au baccalauréat subissant à partir de la session de 1993 une épreuve dans une des disciplines artistiques) (p. 7599).

Article 5 *(participation d'intervenants extérieurs dans les enseignements artistiques)* : son sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 9 de la commission (enseignements artistiques étant dans les écoles et aux collèges exclusivement dispensés sous la responsabilité des personnels enseignants) : adopté (p. 7600).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [22 décembre 1987] :

Avantages dont bénéficient les titulaires des titres et diplômes de l'enseignement artistique (p. 8038).

Discussion des articles [22 décembre 1987] :

Article 9 : son amendement n° 1 (rédactionnel) ; son amendement n° 2 (rédactionnel) : adoptés (p. 8040).

MONTASTRUC (Pierre)

Député de la Haute-Garonne
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à réprimer l'incitation et l'aide au suicide (n° 92) [9 avril 1987] (p. 189) ; remplacé par M. Albert Mamy [1er juillet 1987] (p. 3523).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie (n° 781) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 10 octobre 1987] (p. 11841).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Retraite des agriculteurs et cessation d'exploitation : désertification des zones de montagne et des zones défavorisées [10 juin 1987] (p. 2183).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [11 juin 1987] :

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Article 39 *(recrutement de contractuels par l'Etat) :* son amendement n° 245 soutenu par M. Jean-Marie Daillet (ressortissants des états membres de la C.E.E. étant assimilés à des Français pour l'application du présent article) : retiré (p. 2268).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Hydraulique agricole (mesures en faveur de l' —) (p. 4762).

Industrie. — *Questions* [26 octobre 1987] :

Remplacé par M. Francis Geng (p. 4824).

Culture. — *Questions* [30 octobre 1987] :

Patrimoine monumental (p. 5149).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

Espace rural (aménagement de l' — et désenclavement) (p. 5392).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Titre V : *dispositions relatives au financement des collectivités locales à vocation touristique.*

Après l'article 19 : son amendement n° 152 corrigé (assouplissement de la réglementation sur les lotos) : adopté (p. 7511).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).

Première lecture, discussion des articles : [17 décembre 1987] :

Article 2 *(agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction) : article L. 313-10 (composition du conseil d'administration de l'agence nationale) :* soutient l'amendement n° 103 de M. René Beaumont (représentation majoritaire des employeurs au sein du conseil d'administration de l'agence) (p. 7693) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 104 de M. René Beaumont (présidence de l'agence réservée à un représentant des organisations d'employeurs) : rejeté (p. 7694).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au patrimoine monumental (n° 1019).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Europe culturelle et grand marché européen (échéance du —) (p. 7743).

Loi de programme :

— antédédents (p. 7742) ;
— archéologie (p. 7743) ;
— conséquences culturelles (p. 7743) ;
— conséquences économiques (p. 7742) ;
— crédits consacrés à la loi de programme (et indexation des —) (p. 7742).

Tourisme (p. 7743).

MONTDARGENT (Robert)

Député du Val-d'Oise
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'une convention d'entraide judiciaire en matière civile entre la République française et la République démocratique allemande (n° 739) [21 mai 1987] (p. 1490).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention entre la République française et la République populaire de Bulgarie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 1013) [12 novembre 1987] (p. 5817).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 739) autorisant la ratification d'une **Convention d'entraide judiciaire en matière civile** entre la République française et la **République démocratique allemande (n° 838)** [11 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1013), adopté par le Sénat, autorisant la ratification d'une convention entre la **République française** et la **République populaire de Bulgarie** en vue d'éviter les **doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 1132)** [10 décembre 1987].

Proposition de loi tendant à **lutter contre le faim dans le monde et pour le développement (n° 1211)** [23 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Désarmement :** appel des cent [6 mai 1987] (p. 886, 887) ;

— **Industrie aérospatiale française :** programme Airbus ; C.N.E.S. [24 juin 1987] (p. 3116).

orales sans débat :

— **n° 221,** posée le 19 mai 1987 : **logement (H.L.M. : Val-d'Oise)** (p. 1351) ; appelée le 22 mai 1987, remplacé par Mme Muguette Jacquaint : **déficit de l'office public d'H.L.M. du Val-d'Oise** (p. 1514).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, discussion des articles [9 avril 1987] :

Article 1er et annexe *(approbation des orientations de l'annexe) :* soutient l'amendement n° 38 de M. Michel Peyret (arsenaux et établissements de l'Etat) (p. 172) : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 23 (avion de combat futur « Rafale ») : rejeté (p. 173) ; pour l'amendement n° 24 de M. Michel Peyret (armes chimiques) (p. 177, 178).

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 814).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 avril 1987] :

Colonie de peuplement (et notamment lettre de M. Messmer du 19 juillet 1972) (p. 273).

Définition du corps électoral (et notion de population intéressée) (p. 273).

Forces de l'ordre (et notamment présence des — et répression) (p. 274).
Nainville-les-Roches (conférence de —) (p. 274).
Référendum (organisation du —) (p. 273).

Discussion des articles [14 avril 1987] :

Article 5 *(commissions administratives chargées d'établir les listes électorales)* : son opposition (p. 318).

Article 10 *(déplacement des bureaux de vote)* : son opposition (p. 321).

Explications de vote (p. 325) :

Nainville-les-Roches (accord de —) (p. 330).
O.N.U (et notamment relations de la France avec la communauté internationale) (p. 330).
Vote hostile du groupe communiste (p. 330).

— Projet de loi rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles [18 mai 1987] :

Article 5 *(instauration conventionnelle de cycles de travail)* : son amendement n° 270 (suppression du paragraphe I de cet article (accords collectifs sur le remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1264).

— Projet de loi autorisant la ratification d'une convention d'entraide judiciaire en matière civile entre la République française et la République démocratique allemande (n° 739).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. Rapporteur [15 juin 1987] :

Convention multilatérale de La Haye de 1905 (modernisation des dispositions de la —) (p. 2381).
Coopération culturelle (p. 2381).
Echanges commerciaux avec la R.D.A. (p. 2381).
Entraide judiciaire (p. 2381).
Recouvrement d'aliments au bénéfice des mineurs (p. 2381).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Procédure des questions [16 juin 1987] :

Aide au développement (p. 2489).
Communauté européenne :
— prix agricoles (p. 2488, 2489).
Venise (Sommet de — et relations économiques de la France avec les Etats-Unis et le Japon) (p. 2488, 2489).

— Projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 631), projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre les états membres des communautés européennes concernant l'application de la convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 632) et projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de certaines infractions commises à l'étranger (n° 633).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique : discussion commune [29 juin 1987] :

Basques espagnols (expulsions de —) (p. 3326).
Convention de Strasbourg de 1957 (p. 3326).
Droit d'asile et droits de l'Homme (p. 3324, 3325, 3326).
Espace judiciaire européen et coopération judiciaire franco-allemande (p. 3325, 3326).
Extradition :
— notion d'infraction politique (définition conventionnelle et jurisprudentielle) (p. 3325, 3326).
Résistance (p. 3324, 3326).
Terrorisme (lutte contre le —) :
— coopération européenne (p. 3325, 3326) ;
— nécessité de la — (p. 3325).
Terrorisme d'Etat (notamment en Afrique du Sud) (p. 3325).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Congo sur la sécurité sociale (ensemble trois protocoles) (n° 773).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 octobre 1987] :

Coopération économique (nécessité de) (p. 3926).
Maladie (exclusion du risque) (p. 3926).
Principe d'égalité (p. 3926).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Questions* [6 novembre 1987] :

Coopération Airbus-Mac Donald-Douglas (p. 5506).

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule* [5 novembre 1987] :

Afrique (relations de la France avec le continent africain) (p. 5463).
Afrique Australe (relations de la France avec l' —) (p. 5453).
Afrique du Nord (relations de la France avec les pays d' —) (p. 5453).
Allemagne (coopération France — dans le domaine de la sécurité) (p. 5452).
Amérique Centrale (situation en —) (p. 5454).
Armements (conséquences pour l'Europe des négociations américano-soviétiques sur la réduction des —) (p. 5452).
Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) (p. 5452).
Défense européenne (identité européenne en matière de défense) (p. 5452).
Effectifs (réduction des — et implantation diplomatique et consulaire) (p. 5454).
Marché unique européen (p. 5453).
Monnaie européenne (p. 5453).
Proche et Moyen-Orient (relations de la France avec le —) (p. 5453).
Tiers-monde (endettement du —) (p. 5454).
U.E.O. (p. 5453).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).

Première lecture, discussion des articles [17 décembre 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 55 de M. Paul Chomat (contrat de location ne pouvant être rompu lorsqu'une réservation a été effectuée au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction) : rejeté (p. 7628) ; soutient l'amendement n° 14 de M. Paul Chomat (modification de l'attribution des logements sociaux) (p. 7629) ; rejeté au scrutin public ; soutient l'amendement n° 16 de M. Paul Chomat) prérogatives du comité d'entreprise en matière d'affectation et de mode d'investissement de la contribution de l'entreprise à l'effort de construction) : rejeté (p. 7631) ; ses observations sur l'amendement n° 17 de M. Paul Chomat (tendant à réserver en priorité les logements attribués au titre du 1 % aux demandeurs qui résident où sont implantés ces logements) et sur la réponse de M. Guy Malandain à cet amendement (p. 7632) ; ses observations sur la réponse de M. Pierre Méhaignerie sur l'amendement n° 19 de M. Paul Chomat (modification de l'appellation de la contribution du 1 %).

Son rappel au réglement : rappelle la règle d'impartialité du président de séance impliquant, selon lui, la non participation au vote ; rappelle qu'il s'agit d'une coutume bien établie dans l'Assemblée (p. 7634).

Article 1er *(taux de participation obligatoire des employeurs à l'effort de construction)* : ses observations sur l'amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Schenardi (adoption du principe de la préférence nationale pour l'affectation du 1 %) (p. 7639) ; ses observations sur l'amendement n° 29 de M. Jean-Pierre Schenardi (fractions du 1 % réservées en priorité au logement des salariés français les plus défavorisés) (p. 7641).

Après l'article 1er : soutient l'amendement n° 92 de M. Paul Chomat (tendant à donner des moyens aux associations de locataires d'assumer leurs activités) : rejeté (p. 7644) ; soutient l'amendement n° 94 de M. Paul Chomat (démocratisation des conseils d'administration des sociétés H.L.M.) : rejeté ; soutient l'amendement n° 58 de M. Paul Chomat (limitation de la hausse des loyers) : rejeté (p. 7645).

— Projet de loi autorisant la ratification d'une convention entre la République française et la République populaire de Bulgarie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 1013).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. Rapporteur [20 décembre 1987] :

Suppléé par M. Gérard Bordu (p. 7926).

— **Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).**

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 3 : soutient l'amendement n° 19 corrigé de M. Guy Ducoloné (création d'une commission *ad hoc* chargée de contrôler les contributions patrimoniales) : rejeté (p. 269).

MONTESQUIOU (Aymeri de)

Député du Gers
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (économie, finances et privatisation : commerce extérieur) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances (n° 941)** Tome IX : **économie, finances et privatisation : commerce extérieur (n° 962)** [8 octobre 1987].

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 187 : négociations engagées dans le cadre du **G.A.T.T.** à Punta del Este [4 novembre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 201**, posée le 21 avril 1987 : **textile et habillement (politique et réglementation)** (p. 531) ; appelée le 24 avril 1987 : **mention « fabriqué en France »** : nécessité de rendre cette mention obligatoire pour promouvoir les produits de qualité (p. 656, 657).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).**

Première lecture, discussion des articles [12 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*

Après l'article 51 : travail effectué par les viticulteurs au niveau de leur formation pour la vinification (p. 2335) ; nécessité que les mesures adoptées ne les pénalisent pas (p. 2336).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.**

Discussion [16 juin 1987] :

Afrique :
— relations franco-africaines (et notamment, coopération franco-québécoise en matière commerciale) (p. 2471).
Armes conventionnelles (p. 2470).
Asie :
— Chine (relations franco-chinoises) (p. 2471).
Communauté européenne :
— défense européenne (p. 2470) ;
— relations de la France avec l'Europe du Sud (et notamment, l'Espagne) (p. 2470, 2471).
Désarmement nucléaire (négociations américano-soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires et notamment, rencontre de Reykjavik et réactions françaises et européennes) :
— négociations en cours (p. 2470).
Politique étrangère :
— principes de la — (p. 2470).
République fédérale allemande (relations franco-allemandes et notamment, questions stratégiques et problème de la garantie nucléaire française) (p. 2470).
Situation internationale (et notamment, questions économiques et problèmes soulevés au Sommet de Venise) (p. 2470).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Après l'article 16 : son amendement n° 38 (réduction du bénéfice imposable au titre de l'impôt sur les sociétés au prorata de l'accroissement du chiffre d'affaire réalisé à l'exportation) : retiré (p. 4433).

Deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Espace rural (aménagement de l' —) (p. 4732).
Marchés agricoles (organisation nationale et internationale des —) (p. 4732).
Politique agricole commune (réforme de la —) (p. 4732).
Production laitière et quotas laitiers (p. 4732).
Recherche (p. 4732).

Tourisme. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Fiscalité (p. 4878).
Locations meublées (p. 4878).
Tourisme rural (p. 4878).

Economie, finances et privatisation, services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Examen des fascicules.* Rapporteur pour avis [12 novembre 1987] :

Commerce extérieur :
— politique commerciale extérieure (p. 5726, 5727).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).**

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 21 : son sous-amendement n° 96 à l'amendement n° 55 du Gouvernement (tendant à ramener de 50 à 25 % le taux minimum de détention du capital des sociétés de la C.E.E. pour bénéficier de la provision pour implantation commerciale à l'étranger) ; ses sous-amendements n° 97 et 98 à l'amendement n° 55 du Gouvernement (précisant que l'objet de la filiale doit être la vente des produits à l'étranger) ; cas des sociétés commerciales exportant des biens produits en France ; part du commerce mondial s'effectuant dans le cadre de compensation ; importateur unique pour l'ensemble des pays de la C.E.E. ; taille des sociétés commerciales allemandes (p. 6953) ; retirés (p. 6956).

MORA (Christiane)

Député d'Indre-et-Loire
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).**

Première lecture, avant la discussion des articles [4 et 5 juin 1987] :

Dispositions relatives à la santé :
— S.I.D.A. (dépistage anonyme et gratuit du —) (p. 2038).
Dispositions relatives aux études médicales :
— grèves des étudiants en médecine (p. 2038) ;
— réforme du troisième cycle des études médicales (p. 2036, 2037) ;
— situation des généralistes (ou résidents) (p. 2036).

Discussion des articles [10 juin 1987] :

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*

Avant l'article 28 (amendements précédemment réservés) : soutient l'amendement n° 135 de M. Claude Bartolone (prorogation jusqu'au 1er octobre 1988 des mesures transitoires prises en application de l'article 68 de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur) ; soutient l'amendement n° 136 de M. Claude Bartolone (dispositions du présent titre n'entrant en application qu'après promulgation du bilan prévu à

l'article 8 de la loi du 23 décembre 1982 relatives aux études médicales et pharmaceutiques) ; amendement n° 135 : rejeté (p. 2192) ; amendement n° 136 : rejeté (p. 2193).

Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales) :* son opposition (p. 2196, 2197) ; soutient l'amendement n° 138 de M. Claude Bartolone (conditions d'accès au troisième cycle des études médicales) (p. 2208) ; rejeté au scrutin public (p. 2209) ; soutient l'amendement n° 141 de M. Claude Bartolone (suppression de la distinction entre internes et résidents) : rejeté (p. 2216) ; soutient l'amendement n° 144 de M. Claude Bartolone (rétablissement de l'examen de fin d'études de deuxième cycle) : rejeté (p. 2220) ; soutient l'amendement n° 148 de M. Claude Bartolone (conditions de délivrance du diplôme d'Etat de docteur en médecine) (p. 2221) ; rejeté (p. 2222) ; soutient l'amendement n° 153 de M. Claude Bartolone (identité du statut et de la rémunération des étudiants de troisième cycle) : rejeté (p. 2225).

— Projet de loi des finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [3 novembre 1987] :

Polltique de la santé :
— lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme (p. 5261) ;
— lutte contre la toxicomanie (p. 5261) ;
— lutte contre le S.I.D.A. (p. 5261) ;
— médecine scolaire (p. 5260, 5261) ;
— recherche et prévention médicales (p. 5261).

MOREAU (Louise)

Député des Alpes-Maritimes
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

MOULINET (Louis)

Député de Paris
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le titre 1er du livre 1er du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843) [*J.O.* du 5 juillet 1987] (p. 7378).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 197, posée le 21 avril 1987 : **formation professionnelle (A.F.P.A)** (p. 530) ; appelée le 24 avril 1987 : **locaux de l'association pour la formation professionnelle des adultes à Paris** : nécessité de fournir à l'A.F.P.A. des locaux lui permettant de maintenir ses activités à Paris et de dispenser des enseignements préparant à d'autres emplois (p. 654, 655) ;

— n° 195 de M. Gérard Bapt ; appelée le 24 avril 1987 : **U.E.R. Chimie de l'Université de Toulouse** : urgence des mesures à prendre pour éviter la dispersion des équipes de recherche et la destruction du potentiel scientifique après l'incendie des laboratoires ; appel souhaitable à l'effort financier d'entreprises du secteur chimique (p. 660).

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 mai 1987] :

Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.) (p. 1469).

Discussion des articles [22 mai 1987] :

Titre Ier : *actions en faveur des personnes recontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Article 2 *(définition des actions de réinsertion et exonération de cotisations sociales des contrats de réinsertion en alternance) — article L. 980-14 du code du travail (définition des actions de réinsertion) :* soutient l'amendement n° 75 de M. Michel Coffineau (objet des stages de formation professionnelle en alternance) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; *après l'article L. 980-14 du code du travail :* soutient l'amendement n° 77 de M. Michel Coffineau (obligation des employeurs) (p. 1537) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 79 de M. Michel Coffineau (rémunération des titulaires des contrats de réinsertion) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1538).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Législation étrangère sur le mécénat (p. 3065).

Discussion des articles [7 juillet 1987] :

Article 13 *(protection du titre de fondation) :* son amendement n° 90 soutenu par M. Alain Calmat (liste des fondations reconnues d'utilité publique devant être publiée au journal officiel) : rejeté (p. 3731).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le titre Ier du livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] :

Apprentissage (situation et résultats de l'—) (p. 3514).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Assurance maladie :
— chirurgiens-dentistes parisiens (p. 7796) ;
— fonds national de prévention au sein de la caisse nationale d'assurance maladie et politique de prévention (p. 7795, 7796).

Assurance vieillesse :
— incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins (p. 7795) ;
— retraite progressive (p. 7795, 7796) ;
— revalorisation des pensions pour 1988 (p. 7795) ;

MOUTON (Jean)

Député de la Drôme
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre du conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires [*J.O.* du 17 avril 1987] (p. 4388).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 643) relative à l'appelation d'origine contrôlée « olives de Nyons-en-Baronnies » ou « olives noires de Nyons-en-Baronnies » et « Huile d'olive de Nyons-en-Baronnies » [14 mai 1987] (p. 1179).

DEPOTS

Propoaition de loi relative à l'appellation d'origine contrôlée **« olivea de Nyona-en-Baronnies »** ou « olives noires de Nyons-en-Baronnies » et « huiles d'olive de Nyons-en-Baronnies » **(n° 643)** [14 avril 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Sécurité des installations nucléaires** : opportunité d'une information régulière sur le nucléaire par le Gouvernement [15 avril 1987] (p. 348).

MOUTOUSSAMY (Ernest)

Député de la Guadeloupe
Apparenté communiste

S'apparente au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Haïti** : mise en cause du processus démocratique engagé dans ce pays à la suite des événements ayant conduit à l'annulation des élections présidentielles et législatives ; demande l'expulsion de M. Jean-Claude Duvalier [2 décembre 1987] (p. 6691).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéreasées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [10 avril 1987] :

Colonie de peuplement (et notamment lettre de M. Messmer du 19 juillet 1972) (p. 243).
Décolonisation (politique de —) (p. 243, 244).

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Alcoolisme au volant (généralités et sanctions de l'—) :
— en Guadeloupe (p. 609) ;
— permis de conduire (suspension ou annulation du —) (p. 609).
Sécurité routière :
— Guadeloupe (insécurité routière à la —) (p. 609) ;
— prévention routière (p. 609).

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre Ier : *organisation des établissements d'hospitalisation publics.*
Article 1er *(rétablissement des services)* : situation des hôpitaux dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 770).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur, en ce qui concerne les ressortissants des états membres de la Communauté économique européenne (n° 626).

Première lecture, discussion de l'article unique [6 mai 1987] :

Article unique *(portant réglementation de l'accès à la profession de coiffeur en ce qui concerne les ressortissants des états membres de la C.E.E)* : spécificité de la profession de coiffeur dans les départements d'outre-mer ; nécessité de ne pas appliquer ce texte aux D.O.M. (p. 941).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Procédure des questions [16 juin 1987].

Départements d'outre-mer (application de l'acte unique européen aux —) (p. 2493).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Examen des crédits* [20 octobre 1987] :

Etat B, titre III : son amendement n° 98 (réduction des crédits) ; encombrement des juridictions dans les D.O.M.-T.O.M., notamment à Pointe-à-Pitre ; retiré (p. 4536).

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :

Chômage dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4581).
Crédits (montant et répartition des —) (p. 4583).
Guadeloupe (situation en —) (p. 4584).
Investissement dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment F.I.D.O.M. et F.I.D.E.S.) (p. 4583).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Outre-mer (perspectives de l'agriculture en —) (p. 4760).

Industrie. — *Questions* [26 octobre 1987] :

Départements et territoires d'outre-mer (industrialisation des —) (p. 4820, 4821).

— Projet de loi, adopté par le Sénat relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, discussion des articles [20 novembre 1987], [21 novembre 1987] :

Article 2 *(gestion des actions de la société anonyme caisse nationale du crédit agricole)* : soutient l'amendement n° 23 de M. Gérard Bordu (suppression du troisième alinéa de l'article 2) (p. 6187) ; rejeté au scrutin public (p. 6188).
Article 4 *(modalités de cession des actions de la C.N.C.A.)* : ses observations sur l'avenir de la caisse régionale de la Guadeloupe (p. 6213).
Article 8 *(statut des personnels n'appartenant pas à la fonction publique)* : soutient l'amendement n° 30 de M. Michel Peyret (suppression de l'obligation de conclure dans les deux ans une nouvelle convention collective) (p. 6251) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 31 de M. Michel Peyret (même objet) : rejeté (p. 6252).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :

Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :
— logique colonialiste du projet (parti communiste) (p. 6312, 6313) ;
— politique de la France dans le Pacifique sud (p. 6313).
Evolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie :
— référendum du 13 septembre 1987 (p. 6312).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Financement des partis politiques :
— appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 87) ;
— application de la réforme dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 87).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre III : *dispositions relatives au financement des partis et groupements politiques.*
Article 9 *(publication des comptes des partis)* : son amendement n° 68 soutenu par M. Gérard Bordu (de suppression) : rejeté (p. 203).

— **Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).**

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 9 *ter* : son amendement n° 28 soutenu par M. Marcel Rigout (de suppression) : rejeté (p. 262).

MOYNE-BRESSAND (Alain)

Député de l'Isère
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'obligation pour les **organismes prêteurs** de vérifier, à la mise en place des prêts ou à la libération des fonds, la **conformité** à la législation en vigueur du **contrat de construction** de **maisons individuelles (n° 653)** [14 avril 1987].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules,* suppléant M. Alain Mayoud. Rapporteur pour avis [23 octobre 1987] :

Crédits (montant, répartition, évolution des —) (p. 4710).
Enseignement agricole (p. 4711).
Espace rural (aménagement de l'—) (p. 4710).
Impôts locaux (taxe foncière sur la propriété non bâtie) (p. 4711).
Sélection animale (p. 4711).

— **Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).**

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Après l'article 3 : son amendement n° 10 (prise en compte de la majoration de base pour toutes les communes bénéficiaires du fonds départemental de la taxe professionnelle) : non soutenu (p. 7411).

N

NALLET (Henri)

Député de l'Yonne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971) [*J.O.* du 24 novembre 1987] (p. 13896).

DEPOTS

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 17/87 : propositions de la commission relatives au **marché européen des céréales** [16 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole** [14 octobre 1987] (p. 4280, 4281).

— **Quotas laitiers** : absence du ministre de l'agriculture [28 octobre 1987] (p. 4984).

— **Quotas laitiers** : manifestations des producteurs de lait [4 novembre 1987] (p. 5372, 5373).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Agriculture (évolution générale et avenir de l'—) (p. 4729, 4730).
Aide alimentaire au tiers-monde (p. 4729).
Communauté économique européenne (conséquences de l'élargissement de la —) (p. 4746).
Marchés agricoles (organisation nationale et internationale des —) (p. 4730).
Politique agricole commune (réforme de la —) (p. 4730).
Recherche (p. 4729).

Vote des crédits :

Agriculture :

Etat B, titre IV : soutient l'amendement n° 138 corrigé de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) : rejeté (p. 4784).

— **Projet de loi adopté par le Sénat relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).**

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 6090, 6095) ; rejetée au scrutin public (p. 6097).
Caisse nationale de crédit agricole :
— actif net (correctifs apportés à l'—) (p. 6091, 6092) ;
— conseil d'administration (représentation et poids des caisses régionales) (p. 6094) ;
— évaluation de la — (p. 6091, 6092).
Caisses régionales :
— fonds propres et capacités financières (p. 6092) ;
— représentation majoritaire des agriculteurs au — (p. 6091, 6094).
Crédit agricole :
— développement et adaptation (p. 6093) ;
— maintien de la vocation et du rôle spécifique du — (p. 6093, 6094) ;
— prêts bonifiés (monopole de distribution des —) (p. 6093).
Fonds commun de garantie (p. 6091).
Recettes (affectation des — et de la mutualisation) (p. 6093).

Discussion des articles [20 novembre 1987] [21 novembre 1987] :

Article 1er *(transformation en société anonyme de la Caisse nationale de crédit agricole après absorption du fonds de garantie) :* ses observations (p. 6160, 6161) ; soutient l'amendement n° 37 de M. Pierre Joxe (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 6163) ; **son rappel au règlement** : déclare qu'il votera contre le maintien des établissements publics dans le système de financement de l'agriculture (p. 6166).

Après l'article 1er *ter* : son rappel au règlement : demande d'explications supplémentaires au rapporteur (p. 6169).

Article 2 *(gestion des actions de la société anonyme Caisse nationale du crédit agricole) :* ses observations sur l'affectation des ressources de la mutualisation de la C.N.C.A. (p. 6181, 6182) ; **son rappel au règlement** : souhaite obtenir le plus rapidement possible une réponse du ministre (p. 6186) ; ses observations sur l'amendement n° 40 de M. Pierre Joxe (extension de la possibilité d'achat d'actions de la C.N.C.A. à des nouvelles catégories de personnes) (p. 6189) ; ses observations sur la réponse du ministre à l'amendement n° 41 de M. Pierre Joxe (tendant à permettre aux coopératives d'acheter des actions de la C.N.C.A.) (p. 6190) ; soutient l'amendement n° 42 de M. Pierre Joxe (suppression du dernier alinéa de l'article 2) ; soutient l'amendement n° 39, deuxième rectification, précédemment réservé, de M. Pierre Joxe (versement des

ressources du produit de la mutualisation de la Caisse nationale du crédit agricole au budget de l'Etat) (p. 6195, 6196) ; vote des amendements n° 42 et 39, deuxième rectification réservé jusqu'à la vérification du quorum et reporté à la prochaine séance (p. 6197) ; amendement n° 42 : rejeté au scrutin public (p. 6207) ; amendement n° 39, deuxième rectification : rejeté au scrutin public (p. 6208).

Article 3 *(modalités de fixation du prix de cession)* : soutient l'amendement n° 45 de M. Pierre Joxe (arrêté fixant le prix de la caisse nationale signé par le seul ministre chargé de l'économie) ; **son rappel au règlement** : manifeste son mécontentement à la suite des réponses jugées imprécises du ministre (p. 6211) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 46 de M. Pierre Joxe (suppression de la dernière phrase de l'article 3) : retiré (p. 6212).

Article 4 *(modalités de cession des actions de la C.N.C.A.)* : soutient les amendements n° 50 et 48 de M. Pierre Joxe (répartition des actions non souscrites) (p. 6213) ; retirés (p. 6214).

Article 6 *(modalités de calcul des droits de vote dans la nouvelle société)* : ses observations sur les relations entre les différents actionnaires de la caisse nationale (p. 6216).

Article 7 *(conseil d'administration)* : ses observations sur la composition du conseil d'administration (p. 6220, 6221) ; soutient l'amendement n° 59 de M. Pierre Joxe (représentation des organisations professionnelles) (p. 6245) ; devenu sans objet (p. 6246) ; soutient l'amendement n° 57 de M. Pierre Joxe (représentation des actionnaires sociétaires des caisses locales) : devenu sans objet (p. 6247) ; **son rappel au règlement** ; soutient le sous-amendement n° 101 de M. Pierre Joxe à l'amendement n° 6 de la commission des finances (ancienneté dans la qualité d'administrateur pour être élu président directeur général) (p. 6249) ; contre le sous-amendement n° 94 du Gouvernement à l'amendement n° 6 de la commission des finances (fonctions du directeur général) (p. 6250).

Article 10 *(modalités fiscales de l'opération)* : soutient l'amendement n° 64 de M. Pierre Joxe (de suppression) : rejeté (p. 6254).

Article 12 *(négociabilité des parts sociales des caisses de crédit agricole)* : soutient l'amendement n° 66 de M. Pierre Joxe (abrogation de l'article 618 du code rural) : retiré (p. 6257).

Article 13 *(conseil d'administration des caisses régionales)* : ses observatios sur la nécessité de préserver une majorité au sein des conseils d'administration (p. 6258).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [1er décembre 1987] :

Caisses régionales (représentation majoritaire des agriculteurs) (p. 6615).
Constitutionnalité du projet (p. 6614).
Crédit agricole :
— indépendance du — (p. 6614) ;
— proposition alternative à la mutualisation (p. 6614).
Directeur général (nomination par l'Etat) (p. 6614).
Fonds commun de garantie (p. 6614, 6615).
Son rappel au règlement : répond à M. François d'Aubert qui lui avait demandé pourquoi il avait attendu le débat sur la mutualisation du crédit agricole pour proposer une alternative au statut proposé par les Gouvernements (p. 6632).
Recettes (affectations des — de la mutualisation) (p. 6614, 6615).

Discussion du texte de la commission mixte paritaire [1er décembre 1987] :

Contre l'amendement n° 3 du Gouvernement (agrément du directeur général par l'Etat conditionné à la distribution de prêts bonifiés par le crédit agricole) (p. 6639).

NARQUIN (Jean)

Député du Maine-et-Loire
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — I. **Enseignement scolaire.** — *Questions* [28 octobre 1987] :

Directeurs d'écoles privées (p. 4999).
Maîtres-directeurs (p. 4999).

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— travail clandestin (répression du —) (p. 5286).

NATIEZ (Jean)

Député de la Loire-Atlantique
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

NEIERTZ (Véronique)

Député de la Seine-Saint-Denis
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Cesse d'appartenir à la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999).

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 2 mai 1975 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada ainsi que l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (n° 1125) [17 décembre 1987] (p. 7702).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1125) autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 2 mai 1975 entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement du **Canada** ainsi que l'**entente fiscale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement du **Québec** en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu **(n° 1160)** [17 décembre 1987].

Proposition de loi tendant à autoriser l'**usage d'émetteurs** radioélectriques sur la bande de **fréquence** comprise entre 26 et 27 mégahertz **(n° 1202)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Afrique du Sud [6 mai 1987] (p. 890) ; Pierre-André Albertini (p. 891).

— Revalorisation des prestations familiales [17 juin 1987] (p. 2513).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 mai 1987] :

Enfant issu du mariage (p. 961).
Famille (p. 960).
Mères (prérogatives des —) (p. 961).
Pensions alimentaires (paiement des —) (p. 961).
Pères (nouveaux comportements des —) (p. 960).

Discussion des articles :

Après l'article 3 : soutient l'amendement n° 37 de Mme Paulette Nevoux (parent débiteur privé de l'exercice conjoint de l'autorité parentale en cas de non paiement de la pension alimentaire pendant deux mois au cours d'un semestre) ; lien entre l'exercice de l'autorité parentale et le versement de la pension ; rejeté (p. 983).

Article 5 *(exercice de l'autorité parentale sur les enfants naturels)* : déclaration commune des parents devant l'officier d'état civil pour l'exercice conjoint de l'autorité parentale ; réticence des couples non mariés à s'adresser au juge (p. 986).

Après l'article 6 : pour les sous-amendements n° 49 et 50 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 28 de la commission (application de l'article 357 du code pénal relatif à l'enlèvement et à la non présentation d'enfant en cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale) (p. 989) ; application de l'article 357 du code pénal en cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale (p. 990) ;

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [3 juillet 1987] :

Autorité parentale (exercice de l'—) :
— à la seule demande des parents (p. 3663) ;
— pouvoirs et rôle du juge (p. 3663).
Famille :
— rôle de l'Etat dans le choix d'un modèle de — (p. 3663).
Pères (comportement des —) (p. 3663).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international sur le blé de 1986 comprenant la convention sur le commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire (n° 613).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Aide alimentaire (p. 2374).
Autosuffisance alimentaire (p. 2374).
Communauté économique européenne (relations de la — avec les Etats-Unis) (p. 2373, 2374).
Coopération et développement (débat sur —) (p. 2374).
Etats-Unis (agressivité commerciale des —) (p. 2374).
Plan Guillaume (p. 2374).
Sommet de Venise (p. 2374).
Tiers-monde (dette du —) (p. 2374).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :

Désarmement nucléaire (négociations américano-soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires et notamment, rencontre de Reykjavik et réactions françaises et européennes) :
— négociations en cours (p. 2467, 2468).
Politique étrangère :
— Président de la République, Premier ministre et ministre des affaires étrangères (rôles respectifs des —) (p. 2467, 2468).
Proche-Orient :
— conférence internationale sur le règlement global du conflit (projet de —) (p. 2468).
Procédure des questions :
— Bangladesh (situation des orphelins du —) (p. 2494).

— Projet de loi adopté par le Sénat, relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie (n° 853).

Première lecture, avant la discussion des articles [3 juillet 1987] :

Badinter (projet déposé en 1985 par M. —) (p. 3639, 3640).
Bénévolat (p. 3640).
Faillites et règlements judiciaires (compétence des tribunaux de commerce dans les —) (p. 3640).
Ordre du jour de la session extraordinaire (p. 3640).

Discussion des articles [3 juillet 1987] :

Titre Ier : *tribunaux de commerce.*

Article 1er *(institution et compétences ; organisation et fonctionnement)* : soutient l'amendement n° 25 de M. Gérard Welzer (expérience judiciaire minimale de deux ans pour la majorité des juges composant la formation de jugement en cas de procédure de redressement judiciaire simplifiée) (p. 3645) : rejeté (p. 3646).

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 19 *bis* *(remboursement des frais de déplacement du juge commissaire sur l'actif du débiteur)* : soutient l'amendement n° 24 de M. Philippe Marchand (de suppression) ; accroissement du passif de l'entreprise ; rejeté (p. 3653).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule* [5 novembre 1987] :

Allemagne (coopération France — dans le domaine de la sécurité) (p. 5457).
Armements (conséquences pour l'Europe des négociations américano-soviétiques sur la réduction des —) (p. 5457).
Défense européenne (idendité européenne en matière de défense) (p. 5457).
Effectifs (réduction des — et implantation diplomatique et consulaire) (p. 5456).
Français de l'étranger (aides aux — et rôle des —) (p. 5456).
Informatisation des services (p. 5456).
Ministère des affaires étrangères (érosion du rôle du —) (p. 5456).
Rapport Viot (p. 5456).
Réfugiés (situation des —) (p. 5456).
U.E.O. (p. 5457).
U.R.S.S. (politique de Mikhaïl Gorbatchev) (p. 5457).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, discussion des articles [19 décembre 1987] :

Titre IV : *droit des médecins à une cessation anticipée d'activité.*

Après l'article 4 : son sous-amendement n° 80 à l'amendement n° 70 du Gouvernement (extension du champ d'application de l'amendement à l'assurance maternité) (p. 7855) ; son sous-amendement n° 81 à l'amendement n° 70 du Gouvernement (amendement du Gouvernement s'appliquant à toutes les femmes ayant eu au moins un enfant) ; conditions assortissant le droit à la protection sociale des mères de famille (p. 7856) ; sous-amendement n° 80 : rejeté (p. 7857) ; sous-amendement n° 81 : rejeté ; son sous-amendement n° 83 à l'amendement n° 71 du Gouvernement (réponse aux parents substituée à celle de la mère de famille pour inventaire des droits à l'assurance vieillesse) (p. 7858) ; adopté (p. 7859) ; ses observations sur l'amendement n° 72 du Gouvernement (versement d'une majoration forfaitaire en sus des pensions de reversion servies aux veuves ou veufs assurant des charges familiales) (p. 7860) ; ses observations sur l'amendement n° 73 du Gouvernement (durée du congé de maternité assimilée à une période de travail effectif pour la détermination des droits que la salarié tient de son ancienneté) ; contre l'amendement n° 77 du Gouvernement (tendant après l'article 4 à insérer l'intitulé suivant : « statut social de la mère de famille ») (p. 7861).

Commission mixte paritaire, explications de vote [22 décembre 1987] :

Statut de la mère de famille (p. 8049).

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 2 mai 1975 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada, ainsi que l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (p. 1125).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. Rapporteur [20 décembre 1987] :

Dispositions de la convention avec le Canada et de l'entente avec le Québec (p. 7930).
Relations franco-canadiennes et franco-québécoises (p. 7931).

NENOU-PWATAHO (Maurice)

Député de la Nouvelle-Calédonie
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 avril 1987] :

Composition pluri-ethnique de la population calédonienne (p. 278).
Définition du corps électoral (et notion de population intéressée) (p. 279).
Paix civile (et notamment rétablissement de l'ordre) (p. 278).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :

Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :
— réconciliation des populations mélanésiennes (p. 6312).
Evolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie :
— généralités (p. 6311) ;
— référendum du 13 septembre 1987 (p. 6311).
Organisation des pouvoirs publics en Nouvelle-Calédonie :
— conseil exécutif (règles de majorité et pouvoir de substitution du commissaire de la République) (p. 6311).

NEVOUX (Paulette)

Député du Val-de-Marne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la Commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article 374 du code civil relatif à l'exercice de l'**autorité parentale** en ce qui concerne les **enfants naturels (n° 1200)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° **183**, posée le 7 avril 1987 : **baux (baux d'habitation)** (p. 67) ; appelée le 10 avril 1987 : **difficultés rencontrées par les locataires** : effets de la « loi Méhaignerie » (p. 216, 217) ;

— n° **308**, posée le 24 novembre 1987 : **politique extérieure (Algérie)** (p. 6422) ; appelée le 27 novembre 1987 : **enfants de mère française et de père algérien** : état d'avancement de la négociation de la convention en matière de droit de garde et de visite concernant les enfants retenus en Algérie par leur père ; création souhaitable d'un groupe de travail mixte franco-algérien (p. 6482).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 mai 1987] :

Autorité parentale (devoirs des parents) (p. 954).
Enfant issu du mariage (p. 954).
Enfant non issu du mariage (p. 954).
Enfants enlevés par leur père (et enfants des couples franco-algériens) (p. 954, 955).
Garde alternée (p. 954).
Son rappel au règlement (amendements examinés en commission sur l'audition de l'enfant par le juge) (p. 966).

Discussion des articles [7 mai 1987] :

Article 2 *(attribution de la garde des enfants après divorce) :* son sous-amendement n° 40 à l'amendement n° 5 de la commission (juge statuant sur les modalités de résidence de l'enfant) ; garde alternée avec l'accord des parents ; son amendement n° 33 soutenu par M. Gérard Welzer (exercice conjoint de l'autorité parentale avec l'accord des deux parents ; juge statuant sur les modalités de résidence des enfants) (p. 969) ; sous-amendement n° 40 : rejeté ; amendement n° 33 : devenu sans objet (p. 971).

Article 1er précédemment réservé *(sort du logement familial après divorce) :* son amendement n° 32 (de coordination) : devenu sans objet (p. 978).

Article 3 *(droits et devoirs du parent non gardien) :* ses amendements n° 34 et 35 : devenus sans objet.

Après l'article 3 : son amendement n° 36 rectifié soutenu par M. Gérard Welzer (juge tenant compte des sentiments exprimés par les enfants ; audition des enfants de plus de 13 ans en cas de désaccord entre les parents) (p. 980) ; adopté au scrutin public ; son amendement n° 37 soutenu par Mme Véronique Neiertz (parent débiteur privé de l'exercice conjoint de l'autorité parentale en cas de non paiement de la pension alimentaire pendant deux mois au cours d'un semestre) (p. 982) ; rejeté (p. 983).

Article 4 *(exercice de l'autorité parentale après divorce) :* son sous-amendement n° 42 soutenu par M. Gérard Welzer à l'amendement n° 15 de la commission (suppression du droit de surveillance du parent n'exerçant pas l'autorité parentale) ; son sous-amendement n° 43 soutenu par M. Gérard Welzer à l'amendement n° 15 de la commission (information du parent n'exerçant pas l'autorité parentale sur les choix importants relatifs à la vie de l'enfant) ; rejetés ; son amendement n° 38 : devenu sans objet (p. 984).

Article 5 *(exercice de l'autorité parentale sur les enfants naturels) :* son amendement n° 39 (déclaration des parents devant l'officier d'état civil pour l'exercice conjoint de l'autorité parentale ; maintien des droits de visite et d'information pour le parent n'exerçant plus l'autorité parentale) ; son sous-amendement n° 44 à l'amendement n° 18 de la commission (déclaration conjointe des parents à l'officier d'état civil pour l'exercice en commun de l'autorité parentale et non auprès du juge) ; son sous-amendement n° 45 à l'amendement n° 18 de la commission (suppression pour le juge de la possibilité d'ordonner l'exercice conjoint de l'autorité parentale à la demande d'un des parents ou du ministère public) ; son sous-amendement n° 46 à l'amendement n° 18 de la commission (juge non habilité à indiquer la résidence habituelle de l'enfant) ; son sous-amendement n° 48 à l'amendement n° 18 de la commission (droit d'information se substituant à celui de surveillance pour le parent n'exerçant pas l'autorité parentale) ; son sous-amendement n° 47 soutenu par M. Gérard Welzer à l'amendement n° 18 de la commission (maintien d'un droit de visite et d'information pour le parent cessant d'exercer l'autorité parentale) (p. 985) ; amendement n° 39 : rejeté ; sous-amendements n° 44 et 45 : rejetés (p. 987) ; sous-amendements n° 46, 47 et 48 : rejetés (p. 988).

Après l'article 6 : ses sous-amendements n° 49 et 50 à l'amendement n° 28 de la commission (application de l'article 357 du code pénal relatif à l'enlèvement et à la non présentation d'enfant en cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale) (p. 989) ; sous-amendement n° 49 : adopté au scrutin public ; sous-amendement n° 50 : adopté (p. 991).

— Projet de loi relatif aux obligations en matière de vente ou d'échange de certains objets mobiliers et à la répression du recel (n° 626).

Première lecture, discussion des articles [29 juin 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions relatives à la vente et à l'échange de certains objets mobiliers.*

Après l'article 1er : son amendement n° 10 soutenu par M. Gilbert Bonnemaison (tendant à soumettre les vendeurs occasionnels d'objets mobiliers offerts au public, en lots ou par voie de presse, à l'obligation de tenir un registre) : rejeté (p. 3355).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 octobre 1987] :

Association « le Patriarche » (p. 4059, 4060).
Douanes (renforcement des pouvoirs des —) (p. 4059).
Prévention de la toxicomanie (p. 4059).
Toxicomanie (lutte contre la — et notamment action de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie) :
— plan engagé par le garde des sceaux (p. 4059).
Trafic de stupéfiants (répression du —) :
— coopération internationale (p. 4059).
Trafic de stupéfiants et toxicomanie (qualification pénale et modification des règles concernant le cumul des peines pour les seules affaires de drogue) (p. 4059).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Questions* [20 octobre 1987] :

Education surveillée (p. 4535).

Environnement. — *Questions* [30 octobre 1987] :

Redevance pour l'atténuation des nuisances phoniques des aéroports (suppression de la —) (p. 5179).

Examen des crédits (p. 5181).

Etat B, titre III : soutient l'amendement n° 201 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 5181) ; rejeté (p. 5182).

— Projet de loi relatif au corps des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne (n° 970).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 décembre 1987] :

Accord du 31 juillet 1987 (p. 6706).
Grève des contrôleurs aériens (p. 6706).
Officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne :
— conditions d'accès au corps (p. 6706) ;
— création d'un corps de la fonction publique d'— (p. 6706) ;
— spécificité de la fonction de contrôle (p. 6706).

Explications de vote :
Abstention du groupe socialiste (p. 6707).
Recherche de productivité (p. 6707).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 décembre 1987] :

Placement en détention provisoire :
— mineurs (situation des —) (p. 7048, 7049).

NOIR (Michel)

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur

REPONSES AUX QUESTIONS

au gouvernement de :

— M. Robert-André Vivien : exportation des produits japonais : attitude des Etats-Unis et de l'Europe [6 mai 1987] (p. 895) ;

— M. Michel Debré : réglementation communautaire des investissements étrangers en Europe : contrôle des changes ; ordonnance du 1er décembre 1986 ; réglementation anti-dumping de la Communauté européenne ; notion de société de statut européen [24 juin 1987] (p. 3110) ;

— M. Didier Chouat : commerce extérieur : évolution de nos exportations industrielles ; concentration de nos efforts et de nos performances sur les pays européens ; problèmes des importations [25 novembre 1987] (p. 6434) ;

— M. Bruno Durieux : commerce extérieur : problème des importations françaises ; tendance à l'amélioration de notre compétitivité ; nécessité de faire respecter les règles communautaires du commerce international [25 novembre 1987] (p. 6440) ; chiffres du mois d'octobre (p. 6441, 6442).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Economie, finances et privatisation. Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Examen du fascicule* [12 novembre 1987] :

Commerce extérieur :
— chiffres du — (p. 5729, 5730) ;
— crédits des organismes compétents (p. 5729, 5731) ;
— politique commerciale extérieure (p. 5729, 5730).

NOTEBART (Arthur)

Député du Nord
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987].

Démission le 15 mai 1987 [*J.O.* du 16 mai 1987] (p. 5414).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

NUCCI (Christian)

Député de l'Isère
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission élue spécialement pour l'examen de la proposition de résolution présentée par M. Pierre Messmer et deux cent cinquante-cinq membres de l'Assemblée, portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice (n° 798).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [7 octobre 1987] :

Carrefour du développement (affaire du —) :
— procédures judiciaire et administrative en cours (p. 4015).
Mise en accusation de M. Christian Nucci :
— culpabilité (présomption de — apportée par la mise en accusation) (p. 4015) ;
— pouvoir judiciaire (respect du fonctionnement du —) (p. 4015) ;
— procédure de mise en accusation (p. 4015) ;
— responsabilité du vote des députés (p. 4015).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Aménagement du territoire (et contrats de plan) (p. 4254, 4255).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, trans-

ports. Budget annexe de la navigation aérienne. *Questions* [6 novembre 1987] :

Train à grande vitesse (contournement de l'agglomération lyonnaise) (p. 5501, 5502).

NUNGESSER (Roland)

Député du Val-de-Marne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'assurer les comptes [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Examen du fascicule* [30 octobre 1987] :

Animaux (conditions des -) (p. 5172).
Bruit (lutte contre le —) (p. 5172).
Chasse (réglementation de la –) (p. 5172).
Eau (lutte contre la pollution de l'—) (p. 5172).
Installations classées (p. 5172).
Littoral (protection du —) (p. 5172).
Parcs nationaux et réserves naturelles (situation des —) (p. 5172).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. *Questions* [6 novembre 1987] :

Commission Grégoire (suite des études de la — et réalisation du canal à grand gabarit Compiègne-Valenciennes) (p. 5509).
Tourisme fluvial (p. 5509).

O

OEHLER (Jean)

Député du Bas-Rhin
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 257, posée le 16 juin 1987 : **logement H.L.M.** (p. 2501) ; appelée le 19 juin 1987 : **logement social** : évolution des loyers H.L.M. au regard de la baisse de l'A.P.L. ; contribution du fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne au budget des organismes d'H.L.M. (p. 2898, 2899).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Questions* [26 octobre 1987] :

Effectifs et statut de la poste (p. 4855).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. *Examen des fascicules* [4 novembre 1987] :

Aides à la personne (aide personnalisée au logement et allocation logement) (p. 5377).
Loyers (augmentation des —) (p. 5377).

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Questions* [5 novembre 1987] :

Conseil de l'Europe (projet de budget du — pour 1988) (p. 5475).

ORNANO (Michel d')

Député du Calvados
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Président de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'épargne (n° 443) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [*J.O.* du 8 décembre 1987] (p. 14283).

Président de cette commission [*J.O.* du 11 décembre 1987] (p. 14431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les bourses de valeurs (n° 1002) [*J.O.* du 10 décembre 1987] (p. 14382).

Président de cette commission [*J.O.* du 18 décembre 1987] (p. 14771).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14830).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838).

DEPOTS

Proposition de loi transférant le **contentieux** des décisions du **conseil de la concurrence** à la juridiction judiciaire **(n° 638)** [14 avril 1987].

Proposition de loi organique relative **au contrôle du Parlement** sur les **finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797)** [2 juin 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 avril 1987] :

Conditions d'examen du texte en commission (p. 419).
Impôt sur les sociétés (p. 398).
Investissement des entreprises (aide à l'—) (p. 398).
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— âge de la retraite et retraite à soixante ans (p. 398) ;
— plafond de déductibilité et régime fiscal des versements (p. 397) ;

— prélèvement libératoire optionnel (p. 398) ;
— rente viagère (montant de la —) (p. 397) ;
— retraite (déséquilibre des régimes de —) (p. 397) ;
— sécurité des épargnants (p. 398) ;
— sortie du P.E.R. (rente viagère ou capital) (p. 399).
R.E.S. (reprise de l'entreprise par ses salariés) (p. 398) :
— professions libérales (p. 398).
Report en arrière (p. 398).

Discussion des articles [16 et 21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *plans d'épargne en vue de la retraite.*

Article 1er *(ouverture des P.E.R. à compter du 1er juin 1987 ; catégories d'organismes pouvant les proposer)* : ses observations sur l'amendement n° 30 de M. Pierre Descaves (suppression de la référence au décret pour déterminer les catégories d'organismes habilités à proposer le P.E.R.) ; dépôt et retrait d'amendements ; règles de forclusion (p. 435).

Après l'article 8 : son sous-amendement n° 164 à l'amendement n° 2 du Gouvernement (prélèvement libératoire de 26 % lorsque le retrait ou la liquidation de la pension s'effectue après le soixante-septième anniversaire) (p. 470) ; modifié et adopté (p. 472).

Chapitre III : *rachat d'une entreprise par ses salariés.*

Article 16 *(rachat d'une entreprise par ses salariés ; conditions ; régime fiscal)* : conditions d'examen de l'article en commission (p. 493) ;

Chapitre X : *modernisation des marchés financiers et dispositions diverses.*

Avant l'article 45 : ses observations sur le sous-amendement n° 180 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 156 du Gouvernement (réduction de l'impôt sur les sociétés à 40 % pour les bénéfices réinvestis ; amortissement dégressif) (p. 521).

Commission mixte paritaire, discussion des articles [2 juin 1987] (p. 1784) :

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Christian Pierret (p. 1795).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues transférant le contentieux des décisions du conseil de la concurrence à la juridiction judiciaire (n° 638).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 avril 1987] :

Conseil constitutionnel (décision du 23 janvier 1987) (p. 675).
Conseil de la concurrence (et notamment nature et compétence du —) (p. 675).
Constitutionnalité de la présente proposition de loi (p. 675).
Cour d'appel de Paris (compétence de la —) (p. 676).
Droit européen (et notamment adéquation de la loi avec le — et perspectives du marché unique) (p. 676).
Sursis à exécution (p. 675).
Unité de contentieux et de jurisprudence (p. 675).

Deuxième lecture, explications de vote [25 juin 1987] :

Ordre judiciaire (compétence de l'—) (p. 3157).
Vote favorable du groupe U.D.F. (p. 3157).

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 57).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 juin 1987] :

Administration fiscale (p. 1805).
Charte du contribuable (et garanties offertes au contribuable) (p. 1804).
Commission Aicardi (p. 1804).
Impôts (réduction des —) (p. 1804).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [1er juilllet 1987] :

Commission des finances (séance du 1er juillet 1987) (p. 3450).

— Ses observations sur le rappel au règlement de M. Christian Pierret : dépôt d'amendements par le Gouvernement en séance ; réunion de la commission [3 juin 1987] (p. 1895).

— Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Allard tendant à faciliter la réalisation d'un nouveau franchissement de l'estuaire de la Seine (n° 794).

Première lecture, discussion des articles [16 juin 1987] :

Article unique *(affectation d'une partie du produit des péages au financement de la construction d'un nouveau franchissement de la Seine)* : ses observations. (p. 2417) ; ses observations sur l'amendement n° 1 de M. Joseph Menga (information des usagers) (p. 2418).

— Conclusions du rapport de la commission des lois sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Inscription à l'ordre du jour complémentaire.

Explications de vote [16 juin 1987] :

Proposition socialiste sur la renégociation des prêts d'accession à la propriété (absence de mention de la à l'ordre du jour complémentaire) (p. 2459).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Caisses de sécurité sociale (gestion des —) (p. 2829, 2840).
Contrôle et information du Parlement sur le budget social de la nation (constitutionnalité, opportunité) (p. 2839, 2849, 2935).
Déficit des régimes sociaux et prévisions (p. 2837, 2839).
Etatisation de la sécurité sociale (p. 2838, 2919).
Etats généraux (opportunité et enjeux des —) (p. 2839).
Partenaires sociaux (articulation des prérogatives des — avec le contrôle du Parlement) (p. 2839, 2867, 2934).
Propositions législatives (historique des — tendant au contrôle du Parlement sur le budget social) (p. 2838).

— Dépôt du rapport de la Cour des comptes [25 juin 1987] (p. 3152) :

Cour des comptes (coopération de la — avec la commission des finances) (p. 3152).
Dépenses publiques (amélioration du contrôle des —) (p. 3152).

— Ses observations sur le rappel au réglement de M. Pierre Joxe : incidents du 9 octobre 1987 ; rapport spécial de la commission des finances sur l'éducation confié à M. Jean-Claude Martinez [13 octobre 1987] (p. 4199).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [13 octobre 1987] [14 octobre 1987] :

Finances publiques (programmation à moyen terme des — et « bombes à retardement ») (p. 4214).
Impôt sur les sociétés (p. 4213).
Inflation (et écart avec nos principaux partenaires) (p. 4212).
Investissement (niveau de l'— et politique en faveur de l'—) (p. 4213).
Logement (accession des locataires à la propriété des logements sociaux) (p. 4214).
Privatisations (et affectation du produit des —) (p. 4214).
Sécurité sociale (cotisations de — ; équilibre financier et réforme de la —) (p. 4213).
T.V.A. (décalage d'un mois) (p. 4213).
Dépôt tardif d'amendements (p. 4307).

Première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] [16 octobre 1987] :

Article 6 *(suppression de la taxe sur certains frais généraux)* : son approbation de l'article ; possibilité de réintégrer les frais généraux dans le bénéfice ; liberté de gestion des entreprises (p. 4361, 4362) ; contre l'amendement n° 58 de M. Jean Jarosz (de suppression) ; réintégration de frais généraux dans le bénéfice (p. 4363).

Article 9 *(reconduction de mesures relatives à la T.V.A. prise en faveur de l'agriculture)* : irrecevabilité d'un amendement de M. François Grussenmeyer sur les bouilleurs de cru du fait de l'insuffisance du gage (p. 4386).

Article 10 *(réduction à 28 % des taux de T.V.A. sur les automobiles et les motocyclettes de plus de 240 cm³)* : contre l'amendement n° 63 de M. Jean Jarosz (réduction à 18,6 % du taux de T.V.A. sur les automobiles et les motocyclettes — relèvement à 50 % du taux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés) (p. 4395).

Article 11 *(assujettissement des enregistrements sonores au taux normal de la T.V.A.)* : son amendement n° 2 corrigé (application de la mesure au 1er décembre 1987) (p. 4399) ; soutient l'amendement n° 13 corrigé de la commission (même objet) ; adoptés (p. 4400).

Après l'article 13 : soutient l'amendement n° 14 corrigé de la commission (rétablissement du taux de T.V.A. à 7 % pour les hôtels quatre étoiles) (p. 4406) ; dispositions de l'amendement ne s'appliquant pas aux « quatre étoiles luxe » (p. 4407) ; rejeté au scrutin public (p. 4408).

Après l'article 14 : pour l'amendement n° 15 de la commission (non application du décalage d'un mois pour l'imputation de la T.V.A. sur les télécommunications) ; harmonisation fiscale européenne en matière de T.V.A. (p. 4409).

Article 16 *(mesures relatives à la fiscalité de l'énergie)* : taxation comparée du fioul lourd dans la C.E.E. (p. 4432) ; nécessité de réduire les taxes sur l'énergie distribuée à l'industrie (p. 4433).

Après l'article 19 : contre l'amendement n° 83 de M. Jean Giard (contribution assise sur l'avantage procuré par l'amortissement dégressif par rapport à l'amortissement linéaire ; affectation à la création d'emplois ou à la réduction du temps de travail sans diminution de salaire) ; contre l'amendement n° 84 de M. Jean Giard (prélèvement de 2 % sur les investissements bruts réalisés à l'étranger par les sociétés françaises) ; contre l'amendement n° 85 de M. Jean Giard (taxation au profit du Trésor et de la commune d'implantation des suppressions d'emploi effectuées par les entreprises ayant investi à l'étranger) ; nécessité de l'investissement à l'étranger ; contre l'amendement n° 86 de M. Jean Giard (prélèvement exceptionnel de 10 % sur les comptes à terme, les bons de caisse et le montant des actions et des obligations acquises par les entreprises de plus de 50 salariés depuis le 1er janvier 1988) ; ses observations sur l'amendement n° 106 de M. Gilbert Gantier (report à leur date de réalisation, de l'imposition des plus-values constatées en cas d'échange de droits sociaux résultant de fusion, de scission ou d'apport à une société) (p. 4445).

Article 26 *(D.G.F. ; fixation du taux de prélèvement sur les recettes de T.V.A.)* : mode de répartition de la D.G.F. ; effet pervers de la prise en charge partielle par l'Etat de la taxe professionnelle (p. 4464).

Après l'article 26 : contre l'amendement n° 39 de M. Michel Barnier (augmentation du tarif des redevances perçues au profit du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales) (p. 4465).

Article 30 et état A : recevabilité de l'amendement n° 141 de M. Jean Anciant (minoration de 15 milliards de francs des ressources brutes du budget général) (p. 4483).

Deuxième partie :

Economie, finances et privatisation. Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Joxe (p. 5734).

Déclaration de M. Edouard Balladur (p. 5734).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Article 55 *(centres de gestion et associations agréés ; relèvement à 400 000 francs de la limite pour l'abattement de 20 %)* : ses observations sur l'amendement n° 250 rectifié de M. Paul Chomat (limite portée à 500 000 francs ; taux de l'impôt sur les sociétés porté à 55 %) (p. 5843).

Après l'article 55 : irrecevabilité de l'amendement n° 255 rectifié de M. Paul Chomat (suppression de la provision pour fluctuation des cours) ; application de l'article 40 à l'encontre de cet amendement (p. 5846).

Avant l'article 56 : nécessité d'une réforme d'ensemble de la fiscalité locale (p. 5851) ; contre l'amendement n° 341 de M. Christian Pierret (prélèvement mensuel pour les impôts locaux après globalisation de ceux-ci ; rédaction des avis d'imposition) (p. 5865).

Article 56 *(report de l'actualisation des bases prévues pour 1988 ; fixation des bases pour 1988)* : souhaite l'actualisation des bases de la fiscalité locale et une rupture temporaire du lien entre les taux des taxes (p. 5868).

Après l'article 56 : ses observations sur l'amendement n° 332 de M. Bruno Durieux (possibilité de minoration du taux de la taxe d'habitation pour les communes où celui-ci est supérieur à la moyenne nationale) (p. 5872).

Après l'article 57 : ses observations sur les rappels au règlement de M. Jean-Louis Masson : déclaration d'irrecevabilité (p. 5878).

Après l'article 63 : ses observations sur l'amendement n° 181 de M. Pierre Descaves (suppression de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés) (p. 5921).

Seconde délibération du projet de loi [13 novembre 1987] :

Ses observations sur les amendements du Gouvernement abondant les budgets de certains ministères (p. 5929).

Commission mixte paritaire, discussion des articles [17 décembre 1987] :

Après l'article 53 : ses observations sur le dépôt tardif et la mauvaise qualité rédactionnelle de l'amendement n° 15 du Gouvernement (p. 7686).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Yvon Briant : éventuelle modification du programme de privatisations ne remettant pas en cause le budget [20 octobre 1987] (p. 4526).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).**

Première lecture, avant la discussion des articles [7 décembre 1987] :

Ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 6863, 6864, 6865).

Amendements déposés tardivement (par le Gouvernement notamment) (p. 6871).

Budget 1987 :

— conditions de réalisation du — (p. 6863).

Budget 1988 (hypothèses économiques) (p. 6863, 6864).

Commission des finances (réunion de la —) (p. 6850).

Crise financière et boursière (p. 6864, 6865).

Politique économique (orientation de la — ; coopération européenne) (p. 6864).

Discussion des articles [8 décembre 1987] :

Article 4 et état B *(dépenses ordinaires des services civils ; ouverture)* : pour l'amendement n° 57 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'agriculture pour abonder les dotations consacrées à la restructuration laitière et à la lutte contre la leucose bovine) (p. 6880).

Article 10 *(révision du produit attendu de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)* : présente l'amendement n° 23 de la commission (répartition de la redevance télévision) (p. 6890, 6891) ; adopté (p. 6892).

Avant l'article 12 : contre l'amendement n° 77 de M. Christian Pierret (rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 6893).

Après l'article 12 : pour l'amendement n° 45 de M. Jean-Jacques Jegou (possibilité pour l'autorité compétente de décider que l'obligation de versement de la redevance du P.L.D. n'est pas applicable aux constructions édifiées dans une Z.A.C.) (p. 6918).

Article 13 *(régime fiscal de l'alcool éthylique d'origine agricole destiné à être utilisé comme carburant)* : ses réserves sur l'amendement n° 20 de M. Pierre Descaves (extension du dispositif de cet article à la production d'éthanol à partir de topinambours) (p. 6920).

Article 14 *(précision concernant la taxe d'apprentissage et le régime fiscal des titres acquis dans le cadre de la participation)* : présente l'amendement n° 28 de la commission (précisant que la taxe d'apprentissage s'applique aux groupements d'intérêt économique ayant une activité industrielle ou commerciale) : adopté ; présente l'amendement n° 29 rectifié de la commission (application de cette taxe aux G.I.E. sauf s'ils ont pour objet exclusif les divers ordres d'enseignement) : adopté (p. 6943).

Article 17 *(consultation du service des domaines par les collectivités et organismes publics)* : pour l'amendement n° 31 de la commission (de suppression) ; suppression d'un cavalier budgétaire (p. 6946).

Article 18 *(harmonisation du régime des plus-values à court terme réalisées sur la cession de biens acquis par crédit-bail) :* pour l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) (p. 6949).

Article 20 *(mesures diverses de reconduction ou de simplification) :* présente l'amendement n° 34 de la commission (reculant de un an la date à laquelle la révision prévue à l'article 22 de l'ordonnance du 13 novembre 1985 devrait être achevée) : adopté (p. 6950).

Article 21 *(réduction du droit de timbre sur le loto national et le loto sportif) :* présente l'amendement n° 35 de la commission (de suppression) (p. 6950) ; rejeté (p. 6951) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : rappelle qu'il a protesté contre le fait que des amendements du Gouvernement aient été déposés trop tardivement sur le projet de loi de finances rectificative pour 1987, qu'il a réuni la commission des finances pour examiner les derniers amendements déposés dont certains par le groupe socialiste ; amendement n° 55 du Gouvernement ; absence de « coup monté » ; sous-amendements déposés par M. Aymeri de Montesquiou ; précise qu'il n'y a pas lieu de réunir a nouveau la commission des finances (p. 6955).

Inopportunité de procéder à une deuxième délibération sur l'amendement n° 8 corrigé de M. Xavier Hunault (p. 6962).

Explications de vote :

Crédit agricole (mutualisation du — ; affectation du produit à l'agriculture) (p. 6966).

Vote positif du groupe U.D.F. (p. 6966).

— Projet de loi sur les bourses de valeurs (n° 1002).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :

Ses observations (p. 7900).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1987] :

Origines et motif du dispositif proposé :

— modalités de la discussion parlementaire des deux textes (p. 87).

ORTET (Pierre)

Député de la Haute-Garonne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

OSSELIN (Jacqueline)

Député du Nord
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 329,** posée le 8 décembre 1987 : **étrangers (politique et réglementation)** [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelée le 11 décembre 1987 : **délivrance de la carte de résident :** refus opposé à certains ressortissants étrangers sous prétexte de conditions de séjour en France irrégulières (p. 7153, 7154).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, avant la discussion des articles [25 mai 1987] :

Formation et gestion des personnels territoriaux :

— paritarisme dans la gestion de la formation (abandon du —) (p. 1612) ;
— mobilité et parité au sein de la fonction publique (p. 1611, 1612) ;
— statut de la fonction publique territoriale (et notamment réforme de 1984 : non application de la — et modification des principes issus de la —) (p. 1611).

Statut des personnels territoriaux :

— contractuels (recours aux —) (p. 1612) ;
— droit d'option (p. 1612) ;
— H.L.M. (personnels des —) (p. 1612).

Discussion des articles [26 mai 1987] [27 mai 1987] :

Chapitre I^er^ : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 1^er^ *(article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 recrutement des agents non titulaires) :* soutient l'amendement n° 109 de M. Bernard Derosier (suppression de la disposition sur le recrutement de contractuels pour les emplois permanents) ; disposition du projet portant D.M.O.S. sur le recrutement de contractuels de catégorie A dans l'ensemble de la fonction publique (p. 1637) ; rejeté (p. 1638).

Article 2 *bis* *(article 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (représentation syndicale au sein du conseil supérieur de la fonction publique territoriale) :* soutient l'amendement n° 113 de M. Georges Lemoine (de suppression) : rejeté (p. 1643).

Article 6 *(article 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (conditions d'affiliation aux centres de gestion) :* son amendement n° 120 (tendant à réduire à 230 l'effectif plafond de l'affiliation obligatoire aux centres de gestion) : devenu sans objet (p. 1725).

Article 13 *(article 44 de loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (listes d'aptitude) :* son amendement n° 128 (établissement des résultats des concours par ordre de mérite) : rejeté ; son amendement n° 138 (prévoyant que l'autorité territoriale exerce librement son choix sur les listes de résultats aux concours établies par ordre de mérite) : devenu sans objet (p. 1744).

Article 16 *ter* *(article 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (sanctions disciplinaires) :* son amendement n° 135, deuxième correction (tendant à réduire à trois jours l'exclusion temporaire figurant dans la liste des sanctions du premier groupe) : rejeté (p. 1753).

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 juin 1987] :

Taxation d'office et évaluation forfaitaire du revenu (p. 1829).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Questions* [27 octobre 1987] :

F.O.N.J.E.P. (modalités d'attribution des postes) (p. 4945).

Vie associative (p. 4944).

Intérieur. — *Questions* [9 novembre 1987] :

Cadres d'emplois (p. 5632).

Contrôle des budgets communaux (p. 5632).

Taxe d'habitation (p. 5632).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Article 59 *(fiscalité régionale) :* soutient l'amendement n° 345 rectifié de M. Christian Pierret (entrée en vigueur des dispositions de l'article en 1988) (p. 5882) ; rejeté (p. 5883).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé :

— financement de la vie politique et fonctionnement de la démocratie (p. 85).

OUDOT (Jacques)

Député Seine-Saint-Denis
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038) [*J.O.* du 13 décembre 1987] (p. 14092).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les bourses des valeurs (n° 1002) [*J.O.* du 10 décembre 1987] (p. 14382).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 190**, posée le 16 avril 1987 : **enseignement maternel et primaire (établissements : Seine-Saint-Denis)** (p. 450) ; appelée le 24 avril 1987 : **fermeture de classes en Seine-Saint-Denis** : nécessité de maintenir les classes d'aide aux enfants en difficulté et d'éviter les surcharges d'effectifs (p. 655) ; niveau insuffisant de formation des jeunes en Seine-Saint-Denis (p. 656).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).**

Première lecture, discussion des articles [18 mai 1987] :

Article 5 *(instauration conventionnelle de cycles de travail)* : son approbation de l'article (p. 1261).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).**

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Titre III : *dispositions diverses.*

Après l'article 10 : contre le sous-amendement n° 97 de M. Bruno Gollnisch à l'amendement n° 74 du Gouvernement (répression de l'insurrection hongroise de 1956) ; demande au Front national s'il votera pour ou contre l'amendement n° 74 du Gouvernement ; demande si le Gouvernement engage sa responsabilité sur le projet de loi (p. 4174).

P

PACCOU (Charles)

Député du Nord
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :
Cotisations sociales (modification de l'assiette des —) (p. 4765).
Nord (situation de l'agriculture dans le département du —) (p. 4764).

PAECHT (Arthur)

Député du Var
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 8683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (défense : titres V et VI) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 39 : **défense : titres V et VI (n° 960)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Accords de Washington : défense européenne et état d'esprit de l'opinion française** : découplage entre les Etats-Unis et l'Europe ; résultats d'un sondage *Antenne 2-Le Point* [9 décembre 1987] (p. 7002).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).**

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :
Alliances (respect des —) (p. 130).
Armes chimiques (p. 130).
Armes « intelligentes » (p. 130, 131).
Armes nucléaires tactiques ou préstratégiques (p. 130).
Avions de combat (p. 130).
Bombe à neutrons (p. 130).
Coopération européenne en matière d'armement (p. 131).
Coopération franco-allemande et question de la garantie militaire et nucléaire de la France (p. 130).
Crédits d'équipement militaire prévus par la loi (p. 129).
Crédits de fonctionnement des armées (absence de programmation des —) (p. 129).
Défense aérienne (missiles) (p. 130, 131).
Défense européenne (p. 130).
Désarmement et dénucléarisation de l'Europe (négociations américano-soviétiques) (p. 130).
Dissuasion (p. 130).
Flotte de surface (p. 130).
Force d'action rapide (p. 131).
Force océanique stratégique (p. 130).
Loi de programme (organisation et contenu de la —) (p. 129, 130).
Neutralisme et pacifisme en République fédérale d'Allemagne (p. 130).
Porte-avions nucléaires (p. 130).
Principes de la politique de la défense (p. 130).
Service national (p. 131).

Discussion des articles :

Article Ier et annexe *(approbation des orientations de l'annexe)* : son sous-amendement n° 39 à l'amendement n° 29 de M. Alain Lamassoure (sécurité de la France se jouant aux frontières de ses voisins) (p. 174) : non soutenu (p. 175).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [9 novembre 1987] :

Arsenaux et G.I.A.T. (statut des — et personnels) (p. 5645, 5646).
Budget de la défense (niveau du —) :
— crédits d'études (équipement) (p. 5645) ;
— dépenses d'équipement et programmes (p. 5644) ;
— proportion du P.I.B. consacré à la défense (p. 5645).
Cession d'actifs immobiliers et mobiliers (notamment caserne Dupleix) (p. 5644).
Coopération européenne et internationale pour l'armement (p. 5645).
Forces nucléaires stratégiques :
— force océanique (F.O.S.T.) (p. 5644) ;
— missile S 4 (p. 5644).
Forces nucléaires tactiques ou préstratégiques :
— bombe à neutrons (p. 5649) ;
— missile Hadès (p. 5644, 5645).
Programmes d'équipement :
— programme Rafale, A.C.T.-A.C.M. (p. 5645).

Vote des crédits :

Article 34 *(dépenses ordinaires des services militaires ; mesures nouvelles) :* contre l'amendement n° 323 de M. Guy-Michel Chauveau (réduction des crédits pour le renforcement de l'encadrement de la direction des armements terrestres) ; diminution des effectifs (p. 5701) ; contre l'amendement n° 326 de M. Jacques Peyrat (réduction des crédits destinés aux associations) ; suppression de la tenue de sortie du paquetage de l'appelé (p. 5702).

Article 35 *(dépenses en capital des services militaires ; mesures nouvelles).*

Titre V : contre l'amendement n° 315 de M. Michel Peyret (suppression des crédits de paiement et autorisations de programme pour les armes chimiques) (p. 5703) ; contre l'amendement n° 316 de M. Michel Peyret (suppression des crédits destinés aux recherches nucléaires militaires) ; contre l'amendement n° 317 de M. Michel Peyret (armes à neutrons) ; contre l'amendement n° 318 de M. Michel Peyret (suppression des missiles Hadès, A.S.M.P. et S 4 notamment) (p. 5705) ; contre l'amendement n° 319 de M. Michel Peyret (essais nucléaires de Mururoa) ; désarmement ; position du parti communiste sur les problèmes de défense ; attitude des communistes en 1939 ; erreur corrigée par la Résistance (p. 5706) ; ses observations sur l'amendement n° 321 de M. Georges Roger-Machart (réduction des crédits de documentation) (p. 5707, 5708) ; contre l'amendement n° 322 de M. André Ledran (réduction des crédits de paiement ouverts au paragraphe II de l'article 35) ; moyens de la gendarmerie (p. 5710) ; contre l'amendement n° 329 de M. Michel Peyret (réduction des autorisations de programme et crédits de paiement ouverts au paragraphe II) ; D.G.S.E. ; contrôle parlementaire exercé par M. Yves Guéna et lui-même, rapporteurs spéciaux sur cet organisme (p. 5711).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Article 58 *(taxe professionnelle sur les arsenaux de l'Etat) :* son amendement n° 313 corrigé (assujettissement à la taxe professionnelle de l'entretien et des grosses réparations qui ne relèvent pas de la mise en œuvre opérationnelle des forces armées) : retiré (p. 5880).

PANAFIEU (Françoise de)

Député de Paris
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795) [4 juin 1987] (p. 2010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le développement du mécénat (n° 795) [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles.
Rapporteur pour avis [23 juin 1987] :

Acquisitions d'œuvres d'art et de demeures historiques par les entreprises (p. 3040).
Associations (régime des —) (p. 3040).
Bénéficiaires des versements ouvrant droit à déduction fiscale (p. 3040).
Circulation des œuvres des collections publiques (p. 3040).
Conception gouvernementale du mécénat (p. 3039).
Fondation (régime des —) (p. 3040, 3041).
Pratiques culturelles en France (p. 3039).
Rôle des entreprises dans le développement du mécénat (p. 3040).

Discussion des articles [23 juin et 7 juillet 1987] :

Article 2 *(détermination des bénéficiaires des versements effectués par les particuliers des entreprises ouvrant droit à déduction et régime de déduction fiscale des entreprises) :* son amendement n° 25 (associations ayant pour objet la défense du patrimoine historique bénéficiant du régime de déduction institué par le projet de loi) (p. 3074) ; rejeté après modification (p. 3076).

Article 6 *(assimilation des dépenses de parrainage à des frais généraux) :* son amendement n° 26 soutenu par M. Bernard-Claude Savy (notion d'activité à caractère philantropique, social, humanitaire, familial, culturel, éducatif, scientifique, sportif ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique ou historique) (p. 3703) ; retiré (p. 3704).

Article 6 *bis* *(circulation des œuvres des collections publiques) :* son amendement n° 27 (de suppression) : adopté (p. 3705).

Article 12 *(élargissement de la capacité juridique et financière des associations) :* contre l'amendement n° 46 de M. François d'Aubert (rôle du Conseil d'Etat dans la procédure de reconnaissance de l'utilité publique) (p. 3711).

Article 13 *(protection du titre de fondation) :* son amendement n° 28 (délai dont disposent les fondations pour mettre l'appellation de leur groupement en conformité avec les dispositions protégeant l'appellation de fondation) : adopté (p. 3731).

Article 13 *bis* *(régime juridique des fondations d'entreprise) :* son amendement n° 29 : devenu sans objet (p. 3733).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre I^er^ : *organisation de la sécurité civile.*

Article 12 *bis* *(rôle des services d'incendie et de secours) :* son amendement n° 171 soutenu par M. Jean-Marie Demange (définition de la mission du service incendie) (p. 3809) ; adopté (p. 3810).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [13 octobre 1987] :

Enseignement privé (et forfait d'externat) (p. 4234).
Recherche (dépense de — et incitation à la —) (p. 4233, 4234).

Deuxième partie :

Culture. — *Examen du fascicule* [30 octobre 1987] :

Arts plastiques (p. 5127).
Budget de la culture (évolution du —) (p. 5126).
Cinéma (crise du — et concurrence avec la télévision) (p. 5127).
Création culturelle et théâtrale (p. 5127).
Développement culturel régional (p. 5128).
Enseignements artistiques (p. 5126, 5127).
Grands projets culturels (et notamment Opéra de la Bastille et Grand Louvre) (p. 5127).
Patrimoine monumental (et loi de programme sur le —) (p. 5126).
Répartition de la dépense culturelle de l'Etat entre Paris et la province (p. 5127).

— **Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au patrimoine monumental (n° 1019).**

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Loi de programme :
— antédédents (p. 7742) ;
— crédits consacrés à la loi de programme (et indexation des —) (p. 7742) ;
— fiscalité (p. 7742).

Patrimoine :
— dégradation (p. 7741).

PANDRAUD (Robert)

Ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Pierre Pasquini : affaire Knobelapiess** [8 avril 1987] (p. 86, 87) ;

— **M. Jean-Louis Masson : report des élections aux conseils généraux du printemps à l'automne 1988 :** étude en cours [22 avril 1987] (p. 546) ;

— **M. Jean Brocard : police municipale :** rapport du Préfet Lalanne ; existence et missions des agents de police municipale inscrites dans le code des communes ; préparation d'un projet de loi sur la compétence des agents de police municipale [6 mai 1987] (p. 896, 897) ;

— **M. Michel Ghysel : mise à disposition de la police d'appelés du contingent : bilan de l'expérience de Roubaix** [27 mai 1987] (p. 1708) ;

— **M. Louis Mexandeau : crime raciste à Caen :** exploitation politicienne d'un crime dont les éléments ne sont pas encore tout à fait connus [10 juin 1987] (p. 2177) ;

— **M. Alain Lamassoure : arrestation et expulsion des terroristes et des sympathisants du mouvement indépendantiste basque en France :** action du Gouvernement contre le terrorisme ; collaboration avec le Gouvernement espagnol [7 octobre 1987] (p. 3994) ;

— **M. Georges-Paul Wagner : incidents de Roissy :** plainte déposée par le préfet du département de la Seine-Saint-Denis devant le procureur de la République ; ferme application de la politique de reconduite à la frontière de tous les étrangers en situation irrégulière [21 octobre 1987] (p. 4591) ;

— **M. Eric Raoult : incident à Roissy :** action préméditée ; état de droit bafoué par le parti communiste [21 octobre 1987] (p. 4599) ;

— **M. Jacques Peyrat : politique française au Liban :** évoque les événements récemment produits à Amiens ; efforts du Gouvernement pour que les otages soient libérés le plus rapidement possible [12 novembre 1987] (p. 5756) ;

— **M. Jean-François Jalkh : situation des étrangers en France :** politique d'immigration du Gouvernement ; situation de M. Serge Mitolo ; expulsion de nombreux ressortissants se livrant au trafic de stupéfiants [12 novembre 1987] (p. 5757) ;

— **M. Pierre Descaves : exécution des arrêtés d'expulsion :** loi empêchant l'expulsion d'étrangers résidant en France depuis plus de quinze ans adoptée sous la législature précédente [16 décembre 1987] (p. 7550) ; stricte application désormais de la nouvelle loi du 9 septembre 1986 (p. 7551) ;

orales sans débat :

— **M. Jean-Pierre Reveau** remplacé par M. Roger-Holeindre (n° 188) : **incidents dans l'église de Port-Marly :** intervention des forces de police à la suite de violences des manifestants ayant pénétré dans l'église ; aucune atteinte à la liberté du culte [10 avril 1987] (p. 219, 220) ;

— **M. Jean-Claude Dessein (n° 181) : suppression de postes de l'éducation nationale dans la Somme :** postes supprimés ou créés en fonction des prévisions démographiques [10 avril 1987] (p. 220, 221) ;

— **M Alain Vivien (n° 279) : effectifs de police en Seine-et-Marne :** effectifs complétés lors des sorties d'école ; appréciation des besoins spécifiques dus à l'implantation d'Eurodisneyland (p. 4086) ; œuvre du précédent Gouvernement [9 octobre 1987] (p. 4087).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au service national dans la police (n° 705).**

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Ilotage (relations entre la police et la population) (p. 3255).
Loi du 7 août 1985 dite « loi de modernisation de la police » (p. 3255).
Police (amélioration du recrutement de la —) (p. 3255).
Policiers auxiliaires (définition des missions des —) (p. 3260).
Service national (élargissement et redéfinition des formes civiles d'exercice du —) (p. 3255).

Discussion des articles [26 juin 1987] :

Article 1er *(subordination du recrutement au titre du service national dans la police à la satisfaction prioritaire des besoins des armées) :* ses observations (p. 3262).

Article 2 *(modification des dispositions du chapitre II* bis *« service dans la police nationale » du titre III du code du service national) :* contre l'amendement n° 19 de M. François Asensi (de suppression) ; *article L. 94-1 du code du service national* (extension de la disponibilité de la réserve au service national de la police) : contre l'amendement n° 3 de M. Guy-Michel Chauveau (suppression du texte proposé) ; contre l'amendement n° 20 de M. François Asensi (même objet) (p. 3264) ; *article L. 94-2 du code du service national* (conditions générales d'accomplissement du service national dans la police) : contre l'amendement n° 4 de M. Jean-Marie Bockel (calcul des effectifs dans la police nationale) ; contre l'amendement n° 17 de M. Gilbert Bonnemaison (impossibilité pour les policiers auxiliaires d'effectuer leur service national dans la circonscription de police de leur domicile) (p. 3265) ; *après l'article L. 94-2 du code du service national :* contre l'amendement n° 6 de M. Gilbert Bonnemaison (définition des missions et des compétences des policiers auxiliaires) (p. 3266) ; *article L. 94-3 du code du service national* (obligations générales des policiers auxiliaires) : contre l'amendement n° 7 de M. Jean-Marie Bockel (code de déontologie de la police national) ; contre l'amendement n° 8 de M. Gilbert Bonnemaison (remise d'un exemplaire du « mémento pratique du gardien de la paix » aux policiers auxiliaires) (p. 3267) ; *article L. 94-9 du code du service national* (prolongation du service actif au-delà de la durée légale de 12 mois) ; contre l'amendement n° 9 de M. Jean-Marie Bockel (suppression du service long) ; *article L. 94-12 du code du service national* (mise en disponibilité) : contre l'amendement n° 10 de M. Guy Michel Chauveau (suppression du texte proposé) (p. 3268) ; *article L. 94-15 du code du service national* (règles relatives aux périodes d'exercice et aux périodes volontaires) : contre l'amendement n° 1 de la commission (expression « sous les drapeaux » remplacée par « service actif » pour la désignation du service national dans la police) (p. 3269).

Article 3 *(introduction dans le titre V du code du service national relatif aux dispositions pénales et disciplinaires d'un chapitre III* bis *intitulé « dispositions particulières au service dans la police nationale ») :* contre l'amendement n° 22 de M. François Asensi (de suppression) (p. 3270).

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 2 de la commission (charges des collectivités locales couvertes par l'Etat) ; contre l'amendement n° 16 de M. Guy Michel Chauveau (même objet) (p. 3270).

— **Projet de loi, adopté, par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).**

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Après l'article 13 ter : son amendement n° 222 (validation législative d'une disposition réglementaire relative à la nomination des élèves-commissaires à la suite de son annulation par le tribunal administratif) : adopté (p. 3811).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Examen du fascicule* [9 novembre 1987] :

Sécurité :
— appelés effectuant leur service dans la police (p. 5620) ;
— délinquance (p. 5620, 5621) ;

— polices municipales (p. 5620) ;
— services de police (moyens des —) (p. 5620, 5621) ;
— services de police (structure et méthodes des —) (p. 5620, 5621) ;
— syndicats de policiers (p. 5620) ;
— terrorisme (p. 5621).

Réponses aux questions (p. 5625) :

Appelés effectuant leur service dans la police (M. Guy-Michel Chauveau) (p. 5635).
Délinquance (situation à Roubaix) (p. 5631).
Délinquance (statistiques de la — en Seine-Saint-Denis) (M. Eric Raoult) (p. 5627).
Plan de modernisation de la police (M. Philippe Marchand) (p. 5634).
Répartition des effectifs de police dans la région parisienne (M. Michel Berson) (p. 5635).
Sécurité des voyageurs dans les transports en commun (M. Eric Raoult remplaçant M. Jean-Pierre Delalande) (p. 5625).
Terrorisme (statistiques relatives au —) (M. Philippe Marchand) (p. 5636, 5637).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Pierre Pascallon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée, relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel afin d'élargir aux conseillers régionaux le droit de présentation des candidats à cette élection (n° 409) et proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, complétant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel (n° 772).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique : discussion commune [4 décembre 1987] :

Collège des personnes habilitées à présenter des candidats à la présidence de la République (élargissement du —) (p. 6782).
Conditions géographiques du parrainage des candidats à la présidence de la République (p. 6783).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux élections cantonales (n° 1027).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 décembre 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 6795).
Choix discrétionnaire fait par le Gouvernement sur les élections cantonales pouvant avoir lieu avant l'élection présidentielle (p. 6795).
Coincidence des dates des élections présidentielles et des élections cantonales (nécessité d'éviter la —) (p. 6789).
Délai de convocation des électeurs à la suite d'une vacance au sein d'un conseil général (p. 6789).

Discussion des articles [4 décembre 1987] :

Article 1er *(prorogation du mandat des conseillers généraux soumis à renouvellement en mars 1988 jusqu'en octobre 1988) :* contre l'amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (prorogation du mandat des conseillers généraux jusqu'au mois de juin 1988) (p. 6796) ; découpage des cantons.

Après l'article 1er : contre l'amendement n° 2 de M. Jean-Louis Masson (création de suppléants pour les conseillers généraux) (p. 6797).

Après l'article 2 : ses observations sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Louis Masson (éligibilité au conseil général des électeurs du département inscrits sur une liste électorale) ; ses observations sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Louis Masson (possibilité de refuser l'inscription de la candidature d'une personne manifestement inéligible) (p. 6799).

— Projet de loi organique, adopté par le Sénat, tendant à modifier le second alinéa de l'article L.O. 145 du code électoral (n° 1032).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [4 décembre 1987] :

Incompatibilité entre les fonctions de membre d'un conseil d'administration d'entreprises publiques nationales et les fonctions parlementaires (problèmes posés par l'—) (p. 6800).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Deuxième lecture, discussion des articles [4 décembre 1987] :

Article 3 : ses observations sur l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Michel (gestion des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel relevant du secrétariat général du Conseil d'Etat) ; contre l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la possibilité offerte aux membres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel d'être détachés dans les chambres régionales des comptes) (p. 6814).

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 11 de M. Jean-Claude Martinez (chambre régionale des comptes étant fusionnée en dix chambres interrégionales) (p. 6815).

Article 6 *bis* *:* son amendement n° 13 : devenu sans objet (p. 6816).

Après l'article 6 *bis* *:* son amendement n° 14 (personnes maintenues en activité après la limite d'âge conservant la rémunération afférente au grade, classe et échelon qu'elles détenaient alors qu'elles ont atteint la limite d'âge) : adopté (p. 6817).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Henri Cuq et Albert Mamy tendant à modifier le code de procédure pénale et relative à l'attribution de la qualité d'agent de police judiciaire aux enquêteurs et aux personnels en tenue de la police nationale (n° 1072).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [14 décembre 1987] :

Force publique (son utilisation à des fins répressives plutôt qu'à la protection de la sécurité des personnes) (p. 7335).
Police judiciaire (dispositions de la loi du 18 novembre 1985 sur la — et nature législative du texte permettant sa mise en œuvre) (p. 7326, 7333).

Discussion de l'article unique [14 décembre 1987] :

Article unique *(différentes catégories de personnels susceptibles de bénéficier de la qualité d'agent de police judiciaire) :* contre l'amendement n° 1 de M. Joseph Menga (suppression du délai de deux ans d'ancienneté imposé à certains agents) (p. 7336) ; contre l'amendement n° 2 de M. Joseph Menga (formation des gardiens de la paix et des enquêteurs non titulaires de brevet technique) ; disposition d'ordre réglementaire (p. 7337).

— Projet de loi tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [19 décembre 1987] :

Crimes contre l'humanité (répression de l'apologie des —) (p. 7871).
Haine raciale (interdiction de la vente aux mineurs de publications incitant à la —) (p. 7871, 7872).
Institut national de l'enseignement de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies et notamment recherches sur la toxicomanie et la pharmaco-dépendance (p. 7871).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Alain Lamassoure et M. Henri Cuq, relative à la limite d'âge de certains fonctionnaires civils de l'Etat (n° 1138 rectifié, 1167).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [19 décembre 1987] :

Etat (maintien de la permanence de l' — en période d'élection présidentielle) (p. 7840).
Hauts fonctionnaires susceptibles d'être maintenus en fonction au-delà de la limite d'âge (p. 7840).

Discussion de l'article unique [19 décembre 1987] :

Après l'article unique : son amendement n° 1 (prorogation pour un an du dispositif de cessation progressive d'activité dans la fonction publique) : adopté (p. 7840).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Robert-André Vivien tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social et relative à la durée du mandat des présidents d'entreprises du secteur public (n° 1137, 1166).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [19 décembre 1987] :

Présidents d'entreprises du secteur public « privatisables » (durée du mandat des —) (p. 7842).
Présidents d'entreprises du secteur public « privatisables » (limite d'âge des —) (p. 7842).

PAPON (Christiane)

Député du Val-de-Marne
R.P.R.
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 4).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843) [*J.O.* du 5 juillet 1987] (p. 7378).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (affaires sociales et emploi : emploi) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 1 : **affaires sociales et emploi : emploi (n° 961)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Convention portant sur le droit de garde et de visite des enfants de mère française et de père algérien [9 décembre 1987] (p. 7001, 7002).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 mai 1987] :

Enfant issu du mariage (p. 956).
Enfant non issu du mariage (p. 957).
Pensions alimentaires (paiement des —) (p. 957).

Explications de vote [7 mai 1987] (p. 991) :

Audition de l'enfant (p. 991).
Vote favorable du groupe R.P.R. (p. 991).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 mai 1987] :

Contre la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 1446 à 1448).
Chômage de longue durée (statistiques du —) (p. 1446).
Chômeurs de longue durée (exclusion du marché du travail des —) (p. 1446).
Conventions de conversion (p. 1447).
Cotisations sociales patronales (exonération de —) (p. 1447).
« Délai de carence » (p. 1447).
Enseignement (p. 1447).
Entreprises (compétitivité des —) (p. 1447).
Formation (actions de —) (p. 1447).
Réinsertion (actions de —) (p. 1447).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Titre III : *dispositions diverses.*
Avant l'article 9 : son amendement n° 14 soutenu par M. René Béguet (prévoyant l'application des peines prévues pour les alcooliques aux conducteurs présentant un test drogue positif) : retiré (p. 4155).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [2 novembre 1987] :

Personnes âgées :
— préretraités (p. 5193).
Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— aides à la création d'emplois (p. 5193) ;
— chômage (indemnisation du —) (p. 5193, 5194) ;
— chômage et emploi (situation) (p. 5191, 5192) ;
— politique de l'emploi (généralités) (p. 5192, 5193, 5194) ;
— service public de l'emploi (A.N.P.E., A.F.P.A.) (p. 5193, 5194) ;
— travail sans statut et nouveaux gisements d'emploi (p. 5194).
Politiques sociales et sectorielles :
— pauvreté (lutte contre la —) (p. 5193).

PAPON (Monique)

Député de la Loire-Atlantique
U.D.F.
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 4).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à protéger les **enfants mineurs** relevant des articles 287-1 et 375 du code civil **contre toute publication sous quelque forme que ce soit concernant leur situation personnelle ou familiale (n° 947)** [6 octobre 1987].

PARENT (Régis)

Député de la Drôme
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. *Questions* [28 octobre 1987] :

Forfait d'externat (p. 4998, 4999).

PASCALLON (Pierre)

Député du Puy-de-Dôme
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 21 octobre 1987] (p. 12300).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à instaurer une **zone d'entreprises** dans le bassin d'emploi **d'Issoire et du Val d'Allier (n° 874)** [18 juin 1987].

Proposition de loi tendant à la reconstitution de la richesse en **saumon sur l'axe Loire-Allier (n° 1222)** [2 février 1988].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Equipement collectif en milieu rural :** crise dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ; nécessité de rénover les équipements collectifs en milieu rural [17 juin 1987] (p. 2520) ;

— **Suppression de services publics en zones rurales** [14 octobre 1987] (p. 4284, 4285) ;

— **Emploi des jeunes :** succès de la politique économique et sociale menée par le Gouvernement ; demande si de nouvelles mesures sont envisagées [16 décembre 1987] (p. 7546) ;

orales sans débat :

— **n° 252,** posée le 15 juin 1987 : **automobiles et cycles (entreprises : Puy-de-Dôme)** (p. 2407). appelée le 19 juin 1987 : **bassin d'emploi d'Issoire et du Val d'Allier :** difficultés de la firme Ducellier ; création souhaitable d'une zone d'entreprises (p. 2890, 2891) ;

— **n° 284,** posée le 9 octobre 1987 : **voirie (routes)** (p. 4194) ; appelée le 20 novembre 1987 : **liaison routière Clermont-Ferrand - Limoges :** son omission dans le programme d'infrastructure routière prévu par le comité interministériel d'aménagement du territoire du 13 avril dernier (p. 6135) ;

— **n° 332,** posée le 15 décembre 1987 : **établissements de soins et de cure (stations thermales : Puy-de-Dôme)** (p. 7495) ; appelée le 18 décembre 1987 ; remplacé par M. Bruno Bourg-Broc : **station thermale de Saint-Nectaire (p. 7718).**

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).**

Première lecture, avant la discussion des articles
[8 avril 1987] :

Défense européenne (p. 115).
Dissuasion nucléaire (p. 115).
Force d'action rapide (p. 115).
Principe de la politique de défense (p. 115).
Situation internationale et évaluation des menaces (p. 115).

— **Projet de loi sur l'épargne (n° 443).**

Première lecture, avant la discussion des articles
[16 avril 1987] :

Actions (achat d'— et plans d'options sur —) (p. 408).
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— capitalisation (retraite par —) (p. 408) ;
— répartition (retraite par —) (p. 408) ;
— retraite (déséquilibre des régimes de —) (p. 408).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).**

Première lecture, avant la discussion des articles
[1er et 2 juillet 1987] :

Apprentissage :
— contrat d'— (p. 3514) ;
— modèle allemand (p. 3514) ;
— situation et résultats de — (p. 3514).
Jeunes (formation et insertion professionnelle des —) (p. 3513).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, avant la discussion des articles
[14 octobre 1987] :

T.V.A. :
— allégements de la — (p. 4263) ;
— harmonisation européenne des taux de — (p. 4262, 4263) ;
— sur les communications téléphoniques (p. 4263).

— **Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).**

Première lecture, avant la discussion des articles
[17 novembre 1987] :

Chefs d'entreprise (âge des — ; problème des disparitions d'activités faute de succession) (p. 5972).
Commerce et artisanat rural et en zone sensible (p. 5972).
Transmission d'entreprise :
— donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension au tiers) (p. 5972) ;
— succession du dirigeant (préparation de la — notamment) (p. 5972) ;
— suppression ou allégement des droits de succession ou de donation (p. 5972).

— **Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).**

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé :
— élaboration de la réforme (p. 56).
Financement des partis politiques :
— appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 56) ;
— dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) (p. 56).

PASQUA (Charles)

Ministre de l'intérieur

DEPOTS

Projet de loi portant **réforme du contentieux administratif (n° 890)** [25 juin 1987].

Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à **l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214)** [2 février 1988].

Projet de loi relatif à la **transparence financière de la vie politique (n° 1215)** [2 février 1988].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. André Rossi : financement des partis politiques :** études en cours sur le problème du financement des partis politiques [29 avril 1987] (p. 738, 739) ;

— **M. Albert Mamy : lutte contre le terrorisme :** sommet anti-terroriste à Paris des pays occidentaux ayant abouti sur des décisions pratiques [3 juin 1987] (p. 1873) ;

— **M. Nicolas Alfonsi : situation en Corse :** lutte contre le terrorisme ; importance du soutien populaire [17 juin 1987] (p. 2514, 2515) ;

— **M. René Beaumont : meurtre du docteur vétérinaire Jean-Paul Lafay :** politique anti-terroriste menée

de 1981 à 1986 ; situation en Corse [24 juin 1987] (p. 3112) ; mise en place d'un plan de lutte anti-terroriste ; ratification de la convention européenne pour la répression du terrorisme (p. 3113) ;

— **M. Pascal Arrighi : événements terroristes en Corse** : attachement de la Corse à la France ; utilisation de tous les moyens de la loi pour lutter contre le terrorisme ; mesures en faveur de l'économie de la Corse ; organisation d'un débat [24 juin 1987] (p. 3118) ;

— **M. Michel Sapin : évolution de la situation dans le domaine de la sécurité** : baisse de la criminalité et de la délinquance en 1986 ; lutte contre le terrorisme ; statistiques des cinq premiers mois de l'année 1987 [24 juin 1987] (p. 3122) ;

— **M. Pascal Arrighi : parrainages de candidatures pour l'élection présidentielle, et propos insultants de membre du Gouvernement à l'égard d'un président de groupe parlementaire** [7 octobre 1987] (p. 3999) ;

— **M. Jean-Marie Le Pen : tempête en Bretagne** : solidarité de tout le pays avec les zones sinistrées [21 octobre 1987] (p. 4591) ;

— **M. Louis Le Pensec : situation dans l'ouest** : indemnisation rapide des départements sinistrés [21 octobre 1987] (p. 4596) ;

— **M. Jean Cousin : tempête en Bretagne** : dégats causés par la tempête [21 octobre 1987] (p. 4597, 4598) ; organisation des secours ; déclaration de l'état de catastrophe naturelle par le Gouvernement dans les départements de l'ouest ; indemnisation rapide de ces départements (p. 4598) ;

— **M. Aimé Kerguéris : tempête en Bretagne** : recours par le gouvernement à des moyens exceptionnels pour indemniser les personnes et les dommages non prévus par la loi sur l'état de catastrophe naturelle [21 octobre 1987] (p. 4599) ;

— **M. Jean-François Deniau : libération d'otages français au Liban** : lutte contre le terrorisme [2 décembre 1987] (p. 6688) ; audition de M. Gordji par le juge d'instruction ; libération de nos otages permettant de reprendre le processus de normalisation de nos relations avec l'Iran ; démént qu'une rançon ait été versée ; nécessité de discrétion dans cette affaire ; vente d'armes à l'Iran ; étonnement du Gouvernement devant les attaques d'une partie de la presse étrangère (p. 6689) ;

— **M. Pierre Pasquini : expulsion d'opposants iraniens** : non respect par les Moudjahidines du peuple de la nécessité d'observer la neutralité politique et du devoir de réserve s'imposant à tout étranger réfugié en France [9 décembre 1987] (p. 7000) ; menace pour l'ordre public ; expulsion des ressortissants iraniens autorisée par l'article 32 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative aux réfugiés ; expulsion de ces ressortissants vers le Gabon ne menaçant ni leur vie ni leur liberté (p. 7001) ;

— **M. Jean-Claude Martinez : libre circulation d'un député sur le territoire français** : instruction donnée pour que soient engagées des poursuites judiciaires ; récents propos mettant en cause l'origine raciale d'un criminel de droit commun ayant provoqué une vive émotion dans la population martiniquaise ; information du président du Front national de la situation ; impossibilité de dégager l'aéroport sans effusion de sang ; ouverture d'une enquête administrative [9 décembre 1987] (p. 7007) ;

— **M. Louis Mexandeau : expulsion d'opposants iraniens** : expulsion au titre de l'urgence absolue de 17 étrangers enfreignant les lois élémentaires de la République [9 décembre 1987] (p. 7010) ;

— **M. Louis Mermaz : expulsion des réfugiés iraniens** : obligations imposées par la qualité de réfugié politique [16 décembre 1987] (p. 7540, 7541) ;

orales sans débat de :

— **M. Michel de Rostolan (n° 194) : manifestation devant l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris** [24 avril 1987] (p. 666) ;

— **M. Louis Mexandeau (n° 328) : expulsion d'Iraniens** : distinction entre droit d'asile et protection d'activités menaçant l'ordre public ; expulsion vers le Gabon, entourée des garanties nécessaires [11 décembre 1987] (p. 7151, 7152) ;

— **Mme Jacqueline Osselin (n° 329) : délivrance de la carte de résident** : refus conforme à l'ordonnance du 2 novembre 1945 ; prochaine instruction invitant les préfets à régulariser la situation des demandeurs de bonne foi [11 décembre 1987] (p. 7153).

INTERVENTIONS

— **Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marcel Lucotte tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 748).**

Première lecture, avant la discussion des articles [3 juin 1987] :

Conseil constitutionnel (jurisprudence du —) (p. 1927).
Découpage électoral (p. 1927, 1954, 1955).
Loi du 31 décembre 1982 dite « loi P.L.M. » (p. 1927, 1954).
Secteurs (répartition des sièges des conseillers municipaux entre —) (p. 1927).
Secteurs (écart démographique entre —) (p. 1927).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).**

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Catastrophes et risques (énumération des —) (p. 3277).
C.I.R.C.O.S.C. (centre interrégional de coordination des secours) (p. 3277).
Coopération européenne et internationale (p. 3304).
Défense civile (principes et articulation de la sécurité civile avec la —) (p. 3305).
Environnement (budget de l'—) (p. 3304).
Forêt (lutte contre les incendies de —) (p. 3305).
Information (p. 3278).
Pilotes de Canadair (amélioration du statut des —) (p. 3304, 3305).
Plans d'urgence (p. 3278).
Plans O.R.S.E.C. (p. 3277, 3278, 3304, 3305).
Préfet de zone (pouvoirs du —) (p. 3277).
Prévention (politique de) (p. 3305).
Sapeurs-pompiers (organisation et rôle) (p. 3278, 3279, 3304, 3305).
Sécurité civile (organisation de la —) (p. 3277, 3304).
Zones de défense (p. 3277, 3278).

Discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Article 3 *(autorité compétente pour diriger les opérations de secours)* : contre l'amendement n° 190 de Mme Odile Sicard (responsabilité de l'autorité disposant des moyens d'intervention) ; pour les amendements n° 68 de la commission des lois (tendant à autoriser le Premier ministre à placer les opérations de secours, lorsqu'elles intéressent plusieurs départements, sous la direction d'un seul représentant de l'Etat) et n° 15 de la commission de la production (même objet) (p. 3786) ; contre l'amendement n° 155 de M. André Ledran (coordination des moyens de secours terrestres et maritimes par un seul représentant de l'Etat) (p. 3787).

Article 4 *(pouvoirs du ministre chargé de la sécurité civile)* : contre l'amendement n° 69 de la commission des lois (harmonisation des dispositions de l'article 4 avec celles de l'article 1er) ; contre l'amendement n° 156 de M. Joseph Franceschi (établissement de la distinction entre les moyens relevant de l'Etat et ceux des collectivités locales) ; son amendement n° 111 (répartition géographique des compétences) : adopté (p. 3789).

Article 5 *(pouvoirs du représentant de l'Etat au sein de la zone de défense)* : contre l'amendement n° 176 de M. Robert Chapuis (augmentation des effectifs des unités d'intervention de la sécurité civile) (p. 3790, 3791) .

Article 7 *(pouvoirs des représentants de l'Etat dans le département)* : contre l'amendement n° 158 de Mme Odile Sicard (application des plans O.R.S.E.C. départementaux aux secours en montagne et en mer) (p. 3801).

Article 8 *(plans particuliers d'intervention)* : ses observations (p. 3801).

Article 9 *bis* *(réparation des dommages subis par les personnes requises)* : ses observations (p. 3803).

Article 10 *(code d'alerte national) :* ses observations (p. 3803) ; pour l'amendement n° 78 de la commission des lois (rédactionnel), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 223 (établissement par décret du code d'alerte national) (p. 3804) ; sous-amendement n° 223 : adopté (p. 3804).

Article 11 *(financement des opérations de secours) :* ses observations (p. 3805) ; pour l'amendement n° 23 de la commission de la production (renforcement de la solidarité entre les collectivités locales), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 224 (tendant à clarifier la régle éditée à l'alinéa 2 quant aux règles particulières de financement des secours) ; sous-amendement n° 224 : adopté ; pour l'amendement n° 24 de la commission de la production (rétablissement du principe de la solidarité interdépartementale) (p. 3806).

Article 12 *(mission du directeur départemental des services d'incendie et de secours) :* contre l'amendement n° 183 de M. Alain Richard (tendant à préserver la répartition des fonctions au sein du service départemental d'incendie et de secours) (p. 3808) ; pour l'amendement n° 81 de la commission des lois (rédactionnel).

Article 12 *bis* *(rôle des services d'incendie et de secours) :* contre l'amendement n° 194 de M. Alain Richard (tendant à clarifier l'organisation départementale des services d'incendie) (p. 3809).

Article 13 *(pouvoirs de nomination des officiers de sapeurs-pompiers) :* contre l'amendement n° 134 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; contre l'amendement n° 163 de M. Joseph Franceschi (nomination des officiers par l'autorité territoriale après accord du représentant de l'Etat) (p. 3810).

Après l'article 14 : contre l'amendement n° 147 de M. Guy Le Jaouen (prise en compte du risque nucléaire) (p. 3812).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 690).

Première lecture, avant la discussion des articles [6 octobre 1987] :

Conseil supérieur des tribunaux administratifs (p. 3942).
Cours administratives d'appel (organisation des —) (p. 3941, 3960).
Ecole nationale d'administration (réduction du nombre d'élèves) (p. 3960).
Juges administratifs (productivité des —) (p. 3960).
Juges administratifs (recrutement des —) (p. 3941, 3942).
Juges administratifs (statut des —) (p. 3941).
Juridictions administratives (rattachement administratif des —) (p. 3959, 3960).
Tribunaux administratifs (amélioration de l'organisation et du fonctionnement des —) (p. 3941).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Examen du fascicule* [9 novembre 1987] :

Crédits (montant et répartition des —) (p. 5598, 5599).
Finances locales :
— dotation globale de fonctionnement (p. 5601) ;
— dotation globale d'équipement (p. 5601).
Immigration clandestine (p. 5599).
Sécurité :
— appelés effectuant leur service dans la police (p. 5599) ;
— défense et sécurité civile (p. 5600, 5601, 5623, 5624) ;
— délinquance (p. 5599) ;
— sapeurs-pompiers (p. 5624, 5625) ;
— services de police (moyens des —) (p. 5600) ;
— services de police (structure et méthodes des —) (p. 5599, 5600).
Tribunaux administratifs (situation des —) (p. 5601).

Réponses aux questions (p. 5625) :
Corse (situation en —) (M. Emile Zuccarelli) (p. 5634).
Criminalité et délinquance (statistiques en Seine-Saint-Denis) (M. Philippe Marchand) (p. 5636).
Défense et sécurité civile (et notamment catastrophe de Nantes) (MM. Guy-Michel Chauveau et Guy Ducoloné) (p. 5633).
Elections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants (M. Pierre Weisenhorn) (p. 5625).
Polices municipales (M. Jean Brocard) (p. 5627).
Sapeurs-pompiers (situation des — dans le Bas-Rhin) (M. André Durr) (p. 5626).
Terrorisme (affaire Mohand Hammani) (M. Jean-François Jalkh) (p. 5630).

Vote des crédits (p. 5637) :

Etat B, titre III : contre l'amendement n° 306 de M. Guy Ducoloné (réduction des crédits) (p. 5638).

Article 70 *(crédits des préfectures) :* contre l'amendement n° 291 de la commission des lois (de suppression) (p. 5639).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant discussion des articles [14 décembre 1987] :

Concours de l'Etat aux collectivités locales (p. 7338).
Décentralisation (amélioration ou remise en question de la —) (p. 7338, 7339).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [2 février 1988 et 3 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé :
— élaboration de la réforme (p. 88) ;
— sondages d'opinion sur la réforme proposée (p. 88).
Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
— philosophie de la réforme (p. 88) ;
— personnalités concernées (p. 7) ;
— contenu de la déclaration (p. 6, 7) ;
— appréciation de la variation des situations patrimoniales des parlementaires, ministres et responsables locaux concernés (organe compétant pour l'—) (p. 7) ;
— sanctions en cas de non respect de l'obligation de déclaration (p. 7).
Financement des campagnes électorales :
— limitation du champ d'application du projet aux élections présidentielles et à l'Assemblée nationale (p. 7, 8) ;
— plafonnement des dépenses (p. 7, 88) ;
— prise en charge par l'Etat d'une part des dépenses engagées par les candidats (p. 7, 88) ;
— dons des personnes privées et déductibilité (plafonnement et déductibilité fiscale) (p. 7, 88) ;
— compte de campagne et comité de campagne (p. 7).
Financement des partis politiques :
— appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 88) ;
— modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis (p. 88) ;
— utilisation des fonds publics (absence de contrôle sur l'—) (p. 8) ;
— publication des comptes des partis (p. 8) ;
— dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) (p. 88).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [23 février 1988] :

Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
— personnalités concernées (p. 231, 243) ;
— contenu et forme de la déclaration (p. 231) ;
— publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale du seul candidat élu à la présidence de la République (p. 231) ;
— appréciation de la variation des situations patrimoniales des personnalités concernées (organe compétent pour l'—) (p. 231).
Financement des campagnes électorales :
— prise en charge par l'Etat d'une part des dépenses (p. 231) ;
— dons des entreprises privées (possibilité donnée aux actionnaires d'avoir connaissance de la liste des —) (p. 231) ;
— durée d'application (p. 232).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 et 4 février 1988] :

Titre Ier : *modifications de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.*

Article 1er *(déclaration du patrimoine des candidats à l'élection présidentielle et du Président de la République) :* contre les amendements identiques n° 27 de la commission et

n° 61 de M. Guy Ducoloné (harmonisation des délais de publication de la liste de parrainage et des déclarations du patrimoine avec celui des publications de candidatures) (p. 97).

Article 2 *(financement des campagnes pour l'élection du Président de la République) :* son amendement n° 107 (prévoyant un plafonnement des dépenses à 120 millions pour le premier tour et à 140 millions pour le second tour) ; T.V.A. sur les dépenses électorales (p. 99, 100) ; adopté au scrutin public (p. 101) ; contre l'amendement n° 29 de la commission (dépenses effectuées au moyen de fonds publics qui concourent directement ou indirectement à la promotion du candidat, de son bilan ou de son programme) (p. 102).

Titre II : *modifications du code électoral.*

Article 7 *(déclaration du patrimoine des députés) :* contre l'amendement n° 74 de M. Jean-Louis Masson (suppression de la déclaration du patrimoine des conjoints) ; contre l'amendement n° 65 de M. François Asensi (extension de la déclaration du patrimoine aux enfants mineurs) (p. 108).

Article 9 *(financement des campagnes pour les élections législatives) :* contre l'amendement n° 44 de la commission (instituant un comité électoral ayant un statut d'association pour s'occuper, pour le compte du candidat, de l'aspect financier de sa campagne) (p. 128) ; son amendement n° 109 (fixant le plafond des dépenses à 500 000 francs) : adopté au scrutin public (p. 131).

Après l'article 9 : son amendement n° 110 (déductibilité des dons faits au profit des candidats) ; nécessité d'un appel aux finances publiques pour le financement et les contrôles des finances des partis politiques ; hostilité du Gouvernement à ce que la déductibilité des dons soit étendue aux partis politiques (p. 136) ; contre le sous-amendement n° 111 de M. Pierre Joxe à l'amendement n° 48 de la commission (exclusion des personnes morales du bénéfice de la déductibilité) (p. 144) ; évolution de la déductibilité fiscale des dons effectués aux candidats ; dispositif prévu par l'amendement n° 48 de la commission et l'amendement n° 110 du Gouvernement (p. 164) ; liberté donnée au Parlement et attitude du Gouvernement dans ce débat ; absence d'utilisation de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; amendement n° 110 : adopté au scrutin public (p. 165).

Article 10 *(dépôt des comptes de campagne par les candidats aux élections législatives) :* contre l'amendement n° 101 de M. Pierre Joxe (possibilité pour les électeurs de consulter dans les préfectures les comptes de campagne des candidats) (p. 167).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 7 : contre les amendements n° 12 de M. Pierre Joxe et n° 23 de M. Guy Ducoloné (déclaration publique de la situation patrimoniale) (p. 256) ; pour l'amendement n° 2 de la commission (établissement d'un rapport par le président de l'Assemblée nationale) (p. 257).

Article 10 : contre l'amendement n° 18 de M. Pierre Joxe (consultation des comptes de campagne par tout électeur) (p. 264).

Article 11 *bis* *:* contre l'amendement n° 20 de M. Pierre Joxe (inéligibilité pour un an en cas de dépassement du plafond) (p. 266).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives.*

Après l'article 1er : contre l'amendement n° 49 de M. Georges-Paul Wagner (obligation de déclaration assortie de sanctions pour les membres du Gouvernement) ; contre l'amendement n° 50 de M. Georges-Paul Wagner (obligation de déclaration pour les membres des cabinets ministériels) (p. 171).

Article 2 *(déclaration du patrimoine des présidents des assemblées, des collectivités territoriales et des maires des communes de plus de 50 000 habitants) :* contre l'amendement n° 70 de M. Georges-Paul Wagner (déclaration imposée aux hauts fonctionnaires titulaires des emplois supérieurs dont la nomination est laissée à la discrétion du Gouvernement) (p. 176).

Titre III : *dispositions relatives au financement des partis et groupements politiques.*

Article 6 *(principe d'une aide de l'Etat au financement des partis) :* ses observations sur l'amendement n° 99 de M. Pierre Joxe (modalités de l'inscription du montant des crédits inscrits dans le projet de loi de finances pour le financement des partis politiques) (p. 185).

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis) :* contre l'amendement n° 78 de M. Georges-Paul Wagner (clés de répartition des aides accordées aux partis politiques) ; contre l'amendement n° 100 de M. Pierre Joxe (clés de répartition des aides accordées aux partis politiques) ; contre l'amendement n° 51 de M. Georges-Paul Wagner (aide réservée aux partis ayant obtenu 5 % des suffrages exprimés) (p. 198, 199) ; contre l'amendement n° 110 de M. Pierre Joxe (clés de répartition prenant en compte les députés inscrits à un parti ou qui déclarent adhérer au parti) (p. 201).

Seconde délibération :

Article 7 : son amendement n° 1 (modalités de répartition des aides publiques des partis politiques) : adopté au scrutin public (p. 211).

Ses observations lors des explications de vote [4 février 1988] (p. 211).
Déclaration patrimoniale des hommes politiques (p. 212).
Déductions fiscales des dons faits par les personnes privées aux candidats (p. 213).
Financement public des partis politiques (p. 212).
Plafonnement des dépenses électorales (p. 212).
Qualité du débat parlementaire (p. 213).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 2 : pour l'amendement n° 1 de la commission (modalités de mise en œuvre des déclarations patrimoniales pour les parlementaires détenant des mandats locaux) ; ses sous-amendements nos 24 et 25 à l'amendement n° 1 (tendant à compléter les modalités de mise en œuvre des déclarations patrimoniales des élus) (p. 268) ; sous-amendement n° 24 : adopté au scrutin public ; sous-amendement n° 25 : adopté (p. 269).

PASQUINI (Pierre)

Député de la Haute-Corse
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur du projet de loi relatif aux obligations en matière de vente ou d'échange de certains objets mobiliers et à la répression du recel (n° 625) [16 avril 1987] (p. 450).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel Barnier et plusieurs de ses collègues, d'orientation sur la sécurité dans les transports terrestres (n° 662) [7 mai 1987].

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (justice : administration centrale et services judiciaires) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 19 janvier 1988] (p. 904).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 2 février 1988] (p. 1621).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à aggraver les **sanctions** prévues par l'article 288 du **code de procédure pénale, en cas d'absence des jurés à la Cour d'assises (n° 673)** [14 avril 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 625) relatif aux **obligations en matière de vente ou d'échange de certains objets mobiliers et à la répression du recel (n° 806)** [4 juin 1987].

Proposition de loi tendant à assurer la **continuité du service public** pour la **desserte aérienne et maritime de la Corse (n° 875)** [18 juin 1987].

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de

la République sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)**. Tome V : **justice : administration centrale et services judiciaires (n° 964)** [8 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 959), modifié par le Sénat, relatif à la **prévention et à la répression du recel et organisant la vente ou l'échange d'objets mobiliers (n° 997)** [28 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Affaire Knobelspiess** [8 avril 1987] (p. 86) ;

— **Sécurité des biens et des personnes en Corse** : atteinte aux droits de l'Homme en Corse [29 avril 1987] (p. 736) ;

— **Expulsion d'opposants iraniens** : demande si la France a bien respecté ses engagements internationaux et la convention de Genève relative aux réfugiés [9 décembre 1987] (p. 7000).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux obligations en matière de vente ou d'échange de certains objets mobiliers et à la répression du recel (n° 625).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [29 juin 1987] :

Objets mobiliers usagers ou anciens (obligation, pour les revendeurs et les organisateurs de foires à la brocante de tenir des registres) (p. 3350).
Recel (aggravation des peines encourues) (p. 3349, 3350).
Recel (lutte contre le —) (p. 3348, 3349).
Recel (notion de — et définition du —) (p. 3349).
Recels et vols (nombre de —) (p. 3349).

Discussion des articles :

Chapitre Ier : *dispositions relatives à la vente et à l'échange de certains objets mobiliers.*

Article 1er *(obligation de tenir un registre pour les revendeurs de certains objets mobiliers) :* son amendement n° 1 (caractère précis de la description sur le registre des objets acquis ou détenus) : adopté (p. 3354).

Après l'article 1er : contre l'amendement n° 10 de Mme Paulette Nevoux (tendant à soumettre les vendeurs occasionnels d'objets mobiliers offerts au public, en lots ou par voie de presse, à l'obligation de tenir un registre).

Article 2 *(obligation de tenir un registre pour les organisateurs de manifestations publiques) :* son amendement n° 2 (de précision) : adopté.

Après l'article 2 : pour l'amendement n° 16 de M. Gilbert Bonnemaison (tendant à préciser que les registres visés aux deux premiers articles de ce texte doivent contenir des éléments d'identification technique et commerciale du meuble vendu) et le sous-amendement n° 18 de Mme Marie-Josèphe Sublet (soumission des seuls revendeurs à cette obligation) ; contre l'amendement n° 11 de M. Gilbert Bonnemaison (création d'un conseil consultatif pour la prévention et la répression du recel) (p. 3356) ; contre l'amendement n° 15 de M. Gilbert Bonnemaison (tendant à rétablir l'obligation de paiement par chèque ou carte de crédit pour les objets usagers dont le prix est supérieur à 200 F et les objets neufs dont le prix est supérieur à 10 000 francs) (p. 3357).

Chapitre II : *dispositions modifiant le code pénal.*

Article 5 *(recel simple — recel professionnel ou habituel. Peines complémentaires) :* contre l'amendement n° 17 de M. Gilbert Bonnemaison (définition et répression du recel) ; contre le sous-amendement n° 20 de Mme Marie-Josèphe Sublet (tendant à compléter la définition du recel) ; contre le sous-amendement n° 21 de Mme Marie-Josèphe Sublet (tendant à supprimer dans l'amendement n° 17 la référence aux peines encourues) (p. 3357) ; son amendement n° 3 (tendant à maintenir une peine minimale de trois mois d'emprisonnement) : adopté ; son amendement n° 4 (tendant à rétablir une amende proportionnelle jusqu'à la moitié de la valeur des objets recelés) : adopté ; son amendement n° 5 (tendant à améliorer la rédaction du deuxième alinéa du paragraphe II de cet article relatif au recel habituel ou professionnel) : adopté ; son amendement n° 6 (possibilité pour le tribunal de prononcer la fermeture de l'établissement ayant servi à l'activité professionnelle du receleur ou au dépôt des choses recelées) (p. 3358) ; adopté.

Article 6 *(recel aggravé) :* son amendement n° 7 (de clarification) : adopté (p. 3359).

Chapitre III : *dispositions diverses.*

Après l'article 9 : ses réserves sur l'amendement n° 13 de M. Gilbert Bonnemaison (protection des victimes de vols et modification des articles 2279 et 2280 du code civil) (p. 3359).

Article 10 *(entrée en vigueur de la loi) :* son amendement n° 8 (tendant à reporter la date d'entrée en vigueur de la loi au 1er octobre 1987 pour les seuls articles 1er, 2 et 9) : adopté.

Titre : son amendement n° 9 (modification de l'intitulé) (p. 3360) ; adopté (p. 3361).

— Projet de loi relatif aux obligations en matière de vente ou d'échange de certains objets mobiliers et à la répression du recel (n° 625).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [19 novembre 1987] :

Objets mobiliers anciens ou usagers (délai d'inscription légale dans un registre des —) (p. 6073).
Objets saisis (restitution des —) (p. 6073).
Scellés (p. 6073).

Explications de vote (p. 6074) :

Recel (absence de définition du —) (p. 6075).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Après l'article 10 : son amendement n° 110 (taux de T.V.A. de 21 % sur les automobiles en Corse) (p. 4395, 4396) ; devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 45 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (p. 4397).

Deuxième partie :

Justice. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [20 octobre 1987] :

Cour d'appel de Nice (création de la —) (p. 4508).
Instruction (réforme de l'—) (p. 4509).
Magistrats (effectif des —) (p. 4509).
Magistrats (statut financier des —) (p. 4509).
Services pénitentiaires et services judiciaires (comparaison des crédits des —) (p. 4508).

Intérieur. — *Examen du fascicule* [9 novembre 1987] :

Corse (situation en —) (p. 5619).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Jacques Toubon et plusieurs de ses collègues portant maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance (n° 940).

Première lecture, discussion des articles [26 novembre 1987] :

Après l'article 3 : son amendement n° 1 (magistrats concernés) : non soutenu (p. 6470).

Son rappel au règlement : rappelle qu'il est député de Corse et non de Nice [9 décembre 1987] (p. 7035).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 décembre 1987] :

Affaires judiciaires :
— incidents de séance (p. 6995) ;
— mise en cause de M. Chalandon (p. 7049).

Instruction : généralités :
— instruction (nécessité d'une réforme globale) (p. 7053) ;
— juges d'instruction (rôle des — et reproches adressés aux —) (p. 7050).

Placement en détention provisoire :
— chambres d'accusation (rôle en matière de détention provisoire) (p. 7049) ;
— placement en détention provisoire (transfert de la compétence des juges d'instruction aux chambres des garanties) (p. 7049).

PATRIAT (François)

Député de la Côte-d'Or
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à renforcer la protection des animaux domestiques et la lutte contre leurs maladies (n° 749) [12 novembre 1987] (p. 5817).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Coûts salariaux de l'industrie en France** : loi sur l'apprentissage ; laxisme des chefs d'entreprise [10 juin 1987] (p. 2176).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :
Concurrence intracommunautaire (distorsions de — et règlement relatif aux anabolisants) (p. 4763).

Vote des crédits :

Agriculture :
Etat B, titre III : soutient l'amendement n° 133 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) : rejeté (p. 4779).
Titre IV : soutient l'amendement n° 135 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) : rejeté (p. 4782).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :
Caisse nationale de crédit agricole :
— conseil d'administration (représentation et poids des caisses régionales) (p. 6121).
Caisses régionales :
— fonds propres et capacités financières (p. 6121).
Crédit agricole :
— indépendance du — à l'égard de l'Etat (p. 6121).
Mutualisation ou privatisation (p. 6120).
Recettes (affectation des — de la mutualisation) (p. 6121).

PELCHAT (Michel)

Député de l'Essonne
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Membre suppléant du Comité de l'éthique du loto sportif [*J.O.* du 11 avril 1987] (p. 4177).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (culture et communication : communication) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier le **code forestier** afin de favoriser les **implantations de golf (n° 641)** [14 avril 1987].

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° VI : **culture et communication : communication (n° 961)** [8 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à remplacer les droits de mutations à titre onéreux sur les **immeubles d'entreprises par la taxe sur la valeur ajoutée (n° 978)** [28 octobre 1987].

Rapport d'information déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 145 du règlement, **sur Radio-France outre-mer (R.F.O.) et l'audiovisuel dans les D.O.M.-T.O.M. (n° 1003)** [29 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à modifier la prise en compte de la **valeur des immobilisations** dans l'assiette de la **taxe professionnelle (n° 1041)** [18 novembre 1987].

Proposition de loi relative aux **opérations de télé-promotion** avec offre de vente dites de **« télé-achat » (n° 1057)** [18 novembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 avril 1987] :
Composition pluri-ethnique de la population calédonienne (p. 286).
Paix civile (et notamment rétablissement de l'ordre) (p. 284).
Référendum (organisation du —) (p. 285).
Statut futur de la Nouvelle-Calédonie (p. 285).

Commission mixte paritaire [6 mai 1987] :
Majorité (dissensions au sein de la —) (p. 903).
Modifications apportées par la commission mixte paritaire (p. 902, 903).
Vote favorable du groupe U.D.F. (p. 903).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [11 juin 1987] :
Titre VI : *dispositions diverses.*
Avant l'article 46 : son amendement n° 274 (absence de service fait résultant d'une cessation concertée du travail dans l'aviation civile donnant lieu à une retenue ne pouvant être inférieure, pour chaque période de vingt-quatre heures, au trentième du traitement mensuel des personnes concernées) (p. 2290) ; adopté [12 juin 1987] (p. 2328).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [6 novembre 1987] :
Audiovisuel : généralités :
— création audiovisuelle française (p. 5534) ;
— emprise politique sur l'audiovisuel (p. 5549) ;
— publicité (marché publicitaire télévisuel) (p. 5534) ;
— télé-achat (p. 5534) ;
— télévision (programmes de —) (p. 5534) ;
— TF1 (conséquence de la privatisation de — et compte d'affectation spéciale des produits de la privatisation) (p. 5532).
Audiovisuel : secteur public :
— action internationale (p. 5532, 5533) ;
— concurrence avec les chaînes privées (p. 5534, 5548) ;
— Radio-France (et France-Info) (p. 5534) ;
— Radio-France Internationale (R.F.I) (p. 5535) ;
— Radio-France outre-mer (p. 5535) ;
— redevance (p. 5532, 5533, 5534) ;
— S.E.P.T. (la —) (p. 5534).
Presse écrite :
— aides de l'Etat (p. 5531) ;
— harmonisation du taux de T.V.A. (p. 5531).
Ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean-Jack Queyranne : irrecevabilité de son premier amendement réévaluant d'autorité les crédits de la redevance ; dépôt d'un second amendement rédigé à la forme conditionnelle (p. 5528).
Satellite (T.D.F. 1 et T.D.F. 2) (p. 5535).

Culture et communication. — *Vote des crédits* [6 novembre 1987] :

Article 52 *(approuvant le produit attendu des recettes de publicité de marque par les sociétés nationales de T.V. ; éven-*

tualité d'excédents) : son amendement n° 293 (clé de répartition pour 1988 du produit de la redevance pour droit d'usage ; éventualité d'excédents) ; possibilité pour le Parlement de répartir le produit de la redevance (p. 5573) ; retiré (p. 5574) ; respect des droits du Parlement ; assurance que la répartition des suppléments de ressources produits par la redevance sera discutée avant la fin de 1987 ; confirme le retrait de son amendement n° 293 ; demande à Mme Christine Boutin de retirer son amendement n° 290 (clé de répartition pour 1988 du produit de la redevance pour droit d'usage ; éventualité d'excédents) (p. 5575).

Après l'article 52 : contre les amendements n° 285 (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la création d'un mécanisme spécifique d'incitation fiscale à l'investissement populaire de la presse) et n° 286 de M. Alain Billon (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la création d'un fonds de développement aux entreprises de presse renonçant aux dispositions de l'article 39 *bis* du C.G.I. ou ne pouvant en bénéficier) (p. 5577).

Articles additionnels et articles non rattachés. Rapporteur pour avis [13 novembre 1987] :

Après l'article 61 : son amendement n° 186 soutenu par M. Bruno Durieux (vidéo ; taux normal de T.V.A ; taux majoré pour les enregistrements à caractère pornographique ou incitant à la violence) (p. 5917) ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5919).

Après l'article 63 : son amendement n° 294 rectifié à titre personnel (application de la procédure d'opposition administrative aux créances dont le recouvrement est assuré pour les comptables du Trésor à l'exclusion des créances non fiscales des collectivités territoriales et de leurs établissements) : non soutenu ; son amendement n° 295 rectifié à titre personnel (service de la redevance T.V. ; extension du droit de communication) : non soutenu (p. 5922).

— **Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).**

Première lecture, explications de vote [17 décembre 1987] :

Bâtiment (secteur du —) (p. 7698).
Entreprises (taux de contribution des — à l'effort de construction) (p. 7699).
Vote favorable du groupe U.D.F. (p. 7699).

— **Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de MM. Michel Pelchat, Jacques Berrot et Michel Péricard relative aux opérations de télé-promotion avec offre de vente, dites de « télé-achat » (n° 1089, 1057).**

Première lecture, avant la discussion des articles [21 décembre 1987] :

Contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie (p. 7979, 7980).
Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) (compétences de la — dans la définition des règles de programmation des opérations de télé-promotion) (p. 7980).
T.F. 1 (émission de télé-achat sur —) (p. 7979).

Explications de vote [21 décembre 1987] :

Publicité à la télévision (p. 7988).

PENICAUT (Jean-Pierre)

Député des Landes
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 235,** posée le 2 juin 1987 : **voirie (autoroutes : Pyrénées-Atlantiques)** (p. 1835) ; appelée le 5 juin 1987 : **tracé de l'autoroute A 64 dans le département des Pyrénées-Atlantiques** (p. 2024, 2025).

PERBEN (Dominique)

Député de la Saône-et-Loire
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson, relative aux délais et aux modalités de convocation aux réunions des conseils municipaux (n° 381) [9 avril 1987] (p. 189).

Rapporteur de la proposition de loi de M. François Grussenmeyer et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 16 juillet 1971 relative aux fusions et regroupements de communes afin de prolonger le délai d'octroi de majoration de subventions de l'Etat accordées aux communes fusionnées (n° 584) [9 avril 1987] (p. 190).

Membre de la commission de la télématique [*J.O.* du 11 avril 1987] (p. 4177).

Rapporteur du projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694) [7 mai 1987].

Rapporteur de la proposition de loi de M. François Grussenmeyer et plusieurs de ses collègues, tendant à empêcher la dissociation de communes fusionnées (n° 663) [21 mai 1987] (p. 1491).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale (n° 694) [*J.O.* du 20 juin 1987] (p. 6694).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 24 juin 1987] (p. 6838).

Rapporteur de la proposition de loi de MM. Jean-Pierre Delalande et Michel Hannoun, tendant à simplifier, améliorer et assainir les conditions de rémunération des membres de cabinet ministériel (n° 873) [8 juillet 1987] (p. 3875).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Louis Masson et plusieurs de ses collègues, tendant à instituer une péréquation de la taxe professionnelle acquittée par les grands établissements commerciaux (n° 729) [8 octobre 1987] (p. 4074).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, d'amélioration de la décentralisation (n° 973) [5 novembre 1987] (p. 5483).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Pierre-Rémy Houssin tendant à permettre aux présidents de conseils généraux et de conseils régionaux de saisir le médiateur (n° 990) [3 décembre 1987] (p. 6761).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'amélioration de la décentralisation (n° 973) [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14706).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 18 décembre 1987] (p. 14772).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 694) adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, modifiant les **dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 783)** [21 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les dispositions relatives à la **fonction publique territoriale (n° 885)** [23 juin 1987].

Proposition de loi organique portant **maintien en activité des magistrats de cours d'appel et des tribunaux de grande instance (n° 940)** [9 juillet 1987].

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de

la République sur le projet de loi **d'amélioration de la décentralisation**, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence (n° 973) **(n° 1128)** [10 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'**amélioration de la décentralisation (n° 1154)** [17 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution, ainsi que le débat et le vote sur cette déclaration (n° 627).

Explications de vote [7 avril 1987] :

Agriculture (situation de l'—) (p. 61).
Chômage (lutte contre le —) (p. 61).
Insécurité (lutte contre l'—) (p. 62).
Nouvelle-Calédonie (p. 62).
Politique économique du Gouvernement (p. 60, 61).
Protection sociale (avenir du système de) (p. 61).
Vote positif du groupe R.P.R. (p. 62).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, avant la discussion des articles.

Rapporteur [25 mai 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 1595).
Concertation sur le projet (niveau de la —) (p. 1579).
Décentralisation (nécessité de compléter la — par la création d'une fonction publique territoriale) (p. 1579).
Formation et gestion des personnels territoriaux :
— association des personnels à la formation (p. 1585) ;
— autonomie de gestion des élus et des collectivités locales (p. 1580) ;
— centres de gestion (financement des —) (p. 1581) ;
— centres de gestion (rôle et organisation des —) (p. 1580) ;
— centres de gestion (seuil d'affiliation aux —) (p. 1581) ;
— centre national de la fonction publique territoriale (et notamment financement du —) (p. 1581) ;
— organisation et niveau de la formation des personnels territoriaux (p. 1580).
Mobilité et parité au sein de la fonction publique (p. 1579, 1580).
Statut de la fonction publique territoriale (et notamment réforme de 1984 : non application de la — et modification des principes issus de la —) (p. 1579, 1580, 1595).
Statut des personnels territoriaux :
— bourses de l'emploi (p. 1580) ;
— cadres d'emploi (création des —) (p. 1580) ;
— concours de recrutement (modification des règles sur les —) (p. 1580, 1581) ;
— contractuels (recours aux —) (p. 1580) ;
— droits et garanties statutaires des fonctionnaires (p. 1580).

Discussion des articles

[26 mai 1987] [27 mai 1987] [17 juin 1987]

Chapitre Ier A : *dispositions modifiant la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.*

Article 1er B *(article 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (mobilité au sein de la fonction publique) :* contre les amendements n° 106 de M. Jean-Pierre Worms et n° 174 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 1632) ; son amendement n° 37 (modalités d'intégration dans la fonction publique d'Etat ou locale) ; ses observations sur le sous-amendement n° 218 rectifié de M. René Beaumont (intégration et carrière du fonctionnaire détaché) ; amendement n° 37 : rejeté (p. 1633).

Article 1er C *(article 15 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (tableau de classement des corps, grades et emplois) :* contre les amendements n° 107 de M. Georges Lemoine et n° 175 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 1634) ; modalités d'intégration et de passage d'une fonction publique à l'autre.

Après l'article 1er C : son amendement n° 38 (rédactionnel) : adopté (p. 1635).

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 1er *(article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (recrutement des agents non titulaires) :* contre l'amendement n° 176 de M. Guy Ducoloné (de suppression) ; son amendement n° 39 corrigé (de coordination) : adopté ; ses réserves sur l'amendement n° 160 de M. Bruno Bourg-Broc (tendant à harmoniser les conditions de recrutement des contractuels des collectivités locales avec celles des agents du secteur privé et à développer les contrats à durée indéterminée) (p. 1638) ; son amendement n° 40 (rédactionnel) : adopté ; contre l'amendement n° 204 de M. François Porteu de la Morandière (possibilité pour les petites communes de créer des emplois contractuels saisonniers à temps partiel) (p. 1639).

Article 2 *(article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (institution des cadres d'emplois) :* contre les amendements n° 111 de M. Bernard Derosier et n° 177 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; son amendement n° 41 (supprimant la disposition selon laquelle les titulaires d'un grade peuvent accéder soit à un emploi classé dans un cadre d'emploi supérieur, soit à un emploi classé dans un cadre d'emploi inférieur) : adopté ; contre l'amendement n° 112 de M. Jean-Pierre Worms (tendant à revenir à la gestion « intercollectivité » de la carrière des personnels) (p. 1641).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 206 de M. François Porteu de la Morandière (création d'un service minimum en cas de grève des fonctionnaires locaux) (p. 1642).

Article 2 *bis* *(article 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (représentation syndicale au sein du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) :* contre les amendements n° 113 de M. Georges Lemoine et n° 201 de M. Guy Ducoloné (de suppression) ; son amendement n° 42 (supprimant le mot « fédérations » dans la rédaction de cet article) (p. 1643) ; adopté (p. 1644).

Article 2 *quater* *(article 11 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 : Commission mixte paritaire) :* contre l'amendement n° 115 de M. Georges Lemoine (rôle de la commission mixte pour la promotion de la mobilité entre la fonction publique d'Etat, la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière) (p. 1645).

Article 4 *(articles 12 à 12* quater *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre national de la fonction publique territoriale) ; article 12 de la loi du 26 janvier 1984 (création et composition du centre national de la fonction publique territoriale) :* son amendement n° 43 (de forme) : adopté (p. 1647) ; son amendement n° 44 (conditions de suppléance des membres du conseil d'administration du centre national de la fonction publique territoriale) ; association du personnel à l'élaboration des plans de formation (p. 1648) ; *article 12* bis *de la loi du 26 janvier 1984* (missions du centre national de la fonction publique territoriale) : son amendement n° 45 (compétence du centre national de la fonction publique territoriale pour certains fonctionnaires de catégorie B dont les statuts particuliers prévoient qu'ils relèvent du cadre national) (p. 1718) ; adopté ; contre l'amendement n° 231 rectifié de M. Marc Becam (rôle du centre national de la fonction publique territoriale pour la publicité des tableaux d'avancement des fonctionnaires de catégorie A et B relevant de sa compétence) ; contre l'amendement n° 220 de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (tendant à favoriser le reclassement des agents de catégorie A et B des départements d'outre-mer dans le département où ils sont employés en cas d'incident de carrière) ; son amendement n° 46 (de coordination) : adopté (p. 1719) ; *article 12* ter *de la loi du 26 janvier 1984* (ressources du centre national de la fonction publique territoriale) : son amendement n° 47 (de précision) : adopté ; son amendement n° 48 (précisant que le prélèvement supplémentaire obligatoire versé par les offices publics d'H.L.M. ne peut excéder 0,05 %) (p. 1720) ; adopté (p. 1721) ; son amendement n° 49 (de conséquence) : adopté ; son amendement n° 51 (liquidation et versement du prélèvement supplémentaire versé par les offices publics d'H.L.M.) : adopté.

Après l'article 4 : contre l'amendement n° 118 de M. Jean-Pierre Worms (tendant à obliger les centres de gestion à organiser des concours lorsque les listes d'aptitude sont épuisées et à inciter les collectivités locales à déclarer les postes créés ou vacants) (p. 1722).

Article 5 *(article 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (organisation et champ de compétences des centres de gestion) :* son amendement n° 52 (de coordination) : adopté.

Article 6 *(article 15 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (conditions d'affiliation aux centres de gestion) :* son amendement n° 53 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 54 (de conséquence) : adopté (p. 1724).

Article 8 *(article 18 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre interdépartemental unique de la grande couronne) :*

contre l'amendement n° 221 de M. Guy Ducoloné (affiliation des départements de la grande couronne aux centres de gestion organisés dans chacun des départements correspondant) (p. 1727) ; son amendement n° 55 (possibilité d'affiliation volontaire aux centres de gestion pour les départements de la grande couronne) : adopté (p. 1728).

Article 9 *(article 22 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (budget des centres de gestion) :* fixation à 0,75 % du taux maximum de la cotisation aux centres de gestion (p. 1729) ; contre l'amendement n° 152 de M. Jacques Vergès (intégration des rémunérations des non titulaires dans l'assiette des cotisations aux centres de gestion) (p. 1730) ; son amendement n° 56 (fixation d'un taux maximum de 0,75 % pour les cotisations aux centres de gestion) (p. 1731) ; rejeté (p. 1732).

Article 10 *(article 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (missions des centres de gestion) :* contre les amendements n° 123 de M. Georges Lemoine et n° 182 de M. Guy Ducoloné (de suppression) ; contre l'amendement n° 24 de M. Jean Rigaud (possibilité, pour les collectivités volontairement affiliées aux centres de gestion, de créer leur propre commission administrative paritaire) ; contre l'amendement n° 234 de M. Marc Bécam (précisant que les centres de gestion assurent la publicité des tableaux d'avancement pour les fonctionnaires de catégories B, C et D dépendant de lui) (p. 1733) ; contre ce même amendement repris par M. Jean-Pierre Worms (p. 1734).

Article 11 *(article 27 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (contrôles administratif et budgétaire applicables aux centres de gestion) :* son amendement n° 57 (de forme) (p. 1734) ; adopté.

Après l'article 12 : contre l'amendement n° 125 de M. Jean-Yves Le Déaut (tendant à faciliter la réinsertion en France des personnels contractuels civils de la coopération scientifique et technique) (p. 1741).

Article 12 *bis* *(article 31 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (présidence des conseils de discipline) :* son amendement n° 58 (de suppression) : adopté.

Article 12 *ter* *(article 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (concours sur titres) :* son amendement n° 59 (de coordination) : adopté (p. 1742).

Article 12 *quater* *(article 41 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (création ou vacance d'emploi) :* son amendement n° 60 (de coordination) : adopté (p. 1743).

Article 13 *(article 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (listes d'aptitude) :* son amendement n° 61 (de précision) : adopté (p. 1744) ; son amendement n° 62 (tendant à ramener à 120 % le taux de reçus au concours par rapport au nombre de postes à pourvoir) : adopté.

Article 13 *bis* *(article 46 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (dispense de stage) :* son amendement n° 63 (nécessité d'avoir deux ans de service effectif dans un emploi de même nature pour être dispensé de stage) : adopté (p. 1745).

Article 13 *ter* *(article 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1985) (recrutement direct) :* son amendement n° 64 (référence au directeur général des services et lorsque l'emploi est créé au directeur général adjoint des services des départements et des régions) ; ses observations sur les sous-amendements n° 246 de M. Bernard Derosier (référence au secrétaire général des services des départements et des régions), n° 247 de M. René Beaumont (référence aux directeurs généraux adjoints des services de département et de région) et n° 248 de M. Bernard Derosier (référence au secrétaire général adjoint des services des départements et des régions) (p. 1746) ; son amendement n° 64 : adopté ; ses observations sur l'amendement n° 209 de M. Ronald Perdomo (statut des membres du cabinet du président des conseils régionaux étant identique à celui des assistants parlementaires) (p. 1747).

Article 14 *(article 51 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (mutation) :* contre les amendements n° 130 de M. Jean-Pierre Worms et n° 188 de M. Guy Ducoloné (de suppression).

Article 14 *bis* *(article 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (emplois fonctionnels) :* son amendement n° 65 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 66 (d'harmonisation) (p. 1748) ; adopté ; son amendement n° 67 (tendant à rendre fonctionnel l'emploi du directeur général des services techniques des communes de plus de 20 000 habitants) : rejeté ; son amendement n° 68 (décharges d'emploi) : adopté.

Article 14 *ter* *(article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (recours contre le tiers responsable en cas d'accident du travail) :* son amendement n° 69 (de coordination) (p. 1749) ; adopté.

Article 15 *(article 67 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (réintégration de fonctionnaires détachés) :* son amendement n° 70 (précisant qu'un fonctionnaire détaché a priorité pour être réintégré sur le premier emploi vacant ou sur un emploi créé) : adopté (p. 1750).

Article 16 *(article 80 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (avancement) :* son amendement n° 71 (suppression de la communication des tableaux d'avancement au centre national de la fonction publique territoriale ou aux centres de gestion) (p. 1751) ; adopté.

Article 16 *bis* *(article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (surclassement des communes touristiques) :* son amendement n° 72 (précisant que les fonctionnaires territoriaux qui exercent des fonctions équivalentes à celles des fonctionnaires de l'Etat bénéficient de rémunérations au maximum identiques) : adopté (p. 1752).

Article 16 *ter* *(article 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (sanctions disciplinaires) :* contre l'amendement n° 134 de M. Bernard Derosier (tendant à supprimer l'exclusion de la liste des sanctions disciplinaires du premier groupe) (p. 1753).

Article 16 *quater* *(article 90 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (composition du conseil de discipline) :* son amendement n° 73 (de présentation) : adopté (p. 1754) ; son amendement n° 74 (prévoyant que les membres du conseil de discipline, constitué pour les instances concernant les titulaires d'emploi fonctionnel, peuvent être désignés à l'échelon national) : adopté ; son amendement n° 75 (règle de quorum dans le conseil de discipline) : adopté (p. 1754).

Article 16 *quinquies* *(article 19 de la loi n° 83-63 du 13 juillet 1983) (consultation du conseil de discipline) :* son amendement n° 76 (de suppression) : adopté.

Article 16 *sexies* *(article 9 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (recours contre les sanctions disciplinaires) :* son amendement n° 77 (de suppression) (p. 1755) ; adopté.

Article 16 *septies* *(article 90 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (composition de la commission administrative paritaire siégeant en matière disciplinaire ou d'insuffisance professionnelle) :* son amendement n° 78 (précisant que, si le quorum n'est pas atteint à la première réunion, le conseil de discipline délibère valablement après une nouvelle convocation quel que soit le nombre des présents) : adopté.

Après l'article 16 *septies* : son amendement n° 79 (tendant à créer une instance disciplinaire d'appel au niveau régional se substituant au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) : adopté ; son amendement n° 80 (de conséquence) (p. 1756) ; adopté.

Article 16 *octies* *(article 95 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (indemnités de licenciement) :* son amendement n° 81 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (de suppression) : adopté (p. 1757).

Article 17 *(article 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (prise en charge des agents privés d'emploi) :* ses réserves sur l'amendement n° 225 de M. René Beaumont (organisant le reclassement des fonctionnaires dont l'emploi a été supprimé ou dont le détachement est terminé ne retrouvant pas de place dans leur collectivité d'origine) (p. 1758) ; contre l'amendement n° 226 de M. René Beaumont (pénalités financières à l'encontre des centres de gestion qui n'auraient pas proposé trois emplois dans les deux ans aux fonctionnaires privés d'emploi) (p. 1759).

Article 17 *quater* *(article 118 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et article 105 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) (statut des personnels parisiens) :* contre les amendements n° 140 de M. Georges Lemoine et n° 195 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; son amendement n° 82 (de forme) (p. 1760) ; adopté (p. 1761).

Article 17 *quinquies* *(article 123 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (droit d'option) :* son amendement n° 83 (suppression de la disposition prévoyant l'intervention d'un décret en Conseil d'Etat) : adopté.

Article 17 *sexies* *(affiliation des fonctionnaires des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales) :* son amendement n° 84 (de suppression) : adopté (p. 1762).

Article 18 *(abrogations et modifications diverses de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :* ses amendements n° 85 à 91 (de coordination) : adoptés ; contre l'amendement n° 229 corrigé de M. François Asensi (information mutuelle des centres d'Ile-de-France sur les vacances d'emploi et les résultats des concours) ; son amendement n° 92 (de coordination) (p. 1764) ; adopté.

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 19 A *(article 7 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (plans de formation) :* contre l'amendement n° 197 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 1765).

Après l'article 19 A : son amendement n° 93 (majorité au conseil d'administration du centre national pour décider du remboursement aux collectivités des formations extérieures) (p. 1766) ; adopté au scrutin public (p. 1767).

Article 19 *(articles 11 à 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale) :* contre les amendements n° 143 de M. Jean-Pierre Worms et n° 198 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 1770) ; **répond au rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet : (application de l'article 95 du règlement sur le renvoi en commission à cet article) ; conditions satisfaisantes d'examen de cet article en commission (p. 1771) ; *article 13 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984* (attributions du conseil d'administration et du conseil d'orientation du centre national de la fonction publique territoriale) : son amendement n° 94 (de clarification) (p. 1771) ; rejeté au scrutin public (p. 1772) ; *article 14 de la loi du 12 juillet 1984* (délégations interdépartementales ou régionales) : son amendement n° 95 soutenu par M. Henri Jean-Baptiste (précisant que Mayotte bénéficie des services de la délégation régionale de la Réunion) : adopté (p. 2785) ; ses observations sur l'amendement n° 215 de M. Maurice Louis-Joseph Dogué (création d'une délégation régionale du centre national de la fonction publique territoriale dans chaque région d'outre-mer) ; *article 15 de la loi du 12 juillet 1984* (composition du conseil d'orientation des délégations interdépartementales ou régionales) : contre l'amendement n° 162 de M. Michel Hannoun (représentation des maires, présidents de conseils généraux et présidents de conseils régionaux plutôt que des collectivités corresponsant au conseil d'orientation) ; pour l'amendement n° 253 du Gouvernement (représentation des communes au conseil d'orientation) (p. 2786) ; son amendement n° 96 (précisant que la région n'est représentée que si son siège est situé dans le ressort de la délégation) : rejeté ; son amendement n° 97 (précisant que le nombre de représentants des fonctionnaires sera de sept ou de six selon que la région est ou non représentée au conseil d'orientation) : devenu sans objet.

Avant l'article 20 : pour l'amendement n° 259 du Gouvernement (possibilité d'assurer une formation commune aux fonctionnaires de l'Etat et aux fonctionnaires territoriaux par voie de convention entre le centre national de la fonction publique territoriale et les écoles de l'Etat ou ses établissements publics) (p. 2787).

Article 20 *(abrogations et modifications diverses de la loi du 12 juillet 1984) :* ses observations sur l'amendement n° 228 de M. René Beaumont (maintien de l'article 24 de la loi du 12 juillet 1984 sur le recrutement commun de fonctionnaires territoriaux et de fonctionnaires de l'Etat) (p. 2788) ; son amendement n° 98 (concours commun aux deux fonctions publiques) : rejeté.

Chapitre III : *dispositions modifiant la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985 complétant et modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale.*

Article 21 *bis* *(abrogation de l'article 8 de la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985) :* son amendement n° 99 (de suppression) : adopté.

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Avant l'article 22 : son amendement n° 100 (conditions de substitution du centre national de la fonction publique territoriale au centre de formation des personnels communaux et au centre national de gestion) (p. 2789) ; adopté.

Article 22 *(transfert des moyens du C.F.P.C. et du centre national de gestion au centre national de la fonction publique terrritoriale) :* son amendement n° 101 (maintien temporaire des délégations régionales ou départementales du C.F.P.C.) : adopté (p. 2790).

Après l'article 22 : pour l'amendement n° 4 corrigé du Gouvernement statut des personnels des caisses de crédit municipal et possibilité d'opter pour un statut de droit privé) (p. 2792).

Après l'article 23 : son amendement n° 102 (précisant que, avant la mise en place des conseils de discipline régionaux, le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale conserve ses compétences d'organe d'appel des sanctions disciplinaires) : adopté ; son sous-amendement n° 203 (exclusion des communes de moins de 10 000 habitants du champ d'application de la loi du 31 juillet 1963 sur la grève dans les services publics) à l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Delalande (extension du champ d'application de la loi du 31 juillet 1963 sur la grève dans les services publics à l'ensemble des communes et des régions) (p. 2793, 2794) ; adopté au scrutin public ; précise à M. Bruno Gollnisch et à M. Paul Chomat que ce sous-amendement a été approuvé par la commission des lois (p. 2795).

Article 24 *(légalisation des polices municipales) :* contre les amendements n° 147 de M. Georges Lemoine et n° 200 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 2803).

Après l'article 28 : son amendement n° 103 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 104 (de coordination) : adopté (p. 2808) ; demande au nom de la commission une seconde délibération sur les articles 4, 14 *bis*, 16 *quater* et 16 *septies* du projet (p. 2809).

Seconde délibération du projet de loi [17 juin 1987] :

Article 4 : son amendement n° 2 corrigé (suppression de la disposition prévoyant que le centre national de la fonction publique territoriale assure la publicité des tableaux d'avancement pour les fonctionnaires qui dépendent de lui) : rejeté (p. 2811).

Article 14 *bis* *:* son amendement n° 5 (précisant que les dispositions relatives au reclassement des fonctionnaires titulaires d'emplois fonctionnels déchargés de leurs fonctions ne sont applicables qu'aux directeurs généraux des services techniques des communes de plus de 20 000 habitants) : adopté.

Article 16 *quater* *:* son amendement n° 6 (de coordination) : adopté.

Article 16 *septies* *:* son amendement n° 7 (de coordination) : adopté (p. 2812).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications.

— *Questions* [26 octobre 1987] :

Statut juridique des P. et T. (p. 4857).

— Déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière de privatisation et débat sur cette déclaration.

Discussion [27 octobre 1987] :

Bilan de la gestion économique entre 1981 et 1986 (p. 4908, 4909, 4910).

Privatisations (raisons ayant conduit aux —) (p. 4908, 4910, 4911).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [14 décembre 1987] :

Ses observations sur le renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 7387).

Communes touristiques :
— dotation touristique (D.G.F.) (p. 7343) ;

Contrôle financier (rôle des chambres régionales des comptes et des trésoriers-payeurs-généraux pour les petites communes) (p. 7342, 7343).

Coopération intercommunale :
— commission Barbier au Sénat (p. 7343) ;
— retrait d'une commune (p. 7343) ;
— syndicalisme optionnel (p. 7342, 7343).

Décentralisation (amélioration ou remise en question de la —) (p. 7341, 7387).

D.G.E. :
— des communes (p. 7341, 7342) ;
— des départements (et notamment critère de potentiel fiscal superficiaire) (p. 7342).

Fonction publique territoriale :
— centres de gestion (cotisations aux — et mission des —) (p. 7343).

Interventions économiques des collectivités locales :
— entreprises en difficultés (p. 7343) ;
— établissements de crédit garantissant des emprunts (participation des collectivités locales au capital des —) (p. 7342) ;
— garanties d'emprunt (logement social ; associations) (p. 7342, 7343).

Procédure budgétaire des collectivités locales (p. 7342).

Villes nouvelles (éligibilité à la D.G.F.) (p. 7343).

Discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Avant l'article 1er A : son amendement n° 62 (intitulé du titre Ier A) : réservé jusqu'après l'examen de l'article 1er A.

Article 1er A *(des compétences des garde-champêtres en Alsace-Moselle)* : son amendement n° 61 (de suppression) : adopté.

Avant l'article 1er A *(suite)* précédemment réservé : son amendement n° 62 précédemment réservé (suppression de l'intitulé du titre Ier A : « des compétences des garde-champêtres en Alsace-Moselle ») adopté.

Titre Ier :

Avant l'article 1er : son amendement n° 63 (intitulé du titre Ier) : réservé jusqu'après l'examen des amendements portant articles additionnels après l'article 3 (p. 7401).

Après l'article 1er : ses observations sur l'amendement n° 236 de M. Jean Briane (substituant à la conférence d'harmonisation des investissements la commission consultative pour la répartition de la deuxième part de la D.G.E. pour améliorer l'organisation des services publics en montagne en développant leur polyvalence notamment) (p. 7403).

Article 2 *(modalités de la répartition de la première part de la D.G.E. des départements)* : ses observations sur l'amendement n° 39 de M. Adrien Durand (précisant que les modalités d'attribution de la deuxième part de la D.G.E. s'appliqueront dès l'exercice 1987) (p. 7405) ; contre l'amendement n° 126 de M. Bernard Derosier (kilométrage de la voirie départementale) ; contre l'amendement n° 127 de M. Maurice Adevah-Pœuf (effort contributif des départements) (p. 7406).

Article 3 *(modalités de répartition de la seconde part de la D.G.E. des départements)* : contre l'amendement n° 129 de M. Maurice Adevah-Pœuf (critères de l'importance de l'effort contributif) (p. 7409).

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 43 de M. Jean Briane (dotation minimale de fonctionnement pour les plus petites communes) (p. 7410) ; son amendement n° 64 (dotation globale de fonctionnement des communautés ou syndicats d'agglomérations nouvelles) (p. 7412, 7413) ; adopté (p. 7414) ; contre l'amendement n° 165 de M. Maurice Adevah-Pœuf (tendant à permettre l'accès au fonds de compensation de la T.V.A. aux collectivités locales ayant donné mandat à des organismes de droit privé pour certains investissements) (p. 7415).

Avant l'article 1er *(suite)* précédemment réservé : son amendement n° 63 (intitulé du titre Ier : dispositions relatives au concours financier de l'Etat aux collectivités locales) (p. 7416) ; adopté (p. 7417).

Article 4 *(suppression des aides des communes et des départements en faveur des entreprises en difficultés)* : contre l'amendement n° 130 de M. Michel Delebarre (de suppression) ; contre l'amendement n° 198 de M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 7428) ; contre l'amendement n° 132 de M. Michel Delebarre (possibilité pour les communes dont le potentiel fiscal est suffisant d'aider des entreprises en difficultés) ; son amendement n° 66 (intervention des départements dans le cadre de conventions avec d'autres départements ou régions concernées) (p. 7431) ; devenu sans objet ; son amendement n° 67 (intervention de la région pour les entreprises en difficultés) : adopté (p. 7433).

Article 5 *(garantie d'emprunt par les communes)* : recevabilité des amendements et pouvoir discrétionnaire de la commission des finances ; explique à M. Maurice Adevah-Pœuf pourquoi un de ses amendements a été jugé irrecevable par la commission des finances (p. 7434) ; contre l'amendement n° 135 de M. Michel Delebarre et l'amendement n° 199 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; son amendement n° 69 (exclusion du champ d'application des dispositions qui limitent la quotité générale pour une collectivité locale de garantir des emprunts, des organismes d'intérêt général entrant dans le champ d'application de l'article 238 *bis* du code général des impôts) (p. 7435) ; contre les sous-amendements verbaux de M. Maurice Adevah-Pœuf à cet amendement (associations) et (sociétés d'économie mixte locales) ; contre l'amendement n° 138 de M. Michel Delebarre (tourisme social) (p. 7436) ; son amendement n° 68 (précisant que les sociétés anonymes dont l'objet est d'accorder des garanties d'emprunts sont régies par la loi sur les sociétés commerciales) : adopté ; ses observations sur l'amendement n° 141 de M. Michel Delebarre (représentation des communes au sein du conseil d'administration de l'établissement gérant les fonds de garantie) (p. 7437) ; contre l'amendement n° 140 de M. Maurice Adevah-Pœuf (placement des sommes des fonds de garantie) (p. 7438).

Article 6 *(garantie d'emprunt par les départements)* : son amendement n° 70 (garantie en faveur des associations) : devenu sans objet ; son amendement n° 71 (fonds de garantie étant régis par la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales) : adopté (p. 7440).

Article 7 *(conditions de garantie d'emprunt par les régions)* : son amendement n° 72 (organisme d'intérêt général visé à l'article 238 *bis* du code général des impôts) : devenu sans objet ; son amendement n° 73 (fonds de garantie constitués sous forme de société anonyme étant régis par la loi de 1966 sur les sociétés commerciales) : adopté (p. 7442).

Après l'article 7 : son amendement n° 74 (baux de longue durée) (p. 7443) ; adopté (p. 7444).

Avant l'article 8 A : son amendement n° 75 (intitulé du titre III) : réservé jusqu'après l'article 14 (p. 7445).

Article 8 *(engagement des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif)* : contre l'amendement n° 203 de M. Daniel Le Meur (de suppression).

Article 9 *(inscription au budget des communes des départements et des régions d'un crédit pour dépenses imprévues ou dépenses d'investissements)* : contre l'amendement n° 204 de M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 7446).

Article 11 *bis* *(définition de l'équilibre budgétaire)* : son amendement n° 77 (rédactionnel) : adopté.

Article 12 *(ajustement de crédits au cours de la journée complémentaire)* : son amendement n° 78 (de coordination) : adopté (p. 7447).

Article 14 *(contrôle financier des comptes des collectivités locales)* : son amendement n° 226 (suppression du critère financier pour soumettre l'apurement des comptes au T.P.G.) : adopté ; son amendement n° 79 soutenu par M. Alain Lamassoure (publicité des conclusions de la chambre régionale des comptes) (p. 7453) ; rejeté (p. 7454).

Avant l'article 8 A *(suite)* : son amendement n° 75 (intitulé du titre III) : adopté (p. 7467).

Titre IV : *dispositions relatives à la coopération intercommunale.*

Article 15 A *(syndicat intercommunal d'études et de programmation)* : contre l'amendement n° 167 de M. Michel Delebarre (de suppression) ; ses observations sur l'amendement n° 11 de M. Jean Rigaud (durée d'activité des S.I.E.P.) (p. 7468).

Article 15 B *(élection des maires délégués dans les communes associées)* : son amendement n° 81 (de suppression) : adopté (p. 7469).

Après l'article 15 C : son amendement n° 82 (création d'une commission de conciliation intercommunale) (p. 7470) ; adopté après modification (p. 7471).

Article 15 *(retrait d'une commune d'un syndicat en cas de modification de la réglementation)* : contre les amendements n° 13 de M. Jean Rigaud, 170 de M. Michel Delebarre et 209 de M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 7473) ; son amendement n° 83 (suppression des dispositions relatives au paiement des emprunts par la commune qui s'est retirée et au syndicat de distribution d'électricité) : adopté (p. 7474).

Article 16 *(retrait d'une commune d'un syndicat lorsque un de ses « intérêts essentiels » est compromis ; coopération intercommunale)* : contre les amendements n° 14 de M. Jean Rigaud, 172 de M. Alain Richard et 210 de M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 7476).

Après l'article 16 : son amendement n° 90 rectifié (subordonnant les décisions relatives aux extensions de compétences ou aux modifications des conditions initiales de fonctionnement ou de durée du syndicat aux mêmes conditions de majorité que celles qui sont requises pour sa constitution) : adopté (p. 7477).

Article 17 *(dissolution d'office d'un syndicat de communes)* : son amendement n° 91 (suppression de la disposition selon laquelle la dissolution d'office ne peut intervenir si plus du tiers des conseils municipaux des communes membres s'y opposent) : adopté.

Après l'article 17 *bis* : son amendement n° 92 (de coordination) : adopté.

Après l'article 17 *ter* : son amendement n° 94 (désignation du maire délégué dans les communes associées de moins de 30 000 habitants) : adopté ; son amendement n° 95 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (précisant la composition du bureau du comité syndical et définissant ses attributions) (p. 7478) ; adopté ; son amendement n° 96 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (définissant les compétences du président du comité syndical) : adopté ; son amendement n° 97 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (subordonnant l'adhésion d'un syndicat à un autre établissement public de coopération intercommunale aux règles de majorité prévues à l'article L. 163-1 du code des communes pour la constitution d'un syndicat) : adopté (p. 7479) ; son amendement n° 93 (possibilité

pour un groupement de communes d'Alsace-Moselle de recruter un ou plusieurs garde-champêtres en commun) : adopté.

Article 18 *(répartition des ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle)* : son amendement n° 98 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 99 (rédactionnel) : adopté (p. 7480).

Après l'article 18 : son amendement n° 100 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (possibilité pour les groupements de communes de bénéficier du concours particulier de la D.G.D. pour les bibliothèques municipales) : adopté (p. 7481).

Article 18 *bis* *(enclos piscicoles)* : ses observations sur l'amendement n° 194 deuxième rectification de M. Claude Birraux (plaçant hors du champ d'application de la loi pêche tous les plans d'eau insuffisamment définis) (p. 7482, 7483).

Après l'article 18 *bis* : ses observations sur l'amendement n° 46 de M. Sébastien Couepel (supprimant le sectionnement électoral dans les communes dont la population est comprise entre 3 500 et 30 000 habitants et provenant d'une fusion) (p. 7483, 7484).

Titre IV *bis* : *de la fonction publique territoriale.*

Article 18 *ter* *(taux maximum de cotisations aux centres de gestion)* : contre l'amendement n° 176 de M. Michel Delebarre (de suppression).

Article 18 *quater* *(assiette de la cotisation aux centres de gestion)* : ses observations sur l'amendement n° 177 de M. Michel Delebarre (de suppression) (p. 7485) ; ses observations sur l'amendement n° 178 de M. Maurice Adevah-Pœuf (tendant à insérer le mot « titulaires » après les mots « des agents ») (p. 7486).

Après l'article 18 *quinquies* : son amendement n° 102 (possibilité de détachement de fonctionnaires de l'Etat auprès de parlementaires) : adopté ; son amendement n° 101 (p. 7487) soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (mise à disposition du représentant de l'Etat dans le département des prestations du laboratoire des services vétérinaires) : adopté (p. 7488).

Titre V : *dispositions relatives au financement des collectivités locales à vocation touristique.*

Article 19 *(aménagement du régime des dotations aux communes touristiques et thermales)* : ses observations sur les amendements n° 31 de la commission de la production, 17 de M. Jean Briane et 182 de M. Augustin Bonrepaux (précisant les pouvoirs des groupements de communes touristiques vis-à-vis des communes adhérentes en privilégiant les groupements les plus importants) (p. 7503) ; contre l'amendement n° 183 de M. Augustin Bonrepaux (tendant à ne pas appliquer la limitation de l'augmentation de la dotation aux communes et groupements de communes qui sont en voie de développement touristique pendant les quatre années qui suivent leur accession à ce régime) (p. 7507) ; contre l'amendement n° 184 de M. Louis Besson (suppression du 1er alinéa I° du paragraphe 5 *bis* de cet article) ; notion de seuil retenu (p. 7508) ; son amendement n° 103 (permettant de supprimer progressivement la dotation « station nouvelle » afin de ne pas bouleverser le budget des communes concernées) : adopté (p. 7509) ; contre l'amendement n° 185 de M. Louis Besson (prise en compte de l'accroissement de la population saisonnière) ; son amendement n° 104 (rapport sur l'application de la réforme de la dotation touristique) : adopté (p. 7510).

Après l'article 19 : son amendement n° 105 (étendant les dispositions applicables aux communes classées stations balnéaires, thermales ou climatiques aux villes centres d'agglomérations de plus de 500 000 habitants participant pour plus de 40 % au fonctionnement d'un centre dramatique national, d'un orchestre national ou d'un théâtre d'opéra) : adopté (p. 7511).

Titre VI : *dispositions relatives aux baux de longue durée pour l'exécution de missions de service public.*

Avant l'article 20 : son amendement n° 106 (suppression de cet intitulé) : adopté.

Article 20 *(conclusions d'un bail emphytéotique ou d'un bail à construction sur les biens incorporés dans les dépenses du domaine public en raison de l'exécution d'une mission de service public)* : son amendement n° 107 (de suppression) : adopté.

Article 21 *(cas dans lesquels un bail emphytéotique peut être valablement consenti)* : son amendement n° 108 (de suppression) (p. 7514) ; adopté.

Article 22 *(code rural ; incorporation d'un bien au domaine public résultant d'un aménagement spécial réalisé dans le cadre de son affectation à un service public par le preneur d'un bail emphytéotique)* : son amendement n° 109 (de suppression) : adopté.

Article 23 *(code de construction et de l'habitation ; bail à construction)* : son amendement n° 110 (de suppression) : adopté.

Article 24 *(code de la construction et de l'habitation ; baux à construction)* : son amendement n° 111 (de suppression) (p. 7515) ; adopté (p. 7516).

Article 25 *(réforme de la taxe de séjour)* : son amendement n° 112 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 113 (capacité d'accueil des établissements étant déterminée conformément aux règles fixées par décret en Conseil d'Etat) (p. 7517) ; adopté ; son amendement n° 114 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 115 (rédactionnel) : adopté (p. 7518).

Titre VII : *dispositions diverses relatives aux syndicats d'agglomérations nouvelles.*

Avant l'article 27 : son amendement n° 116 (modification de l'intitulé du titre VII) : adopté (p. 7519).

Article 27 *(attribution de la dotation globale de fonctionnement aux agglomérations nouvelles)* : son amendement n° 117 (de suppression) : adopté (p. 7520).

Après l'article 27 : ses observations sur l'amendement n° 224 de M. Jean-Pierre Abelin (information des conseillers municipaux sur les convocations qui leur sont adressées) ; ses observations sur l'amendement n° 38 de Mme Christine Boutin (information des conseillers municipaux sur les convocations qui leur sont adressées dans les communes de plus de 3 500 habitants) (p. 7528).

Article 16 *(suite)* précédemment réservé : contre l'amendement n° 173 de M. Maurice Adevah-Pœuf (possibilité de demander au comité syndical de modifier les dispositions statutaires mises en cause) (p. 7526) ; son amendement n° 84 rectifié soutenu par M. Pierre Mazeaud (extension de la possibilité de retrait d'une commune au cas où les dispositions statutaires du syndical seraient contraires aux intérêts de la commune et non plus seulement à l'un de ses intérêts essentiels) (p. 7527) ; adopté ; son amendement n° 85 (processus de discussion au sein du syndicat) : adopté ; son amendement n° 86 (même objet) : adopté ; son amendement n° 87 (tendant à éviter que le comité syndical puisse bloquer une demande de retrait et à préciser qu'à défaut de décision favorable dans un délai de six mois la commune peut demander son retrait) (p. 7528) ; adopté après modification ; son amendement n° 88 (conditions financières et patrimoniales du retrait d'une commune d'un syndicat étant fixées par convention ou à défaut par le préfet ne nécessitant pas de préciser dans quelles conditions la commune sortant apporte sa contribution à la charge de la dette) (p. 7530) ; adopté ; son amendement n° 89 (tendant à réparer une omission) : adopté (p. 7531).

PERBET (Régis)

Député de l'Ardèche
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

PERCEREAU (Jacques)

Député du Maine-et-Loire
Socialiste

Devenu député le 17 décembre 1987 en remplacement de Mme Ginette Leroux, décédée [*J.O.* du 18 décembre 1987] (p. 14767).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 9 janvier 1987] (p. 445).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 12 janvier 1987] (p. 510).

PERDOMO (Ronald)

Député des Bouches-du-Rhône
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi constitutionnelle de M. Pascal Arrighi et plusieurs de ses collègues tendant, à modifier l'article 11 de la Constitution, en étendant l'usage du référendum d'initiative populaire (n° 972) [5 novembre 1987] (p. 5483).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Pierre Schénardi, tendant à modifier la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance (n° 1047) [3 décembre 1987] (p. 6761).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890) [*J.O.* du 12 décembre 1987] (p. 14478).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'amélioration de la décentralisation (n° 973) [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14706).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, discussion des articles [6 mai 1987] :

Article 19 *(adaptation terminologique et modernisation du code de procédure pénale) :* soutient l'amendement n° 34 de M. Jacques Peyrat (rédactionnel) : rejeté (p. 931).

Titre : soutient l'amendement n° 46 de M. Jacques Peyrat (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « projet de loi relatif à l'organisation de la passation des marchés en matière pénitentiaire ») : rejeté (p. 934).

Explications de vote :

Vote positif du groupe Front national (p. 935).

— Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).

Première lecture, discussion des articles [7 mai 1987] :

Article 2 *(attribution de la garde des enfants après divorce) :* attribution de la garde des enfants après divorce ; son amendement n° 57 rectifié soutenu par M. Jean Roussel (règle de l'exercice conjoint de l'autorité parentale ; pouvoirs du juge) (p. 968) ; rejeté (p. 971).

Avant l'article 1er (amendements précédemment réservés) : son amendement n° 51 soutenu par M. Jean Roussel (possibilité pour un époux ayant consenti au divorce de revenir sur sa décision au cours de la procédure) : rejeté ; son amendement n° 52 soutenu par M. Jean Roussel (délai d'un mois pour le prononcé de l'ordonnance de non conciliation à compter de la demande de divorce) : rejeté (p. 972) ; son amendement n° 53 soutenu par M. Jean Roussel (délai maximum de six mois pour le jugement d'appel sur l'ordonnance de non conciliation) : rejeté (p. 973).

Article 3 *(droits et devoirs du parent non gardien) :* son amendement n° 71 (de suppression) : non soutenu (p. 979).

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles [13 mai 1987] :

Avant l'article 1er : ses observations sur l'amendement n° 67 de M. Gérard Collomb (cas de recours au travail à durée déterminée) (p. 1107) ; ses observations sur l'amendement n° 242 de M. Jean Reyssier soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (cas où les jugements rendus par les conseils de prud'hommes sont exécutoires par provision) (p. 1116).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, avant la discussion des articles [25 mai 1987] :

Associations liées aux collectivités locales (exemple de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur) (p. 1614).

Décentralisation (nécessité de compléter la — par la création d'une fonction publique territoriale) (p. 1613, 1614).

Formation et gestion des personnels territoriaux :

— centres de gestion (rôle et organisation des —) (p. 1614) ;

— centre national de la fonction publique territoriale (et notamment financement du —) (p. 1614).

Services privés (recours des collectivités locales aux — et suppression du monopole de la fonction publique) (p. 1614).

Statut de la fonction publique territoriale (et notamment réforme de 1984 : non application de la — et modifications des principes issus de la —) (p. 1613, 1614).

Statut des personnels territoriaux :

— cabinets (membres des) (p. 1615) ;

— cadres d'emploi (création des —) (p. 1614, 1615) ;

— concours de recrutement (modification des règles sur les —) (p. 1614) ;

— contractuels (recours aux —) (p. 1615) ;

— emplois fonctionnels (p. 1616) ;

— grève (droit de —) (p. 1614) ;

— politisation des fonctionnaires locaux (p. 1614) ;

— rémunérations (grilles indiciaires et primes) (p. 1614).

Discussion des articles [26 mai 1987], [27 mai 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 1er *(article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (recrutement des agents non titulaires) :* son amendement n° 205 : devenu sans objet (p. 1639).

Article 2 *bis* *(article 8 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (représentation syndicale au sein du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) :* contre les amendements n° 113 de M. Georges Lemoine et n° 201 de M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 1643).

Article 12 *ter* *(article 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (concours sur titres) :* son amendement n° 207 soutenu par M. Jacques Peyrat (suppression de la limite d'âge pour les concours d'accès à la fonction publique territoriale) (p. 1742) ; rejeté (p. 1743).

Article 13 *ter* *(article 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (recrutement direct) :* son amendement n° 208 soutenu par M. Jacques Peyrat (nombre d'emplois fonctionnels) : retiré ; son amendement n° 209 soutenu par M. Jacques Peyrat (statut des membres du cabinet du président des conseils régionaux étant identique à celui des assistants parlementaires) : rejeté (p. 1747).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 746).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 juin 1987] :

Soutient la motion de renvoi en commission opposée par M. Jean-Marie Le Pen (p. 1955, 1956) ; rejetée (p. 1957).

Conseil constitutionnel (jurisprudence du —) (p. 1956).

Découpage électoral (p. 1955).

Démocratie locale (p. 1955, 1956).

Loi du 31 décembre 1982 dite « loi P.L.M. » (p. 1955).

Mode de scrutin (p. 1955).

Secteurs (répartition des sièges des conseillers municipaux entre —) (p. 1955).

Secteurs (écart démographique entre —) (p. 1955).

Discussion des articles [4 juin 1987] :

Article 1er, tableau 4 annexé *(tableau des secteurs pour l'élection des conseillers municipaux de Marseille) :* contre l'amendement n° 6 corrigé de M. Michel Sapin (répartition des sièges par secteur) (p. 1963).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie (n° 853).

Première lecture, discussion des articles [3 juillet 1987] :

Titre Ier : *tribunaux de commerce.*

Article 2 *(élection des juges des tribunaux de commerce ; électorat ; éligibilité ; scrutins et opérations électorales ; discipline des membres des tribunaux de commerce) :* son amendement n° 23 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (suppression de la limite d'âge à soixante-dix ans) : adopté (p. 3647).

Titre III : *élection des membres des chambres de commerce et d'industrie et des délégués consulaires.*

Article 6 *(élection des membres des chambres de commerce et d'industrie et des délégués consulaires) :* son amendement n° 22 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (prévoyant à l'avant-dernier alinéa de l'article 6 que les cadres siègent en tant que mandataires des chefs d'entreprises et non en tant que cadres) : adopté (p. 3650).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Questions* [9 novembre 1987] :

Décentralisation (modalités financières de la —) (p. 5630).

Vote des crédits (p. 5637) :

Article 70 *(crédits des préfectures) :* contre l'amendement n° 291 de la commission des lois (de suppression) (p. 5639).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, explications de vote [18 novembre 1987] :

Transmission des entreprises (dispositif adopté) (p. 6060).

Vote hostile du groupe Front national (p. 6060).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Alain Lamassoure et M. Henri Cuq, relative à la limite d'âge de certains fonctionnaires civils de l'Etat (n° 1138 rectifié, 1167).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [19 décembre 1987] :

Etat (maintien de la permanence de l'— en période d'élection présidentielle) (p. 7840).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [23 février 1988] :

Financement des partis politiques :

— appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 242).

PERETTI DELLA ROCCA (Jean-Pierre de)

Député des Bouches-du-Rhône
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **compétence des juridictions judiciaires** pour connaître des **litiges** concernant les **responsabilités extra-contractuelles (n° 727)** [7 mai 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 12 : soutient l'amendement n° 45 de M. Jean-Jacques Jegou (possibilité pour l'autorité compétente de décider que l'obligation de versement de la redevance du P.L.D. n'est pas applicable aux constructions édifiées dans une Z.A.C.) : adopté après modification (p. 6918).

Après l'article 13 : soutient l'amendement n° 8 corrigé de M. Xavier Hunault (prévoyant que les plus-values réalisées lors de la cession des chevaux de course bénéficient d'un abattement de 15 % par année de détention comprise entre la date d'acquisition des chevaux et la fin de leur septième année) : adopté, après modification, au scrutin public (p. 6925).

PERICARD (Michel)

Député des Yvelines
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi relative aux opérations de télépromotion avec offre de vente dites de « télé-achat » (n° 1057) [26 novembre 1987] (p. 6473).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **protection des services de télévision ou de radiodiffusion** destinés à un public déterminé **(n° 763)** [19 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 1057) de MM. Michel Pelchat, Jacques Barrot et Michel Péricard relative aux opérations de **télé-promotion** avec offre de vente de **« télé-achat » (n° 1089)** [3 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Taux de la T.V.A. applicable aux forains et aux parcs de loisirs [17 juin 1987] (p. 2518) ;

— **Affaire des trafics d'armes :** déclaration de M. le Président de la République [18 novembre 1987] (p. 6018) ; problème des responsabilités des ventes d'armes à l'Iran (p. 6019).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule* [6 novembre 1987] :

Audiovisuel : généralités :

— création audiovisuelle française (p. 5550, 5551).

Audiovisuel : secteur public :

— action internationale (p. 5551) ;
— Antenne 2 (p. 5551) ;
— Radio-France (et France-Info) (p. 5551) ;
— redevance (p. 5551).

Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) (p. 5551).

Presse écrite :

— harmonisation du taux de T.V.A. (p. 5552).

Culture et communication. — *Vote des crédits* [6 novembre 1987] :

Son rappel au règlement : problème dans la manipulation des machines à voter lors de deux scrutins publics (p. 5570).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de MM. Michel Pelchat, Jacques Barrot et Michel Péricard relative aux opérations de télé-promotion avec offre de vente, dites de « télé-achat » (n° 1089, 1057).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [20 et 21 décembre 1987] :

Contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7982, 7983).

Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) (compétences de la — dans la définition des règles de programmation des opérations de télé-promotion) (p. 7948, 7982).

Consommateurs-télespectateurs (protection des —) (p. 7948).

Publicité (distinction entre télé-achat et — déguisée) (p. 7948).

Télévision (rupture d'égalité de traitement entre les différentes chaînes de —) (p. 7948).

T.F.1 (émission de télé-achat sur —) (p. 7948).

Discussion des articles. Rapporteur [21 décembre 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 1 de M. Georges Hage (volume sonore des messages publicitaires) (p. 7984).

Après l'article 1er : contre l'amendement n° 5 de M. Georges Hage (interdiction de jeux associés à la publicité) ; contre l'amendement n° 6 de M. Georges Hage (information des consommateurs par des interventions quotidiennes de l'Institut national de la consommation sur les chaînes privées) ; contre l'amendement n° 7 de M. Georges Hage (information des consommateurs par des interventions quotidiennes de l'I.N.C. sur les chaînes du secteur public) (p. 7987).

Article 2 *(sanctions pénales)* : son sous-amendement n° 18 à titre personnel (sanction du refus d'échange ou de remboursement d'un produit retourné) à l'amendement n° 17 du Gouvernement (constat et poursuite des infractions) ; pour l'amendement n° 17 du Gouvernement ; sous-amendement n° 18 : adopté (p. 7988).

PESCE (Rodolphe)

Député de la Drôme
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

PEUZIAT (Jean)

Député du Finistère
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Questions* [20 octobre 1987] :

Construction navale (p. 4557).
Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche et de la conchyliculture (F.I.O.M.) (p. 4557).

PEYRAT (Jacques)

Député des Alpes-Maritimes
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Juge titulaire, de la Haute cour de justice [5 avril 1987] (p. 370). Prestation de serment le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (défense : soutien général des forces) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)**. Tome XI : **défense : soutien général des forces (n° 963)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Politique française au Liban : hospitalisation de Nabih Berri à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce [12 novembre 1987] (p. 5756).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :

Armée de terre (équipement de l'— et notamment artillerie, munitions et hélicoptères de combat et antichar) (p. 128).
Armes chimiques (p. 128).
Armes nucléaires tactiques ou préstratégiques (utilisation des —) (p. 128).
Avions Awacs (p. 128).
Avions de transport (p. 128).
Avions de combat (avion « Rafale ») (p. 128).
Bombe à neutrons (p. 128).
Crédits d'équipement militaire prévus par la loi (p. 127, 128, 129).
Défense européenne (p. 129).
Défense opérationnelle du territoire (D.O.T.) (p. 129).
Désarmement (négociations américano-soviétiques) (p. 129).
Espace (utilisation militaire de l'—) (p. 127).
Esprit de défense (p. 129).
Flotte de surface (p. 128).
Forces nucléaires stratégiques (et notamment nouvelle composante terrestre) (p. 128).
Loi de programme (organisation et contenu de la —) (p. 127).
Porte-avions nucléaire (et notamment construction d'un deuxième —) (p. 128).
Programmes d'équipement définis par la loi (p. 128).
Service national (p. 128).
Situation internationale et évaluation des menaces (p. 127).

Discussion des articles [9 avril 1987] :

Article 1er et annexe *(approbation des orientations de l'annexe)* : son amendement n° 4 (précisant que la conscription est l'une des bases du recrutement) : rejeté ; soutient l'amendement n° 5 de M. Pierre Sergent (précisant que la sécurité de la France repose sur sa volonté réelle de défense) (p. 170) : rejeté ; son amendement n° 6 soutenu par M. Pierre Sergent (arme à rayonnement renforcé) (p. 171) : rejeté ; son amendement n° 8 soutenu par M. Pierre Sergent (liens entre les forces conventionnelles et les armes nucléaires étant nécessaires pour compenser l'existence d'un déséquilibre des forces conventionnelles en Europe) : rejeté ; son amendement n° 9 soutenu par M. Pierre Sergent (précisant les quantités de matériels dont seront dotées les forces conventionnelles) : rejeté (p. 175) ; son amendement n° 34 (évaluation des besoins en munitions et rechanges nécessaires à une quinzaine de jours de combat) : rejeté ; son amendement n° 13 (précisant que les navires et avions civils devront être aménagés pour pouvoir être réquisitionnés pour le transport d'unités) : retiré ; son amendement n° 35 (caractère provisoire des alinéas de l'annexe relatifs au maintien des capacités de transport et aux compagnies de transport civil) : non soutenu ; soutient l'amendement n° 14 de M. Pierre Sergent (nature et fonction des bâtiments de présence outre-mer) (p. 176) : rejeté ; son amendement n° 16 (précisant que les unités de défense opérationnelle du territoire recevront des équipements militaires) : non soutenu ; son amendement n° 37 soutenu par M. Pierre Sergent (défense civile) : rejeté (p. 177) ; son amendement n° 18 soutenu par M. Pierre Sergent (coopération de la France avec ses partenaires européens et américains en matière de recherche technologique) ; son amendement n° 19 soutenu par M. Pierre Sergent (même objet) : retiré (p. 179).

Article 2 *(crédits de paiement)* : son amendement n° 28 (donnant une nouvelle répartition des crédits de fonds de concours provenant de cessions d'actifs) (p. 180) : retiré (p. 181).

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, avant la discussion des articles [5 mai 1987] :

Détention préventive ou provisoire (importance numérique de la —) (p. 860).
Détenus (séparation des catégories de —) (p. 860).

Immigration (proportion de détenus étrangers) (p. 859, 860).
Prisons (retard pris dans l'équipement pénitentiaire) (p. 859).
Prisons (surpopulation des — et problème du Sida) (p. 859, 860).
Prisons « quatre étoiles » (p. 860).
Programme de construction de prisons (lancement d'un — de 15 000 places) (p. 859, 860).
Récidive (lutte contre la — et réinsertion des détenus) (p. 860).
Surveillants de prison (conditions de travail des —) (p. 860).

Discussion des articles [6 mai 1987] :

Article 19 *(adaptations terminologiques et modernisation du code de procédure pénale) :* son amendement n° 33 (suppression des adaptations terminologiques) : non soutenu (p. 930) ; son amendement n° 34 soutenu par M. Ronald Perdomo (rédactionnel) : rejeté (p. 931).

Titre : son amendement n° 46 soutenu par M. Ronald Perdomo (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « projet de loi relatif à l'organisation de la passation des marchés en matière pénitentiaire ») : rejeté (p. 934).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles [27 mai 1987] [17 juin 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 12 *ter* *(article 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (concours sur titre) :* soutient l'amendement n° 207 de M. Ronald Perdomo (suppression de la limite d'âge pour les concours d'accès à la fonction publique territoriale) (p. 1742) ; rejeté (p. 1743).

Article 13 *ter* *(article 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1985) (recrutement direct) :* soutient l'amendement n° 208 de M. Ronald Perdomo (nombre d'emplois fonctionnels) : retiré ; soutient l'amendement n° 209 de M. Ronald Perdomo (statut des membres du cabinet du président des conseils régionaux étant identique à celui des assistants parlementaires) : rejeté (p. 1747).

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Article 24 *(légalisation des polices municipales) :* approuve cet article ; situation à Nice (p. 2799).

Explications de vote [17 juin 1986] :

Contractuels (recrutement des —) (p. 2813).
Elu local (statut de l'—) (p. 2813).
Grève des fonctionnaires (limitation de la —) (p. 2813).
Retraités (accès des — à la fonction publique territoriale) (p. 2813).
Statut de la fonction publique territoriale de 1984 (nécessité de modifier le —) (p. 2813).
Vote positif du groupe Front national (p. 2813).

— Projet de loi relatif aux obligations en matière de vente ou d'échange de certains objets mobiliers et à la répression du recel (n° 625).

Première lecture, avant la discussion des articles [29 juin 1987] :

Recel (aggravation des peines encourues) (p. 3353).
Recel (notion de — et définition du —) (p. 3353).
Recel et vol (disproportion des peines encourues) (p. 3353).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Aménagement du temps scolaire (p. 4930).
Associations (p. 4929, 4930).
Collectivités territoriales (dépenses d'équipement et de fonctionnement des — en faveur du sport) (p. 4929).
Toxicomanie (lutte contre la —) (p. 4930).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

Autoroute Nice - Digne - Sisteron (projet) (p. 5383).

Défense. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [9 novembre 1987] et [10 novembre 1987] :

A titre personnel :

Armée de terre (notamment sous-encadrement de l'—) (p. 5675).
Budget de la défense (niveau du —) :
— dépenses d'équipement et programmes (p. 5674, 5675) ;
— dépenses de fonctionnement (Titre III) (p. 5675) ;
— proportion du P.I.B. consacré à la défense (p. 5675).
Coopération européenne et internationale pour l'armement (p. 5661, 5662).
Désarmement :
— forces nucléaires intermédiaires (accord Etats-Unis/U.R.S.S. sur l'option « double zéro ») (p. 5676).
Esprit de défense (notamment « moral des troupes » et rôle des réserves) (p. 5675).
Personnels militaires :
— effectifs militaires (p. 5675).

Au titre de rapporteur pour avis :

Service d'information et des relations publiques des armées (S.I.R.P.A.) (p. 5656).
Services communs (D.G.S.E., essences, service de santé notamment) (p. 5655, 5656).

Vote des crédits :

Article 34 *(dépenses ordinaires des services militaires ; mesures nouvelles) :* son amendement n° 326 (réduction des crédits destinés aux associations) ; suppression de la tenue de sortie du paquetage de l'appelé (p. 5701) ; esprit de défense ; retiré (p. 5702).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [23 février 1988] :

Financement des partis politiques :
— appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 242) ;
— modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis (p. 242).

PEYREFITTE (Alain)

Député de la Seine-et-Marne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Vice-président de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (défense) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Rapporteur du projet de loi autorisant la ratification d'une convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (ensemble les protocoles I et II) (n° 1024) [12 novembre 1987] (p. 5817).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement, à la suite d'une **mission d'information effectuée aux Etats-Unis** du 8 au 19 février 1987, au nom de la commission des affaires étrangères **(n° 615)** [2 avril 1987].

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).** Tome VIII : **défense (n° 962)** [8 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1024) autorisant la ratification d'une convention sur l'**interdiction** ou la **limitation** de l'**emploi de certaines armes classiques qui** peuvent être

considérées comme produisant des **effets traumatiques excessifs** ou comme frappant sans discrimination (ensemble les protocoles I et II) **(n° 1083)** [26 novembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Position allemande sur les euromissiles** : progrès du pacifisme en Europe occidentale [3 juin 1987] (p. 1868) ;

— **Affaire Luchaire** : opportunité d'un contrôle politique ; contrôle de l'exécutif relevant également du Parlement ; nécessité de délimiter le domaine du juge d'instruction et celui du Parlement [2 décembre 1987] (p. 6696).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, explications de vote [6 mai 1987] :

Programme de construction de prisons (lancement d'un — de 15 000 places) (p. 934).
Programme de construction de prisons de 1980 (abandon en 1981 du —) (p. 934).
Vote positif du groupe R.P.R. (p. 934).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :

Afrique :
— Tchad (p. 2452).
Armes conventionnelles (p. 2452).
Désarmement nucléaire (négociations américano-soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires et notamment, rencontre de Reykjavik et réactions françaises et européennes) :
— dénucléarisation de l'Europe (p. 2451, 2452) ;
— forces nucléaires françaises (exclusion des — du processus de désarmement nucléaire) (p. 2451, 2452) ;
— négociations en cours (p. 2451, 2452).
Europe (sécurité européenne) (p. 2452).
Pays en voie de développement (aide aux — et problème de l'endettement du tiers monde) (p. 2452, 2453).
Pays en voie de développement (effets de la colonisation sur le sous-développement) (p. 2453).
République fédérale allemande (relations franco-allemandes et notamment, questions stratégiques (p. 2452).
U.R.S.S. :
— Gorbatchev (politique intérieure et extérieure de M. —) (p. 2452).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule* [5 novembre 1987] :

Afrique (relations de la France avec le continent africain) (p. 5451, 5452).
Afrique Australe (relations de la France avec l'—) (p. 5452).
Allemagne (coopération France — dans le domaine de la sécurité) (p. 5452).
Armements (conséquences pour l'Europe des négociations américano-soviétiques sur la réduction des —) (p. 5452).
Effectifs (réduction des — et implantation diplomatique et consulaire) (p. 5451).
Français de l'étranger (aides aux — et rôle des —) (p. 5451).
Ministère des affaires étrangères (érosion du rôle du —) (p. 5451).
Proche et Moyen Orient (relations de la France avec le —) (p. 5452).
Rapport Viot (p. 5451).
U.E.O. (p. 5452).

Défense. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [9 novembre 1987] :

Désarmement :
— Etats-Unis (présence militaire en Europe) (p. 5657) ;
— forces nucléaires intermédiaires (accord Etats-Unis/U.R.S.S. sur l'option « double zéro ») (p. 5656, 5657).

— Projet de loi autorisant la ratification d'une convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (ensemble les protocoles I et II) (n° 1024).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. Rapporteur [1er décembre 1987] :

Armes concernées par l'interdiction ou la limitation (p. 6594).
Armes incendiaires (p. 6594).
Convention (origines et ratification de la —) (p. 6594, 6595).
Système de vérification et de contrôle (absence de —) (p. 6594).

PEYRET (Michel)

Député de la Gironde
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête parlementaire sur les **conséquences des essais nucléaires français de Mururoa sur l'environnement (n° 827)** [4 juin 1987].

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).** Tome III : **Premier ministre : secrétariat général de la défense nationale (n° 963)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Part des salariés dans le financement de la sécurité sociale** : propositions communistes [20 mai 1987] (p. 1363) ;

— **Conséquences des essais nucléaires sur l'atoll de Mururoa et action de la France en faveur de la paix et du désarmement** : proposition de résolution communiste [3 juin 1987] (p. 1875).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 avril 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 106, 107, 108).
Armes chimiques (p. 107).
Crédits de fonctionnement des armées (absence de programmation des —) (p. 107).
Défense européenne (p. 107).
Espace (utilisation militaire de l'—) (p. 107).
Forces nucléaires stratégiques (et notamment nouvelles composantes terrestres) (p. 107).
Industries d'armement (p. 107, 108).
Loi de programme (organisation et contenu de la —) (p. 106, 107).
Sélection des programmes d'équipement (p. 107).

Discussion des articles [9 avril 1987] :

Article 1er et annexe *(approbation des orientations de l'annexe)* : ses réserves sur l'absence de référence aux crédits de fonctionnement (p. 168, 169) ; son amendement n° 38 corrigé soutenu par M. Robert Montdargent (arsenaux et établissements de l'Etat) (p. 172) : rejeté au scrutin public (p. 173) ; son amendement n° 24 soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (armes chimiques) (p. 177) : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 21 (supprimant la référence aux télécom-

munications spatiales et à l'effort de recherche au développement relatif à l'utilisation de l'espace) (p. 178) : rejeté au scrutin public (p. 179).

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles [18 mai 1987] :

Article 5 *(Instauration conventionnelle de cycles de travail) :* son opposition à cet article (p. 1259, 1260) ; soutient l'amendement n° 269 de M. Rémy Auchedé (tendant à établir une majoration de salaire de 50 % pour chaque heure supplémentaire) (p. 1263) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1264) ; soutient l'amendement n° 274 de M. Bernard Deschamps (précisant la durée maximale du cycle du travail et subordonnant sa mise en œuvre à l'avis conforme du comité d'entreprise ou des délégués du personnel) : application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1278) ; soutient l'amendement n° 290 de M. Jean Giard (tendant à n'autoriser les dérogations conventionnelles au régime légal des heures supplémentaires que lorsqu'elles sont plus favorables au salarié) (p. 1286) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1287).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, discussion des articles [19 mai 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 82 de M. Bernard Deschamps (droit au travail des handicapés) : rejeté (p. 1328).

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-2 du code du travail* (application de l'obligation d'emploi dans les collectivités et organismes publics) : soutient l'amendement n° 137 de M. Georges Hage (tendant à astreindre les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ayant plus de dix salariés à l'obligation d'emploi) : rejeté ; soutient l'amendement n° 87 de Mme Muguette Jacquaint (modalités des offres d'emploi aux handicapés dans le secteur public) (p. 1339) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 88 rectifié de M. Bernard Deschamps (établissement d'un rapport annuel sur le respect de l'obligation d'emploi dans le secteur public) (p. 1340) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 90 de M. Georges Hage (prévoyant que des mesures appropriées seront obligatoirement prises pour mettre un terme aux éventuels manquements de l'administration à ses obligations) (p. 1341) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 89 de M. Georges Hage (création d'une instance nationale de recours pour les particuliers, les associations et les syndicats de fonctionnaires lorsqu'ils constatent des manquements à l'obligation d'emploi dans le secteur public) : rejeté (p. 1342) ; *article L. 323-6 du code du travail* (détermination du salaire des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : soutient l'amendement n° 124 de M. Georges Hage (rémunération des travailleurs handicapés en milieu ordinaire devant être la même que celle des personnes valides effectuant le même travail) : rejeté ; soutient l'amendement n° 94 de M. Georges Hage (suppression de la possibilité de réduire le salaire des handicapés dont le rendement professionnel est notoirement insuffisant) (p. 1380) ; rejeté.

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [10 juin 1987] :

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*

Article 28 (précédemment réservé) : *(régime du troisième cycle des études médicales) :* soutient l'amendement n° 104 de M. Guy Ducoloné (suppression du résidanat) : rejeté au scrutin public (p. 2210) ; soutient l'amendement n° 310 de M. Georges Hage (rétablissement des filières de santé publique et de recherche médicale) : rejeté (p. 2212) ; soutient l'amendement n° 312 de M. Georges Hage (troisième cycle des études médicales comportant la filière d'internat de recherche médicale) : rejeté ; soutient l'amendement n° 317 de M. Jacques Roux (troisième cycle des études médicales comportant une filière d'internat préparant à la profession de médecin de protection maternelle et infantile) : rejeté (p. 2214).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [29 octobre 1987] :

Défense européenne (p. 5027, 5028).
Institut des hautes études de la défense nationale (p. 5027).
Secrétariat général de la défense nationale (p. 5027).

Défense. — *Examen du fascicule* [9 novembre 1987] [10 novembre 1987] :

Armes françaises (production d'—) (p. 5662).
Budget de la défense (niveau du —) :
— dépenses d'équipement et programmes (p. 5674, 5675).
Commerce international d'armes (notamment livraisons à l'Iran) (p. 5660).
Défense européenne (et coopération militaire franco-allemande) (p. 5661).
Désarmement :
— forces nucléaires intermédiaires (accord Etats-Unis/U.R.S.S. sur l'option « double zéro ») (p. 5660) ;
— forces nucléaires (suppression des —) (p. 5662).
Forces nucléaires tactiques et préstratégiques :
— bombe à neutrons (p. 5661).
Loi de programmation militaire 1987-1991 (p. 5661).

Vote des crédits :

Article 35 *(dépenses en capital des services militaires ; mesures nouvelles).*

Titre V : son amendement n° 315 soutenu par M. Jacques Rimbault (suppression des crédits de paiement et des autorisations de programme pour les armes chimiques) (p. 5702) ; rejeté ; son amendement n° 316 soutenu par M. Jacques Rimbault (suppression des crédits destinés aux recherches nucléaires militaires) (p. 5703) ; rejeté ; son amendement n° 317 soutenu par M. Jean Jarosz (arme à neutrons) (p. 5704) ; rejeté ; son amendement n° 318 (suppression des missiles Hadès, A.S.M.P. et S 4 notamment) : rejeté ; son amendement n° 319 soutenu par M. Paul Mercieca (essais nucléaires de Mururoa) : rejeté au scrutin public (p. 5707) ; son amendement n° 329 (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement ouverts au paragraphe II) ; D.G.S.E. ; lutte contre le terrorisme ; contrôle parlementaire sur les services secrets (p. 5710) ; rejeté (p. 5711).

— Projet de loi, adopté par le Sénat relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, discussion des articles [21 novembre 1987] :

Article 6 *(modalités de calcul des droits de vote dans la nouvelle société) :* son amendement n° 28 soutenu par M. Marcel Rigout (modification de la répartition des droits de vote) (p. 6218) ; rejeté au scrutin public (p. 6220).

Article 8 *(statut des personnels n'appartenant pas à la fonction publique) :* son amendement n° 30 soutenu par M. Ernest Moutoussamy (suppression de l'obligation de conclure dans les deux ans une nouvelle convention collective) (p. 6251) ; rejeté ; son amendement n° 31 soutenu par M. Ernest Moutoussamy (même objet) : rejeté (p. 6252).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 décembre 1987] :

Dépenses militaires (p. 6849, 6850).
Dépenses militaires (opérations extérieures : Tchad, forces envoyées en Mer d'Oman, Liban) (p. 6849).
Dépenses militaires (Nouvelle-Calédonie) (p. 6849).

Discussion des articles [8 décembre 1987] :

Article 4 et état B *(dépenses ordinaires des services civils : ouverture) :* soutient l'amendement n° 15 de M. Roger Combrisson (réduction des crédits destinés à la promotion touristique de la France à l'étranger inscrits au budget de l'industrie et du tourisme) (p. 6882) ; rejeté (p. 6883).

PEYRON (Albert)

Député des Alpes-Maritimes
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre Ier : organisation des établissements d'hospitalisation publics.

Article 2 *(nomination des chefs de service ; constitution des pôles d'activités et des départements) :* ses observations (p. 778) ; problèmes nés de la méconnaissance du français par les médecins étrangers (p. 778) ; *article 20-3 de la loi du 31 décembre 1970 (constitution des pôles d'activités) :* soutient l'amendement n° 58 de M. François Bachelot (de suppression) : rejeté (p. 783) ; soutient le sous-amendement n° 188 de M. François Bachelot à l'amendement n° 12 de la commission (délégation ne devant concerner que l'organisation et l'animation des pôles d'activités) : rejeté ; soutient le sous-amendement n° 189 de M. François Bachelot à l'amendement n° 12 de la commission (animateur des pôles d'activités devant avoir une maîtrise satisfaisante de la langue française) : rejeté (p. 784) ; soutient le sous-amendement n° 190 de M. François Bachelot à l'amendement n° 12 de la commission (procédure de création des pôles d'activités) : rejeté (p. 786).

Article 4 *(compétences des commissions médicales d'établissement) :* soutient l'amendement n° 60 de M. François Bachelot (commission médicale d'établissement n'étant pas consultée sur la création des pôles d'activités) (p. 800).

Après l'article 7 : soutient l'amendement n° 62 de M. François Bachelot (répartition des pouvoirs entre les personnels médicaux et non médicaux) : rejeté (p. 805).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [9 juin 1987] :

Titre II : *dispositions relatives à la santé.*

Article 17 *(effet de la connaissance mutuelle des diplômes de médecins, de chirurgiens-dentistes et de sages-femmes au sein de la C.E.E., pour les titulaires de ces diplômes non ressortissant d'un état membre) :* soutient l'amendement n° 266 de M. François Bachelot (médecins ressortissants des pays étrangers non membres de la Communnauté économique européenne ne pouvant exercer en France tant que les besoins sanitaires de leur pays ne seront pas satisfaits) : rejeté.

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [24 juin 1987] (p. 3132, 3131) [25 juin 1987] (p. 3158) :

Historique des événements d'Afrique du Nord et situation des rapatriés (p. 3159, 3160).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Titre III : *modifiant la loi du 31 juillet 1968 portant amnistie).*

Article 10 *(réintégration dans les ordres honorifiques et dans le droit au port de certaines décorations) :* contre l'amendement n° 15 de M. Guy Ducoloné (personnes s'étant en réplique au mouvement de libération de l'Algérie rendues coupables de crime de sang ou de torture ne pouvant bénéficier des dispositions du présent article) (p. 3191).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Article 2 *(indemnisation des personnes ayant cédé leurs biens en Tunisie) :* ses observations (p. 3199).

Article 5 *(dispositions applicables aux certificats d'indemnisation) :* ses observations (p. 3202).

Article 8 *(allocation en faveur des anciens harkis, moghaznis et personnels des diverses formations supplétives ayant servi en Algérie) :* ses observations (p. 3205, 3206).

Article 10 *(suspension des poursuites) :* ses observations (p. 3212).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Examen du fascicule* [30 octobre 1987] :

Forêt méditerranéenne (lutte contre les incendies en —) (p. 5171).
Littoral (protection du —) (p. 5171).
Méditerranée (protection du domaine maritime de la —) (p. 5171).

Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :

Harkis (p. 5792).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987].

Avant l'article 56 : contre l'amendement n° 215 rectifié de M. Jean Giard (autorisation donnée à la région Rhône-Alpes d'instituer une taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés cotées à la bourse de Lyon et destinée à financer l'organisation des jeux Olympiques d'hiver de 1992) (p. 5864).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Robert-André Vivien tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social et relative à la durée du mandat des présidents d'entreprises du secteur public (n° 1137, 1166).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [19 décembre 1987] :

Dénationalisation (p. 7842).
Présidents d'entreprises du secteur public « privatisables » (limite d'âge des —) (p. 7842).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre III : *dispositions relatives au financement des partis et groupements politiques.*

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis) :* ses observations sur l'utilisation des subventions ministérielles et sur la clé de répartition pour l'aide accordée par l'Etat aux partis politiques (p. 196).

PEZET (Michel)

Député des Bouches-du-Rhône
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027).

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 746).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 juin 1987] :

Conseil constitutionnel (jurisprudence du —) (p. 1951).
Découpage électoral (p. 1950).
Defferre (politique de M. —) (p. 1949).

Démocratie locale (p. 1949, 1950).
Loi du 31 décembre 1982 dite « loi P.L.M. » (p. 1949, 1950).
Marseille (unité, organisation administrative et vie économique de —) (p. 1951).
Origine de la proposition de loi en discussion (p. 1948, 1949, 1950).
Secteurs (évolution démographique des —) (p. 1950).

Discussion des articles [4 juin 1987] :

Article 1er, tableau 4 annexé *(tableau des secteurs pour l'élection des conseillers municipaux de Marseille) :* ses observations ; soutient l'amendement n° 5 corrigé de M. Michel Sapin (répartition des sièges par secteur) (p. 1957) ; rejeté au scrutin public (p. 1912).

Après l'article 1er : soutient l'amendement n° 7 de M. Michel Sapin (vote par arrondissement) (p. 1964) ; rejeté (p. 1965).

Explications de vote [4 juin 1987] :

Découpage électoral (p. 1967).
Loi du 31 décembre 1982 dite « loi P.L.M. » (p. 1967).
Marseille (image et moralisation de la vie politique de —) (p. 1967).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 1967).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Questions* [20 octobre 1987] :

Baumettes (prison des — à Marseille) (p. 4533).
Marseille (création d'un centre de semi-liberté autonome à —) (p. 4533).

PIAT (Yannick)

Député du Var
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Remboursement des médicaments par la sécurité sociale : [8 avril 1987] (p. 80).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Conception gouvernementale du mécénat (p. 3058).
Politique culturelle de l'Etat (p. 3057, 3058).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Examen du fascicule* [30 octobre 1987] :

Associations subventionnées par l'Etat (p. 5131).

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [3 novembre 1987] :

Politique de la famille :
— politique de la famille (généralités) (p. 5262, 5263).

PIERRET (Christian)

Député des Vosges
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [*J.O.* du 8 décembre 1987] (p. 14283).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Loyers : importante hausse de loyers [24 juin 1987] (p. 3118).

INTERVENTIONS

— Projet de loi aur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [15 et 16 avril 1987] :

Actions (achat d' — et plans d'options sur —) (p. 384, 385).
Epargne des ménages (p. 383).
Financiarisation de l'économie (p. 383, 385).
Impôt sur les sociétés (p. 385).
Investissement des entreprises (aide à l' —) (p. 385, 386, 417).
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— Age de la retraite et retraite à soixante ans (p. 383) ;
— C.E.A. (compte d'épargne en actions) (p. 383) ;
— Répartition (retraite par —) (p. 383, 384) ;
— Retraits anticipés (pénalités sur les —) (p. 384) ;
— Sécurité des épargnants (p. 383) ;
— Sortie du P.E.R. (rente viagère au capital) (p. 384).
Report en arrière (p. 385).

Discussion des articles [16 et 21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *plans d'épargne en vue de la retraite.*

Avant l'article 1er : son amendement n° 96 (suppression de la référence à la retraite dans l'intitulé du chapitre 1er) : rejeté (p. 423).

Article 1er *(ouverture des P.E.R. à compter du 1er juin 1987 ; catégories d'organismes pouvant les proposer) :* son amendement n° 97 (suppression de la référence à la retraite dans cet article) : devenu sans objet (p. 433) ; situation de la Caisse nationale de prévoyance (p. 434, 435).

Article 2 *(plafond des versements effectués sur le P.E.R. pouvant être déduits du revenu imposable) :* contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu ; coût du dispositif (p. 437) ; son amendement n° 98 (suppression de la référence à la retraite) : rejeté (p. 438) ; son amendement n° 99 (réduction d'impôt plafonnée à 1 500 F se substituant à la déduction du revenu imposable) ; comptes d'épargne en actions ; rejeté (p. 441).

Avant l'article 3 : non examen de l'amendement n° 151 du Gouvernement par la commission (p. 443).

Article 3 *(emplois du P.E.R. ; fiscalité de ses revenus et plus-values) :* coût du projet (p. 444) ; déficit budgétaire ; son amendement n° 100 (suppression de la référence à la retraite) : rejeté (p. 445) ; contre l'amendement n° 169 de M. Alain Lamassoure (sécurité des épargnants) (p. 446) ; contre l'amendement n° 126 de M. Roland Blum (emplois du P.E.R. en actifs immobiliers) (p. 448) ; son amendement n° 101 (mutuelles autorisées à démarcher pour le P.E.R.) (p. 460) ; rejeté.

Article 4 *(P.E.R., fiscalité des retraits) :* son amendement n° 102 (sortie du P.E.R. uniquement en rente viagère ; imposition de la pension à ce titre) : rejeté (p. 461).

Article 5 *(pénalité de 10 % appliquée au retrait ou à la pension intervenant avant 60 ans et moins de 10 ans après l'ouverture du P.E.R.) :* son amendement n° 143 (non application de la pénalité frappant la pension viagère lorsque le contribuable ou le plus âgé des époux perçoit une pension de retraite au titre d'un régime obligatoire) : rejeté (p. 463).

Article 6 *(pénalité de 5 % sur le retrait ou les échéances de pension s'effectuant 10 ans ou plus après l'ouverture du P.E.R. mais avant le soixantième anniversaire du contribuable ou du plus âgé des époux) :* son amendement n° 144 (non application de la pénalité de 5 % lorsque le contribuable ou le plus âgé des époux perçoit une pension de retraite au titre d'un régime obligatoire) : rejeté.

Article 7 *(absence de pénalité en cas de décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à l'imposition commune) :* son amendement n° 145 (absence de pénalité sur les retraits ou versements de pension intervenant en cas de licenciement, de mise à la retraite anticipée ou d'invalidité) (p. 464) ; rejeté (p. 465).

Chapitre II : *options de souscription ou d'achat d'actions.*

Article 10 *(modulation du prix des actions offertes aux salariés) :* son amendement n° 132 (de suppression) : rejeté (p. 478).

Article 13 *(extension aux mandataires sociaux du bénéfice des plans d'options de souscription d'actions) :* son amendement n° 141 (de suppression) (p. 479) ; rejeté (p. 480).

Article 14 *(achat d'actions et d'options de souscription d'actions ; suppression du plafond ; non attribution d'options aux salariés et mandataires sociaux détenant plus de 10 % du capital) :* son amendement n° 133 (rétablissement des plafonds pour la souscription d'actions ou de plans d'options sur actions ; deux foix le salaire annuel ou dix foix le plafond annuel de la sécurité sociale) : rejeté.

Article 15 *(fixation par l'Assemblée générale du délai d'exercice des options de souscription d'actions avec un minimum de 5 ans) :* son amendement n° 135 (de suppression) (p. 481) ; rejeté (p. 482).

Chapitre III : *rachat d'une entreprise par ses salariés.*

Article 16 *(rachat d'une entreprise par ses salariés ; conditions ; régime fiscal) :* son amendement n° 136 (nouvelle rédaction de l'article) (p. 494, 495) ; rejeté ; son sous-amendement n° 137 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (possibilité pour les salariés ayant plus d'un an d'ancienneté de choisir entre les deux régimes de reprise de l'entreprise par ses salariés) ; rejeté ; son sous-amendement n° 138 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (plafond de déductibilité des intérêts des emprunts souscrits par les salariés ramenés à la moitié du salaire annuel versé par l'entreprise et au plafond annuel de la sécurité sociale) (p. 498) ; rejeté (p. 499) ; son sous-amendement n° 139 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (extension de la R.E.S. aux entreprises de moins de vingt salariés) (p. 500) ; rejeté (p. 502) ; son sous-amendement n° 140 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (sommes versées en application de la R.E.S. ne pouvant bénéficier des avantages fiscaux consentis aux donations-partages) : rejeté (p. 505).

Chapitre IV : *mesures concernant la fiscalité des valeurs mobilières.*

Article 17 *(majoration de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières) :* son amendement n° 146 (prorogation du C.E.A. jusqu'en 1990) : rejeté (p. 507).

Article 18 *(déductibilité fiscale des intérêts versés sur les comptes courants d'associés) :* son amendement n° 110 (de suppression) (p. 508) ; rejeté (p. 509).

Chapitre X : *modernisation des marchés financiers et dispositions diverses.*

Article 43 *(suppression du plafonnement de la rémunération des gérants et dépositaires de S.I.C.A.V. et de fonds communs de placement) :* son amendement n° 110 (de suppression) : rejeté.

Avant l'article 45 : son sous-amendement n° 180 à l'amendement n° 156 du Gouvernement (impôt sur les sociétés réduit à 40 % pour les bénéfices réinvestis, amortissement dégressif) (p. 519) ; rejeté (p. 521).

Commission mixte paritaire, discussion des articles [2 juin 1987] (p. 1784).

Son rappel au règlement : réunion de la commission pour l'examen des amendements du Gouvernement au texte de la commission mixte paritaire.

Article 8 : ses observations sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression de la majoration de la fiscalité du tabac gageant l'amélioration de crédits d'impôt dans le cadre du P.E.R.) ; nécessité d'augmenter les prix du tabac et de l'alcool (p. 1795).

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 juin 1987] :

Administration fiscale (p. 1825).

Charte du contribuable (et garanties offertes au contribuable) (p. 1824, 1825).

Discussion des articles [3 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions fiscales.*

Chapitre Ier : *dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 1er *(composition de la commission départementale des impôts) :* son amendement n° 60 (expert-comptable siégeant dans la commission ne devant pas avoir de lien avec le contribuable vérifié ni être commissaire aux comptes d'une société soumise à vérification) : non soutenu (p. 1840) ; son amendement n° 65 (désignation des représentants des contribuables agricoles par les organisations syndicales d'exploitants agricoles les plus représentatives) : non soutenu ; son amendement n° 66 (désignation par le préfet des représentants du contribuable lorsque les fédérations syndicales d'exploitants agricoles n'ont pu parvenir à un accord) : non soutenu (p. 1841) ; son amendement n° 72 (de coordination) : non soutenu (p. 1842) ; son amendement n° 73 (de coordination) : non soutenu ; son amendement n° 61 (de coordination) (p. 1843) : devenu sans objet ; son amendement n° 62 (de coordination) : retiré ; son amendement n° 63 corrigé (propriétés non bâties — représentants des contribuables) : retiré (p. 1844).

Article 2 *(intérêt de retard et pénalités fiscales) :* soutient son amendement n° 64 (intérêt de retard égal au taux de base bancaire majoré de deux points) (p. 1846) ; financement fiscal de la trésorerie de certaines entreprises (p. 1847) ; devenu sans objet (p. 1848).

Article 3 *(sanctions particulières et manquements à des obligations formelles) :* son approbation de l'article ; position du groupe socialiste sur le texte (p. 1878).

Après l'article 3 : son amendement n° 80 (multiplication par cinq d'éléments du barème pour l'évaluation forfaitaire du revenu imposable) : rejeté (p. 1880).

Article 4 *(vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble) :* ses observations ; nécessité d'un équilibre entre les droits du contribuable et ceux de l'administration (p. 1883, 1884) ; contre l'amendement n° 41 de M. Georges Tranchant (suppression de l'obligation de justifier la propriété de biens corporels mobiliers sauf dispositions législatives contraires) (p. 1885) ; contradiction entre l'amendement n° 41 d'une part, l'anonymat sur l'or et la suppression de l'obligation de paiement par chèque d'autre part (p. 1886).

Après l'article 4 : son amendement n° 68 (droits d'enregistrement — rétablissement de la procédure des rectifications de prix et des évaluations de biens) : retiré ; son amendement n° 67 (rétablissement de la procédure de taxation d'office dans le cas des dépenses personnelles ostensibles et notoires) (p. 1891) ; rejeté.

Article 5 *(charge de la preuve en cas de contestation de l'avis de la commission départementale des impôts) :* son amendement n° 70 (charge de la preuve supportée par l'administration seulement quand elle ne suit pas l'avis de la commission) : rejeté ; son amendement n° 69 (même objet) : rejeté (p. 1893) ; *son rappel au règlement :* article 54 du règlement : dépôt d'amendements en séance par le gouvernement ; réunion de la commission (p. 1895).

Après l'article 10 : *son rappel au règlement :* non examen par la commission d'amendements déposés par le Gouvernement en séance ; droit de renseignement du contribuable (p. 1914).

Titre II : *dispositions portant modifications du code des douanes.*

Article 11 *(aménagement des règles de preuves et des procédures) :* contre l'amendement n° 56 de M. Georges Tranchant (établissement de la liste des marchandises réputées avoir été importées en contrebande — concertation avec les professions concernées) ; contradictions entre le Gouvernement et sa majorité d'une part et les « ultras » de la majorité d'autre part (p. 1916).

Article 12 *(renforcement du contrôle judiciaire sur la procédure des flagrants délits douaniers) :* pour l'amendement n° 36 de la commission (retenue douanière) ; propose un accroissement des garanties offertes aux personnes retenues (p. 1918).

Après l'article 14 : son amendement n° 71 corrigé (pouvoirs de la douane en matière d'évasion de capitaux par manipulation de prix à l'importation et à l'exportation) (p. 1919, 1920) ; devenu sans objet (p. 1921).

Deuxième lecture, discussion des articles [1er juillet 1987] :

Titre Ier : *dispositions fiscales.*

Chapitre Ier : *dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 1er *(composition de la commission départementale des impôts) :* son amendement n° 1 soutenu par M. Michel Margnes (expert comptable siégeant à la commission ne pouvant avoir tenu la comptabilité du contribuable ni avoir visé des documents fiscaux de celui-ci ni être commissaire aux comptes d'une société soumise à vérification) : rejeté (p. 3455).

Article 2 *(intérêt de retard et pénalités fiscales) :* son amendement n° 2 soutenu par M. Michel Margnes (taux de l'intérêt de retard fixé au taux de base bancaire majoré de deux points) : rejeté (p. 3456).

Après l'article 3 : son amendement n° 3 soutenu par M. Michel Margnes (multiplication par trois d'éléments du barème pour le calcul de l'évaluation forfaitaire minimale du revenu imposable) : rejeté (p. 3457).

Chapitre II : *dispositions portant modification du livre des procédures fiscales.*

Après l'article 4 : son amendement n° 5 soutenu par M. Michel Margnes (suppression de l'obligation faite à l'administration de motiver les redressements en matière d'insuf-

fisance de prix ou d'évaluation) : rejeté ; son amendement n° 4 soutenu par M. Michel Margnes (rétablissement de la procédure de taxation d'office en cas de dépenses personnelles, ostensibles ou notoires) (p. 3458) ; rejeté.

Article 5 *(charge de la preuve en cas de contestation de l'avis de la commission départementale des impôts) :* son amendement n° 6 soutenu par M. Michel Margnes (charge de la preuve supportée par l'administration seulement quand l'imposition établie n'est pas conforme à l'avis de la commission) : rejeté au scrutin public (p. 3459) ; son amendement n° 9 (suppression de l'obligation faite à l'administration de prouver l'existence de graves irrégularités dans la comptabilité du contribuable) : rejeté.

Titre II : *dispositions portant modification du code des douanes.*

Article 11 *(aménagement des règles de preuve et des procédures) :* son amendement n° 7 soutenu par M. Michel Margnes (sont réputées avoir été importées en contrebande les marchandises faisant l'objet d'une fraude internationale ou d'un marché clandestin) : retiré (p. 3460).

Après l'article 14 : son amendement n° 8 soutenu par M. Michel Margnes (pouvoirs de la douane en matière d'évasion de capitaux par manipulation de prix à l'importation et à l'exportation) : rejeté (p. 3461).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles
[23 juin 1987] [7 juillet 1987] :

Article 1er *(régime de déduction des versements effectués par les particuliers) :* son amendement n° 78 (limite dans laquelle les dons ouvrent droit à crédit d'impôt — substitution du mécanisme de réduction d'impôt à celui de la déduction du revenu imposable) (p. 3069) ; amendement Coluche (p. 3070) ; rejeté au scrutin public (p. 3071).

Article 2 *(détermination des bénéficiaires des versements effectués par les particuliers des entreprises ouvrant droit à déduction et régime de déduction fiscale des entreprises) :* extension par le Sénat du champ des associations concernées par le seuil de déductibilité des dons versés aux fondations ou associations reconnues d'utilité publique (p. 3072, 3073) ; ses observations sur l'amendement n° 25 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (associations ayant pour objet la défense du patrimoine historique bénéficiant du régime de déduction institué par le projet de loi) (p. 3075) ; son amendement n° 79 soutenu par M. Pierre Joxe (dispositions du projet ne s'appliquant pas aux associations culturelles ou de bienfaisance) (p. 3086) ; vote reporté en application de l'article 61, alinéa 3 de la constitution (p. 3088) ; rejeté au scrutin public (p. 3095).

Article 4 *(acquisition d'œuvres d'art par les entreprises) :* son sous-amendement n° 100 soutenu par M. Guy Bêche à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (fixation par décret des conditions dans lesquelles les œuvres visées à cet article seront exposées) : rejeté (p. 3695) ; son sous-amendement n° 101 soutenu par M. Raymond Douyère à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (Etat bénéficiant d'un droit de préemption au cas où l'entreprise met le bien en vente) : rejeté (p. 3696) ; ses amendements n° 81, 82 et 83 : devenus sans objet (p. 3697).

Article 4 *bis* *(déduction fiscale du coût d'acquisition des œuvres d'artistes vivants) :* son amendement n° 84 soutenu par M. Guy Bêche (définition de la notion d'exposition au public) : rejeté (p. 3700).

Article 7 *(déductibilité des charges exposées pour les besoins de l'exploitation et liées à une demeure historique) :* son amendement n° 85 soutenu par M. Alain Richard (ouverture au public des demeures historiques remises en valeur par les entreprises en échange d'avantages fiscaux) : rejeté (p. 3706).

Article 10 *(abattement de la taxe sur les salaires pour le secteur associatif) :* son amendement n° 86 soutenu par M. Guy Bêche (augmentation de l'abattement) (p. 3707) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 87 soutenu par M. Raymond Douyère (limite de l'abattement devant être indexé sur la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 3708) ; rejeté.

Article 11 *(élargissement des ressources des associations) :* son amendement n° 88 soutenu par M. Raymond Douyère (suppression des dispositions relatives aux associations dotées de la grande capacité) (p. 3709) ; rejeté (p. 3710).

Article 12 *(élargissement de la capacité juridique et financière des associations) :* son amendement n° 89 devenu sans objet (p. 3711).

Avant l'article 13 : ses observations sur l'amendement n° 14 de la commission (définition du régime juridique de la fondation) (p. 3729).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles
[13 octobre 1987] [14 octobre 1987] :

Allègements d'impôt (p. 4238).
Déficit budgétaire (et des administrations) (p. 4237, 4239).
Dette publique (p. 4236, 4239).
Entreprises (création et transmission des —) (p. 4238).
Environnement économique international (p. 4236).
Son fait personnel (inégalités dans les allègements d'impôt prévus par la loi de finances pour 1988 ; ses propositions relatives à l'impôt sur les sociétés) (p. 4272, 4273).
Finances publiques (programmation à moyen terme des — et « bombes à retardement ») (p. 4237).
Impôt sur la fortune (p. 4238).
Impôt sur le revenu (p. 4237, 4238).
Impôt sur les sociétés (p. 4238).
Investissement (niveau de l' — et politique en faveur de l' —) (p. 4238).
Privatisations (et affectation du produit des —) (p. 4239).
Rebudgétisations et débudgétisations (opérations de —) (p. 4237, 4239).
Recettes budgétaires (propositions du parti socialiste) (p. 4238).

Première partie, discussion des articles
[14, 15 et 16 octobre 1987] :

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement) :* son amendement n° 129 soutenu par Mme Denise Cacheux (suppression du plafonnement spécifique de l'avantage procuré par la demi-part supplémentaire de quotient familial aux contribuables célibataires ou divorcés ayant des enfants à charge ; déduction supplémentaire sous condition de ressources pour enfants à charge poursuivant des études supérieures dans une ville éloignée de plus de trente kilomètres du domicile familial habituel — rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 4317) ; rejeté au scrutin public (p. 4318).

Article 3 *(déductibilité des frais de garde des enfants jusqu'à l'âge de six ans) :* son amendement n° 131 soutenu par M. Jean Anciant (extension de la déductibilité aux familles dans lesquelles un des parents est privé d'emploi et indemnisé à ce titre) (p. 4322) ; rejeté ; son amendement n° 132 soutenu par Mme Denise Cacheux (prorogation de la déductibilité des frais de garde des enfants jusqu'à l'âge de sept ans) : rejeté (p. 4323).

Après l'article 4 : son amendement n° 133 soutenu par M. Michel Margnes (allègement de taxe d'habitation pour les associations sans but lucratif) (p. 4326) ; rejeté (p. 4327).

Avant l'article 5 : son amendement n° 144 soutenu par M. Jacques Roger-Machart (exonération totale ou partielle d'impôt sur les sociétés ou d'impôt sur le revenu pour les entreprises créées à partir du 1er janvier 1988) (p. 4328) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 143 soutenu par M. Raymond Douyère (impôt sur les sociétés porté à 50 % — taux de 40 % pour les bénéfices non distribués — nouveau taux d'amortissement dégressif — modification du régime d'imposition des plus-values) (p. 4329, 4330) ; rejeté au scrutin public (p. 4331).

Article 5 *(crédit d'impôt recherche) :* son amendement n° 148 (suppression du crédit d'impôt recherche en volume — majoration supplémentaire du plafond pour la prise en compte des dépenses de recherche) (p. 4354) ; rejeté (p. 4355).

Article 6 *(suppression de la taxe sur certains frais généraux) :* rôle du profit ; efficacité de la taxe (p. 4362) ; son amendement n° 145 soutenu par M. Jacques Roger-Machart (institution d'un crédit d'impôt formation — rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 4364) ; rejeté au scrutin public (p. 4366).

Après l'article 6 : son amendement n° 146 soutenu par M. Raymond Douyère (amélioration du mécanisme de report en arrière en contrepartie d'un effort d'investissement — rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 4367) ; rejeté (p. 4368).

Article 7 *(amélioration de la provision pour le financement des entreprises agricoles) :* bilan de la politique fiscale suivie depuis dix ans en matière agricole (p. 4369) ; choix par le Gouvernement de l'électoralisme au détriment de la compétitivité ; nécessaire réforme de la fiscalité agricole (p. 4370) ; bilan de la politique fiscale suivie avant 1986 en matière agricole (p. 4371).

Article 10 *(réduction à 28 % des taux de T.V.A. sur les automobiles et les motocyclettes de plus de 240 cm³) :* harmonisation européenne des taux de T.V.A. (p. 4390) ; nécessité d'une adaptation rapide des taux français au niveau européen ; proposition de M. Lauré relatives à un prélèvement sur les salaires à la charge des employeurs en contrepartie de l'allègement des taux de T.V.A. sur la moyenne européenne (p. 4391) ; proposition de M. Lauré (p. 4395).

Après l'article 14 : augmentation des transferts du budget annexe des télécommunications sur le budget général (p. 4410, 4411).

Avant l'article 16 : soutient l'amendement n° 136 corrigé de M. Jean Anciant (associations — relèvement à 7 000 F du seuil d'exigibilité de la taxe sur les salaires) ; politique du Gouvernement à l'égard des associations (p. 4428) ; rejeté (p. 4429).

Article 16 *(mesures relatives à la fiscalité de l'énergie) :* opérations de rebudgétisation (p. 4430) ; proposition de M. Lauré (p. 4431).

Avant l'article 19 : son amendement n° 147 corrigé soutenu par M. Jacques Roger-Machart (transmission d'entreprises à titre gratuit ; extension aux tiers des avantages fiscaux de la donation en ligne directe ; majoration de l'abattement dans le cas des entreprises individuelles) (p. 4440) ; rejeté (p. 4441).

Article 19 *(suppression pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés de la possibilité d'étaler sur trois ans leurs plus-values à court terme réalisées à compter du 1er janvier 1987) :* faiblesse de la rentabilité du capital investi dans l'entreprise par rapport à celle d'un placement financier ; proposition du groupe socialiste en matière de plus-values réalisées par les entreprises ; amortissement dégressif (p. 4442) ; comparaisons internationales en matière d'imposition des plus-values (p. 4443).

Article 28 *(suppression de l'affectation de la taxe additionnelle au droit de bail au budget de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) :* son amendement n° 152 soutenu par M. Guy Malandain (de suppression) : rejeté (p. 4468).

Article 30 et état A : soutient l'amendement n° 140 de M. Jean Anciant (minoration de deux milliards de francs des recettes du budget annexe des P. et T.) ; augmentation des transferts opérés du budget annexe au budget général ; rejeté (p. 4484) ; augmentation des recettes de la fiscalité du tabac affectées au budget général contrairement aux engagements du Gouvernement (p. 4485).

Seconde délibération :

Article 30 et état B : jugement du groupe socialiste sur le budget ; caractère optimiste des hypothèses du Gouvernement ; échec sur les taux d'intérêt réels (p. 4491) ; prélèvements obligatoires ; fiscalité de l'investissement ; artifices de présentation des dépenses consacrées à l'emploi ; sous estimation du déficit ; inégalités dans les allègements d'impôt (p. 4492) ; **son rappel au règlement** : ses observations sur le rappel au règlement de M. Edmond Alphandéry (p. 4493).

Deuxième partie :

Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :

Dépenses publiques (maîtrise des —) (p. 5790).
Dette publique (niveau, structure et contrôle parlementaire) (p. 5789, 579).
Dette publique (volume et nature des émissions du Trésor ; financement monétaire du déficit) (p. 5790).
Privatisations (ralentissement du programme) (p. 5790).
Son rappel au règlement : examen du budget des charges communes ; mesures pour les rapatriés (p. 5797) ; aurait souhaité que le ministre chargé du budget participe au débat jusqu'au bout (p. 5798).
Rebudgétisations (p. 5790).

Vote des crédits (p. 5798) :

Taxes parafiscales.

Après l'article 66 : contre l'amendement n° 102 rectifié de la commission (prévoyant en annexe au projet de loi de finances, un rapport présentant les affectations de produits de la privatisation à des apports ou dotations en capital à des entreprises industrielles du secteur de l'armement pour la recherche) et le sous-amendement oral de M. Georges Tranchant à cet amendement (application de cet amendement au projet de loi de finances pour 1989) (p. 5815).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987].

Avant l'article 53 : son amendement n° 353 soutenu par M. Christian Goux (paiement des impots ; intérêt de retard égal au taux de base bancaire majoré de deux points) : rejeté ; son amendement n° 352 soutenu par M. Christian Goux (commission des impôts ; charge de la preuve) : rejeté ; son amendement n° 354 soutenu par M. Christian Goux (rétablissement de la taxation d'office en cas de dépenses ostensibles et notoires excédant les revenus déclarés) (p. 5829) ; rejeté (p. 5830).

Après l'article 53 : son amendement n° 350 (dons effectués par les entreprises ; agrément ministériel pour les associations bénéficiaires) (p. 5841) ; rejeté (p. 5842).

Article 54 *(dividendes représentatifs d'apports en numéraire ; régime de déductibilité) :* ses observations (p. 5843).

Article 55 *(centres de gestion et associations agréés ; relèvement à 400 000 francs de la limite pour l'abattement de 20 %) :* contre l'amendement n° 250 rectifié de M. Paul Chomat (limite portée à 500 000 francs ; taux de l'impôt sur les sociétés porté à 55 %) ; connaissance imparfaite des revenus des professions non salariées.

Avant l'article 56 : son amendement n° 59 soutenu par M. Charles Josselin (variation des taux des quatre taxes locales) (p. 5849) ; responsabilité des élus (p. 5850) ; rejeté au scrutin public (p. 5851) ; son amendement n° 341 (prélèvement mensuel pour les impôts locaux après globalisation de ceux-ci ; rédaction des avis d'imposition faisant apparaître le montant perçu par chaque collectivité et sa variation ainsi que les variations dues à l'évolution des taux) (p. 5864, 5865) ; rejeté ; son amendement n° 342 (rapport du Gouvernement au Parlement sur la fiscalité locale et l'actualisation des bases) : rejeté (p. 5866).

Article 57 *(foncier non bâti ; institution d'un lien avec la taxe d'habitation) :* son amendement n° 340 (de suppression) (p. 5873) ; rejeté (p. 5874).

Après l'article 57 : son amendement n° 343 soutenu par M. Gérard Bapt (plafonnement de la taxe professionnelle en fonction de la valeur ajoutée ; suppression de la réduction de 16 % des bases) (p. 5875) ; rejeté ; son amendement n° 351 soutenu par M. Charles Josselin (plafonnement du produit de taxe professionnelle perçue par les communes ; péréquation) (p. 5876) ; rejeté au scrutin public (p. 5877).

Article 59 *(fiscalité régionale) :* son amendement n° 345 rectifié soutenu par Mme Jacqueline Osselin (entrée en vigueur des dispositions de l'article en 1988) (p. 5882) ; rejeté (p. 5883).

Avant l'article 60 : son amendement n° 48 soutenu par M. Christian Goux (réduction d'impôt pour les dons aux associations) : rejeté (p. 5904).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les bourses de valeurs (n° 1002).

Première lecture, avant la discussion des articles [30 novembre 1987] :

Actionnaires (protection des —) (p. 6538, 6539).
Commission des opérations de bourse (p. 6538).
Conseil des bourses de valeur (p. 6538).
Crise boursière (p. 6536).
Financiarisation de l'économie (p. 6537).
Groupe socialiste (intérêt du — pour le projet) (p. 6537).
Marché financier de Paris (situation et évolution du —) (p. 6537).
Période transitoire (p. 6539).
Privatisations :
— conséquences pour le marché financier (p. 6537) ;
— protection des petits porteurs (p. 6538).
Recours contre les décisions prises par le conseil des bourses de valeurs et la C.O.B. (p. 6538).
Sociétés de bourse (p. 6538).

Discussion des articles [30 novembre 1987] (p. 6545, 6558) [1er décembre 1987] (p. 6599) :

Chapitre I : *des sociétés de bourse.*

Article 4 *(agrément des sociétés de bourse par le conseil des bourses de valeurs) :* son amendement n° 61 soutenu par M. Raymond Douyère (agrément par le ministre de l'économie et des finances après avis du conseil des bourses) (p. 6546) ; ouverture de la profession ; rejeté (p. 6547).

Chapitre II : *du conseil des bourses de valeurs.*

Article 6 *(règlement du conseil des bourses de valeurs) :* son amendement n° 65 (établissement du règlement avant le 31 décembre 1989) (p. 6548) ; délai excessif pour l'application de la loi ; fixation d'un terme pour l'établissement du règlement ; rejeté ; son amendement n° 66 soutenu par M. Raymond

Douyère (approbation du règlement par la commission des opérations de bourse) (p. 6549) ; nécessité d'augmenter les pouvoirs de la C.O.B pour la rapprocher de la S.E.C. des Etats-Unis ; rejeté ; son amendement n° 67 (fixation par le règlement général des règles relatives aux négociations des options sur valeurs mobilières) (p. 6550) ; retiré (p. 6551).

Article 7 *(compétence disciplinaire du conseil des bourses à l'égard des sociétés de bourse) :* son amendement n° 68 (extension de la saisine du conseil des bourses aux sociétés de bourse et à la C.O.B) : satisfait par l'adoption de l'amendement n° 51 du Gouvernement (p. 6558) ; son amendement n° 69 soutenu par M. Raymond Douyère (caractère obligatoire des sanctions pécuniaires prononcées par le conseil des bourses) ; harmonisation avec la législation des Etats-Unis d'Amérique ; rejeté au scrutin public (p. 6559).

Article 8 *(compétence disciplinaire du conseil des bourses à l'égard des employés des sociétés de bourse) :* son amendement amendement n° 70 devient sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 52 du Gouvernement ; son amendement n° 71 (caractère obligatoire des sanctions pécuniaires prononcées par le conseil des bourses de valeurs) ; rejeté (p. 6560) ; son amendement n° 72 rectifié (affectation du produit des sanctions pécuniaires au fonds de garantie) : adopté (p. 6561).

Chapitre III : *dispositions particulières à la commission des opérations de bourse.*

Avant l'article 11 : reprend l'amendement n° 9 de la commission des lois (modification du statut de la C.O.B.) : rejeté (p. 6564) ; son amendement n° 73 (président de la C.O.B. — mandat de six ans non renouvelable) : rejeté.

Article 11 *(pouvoir d'enquête de la C.O.B.) :* institutions boursières des Etats-Unis (p. 6565) ; harmonisation du marché de Paris avec les grandes places financières (p. 6566) ; **son rappel au règlement** : ses observations sur l'attitude du gouvernement tendant à reporter à la commission mixte paritaire la discussion d'une partie du texte (p. 6567).

Après l'article 11 *bis* : contre l'amendement n° 12 de la commission des lois (recours devant la Cour d'appel de Paris sur les refus de visa opposés par la C.O.B.) (p. 6569).

Article 13 *(délits d'initié et de diffusion de fausse information) :* son amendement n° 74 (extension du délit de diffusion de fausse information) : retiré au bénéfice de l'amendement n° 42 de la commission (p. 6570).

Article 14 *(délit de manipulation de cours) :* son amendement n° 75 soutenu par M. Raymond Douyère (extension du délit de manipulation de cours) : rejeté (p. 6571).

Article 18 *bis* *(association des sociétés de bourse) :* son amendement n° 76 : devenu sans objet du fait de l'adoption des amendements n° 47 de la commission et n° 14 de la commission des lois (p. 6574).

Article 23 *(codification des textes relatifs aux bourses de valeurs et au marché à terme d'instruments financiers) :* son amendement n° 77 (de suppression du 2e alinéa de cet article disposant « que les décrets de codification ne pourront modifier le fonds des textes législatifs ») ; caractère superfétatoire de l'alinéa (p. 6577) ; rejeté au scrutin public.

Après l'article 23 : son amendement n° 83 (insertion d'un chapitre V intitulé : « protection des épargnants ») : réservé jusqu'après la discussion des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 23 ; son amendement n° 90 (privatisation — maintien des cours pendant un mois au niveau du prix de l'offre publique de vente) ; crise boursière (p. 6578) ; mauvaise information des souscripteurs ; rejeté (p. 6579) ; son amendement n° 79 (privatisation — possibilité pour le souscripteur d'annuler son ordre jusqu'à l'expiration de la période d'offre publique de vente) ; parallèle avec la loi Scrivener sur les opérations de crédit (p. 6599) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 91 soutenu par M. Raymond Douyère (action en justice des associations d'actionnaires contre les administrateurs de la société) (p. 6600) ; son amendement n° 80 soutenu par M. Raymond Douyère (action en justice des associations d'actionnaires ou d'épargnants) : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 81 (action en justice des associations d'actionnaires ou d'épargnants — dispositions offertes aux juridictions répressives) (p. 6601) ; retiré ; son amendement n° 82 soutenu par M. Raymond Douyère (publication du prix auquel s'effectuent les transactions de gré à gré portant sur plus de 20 % du capital — mention de l'acquéreur et du vendeur) (p. 6602) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 85 (extension aux membres d'associations groupant 1 000 actionnaires du bénéfice des dispositions protégeant les actionnaires détenant au moins 10 % du capital) (p. 6603) ; représentation insuffisante des petits actionnaires aux conseils d'administration des grandes entreprises ; protection de l'épargne publique ; rejeté au scrutin public (p. 6604) : son amendement n° 83 *(précédemment réservé)* (insertion d'un chapitre V intitulé : « protection des épargnants ») : devenu sans objet du fait du rejet des amendements portant articles additionnels après l'article 23.

Chapitre II : *du conseil des bourses de valeurs.*

Article 5 *(précédemment réservé) (fonctionnement et composition du conseil des bourses de valeurs) :* son amendement n° 62 soutenu par M. Raymond Douyère (possibilité de suppléance du représentant des employés des sociétés de bourse) ; son amendement n° 63 soutenu par M. Raymond Douyère (présence d'un représentant du personnel de l'institution financière spécialisée au conseil des bourses de valeurs) ; amendement n° 62 : rejeté au scrutin public (p. 6605) ; amendement n° 63 : rejeté au scrutin public (p. 6606) ; son amendement n° 64 (compétence de la Cour d'appel de Paris pour les recours formés contre les décisions disciplinaires du conseil des bourses de valeurs) (p. 6606) ; pour l'amendement n° 24 de la commission (recours contre les décisions du conseil des bourses de valeurs — compétence du juge administratif pour les décisions relatives à l'élaboration du règlement général — compétence de l'ordre judiciaire pour les autres décisions et sursis à exécution) ; pour le sous-amendement n° 98 de M. Philippe Auberger à l'amendement n° 24 de la commission (compétence du juge administratif pour les décisions de caractère réglementaire et celles rendues en matière disciplinaire par le conseil des bourses de valeurs) ; retire son amendement n° 64 (p. 6567).

Explications de vote (p. 6608).

Actionnaires (protection des —) (p. 6609).
Crise boursière (p. 6609).
Modernisation des marchés financiers (p. 6609).
Abstention du groupe socialiste (p. 6609).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1082).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 décembre 1987] :

Budget 1987 :
— déficit du — (p. 6841).
Conjoncture économique (p. 6840, 6841).
Crédit agricole (mutualisation du — et notamment affectation d'une partie du produit de cette opération à l'agriculture et à l'agro-alimentaire) (p. 6842).
Crise financière et boursière (p. 6839, 6841).
E.C.U. (rôle et statut de l' —) (p. 6841).
Information à caractère interministériel (crédits d' —) (p. 6840).
Investissements des entreprises :
— fiscalité des — (p. 6842).
Lycées (dépenses d'équipement scolaire) (p. 6840).
Politique économique (orientation de la — ; coopération européenne) (p. 6840).
Privatisations :
— programme de — (réalisation du —) (p. 6841).
Rapatriés et harkis (indemnisation des —) (p. 6840).

Discussion des articles [8 décembre 1987] :

Article 3 et état A *(équilibre général) :* ses observations sur l'amendement n° 56 rectifié du Gouvernement (de récapitulation) ; taux d'intérêt débiteurs, notamment pour les P.M.E. ; suppression des prêts participatifs simplifiés (p. 6878).

Article 4 et état B *(dépenses ordinaires des services civils : ouverture) :* soutient l'amendement n° 74 de M. Christian Goux (réduction des crédits destinés à l'information au titre des services du Premier ministre) : rejeté au scrutin public (p. 6879) ; ses observations sur l'amendement n° 57 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'agriculture pour abonder les dotations consacrées à la restructuration laitière et à la lutte contre la leucose bovine) (p. 6880) ; quotas laitiers ; désaccord opposant à ce sujet le ministre des finances au ministre de l'agriculture sur l'affectation du produit de la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (p. 6881) ; soutient l'amendement n° 66 de M. Christian Goux (prévoyant un rapport retraçant l'utilisation des crédits de lutte contre la précarité et la pauvreté économique, sociale et culturelle) ; notion de revenu minimum garanti ; notion de précarité sociale concernant la pauvreté économique mais aussi la pauvreté culturelle et le désarroi humain (p. 6883) ; notion de revenu minimum d'insertion ; lutte contre la pauvreté à Tours et dans la région de Saint-Dié (p. 6884) ; soutient l'amendement n° 67 de M. Christian Goux (prévoyant un rapport d'information sur l'utilisation des crédits budgétaires de l'éducation nationale et l'engagement du Gouvernement

d'amener 80 % de chaque classe d'âge au niveau du baccalauréat) (p. 6885) ; rejeté (p. 6886).

Article 10 *(révision du produit attendu de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) :* pour l'amendement n° 23 de la commission (répartition de la redevance télévision) ; réception des émetteurs F.M. en région de montagne ; investissements prévus pour T.D.F. (p. 6891).

Avant l'article 12 : soutient l'amendement n° 76 de M. Christian Goux (transmission d'entreprises ; régime fiscal des mutations au profit des salariés) (p. 6892) ; rejeté ; son amendement n° 77 (rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 6893) ; rejeté (p. 6894) ; **son rappel au règlement** : violence des propos tenus à propos de l'impôt sur les grandes fortunes par M. Georges Tranchant et des membres du R.P.R. ; demande une suspension de séance (p. 6894) ; contre l'amendement n° 58 rectifié du Gouvernement (montant de la taxe additionnelle à la taxe professionnelle pour frais de chambres de commerce et d'industrie) ; Gouvernement abusant de la procédure d'amendement ; son amendement n° 78 (assouplissant les règles de majoration des taux des impôts locaux) (p. 6895) ; niveau de la taxe profesionnelle ; propos de la commission et du Gouvernement sur un risque de rattrapage ; son amendement n° 79 (créant au profit du fonds départemental de la taxe professionnelle un prélèvement sur les collectivités ayant un fort potentiel de taxe professionnelle) ; réforme de la fiscalité locale (p. 6896) ; état d'avancement des travaux du groupe constitué pour la réforme des impôts locaux ; rejeté ; son amendement n° 80 (rétablissant l'obligation de paiement par chèque : rejeté (p. 6898) ; son amendement n° 82 soutenu par M. Jacques Roger-Machart (tendant à créer un crédit d'impôt de 50 % pour les entreprises qui accroissent leurs dépenses de formation au-delà du niveau des exigences légales définies par la taxe d'apprentissage et l'obligation de la formation continue) (p. 6909) ; rejeté ; son amendement n° 83 (tendant à supprimer l'anonymat sur les transactions d'or) (p. 6910) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 84 de M. Christian Goux (charge de la preuve en contentieux fiscal après la saisine de l'une des commissions visées à l'article L. 59 du livre des procédures fiscales) : rejeté ; son amendement n° 85 (présentation des avis d'impositions locales ; parts prises dans la décision par la commune, le département et la nation) (p. 6912) ; rejeté (p. 6913).

Après l'article 12 : ses observations sur l'amendement n° 40 du Gouvernement (prévoyant les sanctions dans lesquelles les sommes investies au titre du plan d'épargne en vue de la retraite dépasseraient les montants autorisés) (p. 6917).

Après l'article 13 : ses observations sur l'amendement n° 5 de M. Jean Giard (application du taux zéro de T.V.A. aux dépenses de fonctionnement des collectivités locales) ; difficultés de fonctionnement des collectivités locales ; concours versé par l'Etat en compensation des charges de la décentralisation ; évolution du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle et du fonds de compensation de la taxe professionnelle ; contre l'amendement n° 8 de M. Xavier Hunault (prévoyant que les plus-values réalisées lors de la cession des chevaux de course bénéficient d'un abattement de 15 % par année de détention comprise entre la date d'acquisition des chevaux et la fin de leur septième année) (p. 6924) ; **son rappel au règlement** : caractère scandaleux de l'adoption de l'amendement n° 8 corrigé de M. Xavier Hunault au projet de loi rectificative pour 1987; annonce que le groupe socialiste demandera au Gouvernement de bien vouloir faire procéder à une deuxième délibération sur cet amendement et que M. Pierre Joxe demandera la vérification du quorum à ce propos et en raison du débat sur l'affectation du produit de la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole à l'agriculture ; réunion de la conférence annuelle agricole (p. 6933).

Après l'article 21 : ses observations sur l'amendement n° 55 du Gouvernement (implantation commerciale des entreprises françaises à l'étranger) ; caractère tardif du dépôt de celui-ci (p. 6953, 6954).

Article 23 *(avancement de la date d'indemnisation des anciens harkis et rapatriés les plus âgés) :* ses observations sur cet article ; exploitation électorale à laquelle se livre le Gouvernement et insuffisance des mesures en faveur des rapatriés (p. 6960).

Explications de vote :

Crédit agricole (mutualisation du — ; affectation du produit à l'agriculture ; position du groupe U.D.F. et de M. Poniatowski) (p. 6963).

Finances publiques (déficits des —, notamment de la sécurité sociale) (p. 6963).

Situation économique et sociale :
— chômage (p. 6963) ;
— crise financière (p. 6963) ;
— état de la — (p. 6963).

Vote hostile du groupe socialiste (p. 6963).

PINÇON (André)

Député de la Mayenne
Non inscrit
puis *socialiste*

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 29 avril 1987] (p. 4793).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

PINTE (Etienne)

Député des Yvelines
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Vice-président de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur du projet de loi, rejeté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686) [28 avril 1987] (p. 721).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681) [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7066).

Membre de la commission des comptes de la sécurité sociale [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7522).

Rapporteur du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148) [17 décembre 1987] (p. 7702).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 686) rejeté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif à **la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 696)** [30 avril 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la **durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 803)** [3 juin 1987].

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 434-2 du code du travail relatif au **fonctionnement du comité d'entreprise (n° 953)** [6 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 1148) relatif à la **sécurité sociale (n° 1163)** [17 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **sécurité sociale (n° 1178)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Etats généraux de la sécurité sociale : demande le sort réservé aux propositions émanant des états généraux de la sécurité sociale [18 novembre 1987] (p. 6020).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [15 avril 1987] :

Inscrit contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 376 à 378).

P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— âge de la retraite et retraite à soixante ans (p. 376, 377) ;
— capitalisation (retraite par —) (p. 378) ;
— retraite (déséquilibre des régimes de —) (p. 376, 377).

Discussion des articles [21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *plan d'épargne en vue de la retraite.*

Article 8 *(attribution de crédits d'impôt en fonction de l'âge de retrait du capital ou de liquidation de la pension) :* son amendement n° 159 (non attribution des crédits d'impôt en cas de retrait ou de liquidation intervenant avant l'âge de 63 ans) (p. 467) ; retiré (p. 468).

Chapitre II : *options de souscription ou d'achat d'actions.*

Après l'article 15 : son amendement n° 161 (options de souscription d'actions dans les filiales de sociétés étrangères) : adopté (p. 482).

Chapitre III : *rachat d'une entreprise par ses salariés.*

Article 16 *(rachat d'une entreprise par ses salariés ; conditions ; régime fiscal) :* son sous-amendement n° 166 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (modalités de calcul de la majorité des droits de vote) : non soutenu (p. 502) ; son sous-amendement n° 163 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (possibilité pour un salarié de détenir plus de 50 % des droits de vote de la société nouvelle) : non soutenu (p. 503).

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Contre la motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie soutenue par M. Georges Hage (p. 1087).

Accords déjà signés relatifs à l'aménagement du temps de travail (et notamment celui de la métallurgie) (p. 1006).

Convention n° 89 de l'Organisation internationale du travail (p. 1007).

Examen (condition d'— du texte) (p. 1007, 1087).

Formes de l'aménagement du temps de travail :
— heures supplémentaires (et notamment décompte des —) (p. 1006) ;
— récupération des heures collectivement perdues (p. 1006) ;
— modulation des heures de travail (et notamment condition de mise en œuvre) (p. 1006) ;
— récupération des heures collectivement perdues (p. 1006) ;
— travail continu (p. 1007) ;
— travail de nuit des femmes (condition de dérogation — opinion des femmes) (p. 1007).

Loi du 28 février 1986, dite loi « Delebarre » (p. 1006).

Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (et conditions générales de mise en œuvre) (p. 1006).

Ordonnance du 16 janvier 1982 (p. 1005).

Rappel au règlement de M. Gérard Collomb (**ses observations sur le** —) (p. 1089).

Repos compensateur (p. 1006).

Taddei (rapport — « des machines et des hommes ») (p. 1007).

Utilisations des équipements (durée des —) (p. 1007).

Discussion des articles [13 mai 1987], [14 mai 1987], [15 mai 1987] ; [18 mai 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 2 de M. Georges Hage soutenu par M. Daniel Le Meur (application de la loi aux seules entreprises ayant amélioré les conditions de travail de leurs employés) (p. 1098) ; contre l'amendement n° 3 de M. Georges Hage soutenu par M. François Asensi (inapplication de la loi dans les entreprises bénéficiant directement ou indirectement d'une aide publique) ; contre l'amendement n° 240 de M. Marcel Rigout (dispositions de la loi ne s'appliquant qu'aux entreprises dans lesquelles il n'a été procédé à aucun licenciement durant l'année précédant la signature de la convention de l'accord visé) (p. 1099) ; contre l'amendement n° 264 de M. Georges Hage (suppression de la possibilité de négocier, au niveau de l'entreprise, d'accords dérogatoires aux dispositions législatives ou réglementaires relatives aux salaires) (p. 1113) ; contre l'amendement n° 1 de M. Georges Hage (réglementation du droit de grève et du lock-out) (p. 1117) ; contre l'amendement n° 236 de M. Gérard Collomb (Gouvernement devant déposer un projet de loi visant à renforcer le syndicalisme dans les petites et moyennes entreprises) (p. 1130) ; contre l'amendement n° 244 de M. Paul Mercieca (abrogation de l'article 414 du code pénal ; droit de grève) (p. 1131).

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail) :* inconstitutionnalité de deux amendements du groupe communiste (p. 1140, 1141) ; contre l'amendement n° 251 de M. Guy Ducoloné (durée du travail étant fixée à 37 heures par semaine) (p. 1142) ; contre l'amendement n° 252 de Mme Muguette Jacquaint (suppression des dérogations à la durée légale du travail) (p. 1143).

Article 2 *(récupération) :* contre l'amendement n° 44 de M. Gérard Collomb (limitation à deux jours par an des inventaires des entreprises) (p. 1203) ; contre l'amendement n° 47 de M. Gérard Collomb (récupération des ponts) (p. 1204) ; contre l'amendement n° 48 de M. Gérard Collomb (limitation du cumul ; modulation récupération) ; contre l'amendement n° 12 de M. Georges Hage (impossibilité d'une récupération lorsque sont appliquées les dispositions relatives au remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur et celles relatives aux accords de flexibilité du temps de travail) ; contre l'amendement n° 262 de M. Paul Chomat (récupération des heures perdues étant subordonnée à un accord entre l'employeur et une ou plusieurs organisations syndicales représentatives de la majorité des salariés) (p. 1206) ; contre l'amendement n° 45 de M. Gérard Collomb (récupération ne pouvant être exigée que des salariés faisant partie de l'effectif de l'entreprise au moment de l'interruption du travail) (p. 1207).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 79 de M. Gérard Collomb (définition du contrat de travail à durée déterminée) (p. 1208) ; contre l'amendement n° 263 de Mme Muguette Jacquaint (obligation pour les entreprises de répondre aux demandes des salariés sur les adaptations des plages horaires) (p. 1209) ; contre l'amendement n° 75 de M. Gérard Collomb (contrat de travail intermittent) (p. 1210).

Article 3 *(recours aux contrats de travail intermittent) :* contre l'amendement n° 80 de M. Gérard Collomb et à l'amendement n° 265 de M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 1218) ; contre l'amendement n° 14 de M. Georges Hage (application des accords d'entreprise après autorisation de l'inspecteur du travail) ; contre l'amendement n° 15 de M. Georges Hage (application des accords d'entreprise après avis conforme du comité d'entreprise) (p. 1223) ; contre l'amendement n° 266 de M. Jean Jarosz (tendant à subordonner l'accord d'entreprise à la signature de l'ensemble des organisations syndicales) (p. 1224).

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 86 de M. Gérard Collomb (notification de la répartition nouvelle des horaires de travail des salariés au moins sept jours à l'avance) ; contre l'amendement n° 201 de M. Gérard Collomb (définition du début des périodes d'essai) (p. 1235).

Article 4 *(droits des salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent) :* contre les amendements identiques n° 87 de M. Gérard Collomb et n° 267 de M. Jacques Roux (de suppression) (p. 1242) ; contre l'amendement n° 16 de M. Georges Hage (tendant à la suppression des contrats de travail intermittents) (p. 1243).

Article 5 *(instauration conventionnelle de cycles de travail) :* contre les amendements n° 49 de M. Gérard Collomb et n° 268 de M. Alain Bocquet (de suppression) ; possibilité de remplacer le paiement des heures supplémentaires par un repos compen-

sateur ; notion de cycle de travail (p. 1262) ; contre l'amendement n° 269 de M. Rémy Auchedé (tendant à établir une majoration de salaire de 50 % pour chaque heure supplémentaire) ; contre l'amendement n° 270 de M. Robert Montdargent (suppression du paragraphe I de cet article : accords collectifs sur le remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur) (p. 1264) ; contre l'amendement n° 50 corrigé de M. Gérard Collomb (nécessité d'un accord de branche pour le remplacement des heures supplémentaires par un repos compensateur) (p. 1265) ; contre l'amendement n° 348 de M. Gérard Collomb (nullité des accords signés dans les entreprises sans section syndicale) (p. 1266) ; contre l'amendement n° 271 de M. Jean-Jacques Barthe (tendant à instaurer un repos compensateur de 150 % pour toutes les heures supplémentaires) (p. 1267) ; contre l'amendement n° 272 de M. Roger Combrisson (suppression du paragraphe II de cet article : décompte des heures supplémentaires ; cycles de travail) ; contre l'amendement n° 349 de M. Gérard Collomb (formation complémentaire des salariés en contrepartie de la conclusion de conventions ou d'accords prévoyant le remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur) (p. 1268) ; contre l'amendement n° 40 de M. Georges Hage (nécessité d'une autorisation préalable de l'inspecteur du travail pour les accords d'entreprise ou d'établissement prévoyant le remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur) (p. 1270) ; contre l'amendement n° 41 de M. Georges Hage (tendant à subordonner la conclusion d'accords d'entreprise ou d'établissement sur le non paiement des heures supplémentaires par l'octroi d'un repos compensateur à l'avis conforme des institutions représentatives du personnel) (p. 1271) ; contre les amendements n° 54 de M. Gérard Collomb (nécessité d'un accord du comité d'entreprise ou des délégués du personnel pour organiser le travail sous forme de cycle) et n° 273 de M. Paul Chomat (précisant que le comité d'entreprise ou les délégués du personnel apprécient la réalité de la notion de cycle) (p. 1273) ; contre les amendements n° 274 de M. Bernard Deschamps (limitant à deux semaines la durée du cycle de travail) n° 51 de M. Gérard Collomb (limitant à huit semaines la durée d'un cycle de travail) et n° 55 corrigé de M. Gérard Collomb (limitant à huit semaines la durée d'un cycle de travail) ; contre l'amendement n° 57 de M. Gérard Collomb (nécessité d'un accord préalable du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail pour la mise en place des cycles de travail) (p. 1278) ; contre l'amendement n° 53 de M. Gérard Collomb (tendant à limiter les mesures dérogatoires prises par décret en matière de cycle) (p. 1279) ; contre l'amendement n° 275 de M. Gérard Bordu (limitant la durée d'un cycle de travail à deux semaines) ; contre l'amendement n° 61 de M. Gérard Collomb (suppression du dernier alinéa de cet article (heures supplémentaires dans le cadre des cycles de travail)) ; (p. 1280) ; contre l'amendement n° 276 de Mme Jacqueline Hoffman (heures supplémentaires dans le cadre des cycles de travail) ; contre l'amendement n° 62 de M. Gérard Collomb (fixant à trente cinq heures par semaine la référence de base pour le calcul des heures supplémentaires dans le cadre des cycles de travail) (p. 1281) ; contre les amendements n° 19 de M. Georges Hage (tendant à retenir comme heures supplémentaires, celles qui dépassent une durée moyenne inférieure à la durée légale de travail résultant d'un accord collectif) et n° 63 de M. Gérard Collomb (tendant à retenir comme heures supplémentaires, celles qui dépassent une durée moyenne inférieure à la durée légale de travail résultant d'un accord collectif) (p. 1282) ; contre les amendements n° 202 de M. Gérard Collomb (réduction de la durée du travail comme contrepartie aux cycles), n° 203 de M. Gérard Collomb (contrepartie financière à l'instauration des cycles de travail) et n° 351 de M. Gérard Collomb (contreparties en matière de formation dues à l'instauration des cycles de travail) ; (p. 1283) ; contre l'amendement n° 204 de M. Gérard Collomb (inapplicabilité de l'article L. 212-5 du code du travail aux salariés travaillant en équipe) (p. 1284) ; contre les amendements n° 58 de M. Gérard Collomb (droit d'accès prioritaire aux emplois normaux pour les salariés travaillant sous forme de cycle continu) et n° 59 de M. Gérard Collomb (précisant que le refus par un salarié travaillant à horaire normal de passer à un horaire en cycle continu ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement) (p. 1285) ; contre l'amendement n° 289 de M. Vincent Porelli (limitant à 80 heures par an le contingent des heures supplémentaires pouvant être effectuées après information de l'inspecteur du travail et du comité d'entreprise ou des délégués du personnel) ; contre l'amendement n° 290 de M. Jean Giard (tendant à n'autoriser les dérogations conventionnelles au régime légal des heures supplémentaires que lorsqu'elles sont favorables au salarié) (p. 1286) ; contre l'amendement n° 291 de M. Paul Mercieca (régime des heures supplémentaires effectuées au-delà du contingent déterminé en application de l'article L. 212-6 du code du travail) (p. 1287) ; contre l'amendement n° 292 de M. Jacques Rimbault (fixant la durée maximale du travail à 44 heures par semaine et à 42 heures sur 12 semaines) (p. 1288).

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe, discussion [26 mai 1987] :

Communauté économique européenne (recours en manquement engagé par la commission à l'encontre de la France) (p. 1670, 1671).

Convention n° 89 de l'organisation internationale du travail (p. 1670).

Examen du texte (conditions d'— et droits du parlement) (p. 1668).

Loi du 28 février 1986 dite loi Delebarre (p. 1669).

Travail de nuit des femmes (conditions de dérogation et opinion des femmes) (p. 1670, 1678).

Commission mixte paritaire, discussion générale [9 juin 1987] :

Contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 2127, 2128).

Communauté économique européenne (recours en manquement engagé par la commission) (p. 2125).

Convention n° 89 de l'Organisation internationale du travail (p. 2125).

Flexibilité du travail (et notamment motifs du recours à la —) (p. 2128).

Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (p. 2125).

Travail de nuit des femmes (conditions de dérogation et opinion des femmes) (p. 2125).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, discussion des articles [19 mai 1987] [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation de l'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-1 du code du travail* (définition de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 140 soutenu par M. Michel Hannoun (tendant à réduire à 5 % le quota de travailleurs handicapés) : retiré (p. 1334).

Après l'article 1er : soutient l'amendement n° 35 de M. Michel Hannoun (montant du 1,1 % de formation professionnelle réservé en priorité aux handicapés) (p. 1412) ; retiré (p. 1413).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [9 juin 1987] [11 juin 1987] [12 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la protection sociale.*

Article 12 *(assurance contre les accidents de travail des salariés agricoles d'Alsace et de Moselle) :* possibilité donnée aux chefs d'entreprises de s'assurer contre leur faute inexcusable en cas d'accident du travail (p. 2078, 2079).

Après l'article 15 : soutient l'amendement n° 84 de M. Michel Hannoun (extension du tiers-payant au transport par taxi) (p. 2084) ; ses observations sur l'amendement n° 86 de M. Jacques Barrot (assiette de la taxe sur la publicité pharmaceutique) ; ses observations sur l'amendement n° 38 de la commission (date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'information des assurés sur le montant des charges sociales acquittées) (p. 2088).

Après l'article 27 : ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean-Hugues Colonna : estime que la commission n'a pas à se réunir pour examiner les amendements supplémentaires déposés par le Gouvernement (p. 2114).

Titre IV : *dispositions relatives au travail et à l'emploi.*

Article 31 *(dispositions relatives au départ à la retraite des salariés) :* contre l'amendement n° 119 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 2134) ; son amendement n° 202 (inclusion dans le champ d'application de la loi des statuts légaux particuliers ; statut des journalistes) : retiré ; son amendement n° 203 (indemnité de départ à la retraite devant être prévue dans les conventions collectives de branche) : adopté ; son amendement n° 204 (statut fiscal et social de l'indemnité de départ en retraite) (p. 2134) ; adopté ; son amendement n° 205 (mise à la retraite constituant un mode spécifique de

rupture de contrat de travail pour le salarié susceptible de bénéficier d'une pension de retraite) : retiré ; son amendement n° 206 (notion de rupture du contrat de travail par mise à la retraite) (p. 2137) ; adopté (p. 2138).

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Après l'article 45 : son amendement n° 78 soutenu par M. Jacques Bichet (motif légitime ne pouvant exonérer de la faute de refus de vente fondée sur une discrimination raciale) : adopté (p. 2278) ; son amendement n° 80 soutenu par M. Jacques Bichet (possibilité ouverte aux associations agissant en faveur des droits de l'homme de se porter partie civile en cas d'infractions d'ordre raciste) : adopté (p. 2279).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : s'étonne que la commission n'ait pas été saisie de l'amendement n° 274 de M. Michel Pelchat (absence de service fait résultant d'une cessation concertée du travail dans l'aviation civile donnant lieu à une retenue ne pouvant être inférieure, pour chaque période de vingt-quatre heures, au trentième du traitement mensuel des personnes concernées) et du sous-amendement n° 347 corrigé de M. Alain Lamassoure (extension du champ d'application de l'amendement aux personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics) (p. 2295).

Après l'article 51 : son amendement n° 285 (convention et accord collectif de travail ne pouvant comporter de dispositions établissant une priorité de licenciement à raison des seuls avantages à caractères viager dont bénéficie un salarié) : adopté (p. 2348).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Inscrit contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe soutenue par M. Jean-Pierre Sueur (p. 3382).
Inscrit contre la question préalable opposée par M. André Lajoinie soutenue par M. François Asensi (p. 3385).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Contre l'exception d'irrecevabilité soulevée M. Pierre Joxe soutenue par M. Michel Coffineau sur le projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) (p. 2854).
Caisses de sécurité sociale (gestion des —) (p. 2918).
Chômage (accroissement du —) (p. 2917).
Contrôle et information du Parlement sur le budget social de la nation (constitutionnalité, opportunité) (p. 2918, 2919).
Cotisations patronales (p. 2917).
Déficit des régimes sociaux et prévisions (p. 2916, 2917).
Etatisation de la sécurité sociale (p. 2918).
Etats généraux (opportunité et enjeux des —) (p. 2919).
Financement (mesures conservatoires pour le financement des dépenses sociales) (p. 2854).
Prélèvements obligatoires (croissance des —) (p. 2917).
Retraite à soixante ans (impact de la — sur les finances sociales) (p. 2917).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Enseignement privé (et forfait d'externat) (p. 4260).
Impôt sur le revenu (p. 4260) :
— déduction pour emploi d'une aide à domicile (p. 4259).

Deuxième partie :

Education nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. *Questions* [29 octobre 1987] :

Universités (financement de la création des nouvelles —) (p. 5099).

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— chômage (indemnisation du —) (p. 5216) ;
— prévisions statistiques en matière de formation professionnelle (p. 5216) ;
— travail sans statut et nouveaux gisements d'emploi (p. 5216, 5217).
Politiques sociales et sectorielles :
— pauvreté (lutte contre la —) (p. 5216).

Questions [3 novembre 1987] :
Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— plan pour l'emploi des jeunes (p. 5314).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Après l'article 61 : son amendement n° 62 (aides à domicile ; extension de la déduction de 10 000 francs du revenu imposable aux ménages ayant trois enfants à charge et aux personnes en maladie de longue durée) (p. 5914) ; coût de l'hospitalisation pour la sécurité sociale ; politique de création d'emplois (p. 5915) ; adopté au scrutin public (p. 5916).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 décembre 1987] :

Diversification des disciplines artistiques enseignées (p. 7586).
Législation sur les enseignements artistiques (historique) (p. 7585, 7586).
Participation d'intervenants extérieurs dans les enseignements artistiques (p. 7586).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au patrimoine monumental (n° 1019).

Première lecture, discussion des articles [18 décembre 1987] :

Article 1er *(objectif de la loi de programme)* : son amendement n° 27 (précisant dans la première phrase du deuxième alinéa (1°) de l'article 1er que les monuments inscrits sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques) : adopté après correction (p. 7746) ; son amendement n° 28 (limitant l'application de la loi au patrimoine monumental et non au patrimoine rural non protégé dans le dernier alinéa de l'article 1er) : retiré (p. 7747).

Article 3 *(présentation annuelle au Parlement d'un rapport sur l'exécution de la loi de programme)* : son amendement n° 29 (de précision) : adopté (p. 7748).

Article 4 *(exonération des droits de mutation à titre gratuit des monuments classés ou inscrits ouverts au public)* : son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 5 rectifié de la commission : devenu sans objet (p. 7753).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [18 et 19 décembre 1987] :

Contre la motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (p. 7825, 7826).
Délais d'examen du projet et rôle du Parlement (p. 7825).
Assurance maladie :
— fonds national de prévention au sein de la caisse nationale d'assurance maladie et politique de prévention (p. 7777, 7778, 7825).
Assurance vieillesse :
— assurance vieillesse : généralités (p. 7826) ;
— incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins (p. 7777, 7779) ;
— retraite progressive (p. 7777, 7778, 7825) ;
— revalorisation des pensions pour 1988 (p. 7777, 7778, 7779, 7826).
Politiques sectorielles diverses :
— mère de famille (statut de la —) (p. 7778).
Sécurité sociale (généralités) :
— Etats généraux de la sécurité sociale (p. 7777).

Discussion des articles. Rapporteur [19 décembre 1987] :

Titre Ier : *création d'un fonds national de prévention.*

Article 1er *(création d'un fonds national de prévention au sein de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés)* : ses observations sur l'amendement n° 8 de M. Guy Herlory (élargissement des compétences des professionnels de santé à la prévention sanitaire) (p. 7828) ; contre l'amendement n° 30 de M. Gilles de Robien (autonomie des caisses régio-

nales) ; son amendement n° 37 à titre personnel (rôle de la caisse nationale d'assurance maladie dans la définition des programmes de prévention) (p. 7829) ; adopté ; son amendement n° 38 à titre personnel (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 39 à titre personnel (de coordination) : adopté (p. 7830).

Titre II : *droit à une retraite progressive.*

Avant l'article 2 : contre l'amendement n° 3 de M. Jacques Roux (suppression de l'intitulé du titre) (p. 7831).

Article 2 *(institution d'une retraite progressive)* : contre l'amendement n° 4 de M. Jacques Roux (de suppression) (p. 7844) ; son amendement n° 40 à titre personnel (de précision) : adopté ; son amendement n° 41 à titre personnel (suspension immédiate du service de la fraction de pension demandée en cas de travail à temps partiel en plus de celle ouvrant droit au service de la fraction de pension pour laquelle il bénéficie du temps partiel) : adopté ; son amendement n° 42 à titre personnel (service de la fraction de pension ne pouvant être renouvelé que si l'assuré a préalablement fait l'objet d'une suspension ; règle de non renouvellement s'appliquant à la personne cumulant plusieurs activités à temps partiel) : adopté (p. 7845) ; contre l'amendement n° 17 de M. Jacques Roux (salariés soumis à la retraite progressive devant pouvoir bénéficier du déblocage de sa retraite complémentaire) ; contre l'amendement n° 18 de M. Jacques Roux (nécessité de permettre aux salariés ayant choisi de prendre une retraite progressive de continuer à cotiser au régime de retraite complémentaire) ; contre l'amendement n° 19 de M. Jacques Roux (bénéficiaire de la retraite progressive bénéficiant de tous les avantages auxquels il aurait pu prétendre s'il était parti à la retraite à soixante ans) (p. 7846) ; contre l'amendement n° 20 de M. Jacques Roux (cotisation d'assurance vieillesse due au titre de l'activité de l'assuré bénéficiant de la retraite progressive étant intégralement due par l'employeur) ; contre l'amendement n° 21 de M. Jacques Roux (cotisation d'allocation familiale étant due sur l'ensemble du revenu du salarié) ; contre l'amendement n° 22 de M. Jacques Roux (refus par l'assuré de bénéficier de la retraite progressive équivalant sur sa demande à un licenciement) ; contre l'amendement n° 23 de M. Jacques Roux (compétence du Conseil des prud'hommes pour les litiges nés du calcul de la fraction de pension) (p. 7847) ; contre l'amendement n° 16 de M. Jacques Roux (assuré bénéficiant d'une retraite progressive ne pouvant avoir un revenu mensuel total inférieur à ce qu'il pourrait percevoir comme rémunération s'il occupait un emploi à temps plein) ; son amendement n° 43 à titre personnel (service de la fraction de pension au bénéfice des personnes exerçant une activité salariée tout en poursuivant leur activité non salariée à temps partiel) : adopté ; son amendement n° 44 (caractère exclusif s'attachant à l'exercice d'une activité à temps partiel relevant du régime des industriels et commerçants ou du régime des artisans) : adopté (p. 7848) ; son amendement n° 45 à titre personnel (service de la fraction de pension au bénéfice des personnes exerçant une activité salariée et une activité non salariée et souhaitant interrompre leur activité salariée tout en poursuivant leur activité non salariée à temps partiel) : adopté ; son amendement n° 46 à titre personnel (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 47 à titre personnel (rédactionnel) : adopté.

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 63 de M. Michel Coffineau (régime du cumul emploi-retraite) (p. 7849).

Titre III : *maintien du pouvoir d'achat des pensions pour 1988.*

Avant l'article 3 : contre l'amendement n° 5 de M. Jacques Roux (tendant à rédiger ainsi l'intitulé du titre III : « amélioration du pouvoir d'achat des retraites pour 1988 ») (p. 7850).

Titre IV : *droit des médecins à une cessation anticipée d'activité.*

Article 4 *(incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins)* : ses observations sur l'amendement n° 55 de M. Guy Herlory (nécessité pour les médecins bénéficiant d'une cessation anticipée d'activité d'être à jour de leurs cotisations obligatoires au titre des différents régimes sociaux) ; ses observations sur l'amendement n° 56 de M. Guy Herlory (année de référence pour le versement de l'allocation) ; contre les amendements identiques n° 6 de M. Jacques Roux et n° 74 de M. Michel Coffineau (caisse autonome de retraite des médecins supportant le coût de la retraite anticipée d'un médecin) (p. 7852) ; contre l'amendement n° 59 de M. Guy Herlory (disposition de la convention étant prévue par un règlement de la caisse autonome de retraite des médecins français) ; son amendement n° 51 à titre personnel (nécessité d'éviter que l'application de la loi ne soit soumise à la signature d'une convention) (p. 7853) ; adopté ; pour l'amendement n° 75 du Gouvernement (médecin bénéficiant d'une cessation anticipée d'activité restant redevable des cotisations d'assurance décès) ; son amendement n° 53 à titre personnel (de cohérence) : adopté (p. 7854).

Après l'article 4 : ses observations sur l'amendement n° 70 du Gouvernement (cas où la mère de famille de plus de 45 ans et ayant trois enfants bénéficie des prestations en nature du dernier régime obligatoire d'assurance maladie dont elle a relevé) (p. 7856) ; ses observations sur le sous-amendement n° 80 de Mme Véronique Neiertz (extension du champ d'application de l'amendement à l'assurance maternité) (p. 7857) ; ses observations sur le sous-amendement n° 83 de Mme Véronique Neiertz à l'amendement n° 71 du Gouvernement (substitution pour l'ouverture des droits à l'assurance vieillesse de la référence aux mères de famille par la référence aux femmes ou aux parents) (p. 7858) ; ses observations sur l'amendement n° 71 du Gouvernement (création d'une assurance volontaire invalidité parentale) (p. 7859) ; ses observations sur l'amendement n° 72 du Gouvernement (versement d'une majoration forfaitaire en sus des pensions de reversion servies aux veuves ou veufs assurant des charges familiales) (p. 7860) ; son amendement n° 54 à titre personnel (régime d'assurance vieillesse dans les départements d'outre-mer) (p. 7861) ; retiré (p. 7862) ; contre l'amendement n° 10 rectifié de M. Guy Herlory (critère de préférence nationale pour toutes les prestations familiales) (p. 7863) ; ses observations sur l'amendement n° 13 de M. Guy Herlory (communes, départements et régions pouvant conduire des actions en faveur de la démographie et de la famille) (p. 7865) ; ses observations sur l'amendement n° 14 de M. Michel de Rostolan (abrogation de la loi du 31 décembre 1982 relative à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique) (p. 7866).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles.
Rapporteur [22 décembre 1987] :

Agents de change (retraite des) (p. 8044).
Assurance maladie des mères de famille (p. 8044).
Cessation anticipée d'activité des médecins (p. 8044).
Exonération des charges sociales pour l'emploi d'une aide ménagère (p. 8044, 8045).
Indice des prix (p. 8044).
Mères célibataires (situation des) (p. 8044).
Retraite progressive (p. 8044).

PISTRE (Charles)

Député du Tarn
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Modernisation agricole** : affectation du produit de la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole [2 décembre 1987] (p. 6694) ; projet de loi sur la modernisation agricole (p. 6695).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles
[13 mai 1987] [14 mai 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 230 de M. Gérard Collomb (employeur étant tenu de remettre aux délégués syndicaux et aux salariés composant la délégation les informations nécessaires) (p. 1101) ; rejeté (p. 1102).

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* : ses observations (p. 1132, 1133).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Déficit des régimes sociaux et prévisions (p. 2946).
Cotisations patronales (p. 2949).
Retraite à soixante ans (impact de la — sur les finances sociales) (p. 2947).
Sécurité sociale (axes possible de réforme de la —) (p. 2948, 2949).
Système de retraite (capitalisation ou répartition) (p. 2949).
Transfert de charges (p. 2946).
Trésorerie (opérations de —) (p. 2946).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Avant l'article 1er : reprend l'amendement n° 15 de M. Jean-Jacques Jegou (diminution du taux de T.V.A. des appareillages pour handicapés) : rejeté au scrutin public (p. 2964).

— Projet de loi relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles : [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987].

Caisse nationale de crédit agricole :
— conseil d'administration (représentation et poids des caisses régionales) (p. 6120).

Caisses régionales :
— représentation majoritaire des agriculteurs au sein des — (p. 6120).

Constitutionnalité du projet de loi (p. 6120).

Crédit agricole :
— indépendance du — à l'égard de l'Etat (p. 6119) ;
— maintien de la vocation et du rôle spécifique du — (p. 6120).

Recettes (affectation des — de la mutualisation) (p. 6120).

Commission mixte paritaire, explications de vote [1er décembre 1987] :

Caisse nationale du crédit agricole (nécessité de changement de statut) (p. 6640).
Constitutionnalité du projet (p. 6640).
Recettes (affectations des — de la mutualisation) (p. 6640).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 6640).

PONIATOWSKI (Ladislas)

Député de l'Eure
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 780) [27 mai 1987] (p. 1773).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (postes et télécommunications) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038) [*J.O.* du 3 décembre 1987] (p. 14092).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs (n° 1135) [17 décembre 1987] (p. 7702).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)**. Tome XVI : **postes et télécommunications (n° 965)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Incidents à Tahiti et présence de la France dans le Pacifique : préparation des émeutes dans le but de semer le désordre ; graves tensions sociales ; crise économique ; nécessité de proposer un véritable projet de redressement ; proximité de notre centre d'expérimentation nucléaire [28 octobre 1987] (p. 4979).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant la loi n° 46-1173 du 23 mai 1948 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur, en ce qui concerne les ressortissants des Etats membres de la Communauté économique européenne (n° 626).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [6 mai 1987] :

Acte unique européen (conformité de ce texte avec l' —) (p. 940).
Directive européenne du 19 juillet 1982 (établissement d'un régime transitoire) (p. 939).
Formation des coiffeurs (harmonisation des conditions de — dans la Communauté) (p. 940).
Qualification professionnelle des coiffeurs en France (p. 939).
Sénat (modifications apportées par le —) (p. 939).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles [27 mai 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 9 *(article 22 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (budget des centres de gestion)* : ses inquiétudes sur cet article ; cotisation aux centres de gestion (p. 1728, 1729).

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 19 *(articles 11 à 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale)* : ses réserves sur cet article ; disparition du paritarisme dans la gestion de la formation (p. 1768, 1769).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur pour avis [26 juin 1987] :

Catastrophes et risques (énumération des —) (p. 3274, 3275).
Coopération européenne et internationale (p. 3275, 3276).
Environnement (budget de l' —) (p. 3275).
Forêt (lutte contre les incendies de —) (p. 3275).
Information (p. 3276).
Matières dangereuses (transport des —) (p. 3275).
Prévention (politique de —) (p. 3275).
Secours (financement des opérations de —) (p. 3275).
Sécurité civile (organisation de la —) (p. 3275).
Urbanisation (maîtrise de l' — autour des sites dangereux) (p. 3276).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Débouchés non alimentaires de produits agricoles (p. 4766).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [26 octobre 1987] :

Assujettissement des télécommunications à la T.V.A. (p. 4834).
Centre national d'études spatiales (p. 4834).
Déréglementation des télécommunications (p. 4834).
Effectifs de la poste (et problème des bureaux de poste ruraux) (p. 4834).
Endettement des P. et T. (p. 4834).
Filière électronique (financement de la —) (p. 4834).
« Informatique pour tous » (Plan —) (p. 4834).
Prélèvement de l'Etat sur le budget annexe des P. et T. (p. 4834).
Radio-messagerie et radio-téléphonerie (p. 4835).
Satellite (p. 4835).
Services financiers de la poste (p. 4835).

Examen des crédits [26 octobre 1987] :

Crédits ouverts à l'article 38 : son amendement n° 154 (réduction des autorisations de programme ouvertes au paragraphe I et des crédits ouverts au paragraphe II de cet article) ; suppression des crédits de contribution aux programmes du C.N.E.S. (p. 4860) ; rejeté au scrutin public (p. 4861).

Après l'article 61 : ses observations sur l'amendement n° 156 de M. François d'Aubert (instituant à compter du 1er janvier 1989 une taxe de 33 % sur les sommes payées par les fournisseurs de services diffusés par le 36.15 lorsque ces services ont un caractère pornographique et font l'objet de publicité par affichage ou tout moyen audiovisuel) ; problème de recevabilité de cet amendement au cas où la date d'application serait avancée au 1er janvier 1988 (p. 4862).

Tourisme. — *Questions* [27 octobre 1987] :

Promotion touristique (corrélation entre la — à l'étranger et nombre de visiteurs reçus) (p. 4883).

Environnement. — *Examen du fascicule* [30 octobre 1987] :

Nantes (incendie de l'entrepôt de — et risques chimiques) (p. 5173).
Transport des matières dangereuses (p. 5172).
Urbanisation (maîtrise de l' —) (p. 5173).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Questions* [6 novembre 1987] :

R.A.T.P.-S.N.C.F. (liberté de gestion) (p. 5508).

Culture et communication. Communication. — *Questions* [6 novembre 1987] :

Remplacé par M. Willy Dimeglio : satellites (p. 5562).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 décembre 1987] :

Commissionnaires agréés (p. 6646).
Harmonisation fiscale (p. 6646).
Marchés à terme de marchandises (et spécificité des —) (p. 6646).

Discussion des articles [2 décembre 1987] :

Article 1er *quater* *(opérateurs intervenant sur le marché à terme d'instruments financiers)* : soutient l'amendement n° 27 de M. Michel Cointat (accès des commissionnaires agréés au M.A.T.I.F.) (p. 6667) ; retiré (p. 6668).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles. Rapporteur suppléant [20 décembre 1987] :

Commission mixte paritaire (travaux de la —) (p. 7908).
Courtiers assermentés de province (p. 7908).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 13 : soutient l'amendement n° 12 de M. Philippe Vasseur (désaffectation du produit de la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole en vue de son attribution à des actions en faveur de l'agriculture) ; soutient l'amendement n° 13 de M. Philippe Vasseur (désaffectation de la moitié des recettes provenant de la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole) ; soutient les amendements n° 14 de M. Philippe Vasseur et n° 59 de M. François d'Aubert (désaffectation du tiers des recettes procurées par la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole en vue de son affectation à des actions en faveur de l'agriculture) (p. 6925) ; affectation d'une partie du produit de la privatisation de T.F.1 aux chaînes publiques (p. 6926) ; votes réservés (p. 6933).

— Projet de loi relatif à la transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 décembre 1987] :

Automobile (industrie —) :
— situation des constructeurs français (et notamment P.S.A.) (p. 7303, 7304).

Renault — R.N.U.R. :
— endettement (et abandon par le Gouvernement d'une créance de 12 milliards de francs) (p. 7304) ;
— législation européenne (règles de la — du traité de Rome et de l'acte unique européen) (p. 7304).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).

Première lecture, discussion des articles. Rapporteur suppléant [17 décembre 1987] :

Article 1er *(taux de participation obligatoire des employeurs à l'effort de construction)* : est nommé rapporteur suppléant du texte en remplacement de M. Guy Malandain, démissionnaire ; contre l'amendement n° 21 rectifié de M. Paul Chomat (augmentation du taux) (p. 7637) ; contre l'amendement n° 27 de M. Jean-Pierre Schénardi (diminution du taux) (p. 7638) ; contre l'amendement n° 28 de M. Jean-Pierre Schénardi (adoption du principe de la préférence nationale pour l'affectation du 1 %) (p. 7639) ; contre l'amendement n° 50 de M. Jean-Paul Virapoullé (tendant à rendre obligatoire l'affectation du 1/9e de la contribution aux employeurs au logement de la population étrangère) ; contre l'amendement n° 51 de M. Jean-Paul Virapoullé (tendant à faire bénéficier aux Français les plus défavorisés d'une partie du 1/9e réservé aux immigrés) (p. 7641) ; son amendement n° 41 (tendant à mettre un terme à l'exclusion de fait des salariés de P.M.E. au bénéfice du 1 % logement par la création d'un fonds de péréquation) (p. 7642) ; rejeté ; contre l'amendement n° 30 de M. Jean-Pierre Schénardi (tendant à réserver l'affectation des fonds au logement aux salariés français) (p. 7643).

Après l'article 1er : contre l'amendement n° 66 de M. Paul Chomat (tendant à maintenir le bénéfice de l'aide personnalisée au logement en cas de renégociation des prêts) (p. 7644) ; contre l'amendement n° 58 de M. Paul Chomat (limitation de la hausse des loyers) ; contre l'amendement n° 65 de M. Paul Chomat (diminution du taux d'intérêt des prêts aidés à l'accession à la propriété contractés avant le 1er janvier 1986) (p. 7645).

Article 2 *(Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction)* : contre l'amendement n° 23 de M. Paul Chomat (de suppression) ; *article 313-7 du code de la construction et de l'habitation (missions et pouvoirs de l'Agence nationale)* : son amendement n° 2 (tendant à affirmer plus clairement la nature juridique de l'Agence nationale et ses missions) (p. 7690) ; adopté ; *après l'article L. 313* : son amendement n° 3 (mission des C.I.L. aux dispositions des articles 27, 28 et 29 de la loi du 1er mars 84 relatives à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises) : adopté ; *article L. 313-8 (emploi des fonds prioritaires)* : son amendement n° 4 (tendant à atténuer le caractère centralisé du dispositif en créant des comités départementaux chargés de transmettre des propositions sur l'emploi des fonds) (p. 7691) ; rejeté ; son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; *après l'article L. 313-8* : son amendement n° 6 (gestion du fonds de péréquation par l'Agence nationale) : devenu sans objet ; *article L. 313-9 (fonds de garantie)* : son amendement n° 7 (taux prélevé pour le fonds de garantie fixé par le Conseil d'administration de l'agence) (p. 7692) ; adopté ; contre l'amendement n° 31 de M. Jean-Pierre Schénardi (création d'un fonds spécifique en vue d'opérations socialement innovantes) : rejeté ; *article L. 313-10 (composition du conseil d'administration de l'Agence nationale)* : contre l'amendement n° 24 rectifié de M. Paul Chomat (représentation majoritaire des salariés dans le conseil d'administration de l'agence) ; contre l'amendement n° 103 de M. René Beaumont (représentation majoritaire des employeurs au sein du conseil d'administration de l'agence) (p. 7693) ; *article L. 313-11 (financement du fonctionnement de l'Agence nationale)* : son amendement n° 8 (taux

du prélèvement servant à financer le fonctionnement de l'agence fixé par le Conseil d'administration de cette même agence) (p. 7694) ; adopté ; *article L. 313-12 (sanctions applicables aux C.I.L.)* : son amendement n° 9 (rédactionnel) : adopté ; contre l'amendement n° 48 de M. Guy Malandain (pouvoirs du ministre pour le retrait de l'agrément accordé aux C.I.L.) ; son amendement n° 10 (avis obligatoire de l'Agence nationale avant le retrait de l'agrément par le ministre) : adopté ; *article 313-13 (conséquences du retrait d'agrément)* : son amendement n° 11 (choix par l'Agence nationale du C.I.L. auquel sont transférés l'actif et le passif d'un C.I.L. dont l'agrément a été retiré) : adopté (p. 7695) ; son amendement n° 12 (pouvoirs donnés au ministre de demander au juge de prononcer la dissolution d'un C.I.L.) : adopté.

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 32 du Gouvernement (conservation du dispositif juridique actuel pendant la période transitoire) ; pour cet amendement à titre personnel ; contre l'amendement n° 49 de M. Guy Malandain (pouvoir du comité d'entreprise quant à la désignation de son représentant à l'Assemblée générale de l'organisme collecteur) (p. 7696).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs (n° 1135).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur pour avis [20 décembre 1987] :

Associations de consommateurs (droit d'agir en justice) (p. 7938, 7939).
Clauses abusives (p. 7939).
Cour de cassation (arrêt du 16 janvier 1985) (p. 7939).
Edulcorants de synthèse (p. 7939).

Discussion des articles [20 et 21 décembre 1987] :

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 17 de M. Jean-Louis Masson (tendant à donner aux associations de commerçants des possibilités d'action en justice pour faire appliquer les règles afférentes à l'urbanisme commercial) (p. 7953).

Article 3 *bis* *(actions des associations agréées de consommateurs à raison de faits non constitutifs d'une infraction pénale)* : son amendement n° 6 corrigé (possibilité d'action en justice des associations agréées pour demander la suppression des clauses abusives dans les contrats types) (p. 7960) ; adopté ; son amendement n° 7 (possibilité d'action en justice des associations agréées pour demander la suppression des clauses abusives dans les contrats types) : adopté.

Après l'article 3 *bis* : son amendement n° 8 (compétence des associations en matière de clauses abusives) : adopté (p. 7962).

Article 5 *(information des consommateurs en matière de denrées alimentaires)* : son amendement n° 9 (tendant à supprimer l'interdiction de la simple évocation du terme sucre) : rejeté (p. 7966).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de MM. Michel Pelchat, Jacques Barrot et Michel Péricard relative aux opérations de télé-promotion avec offre de vente, dites de « télé-achat » (n° 1089, 1057).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 décembre 1987] :

Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) (compétences de la — dans la définition des règles de programmation des opérations de télé-promotion) (p. 7983).
Consommateurs-télespectateurs (protection des —) (p. 7983).
Publicité (distinction entre télé-achat et — déguisée) (p. 7983).
Télévision (rupture d'égalité de traitement entre les différentes chaînes de) (p. 7983).

Discussion des articles [21 décembre 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 9 (extension aux opérations de télé-promotion avec offre de vente des règles applicables aux ventes par correspondance) ; protection du consommateur mieux assurée que par l'amendement n° 15 du Gouvernement (possibilité de remboursement ou d'échange dans un délai de sept jours) ; retiré (p. 7985).

Article 1er *(réglementation du télé-achat)* : son amendement n° 10 (de suppression) : retiré ; son amendement n° 11 (autorisation des émissions de télé-achat sous réserve du respect des dispositions du cahier des charges) : retiré (p. 7986).

PONS (Bernard)

Ministre des départements et territoires d'outre-mer

DEPOTS

Projet de loi organisant la **consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614)** [2 avril 1987].

Projet de loi portant statut du territoire de la **Nouvelle-Calédonie (n° 1008)** [4 novembre 1987].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Pierre Joxe : Nouvelle-Calédonie** : l'article 1er de la loi du 17 juillet 1986 fait obligation d'organiser une consultation [8 avril 1987] (p. 81) ;

— **M. Maurice Louis-Joseph-Dogué : sécheresse en Martinique** [6 mai 1987] (p. 892) ;

— **M. André Thien Ah Koon : application des lois sociales dans les départements d'outre-mer** [27 mai 1987] (p. 1716) ;

— **M. Jean-Pierre Soisson : situation en Nouvelle-Calédonie** : nécessité d'élaborer un statut de longue durée ; dépôt d'un projet de loi pour le début du mois de novembre [28 octobre 1987] (p. 4978) ;

— **M. Ladislas Poniatowski : incidents à Tahiti et présence de la France dans le Pacifique** : revendications des dockers ; instauration de l'état d'urgence ; enquête judiciaire ; présence française dans le Pacifique Sud [28 octobre 1987] (p. 4979) ;

— **M. Roger Holeindre : Polynésie française** : enquête judiciaire en cours ; responsabilité du Gouvernement en matière de sécurité publique [28 octobre 1987] (p. 4982) ;

— **M. Robert Le Foll : Polynésie** : existence d'un dialogue social ; action sociale du Gouvernement territorial [28 octobre 1987] (p. 4983) ;

— **M. André Thien Ah Koon : protection sociale agricole dans les départements d'outre-mer** : rôle des conseils techniques des directions départementales de l'agriculture ; installation de la commission concernant la parité sociale globale [12 novembre 1987] (p. 5758) ;

orales sans débat de :

— **M. Michel Debré (n° 202) : conditions de financement des stages des ressortissants des départements d'outre-mer** : concours apporté dans des conditions identiques aux ressortissants des D.O.M. et aux stagiaires d'origine métropolitaine [12 juin 1987] (p. 2309).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [10 et 14 avril 1987] :

Colonie de peuplement (et notamment, lettre de M. Messmer du 19 juillet 1972) (p. 300).
Composition pluri-ethnique de la population calédonienne (p. 226, 261).
Concertation du Gouvernement avec l'ensemble des communautés (p. 261).
Constitutionnalité du référendum (p. 299).
Décolonisation (p. 298, 299).
Définition du corps électoral (et notion de population intéressée) (p. 226).
Déséquilibres socio-culturels en Nouvelle-Calédonie (p. 299).
Domaine foncier (redistribution du —) (p. 225, 260).
Economie calédonienne (relance de l'—) (p. 225).
Forces de l'ordre (et notamment présence des — et répression) (p. 266, 300).
Front de libération national kanak socialiste (F.L.N.K.S.) (p. 302).
Indépendance association (concept de —) (p. 227, 261).
Paix civile (et notamment rétablissement de l'ordre (p. 261).
Précédents historiques quant à la consultation des peuples outre-mer (p. 226).

Référendum (opportunité du —) (p. 227, 261, 300).
Référendum (organisation du —) (p. 246, 300).
Régionalisation (et notamment politique du Gouvernement à l'égard des régions) (p. 226, 261, 301).
Statut futur de la Nouvelle-Calédonie (p. 228).

Discussion des articles [14 avril 1987] :

Article 1er *(organisation de la consultation référendaire)* : son amendement n° 20 (définissant les questions posées aux électeurs et les réponses qu'ils peuvent y apporter) (p. 312) ; adopté (p. 313).

Article 2 *(application du code électoral)* : contre l'amendement n° 8 de M. Roger Holeindre (égalité de suffrage) (p. 314).

Article 3 *(définition du corps électoral)* : contre l'amendement n° 17 rectifié de M. Roger Holeindre (modification du corps électoral) ; contre l'amendement n° 18 de M. Roger Holeindre (modification du corps électoral) ; contre l'amendement n° 11 de M. Roger Holeindre (modification du corps électoral) (p. 316) ; contre l'amendement n° 16 de M. Roger Holeindre (modification de la définition du corps électoral) (p. 317).

Article 7 *(création d'une commission de contrôle)* : ses observations.

Article 8 *(compétences de la commission)* : ses observations quant à la présence des forces armées.

Article 9 *(organisation de la propagande radiodiffusée et télévisée)* : ses observations (p. 320).

Article 10 *(déplacement des bureaux de vote)* : pour l'amendement n° 3 de M. Dominique Bussereau (différentes modifications quant au déplacement des bureaux de vote) (p. 321).

Article 13 *(vote par procuration)* : ses observations (p. 323).

Article 14 *(vote par correspondance)* : ses observations.

Article 18 *(prise en charge par l'Etat des dépenses afférentes à la consultation référendaire)* : son amendement n° 21 (prise en charge des dépenses supplémentaires par l'Etat quant à la consultation électorale) : adopté (p. 324).

Commission mixte paritaire [6 mai 1987] (p. 899) :

Construction d'une ville (contrepoids à Nouméa) (p. 904).
Définition du corps électoral (p. 904).
Fonctionnaires (déplacement des —) (p. 903).
Nainville les roches (conférence de —) (p. 904).
Régionalisation (et notamment politique du Gouvernement à l'égard des régions) (p. 904).

— Projet de loi portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 688).

Première lecture, avant la discussion des articles [22 juin 1987] :

Protection sociale en milieu rural en Polynésie française (p. 3002, 3003).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Edouard Fritch et plusieurs de ses collègues, relative au transfert de la compétence du second cycle de l'enseignement du second degré au territoire de la Polynésie française (n° 718).

Première lecture, discussion des articles [22 juin 1987] :

Article 2 *(convention entre l'Etat et le territoire sur leurs obligations respectives)* : pour l'amendement n° 1 de M. François d'Aubert (incompétence du territoire pour la délivrance du baccalauréat) (p. 3019).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jacques Lafleur et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 412).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [22 juin 1987] :

Elections municipales en Nouvelle-Calédonie (harmonisation avec la législation applicable à l'ensemble du territoire national) (p. 3027).
Seuil retenu pour distinguer petites et grandes communes (p. 3027).

Discussion de l'article unique :

Article unique *(mode de scrutin et protection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances)* : son amendement n° 1 rectifié (étendant le champ d'application du texte à l'ensemble des communes de plus de 3 500 habitants) (p. 3027) : adopté (p. 3028).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :

Action sociale dans les D.O.M.-T.O.M. et notamment parité sociale globale) (p. 4618).
Agriculture dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4618, 4619).
Chômage dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4619).
Communauté économique européenne (intégration des D.O.M.-T.O.M. dans la —) (p. 4619, 4620).
Crédits (montant et répartition des —) (p. 4571, 4572).
Décentralisation dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4621).
Etudiants des D.O.M.-T.O.M. (p. 4620, 4621).
Guadeloupe (situation en —) (p. 4621).
Guyane (situation de la —) (p. 4621).
Hôpitaux (p. 4621).
Investissement dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment F.I.D.O.M. et F.I.D.E.S.) (p. 4572, 4618).
Logement dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4619, 4620).
Loi de programme du 31 décembre 1986 (application de la —) (p. 4618).
Mayotte (situation de —) (p. 4619, 4621).
Nouvelle-Calédonie (situation en —) (p. 4619, 4622).
Octroi de mer (p. 4617).
Pacifique Sud (présence et politique de la France dans le —) (p. 4622).
Polynésie française (situation de la —) (p. 4618, 4619, 4622).
Saint-Pierre et Miquelon (situation à —) (p. 4572, 4622).
Wallis et Futuna (situation de —) (p. 4622).

Réponses aux questions [21 octobre 1987] (p. 4615) :

Logement dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment à la Réunion) (M. Guy Malandain) (p. 4617).
Martinique :
- montant de la ligne budgétaire unique (M. Maurice Louis-Joseph-Dogué) (p. 4617) ;
- scolarisation des enfants (M. Maurice Louis-Joseph-Dogué) (p. 4617) ;
- université Antille-Guyane (M. Maurice Louis-Joseph-Dogué) (p. 4617) ;
- humanisation des hôpitaux (M. Maurice Louis-Joseph-Dogué) (p. 4617).

Prestations familiales perçues dans les D.O.M. (M. Claude Hoarau) (p. 4615).
Statut du personnel communal journalier à la Réunion (M. Laurent Vergès) (p. 4616).
Transports intérieurs en guyane (M. Elie Castor) (p. 4616).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 6284, 6285, 6286, 6287, 6288).
Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 6292, 6295, 6296, 6297).
Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :
- application réelle du projet de loi éventuelle adopté (p. 6284, 6327) ;
- association des minorités (Gouvernement) (p. 6272, 6273, 6296, 6297, 6326) ;
- comité de décolonisation de l'O.N.U. (attitude du —) (p. 6285) ;
- économie de la Nouvelle-Calédonie (p. 6272, 6296, 6324) ;
- éducation en Nouvelle-Calédonie (p. 6295, 6296, 6326) ;
- politique de la France dans le Pacifique sud (p. 6325, 6326) ;
- situation des D.O.M.-T.O.M. (et notamment Polynésie) (p. 6290, 6327).

Evolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie :
- généralités (p. 6271, 6285) ;
- politique menée par les gouvernements socialistes (p. 6271) ;
- lois du 17 juillet 1986 et du 5 juin 1987 (p. 6271) ;

— caractère transitoire du statut actuel (p. 6295) ;
— référendum du 13 septembre 1987 (p. 6271, 6288, 6295, 6325).

« Incidents » en Nouvelle-Calédonie :
— affaire « Radion Rythme Bleu » (p. 6288) ;
— application du droit en Nouvelle-Calédonie (p. 6323) ;
— fusillade de Hienghène (et suites judiciaires) (p. 6285, 6286, 6292) ;
— manifestation du 22 août (p. 6326) ;
— problèmes de la tribu de Saint-Louis (p. 6287).

Organisation des pouvoirs publics en Nouvelle-Calédonie :
— congrès (p. 6326, 6327) ;
— conseil exécutif (règles de majorité et pouvoir de substitution du commissaire de la République) (p. 6272, 6324, 6325, 6326, 6327) ;
— coutume et Assemblée coutumière (p. 6325, 6327) ;
— Haut-commissaire de la République (p. 6324) ;
— régionalisation (p. 6326) ;
— régions (redécoupage des —) (p. 6272, 6288, 6289, 6323, 6324) ;
— répartition des compétences entre l'Etat, le territoire, les régions, les communes et l'Assemblée coutumière (p. 6326).

Discussion des articles [25 novembre 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 95 de M. Gérard Bordu (droit inné et actif à l'indépendance du peuple kanak) (p. 6333) ; contre l'amendement n° 94 de M. Maxime Gremetz (commission nationale d'enquête étant chargée d'examiner l'état des libertés en Nouvelle-Calédonie et de proposer les mesures propres à mettre fin aux manquements constatés) (p. 6334).

Article 1er *(composition du territoire de la Nouvelle-Calédonie ; principe de libre administration et d'autonomie interne) :* contre l'amendement n° 112 de M. Robert Le Foll (de suppression) (p. 6335) ; contre l'amendement n° 86 de M. Roger Holeindre (suppression de la référence aux « signes distinctifs permettant à la Nouvelle-Calédonie de marquer sa personnalité ») (p. 6336).

Article 2 *(institutions du territoire) :* contre l'amendement n° 113 de M. Robert Le Foll (de suppression) (p. 6337) ; contre l'amendement n° 73 de M. Roger Holeindre (territoire de la Nouvelle-Calédonie étant érigé en département d'outre-mer et constituant une région) (p. 6338).

Article 3 *(délimitation des régions de Nouvelle-Calédonie) :* contre l'amendement n° 114 de M. Robert Le Foll (nouveau découpage des régions en Nouvelle-Calédonie) (p. 6339, 6340).

Article 4 *(représentation de la coutume) :* contre l'amendement n° 115 de M. Robert Le Foll (création dans chaque région d'un conseil consultatif coutumier) (p. 6342) ; contre l'amendement n° 75 de Roger Holeindre (définition des aires culturelles wallisiennes, vietnamiennes et européennes) (p. 6343).

Titre Ier : *des compétences de l'Etat, du territoire, des régions, des communes et de l'Assemblée coutumière.*

Article 5 *(compétence générale du territoire) :* contre l'amendement n° 76 de M. Roger Holeindre (compétences de droit commun étant attribuées à l'Etat) (p. 6344).

Article 6 *(compétences de l'Etat) :* contre l'amendement n° 116 de M. Robert Le Foll (création d'un office foncier de la Nouvelle-Calédonie et dépendances) (p. 6348) ; contre l'amendement n° 117 de M. Robert Le Foll (création d'un office culturel, scientifique et technique canaque) (p. 6349).

Article 7 *(compétences des régions) :* contre l'amendement n° 118 de M. Robert Le Foll (compétences des régions en matière d'enseignement primaire obligatoire et de langues et cultures locales) (p. 6359) ; contre l'amendement n° 119 de M. Robert Le Foll (région devant déterminer les modalités locales d'application des dispositions relatives à la réforme foncière) (p. 6360) ; pour l'amendement n° 121 de M. Robert Le Foll (conseil de région pouvant conclure avec l'Etat des contrats de programme et des conventions) (p. 6361).

Article 9 *(attributions de l'Assemblée coutumière) :* contre l'amendement n° 122 de M. Robert Le Foll (consultation de l'Assemblée coutumière sur les propositions de délibération du conseil de région relatives à la réforme foncière, aux projets comportant emprise foncière et sur les questions relatives à l'enseignement des langues vernaculaires et des cultures locales) (p. 6363).

Titre II : *de l'organisation des pouvoirs publics du territoire.*

Chapitre Ier : *le conseil exécutif.*

Section 1 : composition et formation.

Article 10 *(composition du conseil exécutif) :* contre l'amendement n° 87 de M. Roger Holeindre (Haut-commissaire présidant les délibérations du conseil exécutif) (p. 6365).

Article 12 *(élection de cinq membres du conseil exécutif) :* contre l'amendement n° 89 de M. Roger Holeindre (élection des dix membres du conseil exécutif s'effectuant selon le mode de scrutin de liste à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne) (p. 6367).

Section 2 : règles de fonctionnement.

Article 27 *(caractère secret des séances du conseil exécutif) :* contre l'amendement n° 93 de M. Roger Holeindre (membres du conseil exécutif étant appelés à répondre, au moins une fois par mois, aux questions qui leur sont posées par les membres du congrès) (p. 6371).

Section 3 : attributions du conseil exécutif et de son président.

Article 30 *(compétences du conseil exécutif) :* contre l'amendement n° 96 de M. Roger Holeindre (enseignement facultatif des langues locales dans les établissements d'enseignement secondaire) (p. 6372).

Article 31 *(compétences du conseil exécutif) :* contre l'amendement n° 97 de M. Roger Holeindre (conseil exécutif créant et organisant les organismes assurant la représentation des intérêts économiques) (p. 6373) ; son amendement oral (remplacement dans le texte du projet du mot « nolisé » par le mot « affrété ») : adopté (p. 6374).

Article 40 *(modalités d'exercice des attributions du conseil exécutif) :* son amendement n° 138 (réduction du domaine des décisions où la majorité qualifiée des deux tiers est exigée) (p. 6378, 6379) ; adopté (p. 6380).

Article 42 *(attributions du conseil exécutif dans le domaine des relations internationales) :* contre l'amendement n° 105 de M. Roger Holeindre (limitation de la compétence du conseil exécutif aux accords économiques) (p. 6381).

Chapitre II : *le congrès.*

Section 3 : attributions du congrès.

Article 67 *(maîtrise des ressources naturelles de la zone économique) :* contre l'amendement n° 109 de M. Roger Holeindre (de suppression) (p. 6493).

Chapitre III : *l'Assemblée coutumière.*

Section 1 : composition et formation.

Article 76 *(composition de l'Assemblée coutumière) :* contre l'amendement n° 136 de M. Robert Le Foll (composition et rôle des conseils consultatifs coutumiers) (p. 6405).

Titre III : des institutions de la région.

Chapitre Ier : *le conseil de région.*

Article 90 *(composition des conseils de région) :* contre l'amendement n° 126 de M. Robert Le Foll (régions de la Nouvelle-Calédonie et dépendances créées par la loi du 23 août 1985 constituant des collectivités territoriales s'administrant librement) (p. 6410).

Chapitre III : *le personnel de la région.*

Article 111 *(contractuels et fonctionnaires détachés) :* contre l'amendement n° 127 de M. Robert Le Foll (ouverture, pendant une période de trois ans, de l'accès aux emplois de la fonction publique du territoire à des personnes qui, par leur expérience professionnelle ou leurs aptitudes reconnues, peuvent être mises au service de la région) (p. 6414).

Chapitre IV : *les ressources et le budget de la région.*

Article 113 *(les ressources de la région) :* contre l'amendement n° 135 de M. Robert Le Foll (ressources propres des régions) (p. 6415).

Article 114 *(dotation de fonctionnement de la région) :* ses observations (p. 6416).

Article 116 *(la commission territoriale des transferts de charges) :* contre l'amendement n° 129 de M. Robert Le Foll (composition de la commission) (p. 6417).

Titre VII : dispositions diverses et transitoires.

Article 141 *(déclassement de dispositions législatives) :* contre l'amendement n° 130 de M. Robert Le Foll (contribution foncière sur les propriétés bâties et contribution des patentes étant transférées du territoire aux régions) (p. 6446).

Article 143 *(dissolution du congrès) :* pour l'amendement n° 68 de la commission (possibilité de ne dissoudre que le congrès ou les conseils de région) (p. 6447).

Explications de vote :

Application de la loi (p. 6454).
Déroulement des débats (p. 6453).
Economie de la Nouvelle-Calédonie (p. 6454).
Emblème de la Nouvelle-Calédonie (p. 6454).
Référendum (p. 6454).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :

Dotations de fonctionnement et d'équipement (p. 7887).
Peines contraventionnelles privatives de liberté (p. 7887).

POPEREN (Jean)

Député du Rhône
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

PORELLI (Vincent)

Député des Bouches-du-Rhône
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Cesse d'appartenir à la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 20 mars 1987] (p. 3195).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 20 mars 1987] (p. 3195), [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5034).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5034).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038) [*J.O.* du 3 décembre 1987] (p. 14092).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux droits des **Français rapatriés d'origine nord-africaine (n° 823)** [4 juin 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Mesures sociales d'urgence** [29 avril 1987] (p. 741) ;

— **Difficultés des collectivités locales et endettement des communes** [4 novembre 1987] (p. 5366) ;

orales sans débat :

— **n° 256**, posée le 16 juin 1987 : **sidérurgie (politique et réglementation)** (p. 2500, 2501) ; appelée le 19 juin 1987 : **sidérurgie des produits plats** : suppressions d'emplois à Solmer malgré les gains de productivité ; perspectives de la sidérurgie française pour les produits plats à l'ouverture du grand marché unique européen (p. 2893) ; recherche du produit financier au détriment des investissements productifs (p. 2894).

INTERVENTIONS

— **Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues transférant le contentieux des décisions du conseil de la concurrence à la juridiction judiciaire (n° 638).**

Première lecture, avant la discussion des articles [28 avril 1987] :

Conseil de la concurrence (et notamment nature et compétence du —) (p. 676).
Cour d'appel de Paris (compétence de la —) (p. 676).
Droit européen (et notamment adéquation de la loi avec le — et perspectives du marché unique) (p. 676).
Inflation (et notamment politique des prix) (p. 676).
Ordonnance du 1er décembre 1986 (et notamment dispositions essentielles, débat relatif à l'— et ratification parlementaire) (p. 677).
Sursis à exécution (p. 676).

— **Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).**

Première lecture, discussion des articles [7 mai 1987] :

Après l'article 3 : son amendement n° 62 soutenu par M. Guy Ducoloné (juge tenant compte des sentiments exprimés par l'enfant et pouvant, lorsque l'enfant de plus de 13 ans a indiqué son désir de vivre avec l'un ou l'autre de ses parents, procéder à son audition en cas de désaccord entre les parents) (p. 980) ; rejeté (p. 982).

— **Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).**

Première lecture, discussion des articles [13 mai 1987], [14 mai 1987], [18 mai 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 241 soutenu par M. Daniel Le Meur (suspension du contrat de travail à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle) (p. 1110) ; rejeté (p. 1111).

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* : évolution du chômage (p. 1133).

Article 5 *(instauration conventionnelle de cycles de travail)* : son amendement n° 289 (limitant à 80 heures par an le contingent des heures supplémentaires pouvant être effectuées après information de l'inspecteur du travail et du comité d'entreprise ou des délégués du personnel) (p. 1285) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1286).

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert (n° 99).**

Première lecture, avant la discussion des articles [16 juin 1987] :

Géomètres-experts (monopole des — et organisation corporative) (p. 2423, 2424).
Proposition de loi n° 2151 du groupe communiste déposée en 1984 relative à la profession de géomètre-expert (p. 2424).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).**

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Cotisations salariales (croissance des —) (p. 3435).
Droit à la santé (atteintes au —) (p. 3435).
Financement (mesures conservatoires pour le — de la sécurité sociale) (p. 3434).
Revenu du capital (taxation du —) (p. 3434, 3435).
Sécurité sociale (axes de réforme de la — et de son financement) (p. 3435).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).**

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [24 juin 1987] (p. 3123, 3131) [25 juin 1987] (p. 3158) :

Harkis (situation et actions en faveur des —) (p. 3161).
Historique législatif (p. 3160).
Incidences budgétaires des projets (p. 3161).
Indemnisation des rapatriés :
— certificats d'indemnisation (régime et échéancier du règlement des —) (p. 3161, 3162).
Victimes de l'O.A.S (p. 3160).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845).**

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Titre Ier : *modifiant la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale.*

Article 2 *(extension de la révision de carrière aux militaires placés en non activité par retrait d'emploi)* : soutient l'amen-

dement n° 42 de M. Guy Ducoloné (financement des dépenses prévues par le présent article) (p. 3179) ; retiré (p. 3180).
Titre II : *modifiant la loi n° 85-1274 du 4 décembre 1985 portant amélioration de la retraite des rapatriés.*
Article 7 *(révision de carrière des agents des services publics concédés)* : ses observations.
Article 8 *(reclassement des agents des services publics concédés)* : situation des agents de la S.N.C.F. (p. 3188).
Titre III : *modifiant la loi du 31 juillet 1968 portant amnistie).*
Titre : soutient l'amendement n° 16 de M. Guy Ducoloné (tendant à compléter le titre du projet de loi par les mots « et de la guerre d'Indochine ») (p. 3193) ; rejeté (p. 3194).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Article 1er *(modalités de calcul du complément d'indemnisation)* : ses observations (p. 3196).
Article 4 *(plafonnement de l'indemnisation)* : soutient les amendements n° 4 (indemnité résultant de l'article 1er de la présente loi étant retenue dans la limite de 500 000 francs par ménage ou personne dépossédée) et 5 de M. Roger Combrisson (limite de l'indemnisation étant abaissée à un million de francs) (p. 3201) ; rejetés (p. 3202).
Après l'article 8 : soutient l'amendement n° 7 de M. Roger Combrisson (composition et rôle de la commission nationale chargée de faire des propositions pour améliorer la situation des Français rapatriés d'origine nord-africaine) (p. 3208) ; rejeté au scrutin public ; soutient l'amendement n° 8 de M. Roger Combrisson (logement social ne pouvant être refusé à des Français rapatriés d'origine nord-africaine en raison de la modicité de leurs revenus et notamment de l'absence de salaire) : rejeté (p. 3209).

Explications de vote [25 juin 1987] (p. 3214) :

Indemnisation des rapatriés (p. 3216).
Vote hostile du groupe communiste (p. 3216).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*
Article 7 *(pouvoirs des représentants de l'Etat dans le département)* : soutient l'amendement n° 128 de Mme Colette Gœuriot (consultation obligatoire des élus locaux par le préfet) (p. 3801) ; rejeté.
Article 9 *bis* *(réparation des dommages subis par les personnes requises)* : ses observations (p. 3802, 3803).
Article 11 *(financement des opérations de secours)* : ses observations (p. 3804).
Article 13 *(pouvoirs de nomination des officiers de sapeurs-pompiers)* : soutient l'amendement n° 134 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; rejeté (p. 3810).
Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*
Chapitre Ier : *information.*
Article 15 *(information du public)* : ses observations (p. 3815).
Après l'article 15 : ses observations sur l'amendement n° 31 de la commission de la production (statut du conseil supérieur de la sécurité et de l'information nucléaire) (p. 3820).
Chapitre III : *défense de la forêt contre l'incendie.*
Avant l'article 17 : son amendement n° 108 (plan pluriannuel de sauvegarde, de reconstitution et de mise en valeur du massif forestier) : rejeté au scrutin public (p. 3840) ; son amendement n° 110 soutenu par M. Bernard Deschamps (maîtrise de l'urbanisme) (p. 3841) : rejeté.
Article 17 *(effets de la déclaration d'utilité publique)* : ses observations (p. 3842, 3843).
Chapitre V : *prévention des risques technologiques.*
Avant l'article 30 : soutient l'amendement n° 144 de Mme Colette Gœuriot (réglementation des produits dangereux à l'entrée sur le territoire national) : rejeté ; soutient l'amendement n° 139 de Mme Colette Gœuriot (autorisation du transport de certaines matières particulièrement dangereuses) (p. 3858) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 145 de Mme Colette Gœuriot (mise en place du fichier des accidents des transports de matières dangereuses) : rejeté (p. 3859).

Explications de vote (p. 3871) :

Collectivités locales (rôle des —) (p. 3872).
Information (p. 3873).
Prévention (p. 3872).
Sécurité civile (organisation de la —) (p. 3872).
Abstention du groupe communiste (p. 3873).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Tourisme. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Droit aux vacances (p. 4876).
Tourisme des quatre saisons (p. 4876).

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— formation professionnelle (crédits de la — et généralités) (p. 5235, 5236) ;
— service public de l'emploi (A.N.P.E., A.F.P.A.) (p. 5235) ;
— stages d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P.) (p. 5235).

Questions [3 novembre 1987] :

Politique en faveur des personnes âgées :
— retraites (montant des —) (p. 5289).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, discussion des articles [21 novembre 1987] :

Article 4 *(modalités de cession des actions de la C.N.C.A.)* : son amendement n° 27 soutenu par M. Marcel Rigout (suppression du paragraphe II de l'article 4) : retiré (p. 6215).
Article 9 *(statut des personnels fonctionnaires)* : soutient l'amendement n° 32 de M. Marcel Rigout (durée maximale du détachement) (p. 6253) ; rejeté (p. 6254).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, discussion des articles [24 novembre 1987] :

Article 3 *(délimitation des régions de Nouvelle-Calédonie)* : son opposition (p. 6338).

— Projet de loi autorisant la ratification d'une convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (ensemble les protocoles I et II) (n° 1024).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [1er décembre 1987] :

Armes incendiaires (p. 6595).
Armes nucléaires (p. 6595, 6596).
Convention (origines et ratification de la —) (p. 6595).

— Son rappel au règlement : article 58 relatif à l'organisation des travaux de l'Assemblée ; impossibilité pour M. Paul Chomat, député de la Loire, de poser sa question lors d'une séance de questions au Gouvernement par manque de temps de parole ; événements de la Seyne-sur-Mer [2 décembre 1987] (p. 6700) ; escalade de la violence ; demande à entendre M. le ministre de l'intérieur et à l'interroger sur le comportement de certaines forces de police (p. 6701).

— Projet de loi relatif au corps des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne (n° 970).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 décembre 1987] :

Grève (atteintes au droit de —) (p. 6705).
Grève des contrôleurs aériens (p. 6705).
Officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne :
— catégorie (p. 6705) ;
— conditions d'accès au corps (p. 6705, 6706) ;
— création d'un corps de la fonction publique d'— (p. 6705).

Discussion des articles :

Article 1er *(corps des officiers contrôleurs en chef de la navigation aérienne ; définition de fonction ; statut) :* son amendement n° 1 (modalités de recrutement des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne) ; respect, par le Gouvernement, de l'avis du Conseil d'Etat ; rejeté (p. 6707).

Explications de vote :

Abstention du groupe communiste (p. 6708).

PORTEU DE LA MORANDIERE (François)

Député du Pas-de-Calais
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du statut de **« prisonnier, interné, détenu par le Viet-Minh entre 1945 et 1954 » (n° 770)** [19 mai 1987].

Proposition de loi tendant au **rééchelonnement des dettes** de certains **exploitants agricoles (n° 1187)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Minitel et publicité pornographique : proxénétisme indirect des P. et T. par l'intermédiaire du Minitel [6 mai 1987] (p. 887) ;

orales sans débat :

— n° 250, posée le 9 juin 1987 : **politique extérieure (Algérie)** (p. 2159). Appelée le 12 juin 1987 : **Français disparus en Algérie :** nécessité de leur donner un statut juridique ainsi qu'aux harkis disparus (p. 2312, 2313) ;

— n° 255, de M. Charles de Chambrun appelée le 19 juin 1987 : **industries électrométallurgiques et monopole d'E.D.F. :** fourniture d'électricité à des tarifs de monopole pénalisant les industries consommatrices (p. 2892).

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 610) et portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [22 avril 1987] :

Approbation du groupe du Front national (p. 564).
Emploi (préférence nationale et régionale) (p. 564).
Environnement (défense de l'—) (p. 563).
Financement sur fonds privés (p. 563).
Infrastructures autoroutières, routières et ferroviaires (plan d'accompagnement en —) (p. 564).
Marché européen (p. 563).
Nord-Pas-de-Calais (retombées économiques sur la région —) (p. 564).
T.G.V. Nord (p. 564).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, avant la discussion des articles [25 mai 1987] :

Elu local (statut de l'—) (p. 1607, 1608).
Statut des personnels territoriaux :
— contractuels (recours aux —) (p. 1607) ;
— grève (droit de —) (p. 1607).

Discussion des articles [26 mai 1987] :

Chapitre Ier *: dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 1er *(article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (recrutement des agents non titulaires) :* son amendement n° 204 (possibilité pour les petites communes de créer des emplois contractuels saisonniers à temps partiel) : retiré (p. 1639).

Après l'article 2 : son amendement n° 206 (création d'un service minimum en cas de grève des fonctionnaires locaux) (p. 1642) ; rejeté (p. 1643).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Commission mixte paritaire, explications de vote [9 juillet 1987] :

Information (p. 3911).
Nucléaire (p. 3911).
Sécurité civile (organisation de la —) (p. 3911).
Vote favorable du groupe Front national (p. 3911).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Vote des crédits* [21 octobre 1987] :

Son amendement n° 108 (réduction des crédits de l'office culturel scientifique canaque) (p. 4623) ; rejeté (p. 4624).

Anciens combattants. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Afrique du Nord (anciens combattants d'— et notamment campagne double et retraite anticipée) (p. 4681, 4682).
Armée des Alpes (anciens combattants de l'— en 1940) (p. 4682).
Commissions de réforme (rigueur des décisions des —) (p. 4682).
Le Pen (Jean-Marie) (attaque contre) (p. 4682).
Opérations militaires de Madagascar, du Tchad, de Mauritanie, du Zaïre et du Liban (attribution de la qualité d'anciens combattants aux participants) (p. 4682).
Veuves et orphelins de guerre et ascendants (p. 4682).

Vote des crédits [22 octobre 1987] :

Après l'article 65 : pour l'amendement n° 121 du Gouvernement (prise en compte de l'amibiase intestinale pour ouvrir droit à pension militaire au titre des campagnes d'Afrique du Nord) ; pathologie des anciens d'Afrique du Nord (p. 4696).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

Assujettissement des télécommunications à la T.V.A. (p. 4836).
Déréglementation des télécommunications (p. 4836).
Effectifs de la poste (et problème des bureaux de poste ruraux) (p. 4836, 4837).
Messageries roses (p. 4837).
Minitel (extension du —) (p. 4836).

Questions :

Minitel (rôle et finalités du —) (p. 4856, 4857).

Intérieur. — *Examen du fascicule* [9 novembre 1987] :

Collectivités locales :
— *communes rurales (situation des —) (p. 5611, 5612).*
Finances locales :
— dotation globale d'équipement (p. 5611, 5612).
Sécurité :
— défense et sécurité civile (p. 5611).

Défense. — *Questions* [10 novembre 1987] :

Esprit de défense (manuels scolaires ; protocole « armée-éducation nationale ») (p. 5692, 5693).
Réserves (p. 5691).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Après l'article 53 : contre amendement n° 350 de M. Christian Pierret (dons effectués par les entreprises ; agrément ministériel pour les associations bénéficiaires) (p. 5842).

— Son rappel au règlement : nombre de députés en séance [27 novembre 1987] (p. 6518).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à permettre l'accès des conjoints de certaines personnes décédées en service aux emplois réservés (n° 1037).

Première lecture; discussion des articles [4 décembre 1987] :

Article 1er *(droit aux emplois réservés des conjoints de certaines personnes décédées en service) :* son amendement n° 5 soutenu par M. Pierre Sergent (extension du projet de loi aux veuves de harkis déclarés morts pour la France ou portés disparus lors des événements ayant précédé l'indépendance de l'Algérie) : retiré (p. 6806) ; son amendement n° 7 soutenu par M. Pierre Sergent (suppression de la forclusion intervenant après un délai de dix ans) (p. 6807) ; rejeté (p. 6808).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 décembre 1987] :

Coopération entre les ministères de la culture et de l'éducation nationale (p. 7585).
Crédits destinés aux enseignements artistiques (montant et absence de programmation des —) (p. 7585).
Développement des enseignements artistiques (nécessité des —) (p. 7585).
Dimension européenne de l'art (p. 7585).
Diversification des disciplines artistiques enseignées (p. 7584).
Haut comité des enseignements artistiques (p. 7584, 7585).
Maisons de la culture (p. 7585).
Reconnaissance des établissements privés d'enseignement artistique (p. 7585).

Discussion des articles [16 décembre 1987] :

Chapitre Ier : *des enseignements artistiques dispensés dans les établissements scolaires et les établissements d'enseignement supérieur.*

Article 2 *(enseignement artistique à l'école et au collège) :* contre l'amendement n° 6 de la commission (droit à une éducation artistique devant être effectif dans un délai de 10 ans à compter de la promulgation de la présente loi) (p. 7597).

Chapitre II : *de la reconnaissance des établissements et de l'homologation des titres et diplômes.*

Article 9 *(avantages liés à l'homologation des titres et diplômes) :* son opposition aux amendements identiques n° 15 de la commission, 30 de M. Georges Hage et 41 de M. Jean-Jack Queyranne (titres et diplômes homologués ne permettant pas à leurs titulaires de participer à des tâches d'enseignement) (p. 7603).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [23 février 1988] :

Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
— publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale du seul candidat élu à la présidence de la République (p. 238) ;
— appréciation de la variation des situations patrimoniales des personnalités concernées (organe compétent pour l'—) (p. 238).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 et 4 février 1988] :

Titre II : *modifications du code électoral.*

Après l'article 7 : contre l'amendement n° 68 de M. Guy Ducoloné (prévoyant que les déclarations de la situation patrimoniale sont consultables par tous les électeurs de la circonscription) (p. 113).

Article 9 *(financement des campagnes pour les élections législatives) :* soutient l'amendement n° 57 de M. Georges-Paul Wagner (anonymat du donateur) : rejeté (p. 133).

Après l'article 9 : ses observations sur le sous-amendement n° 124 de M. Pierre Joxe à l'amendement n° 110 du Gouvernement (exclusion du champ d'application de la déductibilité des dons effectués par les collectivités publiques) ; sous-amendement n° 125 de M. Pierre Joxe à l'amendement n° 110 du Gouvernement (dons faits par les établissements publics) ; sous-amendement n° 127 de M. Pierre Joxe à l'amendement n° 110 du Gouvernement (dons effectués par les casinos, établissements de jeux et sociétés dépendantes) et l'amendement n° 110 du Gouvernement (déductibilité des dons faits au profit des candidats) (p. 160).

Explications de vote :

Déclaration patrimoniale des hommes politiques (p. 210).
Objectif politique de la réforme (p. 209).
Vote positif du groupe Front national (p. 210).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, explications de vote [4 février 1988] :

Financement public des partis politiques (p. 212).
Qualité du débat parlementaire (p. 212).
Vote hostile du groupe Front national (p. 212).

PORTHEAULT (Jean-Claude)

Député du Loiret
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. *Vote des crédits* [4 novembre 1987] :

Etat C, titre VI : son amendement n° 233 (abondement de la ligne budgétaire consacrée aux agences d'urbanisme) (p. 5401) ; retiré (p. 5402).

POUJADE (Robert)

Député de la Côte d'Or
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (défense : gendarmerie) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** Tome VI : **défense : gendarmerie (n° 963)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre IV : *prévention des risques naturels.*

Après l'article 25 : ses observations sur l'amendement n° 220 de M. Pierre Micaux (création de syndicats intercommunaux d'aménagement dans les zones exposées aux risques d'inondation) (p. 3854, 3855).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Examen du fascicule :* rapporteur pour avis [9 novembre 1987] :

Gendarmerie (notamment recrutement, équipement et transfèrements judiciaires) (p. 5653, 5654).

POURCHON (Maurice)

Député du Puy-de-Dôme
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **situation des candidats** admis au **concours interne d'adjoint des cadres hospitaliers** organisé dans le département du **Puy-de-Dôme** les 2 février et 10 mai 1984 **(n° 819)** [4 juin 1987].

Proposition de loi visant à **modifier** le **statut juridique** de la **caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (n° 1048)** [18 novembre 1987].

Proposition de loi tendant à la préservation du **patrimoine halieutique (n° 1195)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 177,** posée le 2 avril 1987 : **retraites : régime général (pensions de réversion)** (p. 13).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).**

Première lecture, discussion des articles [12 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*

Après l'article 48 : son amendement n° 200 soutenu par M. Philippe Bassinet (validation d'un concours d'adjoint des cadres hospitaliers) (p. 2329) ; adopté.

PRAT (Henri)

Député des Pyrénées-Atlantiques
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).**

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Crédit agricole :

— développement et adaptation (p. 6114) ;
— indépendance du — à l'égard de l'Etat (p. 6115) ;
— maintien de la vocation et du rôle spécifique du — (p. 6115) ;
— prêts bonifiés (monopole de distribution des —) (p. 6115).

PREAUMONT (Jean de)

Député de l'Essonne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (culture et communication : communication et radiotélévision) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [*J.O.* du 8 décembre 1987] (p. 14283).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 10 : **culture et communication : communication et radio-télévision (n° 960)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Tourisme. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Contrats de plan Etat-région (p. 4875).
Crédits (recensement des — du tourisme) (p. 4874, 4875).
Fiscalité (p. 4875).
Partenariat (politique de —) (p. 4875).
Promotion du tourisme et Maison de la France (p. 4875).
Secrétariat d'Etat au tourisme (réorganisation des structures du —) (p. 4874, 4875).
Système Sesamtel (fonctionnement du —) (p. 4875).

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [6 novembre 1987] :

Audiovisuel : généralités :

— canal Plus (p. 5530) ;
— couverture audiovisuelle de l'ensemble du territoire (p. 5530) ;
— télévision (programmes de —) (p. 5529) ;
— T.F. 1 (conséquence de la privatisation de — et compte d'affectation spéciale des produits de la privatisation) (p. 5531).

Audiovisuel : secteur public :

— concurrence avec les chaînes privées (p. 5530) ;
— redevance (p. 5529, 5530, 5531).

Cinéma (rapport avec la T.V.) (p. 5530).

Presse écrite :

— harmonisation du taux de T.V.A. (p. 5530).

Rappel au règlement de M. Charles Metzinger **(ses observations sur le** —) (p. 5531).

Vote des crédits [6 novembre 1987] :

Etat B, titre IV : contre les amendements n° 71 et 72 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) (p. 5569).

Article 52 *(approuvant le produit attendu des recettes de publicité de marque par les sociétés nationales de T.V. ; éventualité d'excédents) :* soutient l'amendement n° 105 de M. Robert-André Vivien (clé de répartition pour 1988 du produit de la redevance pour droit d'usage) ; amendement ne prévoyant pas la répartition des sommes supplémentaires de la redevance annoncée par M. le ministre de la culture et de la communication (p. 5574) ; ses observations sur l'amendement n° 290 de Mme Christine Boutin (clé de répartition pour 1988 du produit de la redevance pour droit d'usage ; éventualité d'excédents) (p. 5575).

Après l'article 52 : contre les amendements n° 285 (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la création d'un mécanisme spécifique d'incitation fiscale à l'investissement populaire de la presse) et n° 286 de M. Alain Billon (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la création d'un fonds de développement aux entreprises de presse renonçant aux dis-

positions de l'article 39 *bis* du C.G.I. ou ne pouvant en bénéficier) ; impossibilité de régler ce problème au cours d'un débat budgétaire (p. 5577).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Article 4 et état B *(dépenses ordinaires des services civils : ouverture)* : contre l'amendement n° 15 de M. Roger Combrisson (réduction des crédits destinés à la promotion touristique de la France à l'étranger inscrits au budget de l'industrie et du tourisme) (p. 6883).

Article 10 *(révision du produit attendu de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)* : pour l'amendement n° 23 de la commission (répartition de la redevance télévision) ; affectation prioritaire de la redevance aux sociétés de programme ; crédits de fonctionnement de T.D.F. ; budget d'investissement de Radio France (p. 6891) ; répartition du produit de la privatisation de T.F.1 (p. 6892).

PRORIOL (Jean)

Député de la Haute-Loire
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (agriculture : dépenses en capital) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 4/87 : mesures prises par le conseil des communautés concernant le **lait** et la **viande bovine** [29 avril 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 7 : **agriculture : dépenses en capital (n° 960)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 214, posée le 12 mai 1987 : **bois et forêts (commerce extérieur)** (p. 1059) ; appelée le 15 mai 1987 : **marché des sciages résineux** : concurrence des bois canadiens exportés à des prix de dumping ; nécessité d'un contingentement et de contrôles phytosanitaires (p. 1199, 1200).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Remplaçant M. Georges Chometon : zones de montagne (crédits destinés aux —) (p. 4773).

Vote des crédits :

Agriculture :

Etat C, titre VI : contre l'amendement n° 115 de M. Jacques Bompard (réduction de crédits) (p. 4785) ; contre l'amendement n° 116 de M. Jacques Bompard (réduction de crédits) (p. 4786).

— Projet de loi adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Caisse nationale de crédit agricole :

— directeur général (nomination) (p. 6115).

Caisses régionales :

— fonds propres et capacités financières (p. 6115).

Crédit agricole :

— maintien de la vocation et du rôle spécifique du — (p. 6115).

Recettes (affectation des — de la mutualisation) (p. 6116).

PROVEUX (Jean)

Député d'Indre-et-Loire
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à donner vocation à la **qualité de combattant** aux **militaires** ayant participé à certaines opérations menées par la France sur les **théâtres d'opération extérieures (n° 1199)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Rapport sur le racisme et les discriminations en France : rapport de M. Michel Hannoun ; contradictions de ce rapport avec la politique menée depuis mars 1986 ; assassinat de M. Snoussi Bouchiba à Castres [25 novembre 1987] (p. 6436).

INTERVENTIONS

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 mai 1987] :

C.N.P.F. (attitude du — face au projet) (p. 1311, 1312).

Handicapés :

— insertion sociale et professionnelle (statut social) (p. 1311) ;

— formation professionnelle (et notamment rôle de l'A.F.P.A., et de l'A.N.P.E.) (p. 1312).

Obligation d'emploi dans le secteur privé (p. 1312).

Obligation d'emploi dans le secteur public (p. 1312).

Discussion des articles [19 mai 1987], [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-1 du code du travail* (définition de l'obligation d'emploi) : contre l'amendement n° 1 de la commission (exonération de leur obligation d'emploi pendant une période de trois ans des entreprises qui se sont créées ou ont augmenté leur effectif) (p. 1338) ; *article L. 323-8-2 du code du travail* (contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : contre l'amendement n° 159 de M. Guy Herlory (liberté pour l'entreprise de verser la contribution prévue pour le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés à tout organisme de son choix) (p. 1387) ; contre l'amendement n° 6 de la commission (montant de la contribution pouvant être modulée en fonction de l'effectif de l'entreprise) (p. 1400) ; *article L. 323-8-3 du code du travail* (gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : soutient l'amendement n° 54 de M. Didier Chouat (délégation régionale élaborant un programme d'action régionale et gérant les fonds déconcentrés du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) (p. 1402) ; rejeté (p. 1403) ; *article L. 323-8-4 du code du travail* (actions financées par le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : soutient l'amendement n° 58 de M. Didier Chouat (financement des actions novatrices décentralisées d'insertion et de formation des travailleurs handicapés) : rejeté (p. 1406).

Article 3 *(commission départementale des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés)* : soutient l'amendement n° 67 de M. Didier Chouat (composition de la commission départementale) (p. 1414) ; rejeté ; contre l'amendement n° 9 rectifié de la commission (même objet) (p. 1415) ; soutient l'amendement n° 73 de M. Didier Chouat (commission départementale devant établir un compte-rendu annuel de son activité) (p. 1418) ; adopté (p. 1419).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Questions* [22 octobre 1987] :
Veuves, orphelins de guerre et ascendants (p. 4693).

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Questions* [5 novembre 1987] :
Radio France internationale (R.F.I.) (p. 5472, 5473).

PUAUD (Philippe)

Député de la Vendée
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Questions* [30 octobre 1987] :
Pollution des eaux superficielles (p. 5178).

Examen des crédits (p. 5181) :

Etat C, titre VI : soutient l'amendement n° 202 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 5182) ; rejeté (p. 5183).

Q

QUEYRANNE (Jean-Jack)

Député du Rhône
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux enseignements artistiques (n° 1004) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental (n° 1019) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Qualité de la télévision française** : grève générale prévue par les artistes relative au volume des créations originales françaises ; dégradation de la télévision [28 octobre 1987] (p. 4984) ; insatisfaction des téléspectateurs (p. 4985).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).**

Première lecture, discussion des articles
[11 juin 1987] [12 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : son rappel au règlement : dépôt tardif de l'amendement de M. Michel Pelchat et du sous-amendement de M. Alain Lamassoure visant à remettre en cause le droit de grève dans la fonction publique ; détournement du droit d'amendement (p. 2288).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : son rappel au règlement : explique les raisons ayant motivé la demande de vérification du quorum déposée la veille par le groupe socialiste ; Gouvernement s'étant abrité derrière une initiative parlementaire (p. 2323).

Après l'article 51 : ses observations sur l'amendement n° 306 de M. Jacques Barrot (interdiction aux sociétés nationales de programmes ainsi qu'aux titulaires des autorisations délivrées pour des services de communication audiovisuelle de diffuser des émissions publicitaires à caractère politique).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).**

Première lecture, avant la discussion des articles
[23 juin 1987] :

Historique du mécénat et causes du retard français en ce domaine (p. 3059).
Politique culturelle de l'Etat (p. 3069).
Rôle des entreprises dans le développement du mécénat (p. 3069).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Culture. — *Examen du fascicule* [30 octobre 1987] :

Arts plastiques (p. 5124).
Budget de la culture (évolution du —) (p. 5123, 5124).
Cinéma (crise du — et concurrence avec la télévision) (p. 5124, 5125).
Création culturelle et théâtrale (p. 5124).
Enseignements artistiques (p. 5124).
Mécénat (p. 5124).
Patrimoine monumental (et loi de programme sur le —) (p. 5124).
Son rappel au règlement : discussion fractionnée du budget de la culture et de la communication et confusion des crédits ; dépôt d'amendements (p. 5119, 5120).

Vote des crédits [30 octobre 1987] :

Etat B, titre III : son amendement n° 195 (réduction de crédits) ; chapitre 34-98 consacré au matériel et au fonctionnement courant de l'administration ; meilleure utilisation de ces crédits par les fonds régionaux d'art contemporain et les centres d'art (p. 5155) ; rejeté ; son amendement n° 200 (réduction de crédits) ; chapitre 34-98, article 30, consacré à l'ouverture du hall Napoléon du musée du Louvre ; double emploi ; meilleure utilisation de ces crédits par les conservatoires nationaux de région ; rejeté (p. 5156).

Etat B, titre IV : son amendement n° 196 (réduction de crédits) ; chapitre 43-40 relatif au théâtre et aux centres dramatiques nationaux ; situation difficile ; création du centre dramatique national de création confié à Lucien Attoun et du centre de diffusion théâtrale d'Orléans ; retiré (p. 5158) ; son amendement n° 197 (réduction de crédits) ; chapitre 43-50 ; dangers de la procédure de co-financement ; risques de subordination de l'intervention de l'Etat à celle d'entreprises privées ; définition d'une politique culturelle relevant de l'Etat ; rejeté (p. 5160).

Etat C, titre V : son amendement n° 198 (réduction de crédits) ; chapitre 56-91 ; travaux de rénovation et d'aménagement des bâtiments de l'administration générale du ministère de la culture ; meilleure affectation de ces crédits au programme de création et d'aménagement de salles de cinéma en milieu rural et dans les zones péri-urbaines ; réduction de la fréquentation du public ; retiré ; son amendement n° 198 (réduction de crédits) : retiré (p. 5161).

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule* [6 novembre 1987] :

Audiovisuel : généralités :
— publicité (marché publicitaire télévisuel) (p. 5548) ;
— T.F. 1 (conséquence de la privatisation de — et compte d'affectation spéciale des produits de la privatisation) (p. 5547).

Audiovisuel : secteur public :
— Antenne 2 (p. 5547, 5548) ;
— concurrence avec les chaînes privées (p. 5547) ;
— effectifs (évolution des —) (p. 5548) ;
— F.R. 3 (et F.R. 3 Ajaccio) (p. 5548) ;
— institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) (p. 5548) ;
— redevance (p. 5527, 5528, 5547).

Son rappel au règlement (p. 5527).
Son rappel au règlement (p. 5528).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 décembre 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7578 à 7580).
Collectivités locales (rôle des —) (p. 7579).
Crédits destinés aux enseignements artistiques (montant et absence de programmation des —) (p. 7579).
Danse (enseignement de la —) (p. 7579).
Développement des enseignements artistiques (nécessité des —) (p. 7578, 7580).
Enseignants de l'enseignement artistique (effectifs et formation des —) (p. 7580).
Haut comité des enseignements artistiques (p. 7578, 7579).
Insertion professionnelle des personnes titulaires d'un diplôme sanctionnant une formation artistique (p. 7579).
Participation d'intervenants extérieurs dans les enseignements artistiques (p. 7579).
Rapport Landowski (p. 7578).

Discussion des articles [16 décembre 1987] :

Chapitre Ier : *des enseignements artistiques dispensés dans les établissements scolaires et les établissements d'enseignement supérieur.*

Article 2 *(enseignement artistique à l'école et au collège) :* son amendement n° 36 (situation des écoles maternelles au regard de l'enseignement artistique) : devenu sans objet ; son amendement n° 37 (enseignement artistique étant dispensé dans le cadre de l'enseignement technologique et professionnel) (p. 7596) ; rejeté ; reprend l'amendement n° 6 de la commission (droit à une éducation artistique devant être effectif dans un délai de 10 ans à compter de la promulgation de la présente loi) : rejeté (p. 7597).

Article 5 *(participation d'intervenants extérieurs dans les enseignements artistiques) :* son amendement n° 48 soutenu par M. Jean-Hugues Colonna (intervenants extérieurs ne pouvant apporter leur concours aux enseignants que s'ils justifient d'une compétence professionnelle et après accord du chef d'établissement et sous la responsabilité des enseignements concernés) ; son sous-amendement n° 39 soutenu par M. Jean-Hugues Colonna à l'amendement n° 9 de la commission (contrôle des intervenants extérieurs par les enseignants concernés) ; amendement n° 48 : retiré ; sous-amendement n° 39 : satisfait (p. 7600) ; son amendement n° 40 (interventions extérieures pouvant être organisées en collaboration avec des organismes habilités par le ministère de l'éducation nationale) : rejeté (p. 7601).

Chapitre II : *de la reconnaissance des établissements et de l'homologation des titres et diplômes.*

Article 9 *(avantages liés à l'homologation des titres et diplômes) :* son amendement n° 41 (titres et diplômes homologués ne permettant pas à leurs titulaires de participer à des tâches d'enseignement) (p. 7603) ; rejeté (p. 7604).

Article 10 *(possibilité pour les établissements d'enseignement artistique de bénéficier de la taxe d'apprentissage) :* son amendement n° 43 soutenu par M. Michel Berson (de suppression) : rejeté (p. 7605).

Chapitre III : *du haut comité des enseignements artistiques.*

Article 13 *(haut comité des enseignements artistiques) :* son amendement n° 45 (composition du haut comité des enseignements artistiques) : devenu sans objet ; son amendement n° 44 (décret en Conseil d'Etat fixant les conditions de représentant d'élection et de désignation des membres du haut comité ainsi que la durée de leur mandat) (p. 7606) ; rejeté.

Article 14 *(rapport au Parlement sur les crédits destinés aux enseignements artistiques) :* son amendement n° 47 (avis du haut comité des enseignements artistiques sur l'état récapitulatif fourni aux assemblées par le Gouvernement) (p. 7607) ; adopté (p. 7608).

QUILES (Paul)

Député de Paris
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission nationale [*J.O.* du 21 janvier 1987] (p. 1027).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Ventes de terrains : situation particulière des terrains de la caserne Dupleix [14 octobre 1987] (p. 4280).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 avril 1987] :

Alliances (respect des — et garantie militaire et nucléaire de la France) (p. 111, 112).
Armes chimiques (p. 112, 113).
Armes nucléaires tactiques ou préstratégiques (utilisation des —) (p. 112).
Bombe à neutrons (p. 112).
Char Leclerc (p. 111, 112).
Consensus sur la politique de défense (p. 110, 111).
Coopération européenne en matière d'armement (p. 112).
Défense européenne (p. 113).
Dépenses militaires (p. 113).
Désarmement et dénucléarisation de l'Europe (négociations américano-soviétiques) (p. 113).
Dissuasion nucléaire (p. 111).
Effectifs militaires (p. 113).
Indépendance de décision de la France (p. 111).
Présence de la France hors d'Europe (et notamment outre-mer) (p. 111).
Programmes d'équipement définis par le projet (p. 111, 112).
Tchad (conflit du —) (p. 111).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Examen du fascicule* [10 novembre 1987] :

Budget de la défense (niveau du —) :
— dépenses d'équipement et programmes (p. 5677).
Cession d'actifs immobiliers et mobiliers (notamment caserne Dupleix) (p. 5677, 5678).
Désarmement :
— forces nucléaires intermédiaires (accord Etats-Unis/U.R.S.S. sur l'option « double zéro ») (p. 5678).
Espace :
— satellites (d'observation et de télécommunication) (p. 5677).
Forces nucléaires stratégiques :
— force océanique (F.O.S.T.) (p. 5677).
Gendarmerie (notamment recrutement, équipement, transfèrement judiciaire) (p. 5677).
Interventions extérieures (p. 5675).
Personnels militaires :
— condition militaire (et notamment programme d'amélioration de la —) (p. 5677) ;
— effectifs militaires (p. 5677).
Programmes d'équipement :
— avions Awacs (p. 5677) ;
— flotte de surface (p. 5677) ;
— programme Rafale, A.C.T.-A.C.M. (p. 5677).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Après l'article 9 : ses observations sur l'amendement n° 47 de la commission (exclusion du champ de cet amendement des personnes physiques de nationalité étrangère résidant régulièrement en France) ; cas des sociétés filiales d'une société étrangère (p. 135).

R

RAGOT (Maurice)

Rapporteur du Conseil économique et social

INTERVENTIONS

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 643).**

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] :

Apprentis (rémunération des —) (p. 3472).
Apprentissage :
— contrat d'— (p. 3471, 3472) ;
— titres (et conditions d'homologation des —) (p. 3471).
Charges patronales (exonération des — de sécurité sociale) (p. 3472).
Conseil économique et social (vote des partenaires sociaux) (p. 3471).
Entreprises (p. 3471).

RAIMOND (Jean-Bernard)

Ministre des affaires étrangères

DEPOTS

Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une **liaison fixe transmanche (n° 610)** [2 avril 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République populaire hongroise** sur l'**encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 612)** [2avril 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord international sur le blé** de 1986 comprenant la convention sur le commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire **(n° 613)** [2 avril 1987].

Projet de loi autorisant la ratification de la **convention européenne** sur la répression du **terrorisme (n° 631)** [10 avril 1987].

Projet de loi autorisant la ratification d'un **accord** entre les Etats membres des Communautés européennes concernant l'application de la convention européenne pour la répression du **terrorisme (n° 632)** [10 avril 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République gabonaise** tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'**assistance réciproque en matière fiscale (n° 680)** [15 avril 1987].

Projet de loi autorisant la ratification d'une **convention d'entraide judiciaire en matière civile** entre la République française et la **République démocratique allemande (n° 739)** [13 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation **d'une convention de coopération judiciaire en matière civile,** y compris le statut personnel, commerciale, sociale et administrative entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de **la République de Djibouti (n° 740)** [13 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur le **transfèrement des condamnés détenus** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Djibouti (n° 741)** [13 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une **convention d'extradition** entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la **République de Djibouti (n° 742)** [13 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une **convention d'entraide judiciaire en matière pénale** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Djibouti (n° 743)** [13 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention générale entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Congo** sur la **sécurité sociale** (ensemble trois protocoles) **(n° 773)** [20 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord de coopération militaire** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République du Mali** (ensemble un échange de lettres des 8 et 28 juillet 1986) **(n° 774)** [20 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord de coopération militaire technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Guinée Equatoriale (n° 775)** [20 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord de coopération militaire technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de Guinée (n° 776)** [20 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord de coopération militaire technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République islamique de Mauritanie (n° 777)** [20 mai 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord de sécurité sociale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement des **Etats-Unis d'Amérique (n° 778)** [20 mai 1987].

Déclaration sur la politique étrangère du Gouvernement (n° 848) [16 juin 1987].

Projet de loi autorisant l'**approbation d'une convention de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire (n° 854)** [17 juin 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le **Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative à la reconnaissance réciproque des poinçons officiels apposés sur les ouvrages en métaux précieux (n° 975)** [23 octobre 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **accord international** de 1986 sur **le cacao (n° 976)** [23 octobre 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'un **avenant** à l'accord de **coopération monétaire** du 23 novembre 1979 entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République fédérale islamique des Comores (n° 1021)** [10 novembre 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'**assistance administrative mutuelle** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République fédérale islamique des Comores** sur la prévention, la recherche et la répression des **fraudes douanières (n° 1022)** [10 novembre 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de la Trinité et Tobago** en vue d'éviter les **doubles impositions** et de prévenir l'**évasion fiscale** en matière d'**impôts sur le revenu** et d'encourager le **commerce** et les **investissements internationaux** (ensemble un protocole) **(n° 1023)** [10 novembre 1987].

Projet de loi autorisant la ratification d'une **convention** sur l'**interdiction** ou la **limitation** de l'**emploi** de certaines **armes classiques** qui peuvent être considérées comme produisant des **effets traumatiques excessifs** ou comme **frappant sans discrimination** (ensemble les protocoles I et II) **(n° 1024)** [10 novembre 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la **convention fiscale** du 2 mai 1975 entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement du **Canada** ainsi que l'**entente fiscale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement du **Québec** en vue d'éviter les **doubles impositions** et de **prévenir l'éva-**

sion fiscale en matière d'**impôts sur le revenu (n° 1125)** [9 décembre 1987].

Projet de loi autorisant l'approbation du **quatrième avenant** modifiant la convention entre le Gouvernement de la **République française** et le **Gouvernement du Royaume Uni de Grande-Bretagne, et d'Irlande du Nord** tendant à éviter les **doubles impositions** et à **prévenir l'évasion fiscale** en matière d'**impôts sur les revenus** signée le 22 mai 1968, modifiée les 10 février 1971, 14 mai 1973 et 12 juin 1986 **(n° 1126)** [9 décembre 1987].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Maxime Gremetz : condamnation de Pierre-André Albertini par le régime sud-africain** : nombreuses interventions du Gouvernement français [8 avril 1987] (p. 79) ; mission de M. Jean-François Deniau à Pretoria (p. 80) ;

— **M. Pierre Deacaves : personnes disparues en Algérie** : fausses informations sur la captivité de Français en Algérie ; suites judiciaires [8 avril 1987] (p. 80) ;

— **M. Jean-Hugues Colonna : commémoration du génocide arménien** : mémoire des morts de 1915 mais condamnation des actions terroristes [22 avril 1987] (p. 543) ;

— **M. Guy Ducoloné : reconnaissance du génocide arménien** : mémoire du génocide ne permettant pas la mise en cause de la Turquie d'aujourd'hui ; position française sur l'adhésion de la Turquie à la communauté européenne [22 avril 1987] (p. 549) ;

— **Mme Muguette Jacquaint : situation au Nicaragua** [22 avril 1987] (p. 549, 550) ;

— **M. Bernard Stasi : travaux du conseil national palestinien et position du Gouvernement français face à la conférence internationale de paix** [29 avril 1987] (p. 737) ;

— **M. Alain Lamassoure : négociations Est-Ouest sur la dénucléarisation de l'Europe** : recherche de la définition d'une position commune des pays européens [13 mai 1987] (p. 1065) ; consensus en France (p. 1066) ;

— **M. Jacques Baumel : voyage du Premier ministre à Moscou** : politique de réforme engagée par M. Gorbatchev ; problème du désarmement ; situation actuelle des droits de l'Homme en U.R.S.S. ; signature d'un protocole financier [20 mai 1987] (p. 1359) ;

— **M. Alain Peyrefitte : position allemande sur les euromissiles** : « double option zéro » préconisée par l'Allemagne ; attachement de la France à la dissuasion [3 juin 1987] (p. 1869) ;

— **M. Michel Peyret : conséquences des essais nucléaires sur l'atoll de Mururoa et action de la France en faveur de la paix et du désarmement** : participation de la France aux négociations sur l'interdiction totale des armes chimiques [3 juin 1987] (p. 1875, 1876) ;

— **M. Alain Vivien : endettement du tiers monde** : vulnérabilité du continent africain ; mesures d'urgence préconisées par la France [10 juin 1987] (p. 2177) ; accroissement de la facilité d'ajustement structurel du Fonds monétaire international accordé dans des conditions favorables aux pays les plus pauvres (p. 2178) ;

— **M. Michel Barnier : ouverture du marché unique et activité économique de certaines régions frontalières** : pôle européen de développement de Longwy ; amélioration de la desserte routière de la Vallée de la Maurienne [10 juin 1987] (p. 2178, 2179) ;

— **M. Bernard-Claude Savy : accord U.R.S.S.-Etats-Unis sur le retrait des missiles de moyenne portée** : position de la France ; adoption d'une charte sur la sécurité européenne par les membres de l'U.E.O. ; dissuasion nucléaire ; attachement des sept à une réalisation transatlantique équilibrée [28 octobre 1987] (p. 4988) ;

— **M. Guy Ducoloné : initiative de la France pour la libération des otages français du Liban** [4 novembre 1987] (p. 5367) ;

— **M. Maxime Grémetz : arrestation de deux dirigeants communistes à leur retour en Turquie** : [18 novembre 1987] (p. 6022) ; démocratisation progressive de la Turquie ; attention portée par le Gouvernement pour que MM. Sargin et Kutlu soient traités conformément au respect des droits de l'Homme (p. 6023) ;

— **M. Claude Labbé : conséquences des accords de Washington** : nécessité pour l'Europe de s'affirmer sur le plan de la sécurité et de la défense ; charte de l'U.E.O ; poursuite de la modernisation des moyens nucléaires de la France [9 décembre 1987] (p. 6999) ;

— **M. René André : prise en compte des intérêts de l'agriculture française lors de la conférence de Copenhague** : échec de la conférence de Copenhague ; conseil européen extraordinaire de Bruxelles les 11 et 12 février prochains [9 décembre 1987] (p. 7000) ;

— **Mme Christiane Papon : convention portant sur le droit de garde et de visite des enfants de mère française et de père algérien** : persévérance des négociations franco-algériennes [9 décembre 1987] (p. 7002) ;

— **M. Arthur Paecht : accords de Washington : défense européenne et état d'esprit de l'opinion française** : position de la France et de la Grande-Bretagne sur le désarmement nucléaire ; nécessité de développer l'identité européenne en matière de défense [9 décembre 1987] (p. 7003) ;

— **M. Antoine Rufenacht : affaire Luchaire** : aucune objection de la part des représentants du ministère des relations extérieures compte tenu du caractère apparamment normal des informations fournies par la société Luchaire ; renforcement des procédures de contrôle des exportations de matériel de guerre depuis mai 1986 ; problème de la crédibilité de la France dans le monde [16 décembre 1987] (p. 7545) ;

— **M. André Lajoinie : défense nucléaire française et paix en Europe** : solidarité entre la France et la République Fédérale d'Allemagne ; conception française de la dissuasion nucléaire [16 décembre 1987] (p. 7550).

INTERVENTIONS

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.**

Discussion [16 juin 1987] :

Afrique :
— relations franco-africaines (p. 2441, 2442) ;
— Tchad (p. 2442).
Afrique du Sud :
— Albertini (situation de M. Pierre-André —) (p. 2442) ;
— régime sud-africain (p. 2442).
Alliance atlantique (étude sur la maîtrise des armements confiée au Conseil atlantique) (p. 2436, 2437, 2481).
Amérique Latine :
— relations franco-américaines (p. 2442).
Armes chimiques (p. 2437).
Armes conventionnelles (p. 2437).
Armes conventionnelles (négociations sur les — menées dans le cadre de la C.S.C.E.) (p. 2437, 2481).
Asie :
— Afganistan (p. 2442) ;
— Cambodge (p. 2442).
Caraïbes (et notamment relations des départements d'outre-mer avec les autres îles) (p. 2442).
Chars (blindage réactif) (p. 2481).
Communauté européenne et acte unique européen :
— compromis de Luxembourg (p. 2482) ;
— coopération politique (p. 2482) ;
— défense européenne (p. 2480) ;
— financement de la communauté (p. 2438) ;
— financement de la communauté (propositions de la commission européenne « Réussir l'acte unique ») (p. 2439) ;
— marché intérieur unique (calendrier de réalisation du — et problèmes d'harmonisation de la législation, notamment en matière de T.V.A.) (p. 2439, 2482) ;
— monnaie européenne (Système monétaire européen) (p. 2482) ;
— politique agricole commune (p. 2438) ;
— politiques sectorielles (et notamment politique de la recherche, de l'éducation, de la culture et politique en matière de droit de séjour) (p. 2439).

Désarmement nucléaire (négociations américano-soviétiques sur les forces nucléaires intermédiaires et notamment, rencontre de Reykjavik et réactions françaises et européennes) :
— Etats-Unis (présence nucléaire en Europe des —) (p. 2436, 2481) ;
— forces nucléaires françaises (exclusion des — du processus de désarmement nucléaire) (p. 2435) ;
— missiles à moyenne portée (p. 2436) ;
— négociations en cours (p. 2436).
Droits de l'Homme (actions en faveur des —) (p. 2440).
Forces nucléaires françaises (modernisation des —) (p. 2481).
Maghreb (relations de la France avec les pays du — et notamment, effacement des contentieux liés à la présence française) (p. 2440, 2441).
Pacifique-sud (Nouvelle-Calédonie) (p. 2442).
Pays en voie de développement (aide aux — et problème de l'endettement du tiers monde) (p. 2440, 2482).
Politique étrangère :
— Président de la République, Premier ministre et ministre des affaires étrangères (rôles respectifs des —) (p. 2481) ;
— principes de la — (p. 2437, 2442, 2443).
Pologne (relations économiques franco-polonaises) (p. 2481, 2482).
Proche-Orient :
— conférence internationale sur le règlement global du conflit (projet de —) (p. 2441, 2481) ;
— Golfe persique (sécurité du —) (p. 2441) ;
— Iran-Irak (conflit) (p. 2441) ;
— Liban (p. 2441) ;
— Liban (otages français au —) (p. 2441).
République fédérale allemande (relations franco-allemandes et notamment, questions stratégiques et problème de la garantie nucléaire française) (p. 2438, 2480).
Situation internationale (et notamment, questions économiques et problèmes soulevés au Sommet de Venise) (p. 2435, 2439, 2440, 2482).
Terrorisme (coopération internationale en matière de lutte contre le —) (p. 2440, 2481).
U.E.O. (p. 2480, 2481).
U.R.S.S. :
— dialogue est-ouest (p. 2437) ;
— Gorbatchev (politique intérieure et extérieure de M. —) (p. 2437, 2438, 2481).
Venise (Sommet de —) (p. 2440).

Répond à la question de :

— *M. Gérard Bordu : Afrique du Sud :*
— relations de la France avec l'— (p. 2487) ;
— situation de M. Pierre-André Albertini (p. 2492).

— *M. Georges Hage :* Nicaragua (aide française au —) (p. 2488).

— *M. Bernard Deschamps :* Liban (otages français au —) (p. 2488).

— *M. Robert Montdargent :* aide au développement ; communauté européenne : prix agricoles ; Venise (Sommet de — et relations économiques de la France avec les Etats-Unis et le Japon (p. 2489).

— *M. Jean-Pierre Schenardi : Algérie :*
— Harkis (circulation en Algérie des —) (p. 2489) ;
— ressortissants français (conclusion d'un accord sur le problème des avoirs et des biens des — en Algérie) (p. 2489).

— *M. Bruno Gollnisch :* « Transfèrement » des prisonniers dans leur pays d'origine pour l'exécution des peines pénales (p. 2489).

— *M. Jean-François Jalkh : Algérie :* terrorisme (coopération franco-algérienne dans la lutte contre le —) (p. 2490).

— *M. Pierre Descaves :* Israël (position exprimée par la France vis-à-vis d'— aux Nations-Unies) (p. 2490).

— *M. Michel de Rostolan :* Namibie ou sud-ouest africain (accession à l'indépendance de la —) (p. 2490, 2491).

— *M. François Loncle : Afrique du Sud :* situation de M. Pierre-André Albertini (p. 2491, 2492).

— *M. Jean-Pierre Fourré :* Turquie (droits de l'Homme en — et demande d'adhésion de la — à la Communauté européenne) (p. 2492).

— *M. Alain Vivien :* Chypre (règlement du conflit) (p. 2493, 2494).

— *M. Philippe Marchand :* Argentine (relations économiques de la France et de l'— et résultats de la commission mixte) (p. 2494).
Chili (situation au —) (p. 2495).

— *Mme Véronique Neiertz :* Bangladesh (situation des orphelins du —) (p. 2494).

— *M. Jean-Pierre Fourré :* Radio France internationale (installation d'un émetteur de — dans le sud-est asiatique et le Pacifique-sud) (p. 2495).

— *M. François Loncle :* Iran (relations de la France avec l' —) (p. 2496).
Liban (otages français au —) (p. 2496).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule* [5 novembre 1987] :

Afrique (relations de la France avec le continent africain) (p. 5436, 5466).
Afrique Australe (relations de la France avec l'—) (p. 5436).
Afrique du Nord (relations de la France avec les pays d'—) (p. 5435).
Allemagne (coopération France — dans le domaine de la sécurité) (p. 5433).
Armements (conséquences pour l'Europe des négociations américano-soviétiques sur la réduction des —) (p. 5432, 5466).
Cambodge et Vietnam (relations de la France avec le —) (p. 5465).
Communauté européenne (problèmes budgétaires et financiers de la —) (p. 5434).
Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) (p. 5433).
Défense européenne (identité européenne en matière de défense) (p. 5432, 5433, 5434).
Effectifs (réduction des — et implantation diplomatique et consulaire) (p. 5431, 5464).
Emission de Radio France internationale et de T.V. 5 à l'étranger (p. 5431, 5467).
Enseignants (rémunération des — recrutés localement) (p. 5432, 5465).
Enseignement du français à l'étranger (p. 5431).
Français de l'étranger (aides aux — et rôle des —) (p. 5432).
Francophonie (renforcement de la —) (p. 5431).
Informatisation des services (p. 5430, 5431).
Marché unique européen (p. 5434).
Ministère des affaires étrangères (érosion du rôle du —) (p. 5465, 5466).
Politique agricole commune (p. 5434).
« Politique du dialogue » (p. 5466, 5467).
Proche et Moyen Orient (relations de la France avec le —) (p. 5435, 5436).
Rapport Viot (p. 5431, 5465).
Relations culturelles avec l'étranger (crédits affectés aux —) (p. 5431, 5464).
Tiers-monde (endettement du —) (p. 5436, 5437).
U.E.O. (p. 5433, 5466).
U.R.S.S. (politique de Mikhaïl Gorbatchev (p. 5433, 5466).
Visas (p. 5431).

Réponses aux questions :

Afrique du Sud (sanctions à l'encontre du Gouvernement d'—) (MM. Olivier Stirn et Jean Bonhomme) (p. 5476, 5479).
Alliances françaises (conditions de fonctionnement des —) (M. Jean-Paul Fuchs) (p. 5471).
Aménagement du Rhin à l'aval de Strasbourg (ajournement des travaux d'— et indemnisation des victimes d'inondations) (M. François Grussenmeyer) (p. 5475).
Chypre (occupation d'une partie de — par la Turquie) (M. Pierre Godefroy) (p. 5475).
Europe Occidentale (renforcement de la sécurité en — après les négociations américano-soviétiques) (MM. Jean Valleix et Jacques Baumel) (p. 5477, 5478).
Namibie (attitude du Gouvernement à l'égard de la —) (M. Olivier Stirn) (p. 5476).
Otages français au Liban (attitude du Gouvernement à l'égard des —) (M. François Loncle) (p. 5472).
Radio France internationale (R.F.I.) (M. Jean Proveux) (p. 5473).

Télévision en langue française (diffusion en Afrique et notamment en Afrique du Nord de programmes de ·) (M. Yves Guéna) (p. 5474).
Travailleur frontalier (définition de la notion de —) (M. François Grussenmeyer) (p. 5480).

Vote des crédits :

Etat B, titre IV : contre les amendements n° 168, 169, 170, 171 et 173 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) (p. 5480).

RAOULT (Eric)

Député de la Seine-Saint-Denis
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'épargne (n° 443) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (Premier ministre : jeunesse et sports) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [*J.O.* du 8 décembre 1987] (p. 14283).

DEPOTS

Proposition de loi relative à l'activité en France des **sociétés de surveillance** opérant sur le compte de pays tiers **(n° 878)** [18 juin 1987] ; retrait le 3 novembre 1987 (p. 5333).

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)**, annexe n° 34 : **Premier ministre : jeunesse et sports (n° 980)** [8 octobre 1987].

Proposition de loi relative à l'activité en France des **sociétés de surveillance** opérant pour le compte de **pays tiers (n° 1058)** [18 novembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Hausse des loyers** : désinformation à ce sujet [8 avril 1987] (p. 85, 86) ;

— **Incidents à l'aéroport de Roissy** : incidents graves dans le département de la Seine-Saint-Denis : fuite d'un ressortissant congolais frappé d'un arrêté de reconduite à la frontière ; aide matérielle de la mairie de Bagnolet [21 octobre 1987] (p. 4598) ;

— **Libération d'un journaliste français emprisonné en Afghanistan** : problème des missions humanitaires dans ce pays [12 novembre 1987] (p. 5752) ;

orales sans débat :

— n° **321**, posée le 8 décembre 1987 : **logement (H.L.M. : Seine-Saint-Denis)** [15 décembre 1987] (p. 7492). Appelée le 11 décembre 1987 : **cité H.L.M. des Bosquets à Montfermeil** : relogement systématique dans cette cité des familles immigrées obligées de quitter les immeubles vétustes détruits dans d'autres communes ; existence d'un ghetto ; solutions à rechercher en concertation avec les élus locaux (p. 7161, 7162).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).**

Première lecture, avant la discussion des articles [5 mai 1987] :

Administration, intendance et œuvres sociales des prisons (possibilité de confier les — au secteur privé) (p. 873).
Amnisties, grâces et remises de peines prononcées de 1981 à 1986 (p. 873).
Budget 1987 (crédits de l'équipement pénitentiaire) (p. 873).
Prisons (surpopulation des —) (p. 873).
Programme de construction de prisons (lancement d'un — de quinze mille places) (p. 873).
Seine-Saint-Denis (implantation d'un établissement pénitentiaire) (p. 873, 874).

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).**

Première lecture, discussion des articles [12 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*

Après l'article 51 : son sous-amendement n° 348 (interdiction aux sociétés nationales de programmes ainsi qu'aux titulaires des autorisations délivrées pour des services de communication audiovisuelle ne pouvant diffuser des émissions publicitaires à caractère politique) ; son sous-amendement n° 349 (suppression des sanctions prévues par l'amendement n° 306 de M. Jacques Barrot) (p. 2340) ; publicité politique constituant une chance pour la création audiovisuelle (p. 2342) ; son sous-amendement n° 348 : adopté (p. 2343) ; son sous-amendement n° 349 : retiré (p. 2344).

Explications de vote (p. 2350) :

Etudes médicales (p. 2351).
Vote positif du groupe R.P.R. (p. 2351).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).**

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Sport (mécénat en faveur du —) (p. 3060).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [27 octobre 1987] :

Actions en faveur de la jeunesse (priorité aux —) (p. 4922).
Associations (p. 4922).
Budget de la jeunesse et des sports (pluralisme des crédits du —) (p. 4921, 4922).
« Contrat bleu » (p. 4923).
Coopération internationale en matière d'échanges (p. 4922).
Dopage (lutte contre le —) (p. 4923).
Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (F.O.N.J.E.P.) (gestion des postes) (p. 4923, 4924).
Fonds national pour le développement du sport (F.N.D.S.) (p. 4922).
Jeux Olympiques (préparation des —) (p. 4923).
Mécénat (application aux associations sportives de la loi sur le —) (p. 4923).
Sport dans l'entreprise (p. 4922).
Sport de haut niveau (p. 4923).
Toxicomanie (lutte contre la —) (p. 4922).

Vote des crédits (p. 4939) :

Etat B, titre IV : contre l'amendement n° 96 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) (p. 4946).

Education nationale. — II. Recherche en enseignement supérieur. *Questions* [29 octobre 1987] :

Sport universitaire (création d'universités sportives notamment) (p. 5099, 5100).

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— plan pour l'emploi des jeunes (p. 5315).
Politique de la santé :
— dépenses hospitalières (poids des —) (p. 5317, 5318).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. *Questions* [4 novembre 1987] :

Cité H.L.M. des Bosquets (mesures en faveur de la —) (p. 5398).
Comité interministériel des villes (effort en faveur des cités dégradées dans le cadre du —) (p. 5397).

Intérieur. — *Questions* [9 novembre 1987] :

Délinquance (statistiques de la — en Seine-Saint-Denis) (p. 5626, 5627).
Sécurité des voyageurs dans les transports en commun (remplaçant M. Jean-Pierre Delalande) (p. 5625).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Article 60 *(mesures en faveur de la construction de logements ; alignement du régime des souscriptions de parts de sociétés immobilières sur celui de l'investissement direct) :* son amendement n° 356 (conditions d'ouverture du droit à réduction d'impôt) (p. 5909) ; retiré ; son amendement n° 357 soutenu par M. Jean-Pierre Delalande (doublement des plafonds de 200 000 et 400 000 francs en contre-partie de la pratique d'une seule réduction au titre de 1988 et 1989) (p. 5910) ; retiré (p. 5911).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à permettre l'accès des conjoints de certaines personnes décédées en service, aux emplois réservés (n° 1037).

Première lecture, discussion des articles [4 décembre 1987] :

Article 1er *(droit aux emplois réservés des conjoints de certaines personnes décédées en service) :* son amendement n° 1 (extension des dispositions du projet aux démineurs de la sécurité civile) (p. 6806) ; non soutenu (p. 6807).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).

Première lecture, avant la discussion des articles [11 décembre 1987] et [17 décembre 1987] :

Contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie (p. 7202, 7203).
Contre la motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (p. 7627).
Agence nationale pour la participation des employeurs (p. 7627).
Bâtiment (secteur du —) (p. 7627).
Comité interprofessionnel du logement (gestion) (p. 7202, 7203).
Comité interprofessionnel du logement (structure et champs d'application d'intervention) (p. 7202).
Entreprises (taux de participation des — à l'effort de construction) (p. 7202, 7627).
Etrangers (aides au logement des —) (p. 7202).
Fonds de garantie (p. 7202).

Discussion des articles :

Article 2 *(Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction) : article L. 313-7 du code de la construction et de l'habitation (missions et pouvoirs de l'agence nationale) :* soutient le sous-amendement n° 39 de M. Michel Gonelle à l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la mission de coordination de l'Agence nationale) : retiré (p. 7691) ; *article L. 313-13 (conséquences du retrait d'agrément) :* soutient l'amendement n° 37 de M. Michel Gonelle (avis du conseil d'administration de l'Agence nationale) : retiré ; *article L. 313-15 (décret en Conseil d'Etat) :* soutient l'amendement n° 38 de M. Michel Gonelle (suppression de la fin du texte proposée pour l'article L. 313-15) : rejeté (p. 7696).

RAVASSARD (Noël)

Député de l'Ain
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à une meilleure protection des producteurs et des consommateurs de produits issus de l'agriculture biologique (n° 577) [28 avril 1987] (p. 721).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à modifier les conditions d'accomplissement des travaux d'élagage aux abords des lignes téléphoniques (n° 980) [26 novembre 1987] (p. 6473).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à prendre en compte la durée du séjour en **Afrique du Nord**, de 1952 à 1962, des anciens combattants pour une **retraite anticipée (n° 1045)** [18 novembre 1987].

Proposition de loi tendant à permettre le départ à la **retraite anticipée** pour les **anciens combattants** en **Afrique du Nord**, de 1952 à 1962, demandeurs d'emplois en fin de droits ou pensionnés à un taux égal ou supérieur à 60 % dès l'âge de **55 ans (n° 1046)** [18 novembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Premlère lecture, deuxième partie :

Anciens combattants. — *Questions* [22 octobre 1987] :
Afrique du Nord (anciens combattants) (p. 4692, 4693).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :
Enseignement agricole (p. 4736).

RAYNAL (Pierre)

Député du Cantal
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 612) [16 avril 1987] (p. 450).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 612) autorisant **l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 697)** [30 avril 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire hongroise sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (n° 612).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique.
Rapporteur [15 juin 1987] :
Accord du 6 novembre 1986 (p. 2378, 2379).
Arbitrage international (procédure d'—) (p. 2379).
Flux d'investissements (p. 2378).
France (position de la — sur le marché hongrois) (p. 2378).
Relations économiques franco-hongroises (faiblesse des —) (p. 2378).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Questions* [22 octobre 1987] :
Remplacé par M. Pierre-Rémy Houssin :
Zones rurales (actions en faveur de l'artisanat et notamment journée nationale de Blanzac) (p. 4644).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :
Remplacé par M. Pierre-Rémy Houssin : installation des jeunes agriculteurs (aides à l'—) (p. 4764).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à permettre l'accès des conjoints de certaines personnes décédées en service, aux emplois réservés (n° 1037).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 décembre 1987] :

Extension des catégories de personnes pouvant accéder aux emplois réservés (p. 6804).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 décembre 1987] :

Contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 7350, 7351).
Concours de l'Etat aux collectivités locales (p. 7350).
Contrôle financier (rôle des chambres régionales des comptes et des trésoriers-payeurs-généraux pour les petites communes (p. 7351).
Décentralisation (amélioration ou remise en question de la —) (p. 7350).
D.G.E. :
— des communes (p. 7350) ;
— des départements (et notamment critère de potentiel fiscal superficiaire) (p. 7350).
Fiscalité locale (imposition du foncier non bâti) (p. 7351).
Interventions économiques des collectivités locales :
— garanties d'emprunt (logement social ; associations) (p. 7350).
Zones de montagne (sections de communes) (p. 7351).

Discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Après l'article 3 : soutient l'amendement n° 43 de M. Jean Briane (dotation minimale de fonctionnement pour les plus petites communes) (p. 7409) ; retiré (p. 7410).

RENARD (Michel)

Député de la Martinique
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Conclusions de la délégation pour les Communautés européennes n° 7/87 : relations entre la Communauté européenne et les **départements d'outre-mer** [27 mai 1987].

Proposition de loi tendant à modifier l'article 41 de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des **régions de Guadeloupe, Guyane, Martinique et de la Réunion (n° 928)** [8 juillet 1987].

REVEAU (Jean-Pierre)

Député du Rhône
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° **188**, posée le 7 avril 1987 : **police (fonctionnement Yvelines)** (p. 69) ; appelée le 10 avril 1987 : remplacé par M. Roger Holeindre : **incidents dans l'église de Port-Marly** (p. 219) ;

— n° **296**, **de M. Jean-François Jalkh** : appelée le 20 novembre 1987 : **aides aux résidents français des foyers de travailleurs** : nouvelles dispositions réservant le bénéfice des aides du fonds d'action sociale aux travailleurs immigrés (p. 6141) ;

— n° **307**, posée le 24 novembre 1987 : **transports aériens (compagnies)** (p. 6422) ; appelée le 27 novembre 1987 : **société Air-Inter** : prise de contrôle d'Air-France sur la société Air-Inter ; limitation des possibilités offertes aux salariés des actions de l'entreprise (p. 6484).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la lutte contre le trafic de stupéfiants.*

Après l'article 2 : soutient l'amendement n° 48 de M. François Bachelot (possibilité pour la juridiction de jugement d'ordonner un ajournement du prononcé de la peine assorti d'une injonction thérapeutique) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4139).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education Nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Examen du fascicule* [28 octobre 1987] :

Allocation scolaire (p. 4967, 4968).
Enseignement privé (p. 4967).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. *Examen des fascicules* [4 novembre 1987] :

Habitations à loyer modéré (H.L.M) (p. 5348).
Logement (politique du —) (p. 5348, 5349).
Offre foncière (développement de l'—) (p. 5348).

Vote des crédits (p. 5398) :

Etat B, titre IV : soutient l'amendement n° 207 de M. Jean-Pierre Schenardi (réduction des crédits) ; rejeté au scrutin public (p. 5400) ; soutient l'amendement n° 208 de M. Jean-Pierre Schenardi (réduction des crédits) : rejeté (p. 5401).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire (n° 854).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [27 novembre 1987] :

Algérie (relations de la France avec l'—) (p. 6511, 6512).
Domaine couvert par la Convention de 1986 (p. 6512).
Enfants issus de couples franco-algériens retenus en Algérie (p. 6512).
Etat algérien (caractère démocratique du régime) (p. 6512).
Gaz fourni à la France (p. 6512).
Identité française au-delà de la méditerranée (p. 6512).
Service militaire en Algérie des binationaux (p. 6512).

— Projet de loi relatif au corps des officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne (n° 970).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 décembre 1987] :

Accord du 31 juillet 1987 (p. 6704).
Grève des contrôleurs aériens (p. 6703, 6704).
Officiers contrôleurs en chef de la circulation aérienne :
— création d'un corps de la fonction publique d'— (p. 6703) ;
— spécificité de la fonction de contrôle (p. 6703, 6704).
Services de la navigation aérienne (organisation des —) (p. 6704).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1982 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé :
— élaboration de la réforme (p. 53).
Financement des partis politiques :
— appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 55) ;
— interdiction des dons des personnes publiques autres que l'Etat ou des personnes privées bénéficiant de subventions publiques (p. 55).

REVET (Charles)

Député de la Seine-Maritime
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur du projet de loi modifiant la loi n° 84-609 du 16 juillet 1984 relative à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 570) [9 avril 1987] (p. 190).

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [*J.O.* du 16 octobre 1987] (p. 12035).

Rapporteur du projet de loi relatif à la modernisation de l'agriculture et du secteur agro-alimentaire (n° 1007) [12 novembre 1987] (p. 5817).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971) [*J.O.* du 24 novembre 1987] (p. 13896).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à développer l'**implantation commerciale** des **entreprises françaises** sur les **marchés extérieurs (n° 979)** [28 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation de l'entreprise la Chapelle-Darblay : conditions dans lesquelles s'effectue la reprise de la Chapelle-Darblay ; situation des créanciers de cette entreprise [4 novembre 1987] (p. 5363).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).

Première lecture, discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Après l'article unique : son sous-amendement n° 29 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (précisant que le tribunal tiendra compte de la situation familiale et professionnelle du prévenu pour toute confiscation ou immobilisation de véhicule) (p. 637) : retiré (p. 638) ; son amendement n° 30 (sursis à une suspension de permis de conduire) (p. 639) : retiré (p. 640) ;

— Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Allard tendant à faciliter la réalisation d'un nouveau franchissement de l'estuaire de la Seine (n° 794).

Première lecture, explications de vote [16 juin 1987] :

Havre (développement économique du — et de la région) (p. 2420).
Pont de Rouen (p. 2420).
Vote favorable du groupe U.D.F. (p. 2420).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 2 *(durée du contrat d'apprentissage et conclusion de contrats successifs)* : contre l'amendement n° 13 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 3544).
Article 3 *(mission des C.F.A.)* : son amendement n° 126 (possibilité de rattachement aux C.F.A. des classes préprofessionnelles de niveau et des classes préparatoires à l'apprentissage) : retiré (p. 3563).
Article 9 *(suppression de l'avis circonstancié d'orientation pour la conclusion du contrat d'apprentissage)* : son amendement n° 127 (possibilité d'entrer en apprentissage à 14 ans) : retiré (p. 3577).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Article 5 *(crédit d'impôt recherche)* : soutient l'amendement n° 91 de M. Philippe Vasseur (possibilité pour les entreprises ayant bénéficié d'un crédit d'impôt recherche de moins de 20 000 francs de bénéficier ensuite du crédit d'impôt recherche en volume) : retiré (p. 4356).
Après l'article 5 : son amendement n° 21 (élargissement des conditions de déductibilité des dépenses d'implantation commerciale à l'étranger ou des pertes consécutives à ces implantations) (p. 4360) ; rejeté (p. 4361).
Avant l'article 7 : son amendement n° 22 (extension de la possibilité d'option pour l'impôt sur le revenu à toutes les entreprises agricoles à responsabilité limitée) (p. 4368) ; retiré (p. 4369).
Après l'article 7 : son amendement n° 24 (article 72 D du code général des impôts — déductions opérées sur le bénéfice porté à 25 % dans la limite de 50 000 francs pour les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition) : non soutenu ; son amendement n° 26 (abrogation du cinquième alinéa de l'article 72 D du code général des impôts — cumul des déductions du bénéfice au titre de l'article 72 D et des mesures favorables d'évalutation des stocks prévues à l'article 72 D du code général des impôts) : non soutenu ; son amendement n° 29 (autorisation de l'imputation de déficits agricoles sur d'autres revenus si ces derniers ne dépassent pas 100 000 francs contre 40 000 francs dans la législation en vigueur) : non soutenu (p. 4382).

Deuxième partie :

Mer. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Canada (contentieux franco-canadien) (p. 4555).
Cultures marines (transfert de concessions de —) (p. 4556).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen du fascicule* [23 octobre 1987] :

Agriculture (évolution générale et avenir de l'—) (p. 4728).
Calamités agricoles (p. 4727).
Campagne agricole 87 (p. 4728).
Enseignement agricole (p. 4727).
Espace rural (aménagement de l' —) (p. 4728).
Fiscalité agricole (réforme de la —) (p. 4727).
Impôts locaux (taxe foncière sur la propriété non bâtie) (p. 4727).
Protection sociale agricole (p. 4727).
Sélection animale (p. 4727).
Zones défavorisées (aides aux —) (p. 4729).

Questions :

Etablissements privés d'enseignement agricole (p. 4750).

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— difficultés d'insertion des jeunes (p. 5298, 5299).

Culture et communication. Communication. — *Questions* [6 novembre 1987] :

Remplacé par M. Willy Dimeglio : couverture audiovisuelle du territoire (p. 5562).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Après l'article 55 : son amendement n° 241 (commission départementale des impôts ; présence facultative et non obligatoire d'un expert comptable pour les matières visées aux

articles 1651 A et 1651 B du code général des impôts) : retiré (p. 5848).

Avant l'article 60 : son amendement n° 7 corrigé (habitation principale ; réduction d'impôt pour les dépenses de sécurité effectuées par des personnes âgées de plus de 60 ans) : non soutenu (p. 5889).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles
[19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Contre la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 6095, 6097).
Caisse nationale de crédit agricole :
— conseil d'administration (représentation et poids des caisses régionales) (p. 6096) ;
— statut (p. 6095).
Caisses régionales :
— fonds propres et capacités financières (p. 6096).
Crédit agricole :
— cotation (rating) du — (p. 6097) ;
— développement et adaptation (p. 6095) ;
— prêts bonifiés (monopole de distribution des —) (p. 6096).

Discussion des articles
[20 novembre 1987], [21 novembre 1987] :

Article 1er *(transformation en société anonyme de la Caisse nationale de crédit agricole après absorption du fonds de garantie) :* ses observations (p. 6162).

Article 2 *(gestion des actions de la société anonyme Caisse nationale du crédit agricole) :* soutient l'amendement n° 84 de M. Gilbert Gantier (regroupement dans la nouvelle société de tous les organismes dont le fonctionnement en est logiquement indispensable) : adopté (p. 6188) ; soutient l'amendement n° 85 de M. Gilbert Gantier (suppression du 10e alinéa de l'article 2) : adopté (p. 6189).

Article 3 *(modalités de fixation du prix de cession) :* contre l'amendement n° 45 de M. Pierre Joxe (arrêté fixant le prix de la Caisse nationale signé par le seul ministre chargé de l'économie) (p. 6212).

Article 7 *(conseil d'administration) :* ses observations (p. 6242) ; son sous-amendement n° 104 à l'amendement n° 6 de la commission des finances (conditions de nomination du directeur général) (p. 6248, 6249) ; adopté (p. 6249).

Article 10 *(modalités fiscales de l'opération) :* son amendement n° 79 (exonération fiscale pour le transfert du fonds commun de garantie) : retiré (p. 6254).

Après l'article 10 *bis* : son amendement n° 80 rectifié (création d'un comité permanent du financement de l'agriculture) : devenu sans objet (p. 6256, 6257).

Article 12 *(négociabilité des parts sociales des caisses de crédit agricole) :* son amendement n° 81 (suppression de la différence de traitement fiscal entre les souscripteurs des parts sociales et les souscripteurs d'actions) (p. 6257) ; retiré (p. 6258).

Article 13 *(conseil d'administration des caisses régionales) :* son amendement n° 20 corrigé (constitution de trois collèges différents pour la représentation au sein du conseil d'administration) : retiré (p. 6261).

Explications de vote [21 novembre 1987] :

Recettes (affectation des — de la mutualisation) (p. 6266).
Vote favorable du groupe U.D.F. (p. 6266).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles
[1er décembre 1987] :

Caisses régionales (représentation majoritaire des agriculteurs) (p. 6634).
Directeur général (nomination par l'Etat) (p. 6634).
Parts sociales (différence de traitement fiscal des — (p. 6635).
Recettes (affectations des — de la mutualisation) (p. 6635).

REYMANN (Marc)

Député du Bas-Rhin
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Daniel Colin et plusieurs de ses collègues relative à la commémoration du souvenir des morts pour la France lors des événements d'Algérie (n° 637) [7 mai 1987].

Membre suppléant de la commission mixte partiaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale (n° 694) [*J.O.* du 20 juin 1987] (p. 6694).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Emile Koehl et plusieurs de ses collègues, tendant à permettre aux communes d'instituer une taxe sur les chiens (n° 916) [5 novembre 1987] (p. 5483).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890) [*J.O.* du 12 décembre 1987] (p. 14478).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier, en matière d'infraction aux règles d'hygiène et de sécurité, la législation actuelle sur la **responsabilité pénale des chefs d'entreprise (n° 809)** [4 juin 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 186**, posée le 7 avril 1987 : **corps diplomatiques et consulaires (Etats-Unis)** (p. 68) ; appelée le 10 avril 1987 : **consulat général des Etats-Unis à Strasbourg** : risque de fermeture de ce consulat (p. 210) ;

— **n° 254**, posée le 16 juin 1987 : **enseignement secondaire (enseignement technique et professionnel : Alsace)** (p. 2500) ; appelée le 19 juin 1987 : **formation professionnelle en Alsace** : possibilités d'emploi offertes avec l'implantation d'une usine Mercédes à Rastatt ; nécessité d'adopter la formation professionnelle en fonction du marché du travail européen (p. 2901) ;

— **n° 305**, posée le 24 novembre 1987 : **papier et carton (entreprises Bas-Rhin)** (p. 6422) ; appelée le 27 novembre 1987 : **implantation d'une usine de papier journal à Strasbourg** : rappel des engagements pris par le Gouvernement envers Stracel (p. 6484, 6485) ;

— **n° 325 de M. Emile Koehl** ; appelée le 11 décembre 1987 : **rattachement des organismes de sécurité sociale dans la Moselle** : désir des assurés sociaux et de leurs représentants de rester rattachés à la direction de Strasbourg (p. 7160).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles
[5 juin 1987], [9 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la protection sociale.*

Après l'article 1er : son amendement n° 232 (cotisations à la charge des bénéficiaires du régime local d'assurance maladie des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) : adopté (p. 2055).

Après l'article 5 : son amendement n° 233 (composition des conseils d'administration des caisses mutuelles régionales du régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles) (p. 2073) : adopté (p. 2074).

Après l'article 15 : son amendement n° 308 (p. 2084) (extension du tiers-payant du transport par taxi) : adopté (p. 2086).

Après l'article 24 : son sous-amendement n° 273 à l'amemdement n° 49 de la commission (cas des communes touristiques ou climatiques) : adopté (p. 2109).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 1er *(définition de l'apprentissage)* : son amendement n° 125 (rédactionnel) : retiré (p. 3540).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education Nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Questions* [28 octobre 1987] :

Alsace et Moselle (enseignement de la langue allemande) (p. 5008, 5009).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [4 décembre 1987] :

Droit administratif en Alsace-Lorraine (spécificités du —) (p. 6810).

Nombre des chambres administratives d'appel (p. 6809, 6810).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives.*

Après l'article 2 : son amendement n° 81 (obligation de déclaration de leur situation patrimoniale aux agents des services publics de l'Etat, des collectivités territoriales, titulaires de fonctions leur permettant d'avoir un pouvoir de décision de nature financière) (p. 176) ; retiré (p. 177).

Article 4 *(sanctions en cas de non respect de l'obligation de déclaration par certains élus locaux)* : son amendement n° 82 : non soutenu (p. 179).

REYSSIER (Jean)

Député de la Marne
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles [13 mai 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 242 soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (cas où les jugements rendus par les conseils de prud'hommes sont exécutoires par provision) (p. 1116) ; rejeté (p. 1117).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, discussion des articles [22 mai 1987] :

Titre Ier : *actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Article 1er *(financement par l'Etat d'actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi)* : son amendement n° 26 soutenu par M. Gérard Bordu (suppression de la prise en charge par l'Etat des stages de formation et d'insertion professionnelle) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1529).

Article 2 *(définition des actions de réinsertion et exonération de cotisations sociales des contrats de réinsertion en alternance) article L. 980-14 du code du travail* (définition des actions de réinsertion) : son amendement n° 37 soutenu par M. Gérard Bordu (rémunération des stagiaires) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1537).

Titre II : *actions en faveur des salariés licenciés d'entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire.*

Avant l'article 6 : son sous-amendement n° 124 à l'amendement n° 20 de la commission soutenu par Mme Muguette Jacquaint (participation financière de l'entreprise aux conventions) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1567).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles [23 juin 1987] :

Article 2 *(détermination des bénéficiaires des versements effectués par les particuliers des entreprises ouvrant droit à déduction et régime de déduction fiscale des entreprises)* : soutient l'amendement n° 61 de Mme Muguette Jacquaint (affectation des versements au profit des œuvres ou organismes d'intérêt général étant décidée par le comité d'entreprise) : rejeté au scrutin public (p. 3083).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :

Apprentissage et formation professionnelle (p. 4637).

Commerçant, artisans et conjoints (statut social des —) (p. 4636).

Crédits budgétaires affectés au ministère (p. 4636).

Fiscalité des entreprises (p. 4636).

Formation des commerçants et artisans (p. 4636).

Indemnité de départ (p. 4636).

Marchés publics (accès des entreprises artisanales) (p. 4637).

Transmission d'entreprise (en zone rurale notamment) (p. 4637).

Urbanisme commercial (p. 4636, 4637).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, discussion des articles [17 et 18 novembre 1987] :

Chapitre I : *dispositions relatives aux droits des sociétés.*

Article 1er *(article 20 de la loi du 24 juillet 1966 ; cession départs de sociétés (S.N.C., commandite simple, S.A.R.L.)* : soutient l'amendement n° 49 de M. Paul Chomat (information des associés) ; suppression du recours obligatoire à l'huissier ; rejeté (p. 5994).

RICHARD (Alain)

Député du Val d'Oise
Socialiste
Vice-président de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 3).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Juge titulaire, de la Haute cour de justice [15 avril 1987] (p. 370).

Prestation de serment le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : environnement) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 1483).

Cesse d'appartenir à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 21 janvier 1988] (p. 1027).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)**, annexe n° 24 : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : environnement (n° 960)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 245**, posée le 9 juin 1987 : **sports (installations sportives)** (p. 2158). Appelée le 12 juin 1987 : **piscines normalisées** : rapport sur les possibilités de recours des communes confrontées aux malfaçons d'un modèle de piscine conseillé par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports (p. 2310, 2311) ;

— **n° 310**, posée le 24 novembre 1987 : **enseignement maternel et primaire (fonctionnement : Val d'Oise)** (p. 6423) ; appelée le 27 novembre 1987 : **pénurie de postes d'enseignants dans le Val d'Oise** : accroissement démographique de Cergy-Pontoise ; classes maternelles et primaires surchargées (p. 6479) ; prévision des mouvements démographiques demandant une réactualisation en cours d'année (p. 6480).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— **Ses observations** sur le rappel au règlement de M. Hector Rolland [13 mai 1987] (p. 1079).

— **Répond aux rappels au règlement** de M. Gérard Collomb [13 mai 1987] (p. 1088, 1089).

— **Précise** que la vérification du quorum ne peut avoir lieu qu'à l'occasion d'un vote [22 mai 1987] (p. 1523).

— **Constate** que le quorum n'est pas atteint ; **reporte** le vote sur le sous-amendement n° 347 corrigé de M. Alain Lamassoure (extension du champ d'application de l'amendement aux personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics) à l'amendement n° 274 de M. Michel Pelchat (absence de service fait résultant d'une cessation concertée du travail dans l'aviation civile donnant lieu à une retenue ne pouvant être inférieure, pour chaque période de vingt-quatre heures, au trentième du traitement mensuel des personnes concernées) [11 juin 1987] (p. 2296).

— **Répond au rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** : explique pourquoi il ne lui a pas donné la parole [12 juin 1987] (p. 2328).

— **Demande** à M. Georges Hage de préciser sa position dans le but d'éviter un éventuel scrutin public [12 juin 1987] (p. 2337).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : usage voulant que l'affichage soit reporté lorsque l'ordre du jour comporte une partie complémentaire en attendant que l'Assemblée se soit prononcée [16 juin 1987] (p. 2457).

— **Prend** acte de l'absence de demande de vérification du quorum par M. Pierre Joxe [16 juin 1987] (p. 2459).

— **Rappelle** qu'il est d'usage d'opposer l'irrecevabilité au moment du dépôt de l'amendement et non en séance [25 juin 1987] (p. 3175).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : durée de la suspension de séance [30 juin 1987] (p. 3373).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Guy Ducoloné : ses observations [30 juin 1987] (p. 3376).

— **Ses observations** sur les déclarations de M. Robert-André Vivien ; application de l'article 54, alinéa 6 du règlement [15 octobre 1987] (p. 4435).

— **Rappelle** que le temps de parole des membres du Gouvernement est limité, lors de l'examen des fascicules budgétaires et de la procédure des questions [22 octobre 1987] (p. 4631).

— **Invite** le Gouvernement et les orateurs à respecter les temps de parole prévus pour l'examen des fascicules budgétaires de la recherche et de l'enseignement supérieur [29 octobre 1987] (p. 5065).

— **Constate** que M. Jacques Valade, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, a dépassé le temps de parole qui était prévu ; tolérance de la présidence pour les débordements des orateurs inscrits [29 octobre 1987] (p. 5071).

— **Conteste** à M. Daniel Le Meur le droit de défendre un amendement déclaré irrecevable sous couvert de son rappel au règlement [29 octobre 1987] (p. 5053).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Gérard Collomb : ses observations [2 novembre 1987] (p. 5236).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Descaves : gestion des temps de parole ; bonne volonté du ministre de la culture et de la communication ; enregistrement intégral du débat par la T.V. [6 novembre 1987] (p. 5527).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Charles Metzinger : possibilité d'envisager une réunion de commissions [6 novembre 1987] (p. 5531).

— **Temps de parole** (répartition des temps de —) (p. 5525).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Christian Pierret [12 novembre 1987] (p. 5798).

— **Précise** qu'il donne, à titre exceptionnel, la parole à MM. Guy Ducoloné et Jacques Roger-Machart sur l'amendement n° 53 du Gouvernement (entreprises de spectacles) [18 novembre 1987] (p. 6027).

— **Annonce** qu'il va lever la séance [24 novembre 1987] (p. 6417).

— **Répond au rappel au règlement** de M. René André : application de l'article 136 du règlement sur la procédure des questions orales [11 décembre 1987] (p. 7152).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Jacques Toubon : rappelle que la logique consistait à éviter un débat en trompe l'œil [11 décembre 1987] (p. 7181).

— **Ses observations** sur l'amendement n° 47 de M. Jean-Jack Queyranne [16 décembre 1987] (p. 7607, 7608).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Pierre Joxe [18 décembre 1987] (p. 7710).

En qualité de député.

— **Projet de loi sur l'épargne (n° 443).**

Première lecture, discussion des articles [21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *plans d'épargne en vue de la retraite.*

Après l'article 8 : ses observations sur l'amendement n° 2 du Gouvernement (prélèvement libératoire sur les retraits ou arrérages de pensions intervenant après le soixantième anniversaire) ; sortie du P.E.R. en rente ou en capital ; fiscalité de l'épargne (p. 471).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).**

Première lecture, discussion des articles [26 mai 1987] :

Chapitre Ier A : *dispositions modifiant la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.*

Article 1er A *(article 13 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (statuts particuliers des corps et cadres d'emplois) :* seuil d'assujettissement au centre de gestion ; élargissement des alternatives en matière de formation ; conditions d'indemnisation des contractuels en cas de perte d'emploi (p. 1630, 1631).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984 (n° 160) et projet de loi portant règlement définitif du budget de 1985 (n° 568).**

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [17 juin 1987] :

Déficit budgétaire (niveau, financement et justification du —) (p. 2529).

Dépenses (engagements pris par l'actuelle majorité (p. 2530).

Prélèvements obligatoires (croissance et niveau des —) (p. 2530).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).**

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Régime de déduction des versements effectués par des particuliers (p. 3063, 3064).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Forêt (lutte contre les incendies de —) (p. 3303).
Information (p. 3303).
Matières dangereuses (transport des —) (p. 3304).
Prévention (politique de) (p. 3303).
Urbanisation (maîtrise de l' — autour des sites dangereux) (p. 3303).

Discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Après l'article 2 *bis* : ses observations (p. 3781).

Article 12 *(mission du directeur départemental des services d'incendie et de secours)* : son amendement n° 183 (tendant à préserver la répartition des fonctions au sein du service départemental d'incendie et de secours) : rejeté (p. 3808).

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre Ier : *information.*

Article 12 *bis* *(rôle des services d'incendie et de secours)* : son amendement n° 194 (tendant à clarifier l'organisation départementale des services d'incendie) ; rejeté (p. 3808).

Avant l'article 15 : son amendement n° 206 soutenu par M. Georges Le Baill (droit à la formation) : rejeté (p. 3812).

Article 15 *(information du public)* : ses observations (p. 3814) ; son amendement n° 207 soutenu par M. Georges Le Baill (tendant à préciser le droit à l'information et à la formation du public en matière de risques civils et militaires) (p. 3815) ; rejeté (p. 3816) ; ses observations sur l'amendement n° 82 de la commission des lois (contenu du droit à l'information) (p. 3817).

Après l'article 15 : ses observations sur l'amendement n° 31 de la commission de la production (statut du conseil supérieur de la sécurité et de l'information nucléaire) (p. 3820, 3821).

Chapitre II : *maîtrise de l'urbanisme.*

Article 16 *(prise en compte des risques naturels ou technologiques dans les différents documents d'urbanisme)* : soutient l'amendement n° 153 de M. Louis Besson (prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme relevant de la compétence de l'Etat) : rejeté (p. 3826).

Article 16 *bis* *(servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol autour de certaines installations classées)* : son amendement n° 209 (servitudes d'utilité publique) : rejeté (p. 3829) ; ses observations sur l'amendement n° 34 de la commission de la production (modulation des prescriptions en fonction des risques encourus) (p. 3830) ; son amendement n° 210 soutenu par M. Georges Le Baill (extension du dispositif aux installations déjà existantes) (p. 3838).

Chapitre IV : *prévention des risques naturels.*

Après l'article 29 : son amendement n° 214 soutenu par M. Joseph Franceschi (prise en compte des risques biotechnologiques) (p. 3856) ; rejeté (p. 3857).

Chapitre V : *prévention des risques technologiques.*

Article 33 *(prévention des risques entraînés par le transport de produits chimiques par canalisation)* : son amendement n° 186 soutenu par M. Robert Chapuis (compétence liée du représentant de l'Etat quant à la mise en demeure de l'exploitant) : rejeté (p. 3863).

Article 34 *(mesures de sécurité applicables aux canalisations d'hydrocarbures)* : son amendement n° 215 soutenu par M. Robert Chapuis (mise en demeure obligatoire) : rejeté (p. 3864).

Après l'article 34 : son amendement n° 216 soutenu par M. Guy Michel Chauveau (tendant à accorder aux maires un pouvoir de contrôle plus substantiel en matière de circulation de matières dangereuses) : adopté (p. 3865).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles [7 juillet 1987] :

Après l'article 4 *bis* : contre l'amendement n° 56 de M. Gilles de Robien (entreprises achetant à compter du 1er juillet 1987 des œuvres originales d'artistes vivants pouvant déduire des impôts dus à la commune au titre de l'exercice de l'année d'acquisition et des neuf années suivantes une somme égale à 4,2 % du prix d'acquisition) (p. 3701).

Article 6 *(assimilation des dépenses de parrainage à des frais généraux)* : notion de dépenses de parrainage (p. 3703).

Article 7 *(déductibilité des charges exposées pour les besoins de l'exploitation et liées à une demeure historique)* : soutient l'amendement n° 85 de M. Christian Pierret (ouverture au public des demeures historiques remises en valeur par les entreprises en échange d'avantages fiscaux) : rejeté (p. 3706).

Article 12 *(élargissement de la capacité juridique et financière des associations)* : contre l'amendement n° 46 de M. François d'Aubert (rôle du Conseil d'Etat dans la procédure de reconnaissance de l'utilité publique) (p. 3711) ; ses observations sur l'amendement n° 45 de M. François d'Aubert (dotation initiale d'une fondation d'utilité publique ne pouvant être supérieure à 20 % du montant des ressources prévues pour la première année de son fonctionnement) (p. 3713).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987]

Commerce extérieur (p. 4251).
Investissement (niveau de l' — et politique en faveur de l'—) (p. 4251).
Taxe professionnelle (p. 4251).
T.V.A :
— décalage d'un mois (p. 4251) ;
— fonds de compensation de la — pour les collectivités locales (p. 4251) ;
— harmonisation européenne des taux de — (p. 4251).

Deuxième partie :

Industrie. — *Questions* [26 octobre 1987] :

Institut national de recherches chimiques appliquées (I.R.C.H.A.) (p. 4825).

Examen des crédits (p. 4827) :

Etat B, titre IV : son amendement n° 143 (réduction de crédits) ; politique de l'eau relevant du ministère de l'environnement ; nécessité de cohérence budgétaire ; rejeté au scrutin public (p. 4830).

Environnement. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [30 octobre 1987] :

Agences de bassin (p. 5165).
Crédits (évolution, montant, répartition) (p. 5165).
Eau (lutte contre la pollution de l' -) (p. 5165).
Installations classées (p. 5165).
Parcs nationaux et réserves naturelles (situation des —) (p. 5165).
Recherche (p. 5165).

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politiques sociales sectorielles :
— handicapés mentaux adultes (p. 5299, 5300).

Intérieur. — *Questions* [9 novembre 1987] :

D.G.F. (p. 5637).
Dotation globale de décentralisation (p. 5637).

Economie, finances et privatisation, Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :

Sécurité sociale (compensation et surcompensation) (p. 5791, 5792).

Questions (p. 5796) :

Entreprises publiques et compagnies d'assurances (dotation en capital des —) (p. 5796).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 décembre 1987] :

Budget 1987 :
— recettes (révision à la hausse des —) (p. 6847).
Dette publique :
— gestion de la — (notamment remboursement de l'emprunt « Giscard » 7 % 1973) (p. 6838).
Entreprises publiques (dotation en capital des —) (p. 6848).
Lycées (dépenses d'équipement scolaire) (p. 6847, 6848).
Prélèvements obligatoires (niveau des —) (p. 6848).
Redevance T.V. (affectation du complément de la —) (p. 6848).
T.V.A. (diminution du taux sur certains produits) (p. 6847).

— **Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).**

Première lecture, avant la discussion des articles [14 décembre 1987] :

Contrôle financier (rôle des chambres régionales des comptes et des trésoriers-payeurs-généraux pour les petites communes (p. 7378, 7379).
D.G.F. (réforme de la — ; mise en œuvre) (p. 7379).
Fiscalité régionale (p. 7379).
Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (p. 7380).
Groupements de communes à fiscalité propre (péréquation fiscale) (p. 7379).
Villes nouvelles (éligibilité à la D.G.F.) (p. 7379).

Discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Article 2 *(modalités de la répartition de la première part de la D.G.E. des départements)* : pour l'amendement n° 127 de M. Maurice Adevah-Pœuf (effort contributif des départements) (p. 7407).

Après l'article 3 : son sous-amendement n° 228 à l'amendement n° 64 de la commission (tendant à resserrer les écarts de fiscalité entre les communes des associations nouvelles en renvoyant une part de la dotation prélevée sur la taxe professionnelle à celle des communes membres qui ont la part de ressources la plus faible) (p. 7413) ; repris par le Gouvernement sous forme d'amendement n° 228 rectifié ; adopté (p. 7414).

Article 14 *(contrôle financier des comptes des collectivités locales)* : son amendement n° 166 soutenu par M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 7451) ; rejeté au scrutin public (p. 7453).

Après l'article 15 C : son amendement n° 169 soutenu par M. Bernard Derosier (création d'une commission de conciliation intercommunale) (p. 7470) ; devenu sans objet (p. 7471).

Article 15 *(retrait d'une commune d'un syndicat en cas de modification de la réglementation)* : son amendement n° 171 soutenu par M. Bernard Derosier (commission de conciliation) (p. 7473) ; rejeté (p. 7474).

Article 16 *(retrait d'une commune d'un syndicat lorsque un de ses « intérêts essentiels » est compromis ; coopération intercommunale)* : son amendement n° 172 (de suppression) (p. 7475) ; réservé (p. 7477).

Article 27 : l'attribution de la D.G.F. aux agglomérations nouvelles : son amendement n° 192 : devenu sans objet (p. 7520).

Article 16 ***(suite)*** **précédemment réservé** : son amendement n° 172 (de suppression) : rejeté (p. 7525) ; son amendement n° 174 soutenu par M. Bernard Derosier : décision du représentant de l'Etat prise après l'avis de la commission de conciliation, en cas de non réponse du comité syndical dans les six mois) : devenu sans objet (p. 7528).

RICHARD (Lucien)

Député de la Loire-Atlantique
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier les dispositions du code électoral relatives à **l'élection des conseillers régionaux (n° 1071)** [25 novembre 1987].

Proposition de loi organique tendant à compléter l'article LO. 176-1 du code électoral relatif au **remplacement des députés (n° 1241)** [23 février 1988].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 216**, posée le 15 mai 1987 : **anciens combattants et victimes de guerre (carte de combattant)** (p. 1248) ; appelée le 5 juin 1987 : **forclusions opposables aux anciens combattants de la Résistance** : illégalité de toutes dispositions réglementaires ou administratives rétablissant les forclusions abrogées par le décret n° 75-725 du 6 août 1975 (p. 2028, 2029) ;

— **n° 302**, posée le 24 novembre 1987 : **retraites : généralités (calcul des pensions)** (p. 6421) ; appelée le 27 novembre 1987 : **situation des mères de handicapés** : affiliation de droit à l'assurance vieillesse des personnes gardant au foyer un enfant ou un adulte handicapé ; saisine des Cotorep (p. 6481) ;

— **n° 301** de M. René André appelée le 27 novembre 1987 : **réglementation de l'usage des anabolisants en agriculture** : son application différente dans les divers pays de la C.E.E. (p. 6488).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 661).**

Première lecture, avant la discussion des articles [19 mai 1987] :

Aides aux entreprises pour l'emploi des handicapés (p. 1323).
Allocation aux adultes handicapés (coordination avec le projet de loi) (p. 1323).
C.O.T.O.R.E.P. (rythme de fonctionnement des) (p. 1323).
Handicapés (insertion sociale et professionnelle (et notamment droit au travail et statut social)) (p. 1323).
Handicapés mentaux (p. 1323).
Obligation d'emploi dans le secteur privé (p. 1323).

RIGAL (Jean)

Député de l'Aveyron
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation des entreprises du secteur machines-outils** [18 novembre 1987] (p. 6017) ; arrêt par le Gouvernement actuel de l'exécution du plan machines-outils (p. 6017, 6018) ;

orales sans débat :

— **n° 300**, posée le 17 novembre 1987 : **équipements industriels (emploi et activité)** (p. 6007).

RIGAUD (Jean)

Député du Rhône
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3732).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à instituer un avantage tarifaire en faveur des usagers d'Electricité de France résidant dans les communes situées au voisinage des centrales nucléaires (n° 993) [26 novembre 1987] (p. 6473).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Fraude sur les cartes de crédits** : extension rapide de ce nouveau type de fraude ; nécessité d'adapter la législation pénale à ce phénomène [16 décembre 1987] (p. 7548).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, avant la discussion des articles [25 mai 1987] :

Formation et gestion des personnels territoriaux :
— autonomie de gestion des élus (p. 1617) ;
— centres de gestion (financement des —) (p. 1617).
Statut des personnels territoriaux :
— chevronnement (p. 1617) ;
— emplois fonctionnels (p. 1617).
Tableau indicatif des fonctionnaires territoriaux (p. 1617).

Discussion des articles [26 mai 1987] [27 mai 1987] [17 juin 1987] :

Chapitre Ier A : *dispositions modifiant la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.*

Article 1er B *(article 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (mobilité au sein de la fonction publique) :* son amendement n° 15 (modalités d'intégration dans la fonction publique d'Etat) : non soutenu (p. 1633).

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 2 ter *(article 9 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (réunion du conseil supérieur de la fonction publique territoriale) :* son amendement n° 16 (tendant à donner au président du centre national de gestion et non au ministre chargé des collectivités territoriales compétence pour demander une réunion du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale) : retiré (p. 1644).

Article 4 *(articles 12 à 12 quater de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre national de la fonction publique territoriale) : article 12 bis de la loi du 26 janvier 1984* (missions du centre national de la fonction publique territoriale) : son amendement n° 17 (compétence du centre national de la fonction publique territoriale pour certains fonctionnaires de catégorie B dont les statuts particuliers prévoient qu'ils relèvent du cadre national) : non soutenu (p. 1718) ; son amendement n° 18 (suppression de la disposition sur le rôle du conseil national de la fonction publique territoriale pour certains fonctionnaires de catégorie B) : non soutenu ; son amendement n° 19 (de précision) : non soutenu (p. 1719) ; *article 12 ter de la loi du 26 janvier 1984* (ressources du centre national de la fonction publique territoriale) : son amendement n° 20 (cotisation au centre national de la fonction publique territoriale) : non soutenu (p. 1720).

Article 5 *(article 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (organisation et champ de compétences des centres de gestion) :* son amendement n° 22 (appellation des centres de gestion) (p. 1723) ; rejeté (p. 1724).

Article 10 *(article 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (missions des centres de gestion) :* son amendement n° 24 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (possibilité, pour les collectivités volontairement affiliées aux centres de gestion, de créer leur propre commission administrative paritaire) : rejeté ; son amendement n° 25 (compétence des centres de gestion pour les fonctionnaires de catégorie B) : devenu sans objet (p. 1733).

Article 12 *(article 28 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (commissions administratives paritaires) :* son amendement n° 26 (possibilité, pour les communes volontairement affiliées à un centre de gestion, de créer leur propre commission administrative paritaire) : retiré (p. 1735).

Article 13 *(article 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (listes d'aptitude) :* son amendement n° 27 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (prolongation de la validité du concours pendant le service national ou en cas de congé parental) : adopté (p. 1745).

Article 15 *(article 67 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (réintégration des fonctionnaires détachés) :* son amendement n° 28 soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (précisant qu'un fonctionnaire détaché a priorité pour être réintégré sur le premier emploi vacant ou sur un emploi créé) : devenu sans objet (p. 1750).

Article 16 *quater* *(article 90 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (composition du conseil de discipline) :* son amendement n° 29 (prévoyant que les membres du conseil de discipline, constitué pour les instances concernant les titulaires d'emplois fonctionnels, sont désignés à l'échelon national) : non soutenu (p. 1754).

Article 16 *octies* *(article 95 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (indemnités de licenciement) :* ses amendements n° 30 à 32 : devenus sans objet (p. 1757).

Article 18 *(abrogations et modifications diverses de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) :* son amendement n° 33 : devenu sans objet (p. 1765).

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 19 *(articles 11 à 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale) : article 14 de la loi du 12 juillet 1984* (délégations interdépartementales ou régionales) : son amendement n° 34 (prévoyant que les programmes de formation initiale sont arrêtés au niveau national) : non soutenu (p. 2784) ; *article 15 de la loi du 12 juillet 1984* (composition du conseil d'orientation des délégations interdépartementales ou régionales) : son amendement n° 35 (caractère paritaire du conseil d'orientation) : non soutenu (p. 2786).

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Article 22 *(transfert des moyens du C.F.P.C. et du centre national de gestion au centre national de la fonction publique territoriale) :* son amendement n° 36 (délégations régionales ou interdépartementales du C.F.P.C.) : non soutenu (p. 2790).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie (n° 853).

Première lecture, discussion des articles [3 juillet 1987] :

Titre III : *élection des membres des chambres de commerce et d'industrie et des délégués consulaires.*

Article 6 *(élection des membres des chambres de commerce et d'industrie et des délégués consulaires) :* son amendement n° 10 (ajout des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite dans la liste des sociétés électrices par l'intermédiaire d'un représentant énumérées au paragraphe *a*) du 2° de l'article 6) : non soutenu ; son amendement n° 11 (inscription au registre du commerce et des sociétés dans la circonscription de la chambre de commerce et d'industrie des sociétés prévu au *a*) du 2° de l'article 6) : non soutenu (p. 3649).

Article 7 *(élection des délégués consulaires) :* son amendement n° 12 (supprimant du collège électoral les cadres définis dans la fin du premier alinéa de l'article 7) : non soutenu.

Article 10 *(critères de répartition des sièges entre catégories et sous-catégories professionnelles) :* son amendement n° 14 (application distincte du critère d'imposition et du critère de population constituée du nombre de patentés et de salariés prévus au premier alinéa de l'article 10) (p. 3650) ; rejeté ; son amendement n° 15 (précisant au premier alinéa de l'article 10 que les bases d'imposition concernent la taxe professionnelle) : rejeté ; son amendement n° 16 (application distincte du deuxième critère de répartition prévu au premier alinéa de l'article 10) : rejeté (p. 3651).

Article 14 *(droit de vote des électeurs) :* son amendement n° 13 rectifié (retenant le droit de vote rattaché à l'entreprise la plus ancienne pour tout électeur n'ayant pas fait de choix en cas de pluralité de votes) : non soutenu (p. 3652).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I — Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Examen des fascicules* [4 novembre 1987] :

Agences d'urbanisme (p. 5378).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Fiscalité des entreprises :
— fonds de commerce (droit de mutation) (p. 5979).
— plus-values (imposition des — de cession) (p. 5979).
Transmission d'entreprise :
— donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension au tiers) (p. 5979) ;
— suppression ou allégement des droits de succession ou de donation (p. 5979).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Titre IV : *dispositions relatives à la coopération intercommunale.*

Article 15 A *(syndicat intercommunal d'études et de programmation) :* son amendement n° 11 soutenu par M. Pierre Micaux (durée d'activité des S.I.E.P) (p. 7468) ; retiré ; son amendement n° 12 (délai d'existence des syndicats intercommunaux d'études et de programmation) : non soutenu (p. 7469).

Article 15 *(retrait d'une commune d'un syndicat en cas de modification de la réglementation) :* son amendement n° 13 soutenu par M. Pierre Micaux (de suppression) (p. 7472) ; rejeté (p. 7473).

Article 16 *(retrait d'une commune d'un syndicat lorsque un de ses « intérêts essentiels » est compromis ; coopération intercommunale) :* son amendement n° 14 soutenu par M. Germain Gengenwin (de suppression) (p. 7475) ; réservé (p. 7477).

Article 16 ***(suite)*** **précédemment réservé** : son amendement n° 14 (de suppression) : rejeté (p. 7525).

RIGOUT (Marcel)

Député de la Haute-Vienne
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3732).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (prestations sociales agricoles) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à garantir la **couverture sociale des agriculteurs en retard de paiement de leurs cotisations (n° 913)** [30 juin 1987].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur **le projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)**. Tome XVII : **prestations sociales agricoles (n° 965)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 315**, posée le 1er décembre 1987 : **politiques communautaires (politique agricole commune)** (p. 6651) ; appelée le 4 décembre 1987 : **règlement ovin** : sa renégociation renvoyée à 1992 ; dispositions transitoires proposées par la commission des communautés néfastes pour la France (p. 6779, 6780).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles [13 mai 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 240 soutenu par M. Daniel Le Meur (dispositions de la loi ne s'appliquant qu'aux entreprises dans lesquelles il n'a été procédé à aucun licenciement durant l'année précédant la signature de la convention de l'accord visé) : rejeté (p. 1099).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, explications de vote [20 mai 1987] :

Handicapés (insertion sociale et professionnelle des — et notamment droit au travail) (p. 1424).
Obligation d'emploi dans le secteur public (respect par l'Etat de l'—) (p. 1424).
Obligation d'emploi des personnes handicapées (p. 1424).
Vote hostile du groupe communiste (p. 1424).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marcel Lucotte tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 746).

Première lecture, discussion des articles [4 juin 1987] :

Article 1er, tableau 4 annexé *(tableau des secteurs pour l'élection des conseillers municipaux de Marseille) :* soutient l'amendement n° 2 de M. Guy Hermier (répartition des sièges par secteur) (p. 1958) ; rejeté (p. 1962).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [11 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : contre le sous-amendement n° 347 corrigé de M. Alain Lamassoure (extension du champ d'application de l'amendement aux personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics) à l'amendement n° 274 de M. Michel Pelchat (absence de service fait résultant d'une cessation concertée du travail dans l'aviation civile donnant lieu à une retenue ne pouvant être inférieure, pour chaque période de vingt-quatre heures, au trentième du traitement mensuel des personnes concernées) (p. 2294, 2295).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international sur le blé de 1986 comprenant la convention sur le commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire (n° 613).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Aide alimentaire (p. 2373).
Contradiction entre excédents céréaliers et augmentation de la faim (p. 2372).
Désarmement et développement (p. 2373).
Faim dans le monde (p. 2371, 2372).
Fonds mondial de développement (création d'un —) (p. 2373).
Libéralisme (p. 2372).
Multinationales (p. 2372, 2373).
Rapports Nord-Sud (p. 2373).
Tiers-monde (dette du —) (p. 2372).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] :

Apprentis (comptabilisation dans les effectifs de l'entreprise) (p. 3507).
Apprentissage (contrat d'—) (p. 3507).
C.A.P (et classes pré-professionnelles de niveau et préparatoires à l'apprentissage) (p. 3507).
Formation technique (système de —) (p. 3506).
Jeunes (formation et insertion professionnelle des —) (p. 3505).
Taxe d'apprentissage (et réforme de la —) (p. 3507).

Discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 1er *(définition de l'apprentissage) :* son opposition à l'article ; maintien de l'apprentissage au niveau V (p. 3532) ; soutient l'amendement n° 59 de Mme Jacqueline Hoffmann (limitation de l'apprentissage à l'obtention d'une première qualification professionnelle) ; situation de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (p. 3535) ; rejeté (p. 3536) ; apprentis mineurs (p. 3539).

Article 2 *(durée du contrat d'apprentissage et conclusion de contrats successifs) :* son amendement n° 71 soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (ouverture de la formation professionnelle continue ou signature d'un contrat de qualification après l'obtention d'une première qualification par la voie de l'apprentissage) (p. 3558) ; rejeté au scrutin public (p. 3559).

Article 3 *(mission des C.F.A.) :* soutient l'amendement n° 17 de Mme Jacqueline Hoffmann (de suppression) : rejeté (p. 3561).

Article 6 *(durée minimum de la formation en C.F.A) :* contenu de la formation technique dispensée en C.F.A ; son opposition à cet article (p. 3572).

Article 10 *(agrément des employeurs) :* soutient l'amendement n° 24 de Mme Muguette Jacquaint (agrément délivré par le comité départemental de la formation professionnelle) (p. 3580) ; rejeté (p. 3581).

Article 12 *(prolongation de l'apprentissage en cas d'échec à un examen ; prorogation du contrat initial ou conclusion d'un nouveau contrat avec un autre employeur)* : soutient l'amendement n° 29 de Mme Jacqueline Hoffmann (prorogation d'un an du contrat après avis du directeur du C.F.A) (p. 3582) ; rejeté (p. 3583).

Après l'article 13 : soutient l'amendement n° 31 de Mme Jacqueline Hoffmann (seuils sociaux ; prise en compte des apprentis) : rejeté au scrutin public (p. 3586).

Après l'article 15 : soutient l'amendement n° 3 de Mme Muguette Jacquaint (apprentis mineurs ne pouvant travailler plus de huit heures par jour ni au-delà de la durée hebdomadaire légale du travail) (p. 3601) ; rejeté.

Article 16 *bis* *(inspection de l'apprentissage — intégration des inspecteurs dans le corps des inspecteurs de l'enseignement technique)* : son approbation de l'amendement n° 132 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article ; intégration de tous les inspecteurs de l'apprentissage dans le corps des inspecteurs de l'enseignement technique) (p. 3602) ; exemples d'utilisation restrictive de l'article 40 de la Constitution (p. 3603).

Article 18 *(schéma prévisionnel régional de l'apprentissage)* : soutient l'amendement n° 7 de M. Georges Hage (délibération du conseil régional en séance plénière sur le schéma prévisionnel et les investissements qui en résultent) (p. 3611) ; rejeté (p. 3612).

Article 18 *bis* *(compensation par l'Etat des charges nouvelles incombant aux régions)* : réforme de la taxe d'apprentissage (p. 3613, 3614).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Après l'article 7 : pour l'amendement n° 42 de M. Michel Cointat (imputation de déficits agricoles sur d'autres revenus si ces derniers ne dépassent pas 70 000 francs contre 40 000 francs dans la législation actuelle) ; ses réserves sur l'augmentation de la fiscalité portant sur le tabac (p. 4382) ; reprend l'amendement n° 42 ; rejeté (p. 4383).

Après l'article 8 : son amendement n° 60 (prélèvement de 25 % sur les plus-values résultant du changement d'affectation des terres agricoles pour toute mutation à titre onéreux, sauf opérations réalisées par des collectivités publiques ou des organismes parapublics) ; fiscalité forestière ; non compensation pour les communes des exonérations trentenaires définies à l'article 1395 du code général des impôts ; rejeté au scrutin public (p. 4384).

Article 9 *(reconduction de mesures relatives à la T.V.A. prise en faveur de l'agriculture)* : subventions pour les investissements dans le tourisme social ; son opposition au relèvement de la fiscalité sur les tabacs, bouilleurs de cru ; promesses de la majorité durant la campagne électorale de 1986 (p. 4385).

Après l'article 11 : pour l'amendement n° 125 de M. Paul Mercieca (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile) ; nécessité de favoriser l'aide ménagère et les soins à domicile (p. 4402).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Examen des crédits* [22 octobre 1987] :

Titre IV : contre l'amendement n° 11 de M. Pierre Descaves (réduction de certains crédits d'informations et d'études) ; maximum du droit de la taxe pour frais des chambres de métiers ; crédits du ministère du commerce dévolus à la formation professionnelle ; apprentissage (p. 4648).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules.* Rapporteur pour avis [23 octobre 1987] :

Protection sociale agricole (p. 4716, 4717).

Questions :

Agriculteurs en difficulté (p. 4760).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

Déréglementation des télécommunications (p. 4838).
Effectifs de la Poste (et problème des bureaux de poste ruraux) (p. 4839).
Modernisation des P. et T. (p. 4839).
Statut des P. et T. (p. 4838, 4839).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Agriculture (Etat et avenir) (p. 6111).
Caisse nationale de crédit agricole :
— conseil d'administration (représentation et poids des caisses régionales) (p. 6112).
Crédit agricole :
— historique (p. 6110, 6111) ;
— maintien de la vocation et du rôle spécifique du — (p. 6111).
Mutualisation ou privatisation (p. 6111, 6112).

Discussion des articles [20 novembre 1987] [21 novembre 1987] :

Article 1er *(transformation en société anonyme de la caisse nationale de crédit agricole après absorption du fonds de garantie)* : **son rappel au règlement** : déclare que le fonctionnement de la caisse nationale était largement satisfaisant avant la réforme. La sortie du fonds de garantie de la société anonyme caisse nationale du crédit agricole la priverait de fonds propres très importants (p. 6166).

Article 2 *(gestion des actions de la société anonyme caisse nationale du crédit agricole)* : ses observations sur l'affectation des ressources de la mutualisation de la C.N.C.A. (p. 6182) ; **son rappel au règlement** : souhaite savoir pourquoi le ministre n'est pas en mesure de répondre aux questions posées par les parlementaires et notamment sur l'affectation des ressources du crédit agricole (p. 6186) ; demande une suspension de séance pour permettre à M. Edouard Balladur d'être présent au Palais Bourbon (p. 6187) ; soutient l'amendement n° 24 de M. Jean Jarosz (suppression du dernier alinéa de l'article 2) (p. 6191) ; vote réservé jusqu'à la vérification du quorum et reporté à la prochaine séance (p. 6197) ; amendement n° 24 : rejeté au scrutin public (p. 6207).

Article 3 *(modalités de fixation du prix de cession)* : ses observations (p. 6210).

Article 4 *(modalités de cession des actions de la C.N.C.A.)* : son amendement n° 34 (répartition des actions non souscrites) (p. 6213) ; retiré (p. 5214) ; soutient l'amendement n° 27 de M. Vincent Porelli (suppression du paragraphe II de l'article 4) : retiré (p. 6215).

Article 6 *(modalités de calcul des droits de vote dans la nouvelle société)* : soutient l'amendement n° 28 de M. Michel Peyret (modification de la répartition des droits de vote) (p. 6219) ; rejeté au scrutin public (p. 6220).

Article 9 *(statut des personnels fonctionnaires)* : soutient l'amendement n° 32 de M. Vincent Porelli (durée maximale du détachement) (p. 6253) ; rejeté (p. 6254).

Article 13 *(conseil d'administration des caisses régionales)* : contre l'amendement n° 67 de M. Pierre Joxe (de suppression) (p. 6260) ; soutient l'amendement n° 33 de M. Bernard Deschamps (majorité de 66 % pour les agriculteurs au sein du conseil d'administration) : adopté (p. 6261).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [1er décembre 1987] :

Agriculture (désengagement de l'Etat au sein de —) (p. 6612).
Agriculture (état ; avenir) (p. 6613).
Caisses régionales (représentation majoritaire des agriculteurs) (p. 6613).
Mutualisation ou privatisation (p. 6612, 6613).
Recettes (affectations des — de la mutualisation) (p. 6612).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 7 *ter* : soutient l'amendement n° 25 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) : adopté (p. 259).

Article 9 *ter* : soutient l'amendement n° 28 de M. Ernest Moutoussamy (de suppression) : rejeté (p. 262).

RIMBAULT (Jacques)

Député du Cher
Communiste

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :

Soutient la motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (p. 150, 151).
Armes chimiques (p. 150).
Bombe à neutrons (p. 150).
Crédits de fonctionnement des armées (absence de programmation des —) (p. 150).
Industries d'armement (arsenaux et établissements de l'Etat) (p. 150, 151).
Service national et réserve (p. 150).

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles [14 mai 1987] [18 mai 1987] :

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail) :* son amendement (n° 256) soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (impossibilité de modifier l'aménagement du temps de travail à l'intérieur de la semaine) (p. 1162) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1163).

Article 2 *(récupération) :* son amendement n° 260 soutenu par Mme Colette Gœuriot (de suppression) (p. 1170) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1172).

Article 5 *(instauration conventionnelle de cycles de travail) :* son amendement n° 292 (fixant la durée maximale du travail à 44 heures par semaine et à 42 heures sur douze semaines) (p. 1288) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1289).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Défense. — *Vote des crédits* [10 novembre 1987] :

Article 35 *(dépenses en capital des services militaires ; mesures nouvelles).*

Titre V ; soutient l'amendement n° 315 de M. Michel Peyret (suppression des crédits de paiement et des autorisations de programme pour les armes chimiques) (p. 5702) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 316 de M. Michel Peyret (suppression des crédits destinés aux recherches nucléaires militaires) (p. 5703) ; rejeté (p. 5704).

ROATTA (Jean)

Député des Bouches-du-Rhône
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Vice-président de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à rendre **incompatibles la citoyenneté française et l'accomplissement d'un service militaire dans une armée étrangère (n° 957)** [6 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à augmenter la durée de **vie commune** pour l'**obtention de la nationalité française par mariage (n° 1042)** [18 novembre 1987].

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 72-618 du 5 juillet 1972 relative à la **vente à domicile d'objets ou publications** dans un but **philanthropique (n° 1087)** [25 novembre 1987].

Proposition de loi tendant à autoriser l'**admission des chiens-guides d'aveugles** dans les **transports en commun (n° 1111)** [9 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marcel Lucotte tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 746).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 juin 1987] :

Découpage électoral (p. 1952).
Defferre (politique de M. —) (p. 1951, 1952).
Démocratie locale (p. 1951, 1952).
Secteurs (répartition des sièges des conseillers municipaux entre —) (p. 1952).
Secteurs (écart démographique entre —) (p. 1952).

ROBIEN (Gilles de)

Député de la Somme
U.D.F.
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 4).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3732).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Diminution des effectifs dans l'éducation nationale et fermetures de classes : importance de l'école dans le tissu rural et dans les quartiers urbains [8 avril 1987] (p. 77) ;

— **Tracé du T.G.V. Nord :** éviction de la ville d'Amiens dans le tracé du T.G.V. Nord [14 octobre 1987] (p. 4285, 4286).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 avril 1987] :

P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— assurance vie (lien et cumul du P.E.R. avec —) (p. 410) ;
— capitalisation (retraite par —) (p. 409) ;
— crédit d'impôt (p. 409) ;
— organismes habilités à proposer et à gérer le P.E.R. (p. 409) ;
— plafond de déductibilité et régime fiscal des versements (p. 410) ;
— rente viagère (avantage spécifique à la —) (p. 410) ;
— retraits anticipés (pénalité sur les —) (p. 409, 410) ;
— sortie du P.E.R. (rente viagère ou capital) (p. 409).

Discussion des articles [16 et 21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *plans d'épargne en vue de la retraite.*

Article 1er *(ouverture des P.E.R. à compter du 1er juin 1987 ; catégories d'organismes pouvant les proposer) :* contre l'amendement n° 4 de la commission (habilitation des services financiers de la poste et des comptables du Trésor à proposer le P.E.R.) (p. 433) ; sa proposition de sous-amendement relatif à la concurrence loyale entre les organismes habilités à proposer le P.E.R. (p. 434).

Article 2 *(plafond des versements effectués sur le P.E.R. pouvant être déduits du revenu imposable) :* ses observations (p. 437) ; son amendement n° 112 (de conséquence) : adopté (p. 438) ; son amendement n° 113 (majoration de 2 000 francs par enfant à charge des plafonds de déductibilité) (p. 439) ; retiré ; repris par M. Pierre Descaves ; rejeté (p. 440).

Article 3 *(emplois du P.E.R. ; fiscalité de ses revenus et plus-values) :* son amendement n° 115 (emplois du P.E.R. en valeurs mobilières étrangères et fixant une quotité minimale de valeurs libellées en unités de compte européennes ou en écus) (p. 448) ; rejeté (p. 449) ; son amendement n° 116 (sup-

pression de la référence au décret pour fixer les opérations éligibles au P.E.R. relevant du code des assurances et de la mutualité) : retiré (p. 460).

Article 4 *(P.E.R., fiscalité des retraits)* : fiscalité des retraits (p. 462).

Article 6 *(pénalité de 5 % sur le retrait ou les échéances de pension s'effectuant 10 ans ou plus après l'ouverture du P.E.R. mais avant le soixantième anniversaire du contribuable ou du plus âgé des époux)* : son amendement n° 119 (de suppression) : retiré.

Article 7 *(absence de pénalité sur les retraits aux échéances de pension en cas de décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à l'imposition commune)* : son amendement n° 120 (absence de pénalité sur les retraits ou les échéances de pensions intervenant après le décès, l'invalidité ou le licenciement, à certaines conditions, du contribuable ou de l'un des époux) (p. 464) ; retiré (p. 466) ;

Après l'article 9 : ses amendements n° 121, 122, 123 : retirés (p. 473).

Seconde délibération du projet de loi :

Article 9 *(lien entre le P.E.R. et l'assurance vie)* : ses observations sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (non cumul des plafonds de déductibilité du P.E.R. et des avantages fiscaux liés à l'assurance vie) (p. 523).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Associations (régime des —) (p. 3061).
Bénéficiaires des versements ouvrant droit à déduction fiscale (p. 3063).
Conception gouvernementale du mécénat (p. 3063).
Fondations (régime des —) (p. 3063).
Historique du mécénat et causes du retard français en ce domaine (p. 3062).
Partis politiques (financement des —) (p. 3063).

Discussion des articles [23 juin 1987] [7 juillet 1987] :

Article 2 *(détermination des bénéficiaires des versements effectués par les particuliers des entreprises ouvrant droit à déduction et régime de déduction fiscale des entreprises)* : son amendement n° 55 (partis politiques bénéficiant du régime de déduction institué par le projet de loi) (p. 3073) ; nécessité d'un débat sur le financement des partis politiques ; retiré (p. 3074).

Article 4 *(acquisition d'œuvres d'art par les entreprises)* : son sous-amendement n° 99 à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (déduction fiscale s'effectuant par fractions égales sur une période égale à la moitié de la durée de garde du bien) : retiré (p. 3695) ; ses amendements n° 21 et 22 : devenus sans objet.

Après l'article 4 : son amendement n° 23 rectifié (extension du bénéfice de l'article 4 aux collectivités locales) (p. 3697) ; nécessité d'engager des actions de décentralisation culturelle au profit de la province ; retiré (p. 3698).

Après l'article 4 *bis* : son amendement n° 56 (entreprises achetant à compter du 1er juillet 1987 des œuvres originales d'artistes vivants pouvant déduire des impôts dus à la commune au titre de l'exercice de l'année d'acquisition et des neuf années suivantes une somme égale à 4,2 % du prix d'acquisition) : retiré (p. 3701).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Financement de la sécurité sociale (et notamment Etats généraux) (p. 5239).
Personnes âgées :
— retraites (p. 5239).
Politique de la santé :
— maladies professionnelles et accidents du travail (p. 5238, 5239).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 décembre 1987] :

Assurance maladie :
— fonds national de prévention au sein de la Caisse nationale d'assurance maladie et politique de prévention (p. 7812).
Politiques sectorielles diverses :
— allocations familiales et politique de la famille (p. 7811, 7812) ;
— tabac (prix du —) et lutte contre le tabagisme (p. 7812).
Sécurité sociale (généralités) :
— états généraux de la sécurité sociale (p. 7811, 7812, 7820).

Discussion des articles [19 décembre 1987] :

Titre Ier : *création d'un fonds national de prévention.*

Article 1er *(création d'un fonds national de prévention au sein de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés)* : son amendement n° 31 soutenu par M. Gilbert Gantier (missions du fonds national de prévention étant étendues à l'éducation et à l'information sanitaire) : adopté ; son amendement n° 32 rectifié soutenu par M. Gilbert Gantier (fonds national pouvant apporter son concours à des organismes privés) : adopté ; son amendement n° 30 soutenu par M. Gilbert Gantier (autonomie des caisses régionales) : retiré (p. 7829) ; son amendement n° 33 : devenu sans objet (p. 7830).

ROCARD (Michel)

Député des Yvelines
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :

Armes chimiques (p. 127).
Armes nucléaires tactiques ou préstratégiques (p. 126).
Bombe à neutrons (p. 127).
Consensus sur la politique de défense (p. 125).
Défense européenne (p. 126).
Désarmement (p. 127).
Dissuasion nucléaire (p. 125, 126).
Forces nucléaires stratégiques (et notamment deuxième composante terrestre) (p. 126).
Indépendance de décision de la France (p. 126).
Principes de la politique de défense (p. 125).
Relations Nord-Sud (p. 127).
Service national (p. 126, 127).

ROCCA SERRA (Jean-Paul de)

Député de la Corse du Sud
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (départements et territoires d'outre-mer : départements d'outre-mer) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 12 : **départements et territoires d'outre-mer : départements d'outre-mer (n° 960)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Après l'article 10 : son amendement n° 45 soutenu par M. Alain Griotteray (taux de T.V.A. de 21 % applicable aux automobiles en Corse) (p. 4395) ; repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) ; adopté (p. 4397).

Deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule.* Rapporteur [21 octobre 1987] :
Action sociale dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment parité sociale globale) (p. 4565).
Agriculture dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4565).
Crédits (montant et répartition des —) (p. 4565, 4566).
Guyane (situation de la —) (p. 4566).
Octroi de mer (p. 4565).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :
Après l'article 17 : pour l'amendement n° 41 du Gouvernement (exonération d'impôt sur les bénéfices pendant huit ans des sociétés nouvelles exerçant en Corse) ; exclusion de la pêche et des entreprises nouvelles soumises à l'impôt sur le revenu du champ d'application de cet article ; rapport sur la mise en place d'un statut fiscal de la Corse (p. 6946) ; propositions de l'Assemblée de Corse ; régime successoral de la Corse et indivision ; nécessité de s'inspirer de la fiscalité des D.O.M. ; taux de T.V.A. ; globalisation des prêts en faveur de l'agriculture (p. 6947).
Après l'article 21 : soutient l'amendement n° 22 de M. Alain Griotteray (prévoyant un rapport sur la possibilité d'instituer des corps francs dans les principaux ports corses de Bastia et d'Ajaccio) ; son amendement n° 54 (prévoyant que le Gouvernement demandera à la commission des communautés européennes d'étudier la possibilité de création d'une zone franche en Corse) (p. 6956, 6957) ; amendement n° 22 : retiré (p. 6958) ; amendement n° 54 : adopté (p. 6959).

RODET (Alain)

Député de la Haute-Vienne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'épargne (n° 443) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (prestations sociales agricoles) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 44 : **prestations sociales agricoles (n° 960)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 avril 1987] :
Caisses d'épargne et de prévoyance (p. 412).
Epargne (p. 412).
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— âge de la retraite et retraite à soixante ans (p. 412) ;
— assurance vie (lien et cumul du P.E.R. avec —) (p. 412).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [2 juin 1987] (p. 1784) :
Plan d'épargne retraite (p. 1787).
Reprise de l'entreprise par ses salariés (p. 1787).
Titres au porteur identifiable (p. 1787).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre I^er^ du Livre I^er^ du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1^er^ et 2 juillet 1987] :
Apprentissage :
— lien ou concurrence avec le système éducatif (p. 3519) ;
— modèle allemand (p. 3519) ;
— situation et résultats de l'— (p. 3519).
Régions (rôle des —) (p. 3520).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :
Allégements d'impôt (p. 4264).
Entreprises (charges pesant sur les —) (p. 4264).
Impôt sur les sociétés (p. 4264).
Taxe professionnelle (p. 4264).

Deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Questions* [22 octobre 1987] :
Travail clandestin (p. 4643).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules.* Rapporteur spécial [23 octobre 1987] :
Protection sociale agricole (p. 4714, 4715).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Questions* [6 novembre 1987] :
Liaison routière Vierzon-Montauban (p. 5502).

Vote des crédits (p. 5510) :
Etat C, titre V : soutient l'amendement n° 221 de M. Augustin Bonrepaux (réduction des crédits) : retiré (p. 5514).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (n° 1038).

Première lecture, discussion des articles [2 décembre 1987] :
Article 1^er^ *(conseil du marché à terme)* : création de nouveaux contrats de marchandises ; protection des épargnants (p. 6464).

ROGER-MACHART (Jacques)

Député de la Haute-Garonne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (Premier ministre : plan) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [*J.O.* du 8 décembre 1987] (p. 14283).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 35 : **Premier ministre : plan (n° 960)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Investissements et activité économique : [29 avril 1987] (p. 732).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 avril 1987] :
Soutient la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 418 à 421) ; rejetée au scrutin public (p. 422).
Conditions d'examen du texte en commission (p. 418).
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— Répartition (retraite par —) (p. 418).
R.E.S. (reprise de l'entreprise par ses salariés) (p. 418, 419, 420) :
— agrément (p. 420) ;
— déduction des intérêts d'emprunt (p. 420) ;

— entreprises de moins de vingt salariés (p. 421) ;
— loi de 1984 (p. 420).
Transmission d'entreprise (p. 418, 421).

Discussion des articles [21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *Plans d'épargne en vue de la retraite.*

Article 3 *(emplois du P.E.R. ; fiscalité de ses revenus et plus-values)* : soutient l'amendement n° 101 de M. Christian Pierret (mutuelles autorisées à démarcher pour le P.E.R.) : rejeté.

Article 4 *(P.E.R., fiscalité des retraits)* : soutient l'amendement n° 102 de M. Christian Pierret (sortie du P.E.R. uniquement en rente viagère ; imposition de la pension à ce titre) : rejeté (p. 461) ; contre l'amendement n° 149 de M. Philippe Auberger (fiscalité des retraits consécutifs au décès) ; sortie du P.E.R. uniquement en rente viagère (p. 462).

Article 5 *(pénalité de 10 % appliquée au retrait ou à la pension intervenant avant 60 ans et moins de 10 ans après l'ouverture du P.E.R.)* : soutient l'amendement n° 143 de M. Christian Pierret (non application de la pénalité frappant la pension viagère lorsque le contribuable ou le plus âgé des époux perçoit une pension de retraite au titre d'un régime obligatoire) : rejeté (p. 463).

Article 7 *(absence de pénalité sur les retraits ou arrérages de pension en cas de décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à l'imposition commune)* : soutient l'amendement n° 145 de M. Christian Pierret (absence de pénalité en cas de licenciement, de mise à la retraite anticipée ou d'invalidité) : rejeté (p. 465).

Article 8 *(attribution de crédits d'impôt en fonction de l'âge de retrait du capital ou de liquidation de la pension)* : soutient l'amendement n° 108 de M. Christian Goux (de suppresion) ; droit à la retraite à 60 ans ; rejeté (p. 467) ; contre l'amendement n° 159 de M. Etienne Pinte (non attribution des crédits d'impôt en cas de retrait ou de liquidation intervenant avant l'âge de 63 ans) ; âge de la retraite.

Après l'article 9 : ses observations sur l'amendement n° 68 de M. Roger Combrisson (suppression de l'avoir fiscal et institution d'une retenue à la source de 24 % sur les revenus des capitaux mobiliers) ; non représentation de l'opposition aux travaux de la commission de réflexion sur la fiscalité du capital (p. 475).

Chapitre II : *options de souscription ou d'achat d'actions.*

Article 10 *(modulation du prix des actions offertes aux salariés)* : durée de l'option ; augmentation de la décote incitant à substituer des souscriptions d'actions aux augmentations de salaire (p. 477) ; plafonds individuels d'acquisition ; ouverture du système aux mandataires sociaux ; risques de fraude fiscale (p. 478).

Article 13 *(extension aux mandataires sociaux du bénéfice des plans d'options de souscription d'actions)* : soutient l'amendement n° 141 de M. Christian Pierret (de suppresion) ; délit d'initié ; fraude fiscale (p. 479).

Article 14 *(achat d'actions et d'options de souscription d'actions ; suppression du plafond ; non attribution d'options aux salariés et mandataires sociaux détenant plus de 10 % du capital)* : soutient l'amendement n° 133 de M. Christian Pierret (rétablissement des plafonds pour l'achat d'actions et pour les options de souscription d'actions ; deux foix le salaire annuel ou dix foix le plafond annuel de la sécurité social) : rejeté.

Article 15 *(fixation par l'Assemblée générale du délai d'exercice des options de souscription d'actions avec un minimum de 5 ans)* : soutient l'amendement n° 135 de M. Christian Pierret (de suppression) (p. 481) ; rejeté (p. 482).

Chapitre III : *Rachat d'une entreprise par ses salariés.*

Article 16 *(rachat d'une entreprise par ses salariés ; conditions ; régime fiscal)* : loi de 1984 ; son opposition à l'article ; transmission des entreprises ; régime favorisant les héritiers (p. 492) ; soutient l'amendement n° 136 de M. Christian Pierret (nouvelle rédaction de cet article) ; distinction entre la R.E.S. par des salariés anciens et l'achat d'entreprise par un repreneur ; entreprises de moins de 20 salariés ; transmission d'entreprises (p. 496) ; contre l'amendement n° 3 du Gouvernement (nouvelle rédaction de cet article) : rejet de l'amendement n° 136 (p. 498) ; soutient le sous-amendement n° 137 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 3 du Gouvernement (possibilité pour les salariés ayant plus d'un an d'ancienneté de choisir entre les deux régimes de reprise de l'entreprise par ses salariés) : rejeté ; soutient le sous-amendement n° 138 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 3 du Gouvernement (plafond de déductibilité des intérêts des emprunts souscrits par les salariés ramené à la moitié du salaire annuel versé par l'entreprise et au plafond annuel de la sécurité sociale) (p. 498) ; caractère de classe du projet (p. 499) ; soutient le sous-amendement n° 139 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 3 du Gouvernement (extension de la R.E.S. aux entreprises de moins de vingt salariés) : rejeté (p. 502) ; contre le sous-amendement n° 147 de M. Jacques Barrot à l'amendement n° 3 du Gouvernement (R.E.S. minoritaires) (p. 502) ; soutient le sous-amendement n° 140 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 3 du Gouvernement (sommes versées en application de la R.E.S. ne pouvant bénéficier des avantages fiscaux consentis aux donations-partages) : rejeté (p. 505).

Chapitre IV : *Mesures concernant la fiscalité des valeurs mobilières.*

Article 17 *(majoration de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières)* : soutient l'amendement n° 146 de M. Christian Pierret (prorogation du C.E.A. jusqu'en 1990) : rejeté (p. 507).

Chapitre VII : *Régime fiscal des opérations réalisées sur des marchés financiers à terme.*

Article 30 *(extension aux contrats sur actions du régime fiscal des contrats sur obligations)* : ses observations (p. 513).

Article 31 *(taxation forfaitaire des contrats sur instruments financiers autres que les obligations et les actions)* : ses observations (p. 514).

Chapitre VIII : *Réforme des caisses d'épargne et de prévoyance.*

Avant l'article 38 : ses observations sur l'amendement n° 20 de la commission (plans d'épargne d'entreprise, augmentations de capital sur une épargne à constituer) ; délai pour la libération des titres (p. 516).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Régime de déduction des versements effectués par des particuliers (p. 3066, 3067).

Discussion des articles [7 juillet 1987] :

Après l'article 16 : contre l'amendement n° 92 du Gouvernement (responsabilité du conservateur des hypothèques de Bastia) ; technique des cavaliers (p. 3737).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles : [14 et 15 octobre 1987] [16 octobre 1987] :

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)* : augmentation des prélèvements obligatoires pénalisant les petits et moyens revenus ; allégement d'impôt pour les contribuables les plus aisés (p. 4310) ; soutient l'amendement n° 128 de M. Pierre Joxe (institution d'une tranche à 60 %) ; opposition du groupe socialiste à la création d'un taux d'imposition de 100 % proposée par le Parti communiste (p. 4315) ; rejet de l'amendement n° 128 au scrutin public (p. 4316).

Avant l'article 5 : soutient l'amendement n° 144 de M. Christian Pierret (exonération totale ou partielle d'impôt sur les sociétés ou d'impôt sur le revenu pour les entreprises créées à partir du 1er janvier 1988) ; suppression, par la loi de finances pour 1987, de tous les allégements fiscaux dont bénéficiaient les entreprises nouvellement créées ; rejeté au scrutin public (p. 4329).

Article 5 *(crédit d'impôt recherche)* : son approbation de l'article ; ses réserves sur le crédit d'impôt recherche en volume ; soutient l'amendement n° 148 de M. Christian Pierret (suppression du crédit d'impôt recherche en volume — majoration supplémentaire du plafond pour la prise en compte des dépenses de recherche) (p. 4354) ; rejeté (p. 4355) ; pour l'amendement n° 99 rectifié de M. Gilbert Gantier (extension du crédit d'impôt recherche aux brevets) (p. 4359).

Après l'article 5 : pour l'amendement n° 21 de M. Charles Revet (élargissement des conditions de déductibilité des dépenses d'implantation commerciale à l'étranger ou des pertes consécutives à ces implantations).

Article 6 *(suppression de la taxe sur certains frais généraux)* : son opposition à l'article (p. 4361) ; soutient l'amendement n° 145 de M. Christian Pierret (institution d'un crédit d'impôt formation ; rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 4364) ; liberté de choix du chef d'entreprise (p. 4365) ; sa proposition de regroupement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt formation ; rejeté au scrutin public (p. 4366).

Article 12 *(réduction du taux de T.V.A. à 7 % pour les attractions foraines)* : sa proposition d'une mesure générale pour les manifestations ludiques (p. 4403).

Avant l'article 19 : soutient l'amendement n° 147 corrigé de M. Christian Pierret (transmission d'entreprises à titre gratuit ; extension aux tiers des avantages fiscaux de la donation en ligne directe ; majoration de l'abattement dans le cas des entreprises individuelles) (p. 4440) ; rejeté.

Article 19 *(suppression pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés de la possibilité d'étaler sur trois ans leurs plus-values à court terme réalisées à compter du 1er janvier 1987)* : déplacement des capitaux de l'économie réelle vers la spéculation financière ; nécessité de pénaliser les profits spéculatifs (p. 4441).

Article 21 *(relèvement de 2 000 à 4 000 francs de la limite de réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion agréé pour les redevables dont les recettes sont inférieures aux limites du forfait ou de l'évaluation administrative et qui ont opté pour le régime réel d'imposition)* : son approbation de l'article ; plafond au dessous duquel intervient l'abattement de 20 % porté à 400 000 francs sur les revenus de 1988 et non de 1987 (p. 4446).

Article 30 et état A : présentation truquée du déficit budgétaire ; déficit de la sécurité sociale ; prélèvements obligatoires et « bombes à retardement » (p. 4481) ; soutient l'amendement n° 141 de M. Jean Anciant (minoration de 15 milliards de francs des ressources brutes du budget général) ; caractère optimiste des hypothèses économiques du Gouvernement (p. 4482) ; études de l'Ipecode et de l'O.F.C.E. commandées par la commission des finances (p. 4483) ; rejeté (p. 4484).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Examen du fascicule.*
Rapporteur spécial [29 octobre 1987] :
Plan : (p. 5029, 5030, 5031).

Vote des crédits [29 octobre 1987] :
IV — **Plan** :
Conception du plan ; programmation budgétaire pluriannuelle ; contrats Etat-régions (p. 5054).

Défense. — *Vote des crédits* [10 novembre 1987] :

Article 35 *(dépenses en capital des services militaires ; mesures nouvelles)*.

Titre V : son amendement n° 321 (réduction des crédits de documentation) ; programmes d'équipement aéronautique et aéronaval (p. 5707, 5708) ; retiré (p. 5709).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :
Chefs d'entreprise (âge des — ; problème des disparitions d'activités faute de succession) (p. 5975).
Création d'entreprises (p. 5975).
Droit des sociétés :
— allégement du — (p. 5975).
Fiscalité des entreprises :
— fonds de commerce (droit de mutation) (p. 5976) ;
— plus-values (imposition des — de cession) (p. 5976).
Redressement judiciaire (p. 5975).
Transmission d'entreprise :
— donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension au tiers) (p. 5976) ;
— fiscalité (p. 5976) ;
— succession du dirigeant (préparation de la — notamment) (p. 5976).

Discussion des articles [17 et 18 novembre 1987] :

Chapitre I : *dispositions relatives aux droits des sociétés.*

Après l'article 20 : contre l'amendement n° 53 du Gouvernement (entreprises de spectacles) (p. 6026) ; application aux entreprises de spectacles des dispositions en faveur du mécénat (p. 6027).

Avant l'article 21 : son amendement n° 86 (intitulé du chapitre II) : réservé jusqu'après l'examen des amendements portant articles additionnels après l'article 21.

Article 21 *(article 1075 du code civil ; bénéficiaires des donations-partages et des testaments-partages)* : son opposition à cet article ; biens concernés par ce dispositif ; compétence du successeur désigné ; modalité de réduction des droits de mutation (p. 6029) ; son amendement n° 78 (régime fiscal des transfert d'entreprises à un tiers) (p. 6036) ; rejeté (p. 6037) ; **son rappel au règlement** : rédaction de cet article du projet de loi ; sous-amendement à l'amendement n° 31 corrigé du Gouvernement ayant été cité par M. Georges Chavanes mais n'ayant pas été distribué ; retrait de ce sous-amendement et annonce d'une nouvelle rédaction de l'article 21 ; demande à ce que les membres de l'Assemblée disposent du texte écrit de cette nouvelle rédaction (p. 6042) ; ses observations sur l'amendement n° 31 corrigé du Gouvernement (précisant que la donation-partage qui gratifie des enfants et descendants peut bénéficier dans les mêmes conditions à des tiers) ; montant des droits de succession à payer pour le tiers bénéficiaire d'une donation-partage (p. 6043) ; soutient l'amendement n° 90 de M. Philippe Marchand (modification du régime de la donation-partage s'appliquant à la seule transmission d'entreprise) : rejeté ; soutient l'amendement n° 91 de M. Philippe Marchand (précisant que le tiers peut obtenir le don en totalité quel qu'en soit l'excédent au-delà de la portion disponible sauf à récompenser la succession) : rejeté (p. 6044).

Après l'article 21 : son amendement n° 79 (tendant à favoriser les donations d'entreprises à leurs salariés) : rejeté ; soutient l'amendement n° 92 de M. Philippe Marchand (prévoyant que tout intéressé peut saisir le tribunal de commerce qui statuera sur l'aptitude du donataire à gérer l'entreprise et à s'y maintenir) : rejeté (p. 6045).

Avant l'article 21 (amendements précédemment réservés) (intitulé du chapitre II) : son amendement n° 86 (nouvel intitulé du chapitre II : dispositions concernant la transmission d'entreprises à titre gratuit) : rejeté (p. 6046).

Chapitre III : *dispositions fiscales.*

Avant l'article 22 : ses observations sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (souscription en numéraires au capital des sociétés nouvelles créées entre le 1er janvier 1988 et le 31 décembre 1990) ; société de capital risque ; politique socialiste en matière d'aide à la création d'entreprise ; nécessité d'exonérer les entreprises nouvellement créées de l'impôt sur les bénéfices ; démocratisation de l'accès au capital et aux moyens de financement (p. 6047) ; exonération de l'impôt sur les bénéfices pour les entreprises nouvellement créées ; son amendement n° 77 (transmission des entreprises à titre onéreux et avantages fiscaux au profit des salariés rachetant une entreprise) (p. 6048, 6049) ; avantages fiscaux consentis aux salariés rachetant une entreprise ; rejeté ; son amendement n° 80 (impossibilité pour les héritiers de bénéficier des avantages prévus à l'article 790 du code général des impôts en même temps que des avantages fiscaux du rachat d'une entreprise par les salariés) : rejeté (p. 6050).

Article 23 *(articles 719, 724 et 725 du code général des impôts ; droit d'enregistrement sur les mutations de fonds de commerce)* : ses observations sur cet article ; nécessité d'une baisse des droits de mutation (p. 6052) ; droit d'apport de mutation et taxation des plus-values ; nécessité de permettre l'adaptation des sociétés de capitaux ou de personnes à la forme juridique la mieux adaptée à leur développement (p. 6052, 6053) ; ses observations sur l'amendement n° 32 du Gouvernement (réduisant les droits perçus pour les transmissions des petits fonds de commerce grâce à un abattement fonction de l'assiette du droit) ; ses observations sur le sous-amendement n° 82 de M. André Fanton tendant à porter l'abattement prévu par le Gouvernement de 100 000 F pour les fonds de commerce pour lesquels l'assiette du droit n'excède pas 200 000 F à 150 000 F) ; ses observations sur l'amendement n° 34 de M. Jean-Claude Martinez (tendant à réduire le taux des droits de mutation de 13,80 à 12,80 %) (p. 6054, 6055).

Après l'article 23 : son amendement n° 81 (réduction des droits de mutation et augmentation des plus-values sur la cession de droits sociaux) : rejeté (p. 6055).

Explications de vote (p. 6058) :
Création d'entreprises (p. 6060).
Transmission des entreprises (dispositif adopté) (p. 6060).
Transmission des entreprises (fiscalité notamment imposition des plus-values) (p. 6060).
Abstention du groupe socialiste (p. 6060).

Troisième lecture, avant la discussion des articles [23 décembre 1987] :
Transmission d'entreprises :
— droit de mutation (p. 8078) ;
— capacité du repreneur (p. 8077) ;
— donation-partage (limitation de l'extension au tiers de la — aux seules transmissions d'entreprises individuelles) (p. 8078) ;
— mutations et transmission d'entreprises à titre gratuit et onéreux (p. 8077) ;
— sociétés (cas de la transmission des entreprises ayant la forme de —) (p. 8077).

Discussion des articles [23 décembre 1987] :

Chapitre II : *dispositions relatives aux transmissions d'entreprise.*

Section I : *division et intitulé nouveaux.*

Avant l'article 21 : son amendement n° 54 (transmission d'une entreprise par rachat des salariés ou de tiers repreneurs) (p. 8085) ; rejeté (p. 8086).

Article 21 : ses observations ; transmission d'entreprise à un tiers extérieur à la famille ; choix du cadre de la loi sur l'héritage ; question de la compétence du donataire ; regrette que la commission des finances n'ait pas accepté de se saisir pour avis de ce texte ; droit de mutation payé par les tiers bénéficiaires d'une donation-partage (p. 8088) ; restriction du domaine du texte à l'entreprise individuelle (p. 8089) ; son amendement n° 55 (permettant au tiers donataire extérieur à une famille de bénéficier purement et simplement du droit de la transmission en ligne directe) (p. 8090) ; rejeté ; son sous-amendement n° 61 à l'amendement n° 21 du Gouvernement (étendant le champ d'application de l'amendement n° 21 aux entreprises sous forme de société) ; entreprise ayant la forme de société commerciale ; E.U.R.L. (p. 8091) ; notion d'entreprise ; rejeté au scrutin public (p. 8092) ; son sous-amendement n° 60 à l'amendement n° 21 du Gouvernement (retirant les professions libérales du cadre des entreprises visées par l'amendement n° 21) (p. 8092) ; rejeté ; son sous-amendement n° 56 à l'amendement n° 21 du Gouvernement (précisant que, au-delà de la portion disponible, le tiers peut retenir le don en totalité quel qu'en soit l'excédent sauf à récompenser la succession) : rejeté (p. 8094) ; ses observations sur le sous-amendement n° 53 de M. Pierre Mazeaud à l'amendement n° 21 du Gouvernement (précisant que lorsqu'elle porte sur une entreprise individuelle à caractère industriel, commercial, artisanal, agricole ou libéral la donation entre vifs bénéficie de la réduction des droits prévus à l'article 790 du code général des impôts).

Après l'article 21 : son amendement n° 57 (aptitude du donataire à gérer l'entreprise) (p. 8095) ; rejeté (p. 8096).

Article 21 *sexies* : ses observations sur l'amendement n° 25 du Gouvernement (tendant à permettre au dispositif d'incitation à la création d'entreprise de jouer rapidement et aux augmentations de capital nécessaires à leur fonctionnement de se réaliser) ; création d'entreprise (p. 8097).

Section 2 : *dispositions concernant les transmissions d'entreprises à titre onéreux.*

Article 21 *octies* : ses observations sur l'amendement n° 26 du Gouvernement (droit de mutation sur les transmissions d'entreprises à titre onéreux).

Chapitre III : *dispositions fiscales diverses.*

Article 22 *bis* : son amendement n° 58 (tendant à éviter le cumul des avantages fiscaux de rachat d'une entreprise par les salariés et des avantages octroyés d'une donation-partage) (p. 8098) ; rejeté.

Chapitre IV : *dispositions d'application.*

Division et intitulé nouveaux.

Avant l'article 24 : ses observations sur l'amendement n° 50 de la commission (rédaction de l'intitulé du chapitre IV : « dispositions diverses ») ; développement et transmission d'entreprises (p. 8099).

Explications de vote (p. 8100) :

Transmission des entreprises :

— droits de mutation (niveau des —) (p. 8100) ;
— entreprises individuelles (limitation du projet de loi aux —) (p. 8100) ;
— notion d'entreprise individuelle libérale (p. 8100) ;
— repreneurs (compétences des —) (p. 8100).

Vote hostile du groupe socialiste (p. 8100).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, discussion des articles [21 novembre 1987] :

Article 6 *(modalités de calcul des droits de vote dans la nouvelle société)* : ses observations sur l'avenir des caisses régionales du sud-ouest (p. 6216).

Article 7 *(conseil d'administration)* : soutient l'amendement n° 54 de M. Pierre Joxe (représentation des salariés dans dans le conseil d'administration) : rejeté après rectification (p. 6248).

Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Avant l'article 12 : soutient l'amendement n° 81 de M. Christian Goux (tendant à exonérer d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés les entreprises nouvelles) (p. 6898) ; régime d'exonération de l'impôt sur les bénéfices pour les sociétés nouvelles en Corse ; rejeté au scrutin public (p. 6899) ; soutient l'amendement n° 82 de M. Christian Pierret (tendant à créer un crédit d'impôt de 50 % pour les entreprises qui accroissent leurs dépenses de formation au-delà du niveau des exigences légales définies par la taxe d'apprentissage et l'obligation de la formation continue) (p. 6909) ; rejeté (p. 6910).

ROLLAND (Hector)

Député de l'Allier
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réduction de la durée de l'exonération de l'impôt foncier** : non respect par l'Etat de la parole donnée [13 mai 1987] (p. 1077, 1078).

INTERVENTIONS

— **Son rappel au règlement** : mauvaise sonorisation d'une partie de l'hémicycle [29 avril 1987] (p. 743).

— **Son rappel au règlement** : relatif au comportement intempestif de l'Assemblée nationale à l'occasion des questions d'actualité [13 mai 1987] (p. 1079) ; M. Alain Richard, vice-président (p. 1079).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Allégements d'impôt (p. 4263).
Sécurité sociale (cotisations de — ; équilibre financier et réforme de la —) (p. 4264, 4265).

Deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Questions* [5 novembre 1987] :

Taïwan (absence de relations diplomatiques entre la France et —) (p. 5474).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Avortement (lien démographie-vitalité économique) (p. 5979).
Fiscalité des entreprises :
— fonds de commerce (droit de mutation) (p. 5979, 5980) ;
— gérants majoritaires de S.A.R.L. (alignement du régime fiscal des — sur celui des dirigeants de S.A.) (p. 5980) ;
— plus-values (imposition des — de cession) (p. 5979).
Transmission d'entreprise :
— donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension au tiers) (p. 5980).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale du crédit agricole (n° 971).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [1er décembre 1987] :

Son rappel au règlement : rappelle la différence du prix du terrain agricole dans sa circonscription entre 1981 et 1986 (p. 6635).

ROSSI (André)

Député de l'Aisne
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (intérieur : administration générale et collectivités locales) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Rapporteur pour avis du projet de loi, adopté par le Sénat, d'amélioration de la décentralisation (n° 973) [26 novembre 1987] (p. 6473).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 29 : **intérieur : administration générale et collectivités locales (n° 980)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Financement des partis politiques** : ses observations sur le déroulement des séances de questions d'actualité : mesures envisagées pour le financement des partis politiques [29 avril 1987] (p. 738).

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission élue spécialement pour l'examen de la proposition de résolution présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée, portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice (n° 798).

Inscription à l'ordre du jour complémentaire.

Explications de vote [2 octobre 1987] :

Nucci (mise en accusation de M. —) (p. 3920).
Vote favorable du groupe U.D.F. (p. 3920).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [9 novembre 1987] :

Collectivités locales :
— décentralisation (bilan de la —) (p. 5591) ;
— déconcentration administrative (p. 5591) ;
— fonction publique locale (p. 5593).
Finances locales :
— fiscalité locale (généralités) (p. 5591, 5592) ;
— placement des fonds des collectivités locales (p. 5592).
Tribunaux administratifs (situation des —) (p. 5592).

Vote des crédits (p. 5637) :

Article 70 *(crédits des préfectures) :* contre l'amendement n° 291 de la commission des lois (de suppression) (p. 5639).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur pour avis [14 décembre 1987] :

Communes touristiques :
— dotation touristique (D.G.F.) (p. 7344, 7345) ;
— taxe de séjour (p. 7345).
Contrôle financier (rôle des chambres régionales des comptes et des trésoriers-payeurs-généraux pour les petites communes (p. 7344).
Coopération intercommunale :
— rôle de la — (p. 7344).
Cour des comptes (mission permanente d'inspection des chambres régionales) (p. 7344).
D.D.C.L (procédure des —) (p. 7343).
Endettement des communes et départements (p. 7344).
Fiscalité locale (et dépenses) (p. 7345).
Interventions économiques des collectivités locales :
— entreprises en difficultés (p. 7344) ;
— établissements de crédit garantissant des emprunts (participation des collectivités locales au capital des —) (p. 7344).

Discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Titre II : *dispositions relatives aux interventions économiques des collectivités locales.*

Article 4 *(suppression des aides des communes et des départements en faveur des entreprises en difficultés) :* son amendement n° 47 (intervention des départements en faveur des entreprises en difficultés) (p. 7431) : adopté ; son amendement n° 48 (intervention de la région pour les entreprises en difficultés) (p. 7432) ; adopté (p. 7433).

Article 14 *(contrôle financier des comptes des collectivités locales) :* son amendement n° 49 (tendant à supprimer les dispositions prévoyant l'insertion dans le rapport public de la Cour des comptes d'observations relatives aux contrôles exercés par les chambres régionales des comptes) : rejeté ; son amendement n° 50 (suppression de la mission d'inspection des chambres régionales des comptes) : rejeté (p. 7454).

Titre V : *dispositions relatives au financement des collectivités locales à vocation touristique.*

Article 19 *(aménagement du régime des dotations aux communes touristiques et thermales) :* son amendement n° 51 (de précision) : adopté (p. 7504) ; son amendement n° 52 (fixant la garantie annuelle pour les communes à 90 % au lieu de 80 %) (p. 7505) ; retiré ; son amendement n° 53 (seuil d'écrêtement) (p. 7506) ; retiré (p. 7507).

Après l'article 19 : son amendement n° 55 (insertion d'un intitulé nouveau) ; réservé jusqu'après la discussion de l'amendement n° 54 ; son amendement n° 54 (schéma d'aménagement de la Corse) (p. 7511-7512) ; rejeté au scrutin public (p. 7514) ; son amendement n° 55 : devenu sans objet.

Article 25 *(réforme de la taxe de séjour) :* son amendement n° 56 (taxe de séjour forfaitaire) : adopté (p. 7517).

ROSSINOT (André)

Ministre chargé des relations avec le Parlement

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **M. Francis Hardy : protection sociale agricole** : mise en place d'une circulaire étendant le dispositif de sécurité au régime agricole [20 mai 1987] (p. 1360) ;

— **M. Edouard Frédéric-Dupont : propos tenus par M. Michel Noir** : condamnation, par M. le Premier ministre, des propos d'exclusion et de rejet [20 mai 1987] (p. 1366) ;

— **M. Francis Geng : indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse en 1986 : insuffisance des prêts « calamité agricole »** [27 mai 1987] (p. 1711) ;

— **M. André Billardon : secret défense** : décision de la Chambre d'accusation de la Cour de Paris ; protection renforcée du secret défense [10 juin 1987] (p. 2175) ;

— **M. Alain Griotteray : anniversaire de l'arrivée des Américains en 1917** : pourparlers avec les ministères et les autorités compétentes pour organiser notamment la participation de jeunes militaires américains au défilé du 14 juillet [17 juin 1987] (p. 2509) ;

— **M. Jean-Marie Le Pen : application de l'article 3 de la Constitution** : respect par le Gouvernement de l'initiative parlementaire ; mode de fonctionnement de l'Assemblée relevant de sa compétence selon le principe de séparation des pouvoirs [14 octobre 1987] (p. 4278) ;

— **M. Jacques Chartron : difficultés du marché ovin** : mesures prises par le Gouvernement ; projet de réforme du règlement ovin prévu par la communauté européenne [14 octobre 1987] (p. 4284) ;

— **M. Jean-Claude Gaudin : situation de la prison des Baumettes** : lutte contre la drogue ; envoi d'une mission sur place pour déterminer le nombre d'agents supplémentaires nécessaires à l'ouverture d'un nouveau bâtiment de détention ; situation pénitentiaire actuelle [12 novembre 1987] (p. 5754) ;

— **M. Louis Mermaz : financement des partis politiques et des campagnes électorales** : nécessité de réfléchir sur les propositions existantes [18 novembre 1987] (p. 6014) ; article 4 de la Constitution (p. 6015) ;

— **M. René Benoit : situation du marché porcin** : indemnisation des dommages subis dans l'ouest de la France ; problème de la politique porcine ; énonce les mesures susceptibles de résoudre ses difficultés [18 novembre 1987] (p. 6022) ;

— **M. Pascal Arrighi : déclarations récentes d'un membre du Gouvernement** : déclaration de M. François Léotard faite dans le cadre de ses fonctions de secrétaire général d'un parti politique [25 novembre 1987] (p. 6432) ; secret du suffrage universel (p. 6433) ;

— **Mme Denise Cacheux : aide judiciaire** : attachement du Gouvernement à l'aide judiciaire ; augmentation des dépenses des frais de justice comprenant l'aide judiciaire [25 novembre 1987] (p. 6434) ; dysfonctionnement susceptible d'être corrigé (p. 6435) ;

— **M. Michel Delebarre : question de confiance** : engagement de la responsabilité du Gouvernement au titre de l'article 49-1 de la Constitution représentant une procédure largement utilisée [2 décembre 1987] (p. 6693) ;

orales sans débat :

— **M. Pierre Joxe (n° 341) : expulsion d'Iraniens** : expulsion selon la procédure de l'urgence absolue pour des raisons impérieuses de sécurité nationale [18 décembre 1987] (p. 7711) ;

— **M. Gilbert Bonnemaison (n° 343) : mise en liberté provisoire des frères Chaumet** : nouvelle inculpation des frères Chaumet pour exercice illégal de la profession de banquier sans incidence sur la durée maxima de leur détention provisoire [18 décembre 1987] (p. 7711) ;

— **M. Léonce Deprez (n° 337) : obligation de paiement par chèque** : règlement par chèque assurant la transparence des transactions ; étude des simplifications possibles [18 décembre 1987] (p. 7712).

INTERVENTIONS

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : politique du logement menée entre 1981 et 1983 [23 juin 1987] (p. 3082).

— **Ses observations sur le rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : attitude du groupe socialiste lors de la discussion du projet de loi sur la détention provisoire [10 décembre 1987] (p. 7088, 7089).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Guy Ducoloné [20 décembre 1987] (p. 7947).

— **Répond au rappel au règlement** de M. Gilbert Gantier : rappelle qu'il est indispensable de commencer l'examen de la proposition de loi relative aux opérations de télépromotion [20 décembre 1987] (p. 7947).

— **Associe** le Gouvernement à l'hommage prononcé à la mémoire de Mme Ginette Leroux [22 décembre 1987] (p. 8031).

ROSTOLAN (Michel de)

Député de l'Essonne
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (n° 778) [4 juin 1987] (p. 2010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux enseignements artistiques (n° 1004) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au patrimoine monumental (n° 1019) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

DEPOTS

Retrait de sa **proposition de loi** (n° 605) relative à l'adoption prénatale [28 avril 1987].

Proposition de loi tendant à instituer une **déclaration prénatale de consentement à l'adoption (n° 721)** [7 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 778) autorisant l'approbation d'un accord de **sécurité sociale** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des **Etats-Unis d'Amérique (n° 837)** [11 juin 1987].

Proposition de loi relative à la reconnaissance de **la vocation internationale de l'Association internationale des parlementaires de langue française (n° 1035)** [13 novembre 1987].

Proposition de loi relative à la **pêche en eau douce** et la gestion des ressources piscicoles **(n° 1188)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Remboursement de l'interruption volontaire de grossesse** : interview de M. Jacques Chirac dans le quotidien *« Libération »* le 30 octobre 1984 ; application du vote bloqué sur des amendements supprimant le remboursement de l'I.V.G. par la sécurité sociale [18 novembre 1987] (p. 6012) ; sa proposition de loi (p. 6013) ;

orales sans débat :

— **n° 194**, posée le 21 avril 1987 : **corps diplomatique et consulaire (Afrique du Sud)** (p. 529) ; appelée le 24 avril 1987 : **manifestation devant l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris** : attitude des forces de police lors de la manifestation organisée à l'initiative du mouvement des jeunesses communistes de France ; question initialement posée par un membre de la majorité gouvernementale (p. 665, 666)

INTERVENTIONS

— **Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).**

Première lecture, discussion des articles [22 mai 1987] :

Titre Ier : *actions en faveur des personnes recontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Article 1er *(financement par l'Etat d'actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi)* : extension de ces mesures aux mères de famille de nationalité française ayant quitté leur emploi pour se consacrer à l'éducation de leurs enfants (p. 1524).

Article 2 *(définition des actions de réinsertion et exonération de cotisations sociales des contrats de réinsertion en alternance)* — *article L. 980-14 du code du travail* (définition des actions de réinsertion) : son amendement n° 121 (application de l'article 2 aux mères de famille s'étant consacrées à l'éducation de leurs enfants) (p. 1534) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1535).

Après l'article 5 : son amendement n° 91 soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (possibilité de mentionner dans les insertions d'offres une préférence quant à la nationalité du candidat) (p. 1558) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 93 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (fin de l'assimilation de l'étranger non muni du titre nécessaire à un travailleur régulièrement engagé) (p. 1559) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 96 soutenu par M. Christian Baeckeroot (prise en compte de la nationalité des intéressés) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 97 soutenu par M. Christian Baeckeroot (même objet) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1560) ; son amendement n° 99 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (aggravation des peines sanctionnant des fraudes tendant à favoriser l'emploi de travailleurs étrangers) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 100 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (même objet) (p. 1561) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 101 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (même objet) ; application de

l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 102 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (même objet) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1562) ; son amendement n° 106 soutenu par M. Christian Baeckeroot (autorisation ministérielle nécessaire à l'entrée et à l'emploi en France de tout étranger non ressortissant de la C.E.E.) (p. 1563) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 107 : retiré (p. 1564) ; son amendement n° 90 soutenu par M. Christian Baeckeroot (création d'un titre 1er *bis* : « actions pour la création d'emplois ») ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1567).

Après l'article 5 : ses amendements n° 99, 101, 102 : adoptés au scrutin public en même temps que l'ensemble du projet de loi (article 44, alinéa 3 de la Constitution) (p. 1573).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [12 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*

Après l'article 48 : son amendement n° 270 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (organisations ayant pour objet le remboursement des frais de soins ne pouvant prendre en charge de quelque façon que ce soit les frais occasionnés par une cessation volontaire de grossesse à caractère non thérapeutique) (p. 2348) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 271 soutenu par M. Georges-Paul Wagner (abrogation de la loi du 31 décembre 1982 relative à la couverture des frais afférant à l'I.V.G. non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure) (p. 2349) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; son amendement n° 272 précédemment réservé (p. 2347) ; soutenu par M. Georges-Paul Wagner (tendant après l'article 51 à insérer l'intitulé suivant : « dispositions relatives à l'accueil de la vie ») ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 2350).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (n° 778).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. Rapporteur [15 juin 1987] :

Condition de résidence (p. 2383).
Coordination des systèmes de sécurité sociale (p. 2383).
Echanges commerciaux avec les Etats-Unis (p. 2382, 2383).
Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle (application de l'accord) (p. 2384).
Mobilité des salariés entre les deux pays (p. 2383).
Réciprocité (principe de —) (p. 2383).
Vide juridique actuel (p. 2383).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Procédure des questions [16 juin 1987] :

Namibie ou Sud-Ouest africain (accession à l'indépendance de la —) (p. 2490).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à adapter aux exigences du développement du tourisme certaines dispositions du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme (n° 829), et conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi de M. Alain Mayoud visant à abroger les dispositions relatives aux zones protégées figurant au code des débits de boissons (n° 68), de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir l'animation et la vie locale des bourgs ruraux (n° 310), de M. Francis Geng et plusieurs de ses collègues tendant à aménager certaines dispositions du code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme en vue de favoriser le développement de l'industrie hôtelière (n° 635) et de M. Pierre-Rémy Houssin tendant à modifier l'article L. 49 du Code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme (n° 675).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Communes (vie locale dans les petites —) (p. 3248).
Tourisme (développement du —) (p. 3248).
Vote favorable du groupe Front national (p. 3248).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur le transfèrement des condamnés détenus entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti (n° 741).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 octobre 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen (p. 3923) ; rejetée au scrutin public (p. 3923).
Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marie Le Pen (p. 3923) ; retirée (p. 3923).
Détenus étrangers en France (proportion de —) (p. 3923).
Refus de transfèrement des prisonniers djiboutiens en France (p. 3923).
Transfèrement des personnes condamnées (p. 3923).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Titre III : *dispositions diverses.*

Après l'article 10 : son sous-amendement n° 83 soutenu par M. Roger Holeindre à l'amendement n° 74 du Gouvernement (cambodgiens) (p. 4167) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 82 soutenu par M. Roger Holeindre à l'amendement 74 du Gouvernement (population de l'Angola) : application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 84 soutenu par M. Bruno Gollnisch à l'amendement n° 74 du Gouvernement (population de l'Ethiopie) (p. 4169) ; son sous-amendement n° 89 soutenu par M. Bruno Gollnisch à l'amendement n° 74 du Gouvernement (église du silence en Chine communiste) (p. 4170) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 90 soutenu par M. Bruno Gollnisch à l'amendement n° 74 du Gouvernement (indiens Misquitos du Nicaragua) : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 4171) ; son sous-amendement n° 101 à l'amendement n° 74 du Gouvernement (avortement) (p. 4176) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; son sous-amendement n° 102 soutenu par M. Roger Holeindre à l'amendement 74 du Gouvernement (agression soviétique en Corée) (p. 4177) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 4178).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [3 novembre 1987] :

Politique de la famille :
— adoption (p. 5266) ;
— politique de la famille (généralités) (p. 5266).

Vote des crédits [3 novembre 1987] :

Etat B, titre IV : son amendement n° 206 (suppression des crédits se rapportant au remboursement par l'Etat des avortements à caractère non médical) (p. 5325) ; vote réservé, en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 5326).

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule* [5 novembre 1987] :

Effectifs (réduction des — et implantation diplomatique et consulaire) (p. 5457).
Ministère des affaires étrangères (érosion du rôle du —) (p. 5457, 5458).
Rapport Viot (p. 5457).

Vote des crédits :

Son rappel au règlement (p. 5481).

Seconde délibération du projet de loi [13 novembre 1987] :

Son rappel au règlement : utilisation de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; remboursement de l'interruption volontaire de grossesse (p. 5929).

Article 32, état B *(dépenses ordinaires ; mesures nouvelles).*

Titre III : ses observations sur la qualité rédactionnelle de l'amendement n° 12 du Gouvernement (majoration de crédits concernant les affaires étrangères) (p. 5932).

— **Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au patrimoine monumental (n° 1019).**

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Commission des abords (p. 7739).
Grands projets culturels (et notamment Grand Louvre) (p. 7741).
Lourdeur administrative (p. 7741).
Patrimoine :
— identité nationale et patrimoine (p. 7741) ;
— utilisation du patrimoine monumental (p. 7740).
Personnel qualifié (situation du — et notamment des architectes) (p. 7739).
Politique architecturale (p. 7739, 7740).
Politique culturelle (p. 7741).
Politique de l'urbanisme (p. 7740).

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).**

Première lecture, discussion des articles [19 décembre 1987] :

Titre IV : *droit des médecins à une cessation anticipée d'activité.*

Après l'article 4 : son amendement n° 14 (abrogation de la loi du 31 décembre 1982 relative à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 7866).

Explications de vote [19 décembre 1987] :

Avortement (p. 7870).

Son rappel au règlement : regrette que l'application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution le contraigne à se rendre financièrement complice de l'avortement par le biais de l'impôt (p. 7870).

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Turquie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole) (n° 1015).**

Première lecture, avant la discussion de l'article unique. Rapporteur suppléant [20 décembre 1987] :

Relations entre la France et la Turquie (p. 7928, 7929).

ROUDY (Yvette)

Député du Calvados
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à abroger certaines dispositions pénales relatives à l'**interruption de grossesse (n° 1192)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Comité français d'éducation pour la santé** : détournement de fonds consacrés à la lutte contre le S.I.D.A. au profit de personnes proches du R.P.R. ; retrait de l'agrément du délégué général du comité français de l'éducation pour la santé [9 décembre 1987] (p. 7010).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).**

Première lecture, avant la discussion des articles [7 mai 1987] :

Autorité parentale (exercice conjoint de l'—) (p. 965).
Pensions alimentaires (paiement des —) (p. 965).
Secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme (rôle intérieur du —) (p. 965).

— **Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).**

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Compétitivité des entreprises françaises (amélioration de la — et croissance) (p. 1045).
Conditions de vie et de travail (p. 1046).
Contreparties pour les salariés (relative à la modulation) (p. 1045).
Convention n° 89 de l'Organisation internationale du travail (p. 1046).
Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes (p. 1046).
Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1045).
Formes de l'aménagement du temps de travail :
— travail de nuit des femmes (condition de dérogation — opinion des femmes) (p. 1046).
Taddei (rapport —) (p. 1046).

ROUSSEL (Jean)

Député des Bouches-du-Rhône
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3732).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à l'**amélioration de l'indemnisation des rapatriés d'Algérie (n° 871)** [18 juin 1987].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).**

Première lecture, avant la discussion des articles [7 mai 1987] :

Enfant issu du mariage (p. 956).
Enfants enlevés par leur père (et enfants des couples franco-algériens) (p. 955).
Famille (p. 955, 956).
Mœurs (évolution des —) (p. 955).

Discussion des articles [7 mai 1987] :

Article 2 *(attribution de la garde des enfants après divorce)* : soutient l'amendement n° 57 rectifié de M. Ronald Perdomo (règle de l'exercice conjoint de l'autorité parentale ; pouvoirs du juge) (p. 969) ; rejeté (p. 971).

Avant l'article 1er (amendements précédemment réservés) : soutient l'amendement n° 51 de M. Ronald Perdomo (possibilité pour un époux ayant consenti au divorce de revenir sur sa décision au cours de la procédure) : rejeté ; soutient l'amendement n° 52 de M. Ronald Perdomo (délai d'un mois pour le prononcé de l'ordonnance de non conciliation à compter de la demande de divorce) ; vide juridique entre le dépôt de la demande de divorce et le moment où est prise l'ordonnance de non conciliation ; rejeté (p. 972) ; soutient l'amendement n° 53 de M. Ronald Perdomo (délai maximum de six mois pour le jugement d'appel sur l'ordonnance de non conciliation) : rejeté (p. 973).

Après l'article 3 : contre les amendements n° 10 rectifié de la commission et n° 36 rectifié de Mme Paulette Nevoux (juge tenant compte des sentiments exprimés par les enfants ; audition des enfants de plus de 13 ans en cas de désaccord entre les parents) ; contre l'amendement n° 62 de M. Vincent Porelli (juge tenant compte des sentiments exprimés par l'enfant et pouvant lorsque l'enfant de plus de 13 ans a indiqué son désir de vivre avec l'un ou l'autre de ses parents, procéder à son audition en cas de désaccord entre les parents) (p. 982).

Article 5 *(exercice de l'autorité parentale sur les enfants naturels)* : contre le sous-amendement n° 44 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 18 de la commission (déclaration devant l'officier d'état civil pour l'exercice conjoint de l'autorité parentale) (p. 987).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marcel Lucotte tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 746).

Première lecture, discussion des articles [4 juin 1987] :

Article 1er, tableau 4 annexé *(tableau des secteurs pour l'élection des conseillers municipaux de Marseille)* : soutient l'amendement n° 1 de M. Pascal Arrighi (répartition des sièges par secteur) (p. 1957, 1958) ; rejeté (p. 1962).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Questions* [20 octobre 1987] :

Liquidation judiciaire des entreprises (modification de la loi du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la —) (p. 4532).

ROUX (Jacques)

Député de l'Hérault
Communiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 4).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Avenir de la protection sociale en France : propositions communistes ; rassemblement du 22 mars 1987 [8 avril 1987] (p. 78).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Budget global et financement des hôpitaux (p. 715).
Carte sanitaire (et notamment participation du secteur privé à la —) (p. 715).
Commission médicale d'établissement (C.M.E.) (p. 715).
Médecins hospitaliers (nombre, formation et statut des —) (p. 716).
Pôles d'activités (p. 715).
Politique hospitalière menée entre 1981 et 1986 (et notamment départementalisation) (p. 715).
Politique hospitalière (propositions du parti communiste en matière de) (p. 716).
Secteur privé hospitalier (réintroduction du — à l'hôpital public) (p. 715).
Service (rétablissement du —) (p. 715).

Discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 48 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (mission sociale du service public hospitalier) : rejeté (p. 769).

Titre Ier : *organisation des établissements d'hospitalisation publics.*

Article 1er *(rétablissement des services)* : son amendement n° 34 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 771) ; rejeté (p. 772).

Article 2 *(nomination des chefs de service ; constitution des pôles d'activités et des départements) ; article 204 de la loi du 31 décembre 1970 (constitution des départements)* : son amendement n° 46 soutenu par M. Georges Hage (services pouvant être regroupés en départements à la demande des personnels médicaux et para-médicaux) (p. 788) ; rejeté (p. 789).

Après l'article 2 : son amendement n° 49 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (représentation du personnel médical et pharmaceutique, du personnel paramédical, du personnel administratif et technique dans chaque établissement) : rejeté (p. 796) ; son amendement n° 47 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (présence d'un conseil d'administration dans chaque établissement d'hospitalisation public) : rejeté (p. 796).

Titre III : *dispositions relatives aux établissements d'hospitalisation privés.*

Article 10 *(regroupement des établissements privés)* : soutient l'amendement n° 37 de Mme Jacqueline Hoffmann (de suppression) (p. 810) ; rejeté (p. 811).

Titre IV : équipement sanitaire.

Après l'article 12 : son amendement n° 50 soutenu par M. Gérard Bordu (rôle de la région dans l'établissement des plans d'équipement sanitaire) : rejeté (p. 820).

— Projet de loi rejeté par le Sénat, relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 886).

Première lecture, discussion des articles [15 mai 1987] :

Article 4 *(droits des salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent)* son amendement n° 267 soutenu par M. Gérard Bordu (de suppression) (p. 1241) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1242).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, discussion des articles [19 mai 1987] [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-1 du code du travail* (définition de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 84 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (fixant à 10 % la proportion de l'effectif recruté parmi les handicapés) (p. 1334) ; rejeté (p. 1336) ; son amendement n° 85 soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (suppression de l'exonération pendant trois ans de leur obligation d'emploi pour les entreprises qui se sont créées ou ont augmenté leur effectif) : rejeté (p. 1337) ; *article L. 323-3 du code du travail* (bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 91 soutenu par M. Bernard Deschamps (tendant à étendre le bénéfice de l'obligation d'emploi aux victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle dont le taux d'incapacité est inférieur à 10 %) : rejeté (p. 1344) ; *article L. 323-4 du code du travail* (calcul des effectifs de l'entreprise et du nombre des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) ; son amendement n° 93 soutenu par M. Bernard Deschamps (majoration de décompte ; prise en compte multiple) : rejeté (p. 1378) ; *article L 323-8-1 du code du travail* (accord prévoyant un programme en faveur des travailleurs handicapés) : son amendement n° 97 soutenu par M. Gérard Bordu (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 99 soutenu par M. Gérard Bordu (application de l'accord ne pouvant exonérer l'employeur de son obligation d'employer les bénéficiaires dans la proportion de 10 % de l'effectif total des salariés) : rejeté (p. 1385) ; son amendement n° 102 (montant de la contribution ne pouvant être inférieur à 2 000 fois le S.M.I.C. horaire) (p. 1400) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 104 (comité d'entreprise, comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, délégués des personnels étant habilités à contrôler le versement de la redevance) : rejeté (p. 1401) ; *article L.323-8-3 du code du travail* (gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : soutient l'amendement n° 105 de M. Bernard Deschamps (participation des organisations syndicales représentatives des salariés à l'office national gérant le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) (p. 1402) ; rejeté (p. 1403) ; *article L. 323-8-4 du code du travail* (actions financées par le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : son amendement n° 106 (actions menées grâce au fonds ne pouvant se substituer à celles mises en œuvre par l'Etat où les diverses collectivités territoriales dans les domaines de formation ou d'insertion au travail des personnes handicapées) : rejeté (p. 1407) ; *après l'article L. 323-8-5 du code du travail* : son amendement n° 125 (employeurs ne pouvant s'opposer à ce que des équipes spécialisées suivent l'activité des personnes handicapées en milieu ordinaire) : rejeté (p. 1409).

Après l'article 1er : soutient l'amendement n° 126 de Mme Muguette Jacquaint (Gouvernement devant présenter

une réforme des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel) : rejeté (p. 1412).

Article 5 *(coordination)* : son amendement n° 114 (contrôle des comités d'entreprise sur l'application de la législation concernant les handicapés) : rejeté (p. 1419).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 et 5 juin 1987] :

Dispositions relatives à la protection sociale :
— médicaments (mise sur le marché des —) (p. 1999).
Dispositions relatives à la santé :
— S.I.D.A. (dépistage anonyme et gratuit du —) (p. 1998).
Dispositions relatives aux études médicales :
— réforme du troisième cycle des études médicales (p. 1999) ;
— situation des généralistes (ou résidents) (p. 1999, 2000, 2001).

Discussion des articles [9 juin 1987] [10 juin 1987] [12 juin 1987] :

Titre IV *dispositions relatives du travail et à l'emploi.*

Article 31 *(dispositions relatives au départ à la retraite des salariés)* : soutient l'amendement n° 125 de M. Georges Hage (calcul du taux des indemnités) : rejeté ; son amendement n° 126 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (impossibilité de licencier un salarié en raison de son âge) : rejeté ; soutient l'amendement n° 122 de Mme Muguette Jacquaint (nullité des clauses des conventions collectives prévoyant une rupture de plein droit ou à l'initiative de l'employeur justifiée par l'âge du salarié ou par le bénéfice de son droit à pension de vieillesse) : rejeté (p. 2135).

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*

Avant l'article 28 (amendements précédemment réservés) : son amendement n° 101 soutenu par M. Rémy Auchedé (rôle des médecins généralistes) : rejeté (p. 2192).

Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales)* : son amendement n° 103 soutenu par M. Rémy Auchedé (conditions d'cFaccès au troisième cycle des études médicales) (p. 2208) ; rejeté au scrutin public (p. 2209) ; son amendement n° 317 soutenu par M. Michel Peyret (troisième cycle des études médicales comportant une filière d'internat préparant à la profession de médecin de protection maternelle et infantile) : rejeté (p. 2214) ; son amendement n° 313 soutenu par M. Rémy Auchedé (troisième cycle des études médicales comportant la filière d'internat de médecine du travail) : rejeté ; son amendement n° 320 (troisième cycle des études médicales comportant une filière d'internat préparant à la profession de médecin conseils de la sécurité sociale) : rejeté ; son amendement n° 309 soutenu par M. Rémy Auchedé (troisième cycle des études médicales comportant une filière d'internat préparant à la profession de médecin inspecteur de la santé) (p. 2215) ; rejeté ; son amendement n° 321 (troisième cycle des études médicales comportant une filière d'internat préparant à la profession de médecin légiste) : rejeté (p. 2216) ; son amendement n° 325 soutenu par M. Rémy Auchedé (programme de l'examen classant et validant) (p. 2219) ; rejeté (p. 2220) ; son amendement n° 329 (suppression de la notion de résidant) : rejeté (p. 2225) ; son amendement n° 322 soutenu par M. Rémy Auchedé (étudiants de troisième cycle en médecine générale effectuant des stages hospitaliers définis sur des critères de formation et d'encadrement et d'une amélioration du choix des stages chez le praticien) (p. 2226) ; rejeté ; son amendement n° 324 soutenu par M. Georges Hage (étudiants de troisième cycle bénéficiant tous de la même couverture sociale) : rejeté (p. 2227) ; son amendement n° 110 soutenu par M. Rémy Auchedé (représentation au sein des commissions techniques et pédagogiques interrégionales) : rejeté (p. 2229).

Article 29 (précédemment réservé) *(entrée en vigueur du nouveau régime)* : son amendement n° 330 soutenu par M. Georges Hage (nécessité d'effectuer un bilan de la loi de 1982) (p. 2230) : rejeté.

Article 30 (précédemment réservé) *(décret d'application de l'article 28)* : son amendement n° 113 (de suppression) : rejeté (p. 2231).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Après l'article 48 : son amendement n° 81 précédemment réservé (p. 2329) (validation des décisions prises après avis ou sur proposition du comité national de la recherche scientifique) (p. 2345) ; retiré (p. 2346).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Etudes médicales (réforme des — et médecine générale) (p. 3400).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Article 3 *(application du taux super réduit de T.V.A. aux médicaments)* : son amendement n° 8 soutenu par M. Gérard Bordu (vérification par le Conseil de la concurrence de la diminution des prix à la suite de la baisse du taux de T.V.A.) : rejeté (p. 2966).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 octobre 1987] :

Chiens douaniers (p. 4047).
Douanes (renforcement des pouvoirs des —) (p. 4047).
Recherche scientifique sur la toxicomanie (et notamment abandon du projet de création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche et de l'information sur la toxicomanie) (p. 4047, 4048).
Toxicomanes (traitement médical et réinsertion sociale des —) :
— centres d'accueil et de soins (p. 4047) ;
— injonction thérapeutique (p. 4048) ;
— médecins (rôle des — et coopération avec les magistrats) (p. 4047, 4048) ;
— réinsertion sociale des toxicomanes (p. 4048).
Toxicomanie (lutte contre la — et notamment action de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie) :
— crédits engagés (p. 4048).
Trafic de stupéfiants (répression du —) :
— aggravation des peines (p. 4046, 4047) ;
— coopération internationale (p. 4048) ;
— repentis (réduction de peines pour les —) (p. 4047).
Trafic de stupéfiants et toxicomanie (qualification pénale et modification des règles concernant le cumul des peines pour les seules affaires de drogue) (p. 4046, 4047).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Environnement. — *Examen du fascicule* [30 octobre 1987] :

Air (lutte contre la pollution de l' —) (p. 5169).
Crédits (évolution, montant, répartition) (p. 5168).
Eau (lutte contre la pollution de l' —) (p. 5169).
Littoral (protection du —) (p. 5169).
Nantes (incendie de l'entrepôt de — et risques chimiques) (p. 5168).
Parcs nationaux et réserves naturelles (situation des —) (p. 5169).
Transformateurs à pyralène (p. 5169).

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Politique de la santé :
— maladies professionnelles et accidents du travail (p. 5217, 5218) ;
— personnels des hôpitaux (p. 5219) ;
— recherche et prévention médicales (p. 5218).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).

Première lecture, avant la discussion des articles : [11 décembre 1987] et [17 décembre 1987] :

Comité interprofessionnel du logement (structure et champs d'intervention) (p. 7619).
Entreprises (taux de participation des — à l'effort de construction) (p. 7619).
Habitations à loyer modéré et logements sociaux (p. 7619, 7620).
Partenaires sociaux (position et rôle des —) (p. 7621).
Un pour cent (emploi et affectation du —) (p. 7619).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Assurance maladie :
— fonds national de prévention au sein de la Caisse nationale d'assurance maladie et politique de prévention (p. 7793) ;
— médecine scolaire (p. 7793) ;
— plan de rationalisation de l'assurance maladie (p. 7793).

Assurance vieillesse :
— incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins (p. 7793) ;
— retraite progressive (p. 7793) ;
— revalorisation des pensions pour 1988 (p. 7793).

Sécurité sociale (généralités) :
— autonomie de gestion des branches de la sécurité sociale (p. 7792) ;
— Etats généraux de la sécurité sociale (p. 7792).

Discussion des articles [19 décembre 1987] :

Titre Ier : *création d'un fonds national de prévention.*

Avant l'article 1er : son amendement n° 1 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (suppression de l'intitulé du Titre Ier) : rejeté (p. 7826).

Article 1er *(création d'un fonds national de prévention au sein de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés)* : son amendement n° 2 soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (de suppression) (p. 7827) ; rejeté (p. 7828).

Titre II : *droit à une retraite progressive.*

Avant l'article 2 : son amendement n° 3 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (suppression de l'intitulé du titre) (p. 7830) ; rejeté (p. 7831).

Article 2 *(institution d'une retraite progressive)* : son amendement n° 4 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 7844) ; rejeté ; son amendement n° 24 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (temps de travail de l'assuré ayant choisi la retraite progressive devant être égal d'une semaine à l'autre durant l'année) : rejeté (p. 7845) ; son amendement n° 17 (salariés soumis à la retraite progressive devant pouvoir bénéficier du déblocage de sa retraite complémentaire) : rejeté ; son amendement n° 18 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (nécessité de permettre aux salariés ayant choisi de prendre une retraite progressive de continuer à cotiser au régime de retraite complémentaire) : rejeté ; son amendement n° 19 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (bénéficiaire de la retraite progressive bénéficiant de tous les avantages auxquels il aurait pu prétendre s'il était parti à la retraite à soixante ans) (p. 7846) ; rejeté ; son amendement n° 20 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (cotisation d'assurance vieillesse due au titre de l'activité de l'assuré bénéficiant de la retraite progressive étant intégralement due par l'employeur) : rejeté ; son amendement n° 21 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (cotisation d'allocation familiale étant due sur l'ensemble du revenu du salarié) : rejeté ; son amendement n° 22 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (refus par l'assuré de bénéficier de la retraite progressive équivalant sur sa demande à un licenciement) : rejeté ; son amendement n° 23 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (compétence du Conseil des prud'hommes pour les litiges nés du calcul de la fraction de pension) (p. 7847) ; rejeté ; son amendement n° 16 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (assuré bénéficiant d'une retraite progressive ne pouvant avoir un revenu mensuel total inférieur à ce qu'il pourrait percevoir comme rémunération s'il occupait un emploi à temps plein) : rejeté (p. 7848).

Titre III : *maintien du pouvoir d'achat des pensions pour 1988.*

Avant l'article 3 : son amendement n° 5 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (tendant à rédiger ainsi l'intitulé du Titre III : du pouvoir d'achat des retraites pour 1988) : retiré (p. 7850).

Titre IV : *droit des médecins à une cessation anticipée d'activité.*

Article 4 *(incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins)* : son amendement n° 6 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (caisse autonome de retraite des médecins supportant le coût de la retraite anticipée d'un médecin) (p. 7852) ; rejeté ; son amendement n° 7 soutenu par Mme Muguette Jacquaint (suppression de la convention prévue par l'article) : rejeté (p. 7853).

ROUX (Jean-Pierre)

Député du Vaucluse
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier les articles 79 et 80 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, afin de permettre la globalisation des **financements du logement (n° 670)** [14 avril 1987].

Proposition de loi tendant à compléter l'article 28 de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat relatif aux **commissions d'urbanisme commercial (n° 754)** [19 mai 1987].

Proposition de loi tendant à modifier les **conditions d'attribution d'une majoration pour tierce personne aux grands invalides assurés sociaux (n° 755)** [19 mai 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Crise du secteur fruits et légumes** : élargissement de la communauté économique européenne à l'Espagne et au Portugal ; crise dans le Midi de la France [24 juin 1987] (p. 3110) ; demande la création d'une sous-commission spécialisée pour les fruits et légumes ; événements du Midi de la France (p. 3111).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Examen des crédits* [20 octobre 1987] :

Etat B, titre III : son amendement n° 65 (réduction des crédits) : non soutenu (p. 4536).

ROYER (Jean)

Député d'Indre-et-Loire
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3732).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aménagement du territoire) [8 octobre 1987] (p. 4076).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** Tome VII : **équipement, logement, aménagement du territoire et transports : aménagement du territoire (n° 965)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 mai 1987] :

Chômage de longue durée (statistiques du —) (p. 1465).
Cotisations sociales patronales (exonération de —) (p. 1465).
Enseignement (p. 1465).

Formation (actions de —) (p. 1465).
Prélèvements obligatoires (p. 1466).
Relance économique (p. 1466).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [13 octobre 1987] :

Caisse nationale de retraite des agents de collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) (p. 4232, 4233).

Deuxième partie :

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Examen du fascicule* [28 octobre 1987] :

Echec scolaire (plan pour la réussite scolaire) (p. 4991, 4992).
Entreprises (relations enseignement-entreprises et formation en alternance) (p. 4992).
Pédagogie (p. 4992).
Professeurs et instituteurs :
— recrutement (crise du —), formation initiale et continue et statut (p. 4992) ;
— rémunérations (p. 4992).
Sélection (p. 4992).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Examen des fascicules.* Rapporteur pour avis [4 novembre 1987] :

Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (et réhabilitation des logements sociaux) (p. 5379, 5380).
Aménagement du territoire (politique globale et adoption d'un plan français sur 15 ans) (p. 5338).
Contrats de programme Etat-région (p. 5337).
Crédits (évolution, montant, répartition) (p. 5337).
Fonds européen de développement régional (p. 5338).
Friches industrielles (p. 5338).
Primes d'aménagement du territoire (p. 5337, 5338).
Pôles de conversion (p. 5337).
Rénovation des quartiers anciens (p. 5379).
Zones d'entreprise (p. 5338).
Zones minières (p. 5338).
Zones rurales (restructuration) (p. 5338).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987]

Après l'article 55 : son amendement n° 281 (cession de fonds de commerce ; droit d'enregistrement de 4,8 % quelle que soit la nature juridique de l'entreprise) : non soutenu (p. 5846) ; repris par M. Pascal Arrighi ; rejeté au scrutin public (p. 5847).

Avant l'article 60 : son amendement n° 282 (extension des abattements de 8 000 et 16 000 francs aux dividendes perçus par les détenteurs de plus de 35 % des droits sociaux) (p. 5887) ; encouragement à l'investissement des petits entrepreneurs au sein de leur entreprise ; adopté son amendement n° 283 corrigé (habitation principale ; réduction d'impôt au titre des dépenses d'entretien et d'équipements de sécurité) (p. 5888) ; combat contre le travail au noir ; activités des entreprises d'entretien (p. 5889) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 284 (employés de maison ; déduction des salaires versés à concurrence de 15 000 francs annuels) : rejeté au scrutin public (p. 5890).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 décembre 1987] :

Ethanol-carburant (alignement de la fiscalité sur celle du gazole) (p. 6848, 6849).
Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (F.I.A.T.) (p. 6848).
Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) (p. 6849).

Discussion des articles [8 décembre 1987] :

Article 13 *(régime fiscal de l'alcool éthylique d'origine agricole destiné à être utilisé comme carburant)* : approuve cet article ; résorption des stocks de céréales et de sucre ; lutte contre la pollution (p. 6918) ; expérience menée à Tours pour l'utilisation de l'alcool comme carburant par les autobus (p. 6919).

RUFENACHT (Antoine)

Député de la Seine-Maritime
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (mer) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 32 : **mer (n° 960)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Affaire Luchaire** : demande les observations faites par la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériel de guerre et les avis formulés par le ministre des relations extérieures entre 1982 et 1985 [16 décembre 1987] (p. 7545).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Mer. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [20 octobre 1987] :

Armement (p. 4538).
Dockers (p. 4558).
Etablissement national des invalides de la marine (E.N.I.M.) (p. 4537).
Le Havre (port) (p. 4538).
Pêches maritimes (p. 4537).
Ports autonomes (dotation en capital versée par l'Etat aux —) (p. 4538).
Ports non autonomes (p. 4538).
Société nationale de sauvetage en mer (S.N.S.M.) (p. 4537).

S

SAINT-ELLIER (Francis)

Député du Calvados
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3732).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 659) tendant à faciliter la réalisation d'un nouveau franchissement de l'estuaire de la Seine [14 mai 1987] (p. 1180).

Rapporteur pour avis du projet de loi d'amélioration de la décentralisation adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence : article 15 A, 18 et 18 *bis* titre V (article 19), articles 25 et 26 (n° 973) [5 novembre 1987] (p. 5483).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 659) de M. Jean Allard, tendant à faciliter la **réalisation d'un nouveau franchissement de l'estuaire de la Seine (n° 794)** [27 mai 1987].

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Allard tendant à faciliter la réalisation d'un nouveau franchissement de l'estuaire de la Seine (n° 794).

Première lecture, avant la discussion des articles, Rapporteur [16 juin 1987] :

Fonds de réserve (affectation du — du pont de Tancarville à la construction du nouvel ouvrage) (p. 2411).
Pont de Normandie ou d'Honfleur (construction et financement du —) (p. 2411).
Pont de Tancarville (p. 2411, 2412).

Discussion des articles :

Article unique (affectation d'une partie du produit des péages au financement de la construction d'un nouveau franchissement de la Seine) : contre l'amendement n° 1 de M. Joseph Menga (information des usagers) (p. 2418).

Après l'article unique : contre l'amendement n° 4 de M. Joseph Menga (fixation par décret du montant du produit des péages du pont de Tancarville transféré à la construction du nouveau pont) ; contre l'amendement n° 6 de M. Joseph Menga (modification de la composition de la commission permanente d'enquête) (p. 2419).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 juin 1987] :

Historique du mécénat et causes du retard français en ce domaine (p. 3067).
Importance financière actuelle du mécénat (p. 3067).
Partis politique (financement des —) (p. 3068).
Rôle des entreprises dans le développement du mécénat (p. 3068).

Deuxième partie :

Industrie. — *Questions* [26 octobre 1987] :

Investissements et équipements structurants (aide de l'Etat aux —) (p. 4823).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Questions* [26 octobre 1987] :

Service d'Etudes de la Poste et des Télécommunications (S.E.P.T.) (p. 4857, 4858).

Education nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. — *Questions* [29 octobre 1987] :

Institut national du médicament de Caen (p. 5094).
Supraconducteurs (et notamment centre de Caen) (p. 5094).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant la discussion des articles. (Rapporteur pour avis) [14 décembre 1987] :

Communes touristiques :
— communes classées (p. 7346) ;
— dotation touristique (D.G.F.) (p. 7345, 7346) ;
— taxe de séjour (p. 7346).

Discussion des articles :

Titre V : *dispositions relatives au financement des collectivités locales à vocation touristique.*

Article 19 *(aménagement du régime des dotations aux communes touristiques et thermales) :* son amendement n° 31 (précisant les pouvoirs des groupements de communes touristiques vis-à-vis des communes adhérentes en privilégiant les groupements les plus importants) (p. 7503) ; adopté ; contre l'amendement n° 237 de M. Jean Briane (introduisant comme élément de répartition de la dotation supplémentaire aux communes touristiques le degré réel de mobilisation des ressources propres de la commune appréciée à partir du potentiel fiscal) (p. 7504) ; son amendement n° 28 (fixant la garantie annuelle pour les communes à 90 % au lieu de 80 %) (p. 7505) ; retiré ; son amendement n° 29 (seuil d'écrêtement) (p. 7506) ; adopté après rectification (p. 7507) ; son amendement n° 30 (élevant le plafond d'éligibilité à la dotation particulière à 7 500 habitants) (p. 7508) ; adopté ; son amendement n° 32 (tendant à étaler sur trois ans l'extinction du régime de la dotation « station nouvelle » pour les communes qui en sont actuellement bénéficiaires) : devenu sans objet (p. 7509) ; son amendement n° 33 (rapport sur l'application de la réforme de dotation touristique) : retiré (p. 7510).

Article 25 *(réforme de la taxe de séjour) :* son amendement n° 34 (tendant à supprimer la possibilité pour les communes d'instituer un compte égal à 50 % de la taxe de séjour forfaitaire perçue l'année précédente) : retiré ; son amendement n° 35 (dégrèvement de la taxe de séjour forfaitaire en cas de mauvaise saison) (p. 7518) ; adopté.

SAINTE-MARIE (Michel)

Député de la Gironde
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° 243, posée le 9 juin 1987 : **professions sociales (centres sociaux)** (p. 2157). Appelée le 12 juin 1987 : **centres sociaux et centres socio-culturels** : remplacé par M. Georges Le Baill (p. 2316).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Economie, finances et privatisation. Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Questions* [12 novembre 1987] :

Remplacé par Mme Catherine Lalumière : monnaies et médailles (p. 5766).

SAINT-PIERRE (Dominique)

Député de l'Ain
Apparenté socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de sa proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier le régime des sessions (n° 559) [9 avril 1987] (p. 190).

Membre de la commission spéciale constituée pour l'examen de la proposition de résolution (n° 798) présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice [*J.O.* du 10 juin 1987] (p. 6240).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Questions* [20 octobre 1987] :

Informatisation des services judiciaires (p. 4529).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et du projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé :
Financement de la vie politique et fonctionnement de la démocratie : (p. 85, 86).

Déclaration du patrimoine des hommes politiques;
Philosophie de la réforme (p. 86).
Personnalités concernées (p. 86).
Financement des campagnes électorales :
Plafonnement des dépenses (p. 86).
Financement des partis politiques :
Appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 86).
Utilisation des fonds publics (absence de contrôle sur l' —) (p. 86).
Dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) (p. 86, 87).

SALLES (Jean-Jack)

Député de Seine-Saint-Denis
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à donner vocation à la **qualité de combattant** aux militaires ayant pris part à des opérations de guerre ou de maintien de l'ordre menées par la France sur les **théâtres d'opérations extérieures (n° 764)** [19 mai 1987].

Proposition de loi tendant à **supprimer les incompatibilités familiales au sein des conseils municipaux (n° 768)** [19 mai 1987].

Proposition de loi tendant à renforcer la **répression des ventes illicites de marchandises (n° 951)** [6 octobre 1987].

Proposition de loi relative aux **délégués du personnel (n° 1117)** [9 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Aménagement du territoire et problème spécifique de l'Ile-de-France [22 avril 1987] (p. 546).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, discussion des articles [21 avril 1987] :

Chapitre III : *rachat d'une entreprise par ses salariés.*

Article 16 *(rachat d'une entreprise par ses salariés ; conditions ; régime fiscal) :* soutient le sous-amendement n° 147 de M. Jacques Barrot à l'amendement n° 3 du Gouvernement (possibilité de R.E.S. si la société nouvelle détient 20 % des droits de vote de la société rachetée, et si elle prend l'engagement d'en acquérir 50 % dans un délai de deux ans) (p. 502) ; retiré (p. 503).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, discussion des articles [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-8 du code du travail* (contrat de sous-traitance avec le secteur protégé) : son amendement n° 22 (entreprises employant une majorité d'handicapés pouvant bénéficier de contrats de fournitures, de sous-traitance et de prestations de service consentis par des entreprises s'acquittant ainsi de l'obligation prévue par la loi) (p. 1383) : rejeté (p. 1384) ; *article L. 323-8-4 du code du travail* (actions financées par le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : son amendement n° 20 (ressources du fonds pouvant servir au financement d'actions d'innovation et de recherche) : adopté (p. 1405).

Article 3 *(commission départementale des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) :* son amendement n° 21 (représentation des personnes handicapées dans la commission départementale) (p. 1416) ; retiré (p. 1417).

Après l'article 5 : soutient l'amendement n° 155 de M. Jacques Barrot (protection pendant six mois des victimes d'accidents du travail pendant la période de suspension du contrat de travail) : rejeté (p. 1420).

SANMARCO (Philippe)

Député des Bouches-du-Rhône
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marcel Lucotte tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 746).

Première lecture, avant la discussion des articles
[3 juin 1987] :
Découpage électoral (p. 1928, 1929, 1930, 1931).
Defferre (politique de M. —) (p. 1928, 1929).
Démocratie locale (p. 1928, 1929).
Marseille (unité, organisation administrative et vie économique de —) (p. 1928, 1929, 1930).
Origine de la proposition de loi en discussion (p. 1927, 1928).
Secteurs (évolution démographique des —) (p. 1930).

Discussion des articles [4 juin 1987] :

Article 1er, tableau 4 annexé *(tableau des secteurs pour l'élection des conseillers municipaux de Marseille) :* soutient l'amendement n° 6 corrigé de M. Michel Sapin (répartition des sièges par secteur) (p. 1962) ; rejeté au scrutin public (p. 1964).

SANTINI (André)

Secrétaire d'Etat aux rapatriés puis Ministre délégué auprès du ministre de la culture et de la communication, chargé de la communication

NOMINATIONS

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat aux rapatriés. Décret du 28 septembre 1987 [*J.O.* du 29 septembre 1987] (p. 11327).

Est nommé ministre délégué auprès du ministre de la culture et de la communication, chargé de la communication. Décret du 28 septembre 1987 [*J.O.* du 29 septembre 1987] (p. 11327).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— M. Jacques Bomparé : droits de l'Homme en France : difficultés d'intégration des harkis et fils de harkis alors qu'ils sont français [3 juin 1987] (p. 1862) ;

— M. Nicolas Alfonsi : FR3 Corse : mesures prises à titre temporaire ; nécessité d'assurer la protection des journalistes dans l'exercice de leur fonction et la continuité du service public [4 novembre 1987] (p. 5372).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [24 juin 1987] (p. 3123, 3131)
[25 juin 1987] (p. 3158) :
Agents de l'O.N.A.S.E.C. (p. 3170).
Amnistiés (situation des —) (p. 3169, 3170).
Consolidation des emprunts et des dettes (p. 3127, 3128, 3136, 3172).

Fonctionnaires et agents de la France d'Outre-mer (p. 3135).
Harkis (situation et actions en faveur des —) (p. 3135, 3170, 3171).
Historique législatif (p. 3123, 3125, 3126, 3127, 3169, 3171).
Indemnisation des personnes ayant cédé leurs biens en Algérie et des personnes dépossédées au Maroc en 1973 (p. 3126, 3135, 3171).
Indemnisation des rapatriés :
— certificats d'indemnisation (régime et échéancier du règlement des —) (p. 3126, 3127, 3135, 3171) ;
— coefficient correcteur des biens agricoles (p. 3171) ;
— levée de la forclusion frappant les dossiers d'indemnisation (p. 3127, 3135) ;
— modalités de calcul du complément d'indemnisation (p. 3126, 3136) ;
— plafonnement de l'indemnisation (p. 3126, 3135).
Indemnité destinée à réparer le préjudice subi du fait de certaines mesures administratives (attribution au conjoint survivant de —) (p. 3124).
Levée de séquestre concernant l'amnistie (p. 3124).
Réintégration dans les ordres honorifiques et dans le droit au port de certaines décorations (p. 3124).
Révision de carrière des agents de droit public ayant bénéficié des lois d'amnistie (p. 3123, 3124, 3170).
Suspension des poursuites (p. 3128).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [7 juillet 1987] (p. 3720) :

Allocation en faveur des anciens harkis (p. 3721).
Certificats d'indemnisation (échancier des —) (p. 3720, 3721).
Consolidation des emprunts et dettes (p. 3721).
Remise des prêts de réinstallation (p. 3721).

Explications de vote (p. 3724) :

Agents de l'O.N.A.S.E.C. (situation des —) (p. 3727).
Allocation en faveur des anciens harkis (p. 3727).
Certificats d'indemnisation (échancier des —) (p. 3726, 3727).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Titre I^er : *modifiant la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale.*

Article 1^er *(révision de carrière des anciens fonctionnaires, militaires et magistrats radiés des cadres) :* contre l'amendement n° 21 de M. Pierre Sergent (visant à accorder aux anciens fonctionnaires civils et militaires ayant bénéficié de la disposition de la loi d'amnistie de 1974 d'une part une reconstitution de carrière sans leur reconnaître un rappel de traitement, d'autre part une révision des droits à pension calculée sur le dernier grade acquis avant reconstitution de carrière) (p. 3174) ; contre l'amendement n° 33 de M. Guy Ducoloné (dispositions du présent article ne pouvant s'appliquer à ceux qui en réplique au mouvement de libération de l'Algérie se sont rendus coupables d'assassinat ou de torture) ; contre l'amendement n° 39 de M. Guy Ducoloné (financement des dépenses du présent article) (p. 3175).

Article 2 *(extension de la révision de carrière aux militaires placés en non activité par retrait d'emploi) :* contre l'amendement n° 41 de M. Guy Ducoloné (financement des dépenses résultant du présent article) (p. 3178).

Article 5 *(attribution au conjoint survivant de l'indemnité destinée à réparer le préjudice subi du fait de certaines mesures administratives) :* son amendement n° 45 (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3186) ; adopté (p. 3187).

Titre III : *modifiant la loi du 31 juillet 1968 portant amnistie.*

Article 10 *(réintégration dans les ordres honorifiques et dans le droit au port de certaines décorations) :* contre l'amendement n° 31 de M. Gérard Bapt (de suppression) (p. 3190) ; contre l'amendement n° 15 de M. Guy Ducoloné (personnes s'étant en réplique au mouvement de libération de l'Algérie rendues coupables de crime de sang ou de torture ne pouvant bénéficier des dispositions du présent article) (p. 3191).

Après l'article 12 : ses observations sur l'amendement n° 26 de M. Pierre Sergent (mention « mort pour la France » étant accordée aux citoyens français exécutés après une condamnation à la peine capitale pour des infractions commises dans le but de maintenir les départements d'Algérie au sein du territoire national) (p. 3193).

Titre : ses observations sur les amendements n° 32 de M. Gérard Bapt (tendant à compléter le titre du projet de loi par les mots d'outre-mer, de la guerre d'Indochine et de la seconde guerre mondiale) et n° 16 de M. Guy Ducoloné (tendant à compléter le titre du projet de loi par les mots « et de la guerre d'Indochine ») (p. 3193, 3194).

Ses observations après les explications de vote [25 juin 1987] :

Esprit du projet de loi (p. 3195).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Avant l'article 1^er : contre l'amendement n° 56 rectifié de M. Gérard Bapt (tendant avant l'article 1^er à insérer l'intitulé suivant : « Titre I^er : indemnités complémentaires ») (p. 3196).

Article 1^er *(modalités de calcul du complément d'indemnisation) :* ses observations (p. 3198, 3199).

Article 2 *(indemnisation des personnes ayant cédé leurs biens en Tunisie) :* ses observations sur l'amendement n° 45 de M. Olivier Guichard (indemnité à verser aux personnes rapatriées originaires des deux départements sahariens des Oasis et de la Saoura) (p. 3200).

Article 4 *(plafonnement de l'indemnisation) :* ses observations sur les amendements n° 4 (indemnité résultant de l'article 1^er de la présente loi retenue dans la limite de 500 000 francs par ménage ou personne dépossédée) et n° 5 de M. Roger Combrisson (limite de l'indemnisation abaissée à un million de francs) (p. 3201, 3202).

Article 5 *(dispositions applicables aux certificats d'indemnisation) :* ses observations sur les amendements identiques n° 10 de la commission et n° 60 de M. Willy Diméglio (cessibilité des certificats d'indemnisation) (p. 3202) ; demande en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution la réserve du vote sur les amendements à l'article 5 ; ses observations sur les amendements identiques n° 11 de la commission et n° 83 de M. Paul Chollet (versement des indemnités n'étant pas limité par les crédits inscrits chaque année dans la loi de finances) ; ses observations sur l'amendement n° 27 de M. Pierre Descaves (créance revenant à chaque ayant droit exonérée de droit de mutation par décès en cas de succession en ligne directe) (p. 3203) ; ses observations sur l'amendement n° 12 de la commission (paiement des droits réalisé par prélèvement sur la dernière échéance de la créance et éventuellement en tant que de besoin sur celle qui la précède immédiatement jusqu'à l'acquittement de la la totalité des droits).

Article 6 *(échéancier du règlement des certificats d'indemnisation) :* son amendement n° 86 (accélération de l'échéancier du règlement) (p. 3204) ; adopté (p. 3205).

Article 8 *(allocation en faveur des anciens harkis, moghaznis et personnels des diverses formations supplétives ayant servi en Algérie) :* ses observations sur l'amendement n° 13 de la commission (allocation suivant les règles de droit commun, notamment en matière d'héritage en ligne directe, en cas de décès de l'attributaire), sur le sous-amendement n° 93 de M. Yvon Briant (application de l'amendement n° 13 de la commission sous réserve que les ayants cause soient de nationalité française et aient fixé leur domicile en France) et l'amendement n° 64 de M. Yvon Briant (conjoint survivant ne pouvant bénéficier de cette allocation que s'il a lui-même la qualité de rapatrié) ; son amendement n° 94 (allocation versée à défaut de conjoint survivant à parts égales aux enfants lorsqu'ils ont la nationalité française et qu'ils ont fixé leur domicile en France) (p. 3207) ; adopté ; ses observations sur l'amendement n° 58 de M. Gérard Bapt (Gouvernement adressant au Parlement un rapport annuel et chiffré retraçant l'application des mesures prises en faveur des Français rapatriés d'origine nord-africaine et de leur famille et leur résultat).

Après l'article 8 : ses observations sur l'amendement n° 84 de M. Paul Chollet (personnes visées à l'article 8 pouvant obtenir la renégociation des prêts obtenus pour le financement des opérations d'accession à la propriété lorsque le montant annuel global de remboursement effectué au titre de ces prêts est supérieur à 33 % des ressources annuelles de l'emprunteur) (p. 3208) ; ses observations sur l'amendement n° 7 de M. Roger Combrisson (composition et rôle de la commission nationale chargée de faire des propositions pour améliorer la situation des Français rapatriés d'origine nord-africaine) ; contre l'amendement n° 8 de M. Roger Combrisson (logement social ne pouvant être refusé à des Français rapatriés d'origine nord-africaine en raison de la modicité de leurs revenus et notamment de l'absence de salaire) (p. 3209).

Article 9 *(consolidation des emprunts et des dettes)* : contre l'amendement n° 14 de la commission (représentants de la Banque de France siégeant à la commission départementale) ; pour l'amendement n° 15 de la commission (commission pouvant entendre en tant que besoin les représentants des établissements bancaires susceptibles d'être concernés par les dossiers soumis à son examen) (p. 3210) ; ses observations sur l'amendement n° 91 de M. Gérard Bapt (commission pouvant entendre les représentants d'associations de rapatriés susceptibles d'apporter des éléments d'information sur les dossiers soumis à son examen) ; ses observations sur l'amendement n° 69 de M. Gérard Bapt (décision de l'Etat concernant la garantie devant être motivé et intervenir dans un délai de deux mois après modification de l'avis de la commission) ; son amendement n° 87 (demande de prêt de consolidation pouvant être déposée jusqu'à la fin du sixième mois suivant la promulgation de la présente loi) (p. 3211) ; adopté après modification.

Article 10 *(suspension des poursuites)* : ses observations sur l'amendement n° 71 de M. Gérard Bapt (rédactionnel) (p. 3212) ; contre l'amendement n° 92 de M. Gérard Bapt (nécessité que la décision de suspendre les poursuites soit prise par le magistrat du tribunal de grande instance qui est membre de la commission).

Après l'article 10 : son amendement n° 88 (extension de la remise aux prêts contractés jusqu'au 31 décembre 1985) : adopté ; contre l'amendement n° 9 de M. Roger Combrisson (financement des dépenses entraînées par l'application de la présente loi) (p. 3213).

Titre : contre les amendements n° 40 de M. Pierre Descaves (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « projet de loi relatif à une indemnisation complémentaire des réfugiés d'Algérie et des rapatriés d'outre-mer ») et n° 82 de M. Paul Chollet (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : « projet de loi relatif à la réparation des dommages subis par les rapatriés ») (p. 3214).

Ses observations après les explications de vote [25 juin 1987] (p. 3214) :

Abstention du groupe socialiste (p. 3217).
Indemnisation des rapatriés (p. 3217).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule* [6 novembre 1987] :

Agence France-Presse (p. 5560).
Audiovisuel : généralités :
— couverture audiovisuelle de l'ensemble du territoire (p. 5561).
Audiovisuel : secteur public :
— effectifs (évolution des —) (p. 5560) ;
— FR3 (et FR3 Ajaccio) (p. 5559, 5561) ;
— Radio-France (et France-Info) (p. 5560) ;
— redevance (p. 5559, 5560) ;
— T.D.F. (p. 5559).
Censure (p. 5561).
Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) (p. 5561).
Journalisme (déontologie du —) (p. 5560).
Presse écrite :
— aides de l'Etat (p. 5559) ;
— Chapelle Darblay (p. 5560) ;
— harmonisation du taux de T.V.A. (p. 5560) ;
— publicité d'Etat (p. 5560).

Réponses aux questions [6 novembre 1987] :

Couverture audiovisuelle du territoire (M. Charles Revet remplacé par M. Willy Diméglio) (p. 5562).
Paysage audiovisuel français (situation du —) (p. 5567, 5568).

— *Vote des crédits* [6 novembre 1987] :

Article 52 *(approuvant le produit attendu des recettes de publicité de marque par les sociétés nationales de T.V. ; éventualité d'excédents)* : contre l'amendement n° 290 de Mme Christine Boutin (clé de répartition pour 1988 du produit de la redevance pour droit d'usage ; éventualité d'excédents) ; discussion d'un collectif budgétaire ; impossibilité d'inscrire au titre des recettes pour 1988 des plus-values de 1987 (p. 5575) ; répartition de la plus-value de redevance présentée par le Gouvernement en concertation avec toutes les parties intéressées ; jurisprudence du Conseil constitutionnel ; pour l'amendement n° 105 de M. Robert-André Vivien (clé de répartition pour 1988 du produit de la redevance pour droit d'usage) (p. 5576).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de MM. Michel Pelchat, Jacques Barrot et Michel Péricard relative aux opérations de télé-promotion avec offre de vente, dites de « télé-achat » (n° 1089, 1057).

Première lecture, avant la discussion des articles [20 et 21 décembre 1987] :

Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) (compétences de la — dans la définition des règles de programmation des opérations de télé-promotion) (p. 7949).
Consommateurs-télespectateurs (protection des —) (p. 7949, 7984).
Publicité (distinction entre télé-achat et — déguisée) (p. 7949).
Télévision (rupture d'égalité de traitement entre les différentes chaînes de —) (p. 7949, 7984).

Discussion des articles [21 décembre 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 1 de M. Georges Hage (volume sonore des messages publicitaires) ; problème sans rapport avec la proposition de loi sur le télé-achat (p. 7984) ; son amendement n° 15 (possibilité de remboursement ou d'échange dans un délai de sept jours) ; dispositions couvrant toutes les ventes à distance ; adopté (p. 7985).

Article 1er *(réglementation du télé-achat)* : son amendement n° 16 (fixation par la C.N.C.L. des règles de programmation des émissions de télé-achat) : adopté (p. 7986).

Après l'article 1er : ses observations sur l'amendement n° 5 de M. Georges Hage (interdiction de jeux associés à la publicité) ; amendement étranger à la proposition de loi sur le télé-achat ; ses observations sur l'amendement n° 6 de M. Georges Hage (information des consommateurs par des interventions quotidiennes de l'Institut national de la consommation sur les chaînes privées) ; information du consommateur ; ses observations sur l'amendement n° 7 de M. Georges Hage (information des consommateurs par des interventions quotidiennes de l'I.N.C. sur les chaînes du secteur public) ; obligations définies par les cahiers des charges (p. 7987).

Article 2 *(sanctions pénales)* : son amendement n° 17 (constat et poursuite des infractions) ; pour le sous-amendement n° 18 de M. Michel Péricard (sanction du refus d'échange ou de remboursement d'un produit retourné) ; amendement n° 17 adopté après modification (p. 7988).

SANTROT (Jacques)

Député de la Vienne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

SAPIN (Michel)

Député des Hauts-de-Seine
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Juge suppléant élu à la Haute cour de justice [15 avril 1987] (p. 370).

Prestation de serment le 22 avril 1987 [22 avril 1987] (p. 552).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614) [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale (n° 694) [*J.O.* du 20 juin 1987] (p. 6694).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7066).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890) [*J.O.* du 12 décembre 1987] (p. 14478).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Evolution de la situation dans le domaine de la sécurité** : augmentation de la délinquance et de la criminalité, notamment dans les départements de la proche banlieue parisienne [24 juin 1987] (p. 3121) ; échec de la politique de sécurité du Gouvernement (p. 3122) ;

orales sans débat :

— **n° 342**, posée le 15 décembre 1987 : **santé publique (politique et réglementation)** (p. 7497) ; appelée le 18 décembre 1987 : **comité français d'éducation pour la santé** : instructions que compte transmettre au Parquet le garde des sceaux, informé de la mauvaise gestion du C.F.E.S. ; fuite de Mme Barzach devant ses responsabilités (p. 7717).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Alcoolisme au volant (sanctions de l'—) :
— peines (diversification des —) (p. 610) ;
— peines de prison (caractère non dissuasif des —) (p. 610) ;
— peines de substitution (travaux d'intérêt général) (p. 610) ;
— véhicule (confiscation ou immobilisation du —) (p. 610) ;
Sécurité routière :
— prévention routière (p. 611).

Discussion de l'article unique :

Avant l'article unique : son amendement n° 32 soutenu par M. Roger-Gérard Schwartzenberg (interdiction de la publicité pour les boissons alcoolisées à la radio et à la télévision) (p. 616) : rejeté au scrutin public (p. 617).

Après l'article unique : contre l'amendement n° 3 rectifié de la commission des lois (détermination d'une peine minimale en cas de cumul des infractions de conduite en état d'ivresse et d'homicide involontaire) ; pour l'amendement n° 20 de M. Jacques Mahéas (tendant à ajouter le travail d'intérêt général comme peine complémentaire dans l'éventail des peines) (p. 633) ; pour l'amendement n° 26 de M. Jacques Mahéas (tendant à imposer un stage à toute personne condamnée pour l'un des délits visés à l'article L. 1er du code de la route) ; contenu des T.I.C. (p. 636) ; pour l'amendement n° 6 de la commission des lois (confiscation ou immobilisation de véhicules) ; contre le sous-amendement n° 28 de M. Georges-Paul Wagner à cet amendement (confiscation ou immobilisation du véhicule dont s'est servi le prévenu) (p. 638).

Deuxième lecture, discussion des articles [29 juin 1987] :

Article 3 : son amendement n° 7 soutenu par M. Jacques Mahéas (possibilité pour le juge de prescrire un travail d'intérêt général à titre de peine complémentaire) (p. 3346) ; adopté au scrutin public (p. 3347).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues transférant le contentieux des décisions du conseil de la concurrence à la juridiction judiciaire (n° 638).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 avril 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe (p. 673) ; rejetée (p. 676).
Conseil constitutionnel (décision du 23 janvier 1987) (p. 673).
Conseil de la concurrence (et notamment nature et compétence du —) (p. 674).
Constitutionnalité de l'ordonnance du 1er décembre 1986 (p. 674).
Constitutionnalité de la présente proposition de loi (p. 674, 675).
Cour d'appel de Paris (compétence de la —) (p. 674).
Droits de la défense (p. 674).
Intérêts corporatifs (pression des —) (p. 674).
Liberté économique (et notamment pouvoir de l'Etat) (p. 674).
Sursis à exécution (p. 674).

Discussion des articles [28 avril 1987] :

Article 1er *(recours contre les décisions du conseil de la concurrence devant la cour d'appel de Paris) :* son amendement n° 15 soutenu par M. Jean-Claude Chupin (de suppression) : rejeté (p. 686).

Article 2 *(sursis à exécution) :* son amendement n° 16 (de suppression) : retiré (p. 687).

Article 3 *(dispositions transitoires) :* son amendement n° 17 (de suppression) : retiré (p. 688).

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, avant la discussion des articles [5 mai 1987] :

Politique pénale (rôle de la prévention, des peines de prison et des actions de réinsertion) (p. 862, 863).
Programme de construction de prisons (absence de garanties d'exécution du —) (p. 861).
Programme de construction de prisons (lancement d'un — de 15 000 places) (p. 861, 862).
Programme de construction de prisons (modalités d'exécution du — et procédure de passation des marchés) (p. 851, 852).
Son rappel au règlement : projets gouvernementaux de création des prisons privées, d'incarcération des toxicomanes et de réforme du code de la nationalité (p. 835).
Récidive (lutte contre la — et réinsertion des détenus) (p. 862).

Discussion des articles [6 mai 1987] :

Article 1er *(définition du service public pénitentiaire) :* ses observations sur le sous-amendement proposé par M. Albin Chalandon à l'amendement n° 25 de M. Gilbert Bonnemaison (participation du service public pénitentiaire au maintien de la sécurité publique) ; termes dans lesquels il est souhaitable de rédiger ce sous-amendement (p. 911).

Article 1er *bis* *(possibilité de confier à une personne morale de droit privé la conception, la construction et l'aménagement des établissements pénitentiaires ainsi que les fonctions autres que celles de direction, de greffe et de surveillance) :* soutient l'amendement n° 27 de M. Gilbert Bonnemaison (supprimant la modification des règles de passation des marchés publics concernant la construction de prisons) ; diminution des délais de construction des prisons ; difficultés nées de l'expropriation ; possibilités offertes par la loi de 1985 sur les rapports entre les maîtres d'œuvre et les maîtres d'ouvrage (p. 922) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 49 de M. Guy Malandain (précisant que la loi du 12 juillet 1985, relative à la maîtrise d'ouvrages publics et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvres privés, s'applique aux opérations de conception, construction et aménagement d'établissements pénitentiaires) : rejeté (p. 923).

Après l'article 19 : soutient l'amendement n° 51 de M. Gilbert Bonnemaison (constitution de groupements d'intérêt public entre les établissements pénitentiaires) (p. 933) ; adopté (p. 934).

Deuxième lecture, discussion des articles [11 juin 1987] :

Article 1er *ter* : pour l'amendement n° 12 de M. Gilbert Bonnemaison (rédactionnel) ; rédaction du quatrième alinéa de cet article (p. 2256).

Explications de vote :

Politique pénale et pénitentiaire (p. 2258).
Prisons privées (abandon du projet de —) (p. 2258).
Programme de construction de 15 000 places de prison (règle de passation des marchés et absence de garanties financières sur l'exécution du —) (p. 2258).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 2258).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles
[27 mai 1987] [17 juin 1987] :

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Son rappel au règlement : report de l'examen des dispositions relatives aux polices municipales ; caractère contradictoire de certaines dispositions votées préalablement sur ce texte (p. 1766).

Chapitre III : *dispositions modifiant la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985 complétant et modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale.*

Article 21 *bis* *(abrogation de l'article 8 de la loi n° 85-1098 du 11 octobre 1985)* : soutient l'amendement n° 146 de M. Bernard Derosier (de suppression) : adopté (p. 2789).

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Après l'article 23 : contre l'amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Delalande (extension du champ d'application de la loi du 31 juillet 1963 sur la grève dans les services publics à l'ensemble des communes et des régions) (p. 2794).

Article 24 *(légalisation des polices municipales)* : ses réserves sur cet article (p. 2795, 2796) ; soutient l'amendement n° 147 de M. Georges Lemoine (de suppression) (p. 2802) ; rejeté au scrutin public (p. 2803) ; soutient l'amendement n° 227 de M. Philippe Marchand (compétence des gardes municipaux) : rejeté (p. 2804).

Après l'article 24 : soutient l'amendement n° 238 corrigé de M. Gilbert Bonnemaison (catégories de communes pouvant créer un corps de gardes municipaux) : retiré ; soutient l'amendement n° 239 de M. Philippe Marchand (précisant que les gardes municipaux ne peuvent être armés) (p. 2804) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 240 de M. Gilbert Bonnemaison (fixation par décret en Conseil d'Etat des caractéristiques de l'uniforme et des insignes des gardes municipaux qui sont distincts de ceux de la police nationale) : rejeté ; soutient l'amendement n° 241 de M. Gilbert Bonnemaison (précisant que les gardes municipaux sont des fonctionnaires territoriaux titulaires d'une carte professionnelle différente de celle de la police nationale) : adopté ; soutient l'amendement n° 236 corrigé de M. Philippe Marchand (intitulé de la sous-section I de la section V du chapitre II du titre I[er] du livre IV du code des communes : « dispositions applicables aux gardes-champêtre et aux gardes municipaux ») : rejeté (p. 2805).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marcel Lucotte tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 746).

Première lecture, discussion des articles [4 juin 1987] :

Article 1[er], tableau 4 annexé *(tableau des secteurs pour l'élection des conseillers municipaux de Marseille)* : son amendement n° 5 corrigé soutenu par M. Michel Pezet (répartition des sièges par secteur) (p. 1957) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 6 corrigé soutenu par M. Philippe Sanmarco (répartition des sièges par secteur) (p. 1962) ; rejeté au scrutin public (p. 1964).

Après l'article 1[er] : son amendement n° 7 soutenu par M. Michel Pezet (vote par arrondissement) (p. 1964) ; rejeté (p. 1965).

Article 2, tableau n° 2 annexé *(ressort territorial des conseil d'arrondissement de Marseille)* : son amendement n° 8 soutenu par M. Michel Pezet (découpage par arrondissement) : rejeté (p. 1965).

Article 3 *(répartition des personnels, des biens et des équipements entre les nouveaux groupes d'arrondissement)* : son amendement n° 9 soutenu par M. Michel Pezet (accroissement du nombre de maires) : rejeté (p. 1966).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles
[9 juin 1987] [11 juin 1987] [12 juin 1987] :

Titre II : *dispositions relatives à la santé.*

Après l'article 27 : son amendement n° 238 (maison départementale de Nanterre érigée en établissement public à caractère social et sanitaire) (p. 2109) ; rejeté (p. 2110).

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Avant l'article 39 : contre l'amendement n° 244 de M. Jean-Marie Daillet (assimilation des ressortissants de la C.E.E. aux Français pour l'accès à la fonction publique) (p. 2262).

Article 39 *(recrutement de contractuels par l'Etat)* : son opposition (p. 2264) ; soutient l'amendement n° 192 de Mme Martine Frachon (de suppression) (p. 2265) ; rejeté au scrutin public (p. 2266).

Article 40 *(emplois susceptibles d'être occupés par des contractuels)* : son opposition (p. 2268).

Article 44 *(délégation du pouvoir disciplinaire et du pouvoir de nomination)* : soutient le sous-amendement n° 278 de M. Jérôme Lambert (restriction de l'amendement aux sanctions du premier groupe) à l'amendement n° 91 de M. Alain Lamassoure (pouvoir disciplinaire pouvant, pour les sanctions du premier et du second groupe, être délégué indépendamment du pouvoir de nomination) (p. 2274) ; rejeté (p. 2276).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : son rappel au règlement : droit de grève dans la fonction publique ; objet des sous-amendements (p. 2288).

Avant l'article 46 : son rappel au règlement : sous-amendement de M. Alain Lamassoure ayant une portée plus grande que l'amendement auquel il se rapporte (p. 2326) ; position du ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 2327).

Après l'article 51 : son rappel au règlement : demande au président de séance que les parlementaires puissent débattre eu dehors du cadre trop étroit de la discussion des amendements en sous-amendements (p. 2332) ; ses observations sur l'amendement n° 306 de M. Jacques Barrot (interdiction faite aux sociétés nationales de programmes ainsi qu'aux titulaires des autorisations délivrées pour des services de communication audiovisuelle de diffuser des émissions publicitaires à caractère politique) (p. 2343).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles
[30 juin 1987] :

Son rappel au règlement (conditions de discussion des dispositions sur le droit de grève dans la fonction publique ; demande que la discussion générale du texte de la commission mixte paritaire sur le projet portant D.M.O.S. soit reportée au début de la séance de l'après-midi) (p. 3387).

— Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, relative à la situation des magistrats nommés à des fonctions du premier grade (n° 835).

Première lecture, discussion de l'article unique
[15 juin 1987] :

Article unique *(validant les nominations de magistrats à des fonctions de premier grade ainsi que les actes accomplis par ces magistrats antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi)* : son amendement n° 1 soutenu par M. Philippe Marchand (validation de la nomination du procureur de Nîmes annulée par le Conseil d'Etat) (p. 2399) ; rejeté (p. 2400).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Contrôle et information du Parlement sur le budget social de la nation (constitutionnalité, opportunité) (p. 2933, 2934).
Livre blanc relatif à la sécurité sociale publié par le Gouvernement socialiste (p. 2934).
Partenaires sociaux (articulation des prérogatives des — avec le contrôle du Parlement) (p. 2933).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Première lecture, avant la discussion des articles [6 octobre 1987] :

Conseil d'Etat (compétences du —) (p. 3952).
Conseillers d'Etat (statut et effectif) (p. 3952).
Cours administratives d'appel (compétences des —) (p. 3952).
Ecole nationale d'administration (réduction du nombre d'élèves) (p. 3952).
Juges administratifs (recrutement des —) (p. 3952).
Procédures préalables d'admission (p. 3952).
Procédures précontentieuses (p. 3952).

Discussion des articles :

Article 3 *(création d'un corps unique des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel) :* soutient l'amendement n° 36 de M. Jean-Pierre Michel (rattachement de la gestion des tribunaux administratifs et des nouvelles cours d'appel au secrétariat général du Conseil d'Etat) ; nécessité de garantir l'indépendance des juridictions administratives (p. 3963) ; secrétaire général du Conseil d'Etat ayant l'habitude de gérer parfaitement ledit conseil ; conseil supérieur des tribunaux administratifs pouvant jouer un rôle quant à la garantie d'indépendance des membres des juridictions administratives inférieures (p. 3964) ; rejeté au scrutin public (p. 3965).

Deuxième lecture, discussion des articles [4 décembre 1987] :

Article 3 : soutient l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Michel (gestion des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel relevant du secrétariat général du Conseil d'Etat) (p. 6813) ; adopté (p. 6814).

Article 4 *bis* *:* soutient l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Michel (présidents des cours administratives d'appel ne pouvant recevoir contre leur consentement une nouvelle affectation) (p. 6815) ; adopté (p. 6816).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :

Cours d'appel (compétences des —) (p. 7912, 7913).
Juridictions administratives (rattachement administratif des —) (p. 7912).
Question préjudicielle (p. 7912).
Vote favorable du groupe socialiste (p. 7913).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Questions* [20 octobre 1987] :

Aide aux victimes (p. 4536).
Peines de substitution à l'emprisonnement (p. 4532, 4533).
Témoins (accueil des —) (p. 4536).

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Lutte contre la pauvreté :
— accueil des sans-abris (Maison départementale de Nanterre) (p. 5293).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Vote des crédits* [6 novembre 1987] :

Après l'article 71 : son amendement n° 233 soutenu par M. Jean Auroux (rapport présenté au Parlement par le Gouvernement sur les modalités de financement du schéma directeur routier national) (p. 5515) ; rejeté (p. 5516).

— Projet de loi relatif aux obligations en matière de vente ou d'échange de certains objets mobiliers et à la répression du recel (n° 625).

Deuxième lecture, explications de vote [19 novembre 1987] :

Paiement en espèces (p. 6074).
Petite délinquance (effet sur la — de la lutte contre le recel) (p. 6074).
Recel (absence de définition du —) (p. 6074).
Transactions sur l'or (anonymat des —) (p. 6074).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Jacques Toubon et plusieurs de ses collègues portant maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance (n° 940).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 novembre 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 6463 à 6465) ; rejetée au scrutin public (p. 6467).
Affaires en instance devant les cours d'appel et les tribunaux de grande instance (résorption du stock d'—) (p. 6464).
Carrières des magistrats (blocage des —) (p. 6464).
Effectifs des magistrats et besoins réels des juridictions (adaptation des —) (p. 6464).
Maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance (automatisme du —) (p. 6464).
Participation du Gouvernement à l'élaboration de la présente « proposition » de loi (p. 6463).
Recrutement et rémunération des magistrats (p. 6464).

Discussion des articles (p. 6468) :

Article 1er *(maintien en activité des magistrats atteignant la limite d'âge fixée par l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature) :* son amendement n° 2 (de suppression) ; automaticité du maintien en activité ; priorité donnée aux considérations personnelles sans tenir compte des besoins des juridictions ; rejeté.

Article 2 *(rémunération des magistrats maintenus en activité) :* son amendement n° 3 (de suppression) ; refus de l'ensemble de la proposition de loi ; rétrogradation des magistrats au faite de leur carrière (p. 6469) ; rejeté.

Article 3 *(âge limite du maintien en activité) :* son amendement n° 4 (le ramenant à 65 ans) ; maintien de la limite d'âge actuelle ; rejeté (p. 6470).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Pierre Pascallon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée, relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel afin d'élargir aux conseillers régionaux le droit de présentation des candidats à cette élection (n° 409) et proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, complétant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel (n° 772).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique : discussion commune [4 décembre 1987] :

Attitude des groupes politiques à l'égard du Front national (p. 6785, 6786).
Candidature de M. Le Pen aux élections présidentielles de 1988 (textes favorisant la —) (p. 6785).
Collège des personnes habilitées à présenter des candidats à la présidence de la République (élargissement du —) (p. 6785).
Evolution de l'attitude du Gouvernement à l'égard du rapport et de la proposition de loi organique (p. 6785).

— Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, complétant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel (n° 772).

Première lecture, discussion de l'article unique [4 décembre 1987] :

Article unique *(élargissement du collège des personnes habilitées à présenter des candidats à la présidence de la République aux membres élus du conseil supérieur des Français de l'étranger) :* son amendement n° 1 (élargissement du collège des personnes habilitées à présenter des candidats à la présidence de la République aux membres français du Parlement européen) : devenu sans objet (p. 6787).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux élections cantonales (n° 1027).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 décembre 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 6794, 6795) ; rejetée (p. 6795).
Choix discrétionnaire fait par le Gouvernement sur les élections cantonales pouvant avoir lieu avant l'élection présidentielle (p. 6794, 6795).
Délai de convocation des électeurs à la suite d'une vacance au sein d'un conseil général (p. 6794).

Discussion des articles [4 décembre 1987] :

Article 2 *(délai de convocation des électeurs à la suite d'une vacance au sein d'un conseil général porté à six mois en cas de vacance survenue pendant le premier trimestre de l'année 1988) :* son amendement n° 3 (de suppression) (p. 6797) ; rejeté (p. 6798).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [10 décembre 1987] :

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 7067, 7068, 7069, 7070) ; rejetée au scrutin public (p. 7072).
Demande de suspension de séance (p. 7067).
Instruction : généralités :
— délit d'atteinte à la présomption d'innocence pour divulgation d'une information (p. 7069) ;
— juges d'instruction (rôle des — et reproches adressés aux —) (p. 7068) ;
— témoin assisté (p. 7069).
Placement en détention provisoire :
— applicabilité de la réforme (p. 7069, 7070) ;
— chambres des garanties (composition des —) (p. 7068).
— chambres des garanties et principe constitutionnel de la séparation des juridictions d'instruction et de jugement (p. 7068) ;
— détention provisoire (nécessité de diminuer le nombre de —) (p. 7067) ;
— loi du 10 décembre 1985 (principales dispositions et abrogation de la —) (p. 7068) ;
— mise sous main de justice (p. 7067, 7068) ;
— placement en détention provisoire (transfert de la compétence des juges d'instruction aux chambres des garanties) (p. 7068).

Discussion des articles [10 décembre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*
Article 2 *(institution et composition de la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire) :* ses observations sur l'amendement n° 2 de la commission (mineurs de moins de 13 ans ne pouvant être placés en détention provisoire) (p. 7082) ; **son rappel au règlement** : dessaisissement du juge Grellier par la Cour de cassation à la suite d'une requête en suspicion légitime de M. Michel Droit ; demande au garde des sceaux d'informer la représentation nationale du contenu exact de la décision de la Cour de cassation et des décisions qu'il en tire (p. 7102) ; **son rappel au règlement** : dessaisissement par la Cour de cassation du juge Grellier ; souhaite connaître les instructions que le garde des sceaux a données au Parquet (p. 7103) ; demande une suspension de séance (p. 7104).
Article 3 *(dispositions relatives au contrôle judiciaire) :* soutient l'amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Michel (mandat d'arrêt ou de dépôt ne pouvant être signifié à l'inculpé s'étant soustrait au contrôle judiciaire qu'après des observations du juge d'instruction chargé de l'affaire) (p. 7109, 7110) ; rejeté (p. 7111).
Article 5 *(saisine de la chambre ; placement provisoire sous main de justice) :* contre les amendements n° 26 (inculpé devant lorsqu'il demande un délai pour préparer sa défense faire connaître sa requête au juge d'instruction et non pas à la chambre) et n° 27 du Gouvernement (prolongation du délai d'un jour ouvrable au cas dans lequel pour des raisons de force majeure la chambre n'a pas la possibilité de statuer dans le délai de trois jours ouvrables) (p. 7116).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Robert-André Vivien tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social et relative à la durée du mandat des présidents d'entreprises du secteur public (n° 1137, 1166).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [19 décembre 1987] :

Limite d'âge de hauts fonctionnaires (report de la —) (p. 7842).
Présidents d'entreprises « privatisables » (durée du mandat des —) (p. 7842).
Présidents d'entreprises « privatisables » (limite d'âge des —) (p. 7842).

— Projet de loi tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage de stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [19 décembre 1987] :

Contrôles fiscaux (p. 7883).
Désintoxication (incitation à la —) (p. 7883).
Institut national de l'enseignement de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies et notamment recherches sur la toxicomanie et la pharmaco-dépendance (p. 7883).
Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (p. 7883).
Toxicomanie (politique de lutte contre la —) :
— rôle respectif de la prévention et de la répression (p. 7883).
Trafic de stupéfiants (différence entre les réseaux de trafiquants et le petit trafic) (p. 7883).

— Projet de loi sur les bourses de valeurs (n° 1002).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :

Epargnants (protection des —) (p. 7901).
Procédure parlementaire (dévoiement de la — par le Gouvernement) (p. 7901).

Discussion des articles :

Article 14 *bis* *:* contre l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de la possibilité donnée au président de la commission des opérations de bourse d'intervenir devant les tribunaux — possibilité pour la juridiction saisie d'appeler à déposer des conclusions) (p. 7907).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs (n° 1135).

Première lecture, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :

Associations de consommateurs (droit d'agir en justice) (p. 7943).
Commission de refonte des droits de la consommation dite commission Calay Auloy (p. 7943).
Cour de cassation (arrêt du 16 janvier 1985) (p. 7943).
Edulcorants de synthèse (p. 7943).
Loi du 27 décembre 1975 dite loi Royer (p. 7943).
Sénat (modifications du projet de loi par le —) (p. 7943).

Son rappel au règlement : explique quelles sont les raisons de la demande du Gouvernement de suspendre l'examen du projet de loi relatif aux actions en justice des associations agréées de consommateurs pour appeler en discussion la proposition de loi relative aux opérations de télé-promotion en remarquant que le décret de convocation pour la session extraordinaire, qui, commencera dans moins d'une heure, comporte comme ordre du jour la suite de la discussion de la proposition de loi relative aux opérations de télé-promotion ; dès lors il est indispensable au Gouvernement de demander le début de la discussion de ladite proposition de loi (p. 7947).

Discussion des articles [20 et 21 décembre 1987] :

Article 1er *(actions en justice des associations agréées de consommateurs) :* soutient l'amendement n° 10 rectifié de Mme Catherine Lalumière (actions en justice des associations

de consommateurs) : rejeté ; contre l'amendement n° 1 de la commission (actions en justice des associations de consommateurs) (p. 7951).

Article 1er *bis* *(agrément des associations de défense de consommateurs)* : soutient l'amendement n° 11 rectifié de Mme Catherine Lalumière (tendant à supprimer la disposition selon laquelle un décret fixera les conditions de retrait de l'agrément) : rejeté.

Article 2 *(pouvoir des juridictions saisies)* : son amendement n° 16 corrigé (possibilité d'action reconnue au ministère public dans les mêmes conditions que les associations agréées) : rejeté ; son amendement n° 12 corrigé (extension des juridictions pouvant être saisies) : rejeté (p. 7952).

Article 3 *bis* *(actions des associations agréées de consommateurs à raison de faits non constitutifs d'une infraction pénale)* : soutient l'amendement n° 13 de Mme Catherine Lalumière (de suppression) : retiré ; soutient l'amendement n° 14 de Mme Catherine Lalumière (champ d'action des associations de consommateurs) (p. 7959) ; rejeté (p. 7960).

Article 3 *quater* *(diffusion du jugement rendu)* : soutient l'amendement n° 15 de Mme Catherine Lalumière (tendant à ne pas dissuader les associations de consommateurs d'agir en justice) : rejeté (p. 7962).

Article 5 *(information des consommateurs en matière de denrées alimentaires)* : reprend l'amendement n° 26 de M. Jacques Limouzy (de suppression) (p. 7964) ; rejeté ; reprend les amendements n° 23 de M. Gilbert Gantier et 27 de M. Jacques Limouzy (suppression du paragraphe Ier de l'article 5) : retirés (p. 7965) ; ses observations sur l'adoption de l'amendement n° 29 de M Jacques Limouzy (tendant à permettre la conservation des dénominations et marques de fabrique de substances édulcorantes), modifié par le sous-amendement n° 33 de M. Gilbert Gantier (conservation des dénominations et marques de fabrique de substances édulcorantes pour celles antérieures au 1er décembre 1987) ; contre les amendements n° 28 de M. Jacques Limouzy et 9 de la commission (tendant à supprimer l'interdiction de la simple évocation) (p. 7966).

Après l'article 6 : soutient l'amendement n° 18 de M. Jean-Claude Chupin (tendant à donner aux associations ayant pour objet la défense des investisseurs en valeurs mobilières la possibilité d'agir pour la protection des épargnants) (p. 7969) ; satisfait ; soutient l'amendement n° 19 de M. Jean-Claude Chupin (tendant à améliorer la défense des petits porteurs) : rejeté ; soutient l'amendement n° 20 de M. Jean-Claude Chupin (même objet) : rejeté (p. 7970).

Explications de vote (p. 7971) :

Abstention du groupe socialiste (p. 7971).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 et 4 février 1988] :

Titre Ier : *modifications de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.*

Article 2 *(financement des campagnes pour l'élection du Président de la République)* : contre l'amendement n° 107 du Gouvernement (prévoyant un plafonnement des dépenses à 120 millions pour le premier tour et à 140 millions pour le second tour) (p. 99, 100).

Titre II : *modifications du code électoral.*

Article 7 *(déclaration du patrimoine des députés)* : soutient l'amendement n° 94 de M. Pierre Joxe (dépôt des déclarations devant la commission de magistrats) (p. 106) ; adopté ; soutient l'amendement n° 93 de M. Pierre Joxe (publication au *Journal officiel* des situations patrimoniales des députés) (p. 109) ; adopté ; soutient l'amendement n° 96 de M. Pierre Joxe (prévoyant que les déclarations patrimoniales des députés sont consultables par tout électeur) : rejeté au scrutin public (p. 110).

Après l'article 7 : contre l'amendement n° 85 de la commission (peines applicables aux personnes qui auront publié ou divulgué les déclarations du patrimoine des candidats) (p. 112).

Après l'article 9 : soutient le sous-amendement n° 124 de M. Pierre Joxe à l'amendement n° 110 du Gouvernement (exclusion du champ d'application de la déductibilité des dons effectués par les collectivités publiques) ; soutient le sous-amendement n° 125 de M. Pierre Joxe à l'amendement n° 110 du Gouvernement (dons faits par les établissements publics) ; soutient le sous-amendement n° 127 de M. Pierre Joxe à l'amendement n° 110 du Gouvernement (dons effectuées par les casinos, établissements de jeux et sociétés dépendantes) (p. 159) ; devenus sans objet (p. 160).

Article 10 *(dépôt des comptes de campagne par les candidats aux élections législatives)* : soutient l'amendement n° 101 de M. Pierre Joxe (possibilité pour les électeurs de consulter dans les préfectures les comptes de campagne des candidats) (p. 166) ; utilisation de ces comptes pour d'éventuels recours devant le Conseil constitutionnel ; rejeté ; soutient l'amendement n° 102 de M. Pierre Joxe (transmission des comptes de campagne des candidats élus à la chambre régionale des comptes) (p. 167) ; rejeté (p. 168).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 1er : soutient l'amendement n° 10 de M. Pierre Joxe (déclarations patrimoniales de l'ensemble des candidats) : rejeté (p. 253).

Article 7 : soutient l'amendement n° 12 de M. Pierre Joxe (déclaration publique de la situation patrimoniale des députés) (p. 254) ; rejeté au scrutin public (p. 257).

Article 9 : soutient l'amendement n° 15 corrigé de M. Pierre Joxe (diminution du plafond des dépenses) : rejeté (p. 260).

Article 10 : soutient l'amendement n° 19 de M. Pierre Joxe (comptes de campagne contrôlés par les chambres régionales des comptes) (p. 265) ; rejeté.

Article 11 *bis* : soutient l'amendement n° 20 de M. Pierre Joxe (inéligibilité pour un an en cas de dépassement du plafond) : rejeté (p. 266).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives.*

Article 2 *(déclaration du patrimoine des présidents des assemblées, des collectivités territoriales et des maires des communes de plus de 50 000 habitants)* : soutient l'amendement n° 94 de M. Pierre Joxe (obligation de déclaration pour les maires des communes de plus de 30 000 habitants) : adopté ; soutient l'amendement n° 95 de M. Pierre Joxe (obligation de déclaration du patrimoine pour les représentants français au Parlement européen) (p. 174) ; rejeté au scrutin public (p. 175).

Article 3 *(institution d'une commission de magistrats)* : soutient l'amendement n° 97 de M. Pierre Joxe (déclaration des situations patrimoniales consultables par tout électeur) (p. 177) ; rejeté (p. 178).

Titre II : *dispositions relatives au financement des campagnes pour l'élection des députés.*

Après l'article 5 : soutient l'amendement n° 105 rectifié de M. Pierre Joxe (partis politiques soumis à l'obligation de se constituer en entités juridiques et reconnaissance de certains droits à leur profit) (p. 181, 182) ; adopté ; soutient l'amendement n° 106 de M. Pierre Joxe (création d'un Titre II *bis* : dispositions relatives au statut juridique des partis et groupements politiques) : rejeté (p. 183).

Titre III : *dispositions relatives au financement des partis et groupements politiques.*

Article 6 *(principe d'une aide de l'Etat au financement des partis)* : soutient l'amendement n° 99 de M. Pierre Joxe (modalités de l'inscription du montant des crédits inscrits dans le projet de loi de finances pour le financement des partis politiques) (p. 185) ; adopté (p. 186).

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis)* : soutient l'amendement n° 100 de M. Pierre Joxe (clé de répartition des aides accordées aux partis politiques) (p. 197) ; rejeté au scrutin public ; soutient l'amendement n° 110 de M. Pierre Joxe (clé de répartition prenant en compte les députés inscrits à un parti ou qui déclarent adhérer au parti) (p. 200) ; rejeté (p. 201) ; **son rappel au règlement** : observe que le résultat d'un vote intervenu sur l'un des amendements dans l'article 7 est pour le moins contestable (p. 202).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 2 : soutient l'amendement n° 11 de M. Pierre Joxe (personnalités concernées par la déclaration patrimoniale) : rejeté au scrutin public (p. 267) ; ses observations sur l'amendement n° 1 de la commission (modalités de mise en œuvre des déclarations patrimoniales pour les parlementaires détenant des mandats locaux) et sur les sous-amendements n° 24 et 25 du Gouvernement (tendant à compléter les modalités de mise en œuvre des déclarations patrimoniales des élus) ; ses

observations sur l'opacité provoquée par les dispositions législatives et sur la complexité du texte (p. 268).

Article 7 : soutient l'amendement n° 15 de M. Pierre Joxe (modification de la clé de répartition pour le financement des partis politiques) (p. 271) ; rejeté au scrutin public ; soutient l'amendement n° 16 de M. Pierre Joxe (même objet) (p. 272) ; rejeté au scrutin public (p. 273).

Article 13 *ter* : soutient l'amendement n° 17 de M. Pierre Joxe (rétablissement de l'article 13 *ter* ; durée d'application de la présente loi fixée à quatre ans) (p. 274) ; rejeté au scrutin public (p. 275).

SARRE (Georges)

Député de Paris
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 14 octobre 1987] (p. 11963).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11999).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Réintégration de professeurs au lycée militaire d'Aix-en-Provence** [15 avril 1987] (p. 356, 357) ;

— **Exclus du système de protection sociale** : association « médecins du monde » ; mauvais fonctionnement de l'aide médicale gratuite [3 juin 1987] (p. 1867) ;

orales sans débat :

— **n° 259,** posée le 16 juin 1987 : **enseignement secondaire (établissements : Bouches-du-Rhône)** ; appelée le 19 juin 1987 : **lycée militaire d'Aix-en-Provence** : non application d'une décision de justice relative à la réintégration de deux professeurs renvoyés ; acharnement contre leurs collègues et élèves solidaires (p. 2889, 2890) ;

— **n° 309,** posée le 24 novembre 1987 : **politique extérieure (Syrie)** (p. 6422) ; appelée le 27 novembre 1987 : **extradition en France d'Alois Brunner** : identification et localisation à Damas du criminel de guerre Aloïs Brunner ; demande son expulsion de Syrie (p. 6483).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).**

Première lecture, explications de vote [14 avril 1987] (p. 325) :
Définition du corps électoral (p. 325).
Dialogue entre les communautés (p. 326).
Environnement géopolitique (p. 326).
Forces de l'ordre (présence des —) (p. 325).
Référendum (et notamment opportunité du —) (p. 325).
Relations entre la France et la Nouvelle-Calédonie (avenir des —) (p. 325).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 326).

SAVY (Bernard-Claude)

Député de la Nièvre
Apparenté R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7066).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le Titre I^er^ du Livre I^er^ du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843) [*J.O.* du 5 juillet 1987] (p. 7378).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à assurer des **avantages fiscaux** légaux à toutes les catégories de travailleurs cherchant à se constituer une **retraite complémentaire (n° 678)** [14 avril 1987].

Proposition de loi tendant à assurer aux **médicaments** une **durée de protection identique aux autres produits,** compte tenu de leurs règles de commercialisation **(n° 982)** [28 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à répartir les charges supplémentaires des familles pour le **financement des retraites en fonction du nombre d'enfants (n° 989)** [28 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à assurer la **protection de l'assuré social du régime général** en cas de recours à l'**expertise médicale (n° 992)** [28 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à promouvoir la **construction et la location d'ateliers d'artistes (n° 995)** [28 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Grève des contrôleurs aériens** : demande le rétablissement de la législation relative à la retenue des salaires pour cas de grève de la fonction publique [10 juin 1987] (p. 2180) ;

— **Accord U.R.S.S.-Etats-Unis sur le retrait des missiles de moyenne portée** : conséquences pour l'Europe d'un accord nucléaire intermédiaire [28 octobre 1987] (p. 4987) ;

orales sans débat :

— **n° 179,** posée le 7 avril 1987 : **assurance maladie maternité : généralités (équilibre financier)** (p. 66) ; appelée le 10 avril 1987 : **remboursement des médicaments** dits « de confort », vignette bleue ; difficultés de l'industrie pharmaceutique (p. 206, 207) ;

— **n° 275,** posée le 6 octobre 1987 : **enregistrement et timbre (taxe sur les conventions d'assurance)** (p. 3979) ; appelée le 9 octobre 1987 : **taxe sur les contrats d'assurance maladie** : son incidence sur l'élargissement de la protection sociale complémentaire ; distortion avec le secteur mutualiste ; préparation du marché unique européen de 1992 (p. 4089, 4090).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).**

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :
Budget global et financement des hôpitaux (p. 756).
Carte sanitaire (et notamment participation du secteur privé à la —) (p. 756).
Chef de service (statut et rôle du —) (p. 755, 756).
Secteur privé hospitalier (réglementation et situation du —) (p. 755, 756).

Discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre I^er^ : *organisation des établissements d'hospitalisation publics.*

Article 7 *(mesures transitoires fixant les conditions dans lesquelles les anciens chefs de service seront nommés pour un mandat de cinq ans)* : son amendement n° 41 (nomination des chefs de service en fonction avant le 31 décembre 1984) : retiré (p. 804).

Article 10 *(regroupement des établissements privés)* : son amendement n° 42 (regroupement des établissements privés

devant être autorisé à la seule condition qu'il n'accroît pas la capacité de ces établissements) (p. 811) ; regroupement des cliniques ne devant pas s'accompagner d'une obligation de réduction de capacité (p. 812) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 43 : devenu sans objet (p. 813) ; son amendement n° 44 (regroupement des établissements privés pouvant s'effectuer entre deux ou plusieurs établissements et notamment en cas d'établissement multi-disciplinaire) : devenu sans objet (p. 815).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, discussion des articles
[19 mai 1987] :

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-1 du code du travail* (définition de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 115 (tendant à fixer un quota de 5 % pour les entreprises occupant plus de 100 salariés et un mécanisme de priorité d'emploi dans les entreprises de moins de 100 salariés) : non soutenu (p. 1332) ; *article L. 323-3 du code du travail* (bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 116 (tendant à exclure du bénéfice de l'obligation d'emploi les orphelins de guerre âgés de moins de 21 ans) : non soutenu (p. 1344).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles
[21 mai 1987] :

Chômage de longue durée (statistiques du —) (p. 1470).
Gestion socialiste (bilan de la —) (p. 1470).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles
[4 et 5 juin 1987] :

Dispositions relatives à la protection sociale :
— allocation de parent isolé (recouvrement de l'—) (p. 2040) ;
— financement de la sécurité sociale (p. 2040, 2041) ;
— protection sociale des ministres des cultes (p. 2040).
Dispositions relatives à la santé :
— S.I.D.A. (dépistage anonyme et gratuit du —) (p. 2040).
Dispositions relatives aux études médicales :
— situation des généralistes (ou résidents) (p. 2040).

Discussion des articles
[5 juin 1987] [9 juin 1987] [12 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la protection sociale.*

Après l'article 5 : son amendement n° 88 (droit aux prestations en nature des assurances maladie et maternité étant réservé aux personnes vivant maritalement avec un assuré social célibataire et se trouvant *seul* en cette qualité) (p. 2058) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 10 (service du contrôle médical organisé et dirigé par le conseil d'administration de la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés) (p. 2059) ; rejeté ; son amendement n° 14 (suppression de la contribution des entreprises de préparation de médicaments) : retiré (p. 2060) ; son amendement n° 7 (sanction du retard apporté au paiement des cotisations d'accident du travail) (p. 2061) ; retiré (p. 2062).

Après l'article 5 : son amendement n° 16 (agrément des établissements privés pouvant accueillir les bénéficiaires de l'aide médicale) : adopté (p. 2073).

Après l'article 15 : son amendement n° 289 (assiette de la taxe sur la publicité pharmaceutique) (p. 2081) ; situation de l'industrie pharmaceutique (p. 2082) ; ses observations sur l'amendement n° 86 de M. Jacques Barrot (assiette de la taxe sur la publicité pharmaceutique) (p. 2083) ; amendement n° 289 : devenu sans objet (p. 2084) ; son amendement n° 5 (recours au service d'un intermédiaire pour informer les assurés sociaux) ; soutient l'amendement n° 35 de la commission (recours au service d'un intermédiaire pour informer les assurés sociaux) : rejeté (p. 2086) ; soutient l'amendement n° 38 de la commission et son amendement identique n° 17 corrigé (date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'information des assurés sur le montant des charges sociales acquittées) (p. 2087, 2088) ; rejetés au scrutin public (p. 2089).

Après l'article 18 : son amendement n° 18 (procédure de référé dans le cas d'exercice illégal de la médecine) (p. 2103) : retiré ; son amendement n° 19 (sanction de l'exercice illégal de la profession de médecin ou de chirurgien-dentiste) : adopté après modification ; son amendement n° 275 (de coordination) : adopté (p. 2104).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Après l'article 51 : son sous-amendement n° 82 (extension de cette interdiction aux établissements secondaires) à l'amendement n° 71 de la commission (interdiction de l'installation à moins de 100 mètres d'une école primaire ou maternelle, d'un établissement dont l'activité principale est la vente ou la mise à la disposition du public de publications dont la vente aux mineurs de moins de 18 ans est prohibée) ; son sous-amendement n° 83 (interdiction dans les mêmes conditions de l'exposition et de l'affichage publicitaire de ces mêmes publications) ; sous-amendement n° 82 : adopté ; sous-amendement n° 83 : non soutenu (p. 2344).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, avant la discussion des articles
[23 juin 1987] :

Conception gouvernementale du mécénat (p. 3064, 3065).
Régime des déductions fiscales des versements effectués par les entreprises (p. 3065).

Discussion des articles [7 juillet 1987] :

Article 4 *(acquisition d'œuvres d'art par les entreprises)* : son sous-amendement n° 96 à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (réintégration de la provision aux seuls cas où la responsabilité de l'entreprise est engagée) : retiré (p. 3696).

Article 4 *bis* *(déduction fiscale du coût d'acquisition des œuvres d'artistes vivants)* : son amendement n° 36 (possibilité de réintégration prévue à l'article 5 *bis* du projet en cas de dépréciation de l'œuvre d'art) (p. 3699) ; rejeté par assis et levés (p. 3700).

Article 5 *bis* *(provision pour dépréciation d'œuvres d'art)* : son amendement n° 37 (conditions dans lesquelles la provision pour dépréciation d'une œuvre d'art peut être inscrite à l'actif d'une entreprise) ; son amendement n° 38 (montant de l'acquisition devant avoir acceptée par une expertise lors de l'acquisition) : retirés (p. 3702).

Article 6 *(assimilation des dépenses de parrainage à des frais généraux)* : soutient l'amendement n° 26 de la commission des affaires culturelles (notion d'activité à caractère philantropique, social, humanitaire, familial, culturel, éducatif, scientifique, sportif ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique ou historique) (p. 3703) ; retiré (p. 3704).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politique en faveur des personnes âgées :
— retraites des non-salariés (p. 5296).
Politiques sociales sectorielles :
— employés de maison (p. 5302).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, avant la discussion des articles
[19 décembre 1987] :

Assurance vieillesse :
— retraite progressive (p. 7816) ;
— revalorisation des pensions pour 1988 (p. 7816, 7822).
Sécurité sociale (généralités) :
— caractère public ou privé de la sécurité sociale (p. 7815) ;
— États généraux de la sécurité sociale (p. 7814, 7815) ;
— feuille de paie vérité (p. 7815) ;
— prélèvements obligatoires (concept des —) (p. 7815, 7816) ;
— situation financière de la sécurité sociale (p. 7814, 7815).

Discussion des articles [19 décembre 1987] :

Titre IV : *droit des médecins à une cessation anticipée d'activité.*

Après l'article 4 : ses observations sur l'amendement n° 70 du Gouvernement (cas où la mère de famille de plus de 45 ans et ayant trois enfants bénéficie des prestations en nature du dernier régime obligatoire d'assurance maladie dont elle a relevé) (p. 7860) ; contre l'amendement n° 64 de M. Michel Coffineau (application du budget global aux établissements privés) (p. 7866) ; contre l'amendement n° 66 de M. Michel Coffineau (suppression de la disposition permettant au médecin ayant choisi de pratiquer des honoraires différents des hono-

raires conventionnels de demander à être affilié au régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles) (p. 7867).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
Philosophie de la réforme (p. 60, 61).
Publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale des parlementaires, ministres et responsables locaux concernés (absence de —) (p. 60).
Appréciation de la variation des situations patrimoniales des parlementaires, ministres et responsables locaux concernés (organe compétent pour l'—) (p. 60).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au patrimoine monumental (n° 1019).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur suppléant du Conseil économique et social [18 décembre 1987] :
Conseil économique et social (avis du —) (p. 7726, 7727).
Loi de programme :
— champ d'action (et notamment cathédrales) (p. 7726).
— conséquences culturelles (p. 7727) ;
— conséquences économiques (p. 7727) ;
— sites naturels (p. 7727).

SCHENARDI (Jean-Pierre)

Député du Val-de-Marne
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3732).

Rapporteur de sa proposition de loi (n° 812) relative aux activités foraines [2 juillet 1987] (p. 3621).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (Premier ministre : Plan) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 905) tendant à faciliter le logement familial [26 novembre 1987] (p. 6473).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

Rapporteur de la proposition de loi, tendant à faire bénéficier les locataires français de l'accession gratuite à la propriété de certains logements sociaux gérés par les offices d'habitations à loyer modéré (n° 1186) [3 février 1988] (p. 114).

Rapporteur de la proposition de loi relative à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles (n° 1188) [3 février 1988] (p. 114).

DEPOTS

Proposition de loi relative aux **activités foraines (n° 812)** [4 juin 1987].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** Tome XV : **Premier ministre : Plan (n° 965)** [8 octobre 1987].

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la **sous-traitance (n° 1047)** [18 novembre 1987].

Proposition de loi tendant à faire bénéficier les **locataires français de l'accession gratuite à la propriété** de certains logements sociaux gérés par les **offices d'habitation à loyer modéré (n° 1186)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Bigamie et couverture sociale [17 juin 1987] (p. 2512, 2513) ;

— **Renault** : ajournement par le Gouvernement de la réforme du statut de Renault constituant une nouvelle reculade [16 décembre 1987] (p. 7551).

INTERVENTIONS

— Projets de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 610) et portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 611).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [22 avril 1987] :

Droits et obligations des concessionnaires (p. 575).
Droits et obligations des deux gouvernements (p. 575).
Emploi (préférence nationale et régionale) (p. 575).
Environnement (défense de l'—) (p. 574).
Financement sur fonds privés (p. 574).
Intervention des deux gouvernements (domaine d'—) (p. 574).
Relations Eurotunnel — S.N.C.F. et Eurotunnel — British Railways (p. 575).
Solidarité européenne (p. 574, 575).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, discussion des articles [22 mai 1987] :

Titre Ier : *actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*
Après l'article 5 : soutient l'amendement n° 91 de M. Michel de Rostolan (possibilité de mentionner dans les insertions d'offres une préférence quant à la nationalité du candidat) (p. 1558) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 115 de M. Christian Baeckeroot (autorisation donnée aux entreprises d'embaucher des demandeurs d'emploi pour assurer un service complémentaire en dehors des heures de travail habituelles) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 116 de M. Christian Baeckeroot (même objet) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 119 de M. Christian Baeckeroot (expulsion des personnes ayant enfreint la législation relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1566).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles [17 juin 1987] :

Chapitre IV : *dispositions finales.*
Article 24 *(légalisation des polices municipales)* : approuve cet article (p. 2798) ; conditions de travail et formation de la police nationale (p. 2799).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [5 juin 1987] :

Son rappel au règlement : surprise du groupe Front national devant le refus du Gouvernement d'accepter l'amendement n° 88 de M. Bernard-Claude Savy (p. 2059).

— Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère et débat sur cette déclaration.

Procédure des questions [16 juin 1987] :

Algérie :
— Harkis (circulation en Algérie des —) (p. 2489) ;
— ressortissants français (conclusion d'un accord sur le problème des avoirs et des biens des — en Algérie) (p. 2489).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert (n° 99).

Première lecture, discussion des articles [7 juillet 1987] :

Après l'article unique : son sous-amendement n° 23 soutenu par M. Guy Herlory à l'amendement n° 7 de la commission (remplacement de la commission nationale instituée à l'article 28 par le conseil régional) : retiré (p. 3752).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Après l'article 13 : contre l'augmentation de la fiscalité sur les tabacs pour financer l'amendement n° 14 corrigé de la commission (rétablissement du taux de T.V.A. à 7 % pour les hôtels quatre étoiles) (p. 4408).

Après l'article 16 : contre l'amendement n° 71 de M. Jean Giard (impôt sur les sociétés porté à 65 % pour les entreprises traitant avec des sociétés sud-africaines) ; réformes en Afrique du Sud (p. 4434, 4435).

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [29 octobre 1987] :

Plan (p. 5031, 5032).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Vote des crédits* [4 novembre 1987] :

Etat V, titre IV : son amendement n° 207 soutenu par M. Jean-Pierre Reveau (réduction des crédits) ; son amendement n° 208 soutenu par M. Jean-Pierre Reveau (réduction des crédits) ; amendement n° 207 : rejeté au scrutin public (p. 5400) ; amendement n° 208 : rejeté (p. 5401).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 décembre 1987] :

Son rappel au règlement : nombre de députés présents en séance ; cas du groupe Front national (p. 6843).

Discussion des articles [8 décembre 1987] :

Avant l'article 12 : contre l'amendement n° 80 de M. Christian Pierret (rétablissant l'obligation de paiement par chèque) ; financement des campagnes électorales, notamment celle du Parti socialiste dans le Rhône (p. 6897).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).

Première lecture, avant la discussion des articles [11 décembre 1987] et [17 décembre 1987] :

Agence nationale pour la participation des employeurs (p. 7226).
Entreprises (taux de participation des — à l'effort de construction) (p. 7226).
Etrangers (aides au logement des —) (p. 7226, 7227).
Son rappel au règlement : s'indigne du non respect de la règle selon laquelle le vote des députés est personnel en vertu de l'article 62 du règlement ; s'indigne, en outre, qu'un seul député de la majorité ait été présent lors de la première séance relative à l'examen du projet de loi sur la participation des employeurs à l'effort de construction (p. 7213).
Un pour cent logement (histoire, rôle, bilan, perspectives du —) (p. 7226).

Discussion des articles :

Article 1er *(taux de participation obligatoire des employeurs à l'effort de construction)* : contre l'amendement n° 40 de M. Guy Malandain (tendant à conserver un volume de participation indexé) (p. 7636) ; son amendement n° 27 (diminution du taux) : rejeté (p. 7638) ; son amendement n° 28 (adoption du principe de la préférence nationale pour l'affectation du 1 %) (p. 7639) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 29 (fractions du 1 % réservées en priorité au logement des salariés français les plus défavorisés) (p. 7640) ; rejeté au scrutin public (p. 7641) ; son amendement n° 30 (tendant à réserver l'affectation des fonds dit « libres » au logement des salariés français les plus défavorisés) : rejeté au scrutin public (p. 7643).

Article 2 *(Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction) : article L. 313-9 (fonds de garantie)* : son amendement n° 31 (création d'un fonds spécifique en vue d'opérations socialement innovantes) : rejeté (p. 7693).

Explications de vote :

Entreprises (taux de contribution des — à l'effort de construction) (p. 7697).
Etrangers (aides au logement des —) (p. 7697).
Vote hostile du groupe du Front National (p. 7698).

— Projet de loi relatif à la transformation de la Régie nationale des usines Renault en société anonyme (n° 1000).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 décembre 1987] :

Immigration (politique d'— menée avant 1981) (p. 7296).
Ordonnance du 16 janvier 1945 prise par le Gouvernement de la Libération (esprit de l'—) (p. 7295).
Renault-R.N.U.R. :
— endettement (et abandon par le Gouvernement d'une créance de 12 milliards de francs) (p. 7296) ;
— privatisation (nécessité de la —) (p. 7296) ;
— responsabilité des gouvernements de droite dans la crise (p. 7296) ;
— responsabilité des gouvernements socialistes dans la crise (p. 7295, 7296) ;
— statut actuel (historique et conséquences du —) (p. 7295).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la formation professionnelle (n° 1147).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Assemblée nationale (conditions de travail de l'—) (p. 7763, 7764).
Congé formation :
— enjeu et objectifs (p. 7763).
Crédit impôt-formation (p. 7763).

Discussion des articles [18 décembre 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 2 corrigé (formation du personnel du ministère des affaires sociales) (p. 7766) ; non soutenu (p. 7767).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé :
Financement actuel des partis politiques (et notamment « affaires » ayant mis en cause certains d'entre eux) (p. 59).

SCHREINER (Bernard)

Député des Yvelines
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux enseignements artistiques (n° 1004) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental (n° 1019) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Argent et télévision** : guerre des chaînes de télévision [29 avril 1987] (p. 733).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Questions* [26 octobre 1987] :

Plan câble (retard dans la réalisation du —) (p. 4859).

Culture. — *Examen du fascicule* [30 octobre 1987] :

Cinéma (crise du — et concurrence avec la télévision) (p. 5130, 5131).

Questions [30 octobre 1987] :

Création télévisée (p. 5151, 5152).

Vote des crédits [30 octobre 1987] :

Article 41 *(suppression du caractère permanent de la répartition des recettes entre l'audiovisuel et le cinéma) :* son amendement n° 182 (précisant pour 1988 la clé de répartition du produit de la taxe sur les recettes de publicité concernant les radios et les télévisions) (p. 5161) ; effet pervers de la mesure de désengagement de l'Etat vis-à-vis de l'industrie cinématographique ; nécessité du développement des œuvres audiovisuelles et notamment de la création par les chaînes de télévision d'œuvre de fiction ; rejeté (p. 5162).

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule* [6 novembre 1987] :

Audiovisuel : généralités :
- artistes (emploi des —) (p. 5543) ;
- création audiovisuelle française (p. 5542) ;
- emprise politique sur l'audiovisuel (p. 5541) ;
- publicité (marché publicitaire télévisuel) (p. 5541, 5542) ;
- télé achat (p. 5542) ;
- T.F. 1 (conséquence de la privatisation de — et compte d'affectation spéciale des produits de la privatisation) (p. 5542).

Audiovisuel : secteur public :
- concurrence avec les chaînes privées (p. 5542) ;
- FR 3 (et FR 3 Ajaccio) (p. 5542) ;
- redevance (p. 5530, 5541) ;
- société française de production (S.F.P.) (p. 5543).

Cinéma (rapport avec la T.V.) (p. 5543).
Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) (p. 5541, 5542).
Satellite (T.D.F. 1 et T.D.F. 2) (p. 5543).

Son rappel au règlement : problème de la répartition des recettes de la redevance alors que le ministre annonce un autre montant que celui du projet (p. 5531).

Vote des crédits [6 novembre 1987] :

Article 52 *(approuvant le produit attendu des recettes de publicité de marque par les sociétés nationales de T.V. ; éventualité d'excédents) :* contre l'amendement n° 105 de M. Robert-André Vivien (clé de répartition pour 1988 du produit de la redevance pour droit d'usage) ; doute sur la fiabilité des chiffres cités pour le produit de la redevance (p. 5574) ; mépris du droit des parlementaires de répartir le produit de la redevance entre les services et les sociétés du service public (p. 5575).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux enseignements artistiques (n° 1004).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 décembre 1987] :

Collectivités locales (rôle des —) (p. 7591, 7592).
Crédits destinés aux enseignements artistiques (montant et absence de programmation des —) (p. 7591).

Discussion des articles [16 décembre 1987] :

Chapitre I^er^ : *des enseignements artistiques dispensés dans les établissements scolaires et les établissements d'enseignement supérieur.*

Article 2 *(enseignement artistique à l'école et au collège) :* ses observations sur l'amendement n° 6 de la commission (droit à une éducation artistique, effectif dans un délai de 10 ans à compter de la promulgation de la présente loi) ; nécessité d'une loi de programmation (p. 7597).

Article 3 *bis* *(sanctions des enseignements artistiques) :* ses observations sur l'amendement n° 34 de M. Bruno Bourg-Broc à titre personnel (candidats au baccalauréat subissant à partir de la session de 1993 une épreuve dans une des disciplines artistiques) (p. 7599).

Chapitre II : *de la reconnaissance des établissements et de l'homologation des titres et diplômes.*

Article 9 *(avantages liés à l'homologation des titres et diplômes) :* soutient l'amendement n° 42 de Mme Marie-France Lecuir (décret en Conseil d'Etat fixant la liste des diplômes délivrés par les établissements publics soumis au contrôle du ministère de la culture qui permettent à leurs titulaires d'être candidats au C.A.P.E.S. et à l'agrégation dans les disciplines artistiques) : devenu sans objet (p. 7604).

Chapitre III : *du haut comité des enseignements artistiques.*

Article 14 *(rapport au Parlement sur les crédits destinés aux enseignements artistiques) :* soutient l'amendement n° 46 de Mme Marie-France Lecuir (Gouvernement présentant chaque année au Parlement un rapport mettant en évidence le montant et l'utilisation des crédits affectés au développement des enseignements artistiques et l'évolution des besoins) : rejeté (p. 7607).

— Conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de MM. Michel Pelchat, Jacques Berrot et Michel Péricard relative aux opérations de télé-promotion avec offre de vente, dites de « télé-achat » (n° 1089, 1057).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 décembre 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7980, 7981, 7982) ; rejetée (p. 7983).
Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) (compétences de la — dans la définition des règles de programmation des opérations de télé-promotion) (p. 7980, 7981, 7982).
Paysage audiovisuel français (P.A.F.) (p. 7981, 7982).
Publicité (distinction entre télé-achat et — déguisée) (p. 7981, 7982).
Télévision (rupture d'égalité de traitement entre les différentes chaînes de —) (p. 7980).

Discussion des articles [21 décembre 1987] :

Avant l'article 1^er^ : ses observations sur l'amendement n° 15 du Gouvernement (possibilité de remboursement ou d'échange dans un délai de sept jours) ; texte de circonstance ne réglant pas l'ensemble des problèmes publicitaires (p. 7985).

Après l'article 1^er^ : ses observations sur l'amendement n° 6 de M. Georges Hage (information des consommateurs par des interventions quotidiennes de l'Institut national de la consommation sur les chaînes privées) ; défense collective du consommateur confronté aux émissions publicitaires (p. 7987).

Explications de vote [21 décembre 1987] :

Organisations de consommateurs (moyens insuffisants des —) (p. 7988).
Publicité à la télévision (p. 7988).

SCHWARTZENBERG (Roger-Gérard)

Député du Val-de-Marne
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1^er^ du code de la route (n° 616).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Alcoalisme au volant :
- accidents corporels et mortels : voir *sécurité routière.*

Publicité pour l'alcool (p. 607, 608, 609).
Sécurité routière :
- accidents corporels et mortels (nombre et cause des — et notamment alcoolémie) (p. 607).

Discussion de l'article unique :

Avant l'article unique : soutient l'amendement n° 32 de M. Michel Sapin (interdiction de la publicité pour les boissons alcoolisées à la radio et à la télévision) (p. 616) : rejeté au scrutin public (p. 617) ;

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 et 5 juin 1987] :

Publicité sur les boissons alcoolisées (p. 2041, 2042).

Discussion des articles [12 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*

Après l'article 51 : son amendement n° 170 troisième rectification (interdiction de la diffusion de messages publicitaires en faveur de boissons contenant plus de 1° d'alcool par les organismes et services de radiodiffusion sonore et de télévision publics ou privées) (p. 2332) ; existence de différentes positions au sein de la majorité et du Gouvernement (p. 2333) ; responsabilité du fait des lois (p. 2334, 2336) ; contre le sous-amendement n° 342 du Gouvernement à l'amendement n° 74 de M. Jacques Barrot (limitation de l'interdiction absolue de la publicité en faveur des boissons alcoolisées à la télévision) (p. 2337) ; ses obervations sur le sous-amendement n° 343 du Gouvernement (interdiction de la publicité en faveur des boissons dont la fabrication est prohibée) ; contre le sous-amendement n° 344 du Gouvernement (publicité en faveur des boissons alcoolisées devant comporter un conseil de modération concernant leur consommation) (p. 2338) ; contre le sous-amendement n° 346 du Gouvernement (décrets en Conseil d'Etat prévoyant les modalités que doivent respecter les messages-supports publicitaires) ; son sous-amendement n° 340 (responsabilité de l'Etat ne pouvant être engagée au titre de l'amendement n° 74 de M. Jacques Barrot) : rejeté au scrutin public (p. 2339) ; *son rappel au règlement :* regrette que la portée de l'amendement de M. Jacques Barrot ait été réduite par les sous-amendements du Gouvernement.

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. — *Examen des fascicules* [29 octobre 1987] :

Enseignement supérieur : Bourses et actions sociales universitaires (p. 5081).
Budget consacré aux universités (p. 5091).
Etudiants (nombre d'— et notamment en première année) (p. 5080, 5081).
Etudiants (objectif de deux millions d'—) (p. 5080).
Professeurs et corps enseignant de l'université :
— mesures catégorielles, recrutement, carrière (p. 5081).
Recherche universitaire (notamment prime de —) (p. 5081).

Vote des crédits :

Etat B, titre III : contre l'amendement n° 178 de M. Jean-Claude Martinez (réduction des crédits destinés au comité national d'évaluation des universités) (p. 5102).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [2 février 1988 et 3 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé :
Coût de la vie politique (mesure et causes du —) (p. 14).
Propositions de réforme antérieures (p. 14).
Financement des campagnes électorales.
Plafonnement des dépenses (p.58).
Financement des partis politiques :
Modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis (p. 58, 59).
Divers :
Période probatoire et rapport d'évaluation (p. 58).
Publicité politique (p. 58).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Article 12 *(publicité politique à la radio et à la télévision) :* soutient l'amendement n° 101 de M. Pierre Joxe (interdiction des émissions publicitaires à caractère politique) (p. 204) ; rejeté (p. 205) ; soutient l'amendement n° 102 de M. Pierre Joxe (interdiction des émissions publicitaires à caractère politique) (p. 204) ; rejeté p. 205).

SEGUELA (Jean-Paul)

Député de la Haute-Garonne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur du projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504) [16 avril 1987] (p. 450).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5858).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681) [*J.O.* du 4 juin 1987] (p. 6070).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687) [*J.O.* du 17 juin 1987] (p. 6504).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7066).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 504) relatif **aux établissements d'hospitalisation** et à **l'équipement sanitaire (n° 689)** [23 avril 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif **aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 804)** [3 juin 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Lutte contre la toxicomanie dans les établissements scolaires [20 mai 1987] (p. 1358).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [28 et 29 avril 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 707).
Ses observations sur la question préalable opposée par M. Jean-Marie Le Pen (p. 712).
Autorité administrative (répartition des pouvoirs avec le personnel médical) (p. 696, 697).
Carte sanitaire (et notamment participation du secteur privé à la —) (p. 698).
Chef de service (statut et rôle du —) (p. 696).
Commission des affaires culturelles, familiales et sociales (travail de la —) (p. 769).
Commission médicale d'établissement (C.M.E.) (p. 697).
Département médical (p. 695, 697).
Hôpital (situation de l'—) (p. 695).
Pôles d'activités (p. 695, 696).

Politique hospitalière menée entre 1981 et 1986 (et notamment départementalisation) (p. 695, 697).
Rapports entre le département, le service et le pôle d'activités (p. 697).
Secteur privé hospitalier (complémentarité du — avec le secteur public) (p. 697).
Secteur privé hospitalier (réglementation et situation du —) (p. 698).
Service (rétablissement du —) (p. 696).

Discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre Ier : *organisation des établissements d'hospitalisation publics.*

Article 1er *(rétablissement des services)* : contre les amendements identiques n° 34 de M. Jacques Roux et n° 90 de M. Claude Bartolone ; son amendement n° 2 (rédactionnel) : retiré ; contre les amendements n° 91 et 92 de M. Claude Bartolone et n° 53 de M. François Bachelot (p. 772) ; son amendement n° 3 (rédactionnel) : adopté ; contre l'amendement n° 51 de M. François Bachelot (p. 773) ; son amendement n° 4 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 5 soutenu par M. Jean Bardet (rédactionnel) (p. 774) ; adopté ; son amendement n° 6 (possibilité pour un pharmacien de devenir chef de service) : adopté ; contre l'amendement n° 97 de M. Claude Bartolone soutenu par M. André Clert (p. 775) ; son amendement n° 7 (différentes possibilités de nomination des chefs de service) : adopté ; son amendement n° 8 soutenu par M. Jean Bardet (rôle du chef de service) : adopté (p. 776).

Article 2 *(nomination des chefs de service ; constitution des pôles d'activités et des départements)* : contre les amendements n° 35 de M. Georges Hage soutenu par Mme Muguette Jacquaint, n° 105 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Gilbert Mitterrand (de suppression) (p. 778) ; *article 20-2 de la loi du 31 décembre 1970 (statut du chef de service)* : son amendement n° 9 soutenu par M. Michel Hannoun (conditions de nomination des chefs de service en psychiatrie) (p. 779) ; ses observations sur le sous-amendement n° 194 de M. Claude Bartolone à l'amendement n° 9 de la commission (limitation du renouvellement des mandats de chef de service en psychiatrie) : adopté ; contre l'amendement n° 107 de M. Gilbert Mitterrand (substitution de la notion de responsable de service à celle de chef de service) ; son amendement n° 10 (procédure de renouvellement du mandat de chef de service) (p. 780) ; adopté (p. 781) ; son amendement n° 11 (composition de la formation restreinte de la commission médicale d'établissement) : adopté (p. 783) ; *article 20-3 de la loi du 30 décembre 1970 (constitution des pôles d'activités)* : contre les amendements identiques n° 119 de M. Claude Bartolone et n° 58 de M. François Bachelot soutenus par M. Albert Peyron (de suppression) ; son amendement n° 12 (procédure de création de pôles d'activités et forme de la délégation) (p. 784) ; contre le sous-amendement n° 189 de M. François Bachelot soutenu par M. Albert Peyron (animateur des pôles d'activités devant avoir une connaissance suffisante de la langue française) (p. 784) ; contre le sous-amendement n° 197 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Edmond Hervé (unités fonctionnelles) (p. 785) ; contre le sous-amendement n° 190 de M. François Bachelot à l'amendement n° 12 de la commission soutenu par M. Albert Peyron (procédures de création des pôles d'activité) ; contre le sous-amendement n° 200 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (rôle du comité technique paritaire) (p. 786) ; contre le sous-amendement n° 191 de M. François Bachelot ; contre le sous-amendement n° 199 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (délégation) ; contre les sous-amendements n° 203 et 204 de M. Claude Bartolone soutenus par M. Guy Bêche (rapport du titulaire de la délégation) ; amendement n° 12 : adopté (p. 788) ; *article 20-4 de la loi du 31 décembre 1970 (constitution des départements)* : contre l'amendement n° 133 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 788) ; contre l'amendement n° 59 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (constitution des départements à l'initiative des praticiens hospitaliers) ; contre l'amendement n° 136 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (définition et rôle du département) ; son amendement n° 13 (rédactionnel) : adopté ; contre l'amendement n° 137 de M. Claude Bartolone soutenu par M. Guy Bêche (consultation obligatoire du comité technique paritaire sur la constitution d'un département) ; contre l'amendement n° 86 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (mode de désignation et rôle du coordinateur) (p. 790).

Article 4 *(compétences des commissions médicales d'établissement)* : son amendement n° 15 (auto-saisine de la commission médicale d'établissement) : adopté ; son amendement n° 16 (notion de choix médicaux) : adopté (p. 800) ; son amendement n° 17 (rédactionnel) : adopté ; ses observations sur l'amendement n° 38 de M. Michel Ghysel (convention passée entre l'établissement d'hospitalisation et les représentants des professions libérales) (p. 801).

Article 5 *(coordination nécessitée par les nouvelles dispositions relatives aux commissions médicales)* : son amendement n° 18 (rédactionnel) : adopté (p. 802).

Article 7 *(mesures transitoires fixant les conditions dans lesquelles les anciens chefs de service seront nommés pour un mandat de cinq ans)* : son amendement n° 19 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 20 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 21 (rédactionnel) (p. 803) ; adopté ; son amendement n° 22 (médecin nommé avant le 31 décembre 1984 chef de service et ayant fait l'objet d'une mutation depuis cette date étant nommé à compter de la même date chef du service dans lequel il a exercé jusqu'à présent ses fonctions) : rejeté (p. 804).

Article 10 *(regroupement des établissements privés)* : son amendement n° 25 (conditions de l'autorisation administrative pour le regroupement d'établissements situés dans un même secteur sanitaire dont les moyens sont excédentaires) (p. 811) ; adopté ; son amendement n° 27 (rédactionnel) : adopté (p. 813) ; son amendement n° 28 (modalités de la réduction de capacité à laquelle est subordonné le regroupement) (p. 814) ; adopté ; son amendement n° 29 (regroupement par discipline en cas d'établissements multi-disciplinaires) : adopté ; son amendement n° 30 (rédactionnel) : adopté (p. 815).

Article 11 *(conversion de lits)* : son amendement n° 31 (rédactionnel) : adopté (p. 816).

Titre IV : *équipement sanitaire.*

Article 12 *(suppression des groupements interhospitaliers de région ; harmonisation des conditions d'examen des projets d'équipement des secteurs publics et privés)* : son amendement n° 32 (rédactionnel) : adopté (p. 819) ; son amendement n° 33 corrigé (exclusion de l'application de la loi des programmes en cours au moment de sa promulgation) : adopté (p. 820).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles.
Rapporteur [10 juin 1987] :

Chef de service (statut du) (p. 2186).
Commission médicale d'établissement (p. 2186). Programme d'équipement (p. 2186).
Psychiatrie (p. 2185).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles
[4 et 5 juin 1987] :

Contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 1990, 1991).
Contre la motion de renvoi en commission présentée par M. Pierre Joxe (socialiste) (p. 2048).
Dispositions relatives aux études médicales :
— réforme du troisième cycle des études médicales (p. 1990, 1991, 2041).
— situation des généralistes (ou résidents) (p. 1990, 1991).

Discussion des articles [10 juin 1987] :

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*

Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales)* : contre les amendements identiques n° 103 de M. Jacques Roux et n° 138 de M. Claude Bartolone (conditions d'accès au troisième cycle des études médicales) (p. 2209) ; contre l'amendement n° 140 de M. Claude Bartolone (généralistes étant formés par un internat) (p. 2211) ; contre l'amendement n° 315 de M. Georges Hage (étudiants de troisième cycle ayant la possibilité d'acquérir une formation par la recherche à laquelle participent des enseignants universitaires des disciplines non médicales et des chercheurs statutaires) (p. 2214) ; soutient l'amendement n° 95 de M. Maurice Toga (conditions de présentation au concours de l'internat) (p. 2217) ; retiré (p. 2218) ; contre l'amendement n° 148 de M. Claude Bartolone (conditions de délivrance du diplôme d'Etat de docteur en médecine) (p. 2221, 2222).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [24 juin 1987] (p. 3123, 3131), [25 juin 1987] (p. 3158) :

Consolidation des emprunts et des dettes (p. 3146, 3147).
Harkis (situation et actions en faveur des —) (p. 3147).
Historique législatif (p. 3146).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. — *Examen des fascicules* [29 octobre 1987] :

Enseignement supérieur :
Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires (A.T.O.S.) (p. 5075).
Bibliothèques (p. 5075).
Budget consacré aux universités (p. 5075).
Professeurs et corps enseignant de l'université :
— mesures catégorielles, recrutement, carrière (p. 5075).
Toulouse (université Paul Sabatier) (p. 5076).

Recherche :
Chercheurs (effectif des —) (p. 5075).
Crédit d'impôt — recherche (p. 5075).
Effort budgétaire de recherche-développement (E.B.R.D.) (p. 5075).
Ingénieurs, techniciens et agents (I.T.A.) (p. 5075).
Programme de développement technologique et filières (cas de l'électronucléaire, de l'électronique, de l'aéronautique ; du spatial et des télécommunications) (p. 5075).

Economie, finances et privatisation. Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés. — *Examen des fascicules* [12 novembre 1987] :

Harkis (p. 5791).
Rapatriés (indemnisation, rapatriement des avoirs d'Afrique du Nord, retraites) (p. 5790, 5791).

SEGUIN (Philippe)

Ministre des affaires sociales et de l'emploi

DEPOTS

Projet de loi en faveur de l'emploi des **travailleurs handicapés (n° 681)** [15 avril 1987].

Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le **chômage de longue durée (n° 667)** [22 avril 1987].

Projet de loi portant réforme du **régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 688)** [22 avril 1987].

Projet de loi portant **diverses mesures d'ordre social (n° 738)** [13 mai 1987].

Projet de loi portant diverses mesures relatives au **financement de la sécurité sociale (n° 840)** [11 juin 1987].

Projet de loi portant diverses mesures relatives à la **formation professionnelle (n° 1147)** [16 décembre 1987].

Projet de loi relatif à la **sécurité sociale (n° 1148)** [16 décembre 1987].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— **Mme Elisabeth Hubert : ticket modérateur et médicaments à « vignette bleue »** : modification de la liste des maladies graves [15 avril 1987] (p. 345) ; création d'un plafond de ressources, pour le remboursement à 100 % ; organisation des « états généraux » de la sécurité sociale ; mission d'explication (p. 346) ;

— **M. Bernard Daroaier : sécurité sociale** : mesures prises par les socialistes [15 avril 1987] (p. 354, 355) ; nécessaire consultation des Français ; « états généraux » de la sécurité sociale (p. 355) ;

— **M. Edmond Hervé : réforme hospitalière** : établissements d'hospitalisation publics dans une situation de vide juridique total depuis le 3 janvier 1987 [22 avril 1987] (p. 539, 540) ;

— **M. Jean Le Garrec : emploi** : principales mesures du projet de loi relatif aux chômeurs de longue durée [22 avril 1987] (p. 540, 541) ; avenir de l'emploi (p. 541) ;

— **M. Christian Baeckeroot : montée du chômage et préférence nationale pour l'embauche** [29 avril 1987] (p. 729, 730) ;

— **M. Claude Bartolone : nouvelles procédures de remboursement de la sécurité sociale** [6 mai 1987] (p. 889) ;

— **M. François Asensi : situation de la sécurité sociale** : prochaine remise d'un rapport par les « sages » au Gouvernement [13 mai 1987] (p. 1068) ;

— **M. Bernard Deschamps : baisse du pouvoir d'achat** [13 mai 1987] (p. 1069) ;

— **M. Pascal Clément : situation de la sécurité sociale** : rapport établi par le comité des Sages ; caractère structurel du déficit de la sécurité sociale ; nécessité d'un prélèvement sur le revenu ; mise à l'étude de diverses propositions [20 mai 1987] (p. 1361) ;

— **M. Michel Peyret : part des salariés dans le financement de la sécurité sociale** : inanité des propositions communistes [20 mai 1987] (p. 1363, 1364) ;

— **M. Pierre Bérégovoy : sécurité sociale** [20 mai 1987] (p. 1367, 1368) ;

— **M. Georges Marchais : atteintes aux libertés syndicales dans les entreprises** : discrédit jeté par certains responsables syndicaux sur les libertés syndicales ; caractère constitutionnel du droit de grève ; problème de l'appréciation de la grève dans le secteur privé par les juridictions judiciaires [7 octobre 1987] (p. 3997) ; nécessité d'un dialogue social serein (p. 3998) ;

— **M. Michel Coffineau : sécurité sociale** : réception des principaux partenaires sociaux et professionnels ; consultation du conseil économique et social ; lit un extrait du rapport des Sages ; sa volonté de sauver la sécurité sociale [21 octobre 1987] (p. 4595) ;

— **M. Gérard Welzer : l'emploi** : récente baisse du chômage ; poursuite de la lutte contre le chômage [4 novembre 1987] (p. 5371) ;

— **M. Etienne Pinte : états généraux de la sécurité sociale** : succès des états généraux ; études approfondies des propositions par le Gouvernement ; soumission de certaines d'entre elles au parlement avant la fin de la session [18 novembre 1987] (p. 6020) ;

— **M. Alain Bocquet : respect du droit de grève** : vide législatif ; jurisprudence [25 novembre 1987] (p. 6430) ; nécessité d'obtenir un consensus des organisations syndicales pour légiférer en la matière (p. 6431) ;

— **M. Jean Bonhomme : nécessité de réglementer le droit de grève** : existence d'un problème de droit se transformant en procès d'intention contre le Gouvernement ; autorité de la chose jugée [25 novembre 1987] (p. 6438) ; interprétation selon laquelle le Gouvernement serait à l'origine des décisions de Bobigny ; attachement du Gouvernement au principe du droit de grève ; nécessité d'un relatif consensus des partenaires concernés (p. 6439) ;

— **M. Pierre Pascallon : emploi des jeunes** : réticence de certaines collectivités à se lancer dans les programmes d'insertion locale [16 décembre 1987] (p. 7546) ; problème du chômage de longue durée ; programmes d'insertion locale ; renégociation du système d'indemnisation du chômage (p. 7547) ;

orales sans débat de :

— **M. Pierre Garmendia (n° 281) : formation des jeunes par les artisans** : chiffres réels du chômage et des suppressions d'emploi ; financement des contrats de formation en alternance ; transferts de fonds entre organismes agréés favorables aux petites entreprises [9 octobre 1987] (p. 4094).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).**

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Contre l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe soutenue par M. Gérard Collomb (p. 1020).
Contre la motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie soutenue par M. Georges Hage (p. 1086).
Accords déjà signés relatifs à l'aménagement du temps de travail (et notamment celui de la métallurgie) (p. 1009, 1086).
Alsace-Moselle (statut particuliers de l'—) (p. 1081).

Compétitivité des entreprises françaises (amélioration de la — et croissance) (p. 1008, 1012, 1079, 1080).
Conditions de vie et de travail (p. 1008).
Conseil constitutionnel (décision du 23 janvier 1987) (p. 1008).
Constitutionnalité du projet de loi (p. 1012, 1020, 1021).
Contreparties pour les salariés (relatives à la modulation) (p. 1010, 1011).
Convention n° 89 de l'Organisation internationale du travail (p. 1011, 1020, 1021).
Durée du travail (et notamment association de l'aménagement du temps de travail avec la réduction de la — et comparaisons internationales) (p. 1009, 1010, 1011, 1080).
Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes (p. 1081).
Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1008, 1080).
Flexibilité du travail (p. 1079).
Fluctuations conjoncturelles d'activité (p. 1008).
Formes de l'aménagement du temps de travail :
— équipes de fin de semaine dites de suppléance (p. 1009) ;
— heures supplémentaires (et notamment décompte des —) (p. 1080) ;
— modulation des heures de travail (et notamment condition de mise en œuvre) (p. 1008, 1009, 1010, 1080, 1081, 1082) ;
— récupération des heures collectivement perdues (p. 1011) ;
— répartition des horaires de travail par cycle (p. 1011) ;
— travail de nuit des femmes (condition de dérogation — opinion des femmes) (p. 1009, 1011, 1012, 1080, 1081) ;
— travail le dimanche (p. 1011).
Légalisation par le projet des accords déjà conclus (p. 1086).
Loi de programme sur l'entreprise (proposition d'une —) (p. 1079).
Loi du 28 février 1986, dite loi « Delebarre » (p. 1009, 1012).
Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (et conditions générales de mise en œuvre) (p. 1009, 1010, 1080, 1081, 1082).
Ordonnance du 16 janvier 1982 (p. 1008, 1009 1079).
Ordonnances (recours aux — et attitude du Président de la République) (p. 1097).
Partenaires sociaux (association et attitude des —) (p. 1009, 1010).
Ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur (p. 1096, 1097).
Repos compensateur (p. 1080).
Taddei (rapport) (p. 1010, 1011).

Discussion des articles
[13 mai 1987] [14 mai 1987] [15 mai 1987] [18 mai 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 239 de M. Jean Jarosz soutenu par Mme Colette Gœuriot (inapplication de la loi en cas d'accident du travail dû à une faute inexcusable de l'employeur) (p. 1097) ; contre l'amendement n° 2 de M. Georges Hage (dispositions de la loi n'étant applicables qu'aux entreprises ayant réellement amélioré les conditions de travail de leurs employés) (p. 1098) ; contre l'amendement n° 240 de M. Marcel Rigout (dispositions de la loi ne s'appliquant qu'aux entreprises dans lesquelles il n'a été procédé à aucun licenciement durant l'année précédant la signature de la convention) (p. 1099) ; contre l'amendement n° 228 de M. Gérard Collomb (conventions ou accords d'entreprises ou d'établissements concernant l'aménagement du temps de travail étant négociés entre l'employeur et les organisations syndicales de salariés représentatives dans l'entreprise) (p. 1100) ; statistiques sur le nombre effectif d'heures de travail (p. 1101) ; contre l'amendement n° 230 de M. Gérard Collomb (employeur étant tenu de remettre aux délégués syndicaux et aux salariés composant la délégation les informations nécessaires) ; contre l'amendement n° 231 de M. Gérard Collomb (rapport devant être remis par la partie patronale aux organisations de salariés quinze jours avant la date d'ouverture de la négociation) (p. 1102) ; contre l'amendement n° 232 de M. Gérard Collomb (dispositions des conventions ou accords d'entreprises ou établissements ne pouvant comporter de clauses contraires aux accords de branche) (p. 1103) ; contre l'amendement n° 233 de M. Gérard Collomb (adaptation des conventions ou accords d'entreprises négociés en cas d'extension d'une convention ou d'un accord collectif relatif à l'aménagement du temps de travail) ; contre l'amendement n° 234 de M. Gérard Collomb (conventions ou accords d'entreprises relatifs à l'aménagement du temps de travail étant soumis aux dispositions relatives au droit d'opposition) (p. 1104) ; contre l'amendement n° 64 de M. Gérard Collomb (conventions ou accords prévus par la présente loi devant ne pas avoir fait l'objet d'une opposition des organisations syndicales majoritaires) (p. 1105) ; contre l'amendement n° 65 de M. Gérard Collomb (accords dérogatoires éventuellement signés au niveau d'une branche ou une entreprise ne pouvant remettre en cause les droits garantis au salariés dans son contrat de travail) (p. 1106) ; contre l'amendement n° 68 de M. Gérard Collomb (suppression des contrats de travail à durée déterminée dans les professions saisonnières) (p. 1107) ; contre l'amendement n° 70 de M. Gérard Collomb (indemnité due au salarié lorsque les relations contractuelles ne se poursuivent pas à l'issue d'un contrat de travail à durée déterminée) (p. 1108) ; contre l'amendement n° 246 de Mme Jacqueline Hoffmann (conventions collectives ne pouvant être conclues que par des syndicats majoritaires dans l'entreprise) (p. 1111) ; contre l'amendement n° 248 de M. Gérard Bordu (notion d'accord plus favorable pour les salariés) (p. 1112) ; contre l'amendement n° 235 de M. Gérard Collomb (négociation annuelle obligatoire dans l'entreprise devant comporter un examen de l'application des conventions relatives à l'aménagement du temps de travail) (p. 1114) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Gérard Collomb : demande que la séance soit poursuivie (p. 1115) ; contre l'amendement n° 236 de M. Gérard Collomb (Gouvernement devant déposer un projet de loi visant à renforcer le syndicalisme dans les petites et moyennes entreprises) ; avenir de l'action syndicale au niveau des entreprises (p. 1130) ; contre l'amendement n° 244 de M. Paul Mercieca (abrogation de l'article 414 du code pénal ; droit de grève) (p. 1131).

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* : remarque que M. Jean Jarosz est le premier à évoquer l'objet du débat (p. 1135) ; rôle du syndicalisme ; limitation des dérogations aux règles régissant la répartition des horaires de travail à l'intérieur de la semaine (p. 1140) ; contre l'amendement n° 251 de M. Guy Ducoloné (durée du travail étant fixée à 37 heures par semaine) (p. 1143) ; contre l'amendement n° 252 de Mme Muguette Jacquaint (suppression des dérogations à la durée légale du travail) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Gérard Collomb ; obstruction des groupes de l'opposition ; souhait de ceux-ci de contraindre le Gouvernement à user de l'article 49-3 de la Constitution ; nature des amendements déposés par l'opposition ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Guy Ducoloné ; regrette d'avoir été mis particulièrement en cause (p. 1145) ; souhaite que le sujet soit enfin abordé au fond (p. 1146) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean Le Garrec : réduction du temps de travail ne pouvant avoir d'effets positifs que dans la mesure où elle est prévue au niveau des entreprises (p. 1146) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. André Billardon : rappelle que l'article 44-3 de la Constitution n'empêche personne de s'exprimer (p. 1147) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. André Billardon : rappelle les règles prévues par l'article 44-3 de la Constitution (p. 1148) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : s'affirme prêt à demander en application de l'article 96 du règlement la réserve des votes sur les amendements à l'article 1er (p. 1150) ; contre l'amendement n° 253 de M. Bernard Deschamps soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (durée légale du travail effectif étant fixé à 30 heures par semaine pour le père ou la mère d'un enfant de moins de 3 ans) (p. 1157) ; contre l'amendement n° 5 de M. Georges Hage (durée légale hebdomadaire du travail dans les entreprises fonctionnant en continu) ; situation de la métallurgie (p. 1158) ; contre l'amendement n° 254 de M. Jean-Jacques Barthe (dérogation autorisée par la loi ne pouvant être que plus favorable aux salariés) ; contre l'amendement n° 255 de M. Jean Giard soutenu par M. Guy Ducoloné (accord d'entreprise ou d'établissement ne pouvant définir les modalités d'aménagement du travail hebdomadaire) (p. 1161) ; contre l'amendement n° 74 de M. Gérard Collomb (dérogation ne pouvant être effectuée que par des accords étendus) (p. 1162) ; contre l'amendement de M. Jacques Rimbault (impossibilité de modifier l'aménagement du temps de travail à l'intérieur de la semaine) (p. 1163) ; contre l'amendement n° 258 de M. Daniel Le Meur (conclusion d'un accord ne pouvant entraîner pour les salariés une perte de salaire) ; considère l'amendement n° 8 de M. Georges Hage comme satisfait (p. 1164) ; contre l'amendement n° 9 de M. Georges Hage (accord d'entreprise ou d'établissement ne pouvant entrer en application qu'après autorisation de l'inspecteur du travail) ; demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur cet article du projet de loi dans le texte du Gouvernement à l'exclusion de tout amendement (p. 1165).

Article 2 *(récupération)* : nombre d'accords conclus sur l'aménagement du temps de travail en 1986 (p. 1169) ; modalités de la récupération ; distinction entre récupération et modulation (p. 1170) ; demande, en application de l'article 44-3 de la Constitution, que l'Assemblée se prononce par un seul vote sur les amendements à cet article et sur cet article (p. 1172) ; contre l'amendement n° 261 de M. Gérard Bordu (récupération des seules heures perdues par suite d'interruption collective de travail résultant de causes accidentelles ou de cas de force majeure sous réserve de l'avis favorable des représentants des salariés) (p. 1173) ; contre les amendements identiques n° 11 de M. Georges Hage et n° 43 de M. Gérard Collomb (suppression de la possibilité de récupérer les heures perdues en raison d'intempéries) (p. 1174) ; contre l'amendement n° 199 de M. Gérard Collomb (récupération pour intempéries ne pouvant être exigée que pour des intempéries exceptionnelles constituant un cas de force majeure) (p. 1175) ; contre l'amendement n° 46 de M. Gérard Collomb (suppression de la récupération pour cause d'inventaire) (p. 1176) ; contre l'amendement n° 44 de M. Gérard Collomb (limitation à deux jours par an des inventaires des entreprises) ; contre l'amendement n° 47 de M. Gérard Collomb (récupération des ponts) (p. 1204) ; contre les amendements n° 12 de M. Georges Hage (impossibilité d'une récupération lorsque sont appliquées les dispositions relatives au remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur et celles relatives aux accords de flexibilité du temps de travail) et n° 48 de M. Gérard Collomb (limitation du cumul, modulation-récupération) (p. 1205) ; contre l'amendement n° 262 de M. Paul Chomat (récupération des heures perdues étant subordonnée à un accord entre l'employeur et une ou plusieurs organisations syndicales représentatives de la majorité des salariés) ; demande que l'Assemblée se prononce par un seul vote sur l'article 2 du projet de loi dans le texte du Gouvernement ; contrat à durée interminée intermittent ; statut des salariés intermittents (p. 1207) ; demande que l'Assemblée se prononce par un seul vote sur les amendements portant articles additionnels après l'article 2, sur les amendements à l'article 3 et sur l'article 3 (p. 1208).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 79 de M. Gérard Collomb (définition du contrat de travail à durée déterminée) (p. 1208) ; contre l'amendement n° 75 de M. Gérard Collomb (contrat de travail intermittent) (p. 1210) ; contre l'amendement n° 76 de M. Gérard Collomb (transfert des contrats à temps partiel en contrats à temps de travail alterné) ; contre l'amendement n° 77 de M. Gérard Collomb (définition du contrat de travail alterné) (p. 1211) ; contre l'amendement n° 78 de M. Gérard Collomb (précision de la notion de travail intermittent) (p. 1212).

Article 3 *(recours aux contrats de travail intermittent)* : contre l'amendement n° 80 de M. Gérard Collomb et l'amendement n° 265 de M. Daniel Le Meur (de suppression) (p. 1218, 1219) ; contre l'amendement n° 81 de M. Gérard Collomb (tendant à garantir aux salariés à travail intermittent l'assurance maladie et maternité) (p. 1221) ; contre l'amendement n° 13 de M. Georges Hage (tendant à compléter l'article L. 212-4-8 du code du travail concernant la conclusion des accords prévoyant le recours aux contrats de travail intermittent) (p. 1222).

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 84 de M. Gérard Collomb (tendant à préciser la notion de travail alterné) (p. 1225) ; contre l'amendement n° 85 de M. Gérard Collomb (tendant à préciser la définition du contrat de travail intermittent) (p. 1233) ; contre l'amendement n° 200 de M. Gérard Collomb (précision des périodes de travail des salariés intermittents) (p. 1234) ; contre l'amendement n° 86 de M. Gérard Collomb (obligation de notification de la répartition nouvelle des horaires des salariés au moins sept jours à l'avance) (p. 1235) ; contre l'amendement n° 201 de M. Gérard Collomb (définition du début des périodes d'essai) (p. 1236).

Article 4 *(droits des salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent)* : évolution de la demande intérieure (p. 1240) ; ses observations (p. 1241) ; ses observations sur l'expérience de relance par la consommation menée en 1981-1982 ; participation du parti socialiste à une manifestation organisée par la C.G.T. et visant à défendre la sécurité sociale (p. 1245) ; contre l'amendement n° 88 de M. Gérard Collomb (capacité du salarié intermittent à accéder aux fonctions représentatives) (p. 1246) ; contre l'amendement n° 90 de M. Gérard Collomb (tendant à préciser que le refus par un salarié d'effectuer un travail intermittent ne constitue pas un motif de licenciement) ; demande que l'Assemblée se prononce par un seul vote sur l'article 4 dans le texte du Gouvernement à l'exclusion de tout amendement et de tout article additionnel après l'article 3 (p. 1247).

Après l'article 4 : contre l'amendement n° 92 de M. Gérard Collomb (tendant à supprimer la possibilité de lisser la rémunération des salariés intermittents) ; demande que l'Assemblée se prononce ultérieurement, par un seul vote, sur les amendements portant article additionnel après l'article 4, les amendements à l'article 5 et l'article 5, en application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1253) ; contre l'amendement n° 94 de M. Gérard Collomb (requalification du contrat de travail intermittent irrégulier en contrat de travail à durée indéterminée à temps plein) (p. 1254) ; contre l'amendement n° 95 de M. Gérard Collomb (communication d'un rapport sur le recours au travail intermittent aux institutions représentatives du personnel) ; contre l'amendement n° 96 de M. Gérard Collomb (prévoyant que les salariés intermittents auxquels l'employeur n'aura fourni aucun travail pendant plus de un an sont présumés être l'objet d'une procédure de licenciement) (p. 1255) ; contre l'amendement n° 97 de M. Gérard Collomb (indemnités de licenciement et de départ à la retraite des salariés ayant été occupés à temps complet et à temps intermittents) ; contre l'amendement n° 98 de M. Gérard Collomb (obligation de discrétion et de réserve des salariés intermittents pendant les périodes de non activité) (p. 1256) ; contre l'amendement n° 99 de M. Gérard Collomb (priorité d'emploi pour les salariés à temps intermittent souhaitant reprendre un emploi à temps complet et les salariés à temps complet souhaitant occuper un emploi à temps intermittent) ; contre l'amendement n° 100 de M. Gérard Collomb (prévoyant que le Gouvernement présentera au Parlement un bilan du travail intermittent) (p. 1257) ; contre l'amendement n° 18 de M. Georges Hage (suppression des associations intermédiaires) (p. 1258).

Article 5 *(instauration conventionnelle de cycles de travail)* : contre les amendements n° 49 de M. Gérard Collomb et n° 268 de M. Alain Bocquet (de suppression) ; possibilité de remplacer le paiement des heures suppplémentaires par un repos compensateur ; notion de cycle de travail (p. 1262, 1263) ; contre l'amendement n° 269 de M. Rémy Auchedé (tendant à établir une majoration de salaire de 50 % pour chaque heure supplémentaire) (p. 1264) ; contre l'amendement n° 50 corrigé de M. Gérard Collomb (nécessité d'un accord de branche pour le remplacement des heures supplémentaires par un repos compensateur) (p. 1265) ; contre l'amendement n° 348 de M. Gérard Collomb (nullité des accords signés dans les entreprises sans section syndicale) (p. 1266) ; contre l'amendement n° 272 de M. Roger Combrisson (suppression du paragraphe II de cet article (décompte des heures supplémentaires, cycles de travail) ; contre l'amendement n° 349 de M. Gérard Collomb (formation complémentaire des salariés en contrepartie de la conclusion de conventions ou d'accords prévoyant le remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur) (p. 1268) ; contre l'amendement n° 350 de M. Gérard Collomb (interdiction de dépasser le maximum légal de 48 heures par semaine ou de 46 heures sur douze semaines) (p. 1269, 1270) ; contre l'amendement n° 40 de M. Georges Hage (nécessité d'une autorisation préalable de l'inspecteur du travail pour les accords d'entreprise ou d'établissement prévoyant le remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur) (p. 1271) ; contre l'amendement n° 41 de M. Georges Hage (tendant à subordonner la conclusion d'accords d'entreprise ou d'établissement sur le non paiement des heures supplémentaires par l'octroi d'un repos compensateur à l'avis conforme des institutions représentatives du personnel) (p. 1272) ; affaire Dall'o ; contre les amendements n° 54 de M. Gérard Collomb (nécessité d'un accord du comité d'entreprise ou des délégués du personnel pour organiser le travail sous forme de cycles) et n° 273 de M. Paul Chomat (précisant que le comité d'entreprise ou les délégués du personnel apprécient la réalité de la notion de cycle) ; contre les amendements n° 274 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (limitant à deux semaines la durée du cycle de travail), n° 51 de M. Gérard Collomb (limitant à huit semaines la durée d'un cycle de travail) et n° 55 corrigé de M. Gérard Collomb (limitant à huit semaines la durée d'un cycle de travail) (p. 1278) ; contre l'amendement n° 57 de M. Gérard Collomb (accord préalable) comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail pour la mise en place des cycles de travail) ; contre l'amendement n° 53 corrigé de M. Gérard Collomb (tendant à limiter les mesures dérogatoires prises par décret en matière de cycle) (p. 1279) ; contre l'amendement n° 61 de M. Gérard Collomb (suppression du dernier alinéa de cet article (heures supplémentaires dans le cadre des cycles de travail)) (p. 1280) ; contre

l'amendement n° 62 de M. Gérard Collomb (fixant à 35 heures par semaine la référence de base pour le calcul des heures supplémentaires dans le cadre des cycles de travail) (p. 1281) ; contre les amendements n° 19 de M. Georges Hage (tendant à retenir comme heures supplémentaires, celles qui dépassent une durée moyenne inférieure à la durée légale de travail et résultant d'un accord collectif) et n° 63 de M. Gérard Collomb (tendant à retenir comme heures supplémentaires, celles qui dépassent une durée moyenne inférieure à la durée légale de travail résultant d'un accord collectif) (p. 1282) ; contre les amendements n° 202 (réduction de la durée du travail comme contrepartie aux cycles) n° 203 de M. Gérard Collomb (contreparties financières à l'instauration des cycles de travail) et n° 351 de M. Gérard Collomb (contreparties en matière de formation dues à l'instauration des cycles de travail) ; différence entre le cycle et la modulation (p. 1283) ; contre l'amendement n° 204 de M. Gérard Collomb (inapplicabilité de l'article L. 212-5 du code du travail aux salariés travaillant en équipe) (p. 1284) ; contre les amendements n° 58 de M. Gérard Collomb (droit d'accès prioritaire aux emplois normaux pour les salariés travaillant sous forme de cycle continu) et n° 59 de M. Gérard Collomb (précisant que le refus par un salarié travaillant à horaire normal de passer à un horaire en cycle continu ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement) (p. 1285) ; contre l'amendement n° 290 de M. Jean Giard (tendant à n'autoriser les dérogations conventionnelles au régime légal des heures supplémentaires que lorsqu'elles sont favorables au salarié) (p. 1287) ; contre l'amendement n° 291 de M. Paul Mercieca (régime des heures supplémentaires effectuées au-delà du contingent déterminé en application de l'article L. 212-6 du code du travail) ; contre l'amendement n° 292 de M. Jacques Rimbault (fixant la durée maximale du travail à 44 heures par semaines et à 42 heures sur douze semaines) (p. 1289) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Gérard Collomb (dispositions restant en discussion sur la modulation, le travail des femmes, et le travail du dimanche ; obstruction du groupe socialiste ; impossibilité probable d'un débat sur ces dispositions (p. 1289, 1290).

— **Ses observations sur le fait personnel** de M. Louis Mexandeau : ses observations sur le déroulement du débat relatif à l'aménagement du temps de travail [20 mai 1987] (p. 1388).

Commission mixte paritaire, discussion générale [9 juin 1987] :

Compétitivité des entreprises françaises (amélioration de la — et croissance) (p. 2125, 2126).
Convention n° 89 de l'Organisation internationale du travail : (p. 2126).
Travail de nuit des femmes (condition de dérogation et opinion des —) (p. 2126).

Associe le Gouvernement à l'hommage rendu à Vincent Ansquer par M. Jacques Chaban-Delmas [9 juin 1987] (p. 2096).

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 mai 1987] :

Accords de branche ou d'entreprise prévoyant un programme en faveur des travailleurs handicapés (p. 1300).
Aides aux entreprises pour l'emploi des handicapés (p. 1325).
A.N.P.E. (placement des handicapés) (p. 1326).
Associations représentatives des personnes handicapées (p. 1325).
Centre d'aide par le travail (financement des —) (p. 1326).
C.N.P.F. (attitude du — face au projet) (p. 1325).
Collectivités locales (extension des ateliers protégés aux —) (p. 1326).
C.O.T.O.R.E.P. (informatisation et fonctionnement des —) (p. 1325, 1326).
Emplois réservés (et notamment contenu des épreuves de concours) (p. 1301, 1326).
Filière bois (emploi des handicapés) (p. 1327).
Fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (p. 1300, 1324, 1325, 1327).
Garantie de ressources (p. 1326).
Handicapés :
— insertion sociale et professionnelle (et notamment droit au travail et statut social) (p. 1299) ;
— intégration scolaire des — (p. 1326, 1327) ;
— formation professionnelle (et situation des centres de rééducation professionnelle) (p. 1325, 1326) ;
— législation sur l'emploi des — (nécessité d'une réforme de la —) (p. 1299).
Handicapés mentaux (p. 1327).
Handicaps (définition des —) (p. 1299).
Ministère des P.T.T. (emploi de handicapés) (p. 1301, 1327).
Obligation d'emploi dans le secteur privé (p. 1300, 1324, 1325, 1327).
Obligation d'emploi dans le secteur public (p. 1301, 1325, 1326, 1327).
Partenaires sociaux (sensibilisation des — au problème des handicapés) (p. 1326).
Victimes civiles d'attentat (extension de l'obligation d'emploi aux —) (p. 1325).

Discussion des articles [19 mai 1987] [20 mai 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 82 de M. Bernard Deschamps (droit au travail des handicapés) (p. 1328) ; contre l'amendement n° 118 de M. Louis Besson (droit au travail des handicapés et mission du fonds de développement de l'insertion professionnelle des handicapés) ; contre l'amendement n° 156 de M. Guy Herlory (prévoyant la présentation d'un rapport quinquennal sur le recensement des personnes handicapées et les actions de recherche pédagogique entreprises en leur faveur) (p. 1329) ; contre l'amendement n° 157 de M. Guy Herlory tendant à la parution tous les trois ans du rapport prévu à l'article 61 de la loi du 30 juin 1975) (p. 1330).

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés)* : inopportunité d'affecter au fonds d'insertion professionnelle des handicapés les pénalités réclamées aux entreprises ne respectant aucune des obligations d'emploi ; garantie de ressources des travailleurs handicapés ; *article L. 323-1 du code du travail* (définition de l'obligation d'emploi) : contre l'amendement n° 23 de M. Didier Chouat (visant à retenir le seuil de 10 salariés pour l'obligation d'emploi dans les entreprises) et 83 de M. Georges Hage (tendant à retenir le seuil de dix salariés pour définir l'obligation d'emploi des entreprises) ; contre l'amendement n° 24 de M. Didier Chouat (travail à temps partiel pour les handicapés) (p. 1332) ; contre les amendements n° 151 de M. Gilbert Gantier (proportion de l'effectif des entreprises devant être recruté parmi les handicapés), 84 de M. Jacques Roux (fixant à 10 % la proportion de l'effectif recruté parmi les handicapés), 12 de M. Henri Bouvet (tendant à réduire à 5 % le quota de travailleurs handicapés), 140 de M. Etienne Pinte (tendant à réduire à 5 % le quota de travailleurs handicapés) et 25 de M. Didier Chouat (tendant à fixer un minimum de 6 % pour la proportion de salariés recrutés parmi les handicapés) (p. 1334, 1335) ; possibilité de satisfaire à l'obligation d'emploi par le biais d'accord de branche ou d'accord d'entreprise ; intérêt du pourcentage de 6 % ; contre l'amendement n° 26 de M. Didier Chouat (possibilité d'augmenter le quota de salariés handicapés par voie réglementaire en fonction des secteurs d'activité et de la nature des emplois concernés) (p. 1336) ; contre l'amendement n° 152 de M. Gilbert Gantier (calcul des effectifs des entreprises à établissements multiples pour l'application du quota de salariés handicapés) ; contre l'amendement n° 27 de Mme Marie-Josèphe Sublet (contribution des entreprises de travail temporaire au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) ; contre l'amendement n° 85 de M. Jacques Roux (suppression de l'exonération pendant trois ans de leur obligation d'emploi pour les entreprises qui se sont créées ou ont augmenté leur effectif) (p. 1337) ; pour l'amendement n° 1 de la commission (tendant à exonérer de l'obligation d'emploi pendant une période de trois ans les entreprises qui se sont créées ou ont augmenté leur effectif) ; contre les sous-amendements n° 148 de M. Didier Chouat (tendant à n'exonérer temporairement de leur obligation d'emploi que les entreprises nouvellement créées), 150 de M. Jacques Farran (aménagement de la période transitoire de trois ans pendant laquelle les entrerises peuvent progressivement remplir leur obligation d'emploi) et 149 de M. Didier Chouat (tendant à n'exonérer les entreprises de leur obligation d'emploi que pendant un délai de deux ans) (p. 1338) ; contre l'amendement n° 86 de M. Georges Hage (application de l'obligation d'emploi aux associations) ; contre l'amendement n° 137 de M. Georges Hage (tendant à astreindre les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ayant plus de dix salariés à l'obligation d'emploi) (p. 1339) ; contre les amendements n° 87 de Mme Muguette Jacquaint (modalités des offres d'emploi aux handicapés dans le secteur

public)et 31 de M. Didier Chouat (fixation des modalités des offres d'emploi aux handicapés dans le secteur public par décret en Conseil d'Etat) ; contre l'amendement n° 32 rectifié de Mme Marie-Josèphe Sublet (communication de la liste des postes proposés aux personnes handicapées dans le secteur public et de la liste des postes occupés par les personnes handicapées à l'A.N.P.E. et aux équipes de préparation et de suite au reclassement) (p. 1340) ; contre l'amendement n° 90 de M. Georges Hage (prévoyant que des mesures appropriées seront obligatoirement prises pour mettre un terme aux éventuels manquements de l'administration à ses obligations) (p. 1341) ; contre l'amendement n° 89 de M. Georges Hage (création d'une instance nationale de recours pour les particuliers, les associations et les syndicats de fonctionnaires lorsqu'ils constatent des manquements à l'obligation d'emploi dans le secteur public) (p. 1342) ; contre l'amendement n° 119 de M. Louis Besson (institution d'un comité départemental pour l'emploi des personnes handicapées dans les secteurs public et parapublic) ; *article L. 323-3 du code du travail* (bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : contre l'amendement n° 141 de M. Guy Herlory (visant à ce que les délais d'examen des dossiers par les C.O.T.O.R.E.P. ne dépassent pas deux mois) ; contre l'amendement n° 91 de M. Jacques Roux (tendant à étendre le bénéfice de l'obligation d'emploi aux victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle dont le taux d'incapacité est inférieur à 10 %) (p. 1344) ; ses observations sur l'amendement n° 142 de M. Guy Herlory (avis du médecin traitant devant la C.O.T.O.R.E.P.) ; ses observations sur l'amendement n° 131 de M. Michel Hannoun (tendant à étendre le bénéfice de l'obligation d'emploi aux victimes civiles d'attentat dont l'incapacité permanente est supérieure à 10 %) ; ses réserves sur l'amendement n° 121 de M. Louis Besson (tendant à étendre l'obligation d'emploi aux personnes dont la capacité est diminuée à cause de leur propre rythme) (p. 1345) ; *après l'article L. 323-3 du code du travail* : contre l'amendement n° 13 de M. Henri Bouvet (mise en place d'une procédure allégée pour l'examen par les C.O.T.O.R.E.P. des dossiers des personnes déjà employées dans les entreprises) (p. 1346) ; *article L. 323-4 du code du travail* (calcul des effectifs de l'entreprise et du nombre des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : contre l'amendement n° 36 de Mme Marie-Josèphe Sublet (entreprise devant s'acquitter de la contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) ; contre l'amendement n° 39 de Mme Marie-Josèphe Sublet (médecin du travail et comité technique d'orientation et de reclassement professionnel devant émettre un avis sur le bien fondé d'une prise en compte multiple des bénéficiaires) ; contre l'amendement n° 37 de M. Didier Chouat (prise en compte multiple) (p. 1378) ; ses observations sur l'amendement n° 38 de M. André Clert (définition de l'importance du handicap ouvrant droit à majoration de décompte) (p. 1379) ; *article L. 323-6 du code du travail* (détermination du salaire des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : contre l'amendement n° 124 de M. Georges Hage (rémunération des travailleurs handicapés en milieu ordinaire devant être la même que celle des personnes valides effectuant le même travail) (p. 1380) ; pour les amendements n° 41 de M. Didier Chouat et 132 de M. Michel Hannoun (définition du défaut de rendement pouvant entraîner une diminution du salaire) (p. 1381) ; *article L. 323-7 du code du travail* (délai-congé applicable aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : contre l'amendement n° 95 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (tendant à quadrupler le délai-congé pour les handicapés) ; contre l'amendement n° 44 de M. Didier Chouat (personnes auxquelles est applicable l'allongement du délai-congé) ; contre les amendements n° 45 corrigé de M. Didier Chouat et n° 96 de M. Bernard Deschamps (suppression de la limite mise au délai-congé en cas de licenciement d'un travailleur handicapé) (p. 1382) ; *article L. 323-8 du code du travail* (contrat de sous-traitance avec le secteur protégé) : contre l'amendement n° 47 de M. Didier Chouat (possibilité offerte aux employeurs de s'acquitter totalement de leur obligation d'emploi en confiant des travaux au secteur protégé accueillant des personnes handicapées) ; contre l'amendement n° 22 de M. Jean-Jack Salles (entreprises employant une majorité d'handicapés pouvant bénéficier de contrats de fournitures, de sous-traitance et de prestations de service consentis par des entreprises s'acquittant ainsi de l'obligation prévue par la loi) (p. 1383) ; *article L. 323-8-2 du code du travail* (contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : contre l'amendement n° 49 de Mme Marie-Josèphe Sublet (caractère obligatoire de l'avis du comité d'entreprise pour le versement de la contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) ; contre l'amendement n° 159 de M. Guy Herlory (liberté pour l'entreprise de verser la contribution prévue pour le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés à tout organisme de son choix) (p. 1387) : contre l'amendement n° 102 de M. Jacques Roux (montant de la contribution ne pouvant être inférieur à 2 000 fois le S.M.I.C. horaire) (p. 1400) ; contre l'amendement n° 104 de M. Jacques Roux (comité d'entreprise, comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, délégués des personnels étant habilités à contrôler le versement de la redevance) (p. 1401) ; ses observations sur l'amendement n° 52 de M. Didier Chouat (objet du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) (p. 1402) ; *article L.323-8-3 du code du travail* (gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : ses observations sur l'amendement n° 105 de M. Bernard Deschamps (participation des organisations syndicales représentatives des salariés à l'office national gérant le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) ; ses observations sur l'amendement n° 53 de M. Didier Chouat ; ses observations sur l'amendement n° 133 de M. Michel Hannoun (représentants d'associations de personnes handicapées participant à la gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) ; contre l'amendement n° 160 de M. Guy Herlory (présidence du fonds étant assurée alternativement par un représentant des salariés et un représentant des employeurs) (p. 1400) contre l'amendement n° 54 de Mme Marie-Josèphe Sublet (délégation régionale élaborant un programme d'action régionale et gérant les fonds déconcentrés du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) ; *article L. 323-8-4 du code du travail* (actions financées par le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : contre l'amendement n° 78 de M. Jacques Farran (ressources du fonds pouvant être utilisées en milieu protégé de travail) (p. 1404) ; contre l'amendement n° 56 de M. Didier Chouat (actions financées par le fonds devant compléter celles déjà engagées par l'Etat, les organismes sociaux et les collectivités locales) ; contre l'amendement n° 20 de M. Jean-Jack Salles (ressources du fonds pouvant servir au financement d'actions d'innovation et de recherche) (p. 1405) ; contre l'amendement n° 58 de M. Didier Chouat (financement des actions novatrices décentralisées d'insertion et de formation des travailleurs handicapés) (p. 1406) ; contre l'amendement n° 106 de M. Jacques Roux (actions menées grâce au fond ne pouvant se substituer a celles mises en œuvre par l'Etat où les diverses collectivités territoriales dans les domaines de formation ou d'insertion au travail des personnes handicapées) ; contre l'amendement n° 59 de M. Didier Chouat (interdiction aux entreprises ayant volontairement opté pour la contribution libératoire de solliciter des aides de ce fonds) (p. 1407) ; contre l'amendement n° 144 de M. Guy Herlory (reversement au trésor public des sommes non utilisées par le fonds) ; *article L. 323-8-5 du code du travail* (déclaration annuelle des employeurs) : contre l'amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Delalande (extension aux administrations des contraintes imposées aux entreprises privées en matière de déclaration annuelle relative aux emplois occupés par des handicapés) (p. 1408) ; *après l'article L. 323-8-5 du code du travail* : contre l'amendement n° 145 de M. Guy Herlory (pénalités dues par les employeurs n'ayant pas satisfait à l'obligation d'emploi étant reversées au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) ; contre l'amendement n° 61 de M. Didier Chouat (montant de la pénalité due en cas de non respect de l'obligation d'emploi) (p. 1410) ; contre l'amendement n° 138 de M. Jacques Farran (montant des pénalités correspondant à la contribution étant versé au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) ; *article L.323-8-7 du code du travail* (droit de recours des associations de handicapés) : contre l'amendement n° 63 de M. Didier Chouat (ouverture du droit de recours aux organisations syndicales) (p. 1411) ; *article L. 323-8-8 du code du travail* (dispositions d'exécution) : ses observations sur l'amendement n° 64 de M. Didier Chouat (avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées avant élaboration des mesures d'application).

Après l'article 1er : ses observations sur l'amendement n° 126 de Mme Muguette Jacquaint (Gouvernement devant présenter une réforme des commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel) ; statistiques relatives à l'activité des C.O.T.O.R.E.P. (p. 1412) ; ses observations sur l'amendement n° 135 de M. Michel Hannoun (montant du 1,1 % de formation professionnelle réservé en priorité aux handicapés) (p. 1413).

Article 3 *(commission départementale des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés)* : contre l'amendement n° 65 de Mme Marie-France Lecuir (champ d'intervention de la commission départementale) (p. 1414) ; contre l'amendement n° 67 de M. Didier Chouat (composition de la commission départementale) ses observations sur l'amendement n° 9 de la commission (composition de la commission départementale) ; contre l'amendement n° 68 de M. Didier Chouat (p. 1415) ; ses observations sur les amendements n° 112 de M. Georges Hage (représentation des personnes handicapées dans la commission départementale), 154 de M. Denis Jacquat à titre personnel (même objet), 21 de M. Jean-Jack Salles (même objet) et 70 de M. Didier Chouat (même objet) (p. 1416) ; contre l'amendement n° 80 de M. Jacques Farran (représentation des handicapés travaillant en milieu ordinaire de travail et des handicapés travaillant en milieu protégé de travail au sein de la commission départementale) ; ses observations sur l'amendement n° 71 de M. Didier Chouat (fixation à six ans de la durée du mandat des membres de la commission départementale) (p. 1417) ; contre l'amendement n° 73 de M. Didier Chouat (commission départementale devant établir un compte-rendu annuel de son activité) (p. 1419).

Après l'article 5 : contre l'amendement n° 74 de M. Didier Chouat (impossibilité pour un employeur de résilier le contrat de travail d'un salarié victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle au cours des périodes de suspension), 155 de M. Jacques Barrot (protection pendant six mois des victimes d'accidents du travail pendant la période de suspension du contrat de travail) ; ses observations sur l'amendement n° 122 de M. Louis Besson (possibilité pour un même établissement de comporter une section d'ateliers protégés ou de distribution de travail à domicile, une section d'aide par le travail et une section de travail à temps partiel pour adolescents ou adultes handicapés) (p. 1420) ; ses observations sur l'amendement n° 123 de M. Louis Besson (ressources des handicapés en cas de passage du secteur protégé au milieu ordinaire) (p. 1421).

Article 6 *(dispositions transitoires)* : contre l'amendement n° 75 de M. Didier Chouat (réduction à deux ans de la période transitoire) (p. 1422).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [19 juin 1987] :

Obligation d'emploi dans le secteur privé (entreprises à établissements multiples) (p. 2908, 2909, 2911).

Obligation d'emploi dans le secteur public :

— contribution du secteur public au fonds d'insertion professionnelle des handicapés en cas de non respect du quota de travailleurs handicapés (hypothèse d'une —) (p. 2908) ;

— fonctions publiques locale et hospitalière (recrutement de contractuels dans les —) (p. 2908) ;

— rapport d'exécution de la loi présentée au Parlement pendant la période transitoire (p. 2911).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 mai 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 1448).

Ses observations sur la motion de renvoi en commission présentée par M. Jean-Marie Le Pen (p. 1480, 1481).

Association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.) (p. 1471, 1474).

Chômage de longue durée (dans les D.O.M.) (p. 1472).

Chômage de longue durée (statistiques du —) (p. 1439, 1472).

Chômeurs de longue durée (exclusion du marché du travail des —) (p. 1439).

Conventions de conversion (p. 1442).

Cotisations sociales patronales (exonération de —) (p. 1441, 1442).

« Délai de carence » (p. 1442, 1472).

Entreprises (compétitivité des —) (p. 1440, 1475).

Formation (actions de —) (p. 1441, 1442, 1470, 1474).

Immigration (contrôle de l'—) (p. 1472).

Marché du travail (p. 1439, 1440).

Préférence nationale pour l'emploi (p. 1473).

Prélèvements obligatoires (p. 1472).

Préretraite (accès à la —) (p. 1442).

Réinsertion (actions de —) (p. 1441, 1442, 1471, 1474).

Relance économique (p. 1474).

Revenu minimum social garanti (p. 1441, 1473).

Substitution d'une main-d'œuvre à une autre (risque de —) (p. 1471).

Travail (aménagement du temps de —) (p. 1441).

Discussion des articles [21 et 22 mai 1987] :

Titre Ier : *actions en faveur des personnes recontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 40 de M. Christian Baeckeroot (création d'un comité des sages pour l'évaluation du chômage) (p. 1481) ; contre l'amendement n° 41 de M. Christian Baeckeroot (étude annuelle de droit comparé sur les mesures fiscales prises à l'étranger ayant une répercussion sur l'emploi) ; contre l'amendement n° 42 (tableau comparatif des dix pays de l'O.C.D.E. ayant le plus faible taux de chômage) ; contre l'amendement n° 43 de M. Christian Baeckeroot (tableau comparatif des taux de prélèvements obligatoires des dix pays de l'O.C.D.E. ayant le plus faible taux de chômage) ; contre l'amendement n° 44 de M. Christian Baeckeroot (étude des prélèvements obligatoires dans différents pays) ; contre l'amendement n° 45 de M. Christian Baeckeroot (évolution des balances commerciales et de l'emploi de différents pays) ; contre l'amendement n° 46 de M. Christian Baeckeroot (résorption du chômage dans différents pays) (p. 1482) ; ses observations sur l'amendement n° 52 de M. Christian Baeckeroot (étude du Gouvernement sur les « zones sinistrées » en matière d'emploi) ; ses observations sur l'amendement n° 56 de M. Christian Baeckeroot (conventions de formation professionnelle passées avec la région) ; ses observations sur l'amendement n° 55 de M. Christian Baeckeroot (contrôle technique et pédagogique de la région sur les centres de formation d'apprentis) (p. 1483) ; contre l'amendement n° 134 de M. Yvon Briant (préférence à l'embauche accordée aux demandeurs d'emploi français ou ressortissants d'un pays membre de la Communauté européenne) (p. 1484) ; contre l'amendement n° 141 de M. Yvon Briant (critères à retenir pour fixer l'ordre des licenciements) (p. 1485) ; contre l'amendement n° 128 de M. Christian Baeckeroot (exonération des entreprises nouvelles de l'impôt sur les sociétés) (p. 1486) ; contre l'amendement n° 130 de M. Christian Baeckeroot (suppression de la taxe sur les salaires) ; ses observations sur l'amendement n° 49 de M. Christian Baeckeroot (réévaluation des tranches servant au calcul de la taxe sur les salaires) (p. 1521) ; ses observations sur l'amendement n° 126 de M. Christian Baeckeroot (exonération des droits de succession sur les biens professionnels) ; contre l'amendement n° 127 de M. Christian Baeckeroot (suppression de la taxe professionnelle) (p. 1522) ; *demande la réserve du vote sur l'ensemble des amendements et sur l'ensemble des articles jusqu'au vote sur l'ensemble du projet de loi ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution et de l'article 96 du règlement ;* ses observations sur l'amendement n° 140 de M. Christian Baeckeroot (déduction fiscale des provisions pour congés payés) (p. 1523) ; contre l'amendement n° 39 de M. Christian Baeckeroot (insertion d'un Titre Ier A : « mesures fiscales en faveur de l'emploi ») (p. 1524).

Article 1er *(financement par l'Etat d'actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi)* : contre l'amendement n° 57 de M. Christian Baeckeroot (limitant aux Français et aux ressortissants de la C.E.E. les dispositions de cet article) (p. 1525) ; contre l'amendement n° 67 de M. Michel Coffineau (difficultés visées à cet article) (p. 1526) ; pour l'amendement n° 2 de la commission (de conséquence) ; contre l'amendement n° 68 de M. Michel Coffineau (application de l'article 1er aux chômeurs cumulant les situations de précarité les plus graves) ; pour l'amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) (p. 1527) ; pour l'amendement n° 4 de la commission (rédactionnel) (p. 1528) ; contre l'amendement n° 69 de M. Michel Coffineau (durée des contrats de réinsertion en alternance) ; contre l'amendement n° 25 de Mme Muguette Jacquaint (même objet) ; pour l'amendement n° 5 de la commission (durée des contrats de réinsertion en alternance) (p. 1529) ; contre l'amendement n° 26 de M. Jean Reyssier (suppression de la prise en charge par l'Etat des stages de formation et d'insertion professionnelle) ; pour l'amendement n° 6 de la commission (de conséquence) (p. 1529) ; contre l'amendement n° 27 de M. Georges Hage (suppression de la prise en charge par l'Etat des activités d'insertion et de réinsertion correspondant aux programmes d'insertion locale et aux travaux d'utilité collective) (p. 1530) ; pour l'amendement n° 7 de la commission (d'harmonisation) ; contre l'amendement n° 70 de M. Michel Coffineau (fixation d'un quota minimal de stagiaires cumulant des handicaps à accueillir dans les effectifs de stages conventionnés) (p. 1531).

Après l'article 1er : contre l'amendement n° 71 de M. Michel Coffineau (conditions de mise en place des conventions).

Article 2 *(définition des actions de réinsertion et exonération de cotisations sociales des contrats de réinsertion en alternance)* : rémunération des stagiaires ; maîtrise des effets de substitution (p. 1533) ; amorce d'une décélération du chômage ; *article L. 980-14 du code du travail* (définition des actions de réinsertion) : contre l'amendement n° 121 de M. Michel de Rostolan (application de l'article 2 aux mères de famille s'étant consacrées à l'éducation de leurs enfants) (p. 1534) ; contre l'amendement n° 60 de M. Christian Baeckeroot (application de l'article 2 aux demandeurs d'emploi de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.) ; pour l'amendement n° 8 de la commission (de conséquence) (p. 1535) ; ses observations sur l'amendement n° 63 de M. Christian Baeckeroot (accès des stages de formation et d'insertion professionnelle en alternance aux mères de famille nombreuse s'étant consacrées à l'éducation d'au moins 2 enfants) (p. 1536) ; pour l'amendement n° 9 de la commission (d'harmonisation) ; pour l'amendement n° 10 de la commission (de précision) ; pour l'amendement n° 11 de la commission (de coordination) contre l'amendement n° 73 de M. Michel Coffineau (durée des contrats) ; contre l'amendement n° 36 de M. Georges Hage (suppression des stages de formation et d'insertion professionnelle en alternance) (p. 1536) ; pour l'amendement n° 12 de la commission (de précision) ; contre l'amendement n° 37 de M. Jean Reyssier (rémunération des stagiaires) ; pour l'amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) ; contre l'amendement n° 75 de M. Michel Coffineau (objet des stages de formation professionnelle en alternance) (p. 1537) ; *après l'article L. 980-14 du code du travail* : ses observations sur l'amendement n° 76 de M. Michel Coffineau (rédaction des contrats de réinsertion) (p. 1537) ses observations sur l'amendement n° 77 de M. Michel Coffineau (obligation des employeurs) ; contre l'amendement n° 78 de M. Michel Coffineau (durée minimale consacrée aux enseignements généraux, professionnels et technologiques) ; ses observations sur l'amendement n° 79 de M. Michel Coffineau (rémunération des titulaires des contrats de réinsertion) (p. 1538) ; contre lamendement n° 80 de M. Michel Coffineau (durée hebdomadaire de l'activité professionnelle des titulaires d'un contrat de réinsertion) ; contre l'amendement n° 81 de M. Michel Coffineau (modulation horaire inapplicable aux titulaires d'un contrat de réinsertion) (p. 1539) ; contre l'amendement n° 82 de M. Michel Coffineau (habilitation des entreprises pouvant conclure des contrats de réinsertion) ; ses observations sur l'amendement n° 84 de M. Michel Coffineau (contrôle des organismes de formation accueillant les titulaires d'un contrat de réinsertion) (p. 1540) ; *article L. 980-15 du code du travail* (exonération des cotisations patronales afférentes aux contrats de réinsertion en alternance) : contre l'amendement n° 28 de Mme Muguette Jacquaint (suppression de l'exonération des charges sociales accordées aux entreprises qui embauchent un demandeur d'emploi par contrat de réinsertion en alternance) (p. 1541) ; contre l'amendement n° 14 de la commission (de forme) (p. 1542) ; contre l'amendement n° 61 de M. Christian Baeckeroot (exonération des charges sociales concernant l'embauche de demandeurs d'emploi de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.) (p. 1542) ; contre l'amendement n° 29 de M. Georges Hage (exonération des charges sociales accordées à l'employeur sous réserve qu'il s'agisse d'un emploi nouveau créé dans l'entreprise).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 30 de M. Georges Hage (rétablissement des droits à indemnisation à l'expiration des contrats de réinsertion) (p. 1543) ; contre l'amendement n° 85 de M. Michel Coffineau (interdiction aux entreprises ayant procédé à un licenciement économique dans les douze mois précédents, de conclure des contrats de réinsertion) ; contre l'amendement n° 86 de M. Michel Coffineau (conditions imposées aux entreprises ayant procédé à des licenciements économiques pour conclure un contrat de réinsertion) (p. 1544).

Article 3 *(calcul de l'effectif du personnel des entreprises)* : pour l'amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) ; contre l'amendement n° 64 corrigé de M. Christian Baeckeroot (application de l'article 3 aux titulaires de contrat de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.) ; contre l'amendement n° 31 rectifié de Mme Muguette Jacquaint (prise en compte pour le calcul des seuils sociaux des titulaires de contrat de réinsertion) (p. 1545).

Article 4 *(exonération des cotisations sociales pour l'embauche des demandeurs d'emploi à l'issue des actions de formation en faveur des chômeurs de longue durée)* : contre l'amendement n° 32 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 1554) ; pour l'amendement n° 17 rectifié de la commission (rédactionnel) ; contre l'amendement n° 65 de M. Christian Baeckeroot (application de l'article 4 aux demandeurs d'emploi de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.) ; pour l'amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) ; contre l'amendement n° 33 de M. Georges Hage (de conséquence) ; contre l'amendement n° 34 de M. Georges Hage (suppression de certaines exonérations) ; son amendement n° 133 (rédactionnel) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1555) ; ses observations sur l'amendement n° 87 de M. Michel Coffineau (durée minimale des contrats donnant droit à exonération) ; pour l'amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) ; contre l'amendement n° 35 de M. Georges Hage (contrôle des emplois créés) (p. 1556).

Après l'article 4 : contre l'amendement n° 88 de M. Michel Coffineau (exonération prévue à l'article 4 inapplicable aux entreprises procédant à un licenciement économique après la promulgation de la présente loi) ; contre l'amendement n° 89 de M. Michel Coffineau (suppression de l'exonération précédemment accordée lorsque l'employeur procède à un licenciement économique) (p. 1556) ; pour l'amendement n° 123 de M. Jean-Pierre Delalande (en cas de licenciement économique d'un salarié âgé de plus de 55 ans auquel une préretraite n'a pas été proposée, versement de trois mois de salaire à l'U.N.E.D.I.C.) (p. 1557).

Article 5 *(suppression des délais de carence pour la perception de l'allocationn de solidarité spécifique)* : suppression des délais de carence pour la perception de l'allocation de solidarité spécifique ; charges sociales et rémunérations du personnel employé à domicile déductibles du revenu imposable de certaines catégories d'employeurs ; contre l'amendement n° 38 de Mme Muguette Jacquaint (cumul entre l'allocation d'assurance et l'allocation de solidarité) (p. 1558).

Après l'article 5 : contre l'amendement n° 91 de M. Michel de Rostolan (possibilité de mentionner dans les insertions d'offres une préférence quant à la nationalité du candidat) (p. 1558) ; contre l'amendement n° 93 de M. Michel de Rostolan (fin de l'assimilation de l'étranger non muni du titre nécessaire à un travailleur régulièrement engagé) (p. 1559) ; contre l'amendement n° 94 de M. Gabriel Domenech (suppression pour les organisations syndicales représentatives de la possibilité d'exercer en justice des actions nées en faveur des travailleurs étrangers) ; contre l'amendement n° 95 de M. Christian Baeckeroot (revenus de remplacement alloués aux travailleurs de nationalité française ou ressortissants d'un pays membre de la C.E.E.) ; contre l'amendement n° 96 de M. Michel de Rostolan (prise en compte de la nationalité des intéressés) ; contre l'amendement n° 97 de M. Michel de Rostolan (même objet) (p. 1560) ; contre l'amendement n° 125 de M. Christian Baeckeroot (prolongation possible des durées maximales d'indemnisation) ; contre l'amendement n° 98 de M. Christian Baeckeroot (contribution supplémentaire à la charge des employeurs de travailleurs étrangers non ressortissants de la C.E.E.) ; pour l'amendement n° 99 de M. Michel de Rostolan (aggravation des peines sanctionnant des fraudes tendant à favoriser l'emploi de travailleurs étrangers) (p. 1561) ; contre l'amendement n° 100 de M. Michel de Rostolan (même objet) ; pour les amendements n° 101 et 102 de M. Michel de Rostolan (même objet) (p. 1562) ; contre l'amendement n° 103 de M. Christian Baeckeroot (fixation de la proportion de travailleurs étrangers non ressortissants de la C.E.E. pouvant être employés par les entreprises) ; contre les amendements n° 104 et 105 rectifié de M. Christian Baeckeroot (même objet) (p. 1563) contre l'amendement n° 106 de M. Michel de Rostolan (autorisation ministérielle nécessaire à l'entrée et à l'emploi en France de tout étranger non ressortissant de la C.E.E.) ; ses observations sur les amendements n° 109 et 110 de M. Christian Baeckeroot (instauration de caisses A.S.S.E.D.I.C. séparées pour les chômeurs de nationalité française et pour les chômeurs étrangers) ; contre l'amendement n° 112 de M. Christian Baeckeroot (renforcement de la préférence nationale pour l'emploi dans les zones déclarées « sinistrées de chômage ») (p. 1564) ; ses observations sur les amendements n° 113 et 114 de M. Christian Baeckeroot (allégements fiscaux en faveur des familles dont l'un des conjoints est sans travail) ; contre l'amendement n° 129 de M. Christian Baeckeroot (charges déductibles du revenu imposable des personnes employant du personnel occupé a des tâches familiales ou ménagères) (p. 1565) ; ses observations sur l'amendement n° 115 de M. Christian Baeckeroot (autorisation donnée aux entreprises d'embaucher des demandeurs d'emploi pour assurer un service complémentaire en dehors

des heures de travail habituelles) ; contre l'amendement n° 117 de M. Christian Baeckeroot (bénéfice de l'aide au retour entraînant la perte définitive des droits au séjour et au travail en France) ; contre l'amendement n° 118 de M. Christian Baeckeroot (expulsion des personnes ayant enfreint la législation relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers) (p. 1566) ; contre les amendements n° 142 et 144 de M. Christian Baeckeroot (rôle des régions dans la négociation d'allégements fiscaux en faveur d'entreprises en difficultés) ; contre l'amendement n° 90 de M. Michel de Rostolan (création d'un Titre Ier bis : « actions pour la création d'emplois ») (p. 1567).

Titre II : *actions en faveur des salariés licenciés d'entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire.*

Avant l'article 6 : pour l'amendement n° 20 de la commission (extension du bénéfice des conventions de conversion aux salariés des entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire) ; contre le sous-amendement n° 124 de M. Jean Reyssier (participation financière de l'entreprise aux conventions) (p. 1568).

Article 7 *(assurance de la contribution des employeurs au financement des allocations de conversion)* : pour l'amendement n° 21 de la commission (d'harmonisation).

Article 9 *(extension du bénéfice des conventions de conversion aux salariés des entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire)* : pour l'amendement n° 22 de la commission (de suppression) (p. 1568).

Après l'article 9 : son sous-amendement n° 137 à l'amendement n° 23 de la commission (correction d'une erreur matérielle) ; pour l'amendement n° 23 de la commission ; sous-amendement n° 137 : application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1569).

Article 10 *(conditions de rupture du contrat de travail des salariés ayant accepté le bénéfice d'une convention de conversion en cas de redressement ou de liquidation judiciaire)* : son amendement n° 138 (de conséquence) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution son amendement n° 139 (de conséquence) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Après l'article 10 : son amendement n° 145 (application de la présente loi aux procédures en cours lors de sa publication) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1569) ; son amendement n° 132 (imposition de l'aide versée par l'Etat aux chômeurs créant ou reprenant une entreprise) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1570).

Article 4 : son amendement n° 133 ; **après l'article 9** : son sous-amendement n° 137 à l'amendement n° 23 de la commission ; **article 10** : ses amendements n° 138 et 139 ; **après l'article 10** : ses amendements n° 145 et 132 : adoptés au scrutin public ainsi que l'ensemble du projet de loi (article 44, alinéa 3 de la Constitution) (p. 1573).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [19 juin 1987] :

A.S.S.E.D.I.C. (versement aux — de l'équivalent de trois mois de salaire en cas de licenciement économique de salariés de 55 ans ou plus) (p. 2913).

Chômeurs créateurs d'entreprises (fiscalité de l'aide aux —) (p. 2913).

Chômeurs cumulant les situations de précarité les plus graves (p. 2913).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 et 5 juin 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (Socialiste) (p. 1986, 1987, 1991, 1992).

Ses observations sur la motion de renvoi en commission présentée par M. Pierre Joxe (Socialiste) (p. 2048).

Dispositions relatives au travail et à l'emploi :

— recherche d'emploi pour les chômeurs de 55 ans non indemnisée (dispense de —) (p. 1991, 1992, 1993).

Techniques du D.M.O.S. (p. 1985, 2044).

Discussion des articles [5 juin 1987] [9 juin 1987] [11 juin 1987] [12 juin 1987] :

Titre Ier *(dispositions relatives à la protection sociale).*

Avant l'article 1er : son sous-amendement n° 290 à l'amendement n° 21 de la commission (abrogation de dispositions législatives codifiées dans la partie législative du code) : adopté (p. 2049) ; contre l'amendement n° 22 de la commission soutenu par M. Jean-Pierre Delalande (répartition de la pension de reversion entre la première épouse divorcée et la seconde épouse veuve) (p. 2051).

Article 1er *(intégration financière du régime des cultes dans le régime général)* : contre l'amendement n° 115 de M. Paul Chomat (cotisations des titulaires d'une pension) ; contre l'amendement n° 116 de M. Paul Chomat (prise en compte, pour les calculs des cotisations, des revenus réels et du patrimoine des congrégations et des collectivités religieuses) (p. 2053) ; pour l'amendement n° 73 de M. Jacques Barrot (contribution du régime général n'intervenant qu'à titre supplétif pour couvrir les charges ne pouvant l'être par les seules cotisations adoptées) : adopté ; contre l'amendement n° 118 de M. Guy Ducoloné (identité des prestations versées aux assurés de la C.A.M.A.C. et à ceux du régime général) (p. 2054).

Après l'article 1er : pour l'amendement n° 232 de M. Marc Reymann (cotisations à la charge des bénéficiaires du régime local d'assurance maladie des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle) (p. 2055).

Article 2 *(extension de la possibilité de recouvrement de l'allocation de parent isolé sur tout parent débiteur d'aliments)* : ses observations (p. 2056).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 253 de M. François Bachelot (allocation de parent isolé étant réservée aux citoyens français) (p. 2056).

Article 3 *(dispositions relatives aux pensions des conjoints des membres des professions libérales)* : possibilité offerte aux conjoints collaborateurs de cumuler droits propres et droits dérivés (p. 2054).

Article 4 *(exigence d'une approbation ministérielle en cas de reconduction tacite des conventions entre la C.N.A.M. et les praticiens et auxiliaires médicaux)* : contre l'amendement n° 27 de la commission (suppression de l'approbation ministérielle pour les reconductions tacites des conventions entre la C.N.A.M. et les médecins) (p. 2057).

Après l'article 5 : contre l'amendement n° 88 (droit aux prestations en nature des assurances maladie et maternité étant réservé aux personnes vivant maritalement avec un assuré social célibataire et se trouvant seul en cette qualité) (p. 2058) ; contre l'amendement n° 10 de M. Bernard-Claude Savy (service du contrôle médical étant organisé et dirigé par le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés) (p. 2059) ; contre l'amendement n° 227 de M. André Fanton (exclusion de l'assiette des cotisations des cachets, primes ou prix versés à des sportifs professionnels à l'occasion de manifestations organisées par des clubs sportifs régis par la loi de 1901) (p. 2060, 2061).

Titre IV : *dispositions relatives au travail et à l'emploi.*

Article 31 *(dispositions relatives au départ à la retraite des salariés)* : ses observations (p. 2133, 2134) ; ses observations (p. 2133, 2134) ; contre l'amendement n° 126 de M. Jacques Roux (impossibilité de licencier un salarié en raison de son âge) ; contre l'amendement n° 122 de Mme Muguette Jacquaint (nullité des clauses des conventions collectives prévoyant une rupture de plein droit ou à l'initiative de l'employeur justifiée par l'âge du salarié ou par le bénéfice de son droit à pension de vieillesse) (p. 2123) ; contre l'amendement n° 123 de M. Guy Ducoloné (libre choix du salarié pour faire valoir ses droits à la retraite) ; ses observations sur l'amendement n° 202 de M. Etienne Pinte (inclusion dans le champ d'application de la loi des statuts légaux particuliers ; statut des journalistes) ; ses obervations sur l'amendement n° 203 de M. Etienne Pinte (indemnité de départ à la retraite devant être prévue dans les conventions collectives de branche) (p. 2136) ; pour l'amendement n° 204 de M. Etienne Pinte (statut fiscal et social de l'indemnité de départ en retraite) ; ses observations sur l'amendement n° 205 de M. Etienne Pinte (mise à la retraite constituant un mode spécifique de rupture de contrat de travail pour le salarié susceptible de bénéficier d'une pension de retraite) ; pour l'amendement n° 206 de M. Etienne Pinte (notion de rupture du contrat de travail par mise à la retraite) (p. 2137, 2138) ; contre l'amendement n° 57 de M. Jacques Bichet (rédactionnel) (p. 2138).

Après l'article 31 : pour l'amendement n° 220 de M. Michel Hannoun (surveillance médicale des salariés non permanents des associations intermédiaires).

Article 32 *(respect des normes techniques de sécurité)* : ses observations (p. 2139) ; ses observations sur l'amendement n° 58 de la commission (arrêté établissant la liste des normes techniques étant soumise au conseil supérieur de la prévention des risques professionnels) (p. 2140).

Article 33 *(dispense de recherche d'emploi pour certaines catégories de chômeurs)* : contre les amendements identiques n° 120 de M. Guy Ducoloné et n° 176 de Mme Martine Fra-

chon (de suppression (p. 2141) ; contre l'amendement n° 178 de Mme Martine Frachon (rétablissement des actes positifs de recherche d'emploi) (p. 2142) ; contre l'amendement n° 179 de Mme Martine Frachon (suppression des dispositions prévoyant la radiation de la liste de l'A.N.P.E. des personnes n'effectuant pas des actes positifs de recherche d'emploi) (p. 2143) ; contre l'amendement n° 124 de M. Guy Ducoloné personnes concernées par l'article demeurant inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi) et l'amendement n° 177 de Mme Martine Frachon (personnes concernées par l'article demeurant inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi) ; son amendement n° 3 rectifié (protection sociale des demandeurs non indemnisés de plus de 33 ans) : adopté (p. 2144).

Après l'article 36 : son amendement n° 337 (statut du stagiaire non titulaire d'un contrat de travail) (p. 2146) ; adopté (p. 2147).

Article 37 *(exonération de cotisations sociales de l'indemnité complémentaire versée aux jeunes en stage d'initiation à la vie professionnelle)* : contre les amendements n° 121 de M. Guy Ducoloné (de suppression) et n° 182 de Mme Martine Frachon (de suppression) (p. 2149, 2150, 2151) ; contre l'amendement n° 184 de Mme Martine Frachon (dispositions du présent article ne s'appliquant que pendant une durée maximale de trois ans à compter du début du stage d'initiation à la vie professionnelle) ; contre l'amendement n° 183 de Mme Martine Frachon (dispositions du présent article n'étant pas applicables à l'issue d'une période de stage pour un jeune stagiaire en cas de renouvellement du stage d'initiation à la vie professionnelle) (p. 2151) ; contre l'amendement n° 185 de Mme Martine Frachon (définition du stage d'initiation à la vie professionnelle).

Après l'article 38 : son amendement n° 304 (représentation des élus locaux au sein des conseils d'administration des sociétés d'économie mixte concessionnaires d'ouvrages routiers à péage (p. 2152) ; adopté (p. 2153).

Titre V : *dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.*

Après l'article 45 : pour les amendements n° 78 de M. Etienne Pinte (motif légitime ne pouvant exonérer de la faute de refus de vente fondée sur une discrimination raciale) et n° 79 de M. Michel Hannoun (extension de l'incrimination de refus de vente en raison de discrimination raciale ou refus de vente à toute personne morale) (p. 2278) ; pour l'amendement n° 80 de M. Etienne Pinte (possibilité ouverte aux associations agissant en faveur des droits de l'Homme de se porter partie civile en cas d'infractions d'ordre raciste).

Avant l'article 39 ***(suite)*** : contre l'amendement n° 213 de M. Guy Ducoloné (tendant à supprimer l'intitulé du Titre V) (p. 2279).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Article 46 *(astreintes en matière administrative)* : ses observations (p. 2329).

Après l'article 48 : contre l'amendement n° 201 de M. Jean-Pierre Michel (validation des nominations au premier grade des magistrats inscrits au tableau d'avancement intervenues par décrets antérieurs à l'entrée en vigueur de la présente loi) (p. 2330).

Après l'article 51 : ses observations sur l'amendement n° 72 de M. Jacques Bichet (financement par voie de crédit-bail d'éléments du fonds de commerce) (p. 2344) ; son amendement n° 230 (validation des décisions prises après avis ou sur proposition du comité national de la recherche scientifique) (p. 2345, 2346) ; adopté (p. 2347) ; son amendement n° 287 (validation par l'Assemblée de la liste de certains étudiants inscrits pour l'année universitaire 1978-1979, en deuxième année du premier cycle d'études médicales) : adopté (p. 2347) ; son amendement n° 288 (candidats classés à l'issue du concours pour le recrutement de médecin-inspecteur de santé conservant le bénéfice de leur nomination ultérieure) : adopté ; pour l'amendement n° 285 de M. Etienne Pinte (convention et accord collectif de travail ne pouvant comporter de dispositions établissant une priorité de licenciement à raison des seuls avantages à caractère viager dont bénéficie un salarié) (p. 2348) ; contre les amendements n° 270 de M. Michel de Rostolan (organismes ayant pour objet le remboursement des frais de soins ne pouvant prendre en charge de quelque façon que ce soit les frais occasionnés par une cessation volontaire de grossesse à caractère non thérapeutique) ; contre les amendements n° 271 de M. Michel de Rostolan (abrogation de la loi du 31 décembre 1982 relative à la couverture des frais afférant à l'I.V.G. non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure) et n° 272 de M. Michel de Rostolan (tendant après l'article 51 à insérer l'intitulé suivant : « dispositions relatives à l'accueil de la vie ») ; demande l'application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 2349) ; demande à l'Assemblée de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi tel qu'il résulte des votes intervenus à l'exclusion des amendements n° 270, 271 et 272 portant articles additionnels après l'article 51 (p. 2350).

Explications de vote (p. 2351) :

Techniques du D.M.O.S. (p. 2351).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Etudes médicales (réforme des —) et médecine générale (p. 3375, 3376).

Protection sociale :

— caisses de mutualité sociale agricole (p. 3375) ;
— code de la sécurité sociale (ratification du —) (p. 3375) ;
— professions connexes à l'agriculture en zone de montagne (seuil d'assujettissement des membres des —) (p. 3375).

Publicité politique (p. 3375).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Joxe (durée de la suspension de séance) (p. 3373).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Michel Sapin (souci exprimé par le groupe socialiste d'avoir une discussion normale des conclusions de la C.M.P. sur la sécurité sociale ; reprise du débat à 16 heures au début de la séance suivante) (p. 3387, 3388).

Transfusions sanguines autologues (p. 3375).

Travail et emploi :

— formation professionnelle continue (taux de cotisation consacré à la — et niveau du quota consacré à la formation en alternance des jeunes) (p. 3375, 3376) ;
— retraite des salariés (départ à la —) (p. 3375).

Discussion des articles [30 juin 1987] :

Article 37 *bis* : son amendement n° 1 (tendant à porter le taux de cotisation pour la formation professionnelle continue à 1,2 % ; financement des formations en alternance ouvertes aux jeunes) (p. 3407) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 3408) ; adopté au scrutin public (p. 3413).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. André Lajoinie soutenue par M. Jean Giard sur le projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) (p. 2861).

Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe soutenue par M. Jean-Pierre Sueur sur les conclusions du rapport de commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 857) (p. 2870, 2872).

Abus (usage abusif de la protection sociale) (p. 2952).

Caisses de sécurité sociale (gestion des —) (p. 2952).

Chômage (accroissement du —) (p. 2828).

Comité des sages (rapport du —) (p. 2828, 2835).

Contrôle et information du Parlement sur le budget social de la nation (constitutionnalité, opportunité) (p. 2836, 2951, 2952).

Cotisations salariales (accroissement des —) (p. 2861).

Cotisations patronales (p. 2951, 2955).

Déficit des régimes sociaux et prévisions (p. 2828, 2951, 2953).

Démographie (évolution de la —) (p. 2827).

Dépenses d'assurance maladie (progression des différents postes de —) (p. 2831, 2833, 2954).

Etatisation de la sécurité sociale (p. 2836).

Etats généraux (opportunité et enjeux des —) (p. 2832, 2836, 2871, 2952, 2954).

Evolution des recettes et des dépenses (comparaison de l'—) (p. 2828).

Financement (mesures conservatoires pour le financement des dépenses sociales) (p. 2835, 2836, 2861, 2952, 2954).

Historique de la sécurité sociale (p. 2825, 2826).

Initiative parlementaire (dévoiement de l'—) (p. 2871).

Livre blanc relatif à la sécurité sociale publié par le Gouvernement socialiste (p. 2830, 2871, 2954).
Partenaires sociaux (articulation des prérogatives des — avec le contrôle du Parlement) (p. 2834, 2836).
Pensions (évolution des —) (p. 2840).
Plan de rationalisation des dépenses de novembre 1986 (objectifs et effets) (p. 2830, 2831).
Politique familiale (p. 2834).
Préférence nationale (application de la — pour la gestion des caisses de sécurité sociale) (p. 2953).
Retraite à soixante ans (impact de la — sur les finances sociales) (p. 2827, 2832, 2833, 2871, 2955).
Sécurité sociale (axe possible de réforme de la —) (p. 2833, 2834, 2835, 2954).
Système de retraite (capitalisation ou répartition) (p. 2832).
Système de santé (amélioration possible du —) (p. 2833, 2952).
Transfert de charges (p. 2829, 2829, 2830).
Trésorerie (opérations de —) (p. 2827, 2829, 2955, 2956).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 3487, 3488).
Alsace-Lorraine (p. 3530).
Apprentis :
— exonération des charges sociales salariales) (p. 3478) ;
— orientation des — (p. 3476, 3528) ;
— rémunération des — (p. 3476, 3528, 3530, 3531).
Apprentissage :
— concertation entre les acteurs de l'— (p. 3475, 3488) ;
— contrat d'— (p. 3474, 3475, 3528, 3529, 3530) ;
— législation (évolution de la —) (p. 3474) ;
— lien ou concurrence avec le système éducatif (p. 3475, 3488, 3531) ;
— modèle allemand (p. 3531) ;
— ouverture aux jeunes filles (p. 3587) ;
— situation et résultats de l'— (p. 3474, 3528) ;
— titres (et conditions d'homologation des —) (p. 3475, 3530).
C.A.P. (et classes pré-professionnelles de niveau et préparatoires à l'apprentissage) (p. 3475).
Charges patronales (exonération des — de sécurité sociale) (p. 3476, 3482, 3528).
Concertation avant le dépôt du texte et durant la procédure parlementaire (p. 3527, 3728, 3730).
Entreprises :
— agrément des maîtres d'apprentissage (p. 3476) ;
— participation des — à la formation technologique (p. 3476).
Formation technique (système de —) (p. 3529).
Jeunes :
— chômage des — et action du Gouvernement (p. 3473) ;
— formation et insertion professionnelle des — (p. 3473) ;
— orientation des — (p. 3487).
Régions (rôle des —) (p. 3475, 3476, 3527, 3529).
Taxe d'apprentissage (et réforme de la —) (p. 3528, 3530).

Discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 1er *(définition de l'apprentissage)* : formations en alternance (p. 3532) ; titres homologués ; homologation des titres ; formation des enseignants aux niveaux IV et III (p. 3533) ; C.A.P. (p. 3534) ; développement des filières de formation (p. 3534) ; contre l'amendement n° 59 de Mme Jacqueline Hoffmann et n° 77 de M. Michel Berson (limitation de l'apprentissage à l'obtention d'une première qualification professionnelle) ; restructuration engagée à l'Association pour la formation professionnelle des adultes (p. 3535) ; accepte l'amendement n° 34 de la commission (préparation par l'apprentissage de diplômes du second degré et du supérieur) (p. 3536) ; modernisation de l'A.F.P.A. ; contre l'amendement n° 11 de Mme Muguette Jacquaint (apprentissage conduisant à la seule obtention de diplômes de l'enseignement technologique ; suppression de la référence aux titres homologués) (p. 3537) ; contre l'amendement n° 35 corrigé de la commission (signature des arrêtés homologant des titres par les ministres chargés de l'apprentissage) ; contre l'amendement n° 78 de M. Michel Berson (apprentissage préparant à l'obtention des seuls titres reconnus par une convention collective de branche) (p. 3538) ; contre l'amendement n° 80 de M. Michel Berson (contrat d'apprentissage visé par le directeur du centre de formation des apprentis et par le représentant du comité départemental de la formation professionnelle) ; procédure d'enregistrement des contrats d'apprentisssage (p. 3539) ; contre l'amendement n° 81 de M. Michel Berson (participation à l'apprentissage des établissements d'enseignement technologique reconnus par l'Etat) ; compétences des conseils régionaux en matière de politique d'apprentissage ; modalités de participation des établissements d'enseignement public à l'apprentissage (p. 3540) ; contre l'amendement n° 82 de M. Michel Berson (mention dans le contrat d'apprentissage du contenu des relations conventionnelles entre l'employeur et la ou les entreprises susceptibles d'accueillir temporairement l'apprenti) ; avenant préalable pour le passage d'un apprenti dans une entreprise autre que l'entreprise principale d'accueil ; contre l'amendement n° 83 de M. Michel Berson (nécessité d'être agréée pour toute entreprise accueillant temporairement l'apprenti) (p. 3541).

Article 2 *(durée du contrat d'apprentissage et conclusion de contrats successifs)* : rémunération des apprentis ; contrats successifs initiés par le précédent Gouvernement ; apprentissage devant constituer une voie complète de formation (p. 3543) ; contre l'amendement n° 84 de M. Michel Berson (transformation du contrat d'apprentissage en contrat à durée déterminée en cas d'obtention du diplôme ; rémunération minimum fixée au S.M.I.C.) ; contre l'amendement n° 15 de Mme Muguette Jacquaint (contrat d'apprentissage pouvant prendre fin en cas d'obtention du C.A.P. avec l'accord des deux parties et en cas de signature d'un contrat de travail à durée indéterminée) ; nécessité d'un accord entre les parties (p. 3546) ; contre les amendements n° 37 de la commission et n° 63 de M. Guy Herlory (avis conforme du directeur du C.F.A. pour la conclusion de contrats successifs correspondant à des qualifications de même niveau) (p. 3560).

Article 3 *(mission des C.F.A.)* : ses observations sur l'amendement n° 115 de M. Jean Ueberschlag (possibilité pour les apprentis de suivre l'enseignement d'une langue étrangère) ; pour l'amendement n° 86 de M. Michel Berson (formation en entreprise devant développer l'aptitude à tirer profit d'actions ultérieures de formation) (p. 3562) ; ses observations sur l'amendement n° 126 de M. Charles Revet (possibilité de rattachement aux C.F.A. des classes préprofessionnelles de niveau et des classes préparatoires à l'apprentissage) ; rénovation des classes préparatoires à l'apprentissage et des classes préprofessionnelles de niveau (p. 3563).

Article 4 *(dérogation au principe de la formation des apprentis en C.F.A.)* : formation théorique restant dispensée en centre ; possibilité pour l'entreprise de dispenser une partie de la formation technologique et pratique ; contrôle des services de l'inspection de l'apprentissage et des comités d'entreprise (p. 3565) ; ses observations sur l'amendement n° 88 de M. Michel Berson (convention conclue entre l'entreprise et le C.F.A. précisant la qualification et les compétences requises pour le maître d'apprentissage désigné par l'entreprise au sein de celle-ci) (p. 3566) ; pour l'amendement n° 116 de M. Jacques Legendre (C.F.A. conservant la responsabilité administrative et pédagogique des enseignements dispensés en entreprise et dans les lycées d'enseignement professionnel) (p. 3567) ; accepte l'amendement n° 39, deuxième rectification, de la commission (convention entre le C.F.A. et un établissement d'enseignement public ou privé sous contrat au terme de laquelle ce dernier assure tout ou partie des enseignements normalement dispensés par le C.F.A. et met à disposition des équipements pédagogiques ou d'hébergement ; ouverture d'une annexe du C.F.A. dans l'établissement accepte le sous-amendement n° 136 de M. Alain Jacquot (suppression de la possibilité d'ouverture d'annexes de C.F.A.) (p. 3568).

Article 5 *(création des C.F.A.)* : contre l'amendement n° 40 de la commission (caractère suspensif, pour les apprentis en cours de formation, du recours contre une décision dénonçant une convention ; poursuite du cycle de formation) ; contre l'amendement n° 128 de M. Michel Berson (gestion paritaire des C.F.A.) ; conseil de perfectionnement des C.F.A. (p. 3570) ; convention satisfaisant par définition l'amendement n° 41 de la commission ; agrément spécifique des maîtres d'apprentissage et compétences des formateurs de C.F.A. pour les niveaux IV et III ; engagement d'un programme de formation des formateurs ; contre l'amendement n° 91 de M. Michel Berson (avenant aux conventions pour l'ouverture de sections préparant à un diplôme ou à un titre homologué d'un niveau supérieur au C.A.P) ; dispositions de cet amendement satisfaites par la législation (p. 3571).

Article 7 *(contrôle sur les C.F.A.)* : ses observations sur l'amendement n° 124 de M. Jean-Pierre Soisson (contrôle pédagogique conjoint de l'Etat et de la région) ; ses observations sur l'amendement n° 43 de la commission (contrôle pédago-

gique conjoint de la région et de l'Etat sur les C.F.A. à recrutement non national) ; s'engage à ce que les conseils régionaux aient communication de tout rapport pédagogique concernant les C.F.A. implantés sur leur ressort (p. 3574).

Article 8 *(contrat d'apprentissage ; obligations des cocontractants) :* contre l'amendement n° 21 de Mme Muguette Jacquaint (formation dispensée pour moitié en entreprise et en C.F.A. ; exercice des seules activités professionnelles en relation directe avec la formation ; respect de la durée hebdomadaire légale du travail) (p. 3575).

Article 9 *(suppression de l'avis circonstancié d'orientation pour la conclusion du contrat d'apprentissage) :* contre les amendements n° 23 de Mme Jacqueline Hoffmann et n° 96 de M. Michel Berson (de suppression) ; contre l'amendement n° 127 de M. Charles Revet (possibilité d'entrer en apprentissage à 14 ans) ; rénovation des classes préprofessionnelles de niveau et des classes préparatoires à l'apprentissage (p. 3577).

Après l'article 9 : contre l'amendement n° 65 de M. Guy Herlory (possibilité d'accès à l'apprentissage, avec l'accord de leur employeur, pour les employés disposant d'un contrat de travail à durée indéterminée) ; nature réglementaire des amendements n° 118 et n° 120 de M. Jean-Paul Charié (représentants des chambres consulaires au sein d'instances scolaires, de formation et d'apprentissage) ; personnalités qualifiées siégeant aux conseils d'administration des établissements scolaires (p. 3579).

Article 10 *(agrément des employeurs) :* contre l'amendement n° 97 de M. Michel Berson (nécessité de l'agrément de toute entreprise accueillant un apprenti) ; fixation par décret des conditions à remplir par les entreprises d'accueil ; contre l'amendement n° 98 de M. Michel Berson (avis obligatoire de la chambre des métiers, de la compagnie consulaire ou de la chambre d'agriculture) (p. 3579) ; contre les amendements n° 44 de la commission et n° 99 de M. Michel Berson (avis de la chambre d'agriculture ou d'une commission paritaire départementale constituée par les organisations professionnelles de branche chargée de la gestion de l'apprentissage) (p. 3580) ; contre l'amendement n° 24 de Mme Muguette Jacquaint (agrément délivré par le comité départemental de la formation professionnelle) ; contre l'amendement n° 100 de M. Michel Berson (agrément délivré dans un délai de deux mois par le comité départemental de la formation professionnelle) (p. 3581).

Article 12 *(prolongation de l'apprentissage en cas d'échec à un examen ; prorogation du contrat initial ou conclusion d'un nouveau contrat avec un autre employeur) :* contre l'amendement n° 29 de Mme Jacqueline Hoffmann (prorogation d'un an du contrat après avis du directeur du C.F.A.) (p. 3583).

Article 13 *(rémunération des apprentis ; variation en fonction de l'âge et du déroulement de la formation) :* contre l'amendement n° 30 de Mme Muguette Jacquaint (nouvelle rédaction de l'article) ; contre l'amendement n° 46 de la commission (rémunération en fonction de l'âge et de la formation préparée) (p. 3584) ; contre l'amendement n° 103 de M. Michel Berson (rémunération en fonction de l'âge et de la formation acquise) (p. 3585).

Après l'article 13 : contre l'amendement n° 31 de Mme Jacqueline Hoffmann (seuils sociaux ; prise en compte des apprentis) (p. 3586).

Article 15 *(travail de l'apprenti dans l'entreprise — activité en relation avec la formation professionnelle) :* ses observations sur l'amendement n° 47 de la commission (activité en relation avec la profession prévue au contrat) ; travail dans l'entreprise en relation avec la formation professionnelle (p. 3600).

Après l'article 15 : contre l'amendement n° 4 de M. Georges Hage (apprentis non soumis à la loi du 19 juin 1987 relative à l'aménagement du temps de travail) ; loi sur l'aménagement du temps de travail (p. 3601) ; attitude du parti communiste sur la durée du travail des apprentis lorsqu'il participait au Gouvernement (p. 3602).

Article 16 *bis* *(inspection de l'apprentissage — intégration des inspecteurs dans le corps des inspecteurs de l'enseignement technique) :* son amendement n° 132 (nouvelle rédaction de l'article ; intégration de tous les inspecteurs de l'apprentissage dans le corps des inspecteurs de l'enseignement technique) ; le rectifie (p. 3603) ; adopté au scrutin public ; amendement n° 68 de M. Guy Herlory satisfait par l'amendement de la commission à l'article 20 (p. 3604).

Article 17 *(exonération des charges sociales patronales pour les entreprises de plus de 10 salariés) :* inégalités entre les apprentis (p. 3606) ; contre l'amendement n° 110 de M. Michel Berson (possibilité de prise en charge par l'Etat de tout ou partie des cotisations sociales patronales) (p. 3607) ; son amendement n° 133 (exonération des cotisations sociales patronales pour les contrats d'apprentissage conclus à partir du 1er juillet 1987) : adopté.

Après l'article 17 : contre l'amendement n° 122 de M. Jean-Paul Charié (chambres consulaires et de métiers tenues de mettre à la disposition de leurs ressortissants des centres de formalités de contrats d'apprentissage) (p. 3608) ; contre l'amendement n° 53 de la commission (ouverture de l'apprentissage aux salariés titulaires d'un contrat à durée indéterminée à temps complet) ; risque de confusion entre l'apprentissage et la formation continue ; apprentis boulangers et boulangers-pâtissiers (p. 3609) ; décret prévu par le code du travail pour déroger à l'interdiction du travail de nuit des apprentis boulangers et boulangers-pâtissiers ; négociation entre les partenaires sociaux (p. 3610).

Après l'article 18 : accepte l'amendement n° 54 de la commission (composition du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage ; présence d'un représentant de chaque région) (p. 3612).

Article 19 *(contrats d'objectifs en matière de formation professionnelle) :* contre l'amendement n° 8 de Mme Jacqueline Hoffmann (conclusion des contrats d'objectifs après avis du comité régional de la formation professionnelle et délibération du conseil régional) ; consultation préalable de droit du comité régional de la formation professionnelle (p. 3614).

Après l'article 19 : contre les amendements n° 55 de la commission et 70 de M. Guy Herlory (interdiction de l'ouverture de sections dans un lycée d'enseignement professionnel lorsque la région a supprimé la même formation dans un C.F.A. du même département faute de besoins — délai de deux ans à compter de la fermeture) (p. 3615).

Après l'article 20 : son sous-amendement n° 134 à l'amendement n° 58 de la commission (fixation par un décret simple de ces modalités) : adopté (p. 3617) ; contre l'amendement n° 123 de M. Michel Berson (dépôt par le Gouvernement avant le 31 décembre 1987 d'un projet de loi de réforme de la taxe d'apprentissage) ; principe de la liberté d'affectation de la taxe professionnelle (p. 3618).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [9 juillet 1987] :

Amélioration du texte par le travail parlementaire (p. 3884).
Contrats successifs (p. 3884).
Rémunération des apprentis (p. 3884).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 et 3 novembre 1987] :

Caractère électoraliste du budget (p. 5278, 5279).
Crédits (montant et répartition des —) (p. 5207, 5275).
Financement de la sécurité sociale (et notamment états généraux) (p. 5214, 5215).
Personnes âgées :
— politique en faveur des personnes âgées (généralités) (p. 5213).
Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— apprentissage (p. 5209) ;
— chômage et emploi (situation) (p. 5275, 5276, 5277) ;
— emploi et formation des femmes (p. 5278) ;
— entreprises intermédiaires (p. 5277) ;
— formations en alternance (p. 5209, 5210, 5277) ;
— formation professionnelle (crédits de la — et généralités) (p. 5208, 5209, 5210, 5211, 5212, 5241, 5242, 5276, 5280) ;
— politique de l'emploi (généralités) (p. 5207, 5208, 5275, 5276, 5279, 5280) ;
— prévisions statistiques en matière de formation professionnelle (p. 5276, 5277) ;
— service public de l'emploi (A.N.P.E., A.F.P.A.) (p. 5210, 5211) ;
— stages d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P.) (p. 5277) ;
— suppression de l'autorisation administrative de licenciement (p. 5207) ;
— travail à temps partiel des agents des collectivités locales (p. 5277) ;
— T.U.C. (p. 5210).
Politique de la famille :
— famille (effets de la loi du 26 décembre 1986) (p. 5212).
Politique de la santé :
— assurance maladie (p. 5214) ;
— lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme (p. 5212) ;
— lutte contre la toxicomanie (p. 5212) ;
— lutte contre le S.I.D.A. (p. 5212).

Politiques sociales et sectorielles :
— droits de la femme (p. 5278) ;
— handicapés (politique en faveur des —) (p. 5212, 5213) ;
— immigration (politique de l'—) (p. 5213, 5276) ;
— pauvreté (lutte contre la —) (p. 5213, 5214).
Situation sociale à la Réunion (p. 5275).

Réponses aux questions [3 novembre 1987] :

Incident de séance (p. 5307, 5308).
Lutte contre la pauvreté :
— exclus de la sécurité sociale (M. Michel Ghysel) (p. 5296, 5297).
Politique à l'égard des étrangers :
— aides au retour (M. Jean-François Jalkh) (p. 5294) ;
— mariages blancs (M. Guy Ducoloné) (p. 5297, 5298).
Politique en faveur des personnes âgées :
— aide à domicile (M. Arnaud Lepercq remplacé par M. Jean-Louis Debré) (p. 5312, 5313).
Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— apprentissage (MM. Jean Ueberschlag et Alain Jacquot) (p. 5317, 5320, 5321) ;
— associations intermédiaires (M. Jean Bardet) (p. 5308, 5309) ;
— chômeurs de longue durée (M. Gérard Kuster) (p. 5312) ;
— contrats à durée déterminée dans les collectivités locales et les établissements publics (M. Daniel Goulet) (p. 5314) ;
— contrôle de la recherche d'emploi (M. Alain Jacquot) (p. 5319, 5320) ;
— difficultés d'insertion des jeunes (Mme Marie-Josèphe Sublet) (p. 5300) ;
— formation continue (M. Charles Revet) (p. 5299) ;
— indemnisation du chômage (M. Bernard Deschamps) (p. 5297) ;
— plan pour l'emploi des jeunes (MM. Etienne Pinte et Eric Raoult) (p. 5314, 5315, 5316) ;
— préretraités (M. André Fanton) (p. 5301, 5302) ;
— travail clandestin (répression du —) (M. Jean Narquin) (p. 5287).
Politiques sociales sectorielles :
— convention sidérurgique (MM. Jean-Marie Demange et Jean-Paul Durieux) (p. 5288, 5292, 5293) ;
— employés de maison (M. Bernard-Claude Savy) (p. 5302) ;
— mobilité géographique (M. Bernard Debré) (p. 5302, 5303) ;
— veuves civiles (M. Emmanuel Aubert) (p. 5318, 5319).

Vote des crédits [3 novembre 1987] :

Etat B, titre III : contre les amendements n° 25 (réduction des crédits des études générales), 26 (réduction des dépenses des services statistiques), 27 (réduction des crédits du matériel de fonctionnement courant) et 29 (réduction des crédits des services extérieurs des affaires sanitaires et sociales) de M. Pierre Descaves (p. 5324) ; contre l'amendement n° 28 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits des objecteurs de conscience) (p. 5325).

Titre IV : ses observations sur l'amendement n° 206 de M. Michel de Rostolan (suppression des crédits se rapportant au remboursement par l'Etat des avortements à caractère non médical) ; contre l'amendement n° 209 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits de la formation économique et sociale des travailleurs appelés à exercer des responsabilités syndicales) (p. 5326) ; contre l'amendement n° 210 de M. Pierre Descaves (réduction des subventions des groupements et associations d'intérêt général) (p. 5327) ; contre l'amendement n° 211 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits consacrés à la formation des conseillers prud'hommes) (p. 5328) ; contre l'amendement n° 212 de M. Pierre Descaves (réduction de l'aide au reclassement des travailleurs étrangers privés d'emploi et de leur famille) (p. 5329) ; contre l'amendement n° 213 de M. Pierre Descaves (réduction de la participation de l'Etat au financement d'audits économiques et sociaux dans les entreprises) (p. 5330).

Avant l'article 64 : contre l'amendement n° 204 de M. Christian Goux (Gouvernement devant présenter au Parlement en 1988 un rapport exposant les moyens en crédit mis en œuvre ainsi que l'utilisation qui en est faite région par région dans le cadre des plans d'urgence afin de lutter contre la grande pauvreté et la précarité sociale et culturelle) (p. 5331, 5332).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives à la formation professionnelle (n° 1147).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 décembre 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7760, 7761).
Congé formation :
— bilan (p. 7755) ;
— financement (p. 7755, 7761).
Crédit impôt-formation (p. 7761).
Memorandum du 11 juin 1987 déposé par les partenaires sociaux (p. 7754, 7755).

Discussion des articles [18 décembre 1987] :

Article 1er *(détermination par voie de convention ou d'accord des règles relatives à la prise en charge des salariés en congés de formation)* : pour l'amendement n° 7 de M. Bernard Debré ; contre l'amendement n° 3 de M. Michel Berson (tendant à fixer un minimum de rémunération aux salariés en congé individuel de formation) (p. 7767).

Après l'article 2 : contre les amendements n° 4 et 5 de M. Michel Berson (garantie de rémunération après la formation).

Article 4 *(commissions spécialisées du comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi)* : contre l'amendement n° 6 de M. Michel Berson (de suppression) (p. 7768) ; répond à la question posée par la biais de cet amendement expliquant que le mot « section » a été remplacé par le mot « commission » afin de permettre de réactiver la commission départementale en réduisant le nombre de ses membres (p. 7769).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, avant la discussion des articles [18 et 19 décembre 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marie Le Pen (p. 7786).
Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7790, 7791, 7792).
Assurance maladie :
— démographie médicale (problèmes posés par la —) (p. 7819) ;
— démographie médicale (problèmes posés par la —) (p. 7781, 7782, 7813) ;
— forfait hospitalier (revalorisation du —) (p. 7783) ;
— honoraires médicaux (p. 7790, 7791, 7792) ;
— plan de rationalisation de l'assurance maladie (p. 7781) ;
— T.V.A. sur l'appareillage des personnes handicapées (baisse de la —) (p. 7782).
Assurance vieillesse :
— assurance vieillesse : généralités (p. 7781, 7782) ;
— incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins (p. 7781, 7821, 7822) ;
— retraite progressive (p. 7782, 7783) ;
— revalorisation des pensions pour 1988 (p. 7782, 7819).
Politiques sectorielles diverses :
— allocations familiales et politique de la famille (p. 7819, 7820).
Sécurité sociale (généralités) :
— autonomie de gestion des branches de la sécurité sociale (p. 7780, 7781, 7818, 7819) ;
— états généraux de la sécurité sociale (p. 7782, 7819, 7820) ;
— prélèvements obligatoires (concept des —) (p. 7821) ;
— sécurité sociale des étrangers (p. 7820) ;
— situation financière de la sécurité sociale (p. 7780, 7783, 7786, 7788, 7820, 7821, 7822).

Discussion des articles [19 décembre 1987] :

Titre Ier : *création d'un fonds national de prévention.*

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 1 de M. Jacques Roux (suppression de l'intitulé du Titre Ier) (p. 7826).

Article 1er *(création d'un fonds national de prévention au sein de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés)* : contre l'amendement n° 2 de M. Jacques Roux (de suppression) ; ses observations sur l'amendement n° 8 de M. Guy Herlory (élargissement des compétences des professionnels de santé à la prévention sanitaire) (p. 7828) ; ses observations sur l'amendement n° 32 de M. Gilles de Robien (fonds national pouvant apporter son concours à des organismes privés) ; contre l'amendement n° 30 de M. Gilles de Robien (autonomie des caisses régionales) (p. 7829).

Titre II : *droit à une retraite progressive.*

Avant l'article 2 : contre l'amendement n° 3 de M. Jacques Roux (suppression de l'intitulé du titre) (p. 7831).

Article 2 *(institution d'une retraite progressive)* : contre l'amendement n° 4 de M. Jacques Roux (de suppression) (p. 7844) ; son amendement n° 68 rectifié (dispositif de retraite progressive n'étant ouvert qu'aux assurés exerçant une activité réduite dans un seul régime) : adopté (p. 7845) ; contre l'amendement n° 17 de M. Jacques Roux (salariés soumis à la retraite progressive devant pouvoir bénéficier du déblocage de sa retraite complémentaire) ; contre l'amendement n° 18 de M. Jacques Roux (nécessité de permettre aux salariés ayant choisi de prendre une retraite progressive de continuer à cotiser au régime de retraite complémentaire) (p. 7846) ; contre l'amendement n° 19 de M. Jacques Roux (bénéficiaire de la retraite progressive bénéficiant de tous les avantages auxquels il aurait pu prétendre s'il était parti à la retraite à soixante ans) ; contre l'amendement n° 22 de M. Jacques Roux (refus par l'assuré de bénéficier de la retraite progressive équivalant sur sa demande à un licenciement) (p. 7847) ; contre l'amendement n° 23 de M. Jacques Roux (compétence du Conseil des prud'hommes pour les litiges nés du calcul de la fraction de pension) ; contre l'amendement n° 16 de M. Jacques Roux (assuré bénéficiant d'une retraite progressive ne pouvant avoir un revenu mensuel total inférieur à ce qu'il pourrait percevoir comme rémunération s'il occupait un emploi à temps plein) (p. 7848).

Titre IV : *droit des médecins à une cessation anticipée d'activité.*

Article 4 *(incitation à la cessation anticipée d'activité des médecins)* : ses observations sur l'amendement n° 56 de M. Guy Herlory (année de référence pour le versement de l'allocation) ; contre les amendements n° 6 de M. Jacques Roux et n° 74 de M. Michel Coffineau (caisse autonome de retraite des médecins supportant le coût de la retraite anticipée d'un médecin) (p. 7852) ; ses observations sur l'amendement n° 59 de M. Guy Herlory (disposition de la convention étant prévue par un règlement de la caisse autonome de retraite des médecins français) (p. 7853) ; ses observations sur l'amendement n° 51 de M. Etienne Pinte (nécessité d'éviter que l'application de la loi ne soit soumise à la signature d'une convention) ; son amendement n° 75 (médecins bénéficiant d'une cessation anticipée d'activité restant redevable des cotisations d'assurance décès) : adopté (p. 7854).

Après l'article 4 : son amendement n° 79 : réservé jusqu'à l'examen des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 4 ; son amendement n° 76 (régime d'assurance vieillesse dans les départements d'outre-mer) (p. 7861) ; adopté ; contre l'amendement n° 10 rectifié de M. Guy Herlory (critère de préférence nationale pour toutes les prestations familiales) (p. 7863) ; contre l'amendement n° 11 de M. Guy Herlory (substituant à l'expression allocation parentale d'éducation les termes « revenu maternel ») (p. 7864) ; ses observations sur l'amendement n° 13 de M. Guy Herlory (communes, départements et régions pouvant conduire des actions en faveur de la démographie et de la famille) (p. 7865) ; contre l'amendement n° 66 de M. Michel Coffineau (suppression de la disposition permettant au médecin ayant choisi de pratiquer des honoraires différents des honoraires conventionnels de demander à être affilié au régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles) (p. 7867) ; son amendement n° 79 précédemment réservé (tendant après l'article 4 à insérer l'intitulé suivant : « Titre VI : dispositions diverses ») : adopté (p. 7869).

Ses observations après les explications de vote [19 décembre 1987] :

Avortement (p. 7870).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [22 décembre 1987] :

Cessation anticipée d'activité des médecins (p. 8045).
Etats généraux de la sécurité sociale (p. 8048).
Exonération des charges sociales pour l'emploi d'une aide ménagère (p. 8045, 8048).
Mères célibataires (situation des) (p. 8045).
Politique familiale (p. 8048).

Ses observations après les explications de vote [2 décembre 1987] :

Statut de la mère de famille (p. 8048).

SEITLINGER (Jean)

Député de la Moselle
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention de coopération judiciaire en matière civile, y compris le statut personnel, commerciale, sociale et administrative entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti (n° 740) [21 mai 1987] (p. 1491).

Rapporteur du projet de loi autorisant la transaction sur le transfèrement des condamnés détenus entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti (n° 741) [21 mai 1987] (p. 1491).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti (n° 742) [21 mai 1987] (p. 1491).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti (n° 743) [21 mai 1987] (p. 1491).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 740) autorisant l'approbation d'une convention de **coopération judiciaire en matière civile**, y compris le statut personnel, **commerciale, sociale et administrative** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Djibouti (n° 861)** [18 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 742) autorisant l'approbation d'une convention sur le **transfèrement des condamnés détenus** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Djibouti (n° 862)** [18 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 742) autorisant l'approbation d'une **convention d'extradition** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Djibouti (n° 863)** [18 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 743) autorisant l'approbation d'une **convention d'entraide judiciaire en matière pénale** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République de Djibouti (n° 864)** [18 juin 1987].

Proposition de loi relative à l'attribution de la **majoration** pour **aide constante** d'une **tierce personne (n° 1068)** [25 novembre 1987].

Proposition de loi relative à l'attribution de la **majoration** pour **aide constante** d'une **tierce personne** dans le régime local d'assurance vieillesse **d'Alsace-Moselle (n° 1069)** [25 novembre 1987].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie, — *Questions* [5 novembre 1987] :

Marché unique européen (réalisation du —) (p. 5470).

SERGENT (Pierre)

Député des Pyrénées-Orientales
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 283,** posée le 6 octobre 1987 : **Gouvernement (ministres et secrétaires d'Etat)** (p. 3980) ; appelée le 9 octobre 1987 : **télégramme adressé aux associations d'anciens combattants** : mise en cause scandaleuse du président d'un groupe parlementaire, Jean-Marie Le Pen (p. 4083, 4084).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :

Armée de terre (équipement de l'—) (p. 110).
Armes chimiques (p. 110).
Crédits de fonctionnement (absence de programmation des —) (p. 109).
Désinformation (observatoire de la — et création d'un grand service de communication des armées) (p. 110).
Dissuasion nucléaire (p. 109, 110).
Effectifs militaires (p. 109).
Esprit de défense (p. 109).
Personnels militaires (p. 109).
Service national (p. 109).
Situation internationale et évaluation des menaces (p. 110).

Discussion des articles [9 avril 1987] :

Article Ier et annexe *(approbation des orientations de l'annexe)* : son amendement n° 5 soutenu par M. Jacques Peyrat (volonté réelle de défense de la France) (p. 170) : rejeté ; soutient l'amendement n° 6 de M. Jacques Peyrat (arme à rayonnement renforcé) ; armement préstratégique et hypothèse de son utilisation directe par les militaires (p. 171) : rejeté (p. 172) ; son amendement n° 7 (précisant que la France s'efforcera de promouvoir une union européenne de défense) : rejeté (p. 174) ; soutient l'amendement n° 8 de M. Jacques Peyrat (liens entre les forces conventionnelles et les armes nucléaires) : rejeté ; soutient l'amendement n° 9 de M. Jacques Peyrat (précisant les quantités de matériels dont seront dotées les forces conventionnelles) : rejeté (p. 175) ; son amendement n° 10 (introduisant une référence à l'avant-garde des forces françaises) : non soutenu ; son amendement n° 14 (nature et fonction des bâtiments de présence outre-mer) : rejeté ; son amendement n° 15 (organisation de la défense opérationnelle du territoire) (p. 176) : non soutenu ; soutient l'amendement n° 37 de M. Jacques Peyrat (défense civile) (p. 177) : retiré ; soutient les amendements n° 18 de M. Jacques Peyrat (précisant que la recherche technologique sera faite en liaison avec les alliés européens et américains de la France) et n° 19 de M. Jacques Peyrat (même objet) (p. 179) : retirés.

— Son rappel au règlement : caractère scandaleux de l'amalgame concernant Klaus Barbie, les nazis, les trains de déportés, avec les thèses et les hommes du Front national ; demande que les attitudes qu'il a adoptées à l'égard de l'étoile jaune des Juifs et à l'égard des déportés soient enregistrées [14 mai 1987] (p. 1127).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845) et projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [24 juin 1987] (p. 3123, 3131), [25 juin 1987] (p. 3158).

Historique des événements d'Afrique du Nord et situation des rapatriés (p. 3142, 3143).
Réintégration dans les ordres honorifiques et dans le droit au port de certaines décorations (p. 3142).

Commission mixte paritaire, explications de vote [7 juillet 1987] (p. 3720) :

Evénements d'Afrique du Nord (p. 3725, 3726).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord (n° 845).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Titre Ier : *modifiant la loi n° 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la querre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale.*

Article 1er *(révision de carrière des anciens fonctionnaires, militaires et magistrats radiés des cadres)* : ses observations ; son amendement n° 21 (visant à accorder aux anciens fonctionnaires civils et militaires ayant bénéficié de la disposition de la loi d'amnistie de 1974 d'une part une reconstitution de carrière sans leur reconnaître un rappel de traitement, d'autre part une révision des droits à pension calculée sur le dernier grade acquis avant reconstitution de carrière) (p. 3193) ; rejeté par assis et levé (p. 3174).

Article 5 *(attribution au conjoint survivant de l'indemnité destinée à réparer le préjudice subi du fait de certaines mesures administratives)* : ses observations sur l'amendement n° 45 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3187).

Titre II : *modifiant la loi n° 85-1274 du 4 décembre 1985 portant amélioration de la retraite des rapatriés.*

Article 7 *(révision de carrière des agents des services publics concédés)* : ses observations ; nécessité que les bénéficiaires des dispositions de cet article puissent être des non fonctionnaires (p. 3188).

Titre III : *modifiant la loi du 31 juillet 1968 portant amnistie.*

Article 10 *(réintégration dans les ordres honorifiques et dans le droit au port de certaines décorations)* : contre l'amendement n° 31 de M. Gérard Bapt (de suppression) (p. 3190).

Après l'article 12 ; son amendement n° 26 (mention « mort pour la France » étant accordée aux citoyens français exécutés après une condamnation à la peine capitale pour des infractions commises dans le but de maintenir les départements d'Algérie au sein du territoire national) (p. 3192) ; retiré (p. 3193).

Titre : contre l'amendement n° 16 de M. Guy Ducoloné (tendant à compléter le titre du projet de loi par les mots « et de la guerre d'Indochine ») (p. 3194).

Explications de vote [25 juin 1987] :

Défenseurs de l'Algérie française (p. 3194).
Vote positif du groupe Front national (p. 3194).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Règlements viticoles (harmonisation communautaire des —) (p. 4757).
Vins doux naturels (p. 4757).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

Roussillon (réseau routier du —) (p. 5384).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Vote des crédits* [6 novembre 1987] :

Etat B, titre IV : son amendement n° 214 (réduction des crédits) : rejeté (p. 5511).

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Examen du fascicule* [5 novembre 1987] :

Francophonie (renforcement de la —) (p. 5462).

Défense. — *Examen du fascicule* [9 novembre 1987], [10 novembre 1987] :

Budget de la défense (niveau du —) :
— dépenses de fonctionnement (p. 5664) ;
— proportion du P.I.B. consacré à la défense (p. 5664).
Défense européenne (et coopération militaire franco-allemande) (p. 5664).
Desarmement :
— Etats-Unis (présence militaire en Europe) (p. 5664) ;
— forces militaires intermédiaires (accord Etats-Unis/U.R.S.S. sur l'option « double zéro ») (p. 5664).
Esprit de défense (notamment « moral des troupes » et rôle des réserves) (p. 5665).

Forces conventionnelles (p. 5665).
Service d'information et des relations publiques des armées (S.I.R.P.A.) (p. 5665).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Crédit agricole :
— maintien de la vocation et du rôle spécifique du — (p. 6118).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à permettre l'accès des conjoints de certaines personnes décédées en service, aux emplois réservés (n° 1037).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 décembre 1987] :

Délai d'application de la loi à ses bénéficiaires (p. 6804).
Formation professionnelle des bénéficiaires de la législation sur les emplois réservés (p. 6804).
Veuves des harkis (p. 6803, 6804).

Discussion des articles [4 décembre 1987] :

Article 1er *(droit aux emplois réservés des conjoints de certaines personnes décédées en service) :* soutient l'amendement n° 5 de M. François Porteu de la Morandière (extension du projet de loi aux veuves de harkis déclarés morts pour la France ou portés disparus lors des événements ayant précédé l'indépendance de l'Algérie) : retiré (p. 6806) ; soutient l'amendement n° 7 de M. François Porteu de la Morandière (suppression de la forclusion intervenant après un délai de 10 ans) : rejeté (p. 6808).

SICARD (Odile)

Député de l'Isère
Socialiste
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Est nommée secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 4).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

orales sans débat :

— n° **196**, posée le 21 avril 1987 : **matériels électriques et électroniques (entreprises)** (p. 530) ; appelée le 24 avril 1987 : **avenir des activités semi-conducteurs civils de Thomson** : fusion avec la firme italienne S.G.S. (p. 657, 658) ;

— n° **270**, posée le 23 juin 1987 : **sidérurgie (entreprises : Isère)** (p. 3102) ; appelée le 26 juin 1987 : **usine Cebal de Froges dans l'Isère** : suppression d'emplois ; concertation nécessaire avec les salariés sur la répartition des productions à l'intérieur du groupe et la répartition des emplois (p. 3237, 3238).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à adapter aux exigences du développement du tourisme certaines dispositions du Code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme (n° 829), et conclusions du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi de M. Alain Mayoud visant à abroger les dispositions relatives aux zones protégées figurant au Code des débits de boissons (n° 68), de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir l'animation et la vie locale des bourgs ruraux (n° 310), de M. Francis Geng et plusieurs de ses collègues tendant à aménager certaines dispositions du Code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme en vue de favoriser le développement de l'industrie hôtelière (n° 635) et de M. Pierre-Rémy Houssin tendant à modifier l'article L. 49 du Code des débits de boissons et des mesures de lutte contre l'alcoolisme (n° 675).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Abstention du groupe socialiste (p. 3249).
Alcoolisme (lutte contre l'—) (p. 3248, 3249).
Communes (vie locale dans les petites —) (p. 3249).
Licences (régime des —) (p. 3249).
Zones protégées (régime des —) (p. 3249).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*
Article 1er *(définition de la sécurité civile ; plans d'organisation des secours ; urgence) :* ses observations sur les amendements identiques n° 63 de la commission des lois et 9 de la commission de la production (de coordination) (p. 3777) ; son amendement n° 188 : devenu sans objet.
Article 2 *(contenu des plans d'organisation des secours et des plans d'urgence) :* contre les amendements identiques n° 64 de la commission des lois et n° 11 de la commission de la production (définition des plans O.R.S.E.C.) (p. 3779).
Article 2 *bis* *(champ d'application des plans d'organisation des secours et des plans d'urgence) :* ses observations (p. 3780).
Article 3 *(autorité compétente pour diriger les opérations de secours) :* soutient l'amendement n° 182 de M. Joseph Franceschi (conservation de l'article 101 de la loi du 2 mars 1982) : rejeté (p. 3785) ; son amendement n° 190 (responsabilité de l'autorité disposant des moyens d'intervention) : rejeté ; contre l'amendement n° 68 de la commission des lois (tendant à autoriser le Premier ministre à placer les opérations de secours, lorsqu'elles intéressent plusieurs départements, sous la direction d'un seul représentant de l'Etat) et l'amendement n° 15 de la commission de la production (même objet) (p. 3786).
Article 7 *(pouvoirs des représentants de l'Etat dans le département) :* son amendement n° 158 soutenu par M. Georges Le Baill (application des plans O.R.S.E.C. départementaux aux secours en montagne et en mer) : rejeté (p. 3801).
Article 9 *bis* *(réparation des dommages subis par les personnes requises) :* ses observations (p. 3802).
Article 11 *(financement des opérations de secours) :* ses observations ; soutient l'amendement n° 191 de M. Louis Besson (rappel du 7° de l'article L. 221-2 du code des communes) : rejeté (p. 3805) ; son amendement n° 162 soutenu par M. Bernard Derosier (mise en conformité des conventions et accords conclus antérieurement avec la présente loi, dans un délai d'un an) : rejeté (p. 3807).
Après l'article 11 : contre l'amendement n° 25 rectifié de la commission de la production (rédaction de l'article 96 du code montagne ne faisant plus référence à l'article 101 de la loi du 2 mars 1982) (p. 3807, 3808).
Article 14 *(abrogation de l'article 101 de la loi du 2 mars 1982) :* ses observations (p. 3812) ; ses amendements n° 195 et 196 : devenus sans objet (p. 3812).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

Electronique (industrie — et composants) (p. 4808).

Questions (p. 4813) :

Electronique (filière —) (p. 4824).

Tourisme. — *Questions* [27 octobre 1987] :

Tourisme associatif (p. 4887).

Jeunesse et sports. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Actions en faveur de la jeunesse (priorité aux —) (p. 4932).
Associations (p. 4933).
Budget de la jeunesse et des sports (artifices de présentation du —) (p. 4933).
Education populaire (atteinte à la notion de —) (p. 4933).

SIFFRE (Jacques)

Député des Bouches-du-Rhône
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

SIRGUE (Pierre)

Député de la Gironde
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614) [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Guy Le Jaouen tendant à réformer le service extérieur des pompes funèbres (n° 644) [8 juillet 1987] (p. 3875).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Fonctionnaires d'aide à la décision (p. 4520).
Séparation des pouvoirs (p. 4520).

Questions (p. 4528) :

Fonctionnaires d'aide à la décision (p. 4531).
Instruction (collégialité de l'—) (p. 4531).

SOISSON (Jean-Pierre)

Député de l'Yonne
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie général et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Situation en Nouvelle-Calédonie [28 octobre 1987] (p. 4977) ; projet de statut de la Nouvelle-Calédonie (p. 4978).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Contre la question préalable opposée par M. André Lajoinie soutenue par M. Jean-Claude Gayssot (p. 1029, 1030).
Formes de l'aménagement du temps de travail :
— modulation des heures de travail (et notamment condition de mise en œuvre) (p. 1029, 1030).
Loi du 28 février 1986, dite loi « Delebarre » (p. 1029, 1030).
Sources du droit du travail (création d'un système pluraliste de —) (p. 1030).

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe, discussion [26 mai 1987] :

Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (p. 1677, 1678).
Partenaires sociaux (associations et attitude des —) (p. 1677).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] :

Apprentis (rémunération des —) (p. 3490).
Apprentissage :
— inspecteurs de l'— (p. 3490) ;
— situation et résultats de l'— (p. 3488, 3489).
C.A.P (et classes pré-professionnelles de niveau et préparatoires à l'apprentissage) (p. 3489).
Régions (rôle des —) (p. 3489, 3490).

Discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 1er *(définition de l'apprentissage) :* C.A.P. (p. 3534) ; réorganisation de l'A.F.P.A. (association pour la formation professionnelle des adultes) (p. 3536, 3537) ; contre l'amendement n° 35 corrigé de la commission (signature des arrêtés homologant des titres par les ministres chargés de l'apprentissage) (p. 3538) ; contre les amendements n° 12 de Mme Jacqueline Hoffmann et n° 36 de la commission (rédactionnels) (p. 3539) ; contre l'amendement n° 81 de M. Michel Berson (participation à l'apprentissage des établissements d'enseignement technologique reconnus par l'Etat) ; compétences des régions en matière d'apprentissage (p. 3540).

Article 7 *(contrôle sur les C.F.A.) :* souhaite l'exercice du contrôle pédagogique par les régions ; compensation financière de l'accroissement de charges leur incombant (p. 3573) ; son amendement n° 124 (contrôle pédagogique conjoint de l'Etat et de la région) (p. 3574) ; retiré (p. 3575).

Article 10 *(agrément des employeurs) :* contre les amendements n° 44 corrigé de la commission et n° 99 de M. Michel Berson (avis de la chambre d'agriculture ou d'une commission paritaire départementale constituée par les organisations professionnelles de branche chargée de la gestion de l'apprentissage) ; remise en cause du rôle des chambres des métiers (p. 3580) ; rôle des comités départementaux de la formation professionnelle (p. 3581).

Article 16 *bis* *(inspection de l'apprentissage — intégration des inspecteurs dans le corps des inspecteurs de l'enseignement technique) :* ses observations ; intégration des 62 contractuels (p. 3602).

Article 18 *(schéma prévisionnel régional de l'apprentissage) :* contre l'amendement n° 113 de M. Michel Berson (suppression de l'obligation faite au préfet de tenir compte du schéma prévisionnel régional de l'apprentissage) (p. 3612).

Après l'article 18 : pour l'amendement n° 54 de la commission (composition du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage ; présence d'un représentant de chaque région) (p. 3612).

Article 19 *(contrats d'objectifs en matière de formation professionnelle) :* contre l'amendement n° 8 de Mme Jacqueline Hoffmann (conclusion des contrats d'objectifs après avis du comité régional de la formation professionnelle et délibération du conseil régional) (p. 3614).

Article 20 *(date d'entrée en vigueur et modalités d'application de la loi dans les départements d'Alsace et de Moselle) :* maintien du droit applicable aux départements d'Alsace-Moselle (p. 3617).

Explications de vote (p. 3618) :

Contrôle pédagogique des régions (p. 3618).
Vote favorable du groupe U.D.F. (p. 3619).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Avant l'article 56 : son amendement n° 328 soutenu par M. Gérard Trémège (communes fusionnées ; maires délégués des communes associés membres de droit de la commission communale des impôts directs) (p. 5852) ; retiré (p. 5853).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :

Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :
— absence d'accord politique en Nouvelle-Calédonie (U.D.F.) (p. 6310).

Organisation des pouvoirs publics en Nouvelle-Calédonie :
— conseil exécutif (règles de majorité et pouvoir de substitution du commissaire de la République) (p. 6311) ;
— haut-commissaire de la République (p. 6310, 6311) ;
— régionalisation (p. 6310, 6311) ;
— régions (redécoupage des —) (p. 6311).

Discussion des articles [25 novembre 1987] :

Titre II : *de l'organisation des pouvoirs publics du territoire.*
Chapitre Ier : *le conseil exécutif.*
Section 3 : attributions du conseil exécutif et de son président.
Article 31 *(compétences du conseil exécutif)* : ses observations sur l'amendement n° 98 de M. Roger Holeindre (approbation de l'Etat pour le programme des vols nolisés) (p. 6374).
Article 40 *(modalités d'exercice des attributions du conseil exécutif)* : pour l'amendement n° 138 du Gouvernement (réduction du domaine des décisions où la majorité qualifiée des deux tiers est exigée) (p. 6379).
Titre III : des institutions de la région.
Chapitre IV : *les ressources et le budget de la région.*
Article 113 *(les ressources de la région)* : ses observations (p. 6414, 6415).
Titre VII : dispositions diverses et transitoires.
Article 147 *(entrée en application de la loi)* : ses observations ; importance du compromis réalisé sur l'article 40 (p. 6448).

SOUCHON (René)

Député du Cantal
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3732).

DEPOTS

Conclusions de la délégation pour les communautés européennes n° 9/87 : récentes propositions de la commission des communautés européennes en matière de **politique socio-structurelle agricole** [3 juin 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Politique agricole en zone de montagne : limitation de la production laitière en montagne ; exonération des quotas laitiers pour les producteurs de lait de montagne [27 mai 1987] (p. 1706) ;

— Quotas laitiers en zones de montagne : déclaration de M. Charles Pasqua [7 octobre 1987] (p. 3990, 3991).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 juin 1987] :

Conservatoire de la forêt méditerranéenne (p. 3298).
Forêts (lutte contre les incendies de —) (p. 3297, 3298).

Discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*
Chapitre III : *défense de la forêt contre l'incendie.*
Article 17 *(effets de la déclaration d'utilité publique)* : son amendement n° 211 soutenu par M. Georges Le Baill (de suppression) : rejeté ; son amendement n° 212 soutenu par M. Georges Le Baill (insertion des dispositions relatives aux exceptions au contrôle des défrichements) : rejeté (p. 3844).
Article 18 *(mise en valeur agricole ou pastorale)* : son amendement n° 165 soutenu par M. Georges Le Baill (extension des dispositions aux végétations arbusives) : devenu sans objet (p. 3845) ; son amendement n° 166 soutenu et corrigé par M. Georges Le Baill (suppression de l'avant dernier alinéa du texte proposé) ; son amendement n° 167 soutenu et corrigé par M. Georges Le Baill (suppression du dernier alinéa du texte proposé) : rejetés (p. 3846).
Article 19 *(financement du débroussaillement)* : son amendement n° 213 soutenu par M. Georges Le Baill (de suppression) (p. 3847) ; rejeté (p. 3848).
Après l'article 24 ***quater*** : son amendement n° 184 soutenu par M. Georges Le Baill (création de forêts de protection) : rejeté (p. 3853).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Espace rural (aménagement de l'—) (p. 4740).
Recherche (p. 4142).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Examen des fascicules* [4 novembre 1987] :

Zones rurales (restructuration) (p. 5380, 5381).

SOUM (Renée)

Député des Pyrénées-Orientales
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Examen du fascicule* [28 octobre 1987] :

Echec scolaire (plan pour la réussite scolaire) (p. 4995, 4996).
Plan prospectif pour l'enseignement (et hypothèse d'une loi-programme) (p. 4996).
Professeurs et instituteurs :
— recrutement (crise du —), formation initiale et continue et statut (p. 4996).

Culture. — *Questions* [30 octobre 1987] :

Cinéma français (crise du —) (p. 5151).

SOURDILLE (Jacques)

Député des Ardennes
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (coopération) [8 octobre 1987] (p. 4075).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 9 : **coopération (n° 960)** [8 octobre 1987].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des finances sur le problème de la **dette des pays en voie de développement (n° 1039)** [13 novembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [22 octobre 1987] :

Action sanitaire (et notamment S.I.D.A.) (p. 4654).
Afrique subsaharienne (situation des pays d'—, endettement, programmes d'ajustement) (p. 4654).
Aide bilatérale (p. 4654).
Aide multilatérale (p. 4654).
Aide publique au développement (niveau de 0,7 % du P.I.B.) (p. 4653).
Assistance technique (p. 4653).
Concours financiers (p. 4653).
Education et action culturelle (notamment francophonie) (p. 4654).
Edudiants étrangers (bourses d'études, retour au pays des —) (p. 4653, 4558).
Fonds d'aide et de coopération (F.A.C.) (p. 4653).
Ministère de la coopération (budget, moyens et modernisation du —) (p. 4653).
Organismes non gouvernementaux (O.N.G.) et coopération décentralisée (p. 4654).
Vote hostile demandé par M. Guy Vadepied, rapporteur pour avis, à titre personnel (p. 4669).

Vote des crédits [22 octobre 1987] :

Etat B, titre IV : contre l'amendement n° 63 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits destinés à l'association des volontaires du progrès) ; coûts comparés d'un coopérant et d'un volontaire du progrès (p. 4671).

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Gestion de la sécurité sociale (p. 5311).

SPIELER (Robert)

Député du Bas-Rhin
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

STASI (Bernard)

Député de la Marne
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi organique tendant à compléter l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux **lois de finances** pour permettre le **développement des contributions volontaires aux grandes causes nationales (n° 828)** [5 juin 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Travaux du conseil national palestinien et position du Gouvernement français face à la conférence internationale de paix [29 avril 1987] (p. 737).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Ethanol (production et marquage de l'—) (p. 4761).

STIEVENARD (Gisèle)

Député de Paris
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Pauvreté : proposition socialiste d'instauration d'un revenu minimum d'insertion [18 novembre 1987] (p. 6015).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, discussion des articles [15 mai 1987] (p. 1203) :

Après l'article 2 : soutient l'amendement n° 78 de M. Gérard Collomb (précision de la notion de travail intermittent) ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 1212, 1213).

Article 4 *(droits des salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent)* : ses observations ; faiblesse de la demande intérieure (p. 1240).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 mai 1987] :

Chômage de longue durée (statistiques du —) (p. 1466).
Chômeurs de longue durée (exclusion du marché du travail des —) (p. 1466).
Formation (actions de —) (p. 1467).
Réinsertion (actions de —) (p. 1467).
Substitution d'une main-d'œuvre à une autre (risque de —) (p. 1466, 1467).
Travail (aménagement du temps de —) (p. 1467).

Discussion des articles [22 mai 1987] :

Titre Ier : *actions en faveur des personnes rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Article 1er *(financement par l'Etat d'actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi)* : soutient l'amendement n° 70 de M. Michel Coffineau (fixation d'un quota minimal de stagiaires cumulant des handicaps à accueillir dans les effectifs de stages conventionnés) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1531).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Politiques sociales et sectorielles :
— pauvreté (lutte contre la —) (p. 5243, 5244, 5245).

Vote des crédits [3 novembre 1987] :

Avant l'article 64 : soutient l'amendement n° 204 de M. Christian Goux (Gouvernement devant présenter au Parlement en 1988 un rapport exposant les moyens en crédit mis en œuvre ainsi que l'utilisation qui en est faite région par région dans le cadre des plans d'urgence afin de lutte contre la grande pauvreté et la précarité sociale et culturelle) (p. 5330, 5331) ; rejeté (p. 5332).

STIRBOIS (Jean-Pierre)

Député des Hauts-de-Seine
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Propos tenus par le secrétaire d'Etat chargé des droits de l'Homme : légitimité du Front national ; réforme du code de la nationalité [15 avril 1987] (p. 352) ;

— Situation des usines Dassault et vente d'avions à l'Afrique du Sud [18 novembre 1987] (p. 6012).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Après l'article 10 : soutient le sous-amendement n° 94 de M. Bruno Gollnisch à l'amendement n° 74 du Gouvernement (attentats commis par l'A.N.C. en Afrique du Sud par le supplice du collier) (p. 4172) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 4173).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— propositions du Front national en matière d'emploi (et notamment préférence nationale) (p. 5221, 5222).
Politique de la santé :
— lutte contre le S.I.D.A. (p. 5222, 5223).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier de la Constitution, ainsi que débat et vote sur cette déclaration (n° 1105).

Explications de vote [3 décembre 1987] :

Cohabitation (p. 6752).
Engagements électoraux (respect des —) (p. 6750).
Immigration (conséquences de l'— sur le chômage et la criminalité) (p. 6750, 6751).
Rapport Hannoun (p. 6751).
Sécurité (politique en faveur de la —) (p. 6751).

— Son rappel au règlement : propos tenus par M. Jacques Chirac lors de la séance du 3 décembre ; « amalgame » à propos de l'identité nationale [4 décembre 1987] (p. 6782).

STIRN (Olivier)

Député de la Manche
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 avril 1987] :

Soutient la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 302) ; rejetée au scrutin public (p. 306).
Déséquilibres socio-culturels en Nouvelle-Calédonie (p. 303).
Référendum (opportunité du —) (p. 303).
Régionalisation (et notamment politique du Gouvernement à l'égard des régions) (p. 303).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier Ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Questions* [5 novembre 1987] :

Afrique du Sud (sanctions à l'encontre du Gouvernement d'—) (p. 5476).
Namibie (attitude du Gouvernement à l'égard de la —) (p. 5476).

STRAUSS-KAHN (Dominique)

Député de la Haute-Savoie
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des finances sur le **problème de la dette des pays en voie de développement (n° 1039)** [13 novembre 1987].

SUBLET (Marie-Josèphe)

Député du Rhône
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 mai 1987] :

Fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (p. 1321).
Handicapés :
— insertion sociale et professionnelle (p. 1320).
Partenaires sociaux (sensibilisation des — au problème des handicapés) (p. 1321).
Programme en faveur de l'emploi (insertion de mesures spécifiques pour les handicapés) (p. 1321).

Discussion des articles [19 mai 1987] [20 mai 1987] :

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-1 du code du travail* (définition de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 27 (contribution des entreprises de travail temporaire au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : rejeté (p. 1337) ; *article L. 323-2 du code du travail* (application de l'obligation d'emploi dans les collectivités et organismes publics) : son amendement n° 32 rectifié (communication de la liste des postes proposés aux personnes handicapées dans le secteur public et de la liste des postes occupés par les personnes handicapées à l'A.N.P.E. et aux équipes de préparation et de suite au reclassement) : rejeté (p. 1340) ; *article L. 323-4 du code du travail* (calcul des effectifs

de l'entreprise et du nombre des bénéficiaires de l'obligation d'emploi) : son amendement n° 36 (entreprise devant s'acquitter de la contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) (p. 1377) ; rejeté au scrutin public ; son amendement n° 39 (médecin du travail et comité technique d'orientation et de reclassement professionnel devant émettre un avis sur le bien fondé d'une prise en compte multiple des bénéficiaires) : rejeté (p. 1378) ; *article L. 323-8-2 du code du travail* (contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : son amendement n° 49 (caractère obligatoire de l'avis du comité d'entreprise pour le versement de la contribution au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : rejeté (p. 1387) ; son amendement n° 51 (majoration de la contribution due par une entreprise de 25 % dès lors que celle-ci s'acquitte de l'obligation d'emploi dans les conditions prévues au présent article pour plus de cinq années consécutives) : rejeté (p. 1401) ; *article L. 323-8-3 du code du travail* (gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : son amendement n° 54 (délégation régionale élaborant un programme d'action générale et gérant les fonds déconcentrés du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) (p. 1403) ; rejeté (p. 1404) ; *article L. 323-8-4 du code du travail* (actions financées par le fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés) : son amendement n° 57 (financement des équipes de préparation et de suite au reclassement) (p. 1405) ; rejeté (p. 1406) ; *article L. 323-8-5 du code du travail* (déclaration annuelle des employeurs) : son amendement n° 60 (déclaration annuelle des employeurs devant fournir la liste des postes susceptibles d'être occupés par des personnes handicapés) : rejeté (p. 1409).

Article 3 *(commission départementale des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés)* : son amendement n° 72 (moyens mis à la disposition de la commission) : retiré (p. 1418).

— Projet de loi relatif aux obligations en matière de vente ou d'échange de certains objets mobiliers et à la répression du recel (n° 625).

Première lecture, avant la discussion des articles [29 juin 1987] :

Banlieues urbaines (vols et recels dans les —) (p. 3354).
Conseils communaux de prévention de la délinquance (action des —) (p. 3354).
Objets mobiliers (marquage des —) (p. 3354).
Objets volés (développement du civisme pour luttre contre l'achat d'—) (p. 3354).
Recel (lutte contre le —) (p. 3354).

Discussion des articles :

Chapitre Ier : *dispositions relatives à la vente et à l'échange de certains objets mobiliers.*

Après l'article 2 : son sous-amendement n° 19 à l'amendement n° 16 de M. Gilbert Bonnemaison (tendant à préciser que les registres tenus par les vendeurs professionnels d'objets mobiliers usagers ou anciens contiennent les éléments d'identification technique et commerciale du meuble vendu) (p. 3355) ; adopté ; son sous-amendement n° 18 à l'amendement n° 11 de M. Gilbert Bonnemaison (tendant à introduire des représentants des ministères de l'intérieur et des finances dans le conseil consultatif pour la prévention et la répression du recel (p. 3356) ; rejeté.

Chapitre II : *dispositions modifiant le code pénal.*

Article 5 *(recel simple — recel professionnel ou habituel. Peines complémentaires)* : son sous-amendement n° 20 à l'amendement n° 17 de M. Gilbert Bonnemaison (tendant à compléter la définition du recel) (p. 3357) ; rejeté ; son sous-amendement n° 21 (tendant à supprimer dans l'amendement n° 17 la référence aux peines encourues (p. 3357) ; rejetés (p. 3358).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre II : *maîtrise de l'urbanisme.*

Article 16 *(prise en compte des risques naturels ou technologiques dans les différents documents d'urbanisme)* : ses observations (p. 3825) ; son amendement n° 164 (création de zones de vigilance) (p. 3827) ; rejeté (p. 3828).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :
— difficultés d'insertion des jeunes (p. 5300).

SUEUR (Jean-Pierre)

Député du Loiret
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687) [*J.O.* du 17 juin 1987] (p. 6504).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [*J.O.* du 30 juin 1987] (p. 7066).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Sécurité sociale : tenue des états généraux de la sécurité sociale alors que le Gouvernement a déjà décidé des mesures qu'il prendrait ; déficit de la sécurité sociale ; exclusion du Parlement de cette consultation [12 novembre 1987] (p. 5747).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 avril 1987] :

P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— âge de la retraite et retraite à soixante ans (p. 406) ;
— durée de cotisation donnant droit à une retraite à taux plein (p. 406) ;
— capitalisation (retraite par —) (p. 405) ;
— inégalités (accroissement des — du fait du P.E.R.) (p. 406) ;
— prélèvement libératoire optionnel (p. 405) ;
— répartition (retraite par —) (p. 405) ;
— sortie du P.E.R. (rente viagère ou capital) (p. 406).

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Alcoolisme (mesures prises par le Gouvernement contredisant l'effort de lutte contre l'— et notamment relatives au privilège des bouilleurs de crus) (p. 614).
alcoolisme au volant (généralités et sanctions de l'—) :
— accidents corporels et mortels (p. 614) ;
— Anne Cellier (décès accidentel d'—) (p. 614) ;
— ethylotests et éthylomètres (équipement des forces de gendarmerie et de police) (p. 614) ;
— peines de substitution (travaux d'intérêt général) (p. 614).
Publicité pour l'alcool (p. 614).

Discussion de l'article unique :

Après l'article unique : contre l'amendement n° 33 de M. René André (possibilité pour les personnes contrôlées de demander une analyse de sang pour vérifier les résultats donnés par les éthylomètres et les éthylotests) (p. 619).

— Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Chef de service (statut et rôle du —) (p. 749, 750).
Médecins hospitaliers (nombre, formation et statut des —) (p. 750).

Personnel non médical de l'hôpital (p. 750).
Politique hospitalière menée entre 1981 et 1986 (et notamment départementalisation) (p. 750).
Secteur privé hospitalier (réintroduction du — à l'hôpital public) (p. 749, 751).
Service (rétablissement du —) (p. 750).

Discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre Ier : *organisation des établissements d'hospitalisation publics.*

Article 4 *(compétences des commissions médicales d'établissement)* : ses observations ; réforme des études médicales (p. 798) ; soutient l'amendement n° 148 de M. Claude Bartolone (de suppression) : rejeté (p. 799).

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Déréglementations (p. 1036).
Durée du travail (et notamment association de l'aménagement du temps de travail avec la réduction de la — et comparaisons internationales) (p. 1036).
Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1035).
Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (et conditions générales de mise en œuvre) (p. 1036).

Son rappel au règlement : nombre de salariés qui effectuaient 44 heures et plus de travail par semaine (p. 1096, 1097).

Taddei (rapport — « des machines et des hommes ») (p. 1036).

Discussion des articles [13 mai 1987], [14 mai 1987], [15 mai 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 229 de M. Gérard Collomb (composition de la délégation de chacune des organisations représentatives parties à des négociations dans l'entreprise) (p. 1100) ; statistiques sur le nombre d'heures de travail effectives ; rejeté au scrutin public (p. 1101) ; soutient l'amendement n° 69 de M. Gérard Collomb (cas de recours au travail à durée déterminée) (p. 1107) ; rejeté (p. 1108) ; soutient l'amendement n° 72 de M. Gérard Collomb (suppression des contrats à durée déterminée successifs) (p. 1109) ; rejeté.

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* : soutient l'amendement n° 73 de M. Gérard Collomb (de suppression) (p. 1141) ; rejeté au scrutin public (p. 1142).

Article 2 *(récupération)* : son opposition (p. 1167).

Article 4 *(droits des salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent)* : son opposition ; réduction du temps de travail (p. 1238) ; soutient l'amendement n° 87 de M. Gérard Collomb (de suppression) (p. 1241) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1242) ; soutient l'amendement n° 91 de M. Gérard Collomb (bénéfice, pour les travailleurs intermittents, des accords sur la mensualisation) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1247).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 et 5 juin 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (Socialiste) (p. 1985) ; rejetée au scrutin public (p. 1993).
Dispositions relatives à la protection sociale :
— financement de la sécurité sociale (p. 1987).
Dispositions relatives à la santé :
— S.I.D.A. (dépistage anonyme et gratuit du —) (p. 1986).
Dispositions relatives aux études médicales :
— réforme du troisième cycle des études médicales (p. 1987) ;
— situation des généralistes (ou résidents) (p. 1987).
Dispositions relatives au travail et à l'emploi :
— adhésion des collectivités locales au régime d'assurance chômage pour les agents non titulaires (p. 1986) ;
— recherche d'emploi pour les chômeurs de 55 ans non indemnisée (dispense de —) (p. 1989, 1990) ;
— stages d'initiation à la vie professionnelle (régime des —) (p. 1988, 1989).
Dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat :
— contractuels (recrutement des —) (p. 1990) ;
— délégation du pouvoir disciplinaire et du pouvoir de nomination (p. 1989, 1990) ;
— handicapés (recrutement des —) (p. 1986).
C.N.R.S. (validation des décisions prises par les sections du —) (p. 1986, 1987).

Son rappel au règlement : conditions dans lesquelles peut être présentée une exception d'irrecevabilité ; statistiques sur l'emploi (p. 1993, 1994).

Techniques du D.M.O.S. (p. 1985).

Discussion des articles [9 juin 1987] [10 juin 1987] [11 juin 1987] :

Titre Ier : *Dispositions relatives à la protection sociale.*

Article 6 *(bénéfice de l'exonération de cotisation pour l'emploi d'une aide à domicile)* : nécessité de fixer un plafond de ressource ; situation des associations salariant des aides ménagères à domicile (p. 2074).

Article 9 *(délai de prescription applicable aux cotisations sociales agricoles)* : soutient l'amendement n° 131 de Mme Martine Frachon (délai de reprise des cotisations de sécurité sociale étant fixés à cinq ans) : rejeté.

Article 10 *(garantie de paiement relative aux cotisations sociales agricoles)* : soutient l'amendement n° 132 de Mme Martine Frachon (prestations familiales du régime agricole étant incessible et insaisissable) : rejeté (p. 2077).

Article 15 *(exonération de cotisation dans le cadre d'associations intermédiaires)* : situation des jeunes dans les associations intermédiaires (p. 2080) ; rôle des organisations professionnelles (p. 2081).

Après l'article 15 : ses observations sur l'amendement n° 86 de M. Bernard-Claude Savy (assiette de la taxe sur la publicité pharmaceutique) (p. 2082) ; demande une suspension de séance (p. 2089).

Après l'article 15 : ses observations sur l'amendement n° 225 du Gouvernement (montant des taxes sur les betteraves, céréales et graines oléagineuses portées au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles).

Article 16 *(dépistage anonyme et gratuit du S.I.D.A.)* : contre l'amendement n° 279 de M. François Bachelot (de suppression) (p. 2098).

Après l'article 24 : contre l'amendement n° 97 de M. Pierre Delmar (représentation des pharmaciens salariés au sein de l'ordre national des pharmaciens) (p. 2109).

Après l'article 27 : ses observations sur l'amendement n° 295 du Gouvernement (personnel des termes nationaux d'Aix-les-Bains étant soumis aux dispositions du Titre II du statut de la fonction publique de l'Etat) (p. 2111) ; contre l'amendement n° 297 du Gouvernement (établissements pouvant récupérer sur le tiers responsable d'accident les charges sociales continuant d'être dues pendant les périodes d'indisponibilité des fonctionnaires victimes d'accident) ; *son rappel au règlement* : ses observations sur le mot « autres » employé sans déterminant devant un nom pluriel coordonné (p. 2112) ; contre l'amendement n° 302 du Gouvernement (retrait des personnels des termes nationaux d'Aix-les-Bains du champ d'application du Titre IV du statut de la fonction publique) (p. 2114).

Titre IV : *dispositions relatives au travail et à l'emploi.*

Article 31 *(dispositions relatives au départ à la retraite des salariés)* : son approbation (p. 2133) ; demande une suspension de séance (p. 2138).

Article 33 *(dispense de recherche d'emploi pour certaines catégories de chômeurs)* : ses observations (p. 2140).

Article 37 *(exonération de cotisations sociales de l'indemnité complémentaire versée aux jeunes en stages d'initiation à la vie professionnelle)* : ses observations (p. 2148) ; soutient l'amendement n° 185 de Mme Martine Frachon (définition du stage d'initiation à la vie professionnelle) (p. 2152).

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*

Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales)* : son opposition (p. 2197, 2198) ; soutient l'amendement n° 140 de M. Claude Bartolone (généralistes étant formés par un internat) (p. 2211) ; rejeté au scrutin public (p. 2212) ; soutient l'amendement n° 235 de M. Claude Bartolone (cas où un étudiant peut se représenter à son examen) : rejeté (p. 2219) ; soutient l'amendement n° 143 de M. Claude Bartolone (programme de l'examen classant et validant) (p. 2219) ; rejeté (p. 2220) ; soutient l'amendement n° 146 de M. Claude Bartolone (durée de l'internat) (p. 2221) ; rejeté (p. 2222) ; soutient l'amendement n° 150 corrigé de M. Claude Bartolone (qualification du doctorat de médecine générale) : rejeté (p. 2223) ; soutient l'amendement n° 236 de M. Claude Bartolone (identité des statuts des étudiants de troisième cycle) (p. 2225) ; rejeté (p. 2226) ; soutient l'amendement n° 159 de M. Claude Bartolone (de cohérence) : rejeté (p. 2227).

Article 30 (précédemment réservé) *(décret d'application de l'article 28)* : décret que le Gouvernement entend prendre pour appliquer l'article 28 ; soutient l'amendement n° 175 de M. Claude Bartolone (possibilité pour le Gouvernement de prendre des mesures transitoires jusqu'au 1er octobre 1990) (p. 2231) ; rejeté (p. 2232).

Titre VI : *dispositions diverses.*

Avant l'article 46 : son rappel au règlement : dépôt tardif de l'amendement n° 274 de M. Pelchat (absence de service fait résultant d'une cessation concertée du travail dans l'aviation civile donnant lieu à une retenue ne pouvant être inférieure, pour chaque période de vingt-quatre heures, au trentième du traitement mensuel des personnes concernées) et du sous-amendement n° 347 corrigé de M. Alain Lamassoure (extension du champ d'application de l'amendement aux personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics) ; demande une réunion de la commission (p. 2295).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381) ; rejetée au scrutin public (p. 3382).

D.M.O.S. (technique du — et procédure d'examen et contenu du présent projet) (p. 3376, 3377, 3378).

Etudes médicales (réforme des — et médecine générale) (p. 3381).

Fonction publique :

— contractuels (recrutement de —) (p. 3381) ;

— grève dans le secteur public (réglementation du droit de — et règle du trentième indivisible) (p. 3378, 3379, 3380, 3381) ;

— sanctions du second groupe (p. 3381).

Groupements d'employeurs (p. 3378).

Personnes âgées (recours à une tierce personne) (p. 3378).

Son rappel au règlement (demande une suspension de séance ; heure tardive de la levée de séance ; procédure mise en œuvre pour faire adopter les dispositions sur le droit de grève dans le secteur public) (p. 3382, 3383).

Son rappel au règlement (refus de M. Claude Labbé, vice-président, d'accorder une demande de suspension de séance au groupe socialiste pour l'examen des dispositions relatives au droit de grève dans la fonction publique ; demande une nouvelle suspension de séance : celle-ci est rejetée par l'Assemblée) (p. 3386).

Son rappel au règlement (dépôt de l'amendement n° 1 du Gouvernement relatif au financement de la formation professionnelle continue et de la formation en alternance des jeunes ; demande une suspension de séance) (p. 3400, 3401).

Travail et emploi :

— formation professionnelle continue (taux de cotisation consacré à la — et niveau du quota consacré à la formation en alternance des jeunes) (p. 3378) ;

— formation professionnelle des jeunes (contrats de qualification et S.I.V.P.) (p. 3378).

Explications de vote [30 juin 1987] :

D.M.O.S. (technique du — et contenu et conditions d'examen du présent projet) (p. 3408).

Formation en alternance et formation professionnelle continue (financement des) (p. 3408).

Grève dans le secteur public (exercice du droit de —) (p. 3408, 3409).

Vote négatif du groupe socialiste (p. 3409).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe sur les conclusions du rapport de commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, relatives au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 857) (p. 2866, 2868) ; rejetée au scrutin public (p. 2872).

Concertation (nécessité d'une — avec les partenaires sociaux) (p. 2866, 2868, 2871).

Contrôle et information du Parlement sur le budget social de la nation (constitutionnalité, opportunité) (p. 2866, 2867).

Etats généraux (opportunité et enjeux des —) (p. 2866).

Partenaires sociaux (articulation des prérogatives des — avec le contrôle du Parlement) (p. 2866, 2867).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Article 1er *(modalités de calcul du complément d'indemnisation)* : ses observations (p. 3197).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre V : *prévention des risques technologiques.*

Avant l'article 30 : soutient l'amendement n° 199 rectifié de M. Guy Michel Chauveau (établissement d'une carte des installations industrielles et du flux des matières dangereuses) (p. 3859) ; rejeté (p. 3860).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Allégements d'impôt (p. 4261).

Déficit budgétaire (et des administrations) (p. 4260).

Emploi (politique de l'— et de la formation professionnelle) (p. 4260).

Finances publiques (programmation à moyen terme des — et « bombes à retardement ») (p. 4260).

Deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Questions* [26 octobre 1987] :

Personnels techniques (recrutement et statut des —) (p. 4858).

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Questions* [28 octobre 1987] :

A.T.O.S. (réduction des effectifs) (p. 5005).

II. Recherche et enseignement supérieur. — *Examen des fascicules* [29 octobre 1987] :

Enseignement supérieur :

Doctorat (p. 5090).

Etudiants (nombre d'— notamment en première année) (p. 5090).

Premiers cycles universitaires (p. 5090).

Universités (statut des — et application de l'article 33 de la loi de 1984) (p. 5089, 5090, 5093).

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Politiques sociales et sectorielles :

— handicapés (politique en faveur des —) (p. 5252, 5253).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Crédit agricole :

— indépendance du — à l'égard de l'Etat (p. 6124, 6125) ;

— maintien de la vocation et du rôle spécifique du — (p. 6125).

Mutualisation ou privatisation (p. 6125).

Recettes (affectation des — de la mutualisation) (p. 6125).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [22 décembre 1987] :

Assurance maladie des mères de famille (p. 8046).

Cessation anticipée d'activité des médecins (p. 8046).

Etats généraux de la sécurité sociale (p. 8045).

Exonération des charges sociales pour l'emploi d'une aide ménagère (p. 8046, 8047).

Mères célibataires (situation des —) (p. 8046).

Politique familiale (p. 8046).
Revenu minimum garanti (p. 8046).
Situation financière de la sécurité sociale (p. 8046).

T

TAUGOURDEAU (Martial)

Député de l'Eure-et-Loir
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

TAVERNIER (Yves)

Député de l'Essonne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971) [*J.O.* du 24 novembre 1987] (p. 13896).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Politique agricole** : négociations agricoles européennes [8 avril 1987] (p. 84) ;

— **Utilisation du produit de la privatisation de la Caisse nationale de crédit agricole** : contradiction entre les propos de M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et ceux de M. François Guillaume, ministre de l'agriculture [25 novembre 1987] (p. 6435).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Examen des fascicules* [23 octobre 1987] :

Aide alimentaire au tiers monde (p. 4732).
Enseignement agricole (p. 4733).
Marchés agricoles (organisation nationale et internationale des —) (p. 4733).

Vote des crédits :

Agriculture :

Etat B, titre III : (réduction de crédits) : rejeté ; soutient l'amendement n° 129 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) : rejeté (p. 4777) ; soutient l'amendement n° 134 de M. Pierre Joxe (réduction de crédits) (p. 4779) ; rejeté (p. 4780).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).**

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Agriculture (Etat et avenir) (p. 6099).
Crédit agricole :
— historique (p. 6099) ;
— indépendance du — à l'égard de l'Etat (p. 6099) ;
— maintien de la vocation et du rôle spécifique du — (p. 6099, 6100).

Discussion des articles [20 novembre 1987] [21 novembre 1987] :

Article 1er *(transformation en société anonyme de la Caisse nationale de crédit agricole après absorption du fonds de garantie) :* **son rappel au règlement** : rappelle que les rapporteurs de chaque commission exposent la décision prise à la majorité ; regrette que le rapporteur de la commission de la production ne soit pas présent (p. 6164) ; soutient l'amendement n° 38 de M. Pierre Joxe (tendant à rendre comme seuls actionnaires possibles les caisses régionales) (p. 6166) ; rejeté (p. 6168).

Article 2 *(gestion des actions de la société anonyme Caisse nationale du crédit agricole) :* ses observations sur l'affectation des ressources de la mutualisation de la C.N.C.A. (p. 6184) ; soutient l'amendement n° 41 de M. Pierre Joxe (tendant à permettre aux coopératives d'acheter des actions de la C.N.C.A.) : rejeté au scrutin public (p. 6190).

Après l'article 2 : soutient l'amendement n° 44 de M. Pierre Joxe (détermination de la valeur de la C.N.C.A.) (p. 6208) ; rejeté (p. 6209).

Article 3 *(modalités de fixation du prix de cession) :* ses observations (p. 6210).

Article 6 *(modalités de calcul des droits de vote dans la nouvelle société) :* ses observations sur la solidarité entre les caisses régionales (p. 6215) ; soutient l'amendement n° 52 de M. Pierre Joxe (modification de la répartition des droits de vote) ; soutient l'amendement n° 53 de M. Pierre Joxe (modification de la répartition des droits de vote) (p. 6218) ; amendement n° 52 : rejeté au scrutin public (p. 6219) ; amendement n° 53 : rejeté au scrutin public (p. 6220).

Article 7 *(conseil d'administration) :* ses observations sur la représentation des organisations professionnelles (p. 6221, 6222).

Article 13 *(conseil d'administration des caisses régionales) :* ses observations sur la constitutionnalité du projet (p. 6259).

Article 15 *(conditions d'entrée en vigueur de la mutualisation) :* soutient l'amendement n° 68 de M. Pierre Joxe (de suppression) (p. 6262) ; rejeté ; soutient l'amendement n° 69 de M. Pierre Joxe (habilitation du ministre de l'économie et des finances pour la détermination du prix de cession et du volume d'actions) : rejeté (p. 6263).

Titre *(projet de loi relatif à la mutualisation de la Caisse nationale du crédit agricole) :* soutient l'amendement n° 71 de M. Pierre Joxe (remplacement du mot « mutualisation » par le mot « privatisation ») : rejeté (p. 6264).

Explications de vote [21 novembre 1987] :

Caisses régionales (fonds propres et capacité financière de —) (p. 6265).
Crédit agricole (développement et adaptation) (p. 6265).
Mutualisation ou privatisation (p. 6265).
Recettes (affectation des — de la mutualisation) (p. 6265).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 6265).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [1er décembre 1987] :

Caisses régionales (fonds propres et capacité financière des (p. 6633).
Crédit agricole :
— historique du — (p. 6632).
Recettes (affectations des — de la mutualisation) (p. 6632).

Discussion du texte de la commission mixte paritaire [1er décembre 1987] :

Pour l'amendement n° 1 du Gouvernement (avantage identique à l'ensemble du personnel du crédit agricole) (p. 6638) ; contre l'amendement n° 2 rectifié du Gouvernement (majorité de 51 % au sein des conseils d'administration des caisses régionales des crédits agricoles) (p. 6639).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).**

Première lecture, avant la discussion des articles [7 décembre 1987] :

Crédit agricole (mutualisation du — et notamment affectation d'une partie du produit de cette opération à l'agriculture et à l'agro-alimentaire) (p. 6853).

Discussion des articles [8 décembre 1987] :

Article 4 et état B *(dépenses ordinaires des Services civils : ouverture) :* ses observations sur l'amendement n° 57 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'agriculture pour abonder les dotations consacrées à la restructuration laitière et à la lutte contre la leucose bovine) ; revenus des

agriculteurs ; quotas laitiers en zones de montagne ; emploi des fonds provenant de la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (p. 6880) ; ses observations sur l'amendement n° 67 de M. Christian Goux (prévoyant un rapport d'information sur l'utilisation des crédits budgétaires de l'éducation nationale et l'engagement du Gouvernement d'amener 80 % de chaque classe d'âge au niveau du baccalauréat) (p. 6885).

Avant l'article 12 : son rappel au réglement : financement des campagnes électorales ; allusion de M. Jean-Pierre Schenardi à une affaire en cours d'instruction ; augmentation des crédits d'information à caractère interministériel (p. 6898).

Article 13 *(régime fiscal de l'alcool éthylique d'origine agricole destiné à être utilisé comme carburant)* : approuve cet article ; possibilité d'étendre le dispositif de cet article à l'ensemble des produits végétaux (p. 6919).

Après l'article 13 : son rappel au réglement : ordre d'examen des amendements soumis à discussion commune (p. 6926) ; soutient l'amendement n° 18 de M. Pierre Joxe (désaffectation du produit de la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole en vue de son attribution à des actions en faveur de l'agriculture) ; contradiction entre les propos de MM. Balladur et Guillaume sur l'utilisation de ces fonds ; propos de M. Juppé sur des dotations en capital en faveur du secteur agricole et agro-alimentaire ; possibilité de financer des investissements agricoles ; hypothèse de l'affectation de ces fonds aux offices par produit ; office du lait (p. 6927) ; recul de la majorité (p. 6928) ; affectation des fonds aux offices par produit et notamment à ceux du lait et des céréales (p. 6929) ; propos de M. Cointat sur l'affectation à l'agriculture du produit de la cession du crédit agricole ; respect des engagements gouvernementaux (p. 6931).

TENAILLON (Paul-Louis)

Député des Yvelines
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la république [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614) [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036).

Membre du comité des finances locales [*J.O.* du 22 mai 1987] (p. 5628).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie (n° 781) [21 mai 1987] (p. 1491).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Roland Blum tendant à modifier l'article 357-2 du code pénal relatif au délit d'abandon de famille (n° 811) [1er juillet 1987] (p. 3523).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie (n° 781) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7524).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'amélioration de la décentralisation (n° 973) [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14706).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matières de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 781), adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à l'organisation de la **sécurité civile**, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs **(n° 870)** [18 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'**organisation de la sécurité civile**, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs **(n° 938)** [9 juillet 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Statut de la régie Renault** : [7 octobre 1987] (p. 3994, 3995).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [26 juin 1987] :

Catastrophes et risques (énumération des —) (p. 3271).
Forêt (lutte contre les incendies de —) (p. 3271, 3273).
Information (p. 3272, 3274).
Peines (aggravation des — pour les responsables d'incendies de forêt) (p. 3273).
Pilotes de Canadair (amélioration du statut des —) (p. 3273).
Plans d'urgence (p. 3273).
Plans O.R.S.E.C. (p. 3272, 3273).
Préfet de zone (pouvoirs du —) (p. 3272).
Sapeurs-pompiers (organisation et rôle) (p. 3273).
Secours (financement des opérations de —) (p. 3272).
Sécurité civile (organisation de la —) (p. 3272).
Urbanisation (maîtrise de l'— autour des sites dangereux) (p. 3274).
Zones de défense (p. 3272).

Discussion des articles [8 juillet 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 187 de M. Georges Le Baill (domaines visés par le projet de loi) (p. 3772).

Titre Ier : *organisation de la sécurité civile.*

Article 1er *(définition de la sécurité civile ; plans d'organisation des secours ; urgence)* : pour l'amendement n° 107 de la commission de la défense (définition de la sécurité civile) ; son amendement n° 61 corrigé (tendant à distinguer l'objet de la sécurité civile et les moyens nécessaires pour y parvenir) : adopté ; contre l'amendement n° 146 de M. Guy Le Jaouen (risques nucléaires) (p. 3776) ; son amendement n° 174 corrigé (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 62 (clarification des dispositions du titre Ier du projet) : adopté ; son amendement n° 63 (de coordination) (p. 3777) ; adopté.

Avant l'article 2 : pour l'amendement n° 10 de la commission de la production (adoption d'un chapitre préparation et organisation des secours) : adopté.

Article 2 *(contenu des plans d'organisation des secours et des plans d'urgence)* : son amendement n° 64 (définition des plans O.R.S.E.C.) (p. 3778) ; adopté.

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 189 de M. Joseph Franceschi (objet du plan O.R.S.E.C.) (p. 3779).

Article 2 *bis* *(champ d'application des plans d'organisation des secours et des plans d'urgence)* : son amendement n° 65 (restructuration du texte) (p. 3780) ; adopté.

Après l'article 2 *bis* : son amendement n° 66 (mesures incitant à l'adoption de plans particuliers d'intervention par exploitant) (p. 3781) ; contre le sous-amendement n° 123 de Mme Colette Gœuriot (modification des modalités de préparation des plans particuliers d'intervention) (p. 3782) ; contre le sous-amendement n° 124 de Mme Colette Gœuriot (consultation des salariés lors de l'élaboration des plans particuliers d'intervention) ; contre le sous-amendement n° 125 de Mme

Colette Gœuriot (délai d'élaboration des plans particuliers d'intervention) (p. 3783) ; contre le sous-amendement n° 126 de Mme Colette Gœuriot (communication des secrets industriels aux représentants de l'Etat lors de l'élaboration des plans particuliers d'intervention) ; contre le sous-amendement n° 127 de Mme Colette Gœuriot (élaboration d'un rapport annuel du Gouvernement communiqué aux membres du Parlement) ; amendement n° 66 : adopté (p. 3784).

Article 3 *(autorité compétente pour diriger les opérations de secours)* : contre l'amendement n° 182 de M. Joseph Franceschi (conservation de l'article 101 de la loi du 2 mars 1982) (p. 3785) ; son amendement n° 67 (de coordination) : adopté ; contre l'amendement n° 190 de Mme Odile Sicard (responsabilité de l'autorité disposant des moyens d'intervention) ; son amendement n° 68 (tendant à autoriser le Premier ministre à placer les opérations de secours, lorsqu'elles intéressent plusieurs départements, sous la direction d'un seul représentant de l'Etat) (p. 3786) ; contre l'amendement n° 155 de M. André Ledran (coordination des moyens de secours terrestres et maritimes par un seul représentant de l'Etat) (p. 3787).

Article 4 *(pouvoirs du ministre chargé de la sécurité civile)* : son amendement n° 69 (harmonisation des dispositions de l'article 4 avec celles de l'article I[er]) (p. 3788) ; son amendement n° 70 (tendant à préciser que l'attribution des moyens publics par le ministre chargé de la sécurité civile s'effectue par délégation du Premier ministre) : adopté ; pour l'amendement n° 111 du Gouvernement (répartition géographique des compétences) (p. 3789).

Article 5 *(pouvoirs du représentant de l'Etat au sein de la zone de défense)* : contre l'amendement n° 176 de M. Robert Chapuis (augmentation des effectifs des unités d'intervention de la sécurité civile) (p. 3790) ; son amendement n° 71 (de coordination) : adopté ; contre l'amendement n° 140 de Mme Colette Gœuriot (tendant à associer le plus étroitement possible les collectivités territoriales à l'ensemble des opérations de préparation du dispositif) ; son amendement n° 72 (tendant à corriger une inexactitude juridique) (p. 3799) ; adopté ; contre l'amendement n° 141 de Mme Colette Gœuriot (formation des personnels relevant de la compétence des collectivités).

Article 6 *(pouvoirs du représentant de l'Etat dans la région)* : son amendement n° 73 (assouplissement du découpage de la zone de défense) : adopté.

Article 7 *(pouvoirs des représentants de l'Etat dans le département)* : contre l'amendement n° 157 de M. Robert Chapuis (tendant à conserver une coordination étroite entre le représentant de l'Etat et les collectivités concernées) ; son amendement n° 74 (de coordination) : adopté (p. 3800) ; contre l'amendement n° 158 de Mme Odile Sicard (application des plans O.R.S.E.C. départementaux aux secours en montagne et en mer) (p. 3801).

Article 8 *(plans particuliers d'intervention)* : son amendement n° 75 (de suppression) : adopté (p. 3802).

Article 9 *bis* *(réparation des dommages subis par les personnes requises)* : son amendement n° 76 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 77 (de coordination) : adopté.

Article 10 *(code d'alerte national)* : son amendement n° 78 (rédactionnel) (p. 3803) ; modifié par le sous-amendement n° 223 du Gouvernement ; adopté.

Article 11 *(financement des opérations de secours)* : contre l'amendement n° 191 de M. Louis Besson (rappel du 7° de l'article L. 221-2 du code des communes) (p. 3805) ; pour l'amendement n° 23 de la commission de la production (renforcement de la solidarité entre les collectivités locales) (p. 3806).

Article 12 *(mission du directeur départemental des services d'incendie et de secours)* : contre l'amendement n° 183 de M. Alain Richard (tendant à préserver la répartition des fonctions au sein du service départemental d'incendie et de secours) ; son amendement n° 79 (compétences du directeur départemental) : adopté (p. 3808) ; son amendement n° 80 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 81 (rédactionnel) : adopté.

Article 12 *bis* *(rôle des services d'incendie et de secours)* : contre l'amendement n° 194 de M. Alain Richard (tendant à clarifier l'organisation départementale des services d'incendie) ; contre l'amendement n° 171 de Mme Françoise de Panafieu (définition de la mission du service incendie) (p. 3809).

Article 13 *(pouvoirs de nomination des officiers de sapeurs-pompiers)* : contre l'amendement n° 134 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; contre l'amendement n° 163 de M. Joseph Franceschi (nomination des officiers par l'autorité territoriale après accord du représentant de l'Etat) (p. 3810).

Après l'article 14 : contre l'amendement n° 147 de M. Guy Le Jaouen (prise en compte du risque nucléaire).

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs.*

Chapitre I[er] : *information.*

Avant l'article 15 : contre l'amendement n° 206 de M. Alain Richard (droit à la formation) (p. 3812).

Article 15 *(information du public)* : contre l'amendement n° 207 de M. Alain Richard (tendant à préciser le droit à l'information et à la formation du public en matière de risques civils et militaires) (p. 3816) ; contre l'amendement n° 28 de la commission de la production (tendant à rendre plus précis et plus opérationnel le droit à l'information) ; son amendement n° 82 (contenu du droit à l'information) : adopté ; son amendement n° 83 (suppression du dernier alinéa de l'article 15) (p. 3817) ; adopté.

Après l'article 15 : contre l'amendement n° 31 de la commission de la production (statut du Conseil supérieur de la sécurité et de l'information nucléaire) (p. 3819) ; pour l'amendement n° 32 rectifié de la commission de la production (amélioration de l'information du Parlement en matière nucléaire) ; pour le sous-amendement n° 115 du Gouvernement à l'amendement n° 32 rectifié de la commission de la production (création d'une délégation investie d'une mission particulière d'information du parlement sur le fonctionnement des installations classées) (p. 3822).

Chapitre II : *maîtrise de l'urbanisme.*

Article 16 *(prise en compte des risques naturels ou technologiques dans les différents documents d'urbanisme)* : contre les amendements identiques n° 7 de M. Jean Briane et 153 de M. Louis Besson (prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme relevant de la compétence de l'Etat) (p. 3826) ; contre l'amendement n° 164 de Mme Marie Josèphe Sublet (création de zones de vigilance) (p. 3827) ; contre l'amendement n° 53 corrigé de M. Louis Lauga (attribuant compétence au conseil d'orientation de la forêt méditerranéenne pour proposer certaines recommandations) (p. 3828).

Article 16 *bis* *(servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol autour de certaines installations classées)* : contre l'amendement n° 209 de M. Alain Richard (servitudes d'utilité publique) ; son amendement n° 84 (protection de la faune et de la flore) : adopté (p. 3829) ; son amendement n° 85 (tendant à apporter certaines précisions quant aux installations voisines concernées par les servitudes d'utilité publique) : adopté (p. 3830) ; son amendement n° 86 (rédactionnel) : adopté (p. 3837) ; contre l'amendement n° 35 de la commission de la production (élargissement du critère servant à la délimitation des périmètres autour des sites dangereux) ; son amendement n° 87 (conditions dans lesquelles le conseil municipal est réputé avoir émis un avis favorable au projet définissant les servitudes et les périmètres) : adopté (p. 3838).

Après l'article 16 *quinquies* ; contre les amendements n° 116 du Gouvernement et 52 de M. Jean-Jacques Jegou (tendant à régulariser la situation des lotissements en cours au regard de la jurisprudence du Conseil d'Etat relatives à la réforme de 1977) (p. 3839).

Chapitre III : *défense de la forêt contre l'incendie.*

Avant l'article 17 : contre l'amendement n° 108 de M. Vincent Porelli (plan pluriannuel de sauvegarde, de reconstitution et de mise en valeur du massif forestier) (p. 3840) ; contre l'amendement n° 110 de M. Vincent Porelli (maîtrise de l'urbanisme) (p. 3841).

Article 17 *(effets de la déclaration d'utilité publique)* : contre l'amendement n° 211 de M. René Souchon (de suppression) (p. 3843).

Article 18 *(mise en valeur agricole ou pastorale)* : contre l'amendement n° 55 de M. Louis Lauga (extension des dispositions aux végétations arbusives) ; contre l'amendement n° 165 de M. René Souchon (même objet) (p. 3845) ; son amendement n° 88 (extension des dispositions à la mise en valeur sylvicole) : rejeté ; contre l'amendement n° 56 de M. Louis Lauga (extension des dispositions aux activités d'élevage) ; son amendement n° 89 (encouragement à la réalisation d'aménagements hydrauliques) : adopté (p. 3847).

Article 19 *(financement du débroussaillement)* : contre l'amendement n° 213 de M. René Souchon (de suppression) ; son amendement n° 90 (mise en place de structures de solidarité intercommunale) (p. 3848) ; adopté.

Après l'article 19 : contre l'amendement n° 58 de M. Louis Lauga (extension de l'obligation de débroussaillement) ; contre l'amendement n° 51 de M. Daniel Colin (exonération des propriétaires fonciers de certaines charges dues au titre de l'emploi de salarié occupé au débroussaillement) (p. 3849).

Article 20 *(sanctions à l'encontre des personnes incendiaires involontaires de forêt)* : son amendement n° 91 (rédactionnel) :

adopté ; son amendement n° 92 (donnant pouvoir au tribunal d'ordonner la publication de la décision de condamnation) : adopté après modification par le sous-amendement n° 122 du Gouvernement (p. 3850).

Article 21 *(ajournement de la peine prononcée en. cas d'infraction à l'obligation de débroussaillement avec injonction d'exécuter les travaux sous astreinte)* : son amendement n° 93 (clarification des dispositions sur l'ajournement de la peine prononcée) ; pour le sous-amendement n° 219 du Gouvernement à l'amendement n° 93 (rédactionnel) ; amendement n° 93 : adopté après modification.

Article 23 *(interdiction de séjour)* : contre l'amendement n° 40 de la commission de la production (durcissement des peines).

Article 24 *(publication du jugement de condamnation de l'auteur d'un incendie volontaire)* : son amendement n° 94 (publication intégrale du jugement ou diffusion d'un message aux frais du condamné) (p. 3851) ; pour le sous-amendement n° 118 du Gouvernement à l'amendement n° 94 (tendant à rendre alternative la compétence du tribunal) ; amendement n° 94 : adopté après modification.

Après l'article 24 *quater* : son amendement n° 95 (tendant à insérer dans le code de l'urbanisme une disposition applicable à certains massifs forestiers, selon laquelle les zones, faisant l'objet d'une protection, doivent conserver leur classement après incendie) (p. 3852) ; adopté ; contre l'amendement n° 184 de M. René Souchon (création de forêts de protection).

Chapitre IV : *prévention des risques naturels.*

Article 25 *(zones exposées à un risque sismique ou cyclonique)* : son amendement n° 96 (de coordination) (p. 3853) ; adopté.

Après l'article 25 : contre l'amendement n° 220 de M. Pierre Micaux (création de syndicats intercommunaux d'aménagement dans les zones exposées aux risques d'inondation) (p. 3854).

Article 26 *(contenu des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles)* : son amendement n° 97 (rédactionnel) : adopté.

Article 29 *(pouvoirs de l'administration en cas de sécheresse grave)* : son amendement n° 98 (protection du patrimoine piscicole) (p. 3855) ; rejeté.

Après l'article 29 : contre l'amendement n° 214 de M. Alain Richard (prise en compte des risques biotechnologiques) (p. 3856, 3857).

Chapitre V : *prévention des risques technologiques.*

Avant l'article 30 : contre l'amendement n° 144 de Mme Colette Gœuriot (réglementation des produits dangereux à l'entrée sur le territoire national) (p. 3858) ; contre l'amendement n° 145 de Mme Colette Gœuriot (mise en place du fichier des accidents des transports de matières dangereuses) ; contre l'amendement n° 203 rectifié de M. Guy-Michel Chauveau (même objet) (p. 3859) ; contre l'amendement n° 201 rectifié de M. Guy Michel Chauveau (conducteurs de véhicules transportant des matières dangereuses soumis à un certificat de qualification) (p. 3860) ; pour l'amendement n° 44 de la commission de la production (étude de danger prenant en compte la prévention des risques majeurs d'origine technologique) (p. 3861).

Article 30 *(mesures de sécurité applicables aux barrages non. concédés)* : contre l'amendement n° 168 de M. Joseph Franceschi (tendant à lier la compétence du représentant de l'Etat dans l'exercice de ses pouvoirs) (p. 3862).

Article 33 *(prévention des risques entraînés par le transport de produits chimiques par canalisation)* : son amendement n° 99 (décret en Conseil d'Etat pour la détermination des canalisations à risque) : adopté ; son amendement n° 100 (renforcement de l'idée de prévention) : adopté ; contre l'amendement n° 186 de M. Alain Richard (compétence liée du représentant de l'Etat lors de la mise en demeure de l'exploitant pour satisfaire aux conditions de la loi) ; son amendement n° 101 (de coordination) : adopté (p. 3863).

Article 34 *(mesures de sécurité applicables aux canalisations d'hydrocarbures)* : son amendement n° 102 (harmonisation de la rédaction de l'article avec celle de l'article 6 de la loi du 29 juin 1965) ; pour les sous-amendements n° 119 (renforcement de l'idée de prévention) et 120 du Gouvernement à l'amendement n° 102 (frais de contrôle à la charge de l'exploitant) ; amendement n° 102 : adopté après modification ; son amendement n° 103 (de coordination) : adopté (p. 3864).

Après l'article 34 : contre l'amendement n° 216 de M. Alain Richard (tendant à accorder aux maires un pouvoir de contrôle plus substantiel en matière de circulation de matières dangereuses).

Article 35 *(constitution de garanties financières par les exploitants de certaines installations)* : son amendement n° 104 (subordination de la délivrance d'une autorisation à la constitution des garanties financières) (p. 3865) ; contre le sous-amendement n° 170 du Gouvernement à l'amendement n° 104 (détermination de la capacité financière du demandeur) ; adopté.

Après l'article 35 : contre l'amendement n° 114 de M. Philippe Legras (prorogation des délais des déclarations des droits en vue de bénéficier des dispositions de l'article 433 du code rural) (p. 3866).

Article 36 *(aménagement du droit local de la chasse)* : son amendement n° 106 (de suppression) (p. 3869) ; adopté au scrutin public.

Titre III : *aménagement du droit local de la chasse.*

Avant l'article 36 *(amendements précédemment réservés)* : son amendement n° 105 (suppression du Titre III) : adopté.

Après l'article 36 : contre l'amendement n° 149 de M. Guy Le Jaouen (tendant à favoriser la construction d'abris anti-atomiques) (p. 3870).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [9 juillet 1987] :

Information (p. 3906).

Présentation détaillée du texte adoptée par la commission mixte paritaire (p. 3905, 3906).

Sécurité civile (organisation de la —) (p. 3906).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Intérieur. — *Examen du fascicule* [9 novembre 1987] :

Sécurité :

— sapeurs-pompiers (p. 5618, 5619).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Après l'article 18 *quinquies* : son amendement n° 235 rectifié soutenu par M. Jean-Jacques Hyest (emploi de directeur de délégation du Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 7486) ; adopté (p. 7487).

TERROT (Michel)

Député du Rhône
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politique en faveur des personnes âgées :

— politique en faveur des personnes êgées (compétence en matière de —) (p. 5308).

Politiques sociales sectorielles :

— centres d'aide par le travail (p. 5309).

THEAUDIN (Clément)

Député de l'Ille-et-Vilaine
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 15 avril 1987] (p. 4289).
Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 12 mai 1987] (p. 5209).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Jeunesse et sports. — *Questions* [27 octobre 1987] :
F.N.D.S. (enveloppe globale du —) (p. 4941, 4942).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1010).

Première lecture, avant la discussion des articles [27 novembre 1987] :
Clubs sportifs professionnels :
— délai de mise en conformité des statuts avec la loi (p. 6501) ;
— statut des — (modifications de la loi de 1984 ; option entre le statut d'association et celui de société) (p. 6500, 6501) ;
— statut (seuil de l'option (p. 6501).
Comité national des activités physiques et sportives (C.N.A.P.S.) (p. 6500).
Communauté européenne (statut des clubs professionnels : forme sociétaire) (p. 6501, 6502).
Loto sportif (suppression du comité d'éthique créé pour observer son organisation) (p. 6501).

Discussion des articles [27 novembre 1987] :
Article 4 *(règles particulières applicables à certaines associations sportives) :* ses réserves sur cet article ; articles 21 et 29 de la loi du 1er mars 1984 ; rôle des commissaires aux comptes ; statuts de société d'économie mixte, de société à objet sportif et d'association pour les clubs sportifs (p. 6508).
Article 5 *(délai d'application) :* ses réserves sur cet article ; article 29 de la loi du 1er mars 1984 ; rôle des commissaires aux comptes ; délai d'application de la loi étant d'un an (p. 6508, 6509).

THIEN AH KOON (André)

Député de la Réunion
Non inscrit

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Application des lois sociales dans les départements d'outre-mer [27 mai 1987] (p. 1716) ;

— Protection sociale agricole dans les départements d'outre-mer : nécessité de redéfinir le rôle des directions départementales de l'agriculture [12 novembre 1987] (p. 5758).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [10 avril 1987] :
Ingérences extérieures (p. 263).
Paix civile (et notamment rétablissement de l'ordre (p. 263).
Référendum (opportunité du —) (p. 263).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :
Agriculture dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4581).
Communauté économique européenne (intégration des D.O.M.-T.O.M. dans la —) (p. 4581).
Etudiants des D.O.M.-T.O.M. (p. 4581).
Investissement dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment F.I.D.O.M. et F.I.D.E.S.) (p. 4581).
Logement dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 4581).

TIBERI (Jean)

Député de Paris
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Examen des fascicules* [4 novembre 1987] :
Aides à la personne (aide personnalisée au logement et allocation logement) (p. 5350).
Habitations à loyer modéré (H.L.M) (p. 5349).
Logement (politique du —) (p. 5349).
Loyers (augmentation des —) (p. 5349).
Offre foncière (développement de l'—) (p. 5350).

TOGA (Maurice)

Député des Bouches-du-Rhône
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Marcel Lucotte tendant à modifier l'organisation administrative et le régime électoral de la ville de Marseille (n° 748).

Première lecture, avant la discussion des articles [4 juin 1987] :
Découpage électoral (p. 1947, 1948). Loi du 31 décembre 1982 dite « loi P.L.M » (p. 1947).
Mode de scrutin (p. 1947).
Secteurs (répartition des sièges des conseillers municipaux entre —) (p. 1948).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [10 juin 1987] :
Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*
Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales) :* son amendement n° 95 soutenu par M. Jean-Paul Séguéla (conditions de présentation au concours de l'internat) (p. 2217) : retiré (p. 2218).

TOUBON (Jacques)

Député de Paris
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Président de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Démissionne de cette présidence [*J.O.* du 9 octobre 1987] (p. 11776).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614) [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036).

Président de cette commission [*J.O.* du 6 mai 1987] (p. 5036).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale (n° 694) [*J.O.* du 20 juin 1987] (p. 6694).

Président de cette commission [*J.O.* du 24 juin 1987] (p. 6838).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Vice-président et rapporteur de cette commission [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie (n° 781) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 82-621 du 21 juillet 1982, et complétant les codes de procédure pénale et de **justice militaire (n° 666)** [14 avril 1987].

Proposition de loi modifiant l'article 815-5, alinéa 2, du code civil relatif à la **vente d'un bien grevé d'usufruit (n° 672)** [14 avril 1987].

Proposition de loi relative à la **protection des services de télévision ou de radiodiffusion** destinés à un public déterminé **(n° 763)** [19 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'**exercice de l'autorité parentale (n° 937)** [9 juillet 1987].

Proposition de loi organique portant **maintien en activité des magistrats de cours d'appel et des tribunaux de grande instance (n° 940)** [9 juillet 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, discussion des articles [14 avril 1987] :

Article 1er *(organisation de la consultation référendaire) :* ses observations sur l'amendement n° 22 de M. Robert Le Foll soutenu par M. Pierre Joxe (de suppression) (p. 311).

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 616).

Première lecture, discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Après l'article unique : ses observations sur l'amendement n° 33 de M. René André (possibilité pour les personnes contrôlées de demander une analyse de sang afin de vérifier les résultats donnés par les éthylomètres et les éthylotests) (p. 620, 621) ; pour l'amendement n° 3 rectifié de la commission des lois (détermination d'une peine minimale en cas de cumul des infractions de conduite en état d'ivresse et d'homicide involontaire) ; contre l'amendement n° 20 de M. Jacques Mahéas (tendant à ajouter à l'éventail des peines, un temps minimal de travail d'intérêt général comme peine complémentaire) (p. 634).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles [27 mai 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*
Article 13 *bis* *(article 46 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (dispense de stage) :* soutient l'amendement n° 230 de M. Emmanuel Aubert (motivation de l'interruption de stage ou de refus de titularisation en fin de stage) (p. 1745) ; rejeté (p. 1746).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [12 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*
Avant l'article 46 : *son rappel au règlement :* réglementation actuelle du droit de grève dans la fonction publique (p. 2323) ; nécessité que les agents publics supportent la responsabilité pécuniaire de leurs actes (p. 2324).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur (« feuille jaune » distribuée à l'ouverture de la séance du matin mentionnant l'amendement n° 1 du Gouvernement à l'article 37 *bis ;* demande de suspension de séance de M. Jean-Pierre Sueur ayant pour objectif de faire obstruction à la discussion de ce projet) (p. 3401).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie (n° 853).

Première lecture, avant la discussion des articles [3 juillet 1987] :

Ordre du jour de la session extraordinaire (p. 3640).

— Projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617).

Comission mixte paritaire, avant la discussion des articles. Rapporteur [9 juillet 1987] :

Audition de l'enfant mineur (procès-verbal de l'—) : (p. 3898). Exercice conjoint de l'autorité parentale (p. 3897, 3898).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles [7 juillet 1987] :

Article 4 *(acquisition d'œuvres d'art par les entreprises) :* son sous-amendement n° 97 soutenu par M. Alain Lamassoure à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (régime fiscal devant également couvrir les dons d'œuvres d'art aux associations reconnues d'utitilité publique et aux fondations du secteur culturel) (p. 3694) ; rejeté (p. 3695) ; son amendement n° 75 : devenu sans objet (p. 3697).
Article 4 *bis* *(déduction fiscale du coût d'acquisition des œuvres d'artistes vivants) :* son sous-amendement n° 95 à l'amendement n° 94 du Gouvernement (possibilité d'amortissement offerte aux entreprises par l'article lorsqu'elles achètent des œuvres d'artistes vivants devant être étendue à l'acquisition d'œuvres d'artistes décédés depuis une date récente) (p. 3698) ; adopté ; son amendement n° 76 : devenu sans objet (p. 3699).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Première lecture, discussion des articles [6 octobre 1987] :

Article 7 *(pourvoi en cassation dans le Conseil d'Etat) :* ses observations sur l'amendement n° 3 de M. Jean Foyer (recevabilité du recours en cassation) (p. 3968).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 octobre 1987] :

Toxicomanie (lutte contre la —) :
— actions menées entre 1981 et 1986 (p. 4056).

Discussion des articles [9 octobre 1987] :

Après l'article 1er A : contre l'amendement n° 38 de M. François Bachelot (tendant à prévoir un délai de 30 jours à l'article L. 355-16 du code de la santé publique) ; précise que l'absence des députés du Front national à la réunion de la commission des lois du vendredi 2 octobre est considérée par M. Georges-Paul Wagner comme « un détail » (p. 4101).

Titre III : *dispositions diverses.*

Avant l'article 9 : son rappel au règlement : soutien apporté par la majorité au Gouvernement ; comportement du Front national retardant le vote du projet de loi sur la répression du trafic de stupéfiants (p. 4158).

Après l'article 10 : contre le sous-amendement n° 96 de M. Bruno Gollnisch à l'amendement n° 75 du Gouvernement (dictature sanglante de la minorité marxiste à Cuba) ; notion de crime contre l'humanité ; demande aux membres du Front national s'ils voteront pour ou contre le projet de loi avec l'amendement 74 du Gouvernement si le Gouvernement engage sa responsabilité (p. 4174) ; **son rappel au règlement :** assimilation par M. Michel de Rostolan des mesures d'incitation à l'avortement à des crimes contre l'humanité ; constitutionnalité de ces mesures (p. 4177).

Explications de vote :

Injonction thérapeutique (p. 4182).
Prévention contre l'usage de la drogue (notamment à l'école) (p. 4182).
Trafic de stupéfiants (répression du —) (p. 4182). Vote positif du groupe R.P.R. (p. 4182).

Son fait personnel : propos de M. Lionel Jospin assimilant les propositions R.P.R. relatives au financement des campagnes électorales et des partis politiques à des abus de biens sociaux [3 décembre 1987] (p. 6736).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 décembre 1987] :

Instruction : généralités :
— inculpation (et appel contre l'—) (p. 7041) ;
— instruction (historique de l'—) (p. 7040, 7041) ;
— instruction (nécessité d'une réforme globale) (p. 7040) ;
— juges d'instruction (rôle des — et reproches adressés aux —) (p. 7039, 7040) ;
— témoin assisté (p. 7041).

Placement en détention provisoire :
— loi du 10 décembre 1985 (principales dispositions et abrogation de la —) (p. 7040) ;
— placement en détention provisoire (transfert de la compétence des juges d'instruction aux chambres des garanties) (p. 7039, 7040).

Discussion des articles [10 et 11 décembre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 5 *(saisine de la chambre ; placement provisoire sous main de justice) :* pour l'amendement n° 7 de la commission (observation que le juge d'instruction doit déposer en même temps que sa demande de mise en détention provisoire ne pouvant porter que sur la nécessité du placement en détention) (p. 7114).

Titre III : *dispositions diverses.*

Avant l'article 15 : ses observations sur l'amendement n° 17 de la commission (institution du témoin assisté) (p. 7171) ; soutient l'amendement n° 19 de la commission (inculpation étant prescrite par ordonnance spécialement motivée ; possibilité de recours contre l'ordonnance d'inculpation) (p. 7177, 7178) ; cours de l'instruction n'étant pas interrompu par la procédure d'appel sur l'inculpation (p. 7180) ; **son rappel au règlement :** rappelle que le président de séance n'a aucune appréciation à porter sur les débats (p. 7181).

Explications de vote [11 décembre 1987] :

Inculpation (réforme de) (p. 7190).
Loi du 10 décembre 1985 (p. 7190).
Placement en détention provisoire (appréciations sur les nouvelles modalités du —) (p. 7190).
Vote positif du groupe R.P.R. (p. 7190).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux (n° 1109).

Première lecture, discussion des articles [21 décembre 1987] :

Après l'article 2 : son amendement n° 3 (possibilité, pour les artistes plasticiens, de prendre un bail commercial tout en ne s'inscrivant pas au registre des métiers ou du commerce) (p. 8001) ; application des dispositions de l'amendement aux contrats en cours (p. 8002) ; devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 2 de M. Alain Billon (p. 8003).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé :
Financement actuel des partis politiques (et notamment « affaires » ayant mis en cause certains d'entre eux) (p. 72, 73).
Elaboration de la réforme (p. 73).
Déclaration du patrimoine des hommes politiques :
Philosophie de la réforme (p. 74).
Financement des campagnes électorales :
Plafonnement des dépenses (p. 74).
Dons des personnes privées et déductibilité (plafonnement et déductibilité fiscale) (p. 74).
Compte de campagne et comité de campagne (p. 74).
Financement des partis politiques :
Appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 74).
Divers :
Partis politiques (statut juridique des —) (p. 75).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre II : *modifications du code électoral.*

Article 9 *(financement des campagnes pour les élections législatives) :* pour l'amendement n° 104 de la commission (plafonnant le montant des dons consentis aux candidats) (p. 134).

Après l'article 9 : ses observations sur l'amendement n° 48 de la commission (déductibilité fiscale des dons effectués aux candidats) ; ses observations sur l'amendement n° 110 du Gouvernement (déductibilité des dons faits au profit des candidats) ; demande une suspension de séance pour l'examen des sous-amendements déposés par le groupe socialiste (p. 139, 140) ; objet des sous-amendements déposés par le groupe socialiste aux amendements n° 48 de la commission et n° 110 du Gouvernement (p. 141) ; sur le sous-amendement n° 111 de M. Pierre Joxe à l'amendement n° 48 de la commission (exclusion des personnes morales du bénéfice de la déductibilité) (p. 144) ; sur le sous-amendement n° 112 de M. Pierre Joxe à l'amendement n° 48 de la commission (exclusion du bénéfice de la déductibilité des entreprises recevant des subventions de l'Etat) (p. 145) ; son sous-amendement n° 122 soutenu par M. Dominique Bussereau à l'amendement n° 110 du Gouvernement (exclusion du champ d'application de la déductibilité des dons consentis par les collectivités publiques, les établissements publics industriels et commerciaux, les casinos, cercles et maisons de jeux) (p. 159) ; adopté (p. 160) ; contre le sous-amendement n° 123 de M. Pierre Joxe (exclusion du champ d'application de la déductibilité des dons effectués par les entreprises publiques) (p. 161).

Article 10 *(dépôt des comptes de campagne par les candidats aux élections législatives) :* son amendement n° 54 (certification de comptes de campagne par un expert comptable) : non soutenu (p. 166).

Explications de vote :

Attitude du groupe socialiste (p. 208, 209).
Déductions fiscales des dons faits par les personnes privées aux candidats (p. 208, 209).
Financement public des partis politiques (p. 208).
Plafonnement des dépenses électorales (p. 208).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 10 : son amendement n° 29 (comptes de campagne certifiés par un expert-comptable) : rejeté au scrutin public (p. 264).

Explications de vote :

Déductibilité fiscale des dons aux partis politiques (p. 276).
Financement actuel des partis politiques (et notamment affaire ayant mis en cause certains d'entre eux) (p. 276).
Vote favorable du groupe R.P.R. (p. 276).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives.*
Après l'article 4 : ses observations sur l'amendement n° 71 de M. Georges-Paul Wagner (prévision d'une procédure et d'une incrimination spécifique pour les déclarations frauduleuses) (p. 179).
Titre II : *dispositions relatives au financement des campagnes pour l'élection des députés.*
Après l'article 5 : son amendement n° 89 rectifié (partis politiques soumis à l'obligation de se constituer en entités juridiques et reconnaissance de certains droits à leur profit) (p. 181) ; adopté (p. 183).
Titre III : *dispositions relatives au financement des partis et groupements politiques.*
Avant l'article 6 : contre l'amendement n° 64 de M. Guy Ducoloné (suppression du titre) (p. 184).
Article 7 *(modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis)* : contre l'amendement n° 100 de M. Pierre Joxe (clés de répartition des aides accordées aux partis politiques) (p. 199).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Article 11 *bis* : ses observations sur l'indépendance syndicale et sur la volonté du groupe R.P.R. à continuer à développer le financement des syndicats (p. 273, 274).
Article 13 *ter* : contre l'amendement n° 17 de M. Pierre Joxe (rétablissement de l'article 13 *ter* ; durée d'application de la présente loi fixée à 4 ans) (p. 275).
Son rappel au règlement : rappelle que M. Pierre Joxe a été condamné pour diffamation à l'égard du R.P.R. en raison des imputations qu'il avait portées contre ledit parti (p. 280).
Son fait personnel : demande à M. Pierre Joxe comment le parti socialiste s'est procuré un siège rue de Solférino (p. 281).

TOUTAIN (Ghislaine)

Député de la Marne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 mai 1987] :

Autorité parentale (exercice conjoint de l'—) (p. 963).
Enfant issu du mariage (p. 963).
Mœurs (évolution des —) (p. 962, 963).

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Contreparties pour les salariés (relatives à la modulation) (p. 1049).
Convention n° 89 de l'organisation internationale du travail (p. 1049).
Déréglementation (p. 1049).
Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes (p. 1050).
Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1050).
Formes de l'aménagement du temps de travail :
— travail de nuit des femmes (condition de dérogation-opinion des femmes) (p. 1049, 1050).
Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (et conditions générales de mise en œuvre) (p. 1049, 1050).
Santé (atteinte à la — provoquée par l'aménagement du temps de travail) (p. 1049).
Taddei (rapport — « des machines et des hommes ») (p. 1049).
Utilisations des équipements (durée des —) (p. 1049).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :

Politiques sociales et sectorielles :
— droits de la femme (p. 5253, 5254).

TRANCHANT (Georges)

Député des Hauts-de-Seine
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Vice-président de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'épargne (n° 443) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (économie, finances et privatisation : comptes spéciaux du Trésor) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971) [*J.O.* du 24 novembre 1987] (p. 13896).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [*J.O.* du 8 décembre 1987] (p. 14283).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les bourses des valeurs (n° 1002) [*J.O.* du 10 décembre 1987] (p. 14382).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14830).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 45 : **économie, finances et privatisation : comptes spéciaux du Trésor (n° 960)** [8 octobre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 avril 1987] :

Actions (et mandataires sociaux) (p. 402).
Caisses d'épargne et de prévoyance (p. 401).
Comptes courants d'associés (p. 402).
Epargne des ménages (p. 401).
M.A.T.I.F. (marchés à terme d'instruments financiers) (p. 403).
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— âge de la retraite et retraite à soixante ans (p. 402) ;
— retraite (déséquilibre des régimes de —) (p. 402) ;
— sécurité des épargnants (p. 402) ;
Prêts de titres (p. 401).
R.E.S. (reprise de l'entreprise par ses salariés) :
— réserve de participation (utilisation de la — dans le cadre de la R.E.S.) (p. 402).
Sociétés :
— réserves (incorporation des — au capital) (p. 403).
Transmission d'entreprise (p. 402).
Valeurs mobilières (fiscalité des — et abattement sur le revenu des —) (p. 401, 402).

Discussion des articles [21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *plans d'épargne en vue de la retraite.*

Article 8 *(attribution de crédits d'impôt en fonction de l'âge du retrait du capital ou de liquidation de la pension) :* soutient l'amendement n° 159 de M. Etienne Pinte (non attribution des crédits d'impôt en cas de retrait ou de liquidation intervenant avant l'âge de 63 ans) (p. 467) ; retiré (p. 468).

Chapitre II : *options de souscription ou d'achat d'actions.*

Après l'article 13 : soutient son amendement n° 142 (harmonisation fiscale pour les options ouvertes antérieurement au 1er janvier 1987 et concernant des sociétés dont le siège est situé à l'étranger) : modifié et adopté (p. 480).

Après l'article 15 : soutient l'amendement n° 161 de M. Etienne Pinte (options de souscription d'actions dans les filiales de sociétés étrangères) : adopté (p. 482).

Chapitre III : *rachat d'une entreprise par ses salariés.*

Article 16 *(rachat d'une entreprise par ses salariés ; conditions ; régime fiscal) :* politique fiscale de la précédente majorité à l'égard des entreprises ; transmission d'entreprises (p. 493) ; contre le sous-amendement n° 140 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 3 du Gouvernement (sommes versées en application de la R.E.S. ne pouvant bénéficier des avantages fiscaux consentis aux donations-partages) ; soutient son amendement n° 87 (utilisation de la réserve spéciale de participation dans le cadre d'une R.E.S.) (p. 505) ; modifié et adopté (p. 506).

Chapitre IV : *mesures concernant la fiscalité des valeurs mobilières.*

Article 18 *(déductibilité fiscale des intérêts versés sur les comptes courants d'associés) :* son sous-amendement n° 175 à l'amendement n° 16 de la commission (prélèvement libératoire de 25 %, à certaines conditions, sur la rémunération des comptes courants d'associés) (p. 509) ; rejeté (p. 510).

Après l'article 18 : soutient l'amendement n° 17 de la commission (suppression du droit d'enregistrement sur l'incorporation de réserves) (p. 510) ; rejeté (p. 511).

Explications de vote :

Vote favorable du groupe R.P.R. (p. 524, 525).

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, discussion des articles [6 mai 1987] :

Article 1er ter *(possibilité de transformer les établissements pénitentiaires en établissements publics administratifs nationaux) :* contre l'amendement n° 42 de M. Gilbert Bonnemaison (tendant à interdire aux personnels participant à l'exécution du service public pénitentiaire de posséder des valeurs mobilières des sociétés titulaires de la mission visée à l'article 1er *bis* du projet) (p. 928) ; contre l'amendement n° 7 de la commission (versement de subventions aux établissements pénitentiaires par les collectivités locales) (p. 929).

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 57)

Première lecture, avant la discussion des articles [2 juin 1987] :

Abus de droit (comité consultatif pour la répression des —) : (p. 1819).
Commissions départementales des impôts (p. 1819).
Contrôle fiscal (p. 1819).
Douane (p. 1819).
Pénalités fiscales (p. 1819).
T.V.A. (remboursement avec intérêts du crédit de — aux entreprises) (p. 1819).

Discussion des articles [3 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions fiscales.*

Chapitre Ier : *dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 1er *(composition de la commission départementale des impôts) :* ses observations sur l'amendement n° 42 de M. Pierre Descaves (suppression de la voix prépondérante du président de la commission) ; nécessité que la commission puisse trancher sur le champ (p. 1840).

Article 2 *(intérêt de retard et pénalités fiscales) :* intérêt de retard sur les créances du contribuable (p. 1848) ; soutient son amendement n° 52 (mention des sanctions encourues sur les mises en demeure adressées par l'administration) : retiré (p. 1877).

Chapitre II : *dispositions portant modification du livre des procédures fiscales.*

Article 4 *(vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble) :* son amendement n° 41 (suppression de l'obligation de justifier la propriété de biens corporels mobiliers sauf dispositions législatives contraires) (p. 1884), ; demande une nouvelle rédaction de l'article L. 16 du Livre des procédures fiscales indiquant que les biens mobiliers peuvent faire l'objet, en cas de contrôle fiscal, d'une demande de justification de propriété (p. 1886) ; retire son amendement n° 41 ; repris par le groupe Front national : rejeté au scrutin public ; soutient l'amendement n° 24 de la commission (administration tenue d'indiquer les points sur lesquels portent ses demandes d'éclaircissements et d'indiquer le délai dont dispose le contribuable pour répondre) : adopté ; soutient l'amendement n° 25 de la commission (délai porté de 50 jours à deux mois quand l'administration estime insuffisants les renseignements fournis par le contribuable) (p. 1887) ; adopté (p. 1888).

Article 5 *(charge de la preuve en cas de contestation de l'avis de la commission départementale des impôts) :* soutient l'amendement n° 51 de M. Jacques Féron (taxation d'office à l'issue de la V.A.S.F.E. seulement en cas de non réponse du contribuable aux demandes de renseignements et d'éclaircissements formulées par l'administration) ; droit discrétionnaire de l'administration à juger insuffisants les renseignements fournis par le contribuable (p. 1893) ; retire l'amendement n° 51 (p. 1894).

Article 9 *(saisine du comité consultatif pour la répression des abus de droit) :* son amendement n° 53 (rapport annuel du comité consultatif sur les abus de droit) : adopté (p. 1905).

Après l'article 10 : son amendement n° 58 (possibilité pour le contribuable qui conteste le bien fondé où le montant de l'imposition de différer le paiement de la partie contestée — constitution de garanties) (p. 1908) ; rejeté ; son amendement n° 59 (paiement des amendes, pénalités et droits supplémentaires seulement après une décision définitive sur la réclamation du contribuable) (p. 1909) ; retiré (p. 1910) ; commission des infractions fiscales (p. 1912, 1913).

Titre II : *dispositions portant modifications du code des douanes.*

Article 11 *(aménagement des règles de preuves et des procédures) :* son amendement n° 56 corrigé (établissement de la liste des marchandises réputées avoir été importées en contrebande — concertation avec les professions concernées) (p. 1915) ; contradictions entre l'exposé des motifs et le texte du projet de loi ; rejeté (p. 1916) ; son amendement n° 54 (liste de marchandises prohibées se substituant aux arrêtés du ministre du budget) : retiré ; son amendement n° 55 (marchandises désignées pour la première fois par l'arrêté — absence de perception de droit ou de constatation d'infraction, au titre de leur détention, en cas de déclaration dans un délai de six mois) : retiré (p. 1917).

Article 13 *(infractions douanières — possibilité de relaxe pour défaut d'intention) :* son amendement n° 57 troisième rectification (possibilité de main-levée avant jugement pour les marchandises non explicitement prohibées) (p. 1918) : adopté (p. 1919).

Explications de vote (p. 1922).

Accroissement des moyens de défense du contribuable (p. 1924).
Vote favorable du groupe R.P.R. (p. 1924).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [1er juillet 1987] :

Titre Ier : *dispositions fiscales.*

Chapitre Ier : *dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 1er *(composition de la commission départementale des impôts) :* contre l'amendement n° 1 de M. Christian Pierret (expert comptable siégeant à la commission ne pouvant avoir tenu la comptabilité du contribuable ni avoir visé des documents fiscaux de celui-ci ni être commissaire aux comptes d'une société soumise à vérification) ; ses observations sur le comportement de M. Michel Margnes (p. 3455).

Chapitre II : *dispositions portant modification du Livre des procédures fiscales.*

Article 5 *(charge de la preuve en cas de contestation de l'avis de la commission départementale des impôts) :* contre l'amendement n° 6 de M. Christian Pierret (charge de la preuve supportée par l'administration seulement quand l'imposition établie n'est pas conforme à l'avis de la commission) (p. 3459).

Titre II : *dispositions portant modification du code des douanes.*

Après l'article 14 : contre l'amendement n° 8 de M. Christian Pierret (pouvoirs de la douane en matière d'évasion de capitaux par manipulation de prix à l'importation et à l'exportation) (p. 3462).

— Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984 (n° 160) et projet de loi portant règlement définitif du budget de 1985 (n° 568).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [17 juin 1987] :

Irrégularités et illégalités (et rapport de la Cour des comptes) (p. 2532).

Vote du groupe R.P.R. (non participation) (p. 2532).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).

Première lecture, discussion des articles [23 juin 1987] :

Article 2 *(détermination des bénéficiaires des versements effectués par les particuliers des entreprises ouvrant droit à déduction et régime de déduction fiscale des entreprises) :* son amendement n° 31 (associations françaises ayant pour objet de faire édifier ou fonctionner des écoles ou des lycées français à l'étranger bénéficiant des dispositions du projet de loi) (p. 3084) ; demande à M. Pierre Joxe « de ne pas déshonorer l'Assemblée nationale » ; retiré, repris par M. Pierre Joxe rejeté au scrutin public à l'unanimité (p. 3085).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la lutte contre le trafic de stupéfiants.*

Article 2 *(article L. 627-4 à L. 627-6 nouveau du code de la santé publique) ; article L. 627-5 du code de la santé publique* (mesures conservatoires ; exemption ou réduction de peines pour les repentis) : contre les amendements n° 15 rectifié de M. Guy Ducoloné, 24 de Mme Catherine Trautmann et 45 de M. François Bachelot (suppression du texte proposé pour cet article) (p. 4128).

Après l'article 5 : contre l'amendement n° 59 de M. François Bachelot (détection de la drogue passée « in corpore » grâce à des examens médicaux) ; pour l'amendement n° 7 de la commission (même objet) (p. 4146).

Après l'article 6 : contre l'amendement n° 66 de M. François Bachelot (tendant à porter à 72 heures la durée de la retenue douanière) ; contre l'amendement n° 67 de M. François Bachelot (précisant que les tribunaux ne peuvent relaxer les contrevenants pour défaut d'intention en matière de stupéfiants) (p. 4150).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] [16 octobre 1987] :

Article 18 *(suppression de la présomption de distribution de la fraction excédentaire d'amortissement des véhicules de tourisme) :* son approbation de l'article ; sa proposition de relèvement du plafond d'amortissement des véhicules de tourisme (p. 4439).

Article 23 *(reconduction de mesures temporaires : taxe professionnelle, fusion de sociétés, non perception par l'Etat de 3,6 % de la taxe d'habitation, prélèvement sur les entreprises pétrolières...) :* son amendement n° 47 (taux de 3 % pour l'incorporation de réserves au capital des sociétés) : repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) : rejeté (p. 4461).

Après l'article 25 : soutient l'amendement n° 48 de M. Michel Cointat (fixation à 1,8 % au lieu de 0,8 % de la taxe sur les tabacs perçue au profit du B.A.P.S.A.) : retiré (p. 4462).

Après l'article 26 : soutient l'amendement n° 39 de M. Michel Barnier (augmentation du tarif des redevances perçues au profit du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales) (p. 4465) ; retiré (p. 4466).

Seconde délibération :

Article 30 et état A : déficits budgétaires réalisés par les gouvernements socialistes ; gestion comptable de la sécurité sociale par M. Bérégovoy (p. 4492) ; bilans comparés des précédents gouvernements et du Gouvernement actuel (p. 4493).

Deuxième partie :

Economie finances et privatisation Charges communes, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales, rapatriés. — *Examen des fascicules.* Rapporteur spécial [12 novembre 1987] :

Comptes spéciaux du Trésor (nombre et recettes) (p. 5769, 5770).

Privatisations (produits des —) (p. 5769).

Redevance télévision (emploi de la —) (p. 5769).

Vote des crédits (p. 5798) :

Comptes spéciaux du Trésor :

Article 40 *(comptes d'affectation spéciale ; opérations définitives ; mesures nouvelles) :* soutient l'amendement n° 101 de la commission (répartition du produit de la redevance sur la télévision ; modification de la présentation) : adopté (p. 5799) ; contre l'amendement n° 114 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits de l'article 40 (paragraphe II) destinés à la vie associative) (p. 5799).

Après l'article 47 : pour l'amendement n° 359 du Gouvernement (clôture du compte 902-04 ; jetons de présence et tantièmes revenant à l'Etat) : adopté (p. 5800).

Taxes parafiscales :

Après l'article 66 : son sous-amendement oral à l'amendement n° 102 de la commission (rapport sur les affectations du produit des privatisations en faveur des entreprises d'armement étant prévu pour le budget 1989) (p. 5814) ; adopté ; ses observations sur les amendements n° 103 rectifié de la commission et 360 du Gouvernement (fonds des concours provenant de la cession d'actifs mobiliers du ministère de la défense) (p. 5815).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Article 53 *(fiscalité de groupe) :* contre l'amendement n° 8 de M. Roger Combrisson (de suppression) ; nécessité de la fiscalité de groupe pour affronter la concurrence étrangère (p. 5833, 5834).

Après l'article 56 : droits d'enregistrement sur les cessions de parts sociales (p. 5847).

Après l'article 59 : soutient l'amendement n° 242 de M. Claude Dhinnin (transfert de la taxe professionnelle aux groupements de communes) (p. 5885) ; retiré (p. 5886) ; contre l'amendement n° 333 rectifié de M. Bruno Durieux (cession de logements H.L.M. ; possibilité d'exonération de la taxe départementale de publicité foncière) (p. 5886, 5887).

Après l'article 61 : son amendement n° 147 (recevabilité des moyens nouveaux invoqués par le contribuable pour les procédures en cours) (p. 5916) ; devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 277 de la commission (p. 5917) ; contre l'amendement n° 279 de la commission (taux normal de T.V.A. sur la vidéo ; taux majoré et taxe supplémentaire de 50 % du prix de vente pour les enregistrements à caractère pornographique ou incitant à la violence) (p. 5918, 5919).

Explications de vote [13 novembre 1987] :

Bilan du Gouvernement depuis 1986 (p. 5949).

Privatisation (p. 5949).

Vote favorable du groupe R.P.R. (p. 5949).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [17 décembre 1987] :

Contre la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 7666, 7667).
Déficit budgétaire (p. 7669).
Dette extérieure (p. 7669).

— Déclaration du Gouvernement aur la politique en matière de privatiaation et débat aur cette déclaration.

Discussion [27 octobre 1987] :

Actionnaires des sociétés privatisées :
— actionnariat populaire (valeur de l'—) (p. 4900).
Bourse :
— nationalisations (opérations boursières avant les —) (p. 4901).
Bilan de la gestion économique entre 1981 et 1986 (p. 4899, 4900).
Modalités des privatisations :
— groupes d'actionnaires stables (ou « noyaux durs ») (p. 4900, 4901).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les boursea de valeura (n° 1002).

Première lecture, avant la discussion des articles [30 novembre 1987] :

Contre la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 6535, 6536) ; rejetée au scrutin public (p. 6536).
Commission des opérations de bourse (p. 6536).
Conseil des bourses de valeur (p. 6535, 6536).
Délits boursiers (p. 6535).
Institution financière spécialisée (p. 6535).
Marché financier de Paris (situation et évolution du —) (p. 6535).
Période transitoire (p. 6535).
Privatisations (p. 6535).
Sociétés de bourse (p. 6535).

Discussion des articles (p. 6545, 6558) :

Chapitre I : *des sociétés de bourse.*
Article 4 *(agrément des sociétés de bourse par le conseil des bourses de valeurs)* : motivation de la décision de refus rendue par le conseil des bourses de valeurs (p. 6547).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [20 décembre 1987] :

Procédure parlementaire (dévoiement de la — par le Gouvernement) (p. 7900).

Discussion des articles :

Article 11 : contre l'amendement n° 2 du Gouvernement (extension du pouvoir d'enquête de la commission des opérations de bourse, sans autorisation judiciaire, aux sociétés contrôlant des sociétés faisant appel public à l'épargne) ; atteinte aux libertés et inefficacité du contrôle (p. 7906) ; accroissement sous contrôle judiciaire des moyens d'investigation de la C.O.B. (p. 7907).
Article 14 *bis* *:* contre l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression de la possibilité donnée au président de la commission des opérations de bourse d'intervenir devant les tribunaux — possibilité pour la juridiction saisie de l'appeler à déposer des conclusions) (p. 7907).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 28 mars 1885 aur les marchés à terme (n° 1038).

Première lecture, discussion des articles [2 décembre 1987] :

Article 1er *quater* *(opérateurs intervenant sur le marché à terme d'instruments financiers)* : son amendement n° 29 rectifié (accès des commissionnaires agréés au M.A.T.I.F.) (p. 6667) ; adopté (p. 6668) ; son amendement n° 53 : satisfait.
Article 1er *quindecies* *(sanctions des infractions aux lois et règlements sur le démarchage prononcées par le conseil du marché à terme)* : demande au ministre de reprendre dans les textes d'application les dispositions de l'amendement n° 46 de M. Bruno Gollnisch (garanties offertes aux contrevenants).
Article 1er *septemdecies* *(sanctions disciplinaires applicables aux opérateurs sur le marché à terme)* : interroge le ministre sur la possibilité pour le contrevenant d'agir par référé devant la juridiction administrative à l'encontre de sanctions disciplinaires prononcées par le conseil du marché à terme.
Article 2 *bis* *(fonds communs d'intervention sur les marchés à terme)* : son amendement n° 30 (indépendance de la chambre de compensation des marchés à terme par rapport aux organismes responsables des marchés) : retiré ; soutient l'amendement n° 23 de M. Jean-Paul Charié (même objet) ; harmonisation des marchés à terme français avec les marchés concurrents (p. 6675) ; son amendement n° 31 (suppression de la référence à l'interdiction de la publicité pour la souscription de parts de fonds communs d'intervention sur les marchés à terme) : retiré ; soutient l'amendement n° 24 de M. Jean-Paul Charié (même objet) : retiré (p. 6676).
Article 5 *(pouvoirs d'investigation de la C.O.B sur les marchés à terme)* : son amendement n° 32 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 16 de la commission (de suppression) (p. 6676).
Article 7 *(délit d'initié — extension des pouvoirs de la C.O.B. aux marchés à terme)* : nécessité de mieux définir le délit d'initié pour les opérateurs internationaux sur les contrats à terme de marchandises ; son amendement n° 33 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 18 de la commission.
Article 10 *(maintien d'abrogations effectuées par la loi de 1983 abrogée à l'article 3)* : commission des opérateurs sur le marché à terme des marchandises (p. 6677).
Après l'article 10 : son amendement n° 34 (syndicat professionnel du marché à terme de marchandises remplaçant les syndicats professionnels existants) ; accords internationaux passés par la compagnie des commissionnaires agréés ; devenir des investissements financés par la compagnie (p. 6678) ; rejeté au scrutin public.
Après l'article 12 : son amendement n° 35 (maintien en vigueur des règlements actuels des marchés à terme de marchandises jusqu'à l'adoption du règlement général par le conseil des marchés à terme) (p. 6679) ; organisation d'une période transitoire ; retiré (p. 6680).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 décembre 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 6838, 6839).
Agriculture :
— élevage bovin (p. 6847).
Budget 1987 :
— déficit du — (p. 6838, 6839).
C.E.E. (dépenses communautaires) :
— contribution de la France (accroissement de la —) (p. 6835).
C.O.F.A.C.E. (importance des charges de l'assurance crédit) (p. 6839).
Corse :
— sociétés nouvelles (exonération des — de l'impôt sur les sociétés pendant 8 ans) (p. 6839).
Dette publique :
— dette extérieure (p. 6839).
Enseignement agricole privé (p. 6847).
Question préalable (détournement de la procédure) (p. 6838).

Discussion des articles [8 décembre 1987] :

Article 4 et état B *(dépenses ordinaires des services civils : ouverture)* : soutient l'amendement n° 47 de M. Daniel Goulet (réduction des crédits destinés au financement des dépenses agricoles communautaires à la charge de la France) (p. 6881) ; retiré (p. 6882).
Avant l'article 12 : contre l'amendement n° 77 de M. Christian Pierret (rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 6894) ; contre l'amendement n° 80 de M. Christian Pierret (rétablissant l'obligation de paiement par chèque) (p. 6897).
Après l'article 14 : soutient l'amendement n° 43 corrigé de M. Michel Gonelle (tendant à limiter les écarts de tarif de base de la vignette automobile entre les départements) : retiré (p. 6943) ; soutient l'amendement n° 44 corrigé de M. Michel Gonelle (modifiant le mode de calcul de la vignette déterminé en fonction de la valeur d'acquisition à l'état neuf des automobiles en tenant compte de leur vétusté) : retiré (p. 6944).
Article 15 *(assouplissement des règles de procédure devant le tribunal de grande instance)* : soutient l'amendement n° 30 de la commission (de suppression) : adopté (p. 6945).
Article 18 *(harmonisation du régime des plus-values à court terme réalisées sur la cession de biens acquis par crédit-bail)* : pour l'amendement n° 33 de la commission (de suppression) (p. 6949).
Après l'article 21 : soutient l'amendement n° 46 de M. Bruno Bourg-Broc (harmonisation du régime de déduction fiscale pour les intérêts d'emprunt contractés en vue de l'ac-

quisition de logements avant 1984 avec ceux contractés après 1984) : retiré (p. 6958) ; soutient l'amendement n° 49 de M. Jean-Louis Masson (prévoyant une péréquation des recettes de taxe professionnelle versées par les grandes implantations commerciales) : retiré (p. 6959).

Après l'article 22 : soutient l'amendement n° 50 de M. Jean-Louis Masson (conditions nécessaires pour les périodiques pour bénéficier des dispositions de l'article 298 *septies* du code général des impôts) : retiré ; soutient l'amendement n° 51 de M. Jean-Louis Masson (ayant pour objet de recenser les associations de droit local des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ayant perçu des subventions de l'Etat) : retiré (p. 6960).

Article 23 *(avancement de la date d'indemnisation des anciens harkis et des rapatriés les plus âgés)* : demande un scrutin public sur cet article (p. 6961).

Explications de vote :

Crédit agricole (mutualisation du — ; affectation du produit à l'agriculture ; position du groupe U.D.F. et de M. Poniatowski) (p. 6965).
Finances publiques (déficits des —) (p. 6965).
Situation économique et sociale :
— chômage (p. 6965).
— état de la — (p. 6964, 6965).
Vote positif du groupe R.P.R. (p. 6965).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Titre V : *dispositions relatives au financement des collectivités locales à vocation touristique.*

Article 19 *(aménagement du régime des dotations aux communes touristiques et thermales)* : son amendement n° 118 (extension du bénéfice de la dotation aux quelques villes classées communes touristiques qui atteignent 10 000 habitants) (p. 7508) ; retiré (p. 7509).

— Projet de loi de programme, adopté par le Sénat, relatif au patrimoine monumental (n° 1019).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur pour avis suppléant [18 décembre 1987] :

Crédits d'entretien (évolution et consommation des —) (p. 7725).
Crédits d'équipements (évolution et consommation des —) (p. 7725).
Grands projets culturels (et notamment Grand Louvre) (p. 7725).
Loi de programme :
— antécédents (p. 7725) ;
— champ d'action (et notamment cathédrales) (p. 7726) ;
— crédits consacrés à la loi de programme (et indexation des —) (p. 7726) ;
— fiscalité (p. 7726) ;
— information du Parlement (p. 7726).
Lourdeur administrative (p. 7725).
Patrimoine :
— composition (p. 7725) ;
— dégradation (p. 7725) ;
— identité nationale et patrimoine (p. 7725).
Personnel qualifié (situation du — et notamment des architectes) (p. 7725).

Discussion des articles [18 décembre 1987] :

Article 4 *(exonération des droits de mutation à titre gratuit des monuments classés ou inscrits ouverts au public)* : contre l'amendement n° 37 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article 4 prévoyant notamment une extension du dispositif fiscal aux donations, la prise en compte des monuments protégés, réservant le dispositif aux immeubles et introduisant des garanties afin que la mesure ne soit pas détournée de son objet) ; difficulté de définition de l'exploitation commerciale ; nécessité de ne pas distinguer les biens mobiliers et les biens immobiliers ; amendement n° 6 de la commission des finances : devenu sans objet ; ses sous-amendements n° 38 et 39 à l'amendement n° 6 de la commission des finances : devenus sans objet (p. 7753).

TRAUTMANN (Catherine)

Député du Bas-Rhin
Socialiste

S'inscrit au groupe sociale [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 9 septembre 1987] (p. 10480).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 9 septembre 1987] (p. 10480).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale consultative du Conseil de l'Europe, [*J.O.* du 19 novembre 1987] (p. 13500).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686).

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Alsace-Moselle (statut particuliers de l'—) (p. 1052).
Flexibilité du travail (p. 1052).
Formes de l'aménagement du temps de travail :
— travail le dimanche (p. 1052).

Discussion des articles [14 mai 1987] :

Article 1er *(dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail)* : ses observations ; aménagement du temps de travail et diminution du chômage (p. 1138) ;

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, avant la discussion des articles [8 octobre 1987] :

Toxicomanes (traitement médical et réinsertion sociale des —) :
— centres d'accueil et de soins (p. 4049) ;
— injonction thérapeutique (p. 4050).
— politique pénale à l'encontre des toxicomanes (p. 4050) ;
— réinsertion sociale des toxicomanes (p. 4049).
Toxicomanie (lutte contre la — et notamment action de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie) :
— actions menées entre 1981 et 1986 (p. 4049) ;
— crédits engagés (p. 4049) ;
— plan engagé par le garde des sceaux (p. 4048, 4049).
Trafic de stupéfiants (répression du —) :
— petits trafiquants et trafiquants usagers (p. 4049) ;
— repentis (réduction de peines pour les —) (p. 4050).
Trafic de stupéfiants et toxicomanie (qualification pénale et modification des règles concernant le cumul des peines pour les seules affaires de drogue) (p. 4050).

Discussion des articles [8 et 9 octobre 1987] :

Article 1er A *(création d'un Institut national de l'enseignement de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies)* : son amendement n° 22 soutenu par M. Jean-Pierre Worms (de suppression) : adopté au scrutin public (p. 4065) ; **son rappel au règlement** : report de la discussion du projet de loi sur la répression du trafic de stupéfiants à cause de l'insuffisance de la majorité en séance ; mise en difficulté du Gouvernement par le Front national ; hypothèse de clivages à l'intérieur de la majorité (p. 4099).

Après l'article 1er A : son rappel au règlement : objet des amendements du groupe Front national mise en difficulté du garde des sceaux étant donné que certains de ces amendements reprennent des avant-projets abandonnés par le Gouvernement ; comportement du groupe socialiste n'ayant pas pris part au vote sur l'amendement n° 39 de M. François Bachelot pour ne pas servir d'appoint à une majorité insuffisante dans l'hémicycle (p. 4102).

Titre Ier : *dispositions relatives à la lutte contre le trafic de stupéfiants.*

Article 1er *(répression du « blanchissement » des fonds provenant du trafic de stupéfiants)* : opportunité de viser spécifiquement les bandes organisées et les réseaux de trafiquants ; rétablissement de l'anonymat sur l'or ; suppression de l'obligation de paiement par chèque (p. 4105) ; **son rappel au règlement** : demande du garde des sceaux tendant à la

réserve du vote sur les articles et les amendements pour achever l'examen du texte ; s'élève contre cette limitation de la possibilité de décision de l'Assemblée nationale (p. 4124) ; son amendement n° 29 (tendant à punir d'une peine de réclusion criminelle la participation à un groupement de trafiquants) (p. 4125) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 23 (peines prévues pour les organisateurs de réseaux de trafiquants) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution.

Après l'article 1er : son amendement n° 17 (rétablissant l'obligation de paiement par chèque) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 18 (suppression de l'anonymat sur les transactions d'or) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 30 (peines complémentaires) (p. 4126) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution.

Article 2 *(article L. 627-4 à L. 627-6 nouveau du code de la santé publique)* : ses observations ; *article L. 627-5 du code de la santé publique (mesures conservatoires ; exemption ou réduction de peines pour les repentis)* : son amendement n° 24 (suppression du texte proposé pour cet article) (p. 4127) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4128) ; *article L. 627-6 du code de la santé publique (durée des prescriptions de l'action publique et de la peine ; contrainte par corps)* : son amendement n° 19 (suppression du premier alinéa du texte proposé pour cet article) (p. 4137) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; son amendement n° 25 (suppression du 2e alinéa du texte proposé pour cet article ; contrainte par corps) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4138).

Article 3 *(institution d'une peine complémentaire de confiscation de tout ou partie des biens du condamné)* : approuve les dispositions de cet article ; ses réserves sur l'amendement n° 3 de la commission (tendant à exclure de la confiscation les biens acquis par voie successorale) ; degré d'application de la loi de 1970 (p. 4141).

Après l'article 4 : son amendement n° 21 (fermeture administrative des entreprises ayant vendu à un mineur un substitut à un stupéfiant) (p. 4142) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4143).

Article 5 *(possibilité pour le service des douanes d'intervenir au-delà des eaux territoriales et jusqu'à 24 milles des côtes)* : son approbation de cet article ; équipement de la douane en vedettes rapides (p. 4145).

Après l'article 5 : contre l'amendement n° 7 de la commission (détection de la drogue passée « in corpore » grâce à des examens médicaux) (p. 4146).

Après l'article 6 : contre l'amendement n° 62 de M. François Bachelot (possibilité pour les services spécialisés des douanes de consulter le fichier violence, attentats, terrorisme) (p. 4149).

Titre II : *dispositions modifiant le code pénal.*

Article 7 *(réforme du régime des infractions en concours ; cumul, non cumul et confusion des peines)* : son amendement n° 26 (de suppression) : retiré ; son amendement n° 27 rectifié (limitant la portée de la réforme concernant la confusion des peines aux cas dans lesquels certaines infractions à la législation sur les stupéfiants sont en concours avec un crime) (p. 4152) ; retiré (p. 4153).

Titre III : *dispositions diverses.*

Avant l'article 9 : son amendement n° 20 rectifié (possibilité de soumettre à une cure de désintoxication un prévenu ayant commis un délit autre que le délit d'usage, motivé par l'usage de la drogue) (p. 4154) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; **son rappel au règlement** : exprime ses réserves en ce qui concerne le vote des membres du groupe socialiste sur la demande de suspension de séance de M. Bruno Gollnisch ; mentionne qu'un député du groupe Front national est venu tourner les clefs des députés socialistes alors qu'il n'avait pas de délégation pour le faire (p. 4157).

Article 10 *(dispositions relatives aux publications destinées à la jeunesse)* : pour l'amendement n° 73 du Gouvernement (répression de la discrimination et de la haine raciale) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; lutte contre le racisme ; abandon du projet de réforme sur le code de la nationalité (p. 4160) ; contre le sous-amendement n° 80 de M. Bruno Gollnisch à l'amendement n° 73 du Gouvernement (dérision en matière religieuse) (p. 4162).

Article 11 *(application dans le temps des dispositions des articles 5-1 à 5-7 nouveaux du code pénal)* : son amendement n° 28 (de forme) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4181).

Explications de vote :

Institut national de l'enseignement de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies (abandon du projet de —) (p. 4183).

Pays producteurs de produits stupéfiants (développement des cultures alternatives) (p. 4184).

Prévention contre l'usage de la drogue (notamment à l'école) (p. 4184).

Repentis (réduction de peines pour les —) (p. 4183).

Sanctions financières contre le trafic et le « blanchissement » des fonds provenant des trafics de stupéfiants (p. 4183, 4184).

Trafiquants organisés en réseaux et gros trafiquants (p. 4183, 4184).

Abstention du groupe socialiste (p. 4184).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Questions* [20 octobre 1987] :

Coordination de l'action interministérielle (p. 4528).

Toxicomanie (lutte contre la —) (p. 4528).

TREMEGE (Gérard)

Député des Hautes-Pyrénées
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3863).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le développement du mécénat (n° 795) [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 9 juillet 1987] (p. 7496).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (anciens combattants) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [*J.O.* du 13 novembre 1987] (p. 13237).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971) [*J.O.* du 24 novembre 1987] (p. 13896).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [*J.O.* du 8 décembre 1987] (p. 14283).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14830).

DEPOTS

Proposition de loi relative à **l'amortissement par les entreprises (n° 818)** [4 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, sur le **développement du mécénat (n° 836)** [11 juin 1987].

Rapport au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le **développement du mécénat (n° 936)** [8 juillet 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 8 : **anciens combattants (n° 960)** [8 octobre 1987].

Proposition de loi organique relative à **l'indemnisation des membres du Parlement (n° 1180)** [22 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Situation de la Bourse et problèmes monétaires :** déclarations alarmistes et exploitation politicienne de la situation de la Bourse ; demande les conséquences d'une politique monétaire plus souple sur l'inflation [28 octobre 1987] (p. 4976).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur l'épargne (n° 443).**

Première lecture, discussion des articles [21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *plans d'épargne en vue de la retraite.*

Article 4 *(P.E.R., fiscalité des retraits) :* son amendement n° 104 (conditions d'application des abattements de 10 et de 20 % ; arrêt de la déductibilité des versements en cas de retrait ou de perception d'une échéance de pension après 60 ans) : adopté (p. 462).

Chapitre III : *rachat d'une entreprise par ses salariés.*

Article 16 *(rachat d'une entreprise par ses salariés ; conditions ; régime fiscal) :* son approbation ; sa proposition de R.E.S. minoritaires ; ses observations (p. 491) ; son sous-amendement n° 81 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 499) ; retiré (p. 500) ; son sous-amendement n° 82 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (possibilité pour un salarié de détenir plus de 50 % des droits de vote si la société, faisant l'objet du R.E.S., compte moins de 50 salariés) : retiré (p. 503) ; son sous-amendement n° 105 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (agrément ministériel) (p. 503) ; retiré (p. 504) ; son sous-amendement n° 131 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (R.E.S. minoritaires sous condition d'agrément ministériel) (p. 504) ; retiré (p. 505).

— **Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).**

Première lecture, avant la discussion des articles [2 juin 1987] :

Administration fiscale (p. 1828).
Commission Aicardi (p. 1828).
Contrôle fiscal (p. 1828).
Pénalités fiscales (p. 1828).

Discussion des articles [3 juin 1987] :

TItre Ier : *dispositions fiscales.*

Chapitre Ier : *dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 2 *(intérêt de retard et pénalités fiscales) :* imputation des crédits de T.V.A. sur le rappel de T.V.A. pour le calcul de l'intérêt de retard ; délai de remboursement des crédits de T.V.A. (p. 1848).

Article 3 *(sanctions particulières et manquements à des obligations formelles) :* taxe sur les véhicules de société (p. 1878).

— **Projet de loi, adopté paqr le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).**

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [23 juin 1987] :

Acquisitions d'œuvres d'art et de demeures historiques par les entreprises (p. 3038).
Associations (régime des —) (p. 3038).
Associations cultuelles ou de bienfaisance (et problème des sectes) (p. 3037, 3038).
Bénéficiaires des versements ouvrant droit à déduction fiscale (p. 3037).
Conception gouvernementale du mécénat (p. 3036, 3039).
Droit de préemption de l'Etat sur les ventes publiques d'œuvres d'art au profit des collectivités territoriales (p. 3039).
Fondations (régime des —) (p. 3038, 3039).
Historique du mécénat et causes du retard français en ce domaine (p. 3035).
Importance financière actuelle du mécénat (p. 3036).
Legs d'œuvres à l'Etat (p. 3039).
Parrainage (regime du —) (p. 3038).
Politique culturelle de l'Etat (p. 3036, 3037).
Régime des déductions fiscales des versements effectués par les entreprises (p. 3037).
Régime des déductions des versements effectués par des particuliers (p. 3037).
Rôle des entreprises dans le développement du mécénat (p. 3035, 3036).

Discussion des articles [23 juin 1987] [7 juillet 1987] :

Article 1er *(régime de déduction des versements effectués par les particuliers) :* contre l'amendement n° 78 de M. Christian Pierret (limite dans laquelle les dons ouvrent droit à crédit d'impôt — substitution du mécanisme de réduction d'impôt à celui de la déduction du revenu imposable) (p. 3070) ; ses observations sur l'amendement n° 24 de M. Philippe Vasseur (crédit d'impôt de 25 % étant porté au taux de la dernière tranche du barême de l'impôt sur le revenu lorsque les versements du contribuable sont au moins égaux à ceux de l'année précédente dans la limite de 1 200 francs par an) (p. 3071).

Après l'article 1er : contre l'amendement n° 59 de M. Georges Hage (entreprises étant tenues de consacrer un pourcentage de leur chiffre d'affaire aux actions de recherche, de formation ou de culture) (p. 3072).

Article 2 *(détermination des bénéficiaires des versements effectués par les particuliers des entreprises ouvrant droit à déduction et régime de déduction fiscale des entreprises) :* contre l'amendement n° 55 de M. Gilles de Robien (partis politiques bénéficiant du régime de déduction institué par le projet de loi) (p. 3073) ; contre l'amendement n°25 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (associations ayant pour objet la défense du patrimoine historique bénéficiant du régime de déduction institué par le projet de loi) (p. 3074) ; contre l'amendement n° 79 de M. Christian Pierret (dispositions du projet ne s'appliquant pas aux associations culturelles ou de bienfaisance) (p. 3087).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 68 de M. Guy Hermier (décret devant déterminer les conditions dans lesquelles le 1 % s'appliquant à la construction des bâtiments publics dont l'Etat et les collectivités territoriales sont propriétaires pourra être étendu aux entreprises privées).

Article 2 *bis* *(information des actionnaires) :* son amendement n° 6 (dispositif d'information des actionnaires institué par cet article s'appliquant aux versements à effectuer par les entreprises au profit des établissements de recherche et aux sommes destinées à l'acquisition d'œuvres d'art) (p. 3690) : adopté.

Après l'article 2 *bis* *:* son amendement n° 7 (contribuables autres que les entreprises étant autorisés à déduire de leur revenu imposable les versements effectués au profit du comité d'organisation des seizième jeux Olympiques d'Albertville et de la Savoie) : adopté.

Article 3 *(gestion des comptes d'association par les organismes d'utilité publique agréés à cet effet) :* son amendement n° 39, à titre personnel (organismes d'utilité publique appelés à gérer des comptes d'association ne pouvant exercer ce rôle qu'après y avoir été autorisés par un décret en Conseil d'Etat ; obligation de nommer un commissaire aux comptes) (p. 3691) ; adopté.

Article 4 *(acquisition d'œuvres d'art par les entreprises) :* situation de l'œuvre ou du bien ayant fait l'objet d'un don au regard de la taxe professionnelle ; délai relatif à l'acceptation de l'offre de don (p. 3692) ; son amendement n° 9 rectifié (nouvelle rédaction de l'article) (p. 3693) ; contre le sous-amendement n° 97 de M. Jacques Toubon à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (régime fiscal devant également couvrir les dons d'œuvres d'art aux associations reconnues d'utitilité publique et aux fondations du secteur culturel) ; ses observations sur le sous-amendement n° 99 de M. Gilles de Robien à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (déduction fiscale s'effectuant par fractions égales sur une période égale à la moitié de la durée de garde du bien) (p. 3695) ; contre le sous-amendement n° 96 de M. Bernard-Claude Savy à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (réintégration de la provision aux seuls cas où la responsabilité de l'entreprise est engagée) ; contre le sous-amendement n° 101 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (Etat bénéficiant d'un droit de préemption au cas où l'entreprise met le bien en vente) (p. 3696) ; ses observations sur le sous-amendement n° 93 du Gouvernement à l'amendement n° 9 rectifié de la commission (application de l'intérêt de retard en cas de réintégration de la provision du fait de la non exécution de la condition de don à l'Etat) ; amendement n° 9 rectifié adopté après modification.

Après l'article 4 : ses observations sur l'amendement n° 23 rectifié de M. Gilles de Robien (extension du bénéfice de l'article 4 aux collectivités locales) (p. 3697).

Article 4 *bis* *(déduction fiscale du coût d'acquisition des œuvres d'artistes vivants) :* pour l'amendement n° 94 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 3698) ; ses observations sur le sous-amendement n° 95 de M. Jacques Toubon à l'amende-

ment n° 94 du Gouvernement (possibilité d'amortissement offerte aux entreprises par l'article lorsqu'elles achètent des œuvres d'artistes vivants devant être étendue à l'acquisition d'œuvres d'artistes décédés depuis une date récentes) ; ses observations sur l'amendement n° 36 de M. Bernard-Claude Savy (possibilité de réintégration prévue à l'article 5 *bis* du projet en cas de dépréciation de l'œuvre d'art) (p. 3699) ; son amendement n° 40, deuxième rectification, à titre personnel (limite de la déduction fiscale du coût d'acquisition des œuvres d'artistes vivants) ; son amendement n° 41 à titre personnel (entreprise pouvant constituer une provision pour dépréciation lorsque la dépréciation de l'œuvre excède le montant des déductions déjà opérées au titre des alinéas qui précèdent) (p. 3700) ; amendement n° 40 : retiré ; amendement n° 41 : adopté.

Après l'article 4 *bis* : contre l'amendement n° 56 de M. Gilles de Robien (entreprises achetant à compter du 1er juillet 1987 des œuvres originales d'artistes vivants pouvant déduire des impôts dus à la commune au titre de l'exercice de l'année d'acquisition et des neuf années suivantes une somme égale à 4,2 % du prix d'acquisition) (p. 3701).

Article 6 *(assimilation des dépenses de parrainage à des frais généraux)* : ses observations ; dépenses de parrainage devant rester dans un rapport normal avec le chiffre d'affaires de l'entreprise versante (p. 3702) ; contre l'amendement n° 63 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) ; contre l'amendement n° 26 de la commission des affaires culturelles (notion d'activité à caractère philantropique, social, humanitaire, familial, culturel, éducatif, scientifique, sportif ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique ou historique) (p. 3703) ; son amendement n° 10 soutenu par M. Michel Barnier (régime des dépenses engagées au profit du comité d'organisation des seizième jeux Olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie) (p. 3704) ; adopté.

Article 6 *bis* *(circulation des œuvres des collections publiques)* : son amendement n° 11 (de suppression) : adopté (p. 3705).

Article 7 *(déductibilité des charges exposées pour les besoins de l'exploitation et liées à une demeure historique)* : contre l'amendement n° 85 de M. Christian Pierret (ouverture au public des demeures historiques remises en valeur par les entreprises en échange d'avantages fiscaux) (p. 3706).

Article 8 *(exonération des revenus de la dotation des fondations)* : son amendement n° 12 (abattement global forfaitaire sur l'impôt sur les sociétés dû par les fondations au taux réduit) : adopté.

Article 9 *(exonération des droits de mutation à titre gratuit)* : contre l'amendement n° 66 de M. Jean Giard (de suppression) (p. 3707).

Article 10 *(abattement de la taxe sur les salaires pour le secteur associatif)* : contre l'amendement n° 87 de M. Christian Pierret (limite de l'abattement devant être indexé sur la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu) (p. 3708).

Article 11 *(élargissement des ressources des associations)* : contre l'amendement n° 88 de M. Christian Pierret (suppression des dispositions relatives aux associations dotées de la grande capacité) (p. 3709).

Article 12 *(élargissement de la capacité juridique et financière des associations)* : son amendement n° 13 (régime de la reconnaissance d'utilité publique des associations) : adopté ; son amendement n° 42 à titre personnel (association devant pouvoir continuer des placements en actions dès lors qu'il s'agit soit de titres nominatifs soit de titres au porteur identifiables institués par la loi sur l'épargne du 17 juin 1987) (p. 3710) ; adopté ; contre l'amendement n° 46 de M. François d'Aubert (rôle du Conseil d'État dans la procédure de reconnaissance de l'utilité publique) (p. 3711) ; contre l'amendement n° 48 de M. François d'Aubert (association du ministre des finances et du ministre de la culture dans la procédure de reconnaissance d'utilité publique) (p. 3712) ; contre l'amendement n° 45 de M. François d'Aubert (dotation initiale d'une fondation d'utilité publique ne pouvant être supérieure à 20 % du montant des ressources prévues pour la première année de son fonctionnement) (p. 3713).

Avant l'article 13 : son amendement n° 14 (définition du régime juridique de la fondation) ; son sous-amendement n° 91 à titre personnel (raison et dénomination sociale de la fondation reconnue d'utilité publique créée à l'initiative d'une ou plusieurs sociétés commerciales) (p. 3728) ; adopté ; amendement n° 14 : adopté après modification ; son amendement n° 15 (dotation initiale d'une fondation reconnue d'utilité publique pouvant être versée en plusieurs fractions sur une période maximale de 5 ans à compter de la date de publication au *Journal officiel* du décret lui accordant la reconnaissance d'utilité publique) : adopté après rectification (p. 3730).

Article 13 *(protection du titre de fondation)* : son amendement n° 16 (délai dont disposent les fondations pour mettre l'appellation de leur groupement en conformité avec les dispositions protégeant l'appellation de fondation) : adopté (p. 3731) ; contre l'amendement n° 47 de M. François d'Aubert (suppression du dispositif pénal sanctionnant le non respect des dispositions de cet article).

Après l'article 13 : son amendement n° 17 (assouplissement des règles régissant les placements financiers des fondations reconnues d'utilité publique) (p. 3732) ; adopté.

Article 13 *bis* *(régime juridique des fondations d'entreprise)* : son amendement n° 18 (de suppression) : adopté.

Article 13 *ter* *(réglementation des appels à la générosité publique)* : son amendement n° 19 (de suppression) : adopté (p. 3733).

Après l'article 16 : contre l'amendement n° 67 de M. Guy Hermier (pourcentage fixé par décret étant prélevé sur les sommes économisées par les entreprises au titre des droits à déduction prévu par la présente loi) (p. 3734) ; ses observations sur l'amendement n° 77 de M. Bruno Durieux (régime des « chèques-culture ») (p. 3735, 3736).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles
[9 juillet 1987] :

Achat d'œuvres d'artistes vivants ou décédés depuis vingt ans (p. 3894).
Acquisition d'œuvres d'art par les entreprises (p. 3893, 3894).
Amendements d'initiative parlementaire (p. 3893).
Comité d'organisation des jeux Olympiques d'hiver (régime des versements au —) (p. 3893).
Fondations (régime des —) (p. 3894).

Discussion du texte de la commission mixte paritaire
[9 juillet 1987] :

Article 4 : pour l'amendement n° 1 du Gouvernement (procédure à suivre pour bénéficier du régime d'acquisition d'œuvres d'art par les entreprises) (p. 3897).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles
[13 octobre 1987] :

Allégements d'impôt (p. 4230).
Croissance (p. 4229).
Déficit budgétaire (et des administrations) (p. 4229).
Emploi (chômage et effectifs salariés) (p. 4230).
Entreprises (charges pesant sur les —) (p. 4230).
Impôt sur les sociétés (p. 4230).
Inflation (et écart avec nos principaux partenaires) (p. 4230).
Investissement (niveau de l'— et politique en faveur de l'—) (p. 4229).
Recherche (dépenses de — et incitation à la —) (p. 4230).
Sécurité sociale (cotisations de — ; équilibre financier et réforme de la —) (p. 4230).
Taxe professionnelle (p. 4230).
T.V.A. (décalage d'un mois) (p. 4230).

Première partie, discussion des articles
[15 octobre 1987] :

Article 6 *(suppression de la taxe sur certains frais généraux)* : inutilité de la déclaration n° 2067 relative aux 10 salariés les mieux payés de l'entreprise.

Après l'article 6 : son amendement n° 96 (exonération de l'imposition forfaitaire annuelle pour les sociétés cessant leur activité) : rejeté (p. 4367).

Après l'article 18 : son amendement n° 93 (taxe sur les véhicules de société ; suppression de l'amende fiscale de 200 % ; institution de pénalités de retard) : retiré (p. 4440).

Article 19 *(suppression pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés de la possibilité d'étaler sur 3 ans leurs plus-values à court terme réalisées à compter du 1er janvier 1987)* : son amendement n° 94 corrigé (application du nouveau régime pour les plus-values réalisées à compter du 1er janvier 1988) (p. 4442) ; ses réserves sur l'article ; ses observations sur les propos de M. Christian Pierret ; retire son amendement n° 94 corrigé ; repris par M. Pierre Descaves ; rejeté (p. 4443).

Après l'article 19 : son amendement n° 95 (étalement de l'imposition du profit résultant du remboursement par une compagnie d'assurance d'un prêt bancaire contracté pour les besoins de l'entreprise à la suite du décès de son souscripteur) ; repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) ; adopté (p. 4445).

Deuxième partie :

Anciens combattants. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [22 octobre 1987] :
Afrique du Nord (anciens combattants d'— et notamment campagne double et retraite anticipée) (p. 4673).
Allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité (F.N.S.) : (cumul de l'— avec les pensions d'invalidité) (p. 4673).
Appareillage des invalides et victimes de guerre (p. 4674).
Centre d'études et de recherches sur l'appareillage des handicapés (C.E.R.A.H.) (p. 4674).
Harkis (p. 4674).
Indochine (rapatriement des cendres des soldats français) (p. 4672).
Nécropoles et cimetières militaires (réfection des —) (p. 4672).
Office national des anciens combattants et victimes de guerre (O.N.A.C.) (p. 4673, 4674).
Pensions (proportionnalité des —) (p. 4672).
Rapport constant (rattrapage du —) (p. 4673).
Veuves et orphelins de guerre et ascendants (p. 4673).

Vote des crédits [22 octobre 1987] :

Article 65 *(tableau figurant à l'article L. 9 du code des pensions militaire d'invalidité et des victimes de guerre) :* son amendement n° 120 (de précision) : adopté (p. 4695).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Article 53 *(fiscalité de groupe) :* son amendement n° 302 (possibilité pour la société mère de porter à son bilan le montant net d'impôt des plus-values nettes à long terme qu'elle a elle-même réalisées ou qui ont été effectivement mises à sa disposition par ses filiales) (p. 5834) ; retiré ; son amendement n° 303 (possibilité pour les filiales de transférer en franchise d'impôt à la société mère les réserves spéciales de plus-values à long terme constituées avant l'entrée dans le groupe) : retiré (p. 5835) ; son amendement n° 304 (cessions d'immobilisation en cas de fusion de sociétés ou d'opérations assimilées ; maintien pour les sociétés membres d'un groupe de l'étalement ou du report d'imposition) : retiré (p. 5836).

Après l'article 55 : pour l'amendement n° 271 de la commission (régime réel simplifié ; déclaration de l'évaluation de certaines immobilisations) ; évasion fiscale permise par la législation actuelle (p. 5846).

Avant l'article 56 : soutient l'amendement n° 328 de M. Jean-Pierre Soisson (communes fusionnées ; maires délégués des communes associés membres de droit de la commission communale des impôts directs) (p. 5852) ; retiré (p. 5853).

Avant l'article 60 : son amendement n° 305 rectifié soutenu par M. Gilbert Gantier (déclaration de cessation d'activité ; extension aux titulaires de bénéfices non commerciaux du délai de 60 jours) (p. 5908) ; adopté.

Article 60 *(mesures en faveur de la construction de logements ; alignement des régimes des soucriptions de parts de sociétés immobilières sur celui de l'investissement direct) :* supplée par M. Gilbert Gantier ; ses réserves (p. 5909).

Article 62 *(petites entreprises ; allégement des obligations déclaratives) :* suppléé par M. Gilbert Gantier : son opposition à l'article (p. 5919).

Après l'article 62 : son amendement n° 361 soutenu par M. Gilbert Gantier (cessation d'activité ; délai de 60 jours pour la déclaration des salaires versées) : adopté (p. 5920).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Fiscalité des entreprises :
— activités personnelles (transformation des — en sociétés de capitaux) (p. 5978) ;
— cessions d'actions constatées par un acte (p. 5978) ;
— droit d'apport en cas d'incorporation au capital des bénéfices, réserves et provisions (p. 5977) ;
— fonds de commerce (droit de mutation) (p. 5977) ;
— gérants majoritaires de S.A.R.L. (alignement du régime fiscal des — sur celui des dirigeants de S.A.) (p. 5978).

Transmission d'entreprises :
— donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension au tiers) (p. 5977, 5978).

Discussion des articles [18 novembre 1987] :

Chapitre III : *dispositions fiscales.*

Après l'article 23 : son amendement n° 28 corrigé (suppression du droit d'enregistrement de 4,80 % sur les cessions d'actions) (p. 6055) ; retiré ; son amendement n° 27 (droit applicable aux apports de fonds de commerce ou d'une clientèle à une société) ; son amendement n° 26 (même objet) (p. 6056) ; retirés (p. 6057).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre II : *modifications du code électoral.*

Après l'article 9 : son sous-amendement n° 88 corrigé à l'amendement n° 48 de la commission (plafond de la déductibilité) (p. 135) ; retiré (p. 146)

U

UEBERSCHLAG (Jean)

Député du Haut-Rhin
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux **installations classées pour la protection de l'environnement (n° 730)** [7 mai 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le Titre Ier du Livre Ier du code du travail et relatif à l'apprentissage (n° 843).

Première lecture, avant la discussion des articles [1er et 2 juillet 1987] :

Inscrit contre l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 3480 à 3482).

Jeunes :
— chômage des — et action du Gouvernement (p. 3481) ;
— orientation des — (p. 3482).

Discussion des articles [2 juillet 1987] :

Article 1er *(définition de l'apprentissage) :* son amendement n° 114 (rédactionnel) : adopté (p. 3540).

Article 3 *(mission des C.F.A.) :* son amendement n° 115 (possibilité pour les apprentis de suivre l'enseignement d'une langue étrangère) (p. 3561) ; retiré (p. 3562).

Article 16 *bis* *(inspection de l'apprentissage — intégration des inspecteurs dans le corps des inspecteurs de l'enseignement technique)* son amendement n° 121 : devenu sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 132 du Gouvernement (p. 3604).

Article 20 *(date d'entrée en vigueur et modalités d'application de la loi dans les départements d'Alsace et de Moselle) :* son sous-amendement n° 135 à l'amendement n° 57 de la commission (maintien des contrôles effectués par les inspecteurs de l'apprentissage des organismes consulaires dans les départements d'Alsace et de Moselle) (p. 3616) ; adopté ; son amendement n° 129 (application immédiate de l'exonération des cotisations sociales patronales dans les départements d'Alsace et de Moselle) : adopté (p. 3617).

Explications de vote (p. 3618) :

Vote favorable du groupe R.P.R. (p. 3619).

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à garantir le libre exercice de la profession de géomètre-expert (n° 99).

Première lecture, discussion des articles [7 juillet 1987] :

Après l'article unique : contre l'amendement n° 9 de la commission (abrogation de l'article 30 de la loi du 7 mai 1946 supprimant ainsi, les spécificités d'Alsace-Lorraine) (p. 3754).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Commerce et artisanat. — *Questions* [22 octobre 1987] :

Chèque (seuil de l'obligation de paiement par — pour les commerçants) (p. 4645, 4646).

Anciens combattants. — *Vote des crédits* [22 octobre 1987] :

Après l'article 65 : pour l'amendement n° 122 du Gouvernement (patriotes d'Alsace et de Moselle réfractaires à l'annexion de fait pendant la deuxième guerre mondiale) (p. 4697).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Remplacé par M. Gérard Kuster : caisse d'assurance contre les accidents agricoles d'Alsace-Moselle (réduction de la subvention attribuée à la —) (p. 4773).

Industrie. — *Questions* [26 octobre 1987] :

Zones d'entreprises (p. 4826).

Education nationale. — I. Enseignement scolaire. — *Questions* [28 octobre 1987] :

Langues vivantes (place des — dans les C.A.P. et B.E.P.) (p. 4999, 5000).

Affaires sociales et emploi. — *Questions* [3 novembre 1987] :

Politique de l'emploi et de la formation professionnelle :

— apprentissage (p. 5316, 5317).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

Aide personnalisée au logement (bénéfice de l'— pour les étudiants) (p. 5385).

V

VADEPIED (Guy)

Député de l'Oise
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (coopération) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Rapporteur du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Trinité et Tobago en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'encourager le commerce et les investissements internationaux (ensemble un protocole) (n° 1023) [12 novembre 1987] (p. 5817).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi d'amélioration de la décentralisation (n° 973) [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14706).

DEPOTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires étrangères sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** Tome VI : **coopération (n° 962)** [8 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1023) autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République de la Trinité et Tobago** en vue d'éviter les **doubles impositions** et de prévenir l'**évasion fiscale** en matière d'**impôts sur le revenu** et d'encourager le commerce et les investissements internationaux (ensemble un protocole) **(n° 1082)** [26 novembre 1987].

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 avril 1987] :

Economie calédonienne (relance de l'—) (p. 287).
O.N.U. (délibération de l'— à l'égard de la Nouvelle-Calédonie) (p. 288).
Référendum (opportunité du —) (p. 287).
Régionalisation (et notamment politique du Gouvernement à l'égard des régions) (p. 287).

Discussion des articles [14 avril 1987] :

Article 2 *(application du code électoral) :* ses observations (p. 313, 314).
Article 9 *(organisation de la propagande radiodiffusée et télévisée) :* ses réserves (p. 320).
Article 12 *(centralisation du dépouillement) :* son opposition (p. 322).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord international sur le blé de 1986 comprenant la convention sur le commerce du blé et la convention relative à l'aide alimentaire (n° 813).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [15 juin 1987] :

Aide alimentaire (p. 2370, 2371).
Autosuffisance alimentaire (p. 2371).
Communauté économique européenne (propositions de la —) (p. 2370, 2371).
Communauté économique européenne (relations de la — avec les Etats-Unis) (p. 2371).
Conquête des marchés (p. 2370).
Contradictions entre excédents céréaliers et augmentation de la faim (p. 2370).
Espagne et Portugal (entrée de l'— dans la C.E.E.) (p. 2371).
Faim dans le monde (p. 2370).
Libéralisme (p. 2371).
Opérations triangulaires (p. 2371).
Plan Guillaume (p. 2370).
Politique agricole commune (p. 2371).
Sommet de Venise (p. 2370).
Surproduction céréalière mondiale (p. 2370, 2371).
Vote positif du groupe socialiste (p. 2370).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Coopération. — *Examen du fascicule.* Rapporteur pour avis [22 octobre 1987] :

Afrique subsaharienne (situation des pays d'—, endettement, programmes d'ajustement) (p. 4655, 4656).
Aide agricole et alimentaire (et notamment plan Guillaume) (p. 4670).
Aide publique au développement (niveau de 0,7 % du P.I.B.) (p. 4655).
Centre d'information et de formation des agents en coopération (C.O.F.A.C.E.) (p. 4656).
Concours financiers (p. 4656).
Djibouti (crédits d'assistance militaire à —) (p. 4655).
Fonds d'aide et de coopération (F.A.C.) (p. 4655).
Ministère de la coopération (budget, moyens et modernisation du —) (p. 4655, 4656, 4670).
Organismes non gouvernementaux (O.N.G.) et coopération décentralisée (p. 4670).
Pays industrialisés (effort de coopération) (p. 4655).
Vote hostile demandé par lui-même, à titre personnel (p. 4656).

Intérieur. — *Questions* [9 novembre 1987] :

C.A.E.C.L (situation de la —) (p. 5631).
Présentation des feuilles d'impôt (p. 5630).
Statut des élus locaux (p. 5628, 5629).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Article 57 *(foncier non bâti ; institution d'un lien avec la taxe d'habitation) :* son opposition à l'article (p. 5873).

— Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Trinité et Tobago en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'encourager le commerce et les investissements internationaux (ensemble un protocole) (n° 1023).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique.
Rapporteur [1er décembre 1987] :

Convention fiscale (principales dispositions) (p. 6593).
Echanges entre la République de la Trinité et Tobago, et la France (p. 6592, 6593).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant la discussion des articles
[14 décembre 1987] :

Ses observations sur la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7365 à 7369).
C.A.E.C.L. (p. 7366, 7367).
C.N.R.A.C.L (p. 7366).
Communes touristiques :
— dotation touristique (D.G.F.) (p. 7366).
Contrôle financier (rôle des chambres régionales des comptes et des trésoriers-payeurs-généraux pour les petites communes ; contrôle des associations) (p. 7365).
Coopération intercommunale :
— en milieu urbain (p. 7368) ;
— rôle de la — (p. 7366, 7368) ;
— syndicalisme optionnel (p. 7368).
Décentralisation (amélioration ou remise en question de la —) (p. 7365, 7366, 7369).
D.G.E :
— des départements (et notamment critère de potentiel fiscal superficiaire) (p. 7367).
D.G.F. (réforme de la — ; mise en œuvre) (p. 7365).
Elu local (statut de l'—) (p. 7365, 7368).
Fiscalité locale (liens entre les taux des différents impôts) (p. 7366).
Fonction publique territoriale :
— statut de la — (p. 7368).
Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (p. 7366).
Interventions économiques des collectivités locales :
— bilan des — (p. 7367) ;
— entreprises en difficultés (p. 7365) ;
— société Motobécane (sauvetage de la —) (p. 7367).
Procédure budgétaire des collectivités locales (p. 7367, 7368).

Discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Titre II : *dispositions relatives aux interventions économiques des collectivités locales.*

Article 4 *(suppression des aides des communes et des départements en faveur des entreprises en difficultés) :* contre cet article ; enquête demandée aux préfets sur les interventions économiques des collectivités locales ; entreprises en difficultés ; cas des grandes communes (p. 7418) ; soutient l'amendement n° 131 de M. Michel Delebarre (intervention des communes par le biais de conventions signées avec d'autres collectivités en faveur d'entreprises en difficultés) : rejeté (p. 7430) ; soutient l'amendement n° 134 de M. Michel Delebarre (suppression de la consultation préalable pour l'attribution par les régions d'aide directe ou indirecte à des entreprises en difficultés) : rejeté (p. 7432).

Article 5 *(garantie d'emprunt par les communes) :* soutient l'amendement n° 138 de M. Michel Delebarre (tourisme social) (p. 7436) ; rejeté (p. 7437).

Article 14 *(contrôle financier des comptes des collectivités locales) :* contre cet article ; rétablissement de la tutelle pour les communes de moins de 2 000 habitants (p. 7451).

Titre IV : *dispositions relatives à la coopération intercommunale.*

Article 15 A *(syndicat intercommunal d'études et de programmation) :* soutient l'amendement n° 167 de M. Michel Delebarre (de suppression) : rejeté (p. 7468).

Article 15 *(retrait d'une commune d'un syndicat en cas de modification de la réglementation) :* ses observations sur cet article ; coopération intercommunale ; nécessité d'inciter les communes à s'associer grâce à une majoration substantielle des aides à l'investissement ; subvention aux fusions de communes ; question sur l'application au syndicat mixte des conditions de retrait et des dispositions des syndicats à la carte (p. 7472).

VALADE (Jacques)

Ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Jean-Claude Cassaing : loi sur les universités** : choix par les universités des dispositions législatives de 1968 ou de 1984 [6 mai 1987] (p. 892, 893).

— **M. Bernard Debré : réforme des études médicales** : rappel historique des réformes des études médicales [6 mai 1987] (p. 893) ; statut de résident ; stages des étudiants chez les praticiens généralistes (p. 894).

— **M. Jean Bardet : grève des étudiants en médecine** : minorité d'étudiants concernés par le conflit [27 mai 1987] (p. 1708) ; problème du boycott des examens (p. 1709).

— **M. Paul Mercieca : situation des étudiants en médecine** : distinction entre résidents et internes en spécialité ; institution d'un stage obligatoire auprès du praticien pour l'étudiant de médecine générale ; assistanat des hôpitaux [3 juin 1987] (p. 1875).

— **M. Jean-François Deniau : rapport Schwartz sur l'enseignement supérieur** : développement d'une réflexion prospective devant déboucher sur un plan pluriannuel de développement et mise en place d'un groupe de travail [10 juin 1987] (p. 2182, 2183).

— **M. Guy Hermier : situation des enseignants** : situation de l'enseignement supérieur [25 novembre 1987] (p. 6431) ; procédure engagée à l'encontre d'un instituteur des Alpes-Maritimes exerçant à Vallauris, ayant occupé de façon irrégulière le bureau de l'inspecteur d'académie (p. 6432).

INTERVENTIONS

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, avant la discussion des articles
[4 et 5 juin 1987] :

C.N.R.S. (validation des décisions prises par les sections du —) (p. 2039).

Discussion des articles [10 juin 1987] :

Ses observations (p. 2189, 2190, 2191).

Titre III : *dispositions relatives aux études médicales.*

Avant l'article 28 (amendements précédemment réservés) : contre l'amendement n° 135 de M. Claude Bartolone (prorogation jusqu'au 1er octobre 1988 des mesures transitoires prises en application de l'article 68 de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur) ; contre l'amendement n° 136 de M. Claude Bartolone (disposition du présent titre n'entrant en application qu'après promulgation du bilan prévu à l'article 8 de la loi du 23 décembre 1982 relative aux études médicales et pharmaceutiques) (p. 2192) ; absence de mépris du Gouvernement pour les étudiants en médecine (p. 2193).

Article 28 (précédemment réservé) *(régime du troisième cycle des études médicales) :* ses observations (p. 2198) ; contre les amendements identiques n° 102 de Mme Muguette Jacquaint et n° 137 de M. Claude Bartolone (de suppression) (p. 2199) ; contre les amendements n° 103 de M. Jacques Roux et n° 138 de M. Claude Bartolone (conditions d'accès au troisième cycle des études médicales) (p. 2209) ; contre l'amendement n° 139 de M. Claude Bartolone (rétablissement des filières de santé publique et de recherche médicale) (p. 2210) ; contre l'amendement n° 140 de M. Claude Bartolone (généralistes étant formés par un internat) (p. 2211) ; contre l'amendement n° 281 de M. François Bachelot (remplacement de l'internat de spécialité par un certificat d'étude spécial) (p. 2212) ; contre l'amendement n° 311 de M. Georges Hage (troisième cycle des études médicales comportant la filière d'internat de santé publique) (p. 2213) ; contre l'amendement n° 316 de M. Georges Hage (troisième cycle des études médicales comportant une filière d'internat préparant à la profession de médecin des crèches) (p. 2214) ; contre l'amendement n° 314 de M. Georges Hage (troisième cycle des études médicales

comportant la filière d'internat de médecine scolaire) ; contre l'amendement n° 313 de M. Jacques Roux (troisième cycle des études médicales comportant la filière d'internat de médecine du travail) (p. 2215) ; contre l'amendement n° 142 de M. Claude Bartolone (rétablissement de l'examen classant et validant obligatoire) (p. 2216) ; contre l'amendement n° 144 de M. Claude Bartolone (rétablissement de l'examen de fin d'études de deuxième cycle) (p. 2220) ; contre l'amendement n° 145 de M. Claude Bartolone (choix pour les étudiants de la discipline dans laquelle ils entendent se spécialiser) (p. 2221) ; contre l'amendement n° 149 de M. Claude Bartolone (conditions de délivrance du diplôme d'Etat de docteur en médecine) (p. 2222) ; contre l'amendement n° 150 corrigé de M. Claude Bartolone (qualification du doctorat de médecine générale) ; contre l'amendement n° 151 de M. Claude Bartolone (même objet) ; contre l'amendement n° 105 de M. Georges Hage (même objet) (p. 2224) ; contre l'amendement n° 236 de M. Claude Bartolone (identité des statuts des étudiants de troisième cycle) (p. 2226) ; contre l'amendement n° 324 de M. Jacques Roux (étudiants de troisième cycle bénéficiant tous de la même couverture sociale) (p. 2227) ; pour l'amendement n° 99 de la commission (suppression des dispositions prévoyant que les ministres fixent la liste des services formateurs) (p. 2228).

Article 29 (précédemment réservé) *(entrée en vigueur du nouveau régime)* : ses observations sur l'amendement n° 55 de la commission (loi entrant en vigueur pour les étudiants entrant en troisième cycle dès l'automne 1987) (p. 2231).

Avant l'article 28 (amendements précédemment réservés) : contre les amendements identiques n° 134 de M. Claude Bartolone et n° 332 de M. Georges Hage (nécessité de publier le bilan prévu à l'article 8 de la loi de décembre 1982 relative aux études médicales et pharmaceutiques) (p. 2232).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Education nationale. — II. Recherche et enseignement supérieur. — *Examen des fascicules* [29 octobre 1987] :

Enseignement supérieur :

Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires (A.T.O.S.) (p. 5068, 5069).
Allocation de recherche (p. 5067).
Bibliothèques (p. 5070).
Bourses et actions sociales universitaires (p. 5067, 5070, 5091).
Budget consacré aux universités (p. 5068, 5091, 5092).
C.A.P.E.S. et agrégations (préparation aux —) (p. 5070).
Diplômes nationaux (habilitations) (p. 5090).
Doctorat (p. 5090, 5091).
Droits d'inscription et d'entrée en bibliothèque (p. 5070).
Equipement universitaire (p. 5068, 5070).
Etudiants (nombre d'— notamment en première année) (p. 5068).
Heures complémentaires (rémunérations des —) (p. 5068, 5069).
Premiers cycles universitaires (p. 5090).
Professeurs et corps enseignants de l'université :
— mesures catégorielles, recrutement, carrière (p. 5069).

Recherche :

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.) (p. 5091).
Agence nationale pour la valorisation de la recherche (A.N.V.A.R.) (p. 5065).
Centre d'études des systèmes et technologies avancées (C.E.S.T.A.) (p. 5091).
Cité des sciences de la Villette (p. 5092).
Compagnie générale de radiologie (C.G.R.) (p. 5090).
Crédit d'impôt – recherche (p. 5065).
Dépense nationale de recherche-développement (p. 5068).
Effort budgétaire de recherche-développement (E.B.R.D.) (p. 5065, 5090, 5092).
Evaluation de la recherche et de la technologie (notamment rôle d'un conseil supérieur de la recherche et de la technologie) (p. 5065, 5066, 5090).
Fonds de recherche et de technologie (F.R.T.) (notamment programmes nationaux) (p. 5066, 5067).
Ingénieurs, techniciens et agents (I.T.A.) (p. 5067, 5069).
Institut national de recherches agronomiques (I.N.R.A.) (p. 5092).
Organismes publics de recherche (dont C.N.R.S.) (p. 5067).
Programme de développement technologique et filières (cas de l'électronucléaire, de l'électronique, de l'aéronautique, du spatial et des télécommunications) (p. 5066).
Programme spatial (p. 5065, 5091).
Recherche civile (effort de —) (p. 5066).
Recherche européenne (dont programme Eurêka) (p. 5066).
Recherche industrielle (p. 5066, 5068).
Recherche médicale (S.I.D.A. notamment) (p. 5067).
Recherche militaire (p. 5066).
Recherche universitaire (notamment prime de —) (p. 5067, 5068, 5070, 5071).
Toulouse (Université Paul Sabatier) (p. 5091).
Universités (statut des — et application de l'article 33 de la loi de 1984) (p. 5092, 5093).
Universités (implantation des —) (p. 5069).

Réponses aux questions :

Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires (A.T.O.S.) (réductions de postes) (M. Jacques Legendre) (p. 5100, 5101).
Agro-industriel (secteur) (M. Michel Cointat) (p. 5098).
Antilles (MM. Jean Maran et Louis-Joseph-Dogué remplacé par M. Jean-Hugues Colonna) (p. 5094, 5097).
Aquitaine (charte de développement pour la recherche scientifique et technique) (M. Jean-Yves Le Déaut) (p. 5096).
Bourses universitaires (étudiants dont la famille réside à l'étranger) (M. Jean-Yves Le Déaut) (p. 5096).
Calais (enseignement supérieur d'anglais à —) (M. Yvan Blot) (p. 5100).
Formations dispensées par les régions (comptabilité avec les inscriptions universitaires et affectation à la sécurité sociale étudiante) (M. Bruno Bourg-Broc) (p. 5098).
Institut de biotechnologie de Nancy (M. Jean-Yves Le Déaut) (p. 5096).
Institut lorrain des matériaux (M. Jean-Yves Le Déaut) (p. 5096).
Institut national du médicament de Caen (M. Francis Saint-Ellier) (p. 5094).
Recherche industrielle (M. René Drouin remplacé par M. Augustin Bonrepaux) (p. 5096).
Saint-Etienne (faculté de médecine) (M. Henri Bayard) (p. 5095).
Sport universitaire (création d'universités sportives notamment) (M. Eric Raoult) (p. 5100).
Supraconducteurs (et notamment centre de Caen) (M. Francis Saint-Ellier) (p. 5094).
U.E.R. (conseils scientifiques des — et notamment en médecine) (M. Jean Bardet) (p. 5099).
Universités (financement de la création de nouvelles —) (M. Etienne Pinte) (p. 5099).
Universités (statut des —) (M. Bruno Gollnisch) (p. 5097, 5098).

Vote des crédits :

Etat B, titre III : contre l'amendement n° 178 de M. Jean-Claude Martinez (réduction des crédits destinés au comité national d'évaluation des universités) (p. 5101) ; crédits destinés aux bibliothèques (p. 5102).

Titre IV : contre l'amendement n° 24 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits de communication) ; nature des crédits de communication.

Etat C, titre V : contre l'amendement n° 187 de M. Bruno Gollnisch (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; centre de prospection et d'évaluation ; cité des sciences de la Villette (p. 5103).

VALLEIX (Jean)

Député de la Gironde
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

DEPOTS

Rapport d'information fait en application de l'article 29 du règlement au nom des délégués de l'Assemblée nationale à **l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale** sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa **33e session ordinaire** (1987) **(n° 1178)** [22 décembre 1987].

Rapport d'information en application de l'article 29 du règlement au nom des délégués de l'Assemblée nationale à

l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa **38e session ordinaire** (1986-1987) **(n° 1177)** [22 décembre 1987].

INTERVENTIONS

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Affaires étrangères, Premier ministre : droits de l'Homme, francophonie. — *Questions* [5 novembre 1987] :

Europe Occidentale (renforcement de la sécurité en — après les négociations américano-soviétiques) (p. 5476, 5477).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Questions* [6 novembre 1987] :

Route Centre-Europe-Atlantique (conditions de réalisation) (p. 5504).

VASSEUR (Philippe)

Député du Pas-de-Calais
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Secrétaire de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (industrie, postes et télécommunications et tourisme : industrie) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Rapporteur du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971) [5 novembre 1987] (p. 5483).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971) [*J.O.* du 24 novembre 1987] (p. 13696).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 25 novembre 1987] (p. 13748).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **transparence** et la moralisation du **financement** de la **vie politique** en France **(n° 646)** [14 avril 1987].

Proposition de loi tendant à **autoriser l'exploitation de certains jeux de hasard et appareils de jeux sur les navires à passagers (n° 766)** [19 mai 1987]. Retrait le 18 juin 1987.

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 84-1286 du 21 décembre 1984 relative à l'exercice du **droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 813)** [4 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 27 : **industrie, postes et télécommunications et tourisme : industrie (n° 960)** [8 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 971) adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à la **mutualisation de la caisse nationale de crédit agricole (n° 1030)** [12 novembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 1063)** [24 novembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Difficultés économiques de la France :** « déclinose » ; déficit du commerce extérieur ; nécessité de mener une action de redressement et d'assainissement de l'industrie [24 juin 1987] (p. 3113) ;

— **Mutualisation du crédit agricole :** demande l'affectation du produit de la mutualisation du Crédit agricole [2 décembre 1987] (p. 6690).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la construction et l'exploitation par des sociétés privées concessionnaires d'une liaison fixe transmanche (n° 610) et portant approbation, en tant que de besoin, de la concession concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une liaison fixe à travers la Manche (n° 811).**

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [22 avril 1987] :

Activités portuaires (p. 558).
Aménagement du territoire (p. 558, 559).
Approbation du groupe U.D.F. (p. 559).
Droits et obligations des concessionnaires (p. 558).
Droits et obligations des deux Gouvernements (p. 558).
Emploi (préférence nationale et régionale) (p. 559).
Emplois (retombées sur le nombre d'—) (p. 558).
Financement sur fonds privés (p. 558).
Infrastructures autoroutières, routières et ferroviaires (plan d'accompagnement en —) (p. 559).
Marché européen (p. 559).
Nord-Pas-de-Calais (retombées économiques sur la région —) (p. 558).
T.G.V. Nord (p. 559).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur le développement du mécénat (n° 795).**

Première lecture, discussion des articles [23 juin 1987] :

Article 1er *(régime de déduction des versements effectués par les particuliers) :* son amendement n° 24 (crédit d'impôt de 25 % étant porté au taux de la dernière tranche du barème de l'impôt sur le revenu lorsque les versements du contribuable sont au moins égaux à ceux de l'année précédente dans la limite de 1 200 francs par an) : retiré (p. 3071).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, première partie, discussion des articles : [15 octobre 1987] :

Article 5 *(crédit d'impôt recherche) :* son amendement n° 91 soutenu par M. Charles Revet (possibilité offerte aux entreprises ayant bénéficié pour moins de 20 000 francs du crédit d'impôt recherche existant de bénéficier ensuite du crédit d'impôt recherche en volume) (p. 4355) ; retiré (p. 4356).

Après l'article 9 : son amendement n° 37 (limitation de la prise en compte comme bénéfice agricole de recettes accessoires portée de 80 à 120 000 francs) : non soutenu (p. 4386).

Deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :

Espace rural (aménagement de l'—) (p. 4751).

Industrie. — *Examen du fascicule.* Rapporteur spécial [26 octobre 1987] :

Allégements fiscaux en faveur des entreprises (p. 4791, 4792).
Bourse (situation de la —) (p. 4791).
Budget de l'industrie (diminution du —) (p. 4791).
Chimie (industrie de la — et avenir de l'Institut national de la recherche chimique appliquée — I.R.C.H.A.) (p. 4792).
Compétitivité de l'industrie française (p. 4791, 4792).
Désengagement de l'Etat (p. 4791, 4792).
Investissement immatériel (p. 4792).
Investissement productif (p. 4791).

Petites et moyennes entreprises et industries (P.M.E.-P.M.I.) (p. 4792).
Pétrole et produits pétroliers (approvisionnement de la France en —) (p. 4791).
Politique industrielle menée depuis 1986 (p. 4791, 4792).
Prélèvements obligatoires (poids des —) (p. 4791, 4792).
Recherche, développement, innovation (et crédit d'impôt-recherche) (p. 4792).
Renault (p. 4792).
Sidérurgie (p. 4792).
Taux d'intérêt (hausse des —) (p. 4791).

Examen des crédits (p. 4827) :

Etat B, titre III : contre l'amendement n° 13 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) (p. 4827).

Etat B, titre IV : contre l'amendement n° 14 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; nécessité d'une action de communication rigoureuse (p. 4828) ; contre l'amendement n° 15 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits) ; existence d'aides à la presse dans les principales démocraties modernes (p. 4829) ; contre l'amendement n° 16 de M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; effort en faveur des P.M.I. (p. 4829) ; contre l'amendement n° 143 de M. Alain Richard (réduction de crédits) (p. 4830).

Etat C, titre VI : contre l'amendement n° 152 de M. Paul Chomat (réduction d'autorisations de programme et de crédits) (p. 4830).

Tourisme. — *Examen du fascicule* [27 octobre 1987] :

Pas-de-Calais (perspectives dans le —) (p. 4876).
Tourisme rural (p. 4876).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 6090).
Ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 6158).
Caisse nationale de crédit agricole :
— directeur général (nomination) (p. 6076).
Caisses régionales :
— représentation majoritaire des agriculteurs au sein des — (p. 6075).
Crédit agricole :
— développement et adaptation (p. 6075) ;
— prêts bonifiés (monopole de distribution des —) (p. 6076).
Mutualisation ou privatisation (p. 6090).
Recettes (affectation des — et de la mutualisation) (p. 6076).

Discussion des articles. Rapporteur [20 novembre 1987] [21 novembre 1987] :

Article 1er *(transformation en société anonyme de la Caisse nationale de crédit agricole après absorption du fonds de garantie) :* **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Raymond Douyère : répond à celui-ci que l'amendement est celui de M. Michel Cointat et non celui de la commission des finances ; contre les amendements n° 38 de M. Pierre Joxe et 22 de M. Jean Jarosz (tendant à rendre comme seuls actionnaires possibles les caisses régionales) (p. 6167).

Article 2 *(gestion des actions de la société anonyme Caisse nationale du crédit agricole) :* ses observations (p. 6185) ; pour l'amendement n° 84 de M. Gilbert Gantier (regroupement dans la nouvelle société de tous les organismes dont le fonctionnement en est logiquement indispensable) (p. 6188) ; pour les amendements n° 24 de M. Jean Jarosz, n° 35 de M. René André, n° 36 de M. François d'Aubert et n° 42 de M. Pierre Joxe (suppression du dernier alinéa de l'article 2) ; pour l'amendement n° 83 de M. François d'Aubert (versement des ressources du produit de la mutualisation de la Caisse nationale du crédit agricole au budget de l'Etat) ; contre l'amendement n° 39, deuxième rectification, précédemment réservé de M. Pierre Joxe (versement des ressources du produit de la mutualisation de la Caisse nationale du crédit agricole au budget de l'Etat) (p. 6193).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 44 de M. Pierre Joxe (détermination de la valeur de la C.N.C.A.) (p. 6209).

Article 3 *(modalités de fixation du prix de cession) :* contre l'amendement n° 45 de M. Pierre Joxe (arrêté fixant le prix de la Caisse nationale signé par le seul ministre chargé de l'économie) ; pour l'amendement n° 91 du Gouvernement (cession des parts aux salariés dans les délais prévus par la loi du 6 août 1986) (p. 6212).

Article 4 *(modalités de cession des actions de la C.N.C.A.) :* pour l'amendement n° 93 du Gouvernement (possibilité pour l'Etat de conserver dans l'immédiat une partie des actions destinées aux salariés) (p. 6214).

Article 6 *(modalités de calcul des droits de vote dans la nouvelle société) :* ses observations sur les clés de répartition (p. 6217).

Article 7 *(conseil d'administration) :* ses observations sur les monopoles du crédit agricole (p. 6242) ; contre l'amendement n° 29 de M. Gérard Bordu (redéfinition de la composition du conseil d'administration) (p. 6244) ; pour l'amendement n° 15 de la commission de la production (représentation des organisations professionnelles) ; contre les amendements n° 21 de M. Jacques Farran, n° 72 de M. Jacques Bompard et n° 59 de M. Pierre Joxe (représentation des organisations professionnelles) (p. 6245) ; contre l'amendement n° 56 de M. Pierre Joxe (représentation des actionnaires salariés) (p. 6247) ; contre l'amendement n° 54 de M. Pierre Joxe (représentation des salariés dans dans le conseil d'administration) ; son amendement n° 6 (élection et nomination du président directeur général et du directeur général) (p. 6248) ; contre le sous-amendement n° 101 de M. Pierre Joxe (durée de la qualité d'administrateur pour être élu président directeur général) ; pour le sous-amendement n° 104 de M. Charles Revet (conditions de nomination du directeur général) ; pour le sous-amendement n° 94 du Gouvernement (fonctions du directeur général) (p. 6249) ; amendement n° 6, ainsi modifié : adopté ; contre l'amendement n° 73 de M. Jacques Bompard (qualité d'exploitant agricole pour 66 % des administrateurs) (p. 6250).

Article 8 *(statut des personnels n'appartenant pas à la fonction publique) :* son amendement n° 7 soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression de la mention du fonds de garantie au sein de l'article 8) (p. 6250) ; adopté (p. 6251).

Article 9 *(statut des personnels fonctionnaires) :* contre l'amendement n° 99 de M. Pierre Joxe (position particulière des fonctionnaires travaillant au sein de la C.N.C.A.) ; contre l'amendement n° 62 de M. Pierre Joxe (précision de l'organisme auprès duquel le fonctionnaire est détaché) ; contre l'amendement n° 63 de M. Pierre Joxe (représentation des fonctionnaires dans les instances représentatives du crédit agricole) ; son amendement n° 8 (précision de l'organisme auprès duquel le fonctionnaire est détaché) : adopté ; contre l'amendement n° 32 de M. Vincent Porelli (durée maximale du détachement) (p. 6253).

Article 10 *(modalités fiscales de l'opération) :* contre l'amendement n° 79 de M. Charles Revet (exonération fiscale pour le transfert du fonds commun de garantie).

Article 10 *bis* *(organisation entre l'Etat et la société créée) :* contre l'amendement n° 65 de M. Pierre Joxe (de suppression) (p. 6254).

Après l'article 10 *bis* : pour l'amendement n° 18 rectifié de M. Michel Cointat (création d'un comité permanent du financement de l'agriculture) ; pour le sous-amendement n° 103 rectifié du Gouvernement (présidence assurée par le président du comité supérieur d'orientation) ; contre le sous-amendement n° 105 de M. Maurice Adevah-Pœuf (représentation de l'ensemble des organisations professionnelles au sein du comité permanent) (p. 6256).

Article 12 *(négociabilité des parts sociales des caisses de crédit agricole) :* pour l'amendement n° 81 de M. Charles Revet (suppression de la différence de traitement fiscal entre les souscripteurs des parts sociales et les souscripteurs d'actions) (p. 6257).

Article 13 *(conseil d'administration des caisses régionales) :* ses observations sur le pouvoir de contrôle des agriculteurs sur le crédit agricole (p. 6259) ; contre l'amendement n° 20 corrigé de M. Charles Revet (constitution de trois collèges différents pour la représentation au sein du conseil d'administration) ; son amendement n° 9 (majorité de 66 % pour les agriculteurs au sein du conseil d'administration) : adopté (p. 6261).

Article 14 *(dispositions transitoires) :* son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté (p. 6262).

Article 15 *(conditions d'entrée en vigueur de la mutualisation) :* contre l'amendement n° 69 de M. Pierre Joxe (habilitation du ministre de l'économie et des finances pour la détermination du prix de cession et du volume d'actions) (p. 6263).

Titre *(projet de loi relatif à la mutualisation de la Caisse nationale du crédit agricole) :* contre l'amendement n° 71 de M. Pierre Joxe (remplacement du mot « mutualisation » par le mot « privatisation ») (p. 6264).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles.
Rapporteur [1er décembre 1987] :

Caisses régionales (représentation majoritaire des agriculteurs) (p. 6610, 6611, 6612).
Crédit agricole :
— développement et adaptation du — (p. 6610).
Directeur général (nomination par l'Etat) (p. 6610, 6612).
Recettes (affectations des — de la mutualisation) (p. 6611).

Discussion du texte de la commission mixte paritaire [1er décembre 1987] :

Pour l'amendement n° 1 du Gouvernement (avantage identique à l'ensemble du personnel du crédit agricole) ; pour l'amendement n° 3 du Gouvernement (agrément du directeur général par l'Etat conditionné à la distribution de prêts bonifiés par le crédit agricole) (p. 6638) ; ses observations sur l'amendement n° 2 rectifié du Gouvernement (majorité de 51 % au sein des conseils d'administration des caisses régionales des crédits agricoles) (p. 6639).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1082).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 13 : son amendement n° 12 soutenu par M. Ladislas Poniatowski (désaffectation du produit de la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole en vue de son attribution à des actions en faveur de l'agriculture) ; son amendement n° 13 soutenu par M. Ladislas Poniatowski (désaffectation de la moitié des recettes provenant de la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole) (p. 6925) ; votes réservés (p. 6933).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et du projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [2 février 1988] :

Contre la question préalable opposée par M. André Lajoinie (communiste) au projet de loi organique (p. 27, 28, 29).
Origines et motifs du dispositif proposé :
— coût de la vie politique (mesure et causes) (p. 27) ;
— financement de la vie politique et fonctionnement de la démocratie (p. 28) ;
— financement de la vie politique et image de la classe politique (p. 27) ;
— financement actuel des partis politiques (et notamment « affaires » ayant mis en cause certains d'entre eux) (p. 27).
Financement des campagnes électorales :
— dons des personnes privées et déductibilité (plafonnement et déductibilité fiscale) (p. 28) ;
— compte de campagne et comité de campagne (p. 28, 29).
Applicabilité de la réforme (p. 29).
Financement des partis politiques :
— appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 28) ;
— dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) (p. 28) ;

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre II : *modifications du code électoral.*
Après l'article 9 : contre le sous-amendement n° 132 de M. Pierre Joxe à l'amendement n° 110 du Gouvernement (exclusion du champ d'application de la déductibilité des entreprises bénéficiant de concession de services publics, des entreprises ayant soumissionné à des marchés publics, des entreprises ayant reçu des subventions de l'Etat, des entreprises d'armement, et prévoyant l'avis du comité d'entreprise pour les dons effectués aux partis politiques) (p. 162) ; précise qu'il aurait été préférable de discuter de ce sous-amendement point par point (p. 163).

VAUZELLE (Michel)

Député des Bouches-du-Rhône
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :
Elevage ovin (p. 4752).

VERGES (Laurent)

Député de la Réunion
Apparenté communiste

Devenu député le 15 octobre 1987, en remplacement de M. Paul Vergès, démissionnaire [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11998).

S'apparente au groupe communiste [*J.O.* du 21 octobre 1987] (p. 12300).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 7 novembre 1987] (p. 13032).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Questions* [21 octobre 1987] :
Statut du personnel communal journalier à la Réunion (p. 4615, 4616).

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 novembre 1987] :
Situation sociale à la Réunion (p. 5254, 5255).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Vote des crédits* [6 novembre 1987] :

Etat C, titre V : son amendement n° 237 (réduction des crédits) : retiré (p. 5513).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé :
— financement actuel des partis politiques (et notamment « affaires » ayant mis en cause certains d'entre eux) (p. 61).
Financement des partis politiques :
— application de la réforme dans les D.O.M.-T.O.M. (p. 61).
Divers :
— accès des partis politiques aux média (p. 62).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre III : *dispositions relatives au financement des partis et groupements politiques.*
Article 7 *(modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis) :* ses amendements n° 83, 84 et 85 (adaptation du texte aux spécificités des D.O.M.-T.O.M.) (p. 201) ; rejeté (p. 202).

VERGES (Paul)

Député de la Réunion
Apparenté communiste

S'apparente au groupe communiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

Démission le 14 octobre 1987 [*J.O.* du 15 octobre 1987] (p. 11998).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3732).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, discussion des articles [27 mai 1987] :

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 9 *(article 22 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (budget des centres de gestion) :* son amendement n° 152 soutenu par M. Elie Hoarau (intégration des rémunérations des non titulaires dans l'assiette des cotisations au centre de gestion) (p. 1730) ; rejeté (p. 1731).

VILLIERS (Philippe de)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication
Député de la Vendée
Non inscrit.

Devenu député le 1er juin 1987, en remplacement de M. Vincent Ansquer, décédé [*J.O.* du 3 juin 1987] (p. 6018).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 3 juin 1987] (p. 6018).

Fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication. Décret du 25 juin 1987 [*J.O.* du 26 juin 1987] (p. 6903).

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie frnçaise [*J.O.* du23 juillet 1987] (p. 8239).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 3 juillet 1987] (p. 7281).

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement de :

— M. Charles Fiterman : radios locales privées : publication des plans de fréquence ; radios associatives ; C.N.C.L. [6 mai 1987] (p. 886) ;

orales sans débat de :

— M. Jean-Yves Le Drian (n° 209) : langue et culture bretonnes : poursuite des aides aux associations ; soutien aux institutions mises en place [15 mai 1987] (p. 1186, 1187) ;

— M. André Fanton (n° 206) : classement en pays d'Auge en zone agricole défavorisée : critères de classement retenus par les communautés européennes ; existence d'un plan de restructuration laitière ; action du F.I.D.A.R. [15 mai 1987] (p. 1188) ;

— M. Michel Charzat (n° 210) : transfert du ministère de l'économie et projet informatique Scribe : application du projet Scribe déjà opérationnel ; échéancier des livraisons des bâtiments de Bercy et de leur occupation par les services du ministère [15 mai 1987] (p. 1189, 1190).

VIRAPOULLE (Jean-Paul)

Député de la Réunion
U.D.F.
Secrétaire de l'Assemblée nationale

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1987] (p. 4).

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3732).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à instituer un code de l'urbanisme applicable à Mayotte (n° 930) [12 novembre 1987] (p. 5817).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de programme relatif à l'équipement militaire pour les années 1987-1991 (n° 432).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 avril 1987] :

Aide aux pays en voie de développement (p. 147).
Avions de transport (p. 147).
Bombe à neutrons (p. 147).
Force d'action rapide (p. 147).
Outre-Mer (rôle de l'— dans la défense et notamment nucléarisation de l'—) (p. 147).

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [10 avril 1987] :

Composition pluri-ethnique de la population calédonienne (p. 242).
Constitutionnalité du référendum (p. 241).
Décolonisation (politique de —) (p. 241).
Ingérences extérieures (p. 241, 242).
Référendum (opportunité du —) (p. 242).
Régionalisation (et notamment politique du Gouvernement à l'égard des régions) (p. 242).

Discussion des articles [14 avril 1987] :

Article 1er *(organisation de la consultation référendaire) :* ses observations (p. 307, 308, 309).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, avant la discussion des articles [21 mai 1987] :

Chômage de longue durée (dans les D.O.M.) (p. 1455, 1456).
Enseignement (p. 1455).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Cotisations patronales (p. 2950).
Etats généraux (opportunité et enjeux des —) (p. 2950, 2951).
Politique familiale (p. 2950).
Sécurité sociale (axe possible de réforme de la —) (p. 2950).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Avant l'article 1er : soutient l'amendement n° 15 de M. Jean-Jacques Jegou (diminution du taux de T.V.A. des appareillages pour handicapés) (p. 2963) : retiré (p. 2964).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :

Communauté économique européenne (intégration des D.O.M.-T.O.M. dans la —) (p. 4614, 4615).
Crédits (montant et répartition des —) (p. 4614).

Agriculture - B.A.P.S.A. — *Questions* [23 octobre 1987] :
Départements d'outre-mer (impacts de la politique agricole communautaire sur les —) (p. 4770).

— Projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008).

Première lecture, avant la discussion des articles [23 novembre 1987] et [24 novembre 1987] :
Appréciations générales sur le projet et la situation en Nouvelle-Calédonie :
— association des minorités (Gouvernement) (p. 6316) ;
— politique de la France dans le Pacifique sud (p. 6315, 6316) ;
— réconciliation des populations mélanésiennes (p. 6317).
Evolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie :
— politique menée par les Gouvernements socialistes (p. 6316).
Organisation des pouvoirs publics en Nouvelle-Calédonie :
— coutume et Assemblée coutumière (p. 6316).

Explications de vote [25 novembre 1987] :
Application de la loi (p. 6451).
Association des minorités (et article 40 du projet) (p. 6450, 6451).
Droit du peuple mélanésien à l'indépendance (p. 6450).
Vote positif du groupe U.D.F. (p. 6451).

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier de la Constitution, ainsi que débat et vote sur cette déclaration (n° 1105).

Discussion [3 décembre 1987] :
Engagements électoraux (respect des —) (p. 6748).
Europe (construction européenne) (p. 6748).
Majorité parlementaire (p. 6747).

— Projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025).

Première lecture, avant la discussion des articles [11 décembre 1987] et [17 décembre 1987] :
Contre la question préalable opposée par M. André Lajoinie (p. 7223).
Agence nationale pour la participation des employeurs (p. 7223).
Comité interprofessionnel du logement (gestion) (p. 7222).
Comité interprofessionnel du logement (structure et champs d'intervention) (p. 7223).
Entreprises (taux de participation des — à l'effort de construction) (p. 7222).
Fonds de garantie (p. 7223).
Outre-mer (logement) (p. 7223).

Discussion des articles :
Article 1er *(taux de participation obligatoire des employeurs à l'effort de construction) :* son amendement n° 50 (tendant à rendre obligatoire l'affectation du 1/9e de la contribution aux employeurs au logement de la population étrangère) ; son amendement n° 51 (tendant à faire bénéficier aux Français les plus défavorisés d'une partie du 1/9e réservé aux immigrés) (p. 7641) ; retirés (p. 7642).

VIVIEN (Alain)

Député de la Seine-et-Marne
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (imprimerie nationale, journaux officiels) [8 octobre 1987] (p. 4075).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008) [*J.O.* du 16 décembre 1987] (p. 14661).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 17 décembre 1987] (p. 14706).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **réquisition d'emprise totale** dans le cadre de **l'expropriation d'une exploitation agricole (n° 821)** [4 juin 1987].

Proposition de loi tendant à **faciliter les opérations de vote des personnes aveugles ou non voyantes (n° 822)** [4 juin 1987].

Proposition de loi tendant à **réduire les nuisances** occasionnées à l'urbanisation existante **par les recherches pétrolières (n° 826)** [4 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** annexe n° 40 : **imprimerie nationale, journaux officiels (n° 960)** [8 octobre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Endettement du tiers monde : proposition de loi socialiste et proposition de loi émanant de la majorité [10 juin 1987] (p. 2177) ;

orales sans débat :

— n° 182, posée le 7 avril 1987 : **logement (prêts)** (p. 67) ; appelée le 10 avril 1987 : **situation de certains emprunteurs** : lourdeur des remboursements d'emprunts à taux progressifs en période de réduction de l'inflation et de blocage des salaires (p. 217, 218) ;

— n° 279, posée le 6 octobre 1987 : **police (fonctionnement : Seine-et-Marne)** (p. 3980) ; appelée le 9 octobre 1987 : **effectifs de police en Seine-et-Marne** : leur diminution face à des besoins accrus du fait d'une forte urbanisation ; recrudescence des délits et des crimes ; gratifications refusées aux personnels de police de Seine-et-Marne (p. 4086) ; réduction des crédits d'équipement prévus au projet de budget pour 1988 (p. 4087).

INTERVENTIONS

— Projet de loi organisant la consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 614).

Première lecture, avant la discussion des articles [10 avril 1987] :
Soutient la question préalable de M. Pierre Joxe (p. 238) ; rejetée au scrutin public (p. 243).
Evolution historique (p. 240).
Intérêts de la France (et notamment francophonie) (p. 240).
Nainville-les-Roches (conférence de —) (p. 239).
Paix civile (et notamment rétablissement de l'ordre (p. 239).
Politique calédonienne des Gouvernements socialistes (p. 239).
Référendum (opportunité du —) (p. 240).
Statut futur de la Nouvelle-Calédonie (p. 239).

— Son rappel au règlement : envoi par M. Pierre Ceyrac de documents de « Causa » sous pli portant le timbre de l'Assemblée nationale [3 juin 1987] (p. 1876).

— Déclaration du Gouvernemant sur la politique étrangère et débat sur catte déclaration.

Discussion [16 juin 1987] :
Pays en voie de développement (aide aux — et problème de l'endettement du tiers monde) (p. 2474, 2475).

Procédure des questions :
Chypre (réglement du conflit) (p. 2493).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :
Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.) (prélèvements sur la — et réforme de la —) (p. 4258).
Collectivités locales (D.G.F. et transferts de charges) (p. 4258, 4259).
Impôts locaux (et actualisation triennale des valeurs locatives) (p. 4258).
Paris (mesures favorables à la ville de — prises par le Gouvernement) (p. 4258).

Deuxième partie :

D.O.M.-T.O.M. — *Examen du fascicule* [21 octobre 1987] :
Communauté économique européenne (intégration des D.O.M.-T.O.M. dans la —) (p. 4610).
Hôpitaux (p. 4610).
Investissement dans les D.O.M.-T.O.M. (et notamment F.I.D.O.M. et F.I.D.E.S.) (p. 4610).
Loi de programme du 31 décembre 1986 (application de la —) (p. 4610).

Coopération. — *Examen du fascicule* [22 octobre 1987] :
Afrique subsaharienne (situation des pays d'—, endettement, programmes d'ajustement) (p. 4665, 4666).
Aide agricole et alimentaire (et notamment plan Guillaume) (p. 4666).
Organismes non gouvernementaux (O.N.G.) et coopération décentralisée (p. 4666).
Politique de coopération (principe de la —, partenariat, propositions de loi déposées) (p. 4666).

Services du Premier ministre. — *Examen du fascicule* [29 octobre 1987] :
Journaux officiels (et centre national d'informations juridiques) (p. 5032, 5033).

Economie, finances et privatisation. Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Examen des fascicules.* Rapporteur spécial [12 novembre 1987] :
Imprimerie nationale (p. 5735, 5736).
Imprimerie nationale (personnel de l'—) (p. 5736, 5737).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 décembre 1987] :
Compensation des charges de décentralisation (notamment pour les établissements universitaires et scolaires ; Seine-et-Marne) (p. 7397).
Décentralisation (amélioration ou remise en question de la —) (p. 7382, 7383).
Villes nouvelles (éligibilité à la D.G.F.) (p. 7382).

VIVIEN (Robert-André)

Député du Val-de-Marne
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur général de cette commission [8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur du projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571) [16 avril 1987] (p. 450).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'épargne (n° 443) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858) [*J.O.* du 1er juillet 1987] (p. 7177).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971) [*J.O.* du 24 novembre 1987] (p. 13896).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur les bourses des valeurs (n° 1002) [*J.O.* du 10 décembre 1987] (p. 14382).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) [*J.O.* du 8 décembre 1987] (p. 14283).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 11 décembre 1987] (p. 14431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062) [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14830).

Rapporteur de cette commission [*J.O.* du 19 décembre 1987] (p. 14838).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 571) modifiant **les procédures fiscales et douanières (n° 703)** [7 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 160) portant **règlement définitif du budget de 1984 (n° 779)** [21 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 568) portant **règlement définitif du budget de 1985 (n° 780)** [21 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi aur l'épargne (n° 791)** [27 mai 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 840) portant diverses mesures relatives au **financement de la sécurité sociale (n° 847)** [16 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 883), modifié par le Sénat, modifiant les **procédures fiscales et douanières (n° 898)** [29 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant diverses mesures relatives au **financement de la sécurité sociale (n° 899)** [30 juin 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** : Tome I : rapport général ; Tome II : examen de la première partie du projet de loi de finances — conditions générales de l'équilibre financier ; Tome III : examen de la deuxième partie du projet de loi de finances — Moyens des services et dispositions spéciales **(n° 960)** [8 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur **projet de loi de finances rectificative pour 1987** (n° 1062) **(n° 1098)** [3 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances pour 1988 (n° 1129)** [10 décembre 1987].

Proposition de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social et relative à la **durée du mandat** des **présidents d'entreprises du secteur public (n° 1137)** [15 décembre 1987].

Rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1168)** [18 décembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Exportation des produits japonais : attitude des Etats-Unis et de l'Europe [6 mai 1987] (p. 895).

INTERVENTIONS

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles.

Rapporteur général [15 et 16 avril 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 378).
Ses observations sur l'intervention de M. Jean Le Garrec (p. 378).
Ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe (p. 421,422).
Actions (achat d'— et plans d'options sur —) (p. 361).
Actions (et mandataires sociaux) (p. 361).
Caisses d'épargne et de prévoyance (p. 362, 363).
Conditions d'examen du texte en commission (p. 359, 422).
Epargne des entreprises (p. 359).
Epargne et épargne des ménages (p. 359).
Impôt sur les sociétés (p. 363).
Investissement des entreprises (p. 363).
M.A.T.I.F. (marchés à terme d'instruments financiers) (p. 362).
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— assurance vie (lien et cumul du P.E.R. avec —) (p. 360) ;
— capitalisation (retraite par —) (p. 360) ;
— emplois (du —) (p. 360) ;
— invalidité et licenciement (p. 360) ;
— plafond de déductibilité et régime fiscal des versements (p. 360) ;
— prélèvement libératoire optionnel (p. 360) ;
— répartition (retraite par —) (p. 360) ;
— sécurité des épargnants (p. 360).
Prêts de titres (p. 361, 362).
R.E.S. (reprise de l'entreprise par ses salariés) (p. 361) :
— agrément (p. 361) ;
— crédit d'impôt (p. 361) ;
— déduction des intérêts d'emprunt (p. 361) ;
— loi de 1984 (p. 361).
Sociétés :
— assemblées générales (droit de timbre) (p. 362) ;
— information sur leur actionnariat (p. 362) ;
— obligations de déclaration (seuils) (p. 362).
Valeurs mobilières (fiscalité des — et abattement sur le revenu des —) (p. 360).

Discussion des articles [16 et 21 avril 1987] :

Chapitre Ier : *plans d'épargne en vue de la retraite.*

Article Ier *(ouverture des P.E.R. à compter du 1er juin 1987 ; catégories d'organismes pouvant les proposer) :* contre l'amendement n° 29 de M. Pierre Descaves (réservant le bénéfice du P.E.R. aux nationaux et aux ressortissants de la C.E.E.) ; son amendement n° 4 (habilitation des services financiers de la poste et des comptables du Trésor à proposer le P.E.R.) (p. 433) ; ses observations sur l'attitude du Front national ; adoption de l'amendement n° 4 ; pour l'amendement n° 150 du Gouvernement (extension de l'habilitation à proposer le P.E.R. aux institutions de retraite et de prévoyance complémentaires) (p. 434) ; s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Pierre Descaves (suppression de la référence au décret pour déterminer les catégories d'organismes habilités à gérer le P.E.R.) (p. 436).

Article 2 *(plafond des versements effectués sur le P.E.R. pouvant être déduits du revenu imposable) :* son amendement n° 5 (rédactionnel) ; suppression de la référence au « compte » ; adopté ; son amendement n° 6 (de conséquence) : adopté (p. 438) ; son amendement n° 7 (plafond de déductibilité porté à 18 000 francs pour les contribuables mariés ayant au moins trois enfants à charge) (p. 439) ; rejeté ; pour le sous-amendement n° 181 de M. Gilbert Gantier à l'amendement n° 179 du Gouvernement (majoration du plafond de déductibilité pour charges familiales) (p. 440) ; contre l'amendement n° 99 de M. Christian Pierret (réduction d'impôt de 1 500 francs substituée à la déduction du revenu imposable) (p. 441) ; contre l'amendement n° 89 de la commission des affaires culturelles (prise en compte pour 50 % de leur montant des versements affectés à la constitution d'une pension sous forme de rente viagère) (p. 442).

Avant l'article 3 : pour l'amendement n° 151 du Gouvernement (coordination avec le code de la sécurité sociale et le code rural) (p. 443).

Article 3 *(emplois du P.E.R. ; fiscalité de ses revenus et plus-values) :* son amendement n° 8 (de conséquence) : adopté (p. 445) ; contre l'amendement n° 169 de M. Alain Lamassoure (élargissement des possibilités de placement aux valeurs mobilières non cotées) ; sécurité des épargnants ; contre les amendements n° 90 de la commission des affaires culturelles et n° 130 de M. Gilbert Gantier (élargissement des possibilités de placement du P.E.R. aux parts sociales émises par les banques mutualistes ou coopératives) (p. 446) ; son amendement n° 10 (emplois du P.E.R. en valeurs mobilières étrangères) (p. 448) ; contre l'amendement n° 115 de M. Gilles de Robien (fixant une quotité minimale de valeurs libellées en Ecu) ; adoption de l'amendement n° 10 (p. 449) ; son amendement n° 9 (de conséquence) : adopté ; contre l'amendement n° 116 de M. Gilles de Robien (suppression de la référence au décret pour fixer les opérations éligibles au P.E.R. relevant du code des assurances et de la mutualité) (p. 460) ; contre l'amendement n° 116 de M. Christian Pierret (mutuelles autorisées à démarcher pour le P.E.R.).

Article 4 *(P.E.R., fiscalité des retraits) :* contre l'amendement n° 102 de M. Christian Pierret (sortie du P.E.R. uniquement en rente viagère et imposition de la pension à ce titre) ; son amendement n° 11 (de conséquence) : adopté (p. 461) ; pour l'amendement n° 149 de M. Philippe Auberger (exonération des retraits consécutifs au décès sous condition d'inscription sur un autre P.E.R.) (p. 461) ; soutient l'amendement n° 104 de M. Guy Trémège (conditions d'application des abattements de 10 % et de 20 % ; arrêt de la déductibilité des versements en cas de retrait ou de perception d'une échéance de pension après 60 ans) : adopté (p. 462).

Article 5 *(pénalité de 10 % appliquée au retrait ou à la pension intervenant avant 60 ans et moins de 10 ans après l'ouverture du P.E.R.) :* contre l'amendement n° 143 de M. Christian Pierret (non application de la pénalité frappant l'échéance de pension viagère lorsque le contribuable ou le plus âgé des époux perçoit une pension de retraite au titre d'un régime obligatoire) ; libre choix entre la rente et le versement d'un capital (p. 463).

Article 7 *(absence de pénalité sur les retraits ou les échéances de pension en cas de décès du contribuable ou de l'un des époux soumis à l'imposition commune) :* son amendement n° 12 (absence de pénalité en cas d'invalidité) (p. 465) ; adopté.

Article 8 *(attribution de crédits d'impôt en fonction de l'âge du retrait du capital ou de liquidation de la pension) :* placement en valeurs étrangères dans le P.E.R. (p. 466) ; suppression du lien entre le crédit d'impôt et l'âge auquel intervient la liquidation de la retraite principale ; contre l'amendement n° 159 de M. Etienne Pinte (non attribution de crédits d'impôt en cas de retrait ou de liquidation intervenant avant l'âge de 63 ans) (p. 467).

Après l'article 8 : pour les sous-amendements n° 83 et 84 de M. Gilbert Gantier à l'amendement n° 2 du Gouvernement (réduction des taux du prélèvement libératoire en cas de retrait ou de liquidation de la pension après l'âge de 60 ans) ; pour l'amendement n° 2 du Gouvernement (prélèvement libératoire sur les retraits ou les arrérages de pensions après l'âge de 60 ans) (p. 469, 470).

Article 9 *(lien entre le P.E.R. et l'assurance vie) :* son amendement n° 13 (cumul des déductions au titre du P.E.R. et de l'assurance vie) (p. 472) ; adopté ; son amendement n° 14 (rédactionnel) : adopté (p. 473).

Après l'article 9 : contre l'amendement n° 67 de M. Paul Chomat (réservant le bénéfice de la prime d'épargne logement aux seuls épargnants réalisant un projet immobilier) (p. 474) ; contre l'amendement n° 68 de M. Roger Combrisson (suppression de l'avoir fiscal et institution d'une retenue à la source de 24 % sur les revenus des capitaux mobiliers) (p. 475) ; contre l'amendement n° 69 de M. Roger Combrisson (suppression du prélèvement libératoire sur les revenus des obligations) ; contre l'amendement n° 70 de M. Roger Combrisson (instituant un prélèvement à la source sur les revenus de l'emprunt 7 % de 1973) (p. 476) ; contre l'amendement n° 62 de M. Roger Combrisson (instituant une taxe de 2 % sur les opérations de bourse) (p. 477).

Chapitre II : *options de souscription ou d'achat d'actions.*

Article 10 *(modulation du prix des actions offertes aux salariés) :* contre l'amendement n° 132 de M. Christian Pierret (de suppression) (p. 478) ; contre l'amendement n° 40 de M. Pierre Descaves (fixation du prix de souscription des actions par l'Assemblée générale) ; avantages exorbitants consentis aux mandataires sociaux (p. 478).

Article 13 *(extension aux mandataires sociaux du bénéfice des plans d'options de souscription d'actions) :* contre l'amendement n° 141 de M. Christian Pierret (de suppression) (p. 479) ; son amendement n° 15 (achat d'actions par les mandataires sociaux) : modifié et adopté (p. 480).

Article 15 *(fixation par l'Assemblée générale du délai d'exercice des options de souscription d'actions avec un minimum*

de 5 ans) : contre l'amendement n° 135 de M. Christian Pierret (de suppression) (p. 481).

Après l'article 15 : pour l'amendement n° 161 de M. Etienne Pinte (options de souscription d'actions dans les filiales de sociétés étrangères) (p. 482).

Chapitre III : *rachat d'une entreprise par ses salariés.*

Article 16 *(rachat d'une entreprise par ses salariés ; conditions ; régime fiscal)* : contre l'amendement n° 136 de M. Christian Pierret (nouvelle rédaction de l'article) ; contre l'institution de deux types de R.E.S. ; pour l'amendement n° 3 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article) (p. 497) ; contre le sous-amendement n° 137 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 3 du Gouvernement (possibilité pour les salariés ayant plus d'un an d'ancienneté de choisir entre les deux régimes de reprise de l'entreprise par ses salariés) (p. 498) ; contre le sous-amendement n° 138 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 3 du Gouvernement (dimimuant les plafonds de déductibilité des intérêts d'emprunts souscrits par les salariés) ; contre le sous-amendement n° 81 de M. Gérard Trémège à l'amendement n° 3 du Gouvernement (rédactionnel) (p. 499) ; contre les sous-amendements n° 139 de M. Christian Pierret et n° 176 de M. Pierre Descaves à l'amendement n° 3 du Gouvernement (extension de la R.E.S. aux entreprises de moins de 20 salariés) (p. 501) ; contre le sous-amendement de M. Jacques Barrot n° 147 à l'amendement n° 3 du Gouvernement (R.E.S. minoritaires) (p. 502) ; contre le sous-amendement n° 131 de M. Gérard Trémège à l'amendement n° 3 du Gouvernement (R.E.S. minoritaires) (p. 504) ; contre le sous-amendement n° 140 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 3 du Gouvernement (sommes versées en application de la R.E.S. ne pouvant bénéficier des avantages fiscaux consentis aux donations-partages) (p. 505).

Après l'article 16 : pour l'amendement n° 87 de M. Georges Tranchant (utilisation de la réserve spéciale de participation dans le cadre d'une R.E.S.) (p. 506).

Chapitre IV : *mesures concernant la fiscalité des valeurs mobilières.*

Article 17 *(majoration de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières)* : contre l'amendement n° 146 de M. Christian Pierret (prorogation du C.E.A. jusqu'en 1990) (p. 507).

Après l'article 17 : pour l'amendement n° 127 de M. Gilbert Gantier (négociabilité des parts des caisses de crédit agricole) (p. 508).

Article 18 *(déductibilité fiscale des intérêts versés sur les comptes courants d'associés)* : son amendement n° 16 (prélèvement libératoire à certaines conditions sur les intérêts versés sur les comptes courants d'associés) (p. 509) ; rejeté (p. 510).

Après l'article 18 : son amendement n° 18 (suppression du droit d'enregistrement sur l'incorporation de réserves au capital social) (p. 510) ; rejeté (p. 511).

Chapitre V : *prêts de titres.*

Article 24 *(interdiction de la provision pour dépréciation — non application du régime fiscal de la société mère)* : contre l'amendement n° 54 de M. Pierre Descaves (possibilité offerte aux prêteurs d'effectuer une provision pour dépréciation) (p. 511).

Chapitre VIII : *réforme des caisses d'épargne et de prévoyance.*

Article 35 *(habilitation des caisses d'épargne et de prévoyance à réaliser des opérations en faveur des personnes morales)* : banalisation ; contre l'amendement n° 76 de M. Jean Giard (de suppression) ; son amendement n° 18 (rédactionnel) : adopté (p. 515).

Article 37 *(fusion de caisses d'épargne et de prévoyance — conseil d'orientation et de surveillance de la caisse issue de la fusion)* : son amendement n° 19 (durée du mandat du conseil d'orientation et de surveillance de la nouvelle caisse) : adopté.

Avant l'article 38 : son amendement n° 20 (plan d'épargne entreprises ; augmentations de capitals sur une épargne à constituer) : adopté (p. 516).

Chapitre IX : *mesures concernant les sociétés et leurs actionnaires.*

Article 38 *(informations fournies aux sociétés sur leurs actionnaires)* : son amendement n° 21 (rédactionnel) : adopté (p. 517).

Avant l'article 43 : ses observations sur les amendements 23, 24, 25, 26 et 27 de M. Pierre Mazeaud (conditions de création et d'exercice des sociétés commerciales de remisiers et de gérants de portefeuille) (p. 518).

Chapitre X : *modernisation du marché financier et dispositions diverses.*

Avant l'article 45 : pour l'amendement n° 156 du Gouvernement (réduction du taux d'impôt sur les sociétés à 42 % à compter du 1er janvier 1988) ; réduction du montant des acomptes au titre de 1987 ; contre le sous-amendement n° 180 de M. Christian Pierret à l'amendement n° 156 du Gouvernement (réduction à 40 % de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis) (p. 520) ; rentabilité fiscale ; augmentations de capital (p. 521).

Article 45 *(validation législative des transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé)* : contre l'amendement n° 125 de M. Gilbert Gantier (rédactionnel) (p. 522).

Seconde délibération du projet de loi :

Article 9 *(lien entre le P.E.R et l'assurance vie)* : pour l'amendement n° 1 du Gouvernement (non cumul des plafonds de déductibilité du P.E.R. et des avantages fiscaux liés à l'assurance vie) (p. 523).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [2 juin 1987] (p. 1784).
Actionnaires minoritaires (p. 1784).
Actions (achat d'— et plans d'options sur —) (p. 1784, 1785).
Certificats coopératifs d'investissement (p. 1785).
Plan d'épargne retraite (p. 1784).
Reprise de l'entreprise par ses salariés (p. 1785).
Titres au porteur identifiable (p. 1785).
Valeurs mobilières (fiscalité des —) (p. 1785).

Discussion des articles :

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Christian Pierret (p. 1795).

— Projet de loi modifiant les procédures fiscales et douanières (n° 571).

Première lecture, avant la discussion des articles [2 juin 1987] :
Abus de droit (comité consultatif pour la répression des —) (p. 1799).
Administration fiscale (p. 1800).
Charte du contribuable (et garanties offertes au contribuable) (p. 1797).
Commission Aicardi (p. 1796).
Commissions départementales des impôts (p. 1797).
Contrôle fiscal (p. 1796, 1798, 1799).
Douane (p. 1799, 1800).
Intérêt de retard (p. 1797).
Pénalités fiscales (p. 1797, 1798).
Renseignement (droit de — du contribuable) (p. 1799).

Discussion des articles [3 juin 1987] :

Titre Ier : *dispositions fiscales.*

Chapitre 1er : *dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 1er *(composition de la commission départementale des impôts)* : contre l'amendement n° 43 de M. Pierre Descaves (présence obligatoire d'un expert-comptable au sein de la commission) ; contre l'amendement n° 42 de M. Pierre Descaves (suppression de la voix prépondérante du président de la commission) : son amendement n° 1 (rédactionnel) (p. 1840) : adopté ; son amendement n° 74 à titre personnel (consultation des organisations patronales interprofessionnelles les plus représentatives pour la désignation des représentants des contribuables) : retiré ; son amendement n° 2 (rédactionnel — imposition au bénéfice réel) : adopté ; son amendement n° 3 (désignation des représentants des contribuables agricoles par les fédérations départementales des syndicats d'exploitants agricoles) : adopté (p. 1841) ; son amendement n° 75 à titre personnel (désignation d'un représentant du contribuable par une organisation professionnelle à laquelle il appartient) : adopté ; son amendement n° 4 (de coordination) : adopté ; son amendement n° 5 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 76 à titre personnel (de coordination) (p. 1842) ; retiré ; son amendement n° 77 à titre personnel (de coordination) ; contre le sous-amendement n° 81 de M. Jacques Farran (désignation d'un représentant du contribuable par un organisme auquel il appartient en remplacement, au choix du contribuable, d'un de ses autres représentants) ; amendement n° 77 : adopté ; son amendement n° 6 (de coordination) (p. 1843) ; adopté ; nature réglementaire de l'objet de l'amendement n° 63 de M. Christian Pierret ; son amendement n° 7 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 8 (composition de la commission en cas de saisine au titre de la taxation d'office) (p. 1844) ; adopté ; son amendement n° 9 (composition de la commission en cas de saisine au titre de la taxation d'office — période transitoire) : adopté.

Article 2 *(intérêt de retard et pénalités fiscales)* : son amendement n° 10 (rédactionnel) : adopté ; son amendement

n° 11 (rédactionnel) (p. 1846) ; contre l'amendement n° 64 de M. Christian Pierret (intérêt de retard égal au taux de base bancaire majoré de deux points) (p. 1847) ; amendement n° 11 : adopté ; son amendement n° 12 (imputation des crédits de T.V.A. sur le rappel de T.V.A. pour le calcul de l'intérêt de retard) ; distinction à opérer entre les crédits de T.V.A. selon qu'ils sont ou non imputables à la seule période vérifiée : adopté au scrutin public (p. 1848) ; **son rappel au règlement** : vote de l'amendement n° 12 de la commission ; conjonction Front national — parti socialiste ; rapport de M. Jean-Claude Martinez sur le budget de l'éducation nationale pour 1987 ; sa mise en cause par le Front national l'accusant d'être « l'allié des marxistes » (p. 1849) ; contre l'amendement n° 46 de M. Pierre Descaves (pénalités limitées à 30 % du montant des droits exigibles en cas de déclaration tardive) ; ses amendements n° 13 et 14 (rédactionnels) : adoptés (p. 1850) ; contre l'amendement n° 45 de M. Christian Baeckeroot (délai supplémentaire d'un mois pour la souscription de la déclaration) ; danger d'une extension généralisée des délais ; son amendement n° 15 (successions — report de six mois de l'application des pénalités pour dépôt tardif de la déclaration) (p. 1851) ; repris par le Gouvernement ; rectifié (suppression du gage) : adopté ; ses amendements n° 16, 17 et 18 (rédactionnels) ; maintien des pénalités (p. 1852) ; adoptés (p. 1853) ; contre l'amendement n° 52 de M. Georges Tranchant (mention des sanctions encourues sur les mises en demeure adressées par l'administration) ; pratique de l'administration conforme à cet amendement (p. 1877).

Article 3 *(sanctions particulières et manquements à des obligations formelles)* : son amendement n° 19 (rédactionnel) : adopté ; son amendement n° 20 (production par le contribuable d'un relevé récapitulant les charges et provisions dépassant un seuil fixé par le ministre chargé de l'économie et des finances) (p. 1879) ; adopté ; contre l'amendement n° 47 de M. Pierre Descaves (application de la pénalité si le contribuable n'a pas fourni le relevé récapitulant certaines charges et provisions dans un délai d'un mois à compter de la mise en demeure de l'administration) ; pour l'amendement n° 89 du Gouvernement (pénalités de 100 % et 75 % sur les rémunérations occultes — responsabilité des dirigeants pour le paiement de ces pénalités) ; son amendement n° 21 (droits d'enregistrement — suppression de la présomption de mauvaise foi lorsque l'insuffisance de déclaration relevée excède 50 % de la valeur reconnue par l'administration aux biens en cause) (p. 1880) ; adopté.

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 80 de M. Christian Pierret (multiplication par cinq d'éléments du barème pour l'évaluation forfaitaire du revenu imposable) (p. 1881).

Chapitre II : *dispositions portant modification du Livre des procédures fiscales.*

Avant l'article 4 : son amendement n° 22 (remise par l'administration de la charte du contribuable au contribuable vérifié préalablement au contrôle — caractère opposable à l'administration des dispositions contenues dans la charte) (p. 1881) ; modifié et adopté (p. 1882).

Article 4 *(vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble)* : son amendement n° 23 corrigé (rédactionnel) ; bilan des V.A.S.F.E. (vérifications approfondies de la situation fiscale d'ensemble) ; adopté (p. 1884) ; contre l'amendement n° 41 de M. Georges Tranchant (suppression de l'obligation de justifier la propriété de biens corporels mobiliers sauf dispositions législatives contraires) ; risque d'abus (p. 1885) ; demande au ministre d'améliorer, par voie de circulaire l'information des contribuables à propos de l'origine de propriété des biens mobiliers (p. 1886) ; son amendement n° 24 soutenu par M. Georges Tranchant (administration tenue d'indiquer les points sur lesquels portent ses demandes d'éclaircissements et d'indiquer le délai dont dispose le contribuable pour répondre) : adopté ; son amendement n° 25 soutenu par M. Georges Tranchant (délai porté de 50 jours à deux mois quand l'administration estime insuffisants les renseignements fournis par le contribuable) : adopté ; son amendement n° 26 (administration tenue de préciser les compléments de réponse qu'elle souhaite obtenir lorsqu'elle estime insuffisants les renseignements fournis) : adopté ; son amendement n° 27 corrigé (limitation de la prorogation de la durée de la V.A.S.F.E. au délai de réponse supplémentaire accordé sur demande du contribuable) : adopté ; son amendement n° 28 (de coordination) : adopté.

Après l'article 4 : son amendement n° 29 (droit de renseignement du contribuable solution retenue par le contribuable opposable à l'administration à défaut de réponse dans un délai de 60 jours) ; ses réserves à titre personnel (p. 1888) ; retiré ; contre l'amendement n° 68 de M. Christian Pierret (droits d'enregistrement — rétablissement de la procédure de rectification des prix et des évaluations de biens) (p. 1891) ; contre l'amendement n° 67 de M. Christian Pierret (rétablissement de la procédure de taxation d'office dans le cas des dépenses personnelles, ostensibles et notoires) (p. 1892) ; ses observations sur l'amendement n° 51 de M. Jacques Féron (taxation d'office à l'issue de la V.A.S.F.E. seulement en cas de non réponse du contribuable aux demandes de renseignements et d'éclaircissements formulées par l'administration (p. 1894).

Article 7 *(limitation à trois mois de la durée de la vérification fiscale sur place pour les petites entreprises — relèvement des limites de chiffres d'affaires)* : son amendement n° 30 (limite portée à 900 000 francs pour les professions libérales) : adopté (p. 1904).

Article 9 *(saisine du comité consultatif pour la répression des abus de droit)* : son amendement n° 31 (rédactionnel) : adopté.

Après l'article 10 : son amendement n° 94 à titre personnel (contrainte par corps — limitation des cas d'application) (p. 1905) ; contre l'amendement n° 82 de M. Jean-Claude Martinez (suppression de la contrainte par corps sauf en cas d'infraction en matière de trafic de stupéfiants) (p. 1906) ; état de la législation sur la contrainte par corps ; garanties offertes aux contribuables ; caractère dissuasif (p. 1907) ; amendement n° 94 : adopté (p. 1908) ; contre l'amendement n° 58 de M. Georges Tranchant (possibilité pour le contribuable qui conteste le bien fondé où le montant de l'imposition de différer le paiement de la partie contestée — constitution de garanties) ; sursis automatique à paiement prévu par l'article 81-V de la loi de finances pour 1987 (p. 1909) ; contre l'amendement n° 83 de M. Jean-Claude Martinez (mise en œuvre de la contrainte par corps seulement après que le Conseil d'Etat se soit prononcé sur la régularité et le bien fondé de l'imposition) (p. 1910) ; son amendement n° 32 (impôt sur le revenu — possibilité d'imposition séparée des époux séparés de biens — cessation de la solidarité dans ce cas) ; ses réserves à titre personnel ; adopté ; son amendement n° 33 (fonds de commerce — abrogation de la solidarité fiscale du propriétaire avec son locataire-gérant sauf en cas de collusion ou de gérance fictive) ; ses réserves à titre personnel (p. 1911) ; rejeté au scrutin public (p. 1912) ; contre l'amendement n° 49 de M. Pierre Descaves (suspension de l'application du régime des poursuites pénales pour certaines infractions jusqu'au vote d'une loi destinée à réorganiser ce régime) ; son amendement n° 34 (droit de renseignement du contribuable) (p. 1913) ; adopté (p. 1914).

Titre II : *dispositions portant modifications du code des douanes.*

Article 11 *(aménagement des règles de preuve et des procédures)* : contre l'amendement n° 56 de M. Georges Tranchant (établissement de la liste des marchandises réputées avoir été importées en contrebande — concertation avec les professions concernées) ; regrette que M. Georges Tranchant reprenne les dispositions d'un de ses amendements qu'il avait retiré en commission (p. 1915) ; contre l'amendement n° 55 de M. Georges Tranchant (marchandises désignées pour la première fois par l'arrêté — absence de perception de droit ou de constatation d'infraction, au titre de leur détention, en cas de déclaration dans un délai de six mois) (p. 1916).

Après l'article 11 : son amendement n° 35 (nullité de tout redressement fiscal dans lequel serait intervenu un agent d'une administration fiscale d'un pays étranger) (p. 1917) ; modifié et adopté.

Article 12 *(renforcement du contrôle judiciaire sur la procédure des flagrants délits douaniers)* : son amendement n° 36 (retenue douanière) : adopté (p. 1918).

Après l'article 13 : son amendement n° 37 (détention d'avoirs à l'étranger — exigibilité des justifications pendant un délai de 10 ans précédant la date d'engagement de la procédure) ; repris par le Gouvernement ; rectifié (suppression du gage) : adopté (p. 1919).

Après l'article 14 : contre les amendements n° 39 corrigé de M. Roger Combrisson et n° 71 corrigé de M. Christian Pierret (pouvoirs de la douane en matière d'évasion de capitaux par manipulation de prix à l'importation et à l'exportation) ; principe de la liberté du commerce et des prix (p. 1920).

Deuxième lecture, avant la discussion des articles [1er juillet 1987] :

Améliorations apportées au texte par le travail parlementaire (p. 3450, 3451).

Commission départementale des impôts :

— présence d'un expert-comptable (p. 3450, 3451) ;

— saisine d'une commission d'un autre département à la demande du contribuable (p. 3451).
Commission des finances (séance du 1er juillet 1987) (p. 3449, 3450).
Intérêt versé au contribuable (p. 3451).
Successions (pénalités en cas de défaut de déclaration) (p. 3451).

Discussion des articles [1er juillet 1987] (p. 3454) :

Titre Ier : *dispositions fiscales.*

Chapitre 1er : *dispositions portant modification du code général des impôts.*

Article 1er *(composition de la commission départementale des impôts)* : contre l'amendement n° 1 de M. Christian Pierret (expert comptable siégeant à la commission ne pouvant avoir tenu la comptabilité du contribuable ni avoir visé des documents fiscaux de celui-ci ni être commissaire aux comptes d'une société soumise à vérification) (p. 3455).

Article 2 *(intérêt de retard et pénalités fiscales)* : contre l'amendement n° 2 de M. Christian Pierret (taux de l'intérêt de retard fixé au taux de base bancaire majoré de deux points) (p. 3456).

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 3 de M. Christian Pierret (multiplication par trois d'éléments du barème pour le calcul de l'évaluation forfaitaire minimale du revenu imposable) (p. 3457).

Chapitre II : *dispositions portant modification du Livre des procédures fiscales.*

Après l'article 4 : contre l'amendement n° 5 de M. Christian Pierret (suppression de l'obligation faite à l'administration de motiver les redressements en matière d'insuffisance de prix ou d'évaluation) ; contre l'amendement n° 4 de M. Christian Pierret (rétablissement de la procédure de taxation d'office en cas de dépenses personnelles, ostensibles ou notoires) (p. 3458).

Article 5 *(charge de la preuve en cas de contestation de l'avis de la commission départementale des impôts)* : contre l'amendement n° 6 de M. Christian Pierret (charge de la preuve supportée par l'administration seulement quand l'imposition établie n'est pas conforme à l'avis de la commission) (p. 3459) ; contre l'amendement n° 9 de M. Christian Pierret (suppression de l'obligation faite à l'administration de prouver l'existence de graves irrégularités dans la comptabilité du contribuable).

Titre II : *dispositions portant modification du code des douanes.*

Article 11 *(aménagement des règles de preuve et des procédures)* : contre l'amendement n° 7 de M. Christian Pierret (sont réputées avoir été importées en contrebande les marchandises faisant l'objet d'une fraude internationale ou d'un marché clandestin).

Après l'article 14 : contre l'amendement n° 8 de M. Christian Pierret (pouvoirs de la douane en matière d'évasion de capitaux par manipulation de prix à l'importation et à l'exportation) ; possibilité pour l'administration de contester des transferts à l'étranger (p. 3461).

— Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1984 (n° 160) et projet de loi portant règlement définitif du budget de 1985 (n° 568).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune. Rapporteur général [17 juin 1987] :

Crédits (modifications, annulations, dépassements et reports de —) (p. 2523, 2524).
Déficit budgétaire (niveau, financement et justification du —) (p. 2522).
Dette publique (p. 2522).
Environnement économique de 1984 et de 1985 (p. 2521).
Fonds de concours (p. 2521, 2523).
Obligations renouvelables du Trésor (p. 2522).
Parlement (information et contrôle du — sur le budget) (p. 2523).
Résultats économiques de 1984 et de 1985 (p. 2521).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune. Rapporteur général [18 et 19 juin 1987] :

Ses observations sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marie Le Pen soutenue par M. Guy Herlory sur le projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) (p. 2959, 2960).
Chômage (accroissement du —) (p. 2842).
Comité des sages (rapport du —) (p. 2841).
Déficit des régimes sociaux et prévisions (p. 2842).
Démographie (évolution de la —) (p. 2842).
Dépenses d'assurance maladie (progression des différents postes de —) (p. 2842).
Etats généraux (opportunité et enjeux des —) (p. 2842).
Evolution des recettes et des dépenses (comparaison de l'—) (p. 2841).
Financement (mesures conservatoires pour le financement des dépenses sociales) (p. 2960).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840).

Première lecture, discussion des articles [19 juin 1987] :

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 1 de M. Jean Giard (cotisations sociales de 12,6 % sur les revenus du capital) (p. 2961) ; contre l'amendement n° 2 de M. Georges Hage (création d'un fond de garantie suppléant aux employeurs défaillants dans le versement de leur cotisation sociale) (p. 2962) ; contre l'amendement n° 3 de Mme Jacqueline Hoffmann abrogation de toutes dispositions exonératrices au profit des employeurs) ; contre l'amendement n° 10 de M. Christian Goux (rétablissement de la législation existante avant le 16 mars 1986 relative à l'imposition sur le capital) ; ses observations sur l'amendement n° 15 de M. Jean-Jacques Jegou (diminution du taux de T.V.A des appareillages pour handicapés) (p. 2963).

Article 1er *(prélèvement social exceptionnel sur certains revenus de 1986)* : contre l'amendement n° 4 de M. Paul Mercieca (tendant à assurer la pérénité d'un prélèvement sur les revenus du capital) ; contre l'amendement n° 5 de M. Paul Mercieca (même objet) ; contre l'amendement n° 6 de M. Jean Jarosz (augmentation du pourcentage d'imposition sur les revenus du capital) (p. 2965).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles. Rapporteur [30 juin 1987] :

Etats généraux (opportunité et enjeux des —) (p. 3413).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur général [13 octobre 1987] :

Allégements d'impôt (p. 4202).
Commerce extérieur (p. 4201).
Croissance (p. 4201).
Déficit budgétaire (et des administrations) (p. 4202, 4205).
Dépenses publiques (et économies budgétaires) (p. 4203, 4204).
Dette publique (p. 4205).
Emploi :
— chomage et effectifs salariés (p. 4202) ;
— emploi (politique de l'— et de la formation professionnelle (p. 4204).
Entreprises (charges pesant sur les —) (p. 4203).
Environnement économique international (p. 4201).
Fonction publique (effectifs de la —) (p. 4204).
Hypothèses économiques du Gouvernement (p. 4201, 4202).
Impôt sur les sociétés (p. 4203).
Industrie (aides à l'—) (p. 4204).
Inflation (et écart avec nos principaux partenaires) (p. 4201, 4202).
Investissement (niveau de l'— et politique en faveur de l'—) (p. 4201, 4202).
Pouvoir d'achat (p. 4202).
Privatisations (et affectation du produit des —) (p. 4205).
Rebudgétisations et débudgétisations (opérations de —) (p. 4203, 4204).
Sécurité sociale (cotisations de —; équilibre financier et réforme de la —) (p. 4202).
T.V.A :
— allégements de — (p. 4203) ;
— — sur les communications téléphoniques (p. 4203).

Première partie, discussion des articles [14 et 15 octobre 1987] [16 octobre 1987] :

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)* : contre l'amendement n° 33 de M. Jean-Claude Martinez (suppression de l'impôt sur le revenu dans un délai de cinq ans — barème pour 1988) (p. 4314) ; contre l'amendement n° 49 de M. Jean Giard (nouveau barème de l'impôt sur le revenu : taux de 100 % au-delà de 518 400 francs de revenu imposable pour deux parts — réforme de l'impôt sur le revenu) ; contre l'amendement n° 128 de M. Pierre Joxe (institution d'une tranche à 60 %) (p. 4315) ; son amendement

n° 124 à titre personnel (demi-part supplémentaire pour les contribuables mariés lorsque l'un des conjoints est âgé de plus 75 ans et est titulaire de la carte du combattant ou d'une pension militaire d'invalidité ou de victime de guerre) (p. 4316) ; repris par le Gouvernement, modifié (date d'entrée en vigueur du gage) et adopté ; contre l'amendement n° 129 de M. Christian Pierret (suppression du plafonnement spécifique de l'avantage procuré par la demi-part supplémentaire de quotient familial aux contribuables célibataires et divorcés ayant des enfants à charge — déduction supplémentaire sous condition de ressources pour enfant à charge poursuivant des études supérieures dans une ville éloignée de plus de 30 kilomètres du domicile familial habituel — rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes) (p. 4317) ; contre l'amendement n° 50 de M. Paul Mercieca (impôt sur le revenu de contribuables ayant connu une baisse importante de leurs revenus acquitté sur la base des nouveaux revenus suppression d'aides accordées aux entreprises sans condition de création d'emplois ou d'investissements productifs abrogation du mécanisme de report en arrière — taux de l'impôt sur les sociétés porté à 50 %) (p. 4318) ; contre l'amendement n° 122 de M. Jean Jarosz (abattement sur les pensions et retraites porté à 15 % — conditions de paiement de l'impôt sur le revenu après le décès d'un contribuable — impôt sur les sociétés porté à 50 %) (p. 4320).

Après l'article 2 : contre l'amendement n° 34 de M. Jean-Claude Martinez (assujettissement de l'indemnité parlementaire au régime de droit commun de l'impôt sur le revenu avec déduction des frais professionnels) ; contre l'amendement n° 76 corrigé de M. Pierre Descaves (membres des professions médicales — déduction des intérêts d'emprunt pour l'achat de parts ou d'actions de sociétés de capitaux exploitant un établissement de soins au sein duquel ils exercent leur profession) (p. 4321) ; contre l'amendement n° 75 de M. Pierre Descaves (déductibilité des salaires des gens de maison) (p. 4322).

Article 3 *(déductibilité des frais de garde des enfants jusqu'à l'âge de 6 ans)* : ses observations sur l'amendement n° 131 de M. Christian Pierret (extension de la déductibilité aux familles dans lesquelles un des parents est privé d'emploi et indemnisé à ce titre) ; ses observations sur l'amendement n° 132 de M. Christian Pierret (prorogation de la déductibilité des frais de garde des enfants jusqu'à l'âge de 7 ans) (p. 4323).

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 53 de M. Jean Giard (suppression de l'avoir fiscal) ; objectif de supprimer la double imposition pesant sur les revenus des actions.

Article 4 *(exonération des indemnités de départ en retraite — limite de 20 000 francs)* : extension aux pré-retraités (p. 4324) ; contre l'amendement n° 92 de M. Jean-Claude Martinez (exonération de l'impôt sur le revenu des sommes versées par les comités d'entreprise aux membres du personnel lorsqu'elles ont un caractère de simple secours, ou lorsqu'elles se rattachent directement à une œuvre sociale ou culturelle, ou lorsqu'elles sont versées à l'occasion d'évènements familiaux).

Après l'article 4 : contre l'amendement n° 54 de M. Paul Mercieca (assujettissement à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu des plus-values mobilières lorsque le montant des cessions excède 50 000 francs par an) (p. 4325) ; contre l'amendement n° 133 de M. Christian Pierret (allégement de la taxe d'habitation pour les associations sans but lucratif) ; politique du Gouvernement en faveur des associations.

Avant l'article 5 : contre l'amendement n° 120 de M. Bruno Durieux (mécanisme d'allégement de la taxe professionnelle) ; charge de taxe professionnelle supportées par l'Etat (p. 4327) ; contre l'amendement n° 144 de M. Christian Pierret (exonération totale ou partielle d'impôt sur les sociétés ou d'impôt sur le revenu pour les entreprises créées à partir du 1er janvier 1988) ; choix de la majorité en faveur de réductions générales d'impôt (p. 4329).

Son rappel au règlement : erreur commise par une radio « périphérique » le matin du 15 octobre sur la chambre du Parlement devant laquelle la loi de finances est actuellement en discussion (p. 4353).

Article 5 *(crédit d'impôt recherche)* : contre l'amendement n° 148 de M. Christian Pierret (suppression du crédit d'impôt recherche en volume — majoration supplémentaire du plafond pour la prise en compte des dépenses de recherche) ; son amendement n° 7 (de précision de l'assiette du crédit d'impôt recherche en volume) ; ambiguïté du dispositif proposé par le Gouvernement (p. 4356) ; adopté (p. 4357) ; contre l'amendement n° 98 de M. Gilbert Gantier (crédit d'impôt recherche en volume — atténuation ou suppression des remboursements du crédit d'impôt en cas de baisse des dépenses de recherche) ; approuve à titre personnel l'amendement n° 99 rectifié de M. Gilbert Gantier (extension du crédit d'impôt recherche aux brevets) (p. 4358) ; contre l'amendement n° 57 de M. Jean Giard (éligibilité au crédit d'impôt recherche des seules dépenses déterminées par le comité d'entreprise ou le comité d'établissement) ; contre le sous-amendement n° 153 de M. Raymond Douyère à l'amendement n° 57 de M. Jean Giard (éligibilité des dépenses de recherche au crédit d'impôt après présentation au comité d'entreprise) (p. 4359).

Après l'article 5 : contre l'amendement n° 21 de M. Charles Revet (élargissement des conditions de déductibilité des dépenses d'implantation commerciale à l'étranger ou des pertes consécutives à ces implantations) ; risque de délocalisation d'activités au détriment de la production d'entreprises françaises (p. 4361).

Article 6 *(suppression de la taxe sur certains frais généraux)* : contre l'amendement n° 58 de M. Jean Jarosz (de suppression) (p. 4363) ; contre l'amendement n° 145 de M. Christian Pierret (institution d'un crédit d'impôt formation — rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes) ; contre l'amendement n° 59 de M. Jean Jarosz (taxe sur certains frais généraux portée à 50 %) ; choix de mécanismes généraux de réduction de la fiscalité (p. 4365) ; contre l'amendement n° 46 de M. Arthur Dehaine (suppression de la déclaration n° 2067 relative aux 10 salariés les mieux payés de l'entreprise) ; nécessité de maintenir les moyens de contrôle de l'administration fiscale (p. 4366).

Après l'article 6 : contre l'amendement n° 96 de M. Gérard Trémège (exonération de l'imposition annuelle pour les sociétés cessant leur activité) (p. 4367) ; contre l'amendement n° 146 de M. Christian Pierret (amélioration du mécanisme de report en arrière en contrepartie d'un effort d'investissement — rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes) ; dispositif proposé se limitant aux dépenses d'équipement ; son opposition au rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes.

Avant l'article 7 : contre l'amendement n° 22 de M. Charles Revet (extension de la possibilité d'option pour l'impôt sur le revenu à toutes les entreprises agricoles à responsabilité limitée) (p. 4368).

Article 7 *(amélioration de la provision pour le financement des entreprises agricoles)* : son amendement n° 9 soutenu par M. Jean de Gaulle (plancher de déductibilité porté à 30 000 francs) ; repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) ; ses observations sur l'attitude de M. Christian Pierret (p. 4371) ; adopté (p. 4372).

Après l'article 7 : ses observations sur l'amendement n° 42 de M. Michel Cointat (imputation de déficits agricoles sur d'autres revenus si ces derniers ne dépassent pas 70 000 francs contre 40 000 francs dans la législation actuelle) (p. 4382) ; contre l'amendement n° 43 de M. Michel Cointat (suppression de la réduction à 50 % introduite par la loi du 29 décembre 1983 sur les droits de mutations perçues au titre de la Constitution de G.F.A. pour la part de la valeur des biens supérieure à 500 000 francs) (p. 4383).

Après l'article 9 : son amendement n° 10 soutenu par M. Michel Cointat (limites de la prise en compte du bénéfice agricole de recettes accessoires portée de 80 a 100 000 francs) (p. 4386) ; modifié ; adopté ; son amendement n° 11 soutenu par M. Michel Cointat (extension aux locations d'immeubles à usage agricole de la faculté d'option pour le régime de la T.V.A.) ; ses réserves à titre personnel ; rejeté (p. 4387) ; contre l'amendement n° 61 de Mme Muguette Jacquaint (taux zéro de T.V.A. sur des produits de base — rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes — augmentation de la fiscalité sur les bons anonymes) ; taux zéro de T.V.A. dont bénéficieraient les multinationales et les professions du secteur alimentaire ; contre l'amendement n° 62 de M. Paul Mercieca (institution de taxes à l'importation des produits de l'imprimerie et de l'édition de manuels scolaires) (p. 4389).

Après l'article 10 : contre l'amendement n° 121 de M. Paul Chomat (H.L.M. — exonération de la T.V.A. sur les dépenses d'investissement) (p. 4398).

Article 11 *(assujettissement des enregistrements sonores au taux normal de la T.V.A.)* : contre l'amendement n° 100 de M. Gilbert Gantier (extension du taux normal à la vidéo et à la location de cassettes vidéo — maintien du taux majoré pour les enregistrements pornographiques ou incitant à la violence) ; son amendement n° 13 corrigé soutenu par M. Michel d'Ornano (application de la mesure au 1er décembre 1987) (p. 4399) ; adopté.

Après l'article 11 : contre l'amendement n° 66 de M. Jean Giard (T.V.A. à 2,5 % sur les entrées dans les salles de cinéma d'art et d'essai — exonération de la T.V.A. pour les 150 premières représentations théâtrales — augmentation de l'imposition forfaitaire annuelle sur les sociétés) (p. 4400) ;

contre les amendements n° 103 et n° 102 de M. Gilbert Gantier (réduction de la T.V.A. sur la parfumerie) ; contre les amendements n° 109 et n° 101 de M. Gilbert Gantier (réduction du taux de T.V.A. pour les locations de cassettes vidéo) (p. 4401) ; contre l'amendement n° 125 de M. Paul Mercieca (exonération de la taxe sur les salaires pour les associations d'aide à domicile) ; discrimination entre associations introduite par l'amendement (p. 4402).

Article 12 *(réduction du taux de T.V.A. à 7 % pour les attractions foraines) :* taux de T.V.A. pour l'entrée dans les jardins botaniques (p. 4403).

Après l'article 12 : contre l'amendement n° 35 de M. Léonce Deprez (loueurs en meublé — plafond d'exonération de la T.V.A. porté de 21 000 à 40 000 francs de produit annuel) (p. 4404) ; contre l'amendement n° 36 de M. Léonce Deprez (taux réduit de T.V.A. sur les droits d'entrée dans les parcs de loisirs) (p. 4405).

Après l'article 13 : son amendement n° 14 corrigé soutenu par M. Michel d'Ornano (rétablissement du taux de T.V.A. à 7 % pour les hôtels quatre étoiles) (p. 4406) ; détournement de fonds d'H.L.M. par certaines municipalités (p. 4407) ; rejeté au scrutin public.

Après l'article 14 : son amendement n° 15 (non application du décalage d'un mois pour l'imputation de la T.V.A. sur les télécommunications) (p. 4408) ; ses observations sur la suppression totale du décalage (p. 4409) ; son amendement n° 15 : retiré (p. 4411).

Après l'article 15 : contre l'amendement n° 69 de M. Paul Mercieca (contribution de 5 % sur le montant des provisions pour fluctuation des cours figurant au bilan des entreprises de raffinage) ; difficultés du secteur du raffinage (p. 4426).

Avant l'article 16 : contre l'amendement n° 135 de M. Jean Anciant (exonération de T.V.A. pour les loyers des locaux occupés par les associations loi de 1901) ; risque d'augmentation des loyers (p. 4427) ; contre l'amendement n° 136 corrigé de M. Jean Anciant (associations — relèvement à 7 000 francs du seuil d'exigibilité de la taxe sur les salaires) ; politique du Gouvernement en faveur des associations (p. 4428).

Article 16 *(mesures relatives à la fiscalité de l'énergie) :* rebudgétisations ; fonds spécial de grands travaux (p. 4431).

Après l'article 16 : contre l'amendement n° 38 de M. Aymeri de Montesquiou (réduction du bénéfice imposable au titre de l'impôt sur les sociétés au prorata de l'accroissement du chiffre d'affaire réalisé à l'exportation) (p. 4433) ; ses observations sur les déclarations de M. Jean-Pierre Schenardi relatives à l'Afrique du Sud ; article 54, alinéa 6 du règlement (p. 4435) ; contre l'amendement n° 73 de M. Bernard Deschamps (augmentation de 10 % de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises travaillant dans le secteur de l'armement) (p. 4437).

Après l'article 17 : contre l'amendement n° 81 de M. Jean Giard (taux de l'impôt sur les sociétés porté à 55 % et réduit à 50 % pour les entreprises créatrices d'emplois) ; contre l'amendement n° 82 de M. Jean Giard (réintégration dans le bénéfice imposable des banques et établissements de crédit des provisions effectuées pour le financement de ventes ou de travaux à l'étranger) ; inapplication depuis 1979 des dispositions auxquelles se réfère l'amendement (p. 4438).

Article 18 *(suppression de la présomption de distribution de la fraction excédentaire d'amortissement des véhicules de tourisme) :* son amendement n° 17 (relèvement à 65 000 francs du plafond d'amortissement des véhicules de tourisme) : repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) ; adopté (p. 4439).

Avant l'article 19 : contre l'amendement n° 147 corrigé de M. Christian Pierret (transmission d'entreprises à titre gratuit ; extension aux tiers des avantages fiscaux de la donation en ligne directe ; majoration de l'abattement dans le cas des entreprises individuelles) ; politique de la majorité en faveur de la transmission d'entreprises (p. 4440, 4441).

Après l'article 21 : contre l'amendement n° 87 de M. Paul Chomat (augmentation des limites de chiffre d'affaires permettant l'obtention de la réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion à un centre de gestion agréé) (p. 4447) ; contre l'amendement n° 88 de M. Paul Chomat (relèvement des limites de chiffre d'affaires dispensant de la mission de surveillance d'un expert comptable) ; nature réglementaire de l'amendement n° 89 de M. Paul Chomat (renouvellement tous les 6 ans de l'agrément et de l'habilitation des centres de gestion agréés) (p. 4448) ; contre l'amendement n° 108 de M. Paul Chomat (extension du champ d'action des centres de gestion agréés) ; réflexion à mener avec les experts comptables ; contre l'amendement n° 112 de M. Jean Bonhomme (relèvement des limites de chiffre d'affaires pour l'admission du régime du forfait) ; évolution vers le réel (p. 4449).

Article 22 *(unification des dates de recouvrement des impôts locaux ; fixation au 15 septembre) :* son amendement n° 18 (de suppression) (p. 4450) ; adopté (p. 4451).

Avant l'article 23 : son amendement n° 19 (réduction de 1 à 0,75 % du taux de la taxe sur les excédents de provision pour sinistres des sociétés d'assurances) : repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage ; application aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 1988) (p. 4460) ; adopté.

Article 23 *(reconduction de mesures temporaires : taxe professionnelle, fusion de sociétés, non perception par l'Etat de 3,6 % de la taxe d'habitation, prélèvement sur les entreprises pétrolières...) :* pour l'amendement n° 47 de M. Georges Tranchant (taux de 3 % pour l'incorporation de réserves au capital des sociétés) (p. 4461).

Après l'article 25 : contre l'amendement n° 48 de M. Michel Cointat (fixation à 1,8 % au lieu de 0,8 % de la taxe sur les tabacs perçue au profit du B.A.P.S.A.) (p. 4468).

Après l'article 26 : contre l'amendement n° 39 de M. Michel Barnier (augmentation du tarif des redevances perçues au profit du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales) (p. 4465).

Article 28 *(suppression de l'affectation de la taxe additionnelle au droit de bail au budget de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) :* son attachement à l'A.N.A.H. (p. 4467) ; ses observations sur le financement de l'agence en 1989 (p. 4468).

Article 30 et état A : augmentation des tarifs de télécommunication par la précédente majorité (p. 4484).

Seconde délibération :

Article 7 *bis* (voir amendement n° 42 après l'article 7) : nécessité de maintenir un cloisonnement entre les déficits agricoles et les autres revenus (p. 4486).

Deuxième partie :

Culture et communication. Communication. — *Vote des crédits* [6 novembre 1987] :

Article 52 *(approuvant le produit attendu des recettes de publicité de marque par les sociétés nationales de TV ; éventualité d'excédents) :* son amendement n° 105 (clé de répartition pour 1988 du produit de la redevance pour droit d'usage) (p. 5573) ; son amendement n° 105 : adopté au scrutin public (p. 5576).

Economie, finances et privatisation. Services financiers, commerce extérieur, consommation et concurrence, budget annexe des monnaies et médailles, budget annexe de l'Imprimerie nationale. — *Vote des crédits* [12 novembre 1987] :

Après l'article 66 : son amendement n° 106 soutenu par M. Philippe Auberger (nécessaire information du parlement sur les fonds de concours et leur affectation) : adopté (p. 5767).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Avant l'article 53 : contre l'amendement n° 353 de M. Christian Pierret (paiement des impôts ; intérêt de retard égal au taux de base bancaire majoré de deux points) ; contre l'amendement n° 352 de M. Christian Pierret (commission des impôts ; charge de la preuve) (p. 5829) ; contre l'amendement n° 354 de M. Christian Pierret (rétablissement de la taxation d'office en cas de dépenses ostensibles et notoires excédant les revenus déclarés) (p. 5830).

Article 53 *(fiscalité de groupe) :* ses observations (p. 5832, 5833) ; contre l'amendement n° 8 de M. Roger Combrisson (de suppression) ; fiscalité de groupe à l'étranger (p. 5833) ; son amendement n° 259 (fixation par la loi des conditions de l'option pour le régime de la fiscalité de groupe) : adopté ; contre l'amendement n° 302 de M. Gérard Trémège (possibilité pour la société mère de porter à son bilan le montant net d'impôt des plus-values nettes à long terme qu'elle a elle-même réalisées ou qui ont été effectivement mises à sa disposition par ses filiales) (p. 5834) ; contre l'amendement n° 303 de M. Gérard Trémège (possibilité pour les filiales de transférer en franchise d'impôt à la société mère les réserves spéciales de plus-values à long terme constituées avant l'entrée dans le groupe) ; contre un caractère rétroactif conféré au régime de groupe ; son amendement n° 260 (non prise en compte des plus-values ou moins-values sur cessions d'immobilisations) (p. 5835) ; adopté ; son amendement n° 261 (cessions d'immobilisations ; non prise en compte de l'amortissement différé en contravention aux dispositions de l'article 39 B du code

général des impôts) : adopté ; absence d'objet de l'amendement n° 304 de M. Gérard Trémège (cessions d'immobilisations en cas de fusion de sociétés ou d'opérations assimilées ; maintien pour les sociétés membres d'un groupe de l'étalement ou du report d'imposition) ; son amendement n° 262 (régime fiscal des distributions de dividendes entre sociétés du groupe) (p. 5836) ; repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) ; adopté ; son amendement n° 263 (plus-values ; extension aux apports du régime prévu pour les cessions) : adopté ; son amendement n° 264 (imposition du profit de réévaluation d'éléments d'actifs ; sortie du groupe avant cinq ans) : adopté ; son amendement n° 265 (sortie du groupe ; régime des frais et charges, des abandons de créances et des subventions directes) (p. 5837) ; adopté ; son amendement n° 266 (calcul de la participation et de la réserve spéciale de participation dans chaque société sans tenir compte de l'existence du groupe) : adopté ; son amendement n° 267 (fusion ou apport et événement assimilable à une cessation d'activité ; régime des déficits) : adopté ; son amendement n° 268 (crédit d'impôt recherche ; correction d'une erreur matérielle) (p. 5838) ; adopté ; ses observations sur l'amendement n° 43 de M. Pierre Descaves (impôt sur les sociétés ; maintien pour la société mère des dispositions relatives au sursis de paiement) ; amendement satisfait par le projet de loi (p. 5839) ; contre l'amendement n° 44 corrigé de M. Pierre Descaves (contrôles fiscaux ; interdiction du contrôle de sociétés filiales lorsque la société mère a déjà été contrôlée) ; son amendement n° 269 (sortie du groupe ou dissolution du groupe) (p. 5840) ; adopté.

Après l'article 53 : son amendement n° 270 (plus-value sur cession de droits sociaux ; extension à certains apports du report d'imposition et exemption lors d'une transmission à titre gratuit) ; repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) ; adopté (p. 5841) ; contre l'amendement n° 350 de M. Christian Pierret (dons effectués par les entreprises ; agrément ministériel pour les associations bénéficiaires) (p. 5842).

Après l'article 55 : contre l'amendement n° 251 rectifié de M. Paul Chomat (centres de gestion agréés ; extension du champ de leur compétence ; taux de l'impôt sur les sociétés porté à 55 %) (p. 5844) ; contre l'amendement n° 252 de M. Paul Chomat (régime du forfait ; extension à ses bénéficiaires de l'abatterment de 20 % ; relèvement des limites de chiffre d'affaires ; imposition de la prime de remboursement de l'emprunt Giscard) ; évolution vers le bénéficie réel (p. 5845) ; contre l'amendement n° 255 rectifié de M. Paul Chomat (suppression de la provision pour fluctuation des cours) ; son amendement n° 271 (régime réel simplifié ; déclaration de l'évaluation de certaines immobilisations) ; rejeté (p. 5846) ; ses observations sur l'amendement n° 281 de M. Jean Royer repris par M. Pascal Arrighi (cessions de fonds de commerce ; droit d'enregistrement de 4,8 % quelle que soit la nature juridique de l'entreprise) (p. 5847) ; contre l'amendement n° 241 de M. Charles Revet (commission départementale des impôts ; présence facultative et non obligatoire d'un expert comptable pour les matières visées aux articles 1651 A et 1651 B du code général des impôts) ; contre l'amendement n° 226 rectifié de M. Rémy Auchedé (prélèvement de 5 % sur le montant des provisions techniques constituées par les entreprises d'assurance) (p. 5848).

Avant l'article 56 : contre l'amendement n° 59 de M. Christian Pierret (variation des taux des quatre taxes locales) (p. 5849) ; ses observations sur l'amendement n° 60 rectifié de M. Marcel Wacheux (fusion de communes ; harmonisation des valeurs locatives et des abattements) ; pour l'amendement n° 362 du Gouvernement (fusion de communes ; homogénéisation des abattements appliqués pour le calcul de la taxe d'habitation) (p. 5852) ; contre l'amendement n° 328 de M. Jean-Pierre Soisson (communes fusionnées ; maires délégués des communes associés membres de droit de la commission communale des impôts directs) (p. 5853) ; ses observations sur l'amendement n° 324 de M. Pascal Arrighi (plafonnement de l'augmentation de la part d'imposition réclamée par l'Etat aux collectivités locales) (p. 5862) ; coût pour l'Etat de la collecte des impôts locaux (p. 5863) ; contre l'amendement n° 215 rectifié de M. Jean Giard (autorisation donnée au conseil régional Rhône-Alpes d'instituer une taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés cotées à la bourse de Lyon en vue du financement des jeux Olympiques d'hiver de 1992) (p. 5864) ; contre l'amendement n° 341 de M. Christian Pierret (prélèvement mensuel pour les impôts locaux après globalisation de ceux-ci ; rédaction des avis d'imposition) (p. 5865) ; contre l'amendement n° 342 de M. Christian Pierret (rapport du Gouvernement au Parlement sur la fiscalité locale et l'actualisation des bases) (p. 5866).

Article 56 *(report de l'actualisation des bases prévues pour 1988 ; fixation des bases pour 1988)* : révision générale des valeurs locatives foncières (p. 5867).

Après l'article 56 : contre l'amendement n° 33 de M. Rémy Auchedé (taxe d'habitation ; dégrèvement de 600 francs pour tous les foyers fiscaux non imposables à l'impôt sur le revenu ; suppression de l'avoir fiscal) (p. 5871) ; contre l'amendement n° 332 de M. Bruno Durieux (possibilité de minoration du taux de la taxe d'habitation pour les communes où celui-ci est supérieur à la moyenne nationale) ; contre l'amendement n° 349 de M. Bruno Durieux (possibilité de minoration du taux de la taxe d'habitation pour les communes où celui-ci est supérieur à la moyenne nationale) (p. 5872).

Article 57 *(foncier non bâti ; institution d'un lien avec la taxe d'habitation)* : contre l'amendement n° 36 de M. Jean Giard (lien ne s'appliquant qu'aux propriétés à usage agricole) (p. 5874).

Après l'article 57 : contre l'amendement n° 1 corrigé de M. Jean-Louis Masson (taxe d'habitation ; abattement de 15 % sur la valeur locative pour les contribuables âgés de plus de 65 ans et ayant élevé trois enfants ou plus ; taxe additionnelle à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires) (p. 5875) ; contre l'amendement n° 351 de M. Christian Pierret (plafonnement du produit de taxe professionnelle perçue par les communes ; péréquation) (p. 5786) ; contre l'amendement n° 3 de M. Jean-Louis Masson (implantation de centres commerciaux ; péréquation locale de la taxe professionnelle) (p. 5877) ; ses observations sur les rappels au règlement de MM. Jean-Louis Masson et Bruno Gollnisch (recevabilité financière des amendements) (p. 5879).

Article 58 *(taxe professionnelle sur les arsenaux de l'Etat)* : son amendement n° 272 (assujettissement à la taxe professionnelle de l'entretien et des grosses réparations qui ne relèvent pas de la mise en œuvre opérationnelle des forces armées) (p. 5880) ; modifié ; adopté.

Après l'article 58 : ses observations sur l'amendement n° 47 de M. Jean Bonhomme (taxe professionnelle ; suppression de possibilités d'exonération) ; réexamen du dispositif d'exonération de taxe professionnelle en 1988 (p. 5881).

Article 59 *(fiscalité régionale)* : son amendement n° 273 (rédactionnel) ; son sous-amendement verbal (rédactionnel) a l'amendement n° 273 : adopté ; amendement n° 273, ainsi modifié : adopté (p. 5884).

Après l'article 59 : son amendement n° 274 soutenu par M. Gilbert Gantier (extension de la taxe de séjour aux communes menant une activité touristique au sein d'un pays d'accueil reconnu par le conseil régional) : rejeté (p. 5886).

Avant l'article 60 : contre l'amendement n° 282 de M. Jean Royer (extension des abattements de 8 000 et 16 000 francs aux dividendes perçus par les détenteurs de plus de 35 % des droits sociaux) (p. 5887, 5888) ; contre l'amendement n° 48 de M. Christian Pierret (réduction d'impôt pour les dons aux associations) (p. 5904).

Article 60 *(mesures en faveur de la construction de logements ; alignement du régime des souscriptions de parts de sociétés immobilières sur celui de l'investissement direct)* : contre les amendements n° 335 de M. Bruno Durieux et n° 356 de M. Eric Raoult (conditions d'ouverture du droit à réduction d'impôt) ; son amendement n° 275 (rédactionnel) : adopté (p. 5910) ; contre les amendements n° 337 de M. Bruno Durieux et n° 357 de M. Eric Raoult (doublement des plafonds de 200 000 et 400 000 francs en contre-partie de la pratique d'une seule réduction au titre de 1988 et 1989) (p. 5911).

Après l'article 60 : ses observations sur l'amendement n° 205 corrigé de M. Jacques Lacarin (location en meublés ; amortissement des frais d'amélioration) satisfait par la réglementation actuelle (p. 5912) ; contre l'amendement n° 256 de M. Paul Chomat (plans et comptes d'épargne logement ; reversement à l'Etat par les établissements financiers de la prime d'épargne).

Article 61 *(offre publique d'échange de titres ; report de l'imposition des plus-values)* : son amendement n° 276 (application du dispositif réservé aux seules actions) : adopté.

Après l'article 61 : ses observations sur l'amendement n° 288 de M. Charles de Chambrun (primes d'arrachage des vignes versées par la Communauté économique européenne ; non imposition au titre des plus-values) (p. 5913, 5914) ; ses observations sur l'amendement n° 62 de M. Etienne Pinte (aides à domicile ; extension de la déduction de 10 000 francs du revenu imposable aux ménages ayant 3 enfants à charge et aux personnes en maladie de longue durée) (p. 5915) ; son amendement n° 278 (sanction de la divulgation du revenu

imposable d'un contribuable) : adopté ; son amendement n° 277 (recevabilité des moyens nouveaux invoqués par le contribuable pour les procédures en cours) (p. 5916) ; adopté ; son amendement n° 279 soutenu par M. Gilbert Gantier (taux normal de T.V.A. sur la vidéo ; taux majoré et taxe supplémentaire de 50 % du prix de vente pour les enregistrements à caractère pornographique ou incitant à la violence) (p. 5917) ; contre l'amendement n° 297 de M. Jacques Barrot (taux réduit de T.V.A pour l'audiovisuel) (p. 5918) ; amendement n° 279 : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution : non adopté (p. 5951, 5951).

Article 62 *(petites entreprises ; allégement des obligations déclaratives) :* ses observations (p. 5919) ; son amendement n° 280 (nouvelle rédaction de l'article ; bénéfice de la mesure réservée aux entreprises soumises au réel simplifié ; alignement des obligations fiscales sur les obligations comptables en matière de bilan) : adopté (p. 5920).

Après l'article 63 : ses observations sur l'amendement n° 46 de M. Pierre Descaves (plus-values sur cessions de droits sociaux ; extension aux apports du report d'imposition ; modalités de paiement) (p. 5921) ; contre l'amendement n° 325 de M. Pierre Descaves (comptabilité des entreprises ; création d'un poste « erreurs et omissions ») (p. 5922) ; ses observations sur l'amendement n° 309 de M. Pierre Descaves (dettes fiscales ; non exercice de la contrainte par corps à l'encontre du contribuable dont les ressources sont connues) (p. 5923) ; ses observations sur l'amendement n° 311 de M. Pierre Descaves (mise en œuvre de l'avis à tiers détenteur et de la saisie arrêt après décision du tribunal administratif) (p. 5924).

Seconde délibération du projet de loi [13 novembre 1987] :

Ses observations sur les amendements du Gouvernement abondant les budgets de certains ministères (p. 5927) ; contrôle des fonds de concours ; s'oppose à la suppression de l'amendement n° 106 devenu l'article 66 *quater* (p. 5928).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles. Rapporteur général [17 décembre 1987] :

Amendements du Gouvernement (p. 7662).
Commission mixte paritaire (travaux de la —) (p. 7661).

Discussion des articles :

Après l'article 53 : son sous-amendement n° 17, à titre personnel, à l'amendement n° 15 du Gouvernement (extension aux entreprises non soumises à l'obligation légale du 1,20 %) ; ses observations sur le dépôt tardif de l'amendement n° 15 du Gouvernement (p. 7686) ; adopté.

Après l'article 54 : son sous-amendement n° 13, à titre personnel, à l'amendement n° 2 du Gouvernement (relèvement de 4 000 francs de la majoration pour les foyers fiscaux comportant au moins 3 enfants) (p. 7687) ; repris par le Gouvernement ; modifié (suppression du gage) ; adopté (p. 7688).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1062).

Première lecture, avant la discussion des articles. Rapporteur général [7 décembre 1987] :

Autorisation de visa en dépassement (recours à la procédure d'— en 1984) (p. 6828, 6829).
Budget 1987 :
— déficit du — (p. 6827) ;
— recettes (révision à la hausse des —) (p. 6828).
C.E.E. (dépenses communautaires) :
— contribution de la France (accroissement de la —) (p. 6829) ;
— dépenses agricoles transférées à la charge de la France (politique agricole commune et programme d'écoulement de beurre notamment) (p. 6830).
Conjoncture économique (p. 6842).
Décrets d'avance (crédits ouverts par —) (p. 6828).
Dépenses militaires (p. 6830).
Dette publique :
— dette extérieure (p. 6830) ;
— gestion de la — (notamment remboursement de l'emprunt « Giscard » 7 % en 1973) (p. 6830).
Privatisations :
— compte d'affectation des produits de la — (excédent de recettes du — ; arrêtés pris en application de l'article 25 de l'ordonnance du 2 janvier 1959) (p. 6829).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Joxe : faible proportion de députés du parti socialiste présents en séance ; insuffisance de l'opposition en commission pour faire repousser le projet de collectif budgétaire ; mesures relatives à l'emploi (p. 6843).

Discussion des articles [8 décembre 1987] :

Article 4 et état B *(dépenses ordinaires des services civils : ouverture) :* contre l'amendement n° 74 de M. Christian Goux (réduction des crédits destinés à l'information au titre des services du Premier ministre) (p. 6879) ; contre l'amendement n° 47 de M. Daniel Goulet (réduction des crédits destinés au financement des dépenses agricoles communautaires à la charge de la France) ; coût des dépenses communautaires pour le budget français (p. 6881) ; contre l'amendement n° 15 de M. Roger Combrisson (réduction des crédits destinés à la promotion touristique de la France à l'étranger inscrits au budget de l'industrie et du tourisme) (p. 6883) ; contre l'amendement n° 66 de M. Christian Goux (prévoyant un rapport retraçant l'utilisation des crédits de lutte contre la précarité et la pauvreté économique, sociale et culturelle) ; inutilité des rapports d'information par thème ; contrôle budgétaire du rapporteur général ou des rapporteurs spéciaux de la commission des finances) (p. 6884) ; contre l'amendement n° 67 de M. Christian Goux (prévoyant un rapport d'information sur l'utilisation des crédits budgétaires de l'éducation nationale et l'engagement du Gouvernement d'amener 80 % de chaque classe d'âge au niveau du baccalauréat) (p. 6885).

Article 5 et état C annexé *(dépenses en capital des services civils : ouverture) :* pour l'amendement n° 69 du Gouvernement (financement de la construction d'un nouveau centre culturel français à Brazzaville en liaison avec les autorités congolaises) (p. 6887) ; contre l'amendement n° 16 corrigé de M. Roger Combrisson (suppression des crédits inscrits pour le transfert de Paris à Toulouse des services de la météorologie nationale et inscrits au ministère de l'équipement et du logement) (p. 6888) ; contre l'amendement n° 70 du Gouvernement (financement des travaux de reconstruction au centre de détention de Saint-Maur) (p. 6889).

Article 10 *(révision du produit attendu de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) :* son amendement n° 23 présenté par M. Michel d'Ornano (répartiton de la redevance télévision) (p. 6890) ; adopté (p. 6892).

Avant l'article 12 : pour l'amendement n° 58 rectifié du Gouvernement (montant de la taxe additionnelle à la taxe professionnelle pour frais de chambres de commerce et d'industrie) repoussé par la commission (p. 6894) ; contre l'amendement n° 78 de M. Christian Pierret (assouplissant les règles de majoration des taux des impôts locaux) (p. 6895) ; risque de phénomène de rattrapage de la taxe professionnelle ; contre l'amendement n° 79 de M. Christian Pierret (créant au profit du fonds départemental de la taxe professionnelle un prélèvement sur les collectivités ayant un fort potentiel de taxe professionnelle) (p. 6896, 6897) ; contre l'amendement n° 81 de M. Christian Goux (tendant à exonérer d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés les entreprises nouvelles) (p. 6998) ; contre l'amendement n° 82 de M. Christian Pierret (tendant à créer un crédit d'impôt de 50 % pour les entreprises qui accroissent leurs dépenses de formation au-delà du niveau des exigences légales définies par la taxe d'apprentissage et l'obligation de la formation continue) ; annonce par M. Jacques Chirac de la création d'un crédit d'impôt formation de 25 % ; alignement du groupe socialiste sur les positions du Gouvernement (p. 6909, 6910) ; contre l'amendement n° 84 de M. Christian Goux (charge de la preuve en contentieux fiscal après la saisine de l'une des commissions visées à l'article L. 59 du Livre des procédures fiscales) (p. 6912) ; contre l'amendement n° 85 de M. Christian Pierret (présentation des avis d'imposition locale ; parts prises dans la décision par la commune, le département et la nation) (p. 6913).

Article 12 *(mesures fiscales pour favoriser l'offre foncière) :* contre l'amendement n° 17 de M. Roger Combrisson (de suppression) ; son amendement n° 24 (interdisant la compensation entre les plus-values sur terrains à bâtir et les plus-values sur les autres éléments d'actifs en cas de liquidation) : adopté ; son amendement n° 25 (rédactionnel) (p. 6914) ; adopté ; son amendement n° 26 (tendant à transférer à l'acquéreur la charge du complément de droit en cas de non respect de l'engagement de construction) ; régime des friches industrielles ; adopté.

Après l'article 12 : contre l'amendement n° 2 de M. Roger Combrisson (tendant à renchérir le coût des transactions sur les marchés à terme) (p. 6915) ; ses réserves sur l'amendement n° 86 de M. Martin Malvy (tendant à assimiler les plantations de noyers aux terrains plantés ou reboisés dans le cadre de l'article 395 du Code général des impôts pour les exonérer pendant 30 ans de la taxe sur le foncier bâti) (p. 6916) ; contre l'amendement n° 3 de M. Jean Giard (constituant un prélèvement sur les actions et obligations étrangères acquises par

les particuliers et les entreprises et les achats d'actions et d'obligations françaises par des entreprises et des particuliers étrangers) ; pour l'amendement n° 40 du Gouvernement (prévoyant les sanctions dans lesquelles les sommes investies au titre du plan d'épargne en vue de la retraite dépasseraient les montants autorisés) (p. 6917).

Après l'article 13 : contre l'amendement n° 4 de M. Roger Combrisson (application du taux zéro de T.V.A. aux opérations de mise à disposition des surplus agricoles de la C.E.E. distribués par les collectivités locales et les associations caritatives) ; interdiction par les directives communautaires d'établir un taux zéro de T.V.A. ; opération visée par l'amendement n'étant pas assujettie à la T.V.A. (p. 6921) ; pour l'amendement n° 8 corrigé de M. Xavier Hunault (prévoyant que les plus-values réalisées lors de la cession des chevaux de course bénéficient d'un abattement de 15 % par année de détention comprise entre la date d'acquisition des chevaux et la fin de leur septième année) (p. 6924) ; son amendement n° 27 (désaffectation du tiers des recettes procurées par la mutualisation de la Caisse nationale du crédit agricole en vue de son affectation à des actions en faveur de l'agriculture) ; affectation des produits des privatisations à l'amortissement de la dette publique et à des dispositions en capital pour les entreprises publiques (p. 6928) ; vote réservé (p. 6933).

Article 14 *(précision concernant la taxe d'apprentissage et le régime fiscal des titres acquis dans le cadre de la participation)* : son amendement n° 28 présenté par M. Michel d'Ornano (précisant que la taxe d'apprentissage s'applique aux groupements d'intérêt économique ayant une activité industrielle ou commerciale) : adopté ; son amendement n° 29 rectifié présenté par M. Michel d'Ornano (application de cette taxe aux G.I.E. sauf s'ils ont pour objet exclusif les divers ordres d'enseignement) : adopté (p. 6943).

Après l'article 14 : contre l'amendement n° 44 corrigé de M. Michel Gonelle (modifiant le mode de calcul de la vignette déterminé en fonction de la valeur d'acquisition à l'état neuf des automobiles en tenant compte de leur vétusté) (p. 6944).

Article 15 *(assouplissement des règles de procédure devant le tribunal de grande instance)* : son amendement n° 30 soutenu par M. Georges Tranchant (de suppression) : adopté.

Article 16 *(taxe pour financer la modernisation du réseau routier de Saint-Martin)* : son amendement n° 31 (de suppression) : rejeté.

Article 17 *(consultation du service des domaines par les collectivités et organismes publics)* : son amendement n° 32 (de suppression) (p. 6945) ; adopté.

Après l'article 17 : pour l'amendement n° 41 du Gouvernement (exonération d'impôt sur les bénéfices pendant huit ans des sociétés nouvelles exerçant en Corse) (p. 6946).

Article 18 *(harmonisation du régime des plus-values à court terme réalisées sur la cession de biens acquis par crédit-bail)* : son amendement n° 33 (de suppression) (p. 6948) ; adopté au scrutin public (p. 6949).

Article 20 *(mesures diverses de reconduction ou de simplification)* : son amendement n° 34 présenté par M. Michel d'Ornano (reculant d'un an la date à laquelle la révision prévue à l'article 22 de l'ordonnance du 13 novembre 1985 devrait être achevée) : adopté.

Article 21 *(réduction du droit de timbre sur le loto national et le loto sportif)* : son amendement n° 35 présenté par M. Michel d'ornano (de suppression) (p. 6950) ; rejeté (p. 6951).

Après l'article 21 : pour l'amendement n° 55 du Gouvernement (implantation commerciale des entreprises françaises à l'étranger) ; précise qu'il s'est élevé contre les conditions dans lesquelles a été déposé tardivement cet amendement ; ses observations sur le sous-amendement n° 96 de M. Aymeri de Montesquiou (tendant à ramener de 50 à 25 % le taux minimum de détention du capital des sociétés de la C.E.E.) ; ses observations sur les sous-amendements n° 97 et 98 de M. Aymeri de Montesquiou (précisant que l'objet de la filiale doit être la vente des produits à l'étranger) (p. 6953) ; **ses observations sur le rappel au règlement** de M. Pierre Joxe : rappelle qu'il a renforcé le rôle de contrôle de l'opposition lorsqu'il était président de la commission des finances ; amendements tardifs déposés par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, sur son budget (p. 6955) ; opportunité de voter l'amendement n° 55 du Gouvernement ; ses observations sur l'amendement n° 21 de M. Pascal Arrighi (prévoyant un rapport sur les possibilités d'instituer une ou plusieurs zones franches en Corse) ; l'amendement n° 22 de M. Alain Griotteray (prévoyant un rapport sur la possibilité d'instituer des corps francs dans les principaux ports corses de Bastia et d'Ajaccio) ; et l'amendement n° 54 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (prévoyant que le Gouvernement demandera à la commission des Communautés européennes d'étudier la possibilité de création d'une zone franche en Corse) (p. 6957) ; contre l'amendement n° 46 de M. Bruno Bourg-Broc (harmonisation du régime de déduction fiscale pour les intérêts d'emprunt contractés en vue de l'acquisition de logements avant 1984 avec ceux contractés après 1984) ; son amendement n° 36 (modification du régime de la pénalité encourue en cas d'infractions relatives à la taxe sur les véhicules de tourisme des sociétés) (p. 6958) ; adopté.

Après l'article 22 : contre l'amendement n° 51 de M. Jean-Louis Masson (ayant pour objet de recenser les associations de droit local des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ayant perçu des subventions de l'Etat) (p. 6960).

Après l'article 23 : son amendement n° 62 (information du Parlement sur les arrêtés de majoration de crédits des budgets annexes et des comptes d'affectation spéciale) : adopté (p. 6961).

Commission mixte paritaire. Rapporteur [19 décembre 1987] :

Chèques-vacances (p. 7807).
Ethanol-carburant (production d'— à partir des pommes de terre) (p. 7806).
Handicapés (ressources des —) (p. 7807).
Implantations commerciales à l'étranger (p. 7807).
Installations nucléaires (redevance due au titre des contrôles de sûreté) (p. 7807).
Redevance télévision (affectation du produit supplémentaire de la —) (p. 7806).

VUIBERT (Michel)

Député des Ardennes
U.D.F.

S'inscrit au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3732).

Rapporteur de la proposition de loi (n° 901) adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 85-729 du 18 juillet relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement [2 juillet 1987] (p. 3621).

DEPOTS

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 901), adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la **définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 923)** [7 juillet 1987].

INTERVENTIONS

— Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement (n° 901).

Première lecture, avant la discussion des articles.
Rapporteur [7 juillet 1987] :

Communes ayant délibéré avant le 26 avril 1987 (cas des —) (p. 3756).
Droit de préemption urbain (p. 3756).
Offre foncière (politique de l'—) (p. 3756).
Unification de la procédure d'établissement du droit de préemption (p. 3756).
Zones d'intervention foncière (Z.I.F.) (cas des —) (p. 3756).

Discussion de l'article unique [7 juillet 1987] :

Article unique *(nécessité pour les communes ou établissements publics de coopération intercommunale, de délibérer, dans un délai de six mois après publication de la loi, pour maintenir le droit de préemption urbain dans les zones urbaines ouvertes par une ancienne zone d'intervention foncière ; cas des communes ayant délibéré entre le 26 avril 1987 et la date de publication de la loi)* : contre l'amendement n° 1 de M. Bernard Deschamps (substituant la date du 25 décembre 1986 à la date du 26 avril 1987) ; atteinte au droit de propriété (p. 3759).

VUILLAUME (Roland)

Député du Doubs
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3732).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à l'établissement des schémas départementaux d'urbanisme commercial (n° 907) [12 novembre 1987] (p. 5817).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation et portant création de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction (n° 1025) [*J.O.* du 23 décembre 1987] (p. 15046).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Campagne menée contre cértains fromages français : [16 décembre 1987] (p. 7547).

W

WACHEUX (Marcel)

Député du Pas-de-Calais
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3732).

INTERVENTIONS

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — I. Aménagement du territoire, urbanisme, logement et services communs. — *Questions* [4 novembre 1987] :

Zones de conversion industrielle et zones des cités minières (actions en faveur des —) (p. 5393, 5394).

Articles additionnels et articles non rattachés [13 novembre 1987] :

Avant l'article 56 : son amendement n° 60 rectifié soutenu par M. Michel Lambert (fusion de communes ; harmonisation des valeurs locatives et des abattements) (p. 5851) ; retiré (p. 5852).

WAGNER (Georges-Paul)

Député des Yvelines
F.N.

S'inscrit au groupe du Front national [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel de Rostolan et plusieurs de ses collègues, relative à la dignité de la femme (n° 606) [*J.O.* du 16 avril 1987] (p. 450).

Membre de la commission spéciale constituée pour l'examen de la proposition de résolution (n° 798) présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice [*J.O.* du 10 juin 1987] (p. 6240).

Secrétaire de cette commission [*J.O.* du 12 juin 1987] (p. 6323).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale (n° 694) [*J.O.* du 20 juin 1987] (p. 6694).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Marie Le Pen et plusieurs de ses collègues tendant à l'augmentation des peines contre les personnes se livrant à l'importation, la production, la fabrication ou l'exploitation illicite ainsi qu'à l'usage de substance ou plantes vénéneuses classées comme stupéfiants, à l'interdiction définitive du territoires français aux étrangers ayant contrevenu à la législation sur les stupéfiants, à la création d'un Institut national et l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies (n° 725) [1er juillet 1987] (p. 3523).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Jean-Marie Le Pen et plusieurs de ses collègues tendant à considérer les victimes du terrorisme comme des victimes de guerre (n° 814) [1er juillet 1987] (p. 3523).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Michel de Rostolan et plusieurs de ses collègues, tendant à instituer une déclaration prénatale de consentement à l'adoption (n° 721) [8 juillet 1987] (p. 3875).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la prévention des risques majeurs et à la protection de la forêt contre l'incendie (n° 781) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

Rapporteur de la proposition de loi organique de M. Pascal Arrighi et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 32 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances (n° 1005) [20 novembre 1987] (p. 6197).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Bruno Gollnisch tendant à instaurer en France un suffrage vraiment universel (n° 986) [3 décembre 1987] (p. 6761).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant statut du territoire de la Nouvelle-Calédonie (n° 1008) [*J.O.* du 16 décembre 1987] (p. 14661).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059) [*J.O.* du 20 décembre 1987] (p. 14905).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— Portée de la mission confiée à la commission des sages : code de la nationalité [27 mai 1987] (p. 1714) ;

— Incidents de Rolssy : empêchement par un commando communiste de l'expulsion vers Brazzaville d'un jeune Congolais, Serge Mitolo ; fourniture de cars par la municipalité communiste de Bagnolet ; affaiblissement de l'autorité de l'Etat [21 octobre 1987] (p. 4591).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1er du code de la route (n° 816).

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Alcoolisme au volant (sanctions de l'—) :

— accidents corporels et mortels (p. 603) ;

— peine minima incompressible (fixation d'une — et rôle des juges) (p. 604) ;

— peines encourues (législation actuelle et aggravation des —) (p. 604) ;
— peines prononcées effectivement par les tribunaux (et notamment disparité des —) (p. 604).

Sécurité routière :
— accidents corporels et mortels (nombre et cause des —) (p. 603).

Discussion de l'article unique :

Après l'article unique : contre l'amendement n° 3 rectifié de la commission des lois (détermination d'une peine minimale en cas de cumul des infractions de conduite en état d'ivresse et d'homicide involontaire) ; et l'amendement n° 20 de M. Jacques Mahéas (tendant à ajouter un temps minimal de travail d'intérêt général comme peine complémentaire dans l'éventail des peines) (p. 633) ; son sous-amendement n° 28 à l'amendement n° 6 de la commission des lois (confiscation et immobilisation du véhicule dont s'est servi le prévenu pour commettre l'infraction) (p. 637) : adopté ; son amendement n° 2 corrigé (peines applicables en cas de récidive de conduite sans permis) : rejeté (p. 639).

Explications de vote :

Peine minimale (fixation d'une — et rôle du juge) (p. 643).
Vote positif du groupe Front national (p. 643).

Deuxième lecture, discussion des articles [29 juin 1987] :

Article 2 : contre l'amendement n° 4 de la commission (peine minimale en cas de cumul des infractions de conduite en état alcoolique et d'homicide involontaire et possibilité, pour les juges, de faire jouer les circonstances atténuantes) (p. 3336).

— Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).

Première lecture, discussion des articles [7 mai 1987] :

Avant l'article 1er *(amendements précédemment réservés) :* soutient l'amendement n° 54 de M. Jean-Claude Martinez (reconnaissance constitutionnelle du droit de l'enfant de vivre avec ses père et mère ensemble) : rejeté (p. 971) ; soutient l'amendement n° 66 de M. Jean-Claude Martinez (nouvelle rédaction de l'article 252-1 du code civil relatif à la procédure de divorce ; délai de réflexion de 3 mois pendant lequel la résidence des époux demeure commune et celle des enfants fixée au domicile conjugal) (p. 972) ; rejeté (p. 973).

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 37 de Mme Paulette Nevoux (parent débiteur privé de l'exercice conjoint de l'autorité parentale en cas de non paiement de la pension alimentaire pendant deux mois au cours d'un semestre) (p. 983).

Explications de vote (p. 991) :

Abstention du groupe Front national (p. 991).
Divorce (réforme du —) (p. 991).

Deuxième lecture, explications de vote [3 juillet 1987] :

Abstention du groupe Front national (p. 3667).
Divorce (nécessité de modifier la procédure de —) (p. 3667).

— Projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687).

Première lecture, discussion des articles [22 mai 1987] :

Titre Ier : *actions en faveur des personnes recontrant des difficultés graves d'accès à l'emploi.*

Article 2 *(définition des actions de réinsertion et exonération de cotisations sociales des contrats de réinsertion en alternance) — article L. 980-15 du code du travail* (exonération des cotisations patronales afférentes aux contrats de réinsertion en alternance) : soutient l'amendement n° 61 de M. Christian Baeckeroot (exonération des charges sociales concernant l'embauche de demandeurs d'emploi de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E.) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1542).

Après l'article 5 : soutient l'amendement n° 93 de M. Michel de Rostolan (fin de l'assimilation de l'étranger non muni du titre nécessaire à un travailleur régulièrement engagé) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1559) ; soutient l'amendement n° 94 de M. Gabriel Domenech (suppression pour les organisations syndicales représentatives de la possibilité d'exercer en justice des actions nées en faveur des travailleurs étrangers) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1560) ; soutient l'amendement n° 99 de M. Michel de Rostolan (aggravation des peines sanctionnant des fraudes tendant à favoriser l'emploi de travailleurs étrangers) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 100 de M. Michel de Rostolan (même objet) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1561) ; soutient les amendements 101 et 102 de M. Michel de Rostolan (même objet) application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 1562).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [12 juin 1987] :

Titre VI : *dispositions diverses.*

Après l'article 51 : ses observations sur l'amendement n° 74 de M. Jacques Barrot (interdiction de la diffusion de messages publicitaires en faveur de boisson contenant plus de 1° d'alcool par les organismes et services de radiodiffusion sonore et de télévision publics ou privées) (p. 2336) ; ses observations sur l'amendement n° 306 de M. Jacques Barrot (interdiction aux sociétés nationales de programmes ainsi qu'aux titulaires des autorisations délivrées pour des services de communication audiovisuelle de diffuser des émissions publicitaires à caractère politique) ; soutient l'amendement n° 270 de M. Michel de Rostolan (organisations ayant pour objet le remboursement des frais de soins ne pouvant prendre en charge de quelque façon que ce soit les frais occasionnés par une cessation volontaire de grossesse à caractère non thérapeutique) (p. 2348) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 271 de M. Michel de Rostolan (abrogation de la loi du 31 décembre 1982 relative à la couverture des frais afférant à l'I.V.G. non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure) ; application de l'article 44-3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 272 de M. Michel de Rostolan (tendant après l'article 51 à insérer l'intitulé suivant : « dispositions relatives à l'accueil de la vie ») ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 2350).

Explications de vote (p. 2350) :

Interruption volontaire de grossesse (p. 2351).
Vote hostile du Front national (p. 2351).

— Projet de loi autorisant la ratification de la Convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 631), projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre les Etats membres des Communautés européennes concernant l'application de la Convention européenne pour la répression du terrorisme (n° 632) et projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la poursuite et au jugement de certaines infractions commises à l'étranger (n° 633).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune. [29 juin 1987] :

Droit d'asile et droits de l'Homme (p. 3323, 3324).
Extradition :
— refus d'extradition (obligation de poursuites en cas de — et rôles et compétences des juridictions françaises et du Parquet pour connaître des infractions commises à l'étranger) (p. 3324).
Otages français au Liban (p. 3323).
Terrorisme (lutte contre le —) :
— nécessité de la — (p. 3323, 3324).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie (n° 853).

Première lecture, avant la discussion des articles [3 juillet 1987] :

Badinter (projet déposé en 1985 par M. —) (p. 3640, 3641).
Compétence du tribunal de commerce ou du conseil des prud'hommes (choix entre la —) (p. 3641).
Tribunaux de commerce en tant que juridictions exceptionnelles (historique et situation actuelle des —) (p. 3640).

Discussion des articles [3 juillet 1987] :

Titre Ier : *tribunaux de commerce.*

Article 1er *(institution et compétences ; organisation et fonctionnement) :* son amendement n° 17 (possibilité de choix pour les cadres de l'industrie et du commerce entre la compétence du tribunal de commerce et celle du conseil des prud'hommes) ; situation antérieure à la loi du 6 mai 1982 ; encombrement des conseils de prud'hommes (p. 3644) ; vote

par division ; rejet des trois premiers alinéas ; rejet des deux premiers alinéas et des deux derniers alinéas ; rejeté au scrutin public (p. 3645).

Article 2 *(élection des juges des tribunaux de commerce ; électorat ; éligibilité ; scrutins et opérations électorales ; discipline des membres des tribunaux de commerce) :* soutient l'amendement n° 23 de M. Ronald Perdomo (suppression de la limite d'âge à 70 ans) ; expérience acquise grâce à l'ancienneté ; adopté (p. 3647).

Titre III : *élection des membres des chambres de commerce et d'industrie et des délégués consulaires.*

Article 6 *(élection des membres des chambres de commerce et d'industrie et des délégués consulaires) :* soutient l'amendement n° 22 de M. Ronald Perdomo (prévoyant à l'avant-dernier alinéa de l'article 6 que les cadres siègent en tant que mandataires des chefs d'entreprises et non en tant que cadres) : adopté (p. 3650).

— Projet de loi portant réforme du contentieux administratif (n° 890).

Première lecture, avant la discussion des articles [6 octobre 1987] :

Cours administratives d'appel (compétence des —) (p. 3956).
Cours administratives d'appel (organisation des —) (p. 3957).
Législation (qualité de la —) (p. 3957).
Recours (délais de — et affaires en instance) (p. 3957).

— Conclusions du rapport de la commission élue spécialement pour l'examen de la proposition de résolution présentée par M. Pierre Messmer et 255 membres de l'Assemblée, portant mise en accusation de M. Christian Nucci, ancien ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et du développement, devant la Haute cour de justice (n° 798).

Première lecture, explications de vote [7 octobre 1987] :

Faux passeport (p. 4028).
Ministre de l'intérieur (attitude du —) (p. 4028).
Respect de la procédure judiciaire (p. 4028).
Vote positif du groupe Front national (p. 4028).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [9 octobre 1987] :

Après l'article 1er A : soutient l'amendement n° 37 de M. François Bachelot (tendant à prévoir un délai de 30 jours pour la réalisation de l'examen médical et de l'enquête sociale prévus à l'article L. 355-15 du code de la santé publique) (p. 4100) ; rejeté au scrutin public ; soutient l'amendement n° 38 de M. François Bachelot (tendant à prévoir un délai de 30 jours à l'article L. 355-16 du code de la santé publique) : rejeté au scrutin public (p. 4101) ; soutient l'amendement n° 39 de M. François Bachelot (introduisant un délai de 30 jours à l'article L. 355-17 du code de la santé publique ; possibilité pour l'autorité sanitaire d'enjoindre à une personne ne nécessitant pas une cure de désintoxication de se placer sous la surveillance d'un médecin) : rejeté au scrutin public ; soutient l'amendement n° 40 de M. François Bachelot (tendant à introduire un délai de 30 jours à l'article L. 355-19 du code de la santé publique) (p. 4102) ; rejeté au scrutin public ; soutient l'amendement n° 41 de M. François Bachelot (possibilité pour l'autorité sanitaire d'enjoindre à une personne ne nécessitant pas une cure de désintoxication de se placer sous la surveillance d'un médecin figurant sur la liste des experts judiciaires, d'un dispensaire d'hygiène sociale ou d'un établissement sanitaire agréé) : rejeté au scrutin public (p. 4103).

Article 2 *(article L. 627-4 à L. 627-6 nouveau du code de la santé publique) ; article L. 627-5 du code de la santé publique* (mesures conservatoires ; exemption ou réduction de peines pour les repentis) : soutient l'amendement n° 45 de M. François Bachelot (suppression du texte proposé pour cet article) (p. 4127) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4128) ; *article L. 627-6 du code de la santé publique* (durée des prescriptions de l'action publique et de la peine ; contrainte par corps) : contre l'amendement n° 19 de Mme Catherine Trautmann (suppression du premier alinéa du texte proposé pour cet article) ; contre l'amendement n° 25 de Mme Catherine Trautmann (suppression du 2e alinéa du texte proposé pour cet article ; contrainte par corps) (p. 4138).

Après l'article 2 : soutient l'amendement n° 49 de M. François Bachelot (injonction thérapeutique à l'égard des mineurs) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 50 de M. François Bachelot (déroulement de la cure de désintoxication) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; soutient l'amendement n° 51 de M. François Bachelot (abrogation de l'article L. 628-6 du code de la santé publique) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4141).

Article 10 *(publications destinées à la jeunesse) :* contre l'amendement n° 73 du Gouvernement (haine raciale) (p. 4160).

Après l'article 10 : soutient l'amendement n° 57 de M. François Bachelot (répression de l'apologie de l'usage de la drogue) ; application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution (p. 4164) ; **son rappel au règlement** (article 98, alinéa 5, du règlement) : irrecevabilité des amendements et sous-amendements ne s'appliquant pas effectivement au texte voté ; cas de l'amendement n° 74 du Gouvernement (p. 4165).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Examen du fascicule* [20 octobre 1987] :

Litiges du travail (durée d'instance des —) (p. 4518).
Magistrats (effectif des —) (p. 4518).
Services pénitentiaires et services judiciaires (comparaison des crédits des —) (p. 4519).

Culture. — *Examen du fascicule* [30 octobre 1987] :

Création culturelle et théâtrale (p. 5125).
Patrimoine monumental (et loi de programme sur le —) (p. 5126).

Culture et communication. Communication. — *Examen du fascicule* [6 novembre 1987] :

Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) (p. 5549).
Information (droit à l'—) (p. 5549).
Journalisme (déontologie du —) (p. 5549, 5550).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Droit des sociétés :
— allégement du — (p. 5971).
Transmission d'entreprise :
— donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension au tiers) (p. 5971, 5972).

Discussion des articles [17 et 18 novembre 1987] :

Chapitre I : *dispositions relatives aux droits des sociétés.*

Avant l'article 1er : contre l'amendement n° 5 de la commission (prévoyant que toute décision prise à l'unanimité des associés est présumée conforme à l'intérêt de la société) (p. 5993, 5994).

Article 21 *(article 1075 du code civil ; bénéficiaires des donations-partages et des testaments-partages) :* ses observations sur cet article ; biens transmis ; notion d'entreprise (p. 6031) ; ses observations sur l'amendement n° 31 corrigé du Gouvernement (précisant que la donation-partage qui gratifie des enfants et descendants peut bénéficier dans les mêmes conditions à des tiers) (p. 6043).

— Projet de loi relatif aux obligations en matière de vente ou d'échange de certains objets mobiliers et à la répression du recel (n° 625).

Deuxième lecture, explications de vote [19 novembre 1987] :

Recel (absence de définition du —) (p. 6075).

— Conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Jacques Toubon et plusieurs de ses collègues portant maintien en activité des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance (n° 940).

Première lecture, avant la discussion des articles [26 novembre 1987] :

Affaires en instance devant les cours d'appel et les tribunaux de grande instance (résorption du stock d'—) (p. 6467).
Carrières des magistrats (blocage des —) (p. 6467).
Participation du Gouvernement à l'élaboration de la présente « proposition » de loi (p. 6467).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 décembre 1987] :

Délais impartis au législateur (p. 7038).

Instruction : généralités :

— juges d'instruction (rôle des — et reproches adressés aux —) (p. 7039).

Placement en détention provisoire :

— chambres d'accusation (rôle en matière de détention provisoire) (p. 7040) ;
— chambres des garanties (composition des —) (p. 7039) ;
— effectifs de magistrats dans les tribunaux et besoins nécessités par la mise en œuvre de la réforme (p. 7038) ;
— loi du 10 décembre 1985 (principales dispositions et abrogation de la —) (p. 7038) ;
— mise sous main de justice (p. 7039, 7040) ;
— placement en détention provisoire (transfert de la compétence des juges d'instruction aux chambres des garanties) (p. 7039).

Discussion des articles [10 et 11 décembre 1987] :

Avant l'article 1er : son amendement n° 28 corrigé (exercice de la fonction de juge d'instruction étant subordonné à l'accomplissement préalable pendant une durée de cinq ans au moins d'activités successivement au Parquet et au siège en qualité de substitut et de juge) : retiré (p. 7075).

Article 5 *(saisine de la chambre ; placement provisoire sous main de justice)* : ses observations sur les amendements n° 26 (inculpé devant lorsqu'il demande un délai pour préparer sa défense faire connaître sa requête au juge d'instruction et non pas à la chambre) et n° 27 du Gouvernement (prolongation du délai d'un jour ouvrable au cas dans lequel pour des raisons de force majeure la chambre n'a pas la possibilité de statuer dans le délai de trois jours ouvrables) (p. 7116).

Article 6 *(placement en détention provisoire)* : pour l'amendement n° 9 de la commission (chambre des garanties pouvant si elle l'estime utile recueillir les observations du juge d'instruction qui l'a saisie) (p. 7119).

Titre II : *dispositions relatives au fonctionnement de la chambre d'accusation.*

Article 13 *(simplification de la procédure en matière d'appel devant la chambre d'accusation)* : contre l'amendement n° 13 de la commission (harmonisation des délais impartis aux juridictions d'appel pour statuer en matière de détention provisoire ou sur une demande de mise en liberté) (p. 7123).

Titre III : *dispositions diverses.*

Avant l'article 15 : contre l'amendement n° 17 de la commission (institution du témoin assisté) (p. 7170) ; nécessaire respect du secret de l'instruction ; inégalité instaurée au sein du débat judiciaire entre les deux parties (p. 7171) ; contre l'amendement n° 19 de la commission (inculpation étant prescrite par ordonnance spécialement motivée ; possibilité de recours contre l'ordonnance d'inculpation) ; inopportunité d'ouvrir un double degré de juridiction au moment où l'instruction commence (p. 7178).

Explications de vote [11 décembre 1987] :

Applicabilité du texte (p. 7189).
Chambre d'accusation (moyens de la —) (p. 7189).
Placement en détention provisoire (appréciations sur les nouvelles modalités du —) (p. 7189).
Abstention du groupe Front national (p. 7189).

— Projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux (n° 1109).

Première lecture, discussion des articles [21 décembre 1987] :

Article 2 *(commission départementale consultative de conciliation)* : contre l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction de l'article — sursis à statuer du tribunal jusqu'à la publication de l'avis de la commission — délai maximum de trois mois) (p. 8001).

Après l'article 2 : ses observations sur les amendements n° 2 de M. Alain Billon et n° 3 de M. Jacques Toubon (possibilité, pour les artistes plasticiens, de prendre un bail commercial tout en ne s'inscrivant pas au registre des métiers et du commerce) ; danger d'extension de la propriété commerciale (p. 8002).

Explications de vote :

Vote positif du groupe Front national (p. 8003).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé :

Financement actuel des partis politiques (et notamment « affaires » ayant mis en cause certains d'entre eux) (p. 71).

Déclaration du patrimoine des hommes politiques :

Philosophie de la réforme (p. 71) ;
Publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale des candidats à la présidence de la République (p. 72) ;
Publication au *J.O.* de la déclaration patrimoniale des parlementaires, ministres et responsables locaux concernés (absence de —) (p. 72) ;
Sanctions en cas de non respect de l'obligation de déclaration : (p. 71, 72).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 et 4 février 1988] :

Titre Ier : *modifications de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.*

Article 1er *(déclaration du patrimoine des candidats à l'élection présidentielle et du Président de la République)* : son amendement n° 86 (substituant aux dispositions de cet article l'obligation pour le seul Président de la République de déclarer son patrimoine dans les quinze jours de son élection et de faire une nouvelle déclaration à la fin de son mandat) (p. 95) ; retiré (p. 96).

Article 2 *(financement des campagnes pour l'élection du Président de la République)* : présente l'amendement n° 29 de la commission (dépenses effectuées au moyen de fonds publics qui concourent directement ou indirectement à la promotion du candidat, de son bilan ou de son programme) (p. 101) ; rejeté au scrutin public (p. 102).

Article 5 *(déclaration du patrimoine du Président de la République en fin de mandat et publication)* : son amendement n° 103 (de suppression) : adopté (p. 104).

Article 7 *(déclaration du patrimoine des députés)* : son amendement n° 55 (suppression du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L.O. 135-1 du code électoral) : rejeté (p. 109).

Après l'article 7 : son amendement n° 56 soutenu par M. Pierre Descaves (inclusion dans la commission chargée de recevoir les déclarations de patrimoine du bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, du président du Conseil supérieur du notariat et du président de la compagnie nationale des commissaires aux comptes) : devenu sans objet (p. 111).

Article 9 *(financement des campagnes pour les élections législatives)* : son amendement n° 57 rectifié soutenu par M. François Porteu de la Morandière (anonymat du donateur) : rejeté (p. 133).

— Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, discussion des articles [4 février 1988] :

Titre Ier : *dispositions relatives à la déclaration du patrimoine des membres du Gouvernement et des titulaires de certaines fonctions électives.*

Après l'article 1er : son amendement n° 49 (obligation de déclaration assortie de sanctions pour les membres du Gouvernement) ; son amendement n° 50 (obligation de déclaration pour les membres des cabinets ministériels) (p. 171) ; retirés (p. 172).

Article 2 *(déclaration du patrimoine des présidents des assemblées, des collectivités territoriales et des maires des communes de plus de 50 000 habitants)* : son amendement n° 70 soutenu par M. Bruno Gollnisch (déclaration imposée aux hauts fonctionnaires titulaires des emplois supérieurs dont la nomination est laissée à la discrétion du Gouvernement) (p. 175) ; rejeté (p. 176).

Article 3 *(institution d'une commission de magistrats)* : son amendement n° 93 : devenu sans objet (p. 177).

Après l'article 4 : son amendement n° 71 soutenu par M. Bruno Gollnisch (prévision d'une procédure et d'une incrimination spécifique pour les déclarations frauduleuses) : rejeté (p. 179).

Titre II : *dispositions relatives au financement des campagnes pour l'élection des députés.*

Après l'article 5 : son amendement n° 75 soutenu par M. Bruno Gollnisch (dépenses électorales de chaque candidat pour les communes de plus de 9 000 habitants retracées dans un compte de campagne) : retiré ; son amendement n° 76 (commissaires habilités à vérifier l'exactitude des comptes de campagne) : devenu sans objet ; son amendement n° 77 soutenu par M. Bruno Gollnisch (dépassement du plafonnement des dépenses de campagne entraînant une annulation automatique des élections) (p. 180) ; rejeté (p. 181).

Article 7 *(modalités de répartition de l'aide de l'Etat aux partis)* : son amendement n° 78 soutenu par M. Pierre Descaves (clés de répartition des aides accordées aux partis politiques) ; son amendement n° 51 soutenu par M. Pierre Descaves (aide réservée aux partis ayant obtenu 5 % des suffrages exprimés) (p. 197) ; son amendement n° 78 : rejeté au scrutin public ; son amendement n° 51 : rejeté (p. 200).

Article 9 *(publication des comptes des partis)* : son amendement n° 52 soutenu par M. Pierre Descaves (rédactionnel) : rejeté (p. 203) ; son amendement n° 79 soutenu par M. Bruno Gollnisch (tendant à rappeler qu'aucune personne morale publique ne pourra faire de dons aux candidats) : rejeté (p. 204).

Titre IV : *dispositions diverses et transitoires.*

Après l'article 13 : son amendement n° 80 soutenu par M. Bruno Gollnisch (dépôt d'un projet de loi par le Gouvernement visant à compléter les dispositions du présent texte dans un délai d'un an) : retiré (p. 206).

WAGNER (Robert)

Député des Yvelines
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3732).

WEISENHORN (Pierre)

Député du Haut-Rhin
R.P.R.

S'inscrit au groupe du Rassemblement pour la République [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3732).

Vice-président de cette commission [*J.O.* du 8 avril 1987] (p. 4013).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1988 (n° 941) (industrie, postes et télécommunications et tourisme : industrie) [8 octobre 1987] (p. 4076).

Rapporteur de la proposition de loi tendant à assurer aux médicaments une durée de protection identique aux autres produits, compte tenu de leurs règles de commercialisation (n° 982) [12 novembre 1987] (p. 5817).

DEPOTS

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges sur la **situation économique et les relations commerciales entre la France, la Corée du Sud, Singapour et Taïwan (n° 891)** [26 juin 1987].

Avis présenté au nom de la commission de la production et des échanges sur le **projet de loi de finances pour 1988 (n° 941)** Tome XII : **industrie, postes et télécommunications et tourisme : industrie (n° 965)** [8 octobre 1987].

Rapport fait au nom de la commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 982) de M. Bernard Claude Savy et plusieurs de ses collègues, tendant à assurer aux **médicaments** une durée de **protection identique aux autres produits**, compte tenu de leur règle de commercialisation **(n° 1092)** [10 décembre 1987].

Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges, sur la **pollution du Rhin** par les chlorures et le marché du sel en Europe **(n° 1162)** [17 décembre 1987].

QUESTIONS

orales sans débat :

— **n° 220**, posée le 19 mai 1987 : **minéraux (entreprises : Alsace)** (p. 1350, 1351) ; appelée le 22 mai 1987 : **situation du bassin potassique alsacien** : nécessité d'une dotation en capital exceptionnelle du fait du déséquilibre du marché mondial ; contrôle des importations de potasse et d'engrais composés (p. 1500, 1501).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).**

Première lecture, discussion des articles [9 juin 1987] :

Titre VII : *lutte contre l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine.*

Article 24 *(transfert d'officines pharmaceutiques)* : règles d'ouverture des pharmacies d'officines en Alsace-Moselle (p. 2106, 2107).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, deuxième partie :

Industrie. — *Examen du fascicule* [26 octobre 1987] :

Allégements fiscaux en faveur des entreprises (p. 4793).
A.N.V.A.R. (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) (p. 4792).
Chimie (industrie de la — et avenir de l'Institut national de la recherche chimique appliquée — I.R.C.H.A.) (p. 4793).
Désengagement de l'Etat (p. 4793).
E.D.F.-G.D.F. (p. 4793).
Energie (et rôle de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie — A.F.M.E.) (p. 4792 à 4794, 4802).
Energie nucléaire (p. 4793, 4802).
Investissement productif (p. 4793).
Marché unique européen de 1992 (perspective du —) (p. 4793).
Petites et moyennes entreprises et industries (P.M.E.-P.M.I.) (p. 4792).
Pétrole et produits pétroliers (approvisionnement de la France en —) (p. 4793).
Politique industrielle menée depuis 1986 (p. 4793).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Questions* [6 novembre 1987] :

Liaison Niffer-Mulhouse (voie fluviale Rhin-Rhône) (remplacé par M. François Grussenmeyer) (p. 5505).

Intérieur. — *Questions* [9 novembre 1987] :

Elections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants (p. 5625).

WELZER (Gérard)

Député des Vosges
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'exercice de l'autorité parentale (n° 617) [*J.O.* du 10 juillet 1987] (p. 7523).

DEPOTS

Proposition de loi relative à la **diffusion de l'enregistrement** des **procès relatifs aux crimes contre l'humanité (n° 1043)** [18 novembre 1987].

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **L'emploi** : caractère pré-électoral du budget des affaires sociales et de l'emploi ; situation des jeunes et des chômeurs de longue durée [4 novembre 1987] (p. 5371).

INTERVENTIONS

— Projet de loi relatif au service public pénitentiaire (n° 630).

Première lecture, avant la discussion des articles [5 mai 1987] :

Administration, intendance et œuvres sociales des prisons (possibilité de confier les — au secteur privé) (p. 869).
Garde des sceaux, ministre de la justice (action et personne du —) (p. 868, 869).
Prisons « privées » ou habilitées en France (abandon progressif du projet de —) (p. 869).

— Projet de loi relatif à l'autorité parentale (n° 617).

Première lecture, avant la discussion des articles [7 mai 1987] :

Enfant issu du mariage (p. 958).

Discussion des articles [7 mai 1987] :

Article 2 *(attribution de la garde des enfants après divorce)* : soutient l'amendement n° 33 de Mme Paulette Nevoux (exercice conjoint de l'autorité parentale avec l'accord des deux parents ; juge statuant sur les modalités de résidence des enfants) ; audition obligatoire des enfants (p. 969) ; devenu sans objet (p. 971).

Après l'article 3 : soutient l'amendement n° 36 rectifié de Mme Paulette Nevoux (juge tenant compte des sentiments exprimés par les enfants ; audition des enfants de plus de 13 ans en cas de désaccord entre les parents) ; audition obligatoire au-delà de 13 ans ; recrutement de magistrats supplémentaires dans le domaine des affaires matrimoniales (p. 981) ; amendement n° 36 rectifié : adopté au scrutin public (p. 982).

Article 4 *(exercice de l'autorité parentale après divorce)* : soutient le sous-amendement n° 42 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 15 de la commission (suppression du droit de surveillance du parent n'exerçant pas l'autorité parentale) ; soutient le sous-amendement n° 43 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 15 de la commission (information du parent n'exerçant pas l'autorité parentale sur les choix importants relatifs à la vie de l'enfant) ; rejetés (p. 984).

Article 5 *(exercice de l'autorité parentale sur les enfants naturels)* : soutient le sous-amendement n° 47 de Mme Paulette Nevoux à l'amendement n° 18 de la commission (maintien d'un droit de visite et d'information pour le parent cessant d'exercer l'autorité parentale) (p. 987) ; rejeté (p. 988).

Explications de vote (p. 991) :

Audition de l'enfant (p. 991).
Vote favorable du groupe socialiste (p. 991).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce et d'industrie (n° 853).

Première lecture, discussion des articles [3 juillet 1987] :

Titre I^er^ : *tribunaux de commerce.*

Article 1^er^ *(institution et compétences ; organisation et fonctionnement)* : son amendement n° 25 soutenu par Mme Véronique Neiertz (expérience judiciaire minimale de deux ans pour la majorité des juges composant la formation de jugement en cas de procédure de redressement judiciaire simplifiée) (p. 3645) ; rejeté (p. 3646).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Justice. — *Questions* [20 octobre 1987] :

Instruction (collégialité de l'—) (p. 4533).

— Projet de loi relatif au développement et à la transmission des entreprises (n° 841).

Première lecture, avant la discussion des articles [17 novembre 1987] :

Droit des sociétés :
— actions créées à l'occasion de la constitution d'une société ou d'une augmentation de capital (p. 5987) ;
— allégement du — (p. 5986, 5987) ;
— directoire (durée du mandat) (p. 5987) ;
— sociétés anonymes (nombre d'associés) (p. 5987).

Garde des sceaux (absence du —) (p. 5986).
Transmission d'entreprise :
— donation-partage (refus par la commission des lois du dispositif d'extension au tiers) (p. 5987).

— Projet de loi relatif aux garanties individuelles en matière de placement en détention provisoire ou sous contrôle judiciaire et portant modification du code de procédure pénale (n° 1059).

Première lecture, avant la discussion des articles [9 décembre 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 7025, 7026, 7027) ; rejetée au scrutin public (p. 7035).
Avis du Conseil d'Etat sur le projet (p. 7026, 7027).
Affaires judiciaires :
— affaire Chaumet (p. 7025) ;
— affaires des fausses factures de Lyon (p. 7025) ;
— affaire Radio Courtoisie/Michel Droit et dessaisissement du juge Grellier (p. 7025) ;
— mise en cause de M. Chalandon (p. 7025, 7026).

Ordre du jour des tribunaux en matière correctionnelle (p. 7026).
Placement en détention provisoire :
— chambres des garanties et principe constitutionnel de la séparation des juridictions d'instruction et de jugement (p. 7026, 7027) ;
— loi du 10 décembre 1985 (principales dispositions et abrogation de la —) (p. 7026) ;
— mise sous main de justice (p. 7026).

Discussion des articles [10 décembre 1987] :

Titre I^er^ : *dispositions relatives au placement en détention ou sous contrôle judiciaire.*

Article 1^er^ *(délivrance des mandats de justice)* : soutient l'amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) : rejeté ; soutient l'amendement n° 49 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) : rejeté (p. 7078).

Article 2 *(institution et composition de la chambre des garanties préalables au placement en détention provisoire)* : soutient l'amendement n° 55 de M. Jean-Pierre Michel (juge d'instruction saisi de l'affaire présentant personnellement ses observations à la chambre de garantie des libertés individuelles) (p. 7085) ; rejeté (p. 7086) ; **son rappel au règlement** : dessaisissement par la Cour de cassation du juge Grellier (p. 7104) ; soutient l'amendement n° 57 de M. Jean-Pierre Michel (désignation des membres de la chambre de garantie des libertés individuelles) (p. 7105) ; rejeté au scrutin public (p. 7107).

Article 3 *(dispositions relatives au contrôle judiciaire)* : soutient l'amendement n° 58 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 7108) ; soutient l'amendement n° 63 de M. Jean-Pierre Michel (cas où l'inculpé s'est soustrait au contrôle judiciaire) : rejeté (p. 7111).

Article 4 *(disposition d'harmonisation relative au placement en détention provisoire)* : soutient l'amendement n° 65 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) : rejeté (p. 7112).

Article 5 *(saisine de la chambre ; placement provisoire sous main de justice)* : soutient l'amendement n° 66 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) (p. 7112) ; rejeté au scrutin public ; contre l'amendement n° 7 de la commission (observation que le juge d'instruction doit déposer en même temps que sa demande de mise en détention provisoire ne pouvant porter que sur la nécessité du placement en détention) (p. 7114) ; ses observations sur l'amendement n° 86 du Gouvernement (possibilité d'interjeter appel de l'ordonnance de placement sous main de justice en même temps que de la décision de placement en détention provisoire rendue par la chambre) (p. 7117).

Article 6 *(placement en détention provisoire)* : soutient l'amendement n° 67 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) (p. 7118) ; rejeté ; ses observations sur l'amendement n° 9 de la commission (chambre des garanties pouvant si elle l'estime utile recueillir les observations du juge d'instruction qui l'a saisie) (p. 7119).

Article 7 *(dispositions relatives aux prolongations de détention provisoire)* : soutient l'amendement n° 68 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) : rejeté (p. 7120).

Article 8 *(dispositions d'harmonisation concernant les ordonnances de règlement et la notification de diverses ordonnances)* : soutient l'amendement n° 70 de M. Jean-Pierre Michel (de suppression) : rejeté (p. 7121).

Titre II : *dispositions relatives au fonctionnement de la chambre d'accusation.*

Après l'adoption de l'article 13 : **son rappel au règlement** : mise en cause par le garde des sceaux des magistrats d'instruction (p. 7125).

Article 14 *(renforcement des pouvoirs de la chambre d'accusation en vue d'éviter des retards dans l'instruction)* : soutient l'amendement n° 75 de M. Jean-Pierre Michel (audition du juge chargé de l'instruction) (p. 7127) ; rejeté (p. 7128).

WILTZER (Pierre-André)

Député de l'Essonne
Apparenté U.D.F.

S'apparente au groupe de l'Union pour la démocratie française [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3683).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

WORMS (Jean-Pierre)

Député de la Saône-et-Loire
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la fonction publique territoriale (n° 694) [*J.O.* du 20 juin 1987] (p. 6694).

Rapporteur de la proposition de loi de M. Louis Besson et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions du code électoral pour les élections municipales afin de garantir aux habitants permanents des petites communes accueillant une importante population touristique de la maîtrise de leur gestion communale et de leur avenir (n° 877) [5 novembre 1987] (p. 5483).

INTERVENTIONS

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale (n° 694).

Première lecture, avant la discussion des articles
[25 mai 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 1590 à 1594) ; rejetée au scrutin public (p. 1595).

Décentralisation (nécessité de compléter la — par la création d'une fonction publique territoriale) (p. 1590, 1591).

Formation et gestion des personnels territoriaux :
- autonomie de gestion des élus et des collectivités locales (p. 1591) ;
- centres de gestion (financement des —) (p. 1593) ;
- Centre national de la fonction publique territoriale (et notamment financement du —) (p. 1593) ;
- paritarisme dans la gestion de la formation (abandon du —) (p. 1593).

Mobilité et parité au sein de la fonction publique (p. 1591, 1592, 1593, 1594).

Paris (statut des fonctionnaires de la ville et du département de —) (p. 1593).

Polices municipales (p. 1594).

Statut de la fonction publique territoriale (et notamment réforme de 1984 : non application et modification des principes issus de la réforme) (p. 1591).

Statut des personnels territoriaux :
- cadres d'emploi (création des — et suppression des corps) (p. 1592, 1594) ;
- concours de recrutement (modification des règles sur les —) (p. 1592) ;
- contractuels (recours aux —) (p. 1591) ;
- demande reconventionnelle (p. 1592) ;
- droits et garanties statutaires des fonctionnaires (p. 1591) ;
- rémunérations (grilles indiciaires) (p. 1592).

Discussion des articles
[26 mai 1987] [27 mai 1987] [17 juin 1987] :

Chapitre Ier A : *dispositions modifiant la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.*

Article 1er B *(article 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (mobilité au sein de la fonction publique)* : son amendement n° 106 (de suppression) : rejeté au scrutin public (p. 1632).

Article 1er C *(article 15 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983) (tableau de classement des corps, grades et emplois)* : ses réserves sur cet article ; grille commune entre les deux fonctions publiques (p. 1634).

Chapitre Ier : *dispositions modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 1er *(article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (recrutement des agents non titulaires)* : ses réserves sur cet article ; article du projet de loi portant D.M.O.S. sur le recrutement des contractuels de catégorie A pour l'ensemble de la fonction publique (p. 1635, 1636) ; son amendement n° 110 soutenu par M. Bernard Derosier (suppression de la disposition sur le recrutement de contractuels pour des emplois à temps partiel dans les petites communes) (p. 1638) ; rejeté (p. 1639).

Article 2 *(article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (institution des cadres d'emplois)* : ses réserves sur cet article ; son amendement n° 112 (tendant à revenir à la gestion « intercollectivité » de la carrière des personnels) : rejeté (p. 1641).

Après l'article 2 : intention du Gouvernement concernant la proposition de loi de M. Fourcade tendant à introduire un service minimum pour les fonctionnaires en grève ; contre l'amendement n° 206 de M. François Porteu de la Morandière (création d'un service minimum en cas de grève des fonctionnaires locaux) (p. 1642).

Article 2 *quater* *(article 11 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 : commission mixte paritaire)* : ses réserves sur cet article intention du Gouvernement sur la proposition de loi de M. Fourcade précédemment citée ; mobilité au sein de la fonction publique ; rôle de la commission mixte paritaire ; (p. 1644, 1645).

Article 3 *(section II du chapitre II de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (modification de l'intitulé)* : son amendement n° 116 soutenu par M. Bernard Derosier (de suppression) : rejeté (p. 1646).

Article 4 *(articles 12 à 12* quater *de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (Centre national de la fonction publique territoriale) ; article 12 de la loi du 26 janvier 1984* (création et composition du Centre national de la fonction publique territoriale) : son amendement n° 117 (création d'une section administrative paritaire pour les actions de formation du Centre national de la fonction publique territoriale) ; paritarisme dans la gestion de la formation des fonctionnaires territoriaux ; rejeté au scrutin public (p. 1648, 1649) ; *article 12* ter *de la loi du 26 janvier 1984* (ressources du Centre national de la fonction publique territoriale) : reprend l'amendement n° 232 corrigé de M. Marc Bécam (tendant à supprimer la référence à un taux plafond de 1 % pour la cotisation versée par les collectivités territoriales au Centre national de la fonction publique territoriale) (p. 1721) ; devenu sans objet (p. 1722).

Après l'article 4 : son amendement n° 118 soutenu par M. Georges Lemoine (tendant à obliger les centres de gestion à organiser des concours lorsque les listes d'aptitude sont épuisées et à inciter les collectivités locales à déclarer les postes créés ou vacants) (p. 1722) ; rejeté.

Article 5 *(article 14 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (organisation et champ de compétences des centres de gestion)* : ses réserves sur cet article et la compétence des centres de gestion ; réunification de la formation et de la gestion au sein du Centre national de la fonction publique territoriale ; soutient l'amendement n° 119 de M. Georges Lemoine (de suppression) : rejeté (p. 1723).

Article 8 *(article 18 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (centre interdépartemental unique de la grande couronne)* : son amendement n° 122 soutenu par M. Bernard Derosier (de suppression) : adopté (p. 1727).

Article 9 *(article 22 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (budget des centres de gestion)* : ses réserves sur cet article ; plafonnement de la cotisation au centre de gestion ; exemple du centre du département du Rhône (p. 1728) ; contre l'amendement n° 56 de la commission (fixation d'un taux maximum de 0,75 % pour les cotisations au centre de gestion) ; contre l'amendement n° 233 de M. Marc Bécam (suppression du taux

maximum de 0,75 % pour la cotisation au centre de gestion) ; centre de gestion de Saône-et-Loire (p. 1731, 1732).

Article 10 *(article 23 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (missions des centres de gestion) :* reprend l'amendement n° 234 de M. Marc Bécam (précisant que les centres de gestion assurent la publicité des tableaux d'avancement pour les fonctionnaires de catégories B, C et D dépendant de lui) : rejeté (p. 1734).

Après l'article 12 : soutient l'amendement n° 125 de M. Jean-Yves Le Déaut (tendant à faciliter la réinsertion en France des personnels contractuels civils de la coopération scientifique et technique) : rejeté (p. 1741).

Article 13 *(article 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (listes d'aptitude) :* contre cet article (p. 1743) ; son amendement n° 127 (de suppression) : rejeté (p. 1744).

Article 14 *(article 51 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (mutations) :* son amendement n° 130 (de suppression) : rejeté (p. 1748).

Article 16 *(article 80 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (avancement) :* contre l'amendement n° 71 de la commission (suppression de la communication des tableaux d'avancement au Centre national de la fonction publique territoriale ou aux centres de gestion) (p. 1751).

Article 17 *quinquies* *(article 123 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) (droit d'option) :* son amendement n° 141 (de suppression) (p. 1761) ; rejeté (p. 1762).

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 19 *(articles 11 à 16 de la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984) (répartition des compétences en matière de formation des agents de la fonction publique territoriale) :* contre cet article ; abandon du principe du paritarisme dans la gestion de la formation (p. 1768) ; son amendement n° 143 soutenu par M. Maurice Adevah-Pœuf (de suppression) (p. 1770) ; rejeté au scrutin public (p. 1771).

Chapitre II : *dispositions modifiant la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.*

Avant l'article 20 : contre l'amendement n° 259 du Gouvernement (possibilité d'assurer une formation commune aux fonctionnaires de l'Etat et aux fonctionnaires territoriaux par voie de convention entre le Centre national de la fonction publique territoriale et les écoles de l'Etat ou ses établissements publics) (p. 2787).

Article 20 *(abrogations et modifications diverses de la loi du 12 juillet 1984) :* soutient l'amendement n° 144 de M. Georges Lemoine (de suppression) : rejeté (p. 2788).

Chapitre III : *dispositions modifiant la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985 complétant et modifiant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale.*

Article 21 *(abrogations et modifications diverses de la loi n° 85-1221 du 22 novembre 1985) :* son amendement n° 145 (de suppression) : rejeté (p. 2789).

Chapitre IV : *dispositions finales.*

Après l'article 22 : ses observations sur l'amendement n° 3 du Gouvernement (caisses de crédit municipal) (p. 2790, 2791) ; ses observations sur l'amendement n° 4 corrigé du Gouvernement statut des personnels des caisses de crédit municipal et possibilité d'opter pour un statut de droit privé) (p. 2792).

Article 24 *(légalisation des polices municipales) :* ses réserves sur cet article ; problème des inspecteurs de salubrité (p. 2796).

Après l'article 24 : soutient l'amendement n° 237 de M. Gilbert Bonnemaison (précisant que les gardes municipaux sont nommés par le maire après agrément individuel par le procureur de la République) : rejeté (p. 2804) ; pour l'amendement n° 239 de M. Philippe Marchand (précisant que les gardes municipaux ne peuvent être armés) (p. 2805).

Article 27 *(partage des services extérieurs de l'Etat) :* son amendement n° 149 (de suppression) : rejeté (p. 2808).

Explications de vote [17 juin 1987] :

Formation des fonctionnaires (abandon du paritarisme dans la gestion de la —) (p. 2813, 2814).
Mobilité des fonctionnaires (p. 2813).
Statut des fonctionnaires territoriaux (nécessité d'un —) (p. 2813).
Vote hostile du groupe socialiste (p. 2814).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [3 juillet 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe (p. 3669, 3670) ; rejetée (p. 3673).
Centre de gestion de Saône-et-Loire (p. 3672).
Contractuels (recrutement de —) (p. 3669).
Elus (rôle des —) (p. 3670).
Formation des fonctionnaires (p. 3670).
Listes d'aptitudes et concours (p. 3669, 3670).
Mobilité au sein de la fonction publique (p. 3670).
Statut de la fonction publique territoriale (p. 3669).

— Projet de loi, adopté par le Sénat, tendant à la création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies, relatif à la lutte contre le trafic et l'usage des stupéfiants et modifiant certaines dispositions du code pénal (n° 834).

Première lecture, discussion des articles [8 octobre 1987] :

Article 1er A *(création d'un Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies) :* soutient l'amendement n° 22 de Mme Catherine Trautmann (de suppression) : adopté au scrutin public (p. 4065).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214) et projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [3 février 1988] :

Origines et motifs du dispositif proposé :
— comparaisons internationales (p. 78).
Financement des campagnes électorales :
— dons des personnes privées et déductibilité (plafonnement et déductibilité fiscale) (p. 79, 80).
Financement des partis politiques :
— appréciations sur le principe d'une aide publique aux partis politiques (p. 79) ;
— financement des partis politiques ;
— dons privés aux partis (principe et problèmes posés par la déductibilité fiscale) (p. 79, 80).
Divers :
— publicité politique (p. 80).

— Projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et le code électoral (n° 1214).

Première lecture, discussion des articles [3 et 4 février 1988] :

Titre II : *modifications du code électoral.*

Après l'article 7 : contre l'amendement n° 85 de la commission (peines applicables aux personnes qui auront publié ou divulgué les déclarations du patrimoine des candidats) (p. 112).

Article 9 *(financement des campagnes pour les élections législatives) :* contre l'amendement n° 44 de la commission (instituant un comité électoral ayant un statut d'association pour s'occuper, pour le compte du candidat, de l'aspect financier de sa campagne) ; soutient l'amendement n° 99 de M. Pierre Joxe (fixant le plafond des dépenses à 300 000 francs) (p. 129) ; rejeté au scrutin public (p. 131) ; pour l'amendement n° 104 de la commission (plafonnant le montant des dons consentis aux candidats) (p. 133).

Après l'article 9 : ses observations sur l'amendement n° 48 de la commission (déductibilité fiscale des dons effectués aux candidats) ; ses observations sur l'amendement n° 110 du Gouvernement (déductibilité des dons faits au profit des candidats) ; sous-amendements déposés à ces amendements ; déductibilité fiscale pour les dons des entreprises ; association du double principe de déductibilité fiscale et du financement public des campagnes (p. 142) ; soutient le sous-amendement n° 111 de M. Pierre Joxe à l'amendement n° 48 de la commission (exclusion des personnes morales du bénéfice de la déductibilité) (p. 143) ; rejeté (p. 144).

Deuxième lecture, discussion des articles [23 octobre 1987] :

Article 7 : contre l'amendement n° 2 de la commission (de coordination) (p. 257).

— **Projet de loi relatif à la transparence financière de la vie politique (n° 1215).**

Deuxième lecture, discussion des articles [23 février 1988] :

Après l'article 3 : contre l'amendement n° 7 de la commission (sanctions pénales pour toute personne publiant les déclarations patrimoniales des élus en contradiction avec les dispositions législatives) (p. 270).

Article 13 *ter* : ses observations sur l'opposition de M. Pierre Mazeaud, rapporteur, sur l'amendement n° 17 de M. Pierre Joxe (rétablissement de l'article 13 *ter* ; durée d'application de la présente loi fixée à quatre ans) (p. 275).

Z

ZELLER (Adrien)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale

DEPOTS

Projet de loi portant réforme du régime d'**assurance vieillesse** applicable à **Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 686)** [22 avril 1987].

REPONSES AUX QUESTIONS

au Gouvernement :

— **M. Jacques Roux : avenir de la protection sociale en France** : [8 avril 1987] (p. 78, 79) ;

— **Mme Yann Piat : remboursement des médicaments par la sécurité sociale** : définition des médicaments à vignette bleue [8 avril 1987] (p. 80) ; mise en place d'un dispositif de sécurité pour les assurés à faibles revenus (p. 81) ;

— **M. Michel Coffineau : situation de la sécurité sociale** : annonce un prochain débat sur la sécurité sociale [8 avril 1987] (p. 82) ;

— **M. Vincent Porelli : mesures sociales d'urgence** : ses observations [29 avril 1987] (p. 741) ; non participation des communistes aux conventions Etats-départements ; projet de loi visant à favoriser l'insertion des chômeurs de longue durée (p. 742) ;

— **M. Georges Chometon : action des aides ménagères à domicile** : importance, pour le maintien à domicile des personnes âgées et handicapées, des associations d'aide à domicile ; commission nationale d'étude pour les personnes âgées dépendantes [20 mai 1987] (p. 1362) ;

— **M. Jean-Paul Delevoye : conditions d'attribution de la rente de conjoint aux veuves de mineurs silicosés** : suppression de l'autopsie lorsque l'imputabilité d'un décès à une maladie professionnelle peut se faire par un simple examen sur pièces ; prochaine modification du code de la sécurité sociale [27 mai 1987] (p. 1710) ;

— **M. Jean-Jacques Barthe : difficultés des retraités et des pré-retraités** : campagne de désinformation menée par les communistes (p. 1713) ; existence d'un filet de sécurité dans chaque caisse primaire d'assurance maladie [27 mai 1987] (p. 1714) ;

— **M. Guy Ducoloné : licenciement de neuf militants syndicaux chez Renault** : inexistence d'un quelconque arbitraire patronal [10 juin 1987] (p. 2172, 2173) ;

— **M. Jean-Pierre Schenardi : bigamie et couverture sociale** : la qualité d'ayant droit n'est accordée qu'à une seule personne [17 juin 1987] (p. 2513) ;

— **Mme Muguette Jacquaint : lutte contre la pauvreté** : nouvelle pauvreté ; mesures prises par le Gouvernement [14 octobre 1987] (p. 4288) ; rapport présenté au Conseil économique et social par le père Joseph Wresinsky ; important effort du Gouvernement et de l'Etat (p. 4289) ;

— **Mme Martine Frachon : politique en faveur des personnes âgées** : création d'une commission spécialisée regroupant l'ensemble des partenaires concernés ; vieillissement du pays [28 octobre 1987] (p. 4983) ;

— **M. Jean-Pierre Sueur : sécurité sociale** : succès des états généraux ; situation de la sécurité sociale ; problème de l'assurance vieillesse [12 novembre 1987] (p. 5748) ;

— **M. Jean de Lipkowski : personnes du quatrième âge** : vieillissement de la population ; rapport de M. Braun ; mesures en faveur du maintien à domicile ; mesures fiscales en faveur de l'aide ménagère ; habitat [12 novembre 1987] (p. 5751, 5752) ;

— **M. André Lajoinie : sécurité sociale** : énonce les actions positives réalisées par le Gouvernement [12 novembre 1987] (p. 5756) ;

— **Mme Gisèle Stievenard : pauvreté** : décret de M. Bérégovoy en 1982 privant les chômeurs de longue durée de toute ressource ; mesures mises en œuvre par le Gouvernement pour lutter contre la pauvreté [18 novembre 1987] (p. 6015, 6016) ;

— **M. André Bellon : la pauvreté dans le monde** : la France se situe au premier rang dans le domaine de l'aide au développement ; examen des diverses propositions de loi sur la pauvreté dans le monde lorsque le calendrier du Parlement le permettra [25 novembre 1987] (p. 6437) ;

— **M. Paul Chomat : anciens combattants d'Afrique du Nord** : carte du combattant ; création d'une commission médico-légale chargée de mettre à jour le barème du code des pensions militaires d'invalidité prenant en compte les affections mentales ; mesures relatives à la retraite [9 décembre 1987] (p. 7005) ;

— **M. Jean-Yves Le Déaut : caisse des Français de l'étranger** : donne les premiers résultats de la mission de l'inspection générale des affaires sociales actuellement en cours [16 décembre 1987] (p. 7544) ;

— **M. Germain Gengenwin : rapport sur les personnes âgées dépendantes** : les mesures arrêtées seront annoncées au mois de janvier prochain [16 décembre 1987] (p. 7549) ;

orales sans débat :

— **M. Dominique Bussereau (n° 185) : dépenses de santé** nouvelles modalités d'application du ticket modérateur ; médicaments dits « de confort », vignette bleue [10 avril 1987] (p. 205, 206) ;

— **M. Bernard Savy (n° 179) : remboursement des médicaments** dits « de confort », vignette bleue ; difficultés de l'industrie pharmaceutique [10 avril 1987] (p. 207, 208) ;

— **Mme Jacqueline Hoffmann (n° 180) : prestations familiales** : gain de pouvoir d'achat des prestations familiales en 1986 [10 avril 1987] (p. 209) ;

— **M. Guy Malandin (n° 260) : renégociation des prêts en accession à la propriété** : existence de mesures gouvernementales facilitant les renégociations et le refinancement [19 juin 1987] (p. 2895, 2896) ;

— **M. André Ledran (n° 258) : renégociation des prêts en accession à la propriété** : existence de mesures gouvernementales facilitant les renégociations et le refinancement [19 juin 1987] (p. 2897) ;

— **M. Jean Œhler (n° 257) : logement social** : hausse de loyer improbable au deuxième semestre compte tenu de l'accroissement de l'A.P.L. et de l'aide exceptionnelle allouée aux organismes d'H.L.M. [19 juin 1987] (p. 2899) ;

— **M. Joël Hart (n° 238) : parents de familles nombreuses** : maintien du service des prestations familiales à ces familles rendu impossible par son coût [19 juin 1987] (p. 2900) ;

— **M. André Fanton (n° 291) : situation des préretraités** : alignement envisageable vu l'amélioration des résultats de l'assurance maladie ; prise en charge par l'Etat d'une allocation spéciale d'ajustement au profit des préretraités victimes des délais de carence ; situation des jeunes [20 novembre 1987] (p. 6139, 6140) ;

— **M. Jean-Marie Demange (n° 290) : salariés licenciés des constructions métalliques de la Moselle** : absence de la C.M.M. dans la liste des entreprises ayant adhéré à la convention générale de protection sociale de la sidérurgie ; mise en place de procédures de réinsertion [20 novembre 1987] (p. 6140, 6141) ;

— **M. Jean-François Jalkh (n° 296) : aides aux résidents français des foyers de travailleurs** : régulation des aides nécessitées par le pourcentage croissant de résidents

français dans les organismes regroupés dans l'union nationale des associations gestionnaires des foyers de travailleurs migrants [20 novembre 1987] (p. 6141) ;

— **M. Loïc Bouvard (n° 323) : allocation de logement aux personnes âgées** : lacunes existant dans le système de protection sociale ; extension progressive de l'aide personnalisée au logement [11 décembre 1987] (p. 7160) ;

— **M. Emile Kœhl (n° 325) : rattachement des organismes de sécurité sociale de la Moselle** : maintien de la tutelle unique du directeur régional nommé à Strasbourg ; confusion provenant de décisions prises en 1982 [11 décembre 1987] (p. 7161) ;

— **M. Eric Raoult (n° 321) : cité H.L.M. des Bosquets à Montfermeil** : prêts locatifs aidés accordés par l'Etat à l'office public d'H.L.M. de Seine-Saint-Denis ; réunions de travail à l'initiative du préfet de Seine-Saint-Denis ; examen des propositions du maire de Montfermeil [11 décembre 1987] (p. 7162) ;

— **M. Guy Herlory (n° 339) : honoraires des professions de santé** : respect des procédures conventionnelles ; majoration des honoraires par arrêté interministériel en l'absence de conventions [18 décembre 1987] (p. 7713, 7714) ;

— **M. Georges Hage (n° 335) politique en faveur des handicapés** : efforts réalisés en faveur des enfants et des adultes ; leur financement ; existence d'un Conseil national consultatif des personnes handicapées [18 décembre 1987] (p. 7715) ;

— **M. Jean-Hugues Colonna (n° 340) : liaison maritime entre Nice et la Corse** : négociation entre l'office des transports de la région corse et la chambre de commerce et d'industrie de Nice sur les redevances portuaires ; versement par l'Etat d'une subvention de continuité territoriale [18 décembre 1987] (p. 7716) ;

— **M. Michel Sapin (n° 342) : comité français d'éducation pour la santé** : transmission du dossier au procureur de la République pour qu'il apprécie juridiquement les erreurs de gestion du C.F.E.S. ; appréciation hors de toute consigne du garde des sceaux [18 décembre 1987] (p. 7717) ;

— **M. Pierre Pascalon (n° 332) : station thermale de Saint-Nectaire** : mesures positives concernant la prise en charge des cures thermales par l'assurance maladie [18 décembre 1987] (p. 7718) ; nomenclature des cures établie après avis d'ordre scientifique (p. 7719).

INTERVENTIONS

— Projet de loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés (n° 681).

Première lecture, discussion des articles [19 mai 1987] :

Article 1er *(obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés) : article L. 323-2 du code du travail* (application de l'obligation d'emploi dans les collectivités et organismes publics) : contre l'amendement n° 88 rectifié de M. Bernard Deschamps (établissement d'un rapport annuel sur le respect de l'obligation d'emploi dans le secteur public) (p. 1341).

— Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738).

Première lecture, discussion des articles [9 juin 1987] :

Titre I ; *dispositions relatives à la protection sociale.*

Après l'article 5 : ses observations sur l'amendement n° 16 de M. Bernard-Claude Savy (agrément des établissements privés pouvant accueillir les bénéficiaires de l'aide médicale) (p. 2073).

Article 6 *(bénéfice de l'exonération de cotisation pour l'emploi d'une aide à domicile)* : ses observations (p. 2074) ; contre l'amendement n° 127 de Mme Martine Frachon (exigence d'un plafond de ressources pour le bénéfice de l'exonération de cotisation pour l'emploi d'une aide à domicile) (p. 2075).

Article 9 *(délai de prescription applicable aux cotisations sociales agricoles* : contre l'amendement n° 130 de Mme Martine Frachon (de suppression) ; contre l'amendement n° 131 de Mme Martine Frachon (délai de reprise des cotisations de sécurité sociale étant fixé à cinq ans) (p. 2076).

Article 10 *(garantie de paiement relative aux cotisations sociales agricoles)* : contre l'amendement n° 132 de Mme Martine Frachon (p. 2077).

Article 11 *(contrôle de l'obligation d'assurance prévue par l'article 1234-1 du code rural)* : ses observations sur l'amendement n° 29 de la commission (intervention de la commission nationale de l'informatique et des libertés) (p. 2079).

Article 13 *(fonctionnement des conseils d'administration des caisses de mutualité sociale agricole, pouvoir de substitution)* : contre l'amendement n° 32 de la commission (consultation du comité lorsque le préfet se substitue au conseil d'administration) (p. 2079).

Article 15 *(exonération de cotisation dans le cadre d'associations intermédiaires)* : ses observations (p. 2080).

Après l'article 15 : son amendement n° 286 (taux de la cotisation d'assurance maladie des pré-retraités étant fixé par décret) : adopté ; son sous-amendement n° 333 à l'amendement n° 86 de M. Jacques Barrot (suppression du gage) ; suppression du gage (p. 2081) ; pour l'amendement n° 86 de M. Jacques Barrot (assiette de la taxe sur la publicité pharmaceutique) (p. 2082) ; politique d'exonération des cotisations sociales destinée à favoriser l'emploi à domicile à finalité sociale (p. 2083) ; adopté (p. 2084) ; contre les amendements n° 34 de M. Bernard-Claude Savy (recours au service d'un intermédiaire pour informer les assurés sociaux) et n° 35 de la commission (recours au service d'un intermédiaire pour informer les assurés sociaux) (p. 2086) ; son amendement n° 291 (protection sociale des jeunes gens accomplissant leur préparation militaire) (p. 2087) ; ses observations sur l'amendement n° 38 de la commission (date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'information des assurés sur le montant des charges sociales acquittées) ; pour l'amendement n° 114 de Mme Marie-Thérèse Boisseau (extension aux titulaires d'une pension d'invalidité attribuée par le régime des professions artisanales ou commerciales) (p. 2088, 2089).

Après l'article 15 : son amendement n° 225 (montant des taxes sur les betteraves, céréales et graines oléagineuses portées au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles) : adopté (p. 2097).

Article 17 *(effet de la connaissance mutuelle des diplômes de médecins, de chirurgiens-dentistes et de sages-femmes au sein de la C.E.E., pour les titulaires de ces diplômes non ressortisant d'un état membre)* : contre l'amendement n° 265 de M. François Bachelot (médecins devant posséder une parfaite connaissance de la langue française) ; contre l'amendement n° 266 de M. François Bachelot (médecins ressortissants des pays étrangers non membres de la Communnauté Econmique Européenne ne pouvant exercer en France tant que les besoins sanitaires de leur pays ne seront pas satisfaits) (p. 2102).

— Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Ses observations sur l'exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe soutenue par Michel Coffineau sur le projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) (p. 2855).

Dépenses d'assurance maladie (progression des différents postes de —) (p. 2854, 2855).

Retraite à 60 ans (impact de la — sur les finances sociales) (p. 2855).

— Projet de loi portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon (n° 688).

Première lecture, avant la discussion des articles [22 juin 1987] :

Allocation aux vieux travailleurs (A.V.T.) (p. 2999).

Allocation complémentaire spéciale (A.C.S.) (p. 2999).

Assurance vieillesse (mise en place d'un régime d'— comparable à celui de la métropole) (p. 2999, 3000).

Fonctionnaires (régime de retraite des —) (p. 2999).

Marins-pêcheurs (régime de retraite des —) (p. 2999).

Mesures transitoires (p. 2999).

Minimum vieillesse (institution d'un —) (p. 2999).

Protection sociale en milieu rural en Polynésie française (p. 3002).

Retraite par capitalisation (p. 3002).
Spécificités de Saint-Pierre-et-Miquelon (prise en compte des —) (p. 2999).
Subvention de l'Etat (coût de la —) (p. 3002).

Discussion des articles :

Article 2 *(gestion par la caisse de prévoyance sociale de Saint-Pierre-et-Miquelon) :* coût de la mesure pour 1988.
Titre Ier : *assurance vieillesse de base.*
Article 3 *(champ d'application) :* ses observations sur l'amendement n° 2 de la commission (affiliation obligatoire au régime de Saint-Pierre-et-Miquelon des marins qui, pendant leur période de débarquement, exercent une activité professionnelle) (p. 3003).
Article 4 *(assurance volontaire) :* pour l'amendement n° 3 de la commission (de précision) ; pour l'amendement n° 4 corrigé de la commission (de conséquence).
Article 5 *(financement du régime) :* contre l'amendement n° 5 de la commission (de précision) ; ses observations sur l'amendement n° 6 de la commission (référence à « l'autorité administrative supérieure ») (p. 3004).
Article 8 *(montant de la pension de retraite) :* pension calculée sur la base du salaire moyen ayant donné lieu à cotisation ; forfaitisation au plafond pour les périodes antérieures.
Article 9 *(majoration de durée d'assrance)* (p. 3005) ; son amendement n° 26 (extension au régime local de la majoration de deux ans d'assurance par enfant appliquée en métropole aux mères de famille) : adopté.
Article 11 *(bénéfice du taux plein) :* son amendement n° 27 (extension du taux plein aux anciens combattants) : adopté ; son amendement n° 28 (extension du taux plein aux mères de famille ouvrières) : adopté (p. 3006).
Article 19 *(règles de coordination) :* contre l'amendement n° 16 de la commission (de précision) (p. 3007).
Après l'article 19 : son amendement n° 29 (majoration allouée aux personnes ayant élevé au moins trois enfants) : adopté.
Titre II : *prestations minimales de vieillesse.*
Chapitre Ier : *allocation minimale de vieillesse.*
Article 20 *(conditions d'attribution) :* pour l'amendement n° 17 de la commission (rédactionnel).
Article 21 *(plafond de ressources) :* pour l'amendement n° 18 de la commission (de précision) (p. 3008).
Chapitre II : *allocation supplémentaire.*
Article 28 *(suspension, révision et retrait) :* pour l'amendement n° 19 de la commission (délais de prescription pour le remboursement de trop-perçu).
Chapitre III : *dispositions communes.*
Article 34 *(revalorisation des allocations) :* contre l'amendement n° 21 de la commission (référence à « l'autorité administrative supérieure »).
Titre IV : *pénalités ; dispositions diverses et transitoires.*
Article 37 *(remboursement du trop-perçu) :* pour l'amendement n° 22 de la commission (de conséquence).
Article 39 *(dispositions transitoires) :* son amendement n° 30 (de précision) : adopté ; pour l'amendement n° 23 de la commission (de précision) (p. 3010) ; pour l'amendement n° 24 de la commission (de précision).
Article 40 *(entrée en vigueur du nouveau régime) :* son amendement n° 31 (de coordination) : adopté.
Après l'article 40 : son amendement n° 32 (extension aux personnels de Saint-Pierre-et-Miquelon des dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière) : adopté (p. 3011).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, deuxième partie :

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [2 et 3 novembre 1987] :
Financement de la sécurité sociale (et notamment Etats généraux) (p. 5272, 5273).
Personnes âgées :
— politique en faveur des personnes âgées (généralités) (p. 5274).
Politique de la santé :
— assurance maladie (p. 5272, 5273).
Politiques sociales et sectorielles :
— handicapés (politique en faveur des —) (p. 5273, 5274) ;
— pauvreté (lutte contre la —) (p. 5245, 5274, 5275).

Réponses aux questions [3 novembre 1987] :
Gestion de la sécurité sociale (M. Jacques Sourdille) (p. 5311).
Lutte contre la pauvreté :
— accueil des sans-abris (Maison départementale de Nanterre) (M. Michel Sapin) (p. 5293) ;
— plan de lutte contre la pauvreté (M. Gérard Kuster) (p. 5313, 5314) ;
— revenu minimum garanti (M. Jean-Claude Dalbos) (p. 5322).
Politique à l'égard des étrangers :
— prestations familiales versées aux étrangers polygames (M. Jean-François Jalkh) (p. 5295).
Politique de la famille :
— mères de famille (assurance-vieillesse) (Mme Marie-Thérèse Boisseau) (p. 5291).
Politique en faveur des personnes âgées :
— politique en faveur des personnes âgées (compétence en matière de —) (M. Michel Terrot) (p. 5308) ;
— retraites (montant des —) (M. Vincent Porelli) (p. 5289) ;
— retraites des non-salariés (M. Bernard-Claude Savy) (p. 5296).
Politique de la santé :
— professions para-médicales (M. Jean Bardet) (p. 5310, 5311) ;
— stomalogistes (M. Jean-Claude Dalbos) (p. 5322).
Politiques sociales sectorielles :
— centres d'aide par le travail (M. Michel Terrot) (p. 5309) ;
— handicapés (politique) (M. Georges Hage) (p. 5289) ;
— handicapés mentaux adultes (M. Alain Richard) (p. 5300) ;
— illétrisme (lutte contre l' —) (p. 5290, 5291).

— Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).

Première lecture, discussion des articles [19 décembre 1987] :
Titre III : *maintien du pouvoir d'achat des pensions pour 1988.*
Article 3 *(revalorisation des pensions pour 1988) :* application du rapport Théo Braun ; prise en charge des personnes âgées dépendantes ; problème posé par le placement familial (p. 7851).

ZUCCARELLI (Emile)

Député de la Haute-Corse
Apparenté socialiste

S'apparente au groupe socialiste [*J.O.* du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [*J.O.* du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi sur l'épargne (n° 443) [*J.O.* du 28 mai 1987] (p. 5857).

DEPOTS

Proposition de loi tendant à reconnaître et à organiser le droit à la permanence des **liaisons maritimes et aérienne de la Corse avec le territoire continental de la République (n° 904)** [30 juin 1987].

INTERVENTIONS

— Déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution, ainsi que le débat et le vote sur cette déclaration (n° 827).

Discussion [7 avril 1987] :
Justice sociale (p. 50, 51).
Méthodes du Gouvernement (p. 50, 51).

— Projet de loi sur l'épargne (n° 443).

Première lecture, avant la discussion des articles [16 avril 1987] :
P.E.R. (plan d'épargne retraite) :
— capitalisation (retraite par —) (p. 409) ;
— organismes habilités à proposer et à gérer le P.E.R. (p. 409) ;
— prélèvement libératoire optionnel (p. 409) ;
— répartition (retraite par —) (p. 409) ;
— sortie du P.E.R. (rente viagère ou capital) (p. 409).

— Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Crédit à la consommation (p. 4265, 4266).
Taux d'intérêt (p. 4265).

Première partie, discussion des articles [15 octobre 1987] :

Article 10 *(réduction à 28 % des taux de T.V.A. sur les automobiles et les motocyclettes de plus de 240 cm³)* : harmonisation fiscale européenne ; son souhait d'une réduction du taux de T.V.A. pour la Corse (p. 4390).

Après l'article 10 : soutient l'amendement n° 134 de M. Nicolas Alfonsi (taux de T.V.A. de 21 % en Corse) (p. 4396) ; devenu sans objet (p. 4397).

Deuxième partie :

Anciens combattants. — *Vote des crédits* [22 octobre 1987] :

Après l'article 65 : ses observations sur l'amendement n° 122 du Gouvernement (patriotes d'Alsace et de Moselle réfractaires à l'annexion de fait pendant la deuxième guerre mondiale) (p. 4697).

Budget annexe des postes et télécommunications. — *Questions* [26 octobre 1987] :

Plan câble (retard dans la réalisation du —) (p. 4854, 4855).

Affaires sociales et emploi. — *Examen du fascicule* [3 novembre 1987] :

Politique de la santé :

— lutte contre le S.I.D.A. (p. 5265).

Equipement, logement, aménagement du territoire et transports. — II. Routes et sécurité routière, transports. Budget annexe de la navigation aérienne. — *Questions* [6 novembre 1987] :

Liaison aérienne de la Corse avec le continent (p. 5503).

Intérieur.— *Questions* [9 novembre 1987] :

Corse (situation en —) (p. 5633, 5634).

— Projet de loi de finances rectificative pour 1987 (n° 1082).

Première lecture, discussion des articles [8 décembre 1987] :

Après l'article 17 : ses observations sur l'amendement n° 41 du Gouvernement (exonération d'impôt sur les bénéfices pendant huit ans des sociétés nouvelles exerçant en Corse) ; diminution de la T.V.A. intervenue sur les automobiles en Corse (p. 6947, 6948).

— Projet de loi d'amélioration de la décentralisation, adopté par le Sénat (n° 973).

Première lecture, discussion des articles [15 et 16 décembre 1987] :

Titre V : *dispositions relatives au financement des collectivités locales à vocation touristique.*

Après l'article 19 : ses observations sur l'amendement n° 54 de la commission des finances (schéma d'aménagement de la Corse) (p. 7512) ; ses observations sur le sous-amendement n° 247 de M. Pascal Arrighi à l'amendement n° 54 (adaptation triennale du schéma directeur d'aménagement de la Corse) (p. 7514).

Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75015 Paris.